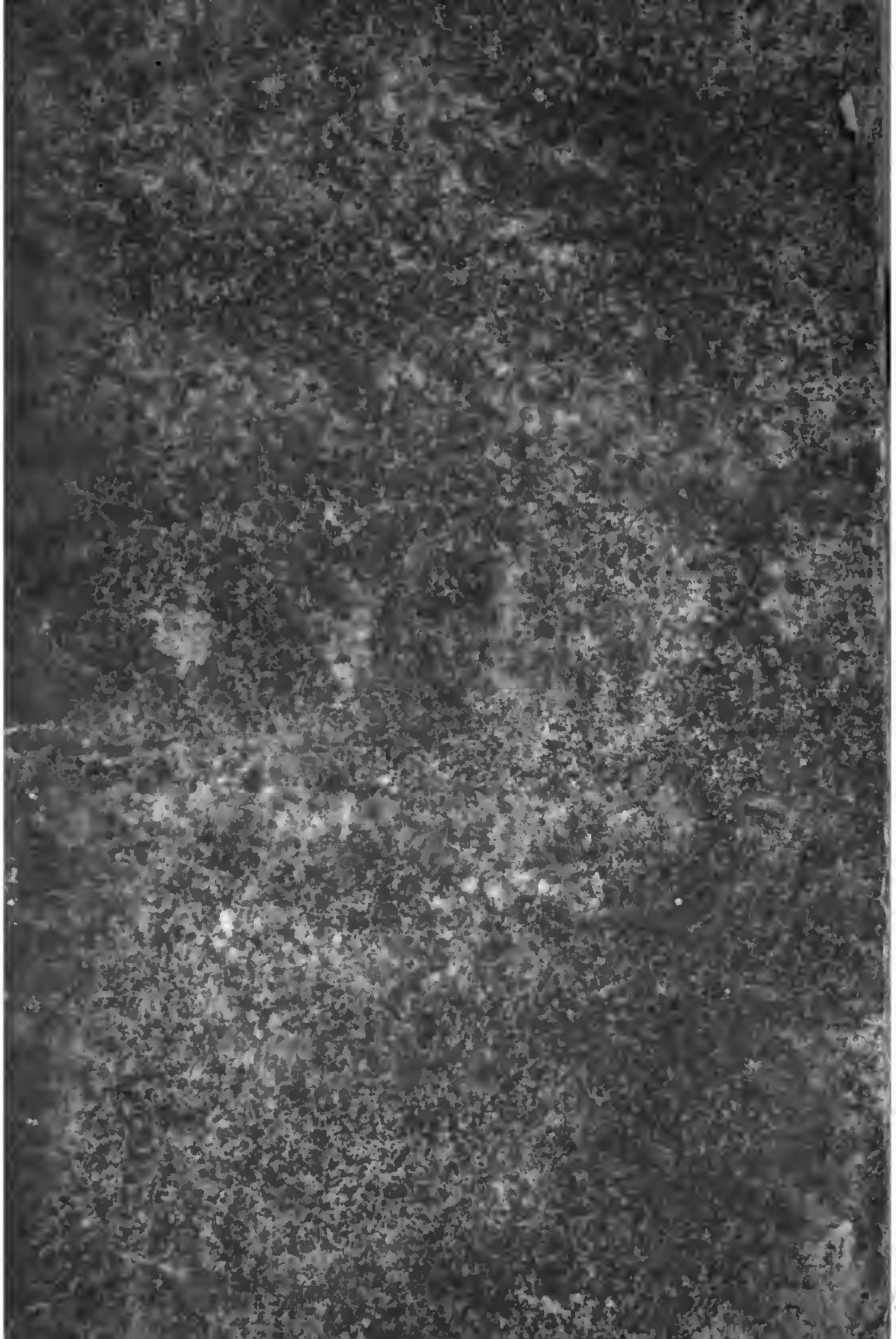


L. 69. 26.

Digitized by Google

NEGOCIATIONS

SECRETES

DE MUNSTER

ET

D'OSNABRUG.

TOME QUATRIEME.

BIBLIOTECA NAZIONALE "VITTORIO EMANUELE III" NAPOLI

Digitized by Google

NÉGOCIATIONS SECRETES TOUCHANT LA PAIX DE MUNSTER ET D'OSNABRUG;

OU RECUEIL GENERAL

DES PRELIMINAIRES, INSTRUCTIONS, LETTRES, Mémoires &c. concernant ces Négociations, depuis leur commencement en 1642. juſqu'à leur concluſion en 1648. Avec les Depêches de Mr. de VAUTORTE, & autres Piéces au ſujet du même Traité juſqu'en 1654. incluſivement.

LE TOUT TIRE' DES MANUSCRITS LES PLUS AUTHENTIQUES.

Ouvrage abſolument néceſſaire à tous ceux qui ſe pourvoiront du

CORPS DIPLOMATIQUE OU GRAND RECUEIL DES TRAITEZ DE PAIX, & d'autant plus utile aux Politiques & Négociateurs qu'il renferme le Fondement du Droit Public.

TOME QUATRIEME.

Où l'on trouve la Négociation d'Oſnabrug en 1647. par Mr. le Comte D'AVAUX *Médiateur entre l'Empereur, l'Empire, & le Roi de Suéde. Les Lettres, Mémoires & Négociations Secrétes des Plénipotentiaires de France envoyées à la Cour pendant l'année 1647. Différentes piéces au ſujet deſdites Négociations écrites en 1647. 1648. & 1649. Et un Extrait de divers Ecrits concernant la Rébellion des Portugais unis dans le Brezil avec la Hollande.*

A LA HAYE,
CHEZ JEAN NEAULME.
MDCCXXVI.

Digitized by Google

TABLE

DES

PIECES

CONTENUES

Dans ce Tome IV.

1647. 6. janvier. LETTRE *de Monſieur d'Avaux à Monſieur le Cardinal Mazarin.* pag. 1
Diſpoſition à l'égard de la ceſſion de la Pomeranie. Prétentions des Eſpagnols en Italie. Négociations avec eux.

14. dud. AU MEME. 3
Accord des Eſpagnols & des Hollandois. Nouvelles prétentions des Suedois. Sur le Traité avec l'Eſpagne. Négociation de Mantouë.

27. dud. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 4
Au ſujet des prétentions de la Suede.

28. dud. AU MEME. 5
Sur le même ſujet. Propoſition de Brandebourg.

29. dud. AU MEME. 5
Accord de Brandebourg à l'égard de la Suede. Nouvelles prétentions des Suedois. Demande de Brandebourg.

31. dud. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 6
Alarme des Hollandois. Fierté des Suedois. Entremiſe de Monſieur d'Avaux demandée par tous les partis. Derniére réſolution de Brandebourg. Conférences ſur cette affaire. Satisfaction de la Landgrave.

23. dudit. LETTRE *à Monſieur le Duc de Longueville.* 9
Fermeté des Suedois. Intérêt de la Landgrave.

28. dud. A MONSIEUR CHANUT. 11
Etat de la Négociation entre la Suede & Brandebourg.

du même. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 12
Déclaration des Suedois.

29. dud. LETTRE *à Monſieur le Duc de Longueville.* 12
Diſpoſitions des Ambaſſadeurs de Suede. Intérêts des Cantons Suiſſes. Déclaration contre l'Eſpagne.

31. dud. AU MEME. 13
Etat de la Négociation.

1. Février. AU MEME. 13
Rudeſſe des Suedois.

4. dud. A MONSIEUR *Chanut.* 14
Variation des Suedois.

6. dud. A MONSIEUR *de Beauregard.* 16
Affaire de la Pomeranie. Intérêt de la Landgrave. Affaire des Eccleſiaſtiques de Wetzlar.

8. dud. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 17
Nouvelles difficultez des Suedois. Affaire de Lorraine.

10. dud. A MONSIEUR *de S. Romain.* 18
Médiation de Monſieur d'Avaux.

11. dud. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 19
Affaire de la Pomeranie. De Religion. Du Duc de Lorraine.

du même. LETTRE *à Mr. le Cardinal Mazarin.* 20
Diſpoſition de Trautmansdorff pour la Paix.

du même. A MONSIEUR *Chanut.* 20
Soupleſſe des Suedois. Affaire des contributions. Cérémoniel.

12. dud. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 21
Concluſion du Traité de Suede & de Brandebourg. Engagement de la France.

20. dud. AU MEME. 22
Traité pour la ſatisfaction de la Suede. Intérêt de la Landgrave. De la Religion Romaine. Prétentions des Suedois. Affaires du Palatin. Du Portugal. Et d'Italie.

22. dud. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 23
Satisfaction de la Suede De la Landgrave. Affaires des Princes de l'Empire. De la Religion. Intrigues des Eſpagnols. Offres des Imperiaux à la Suede. Rang de l'Ambaſſadeur François à la Conférence. Sureté demandée. Griefs des Proteſtans. Leurs mouvemens pour l'affaire du Palatinat.

24. dud. LETTRE *de Monſieur d'Avaux à l'Electeur de Brandebourg.* 30
Au ſujet du Traité conclu.

25. dud. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 30
Affaire de la Landgrave. Du Palatin. De Baviere avec l'Empereur.

du même. A MONSIEUR *Chanut.* 32
Satisfaction de la Landgrave. Affaire du Palatin.

1. Mars. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 33
Soins de Baviere pour la Paix. Affaires d'Eſpagne. Du Portugal. Lenteur des Suedois.

4. dud. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 34
Intentions des Suedois au ſujet de la Religion. Affaires de Portugal. Du Palatin. Jalouſie des Suedois.

du même. LETTRE *à Monſieur le Cardinal Mazarin.* 36
Conférence avec Trautmansdorff. Mariage du Roi d'Eſpagne.

du même. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 44
Gratifications demandées.

12. dud. A MONSIEUR *de Croiſſi.* 45
Manière de poſſéder l'Alliance. Intérêt de Baviere. Difficultez ſur l'affaire du Palatin.

APOSTILLES *faites par Monſieur d'Avaux ſur le Memoire de Monſieur de Croiſſi du 26. Février.* 46
Difficultez ſur la Paix. Touchant les Suedois. Leurs demandes. Celles de Baviere.

15. dud. LETTRE *à Monſieur le Duc de Longueville.* 48
Affaires de l'Empire. D'Eſpagne. Et du Portugal.

18. dud. A MONSIEUR *le Cardinal Mazarin.* 49
Demandes des Eſpagnols. Crainte au ſujet du Traité de Suede & de Brandebourg.

du même. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 50
Nouvelle demande de Suede. Affaire du Palatin. Touchant les griefs. Intérêt de la Landgrave. Prétentions des Proteſtans. Erection d'un huitiéme Electorat.

8. Avril. LETTRE *à Monſieur le Cardinal Mazarin.* 52
Artifices des Eſpagnols. Conduite à tenir avec les Suedois. Jalouſie de Trautmansdorff.

8. dud. A MONSIEUR *de Brienne.* 53
Detail de ſa conduite.

du même. A MONSIEUR *le Cardinal Mazarin.* 54
Affaire de l'Electorat.

du même. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 54
Changement des Suedois. Leur condeſcendance pour le Duc de Baviere. Griefs. Intrigues des Eſpagnols. Etat de la Négociation. Intérêt de la Religion.

du même. LETTRE *à Monſieur Chanut.* 57
Mouvement des Suedois en faveur des Proteſtans. Sur l'aliénation des Bénéfices. Diſpoſition des Hollandois. Satisfaction de la Landgrave.

9. dud. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 60
Inconſtance des Suedois.

15. dud. A MONSIEUR *Chanut.* 61
Caractére d'Oxenſtiern. Intrigues des Proteſtans, pour avoir un Empereur de leur Religion. Moyens de reduire les Suedois.

18. dud. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 63
Intérêt de la Landgrave.

19. dud. MEMOIRE *de Monſieur d'Avaux.* 63
Affaire de la Landgrave. Satisfaction des Etats de l'Empire. Triſte Etat des Catholiques. Lenteur des Suedois. Traité avec l'Eſpagne.

du même. A MONSIEUR *Chanut.* 65
Demande des Proteſtans. Alternative pour Oſnabrug. Différens projets de Paix.

23. dud. A MONSIEUR *le Duc de Longueville.* 66
Départ de Trautmansdorff. Affaires de Portugal.

9. Janvier. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 68
Concluſion du Traité de l'Empire avec les Leur voyage à la Haye. Et à Oſnabrug.

4. Février. REPONSE *de Monſieur de Longueville au Memoire du Roi du 25. Janvier.* 75
Affaires de Portugal. Des prétentions de Suede. De Brandebourg. Traité des Imperiaux ſur les biens d'Egliſe.

du même. LETTRE *de Monſieur de Longueville à Monſieur de Brienne.* 77
Sur le refus des Suedois de conclure avec Brandebourg.

11. dud. MEMOIRE *de Monſieur de Longueville.* 77
Conférence avec les Hollandois. Touchant le Commerce. Diſpoſitions diférentes ſur la Paix.

du même. LETTRE *de Monſieur de Longueville à Monſieur de Brienne.* 80
Affaire de Don Edouard. Prétentions de Savoye.

18. dud. REPONSE *au Memoire du Roi du 8. Février.* 81
Affaires de Portugal & de Catalogne. Intrigues des Eſpagnols. Médiation de la France acceptée.

du même. LETTRE *de Monſieur le Duc de Longueville à Monſieur le Comte de Brienne.* 82
Raiſons de ſa conduite.

4. Mars. AU MEME. 83
Affaire de Don Edouard. Et haine des Suedois contre Baviere. Prétentions des Eſpagnols.

8. Avril. AU MEME. 84
Touchant les Hollandois. Le Portugal. Et la ſuſpenſion d'armes.

22. dud. AU MEME. 85
Affaire du Portugal. Artifices des Eſpagnols chez les Griſons.

24. Avril. LETTRE *de Monſieur Servien à chacune des Provinces-Unies.* 86
Pour les engager à perſévérer dans l'Alliance.

29. dud. REPONSE *aux Memoires du Roi des 6. 12. & 19. Avril.* 89
Négociations avec l'Eſpagne. Affaires de Portugal. De Catalogne. Et d'Oſnabrug.

du même. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur le Comte de Brienne.* 93
Affaires de Baviere.

4. Mai. REPONSE *à la Lettre de Monſieur de Servien.* 93
Récrimination contre les François.

6. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 97
Satisfaction de Modéne.

du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 97
Affaires du Portugal. De l'Empereur. Et de l'Evêque d'Oſnabrug.

11. dud. LETTRE *de Monſieur de Longueville à Monſieur de Brienne.* 99
Reflexions ſur les ordres de la Cour. Affaires d'Eſpagne en Savoye. Et du Duc de Mantoue.

23. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 101
Affaires des Griſons. Et de la Religion.

ME.

1647. 13. Mai. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 101
Affaires de l'Empire. Et du Portugal.
16. dud. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 104
Affaires du Portugal. Plaintes des Suedois. Affaire de Liege. De Don Edouard. Et de la Guerre.
22. dud. MEMOIRE *de Monſieur Servien, à Meſſieurs les Etats Généraux.* 106
27. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 112
Voyage de Trautmansdorff à Vienne. Correſpondance de Baviere avec les François.
9. Juin. DES *mêmes, au même.* 112
Demande du Prince de Tranſilvanie.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 113
Conférences avec les Médiateurs.
10. dud. REPONSE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires aux Mémoires du Roi des 25. Mai & 1. Juin.* 116
Affaires de la Religion. Satisfaction de la Suede. Sur les prétentions de l'Alſace. Et le Portugal.
du même. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 119
Siége de Lerida.
17. dud. DES *mêmes, au même.* 119
Prétentions des Suedois. Silence des Eſpagnols.
du même. REPONSE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires au Memoire du Roi du 8. Juin.* 120
Jugement ſur la médiation des Hollandois. Satisfaction de la Landgrave.
24. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 121
Affaues de Portugal. D'Allemagne. D'Italie. Et de Guerre.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 122
Affaires du Portugal. Satisfaction de la Landgrave. Soins en faveur des Princes de l'Empire. Prétentions des Suedois.
30. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 124
Affaires de Mantoue. Et de Baviere.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 125
Sur la Paix de l'Empire. Affaire des ſubſides. De Baviere. Etat des Armées de France.
3. Juillet. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 127
Différend du Miniſtre de France à Caſſel.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 127
Satisfaction de la Landgrave. Affaire du Palatin.
15. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 129
Suites de la levée du Siége de Lerida.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 129
Jugemens ſur la ſatisfaction de la Landgrave. Méfiance contre les Suedois. Défertion des Troupes de Baviére.
29. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 133
Départ du Comte de Trautmansdorff.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 133
Sureté du Traité. Diviſion entre la France, & la Suede. Affaires militaires.
22. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 135
Diſpoſition des Alliez.
1647. du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 136
Conférence avec les Suedois. Intrigues d'Eſpagne & de Suede en Angleterre. Affaire d'Alſace.
29. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 139
Conquêtes de la France.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 139
Déclaration des Suedois en faveur de la France. Jonction des Armées Alliées. Intérêt de Baviere.
5. Août. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 141
Touchant le projet des François. Affaire de l'Evêque d'Ephéſe.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 142
Conteſtation au ſujet de l'Eſpagne. Conduite d'Oxenſtiern. Traité pour la garantie. Affaire de Baviere.
12. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 146
Incertitude touchant les Suedois. Demandes des Suiſſes. Affaire du Palatin.
19. dud. DES *mêmes, au même.* 147
Retour de la Cour à Paris.
du même. MEMOIRE *des Plenipotentiaires.* 148
Sur l'Alliance avec la Suede. Affaire du Palatin.
26. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 149
Ils demandent des remiſes.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 150
Prétention des Alliez de la France. Changement de l'Electeur de Cologne. Entretien avec les Médiateurs.
1 Septembre. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 152
Arrivée de quelques Plenipotentiaires Hollandois à Munſter.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 152
Affaires de Naples. De la Catalogne. De l'Armée Suedoiſe. Artifices des Eſpagnols. Affaires du Portugal.
9. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 156
Touchant les Evêques de Bamberg, & de Wurtzbourg.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 156
Touchant les Heſſiens. Sentiment ſur les Suedois. Crainte des Eſpagnols. Conférences avec les Suedois. Leur appréhenſion.
16. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 160
Affaire de Frankendal.
du même. MEMOIRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires.* 160
Sur les Eſpagnols. Et les Hollandois. Affaires de Guerre. Et du Prince Edouard.
23. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 162
Prétentions de la Landgrave pour ſon fils.
du même. MEMOIRE *de Mrs les Plenipotentiaires.* 163
Artifices des Eſpagnols. Leur lenteur. Diſpoſitions des Alliez. Affaires de Lorraine.
30. dud. LETTRE *de Meſſieurs les Plenipotentiaires à Monſieur de Brienne.* 165
Affaires Militaires. Satisfaction aux plaintes de la Reine de Suede.

Conduite du Duc de Baviere. Difficultez sur la Paix générale, Affaire de Lorraine. Entre les Hollandois & les Portugais. Des Fiefs des trois Evêchez.
21. dud. LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur de Brienne.* 172
Propositions de la Suede.
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 172
Négociation avec l'Espagne. Soupçon contre les Hollandois, Et contre les Espagnols. Affaire de l'Electorat de Mayence.
22. dud. LETTRE *à Monsieur le Comte de Brienne.* 176
Sur la plainte de Savoye.
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 176
Au sujet de l'Artois. Affaires Militaires.
4. dud. LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne.* 178
Leur méfiance sur les Espagnols.
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 179
Déclaration des François. Conférences avec les Médiateurs. Sur l'assistance au Roi d'Espagne. Et au Duc de Lorraine.
11. dud. LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne.* 180
Touchant les Alliez.
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 181
Affaires des subsides. Militaires. De Lorraine. Touchant les Alliez. L'Election de Mayence. La Négociation pour l'Empire. La conduite des Mediateurs. Le Portugal. Les Deserteurs François pris par les Suedois.
18. dud. LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne.* 186
Affaires d'Angleterre.
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 186
Etat de la Négociation avec les Imperiaux. Du Traité avec l'Espagne. Affaires du Duc de Baviere. De la Catalogne. De la restitution des Places. Et de l'arbitrage des Hollandois.
25. dud. LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne.* 189
Affaires de Cologne. Election de l'Electeur de Mayence
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 189
Affaires de Baviere. Promesses des Suedois. Opiniâtreté des Espagnols Etat de la Négociation entre la France & l'Espagne. Touchant le Prince Edouard.
1. Decembre. LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne.* 192
Touchant les Electeurs de Mayence & de Trêves.
du même. MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* 192
Affaires des subsides. Animosité des Suedois contre Baviere. Sur le Duc de Lorraine.
Opiniâtreté des Espagnols. Affaire de Modène.
MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* du même. 198
Nouvelles prétentions des Hessiens. Affaires de Baviere. Animosité des Suedois contre ce Duc.
LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne.* 29. dud. 201
Touchant la Landgrave.
MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* du même. 201
Sur la conduite des Espagnols, Fermeté des Hollandois. Affaire de Lorraine. Intrigues de l'Espagne. Subsides.
LETTRE *de Messieurs les Plenipotentiaires à Monsieur le Comte de Brienne* 30. dud. 204
Députation en Pologne. Affaires de Naples & de Sicile.
MEMOIRE *de Messieurs les Plenipotentiaires.* du même. 205
Plaintes contre les Hollandois. Conférences avec eux. Mesures contre le Traité de l'Espagne avec la Hollande. Touchant les Alliez.
DISCOURS *de Monsieur Servien aux Etats Généraux.* 210
Sur leur Paix particuliére avec l'Espagne.
AUTRE *du même.* 214
Dispositions des Etats. Leur précipitation à traiter avec l'Espagne.
EXTRAIT *de la Résolution des Etats sur les Discours de Monsieur Servien.* 215
Leur déclaration sur les intérêts de la France.
ACCORD *entre la Reine de Suede & l'Electeur de Brandebourg.* 218
Touchant le Pomeranie.
LETTRE *de Monsieur Brun à Messieurs les Etats Généraux.* 222
Pour les engager à faire leur Paix particuliére.
PROJET *pour le Traité de Paix entre la France & l'Espagne.* 224
ECRIT *sur les Duchez de Lorraine & de Bar.* 233
Raisons pour & contre l'union de ces Etats à la Couronne de France.
REPRESENTATIONS *des Ambassadeurs d'Espagne aux Etats Généraux.* 238
Nouvelle demande en consequence du Traité.
LETTRE *de Messieurs les Ambassadeurs de France.* 240
Projets de Paix donnés par les François & les Espagnols.
OBSERVATIONS *sur la liaison qui se trouve entre les intérêts de la France & ceux des Provinces-Unies.* 242
MEMOIRE *touchant la Pomeranie.* 250
TRAITE' *de Trêve entre le Roi de France, la Reine de Suede, & la Landgrave de Hesse-Cassel, d'une part: Et les Electeurs de Baviere & de Cologne d'autre.* 251
LETTRE *de Monsieur Brun Plenipotentiaire d'Espagne, à Mrs. les Etats Généraux.* 258
Pour

1647. Pour les preſſer de conclurre le Traité.
AUTRE *du même.* 259
Sur le même ſujet.
REPONSE *de Monſieur Servien à la Lettre de Monſieur Brun aux Etats Généraux.* 261
Où il prouve les artifices des Eſpagnols.
ECRIT *d'un Gentilhomme François à un de ſes amis à Paris.* 273
Contre les Lettres de Monſieur Brun.
REFUTATION *de la Lettre de Monſieur Servien ſous le nom d'un Gentilhomme François.* 275
OBSERVATIONS *ſur la Réponſe faite par Monſieur Servien à la Lettre de Monſieur Brun.* 278
ECRIT *donné par l'Ambaſſadeur de France à Meſſieurs les Etats Généraux.* 292
Sur la Garantie.
DISCOURS *d'un perſonnage deſintereſſé.* 297
Sur la Paix qui ſe traite entre l'Eſpagne & Meſſieurs les Etats Généraux.
LES *demandes faites aux Etats Généraux par Monſieur Servien.* 303
Sur la Garantie.
AVIS *des Commiſſaires des Etats de Hollande.* 304
Sur leur Paix particuliére avec l'Eſpagne.
DU *droit du Duc de la Trimouille au Royaume de Naples.* 305
HARANGUE *de Monſieur Servien aux Etats Généraux.* 306
Pour les retenir dans l'Alliance.
PROJET *du Traité de Paix délivré par les Imperiaux.* 308
RENOUVELLEMENT *de l'Alliance entre les Couronnes de France & de Suede.* 313
LETTRE *de Monſieur Servien à chacune des Provinces-Unies.* 314
Sur leurs Alliances & leurs intérêts communs.
REPONSE *à cette Lettre.* 316
MEMOIRE *de Monſieur Servien aux Etats Généraux.* 320
REPONSE *aud. Mémoire.* 320
REPONSE *à ſa Lettre.* 321
INSTRUCTION *au Député du Chapitre d'Oſnabrug.* 324
ARRET *du Conſeil du Roi de France pour la décharge des taxes faites ſur les Hollandois comme étrangers.* 326
MEMOIRE *de Monſieur Servien aux Etats Généraux.* 327
Contre leur Traité avec l'Eſpagne.
ORDRE *que l'on a tenu à l'enterrement de Monſieur le Prince d'Orange.* 334
ARTICLES *concernant le Roi de Portugal.* 335
PROPOSITION *de Suede aux Imperiaux.* 337
Touchant l'exercice de la Religion Proteſtante.
ARTICLES *de Paix de la part de la Couronne de Suede aux Imperiaux.* 338
PROJET *de la Negociation de la Paix* 344
REPLIQUE *au Projet de Paix par les Impériaux.* 353
ARTICLES *du Traité de Garantie entre la France & les Etats Généraux.* 372
PROPOSITION *pour l'affaire du Duc de Lorraine.* 375
DECLARATION *des Ambaſſadeurs d'Eſpagne.* 375
Sur la Tréve pour le Portugal.
PROJET *pour l'accommodement du Palatinat.* 376

1647. TRAITE' *de commerce entre l'Eſpagne & les Villes Anſéatiques.* 379
SOMMAIRE *de l'Inſtruction de l'Empereur à ſes Ambaſſadeurs.* 382
Sur la Paix avec les Couronnes Alliées.
COPIE *des Propoſitions de l'Electeur de Baviere.* 383
REPONSE *des Suedois à ces Propoſitions.* 384
Pour le Traité de la ſuſpenſion d'armes.
REPONSE *de la Reine de Suede à l'Electeur de Baviere.* 385
Sur la rupture de la Neutralité par cet Electeur.
HARANGUE *de Monſieur de la Thuillerie, Ambaſſadeur de France, à Meſſieurs les Etats Généraux.* 388
ACCORD *entre le Roi d'Eſpagne, & le Prince d'Orange.* 389
RELATION *ſincére de la Négociation de Munſter.* 391
EXTRAIT *du Regiſtre des Négociations de Paix de Meſſieurs les Etats Généraux.* 401
REFLEXIONS *contre les Ennemis de la Paix.* 403
LETTRE *à un ami.* 409
Touchant le Traité entre la France & la Hollande.
REPONSE *du Comte d'Oldembourg à Meſſieurs les Etats Généraux.* 417
Touchant les Droits que ce Comte a établis ſur le Weſer.
EXTRAITS *des Lettres écrites, par Meſſieurs les Etats Generaux, à l'Empereur, au Roi de Suede, & aux Electeurs.* 420
EXTRAIT *du Regiſtre des Reſolutions de Meſſieurs les Etats Généraux.* 421
SUITE *du Projet de Paix entre la France & l'Eſpagne.* 421 — 1648. 10. Janvier.
HARANGUE *de Monſieur de la Thuillerie aux Etats Généraux.* 422 — 12. dud.
Au ſujet du Traité avec l'Eſpagne.
COPIE *de Lettre écrite à Meſſieurs les Etats Généraux par leurs Plenipotentiaires à Munſter.* 423 — 1. Février.
Touchant la Paix entre l'Eſpagne & la Hollande.
LETTRE *du Roi aux Etats Généraux.* 425 — 14. dud.
Sur leur Traité avec l'Eſpagne.
HARANGUE *de Monſieur de la Thuillerie aux Etats.* 426 — 3. Mars.
Sur le même ſujet.
EXTRAIT *de l'Ecrit des Sieurs Mathenneſſe & Paw, contre le Sieur Nederhorſt.* 427 — 13. dud.
PROPOSITION *faite par Monſieur de la Thuillerie aux Etats Généraux.* 428 — 18. dud.
Sur leurs engagemens avec la France.
POUVOIR *du Roi très-Chrétien à Monſieur Servien.* 428 — 20. dud.
Pour agir ſeul à Munſter.
REPONSE *de la Province de Hollande à Monſieur de la Thuillerie.* 429 — 23. dud.
En juſtification de leur Paix avec l'Eſpagne.
LE *Reſultat des Etats de la Province de Hollande.* 431 — 4. Avril.
Au ſujet de la Ratification de la Paix avec l'Eſpagne.
EXTRAIT *d'une Lettre de la Haye.* 432 — 14. dud.
Sur la conduite des Etats Généraux.
RESULTAT *des Deliberations des Etats Generaux.* 433 — 24. dud.
Au ſujet de la Paix d'Eſpagne.
CEREMONIE *à l'achevement de la Paix des Etats Généraux avec l'Eſpagne.* 434 — 15. Mai.
PUBLICATION *de la Paix de l'Eſpagne avec les Etats Généraux.* 436 — 5. Juin.

Sur cette Assemblée.
LES *Différends du Roi avec l'Empereur & le Roi d'Espagne.* 444
Touchant les Duchez de Lorraine & de Bar.
PUBLICATION *de la Paix d'Espagne & des Etats Généraux.* 462
REFUTATION *de l'Ecrit de Monsieur de Nederhorst.* 463
REMONTRANCE *de Monsieur de Nederhorst contre Mrs. de Mathenesse & Heemsted.* 466
LETTRE *du Roi de France aux Etats Généraux.* 472
Sur leur Paix avec l'Espagne.
REMONTRANCE *dans le Parlement de Paris par Monsieur Talon Avocat général.* 478
Contre le Gouvernement arbitraire.
SECONDE *proposition de Monsieur de la Thuillerie aux Etats Généraux.* 480
Contre leur Paix avec l'Espagne.
INGREDIENS *& ampliation de la Réponse que doit être faite à Monsieur l'Ambassadeur de France sur son Discours.* 482
RESOLUTION *de la Province de Zelande.* 492

Sur l'indemnité de la Maison de Hesse-Cassel.
DECLARATION *des Etats de l'Empire à Osnabrug.* 508
Touchant l'exemption de la Ville de Bâle de la Juridiction de la Chambre Imperiale.
PROTESTATION *du Pape Innocent X.* 510
Contre les Traitez de Westphalie.
EXTRAIT *des Lettres de S. M. I. à ses Plenipotentiaires à Nuremberg.* 512 — 1649.
Sur l'evacuation des Places & la satisfaction de la milice.
TRAITE' *de Commerce entre le Roi d'Espagne & les Etats Généraux.* 513 — 1650.
TRAITE' *de Trêve, de Navigation, de Commerce & d'Alliance entre le Portugal & les Etats Généraux.* 520
EXTRAITS *de plusieurs Lettres & Ecrits touchant la rebellion des Portugais unis dans le Brésil avec la Hollande.* 533 & suiv.
Par lesquelles on fait voir que la Couronne de Portugal trempe dans cette rebellion.

NEGO-

TOUCHANT LA PAIX

DE MUNSTER ET D'OSNABRUG,

CONTENANT

LES LETTRES ET MEMOIRES

DE LA

COUR DE FRANCE

ET DE SES

PLENIPOTENTIAIRES

A MUNSTER

Et tout ce qui s'eſt paſſé en Allemagne après le Traité de Paix depuis l'année 1647. juſqu'en 1654. inclusivement.

NEGOCIATION D'OSNABRUG

Par Monſieur le Comte d'AVAUX Plénipotentiaire de France pour la Paix générale ; & Médiateur pour terminer les différends entre l'Empereur, le Roi de Suéde, les Electeurs & Princes de l'Empire. *Depuis Janvier juſqu'en Avril* 1647.

1647.

LETTRE

De Monſieur

D'AVAUX

A Monſieur le

CARDINAL

MAZARIN.

Il n'approuve pas qu'on laiſſe toute la Pomeranie à la Suéde. L'Electeur de Brandebourg & le Duc de Meckelbourg s'y oppoſeront, & l'Empereur les aſſiſtera. Les Eſpagnols veulent retenir Piombino & Portolongone. On ſe flate qu'ils ſe relâcheront. Entretien de Monſieur de Longueville avec les Ambaſſadeurs de Hollande ſur ce ſujet. Les Eſpagnols forment des deſſeins contre nos Places d'Italie. Touchant la Négociation avec l'Eſpagne. 1647.

MONSEIGNEUR,

LA Depêche dont il vous a plu m'honorer le 21. a été retardée trois jours en Flandres avec le paquet du Roi, je remercie très-humblement votre Eminence du bon avertiſſement touchant Ridolphi, & la maniére d'agir qu'il faut prendre avec ces gens-là. Je m'en prevaudrai quand lui ou autres curieux, & ſpeculatifs viendront me viſiter.

Il eſt bien rude que la trop grande amitié de nos Alliez nous rembarque dans une nouvelle Guerre, ou dans un manquement de foi; les Suédois ont trouvé trop de facilité parmi nous à retenir toute la Pomeranie, & tout Wiſmar, avec les Baillages qui en ſont proche; il auroit bien mieux vallu laiſſer la Lettre que j'avois écrite

Il n'approuve pas qu'on laiſſe toute la Pomeranie à la Suéde.

donner moyen à la Reine de Suéde, de vaincre l'opposition de ceux qui ne veulent point de Paix ou qui ne veulent pas qu'elle soit de durée. Cependant comme ils ont vu qu'on n'osoit seulement en écrire en Suéde, ni leur donner un conseil que le Roi a pris pour lui-même, ils ont formé le dessein d'avoir tout & de dépouiller hardiment l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Meckelbourg, puis que la France y adhere, & qu'elle s'obligera à la Garantie: cela est certain, Monseigneur, notre conduite nous a jettés dans cet inconvenient, qui est si mon sens d'une fâcheuse conséquence, l'on ne pourroit quasi pécher davantage contre l'ordre que votre Eminence nous a fait donner tant de fois, de pourvoir sagement à la sûreté de la Paix, car ces deux Princes n'en demeureront pas là; ils ont de grandes Alliances, & de puissans voisins interessez avec eux en cette affaire, & l'Empereur même les assistera, il ne faut que voir le contentement de Monsieur de Trautmansdorff, quand on lui parle de la Pomeranie entiere aux Suédois, il l'offre de fort bon cœur, & croit bien de n'être pas pris au mot: c'est un moyen infaillible pour rentrer en Guerre quand la Maison d'Autriche y trouvera son compte; & cependant il ne lui coûtera rien pour recompenser Brandebourg; enfin à ce marché là les avantages de l'Empereur & de Suéde, sont aussi visibles que les desavantages de la France. Je ne sai si en ce cas on ne devroit point restraindre la garantie au terme de dix ans après la Paix, selon qu'il est porté par le Traité d'Alliance, ou si l'on y pourroit trouver quelque autre expedient, comme il semble que votre Eminence y vouloit penser: ni les bonnes intentions de Monsieur Salvius pour la Paix, ni l'amitié qu'il a pour moi ne sont pas capables de lui faire éluder un ordre exprès de la Couronne qu'il sert, laquelle se tenant appuyée du consentement & même du conseil des Plénipotentiaires de France, a pris volontiers la resolution de garder toute la Pomeranie, car il est vrai que plusieurs fois on leur a persuadé ici d'accepter le tout, si les interessez ne consentoient à leurs demandes. Le temps est passé de la bonne volonté dudit Sieur Salvius sur ce sujet, il me l'avoit assez temoignée, & m'avoit fourni lui-même des armes pour les combattre. Maintenant que les choses ont changé de face pour n'avoir pas tenu le chemin qu'il nous avoit montré, je ne vois pas, Monseigneur, ce que je puis desirer de lui en ce fait particulier, je n'obmettrai pourtant aucune diligence pour faire en sorte, s'il est possible, que l'autre parti ait lieu, mais desormais il y a fort peu d'apparence.

L'Electeur de Brandebourg & le Duc de Meckelbourg s'y opposeront, & l'Empereur les assistera.

La difficulté que les Espagnols font de ceder Piombino & Portolongone, soit qu'elle vienne du succès qu'ils ont eu en Catalogne, soit de l'esperance que le Viceroi de Naples leur donne de reprendre leurs Places, soit enfin de la confiance qu'ils ont aux promesses, & engagemens de quelques-uns de Messieurs les

Les Espagnols veulent ravoir Piombino & Portolongone.

tes, qu'après plusieurs objections de Monsieur Paw & de quelques autres, ils demeurerent tous d'accord que les Espagnols n'ont pas droit d'excepter aucune partie des Conquêtes que le Roi a faites sur eux. Mais une chose, Monseigneur, que j'observai, est qu'en parlant de cela, Paw & Knuit dirent toujours qu'il falloit que chacun demeurât en possession de ce qu'il occuperoit alors que la Paix sera conclue, & que jusques à ce jour, si de part & d'autre l'on prend quelques Places, il n'en sera plus fait de mention: ils apperçurent si fort là-dessus que je vous asseure que c'est une suggestion des Plénipotentiaires d'Espagne, à qui on aura écrit de Bruxelles & d'ailleurs qu'il y a apparence, & peut-être même déja des desseins formez contre nos Places. Tout le monde sait avec quel soin & quelle prevoyance votre Eminence travaille à les conserver, mais certainement ceux qui en sont Gouverneurs ont plus sujet que jamais d'être sur leurs gardes.

Les Espagnols forment des desseins contre nos Places d'Italie.

Quand j'aurai vu la Déclaration que le Roi de Pologne a fait donner par le Sieur Roucali, je m'employerai comme je dois en une affaire dont vous me commandez de prendre soin.

Touchant la Negociation avec l'Espagne.

Les dix jours de délai que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats nous ont accordés, dont néanmoins nous ne sommes pas demeurez entierement satisfaits, comme il est porté par notre Dépêche commune, il y en a déja trois ou quatre de passés, sans que notre Négociation soit plus avancée en rien, ni que les Espagnols nous fassent dire aucune chose, ni que nos Entremetteurs s'en mettent en peine: ce fut le motif de la visite que nous leur fimes hier au soir pour reveiller un peu le devoir de leurs charges. Cependant, Monseigneur, j'avoue que le silence des uns, & la cessation des autres m'est suspecte; je considere que nous avons arraché par force ladite surseance des Hollandois, je sai pour certain que le Comte de Peñaranda leur en a fait faire d'étranges plaintes jusques à les menacer de la rupture du Traité, & partant j'apprehende qu'ils ne veuillent attendre la fin des dix jours pour signer leur article, & ainsi éluder tout l'effort que nous avons fait; mais comme nous n'avons pas acquiescé à un terme si court, nous ne manquerons point de fortes raisons pour les induire à ne rien innover, jusques à ce qu'ils ayent reçu ordre de Messieurs les Etats sur l'instance ou remontrance de Monsieur de Servien. Je vous souhaite en tout temps, Monseigneur, toutes sortes de prosperitez & suis avec des sentimens tres-respectueux & une fidelité immuable &c.

LET-

LETTRE

De Monſieur

D'AVAUX

à Monſieur le

CARDINAL

MAZARIN.

A Munſter le 14. Janvier 1647.

Les Eſpagnols avec les Hollandois s'accordent de quelques articles pour les faire inſerer à la Paix de Munſter. On en témoigne du reſſentiment aux Hollandois, qui promettent de travailler pour avancer nos affaires. Il part pour Oſnabrug pour convenir de la ſatisfaction pour la Suéde, & des Griefs de la Religion. Trautmansdorff part de Munſter malgré les efforts de Peñaranda. Nouvelle prétention des Suédois. Projet du Traité avec l'Eſpagne en état d'être donné aux Hollandois. On ne ſignera rien avec les Eſpagnols, que le Traité de Garantie ne ſoit conclu à la Haye. Il eſt ſoupçonné de retarder la Paix. Il n'a pu encore découvrir les ſentimens du Nonce. Le Secretaire de Mantouë de retour à Munſter. Il traite en ſecret du Mariage de ſon Maitre avec Mademoiſelle de Longueville. La Ducheſſe de Mantoue diſpoſée à ſe mettre ſous la protection du Roi, & qu'on pourroit donner la Princeſſe de Mantouë au Prince de Conti. Complimens pour le Cardinal.

MONSEIGNEUR.

JE n'ai rien à ajouter à la Depêche commune, ſinon que chacun des quatre papiers qui ont été ſignez par les Ambaſſadeurs de Hollande, en datte des 15. 18. 24. & 27. Decembre porte en tête cette inſcription, *Articles proviſionnellement accordés entre les Plenipotentiaires du Roi d'Eſpagne, & ceux des Etats Généraux des Provinces-Unies, pour être inſerez au Traité qui ſe fera à Munſter.* Je crois que votre Eminence n'aura pas deſagreable que nous ayons fait connoître à ces Meſſieurs, que leur manquement ſera conſideré plus ou moins ſelon le ſuccés de l'affaire qui ſe traite preſentement à la Haye, & ſelon la maniére dont ils agiront ici avec les Eſpagnols dans les interêts de la France qui reſtent à demêler. Paw m'a fait dire avec ſoin qu'on ſera content de lui, & qu'il va travailler pour l'avancement de notre Traité comme il a fait pour le leur; mais il n'y a nulle apparence en ſes promeſſes. Je parts demain pour Oſnabrug; ſi l'on y peut convenir de la ſatisfaction de la Suéde, & des Griefs de la Religion, ce ſera un coup mortel pour les Eſpagnols, & pour les Hollandois mêmes, car outre que les uns & les autres ont toujours été en grande apprehention que la Paix de l'Empire ne ſe concluë auparavant celle d'Eſpagne, Paw & Knuit & leurs Adhérans ſentent bien qu'ils ne ſeroient plus les Maitres & les arbitres de toute la Négociation, & que leur infidelité, s'ils la vouloient faire, ne ſeroit pas ſi redoutable. Peñaranda s'eſt ſervi de tous les moyens pour empêcher ou différer le voyage du Comte de Trautmanſdorff qui partit Mecredi dernier; mais ce qu'il n'a ſu obtenir ni par autorité, ni par prieres, ni par artifices, je crains bien que l'humeur des Suédois ne le faſſe, ils ne ſe contentent pas maintenant de la Pomeranie entiere ni de la garantie de l'Empereur ni de l'Empire, ils pretendent qu'aux depens de l'Empire on leur doit entretenir un Corps d'armée en cette Province-là, & parlent encore d'y ajouter deux ou trois Evêchez Catholiques: tout cela a fort ſurpris Trautmanſdorff qui avoit conçu de conclure la Paix en trois jours.

Nous avons mis le projet de notre Traité avec l'Eſpagne en état d'être donné aux Hollandois, quand Monſieur le Duc de Longueville le jugera à propos, c'eſt ce qui a un peu retardé mon voyage d'Oſnabrug, car il a fallu toucher à la plûpart des Articles, & y en ajouter de très-importans qui avoient été obmis, comme la ceſſion de l'Alſace, la reſtitution de trois Places qui appartiennent aux Liegeois, par où nous engagerons Meſſieurs les Etats à tenir ferme pour les Places de Toſcane, puis qu'autrement l'on ne ſe relâcheroit point de cette demande qui eſt comprise dans les interêts du Pais-Bas, & quelques autres Articles pour la ſureté de la Catalogne.

Je ſuis ravi que votre Eminence ait approuvé la reſolution de ne rien ſigner avec les Eſpagnols, juſques à ce que nous voyions celle qu'on prendra à la Haye ſur la Garantie. Il y a déja quelques mois qu'il s'eſt élevé un bruit dans cette Aſſemblée que je retarde la Paix, & perſonne ne m'a épargné; les Hollandois ſont ceux qui en parlent le plus haut; mais je veux bien ſoutenir cette envie pour ſervir la France & ſuivre nos ordres, vu même qu'à mon ſens ils ne peuvent être plus juſtes ni plus moderés dans la grande proſperité de l'Etat.

Je ne ſaurois encore, Monſeigneur, vous éclaircir du Nonce touchant l'avis que vous en aviez eu, quoi que je l'aye viſité depuis que j'ai reçu la Lettre dont il vous a plu m'honorer le quatre de ce mois: il me donna ſi peu d'oc-

Les Eſpagnols avec les Hollandois s'accordent de quelques articles pour les faire inſerer à la Paix de Munſter.

On en témoigne du reſſentiment aux Hollandois, qui promettent de travailler pour avancer nos affaires.

Il part pour Oſnabrug pour convenir de la ſatisfaction pour la Suéde, & des Griefs de la Religion.

Trautmanſdorff part de Munſter malgré les efforts de Peñaranda.

Nouvelle prétention des Suédois.

Projet du Traité avec l'Eſpagne en état d'être donné aux Hollandois.

On ne ſignera rien avec les Eſpagnols, que le Traité de Garantie ne ſoit conclu à la Haye.

Il eſt ſoupçonné de retarder la Paix.

Il n'a pu encore découvrir les ſentimens du Nonce.

Suivent les Lettres d'Osnabrug.

LETTRE

De Monsieur

D'AVAUX

à Monsieur le Duc de

LONGUEVILLE.

A Osnabrug le 17. Janvier 1645.

Touchant les prétentions des Suédois. Pleinpouvoir donné au Comte de Witgenstein.

MONSEIGNEUR,

LEs Ambassadeurs de Messieurs les Etats me vinrent trouver hier aussitôt que je fus arrivé, ceux de Suède m'ont vu ce matin, & ceux de Brandebourg après midi, avec quelques autres Députez. Le Comte de Wagenstein arriva hier au soir fort à propos pour remedier aux affaires de son Maître, s'il y a lieu au remede, il vient de sortir de ceans, je lui ai déja rendu un si bon office qu'incontinent après dîné Monsieur Salvius a été chez Monsieur Wolmar, & lui a parlé d'une autre sorte que Monsieur Oxenstiern n'avoit fait aux Hollandois qui en étoient bien fortifiez. Ces Messieurs de Suède leur avoient répondu, qu'il n'étoit plus temps de traiter avec l'Electeur de Brandebourg, & que leurs ordres les obligeoient absolument à retenir toute la Pomeranie sans son consentement. Ils m'ont fait aussi ce matin la même réponse durant deux heures, mais en se levant pour sortir ils se sont un peu relachez, & ensuite ils ont temoigné aux Impériaux que la France inclinant plutôt au premier parti qu'au second, ils pourroient bien revenir à ce qu'ils ont proposé touchant la Pomeranie Anterieure avec Stettin, Gartz, Dam, & Wollin si l'Electeur y consent.

Touchant les prétentions des Suédois.

Les Impériaux l'ont fait savoir aussitôt au Comte de Wagenstein de qui je le sai, & il m'a

Digitized by Google

1647. m'a dit qu'il alloit rendre compte à ſon Maître par un exprès, d'autant que juſques ici l'affaire étoit tenue comme deſeſperée, & l'on traitoit même les conditions de la garantie que l'Empereur & l'Empire promettoient en ce cas: je crois, Monſeigneur, que cela eſt bon à mander à Monſieur de Servien, afin que Madame la Princeſſe d'Orange connoiſſant comme nous agiſſons dans ſes intérêts, il puiſſe en tirer quelque ſecours dans ſa Négociation. Je manderai plus amplement toutes ces choſes à votre Alteſſe lorſque j'y verrai un peu plus d'aſſurance & ſerai toujours, &c.

ADDITION.

Plenipouvoir donné au Comte de Wittgenſtein.

J'oubliois de dire à votre Alteſſe que le Comte de Wittgenſtein a raporté de Cleves un Pouvoir abſolu de traiter & conclure tant avec les Hollandois qu'avec les Impériaux, tellement que l'affaire ſemble prendre un bon chemin : je la preſſerai comme il faut.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

Le 18. de Janvier 1647.

Prétentions des Suédois ſur toute la Pomeranie. Les Deputez de Brandebourg propoſent des conditions aux Suedois.

MONSEIGNEUR,

LEs affaires ne ſont point au point que le Comte de Witgenſtein s'étoit promis, Meſſieurs de Suéde perſiſtent à retenir toute la Pomeranie, & à dire que l'Electeur de Brandebourg n'eſt pas recevable à leur accorder ce qu'ils ont demandé. C'eſt une Juriſprudence qui m'eſt inconnuë, puis que l'option n'a point été donnée à la charge d'opter dans un certain temps, & que la choſe dont il s'agit eſt encore entiere. Monſieur Salvius explique enfarte ce qu'il dit haer à Monſieur Wolmar ſur ce ſujet, qu'il le reduit à rien, & qui pis eſt, il m'a avoué tantôt à une viſite particuliere que c'eſt un pretexte pour avoir deux Provinces au lieu d'une, & que la Suéde eſt toute tournée de ce côté-là ; d'ailleurs les Députez de Brandebourg ne conſentent pas entiérement à la premiere partie de l'alternative, & témoignent avoir ordre exprès de reſerver Wollin, joint que pour ceder le reſte ils propoſent beaucoup de conditions à la Suéde, & prétendent de grandes recompenſes de l'Empereur. Les uns & les autres me prient de les accommoder, & Monſieur Oxenſtiern m'en a requis aujourd'hui en termes fort exprès, & c'eſt ce que j'y voi de

Prétentions des Suédois ſur toute la Pomeranie.

Les Députez de Brandebourg propoſent des conditions aux Suédois.

mieux, n'étant pas croyable que s'ils vouloient tout à fait exclure ce Prince, ils euſſent beſoin de Mediateur pour ne rien faire. Je ſuis &c. 1647.

AU MEME.

Le 20. Janvier 1647.

Il fait conſentir les Brandebourgeois aux deſirs des Suédois. Nouvelle pretention des Suedois. Diſpute ſur ce ſujet avec Oxenſtiern. Recompenſe que demandent les Brandebourgeois.

MONSEIGNEUR,

JE tirai hier des Ambaſſadeurs de Brandebourg un conſentement entier de ce que la Suéde a deſiré de leur Maître, ce ne fut qu'après beaucoup d'allées & venuës, & après beaucoup de conteſtations, car ils vouloient abſolument me changer d'un écrit par lequel ils reſervoient Uſedom & Wollin : je leur remontrai que ce ſeroit fournir un prétexte à qui ne cherchoit qu'un refus pour avoir toute la Pomeranie, enfin ils ſe rendirent, mais comme des gens à qui on fait violence. J'allai ſur le champ trouver Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, & leur porter la Pomeranie anterieure avec Stettin, Gartz & Wollin, c'eſt à dire que les voila Maîtres de toute la Riviere. Ils écoutereut cela froidement de leur grace, & ne firent aucun ſcrupule de me dire & de maintenir que c'eſt avec raiſon qu'ils veulent à cette heure l'une & l'autre Pomeranie du conſentement de l'Electeur. Je crois que votre Alteſſe, qui à leur inſtance s'eſt entremis de l'affaire & a porté une parole de leur part, trouvera bien étrange qu'ils y veuillent aporter du changement : je parle ainſi, Monſeigneur, parce qu'aujourd'hui Monſieur Oxenſtiern, m'étant venu voir ſeul & me trouvant auſſi ferme que les jours précedens, il s'eſt un peu moderé, ne demandant plus la Pomeranie entiere, mais il ne veut auſſi en façon quelconque ſe tenir à l'offre qu'ils ont faite, ſur quoi nous ſommes entrés en grande diſpute ; je ne ſaurois juger qui a eu du bon, chacun ayant fait mine de ne point acquieſcer aux raiſons de l'autre, néanmoins il y a grande apparence qu'il eſt venu pour me tirer le poux, il me ſemble qu'ils deliberent & que le peu de ſuccés de cette viſite les aidera à prendre une bonne reſolution. Ceux de Brandebourg demandent pour récompenſe douze cens mille Riſdalles, Halberſtadt, Magdebourg quand il ſera vacant, Minden, la Comté de Charembourg & quelques autres terres. En attendant la vacance de Magdebourg, ils avoient pretendu l'Evêché d'Oſnabrug & il falloit un article de leurs demandes, mais je les obligeai hier à le rayer en preſence des Hollandois mêmes qui ne purent s'en défendre, je leur voulus auſſi ôter l'eſperance de pouvoir obtenir Minden. Je ſuis &c.

Il fait conſentir les Brandebourgeois aux deſirs des Suédois.

Nouvelle prétention des Suédois.

Diſpute ſur ce ſujet avec Oxenſtiern.

Recompenſe que demandent les Brandebourgeois

D'AVAUX

Arrivé à Osnabrug le 16. Janvier 1647.

Les Hollandois émus de la réponse des Suédois qui veulent la Pomeranie entiere. Il leur promet ses offices en tout ce qui ne choquera point les Alliez. Trautmansdorff le prie d'accommoder cette affaire. Il approuve les prétentions des Suedois. Touchant le Traité d'Espagne avec la Hollande. Les Suedois le prenent d'un ton fort haut au sujet de la Pomeranie. Il cherche à les radoucir. Les Suédois souhaitent qu'il reste à Osnabrug & qu'il soit le Médiateur. Arrivée du Plenipotentiaire de Brandebourg, chez Monsieur d'Avaux; il le prie de s'entremettre entre eux & les Suédois. Les Suédois desaprouvent le procedé des Hollandois envers la France. Les Suédois paroissent s'adoucir. Il en donne connoissance à Monsieur Servien à la Haye. Inconstance des Suédois. Les Deputez de Hollande le prient de faire cet accommodement. Il leur reproche leur Traité avec l'Espagne. Nouvelle instance des Hollandois. Le Comte de Witgenstein lui envoye par écrit les dernieres intentions de l'Electeur. Il les communique aux Hollandois & ses difficultez. Conference entre les Plenipotentiaires de Hollande, de Brandebourg & de France sur les prétentions des Suédois. Ils acceptent la premiere partie de la proposition de la Suede avec grand' peine. Il assure les Suedois de l'une des Pomeranies. Les Suédois les veulent toutes deux. Ses soins pour les faire venir à la rai-

Ce jour-là même les Ambassadeurs de Hollande me visiterent, ils me témoignerent être en grande perplexité de la réponse des Suedois, qui leur ont dit qu'ils viennent trop tard, & que la resolution est prise d'avoir la Pomeranie entiere sans le consentement de l'Electeur. Quand ils dirent que la proposition de Suéde est alternative, les Suedois repliquerent que l'Electeur a declaré au Baron de Plettemberg que jamais il ne quitteroit Stettin, & partant que c'est un refus, sur lequel ils traitent à present de la seconde partie de l'alternative sans pouvoir plus revenir à la premiere, & que leurs ordres sont tels. Les Ambassadeurs de Messieurs les Etats trouverent à qui parler, & après plusieurs contestations fort inutiles, ils se retirerent un peu humiliez, car outre ce refus sec & absolu, Messieurs Oxenstiern & Salvius ne les épargnerent pas sur le sujet du Traité qu'ils ont conclu avec l'Espagne. Ils me firent de grandes prieres de porter Messieurs de Suéde, à donner un délai de dix jours pendant lesquels le Sieur de Tromhorn iroit à Cleves en diligence, & en rapporteroit la derniere resolution & déclaration de l'Electeur.

Les Hollandois émus de la réponse des Suédois qui veulent la Pomeranie entiere.

Ils ne me parurent en soin que d'avoir un peu de temps, car pour le fond de l'affaire ils avouerent tout ouvertement que l'Electeur doit se contenter que la Riviere serve de borne & de limite, ils voudroient seulement lui sauver Wolin, mais à toute extremité il me semble que leur avis étoit qu'on n'y insistât pas & qu'ils aprehendent que ce Prince ne soit plus reçu à accepter la premiere partie de la proposition des Suédois.

Je promis mes offices à tout ce qui ne choqueroit point nos Alliez, qui est notre premiere & principale obligation, je remontrai la longueur & le peu de resolution de l'Electeur de Brandebourg, je dis qu'il n'avoit pas été bien conseillé, & ils en demeurent d'accord, je dis néanmoins que s'ils parloient encore aujourd'hui avec charge, ou que les Députez offrissent son consentement à la demande des Suédois, cela donneroit moyen de les servir, & que je ne m'y épargnerois pas, mais de reculer toujours & ne rien dire après tant d'avertissemens & de solicitations de toute l'Assemblée, il n'y avoit guere d'esperance de succès.

Il leur promet ses offices en tout ce qui ne choquera point les Alliez.

Là-dessus ils reïtererent vivement leurs instances, & s'engagerent à faire avoir une réponse précise dans dix jours.

Au sortir de cette audience le Sieur de Tromblorz me vint voir; il me tint à peu près le même langage, & me fit la même priere, disant qu'il s'en alloit le lendemain vers son Maître & qu'assurément il en rapporteroit une resolution nette & expresse. Il penchoit aussi à l'acceptation de la premiere partie de la proposition Suédoise, s'ils ne peuvent en exceptez Wolin & ainsi les Suedois savent traiter leurs affaires si avantageusement, qu'on tient en faveur d'être reçu en leur accord tout ce qu'ils ont desiré.

Ce qui m'en fait juger de la sorte, c'est que ledit

convierent ſeparement d'aſſiſter l'Electeur à lui faire avoir une juſte recompenſe, & proportionnée à ce qu'il ſera obligé de laiſſer aux Suédois. A cela je promis l'agrément de le ſervir de tout mon poſſible.

Trautmandorff le prie d'accommoder cette affaire.

Le Comte de Trautmansdorff me fit dire après les civilitez ordinaires qu'il croyoit que je pourrois diſpoſer les Députez de Brandebourg, à accepter la propoſition que Monſieur de Saint Romain porta dernièrement à l'Electeur, & qu'il me conjuroit d'y travailler, qu'il ſavoit bien que Tromblotz me communiqueroit toute leur inſtruction, & qu'en tout cas d'une façon ou d'autre il me prioit de mettre une fin à cette affaire.

Il approuve les pretentions des Suédois.

Il aprouva pourtant que les Plénipotentiaires de Suéde continuaſſent à inſiſter à toute la Pomeranie, & à ne vouloir plus traiter ſur la premiere partie de leur demande, d'autant, diſoit-il, que Brandebourg en prendra plus promptement la reſolution convenable.

Je demandai aux Hollandois quelles nouvelles ils avoient de leurs Collegues, je leur dis que Peñaranda diſoit qu'ils lui avoient donné un avantage en traitant ſans la France, duquel il ſauroit bien ſe prevaloir. Monſieur Knuit répondit avec chaleur qu'il ne les tromperoit pas, qu'ils en demeureront là où ils en ſont ſans y toucher le moins du monde, juſques à ce que tout le Traité de France ſoit conclu, enfin il s'en mocqua avec beaucoup de hauteur. Je repliquai que cet avantage que les Eſpagnols prennent de leur ſignature ne nous fera pas relâcher de quoi que ce ſoit, que nous n'ajouterons rien à nos demandes, mais que d'en rien retrancher & affoiblir après ce qui s'eſt paſſé, c'eſt ce que nous ne pouvons ni ne devons faire aucunement. Il ne faut pas auſſi en devenir plus difficiles, repliqua Knuitz, & là-deſſus je repetai ce que j'avois dit & l'appuyai de ſorte qu'ils en parurent perſuadez, n'y apportant aucune contradiction.

Toucher le Traité d'Eſpagne avec la Hollande.

Les Suédois le prennent d'un ton fort haut au ſujet de la Pomeranie.

Le dix-ſept au matin Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde me vinrent viſiter, & d'abord ils prirent un ton fort haut, tenans tels diſcours qu'on jugeroit qu'ils ne veulent point de Paix; après les complimens ordinaires ils me dirent, qu'ils ſont en Traité avec le Comte de Trautmansdorff pour avoir toute la Pomeranie malgré l'Electeur de Brandebourg, que les Ambaſſadeurs de Hollande leur avoient fait quelques remontrances là-deſſus, & ceux de Brandebourg auſſi, que mêmes ils croyoient que l'Electeur ne ſeroit pas éloigné de donner les mains à l'alienation de la Pomeranie anterieure, avec Stettin, Gartz & Wolin, mais qu'il n'étoit plus temps d'y penſer, ce qu'ils repeterent tant de fois & ſi abſolument, nonobſtant tout ce qu'on put leur repreſenter, qu'enfin ne trouvans plus moyen de ſe défendre par raiſon, il leur fallut recourir à l'autorité, & alleguer leurs ordres, encore paſſerent-ils bien plus avant, en ce qu'au lieu d'agréer le conſentement de l'Electeur à tout ce qu'ils ont demandé, parce qu'il ne l'a pas donné aſſez tôt, ou d'aſſez bonne grace, ils pretendirent qu'il doit céder toute la Pomeranie moyennant une recompenſe que l'Empereur lui donnera, parce, diſoient-ils, que cette Province ne ſe peut partager commodément. Je dis qu'il ſeroit à ſouhaiter que toute la Pomeranie demeurât à la Couronne de Suéde du conſentement de la Maiſon de Brandebourg, & que j'y contribuerois très-volontiers ſi cela ſe peut en aucune façon, mais que ce Prince n'ayant pu encore être perſuadé à quitter

voyois pas comme on le pouvoit induire à céder toutes les deux. Ils y inſiſterent néanmoins comme s'ils s'y attendoient, & qu'ils ne fuſſent pas hâtez de conclure l'accommodement. Je remontrai que cela ſeroit pris pour de nouvelles demandes, & qui vont toujours en augmentant, que nous avions cru pour certain qu'ils ſe tiendroient à l'alternative qu'ils nous ont propoſée par écrit, & prié de propoſer de leur part aux Impériaux & à l'Electeur même comme nous avons fait, que l'Electeur a bien fait quelques difficultez d'y conſentir, mais qu'il ne l'a pas refuſé entiérement, ayant renvoyé Monſieur de Saint Romain avec cette réponſe qu'il donneroit ordre & Pleinpouvoir à ſes Ambaſſadeurs pour en traiter; que s'il avoit tardé quinze jours à prendre reſolution, la choſe lui étoit aſſez importante pour ne le pas trouver mauvais, vu même que leur propoſition ne l'obligeoit pas de ſe déclarer dans un certain temps, que le refus qu'ils alleguoient n'a pas été fait à eux, ni à nous, que depuis un mois que l'Electeur a fait cette réponſe au Comte de Plenemberg, ils ne peuvent avoir reçu de nouveaux ordres de Suéde, que les choſes ſont encore entieres, & qu'enfin s'étant ſervis des Ambaſſadeurs de France pour porter une parole à ce Prince, je ne voyois pas qu'il y eût aucun dedommagement à eſperer ni pour eux ni pour nous. Tout cela ne fit guere d'impreſſion ſur leurs eſprits, ils perſiſterent en leur premiere réponſe ſans nous laiſſer eſperer mieux, ſinon qu'en ſe levant pour ſortir ils dirent qu'on les ſollicite aſſez, mais que l'Electeur ne parle point. Je repartis que le Comte de Wirgenſtein venoit d'arriver très-à propos comme il étoit veritable, & qu'il avoit un Pleinpouvoir pour terminer ce different. Monſieur Oxenſtiern aprenant cette nouvelle s'adoucit un peu, & enſuite il me demanda ſi je ne m'arrêterois pas quelque temps en ce lieu, témoignant clairement qu'ils le deſireroient. Je dis que s'ils me donnoient moyen de les ſervir, je demeurerois à Oſnabrug, autant qu'il ſeroit néceſſaire, mais qu'en l'humeur où je le voyois, mon ſervice leur ſeroit fort inutile. En les conduiſant au Caroſſe Monſieur Oxenſtiern me tira à part, & voulut avoir aſſurance que j'entreprendrois la Médiation, me faiſant connoître que les Hollandois leur ſont fort ſuſpects, mais je ne leur donnai cette aſſurance que ſur la condition ſuſdite, & alors il me ſerra la main & repeta ſes complimens.

Il cherche à les rabattre.

Les Suédois ſouhaitent qu'il reſte à Oſnabrug & qu'il ſoit le bédiateur.

Ces Meſſieurs ne furent pas ſitôt partis que le Comte de Wirgenſtein arriva. Il n'avoit encore vû perſonne ni les Imperiaux même. Je n'eus quaſi point de peine avec lui, c'eſt un Cavalier fort ſincere & qui a très-grand reſpect pour la France; il ſe laiſſa diſpoſer à prendre un parti qui eſt avantageux au Prince qu'il ſert s'il veut conſideres l'état préſent des affaires, il en excepta ſeulement les Iſles d'Uſſedom & de Wolin, me faiſant voir ſur la Carte que l'Electeur ne peut s'en paſſer. Il me pria de m'entremettre conjointement avec les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats & me dit avoir ordre exprès de ne rien faire que par l'interpoſition & l'avis des Plénipotentiaires de France. Je lui dis que ceux de Suéde desaprouvoient fort la conduite que les Hollandois ont tenuë avec nous, qu'ils ne leur ont pas diſſimulé auparavant même que je fuſſe en cette Ville, & que Monſieur Oxenſtiern les avoit mis en neceſſité de juſtifier leur action, mais qu'il n'en étoit pas demeuré là ſufſat, que cela deconcerte toutes choſes & ôte le moyen d'aſſiſter ſi puiſſamment les amis communs: j'ai

Arrivée du Plen. orentiaire de Brandebourg, chez Monſieur d'Avaux, il le prie de s'entremettre entre eux & les Suédois.

Les Suédois desaprouvent le procedés des Hollandois envers la France.

obtus

ti l'Electeur le retour promptement : les Imperiaux le firent savoir à l'heure même audit Sieur de Witgenstein, & il me dit qu'après m'avoir remercié de ce bon office, il alloit en rendre compte à l'Electeur de Brandebourg par un Exprès ; d'autant que jusques ici l'affaire avoit été desesperée, & que même l'on traitoit des conditions ausquelles l'Empereur & l'Empire seroient obligez pour garentir toute la Pomeranie. Cela fut mandé en même tems à Monsieur de Servien, afin que Monsieur & Madame la Princesse d'Orange connoissans comme nous agissons dans un interêt qui leur est si cher, il puisse tirer quelque secours dans sa Négociation.

Il en donne connoissance à Monsieur Servien à la Haye.

Inconstance des Suédois.

Le dix-huitiéme je ne trouvai pas les affaires au point que Monsieur le Comte de Witgenstein s'étoit promis sur le rapport de Wolmar. Les Suedois persistérent à pretendre tout, & à soutenir que l'Electeur n'est plus recevable à leur accorder ce qu'ils ont demandé : je leur dis que c'étoit une Jurisprudence qui m'est inconnuë ; puisque l'option n'a point été donnée à la charge d'un certain tems, & que la chose dont il s'agit est encore entiere. Monsieur Salvius expliqua enforte ce qu'il avoit dit à Wolmar sur ce sujet qu'il le reduisit à rien, & qui pis est, il m'avoua dans une visite particuliere que je lui fis, que c'est un prétexte pour avoir les deux Pomeranies, & que la Suede est toute tournée de ce côté. D'ailleurs les Deputez de Brandebourg ne consentirent pas entierement à la premiére partie de l'alternative, & declarerent ne pouvoir jamais ceder Wollin, joint que pour renoncer au surplus ils propoſerent beaucoup de conditions à la Suede, & pretendent de grandes recompenses de l'Empereur. Les uns & les autres me prierent de nouveau de les accommoder, & les Suedois encore plus instamment que ceux de Brandebourg.

Les Députez de Hollande le prient de faire cet accommodement.

J'en fus aussi fort solicité des Ambassadeurs de Messieurs les Etats qui me firent assez entendre qu'ils n'avoient guéres de credit auprès de ceux de Suede, & que tout dependoit de la France, surquoi ils me firent beaucoup de caresses. Je fus très-aise de les voir un peu mortifiez, & leur dis que je remarquois que Messieurs de Suéde, comme aussi les autres Alliez & amis de la France, & de leur Etat, sont étonnez de ce qu'ils ont fait avec l'Espagne, & que je savois qu'ils leur en avoient touché quelque chose avant que j'arrivasse ici. Ils reitererent sur cela leurs protestations accoutumées, disans qu'à leur retour à Munster ils agiront si vigoureusement auprès du Comte de Peñeranda que le Traité de la France sera conclu en peu de jours à notre satisfaction.

Il leur reproche leur Traité avec l'Espagne.

Le lendemain matin ils revinrent me demander avec beaucoup de soin si je n'avois rien obtenu des Suédois, contre lesquels ils murmuroient toûjours, & me dirent qu'ils desiroient au moins avoir une résolution, afin que deux d'entr'eux s'en allassent promptement à la Haye en donner compte à Messieurs les Etats.

Nouvelle défiance des Hollandois.

Au sortir de cette Conférence de prendre que j'avois envoyé demander l'heure au Comte de Witgenstein, je reçus un papier de sa part, où il pretendoit avoir mis toutes les dernieres intentions de l'Electeur. Cela me donna sujet d'aller sur le champ trouver les Ambassadeurs de Hollande, pour leur communiquer cet écrit & leur dire que j'y trouvois deux Articles qui rendoient inutile l'entremise de qui que ce fût ; le premier étoit que dans le consentement de l'Electeur on reservoit l'Isle de Wollin, que dans la récompense l'on demandoit l'Evêché d'Osnabrug, que je ne doutois pas que suivant ce conseil, ils n'incitassent à faire donner le consentement pur & simple, auquel cas je travaillerois comme il faut du côté des Plénipotentiaires de Suéde, & que pour Osnabrug cette prétention exciteroit le Duc de Baviere & tout le parti Catholique contre les intérêts de Brandebourg, & les rendroit favorables à la demande que les Suédois font de toute la Pomeranie, que je n'y pourrois aussi consentir, les Traitez de la France avec la Couronne de Suéde, & les Princes de l'Empire y étant contraires, mais que si l'on vouloit demander le Marquisat de Jagendorff ou quelqu'autre terre en Silesie appartenant à l'Empereur, cela seroit bien plus juste, & que j'en appuyerai l'instance. Ils demeurerent d'accord du premier point, & quant au second ils le remirent à la Conférance qu'on alloit tenir chez le Comte de Witgenstein.

Le Comte de Witgenstein lui envoye par écrit les dernieres intentions de l'Electeur.

Il les communique aux Hollandois & les difficultez.

Là se trouverent lesdits Sieurs Plénipotentiaires de Hollande au nombre de quatre, avec quatre autres de l'Electeur de Brandebourg, Monsieur de la Cour & moi. Je fis rapport de ce qui s'étoit passé en la Négociation jusques alors, des difficultez qui s'y rencontroient, & des expediens qui pourroient être propres pour les surmonter, ajoutant les raisons qui les devoient obliger à ôter du moins deux paroles de leur écrit, s'ils vouloient que je le portasse aux Ambassadeurs de Suéde, & à ceux de l'Empereur avec quelque esperance de succès. Les Brandebourgeois se retirerent premierement à part, & au bout d'un quart d'heure ils y appellerent les Hollandois. Cette seconde déliberation dura longtemps, & il étoit aisé de connoître qu'il y avoit entr'eux divers avis. Enfin après beaucoup d'allées & venuës & après leur avoir remontré que s'ils ne donnoient tout ce qu'on a desiré, ce seroit fournir un prétexte à qui ne cherchoit qu'un refus pour avoir la Pomeranie entiere, ils accepterent sans aucune reserve la premiere partie de la proposition de Suéde, mais comme des gens à qui on fait violence, & pour ce qui touche l'Evêché d'Osnabrug, ils s'en desisterent, disant que c'étoit pour le respect de leurs Majestez, & pour ne s'attirer pas de nouveaux Ennemis sur les bras comme il leur avoit été representé. Nous sortîmes fort satisfaits de ces Messieurs-là, lesquels incontinent après me renvoyerent leur écrit reformé en ce qui con-

Conférence entre les Plénipotentiaires de Hollande, de Brandebourg & de France sur les prétentions des Suédois.

Ils acceptent la premiere partie de la proposition de la Suéde avec grande peine.

Il offre les Traitez de Paix des Particuliers.

Dès qu'il me fut mis entre les mains à condition pourtant de ne le pas faire voir aux Suédois, nous leur allâmes dire qu'ils étoient Maîtres de la Pomeranie Antérieure, de l'Isle de Rugen & de Stettin, Gartz & Wollin & de toute la Riviere de l'Oder, & ce du consentement de l'Electeur de Brandebourg. Ils écouterent cela froidement de leur grace, & ne firent aucun scrupule de nous répondre que c'est avec raison qu'ils veulent à cette heure, l'une & l'autre Pomeranie. Je les priai de se souvenir qu'à leur requisition, que nous avons par écrit, les Plénipotentiaires de France ont porté une parole de leur part, & je disois être bien asseuré qu'ils ne la voudroient pas revoquer, vu même que c'est encore à leur instance que j'avois presse tous ces jours-ci les Deputez de Brandebourg de se declarer. Comme je m'aperçus que cette consideration ne les touchoit pas beaucoup, après avoir exageré les inconveniens qu'il en faut craindre tant du côté d'Allemagne que de l'Italie & des Pais-Bas où la Paix s'en va faite, comme aussi l'interêt que Messieurs les Etats prennent en cette affaire, je dis avoir observé que Monsieur Oxenstiern, en parlant de la garentie de l'Empereur & de l'Empire pour toute la Pomeranie, avoit aussi presupposé que la France entreroit en part en cette obligation, mais que je ne savois pas si la Couronne de Suéde, pouvant maintenant obtenir avec fureté tout ce qu'elle a desiré pour la satisfaction de leurs Majestez, qui ont fait tant de choses de leur part pour bien établir le repos public, elles ne seroient pas conseillées de l'exposer pour les interêts d'autrui à une revolution presque certaine dont elles n'ont pas voulu subir le hazard pour les propres interêts de la France, ayant mieux aimé donner beaucoup d'argent, payer beaucoup de dettes & rendre des Pais & Places très-importantes, que de ne pas pourvoir suffisamment à la durée de la Paix. Ils repliquerent qu'on avoit été d'avis à Munster qu'ils demandassent toute la Pomeranie sans le consentement de l'Electeur, & que c'étoit sur notre conseil que l'on a pris la resolution en Suéde. Je les fis souvenir que cela ne fut jamais proposé sans condition, mais bien d'en demander la moitié avec le consentement des interessez, ou la total malgré eux, qu'ils n'ont suivi cet avis en aucune de ses parties, d'autant qu'ils ont demandé beaucoup davantage en cas de consentement, & qu'à present qu'ils l'ont obtenu, ils veulent insister à ce qui n'a été mis en avant que comme un moyen pour y parvenir: il fut tenu plusieurs tels discours dont le recit seroit trop long. Il me semble qu'il ne fut rien obmis de notre part, specialement par Monsieur de la Court, qui a servi fort utilement en cette rencontre & dans les autres Conferences. La conclusion fut qu'ils consulteroient ensemble sur le Mémoire qu'ils prirent des conditions que l'Electeur demande tant de la Suéde que de l'Empereur.

Les Suédois les veulent toutes deux.

Ses frêres pour les faire venir à la raison.

Monsieur de la Court a servi très-utilement dans cette affaire.

Hier au lieu de m'aporter réponse Monsieur Oxenstiern desira me visiter à part, & après m'avoir fait beaucoup d'amitiez qui furent aussi mêlées de quelques contestations sur l'affaire dont il s'agit, m'ayant trouvé dans la même fermeté que les jours précedens, il se modera un peu & ne demanda plus la Pomeranie entiere, mais il ne voulut aussi en façon quelconque se tenir à l'offre, ou à la demande qu'ils ont faite, sur quoi nous rentrâmes dans une grande dispute. Je ne saurois juger qui a eu du

Conversations avec Oxenstiern.

Il ne demande plus la Pomeranie entiere.

bon, chacun de nous ayant fait mine de ne point acquiescer aux raisons de l'autre; néanmoins comme il y a grande apparence qu'il vint pour me tâter le poux, je presupose qu'ils déliberent, & que le peu de succès de sa visite les aidera à prendre une bonne resolution. Tout ce jourd'hui s'est passé sans que j'aye eu de leurs nouvelles, cette longueur me deplait & m'est suspecte. La France a deux Alliez qui nous donnent bien de la peine en ce Traité, les uns par une précipitation, les autres par une froideur invincible, & par un mépris de tout ce qui en peut arriver. Je ne manquerai pas d'avertir ledit Sieur Oxenstiern, & même de lui faire lire dans un extrait de la derniere Dépêche de la Cour qui m'a été envoyée de Munster, que les Espagnols employent toute leur industrie pour engager Messieurs les Etats à la défense de l'Electeur de Brandebourg.

Je rendrai compte une autre fois de ce qui s'est traité entre les Impériaux & nous, sur cette affaire de Brandebourg, sur la satisfaction de Hesse que je poursuis vivement, & sur les propres interêts de la France: le temps est trop court pour rien ajouter à ce Mémoire qui doit être demain matin à Munster, à l'ouverture de la porte. Fait à Osnabrug le 22. Janvier 1647.

Il poursuit vivement la satisfaction de la Landgrave.

D'AVAUX.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

Le 23. Janvier 1647.

Les Suédois prétendent la Pomeranie entiere. Soins pour les moderer dans leurs pretentions. Les Suédois sont inflexibles. Il confere avec les Suédois, & a quelque esperance. Il parle aux Imperiaux pour les interêts de la Landgrave. Il demande conseil sur les prétentions des Suédois.

MONSEIGNEUR,

LE Memoire ci-joint ne fut achevé d'écrire qu'à grand' peine pour le faire arriver à Munster, avant le partement de l'Ordinaire de France. J'avois dessein de l'envoyer à votre Alteſſe & de le faire passer à la Cour après que vous l'auriez vu, mais le Messager d'ici doutoit si fort de pouvoir être hier à Munster, à huit heures du matin, que je fus obligé d'adresser le paquet tout droit à la Poste.

Hier les Ambassadeurs de Suéde me donnerent pour réponse au consentement que je leur avois

Les Suédois prétendent la

merinie, & qu'en ce faisant les deux Couronnes sidereient Monsieur l'Electeur à en tirer recompense aux dépens de l'Empereur en Sicile ou ailleurs, mais que je n'y avois trouvé aucune disposition imaginable, & partant qu'il falloit se tenir à ce qui se peut faire, & à quoi lesdits Sieurs Plénipotentiaires de Suéde se sont engagez si solemnellement par écrit, ou qu'à toute extremité il falloit garder toute la Pomeranie sans le consentement de l'Electeur.

Monsieur Oxenstiern repliqua que je ne devois pas me rebuter sur les premieres difficultez que j'y avois rencontré, que ce Prince avoit bien declaré ci-devant qu'il ne céderoit point Stettin, que depuis il avoit refusé Wollin avec la même fermeté, & qu'ainsi il iroit bien encore au delà: que s'il veut bien considerer ce qui lui demeureroit de la Pomeranie, après ce qu'il en offre, il trouvera que le plus fort est fait & qu'il a peu d'intérêt au reste.

Moyen pour les moderer dans leurs prétentions.

Je les fis souvenir qu'ils ne nous ont pas parlé de la sorte de ce qu'ils offroient de rendre à l'Electeur, quand il a été question d'avoir son consentement, &. que de lui dire à present qu'on lui a déja fait faire une taute ce seroit un mauvais moyen pour l'induire à une autre.

J'ajoutai plusieurs considerations qui ne servirent de rien; je dis entr'autres choses que les grandes instances & remontrances des Provinces-Unies meritent bien qu'on y fit reflexion, mémement après avoir signé soixante-dix-huit articles de Paix avec le Roi d'Espagne, & que si j'étois Ambassadeur de Suéde, je profiterois de cette occasion pour acquerir à mon Pais tous les Ports de la Pomeranie excepté Colberg seul & toute la Riviere de l'Oder, avec le gré non seulement de l'Electeur de Brandebourg, mais aussi de Messieurs les Etats, puis que le Traité s'en feroit en presence & à la poursuite de leurs Plénipotentiaires; que cela serviroit un jour contr'eux s'ils y vouloient prendre interêt.

Les Suédois sont inflexibles.

Les Ambassadeurs de Suéde ne se laisserent point fléchir & partirent bien resolus de forcer l'Electeur à la cession de toute la Pomeranie.

Ils sont encore aujourd'hui attachez à ce dessein dont le succès ne leur paroit nullement impossible. J'ai tenté beaucoup de choses pour les servir selon que votre Alteſſe m'ordonne, quoi qu'à mon avis elle n'a pas imaginé cette nouvelle pretention, mais du côté de Brandebourg mes soins ont été très-inutiles.

Les Plénipotentiaires de Hollande me dirent hier au soir que ceux de Suede persistent vivement à faire consentir l'Electeur à toute la Pomeranie, & que pour en venir à bout ils ont proposé aux Hollandois de faire donner à ce Prince les Evêchez de Minden, d'Osnabrug, & de Munster, outre Halberstad, & la survivance de Magdebourg. Le Deputé de Mecklelbourg dit par toute l'Assemblée que les Suédois offrent à son Maitre l'Evêché d'Osnabrug, s'il veut donner son consentement à l'alienation de Wismar; c'est ainsi qu'ils distribuent les biens de l'Eglise Catholique en Allemagne.

alors je fus tout rempli de tristesse, & de consolation, mais sous la foi du silence, lequel j'osé aussi recommander pour m'acquiter de ce que je lui ai promis. Il me restoit néanmoins une crainte qu'il n'en fut pas le Maitre, comme il est arrivé d'autres fois, & que la Reine de Suéde, & lui le perdent contre le Chancelier de Suéde & son fils; tant y a qu'il me dit que les choses reviendroient à l'alternative, & se concluroient bientôt de gré à gré, sinon il faudra prendre patience, & laisser dire Monsieur Contarini; mais avec toute sa force de Médiateur il se trouveroit empêché avec des gens qui ne se tiennent pas obligez à ce qu'ils proposent par écrit, qui prient néanmoins, & qui pressent qu'on demeure ici pour les mettre d'accord, qui témoignent quelque disposition à l'accommodement pourvû que l'Electeur parle, & après qu'il a parlé prennent avantage de son consentement pour en prétendre encore un autre dont l'on n'avoit pas seulement fait mention jusques à cette heure.

D'ailleurs quand il m'impute la cause de ce qu'on est rentré sur le premier parti, il ne considere pas qu'en arrivant ici j'ai trouvé cette Négociation sur le tapis, que les Plénipotentiaires de Messieurs les Etats l'ont commencée, & poursuivie continuellement jusques aujourd'hui midi qu'ils en ont fait nouvelle instance à ceux de Suéde, & que les Suédois mêmes y ont adheré & ont recherché l'entremise de la France pour obtenir ce qu'ils desiroient de l'Electeur de Brandebourg, & l'engager plus aisément à céder toute la Pomeranie quand il en auroit cedé la plus belle partie.

Il parle aux Impériaux pour les intérêts de la Landgrave.

J'ai parlé si resolument aux Impériaux pour les interêts de Madame la Landgrave dès le lendemain de mon arrivée, & les en ai pressez de telle sorte en leur rendant la visite, que s'ils ont dessein de la contenter sans que ce soit par notre moyen, ils ne doivent pas avoir grande esperance d'y réussir. Le Comte de Trautmandorff après quelques remises que je ne voulus pas accepter, demeura d'accord de traiter de la satisfaction de Hesse dès à present, & aujourd'hui Monsieur Wolmar m'a dit que le Deputé de Darmstadt feroit au premier jour une proposition & une offre considerable; je l'avois mandé hier & lui avois ôté toute esperance de delai: enfin, Monseigneur, j'ai plutôt agi en cette affaire avec trop de rigueur & d'empressement que de facilité & de patience, j'ai tout communiqué aux Députez de Madame la Landgrave.

Il demande conseil sur les prétentions des Suédois.

Si les Ambassadeurs de Suéde persistoient à vouloir la Pomeranie entiére & le consentement de Brandebourg, je supplie votre Alteſſe me faire l'honneur de m'écrire ce qu'elle juge que je puisse faire, il semble qu'en ce cas je pourrois m'en retourner à Munster, si ce n'est qu'enfin après les avoir attendus cinq mois entiers, on leur declare nettement que le Roi veut la Paix. Je suis &c.

A MON.

Digitized by Google

A MONSIEUR CHANUT.

Le 28. Janvier 1647.

Il lui donne connoiſſance de l'état de la Négociation entre les Suédois & les Brandebourgeois. Les Suédois font de nouvelles demandes. Complaiſance de ceux de Brandebourg doit être recompenſée. Les Suedois veulent revoquer une choſe accordée. Il travaillera à terminer les difficultez.

MONSIEUR,

Il lui donne connoiſſance de l'état de la Négociation entre les Suédois & les Brandebourgeois.

OUtre le Memoire ci-joint qui vous informera du commencement de la Négociation entre Suéde & Brandebourg, je vous dirai que la huitaine qui s'eſt paſſée depuis la date dudit Memoire, bien que j'aye été continuellement avec les uns ou les autres, n'a rien produit de bon pour la Paix: ce n'eſt pas que les Députez de Brandebourg ne ſe ſoient enfin ſoumis à tout ce que Meſſieurs les Plénipotentiaires de Suéde, ont demandé par deux Actes authentiques, l'un donné aux Ambaſſadeurs de l'Empereur, l'autre à ceux de France, avec priere de le rendre public comme une abſolue déclaration de la Couronne de Suéde; mais c'eſt que Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius font de nouvelles demandes au lieu de moderer les premieres, comme il a toujours été pratiqué en ſemblables Traitez, & néanmoins ce n'eſt pas aſſez, ils veulent un certain Bourg nommé Golnow dont il n'a jamais été parlé. Je vous prie de repréſenter à la Reine quel bruit & quel ſcandale ce ſera dans l'une & l'autre Aſſemblée, que la Paix de la Chrétienté ſoit retardée pour un pouce de terre, où il n'y a aucune fortification, ni paſſage d'importance, & qui eſt une demande toute nouvelle ſur le point de conclure le Traité; que cela ne ſervit pas de la dignité de la Couronne de Suéde, & iroit auſſi contre la reputation de la France, ſi après avoir agi à leur inſtance comme nous avons fait avec ſoin, & après avoir porté l'affaire au point qu'ils ont deſiré, ils venoient à ſe retracter. Ils me diſoient hier au ſoir pour excuſe, qu'ils ne nous ont pas conviés de ſignifier leur reſolution à l'Electeur. Comment, repondis-je, étoit-ce quelque choſe de moins, de nous avoir engagés à porter cette parole aux Plénipotentiaires de l'Empereur? Enfin je les reduiſis à ne pouvoir défendre ni ſeulement aprouver leurs ordres en ce qui touche Golnow; mais ils demandent du temps pour en écrire à Stokholm, & en avoir réponſe: c'eſt à quoi je m'oppoſai avec de telles raiſons fondées ſur le propre intérêt de la Suéde, qu'en ne les écoutant pas, ils ſont contraints d'envoyer un Courrier.

Les Suédois font de nouvelles demandes.

Ils n'ont aucune inclination à finir la Guerre. Là-deſſus je leur ai jetté à deſſein quelques doutes dans l'eſprit, ſi la France voudra, & ſi elle pourra aſſiſter toujours leur humeur belliqueuſe, & attendre encore un an toutes leurs commoditez, ou plutôt leur fantaiſie comme elle fait depuis cinq mois, avec une fidelité, patience & deference inoüie; je leur ai dit que s'ils veulent conſiderer la conduite de la Hollande, comme nous, ils auront grand ſujet de ſe louer de l'exuberance de notre bonne foi qui eſt allée juſques à ruiner un Prince, qui n'a jamais été ni grand Ennemi de la France ni veritable ami de la Maiſon d'Autriche, à perdre un avantage ſignalé qui auroit mis les Eſpagnols à la raiſon, & tenu Meſſieurs les Etats en meſure & à dépenſer pluſieurs Millions pour avoir un village de plus à la Couronne de Suéde, à qui l'on offre il y a longtemps trois Principautez dans l'Empire.

Complaiſance de ceux de Brandebourg doit être recompenſée.

Les Députez de Brandebourg ont eu bien de la peine à ſe reſoudre à céder Dam & la ſimultanée Inveſtiture, qui eſt un point très-important pour la Suéde, & où il m'a fallu faire une eſpece de violence pour l'arracher de leurs mains. Il ſeroit raiſonnable de leur accorder auſſi quelque choſe, ou au moins de ne prétendre pas davantage: leur Maître a temoigné en toute cette Négociation beaucoup de reſpect pour la Reine de Suéde, il a conſenti à toutes ſes demandes, il eſt ſon proche parent & il ne cherche que ſa bienveillance. Je vous recommande l'affaire afin que les Plénipotentiaires de Suéde ayent ordre une fois pour toutes de travailler à la Paix avec plus d'application & de faciliré qu'ils n'y en ont encore aporté juſques à preſent.

Les Suédois veulent revoquer une choſe accordée.

Ils veulent auſſi revoquer une choſe accordée par la Lettre qu'ils nous ont écrite, elle porte en termes exprès qu'ils offrent de laiſſer à l'Electeur telle & telle partie de la Pomeranie *una cum Epiſcopatu Caminenſi*, & maintenant ils en veulent excepter un droit de conferer la moitié des Prebendes, parce que ci-devant il appartenoit au Duc de la Pomeranie, laquelle ils ont declaré vouloir retenir toute entiere. Mais ceux de Brandebourg répondent que la ſpecialité deroge à la generalité, joint que la Lettre qui offre l'Evêché abſolument, étant poſterieure à la propoſition par laquelle ils ont demandé toute ladite Pomeranie qui a quelque droit ſur l'Evêché, cela met l'affaire hors de doute. Ces Meſſieurs s'expliquent, & ſe ſauvent comme ils peuvent, mais au fond ils avouent facilement que c'eſt reculer, & que ſans l'ordre de Suéde ils ne le feroient pas. Je n'obmettrai aucune choſe pour terminer ces deux difficultez avec quelques autres qui reſtent, & qui ſont beaucoup moins à cœur aux Parties. Je ſuis votre &c.

Il travaillera à terminer les difficultez.

D'AVAUX.

D'AVAUX.

Le 28. Janvier 1647.

Etat de la Négociation entre la Suéde & le Brandebourg. Les Suédois offrent satisfaction à Brandebourg pour la Pomeranie. Les Suédois declarent par écrit qu'ils se contentent de la Pomeranie anterieure, de quelque Place de l'ulterieure & d'un million d'or.

Etat de la Négociation entre la Suéde & le Brandebourg.

LEs Ecrits ci-joints feront voir ce qui s'eſt paſſé depuis huit jours en la Négociation d'entre les Plenipotentiaires de Suéde & ceux de Brandebourg. je fuis continuellement avec les uns & les autres & ne leur donne point de relâche, mais Monſieur de la Court ni moi ne pouvons convertir les Suédois, & ſentons bien la difficulté qu'il y a de traiter avec des gens qui ne ſe tiennent pas obligez à ce qu'ils ont propoſé par écrit, qui ont temoigné inclination à l'accommodement pourvû que l'Electeur parlât, & après qu'il a parlé prennent avantage à ſon conſentement, & diſent qu'il peut bien céder toute la Pomeranie puis qu'il en a cedé la plus belle partie: le pis eſt qu'ils ne ſont touchez que mediocrement du deſir de la Paix, & que leur armée remporte encore tous les jours de nouveaux avantages.

Les Suédois offrent ſatisfaction à Brandebourg pour la Pomeranie.

Je donnai compte Lundi dernier de ce qui s'étoit fait juſques là; ces Meſſieurs me déclarerent le lendemain pour réponſe au conſentement que je leur avois porté de la part de l'Electeur, qu'on ne pouvoit rien reſtituer de la Pomeranie, pretendant que moyennant une raiſonnable ſatisfaction, il devoit agréer qu'elle demeurât toute entiere à la Couronne de Suéde.

Je leur proteſtai qu'il n'y a point d'office, &c. (*liſez le reſte dans la Lettre de Monſieur de Longueville du vingt-trois juſques à ces mots* forcer l'Electeur à la ceſſion de toute la Pomeranie.)

Les jours ſuivans ils furent encore attachez à ce deſſein dont le ſuccès ne leur paroiſſoit nullement impoſſible, j'ai tenté tous les moyens pour les y ſervir, mais le Comte de Wittgenſtein & ſes Collegues n'y ont voulu entendre en ſorte quelconque.

Les Plenipotentiaires de Hollande me dirent en partant d'ici pour retourner à Munſter, que ceux de Suéde les avoient preſſez de faire conſentir l'Electeur à ceder toute la Pomeranie, & qu'en ce faiſant ils lui feroient avoir les Evê-

ſoutenir un nouvel effort qu'ils firent tous deux enſemble le ſoir du même jour, me declarans plus reſolument que jamais qu'ils avoient ordre de conſerver toute la Pomeranie, & ce du conſentement de Brandebourg.

Les Suédois declarent par écrit qu'ils ſe contentent de la Pomeranie anterieure, de quelque Place de l'ulterieure & d'un million d'or.

Enfin ils m'ont aporté l'Ecrit par lequel ils ſe contentent de la Pomeranie anterieure avec les Villes & Places de l'ulterieure qu'ils avoient demandées, mais ils y en ont ajoûté trois autres avec un million d'or qu'ils pretendent de l'Electeur.

Après pluſieurs Conférences tant publiques que particulieres nous les avons obligez à ſe relâcher de deux Places, & de la ſomme d'argent, pourvû (diſent ils) qu'ils le reçoivent de l'Empereur, mais ils veulent opiniâtrement un certain Bourg nommé Golnow dont il n'a jamais été parlé.

Les Députez de l'Electeur allegüent qu'ils n'ont point d'ordre, & qu'ils ne peuvent en avoir eu de ceder plus qu'on ne lui demandoit. J'ai remontré à ceux de Suede quel bruit & quel ſcandale ce ſera, &c. (*le reſte eſt pris dans la Lettre à Monſieur Chanut du* 28. *Janvier* 1647.) Fait à Oſnabrug le 28. Janvier 1647.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

à Oſnabrug le 29. Janvier 1647.

Oxenſtiern n'écoute rien. Salvius ſe contente de témoigner de bonnes intentions. Diſcours entre Mrs. Oxenſtiern & d'Avaux ſur la Négociation. Il fait valoir les offices de la France pour Brandebourg. Il a recommandé les intérêts des Cantons Suiſſes. Trautmanſdorff embarraſſé de la déclaration qu'il lui fait qu'il ne conclura point le Traité à moins que l'Empereur ne s'engage à ne pas aſſiſter les Eſpagnols.

MON-

MONSEIGNEUR.

L'On travaille à Oſnabrug, l'on va & vient à toutes les heures du jour & bien avant dans la nuit, ce ne ſont que Conferences publiques ou particulieres, billets, meſſages & aſſignations, mais au fond peu d'avancement en notre Traité. Votre Alteſſe verra par le Memoire ci-joint ce que j'ai pû obtenir juſques à cette heure, & ce qui manque à la concluſion de l'affaire. J'ai fait lecture à Monſieur Oxenſtiern, de l'article de votre Dépêche qui le regarde afin d'autoriſer davantage le conſeil que vous lui donnez, y employant vos propres paroles; mais en verité, Monſeigneur, il n'écoute rien, ſon eſprit eſt comme ſon corps tout d'une piece, & cette machine ne ſe remuë que par des reſſorts qu'on ne veut pas faire jouer; les remontrances, la raiſon, la bienveillance n'y ſervent de rien: d'autre côté Monſieur Salvius ſe contente de témoigner de bonnes intentions, quoique je ne perde aucunes occaſions de lui inſpirer des conſeils dignes de ſa probité & de ſa faveur preſente.

Oxenſtiern n'écoute rien.

Salvius ſe contente de témoigner de bonnes intentions.

Monſieur Oxenſtiern m'a repeté ces jours-ci vingt fois que l'Electeur de Brandebourg peut bien remercier la France, & que ſans notre interpoſition il n'auroit rien des Suedois en Pomeranie ni des Imperiaux dans l'Empire. Il me vouloit ſonder & ſolliciter de nouveau qu'on les laiſſat faire, mais comme j'ai vû par les Lettres de votre Alteſſe, qu'elle & Monſieur Servien ſont d'un autre avis, qui eſt auſſi entierement le mien, je le preſſai de ne point quitter une Negociation déja bien avancée & à laquelle je travaille à leur inſtance il y a quinze jours, pour en entamer une autre toute nouvelle, je dis que ce changement ſeroit mal interpreté de tout le monde, les Députez de Brandebourg ſavent fort bien cette grande inclination des Suedois à retenir toute la Pomeranie, & que les Imperiaux y trouvent auſſi leur compte, ils reconnoiſſent que leur Maître en aura toute l'obligation à leurs Majeſtez, & ainſi mondit Sieur de Servien peut s'en prevaloir bien utilement auprès de Monſieur & Madame la Princeſſe d'Orange, déja même j'ai obligé le Comte de Witgenſtein de repréſenter de ma part à l'Electeur qu'après de tels offices qu'il reçoit de la France qui ſeule aujourd'hui ſoutient ſes intérêts, je ne doutois point qu'il n'agit en ſorte auprès de Monſieur ſon Beau-Pere & Madame ſa Belle-Mere que la Négociation de la Haye réuſſiſſe au contentement de leurs Majeſtez, & que Monſieur de Servien connoiſſe l'effet des ſoins & de l'entremiſe dudit Sieur Electeur: ils lui en ont écrit de bonne ſorte, & témoigné ouvertement que ce Prince y eſt très-obligé, n'ignorant pas que non ſeulement l'Empereur & la Couronne de Suéde s'accorderoient volontiers à ſes depens, mais que les Etats de l'Empire le ſouhaiteroient auſſi pour ſauver Magdebourg & Halberſtad qui demeureroit en ce cas aux Lutheriens.

Diſcours entre Meſſieurs Oxenſtiern & d'Avaux ſur la Negociation.

Il fait valoir les offices de la France pour Brandebourg.

J'ai recommandé ſoigneuſement l'affaire de Meſſieurs les Cantons à pluſieurs Députez, & leur ai fait entendre que le Roi y prend intérêt; ce que je continuerai en toutes occaſions.

Il a recommandé les intérêts des Cantons Suiſſes.

Depuis tout le tems que nous avons traité de Paix avec le Comte de Trautmansdorff, je ne l'ai point vu ſi embarraſſé que dernierement lors qu'après avoir parlé des intérêts de Brandebourg, de Heſſe, du Palatin, & des Proteſtans, je lui dis, en préſence de ſes trois Collegues & de Monſieur de la Court, que nous ne

Trautmansdorff embarraſſé de la déclaration qu'il lui fait qu'il ne conclura point le Traité à moins que l'Empereur ne s'engage à ne pas aſſiſter les Eſpagnols.

que même nous ne ſerions pas bien conſeillez de l'avancer comme nous faiſons, avec tant de ſoin, ſi nous n'étions pas aſſurés que l'Empereur ne donnera aucune aſſiſtance aux Eſpagnols. Il demeura ſurpris & fut longuement la vue baiſſée ſans rien dire, puis il répondit entre ſes dents qu'en qualité d'Empereur il y auroit quelque choſe à prétendre, mais comme Archiduc d'Autriche il lui étoit permis d'aſſiſter les Princes de ſa Maiſon; il ajouta qu'il falloit faire la Paix par tout. Je repartis qu'il ne tient pas à nous, mais que ſi les Eſpagnols ne veulent ſe mettre à la raiſon, & que lui Trautmansdorff deſire la Paix en Allemagne, nous n'avons pas pouvoir d'en convenir qu'à la condition ci-deſſus declarée. Je le preſſerai là-deſſus une autre fois, & en parlerai auſſi aux Ambaſſadeurs de Suéde; mais tout cela ne me contente pas, il en faut un article exprès dans notre Traité, & Monſieur de Trautmansdorff remettra cette affaire à ſon retour de Munſter: je ſuplie très-humblement votre Alteſſe de regler ma conduite Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

Le 31. Janvier 1647.

Bon état de la Négociation des Suédois & de Brandebourg.

MONSEIGNEUR,

J'Ecris ce mot à la hâte pour donner avis à votre Alteſſe que Dieu merci les principales difficultez de l'affaire de Brandebourg ſont terminées, & qu'aparemment on ne peut pas rompre ſur celles qui reſtent. Monſieur Salvius vient de ſortir de ceans, où il m'a communiqué le projet du Traité écrit de ſa main: il me ſemble qu'il y aura encore un peu à travailler pour faire convenir les Parties; c'eſt à quoi je deſtine la journée de demain, & ſi l'on peut conclure, Monſieur Courtin partira pour vous porter les articles auſſitôt qu'ils ſeront ſignez. Je ſuis &c.

Bon état de la Négociation des Suédois & de Brandebourg.

A U M È M E.

A Oſnabrug le 2. Fevrier 1647.

Il ſe plaint de la rudeſſe des Suédois. Qui forment de nouvel-

Il se plaint de la rudesse des Suédois.

Il n'y a point de patience à l'épreuve de la rudesse & rusticité de nos amis ni des variations qui leur sont familieres ; l'on devoit tier signer les Articles, mais il se trouva que les Ambassadeurs de Suéde y avoient ajouté deux prétentions nouvelles, & une troisieme dont ils s'étoient relachez auparavant en termes exprès. J'ai couru tout aujourd'hui pour rétablir les choses selon que les Parties en étoient demeurées d'accord, mais au lieu de cela Monsieur Oxenstiern m'a dit qu'il n'est pas d'avis de signer lesdits Articles, quand même les Députez de Brandebourg y consentiroient en la forme qu'ils sont conçus. Je lui ai demandé pourquoi donc le dernier Article de ce projet qui me fut aporté hier par leur ordre pour le communiquer aux Députez de Brandebourg porte ces mots: *Hæc vigere mutuum Plenipotentiarum ad modum supra scriptum conclusa esse effectumque suum habitura cum pace generali manibus fgillisque nostris testamur. Actum Osnabrugæ die Januarii anno* 1647. il n'y a fu que repondre, mais il n'en a pas moins opiniâtré son premier avis, & Monsieur Salvius l'a fort bien secondé, tellement que je n'y entens plus rien. J'ai proposé qu'au moins l'on fit une Conférence entr'eux, les Députez de Brandebourg, & nous, pour arrêter chaque point, & en laisser un Ecrit non signé entre mes mains comme il a été dit à Munster lorsque nous sommes convenus de la satisfaction de la France par l'entremise des Médiateurs. Cet expedient n'a pas été reçû; ils disent qu'ils veulent être d'accord avec les Impériaux de tout le reste de la satisfaction de Suéde avant que de conclure avec Brandebourg, & qu'ils me donneront demain leurs demandes par écrit avec priere d'en vouloir traiter avec le Comte de Trautmansdorff. Je leur ai promis toutes sortes de soins & de services, mais ç'a été en me plaignant un peu qu'après m'être employé dans l'affaire de Pomeranie à leur requisition, ils la vouloient laisser imparfaite lorsqu'on étoit sur le point de la terminer. J'ai passé à d'autres considerations plus importantes qui feroient douter du fonds de leur cœur sur le sujet de la Paix, & néanmoins ils sont demeurez fermes: il me semble qu'ils cherchent à laisser toutes choses dans l'incertitude pour s'en prevaloir auprès des Imperiaux & tirer d'eux la somme de douze cens mille Risdalles qui devoit être fournie à celui qui n'auroit point Stetin, car aujourd'hui avec cette Ville-là ils ont encore Gartz Dam, Wollin & Golnow, ils veulent aussi l'argent & se persuadent de l'avoir plus facilement s'ils ne sont engagez à rien; c'est la meilleure interpretation que je puisse donner à un procedé si rude & si inconstant que le leur. Nonobstant toutes ces difficultez & mortifications je ne me rens pas, je les solliciterai encore à toute heure, & essayerai, Monseigneur, de faire enforte qu'en attendant le succès de cette nouvelle Négociation, dont ils veulent me charger, nous achevions la premiere au moins de bouche, & que pour soulager ma

Qui forment de nouvelles prétentions.

Les Suédois veulent être d'accord avec les Impériaux avant que de conclure avec Brandebourg.

Il ne se rebute pas.

A MONSIEUR CHANUT.

A Osnabrug le 4. Fevrier 1647.

Il a beaucoup à souffrir avec les Suédois. Propositions des Suédois. Sa réponse. Nouvelles prétentions des Suédois. Il se plaint des variations des Suédois. Mrs. Salvius & Rosenhan lui font des excuses. Les Suédois prétendent tirer douze cens mille Risdalles des Impériaux. Il propose la chose à Trautmansdorff. Les Suedois lui envoyent une Copie des Articles avec le Brandebourg: il les trouve adoucis & espere.

MONSIEUR,

Il a beaucoup à souffrir avec les Suédois.

LEs trois jours qui ont suivi immédiatement celui auquel je vous écrivis ma derniere Lettre se sont passés en conteltations & variations qui m'ont bien donné de la peine & de l'exercice. Messieurs Oxenstiern & Salvius avoient enfin consenti sur la nouvelle demande de Golnow, que cette Place demeurât à l'Electeur de Brandebourg, sous le bon plaisir de la Reine de Suéde; & le Comte de Witgenstein avoit accepté cette condition, enforte que Sa Majesté en décideroit, & que sans attendre sa résolution l'on acheveroit le Traité. Le lendemain ces Messieurs ayans reçû leurs Dépêches de Stokholm dirent qu'ils connoissoient assez l'intention de leur Reine, & ne pouvoient plus laisser Golnow à l'Electeur, ce fut à recommencer.

Incontinent après Monsieur Oxenstiern pressé de plusieurs raisons & exemples que je lui apportois, & encore plus du désir d'avoir Golnow, comme aussi le droit de conferer quelques Prebendes de l'Evêché de Camin s'avança à me dire que si je lui procurois satisfaction en ces deux points il se relâcheroit touchant les donations que la Couronne de Suéde a fait à divers Particuliers de tous les Baillages de la Pomeranie ulterieure, les uns à vie, les autres pour dix, douze ou quinze ans, car jusques alors il avoit toûjours prétendu que l'Electeur ne joüiroit des terres qui lui seroient restituées qu'après la mort des Donataires ou quand le tems de leurs Donations seroit expiré. Cela pa-

Propositions des Suédois.

1647. ... vuide à ses Députez qu'ils m'avoient ... toute esperance de conclure rien avec eux ... les Suisses persistassent. Je pris donc congé à ... plusieurs reprises de faire connoître à Monsieur Oxenstiern que c'étoit rendre & retenir, que nous n'en avions pas ainsi usé avec les Ennemis Héréditaires de la France, & que tout ce qu'on restituë à la Maison d'Autriche dans le Brisgow & ailleurs est déchargé de toutes donations & confiscations précédentes; surquoi il me répondit enfin ce que dessus. Mais après que j'eus disposé avec beaucoup de peine les Plénipotentiaires de Brandebourg à ceder Golnow, & la collation de cette partie des Prebendes, qui étoit contentieuse, nous trouvâmes Monsieur de la Court & moi Monsieur Oxenstiern en aussi mauvaise humeur que jamais touchant les donations; je lui fis plainte de ce procedé en présence de Messieurs Salvius, Rosenhan & Meloniius qui ne voulurent pas abandonner le Chef de leur Ambassade, mais au sortir de la Conférence ils lui témoignerent tous trois ouvertement qu'il avoit tort, & ou la forme & au fond, & peu après l'obligerent à se desister de cette demande, ensuite de quoi nous avons terminé cinq ou six points de moindre importance qui étoient demeurez indecis mais quand on est venu à mettre les Articles par écrit ainsi qu'il avoit été resolu du commun consentement, il s'est trouvé encore des prétentions nouvelles de la part des Ambassadeurs de Suéde, lesquels non contens de la cession de Golnow dont il n'avoit jamais été fait aucune demande, & de la collation des Prébendes de Camin, quoi qu'ils eussent declaré en termes exprès qu'ils laissoient l'Evêché de Camin à l'Electeur de Brandebourg, ont demandé les terres adjacentes depuis Garts & Gristenhaghen jusques dans la mer Baltique, & voulu maintenir avoir part aux autres droits dudit Evêché aussi bien qu'à celui de conferer les Prebendes, comme vous verrez par le premier & 3. Articles du projet ci-joint.

Nouvelles prétentions de la Suéde.

Pendant la dispute touchant lesdites Prebendes, à quoi les Ministres de Brandebourg ne pouvoient se resoudre, Messieurs Oxenstiern & Salvius m'avoient dit en plusieurs conférences qu'ils ne reyoquoient point la concession de l'Evêché, mais que pour le droit de conferer la moitié des Prebendes ils ne pouvoient s'en departir en façon du monde, ils avouerent la même chose à Monsieur Volmar. Neanmoins après l'avoir dit de leur part aux Députez de Brandebourg, & m'en être servi comme d'un moyen pour tirer le consentement qu'ils desiroient, ils soutiennent pouvoir demander le reste, & viennent hier jusques à ce point de me dire, que ni la proposition qu'ils ont donnée aux Impériaux, ni la Lettre qu'ils ont écrite aux Ambassadeurs de France, ni ce qu'ils me disent dans cette Négociation ne les oblige point jusques à ce que le Traité général de la Paix soit signé. Vous jugerez s'il vous plaît quelle patience il faut avoir pour ouïr tout cela sans replique; je me plaignis de tant de variations, sans leur donner pourtant ce nom-là, & leur remontrai que si on changeoit ainsi du soir au matin, au préjudice d'une parole qu'on m'avoit donnée, c'étoit me rendre inutile & faire tort à un Ambassadeur de France qu'ils ont prié de s'employer en cette affaire, mais que je leur donnois volontiers mon intérêt comme étant peu de chose, & que je n'étois en peine que du retardement que cela aporte à la Paix; sur quoi je marquai en passant les causes qui la rendent désormais nécessaire, & dis qu'y ayant encore six mois qu'on ne travaille qu'aux affai-

Il se plaint des variations des Suédois.

s'ils n'y aportoient enfin un peu plus de diligence & de faculté qu'ils n'ont fait jusques à present. Je crus que ce discours étoit nécessaire pour reveiller un peu leur lenteur, & pour leur faire comprendre, sans le dire, qu'il n'est pas raisonnable que pour un Village qui n'a point encore été prétendu, & quelques droits d'un Evêché qui a été cedé, le Roi continue la Guerre, & que la France soit chargée du blâme & des malédictions de toute la Chrétienté affligée, comme elle est. Qui peut croire que nous voulions la Paix pendant que nos Alliez la refusent pour des veilles? Cependant comme Monsieur de la Court ajoutat quelque chose à ce que j'avois dit, quoi que son raisonnement fût fort juste & ses paroles mesurées, Monsieur Salvius s'échauffa contre lui; & sur ce que je pris la parole pour ledit Sieur de la Court, Monsieur Salvius ne m'épargna pas aussi: Monsieur Oxenstiern, & lui se mouvement d'accord en cette colere qui n'est pas dangereuse, car quoi que sur l'heure elle soit fâcheuse à qui la reçoit, il en arrive d'ordinaire quelque bien. Avec ces Messieurs-là il faut barcheller de fou à autre pour en avoir raison, & c'est chose très-asseurée que si on ne les gaine à la Paix ils ne s'y laisseront point conduire.

Au sortir de la Chambre de Monsieur Oxenstiern qui garde le lit à cause d'une indisposition, Monsieur Salvius s'aprocha de Monsieur de la Court & lui dit que l'on avoit bien crié là-dedans, comme les Avocats font l'un à l'autre quand ils sont au Barreau, mais qu'après ils vont boire ensemble: il me repeta la même chose en me conduisant & prit à temoin Monsieur de Rosenhan qui a épousé la Cousine Germaine de Monsieur Oxenstiern, s'ils ne faisoient pas eux deux tout leur possible pour aprivoiser cet homme & pour avancer le Traité, mais que s'ils en tiroient une bonne parole & un consentement à quelque chose, il changeoit d'avis le lendemain, que n'étant que deux Plenipotentiaires il n'y avoit point de remede que la patience, & qu'il lui en faisoit prendre plus que je ne croyois; que je devois considerer que ledit Sieur Oxenstiern est le Premier des deux, qu'il est Senateur du Royaume & qui pis est, ce furent ses propres termes, fils du Chancellier: Monsieur de Rosenhan plioit les épaules à tous ces discours, & témoignoit l'approuver entierement. J'ai oublié une autre variation dudit Sieur Oxenstiern bien importante, c'est qu'il étoit demeuré d'accord de signer les Articles avec les Députez de Brandebourg, lorsque tous leurs differens seroient compotez, & de plus le projet ci-joint m'a été aporté de sa part, & de celle de Monsieur Salvius pour le communiquer aux Députez de Brandebourg. Je leur demandai pourquoi donc le dernier Article de ce projet dressé par eux-mêmes porte ces mots: *Hæc vigore mutuarum Plenipotentiarum ad modum supra scriptum conclusa esse effectumque suum habitura cum pace generali manibus sigillisque nostris testamur?* Monsieur Oxenstiern ne sut que répondre, mais il n'en opiniâtra pas moins son avis, parce, dit-il, qu'ils ont ordre de ne point faire de Traité avec l'Electeur de Brandebourg. Je repartis qu'il eut été donc beaucoup meilleur de ne s'y point engager de parole & par écrit, & que d'ailleurs ce n'étoit pas un Traité formel; je proposai qu'au moins l'on fit une Conference entr'eux, les Députez de Brandebourg & nous pour arrêter chaque point & en laisser un Ecrit non signé entre mes mains, comme il a été fait à Munster entre les mains de Messieurs les Mé-

Mrs. Salvius & Rosenhan lui font des excuses.

ſition, ils la vouloient laiſſer imparfaite, lorſqu'il ne falloit plus qu'une Conference pour la terminer de tout point. Il me ſemble qu'ils cherchent à laiſſer toutes choſes dans l'incertitude pour s'en prevaloir auprès des Imperiaux & tirer d'eux la ſomme de douze cens mille Riſdalles qui devoit être fournie à celui qui n'auroit point Stetin, car aujourd'hui avec cette Ville-là ils ont encore Gartz, Dam Wollin & Golnow, ils veulent auſſi l'argent & ſe perſuadent de l'avoir plus facilement ſi le Traité de Brandebourg n'eſt pas fait: c'eſt la meilleure interpretation que je puiſſe donner à un procedé ſi rude & ſi inconſtant que le leur.

Les Suédois prétendent tirer douze cens mille Riſdalles des Imperiaux.

Il propoſe la choſe à Trautmansdorff.

Nonobſtant toutes ces difficultez & mortifications, je ne me rens pas, je les ſolicitez encore aujourd'hui & continuerai ſans relâche, afin que s'il eſt poſſible en attendant le ſuccès de cette nouvelle Négociation dont ils veulent me charger & dont j'ai déja fait ouverture à Monſieur de Trautmansdorff, nous achevions la premiere, au moins par un Ecrit non ſigné duquel je demeurerai le depoſitaire. Je ſuis &c.

ADDITION.

Les Suédois lui envoyent une Copie des Articles avec le Brandebourg: il les trouve ſinistres & eſpere.

Depuis ceci écrit je viens de recevoir une Lettre de Monſieur Salvius avec un Exemplaire des Articles dont il s'agit entre les Plenipotentiaires de Suéde & ceux de Brandebourg, j'y trouve beaucoup d'amendement & ne doute pas que demain notre affaire ne ſoit toute achevée: le tems ne permet pas de copier ledit Exemplaire avec les Apoſtilles qui ſont en marge, mais voici copie de la Lettre qui fait voir qu'une juſte fermeté eſt quelquefois utile auprès des Suédois, vous verrez auſſi comme ils ſtipulent que je leur faſſe maintenant de bons offices auprès des Impériaux touchant le reſte de la ſatisfaction de Suéde, & c'eſt à quoi j'ai déja commencé de les ſervir avec eſperance de quelque ſuccès; je m'en vais bien preſſer la concluſion.

[*Le Memoire de même date qui doit ſuivre cette Dépêche du quatre n'eſt autre choſe que la même Dépêche mot à mot.*]

BEAUREGARD.

Le 6. Fevrier 1647.

Touchant l'affaire de Pomeranie. Bonnes eſperances pour la Paix d'Allemagne. Il s'employe pour les interêts de Madame la Landgrave. Touchant les Eccleſiaſtiques de Wetzlar. Il a recommande qu'on envoyât une groſſe ſomme pour les apointemens des Envoyez.

MONSIEUR,

Touchant l'affaire de Pomeranie.

J'Ai reçu il y a cinq ou ſix jours votre Lettre du vingtieme de l'autre mois dont je vous remercie bien humblement. Vous avez fort bien jugé du ſentiment des Suédois ſur l'affaire de Pomeranie & de l'offre qu'ils ont faite à l'Electeur de Brandebourg, que vous avez crû pour ſerieuſe. Il y a trois ſemaines qu'ils me tiennent ſur ce chapitre, ne pouvans ſe reſoudre de rien laiſſer à l'Electeur de toute la Pomeranie, & Monſieur Oxenſtiern preſſé par moi de ſatisfaire à cette offre qu'il avoit faite par l'entremiſe des Ambaſſadeurs de France, m'a repondu qu'elle avoit été faite, *Pro forma*, ils ont enfin acquieſcé, mais ils me repetent tous les jours que c'eſt pour le ſeul reſpect de la France, & le diſent hautement par tout. Je replique que c'eſt une obligation qu'ils ont à la France, puiſque ſans le contentement de Brandebourg la Paix ne pouvoit être ſure, ni de durée, & cela eſt très-veritable; j'ai eu fort à faire, car les Impériaux étoient bien contens & alloient au devant de Meſſieurs les Plénipotentiaires de Suéde pour leur accorder la Pomeranie entiere avec la garentie de l'Empereur, & des Etats de l'Empire, ils y trouvoient leur compte d'autant que par ce moyen ils étoient quites de la recompenſe deſtinée à l'Electeur & laiſſoient une porte ouverte pour recommencer la Guerre ſous le nom d'autrui quand les affaires y ſeroient diſpoſées.

Il y a auſſi eu bien des difficultez & contentions facheuſes avant qu'on ait pu convenir des conditions, les uns voulans toûjours traiter ſur le pied de ladite offre, & les autres ne ſe croyans pas obligez de s'y tenir ſi preciſement. Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius ne ceſſent de dire avec quelque ſentiment que ſi je ne fuſſe point venu à Oſnabrug, ils auroient eu toute la Pomeranie & l'Evêché de Camin. J'eſpere, Mr., que la concluſion de cette affaire qui donne grand joye dans cette Aſſemblée, & qui promet bientôt la Paix d'Allemagne, ſera encore plus par-

Bonnes eſperances pour la Paix d'Allemagne.

Il s'employe pour les interêts de Madame la Landgrave.

grave pour les interêts qu'elle a avec ledit Sieur Electeur. Quant aux siens particuliers je m'y suis employé de telle sorte dès le lendemain de mon arrivée en ce lieu que ses Ministres en sont demeurez bien contens; je viens encore presentement d'en faire une vive recharge au Comte de Trautmansdorff, me plaignant de ce qu'on va mettre sur le tapis toutes les autres affaires de l'Empereur, & qu'on laisse cela en arriere. Il a voulu me remettre à l'accommodement qui pourroit se faire par les Deputez de Weymar & d'Altembourg; mais après avoir reparti que nous ne pouvons plus nous laisser amuser de cette vaine esperance, ayant sû ce matin de Monsieur Scheffer que ladite Négociation n'est pas seulement commencée, il m'a dit que lui & moi la terminerions en peu de jours, & m'a même prié de m'en entremettre: un peu après il a passé outre & m'a proposé la restitution du tiers de ce que la Maison de Hesse-Cassel a perdu par la Sentence dont elle se plaint, & comme j'ai rejetté, il m'a pressé de la vouloir faire aux Députez de Madame la Landgrave donnant à entendre que c'étoit pour entrer en matiere. Je n'ai rien oublié des droits de son Alteſſe pour lui faire voir qu'il faut rétablir les choſes au point qu'elles étoient avant la Sentence dont elle se plaint & qu'il faut aussi pourvoir à son dedommagement pour tant de pertes & ruines que son pays a souffert pendant cette guerre. Il me semble qu'il ne s'éloigneroit pas de lui accorder non seulement la possession de l'Abbaye de Herschfeldt qu'elle a déja, mais d'en asseurer & investir la Maison de Hesse-Cassel pour toûjours; ôtant au Chapitre la faculté qu'ils ont encore d'élire un Abbé lorsque le Siége est vacant. Il ne m'a touché ce dernier point qu'en passant & à demi mot comme s'il aprehendoit que cela se fût avant qu'on fût d'accord.

Je n'ai pas laissé de lui représenter que ce ne seroit qu'ajouter un titre à ce que Madame la Landgrave possede déja, & il a repliqué: C'est beaucoup de legitimer une acquisition, & de la rendre sure. Il vous plaira, Monsieur, communiquer tout ce que dessus à Madame la Landgrave, s'il lui plaît vous en dire ses veritables sentimens, & jusques où elle peut faire relâcher en l'un & l'autre point de sa satisfaction: j'aurai moyen de la servir plus utilement & tiendrai à grand honneur & à grand contentement de pouvoir ménager au delà de ses ordres. Le tems est court & precieux & il faut craindre que si on perd cette occasion de conclure pendant qu'il y a d'autres difficultez sur le tapis, l'on ne trouve ensuite beaucoup de desavantage à traiter cette affaire en dernier lieu, lors que chacun sera content, & qu'on ne songera plus qu'à s'en retourner à la maison avec un bon Traité de Paix.

Touchant les Ecclesiastiques de Wetzlar.

Je n'ai point vû la Lettre que vous m'avez écrite touchant les Ecclesiastiques de Wetzlar, je vous prie de me mander encore une fois ce que vous jugerez qu'on puisse faire pour eux en cas que cette Place demeure à Monsieur le Landgrave. Je vous demande aussi votre sentiment sur toute la satisfaction de son Alteſſe, parce qu'à la verité j'ai une forte passion de la lui procurer très-ample en tout ce que la reputation & la conscience de leurs Majestez & la mienne propre le pourront permettre: Je laisse à votre discretion de limiter ainsi l'offre de mes services, ou de ne pas repeter une condition qui est bien connuë à Madame la Landgrave, & qui en effet sera la regle de ma conduite en cette Négociation, & en toutes les autres: je vous su-

J'ai, par un petit mot d'addition separé de la Lettre, recommandé bien particulierement à Monsieur d'Hemeri d'envoyer une somme considerable à Hambourg pour vos apointemens & ceux de Messieurs d'Avaugour & de Meules, j'ai même chargé mon Neveu de l'en faire souvenir de fois à autre, & donnerai encore le même ordre à Monsieur Pepin par ma premiere Lettre.

Il a recommandé qu'on envoyât une grosse somme pour les apointemens des Envoyez.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

A Osnabrug le 8. Fevrier 1647.

Nouvelles difficultez des Suédois pour le Traité de Brandebourg. Il travaille aux affaires du Roi & de la Landgrave. Trautmansdorff demande le Traité de Paris pour la Lorraine. Il approuve les notes sur la recapitulation des Ministres de Hollande.

MONSEIGNEUR,

Nouvelles difficultez des Suedois pour le Traité avec Brandebourg.

J'Esperois faire réponse aux Lettres de votre Alteſſe & de lui mander aussi la conclusion du Traité de Brandebourg, mais il s'y trouve tous les jours de nouvelles difficultez, & en verité les Suédois ne peuvent finir ni se deprendre entierement de l'esperance d'avoir toute la Pomeranie: la Dépêche qu'ils reçûrent de Stokholm Lundi dernier leur a renouvellé cette pensée & Monsieur Oxenstiern se sentant pressé de mes instances m'a bien avoué qu'ils n'ont pas un ordre absolu de retenir toute la Pomeranie entiere, mais il n'a pas fait scrupule de me dire qu'ils ont charge d'y disposer les affaires de tout leur possible, & que pour lui les desirs de la Reine sont des commandemens. Monsieur Salvius n'appuye pas tant sur ce parti d'extremité, mais il ne pointille pas moins que son Collegue sur les conditions de l'autre, & comme c'est lui qui a mis les Articles par écrit, il s'est crû obligé d'y chercher toutes sortes d'avantages.

Il travaille aux affaires du Roi & de la Landgrave.

Pendant que je poursuis la conclusion de cette affaire je ne laisse pas celles du Roi ni de Madame la Landgrave, & je travaille aussi auprès des Etats de l'Empire pour terminer les Griefs, mais ce n'est que par bons offices & remontrances envers les uns & les autres, sans y oublier quelques considerations importantes qui doivent un peu moderer les prétentions des Protestans. J'ai declaré à Monsieur de Trautmansdorff & fait valoir l'intention de leurs Majestez

Trautmansdorff demande le Traité de Paris pour la Lorraine.

voudroit le Traité de Paris, & en fit instance; je lui déclarai en un mot qu'il n'échet pas seulement d'y penser, & alors blâmant la conduite du Duc Charles avec moi, il proposa que si leurs Majestez ne lui vouloient pas accorder l'execution dudit Traité, elles eussent agréables de faire cette grace à son frere, lequel demeureroit à la Cour pour plus grande marque de sa soumission, ou qu'il y envoyeroit son fils aîné. Je ne le laissai guere parler sur ce sujet, l'assurant une fois pour toutes que si le Duc Charles & ceux de sa Maison ne reçoivent l'ordre ci-dessus avec respect & acquiescement il suffira à leurs Majestez d'avoir fait voir à tout le monde combien elles aportent de moderation & de facilité en cette affaire; auquel cas l'Empereur & le Roi d'Espagne ne pourront refuser non seulement de conclure la Paix sans lui, mais de s'obliger à lui faire quitter les armes. Il n'a au plus que cinq mille hommes, repliqua Trautmansdorff, & que peut-il faire avec cela contre la France, n'étant point assisté de la Maison d'Autriche? il dit tout de suite qu'il seroit à propos que votre Alteſſe fit savoir ce que dessus aux Espagnols d'autant que le Duc Charles est à leur service. Je dis que je rendrois compte de cette Conference en laquelle je remarquai deux choses, l'une, que Monsieur de Trautmansdorff fut bien aise de ce que l'on offre, quoi qu'il desire davantage, l'autre que par ce moyen, il croit son Maître à couvert s'il est obligé d'abandonner le Duc Charles, & de promettre qu'il ne lui donnera aucune assistance. Cette déclaration touchant ledit Duc, joint à la dureté des Suédois qui se fait sentir à un chacun & les soins qu'il voit prendre ici par les Ministres de Sa Majesté pour hâter effectivement le Traité, donnent de grands sentimens de respect envers la Reine & d'estime de la France: il est tout-à-fait persuadé que Monsieur le Cardinal travaille sincerement pour la Paix, & parle de son Administration en termes très-honorables, lui qui est d'ailleurs fort retenu & reservé en matiere de Compliment.

Je ne voi rien, Monseigneur, qui se puisse ajouter à l'Article que vous avez fait dresser touchant le Duc Charles, ni à celui que vous voulez mettre à la fin des autres qui concernent les particuliers: mais pour l'Article qui oblige le Roi d'Espagne à ne point assister l'Empereur, peut-être seroit-il bon d'attendre quel succès aura la Négociation d'Espagne sur tous les points importans, de peur que Peñaranda ne prenne ce prétexte pour reculer, & pour vouloir contraindre les Impériaux de rendre le même office au Roi son Maître. Ce sera un nouvel embarras pour le Comte de Trautmansdorff & pour nous, qui avons assez de peine à conclure separément la Paix d'Allemagne sans qu'il y soit encore aporté une difficulté de notre part, & puis comme l'assistance d'Espagne consiste principalement en argent, l'on ne sauroit empêcher ni quasi apercevoir la contravention à une telle promesse. Je ne parle pourtant que d'en remettre la propolition à une autre fois, si elle ne peut être faite à present, & que je ne la croi pas impossible. Mais au fait de la Lorraine il

A MONSIEUR

de

SAINT ROMAIN.

A Osnabrug le dixieme de Fevrier 1647.

La Négociation avance de plus en plus. Il a été Médiateur entre l'Empereur & la Suéde.

MONSIEUR,

La Négociation avance de plus en plus.

CE mot n'eſt que pour vous donner le bon jour & pour vous mander que les affaires croissent, Dieu merci, & prennent bon train; je n'ai pas le tems de vous dire toutes les particularitez, mais seulement que la France se rend ici nécessaire à tout l'Empire, sans en excepter l'Empereur, ni la Couronne de Suéde, & que Messieurs Oxenstiern & Salvius viennent presentement de me faire de grands remercimens, & disent que je témoignai bien hier que j'avois part en l'esprit du Comte de Trautmansdorff & beaucoup d'affection pour la Suéde. Enfin ce fut hier mon jour d'honneur, comme les Allemands appellent celui de leurs Nôces, j'étois Médiateur entre les Ambassadeurs de l'Empereur & de Suéde présens & non assis en un même lieu; je tins le rang qui est dû à la France & il plut à Dieu m'inspirer des moyens d'accommodement qui furent agréables aux Parties, *quid plura*? Je travaillai aussi pour l'intérêt du Roi, & j'ai peine à contenir ma joye, mais comme toute cette Conference en requiert encore une autre pour resoudre ce qui n'eſt que projeté, & qu'en telles matieres il arrive souvent du changement, je vous suplie *gaudere in fine*, & attendre ma premiere. Je suis &c.

Il a été le Médiateur entre l'Empereur & la Suéde.

ME-

1647.

MEMOIRE

De Monſieur

D'AVAUX.

A Oſnabrug du onziéme de Fevrier 1647.

Nouvelle difficulté touchant la Pomerane. Il eſpere de reuſſir pour la ſatisfaction de Brandebourg. Soins pour Madame la Landgrave. Pretentions de ceux de Brandebourg. Le Duc de Wirtemberg veut chaſſer les Moines de trente Monaſteres. Affaires de Religion. La France & la Suede donnent la Loi à Oſnabrug. Le Roi veut accorder quelque choſe au Duc Charles de Lorraine.

Nouvelle difficulté touchant la Pomerane.

LA Lettre de Monſieur Salvius dont j'envoyai Copie par le dernier Ordinaire, & ſa bonne volonté n'ont encore pû faire conclure le Traité avec Brandebourg, il s'y eſt formé une difficulté nouvelle touchant l'Evêché de Camin, dont les Suédois veulent conſerver la poſſeſſion au Duc de Croi ſa vie durant. Monſieur Oxenſtiern en fait une condition ſi neceſſaire que depuis quelques jours, il m'a ſouvent mis le marché à la main, me priant même avec affection de les aider à le rompre. Les Députez de Brandebourg remontrent que depuis quatre ſemaines que cette Négociation eſt commencée l'on n'en a fait aucune inſtance, que les Articles ont été dreſſez par Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde, que l'on y a touché pluſieurs fois ſans parler d'une telle précaution, & que ce ſeul different pour cet Evêché étoit entre la Couronne de Suede & leur Maître, que le Duc de Croi eſt plus jeune que lui, que le Duc Auguſte de Saxe eſt de même age & qu'ainſi Camin & Magdebourg ſeroient des recompenſes imaginaires dont il ne jouïroit jamais. En verité les Suédois ne peuvent finir ni ſe deprendre entierement de l'eſpérance d'avoir toute la Pomerane; la Depêche qu'ils reçûrent de Stokholm Mardi dernier leur renouvelle ce deſſein: Comme je m'y oppoſois en une viſite particuliere que je fis le lendemain à Monſieur Oxenſtiern, il m'avoua qu'ils n'avoient pas un ordre abſolu de retenir la Pomerane entiere, mais il ne fit pas auſſi ſcrupule de me dire qu'ils avoient charge d'y diſpoſer les affaires de tout leur poſſible, & que pour lui les deſirs de ſes Superieurs ſont des commandemens.

Monſieur Salvius que j'allai trouver au ſortir de là n'apuya pas tant ſur ce parti d'extremité, mais il ne pointille pas moins que ſon Collegue ſur les conditions de l'autre, & comme c'eſt lui qui a mis les Articles par écrit, il s'eſt d'avantages. J'eſpere neanmoins que nous en ſortirons bientôt, & avec ſatisfaction des Ambaſſadeurs de Brandebourg, comme ayans certainement la raiſon de leur côté, & d'ailleurs ceux de Suéde nous font maintenant la Cour, m'ayans convié d'agir auprés du Comte de Trautmansdorff pour leurs affaires, ce que j'ai deja fait avec un ſuccès qui leur eſt tres-agreable, & ils en écrivent aujourd'hui en Suéde avec reſſentiment d'obligation envers la France; & m'ont prié de continuer.

Il eſpere de reuſſir pour la ſatisfaction de Brandebourg.

En cette bonne humeur où ils ſont nous eſſayerons de faire conclure & achever de tout point le Traité de la Pomerane: cependant nous ne laiſſons pas en artiere les interêts de Madame la Landgrave, quoique Monſieur Oxenſtiern en ait temoigné de la jalouſie aux Sieurs Scheffer & Vultejus, mais le Comte de Trautmansdorff m'ayant dit, comme je lui en parlois l'autre jour, que lui & moi vuiderions cette affaire en peu de tems, & m'ayant auſſitôt propoſé des moyens aſſez conſiderables, je ne pus pas refuſer une ſi bonne occaſion de ſervir la Maiſon de Heſſe-Caſſel & entrai en matiere avec lui. J'en donnai avis auſſitôt aux Sieurs Scheffer & Vultejus, & en écrivis amplement à Monſieur de Beauregard. Ce matin, comme les Impériaux étoient ceans pour les affaires de la Couronne de Suéde, & que j'ai preſſé de nouveau pour celles de Heſſe, nous avons encore ameliore en quelque choſe les conditions qu'ils veulent offrir à Madame la Landgrave, & je prétends bien de les conduire plus loin.

Soins pour Madame la Landgrave.

Les Députez de Brandebourg m'ont auſſi prié de traiter de la recompenſe que leur Maître doit recevoir de l'Empereur pour ce qu'il cede la Pomeranie. J'ai commencé cette entremiſe par une déclaration, que je ne pouvois les aſſiſter en la demande qu'ils font de l'Evêché de Minden, & aprés beaucoup de difficultez, je les ai reduits à s'en deſiſter, comme j'avois fait auparavant de l'Evêché d'Oſnabrug, qu'ils ont auſſi pretendu. Mais les Proteſtans aſſiſtez des Suédois demandent l'un & l'autre, & il ſemble que l'Egliſe Catholique ſoit au pillage: car outre ce que Madame la Landgrave prétend d'un autre côté ſur les Archevêchez de Cologne, de Mayence & Paderborn, & l'Abbaye de Fulde, le Duc de Wirtemberg veut chaſſer les Religieux ou Religieuſes de trente Monaſteres tant d'hommes que de filles, & tout cela leur réuſſira ſi l'autorité de leurs Majeſtez, apuyée de l'obligation des Traitez, n'y intervient ſerieuſement: en ce cas on pourroit ſauver quelque choſe & particulierement deux Evêchez de grande conſequence.

Prétentions de ceux de Brandebourg.

Le Duc de Wirtemberg veut chaſſer les Moines de trente Monaſteres.

L'alliance en termes exprés porte que ſi les armes de Suéde occupent les Places & Villes Catholiques, où il y ait exercice de la Religion Catholique, toutes choſes y doivent demeurer au même état. Minden & Oſnabrug avoient un Evêque Catholique, lorſqu'elles ont été priſes par les Suédois, & partant ils les doivent laiſſer & reſtituer entierement au même Prelat. Je ne rends compte que des principales affaires dont nous ſommes chargez Monſieur de la Court & moi: on nous ſolicite vivement de toutes celles qui ſont ſur le tapis, comme l'on fait auſſi les Ambaſſadeurs de Suéde, & à la verité il eſt remarquable que dans une Aſſemblée de l'Empire, où le premier Miniſtre de l'Empereur aſſiſte, avec les Députez des Electeurs, des Princes, & des Villes, deux Couronnes Etrangeres y donnent la Loi. Mais toujours il y

Affaires de Religion.

La France & la Suéde donnent la Loi à Oſnabrug

Trautmansdorff en lui faisant considérer combien leurs Majestez font en cela pour un Prince qui l'a si peu merité ; il en a témoigné quelque contentement, ayant fort loué la generosité de leurs Majestez, & leur maniere de traiter beaucoup plus douce & plus raisonnable que celle des Suédois, dont il est fort rebuté, ce n'est pas &c. (*Voyez le reste en la Lettre à Monsieur le Duc de Longueville du huitieme Février jusques à ces mots* en maniere de compliment.)

Depuis tout le reste &c. *ce qui suit est pris de la Lettre à Monsieur le Duc à Longueville du 29. Janvier jusques à ces mots* (ci-dessus declarée) je les pressai là-dessus une autre fois, & en ai parlé aux Ambassadeurs de Suéde, comme aussi à beaucoup de Députez des Princes de l'Empire, specialement à celui de Baviere qui m'a dit avoir ordre exprès de son Maître de presser vivement les Impériaux sur ce sujet : je me prevaudrai bien de cette assistance. Fait à Osnabrug le 11. Fevrier 1647.

A MONSIEUR

le Cardinal

MAZARIN.

Du 11. Fevrier 1647.

Entretien avec Trautmansdorff qui se rend facile à la Paix. Nouvelles pretentions des Suédois. Les Ambassadeurs de Brandebourg peu exercez dans les Négociations.

MONSEIGNEUR,

LEs occupations que j'ai soir & matin me privent de l'honneur d'écrire plus souvent à votre Eminence, & me forcent même d'obmettre beaucoup de choses dans le Mémoire que j'envoye à Monsieur de Brienne. J'ai néanmoins à vous rendre compte d'un long entretien que j'ai eu avec Monsieur de Trautmansdorff, qui se loüe tout à fait de votre Eminence, & se rend facile aux conditions de la Paix, sur l'asseurance qu'il a pris que vous la voulez effectivement : mais le peu de temps qui reste pour faire tenir mon paquet à Munster avant le

Entretien avec Trautmansdorff, qui se rend facile à la Paix.

deurs de Brandebourg qui sont tous Allemands, & fort peu exercez dans les Négociations, ceux de Suéde ont toujours su leurs resolutions aussitôt que moi, & c'est une des plus grandes incommoditez que j'aie rencontré en cette affaire. Je me promets, Monseigneur, que nous y mettrons bientôt la derniere main, & après avoir rendu très-humbles graces à votre Eminence de la favorable réponse qu'il lui a plu faire à mon neveu, je demeure avec obligation votre &c.

Les Ambassadeurs de Brandebourg peu exercez dans les Négociations.

A MONSIEUR

CHANUT.

Le onziéme Fevrier 1647.

Les Suédois après avoir un peu murmuré le caressent, afin qu'il agisse auprès des Impériaux en leur faveur. Négociation pour décharger les Suédois des contributions de l'Empire. Il conserve son rang chez Trautmansdorff.

MONSIEUR,

LA Lettre de Monsieur Salvius dont je vous ai envoyé copie &c. *la fuite est toute du Mémoire de même date jusques à ces mots* (obligé d'y chercher toutes sortes d'avantages) enfin nous en sommes sortis, comme vous verrez par la copie de la Convention qui sera ci-jointe.

Messieurs les Ambassadeurs de Suéde ont un peu murmuré contre moi pendant la Négociation, parce que je n'approuvai pas la rigueur qu'ils ont tenuë à ceux de Brandebourg, & encore moins les variations, mais à present ils me caressent & m'ont prié d'agir auprès du Comte de Trautmansdorff pour la satisfaction de la Couronne de Suéde. Je les ai déjà servis à leur gré & dans une Conférence où j'étois avant-hier avec les quatre Plénipotentiaires de l'Empereur, & chez eux Monsieur Salvius y étant survenu comme par rencontre, mais c'étoit de concert, nous examinâmes les demandes des uns, & les réponses des autres : quelques points furent ajoutez sur l'heure même, quelques-uns remis au lendemain avec de très-bonnes disputations, & le plus delicat

Les Suédois après avoir un peu murmuré le caressent, afin qu'il agisse auprès des Impériaux en leur faveur.

Digitized by Google

Negociation pour decharger les Suedois des contributions de l'Empire.

de Trautmansdorff ne s'en rebuta pas d'abord comme de coutume, & qu'apres pluſieurs conſultations tantôt avec moi, tantôt avec ſes Collegues, il propoſa enfin d'exempter à l'avenir la Couronne de Suéde des charges & contributions de l'Empire, à raiſon des Etats qu'elle y poſſedera juſques à cent mille Riſdalles. La pauvreté de ſon Maître, & ſon impuiſſance lui fourniſſoit une aſſez legitime excuſe de ne pas accorder une plus grande ſomme, ni plus preſente; je le preſſai néanmoins de paſſer outre, & d'autant que Monſieur Salvius avoit dit pluſieurs fois tout haut en s'adreſſant à moi, qu'un Surintendant des Finances trouveroit aiſément les moyens de terminer cette affaire, Monſieur de Trautmansdorff me tira encore à part, & me dit que ſi je voulois faire avancer deux cens mille Riſdalles à l'Archiduc d'Inſpruck ſur ce qui lui ſera dû à la Saint Jean, il ajouteroit cet argent comptant à ſon offre. Je lui repreſentai que je n'avois point de charge, qu'il faudra en ſon temps payer l'Archiduc de ce qu'on lui a promis, & non à autre, que ce terme fut mis en Septembre, lors qu'on tenoit la Paix faite dans la fin du mois, & que ſi par malheur elle ſe differoit encore quelque temps nous ne ſerions pas obligez de fournir un millions de livres auparavant qu'elle fût faite, ou le lendemain ſous ombre que la Saint Jean ſeroit paſſée: cependant pour l'engager à faire offre à Monſieur Salvius, je lui dis qu'il ſe trouveroit quelqu'autre moyen qui ne couteroit rien à l'Empereur. Il écouta volontiers ce dernier mot, & revint audit Sieur Salvius, en lui declarant que les douze cens mille Risdalles demandées, quoi que ſans aucun fondement, puiſque Stettin leur demeure avec tant d'autres Places, ils en auroient la moitié en la maniere ci-deſſus exprimée: Monſieur Salvius vint hier ceans m'en faire de grands remercimens, & il a dit à Monſieur Oxenſtiern que j'avois bien fait voir l'affection que j'ai pour la Suede, & le reſpect que Monſieur de Trautmansdorff a pour la France, & de vrai vos Depêches nous ayant apris que cette nouvelle pretention d'argent n'empêcheroit pas la Paix, Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, à qui je l'ai dit il y a longtemps en nommant mon auteur, mais non pas le votre, ont reçu en cette occaſion une preuve aſſurée de la part que nous prenons dans tous les intérêts de la Suéde.

Il conſerve ſon rang chez Trautmansdorff.

Reſte à dire pour vous ſeul que cette Négociation s'étant faite chez le Comte de Trautmansdorff, où il a paru que le hazard nous avoit aſſemblez, nous demeurâmes tous debout, mais que je tins le rang qui eſt dû à la France. Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

à Oſnabrug du 12. Fevrier 1647.

Traité de Suéde & de Brandebourg terminé. Les Suédois en ſont ſatisfaits. La France déclarée Arbitre. Les Peages plus moderez accordez à la Suede. Oxenſtiern chieane. La France doit fournir deux cens mille Riſdalles. Trautmanſdorff deſtine un fonds pour payer cette ſomme; les Suédois conſeillent de demander Bensfeld.

MONSEIGNEUR,

Traité de Suéde & de Brandebourg terminé.

TOute notre ſollicitation n'a pas empêché que la concluſion du Traité avec Brandebourg n'ait été traînée juſques hier. Il s'y étoit formé une difficulté toute nouvelle touchant l'Evêche de Camin, dont les Suédois vouloient conſerver la poſſeſſion au Duc de Croi ſa vie durant, & Monſieur Oxenſtiern en faiſoit une condition ſi neceſſaire que &c. *Liſez le reſte dans le Memoire du onziéme juſques à ces mots* (dont il ne jouiroit jamais) enfin cela s'eſt terminé au contentement des Ambaſſadeurs de Brandebourg, comme auſſi faut-il avouer que la raiſon étoit de leur côté. Voici une Copie de la Convention que j'envoye à votre Alteſſe.

Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde &c. *Liſez la ſuite dans la Depêche à Monſieur Cloutet du* XI. *juſques à ces mots ci-deſſus exprimez.*

Les Suédois en ſont ſatisfaits.

Monſieur Salvius vint ceans le lendemain m'en faire de grands remercimens, & il dit à Monſieur Oxenſtiern que j'avois bien fait voir l'affection que j'ai pour la Suéde, & le reſpect que Monſieur de Trautmanſdorff a pour la France: & de vrai, Monſeigneur, les Dépêches de Monſieur Chanut nous ayant apris que cette nouvelle pretention n'empêcheroit pas la Paix, Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, à qui je l'ai dit il y a long temps, en nommant mon auteur, ont reçu en cette occaſion une preuve aſſurée de la part que nous prenons dans tous les intérêts de la Suéde.

Reſte à dire à votre Alteſſe que cette Négociation s'étant faite chez le Comte de Trautmanſdorff, où il parut que le hazard nous avoit aſſemblez, nous demeurâmes debout, mais que je tins toujours le rang qui eſt dû à la France, quoi qu'il me fallût pluſieurs fois parler ſeparement aux Parties.

ment bien croire; il n'eſt pas ſeulement notre Médiateur, dit Trautmansdorff, il l'eſt encore de tout l'Empire, c'eſt une marque du reſpect que tous les Princes d'Allemagne portent au Roi très-Chrétien & à la Reine ſa Mere, & de la confiance qu'on a priſe en leurs bonnes intentions pour la Paix. Enſuite de cet arbitrage qui fut deferé à la France avec des termes ſi obligeans, je fus d'avis que pour la conſideration de Meſſieurs les Etats, & pour l'intérêt du commerce, les nouveaux Peages fuſſent taxez plus moderement, & qu'en ce cas l'Empereur les accordât à la Couronne de Suéde pour quelques années: cela fut accepté de part & d'autre avec agrément. Je vous promets, Monſeigneur, que tous les autres differens auroient été vuidez ſans partir de la chambre, ſi Monſieur Salvius en eût eu le pouvoir ou qu'il ne ſe fût ſouvenu de la mauvaiſe humeur de ſon Collegue, mais il prenoit d'une main & ne donnoit rien de l'autre que les promeſſes d'en faire bon rapport à Monſieur Oxenſtiern, & celui-ci desaprouve maintenant une partie de ce qui s'y eſt traité, & chicane ſur l'autre.

La France déferée Arbitre.

Les Peages plus moderez accordez à la Suéde.

Oxenſtiern chicane.

Monſieur Salvius fit quelque mention de Bensfeld pour les deux cens mille Riſdalles que la France fourniroit, & alors que le Comte de Trautmansdorff ne ſembloit pas éloigné de laiſſer cette Place au Roi en engagement. Mais depuis comme nous avons ſouvent conferé avec les Impériaux & Suédois, il ne s'en eſt plus rien dit, & j'ai apris de bon lieu que ledit Sieur de Trautmansdorff deſtine un autre fonds au payement de cette ſomme, je ne ſai même ſi Bensfeld importe autant que deux cens mille Riſdalles, & ſuplie votre Alteſſe me faire l'honneur de m'en mander ſon ſentiment, qui me ſervira d'ordre en cas que l'on revint à cette propoſition, ce que je ne crpi pas: Monſieur Salvius dit que nous ne devons pas perdre l'occaſion d'avoir ladite Place ſi cela ſe peut, & la met à bien plus haut prix.

La France doit fournir deux cens mille Riſdalles.

Trautmansdorff deſtine un fondspour payer cette ſomme; les Suédois conſeillent de demander Bensfeld.

Je ne laiſſe pas en arriere les interêts de Madame la Landgrave &c. *le reſte eſt pris du Mémoire du onziéme juſques à ces mots* (il ſemble que l'Egliſe Catholique ſoit au pillage.) Je ſuis &c.

LONGUEVILLE.

A Oſnabrug le 20. Fevrier 1647.

Il envoyera un exprès à la Cour. Traité fait avec les Impériaux pour la ſatisfaction de la Suéde. Il travaille pour la ſatisfaction de Madame la Landgrave, & pour ſoutenir la Religion Romaine. Prétentions des Suédois ſur deux Evêchez. On va travailler à l'affaire du Palatin. Touchant les affaires du Portugal. Des Places d'Italie. Quelle réponſe il faut faire au Roi de Dannemarck touchant le Duc Frédéric ſon fils.

MONSEIGNEUR,

PUis que vous m'avez fait l'honneur d'agréer que le Sieur de Preſontaine aille rendre compte à la Cour de ce qui s'eſt paſſé ici, je le dépêcherai dans deux jours, avec ordre d'aller premiérement rendre ce devoir à votre Alteſſe; cependant je ne laiſſerai pas, Monſeigneur, de vous mander encore une bonne nouvelle, qui eſt que le Traité de la Suéde avec Brandebourg a déja été ſuivi de celui qui étoit à faire entre les Impériaux touchant la ſatisfaction de la Couronne de Suéde. C'eſt un grand acheminement à la Paix, dont toute l'Aſſemblée défére l'honneur à la France, les Etats de l'Empire Catholiques & Proteſtans m'en ont fait civilité par deux fois par deux célébres Députations, & témoigné grand ſentiment d'obligation envers leurs Majeſtez.

Il envoyera un exprès à la Cour.

Traité fait avec les Impériaux pour la ſatisfaction de la Suéde.

Je ſuis accablé de viſites & d'affaires, & n'ai pas le temps pour faire ma Depêche en France. Ma principale occupation maintenant eſt d'avancer le Traité de la ſatisfaction de Madame la Landgrave, & d'empêcher la derniére ruine de la Religion Catholique qui eſt attaquée trop conſidemment par nos Alliez, ſous la faveur des armes du Roi & de tant d'aſſiſtances qu'ils en ont reçues: cela donnera un beau moyen aux Eſpagnols de calomnier la France à Rome & dans la France même

Il travaille pour la ſatisfaction de Madame la Landgrave, & pour ſoutenir la Religion Romaine.

Je vous demande ſecours, Monſeigneur, & que ſi Monſieur de Roſenhan ne vous parle point, il plaiſe à votre Alteſſe le mander, & lui dire un peu ferme, ce qu'il vous ſemble de la prétention des deux Evêchez, ſpécialement de celui d'Oſnabrug. Comme à la verité elle eſt

Prétentions des Suédois ſur deux Evêchez.

Digitized by Google

Suédois ne nous compent pour rien, & néanmoins il n'y a rien ſi facile que de les tenir en meſure, ſi l'on veut, & ce ſans aucun péril, j'en ai pluſieurs expériences.

On va travailler à l'affaire du Palatin.

Nous allons auſſi travailler à l'affaire Palatine, où les Suédois & les Proteſtans ne font pas moins les mauvais qu'aux affaires de Religion. Si on les laiſſe ordonner ainſi de toutes choſes, & là où chacun ſait que la France eſt dans des ſentimens contraires, ce ſera perdre tout crédit en Allemagne, tant auprès de ceux qui ſeront venus à bout de leurs deſſeins contre notre deſir, que des autres que nous n'avons pu protéger entre leſquels un Duc de Baviére eſt de conſidération.

Touchant les affaires du Portugal.

Votre Alteſſe a répondu très-prudemment aux Sieurs Paw & Donia ſur l'article de Portugal, c'eſt un des plus néceſſaires du Traité, & qui n'en peut être ſéparé que l'on ne ſoit bien d'accord ſur le reſte. Il vous plaira, Monſeigneur, de vous ſouvenir que lors même que nous avons donné notre intention aux Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, de ne pas arrêter la Paix de la Chrétienté pour ce ſeul ſujet; nous leur avons toujours dit qu'il ſeroit pourtant beſoin d'une ceſſion d'hoſtilitez durant ſix mois, à quoi ledit Sieur Paw a conſenti pluſieurs fois, au moins du geſte & de la tête, lui qui en autres choſes ne manquoit pas de nous repréſenter les difficultez qu'il y trouvoit: d'ailleurs les ordres de la Cour nous preſſent d'obtenir un an, s'il eſt poſſible; & ainſi, Monſeigneur, lors qu'il en ſera temps, c'eſt à dire lors que tout le Traité ſera conclu à cela près, je croi qu'il ſera bon d'inſiſter pour une année, & de ne ſe point relâcher qu'à ſix mois, autrement le Roi de Portugal ſera opprimé auparavant qu'il puiſſe recevoir ſecours d'aucun endroit. Il me ſemble que les ordres du Roi nous obligent auſſi à mettre un article dans le Traité, par lequel il ſoit dit que Sa Majeſté pourra aſſiſter le Portugal ſans contrevenir à la Paix.

Des Places d'Italie.

Quant à l'article où il eſt parlé des Places d'Italie, l'addition de Monſieur de Saint Maurice y ſeroit ſuperflue, & donneroit un prétexte aux Eſpagnols de chicaner ſur la reſtitution de Verceil, comme n'étant pas réciproque ni relative à ce que le Roi feroit en vertu d'un autre Traité que celui de la Paix; je remarque cela pour appuyer la conſidération beaucoup plus importante que vous y avez faite, afin que comme elle doit être ſecrete, il y ait quelque autre choſe à dire audit Sieur Ambaſſadeur.

Quelle réponſe il faut faire au Roi de Dannemarck touchant le Duc Frédéric ſon fils.

Je voudrois bien ſavoir à peu près l'intention de votre Alteſſe touchant la réponſe qu'il faut faire au Roi de Dannemarck, car je me trouve empêché à lui mander quelque choſe qui le contente ſans choquer nos Alliez. Mon opinion ſeroit d'en parler au Comte de Trautmandorff, afin de pouvoir lui écrire que nous avons ſollicité les Impériaux pour la ſatisfaction du Duc Frédéric ſon fils. Je ſuis très aiſe, Monſeigneur, pour votre ſervice, d'avoir vu les Lettres que le Roi de Pologne & le Roi de Dannemarck écrivent à votre Alteſſe; c'eſt un glorieux témoignage de ce qui vous eſt dû par des Ambaſſadeurs, puiſque des Têtes couronnées vous déférent. Je ſuis &c.

MEMOIRE

De l'Ambaſſadeur de

FRANCE

qui eſt

A OSNABRUG.

Le Traité ſigné entre les Suédois & Brandebourg. Ceux-ci ſont d'accord avec les Imperiaux pour l'équivalent. Convention entre les Suédois & les Imperiaux touchant la ſatisfaction de la Suéde, conclue & ſignée. Satisfaction de Madame la Landgrave ſur le tapis. On delibére auſſi ſur les affaires de pluſieurs Princes de l'Empire. Griefs de Religion la plûpart compoſez du conſentement des Parties. Touchant une ſuſpenſion d'armes. La France a grande part à la Negociation. Les Proteſtans de l'Empire la remercient. Les Catholiques auſſi. Les Eſpagnols employent Iſola pour traverſer la Negociation; mais inutilement. Le differend ſur l'Evêché de Camin terminé en faveur de Brandebourg. Les Impériaux offrent toute la Pomeranie à la Suéde. Avantages pour la France dans ce Traité. Les Suedois ont temoigné du mécontentement au commencement de la Négociation; enſuite ils m'ont careſſe, afin de les ſervir auprès des Impériaux. On accorde à la Suéde ſix cens mille Riſdalles. Les Suedois le remercient. La France a la premiere place à la Conference. Ils le regardent comme Médiateur. On accorde par ſon moyen aux Suedois les Peages, mais plus moderez pour quelques années. Touchant Bensfeld. Les Suedois & les Imperiaux s'accordent par l'entremiſe de la Fran-

les Impériaux & l'Empire n'attaquent la France. Plainte des Impériaux touchant ſa demande. Les Impériaux s'accordent. Il veut former de nouvelles prétentions à cauſe des avantages qu'on dit que Monſieur de Turenne a remportez. Les Suédois après avoir ſigné, reçoivent ordre de ne rien céder de la Poméranie. Difficultez ſur la ſatisfaction de Madame la Landgrave. Les Heſſois ſouhaitent que les Suédois s'entremettent de la Négociation. Trautmanſdorff témoigne beaucoup de reſpect pour la France. Il reſte ſix Griefs des Proteſtans les plus difficiles. La Suéde les favoriſe. La France s'y doit oppoſer & ſoutenir la Religion, ce qu'il fait. Touchant la ſuſpenſion d'armes. Il demande qu'on lui donne avis de la maniere dont il doit ſe gouverner ſur trois points; le premier, s'il faut que la France avance quelqu'argent, quelle ſureté elle peut demander. Le ſecond concerne la ſureté de la Paix. Le troiſieme eſt pour les Griefs de la Religion. Animoſité des Proteſtans contre Baviere. Les Proteſtans ſe donnent beaucoup de mouvemens pour l'affaire du Palatinat.

Le Traité ſigné entre les Suédois & Brandebourg, ceux-ci ſont d'accord avec les Impériaux pour l'équivalent.

LE Traité eſt fait & ſigné entre les Plénipotentiaires de Suéde & de Brandebourg.

Ceux-ci ſont d'accord avec les Impériaux ſur l'équivalent que l'Electeur leur Maitre a prétendu pour ce qu'il céde de la Poméranie.

Convention entre les Suédois & les Impériaux touchant la ſatisfaction de la Suéde, conclue & ſignée.

La Convention touchant le point de la ſatisfaction de la Couronne de Suéde eſt auſſi conclue entre les Ambaſſadeurs de l'Empereur, & de ladite Couronne, & ſignée par les Secretaires de l'une & l'autre Ambaſſade.

Satisfaction de Madame la Landgrave ſur le tapis.

La ſatisfaction de Madame la Landgrave eſt ſur le tapis, elle ſe traite entre Monſieur de Trautmanſdorff & moi qui ne manque pas de communiquer le tout aux Ambaſſadeurs de Suéde.

On délibére

Les affaires de la Maiſon Palatine, de celle

part, les affaires ayant été par ces moyens en ceux qui ont l'honneur de ſervir leurs Majeſtez en cette Aſſemblée; & certainement on attribue à la Reine toute la gloire du progrès que l'on voit au Traité de Paix.

à grande part à la Négociation.

Les Etats de l'Empire Proteſtans nous en ont remercié ſolemnellement, & témoigné qu'ils en avoient grande obligation à Sa Majeſté, & les Catholiques y ſont venus auſſi en corps par une grande députation du Collége Electoral, de celui des Princes & des Villes: les uns & les autres diſent ouvertement qu'à moins de l'autorité de la France, ils ne pouvoient eſpérer ce qu'ils voyent, & qu'auparavant un mois il n'y avoit rien de ſi froid ni de ſi languiſſant que le Traité de la Paix.

Les Proteſtans de l'Empire le remercient.

Les Catholiques auſſi.

Il eſt vrai qu'il fait bon voir à préſent comme chacun ſe remuë pour ſon intérêt, comme les heures ſont chéres, & comme toute la Ville eſt pleine de monde. Nous avons avis que Monſieur Brun s'y rendra auſſi au premier jour; mais il viendra tard, & je le veillerai de près pour empêcher de tout mon poſſible qu'il ne nous brouille en ce qui reſte à faire.

Les Eſpagnols employent Iſola pour traverſer la Négociation; mais inutilement.

Cependant les Eſpagnols ſe ſont ſervis du Sieur Iſola qui s'eſt rencontré ici à propos pour nous traverſer ſur le ſujet d'une clauſe que nous avons pourtant enfin fait inſérer au Traité de la ſatisfaction de Suéde; mais cette difficulté l'a tenu deux jours en ſurſéance: il ne fut pas ſitôt ſigné que ledit Sieur Iſola vint me dire qu'il l'alloit porter à Vienne, & qu'il iroit auparavant à Munſter pour le communiquer à Peñaranda; il me ſonda fort ſur Piombino & Portolongone, & après avoir bien compris que ces Places nous doivent demeurer de la même ſorte que toutes les autres conquêtes, il me témoigna ouvertement qu'il en parleroit comme il faut à Peñaranda, & il me parut en avoir charge du Comte de Trautmanſdorff. Je puis aſſurer qu'au moins il va lui annoncer la concluſion du Traité, l'avancement de tout le reſte des affaires & la vive inſtance que nous faiſons ici de tous côtez, à ce que, ſi l'on veut une bonne Paix, l'Empereur & les Princes de l'Empire s'obligent que ni d'aucun Etat d'Allemagne, ni des terres héréditaires de la Maiſon d'Autriche, il ne ſera envoyé aucune aſſiſtance aux Eſpagnols. Bref tout l'entretien du Sieur Iſola, & la pente que prennent les affaires de cette Aſſemblée, me perſuadent que ſi les Plénipotentiaires d'Eſpagne ſe promettent d'ailleurs de très-grands avantages, qu'ils ne tarderont plus guére de ſe mettre à la raiſon.

Le différend ſur l'Evêché de Camin terminé en faveur de Brandebourg.

Mais pour rendre compte de ce qui s'eſt paſſé en toutes les Négociations ſuſdites, je dirai premiérement que le differend pour l'Evêché de Camin s'eſt trouvé au contentement des Ambaſſadeurs de Brandebourg, comme auſſi faut-il avoüer que la raiſon étoit de leur côté; il y aura ci-jointe une copie du Traité.

Ils ne ſavent pas moins de gré à la France de ce qu'ils ont obtenu des Impériaux pour la récom-

compagnie de nos Troupes, s'étant vû en termes de ne rien avoir, ni de la Suéde, ni de l'Empereur. Cet accommodement auquel je me fuis employé à leur prière a reçu beaucoup de difficultez, par l'apposition des Maisons de Saxe, & de Brunſwick, qui prétendent quelque droit à l'Archevêché de Magdebourg, & il ne fut achevé que le jour d'hier.

Il eſt à remarquer que les Impériaux ayans ſu que j'allois chez Monſieur Oxenſtiern pour mettre la dernière main au Traité avec Brandebourg; Monſieur Wolmar me prévint d'une heure, & fut lui dire qu'il étoit bien aiſe de ſavoir les choſes ſi avancées, mais que s'il s'y rencontroit encore quelque difficulté, ou que la Suéde aimât mieux toute la Poméranie ſans le conſentement de l'Electeur, cela ſeroit fait le même jour: Monſieur Oxenſtiern nous le rapporta de la ſorte, & comme ayant regret de n'avoir pas pris cette voye; mais il avoua pourtant que le conſentement de ce Prince & de toute ſa Maiſon vaut bien ce qu'on lui laiſſe.

Les Impériaux offrent toute la Poméranie à la Suéde.

Pour moi j'y trouve pluſieurs avantages conſidérables: premiérement cela rend la Paix plus juſte & plus aſſurée; en ſecond lieu le Roi eſt dégagé d'une facheuſe obligation de rentrer en guerre dans peu de temps pour garentir une violence, & d'ailleurs l'Electeur de Brandebourg a reçu viſiblement par ce moyen un ſignalé bienfait de leurs Majeſtez, dans le temps que ſa nouvelle Alliance lui donne lieu d'en témoigner ſon reſſentiment, ce que je n'ai pas manqué de ſtipuler bien expreſſement à ſes Députez qui ſont ravis que leur Maître ait occaſion de ſervir la France, dont Monſieur de Servien a été averti. Mais une utilité non moins conſidérable que toutes les autres, eſt qu'en retenant la Poméranie entiére malgré le propriétaire, la Couronne de Suéde n'auroit pu avec le temps ſe paſſer de l'aſſiſtance de la Maiſon d'Autriche, & tomber dans une néceſſité de s'unir & aller étroitement avec l'Empereur pour ſe maintenir en la poſſeſſion d'un Etat ſi éloigné de la France, hors toute communication de la Suéde pendant huit mois de l'année & environné des plus grands ennemis de ladite Couronne, qui ſont Pologne, Danemarc, Meckelbourg, & Brandebourg, ſi l'on n'eût contenté celui-ci: ſans compter ce que Meſſieurs les Etats en auroient pu faire pour leur propre intérêt; car il eſt aiſé de comprendre qu'à moins d'entrer dans le parti de l'Empereur, comme a fait le Duc de Saxe, les Suédois n'auroient tiré de lui en cas de beſoin que de très-foibles & très-inutiles ſecours, en vertu d'une clauſe de garentie qui avoit été inſérée dans le Traité général de la Paix. En effet les Impériaux ont toujours appuyé & favoriſé juſques au bout la prétention des Suédois ſur toute la Poméranie, non ſeulement afin d'être quittes de la recompenſe deſtinée à l'Electeur de Brandebourg, mais auſſi pour ſe rendre néceſſaires à la Couronne de Suéde après lui avoir fait ſi maltraiter ce Prince.

Avantages pour la France dans ce Traité.

Les Suédois ont témoigné du mécontentement au commencement de la Négociation; enſuite ils m'ont careſſé, afin de les ſervir auprès des Impériaux.

Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde ont un peu murmuré contre moi pendant la premiére Négociation, parce que je n'appuyois pas toûjours toute la rigueur qu'ils ont tenue à ceux de Brandebourg, & encore moins leurs variations; mais m'ont careſſé extraordinairement & ont deſiré que je m'entremiſſe de leurs affaires auprès des Impériaux. Je les ſervis d'abord à leur gré, car étant chez le Comte de Trautmanſdorff avec le Comte Lamberg, Wolmar & Crane, Monſieur Salvius y ſurvint comme par rencontre, quoi que ce fût de concert, & la nous examinames les demandes des uns, & les reponſes des autres. Quelques points furent ajuſtez ſur l'heure, quelques-uns remis au lendemain avec de très-bonnes diſpoſitions, & le plus délicat de tous qui concernoit une nouvelle prétention de douze cens mille Riſdalles, ayant été touché adroitement par Monſieur Salvius, je fis enſorte, que le Comte de Trautmanſdorff ne s'en rebuta pas d'abord, comme il avoit fait d'autres fois, & qu'après pluſieurs conſultations tantôt avec moi, tantôt avec ſes Collégues, il propoſa enfin d'exempter à l'avenir la Couronne de Suéde des charges & contributions de l'Empire à raiſon des Etats qu'elle y poſſédera, juſques à quatre cens mille Riſdalles. La pauvreté de ſon Maître & ſon impuiſſance qui eſt bien connuë lui fournirent une aſſez légitime excuſe de ne pas accorder une plus grande ſomme ni plus préſente; je le preſſai néanmoins de paſſer outre, & d'autant que Monſieur Salvius avoit dit pluſieurs fois tout haut en s'adreſſant à moi, qu'un Sur-Intendant des Finances trouveroit aiſément les moyens de terminer cette affaire, Monſieur de Trautmanſdorff me tira encore à part, & me dit que ſi je voulois faire avancer deux cens mille Riſdalles à l'Archiduc d'Inſpruck ſur ce qui lui ſera dû à la St. Jean, il ajouteroit cet argent comptant à ſon offre. Je lui repréſentai que je n'avois point de charge, qu'il faudra en ſon temps payer à l'Archiduc ce qu'on lui a promis, & non à autres, que ce terme fut mis en Septembre lors qu'on tenoit la Paix faite dans la fin du mois, & que ſi par malheur elle ſe differoit encore quelque temps, nous ſerions obligez de fournir un million de livres auparavant qu'elle fût faite, ou le lendemain ſous ombre que la St. Jean ſeroit paſſée; cependant pour l'engager à faire cette offre à Monſieur Salvius, je lui dis qu'il ſe trouveroit quelqu'autre moyen qui ne couteroit rien à l'Empereur. Il écouta volontiers ce dernier mot, & revint audit Sieur Salvius en lui déclarant que des douze cens mille Riſdalles demandées, quoique ſans aucun fondement, puiſque Stettin leur demeure avec tant d'autres Places; ils en auroient la moitié en la maniére ci-deſſus exprimée, ſavoir quatre cens mille Riſdalles en dettes, & deux cens mille comptant.

On accorde à la Suéde ſix cens mille Riſdalles.

Les Suédois le remercient.

Monſieur Salvius vint céans le lendemain me faire de grands remerciemens, & il dit à Monſieur Oxenſtiern que j'avois bien fait voir l'affection que j'avois pour la Suéde, & le reſpect que Monſieur de Trautmanſdorff a pour la France; & de vrai les Dépêches de Monſieur Chanut nous ayant apris que cette demande d'argent n'empêcheroit point la Paix, Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius à qui je l'avois dit auparavant, en nommant mon Auteur, ont reçu en cette occaſion une preuve aſſurée de la part que nous prenons dans tous les intérêts de Suéde.

La France a la premiére place à la Conférence.

Reſte à dire que cette Conférence s'étant tenue chez le Comte de Trautmanſdorff, où il parut que le hazard nous avoit aſſemblez, nous demeurames debout, mais que je tins toujours le rang qui eſt dû à la France, quoi qu'il fallût pluſieurs fois changer de places pour parler ſéparément aux Parties; car autant de fois qu'on venoit à ſe rejoindre, chacun me déféroit le premier lieu ſans que Monſieur Salvius fit ſemblant de le voir.

J'aidai auſſi à faire accorder d'autres choſes à la Couronne de Suéde, mais comme ledit Sieur Salvius preſſoit pour faire continuer les impôts & Péages qui ont été établis en Poméranie à Wiſmar & ſur le Wezer depuis cette

leurs bonnes intentions pour la Paix. Enſuite de cet arbitrage qui fut déféré à la France avec des termes ſi obligeans, je fus d'avis que pour la conſidération de Meſſieurs les Etats & pour l'intérêt du commerce, les nouveaux Péages ſoient taxez plus modérément, & qu'en cet état l'Empereur les accorde à la Couronne de Suéde pour quelques années; cela fut accepté de part & d'autre avec agrément. J'oſe dire que tous les autres différends auroient été vuidez ſans partir de la Chambre, ſi Monſieur Salvius eût eu ſeul le pouvoir, ou qu'il ne ſe fût ſouvenu de l'humeur de ſon Collégue; mais celui-ci déſaprouva une partie de ce qui s'y étoit traité, & fit des difficultez ſur l'autre.

On accorde par ſon moyen aux Suédois les Peages, mais plus moderez pour quelques années.

Touchant Benfeld.

Monſieur Salvius que j'avois averti fit mention de Benfeld pour les deux cens mille Riſdalles, en cas que la France les voulût fournir, & le Comte de Trautmansdorff ne ſembloit pas éloigné de laiſſer cette Place au Roi en engagement; mais après avoir parlé à part à ſes Collégues, il dit qu'il ſauroit bien faire payer cette ſomme à Hambourg au temps qu'il conviendroit, & depuis il ne s'eſt plus parlé de Benfeld.

Nous avons été toute la ſemaine paſſée, Monſieur de la Court & moi, chez ledit Sr. Wolmar, & chez Monſieur Salvius ſéparément, & quelquefois avec les deux, pour aider à ſortir d'affaires, ainſi qu'ils avoient deſiré; mais il nous a fallu uſer bien ſobrement de cette entremiſe à l'égard des Suédois, & prendre un long tour quand il a été queſtion de les faire relâcher en quelque choſe. Les ſix cens mille Riſdalles, dont il eſt parlé ci-deſſus, ont ſervi à leur faire ſuporter le peu de contradictions & de remontrances que nous avons oſé leur faire ſur quelques autres points, ce qui a réuſſi de telle ſorte que par la grace de Dieu ils tombérent d'accord avant hier ſur tout ce qui regarde les intérêts particuliers de la Suéde, à des conditions très-avantageuſes pour ladite Couronne & que les Impériaux ſont tout à fait contens de nous, & parfaitement détrompez de l'opinion que les Miniſtres d'Eſpagne eſſayérent de leur donner, que la France ne veut point de Paix.

Les Suédois & les Impériaux s'accordent par l'entremiſe de la France.

Les Impériaux préviennent les Suédois & viennent les premiers le remercier.

Ils ont été plus civils que les Suédois; auſſitôt que la convention a été ſignée, ils m'ont envoyé remercier du ſoin que j'ai pris en cette affaire, & les Ambaſſadeurs de Suéde ſe ſont contentez de le faire deux jours après par les mains du Secretaire Melonius.

Les Suédois font venus deux jours après faire un mechant prétexte.

Je compris que ne leur ayant ci-devant donné que la lecture des Articles arrêtez entre les Impériaux & nous, ils ont crû fort important à la réputation de la Suéde de n'en pas uſer d'une autre ſorte, quoi que la raiſon qui nous y obligea pour lors ne ſe rencontre pas à préſent; mais comme en traitant de cette affaire, j'ai toujours eu les papiers entre mes mains, avec les apoſtilles, & corrections que chacun y faiſoit de ſa part juſques à la veille de la ſignature, je ſuis aſſuré qu'il ne s'en faut pas mais je n'en tirai que des ſentimens muets.

Ce diſcours me fait ſouvenir qu'il y a quelque temps que Monſieur Oxenſtiern me demandoit de fois à autre, ſi je ſerois encore longtems ici, & qu'il a répété ce compliment de telle ſorte que l'on connoiſſoit un peu trop ſon intention, nous hâtions toutes choſes plus qu'il ne vouloit.

Le Traité entre la Suéde & les Impériaux, n'aura d'effet qu'après que les autres affaires ſeront finies.

L'on verra par la fin du Traité, qu'il n'aura point d'effet qu'après que les affaires de l'Empire, celle des Alliez & ſur tout de la France comme auſſi de Mantouë & la Landgrave de Heſſe ne ſoient achevées. Ce dernier mot donnoit grand ombrage à Monſieur de Trautmansdorff, comme ſi nous voulions faire ajouter quelque choſe à la ſatisfaction du Roi, & il pretendoit que ce ſeroit aſſez de dire que le Traité de Suéde ne ſera point exécuté, ſi celui qui a été fait ci-devant avec la France ne l'eſt auſſi; mais je dis que la confirmation, ou ratification des Traitez n'apartient qu'au Maître, que j'avois accompli toute ma fonction en demeurant d'accord avec Meſſieurs ſes Collégues de celui dont il s'agit, que je ne ſongeois point à le revoquer en doute, mais ſeulement à réſerver d'autres intérêts non moins importans à la France, que ceux dont l'on eſt convenu à Munſter. Je m'expliquai de celui qui touche la fureté de la Paix, & dis que nous prétendons avec raiſon que comme le Roi ne pourra ni par ſes propres forces ni par celles d'autrui, directement ni indirectement attaquer l'Empire ni les Terres Héréditaires de l'Empereur, ainſi il eſt bien juſte que Sa Majeſté ne puiſſe recevoir aucune hoſtilité deſdites Terres non plus que de l'Empire, & que nous ſoyons en Paix avec l'Archiduc d'Auſtriche, auſſi bien qu'avec l'Empereur; qu'autrement ce ſeroit traiter avec une inégalité manifeſte, ſi la Paix liant les mains au Roi, il lui reſtoit une libre à l'Empereur pour envoyer des Troupes en Italie, ou ailleurs, contre celles de Sa Majeſté. Sur cette difficulté les Ambaſſadeurs Impériaux nous vinrent trouver, & ſe plaignirent qu'après s'être tellement confiez à l'intention que je témoigne pour l'établiſſement du repos public, que d'un Miniſtre de Prince ennemi & confédéré de leurs ennemis, ils en avoient fait leur médiateur, & que la choſe étant ſur le point de ſe conclure, ils s'étonnoient que je voulusſe gâter mon propre ouvrage pour une clauſe non néceſſaire. Ils ſe laiſſérent entendre que leur Maître ſera bientôt beaupére du Roi d'Eſpagne comme auſſi de l'Infante, & que c'eſt contre le droit des Gens & de la Nature de vouloir qu'un Pére s'oblige de n'aſſiſter point ſes enfans. Nous repliquames que c'eſt contre le ſens commun de prétendre qu'un Traité de Paix ſoit obſervé entiérement d'une part & que de l'autre il ne le ſoit qu'à demi, & que le Roi quitte les grands avantages qu'il a aujourd'hui en Allemagne avec ſes Alliez pour avoir ſeul ſur les bras les forces de l'Empire, & de l'Empereur, ſous un autre nom: nous les fimes ſouvenir de la réponſe qu'on fit à Vienne quand l'Elec-

Il demande fureté afin que les Impériaux & l'Empire n'attaquent la France.

Plainte des Impériaux touchant ſa demande.

teur

point fait guerre à l'Empereur, mais au Roi de Boheme, la Cour Impériale déclara alors ces deux qualitez indivisibles & a fait condamner l'Electeur pour crime de leze Majesté: mais ici l'on veut distinguer l'Empereur d'avec le Roi de Boheme, & en faire deux personnes & deux intérêts séparez.

Le Comte de Lamberg & ses Collégues trouverent leurs mesures un peu courtes pour nous satisfaire là-dessus, & dirent qu'ils en feroient rapport à Mr. le Comte de Trautmansdorff.

Les Impériaux s'accordent.

Le lendemain ils passerent l'Article comme il est après avoir fait un nouvel effort auprés des Ambassadeurs de Suéde pour l'exclure ou pour le faire coucher en d'autres termes, & ce qui est considérable, c'est qu'en cette rencontre les Suédois ne nous ont guere moins donné de peine que les Impériaux mêmes, bien que nous leur eussions montré l'exemple, ayant mis en texte de notre convention qu'elle ne seroit point tenuë pour valable qu'en satisfaisant pleinement à la Couronne de Suéde & à la Maison de Hesse-Cassel.

Il veut former de nouvel ez prétentions à cause des avantages qu'on dit que Monsieur de Turenne a remportez.

Tant y a que pour cet Article les affaires du Roi étant jointes à celles de l'Empire, & de Madame la Landgrave qui sont encore imparfaites; & étant dit clairement qu'il y faudra mettre fin, si le bruit est véritable que Monsieur de Turenne ait surpris Werlinghen ou fait d'autres progrés, nous serons en liberté de prétendre qu'il en faut traiter. Ce n'est pas que ce fût mon sentiment particulier si la chose n'étoit de grande conséquence, mais j'ai cru ne devoir pas fermer le chemin aux Supérieurs & à Messieurs mes Collégues d'en disposer ainsi qu'ils jugeront pour le mieux; en tout cas il étoit, ce me semble, nécessaire de garder cette Place pour les autres prétentions de la France qui n'ont pas été terminées à Munster.

Les Suédois après avoir signé, requierent ordre de ne rien céder de la Pomeranie.

C'est une chose assez remarquable que cette convention fut signée Lundi dernier à cinq heures du soir, & envoyée en Suéde par l'Ordinaire qui partit la même nuit, selon qu'il est accoutumé, & que le Mardi matin Monsieur Oxenstiern & Monsieur Salvius reçurent leurs Dépêches de Stockholm, qui portent un ordre absolu de ne pas rendre un pouce de terre de la Pomeranie, & que cette résolution avoit été signifiée à Mr. Chanut, c'est de leur propre bouche que je l'ai sucé qui me fait juger que le Chancelier Oxenstiern conduit enfin les affaires en cela à son point quoi que plus tard qu'il ne voudroit.

Difficultez sur la satisfaction de Madame la Landgrave.

Quant aux intérêts de Madame la Landgrave, j'en ai pressé plusieurs fois le Comte de Trautmansdorff, & je vois bien que nous n'en sortirons pas sans qu'il gronde encore contre moi, car il craint, ou il aime l'Electeur de Saxe qui est Beau-Pére de celui qu'il faut condamner en l'affaire de Marpurg. Je l'ai enfin obligé de venir au point, comme l'on verra par l'écrit ci-enclos qui me fut aporté hier par le Secretaire de l'Ambassade Imperiale. Cette premiére offre ne contente pas encore les Députez de Hesse, mais ils sont très-aises de voir les affaires en si bon train, & m'en ont bien remercié; car outre ce qui est écrit j'ai eu pouvoir dudit Comte de leur offrir deux cens mille Rixdalles. Ils savoient bien que le même Secretaire étoit venu me trouver pour ce sujet dés avant hier, & étoient fort en peine de ce que je ne leur en avois rien fait savoir; mais je leur en ai declaré la cause ce matin, qui est que le premier Ecrit avoit une Preface un peu trop justifiée, & laquelle infailliblement les auroit obligez à une replique plus capable d'aigrir

les Partis que de les accorder; joint qu'avant hier il ne parloit que de cent mille Rixdalles dont je me formalisai tellement qu'il a doublé son offre. Parmi les remercîments des Hessiens, j'ai aperçu quelque desir que cette Négociation se fit aussi par l'entremise des Ambassadeurs de Suéde; ce que le Sieur Scheffer m'avoit déja témoigné une autre fois.

Les Hessiois tesmoignent que les Suédois s'entremettent de la Négociation.

Le Secretaire de l'Empereur est venu un peu après & m'a dit entr'autres choses qu'il avoit ordre de porter le même Ecrit à Monsieur Oxenstiern, si je le jugeois à propos. J'ai répondu que je croyois qu'il l'eût fait dés hier au sortir de céans & aussitôt il est allé chez ledit Sr. Oxenstiern. En cette occasion & en toutes les autres nous voyons que le Comte de Trautmansdorff respecte la France & ne change rien en l'ordre qui se doit observer.

Trautmansdorff témoigne beaucoup de respect pour la France.

Pour les Griefs des Protestans il n'en reste à la vérité que six, mais ce sont les plus difficiles, & qui vont plus directement à la ruine de la Religion Catholique en Allemagne.

Il reste six Griefs des Protestans les plus difficiles.

Ils prétendent liberté de conscience dans toutes les terres de l'Empereur, quoiqu'il n'y ait pas le moindre Prince d'Allemagne entre les Calvinistes & Lutheriens qui fourfrent aucun exercice de Religion aux Catholiques.

Ils demandent que la Chambre de Spire soit mi-partie & transférée ailleurs.

Ils veulent que dans la Ville d'Ausbourg la plus grande part des Eglises & des Charges publiques soient mises entre leurs mains.

Ils veulent que le Duc de Wirtemberg unisse à son Domaine les Maisons & revenus de trente Chapitres ou Monastéres encore même que quelques uns soient situez hors de ses Etats.

Je ne me souviens pas de la cinquiéme prétention, & pour la sixiéme ils demandent les Evêchez de Minden, & d'Osnabrug, qui est à dire deux grandes Principautez dont ils veulent chasser les Catholiques.

Le Suéde les favorise.

Et d'autant qu'en tout cela ils sont portez hautement, même animez par les Ambassadeurs de Suéde qui en font une affaire d'Etat, aussi bien que celle de Religion, je me suis trouvé obligé de les faire souvenir de l'Alliance, & de ce que Monsieur le Duc de Longueville & Monsieur de Servien leur ont souvent déclaré par ordre du Roi sur cette matiére. En effet tous les Articles si soigneusement mis pour la conservation de la Religion Catholique & des Biens de l'Eglise, autant de fois que l'on a contracté ou renouvelé l'Alliance, comme ils ont servi de décharge à la conscience du feu Roi, ils obligent aussi celle de son Successeur à les maintenir; il y va aussi extrêmement de la réputation de la France de ne permettre pas que les Suédois se rendent les seuls Maîtres des affaires d'Allemagne, & qu'il n'y ait d'autre régle que leur volonté, & la profession qu'ils font à cette heure ouvertement d'avoir pris les armes pour leur Religion; car aprés que les deux Couronnes sont convenues, de commun consentement avec l'Empereur & les Etats de l'Empire tant Catholiques que Protestans, que toutes choses soient rétablies tant au Temporel qu'au Spirituel en l'état qu'elles étoient l'an 1624. c'est une prétention bien injuste & qui va au mépris de la France, de vouloir non seulement éteindre trente Chapitres ou Monastéres du Wirtemberg, parce que les Ecclesiastiques & les Religieux en ont été chassez en 1623 comme aussi l'Evêché de Minden sous prétexte qu'en 1624 il y avoit un Administrateur Luthérien, mais aussi celui d'Osnabrug quoi qu'en ladite année il y eût un Evêque Catho-

La France n'y doit opposer & soutenir la Religion; ce qu'il fait.

dans celle d'Aix-la-Chapelle, dans tout le Wirtemberg, dans tout le bas Palatinat, dans l'Abbaye de Fulde, dans les Terres que les Heſſiens veulent démembrer des Evêchez de Cologne, de Mayence & de Paderborn, dans l'Evêché d'Alberſtadt, dans l'Archevêché de Bremen, & l'Evêché de Verden, où il y a pluſieurs Abbayes & une Egliſe Collégiale toute Catholique, & que cela ſe ſoit fait par les armes & la puiſſance du Roi qui a incomparablement plus contribué que la Suéde, eſt à la vérité une choſe extrêmement fâcheuſe, & dont il faut détourner la vue pour n'en être pas touché, & pour ſe tromper ſoi-même. Que ſi ce n'eſt pas encore aſſez pour ceux qui veulent malgré nous que cette Guerre ait été une Guerre de Religion, & que le ſeul bien qui doit demeurer aux Catholiques pour ce qu'on a pris, leur ſoit encore diſputé, il ne faut que recevoir la loi de nos Alliez, puis que les Alliances ni l'autorité publique d'une convention toute nouvellement faite avec eux & qui eſt à leur avantage en tous les autres points, ne peuvent pas être obſervez en ce qui regarde la Religion dont leurs Majeſtez ſont profeſſion.

Cette demande de l'Evêché d'Oſnabrug eſt ſi enorbitante qu'elle ne mérite pas une plus longue réponſe.

Quant à Minden ce prétendu Adminiſtrateur qui y étoit en 1624. n'y avoit été reçû que ſous promeſſe qu'il donna par écrit de ſe faire Catholique dans un an; & de vrai il n'a pas gouverné en ſon nom, mais au nom du Chapitre, les Sujets ne lui ont point fait ſerment de fidélité & véritablement il n'a été ni Evêque ni Adminiſtrateur.

La même queſtion pour l'un & l'autre Evêché a été agitée & décidée à Munſter entre Monſieur Oxenſtiern & nous, en préſence des Secretaires des deux Ambaſſadeurs; après beaucoup de conteſtations pendant trois heures, il fut réſolu que Minden & Oſnabrug ne ſeroient point partie de la demande touchant la ſatisfaction de la Couronne de Suéde, moyennant quoi nous conſentîmes auſſi de notre part qu'ils puſſent prétendre Bremen & Verden. La différence fut fondée ſur ce que l'Archevêché de Bremen & l'Evêché de Verden étoient tenus par des Luthériens, lors que les armes de Suéde les ont occupez, & qu'à Minden & Oſnabrug il y avoit un Evêque Catholique quand les Suédois s'en ſont rendus les Maîtres. Monſieur Salvius a bien de la peine à ſe démêler de cette raiſon qui fait entiérement pour nous, vû même que les Protocoles en ſont chargez de part & d'autre; il dit ſeulement qu'ils ne demandent pas les deux Evêchez pour ſatisfaction de la Couronne de Suéde, mais pour les Proteſtans; & je réplique que ſi nous n'avons pu forcer notre conſcience juſques à ce point en faveur d'une Couronne ſi étroitement unie avec la France, nous le ſerons bien moins en faveur de ceux qui ont été ſimples ſpectateurs de ſes travaux & dépenſes infinies, ou qui ſe ſont ſéparez de la cauſe commune pour faire leur Traité à part.

que deſſus que ni à Stockolm ni ici on n'a pas cette penſée, comme étant trop déraiſonnable, & que ce nouveau deſſein n'eſt formé que pour éprouver ſi l'on n'eſt point capable d'être ébranlez, & en tout cas pour avoir meilleur marché de nous au fait de Minden: c'eſt pourquoi je ne leur laiſſe aucune eſpérance que l'on puiſſe ſe départir de la réſolution ci-devant priſe avec Monſieur Oxenſtiern; mais à préſent il s'en moque & dit pour lui qu'il n'y aura point de Paix ſi les deux Evêchez ne ſont donnez aux Proteſtans.

Touchant la ſuſpenſion d'armes.

Quant à la ſuſpenſion d'armes Monſieur Salvius y eſt entiérement diſpoſé, Monſieur Oxenſtiern beaucoup moins; il commence pourtant à écouter nos raiſons, & ne peut pas nier que ſi on ſépare les troupes en vertu d'une courte Tréve, il ſera périlleux d'annoncer tout à coup la Paix à une armée comme la leur, qui n'eſt point payée; Monſieur Torſtenſon les en avertit lui-même auparavant que retourner en Suéde, & avec tout cela ils y vont lentement. Nous avons fait enſorte, Monſieur de la Court & moi, qu'enfin ils ont écrit au Maréchal Wrangel, qu'il eſt temps de convenir d'une ſuſpenſion de deux mois; s'il n'y eſt pas porté, comme l'on mande, il ſera naître des difficultez ſur les conditions.

Juſques là j'ai rendu compte des affaires de cette Aſſemblée, & de ce que j'ai pu remarquer des ſentimens de ceux qui en ont la conduite: maintenant je demande très-humblement que l'on ait agréable de régler la mienne ſur trois points qui réſultent de toute cette relation.

Il demande qu'on lui donne avis de la maniére dont il doit ſe gouverner ſur trois points, le premier, s'il faut que la France avance quelque argent, quelle fureté elle peut demander.

Le premier eſt s'il ſe préſentoit quelque autre occaſion de bailler de l'argent pour l'Empereur ou pour l'Empire, quelle eſtime il faudroit faire de Benfeld, comme auſſi des dix Villes Impériales qui ſont dans l'Alſace, & choſes ſemblables; car pour les Villes Foreſtiéres & tout ce qui appartient à la Maiſon d'Autriche, il n'y a pas lieu d'y penſer. Monſieur Wolmar me diſoit dernièrement que l'Archiduc ſon Maître connoît bien l'avantage qu'il recevra d'être voiſin de la France, & qu'il en ſera déſormais en bien plus grande conſidération auprès de l'Empereur; il laiſſa même échaper quelque parole de mécontentement de ce côté-là, & déja une autre fois il m'avoit dit que ce Prince eſſayera de mériter les bonnes graces & la protection du Roi.

Le ſecond concerne la fureté de la Paix.

Le ſecond concerne la fureté de la Paix, & s'il faut inſiſter abſolument à ce que l'Empereur s'oblige à ne pas envoyer des troupes aux Eſpagnols en quelque qualité que ce ſoit, ni les aſſiſter de ſon Patrimoine non plus que des forces de l'Empire; ou bien ſi à toute extrémité il ſuffira qu'il promette en termes généraux de ne prendre aucune part directement ni indirectement aux guerres d'entre la France & l'Eſpagne, en ce cas il ſeroit beſoin que tous les Etats de l'Empire entraſſent dans la même obligation, afin qu'ils euſſent un titre & une exception

de Guerre, & le paſſage que l'Empereur pourroit demander par leurs terres. Les Deputez des Princes à qui j'en ai parlé déclarent bien que la Paix d'Allemagne ne doit pas être retardée pour les differends de la France & d'Eſpagne, & que l'Empereur ni l'Empire ne s'en doivent plus mêler, qui eſt à la vérité tout ce que nous avons demandé juſques à préſent; mais ils ne paſſent pas outre & difent même que ce que pourroit faire l'Archiduc d'Autriche eſt bien peu de choſe. Nous avons cru cependant, Monſieur de la Court & moi, qu'il n'étoit que bon de prétendre davantage, tant pour eſſayer ſi dans la décadence de l'Empire nous le pourrions obtenir, que pour impoſer une plus grande néceſſité aux Plénipotentiaires d'Eſpagne de mettre fin à leurs irreſolutions & au Traité qui ſe traine depuis longtemps entre eux & nous.

Le troiſiéme eſt pour les Griefs de la Religion.

Pour le troiſiéme point, c'eſt au ſujet des Griefs de la Religion, s'il faut laiſſer faire les Alliez ſans aucun reſpect du Roi, ni de l'Alliance, & y oppoſer nos remontrances comme nous avons fait juſques à cette heure très-inutilement; ou bien s'il eſt temps d'empêcher la derniére ruine de la Religion Catholique qui eſt attaquée ſi conſidemment à la faveur des armes de France & de tant d'autres aſſiſtances dont on veut abuſer aujourd'hui contre l'intention de nos Rois expreſſément déclarée par tous les Traitez.

Ce dernier parti eſt ſi bon de quelque côté qu'on le regarde, qu'après avoir bien fait réflexion ſur tout ce que nous voyons ici, nous ne trouvons pas ſeulement de cauſes de douter. Il eſt certain qu'outre la ſureté de la conſcience, il s'y trouvera encore un intérêt fort conſidérable non ſeulement en ce que ſi l'on n'apaiſe un peu cette conjuration contre la Catholicité, elle donnera moyen à beaucoup de gens de calomnier la France à Rome & dans la France même, mais auſſi que les Proteſtans ne nous en ſauront point de gré, & rapporteront toute leur bonne fortune à la Couronne de Suéde. Il ne faut pas s'y tromper, nous ne ſommes plus au temps de Henri ſecond, & de ſes Succeſſeurs qui ont pu aſſiſter les Proteſtans de l'Empire ſans détruire la Religion Catholique; ils n'avoient alors que cette protection, & ſe tenoient heureux de la mériter avec les réſerves que l'on y aportoit, il n'étoit pas ſeulement beſoin de ſtipuler la conſervation: eux-mêmes déclarérent par le Traité de Chambort qu'ils ne demandoient pas ſecours au Roi au fait de leur Religion: mais aujourd'hui que la Couronne de Suéde leur promet tout ſans aucun ſcrupule, qu'elle eſt puiſſamment établie en Allemagne, & intéreſſée avec eux à la propagation du Lutheraniſme, il nous reſte bien peu de part & de créance dans leurs eſprits. D'ailleurs les Suédois ne nous comptent pour rien, & néanmoins il eſt encore facile pour quelque temps de les tenir en meſure ſi l'on veut, & ce ſera ſans aucun péril: j'en ai pluſieurs expériences.

Lors que par le moyen des Evêchez de Minden & d'Oſnabrug, les Suédois & les Proteſtans ſeront quaſi Maîtres de la Weſtphalie, comme ils le ſont entiérement de la haute & Baſſe Saxe, qui ſont les trois grands Cercles de l'Empire qui ne valent guére moins que tous les autres enſemble, où les Proteſtans ont encore quelques Etats, & quantité de Villes, & de Places, ils n'auront plus aucun beſoin de la France. Quand ils ſeront ſi puiſſans & ſi proches de leurs fréres qui ſont parmi nous, ſans

vent faire beaucoup de mal.

Animoſité des Proteſtans contre Baviere.

L'on ſeroit étonné à la Cour d'entendre les choſes qui ſe diſent ici contre la France à cauſe du Duc de Baviere, & les machinations qui ſe préparent contre lui: les Suédois & les Proteſtans ne ſont pas moins de mouvement en l'affaire Palatine qu'en celle de la Religion: ſi on les laiſſe ordonner de toutes choſes, & là où chacun croit que la France eſt dans des ſentimens contraires, ce ſera perdre tout crédit en Allemagne, tant auprès de ceux qu'on n'aura pu proteger, entre leſquels la Maiſon de Baviere eſt de conſidération.

Les Proteſtans ſe donnent beaucoup de mouvemens pour l'affaire du Palatinat.

L'expédient de laiſſer démêler les Griefs entre les Plénipotentiaires de l'Empereur & ceux de Suéde ne réuſſit pas; l'on y perd de tous côtez, les Impériaux & les Princes Catholiques rejettent ſur la France le blâme de ce qu'ils ſont contraints d'accorder au préjudice de la Religion, & interpretent fort mal notre indifférence, & les autres ſe plaignant de n'être pas aſſiſtez mettent toute leur affection & confiance en la Couronne de Suéde.

Il ſemble que le remède ſeroit de faire ſentir aux Proteſtans que la France veut toujours défendre la liberté Germanique, leur dignité, leurs droits & privileges, mais qu'elle ne peut paſſer outre ni expreſſement ni tacitement; & aux Suédois qu'il n'eſt pas raiſonnable que dans la Société où ils ſont entrez avec un ſi grand Royaume, & dont ils ont reçu tant de biens, ils agiſſent en Maîtres, que la ſatisfaction de la Couronne de Suéde étant maintenant accordée & à un ſi haut point, le Roi ne peut continuer la guerre pour un Evêché, ou deux ou trois Monaſtéres, ni pour les intérêts de Religion pour leſquels on n'a point pris les Armes.

Qu'enfin la ſeule obligation de l'Alliance qui ne permet pas à l'une des deux Couronnes de faire la Paix, en cas que l'Empereur n'eût pas ſatisfait à l'autre, l'article y eſt formel, & porte en termes exprès que la France ne pourra conclure Paix ni Tréves, *donec Suecia ſatisfactum ſit*, & que la Suéde ne pourra auſſi faire ni Paix ni Tréves ſi l'on n'eſt convenu de la ſatisfaction de la France; tout cela eſt fait à préſent, & ainſi il ne reſte que de s'en expliquer nettement de la part du Roi à ſes Alliez, pourvû qu'en même temps Monſieur le Maréchal de Turenne retire ſon armée, ſur le ſujet de quelque néceſſité, & que l'on ne remette plus d'argent à Hambourg: en ce cas l'on aura incontinent la Paix & l'on conſervera en ces quartiers-ci la Religion Catholique avec grande réputation de leurs Majeſtez qui ſont en effet la plus parfaite idée qu'on ſe puiſſe former de la piété & de l'innocence. Fait à Oſnabrug le 22. Fevrier 1647.

LETTRE
De Monſieur
D'AVAUX
à Monſieur
L'ELECTEUR
De
BRANDEBOURG.

Le 24. Fevrier 1647.

Il lui rend compte des ſervices qu'il lui a rendus au ſujet du Traité. Eloge de Monſieur Tromboltz.

MONSIEUR,

1647. Il lui rend compte des ſervices qu'il lui a rendus au ſujet du Traité.

JE me ſuis contenté juſques à préſent de ſervir votre Alteſſe Electorale dans les grands intérêts qu'elle a eus à démêler en cette Aſſemblée, & de témoigner à ſes Ambaſſadeurs la joye que j'ai eue d'en voir le ſuccès: maintenant que l'un d'entr'eux va trouver votre Alteſſe, c'eſt une trop favorable occaſion de lui rendre mes devoirs pour la laiſſer échaper. Je loue Dieu, Monſieur, de ce qu'il lui a plu tellement protéger votre cauſe que nous en ſommes ſortis heureuſement au travers de tant de difficultez, & dans une grande néceſſité de pacifier le monde qu'elle auroit pu couvrir aſſez juſtement quelque tranſgreſſion des Loix & de la Juſtice ordinaire, votre Alteſſe y a été puiſſamment & uniquement aſſiſtée du Roi, & c'eſt par l'aveu même des Plénipotentiaires de l'Empereur, de ceux de la Couronne de Suéde, & des Etats de l'Empire que je le dis; ils trouvoient tous leur compte en l'omiſſion de ce qui a été fait, & ſans les ſoins continuels de Monſieur le Comte de Witgenſtein & de ſes Collégues appuyez de l'autorité de la France, il eſt certain qu'au lieu des beaux Etats, & Principautez, qu'ils ont conſervez à la Maiſon Electorale de votre Alteſſe il ne lui ſeroit demeuré qu'un droit & une prétenſion bien nuë, après un Traité ſi ſolemnel comme ſera celui-ci; joint qu'il ſe ſeroit encore trouvé beaucoup de difficultez à retirer les Places & Forteresſes du Pais de Brandebourg, des mains de ceux qui auroient peut-être voulu en ce cas-là ſe munir contre les deſſeins d'un Prince offenſé.

Quatre Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats des Provinces-Unies ont été témoins de ce que deſſus, & après un long ſéjour en cette Ville, ils laiſſérent l'affaire en mauvais termes, me priant très-inſtamment de la porter au point que j'ai fait. Je ne marquerois pas toutes ces circonſtances n'étoit que j'apprens qu'il y a des perſonnes ſi peu informées de la diſpoſition où ſont ici les eſprits & les affaires, & en un mot qui ſavent ſi peu le cours du monde, qu'ils ſe forment de loin une autre idée, ſur laquelle ils font voir à votre Alteſſe de belles choſes, qui ne ſe laiſſérent pas ſi facilement réduire en acte parmi des contradictions, comme il eſt aiſé de les concevoir quand on eſt tout ſeul. 1647.

Monſieur de Tromholtz en rendra compte particuliérement à votre Alteſſe Electorale, il le peut mieux faire que perſonne ayant toujours agi par-tout & porté la principale peine du travail; je n'ai jamais vu de Miniſtre qui aime davantage le ſervice de ſon Maître, ni qui ſache plus accortement & adroitement que lui s'acquerir la créance & l'affection de ceux avec leſquels il a à traiter: je dois ce témoignage à ſa vertu, & ne ſerai pas moins ſoigneux, Monſieur, de vous rendre les très humbles ſervices dont je vous ſuis redevable autant de fois que l'occaſion s'en offrira, ou que vous aurez agréable de m'employer en quelque choſe. Je ſuis &c. Eloge de Monſieur Tromholtz.

MEMOIRE
De Monſieur
D'AVAUX.

A Oſnabrug le 25. Fevrier 1647.

Il envoye une Copie du Traité qui regarde la ſatisfaction des Suédois. Touchant la ſatisfaction de Madame la Landgrave. Les Suédois veulent faire donner Minden à l'Electeur de Brandebourg. On travaille à l'affaire du Palatin. Il faut ménager les intérêts du Duc de Bavière. On doit favoriſer l'Empereur, pour le decharger de la dette de Bavière.

IL n'y a que trois jours que le Sieur de Préfontaine eſt parti avec une ample relation de toutes choſes; ce que je puis ajouter eſt qu'il Il envoye une Copie du Traité qui regarde la

y

Satisfaction des Suédois.

première du Traité concernant la satisfaction de la Couronne de Suéde, Monſieur Salvius qui me l'a envoyée m'a fait faire excuſe du retardement.

Touchant la ſatisfaction de Madame la Landgrave.

Le Comte de Trautmansdorff m'eſt venu viſiter aujourd'hui pour ſa première ſortie; il a eſſayé de me perſuader que l'offre qu'il a faite aux Heſſiens de vingt mille florins de rente en terres ſouveraines, qui ſont le tiers de la Succeſſion dont il s'agit, les devoit contenter: mais ayant bientôt reconnu qu'il ne perſuadoit pas, il m'a témoigné enfin qu'il paſſeroit juſques à trente mille florins qui ſont près de 60000 livres & qu'ainſi c'étoit partager un bien très-légitimement acquis au Landgrave de Darmſtadt. J'ai contredit par bonnes raiſons la prétenduë juſtice de cette cauſe, & quoi qu'il ait perſisté en ſa penſée, il me ſemble néanmoins qu'il eſt capable d'accorder encore davantage, ſi l'affaire eſt bien conduite, à quoi je m'employerai ſoigneuſement; mais les Suédois ont quelque égard à la Maiſon de Darmſtadt qui eſt Luthérienne, & m'ont avoué qu'ils appréhendent que Madame la Landgrave n'introduiſit le Calviniſme dans Marpurg s'il lui étoit rendu: il n'eſt pas croyable comme ils ſont zélez, pour leur Secte, ſans conſidérer ce qui les oblige à la Maiſon de Caſſel, & avec quelle confiance ils prétendent en même temps que le Roi leur doive abandonner les Egliſes, & biens Eccléſiaſtiques. Les Députez de Heſſe connoiſſent le deſavantage qu'ils en reçoivent dans cette Négociation, & voudroient à préſent qu'elle fût toute entre mes mains, ils ſeront bien aiſes de ſavoir que j'ai profité de la viſite dudit Sr. de Trautmansdorff.

Les Suédois veulent faire donner Minden à l'Electeur de Brandebourg.

J'ai apris auſſi de lui en cette conference que les Ambaſſadeurs de Suéde après avoir été toujours très-contraires à la prétenſion de Brandebourg ſur Minden, & lui avoir remontré cent fois que cet Evêché devoit ſervir de récompenſe au Duc de Meckelbourg & à la Maiſon de Brunſwick pour y ſuccéder alternativement, ils l'avoient tout à coup demandé pour ledit Electeur, & avec telle inſtance que ſans cela ils ne concluroient point le Traité de leur ſatisfaction. Le Comte de Trautmansdorff a conſenti que ſi Minden paſſe entre les mains des Proteſtans, en ce cas l'Electeur de Brandebourg en ſoit pourvu; il a peine à comprendre le myſtére qui a produit un changement ſi ſoudain, & croit que leſdits Ambaſſadeurs deſtinent maintenant l'Evêché d'Oſnabrug aux deux Maiſons dont il eſt parlé ci-deſſus; mais comme il ne veut point l'accorder, & qu'il ſe ſent trop foible pour réſiſter ſeul pendant que les armes des deux Couronnes appuyent le trafic qu'on fait ici des Evêchez Catholiques pour quelques intérêts particuliers, il employe le ſecours de la France & met ſur ſon compte tout le bien & le mal qui en réuſſira.

Il dit qu'on peut encore ſauver Minden puis qu'il n'eſt accordé que ſous une condition qui dépend de nous, & pour Oſnabrug que c'eſt une pure violence qui n'eſt pas appuyée du moindre prétexte; & à la vérité tous les Etats Proteſtans demeurent d'accord qu'ils n'ont aucun fondement pour prétendre cet Evêché; c'eſt pourquoi il n'y auroit nul péril de réſiſter ouvertement aux Suédois, & peut-être aux ſeuls Ambaſſadeurs de Suéde, afin qu'au moins après avoir fermé les yeux comme a fait la France à tant de préjudices que la Religion reçoit par ce Traité, l'on ne vienne pas à de telles extrémitez qu'on veuille bleſſer mortellement ſon honneur

On travaille à l'affaire du Palatin.

Nous avons travaillé ces jours-ci, Monſieur de la Court & moi, avec les Impériaux, & les Suédois, pour l'accommodement de l'affaire Palatine: ceux-ci nous donnent bien de la peine & veulent changer tout le projet lequel on a traité juſques à cette heure; ils propoſent que le Duc de Saxe ait deux voix dans le Collége Electoral, parce qu'il n'eſt pas raiſonnable que les Catholiques prévalent; ils demandent que l'un & l'autre Palatinat ſoit remis entre les mains du Prince Palatin; & font beaucoup d'autres inſtances qui romproient certainement le Traité de la Paix s'ils y perſiſtoient, car le Comte de Trautmansdorff eſt invulnérable de ce côté-là. Nous fumes hier quatre heures en conférence ſur ce ſujet chez Monſieur Oxenſtiern qui garde toujours le lit, & n'en eſt pas de meilleure humeur; mais il nous arriva de le gouverner aſſez paiſiblement, enſorte que nous en raportames beaucoup plus de ſatisfaction que de coutume; & Monſieur Salvius nous dit en riant au ſortir de ſa chambre, que nous avions bien trouvé la méthode de traiter ce malade. Toutes les difficultez furent remuées, & d'autant que ces Meſſieurs nous diront de fois à autre que la France a trop d'affection pour le Duc de Baviére, on leur repréſenta que l'intérêt des deux Couronnes, ſpécialement de celle de Suéde qui eſt aujourd'hui un Etat de l'Empire, ne permet pas que l'on mécontente un des principaux Membres du même Corps, & qu'on le force de ſe tenir bien uni avec le Chef, qu'on ne ſauroit mieux arriver à la fin qu'on s'eſt propoſée en cette guerre, qui a été d'affoiblir la trop grande puiſſance de la Maiſon d'Autriche, qu'en obligeant celle de Baviére à conſidérer les Couronnes & à ne pas ſouffrir que l'Empereur reprenne avec le temps une autorité abſolue dans l'Empire, qu'à tout cela les diſpoſitions y ſont déja grandes, les forces y ſont proportionnées, & qu'il ne reſte qu'à nous aider nous-mêmes. Monſieur Oxenſtiern gouta cette raiſon, & ne fit pas auſſi beaucoup de réſiſtance à une autre dont nous nous ſervimes pour lui faire voir que, ſi on veut la Paix, il faut auſſi que l'Empereur y trouve ſon compte, qu'autrement il n'accorderoit pas tant de choſes aux Couronnes, ſur tout à celle de Suéde, qui eſt partagée ſi avantageuſement, s'il n'y avoit au moins cette douceur pour lui, qu'il ſe déchargera de la dette du Duc de Baviére qui n'eſt pas un créancier fort commode.

Il faut ménager les intérêts du Duc de Baviére.

On doit favoriſer l'Empereur à pour le décharger de la dette de Baviére.

Enfin nous eumes le bonheur, en contrariant Monſieur Oxenſtiern, de ne lui pas déplaire, & de le conduire lentement à la connoiſſance du beſoin qu'on a de la Paix, & du peu de raiſon qu'il y auroit à préſent de la retarder pour ce qui reſte. L'abondance de ſes ſentimens, ou de ceux de ſon pére lui fit dire qu'il s'étonnoit que la France veuille arrêter le cours de ſes victoires, & nous repliquames que c'eſt grande prudence d'aſſurer tant d'avantages par une Paix, & qu'il eſt bien glorieux de prendre ce conſeil au milieu des proſpéritez; que ſi le feu Empereur en avoit ſu faire autant lorſqu'il étoit Maître de toute l'Allemagne, les Couronnes n'y ſeroient pas aujourd'hui au point qu'elles y ſont.

Pour concluſion il demanda un jour ou deux pour délibérer plus amplement avec ſon Collégue qui étoit preſent, & dit néanmoins par avance que s'il falloit ſe relâcher en quelque choſe,

te d'un lieu où je suis chargé de beaucoup d'affaires & qui s'avancent tous les jours; joint que ce seroit comme perdre une occasion présente d'obliger Madame la Landgrave, comme aussi Monsieur le Duc de Baviére dans leurs plus sensibles intérêts, & laisser aussi aux Ambassadeurs de Suéde toute l'autorité dans les affaires de l'Empire. Fait à Osnabrug le vingt-cinquiéme Fevrier mil six cens quarante-sept.

LETTRE

De Monsieur

D'AVAUX

à Monsieur

CHANUT.

A Osnabrug le 25. de Fevrier 1647.

Il lui envoye copie du Traité fait pour la satisfaction de la Suéde. Il voudroit une autre suspension d'armes qu'il faut solliciter à la Cour de Suéde. Il travaille à la satisfaction de Madame la Landgrave, & à l'affaire du Palatin. Il lui recommande les intérêts de la Religion Romaine.

MONSIEUR,

JE vous rends mille graces du soin qu'il vous a plu prendre de faire mon Compliment à la Reine de Suéde; Sa Majesté l'a si bien reçu qu'il m'est aisé de comprendre de quelle sorte il a été présenté. Vous m'obligerez, Monsieur, de retrancher un mot de vos Lettres qui n'a été introduit que pour les étrangers, & s'il est quelquefois en usage parmi ceux qui servent un même Maître, il faut que ce soit pour établir entr'eux une possession douteuse, & la faire passer plus facilement hors de la Maison. Nous pouvons laisser ces petits soins aux Ministres de Venise & de Savoye, & nous contenter du lui, & avec vous-même puisque vous êtes amis.

Il lui envoye copie du Traité fait pour la satisfaction de la Suéde.

Je vous envoye le Traité concernant la satisfaction de la Couronne de Suéde, je l'ai eu d'ailleurs que des Ambassadeurs Suédois, lesquels se sont contentez de me le faire voir par les mains du Sieur Melonius, ayant jugé fort important à la grandeur de ladite Couronne s'ils faisoient quelque chose que les Plénipotentiaires de France n'ayent point fait; quoi que la raison qui nous oblige de ne laisser pas copier les articles de notre convention avec les Impériaux, ne se rencontre pas à présent: mais comme en traitant de cette affaire j'ai toujours eu les papiers entre mes mains avec les Apostilles & corrections que chacun y faisoit de sa part jusques à la veille de la signature, je n'ai pas laissé d'en envoyer une copie à la Cour qui differe fort peu de l'original, que j'ai depuis reçu de Monsieur Salvius, sur lequel j'ai fait prendre la copie ci-jointe.

Il voudroit une autre suspension d'armes qu'il faut solliciter à la Cour de Suéde.

A présent que les deux Couronnes sont assurées de leur satisfaction, & que les affaires des Griefs & autres de l'Empire sont si avancées que tout pourroit être conclu dans peu de jours, j'ai pressé Messieurs les Ambassadeurs de Suéde pour une autre suspension d'armes, Monsieur Salvius y est entiérement disposé, Monsieur Oxenstiern beaucoup moins, & sur les conditions j'estime qu'il seroit à propos de solliciter par delà qu'il lui en soit envoyé un ordre exprès, & de faire entendre assez clairement que la Paix est desormais nécessaire à tout le monde.

Il travaille à la satisfaction de Madame la Landgrave, & à l'affaire du Palatin.

Nous avons travaillé ces jours-ci à la satisfaction de Madame la Landgrave & à l'affaire Palatine; nous convenons entiérement sur le premier point avec les Ambassadeurs de Suéde; mais si l'on vous dit sur le second que la France a trop d'affection pour le Duc de Baviére, vous saurez bien repréſenter que l'intérêt des deux Couronnes, spécialement de celle de Suéde qui est aujourd'hui un Etat de l'Empire, ne permet pas que l'on dégoute un des principaux Membres du même Corps, & qu'on le force de se bien réunir avec le Chef; l'on ne sauroit mieux arriver à la fin qu'on s'est proposée en cette guerre, savoir est d'affoiblir la trop grande puissance de la Maison d'Autriche, qu'en obligeant celle de Baviére à considérer les Couronnes, & à ne pas souffrir que l'Empereur reprenne avec le temps une autorité absolue dans l'Empire. A tout cela les dispositions y sont déja grandes, les forces y sont proportionnées, car il ne reste plus qu'à nous aider nous-mêmes. Monsieur Oxenstiern faisoit hier tant de fois réflexion sur une parole que les Impériaux lui ont dite que l'Ambassade de France a consenti à ce qu'ils prétendent en cette affaire, qu'enfin je lui représentai comme nous en avons toujours la décision autant que nous en avons communiqué avec les Ambassadeurs de Suéde, mais qu'à la vérité nous avions fait connoître que la France

y

me opinion de la Suéde, puiſque le premier Plénipotentiaire, après pluſieurs Conférences tenues avec nous ſur ce ſujet, étoit demeuré d'accord de laiſſer la Dignité Electorale avec la moitié du haut Palatinat, ſi les Etats de l'Empire en étoient d'accord : par là je lui fis voir que l'Ambaſſade de France n'a point donné de réſolution préciſe, & que ſi elle a donné quelques eſpérances c'eſt ſur le conſentement des Alliez qu'elle l'a fondée. Cet éclairciſſement fut bien reçu, mais la choſe même lui donna peine, *& quia mutare ſententiam grave erat, interpretatione levavit.* J'ajoutai que comme alors nous inſiſtâmes tous trois à ce que tout le haut Palatinat demeure à l'Electeur de Baviére, j'avois charge de faire encore la même choſe & touchai les raiſons dont la déduction ſeroit un peu longue : je dis entr'autres que ſi on veut avoir la Paix, il faut que l'Empereur y trouve auſſi ſon compte, qu'autrement il n'accorderoit pas tant de choſes aux Couronnes, & ſur tout à celle de Suéde, qui eſt partagée ſi avantageuſement, s'il n'y avoit au moins cette douceur pour lui qu'il ſe déchargera de la dette du Duc de Baviere qui n'eſt pas un créancier fort commode.

Il lui recommande les intérêts de la Religion Romaine.

Je vous recommande toujours l'intérêt de la Religion Catholique & de la réputation de la France; afin qu'après avoir fermé les yeux comme elle a fait, votre même contribué & coopéré à tant d'avantages que les Proteſtans reçoivent par ce Traité, l'on ne vienne pas encore à de telles extrémitez qu'on veuille bleſſer mortellement ſon honneur & la conſcience de tous ceux qui ſont dans les affaires. Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

A Oſnabrug le 2. Mars 1647.

Les Suédois voudroient faire la Campagne; ce qu'il faut empêcher. Le Duc de Baviere s'employe pour la Paix. On doit ménager le Duc de Bavière. Conference avec Trautmansdorff ſur les affaires d'Eſpagne. Touchant le Portugal. Il ſe plaint de la lenteur des Suédois.

MONSEIGNEUR,

Les Suédois voudroient faire la Campagne; ce

APrès avoir reçu Monſieur Salvius & m'être entretenu avec lui ſur le voyage du Commiſſaire Brant, j'ai trouvé que Wrangel n'eſt guere porté ni à la Paix, ni à la Tréve, & que

en Suéde ſont dans le même ſentiment. En vérité, Monſeigneur, il eſt beſoin d'y prendre garde, le temps preſſe & ledit Sieur Salvius même ne me pas en ſecret que l'un cherche à reculer les affaires & à engager la Campagne; il y aura après demain quinze jours que la ſatisfaction de Suéde eſt ajuſtée, ſans que l'on puiſſe rien conclure ſur les autres points avec Monſieur Oxenſtiern. S'il ne vient des ordres du Roi & à l'armée qui faſſent voir que les Alliez du Roi étant ſatisfaits, & les Etats de l'Empire ayant obtenu la plus grande partie de tout ce qu'ils ont demandé, la France n'entend pas demeurer en guerre pour contenter la derniére paſſion de ceux qui n'ont jamais rien contribué, elle qui s'eſt privée volontairement de très-grands avantages pour procurer le repos public, il n'y aura point de Paix en Allemagne, & il ſera impoſſible de faire comprendre au monde que nous l'avons deſiré tout de bon.

qu'il leur empêchent.

Quant à la ſuſpenſion, j'eſtimerois très-à propos de cultiver les bonnes diſpoſitions que le Duc de Baviére y témoigne, & entretenir ſoigneuſement ce Traité, vû même que les Suédois y conſentent. Mais la Paix en Allemagne étant avancée au point qu'elle eſt, il n'y a pas apparence que ledit Duc veuille abandonner les Impériaux aux armes victorieuſes des deux Couronnes, & ſe ſoumettre lui-même à être le dernier. Ce ne ſont pas ſeulement mes conjectures, c'eſt auſſi à peu près ce que j'ai pu remarquer de Monſieur Krebs; il me diſoit l'autre jour que la Paix générale vaut bien mieux qu'un accommodement particulier, mais que ſi elle ne ſe fait point, ou qu'elle tarde trop à ſe conclure, ſon Maître eſt réſolu de traiter à part avec la France, ou avec les deux Couronnes : il a déclaré la même choſe au Comte de Trautmansdorff, & l'a preſſé au dernier point, en ſorte qu'ils en ſont venus l'un & l'autre aux paroles rudes & aux menaces, comme il eſt porté ci-deſſus. Cela me fait juger que le Duc de Baviére a introduit cette Négociation pour hâter la Paix, pour imprimer fortement aux Impériaux la crainte de les perdre, & pour les fortifier contre les tentations d'Eſpagne; car enfin il veut pacifier l'Empire, voilà ſon but & ſon intérêt, & comme il connoit que l'intérêt d'Eſpagne pourroit y faire obſtacle, maintenant que le double mariage eſt réſolu & que l'Archiduc va gouverner la Flandre, il peut y apporter une puiſſante conſidération qui eſt la ſienne, ſachant bien qu'il eſt néceſſaire aux Impériaux & il fait voir en même temps qu'il eſt prêt de leur échaper.

Le Duc de Baviére s'employe pour la Paix.

C'eſt toujours un grand uſage que nous en tirons, & partant il ſeroit bon de l'écouter favorablement, de le careſſer, & lui rendre toute aſſiſtance dans ſon affaire qui ſe traite ici, afin que ſi l'Empereur ne veut pas ſuivre le ſalutaire conſeil qu'il lui donne, & que la juſte jalouſie qu'il y mêle ne produiſe pas tout ſon effet, il exécute alors la réſolution qu'il forme à préſent. Que ſi contre ma croyance il vouloit dès cette heure conclure une ſuſpenſion d'armes avec les deux Couronnes ou avec la France ſeule, je le laiſſerois faire & croirois bien à propos que Meſſieurs de Traci & de Marcilli euſſent ordre d'en convenir avec bonnes conditions; car il me ſemble voir ici qu'en ce cas il accordera quelques Places au Roi: cette ſuſpenſion donneroit lieu à Sa Majeſté d'employer l'armée de Monſieur de Turenne contre les Eſpagnols, & de réparer le préjudice qu'on

On doit ménager le Duc de Baviére.

d'abord, & lui fis faire une exclamation pour ce que je diſois que nous avons ordre abſolu d'en parler; mais après m'être expliqué que c'étoit pour réſerver au Roi la faculté d'aſſiſter le Portugal déja accordée par les Eſpagnols, & qu'il eſt néceſſaire que cette clauſe ſoit inſérée dans le Traité, comme auſſi pour convenir au moins d'une ceſſation d'hoſtilitez pendant un an, il répondit que nous ſerions bien aiſes de l'avoir pour ſix mois ſeulement, & ne fit aucune difficulté ſur ladite réſerve que je demandois par écrit, car même pour le faire parler j'ajoutai qu'autrement ce ſeroit laiſſer un prétexte de rentrer en guerre, s'il n'eſt dit expreſſément par le Traité que la France ſera en liberté de ſecourir le Roi de Portugal ſans que la Paix s'entende rompuë. *Le Roi de Portugal!* dit-il en branlant la tête, voulant témoigner que ce titre ſeroit capable d'empêcher toute la Négociation : quant à la choſe même il y conſentit tacitement. Je ne ſai ſi la crainte qu'il avoit conçuë de mon premier diſcours le rendit plus traitable, lors qu'il vit que les Eſpagnols en ſeroient quittes à meilleur compte, mais il me parut goûter mes raiſons & ne desaprouver ni l'une ni l'autre demande.

Touchant le Portugal.

Il m'a fallu laiſſer cette Dépêche imparfaite pour aller chez Monſieur Oxenſtiern, & chez Monſieur Salvius avec Monſieur de la Court, duquel je tire effectivement beaucoup d'aſſiſtance dans les affaires; mais quoi que nous ayons pu dire, nous en voilà revenus à huit heures du ſoir auſſi mal édifiez qu'il eſt poſſible : le Naturel des Suédois eſt fort lent, le peu de deſir & de beſoin qu'ils ont de la Paix, les rend encore plus pareſſeux & plus incommodes en cette Négociation, & enfin ſi la Cour ne retranche ces longueurs affectées par une déclaration ſuivie de quelque effet, la cauſe Palatine & le reſte des Griefs ne ſeront pas terminez d'un an, pendant lequel temps il peut ſurvenir beaucoup d'accidens qui remettroient toutes choſes dans une grande confuſion. Je ſuis &c.

Il ſe plaint de la lenteur des Suédois.

D'AVAUX.

A Oſnabrug le quatriéme Mars 1647.

Il ne peut tirer aucune réſolution des Suédois ſur les affaires de Heſſe & du Palatin. Le Duc de Baviére témoigne vouloir faire une ſuſpenſion d'armes particuliere. L'intention des Suédois eſt d'avancer le Lutheraniſme. Les Suedois voudroient faire la Campagne. Il ſouhaite des ordres de la Cour pour l'Armee, qui faſſent voir que les Alliez étant ſatisfaits, le Roi ne veut plus de guerre. Il eſt fâché d'avoir été trop facile ſur les affaires du Portugal. Il reçoit ordre de faire entendre aux Eſpagnols que s'ils n'acceptent bientôt les conditions, on s'engageroit avec le Portugal de ne point traiter ſans lui. Les Suedois fort lents ſur ce qui regarde le Palatin. Haine des Suedois contre le Duc de Baviere, & leur jalouſie contre la France. Les Suedois par leur conduite engagent Baviere à promettre de nouveau à l'Empereur toute fidelité. Brun vient à Oſnabrug pour arrêter le Traité avec les Imperiaux.

CEtte huitaine nous a un peu reculé; nous avons été pluſieurs fois avec les Ambaſſadeurs de Suéde, & Monſieur de la Court a encore viſité à part Monſieur Oxenſtiern; comme j'ai entretenu auſſi Monſieur Salvius ſans que nous ayons pu tirer une réſolution ſur les affaires de Heſſe, & encore moins ſur celles de la Maiſon Palatine. En la premiere Conférence qui s'eſt tenuë ſur ce ſujet depuis que j'ai rendu compte, Monſieur Oxenſtiern ſe mit à diſcourir des cauſes de la guerre, raporta & répéta pluſieurs choſes du temps paſſé, dit cent fois que la Suéde n'aime point le Duc de Baviére, qu'il faut lui faire rendre le haut & bas Palatinat, & que c'eſt aſſez s'il eſt Electeur pour

Il ne peut tirer aucune réſolution des Suédois ſur les affaires de Heſſe & du Palatin.

ſouvenir de ce qu'il a lui-même aprouvé ci-devant à Munſter, où cette affaire fut concertée entre lui & nous, ni de ce qu'il en diſoit encore il y a huit jours, & à l'extrémité il explique le tout enſorte qu'à ſon dire ce n'eſt rien.

Nous nous trouvâmes obligez d'attendre une occaſion plus favorable pour les amener avec douceur, & je fus le lendemain faire ma cour à Monſieur Salvius afin qu'il le préparât le mieux qu'il pourroit.

Je n'apuyai que ſur la Dignité Electorale laiſſant aux Impériaux à démêler ce qui touche le haut Palatinat, & la dette de treize millions, quoi que l'engagement, où nous ſommes entrez pluſieurs fois ſur ce point, tant avec les Miniſtres de Baviére qu'avec ceux de l'Empereur & les Médiateurs, me donne peu de moyen de prendre tout à coup une autre conduite.

Le Duc de Baviére témoigne vouloir faire une ſuſpenſion d'armes particuliére.

Je me ſuis ſervi auprès des Suédois des bonnes intentions que le Duc de Baviére témoigne de faire une ſuſpenſion particuliére avec les Couronnes; car ils en avoient avis à l'armée, & le Comte de Trautmanſdorff le ſait auſſi fort bien; il en a témoigné du reſſentiment à Monſieur Kreba, juſqu'à le menacer que s'il partoit d'ici pour aller faire ce Traité particulier à Munſter conjointement avec ſon Collégue, lui Trautmanſdorff concluroit dès le lendemain avec les Ambaſſadeurs de Suéde à toutes les conditions qu'ils voudroient ſans exception.

Cette propoſition dudit Duc n'a adouci en rien l'eſprit irrité de Monſieur Oxenſtiern, ni l'horreur qu'il a de faire quelque choſe pour un Prince Catholique. On peut ſe tenir pour dit, que le deſſein des Suédois va à planter la foi de Luther où il n'eſt pas encore reçu pour un grand Apôtre; cela ſe voit ici clairement en toute leur conduite, & je ſuis bien trompé ſi la premiére Guerre d'Allemagne ne ſera une Guerre de Religion à viſage découvert & alors tous les Etats voiſins y ſeront envelopez.

L'intereſſe des Suédois eſt d'avancer le Luthéraniſme.

Pour le préſent les Suédois & les Proteſtans travaillent à profiter de la cauſe Palatine, ſi on les laiſſe faire, à vendre chérement pour l'Egliſe Catholique ce qu'ils feront enfin obligez de conſentir en faveur du Duc de Baviére, qui ne ſera même, s'ils peuvent, qu'une partie de ce qu'il prétend. Ils font leur compte aux dépens des Evêchez & de la Religion, & ſi le Traité de la Paix traine encore un an, comme les Suédois en ont grand deſir, ils ſeront alors en état de ne plus conſidérer la France à laquelle ils ont encore un peu d'égard, & de lever tout à fait le maſque avec les Proteſtans de l'Empire; & je ne ſai ſi dans une telle révolution on ſeroit bien maître de l'armée Weymarienne, la proſpérité des affaires de la Couronne de Suéde étant aujourd'hui bien plus ſolidement établie; & il y a beaucoup plus de réflexions à y faire depuis les pratiques de trois années, & les liaiſons qui ſe ſont faites ici plus étroites avec tout le Corps des Princes & Etats Proteſtans, qu'il n'y en avoit de ſujet auparavant la mort du Roi Guſtave, & néanmoins on commençoit déja en France à penſer aux moyens de modérer ſon ambition.

J'ai revu ces jours-ci Monſieur Salvius ſur le ſujet du voyage du Commiſſaire Brant qui eſt arrivé ici depuis peu; il a épouſé une ſienne parente & eſt logé chez lui. Je trouve que le Maréchal Wrangel n'eſt guerre porté ni à la Paix ni à la Tréve, & que Monſieur Oxenſtiern eſt dans ce même ſentiment; Monſieur Salvius même ne me nie pas en ſecret que l'on

Campagne : en effet il y a aujourd'hui quinze jours que la ſatisfaction de Suéde eſt ajuſtée, ſans que l'on puiſſe rien conclure ſur aucun des points qui reſtent indécis. S'il ne vient des ordres ici & à l'armée qui faſſent voir que les Alliez du Roi étant ſatisfaits, & les Etats de l'Empire ayant obtenu la plus grande partie de tout ce qu'ils ont demandé, la France n'entend pas demeurer en guerre pour contenter la paſſion de ceux qui n'y ont jamais rien contribué, elle qui s'eſt privée volontairement de très-grands avantages pour procurer le repos public, il n'y aura point de Paix en Allemagne, & il ſera impoſſible de faire comprendre au monde que nous l'avons deſirée tout de bon.

Les Suédois voudroient faire la Campagne.

Il ſouhaite des ordres de la Cour pour l'Armée, qui faſſent voir que les Alliez étant ſatisfaits, le Roi ne veut plus de guerre.

Quant à la ſuſpenſion &c. (*voyez pour ce qui ſuit la Dépêche à Monſieur de Longueville juſques à ces mots*, & ne desaprouver l'une ni l'autre demande.)

Etant de retour au logis, & faiſant réflexion ſur tout ce qui s'étoit paſſé en cette Conférence, il me ſembla que j'avois été trop facile en l'affaire de Portugal, & que l'on pourroit mieux profiter de l'apréhenſion que les Eſpagnols ont pour ce regard. Pendant que je méditois comment réparer cette faute, je fus ſecouru en ma néceſſité & parfaitement inſtruit par une Lettre que Monſieur le Cardinal m'a fait écrire; elle porte qu'il faut faire comprendre adroitement aux Eſpagnols que s'ils n'acceptent bientôt les conditions de la Paix, conformément aux articles qui leur ont été donnez à Munſter depuis que je ſuis parti, l'on pourroit s'engager tellement avec le Roi de Portugal que la France ne traiteroit point ſans lui, & qu'au lieu d'une Tréve en Catalogne, on la voudroit convertir en une Paix, à l'exemple de Mrs. les Etats. Cette conduite me parut incontinent ſi propre & ſi efficace pour la fin qu'on ſe propoſe, & de vrai j'en eſpére un ſi bon effet, que j'attends avec impatience l'occaſion de la mettre en pratique, & tâcherai de le faire à propos; cela remplira par même moyen ce que je laiſſai d'imparfait en ma dernière entrevue avec Monſieur de Trautmanſdorff.

Il eſt fâché d'avoir été trop facile ſur les affaires de Portugal.

Il reçoit ordre de faire entendre aux Eſpagnols que s'ils n'acceptent bientôt les conditions, on s'engagera avec le Portugal de ne point traiter ſans lui.

Cependant nous retournâmes hier chez Monſieur Oxenſtiern pour ce qu'il eſt toujours au lit & Monſieur Salvius s'y trouva. Je ne ſaurois aſſez repréſenter combien fortement & judicieuſement, Monſieur de la Court répondit aux difficultez qu'ils faiſoient dans la cauſe Palatine, & en toutes celles qui reſtent à vuider : car ils ne ſe traitent non plus d'un côté que d'autre. Mais quoi que nous ayons pû dire, nous nous en revinmes à huit heures du ſoir auſſi mal édifiez qu'il eſt poſſible; le Naturel des Suédois eſt fort lent, le peu de deſir & de beſoin qu'ils ont de la Paix les rend encore plus pareſſeux & plus incommodes à cette Négociation, & enfin ſi la Cour ne retranche ces longueurs par une déclaration ſuivie de quelque effet, la cauſe Palatine & le reſte des Griefs ne ſeront pas terminez d'un an, pendant lequel il peut ſurvenir beaucoup d'accidens qui remettroient toutes choſes dans une grande confuſion. Une des plus douces paroles de Monſieur Oxenſtiern fut qu'il faudroit donc donner le premier rang au Duc de Saxe parmi les Electeurs ſéculiers, & le pénultiéme au Duc de Baviére, puis que le dernier étoit deſtiné au Prince Palatin.

Les Suédois ſont lents ſur ce qui regarde le Palatin.

Outre la haine que les Suédois ne peuvent cacher contre le Duc de Baviére à cauſe de la Religion, il s'y rencontre un autre intérêt qui n'eſt pas moins puiſſant ſur leur eſprit, c'eſt de la jalouſie qu'ils ont de la grandeur & de l'autorité

Haine des Suédois contre le Duc de Baviére, & leur jalouſie contre la France.

rien pour l'empêcher. Je ne m'étonne pas qu'ils ayent pris ſoin de nous repréſenter à Monſieur de la Court & à moi, le peu d'aſſurance que l'on peut prendre aux promeſſes du Duc de Baviére, qu'il ne ſe degagera jamais des intérêts de l'Empereur, & qu'il nous trompera, & choſes ſemblables, à quoi ils ajoutent la caducité de ſon âge & qu'il laiſſera de jeunes Enfans ſous la tutele de l'Empereur; mais il eſt un peu étrange qu'en même temps ils ne perdent point d'occaſion de perſuader le contraire aux Impériaux, & de leur faire craindre cette grande union qu'ils diſent ſe former entre la Couronne de France & la Maiſon de Baviére; ils en parlent même comme ſavans, pour leur jetter mieux la défiance dans l'eſprit, & ſe laiſſent entendre que l'intérêt commun leur donnant part dans nos conſeils, ils connoiſſent le péril, & qu'en tout cas s'il faut ſouffrir qu'il y ait un Prince ſi puiſſant en Allemagne, ils aiment mieux que ce ſoit l'Empereur. Ce dernier ſentiment échapa l'autre jour à Monſieur Oxenſtiern en parlant à nous-mêmes, comme il dit quelquefois d'autres choſes ſans les conſidérer beaucoup, quand il ne ſonge qu'à vaincre une oppoſition qui eſt préſente; tant y a qu'ils ont tenu depuis peu de tels diſcours au Comte de Lamberg & aux Sieurs Wolmar & Crane, & qu'enſuite le Comte de Trautmanſdorff en a eu un grand éclairciſſement avec Monſieur Krebs, qui s'eſt trouvé engagé à promettre de nouveau de la part de ſon Maître une conſtante fidélité à l'Empereur. Ce n'eſt pas tout, le Sieur Melonius portant hier un papier au Comte de Trautmanſdorff l'avertit encore de la part des Ambaſſadeurs de Suéde, que l'intelligence étoit parfaite entre Monſieur le Cardinal & le Duc de Baviére, & lui propoſa comme ils avoient fait à nous, de transférer la premiére place du Collége Electoral & les autres prééminences de la Maiſon Palatine à celle de Saxe, laquelle étant affectionnée & comme dépendante de l'Empereur, cet expédient ſeroit bien avantageux à Sa Majeſté Imperiale comme auſſi à la Couronne de Suéde.

Les Suédois par leur conduite engagent Baviére à promettre de nouveau à l'Empereur toute fidélité.

Monſieur Brun a été ici vingt-quatre heures pour communiquer au Comte de Trautmansdorff ce qu'il avoit fait en Flandres, & les ordres qu'ils ont pour le Traité de Paix. Je ſai de bonne part que ç'a été auſſi pour le diſpoſer à n'avancer pas davantage la Négociation de l'Empire, que la leur s'avancera avec nous; & Trautmanſdorff même me l'a laiſſé entendre ſans le dire, mais je connois bien auſſi que cela lui fait peine & qu'il a preſſé Brun de finir donc auſſi avec la France.

Brun vient à Oſnabrug pour arrêter le Traité avec les Impériaux.

Un Député de cette Aſſemblée, ami dudit Brun, m'a donné pour certain que les Eſpagnols accorderont tout au Roi, même Portolongone & Piombino, & ne feront autre difficulté que pour le Portugal. Fait à Oſnabrug le quatriéme jour de Mars 1647.

D'AVAUX

à Monſieur le

CARDINAL MAZARIN.

A Oſnabrug du 4. Mars 1647.

Il le remercie de ſes inſtructions. Son entretien avec Trautmansdorff. Touchant le mariage du Roi d'Eſpagne. Il fera ſes efforts pour conſerver quelques Monaſtéres, en faveur de l'Egliſe Romaine.

MONSEIGNEUR,

Il le remercie de ſes inſtructions.

APrès de très-humbles remercimens à la Lettre dont il a plu à votre Eminence m'honorer le vingt-deuxiéme de Fevrier, & les choſes excellentes qu'elle m'a fait écrire par mon neveu, je lui dirai qu'il ne ſe parle ici que des grands préparatifs qui ſe font en France pour la Campagne prochaine, & que c'eſt un très-bon effet de votre vigilance accoutumée, puiſque ſans doute il produira la Paix, ou détournera les malheurs de la Guerre ſur ceux qui auront voulu la continuer.

Le Sieur de Prefontaine aura rendu compte à votre Eminence de l'entretien que j'avois eu avec le Comte de Trautmanſdorff, & de ce qu'il lui donna charge de vous dire lors qu'il fut recevoir ſes commandemens avant de partir. Je ne manquerai pas, Monſeigneur, de l'aſſurer d'une parfaite correſpondance de votre part aux termes que vous m'ordonnez, ils ne ſauroient être meilleurs ni plus perſuaſifs, il me croit aſſez facilement en beaucoup de choſes, mais encore plus en cette matiere parce qu'elle lui plait.

Son entretien avec Trautmanſdorff.

Lors que je le vis il y a deux jours il étoit en fort bonne humeur, il me parla du mariage de la fille de l'Empereur comme ne l'approuvant pas, il me conta même en riant que le Marquis de Caſtel Rodrigo avoit dit qu'au lieu d'une fille ſi jeune pour le Roi d'Eſpagne, il lui en falloit mener une qui fût déja groſſe; enſuite il me demanda quel âge a le Roi, & puis il dit ouvertement que cette Alliance auroit été bien plus convenable, mais c'eſt, dit-il, la fortune de la France qui a préſidé encore aujourd'hui

Touchant le mariage du Roi d'Eſpagne.

au

compris par là qu'il n'eſpere pas grand fruit de ce mariage, il l'attribue en bonne partie aux femmes de la feue Impératrice & à leurs Maris & parens qui ſont en Eſpagne, diſant que les uns & les autres s'en ſont promis de grands avantages.

Il m'aſſura que Paix ou non il s'en retournera vers la mi-Avril, mais il eſpere que ce ſera avec la Paix; il dit qu'il n'attendra point ici les ratifications.

Il revint une autre fois ſur le propos du mariage, & dit avec quelque complaiſance qu'après la mort du Prince d'Eſpagne, il écrivit librement que ce malheur n'étoit pas reparable par la flaterie. Il crut que je l'entendois, mais, à n'en point mentir, je n'en decouvre point le myſtere, ſi ce n'eſt que le Roi d'Eſpagne ayant déja de l'âge, encore plus d'infirmité, il ſe laiſſe peut-être flatter de l'eſperance d'une grande lignée.

Il fera ſes efforts pour conſerver quelques Monaſteres, en faveur de l'Egliſe Romaine.

Je ferai tout devoir poſſible pour conſerver quelques Maiſons de Religieuſes de celles qu'on veut apliquer à l'uſage des Lutheriens dans le Wirtemberg; je ſuis ravi d'en avoir reçu le commandement de votre Eminence. Il eſt bien vrai, Monſeigneur, que je n'ai pas beſoin d'être exhorté ſur de tels ſujets, & que non ſeulement le mouvement de ma conſcience, mais auſſi l'intérêt de l'Etat & la reputation de leurs Majeſtez, me fait deſirer de tout mon cœur qu'il vous plaiſe ſouſtraire les forces & l'autorité de la France aux injuſtes pourſuites qu'on fait ici ouvertement contre la Religion Catholique. Je ſai de ſcience certaine que tant que nous y aporterons de la diſcretion, nos Alliez n'en auront aucune: & de vrai ils vont au delà de toute meſure, parce qu'ils ſont perſuadez que nous ne leur reſiſtons que par honneur, mais s'ils voyent que votre Eminence veut abſolument ſe tenir aux Traitez d'Alliance, & aux choſes dont l'on eſt convenu en cette Aſſemblée même au grand avantage des Proteſtans, ſans permettre que par une violence inoüie on y ajoute encore des Evêchez, & des Principautez Catholiques, ils ſe mettront tous dans les termes de la raiſon, & je veux bien perdre la vie, s'il en arrive le moindre inconvenient, au contraire la France en ſera plus reſpectée des uns & des autres.

Il y aura ci-joints deux extraits de ce qui eſt accordé aux Proteſtans; votre Eminence verra à quel point les voilà élevez, & combien ils doivent à la France. Je ſuis &c.

MEMOIRE

De Monſieur

D'AVAUX.

A Oſnabrug le onze Mars 1647.

Les Suédois portent hautement les intérêts du Palatin & des Proteſtans. Ils font faire ériger en Electorat les Principautez qu'ils tiennent dans l'Empire pour avoir enſuite un Empereur Lutherien. Les Suédois demandent l'Evêche d'Hildesheim & autres prétentions auxquelles il ſe faut oppoſer. Conference avec Salvius. Les Suédois froids ſur le ſujet de la ſuſpenſion d'armes. Les Suédois veulent juſtifier les difficultez qu'ils font. Propoſitions touchant le haut Palatinat. Conference avec Oxenſtiern & Salvius. Les Suédois peu enclins à la Paix. La France s'eſt déclarée pour l'Electorat en faveur de Baviere. Les Impériaux offrent trois cens mille Risdalles pour dedommager le Palatin du Haut Palatinat. Touchant la Négociation d'Ulm pour la ſuſpenſion d'armes. Les Suédois conſentent que les François traitent à part avec Bavière pour une ſuſpenſion d'armes. Fruits que la France peut tirer de cette Négociation. Touchant le projet de Paix donné par les Eſpagnols. La France prétend en Italie Portolongone & Piombino. Pour le Portugal elle prétend que les hoſtilitez ceſſent pendant un an. Il faut un Article expres dans le Traité avec l'Eſpagne, qui comprenne la ceſſation & la réſerve de pouvoir ſecourir le Portugal. Projet Eſpagnol entierement deffectueux. On menace l'Eſpagne de s'engager avec le Portugal qu'on ne ſera point de Paix ſans l'y comprendre. Trautmanſdorff voudroit renvoyer l'affaire de Portugal après la Paix. Il n'y veut pas conſentir. On a ſoin des intérêts de Madame la Landgrave. Il eſt mal ſecondé des Suédois. Oxenſtiern donne audience à l'Envoyé de Bavière.

LE travail de cette ſemaine n'a pas été plus vîte que celui de la precedente, les Ambaſſadeurs de Suéde portent ſi hautement toutes les prétentions de la Maiſon Palatine, & toutes celles des Proteſtans, que ceux-ci ſentant un tel apui ont augmenté leurs demandes depuis trois jours, & les accompagnent de me-

Les Suédois portent hautement les intérêts du Palatin & des Proteſtans.

ble en un ſens, d'autant qu'il ne ſembloit n'être en peine que de bien choiſir la cauſe, ou le pretexte d'une rupture. Quand je le conſidere aujourd'hui ſi animé pour leſdits Etats, & pour ceux même qu'il n'aime ni eſtime comme le Prince Palatin, & dont la Religion ne le choque pas moins que la Catholique, j'apprehende qu'il ne veuille faire à préſent ce qu'il diſoit alors, & la choſe eſt digne de réflexion; je ſai même que leur plus ſecrete ambition eſt de faire ériger en Electorat les Principautez qu'ils tiennent de l'Empire, & les Proteſtans y trouvent leur compte, puis que par ce moyen ils auront quatre voix dans le College Electoral: Monſieur Oxenſtiern m'a ſondé de loin ſur ce ſujet, il faut s'attendre après cela ſans aucun doute qu'ils voudront un Empereur Lutherien, & je ſuis bien averti que c'eſt encore une de leurs penſées pour l'avenir; mais quant à l'Electorat, c'eſt un deſſein preſent & pour lequel il ne tiendra pas à eux que les affaires ne ſe brouillent, afin que dans la ſuite de la guerre ils contraignent l'Empereur à ajouter cet article à leur ſatisfaction. Cependant ils demandent l'Evêché d'Hildesheim qui n'a jamais été que Catholique depuis ſa fondation, c'eſt une des nouveautez du Mémoire que Monſieur Salvius porta l'autre jour aux Impériaux; il y a grand bruit en cette Ville qu'ils demanderont bientôt Munſter pour le Fils du Roi de Dannemarck, qui étoit Archevêque de Bremen. Si l'on attend en France à s'oppoſer à une ſi grande contravention des Traitez, quand ils pretendront Mayence ou Trêves, comme ils font maintenant Uberlinghen & Offembourg, il y a danger que ce ne ſoit trop tard.

Les Suédois voudroient faire ériger en Electorat les Principautez qu'ils tiennent dans l'Empire pour avoir enſuite un Empereur Lutherien.

Les Suédois demandent l'Evêché d'Hildesheim & autres prétentions auxquelles il ſe faut oppoſer.

Nous avons avis de Monſieur de Croiſſi que les Députez du Maréchal Wrangel demandent Memmingben, & ces deux Places au Duc de Baviére. Mais comme ils ont toujours Benfeld & que de leur grace *ils ont* toujours évité d'en accommoder la France, j'avoue que ce voiſinage me ſeroit ſuſpect, & que ſelon mon foible jugement le Sieur de Croiſſi ne doit pas permettre qu'ils ayent Offembourg. Après avoir vu ſes Lettres & Relations, j'ai cru à propos d'en communiquer avec les Ambaſſadeurs de Suéde. La maladie du premier qui s'augmente, m'a donné lieu de commencer par Monſieur Salvius; je l'ai trouvé froid & irreſolu touchant la ſuſpenſion d'armes, ſoit générale dans tout l'Empire, ſoit particuliere entre les Couronnes & Baviére. Ce n'eſt pas qu'il ne demeure d'accord que la Paix doit être precedée d'une ſuſpenſion de quelques jours, mais il croit que c'eſt aſſez d'y preparer les affaires, enſorte qu'un peu auparavant la ſignature du Traité de la Paix on dépêche un Courier à l'armée pour conclure alors ladite ſuſpenſion, & ſeparer les troupes dans les quartiers dont l'on devra être convenu par avance avec les Ennemis.

Conférence avec Salvius, les Suédois froids ſur le ſujet de la ſuſpenſion d'armes.

Voilà la penſée qu'il dit avoir écrite au Maréchal Wrangel, afin qu'il s'aſſure des conditions, & tienne le Traité de la ſuſpenſion en

qu'en ce cas ils font ſagement d'éloigner auſſi la ſuſpenſion d'armes. Il s'eſt pris à rire, m'aſſurant néanmoins que hors du Chancelier Oxenſtiern, & ceux de ſa Caballe qui ſont peu, le Senat de Suéde eſt tout pacifique: je m'aperçois, dis-je, que ſi cette Caballe-là eſt petite en nombre, elle eſt bien puiſſante en effet, puiſque nous travaillons ici fort inutilement pour la Paix, il y a trois ſemaines que la ſatisfaction de Suéde eſt reglée, vous aviez toujours témoigné que cela fait, le ſurplus n'arrêteroit gueres, & cependant nous ne pouvons ſortir ni des Griefs, ni de l'affaire Palatine, ni de celle de Baden, ni avancer en quoi que ce ſoit. Monſieur Salvius voulut juſtifier les difficultez qu'ils aportent en ce que deſſus, car au fonds c'eſt de leur part qu'elles viennent toutes, & ils excitent même les Proteſtans, les Députez du Prince Palatin, & ceux du Marquis de Dourlach, à tenir ferme dans leurs prétentions. Le recit de toute notre Conférence ſeroit trop long, il me ſuffira de remarquer qu'elle ſervit à rendre Monſieur Salvius capable de raiſon, ſur ce qui concerne le Duc de Baviére: il dit par deux fois qu'il falloit ſe relâcher pour le reſpect de la France, mais qu'auſſi ſi la Dignité Electorale demeure dans ſa Maiſon avec toutes les prééminences que celle de Heidelberg a eues, il étoit raiſonnable qu'il rendit une partie du haut Palatinat. Je témoignai que la France n'empêcheroit point cela, mais que certainement l'Empereur n'y conſentiroit pas, parce qu'il eſt obligé à la garentie. Nous l'en déchargerons, dit-il, le Duc de Baviére ſera bien payé de ſa dette avec la moitié du Palatinat ſuperieur. Je repliquai que la France ne prendroit pas le parti de l'Empereur contre lui, mêmement en une cauſe ſi juſte & ſi claire comme eſt celle dudit Duc, & que ce ſeroit auſſi contre toute raiſon d'Etat, que les Suédois ôtaſſent quelque choſe à la Maiſon de Baviere pour le donner à celle d'Autriche, dont la puiſſance eſt ſi grande & ſi établie qu'avec toutes les victoires des deux Couronnes, elle gagne plus par ce Traité qu'elle ne perd.

Les Suédois veulent juſtifier les difficultez qu'ils font.

Propoſitions touchant le haut Palatinat.

J'ai depuis eu audience de Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius où Monſieur de la Court s'eſt trouvé; nous les avons premierement ſollicitez de mettre fin aux affaires qui reſtent à decider, & enſuite nous leur avons fait entendre en quel état ſe trouve le Traité d'Ulm, les conviant d'en hâter la concluſion en attendant la Paix.

Conférence avec Oxenſtiern & Salvius.

Sur la premiere partie de notre diſcours ils ſe ſont déclarez comme de coutume avec ambiguité, irreſolution, & beaucoup de difficultez; ils trouvent chaque point de grande conſéquence qui requiert du temps pour deliberer, & ſur tout ils eſtiment que la reputation de la Couronne de Suéde recevroit prejudice, ſi après avoir tranſigé pour ſes intérêts particuliers, ils venoient auſſitôt à terminer ceux des Princes d'Allemagne.

C'eſt de quoi ils veulent maintenant couvrir le peu d'inclination qu'ils ont à la Paix; mais nous

Les Suédois peu enclins à la Paix.

fraute à Munſter ; & à Osnabrug, touchant ſes affaires de l'Empire ; que nous les avons propoſées, avant celles des Couronnes & pourſuivies ſans intermiſſion ; qu'en effet l'on a rétabli la Dignité & les Droits des Princes & Etats de l'Empire ; que l'on a obtenu de grandes choſes à l'avantage des Proteſtans ; & qu'ainſi il ne faut pas compter du jour qu'on eſt convenu de la ſatisfaction de la Suéde, mais de l'ouverture des Aſſemblées, puiſque dès lors les Plenipotentiaires de France & de Suede, ont agi vigoureuſement, & de bouche, & par écrit pour l'intérêt public de l'Allemagne ; que la reputation de la Couronne de Suéde ſeroit bien plus expoſée au blame, ſi pour vouloir mettre un Prince particulier un peu plus à ſon aiſe ou gagner un Benefice de plus pour ceux de leur Religion, ils abandonnoient toute la Chrétienté aux invaſions du Turc.

La France s'eſt déclarée pour l'Electorat en faveur de Bavière.

Il fut dit pluſieurs autres choſes de part & d'autre ſans aucun fruit, ſinon qu'en la cauſe Palatine, ou plutôt au fait de l'Electorat Monſieur Oxenſtiern témoigne faire cas d'une raiſon dont nous nous étions ſervis, c'eſt à ſavoir que le feu Roi en avoit aprouvé la tranſlation à la Maiſon de Baviere, lui en avoit fait donner le titre par tous ſes Ambaſſadeurs, & refuſé au Comte Palatin, & qu'en un mot la France y étoit engagée auparavant que d'avoir traité d'aucune Alliance avec le feu Roi de Suéde. Il écouta auſſi aſſez favorablement la relation que je lui fis des inſtances avec leſquelles j'avois preſſé le jour precedent Monſieur de Trautmanſdorff de faire rendre une partie du haut Palatinat au Prince Palatin, en ſatisfaiſant d'ailleurs le Duc de Baviere ; & qu'enfin ledit Sr. de Trautmanſdorff au lieu de cette portion de terre qu'il ſoutient ne pouvoir être ſeparée, m'avoit offert trois cens mille Riſdalles pour les Cadets de ce Prince, lequel par ce moyen ſera déchargé de l'appanage qu'il leur doit.

Les Impériaux offrent trois cens mille Riſdalles pour dedommager le Palatin du Haut Palatinat.

Cette premiere ouverture donne eſperance que l'on pourra bien obtenir juſques à quatre ou cinq cens mille Riſdalles, & ne fut pas mal reçuë par les Ambaſſadeurs de Suéde, qui ſe garderent bien toutefois de dire nettement qu'ils en étoient contens, ou qu'ils le ſeroient ſi on y ajoutoit telle ou telle choſe ; car il ne faut rien précipiter & la Paix ſera auſſi bonne dans ſept ou huit mois qu'à cette heure.

Touchant la Négociation d'Ulm pour la ſuſpenſion d'armes.

Quant à la Négociation d'Ulm ces Meſſieurs nous firent à peu près la même reponſe que l'un d'eux m'avoit fait à part ; mais comme nous preſſions pour avoir une reſolution nette & certaine, remontrant que depuis un an nous leur avons propoſé pluſieurs fois une ſuſpenſion d'armes ſans qu'ils y ayent voulu entendre ſinon en apparence, & qu'il étoit plus à propos de ne s'embarquer pas dans un Traité, ſi l'on a deſſein de le conclure, ils avouerent que les ordres de Suede y ont toûjours été contraires, & que c'eſt un bonheur que les Députez Impériaux qui ſont à Ulm ayent manqué de pouvoir ou d'intention d'en convenir, parce qu'en effet ceux de Suéde y étoient allez avec une inſtruction bien differente de celle de Monſieur de Croiſſi. Il faut les remercier de cette confidence plutôt que de ſe plaindre qu'ils nous l'euſſent ſi longtemps celée ; nous dimes enſuite que leur Reine ne s'oppoſant qu'à une ſuſpenſion générale dans l'Empire, Meſſieurs les Maréchaux pourroient en faire une particuliere avec Baviere, où même que l'avantage de la Couronne de Suéde s'y rencontre en ce que les armées confederées n'auroient plus que celle de

cond que Wrangel n'a pas les mêmes liées pour une ſuſpenſion d'armes avec Baviere, mais ils dirent qu'il n'en a auſſi aucun ordre & que le plus ſûr eſt de n'en point faire.

On leur repréſenta que la France ayant ſouvent deſiré & jugé utile au bien commun d'entrer en un Traité de cette ſorte, elle avoit pourtant deferé à l'opinion de ſes Alliez ; on leur marqua divers endroits de cette conduite, où il fut dit doucement que ſans ſe bleſſer ils pourroient auſſi donner quelque choſe au ſentiment de leurs amis. Alors Monſieur Oxenſtiern comme vaincu de courtoiſie s'étendit davantage qu'il n'avoit encore fait ſur la veritable explication de leurs ordres & de leurs penſées ; il nous declara ouvertement qu'il ne peut comprendre pourquoi le Marechal Wrangel a deputé les Sieurs Mortaigne & Douglas pour traiter avec le Duc de Baviere, qu'il ſait bien que ledit Maréchal n'en a point le pouvoir de Suéde, qu'ils ont toûjours eu charge de ne pas conſentir à une ſuſpenſion, & de nous en diſſuader ; mais que ſi la France continuoit en ce deſſein, & qu'à l'exemple du Traité fait avec le Duc de Saxe elle voulût en faire un pareil avec le Duc de Baviere, ils avoient ordre de nous remonter la difference qu'il y a entre les deux Princes, dont l'un eſt beaucoup plus puiſſant que l'autre, & de faire inſtance qu'en tous cas nous traitions en ſorte avec Baviere qu'il n'en puiſſe arriver aucun dommage à l'armée de Suéde.

Les Suédois conſentent que les François traitent à part avec Baviere pour une ſuſpenſion d'armes.

Ce conſentement eſt de telle importance que n'étant donné que par l'un des Plenipotentiaires de Suéde, quoi qu'en preſence de l'autre, je dis en me levant qu'ils voudroient peut-être y penſer encore, & que nous nous reverrions une autre fois. Sur cela Monſieur Salvius s'aprochant du lit, ils parlerent un peu de temps enſemble, & puis nous ayant convié de reprendre nos places, Monſieur Oxenſtiern répeta tout ce que deſſus, & dit qu'il n'étoit pas beſoin d'en deliberer plus longuement entr'eux, puiſque les ordres de Suéde étoient tels. Surquoi Monſieur Salvius nous recommanda de bien obliger le Duc de Baviere à ce qu'il promettoit. Je lui demandai quelles precautions on pourroit prendre ; il dit que s'il desarme il faut avoir grand ſoin de faire paſſer ſes troupes au ſervice du Roi, afin que les Ennemis n'en profitent pas, & que ledit Duc doit auſſi mettre quelque bonne Place entre les mains de Sa Majeſté. Nous repliquames que les Suédois ne voulant point de ſuſpenſion avec lui, il n'y avoit guere d'aparence qu'il desarmât. Ils en tomberent d'accord ſans inſiſter plus ſur cette ſureté que ſur une autre, nous exhortant ſeulement de prendre garde, autant qu'il ſera poſſible, que l'Empereur n'en reçoive point d'avantage.

Fruit que la France peut tirer de cette Négociation.

Tant y a que ce ſoit qu'on faſſe le Traité ou non, les choſes ſont diſpoſées ici en ſorte que l'on en peut tirer profit pour le ſervice du Roi. Si la ſuſpenſion d'armes entre Sa Majeſté & l'Electeur de Baviere ne ſe conclut point, il y aura lieu de faire valoir auprès des Suédois ce nouvel acquieſcement de la France à leurs deſirs, & à leurs interêts, & ſi elle ſe conclut ce ſera de leur conſentement, & moyennant des Places importantes leſquelles je ne voudrois pas appeller Places de ſureté, moins encore obliger Sa Majeſté de les rendre après la Paix ſi ce n'eſt pour engager les Suédois à la même reſtitution de celles qui leur ſeront données en cas que les Sieurs de Mortaigne & Douglas concluent le Traité commencé ; mais on y pourſuivra

pouvons pas le diſſimuler en même ſorte, ni traiter ſur un tel projet ſans beaucoup affoiblir ce que la France prétend fort juſtement en l'un & l'autre point ; car Portolongone & Piombino doivent être cedez comme le reſte des conquêtes, & la reſolution n'en eſt pas ſeulement priſe en France, les Eſpagnols y ſont auſſi diſpoſez, & quant au Portugal s'il faut les laiſſer en guerre, c'eſt-à-dire attirer là une bonne partie des forces de la Chrétienté, qui ſeroient bien plus Chrétiennement employées ailleurs, & peut-être même plus utilement pour le Roi d'Eſpagne, dont les Etats vont être deſormais les premiers expoſez aux progrès du Turc, il eſt au moins très-néceſſaire d'y faire ceſſer les hoſtilitez pour un an, pendant lequel il ſe pourra trouver quelques moyens d'accommoder l'affaire au principal qu'il ne paroiſſe pas à préſent que le Roi de Portugal eſt encore rempli de grandes eſperances. Que ſi ce bon deſſein ne réuſſit pas dans ledit temps, la liberté que le Roi ſe reſerve, & que les Eſpagnols ont accordée, ne ſeroit nullement ſûre, & quaſi pas praticable ſans encourir le blâme de toutes les Nations, comme auſſi elle fourniroit un prétexte au Roi d'Eſpagne pour rompre la Paix, lorſqu'il en jugera l'occaſion favorable, s'il n'y a un Article exprès dans le Traité qui comprenne nettement ladite ceſſation, & ladite reſerve : c'eſt à mon ſens la moindre choſe & la derniere extrémité où l'on ſe peut porter à une affaire de ſi grand éclat & de ſi grande conſequence, autrement le Roi de Portugal ſe plaindroit d'avoir été non ſeulement abandonné par la France, mais livré à ſes Ennemis, qui l'oprimeront tout à coup, s'il n'y a quelque intervalle entre ſon excluſion d'un Traité où il ſe promet d'avoir place, & la chute de toutes les forces Eſpagnoles ſur les bras, vû même que ſans cela la faculté qu'on ſtipule de l'arrêter lui ſeroit inutile, ou engageroit le Roi au triple de ce qu'il veut faire afin de reparer le premier deſordre.

La France prétend en Italie Portolongone & Piombino.

Pour le Portugal elle prétend que les hoſtilitez ceſſent pendant un an.

Il faut un Article exprès dans le Traité avec l'Eſpagne, qui comprenne la ceſſation & la reſerve de pouvoir ſecourir le Portugal.

Cette faculté dont nos Parties ſont tombées d'accord, ſi elle n'étoit que verbale ſe trouveroit détruite clairement par le premier Article de leur projet, où ils diſent que les deux Rois ne feront ni attenteront jamais rien directement ni indirectement au préjudice l'un de l'autre, & que les occaſions de mauvaiſe intelligence ſeront entierement levées pour toujours ſans qu'il demeure aucune aparence d'inimitié entr'eux.

Bref ceux qui conſentent à quelque choſe ſans deſſein de ſe retracter ne font pas difficulté qu'il en apparoiſſe, & ce conſentement peut être declaré avec des termes qui ne bleſſent point le Roi d'Eſpagne : car au fond toute la terre ſait qu'il eſt en guerre avec le Portugal, & au contraire il lui ſera honorable de l'y faire ceſſer pendant que la Chrétienté ſera occupée contre le Ture, ou au moins pendant un an.

Projet Eſpagnol entierement deffavorable.

Pour le ſurplus du Projet Eſpagnol il faudroit un volume entier pour y repondre, la Preface eſt offenſante, & les Articles concûs, ſans nous autres engagez en forte quelconque à traiter ſur d'autres propoſitions ; nous écouterons ce qu'il leur plaira, nous l'examinerons, pourvû qu'ils ſachent qu'il en faudra toûjours revenir aux conditions qui leur ont été offertes, & ne s'éloigner ni du ſens ni des paroles, ſi ce n'eſt que par raiſon ils nous faſſent voir que l'on y dût ajouter, ou diminuer : ſurquoi nous eſperons eclaircir en ſorte Meſſieurs les Médiateurs que l'on en demeurera ſatisfait.

Tous nos Articles du Commerce, qui eſt une des plus principales parties de cette Negociation & qui recommandera davantage à la poſterité la glorieuſe Regence de la Reine, y ſont reduits en quatre lignes inſerées à la fin d'un Article. Il ſeroit plus ſupportable qu'ils euſſent prétendu la reſtitution d'Arras ou de Dunkerque que de refuſer à nos Marchands le même traitement qu'ils font aux Anglois & aux Hollandois.

Touchant les conquêtes ce Projet parle encore plus mal, il nous veut renfermer dans les Places & Lieux où l'on occupe effectivement ſans dire auſſi le pays, il n'y a pas un mot des apartenances & dependances, non plus que des Baillages & Châtellenies &c. Il ne cede pas même abſolument leſdites Places & Châteaux en toute proprieté & ſouveraineté, mais il cede la proprieté & poſſeſſion des droits qui y peuvent apartenir au Roi d'Eſpagne ; il conclut que pour témoigner la ſincerité, afin que Meſſieurs les Etats ayent lieu d'exercer Juriſdiction ſur les deux Rois, tout cela paroît plus digne de riſée que de réponſe, il ne faut que voir en quels termes & avec quelles expreſſions & repetitions ils nous ont autrefois obligez de quitter, de laiſſer, renoncer, ceder, & transporter, telles & telles choſes, le tout par le menu ; il ne faut que voir les Traitez qui viennent d'être faits entre Suéde & Brandebourg, entre l'Empereur, & la Suéde, & entre l'Empereur & Brandebourg, ou bien plutôt entre le même Roi d'Eſpagne & les mêmes Etats, qui n'y ont rien laiſſé d'indecis à l'arbitrage d'un tiers. Il ſemble auſſi très-important de perſiſter à la ceſſion du Comté d'Artois, à la réſerve des trois Places, car outre que nous avons la principale Ville & Capitale, *a majori parte fit denominatio*, & il n'y a nul doute que le Roi ne ſoit Maître du Comté excepté deux Villes.

La Tréve de Catalogne, la Ligue d'Italie, le point de Cazal, la liberté de Dom Edouard, tout cela n'eſt point recevable en la forme qu'il eſt preſenté, & la meilleure reponſe, la plus juſte, & la plus ſûre eſt d'inſiſter aux conditions & explications ſans leſquelles cette Tréve de Catalogne feroit une confuſion qui ſe convertiroit bientôt en une nouvelle guerre. Il paroît en pluſieurs endroits de ce projet que les Eſpagnols ne veulent que plâtrer, & n'ont pas intention d'être longtemps en Paix : c'eſt pourquoi ſans lutter davantage contre les ſubtilitez de Brun, il ſeroit peut-être bon de dire une fois pour toutes aux Médiateurs, &

que toutes les matieres ont été debattuës pendant cinq mois, & qu'il eſt grand temps de ſe reſoudre à accepter purement & ſimplement, ou refuſer un projet qu'ils nous ont demandé avec tant d'inſtances, & où ſont les dernieres intentions de la France, qui ne ſe relâchera plus en rien, mais qu'au contraire s'ils tardent davantage on s'engagera de ſorte avec le Roi de Portugal qu'il ne ſe fera point de Paix ſans l'y comprendre, & l'on n'acceptera plus la Trêve en Catalogne, à l'exemple de Meſſieurs les Etats qui, après avoir negocié longtemps & convenu des Articles d'une Trêve, l'ont changée en un Traité de Paix, vû même que nous n'avions entendu à cette Trêve de Catalogne, que pour nous conformer à celle deſdits Sieurs États. Je l'ai declaré auſſi cette ſemaine à Monſieur le Comte de Trautmanſdorff, il y a fait reflexion, ſachant les grands preparatifs qui ſe font en France & le choix du Général qui va commander l'armée du Roi en Catalogne; il craint les ſuites de cette reſolution, & temoigne certainement plus d'amour pour les Eſpagnols qu'ils n'ont merité de lui. Il m'a répondu avec anxieté qu'il ne tenoit qu'à nous de prévenir la Campagne & de conſiderer que l'évenement pourroit être autre que l'on eſpere en France; & ſur ce que j'ai repeté de la ceſſation d'armes en Portugal, & de la liberté d'y envoyer des ſecours quand elle ſeroit finie, il a dit que cela ſe menageroit mieux après la concluſion de la Paix, & puis il a voulu me faire croire comme par crainte d'avoir trop parlé, que c'eſt ſon ſentiment particulier, ſans avoir communiqué avec Monſieur Brun cette explication non demandée, & la maniere dont il la donna me fait juger avec certitude qu'il s'eſt hâté de me découvrir un expedient que les Eſpagnols méditent pour nous ſatisfaire, en gardant cette hauteur qu'il ne ſoit fait aucune mention du Portugal dans le Traité. Mais je n'y ai adheré en aucune façon, ſoutenant toûjours, comme en effet je le croi, qu'il n'y a ni ſureté ni reputation pour la France ſi cet Article n'eſt inſeré parmi les autres, & que le Roi d'Eſpagne ne ſe fera aucun préjudice d'y conſentir pourvû que leurs Majeſtez trouvent bon de ſe contenter de l'effet & que le Roi de Portugal ne ſoit pas nommé.

On commence l'Eſpagne de s'engager avec le Portugal, qu'on ne fera point de Paix ſans l'y comprendre.

Trautmanſdorff voudroit retarder l'affaire de Portugal après la Paix.

Il n'y veut pas conſentir.

Je continue de pourſuivre les affaires de Madame la Landgrave & en ce ſeul point les Ambaſſadeurs de Suede agiſſent un peu foiblement; je veux croire que c'eſt par zele de religion, comme il eſt vrai que Monſieur Oxenſtiern a dit ces jours paſſez au Comte de Witgenſtein, comme ils s'animoient l'un l'autre à maintenir la Maiſon Palatine, que l'on ne peut rien attendre de celle de Heſſe d'autant qu'elle eſt trop attachée à la France.

On a ſoin des interêts de Madame la Landgrave. Il eſt mal ſecondé des Suédois.

J'ai omis de dire que dans notre derniere Conference avec les Ambaſſadeurs de Suede, m'étant aperçu que Monſieur Oxenſtiern a quelque jalouſie de l'obligation que le Roi acquiert ſur la Maiſon de Baviere, je repréſentai ſur un autre propos que ledit Duc travaille pour la ſatisfaction de la Couronne de Suede, & qu'il ſe diſpoſe à lui rendre encore ci-après de bons offices, & de bonnes aſſiſtances, dont elle pourra avoir beſoin; puis je lui demandai s'il auroit agreable d'entendre Monſieur Krebs, ce qu'il n'a pas voulu faire depuis trois ans, parce qu'il refuſe le titre d'Electeur à ſon Maître. Il fut longtemps à diſputer cette queſtion, & à ſe faire tenir, mais enfin il ſe modera, remettant néanmoins à un

Il m'a mandé que le Plénipotentiaire de ſon Alteſſe Electorale de Baviere ſeroit le bien venu. Cela a bien rejoui Monſieur Krebs qui m'en eſt venu remercier ſur le champ; il eſt à preſent chez ledit Sieur Oxenſtiern.

Oxenſtiern donne audience à l'Envoyé de Baviere.

Fait à Oſnabrug le onziéme Mars 1647.

A MONSIEUR

de

BRIENNE.

Le onziéme Mars 1647.

Touchant les affaires de la Religion. Il a diſpoſé les Suédois à tout ce qui ſe peut obtenir de la Négociation d'Ulm. Pour la liberté de Dom Edouard.

MONSIEUR,

VOus preſupoſez que les biens de l'Egliſe ne ſont debattus aux Suédois, & aux Proteſtans, que par ceux qui ſouhaitent leur bien, & je vous puis aſſurer que les Imperiaux & tous les Etats Catholiques de l'Empire y reſiſtent de tout leur pouvoir; mais comme leur reſiſtance eſt inutile, tant que les armes & les finances de la France appuyent la prétention des autres, ils attribuent ce que l'on peut dire ici à une ceremonie & apparence exterieure, puis qu'en même temps Monſieur de Turenne & l'argent qu'on met à Hambourg & à Caſſel font un effet tout contraire. Vous m'obligerez bien, Monſieur, de me munir de bonnes raiſons pour refuſer ce que le Comte de Trautmanſdorff demande & ce que l'Evêque d'Oſnabrug, qui a d'ailleurs porté hautement les intérêts de la France dans l'Aſſemblée de Munſter, & tous les Députez Catholiques m'objectent en cette rencontre. Je voudrois de bon cœur donner la moitié de ce que j'ai au monde, & pouvoir être auſſi bien perſuadé de notre juſtification que vous le paroiſſez; mais je ne puis pas comprendre comment l'Empereur ſera le ſeul coupable comme vous prononcez, s'il abandonne ceux qu'il ne ſauroit plus proteger contre la puiſſance des deux Couronnes.

Touchant les affaires de la Religion.

Je ſuis d'accord avec vous, Monſieur, que c'eſt ce qu'on peut deſirer de la France qu'elle ne faſſe aucune diligence pour l'y diſpoſer & qu'au contraire elle s'y oppoſe. J'ai voulu auſſi quelquefois nous couvrir de cette défenſe, mais on la ruine incontinent par une demonſtration fâcheuſe, que ſi la France n'en ſollicite pas l'Empereur au Traité de la Paix, elle l'y force à la Campagne, & qu'il n'y a point de difference entre faire un mal ou aſſiſter ceux qui le font.

Pour la liberté de Dom Edouard.

point d'être reglée, je fis grande instance à Monsieur Salvius à ce qu'il demandat la liberté de Dom Edouard, ou au moins sa translation en Allemagne. Il me repondit que c'étoit *Negotium heterogeneum*, & remit la chose à un autre temps. Je l'ai conté à l'Ambassadeur de Portugal qui est en cette Ville, sur ce qu'il asseuroit qu'il ne tenoit qu'à la France, & que les Suédois lui avoient tout promis. Mais depuis nous les avons portez Monsieur de la Court & moi, à se resoudre à faire un effort conjointement avec nous pour obtenir ce que dessus, & ledit Ambassadeur en temoigna beaucoup de joye. Je l'assiste encore auprès des Députez de Mayence pour faire proposer son affaire aux Etats de l'Empire, & en ai parlé aussi à quelques-uns de mes amis. C'est la reponse que je ferai à la Lettre qu'il vous a plu m'écrire le premier de ce mois, en vous suplant de me croire toûjours &c.

A MONSIEUR CHANUT.

Du 11. Mars 1647

Il se plaint des Suédois qui portent hautement les intérêts des Protestans. Il le prie de faire envoyer de la Cour de Suéde des ordres plus pacifiques. De la Conference d'Ulm. Les Suédois froids & irrésolus touchant la suspension d'armes. Les Suédois ne veulent accorder que la moitié du haut Palatinat au Duc de Baviere. Conference avec les Suédois. Suédois irrésolus. Ils ont peu d'inclination pour la Paix. La France a approuvé la translation de l'Electorat dans la Maison de Baviere. Trautmansdorff offre pour une partie du haut Palatinat trois cens mille écus. Les Suedois ont ordre de ne rien conclure à Ulm. Il propose une suspension d'armes

MONSIEUR,

LE travail de cette semaine n'a pas été plus utile que celui de la precedente. Les Ambassadeurs de Suéde portent si hautement toutes les prétentions de la Maison Palatine, & toutes celles des Protestans, que ceux-ci sentant un tel apui ont augmenté leurs demandes depuis trois jours, & les accompagnent de menaces, s'il n'y est entierement satisfait. Le Comte de Trautmansdorff se trouve étonné de ce dernier coup, qui recule & empire les affaires, & à la verité il va au delà de son pouvoir & de celui même de l'Empereur pour achever: mais je doute si les Suédois ont pareille intention, ils demandent l'Evêché de Hildesheim qui n'a jamais été que Catholique depuis la fondation; c'est une des nouveautez du Memoire que Monsieur Salvius porta l'autre jour aux Imperiaux. Je vous suplie, Monsieur, de faire envoyer par deça (s'il est possible) des ordres plus pacifiques & plus conformes à l'Alliance, car enfin ils n'ont plus d'égard à quoi que ce soit.

Il se plaint des Suédois qui portent hautement les intérêts des Protestans.

Il le prie de faire envoyer de la Cour de Suéde des ordres plus pacifiques.

Nous avons eu ces jours-ci un Courier de Monsieur de Marcilli, avec la relation de ce qui se traitoit à Ulm entre les Députez des Couronnes & ceux du Duc de Baviere. Je n'ai pas voulu manquer de communiquer aussitôt le tout aux Ambassadeurs de Suéde, la maladie du premier qui s'augmente m'a donné lieu de commencer par Monsieur Salvius; je l'ai trouvé froid & irrésolu touchant la suspension d'armes soit generale dans tout l'Empire, soit particuliere avec les Couronnes & Baviere: Ce n'est pas qu'il ne demeure d'accord que la Paix doit être précedée d'une suspension de quelques jours, mais il croit que c'est assez d'y preparer les affaires enforte qu'un peu auparavant la signature du Traité de la Paix, l'on dépêche un Courier à l'armée pour conclure alors ladite suspension & separer les troupes dans les quartiers, dont l'on devra être convenu par avance avec les Ennemis. Voilà sa pensée qu'il dit avoir écrite au Maréchal Wrangel afin qu'il s'assure des conditions, & tienne le Traité de la suspension en état d'être signé aussi tôt qu'il aura avis que celui de la Paix est aux mêmes termes. Je lui ai repondu que toutes les choses ne se laissent pas ainsi ajuster à notre point, & qu'à mon avis il prenoit ses mesures bien courtes, pour pourvoir à une affaire de cette importance; il me l'avoüa, disant que cela vient de l'humeur de leur Nation qui est soupçonneuse, & qu'ils ne peuvent croire la Paix qu'ils n'en voyent le Traité signé ou à la veille de l'être. J'ai reparti qu'ils savent peut-être eux-mêmes que la conclusion n'en est pas encore si proche, & qu'en ce cas ils font sagement d'éloigner aussi la suspension d'armes. Il s'est pris à rire, m'assûrant néanmoins que lors le Chancelier Oxenstiern, & ceux de sa Cabalie qui sont peu, le Senat de Suéde est tout pacifique; je m'aperçoi, dis-je, que si

De la Conference d'Ulm.

Les Suédois froids & irrésolus touchant la suspension d'armes.

cette

fort inutilement pour la Paix. Il y a trois semaines que la satisfaction de Suéde est reglée, vous aviez toujours témoigné que cela fait, le surplus n'arrêteroit guére, & cependant nous ne pouvons sortir ni des Griefs ni de l'affaire Palatine, ni de celle de Baden, ni avancer en quoi que ce soit. Monsieur Salvius voulut justifier les difficultez qu'ils aportent en ce que dessus, car au fond c'est de leur part qu'elles viennent toutes, & ils excitent même les Protestans, les Députez du Prince Palatin, & ceux du Marquis de Dourlach, à tenir ferme dans leurs prétentions. Le recit de notre Conférence seroit trop long, il me suffira de remarquer qu'elle servit à rendre Monsieur Salvius capable de raison, sur ce qui concerne le Duc de Baviere, il dit par deux fois qu'il falloit se relâcher pour le respect de la France; mais qu'aussi la Dignité Electorale demeurant dans sa Maison avec toutes les prééminences que celle de Heidelberg a eues, il étoit raisonnable qu'il rendit une partie du haut Palatinat. Je témoignai que la France n'empêchoit pas cela, mais que certainement l'Empereur n'y consentiroit pas, parce qu'il est obligé à la garentie. Nous l'en déchargerons, dit-il, le Duc de Baviére sera bien payé de sa dette avec la moitié du Palatinat superieur.

Les Suédois ne veulent accorder que la moitié du haut Palatinat au Duc de Baviere.

Je repliquai que la France ne prendroit pas le parti de l'Empereur contre lui, mêmement en une cause si juste & si claire comme est celle dudit Duc, & que ce seroit aussi contre toute raison d'Etat que les Suédois ôtassent quelque chose à la Maison de Baviére pour le donner à celle d'Autriche, dont la puissance est si grande & si établie qu'avec toutes les victoires des deux Couronnes elle gagne plus par ce Traité qu'elle ne perd.

Conférence avec les Suédois.

J'ai depuis eu audience de Messieurs Oxenstiern & Salvius où Monsieur de la Court s'est trouvé. Nous les avons premierement sollicitez de mettre fin aux affaires qui restent à decider & ensuite nous leur avons fait entendre en quel état se trouve le Traité d'Ulm, les conviant d'en hâter la conclusion en attendant la Paix.

Suédois irrésolus.

Sur la premiere partie de notre discours ils se sont déclarez comme de coutume, avec ambiguité, irrésolution, & beaucoup de difficultez; ils trouvent chaque point de grande conséquence qui requiert du temps pour deliberer, & sur tout ils estiment que la reputation de la Couronne de Suéde recevroit prejudice, si après avoir transigé pour ses intérêts particuliers, ils venoient aussitôt à terminer ceux des Princes d'Allemagne; c'est dequoi ils veulent maintenant couvrir le peu d'inclination qu'ils ont à la Paix. Mais nous leur dîmes qu'il y a deux ans que l'on traine à Munster & à Osnabrug touchant les affaires de l'Empire, que nous les avons proposées avant celles des Couronnes, & poursuivies sans intermission, qu'en effet on a rétabli la dignité & les droits des Princes, & Etats de l'Empire, & que l'on a obtenu de grandes choses à l'avantage des Protestans, & qu'ainsi il ne faut pas compter du jour qu'on est convenu de la satisfaction de Suéde, mais de l'ouverture des Assemblées, puisque dès lors les Plénipotentiaires de France & de Suéde ont agi vigoureusement, de bouche & par écrit, pour l'intérêt public de l'Allemagne, & que la reputation de la Couronne de Suéde seroit bien plus exposée au blâme, si pour vouloir mettre un Prince particulier un peu plus à son aise, ou gagner un Benefice de plus pour ceux de leur

Il fut dit plusieurs autres choses de part & d'autre sans aucun fruit, sinon qu'en la cause Palatine ou plûtôt au fait de l'Electorat, Monsieur Oxenstiern témoigna faire cas d'une raison dont nous nous étions servis, c'est que le feu Roi avoit aprouvé la translation en la Maison de Baviére, lui en avoit fait donner le titre par tous ses Ambassadeurs & refusé au Comte Palatin, & qu'en un mot la France y étoit engagée auparavant que d'avoir traité d'aucune Alliance avec le feu Roi de Suéde. Il écouta aussi assez favorablement la relation que je lui fis des instances avec lesquelles j'avois pressé le jour precedent Monsieur de Trautmansdorff, de faire rendre une partie du haut Palatinat au Prince Palatin, en satisfaisant d'ailleurs le Duc de Baviére, & qu'enfin ledit Sieur de Trautmansdorff, au lieu de cette portion de terre qu'il soutient ne pouvoir être separée, m'auroit offert trois cens mille Risdalles pour les Cadets de ce Prince, lequel par ce moyen sera decharge de l'apannage qu'il leur doit.

Les Suédois ont peu d'inclination pour la Paix.

La France a approuvé la translation de l'Electorat dans la Maison de Baviére.

Trautmansdorff offrit pour une partie du haut Palatinat trois cens mille écus.

Cette premiere ouverture donne esperance que l'on pourra bien obtenir jusques à quatre ou cinq cens mille Risdalles, & ne fut pas mal reçue par les Ambassadeurs de Suéde, qui se garderent bien toutefois de dire nettement qu'ils en étoient contens, ou qu'ils le seroient si l'on y ajoutoit telle ou telle chose, car il ne faut rien précipiter, & la Paix sera aussi bonne dans sept ou huit mois qu'à cette heure.

Quant à la Négociation d'Ulm, ces Messieurs nous firent à peu près la même réponse que l'un d'eux m'avoit faite à part; mais comme nous pressions pour avoir une résolution nette & certaine, remontrans que depuis un an nous leur avions proposé plusieurs fois une suspension d'armes, sans qu'ils ayent voulu y entendre sinon en apparence, & qu'il seroit plus à propos de ne s'embarquer pas dans un Traité, si l'on n'a pas dessein de le conclure, ils avouerent que les ordres de Suéde y ont toujours été contraires, & que c'est un bonheur que les Deputez Impériaux qui sont à Ulm ayent manqué de pouvoir ou d'intention d'en convenir: parce qu'en effet ceux de Suéde y étoient allez avec une instruction bien differente de celle de Monsieur de Croisi. Il fallut les remercier de cette confiance plûtôt que de se plaindre qu'ils nous l'ayent si longtems celée.

Les Suédois ont ordre de ne rien conclure à Ulm.

Nous dîmes ensuite que leur Reine ne s'opposant qu'à une suspension generale dans l'Empire, Messieurs les Maréchaux pourroient en faire une particuliere avec Baviére, vû même que les armées confederées n'auront plus que celles de l'Empereur à combattre. Ils demeurérent d'accord que Wrangel n'a pas les mains liées pour une suspension d'armes avec Baviere; mais ils dirent qu'il n'en a aussi aucun ordre, & que le mieux est de n'en point faire. On leur repeta que la France ayant desiré & jugé utile au bien commun d'entrer en un Traité de cette sorte, elle avoit pourtant déferé à l'opinion de ses Alliez; on leur marqua divers endroits de cette conduite, où il a bien paru que nous avons l'esprit de société, & il fut dit doucement que sans le blesser ils pourroient aussi donner quelque chose au sentiment de leurs amis. Alors Monsieur Oxenstiern comme vaincu de courtoisie s'étendit davantage qu'il n'avoit encore fait sur la véritable explication de leurs ordres, & de leurs pensées; il nous déclara ouvertement qu'il ne peut comprendre pourquoi

Il propose une suspension d'armes particuliere avec Baviére.

Le Général Suédois n'a point d'ordre pour une telle pension d'armes particuliere.

plus puiſſant que l'autre, & de faire inſtance qu'en tout cas nous traitions enſorte avec Baviére, qu'il n'en puiſſe arriver aucun dommage à l'armée de Suéde.

Les Suédois conſentent que la France traite à part avec le Duc de Bavière.

Ce conſentement eſt de telle importance que n'étant donné que par l'un des Ambaſſadeurs de Suéde quoi qu'en préſence de l'autre, je dis en me levant qu'ils voudroient peut-être y penſer encore, & que nous nous reverrions une autre fois. Sur cela Monſieur Salvius s'aprochant du lit, ils parlerent un peu de tems enſemble, & puis nous ayant conviez de reprendre nos places, Monſieur Oxenſtiern repeta tout ce que deſſus, & dit qu'il n'étoit pas beſoin d'en délibérer plus longuement entr'eux, puis que les ordres de Suéde étoient tels : ſur quoi Monſieur Salvius nous recommanda de bien obliger l'Electeur de Baviére à ce qu'il promettoit. Je lui demandai quelles précautions l'on pourroit prendre. Il dit que s'il desarme, il faut avoir grand ſoin de faire paſſer ſes troupes au ſervice du Roi, afin que les Ennemis n'en profitent pas & que ledit Duc doit auſſi mettre quelque bonne Place entre les mains de Sa Majeſté. Nous repliquâmes que les Suédois ne voulans point de ſuſpenſion avec lui, il n'y avoit guére d'apparence qu'il desarmât. Ils en tomberent d'accord ſans inſiſter plus ſur cette ſureté que ſur une autre, nous exhortans ſeulement de prendre garde, autant qu'il ſera poſſible, que l'Empereur n'en reçoive point d'avantage.

Avantage de la France de quelque côté que l'affaire tourne.

Tant y a que ſoit qu'on faſſe le Traité ou non, les choſes ſont diſpoſées ici enſorte que l'on en peut tirer profit pour le ſervice du Roi. Si la ſuſpenſion d'armes entre Sa Majeſté & l'Electeur de Baviére ne ſe conclut point; il y aura lieu de faire valoir auprès des Suédois ce nouvel acquieſcement de la France a leurs deſirs & à leurs intérêts : & ſi elle ſe conclut ce ſera de leur conſentement & moyennant des Places importantes, leſquelles je ne voudrois pas appeller Places de ſureté, moins encore obliger Sa Majeſté de les rendre après la Paix, ſi ce n'eſt pour engager les Suédois à la même reſtitution de celles qui leur ſeront données, en cas que les Sieurs Mortagne & Douglas concluent le Traité commencé : mais l'on y pourroit remedier par un article à part, fondé ſur la protection que demande ce Prince particuliérement du Roi. Je ſuis &c.

LONGUEVILLE.

Le onziéme Mars 1647.

Il lui demande quelques gratifications pour diverſes perſonnes. On ne doit envoyer perſonne auprès du Duc de Baviére que le Traité ne ſoit conclu.

MONSEIGNEUR,

Il lui demande quelques gratifications pour diverſes perſonnes.

CE Courier demande payement de ſon voyage, & je crois que votre Alteſſe le trouvera juſte. Monſieur d'Avaugour demande le rembourſement de cent Ducats qu'il a donnez à diverſes rencontres à la Chancelerie du Maréchal Wrangel : il ſemble auſſi que c'eſt choſe due. Et quant à cet Eccléſiaſtique qu'il nous recommande, ſi votre Alteſſe trouvoit bon de lui faire donner cent Ducats, je tiendrois cette petite ſomme très-bien employée : mais pour les apointemens dudit Sieur d'Avaugour, nous ne pouvons autre choſe que d'en écrire efficacement à la Cour; & à la vérité il importe à l'honneur du ſervice du Roi qu'on ne voye pas pluſieurs des Miniſtres de Sa Majeſté en Allemagne qui vivent d'emprunt. Monſieur d'Hemert m'a fait ſavoir par le dernier Ordinaire que les cinquante mille Livres ſeront bientôt à Amſterdam.

Monſieur de Croiſſi a raiſon de vous ſupplier, Monſeigneur, que dans la Dépêche qu'il vous plaira lui faire, il y ait une mention honorable des Sieurs Kymer & Scheffer avec un ordre de les aſſurer que leurs ſoins & leurs affections ſeront reconnus.

On ne doit envoyer perſonne auprès du Duc de Baviére que le Traité ne ſoit conclu.

Pour ce qui eſt de tenir quelqu'un de la part du Roi auprès de l'Electeur de Baviére, je ne ſerois pas encore de cet avis; mais ſi l'on conclut quelque Traité avec lui, il ſera tems alors d'y penſer. Je ſuis &c.

A MON-

Digitized by Google

A MONSIEUR

De

C R O I S S I.

Le 12. Mars 1647.

Il le renvoye à ce qu'on lui écrira de Munſter. Il s'etonne de ce que le Général Suédois eſt employé pour amuſer le monde, il l'en avertit afin d'en faire ſon profit. Il a donné avis à la Cour de la maniere de poſſeder l'Alſace. On attend l'argent après quoi il lui rendra ſervice. Il a fait à Osnabrug le Traité de Suéde & de Brandebourg : de Brandebourg & de l'Empereur ; & celui de l'Empereur avec la Suéde. Il ne peut avancer les autres differends. La France ſeule s'intéreſſe pour Baviére. Grandes difficultez ſur l'affaire du Palatin.

MONSIEUR,

VOus trouverez ci-jointe une copie de la Dépêche que je fais à Monſieur le Duc de Longueville ſur le ſujet de la vôtre du 26. Février ; ce n'eſt pas pour vous informer de ce que j'ai fait avec Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde, touchant le Traité dont vous nous conſultez, & pour vous découvrir mon premier ſentiment auquel vous ne vous arrêterez, s'il vous plaît, en aucune façon, mais ſeulement à ce qui vous ſera écrit de Munſter. Je ſuis d'accord avec vous que ſi le Maréchal Wrangel veut entendre tout de bon à la ſuſpenſion d'armes avec Baviére, moyennant des conditions qui ne ſoient point ſuſpectes ni trop onéreuſes, il faut conclure, & qu'il en reviendra beaucoup d'avantage aux Couronnes : mais que ſi Wrangel ne veut que tenir l'affaire en état ſelon l'avis de Monſieur Salvius, je n'ai oſé decider ſeul, & enfuite du conſentement des Ambaſſadeurs de Suéde on vous doit envoyer ordre de faire la ſuſpenſion entre la France & Baviére ; ou s'il en faut écrire à la Cour. J'aurois parlé à Munſter plus conſidemment : & j'éprouve tous les jours que c'eſt une choſe incommode d'opiner par écrit ſans voir ni ouir ceux qui vous demandent votre avis.

Il le renvoye à ce qu'on lui écrira de Munſter.

Puis que Monſieur de Mortagne juge que le Maréchal Wrangel ſe doit contenter d'avoir Mennunghem, & de mettre Uberlinghen en neutralité, vous pourrez agir à même fin avec

Il s'étonne de ce que le Général Suédois eſt employé pour

ployé pour amuſer le monde ; & néanmoins c'eſt le ſentiment des Ambaſſadeurs de Suéde. La connoiſſance que vous en avez étant bien ménagée, peut vous ſervir pour tirer de ce Cavalier le véritable ſens de ſa Commiſſion, vû même que d'ailleurs il a toujours eu grand reſpect pour la France, & beaucoup d'amitié pour moi. Cela vous importe pour régler votre conduite.

avertit afin d'en faire ſon profit.

Il me ſemble qu'il n'eſt pas encore ſaiſon d'envoyer quelqu'un de la part du Roi auprès de l'Electeur de Baviére, mais après le Traité fait, on ne peut pas donner cet emploi à autre qu'à vous. Je ſuis bien de votre avis que ce ne devroit pas être pour longtems ; quand je ſerai de retour à Munſter, je me conformerai en cela aux ſentimens que vous me témoignez.

Je ne ſuis point homme de Cabale, & même je ne cherche pas à vaincre : il s'eſt préſenté quelques occaſions depuis que je ſuis à Osnabrug pour faire bien valoir mon avis, touchant la forme de poſſeder l'Alſace ; & je les ai negligées : il me ſuffit d'en avoir écrit à la Cour ſelon ma conſcience, & ſelon le peu d'expérience que j'ai aux affaires d'Allemagne.

Il a donné avis à la Cour de la maniere de poſſeder l'Alſace.

Monſieur le Duc de Longueville ne m'a rien fait ſavoir de ce que vous lui propoſez touchant vos apointemens, & de plus je ſais qu'il n'y a point de fonds : nous attendons depuis ſix mois un remplacement de cinquante mille Livres, il faut que cet argent ſoit entre nos mains, & que je ſois auprès de Monſieur le Duc pour vous ſervir à propos, & je le ſerai de tout mon cœur. Je ſuis bien aiſe que vous ayez à traiter avec Monſieur Kitner, c'eſt une perſonne de grand mérite & qui a toujours eu bonne part en la confiance de ſon Maître : il y a longtems que je le connois de reputation, vous le pouvez aſſurer que j'aurai ſoin particulier de faire conſiderer à la Cour combien il travaille utilement à cette affaire, & comme il vit avec vous en bonne correſpondance.

On attend l'argent après quoi il lui rendra ſervice.

Il y aura demain huit ſemaines que je ſuis ici, les quatre premieres ont produit l'accommodement de la Suéde avec Brandebourg, celui de Brandebourg avec l'Empereur, & celui de l'Empereur avec la Couronne de Suéde touchant le point de ſatisfaction. Depuis ce temslà nous n'avons pu convenir d'aucune choſe ni en l'affaire Palatine, ni en celle de Bade, ni pour la ſatisfaction de Heſſe, & moins encore au fait des Griefs : je n'ai pas faute d'exercice ni de mauvaiſes heures de tous côtez ; mais je ſens bon pourtant & tiendrai juſques au bout, *amuſa paſſum in eo qui me confortat quique erit merces mea magna nimis.*

Il a fait à Oſnabrug le Traité de Suéde, & de Brandebourg de Brandebourg & de l'Empereur ; & celui de l'Empereur avec la Suéde.

Il ne peut avancer les autres differends.

Monſieur l'Electeur de Baviére eſt obligé au Roi, c'eſt la ſeule protection qu'il a dans cette Aſſemblée, car les Impériaux mêmes commencent à écouter les Ambaſſadeurs de Suéde, qui ont offert par écrit de faire décharger l'Empereur de la dette de treize millions, moyennant une partie du haut Palatinat qui demeurera audit Electeur, & le ſurplus rendu au Prince Palatin. Vous verrez par l'extrait ci-joint comme j'ai parlé là-deſſus aux Suédois ; j'ai depuis déclaré nettement la même choſe à Monſieur Wolmar, le priant d'en rendre compte à Monſieur le Comte de Trautmansdorff, lequel m'en a fait faire des plaintes. J'ai répondu que la juſtice de la cauſe ſe rencontrant avec l'interêt d'Etat, il ne doit pas douter que la France n'apuye ouvertement en cette occaſion la Maiſon de Baviére contre celle d'Autriche.

La France ſeule s'intereſſe pour Baviére.

APOSTILLES

Faites par Monſieur

D'AVAUX,

Sur le

MEMOIRE

de Monſieur de

CROISSI.

Du 26. Fevrier 1647.

Difficultez qui retiennent la concluſion de la Paix, ou d'une Trêve. Si les Suédois obtiennent des Places dans la Suabe, cela nous ſera tort pour les contributions. On ne voudroit point les Suédois pour voiſins. Les Suédois ont formé en leur faveur un puiſſant parti en Allemagne. Baviére demande le haut & bas Palatinat. Les Suédois demandent que le Duc de Wirtemberg ſoit remis en poſſeſſion de ſes Places. Cela ſe peut faire. Le Duc de Baviére demande quelques quartiers en Suabe & Franconie juſqu'a la ratification. On les lui peut accorder. Nouvelles prétentions des Suedois. On ne doit point accorder Offembourg aux Suedois, il faut tâcher de l'avoir. Les Suedois conſentent que la France traite ſeule avec l'Electeur de Baviere. Il a ordre de ſuivre les avis des Plenipotentiaires de Munſter. Monſieur d'Avaux eſt d'avis que Monſieur

entre les Couronnes & Baviere.

MEMOIRE.

QUatre difficultez ſuſpendent encore la concluſion du Traité. *Difficultez qui retiennent la concluſion de la Paix, ou d'une Trêve.*

La premiere eſt touchant l'échange qui ſe doit faire des Places que les Suédois tiennent de Monſieur le Duc de Baviére avec d'autres dont ils pourront le recompenſer.

Ils ſe ſont déja relâchez d'Augsbourg qu'ils avoient prétendu, & ſont demeurez d'accord qu'il ſeroit mis en neutralité : ils demandent maintenant Memminghem & Uberlinghen; les Bavarois leur en offrent l'une des deux, & de mettre auſſi l'autre en neutralité. L'on a écrit à Monſieur le Duc de Baviére & à Monſieur Wrangel pour avoir leurs derniers ſentimens.

APOSTILLE.

Cela a été dit à Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde : ils ne témoignent pas faire difficulté ſur l'offre des Bavarois, mais ſur la ſuſpenſion même; tellement que ſi Monſieur Wrangel a ordre de la faire & qu'il le juge à propos, il ſemble qu'il ſe contentera de Memminghen & qu'Uberlinghen ſera mis en neutralité.

MEMOIRE.

Si les Suédois les obtiennent, nous entrerons en une nouvelle conteſtation avec eux, touchant la récompenſe des contributions que nous pretendons dans les hautes Suabes où ces deux Places ſont ſituées. Ils demeurent d'accord de nous en recompenſer du côté de la Franconie; mais comme ils nous offriront peut-être trop peu & qu'il me ſemble que Monſieur le Maréchal de Turenne leur veut demander beaucoup, il eſt à craindre que la concluſion de ce Traité ne ſoit retardée. *Si les Suédois obtiennent des Places dans la Suabe, cela nous ſera tort pour les contributions.*

APOSTILLE.

Il faut eſpérer que Meſſieurs les Généraux s'accorderont ſur ce point.

MEMOIRE.

Il eſt certain qu'il ſeroit à ſouhaiter qu'une ſi grande puiſſance qu'eſt celle de Suéde ne s'établit point ſi proche de nous, & qu'il vaudroit bien mieux voir l'une de ces Places en neutralité qu'entre les mains des Suédois : mais il eſt aſſez difficile de l'empêcher, étant fondez en quelque ſorte de raiſons de les demander pour les recompenſer de Donawert, de Rain, & des autres Places qu'ils rendent, qui leur ouvrent le paſſage de Baviére & la mettent ſous *On ne voudroit point les Suédois pour voiſins.*

leurs

fer. Ils nous repréſentent que nous ne rendons rien à Monſieur le Duc de Baviére, & que cependant il nous veut donner Heilbron, & qu'ils voyent bien qu'il remettra toutes les autres Villes de la Suabe entre nos mains; que tirant tant d'avantage de cet accommodement nous ne devons leur envier la juſte recompenſe de ce qu'ils donnent, & que nous devons plutôt ſouhaiter qu'ils les ayent que de les mettre entre les mains d'un Prince qui ne fait que commencer à ſe reconcilier avec nous.

APOSTILLE.

Les Suédois ont formé en leur faveur un puiſſant parti en Allemagne.

Cette conſidération a toujours été importante, & l'eſt à préſent plus que jamais pour les grandes factions que les Suedois ont formées ici depuis trois ans avec les Proteſtans de l'Empire: elles commencent à éclater au préjudice même de la France, à cauſe que leurs Majeſtez ne laiſſent pas périr le Duc de Baviére. Que ſi on l'abandonne aujourd'hui à leur haine, il y faudra ſacrifier demain deux ou trois Evêchez Catholiques, chaſſer le Marquis de Baden de ſes Etats, introduire l'exercice du Lutheraniſme en Bohéme, Moravie, Autriche, & autres terres héréditaires de l'Empereur, & les laiſſer croître à tel point, que ſi enfin on eſt obligé de mettre une barre entr'eux & la France, il y aura lors beaucoup plus de péril à leur reſiſter ſur ce point, qu'il ne s'en trouveroit pas maintenant.

MEMOIRE.

Baviére demande le haut & bas Palatinat.

La ſeconde eſt ſur la demande que les Députez Bavarois font que leur Maître ſoit conſervé pendant une Trêve en la poſſeſſion du haut & bas Palatinat. Quelqu'un fait difficulté de l'accorder, de peur d'affoiblir la prétention de la Maiſon Palatine mais il ſemble qu'on ne doit pas s'y arrêter, d'autant qu'on peut ajouter que c'eſt ſans préjudice des droits qui lui peuvent appartenir & du reglement qui interviendra en l'Aſſemblée de Munſter & d'Oſnabrug.

APOSTILLE.

Les Ambaſſadeurs de Suéde ſont demeurez d'accord que cette réſerve ſauve tout.

MEMOIRE.

Les Suédois demandent que le Duc de Wirtemberg ſoit remis en poſſeſſion de ſes Places, Cela ſe peut faire.

La troiſiéme eſt ſur celle que les Suédois font que les Places que les Bavarois tiennent dans le Wirtemberg ſoient remiſes entre les mains de ce Prince. Il ſemble qu'il eſt plus difficile de convenir de la forme de le rétablir que de ſon rétabliſſement même; elles ne ſont d'aucune conſequence, & il nous en reſtera toujours aſſez, & dans le voiſinage de ſon Duché & dans ſes Etats mêmes pour l'obliger à quelque dependance envers cette Couronne: Scawendorff que nous tenons, Tubinghen que notre armée emportera bientôt, & Hailbron que les Bavarois nous céderont, aſſureront aſſez nos contributions & tous les autres avantages que nous pouvons tirer de lui.

APOSTILLE.

Cet Article ſe doit juger par le précédent; ſemblée.

MEMOIRE.

L'on pourroit donc convenir de cette difficulté en la remettant au Roi, & donnant cependant aſſurance que Sa Majeſté qui conſidere ſa grandeur & fait la Guerre pour la liberté des Princes d'Allemagne, ſera bien aiſe de trouver cette occaſion de donner à celui-ci des marques aſſurées de ſon affection.

APOSTILLE.

Cet expédient eſt bon, ſi l'on ne peut faire mieux.

MEMOIRE.

Le Duc de Baviére demande quelques quartiers en Suabe & Franconie juſqu'à la ratification. On le lui peut accorder.

La quatriéme eſt pour quelques quartiers que le Duc de Baviére, demande en Suabe & Franconie pour avoir moyen de faire ſubſiſter ſon armée, juſques à ce qu'ils ayent reçu la ratification du Roi, & de la Reine de Suéde, & qu'il en puiſſe licencier partie, ou en notre faveur ou en celle des Venitiens. Ce n'eſt qu'un intérêt d'argent qui ne doit pas empêcher nos Généraux de conclure une affaire de telle conſequence.

APOSTILLE.

Il ſemble que cette petite commodité ne doit pas être refuſée au Duc de Baviére.

MEMOIRE.

Nouvelles pretentions des Suédois.

J'avois eſpéré que ſi l'on étoit convenu de ces quatre points l'on concluroit aſſurement la ſuſpenſion d'armes avec Monſieur le Duc de Baviére; cependant après avoir écrit à votre Alteſſe & à vos Excellences ce que deſſus, je m'en ſuis allé voir Monſieur de Mortagne, il m'a dit que le Maréchal Wrangel leur avoit fait ſavoir qu'il prétendoit que ce Prince remît en faveur des Couronnes toutes les Places qu'il a en Suabe, outre Memminghen & Uberlinghen qu'il pretend pour ſa récompenſe de celles qu'il donne: les principales ſont Rotweil, Offembourg & Fribourg. Je lui ai demandé ſi ledit Maréchal en vouloit garder quelqu'une; il m'a répondu qu'il vouloit Offembourg pour faire ſubſiſter la Garniſon de Benfeld: je n'ai pas manqué de rejetter bien loin une demande ſi injuſte. Il nous importe de ne laiſſer point établir une puiſſance ſi conſidérable au milieu de nos quartiers & ſi proche du Rhin & de Breſac.

APOSTILLE.

Cette nouvelle demande du Maréchal Wrangel donne lieu de croire qu'il n'a pas ordre ni intention de conclure ainſi que les Ambaſſadeurs de Suéde l'ont declaré nettement.

On ne doit point accorder Offembourg aux Suédois, il faut tâcher de l'avoir.

Monſieur de Croiſſi a très-bien fait de rejetter la demande d'Offembourg, elle n'eſt recevable en ſorte quelconque, & cette Place eſt ſi forte & à la bienſeance des Places & quartiers du Roi, qu'il eſt étrange de prétendre qu'elle ſoit en neutralité, ſi mondit Sieur de Croiſſi peut l'obtenir.

leſdites Places; car ſi les Suédois prennent tant de précautions & leur demandent tant d'aſſurances de leur parole, ils peuvent par la même raiſon refuſer de ſe dépouiller pour ne pas entierement ſe mettre à leur merci.

Si la Tréve ne ſe conclud avec ce Prince, les Suédois ont bien ſujet de ſe louer de ce que pour leur conſidération nous avons mépriſé tous les avantages que nous pourrions obtenir : car ſi nous voulions entrer ſeuls en Negociation, nous aurions ce que nous ſaurions deſirer.

APOSTILLE.

Les Suédois conſentent que la France traite ſeule avec l'Electeur de Baviére.

Les Plénipotentiaires de Suéde conſentent que la France traite ſeule avec l'Electeur, en prenant ſoin autant qu'il ſe pourra que ce Traité ne tourne au desavantage de la Suéde.

MEMOIRE.

Il a ordre de ſuivre les avis des Plénipotentiaires de Munſter.

Les ordres que Monſeigneur le Cardinal & Monſieur le Comte de Brienne me donnent de ne ſuivre que les vôtres, m'obligent de ſupliер très-humblement votre Alteſſe & vos Excellences de me les envoyer. Ils ont eu grande raiſon de m'adreſſer à vous, puiſque cette affaire eſt une dépendance de votre Négociation, & que comme vous avez le principal intérêt de la faire réuſſir, ils preſument que vous y avez auſſi plus d'affection.

APOSTILLE.

Monſieur d'Avaux eſt d'avis que Monſieur de Croiſſi conclue un Traité particulier avec Baviére, pourvu que le Général Wrangel y intervienne. Si la France traite ſeule, Mr. d'Avaux ſouſcrit à la réſolution des autres Plénipotentiaires.

Si le Maréchal Wrangel ne traite la ſuſpenſion particuliére comme il a fait la générale par l'aveu même des Ambaſſadeurs de Suéde, & que l'on puiſſe s'accorder pour les conditions, d'Avaux eſtime, ſous le bon plaiſir de Monſieur de Longueville & de Monſieur Servien, que Monſieur de Croiſſi doit conclure.

Et en l'autre cas touchant le Traité de la France ſeule avec Baviére, il ſouſcrit des à préſent à la reſolution que ſon Alteſſe prendra, ſoit d'envoyer ordre à Ulm pour le conclure avec toutes les précautions qui ſeront poſſibles pour le contentement des Suédois & Heſſiens, ſoit de remettre l'affaire à la Cour : & quant aux Apoſtilles ci-deſſus, ce n'eſt que ſon opinion particuliére qu'il ſoumet aux plus judicieux ſentimens de ſon Alteſſe & de ſon Excellence.

LONGUEVILLE.

A Oſnabrug le 15. Mars 1647.

Touchant les affaires de l'Empire. Les affaires d'Eſpagne. Pretentions ſur les Eſpagnols. Touchant le Portugal, il faut que les hoſtilitez y ceſſent pour un an. Il faut que ce ſoit un des Articles du Traité, avec la faculté d'y envoyer du ſecours. Il conſent qu'on reçoive les Articles du projet de l'Eſpagne qui ne ſont point contre le ſens des nôtres. Remarques ſur les Articles du projet d'Eſpagne.

MONSEIGNEUR,

Touchant les affaires de l'Empire.

LA Dépêche de votre Alteſſe du 13. ne me fut rendue qu'hier à ſept heures du ſoir, au retour d'une longue Conference avec les Ambaſſadeurs de Suéde, où les quatre Députez de Heſſe furent appellez : j'ai dit ce qui ſe paſſa à Monſieur Courtin, pour vous en rendre compte.

Ce matin Monſieur Wolmar m'a entretenu deux heures; il eſt à préſent chez les Suédois pour les affaires de l'Empire qui reſtent à vuider : c'eſt la derniére réſolution des Impériaux, ainſi qu'ils le déclarent hautement, & que ſi elle eſt encore refuſée le Comte de Trautmansdorff s'en retournera à Munſter. J'ai communiqué auſſi à Monſieur Courtin ce que j'ai pu retenir d'une longue écriture qui m'a été lue par ledit Sieur Wolmar.

Les affaires d'Eſpagne.

Les réponſes que votre Alteſſe a fait préparer ſur le projet des Eſpagnols, me ſemblent fort bonnes & fort juſtes; mais comme l'on travailloit encore la veille de mon partement aux Articles du nôtre, je n'en ai point de copie, & ne puis voir exactement les differences qu'il y a entre l'un & l'autre.

Préventions ſur les Eſpagnols.

Ma premiére penſée ſeroit, Monſeigneur, de leur faire ſavoir, comme je vous diſois l'autre jour, que nous ne ſaurions entrer en Négociation ſur un ſujet qui exclut une partie des conquêtes, qu'il y a longtemps que la même choſe leur a été déclarée, que depuis ils ont reçu pluſieurs Couriers d'Eſpagne, & qu'il eſt tems à la fin de Mars de ſe faire entendre, s'ils veulent traiter de Paix, ou s'ils veulent céder les Places de Toſcane ou non.

Touchant le Portugal, il faut que les

Je voudrois me plaindre auſſi de ce qu'ils n'ont fait aucune mention du Portugal, & déclarer

ceient pour un an.

Il faut que ce ſoit un des Articles du Traité, avec la faculté d'y envoyer du ſecours.

Il conſent qu'on reçoive les Articles du projet de l'Eſpagne qui ne ſont point contre le ſens des nôtres.

Remarques ſur les Articles du projet d'Eſpagne.

peut ſe porter pour le bien de la Chrétienté, & pour la conſidération de Meſſieurs les Etats, quand l'on parlera à leurs Plénipotentiaires, eſt que les hoſtilitez y ceſſent au moins pour un an; & que cette ceſſation avec la faculté d'y envoyer du ſecours déja accordée faſſe un des Articles du Traité : bien entendu que la France pourra s'engager plus avant avec le Roi de Portugal, & ne ſe tient pas obligée à ce que deſſus, s'il n'eſt accepté auparavant que les armées ayent ouvert la Campagne.

Votre Alteſſe remarque très à propos qu'il eſt bon d'accepter les Articles du projet d'Eſpagne qui ne ſont point contre le ſens des nôtres, ou qui n'en different pas en choſe importante; afin de témoigner par là que l'on traite avec un eſprit de Paix éloigné de toute hauteur & formalité.

En l'Article IV. on pourroit ſe paſſer de ces mots, *Enſorte que telles armées ſeront comptées pour nulles*, cela eſt dit trop généralement & n'eſt pas néceſſaire à l'intention de l'Article.

Au VIII. les trois ou quatre premières lignes ſont ſuperflues, il ſuffira de convenir d'une Préface & puis mettre ſimplement les conditions comme aux Traitez précédens.

Au XII. La marque que votre Alteſſe a faite ſur ce qui touche Pignerol eſt très-juſte & étoit néceſſaire.

Au XIII. ces mots, *Et le ſacré Empire Romain*, ne ſont pas recevables; car la France n'a point de guerre contre l'Empire : mais il n'eſt pas beſoin de toucher cela, puiſque votre Alteſſe remet cet Article au XXII. des nôtres.

Au XXI. Ils ont encore coulé les mêmes termes; & eſt à noter qu'en même tems que les Eſpagnols nous veulent faire paſſer pour Ennemis de l'Empire, ils s'en déclarent les protecteurs.

Au XXVI. c'eſt contre l'uſage obſervé de tout tems, & contre raiſon de vouloir que la clauſe des Pouvoirs qui portent aprobation dès à préſent comme dès lors paſſe pour la ratification du Traité, & qu'il ſoit dit qu'on en fera encore venir d'autres dans deux mois : ladite clauſe a été inſérée à tous les Pouvoirs & Procurations qui ont été ci-devant données pour traiter de Paix, & néanmoins il ne ſe trouvera en aucun Traité un Article aux termes de celui-ci. Je ne dis telles choſes qu'en paſſant, puis qu'en effet la réponſe de votre Alteſſe y ſuffit.

Outre ce que deſſus j'ai ôté & ajouté quelques lignes aux notes qu'il vous a plu me communiquer, & vous les renvoyer. Reſte à répondre, Monſeigneur, à la queſtion que vous faites s'il eſt à propos d'y faire une mention plus expreſſe du Portugal. Mais je ne trouve pas qu'il y en ait aucun mot dans leſdites notes, ſi ce n'eſt en des termes fort généraux qui ne ſe peuvent comprendre qu'en liſant le projet de la France.

Or puiſque les Eſpagnols continuent de ſtipuler la ſatisfaction du Duc Charles, il ſemble qu'à plus forte raiſon la France peut inſiſter nommément que le Roi de Portugal ſoit compris dans le Traité de Trêves, vû même qu'au fond & au pis aller l'on eſt réſolu de ne l'en pas exclure entiérement. Votre Alteſſe ſe ſouviendra auſſi, s'il lui plaît, de relever les autres omiſſions comme il a été fait ſur l'Article XII. ſpecialement celles des Places qui apartiennent à Liege, & ce en termes généraux ou expreſſemens, ainſi que vous jugerez

Si votre Alteſſe fait mention du Portugal il eſt à propos que ce ſoit au même tems qu'il en a été parlé dans notre projet, & de ne le pas mettre en parallele avec Lorraine. Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Cardinal

MAZARIN.

Le 18. Mars 1647.

Les Eſpagnols ont ordre de céder à la France Portolongone & Piombino. Cependant ils en demandent la reſtitution. Il lui envoye le Memoire qui lui fera connoître que la Convention entre Suede & Brandebourg a été ſignée à tems, qu'il craint qu'elle ne ſoit pas de durée. Il faut preſſer les Suedois.

MONSEIGNEUR,

DEpuis la réception du paquet de la Cour, je n'ai eu qu'à peine le tems de faire déchiffrer la Lettre de votre Eminence du 8. & de lire ce qui n'eſt point chiffré dans le Mémoire du Roi. C'eſt à vous ſeul, Monſeigneur, & à la bonté que vous avez pour moi que je raporte les louanges & l'aprobation dont mon peu de travail eſt honoré, & je mettrai cette grace parmi beaucoup d'autres dont je ſuis très-redevable à votre Eminence.

Tout ce que je vois ici du côté des Impériaux me confirme l'avis que votre Eminence a reçu de pluſieurs endroits touchant Piombino, & Portolongone, & Monſieur de Trautmanſdorff me l'a quaſi dit ouvertement. Son Secretaire que je gouverne un peu m'aſſure que les Eſpagnols ont ordre de ceder ces Places, & néanmoins les dernières Lettres de Munſter m'aprennent que par un Ecrit qu'ils ont donné depuis peu ils en demandent la reſtitution. Il me paroit que cela ne vient pas du conſeil de Trautmanſdorff; je ne laiſſe pas pourtant d'agir auprès de lui pour ſon propre intérêt, & pour hâter la Paix de l'Empire, qu'il preſſe les Plénipotentiaires d'Eſpagne de ſe mettre à la raiſon, & il en comprend bien la conſéquence.

Les Eſpagnols ont ordre de céder à la France Portolongone & Piombino.

Cependant ils en demandent la reſtitution.

Le Memoire ci-joint donnera encore à connoître à votre Eminence que la Convention des Suédois & de Brandebourg fut ſignée à tems, & qu'avec tout cela on aura peine à la maintenir. C'eſt à vous, Monſeigneur, par qui tant de biens arrivent à la France, de faire réfle-

Il lui envoye le Memoire qui lui fera connoître que la Convention entre Suede

MEMOIRE

De Monſieur

D'AVAUX.

A Oſnabrug du dixhuitiéme Mars 1647.

La Suéde n'approuve pas l'accord fait avec Brandebourg. Les Ambaſſadeurs de Suéde ont ordre de faire cinq nouvelles demandes. Le Chancelier Oxenſtiern veut la guerre pour pluſieurs raiſons. La Reine de Suéde ſouhaite la Paix. Salvius le preſſe pour engager ceux de Brandebourg à ſe relâcher un peu des termes du Traité. Louange de la Reine de France. Il promet de s'employer pour les Suédois autant qu'il le pourra honnêtement. Touchant l'affaire du Palatin. Les deux Couronnes ont relevé les Droits des Etats de l'Empire. Avantages pour les Proteſtans. Les Suédois très-zelez pour la Religion. Derniére réſolution de l'Empereur touchant les Griefs. Trautmansdorff menace de quitter Oſnabrug. Il a ſollicité les affaires de Madame la Landgrave. Les Impériaux ſe ſont relâchez en beaucoup de choſes. Les Proteſtans prétendent encore davantage. La cauſe Palatine propoſée aux Etats de l'Empire. Erection d'un huitiéme Electorat approuvée à Oſnabrug. Touchant la ſuſpenſion d'armes.

de la rupture du Traité.

Après beaucoup d'étonnement que cette Lettre contient de ce qu'ils ſont revenus à l'alternative par eux propoſée aux Impériaux, aux François & à l'Electeur de Brandebourg, puis que le premier refus de celui-ci leur donnoit lieu de s'en retracter, on leur enjoint préciſément de faire cinq nouvelles conditions.

Les Ambaſſadeurs de Suéde ont ordre de faire cinq nouvelles demandes.

I. Qu'ils ne ſe contentent pas de l'un & l'autre rivage de l'Oder, comme il a été convenu; mais qu'il faut avoir quatre lieuës dans le pays qui demeure à l'Electeur & ainſi enfermer des Terres & des Places qui ſont de ſon partage.

II. Que pour éviter diſpute & confuſion, ces Places & Terres qui ſe trouvent dans ladite étenduë doivent appartenir à la Couronne de Suéde.

III. Que les donations faites par ladite Couronne à divers particuliers dans la Poméranie anterieure qui eſt laiſſée à l'Electeur, ayent encore lieu après la Paix, & que ſi cela ne ſe peut obtenir pour toûjours, ils en jouiſſent au moins pour tout le tems de l'octroi.

IV. Qu'encore que la ſéance des Ducs de Poméranie, de ceux de Meckelbourg & autres Princes ſoit reglée, enſorte qu'ils précédent tour à tour dans les Dietes de l'Empereur, néanmoins il faut que deſormais le Député de la Poméranie ſupérieure précéde toûjours celui de l'antérieure.

V. Qu'outre l'inveſtiture de la Poméranie antérieure & de l'Evêché de Camin à deffaut d'hoirs mâles dans la Maiſon de Brandebourg, la Couronne de Suéde doit auſſi avoir l'inveſtiture de la nouvelle Marche, du pays de Sternberg, & d'autant que leſdits Pais & Etats faiſoient autrefois partie de la Poméranie & en furent ſeparez l'an 1224. & qu'ainſi il faut faire revivre ce droit de 433 ans.

Monſieur Salvius fut hier quatre heures avec moi pour ſe conſoler là-deſſus; mais j'étois mal propre à lui rendre cet office, me trouvant moi-même fort ſurpris de tels ordres. Il me fit lecture de toute la Dépêche qu'ils ont reçuë, & me dit que le Chancelier Oxenſtiern n'avoit pas épargné ſon fils, ayant plus de paſſion pour la guerre qu'il n'en a pour les propres enfans, qu'il veut empêcher que leur Reine ne ſe marie, rendre le Royaume électif, donner toute l'autorité à la Nobleſſe, & faire d'autres choſes dont il ne ſauroit venir à bout que dans le trouble: qu'au contraire la Reine deſire ardemment la Paix pour le bien de la Chrétienté qui en a tant de beſoin, & pour ſon propre intérêt. Il me montra une Lettre écrite par laquelle elle lui recommande avec affection l'avancement du Traité: vous verrez, dit elle, par la Dépêche commune ce qui vous eſt mandé, & l'executerez le mieux qu'il vous ſera poſſible, n'oubliant rien de ce qui ſe pourra obtenir pour les avantages de cette Couronne; mais les choſes ſont diſpoſées ici de telle ſorte que ſi vous concluez la Paix en quelque façon

Le Chancelier Oxenſtiern veut la guerre pour pluſieurs raiſons.

La Reine de Suéde ſouhaite la Paix.

ne.

Cette Lettre particuliére de la Reine de Suéde, ee qui s'étoit paſſé auparavant dans le Sénat, & les ordres que l'on a envoyez ici, marquent ſi clairement la diverſité d'avis touchant la Paix, qu'il n'y faut point de commentaire, & Monſieur Salvius croit que ſi on la deſire effectivement de notre part, il eſt temps d'agir en Suéde & à Oſnabrug par des ordres qui viennent immédiatement du Roi & avec Lettres de créance à ceux qui ſeront chargez d'expliquer les intentions de Sa Majeſté. Il m'a propoſé cependant d'écrire en particulier à la Reine de Suéde; mais comme ce n'eſt pas elle qui cauſe les retardemens & les variations dont il ſe plaint, je lui ai remontré qu'une telle Lettre ſeroit inutile.

Salvius le preſſe pour engager ceux de Brandebourg à ſe relâcher un peu des termes du Traité.

Il m'a conjuré par toute notre ancienne amitié de faire enſorte auprès des Députez de Brandebourg qu'ils ſe relâchent un peu des termes du Traité; il avoue que cela étoit extrémement difficile, fâcheux, & malſéant; il fait bon l'ouïr ſur la ſuffiſance des Ordonnateurs qui diſpoſent ainſi des Etats & Principautez de l'Empire & qui revoquent un ordre quand il eſt exécuté. Son déplaiſir m'a fait conſiderer avec plus de reſpect ce que j'ai ſouvent remarqué de la bonté de la Reine, & de la force de ſon Conſeil, Sa Majeſté ne s'étant pas contentée de faire éclaircir abondamment notre conduite de toutes ſortes d'avis, d'expédiens, & d'inſtructions continuelles, mais nous ayant toûjours donné des ordres ſi uniformes, apuyez d'un raiſonnement ſi puiſſant, & ſi ajuſtez au beſoin de chaque occurrence, que je n'ai pu m'empêcher de dire à Monſieur Salvius, qu'on nous a plutôt perſuadé que commandé ce qu'il y avoit à faire en toute cette grande Négociation de la Paix. Je lui ai promis aſſiſtance autant que je pourrai m'employer honnêtement pour eux & pour moi dans une affaire faite; mais je n'ai pas laiſſé de le preſſer d'écrire à Stockholm avec ſon Collégue que cet ordre eſt venu à tard, & que ſi l'on y perſiſte, il ſera pris de tout le monde pour une preuve certaine que la Couronne de Suéde ne veut point de Paix.

Louange de la Reine de France.

Il promet s'employer pour les Suédois autant qu'il le pourra honnêtement.

Touchant l'affaire du Palatin.

Cette occaſion m'a ſervi à le diſpoſer un peu mieux qu'il n'avoit été juſques à préſent en ce qui touche les griefs de la cauſe Palatine: je lui fis avouer que l'Alliance n'oblige préciſément qu'à ne faire Paix ni Trêve ſans qu'il y ait été pourvû à la Satisfaction particuliére des Couronnes: qu'il paroît bien que parmi cela on a eu deſſein de rétablir les affaires d'Allemagne en meilleur état qu'elles n'étoient, mais que l'on n'en a pas fait une condition néceſſaire qui oblige à continuer la guerre tant qu'il reſte quelque choſe à démêler de ce côté-là, & qu'au fond les deux Couronnes relévent notamment par ce Traité les droits des Princes de l'Empire, qu'elles obligent l'Empereur à conſentir que déſormais ni lui ni ſes Succeſſeurs n'y puiſſent faire Guerre, ni Paix, lever des contributions, changer des Loix, ou y déroger, ni priver l'un d'entr'eux de ſa dignité, ou de ſes biens, ſans que la choſe ait été reſolue par eux tous dans une Diette générale; qu'elles font reſtituer les uns dans leurs dignitez & dans la plus grande partie de leurs Etats; qu'elles font caſſer en faveur des autres, & annuller des Sentences données par l'Empereur, & tout le Collége Electoral; qu'au lieu de l'Edit de 1629 touchant la reſtitution des biens de l'Egliſe occupez par les Proteſtans depuis le Traité de Paſ-

Les deux Couronnes ont relevé les droits des Etats de l'Empire.

ſau, les en voilà poſſeſſeurs à perpetuité; voilà l'Evêché de Minden que l'on y a encore ajoûté depuis deux jours, avec beaucoup d'Abbayes, & tant d'autres avantages ſalutaires, que ſans mentir il étoit tems de mettre des bornes à leurs demandes, & rendre auſſi quelque reſpect à ceux par qui ils ſe ſont faits ſi grands. Monſieur Salvius reçut tout cela fort bien; & ſûr ce que je diſois (à deſſein de le convaincre entierement & de mettre la France à couvert) que s'il pouvoit encore obtenir davantage l'on ne s'y oppoſeroit pas; que je ne parle point de Minden, puiſque les Impériaux conſentent qu'il ſoit tenu alternativement par un Evêque Catholique, & par un Proteſtant, mais que s'ils en demeurent là comme, ils le déclarent bien haut, je n'eſtimerois pas que la France ni même la Suéde voulût que la Guerre continuât pour ce ſujet. Il me repondit nettement que ce n'eſt pas l'intention de la Couronne de Suéde, mais qu'ayant charge d'avancer leur poſſible, ils pouſſent ici juſques à l'extremité pour le ſalut des ames: c'étoit ces paroles qu'il accompagna d'un ſouris, témoignant que pour lui il n'avoit pas ce ſcrupule, & qu'il tenoit que l'on ſe peut ſauver en l'une & l'autre Religion. La connoiſſance qu'il m'a donnée de leurs ordres, qui ne ſont pas abſolus ſur cette matiere, me fait eſperer qu'en ce qui reſte du Naufrage, l'on en préſervera la plus grande partie, & verifie ce que j'ai écrit ci-devant, qu'il n'y a point de péril à refuſer en cela aux Suédois, puiſqu'il ne s'agit que du zéle des Ambaſſadeurs & non pas d'une volonté déterminée de la Couronne.

pour les Proteſtans.

Les Suédois très zelez pour la Religion.

Jeudi matin Monſieur Wolmar m'aporta la derniére réſolution de l'Empereur touchant les Griefs; il me fit voir comme elle contient pluſieurs conceſſions en faveur des Proteſtans, & me déclara de la part du Comte de Trautmansdorff que ſi cela arrêtoit davantage le Traité, il s'en retourneroit à Munſter, où il eſpére que l'Aſſemblée ne lui ſera pas ſi contraire; mais que s'il ne pouvoit ſortir dans Paques, il partira certainement après les Fêtes pour s'en aller à Vienne.

Derniére réſolution de l'Empereur touchant les Griefs.

Trautmansdorff menace de quiter Oſnabrug.

Après avoir examiné enſemble tous les points dont eſt queſtion, je me plaignis à lui de leur ſilence au fait de Madame la Landgrave, & repreſentai vivement combien il étoit inutile de travailler avec tant de ſoin aux Griefs, & à l'affaire Palatine ſi on ne vouloit terminer auſſi celle de Heſſe. Je lui dis que ſans cela il ne faut compter pour rien la ſatisfaction des Couronnes; & rejettai ſi fort les premiéres réponſes qu'il me fit, qu'il ſe trouva obligé de reconnoître que cette Princeſſe doit être ſatisfaite, & proteſta que c'eſt leur intention: mais voyant encore l'événement de leur Traité ſi douteux par les exorbitantes prétentions des Suédois au fait des Griefs de la Maiſon Palatine, le Comte de Trautmansdorff ſe garderoit bien de deſobliger l'Electeur de Saxe & le Landgrave de Darmſtadt au hazard de perdre l'un ou l'autre, ou tous les deux & de n'avoir pas la Paix. J'inſiſtai néanmoins, & il promit que l'on auroit bientôt quelque réſolution ſur la Replique des Heſſiens; mais je crois qu'elle ne ſera pas définitive & que Monſieur Wolmar m'a dit le fonds de leur penſée.

Il ſollicite les affaires de Madame la Landgrave.

L'Ecrit qu'il me donna ſera ci-joint: il eſt véritable que les Impériaux s'y ſont encore beaucoup relâchez, & qu'ils font de grandes avances pour parvenir à la Paix. Deux Députez d'entre les Proteſtans du premier ordre, m'étant

Les Impériaux ſe ſont relâchez en beaucoup de choſes.

venu

sur la lecture & discussion duquel ils contesterent un peu de part & d'autre. Il leur signifia comme à moi qu'il n'y avoit plus rien à attendre, & que si tant de biens & d'autorité, que l'Empereur donne aux Protestans, ne faisoient qu'irriter leur appetit pour convoiter toujours davantage, le Comte de Trautmansdorff étoit résolu de s'en aller à Munster dès le lendemain qu'ils auroient refusé d'accepter des offres si liberales, & de là à Vienne dans fort peu de tems.

La cause Palatine proposée aux Etats de l'Empire.

La cause Palatine a été proposée aux Etats de l'Empire; ce n'est pas à mauvaise fin, & j'ai aidé à y porter le Comte de Trautmansdorff par d'autres motifs, mais en effet ç'a été pour décharger les Couronnes Alliées, & me conformer en ce point au sentiment de Monsieur Oxenstiern qui l'a desiré avec raison. Nous ne savons pas encore quelle résolution a prise le Collége Electoral, d'autant qu'il s'assemble à Munster; mais elle ne sauroit être que bonne: & cependant on a ici approuvé au Collége des Princes ou en celui des Villes, l'érection d'un huitiéme Electorat pour terminer ce différend, lequel pour le surplus ils ont remis aux trois Couronnes. C'est le terme dont ils se sont servis pour dénoter l'Empereur, la France, & la Suéde.

Erection d'un huitiéme Electorat approuvée à Osnabrug.

Comme nous sommes souvent avec Messieurs Oxenstiern & Salvius, ils ne peuvent pas s'empêcher de dire un jour, ce qu'ils ont quelquefois dissimulé une semaine. Ils demeurent bien dans la pensée qu'il n'est pas encore tems de faire aucune suspension d'armes, & c'est particuliérement Monsieur Oxenstiern qui appuye là-dessus: mais il s'en est plus ouvert en la derniére Conférence qu'il n'avoit fait auparavant; il desaprouva un peu confidemment la conduite du Maréchal Wrangel en ce qu'il fait négocier sans ordre sur une proposition de cette nature: c'est bien mal à propos, dit-il, que le Général de l'Armée de Suéde veuille traiter de Tréve ou suspension d'armes avec un Prince aux intérêts duquel les Ambassadeurs de la même Couronne s'opposent de tout leur pouvoir. Je ne sais pas comme il se défendra d'un procédé si contraire au nôtre, & puis il en demeura là. Nous lui demandames si pour obvier à cet inconvénient, & pour hâter la conclusion de la Paix, il ne vaudroit pas mieux favoriser le Duc de Baviére & en faire un ami des deux Couronnes. Il ne répondit rien; il en vouloit alors à Monsieur Wrangel avec lequel il est pourtant d'ailleurs en très-bonne intelligence. Quelque tems après il revint de lui-même sur le propos de la suspension, disant qu'ils ont mandé à Wrangel qu'il ne la doit point faire, & qu'il doit empêcher, s'il est possible, qu'il ne s'en fasse point aussi entre la France & Baviére; mais qu'enfin il peut y consentir en prenant les suretez nécessaires pour l'armée qu'il commande. Je suis &c.

Touchant la suspension d'armes.

MAZARIN.

A Osnabrug le premier Avril 1647.

Il loue le Cardinal. Artifices des Espagnols. Les Impériaux demandent l'assistance de la France pour la Paix. Les Affaires d'Espagne demeurent là. Il doit retourner à Munster. Il veut renouer avec Mr. Brun. Il passe pour trop difficile. Il faut tenir les Suédois en régle pour les engager à faire la Paix. Trautmansdorff jaloux du Bavarois.

MONSEIGNEUR,

LA Lettre que votre Eminence m'a fait l'honneur de m'écrire le 22. du passé me fut rendue Jeudi, & deux jours après j'ai reçu celle du 15. par la voye de Cologne, qui est bien la plus longue & moins assurée.

Ce m'est beaucoup de joye, Monseigneur, quand mon opinion se trouve conforme aux sentimens que vous avez dans les affaires qui se présentent; non parce que c'est à vous d'en juger souverainement, mais parce que vous en jugez toujours fort bien, & qu'on voit ici à cette heure de grands effets de votre prudence, sans y avoir quasi pu remarquer votre autorité en aucune chose.

Il loue le Cardinal.

J'ai insinué Monsieur de Trautmansdorff en cette même disposition à l'égard de votre Eminence, dont le Sr. de Préfontaine vous a rendu compte: des choses qui lui font plus estimer ce qu'on lui dit de votre part, c'est qu'il voit cela accompagné de véritables soins pour avancer la Paix, après laquelle il soupire nuit & jour: & si impuissamment depuis sa maladie que les Suédois en abusent, & en abuseront s'il ne se releve un peu par quelque résolution courageuse. Mais les Espagnols ne cessent de le persuader qu'on le trompe, & ont supposé depuis peu de tems une Lettre prétendue écrite par votre Eminence à Monsieur le Maréchal de Turenne, par laquelle ils disent qu'il a ordre de préparer toutes choses pour passer en Italie avec de grandes forces, & continuer la guerre plus que jamais: ils ajoutent qu'ils ont trouvé moyen, par l'entremise de quelques femmes dévotes, de faire voir à la Reine cette Lettre en original, que Sa Majesté en a été fort surprise & vous en a fait de grandes plaintes, & que votre Eminence les a éludées en disant que la Lettre a été écrite à dessein de la faire tomber entre les mains

Artifices des Espagnols.

des

Je ne doute point, Monſeigneur, que ce ne ſoit une fable, & il me ſemble d'en voir toutes les marques : mais l'on en fait une Hiſtoire à Oſnabrug, & j'apprends que le bon homme y a porté de la crédulité.

Les Impériaux demandent encore une fois très-expreſſément l'aſſiſtance du Roi pour faire conclure la Paix, ſans préjudicier davantage à la Religion : les Médiateurs nous en preſſent avec chaleur, & l'Ambaſſadeur de Veniſe ne s'y intéreſſe pas moins que le Nonce du Pape : les Miniſtres de Baviére font la même inſtance, & promettent ſincerement qu'ils ne joueront point à la fauſſe compagnie ; ils nous conjurent que l'un de nous intervienne à la deciſion de l'affaire Palatine : les Députez de Heſſe en demandent autant pour les intérêts de Madame la Landgrave ; & avec tout cela il ne ſe traite rien dans les affaires d'Eſpagne. Ce ſont les cauſes qui m'obligent de retourner à Munſter par l'avis de Monſieur le Duc de Longueville ; j'y agirai, Monſeigneur, ſuivant la teneur des deux derniers Memoires de la Cour, & j'eſpére de n'y point tomber en erreur étant ſoutenu d'une main ſi ſûre que la vôtre, & conduit par un œil ſi clairvoyant, puiſque je ne m'écarterai pas du chemin qu'il vous a plu me montrer. Monſieur Brun m'a viſité autrefois & moi lui ; il me ſera bien facile de recommencer, & je crois avec votre Eminence qu'il en peut réuſſir de l'utilité : je prendrai quelque occaſion de renouer commerce, après vous avoir dit franchement, Monſeigneur, (quoiqu'à mon deſavantage) que le Comte de Peñaranda & ſes Collegues n'ont point de créance en moi : les Hollandois leur ont donné de tems en tems cette opinion, que je faiſois des dificultez à tout, & le Sr. Paw a dit encore ces jours paſſez à Monſieur Contarini que depuis mon retour d'Oſnabrug, la Négociation avoit reculé au lieu d'avancer.

Les Impériaux demandent l'aſſiſtance de la France pour la Paix.

Les affaires d'Eſpagne demeurent là.

Il doit retourner à Munſter.

Il veut retourner avec Mr. Brun.

Il paſſe pour trop difficile.

Il eſt vrai que Monſieur Salvius nous fait plus de mal & plus dangereuſement que ſon Collegue ; votre Eminence marque cette difference par une comparaiſon ſi propre au ſujet, & qui fait ſi naïvement la peinture de ces Meſſieurs-là, que je n'ai pu la voir ſans ſourire & avouer en moi-même que vous leur avez donné un coup de pinceau qui ſeroit capable tout ſeul de les faire connoître.

Je ſuis ravi que votre Eminence prononce hardiment & judicieuſement contre toutes les apparences qu'on en voit, que ſi les Suédois, ne nous peuvent mener où ils veulent, ils ne voudront pas s'expoſer au hazard de perdre l'amitié & l'aſſiſtance de la France, c'eſt un Oracle ſorti de votre bouche, c'eſt la Vérité même, dont, à mon ſens, il n'y a pas ſeulement lieu de douter pourvû que la ſuite de la Guerre n'acroiſſe pas leurs proſpéritez, & ne les mette pas en état de n'avoir plus beſoin de nous. Auſſi ai-je mandé ci-devant, Monſeigneur, que l'on peut encore pour quelque tems les tenir en meſure, & qu'il n'y a nul péril à les obliger de conclure la Paix, ni à dire & faire tout ce qu'il conviendra pour y parvenir : toute la Chrétienté aprouvera cette ſainte violence ; la Reine de Suéde & la plus grande partie du Sénat en ſeront ravis, Monſieur Salvius la conſeille quand on peut le rencontrer dans une conjoncture favorable, & il n'y aura plus que quelques eſprits turbulents qui puiſſent y trouver à redire.

Il faut tenir les Suédois en régle pour les engager à faire la Paix.

lecteur de Baviére, lui ſera bien agréable & pourra produire de bons effets ; car il entre en grande jalouſie de ce côté-là, & on lui fait aprehender que ce Prince ne mette quatre Cercles de l'Empire entre les mains du Roi.

Il veut gagner Monſieur de Bavaria.

Je viens d'apprendre de lieu fort aſſuré que l'Archevêque de Cambrai s'en ira bientôt en Hollande, & que les Conférences entre Paw & les Eſpagnols ſont plus longues & plus fréquentes que jamais. Je ſuis &c.

A MONSIEUR de BRIENNE.

Le 8. d'Avril 1647.

Il lui rend compte de ſa conduite avec le Sr. de la Court.

MONSIEUR,

VOici un Mémoire par lequel je rends compte de ce qui s'eſt fait depuis mon retour. J'ai communiqué à Monſieur de la Court tous ceux qu'il vous a plu m'envoyer, & ſuis ravi d'être autoriſé pour une choſe que je ſouhaite, & qui eſt néceſſaire au ſervice du Roi. Je n'avois pas laiſſé de lui dire le contenu de vos précédentes Dépêches, & même de lui faire voir les Lettres de Monſeigneur le Cardinal. Enfin nous vivons enſemble comme deux fréres, & qui plus eſt, nous ſommes toujours d'un même ſentiment dans les affaires. Vous aurez vu, Monſieur, par les Dépêches de Munſter où j'ai eu part, comme je m'y ſuis conduit à l'égard du Sieur Paw ; c'eſt ce que je puis répondre à la hâte ſur ce qu'il vous a plu m'en écrire par votre derniére du dix-neuviéme Mars, vous ſuppliant &c.

Il lui rend compte de ſa conduite avec le Sr. de la Court.

MAZARIN.

Le 8 Avril 1647.

Trautmansdorff veut servir pour faire le Traité avec l'Espagne. Bon succès de l'affaire du haut Palatinat, & de l'Electorat.

MONSEIGNEUR.

Trautmansdorff veut servir pour faire le Traité avec l'Espagne.

JE ne puis qu'ajouter au Memoire ci-joint, sinon qu'en sortant avant-hier de la chambre du Comte de Trautmansdorff, il me dit avec un visage riant qu'il viendroit faire ses Pâques à Munster, & qu'il serviroit volontiers à la conclusion de notre Traité avec les Espagnols. Je ne le manquai pas en ce passage, & répondis que s'ils marchandent plus longtems à consentir au peu que nous demandons maintenant pour le Portugal, ils seront surpris tout à coup d'une nouvelle prétention sur ce point-là, & sur celui de la Catalogne. Oh, dit-il, si on ne veut point de Paix, en voilà le chemin : & comme il vit que je persistois à croire que si on la veut aux conditions que nous avons proposées il faut se hâter, il s'aprocha de moi pour dire qu'il en avoit bonne espérance. Il vous baise très-humblement les mains, Monseigneur, & dit que si vous faites la Paix, vous lui ferez gagner un grand procès qu'il a contre les Ministres d'Espagne. Je lui demandai si c'étoit à Vienne qu'il a ce procès. Il repliqua, à Vienne & ici.

Bon succès de l'affaire du haut Palatinat & de l'Electorat.

J'ose me rejouir avec votre Eminence du succès de l'affaire Palatine ; parce qu'outre la décision de ce fameux different qui trouble l'Allemagne depuis vingt-neuf ans, c'est un notable avantage pour la Religion, d'avoir assuré le premier Electorat Seculier & tout le haut Palatinat à des Princes Catholiques, & que cela est dû absolument aux soins de votre Eminence, & aux instructions qu'elle nous a fait envoyer de tems en tems dès le commencement de l'Assemblée, lors même que nous ne pouvions envisager le Duc de Bavière que comme un ennemi. Je suis &c.

D'AVAUX.

A Osnabrug le 8. Avril 1647.

Les Suédois changent de procédé. Conférence avec Oxenstiern. La Suède consent que la Dignité Electorale demeure au Duc de Baviere sous condition. La Baviere a fait sa Trêve avec les deux Couronnes. Les Suédois accordent à Baviere l'Electorat, à condition que l'on en crée un huitieme pour le Prince Palatin & qu'on lui donne le bas Palatinat. Salvius fait le difficile. Touchant les Griefs. Eclaircissement sur les bruits que les Espagnols repandent pour brouiller les Couronnes. Les deux Couronnes declarent aux Impériaux & aux Bavarois leur résolution sur l'affaire Palatine. Les Imperiaux sont surpris de cette declaration. Touchant les cinq nouvelles demandes de la Suede. Bon état de la Négociation. Il informe de tout Monsieur Chanut, afin qu'il dispose la Reine de Suede à ce qu'on desire. Ils sont persuadez de la sincérité de Trautmansdorff. L'Empereur & les Catholiques Romains pressent le Duc de Baviere de se joindre à eux pour maintenir la Religion.

C'A été par un solide & fort raisonnement, qu'au milieu des obstacles qui se rencontroient ici, & en Suéde, à la conclusion des affaires d'Allemagne, & qui en donnoient de mauvaises opinions à ceux mêmes qui sont sur les lieux, il a été jugé par le Mémoire de la Cour du quinziéme Mars, & par les subséquens, qu'avec toute la mauvaise humeur de Monsieur Oxenstiern, & peut-être même les desseins de son Pére, quand les Suédois auroient enfin reconnu de ne pouvoir porter la France à ce qu'ils veulent, ils changeront leur procedé, pour ne plus courir le hazard de perdre les avantages qu'ils viennent d'assurer à leur pays pour

Les Suédois changent de procedé.

comme l'on avoit prévu, nonobſtant les apparences qui y étoient fort contraires. Je ne fus pas ſitôt arrivé à Oſnabrug que Monſieur Oxenſtiern vint me viſiter; mais ce fut pour me faire une fâcheuſe relation de ce qui s'étoit paſſé ici durant mon abſence. A l'ouïr parler, il n'y avoit rien de ſi éloigné que la Paix des Impériaux, & eux étoient en termes de rupture ſur le ſujet des Griefs; il en rejetta le blâme ſur les Impériaux, dit qu'à la vérité il avoit convié Monſieur de Trautmanſdorff de ne pas partir ſitôt pour Munſter, & témoigna que les affaires ſe pourroient conclure en quatre jours, mais qu'auſſi ſeroient-elles conclues, ſi Monſieur Wolmar avoit conſenti à leurs demandes, dont ils ne peuvent ſe relâcher en aucune façon & maniére: il ajouta même à cette dureté quelques railleries ſur la conduite du Sieur de Trautmanſdorff, & ſur les recherches & les priéres qu'il lui faiſoit faire tous les jours pour l'avancement de la Paix. Je fus ſi fort édifié de tous les diſcours qu'il nous tint, & il témoigna ſi peu de diſpoſition à ſortir d'affaire que j'eus regret en mon ame d'être revenu ici. Je ne voulus pas d'abord conteſter avec lui, en l'humeur où il étoit, & après lui avoir un peu remontré, que ſi les Impériaux ſe mettent tant en devoir d'obtenir la Paix, la prudence veut qu'on ne les rebute pas à la vue & dans le beſoin preſſant de toute la Chrétienté, je ne vins point au détail des affaires: je crus auſſi à propos de voir auparavant Monſieur Salvius, qui eſt obligé de garder le lit à cauſe de la goute.

Conférence avec Oxenſtiern.

Le lendemain je rendis la viſite à Monſieur Oxenſtiern, où je fus d'abord bien mortifié de le trouver auſſi entier & auſſi peu traitable que le jour précédent. Son premier entretien m'ôtoit toute eſpérance de pouvoir rien obtenir, & deux heures ſe paſſérent de cette ſorte ſans qu'il me laiſsât voir la moindre diſpoſition à la Paix.

Enfin je lui dis ſans aucune plainte, que je n'avois donc qu'à m'en retourner à Munſter, puis que les affaires étoient ſi deſeſpérées, mais que je le priois de conſidérer que les Impériaux ayans accordé la ſatisfaction des Couronnes, & tant de choſes en faveur des Proteſtans & même l'Evêché de Minden, quoi que nommément excepté par la Convention faite ſur ce ſujet entre lui & nous; & le Comte de Trautmanſdorff ne pouvant être induit à paſſer outre, il ne ſeroit pas juſte de continuer la Guerre pour de ſi petits intérêts que ceux qui reſtent. Je lui dis auſſi que la France ayant pleinement accompli l'Alliance qui laiſſe les Couronnes en toute liberté de faire la Paix, pourvû que leur ſatisfaction ſoit ajuſtée, & ayant même procuré aux Etats de l'Empire beaucoup plus de ſureté, de Dignité, & de biens, qu'ils n'euſſent oſé eſpérer; elle n'eſt plus en état de faire durer la Guerre pour le plus ou le moins, en des choſes qui ne regardent pas la liberté Germanique, & qui ne ſont pas purement de Religion, vû même que ce point eſt réſervé très-expreſſément par tous les Traitez.

Je n'omis pas une ſeule raiſon ni remontrance de celles qui ſont contenues dans les derniers Mémoires de la Cour, que j'avois fort étudiez, comme ne ſe pouvant rien dire & imaginer de mieux par ceux qui n'ont que cette affaire ſur les bras.

Il reçut bien tout mon diſcours, fit réflexion ſur pluſieurs choſes; & comme je vins à repeter que je m'en retournerois le lendemain à

A un quart d'heure delà il dit qu'il vouloit parler en toute confiance, & me donner de veritables témoignages d'amitié, & qu'il n'y avoit point d'autres moyens pour terminer la cauſe Palatine qu'en rendant la Dignité Electorale alternative; qu'il lui ſembloit que c'étoit aſſez pour le Duc de Baviére, & que c'étoit traiter un ennemi bien honnêtement; qu'il ne voyoit point d'autre iſſue ni moyen pour en ſortir, & que c'étoit le ſentiment de tout le Sénat de Suede.

Nous entrâmes ſi avant en matiére, qu'après de nouvelles careſſes & proteſtations d'amitié qu'il me fit, il témoigna que pour le reſpect de leurs Majeſtez, & pour ne pas retarder la Paix, puis qu'il voyoit que nous la deſirions abſolument, il ne me vouloit rien cacher de ce qu'il avoit de plus ſecret ſur cette affaire, qu'il m'en parleroit comme à ſon Collegue, & que je ne pourrois plus en douter: que la Couronne de Suéde conſentiroit que la Dignité Electorale demeurât au Duc de Baviére & à ſa Maiſon, mais que cette ligne venant à manquer à faute de Males, elle paſſera à la Maiſon Palatine, & que la race du Duc Albert auroit alors le huitiéme Electorat; que c'eſt tout ce qui ſe pourroit faire, & que c'étoit le ſentiment de Monſieur le Chancelier ſon Pére qu'il ſavoit que j'eſtimois beaucoup. Je lui demandai en quelle ſorte paſſion il croyoit que fuſſent les Impériaux, & s'ils ſeroient pour ſe relâcher; il dit qu'il y avoit lieu d'eſpérer qu'ils ſe contenteroient de cette offre, à preſent que le Duc de Baviére avoit donné grand ſujet de mécontentement à l'Empereur par la Tréve qu'il a faite avec les Couronnes, & qu'il ſavoit que cela diminuoit déja l'affection & le ſoin que les Impériaux avoient toujours eu de ſes intérêts: c'eſt par cette raiſon, dis-je, que les Couronnes lui doivent être plus favorables, & lui en ſavoir plus de gré. Il y acquieſça avec beaucoup de douceur & de condeſcendance, & ſe laiſſa conduire peu à peu à tout ce que je pouvois ſouhaiter, prononçant enfin que la Couronne de Suéde conſentiroit que la Dignité Electorale fût conſervée en la Maiſon de Baviére, & à la ligne de Guillaume à perpétuité & ſans réſerve ni condition quelconque. Je me réjouiſſois en moi-même de cette déclaration, ſans oſer preſque parler du haut Palatinat, mais il en ouvrit le propos, & n'eut pas beſoin d'être plus preſſé ſur ce point que ſur l'autre: enſorte que je me trouvai obligé de l'arrêter un peu, & de faire le difficile pour ménager quelque ſomme d'argent aux Cadets de la Maiſon Palatine: encore ne témoigna-t-il pas s'en ſoucier beaucoup. Il ajouta donc à la Dignité Electorale le haut Palatinat tout entier, à condition que l'on donneroit le huitiéme Electorat au Prince Palatin & tout le bas Palatinat: il parla auſſi d'une charge dans l'Empire, comme les autres Electeurs en ont, qu'il lui en falloit une, qu'il n'en coutera rien à perſonne & qu'il s'en pourroit trouver comme celle de Grand-Veneur ou autre de telle ſorte.

La Suéde conſent que la Dignité Electorale demeure au Duc de Baviére ſous condition.

La Baviére a fait ſa Tréve avec les deux Couronnes.

Les Suédois accordent à Baviére l'Electorat, à condition que l'on en crée un huitiéme pour le Prince Palatin & qu'on lui donne le haut Palatinat.

Il me dit enſuite que c'étoit en grande confidence qu'il s'étoit ouvert ſi avant à moi, qu'il ne s'en étoit laiſſé entendre à perſonne, & m'obligeoit au ſecret; il me fit deux queſtions avec priere d'en délibérer à loiſir & de lui en donner mon avis une autre fois.

La premiere étoit s'il falloit faire cette déclaration tout d'un coup, ou plutôt par degrez; & la ſeconde à qui elle devoit être faite, ou aux Impériaux, ou aux Bavarois: que pour lui

roit ſon compte, & feroit une partie de ce qu'on deſire de lui : que c'étoit auſſi la voye la plus courte pour conclure la Paix, & que je ſavois bien que ſes Plénipotentiaires n'avoient ordre d'entendre à aucun expédient, qu'en conſervant la Dignité Electorale & le haut Palatinat; qu'il ſe paſſeroit bien du tems à dépêcher en Bavière & avoir réponſe, néanmoins que je m'en remettois à ſa prudence.

Il ne me donna pas le tems d'opiner ſur l'autre queſtion, & parce qu'au ſortir de ſon logis j'allois viſiter Monſieur Salvius, je lui demandai ſi je pouvois lui parler de ce qu'il venoit de me dire. Il n'en fit aucune difficulté & nous nous ſéparames avec grands témoignages de ſatisfaction l'un de l'autre.

Salvius fait le difficile.

Je paſſai donc chez Monſieur Salvius, & je ne lui témoignai rien d'abord de ce que je venois d'apprendre de Monſieur Oxenſtiern ; je trouvai qu'il jouoit le perſonnage de ſon Collégue, faiſant des difficultez ſur tous les points qui reſtent à terminer, & je n'eus de lui que de la froideur contre ſon ordinaire : j'en fus auſſi ſurpris que de la facilité de Monſieur Oxenſtiern. Enfin je fus contraint de lui dire que je ne prenois pas bien mon tems pour lui parler d'affaires, que je reviendrai une autre fois, & parce qu'il me demanda ce que j'avois fait ſi longtems avec Monſieur Oxenſtiern, je lui fis raport de ce qui s'étoit paſſé entre nous touchant l'affaire Palatine.

Il repondit comme s'il avoit peine à me croire, mais ſe voyant preſſé par l'aſſurance que je lui en donnois, il ſe contenta de faire connoître à demi qu'il ne l'improuvoit pas : c'eſt tout ce que je pus tirer de lui pour cette fois.

Le jour ſuivant Monſieur Oxenſtiern me fit demander audience ; mais parce qu'il fut juſques à ſept heures du ſoir avec Monſieur Wolmar, il m'envoya faire ſes excuſes avec toutes les civilitez imaginables.

Le lendemain il me vint confirmer tout ce qu'il avoit dit, & me demanda de nouveau mon avis ſur les deux queſtions qu'il m'avoit faites. Je les ai déja propoſées à Monſieur de la Court qui étoit préſent à cette Conférence, & nous répondimes que deſormais il n'eſt plus tems de negocier avec des réſerves; que puis qu'il avoit pris une ſi bonne réſolution, il n'en falloit point faire à deux fois, mais la déclarer nettement aux Impériaux, & en dreſſer l'Article comme il doit être mis dans le Traité de la Paix : il fut réſolu de concert qu'il en ſeroit uſé de cette ſorte, & que l'on inſiſteroit au moins à quatre cens mille Rixdalles pour les quatre Cadets de la Maiſon Palatine.

Touchant les Griefs.

Monſieur Oxenſtiern toucha enſuite le point des Griefs, mais aſſez légérement & avec un eſprit de paix; il dit même qu'il falloit ſe voir ſur cette affaire, pour y prendre une derniére réſolution, & les temperamens qui ſeront jugez convenables.

Je ne vis jamais un meilleur homme, ni qui eut à préſent de meilleurs ſentimens pour la vous avez ſujet de la vouloir à cauſe des rebelandois, & nous détérons à votre deſir. Vous voyez ce que j'ai fait en la cauſe Palatine, & facilitérai encore le reſte des affaires, pour ſigner bientôt le Traité. Il m'a dit pluſieurs fois avec quelque confiance que les Hollandois ont tout gaté, qu'on pouvoit bien faire d'autres progrès dans l'Empire & ailleurs ; mais puiſque Meſſieurs les Etats ont pris une réſolution qu'il ne louera jamais, il faut ſe contenter, & qu'en ſon particulier il y trouvera auſſi ſon compte m'ayant laiſſé entendre qu'on parle de le marier avantageuſement pour ſa fortune.

Les deux Couronnes déclarent aux Impériaux & aux Bavarois leur réſolution ſur l'affaire Palatine.

Tant-y-a que l'intelligence eſt parfaite entre nous, & que nous avons déclaré de concert aux Impériaux & aux Bavarois la réſolution des deux Couronnes en l'affaire Palatine. Le Sieur Krebs en eſt ravi de joye, & en raporte ſenſiblement tout le gré & tout le merite à leurs Majeſtez, avec proteſtation que Monſieur l'Electeur de Bavière ni ſes Enfans ne perdront jamais le ſouvenir d'un ſi grand bienfait : ledit Sieur Krebs lui a mandé qu'il doit tout à la France. Les Impériaux ne ſont pas ſi contens de cette déclaration, non que pour moi je m'en ſois aperçu ; mais Monſieur Oxenſtiern a remarqué qu'ils en furent ſurpris, & dit que Wolmar n'a ſu depuis en celer ſon déplaiſir & ſa jalouſie : c'eſt auſſi le bruit de l'Aſſemblée.

Les Impériaux ſont ſurpris de cette déclaration.

Touchant les cinq nouvelles demandes de la Suéde.

Les cinq nouvelles demandes de la Suéde au préjudice du Traité fait avec l'Electeur de Brandebourg, qui ſont réduites à deux, mais fort mal aiſés à obtenir, l'une de quelques Bailliages & terres qu'elle veut avoir, dans ce qui a été laiſſé à ce Prince, l'autre eſt pour les donations faites aux Officiers de l'armée, leſquels ont deſiré avoir lieu encore après la Paix. Toutes deux ſe trouvent décidées dans ledit Traité, & toutefois la Reine de Suéde me les a fait recommander ſoigneuſement par Monſieur Chanut : je verrai ce qui ſe pourra faire ſuivant l'expédient propoſé par le Mémoire de la Cour du vingt-neuviéme Mars, qui eſt la ſeule voye d'en venir à bout, s'il y en a quelqu'une, & d'en tirer même profit en autres choſes, pour l'avancement de la Paix. Je ſuis tout plein de cette penſée qui m'a ſaiſi pour en parler comme il faut, & ne laiſſerai perdre les occaſions de m'en prevaloir.

Bon état de la Négociation.

Le bon état auquel eſt préſentement le Traité de Paix dans l'Empire, & la bonne diſpoſition où je vois les Plénipotentiaires de Suéde, m'a fait différer l'exécution de ce qui m'eſt ordonné en cas de beſoin : je n'ai pas auſſi trouvé Monſieur Salvius bien préparé pour une telle confiance, & il m'a paru même à ce voyage (mais encore un peu confuſément) qu'il voudroit porter les affaires en longueur. Cependant je n'ai pas laiſſé d'informer amplement Monſieur Chanut des choſes que j'ai dites à Monſieur Oxenſtiern le lendemain de mon arrivée en cette Ville, & d'une partie de ce qui eſt contenu aux Mémoires des quinze, &

Il informe de tout Monſieur Chanut afin qu'il diſpoſe la Reine

vingt

de Suéde à ce qu'on deſire.

de Suéde à ce qu'on deſire, en conformité de ces ſentimens & de ſes intérêts : mais je l'ai prié de n'en pas faire d'inſtance au Sénat, ni aux principaux Miniſtres, juſques à ce que je lui écrive la ſemaine prochaine quel train aura pris cette Négociation. Si la Paix ſe peut faire par les moyens ordinaires, & ſans effort, ni autorité, ce ſera le meilleur, ſinon nous employerons les armes que l'on nous met en main qui ne peuvent être en telle occaſion ni plus juſtes ni mieux juſtifiées; & je perſevere en ma croyance que ce ſera auſſi ſans aucun péril, vû même que la Reine de Suéde a avoué à Monſieur Chanut que la demande des Evêchez de Minden & Oſnabrug, & autres choſes ſemblables ſe fait par ſes Ambaſſadeurs ſans qu'ils en ayent ordre préciſ, & qu'elle n'entend pas continuer la Guerre pour ce ſujet.

Ils ſont perſuadez de la ſincérité de Trautmandorff.

Monſieur de la Court & moi ſommes tout à fait perſuadez que le Comte de Trautmansdorff nous a parlé ſincérement ſur les affaires qui reſtent avec les Suedois & Proteſtans. Nous avons commencé par une ſollicitation en leur faveur, l'exhortant pour le bien de la Paix de leur accorder tout ce qui lui ſeroit poſſible ſans charge de Conſcience, & que ſi après cela il refuſoit hautement & conſtamment ce qu'il croit ne pouvoir accorder en ces matieres de Religion, nous declarerions enſuite aux Plénipotentiaires de Suéde que la France ne ſera pas la guerre à l'Empereur pour telle choſe, mais qu'auparavant que nous engager à cette déclaration, je deſirois qu'il me donnât formellement ſa parole, qu'il ne ſe ſervira pas contre nous d'une aſſiſtance qu'il a recherchée avec tant de ſoin, & qu'il tiendra ferme dans la réſolution qu'il aura une fois priſe.

Après un grand remercîment de cette offre, il a dit ſans héſiter qu'il nous engageoit ſa foi & ſon honneur qu'il n'en abuſeroit pas, & qu'il n'y auroit perſonne au monde qui fût capable de lui faire commettre un tel manquement; mais que pour la fermeté il ne s'y obligeoit qu'autant que les forces de l'Empereur le pourroient ſoutenir, qu'autrement ce ſeroit imprudence & témérité; que le Traité fait à Ulm les ruine entiérement, & leur ôte plus de troupes que le Roi n'en a en Allemagne, & qu'ainſi quand Sa Majeſté les retireroit, les Impériaux ſeroient encore beaucoup plus foibles que les Suédois.

L'Empereur & les Catholiques Romains preſſent le Duc de Baviére de ſe joindre à eux pour maintenir la Religion.

Il ajouta en grand ſecret que l'Empereur & tous les Princes Catholiques dépêchent au Duc de Baviére, pour le preſſer de ſe joindre à eux pour la défenſe de la Religion qui s'en va périr en Allemagne ſi la Guerre dure; que s'il le fait ledit Sieur de Trautmanſdorff ne cédera plus rien de l'Egliſe, ſinon il ſera forcé d'abandonner tout; que cependant il feroit bonne mine de vouloir conſerver & nous conjuroit très-affectueuſement de le ſeconder.

Il promit en outre de nous avertir de bonne heure ſi la néceſſité des affaires l'obligeoit à ſe relâcher; afin de pouvoir régler notre conduite ſur la connoiſſance que nous en aurons avant qui que ce ſoit.

Fait à Oſnabrug le huitiéme Avril 1647.

A MONSIEUR CHANUT.

Le huit Avril 1647.

Il le loue de ſon adreſſe à négocier. Il loue la Reine de Suede. Difficulté de changer le Traité conclu avec Brandebourg. Il fera ce qu'il pourra pour donner quelque contentement aux Officiers de l'Armée de Suéde. Il s'employera pour les intérêts du Landgrave Frédéric. Les Suedois travaillent pour faire avoir l'Evêché d'Oſnabrug, aux Proteſtans. Ses ſcrupules pour l'aliénation des Egliſes & des Bénéfices. Il doit voir premiérement la Reine & tâcher de s'aſſurer d'elle. La France a pleinement accompli le Traité d'Alliance avec la Suéde. Elle a procuré pluſieurs avantages aux Etats de l'Empire. Elle ne veut pas faire la Guerre pour ce qui regarde la Religion en faveur des Proteſtans. Elle veut proteger la Religion Romaine. Il doit lui repreſenter l'état de la France qui aura doresnavant l'Eſpagne ſur les bras. Les Hollandois veulent la Paix. Il a reproché aux Suédois qu'ils ne tiennent pas leur parole apres leur ſatisfaction. Bonnes intentions de la France pour les Etats de l'Empire. Il vaudroit mieux pour la Couronne de Suéde que le Traité de l'Empire prévînt celui d'Eſpagne. La ſatisfaction de Madame la Landgrave ſera bientôt réglée. Il s'employera pour le payement de l'Armée de Suéde; il peut en aſſurer la Reine.

MONSIEUR,

LE voyage que j'ai fait à Munſter m'a obligé d'interrompre la correſpondance particuliére que j'avois eue avec vous, n'y ayant que ce lieu qui la puiſſe autoriſer. A préſent que

vous êtes requise auprès de la Reine de Suéde. Plût à Dieu que les Ambaſſadeurs vouluſſent régler leur Traité par cette droite raiſon dont elle fait ſi bien l'uſage; car ſans flatterie elle juge nettement de toutes choſes; & ce que je regarde avec plus de reſpect, c'eſt qu'en un âge qui permet tout aux eſprits les mieux réglez, dans le merite de ſa perſonne qui ſeroit capable de ratifier d'une volonté abſolue, & dans cette élévation de naiſſance & de fortune, qui peut tromper les plus ſages têtes, elle prend ſoin d'ajuſter ſes deſirs à la raiſon, & à la poſſibilité. Enfin je ſuis prêt de ſervir en tout ce qu'il lui plaira me commander; & s'il s'y rencontre des difficultez, au moins il n'y a point d'injuſtice, ni de contravention à l'Alliance. Il ſera ſans doute bien mal aiſé de faire changer les conditions d'un accommodement conclu, ſigné, & dépoſé entre les mains d'un tiers, &, qui plus eſt, confirmé par le Traité de la ſatisfaction de Suéde duquel il fait partie : mais je ne laiſſerai pas auprès des Miniſtres de Brandebourg & ailleurs, de chercher les moyens de donner quelque contentement aux Officiers de l'Armée; car pour les terres que le Sénat deſire, je ne vois pas lieu de les obtenir, & s'il vous plait de jetter les yeux ſur la Carte, vous verrez qu'avec Damgrif, Sanhaghe, & Golnow, les Suédois ont plus qu'il ne faut pour la ſure & entiére poſſeſſion de toute la Riviere, & de tout le rivage de la Mer. Quant à l'intérêt du Landgrave Frédéric, quoi qu'e ſa donation ceſſe par la Paix, il faudra eſſayer de ſatisfaire au deſir de la Reine; & je vous ſupplie d'aſſurer Sa Majeſté que je ne m'y épargnerai pas : j'en ai déja entretenu Monſieur Salvius afin de concerter enſemble par quelle voye nous devons terminer cette affaire, mais je n'en ai pas tiré grande aſſiſtance non plus que ſur les deux autres.

Il loue la Reine de Suéde.

Difficulté de changer le Traité conclu avec Brandebourg.

Il fera ce qu'il pourra pour donner quelque contentement aux Officiers de l'Armée de Suéde.

Il s'employera pour les interêts du Landgrave Frédéric.

Cependant vous jugez bien qu'en telles demandes qui paroiſſent nouvelles & qui n'ont rien de commun avec les intérêts de la France, ce n'eſt pas à nous à parler les premiers. Toute ſon aplication préſente & tous les ſoins de ſon eſprit tendant à faire avoir l'Evêché d'Oſnabrug aux Proteſtans, auſſi bien que celui de Minden : je lui ai montré confidemment ce que vous m'en écriviez par deux Dépêches conſécutives, & je me ſuis privé juſques à cette heure d'une ſi bonne défenſe envers ſon Collegue, pour le reſpect que je dois à la Reine de Suéde, & à la part qu'elle vous donne en ſa confiance. Mais cette communication n'a pas changé le deſſein de Monſieur Salvius, il voit que la France & la Raiſon s'y oppoſent, & que la Suéde n'en a point donné d'ordre prefix; que la Reine ſa bonne Maitreſſe vous l'a ainſi déclaré; & toutefois il s'y attache opiniâtrément, & avec plus de paſſion que pour aucune autre affaire. Il ne compte pour rien le tacite conſentement de la France, & l'aliénation perpétuelle de l'Evêché de Bremen, & de l'Evêché de Verden, & la ſuppreſſion des dix Canonicats Catholiques en l'un & l'autre Chapitre, d'une Egliſe Collégiale qui eſt toute Catholique, biens de trente Chapitres ou Monaſtéres Catholiques dedans le Wirtemberg ſans en avoir excepté un ſeul; ils ne conſidérent pas de quel éclat & de quel préjudice ſera pour de ſi bons Alliez, qu'on voye bannir tout à coup tant de perſonnes Religieuſes, & tant de Communautez Eccléſiaſtiques en vertu d'un Traité fait avec la France, & que ce ſoit le fruit de ſes victoires. Vous diriez que l'on n'a pris les armes & fourni tant de millions que pour planter leur Secte où elle n'eſt pas reçue. Quand il faudroit remettre toutes choſes en l'état de mil ſix cens dix huit, ce qui eſt abſurde, puiſque du conſentement des deux Aſſemblées on ſe doit régler ſur le pied de mil ſix cens vingt-quatre, leur prétention d'Oſnabrug ſe trouveroit ſans aucun fondement, car alors & toujours le Chapitre a eu droit d'élire l'Evêque, & ainſi par leur propre aveu, il ne pourroit être contraint de faire élection d'un Lutherien. Je vous exhorte en cette neceſſité de l'Egliſe, & vous prie de remontrer efficacement par delà, que les Impériaux ayans accordé la ſatisfaction des Couronnes, & tant de choſes en faveur des Proteſtans, & même l'Evêché de Minden, quoi que nommément excepté par la Convention faite ſur ce ſujet entre les Plénipotentiaires de France & de Suéde, & le Comte de Trautmanſdorff déclarant hautement qu'il ne paſſera pas outre, il ne ſeroit pas juſte de continuer la Guerre pour un ſi petit intérêt. Je crois que vous trouverez à propos de voir premiérement la Reine & vous aſſurer de ce coté-là, afin que nos Conſeils étans conformes aux ſiens en ce qui touche la Paix, elle ne permette pas qu'une ſi ſainte intention & ſi néceſſaire à l'affermiſſement de ſon autorité ſoit éludée de cette ſorte : vous pouvez dire que c'eſt ſur ce fondement que Sa Majeſté veut la Paix, & vous a témoigné ci-devant quelque deſir d'y être aſſiſtée. L'on vous a donné ordre de la Cour de faire entendre à ſes principaux Miniſtres, & au Sénat même, ſi elle le juge à propos, que la France ayant pleinement accompli l'Alliance qui ne contient aucune obligation de ne pas faire la Paix, ſinon en cas que la Couronne de Suéde ne fût pas ſatisfaite, & ayant même procuré aux Etats de l'Empire plus de ſureté, de Dignité & d'autres avantages, qu'ils n'euſſent oſé eſpérer, elle n'eſt plus en état de continuer la Guerre pour le plus ou le moins, en des choſes qui ne regardent pas la liberté Germanique, & qui ſont purement de Religion; vû même que ce point eſt réſervé très-expreſſément par tous les Traitez, que nous prétendons les obſerver ponctuellement, & que comme nous étions tenus de ne rien conclure que la ſatisfaction de Suéde ne fût ajuſtée à ſon contentement; ſur quoi plutôt que d'y manquer l'on auroit tout hazardé, & engagé en France pour continuer la Guerre plus vivement que jamais : auſſi maintenant que ladite ſatisfaction eſt arrêtée avec de ſi notables avantages, & que la Suéde a pu reconnoître avec quelle paſſion & franchiſe, quelle fermeté & quelle efficace, nous

Il doit voir premiérement la Reine & tâcher de s'aſſurer d'elle.

La France a pleinement accompli le Traité d'Alliance avec la Suéde.

Elle a procuré pluſieurs avantages aux Etats de l'Empire.

Elle ne veut pas faire la Guerre pour ce qui regarde la Religion en faveur des Proteſtans.

Les Suédois travaillent pour faire avoir l'Evêché d'Oſnabrug aux Proteſtans.

gager la France à continuer la Guerre dans l'Empire pour d'autres intérêts particuliers, d'autant plus que les Proteſtans ſe voulans mettre à la raiſon, nos Parties relâchent déja aſſez pour nous donner lieu & moyen de les contenter : que les Ambaſſadeurs de Suéde doivent d'autant moins nous preſſer avec l'ardeur qu'ils font ſur ces matiéres, qu'ils ſavent fort bien que nous n'y ſommes pas obligez ; & qu'au contraire en ce qui concerne la Religion nous avons toujours expreſſément ſtipulé en tous les Traitez, comme il a été dit ci-deſſus, que nous agirons en faveur de la Catholique, & pour la conſerver en tous les lieux de conquêtes, au même état qu'elle s'y trouveroit, & avec les mêmes avantages & prérogatives. En outre que la France n'eſt plus en état de ſoutenir les dépenſes exceſſives qu'elle a faites juſqu'à cette heure, non ſeulement pour conſerver notre armée en Allemagne, mais pour l'augmenter, afin qu'elle ſe maintînt continuellement en état d'agir & de faciliter les progrès des armes de Suéde : ce qui eſt ſi vrai que tant de frais que nous avons faits & tous les travaux, fatigues, & périls de notre armée dans la Campagne paſſée, où il nous fallut ſurmonter tant d'obſtacles pour faire la jonction, & depuis dans cet hiver, n'ont eu d'autre effet que de procurer à la Couronne de Suéde une ſatisfaction à ſon contentement ; puiſque leurs Majeſtez ont bien voulu que tous les bons ſuccès que ſes armes ont eus, ayans occupé pluſieurs Places importantes, & des Païs de grande étenduë, ſerviſſent à faire avoir à leurs Alliez une plus ample ſatisfaction, mais non pas à prendre rien pour la France au delà de ce qui avoit été accordé par les Impériaux au commencement de la Campagne. De plus que la Couronne manquant de moyens de faire la Guerre auſſi puiſſamment qu'elle a fait juſques ici, & étant obligée néanmoins d'accroître plutôt ſes armées & de faire de plus grands efforts que par le paſſé contre l'Eſpagne, qui n'eſt qu'avec trop de fondement perſuadée de pouvoir nous jetter de l'embaras ſur les bras outre les forces ordinaires, & celles qu'elle avoit accoutumé d'oppoſer à l'armée de Meſſieurs les Etats ; nous devons ſonger à nous prévaloir des troupes que nous avons en Allemagne & de l'argent qu'il nous faloit pour les Alliez & pour le payement de ladite armée, afin de pouvoir mieux réſiſter à un Ennemi ſi puiſſant que le Roi d'Eſpagne, dont les affaires ſe trouvent en meilleur état qu'elles n'ont été depuis quelques années, à cauſe du Traité que ſes Miniſtres & les Députez de Hollande ont ſigné, qui produira tout au moins que Meſſieurs les Etats ne mettront point cette année en campagne.

Elle veut procurer la Religion Romaine.

Il doit lui reprocher l'état de la France qui ne la dotermînoit pas l'Eſpagne ſur les bras.

Davantage l'achemiſement de l'Archiduc Léopold en Flandre avec des troupes, & la marche du Duc Charles vers l'Archevêché de Trêves & le Rhin, où nous avons tant de poſtes ſur leſquels il peut avoir deſſein, nous forceront de rappeller à la hâte Monſieur le Maréchal de Turenne pour remédier à l'un & à l'autre de ces inconvéniens, dont nous ſommes menacez : & à la vérité ce ſeroit une condition bien rude que la nôtre, ſi la Couronne de Suéde, non pas pour ſe défendre, mais pour faire des progrès à profiter d'une bonne conjoncture, a pu ci-devant & ſans nous en dire un ſeul mot abandonner la Guerre contre l'Empereur pour en commencer une nouvelle contre le Roi de Dannemarck, qu'elle a con-

ſu deſirer, nous laiſant cependant expoſez à ſoutenir ſeuls les efforts de toutes les armes de l'Empire ; & qu'à nous il ne fût pas permis après avoir effectivement fait accorder par l'Empereur tout ce que la Reine a pu prétendre pour ſa ſatisfaction, qui eſt le principal point de la Paix en Allemagne, il ne nous fût, dis-je, pas loiſible de prendre aucun parti, ni de ſonger à nous ſervir pour notre défenſe des forces que nous avons en Allemagne, & qui n'y ſont pas néceſſaires, la Tréve étant arrêtée entre les deux Couronnes & Baviére.

En effet les ayant mis en état par cette Tréve non ſeulement de réſiſter ſeuls pendant quelque temps aux forces de l'Empereur, mais de lui pouvoir donner la loi, ils ne doivent pas trouver mauvais que nous prenions cette occaſion pour remédier ailleurs à des inconveniens très-grands qui nous menacent.

Il leur ſera auſſi beaucoup plus avantageux que nous ſoutenions par cette voye les affaires du Roi contre l'Eſpagne, que ſi par complaiſance & pour adherer à l'ardeur demeſurée qu'ont Meſſieurs les Etats de faire promptement la Paix à quelque condition que ce ſoit, nous ſortions d'affaire déſavantageuſement avec le Roi Catholique, qui par ce moyen ſeroit en état de relever celles de l'Empereur avec de puiſſans ſecours qu'il lui pourroit envoyer des Pais-Bas & d'Italie, il pourroit même engager pluſieurs autres Princes par le prétexte de la Religion qu'on leur repréſenteroit opprimée par les armes Suédoiſes, qui aujourd'hui n'oſeroient prendre ce parti à cauſe de la diviſion qui eſt entre les deux Couronnes.

Les Hollandois y vient la fin.

Il vous plaira parler de ce que deſſus non comme d'une affaire à mettre en délibération, mais comme d'une réſolution bien juſte que vous avez ordre de communiquer pour entretenir la bonne correſpondance.

J'ai reproché à Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius ce qu'ils nous ont ſouvent proteſté, que la ſatisfaction des Couronnes étant une fois ajuſtée, les autres affaires n'arrêteroient pas la concluſion de la Paix : vous pouvez ajouter que Sa Majeſté s'eſt plainte vivement à nous que nous l'en euſſions aſſûrée ſi poſitivement par pluſieurs de nos Dépêches, & qu'à preſent on voye que leſdits Ambaſſadeurs tiennent un procédé tout contraire.

Il a reproché aux Suédois qu'ils ne tiennent pas leur parole après leur ſatisfaction.

J'ai temoigné ici par ordre du Roi comme il eſt bien véritable que nous ſerions ravis de procurer encore de plus grands avantages aux Princes de l'Empire, mais que le deſir & le ſoin abſolu que nous avons de la Paix d'Allemagne, pour les raiſons qui ont été touchées, ne nous permettent pas de conteſter plus long-tems ſur des points de ſi peu de conſéquence, au reſpect du repos public de l'Empire, qui vrai-ſemblablement ſera ſuivi de celui de toute la Chrétienté. Il eſt à conſidérer qu'entre le peu d'importance de ce qui reſte à vuider, la France ne s'y eſt jamais obligée par aucune clauſe des Traitez : la plus favorable aux Proteſtans, quoi qu'en effet ce n'eſt qu'une marque de notre bonne volonté, qui n'eſt accompagnée d'aucun terme obligatoire, eſt celle du Traité de Wiſmar, par laquelle il eſt dit que *ſtatus publicus Belli*, doit être le rétabliſſement des choſes en l'état qu'elles étoient dans l'Empire l'an 1618. Ces trois mots Latins ſont aſſez ſignifians, ce me ſemble, & dignes de la prudence de Monſieur le Chancelier Oxenſtiern qui a couché cet Article : mais donnons-leur le ſens, & toute l'é-

Bonne intervention de la France pour les Etats de l'Empire.

pour chaſſer à perpétuité l'Evêque & les Catholiques de ce Diocèſe.

Si Meſſieurs de Suéde diſent qu'ils veulent donner cette aſſiſtance à ceux de leur Religion, outre qu'ils ne peuvent pas nous y engager contre la teneur des Traitez, ils doivent beaucoup conſidérer davantage l'intérêt d'un grand Roi & puiſſant Allié qui leur repréſente conſidemment qu'il a beſoin de ces troupes d'Allemagne, maintenant que leur ſatisfaction eſt accordée, pour être en état de s'oposer aux grands préparatifs que les Eſpagnols font de tous côtez pour tomber ſur nos bras avec toutes leurs forces, dans l'aſſurance qu'ils croyent avoir que Meſſieurs les Etats ne mettront point en Campagne cette année, comme il n'y a que trop de ſujet de l'apréhender; la Province de Hollande qui eſt la plus puiſſante ayant déclaré aux autres qu'elle ne le peut ni ne le veut.

Monſieur Oxenſtiern eſt demeuré d'accord avec moi de cette néceſſité de retirer l'armée de Monſieur le Maréchal de Turenne, & il a bien compris auſſi que l'on ne pouvoit plus faire remettre de grandes ſommes d'argent en Allemagne, quoi que j'en aye dit peu de choſe, pour leur épargner le dégout qu'ils en auroient reçu infailliblement. Il ne ſera donc pas beſoin d'apuyer beaucoup là-deſſus, mais bien faire grande inſtance qu'ils ayent ordre de conclure la Paix ſans plus de délai ſi elle n'eſt concluë avant que je reçoive votre réponſe.

Deux grandes raiſons les y obligent s'ils ne veulent expoſer le prix de tant de ſang & de travaux à un péril aſſez conſidérable : la premiére eſt que n'étant revenu à Oſnabrug, que ſur le refus que les Plénipotentiaires d'Eſpagne, ont fait d'accorder une ceſſation d'hoſtilitez pour un an dans le Portugal, qui eſt la ſeule difficulté qui reſte entr'eux & nous, je viens préſentement de recevoir une Lettre de Monſieur le Duc de Longueville datée de ce matin, par laquelle il me prie & me preſſe de retourner à Munſter pour achever le Traité avec les Eſpagnols ; puiſque Meſſieurs les Médiateurs lui ont fait connoître que le Comte de Peñaranda eſt réſolu de paſſer outre. Cette Paix une fois concluë, les Impériaux reprendront vigueur, & il eſt bien aſſuré qu'il voudroit mieux pour la Couronne de Suéde que le Traité de l'Empire prévint celui d'Eſpagne.

Il voudroit mieux pour la Couronne de Suéde que le Traité de l'Empire prévint celui d'Eſpagne.

L'autre raiſon eſt qu'outre la ſatisfaction des Couronnes, & les notables avantages qu'on a remportez pour le parti Proteſtant, nous avons terminé ces jours-ci la cauſe Palatine, enſorte que l'Electorat avec toutes ſes prééminences, & le haut Palatinat entier, demeurera à la Maiſon de Baviére & à la ligne de Guillaume, moyennant quoi le bas Palatinat ſera reſtitué au Prince Palatin avec la huitiéme & derniére place dans le College Electoral : & de plus il lui ſera fourni quatre cens milles Rixdalles pour une partie de l'appanage qu'il doit à ſes quatre fréres puinez.

La ſatisfaction de Madame la Landgrave ne peut manquer, nous avons déja parole de la

La ſatisfaction de Madame la

faires ſi avancées & ne pouvant me perſuader que Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde s'opiniâtrent à la demande de l'Evêché d'Oſnabrug, & à l'exercice de la Religion Proteſtante en Autriche, il ſeroit peut-être à propos de n'en pas faire encore grand bruit, juſques à ce que vous ſachiez par le prochain Ordinaire comment les choſes ſe ſeront paſſées. Vous pourrez toujours, s'il vous plaît, diſpoſer l'eſprit de la Reine en lui faiſant connoître que l'on adhére en France à ſes ſentimens & à ſes intérêts. Que ſi vous jugez qu'il n'y ait point de péril à paſſer outre & à déclarer le contenu en cette Dépêche, ſans aucune plainte ni même chaleur, je le laiſſe à votre prudence qui peut ſuffire à un diſcernement plus difficile & réſoudre de plus grands doutes. Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

A Oſnabrug le 9. Avril 1647.

Il ſeroit déja parti pour Munſter ſelon ſes ordres ſi les Suedois & les Proteſtans n'avoient changé de conduite.

MONSEIGNEUR,

LA Lettre dont il a plu à votre Alteſſe m'honorer le huit, m'a donné une grande joye. Je partirai le plus promptement qu'il me ſera poſſible; je dirois dès demain, ſi le bruit de cette nouvelle qui a été écrite ici par pluſieurs perſonnes, n'avoit déja fait remarquer du changement en la conduite des Suédois & des Proteſtans. Chacun me prie par deçà de ne pas quitter l'Aſſemblée dans une conjoncture ſi favorable; c'eſt à vous, Monſeigneur, de m'ordonner ce que vous jugerez plus néceſſaire. Je n'ai rien écrit en France ſur ce ſujet, attendant vos ordres, je demeure &c.

Il ſeroit déja parti pour Munſter ſelon ſes ordres ſi les Suédois & les Proteſtans n'avoient changé de conduite.

A MON.

A MONSIEUR CHANUT.

A Oſnabrug le 19. Avril 1647.

Inconſtance d'Oxenſtiern. Il tâche de le mettre à la raiſon. Les Suédois & les Proteſtans travaillent pour avoir un Empereur Luthérien. Il refuſe de payer le ſubſide à la Suede parce qu'il ne tient qu'à eux de conclure la Paix. Sa conduite pour les réduire à la raiſon. Il dit aux Proteſtans qu'il ne s'oppoſe point à leurs pretentions ; qu'il ſeroit bien aiſe qu'ils réuſſiſſent ; mais qu'il avoit ordre de s'oppoſer à ce qui retarde la Paix. Il declare que la France ne peut plus envoyer de troupes ni d'argent en Allemagne en ayant affaire ailleurs. Les Proteſtans lui demandent encore deux ou trois jours pour agir auprès des Impériaux ; il y conſent. Trautmanſdorff refuſe. Il attendra leur réſolution juſques au lendemain, après quoi il partira pour Munſter auſſi bien que Trautmanſdorff. Il eſpère d'y conclure le Traité avec l'Eſpagne.

MONSIEUR,

Inconſtance d'Oxenſtiern.

MOnſieur Oxenſtiern n'eſt pas celui de la ſemaine paſſée, il trouve à dire à tout, il s'attache plus que jamais non ſeulement aux Griefs des Proteſtans, mais à tous ceux qu'on lui préſente : vous diriez qu'il eſt aſſis ſur le trône pour juger les douze Tribus d'Iſraël, il veut faire revenir le temps d'Auguſte, ou tout au moins celui de Rudolphe & de Matthias. Voilà ſon deſſein préſent, la ſatisfaction de Suède n'eſt pas ajuſtée s'il l'en faut croire, il y manque beaucoup de choſes ſans dire quoi, & le lendemain Monſieur Salvius explique l'oracle, c'eſt qu'il faut faire céder à Brandebourg quatre Bailliages de ceux qu'on lui a laiſſez, maintenir les donataires en la poſſeſſion de tout ce que la Couronne de Suéde leur a donné dans la Poméranie, qui doit demeurer à l'Electeur, faire contenter la Maiſon de Brunſwick & de Mecklebourg, le Duc de Holſtein, l'Archevêque

procès juſtement ou injuſtement, il ſuffit d'être Luthérien devant le Tribunal de Monſieur Oxenſtiern pour avoir raiſon. Je crois bien qu'enfin ces choſes là n'empêcheront point la Paix, mais je puis aſſurer qu'elle en ſera beaucoup retardée, & que la neutralité de Baviére a rendu cette Negociation ici très-difficile ; les Ambaſſadeurs de Suéde n'en font point la petite bouche. Quand je leur remontre l'excés de leurs demandes ou l'incompétence de ces deux Aſſemblées en certain cas, ou les miſéres de la Chrétienté qui ſoupire après cette Paix, voire même ſi j'allégue le beſoin que le Roi en a ; ils oppoſent à toutes ces conſidérations la foibleſſe de l'Empire, maintenant qu'il eſt privé de l'aſſiſtance du Duc de Baviére. Monſieur Oxenſtiern diſoit dernierement ſon compte en cette ſorte ; l'Electeur de Saxe eſt neutre, ceux de Baviére & de Cologne ſont neutres, le Duc de Neubourg eſt neutre, les autres Provinces ou Etats Catholiques ne ſont pas armez, l'Empereur ſeul n'eſt pas baſtant contre nous, & contre les Heſſiens : qui nous réſiſtera donc ? Qui nous empêchera d'avoir encore l'Evêché d'Oſnabrug, ou tout ce que nous voudrons en choſes ſi importantes à la réputation & à la Religion de notre Reine ? Je répondis que la raiſon & l'Alliance leur réſiſtent, & que lui-même l'avoit ſi bien reconnu, qu'il étoit demeuré d'accord avec tous les Plénipotentiaires de France de ne demander ni Minden ni Oſnabrug. Vous m'alleguez toujours cela, repondit-il, c'eſt une parole qui fut bien dite autrefois, mais elle n'eſt plus de ſaiſon, les choſes ſont changées. Je le priai de conſidérer d'où vient ce bon état des affaires d'Allemagne, & ſi la France y ayant tout contribué par une ſi pénible marche & une ſi longue jonction de ſon armée pour les ſeuls intérêts de la Suéde, il ſeroit raiſonnable de ſe prévaloir du ſuccès contre nous-mêmes, & de revoquer une promeſſe qu'il nous a faite en conformité des Traitez. Cela ne le toucha guére au prix de la facilité qu'il voit à tout entreprendre, & à tout oſer ; il paſſa même juſqu'à dire que le Roi n'ayant point voulu être Protecteur de l'Empire, comme eſt aujourd'hui la Reine de Suéde, il n'a point d'intérêt en ce qui s'y paſſe, & que ſi les Proteſtans demandoient des Evêchez de France, c'eſt alors que nous pourrions parler. Je lui remontrai qu'il ne prenoit pas garde qu'il faiſoit le procès à la Mémoire du feu Roi ſon Maître, & qu'il condamnoit toute la conduite de Suéde, & l'Alliance qu'elle a avec la France ; parce qu'il importe extrémement aux Princes & Royaumes voiſins de maintenir la liberté Germanique, & que cette liberté ne comprend pas moins les Etats Catholiques, que les Proteſtans ; que pour rendre ce ſoin & cet intérêt légitimes, il n'eſt beſoin d'être Vaſſal de l'Empire ; & qu'en outre par les Traitez faits avec la Couronne de Suéde, nous avons droit de prétendre que la Religion Catholique, & les biens & revenus des Egliſes ſoient conſervez, qu'autrement ils pourroient auſſi demander l'Archevêché de Mayence, ou celui de Trêves. Pourquoi non, repliqua Monſieur Oxenſtiern, il n'y a rien qui ne ſe puiſſe faire avec le tems, & ſi la Guerre continue, l'Empereur ſera bien contraint de les accorder. Monſieur Salvius ne fut pas moins ſurpris de cette audace que moi-même, & interrompit deux fois ſon Collegue pour dire que la France avoit raiſon de preſſer la concluſion du Traité de Paix, & que c'étoit

Il tâche de le mettre à la raiſon.

Les Suédois & les Protestans travailloient pour avoir un Empereur Luthérien.

J'ai mandé ci-devant à la Cour, que les Suédois & Protestans travailloient par avance à disposer toutes choses enforte que la Couronne Impériale puisse tomber sur une Tête Luthérienne ; je la confirme à présent & avec plus de certitude, car il s'est tenu un Conseil fort secret entre les Ambassadeurs de Suéde & les Principaux de cette Assemblée, où après serment de ne rien révéler, il a été délibéré des moyens pour faire enforte, que celui qui épousera la Reine de Suéde, ou qui succédera au Royaume étant desormais un des Princes de l'Empire, soit élu Empereur ou Roi des Romains. L'avis est très-assuré, mais je n'en ai pu savoir davantage, ni quelles voyes l'on a résolu de tenir pour arriver à ce beau dessein.

Tant de longueurs & de difficultez que les Ambassadeurs de Suéde apportent au Traité de Paix, m'ont obligé enfin de leur dire par ordre du Roi ce que je vous écrivis la semaine passée, & j'estime, Monsieur, que vous saurez la même déclaration, & les mêmes instances. Monsieur Oxenstiern voulut blâmer la résolution de Sa Majesté, & l'imputer à des intérêts particuliers ; il témoigna grande jalousie de ce qu'on veut faire la guerre aux Espagnols, où la France seule peut profiter, & qu'on hâte la Paix d'Allemagne où les Suédois ont beau jeu : il ne dit pas cela si ouvertement, mais il le fit fort bien entendre. Nous l'embarassâmes pourtant au dernier point, quand nous nous servîmes de la Guerre de Dannemarck & de leur propre exemple pour lui faire voir l'injustice de ces plaintes ; aussi fut-il abandonné de son Collegue qui ne trouva rien à redire à la résolution que l'on a prise, & avoua que Sa Majesté ne peut quasi faire autrement, à cause de la conduite des Provinces-Unies. Il m'interrogea seulement avec un peu de soin, si l'on ne payera pas le subside, ou moins encore un terme. Je dis que non sans hésiter, & qu'il se pouvoit souvenir qu'il nous avoit fait la même instance il y a six mois, ensuite de laquelle l'argent fut remis à Hambourg sur ce que la satisfaction de Suéde n'étoit pas encore accordée : mais qu'à présent il ne tenoit qu'à eux de conclure entiérement la Paix.

Il refuse de payer le subside à la Suéde parce qu'il ne tient qu'à eux de conclure la Paix.

Sa conduite pour les réduire à la raison.

Avant que de leur parler nettement de cette sorte, j'ai attendu qu'ils eussent employé tous leurs soins pour obtenir ce qu'ils desirent ; je me suis contenté de leur remontrer de fois à autre depuis neuf semaines, qui est la date du Traité concernant la satisfaction de Suéde, que ce point-là étant vuidé il y a longtems, la France n'est plus obligée à continuer la guerre pour d'autres petits interêts, & que ses affaires n'y sont pas disposées. J'ai dit aussi aux Députez Protestans qui me sont venus trouver en grand nombre, que je ne m'opposois point à telle ou telle prétention qu'ils pouvoient avoir, & qu'au contraire l'on feroit bien aise en France qu'après leur avoir procuré beaucoup d'avantages ils en reçussent encore de plus grands ; mais que j'avois ordre de m'opposer à ce qui regarde la Paix : ils m'ont remercié de cette réponse & demande du tems pour en poursuivre l'effet ; j'en

Il dit aux Protestans qu'il ne s'oppose point à leurs prétentions, qu'il feroit bien aise qu'ils réussissent ; mais qu'il avoit ordre de s'opposer à ce qui regarde la Paix.

avois renvoyez avec le même refus. Je les fis revenir le lendemain de ce que je leur avois dit, & que j'avois ordre de m'opposer à ce qui retarde davantage la Paix. Je leur dis qu'étans grands Jurisconsultes (car ce sont tous Docteurs) ils savoient mieux que moi qu'il n'est pas permis de diviser une confession ou déclaration dans une affaire civile, mais que j'estimois que c'étoit par oublimace qu'ils n'avoient rapporté qu'une partie de la mienne au Comte de Trautmansdorff, c'est pourquoi je me trouvois obligé de la répéter, & de leur dire que puisqu'ils ne pouvoient obtenir tout ce qu'ils ont demandé, il n'étoit pas juste de différer la tranquilité publique, pour le peu qui leur manque ; que s'ils veulent considérer la modération dont le Roi a usé en ce qui touche ses intérêts, ils verront que Sa Majesté qui a soutenu quasi tous les frais de la Guerre a beaucoup plus donné & bien moins reçu qu'il n'avoit droit de prétendre ; que l'état de ses affaires est tel, comme ils peuvent bien juger, qu'après avoir pleinement satisfait à toutes les causes obligatoires envers ses Alliez, & remporté de grands avantages pour ses amis, il ne peut plus envoyer de troupes ni d'argent en Allemagne à cause du besoin extraordinaire qu'il en a ailleurs.

Il déclare que la France ne peut plus envoyer de troupes ni d'argent en Allemagne, en ayant ailleurs affaire.

Ces Messieurs témoignérent que cette réponse les attristoit extrémement & les mettoit en grande perplexité, d'autant qu'ils demandent la Paix avec passion, & ne désirent pas moins d'avoir tout leur compte ; qu'ils me prioient de les laisser encore agir deux ou trois jours pour faire un dernier effort sur les Impériaux. J'y ai consenti, ce tems-là s'est passé en continuelles sollicitations. Monsieur Oxenstiern est venu fulminer céans comme il est porté ci-dessus, il est allé menacer les Bavarois de rompre l'accord touchant la cause Palatine, les plus zélez d'entre les Protestans ont fait aussi leurs brigues, & après tout cela, étant allez ce matin chez Monsieur de Trautmansdorff pour le prier de faire ici quelque séjour, il leur a déclaré de nouveau très expressément qu'il partira demain pour Munster, s'ils ne se désistent des susdites demandes, parce qu'il ne peut jamais les accorder.

Les Protestans lui demandent encore deux ou trois jours pour agir auprès des Impériaux, il y consent.

Trautmansdorff refuse.

Quatre d'entr'eux sont revenus me trouver après midi, ils m'ont encore prêché l'Evangile, mais sans aucun fruit ; enfin ils m'ont laissé entendre qu'il se pouvoit trouver des expédiens. J'ai répondu qu'ils les devoient proposer au Comte de Trautmansdorff, & que s'il les reçoit, l'affaire est faite ; mais que s'il faut encore trois mois pour le persuader ou pour y forcer l'Empereur, nous ne sommes pas en état ni en obligation de les attendre pour ce dessein.

Il attendra leur résolution jusques au lendemain, après quoi il partira pour Munster aussi bien que Trautmansdorff.

L'on verra ce qu'ils résoudront entre ci & demain, autrement Monsieur de Trautmansdorff partira Mercredi, & moi aussi, avec grande espérance de conclure le Traité d'Espagne : & déjà Monsieur le Duc de Longueville m'a mandé par deux diverses Lettres, c'est ce qui réveille ces Messieurs les Ambassadeurs & Députez, & qui leur fait presser impatiemment le Traité du Comte de Trautmansdorff. Je me trou-

Il espére d'y conclure le Traité avec l'Espagne.

Digitized by Google

Monſieur de la Court m'aprend que vous m'avez écrit. Je vous prie de ménager ce que je vous mande de Monſieur Oxenſtiern parce que Monſieur le Chancelier & lui pourroient nuire aux affaires. Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

A Oſnabrug le 18. Avril 1647.

Il reſte encore pour les intérêts de Madame la Landgrave.

MONSEIGNEUR,

Il reſte encore pour les intérêts de Madame la Landgrave.

J'Avois diſpoſé toutes choſes à partir ce matin pour être aujourd'hui à Munſter ; mais hier au ſoir au retour de chez les Impériaux, & Suédois, deſquels j'étois allé prendre conge, j'ai trouvé céans les Srs. Scheffer, Crouſick, & Vultejus, qui me firent de ſemblables plaintes de ce que dans le projet de Paix porté ce jour-là même par le Sieur Kran aux Ambaſſadeurs de Suéde, il n'y eſt fait aucune mention des intérêts de Madame la Landgrave ni touchant la ſucceſſion de Marpurg, ni touchant la ſatisfaction qu'elle prétend. Ce ſilence les offenſe ſi fort, & leur donne de ſi grands ſoupçons dont même ils ne déchargent pas entierement les Couronnes, que je me trouvai obligé de leur promettre l'aſſiſtance qu'ils me demandoient, & de renvoyer querir des chevaux que j'avois envoyez à Lengerick. Ainſi au lieu de partir, j'ai mandé le Secretaire de l'Empire auquel j'ai tendu fidellement les plaintes que je reçus hier, & les ai apuyées de raiſon & d'autorité. Il a voulu excuſer cette omiſſion ſur divers prétextes, & enfin il m'a fait eſpérer qu'elle ſeroit reparée. Nous avons auſſi conféré & diſputé enſemble des conditions de l'accommodement, & il me ſemble l'avoir laiſſé aucunement perſuadé qu'il faut ajouter quelque choſe à l'offre qu'ils ont faite.

A preſent qu'il eſt ſix heures du ſoir ledit Secretaire vient de m'aporter le papier ci-joint dont il m'a expliqué la premiére partie, enſorte que ſi les Plénipotentiaires des Couronnes perſiſtent en la derniére propoſition qu'ils ont faite pour le different de Marpurg, ceux de l'Empereur y conſentiront. Cette propoſition fut faite l'autre jour de concert avec les Heſſiens, & porte que, ſans avoir égard à la Sentence, Tranſaction, & tout ce qui en eſt enſuivi, la Maiſon de Heſſe-Caſſel ſoit rétablie en la poſſeſſion du Bailliage & de la Ville de Smalcalde, de toute la Comté de Catzenelleboghen, & de tout ce qui lui appartient, en vertu du Teſta-

entre la Ligne de Caſſel & celle de Darmſtat, Madame la Landgrave aura la moitié, & l'autre moitié demeurera au Landgrave George, pourvû qu'il donne ſon conſentement à tout ce que deſſus ; ſinon Madame la Landgrave ſera miſe en poſſeſſion du total, & y ſera maintenue par l'Empereur, & tous les Etats de l'Empire auſſi bien que par les Couronnes alliées.

Voilà, Monſeigneur, ce qui m'arrête ici, non ſans quelque eſpérance de ſortir de cette affaire dans peu de jours ; ce qui eſt à mon avis fort important dans la reſolution qu'on a prie à la Cour de retirer l'armée d'Allemagne qui eſt ſous le commandement de Monſieur le Maréchal de Turenne. Je preſupoſe toujours que Monſieur de Servien eſt informé des affaires dont je rends compte à votre Alteſſe. Je ſuis &c.

MEMOIRE

De Monſieur

D'AVAUX.

A Oſnabrug le 22. Avril 1647.

Il s'arrête pour les affaires de Madame la Landgrave. Les Heſſois ne voudroient point la Paix, ni les Suedois ; on ne peut à cauſe de cela leur en faire agreer les conditions. Trautmanſdorff laſſé des demandes des Suedois. Les Etats de l'Empire témoignent être ſatisfaits pour la plûpart. Les Catholiques Romains gemiſſent. Oxenſtiern eſt toujours opiniâtre. Les Suédois ont ordre de tirer ces affaires en longueur. Trautmanſdorff retourne à Munſter. Touchant le Traité avec l'Eſpagne. Baviere envoye une Ambaſſade en France. Il loue le Sieur Krebs un des Ambaſſadeurs.

Il s'arrête pour les affaires de Madame la Landgrave.

J'Avois fait état de partir l'autre ſemaine pour retourner à Munſter, mais après avoir pris congé des Impériaux & Suédois, je trouvai céans les Sieurs Scheffer, Crouſick & Vultejus qui me firent de ſenſibles plaintes de ce que dans le Traité de Paix porté ce jour-là même par le Sieur Kran aux Ambaſſadeurs de Suéde, il n'y étoit fait aucune mention des intérêts de Madame la Landgrave, ni touchant la ſucceſſion de Marpurg, ni touchant la ſatisfaction qu'elle

Digitized by Google

aussi & députames ensemble du fond de l'affaire, & il s'en alla aucunement persuadé, qu'il falloit ajouter à l'offre qu'ils ont faite de six cens mille Risdalles outre la succession de Marpurg.

Il revint me trouver le soir avec un papier à la main dont la copie sera ci-jointe; ils n'ont pas encore augmenté la somme, mais ils consentent que Madame la Landgrave demeure en possession de deux Places jusques à l'entier payement : c'est une des choses qui donne plus d'inquiétude à ses Députez, parce qu'ils ne se trouvoient pas suffisamment asseurez par les ôtages qu'on offroit.

Quant à l'autre point, le Secretaire m'expliqua le premier Article dudit Ecrit, enforte que si les Plénipotentiaires des Couronnes persistent en la proposition qu'ils ont faite touchant l'affaire de Marpurg, qui est tout ce que les Hessiens prétendent, le Comte de Trautmansdorff y consentira, c'est-à-dire que sans avoir égard à la Sentence, Transaction, & tout ce qui s'en est ensuivi, la Maison de Hesse-Cassel sera rétablie en la possession & Souveraineté de la Ville & du Bailliage de Smalkalde, de toute la Comté de Catzenelleboghen, & de tout ce qui lui fut laissé par le Testament du Landgrave Louis, hormis que dans le quart de la succession lequel a ci-devant été litigieux entre ceux de Cassel & de Darmstadt, Madame la Landgrave aura la moitié, & que l'autre moitié demeurera au Landgrave de Darmstadt, pourvû qu'il donne consentement à ce que dessus; sinon ladite Dame sera mise en possession du total & y sera maintenuë par l'Empereur & tous les Etats de l'Empire, aussi bien que par les Couronnes alliées.

Quoique les Députez de Hesse ne desirent rien davantage pour ce regard, & que pour le surplus ils ayent maintenant bonne caution, ils ne sont nullement contens & ne le seront jamais tant que la chose soit réglée. Il y a grand raport entre leur humeur & celle des Suédois; mais la plus grande incommodité est qu'ils ne voudroient point la Paix ni les uns ni les autres, tellement qu'il est comme impossible de leur en faire agréer les conditions.

Les Hessois ne voudroient point la Paix ni les Suédois, en ne peut à cause de cela leur en faire agréer les conditions.

Il est même à remarquer que Monsieur Oxenstiern ne trouve point à redire que l'armée du Roi repasse le Rhin; il dit seulement qu'il presupose qu'elle n'ira pas plus loin que la Franche-Comté, ou le Luxembourg. Monsieur Salvius ne parle plus aussi de subtide, non par mécontentement, dont ils ne donnent aucun témoignage, mais ils se croyent au dessus de tout à cause de la neutralité de Baviére.

Trautmansdorff lassé des demandes des Suédois.

Le Comte de Trautmansdorff, qui est le plus accommodant de tous les hommes, s'est enfin lassé de leur hauteur & des demandes continuelles qu'ils font : ils ont prétendu ces jours-ci que l'Evêché & la Principauté de Minden doit être pour la Couronne de Suéde; mais il a rejetté cela si loin qu'ils ont changé de batterie; ils sollicitent aujourd'hui pour les Protestans que

Les Catholiques Romains gémissent sous le faix.

Etats Catholiques gémissent sous le faix, il ne s'y passe quasi point de jour qu'on ne leur ôte beaucoup, ils se veulent mettre sous la protection de la France, & disent assez librement qu'ils attendent secours du même lieu, d'où ils ont reçu le coup; ils prient & pressent extraordinairement que l'on sauve au moins l'Evêché d'Osnabrug, vû même que les Protestans n'y contestent plus, & ont déclaré au Comte de Trautmansdorff qu'ils s'en remettent à tout ce qu'il en resoudra avec les Ambassadeurs de Suéde.

Ils disent par tout que cela ne mérite pas de retarder la Paix & se laissent entendre qu'ils s'en feroient déja desistez, n'étoit qu'ils m'ont voulu déférer la résolution & la parole susdits Ambassadeurs.

Oxenstiern est toujours opiniâtre.

Cela n'empêche pas que Monsieur Oxenstiern ne veuille donner plus d'assistance aux Protestans qu'ils n'en demandent, & aller au delà de ce que la Reine sa Maîtresse lui ordonne : il considérera néanmoins, ce que nous lui dimes hier, que si après avoir convenu de la satisfaction de la Couronne de Suéde, & en avoir signé le Traité qui régle toutes choses, tant pour le dédommagement de Brandebourg que pour celui de Mecklelbourg, ils ont besoin de l'Evêché de Minden pour bien assurer, comme ils disent, ladite satisfaction, & qu'après l'avoir obtenu, ils veulent encore l'Evêché d'Osnabrug pour le même effet, l'on seroit aussi bien fondé à ne point restituer les Villes forestiéres, ni le Brisgaw, & à prétendre que l'Empereur ou l'Empire doivent en donner recompense aux Archiducs d'Inspruck, vû même qu'ils n'ont pas fait plus de Guerre aux Couronnes alliées que l'Electeur de Brandebourg, & en ont fait beaucoup moins que son pére. Que si l'on allegue les Articles avec nous pour la satisfaction de la France, je dis que les leurs les obligent également, puisque l'une & l'autre Convention est pure & simple & termine l'affaire de tout point.

Au fonds si le dessein des Suédois est de déchirer l'Empire, il semble qu'il n'y auroit pas de raison, ni de sureté à les laisser faire sans y prendre part.

Les Suédois ont ordre de tirer ces affaires en longueur.

Monsieur Salvius m'a dit en confiance qu'ils ont ordre de traîner les affaires, en attendant que le Sr. Esehken soit venu ici, & à l'armée pour régler la satisfaction & le licenciement des troupes : en voilà pour longtems, car je voi par la dernière Lettre de Monsieur Chanut que l'Instruction de cet Envoyé ne seroit pas encore sitôt prête, & il a fort bien jugé par les discours de la Reine de Suéde, que l'intention de son Conseil n'est pas de conclure promtement le Traité de Paix.

Trautmansdorff retourne à Munster.

Le Comte de Trautmansdorff, qui reconnoit la même chose par leur conduite, s'est résolu enfin de retourner à Munster, & vient de sortir de céans, où il nous a dit adieu. Il a eu soin par deux diverses fois de s'asseurer que

Touchant le Traité avec Pologne.

Il m'a averti que les Médiateurs crient publiquement contre moi que je retarde ce Traité-là, sur ce que Peñaranda leur a fait voir une Lettre du Comte de Trautmansdorff laquelle porte que j'étois prêt d'aller à Munster, mais bien resolu de ne relâcher point d'une suspension d'armes en Portugal. Je lui ai confirmé que les ordres du Roi nous y obligent, & que rien ne m'en peut demouvoir; il n'a pas trouvé cela si rude comme les Espagnols en font semblant, Monsieur de la Court l'a remarqué comme moi.

Bavière envoye une Ambassade en France.

Le Sr. Krebs a reçu ordre de l'Electeur de Bavière d'aller le plutot qu'il pourra à Strasbourg, où il doit trouver les Instructions, & de là passer à la Cour avec deux autres Ministres de ce Prince, tous trois en qualité d'Ambassadeurs. C'est un homme de merite fort intelligent aux affaires d'Allemagne & qui parle bien François; il a quelques pensées de servir le Roi en Alsace, & nous avons toujours cru qu'il y seroit très-propre, mais il lui importe que ce dessein n'éclate pas: il croit que le Comte de Gronsfeld Gouverneur d'Ingolstadt sera Chef de l'Ambassade, on ne lui en écrit neanmoins que par conjecture; son opinion est qu'ils ne vont point en France pour y faire seulement des remercimens & des complimens. Fait à Osnabrug le vingt-deuxième Avril mil six cens quarante-sept.

Il loue le Sr. Krebs un des Ambassadeurs.

A MONSIEUR CHANUT.

A Osnabrug le 22. Avril 1647.

Oxenstiern veut faire avoir Minden & Osnabrug aux Protestans, & prétend que le Comte Gustave jouisse d'Osnabrug pendant sa vie. Les Protestans se remettent à Trautmansdorff & aux Suédois au sujet d'Osnabrug. Les Suédois veulent toujours Osnabrug. Trautmansdorff propose l'alternative pour Osnabrug, qu'un Lutherien succede à un Catholique, & le Romain au Lutherien. Les Suedois deviennent suspects aux Protestans. Raisons pour engager les Suedois à ne plus prétendre Osnabrug. Projet de Paix donné par les Imperiaux, autre tres-different dressé par les Suedois. On se plaint que son sejour à

MONSIEUR,

J'Ai reçu en deux jours vos Lettres du 13 & du 20. du passé, je ne sais où la premiere peut avoir été retardée.

Vous aurez vu ci-devant comme j'ai ménagé ici ce qui vous avoit été dit touchant Minden & Osnabrug; j'en ai depuis usé de la sorte, ayant communiqué la chose à Monsieur Salvius seul, puis qu'il dépend entierement de la Reine de Suéde, & m'étant contenté de dire à son Collégue, qui s'échauffe un peu sur la protection du Comte Gustave, que vous lui aviez répondu que la Couronne de Suéde ne continueroit pas la guerre pour le faire Evêque d'Osnabrug. Il me demanda curieusement si la Reine vous l'avoit dit. Je lui repliquai que vous m'en aviez écrit comme d'un sentiment general de tout le Sénat, sans l'attribuer plus à quelques personnes qu'à d'autres. Ce sont donc de simples discours, dit-il, que l'on aura faits à Monsieur Chanut pour ne lui pas ôter toute esperance, mais nous avons nos ordres qui nous obligent précisément de faire avoir Minden & Osnabrug aux Protestans après que le Comte Gustave aura joui de ce dernier Evêché pendant sa vie; la Reine a signé ces ordres-là, je m'étonne bien qu'elle puisse parler au contraire. Il prononçoit ces paroles avec une mine de censeur, & si cette jeune Reine avoit encore sa Gouvernante, je craindrois pour elle. Je répondis là-dessus à Monsieur Oxenstiern que vous ne me nommez pas vos Auteurs, & que je n'en ai pas besoin, qu'au surplus quand tout le Sénat & la Reine même seroient dans le sentiment qu'il me témoigne, je n'y apporterois pas moins de résistance parce qu'il est contraire à nos Traitez & à la Convention expresse que nous avons faite avec lui sur le même sujet.

Oxenstiern veut faire avoir Minden & Osnabrug aux Protestans, & prétend que le Comte Gustave jouisse d'Osnabrug pendant sa vie.

Il m'a même prié & recherché ces jours-ci ouvertement en faveur de Gustave, d'autant que nous sommes en bien plus forts termes, & qu'à présent nous le battons en ruine. Il a souvent expliqué sa promesse, en sorte qu'il veut bien être demeuré d'accord à Munster que la Couronne de Suéde ne demanderoit point des Evêchez, mais que la demande se faisant par les Protestans, il n'étoit obligé à rien; or depuis quatre ou cinq jours les Protestans ne font plus aucune instance pour Osnabrug, & ont declaré au Comte de Trautmansdorff qu'ils s'en remettent à tout ce qu'il en résoudra avec les Ambassadeurs de Suéde; partant voilà Monsieur Oxenstiern dans les termes de sa parole & même de l'explication qu'il y a donnée.

Les Protestans se remettent à Trautmansdorff & aux Suédois au sujet d'Osnabrug.

Dans toutes les Conférences publiques & particulieres; les Protestans disent hautement que cela ne mérite pas de retarder la Paix, & se laissent entendre qu'ils s'en seroient déja désistés, n'étoit qu'ils en ont voulu déferer la resolution auxdits Sieurs Ambassadeurs.

Les principaux Députez d'entr'eux nous disoient l'autre jour à Monsieur de la Court & à moi, qu'étans allez en bon ordre, chez Monsieur Oxenstiern pour lui témoigner qu'ils ne voudroient pas que la prétention d'Osnabrug arrêtât la conclusion du Traité, il les avoit interrompus dès le premier mot en declarant si absolument que c'étoit une condition *sine qua non*,

Les Suédois veulent toujours Osnabrug.

préſentera toutes les difficultez qui en pourroient faire naître d'autres plus grandes, & qu'il ſera bien aiſe ſi on lui envoye ordre ou pouvoir de contenter la France en ce point. Il paroît diſpoſé à ſe rendre, mais lentement & par degrez, voulant vendre bien cher ce qu'il nous doit. Vous êtes heureux, Monſieur, de traiter comme vous faites avec un eſprit ſi équitable & ſi genereux.

Les Suédois deviennent ſuſpects aux Proteſtans.

Il ſera bon, s'il vous plaît, que vous remontriez ce que deſſus avec plaintes de ceux qui veulent donner plus d'aſſiſtance aux Proteſtans qu'ils n'en demandent, & qui en ſont ſuſpects aux Proteſtans mêmes, comme s'ils s'attachoient à tout ce qui peut éloigner la Paix. Il faut eſperer qu'elle ſera conclue auparavant votre réponſe : mais je vous ſuplie de n'en preſſer pas moins l'envoi des ordres que Monſieur Oxenſtiern témoigne deſirer, reconnoiſſant qu'il eſt désormais néceſſaire, & de vouloir même faire connoître à la Reine juſques où nous ſommes engagez dans une choſe ſi juſte, & ſi conforme à l'Alliance. Cela autoriſera davantage les ſoins que je prends & les inſtances que je ferai en ſon temps pour les choſes que Sa Majeſté m'a mandées.

Raiſons pour engager les Suédois à ne plus prétendre Oſnabrug.

Si l'on vous objectoit que l'Evêché d'Oſnabrug importe aucunement à la ſatisfaction de la Couronne de Suede pour récompenſer les Ducs de Meckelbourg & de Brunſwick, vous pourrez dire que Monſieur Oxenſtiern & moi trouvâmes hier dequoi les ſatisfaire pleinement dans l'Evêché de Minden, & que ledit Sieur Oxenſtiern m'en fit lui-même l'ouverture ; m'avouant que l'intérêt de la Suéde ne permet pas que l'Electeur de Brandebourg, qui prétend ledit Evêché, & qui a d'ailleurs une très-ſuffiſante récompenſe, s'accroiſſe à tel point qu'il puiſſe donner de l'ombrage à ſes voiſins, ſpécialement en Poméranie : en tout cas il jugea que l'on pourroit donner l'Evêché aux deux Maiſons de Brandebourg & de Brunſwick pour y ſuccéder alternativement, & en diſtraire deux Balliages pour Meckelbourg. Je ne faiſois que ſonder & aider de quelque expédient cette intention de Monſieur Oxenſtiern, qui y eſt tout porté ; & c'eſt une des choſes qui me fait tenir pour certain qu'il connoît la néceſſité de ſe relâcher d'Oſnabrug, puis qu'il cherche ſi ſoigneuſement ailleurs à déſintéreſſer la Couronne de Suéde.

Parmi les difficultez que je lui faiſois hier en cette affaire, il en conſidéra une qui me ſembla fort raiſonnable ; car ſi après avoir convenu de la ſatisfaction de la Couronne de Suéde, & en avoir ſigné le Traité qui régle toutes choſes, tant pour le dédommagement de Brandebourg, que pour celui de Meckelbourg, ils ont beſoin de l'Evêché de Minden pour bien aſſurer, comme ils diſent, ladite ſatisfaction, & qu'après l'avoir obtenu, ils veulent encore l'Evêché d'Oſnabrug pour le même effet, nous ſommes auſſi bien fondez à ne point reſtituer les Villes forteresses, ni le Brisgaw, & à prétendre que proprement faire la Paix.

Votre réponſe au Sieur de Roſenhan eſt fort civile & néanmoins très-ferme ; le Comte Guſtave n'aura qu'à choiſir ce qui ſera de ſon goût. *Pro cupto lectoris habet ſua fata Libellus :* L'Ecrit s'accommode à la capacité du Lecteur.

L'on ne pouvoit écrire plus judicieuſement ni avec plus de dignité, je n'en ai rien dit aux Ambaſſadeurs de Suéde.

Projet de Paix donné par les Impériaux ; autre non-différent dreſſé par les Suédois.

Mercredi dernier les Impériaux leur donnérent un projet du Traité de Paix ; ceux-ci en dreſſérent un autre bien différent, à ce qu'ils diſent. Nous ne ſommes pas au bout, je vois bien qu'à Stockholm & ici les Suédois ſe perſuadent que toutes choſes ſe feront à point nommé, comme ils le déſirent, & que toute la terre les attendra.

On ſe plaint que ſon ſéjour à Oſnabrug retarde la Paix d'Eſpagne.

Cependant le plus patient de tous les hommes, qui eſt le Comte de Trautmanſdorff, s'eſt enfin laſſé de leurs demandes, il s'en retournera après demain à Munſter, & je ſuis obligé de partir le même jour, y ayant déja quelque tems que Monſieur le Duc de Longueville me mande, & que les Médiateurs crient publiquement contre moi que je retarde la Paix d'Eſpagne.

Monſieur de Trautmanſdorff vient de partir de céans, où il n'eſt venu dire adieu ; il a eu ſoin de s'aſſurer par deux diverſes fois que je ſerai à Munſter auſſitôt que lui, comme s'il avoit intention de s'entremettre dans le ſeul différend qui reſte à décider entre les Eſpagnols & nous : & je penſe que le Comte de Peñaranda le preſſe d'y aller à cette fin. Si cela s'achéve, comme mondit Sieur le Duc y eſt tout à fait porté, nous ſerons en état de faire conſidérer nos avis en Allemagne.

Ce différend touche la ſuſpenſion d'armes en Portugal à laquelle nous inſiſtons tout au moins pour un an. Je ſuis &c.

A MONSIEUR

le Duc de

LONGUEVILLE.

A Oſnabrug le 23. Avril 1647.

Les Suédois ſont allarmez du départ de Trautmanſdorff. Ils cherchent à arrêter Trautmansdorff.

jours pour achever ce qui reſte indecis. Il trouve toujours les Suedois peu traitables. Touchant le Portugal. Trautmanſdorff bien diſpoſé pour faire la Paix avec l'Eſpagne.

MONSEIGNEUR,

Les Suédois ſont allarmez du départ de Trautmandorff.

JE crois que Monſieur de Saint Romain aura fait ſavoir ce matin à votre Alteſſe avec combien de bruit & de plaintes les Ambaſſadeurs de Suéde ont vu le Comte de Trautmanſdorff ſe préparer au voyage de Munſter. Je ne ſais s'il en a été averti, mais il n'a pas laiſſé aujourd'hui de leur dire adieu, & auſſi de recevoir leur viſite.

Au ſortir de chez lui ils ſont venus céans, où étoit Monſieur Krebs qui s'eſt retiré, pendant que j'allois à leur rencontre. Leur premier entretien a été fort triſte, ne pouvant celer le mécontentement qu'ils avoient de la retraite de Monſieur de Trautmanſdorff; & ſur cela Monſieur Oxenſtiern a demandé où étoit donc Monſieur Krebs dont il avoit vu le Caroſſe dans la cour du Logis volontiers, comme une perſonne fort propre à retenir ici pour quelques jours le Comte de Trautmanſdorff. J'ai envoyé voir s'il étoit loin, il eſt revenu; Monſieur Oxenſtiern lui a fait careſſe, & a dit que nous pouvions bien être tous enſemble, & me connant de lui faire donner une chaiſe & à ſon Collégue: nous voilà tous aſſis; Monſieur Oxenſtiern a fait rapport de ce qui s'étoit paſſé en la viſite qu'il venoit de rendre au Comte de Trautmanſdorff, non ſans marquer la précipitation de ce voyage lors que le projet de la Paix eſt ſur le tapis. Monſieur Krebs a entendu à demi mot, s'eſt offert d'aller ſur l'heure même chez ledit Comte, ſi les Ambaſſadeurs de Suéde le jugeoient à propos, pour le convier de ne point partir ſi promptement, & a dit en habile homme qu'il ne croyoit pas d'être refuſé, pourvû qu'il lui pût porter parole de la part de ces Meſſieurs que ſon ſejour ne ſera pas ſans fruit. Ils m'ont tiré à part pour me faire entendre qu'ils ne pouvoient pas prier Monſieur de Trautmanſdorff de demeurer. J'ai répondu que je ferois volontiers cet office, à condition néanmoins que lui & moi étans ſi fort preſſez d'aller à Munſter, ſi nous retardons encore de deux jours notre partement, ce ſeroit pour conclure au moins les points principaux: ils y ont témoigné une diſpoſition toute entiére.

Les Suédois cherchent à arrêter Trautmandorff.

lui dire au nom de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Suéde que dès demain ils ſont prêts de conférer avec lui de tout ce qui reſte indécis, & avec intention de ſe relâcher de quelque choſe, comme ils eſpérent qu'il ſera auſſi de ſon côté.

Trautmandorff de retarder encore deux jours pour achever ce qui reſte indécis.

Cela ayant été confirmé par Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, les Bavarois ſont partis, & au bout d'une demie heure ils nous ont rapporté que ſur cette aſſurance Monſieur de Trautmanſdorff ſera ici demain tout la jour, & pourêtre encore jeudi; que ſi les Ambaſſadeurs de Suéde vouloient lui envoyer le projet de la Paix comme ils l'ont dreſſé, il le verroit ce ſoir, & que dès demain à huit heures du matin, il viendroit céans, ou iroit chez Monſieur Oxenſtiern, afin que nous examinions enſemble chaque Article & que nous y prenions une finale réſolution. Cela a été accepté par ces Meſſieurs avec offre de ſe trouver céans; mais comme ils y étoient déja, & qu'en effet ils n'avoient pas deſſein d'y revenir, j'ai répondu que c'eſt à moi à les viſiter: ils ſe ſont excuſez de pouvoir envoyer ledit projet au Comte de Trautmanſdorff plutôt que demain à bonne heure, & ainſi ils préſuppoſent que la Conférence ſera remiſe après dîner: Dieu veuille qu'elle ſoit utile pour la Paix; mais les Suédois me paroiſſent encore tout d'une piéce: la neutralité de Baviére dont ils ne vouloient point ouïr parler, a ruiné tous les moyens de les rendre traitables.

Il trouve toujours les Suédois peu traitables.

La Lettre que votre Alteſſe m'a fait l'honneur de m'écrire m'a été apportée tantôt; je ne ſaurois rien dire de mon retour avec certitude, ſinon que je ne penſe pas que Monſieur de Trautmanſdorff s'arrête ici plus de deux ou trois jours. Je le ſuivrai de bien près.

Je lui ai dit ce qu'il a mandé à Peñaranda touchant le Portugal & je l'ai fait exprès pour les hâter l'un & l'autre de nous prendre au mot.

Touchant le Portugal.

Quant à lui il y eſt tout à fait diſpoſé, & je ſuis certain qu'il agira comme il faut auprès des Eſpagnols; mais la plus ſure voye & la plus courte ſeroit de ne leur laiſſer aucune eſpérance qu'ils en puiſſent être quittes à moins d'une ſuſpenſion d'un an, & de répéter ſouvent qu'au contraire le temps empirera les conditions.

Le bruit que font courir les Médiateurs ne m'étonne pas; il y a beaucoup de Lettres qui portent qu'ils rejettent ſur moi le retardement de la Paix: je prie Dieu qu'il leur donne de la patience, & de la lumiére aux Eſpagnols, à ce qu'ils ſachent enfin ſe prévaloir de la bonne volonté de votre Alteſſe, & de la promptitude avec laquelle je ſuis prêt de faire tout ce qui eſt dans l'étenduë du pouvoir & des ordres que j'ai reçus. Je ſuis &c.

Trautmandorff bien diſpoſé pour faire la Paix avec l'Eſpagne.

NEGOCIATIONS SECRETES DES PLENIPOTENTIAIRES DE FRANCE ENVOYE'ES A LA COUR

Pendant toute l'Année 1647.

MEMOIRE

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR,

Le troiſiéme jour de Janvier 1647.

On ſigne les Articles entre les Eſpagnols, & les Hollandois. On ſe plaint des Hollandois. Ils s'intereſſent pour l'Eſpagne. Mort du Prince de Condé. Offre de Monſieur d'Avaux aux Hollandois. Entretien des Députés Hollandois avec le Duc de Longueville. Efforts des Plenipotentiaires François pour faire ſurſeoir ceux de Hollande à ſigner les Articles avec l'Eſpagne. Un des Députés de Hollande s'excuſe de ſigner les Articles. Les Eſpagnols déclarent dans un Article la nullité des autres, ſi la France n'etoit d'accord avec l'Eſpagne. Eloge de Monſieur de Niderhorſt Député de Hollande. Il faut diſſimuler quelque choſe pour conſerver l'interpoſition des Etats Generaux, & leur garantie. Touchant la ſatisfaction de la Suéde. Et d'une Ligue en Italie. Leurs ſoupçons contre Monſieur Paw Député de Hollande. Avantages de la France en Catalogne. On ſongera à ceux des Catalans dans le Traité. La France veut tenir le Traite de Queraſque, par raport à Caſal &c. On cherchera les avantages pour le Prince Palatin Edouärd. Affaire de la Landgrave. Et du Prince de Monaco. Touchant les intentions des Suédois. Jugement au ſujet du voyage de Monſieur Servien à la Haye. On lui envoye les avis neceſſaires de ce qui s'eſt paſſé avec les Ambaſſadeurs Hollandois à Munſter. Sentiment du Mediateur Contarini touchant la Trêve en Portugal.

On ſigne les Articles entre les Eſpagnols & les Hollandois.

NOus avons été ſi fort occupés pendant ces derniers jours, pour eſſayer d'empêcher la ſignature des Articles accordés entre les Plénipo-

ceſſaire de l'avertir, ſouvent & exactement de toutes choſes. Ledits Articles furent ſignés le ſoir du Mardi huitiéme de ce mois, quoique nous ayons pû dire & remontrer au contraire, la copie des deux Ecrits que nous avons délivrés aux Ambaſſadeurs des Provinces-Unies en fera voir une partie, & nous ajouterons ici la déduction du fait, afin que leurs Majeſtés voyant comme tout s'eſt paſſé puiſſent commander ſur cela ce qu'elles jugeront être de leur ſervice.

On ſe plaint des Hollandois.

Nous avons déja donné avis comme nôn obſtant l'inſtance faite aux Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats, de ne paſſer pas outre en leur Traité, que le nôtre ne fût également avancé, ils étoient dès le lendemain convenus de toutes choſes, comme ſi notre demande les eut voit plûtôt portés à ſe hâter qu'à retarder leur Négociation, de laquelle nous ayant donné part nous leur dîmes après quelques plaintes, qu'ils devoient au moins ſurſeoir la ſignature des Articles; nous ne repeterons pas les conteſtations qu'il y eût ſur cela, puiſqu'il en a déja été rendu compte.

Ils promirent d'arrêter pendant dix jours, & nous acceptâmes la ſurſeance juſques au tems que Monſieur Servien ayant conféré de cette affaire avec Meſſieurs les Etats, eux & nous en puiſſions avoir réponſe; ce qui leur ayant été expreſſement demandé, & reperé s'ils ne le promettoient pas, la plus grande partie d'entr'eux repondit affirmativement, & le reſte n'y contredit point.

Ils nous avoient donné eſperance d'avancer cependant nos affaires avec les Eſpagnols, mais il ne s'eſt vû autre effet de leurs ſoins; ſinon que nous étant venus voir une fois, ils ont comme récapitulé tout ce qui s'eſt paſſé par leur entremiſe entre les Eſpagnols & nous, ayant fait un Ecrit, où ils ont mis nos demandes & les réponſes deſdits Eſpagnols, mais le tout dreſſé artificieuſement par Paw, & à l'avantage de l'Eſpagne, pour rejetter le blâme du retardement du Traité ſur nos demandes qu'il fait paroître nouvelles, quoiqu'elles ne le ſoient pas, ce qui ſe connoîtra aiſément en conſiderant ledit Ecrit.

Les Hollandois s'entremettent pour l'Eſpagne.

Ils nous prierent enſuite que laiſſant à part le point des Places de Toſcane, attendant les ordres que les Eſpagnols diſent qu'ils doivent bientôt recevoir de leur Maître, nous donnaſſions tous les Articles du Traité afin qu'on pût gagner du tems, & avancer les affaires. Nous repondîmes que nous avions déja donné pluſieurs Articles, auxquels les Eſpagnols n'avoient fait aucune réponſe; que quand ils en ſeroient convenus, nous leur mettrions en main tous les autres points du Traité, mais que nous ne pouvions en façon du monde laiſſer indécis celui des conquêtes, comme étant le fondement, ſur lequel nous ſommes entrés en Négociation, ni moins relâcher aucune choſe de ce qui a été occupé ſur le Roi d'Eſpagne, ils ne conteſteroient pas de ce que nous leur diſions, & nous preſſerent, deſorte que nous leur promîmes de leur donner une reſolution dans deux jours.

Pendant ce tems-là, nous fûmes avertis que leſdits Sieurs Ambaſſadeurs ſe repentoient fort d'avoir ſurſis la ſignature de leurs Articles, & s'entr'accuſoient d'avoir fait une grande faute en cela, qu'ils diſoient ne nous avoir promis de retarder que durant dix jours, & ſe preparoient auſſitôt qu'ils ſeroient écoulés de ſigner ſans attendre

Mort du Prince de Condé.

Offres de Monſieur d'Avaux aux Hollandois.

Cet avis nous ayant été donné en même tems que l'on reçut ici celui de la mort de Monſeigneur le Prince, il fut reſolu, que moi d'Avaux les irois voir, où après leur avoir fait ſavoir le ſujet qui m'obligeoit de venir ſeul, j'offris de leur mettre en main tout le projet du Traité d'entre la France & l'Eſpagne, pourvû qu'ils tiraſſent parole des Eſpagnols d'y répondre dans un certain tems, & non pas d'en uſer comme ils ont fait des Articles que nous leur avons ci-devant donnés, & les prias en même tems d'avancer nos affaires, en attendant que l'on pût avoir nouvelle de Monſieur Servien, & de leurs Seigneurs. Ils dirent alors ouvertement, que leur inſtruction & leurs ordres les obligeoient de ſigner tout ce dont il ſeroit convenu entre les Eſpagnols & eux; c'étoit bien aſſés de ſurſeoir l'execution de cet ordre pendant dix jours, & qu'après ce delai expiré, ils ſigneroient leurs Articles, non pas tout enſemble, ni redigés en forme de Traité, mais ſeparément, & avec des dattes differentes, ſelon le tems auquel les choſes avoient été accordées. Je leur repliquai que ſi leur Inſtruction porte qu'ils ayent à traiter par écrit & avec les Eſpagnols, elle les oblige auſſi à l'obſervation des Traités faits avec la France, & qu'eux-mêmes nous en ont ſouvent aſſuré, & qu'ainſi cet ordre étant clair & certain, & l'autre devant être raiſonnablement entendu pour le tems auquel ils pourroient traiter avec les Eſpagnols ſans contrevenir à nos Traités, s'ils ne demeuroient pas d'accord de cette explication, le moins qu'ils duſſent faire d'en attendre la déciſion de leurs Superieurs. J'ajoutai que ce ne ſeroit pas ſatisfaire à ce qu'ils avoient promis, Que Monſieur le Duc de Longueville avoit ſtipulé d'eux expreſſément, qu'ils attendroient que Monſieur Servien eût negocié avec leurs Superieurs, & que nous en euſſions eû réponſe, que ce ſeroit une précipitation très-grande de prévenir ce tems-là, & que je n'eſtimois pas qu'aucun d'eux ſe voulût rendre auteur d'un tel manquement, ni ſubir le hazard d'en répondre envers Meſſieurs les Etats. Qu'il étoit bien étrange, que nous étant demeurés des années entiéres à Munſter, ſans avoir écouté aucune propoſition en leur abſence, & lorſque le Roi d'Eſpagne fit mine de ſe vouloir ſoumettre à l'arbitrage de la Reine, leur ayant promis au premier mot qu'ils nous en diroient, de ſurſeoir toutes les fois qu'ils voudroient, ils faſſent aujourd'hui difficulté d'arrêter pour ſi peu de tems que nous leur demandions, & que s'ils ne l'accordoient, nous ſerions contraints de faire nos propoſitions & proteſtations, & de les leur donner par écrit; mais n'ayant pû tirer aucune parole d'eux, comme ils diſoient ſouvent qu'ils verroient le lendemain Monſieur le Duc de Longueville, je leur dis pour leur donner ſujet de prendre un meilleur conſeil, que je voyois bien, que c'étoit à lui à qui ils vouloient donner ce contentement, & lui aportes l'aſſurance de ſurſeoir que nous deſirions d'eux. Ils vinrent enſuite viſiter tous enſemble moi Duc de Longueville, où, après un compliment, je leur dis, que ſur ce qui leur avoit été repréſenté le jour précedent par Monſieur d'Avaux, je croyois qu'ils nous venoient retirer les aſſurances qu'ils avoient déja données avant le départ de Monſieur Servien, de différer la ſignature de leurs Articles avec les Eſpagnols, du moins juſques à ce que mondit Sieur de Servien ayant conféré ſur cela avec Meſſieurs les Etats, ils euſſent

Entrevûe des Députés Hollandois avec le Duc de Longueville.

Collégues, avec lesquels ils étoient obligés de conférer, avant que de former aucune resolution. On leur demanda qu'ils donnassent au moins parole de ne pas signer les Articles, jusques à ce qu'ils eussent fait leur réponse ; ce qu'on ne pût jamais obtenir d'eux, quoiqu'on leur pût remontrer. Ce qui nous fit resoudre de leur porter le jour suivant l'Ecrit qui avoit été concerté avec Monsieur Servien, & auquel nous avions ajouté ce qui s'étoit passé du depuis. Quand cet Ecrit fut présenté ils se trouverent en peine, & me prierent instamment, moi d'Avaux, qui leur avois porté, de ne le point délivrer, assurant qu'ils avoient de très-bonnes intentions ; qu'ils ne manqueroient jamais à leurs Alliances, & promettant d'accepter ledit Ecrit, en cas qu'après nous avoir vû le jour suivant, nous ne fussions pas contents de la réponse qu'ils nous feroient.

Ledit jour qui fut le septiéme de ce mois, ils nous dirent que leur forme avoit été dès le commencement de traiter par écrit, & de signer en même tems; qu'ils ne pouvoient s'en désister pour deux raisons, l'une que leur Instruction, sur laquelle ils avoient prêté le serment, les y obligeoit, & l'autre qu'ils en avoient un ordre particulier, & reïteré par leurs Superieurs. Nous ne fûmes pas moins de quatre heures avec eux, & il ne fut rien omis pour leur représenter le tort qu'ils avoient de nous refuser si peu de chose; nous leur disions que leur Instruction ne portoit pas, qu'ils dûssent passer outre, nonobstant les instances que nous leur pourrions faire de surseoir, mais qu'elle les obligeoit de satisfaire aux Traités, de l'observation desquels rien ne les pouvoit dispenser.

Effets des Plénipotentiaires de France pour faire surseoir ceux de Hollande à signer les Articles avec l'Espagne.

Que Messieurs les Etats ne leur avoient ordonné de signer, sinon en présuppofant, que le Traité de la France sera également avancé, & que, sans manquer à l'Alliance, lesdits Sieurs Etats ne pouvoient faire autrement ; que ce que nous desirons d'eux ne leur pouvoit aporter aucun préjudice, ne s'agissant que de quatre ou cinq jours de surséance, & que nous reïtererons ce que nous avions déja dit que nous ne serions jamais avec l'Espagne, que tout ce qui leur avoit été accordé ne fût executé. On leur représenta de plus que le refus qu'ils faisoient n'avançoit pas la Paix, mais qu'il la retardoit ou rompoit entierement.

D'autant qu'ayant signé avant qu'il y eût rien d'assuré avec nous, les Espagnols se rendroient difficiles, & ne voudroient pas se mettre à la raison, & qu'ainsi il arriveroit que Messieurs les Etats acheveroient leur Traité sans nous, ce que nous ne voulions pas croire, ou que demeurans fermes dans leurs obligations, il faudroit continuer la Guerre. Il ne se peut rien imaginer que nous ne leur ayons dit pour les détourner de cette signature. Mais tout cela n'ayant pas eû d'effet, nous leur délivrames l'Ecrit qu'ils reçurent très-mal, & après que la lecture en eut été faite tout les affaires de la France ne fussent conclues & arrêtées; mais le Sieur Brun ayant vû lesdits Sieurs Ambassadeurs le sur du même jour, & étant demeuré avec eux jusques à onze heures du soir, leur déclara que si l'on faisoit mention des François, il étoit prêt de rompre & déchirer les Articles. Desorte qu'il n'y eût que Monsieur de Niderhorst qui persista seul dans la premiere resolution, & les autres qui n'ont point de mauvaise volonté, se laisserent entraîner par les plus entrompus d'entr'eux.

Cela nous donna sujet de faire encore le deuxiéme Ecrit, qui est daté du sixiéme, pour essayer si nous pourrions par-là gagner le tems de recevoir des nouvelles de Monsieur Servien, ou au moins pour donner lieu à quelque diversité d'avis parmi eux qui les empêchât de signer tous, & en tout cas pour les mettre tellement dans leur tort, par les facilités que nous aporterions en cette affaire, que leur action ne pût être soutenuë par qui que ce soit, & que l'on eût plus de moyen de tirer de Messieurs les Etats, sinon un desaveu, qui seroit très-juste, au moins quelque satisfaction & un ordre si précis, & si clair pour l'avenir, qu'ils n'osent plus en façon quelconque manquer à leurs obligations. D'ailleurs Monsieur de Niderhorst nous avoit conseillé & pressé de tenter ce dernier moyen, voyant la disposition de ses Collegues. Cet Ecrit leur fut donné par moi d'Avaux, après avoir fait de nouveau toutes les offres imaginables pour faire concevoir l'horreur d'un tel manquement à ceux d'entr'eux qui ne péchent que par foiblesse.

La seule raison dont ils s'excusent, qui peut avoir quelque couleur, est que les Espagnols refusoient absolument de souscrire à la manutention de l'Alliance du Roi avec Messieurs les Etats, & disoient que c'est auxdits Etats à l'observer, si bon leur semble, mais non pas à exiger du Roi d'Espagne qu'il la ratifie, & qu'il l'aprouve. Je leur répondis que le Traité Préliminaire a déja établi la liaison de ses deux intérêts, par l'aveu du Roi d'Espagne, qui l'a agréé & aprouvé; qu'on s'est assemblé en ce lieu de Munster, pour traiter de la Paix générale, & non autrement, & que les Espagnols y sont venus sous cette condition; que dans le même acte, par lequel nous sommes convenus des intérêts particuliers de la France avec les Plénipotentiaires de l'Empereur, sans néanmoins signer aucune chose, ils sont demeurés d'accord, qu'il y eût un Article exprès, par lequel il est dit que la Convention n'aura aucun effet, & ne portera aucune obligation, que quand on aura satisfait pleinement Madame la Landgrave de Hesse, & qu'outre tout cela les Espagnols mêmes lorsque nous leur avons ci-devant déclaré l'obligation de notre Alliance avec Messieurs les Etats, ils y ont donné leur consentement par écrit, si bien que l'on ne voit pas comment ils pourroient faire difficulté de la même chose aux Ambassadeurs de Messieurs les Etats, si ceux-ci avoient la même affection

&

toient tous aller ſigner les Articles chez les Eſpagnols, horſmis Monſieur Niderhorſt, qui refuſa de s'y trouver, nous dépêchames promptement un exprès à Monſieur Servien, pour l'informer de tout ce que deſſus, & lui mander nos ſentimens ſur cette affaire, remettant à lui qui eſt ſur les lieux, & qui verra de quelle façon cette nouvelle y ſera reçuë, d'agir enſuite, comme il jugera à propos pour le ſervice du Roi, lui mandant ſeulement que nous eſtimions, que ſi la dépoſition eſt telle, qu'en faiſant du bruit & de l'éclat du manquement de leurs Plénipotentiaires, c'eſt à dire Menezwich, Paw, & Knut, l'on pouvoit faire revoquer ces gens-là, ou leur faire faire une reprimande ſévére, il faudroit pouſſer l'affaire. Que ſi la joye de voir leurs Articles accordés avec plus d'avantages qu'ils n'avoient eſpéré, eſt capable de leur faire aprouver dans l'ame tout ce que leurs Ambaſſadeurs ont fait pour y parvenir, il nous ſembloit qu'on ſe pourroit contenter de faire louër & aprouver la conduite de Monſieur de Niderhorſt, & qu'il leur fût fait très-expreſſes défenſes de paſſer outre à la moindre Ecriture, ſignature & formalité avec les Eſpagnols, juſques à ce que le Traité de la France ſoit en même état qu'eſt le leur.

Un des Députez de Hollande s'excuſe de ſigner les Articles.

Pour continuer le recit de la conduite deſdits Sieurs Ambaſſadeurs, ils partirent tous de leurs logis avec intention d'aller ſigner les Articles avec les Eſpagnols, excepté le Sieur de Niderhorſt ſeul qui s'en excuſa, & dit qu'il en rendroit bon compte à Meſſieurs les Etats, & à ſa Province. Ils allerent chez l'Archevêque de Cambrai, où étoit Brun, & ne furent pas plutôt arrivés, que l'Archevêque demanda où étoit Monſieur de Niderhorſt. Après quelques legéres excuſes qu'ils voulurent donner de ſon abſence, comme on ne s'en payoit pas, ils furent contraints d'avouer qu'il faiſoit difficulté de ſigner, pour le reſpect de la France, dont il n'étoit point parlé dans les Articles, & ſur cela il fut un peu diſputé de part & d'autre. Les Sieurs Donia, Riperda & Klant ayant auſſi fait quelque bruit, & témoigné qu'ils ne ſigneroient pas, ſi les intérêts de la France n'étoient reſervés expreſſément par le même acte, Brun travaillant fort au contraire, & proteſtant qu'il falloit donc rendre les papiers de part & d'autre, pendant que les Sieurs Paw & Knut ne diſoient mot, & que Menezwich étoit ſorti de la Conférence, pour aller chercher un papier, qu'ils avoit laiſſé au logis. Comme la choſe étoit fort douteuſe, Monſieur de Mathenesſe prit la parole & ſeconda les trois autres, enſorte que l'Archevêque de Cambrai & Brun, craignants que cette difficulté n'empêchât la ſignature, à quoi tout étoit préparé, ils demanderent du tems pour en aller faire leur raport à Peñaranda, lequel revint avec eux au bout d'un quart-d'heure, & dit ſans marchander, qu'il conſentoit que dans le même papier enſuite des Articles, & de la ſignature des Plénipotentiaires de part & d'autre, il fût mis un Article par ceux des Provinces-Unies, qui declarât de leur part nul & de nul effet tout ce qui ſeroit ſigné, ſi la France n'étoit d'accord avec l'Eſpagne; il fit de plus un grand ſigne de croix ſur la Table, & jura Per Deum Vivum, qu'il vouloit auſſi traiter de bonne foi, & conclure la Paix avec nous. Ainſi les 78. Articles furent ſignés de part & d'autre, en quatre papiers, & dans le premier, qui contient le plus d'Articles, & parcouple toute la page, l'Article de la France a été écrit & ſigné par les Plénipotentiaires deſdits Sieurs Etats ſeulement, & c'eſt en la page ſuivante, qui fait partie de la premiere feuille, faiſant partie de la Souveraineté, & d'autant que leur Traité ſe fait en deux langues, ils ont mis la même choſe en deux Cahiers, qui ſont en Flamand, qui eſt *celui où l'Article des Indes eſt couché*, & ont laiſſé place à Monſieur de Niderhorſt pour ſigner. Nous ne faiſions aſſez louër la probité & la conſtance de ce Gentilhomme ni aſſez témoigner combien l'affection qu'il a pour la France eſt réglée par l'honneur & par la raiſon, c'eſt ce qui le fait mettre d'être bien fort ſoutenu par le Roi, au cas que Meſſieurs les Etats y trouvaſſent à redire. Il nous a témoigné que l'on diſſimule tout-à-fait le manquement de ſes Collegues; il craint qu'étant déja mal comme il eſt avec la Princeſſe d'Orange, ſes Ennemis n'achevent de le ruïner, & qui plus eſt, que ces gens-ci n'achevent l'infidélité de tout point: tant y a que c'eſt à lui que l'on doit le redreſſement de cette affaire, quoiqu'il ne ſoit pas tel, que l'on n'ait encore grand ſujet de mécontentement de quelques-uns deſdits Sieurs Ambaſſadeurs; néanmoins dans l'extremité où nous l'avons vû, plus proche d'une rupture, que de la confiance que l'on doit avoir en des gens qui ſe mêlent de nous accorder avec les Plénipotentiaires d'Eſpagne, nous ſommes très-aiſes de ce peu qui a été fait, tant pour les tenir toujours attachés par un filet, & éviter le ſujet d'une rupture, que nous ne voudrions pas ni faire ni conſeiller, que pour avoir pretexte de laiſſer notre Négociation entre leurs mains, parce que ſi elle paſſoit entre celles des Médiateurs, ce ſeroit, peut-être, à recommencer.

Les Eſpagnols déclarent dans un Article la nullité des autres, ſi la France n'étoit d'accord avec l'Eſpagne.

Eloge de Monſieur de Niderhorſt Député de Hollande.

D'ailleurs ils en doivent être plus ſoigneux de nous rendre leur interpoſition utile, l'on peut encore en tirer un avantage, en ce qui touche la garantie, y ayant apparence qu'ils n'ont moins d'avoir un deſſein formé de ſe ſeparer de nous, Meſſieurs les Etats, connoiſſants la tranſgreſſion que leurs Ambaſſadeurs ont faite, ſeront plus retenus à donner un ſecond ſoupçon, & mécontentement à la France. Ils nous ſont venus voir le lendemain, pour eſſayer à nous faire agréer ce qu'ils ont fait, & le faire paſſer pour un grand témoignage de leur fermeté & fidelité. Mais quoique l'on ait été bien aiſe de cette déclaration, nous ne leur avons pas témoigné d'en être ſatisfaits, pour laiſſer à leurs Majeſtez l'entiére liberté de prendre la reſolution qu'il leur plaira, & de porter l'affaire plus ou moins hautement, ainſi qu'il ſera jugé convenable. Nous leur avons nettement dit que leur procédé eſt tel, qu'il ne peut être juſtifié que par le ſuccés, & que cela dépendra de ce qui ſe fera là, ſur le ſujet de la garantie, & du train que prendra ici notre Négociation avec les Eſpagnols. Ils nous avoient prié de leur faire office à la Cour, à ce que leur action ne fût pas mal interprétée, & c'eſt ſur cela que nous leur avons répondu ce que deſſus, en y ajoutant, que tout ce que nous pourrions écrire ſeroit bien inutile, ſi en même tems que leur Traité eſt achevé, celui de la France ſe recule, non ſeulement par la conduite de deux autres Plénipotentiaires d'Eſpagne, s'ils ne font que difficultez ſans conclure. Ils nous ont promis & déclaré fort expreſſément qu'ils ne paſſeront pas outre à la moindre choſe que ce ſoit, & ne tou-

Il faut diſſimuler quelque choſe pour conſerver l'interpoſition des Etats Généraux, & leur garantie.

qu'on en devroit faitement attendre.

Ils nous ont donné copie de l'Article ajouté au bas des leurs, qui sera avec la présente, & ont promis de communiquer le surplus, aussi tôt qu'il sera mis au net.

Il reste maintenant à repondre aux Mémoires du Roi du 21. & 28. de l'autre mois. Le premier point est celui de la satisfaction de la Couronne de Suéde. Un de nous s'en va à Osnabrug, pour y servir, & essayer qu'elle se puisse ajuster avec le consentement de l'Electeur de Brandebourg, dont le Comte de Trautmansdorff venant dire adieu, pour aller audit lieu, nous avoit laissé quelque esperance, mais depuis il nous a fait savoir, que toutes choses étoient disposées entre les Imperiaux & les Suédois de sorte qu'on n'auroit peut-être pas le tems d'attendre des nouvelles dudit Electeur, les uns & les autres se persuadans, que c'étoit assés d'avoir député vers lui solemnellement de la part de toute l'Assemblée, comme l'on fit l'autre jour.

Touchant la satisfaction de la Suéde.

Il a été fort bien remarqué par lesdits Mémoires que l'Ecrit des Ambassadeurs de Messieurs les Etats, touchant la ligue d'Italie est un nouveau Titre que nous avons pour prétendre, que les Princes d'Italie s'engagent à la maintention du Traité general entre les deux Couronnes, & nous estimons bien de nous en prévaloir; mais le Sieur Paw veillant continuellement, comme il fait, à procurer les avantages des Espagnols, s'est avisé en cette recapitulation de ce qu'il a negocié entr'eux & nous, dont il a été parlé ci-dessus, d'alterer le sens & les paroles de cette premiere reponse, reduisant ladite Ligue à la manutention de la Paix, en ce qui regarde l'Italie seulement. Nous avons été si occupés à leur faire des remontrances de bouche & par écrit, & à chercher remede à un mal pressant, qu'il a été jugé à propos de dissimuler cette autre faute pour un peu de tems: mais nous faisons à présent état de leur en parler comme il faut, & de prier Monsieur Paw, quand il voudra faire quelque chose d'office sans en être requis par les Parties, qu'il prenne garde de demeurer précisément dans les termes dont l'on est convenu, & après lui avoir montré la difference de ce dernier papier aux autres, nous lui ferons connoître qu'il doit agir conformément à ce qui en a été arrêté ci-devant par son propre ministére. Nous y avons remarqué un autre préjudice, en ce qu'il a aussi changé le titre, & qu'au lieu de mettre *Point plus important* de ce qui est à traiter avec les Plénipotentiaires de France, & d'Espagne, qui sont les termes du premier Ecrit, que nous lui donnames à Osnabrug, il a mis purement & simplement, *Demandes de la France*, afin de taxer de nouveauté les autres points, dont nous avons depuis fait instance, tant par l'ordre de la Cour, que par la rencontre des affaires. En effet on verra qu'en plusieurs endroits de cette piece il a omis, ajoûté, jusques là qu'il a employé le même mot en des choses, dont nous nous sommes relâchés.

Et d'une Ligue en Italie.

Leurs soupçons contre Mr. Paw Député

dité le Mémoire, & même dresse de nouveaux Articles, plus raisonnables, & nous n'avons pas omis d'inserer expressément dans ledit Article, la faculté de tortifier de part & d'autre, dans les lieux dont on demeurera en possession par la Tréve.

Le Traité.

Nous avons été aux Ministres de Mantouë qui sont ici toute esperance de rien faire sur la lésion qu'ils prétendent, ni de changer directement ou indirectement le Traité de Querasque en aucune de ses parties. S'ils font quelque proposition où chacun puisse trouver son compte, comme porte le Mémoire, nous en donnerons avis.

Le France veut tenir le Traité de Querasque pour regard à Casal &c.

Nous travaillerons avec grand soin à trouver les moyens de faire donner quelque appannage au Prince Edouard Palatin, & ceux de nous qui va à Osnabrug prendra garde aux occasions qui s'en pourront offrir.

On cherchera les avantages pour le Prince Edouard Palatin.

Nous ne voyons pas encore les choses en terme d'accommodement, particulierement entre Madame la Landgrave, & le Landgrave de Darmstad, & nous regarderons de profiter de l'avis qui nous est donné sur ce fait, pour empêcher, autant qu'il dépendra de nous, ce qui pourra aller contre le service du Roi.

Affaire de la Landgrave.

L'Article touchant le Prince de Monaco a été dressé, suivant qu'il a été mandé par ledit Mémoire & l'on n'a pas oublié d'y demander la restitution, & libre jouïssance de ses biens, qui sont dans les Etats du Roi d'Espagne.

Et du Prince de Monaco.

Ensuite de l'avis qui nous est donné touchant les Sieurs Oxenstiern & Salvius, nous en avons écrit à Monsieur Chanut, enforte que nous en espérons quelque fruit; mais à ce que nous voyons par les deux dernieres Dépêches qu'il nous a faites, & par la conduite que tiennent à présent lesdits Ambassadeurs à Osnabrug, il semble qu'il ne sera plus gueres besoin de nouveaux offices de ce côté-là, & qu'on y a pris la resolution d'avoir la Pomeranie entiére sans se mettre en peine du contentement des intéressés.

Touchant les intentions des Suédois.

Nous avons tenu à point nommé la conduite qui nous a été ordonnée lorsque Monsieur de Servien est parti pour la Haye; & depuis son départ, nous voyons, que cela produit l'effet qu'on s'est promis, n'y ayant à présent gueres de personnes en cette Assemblée, qui ne juge bien que ce voyage est dirigé à la Paix, & qui ne croye aussi, que sans la garantie, l'on pourroit prendre d'autres conseils. Nous avons pris soin particulierement de donner l'une & l'autre impression à Monsieur Contarini parce que la Republique de Venise a grand intérêt que la Paix se faile entre la France & l'Espagne, sans quoi elle ne tireroit pas grand secours d'aucun Traité de Paix qui se fit.

Jugemens au sujet du Voyage de Mr. Servien à la Haye.

Nous avons envoyé à Monsieur de Servien une copie de l'Article du Mémoire touchant la garantie, & l'avons informé de quelques discours, qui nous en ont été tenus par Monsieur de Reperda, & depuis par Monsieur de Niderhoff; C'est ce que l'un & l'autre nous ont dit

On lui envoye les avis nécessaires de ce qui s'est passé avec les Ambassadeurs Hollandois à Munster.

de tout nouvellement conquis, & qui doit demeurer par la Paix, tant au Rouſſillon que dans le Païs-Bas, & Comté de Bourgogne, ajoûtant même qu'on y pourroit auſſi comprendre Pignerol; moyennant quoi, la France garantiroit toutes leurs Provinces, & Places du Païs-Bas, & pour la Catalogne les Places de Toſcane & Cazal; comme auſſi reſpectivement pour ce que Meſſieurs les Etats tiennent aux Indes, il ſeroit convenu d'une aſſiſtance mutuelle qu'ils font entendre de leur part pouvoir être d'un bon nombre de vaiſſeaux de Guerre, le tout en cas que l'aggreſſion vienne de la part du Roi d'Eſpagne; ce ne ſont que les ſentimens de ceux qui nous ont parlé, ſur quoi l'on ne peut ſûrement ſe fonder, quoi qu'ils nous ayent dit d'en avoir conferé avec Monſieur de Mathenesſe, & de l'avoir trouvé dans cette même opinion.

Sentiment de Médiateur Contarini touchant la Tréve en Portugal.

Monſieur Contarini eſt aſſés perſuadé de lui-même, de l'avantage que les Venitiens recevroient d'une Tréve en Portugal, & nous ſavons qu'il a été autrefois brouillé avec Peñaranda ſur ce fait; nous agirons auprès de lui, & de Monſieur le Nonce pour tenter encore les moyens poſſibles; mais les Hollandois ruinent cette affaire tous les jours de plus en plus, par l'avidité qu'ils ont d'en profiter.

Nous avons apris avec beaucoup de douleur la nouvelle de la mort de Monſeigneur le Prince, on ne doit pas douter que leurs Majeſtés n'y ayent fait une grande perte; elles en parlent avec de tels ſentimens d'eſtime & d'affection, qu'on voit bien qu'elles connoiſſent parfaitement ceux qu'elles employent dans les affaires de l'Etat, attribuant à ce Prince les grandes qualités dont elles honorent ſa Mémoire, & il ne nous reſte rien à dire après une ſi glorieuſe aprobation de la bouche du Maître.

REPONSE

Au

MEMOIRE

du 4. Janvier 1647.

ENVOYE'E EN COUR

le 14. du même Mois.

Les Députés Hollandois preſſent ceux de France à ſe déclarer entierement. Détours des François. Ils eſperent beaucoup des préparatifs militaires de la France. Intelligence des Miniſtres Eſpagnols avec quelques-uns des Deputez Hollandois. Affaires d'Italie. Les Médiateurs changent leurs a-

laire Eſpagnol le Brun au Païs-Bas. Affaires de Pologne. Leur conduite avec les Eſpagnols & les Etats Generaux. Leurs ſoins pour Brandebourg.

Les Deputés Hollandois preſſent ceux de France à ſe déclarer entierement.

DEpuis quelque tems les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats nous preſſent de leur mettre en main le projet entier du Traité, & ſans le different que nous avons eû ces jours paſſés avec eux nous leur aurions déja délivré, ainſi qu'il a été reſolu entre nous, avant que Monſieur de Servien fût parti de Munſter.

Détours des François.

Quand nous leur propoſames, qu'en faiſant arrêter l'Article de la retention des Conquêtes, nous ſouffririons la ſignature des leurs, nous comprenions dans ledit Article les Conventions pour la Tréve de Catalogne; ce qui leur fut ainſi expreſſément accordé: deſorte que c'eſt avec verité que l'on auroit pû dire aux Catalans, que tout a été fait en même tems, pour leur donner le contentement entier. Le premier Ecrit qui ſera délivré, ſera celui qui touche le fait de ladite Province, ſi ce n'eſt que l'on donne le tout enſemble, comme on ſera s'il y a apparence que les Eſpagnols veulent terminer le Traité.

Nous avons été obligés de concevoir cet Article de la retention des Conquêtes, en des termes qui ſont veritablement un peu forts, parce que n'ayant pas une connoiſſance aſſés exacte des lieux occupés par les armes du Roi dans les Païs-Bas, nous craignons de faire quelque préjudice à Sa Majeſté. Il ſera mal aiſé que les Eſpagnols le paſſent, comme ils font, & qu'on ne ſoit obligé de ſe relâcher en quelque choſe, principalement en la maniere de s'exprimer.

Ils eſperent beaucoup des preparatifs militaires de la France.

Jamais rien ne ſe put faire ſi à propos, que d'avoir donné ordre aux preparatifs de la Campagne prochaine, on eſſuyera de le faire valoir ici aux amis & aux ennemis; & il eſt bien certain que dans le manquement que les Hollandois ont fait, rien n'eſt capable de ſoutenir les affaires, & empêcher que les Eſpagnols ne prennent de nouvelles meſures que lorſqu'ils nous verront être en état de les reduire par force où la raiſon ne les peut amener. On doit eſperer qu'une ſi prudente conduite reparera le mal que nous peut cauſer le mauvais procedé de nos Alliez, & forcer nos Parties de demeurer dans les termes où nous étions avec eux.

Intelligence des Miniſtres Eſpagnols avec quelques-uns des Députés Hollandois.

Les avis contenus audit Mémoire de l'intelligence de quelques-uns des Deputez de Hollande avec les Miniſtres d'Eſpagne ſont ſi veritables qu'on aura vû qu'au même tems qu'on nous écrivoit de la Cour nous en faiſions ici des plaintes. Ce qui s'eſt paſſé en la ſignature des Articles, & les menaces que nous avons mandé avoir été faites par les Eſpagnols en ſont foi, l'état de leurs affaires ne leur permettant pas de parler ſi hardiment, s'ils n'eûſſent ſu le pouvoir faire ſans peril; mais ils ont été avertis à propos, & ont tenu la conduite qu'il falloit pour faire ceder ceux d'entre leſdits Députez, qui ne péchent que par foibleſſe deſquels ils ont emporté la voix & le conſentement par les artifices de Paw & de Knuyt, & la violence de Meinderzwick.

Affaires d'Italie.

Quand on a parlé la premiére fois à Monſieur le

Conquêtes. Ce qui s'en eſt pû voir depuis a été qu'ils ont travaillé avec le Comte de Trautmandorff, pour porter les Eſpagnols à y conſentir; Monſieur Contarini ſans doute a fait office à cette fin, & l'affaire a été portée juſques au point que les Eſpagnols même ont donné toutes les apparences de vouloir ceder, & n'attendre qu'un ordre pour cet effet, & hors des paroles formelles. Ils s'en ſont aſſez laiſſez entendre aux Hollandois, ayant dit que le Roi leur Maître avoit bien donné pouvoir d'abandonner toutes les Conquêtes, mais que c'étoit en un tems que Portolongone & Piombino n'étoient pas au pouvoir des François.

Sujet du Voyage de Plenipotentiaire Eſpagnol le Brun au Pais Bas.

Ils ont dit depuis que le voyage de Brun étoit pour conferer avec le Marquis de Caſtel Rodrigo, & avoir ſon conſentement ſur la ceſſion deſdites Places, avec lequel ils avoient reſolu de paſſer outre quand ils n'auroient pas d'autres ordres d'Eſpagne, & l'on peut aſſurer que ſans le manquement des Hollandois, il n'y avoit pas lieu de douter en cette affaire. En parlant au Nonce ainſi qu'il eſt preſcrit on évitera de lui faire connoître que nous croyons qu'il y ait difficulté en cela, parce que de la façon que les Eſpagnols en ont parlé aux Médiateurs, & aux Hollandois, & qu'eux nous en ont fait le raport, ils ne pourroient avec juſtice rejetter ſur nous la rupture du Traité, ſi elle arrivoit pour raiſon deſdites Places.

Affaires de Pologne.

L'ordre qui a été donné de ſe prévaloir des Troupes qui ſe doivent licentier en Pologne, & d'empêcher par ce moyen que les Ennemis n'en profitent, eſt un effet de la prévoyance, qui fait proſperer toutes les affaires du Roi. Quant à l'aſſiſtance qui ſe peut donner au Roi de Pologne, c'eſt une penſée qui veritablement eſt ſainte & genereuſe, mais il ſemble que l'on peut differer de s'en découvrir, juſques au tems que les affaires ſeront ici finies, ce qui paroit ne pouvoir gueres plus tarder, ſoit d'une façon ou d'autre.

Leur conduite avec les Eſpagnols & les Etats Generaux.

On ne ſait point encore ici de quelle façon l'action des Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats aura été reçuë à la Haye, mais quoique nous ne nous ſoyons pas plaints dans l'Aſſemblée bien ouvertement, & que nous ayons dit à ceux, qui nous en ont mis en propos, qu'ils avoient déclaré, que rien ne ſe feroit, ſi l'on ne tomboit auſſi d'accord avec la France; pluſieurs neanmoins témoignent d'être indignés contr'eux, & les blâment fort. Nous ne rabatons rien de notre fermeté ni de nos prétentions avec les Eſpagnols, quand on nous en parle, étant bien reſolus de les porter plus haut que jamais, de ne faire paroître aucune crainte, & ne diminuer rien de nos demandes.

Leſdits Sieurs Plénipotentiaires nous ont vû une fois depuis, pour nous faire ſavoir, que quatre d'entr'eux alloient à Oſnabrug, & pour nous prier en même tems de contribuer de nos offices envers les Suedois, pour les porter à changer la déclaration qu'ils ont faite de vouloir retenir toute la Pomeranie, & faire enſorte

pourroit envoyer de grandes forces dans l'Allemagne, & nous au contraire n'y pourrions aſſiſter ſi puiſſamment le bon parti, & qu'auſſi ni la France, ni la Suéde ne ſeroient pas en état de ménager pour les amis communs tous les avantages que l'on eût pû faire, s'ils n'euſſent pas précipité leur accommodement. Qu'ils devoient conſiderer ce que nous avions fait, depuis que nos intérêts particuliers étoient ajuſtez avec les Impériaux, n'ayant pas laiſſé de continuer la guerre vigoureuſement, & de porter nos armes contre le Duc de Baviére, & plus avant dans l'Empire que nous n'avions point encore fait ci-devant.

Leurs ſoins pour Brandebourg.

Quant au ſurplus nous avons ſouvent donné conſeil aux Miniſtres de Brandebourg de n'attendre pas l'extrémité, où ils ſe ſont laiſſés reduire, mais de traiter de bonne heure avec les Suédois, auprès deſquels nous ne laiſſerons pas d'agir tant pour la conſideration dudit Sieur Electeur de Brandebourg, que pour celle de Meſſieurs les Etats, & de favoriſer ſes intérêts, autant qu'il ſera poſſible.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

Du 14. Janvier 1647.

Monſieur Servien eſt à la Haye. Voyage de Monſieur d'Avaux à Oſnabrug.

MONSIEUR,

QUoique la Dépêche que nous avons faite par le Courier ſoit fort ample, nous n'avons pas voulu laiſſer paſſer cet Ordinaire, ſans repondre au Mémoire du Roi du quatriéme de ce mois, qui a été aporté ici pendant cette ſemaine; nous avons auſſi reçu votre Lettre du même jour, laquelle ne contenant que les

gémes

part de Mr. d'Avaux à Oſnabrug.

le parts demain moi d'Avaux pour aller à Oſnabrug ; nous verrons par la conduite des Plénipotentiaires de Suéde, ſi le ſoupçon qu'on a eû eſt veritable, que l'effet des bonnes intentions de leur Reine étoit détourné par des ordres particuliers, qui régloient la conduite de Monſieur Oxenſtiern. La Reine en eſt elle-même en doute, & nous en a fait avertir par Monſieur Chanut. Nous eſſayerons d'en découvrir la verité, qui ne peut être longtems inconnue, puiſque l'on eſt en termes, ou de conclure bientôt, ou de témoigner nettement que l'on ne veut point la Paix. Nous ſommes &c.

A Munſter le quatorziéme Janvier 1647.

REPONSE

de Monſieur de

LONGUEVILLE

AU MEMOIRE

DU ROI

Du vingt cinquiéme Janvier 1647.

ENVOYE'E EN COUR.

Le quatriéme Fevrier audit An.

Leur fermeté envers les Eſpagnols. Affaires pour Portugal. Meſſieurs Paw & Knuyt ſoutiennent le parti de l'Eſpagne. Ils ſont les entremetteurs des deux Couronnes. Precaution pour l'Article de Portugal. Touchant le deſſein de ſecourir les Venitiens. Reponſe à un Ecrit des Catalans. On parlera différemment de la ſignature des Hollandois. On blamera les Ecrits des Eſpagnols. Et leur conduite. On ecrira à Mr. d'Avaux, de travailler à la reunion des Miniſtres Suedois à Oſnabrug. Etat de l'affaire des pretentions Suedoiſes. Ceſſions des Brande-

ENcore que celle-ci ſoit fort ample, il ne ſe peut quaſi faire autre réponſe, ſinon que je m'y conformerai entierement, en l'abſence de Meſſieurs mes Collegues. Toutes choſes y ſont ſi particulierement deduites, & les intentions de leurs Majeſtez ſi clairement expliquées, qu'il n'y a rien à déſirer, & il ne faut que ſuivre ce qui eſt preſcrit.

J'ai un extrême contentement de connoître que leurs Majeſtés ont agréable ce qui s'eſt fait, pour eſſayer d'empêcher la ſignature des Hollandois. Les dernieres Dépêches auront apris, qu'on ne s'eſt en rien relâché depuis, & ſans mentir le procedé que l'on a tenu a fort rabattu l'oſtentation des Eſpagnols, ſoit parmi les Médiateurs, ſoit dans le reſte de l'Aſſemblée, où cette action n'a pas eû le mauvais effet contre nous, que nos Parties s'étoient imaginé. La façon, dont nos Articles ſont conçus, & ce que j'ai dit aux Hollandois en les leur délivrant, ne leur ſera point prendre d'opinion, que nous ſoyons pour diminuer aucune choſe de nos demandes; j'oſe dire au contraire, que leur plus grand ſoin eſt, que nous ne les augmentions pas, auſſi leur ai-je déclaré expreſſément, que ſi Meſſieurs les Etats faiſoient difficulté de s'obliger à la garantie mutuelle de ce qui devoit être accordé dans le Traité, nous voulions prendre d'autres précautions, & convenir des nouvelles difficultez, au defaut deſquelles nous les chercherions dans nos propres forces, & dans les moyens que Dieu nous a mis en main, pour pouſſer à bout nos Ennemis, à quoi nous nous preparerions avec d'autant plus de diligence, que le ſecours de ceux que nous avons crû juſques ici nos veritables amis, nous manqueroit en ce cas.

Leur fermeté envers les Eſpagnols.

J'ai ſû que l'Article du Portugal, ſur tous les autres, a donné mal en tête aux Miniſtres d'Eſpagne.

Affaires pour Portugal.

La faculté d'aſſiſter ce Roi y eſt bien expreſſe, mais on ne peut encore faire jugement du deſſein des Eſpagnols, ni connoître avec certitude s'ils rentreront en Traité, tout de bon & avec deſſein de conclure, ou s'ils ne dilayeront point encore ſelon leur humeur lente: peut-être qu'ils attendent le retour du Sieur Brun, que l'on croit devoir être bientôt à Munſter, il pourra aporter les ordres avec lui, ou du moins les ſentiments du Marquis de Caſtel Rodrigo. Et puis il eſt le ſeul d'entr'eux qui peut repondre à nos Articles, & mettre la main à la plume. Ils pourront d'ailleurs reculer ou avancer, ſelon le ſuccès qu'aura la Négociation d'Oſnabrug.

J'ai déja rendu compte, comme j'avois marqué au Sieur Paw tout ce que nous trouvons à redire en ſon Ecrit, qu'il appelle *Récapitulation*. Je le reduiſis à un point qu'il ne pût repondre, ſinon que s'il y avoit quelque choſe qui nous déplût, il le faudroit changer. Il eſt bien vrai que les propres Miniſtres d'Eſpagne ne peuvent aller plus à leurs fins, ni avoir plus de paſſion à leurs intérêts préſens, que Paw & Knuyt en ont témoigné; mais avec tout cela je ne puis croire, qu'il ne nous ait été fort avantageux de les avoir eûs pour entremetteurs, & il faut avouër, que nous avons plus obtenu avec eux ſur ce ſujet que nous n'euſſions, peut-être, jamais fait ſi les Médiateurs

Meſſieurs Paw & Knuyt ſoutiennent le parti de l'Eſpagne.

Ils ſont les entremetteurs des deux Couronnes.

ſion. J'ai reſolu de donner à Meſſieurs les Mediateurs autant de nos Articles, afin que l'intérêt preſſant de Monſieur de Contarini, & le deſir qu'ils doivent avoir tous deux de finir les affaires, & d'y contribuer les porte à nous y rendre de bons offices : ainſi de quelque côté que le bien nous vienne nous le prendrons, & reconnoîtrons pour amis ceux qui nous procureront de l'avantage.

Précaution pour l'Article de Portugal.

Outre ce qui eſt porté dans l'Article de Portugal, de la liberté que leurs Majeſtés ſe reſervent d'aſſiſter ce Royaume, je l'ai encore publié & fait favoir en divers lieux, & quand j'ai parlé aux Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, je leur ai dit ſouvent, que leur ſeule conſideration avoit fait condeſcendre leurs Majeſtés de ne point comprendre le Roi de Portugal dans le Traité, & que nous reconnoiſſions bien que la faculté que le Roi d'Eſpagne aura de venir à bout des Portugais, quelque aſſiſtance que nous leur donnions, c'étoit remettre un Royaume entre ſes mains, & le rétablir dans ce qu'il avoit perdu de plus important dans cette Guerre. Que leurs Majeſtés en ayant donné la parole, ne la changeroient pas, ſi la Négociation préſente s'achevoit, mais ſi on ne la concluoit bientôt, ou que Meſſieurs les Etats refuſaſſent d'entrer en garantie du Traité, elles ne feroient pour rien du monde la Paix, que les Portugais n'y fuſſent expreſſément compris.

Touchant le deſſein de ſecourir les Venitiens.

La pieté, & le genereux deſſein de leurs Majeſtés, pour ſecourir la République de Veniſe contre le Turc, ne peuvent être aſſez loués. Je le ferai valoir auprès de Monſieur Contarini autant qu'il me ſera poſſible, ſans rien engager pourtant & m'y conduirai en la même ſorte, qu'il eſt preſent par le Memoire.

Quand on a mis le Comte de Trautmansdorff en diſcours de ce que les Princes Chrétiens pourroient faire contre cet Ennemi commun, il a dit nettement, que ſon Maître auroit peur de s'embarquer en une Guerre ſi perilleuſe.

J'ai vû avec beaucoup de ſatisfaction la reponſe faite aux Catalans, dans la Lettre écrite à Monſieur de Servien. Il ne ſe peut rien dire de plus à propos, ni qui convienne mieux aux affaires preſentes. J'eſſayerai de régler ici ma conduite ſur l'un & l'autre de ces Ecrits.

Réponſe à un Ecrit des Catalans.

On parlera également de la ſignature des Hollandois.

Je parlerai de la ſignature des Hollandois, ſelon ceux avec qui je traiterai. C'eſt-à-dire autrement avec les Imperiaux, & les Députez des Princes d'Allemagne & d'Italie & autrement avec ceux de Suéde & de Portugal. Je n'oublierai pas auſſi de faire remarquer aux Médiateurs la baſſeſſe & l'indigne procedé des Miniſtres d'Eſpagne, en permettant l'impreſſion de ce qui ſe met dans leurs Gazettes, dans un tems où l'on doit ſe reconcilier. Pour l'affaire de Philippe Roi, je l'ai fort décriée, en parlant aux Hollandois, qui m'ont dit que Peñaranda, & l'Archevêque de Cambrai blâmoient fort le voyage que cet homme avoit fait à la Haye, &

On blâmera les Ecrits des Eſpagnols. Et leur conduite.

que le point de la Pomeranie eſt ajuſté avec le Marquis de Brandebourg : ce n'a pas été ſans très-grande peine, & ſans que leſdits Sieurs Plénipotentiaires ayent ſouvent changé leurs propoſitions comme ledit Sieur d'Avaux le ſera particulierement ſavoir ; mais enfin le dernier avis qu'il m'en a donné porte qu'il ne reſte plus pour l'accommodement de cette affaire, que des difficultés, qui apparemment ne peuvent la rompre. Comme chacun loue déja leurs Majeſtés des ſoins extraordinaires qu'elles ont de pacifier la Chrétienté, celui qu'elles prennent encore de remettre bien enſemble les Plenipotentiaires de Suéde, ſera très-bien reçu par tout, & ne peut que produire un bon effet, ſoit en l'Aſſemblée, ſoit en Suéde où leur Maîtreſſe aura grand ſujet de ſatisfaction de tout ce que la France aura fait pour ſes avantages. Il ne ſera plus beſoin auſſi de penſer aux Lettres que cette Reine avoit elle-même dêſirées ; ce qui à la vérité étoit une affaire delicate, & un coup duquel il ſemble qu'on ne ſe doit ſervir qu'à l'extremité. Toutefois l'habileté du Sieur Chanut m'y eût plutôt fait donner les mains croyant qu'il ne ſe fût point déſaiſi deſdites Lettres, que quand elles auroient pû être utiles, & produire l'effet qu'on en déſiroit.

Etat de l'affaire des precedences Suedoiſes.

Ceux de Brandebourg cedent Gartz, Stetin, Wollin & Dam, outre l'anterieure Pomeranie ; mais ils prétendent pour recompenſe l'Evêché d'Alberſtadt ; l'expectative de Magdebourg, l'Evêché de Minden, avec le Comté de Schuanburg, & quelque autre choſe. L'Evêque d'Oſnabrug, qui eſt de la Maiſon de Baviere, & Député en cette Aſſemblée de l'Electeur de Cologne, eſt allé en diligence à Oſnabrug, pour s'oppoſer & empêcher, s'il ſe peut, qu'on ne leur donne l'Evêché de Minden, dont il eſt pourvu & veritablement les Imperiaux font bon marché du bien de l'Egliſe, & pourvû que l'on ne touche point aux biens Heréditaires de la Maiſon d'Autriche, ils n'ont pas grand ſoin de ceux de St. Pierre. Tous les Catholiques dans l'Empire connoiſſent cette verité plus clairement qu'ils n'avoient jamais fait, & cette conſideration pourra porter un jour les Electeurs & Princes Catholiques à ſe lier plus étroitement avec la France, ſe voyant abandonnés de l'Empereur qui couche facilement de l'intérêt de l'Egliſe, quand il s'agit de conſerver le ſien.

Ceſſions des Brandebourgeois & leurs prétentions.

Les Imperiaux font bon marché des biens de l'Egliſe.

MON-

MONSIEUR de LONGUEVILLE,

à Monsieur de

BRIENNE.

Du 4. Fevrier 1647.

Les Suedois refusent de signer les conditions arrêtées avec les Brandebourgeois.

MONSIEUR,

DEpuis le Mémoire que j'envoyai pour répondre au Mémoire du Roi du vingt-cinquiéme du mois passé, j'ai reçu une Lettre de Monsieur d'Avaux, qui me mande que les Plénipotentiaires de Suéde n'ont pas voulu signer les conditions arrêtées avec les Députez de Brandebourg, & en ont ajouté de nouvelles. J'envoye copie de la Lettre même dudit Sieur d'Avaux, afin que l'on voye mieux comme tout se passe, & les difficultés qui se trouvent dans la Négociation. Elles sont souvent plus grandes avec nos Alliés qu'avec les Parties, mêmes; cependant vous jugez bien, que dans l'espérance que l'on a de terminer les affaires, il seroit dangereux de faire la Lettre, dont la Reine de Suéde avoit fait l'ouverture au Sieur Chanut, & vous pourrez remarquer qu'encore que ses Ministres soient difficiles au dernier point, ils ont néanmoins recours à l'entremise de la France pour quelques-unes de leurs affaires, tant avec les Princes de l'Empire, qu'avec l'Empereur même. Je mets le surplus au Mémoire, & vous supplierai seulement, Monsieur, de vouloir faire expedier un Passeport selon le billet qui sera ci joint, pour le Baron d'Armolai, & sa famille, pour aller de Bruxelles en la Franche-Comté, & retourner: c'est un Gentilhomme, qui m'a accompagné sur les Terres de l'obéissance du Roi d'Espagne, quand je suis venu à Munster, & qui d'ailleurs merite bien cette grace. Je vous supplie de me continuer celle de votre bienveillance, & de croire que je suis, &c.

A Munster le 4. Fevrier 1647.

Les Suédois refusent de signer les conditions arrêtées avec les Députez de Brandebourg.

MEMOIRE de Monsieur de LONGUEVILLE,

ENVOYE' EN COUR.

Le 11. Fevrier 1647.

Sa Conference avec les Ambassadeurs Hollandois. Il leur livre quelques notes sur un Ecrit publié en Hollande par les Espagnols. Sa précaution sur une Ligue en Italie. Prétentions des François touchant le Commerce. Il attaque la conduite des Espagnols. Son jugement touchant l'inclination des Hollandois pour la France. La France cherche de donner le tort aux Espagnols du retardement de la Paix. L'Empereur & le Duc de Baviere ne souhaitent que la Paix. Les Suédois au contraire. Ses intentions pour l'avantage de la France. Ses jugemens sont que la plûpart des Députez des Etats Généraux sont gagnez par l'Espagne. On donne aux Médiateurs les dernieres intentions de la France à l'egard de la garantie des Hollandois.

J'Ai eu ces jours passés une Conférence avec les Ambassadeurs de Messieurs les Etats, dont je ferai le recit en premier lieu & puis je répondrai au Mémoire du Roi du premier de ce mois.

De la Conference avec les Ambassadeurs Hollandois.

Lesdits Sieurs Ambassadeurs me vinrent trouver pour me dire qu'ils avoient eû ordre de leurs Supérieurs, d'aller rendre compte de ce qui s'est passé dans la Négociation, tant entre l'Espagne & eux qu'entre la France & l'Espagne par leur entremise; ils me dirent, que quatre d'entr'eux partiroient le lendemain, qui sont les Sieurs Matheneſſe, Knuyt, Ripperda & Klant; qu'ils m'avoient ci-devant promis de me communiquer ce qu'ils manderoient à Messieurs les Etats, touchant l'Ecrit de Philippe Roi, mais qu'étant à présent tems de faire leur raport verbalement, ils ne pouvoient m'en délivrer aucune chose, me priant de ne le point trouver mauvais, & de leur faire savoir ce que j'avois à désirer d'eux.

Je répondis, qu'ils devoient se souvenir de la plainte, que nous leur avions faite de ce qui est en l'Ecrit, qui sert comme de recapitu-

capitulation eſt conçue, on puiſſe mieux convaincre leur mauvaiſe foi.

Il leur livre quelques notes ſur un Ecrit publié en Hollande par les Eſpagnols.

Je fis mettre par écrit quelques notes ſommaires, que j'envoyai au Sieur de Mathenelle avant qu'il partît, leſquelles ayant toutes lûës n'y trouva rien à redire & me remercia du ſoin que j'avois eû en cela, diſant qu'ils feroient voir à leurs Superieurs les Ecrits mêmes, qui leur avoient été mis en main de part & d'autre, ſans y ajouter aucune choſe du leur. J'ai donné l'avis de ce que deſſus à Monſieur de Servien, & lui ai envoyé copie des mêmes notes, qui pourront faire voir à Meſſieurs les Etats que l'information qu'ils ont euë ci-devant de leurs Plenipotentiaires eſt captieuſe & dreſſée ſelon l'intention des Miniſtres d'Eſpagne.

Sa précaution ſur une Ligue en Italie.

J'ai fait mettre autant deſdites notes avec ce Mémoire; l'on pourra remarquer en ce qui touche la Ligue d'Italie, que je ne leur ai pas fait de reproche de ce qu'ils n'ont parlé de ladite Ligue, que pour les affaires d'Italie ſeulement, parce qu'encore que dans deux de leurs Ecrits, ils euſſent fait mention de tout le Traité, la verité eſt néanmoins que dans le papier qui leur fut donné à Oſnabrug la Ligue n'eſt demandée que pour les ſeules affaires de cette Province: d'autant que nous n'avions pas reçu alors les ordres que nous avons eû depuis ſur ce fait. Ainſi je me contenterai d'y faire voir les bonnes intentions de leurs Majeſtés, en pourſuivant ladite Ligue, & d'inſinuer qu'elle doit être pour garantir tout le Traité, ſans m'arrêter d'ailleurs trop ponctuellement ſur ces paroles.

Je m'etendis auſſi à montrer la mauvaiſe procedure des Eſpagnols dans l'envoi de Philippe Roi à la Haye. Je leur dis que cette action ſi contraire à la ſincerité qui ſe doit pratiquer dans les Traités les offenſoit eux en particulier, comme nous, qui ſommes alliés, une ſemblable information eût pû être loiſible, & nous euſſions néanmoins cru bleſſer notre reputation d'être convenus de tenir ſecret ce qui ſe paſſoit & nous l'euſſions rendu public, mais que les Eſpagnols ne pouvoient avoir autre deſſein en ce faiſant que de jetter parmi nous la diviſion, qui n'eſt pas moins dangereuſe à leur Etat qu'au nôtre. Peñaranda deſavouant lui-même cette procedure quoiqu'on n'ait rien fait ſans ſon conſentement, montroit bien qu'il la jugeoit honteuſe & blâmable, & d'autant que ledit Sieur Paw repartit, que pour eux ils n'avoient point eû de part en cela, & qu'ils ne leur pouvoient pas empêcher; je dis que je ne leur repréſentois ces choſes que pour l'intérêt qu'ils avoient d'en faire connoître le mauvais deſſein à Meſſieurs les Etats, & non pour les accuſer d'y avoir eû part. Je pris enſuite occaſion de dire, que puiſqu'ils alloient vers leurs Superieurs, il ſembloit bien néceſſaire à eux & à nous de ſavoir au vrai ce qu'on doit attendre des Eſpagnols, afin que chacun prît ſes reſolutions & leur demandai ce qui s'étoit fait depuis qu'ils avoient les Articles en main, puis qu'eux-mêmes avoient dit à Monſieur demeurer dans les mêmes termes. Je repliquai que les anciens Traités n'ayant pas été aſſés clairs ſur le fait du Commerce, il s'en étoit enſuivi pluſieurs inconveniens; que l'on avoit uſé de grande rigueur contre les Marchands François, & que pour éviter de pareils accidents, qui peuvent quelquefois être cauſe de grands maux, il étoit néceſſaire de s'expliquer; que les Eſpagnols temoigneroient n'avoir aucune diſpoſition à la Paix s'ils faiſoient difficulté d'accorder aux Sujets du Roi les mêmes choſes dont on eſt convenu pour les Marchands d'Angleterre, & du Païs-Bas. Ils dirent que Peñaranda ne pouvoit demeurer d'accord qu'il fût permis aux François, qui vendent du blé en Eſpagne, d'en tranſporter l'or & l'argent, qui eſt une choſe défenduë fort exactement, & comme une des principales Loix du Royaume. Je répondis que l'Eſpagne tiroit du blé de la France qu'elle ne ne pouvoit payer par d'autres Marchandiſes; & que pour un ſujet ſi néceſſaire, & ſi privilégié le tranſport de l'or & de l'argent devoit être permis. Il paroît qu'il y aura de la peine à obtenir ce dernier point, & peut-être ſera-t-il jugé raiſonnable d'y prendre quelque expedient comme de ſtipuler la permiſſion de retirer en or & en argent la moitié du payement, ou même que l'on ſera obligé d'en uſer comme l'on a fait par le paſſé; mais pour les autres conditions, ſi les Marchands François n'avoient les mêmes libertés que ceux d'Angleterre, & de Meſſieurs les Etats, tout le trafic d'Eſpagne, qui eſt celui qui aporte le plus d'utilité à la France, s'anéantiroit, & paſſeroit aux Anglois & Hollandois. Ce qui cauſeroit un trop grand préjudice, & il ſemble que l'on doit inſiſter fortement ſur ce point, & ne s'en point départir.

Il attaque la conduite des Eſpagnols.

Mais après avoir remontré ces choſes auxdits Ambaſſadeurs, & les avoir preſſés un peu legerement, je leur dis, que chicaner ſur des conditions qui ſont reciproques, & qui ſont déja accordées à d'autres dont l'avantage retourne auſſi bien au profit de l'Eſpagne, qu'à celui de la France, c'étoit, à dire la verité, ſe moquer d'eux & de nous. Que les Eſpagnols ne cherchoient qu'à éloigner la concluſion des affaires dans le deſſein obſtiné qu'ils ont de jetter de la diviſion parmi les Alliez. Que je les conjurois de prendre garde à quoi pouvoit tendre une telle conduite, & de la faire bien obſerver à Meſſieurs les Etats; que c'étoit l'effet viſible de ce que nous leur avons toûjours predit, que les Miniſtres d'Eſpagne les ayant, une fois portés à ſigner leurs Articles, étoient en eſpérance de pouſſer le manquement plus avant, & qu'ils ne ceſſeroient jamais, tant qu'il y auroit la moindre aparence de deſunion. Je leur montrai ſur cela un Imprimé d'Anvers, qui porte que la Paix eſt faite entre l'Eſpagne & Meſſieurs les Etats, & qu'elle ſe publiera bientôt malgré les François ſi eux-mêmes ne s'accordent. Je leur dis que c'étoit par ces moyens qu'ils entretenoient leurs peuples, qu'ils leur faiſoient contribuer, & eſperoient

Digitized by Google

lement aux Ennemis qu'on y eſt diſpoſé.

Bon jugement touchant l'inclination des Hollandois pour la France.

Leſdits Sieurs Ambaſſadeurs repartirent que les Plénipotentiaires d'Eſpagne, témoignoient toujours vouloir conclure, & qu'ils perſiſtoient à nous accorder toutes les Conquêtes, à la reſerve des Poſtes de Toſcane, ſur leſquels ils aſſuroient n'avoir aucun ordre. Cela même eſt un pur artifice, leur dis-je alors, puiſque chez les Impériaux, où Monſieur Contarini ſe trouva préſent avec nous, il a été dit à haute voix, que les Miniſtres d'Eſpagne confeſſoient avoir eu pouvoir de leurs Maîtres de céder toutes les conquêtes; mais que c'étoit en un tems que Portolongone, & Piombino n'étoient pas encore occupés par les armes de France; ſur quoi chacun étoit demeuré d'accord que l'ordre étoit général, ces Places y compriſes, s'ils n'avoient une défenſe expreſſe au contraire par les Lettres qu'ils recevroient après qu'on en auroit ſu la perte en Eſpagne; d'où je concluois, qu'étant certain que le Comte de Peñaranda avoit reçu depuis des nouvelles, tout ce qu'il peut alleguer n'eſt qu'un preſexte pour gagner le tems, puiſqu'en effet il ſe ſeroit bien gardé de rentrer en Négociation, s'il n'avoit le pouvoir de céder leſdites Places; après que je lui ai fait déclarer ſi expreſſément, que ſans cela on ne ſeroit jamais la Paix, & que nous ne traitions que ſur ce fondement, deſorte que le délai qu'il prend, n'eſt que dans l'eſperance de vous porter, s'il peut, à un ſecond manquement. Il y eut ſur cela conteſtation entre leſdits Ambaſſadeurs & moi, diſants, qu'ils n'avoient pas manqué à leurs Traités, & moi leur ſoutenant, qu'encore que je ne cruſſe pas que l'intention de leur Etat fût d'y contrevenir, il ne ſe peut nier, que la ſignature des Articles n'ait donné lieu aux vaines eſperances des Eſpagnols, & cauſé le retardement du Traité.

Comme ils étoient preſſés de cette derniere réponſe, ils avouerent qu'ils avoient été plus retenus à porter les Eſpagnols à ſe déclarer, attendu les proteſtations ſi expreſſes, que je leur avois faites d'augmenter nos demandes, & de prendre d'autres précautions, ſi la garantie n'étoit accordée, à quoi ils ajouterent, que les Traités que nous avons enſemble étoient aſſez formels, & avoient ſuffiſamment pourvu à ladite garantie, ſans qu'il fût néceſſaire d'entrer en de nouvelles obligations.

Je répondis qu'à la verité, ſi on n'eût point formé des doutes & mis en queſtion devant nos Parties mêmes, juſques où l'on pouvoit reſtraindre leſdites obligations, on eût pû ſe contenter de ce qui eſt déja accordé; mais qu'après ce qui s'étoit paſſé, nous deſirions d'être éclaircis, & ſavoir préciſement à quoi l'on doit ſe regler & s'attendre; qu'autrement l'Alliance, que les Provinces avoient tant ſouhaité de faire avec le Roi, ſe trouveroit comme aneantie, chacun étant libre de ſon côté d'y donner telle interpretation que bon lui ſemblera, & que c'étoit à eux de voir ſi ce parti leur étoit utile, ou s'ils n'avoient pas beſoin, pour ſe conſerver, de la même puiſſance, qui avoit tant aidé à leur établiſſement. Que plus leur Traité étoit avantageux, plus ils avoient intérêt de l'aſſurer & affermir. Que pour nous, nous avions aſſez temoigné, que nous ne ſouhaitions rien plus, que de demeurer unis avec eux; mais que ſi les ſuretés, que nous avions crû trouver dans leur nous demandes, & que nous augmenterions, au lieu de diminuer nos prétentions. Je dis auſſi, qu'il étoit aiſé de voir, que les Eſpagnols n'ont d'autre viſée que de continuer la Guerre, en ſeparant les Alliez, ou qu'étant obligez de faire un Traité, ils conſervoient la penſée de rebrouiller à la premiere occaſion; que nous voulions éviter l'un & l'autre, & que c'étoit à Meſſieurs les Etats de juger de leur intérêt, & à ſe reſoudre de ce qu'ils veulent faire pour concluſion, & que je les conjurois de repréſenter toutes ces choſes de notre part à leurs Superieurs en la même façon qu'elles leur étoient dites; & ſur tout de leur faire voir ce qui ſe connoît évidemment dans l'Aſſemblée, que de la reſolution de la garantie mutuelle dépend aujourd'hui la Paix.

La France cherche de donner le tort aux Eſpagnols du retardement de la Paix.

J'ai reconnu que d'avoir donné nos Articles a fait un bon effet parmi ceux des Plénipotentiaires qui n'ont point de mauvaiſe volonté; mais Paw eſt fâché, qu'on ait ôté par là le moyen de faire entendre à ſes Superieurs, que nous ne voulons pas la Paix. Monſieur Servien m'écrit par ſa derniere Lettre, qu'ils n'avoient point encore fait ſavoir cette nouvelle à la Haye, ce qui me confirme dans l'opinion, qu'elle ne favoriſe pas leur deſſein, & ma raiſon eſt que la France ayant mis ès mains des Hollandois ſes derniers ſentimens, il n'y a plus aucun artifice, qui puiſſe perſuader à qui que ce ſoit, que le retardement provienne d'ailleurs, que des Eſpagnols, par leur obſtination, ou des Hollandois, faute de convenir de la garantie.

L'Empereur & le Duc de Baviere ne ſouhaitent que la Paix.

Pour répondre à cette heure au Mémoire du premier de ce mois, il paroît que l'Empereur, & le Duc de Baviére ſont reſolus à faire la Paix, & elle ſeroit déja faite, ou bien avancée dans l'Empire, ſi nous n'euſſions travaillé pour conduire les choſes dans le parti auquel l'Electeur de Brandebourg peut donner ſon conſentement.

Les Suédois ſeuls ſe rendent extrémement difficiles, & quand on leur a accordé tout ce qu'il leur a plû de demander de la Pomeranie, juſques à y ménager un village & un bois, ils prétendent à l'heure même autre choſe. Monſieur d'Avaux donnant avis de toutes ces particularités, je ne les mettrai point dans ce Mémoire. Je lui ai écrit, que mon ſentiment étoit dans les grandes difficultés, qui ſe trouvent en Allemagne, à faire une ſomme un peu notable; il ſe doit ſouvenir de ne perdre pas l'occaſion d'acquerir, s'il ſe peut, à la France pour quelque peu d'argent, les Villes frontieres ou parties d'icelles ou Bensfeld, avec les ceſſions des Villes Impériales de la baſſe Alſace.

Les Suédois au contraire.

Ses inſtructions pour l'avantage de la France.

Il y a dans l'Aſſemblée un Bourguemaître de la Ville de Bade, qui eſt Député de Meſſieurs les Cantons, auquel nous avons donné toute aſſiſtance, & pris ſoin de le contenter en ce que nous avons pû, afin de rendre ſes Superieurs d'autant plus favorables aux armées confederées. J'ai eû grand' joye d'aprendre que l'état, où elles ſont, ne ſoit pas non ſeulement utile aux affaires d'Allemagne, mais encore à celles d'Italie, & qu'elles ayent retardé le deſſein des Eſpagnols, d'entreprendre ſur les Places nouvellement conquiſes. Il eſt certain qu'ils ſe porteront malaiſément à faire la Paix, s'ils croyent pouvoir recouvrer ces Places, & que s'ils en perdent une fois l'eſperance le Traité s'achevera plutôt. J'ai déja écrit que le Voyage de

reçus dans la Province, qu'il croit lui avoir été ſuſcités par nous; on a reconnu beaucoup de foibleſſe en Donia & Klant, mais plutôt une bonne qu'une mauvaiſe intention; Ripperda eſt d'un eſprit aſſez leger, auquel les careſſes qu'on lui a faites peuvent avoir accru l'inclination qu'il a pour la France; le Sieur de Nederhorſt ne ſe peut aſſez louer; ce qu'il a fait pour nous eſt par un vrai principe d'honneur, parce qu'il croit que cela ſe doit faire, & que c'eſt le bien & l'avantage de ſon Pais; pour Matheneſſe il a ſuivi le mouvement de ſa Province, & d'ailleurs il a été adroitement perſuadé par Paw, qui eſt le plus fin & le plus dangereux de tous. Il eſt à cette heure quaſi comme conſtant que les douze mille Rodalies, dont je donnai avis l'autre jour, ont été diſtribuées par les Eſpagnols à quelques femmes desdits Plenipotentiaires, qui ſont ici, ce qui ſe dit par quantité de perſonnes, & ſert de conte à préſent dans Munſter.

Il eſt vrai que les Eſpagnols font entendre aux Peuples de Flandres, qu'ils n'ont plus de Guerre contre les Hollandois, que j'ai ſû qu'en pluſieurs Forts, qu'ils ont aux Frontieres de Meſſieurs les Etats, ils ont retiré leur Canon dans les Magazins pour faire croire qu'il n'y a plus rien à craindre de ce côté-là.

On donne aux Mediateurs les dernieres intentions de la France à l'égard de la garantie des Hollandois.

J'ai donné le Traité au Médiateur Contarini; & lui ai délivré l'intention de leurs Majeſtez touchant la Garantie des Hollandois. Quand il eût ouï la lecture de tous nos Articles, il forma bien quelques difficultés ſur certains points, il dit & repeta pluſieurs fois qu'il ne voyoit point d'empêchement à la Paix, que la ſeule garantie, que nous prétendions de Hollande, ſans laquelle nous ne voulions pas conclure, & dit qu'il craignoit fort que Meſſieurs les Etats ne vouluſſent pas ſe déclarer ſur cela, & que leur deſſein fût de continuer la Guerre entre les Couronnes, pour achever enſuite leur Traité conjointement ou ſeparément de la France, ſelon le ſuccès des armes, & ce qu'ils feroient pendant la Campagne prochaine. Je repliquai audit Sieur Contarini, que les Provinces-Unies avoient grand intérêt, que la Guerre finît par un Traité, qui obligeoit les deux Couronnes à les rechercher également & qui les garantiſſoit de la jalouſie qu'elles pouvoient avoir de l'une & de l'autre. Ce que je m'étudiai de lui faire connoître, parce qu'étant intéreſſé à la prompte concluſion du Traité, il a pluſieurs correſpondances aux Pais-Bas, auxquelles il peut par ſes Lettres, qu'il écrit avec beaucoup de liberté, donner ces mêmes impreſſions.

à Monſieur de

BRIENNE.

Du 11. Fevrier 1647.

Il s'intéreſſe fort pour Dom Edouard de Bragance. Prétentions de l'Ambaſſadeur de Savoye. Meſſieurs d'Avaux & Servien reſtent, le premier à Oſnabrug, & le ſecond à la Haye.

MONSIEUR,

Il s'intéreſſe fort pour Dom Edouard de Bragance.

J'Ajouterai ce mot au Mémoire que j'ai fait aujourd'hui, pour faire ſavoir, qu'ayant eû depuis nouvel avis, que Dom Edouard, Priſonnier au Château de Milan, eſt en danger de ſa vie, par le mauvais traitement, qu'il reçoit des Eſpagnols, qui lui ont fait ſon procès, & l'ont même condamné à mourir à ce que l'on croit, ayant envoyé un Secrétaire à Madrid, avec la Sentence, pour avoir l'ordre & la volonté du Roi d'Eſpagne. J'en ai fait grande plainte à Meſſieurs les Médiateurs, & aux Hollandois, ayant prié & les uns & les autres de repreſenter au Comte de Peñaranda, que ſi, au prejudice de ce qui a été accordé pour la liberté de ce Prince, on venoit à uſer d'une ſi grande cruauté envers lui, cela rendroit les choſes irreconciliables, & cauſeroit de grands malheurs. J'ai prié Meſſieurs les Médiateurs d'en écrire auſſi à leurs Collégues, qui ſont à Madrad, pour empêcher que cela n'arrive.

Prétentions de l'Ambaſſadeur de Savoye.

L'Ambaſſadeur de Savoye m'a fort prié de ne faire pas mention du Traité de la reſervation des Droits du Roi ſur la Savoye, Piémont & autres Etats apartenans à la Maiſon de Savoye, diſant qu'il s'eſt fait pluſieurs Traites, dans leſquels on n'a point reſervé leſdits Droits, mais je ne le lui ai pas voulu accorder, parce que nous en avons reçu ici l'ordre exprés. Je crains bien que les longueurs que les Suédois aportent au Traité de l'Empire ne retiennent Monſieur d'Avaux encore quelque tems à Oſnabrug, & que Monſieur Servien ne ſoit auſſi obligé à un plus long ſejour à la Haye. Je vous ſupplie de me continuer vos ſoins en leur abſence, avec l'honneur de votre bienveillance, & de faire état que je ſuis, &c.

Meſſieurs d'Avaux & Servien reſtent le premier à Oſnabrug, & le ſecond à la Haye.

A Munſter le 11. *Fevrier* 1647.

RE;

Digitized by Google

REPONSE

au

MEMOIRE

DU ROI,

Du 8. Fevrier 1647.

ENVOYE'E EN COUR,

Le 18. dudit Mois.

La France prétendra conſerver ſes Conquêtes. On retirera leur parole, ſi les Eſpagnols ne conſentent pas au Traité dans le terme qui leur eſt donné. On aura ſoin des affaires du Portugal, & de la Catalogne. Les Eſpagnols s'efforcent à rompre le Traité de l'Empire. On ménage les Hollandois. On doute de la ſatisfaction des Mediateurs. Monſieur Servien eſt fort content. Affaire pour la Ligue des Italiens. La Suede & le Brandebourg conſentent à la médiation de la France. Trautmansdorff ſe loue de la France. Bavière pourroit faire un Traité particulier, ſi l'Empereur ne fait la Paix ſans l'Eſpagne.

La France prétendra conſerver ſes Conquêtes.

ON ne manquera pas de déclarer, & de mettre même par écrit ſi l'occaſion s'en préſente, ainſi qu'on l'a déja dit pluſieurs fois, qu'en cas que les armes du Roi faſſent de nouvelles Conquêtes, on les prétendra toutes, ſans que pour cela on puiſſe dire, que les demandes ſoient nouvelles; la France n'ayant traité que ſur ce fondement qu'elle ne rendra aucune choſe, de ce qui ſera occupé ſur le Roi d'Eſpagne, puiſqu'il ne veut pas faire raiſon au Roi, de la Navarre, & des uſurpations faites ci-devant ſur ſes Prédeceſſeurs.

On a parlé aux Médiateurs & aux Hollandois, ſelon la penſée qu'il plaît à leurs Majeſtez de mettre en conſideration dans le Mémoire, que ſi dans quelque tems les Miniſtres d'Eſpagne ne donnent réponſe ſur nos dernieres propoſitions, nous ſerons quites de tout ce que

On retirera leur parole, ſi les Eſpagnols ne conſentent.

cela, puiſque nous déclarons que ſi Meſſieurs les Etats n'entrent en la garantie du Traité, nous augmenterons nos demandes, & prétendrons d'autres ſuretés & conditions; qu'il falloit que ce point fût auparavant ajuſté, & comme il ne le peut être ſi promptement, que les reſolutions des Miniſtres d'Eſpagne ne peuvent être ſitôt priſes, j'ai repliqué, que quand ils auroient fait ce qui dépend d'eux, & demeuré d'accord de nos prétentions, on conviendroit bientôt de la garantie; mais qu'il n'étoit pas raiſonnable qu'ils fuſſent libres, & que nous demeuraſſions engagés; & que ſi la France étoit obligée de faire les preparatifs de la Campagne prochaine, elle en voudroit retirer les avantages, qu'elle peut raiſonnablement eſperer.

Quant à ce qu'il plaît à leurs Majeſtez d'ordonner, que nous faſſions inſinuer dans l'Aſſemblée, que la principale raiſon, pour laquelle la France ſe veut dégager, eſt dans l'eſperance que le Traité de l'Empire ſe conclura cependant, & qu'alors les Eſpagnols pourront bien n'avoir pas ſi bon marché de leur accommodement, en ce qui regarde la Catalogne, & le Portugal; on tâchera d'y ſatisfaire, ce ſera pourtant avec un peu de retenuë, d'autant que les Eſpagnols qui apliquent tous leurs ſoins pour empêcher la concluſion du Traité de l'Empire, pourroient bien ſe ſervir envers les Impériaux de notre propre declaration, & leur faire connoître le préjudice qu'ils feroient à leurs affaires, en terminant promptement celles d'Allemagne.

On aura ſoin des affaires du Portugal, & de la Catalogne.

On tient que Brun doit aller bientôt à Oſnabrug, pour s'oppoſer autant qu'il pourra au Traité, & il a déja envoyé Iſola vers le Comte de Trautmansdorff pour cet effet, que s'il y a quelque reſſource aux affaires de l'Empereur, qui puiſſe lui donner moyen de contenter en cela le deſir des Eſpagnols, il eſt à craindre, qu'il ne s'y laiſſe entrainer, vû les Mariages qui lui ſont propoſez de ſon fils avec l'Infante, & du Roi d'Eſpagne avec la fille.

Les Eſpagnols s'efforcent à rompre le Traité de l'Empire.

Je n'ai pas délivré le Traité aux Hollandois pour avoir crû, qu'ils nous fuſſent affectionnés, mais parce qu'il a été mandé de la Cour qu'on ne devoit pas entrer en rupture avec eux, ce qui eût été ſans doute, & eût donné grande joye aux Eſpagnols, avec le moyen de pouſſer l'affaire plus avant, ſi enſuite de la ſignature on eût exclus leſdits Ambaſſadeurs de la connoiſſance de nos affaires.

On ménage les Hollandois.

D'ailleurs nous avons à nous plaindre deſdits Ambaſſadeurs en ce qu'ils ont fait avec les Miniſtres d'Eſpagne malgré nos inſtances, mais nous n'avons reçu que bien & avantage de leur interpoſition au Traité. Et comme il a été mandé ci-devant nous avons plus profité dans une ſeule Conférence avec eux, que nous n'aurions, peut-être, fait juſques ici, ſi l'on eût traité par une autre voye.

Il y a eû encore pluſieurs raiſons, qui m'ont porté à leur délivrer nos Articles, deſquelles je me ſuis déja tant expliqué, que je craindrois en les repetant d'en être ennuyeux, mais il y en a une qui m'a toujours ſemblé de grande conſideration. Que comme la Ligue des Princes d'Italie ne peut être ſitôt concluë; ſoit par le défaut du Pouvoir des Miniſtres qui ſont ici, ſoit pour la difficulté que nous avons à y deſirer; il importe au ſervice du Roi de garder cependant les Places, que Sa Majeſté tient pre-

se servent contre nous dans les Provinces-Unies est, quand ils font courir le bruit, que la France ne veut pas la Paix, & que si l'on avoit accordé tout ce qu'elle demande, elle prétendroit choses nouvelles. Cette créance que l'on essayoit d'imprimer dans les esprits avec beaucoup d'artifices, ne peut plus être reçue parmi ces peuples, à présent que les Articles sont delivrés à leurs propres Députés & comme chacun connoit parmi eux, qu'il n'y a plus que le seul point de garantie, qui empêche la conclusion du Traité cela leur en doit sans doute faire hater la resolution.

On doute de la satisfaction des Médiateurs.

Quant à Messieurs les Médiateurs, on ne sait pas s'ils ont eû quelque déplaisir de n'avoir pas la principale direction de cette affaire, mais eux-mêmes m'ont poursuivi de donner les Articles aux Hollandois, & quand je leur ai délivré depuis, ils n'ont témoigné aucune satisfaction mauvaise, & ont promis de s'employer, pour avancer autant qu'ils pourroient le Traité. Je leur ai fait les mêmes déclarations, que j'avois fait aux autres, & je crois qu'il est du service du Roi de prendre le bien d'où il viendra, & de recevoir ce qui sera accordé, de quelque main qu'il nous puisse être offert.

Monsieur de Servien est fort content.

Monsieur de Servien a toujours été promptement averti de tout ce qui s'est ici passé, & les Lettres, qu'il a reçues de moi font voir que j'ai prévû ce qu'il en a désiré, & que je lui ai mandé souvent avant que d'avoir vû ce qu'il m'écrivoit, que j'avois tenu le même langage & fait les choses qu'il jugeoit utiles à sa Négociation.

Affaire pour la Ligue des Italiens.

Dans l'Article qui regarde la Ligue des Princes d'Italie, il n'avoit été fait mention expresse, que du Pape & de la République de Venise, parce qu'il avoit été ci-devant mandé de la Cour, qu'il étoit plus à propos d'en user ainsi pour éviter la jalousie des Princes. J'avois eû la pensée, qu'il importoit au service du Roi de donner quelque satisfaction à Monsieur le Grand Duc dans l'état present des affaires d'Italie, mais ayant vû l'intention de leurs Majestez par le Mémoire, & qu'aussi bien à la fin du Traité, il eût fallu nommer les Princes, & n'étant point engagé avec le Resident de Florence, j'ai fait concevoir l'Article en cette sorte, comme l'on verra par l'extrait ci-joint, que je crois que Monsieur le Grand Duc n'aura pas sujet d'en être mal satisfait.

La Suéde & le Brandebourg consentent à la médiation de la France.

La Reine aura vû par les Dépêches de Monsieur d'Avaux, comme les Suédois, & les Brandeburgiens sont à cette heure d'accord; les derniers témoignent avoir grande obligation à leurs Majestez, & ont prié Monsieur d'Avaux de continuer son interposition, pour la recompense qu'ils ont à prétendre de l'Empereur, à quoi il travaille presentement. Les Plénipotentiaires de Suéde lui ont fait la même priere, pour ce qui reste à ajuster en leur satisfaction; ce qu'on espere aussi de terminer bientôt, encore que nos Alliez se rendent toujours difficiles; ce qui est le plus fâcheux est qu'ils apuyent s'ouvrir entierement, avant que nous voyons le succès qu'aura la Négociation d'Osnabrug, & celle de la Haye; elles sont toutes deux conduites, par de si bonnes mains, qu'il y a grand sujet d'être en repos, & d'en bien esperer, puis qu'on peut dire avec vérité, que ce qui ne se fera point par le ministére de ceux qui y sont employés, sera impossible à tous autres.

Baviere pourroit faire un Traité particulier, si l'Empereur ne fait la Paix sans l'Espagne.

L'on aura eû nouvelles à la Cour de ce qui s'est passé à Ulm entre les Députés, pour le fait de la suspension. Il y a apparence que si le Traité ne s'acheve dans l'Empire, & que les Espagnols puissent gagner ce point sur l'Empereur, le Duc de Baviére seroit pour entendre à un Traité particulier, ce qui seroit un très-grand avantage, si la Guerre avoit à continuer; j'essayerai d'y preparer ses Ministres, & leur parlerai conformément à ce qui est porté dans le Mémoire.

MONSIEUR

de

LONGUEVILLE,

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 18. Fevrier 1647.

Ses raisons pour donner aux Hollandois les Articles, produisent un bon effet. Son intention pour l'affaire de la Ligue en Italie. Raison de son silence pour le Portugal.

MONSIEUR,

Ses raisons pour donner aux Hollandois les Articles produisent un bon effet.

VOus verrez par la copie que j'en ai faite au Mémoire du Roi du dixhuitiéme de ce mois, ce qui m'a porté principalement à mettre les Articles ès mains des Hollandois; ce que je puis dire avoir produit un très-bon effet dans l'Assemblée où l'on ne croit plus ce que les Espa-

nions d'autres. Cette fauſſe perſuaſion eſt ce qui a de plus mis en allarme les Provinces-Unies, & qui donnoit moyen aux mal-intentionnés de ſurprendre & animer contre nous ceux qui d'ailleurs n'ont aucune mauvaiſe volonté, & j'eſtime que s'il y a quelque choſe, qui puiſſe favoriſer la pourſuite qui ſe fait préſentement à la Haye, c'eſt la délivrance deſdits Articles, es mains de leurs Députés.

Son intention pour l'affaire de la Ligue en Italie.

Vous verrez auſſi, Monſieur, qu'en ne nommant, que le Pape & Veniſe, pour la Ligue des Princes d'Italie, nous avons ſuivi ce qui nous a été manſſé de la Cour; mais j'ai eû le bonheur, qu'ayant prevu ce qui eſt arrivé il s'eſt trouvé un moyen de contenter l'Ambaſſadeur de Savoye, & peut-être de ne mécontenter pas l'Ambaſſadeur de Florence.

Raiſon de ſon ſilence pour le Portugal.

Pour l'Article de Portugal, ſi nous euſſions fait une demande aux Eſpagnols, les Miniſtres du Roi de Portugal auroient raiſon de ſe plaindre, que nous ne l'euſſions pas nommé, mais ayant à dreſſer les Articles en la forme même que nous pretendons, qu'ils doivent être inſerés au Traité, il eût été viſible à tout le monde, que ce n'eût été qu'une feinte, & une apparence, puiſque dans un Acte, qui doit être ſigné par le Roi d'Eſpagne, chacun ſait que ces termes ne pouvoient être reçus, & quand ſes Ambaſſadeurs m'en ont ici parlé, ils n'ont rien eû à repliquer, lorſque je leur ai fait cette réponſe. C'eſt celle que j'ai cru devoir faire à votre Lettre, & vous ſupplier de me croire.

MONSIEUR

de

LONGUEVILLE,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 4. Mars 1647.

MONSIEUR,

Il répond aux inſtances des Miniſtres Portugais dont ils font ſemblant.

JE vous rends graces bien humbles de toutes vos nouvelles, & de ce qu'il vous a plû me faire ſavoir des propoſitions du Marquis de Niza, Ambaſſadeur Extraordinaire du Roi de Portugal. J'ai déja mandé, que j'avois dit ici à ſes Miniſtres les raiſons qui nous ont obligés à coucher l'Article de Portugal en la ſorte qu'il eſt, dequoi ils ont temoigné être ſatisfaits. Cet Article a bien fait du bruit, comme vous l'avez pû voir par ma précedente Dépêche; mais je n'ai pas laiſſé pour cela de parler toujours de cette affaire, & d'eſſayer de procurer une Tréve ou ceſſation d'armes à ce Roi, au moins pendant que la Guerre du Turc durera.

Dans toutes les Conférences que j'ai eû avec les Médiateurs, je n'ai eû rien tant en recommandation, que de leur ramentevoir la liberté que le Roi ſe reſerve d'aſſiſter celui de Portugal, ſoutenant toujours, qu'il faut qu'il y en ait un Article exprès, quoiqu'a la verité je ne croye pas qu'on le puiſſe faire inſerer dans le Traité.

Les Hollandois s'intéreſſent pour Dom Edouard de Bragance.

Pour Dom Edouard, j'en ai fait depuis peu de ſi vives inſtances, que les Hollandois dirent nettement à Peñaranda, que la France rompoit tout commerce ſi ce Prince étoit ſi mal-traité; dequoi Peñaranda ſe plaignit aux Médiateurs, & dit que ſur ſon honneur l'avis, que l'on avoit fait le procès audit Dom Edouard ne ſe trouveroit veritable, & qu'il en alloit écrire au Gouverneur de Milan; vous verrez au ſurplus dans leurs Articles celui qu'ils ont ajouté comme ſecret pour ce qui concerne ce Prince.

Les Miniſtres de Baviere ſont autoriſés pour traiter avec la France & la Suéde.

J'ai fait ſavoir comme les Députés de Monſieur le Duc de Bavière avoient un pouvoir pour traiter avec nous, & avec les Suedois auſſi, & qu'un Courrier exprès leur avoit aporté des Lettres de leur Maître à la Reine, & à Monſieur le Cardinal Mazarin. Le Baron d'Azelan m'a donné leſdites Lettres, que je vous envoye avec celle-ci; leur adreſſe étant à Monſieur le Nonce Bagny, nous avons reſolu lui & moi, qu'il écriroit à Monſieur l'Electeur de faire un Traité particulier, & provitionel, qui aura lieu, au cas que le général de l'Empire ne s'acheve. Cela me ſemble être plus à propos, que de traiter ici, d'autant que les Plenipotentiaires de Suéde ont une averſion merveilleuſe contre ce Prince, & quoi qu'ils reconnoiſſent un grand avantage à le détacher d'avec l'Empereur, ils voudroient ſa ruine, plutôt que de s'accommoder avec lui, & le haiſſent à cauſe de la Religion Catholique qu'ils voudroient détruire, & être ſeuls conſidérés dans l'Allemagne.

Les Suédois voudroient la ruine de Baviere.

Crainte des Impériaux.

D'ailleurs les Impériaux ſont fort bien avertis du deſſein que ledit Duc a de faire un Traité particulier. Le Comte de Trautmansdorff en a parlé à Monſieur Krebs, qui eſt à Oſnabrug de la part de ce Prince, & l'a menacé que s'il traitoit avec nous il concluroit dès le lendemain avec les Ambaſſadeurs de Suéde, à toutes les conditions qu'ils voudroient ſans rien excepter, deſorte qu'il me ſemble meilleur de traiter cette affaire à Ulm qu'à Munſter. J'attends néanmoins l'avis de Monſieur d'Avaux, auquel j'en ai écrit pour y prendre une derniere reſolution, avant que de faire partir

Il répond aux inſtances des Miniſtres Portugais à Paris. Les Hollandois s'intéreſſent pour Dom Edouard de Bragance. Les Miniſtres de Baviere ſont autoriſés pour traiter avec la France & la Suéde. Les Suédois voudroient la ruine de Baviere. Crainte des Impériaux. Pretentions des Eſpagnols par raport

Traité.

nous ne voulions prendre aucun avantage ſur eux en cela, mais qu'il ne falloit auſſi rien changer en ce qui eſt accoutumé, que les Traités précedents ſe ſont faits en François ſeulement, & que les Eſpagnols en ont fait depuis peu imprimer à Anvers un volume entier, qui eſt tout en notre Langue. Ils diſent qu'il n'y a que le ſeul Traité de Vervins qui n'a été dreſſé qu'en François, parce que le Roi d'Eſpagne ne traitoit pas, mais l'Archiduc ſur ſa procuration. Je vous ſupplie, Monſieur, de me faire ſavoir ce qui a été fait ci-devant en ſemblable occaſion, & de me faire donner ordre ſur ce qui ſera à faire ſur cette difficulté ci préſente.

Il demande de l'argent.

Il me fâche de vous écrire ſi ſouvent, que l'on n'en a donné aucun, pour remplacer ce que nous avons ſi utilement diverti du fonds deſtiné pour la dépenſe extraordinaire de cette Ambaſſade. Si le ſervice du Roi n'en recevoit du préjudice, je ne vous ſupplierois pas d'en faire ſouvenir, & d'y faire donner un ordre qui ſoit executé, & ſur ce je demeurerai.

MONSIEUR

de

LONGUEVILLE,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

Du 8. Avril 1647.

Touchant la conduite de Monſieur Paw, Plenipotentiaire des Hollandois. Et la façon d'agir des Hollandois. Et les interêts du Portugal. Et la ſuſpenſion des armes. Il donne part des inſtances du Deputé Bavarois. Et de celle de Monſieur Hughens. Il ſe fie ſur Monſieur d'Avaux

dernier Ordinaire, que j'ai rompu ne commencer avec ledit Paw. Je dis au Sécretaire de leur Ambaſſade, qui m'étoit venu demander audience, les mêmes choſes qui ſont audit Mémoire, leſquelles j'ai pris ſoin de faire ſavoir à pluſieurs perſonnes, afin que le ſujet que l'on a eû d'en juger ainſi, ne fût pas inconnu dans l'Aſſemblée. Je n'ai pas ouï parler depuis de cette affaire, ſinon que trois ou quatre jours après ledit Paw m'a renvoyé le même Sécretaire, pour m'aſſurer qu'il ne manqueroit jamais au reſpect qu'il doit à leurs Majeſtez, & qu'il feroit voir, (quelque mauvaiſe opinion qu'on eût de lui) qu'il avoit toujours eû bonne intention; à quoi je répondis qu'il auroit eû grande raiſon d'en donner des preuves eſſentielles, & que ce n'étoit pas peu de choſe d'attirer ſur ſoi & ſa famille l'indignation d'une Couronne alliée de ſon Etat, & puiſſante comme la France.

Et la façon d'agir des Hollandois.

Je n'ai rien entendu auſſi de la part des Eſpagnols, & tout eſt demeuré ici fort calme, ſinon que depuis deux jours Meſſieurs les Médiateurs, m'ont dit qu'ayant ſû qu'il ne ſe traitoit plus rien par l'entremiſe des Hollandois entre la France & l'Eſpagne, ils s'étoient offerts au Comte de Peñaranda pour achever ce qui étoit commencé, & qu'il leur avoit temoigné qu'il étoit toujours diſpoſé & prêt à conclure, & moi je leur ai fait la même déclaration de notre part, y ajoûtant ſeulement que ſi les Miniſtres d'Eſpagne avoient la bonne volonté, qu'ils voudroient que l'on crût, ils ſeroient déja ſortis d'affaires, ayant depuis tant de tems nos Articles en main, dans leſquels il n'y avoit rien qui ne fût raiſonnable. Que puiſqu'ils ſe mettoient ſi peu en devoir, & que le tems de la Campagne aprochoit ſi fort, ils faiſoient aſſez connoître qu'ils en vouloient attendre le ſuccès, ce qui ne nous déplaît qu'à cauſe des maux que la Chrêtienté ſouffre; puiſque la France eſperoit d'y trouver d'ailleurs ſes avantages particuliers, & avoit aſſez juſtifié qu'il ne tient pas à elle, qu'il ne ſe faſſe une bonne & durable Paix. Que nous avons toujours tenu un même langage, dans lequel nous perſiſtions, qui étoit de ne reſtituer jamais aucunes des Conquêtes, que les armes de leurs Majeſtez pourroient faire juſques à la concluſion du Traité, puiſque l'Eſpagne ne veut point faire raiſon des uſurpations qu'elle a ci-devant faites de tant de grands Etats, qu'elle retient à la France.

Et les interêts du Portugal.

Leſdits Sieurs Médiateurs me preſſerent ſur le point de Portugal, diſant qu'il étoit tout-à-fait impoſſible de faire la Paix, tant que l'on prétendroit qu'il en fût fait mention expreſſe dans le Traité. Que le Comte de Peñaranda n'a jamais témoigné en aucune façon d'y conſentir, ni changer de propos ſur cette affaire, & qu'il leur paroiſſoit qu'en tous les autres points principaux nous y pourrions avoir du contentement. Ils m'exhorterent fort d'entrer en expedient ſur celui-là, & dirent que pour la faculté d'aſſiſter ce Royaume, il ſuffiſoit qu'elle

fût

ils ajoutèrent que vouloir exiger davantage du Roi d'Eſpagne, & faire nommer le Portugal, étoit le toucher dans l'honneur, puiſque ce ſeroit le forcer à reconnoître par ſon aveu, que l'on pouvoit juſtement défendre ceux qu'il prétend être ſes rebelles, & comme je leur propoſois de mettre cela hors du Traité, & dans un Ecrit qui ſeroit mis ès mains deſdits Sieurs Médiateurs & des Hollandois, ils repliquerent que cela ne ſe pourroit obtenir, & néanmoins il leur ſembloit moins avantageux pour la France, d'autant que ce qui eſt dans le Corps d'un Traité, & fait en une Aſſemblée célebre, comme celle de Munſter, étoit beaucoup plus fort & plus valable, que ce qui en eſt ſéparé, & qu'encore que le mot de Portugal n'y fût pas exprimé, il s'entendroit aſſez que cette clauſe, qui n'eſt point ordinaire dans les autres Traités, n'avoit été miſe en celui-ci qu'à l'égard dudit Royaume.

Ils me remontrerent enſuite que nous ne pouvions honnêtement refuſer cet expedient, pour tirer la Chrétienté du pitoyable état, où elle eſt reduite, & obvier aux maux dont elle eſt menacée par l'Ennemi commun; & comme je leur diſois que les Eſpagnols étoient autant obligez que nous à prendre ces conſiderations, & plus expoſez au peril, ils repliquerent que la France acquereroit plus de gloire, quand on connoîtroit que pour le ſeul bien du public, elle auroit eû quelque condeſcendance, encore qu'elle n'y fût pas obligée, & qu'elle fût dans ſes plus hautes proſperités.

Et la ſuſpenſion des armes.

Pour la ceſſation d'hoſtilités pendant un an ils diſoient que les Eſpagnols offrants de fournir contre le Turc le double des forces que la France y contribueroit, & même d'entrer en Ligue avec les autres Princes Chrétiens & de s'y obliger dès à préſent par un Article ſecret, c'étoit accorder en effet plus que nous ne demandions, parce que le Roi d'Eſpagne étant une fois engagé dans la Guerre du Turc, il ſe paſſera un longtems avant qu'il puiſſe faire quelqu'entrepriſe ſur le Portugal, ou bien qu'elle ſeroit ſi foible que ce Royaume ſe maintiendroit aiſément, pour peu qu'il reçût du ſecours de la France. Monſieur Contarini finit en diſant que la France étoit en liberté de faire ſur cela ce qu'elle jugeroit à propos, & qu'il feroit raport aux Miniſtres d'Eſpagne de tout ce dont il ſeroit chargé, mais que pour lui voyant ce que la République, & toute la Chrétienté peut recevoir de cette offre, il ne pouvoit que l'aprouver bien fort & la juger très-grande & très-raiſonnable. Je répondis que nos ordres étoient fort précis, mais quand j'ai bien examiné le tout, il me ſemble que ce qui eſt propoſé n'eſt pas éloigné, & ainſi par là une ſureté ſuffiſante, & telle qu'on la déſire à la Cour, pour empêcher le Roi d'Eſpagne de rompre ſur l'aſſiſtance qu'on donnera au Portugal. Et il ſemble, qu'en faiſant valoir les bonnes intentions de leurs Majeſtés pour la Paix, on peut ſe ſatisfaire de ce qui a été avancé par leſdits Sieurs Médiateurs, pourvû que les Miniſtres d'Eſpagne en tombent d'accord.

C'eſt en ſomme tout ce qui s'eſt paſſé; je crois avoir écrit plus d'une fois, que je ne traiterois point ſur le projet délivré par nos particuliers; les notes que j'y ai fait faire, n'ayant été que pour en marquer les defectuoſités, & faire voir que le nôtre eſt plus éclairci & plus équi-

Et de celle de Monſieur Hughens.

L'on m'a fait encore inſtance depuis peu de jours pour les intérêts du Sieur Hughens, duquel je vous ai ci-devant envoyé le Mémoire; s'il ſe peut faire quelque choſe pour lui, le tems y ſeroit propre, parce qu'il eſt du Corps de Meſſieurs les Etats, & peut, à ce que j'aprends, aider par ſon credit à Monſieur Servien, auquel en ce cas on adreſſeroit ce que leurs Majeſtés auront agreable de faire pour ledit Hughens.

Il prierá Monſieur d'Avaux de revenir d'Oſnabrug pour les affaires d'Eſpagne.

Si les affaires d'Eſpagne ſe renouvelloient, je prierai Monſieur d'Avaux de revenir promptement à Munſter, encore qu'il ſoit fort utile où il eſt. Je remets à ſes ſoins de donner les avis de ce qui ſe fait préſentement, & de faire ſavoir comme l'affaire Palatine eſt arrêtée, qui eſt un point très-important, & de grande conſequence, pour la reputation & autorité de leurs Majeſtés dans l'Allemagne. Ce qui donne plus d'eſperance d'un bon ſuccès, eſt qu'il mande que Monſieur Oxenſtiern ſe rend plus facile, qu'il ne faiſoit ci-devant, à quoi il y a aparence qu'il eſt porté par le conſeil du Chancelier ſon Pére, ſur ce qu'il voit que l'inclination de toute la Suéde eſt portée à la Paix.

Le Sieur de Promontorio m'a prié de faire mettre dans le pacquet une Lettre qu'il écrit à Monſieur le Cardinal Mazarini; il témoigne de l'affection pour la France, & nous recevons de lui ſouvent de bons avis, & qui ſe ſont toujours trouvez très-véritables. Sur cela je vous ſupplierai de croire que je ſuis &c.

MONSIEUR

de

LONGUEVILLE,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 22. Avril 1647.

Il accuſe la reception des Dépêches de la Cour. Trautmanſdorff & d'Avaux cherchent à avancer les affaires à Oſnabrug. Il prie

Il accuſe la reception des Dépêches de la Cour.

J'Ai reçu votre Lettre du douziéme de ce mois, avec le Mémoire du Roi du même jour, & encore un autre du ſeptiéme. J'ai lû & obſervé ſoigneuſement le contenu auxdits Mémoires, pour en tirer les lumieres, & les connoiſſances qui nous y ſont données pour notre conduite, & pour ſuivre ponctuellement tout ce qui nous y eſt préſcrit & ordonné. Je me diſpenſerai au ſurplus d'y repondre en particulier, & d'y faire une longue Dépêche à cauſe des jours de dévotion auxquels il ne s'eſt quaſi rien paſſé, dont j'aye à rendre compte.

Trautmandorff & d'Avaux cherchent à avancer les affaires à Oſnabrug.

Monſieur d'Avaux eſt toûjours à Oſnabrug, & le Comte de Trautmanſdorff auſſi. J'eſtime qu'ils voyent lieu d'avancer les affaires, puis qu'ils différent leur retour en cette Ville, dequoi je me remets à ce que ledit Sieur d'Avaux en mande.

Il prie les Médiateurs d'agir envers les Eſpagnols pour une Trêve pour le Portugal.

Je n'ai vû qu'une fois les Médiateurs pendant cette ſemaine. Je les ai preſſés extraordinairement d'agir envers les Eſpagnols & les porter à conſentir à un an de Tréve pour le Portugal, ou du moins de convenir de la clauſe propoſée, que pour le bien de la Chrétienté les deux Rois s'abſtiendront pendant un an de toute Guerre offenſive.

Il n'y a rien que je n'aye repréſenté pour faire voir les raiſons que nous avons de déſirer cette obligation; & au contraire le blâme que nos Parties recevroient de s'opiniâtrer. Mais leſdits Sieurs Médiateurs ont aſſuré que tous les efforts qu'ils ont faits ſur ce point envers les Miniſtres d'Eſpagne n'ont été qu'inutiles. Monſieur Contarini dit, que le même jour, il en avoit longtems entretenu le Brun, & qu'il ne voyoit aucune apparence de faire autre choſe, que ce que j'ai déja écrit, ſavoir que le Roi d'Eſpagne s'obligera par Articles exprès dans le Traité de fournir une fois autant de forces contre le Turc, que leurs Majeſtés en voudront employer au ſecours de la République. Que ſi l'on n'eſt ſatisfait de cet engagement, il ne voit pas qu'il y ait aucun moyen de traiter avec les Eſpagnols, quoi qu'en tous les autres points, qui ſont en différend, il lui paroiſſe qu'il y a lieu d'accommodement, pourvû, dit-il, que de la part de la France on n'inſiſte pas ſur certaines choſes, où raiſonnablement on ne doit pas demeurer comme au fait des Villes de Luger, celui de Sabionnette, & autres ſemblables.

Ledit Sieur Contarini ajoute qu'il pécheroit contre ſoi-même, & contre les intérêts de ſa République s'il avoit quelqu'eſperance de gagner ce point-là, de n'y faire pas toutes ſortes d'efforts, & que les Miniſtres d'Eſpagne ſeroient dignes de punition, ſi ayant pouvoir de s'en relâcher, ils differoient pour ce ſujet la concluſion d'une Paix ſi néceſſaire à leur Maître, & à leur Patrie.

Pour tous ces diſcours, je n'ai pas laiſſé de perſiſter dans ma demande, & Meſſieurs les Médiateurs m'ont dit, que l'on connoiſſoit à Mouzon, qu'ils ne voudroient accepter pour rien du monde. Je vous ſupplie, Monſieur, de nous faire envoyer ſur cela les ordres de la Cour, afin que nous ne faſſions rien qui puiſſe cauſer du préjudice, & de me continuer l'honneur de votre bienveillance, puiſque je ſuis &c.

LETTRE

de Monſieur

SERVIEN

PLENIPOTENTIAIRE

de

FRANCE.

Du 24. Avril 1647.

Ecrite de la Haye à chacune des Provinces-Unies du Païs-Bas ſeparement, excepté à celle de Hollande.

MESSIEURS;

JE ne doute pas que Meſſieurs vos Députez n'aient fait de tems en tems un fidéle rapport à vos Seigneuries, de toutes les ouvertures que j'ai faites à Meſſieurs les Etats Généraux, ou à Meſſieurs leurs Commiſſaires, qui ont traité avec moi, pour avancer la concluſion d'une Paix ſûre & honorable, tant pour cet Etat que pour la France. Cette croiance m'empêchera de vous en faire une redite, qui ne pourroit être qu'importune: & je me contenterai de vous repréſenter, Meſſieurs, qu'après m'être accommodé autant qu'il m'a été poſſible à la conſtitution de cette République, qui ne reſout d'ordinaire les affaires qu'avec un peu de longueur, j'ai eu toute la patience imaginable

ſuite de l'Alliance, & des intérêts communs, qui obligent la France & cet Etat de finir conjointement une guerre qu'ils ont ſi heureuſement faite enſemble contre un même ennemi; afin de lui ôter l'eſperance des avantages qu'il cherche dans les diviſions & jalouſies, qu'il tâche de jetter entre nous. Mais, Meſſieurs, je me trouve extrémement ſurpris, après tant de demonſtrations de confiance dont Sa Majeſté a uſé envers Meſſieurs les Etats Généraux, tant de proteſtations reïterées que je leur ai faites de ſa part d'une parfaite & très-ſincere amitié, & tant de preuves qu'ils ont reçûes d'une fidelle correſpondance, entierement conforme à ce qui eſt preſcrit par les Traitez, de voir qu'on n'ait pas encore pris la peine de répondre à divers Mémoires que j'ai preſentez, encore qu'ils ſoient remplis de pluſieurs propoſitions importantes au bien & avantage de cet Etat. Je vois au lieu de cela que les bonnes intentions de Sa Majeſté, ſont non ſeulement peu conſiderées, mais mal interpretées de quelques eſprits paſſionnez, qui, par un procedé qui eût été en horreur en vos Devanciers, prêchent hardiment parmi vous l'affection & la ſincerité de vôtre Ennemi, & travaillent ouvertement à rendre ſuſpecte la conduite & la foi inviolable de vos plus aſſurez amis, afin de rompre, par des conſeils violens & précipitez, une Confederation ſi ſainrement cultivée de la part de la France, & qui a été la principale cauſe des proſperitez qui accompagnent aujourd'hui vos affaires & les nôtres. Je me promets, Meſſieurs, que conſiderans les dangereux progrès que l'Ennemi a déja faits par cet artifice, pour vous ſéparer de la France, & cauſer de la deſunion parmi vous, & faiſans reflexion ſur le nombre des Partiſans qu'il a déja acquis dans vôtre Païs, avant même que la Guerre ſoit finie, vous ferez revivre cette ancienne prudence de vos Peres, qui ont toûjours trouvé la plus grande ſureté de cet Etat, dans un juſte reſſentiment des injures qu'il a reçûes des Eſpagnols, & dans une ſage défiance de toutes leurs actions & de tous leurs deſſeins. L'on ne peut pas apprendre ſans étonnement, que ceux qui pour favoriſer les intentions de l'ennemi, voudroient rompre la conſtante union qui a duré ſi long-temps entre votre Nation & la nôtre, aient déja oublié qu'il n'y a preſque point de lieu dans ces Provinces, où les Eſpagnols aient fait ſentir leur cruauté, qui n'ait auſſi été rougi du ſang que les François y ont répandu pour votre ſervice. S'ils croient qu'il vous reſte encore quelque ſouvenir des choſes paſſées, je ne ſai comme ils oſent ſe rendre auteurs d'une nouveauté ſi étrange & ſi perilleuſe, & comme ils n'appréhendent point que les inconveniens qui peuvent naître d'un ſi notable changement qu'ils propoſent, n'obligent quelque jour la poſterité de leur demander raiſon d'une conduite ſi mal fondée, qui tend à faire ceſſer l'averſion hereditaire contre les Eſpagnols, que vos Prédeceſſeurs ont laiſſée comme en partage à leurs enfans; & à vous rendre ſuſpecte une amitié qu'ils ont crû le plus ſûr appui de cet Etat. Ce qui paroît de plus extraordinaire dans le deſſein de nos ennemis, eſt que pour rendre les impoſtures (qu'ils ont forgées de concert avec les Miniſtres d'Eſpagne) plus efficaces, & pour leur donner moien de faire plus d'impreſſion dans les eſprits, ils

me ſi l'accuſation d'un ennemi raportée par un de ſes Partiſans, étoit ſuffiſante pour faire condamner ou ſoupçonner un ancien Allié: & comme ſi la juſtice, autant que la prudence, n'obligeoit pas d'examiner ſoigneuſement des choſes de cette importance, & d'ouïr les raiſons des Intereſſez, avant que d'y ajoûter foi, pour ne pas tomber dans les maux qui naiſſent ordinairement d'une reſolution prîſe avec précipitation, & ſur de fauſſes préſuppoſitions. Mon devoir m'oblige, Meſſieurs, d'avertir vos Seigneuries de bien ouvrir les yeux en cette rencontre, qui peut avoir beaucoup de ſuites dangereuſes, & de vous prier très-inſtamment, de ne prendre point de concluſion ſur ce qu'on pourroit vous donner à entendre, juſqu'à ce que j'aie eu communication de la part de l'Etat, ſelon la raiſon & la coûtume, de tout ce qui a été avancé, où le ſervice de Sa Majeſté peut être intereſſé, & des conſiderations qui y ont été faites. J'oſe bien promettre qu'après cela je donnerai un entier éclairciſſement ſur tous les doutes qu'on peut avoir pris, & que je ferai paroître à découvert la fauſſeté des calomnies que nos ennemis ont eu l'audace de debiter en preſence de vos Seigneuries.

Quand je voi qu'on taſche de perſuader que les Miniſtres du Roi s'oppoſent aux avantages des Etats Proteſtans dans l'Allemagne, que Sa Majeſté empêche la Paix, & ne ſouhaite que la continuation de la guerre, qu'elle fait des Traitez ſecrets avec l'Eſpagne, à l'inſû de ſes Alliez, & que pour aigrir les peuples de ce Païs, on ſuppoſe que ceux de leur Religion ſont traitez rigoureuſement en France, & aux autres endroits de la domination du Roi, je ne m'étonne pas que ceux qui fuient la lumiere de la verité, tombent dans de ſi grands aveuglemens. Il me ſemble que la France ayant entrepris une perilleuſe Guerre dans l'Allemagne, pour rétablir les Princes Proteſtans, anciens Alliez de la Couronne, lors que leurs affaires étoient entierement ruïnées, & l'ayant ſi conſtamment ſoutenuë avec une perte d'hommes & une dépenſe incroiable, merite une autre reconnoiſſance que des reproches. Après avoir obtenu par les armes, conjointement avec la Couronne de Suede, le rétabliſſement de tous les opprimez; ſi elle conſeille aux Proteſtans, pour faciliter la concluſion de la Paix, de ne porter pas les choſes dans l'extrémité, & d'être ſages aux dépens de l'Ennemi, qui a ruiné ci-devant ſes affaires, pour n'avoir pas uſé moderement de la victoire; ſi elle témoigne franchement qu'on n'a jamais entendu de faire une Guerre de Religion dans l'Allemagne, & qu'ayant pris les armes pour la défenſe de tous les Princes de l'Empire également, ce ſeroit travailler contre la fin qu'on s'eſt propoſée; ſi ceux qui ſont reſtituez dans leurs biens & dignitez, n'en étant pas contens, vouloient opprimer les autres, & que ce ſeroit éterniſer la Guerre au lieu de la finir: chacun avouëra que c'eſt un conſeil plus digne de louange que de blâme, & qu'au moins il ne devroit pas être cenſuré par ceux qui ſouhaitent ſi ardemment le repos. Ils ne prennent pas garde aux contradictions où ils tombent, puis que ſi on tient ferme pour l'interêt de quelque Allié, ils inferent de là qu'on ne veut point de Paix; & que ſi on perſuade de prendre quelque temperament en faveur de la Paix, ils ſe plaignent dans raiſon qu'on abandonne les Alliez. Il en arrive preſque de même

me

yons être d'accord avec eux ; ſavoir, celui de ne rien rendre de part ni d'autre entre la France & l'Eſpagne, & que chacun demeure en poſſeſſion de ce qu'il tient, avec les dépendances & annexes, ſi ce n'eſt qu'on entre en reſtitution des anciennes conquêtes, auſſi bien que des nouvelles : celui qui concerne la ſûreté de Caſal, pour empêcher qu'il ne puiſſe jamais tomber entre les mains des ennemis, lors qu'il aura été rendu à Monſieur de Mantouë, étant la moindre recompenſe qu'on puiſſe prétendre de trois Batailles, & de dix millions d'or, qui ont été dépenſez pour lui conſerver cette importante Place : celui de la Catalogne, pour prévenir les pratiques qui pourroient être faites d'un côté ou d'autre, capables d'interrompre la Paix, & dont les Eſpagnols ont promis de convenir par l'entremiſe de vos Plenipotentiaires : & celui de la ſûreté du Traité par le moien des Ligues & garanties reciproques qui doivent être accordées ; ſuppoſé, dis-je, que les ennemis executent de bonne foi tout ce qui a déja été concerté ſur leſdits points, le Roi a tant de confiance en l'affection & bonne juſtice de Meſſieurs les Etats Généraux, que Sa Majeſté ne refuſera pas de ſe conformer, pour le reſte des differens qui ſont encore indécis, à ce qu'ils jugeront raiſonnable. Mais au lieu de travailler ſur une propoſition ſi juſte, qui auroit pû produire la Paix il y a deux mois, ceux qui pour des intérêts particuliers que chacun peut connoître, & que le temps découvrira plus clairement, veulent cauſer des diviſions entre la France & cet Etat, aiment mieux perſiſter dans une fauſſe opinion, que de conſentir qu'on faſſe la moindre diligence pour s'éclaircir d'une verité de ſi grande conſéquence. Cependant comme ſi on vouloit fermer la porte d'un lieu où l'on a envie d'entrer, on fait des déclarations, tantôt de ne pouvoir point mettre en campagne, tantôt d'avoir droit de traiter ſéparément, ſans vouloir prendre garde que ce ſont autant d'obſtacles, qui empêchent l'ennemi de venir à la raiſon, pour voir ſi les inclinations ou conſiderations ſeront changées en reſolutions, & ſi les menaces ſeront ſuivies des effets. Quant aux prétendus Traitez de Mariage ou d'Echanges, c'eſt une fourbe ſi groſſiere, qu'il n'y a point de perſonne intelligente dans les affaires, qui ne connoiſſe qu'il y auroit autant d'imprudence que d'infidelité, d'entendre préſentement à de ſemblables propoſitions. Auſſi n'a-t-on oſé produire d'autres preuves de cette ſuppoſition, que des Lettres qu'on dit avoir été écrites par le Roi d'Eſpagne, & par ſes Miniſtres, & celui qui les a preſentées a été contraint de confeſſer publiquement, qu'il n'avoit rien vû qui vint du côté de la France. Encore qu'il n'y ait pas lieu de douter pour cela des aſſûrances qui ont été ci-devant données par les Miniſtres de Sa Majeſté ; je proteſte de nouveau à vos Seigneuries ſur ma vie, & ſur mon honneur, que ce ſont des fauſſetez malicieuſement inventées par les ennemis : & je me ſoûmets à perdre l'un & l'autre, ſi on peut mon-

Majeſté. Il y en a qui agiſſent à contre-temps à votre vûë dans le commandement des armées, & tous ceux du Royaume jouiſſent aujourd'hui de l'exercice de leur Religion, dans une ſi heureuſe tranquilité, que je m'étonne comme on oſe dire le contraire, en deguiſant une verité ſi publique. Il paroît bien que les auteurs de ces fauſſes nouvelles ont deſſein de rendre le gouvernement de la France odieux à vos peuples, pour commencer à leur rendre agréable celui d'Eſpagne, quoi qu'elle perſecute en tous lieux ceux de votre creance par les rigoureuſes pourſuites de l'Inquiſition, & par des cruautez dont il y a peu de familles parmi vous qui ſe ſoient exemptées, avant que vos armes & l'aſſiſtance de vos amis vous euſſent affranchis de la tyrannie. Toutes ces choſes & beaucoup d'autres que j'y pourrois ajoûter, ſeroient beaucoup mieux éclaircies dans des Conferences, que dans une Lettre, ſi l'on avoit de toutes parts autant de deſſein de bien connoître la verité par la bouche des amis, qu'on eſt facile à écouter le menſonge de celle des ennemis. En attendant qu'il plaiſe à Meſſieurs les Etats Généraux de prendre ſur ce ſujet la reſolution que l'on doit attendre de leur grande prudence, je ſupplie vos Seigneuries de faire une ſerieuſe reflexion ſur ce que la brieveté du temps me permet de leur repréſenter à la hâte, qui ne tend qu'à prévenir les mauvais offices de ceux qui ne craignent pas de faire du mal à leur Patrie, pourvû qu'ils nous en faſſent, & à détourner les facheuſes déliberations qu'on voudroit nous faire prendre ſur des préſuppoſitions très-fauſſes. Ma penſée eſt bien éloignée du deſſein d'exciter, ou de fomenter aucune ſorte de diviſion dans cet Etat. Le Roi en a toûjours deſiré la grandeur & la proſperité, que Sa Majeſté connoît très-bien dépendre, principalement de l'étroite union des Provinces, & de la bonne intelligence qu'elles entretiendront avec leurs anciens amis. J'emploierai de bon cœur, ſuivant les ordres de Sa Majeſté, tous mes ſoins, pour conſerver & affermir celle qui doit être entre la France & cet Etat, afin de faire connoître par mes actions mieux que par mes paroles, que je ſuis veritablement,

MESSIEURS,

Votre très-affectionné Serviteur,

SERVIEN.

RE-

REPONSE

Aux

MEMOIRES

DU ROI,

Des ſixiéme, douziéme & dix-neuviéme Avril

ENVOYE' EN COUR,

Le vingt-neuviéme dudit Mois.

Touchant la Négociation avec l'Eſpagne. Il ſera ſon poſſible pour retenir Mont-Caſſel. Et touchant la reſtitution des biens de l'Abbaye de Corbie. Et les affaires du Portugal. Ses reflexions ſur cet Article. Son entretien avec le Mediateur Contarini ſur le même ſujet. Ses reflexions ſur la conduite dudit Médiateur. La France ſollicite la Ligue des Italiens. Et d'avancer les affaires en Catalogne. Elle propoſe une échange à l'Eſpagne pour la Catalogne. Mr. d'Avaux eſt de retour, & lui & Mr. de Longueville tiennent divers diſcours avec les Mediateurs touchant la Negociation avec l'Eſpagne. Etat de celles à Oſnabrug.

Touchant la Négociation avec l'Eſpagne.

C'Eſt avec une tres-grande inſtance qu'on nous ordonne par le Memoire du..... de ce mois de remettre à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, les points deſquels on ne peut ſe relâcher, ce moyen étant fort propre à prevenir l'artifice des Eſpagnols, dans l'apparente déference qu'ils veulent rendre auxdits Sieurs Etats; mais afin de nous en ſervir ſelon l'intention de leurs Majeſtés, & d'en tirer le profit & l'avantage qu'il ſe peut, nous attendrons de faire cette ouverture, dans le tems, où elle ne pourra produire qu'un bon effet, c'eſt-à-dire quand on ſera convenu de la plus grande partie des points & des plus importants, & que l'on ſera auſſi d'accord de la maniere qu'ils doivent être expliqués & couchés dans le Traité, d'autant que ſi les Plenipotentiaires d'Eſpagne connoiſſoient que nous euſſions ce deſſein, ils diſputeroient déja accordés, pour n'attirer pas ſur eux un blame entier; ils formeroient des débats ſur la façon de les exprimer eſperant que dans la quantité des differends remis à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, ou ils auroient la deciſion à leur profit, & gagneroient toûjours autant, ou que ſi nous refuſions de nous accorder aux temperaments, que leſdits Sieurs Etats pourroient propoſer, nous les deſobligerions, & il leur ſeroit d'autant plus facile de parvenir à cette fin, qu'ils y ſeroient ſecondés par les Médiateurs, qui ne cherchant qu'à preſſer & à diligenter les affaires rejetteroient bien volontiers tout ce qui apportera quelque difficulté à l'arbitrage ſuſdit. Mais quand nous aurons ici reglé les points principaux, & qu'il n'en reſtera que d'autres de moindre conſéquence, alors remettant le tout aux Provinces-Unies, il n'y a nul doute que l'on oteta aux Eſpagnols le moyen par lequel ils nous prétendoient nuire & qu'on évitera en même tems le hazard des reſolutions qui ſe pourroient prendre dans les Provinces, contre ce qu'elles doivent à leur Alliance, quand elles verront qu'il ne tiendra qu'à elles que les affaires ne ſe terminent de tout point, étant à croire que ſi la garantie n'eſt ajuſtée plutôt elles s'y porteront alors d'autant plus volontiers, que ce ſera la ſeule choſe qui reſtera, pour empêcher la concluſion finale du Traité.

Tous les avis qu'on a ici de Flandres ſe raportent à ceux que leurs Majeſtés ont eûs; l'on mande que les Miniſtres d'Eſpagne, qui ſont à Bruxelles ont temoigné de la jalouſie de la joye que les Flamands ont fait paroître à l'arrivée de l'Archiduc Leopold.

Il ſera ſon poſſible pour retenir Mont-Caſſel.

La Dépêche du..... de ce mois ſert de réponſe à ce qui eſt dans le Memoire du douze touchant le Mont-Caſſel, le tems qui doit paſſer entre la ſignature des Articles, & de la délivrance des ratifications donnera moyen d'acquerir, & de conſerver cette Place à la France.

Touchant la reſtitution des biens de l'Abbaye de Corbie.

Nous avons fait dreſſer la demande de la reſtitution des biens alienés de l'Abbaye de Corbie ſur le Memoire qui nous a été envoyé. Les Médiateurs ont promis de s'y employer avec affection; mais il ſeroit bien à propos de ſpecifier les choſes un peu plus qu'elles ne le ſont dans ledit Mémoire.

Les affaires du Portugal.

Nous eſperons que par le premier Ordinaire nous aurons reponſe à ce que moi Duc de Longueville ai mandé touchant le point de Portugal, & la façon dont on peut convenir qu'il ſoit exprimé au Traité; l'on aura vû de quelle ſorte les Médiateurs l'ont couché, & ce que j'y ai remarqué, pour aprocher davantage du ſens & de l'intention de leurs Majeſtés. Je ne me ſuis lié, ni obligé à rien, ayant remis à reſoudre l'Article, quand j'aurai conferé avec mes Collegues.

Ses reflexions ſur cet Article.

Nous voyons trois inconvenients à éviter qui ſont très-prudemment obſervés dans ladite Dépêche du douzieme. Le premier eſt que par le mot d'*Attaque* on ne puiſſe entendre l'entrepriſe d'une nouvelle Guerre, & non pas la continuation de celle qui ſe fait à preſent contre le Portugal.

Le deuxieme, que l'on ne puiſſe reduire l'aſſiſtance que la France donnera au Portugal, à une ſimple défenſe, enſorte que ſi avec les armes de Sa Majeſté l'on entreprenoit ſur les Païs & Places du Roi Catholique, on peut de là inferer une infraction du Traité.

la part des Miniſtres d'Eſpagne qui ſe ſont toûjours declarés de ne pouvoir admettre au Traité, ni le mot de *Portugal*, ni une expreſſion équivalente, qui ne puiſſe être adaptée à un autre Royaume ou Etat. Nous eſſayerons de faire, s'il ſe peut, que les mots ſuſdits ſoient ajoûtés; mais pour dire le vrai, il n'y a gueres d'aparence de le pouvoir obtenir, & comme il a été ſouvent mandé, il ne paroît pas que ce point puiſſe être ſurmonté; auſſi ne nous ſemble-t-il pas, que par ces mots d'*Amis* ou d'*Alliés qui ſeront attaqués*, le Portugal ne ſoit ſuffiſamment déſigné; étant certain que les Médiateurs, & toute l'Aſſemblée, & toute l'Europe ſait que cette clauſe de pouvoir aſſiſter les Alliés attaqués, n'a été inſerée dans l'Article ſecond, qui parle du rétabliſſement de la Paix, que que pour reſerver à la France la liberté de ſecourir les Portugais, ſans contrevenir au Traité.

J'ai fait changer les mots, que les Médiateurs avoient mis, *en cas de leur défenſe ſeulement*, en ces autres, *quand ils ſeront attaqués*, pour obvier au deuxiéme inconvenient. Et afin que les Troupes auxiliaires, que l'on envoyera au Roi de Portugal, puiſſent être employées, non ſeulement en ce Royaume mais en Eſpagne, quand on ſera obligé d'y tranſporter la Guerre, qui eſt un droit commun & une pratique qui n'a jamais été miſe en doute, puiſque ſans avoir recours aux exemples plus anciens, dans le ſecours que la France a donné ſi longtems à Meſſieurs les Etats, les Regimens François n'ont pas ſeulement été employés en la défenſe de leurs Places, mais encore aux ſiéges, & à la priſe de celles que leſdits Sieurs Etats ont occupées ſur l'Eſpagne, & que la même choſe s'eſt faite dans l'Italie & dans l'Allemagne, avant la rupture entre les deux Couronnes. Ainſi il ſemble qu'autant que l'on peut pourvoir aux choſes dans des termes generaux, il y eſt pourvû par cette façon de parler.

Pour le troiſiéme, qui regarde le Duc Charles, nous n'avons pas eſtimé, qu'il fallût prendre garde de bien prés en cet Article ſecond, puiſqu'il y en doit avoir un formel & particulier par lequel le Roi d'Eſpagne s'obligera de ne donner aucune aſſiſtance à ce Prince.

Son entretien avec le Médiateur Contarini ſur le même ſujet.

Ce que deſſus eſt en reponſe des deux premiers Mémoires; après avoir reçu celui du dix-neuviéme j'ai crû devoir renouveller mes inſtances envers les Médiateurs pour les convier à nous donner un Certificat, que la clauſe qui permet d'aſſiſter les Alliés a été miſe en conſideration du Portugal. Monſieur le Nonce étant indiſpoſé, j'ai vû Monſieur Contarini ſeul, auquel j'ai repreſenté toutes les raiſons très-fortes & judicieuſes, qui ſont dans ledit Mémoire, lui faiſant voir que ce que nous demandons, importe à ſon Etat, & à tous les Princes amateurs de la Paix, autant & plus qu'à la France, qui ne cherche en cela que les moyens d'aſſûrer & qui même à ſon avis ſeroit affoiblie plûtôt que confirmée par ladite certification, laquelle étant hors du Traité, & en l'abſence de l'une des Parties, ne peut jamais être ſi valable qu'un Article concerté, & reſolu d'un commun accord, le Certificat ne produiſant autre effet que de montrer, qu'il y auroit eû du doute à l'explication d'icelui.

A quoi ledit Sieur Contarini ajoute, que la liberté que la France ſe reſerve, d'aſſiſter le Portugal, étant notoire comme elle eſt, les Eſpagnols peuvent avec autant de fondement & de juſtice, manquer à tous les autres points du Traité, comme ils peuvent mettre celui-là en doute, n'y ayant rien d'aſſuré contre ceux qui veulent manquer à leur promeſſe, & à la foi publique.

Pour l'autre point, qui concerne la ceſſation des hoſtilités, encore que leurs Majeſtés, pour le grand deſir qu'elles ont de la Paix, nous ayent bien voulu donner le pouvoir de nous en départir, nous ne le ferons qu'à toute extrémité, & pour eſſayer d'en tirer d'autres avantages.

Je n'ai pas oublié auſſi de repréſenter audit Sieur Contarini les raiſons contenuës audit Memoire, touchant la propoſition faite par les Eſpagnols de fournir une fois autant de forces contre le Turc, qu'il plaira à leurs Majeſtés d'y contribuer de leur part. Je lui ai fait voir qu'envoyant au loin les forces maritimes, c'étoit ſe priver du moyen, que l'on a de ſecourir le Portugal, lequel pourroit être facilement attaqué par le Roi d'Eſpagne du côté de la Terre, encore que ledit Roi eût envoyé ſes forces & ſes vaiſſeaux de mer contre le Turc.

Il a repliqué que cette raiſon auroit lieu, ſi l'on prétendoit obliger la France à ſe dégarnir entierement de ſes forces ſur la mer; mais qu'on laiſſoit à l'entiere liberté de leurs Majeſtés de déterminer quel ſecours il leur plairoit envoyer à cette entrepriſe non ſeulement pour la qualité, mais encore pour la maniere d'agir; & de la qualité des Troupes, ſoit que leurs Majeſtés vouluſſent avoir part ouvertement dans l'entrepriſe, ou que ce qu'elles auroient agréable d'y contribuer fût ſous le nom & ſous la banniere de la Republique de Veniſe. Que de cette ſorte l'on pourra ſe reſerver autant de vaiſſeaux que l'on jugera neceſſaires au deſſein que l'on a de ſecourir le Portugal, & d'y tranſporter des Troupes, à quoi le Roi de Portugal, qui eſt puiſſant ſur la mer, donnera de la facilité de ſa part. & que ſi l'on veut entendre à cette propoſition, l'on peut, dit-il, ſi bien lier le Roi d'Eſpagne entre ci & le tems qui doit s'écouler, juſques à ce que les ratifications ſoient délivrées, qu'il ne pourra faire aucune entrepriſe, ni manquer à ce qu'il a promis. & qu'en cela les Mediateurs nous aideront, avec d'autant plus de ſoin, qu'ils reconnoiſſent que l'intérêt de leurs Maîtres y eſt du tout entier.

Nous

tre cette proposition fut le tapis, comme il y paroit fort affectionné, nous ferons bien aises de savoir quelle réponse on lui devra faire ; cependant nous dirons, que c'est une affaire qui n'a rien de commun avec le Traité, & que la France fera toûjours en cela plus qu'elle ne promet.

Nous avons parcouru, lesdits Sieurs Médiateurs & moi Duc de Longueville, tous les Articles du Projet, depuis le vingtieme jusques à la fin. Il paroit toûjours à leurs discours que l'on en pourra convenir, pourvû qu'on se contente au fait du Portugal de la faculté de l'assister, ainsi qu'elle est couchée dans l'Article deuxieme que j'ai envoyé. J'ai déclaré aux Médiateurs, & les ai priés d'ajouter à l'Article vingt & unieme, qui est celui des conquêtes, que nous prétendions retenir, non seulement les lieux présentement occupés par les armes du Roi, mais encore tous ceux qui seront possedez lors de la délivrance des ratifications ou cessation des hostilités, en quelques endroits qu'ils puissent être situés.

La France sollicite la ligue des Italiens.

Il a été parlé ensuite de la Ligue des Princes d'Italie, & comme ils ont déclaré que quant à eux ils n'avoient aucun pouvoir d'en convenir, & que l'instance s'en devoit faire de la part de leurs Majestés à Rome & à Venise, j'ai dit que nous desirions que le Roi d'Espagne s'obligeât par Traité de la procurer comme nous, & de là j'ai fait tomber le propos sur ce ce que les Ministres d'Espagne nous avoient fait dire par les Hollandois, que jusques à ce que ladite Ligue fût resolue, ils entendoient demeurer en possession de Verceil & des autres Places qu'ils tiennent, ce que lesdits Sieurs Médiateurs ont dû avoir sû, & jugé en même tems que la France, pour avoir sujet d'en faire autant de celles qu'elle occupe, n'y apporteroit pas grande opposition. Je leur ai fait savoir qu'en ce cas nous entendions que les Princes, à qui les Places appartiennent, seroient remis dès à présent, en la jouissance de tous leurs droits & revenus, & que l'on limiteroit un tems, dans lequel on pourroit tomber d'accord des conditions de ladite Ligue, pour faire ensuite la restitution des Places. Ce discours s'est passé assés doucement entre nous, & il m'a paru, que les sentimens desdits Sieurs Médiateurs sont, que si les Princes d'Italie ont à se plaindre du retardement de ladite Ligue, pour faire ensuite la restitution desdites Places, le blâme en doit être imputé à l'Espagne, qui en a fait la proposition, & non à la France.

Les affaires en Catalogne.

Nous sommes en après venus aux conditions de la Trêve de Catalogne. J'ai crû que c'étoit le tems propre à leur faire les declarations, dont nous avons ci-devant eû les ordres de la Cour, estimant qu'elles se pourront faire sans aucun préjudice, & qu'on en peut tirer de l'avantage, tant envers les Catalans, qu'envers les Hollandois, & encore vers les Princes d'Italie.

Pour éviter les difficultés de regler les Limites de ce qui doit demeurer à chacun pendant la Trêve, j'ai proposé l'échange de Tarragone & d'Urgel avec St. Filin & Miraut. J'ai encore fait une autre proposition pour la separation des Limites, si on ne peut convenir de l'échange, le tout en conformité du Mémoire du Sieur Marca.

On propose un échange à l'Espagne pour la Catalogne.

Et en troisieme lieu, j'ai offert de donner au Roi d'Espagne, pour ce qui lui reste dans la

semblable à celui dont la copie sera ci-jointe, non pour le communiquer aux Espagnols, mais pour leur servir de Mémoire seulement. Ils ont bien témoigné en le recevant, que nous nous engagions à bon marché, étant bien assurés que le parti que nous offrions ne sera pas reçu. Je leur ai de plus donné l'Article du Duc Charles, & ayant lu avec eux tous les Articles, je n'ai pas vû qu'ils y ayent fait des difficultés qui ne se puissent accommoder, si ce n'est sur ceux où nous avons pouvoir de nous relâcher.

Mr. d'Avaux est de retour, & lui & Mr. de Longueville tiennent divers discours avec les Médiateurs touchant la Négociation avec l'Espagne.

C'est tout ce qui s'est passé cette semaine, sinon que depuis le retour de moi d'Avaux d'Osnabrug, lesdits Sieurs Médiateurs nous ont vû, après avoir été le matin en conference avec les Ministres d'Espagne. Ils ont continué à dire encore plus fortement que jamais, que si nous persistions à vouloir une suspension pour le Portugal il n'y avoit aucun moyen d'entrer en Traité. Et quand nous leur avons demandé, si en nous contentant de ce qui est dans l'Article second pour la faculté d'assister ce Royaume, ils ne nous donneroient pas un Certificat comme cette clause-là s'entend du Portugal ; ils ont répondu que, sans le consentement des Ministres d'Espagne, ils ne le pouvoient faire, & qu'à leur opinion jamais ils n'y consentiront.

Ils ont ajouté que le Comte de Peñaranda pressoit la resolution sur ces deux points, & faisoit paroître quelque dessein de se retirer de l'Assemblée, & Monsieur Contarini a dit que le bruit étoit que le Marquis de Castel Rodrigo avoit écrit audit Peñaranda, qu'il devoit retourner à Bruxelles, & qu'il prenoit sur soi de le faire trouver bon au Roi leur Maître, attendu tous les devoirs, où il s'étoit mis pour sortir d'affaire. A quoi nous avons reparti, que ce seroit un bonheur pour la France, si elle étoit obligée de pousser ses avantages, & de se servir de la plus belle occasion qui se présentera jamais d'étendre ses Frontieres, aux dépens d'une Maison qui a usurpé tant d'Etats sur elle.

Etat de celle d'Osnabrug.

Quant aux affaires d'Osnabrug celui de nous qui en est de retour, n'y a demeuré que trois jours, après avoir écrit ce qui se passoit par le Mémoire du vingt-deuxiéme. Pendant ce peu de tems, il a remarqué des mouvemens bien différents en la conduite des Ambassadeurs de Suéde. Ils traitoient avec hauteur & lenteur en toutes choses, que le Comte de Trautmansdorff prit resolution de venir ici. A ce bruit les voilà bien reveillés, ils se mettent en peine de l'arrêter, & ne le peuvent faire. Ils se laissent aller à des plaintes, & à des emportements étranges ; comme si après un sejour de quatre mois, qu'il avoit fait à Osnabrug, ils prenoient son départ pour une rupture. Il ne laisse pas de leur dire adieu, ensuite dequoi ils lui rendent la visite sans parler d'affaires, du même pas ils viennent chés Monsieur de la Court où ils furent très-aises de voir à la porte le Carosse de Monsieur Krebs, comme une personne propre à leur dessein, qui étoit encore de faire demeurer Trautmansdorff, sans qu'il parût que ce fût à leur instance. Krebs s'étant retiré, pendant que nous allions recevoir ces Messieurs, ils demandent avec soin pourquoi il s'en va ? & dûrent que nous pouvions bien être tous ensemble. Il revint, Monsieur Oxenstiern le caresse, & puis fait raport de ce qui

ſemaine qu'ils ne pouvoient pas prier Monſieur de Trautmanſdorff de demeurer. Nous repondimes que nous ſerions volontiers cet office, à condition néanmoins qu'étant preſſé d'aller à Munſter, ſi je retardois encore mon depart de deux ou trois jours, ce ſeroit pour conclure au moins les points principaux. Ils y témoignent une diſpoſition toute entiere, & la confirment à Monſieur Krebs, qui va auſſitôt chés le Comte de Trautmanſdorff, le diſpoſe à demeurer, & l'aſſure que le lendemain il auroit le projet de la Paix, comme les Suédois l'ont dreſſé. Le Comte dit que cela étant il ſeroit à propos de nous voir tous enſemble dès l'après dîné au logis dudit Sieur de la Court, ou de Monſieur Oxenſtiern, afin que l'on examinât chaque Article, & que l'on y prît une reſolution finale. Après quelques civilités entre les Suédois & nous, ils ne voulurent pas ſe donner la peine de revenir encore une fois au même lieu. La Conference eſt arrêtée pour deux heures après midi chés Monſieur Oxenſtiern; mais le Comte de Trautmanſdorff ayant depuis reçu leur projet, en fut tellement rebuté, qu'il ne voulût plus de conference, & leur manda par le Sieur Krane, que ſi tout le Conſeil de l'Empereur, & toute ſon armée étoient priſonniers à Stockholm, l'on ne pourroit pas propoſer d'autres conditions. Il me fit faire les mêmes plaintes, & partit deux heures après, pour venir coucher à mi-chemin. Cette promptitude ſurprit de nouveau ces Meſſieurs, & certainement ils en furent plus traitables, non ſeulement avec les Imperiaux, qui reſterent à Oſnabrug, mais auſſi avec nous. Ils ne feignirent pas d'avoüer, que ce projet étoit dreſſé pour être vû; qu'il leur importoit de faire paroître qu'ils y ont mis toutes choſes à l'avantage de leurs Alliés & Adherans; mais que ce n'étoit pas leur intention d'en demeurer là. Bref ils firent des excuſes, & ne purent celer le déplaiſir qu'ils avoient de l'abſence de Monſieur de Trautmanſdorff. En effet ils tomberent d'accord avec les Impériaux de la Préface, & des trois ou quatre premiers Articles du Traité, & témoignoient qu'ils aporteroient de la facilité au reſte. Mais nous craignons qu'ils ne reviennent à leur naturel & attendons curieuſement ce que Monſieur de la Court nous en mandera; toûjours avons-nous profité de cette premiere émotion, où les mit la retraite dudit Comte, car nous ayant ſervi pour les convaincre qu'ils rebutoient les plus patiens, ils diſent que la Couronne de Suéde conſent, que par la Paix Monſieur d'Oſnabrug rentre en la poſſeſſion de ſon Evêché, pourvû que ſon Succe ſeur ſoit un Prince de Meckelbourg, & qu'à ce Prince ſuccede un Catholique, & ainſi à perpetuité. Nous remontrames les inconvenients de ce partage, ou de cette alternative, & que cela ſeroit tout contraire à l'Alliance auſſi bien qu'à la reputation des Couronnes, puiſqu'après avoir toûjours déclaré d'avoir pris les armes pour la Liberté Germanique, elles l'auroient opprimée en ce que le Chapitre d'Oſnabrug, il ſe formoit un ſchiſme entre eux; d'un côté étoit Saxe, Brandebourg, Altembourg, Weymar, Kulmbach, Anſpach, Wirtemberg, Darmſtad, Holſtein, tous les Comtés, & toutes les Villes; & de l'autre étoit Magdebourg, Lunebourg, Meckelbourg, & Durlach. Les Heſſiens ſe ſont tenus neutres; cette diviſion avoit paſſé juſques dans les Ambaſſadeurs de Suéde, Monſieur Oxenſtiern s'étant déclaré ouvertement en faveur de ceux qui ſe ſont ſeparés du plus grand nombre, & Monſieur Salvius ayant pris l'autre parti. Nous ne ſavons ce qui eſt arrivé depuis.

La veille de mon depart, les Impériaux, Suédois, & Heſſiens s'aſſemblerent chés Monſieur de la Court, nous y arrêtames beaucoup de choſes, au contentement de Madame la Landgrave, & même en l'affaire de Marpurg; mais l'on ne pût convenir touchant les Terres, & la ſomme d'argent qu'elle demande. Car à préſent ſes Députés demandent l'un & l'autre; cela fut remis à une autre déliberation dans l'accommodement de la cauſe Palatine. Il ne fut rien omis pour obtenir quelques Bailliages du haut Palatinat au Prince Edouard; mais tout le monde y a été contraire, & en cela les Suédois & Bavarois ſe ſont trouvés bien d'accord; Monſieur Oxenſtiern me dit nettement qu'il ne pouvoit permettre qu'on fît la condition d'un cadet & Catholique, meilleure que de ſes freres; & Monſieur Salvius me conſeilla de laiſſer une propoſition, qui ſeroit à leur honte. Ainſi ne pouvant mieux, je ſtipulai avec Monſieur Krebs, que le Prince Edouard auroit une penſion de dix mille Riſdalles par an, qui ſeroient ſi bien aſſignées, que le payement en fût certain.

Quand ledit Sieur Krebs ſera en France avec les autres Ambaſſadeurs de Baviere, il ne ſera pas mal aiſé de faire convertir ce revenu en fonds de terre, pourvû que Monſieur de Croiſſi ait ordre de pourſuivre la même choſe en même tems.

Ce que j'ai mandé de l'humeur de Monſieur Oxenſtiern, & du changement que l'on a vû d'une ſemaine à l'autre, ne regarde que ſa maniere de traiter, & les difficultés qu'il fait volontiers à toutes choſes; car pour l'union des deux Couronnes, il eſt conſtant de ce côté-là, & cela ne lui déplaît, que pour ne pouvoir pas toûjours donner la Loi aux Alliés auſſi bien qu'aux ennemis.

Lorſque l'on traitera de la ſatisfaction de la Milice, nous ne perdrons pas l'occaſion d'acquerir ce qui ſeroit à la bienſeance de l'Alſace ou de Briſac ſi elle ſe preſente; mais la penſée eſt, de diſtribuer les Regimens en divers quartiers d'Allemagne avec obligation de chaque Cercle de ſatisfaire les Troupes qu'on leur envoyera, ſur le pied dont on ſera convenu.

MES-

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 29. Avril 1647.

Elle regarde les affaires de Baviére.

MONSIEUR,

NOus ne pouvons rien ajoûter au Mémoire que nous avons fait, ſinon les aſſurances de notre affection à vous rendre ſervice, & le remerciement bien humble de toutes les faveurs que nous recevons de vous.

Nous avons délivré à l'Ambaſſadeur de Monſieur le Duc de Baviére la Lettre de la Reine, & celle de Monſieur le Cardinal Mazarin; le Sieur de Croiſſi n'eſt pas retourné à Munſter. Il nous a écrit d'Ulm, qu'il alloit paſſer les Fêtes à Wurtzbourg, nous lui manderons qu'il attende en ce lieu-là même, ou en quelqu'autre bonne Ville les Lettres de Creance, & les ordres de la Cour, pour ſe rendre auprès de mondit Sieur le Duc de Baviére, eſtimant que leurs Majeſtés ne pouvoient faire un meilleur choix, pour envoyer quelqu'un à ce Prince, que dudit Sieur de Croiſſi, qui a toutes les bonnes qualités neceſſaires à cet effet, & principalement en cette rencontre, où il s'agit de l'execution d'une choſe, qui a été negociée par lui. Il vous fera ſavoir lui-même le lieu, où il ſéjournera, & où il vous plaira, Monſieur, lui faire adreſſer ſa Dépêche, parce qu'il n'y a pas moins de difficulté de faire tenir des Lettres d'ici à la haute Allemagne, que peut-être il y en a de les envoyer de Paris. Nous venons d'aprendre que le Sieur de Meynerswyck doit arriver ce ſoir en cette Ville. Sur ce nous vous ſupplierons de croire que nous ſommes &c.

Ils louent le choix qui a été fait de Monſieur de Croiſſi pour l'envoyer en Baviére.

RÉPONSE,

En forme d'Avis, à la Lettre de Monſieur SERVIEN, *à chacune des ſept Provinces-Unies, excepté celle de Hollande:*

Ecrite par un de ſes Amis & Confidens, & datée de Zutphen le 4. Mai 1647.

MONSIEUR,

JE rends très-humbles graces à V. E. de la communication, qu'il lui a plû me donner de la Lettre qu'elle envoioit à chacune des Provinces, pour effacer les impreſſions que les Députez de Hollande y auroient pû faire contre les deſſeins de V. E. & le ſuccès de ſa Négociation. Mais à ne rien diſſimuler en un ſujet ſi important, il faut que je confeſſe que cette communication eût été de plus de confiance pour moi, & de plus d'utilité pour V. E. ſi elle eût précedé l'envoi de ſa Lettre auſdites Provinces, me donnant le temps & le moien de pénétrer & de prévenir les ſentimens des principaux Conſeillers de l'Etat, & d'en reſervir après V. E. afin que ſous ma conduite, elle eût marché à pas plus aſſûrez en un chemin ſi difficile: la ſortie de ce labirinthe, (où vous vous êtes engagé un peu trop à la hâte, & avant que d'en reconnoître les détours) ne ſe pouvant rencontrer qu'avec un nouveau fil d'Ariadne. Car en verité, Monſieur, il y a une grande difference entre ces Païs & ceux où V. E. a ci-devant porté fort haut les intérêts de ſon parti, comme on l'a vû aux Traitez de Quieraſque, où elle a donné ſouverainement la loi aux Ducs de Savoye & de Mantouë, juſques à les faire dépouiller reciproquement, & par leurs propres mains, de ce qu'ils avoient de plus precieux pour en revêtir la France, les contraignant de ſigner l'arrêt de leur condamnation ſous le titre d'un accommodement. Ce jeu-là, ni aucun autre, où il y entre quelque mélange de violence & d'autorité, n'eſt pas celui ſur lequel on puiſſe compter avec nous. V. E. ſait, & même elle repréſente avec beaucoup de vehemence dans ſa Lettre, le tort qu'eurent les Eſpagnols de nous traiter il y a plus de 80. ans, avec rudeſſe, & d'attenter ſur les conſtitutions & privileges de notre Nation, & toutefois elle n'évite pas l'écueil qu'elle découvre, mais y tire tant qu'elle peut à voiles & à rames; étant le premier de tous les Ambaſſadeurs que nous ayons jamais vû qui ait oſé s'adreſſer à une Province en particulier, & qui pis eſt, s'y plaindre du procedé des Etats Généraux; auprès deſquels ſeuls les Miniſtres des Princes étrangers ont leur reſidence, & peuvent exercer les fonctions de leur Miniſtere: autrement on rendroit monſtrueux le Corps de cet Etat, lui formant ſept têtes au lieu d'une, & en confondant l'uſage de tous ſes Membres. Je ſuis obligé d'en parler ainſi franchement à V. E. afin qu'elle prenne garde ci-après en d'autres

de beaux termes, elle dit de belles choſes, & repete inceſſamment ce que ſes précedens Ecrits ont deja tant de fois rechanté, ſavoir : *Que la France veut la Paix : qu'elle deſire d'en avancer une concluſion ſûre & honorable, tant pour elle que pour cet Etat, qu'ils ſont obligez de finir conjointement une Guerre, qu'ils ont heureuſement faite enſemble, contre un même ennemi : qu'il lui faut ôter l'eſperance des avantages qu'il cherche dans les diviſions & jalouſies, qu'il tâche de jetter entre nous : que l'amitié de la France eſt très-parfaite & ſincere en notre endroit : que V. E. en a déja fait des proteſtations réitérées : que Sa Majeſté a uſé envers Meſſieurs les Etats Généraux de toutes ſortes de demonſtrations de confiance : qu'il ne tient qu'à l'Eſpagne d'achever, en conſervant à l'une & l'autre des Couronnes, ce qu'elles poſſedent preſentement.* Sur quoi non ſeulement nos Miniſtres, mais encore nos peuples reprenans chacun de ces points l'un après l'autre, diſent brièvement & naïvement : „ *Si la France veut la Paix*, que ne la fait-elle ? puis „ que chacun ſait qu'elle n'eſt arrêtée que par „ les intérêts des Portugais, qui ne ſont pas les „ nôtres, ni ceux de la France non plus. *Si „ elle deſire d'en avancer la concluſion*, que tar- „ dent ſes Plénipotentiaires d'en ſigner les „ Traitez ? puis que ceux de cet Etat leur ont „ offert vingt fois en qualité d'Entremetteurs, „ & de la part des Eſpagnols, qu'ils ſuivroient „ entierement les propoſitions qu'ils leur a- „ voient faites de la part de la France, des- „ quelles le Portugal étoit exclus par promeſ- „ ſes, & conventions ſolemnelles. *Pour ren- „ dre ladite Paix ſûre & honorable* ; que faut-il „ davantage, que d'acquerir par ſon moien, „ plus que jamais aucun Prince Chrétien n'a „ acquis par aucune ſorte de Conquêtes ? *Si la „ France & cet Etat ſont obligez de finir cette „ guerre conjointement* ; Pourquoi donc la Fran- „ ce n'imite-t elle pas cet Etat, qui en a déja „ ſigné les Articles & Capitulations ? Pourquoi „ ſe dejoint-elle de lui en une œuvre ſi juſte, ſi „ pieuſe, & deſirée de toutes les autres Na- „ tions Chrétiennes ? *S'il faut ôter à l'Eſpagnol „ les eſperances de diviſions & jalouſies, qu'il „ tâche de jetter entre nous* ; quel meilleur moien „ y en a-t-il, que de nous accorder à faire la „ Paix, comme nous nous ſommes accordez à „ faire la guerre, & d'achever en un même „ jour les Traitez, dont nous n'avons depuis ſi „ long temps ſuſpendu la ratification, qu'afin „ que la France y concourût avec nous ? Et ſi „ l'Eſpagnol nous vouloit diviſer d'avec la Fran- „ ce, quelle ſimplicité ſeroit-ce à lui d'avoir „ remis à notre arbitrage toutes les plus grandes „ difficultez qui ſe rencontrent entre les deux „ Couronnes ? *Si l'amitié de la France eſt très- „ parfaite & ſincere en nôtre endroit* ; d'où peut „ provenir cette averſion qu'elle a de notre re- „ pos, & cette oppoſition qu'elle apporte aux „ avantages que nous devons recueillir de nos „ Traitez avec l'Eſpagne ? *Si Sa Majeſté très- „ Chrétienne a tant de confiance en nous* ; pour „ quel ſujet ſe défie-t-elle de notre conduite „ en

„ celles qu'elle tâche, ou ne voulon parler par- „ ler directement ni indirectement des Portu- „ gais ; & quoi qu'elle aſſûre au même endroit „ de n'avoir rien oublié pour rétablir les Pro- „ teſtans en Allemagne, ils ne font néanmoins „ aucun compte de ſes proteſtations ; aſſûrant „ qu'elles repugnent à tous les actes & effets, „ dont ils alleguent trente exemples d'une ſuite „ en ce que V. E. en de mêmes ſujets, & „ preſque en même temps, a promis & revo- „ qué, aſſûré & né, dit & dédit, fait & dé- „ fait, tant à Munſter, qu'en ce Païs. Pour „ la dernière aſſertion : *Qu'il ne tient qu'aux „ Eſpagnols d'achever, s'il reſte aux deux Cou- „ ronnes, ce qu'elles poſſedent à preſent* ; on ré- „ pond, que la France ne poſſede pas le Por- „ tugal, & cependant elle veut, qu'il demeure „ comme il eſt ; que l'Eſpagne poſſede une „ partie du Piemont, & du Montferrat, & „ toutefois la France ne veut pas qu'elle en „ jouïſſe.

On peut donc dire que les Articles de votre Inſtrument de Paix ſont couchez en ſorte, qu'il faut ou les deſavouer, ou le contenu en cette Lettre de V. E. & il y a cent perſonnes ſolvables parmi nous, qui veulent cautionner pour les Eſpagnols qu'ils ſeront contens de vous prendre au mot, & de ſe tenir préciſement à ce que vous expoſez à cet égard. Voïez donc, Monſieur, ſi cette propoſition que vous avancez, eſt à bon eſcient, & bien autoriſée ; car en cas qu'elle ſoit telle, vous pouvez épargner votre colere, & appaiſer ces fureurs & agitations, dont vous vous laiſſez tranſporter contre l'Eſpagne, parce que nous tenons la Paix pour faite ; mais ſi votre propoſition n'eſt pas ſincere, V. E. ne doit pas trouver étrange, ſi elle acheve de perdre toute créance parmi ce monde ici, qui ſans ſubtiliſer s'attache à ce qu'il touche, faiſant plus d'état d'une verité maſſive & groſſiere, que du plus delié & délicat menſonge qu'on pourroit controuver. Il n'y a que naïveté en ſes actions & en ſes diſcours, ainſi qu'on peut bien le connoître par ſes reparties ſi naturelles & ſi ſoudaines, qu'on lui voit ſortir en même temps du cœur & de la bouche, ſur les aſſertions dont je viens de parler, contenuës en la Lettre de V. E.

J'ai bien voulu les lui remettre devant les yeux, afin qu'elle balance les unes & les autres à loiſir, & qu'elle juge enſuite, à ſens repoſé & de ſang froid, ſi elle ne ſeroit pas mieux de s'abſtenir deſormais de tant de proteſtations, que de les débagouler en foule, ſans en pouvoir maintenir une ſeule ; ſuppliant très-inſtamment V. E. qu'elle veuille perdre l'opinion dont elle s'eſt peut-être flatée juſques à cette heure, qu'elle puiſſe à force de mots choiſis, & de phraſes relevées, impoſer au moindre Batelier de toutes ces Provinces, en aucune choſe qui concernera leur ſalut & profit. Ils loüeront la diction, & condamneront la penſée, & au fond, ſi par le charme des paroles, ils ſe trouvent aſſoupis pour quelque temps, retournant après de cette illuſion, & ne trouvant en leurs mains

que

toute merveilleuſe qu'elle eſt, ne les a pas ſurpris. Il faut que je vous reporte encore quelques gloſes, & remarques qu'ils ont faites ſur cette Lettre. „ Bien que ce ne ſoit qu'une repe-„ tition (diſoit l'un) de ſes autres Ecrits, il „ aſſûre neanmoins dès l'entrée, qu'il ne veut „ point uſer de rudeſſes ; encore qu'il proteſte „ de ne vouloir que la Paix, il ne nous prêche „ néanmoins que la Guerre, en tâchant de nous „ inſpirer une inimitié immortelle, & une haine „ implacable contre les Eſpagnols. Il aſſûre que „ *c'eſt le meilleur partage, que nos Predeceſſeurs* „ *nous ayent laiſſé* ; bien contraire à celui que „ J. C. laiſſa à ſes Diſciples, ne ſe conformant „ pas en venant chez nous au Texte de l'Evan-„ gile : *In quamcunque domum introieritis, di-„ cite primùm, Pax huic domui* ; mais nous nous „ conformerons au Pſeaume, en lui diſant : *Vi-„ ri ſanguinum deſtruxit à nobis.* Il maintient, „ que *la plus grande ſûreté de cet Etat conſiſte au* „ *reſſentiment des injures qu'il a reçûes des Eſpa-* „ *gnols* ; qui eſt le même que s'il diſoit qu'il ne „ nous faut jamais accommoder avec eux : en „ quoi il montre aſſez le vrai but de ſa Négo-„ ciation & de toutes ſes pratiques parmi nous, „ ſouſcrivant par-là à tout ce que les Eſpagnols „ ont pû dire, & diront ci-après, du deſir „ qu'a la France de nous tenir en guerre per-„ petuelle avec eux. Mais outre que cette „ doctrine n'eſt pas Chrétienne, de tranſmet-„ tre des reſſentimens de vengeance de géné-„ ration en génération, comme par un fideicom-„ mis réel, graduel, & perpetuel ; elle n'eſt „ pas politique non plus, ni charitable pour „ cet Etat, qui ne ſauroit plus ſe venger que „ contre ſoi-même, en aidant davantage la „ France à s'agrandir, au préjudice de l'Eſpa-„ gne ; principalement dans les parties qui nous „ ſont les plus voiſines. Et ſi nos Predeceſ-„ ſeurs eu'ſent eu quelque repugnance à cette „ reconciliation, ils n'auroient pas fait les Trê-„ ves de l'an 1609. ils n'en auroient pas de-„ mandé la continuation, ils n'auroient pas de-„ ſiré de les changer en une Paix perpetuelle. „ Si la France eût été auſſi de la même opinion „ que ſon Ambaſſadeur d'à préſent, elle ne nous „ auroit pas perſuadé un tel accommodement. „ Il ajoûte (diſoit un autre) *qu'il nous faut a-* „ *voir une défiance de toutes les actions & deſſeins* „ *des Eſpagnols* ; qui eſt une autre ligne qui tire „ & aboutit droitement à l'excluſion de la Paix: „ car comment la peut-on traiter, concerter, „ & conclure avec ceux dont nous devons nous „ défier en tout & par tout ? Si leur foi nous „ eſt ſuſpecte à l'avenir, ſur quoi pourra repo-„ ſer la ſûreté & la ſubſiſtence des Traitez ? Et ſi „ elle l'a dû être auparavant, pourquoi la Fran-„ ce nous a-t-elle ſollicitez d'envoier nos Plé-„ nipotentiaires à Munſter, qui nous ont ra-„ porté uniformement, n'avoir jamais vû au-„ cune alteration ni le moindre changement en „ tout ce que les Eſpagnols ont une fois pro-„ mis ou déclaré ? *Quant aux prétendus Traitez* „ *de mariage, ou d'échanger*, il s'en démêle en „ gros, au lieu que les objections, auſquelles „ il devoit répondre, ſont en détail. Il pré-„ ſuppoſe que les lumieres nous en viennent „ d'Eſpagne, au lieu que c'eſt là qu'on les a le „ plus cachées, & que les plus verſez aux in-„ trigues de la France ſont ceux qui nous en „ ont le plus découvert ; n'étant pas beſoin d'é-„ taler ici les fondemens de nos ſoupçons ſur ce „ mere ſource de ces ombrages, & ne nous l'a „ point celée. Mais quand nos craintes ne ſe-„ roient fondées que ſur la convenance même „ de la choſe en ſoi, & ſur la maxime de la „ France, de s'agrandir à quelque prix, & par „ quelque voie que ce puiſſe être, en préferant „ l'avancement de ſes hauts deſſeins, à toutes „ autres conſiderations, n'y auroit-il pas bien „ de quoi en être en peine ? Si le Roi Henri „ IV. autant religieux en ſa parole & en ſes „ Alliances, que ceux qui gouvernent la Fran-„ ce aujourd'hui, nous abandonna pour le re-„ couvrement de quelques Places en Picardie, „ que ne feroient pas ceux-ci pour des avanta-„ ges bien plus grands ? Si toutes les promeſſes „ tant de fois renouvellées à la Maiſon Palati-„ ne, viennent de ſe convertir à ſon dommage, en faveur de celle de Baviére, par cette „ même maxime de l'agrandiſſement de la „ France, pouvons-nous encore douter, qu'il „ ne tiendra jamais à elle de pouſſer plus outre, „ même en nous rumant, s'il eſt beſoin, de „ fonds en comble ? Or que la France ne pré-„ tende à la domination univerſelle, & de con-„ tinuer pour cet effet la Guerre juſques à la fin „ de ſon deſſein, il n'en faut autre témoignage „ que la paraphraſe nouvelle ſur les paroles de „ l'Ecriture ſainte : *Reſpexit filia agri, quomodo* „ *creſcunt* ; & le Sonnet que le Grand Directeur „ de la Monarchie Françoiſe fit préſenter il y a „ quelque temps à la Reine :

Anne deſires-tu qu'à l'ombre des lauriers
Nous ſoions pour jamais à couvert des tempêtes?
Demeure encor armée & pouſſe tes Guerriers,
A faire tous les jours de nouvelles Conquêtes.

Le retour de la Paix doit être deſſeré
Tant que nos Ennemis auront de l'eſperance,
Et pour donner au monde un repos aſſuré,
Il faut ranger l'Eſpagne au giron de la France.

Quelques lâches prudents, qui tremblent dans le port,
Diſent ſecrettement, que tes armes ont tort
D'affliger le Païs où le Ciel te fit naître,

Sans penſer que l'Amour peut être fils de Mars,
Et que pour éviter la ſuite des hazards,
L'Eſpagnol & François peuvent n'avoir qu'un Maître.

Le reſte de la Lettre ne contenoit, au jugement de quelques Critiques, rien que des injures contre les Etats Généraux, ou contre ceux de Hollande, que V. E. traite par tout cet Ecrit, d'Ennemis de la France, & des ſiens particuliers ; ces épithetes ne ſe pouvant attribuer à d'autres, puis que ce ſont eux qui ont envoyé des Députez à chaque Province. Je crains, que n'étant pas accoûtumez à ſe voir ainſi mal mener, ils ne tournent tête : auquel cas, V. E. n'auroit pas du meilleur, & ſi Dieu permet par ſa miſericorde, qu'elle échappe encor cette rechute de fiévre, qu'elle s'eſt cauſée par excès, je la ſupplie très-inſtamment d'être plus moderée à l'avenir : car je ſai bien ce que j'entends dire, & que ni mes Amis ni moi ne ſerons pas aſſez forts pour détourner l'orage, V. E. détruiſant plus en un jour, que nous ne ſaurions bâtir en un an. Elle ſe plaint du ſecret

que

qu'elle fait, pour pénétrer les secrets de l'Etat, ce qu'ils croient ne pouvoir arriver, que par des moiens illicites; & jugent de là, que leur liberté & autorité, dont ils sont si jaloux, n'ont rien de reservé ni d'assûré contre les entreprises de V. E., en laquelle ils condamnent encore l'omission d'un point principal & tout public, qu'elle laisse en arriere, lors qu'elle s'étend avec tant de superfluitez, à leur dire, sur d'autres moins importants, & qui ne lui ont pas été communiquez. Ce point, Monsieur, est celui des cruautez exercées tout nouvellement dans la Ville de Nantes sur nos pauvres Compatriotes, déchirez, assommez, & noiez, par la fureur d'un peuple effrené, & écumant de haine & de rage contre notre Nation, qui a reçû cette indignité en France, en même temps que V. E. lui prêchoit de sa part les droits sacrez de l'Alliance, lors qu'elle ne savoit pas garder ceux de l'hospitalité seulement. „ C'est à cela, s'écrient-„ ils, que Monsieur l'Ambassadeur devroit ré-„ pondre, & non pas rechercher hors de pro-„ pos & à contre-tems d'autres exemples d'in-„ humanité dans le siécle passé, & à nos enne-„ mis qui après tout ne passérent jamais jusques „ à l'extrémité d'un massacre général de leurs „ Sujets de notre Religion, comme il se fit en „ France à la S. Barthelemi, où l'on ne s'est „ pas contenté d'aller avec le fer & le feu con-„ tre l'établissement de notre Religion, mais „ après qu'elle y a été reçue, affermie, & as-„ surée par les Edits Royaux, par les Traitez „ publics, & par les Arrêts des Parlemens, „ tout à coup & lorsqu'on y pensoit le moins „ elle y a été persécutée de même qu'en sa „ naissance. Le carnage a recommencé, „ comme à son avénement, & duré plusieurs „ années, jusques après l'avoir réduite à non „ plus, non seulement en lui ôtant toutes les „ Places de sureté qu'on lui avoit promises & „ consignées, mais en réduisant en cendres „ plusieurs autres, & faisant mourir ou par les „ flammes ou par la faim une infinité de per-„ sonnes de tout âge & de tout sexe; & à pré-„ sent ceux qui restent sont en état (lorsqu'il en „ prendra envie à quelque Favori) de servir de „ curée & de proye à une bande de séditieux, „ satellites, & coupe-jarrets, à quoi les Maré-„ chaux de Turenne & de Gassion dont Mon-„ sieur l'Ambassadeur entend parler sous la fi-„ gure de ceux *qui agissent glorieusement à notre „ vue dans les commandemens des armées*, n'y „ apporteront pas plus de remède que les Ma-„ réchaux de Lesdiguiere, & de la Force, les „ Ducs de Bouillon, de Sulli, de Rohan, & „ de Soubise y en ont apporté sous le regne de „ Louis XIII. & le Roi de Navarre, le Prince „ de Condé, l'Amiral de Chatillon, les Ducs „ de la Trimouille, & d'Albret, le Marquis „ de Montbrun, Montgomeri & autres de cet-„ te condition sous les Rois Henri II. François „ II. Charles IX. & Henri III. & beaucoup „ moins lorsque la France ayant étendu sa „ cun fait qu'à peine l'Espagnol y a attaqué une „ seule Place sinon au commencement des „ troubles, lorsque la France étoit assez occu-„ pée chez elle, & non moins animée que „ l'Espagne à y renverser les fondemens, & „ perdre les Auteurs de notre sainte Reli-„ gion.

Ce sont là, Monsieur, les discours que votre Lettre a produits, & les jugemens qu'elle a causez parmi ceux du plus haut & du plus bas rang de cet Etat, qui s'accordent tous (à mon grand regret) à la condamner & detester d'une voix commune; ce que V. E. pouvoit bien pénétrer d'elle-même, voyant *qu'on n'a pas pris seulement la peine de répondre à divers Mémoires qu'elle a présentez quoique fort importans* (comme elle dit au commencement de la seconde page de ladite Lettre) par où l'on déclare en se taisant, que la personne de V. E. est odieuse, & que l'on ne veut pas la légitimer aux fonctions qu'elle veut exercer. On dit même que Messieurs ses Collégues improuvent sa procédure; desorte que je ne puis lui conseiller autre chose sinon que pour bien faire ci-après, elle fasse tout le contraire de ce qu'elle a fait jusques à maintenant; sauf en ce qui est de me conserver l'affection qu'elle m'a témoignée, comme je ferai aussi la qualité,

MONSIEUR,

de votre très-humble Serviteur,

J. D. P.

MES-

Digitized by Google

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur de

BRIENNE.

A Munſter le 6. Mai 1647.

On prendra ſoin pour la ſatisfaction du Duc de Modene.

MONSIEUR,

VOus verrez par le Mémoire que nous avons dreſſé, comme nous avons executé ponctuellement les ordres qui nous ont été envoyés par ceux des vingt-deuxiéme & vingt-ſixiéme Avril, & ce qui s'eſt enſuite paſſé, dont nous rendons compte. Nous ne manquerons pas de faire toute la meilleure reception, que nous pourrons à celui qui doit venir en cette Aſſemblée de la part de Monſieur le Duc de Modene, & de procurer la ſatisfaction de ſon Maître, en tout ce qui dépendra de nous, ainſi qu'il nous eſt mandé de faire; & ſur ce, Monſieur, après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces nous demeurons &c.

On prendra ſoin pour la ſatisfaction du Duc de Modene.

MEMOIRE

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR,

Le 6. Mai 1647.

On aura ſoin pour l'affaire du Portugal. Leur entretien avec les Mediateurs ſur les affaires d'Eſpagne. Mauvais état des affaires de l'Empereur. Inegalité de

preſſe en ſa faveur. Avis qu'il leur donne. Ce qu'eux en croyent. Et on en donne connoiſſance aux Médiateurs. Reponſe des Médiateurs. On envoye une autre fois vers les Mediateurs. Réponſe de ceux-ci.

L'On aura vû par notre derniere Dépêche, qu'encore que le deſir de la Paix eût porté leurs Majeſtés à nous donner pouvoir de nous departir de l'inſtance touchant la ſuſpention d'armes en Portugal, nous n'y viendrions qu'à l'extrémité. Nous en avons uſé de la ſorte, tant pour attendre les Dépêches de la Cour en réponſe des vingt premiers Articles, qu'on y avoit envoyé, que pour temoigner plus de fermeté aux Eſpagnols dans le tems qu'ils publioient par tout que la Hollande avoit attiré la plûpart des autres Provinces dans ſon ſentiment, nous avons été bien aiſes de ne nous être engagés à rien, puis que nous voyons par le Mémoire du vingt-ſixiéme Avril, que Sa Majeſté nous ordonne de tenir ferme, ſur les deux points du Portugal.

On aura ſoin pour l'affaire du Portugal.

Nous avons auſſi reçu par le même Ordinaire les Lettres de Monſieur de Servien, qui nous apprennent que les choſes ſont en meilleur état, que les Ennemis veulent faire croire. Ainſi après avoir longtems differé de faire réponſe aux Médiateurs, nous les allames voir il y a trois jours, & leur repréſentames bien ponctuellement toutes les raiſons contenuës dans le Mémoire, dont la concluſion fut qu'il étoit abſolument neceſſaire, qu'eux & les Plénipotentiaires de Hollande, comme auſſi les Impériaux, declarent nettement par un Ecrit à part, que l'Article du Traité touchant l'aſſiſtance, qu'on pourra donner aux Amis ou Allés comprend auſſi le Portugal, & que les Portugais entrans dans l'Andalouſie, ou dans la Grenade, ou autres Etats voiſins avec les armes auxiliaires de la France, toutes les fois qu'il ſera beſoin pour la conſervation dudit Royaume, cela ne pourra être pris pour une infraction de Paix. Nous avons pareillement inſiſté à ce que les Plénipotentiaires d'Eſpagne, convinſſent d'une ceſſation d'hoſtilités pour un an dans le Portugal, ou qu'au moins les deux Rois s'obligent de ne faire d'un an aucune Guerre offenſive, ſi ce n'eſt d'un commun conſentement. Les Médiateurs ne ſe mirent pas en ſi grand ſoin, que de coutume, de combattre cette reſolution, ni les raiſons, dont nous l'avions appuyée. Ils ſe contenterent de dire qu'ils en feroient raport aux Plénipotentiaires d'Eſpagne, & qu'ils croyoient même qu'ils ne ſeroient pas chargés de nous venir revoir ſur ce ſujet, qu'ils étoient peu heureux de n'avoir pû faire convenir les Parties, & que les Eſpagnols jugeoient ſans doute, que puiſqu'on leur demande des choſes qui excedent les ordres & le pouvoir qu'ils ont, le Roi leur Maître ne doit plus ſonger qu'à la Campagne.

Leur entretien avec les Médiateurs ſur les affaires d'Eſpagne.

Nous repliquames que cette inſtance n'eſt pas nouvelle; que ſi le Comte de Peñaranda avoit eû beſoin d'ordres ſur cela, il avoit eû le tems de les recevoir: Que les intentions de leurs Majeſtés pour la Paix paroiſſent évidem-

ple du Traité de Meſſieurs les Etats.

Ce diſcours nous donna lieu de leur faire à propos la deduction des avantages, que l'état préſent des affaires nous donne aujourd'hui de tous côtés; nous n'oubliames rien de ce qui eſt contenu dans le Mémoire ſur ce ſujet, & par là nous fimes voir combien leurs Majeſtés déſirent le repos public, puiſqu'elles ne cherchent pas à profiter, comme elles pourroient faire, d'une ſi favorable conjoncture. Pour preuve de quoi nous leur dimes, que nous étions prêts de conclure le Traité, ſuivant les Articles que nous avons donnés.

Mauvais état des affaires de l'Empereur.

L'avis de Vienne, dont leurs Majeſtés ont eû agreable que nous ayons eû communication, nous paroît vraiſemblable, puis qu'outre la ſolidité des autres, qui ſont venus du même lieu, il eſt certain que les affaires de l'Empereur ſont en ſi mauvais état, qu'il ne peut avoir d'eſperance, ni de reſſource que par une prompte conclution de la Paix. Nous nous ſommes bien prévalus de cet avis auprès du Comte de Trautmanſdorff, ſans pourtant lui en rien témoigner. Il nous paroît qu'il a fait quelques efforts vers les Eſpagnols ſur ce qui touche le Portugal; mais il eſt aiſé de voir qu'il n'a pû rien obtenir. Il nous diſoit en la derniere Conférence, qu'il a vû les ordres de Peñaranda, qui l'empêchent de lui en pouvoir plus parler. Il s'eſt auſſi excuſé formellement de pouvoir ſigner aucun Ecrit, où il ſoit fait mention du Portugal, attendu que ſon Maître étant Prince de la Maiſon d'Autriche, intéreſſé en toutes choſes avec le Roi d'Eſpagne, ne peut parler d'une autre maniere que lui, mêmement en une matiere ſi ſenſible audit Roi, qu'il aime mieux mettre au hazard le reſte de ſes Etats, que d'entrer en aucun Traité pour ce regard.

Infidélité de Monſieur d'Oxenſtiern.

Nous avons bien conſideré ce qui eſt très-prudemment remarqué dans le Mémoire ſur les paroles, & la façon d'agir de Monſieur Oxenſtiern, & parce qu'il lui arrive ſouvent de tomber en des propos facheux, & d'uſer de termes rudes & peu ſupportables, comme encore tout fraichement le Sieur de la Court nous mande, qu'il lui a dit en parlant des Evêchés, que la Suéde romproit plutôt avec la France, que de n'obtenir pas ce qu'elle prétend en cela. Nous ferons ſavoir audit Sieur de la Court les ſentimens & les ordres de leurs Majeſtés, afin qu'avec la prudence qui lui eſt ordinaire, il accompagne ſa conduite de la vigueur, & de la reſolution qu'on déſire.

Touchant la Pologne Meſſieurs les Plénipotentiaires de Suéde en parlent avec grande hauteur. Ils font état en faiſant la Paix de retenir la Livonie, & de ne reſtituer aucune choſe au Roi de Pologne pour la renonciation, qu'ils prétendent avoir de ſes droits au Royaume de Suéde, eſtimant qu'il ſera encore aſſez heureux d'avoir la Paix à ces conditions. C'eſt de la façon qu'ils en ont parlé juſques ici; nous eſſayerons de connoître au vrai, s'il

d'Eſpagne, en quelqu'endroit que ce fût. Il dit que le Comte de Trautmanſdorff l'avoit ainſi donné à entendre à pluſieurs Députés, qui avoient condamné cette propoſition, laquelle commençoit à ſe divulguer par tout, & étoit fort mal reçûë.

Ce qu'eux en croyent.

Nous jugeames incontinent, que c'étoit une malice de nos Parties? qui faiſoient courir ce faux bruit, pour juſtifier leur obſtination à ne pas vouloir accorder ce que leurs Majeſtés ne demandent que pour la ſureté de la Paix, & qu'ils prétendoient par là nous rendre odieux principalement dans les Provinces-Unies, pour eſſayer de les porter à quelque manquement contre leur Alliance. Pour ne pas negliger ledit avis nous envoyames en même tems le Sieur le Boulanger, Secretaire de cette Ambaſſade, vers l'un & l'autre de Meſſieurs les Médiateurs, pour leur faire plainte du bruit qui couroit, & les ſuplier de vouloir expliquer au Comte de Trautmanſdorff, & aux Miniſtres d'Eſpagne ce que nous leur avons voulu faire favoir de l'intention de leurs Majeſtés, qui étoit qu'outre la clauſe miſe dans l'Article ſecond, pour l'aſſiſtance des Amis & Alliez, on deſiroit avoir un Ecrit à part, tant deſdits Sieurs Médiateurs, que de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de Hollande, & encore de ceux de l'Empire, comme ladite clauſe comprenoit auſſi le Portugal, & que le ſecours que nous donnerions aux Portugais ne pourroit être interprété pour une infraction de Paix, encore qu'avec les Troupes Auxiliaires de la France l'on fît quelque entrepriſe ſur les Pais voiſins du Portugal, que cette demande étoit juſte & raiſonnable, & que Meſſieurs les Médiateurs oſémes ne l'avoient pas improuvée, mais avoient dit ſeulement qu'elle leur ſembloit ſuperflue, puiſque l'on ſait bien, que quiconque eſt attaqué ne demeure pas toujours dans les termes d'une ſimple défenſe, & qu'il eſt quelquefois en état de tranſporter la Guerre dans le Pais de celui qui fait l'aggreſſion, qu'on ne diſtingue point en ce cas de quelles troupes il ſe doit ſervir, & que cela s'eſt toûjours ainſi pratiqué dans de ſemblables occaſions, & notamment aux ſecours, qui ont été envoyés de la part de la France à Meſſieurs les Etats: mais que l'on n'entendoit pas qu'il nous fût loiſible, la Paix étant faite entre les Couronnes, de faire diverſion dans les Etats du Roi d'Eſpagne, où bon ſembleroit; que cette demande ſeroit à bon droit rejettée; qu'auſſi nous n'avions point eû ordre de le faire, & que nous croyons nous en être aſſez clairement expliqués.

Etrenes donnée aux Médiateurs.

Réponſe des Médiateurs.

Leſdits Sieurs Médiateurs repondirent tous deux qu'ils comprenoient aſſez quelle étoit notre intention, laquelle ils avoient fidellement rapportée aux Eſpagnols, & au Comte de Trautmanſdorff, qu'ils avoüoient néanmoins, qu'entre ennemis qui ont tous du ſoupçon l'un de l'autre, il y avoit lieu d'entrer en doute, & de craindre que ſous ces mots de diverſion & d'entre-

étoient bien aises d'être encore mieux éclaircis de nos sentimens, & qu'ils les feroient savoir aux Espagnols, & au Comte de Trautmansdorff, mais que pour mieux se donner à entendre en une affaire de si grande importance, il leur sembloit, que le meilleur étoit de mettre par écrit ce que l'on prétend.

Ledit Sieur Boulanger nous ayant fait raport de ce que dessus, nous avons estimé à propos de dresser un mot, tel que l'on verra par la copie ci-jointe, que nous avons envoyée auxdits Sieurs Médiateurs que lui-même, afin que chacun connût que notre demande ne tend qu'à rendre la Paix sûre, & à ôter aux Espagnols le moyen de brouiller parmi les Provinces-Unies, en changeant & deguisant le sens de notre proposition.

Réponse de ceux-ci.

Comme il parloit auxdits Sieurs Médiateurs, ils lui dirent, qu'ayant fait savoir aux Plénipotentiaires d'Espagne, la derniere intention de leurs Majestés touchant les deux points du Portugal, ils avoient consulté ensemble, & puis entant répondu, que puisque les Plénipotentiaires de France disoient avoir des ordres, par lesquels ils ne pouvoient se départir de l'instance faite touchant le dits deux points, eux aussi avoient ordre de n'en point demeurer d'accord, ce qu'ils estimoient être fondé en raison, & s'être mis en toutes sortes de devoirs, pour avoir la Paix, que les choses étant en ces termes, ils voyoient bien qu'il ne falloit pas l'esperer, & remercierent Messieurs les Médiateurs de tous les soins & de toutes les peines qu'ils avoient prises à cette occasion.

MONSIEUR

de

LONGUEVILLE,

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 11. Mai 1647.

Touchant le projet du Traité communiqué aux Hollandois. Il a suivi en tout les ordres de la Cour. Ses réflexions sur les nouveaux ordres. Tous seront persuadés que le retardement de la Paix ne vient pas du côté de la France. Touchant les affaires d'Espagne en Savoye. Et

MONSIEUR,

Touchant le projet du Traité communiqué aux Hollandois.

J'Ai eu de la peine à comprendre ce qui m'a été mandé par la Dépêche du premier de ce mois, & ne puis connoître de quelle façon je dois regler ma conduite sur ce qui m'est écrit. Votre Lettre porte qu'on eût désiré que j'eusse envoyé le projet du Traité à Messieurs les Etats. Si l'on entend que je leur eusse seulement donné connoissance de ce qui se passoit ici, je crois que Monsieur Servien, à qui j'en ai donné les avis, n'aura pas manqué de le faire, & que s'il l'a jugé à propos il aura communiqué nos Articles, puisqu'ils étoient dressés & resolus quand il est parti de Munster, & qu'il en a porté la copie avec lui. Si cela veut aussi dire que je devois remettre la médiation à Messieurs les Etats, & la tirer des mains de leurs Ambassadeurs, je ne vois pas que de moi-même, sans en avoir reçu aucun ordre de la Cour, j'aye du entreprendre de faire un changement si notable, cela eût offensé de tout point les Médiateurs, & changé l'ordre de l'Assemblée, qui ne dépend pas de la France seule.

Pour introduire cette forme de traiter, le consentement de nos Parties étoit necessaire, & pour cet effet il eût fallu, que j'eusse fait dire aux Plénipotentiaires d'Espagne, que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats étant suspects à la France, je ne pouvois user de leur entremise, pour achever la Négociation, mais que j'allois envoyer nos Articles à la Haye à leurs Superieurs, afin qu'eux-mêmes en prissent connoissance ou qu'ils députassent d'autres personnes sur lesquelles il ne pût tomber aucun soupçon; desorte que j'estime que j'eusse fait plaisir aux Espagnols, qui eussent été bien aises d'avoir occasion d'envoyer un de leurs Plénipotentiaires à la Haye, pour y conduire leurs pratiques, & leurs menées. Je vois que c'étoit là leur but, & leur desir, ainsi qu'il a paru au passage de Brun par la Hollande; mais comme on s'est alors opposé à son dessein avec beaucoup de prudence, je n'estime pas aussi qu'il y eût été du bon service de leurs Majestés, de se soûmettre au jugement de Messieurs les Etats, de les rendre neutres entre la France & l'Espagne, qui est ce à quoi le Conseil d'Espagne travaille, & employe tous ses soins.

Il a suivi en tout les ordres de la Cour.

Je vous supplie aussi, Monsieur, de vous souvenir de ce qui est dans la Dépêche de la Cour des dix-huitiéme & vingt cinquiéme Janvier, & de tant de bonnes & solides raisons, qui y sont très-prudemment déduites. Je m'assure que vous avouerez, que dans la conduite que j'ai tenuë ici, j'ai essayé de m'y conformer entierement, & de les suivre.

Ses réflexions sur les nouveaux ordres.

Vous me mandez, qu'il y a deux extrêmes points à fuir, l'un de retirer la médiation d'entre les mains de Messieurs les Etats, l'autre de la laisser en celles des personnes suspectes, & que cela se peut accommoder en prenant une voye qui pourvoye aux deux inconvenients, laissant la médiation aux Etats, & en excluant Paw & Knuyt.

Je ne vois pas que cela se puisse executer à cette heure, qu'il n'y a que Paw seul qui soit ici, puisque si l'on l'exclud, c'est en effet ôter la médiation entiere à Messieurs les Etats.

ront plus facilement sur son entremise, qu'il est lui-même intéresse en quelque façon à faire la Paix, & à ne laisser pas imparfait l'ouvrage qu'il a commencé, qu'il s'efforcera d'achever, non en notre considération, mais pour la sienne, & celle des Espagnols mêmes, auxquels il ne peut rendre un meilleur office, qu'en concluant le Traité, faire cesser les maux dont ils sont menacés. Que si l'effet n'est pas si prompt qu'il seroit à souhaiter, il semble que les difficultés, qui se trouvent encore dans le Traité de l'Empire & celles de la garantie, empêchent les Espagnols de s'ouvrir de leurs dernieres intentions.

Tous seront persuadés que le retardement de la Paix ne vient pas du côté de la France.

Cependant ce qui s'est fait donne à connoître à tout le monde, que le retardement de la Paix ne vient pas de nous, & rien, à mon avis, ne peut être plus utile dans les Provinces, puisque les Espagnols sont en demeure, & que la prolongation d'un bien tant désiré leur doit être justement imputée: au reste, je ne suis engagé à chose aucune, & voyant ce qui est envoyé au Mémoire de Monsieur Servien, j'attends de savoir ce qu'il aura fait à la Haye. Je me tiendrai aussi en état de pouvoir executer tout ce qui me sera mandé de la Cour; ce que j'ai à désirer est que les ordres en soient bien clairs, & bien précis, afin que je ne puisse tomber en faute, & que je suive exactement ce qui me sera ordonné, qui est ma seule passion. J'ai encore été surpris de voir que l'on demande l'explication de deux Articles, que votre Lettre dit sembler avoir été dressés de concert entre les Ministres d'Espagne & de Savoye. Je vous ai fait savoir par le Mémoire du dix-huitiéme du passé, que les affaires de Savoye avoient été laissées en blanc, parce que l'Ambassadeur ne m'avoit pas encore mis en main de quoi les remplir; il avoit été mandé, que l'on essayât de contenter le Marquis de Saint Maurice, auquel l'on a confiance; ce qui fit que n'ayant rien voulu avancer, que de concert avec lui, il m'envoya les Articles tous dressés, me priant de les faire inférer parmi les nôtres, en la forme qu'il les avoit lui-même proposés. J'y fis néanmoins retrancher beaucoup de choses, & y laissai pour sa satisfaction ce que je crus, qui ne blessoit en rien les droits du Roi, desquels j'ai fait une reserve si expresse, que ledit Ambassadeur s'en plaint, ainsi que je l'ai déja fait savoir.

Touchant les affaires d'Espagne & de Savoye.

Et de la retention des Places occupées en Italie.

Et quant à la restitution des Places, cet Article-là avoit été concerté entre Messieurs mes Collegués, & moi; on a toûjours été d'avis, que l'on restitueroit de part & d'autre, ce que les armes des deux Rois occupent dans le Piémont, & le Montferrat, les Espagnols ont fait de grandes plaintes, de ce qu'on mettoit cela en égalité, disant qu'ils ont occupé ce qu'ils tiennent sur leur Ennemi, & qu'il étoit bien rude de les obliger à rendre leurs Conquêtes à nos Alliez, puisque nous prétendions retenir toutes celles que nous avions faites sur eux. nos Alliez, tous les avoient conquises quasi toutes sur les Ennemis, & conservées avec tant & de si excessives dépenses, que nous ne pouvions avec justice nous priver de la facilité, que ces Places nous donnent d'entreprendre sur les Etats du Roi d'Espagne en Italie. Il y eut encore une autre consideration, qui nous porta à nommer ces Places, parce qu'en les désignant toutes en particulier nous pouvions omettre Chivas, à cause du dessein que l'on a d'en traiter. En les nommant il n'a pas oublié de dire que les unes étoient tenuës en dépôt, & les autres reconquises sur l'Ennemi par les armes de Sa Majesté. Ce sont les raisons que nous avons eues de concevoir ainsi cet Article; si elles sont improuvées, en nous ordonnant ce qui doit être fait, il sera assez facile d'y remedier.

Du Duc de Mantoue.

Les Ambassadeurs de Mantouë m'ont dit que ceux qui sont de la part de ce Prince à Paris, leur ont mandé, que j'avois eu ordre de leurs Majestés d'entendre ce qu'ils veulent proposer sur la cession qu'ils prétendent leur avoir été faite par le Traité de Queraſque. Je leur ai répondu, que je n'avois point reçu cet ordre, & que nous en avions toûjours eu de contraires, & leur ai ôté toute esperance que l'on admît aucun expedient. Ils n'ont pas ordre de s'opposer au Traité de Queraſque, mais ils n'en ont point de l'aprouver ainsi, & disent que Madame la Duchesse de Mantouë étant Tutrice ne peut y donner son consentement.

Je vous rends graces très-humbles des nouvelles dont il vous plaît me faire part, & attends celles que vous me faites esperer, vous suppliant de croire que je suis &c.

MES-

Digitized by Google

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 13. Mai 1647.

Touchant l'affaire des Griſons. Et de la Religion. Monſieur Croiſſi eſt arrivé à Munſter. L'Argent leur manque.

MONSIEUR,

NOus nous remettons au Mémoire, pour vous faire ſavoir ce qui ſe paſſe ici, & ce mot ne ſera que pour vous rendre graces bien humbles, à notre ordinaire, de la continuation de vos ſoins. Nous avons bien remarqué ce qui eſt en votre Lettre du troiſiéme touchant les Griſons, dont nous eſſayerons de nous ſervir; & ne manquerons pas de faire ce qui ſera en notre puiſſance pour les Chartreux de Chriſt-Garten, que vous nous recommandez. La Religion Catholique reçoit de grands préjudices en divers endroits de l'Allemagne par l'apreté des Suédois à établir la Lutherienne, & le peu de reſiſtance que les Imperiaux y font. Le Sieur Croiſſi eſt de retour en cette Ville, ſans avoir reçu la Dépêche, que nous lui avons envoyée par un exprés, pour lui donner avis de ce qui nous avoit été mandé touchant ſon emploi auprés de l'Electeur de Baviere. Son deſir ſeroit de retourner en France, pour traiter d'une charge de Maître des Requêtes, & paſſer par les mêmes degrés, que ceux de ſon mérite & de ſa condition ont accoutumé de ſuivre, & quand il plairoit à leurs Majeſtés de l'envoyer promptement en Baviere, il ſupliroit que ce fût pour peu de tems. D'ailleurs il y a ſept mois qu'il eſt à la Campagne obligé à faire de la dépenſe, de laquelle nous ayant demandé le rembourſement, nous ne pouvons lui donner que des eſperances, n'ayant pas dequoi y ſatisfaire, ni à quantité d'autres engagemens où nous ſommes, que nous vous avons fait ſavoir ſi ſouvent, & depuis tant de tems, que nous eſtimons n'en devoir plus parler, & ce, Monſieur, aprés vous avoir ſuplié de nous conſerver l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons &c.

Touchant l'affaire des Griſons.

Et de la Religion.

Mr. Croiſſi eſt arrivé à Munſter.

L'argent leur manque.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le treiziéme Mai 1647.

Réponſe des Eſpagnols au ſujet du Portugal. Diſcours des Mediateurs ſur les affaires de l'Empire. Réponſe des Plenipotentiaires de France. Replique des Médiateurs. Contre-replique des François. Sur l'affaire du Portugal. Leurs ſentimens pour le Duc de Baviere. Et leurs ſoins à l'égard des Miniſtres du Portugal. Bruits d'une Ligue entre l'Eſpagne, la Hollande & le Brandebourg. Soins des Médiateurs, & de Trautmanſdorff pour l'Aſſemblée d'Oſnabrug. La France ſera ſon poſſible pour retarder la concluſion du Traité avec l'Empire. Affaires touchant le Portugal. Leur ſoin pour découvrir les ſentimens des Médiateurs ſur la Tréve du Portugal.

ON aura vû par la derniere Dépêche la réponſe des Eſpagnols ſur le fait du Portugal, après laquelle toutes choſes ſont demeurées ici en ſilence, pendant quelques jours, ſans que nous ayons vû les Médiateurs, & ſans que les offices du Comte de Trautmanſdorff auprés des Miniſtres d'Eſpagne ayent rien pû gagner ſur eux, ſoit qu'il ait peu de credit, ainſi que chacun eſt perſuadé, ſoit qu'en effet le Comte de Peñaranda ait les mains liées ſur ce point-là.

Réponſe des Eſpagnols au ſujet du Portugal.

Un jour après la reception de la Dépêche du troiſiéme de ce mois, Meſſieurs les Mediateurs nous ont vû pour les affaires de l'Empire. Ils nous firent une grande remontrance ſur les prétentions exorbitantes des Suédois, encore même que la plûpart des Proteſtans n'y adherent pas, & dirent que le Comte de Trautmanſdorff demandoit le ſecours de la France, comme il avoit fait ci-devant, puiſqu'il ſe pouvoit dire, que ce n'étoit pas une Guerre d'Etat, mais de Religion.

Diſcours des Médiateurs ſur les affaires de l'Empire.

Qu'il étoit beſoin de parler plus ferme que l'on n'avoit fait juſques à préſent, & que

Paix.

Ils repreſenterent de plus ſi on laiſſe établir les Suédois de cette ſorte dans l'Empire, & y acquerir tant d'amis & de partiſans; la France ſe trouveroit notablement intereſſée : que dans la proſperité où ils ſont, la ſuſpenſion faite avec Baviere leur donne de ſi grands avantages, & qu'ils en uſent ſi hautement, qu'ils forment toûjours de nouveaux deſſeins de s'agrandir, & que l'Empereur eſt force d'y donner les mains & d'abandonner la Religion, & toutes choſes, s'il n'eſt ſoutenu de la part du Roi.

Réponſe des Plenipotentiaires de France.

Notre réponſe fut que les Lettres d'Oſnabrug nous font mieux juger de la moderation de nos Alliés, & nous donnent plus d'eſperance de la Paix, qu'il y a même ici des avis dudit lieu, qui portent que les Suédois ſe ſont relâchés ſur le point de *Caſtenouue*, & ont auſſi propoſé pour Oſnabrug une alternative plus avantageuſe que la premiere, c'eſt à ſavoir qu'il faut deux Princes & Evêques Catholiques de ſuite, & puis un Proteſtant, & ainſi à perpetuité; qu'encore que cela ne ſoit pas recevable, l'experience ayant fait voir, que par tout où les Proteſtans ont mis le pied en Allemagne, ils ſe ſont rendus les Maîtres; c'eſt néanmoins une marque de la bonne diſpoſition qu'ils ont à la Paix, & une aparence qu'avec un peu de patience ils feront le reſte.

Replique des Médiateurs.

Les Médiateurs nous preſſerent de faire réflexion ſur ce qu'ils nous avoient dit de la part du Comte de Trautmanſdorff, diſans que les affaires étoient dans une extremité qui ne reçoit pas de délais, & qu'il n'y avoit qu'à conſiderer ſi la France veut adhérer à toutes les paſſions des Suédois, ou les obliger à faire la Paix conjointement, ou ſe reſoudre à la conclure ſeparement avec l'Empereur.

Nous dimes nettement que pour ce dernier point nous n'y pouvions entendre, & n'avions nul ordre, ni deſſein de faire cela. Ils repliquerent tous que les Suédois ne parlent pas de la ſorte, & que non ſeulement ils écoutent, mais qu'ils propoſent hardiment, & ſans faire aucune mention de la France, qu'on leur accorde telle & telle choſe, & qu'ils feront la Paix.

Contre-replique des François.

Nous témoignames grande ſureté en leur correſpondance & union avec nous, mais que s'ils ſe rendoient trop difficiles en la concluſion du Traité, le Comte de Trautmanſdorff pouvoit mander le Sieur Wolmar, qui eſt encore à Osnabrug, pour lui venir rendre compte de tout ce qui s'y eſt paſſé, & que comme alors ſans doute il viendroit auſſi en cette Ville un des Plénipotentiaires de Suéde, nous pourrions voir avec eux en quoi conſiſtent les difficultés qui reſtent, & contribuer tous nos offices pour les faire ceſſer & y trouver quelque temperament. Que ſi nos Conferences ne produiſent l'effet deſiré, nous informerons alors la Cour du détail, ne doutant point que leurs Majeſtés ne nous envoyent des ordres neceſſaires pour parler

Sur l'affaire de Portugal.

nous leur euſſions dit quelque choſe de plus précis, mais enfin ils ſe chargerent de porter notre réponſe au Comte de Trautmanſdorff, & aprouverent l'ouverture même que nous avions faite de la Conference qui ſe pouvoit faire ici, après le retour du Sieur Wolmar, & la venuë de Monſieur Salvius, ou de ſon Collégue.

Ces Meſſieurs ne manquerent pas de remettre ſur le Tapis l'affaire de Portugal, & nous ayant trouvé dans notre fermeté ordinaire, Monſieur Contarini tira de ſa pochette une longue Lettre de Monſieur Nani, dont il fit la lecture; elle portoit en ſubſtance les bonnes intentions de la Reine, & de Monſieur le Cardinal Mazarin, pour l'avancement de la Paix, & qu'il n'avoit pas trouvé beaucoup de reſiſtance pour la Tréve de Portugal, ce qui étoit écrit en termes plus forts. Nous ne laſſames pas de demeurer encore en notre premiere reſolution, & d'inſiſter en ce que les deux Rois s'obligent à ne faire d'un an aucune Guerre offenſive, ſi ce n'eſt d'un commun conſentement. En quoi nous voulumes intereſſer la Republique de Veniſe, remontrans audit Sieur Contarini, que s'il ne ſe faiſoit aucune Tréve, elle ne recevroit que peu ou point d'aſſiſtance de la France, d'Eſpagne, ni du Portugal, ſans compter d'autres Princes & Republiques qui peuvent prendre part en cette Guerre & s'y engager. Il en demeura d'accord avec nous, mais il dit, qu'ayant reconnu abſolument que cela ne ſe peut obtenir, ce ſeroit toûjours un grand avantage, & un ſoulagement pour eux de voir la Paix entre les deux Couronnes, & un juſte ſujet au Turc d'entendre à des conditions de Paix plus raiſonnables. Il fut dit beaucoup de choſes de part & d'autre ſans rien conclure, d'autant que nous avions jugé à propos de faire encore cet effort, & d'attendre ce qu'ils nous pourroient raporter de chés le Comte de Trautmanſdorff, avant que de venir à l'expedient porté par le Mémoire.

Nous diſputames longtems avec eux ſur la déclaration qu'on leur demande touchant la liberté d'aſſiſter le Portugal, & en ce fait, ils firent encore beaucoup de difficultés, quoique non avec tant de reſiſtance que ſur l'autre, s'étant enfin laiſſé entendre, qu'ils pouvoient parler de ce point-là aux Eſpagnols, mais declaré nettement ne ſe pouvoir charger de l'autre en aucune façon.

Monſieur Contarini ne parle pas ici des deux points touchés au Mémoire, ſavoir de la liberté de Dom Edouard, & de la facilité ſur tous les autres points, quand celui de la Tréve de Portugal ſera ajuſté, comme le Sieur Nani a dit à Monſieur le Cardinal Mazarin; ſa Lettre audit Sieur Contarini, quoique fort longue, n'en fait aucune mention. Nous avons jugé à propos d'en donner avis, eſtimans que peut-être on l'obligera, pour faire voir la verité

de

Digitized by Google

le Duc de Bavare.

défarmer entierement. Quand on en a parlé au Sieur Kreba, il dit que ce n'étoit pas l'intention de ce Prince, & qu'il a ſeulement reformé quelques Regimens, ſe reſervant le même nombre d'hommes avec moins d'Officiers pour diminuer la dépenſe.

Et leurs ſoins à l'égard des Miniſtres de Portugal.

On n'a rien oublié pour careſſer les Miniſtres de Portugal, & leur temoigner bonne volonté, dont ils paroiſſent fort contens; mais la fermeté qu'on a eue ſur ce qui les concerne, a fait tant d'éclat en l'Aſſemblée, & tant excité de plaintes contre nous, que cela les a bien plus ſatisfaits, que tout ce qui eſt venu directement de nous à eux.

Nous avons eû de la joye d'aprendre la belle action du Chevalier Pol, qui fait bien eſperer de la Campagne, & fera que les Eſpagnols n'auront pas ſi bonne opinion, comme ils l'avoient conçue de leur armement naval duquel ils ſe font beaucoup vantés à leur accoutumee.

Avis d'une Ligue entre l'Eſpagne, la Hollande & le Brandebourg.

On aura l'œil à la Ligue; que l'on a eu avis, qui ſe formoit entre l'Eſpagne, Meſſieurs les Etats, & l'Electeur de Brandebourg. Les Miniſtres de ce Prince s'en défendent hautement & témoignent toûjours de l'affection & gratitude pour la France; reconnoiſſans que leur Maître lui a toute l'obligation de ce qu'il a conſervé de la Pomeranie, & de la recompenſe qu'il a pour la partie qu'il en cede.

Retour des Médiateurs & de Trautmansdorff, pour l'Aſſemblee d'Oſnabrug.

Leſdits Sieurs Médiateurs nous étant depuis venus voir ont dit que le Comte de Trautmansdorff attend des nouvelles d'Oſnabrug, & qu'il eſt bien d'avis que le Sieur Wolmar vienne ici, comme fera ſans doute un des Plénipotentiaires de Suéde, afin que nous concertions enſemble de ce qu'il ſe pourra faire ſur les points dont ils n'ont pû convenir. Qu'au ſurplus il eſperoit toûjours du Roi l'aſſiſtance qu'il a demandée avec tant de ſoins dans les intérêts de la Religion.

La France fera tout poſſible pour avancer la concluſion du Traité avec l'Empire.

Nous l'avons reconnu en ce diſcours bien moins échauffé, qu'en celui de l'autre jour, que les Impériaux ſe promettent de voir bientôt conclure le Traité de l'Empire. Nous eſſayerons néanmoins de faire entorte qu'on n'y aille pas ſi vite, pendant que la Paix d'Eſpagne eſt ſi peu aſſurée, étant bien certain que pour empêcher l'Empereur de ſecourir le Roi d'Eſpagne l'on ne ſauroit mettre ni condition, ni Article dans le Traité, qui puiſſe avoir l'effet & la ſureté qu'aura la continuation de la Guerre en Allemagne, & même qu'aujourd'hui ſelon toutes les apparences l'on n'y peut pas craindre un mauvais ſuccés.

Affaires touchant le Portugal.

Des affaires de l'Empire on eſt retombé ſur la Trêve du Portugal, les Médiateurs diſans, que depuis leur derniere viſite, ils avoient été chés les Comtes de Trautmansdorff & de Peñaranda, ſans avoir ſeulement oſé toucher un mot à ce dernier, ainſi qu'ils nous avoient dit ne le pouvoir faire: mais qu'après en avoir longtems entretenu ledit Comte de Trautmansdorff, juſques à l'ennuyer de leurs pourſuites, ils y avoient encore reconnu une impoſſibilité d'en venir à bout.

Quant à la faculté d'aſſiſter le Portugal, & la declaration que l'on en déſire des Médiateurs, des Hollandois, & des Impériaux, ils nous diſoient confidemment, que le Comte de Trautmansdorff leur avoit témoigné ne pouvoir donner un tel Ecrit s'il ne déſaprouvoit pas notre délitement pour la preuve. Nous leur avons demandé s'ils avoient vû une diſpoſition en l'eſprit de Peñaranda, au contentement que l'on deſire. Que les Médiateurs expliquent nettement par écrit la liberté d'aſſiſter le Portugal. Au lieu de repondre, ils nous ont auſſi interrogé ſur la Trêve, & enfin ils ont fait connoître, qu'en nous accommodant un peu pour les termes, & pour la maniere d'exprimer, on pourroit avoir du contentement; mais qu'il étoit impoſſible d'y travailler, s'ils n'avoient parole du premier point. Tout cela joint à pluſieurs avis, que nous avons eûs d'ailleurs de cette opiniâtreté des Eſpagnols, & à ceux, que Monſieur de la Court nous donne, que le Traité de l'Empire s'avance à vûë d'œil, nous a fait croire que nous manquerions de différer davantage de nous ouvrir de l'expedient porté par le Memoire de la Cour, afin qu'après cela l'on puiſſe voir au vrai ſi l'intention des Eſpagnols eſt de conclure maintenant la Paix, ou d'attendre la fin de la Campagne, comme quelques-uns en ont opinion, & que par ce moyen leurs Majeſtés ayant lieu de prendre leurs meſures, & de reſoudre entierement comme il faudra agir avec les Suédois, pour continuer la Guerre en Allemagne, ſi l'obſtination des Eſpagnols la rend néceſſaire.

Cela ſervira auſſi pour ôter un ſujet de plainte à Meſſieurs les Etats, qui pourroient dire que cette prétention de la Trêve, eſt une nouveauté, au préjudice de ce qui a été ſouvent arrêté par l'entremiſe de leurs Plénipotentiaires, & encore pour ôter aux Eſpagnols le prétexte de rejetter la rupture du Traité ſur le point de Portugal, & juſtifier en quelque façon la reſolution, que les Hollandois pourroient prendre de ſe ſeparer de nous, puiſque ce ſeroit pour un ſujet qui leur ſeroit deſagreable, pour lequel ils croyent n'être pas engagés avec la France comme Monſieur Servien a prudemment remarqué par la derniere Lettre qu'il nous a écrite. Ainſi nous avons reſolu de faire connoître aux Médiateurs que cette Trêve d'un an n'arrêtera point la Paix, à condition néanmoins, que nous y pourrons revenir, & même prétendre beaucoup plus, ſi l'on ne nous contente ſur les autres points.

Mais avant que d'en venir là, nous avons crû à propos d'offrir de remettre l'affaire au jugement de Meſſieurs les Etats, ſuivant qu'il nous eſt mandé, vû même que Peñaranda s'eſt ſervi de la déclaration portée dans la Lettre de Monſieur Servien aux Provinces, pour éluder les inſtances que nous faiſons de ladite Trêve & pour nous accuſer de quelque diverſité en notre conduite, puiſqu'à la Haye on offre à la reſerve de quatre ou cinq points de remettre le reſte des differents à l'arbitrage deſdits Sieurs, & que l'on inſiſte ici ſur le tout, ſans parler d'en croire perſonne.

Par là nous nous trouvons comme engagés à laiſſer l'avantage aux Eſpagnols, qui puiſſent faire valoir à Meſſieurs les Etats la déference qu'ils leur ont renduë*, & que ce qui a été fait de ſemblable par les Plénipotentiaires de France n'eſt pas ſuivi par les deux autres, ou de nous conformer à ce qui eſt porté par la Lettre de Monſieur Servien.

Cela étant autoriſé & un peu plus étendu par le Memoire de la Cour du troiſiéme Mai,

nous

Médiateurs sur la Trêve du Portugal.

gnols, dont il eſt fait mention ci-deſſus; ils eſtiment que Peñaranda ne voudra pas mettre en compromis la Trêve de Portugal. Mais ſoit qu'il accepte notre offre, ou qu'il la refuſe, nous eſperons d'en tirer de l'utilité pour le ſervice du Roi, parce qu'au premier cas nous avons aſſuré tous les principaux Articles du Traité avec grande apparence de gagner encore quelque choſe ſur les autres, pour les raiſons qui en ſont ſi bien déduites par les Dépêches de la Cour, joint que tout le monde connoîtra clairement la ſincerité des intentions de la Reine pour la Paix, & que s'il y arrive du retardement ce ſera par la faute de ceux qui en ont témoigné juſques à preſent un ſi grand deſir. Que ſi l'offre n'eſt pas acceptée l'on pourra s'en prévaloir aiſement à la Haye, comme nous ferons ici auprès du Sieur Meynerſwyck, & autres de ſes Collegues, qui y ſont attendus dans peu de jours. Il eſt ſi tard, qu'il ne nous eſt pas poſſible d'ajouter ſur ce point tout ce qui ſe préſente à notre eſprit, ni les précautions que nous avons à prendre pour pourvoir à ce que Meſſieurs les Etats ne puiſſent pas entrer en la diſcuſſion des differens qui leur ſont remis, qu'après être convenus de la Ligue & garantie, que l'on prétend ſi juſtement de la part du Roi.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' A LA COUR

Le 16. Mai 1647.

Les Eſpagnols remettront aux Hollandois la concluſion du Traité avec la France horſmis l'Article touchant le Portugal. Les Miniſtres Suédois ſe plaignent des Impériaux. Les François temoignent qu'ils ne peuvent pas aprouver que les Suédois ſe rendent à Mumſter. Sujet des plaintes.

Affaires militaires.

Les Eſpagnols remettront aux Hollandois la concluſion du Traité avec la France horſmis l'Article touchant le Portugal.

LA Dépêche du vingtiéme aura fait voir ce qui s'eſt paſſé en dernier lieu dans la Négociation. La ſemaine ſuivante n'a rien produit de nouveau, ſinon que le Sieur de Meynerſwyck nous eſt venu trouver pour nous donner avis, qu'ayant déclaré au Comte de Peñaranda, comme à nous, qu'il ne ſe pouvoit plus entremettre de nos differens, Peñaranda lui-même dit qu'il étoit prêt de remettre tout le Traité au jugement de Meſſieurs les Etats horſmis ce qui touche la Trêve de Portugal, & les Places de Liége.

Le vingt-cinquiéme le Reſident de Suéde nous a vû de la part des Plénipotentiaires de cette Couronne, diſant qu'ils avoient fait le deſſein tous deux de venir en cette Ville, pour y travailler avec nous aux affaires de l'Empire. Mais qu'ils avoient trouvé les Impériaux ſi durs & ſi difficiles en ce qui reſte à accommoder, qu'ils ne jugeoient pas qu'il s'y pût rien faire, & qu'ainſi ayant été obligés de demeurer à Oſnabrug, il viendroit ici l'un d'eux ſeulement, pour s'acquiter de la viſite qu'eux & nous avons accoûtumé de nous rendre de tems en tems.

Les Miniſtres des Suédois ſe plaignent des Impériaux.

Nous répondimes audit Reſident, que nous ne nous arrêtions pas aux Complimens & aux ceremonies, ainſi qu'il l'avoit pû remarquer par notre conduite paſſée, & que ſi ces Meſſieurs croyent ne pouvoir rien faire préſentement à Munſter, il ſeroit meilleur de différer plutôt leur venuë de quelques jours, pour la rendre plus utile.

Les François témoignent qu'ils ne peuvent aprouver que les Suédois ſe rendent à Munſter.

Nous demandames audit Sieur Roſenham en quoi les Impériaux ſe ſont trouvés difficiles. Il nous dit que c'étoit principalement ſur le libre exercice de la Religion Lutherienne dans les Provinces Héreditaires. Il nous mit en main la propoſition qui a été faite pour cela, dont la copie ſera ci-jointe. Nous lui dimes, que ceux de la Maiſon d'Autriche avoient bien quelque raiſon de vouloir conſerver dans leur Païs le même pouvoir que les Princes d'Allemagne ont ſur leurs Sujets. Il repliqua qu'on ne s'arrêtoit pas toûjours aux premieres demandes, que l'on faiſoit, & que s'il y avoit des choſes dans cet Ecrit, dont les Impériaux euſſent trop de repugnance, l'on y pourroit trouver quelque temperament, nous priant même, de la part des Plénipotentiaires de Suéde, de nous entremettre pour faire entrer ſur cela les Impériaux en Négociation, à quoi nous lui promimes de travailler avec ſoin.

Sujet des plaintes ces Suédois.

Nous avons conſideré, que dans la diſpoſition, où les Parties ſont de s'accommoder, il étoit à propos que nous y priſſions part, tant pour avoir le gré des uns & des autres, ſi le different ſe termine, que pour l'avancer plus ou moins, ſelon l'état des affaires du Roi, & les ſûre-

Jugement des Plénipotentiaires François là-deſſus.

témoignerent que le Comte de Trautmansdorff ne peut rien accommoder ſur le point de l'*Aſſomonie* dans les Provinces Héréditaires, au delà de ce qu'il a fait, & qu'il n'y avoit qu'une heure qu'il leur étoit venu déclarer, qu'après avoir été ici dix-huit mois, avoit accordé à la Couronne de Suéde tout ce qu'elle a pû déſirer pour ſa ſatisfaction, & de très-grands avantages pour le Parti Proteſtant, puis qu'avec tout cela les Suédois ne veulent point de Paix, il ſe trouve obligé dans quelques jours de quiter l'Aſſemblée, non par impatience, & moins encore par bravade, ni avec le deſſein de rompre le Traité, mais par le peu d'apparence, qu'il voit de le conclure. Qu'il laiſſoit ici Monſieur le Comte de Naſſau, & le Docteur Wolmar, & à Oſnabrug le Comte de Lamberg, & le Docteur Cranſe tous Plenipotentiaires de l'Empereur, que tant qu'il a eſperé de le pouvoir faire, il s'eſt reſolu de patienter, quoique ſa ſanté & le ſervice de ſon Maître l'appellaſſent ailleurs. Mais qu'aujourd'hui il voit les choſes plus éloignées que jamais, les Plénipotentiaires de Suéde perſiſtans en des demandes, qui ne ſont aucunement raiſonnables, & qui vont à la ruine & ſubvertion totale de la Religion Catholique en Allemagne : que quant à lui il avoit épuiſé tous ſes ordres & ſes pouvoirs, & accordé aux Couronnes tout ce qu'il a pû pour pacifier l'Empire. Que voyant que celle de Suéde ne ſe ſatisfait de rien, il ne peut autre choſe, que de recommander l'affaire à Dieu, & en laiſſer le ſoin à ſes Collegues, qui ont autorité de conclure toutes les fois que l'occaſion ſe préſentera.

Reponſe des François aux Médiateurs.

Nous dimes aux Médiateurs, que nous avions déja aſſés témoigné, que nous n'aprouvions pas les demandes de nos Alliés qui vont au préjudice de la Religion Catholique, & que nous leur avions déclaré que la France ne continueroit pas la Guerre ſur ce ſujet, ſans compter tous les ſoins que nous avons pris pour moderer telles prétentions. Que nous eſtimions qu'il ſe pourroit trouver des moyens & expedients pour contenter les Plénipotentiaires de Suéde, mais qu'avant de nous y employer nous deſirions ſavoir ce que l'Empereur veut faire à notre égard que nous avons toûjours demandé, que la Paix ne ſe faiſant point avec le Roi d'Eſpagne, l'Empereur s'obligeât de ne lui donner aucun ſecours contre la France. Que nous avions prétendu la même choſe pour le Duc Charles de Lorraine, & que nous ne pouvions traiter en aucune maniére, ſi l'on ne convient avec nous clairement & nettement ſur ces deux points. Que nous ne pouvions plus recevoir la diſtinction qu'on veut faire entre l'Empereur & l'Archiduc d'Autriche, ni permettre qu'il ſoit envoyé du ſecours aux Eſpagnols.

Les Médiateurs ſe ſont chargez de voir le Comte de Trautmansdorff, & de faire un dernier effort pour eſſayer de terminer les affaires avant qu'il quite l'Aſſemblée, ce que nous avons fait ſavoir au même tems au Reſident de Suéde.

Touchant la Tréve avec le Portugal.

Ces Meſſieurs ne manquerent pas de nous rejetter ſur le Traité avec l'Eſpagne, & de nous exhorter à nous départir de la demande d'une courte Tréve en Portugal, diſant qu'il ſeroit honteux qu'une ſuſpenſion d'armes pour

de leurs Majeſtés eſt, que le point de la ceſſation d'hoſtilités au Portugal n'arrête pas la Paix pour peu de tems que ce ſoit. Il nous ſemble qu'après avoir tiré cet avantage, que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont refuſé l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, & avoir laiſſé paſſer aſſés de tems, pour nous en prévaloir à la Haye, où nous le fimes ſavoir auſſitôt, la conjoncture étoit propre pour nous faire entendre aux Médiateurs, que ſi les autres Articles ſe terminoient à notre contentement, celui-là n'arrêteroit pas la Paix, rien ne nous a empêché d'en uſer ainſi, la durée du ſiége d'Armentieres ayant beaucoup rabattu les eſperances que les Eſpagnols concevoient, & la crainte qu'ils ont du ſiege de Lerida, nous donnant lieu de faire valoir cette faculté.

Nous repréſentames premierement aux Médiateurs que les Eſpagnols n'avoient aucune volonté de faire la Paix, puiqu'ils en rejettoient tous les moyens & toutes les ouvertures qui leur étoient faites pour y parvenir.

Que la France ne conſent pas ſeulement de remettre les points que nous leur avions marqués ci-devant à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, mais qu'elle eſt diſpoſée de plus à faire ſur cela ce que leſdits Sieurs Etats lui conſeilleront.

Les Médiateurs répondirent que le Comte de Peñaranda leur avoit dit nettement que quand il ſeroit certain du jugement de Meſſieurs les Etats, pour rien du monde, il ne voudroit y avoir ſoumis le point de la Tréve du Portugal, ne pouvant ni traiter, ni compromettre, ni ſe laiſſer entendre en aucune façon ſur icelui, parce qu'encore qu'il fût aſſuré d'obtenir tout ce qu'il deſireroit il ne pouvoit, ſans contrevenir à ſes ordres & ſe rendre criminel envers ſon Maître, entrer en aucun parti.

Voyant que cette affaire n'étoit non plus reçûe que la premiere, nous dimes que l'eſperance que les Eſpagnols avoient de la deſunion de nos Alliés les remplit tellement, qu'ils ne ſont pas capables d'autres penſées.

La fermeté des François met les Eſpagnols au deſeſpoir.

Monſieur Contarini repliqua, que c'étoit notre trop grande fermeté, qui les mettoit au deſeſpoir, que nous voulions emporter une choſe ſur la quelle ils ont toûjours conſtamment déclaré qu'ils n'avoient aucun pouvoir de traiter, ajoutant qu'au nom de Dieu, nous vouluſſions pour le bien public de la Chrétienté ceder ce point, qui ne pouvoit porter aucun préjudice à la France, & qui tourneroit à grande loüange à leurs Majeſtés, quand toute l'Europe ſauroit que dans l'état floriſſant de leurs affaires, elles ont bien voulu donner ce témoignage au public de la bonne diſpoſition qu'elles ont à la Paix.

Nous nous retirames à part pour leur faire juger que nous étions venus là, ſans aucun deſſein de traiter des affaires d'Eſpagne, & que ſi nous nous relâchions, c'étoit à leur conſideration; afin de pouvoir ſtipuler plus expreſſément comme nous fimes, qu'ils nous revaudroient cela en d'autres choſes. Nous conſiderames ce qui a ſouvent été remarqué qu'il ſeroit dangereux auprès de Meſſieurs les Etats qu'il parût que la rupture vînt ſur le fait du Portugal, & ainſi nous rentrames au lieu où étoient Meſſieurs les Médiateurs, & leur dimes que nous

d'aſſiſter ce Royaume & à la pure & ſimple liberté du Prince Edouard, la Paix ſe faiſant nous demeurerions d'accord, que leſdits Sieurs Médiateurs leur puſſent faire connoître, que la Trêve du Portugal n'arrêteroit pas la concluſion du Traité, à condition que cela ne ſera pas tenu pour dit, ni pour accordé, que l'on ne ſoit convenu ſur tous les autres Articles, & qu'il n'en ſera parlé au Comte de Peñaranda, ni à aucun autre; qu'enſorte que l'on puiſſe toujours dire aux Miniſtres du Roi de Portugal, à la Cour & à Munſter, que cette affaire n'eſt point encore décidée.

Touchant les Places du Liégeois.

Nous ajoutames que pour les Places de Liege, nous voulions que les Eſpagnols entraſſent en Négociation avec nous ſur cet Article, qui viendra en ſon rang comme tous les autres, & que s'ils perſiſtoient à le vouloir exclure, ce ſeroit rompre le Traité, & ne donnions pas en cela la liberté aux Médiateurs de s'expliquer de notre intention ſur la Trêve de Portugal. Ils n'ont pas mal pris cette derniere déclaration, nous ayant néanmoins bien fait connoître qu'il n'y a rien à eſperer de ce côté-là, auſſi n'y avons nous inſiſté que pour eſſayer d'en profiter en quelqu'autre point, & pour tenir toujours engagez Meſſieurs les Etats, puiſque ces Places ſont ſituées dans les lieux où ils reconnoiſſent être joints d'intérêt avec la France.

Touchant le Prince Dom Edouard de Portugal.

Quant à ce qui touche Dom Edouard, les Médiateurs firent grande difficulté de pouvoir obtenir qu'il en ſoit parlé préſentement, vû que c'eſt le dernier Article du Projet, & qui même doit être ſecret. Mais quelques inſtances qu'ils nous ayent fait, nous y ſommes demeurés fermes, ſans diſconvenir pourtant, que cela ſoit couché dans un Article ſecret, comme on l'a entendu juſques à cette heure. Si nous le pouvons emporter de cette ſorte, cela ſervira à faire conſiderer aux Miniſtres de Portugal, quand la choſe leur ſera connuë, qu'ayant enfin été obligés de ne plus inſiſter à quelque ſuſpenſion d'armes, on n'a pas voulu néanmoins en venir là, ſans aſſurer au même tems les deux autres points qui les concernent.

Leſdits Sieurs Médiateurs doivent voir ſur tout ce que deſſus, les Comtes de Trautmansdorff & Peñaranda: nous en manderons le ſuccès au premier jour.

Affaires militaires.

Diſcourans avec leſdits Sieurs Médiateurs, ils nous firent bien connoître que les Eſpagnols n'étoient plus dans l'opinion de remporter les avantages qu'ils s'étoient promis du ſiége d'Armentieres, & qu'ils aprehendoient beaucoup plus celui de Lerida. Les nouvelles de Flandres qui arriverent hier en cette Ville ſont, que ceux d'Armentieres ſe défendent parfaitement bien, & que ſi l'Archiduc Leopold eût crû la choſe ſi difficile, il ne s'y ſeroit pas embarqué.

Les plus ſages de l'Aſſemblée ont jugé que cette entrepriſe pourroit plutôt nuire que profiter aux Ennemis.

De Monſieur

SERVIEN

à Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

Des

PAIS-BAS,

Contenant 19. Articles,

Préſenté le 22. de Mai 1647.

Avec les Remarques, qui y ont été faites le 1. de Juin de la même année, ainſi qu'elles ſont miſes immediatement apres chaque Article, pour en faciliter l'intelligence.

Article Premier.

ON peut voir les différens qui reſtent entre la France & l'Eſpagne dans le Projet remis depuis quatre mois à Meſſieurs les Plenipotentiaires de cet Etat, par Monſieur le Duc de Longueville. On ne peut pas déſavoüer que tous les Articles, que contient ledit Projet, ne ſoient très-raiſonnables. Si les Eſpagnols en étoient demeurez d'accord, la Paix ſeroit faite il y a long-temps; il y a apparence, que l'état de leurs affaires, ne leur permettroit pas de s'arrêter aux difficultez qu'ils font à Munſter, ſi les déliberations, qui ſe font ici, & les Libelles, qu'on publie impunément contre la France, accompagnez des promeſſes qui leur ſont faites ſecretement par leurs Partiſans contre l'intention de l'Etat, ne leur donnoient eſperance d'une prochaine diviſion entre la France & cet Etat.

Re-

Digitized by Google

Monſieur & Duc de Longueville, fut par lui conſigné à Monſieur Paw, l'entremiſe duquel la France veut en un même ſujet accepter, & rejetter tout enſemble. Tant s'en faut que tous les Articles contenus audit Projet, ſoient très-raiſonnables, que pluſieurs ſe trouvent ou contraires, ou ajoûtez à ce qui avoit été promis, & convenu par l'interpoſition des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats; & la Paix n'auroit pû être faite il y a long-temps, ſur leſdits Articles, puis qu'ils ſont remplis de nouveautez inouïes auparavant, & au revers de la part d'Eſpagne on a donné un autre Projet du tout conforme aux Actes de la Négociation, & interpoſition de Meſſieurs les Etats, qui a été généralement aprouvé de tous ceux qui en ont eû la connoiſſance, & part en l'accommodement des deux Couronnes. Le ſurplus dudit premier Article eſt une continuation de plaintes mal-fondées, & peu ſeantes, qu'on a déja formé diverſes fois ſans preuves, conjectures, ni vrai-ſemblances, ſur leſquelles on auroit aſſez d'occaſion, & de matiere pour recriminer; n'étoit l'attention que l'on apporte à éviter toute ſorte d'aigreur, trouvant plus à propos de combattre par raiſons, que par injures.

Article II.

Les principaux & plus importans differens qui ſe rencontrent dans ledit Projet, ſemblent déja être terminez, ſi les Eſpagnols demeurent de bonne foi dans l'execution de ce qu'ils ont ci-devant eux-mêmes accordé, par l'entremiſe de Meſſieurs les Plénipotentiaires de cet Etat.

Rem. ſur le II.

On ne doit point douter que les Eſpagnols n'executent de bonne foi ce qu'ils ont ci-devant accordé, ſoit par Meſſieurs les Médiateurs, ſoit par Meſſieurs les Entremetteurs. Les uns & les autres ſont obligez de rendre ce témoignage à la verité, qu'ils n'ont jamais vû aucune revocation ni alteration en ce qui a été une fois promis de la part de l'Eſpagne; deſorte que tous les differens pourroient bien être terminez des maintenant, ſi du côté de la France on vouloit s'obliger à la même obſervation, & remettre à la foi & conſcience deſdits Entremetteurs, de regler ſemblables differens, en conformité des promeſſes, & aſſûrances données par l'une & l'autre des Parties, ſur tous les points qui ſe ſont agitez par devant eux.

Article III.

Le point fondamental de tout le Traité, & ſans lequel on a toûjours déclaré, que la France ne peut faire la Paix avec l'Eſpagne, eſt que chacun demeure en poſſeſſion de ce qu'il tiendra, lors que les ratifications ſeront délivrées de part & d'autre, en quelque lieu que ſe trouvent ſituez les Etats, ou Places conquiſes ſur les Eſpagnols, ſi ce n'eſt qu'ils rendent à la Couronne de France tout ce qu'ils ont conquis ſur elle aux Guerres précedentes, auquel cas on entrera de bon cœur en reſtitution de ce qui a été préſentement repris ſur eux.

Ecrits, que Monſieur Servien leur a donnez, il a fait la même offre & aſſertion, que la Paix ſe feroit, ſi les deux Couronnes demeuroient en poſſeſſion de ce qu'elles tiendront lors de la ratification du Traité, ſans y avoir juſques à préſent apporté aucune reſerve; mais comme il a vû, que l'on inferoit de ſa poſition, que Verceil, Santio, Pontone, & Aqui, demeureroient donc à l'Eſpagne, il s'aviſe maintenant d'y apporter une diſtinction au regard de ce qu'on poſſede ſur les Alliez, dont il ſera parlé en l'Article ſuivant. La fin dudit Article troiſiéme, qui parle des Conquêtes faites autrefois par l'Eſpagne ſur la France, a déja été ſuffiſamment refuté ailleurs, & l'on a demontré évidemment, que ſi les deux Couronnes entroient en juſte compte là-deſſus, en renonçant aux Traitez qu'elles ont fait, il ne reſteroit pas à la France la moitié de ce qu'elle poſſede préſentement.

Article IV.

Cette déclaration ayant été faite par les Miniſtres de France, dès l'ouverture de la Négociation, on ſoûtient que les Eſpagnols y ont conſenti, & qu'ils ne peuvent chicaner ſur les Places, qui ont été priſes par eux en Italie, ou ailleurs, ſans agir contre la bonne foi, puis qu'on n'eſt entré en Traité, que ſur ce fondement, de retenir tout de part & d'autre, avec les dépendances, & annexes de ce qui ſera poſſedé; ce qui toutefois s'entend ſeulement des Places, & Païs qui ont ci-devant appartenu à la France, ou à l'Eſpagne, ou qui ont été occupez par les armes de l'une, ou de l'autre Couronne, ſans y comprendre les Etats, ou Places des Maiſons de Savoye, & de Mantouë, qui ſeront reſtituées, comme il a été convenu. Meſſieurs les Plénipotentiaires de cet Etat ſe ſouviendront, que non ſeulement les Eſpagnols ſont demeurez d'accord de tout cela; mais qu'ils ont promis par leur entremiſe d'en fournir toutes les ceſſions, & renonciations en la meilleure forme qu'on deſirera, comme il a été fait par la France dans les Traitez précedens.

Rem. ſur le IV.

Puis qu'il plaît à Monſieur Servien d'employer ce mauvais terme de *Chicaner*, qui convient mal au ſujet, & aux perſonnes dont il parle, on répond que s'il y a eu de la Chicane, elle eſt toute de ſon côté; paſſant d'une propoſition générale, & ſouvent réiterée, à une particuliere; apportant des reſtrictions & diſtinctions en ce qu'il avoit ſimplement & uniformement declaré; & qui pis eſt, ſe coupant, & contredifant lui-même dans toutes ces diſtinctions & reſtrictions. En effet, ſi dans les poſſeſſions que les deux Couronnes retiendront, on ne doit pas comprendre les Maiſons de Savoye, & de Mantouë, comment eſt-ce que la France retiendra Pignerol, & Cazal? S'il n'eſt pas permis à l'Eſpagne de conſerver Verceil, Santio, Pontone, & Aqui, parce qu'ils n'appartenoient pas à la France, pourquoi lui ſera-t-il loiſible à elle de retenir tous les Etats du Duc de Lorraine, Piombino, & Monaco, qui n'appartenoient pas à l'Eſpagne? Les Plenipo-

conclure la Paix en 24. heures, moiennant ce que deſſus, & avant même d'y comprendre Roſes & Cadaquez. Ainſi fut-il accordé, & ſtipulé le 17. Septembre de l'an paſſé 1646. en la Maiſon de Monſieur le Comte de Peñaranda, entre les Plénipotentiaires d'Eſpagne d'une part, & ceux de Meſſieurs les Etats de l'autre, comme ayans charge & pouvoir des Plénipotentiaires de France. Sur quoi on laiſſe à juger à Meſſieurs les Etats, qui ſont ceux qui dès lors ont agi contre la bonne foi, pour ſe ſervir des mêmes paroles de Monſieur Servien dans ledit Article IV.

Article V.

Le ſecond point important, ſans lequel on a auſſi toûjours déclaré ne pouvoir traiter, eſt la ſûreté de Caſal, aux conditions propoſées il y a long-temps, par les Plénipotentiaires de France, qui ne tendent qu'à empêcher, que cette importante Place, (de laquelle dépend le repos de toute l'Italie, pour laquelle la France a conſommé des Treſors immenſes, & donné trois Batailles, & de laquelle on a trouvé dans les Papiers du Marquis de Leganès, qui furent pris à la levée du dernier Siége, que Madame de Mantouë avoit traité avec le Roi d'Eſpagne) ne puiſſe jamais tomber entre les mains d'aucun Prince de la Maiſon d'Autriche, ainſi qu'il eſt expliqué plus au long dans l'Article qui en a été dreſſé.

Rem. ſur le V.

Si le repos de toute l'Italie dépend de Caſal, comme le porte cet Article, d'autant plus de raiſon y a-t-il de le tirer des mains de la France, & le reſtituer à un Prince Italien, tel qu'eſt le Duc de Mantouë, auquel il appartient légitimement. D'ailleurs, ſupoſé que la France ait donné trois Batailles, & conſommé des treſors immenſes, (dont on doute fort) néanmoins puiſque le principal but etoit de nuire à l'Eſpagne, & de ſe tenir les portes d'Italie ouvertes, il ne ſeroit pas raiſonnable qu'on les gardât, principalement après avoir publié par tout qu'on aſſiſtoit le Duc de Mantouë gratuitement; que les armes & les ſecours de la France n'étoient pas mercenaires, & que d'ailleurs ſes troupes ont été entretenues aux dépens du Montferrat. D'un autre côté, la France s'eſt aſſez bien recompenſée d'elle-même à cet égard par les Traitez de Quieraſque : & l'Eſpagne, qui n'a pas moins conſommé de troupes & d'argent pour Verceil, eſt bien prête à le reſtituer au Duc de Savoye, ainſi qu'elle a déja fait autrefois au Duc Charles Emanuel ſon aieul, avec d'autres Membres principaux du Piémont, & au feu Duc de Parme la meilleure partie de ſes Etats, ſans prétendre le rembourſement de ce qu'elle avoit dépenſé en l'acquiſition, bien que ſur des Ennemis déclarez, & en repouſſant leurs

meſſieurs, à qui par conſequent on ne peut rien deſa pas autre choſe, que ce qu'ils ſavent, & peuvent verifier à tous momens. Enfin l'Eſpagne ayant offert, & offrant encore de ſe remettre, ſur le fait de Caſal, à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, il n'y a pas dequoi conteſter davantage ſur ce ſujet.

Article VI.

On a ſû de bon lieu que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont déclaré à ceux de cet Etat, qu'ils feroient tout ce qu'on voudroit ſur cet Article; ils ont fait la même déclaration aux Miniſtres de Mantouë; on ne peut pas comprendre pourquoi ils font à preſent difficulté d'en convenir en la forme qui leur a été propoſée, & c'eſt une marque évidente qu'ils cherchent des prétextes, pour tirer en longueur les affaires, afin de voir ſi leurs deſſeins reuſſiront par deçà.

Rem. ſur le VI.

On ne croit pas que les Miniſtres de Mantoue veuillent, ni puiſſent rien dire de ſemblable à ce dont on ſe rapporte à eux par cet Article, ni les Entremetteurs, ſi ce n'eſt au ſens, qui vient d'être expliqué; ſavoir, que les Plénipotentiaires d'Eſpagne feront ce que voudront Meſſieurs les Etats, en acquieſçant à leur jugement, que la France ne peut éviter, ni refuſer, ſans ſe mettre dans le tort.

Article VII.

Le 3. point important eſt celui de Catalogne; la France ne pouvoit pas donner une preuve plus claire de ſa bonne diſpoſition à la Paix, que de ſe contenter d'une Tréve de 30. ans. Comme elle n'avoit pris cette reſolution, que pour s'accommoder à celle de Meſſieurs les Etats, qui ne vouloient alors faire auſſi qu'une Tréve, elle auroit eu droit & intérêt de la changer lors que Meſſieurs les Etats l'ont tournée en Paix : néanmoins elle a perſiſté à ſe contenter d'une Tréve de 30. ans, pourvû qu'on convienne des précautions, qui ſeront jugées neceſſaires, tant pour l'entiere ſureté de ladite Tréve, que pour empêcher qu'on ne puiſſe faire de la part d'Eſpagne, tandis qu'elle durera, aucunes pratiques dans le Païs. Cette clauſe, comme très-innocente & raiſonnable, a été accordée par les Eſpagnols, comme il ſe juſtifie par les Ecrits donnez par les Plénipotentiaires de cet Etat; & néanmoins lors qu'on a voulu inſerer dans le Traité leſdites précautions, qu'on a voulu differer pour quelque temps le commerce & frequentation entre les Caſtillans, & les autres Peuples voiſins, à cauſe de la grande animoſité, qui eſt encore entre eux; qu'on a voulu defendre l'entrée, & ſejour du Païs aux perſonnes ſuſpectes & paſſionnées, qui pourroient

Digitized by Google

tout. Ce qui eſt d'autant plus à remarquer & à craindre, qu'ils font paroître évidemment par cette difficulté un deſſein ſecret de brouiller, & de n'obſerver pas de bonne foi le Traité, qui doit être fait.

Rem. ſur le VII.

Touchant la Catalogne, on dit que ce n'eſt pas la France, mais bien l'Eſpagne, qui s'eſt contentée d'une Trêve de 30. ans, au lieu de 4. que Meſſieurs les Entremetteurs avoient propoſé au mois de Juillet de l'an 1646. & la France n'auroit pû ſe mouler en ce qui touche la Catalogne, ſur l'exemple de Meſſieurs les Etats au fait de leurs Provinces, ſans les offenſer, la comparaiſon étant trop inégale, pour ne pas dire odieuſe. Il eſt vrai qu'en termes généraux on avoit inſinué que l'on pourroit convenir des formes de maintenir ladite Trêve, à quoi l'Eſpagne n'a jamais repugné, mais elle nie que leſdites formes que la France a depuis ſpecifiées, ſoient pour maintenir la Trêve, au contraire, elle croit qu'elles ſont pour la détruire. Car de vouloir fortifier des Places, pendant qu'elle dure, c'eſt contrevenir à ſa nature, & pourvoir à des moiens d'entrepriſes & de guerre, ou de conſervation perpetuelle des Places compriſes en ladite Trêve; (choſe qu'on n'a jamais vûë, ni pratiquée) comme auſſi de vouloir ôter le commerce, & la converſation entre ceux d'un même Païs, & en défendre l'entrée aux perſonnes qui ont obligation & beſoin d'y aller, ce qui eſt plutôt un concert d'hoſtilité que de tranquillité. Meſſieurs les Etats qui en l'an 1609. en firent une de 12. ans avec l'Eſpagne, n'y apportérent pas de ſemblables précautions, & ne s'en ſont pas mal-trouvez. Si on devoit ſoupçonner quelque ſecret deſſein de brouiller, & de ne pas obſerver de bonne foi les Traitez, ainſi que la concluſion de cet Article VII. le donne à entendre; à qui pourroit-on l'appliquer juſtement, ſinon à la Partie qui cherche des nouveautez, & veut ſortir des regles preſcrites, & pratiquées par toutes les Nations du monde, en quelques Trêves qui ſe ſoient jamais faites entre les plus cruels Ennemis? Mais pour retrancher tous prétextes de contentions & retardemens, l'Eſpagne a déclaré qu'elle remettroit encore ce point à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, & ſe conformeroit à leurs ſentimens au regard de la forme, & établiſſement deſdites Trêves.

Article VIII.

Le 4. point important, que les Eſpagnols ont auſſi accordé ci-devant, eſt, que l'on pourvoira ſuffiſamment à la ſureté du Traité, ſans quoi il ſeroit inutile de quitter préſentement les armes, ſi on laiſſoit des ſujets capables de les faire reprendre dans peu de temps.

Rem. ſur le VIII.

Pour pourvoir à la ſureté du Traité, les moiens en ſont aſſez faciles par les formulaires des autres précedens, aucun deſquels n'a jamais été rompu par l'Eſpagne: & ſi ſous cette clauſe générale, la France a des reſerves particulieres, elle devroit les avoir alleguées dés que ſes Plé-

Cette ſureté conſiſte en trois principales conditions, la premiere eſt la Ligue garantie, & générale, qui ſera faite entre la France & Meſſieurs les Etats.

Rem. ſur le IX.

Dans tous les Projets de Paix, & Ecrits donnez de la part de la France aux Miniſtres d'Eſpagne, jamais il n'y a été parlé de cette Ligue garantie, mentionnée au préſent Article; & ſi Meſſieurs les Etats ont fait quelque Convention à ce ſujet, ils la ſauront bien obſerver avec la ſincerité & bonne foi qu'ils profeſſent, ſans qu'il ſoit beſoin de retarder la Paix par aucune défiance contraire.

Article X.

La ſeconde eſt la Ligue des Princes d'Italie, qui ſeront obligez de ſe declarer, & prendre les armes contre celui des deux Rois qui rompra le premier ce Traité, qui ſera préſentement fait, en quelque lieu qu'arrive ladite rupture, parce qu'elle ne peut arriver en un lieu, qu'elle ne devienne générale en tous les autres endroits.

Rem. ſur le X.

Cet Article ſeul ſuffit, pour ne laiſſer plus de doute que la France ne veut point de Paix, puis qu'elle fait aſſez, que non ſeulement la Ligue des Princes d'Italie ne dépend pas des Parties qui contractent: mais que de plus aucun Prince d'Italie ne veut entrer en des obligations d'une garantie univerſelle, dont il n'eſt chargé ni par Traitez, ni par intérêt, ni par convenance; & la France auſſi ſe départ de ce qu'elle en avoit propoſé précedemment, étendant aujourd'hui ladite garantie hors des limites de l'Italie, où elle la reſſerroit auparavant.

Article XI.

La troiſiéme eſt la liberté claire, & bien expliquée par écrit, de pouvoir aſſiſter le Portugal; en la forme que les Troupes auxiliaires ont accoûtumé d'agir, ſans que pour cela le Traité de Paix s'entende rompu entre la France & l'Eſpagne.

Article XII.

Ce quatriéme point étant clairement accordé en la forme qu'on a intérêt de le deſirer, on pourra convenir de l'expedient qui a été ci-devant propoſé, & dont les Eſpagnols étoient demeurez d'accord, en cas qu'on ne puiſſe pas préſentement arrêter la Ligue d'Italie, afin de ne retarder pas la concluſion de la Paix.

Article XIII.

En ſecond lieu, touchant la courte Trêve, demandée en Portugal pour un an ou deux, on ſe remettra à ce que Meſſieurs les Etats jugeront raiſonnable, eu égard au beſoin de la Chrétienté.

paſſé aux conceſſions déja rapportées. Et comme ç'a été la baſe & le fondement de la Négociation, & une condition ſans laquelle on n'auroit pas procedé outre, on ne la peut retirer contre la foi donnée, ſans violer le Droit public, bleſſer l'honneur des Entremetteurs, & renverſer tout l'édifice qui a été élevé ſur ce fondement; d'autant plus que leſdites premieres promeſſes ont été encore renouvelées & fortifiées, lors que les Eſpagnols ont remis à Meſſieurs les Etats le different de Portolongone & Piombino, pour y arbitrer & apporter quelque temperament raiſonnable, n'y ayant pas un des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, qui n'ait aſſûré, qu'en ce cas la France viendroit indubitablement à la concluſion du Traité. La même choſe a été dite par Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France à Meſſieurs les Médiateurs, qui l'ayant rapportée en Conférence publique à ceux d'Eſpagne, ont enſuite ajuſté avec eux les 20. premiers Articles du Traité, concernant le Commerce, au gré & ſatisfaction de la France. Après quoi, & au préjudice de l'engagement de tant de perſonnes d'honneur & d'autorité, il eſt inſupportable de voir tout à coup produire leſdits intérêts du Portugal, & encore en une forme qui ne tend à rien moins qu'à tranſporter le ſiége & fardeau de la Guerre dans les entrailles de la Caſtille, par un Traité même de pacification; la France ne ſe contentant pas d'aſſiſter defenſivement le Portugal; mais voulant encore l'aider à faire des entrepriſes, attaques, & Conquêtes par toute l'étenduë de l'Eſpagne, ſans limitation de troupes ni de lieux.

Article XIV.

On ſe raportera auſſi au jugement de Meſſieurs les Etats, pour tout le reſte qui eſt encore indecis dans le Projet de ce qui a été ci-devant deliberé, du different qui concerne les Griſons, de la reſtitution de Sabionette, de celle de Marienbourg, Philippeville, Charlemont, & de tous les autres points, deſquels on n'eſt pû tomber d'accord, ſous l'aſſûrance qu'on a, que la qualité d'Arbitres ne leur fera pas quitter celle de vrais Amis & fideles Alliez, de lui procurer une juſte ſatisfaction dans la Paix, & de ſoûtenir ſes intérêts, comme les leurs propres; n'étant pas poſſible que les Eſpagnols les ayent conſiderez en autre qualité, quand ils ont offert d'en paſſer par leur jugement.

Rem. ſur le XIV.

Il n'y a rien à arbitrer ſur Marienbourg, Philippeville, & Charlemont, non plus que ſur Madrid ou Paris: & cette poſition eſt contraire à celle du 3. Article, contenant que l'une & l'autre des Couronnes gardera ce qu'elle poſſede, comme fait l'Eſpagne leſdites trois

conclusion de cet Article 14. leur ordonne plûtôt qu'elle ne leur perſuade, ou pour le moins le leur preſcrit, pour une condition inſéparable dudit Arbitrage: au lieu que les Eſpagnols s'y ſont confiez ſans reſerve ni limitation; croiant bien que Meſſieurs les Etats auroient plus d'inclination aux avantages de la France qu'aux leurs: mais que l'équité & la raiſon ne leur permettroient pas d'en uſer avec excès au préjudice de ceux, qui nonobſtant cette conſideration, ſe mettoient entre leurs mains, tant ils s'aſſûroient de la juſtice de leur cauſe & preud'hommie de leurs Juges.

Article XV.

Bien entendu auſſi que les Eſpagnols ne pourront pas remettre de nouveau ſur le tapis, ni revoquer en doute les autres points, qui ont déja été accordez par l'entremiſe des Plénipotentiaires de cet Etat, comme celui de ne pouvoir aſſiſter directement ni indirectement le Duc Charles, & celui de l'entiere liberté du Prince Edouard, autrement la Négociation ne pourroit jamais avoir de fin, puis que ce ſeroit une ruſe plus malicieuſe, que propre à ſortir d'affaires, s'il étoit permis de faire examiner de nouveau par les Arbitres les queſtions qui ont déja été décidées.

Rem. ſur le XV.

On revoque ce que porte le précedent, par lequel ayant laiſſé au jugement de Meſſieurs les Etats tout le reſte de ce qui étoit indécis dans le Projet de Paix, on en retranche maintenant les points concernans S. A. de Lorraine, & la liberté de Dom Edouard de Bragance; avec une ſuppoſition très-erronée, & abuſive: ſavoir, que l'on eût déja accordé par l'entremiſe des Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats, de ne pouvoir aſſiſter directement ni indirectement ſadite A. & que l'on remettroit en entiere liberté Dom Edouard: choſe qui ne paſſa jamais ni par la bouche, ni par la plume, ni par l'imagination des Miniſtres d'Eſpagne; & au contraire, on peut voir par les moiens d'accommodement entre les deux Couronnes, propoſez par les Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats le 9. Decembre 1646. & par les Actes des Conférences du 26. & 27. Septembre, 15. 18. 27. Octobre, 5. 7. 17. Novembre, & 3. Decembre, que la France avoit propoſé de laiſſer des Terres & Domaines dans ſon Royaume, ou de donner des penſions à ſadite A. de Lorraine; à quoi l'Eſpagne n'auroit pas voulu entendre, & ſe ſeroit remiſe à l'attente des volontez du Duc; & la France replique qu'elle en attendroit la reſolution avant la concluſion du Traité. Et pour Dom Edouard, Meſſieurs les Entremetteurs avoient déclaré par leſdits moiens d'accommodement du 9. Decembre qu'il ſeroit remis aux mains de l'Empereur, ſous promeſſe

de

Article XVI.

En ce cas il ſemble que trois choſes ſont abſolument neceſſaires, tant pour éviter les longueurs dans cette Négociation, que pour y conſerver le ſecret: l'une, que le jugement ſoit donné par l'Aſſemblée de Meſſieurs les Etats Généraux, ſans renvoyer l'affaire aux Provinces, puis qu'il ne s'agit pas de l'intérêt de cet Etat, mais ſeulement des differens qui ſe rencontrent entre la France & l'Eſpagne.

Article XVII.

La deuxiéme, que ladite Aſſemblée ſoit compoſée du moindre nombre de perſonnes que faire ſe pourra, & principalement de celles qui ont toûjours fait paroître plus d'affection, tant pour le bien public que pour l'entretien de l'union, & bonne intelligence de cet Etat avec la France.

Rem. ſur les XVI. & XVII.

Touchant la forme que Meſſieurs les Etats auroient à obſerver, pour décider les difficultez que les deux Couronnes remettroient à leur arbitrage, on ne leur veut rien preſcrire, ni regler de la part d'Eſpagne, ne doutant pas qu'ils y procederont de bonne ſorte, & équitablement. Les formes ſecretes que Monſieur Servien leur établit en ces deux Articles, ne correſpondent pas à celles que Meſſieurs les Etats gardent ordinairement, qui ſeront toûjours les plus droites & les plus legitimes.

Article XVIII.

La troiſiéme, que Meſſieurs Paw & Knuyt ne puiſſent avoir aucune connoiſſance de tout ce qui ſera traité entre la France & l'Eſpagne; Sa Majeſté ne pouvant conſentir, qu'ils ſe mêlent directement de ſes affaires.

Rem. ſur le XVIII.

Comme de la part d'Eſpagne on ne refuſe aucun Miniſtre deſdits Sieurs Etats, les eſtimans tous dignes du rang qu'ils tiennent, & du choix que la République a fait de leurs perſonnes; auſſi croit-on que le même doit être de la part de la France, & qu'il n appartient ni à l'une ni à l'autre des Couronnes de faire dépendre l'établiſſement d'un tel Conſeil, de ſon conſentement, ou diſſentiment; les deux Rois n'uſant pas, même dans les Pais de leur domination, de cette autorité abſolue & ſuprême, mais laiſſant proceder leurs Conſeils ou Parlemens, ſelon les Conſtitutions publiques, & regler les Juges à leur façon, voire même aux cauſes fiſcales, & du Domaine Roial.

Article XIX.

Mais d'autant que cette voye peut être longue, tant à cauſe des difficultez qui ſe peuvent rencontrer ſur la validité des Pouvoirs, pour convenir d'Arbitres, qu'à cauſe des obſtacles qui peuvent naître ſur le choix, nombre, & qualité deſdits Arbitres; il ſemble qu'il ſeroit cet Etat s'en allent à Munſter préſenter la Paix aux Eſpagnols, comme le Traité en aura été dreſſé, ſans qu'ils y puiſſent ajoûter ni diminuer: & en cas qu'ils refuſent de la ſigner, tant pour la France que pour cet Etat, comme elle aura été ici reſoluë, donner ordre aux Plénipotentiaires de leur déclarer que la France & cet Etat leur continuëront conjointement la Guerre, & qu'après leur refus on ne ſera plus obligé à ſe contenter des mêmes Articles qui auront été accordez ici.

Rem. ſur le XIX.

Il y a bien dequoi s'étonner, que Monſieur Servien ſe repente déja de la petite offre, (quoi que fort limitée, & conditionnée) qu'il fort de faire à Meſſieurs les Etats par l'Article immédiatement anterieur, diſant à l'entrée de celuici, qu'il y aura de trop grandes *difficultez ſur la validité des Pouvoirs pour convenir d'Arbitres*, comme ſi on ne devoit pas laiſſer l'autorité à Meſſieurs les Etats toute entiere, tant pour les acceſſoires, que pour le principal: & *parce*, encore, dit-il, *que pluſieurs obſtacles pourroient naître ſur le choix, nombre, & qualité des Arbitres*, comme s'il pouvoit s'y en rencontrer quelqu'un incapable de la fonction qui lui ſeroit commiſe, & confiée par ſes Superieurs, & comme ſi le Conſeil ordinaire, repréſentant le Corps de l'Etat, n'étoit pas déja tout formé, & ſuffiſant pour y rendre ſon jugement. Mais (ajoûte Monſieur Servien) il vaudroit bien mieux *regler tout les Articles dudit Projet* (il entend celui qui a été donné par Monſieur le Duc de Longueville) *& après aller à Munſter le préſenter aux Eſpagnols, comme il auroit été dreſſé, ſans qu'ils y puiſſent ajoûter ni diminuer; & en cas qu'ils refuſent de le ſigner, leur déclarer que la France & les Etats leur vont continuer la Guerre conjointement.* Il n'y a pas ſans doute un plus court moien, ni plus extraordinaire, ni plus aſſûré, pour achever les Traitez, que celui de les rompre, & en même temps toute l'harmonie & concert de la Juſtice, & encore de la civilité, qui ſe doit garder en telles occurrences, ne s'étant jamais vû inſtruire le moindre procès ſans le concours des Parties, ni rendre un jugement ſans les ouïr. Que ſeroit-ce donc de laiſſer dreſſer toute la procedure par l'Acteur, & ne prononcer que ſur ſes pieces, fermant la porte au Défendeur, & lui ôtant tous les moiens de fournir ſes preuves, & de faire connoître ſon droit? Ce qui ſeroit encore plus étrange & barbare dans le cas préſent, puis que les Miniſtres d'Eſpagne (à qui on voudroit ôter tout accès auprès de leurs Juges) ſont ceux qui les ont non ſeulement reconnus, mais établis pour tels, avec tant de déference, qu'ils ne les ont juſques à préſent dédits en aucune choſe. On ne croira jamais que Meſſieurs les Etats en viennent, ni qu'ils penſent à une Action ſi difforme, comme celle qui leur eſt ſuggerée, & conſeillée par ledit Article XIX. Que s'ils veulent accepter l'arbitrage que l'Eſpagne leur a offert, & offre encore de nouveau ſur tous les points compris aux Actes des Conférences tenuës à Munſter, entre Meſſieurs leurs Plénipotentiaires & ceux du Roi Catholique, (où rien n'eſt entré qui touchât le Portugal, ni auſſi la ceſſion de Philippeville, Charlemont, & Marienbourg) on de-

Digitized by Google

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 27. Mai 1647.

On donne Paſſeport à Trautmansdorff & à ſa ſuite pour aller à Vienne. Sujet de ce voyage. Divers avis que leur donne l'Ambaſſadeur de Bavière. Ils aſſurent l'Ambaſſadeur de la bonne correſpondance de la France avec ſon Maître.

MONSIEUR,

NOus avons reçu votre Lettre du dix-huitiéme, & le Mémoire du Roi du dix-neuviéme de ce mois par la voye de Cologne, qui retarde de deux jours celle de l'Ordinaire. On a été ici toute la ſemaine ſans faire aucune choſe; mais hier nous eûmes une Conférence avec les Médiateurs, de laquelle nous ne ſavons pas encore ce qui réuſſira. Le Comte de Trautmansdorff nous a demandé un Paſſeport pour lui, & pour ſa ſuite, que nous lui avons fait expedier. Il dit que ne voyant aucune fin aux prétenſions des Suédois, il eſt obligé d'aller trouver l'Empereur, laiſſant néanmoins ſes Collegues, qui ont pouvoir de conclure ſi les affaires s'y diſpoſent.

On donne un Paſſeport à Trautmansdorff & à ſa ſuite pour aller à Vienne.

Sujet de ce voyage.

L'Ambaſſadeur de Baviére nous eſt venu dire que l'Empereur n'ayant pû détourner ſon Maître de la reſolution, qu'il a priſe de s'unir avec la France, fait ſolliciter tous les Officiers de l'armée dudit Duc de le quiter, prétendant qu'ils ont le ſerment à l'Empire, mais que l'Electeur de Baviére y a donné ſi bon ordre, qu'il eſt aſſuré non ſeulement des Officiers, mais encore des Soldats.

Divers avis que leur donne l'Ambaſſadeur de Baviére.

Il nous a dit auſſi qu'on leur vouloit faire a-

encore tout ce qu'il feroit propoſer par ceux qu'il envoyeroit à leurs Majeſtés.

Nous avons dit audit Ambaſſadeur, que Monſieur l'Electeur y procedant de la ſorte, trouveroit une bonne correſpondance de la part de leurs Majeſtés deſquelles il recevroit tout appui, & protection, & que nous donnerions avis à la Cour de ce qu'il nous diſoit preſentement. C'eſt, Monſieur, ce que nous vous pouvons mander, avec les aſſurances du deſir que nous avons d'être continués en l'honneur de vos bonnes graces, & que vous nous faſſiez la faveur de croire que nous ſommes &c.

Ils aſſurent l'Ambaſſadeur de la bonne correſpondance de la France avec ſon Maître.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 3. Juin 1647.

Touchant le Traité avec l'Eſpagne. Demandes du Prince de Tranſilvanie.

MONSIEUR,

NOus n'avons reçu aucune Dépêche de la Cour par l'Ordinaire dernier. Vous verrez par le Mémoire que les choſes ſont ici en bon état, qu'il n'y a pas apparence qu'il ſe faſſe rien de longtems dans le Traité d'Eſpagne. Il y a préſentement à Munſter un Envoyé du Prince de Tranſilvanie, qui nous a demandé deux choſes, l'une, que ſon Maître ſoit compris dans le Traité qui ſe fera avec l'Empereur, l'autre eſt le payement de ce qu'il prétend lui être dû pour le ſubſide. Nous lui avons promis que dans le Traité de l'Empire le Prince de Tranſilvanie ſera nommé de la part de Sa Majeſté parmi les autres Princes, Amis & Alliés de la France. Sur le ſecond point nous lui avons fait voir, que ſon Maître ayant été empêché par

Touchant le Traité avec l'Eſpagne.

Demandes du Prince de Tranſilvanie.

Digitized by Google

avoient eſſayé de le détourner, mais il perſiſte & l'on n'a pû l'en empêcher. Les Plénipotentiaires de Suéde l'ont fort careſſé à Oſnabrug, où il a paſſé, quoiqu'il n'ait pas été envoyé vers eux.

Il y en a un qui eſt allé à Stokholm, cela pourra ſervir de quelque choſe dans la conjoncture préſente des affaires, pour tenir les Impériaux en crainte de quelque nouvelle confederation.

Le Sieur de Crouſſi, qui ſait parfaitement tout ce qui s'eſt fait avec ledit Prince de Tranſilvanie, a été chargé de vous faire ſavoir les raiſons que l'on a de ſe défendre contre ſa pretention, afin que quand ce ſien Envoyé ira à la Cour, l'on ait en main dequoi lui répondre. Sur ce, Monſieur, après nous être recommandés à l'honneur de vos bonnes graces, nous vous ſupplions de croire que nous ſommes &c.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR,

Le troiſiéme Juin 1647.

Ce qui ſe paſſa dans la premiere Conference avec les Médiateurs, au ſujet du Traité avec l'Eſpagne. Les Médiateurs s'adreſſent aux Comtes de Peñaranda & Trautmanſdorff. Seconde Conference des Miniſtres François avec les Médiateurs, & ſon ſujet pour le Traité avec l'Eſpagne, touchant les Articles qui regardent le Portugal. Conduite des Impériaux envers le Parti Proteſtant. Les Plénipotentiaires Suédois ſe rendront à Munſter. Les François communiquent leur entretien avec les Médiateurs aux Députés Hollandois.

LE dernier Ordinaire n'a point aporté ici de Dépêche, ainſi nous n'avons qu'à rendre compte de ce qui s'eſt fait depuis la notre du vingt-huitiéme du paſſé en deux Conferences, que nous avons eues avec les Médiateurs.

Articles. Il falloit en premier lieu tomber d'accord de tout ce qui concerne le Portugal, & que ſi leſdits Plénipotentiaires étoient convenus de la liberté qui doit demeurer au Roi d'aſſiſter le Royaume de Portugal, & de la certification des Médiateurs Impériaux & Hollandois, & même de la liberté pure & ſimple du Prince Edouard; il leur ſembloit avoir connu, que les Plénipotentiaires de France ſe pourroient déſiſter de l'inſtance que juſques ici ils avoient faite ſur la Trêve de Portugal. Qu'enſuite de ce diſcours ils avoient fait voir au Comte de Peñaranda l'Article qui concerne la liberté reciproque des deux Rois d'aſſiſter leurs amis & Alliés, avec la Declaration que nous delirons pour l'éclairciſſement d'icelui en la maniere que l'on verra par la Copie de l'un & de l'autre écrit ci-jointe. Le Comte de Peñaranda prit du tems pour voir & examiner leſdits Ecrits, & faire enſuite la reponſe, & cependant les ayant lûs devant les Médiateurs, ils nous dirent qu'ils y avoient fait les difficultés dont ils venoient nous faire raport.

La prémiere étoit ſur la clauſe de l'Article de l'aſſiſtance, où il eſt dit, qu'il ne ſera jamais permis à l'un des deux Rois d'aſſiſter aucun Prince, qui vint à attaquer l'autre, ou le troubler dans la jouïſſance de ce qu'il poſſedera pendant la ſignature du Traité. A quoi il diſoit ne pouvoir conſentir, parce que cette clauſe deſigne avec trop d'évidence l'abandonnement du Duc Charles de Lorraine, lequel étant aujourd'hui en action avec eux & ſes Troupes faiſant partie de leur armée de Flandres, il leur ſeroit d'un trop grand préjudice de ſe déclarer ainſi ouvertement ſur ce point.

Nous repondimes, que cette clauſe eſt reciproque, & ne peut être rejettée avec raiſon de part & d'autre, n'étant miſe que pour aſſurer la durée de la Paix, & pour ſervir de precaution contre ce qui la pourroit rompre. Qu'elle étoit generale, & qu'elle regardoit tous les Princes & Alliés des deux Rois, auſſi bien que le Duc Charles, & que néanmoins nous conſentirons que l'on différât de coucher par écrit cette partie dudit Article, juſques à ce que l'on eût arrêté par un autre exprès & particulier, que le Roi Catholique ne pourra aſſiſter directement ni indirectement ledit Duc, ſans quoi nous avons toûjours déclaré, que la Paix ne pouvoit être faite.

Une autre difficulté des Plénipotentiaires d'Eſpagne, étoit qu'ils ne pouvoient permettre, que dans la ratification, qui nous doit être délivrée, il fût dit qu'elle ſe donnoit de leur conſentement, qui ſera toûjours retomber dans le préjudice qu'ils ont voulu éviter de reconnoître le Portugal. En quoi ils pécheroient contre leurs ordres, & contre ce qu'ils ont ſi ſouvent déclaré ne pouvoir faire, & pour fortifier ce refus ils diſoient, que dans la déclaration donnée par les Ambaſſadeurs de France & d'Angleterre, du tems de la Trêve faite entre le Roi d'Eſpagne & Meſſieurs les Etats en 1609. il n'eſt point porté que ce fût du conſentement des Miniſtres du Roi, & qu'il n'étoit pas raiſonnable d'exiger d'eux aujourd'hui ce qui n'a pas été fait alors.

Notre réponſe fut que nous ne recherchions en ladite déclaration que la ſûreté de la Paix, pour laquelle établir, & dreſſer un acte qui fût

ſi expreſſément déclaré.

La troiſiéme difficulté, & la plus importante étoit ſur ce que nous prétendons qu'il ſoit mis dans l'Ecrit des Médiateurs, que ſi les Portugais ſe ſervent des Troupes auxiliaires de France, pour entrer & executer quelqu'entrepriſe dans les Païs du Roi Catholique, cela ne pourra être pris pour une contravention au Traité de Paix. Peñaranda dit que par le moyen de cette clauſe, & ſous prétexte du ſecours de Portugal, le Roi peut continuer la guerre à ſon Maître, qui demeurera lié de ſon côté, ſans pouvoir rien entreprendre contre la France.

Il fut répondu à cela que l'on y avoit pourvû quand le même Ecrit portoit, qu'à l'occaſion de la Guerre de Portugal, le Roi très-Chrétien ne pouvoit directement ni indirectement entreprendre ſur aucun des Païs, ou Places du Roi Catholique.

Les Miniſtres d'Eſpagne avoient auſſi continué leur refus ſur la liberté pure & ſimple du Prince Edouard, diſans ne pouvoir conſentir à autre choſe, ſinon que la Paix ſe faiſant, il ſeroit au choix du Roi leur Maître de remettre ledit Prince ès mains de l'Empereur, ou de la Reine, à condition, qu'il promettroit par ſerment de ne point porter les armes contre le Roi Catholique.

Sur quoi nous avons inſiſté, qu'il doit être remis en ſa pleine & entiere liberté, ſans aucune condition.

Les Médiateurs ſ'adreſſent aux Comtes de Peñaranda & de Trautmandorff.

Les Médiateurs furent le lendemain de cette Conference chés le Comte de Peñaranda. Au ſortir ils allérent chés le Comte de Trautmansdorff, où ils furent fort longtems, & après avoir quité ce dernier ils allerent auſſitôt chés Peñaranda.

Nous ſûmes que le jour d'après il y avoit eu pluſieurs allées & venuës des uns aux autres, ce qui nous fit juger, que les Médiateurs ayant cherché du ſecours, & ayant différé de nous revoir, n'avoient pas trouvé le Comte de Peñaranda bien diſpoſé.

Seconde Conference des Miniſtres François avec les Médiateurs, & ſon ſujet pour le Traité avec l'Eſpagne, touchant les Articles qui regardent le Portugal.

De fait, quand ils nous ont vû une ſeconde fois, notre penſée s'eſt trouvée veritable. Car au lieu de nous parler des affaires dont ils étoient chargés, ils ont formé un nouvel incident de la part des Eſpagnols, & ont dit que Brun leur avoit fait voir un Ecrit de Monſieur Servien du vingt-deuxieme du paſſé, qui les empêchoit de pouvoir ſurement traiter avec nous, puiſqu'au même tems qu'on veut ici arrêter les Articles, l'on propoſe à la Haye de les remettre à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, & de convenir avec eux ſur tous les points pour enſuite déclarer conjointement aux Miniſtres d'Eſpagne, que s'ils n'en demeuroient d'accord l'on continueroit la guerre.

Nous nous ſommes moqués de cette plainte, & avons fait voir aux Médiateurs, que tant que la Paix ne ſera point concluë, nous ferions auprès de nos Alliés tous les offices qui nous peuvent garantir du mal que nos Parties eſſayent

peu de compte de cette prétenduë difficulté, ont été contraints d'avouer, qu'il y en avoit une plus grande, & là-deſſus ont dit, que le Comte de Peñaranda ne pouvoit conſentir, que dans la déclaration, que nous demandons des Médiateurs, il fût porté que s'il arrive que les Portugais ſe ſervent des Troupes auxiliaires de France, pour entrer & executer quelque entrepriſe dans le Païs du Roi Catholique, l'on eſt demeuré d'accord que cela ne pourra être pris pour une contravention au Traité de Paix. Sa raiſon eſt que par ce moyen le Roi peut continuer à ſon Maître une Guerre offenſive, ſans que le Roi Catholique s'en puiſſe reſſentir. Que l'on peut envoyer de France quarante mille hommes en Portugal, avec leſquels ſous le nom & la banniere de ce Roi-là l'on peut aller juſques à Madrid, & attirer dans le milieu de l'Eſpagne le feu, qui ne brûle aujourd'hui que les Provinces les plus éloignées. Qu'il faudroit donc convenir que les François ne pourroient attaquer les Places du Roi Catholique, ni être mis en garniſon dans celles qui ſont déja occupées par les Portugais hors leur Royaume, ou dont ils ſe pourroient emparer à l'avenir. Les Médiateurs ajouterent que le Comte de Peñaranda demande qu'il lui ſoit donné un exemple, que jamais en aucun Traité il ſoit mis une clauſe ſemblable à celle que nous prétendons. Que la faculté d'aſſiſter les Alliés, quand ils ſeront attaqués eſt ſuffiſante ſans y ajouter des termes, qui donnent un juſte ſoupçon, que ſous prétexte de ſecourir le Portugal on vient envahir l'Eſpagne, & qu'il faut laiſſer l'explication de l'aſſiſtance au Droit commun, & à ce qui s'eſt toûjours pratiqué dans un cas ſemblable, mais que de prétendre d'entrer & d'executer des entrepriſes dans les Païs du Roi Catholique, & ſtipuler que cela ne pourra être pris pour une contravention au Traité; c'étoit une choſe inoüie & ſans exemple, à laquelle le Comte de Peñaranda ne pouvoit conſentir, aimant mieux ſubir le hazard que les Etats d'Eſpagne ſe perdent, une Ville après l'autre, comme ils font aujourd'hui, que d'avoir introduit la Guerre dans le cœur d'Eſpagne par un Traité, dont il n'y a point de Memoire qui s'en ſoit jamais fait un ſemblable.

Nous avons répondu aux Médiateurs, que le même Ecrit duquel les Miniſtres d'Eſpagne ſe plaignent, pourvoit à tous leurs ſoupçons, déclarant qu'à l'occaſion de la Guerre de Portugal, le Roi ne pourra directement ni indirectement entreprendre ſur aucun des Etats du Roi Catholique: que ce que nous demandons ne tend à autre fin, que pour aſſurer la Paix, & empêcher qu'une choſe, dont nos Parties demeurent d'accord, ne puiſſe être revoquée en doute, pour ſervir de prétexte à une nouvelle Guerre. Que nous convenions, eux & nous en la ſubſtance, & que l'on ne diſputoit que ſur l'éclarciſſement. Qu'il étoit aiſé de juger lequel étoit dans la bonne

foi,

ſible, pour éviter le trouble & l'équivoque, que la difficulté que les Eſpagnols font de coucher nettement par écrit un point ſur l'eſſence duquel ils ne conteſtent pas, fait voir leur mauvais deſſein, & nous oblige d'être d'autant plus ſoigneux à prendre nos precautions, que nous ne ſommes point cauſe de la guerre de Portugal, & que ſi le Roi d'Eſpagne s'en veut deſiſter nous tomberons facilement d'accord de toutes les conditions reciproques, touchant la ſureté du Traité; mais que ne voulant faire ni Paix ni Tréve pour ce Royaume-là, & ne voulant pas ſeulement permettre que le nom en ſoit exprimé par le Traité, il ne falloit pas trouver étrange, ſi ceux qui ont réſolu de le ſecourir & qui en ont le conſentement d'Eſpagne, déſirent d'en juſtifier & éclaircir la liberté. Qu'il ne falloit pas chercher des exemples de la ſûreté que nous demandions, puiſqu'il ne s'en trouveroit pas d'une opiniâtreté pareille à celle de nos Parties.

Il ſeroit trop long de raporter tout ce qui a été repréſenté de part & d'autre à la Conference, ayant été longue & échauffée; mais parce que les Médiateurs ſe diſoient être perſuadés des raiſons de Peñaranda, & qu'il falloit venir à quelque temperament, nous avons été obligez de leur dire, qu'ils étoient loüables de la peine que veritablement ils prennent pour la Paix, & que nous les remercions de tous leurs ſoins, & de la patience que nous ſavons qu'ils exercent quelquefois aupres du Comte de Peñaranda; mais que nous étions ſurpris de voir qu'en une clauſe, où il s'agit de leur propre honneur, qui conſiſte en la durée de la Paix, ils nous preſſoient contre toute raiſon, & même contre leur ſentiment, ainſi que nous n'en doutions pas.

Nous leur avons de plus fait des plaintes, qu'après avoir tiré de nous un acquieſcement touchant la Tréve en Portugal, ils nous fiſſent cette nouvelle inſtance, puiſqu'ils nous avoient dit ſi ſouvent qu'il y auroit de la facilité ſur les autres points, & que celui de l'aſſiſtance paſſoit pour accordé, leurs Collegues ayant auſſi fait entendre la même choſe à la Cour: mais qu'aujourd'hui ils traitent le point de l'aſſiſtance comme ils avoient fait ci-devant celui de la Tréve, n'ayant pas manqué de nous dire de nouveau, que cela étant arrêté il y auroit de la facilité au reſte.

C'eſt ce qui s'eſt paſſé entre les Médiateurs & nous, en quoi il eſt à noter, que bien qu'ils nous ayent fort preſſé de convenir de quelques autres termes, & d'admettre du temperament dans notre Ecrit, comme de regler & reduire le ſecours à quatre ou cinq, & juſques à ſix mille hommes; ils ne nous ont aporté nul relâchement ſur aucun autre point, non pas même ſur celui de la liberté du Prince Edouard. Ce n'eſt pas que, quand ils euſſent parlé autrement, nous euſſions rien quité en une choſe ſi importante, & qui nous a été ſi ſouvent ordonnée de la Cour; mais nous remarquons ceci pour faire connoître la diſpoſition préſente des Eſpagnols, qui ne témoignent aucune bonne volonté à la Paix, étant certain que s'ils s'étoient relâchés en la moindre choſe, les Médiateurs, pour nous porter mieux à leur fin, n'auroient pas manqué d'en faire l'ouverture: deſorte que ce qui nous paroît maintenant eſt que les Miniſtres d'Eſpagne, ſoit par l'eſperance de la deſunion de nos Alliés, ſoit

& les Proteſtans de l'Empire, & de les animer s'ils peuvent contre la France & le Duc de Baviere, à quoi ſans doute ils ſont pouſſez & preſſés par les Eſpagnols; de tous les points prétendus par les Proteſtants il n'y a plus que celui ſeul de l'*Aſſomonie* dans les Provinces Héreditaires, ſur lequel le Comte de Trautmansdorff ne ſe ſoit relâché, ayant depuis conſenti que l'Evêché d'Oſnabrug ſoit donné alternativement à un Catholique, & puis à un Lutherien, de la Maiſon de Brunſwick.

Les Proteſtans de l'Empire ſe rendent plus traitables.

Les Plénipotentiaires de Suéde doivent venir ici cette ſemaine, ou tous deux, ou Monſieur Salvius ſeul. Nous prévoyons beaucoup de difficulté à faire obliger l'Empereur de n'aſſiſter point le Roi d'Eſpagne, non ſeulement de la part des Impériaux; mais auſſi de celle des Suédois, leur Reſident à Munſter ayant paru fort inſtruit ſur ce point, quand nous lui en avons parlé. Il a dit qu'il n'y avoit pas d'apparence que l'Empereur promît de n'aſſiſter pas le Roi d'Eſpagne des forces de ſes Pais Héreditaires, & que les affaires de l'Empire étant terminées, il ne ſeroit pas raiſonnable, que le Traité fût arrêté pour les intérêts de la France & de l'Eſpagne. Nous n'avons pas laiſſé ſans reparties, & ſans lui faire voir qu'il ne s'agit pas de la ſureté de la Paix de l'Empire, n'étant pas juſte que nous faiſions la Paix avec l'Empereur, & après avoir une partie de ſes forces ſur nos bras. Nous verrons quand les Plénipotentiaires ſeront ici, quelle ſera leur conduite envers nous.

Les Plénipotentiaires Suédois ſe rendent à Munſter.

Auſſitôt après la prémiere Conférence, que nous avons eue avec les Médiateurs, nous en avons donné avis au Sieur de Meynerſwyck, afin qu'il ne mandât rien à ſes Superieurs qui ne fût veritable. Il nous a dit que les Ambaſſadeurs d'Eſpagne lui avoient déja fait ſavoir leur difficulté au même tems qu'ils s'en étoient déclarés aux Médiateurs, & que le Comte de Peñaranda lui avoit fait dire que ſi ſes Collegues ne revenoient bientôt à Munſter, ils ſeroient bientôt obligés de l'attendre, comme lui les avoit ci-devant attendus, ne pouvant differer le voyage de Spa pour ſa ſanté, dequoi & de tout ce que deſſus nous avons auſſi donné avis à Monſieur de Servien.

Les François communiquent leur entretien avec les Médiateurs aux Deputés Hollandois.

PLENIPOTENTIAIRES,

en Réponſe des

MEMOIRES

DU ROI,

Des 25. Mai & 1. Juin 1647.

Envoyé le 10. dudit Mois.

Affaires de la Religion. On accorde la ſatisfaction de la Suéde. La Négociation pour l'Empire eſt preſque terminée. On y trouvera néanmoins quelque difficulté. On ſondera les intentions des Suédois. Moderation de la France au Traité de l'Empire. Les Eſpagnols ne montrent aucune diſpoſition pour la Paix. La Suéde veut retenir Bensfeld. Les armes amoliront les Eſpagnols. Réponſe de Peñaranda aux Médiateurs. Sur la prétenſion de l'Alſace. Les Impériaux & les Eſpagnols ſollicitent Baviere à rompre la neutralité. Touchant la Trêve du Portugal. Le jugement touchant l'aſſiſtance du même Royaume. Ils ſont peu ſatisfaits des Médiateurs. Oxenſtiern arrive à Munſter, pour preſſer la Paix de l'Empire. Cauſes qui la retardent. Emotion dans Caſal.

L'On peut croire maintenant, que les Lettres expreſſes que la Reine de Suéde a écrites à ſes Miniſtres ont eû effet, puis qu'après avoir longtems differé leur voyage à Munſter, ils y ſont enfin venus depuis deux jours.

Affaires de la Religion.

L'état préſent des affaires de l'Empire eſt que les Griefs de la Religion ſont entierement terminés à la reſerve du ſeul point de l'*Aſtemonie*, ou exercice libre de la Lutherienne dans les Païs Héreditaires de la Maiſon d'Autriche, qui n'eſt pas tout à fait achevée, mais fort avancée. La plûpart des Articles touchant les Princes d'Allemagne ſont arrêtés, & il n'en reſte que quelques-uns de moindre importance avec celui de la cauſe Palatine, que les Plénipotentiaires de Suéde ont exprès remis à cette entrevuë, afin que, comme nous eſtimons, s'y formant quelques difficultés, ils obtiennent plus aiſément de nous le conſentement aux choſes, dont nous pourrions avoir repugnance; enfin il ne reſte plus que le ſeul point de la ſatisfaction de la Milice de Suéde, qui puiſſe donner de la peine, encore eſtime-t-on qu'en celui-là Trautmanſdorff s'y rendra facile, attendu que le payement ne s'y fera point aux dépens de ſon Maître, mais des Villes & Etats d'Allemagne.

La Négociation pour l'Empire eſt preſque terminée.

Toutes ces choſes font craindre que l'on ne trouve pas la faculté qui paroiſſoit devoir être à faire différer le Traité de l'Empire, & qu'il ne ſoit plus mal aiſé à préſent de retenir les Suédois de faire la Paix, que de les porter à continuer la Guerre, & quand ils auroient la même diſpoſition pour cela qu'ils ont euë ci-devant, il eſt certain que voyant l'état de notre Traité avec l'Eſpagne, & venans à connoître, que nous ne deſirons pas la prompte concluſion de celui de l'Empire. Ils la preſſeront d'autant plus, & feront apparemment toutes choſes pour l'avancer, afin de rejetter ſur la France la haine de la continuation de la guerre, l'obliger à leur fournir toûjours le ſubſide s'ils n'en veulent l'augmentation, & à laiſſer l'armée du Roi en Allemagne.

On y trouvera néanmoins quelque difficulté.

Ce n'eſt pas néanmoins qu'on ne puiſſe préſentement ſe ſervir de celle que commande Monſieur de Turenne, pour l'employer dans la Flandres ou ailleurs dans les Etats du Roi d'Eſpagne, puiſque la neceſſité des affaires le requiert; mais nous n'eſtimons pas que les Suédois ſoient jamais aſſés commodes pour permettre qu'elle ſoit éloignée pour longtems, & pour ſe reſoudre d'agir en Allemagne ſans ſubſide, ni ſans le ſecours des armes de la France.

Et quand il arriveroit contre notre opinion que les Suédois ſe rendiſſent plus traitables, il nous ſemble bien malaiſé, que les choſes puiſſent demeurer dans un état, que l'un ou l'autre des partis ne vînt à prendre de notables avantages: ce qui ſeroit également dangereux, comme il eſt très-prudemment remarqué au Mémoire. Si l'Empereur avoit du bon, il eſt vraiſemblable que la France en recevroit le premier dommage, & qu'elle courroit fortune de perdre ce qu'elle tient en Allemagne en tout ou en partie; ſi les proſperités des Suédois y continuoient, & que fortifiés par l'union des Proteſtans ils vinſſent à bout de leur deſſein, outre la ruine de la Religion Catholique, qui ſeroit infaillible, celle de l'autorité du Roi s'enſuivroit tôt après, & les Suédois ne ſeroient pas moins contens de la voir diminuer, que nos propres Parties, pour regner enſuite ſeuls dans l'Empire, & donner la Loi à leur aiſe.

En

arms à la Cour, & cependant en nous conformant aux ſentimens de leurs Majeſtés, nous conduirons ici les affaires à leurs fins, autant qu'il nous ſera poſſible. Que ſi les Suédois nous emportent, comme peut-être il arrivera, nous tâcherons de faire que ce ſoit avec le moins de préjudice, & d'aporter toutes les precautions que l'état préſent des affaires nous permettra de prendre.

Pour la réponſe que Sa Majeſté nous ordonne de faire ſur ce qu'elle déſire, ſavoir ſi nous eſtimons que pour le bien de la Paix, elle puiſſe aporter quelque facilité plus grande qu'elle ne fait : la moderation de leurs Majeſtés au Traité de l'Empire a été ſi univerſellement louée, & aprouvée, qu'il ne ſemble pas qu'il y ait rien a changer en ce qu'elles ont eû agréable de reſoudre ci-devant à cet egard.

Moderation de la France au Traité de l'Empire.

Quant au Traité d'Eſpagne nos dernieres Dépêches auront fait voir que les Eſpagnols ne montrent aucune diſpoſition à la conclure préſentement, ce qui nous fait juger qu'il ſeroit non ſeulement inutile de ſe relâcher en aucune maniere, mais que cela produiroit un effet contraire au deſir que leurs Majeſtés ont d'avancer la Paix : ainſi la conduite qui nous ſemble aujourd'hui la meilleure avec eux, eſt de ne rien faire du tout. C'eſt celle auſſi que nous tenons, étant demeurés ſans action depuis quelques jours, & n'ayant pas ſeulement parlé aux Médiateurs, ſinon une fois qu'ils nous ont vû pour les affaires de l'Empire. Que ſi les bons ſuccès que nous eſperions bientôt des armes du Roi font perdre aux Miniſtres d'Eſpagne les vaines eſperances dont ils s'entretiennent, & qu'ils ſe remettent d'eux-mêmes dans le bon chemin, nous ne manquerons pas alors de faire ſavoir à leurs Majeſtés nos ſentimens ſur les differends qui ſe pourront préſenter, puiſqu'il leur plaît de nous l'ordonner.

Les Eſpagnols ne montrent aucune diſpoſition pour la Paix.

L'ouverture faite par Monſieur le Cardinal Mazarin au Comte de la Garde nous paroît très-judicieuſe, & puiſque nous ſavons à préſent le vrai motif de la Reine de Suéde en demandant Bensfeld, nous eſſayerons d'agir en cela conformément à l'intention de leurs Majeſtés. Ce qui nous y ſemble fort difficile eſt, qu'il eſt beſoin d'en cacher le deſſein au Comte Oxenſtiern, qui étant d'une Maiſon, qui ne demande pas l'avancement du Comte de la Garde s'y oppoſeroit ſans doute, & en empêcheroit l'effet, s'il venoit à le connoître.

La Suéde veut recevoir Bensfeld.

C'eſt pourquoi il ſembleroit bien à propos que la Reine de Suéde en donnât des ordres bien exprès à Monſieur Salvius, pour s'aſſurer de la retention de la Place, & du prix que leurs Majeſtés en devront donner, qui ſera ſans doute très-grand, ſi l'on n'en convient de bonne heure.

Nous avons appris avec joye les ordres qui ont été donnés avec tant de jugement & de promptitude pour fortifier l'armée du Roi dans la Flandres, ce qui nous fait eſperer de voir bientôt changer les vanités des Eſpagnols en de nouvelles plaintes de leurs malheurs, & qu'ils auront ſujet de ſe repentir de l'entrepriſe d'Armentieres, qui n'a pas relevé beaucoup leur reputation dans cette Aſſemblée.

Les armes amolliront les Eſpagnols.

Ce que nous avons apris de l'intention de Peñaranda, quand il a fait réponſe aux Mediateurs ſur l'offre que nous lui avions faite de ce que

Réponſe de Peñaranda aux Médiateurs.

gal & les Places de Liege, conſentant néanmoins de ne rien changer aux choſes qui ſont déja accordées, & de convenir ici, s'il ſe peut, de tous les autres, ſauf à remettre ce dont on ne ſeroit pas tombé d'accord au jugement deſdits Sieurs Etats, exceptant toujours, les deux points ci-deſſus, ſur leſquels il a déclaré ne pouvoir ni traiter, ni compromettre.

Il n'y a pas eû de la peine à temoigner, que l'armée commandée par Monſieur le Maréchal de Turenne, ne doit pas repaſſer le Rhin, chacun en étant perſuadé dans l'Aſſemblée. Il n'y a pas de doute, que les Suédois feront grand bruit, quand ils aprendront ſa marche.

Sur ce que Sa Majeſté déſire ſavoir touchant l'Alſace, ſi en cas qu'elle prît la reſolution de la retenir, comme Landgrave relevant de l'Empire, on peut, ſans manquer à ce qui a été promis, le faire agréer à l'Empereur & aux Etats de l'Empire.

Sur la prétention de l'Alſace.

Nous eſtimons que l'Empereur y repugneroit entierement, & s'efforceroit de faire paſſer cela pour une nouvelle pretention, & un éloignement de la Paix, que les Etats de l'Empire le ſouhaiteroient comme la plûpart d'entr'eux nous l'ont témoigné, mais les Suédois ſemblent avoir été conſiderés en cette rencontre autant ou plus que les autres. Il a été un tems qu'ils nous ſollicitoient de prendre cette reſolution, mais ils ont ceſſé de le faire depuis; ce qui nous fait douter qu'ils le déſirent encore : auſſi eſt-il vrai, qu'outre qu'ils ont obtenu trois voix dans l'Empire, ſavoir celle de l'Archévêché de Bremen, de l'Evêché de Werden, & du Duché de Pomeranie. Ils ont depuis fait reſoudre que leur ſeance ſeroit autre que celle qui appartient auxdites Principautés. Ils veulent bien ceder aux Electeurs; mais prétendent avoir le rang & la ſeance immédiatement après, & de précéder tout le reſte des Princes, même ceux des Maiſons Electorales, dont les Ducs de Brunſwick, & autres, qui avoient accoutumé de précéder les Ducs de Pomeranie ou qui étoient en égalité avec eux, ſont déja d'accord, mais le Duc de Baviere s'y oppoſe vivement pour ſon intérêt. Ainſi il pourroit arriver que la France ſeroit obligée à ſe contenter du rang de Landgrave, qui eſt beaucoup inferieur à celui que la Couronne de Suéde doit avoir, ou ſi elle ſe vouloit faire donner une autre ſeance, elle y trouveroit de l'oppoſition. Et quand on en ſeroit venu à bout, ce qui ſe pourroit obtenir de mieux ſeroit une alternative entre la France & la Suede, à raiſon des Etats, que chacune de ces Couronnes tiendra dans l'Empire. C'eſt ce que nous avons crû devoir repréſenter à Sa Majeſté pour y former telle reſolution qu'elle jugera être du bien de ſon ſervice.

Ce que porte le Mémoire du premier de ce mois eſt très-véritable, que les Impériaux & les Eſpagnols n'oublieront rien pour convier le Duc de Baviere à rompre la neutralité. Nous ſavons que l'Empereur y employe ſes Miniſtres les plus confidens; d'ailleurs le Baron de Hazeland ne nous a pas celé que ſon Maître eſt très-mal ſatisfait de la Couronne de Suéde, le rang qu'elle tient au College des Princes au deſſus du ſien lui eſt inſupportable, ne l'ayant jamais voulu quitter, ni à la Maiſon d'Autriche, ni à la Maiſon d'Eſpagne, quelques inſtances qui en ayent été faites, & quoi qu'il ait été ſouvent brouillé

Les Impériaux & les Eſpagnols taſchent de rompre la neutralité.

dentes, & encore par la derniere, puis qu'après avoir eû l'impoſſibilité de faire accepter au Comte de Peñaranda l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, & avoir vû l'arbitrage qu'il a refuſé, nous avons parlé ſur ce point aux Médiateurs de la ſorte, qu'on aura vû par nos dernieres rélations; dequoi nous avons en même tems donné avis à Monſieur de Servien pour s'en ſervir où il eſt. Nous n'avons témoigné aucun relâchement ſur les Places de Liége que nous reſervons pour la même fin, que la demande en a été faite, ſavoir pour tenir parlà Meſſieurs les Etats obligés, puiſque par l'aveu de ceux mêmes les plus mal intentionnez parmi eux, ſur leur obligation aux intérêts de la France, s'entend en ces lieux-là; c'eſt pourquoi nous nous ſommes bien gardés de nous en déclarer en aucune façon, eſtimans ne le devoir pas faire, que lorſque l'on viendra à traiter de l'Article, qui parle de la reſtitution deſdites Places.

La cauſe veritable de la conduite préſente des Miniſtres d'Eſpagne, & de la froideur qu'ils témoignent dans l'avancement du Traité a été très-bien remarquée dans le Mémoire, elle n'eſt autre que l'aſſurance qu'ils croyent avoir que Meſſieurs les Etats ne mettront point en Campagne, & qu'ils eſperent qu'elle leur pourra être favorable. Ce qui nous fait juger que ſi on ſe relâchoit aujourd'hui à la moindre choſe, non ſeulement ils ne concluroient pas pour cela, mais ils en deviendroient toûjours plus difficiles, & qu'il importe tant qu'ils paroîtront être toujours dans la bonne opinion qu'ils ont conçûe de leurs affaires, de tenir plus ferme qu'auparavant.

Leur jugement touchant l'aſſiſtance du même Royaume.

Et pour le point particulier de l'aſſiſtance du Portugal, puiſque Sa Majeſté a eû agréable de nous commander d'en dire notre ſentiment, il ſemble qu'ayant été obligés par les ordres précédens d'inſiſter ſur l'éclairciſſement qu'on en a déſiré avoir par l'Ecrit des Médiateurs, il y auroit du préjudice à ſe contenter des moyens après la conteſtation formée ſur ce qui eſt fû par tout; d'autant qu'après le refus fait par nos Parties, ſi les Troupes de ſecours, qui ſeront envoyées en Portugal, entroient dans le Païs du Roi d'Eſpagne, la rupture qu'ils pourroient faire enſuite ſeroit juſtifiée: la ſeule choſe, qui nous eſt tombée dans l'eſprit, ſeroit que l'on pourroit limiter le nombre des hommes, & la qualité du ſecours. Et encore aujourd'hui, ſi l'on entroit dans cet expedient les Eſpagnols ſans doute le voudroient reduire à peu.

Que ſi leurs Majeſtés trouvoient à propos de prendre ſur cela quelque temperament, il importeroit au dernier point, qu'il fût tenu ſecret parce que les Miniſtres étrangers en étant avertis, il s'y trouveroit de nouvelles difficultés, que l'on auroit peine à ſurmonter.

L'avis qu'on donne de Monſieur le Nonce, fera que nous y prendrons garde ſoigneuſement. Nous ne pouvons pas dire avoir rien connu de particulier en lui, mais il eſt vrai que nous ſommes, puis retourna de notre Logis à celui du Comte de Trautmanſdorff. Toutes ces diligences ont été faites de concert entre les ſusnommés, pour nous preſſer de conclure la Paix de l'Empire, & il eſt à noter, que les Médiateurs, qui avoient differé juſques à préſent de nous faire réponſe touchant le point de la ſureté, & qui ne nous en parloient point encore ce jour-là, ſi nous ne les euſſions ſollicités, dirent tout net, que le Comte de Trautmanſdorff a déclaré, ne pouvoir conſentir que l'Empereur, en qualité d'Archiduc d'Autriche, s'oblige à ne point aſſiſter le Roi d'Eſpagne. Monſieur Oxenſtiern d'ailleurs nous a parlé froidement ſur ce ſujet, nous montrant n'être pas éloigné en cela du ſentiment des Impériaux. Nous n'avons pas manqué de faire connoître aux uns & aux autres la juſtice de notre demande, & de plus nous y avons voulu intéreſſer Monſieur Oxenſtiern par l'obligation de l'Alliance. Il a répondu qu'elle ne s'étend pas aux affaires d'Eſpagne, & il lui a été repliqué que c'eſt auſſi un des principaux Articles du Traité de l'Empire, puiſqu'il s'agit de la ſûreté de la Paix, que nous l'avons prétendu ouvertement dès le commencement de la Négociation, & de concert avec les Ambaſſadeurs de Suède. Conſes qui la retardent.

Les Miniſtres de Mantouë nous ont parlé d'une émotion faite dans la Citadelle de Cazal par les Soldats François, qui avoient deſſein de ſe ſaiſir des portes de la Ville, non ſans ſoupçon de quelque intelligence au dehors. Ils nous ont même fait voir des Lettres par leſquelles on mandoit d'Italie, longtems avant cet accident, que les Eſpagnols avoient formé le deſſein ſur cette Place. Ils nous ont prié de la part de Madame la Ducheſſe de vouloir écrire à la Cour, & recommander le ſoin de cette Place, ajoutant, que ſi leurs Majeſtés, qui l'ont ſi glorieuſement conſervée, la vouloient remettre aux mains de Monſieur le Duc de Mantouë, ou en tout, ou en partie, il la garderoit avec ſureté pour leur ſervice, & y contribueroit volontiers en ce qu'on jugeroit qu'il dût faire: à quoi nous avons répondu que leurs Majeſtés auroient ſans doute déja pourvû à ce dont ils nous donnoient avis. Que nous en écrirons encore & que nous ſavions qu'elles continueroient les mêmes ſoins, qu'elles ont pris ci-devant pour la conſervation d'une Place ſi importante à leur Maître & au repos de l'Italie. Emotion de Cazal.

MES-

Digitized by Google

MESSIEURS
les
PLENIPOTENTIAIRES,
à Monsieur le Comte de
BRIENNE.

Du 10. Juin 1647.

Siége de Lerida.

MONSIEUR,

LE pacquet du Roi du vingt-cinquiéme du mois passé ne nous a été rendu que le quatriéme du présent & celui du premier Juin est arrivé deux jours plus tard que les Lettres des Particuliers ; ce qui se fait à cause du detour qu'il prend par Cologne. Nous vous rendons graces, Monsieur, de la peine que vous avez prise de nous écrire par l'une & l'autre voye, & de ce que vous avez fait ordonner à Messieurs des Finances ; de quoi néanmoins nous ne voyons aucun effet. Pourvû que l'on donne au Sieur de Lumbre le moyen d'executer à tems ce qui a été résolu pour Liége, il s'en acquittera avec fidelité & prudence. Pour le Sieur de Croüi nous ne vous en écrirons point en particulier, croyant que lui-même vous fera savoir l'état où il est.

Nous vous remercions aussi de toutes les nouvelles, dont vous avez eû agréable de nous faire part, & de celles que vous nous faites esperer de ce qui se passera au siége de Lerida, dont le succès nous semble aujourd'hui être d'une derniere consequence. Nous ne vous mandons point par cette Lettre ce qui se passe dans l'Assemblée, notre Mémoire qui est assés ample, vous en pourra donner une assés ample connoissance.

Siége de Lerida.

Le Deputé de Transilvanie part de Munster, & va en France par la Hollande. Nous sommes &c.

MESSIEURS
les
PLENIPOTENTIAIRES,
à Monsieur le Comte de
BRIENNE.

Du 17. Juin 1647.

On se plaint du rétardement des Lettres. Prétentions des Suedois. Silence des Espagnols. Il n'y a aucun Ministre Hollandois à Munster.

MONSIEUR,

NOus avons déja donné avis ; que les pacquets du Roi, depuis que Sa Majesté est à Amiens, arrivent ici deux jours au moins plus tard que l'ordinaire, & que ceux des particuliers. Si la Cour avoit à faire du séjour en Picardie, il importeroit bien d'y donner quelque ordre, & qu'il vous plût commander, qu'on prît soin de ne point faire passer les Lettres à Cologne, ce qui cause ce retardement.

On se plaint du retardement des Lettres.

Les Plénipotentiaires de Suéde prétendent toûjours devoir préceder les Princes d'Allemagne, & avoir leurs séances aux Dietes immédiatement après les Electeurs ; mais nous n'estimons pas qu'ils veuillent persister jusques à ce point d'arrêter la Paix pour cela ; quand ils feront réflexion sur ce que le Duc de Baviere n'a jamais voulu ceder, ni à leur Roi, ni aux Archiducs ; ni aux Rois d'Espagne & de Dannemarck, nous croyons qu'ils se pourront désister de le prétendre. Nous leur avons parlé sur ce point avec moins de chaleur, ne voulans pas qu'ils croyent que nous soyons bien aises de tous leurs avantages : mais pour les autres intérêts de Monsieur le Duc de Baviere, nous leur avons représenté vivement le grand préjudice qu'eux & nous pourrions recevoir si l'on venoit à mettre en dispute à ce Prince la Dignité de premier Electeur, & la retention du haut Palatinat, pour le payement de ce qui lui est dû par l'Empereur. Nous continuerons à soutenir les mêmes choses avec vigueur.

Prétentions des Suédois.

Les Ministres d'Espagne ne nous font rien dire du tout. S'ils ne reçoivent quelques nouvelles, qui les touchent & qui les y obligent, il n'y a pas d'apparence qu'ils soient prêts à conclure le Traité pendant cette Campagne.

Silence des Espagnols.

Mon-

Digitized by Google

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

En Réponſe de celui

DU ROI,

Du 8. Juin 1647.

ENVOYE' EN COUR

Le 17. dudit mois.

Jugement ſur l'arbitrage des Hollandois pour la Paix avec l'Eſpagne. On leur remet le projet du Traité de l'Empire. Les Suédois ſont contraires au Duc de Baviére. On preſſera pour la ſatisfaction de la Landgrave. Les Suédois ſouhaitent la Paix. Les Médiateurs ne ſe preſſent pas pour les affaires d'Eſpagne.

Jugement ſur l'arbitrage des Hollandois pour la Paix avec l'Eſpagne.

IL eſt certain que ſi Meſſieurs les Etats étoient tels qu'ils devroient être, on leur pourroit faire comprendre que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ne remettent à leur jugement que ce qu'ils veulent bien perdre, & ce qui le fait voir clairement eſt que les points que les Eſpagnols ne veulent pas accorder ont été par eux exceptés de l'arbitrage. Car encore qu'ils puſſent dire pour la Tréve de Portugal, que la conſéquence de cette demande les a empêchés de ſe ſoumettre à la décition de qui que ce ſoit; d'autant que ce ſeroit comme reconnoître le Roi de Portugal. En ce qui touche les Places de Liége, il ne peut y avoir autre cauſe d'excluſion que de n'en vouloir pas accorder la reſtitution, & de ſe tenir pour condamnés en ce qui ſeroit remis au jugement des Alliés de France.

conclure. Ils ont reçû depuis quelque tems un Ecrit entre les mains de Monſieur de Meynerswyck pour être envoyé à Meſſieurs les Etats, en réponſe d'une propoſition à eux faite par Monſieur de Servien, par lequel Ecrit qui nous a été communiqué par le dit Sieur de Meynerſwyck, & dont la copie ſera ci-jointe, l'on verra que non ſeulement en la difficulté préſente de l'aſſiſtance du Portugal, mais auſſi que dans les Articles, ils aportent de notables changements aux choſes dont on eſt convenu. Et ce qui nous ſemble plus à remarquer eſt, qu'en ce faiſant, les Miniſtres d'Eſpagne ayent bien oſé témoigner ouvertement leur peu d'inclination à la Paix, au lieu même, où juſques ici ils ont affecté & ſe ſont efforcés par tous moyens de faire connoître, qu'ils y aportoient de la facilité. Comme leurs raiſons, quoique foibles, ſont couchées avec beaucoup d'artifice, nous avons donné avis, & envoyé copie dudit Ecrit à Monſieur de Servien.

Nos Dépêches, qui ont ſuivi celles du vingt-ſeptiéme Mai, auront aſſez fait voir, que l'on eſt bien éloigné d'une Concluſion, & qu'il y aura du tems aſſez pour faire ſavoir, avant que le Traité s'achéve, ce qui ſe peut eſperer de la garantie de Meſſieurs les Etats. Nous continuons à tenir la même correſpondance avec Monſieur Servien, que nous avons faite juſques ici, lui écrivant ſouvent, & lui donnant part de tout ce qui ſe fait en l'Aſſemblée, comme lui de ſon côté eſt fort ſoigneux de nous informer de ce qui ſe paſſe au lieu, où il eſt.

On leur remet le Projet du Traité de l'Empire.

Les Impériaux nous ont fait aporter par les Médiateurs le projet du Traité de l'Empire. Ils l'ont fait double, ayant mis en celui qu'ils ont mis ès mains de Monſieur le Nonce, les affaires des Proteſtans, qui ſont dans un Mémoire donné à Monſieur Contarini, & comme tous les deux ſont fort longs, on n'a pas eû le tems d'en faire les copies, qui ſeront envoyées par l'Ordinaire prochain. Il y a quantité de choſes à reformer en ce projet, mais comme celui qu'ils ont ci-devant donné aux Suédois, étoit rempli de pareilles défectuoſités, nous y changerons ce que nous eſtimerons devoir faire, & leur rendrons cet Ecrit corrigé. Deſorte que l'on pourra voir nettement après le fonds de leurs intentions. Et comme ce que nous leur marquerons ne contiendra aucune demande nouvelle, ſelon qu'il nous eſt ordonné par le Mémoire du Roi, ce ſera une preuve expoſée à la vuë d'un chacun, que ce que Peñaranda s'efforce de perſuader au Comte de Trautmansdorff, que la France veut mettre de nouvelles prétentions ſur le tapis, n'eſt pas veritable.

Toutefois, comme les Impériaux ont couché pluſieurs choſes par écrit, dont l'on n'étoit pas convenu, ayant coulé & ajoûté avec artifice quelque Article fait à leur avantage, nous eſſayerons auſſi d'étendre les droits & l'autorité du Roi avec un peu plus de liberté, que nous n'euſſions oſé faire autrement, ſauf à ſe relâcher ci-après, ſi nous ne pouvons obtenir, que

les

Les Suédois ſont contraires au Duc de Bavière.

leur le Cardinal Mazarin. A la verité la conduite des Suédois envers cet Electeur nous donne de la peine, & leurs propres intérêts les doivent convier de ſe rendre moins contraires aux ſiens qu'ils ne ſont. Quand on viendra à terminer ici les affaires, nous agirons le plus efficacement qu'il nous ſera poſſible, pour faire qu'il ne nous ſoit rien changé ni diminué, en tout ce qui a été convenu pour ſes avantages, ainſi qu'il nous eſt ordonné. Ce Prince temoignant tant de reſpect, & de deſir de s'attacher à la France, qu'il merite les graces & la proteſtion de leurs Majeſtés; & puis il eſt d'ailleurs ſi conſidérable dans l'Empire, que ſon amitié ne peut être que fort utile.

Si les affaires viennent au point que l'on puiſſe reſoudre le tems de la ceſſation des hoſtilités, & ce qui doit demeurer à chacun, nous ne ſouffrirons pas qu'il ſoit rien changé en ce qui a été propoſé, & comme arrêté ſur ce point entre les Miniſtres d'Eſpagne & nous.

On preſſera pour la ſatisfaction de la Landgrave.

Nous vimes hier les Ambaſſadeurs de Suéde, & ayans parlé enſemble des affaires de Madame la Landgrave de Heſſe, nous fimes reſoudre, que la premiere choſe, dont on traitera avec les Impériaux, ſera touchant ce qui regarde ſa ſatisfaction. En quoi on lui procurera tout le contentement & l'avantage poſſible, ſelon le deſir de leurs Majeſtés.

Les Suédois ſouhaitent la Paix.

Les Miniſtres de Suéde paroiſſent toujours être dans les mêmes ſentimens, que nous avons mandé par notre précedente Dépêche, c'eſt à dire déſireux de la concluſion. Ils diſent que Monſieur le Maréchal de Turenne s'éloignant du Rhin, ils ne pourront pas longtems ſoutenir ſeuls les affaires. Que l'Empereur a déja une puiſſante armée; ſon nouveau Général Melander ayant aporté beaucoup d'ordre parmi les gens de Guerre Impériaux, & fait de bons réglemens, qui ont notablement renforcé ſes Troupes. Que le Duc de Baviére fait toujours de nouvelles levées, qui leur donnent ombrage. Que le Roi d'Eſpagne n'ayant plus rien à craindre de Meſſieurs les Etats peut faire paſſer du ſecours en Allemagne. Ils inférent delà, que ſi l'on différe longtems de faire la Paix, il s'y verra de grands changemens. Nous témoignons de n'avoir pas moins de volonté de conclure qu'eux, pourvû que l'Empereur & les Princes de la Maiſon d'Autriche s'abſtiennent de faire la Guerre au Roi, ſous prétexte d'aſſiſter le Roi d'Eſpagne; que ſans cela nous ſerions mal conſeillés de reſtituer tant de Païs, que nous occupons dans l'Empire, & de donner aux Archiducs d'Inſpruck de notables ſommes d'argent, ſi on le doit employer contre nous.

Monſieur Salvius a bien fait paroître, que la retention du ſubſide le touchoit au vif, c'eſt pourquoi nous ſupplions très-humblement Sa Majeſté de nous ordonner de quelle façon, nous en devrons parler aux Plénipotentiaires de Suéde, d'autant que c'eſt un moyen pour les porter à ce que nous pourrons déſirer, & ſans lequel il eſt à craindre, qu'ils ne nous conſiderent que fort peu. Quand nous entrerons en matiere avec eux, nous verrons encore avec plus de certitude quelle eſt leur veritable intention, que ces Meſſieurs nous cachent ſouvent ou nous déguiſent autant qu'ils peuvent.

Quand les Mediateurs nous ont aporté le pro-

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 24. Juin 1647.

Touchant le Portugal. Ceſſions des trois Evêchés & de l'Alſace. On cherche de detourner un Député Tranſilvain d'aller à Paris. Prétentions ſur la Comté de Ferrette. Affaires d'Allemagne. Et d'Italie. Suite du ſiege de Lerida. L'armée de Turenne s'avance vers Flandres.

MONSIEUR,

Touchant le Portugal.

NOus avons un grand reſſentiment de l'honneur de la confiance qu'il plaît à Sa Majeſté de prendre en nous; mais nous avons peine à nous ſervir de la facilité qu'elle a eû agréable d'aporter au different de l'aſſiſtance du Portugal, ainſi que vous verrez dans notre Mémoire. Et pour ce qui regarde la liberté de Dom Edouard, il n'a été omis juſques à préſent aucun ſoin pour la lui procurer; nous y ferons à l'avenir toutes ſortes d'efforts.

Ceſſions des trois Evêchés & de l'Alſace.

Nous avons envoyé à Monſieur de Servien copie des ceſſions, & renonciations, que les Impériaux prétendent faire au Roi, tant des trois Evêchés que de l'Alſace, afin d'avoir ſon avis ſur ce qui eſt à déſirer. Ils ont ajoûté en celle des Evêchés au mot *Diſtrictus*, celui de *temporales*, comme ils avoient fait ci-devant, lorſque tous trois enſemble, nous arrêtames avec eux la ſatisfaction de la France. Nous fimes alors retrancher ce mot, ainſi qu'il eſt remarqué dans les Apoſtilles, qui ſont aux marges de l'Ecrit, que nous envoyames en ce tems-là.

Nous crûmes avoir beaucoup fait, & il plût à leurs Majeſtés d'agréer le ſervice que nous leur avions rendu en cela. Il ſeroit à ſouhaiter ſans doute que l'on pût faire encore davantage; mais il n'eſt pas facile de changer les choſes une fois arrêtées, principalement en cette conjoncture: & comme nous ſommes bien reſolus de

créance. Nous ſommes obligés de vous marquer, que nous ne lui avons pas promis de comprendre ſon Maître au Traité comme Allié de la France; ce qui ſembleroit emporter quelque obligation, mais ſeulement de le mettre parmi les autres Princes, qui ſeront nommés comme amis, de la part de Sa Majeſté.

Prétenſions ſur la Comté de Ferrette.

Monſieur de Caumartin a eû raiſon de s'oppoſer à ce que les droits de la Comté de Ferrette ne ſoient diminués, que ladite Comté eſt enclavée dans ce qui doit demeurer au Roi pour ſa ſatisfaction, & fait partie du Suntgaw.

Ce que ledit Sieur de Caumartin a écrit touchant le fait des Griſons eſt auſſi fort à propos, & nous nous y conformerons, s'il ſe peut, quand on ſera en termes de traiter ſur ce point.

Affaires d'Allemagne.

Pour la plainte de ceux de Biberac, & de quelques Villes Impériales, de ce qu'on met dans leur Magiſtrature la moitié de Luthériens, elle eſt juſte & bien fondée, mais l'Empereur y ayant donné ſon conſentement, ſi de la part de la France on venoit à agiter cette queſtion, on ne gagneroit rien pour les Catholiques, & on aideroit les Proteſtans.

Et d'Italie.

En parlant aux Miniſtres de Mantouë nous eſſayerons de découvrir, quel eſt le deſſein de leur Maîtreſſe, dans les levées qu'elle a faites à l'inſçu de leurs Majeſtés.

&c.

Le Sieur de Lumbre ayant ménagé les choſes au point qu'on les pouvoit deſirer dans Liége pour l'Election prochaine du Magiſtrat qui ſe fait à la Saint Jaques, a beſoin d'aller faire un tour en France pour ſes affaires Domeſtiques. Nous vous ſupplions de lui vouloir procurer les avantages que méritent ſes bons ſervices, & qui le peuvent obliger à les continuer à l'avenir.

Suite du ſiége de Lérida.

Nous vous rendons graces très-humbles des nouvelles dont il vous plaît nous donner part, & notamment de celles du ſiége de Lerida, &

L'armée de Turenne s'avance vers Flandres.

de l'aproche de l'armée que commande Monſieur le Maréchal de Turenne, eſperant de voir bientôt du changement dans les affaires, & les Eſpagnols autant humiliés, qu'ils paroiſſent à cette heure pleins d'eſperance. Nous ſommes &c.

ENVOYE' EN COUR,

Le vingt-quatriéme Juin 1647.

Affaires du Portugal. Elles retardent la Paix avec l'Eſpagne. Tous ſouhaitent la Paix de l'Empire. Bonne inclination de la Reine Chriſtine pour la France. Et de pluſieurs Princes d'Italie qui s'attachent à la France. Les Plénipotentiaires François cherchent à reformer le Projet des Impériaux. Touchant la ſatisfaction de la Landgrave. Leurs ſoins en faveur du Palatin. Et des autres Princes Allemands. Comme auſſi des Proteſtans. Mais ſur tout pour la ſatisfaction de la France. Affaires de Baviere. Bonne intelligence entre les Impériaux, & les Suédois. Les Suédois prétendent le payement des Subſides.

L'On aura vû par notre Dépêche du dixiéme de ce mois, comme celle de la Cour du vingt-cinquiéme du mois paſſé nous a été rendue cinq jours plus tard que l'Ordinaire n'arrive à Munſter. Ce qui s'eſt fait à cauſe du tour qu'elle a pris par Cologne, d'où nous viennent tous les pacquets que nous recevons de Sa Majeſté, depuis qu'elle eſt à Amiens, qui ne nous ſont rendus que deux jours après ceux de l'Ordinaire, & celui du vingt-cinquiéme Mai tarda encore plus que les autres.

Affaires du Portugal.

Les raiſons, que l'on a eûs de la Cour d'inſiſter que l'Article de l'aſſiſtance du Portugal fût bien & clairement expliqué, ſont fort importantes, & il n'a auſſi rien été oublié de notre part pour emporter cela ſur les Eſpagnols, connoiſſans bien que la Paix en ſeroit plus aſſurée, & que même l'on en pourroit tirer à l'avenir d'autres avantages; mais ils en font une affaire ſi dangereuſe pour eux, qu'ils l'eſtiment de plus grande conſéquence, que l'autre prétenſion touchant la Tréve, & ainſi nous ne voyons preſentement aucune apparence de pouvoir gagner ce point-là. D'autre côté nous ſommes bien empêchés à juger le tems qui ſera propre pour faciliter cette affaire, ſuivant les ordres

de l'aſſiſtance, ſans propoſer aucun moyen, ni temperament, ſinon de mettre l'Article en termes généraux, ce qui s'eſt dit de limiter le ſecours, étant venu des Médiateurs. Avec cela il continuë dans le deſſein d'aller a Spa; & Monſieur Contarini nous parlant ces jours paſſés des autres Articles du Traité, & diſant, qu'il croit que les Eſpagnols ſe porteroient à y conſentir, a témoigné, qu'il trouvoit du changement en eux ſur le fait du Duc Charles, mais qu'il eſperoit, que s'en étant déclarés aux Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, on trouveroit moyen de les y faire revenir.

Elles retardent la Paix avec l'Eſpagne.

Ce dernier point eſt de ſi grande conſéquence, que d'y vouloir maintenant aporter de la difficulté, c'eſt faire voir évidemment qu'ils n'ont point de diſpoſition à la Paix, au moins s'ils y perſiſtent; pouvant bien être que durant la Campagne, ils ſe veulent tenir plus reſervés ſur ce ſujet, comme il eſt dit par le Mémoire du Roi, & qu'à la verité il n'y a nulle apparence, que ceux qui ſont contraints de céder leurs propres Etats pour avoir la Paix, vouluſſent inſiſter juſques au bout pour ceux d'autrui, ſi ce n'eſt avec deſſein de s'en ſervir pour prétexte de rompre la Négociation.

Quoiqu'il en ſoit, la ſaiſon ne paroît guéres favorable pour nous ouvrir de ce qui nous eſt mandé. Si la condition que nous demandons à l'Empereur de n'aſſiſter pas le Roi d'Eſpagne, ou quelque ſuccès des armes du Roi, dont nous voyons, Dieu merci, une eſperance prochaine, font un peu changer la conduite des Eſpagnols, nous ne perdrons pas ici l'occaſion de faire conſiderer les bonnes intentions de leurs Majeſtés, en facilitant la concluſion de la Paix, autant qu'il nous ſera poſſible, & nous pouvons dire qu'il ne peut rien arriver de plus agreable aux deux Aſſemblées, ou toutes choſes conſpirent à l'établiſſement du repos public, & ce avec beaucoup d'impatience, enſorte qu'il n'y a point d'Ambaſſadeur ni de Député qui ne s'informe curieuſement des cauſes qui retardent la Paix d'entre la France & l'Eſpagne, chacun diſant, qu'il n'y en peut avoir une aſſurée dans l'Empire, ſi les deux Couronnes demeurent en Guerre. Cette opinion fait, qu'autant de perſonnes qui ont à faire à nous, pour l'intérêt de divers Princes d'Allemagne, ſur ce qu'ils ſavent que nous travaillons au Projet du Traité, autant il y en a qui eſſayent de s'entremettre de nos differents avec l'Eſpagne. Nous avons cette conſolation, que pas un d'eux n'approuve la néceſſité, que Peñaranda veut impoſer aux Troupes Auxiliaires de France, de ne ſortir point de Portugal: mais à la verité ils jugent tous que ſi la liberté d'y envoyer du ſecours eſt indéfinie, les Eſpagnols ont ſujet d'aprehender que le Roi y faſſe paſſer de ſi grandes forces, que toute la Guerre ne fût tranſportée dans le cœur de l'Eſpagne.

Tous ſouhaitent la Paix de l'Empire.

Bonne inclination de la Reine Chriſtine pour la France.

Nous voyons par toutes les Lettres du Sieur Chanut la bonne inclination, que la Reine témoigne avoir pour la France; mais il faut avouer, que ni au fait de l'Evêché d'Oſnabrug, ni aux autres choſes, qui ſe ſont ici paſſées, nous n'avons pas connu, que ſes Miniſtres ayent tous eû l'égard qu'ils devoient à ſes ordres. Ce qui ne s'eſt pas remarqué en Monſieur Oxenſtiern ſeulement, mais en Monſieur Salvius même. Nous eſtimons néanmoins qu'il

de la France.

L'on ne manquera pas à la premiere occaſion, qui ſe preſentera de faire connoître aux Mediateurs, que nos Parties s'éloignans des moyens d'un prompt accommodement, il pourra bientôt arriver que la France augmentera ſes prétentions; particulierement dans les affaires de Catalogne, & de Portugal.

Et de pluſieurs Princes d'Italie qui s'attachent à la France.

Nous avons eu beaucoup de joye d'aprendre que pluſieurs Princes en Italie s'attachent de nouveau aux intérêts de la France. Ce qui ne peut produire que de très-bons effets, ſoit dans la continuation de la Guerre, ou même dans le Traité de la Paix.

Les Plenipotentiaires François travaillent à reformer le Projet des Impériaux.

Nous entrons ſouvent en Conférence avec les Ambaſſadeurs de Suéde, afin de reformer le Projet qui nous a été donné par les Impériaux, & d'ajuſter toutes choſes enſemble pour rendre notre Traité & le leur conformes, autant qu'il ſe pourra.

Touchant la ſatisfaction de la Landgrave.

Nous ne laiſſons pas cependant d'agir pour nos Alliés, ayant fait depuis peu une vive inſtance aux Impériaux pour la ſatisfaction de Madame la Landgrave. Nous demandons qu'elle ait la Succeſſion du Landgrave Louis, qui eſt depuis longtems contentieuſe entre les Maiſons de Heſſe-Caſſel, & Darmſtad, à la reſerve d'une partie qui demeurera à ce dernier, s'il veut conſentir, ſinon elle ſera miſe & maintenuë en ſa poſſeſſion par l'Empereur, & les Etats de l'Empire, outre qu'elle doit avoir quatre Bailliages dans la Comté de Schomberg; & de plus un million de Riſdalles. Les Impériaux ont dit que pour le fait de la Succeſſion, ils en parleroient au Député du Landgrave de Darmſtad. & ſur ce point-là il y a lieu d'eſperer, qu'il pourra être arrêté du contentement de Madame la Landgrave. Mais ils prétendent qu'elle ſe doit contenter d'ailleurs des quatre Bailliages de la Comté de Schomberg, qu'ils font valoir beaucoup, & de ſix cens mil Riſdales qu'on lui accorde, en lui laiſſant des Terres engagées, juſques à l'entier payement.

Leurs Soins en faveur du Palatin.

Nous avons auſſi fort travaillé pour la cauſe Palatine, & quoique les Plenipotentiaires de Suéde ne ſe puiſſent empêcher de témoigner de l'averſion, & une mauvaiſe volonté contre l'Electeur de Baviére, nous eſperons pourtant que les choſes demeureront aux termes qu'elles ont été arrêtées à Oſnabrug.

Et des autres Princes Allemands.

Les affaires du Marquis de Bade, & celles du Duc de Wirtemberg nous ont auſſi occupé.

Comme auſſi des Proteſtans.

Nous envoyons la copie de deux Projets, qui nous ont été délivrés par les Médiateurs, de la part des Impériaux. On y trouvera de la différence, parce que l'un a été donné par Monſieur le Nonce, & dans celui-là, il n'eſt point parlé des affaires des Proteſtans, & il y a même des choſes couchées & énoncées autrement qu'elles ne doivent être. Et l'autre a été délivré par Monſieur Contarini. Il y a beaucoup à changer, & à reformer en tous les deux, à quoi nous travaillons preſentement, & ferons enſorte, qu'en l'un & l'autre il n'y aura ni diverſité, ni contrarieté, mais ſeulement quelques choſes omiſes en celui qui paſſera par les mains du Miniſtre du Pape, avec clauſe néanmoins que leſdites omiſſions ne pourront nuire. Les Suédois qui avoient été en peine de cette diverſité, ſont demeurés ſatisfaits, quand nous leur avons dit, que nous en uſerions

tout cas il eſt bien aſſuré, que nous ne ſouffrirons pas qu'il ſoit rien diminué de ce dont on eſt convenu, & qui a été redigé par écrit dès le mois de Septembre dernier.

Affaires de Baviére.

Le Duc de Baviére ayant été averti par ſes Ambaſſadeurs, que les Plénipotentiaires de Suéde prétendoient avoir la premiere place dans le College des Princes de l'Empire, & qu'ils revoquoient en doute tant la confirmation de l'Electorat en ſa Maiſon, que la retention du haut Palatinat, leur a envoyé ordre de préſenter aux Etats de l'Empire un certain Ecrit, duquel les Plénipotentiaires de Suéde s'étant piqués, nous en ont fait grande plainte. Nous nous ſommes employés vers les uns & les autres, pour pacifier ce différend, faiſans connoître aux Suédois, que le Duc de Baviére étant en ſuſpenſion avec les Couronnes, elles devoient porter ſes intérêts, & que ne le faiſant pas, c'étoit agir ſelon l'intention des Impériaux, qui ſont animés contre ledit Electeur, que d'ailleurs ils menacent de le ſolliciter de rentrer dans leur parti, à quoi le mauvais traitement, qu'il recevroit des Couronnes le pourroit engager de nouveau. Nous avons dit auſſi à l'Ambaſſadeur de Baviére, qu'il ne devoit pas avoir préſenté cet Ecrit, ſans nous en donner avis, & que nous euſſions eſſayé de procurer à ſon Maître tout contentement auprès de nos Alliés. Il s'eſt excuſé ſur l'ordre précis, qu'il en avoit reçu, & a témoigné vouloir vivre avec reſpect, & toute bonne correſpondance envers la Suéde, pourvû que ſon Maître en reçût tous les bons offices, qu'il en devoit raiſonnablement attendre; deſorte que l'affaire eſt aujourd'hui en meilleur état, & nous eſperons faire enſorte que les Suédois appuyent plutôt les intérêts dudit Duc, que ceux de l'Empereur, quoique nous aurons de la peine à gagner cela ſur eux.

Mais nous ne devons pas manquer de donner avis que le Baron d'Azenlang nous a dit en confidence, priant de ne le point nommer, & de tenir la choſe ſecrette, que le Comte de Trautmansdorff lui avoit dit, que les Plénipotentiaires de Suéde s'étoient offerts de faire une ſuſpenſion particuliere avec l'Empereur, & de rompre celle qu'ils ont avec Baviére. Nous témoignames audit Ambaſſadeur, que c'étoit une invention de nos Parties pour nous brouiller enſemble; que nous étions aſſurés de la fidélité des Suédois, & qu'il devoit croire, que la France avoit en telle recommandation les intérêts de Monſieur le Duc de Baviére, qu'elle ne ſouffriroit jamais qu'on lui fît aucun tort.

Bonne intelligence entre les Impériaux & les Suédois.

Encore que nous n'ajoutions pas une entiere creance à ce diſcours, il ne laiſſe pas pourtant de nous donner de la peine, vû même qu'il paroit un concert entre les Impériaux & les Suédois, en ce que ceux-ci nous ont déclaré qu'ils ſe contenteroient pour la ſatisfaction de leur Milice, de mettre un Article au Traité, par lequel il ſeroit reconnu qu'elle eſt duë, & que pour le payement ils en conviendroient après

coton, & tous les deux nous ont voulu engager à leur donner parole, qu'il leur ſeroit payé; ce que nous n'avons pas fait, leur ayant ſeulement dit que nous en avons écrit.

des Subſides.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 30. Juin 1647.

Retardement des Dépêches. On les preſſe pour finir le Traité de l'Empire. Affaires de Mantouë. Et de Baviére.

MONSIEUR,

Retardement des Dépêches.

NOus vous avons déja donné avis que les Dépêches nous arrivent plus tard de deux jours, depuis que leurs Majeſtés ſont à Amiens, que celles que les particuliers reçoivent du même lieu par l'Ordinaire. Si la Cour ne changeoit bientôt de demeure, nous vous ſupplierons de commander qu'on leur donnât une autre adreſſe qu'à Cologne, d'où elles nous viennent ici.

On les preſſe pour finir le Traité de l'Empire.

Le Traité d'Eſpagne ne nous donne aucune occupation, mais celui de l'Empire eſt fort preſſé par les Suédois, & par les Princes & Etats de l'Empire, qui concourent tous en cela avec les Miniſtres de l'Empereur, & nous accuſent comme ſi nous étions cauſe du retardement de la Paix en Allemagne. Nous diſons que leurs Majeſtés ont aſſez fait connoître le grand deſir qu'elles avoient de l'y établir par toutes les facilités, qu'elles y ont aportées; mais qu'il n'eſt pas raiſonnable d'exiger de nous, que nous procurions la Paix à ceux qui declarent en même tems, qu'ils nous veulent continuer la Guerre, quoique ſous un autre nom, & que ce ne ſeroit pas un effet de prudence de ſe déſaiſir de tant de Païs & de Places que nous occupons, & de fournir de grandes ſommes aux Archi-

Digitized by Google

ce la peine à ne les pas conſiderer, mais en un lieu où la Paix eſt ſi ardemment deſirée; tout ce qui ſemble la retarder déplait. Nous faiſons voir qu'elle ne peut être aſſurée, ſans la condition que nous demandons, & que l'Empire ne ſera jamais en repos, tant que l'Empereur prêtera ſon nom, ſon autorité & ſes forces aux deſſeins ambitieux de la Maiſon d'Eſpagne, c'eſt ce qui s'agite le plus à préſent dans cette Aſſemblée.

Affaires de Mantouë.

Les Miniſtres de Mantouë ont dit avoir eû charge de leur Maitreſſe, de nous donner part de l'armement qu'elle ſe diſpoſoit de faire, à cauſe du différent qu'elle a avec le Duc de Parme, & s'accuſent eux d'avoir été trop negligens à nous en parler, diſans préſentement qu'ils ne ſont pas aſſurés ſi cet armement continuera. Ce qui les a rendus moins ſoigneux, eſt que l'abſence de la Cour aura été cauſe que leurs Collegues, qui ſont en France auront fait la même choſe.

Et de Baviere.

Le différend de Monſieur l'Électeur de Baviére avec les Plénipotentiaires de Suéde, pour la ſeance, eſt terminé. Nous lui avons rendu de bons offices; & ſans entrer en aucune conteſtation avec leſdits Plénipotentiaires, nous avons fait enſorte qu'ils ont déclaré qu'ils ſe contenteroient de la cinquiéme place, ſoit au Banc des Eccleſiaſtiques, ou des Princes Seculiers, dont ils n'ont pas encore fait élection. Nous porterons en tout autres rencontres les intérêts dudit Electeur, comme il nous eſt ordonné.

Il reſte, Monſieur, à vous rendre de très-humbles graces des nouvelles dont vous nous faites part, & à vous ſupplier de nous continuer la même faveur, & de croire que nous ſommes &c.

MEMOIRE

De Meſſieurs les PLENIPOTENTIAIRES, ENVOYE' EN COUR

Le 30. Juin 1647.

Les Suédois preſſent pour la Paix de l'Empire. Les François au contraire, à moins que le Traité avec l'Eſpagne ne ſoit conclû. Soupçons contre les Suédois. Mouvement des armées de Suéde. Sur l'affaire des ſubſides. Les Eſpagnols gardent le ſilence. Et de Baviere touchant la ſeance.

Les Suédois preſſent pour la Paix de l'Empire.

IL eſt vrai que les points qui ſont encore indécis peuvent faire differer longtems la concluſion du Traité de l'Empire. Mais il eſt vrai, que les Plénipotentiaires de Suéde nous preſſent extrémement, & témoignent avoir grand deſir, & grande hâte de le finir. Le Sieur Eſcken les a vus à Osnabrug, avant qu'ils en ſoient partis pour venir en cette Ville. Ils l'ont auſſitôt renvoyé à Monſieur Koningsmarck, & delà à Monſieur Wrangel. Pour Bensfeld, il ne ſe voit aucune diſpoſition à ces Meſſieurs de le demander, quoique nous en ayons parlé ſouvent en particulier à Monſieur Salvius, & ſans doute cela n'arrêtera pas les affaires. Quant à la ſatisfaction de la Milice Suédoiſe, c'eſt avec beaucoup de raiſon, que l'on juge que ce point étant ſi difficile à ajuſter, & plus encore à trouver les moyens de l'execution, il ne devroit pas être ſitôt terminé. Nous avons vû même, par les dernieres Lettres du Sieur Chanut, que la Reine de Suéde & ſon Conſeil à Stockholm, entendent qu'il ſoit reſolu & arrêté de tout point avant que de conclure la Paix, & que leur prétention eſt telle, que nous n'eſtimons pas que l'on y pût jamais ſatisfaire, ayant été parlé de dix Monſtres. Mais leſdits Sieurs Ambaſſadeurs nous ont déclaré pluſieurs fois, qu'ils ſe contenteront de convenir, que la ſatisfaction ſoit donnée en la maniere, qu'il eſt porté par un Article fort court, dont la copie ſera miſe en la marge, & qu'ils s'accorderont après avec les Impériaux *de quantitate & modo*. Ce ſont leurs paroles. Enfin ils diſent que cela n'empêchera pas la ſignature du Traité, ſoit qu'ils faſſent cette déclaration, pour nous preſſer encore davantage, & pour reconnoître, ſi nous avons la volonté d'achever promptement, ſoit qu'en effet il y eût ſur cela quelque concert entr'eux & les Impériaux.

Les François au contraire, à moins que le Traité avec l'Eſpagne ne ſoit conclû.

L'on a jugé très-prudemment à la Cour, que l'on doit ſur tout éviter, qu'il paroiſſe que l'intention de leurs Majeſtés ſoit de faire marcher les deux Traités d'un même pas, & que les difficultés ne doivent pas venir de la part de la France, mais naître dans les choſes mêmes, ſans qu'elles paroiſſent recherchées. Nous eſſayons de regler ici toute notre conduite ſelon ce deſſein, témoignans aux Suédois, que nous n'avons pas moins de volonté, qu'eux de finir promptement. Et puiſque la Reine nous a fait l'honneur de ſavoir nos ſentimens, ils feroient bien de continuer la Guerre en Allemagne, ſi le Traité d'Eſpagne ne ſe fait point, eſtimans que la crainte de la ruine entiere de l'Empereur, ſeroit un puiſſant motif au Roi d'Eſpagne, pour le porter à faire la Paix, & à nous accorder les conditions qu'on déſire de lui. Nous ne voyons aucun moyen plus efficace, pour y porter les Suédois, que la continuation du ſubſide, & de tenir toujours une armée deça le Rhin; mais comme il eſt incertain en l'état où ſont les affaires, s'ils voudroient s'accommoder à nos deſſeins, & qu'il peut arriver que nous ſerions obligés de les ſuivre, & de nous laiſſer conduire par eux, notre opinion eſt en ce cas, qu'il vaut bien mieux conclure le Traité preſentement avec eux, s'il

l'Empereur, nous semblent très-bien fondées, & nous avons resolu de persister sur ce point jusques au bout, n'y ayant pas d'apparence, que les Plénipotentiaires de Suéde voyant la Reine si bien intentionnée envers la France, se portent jamais à aucun manquement. Toutefois, pour ne rien dissimuler aussi de la verité, quand nous faisons réflexion sur leur conduite passée, & sur ce qu'ils ont déclaré depuis deux jours aux Députés de Madame la Landgrave, qu'ils vouloient sortir d'affaires, lorsque sa satisfaction sera arrêtée, nous avons quelque sujet d'être sur nos gardes.

Ce qui accroît cette jalousie, c'est un discours ordinaire en la bouche de Monsieur Oxenstiern, qui se plaint & dit que l'Alliance est finie, puis qu'on ne se tient plus obligé au subside, & que l'on a retiré l'armée de l'Allemagne.

On lui répond que la France a été si ferme dans les interêts de la Couronne de Suéde, qu'elle a fait la Guerre pendant dix mois conjointement avec elle, jusques à ce qu'ils ayent été entierement arrêtés; que l'on l'a même continuée, en un tems où il ne s'agissoit que de certaines choses, auxquelles on n'étoit nullement obligé, & de plus choquoient en quelque façon l'honneur & la reputation de la France; que l'on n'a jamais cessé, que le Duc de Baviére n'ait été enfin reduit de traiter avec eux; que par ce moyen on a rendu inutiles à l'Empereur les seules forces, contre lesquelles on a toujours déduré que nous fussions opposés. Que nous n'avons jamais voulu achever nos affaires, sans qu'ils eussent eû un entier contentement, quelque sollicitation qui nous ait été faite. Ce qui fait voir la fidelité & constance, que l'on a eue pour la Suéde, même au delà des obligations, & qu'enfin Monsieur Oxenstiern n'a pas ci-devant desaprouvé, que l'armée du Roi, repassât le Rhin; ayant même dit, qu'il croyoit qu'elle ne s'éloigneroit pas beaucoup de l'Allemagne. Quand il entend ces raisons, il semble, qu'il en soit persuadé, & ne peut repliquer, mais l'inégalité de son esprit, & les instances d'achever le Traité, qui lui sont faites par les Impériaux, & les Protestans même nous donnent de la peine. L'on peut joindre à cela ce qui nous a été dit par les Députez de Madame la Landgrave, que depuis peu il a reçu des Lettres de Monsieur le Chancelier son Pere, qui le portent à presser l'accommodement sur ce qu'ayant été soupçonné en Suéde de ne vouloir pas la Paix, il veut faire voir le contraire.

Mouvement des armées de Suéde.

L'on tient ici l'armée de l'Empereur en assez bon état; les Plénipotentiaires de Suéde veulent qu'on la croye puissante, & font sonner haut les forces qui s'assemblent contr'eux, mais cela n'a pas empêché Monsieur Wrangel de marcher vers la Bohême, & Koningsmarck s'arrête à prendre les Places de l'Evêque d'Osnabrug, quoiqu'il soit dit par les Préliminaires, qu'on n'entreprendra rien dans ledit Evêché. Ce qui fait voir que les Suédois ne sont pas faite, & qu'il ne s'y rende pas difficile, ou moins favorable à ce que nous désirons. Pour l'affaire en soi, il sembleroit que si la Paix se doit faire promptement, il n'y auroit aucune nécessité de payer le subside, si ce n'étoit que l'on en retirât d'ailleurs quelque notable avantage; mais si l'intérêt de la France retarde la conclusion du Traité, il sera bien malaisé de ne l'accorder pas pour le terme échû, & pour autant de tems que la Guerre continuera.

Les Espagnols gardent le silence.

Nous avons été bien aises d'avoir suivi les sentimens de la Cour, en ne faisant point d'ouverture, & ne nous relachant d'aucunes nouvelles choses envers les Espagnols. Ils s'en fussent sans doute enorgueillis; au lieu de se mettre à la raison, ils continuent dans leur silence, & nous dans la pensée, que les armes du Roi emportans bientôt quelque avantage sur eux, ils deviendront plus traitables. Le changement arrivé depuis en Angleterre produira aussi peut-être un bon effet, tant envers eux, que Messieurs les Etats.

Nous avons apris avec joye que ce que l'on avoit ici de Casal est peu de chose, & que le Marquis Mercurien a donné en cette rencontre de nouvelles preuves de sa probité. Nous ne manquerons pas de parler aux Ministres de Mantoue conformément à ce qui nous est ordonné.

Etat de l'affaire de Bensfeld.

Nous avons déja marqué ci-dessus, que les Ambassadeurs de Suéde ne se témoignent pas fort échaufés de la proposition de Bensfeld. Monsieur Salvius même semble n'y trouver pas les dispositions convenables, & s'il ne vient des ordres de Stockholm, qui soient bien exprès, il y a peu d'aparence que cette affaire reüssisse. Nous en avertissons le Sieur Chanut, afin qu'il reveille le Comte de la Garde sur une chose où il a le principal intérêt.

Le bon état où est présentement l'armée du Roi nous rejouit, & soulage la crainte, que nous donneroit autrement la nouvelle, qui est venue ici depuis peu, & dont nous ne savons pas encore le détail, que l'armée d'Allemagne a repassé le Rhin.

L'Empereur veut se reserver d'assister l'Espagne.

Les Ministres de Baviére, qui sont ici nous parlent du point de l'assistance de l'Empereur au Roi d'Espagne, en la sorte que font leurs Collegues à la Cour, mais ils ne sont pas secondés, & il est vrai, que quasi tous les Députez des Princes & Etats de l'Empire tiennent un autre langage. Tous ceux qui pour avancer la Paix disoient, il y a quelque tems, que les affaires de l'Empire n'avoient rien de commun avec celles d'Espagne, favorisent à cette heure le refus que fait l'Empereur, croyant que notre demande retarde la conclusion du Traité.

L'Electeur de Baviére n'a plus rien à démêler au fait de la seance avec la Couronne de Suéde.

Les Plénipotentiaires nous ont dit qu'ils se contenteroient de la cinquiéme place, soit dans le Banc des Ecclesiastiques, qui étoit celui de l'Archevêché de Bremen, qui fait partie de leur satisfaction, soit dans celui des Princes Seculiers.

Il

auriez pas eu en autre quelque plainte audit Sieur de Rotenhan, & de l'obliger à prendre garde plus soigneusement à ses paroles.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 7. Juillet 1647.

Differend qu'a eu le Ministre de France à Cassel.

MONSIEUR,

LA derniere Dépêche de la Cour ne nous a été renduë qu'aujourd'hui, desorte que nous n'avons pas eû le tems de la considérer, & d'y faire réponse par cet Ordinaire, nous étant contentés de rendre compte par le Mémoire de ce qui s'est fait en l'Assemblée pendant la semaine.

Differend qu'a eu le Ministre de France à Cassel.

Le Sieur de Beauregard est en cette Ville depuis quelques jours. Il vous écrit le differend qu'il a eû à Cassel pour son logement, & ce qui est arrivé ensuite. Nous nous sommes étonnés de ce que les Ministres de Madame la Landgrave ne nous ont rien dit de cette affaire, ni fait aucune justification ou excuse; nous n'avons pas crû leur en devoir parler les premiers, & il n'eut pas été de la dignité du Roi, de renvoyer ledit Sieur de Beauregard à Cassel, sans qu'on lui ait fait satisfaction, vû même, que nous ne voyons aucun inconvenient, quand il n'y aura cependant aucun Ministre de la part de Sa Majesté, auprès de Madame la Landgrave. Ledit Sieur de Beauregard est une personne, dont la prudence & la moderation est connuë par les longs services, qu'il a rendus en Allemagne. Il attend ici le commandement de la Reine.

Nous vous supplions, Monsieur, de faire prendre sur cela une prompte resolution, & qu'il puisse être assuré de ce qu'il aura à faire; nous vous rendons graces au surplus de tous les soins que vous avez agreable de prendre pour nous, & nous sommes &c.

MEMOIRE

De Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le septiéme Juillet 1647.

Ils donneront le Projet pour avancer la Paix. Les Suédois insistent pour la satisfaction de la Landgrave. Affaires du Palatin. Sentiment des Suédois par raport aux assistances de l'Empereur pour l'Espagne.

NOus faisions état de mettre la semaine passée notre Projet entre les mains des Médiateurs, pour leur faire voir, & particulierement aux Suédois, que nous n'avons pas moins de volonté d'avancer la Paix, qu'ils en témoignent par tout. Mais eux-mêmes nous ont requis de surseoir, jusques à ce que la satisfaction de Madame la Landgrave fût terminée de tout point. Sur quoi nous voyons de perpetuelles inégalités dans l'esprit de Monsieur Oxenstiern, qui avoit déclaré dernierement aux Députez de Hesse, que les offres des Impériaux pour ladite satisfaction lui sembloient raisonnables, & qu'il étoit resolu de conclure la Paix, sans insister davantage sur les autres prétensions. Maintenant il nous propose de tenir ferme sur tout, à quoi nous les avons les premiers exhortés, & de plus il dit, que jusques là, il ne faut point donner le projet. Cette proposition étant jointe aux pressantes instances desdits Députez, nous nous y sommes conformés, & avons fait savoir à Messieurs les Médiateurs, que nous ne voulions pas délivrer le Projet, qu'apres qu'on auroit conclu les affaires qui regardent Madame la Landgrave. Monsieur Contarini nous fit hier réponse, que les Impériaux appellent cela un retardement affecté, lequel ils ont mal reçu, ne se plaignans pas moins des Plénipotentiaires de Suéde, que de nous: ainsi nous continuons en toutes rencontres, la conduite, qui nous a été ordonnée, puisqu'au lieu de faire paroître, que nous avons dessein de retarder la conclusion du Traité de l'Empire, il n'a tenu qu'à nos Alliez, que nous n'ayons mis en main aux Impériaux, dequoi sortir promptement de tout le reste des affaires. Mais comme cette piéce est attenduë avec grand désir de toute l'Assemblée, si nous voyons qu'un plus long délai pût aporter du préjudice, ou que les Suédois changeassent encore d'avis, comme ils pourront bien faire, nous la donnerons aux Médiateurs.

Ils donneront le Projet pour avancer la Paix.

Les Suédois insistent pour la satisfaction de la Landgrave.

La surseance que Monsieur Oxenstiern nous a demandée en faveur des Hessiens, n'est pas la seule

qui eſt tout à fait conforme au déſir de Monſieur le Duc de Baviére; car non ſeulement la premiere Dignité Electorale entre les Seculiers, demeure à ſa Maiſon, & à celle de ſon frere, tant qu'il y aura des mâles, mais auſſi tout le haut Palatinat, ſans qu'il ſoit chargé du Doüaire de la Mere, ni de la Dot des Sœurs, ni de l'appanage des Freres de Monſieur le Prince Palatin.

Et de plus nous avons fait enſorte que l'on a rayé l'Article, par lequel on vouloit obliger à y laiſſer l'exercice de la Religion Lutherienne en l'état qu'il étoit en 1624. La Maiſon Palatine doit renoncer poſitivement à leurs prétentions au contraire : les améliorations dans le haut Palatinat ſont reſervées aux heritiers des filles de la Maiſon de Baviére, au défaut d'hoirs mâles, & enfin tout ce que les Miniſtres de ce Prince ont ſouhaité, le voilà conclu & mis par écrit du conſentement des deux Couronnes : mais ils comprennent fort bien, que leur Maître en a toute l'obligation à la France, & promettent auſſi toute fermeté, & bonne correſpondance de ſa part dans les intérêts du Roi. La ſeule choſe qui reſte à ajuſter en cette affaire, eſt que les Plénipotentiaires de Suéde y concourent, & nous eſſayerons de rejetter ſur l'Empereur une partie des charges, dont il eſt parlé ci-deſſus. Ils ne veulent porter que ce qui regarde les Cadets du Prince Palatin, pour leſquels il doit fournir quatre cens mil Riſdalles. Mais comme le droit eſt auſſi acquis à la Doüairiere, & aux filles ſur l'un & l'autre Palatinat, nous diſons qu'à raiſon de celui qui demeure au Duc de Baviére, il eſt juſte que l'Empereur ſe charge de la moitié du Doüaire, & de la Dot, puiſqu'il s'acquite par ce moyen de treize millions. Il y a auſſi quelque difference entre les termes dont les Suédois, & nous voulons uſer pour laiſſer l'exercice de la Religion Catholique dans le bas Palatinat; mais cela ſe paſſe ſans mécontentement de part ni d'autre, & nous eſperons d'en convenir à la premiere vuë.

Sentiment des Suédois par raport aux aſſiſtances de l'Empereur pour l'Eſpagne.

Quand nous avons parlé avec eux ſur le point de la liberté que l'Empereur ſe veut reſerver d'aſſiſter comme Archiduc le Roi d'Eſpagne, entre autres difficultés, qu'ils y ont faites, ils ont dit que la ſatisfaction de la France étant reglée depuis un longtems, elle n'avoit à déſirer autre choſe en particulier, que ce dont on étoit convenu.

On leur a répondu, que le point de la ſureté avoit été remis comme étant un Article commun, & auquel l'intérêt des deux Couronnes ne ſe peut diviſer; que cela eſt ſi veritable, que lorſque la ſatisfaction de Suéde a été arrêtée à Oſnabrug, il a été mis une clauſe expreſſe à notre requiſition, que leur convention n'auroit lieu, qu'après que tous les intérêts de la France ſeront ajuſtés, & ſur ce on les a fait ſouvenir qu'eux-mêmes ayant demandé alors quels pouvoient être ces intérêts on leur avoit dit nom-

uns diſent qu'il faudroit limiter le ſecours; d autres ont propoſé que l'Empereur pourroit s'obliger de ne donner aucune aſſiſtance au Roi d'Eſpagne, pourvû que le Roi promît de ne ſe ſervir point des Troupes de ſes Alliés. Il a été dit auſſi, que puis que le Roi ſe veut conſerver la liberté d'aſſiſter celui de Portugal, il ne ſeroit pas juſte d'empêcher l'Empereur d'aſſiſter le Roi Catholique contre le même Roi de Portugal.

Quoique de telles ouvertures ne ſe faſſent pas de la part des Impériaux, elles viennent néanmoins de ceux qui les voyent ordinairement; c'eſt pourquoi nous avons eſtimé en devoir donner avis, & que la voix commune eſt contraire à notre prétenſion, chacun eſtimant que la France doit accepter en cela quelque temperament. Quant à nous, nous avons dit par tout juſques ici que la Paix ne ſe peut faire ſans cette condition, & n'avons oublié aucunes des raiſons que nous avons pû imaginer pour en faire connoître la juſtice. Nous ſupplions très-humblement la Reine de nous faire ſavoir ſa volonté, ſi lorſqu'on viendra à la diſcuſſion de cet Article-là, nous devons demeurer ſimplement dans les termes, où juſques à préſent nous avons perſiſté, ou ſi l'on pourra ſe laiſſer entendre ſur quelques unes des ouvertures qui ſeront faites, vû principalement que nos Alliez, quoique mieux perſuadés de notre droit qu'ils ne le paroiſſoient être il y a quelque tems, ne ſont pas aſſez affermis dans le ſentiment qui ſeroit à déſirer; qu'ils ne nous tiennent d'autre langage, ſinon qu'il faut faire la Paix, & qu'ils y ſont obligés, qu'ils ont dit & aux Impériaux & à d'autres que c'eſt nous qui la retardons, & qu'il pourroit arriver telle choſe, qu'ils ſeroient prêts à prendre une reſolution à notre préjudice.

Le Mémoire du Roi du vingt-neuviéme du mois paſſé, a été ſur les chemins plus longtems encore que les autres, & ne vient que d'être achevé de dechiffrer. Ce qui nous oblige d'en differer la réponſe au premier Ordinaire.

MES.

Digitized by Google

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

Du 15. Juillet 1647.

Les Eſpagnols ne ſe preſſent pas à faire la Paix depuis la levée du Siége de Lerida. Mutins dans l'armée de Baviere.

MONSIEUR,

Les Eſpagnols ne ſe preſſent pas à faire la Paix depuis la levée du ſiége de Lerida.

LA Dépêche de la Cour du ſixiéme de ce mois ne nous a été renduë que le quatorziéme bien tard; ce qui nous a empêché d'y faire réponſe : le Sieur de Croiſſi eſt parti de cette Ville. Il a avec lui un Député que Meſſieurs les Evêques de Bamberg & de Wirtzbourg envoyent à leurs Majeſtés. Les Eſpagnols ſe montrent bien éloignés des penſées de Paix, & font grand bruit de la levée du ſiége de Lerida, & de l'état où eſt celui de Landreci, ſe promettant merveilles cette Campagne, & mêlans pluſieurs nouvelles parmi celles qu'ils ont euës ici à leur avantage pendant cette ſemaine. Celle de la revolte des Troupes de Monſieur le Duc de Baviere donne beaucoup à penſer, & tient nos Alliés en grande méfiance. C'eſt, Monſieur, ce que nous vous pouvons dire après un Mémoire ſi ample, qui vous aprendra ce qui ſe paſſe ici préſentement. Nous vous ſupplions de croire que nous ſommes &c.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR,

Le 15. Juillet 1647.

On ne donnera pas le Projet pour la Paix juſques à ce que la ſatisfaction de la Landgrave ſoit réglée. Ils donnent néanmoins aux Mediateurs ce qui regarde la ſatisfaction particuliere, & ils ſe reſervent de le leur donner tout entier. Jugement des Médiateurs. Et du Comte de Trautmanſdorff. Comme auſſi des autres Miniſtres au Congres. Trautmanſdorff veut quiter Munſter. On croit que c'eſt par les perſuaſions des Eſpagnols. Avantages que la France peut retirer de ce depart. Troubles dans l'armée Bavaroiſe. Avis des Plenipotentiaires François. Ils communiquent cette nouvelle aux Suédois. Sentiment des François. Les Suédois inſiſtent pour la continuation des ſubſides. On ſouhaite que les deux Traités de l'Empire & de l'Eſpagne ſe terminent en même tems. On ſe mefie des Suedois. Précautions qu'on peut y prendre. Touchant le Traité avec la Baviere. Leurs entretiens avec les Suedois au ſujet du départ de Trautmanſdorff. Deſertion des Troupes de Baviere. Les Impériaux hâtent leur Traité avec les Suedois. Ils preſſent le retour des Députez Hollandois à Munſter.

On ne donnera pas le Projet pour la Paix juſques à ce que la ſatisfaction de la Landgrave ſoit réglée.

NOus avons fait ſavoir, comme il a été reſolu entre les Plénipotentiaires de Suéde & nous, que notre Projet ne ſeroit point délivré aux Impériaux, que la ſatisfaction de Madame la Landgrave ne fut ajuſtée de tout point,

Médiateurs en partie.

re main, & de faire voir, que nous n'étions pas en demeure, & pour lever auſſi l'opinion, que pluſieurs avoient conçue que l'on ſe preparoit à faire quantité de nouvelles demandes.

Et ils ſe reſervent de le leur donner tout entier.

En délivrant cette piéce aux Médiateurs, nous leur dimes, que le Projet entier du Traité étoit dreſſé, & que nous le donnerions auſſitôt, que la ſatisfaction de la France, & de Madame la Landgrave ſeroit arrêtée, que ſi les Impériaux avoient toute la bonne volonté de conclure qu'ils publioient, il étoit en leur pouvoir de le faire en vingt-quatre heures, puiſque nous n'avions rien ajouté à ce dont nous étions convenus avec eux depuis un ſi longtems, que les grandes dépenſes, qué leurs Majeſtés avoient été obligées de faire, jointes aux conquêtes & nouveaux avantages qu'ils avoient emportés, donnoient lieu d'augmenter avec juſtice leurs demandes; mais qu'elles continuoient dans leur moderation, & ne vouloient autre choſe que ce qui leur avoit été accordé ci-devant.

Que les Impériaux avoient mis dans l'Article de ladite ſatisfaction pluſieurs choſes contre ce qui avoit été arrêté, & qui en avoient été retranchées, après de longues conteſtations, qu'ils avoient auſſi ajouté quelques clauſes, auxquelles nous conſentions en partie; & pour celles où ils avoient formé de la difficulté, que nous les avions un peu étenduës pour les expliquer ſeulement.

Jugement des Médiateurs.

Leſdits Sieurs Médiateurs examinerent avec nous tous les Articles, & parce qu'ils avoient été imbus d'opinion, que nous avons de grandes prétentions à mettre ſur le tapis, ils furent ſatisfaits, quand ils furent le contraire, & dirent que ſi les Impériaux euſſent mis ce point dans les mêmes termes où il avoit été couché, ils auroient crû raiſonnable, qu'il n'y eût rien de changé auſſi de notre part; mais puiſqu'ils s'étoient donnez les premiers la liberté d'y faire du changement, l'on ne pouvoit blâmer, que nous y euſſions voulu aporter des explications à l'avantage de la France, toutefois qu'ils eſtimoient que les uns & les autres en devoient demeurer preciſément à ce qui avoit été une fois reſolu.

La plus grande difficulté fut ſur l'obligation que l'on demande de l'Empereur, de n'aſſiſter point le Roi d'Eſpagne; ſur quoi ils dirent que le Comte de Trautmanſdorff leur avoit fait voir une Lettre de l'Empereur, par laquelle il lui mandoit, qu'il n'y avoit aucun parti à prendre en ce point-là, & qu'il ſe devoit tenir ſimplement ſur la negative.

Pour faire court, l'Article de la ſatisfaction a été délivré, & nous avons ſû que le Comte de Trautmanſdorff l'ayant fait lire, s'arrêta ſur quelques points, qu'il dit ne pouvoir être accordés, comme celui de Landgrave d'Alſace, qu'il ſoutient que l'Empereur peut retenir. Item ſur ce que l'on prétend, qu'il ſe trouve enclavé dans les Dioceſes de Metz, Toul, & Verdun, il doit être ſujet du Roi; mais quand on vient

louërent la moderation de leurs Majeſtés, & témoignérent aſſés qu'on leur avoit voulu perſuader le contraire. Quant aux affaires de Madame la Landgrave, nous leur repondimes, que nous étions obligés d'appuyer ſes prétentions, & que la France avoit d'autant plus de droit de demander par autrui, que ni pour la recompenſe de ſa Milice, ni pour les intérêts, qui la concernent en particulier, elle n'avoit prétendu autre choſe, qui fût à la charge des Etats de l'Empire.

Trautmanſdorff veut quiter Munſter.

Le Comte de Trautmanſdorff perſiſte dans la reſolution de partir de Munſter, il nous vint dire à Dieu, il y a quelques jours, aſſurant que le ſervice & les commandemens de ſon Maître, ſa ſanté & ſes affaires particulieres ne lui permettoient pas faire ici un plus long ſéjour, que ſes Collegues avoient le même pouvoir que lui, & qu'il ſouhaitoit que les affaires qui étoient ſi bien acheminées puſſent être bientôt conduites à leur fin.

Nous lui dimes, que ſa préſence pouvoit beaucoup aider à la concluſion, & il répondit, enſorte qu'il paroiſſoit qu'il dût demeurer encore ici quelque tems. Les Plénipotentiaires de Suéde, auxquels il avoit fait le même compliment, le jugeoient ainſi avec nous: mais ſoit que le déſir de retourner auprès de ſon Maître ait prévalu ſur les autres conſiderations, ou qu'il ait jugé, que la difficulté d'obliger l'Empereur à n'aſſiſter point le Roi d'Eſpagne, ne puiſſe être ſurmontée, ſoit que les nouvelles qui ſont arrivées cette ſemaine l'ayent fortifié dans le deſſein qu'il avoit, il eſt ſur le point de partir de cette Ville, laiſſant l'Aſſemblée. Si l'Empereur a la même volonté d'achever le Traité qu'il avoit euë ci-devant, ou ſi l'action de Jean de Wert, & l'état préſent des choſes, lui a fait prendre d'autres conſeils, le temps nous l'apprendra.

On croit que c'eſt par les perſuaſions des Eſpagnols.

Pluſieurs croyent que le Comte de Peñaranda a fort aidé à cette reſolution, & qu'il la preſſoit depuis longtems, n'étant pas peut-être bien aiſe de voir tant avancer le Traité de l'Empire. On ajoûte que Peñaranda doit avoir dorenavant la direction dudit Traité, d'autant que le Comte de Lamberg, qui eſt le premier en la Députation d'Oſnabrug, eſt tout à fait dans les intérêts d'Eſpagne, & que le Docteur Wolmar, qui eſt le plus intelligent, qui ſoit parmi les Plénipotentiaires de l'Empereur, eſt auſſi à ſa devotion.

Avantages que la France peut tirer de ce départ.

Pour nous, il a ſemblé que ce départ favoriſe en quelque choſe nos intentions, leſquelles devant être ſuivant l'ordre de leurs Majeſtés, de faire marcher les deux Traités d'un même pas s'il ſe peut, l'éloignement du principal Miniſtre de l'Empereur nous en fournit quelque moyen.

D'ailleurs nous aurons peut-être, un peu d'autorité ſur nos Alliés, qui ſe rendront par là traitables, étant vrai, qu'ils nous ont preſſé extraordinairement, & dit ſouvent, que s'il leur arrivoit du deſavantage à la Campagne, ils ne pour-

Digitized by Google

de ce qui lui reste de 1 roupes.

Troubles dans l'armée de Baviere.

L'on aura ſû à la Cour, avant que cette Dépêche y arrive, ce qui s'eſt paſſé dans l'armée dudit Duc; le Baron d'Azenlang, qui nous en eſt venu donner la nouvelle, nous ayant dit que ſon Maître a envoyé en même tems un Courrier à ſes Miniſtres, qui ſont auprès de leurs Majeſtés. Il nous a aſſuré que l'on a fait toutes les diligences poſſibles, pour empêcher que le mal ne ſoit allé plus avant, que toute l'Infanterie eſt demeurée dans le devoir, & encore une partie de la Cavalerie. Il proteſte au ſurplus que Monſieur l'Electeur a un déplaiſir ſenſible de cet accident; qu'il a fait déclarer traître Jean de Wert, & même le Comte de Saluces, qui a mis leurs Têtes à prix; qu'il veut demeurer ferme dans ſon Traité, & qu'il fera voir dans ſes déportemens la ſincerité, & l'attachement entier, qu'il veut avoir avec la France.

Avis des Plenipotentiaires François.

Nous lui dîmes que cet accident ſeroit mal interprété de ceux qui ſe mefient depuis longtems dudit Electeur, & que pour faire voir une fidelité entiere, & ſe vanger de l'Empereur, il devoit joindre ſes forces à celles des Couronnes. Il repondit que leſdites Troupes avoient déclaré, qu'elles demeureroient dans l'obeiſſance de Monſieur de Baviere, mais qu'elles ne ſerviroient point contre l'Empereur, & que dans le mouvement où étoit aujourd'hui toute l'armée, ce ſeroit s'expoſer à un trop grand peril, de la vouloir employer contre lui, qu'il n'étoit pas encore bien averti de toutes choſes, étant le premier avis qu'il en venoit de recevoir; que l'on avoit mandé en diligence le Comte de Groensfeld pour commander l'armée, que l'on ne ſavoit pas encore à qui ſe fier, ni ce qu'il ſeroit expedient de faire; mais qu'il les aſſureroit, ſuivant l'ordre bien exprès qu'il en avoit de ſon Maître, de ſa fidelité inviolable envers leurs Majeſtés, deſquelles il imploroit en cette rencontre le ſecours & la protection.

Ils communiquent cette nouvelle aux Suédois.

Nous fumes auſſitôt annoncer cette nouvelle à Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, ainſi que ledit Baron d'Azenlang nous en avoit prié, & de les aſſurer que ſon Maître n'avoit d'autre intention, que d'entretenir exactement le Traité d'Ulm; qu'auſſitôt qu'il avoit ſû la trahiſon qui lui a été faite, il en avoit donné avis à Monſieur Wrangel par une perſonne expreſſe, & confidente, qui a fait avertir celui qui commande dans Memminguen de la part de la Couronne de Suéde, de ſe tenir ſur ſes gardes; qu'il demandoit aux Couronnes leur aſſiſtance & protection contre ceux qui lui ont fait un ſi lâche tour, lequel il dit lui avoir été procuré par l'Empereur, & que même, il y avoit ordre de s'aſſurer de ſa perſonne, & d'emmener vifs ou morts le Comte de Curtz, ſon Chambellan, ſon Chancelier, & le Préſident de la Chambre, qui ſont ſes principaux Officiers.

Il eſt fort difficile d'imaginer dans quelle humeur nous trouvâmes les Plénipotentiaires de Suéde, qui ne manquerent pas de dire, qu'ils n'avoient eû aucune bonne opinion de la fidelité de ce Prince, qu'il y avoit grand ſujet de croire, que le tout s'étoit fait de ſon conſentement, & qu'il nous tromperoit.

Sentiment des François.

Nous ne pûmes repliquer aucune choſe, ſinon qu'il falloit juger de cette action par la ſuite; que s'il ſe trouve que le Duc de Baviere n'y

tection.

Mais que s'il avoit conſenti à la retraite de Jean de Wert, il ne pouvoit être aſſés blâmé, & qu'il falloit changer entierement de procedé pour ce qui le regarde; ce qui remit un peu ces Meſſieurs, & les fit reſoudre avec nous de ſurſeoir leur jugement, & de ne faire aucune demonſtration de méfiance contre ledit Duc, ſeulement il fût arrêté que nous ne preſſerions pas la concluſion de l'affaire Palatine.

Ils prirent dé là occaſion de dire que nous devions écrire à la Cour, pour faire retourner l'armée en Allemagne, & qu'il leur ſembloit, que quand elle ſeroit jointe avec Monſieur Wrangel, on pourroit marcher enſemble vers la Baviere, pour aſſurer le Duc contre les Impériaux s'il étoit innocent, ou pour ſe vanger de lui, au cas qu'il ſe trouvât coupable.

Les Suédois inſiſtent pour la continuation du ſubſide.

Ils n'oublierent pas auſſi de parler du ſubſide, & de ſe plaindre, que l'on s'étoit trop hâté de retirer l'armée & l'aſſiſtance d'argent: nous leur dîmes que le Sieur Chanut avoit ordre de traiter à Stockholm de cette affaire avec la Reine. Ils témoignerent beaucoup de mécontentement de cette réponſe, & d'être renvoyés à Stockholm, lorſqu'ils attendent ici une reſolution préciſe.

Il reſte de ſatisfaire à l'ordre, qui nous a été donnée, par le Mémoire du vingt-neuviéme du mois paſſé, de mander nos ſentimens ſur la continuation de la guerre en Allemagne.

On ſouhaite que les deux Traités de l'Empire & de l'Eſpagne ſe terminent en même tems.

Il ſeroit ſans doute à ſouhaiter, que les deux Traités ſe fiſſent en même tems, & que ſi cela ne peut être, que celui d'Eſpagne fût le premier arrêté, mais ſi l'on ne peut y parvenir, notre avis ſeroit, que l'Empereur promettant de n'aſſiſter pas le Roi d'Eſpagne, la France peut faire la Paix avec lui.

La raiſon eſt qu'ayant obtenu en ce cas tout ce que nous aurions demandé, ſi l'on voyoit encore quelque dilayement, il ſeroit impoſſible d'ôter l'opinion, que nos Parties s'efforcent de donner à tout le monde, que la France ne veut point la Paix, ce qui animeroit contre elle tous les Etats de l'Empire; & ſelon ce qui paroit maintenant de l'intention des Suédois, ils n'heſiteront pas à faire leur Traité, ſous prétexte d'y être entrainés par leſdits Etats, & d'avoir auſſi accompli toute l'Alliance.

Auſſi ce point ne ſemble-t-il pas être le plus difficile, mais l'autre cas marqué dans le Mémoire merite plus de réflexion.

On ſe méfie des Suédois.

Si l'on étoit entierement aſſuré des Suédois, le Traité d'Eſpagne ne ſe faiſant point, nous eſtimerions très-utile de continuer la guerre conjointement avec eux en Allemagne, il y auroit lieu d'eſperer de reduire enfin l'Empereur en un point, ou que la Maiſon d'Autriche en ſeroit à jamais affoiblie, ou que l'Eſpagne pour ſauver la ruine de l'Empereur ſeroit obligée aux conditions que nous avons propoſées.

Précautions qu'on peut y prendre.

En ce cas il faudroit faire agir de deçà le Rhin l'armée de Monſieur de Turenne, & payer entierement les ſubſides, outre qu'il y a bien apparence que nos Alliés vendroient encore plus cher une aſſiſtance, qu'ils reconnoîtroient nous être néceſſaire: mais s'il leur reſte quelque diſpoſition à continuer la guerre, ils la tiennent exactement cachée, & tout ce qu'ils font à préſent y eſt entierement contraire: conſeillans eux-mêmes non ſeulement les Heſſiens

deux cens ans à la Maiſon Palatine. C'eſt une choſe, dont nous ne pouvons être que bien contens, puiſqu'elle tourne à l'avantage de l'Egliſe; mais il eſt aſſés remarquable, que le deſir de conclure la Paix fait prendre ce parti aux Ambaſſadeurs de Suéde, en faveur des Catholiques. Nous les trouvons auſſi faciles en tout le reſte des affaires, & ne pouvons juger autre choſe, ſinon qu'ils ont reſolu à conclure leur Traité, repetant ſouvent qu'ils n'ont plus rien à eſperer dans l'Empire, & qu'ils y ont beaucoup à craindre, & ſe laiſſant entendre aſſés librement que s'il arrivoit quelque diſgrace à leur armée, ils prendroient conſeil de la neceſſité. En quoi il eſt certain qu'ils ſeroient non ſeulement avoués, mais exhortés, & preſſés par tout l'Empire.

Toutes ces choſes nous donnent de la peine à nous déterminer, & nous font pancher, qu'il vaudroit encore mieux faire la Paix en tirant de l'Empereur la plus grande ſureté que l'on pourroit, que de pouſſer plus avant la guerre, avec tant de peril d'une défection de nos Alliés. Il eſt bien vrai, qu'il ſeroit néceſſaire, de traiter avec eux, d'affermir de nouveau l'Alliance, & les obligations mutuelles, & s'aſſurer tout à fait, & des uns & des autres. C'eſt à leurs Majeſtés à nous commander là-deſſus ce qui leur plaira, & cependant il nous ſemble fort important d'ôter aux Suédois l'excuſe qu'ils préparent, & dont ils ſe ſervent déja par avance, quand ils ſe plaignent d'être ſeuls en Allemagne, & de n'y être plus aſſiſtés ni des forces du Roi, ni de ſon argent.

Touchant le Traité avec la Bavière.

Pour le Traité que l'on propoſe avec Monſieur le Duc de Bavière, nous l'avons examiné enſemble, & le renvoyons avec quelques obſervations en la marge, qui nous empéche d'y rien ajouter.

Leurs entretiens avec les Suédois au ſujet du départ de Trautmanſdorff.

Depuis le Mémoire achevé, celui de la Cour du ſixiéme de ce mois eſt arrivé trois jours après que l'Ordinaire a aporté ici les Lettres des particuliers. Tout ce que nous avons pû faire a été de le lire une fois ſeulement à la hâte, ayant été fort occupés pendant ces derniers jours. Les Plénipotentiaires de Suéde vinrent hier conferer avec nous ſur le départ du Comte de Trautmanſdorff, qui donne de la peine aux Etats de l'Empire, craignant que ſon abſence ne retarde de beaucoup la concluſion des affaires. Leſdits Sieurs Etats étoient aſſemblés extraordinairement, & furent plus de huit heures à déliberer, tant ils apréhendent que le Traité ne ſe rompe, & que l'on prenne quelques nouvelles reſolutions. Meſſieurs Oxenſtiern, & Salvius jugerent à propos, que pour leur témoigner le deſir, que les Couronnes ont de la Paix, nous fiſſions encore une viſite au Comte de Trautmanſdorff, pour le convier à demeurer autant de tems, qu'il en eſt néceſſaire pour achever le Traité. A quoi ayant conſenti nous fumes voir les premiers ledit Sieur Comte, que nous trouvames reſolu à partir, s'excuſant ſur l'ordre de ſon Maître, & diſant que ſes Collegues avoient tout pouvoir en ce qui reſtoit à faire. Les Am-

en fermant ce pacquet, que les Imperiaux ont eû une longue Conference avec les Suédois, & qu'ils les doivent voir encore aujourd'hui pour les preſſer à achever leur Traité. Les avantages qu'ils y ont, & les Proteſtans auſſi, la crainte de quelque mauvais ſuccès en leur armée, engagée aſſés legerement au ſiége d'Egre & la paſſion extrême des Proteſtans de conclure le Traité, ſont de puiſſans motifs envers les Plénipotentiaires de Suéde; d'ailleurs nous ne pouvons leur donner que l'eſperance du payement du ſubſide, & il n'y a point d'armée Françoiſe en état d'agir en Allemagne; ce qui fait craindre que Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius ne veulent aſſurer leurs affaires, comme nous l'avons déja mandé ci-devant. Nous allons les voir de ce pas, pour faire tous les efforts poſſibles pour les tenir dans le devoir; mais toutes les conſiderations ſuſdites nous donnent de l'inquietude. Joint à cela, que le Duc de Bavière n'eſt plus en état de ſe faire conſiderer, ni que l'on puiſſe craindre la jonction de ſes forces avec celles de la France. Nous donnerons avis de ce qui ſe fera enſuite, & cependant nous avons crû à propos d'ajouter ce mot à la Dépêche. avec les dits.

Nous avons mandé à Monſieur de Servien, que nous le prions de venir au plutôt ici, & de diſpoſer les choſes, à ce que les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats s'y rendiſſent promptement; nous lui en faiſons une recharge, parce que nous avons eû avis de très-bon lieu, que les Eſpagnols craignent le retour deſdits Ambaſſadeurs, & le retardent autant qu'ils peuvent, ſe preparans à changer les conditions accordées, & aprehendant que Meſſieurs les Etats ne les obligent à ſe tenir dans les termes dont l'on eſt convenu par l'entremiſe de leurs Ambaſſadeurs.

MES-

Digitized by Google

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

Du 19. Juillet 1647.

Le Comte de Trautmanſdorff quite l'Aſſemblée.

MONSIEUR,

QUand nous avons fait notre derniere Dépêche à la Cour, les affaires étoient ici en un tel penchant, que nous aprehendions auſſi la même choſe des Plénipotentiaires de Suéde dans l'Empire, que ce que les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats ont fait à notre égard dans le Traité d'Eſpagne. C'eſt pourquoi le Comte de Trautmandorff étant parti de l'Aſſemblée avant que de conclure, & la nouvelle du bon état de l'armée de Baviére, étant arrivée vingt-quatre heures après, nous avons crû devoir faire ſavoir promptement à leurs Majeſtés le changement que cela fait ici dans la Négociation. Nous envoyons pour cet effet le Sieur Bailli, qui n'a beſoin d'aucune recommandation, puiſque vous-même, Monſieur, nous l'avez recommandé. Il pourra vous témoigner la joye, que les nouvelles qui ſont aujourd'hui venues de Flandres nous ont donné & nous vous ſupplions de croire que nous ſommes &c.

Le Comte de Trautmanſdorff quite l'Aſſemblée.

MEMOIRE.

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 19. Juillet 1647.

Les Troupes Bavaroiſes ſe remettent dans leur devoir. Nouvelles propoſitions & inſtance de Trautmanſdorff aux Suedois. Des François touchant la ſureté du Traité. Froideur des Suédois envers la France. Divers mouvemens à l'égard du depart de Trautmanſdorff. Les Eſpagnols le preſſent à partir, les François le ſouhaitent. Trautmanſdorff ſe retire de l'Aſſemblée. Etonnement des Suedois. Et des Proteſtans. Ils rejettent tout ſur la France. On cherche à les raſſurer entierement. Ils laiſſent au jugement de la Cour, de renvoyer l'armée en Allemagne, & de payer le ſubſide à la Suéde. On donne aux Mediateurs le projet dans ſon entier. Avantages de l'armée de France aux Païs-Bas.

CEtte Dépêche n'eſt pas pour faire ſavoir de bonnes nouvelles de Baviére, dont nous croyons bien, que l'on aura reçu l'avis à la Cour par quelque voye plus prompte que celle-ci : mais ce qui s'eſt fait dans l'Aſſemblée depuis le Poſtſcripte ajouté à notre Mémoire du quinziéme, nous a ſemblé en meriter un extraordinaire afin de tirer leurs Majeſtés de la peine où elles peuvent être ſur ce que nous leur avons écrit en dernier lieu.

Les Troupes Bavaroiſes ſe remettent dans leur devoir.

Les ſoins & la diligence de Monſieur le Duc de Baviére ont eû un ſi heureux effet, qu'ayant envoyé des perſonnes confidentes aprés les Regimens que Jean de Wert a voulu débaucher de ſon ſervice, le Collonel Walpoth, qui n'étoit pas de la conſpiration fit entendre aux Troupes qu'il y avoit de la trahiſon en la marche qu'on leur faiſoit faire, & ſe mit à crier *vive l'Electeur*. Les Reiſtres le ſeconderent, & dirent tous qu'ils ne vouloient point ſervir d'autre Maître ; l'emotion fut telle parmi eux, que Jean de Wert & le Collonel Sporck ne

Digitized by Google

l'Aſſemblée, quand l'avis en a été aporté.

Nouvelles propoſitions & inſtance de Trautmanſdorff aux Suédois.

Le ſixieme de ce mois nous fûmes voir les Plénipotentiaires de Suéde dès les ſept heures du matin, nous y trouvames le Secretaire de l'Ambaſſade Impériale, ce qui leur donna ſujet de nous dire, ſans en avoir peut-être beaucoup d'envie, que le Comte de Trautmanſdorff leur mandoit qu'il demeureroit encore ici tout ce jour-là, qu'ils pourroient ſe voir, ſi l'on vouloit conclure, & qu'il ne reſtoit que deux points en différend, l'un étoit ſur la ſatisfaction de Madame la Landgrave, qui demande, outre les autres choſes qui lui ſont accordées, huit cens mil Riſdalles, & on lui en offre ſix cens mille; l'autre regarde le Magiſtrat de la Ville d'Augsbourg, que l'on prétend devoir être moitié de Lutheriens contre l'ordre ancien. Les Proteſtans ſe relâchoient ſur ce dernier point, comme ils avoient déja fait ſur la liberté entiere de leur Religion, *l'Aſſemblée*. Et ſur le premier les Députez de Heſſe nous avoient fait connoître eux-mêmes qu'ils s'en départiroient, ſi le leur étoit conſideré par les Miniſtres des deux Couronnes.

Des François touchant la fureté du Traité.

Nous demandames que deviendroit la ſatisfaction de la France, ſpecialement au fait de la ſureté, dont nous voyons que l'on ne parloit point, & ſur laquelle les Impériaux font tant de difficulté. La réponſe ne fut autre, ſinon qu'il étoit tems de conclure, que ladite ſatisfaction avoit été arrêtée, il y avoit preſque un an. Que les Etats de l'Empire nous blâmoient de pretendre que l'Empereur demeurât obligé à n'aſſiſter point le Roi d'Eſpagne, qu'il falloit s'accommoder au tems, & conſiderer l'extréme peril où étoit l'armée Suédoiſe; que l'on ſe moquoit de notre fermeté, & que les Impériaux diſoient qu'ils s'étonnoient que l'on différât tant, vû que le Roi n'a aucunes forces dans l'Empire.

Nous repliquames, que l'année derniere, avant que Monſieur de Turenne eût paſſé le Rhin, les Impériaux parloient encore plus hautement: que nous ayant preſſé de traiter ſans les Suédois, ils nous trouverent inébranlables; que les affaires ſont en meilleur état, ſans comparaiſon, qu'elles n'étoient alors, qu'ayant été ſouvent perdues, la France les avoit puiſſamment rétablies; que nous attendions en cette occaſion la fermeté, qu'on leur avoit témoignée en tant d'autres, mais quoi qui pût arriver, la France avoit aſſez de cœur, de forces & d'amis, pour ſe garantir des mauvais deſſeins de l'Empereur, & que s'il faiſoit la Paix ſans nous contenter, ce ſeroit une ſeconde Paix de Prague, & qui auroit encore moins de durée; que nous avions fait marcher nos Troupes delà le Rhin avec leur connoiſſance & participation, & même avec quelque conſentement, après avoir fait une ſuſpenſion d'armes avec le Duc de Baviére, contre lequel ſeul elles avoient toujours été oppoſées, que nous n'eſtimions pas que ce Prince dût manquer de foi; mais quand cela arriveroit que les Couronnes n'auroient à ſoutenir que les mêmes ennemis, qui ont été ſi

ſoient chez le Comte de Trautmanſdorff, les Regard du départ de Trautmanſdorff.
unes pour le porter à demeurer, les autres à partir; les Proteſtans faiſoient tous leurs efforts pour le retenir. Ils ont leur compte & craignent un changement. Il leur ſembloit que la preſence de Trautmanſdorff acheveroit le Traité en un moment, & à n'en pas mentir la conſternation des Suédois nous le faiſoit aprehender.

Les Eſpagnols le preſſent à partir.

Il eſt aſſez étrange, que les Miniſtres d'Eſpagne & nous ayons un même deſſein dans cette rencontre, mais que nous ne pouvons faire paroître, de crainte d'offenſer nos Alliez, les Eſpagnols le faſſans ouvertement. Une partie de la nuit du quinziéme au ſeiziéme fut employée par le Sieur Brun, pour perſuader au Comte de Trautmanſdorff de quitter l'Aſſemblée.

Peñaranda l'avoit vû auparavant, & lui en avoit fait de fortes inſtances; enfin la choſe vint juſqu'au point, que ledit Sieur Peñaranda proteſta contre lui, s'il manquoit à ſatisfaire à l'ordre qu'il avoit de partir, que tout le mal qui arriveroit à la Maiſon d'Autriche lui ſeroit imputé. Ce qui fut cauſe que le Mardi ſeiziéme, ſur le ſoir, Trautmanſdorff ſortit de Munſter malgré lui, à ce que les Suédois mêmes nous en ont aſſuré.

Trautmanſdorff ſe retire de l'Aſſemblée.

Etonnement des Suédois.

On ne ſauroit croire combien ceux-ci furent touchés de ſon départ. Ils étoient triſtes, & abbatus, comme ſi on leur eût annoncé la défaite de leur armée: ils ne parloient pas moins que d'une journée de Norlinguen, & s'étonnoient de ce que nous paroiſſions reſolus, nous reprochant que n'ayant point de forces, ni d'argent dans l'Allemagne, nous y voulions donner la Loi néanmoins.

Et des Proteſtans.

Les Proteſtans qui avoient député vers nous, pour nous preſſer de conclure, parloient hautement contre nos demandes, quoique nous leur en euſſions fait connoître la juſtice. Ils étoient tellement perſuadés, que les Suédois acheveroient leur Traité ſans nous, que la plûpart d'entr'eux, comme auſſi toute l'Aſſemblée, a publié que ſans la Conférence, que nous eûmes Mardi dernier avec Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, ils s'étoient engagés à conclure, à l'excluſion des François, ſi nous ne voulions accepter ce qu'on nous offre. Ici le même bruit veut que cette matinée ait coûté cent mil écus au Roi, tant l'on a crû la choſe reſoluë; mais il n'en a couté que des paroles, & il nous ſemble que leurs eſprits ſont un peu raffermis. Dans une viſite, que moi ſeul Duc de Longueville ai faite au Comte d'Oxenſtiern, il m'a déclaré nettement, qu'on leur a voulu faire croire, que la France étoit d'intelligence avec le Duc de Baviére, & tous les Catholiques, & qu'il y avoit un deſſein formé contre la Suéde & les Proteſtans. Il m'a été facile de lui faire voir le peu d'apparence qu'il y a en cette ſuppoſition, lui repréſentant que ſi la France eût eû cette penſée, elle n'auroit pas fait la Guerre avec eux dix mois après ſa ſatisfaction arrêtée: je lui fis avoüer, que nous avons été ſi conſtans dans le parti, que ſouvent nous avions

Ils reſentent tout ſur la France.

On cherche à les raſſurer.

pêché

nous désirons en faveur de nos amis. Je l'assurai au surplus de notre fidelité inviolable, & lui fis esperer comme chose certaine, que si l'Empereur ne se mettoit à la raison, ni le subside ordinaire ne manqueroit point, ni une armée dans l'Empire. Il me semble l'avoir laissé tout autrement disposé, que je ne l'avois trouvé, & il me protesta que les intérêts de la France ne lui seroient pas desormais moins considerables, que ceux de Suéde.

L'état de l'armée Bavaroise les raffure entierement.

Deux heures après cet entretien, est arrivée la nouvelle de Baviére, nous leur en avons donné part aussitôt, & l'un de nous s'en est allé réjouir avec eux. Ils n'ont pû dissimuler la joye extraordinaire qu'ils en ont ressentie, & ont témoigné avoir plus de désir que jamais de se tenir étroitement unis avec la France. Ils ont même dit qu'ils serviroient ci-après ledit Duc de Baviére, & appuyeroient fortement toutes ses prétentions.

C'est un changement si notable & si avantageux aux affaires du Roi, que ceux qui ont vû ici le commencement de cette semaine, peuvent croire à peine ce qu'ils voyent maintenant. Ce n'est pas que la même ardeur de la Paix ne tienne les Suédois & les Etats de l'Empire, & que les uns & les autres ne se relâchent encore aujourd'hui dans les difficultez qui restent à terminer. Mais à ce que je vois, les voilà tous un peu rassurés de la frayeur qu'ils avoient prise de quelque revolution, & qu'ils sont aussi fort affermis dans l'amitié, & l'union qu'ils doivent à la France.

Ils laissent au jugement de la Cour de renvoyer l'armée en Allemagne, & de payer le subside à la Suéde.

Leurs Majestez jugeront, s'il leur plaît, si leurs affaires le permettans, il ne sera point nécessaire de renvoyer leur armée en Allemagne, & de faire payer aux Suédois le terme du subside, qui est échû.

On donne aux Médiateurs le Projet dans son entier.

Cependant nous avons pris cette bonne conjoncture, pour donner aux Médiateurs le Projet entier de la Paix. Ce qui a été reçu très-agreablement des Etats de l'Empire, & fait voir à un chacun, que si nous avons agi avec fermeté, pendant les mauvaises nouvelles, nous sommes prompts à conclure la Paix, lorsque les succès sont plus favorables.

Avantages de l'armée de France aux Pais Bas.

Car nous ne devons pas omettre, qu'il est arrivé, Dieu merci, en même tems des Lettres de Flandres, qui ont fait savoir ici la prise de Dixmude, le siége de la Bassée, & la bonne resistance qu'on fait à Landreci.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 22. Juillet 1647.

Bonne disposition des Alliez. Ce qui arrête la Conclusion du Traité avec l'Empire. Les Suedois & les Etats de l'Empire souhaitent la Paix.

MONSIEUR,

Bonne disposition des Alliez.

LA Dépêche que le Sieur Bailli a portée vous aura fait voir, que nos Alliez avoient pris ici de meilleures resolutions que celles qu'ils faisoient paroître avant le départ du Comte de Trautmansdorff de l'Assemblée, & avant que l'on eût reçu la nouvelle que l'entrepriſe de Jean de Wert contre le Duc de Baviére n'avoit pas réussi. Mais les Protestans ont pressé depuis Messieurs Oxenstiern, & Salvius, en sorte qu'ils ne sont pas moins échauffés qu'auparavant à conclure le Traité; nous le souhaitons comme eux, & disons que nous y sommes tous disposés, pourvû que l'on arrête entierement la satisfaction de la France, & qu'elle puisse avoir sureté en traitant, de n'avoir pas sur les bras les mêmes forces, qu'elle a présentement à combattre. Ces Messieurs avouent bien qu'il est raisonnable, que nous soyons satisfaits, & que la sureté y soit entiere: mais quand on vient au particulier des choses qui restent à ajuster, ils ne parlent plus avec la fermeté de veritables Alliez.

Ce qui arrête la conclusion du Traité avec l'Empire.

Il y a trois points, sur lesquels les Impériaux font principalement de la difficulté.

L'un est, qu'ils ne veulent pas quitter le titre de Landgrave d'Alsace, quoiqu'ils cédent la proprieté Souveraine, & tout ce que la Maison d'Autriche a jamais prétendu sur cette Province.

Le second est, que dans la cession des Evêchés de Metz, Toul, & Verdun ils ne veulent pas comprendre les Princes, Comtes & Barons, & Fiefs qui se trouvent enclavés dans leurs Diocèses, disans que par ce moyen ils céderoient la Lorraine, le Luxembourg & quantité d'autres Pais, où le District desdits Evêchés s'étend.

Le troisiéme, & le plus considerable est de ne vouloir pas promettre, que l'Empereur n'assistera pas le Roi d'Espagne, comme Archiduc

&

Digitized by Google

craindre une resolution pareille à celle qui a été prise par les Ambassadeurs de Messieurs les Etats.

C'est ce que nous vous pouvons dire, Monsieur, après le Mémoire qui est assez ample, & vous remercier à l'ordinaire de tous les soins, que vous voulez bien prendre de nous informer des occurrences du tems. Nous avons reçu le Passeport & la Sauvegarde dont nous vous avions supplié. Le Mémoire du Roi & votre Lettre du troisiéme Juillet nous viennent d'être rendus. Il n'est pas possible d'y faire réponse. Sur ce nous demeurons &c.

MEMOIRE

de Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le vingt-deuxiéme Juillet 1647.

Les Protestans pressent les Suédois de terminer le Traité. Entretien des Suédois avec les François. Ceux-ci envoyent en Cour la copie du Projet corrigé. Remarques sur les deux Projets. Altercation touchant le rang. Bonnes intentions du Duc de Bavière en faveur de la France. On ne peut pas découvrir si les Suédois ont proposé aux Impériaux une suspension d'armes. On aprehende l'intelligence des Ministres d'Espagne, & de Suéde en Angleterre. Ils cherchent à donner quelque soulagement à l'Electeur de Cologne. Touchant l'Alsace. Soins de la France pour la continuation de la Guerre. Raisons pour dissimuler que

suivant le désir de leurs Majestés, mais les Protestans ont fait depuis une Députation vers Messieurs Oxenstiern, & Salvius, pour les prier de demeurer ici, & de conclure les affaires, ce qu'ils leur ont accordé, & ne nous pressent pas moins qu'auparavant. Ils disent pour prétexte, que Messieurs les Etats de l'Empire menacent de s'accorder entr'eux, si les Couronnes n'achevent leur Traité, & pour satisfaire à la grande passion d'assurer leurs affaires, ils font bon marché de nos intérêts.

Entretien des Suédois avec les François.

Dans une derniere Conférence, que nous avons euë avec eux, ils ont essayé de nous ébranler par un long discours, sur le sujet de l'obligation que l'on délire de l'Empereur, de n'assister point le Roi d'Espagne.

Disans qu'il suffit qu'il ait les mains liées, pour ne se pouvoir point servir des forces de l'Empire, mais qu'il seroit injuste de le vouloir obliger comme Archiduc.

Ils veulent sur cela élever la puissance de la Monarchie Françoise, & diminuer celle des Archiducs, concluants qu'il ne seroit pas de la Dignité de la France de témoigner de craindre une puissance si inégale à la sienne. En un mot ils se montrent peu favorables à notre prétention, & parlent en cela plus à l'avantage de nos Parties que ne font les Médiateurs.

On a loué la bonne intention qu'ils ont de faire la Paix, & nous les avons assurés, que nous avions ordre de l'avancer autant qu'il nous seroit possible; qu'ils savoient bien que nous les y avions toûjours poussés, & que la volonté de leurs Majestés n'étoit aucunement changée, qu'elles en avoient encore donné des preuves depuis peu, puisqu'au point de leur satisfaction, elles n'avoient pas voulu qu'il fût rien ajoûté à ce qui a été convenu au mois de Septembre dernier, quelques nouveaux avantages que l'on eût eus, qui en donnoient un juste sujet: mais qu'elles ne se resoudroient jamais de traiter avec l'Empereur, pour avoir ses forces sur les bras. Sur quoi nous leur avons parlé avec une telle fermeté, qu'ayant désir de faire la Paix, comme ils le font paroître par toutes leurs Actions, nous esperons qu'ils feront un grand effort auprès des Impériaux; mais à la verité, s'ils ne peuvent rien obtenir, il y a lieu de craindre, qu'ils ne tombent dans leurs premieres pensées, & qu'ils ne soient capables de songer à conclure separément leurs affaires.

Ceux-ci envoyent en Cour la copie du Projet corrigé.

La copie du Projet du Traité, qui sera ci-jointe, fera voir ce que nous y avons changé & en la forme & en la matiere. Il seroit trop long de rendre compte de tout en particulier; nous marquerons seulement ici avec briéveté, ce qui nous semble le meriter davantage.

Remarques sur les deux Projets.

L'on a été obligé de donner une double copie dudit Projet, comme il avoit été délivré de la part des Impériaux. L'un est pour les Médiateurs, qui sont nommés dans la Preface, & est tout semblable à l'autre en ce qu'il contient, mais il y a plusieurs omissions, à cause de Monsieur le Nonce, qui ne prend pas connoissance, de

La Comparaiſon des deux Projets ſera mieux voir cela avec pluſieurs autres differences, que les Impériaux y avoient inſerées au préjudice de ce qui eſt convenu. L'on remarque ſeulement que n'ayant pu obtenir des Couronnes qu'elles ſe contentaſſent d'un titre inferieur à celui de l'Empereur, & étant tombés d'accord apres pluſieurs conteſtations que l'on employât les mêmes termes pour eux & pour nous, ce qui a été fait, ils ont voulu reprendre de l'avantage dans le Projet donné aux Mediateurs. Il y ont auſſi fait mention de l'entremiſe du Pape avec beaucoup de loüanges, ſans avoir preſque nommé le defunt. Ce que nous avons changé comme le reſte. Ils ſe ſont encore mepris à l'égard de Monſieur Contarini, & de la République de Veniſe, ayant paſſé ſous ſilence cette Médiation dans le Traité, auquel l'intérêt des Proteſtans eſt compris, comme ſi la République faiſoit ſcrupule de ſe mêler de leurs affaires, ou d'être nommée avec eux; on n'en a pas uſé de la ſorte dans notre Projet, dont nous ſavons que ledit Sieur Contarini eſt demeuré très-ſatisfait, & a fait reproche aux Impériaux de leur omiſſion, diſant même que ſi elle avoit été ſuivie par les Ambaſſadeurs de France, la République de Veniſe en auroit reçu un grand préjudice. Enfin il en a fait une affaire d'Etat, & nous eſperons qu'il s'en ſouviendra dans la ſuite de la Négociation.

Le ſecond eſt plus ample, & contient toutes les affaires du Général de l'Empire, & les intérêts mêmes de pluſieurs particuliers, dans celui qui s'étoit dreſſé à Oſnabrug entre les Impériaux & les Suédois, dans la Preface & en d'autres endroits, où les Couronnes étoient nommées immediatement l'une après l'autre; celle de Suéde eſt nommée avant la France, qui a pû être diſſimulée dans les Traitez qui ont été ci-devant faits entre les deux Couronnes: mais en celui-ci où l'Empereur parle, où les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire interviennent, & qui doit être imprimé & publié, pour ſervir par tout comme d'une Pragmatique Sanction dans l'Empire; nous avons jugé qu'il y eût eû du préjudice pour la France, & avons trouvé moyen que de concert avec les Miniſtres de Suéde, & ſans bleſſer en rien la bonne intelligence, la façon de parler a été changée, deſorte néanmoins que l'on n'affoiblit point la connexion des intérêts, & que les deux Couronnes ſont nommées dans chaque Traité, ſans que l'on entre pour cela en conteſtation.

Ledit Projet eſt communiqué tout entier aux Ambaſſadeurs de Suéde, & l'on a conferé diverſes fois avec eux touchant tout ce qui y eſt contenu. Ils ſont demeurés ſatisfaits de la maniere dont les choſes y ſont couchées, & exprimées, quoique l'on ait eû autant d'égard que la neceſſité des affaires l'a pû permettre, à ce qui regarde la Religion Catholique.

L'on n'y a point inſeré les Griefs, & ce qui concerne l'alienation des biens d'Egliſe; mais on y a mis un Article qui confirme la Tranſaction, faite ſur cela entre les Etats de l'Empire avec la même force & vertu, que ſi elle étoit inſérée de mot à mot. Il y a quantité d'autres endroits, où l'on a évité de parler des choſes auxquelles la Religion Catholique reçoit quelque

Princes amis & alliez, & il a fallu auſſi avec eux les intérêts, & les mettre dans les termes, qui les pouvoient le plus obliger.

Ce qui s'eſt fait deſorte que juſques aux Comtes, Barons, & Particuliers, chacun paroît content de la France; ſur tout les Ambaſſadeurs de Trêves & de Baviére témoignent beaucoup d'agrément de ce qui a été fait pour les intérêts de leurs Maîtres. Ceux de Savoye & de Mantouë ont eû la même ſatisfaction.

L'Article du deſarmement des Troupes s'eſt trouvé bien difficile à concevoir. Les Impériaux & Suédois ſont convenus entr'eux, que chacun retiendroit autant de troupes qu'il jugeroit néceſſaire pour ſa ſureté. Cette clauſe donne le moyen à l'Empereur de tenir ſur pié ſon armée entiere, ce qui ſeroit dangereux à la France, principalement ſi la Guerre continuë avec l'Eſpagne. Nous avons fait comprendre à Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, que nous ne pouvions paſſer ce point, & n'avons pas omis de repreſenter aux Députez des Princes & Etats, qu'il y auroit peu de ſureté pour eux, ſi l'Empereur demeure armé ſous quelque prétexte que ce ſût, étant certain, que le premier & le plus aſſuré effet de la Paix eſt de deſarmer; ainſi nous prétendons, que l'Empereur doit reduire ſes Troupes au nombre, qu'il a beſoin pour garnir ſes Places, comme elles ont accoutumé de l'être en tems de Paix. Mais la plus grande difficulté a été de fonder en raiſon la difference que nous voulions mettre en cet Article, en ce que le Roi ſe reſerve la liberté de mettre un plus grand nombre des Troupes dans Brisach, dans Philipsbourg, & dans les nouvelles Conquêtes, que l'on avoit accoutumé ci-devant; d'autant que les Archiducs & Evêques de Spire n'avoient pas la même jalouſie, que Sa Majeſté peut raiſonnablement avoir dans des Places nouvellement acquiſes.

Alteration touchant le rang.

Quant à la nomination des Rois, Princes & Républiques, ce point étant délicat pour les diverſes prétenſions de rang, & étant un Article qui reſte d'ordinaire en blanc, juſques à la ſignature; nous avons eſtimé devoir propoſer nos doutes au Conſeil, pour en recevoir les ordres & reſolutions, qui ſeront jugées convenables. Le Duc de Savoye & Meſſieurs les Etats conteſtent le rang avec grande chaleur, & il leur eſt diſputé à tous deux par le Député des treize Cantons, qui eſt ici. Le Reſident de Florence demande incontinent que le Grand Duc ſoit nommé après la République de Veniſe, préſuppoſant que Monſieur le Duc de Savoye ſera parmi les Princes d'Italie; comme il a été dit au Projet des Impériaux. Mais Monſieur le Marquis de Saint Maurice, après avoir longtems heſité ſur le choix, a demandé que ſon Maître ſoit nommé parmi les Princes d'Italie; avec cela les Electeurs de l'Empire & Meſſieurs les Etats ne conviennent en aucune façon. Nous avons dreſſé cet Article en deux manieres, dont nous envoyons la copie pour nous ſervir de celle qui agréera à leurs Majeſtez, ou y changer comme elles nous ordonneront de faire.

Bonnes intentions du Duc de Baviére envers la France.

Nous avons vû ce que les Miniſtres de Baviére, qui ſont à la Cour, ont dit touchant l'aſſiſtance de l'Empereur au Roi d'Eſpagne. Le Baron d'Azenlang nous promet bien ici, de la part

Comte de Groensfeld, & le Sieur Krebs ſoient toûjours perſuadés qu'on n'en accepte aucun; d'autant que cette opinion-là fera agir plus puiſſamment Monſieur l'Electeur de Bavière, pour nous faire obtenir ce qu'on déſire, ſi on eſt contraint de conclure ici auparavant.

On ne peut pas découvrir ſi les Suédois ont propoſé aux Impériaux une ſuſpenſion d'armes.

L'on n'a pas pû ſavoir s'il eſt vrai, que les Suédois ayent propoſé aux Impériaux une ſuſpenſion d'armes, quoique nous ayons pris peine à le découvrir. Quelques Proteſtans, auxquels ils ſe déclarent plutôt qu'à nous, & que nous avons d'ailleurs ſujet de croire, aſſurent le contraire, mais il ne ſe peut nier, comme il eſt très-bien dit par le Mémoire, que s'ils n'ont propoſé ils n'ayent écoute, ſoit ſur ce point-là, ou ſur d'autres; on aura vû par la Dépêche portée par le Sieur Bailly les juſtes ſujets de mefiance, que nous avons d'eux. Il eſt certain qu'ils ont parlé, deſorte que les Impériaux, & quaſi toute l'Aſſemblée, ont crû qu'ils vouloient conclure avec nous, ſi nous nous contentions de ce qui nous eſt offert, ſinon de paſſer outre, & de ſuivre l'exemple de Meſſieurs les Etats. La choſe n'eſt pas encore ſi aſſurée, que nous n'ayons les yeux ouverts ſur ce qui ſe paſſe, vû même que depuis que le Comte de Trautmanſdorff eſt parti, Monſieur Salvius confere ſouvent avec Wolmar, & quelquefois même en lieu tiers. Ce qui augmente notre crainte eſt qu'on ſait qu'il ſe fait de grands préſens de tous côtés, qui ſont des raiſons plus puiſſantes & plus perſuaſives qu'aucune autre, dont on ſe puiſſe ſervir. Il eût été bien à conſidérer qu'en une telle conjoncture, nous euſſions eû moyen de gagner quelques-uns de ceux qui ont pouvoir, & il eût été très-utile de s'aſſurer des Plénipotentiaires de Suéde. Le Secretaire de leur Ambaſſade eſt fort honnête homme, & paroit bien intentionné. Nous lui avons fait eſperer une gratification conſiderable.

L'avis que l'on a du Sieur de Rozenhan pourroit bien être fondé, parce qu'en effet, il ne témoigne pas nous être affectionné, & ne peut s'empêcher même en notre préſence d'improuver nos raiſons, & d'y déferer moins que les Plénipotentiaires de Suéde. Il eſt vrai pour dire tout, que nous doutons de la cauſe veritable de ſa conduite, & s'il a l'intention mauvaiſe, ou ſi ce n'eſt point qu'il eſt moins adroit, & qu'il ſe découvre plus qu'eux. Car nous avons ſû par les Sieurs Croiſſi & Werus, qu'il a parlé aſſez fortement au Comte de Traurmanſdorff pour les intérêts du Roi, & ceux de Madame la Landgrave.

Nous avons bien obſervé les avis importans qui nous ſont donnez par ledit Mémoire, & eſſayerons d'en profiter, pour le ſervice de leurs Majeſtés.

On apprehende l'intelligence des Miniſtres d'Eſpagne & de Suéde en Angleterre.

Le chemin que l'on a pris d'écrire à Monſieur Charnut, de ce qui s'eſt paſſé entre les Ambaſſadeurs d'Eſpagne & d'Angleterre, & le Reſident de Suéde, eſt ſans doute le meilleur pour s'oppoſer au mal, & à la ſource, & y remedier peu fait pour ſon Maître, puiſque tout fraichement les Heſſiens ont diminué la demande qu'ils faiſoient d'un million à huit cens mille Rifdalles, & qu'ils ſe ſont deſiſtés de prétendre pour le payement d'avoir à perpetuité les Terres par eux demandées ſur les Evêchés qui appartiennent audit Sieur Electeur, ſe contentans de les tenir par engagement.

Touchant l'Electeur de Cologne.

Touchant l'Alſace.

Quand on a reçu l'ordre de Sa Majeſté de faire enſorte de relever le Landgraviat d'Alſace de l'Empire, on n'a pas pû l'executer, d'autant que l'Article de la ſatisfaction de la France étoit délivré aux Impériaux, & dans l'état où étoient les choſes, ſi nous euſſions changé en un moment nos demandes, nous euſſions excité un étrange bruit contre nous, capable de produire un mauvais effet, & de perſuader à l'Aſſemblée que nous ne cherchons, par le changement des propoſitions, que d'éloigner ou de rompre la Concluſion du Traité. Il ſeroit même à craindre, que ſi les Impériaux étoient obligés par les Etats de l'Empire d'entendre à ce Parti, ils ne prétendiſſent ce qui ſeroit plautible aux mêmes Etats: Que les trois Evêchés doivent être tenus avec la même dépendance, y ayant égalité de raiſon à l'un & l'autre. Néanmoins, s'il ſe preſente quelque occaſion de faire revenir les choſes à ce point, ſans toucher aux trois Evêchés, qui doivent à notre avis être unis & incorporés à la Couronne, nous nous en prevaudrons, & eſſayerons de menager les choſes du mieux qu'il ſera poſſible.

Nous rendons de très-humbles graces à leurs Majeſtez de la communication, qu'elles ont eû agreable qui nous fût donnée de l'état préſent des affaires. On ne peut aſſez louër les ſoins que l'on a eûs de pourvoir promptement aux choſes néceſſaires à la continuation de la Guerre, puiſqu'il ſemble que les Ennemis ont fait élection de ce parti. Les bonnes & ſincéres intentions de leurs Majeſtez attireront du Ciel de nouvelles benedictions, qui paroiſſent déja dans les ſuccès arrivés aux affaires de Flandres pour nos Parties. Il ſe voit clairement que la moindre apparence de bonheur, leur ôte la penſée de la Paix, puis qu'à la verité, dans une Aſſemblée convoquée à cette ſeule fin, ils ne ſe ſont pas pû empêcher de perſecuter ceux qui y ont témoigné de l'inclination, & de les forcer d'en ſortir, comme il s'eſt fait en la perſonne du Comte de Trautmanſdorff.

Raiſons pour diſſimuler que l'Empereur comprenne l'Eſpagne dans ſon Traité.

Nous avons oublié de remarquer que les Impériaux ayans compris le Roi d'Eſpagne, dans le premier Article de leur Projet qui parle du rétabliſſement de la Paix, & en ayant encore fait mention, ſur la fin parmi les Princes, qui ſont nommez de leur part dans le Traité; nous avons crû laiſſer les mêmes mots dans ledit premier Article de notre Projet, afin de ne pas donner ſujet à quelqu'un de dire, que la France ne veut point faire la Paix avec l'Eſpagne, & pour faire voir que l'intention de leurs Majeſtez eſt de traiter auſſi avec le Roi Catholique; mais nous avons déclaré aux Médiateurs, que s'il

Digitized by Google

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 29. Juillet 1647.

Priſe de la Baſſée. Leurs ſoins pour empêcher un Traité particulier avec l'Empire, à l'excluſion de la France. Monſieur Servien eſt encore à la Haye.

MONSIEUR,

LA Dépêche du dix-neuviéme de ce mois, n'a pas été aportée avec plus de diligence que les précedentes; elle vient d'être déchiffrée ſeulement, & nous n'avons pas encore eû le tems de la conſiderer, ni de faire réponſe, ce qui ſera remis au premier Ordinaire.

Priſe de la Baſſée.

Nous avons eû beaucoup de joye de la priſe de la Baſſée, & de celle de Dixmude; elle a été augmentée en ce que l'on a trouvé faux les bruits que les Eſpagnols ont fait courir, qu'après la reddition de la Baſſée leur armée l'avoit auſſitôt inveſtie, & pris de l'avantage ſur la nôtre. Eux & leurs partiſans ſont un peu humiliés quand ils voyent, que nonobſtant toutes leurs vanteries, les choſes ſont en état, que juſques ici ils ont pour le moins autant perdu que gagné.

Leurs ſoins pour empêcher un Traité particulier avec l'Empire à l'excluſion de la France.

La crainte que nous avons eû, & de laquelle nous ne ſommes pas encore delivrés, que le Traité de l'Empire ne ſe conclue ſans nous, nous a fait reſoudre de prendre chez un Marchand trois mil Ridalles, qui eſt ce que l'on a pû trouver en cette Ville, ſans faire du bruit, nous les avons fait donner aux Députez de Brandebourg qui ayant crédit parmi les Proteſtans, qui preſſent plus que tous les autres la concluſion du Traité, nous avons crû que cette ſomme ſeroit très-bien employée pour moderer un peu la chaleur, avec laquelle ils portoient les choſes à l'accommodement.

Vous ſavez, Monſieur, qu'il y a plus d'un an que nous avons fait une autre avance de cinquante mil Livres, & d'ailleurs il ſeroit extrémement utile dans cette conjoncture de diſtribuer de l'argent parmi les autres Deputés des

la même force, qu'un don preſent & effectif, & même aliene les bonnes volontés quand on vient à y manquer. L'état où ſont les choſes merite que l'on y pourvoye promptement, & que l'on nous mette en main de quoi rendre utiles au Roi, les avances, ſelon qu'il ſera jugé à propos, ſoit enfin pour terminer, & ſortir avec bienſeance de cette Aſſemblée.

Monſieur Servien eſt encore à la Haye.

Monſieur de Servien eſt toûjours à la Haye, mais il nous écrit qu'il en doit partir cette ſemaine, après avoir arrêté de tous points, & ſigné le Traité de Garantie avec Meſſieurs les Etats. Sur ce, après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons &c.

MEMOIRE

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le vingt-neuviéme Juillet 1647.

Ils preſſent pour la ſatisfaction de la France. Les Suedois declarent aux Impériaux qu'ils ne feront rien ſans la France. Mais les François s'en méfient. Leur ſentiment touchant la jonction des armées de France & de Suede. Touchant les ſubſides pour la Suede. Facilité des Suedois par rapport à la ſatisfaction des Troupes. Et ſa ſatisfaction. Ils ſoutiendront les interêts de Baviere.

Ils preſſent pour la ſatisfaction de la France.

L'On s'eſt ſervi ici de toutes les raiſons touchées par les derniers Mémoires, pour faire voir la juſtice de la demande de la France, & l'intérêt que les Etats de l'Empire ont à ce que l'Empereur ne s'engage point dans la Guerre d'Eſpagne. Les Ambaſſadeurs de Suéde, que nous avons vû aſſidument, tantôt à part, tantôt enſemble, ont été les premiers à les conſiderer. Enſuite depuis les Députez des Princes & Etats Proteſtans s'en ſont rendus plus capables qu'ils n'avoient été. Il eſt vrai que les uns & les autres ont pris à cœur le retour des Troupes de Bavière, au ſervice de l'Electeur, & de

Digitized by Google

temps-là ils ont pris loin de s'instruire de nos raisons, & de ne pas presser, comme ils faisoient, l'ajustement des autres affaires.

Les Suédois déclarent aux Impériaux qu'ils ne feront rien sans la France.

La rencontre de toutes ces causes a fait que Messieurs Oxenstiern & Salvius ont parlé nettement aux Impériaux, & déclaré qu'ils ne peuvent rien faire sans la France, tellement qu'après avoir encore conferé deux fois avec les Plénipotentiaires de l'Empereur, sur les intérêts de Madame la Landgrave, & du Marquis de Bade, qui ne sont pas néanmoins terminés, Monsieur Salvius a pris la resolution de retourner à Osnabrug, laissant ici Monsieur Oxenstiern. Mais comme l'execution & interpretation de cette parole dépend d'eux-mêmes, & qu'en effet la satisfaction de la Couronne de Suéde étant achevée de tout point, il ne reste rien à faire, qui leur soit veritablement à cœur; il y a toûjours grand sujet d'être sur ses gardes avec des gens qui ont déja déliberé une fois, & qui après deux mois de sejour en cette Ville, ce qui est fort contraire à leur fierté naturelle ne pouvans se resoudre d'en partir, nous jugeons que cela ne peut être, que pour attendre les ordres, qui seront envoyés ici, lorsque le Comte de Trautmansdorff sera arrivé auprès de l'Empereur, d'autant que le Sieur Wolmar est celui qui est dans cette confidence, pour traiter avec eux, & qui est le seul qui a toutes les affaires en main, & ledit Wolmar ne pourroit pas aller à Osnabrug, traitant au même tems de nos affaires, sans faire éclat & montrer évidemment, que ce seroit un Traité particulier.

Mais les François s'en mefient.

Il est aussi à craindre, que dans l'humeur hazardeuse de Monsieur Wrangel, qui veut aller droit aux Ennemis, s'il lui arrivoit un mauvais succès, ces Messieurs ne crussent avoir une legitime excuse de conclure aussitôt leur accommodement, sans attendre qui que ce soit. C'est le bien & le mal que nous pouvons connoître en la disposition presente des affaires, & selon que l'un & l'autre augmentera, nous entrerons plus ou moins dans les expedients, qui nous sont si prudemment suggerez par lesdits Mémoires.

Leur sentiment touchant la jonction des armées de France & de Suéde.

Nos sentimens se raportent à ce qui est contenu dans celui du troisiéme de ce mois touchant la jonction de l'armée du Roi avec la Suédoise, comme aussi à essayer de faire trouver bon aux Plénipotentiaires, qu'en leur accordant le subside, ladite armée puisse être employée présentement, où Sa Majesté en aura besoin. Nous y avons déja travaillé avec quelque succès, pouvant dire au moins que l'espérance, que nous avons donné du payement du terme qui est échu, fait cesser les plaintes de l'éloignement de l'armée. Nous n'omettrons aucun soin pour les tenir en cette disposition, & y faire ajoûter un consentement formel de leur part, ce qui ne se peut faire sans qu'ils sachent pour certain, que l'ordre est donné pour les remises de l'argent, autrement ils auront dequoi couvrir le manquement qu'ils voudroient faire, en disant, comme ils ont déja point de nouvelles du Sieur Chanut, avant que Monsieur Salvius revienne ici, nous leur en donnerons parole, avec la relation de ce qui aura été traité en Suéde.

Facilité des Suédois par raport à la satisfaction des Troupes.

C'est avec grande raison que l'intention des Suédois a été suspecte à la Cour, en ce que les Impériaux & eux trouvent tant de facilité à laisser indécis le point de la satisfaction de la milice. Nous sommes entrés dans le même soupçon, non à la verité pour croire qu'ils fussent capables de se lier ensemble après la Paix, au préjudice de la France, comme nous voyons aussi par le Mémoire que l'on a bien jugé que les choses n'alloient pas si avant. Mais il y a grande apparence, que c'est pour demeurer armés, soit pour les raisons judicieusement marquées par ledit Mémoire, soit pour avoir un prétexte de ne nous pas assister de leurs Troupes contre les Espagnols, joint qu'ils nous ont dit plusieurs fois, qu'ils vouloient retenir toute leur Infanterie, partie en Allemagne & partie en Suéde.

Il faut faire faire la Couronne de Suéde.

Il ne se peut rien ajoûter à la conclusion, que l'on a tiré à la Cour de ce que dessus, qu'il est plus important que jamais, que la Couronne de Suéde soit satisfaite de la France; c'est à quoi nous aporterons ce qui dépend de nous, comme à une chose que nous tenons entierement nécessaire au bien du service du Roi, & il semble que cela ait assez bien réussi ces jours passés. Mais nous avons affaire à des gens que l'on ne peut pas tenir longtemps avec de bonnes paroles, ni avec des soins qu'on y peut aporter.

Ils soutiendront les interêts de Baviére.

Nous avons reçu les Mémoires donnés par Monsieur Krebs pour les intérêts de Monsieur le Duc de Baviére, & nous en aurions déja parlé aux Suédois, si le Baron d'Azenlang lui-même n'avoit pas jugé à propos de faire vuider ici de tout point l'affaire Palatine, & de la faire signer, s'il se peut, avant que d'en mettre sur le tapis aucune autre.

Les Lettres que ledit Sieur Electeur nous a écrites nous recommandent la même chose; aussi en avons-nous presse les Plénipotentiaires de Suéde, dans une Conférence, que nous avons euë sur ce sujet avec eux. Deux points nous ont arrêté, l'un est que le Baron d'Azenlang dit avoir ordre de faire ajoûter à la cession qui doit être faite de tout le Palatinat ces mots: *Avec le Comté de Cham qui apartient sans cela au Duc de Baviére.* Nous avons remontré à Messieurs Oxenstiern & Salvius, que pour contenter ce Prince, nous devions faire mettre cette clause dans l'Article, d'autant que ou ladite Comté de Cham dépend du Duché de Baviére, & en ce cas on ne donne rien, ou si elle fait partie du haut Palatinat, puisque l'Electeur de Baviére en doit retenir la totalité, il n'y a aucun inconvenient d'exprimer ce qui n'en est qu'une portion. Néanmoins comme toutes les choses qui regardent les intérêts de ce Prince sont difficiles avec ces Messieurs; ils n'y ont pas voulu consentir, & le Baron d'Azenlang

Catholique demeurera libre dans le bas Palatinat.

A quoi nous avons ajoûté, pour y trouver moins d'oppoſitions, que ceux de la Confeſſion d'Ausbourg auroient la même liberté : mais les Suédois diſent que l'Empereur ne voulant admettre l'exercice de la Lutherienne dans les Païs Héréditaires, ni le Duc de Baviére dans le haut Palatinat, il n'eſt pas raiſonnable qu'au préjudice du droit de reformation, dont tous les Princes de l'Empire jouiſſent, les Palatins reſtent obligés à cette condition. Nous leur avons demandé s'ils avoient conſenti à ce que l'Empereur & l'Electeur de Baviére déſirent & ſur ce qu'ils ont dit que non, il leur a été repliqué pourquoi donc il ne ſeroit pas permis au Roi de faire cette demande pour un Païs dont il reſtituë la plus grande partie. Ils ont été empêchés de répondre ſur cela, mais le mal eſt que les Impériaux, qui vendent la Religion à bon marché, quand leur intérêt n'y eſt pas joint, ou qu'ils croyent nous nuire, au lieu de demeurer d'accord avec nous de la ſuſdite clauſe, alleguent le refus que les Suédois font d'y conſentir. Nous n'avons pas manqué de faire remarquer à Monſieur le Nonce leur mauvaiſe intention, & l'étrange procedé qu'ils tiennent avec nous dans un point de cette nature. Nous eſtimons pourtant qu'il faudra ſe contenter de ſtipuler cette liberté dans notre Traité, ſans qu'il en ſoit fait mention en celui qui ſera fait avec la Couronne de Suéde, ſi ce n'eſt que leurs Majeſtés nous ordonnent d'inſiſter plus avant, ou que pour éviter toute conteſtation avec nos Alliés, elles jugent à propos de tirer ſéparément une promeſſe des Princes Palatins, de laiſſer au bas Palatinat le libre exercice de la Religion Catholique.

Pour les Places du Wirtemberg, & les quartiers de l'armée Bavaroiſe on y fera toutes choſes poſſibles; mais nous n'eſperons pas d'avancer beaucoup avec des perſonnes difficiles en tout, & peu affectionnées à cet Electeur. Ils diront ſans doute, que ce n'eſt point à eux de convenir de ces choſes-là; auſſi nous ſembleroit-il plus à propos d'en faire traiter par le Sieur d'Avaugour près le Maréchal Wrangel, qui connoiſſant mieux que les Plénipotentiaires, combien il importe aux Couronnes de ne les deſobliger pas, Monſieur le Duc de Baviére ſe rendra peut-être plus facile qu'eux à lui accorder ce qu'il déſire. Au ſurplus quand nous parlerons de ce fait auxdits Plénipotentiaires, nous croyons qu'il ſera encore meilleur de faire la demande au nom de Monſieur le Duc de Baviére, qu'en celui de leurs Majeſtés, parce que de cette ſorte elle ſera mieux reçuë, & donnera moins de défiance à ces Meſſieurs, qui tiennent pour ſuſpect tout ce qui peut être avantageux à la France.

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

Du 5. Août 1647.

Notes & conteſtations des Impériaux au ſujet du Projet donné par les François. Ils recommandent l'Evêque d'Epheſe.

MONSIEUR,

NOus vous envoyons copie des notes que les Impériaux ont faites ſur le Projet qui leur a été donné de notre part, duquel vous aurez reçu un imprimé avec la Dépêche précedente. L'on verra par leſdites notes, que leſdits Plénipotentiaires de l'Empereur n'ont pas manqué de diſputer & faire naître des difficultés par tout où ils ont pû, juſques là que n'oſans contredire la demande faite pour le libre exercice de la Religion Catholique dans le bas Palatinat, au lieu d'y conſentir purement & ſimplement, ils ont répondu qu'ils le déſiroient comme nous, mais que les Suédois y étoient contraires : & quand ils ont été obligés d'accorder ce que nous avons mis audit Projet, en faveur de quelques Communautés ou particuliers, ils ont remis le tout à ce qui en avoit été convenu avec les Plénipotentiaires de Suéde, ne voulans pas qu'il parût que la France ait aucun credit ou autorité dans les affaires de l'Empire. Sur ce que nous avons déſiré pour expliquer le point de la ſatisfaction, ils ont toujours refuſé, & il paroit en ſomme que leſdites notes ont été dreſſées par un eſprit tout éloigné du déſir d'accommodement avec la France : ils ont encore fait davantage, pour nous brouiller parmi les Etats de l'Empire, ayant excité les dix Villes Impériales de la baſſe Alſace à préſenter un Ecrit auxdits Sieurs Etats, par lequel ils s'éforcent de montrer, que les droits que la Maiſon d'Autriche exerçoit n'étoient pas Héréditaires, mais ſeulement par commiſſion de l'Empereur & de l'Empire, afin de reduire à rien, ou à fort peu de choſe ce qui eſt tranſporté à leurs Majeſtés, ſur la baſſe Alſace & leſdites Villes.

Notes & conteſtations des Impériaux au ſujet du Projet donné par les François.

Cela fait voir clairement la mauvaiſe volonté de nos Parties, qui ſe ſouviennent fort peu de tant de bons offices, qu'on leur a rendus, &

Capitale.

Apoſtolique des Provinces-Unies, a été fait depuis quelques années Aumonier de la Reine, & que s'il plaiſoit à Sa Majeſté de lui donner quelque Benefice en France, il s'en tiendroit grandement honoré. Monſieur Contarini nous en a fait auſſi grande inſtance, nous aſſurant de ce que nous ſavions déja, que ledit Sieur de la Torre eſt d'une vie exemplaire, & fait un très-grand fruit parmi les Catholiques du Païs-Bas: nous croirions, que Sa Majeſté lui donnant une Abbaye, ou quelqu'autre Benefice de mediocre valeur, feroit une œuvre non ſeulement digne de ſa grande piété & bonté, mais encore très-utile à la France, pour conſerver la bonne volonté des Catholiques dudit Païs, & les detromper d'une fauſſe opinion, dont la plûpart d'entr'eux ſont imbus, qu'en France on ne conſidere pas aſſés la Religion. Nous vous ſupplions Monſieur, de faire cet office auprès de Sa Majeſté, & nous croyons, que s'il lui plaît accorder cette grace, elle en recevra beaucoup de gloire, & que cela ſervira à la reputation, au bien & à l'avantage de ſon ſervice.

Nous remettons le reſte au Mémoire, & nous vous ſupplions de nous conſerver l'honneur de vos bonnes graces, & de croire que nous ſommes &c.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 5. Jour d'Août 1647.

Les Impériaux ne veulent pas promettre qu'ils n'aſſiſteront pas l'Eſpagne. La France perſevere dans ce point. Indifference d'Oxenſtiern. Et ſes raiſons pour ſoutenir celles des Impériaux. Leurs ſentimens là-deſſus Ils envoyent à la Cour la réponſe des Impériaux. Ils s'en plaignent aux Mediateurs. Propoſitions des Médiateurs. Réponſe des Miniſ. Mais ils ſe méfient de la ſienne. Leur avis touchant la concluſion du Traité de l'Empire. Touchant la Paix avec l'Eſpagne. Les Hollandois ſignent le Traité pour la Garantie. Affaires de Bavière.

Les Impériaux ne veulent pas promettre qu'ils n'aſſiſteront pas l'Eſpagne.

DE pluſieurs diſcours tenus tant par les Médiateurs, que par les Ambaſſadeurs de Suéde, il ſe voit, que les Impériaux perſiſtent abſolument à ne vouloir pas promettre qu'ils n'aſſiſteront pas le Roi d'Eſpagne contre la France & de n'accepter en cela aucune condition qui ne ſoit reciproque, comme d'obliger l'Empereur & l'Empire à ne donner aucune aſſiſtance aux Eſpagnols, en quelque qualité que ce ſoit, pourvû que le Roi ne puiſſe tirer aucun ſecours, ni de la Reine de Suéde, ni de Madame la Landgrave, ni de tout l'Empire pendant cette Guerre préſente, ou qu'il ſoit permis à un chacun d'aſſiſter de ce qu'il voudra. Leſdits Médiateurs, & Monſieur Oxenſtiern beaucoup plus qu'eux maintient que cela eſt juſte, & qu'on ne peut avoir raiſon de prétendre quelque choſe d'inegal avec l'Empereur; que ce lui ſeroit une trop grande honte, & qu'à moins d'être tout à fait ſubjugué, il n'y peut conſentir.

On lui a premierement demandé, s'il trouvoit que les conditions dont il eſt convenu avec les Impériaux ſoient fort égales & que ce que la Couronne de Suéde rend à l'Empereur pour trois Principautés qu'il lui cede, contribue au payement de l'armée Impériale, comme les Impériaux feront pour la Sienne: ſi elle donne de l'argent & des ſecours à l'Empereur comme a fait la France, ou ſi elle en reçoit; ſur quoi nous ayant payé d'un ſours, nous lui avons repreſenté, que ſi l'Empereur étoit en guerre avec les Princes de Tranſilvanie, ou avec les Rois de Pologne, de Danemarck ou autres, l'on ne refuſeroit pas d'entrer dans la même obligation, que celle qu'on lui demande, & de promettre que pendant cette Guerre le Roi ne pourroit aſſiſter contre lui aucun deſdits Princes; que c'eſt là le ſeul cas, où l'Empereur auroit ſujet de prétendre de nous une obligation reciproque, qu'autrement il faudroit faire un nouveau Traité, & que perſonne ne pourroit trouver raiſonnable, que leurs Majeſtés rendiſſent des Terres, payaſſent des dettes, & donnaſſent de grandes ſommes d'argent, pour être le lendemain employées contre elle même; que cela a été reconnu ſi juſte par le Comte de Trautmanſdorff, que lorſqu'on traita de la ſatisfaction de la France, il en demeura comme d'accord, & ſur ce fondement les Articles furent arrêtés, nous ayant été dit alors pluſieurs fois, qu'il ne pouvoit pas s'expliquer ſur ce ſujet, ni ſur celui du Duc Charles, juſques à ce qu'on ſoit ſur le point de conclure la Paix: qu'on n'a rien changé de cet-

Nous y avons ajouté pluſieurs fortes conſiderations portées par le Mémoire de la Cour, mais le tout en vain. Monſieur Oxenſtiern n'en veut pas être perſuadé, & il ſemble qu'il en uſe ainſi, ſous prétexte d'achever leurs affaires ſans nous, ſi quelque diſgrace arrivoit à leur armée, ou au moins pour nous contraindre à nous départir de cette prétenſion, & Vendre notre relâchement aux Impériaux, comme ils font en toutes rencontres. Son deſſein eſt auſſi en la déſaprouvant ſi fort, de nous faire valoir cherement la continuation de la guerre, laquelle nous voyons qu'ils déſirent pour leur propre intérêt.

Indifférence d'Oxenſtiern.

Il ne ſe contente pas de nous condamner ſur cet Article, il nous conſeille & dit, qu'il vaut mieux conſentir, que le Roi & la Reine d'Eſpagne puiſſent tirer du ſecours de leurs Alliés & adherans, que non pas de ſe priver de l'aſſiſtance que la France peut recevoir de la Suéde & des Etats de l'Empire. Sa raiſon eſt qu'on ne ſauroit empêcher ni trouver mauvais que l'Empereur envoye des gens de guerre de ſes Païs Héreditaires en Eſpagne contre le Portugal, & qu'ainſi ce lui ſeroit un moyen de fortifier toûjours le parti Eſpagnol. Mais outre que nous ne pouvons avoir pis, que ce que ledit Sieur Oxenſtiern propoſe, & qu'il y auroit plus d'avantage à prendre quelques-uns des expediens, qui nous ont été mandés de la Cour, nous eſtimerions en cas de beſoin, que pour faire cette égalité de condition à laquelle les Impériaux ſont ſi attachés; l'on ſe pourroit contenter pendant la préſente Guerre entre les deux Couronnes; que l'Eſpagne ne pût être aſſiſtée de l'Empereur, ni la France de la Couronne de Suéde, ſans ôter la liberté qui eſt naturelle aux Princes & Etats de l'Empire, de favoriſer l'un ou l'autre parti. On pourra par ce moyen croire que la France diſpoſera d'une partie des Troupes de Madame la Landgrave; qu'elle a auſſi plus de part que les Eſpagnols dans celles de Bavière, & que parmi les autres Etats de l'Empire, elle aura autant de crédit qu'eux. L'on y auroit encore cet avantage que l'Empereur donnant du ſecours au Roi d'Eſpagne, comme pour ſes propres affaires, on n'y épargneroit rien pour renforcer les Troupes par celles des Alliez & les faire ſubſiſter, au lieu que l'on ne pourroit rien avoir de la Couronne de Suéde, qui ne coûtât beaucoup; & de plus nous doutons qu'on s'en puiſſe ſervir cette année, à cauſe que le payement de la Milice ne peut être fait de longtems, & que les Troupes ne partiront point qu'elles ne ſoient tout à fait contentes.

Leurs ſentimens là-deſſus.

Que ſi nous ne pouvons obtenir ce que deſſus, & que nous fuſſions forcez d'exclure auſſi Madame la Landgrave avec la Couronne de Suéde, leurs Majeſtés jugeront, s'il ne ſeroit pas plus utile de ſe paſſer généralement de toute l'aſſiſtance des Princes & Etats de l'Empire, puiſqu'en ce cas elles auroient toûjours la faculté de lever des Troupes Allemandes, dans l'Alſace ſans violer ladite condition.

Voici la réponſe que les Plénipotentiaires de l'Empereur ont faite à notre Projet de Traité; elle ne ſauroit être plus deſobligeante, ni marquer davantage le peu d'égard qu'ils ont pour la France, nonobſtant la moderation, dont leurs Majeſtés ont uſé en ce qui regarde les intérêts particuliers de la Couronne. Les Suédois qui les

Ils envoyent à la Cour la réponſe des Impériaux.

comme les Eſpagnols ont tenu la même conduite avec Meſſieurs les Etats; & que la Maiſon d'Autriche trouve moins de déſavantage à ceder des Provinces aux Suédois & aux Hollandois, que de ſouffrir que la France s'accroiſſe d'une Ville. Nous conſiderons bien que la Couronne de Suéde a de grandes forces en Allemagne, qu'elle y occupe beaucoup de Païs, & que c'eſt elle ſeule aujourd'hui qui ſe fait ſentir à l'Empereur. C'eſt un ſi grand avantage que les Suédois s'en meconnoiſſent, & qu'en nous avertiſſant que les Ennemis ne regardent plus la France avec ſoin, ils tombent inſenſiblement eux-mêmes dans cette négligence.

Nous nous ſommes plaints à Meſſieurs les Médiateurs de ce que les Impériaux ont refuſé généralement tout ce qui concerne la ſatisfaction du Roi, quelque moderée qu'elle ſoit; les intérêts de Monſieur l'Electeur de Trêves, de celui de Bavière, au ſujet d'une Terre qui eſt du Wirtemberg, de Monſieur le Duc de Savoye, & de Mantouë, juſques là même qu'ils ne veulent pas que l'Ordre de Malte ſoit rétabli dans l'état auquel il a été avant la Guerre, & qu'enfin de peur de nous accorder quelque choſe, ils ont mieux aimé chercher des excuſes, pour ne pas conſentir que l'exercice de la Religion Catholique ſoit libre au bas Palatinat. Les Médiateurs n'ont pû défendre ces deux derniers refus & ils ont enfin avoué que toute la reponſe des Impériaux eſt fort abſurde: Monſieur Contarini a ajouté qu'il le leur a dit auſſi avec reſſentiment, & nous n'en doutons pas; ils ne laiſſent pas de nous convier à prendre des temperamens, en ce qui reſte indécis, & nous ont propoſé:

Ils s'en plaignent aux Médiateurs.

Que l'Empereur & les Archiducs ne puiſſent pas ſe qualifier Comtes de Ferrette, ni Landgraves d'Alſace, en traitant avec le Roi, mais que ce dernier titre leur reſte en tous les autres Contrats, Lettres ou Ecritures.

Propoſitions des Médiateurs.

Que l'on rende reciproque l'obligation que nous demandons à l'Empereur, de ne point aſſiſter les Eſpagnols.

Et que pour le fait du Duc Charles cela ſoit propoſé aux Etats de l'Empire, qui ne feront pas d'avis de ſoutenir plus longuement les miſeres de la Guerre, pour un intérêt étranger.

Nous leur avons repréſenté ſur le premier point, que ce ſeroit perdre notre cauſe, & ce qui a été acquis au Roi par les Articles arrêtés au mois de Septembre dernier. Ils nous preſſent donc d'en demeurer aux termes de ladite Convention; mais nous repliquons que dès lors les Impériaux vouloient excepter les Fiefs des Ducs, Princes, Comtes, & Gentilshommes enclavés dans les Evêchés, & qu'après pluſieurs allées & venuës, cette exception fût rayée de leur conſentement, & que nous en rendîmes compte à leurs Majeſtés; comme d'une choſe reſoluë, que nous ſerions encore demeurés en cette bonne foi, ſans changer une ſyllabe de l'Article, ſi les Impériaux n'y avoient mis la ſuſdite exception; que cela nous aprend qu'avec eux ce n'eſt pas aſſés de faire ôter une clauſe, puis qu'après y avoir conſenti, ils ne laiſſent pas d'en conſerver toûjours la prétention. Et qu'ainſi afin d'éviter un troiſiéme procès ſur une queſtion déja terminée, & qui pourroit

Réponſe des Miniſtres de France.

avec

xemple du Comte de Hatzfeldt, dont l'Empereur retient le titre, quoiqu'il appartienne aux Suiſſes, ne peut ſervir à cette affaire, d'autant qu'il ne leur a pas été cedé formellement, & bien moins vendu par un Traité, comme eſt aujourd'hui l'Alſace; & que ſi la Maiſon d'Autriche veut garder ſon titre, nous garderons notre argent; ils nous ont comme donné les mains.

Nous avons employé ſur le troiſiéme ce qui eſt écrit ci-deſſus.

Nous ſoutinmes ſur le quatriéme, que c'eſt une choſe accordée dès le mois de Septembre, ſans quoi nous avons toûjours déclaré ne pouvoir convenir avec l'Empereur, que s'il veut le Conſeil des Etats de l'Empire, pour y appuyer la réſolution qu'il prendra à l'égard du Duc Charles, nous ne l'empêcherons pas.

Nous inſiſtâmes avec la même fermeté à ce qui touche le juſte contentement de l'Electeur de Trêves, & des autres Princes, Amis ou Alliés de la France.

Il eſt à remarquer dans la réponſe des Impériaux, que la ſeule choſe qu'ils accordent en faveur des Suiſſes, & ſpecialement du Canton de Bâle, ils l'accordent aux Ambaſſadeurs de Suéde, qui n'en ont fait aucune mention dans leur Projet, & qu'ils n'en ont Traité avec eux que depuis qu'ils ont vû cet Article dans le notre: le Député des Cantons ici s'en eſt moqué avec nous, & il a vû le ſoin, que nous avons pris de cette affaire depuis quatre mois.

Ils ſe plaignent des Etats Catholiques d'Allemagne.

L'on peut auſſi faire quelque reflexion ſur le reſpect & la ponctuelle correſpondance de nos Parties envers leſdits Sieurs Ambaſſadeurs auxquels ils porterent une copie de leur réponſe à notre projet, immediatement aprés que l'autre fût miſe és mains des Médiateurs, qui s'en ſont offenſés, vû même que les Impériaux les avoient prié de la tenir ſecrette. Nous n'avons pas manqué de faire obſerver à Monſieur le Nonce, que ces bons Catholiques ſe pouvoient contenter de nous avoir refuſé de pouvoir dire la Meſſe dans le bas Palatinat ſans faire voir leur refus aux Suédois, & briguer leur bienveillance aux dépens de la Religion Catholique auſſi bien qu'aux autres. Cette remarque obligea ledit Sieur Nonce de blâmer tout à fait leur conduite & même de parler au deſavantage de celui d'entr'eux qui tient le timon.

Oxenſtiern blâme les Impériaux.

Tant y a que Monſieur Oxenſtiern vint nous trouver avec cette réponſe, & qu'après nous avoir demandé en riant, s'il manquoit encore quelque choſe à notre ſatisfaction, il ſe plaignit auſſi de la dureté des Impériaux, tant en l'affaire de Heſſe, qu'en celle de Bade, & autres où ils ne mettent pas encore la derniere main. Il dit qu'il étoit las d'être ici, depuis plus de deux mois, ſans y rien avancer, qu'il s'en retourneroit à Oſnabrug; mais qu'auparavant il déclareroit aux Plénipotentiaires de l'Empereur, que le Comte de Trautmanſdorff ayant quité l'Aſſemblée ſans conclure le Traité, & eux continuant à faire difficulté ſur les points qui reſtent à vuider, il n'eſt pas raiſonnable que pour jamais davantage

ſumes d'avis de faire dire aux Impériaux, que s'ils ne vouloient bientôt ſortir d'affaires, l'on ne prétendoit pas toûjours demeurer aux choſes accordées, il y a déja aſſés longtems.

Ils font une déclaration aux Impériaux par le moyen des Médiateurs.

C'eſt ce que nous déclarâmes le lendemain, aux Médiateurs, & en même tems Monſieur d'Oxenſtiern en faiſoit autant chés les Impériaux, mais ſans leur donner aucun délai, pour prendre une réſolution convenable: en quoi il alla plus vite que nous, nonobſtant ce qui avoit été concerté, & l'on voit qu'il déſire engager les choſes à la rupture.

Oxenſtiern hazarde la rupture du Congrés.

Il ajoûta néanmoins, comme nous fimes auſſi que le Traité ne ſe romproit pas pour cela, & qu'on continueroit à négocier, en cas que les Impériaux le trouvent bon.

Raiſons qu'il allegue.

Il nous eſt depuis venu viſiter, & a dit qu'il n'étoit plus tems de penſer à la Paix, que pour eux ils tournent à préſent tous leurs ſoins à faire plus puiſſamment la guerre à l'Empereur.

Qu'il avoit toûjours tenu Koningſmarck en incertitude ſur quelques Levées de Regimens, dont il avoit demandé conſeil; mais qu'il lui écrivit hier de faire le plus de Troupes qu'il pourra; que le Maréchal Wrangel avoit rapellé Koningſmarck, qui ſe ſervoit auſſi du ſecours qui eſt venu de Suéde, & qu'avec toutes ſes forces il entreroit dans les Païs Héréditaires; que juſques ici l'Empereur n'a payé que du bien d'autrui, que ç'a été le principal but des Confederés d'affoiblir ſa trop grande puiſſance, & que c'eſt ce que l'on a moins fait par ce Traité. Qu'il falloit étraindre plus fortement l'union des deux Couronnes, & qu'il étoit bien juſte, que du côté de la France on pourvût promptement aux choſes néceſſaires, c'eſt à dire à mettre l'Armée en état d'agir, & à faire payer le ſubſide, puiſque c'eſt principalement pour nos intérêts que la Paix ne ſe conclud pas.

Que la plûpart des Troupes Weimariennes ſont revoltées, qu'il n'en faut plus attendre de ſervice, & qu'il eſt très-néceſſaire, ſi l'on veut cooperer avec les Alliés, & maintenir le reſpect qu'on doit à la France, qu'elle ait une armée en Allemagne.

Il demanda curieuſement ſi les nouvelles de Naples étoient veritables, & eut de la joye d'en aprendre de nous la confirmation.

Enfin il fit connoître tout à découvert, & avec une confiance qui ne lui eſt pas ordinaire, que la Négociation de la Paix n'étoit plus de ſaiſon.

Il s'avança même juſques à dire, qu'il ſeroit dangereux de donner encore un nouveau délai aux Impériaux, parce que ſans doute, s'ils dépêchoient un Courrier à l'Empereur, pour lui faire ſavoir la Déclaration des Couronnes en même tems qu'il verra le ſiége de la Guerre dans ſon Païs, il ne manqueroit pas d'accorder ce qui reſte indécis, & de nous ôter par ce conſentement la plus favorable occaſion qu'on ait encore eû de profiter.

Monſieur Oxenſtiern ne s'apperçut pas que ce

Digitized by Google

Leur conduite envers lui.

Nous eſſayâmes deux fois à le faire expliquer de ce qu'il pourroit encore prétendre pour la Couronne de Suéde, & il marchanda deux fois à le dire, répondant toûjours comme par modeſtie en termes généraux; mais le deſir que nous avions d'être bien éclaircis de ſon intention, (qui eſt celle du Chancelier Oxenſtiern, & peut être de tout le Senat de Suéde) nous ayant porté à faire mention de la Pomeranie ulterieure, pour l'aider à produire ſa penſée; il témoigna que c'étoit bien quelque choſe, & qu'il ſuffiroit pour la recompenſe de l'Electeur de Brandebourg, qu'on lui donnât dès à préſent l'Archevêché de Magdebourg, mais il ne feignit point d'ajoûter, que la Couronne de Suéde devoit obtenir auſſi toute la Sileſie moyennant quoi il nous adjugeroit de ſa grace les Villes Foreſtieres.

Nous répondîmes, comme il avoit fait d'abord, avec des termes généraux, ſans déſaprouver ce deſſein, ni y adherer entierement de peur qu'on ne lui donnât prétexte de conclure promptement avec les Impériaux, dont nous ne pouvons encore nous aſſurer qu'il ait perdu la volonté, & que l'autre ne nous engageât au delà de ce que leurs Majeſtés déſirent.

Leur avis à la Cour.

A la verité, ſi l'on venoit à faire de nouvelles demandes ſi hautes & ſi vaſtes de la part des Suédois, comme il ſeroit juſte, que la France prétendit quelque choſe d'équivalent, il eſt aiſé de juger, qu'au lieu de conclure la Paix, ce ſeroit un deſſein de guerre pour dix ans, & qui ne pourroit être que très mal reçu dans l'Empire, & dans les Etats voiſins. Ce ſeroit bien aſſés à notre avis, & un grand avantage pour la Couronne de Suéde, ſi leurs Majeſtés tâchoient à lui faire avoir la Pomeranie entiere, pourvû quelle ne tombe pas ſur l'Egliſe Catholique, ladite Couronne s'obligeant de nous faire obtenir les Villes Foreſtieres le Briſgaw, & l'Ortenau, qui ſont des Terres de la Maiſon d'Autriche de moindre valeur & conſequence, que la Pomeranie Ulterieure; quoiqu'à dire vrai, & pour deux raiſons, non moins politiques que Chrétiennes, la Paix ſeroit preferable à tout cela, mais il ne ſeroit pas ſûr de le temoigner, tandis que l'Empereur nous refuſe tout, & qu'il eſt prêt de tout accorder aux Suédois, & pendant que la guerre continuë avec l'Eſpagne.

Cette conſideration jointe aux ordres reïterez de la Cour, de faire marcher enſemble, s'il ſe peut, les deux Traités, nous ayant obligé d'écouter favorablement ledit Sieur Oxenſtiern, il s'ouvrit toûjours davantage, qu'il ſeroit à propos de convenir entre nous des conditions & obligations mutuelles pour ce nouveau deſſein, qu'il eſperoit de paſſer bientôt en Suéde, & qu'il ſeroit bien aiſe d'y porter la choſe reſoluë, ou au moins toute préparée; que les ennemis ſe ſont imaginés de la deſunion entre les deux Couronnes, qu'il les en faut détromper, & affermir l'Alliance deſorte que l'on ſoit bien aſſuré, auſſi bien des uns que des autres. On ne peut guerre avoir une confeſſion plus claire du peril où nous avons été pendant les derniers jours, qui ont précedé le départ du Comte de Trautmanſdorff; nous ne l'eſtimons guerres moindre juſques à ce que cette réunion ſoit faite; & ſans doute ce ſera auſſi une des conditions du Traité qu'il propoſe.

Il ſe mefie d'Oxenſtiern.

Ce qui nous tient toûjours en défiance de ſa conduite, c'eſt qu'outre les raiſons de douter ci-deſſus touchées, l'ayant été viſiter le lendemain de cette ouverture qu'il nous avoit faite avec tant d'aplication & de correſpondance, nous trouvâmes un autre homme. Ce ne furent que froideurs & plaintes, tantôt que l'on ne void aucune aſſignation ni remiſe pour le terme qui eſt échu; puis il reçut mal toutes nos excuſes ou juſtifications, & dit pluſieurs fois entre ſes dents, que c'étoit à eux à prendre leurs meſures, qu'il n'y a nulle raiſon de donner encore du tems aux Impériaux pour ſe reſoudre: & quant à l'affaire Palatine, qu'il ne la pouvoit arrêter ſans ſes Collegues. Bref nous n'en eûmes pas une bonne parole pendant deux heures: mais en nous levant pour ſortir, je le tirai un peu à part moi Duc de Longueville comme je fis Monſieur de Roſenhan moi d'Avaux, & nous les laiſſames mieux diſpoſés: ledit Sieur Oxenſtiern nous ayant prié de faire hâter le payement du ſubſide, de remontrer à la Cour l'importance de remettre l'Armée en état de ſeconder celle de Suéde, & de faire reflexion ſur ce qu'il nous avoit propoſé, afin que, s'il eſt poſſible, l'on fût à peu près d'accord enſemble avant ſon voyage de Suéde.

Dans le peu de tems qui reſte pour examiner une affaire de telle conſequence, nous nous contenterons de toucher quelques points principaux; le premier eſt de repeter que la concluſion du Traité de l'Empire, aux conditions qu'on a démandées, ſeroit ſans doute le meilleur parti, pourvû que celui d'Eſpagne ſe puiſſe conclure en même tems, & qu'il y a du danger que ce rangagement ne rompe ou n'éloigne l'une & l'autre Paix.

Leur avis touchant la concluſion du Traité de l'Empire.

II. Que ſi l'on y eſt entrainé par la dureté des Impériaux, & Eſpagnols à notre égard, & pour tenir les Suédois en foi, il eſt raiſonnable de ſtipuler préciſément que l'on ne touchera plus aux griefs de la Religion, & aux biens Eccleſiaſtiques.

III. Que l'affaire Palatine ſera décidée comme elle eſt en toutes ſes parties.

Par ce moyen l'Electeur de Baviére & les autres Princes Catholiques, n'ayans point d'intérêt en la continuation de la guerre, & les Proteſtans étans ſatisfaits, comme ils le témoignent, l'Empereur ſe trouvera abandonné de tous les Etats de l'Empire.

IV. Que le dédommagement de l'Electeur de Brandebourg, & des Archiducs d'Inſpruck ſe prendra ſur la Sileſie, ou autres Terres de l'Empereur, qui ſera obligé de fournir le conſentement deſdits Princes, puiſque c'eſt lui à qui on fait la guerre, & que la moitié de ce qu'il poſſede dans l'Empire, eſt une pure uſurpation.

V. Que l'on conſidére, que le Roi joignant un corps d'armée à celle de Suéde, pour agir dans la Bohéme ou Moravie, ou dans l'Autriche, les Suédois doivent donner Sewenfort aux Troupes de Sa Majeſté pour un lieu de retraite & la ligne de communication libre juſques aux Places où Sa Majeſté tient garniſon.

VI. Qu'il eſt beſoin de s'accorder du partage

Nous avons bien obſervé tout ce qui eſt dans les Mémoires du Roi des dix-neuviéme & vingt-ſeptiéme Juillet, que nous ſuivrons ponctuellement; mais nous avons jugé plus à propos de rendre compte de ce qui s'eſt paſſé entre Monſieur Oxenſtiern & nous, que de répondre ſur chaque Article deſdits Mémoires, eſtimans que ce qui eſt dit ci-deſſus y peut auſſi ſervir de réponſe.

Touchant la Paix avec l'Eſpagne.

Nous avons ſur tout pris garde à la propoſition contenuë en celui du dix-neuviéme, de conclure la Paix avec l'Eſpagne, pour ce qui regarde les Pais-Bas ſeulement : cette penſée nous paroit très-ſolide, & bien imaginée, pour en eſperer de bons effets, ſoit que l'offre ſoit acceptée, ou non; mais nous attendrons d'en mander nos ſentimens, après le retour de Monſieur de Servien, qui ne tardera plus guéres, puiſque le Traité de garantie eſt ſigné; vû même que la diſpoſition préſente des Provinces-Unies, dont il eſt pleinement informé, eſt ce qui doit être principalement mis en conſideration, tant pour la maniere de procéder en faiſant cette ouverture, que pour le tems propre à s'en déclarer.

Les Hollandois ſignent le Traité pour la Garantie.

Affaires de Baviére.

Les affaires de Monſieur le Duc de Baviére ſont bien reſoluës de concert avec les Plénipotentiaires de Suéde : mais quand nous leur avons parlé à diverſes fois de les faire ſigner au moins par les Secretaires des Ambaſſades, comme il a été fait en la ſatisfaction de la Couronne de Suéde, en la recompenſe de l'Electeur de Brandebourg, & en d'autres points auſſi, ils y ont toûjours aporté de la longueur. Nous avons depuis peu preſſé vivement Monſieur Oxenſtiern, lui remontrant qu'il eſt à craindre, que cet Electeur ne voyant ſes affaires aſſurées, ayant ſujet de douter de la bonne volonté des Couronnes en ſon endroit, & ne pouvant d'ailleurs faire longtems ſubſiſter ſes Troupes dans ſon Pais, ne prenne quelque réſolution qui nuiſe à la cauſe Commune, & qu'il ne prête l'oreille aux ſollicitations, qui lui ſont faites par les Impériaux : il a reconnu que ces raiſons étoient bien fondées; mais il a pourtant dit qu'il vouloit conférer avec Monſieur Salvius, avant que de ſigner & arrêter de tout point l'affaire Palatine, & quelques inſtances que nous lui avons faites, l'on n'a pû gagner autre choſe ſur lui. Ce qui nous met en peine, & qui nous fait juger qu'il eſt d'autant plus néceſſaire d'aſſurer les Miniſtres de ce Prince, qui ſont à la Cour, de la protection de leurs Majeſtez, & de l'amitié, & étroite union qu'elles deſirent de contracter avec lui; le Baron d'Azenlang ayant lui-même été d'avis, qu'il falloit arrêter ce point avec les Suédois, avant que de leur parler d'aucun autre intérêt de ſon Maître, ainſi que nous l'avons mandé, l'on jugera bien que nous n'avons pû faire les ouvertures, dont il eſt parlé dans les Mémoires touchant les Places du Wirtemberg, & les autres affaires qui concernent en particulier ledit Duc. Mais nous avons écrit au Baron d'Avaugour de ſeconder

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monſieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munſter le 12. Août 1647.

Oxenſtiern part de Munſter. Ils le preſſent pour un Eclairciſſement ſur les affaires de Baviere. Les Suédois inſiſtent pour le ſubſide. Il y a de l'eſperance pour la concluſion du Traité de l'Empire. Incertitude des intentions du Conſeil de Suéde. Les Suiſſes demandent des Paſſeports pour trafiquer ſur le Rhin. Affaires du Palatin.

MONSIEUR.

VOtre Lettre du deuxiéme de ce mois, nous donnant ſeulement avis de la reception du Mémoire du vingt-deuxiéme du paſſé, & ne s'étant rien fait ici pendant la ſemaine, cet Ordinaire ne vous portera pas une longue Dépêche, puiſque par le précedent nous vous avons fait ſavoir la diſpoſition préſente des Plénipotentiaires de Suéde, & mandé amplement tout ce qui nous a été dit par Monſieur Oxenſtiern.

Oxenſtiern part de Munſter.

Nous n'avons eû aucunes nouvelles de lui, depuis qu'il eſt parti de Munſter, ni ſur les affaires generales, ni ſur celles qui regardent en particulier les intérêts de Monſieur le Duc de Baviére, quoiqu'il eût promis de prendre ſur ce point une réſolution, & de nous en écrire, après qu'il auroit conferé avec ſon Collegue.

Il le preſſent pour un Eclairciſſement ſur les affaires de Baviére.

Ce ſilence nous a obligé d'envoyer exprès à Oſnabrug, pour le preſſer de nouveau, étans nous mêmes fort preſſés par le Baron d'Azenlang, qui ſe plaint, non ſans quelque raiſon, de la conduite des Miniſtres de Suéde, & demande que nous arretions & ſignions avec les Impériaux

que nous ayons eû des nouvelles du Sieur Chanut, lequel nous a mandé, qu'il eſt convenu avec la Reine, que la moitié du terme échû ſeroit payée, à quoi néanmoins elle a conſenti, deſorte qu'elle ne déſire pas que ſes Miniſtres en ſachent rien, de crainte qu'ils ne prennent occaſion de déclamer ouvertement contre la France, outre qu'elle a dû eſperer qu'on lui feroit juſtice du ſurplus.

Il y a de l'eſperance pour la Concluſion du Traité de Pologne.

Cette réponſe nous a donné de la peine à former celle que nous ayons à faire à Monſieur Salvius : après y avoir bien penſé, nous lui avons écrit en termes généraux, que voyant par les Lettres venues de Stockholm, qu'il faut mettre la main à la bourſe, nous allions écrire à la Cour, pour ſolliciter les remiſes & les diligenter autant qu'il ſe pourroit : c'eſt à quoi nous croyons qu'il eſt neceſſaire de pourvoir promptement, & même d'accorder la totalité, ne voyant pas ſur quelle raiſon on pourroit fonder le refus. Quant à la Concluſion des affaires de l'Empire, ſi elle paroiſſoit être fort proche, nous n'euſſions pas conſeillé cette dépenſe, qui eût été pour lors inutile : mais les choſes étant retardées, & les intérêts de la France n'étants pas encore réglés, il ſemble qu'il n'y a plus aucun moyen de s'exempter du payement, au moins du terme qui eſt échû : ſi leurs Majeſtés l'agréent, elles pourront donner ordre au Sieur Chanut de le déclarer de leur part à la Reine de Suéde, & à nous de le dire enſuite à ſes Plénipotentiaires. Car quand même ladite Reine auroit volonté toute entiere de quiter une partie du ſubſide, pour le reſpect de leurs Majeſtez, nous jugerions dangereux de l'accepter, & tirer de ménage en cette conjoncture de crainte d'aigrir les eſprits de ceux du Conſeil de Suéde, & même d'animer contre nous l'armée Suédoiſe, au lieu de rendre les uns & les autres plus favorables aux intérêts de la France.

Incertitude des intentions du Conſeil de Suéde.

Le Sieur Chanut nous a auſſi donné avis de toutes les bonnes diſpoſitions où eſt la Reine de Suéde; mais à n'en point mentir, cela ne nous aſſure point, tant que ce qui nous a été dit par Monſieur Oxenſtiern ait reüſſi, ayant vû déja pluſieurs fois, que les ordres, qui ſont envoyés par cette Reine à ſes Plénipotentiaires ſont expliqués par eux, comme il leur plaît, & que ſouvent ils n'ont pas laiſſé d'agir d'une maniere toute differente à celle que l'on eût dû attendre, ſi leſdits ordres euſſent été ſuivis.

Les Suiſſes demandent des Paſſeports pour trafiquer ſur le Rhin.

Le Député de Suiſſe, qui eſt en cette Aſſemblée, demande un Paſſeport général pour ceux de ſa nation, & principalement pour ceux du Canton de Bâle, qui trafiquent ſur le Rhin, & dans les lieux où l'autorité du Roi eſt reconnuë en Allemagne : nous vous ſuplions de leur faire accorder le plus ample qu'il ſe pourra, ſelon le Mémoire qu'il nous a donné, qui ſera ci-joint.

Nous n'avons pas encore eû le tems de conferer enſemble à loiſir, nous verrons tous trois le Mémoire du dix-neuviéme de Juillet, & après l'avoir exactement conſideré, nous manderons nos ſentimens ſur la propoſition qui y eſt touchée, puiſque la Reine nous fait l'honneur de le vouloir auſſi.

Affaires du Palatin.

Celui que nous avons envoyé à Brandebourg vient de retourner, qui a aporté l'Article de

des Suédois. Et ſur ce après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 19. Août 1647.

La Cour de retour à Paris.

MONSIEUR,

La Cour de retour à Paris.

NOus avons reçu votre Lettre du neuviéme de ce mois, & vû comme leurs Majeſtez étoient arrivées à Paris ce jour là même, ſans que l'on eût pû voir nos Dépêches, à cauſe du voyage; nous n'avons pas laiſſé de faire un Mémoire en réponſe d'une Lettre que Monſieur le Cardinal Mazarini a écrite en particulier à moi Duc de Longueville : il ne ſe paſſe rien ici preſentement, qui nous donne ſujet de nous étendre, & il ne reſte qu'à vous ſupplier, Monſieur, de nous continuer l'honneur de vos bonnes graces, & de vous aſſurer que nous ſommes.

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le dix-neuviéme Août 1647.

Ils ſuivront les avis du Cardinal Mazarin. A l'egard des Suédois. Et de la conſervation des Troupes de Baviere. Promeſſes de Trautmanſdorff à Peñaranda. Pluſieurs Députés ſouhaitent de conclure le Traite avec la Sucde. On ſe plaindra de Peñaranda aux Mediateurs. Il faut continuer l'Alliance avec la Suede. On arrête l'affaire du Palatin. On en donne connoiſſance à Monſieur l'Electeur de Baviere. L'Envoyé ſera chargé d'en avertir Monſieur de Turenne. Troupes Françoiſes qui offrent leur ſervice aux Suédois.

Ils ſuivront les avis du Cardinal Mazarin.

NOus n'avons rien reçu par les deux derniers Ordinaires, qui oblige à y faire réponſe, ſinon une Lettre de Monſieur le Cardinal Mazarini, à moi Duc de Longuevalle, ſur laquelle nous prendrons le ſujet de ce Mémoire, la Négociation ne nous en fourniſſant point d'ailleurs.

A l'égard des Suédois.

Nous ſuivrons le prudent avis de ſon Eminence, d'eſſayer de porter adroitement les Miniſtres de Suéde à déſirer pour leurs intérêts, & à nous conſeiller eux-mêmes de faire un Traité particulier avec le Duc de Baviére.

C'eſt à quoi nous travaillerons autant qu'il nous ſera poſſible : s'il y a lieu d'eſperer de rendre ces Meſſieurs capables de raiſon en cela, c'eſt dans la conjoncture préſente, où ils ſont dans quelque crainte, l'armée de l'Empereur s'étant fortifiée, deſorte qu'étant proche de la Suédoiſe, l'on eſt en peine de l'évenement.

Et de la conſervation des Troupes de Baviére.

Et pour ce qui regarde la conſervation des Troupes dudit Sieur Duc, nous nous ſervirons de la raiſon ſolide portée dans ladite Lettre, étant certain que s'il vient à les licentier, faute de quartiers elles paſſeront au ſervice de l'Empereur; mais pour dire notre veritable ſentiment les Plénipotentiaires de Suéde nous écouteront, tant qu'ils ſeront en crainte du ſuccès de la Campagne; mais auſſitôt qu'ils ſeront un . . occupée avec l'Eſpagne, qu'ils puſſent ſeuls dominer dans l'Empire, y donner abſolument la Loi, & établir de tout point leur Religion.

Promeſſes de Trautmanſdorff à Peñaranda.

L'avis que l'on a eû de Bruxelles, que le Comte de Trautmanſdorff avoit promis à Peñaranda, qu'achevant ſon Traité avec les Suédois, les armées de l'Empereur pourroient agir contre la France, & que celles de Suéde ſe conduiroient de la même ſorte avec l'Eſpagne, que les Hollandois ont fait depuis la ſignature de leurs Articles, a un raport entier de ce que nous avons vû ſe ménager ici, avant & depuis le depart dudit Trautmanſdorff.

Pluſieurs Députés ſouhaitent de conclure le Traite avec la Suéde.

Le ſentiment de pluſieurs Députés de l'Aſſemblée, & même de quelques uns, qui ne paroiſſent pas d'ailleurs mal affectionnés envers la France, étoit de conclure, & de ſigner le Traité avec les Suédois, à la charge qu'il n'auroit pas d'effet, que la France n'eût achevé le ſien, en faiſant cependant une ſuſpenſion : Les Députés de Brandebourg nous ont fait à nous mêmes cette ouverture, & on ne ſait pas ſi les Suédois n'y eûſſent point adheré, ſi la trahiſon de Jean de Wert eût reuſſi, & ſi nous ne leur eûſſions donné eſperance du ſubſide, & agi en la ſorte, dont nous avons ci-devant rendu compte.

On ſe plaindra de Peñaranda aux Médiateurs.

Nous ferons remarquer aux Médiateurs combien Monſieur Peñaranda s'eſt mécompté dans les belles imaginations, qu'il a eues, que le Roi ſon Maître vouloit attaquer Perpignan, en même tems que l'Archiduc avanceroit vers Paris, & que le Duc d'Arcos, & le Connétable de Caſtille feroient le ſiége de Cazal, pendant que le Vice-Roi de Naples attaqueroit Portolongone, & Piombino : nous n'avons pas de peine de perſuader à l'Aſſemblée, que les moindres raiſons d'eſperances éoignent les Eſpagnols des penſées de la Paix, les Médiateurs le croiront facilement, mais pour le Comte de Peñaranda, il ne paroit encore en lui aucune diſpoſition à traiter, ſoit qu'il ne ſoit pas revenu de ſes agreables idées, qu'il s'étoit formé dans l'eſprit, ſoit qu'il attende les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, pour eſſayer de les porter à de nouveaux manquemens, ou pour les obliger, en témoignant de ne pas conſentir aux choſes, qu'il faut qu'il accorde, que par leur conſideration, ou ſoit qu'en effet il n'aye pas les ordres de ſon Maître, qui ne lui peuvent arriver que longtems après le ſuccès de la Campagne, à cauſe de la diſtance des lieux.

Il faut continuer l'Alliance avec la Suéde.

Son Eminence a grande raiſon de croire, qu'il eſt plus neceſſaire que jamais de s'unir étroitement à la Couronne de Suéde, & de juger que la Guerre continuant en Allemagne, il eſt important à leurs Majeſtez d'y avoir une armée, ſans cela l'on ne peut y conſerver le reſpect qui leur eſt dû, & quand les Ennemis ſeront obligés de céder quelque choſe, nos Alliez ſeuls en tireront avantage, & auront tout l'honneur, la grace, & le principal profit d'une ſi longue Guerre; auſſi peut on voir de quelle façon la Couronne de Suéde ſe conduit en cela, puis-

Digitized by Google

On arrête l'affaire du Palatin.

L'Article de l'affaire Palatine ayant enfin été ſigné du conſentement des Plénipotentiaires de Suéde, ainſi qu'il avoit été concerté entr'eux & nous, nous avons reſolu de prendre cette occaſion d'envoyer viſiter Monſieur le Duc de Baviére, vers lequel nous dépéchons exprès le Sieur d'Erbigny, pour nous rejoüir avec lui du bon ſuccés de cette affaire.

On en donne connoiſſance à monſieur l'Electeur de Baviére.

On lui repreſentera par le même moyen comment les Eſpagnols ſe ſont rendus ici Maîtres de la conduite des Députez Impériaux, & que par toutes ſortes d'artifices ils retardent la concluſion du Traité : on lui fera ſavoir les difficultés qu'on fait ſur la ſatisfaction de la France, & on le conjurera de redoubler ſes offices auprès de de l'Empereur pour les ſurmonter : ſur tout il ſera ſupplié comme Prince d'une ſi grande prudence de nous dire & ſuggerer les moyens, qu'il eſtime les plus convenables pour conclure & aſſurer la Paix.

L'Envoyé ſera chargé d'en avertir Monſieur de Turenne.

Le dit Sieur d'Erbigny a ordre de paſſer auprès de Monſieur le Maréchal de Turenne, & de lui faire ſavoir le ſujet pour lequel il eſt envoyé vers ledit Duc, de lui demander avis comment il ſe doit conduire, & ſuivre ce que ledit Sieur Maréchal preſcrira.

Il lui fera recit de ce qui s'eſt paſſé en dernier lieu dans la Négociation, & lui dira les grandes inſtances que font les Plénipotentiaires de Suéde, de joindre les forces qu'il commande aux leurs, pour le quel effet nous nous remettons à ce que lui-même ſaura mieux juger, étant ſur les Lieux, ſelon les ordres qu'il aura de leurs Majeſtez, l'aſſurant néanmoins que s'il voit qu'il ne peut rien faire de mieux, ladite jonction ne ſera pas inutile à ce qui ſe traite préſentement.

Troupes Françoiſes qui offrent leur ſervice aux Suédois.

Comme l'on achevoit ce Mémoire le Sieur Koningsmarck, qui n'eſt qu'à une journée d'ici a écrit à moi Duc de Longueville, me donnant avis, que les Cavaliers débandés de l'armée de Monſieur de Turenne, que l'on dit être de deux mil Chevaux, lui ont offert de ſervir la Couronne de Suéde, & ont demandé des Officiers, auxquels ils ſont prêts d'obeir. Ledit Sieur Koningsmarck déſire de ſavoir comme il s'y doit conduire, & ſe plaint que leſdites Troupes mangent les quartiers qui lui ont été aſſignés pour la ſubſiſtance des ſiennes, & qu'ils menacent de prendre parti auprès de l'Ennemi, s'il ne les reçoit à ſon ſervice. J'envoye un Gentilhomme audit Sieur Koningsmarck, pour le remercier de ſon avis, & le prier d'en faire part à Monſieur de Turenne, qui commande les armées du Roi ; que j'eſpere de lui qu'il fera ce que doit un bon allié en cette occaſion, & engagera ſes Soldats à ſe remettre dans l'obeïſſance. Cependant j'ai donné ordre au Gentilhomme qui ſait la Langue, & qui eſt allemand de paſſer vers ces Cavaliers, & de voir ſi l'on pourroit gagner quelque choſe ſur leur eſprit, encore qu'il y aye peu d'aparence, m'ayant été dit par un Député de Madame la Landgrave, que cette Princeſſe leur ayant offert ſon interpoſition envers leurs Majeſtez, avec promeſſe de s'obliger elle même à tout ce qui ſeroit neceſſaire pour leur garantie, ils n'y ont point voulu entendre, parce, diſent ils, que Madame la Landgrave eſt trop attachée & dépendante de la France.

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 26. Août 1647.

Ils inſiſtent pour avoir des remiſes. Départ d'un Envoyé à l'Electeur de Baviére. Il doit voir en paſſant le Maréchal de Turenne.

MONSIEUR,

Ils inſiſtent pour avoir des remiſes.

QUoique dans le Mémoire du Roi du ſeïziéme de ce mois, l'on nous mande que leurs Majeſtez ſe ſont fichées, quand elles ont apris, qu'on n'avoit pas envoye dans le tems qu'elles avoient ordonné, la ſomme d'argent, qu'on nous a depuis fait tenir, & qu'elles ont donné ordre à Meſſieurs des Finances de pourvoir dès à preſent à un nouveau fonds, nous avons crû vous devoir donner avis, que nous n'avons encore rien touché, ni reçu aucune Lettre de change pour cette ſomme. Nous n'en parlerions pas du tout, ſi le ſervice du Roi n'en recevoit du préjudice : mais nous ſommes obligés de vous dire, Monſieur, & nous vous ſupplions de le repréſenter, que ladite ſomme eſt un remplacement d'une dépenſe faite, il y a quinſe mois, tant pour les levées d'Allemagne, (ce qui fut la principale cauſe du bon état où l'armée ſe trouva l'année derniere) que pour diſtribuer à Tréves, lors qu'on deſiroit avoir le conſentement pour la poſſeſſion de Philipsbourg accordée au Roi, par lequel effet ſeul l'on avoit pouvoir d'employer juſques à cinquante mil Riſdalles, & encore pour le retabliſſement des refugiez de Liége. En toutes leſquelles choſes, il fut debourſé vingt-quatre mil Riſdalles ſeulement.

Puiſque nous ſommes ſur cette matiere, nous vous ſupplions encore de faire ſavoir, que nous n'oſerions offrir aucune choſe préſentement à Meſſieurs les Plénipotentiaires de Suéde, d'autant qu'il y a deux ans que nous leur fimes les mêmes offres, que l'on nous donne pouvoir de faire. Ce qui n'ayant pas été executé, il n'y aura point de grace de leur rien promettre à cette heure, & il ſemble qu'il faut attendre, ou à la Concluſion de la Paix, ſi elle ſe fait, ou quand on renouvellera le Traité, ſi le malheur veut, que pour continuer la Guerre l'on

Digitized by Google

Impériaux, & il ſe voit clairement, que ni les uns, ni les autres ne ſe porteront à la Paix que par une derniere néceſſité. C'eſt pourquoi nous eſtimons, que le veritable & le plus court moyen de parvenir à ce bien tant déſiré, eſt de les y forcer : il eſt beſoin que la France ſe mette en état de ſe faire raiſon, & que l'on connoiſſe que ſi on ne lui accorde ſes juſtes pretentions, elle pourra les augmenter, & pouſſer bientôt la Paix, il ſemble que l'on doit ſe préparer à la Guerre, & ſur toutes choſes travailler promptement à rétablir l'armée d'Allemagne.

Nouvelles que le Conſeil de l'Empereur a reçeu.

Nous ajoûterons à cela, que nos Alliez nous peuvent entraîner; que la demande qu'ils font de vingt millions de Riſdalles, pour la ſatisfaction de leur milice, ſurprend les Impériaux. Les Suédois publient qu'ils exempteront de cette grande & inſuportable charge les Etats Proteſtans; & quoi que leur deſſein ſoit plûtôt de ſe payer en Terres qu'en argent, connoiſſans bien l'impoſſibilité de tirer une ſi grande ſomme de l'Allemagne, ſi eſt ce que cela donne une telle allarme à tous les Catholiques, que l'on parle d'une rançon, & de remettre ſur pied la ligue, qu'ils avoient ci-devant faite.

Prétentions exorbitantes des Alliez de la France.

L'Electeur de Cologne a deja repris le parti de l'Empereur, voulant faire croire, qu'il y a été obligé par le mauvais traitement qu'il a reçu depuis le Traité d'Ulm : à la verité nous voyons bien que les Suédois & les Heſſiens ne ſont pas fachez, qu'il ait pris cette reſolution, pour avoir plus de moyen de lui faire du mal. Nous en ſommes en peine ne ſachant pas quelle ſuite cela pourra avoir auprès de Monſieur le Duc de Baviére, & cela même a été cauſe que nous avons differé juſques ici l'envoi du Sieur d'Erbigny, pour nous éclaircir davantage de ce que feroit l'Electeur de Cologne, afin de lui donner ordre d'en parler, & de connoître, autant que faire ſe pourra, le veritable ſentiment dudit Sieur Duc. Cependant nous eſtimons qu'on doit ſe plaindre à lui de la reſolution que ſon frere a ſi promptement priſe, ſans nous avoir dit les ſujets qu'il en peut avoir, & ſans nous avoir donné le tems d'y remedier, en cas qu'ils ſoient raiſonnables Ce qui nous fait croire qu'il a mieux aimé profiter de l'occaſion d'une rupture, que la faire ceſſer.

L'Electeur de Cologne reprend le parti de l'Empereur.

Nous ne pouvons conclure de tout ce que deſſus autre choſe, ſinon, que ſoit que l'on ait égard à l'animoſité de nos parties, ou aux deſſeins de nos Alliez, il eſt neceſſaire pour tenir les uns & les autres en conſideration, que la France ſoit puiſſamment armée, ce qui ſera également utile à faire la Paix, ou à continuer la Guerre.

Quand nous avons ſupplié leurs Majeſtez de nous ordonner ce qui ſeroit à faire, en cas que l'Empereur s'obligeant à n'aſſiſter pas le Roi d'Eſpagne, on voulût exiger de nous que la France ne tireroit aucun ſecours de la Suéde, ni des Princes de l'Empire; l'un a prétendu que cette obligation s'étendroit aux Archiducs d'Au-

Ils demandent l'avis de la Cour pour le Traité de l'Empire.

Nous remettons le ſurplus au Mémoire & après nos très-humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons.

MEMOIRE

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

ENVOYE' EN COUR,

Le vingt-ſixiéme Août 1647.

Ils ſuivront exactement les ordres de la Cour. Les Eſpagnols gouvernent le Conſeil de l'Empereur. Pretentions exorbitantes des Alliés de la France. L'Electeur de Cologne reprend le parti de l'Empereur. Ils demandent l'avis de la Cour pour le Traité de l'Empire. Ils prétendent que l'Empereur ne prenne pas le titre de Landgrave d'Alſace. Touchant l'Alliance de la France & de la Suéde. Et de faire la Paix aux Pais-Bas. Ils executeront les ordres de la Cour, à l'egard de quelques Députés Hollandois. Touchant le ſubſide à la Suéde. Découverte d'un trouble contre la France. Entretien de Monſieur de Longueville avec les Médiateurs touchant le Traité avec l'Eſpagne, comme auſſi avec un Depute Hollandois.

Ils ſuivront exactement les ordres de la Cour.

LE Mémoire du ſeiziéme de ce mois eſt fait avec tant de prudence, & l'on a ſi bien prevû à tout ce qui peut tomber en queſtion dans les Traitez, que nous n'avons quali d'au-

Digitized by Google

Ils prétendent que l'Empereur ne prenne pas le Titre de Landgrave d'Alface.

Nous avons encore manqué à nous expliquer aſſez clairement, lorſque rendant compte de ce qui s'eſt dit touchant le Landgraviat d'Alſace, l'on a écrit que les Médiateurs avoient comme donné les mains ſur ce que nous avions déclaré, que ſi l'on retenoit le Titre nous garderions l'argent. Cela ne veut pas dire, que les Impériaux aiment mieux conſerver cette qualité, que de ne recevoir pas le payement de ce qui leur a été promis; mais nous avons ſeulement voulu dire que les Médiateurs ont acquieſcé à notre raiſon, & témoigné l'aprouver: auſſi eſtimons nous que les Impériaux ceſſeront de former cette difficulté, Wolmar ayant dit à quelqu'un qu'il ſeroit aſſez tems de quiter ledit Titre, quand la Maiſon d'Inſpruck auroit été ſatisfaite de ce qui lui eſt promis, pour céder cette Province.

Touchant l'Alliance de la France & de la Suéde.

Ce ſeroit perdre ſon tems, que de repliquer ſur ce qui eſt dans le Mémoire touchant la propoſition de Monſieur Oxenſtiern d'eſtraindre la liaiſon des deux Couronnes; comme toutes choſes y ſont ſi judicieuſement peſées & balancées, que nous en ſommes entierement perſuadés, nous y obeirons ponctuellement, notre opinion étant que l'on doit témoigner aux Suédois le déſir de s'attacher à eux plus que jamais, & de rentrer en de nouveaux Traitez, ſans néanmoins en venir à l'effet, ſi ce n'étoit qu'on vît qu'il n'y eût plus aucune eſperance de Paix, ou qu'ils fuſſent en termes de conclure avec les Imperiaux, ſans la France.

Et de faire la Paix aux Pais Bas.

Depuis que nous avons été tous trois enſemble, nous avons examiné à diverſes fois l'expédient propoſé, de faire la Paix, pour le Pais-Bas ſeulement, la penſée nous en paroit excellente, & qui ſe peut très-utilement reduire en pratique en tems & lieu: néanmoins nous ſupplions très-humblement Sa Majeſté de ne trouver pas mauvais, ſi nous différons encore à lui mander plus au long nos ſentimens, ne pouvans nous reſoudre ſur la maniere & le tems propre à faire cette ouverture, que nous n'ayons vû auparavant les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, & reconu quelle ſera leur conduite, & à quoi ils incliueront le plus.

Ils executeront les ordres de la Cour, à l'égard de quelques Députez Hollandois.

Il ſera ſatisfait à l'ordre qui nous a été donné à l'égard de Paw & Knut, & nous eſſayerons de ménager toutes choſes avec le plus d'avantage qu'il nous ſera poſſible, pour le ſervice de leurs Majeſtez.

Touchant le ſubſide à la Suéde.

La generoſité de la Reine, en accordant le payement entier du terme échu du ſubſide, ne peut produire qu'un bon effet à Stockholm, où l'on verra comment Sa Majeſté fait reconnoître la déference qui lui eſt renduë. Le Sieur de la Cour a eû charge de nous, d'aſſurer les Pléniporentiaires de Suéde de ce payement, ayant jugé que l'on ne pouvoit tirer plus d'avantage, que de leur faire au plutôt ſavoir une ſi agreable nouvelle, du retardement de laquelle, s'il eût duré, ils commençoient à ſe piquer. Il plaira donc à leurs Majeſtés de commander que cette ſomme ſoit remiſe au premier jour à Hambourg, comme nous leur avons fait dire qu'elle le ſeroit.

Découverte d'un trouble contre la France.

Nous eſtimons que ce que l'on a découvert de ceux qui ont été arrêtés à Hailbron, & à Peronne donnera grande lumiere du deſſein des

Entretien de Monſieur de Longueville avec les Médiateurs touchant le Traité avec l'Eſpagne, comme auſſi avec un Député Hollandois.

Le voyage que moi Duc de Longueville ai reſolu de faire en France, ſuivant la permiſſion de leurs Majeſtez y a donné ſujet. Car ayant pris congé de Meſſieurs les Médiateurs, & leur ayant dit que je partirois de Munſter le vingt-quatriéme, ils m'ont fait prier de demeurer ici quatre ou cinq jours, eſperans que dans ce tems-là ils pourroient porter les Eſpagnols à rentrer en Traité, en leur remontrant qu'il étoit honteux, que le retour des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats y obligeât les Miniſtres de deux ſi grandes Couronnes. Je fis réponſe, que je n'avois en penſée d'aller en France, que parce qu'il ne ſe fait rien ici préſentement, que s'il y avoit lieu d'avancer les affaires, je demeurerois bien volontiers, & qu'encore que je n'y viſſe aucune diſpoſition aux Eſpagnols, j'accordois auxdits Sieurs Mediateurs le tems qu'il leur plaiſoit me demander.

Ils ont enſuite parlé d'arrêter le point de l'aſſiſtance de Portugal, comme celui auquel ils prévoyent la plus grande difficulté. Nous avons conſideré outre l'obſtination de Peñaranda à ne rien faire que ce point là ne ſoit vuidé, que les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats y ſeroient tout à fait contraires. Le Sieur de Nidershorſt, qui eſt déja arrivé, nous a dit nettement que nous devions faire état d'avoir ſes Collegues, plus animés contre nous ſur cet Article que les Eſpagnols mêmes: cette conſideration & le déſir de voir s'il ſe pourroit faire quelque choſe avant que leſdits Ambaſſadeurs ſoient à l'Aſſemblée, nous a obligé de dire aux Médiateurs, que nous conſentions que l'on traitât en même tems du point de Portugal, & des autres auſſi. Il eſt certain que l'arrivée des Hollandois nous peut cauſer du préjudice; les Miniſtres d'Eſpagne s'étudieront à les détacher entierement d'avec nous, & ne manqueront pas de prendre de nouvelles eſperances d'une totale deſunion. D'ailleurs leſdits Hollandois, dont la conduite n'eſt pas ſincere; en ſe mêlant des intérêts de la France ſe feront accorder ce qu'ils veulent encore extorquer de l'Eſpagne, & quand ils auront leur compte, ils ſe ſoucieront fort peu du nôtre, & concluront peut être ſans nous. C'eſt ce qui nous a fait reſoudre à écouter les Médiateurs, qui travaillent avec grand zéle, & avec beaucoup de peine aupres du Comte de Peñaranda. Il eſt bien vrai que celui-ci ſe tient aux Champs à deux heures de Munſter, ſoit que par une façon aſſez ordinaire à ceux de ſa Nation, il veut que l'on croye qu'il n'eſt pas preſſé de conclure, ſoit qu'il attende les ordres du Roi ſon Maitre, enſuite des derniers ſuccès que l'on a eûs en Flandres, & des revoltes de Naples & de Sicile, ce que nous croyons plus vrai ſemblable; mais en toutes façons l'on verra bien clair dans ſes intentions, & nous eſperons pouvoir faire ſavoir par l'Ordinaire prochain, ce que nous en aurons reconnu.

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 2. Septembre 1647.

Une partie des Plénipotentiaires Hollandois arrive à Munſter.

MONSIEUR.

Une partie des Plénipotentiaires Hollandois arrive à Munſter.

LE Mémoire vous aprendra à quoi notre ſemaine a été employée. Il eſt arrivé du jour d'hier quatre Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats, & deux qui y étoient déja, & ainſi il n'en manque que deux qui ſont Knuyt & Klant, pour faire le nombre entier. Nous leur avons fait aujourd'hui la premiére viſite.

On nous a dit que notre Dépêche du douziéme avoit été portée à Cleves, par erreur, au lieu de prendre le chemin ordinaire, nous eſtimons quelle vous depuis été renduë; mais en tout cas nous vous en envoyons le duplicata, & après vous avoir ſupplié de nous conſerver l'honneur de votre bienveillance, nous demeurons.

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 2. Septembre 1647.

Cauſe du ſilence des Eſpagnols. Leur ſentiment la-deſſus. Affaires de Naples. De la Catalogne & de l'armée de Suéde. Touchant le ſubſide pour la Suéde. Bruits contre le Duc de Baviere. Ils rentrent en Negociation avec les Eſpagnols. On loue la conduite des Médiateurs. On en donne connoiſſance aux Ambaſſadeurs de Hollande. Artifice des Eſpagnols. Leur entretien avec deux Députés des Etats Generaux. Peñaranda veut avoir un certificat de tout ce qui ſe paſſe à l'Aſſemblée. Les Médiateurs le lui refuſent. Peñaranda leur demande d'entretenir pendant peu de jours la Négociation. Raiſon de cette demande. Et diſcours des Plenipotentiaires François. La France veut abſolument être en liberté d'aſſiſter le Portugal.

Cauſe du ſilence des Eſpagnols.

NOus rendons de très humbles graces à leurs Majeſtés, de la part qu'elles ont eû agréable qui nous fût donnée de toutes les nouvelles contenuës au Mémoire du vingt troiſiéme du mois paſſé : ce que le Secretaire de Monſieur le Duc de Vendôme a dit, & ce qui a été découvert par celui de Dom Miguel de Salamanca, fait voir une partie des raiſons, qui ont rendu les Miniſtres d'Eſpagne ſi lents & ſi peu ſoigneux d'avancer le Traité : il eſt aſſés étrange, que des perſonnes qu'on doit préſuppoſer être ſages & bien aviſées faſſent fonds ſur des choſes ſi légeres & ſi abſurdes.

Leur ſentiment là deſſus.

Pour ce qui regarde le Secretaire de Salamanca, puiſque la Reine ordonne d'en mander nos ſentimens; il nous ſembleroit qu'il doit être gardé pour s'en ſervir à diverſes fins, juſques à ce que l'on aît vû quel train prendront les affai-

res

homme en tirera encore de lui quelque lumiere plus grande, & que l'on aprendra qui eſt cet Impoſteur, qui a donné ſujet à ſon voyage, avec lequel il pourroit être confronté, au lieu que ſi l'on le renvoye promptement, l'impunité peut donner audace à d'autres de s'engager à de ſemblables entrepriſes.

Au ſurplus en uſant du pouvoir qu'il a plu à Sa Majeſté de nous donner, nous avons conté cette Iſſuë aux Mediateurs, qui ne manqueront pas de le dire aux Plenipotentiaires d'Eſpagne, ce qui ſuffit pour les détourner de leurs vaines penſées ſi toutes fois il y a quelque choſe qui puiſſe guerir leur aveuglement.

Affaires de Naples.

Les ſoins & la bonne conduite de Monſieur le Marquis de Fontenay, en l'affaire de Naples ſont extrémement loüables, & il ne ſe peut rien de plus judicieux, que la reſolution qu'on a priſe, & le conſeil de Monſieur le Cardinal Grimaldi. Le Peuple de Naples eſt Maître dans la Ville, & y donne la Loi, ſi l'on envoyoit des Troupes étrangeres dans le Royaume, peut être cela donneroit il ſujet aux habitans de ſe reunir entr'eux, & de former de nouvelles penſées. Ce dont on les peut aider davantage eſt de conſeil, en leur faiſant connoître que pour aſſurer leur liberté ils ſe doivent rendre Maîtres des Places fortes, que ſi pour l'execution il eſt beſoin de ſecours, il ſemble qu'il ne doit pas tant conſiſter en Troupes qu'en leur faiſant fournir du Canon, des armes, s'ils en ont beſoin, & toutes les munitions qui leur ſeront néceſſaires. Nous croyons ſur tout qu'il ne leur doit pas paroître que l'on ait aucun beſoin de profiter dans ce trouble, & qu'il vaut mieux les laiſſer agir eux mêmes, que ſi en s'entremettant trop tôt de leur different on leur faiſoit naître l'envie de retourner à leur premier Gouvernement. C'eſt ce qui nous eſt tombé préſentement dans l'eſprit : encore qu'à la verité il ſoit mal aiſé de donner un bon conſeil dans des choſes ſi éloignées, & dans une occaſion où l'on doit faire la guerre à l'œil, & prendre ſes reſolutions ſur le champ, ſelon l'etat des affaires, qui peuvent changer de jour à autre.

De la Catalogne.

Nous avons vû avec joye la grande prévoyance que l'on a eûë en fortifiant les poſtes que l'on tient dans la Catalogne, & que Monſeigneur le Prince ait reſolu de reſter là, juſques à ce que les Ennemis ſoient hors d'etat d'y entreprendre. Il ſeroit mal aiſé d'obtenir en faiſant Tréve, qu'il fût permis de fortifier tel lieu que l'on voudroit. Celui de nous qui vient de la Haye, dit que l'on y condamne hautement cette demande, & que l'opinion commune eſt, que dans une Tréve l'on ne doit point eſtiger de nouveaux forts dans les Lieux qui reſtent à chacune des parties ; mais qu'il eſt ſeulement permis d'achever ceux qui ſont commencés ; c'eſt pourquoi il eſt très néceſſaire & très utile d'en conſtruire quelques uns vers Tarragone, & contre Lerida. Cela fait voir aux Catalans le ſoin que l'on a de leur conſervation, & perdre aux Eſpagnols l'eſperance de recouvrer cette Principauté, outre l'avantage que l'on tirera en traitant, d'accroître par ce moyen le Territoire des Places dont la France eſt en poſſeſſion ; on doit ſeulement prendre garde par notre avis, que les Peuples de ce Pays là ne s'i-

Et de l'armée de Suéde.

Le Gentilhomme qu'on a envoyé vers Monſieur Koningſmarck n'eſt pas encore de retour. Le Sieur d'Avaugour à qui nous avions écrit pour travailler auprés de Monſieur Wrangel, afin qu'il aidât la France à conſerver les troupes mutinées, nous mande que ledit Sieur Wrangel eſt plein de bonne volonté : mais quelque choſe qu'on nous dite de ce côté là, nous eſtimons que Monſieur Wrangel a deſſein de joindre ces Troupes au Corps qu'il commande, & de ſe les approprier. Quand nous lui en avons écrit, ce n'a pas été tant en eſperance de l'empêcher de s'en ſervir, comme pour reſerver un moyen de les pouvoir un jour retirer, ou pour le moins de recevoir quelque avantage des Suédois, qui pût valoir autant. Nous travaillerons auprés des Plénipotentiaires, pour avoir d'eux, s'il ſe peut quelque aſſiſtance dans les Pais-Bas, en conſentant, que ces Cavaliers débandés ſervent dans leur armée ; mais outre que le nombre en eſt fort diminué, & qu'il n'y a pas plus de douze cens Reitres à ce que l'on tient, ces Meſſieurs ſont fort attachés à leurs propres intérêts : leur deſſein préſent auquel Madame la Landgrave n'a pas moins de paſſion qu'eux, eſt de ſe rendre Maîtres du Cercle de Weſtphalie. Ils croyent ſe mettre par là en état de n'avoir preſque plus beſoin du ſecours de la France ; le changement de l'Electeur de Cologne leur donnera plus d'exercice, qu'ils n'en euſſent eû, s'il eût perſiſté dans la neutralité, & l'on dit, que le Général Lamboi commandera bientôt un Corps conſiderable, pour s'oppoſer à eux : ainſi nous prevoyons grande difficulté d'en tirer de l'aſſiſtance, quoique nous ſoyons reſolus de le tenter & d'y faire effort : & pour cet effet l'un de nous s'en va préſentement traiter avec Meſſieurs les Suédois.

Touchant le ſubſide pour la Suéde.

On aura vû par la Dépêche du Sieur Chanut, combien il a été à propos de faire pourvoir aux remiſes pour le ſubſide. Nous envoyerons au Sieur Meulles les Lettres de change, que nous avons reçuës, afin qu'il puiſſe recouvrer les derniers, & faire le payement : cependant l'on a grand ſujet de ſe louër de l'affection, que la Reine de Suéde a témoigné aux intérêts de la France, en donnant avis au Sieur Chanut de la diſpoſition du ſenat, & s'y gouvernant d'une maniere ſi obligeante, quelle a même hazardé ſon autorité, pour empêcher que l'on ne prît quelque reſolution contraire à la France.

Bruits contre le Duc de Baviére.

Le Baron d'Azenlang eſt parti de l'aſſemblée, où le bruit eſt fort grand, que Monſieur le Duc de Baviere veut quitter la neutralité. Quand ſon Ambaſſadeur nous a dit Adieu, il a bien aſſuré de la conſtance de ſon Maître, dans reſpect, fidelité, & affection envers leurs Majeſtés ; mais lorſque nous lui avons parlé des bruits qui courent, il ne nous a pas entierement ſatisfaits. Nous avons retrouvé une Lettre en Allemand dudit Sieur Electeur à Monſieur Wrangel, dont nous avons fait mettre la copie de la Traduction avec ce Memoire. Il ſe plaint fort que l'on n'aye pas vecu avec l'Electeur de Cologne, ſon frere, comme il avoit été promis à Ulm. Nous ne ſavons pas à quoi aboutiront ſes plaintes, & ſommes en peine de ce qui en reuſſira, d'autant plus à la verité, que nos Alliez donnent, par leur conduite, un pré-

l'Article troiſiéme, dans lequel nous avons mis en des termes plus doux ce qui bleſſoit les Miniſtres d'Eſpagne en la ſuſdite Declaration. Après diverſes allées & venues, l'Article a été arrêté du conſentement des deux Ambaſſades, en la forme que l'on verra par la copie ci-jointe, & quant à la Déclaration, Meſſieurs les Médiateurs l'ont eux mêmes dreſſée en des termes ſi ſimples, ſi courts, & ſi éloignés de toute partialité, que quiconque la conſiderera, jugera ſans doute que s'il y avoit lieu de conteſtation, elle ne pouvoit venir que de notre part, ayant peut être ſujet de déſirer un plus grand éclairciſſement. Néanmoins quand elle a été préſentée aux Miniſtres d'Eſpagne, ils y ont trouvé à redire, & comme s'ils ſe repentoient d'avoir conſenti à l'Article troiſiéme, ils ont renouvellé la queſtion & ajouté ces mots. *Reſuſants toujours ceux d'Eſpagne d'admettre que les Troupes auxiliaires de France puiſſent entrer en aucune maniere dans le Royaume de Portugal.*

Quand on a repréſenté l'écrit avec cette clauſe, nous avons dit que c'étoit recommencer la difficulté, que ſi les Eſpagnols ajoûtoient quelque choſe à ce que les Médiateurs avoient pris la peine de dreſſer, nous en ferions autant, & perſiſterions à ce que nous avons ci-devant mandé, & que de cette ſorte l'on ne ſortiroit jamais d'affaires: que pour témoigner le déſir que leurs Majeſtés ont de la Paix, nous offrions d'en reſter aux termes, que leſdits Sieurs Médiateurs avoient jugé raiſonnables, ou bien de paſſer outre aux autres points, attendant que par le conſeil de nos amis l'on pût convenir de la ſuſdite déclaration. Le Comte de Peñaranda, au lieu d'accepter l'un ou l'autre des partis ſi équitables a formé une nouvelle propoſition, de laquelle il n'avoit point été parlé juſques ici. Il a conſenti à l'Article, comme il eſt conçû, & à la déclaration telle que les Médiateurs l'avoient donnée, pourvû que les mêmes Médiateurs lui donnent un écrit, auſſi bien qu'à nous, par lequel ils certifient, que l'intention des Plenipotentiaires d'Eſpagne n'a jamais été d'accorder, qu'il fût loiſible aux Troupes Françoiſes, qui paſſeront en Portugal, d'attaquer ce qui appartient au Roi Catholique, pour quelque prétexte que ce fût.

On loüe la conduite des Médiateurs.

Monſieur le Nonce, & Monſieur Contarini, des ſoins & de la conduite deſquels nous avons beaucoup de ſujet de nous loüer dans cette rencontre, n'ont point voulu prendre par écrit cette derniere demande des Eſpagnols, jugeant, que ſi on mettoit la main à la plume, cela donneroit eſperance au Comte de Peñaranda, qu'on y pourroit entendre. Quand cette propoſition nous a été faite, nous avons répondu que le peu de volonté, que les Eſpagnols ont de faire la Paix, eſt toute évidente: que nous étions juſtifiés devant Dieu, & les hommes de nous être portés à toutes conditions raiſonnables: & parce que nos parties voudroient peut être à leur coutume, déguiſer les choſes, leur deſſein n'ayant jamais été autre, que de brouiller la

Artifice des Eſpagnols.

égard à ce qui les regarde en particulier, qu'au public; que cette derniere Negociation juſtifioit entierement la France: que Peñaranda avoit toûjours dit qu'il accorderoit la déclaration des Médiateurs, pourvû qu'elle fût en termes generaux, & qu'il fût porté ſeulement, que le Portugal s'entendoit être compris dans le troiſiéme Article.

Nous fîmes remarquer aux dits Sieurs Médiateurs que depuis quelque tems les Emiſſaires d'Eſpagne avoient eux mêmes publié dans l'aſſemblée, que la France témoignoit être plus diſpoſée à faire la Paix, que ci-devant, & que ce bruit n'avoit d'autre viſée, que pour s'en ſervir auprès des Hollandois, & leur faire croire que nous craignons leurs interpoſitions, & aimons mieux traiter par celle des Médiateurs.

Mais nous ajoûtâmes, que ce n'eſt pas merveille ſi du côté d'Eſpagne, l'on s'éloigne ſi fort du bon chemin, que l'on s'eſt imaginé une guerre civile en France, & ſur cela nous confirmâmes le voyage du Secretaire de Salamanca: ce qui fit dire aux Médiateurs en ſe regardant l'un l'autre, qu'ils ne s'étonnoient plus tant de la froideur des Eſpagnols; qu'ils eſperoient qu'étant détrompés ils prendroient de meilleurs conſeils, & deſireroient peut être à l'entremiſe des Hollandois, ce qu'ils n'ont pas voulu accorder à leur inſtance: qu'ils le ſouhaitoient avec affection, & que la Paix entre les deux Couronnes leur ſeroit toûjours très agréable, de quelle maniere qu'elle pût être ménagée.

Comme toute la conduite des Eſpagnols tend à jetter la diviſion entre la France & les Provinces-Unies, & qu'ils ſont ſavoir à la Haye avec beaucoup d'artifice, & ſouvent contre la verité les choſes qui ſe paſſent à Munſter, nous jugeames qu'il étoit à propos de communiquer promptement tout ce que deſſus à ceux qui ſont ici de la part de Meſſieurs les Etats, eſtimans que le raport des Sieurs de Niderhorſt & Doria ſeroit plus ſincere, que ſi nous attendions que les autres Ambaſſadeurs fuſſent arrivés.

Leur entretien avec deux Deputés des Etats Generaux.

Nous les aſſimes donc voir, & leur en fîmes le recit. Ils nous dirent, que Monſieur Contarini venoit de les quiter, & leur avoit dit les mêmes choſes, qu'il donnoit ouvertement le tort aux Miniſtres d'Eſpagne, & leur imputoit le retardement du Traité, juſques là qu'il leur avoit dit, que conſiderant l'état préſent des affaires d'Eſpagne, il ne pouvoit comprendre quelle étoit la cauſe de la froideur du Comte de Peñaranda; qu'il avoit toûjours conſenti à la déclaration demandée par leſdits Plenipotentiaires de France, pourvû qu'elle fût en termes generaux, & qu'il fût dit ſeulement, que ce qui étoit en l'Article troiſiéme s'entendoit auſſi du Portugal: qu'on lui offroit aujourd'hui ce qu'il avoit deſiré, & que c'étoit contre toute raiſon qu'il demandoit que les Médiateurs fiſſent auſſi une déclaration pour l'Eſpagne, étant choſe nouvelle, & ne s'étant parlé de dreſſer un écrit ſeparé du Traité, que pour ſuppléer au defaut de l'expreſſion de Portugal, dont

fort travaillé, pour empêcher le retour des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, comme appréhendans, qu'ils ne les duſſent preſſer de conclure : ledit Sieur de Niderhorſt fut bien aiſe d'avoir occaſion de nous repliquer la-deſſus que Monſieur Contarini leur avoit dit la même choſe, & qu'il étoit vrai en effet, que les Eſpagnols avoient différé le retour de leurs Collegues ; ce qu'il ne diroit pas s'il ne voyoit que cela étoit connu dans l'aſſemblée. Nous prîmes garde que ſon Collegue n'aprouvoit pas qu'il ſe fût ouvert ſi avant avec nous. Le procedé dudit Sieur de Niderhorſt nous obligea, après en avoir conferé enſemble, de lui dire le contenu en la dépoſition l'Eſpagnol qui eſt attaché à Peſquiers.

Il témoignerent être ſurpris de cette nouvelle, & plus encore de ce que des Miniſtres, qui avoient le maniement de ſi grandes affaires, s'appuyaient ſur des ſi foibles fondemens, & prenoient pour regle de leur conduite des chimeres & des illuſions.

Peſaranda veut avoir un certificat de tout ce qui ſe paſſe à l'Aſſemblée.

Depuis le Mémoire délivré, les Médiateurs nous ont demandé audience, & ont dit que le Comte de Peſaranda, qui pendant ces derniers jours, n'étoit point ſorti de ſa Maiſon des Champs, où il prend des eaux pour ſa ſanté, étoit hier venu à la Ville, & les ayant vûs s'étoit plaint, de ce qu'ils refuſoient de donner le certificat par lui demandé, diſant que comme dépoſitaires de tout ce qui ſe traite en l'aſſemblée, ils étoient obligés de rendre les témoignages qu'on demande d'eux. A quoi les Médiateurs répondirent, que lorſqu'il s'agiſſoit de l'intérêt d'un tiers, ils ne pouvoient contenter une partie ſans le conſentement de l'autre, & que nous empêchions formellement que l'écrit qu'ils prétendoient leur fût delivré : ſur quoi Peſaranda repliqua, qu'ils lui délivraſſent comme un tel écrit ; qu'il leur plairoit qu'il ne contînt autre choſe que la ſimple verité de ce qui s'étoit paſſé. Il fut reparti qu'ils le feroient très volontiers, ſi nous en étions tombés d'accord ; mais qu'ils ne pouvoient rien en cela qu'avec notre agrément ; comme auſſi ſans le leur ils ne nous mettroient jamais en mains celui que nous demandions ; & les Médiateurs ont dit qu'ils ont pris de là occaſion de remontrer aux Plénipotentiaires d'Eſpagne le tort qu'ils avoient de refuſer ce qui leur étoit offert, puiſqu'ils avoient ſouvent déclaré, qu'ils ne deſiroient autre choſe que pour leur décharge, ils feroient ſavoir comment le tout s'étoit paſſé, non ſeulement au Pape & à la République de Veniſe, mais encore à leurs Collegues qui ſont à Madrid.

Les Médiateurs le lui refuſent.

Peſaranda leur demande d'entretenir pendant peu de jours la Négociation.

Il ſe tint ſur cela entr'eux pluſieurs diſcours, dont la concluſion fut, que Peſaranda prîa Meſſieurs les Médiateurs de tenir la Négociation en état juſques à jeudi prochain, auquel jour il devoit recevoir des Lettres, qui lui donneroient plus de moyen de ſe déclarer.

Raiſon de cette demande.

Leſdits Sieurs Médiateurs nous ont dit comme en confiance, & nous prîant de ne le pas publier qu'il attendoit quelque réponſe de l'Archiduc, ajoûtant qu'ils nous étoient venus trouver promptement, afin qu'achevans nos Dépêches, nous puſſions donner avis de cette deſſus à la Cour, & qu'ils leur ſeroient les

Tom. IV.

Après avoir remercié ces Meſſieurs de toutes les peines qu'ils prennent, & dit que nous attendions le tems, que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont dit pour répondre, nous avons fait remarquer aux Médiateurs, que pour leur ôter les affaires des mains, on les avoit prolongées juſques au retour des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats. Nous les avons enſuite ſuppliés de rendre par tout le témoignage qu'ils doivent à la verité, & à toutes les facilités que nous avions aportées : à quoi Monſieur Contarini a répondu avec ſa liberté ordinaire, & en riant qu'ils le feroient ainſi, & qu'ils y étoient obligés, puiſqu'ils avoient aſſés ſouvent mandé que les Eſpagnols ne vouloient point de Paix. Il nous a promis de faire un fidelle raport aux Députés de Hollande arrivés depuis, de tout ce qui s'eſt paſſé, & nous avons connu à ſa contenance, qu'il leur donnera de bons conſeils, pour la conduite qu'ils doivent tenir, & ſur tout qu'il leur fera bien connoître, que s'ils faiſoient un Traité particulier avec l'Eſpagne, ce ſeroit un moyen d'éloigner plûtôt la Paix Générale, que de l'avancer.

Ex diſcours des Plenipotentiaires François.

Nous n'avons pas manqué de faire bien comprendre à ces Meſſieurs, tant cette derniere fois, que les autres, que nous avons Traité avec eux, que l'intention de leurs Majeſtés eſt de conſerver leur entiere liberté d'aſſiſter le Portugal, ſans que cette aſſiſtance, ni ce qui ſera fait par les Troupes auxiliaires puiſſe être pris pour une contravention au Traité de Paix, & que pour ce ſujet on puiſſe revenir aux armes entre les deux Couronnes : que ſi nous eſtimions que nos parties euſſent une opinion ou intention contraire, nous ne pourrions convenir avec elles d'aucun expedient, ni mettre tant ſoit peu en compromis ladite liberté d'aſſiſter le Portugal, puiſque c'eſt une condition, ſans laquelle nous n'euſſions jamais pû conſentir à un Traité, dans lequel ledit Portugal n'eût pas été compris.

Les Princes veut abſolument être en liberté d'aſſiſter le Portugal.

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 9. Septembre 1647.

Leur incertitude touchant la Négociation avec l'Espagne. Ils croyent qu'un Traité entre la France, & les Evêques de Bamberg & de Wurtzbourg sera très utile à la Couronne.

MONSIEUR,

Leur incertitude touchant la Négociation avec l'Espagne.

VOus verrez par notre Memoire en quel état est la Négociation avec les Espagnols : s'ils procedent de bonne foi, elle peut être bien avancée en peu de tems; mais nous ne saurions encore faire un jugement certain de leur intention ni de celle des Ambassadeurs de Messieurs les Etats, qui sont ici présentement. Les occupations que nous avons eûes depuis notre Lettre du trentiéme Août requis, nous ont empêché d'examiner à fonds les propositions faites par les Députés de Messieurs les Evêques de Bamberg & Wurtzbourg; ce qui nous paroit jusques ici, n'étant qu'un Traité avec eux, ne peut être qu'utile, & que l'on peut éviter ces mots *contre tous*, en y mettant quelqu'autre façon de parler, qui aura la même force, & qui néanmoins ne pourra être mal interprêtée : sur quoi, Monsieur, nous vous dirons plus au long nos sentimens par le premier ordinaire, & cependant après vous avoir supplié de nous continuer l'honneur de vos bonnes graces nous demeurons.

Ils croyent qu'un Traité entre la France & les Evêques de Bamberg & de Wurtzbourg sera très utile à la Couronne.

ENVOYE' EN COUR.

Le 9. Septembre 1647.

Les Hessiens ne témoignent pas une grande disposition à la Paix. Le remede seroit de faire la Paix de l'Empire suivant le sentiment de Sa Majesté très Chrestienne. Mais les Impériaux ne la pressent en aucune maniere. Dangers à craindre du côté des Suédois, si la guerre continuë. Et les utilités qui en pourroient revenir. Il a été fort à propos d'augmenter l'armée de France. Etonnement des étrangers. Crainte des Espagnols. Proposition de Penaranda aux Mediateurs. Remarques des François. Soins des Mediateurs pour avancer la Paix. Mesures à prendre avec les Hollandois touchant leur mediation. Koningsmarck arrête au service de Suéde quelques Troupes, & sous quelles conditions. Les Suedois sont en peine pour leur armée. Leurs discours avec Monsieur d'Avaux. Ils se justifient d'avoir donné retraite aux mutinés François. Les Suédois apprehendent le Duc de Baviere. On se prévaut de leur apprehension. Oxenstiern parle avec ardeur pour la Paix.

UNe bonne partie du Memoire du trentiéme Août a été sur la Negociation qui étoit à faire avec les Plénipotentiaires de Suéde, le recit des conferences que l'un de nous a eûes avec eux à Osnabrug, où il les a vûs depuis peu y servir de réponse, mais il reste peu de choses à dire, & à rendre compte seulement de ce qui s'est passé ici depuis notre dernere réponse.

Le discours que Monsieur Oxenstiern & le Sieur de Closen, dont l'on a cû avis à la

Cour,

Digitized by Google

Traité des Suédois ne s'achevât sans nous, nous a dû faire souhaiter, que nos Alliez s'endormissent alors dans de semblables pensées: ainsi on peut dire en faveur des Hessiens, que pour donner du cœur aux Suédois, ils leur ont tenu ce langage, ou peut être aussi que ç'a été selon leurs sentiments, dont on verroit les effets, s'ils avoient autant de forces, comme ils ont d'animosité contre la Religion.

Le remede seroit de faire la Paix avec l'Empire levant le sentiment de Sa Majesté très-Chrétienne.

Quant aux effets qui pourroient suivre d'un engagement nouveau avec la Suede, le meilleur, & le plus assuré remede, pour les prévenir, est de faire la Paix dans l'Empire. C'est pourquoi Sa Majesté nous a très-prudemment donné des ordres si amples pour la conclure, que veritablement il n'y a rien à désirer au delà; nous essayerons de faire valoir cette bonne œuvre: mais à cette heure les Impériaux ne disent pas un seul mot, soit que quelques legers avantages, qu'ils ont eûs sur l'armée Suédoise, en soient la cause, ou qu'ils espérent de rejoindre avec eux plusieurs Princes de l'Empire, ou soit que nous estimions plutôt, que les Ministres d'Espagne les obligent à cette conduite. Il est vrai aussi, qu'ils n'ont pas eû le tems de recevoir des ordres de l'Empereur, depuis que le Comte de Trautmansdorff est arrivé auprès de lui, lesquels ordres on dit qu'ils attendent de jour à autre. Quoique ce soit, si la Guerre avoit à continuer de ce côté là, les Suédois s'étant donné la liberté d'interpréter les choses comme il leur a plû dans les Traitez précedents, & n'y ayant pas toujours eû l'égard, qu'il eût été à désirer, si l'on agissoit dans quelque nouvelle action, tout l'avantage des armes iroit à eux, & il semble que la France & la Religion en recevroient les mêmes préjudices, que l'on veut éviter.

Mais les Impériaux ne la pressent en aucune maniere.

Danger à craindre du côté des Suédois si la Guerre continuë.

Et les affaires qui en pourroient revenir.

Mais on pourroit en traitant de nouveau, faire expliquer beaucoup de choses, qui rendroient la Guerre plus utile & honnorable à la France, comme de les obliger à ne prétendre point leur satisfaction sur les Biens d'Eglise; mais sur ceux de la Maison d'Autriche seulement, & de prendre dans d'autres choses les précautions que l'on jugeroit nécessaires. Ce qui ne s'entend que dans une necessité toute entiere, la Paix en Allemagne étant sans doute meilleure que toute autre paix, vû même que dans les divers accidens, qui peuvent arriver en continuant la Guerre, l'aversion des Impériaux paroît telle contre la France, que nous ne doutons aucunement que s'ils prenoient un avantage considerable sur les Suedois, ils ne leur accordassent volontiers ce dont ils sont convenus, pourvu que ce fût à notre exclusion, & qu'ils fussent avoir moyen de se servir de toutes leurs forces contre la France seule.

Il a été fort à propos d'engager tout l'armée de France.

Remuement des étrangers.

Les grands soins que leurs Majestez ont eûs de fortifier l'armée de France, viennent extrémement à propos, sur le point où en est de rentrer en Négociation avec les Espagnols. A n'en point mentir rien ne donne tant d'étonnement aux étrangers, & ne fait plus connoître les forces de la France, qu'après la défection de Messieurs les Etats, & le malheur arrivé dans l'armée d'Allemagne, (qui sont deux cas qui ne tombent pas sous la prévoyance humaine;) l'on voit néanmoins les affaires se soutenir

aux Médiateurs.

Séjour à la Campagne, n'a pas fait répondre aux Médiateurs au jour préfix qu'il avoit arrêté, aussi a-t'il dit en leur parlant, qu'il n'avoit pas encore reçu les Lettres qu'il attendoit; mais il s'est enfin déclaré, qu'il passeroit l'Article troisiéme en la forme qu'il est; qu'il consentoit que les Médiateurs donnassent une déclaration sur ledit Article, mais que pour la forme & les termes de ladite déclaration, il accepteroit le parti par nous offert, de remettre à en convenir sur la fin du Traité, & passer cependant outre aux autres points.

Remarques des François.

Nous avons fait remarquer auxdits Sieurs Médiateurs, que la déclaration que nous avons désirée, n'est que pour suppléer au défaut de l'expression du Portugal en l'Article troisiéme; que c'est un accommodement auquel nous nous sommes portés, parce que les Ministres d'Espagne n'ont pas voulu que ce Royaume là fût nommé par le Traité; que par la même facilité nous remettions à la fin d'icelui de convenir des termes de ladite déclaration; mais que cela s'entendoit, pourvû qu'il ne fût rien changé ni ajouté en la substance de l'écrit, qui n'a été demandé à d'autre fin que pour témoigner, qu'encore que le Portugal ne soit par nommé dans l'Article, l'intention des parties est néanmoins de l'y comprendre, & que sous cette prétention, que nous leur avons plusieurs fois repetée, & de laquelle nous les avons prié & conjuré de se souvenir, nous rentrerions en Traité & non autrement.

C'est l'état où l'on est aujourd'hui, si les parties y aportent la même sincerité que nous, on pourra en peu de tems faire de grands progrès; Nous n'y perdrons pas un moment, comme nous savons être de l'intention de leurs Majestez, & dès aujourd'hui, quoique la Dépêche nous occupe d'ailleurs, nous entrerons en Conférence avec Messieurs les Médiateurs sur notre Projet.

Soins des Médiateurs pour avancer la Paix.

Nous sommes obligés de dire, que nous voyons une très-belle disposition auxdits Sieurs Médiateurs, qui étant persuadés que la France veut sincerement la Paix, s'y apliquent avec grand soin, & témoignent en toutes choses leur bonne volonté, jusques là que Monsieur Contarini a déclaré nettement aux Hollandois, à ce qu'il nous a dit, qu'ils ruineroient toutes les affaires publiques, s'ils se portoient à un Traité particulier, & qu'il n'y auroit aucun Prince en la Chrétienté qui leur en sçût gré.

Mesures à prendre avec les Hollandois touchant leur Médiation.

Pour les Ambassadeurs de Messieurs les Etats, nous n'avons encore rien fait avec eux, que les visites de ceremonie, dont nous n'avons pas sû nous dispenser envers les Ministres d'une République Alliée; mais quant à leur Mediation entre la France & l'Espagne, nous nous conduirons selon la confiance, que nous pourrons prendre en leur affection, de laquelle toutefois nous remarquons bien déja, que nous ne pourrons pas recevoir les preuves, que nous en devrions raisonnablement attendre. Monsieur Contarini nous a dit, que les Espagnols esperoient, de sauver par notre moyen beaucoup de choses au fait de la Religion, sur lesquelles les Hollandois leur veulent faire des demandes importantes, mais comme nous estimons, que ledit Sieur Ambassadeur fait cette avance avec un bon dessein, aussi avons nous pour

quels Troupes & sous quelles conditions.

de la France; mais il les a trouvez merveilleusement obstinés au contraire, & de tous inconciliables avec leurs Officiers. Ledit Sieur Koningsmarck les a arrêtés au service de la Couronne de Suéde, moyennant une montre & quelques quartiers qu'il leur a donnés, pour se reposer un peu de tems, avec déclaration, que toutes les fois qu'ils voudront retourner servir la France, ils le pourront faire en toute liberté. La copie de la Lettre que ledit Sieur de Koningsmarck a écrite à moi Duc de Longueville, par le retour du Gentilhomme, sera jointe au présent Mémoire.

Les Suédois sont en peine pour leur armée.

Celui de nous qui a été la semaine passée à Osnabrug a trouvé les Ambassadeurs de Suéde en fort grande peine de leur armée, qu'ils croyent engagée trop avant, & en très-grand peril: l'appréhension où ils sont a été cause qu'on les a trouvés un peu plus faciles & plus traitables qu'à l'ordinaire en certaines choses: mais elle a été le moyen de presser la jonction de Koningsmarck avec Monsieur de Turenne, vû qu'il a ordre d'aller trouver en diligence Monsieur Wrangel. Et quand on a voulu parler de cette proposition aux termes portez par la Dépêche du Roi du vingt-troisiéme de ce mois, ils ont répondu que les affaires n'étoient pas en état de penser à un pareil dessein, qu'ils auroient bientôt plus de sujet de demander que l'armée du Roi revint agir au deçà du Rhin, suivant l'Alliance, vû qu'ils sont seuls à soutenir tout le fais de la Guerre d'Allemagne, & qu'il ne leur faudroit arriver d'accident, dont le contre coup ne tombât sur la France.

Leurs discours avec Monsieur d'Avaux.

On n'a pas manqué de leur représenter pour notre justification les malheurs qui nous sont arrivés cette année, qu'aucune prudence ne pouvoit prévoir; qu'il y avoit bien eû sujet de croire, que Messieurs les Etats ne feroient pas les mêmes efforts que les années précedentes, & ne mettroient plus d'armée en Campagne; mais non pas qu'ils dussent passer à une telle défection encore, ni donner moyen à l'Ennemi de dégarnir les Places voisines de leur Pais, pour composer des Garnisons qu'ils ont tirées une armée qui a été employée contre la France; que cette surprise avoit obligé le Roi d'appeller pour quelque tems son armée d'Allemagne, tant pour soutenir les affaires du Païs-Bas, qui ont une étroite connexion avec celle de l'Empire: que pour défendre Monsieur l'Archevêque de Trêves, & Madame la Landgrave, dont les Etats étoient alors menacés par les Troupes du Duc Charles; que si Monsieur de Turenne eût pû executer à tems les ordres qui lui avoient été envoyés, on eût pû fournir à tout. Qu'après avoir poussé, & peut être battu les Espagnols en Flandres, il eût pu être de retour au deçà du Rhin, avant que Monsieur Wrangel eût été pressé par les Impériaux, l'intention de Sa Majesté n'ayant jamais été d'abandonner les affaires d'Allemagne, ni d'en retirer son armée pour toûjours, mais seulement de donner du loisir

desirent trop longues à mettre sur le papier, pour effacer l'opinion qu'ils avoient conçûë, que la retraite de l'armée du Roi, aussi bien que le refus du subside, n'avoient été resolus, que pour les desobliger, & les faire exposer à toutes les forces de l'Empire, afin de les faire contenir comme par force aux choses qu'on desire d'eux. Monsieur Oxenstiern a renouvellé cette plainte à diverses reprises; à quoi il lui a toûjours été répondu en termes, dont lui & ses Collegues ont jugé devoir demeurer satisfaits, ou du moins convaincus.

La raison la plus persuasive, dont on s'est pû servir, pour les remettre en bonne humeur, a été une des Lettres de change, qui leur ont été montrées & envoyées à Harbourg au Sieur de Meulles, pour le payement du subside. Ils attendoient ces Lettres avec tant d'impatience, & pour se tirer d'avec tant de nécessité qu'ils avoient peine à croire, en les lisant quelles devoient être acquittées sitôt.

On n'a pas manqué de leur faire valoir les bons témoignages, qui ont été pris, & les intérêts excessifs qu'il a fallu payer, pour donner du contentement à la Reine leur Maîtresse, & correspondre de la part de leurs Majestés à l'affection qu'elle leur témoigne.

Ils se justifient d'avoir donné retraite aux Mutinés Bourguignons.

Lorsqu'on leur a fait plainte de la retraite que Monsieur Koningsmarck a donnée aux Mutinés du Roi, & de la Capitulation qu'il a faite avec eux, ils ont pris beaucoup de soin de s'en justifier, & ont témoigné de craindre que ces Troupes ne repandent parmi les leurs l'esprit de revolte, & de desobeïssance, dont elles ont été agitées, ayant protesté diverses fois qu'ils voudroient de bon cœur, qu'elles fussent hors de leur armée, & qu'on leur pût faire connoître leur manquement, pour les faire retourner dans celle de Sa Majesté. Mais comme par le rapport du Gentilhomme, qui avoit été envoyé à Monsieur Koningsmarck, on avoit appris le peu d'esperance qu'il y a présentement de les ramener dans leur devoir, on s'est contenté d'en parler en termes qui fussent conserver le droit qu'on aura de les redemander dans quelque tems, ou bien un pareil nombre de Cavalerie, ou du moins de retenir sur le payement du subside, la somme qui sera nécessaire pour en lever autant.

Les Suédois apprehendent le Duc de Bauiere.

Ledits Ambassadeurs ayant fait connoître, que l'inquietude où ils sont de leur armée, procéde principalement du peu de confiance qu'ils ont en la neutralité de Monsieur le Duc de Bauiére, par le refus qu'il a fait de donner la ratification, lorsqu'on lui a présenté celle de la Reine de Suéde. Sur la resolution que Monsieur son frere a prise de rompre la neutralité, on a pris cette occasion pour leur faire avoüer, que les soupçons qu'ils prennent quelquefois trop legerement, les animosités particulieres qu'ils conservent contre les Princes, dont il leur est utile de gagner l'amitié, & la trop grande hau-

On se prevaut de leur apprehension.

teur

mé, pour s'en faire de nouveaux, afin de s'unir avec les Princes Catholiques, pour la ruine des Proteſtans. Que ces bruits avoient empêché Sa Majeſté d'entendre à des propoſitions avantageuſes, faites depuis longtems par leſdits Ambaſſadeurs, qui pouvoient attacher ce Prince à la France, & par ce moyen à la Couronne de Suéde, n'étant pas poſſible, que la France puiſſe aujourd'hui acquerir des amis en Allemagne, qu'ils ne le ſoient auſſi de la Suéde. Qu'il ne faut pas s'étonner, qu'un ſage perſonnage comme Monſieur le Duc de Baviére, qui voit ſes recherches reçues en France avec froideur pendant que les Eſpagnols font éclater une haine mortelle contre lui, & que les Impériaux eſſayent de le dépouiller de ſes forces, tâche de s'aſſurer par tous les moyens poſſibles, & en rompant le Traité d'Ulm, de ſe remettre bien avec ceux qu'il a offendés, en leur faiſant enfin digerer ſes raiſons, pour leur faire connoître le manquement qu'ils nous avoient obligé de faire. Ils ont été contraints de répondre, qu'ils n'avoient jamais empêché que le Roi traitât avec le Duc de Baviére, qui eſt ce qu'on déſire ſavoir d'eux : mais qu'ils avoient toujours crû, & croyent encore qu'il tromperoit la France, & tous ceux qui prendroient confiance en lui; que c'étoit un Prince ingrat, & ſans parole, au quel on ne tirera jamais rien de bon que par force, que ſon procedé eſt maintenant ſemblable à celui qu'il tint envers le feu Roi de Suéde, avec lequel ayant fait un Traité, lorſqu'il vit ſon Païs occupé, il ne fit pas ſcrupule de le rompre auſſitôt que les armées Suédoiſes eurent de l'occupation ailleurs. On leur a demandé s'ils jugeoient donc à propos de rejetter les propoſitions de Monſieur le Duc de Baviére; ils ont répondu qu'ils n'en avoient pas aſſez de connoiſſance pour en dire leurs ſentimens : il leur a été dit que le principal but dudit Duc eſt de faire une plus étroite union avec la France, pour s'aſſurer d'un bon ſecours, en cas qu'il ſoit pouſſé par ceux qu'il a offenſés, en traitant contre leur gré avec les deux Couronnes.

Pour cet effet il demande préſentement de n'être pas obligé de rendre les Places qu'il tient dans le Wirtemberg, qui établiſſent la ligne de Communication avec lui, ni de retirer la Garniſon de la Ville d'Augsbourg, qui eſt comme la Clef de ſon Païs, & capable d'en donner l'entrée à ſes Ennemis, ni d'entretenir plus longtems ſon armée dans ſes Etats, n'étant pas poſſible qu'un ſi petit Païs lui fourniſſe davantage la ſubſiſtance, n'étant pas auſſi utile aux deux Couronnes qu'il les licentie, non ſeulement pour les ſujets qu'il a de craindre le mécontentement des Impériaux, puiſſans aujourd'hui dans ſon voiſinage, mais pour l'apparence qu'il y a que les Troupes, dont il ſe déferoit, paſſeroient à l'heure même au ſervice de l'Empereur. Ils ont été un peu ſurpris de ces trois demandes, & Monſieur Oxenſtiern y a d'abord formé de grandes difficultés, mais on lui a fait toucher au doigt, que la prudence humaine ne permettoit pas d'y héſiter, dans la conjoncture préſente, puiſque ſi Monſieur le Duc de Baviére jugeoit néceſſaire pour ſa ſureté, ou pour ſon avantage d'étendre ſes quartiers & de conſerver Augsbourg, & les Places du Wirtem-

ne ſont pas [redacted] en pourroient recevoir un grand préjudice, & la Suéde encore plus que la France, attendu l'état où ſon armée ſe trouve. Qu'il vaut donc bien mieux, ſans contredit, conſentir de bonne grace aux choſes que Monſieur le Duc de Baviére demande, & qu'il prendra ſans notre conſentement, afin de l'obliger par cette faveur à demeurer dans la neutralité, qu'il rompra certainement ſi on les lui refuſe, & qu'en tout cas s'il arrivoit quelque accident, faute d'avoir pris cette reſolution, leurs Majeſtez ſeroient bien aiſes, qu'on ne leur pût rien imputer, & que la Reine de Suéde fût avertie qu'elles avoient propoſé à tems un remede contre ce mal.

Ils témoignerent d'être convaincus de ce raiſonnement; mais Monſieur Oxenſtiern ne voulant pas pour cela ſe rendre, Monſieur Salvius demanda du tems pour en délibérer entr'eux, à deſſein comme il a paru depuis, de ramener ſon Collegue dans ſon ſentiment, qu'il ſuſoit connoître être conforme au notre.

En effet le lendemain ils vinrent tous deux enſemble déclarer, qu'ils étoient bien marris de ne pouvoir donner une réponſe plus déciſive, qu'ils trouvoient la propoſition fondée en grande raiſon, & utile aux deux Couronnes : mais que s'agiſſant de quartiers, & de Places, & de l'execution du Traité fait par le Général de leur armée, c'étoit néceſſairement à lui à qui il falloit s'en adreſſer; qu'ils ne manqueroient pas de lui en écrire aux termes que nous pouvions ſouhaiter, & que cependant on en pouvoit conferer à la Cour de France avec le Député de Monſieur de Baviére, auſſi bien que des autres moyens, qu'on jugeroit à propos, pour détacher ce Prince des Impériaux, & l'attacher au Parti des deux Couronnes : qu'on feroit bien de s'aſſurer de lui autant qu'il ſeroit poſſible pour l'obſervation de la neutralité, & pour être aſſiſté de ſon ſuffrage dans les intérêts particuliers des deux Couronnes; qu'ils ne laiſſoient pas pourtant de croire toujours, que ce Prince avoit l'intention de tromper. Il a paru dans leurs diſcours plus d'averſion contre la perſonne de Monſieur de Baviére, que contre la choſe, & un peu de jalouſie de ce qu'il ne s'étoit point adreſſé à eux. Ils ont dit qu'au lieu de rechercher l'amitié de la Suéde, il ne perd point d'occaſion de la deſobliger, & même de l'offenſer, que cette mauvaiſe humeur a paru dans une Lettre écrite par lui contre une prétention de préſeance, que la Suéde n'a jamais eûe, & qui en tout cas pouvoit être conteſtée avec plus de modeſtie & de douceur.

Les autres Conférences, qui ont été faites avec eux, ont été employées à diſcourir des affaires générales : ils n'ont point paru échauffés ſur le renouvellement d'aucun Traité entre la France & la Suéde, au contraire Monſieur Oxenſtiern a affecté ſouvent de parler avec ardeur de l'avancement de la Paix, à quoi on les a aſſurés que leurs Majeſtez ont plus de diſpoſition que perſonne, comme on leur a dit confidemment, que la demande qu'ils ont faite pour leur milice eſt exceſſive & déraiſonnable, ils ſe ſont laiſſés entendre qu'ils ne s'éloigneront pas d'une honnête compoſition ſur ce point, non plus que ſur les autres qui reſtent indécis.

Oxenſtiern parle avec ardeur pour la Paix.

De-

Digitized by Google

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 16. Septembre 1647.

Monsieur de Saint Romain est envoyé vers l'Electeur de Cologne. Affaire sur la restitution de Frankendal.

MONSIEUR,

NOus vous rendons de très-humbles graces de ce qu'il vous a plû de faire savoir à la Reine ce que nous avons mandé touchant les dépenses extraordinaires de l'Ambassade. Il est certain que dans les occasions qui se présentent tous les jours, le service du Roi peut manquer, s'il n'y est pourvû promptement.

Vous avez très-bien jugé qu'il ne feroit, peut être, pas tems d'envoyer à l'Electeur de Cologne des Lettres de Sa Majesté, avant que d'avoir ici ce qu'il auroit dit sur ce que nous lui voulions faire représenter. Nous nous sommes servis desdites Lettres pour former l'instruction dudit Sieur de Saint Romain, que nous avons envoyé vers ledit Sieur Electeur, ayant jugé à propos de lui faire plutôt parler de notre part, que d'employer le nom & l'autorité du Roi. Après le retour dudit Sieur de Saint Romain nous donnerons avis de ce qu'on aura connu de la disposition de ce Prince, suivant laquelle on pourra régler la réponse de Sa Majesté, si ce n'est que l'on juge plus prompt & plus commode de nous envoyer cependant des blancs signés pour la dresser ici, & la faire tenir au même tems.

Monsieur de Saint Romain est envoyé vers l'Electeur de Cologne.

Quant à la restitution de Frankendal, dont l'Agent de Messieurs les Princes Palatins vous a

Affaire sur la restitution

peut-être, bien aise, que l'on n'accepte pas; mais il nous semble, que l'on peut demander à ceux qui proposent cette affaire jusques où les Troupes, qui sortiront de la Place veulent être conduites, & observer la neutralité, quelles assurances on donnera pour cela & sur ces points & autres semblables; que l'on doit gagner le tems, jusques à ce que la Campagne soit passée, lesdites Troupes ne pouvant alors apporter beaucoup de préjudice aux affaires du Roi, ni donner de l'avantage à ses Ennemis.

C'est, Monsieur, ce que nous avons crû devoir répondre à votre Lettre du sixiéme de ce mois. Le Mémoire vous aprendra les nouvelles de deça, & il ne reste qu'à vous supplier de croire que nous sommes.

MEMOIRE

de Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le seiziéme Septembre 1647.

Leur incertitude de la conduite des Espagnols & des Hollandois. Prétensions des Hollandois. Leur joye de ce qu'on veut fortifier l'armée d'Allemagne. La Suéde est portée à la Paix, sur l'état des armées. On envoye vers l'Electeur de Cologne. Mouvement des Troupes de Lamboi dans l'Oostfrise. Plainte des Impériaux contre le Duc de Bavière. On envoye vers l'Electeur de Brandenbourg. Sujet de ce procéde. On travaillera pour la liberté du Prince Edouard.

NOus ne saurions encore faire un jugement certain, ni sur la conduite des Espagnols,

Leur incertitude de la conduite de la

ni

ces deux commence de negocier enſemble; toutefois leur viſite, à ce que nous avons apris, a été peu agréable, parce qu'ils ont fait de nouvelles demandes, auxquelles les Miniſtres d'Eſpagne ont répondu, que comme le Roi leur Maître a ratifié les Articles ci-devant accordés ſans y changer aucune choſe, ils avoient creû que Meſſieurs les Etats feroient la même choſe de leur part, mais qu'eux mettant aujourd'hui de nouvelles prétentions ſur le tapis, il ſeroit beſoin d'avoir de nouveaux ordres d'Eſpagne; ce qui ne ſe pouvant faire qu'avec beaucoup de tems, la Paix ſe trouveroit bien éloignée; les Hollandois mirent ſur cela un écrit *ès mains de Peñaranda*, qui contient leſdites demandes; & quand ils nous ont vû depuis, pour nous communiquer ce que deſſus, ils en ont fait la lecture devant nous; voici ſommairement ce qui nous en eſt demeuré en la Mémoire.

Prétentions des Hollandois.

Ils prétendent la Souveraineté entiere & abſolue, tant au ſpirituel qu'au temporel ſur la Marie de Bois le Duc, & ſur toutes les autres Places qui leur reſtent, en donnant ſeulement penſion aux gens d'Egliſe, leur vie durant.

Ils demandent le *haut Palatinat* avec toutes les Villes & forts, & tout le reſte.

Que le quartier de Falkemont, Daleim, & Roleduc, ſeront réglés ſelon qu'il ſeront trouvés du tems de la Concluſion du Traité.

Que la Ville de l'Ecluſe ſera la Juriſdiction ſur les Eaux, comme elle a eû ci-devant & que les Forts voiſins, qui ſont au Roi d'Eſpagne ſeront raſés, & ceux deſdits Etats auſſi.

Il y a encore quelques autres points de moindre importance, & un Article qui porte, que tout ce qui ſe trouvera avoir été ci-devant accordé à la France, & ce qui raiſonnablement lui devra être accordé, ſera pareillement vuidé & conclû; ſur quoi nous n'avons pas crû devoir dire autre choſe, ſinon que ces termes n'étants pas entierement conformes à ce à quoi l'Alliance les oblige, nous eſpérons que les effets s'y conformeroient davantage, & qu'ils correſpondroient à la fidelité, que nous avions toujours obſervée envers eux. Ils aſſurerent tous d'une voix que l'intention de leur Etat, & la leur étoit de ne rien faire ſéparement d'avec la France, & le Sieur Paw entre autres ajouta qu'ils feroient plus qu'ils n'avoient dit: l'on n'oſe pas toutefois prendre confiance en ſes paroles, pouvant être qu'ils font paroître de la bonne volonté, pour mieux parvenir à leurs fins. Et que quand ils auront mis à couvert leurs intérêts, ils ſe conduiront après envers nous, comme ils ont fait ci-devant.

D'un autre côté quelques uns nous veulent faire croire, que les Eſpagnols pourront prendre un meilleur chemin, que celui qu'ils ont tenu juſques ici, & qu'ils eſſayeront de conclure avec nous, pour n'être pas obligés à ſubir la Loi des Hollandois, contre leſquels ils ſont piqués, à cauſe de ces dernieres demandes; & parce qu'ils voyent que toutes leurs baſſeſſes & flatteries n'ont pas produit envers eux l'effet qu'ils avoient eſperé, mais ne pouvant pas nous perſuader aiſément un changement ſi ſubit, & tout ce qui vient de nos parties étant ſuſpect, nous ne donnerons à ce diſcours qu'autant de créance, qu'il en faut pour ne laiſſer pas perdre

miers Articles, ainſi que nous les avons reformés en dernier lieu, & que l'on deſire qu'ils ſoient couchés dans le Traité, ſans que les Eſpagnols y ayent encore daigné faire réponſe, quoique leſdits Articles recouvent peu ou point de difficulté, étans tous des points où les deux Couronnes ſont intéreſſées, & dont on eſt deja ci-devant tombé d'accord; mais de cette longueur nous tirons pour le moins cet avantage, que l'on connoit que la France va nettement aux moyens qui peuvent produire la Paix, & que les Médiateurs en ſont tout à fait perſuadés, ont du dégoût de nos parties, & ſont mieux affectionnés à notre égard qu'ils n'avoient paru juſques à préſent.

Leur joye de ce qu'on veut fortifier l'armée d'Allemagne.

La reſolution, qui a été priſe de fortifier l'armée d'Allemagne, nous a cauſé une très-grande joye; rien ne peut plus avancer notre Négociation, ni être plus utile, ſoit pour continuer la Guerre, ou pour faire la Paix. Et pour dire le vrai, il ne ſe voit aucune diſpoſition préſente à conclure le Traité de l'Empire: Monſieur Contarini a même dit à l'un de nous qu'il ſavoit que le Comte de Trautmandorff travailloit auprès de l'Empereur pour diſſuader la Paix, à laquelle il eſt aujourd'hui autant contraire, comme ci-devant il y avoit paru échauffé.

La Suéde eſt portée à la Paix.

Nous eſtimons que ce que le Sieur Chanut a écrit, que l'intention de la Reine de Suéde eſt toute portée à la Paix, eſt veritable, mais on a été un peu ſurpris des termes preſſants dont elle nous a fait écrire ſur le dernier Traité fait à la Haye.

Ce qui fait craindre, que ceux de ſes Miniſtres, qui ne ſont pas bien intentionnés pour la France, ne lui repréſentent cette affaire là d'une autre maniere qu'elle n'eſt en effet, pour diminuer l'affection qu'elle témoigne aux intérêts de leurs Majeſtez, & l'y rendre moins favorable.

Sur l'Etat des armées.

Le bon état des armées qui ſont en Flandres, l'armée de Monſieur le Maréchal de Turenne dans le Luxembourg, & ce que Monſeigneur le Prince a executé ſur la Garniſon de Lerida, & Monſieur de Gaſſion auprès du Chateau d'Eſtrées, & ſur tout l'état préſent des affaires d'Italie, nous font concevoir de grandes eſperances que les Eſpagnols pourront enfin changer leur conduite, & nous ne ſaurions aſſez ſouvent repeter que ſans une derniere néceſſité, & la crainte d'une nouvelle perte, ils ne ſe porteront jamais à un accommodement. Ce qui nous met en peine de juger s'il ſont plus dignes de blâme ou de louanges, de témoigner une ſi grande fermeté parmi tant de facheux accidents; ſi la Nation Françoiſe étoit capable de tenir une ſemblable conduite celles des Ennemis ſeroit beaucoup moins à craindre.

On envoye vers l'Electeur de Cologne.

Nous envoyons Monſieur de Saint Romain vers Monſieur l'Electeur de Cologne, ayant jugé à propos de differer juſques ici à le faire partir, d'autant que s'il y a lieu de ramener ce Prince dans le bon chemin, on le doit eſperer plutôt à cette heure, que ſi on lui eût fait parler plus promptement.

Mouvement des Troupes de Lamboi.

Les ſuccés de la nouvelle armée de Lamboi ne ſont pas tels que l'on ſe l'étoit promis. Il s'eſt avancé dans l'Oofrriſe pour en chaſſer les

parémment ne lui peut être avantageux, n'ayant quasi que de nouvelles Troupes ramassées contre de vieux Soldats, dont les Weimariens joints depuis peu avec les Suédois, font une bonne partie, ainsi nous avons cru, que dans cette disposition l'Electeur sera plus capable d'écouter ce qu'on lui representera, d'ailleurs il aura sans doute reçu des nouvelles de Monsieur le Duc de Baviére, depuis le changement arrivé, & il semble que l'on pourra par les réponses de Monsieur l'Electeur de Cologne, & sa conduite ici faire un jugement de l'intention de l'un & de l'autre; d'autant que si Monsieur le Duc de Baviére improuve ce que son frere a fait, celui-ci aura plus d'égard à nos remontrances, & y deferera davantage; mais s'il persiste en sa premiere resolution, l'on pourra delà tenir une conjecture qu'il y est fortifié par le Conseil dudit Duc.

Plainte des Impériaux contre le Duc de Baviére.

Nous ne devons pas omettre en parlant de Monsieur le Duc de Baviere, que les Impériaux se plaignent fort ici, qu'il a laissé passer dans son Pais un grand convoi que l'on conduisoit à l'armée Suédoise, que sans cela elle eût beaucoup souffert, & eût été obligée à ce que l'on dit de déloger devant l'Impériale : ce qui justifie jusques à present la bonne foi de ce Prince. Il est vrai que le bruit court aussi en même tems, que quelques unes de ses Places se sont déclarées pour l'Empereur.

On envoye vers l'Electeur de Brandebourg, sujet de ce procedé.

Nous dépêchons aussi vers l'Electeur de Brandebourg, pour reconnoître mieux ce qui s'est passé auprès de lui, encore que nous ayons parlé ici à ses Ministres des bruits qui couroient, qu'il vouloit donner ses Troupes aux Espagnols, & qu'il avoit eû longtems près de lui le Baron de Ribaucourt pour en traiter, ils nous ont assuré, que leur Maître ne perdra jamais le souvenir des obligations, qu'il a à leurs Majestez, & ne fera rien contre leur service, bien qu'à la verité il eût quelque sujet de se plaindre de ce qu'on lui avoit refusé en France ce qu'on accorde à des Princes, qui ne tiennent pas le rang des Electeurs, après avoir franchement & sans contradiction rendu au Roi les respects qu'on a désiré de lui.

On travaillera pour la liberté du Prince Edouard.

Nous ferons toutes choses possibles pour obtenir l'entiere liberté du Prince Edouard, à laquelle nous avons toujours insisté jusques à présent.

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 23. Septembre 1647.

Ils reçoivent des remises. Prétension de la Landgrave en faveur de son fils. Causes pour lesquelles on arrête le voyage de Monsieur de Saint Romain vers l'Electeur de Cologne.

MONSIEUR,

Ils reçoivent des remises.

NOus avons eû avis du Sieur Hœuft d'Amsterdam, qu'on a remplacé les cinquante mil Livres, qui furent employées l'année derniere à d'autres dépenses que celle de l'Ambassade : nous vous sommes bien obligez du soin que vous avez pris à ce sujet; mais nous repeterons ce que nous avons déja écrit plusieurs fois que cette partie étoit duë & déja dépensée, & que nous avons grand besoin d'une autre pour le service du Roi. La derniere somme qui a été ici remise pour l'extraordinaire de l'Ambassade étoit de cent mil Livres par la Lettre de change du troisiéme Janvier 1646. depuis lequel tems vingt & un mois se sont écoulés. Il a fallu payer sur ce fonds ceux qui travaillent ici, & à Osnabrug sous nos ordres, ainsi que vous, Monsieur, nous l'avez ci-devant écrit. Il y avoit près de dix huit mois, que le Sieur de Saint Romain, ni le Secretaire de l'Ambassade n'avoient rien touché de leurs apointements, ainsi vous voyez que cette partie n'a servi que pour acquiter le passé: nous vous supplions de faire entendre à Monsieur le Sur-Intendant, lequel nous remercions bien humblement du bon ordre qu'il a mis en ce qui regarde le payement de ceux qui sont en Allemagne, esperans qu'il jugera nécessaire avec nous de pourvoir promptement à un autre fonds, qui soit considerable, d'autant qu'il importe beaucoup, specialement en cette crise d'affaires que nous ayons en main de quoi faire quelques gratifications, au nom de leurs Majestez. Si l'on a fait fonds d'ailleurs pour lesdits apointements, comme nous l'estimons très-raisonnable, les sommes que l'on aura destinées pour cela, pourront servir de remplacement à celles que nous venons d'employer, sauf à y ajoûter ce qu'il plaira à leurs Majestez d'ordonner pour le bien de leurs affaires en ces quartiers.

Nous

tre ce Prince ; nous ſommes avertis que l'on a remarqué cette difference, & que même on a trouvé un peu à dire, qu'il ſoit logé dans l'hôtel deſtiné pour les Ambaſſadeurs, peut être que s'il va Fontainebleau prendre congé de leurs Majeſtez, on pourra lui donner le contentement, qu'il n'a pû avoir à Paris, touchant le logement.

Le Sieur de Saint Romain n'eſt pas encore parti, pour aller vers l'Electeur de Cologne, d'autant que nous attendons de ſavoir au vrai ce que Monſieur le Duc de Baviére aura fait, étant bien aſſuré que s'il s'eſt déclaré pour l'Empereur, il ſeroit inutile, & hors de propos de faire parler à cette heure audit Sieur Electeur, ni de la part du Roi, ni de la notre. C'eſt ce que nous avons crû devoir ajoûter au Mémoire, & nous vous ſupplions de croire que nous ſommes.

MEMOIRE

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le vingt-troiſiéme Septembre 1647.

Au ſujet des Ligues qu'on peut former en Allemagne. Artifice des Eſpagnols. Leur jugement touchant la lenteur de Peñaranda. Bonnes diſpoſitions des Alliez. Touchant la ſatisfaction des Troupes Suédoiſes. Il ne paroit aucune diſpoſition du côté des Impériaux pour avancer le Traité. Ils envoyent en Cour leurs avis. On rejette ſur les Eſpagnols le retardement de la Paix de l'Empire. On envoye vers le Duc de Baviere. Diverſes reflexions ſur la conduite de ce Prince. Affaire de Lorraine. On ſonde les Suédois & les Heſſiens pour le ſecours des Troupes. Contarini s'oppoſe au Traité particulier des Eſpagnols avec les Hollandois. Conduite

Toutes les reflexions qui ſont faites dans le Mémoire du Roi du troiſieme de ce mois, ſur les diverſes ligues, qui ſe peuvent former en Allemagne, ſont extrémement judicieuſes, & ce n'eſt pas une crainte mal fondée d'aprehender que les Proteſtants mêmes, ne ſe portent un jour contre les Couronnes, s'il croyent ſe pouvoir aſſurer ſans elles, que ce qui leur a été accordé ſera accompli. *Au ſujet des Ligues qu'on peut former en Allemagne.*

Il eſt vrai auſſi que la conduite de nos Alliez a bien aidé à faire croire qu'ils ne vouloient point la Paix, & les Eſpagnols n'ont pas manqué d'imprimer bien avant cette opinion dans l'eſprit des Allemands. Ils ont auſſi eſſayé de leur perſuader que nous étions portés à la Guerre, tant par l'inclination propre, qu'à cauſe de notre union avec la Suéde, & que le deſſein de la France étoit en ruinant la Maiſon d'Autriche, de profiter du débris de l'Empire. *Artifice des Eſpagnols.*

Nous ne doutons pas auſſi de l'avis qu'on a eû à la Cour, que les Miniſtres d'Eſpagne ne ſe flattent, & ſe promettent qu'il ne ſe paſſera guéres de tems, qu'on ne voye tous les Princes Catholiques ligués enſemble, & que les Proteſtans adhereront même au parti de l'Empereur, & peut être que cette penſée eſt une des principales raiſons qui rend aujourd'hui le Comte de Peñaranda ſi lent dans la Negociation, & ſi peu ſoigneux de l'avancer ou de conclure. *Leur jugement touchant la lenteur de Peñaranda.*

Le veritable remede pour rendre le deſſein de nos parties ſans effet, comme il eſt très-prudemment marqué audit Mémoire, & pour détruire le fondement ſur lequel on veut bâtir, eſt de faire connoître à un chacun, que les Couronnes veulent ſincerement la Paix.

Auſſi aura-t-on pû voir par nos dernieres Dépêches qu'une partie desdites conſiderations nous étoit paſſée dans l'Eſprit, & que nous avons toujours eſſayé de detromper ici le monde de fauſſetez publiées par les Impériaux, & par les Eſpagnols.

Quant à nos Alliez, celui de nous qui a été le dernier à Osnabrug leur a ſi vivement repréſénté le peril qu'il y a que leur conduite n'oblige les Catholiques à une nouvelle union qu'ils ont reconnu cette verité, & déclaré vouloir vivre ci après d'une autre maniere, & notamment avec le Duc de Baviére : au ſurplus leur diſpoſition à la Paix nous a paru être ſi grande, que nous n'avions pas ſouhaité, quelle fut connuë des Impériaux, de crainte que, comme nous l'avons ſouvent remarqué, ceux-ci ne leur accordent tout ce qui les regarde en particulier, pour n'avoir plus à combattre que la France, contre laquelle ils ſont principalement animés. *Bonne diſpoſition des Alliez.*

Pour la ſatisfaction de la milice, quand on a fait voir à Monſieur Oxenſtiern, & à Monſieur Salvius, que leur prétention étonnoit, & pour ainſi dire ſcandaliſoit tout l'Empire, ils ont répondu que c'étoit une demande, & non pas une derniere reſolution ; qu'ils s'accommoderoient toujours aux choſes poſſibles & raiſonnables : encore qu'à dire la verité nous jugerions fort perilleux, en l'état où les affaires ſont reduites, & vû même l'exemple des Weimariens, de mecontenter les gens de guerre, & il ſemble que ce point doit être le dernier *Touchant la ſatisfaction des Troupes Suédoiſes.*

précedences.

Ils envoyent leur avis en Cour.

Tout ce que dessus nous fait juger, qu'il seroit non seulement inutile, mais de grand préjudice à leurs Majestez de se relâcher hors le terme sur ce qui nous est débattu; que si l'occasion se présente de le faire avec espérance de porter les choses à la conclusion nous ne manquerons pas ainsi que nous l'avons déja écrit de mettre en pratique le pouvoir qu'il a plû à leurs Majestés de nous donner, & de faire voir à tout le monde la sincerité de leurs intentions.

On retarde le retardement de la Paix de l'Empire sur les Espagnols.

Déja nous avons agi, devons que la plus grande partie des Députés de cette assemblée n'en doutent plus, ceux qui sont les moins partiaux, reconnoissent que le retardement du Traité de l'Empire, est causé par les Espagnols: ils jugent qu'il sera malaisé que l'Allemagne puisse jamais être paisible tant qu'il y aura guerre entre la France & l'Espagne. Mais pour dire la veritable cause du mal le succès de la Campagne, & les forces de l'un & de l'autre parti, reglent les Négociations, & les font avancer plus ou moins, selon les esperances que l'on en conçoit, & il sera très difficile de faire subir à nos parties les conditions dont on est convenu, si l'on n'est en état de leur en faire aprehender de pires.

On envoye vers le Duc de Baviére.

L'instruction du Sieur d'Erbigni, que nous avons envoyé vers le Duc de Baviere, tend principalement à lui représenter que les Impériaux ne font rien aujourd'hui que ce qui plaît aux Ministres d'Espagne, que s'il ne s'employe avec vigueur, pour faire resoudre l'Empereur à la Paix, on ne la doit point attendre.

Diverses reflexions sur la conduite de ce Prince.

Aussi est ce de la conduite dudit Duc que dependent à cette heure les affaires de l'Empire lui seul y pouvant donner coup, & emporter la balance du côté qu'il panchera; les Impériaux publient ici, qu'il s'est déclaré pour eux ayant, disent ils, des Lettres de Pilsen du treizieme de ce mois qui l'assurent ainsi: les dernieres qu'on a eûes du Marechal Wrangel disoient tout le contraire. Il se loûoit aux Plénipotentiaires de Suéde de ce que ledit Duc avoit fait pour l'armée Suédoise, il reconnoissoit lui avoir obligation, & les prioit de se rendre favorables à ses intérêts. Ils s'y sont portés à la verité, mais ç'a été bien tard, & de mauvaise grace, s'étans pû empêcher même en bien faisant de tenir une procedure désobligeante, jusques là que nous n'avons jamais pu gagner sur l'esprit de Monsieur Oxenstiern, quand il a été à Munster, qu'il ait fait savoir sa venuë au Baron d'Azenlang, comme on a accoutumé de faire aux Plénipotentiaires des Electeurs, desorte qu'ils se sont separés sans le visiter.

D'ailleurs nous voyons que ce Prince est si fort engagé par ses intérets à observer la neutralité, & qu'il en a si souvent asseuré leurs Majestés, que cela nous fait croire qu'il ne fera rien contre son devoir, étant certain qu'il pourroit bien présentement causer un préjudice notable aux Couronnes, s'il se portoit à quelque manquement, mais qu'il exposeroit ses Etats & sa Maison à une ruine évidente pour l'avenir.

On fonde les Suédois & les Hessiens pour le secours des Troupes.

L'on n'a pas manqué de sonder auprés des Suédois s'il y avoit moyen d'avoir quelque secours des Troupes commandées par Monsieur Koningsmarck, & l'on a fait la même chose envers les Hessiens: les uns & les autres se sont excusés à cause des entrepriſes du Général Lamboi, & cette excuse là s'est trouvée d'autant plus recevable, qu'il est vrai, que les Hessiens ont été obligés de lever le siége de Paderborn, & qu'ils sont présentement joints avec Koningsmarck, pour s'opposer audit Lamboi, les deux armées étans fort proches, & sur le point peut-être de venir au combat général. Quoique ce soit Koningsmarck n'a pû marcher avec ses Troupes au secours du Marechal Wrangel ce qu'il eût fait, sans cette diversion, & il a fallu se contenter, d'envoyer trois mil chevaux, dequoi il a déja été donné avis.

Nous ne pourions assurer que notre procedé avec les Ministres d'Espagne ait persuadé entierement les Médiateurs des bonnes intentions de leurs Majestez pour la Paix. Monsieur Contarini est toujours porté à s'opposer au Traité particulier d'Espagne avec Messieurs les Etats. Il parle ouvertement aux Hollandois sur ce point, & leur fait voir le blâme, & le préjudice qu'ils attireroient sur eux & leur Etat en ce faisant.

Contarini s'oppose au Traité particulier des Espagnols avec les Hollandois.

Il n'a pas oublié de faire valoir aux Députés des Etats les moyens que leurs Majestez ont de continuer la guerre par les grands fonds que leur donne la continuation de la Paulette, & les Edits verifiés en dernier lieu, non plus de leur faire connoître le bon état où sont les armées de France, selon l'information bien particuliere, qu'il a plu à leurs Majestez de nous en faire donner, dont nous leur rendons de très humbles graces.

Conduite de Penaranda & sa lenteur pour le Traité.

Le Comte de Peñaranda continuë dans ses longueurs. Il n'est retourné à Munster que le dix neuviéme sur le soir, de vingt & un Articles mis entre les mains des Médiateurs, il y en a vingt accordés, & on en a laissé indécis le dix huit qui concerne le rétablissement des refugiés, sur lequel les Plénipotentiaires d'Espagne disent qu'ils attendent quelques Lettres de Bruxelles. Comme les Médiateurs vouloient faire signer de part & d'autre ce qui est arrêté, on leur vint dire de la part des Espagnols, qu'on faisoit traduire lesdits Articles en leur langue; ce qui paroit un délayement recherché, s'étant pû faire plutôt.

L'opinion commune est, que Peñaranda attend des ordres de son Maître. Les Ambassadeurs de Messieurs les Etats, avec lesquels il n'a rien avancé jusques ici le croyent aussi bien que nous. On n'en a rien sçû même, que lorsqu'on lui a remontré qu'il devoit user de diligence, & se hâter de conclure, étant le moyen le plus assuré d'appaiser les mouvements qui sont en Italie. Il repondit avec sa froideur accoutumée, que Naples se perde; que Sicile se perde, je ne me perdrai point.

Reflexions sur celle des Hollandois.

Quant aux Hollandois, ils paroissent assés bien disposés, vû leur conduite passée, & nous sommes

on ſe pourroit fier à de belles paroles, ſi ce n'eſt que la dépendance de Monſeigneur le Prince d'Orange, & la crainte de l'offenſer, tinſſent en devoir ledit Knuyt.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 30. Septembre 1647.

Il ſemble que les affaires donnent quelque eſperance. On differe d'envoyer vers l'Electeur de Cologne. L'Armée de Lamboi eſt proche de celle des Suédois & des Heſſiens. On cherche à donner quelques ſatisfaction aux plaintes de la Reine de Suede.

MONSIEUR,

Il ſemble que les affaires donnent quelques eſperances.

SI nos parties agiſſoient de bonne foi l'on auroit ſujet de ſe rejoüir, & de croire qu'y ayant déja vingt Articles d'arrêtés entre nous, & le reſte ayant été ſi fort agité, l'on pourroit conclure en peu de tems; mais nous ne voyons pas aſſés de ſincerité aux Eſpagnols pour eſperer que les choſes s'accordent facilement.

On differe d'envoyer vers l'Electeur de Cologne & la raiſon.

Nous avons toujours differé d'envoyer le Sieur de St. Romain vers Monſieur l'Electeur de Cologne, & avons enfin reſolu de ne l'y point envoyer du tout, ſi ce n'eſt que nous euſſions été trompez dans la créance, qui eſt ici commune, que Monſieur le Duc de Baviére a rompu la neutralité, parce qu'il nous ſembloit mal à propos de rechercher ce Prince d'une choſe, étant aſſurés qu'il n'y aura point d'égard. Le Général Lamboi eſt toujours campé auprès de la Rame à ſix lieuës de Munſter, & Koningsmarck & les Heſſiens logés proche de lui, ceux ci étant plus forts en Cavallerie eſperent d'obliger Lamboi, par la néceſſité des vivres à quiter l'avantage de ſon poſte, & ſe promettent après de le mal mener: juſques ici il n'y a eu que du

L'armée de Lamboi eſt proche de celle des Suédois & des Heſſiens.

ME-

faites de l'Article couché dans le Traité de garantie avec Meſſieurs les Etats, où elle a crû être intéreſſée, & nous eſperons qu'elle en ſera ſatisfaite. Sur ce après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons.

La Reine de Suede.

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 7. Octobre 1647.

La crainte peut reduire les Eſpagnols à la raiſon.

MONSIEUR,

La crainte peut reduire les Eſpagnols à la raiſon.

EN vous remerciant très humblement des nouvelles, dont il vous a plu nous donner part, nous vous ſupplions de nous continuer la même faveur, étant certain que de ce qui ſe paſſera ſur la fin de cette ſemaine dépend ici en partie notre Négociation, & que rien ne peut tant obliger les Plenipotentiaires d'Eſpagne à ſe mettre à la raiſon que la crainte de perdre dans l'Italie de beaux Etats que leur Maître y poſſede.

Il court ici des nouvelles de Lens, qui ne ſont pas bonnes; mais comme cela vient de la part des Eſpagnols, nous attendons avec impatience l'ordinaire prochain, pour en ſavoir la verité.

Vous verrez par le Memoire du Roi en quel état ſont ici les affaires, & après vous avoir ſupplié de nous conſerver l'honneur de votre bienveillance nous demeurons.

Digitized by Google

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le Septiéme Octobre 1647.

Touchant la conduite des Eſpagnols & des Hollandois. Affaire de Lorraine. Et du Portugal. Le Traité des Hollandois avec les Eſpagnol eſt fort avancé. Les François ſe plaignent aux Hollandois de la conduite des Eſpagnols. On cultivera la bonne correſpondance avec les Mediateurs. Touchant le Duc de Baviére. L'échange pour l'Artois & St. Omer, & autres Places. Et donnant la Trêve en Catalogne.

Touchant la conduite des Eſpagnols & des Hollandois.

SI nos Dépêches précedentes ont laiſſé en doute leurs Majeſtez du jugement qu'il ſe peut faire ſur la conduite des Plénipotentiaires d'Eſpagne, & des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, celle ci ne leur donnera gueres plus d'éclarciſſement.

Les Médiateurs nous ayant fait raport de l'intention des premiers ſur les Articles du Traité nous voyons aſſés de facilité dans les points qui ſont de peu de conſequence, & des difficultés ſur tous ceux qui ſont importans.

Il nous paroit néanmoins, que ce qui eſt en différend ſe peut accorder, ſi nos parties agiſſent de bonne foi: mais il y a lieu de douter & de craindre, que leur deſſein ne ſoit d'entretenir le tapis, & de donner ſeulement des apparences de vouloir la Paix plutôt que de conclure en effet, parce qu'ils ſe reſervent toujours à ſe déclarer dans des choſes capables de rompre, quand on ſeroit d'accord ſur tout le reſte.

Affaire de Lorraine.

Dans une conference, que nous eûmes ces jours paſſés avec les Médiateurs, quand on vint à parler ſur le ſujet de la Lorraine, ils dirent que le Comte de Peñaranda la remettoit à la fin du Traité, & ajouterent que jamais les Eſpagnols ne paſſeroient ce point là, comme nous le prétendions; qu'ils ne pouvoient abandonner un Prince, qui ſert actuellement avec eux, & dont les Troupes faiſoient une partie de leurs forces: deſorte qu'ils craignoient, ſi la France ne faiſoit pas plus, que ce qu'elle avoit offert, que cette difficulté n'arrêtât la Négociation.

jeſtés à augmenter ce à quoi elles ne s'etoient portées, que par pure generoſité.

Et du Portugal.

Nous ſupplîmes enſuite Meſſieurs les Médiateurs de faire réflexion ſur la procedure captieuſe de nos parties, & de conſidérer, que lorſqu'il s'agiſſoit du Portugal, il nous avoit été dit ſouvent, que ce point là une fois ajuſté, tout le reſte ſeroit facile; que nous y avions admis un temperament ſi équitable, que le Comte de Penaranda n'y ayant pû contredire, auroit néanmoins différé de convenir de la forme des termes du certificat, qui doit être donné par les Médiateurs; qu'il vouloit faire aujourd'hui la même choſe à l'égard de la Lorraine; que de remettre toûjours à la fin du Traité la déciſion des choſes importantes, étoit le moyen de n'y parvenir jamais; qu'il paroiſſoit aſſés que ſon deſſein étoit en convenant de quantité d'Articles de nulle conſequence, de donner de la jalouſie à nos Alliez, pour les porter à une plus prompte concluſion de leurs affaires, & laiſſer les notres en arriere; que pour le bien de la Paix, & pour ne rejetter aucun des moyens qui donnent eſperance d'y contredire, nous avions diſſimulé juſques ici une telle procedure; mais qu'il n'étoit pas poſſible de nous y accommoder, voyant qu'elle produiroit un effet contraire; & que nous prions Meſſieurs les Médiateurs de ſavoir au vrai l'intention des Miniſtres d'Eſpagne. Que l'on travailleroit en vain ſur les autres Articles, ſi les Eſpagnols ne promettent de n'aſſiſter pas le Duc Charles qui eſt une condition abſolue, ſans laquelle la France ne peut traiter; que nous déſirions avant que de paſſer outre d'en être éclarcis, non pas que nous vouluſſions obliger les Eſpagnols à mettre préſentement cette déclaration par écrit; que nous demandions ſeulement la parole des Médiateurs de laquelle nous ne voulions point nous prévaloir, & conſentions que ſi le Traité ne reuſſiſſoit, ils puſſent dire ne nous l'avoir pas donné.

Les Médiateurs eſſayerent, en nous faiſant paſſer ce point, ſans y prendre de reſolution, d'achever avec nous ce qui reſtoit à traiter ſur les autres; mais il fut jugé à propos de témoigner un peu de fermeté, parce qu'autrement les Plénipotentiaires d'Eſpagne n'auroient pas manque de nous faire à tous momens de pareilles remiſes, pour eſſayer de connoitre ſi nous étions capables de relâchement. Ainſi nous dîmes, avant que d'être aſſurés ſur le fait de la Lorraine, que nous ne paſſerions point outre, & nous nous ſéparâmes aſſés promptement d'avec leſdits Sieurs Médiateurs, témoignants plus de colére que nous n'en avions en effet, tant pour ôter aux Eſpagnols l'opinion que nous vouluſſions ceder, que pour mieux reconnoitre dans un point de cette nature s'ils avoient un veritable deſſein de faire la Paix, ou non.

Cela nous a aſſés bien réüſſi, les Médiateurs ont été trois jours ſans nous voir, pendant les quels ils ont conferé avec les Miniſtres d'Eſpagne, & nous ont depuis raporté, que ceux ci témoi-

devant acquiesçé ; que Peñaranda étoit tout prêt de convenir de bonne foi sur les autres ; mais que si la France persistoit à demander une déclaration présente sur le fait du Duc Charles, on ne pouvoit inférer de là autre chose, sinon qu'elle ne vouloit pas la Paix : à quoi les Médiateurs ajoutèrent, que nous devions sur tout arrêter nos conquêtes ; que la Lorraine jointe aux autres difficultés étoit une grande affaire ; mais qu'étant seule, elle n'étoit pas de même consideration, & qu'à leurs avis, on en sortiroit alors plus aisément.

Nous jugeâmes, après nous être retirés à part, que nous pouvions entrer en discution des autres points, & dîmes aux Médiateurs, que pour faire voir toujours de plus en plus le désir que leurs Majestez ont d'avancer les affaires, l'on se contenteroit que les Espagnols déclarassent à la fin du Traité qu'ils n'assisteroient en aucune maniere le Duc Charles : mais que c'étoit une protestation très expresse, & de laquelle nous supplions Messieurs les Médiateurs de tenir registre. Que la France ne traite que sur le fondement, qu'elle ne fera jamais rien plus pour ledit Duc, que ce qui est porté dans l'offre faite sur cela par leurs Majestés, & que l'Espagne s'obligera de ne lui donner aucune assistance directe ni indirecte contre la France. Que si les Plenipotentiaires d'Espagne avoient un autre dessein ce seroit user avec nous de mauvaise foi & se moquer des Médiateurs & & de toute l'Assemblée, & enfin perdre inutilement son tems. C'est ce qui s'est passé entre nous, & ce que nous avons pû ici connoître, à l'égard des Plenipotentiaires d'Espagne.

Le Traité des Hollandois avec les Espagnols est fort avancé.

Quant à ceux des Provinces-Unies leur Traité est fort avancé, ne restant que le seul point de la Mairie de Bois le Duc, qui sont indécis, encore ne voyons nous pas que la difficulté soit telle, que les uns & les autres ne puissent céder aisément : mais soit que les ordres précis de Messieurs les Etats empêchent leurs Ambassadeurs de conclure, ou qu'il y ait entre eux divers avis, ils envoyent à la Haye faire raport à leurs Superieurs de ce qui a été négocié. L'on dit que Knuit sera l'un de ceux qui aura cette commission, & que Paw l'ayant désirée n'a pû disposer ses Collegues, qui le jugent nécessaire à Munster.

Les François se plaignent aux Hollandois de la conduite des Espagnols.

Nous les avons tous vûs, pour nous plaindre de la façon dont les Espagnols traitent avec nous : on leur a représenté qu'encore qu'il y ait plusieurs Articles, sur lesquels il ne se trouve quasi point de difficulté, tout ce qui est important est revoqué en doute, ou remis à la fin. Que les Espagnols leur voudroient peut être persuader, que les affaires sont fort avancées avec nous ; mais que jusques ici c'est une pure illusion, nos parties se tirans toujours en arriere sur les principaux Articles. Que les Médiateurs nous avoient dit, que lorsqu'ils vouloient tirer une résolution sur quelques points contentieux, les Ministres d'Espagne soutenoient, qu'ils l'avoient remise au jugement de nos Allez ; qu'eux ne nous en ayant rien dit, nous leur demandions ce qui en étoit, & les prions de prendre garde à l'artifice des Espagnols, pour nous brouiller ensemble ; que nous ne refuserions jamais leur arbitrage aux choses

détail, & notamment de ce qui nous avoit été dit touchant la Lorraine.

La conclusion du discours fut de leur demander conseil du chemin que nous devons tenir, pour avancer la Paix, & pour faire agir nos parties avec plus de sincerité. Ils conférerent ensemble & répondirent qu'au premier jour ils doivent voir les Espagnols ; qu'ils les presseroient de sortir d'affaires avec nous, & qu'étants informés de leurs intentions, ils nous verroient ensuite, & nous donneroient avec plus de fondement l'avis que nous désirons d'eux.

On cultivera la bonne correspondance des Médiateurs.

Nous obeirons aux commandements que leurs Majestez nous ont fait de cultiver soigneusement la bonne volonté de Messieurs les Médiateurs : jusques ici nous pouvons dire qu'ils aprouvent notre conduite, car encor qu'il y ait eû un peu de chaleur en la premiere conférence, dont nous avons fait le raport ci-dessus, elle regardoit nos parties, & non pas eux & tendoit à leur persuader, que nous étions incapables d'admettre jamais aucun temperament sur le point, dont il étoit alors question.

Touchant les Ducs de Baviere.

La plus grande connoissance que nous ayons du dessein de Monsieur le Duc de Baviere, est par la Lettre ci-jointe du Sieur d'Erbigni, lequel s'est acquité sagement de la commission qui lui avoit été donnée, ayant même prevenu l'ordre que nous lui avons envoyé, de ne s'arrêter pas là plus longtems.

L'échange pour l'Artois &c. Omer & autres Places.

Si l'on trouve à propos de faire quelque échange en traitant, & pour avoir la Comté d'Artois entiere, & joindre St. Omer & Aire aux conquêtes du Roi, il fût jugé utile de laisser quelque chose de plus éloigné, comme Courtrai & autres Places, leurs Majestez nous ordonneront, s'il leur plaît, ce qui sera en ce cas de leurs intentions.

Ce n'est pas qu'il en ait été parlé jusques ici ; mais c'est afin de n'en perdre pas l'occasion, si elle se présente, vû même que le changement des Places peut aider à faciliter le reglement qu'on doit faire de ce que chacun des Rois retiendra, & que nous prévoyons que Courtrai étant de grande étendue, & y ayant plusieurs membres qui en dépendent, & qui sont enclavés dans le Pais ennemi, il sera facile aux Espagnols de mettre garnison dans les lieux principaux, & de s'y maintenir jusques après l'échange des ratifications, afin qu'ils leur demeurent.

Pendant la Trêve en Catalogne pourra-t-on fortifier par tout.

Nous desirerions bien aussi de savoir, si ne pouvans obtenir, qu'il soit permis de fortifier par tout en ce que l'on occupera dans la Catalogne pendant la Trêve, il suffiroit de convenir que les Fortifications commencées se pourront achever, sans que l'on en pût faire de nouvelles : surquoi nous supplions très humblement Sa Majesté de nous preferire ce qui est de sa volonté, après qu'elle aura été bien informée, si les lieux où l'on a commencé de travailler, sont les seuls, que l'on a intention de fortifier. Nous ne laisserons pas cependant de faire effort pour avoir la liberté entiere s'il est possible.

MES-

Digitized by Google

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 14. Octobre 1647.

Ils le remercient de ſes ſoins, pour leur faire tenir de l'argent. Affaire de Cazal. Les armées de Koningſmarck & de Lamboi ſont tout proches.

MONSIEUR,

Ils le remercient de ſes ſoins pour leur faire tenir de l'argent.

LE Mémoire eſt aſſés long pour ne vous ennuyer pas de redires par une Lettre particuliere. Nous nous contenterons de vous remercier bien humblement de vos ſoins, & Monſieur le Surintendant auſſi de ce qu'il veut faire remplacer ce que nous ſerons obligés de prendre ici pour les affaires extraordinaires: nous faiſons préſentement remettre à Nuremberg la ſomme de douſe mil livres, ſur les apointements de Monſieur d'Avaugour, auquel il eſt dû deux années, & qui étant demeuré à Egger, étoit en état de vendre ſon Equipage, ſans ſecours, & de tomber en de grandes néceſſités, comme ce Gentilhomme, qui ſert dignement le Roi, nous a fait ſavoir par un exprès qu'il nous a envoyé. C'eſt pourquoi, Monſieur, il vous plaira tenir la main à ce qu'on ne laiſſe gueres écouler de tems ſans faire un fonds pour leſdites parties extraordinaires, qui eſt tellement néceſſaire ici, que ſans cela les affaires du Roi ne s'y peuvent bien faire.

Affaire de Cazal.

Depuis le Memoire achevé, le Comte de St. Nazaire nous eſt venu dire, qu'ayant témoigné au Comte de Peñaranda, que l'Article de Cazal pourra être mis en la forme, que l'on trouvera ci-jointe, celui-ci a répondu, que cet Article ayant été ci-devant concerté avec Monſieur le Comte de Nerly, Ambaſſadeur de Mantouë en la maniere qu'il a été mis dans le projet des Ambaſſadeurs d'Eſpagne, ſi ledit Sieur de St. Nazaire conſent que l'on y aporte quelque changement, il eſt à propos qu'il faſſe voir le pouvoir qu'il en a de Madame la Ducheſſe de Mantouë. Ledit Sieur de St Nazaire a été un peu ſurpris de cette réponſe, & nous l'avons trouvé plus reſervé dans le conſentement qu'il avoit promis de donner à cette affaire: deſorte que ſi l'on peut & qu'il eſt libre, étant plus fort en Cavallerie, de déloger quand il lui plaira; mais on tient que Lamboi ayant un poſte de difficile accès ne manque point de vivres pour y ſubſiſter. Le bruit court ici que Lindau & Worms ont été pris par Ekenfort. Nous eſperons que l'armée de Monſieur de Turenne deça le Rhin y changera bientôt la face des affaires: & ſur cela nous vous ſupplions de croire que nous ſommes.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le quatorſiéme Octobre 1647.

Leur avis touchant la conduite du Duc de Baviére. Difficultés de parvenir à une concluſion générale pour la Paix. Le Duc de Baviere doit s'intereſſer pour la Paix. Il demande un Mémoire des conditions & des prétenſions des deux Couronnes. Dernieres intentions des Suédois. On doute s'ils conſentiront à celles de la France. Affaire du Duc de Lorraine. Bonnes intentions des Mediateurs ils donnent une propoſition aux Mediateurs. On attendra la reponſe des Eſpagnols. Affaires entre les Hollandois & les Portugais. Et des evenements de la Campagne. Le Duc de Mantouë veut proteſter contre le Traité de Quierafque. Leurs entretiens avec Salvius Miniſtre de Suede. Les Suédois veulent la Paix. Touchant

touchant la conduite du Duc de Baviere.

Mémoire du Roi du quatriéme de ce mois, l'on témoigne de trouver étrange, que Monſieur le Duc de Baviére, qui a tant d'intérêt à la prompte concluſion de la Paix, qui pouvoit ſi facilement aider à la faire, s'il eût pris une autre conduite que celle qu'il a tenue, & qui a d'ailleurs tant de prudence, ait choiſi un chemin ſi hazardeux, qui peut plutôt cauſer la ruine de ſa Maiſon, que produire l'effet auquel il doit vraiſemblablement tendre. Ces mêmes conſiderations nous ont tenu longtems en ſuſpends, & empêché de croire qu'il fût capable de la reſolution, à laquelle il s'eſt enfin laiſſé aller : mais la choſe étant aujourd'hui trop aſſurée, il faut eſſayer d'en détourner le préjudice, & la diriger, s'il ſe peut, à la fin que leurs Majeſtez ſe ſont toujours propoſée, de donner du repos à l'Allemagne, & enſuite à la Chrétienté, à quoi l'on peut parvenir par diverſes voyes.

L'on a ſi prudemment examiné toutes choſes à la Cour touchant ce qui doit ſe faire, ſoit avec ledit Duc, ſoit avec nos Alliés, & l'on a ſi bien remarqué tous les divers égards, que l'on doit avoir en cette conjoncture, qu'il ne ſe peut rien déſirer après ce qui eſt dans ledit Mémoire. Nous l'avons exactement conſideré, & nous nous y conformerons en toutes choſes ; mais comme l'execution des ordres, qui nous y ſont donnés, dépend principalement de la maniere dont cette action ſera reçuë par les Suédois, & de ce qui ſera concerté avec eux, nous ne ſaurions rien écrire de certain, que nous n'ayons connu leurs ſentiments. Monſieur Salvius vient d'arriver fort à propos en cette Ville. Nous le verrons aujourd'hui, & ſi avec les compliments il ſe paſſe quelque choſe entre nous, qui mérite qu'il en ſoit fait raport, nous l'ajouterons au bas de ce Mémoire.

Nous répeterons encore ici ce que nous avons déja touché dans quelque autre Dépêche, que l'on connoît tous les jours de plus en plus combien la Négociation de Munſter eſt difficile. Nous avons deux Traités à faire avec deux grands Princes dont l'union eſt indiſſoluble. Ils ont de l'animoſité contre la France, & pour diminuer ſes avantages, & pour mettre ſes Alliez en jalouſie, ou en diviſion d'intérêt, il n'y a rien qu'ils n'abandonnent, & qu'ils ne proſtituent juſques aux choſes que l'honneur & la conſcience les obligent de conſerver : d'un autre côté la conduite deſdits Alliez ne nous donne pas moins de peine, étant vrai que lorſque les affaires des Suédois proſperent, nous ne pouvons moderer leurs deſſeins, vaſtes, ambitieux, & tendans en effet à la ruine de la Religion. Quand il arrive auſſi quelque accident contraire, il y a peu d'aſſurance à leur union, & la prudence ne permet pas de croire, que ſi dans le mauvais état de leurs affaires, ils étoient tentés par des conditions avantageuſes à traiter ſans nous, ils ne franchiſſent le ſaut, & ne ſuiviſſent dans le Traité de l'Empire l'exemple, que les Hollandois leur ont donné en celui d'Eſpagne.

Difficultés de parvenir à une concluſion générale pour la Paix.

Le Sieur Krebs partant de la Cour bien inſtruit des intentions que l'on y a pour la Paix, peut ſervir beaucoup à détruire la croyance, mis aux Couronnes ; le profit qui lui revient de l'execution de ce dont on eſt convenu, lui doit faire ſouhaiter qu'il ait lieu.

pour la Paix.

Et quant à ce que ledit Sieur Krebs a dit, qu'il ne diſtinguoit pas en cela la Suede d'avec la France, qu'il a demandé un Mémoire des conditions auxquelles les Couronnes veulent la Paix, & qu'il a aſſuré ſur ſa vie, que ſi ſon Maître n'avoit une ferme opinion que les Suédois veulent continuer la guerre, & ruiner la Religion Catholique, la Paix ſe pourroit conclure dans vingt quatre heures ; ce ſont tous des points conſiderables, & que nous ne manquerons pas de faire ſavoir aux Plénipotentiaires de Suede ; pour eſſayer de les porter ci-apres à plus de moderation, en cas que les Impériaux viennent à reprendre avec eux & avec nous les derniers erremens du Traité, & qu'ils ne s'éloignent pas comme ils le font à cette heure de tout accommodement.

Il demande un Mémoire des conditions & prétentions des deux Couronnes.

Quant à gagner ſur les Suedois, qu'ils ſe déclareront ouvertement de leurs dernieres intentions, quoique l'état préſent des affaires les y dût convier, c'eſt une choſe néanmoins, que leur humeur, & la maniere dont ils ont toujours vecu nous fait juger bien difficile ; Monſieur Contarini y a fait les efforts au dernier voyage, que Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius ont fait enſemble en cette Ville, & nous nous y ſommes auſſi employez ſouvent ; mais inutilement.

Dernieres intentions des Suédois.

Nous doutons de plus ſi ces Meſſieurs ſe reſoudront de concerter avec nous quelque écrit ou déclaration, par laquelle on pût faire voir à tout le monde, que l'on publie contre la verité que les Couronnes ne veulent pas la Paix. Nous y travaillerons néanmoins, ce moyen nous paroiſſant fort propre pour déſabuſer ceux qui ont conçu une autre opinion, & ſi on en vient là, on eſſayera en témoignant toute bonne volonté de pacifier les choſes, de faire voir en même tems, que l'on peut porter les armes des Couronnes encore plus avant, que l'on n'a fait juſques ici, en ſomme autant que le concert que l'on doit obtenir avec les Alliez, le pourra permettre : on ſuivra en tout & par tout ce qui nous eſt preſcrit par le Mémoire, où l'intention de leurs Majeſtez eſt ſi nettement expliquée, qu'il eſt mal aiſé, étant ſi éclairé, que l'on s'égare du droit chemin.

On doute s'ils conſentiront à celles de la France.

Nous rendons de très humbles graces à la Reine de l'avis dont elle a crû agreable qu'il nous fût donné de ſa part, de ce que le Duc Charles a fait dire par un Religieux Minime à Sa Majeſté ; elle nous a commandé de lui faire ſavoir nos ſentimens ſur cela : il eſt mal aiſé de rien ajouter à ce qui eſt dans le Memoire, où des inconveniens qui peuvent arriver de ſe rendre trop credules aux offres de ce Prince, ſont judicieuſement remarquez. Si l'on avoit à faire quelque choſe avec lui, il ſemble que pour arres de ſa fidelité on le doit engager à rendre un ſervice réel & effectif, ſans lequel on ne peut ſe confier en les paroles, & il ne doit pas douter en ce cas de recevoir un favorable traitement de leurs Majeſtez.

Affaire du Duc de Lorraine.

D'ailleurs dans la mediation que nous avons faite ſur cette ouverture du Pere Minime, nous avons imaginé, que ſi la guerre durot, ledit

entreprise contre nos parties, ou soit qu'il y reussit, ou qu'il y succombat, l'on y auroit toujours un grand avantage.

Bonnes intentions des Médiateurs.

Les Médiateurs continuent dans leurs bonnes volontés envers nous, & Monsieur Contarini ses offices, pour empêcher le Traité particulier de l'Espagne avec Messieurs les Etats; mais les Ministres de cette Couronne continuent aussi dans leur lenteur, & dans le dessein de traiter séparément, s'ils peuvent avec nos Alliés.

Ils donnent une nouvelle proposition aux Médiateurs.

Nous avons mis depuis peu ès mains des Médiateurs vingt quatre Articles, & n'avons pas oublié de dire en les leur delivrant, que nous connoissions bien, que les Espagnols s'accommodans sur ceux qui sont de nulle consequence, & remettans les autres, ou persistans sur les premieres difficultés, leur dessein étoit de porter nos Alliés à conclure leur Traité séparément, en leur faisant croire que nos affaires sont fort avancées, quoiqu'en effet il n'y ait rien d'important, qui soit achevé : le même discours a été tenu aux Ambassadeurs de Messieurs les Etats, & nous leur avons dit en détail en quoi consistent les choses, qui nous sont débattues, afin de leur faire voir qu'il n'y a nulle sincerité, en la procedure des Plénipotentiaires d'Espagne. Nous avons aussi donné avis de tout à Monsieur de la Thuillerie, pour faire à la Haye en même tems que nous ici les offices convenables.

On attendra la réponse des Espagnols.

Nous attendons quelle sera la réponse des Espagnols, & aurons toujours l'œil ouvert à nous garantir du mal, ou à pousser les affaires autant qu'ils nous en donneront le moyen.

Affaires entre les Hollandois & les Portugais.

Nous avons vû avec beaucoup de ressentiment de l'honneur que leurs Majestez nous ont fait, toutes les nouvelles contenues audit Mémoire; soit de ce qui se passe à la Haye entre Messieurs les Etats, & les Ministres du Roi de Portugal; soit de l'accident arrivé en la personne de Monsieur de Gassion, duquel nous avons été extrémement affligés, ou du dessein que Monsieur de Rantzaw avoit de secourir Dixmude, ou d'entreprendre sur quelque autre Place plus considerable. Les Espagnols ont publié ces jours passés des nouvelles à leur avantage; ils ont celui là d'avoir des nouvelles & des Lettres de Flandres deux fois la semaine, & comme les nôtres ne viennent que fort longtems après, nous sommes toujours dans l'impatience de savoir la vérité de ce qui se fait au Pays-Bas.

Et des évenements de la Campagne.

Maladie de Monsieur.

La maladie de Monsieur nous donneroit beaucoup d'inquietude, si nous ne voyions en même tems, que tous le medecins asseurent qu'il est hors de danger.

Le Duc de Mantoue veut protester contre le Traité de Quierasque.

Le Comte de Saint Nazaire, qui est ici, en qualité de Député de Monsieur le Duc de Mantouë, nous vint hier dire, qu'il ne pouvoit manquer à protester contre le Traité de Quierasque, en ce qui regarde les droits de la Maison de Mantouë sur celle de Savoye; mais il nous propose en même tems, que si l'on vouloit laisser quelque chose pour suplément de la

Et pour l'affaire de Casal, ledit Député a retranché quelque chose de l'Article, que nous avons ci-devant présenté, qui n'étant pas de la substance, & la sureté de la Place se pouvant trouver sans cela, nous croyons que l'on s'y peut accommoder; mais d'autant que si ce temperament étoit proposé par nous, les parties pourroient faire plus de difficulté de le recevoir, le susdit Sieur de Saint Nazaire nous a promis d'en faire l'ouverture à Messieurs les Médiateurs, & aux Espagnols mêmes, en leur déclarant que son Maître sera content, si l'Article est dressé en la même forme qu'il l'a reformé.

Leurs entrevûes avec Salvius Ministre de Suéde.

Il s'est parlé de toutes les affaires dans la visite de Monsieur Salvius, d'où nous venons. Il a commencé par se plaindre de Monsieur le Duc de Baviére, disant qu'il avoit toujours bien crû, qu'il manqueroit à ses promesses; mais non pas qu'il en rejetteroit la cause sur les Plénipotentiaires de Suéde, comme on voit qu'il fait par son Manifeste. Il s'est mis ensuite à nous représenter le mauvais état de l'armée Suédoise, que l'Infanterie est fort diminuée, & que parmi leur Cavallerie il y a plus de trois mil Reistres démontés. Il a dit, qu'il étoit tout à fait nécessaire, que Monsieur le Maréchal de Turenne repassât le Rhin, avec une armée capable d'occuper au moins celle du Duc de Baviére; que le retardement que l'on avoit aporté à payer le subside, les avoit fort incommodé; qu'il prioit que l'on y eût égard, & que l'on voulût avancer le payement du terme qui court à présent. Il nous a fait même instance à ce que ledit subside fût augmenté; on lui a témoigné, que l'on n'avoit pas été moins surpris ni moins en colere qu'eux, de ce que ledit Duc de Baviére a fait; qu'avant sa déclaration nous avions envoyé vers lui le Sieur d'Erbigny, pour essayer de le maintenir dans la neutralité; mais qu'ayant déclaré de vouloir rompre avec les Suédois, ledit Sieur d'Erbigny lui avoit dit nettement, que la France ne le pouvoit avoir pour ami, s'il entroit en guerre avec la Suéde; que nous avions dit ici la même chose à son Député, que par les dernieres Lettres que nous avions reçues de la Cour l'on nous mandoit qu'aussitôt que la nouvelle de ce changement y étoit arrivé, la Reine avoit dépêché à Monsieur le Marechal de Turenne, qu'il eût à se disposer à repasser promptement le Rhin; que l'on travailloit en diligence aux levées pour fortifier son armée, & qu'on lui avoit envoyé une grande somme pour faire monstre, & pour remettre ses Troupes en bon état. Nous avons promis audit Sieur Salvius d'écrire pour diligenter le payement du subside; on lui a seulement ôté l'esperance de l'augmenter, attendu les dépenses infinies auxquelles leurs Majestez sont obligées; & sur tout le reste on lui a donné les meilleures paroles que l'on a pû, & puis on s'est entretenu sur les remedes que l'on peut aporter au mal qui est arrivé, & on lui a demandé quelle il croyoit que devoit être la conduite des Couronnes en cette occasion.

Il

Paix.

Il croit que les Impériaux n'ont pas seulement gagné des Princes Catholiques de l'Empire, mais qu'ils ont aussi ébranlé des Princes Protestants. Que Saxe, Brandebourg, & Brunswick sont fort arrêtés par l'Empereur, que l'on offre des conditions & avantages à Madame la Landgrave, pour l'induire à quitter les Couronnes, & qu'il se parle d'une Paix interne entre les Princes & Etats de l'Empire.

Il s'est remis après sur la nécessité de faire agir Monsieur de Turenne dans la haute Allemagne; que l'on y devoit occuper les forces de Monsieur le Duc de Bavière, que les Places que nous y tenons se devoient déclarer ouvertement contre lui, afin qu'il fût obligé de ne pas dégarnir son Pais, & qu'il ne pût envoyer ses Troupes dans l'armée de l'Empereur.

Le discours où il a paru plus échauffé a été sur l'augmentation, ou du moins sur l'avance du subside; il a dit que cent mil Ritdales données à tems faisoient plus de profit quelquefois, qu'un million hors de saison. Il s'est empris de nous, si nous ne pourrions pas faire remettre présentement cette partie du subside à Francfort, & comme nous lui avons dit que nous ne le pouvions pas faire, lui remontrants les grandes sommes que leurs Majestez étoient obligées de perdre de sa remise, il a proposé de faire des Ducats en France, comme il s'en fait à Amsterdam, en quoi il y auroit un notable profit, le Ducat, où il n'y a pas plus d'or que dans un écu au soleil, valant dans les armées deux Ritdales. On lui a promis de donner cet avis à la Cour, d'écrire pour diligenter toutes choses, & à n'en point mentir si les affaires du Roi le peuvent permettre, il nous sembleroit bien à propos de faire quelque effort en cette occasion & leur témoigner par quelque prompt secours, la bonne volonté de leurs Majestez à rétablir leurs affaires.

Parmi ce discours il en a avancé un, sur lequel nous avons un peu appuyé : il a dit que Monsieur Wrangel avoit écrit, qu'on pourroit remettre ès mains de la France, les Places que la Suéde tient en la haute Allemagne, comme Nordlingen, Hendlingen & les autres, ce qui donneroit moyen à l'armée d'en retirer son Infanterie, dont elle a besoin. Nous nous sommes chargés d'en donner avis, & lui avons remontré, qu'il faudroit en ce cas que Monsieur de Turenne eût beaucoup d'Infanterie pour garnir suffisamment lesdites Places; c'étoit afin de lui faire au moins valoir, qu'elles seroient plutôt à charge, qu'à profit pour préparer aussi une excuse, au cas que Monsieur de Turenne ne puisse paroître bien tôt au deça du Rhin, mais en effet il nous sembleroit fort avantageux d'occuper ces Places là, si la Guerre doit continuer, & que la dépense qu'on y feroit ne seroit pas mal employée.

Les Suédois veulent la Paix.

Après avoir parlé longtems des moyens de continuer la Guerre, le propos est tombé sur ceux d'avancer la Paix, & de conclure le Traité, il nous a dit sur cela, que les Plenipotentiaires de l'Empereur, qui sont à Osnabrug, disoient avoir la même volonté de traiter avec la Couronne de Suéde, qu'ils avoient toujours eue, & qu'ils ne vouloient rien changer de

l'Empire reconnoissent que leur milice devoit être contentée; qu'il ne s'agissoit que du plus ou du moins; qu'ils ne refuseroient pas ce qui seroit jugé raisonnable, & comme il a été prié de dire à peu près quelle somme pourroit suffire, il a dit, la moitié de ce qui a été demandé, & que quelques Députez avoient déjà fait le compte, que l'on pourroit fournir sept à huit millions de Ritdales. Pour le reste de leurs différents: il a dit qu'ils le remettoient à l'arbitrage & décision des Etats de l'Empire, tant Catholiques, que Protestants; & sur ce point il n'a pas manqué de nous demander aussi ce que nous ferions de notre côté; la réponse a été, que nous n'y avions point encore pris de résolution, parce que l'on ne nous disoit rien, & que la Négociation étoit tout à fait interrompuë à notre égard, qu'il y avoit grande différence entr'eux & nous, parce que rien n'étoit débattu sur la satisfaction particuliere de la Suéde, & que l'on revoquoit en doute ce qui nous a été promis pour celle de la France. Qu'il y avoit des points, sur lesquels on ne pouvoit jamais admettre aucun expedient, comme celui de s'obliger de n'assister directement, ni indirectement le Duc Charles. Que nous avions déclaré dès l'ouverture de l'Assemblée, que nous étions prêts de traiter avec l'Empereur & le Roi d'Espagne, en même tems s'il se pouvoit, ou séparément avec celui qui conviendroit le premier avec nous des conditions raisonnables; mais que les deux Traitez n'auroient aucune connexion, & que celui avec lequel nous tomberions d'accord, devoit en ce cas s'abstenir de nous continuer la Guerre. Et après avoir fait voir en peu de mots le droit que leurs Majestez ont sur les autres points contentieux, la conclusion a été que l'on rechercheroit tous les moyens possibles de contenter le public, & que nous lui pouvions bien dire par avance, que la Paix ne seroit point retardée pour les intérêts de la France, pourvû que les Impériaux veuillent rester de bonne foi dans l'observation des choses, qui ont été ci-devant accordées. Nous avons quelque intention de nous servir du même expedient, que les Suédois, & de remettre le différend de l'assistance que l'Empereur pourra donner comme Archiduc au Roi d'Espagne, au jugement des Electeurs & des Princes de l'Assemblée, dont il sera respectivement convenu, ou bien à celui de Monsieur le Duc de Bavière seul, si toutefois le bon concert avec nos Alliez n'y est point, & nous sommes resolus de ne nous point ouvrir de cet expedient qu'à l'extrémité.

Touchant les Fiefs seroient Evêchés.

Pour les Fiefs des trois Evêchés, l'on pourra se tenir à l'écrit du troisiéme Septembre de l'année derniere, à ce que l'on retranchera des conditions que les Impériaux ont voulu faire, ce qui donnera moyen de conserver notre prétention, & de la faire valoir après la Paix, selon que la conjecture le pourra permettre.

Les Impériaux veulent s'accorder avec la Suéde.

C'est où notre Conférence a fini, qui nous a fait voir que les Suédois sont disposés à la Paix; que les Impériaux veulent s'accorder avec eux, & qu'ils ne nous tiennent pas un même langage. Nous en parlerons dès demain à Messieurs les Mediateurs, & si nous pouvons

MESSIEURS
Les
PLENIPOTENTIAIRES
à Monsieur le Comte de
BRIENNE.

A Munster le 21. Octobre 1647.

Ils envoyent vers l'Electeur de Trèves, & l'Evêque de Wurtzbourg pour l'affaire de la vacance de l'Electorat de Mayence. Les Suédois proposent de rendre à la France les Places de la haute Allemagne.

MONSIEUR,

Ils envoyent vers l'Electeur de Trèves & vers l'Evêque de Wurtzbourg pour l'affaire de la vacance de l'Electorat de Mayence.

VOus verrez toutes les nouvelles par notre Mémoire, qui est assez ample, & comme nous avons été obligés d'envoyer vers Monsieur l'Electeur de Tréves, & vers Monsieur l'Evêque de Wurtzbourg, à cause de la vacance de l'Electorat de Mayence. Nous avons aussi donné pouvoir à Monsieur de Vautorte, & au Vicomte de Courval de nous obliger en nos propres & privés noms jusques à la somme de cent mil livres, dont nous vous supplions, Monsieur, de nous faire donner la decharge, quand les ordres seront renvoyés à ces Messieurs, selon l'intention de leurs Majestez.

Les Suédois proposent de rendre à la France les Places de la haute Allemagne.

Nous avons donné avis par la Dépêche precédente, que Messieurs les Suédois proposent de remettre ès mains de la France, les Places qu'ils tiennent dans la haute Allemagne; ce qui, à notre avis, ne doit pas être negligé : nous vous supplions, Monsieur, d'en faire promptement envoyer les ordres, & de croire au surplus que nous sommes.

PLENIPOTENTIAIRES,
ENVOYE' EN COUR
Le 21. Octobre 1647.

Etat de la Négociation avec l'Espagne. Il n'y a à Munster que trois Ambassadeurs Hollandois. On doute de la sincerité des Hollandois. Monsieur Salvius retourne à Osnabrug. Il insiste pour l'augmentation du subside. Et sur les préparatifs Militaires. On lui demande son avis par raport à la Négociation avec Baviere. Ils communiquent le tout au Deputé de Baviere. Reponse du Deputé. Et sa bonne conduite. Monsieur Salvius quite Munster. Monsieur Krebs est satisfait de la Cour. On est persuade que les Espagnols n'observeront la Paix que quelque peu de tems. Ils cherchent a persuader que la France ne veut point de Paix. Ils lui disputent quelques Places. Les François remettent aux Médiateurs une partie de leur Projet. Articles contestés par les Espagnols. Soins des François pour l'election de l'Electeur de Mayence.

Etat de la Négociation avec l'Espagne.

LOrsque les vingt premiers Articles ont été arrêtés, il ne fut pas jugé à propos d'y inserer aucune Declaration à l'égard de Messieurs les Etats, d'autant que leurs Ambassadeurs n'ayant pas seulement répondu à l'offre, que nous leur en avions faite, & leurs affaires étant quasi toutes resoluës, il eût été mal séant de les nommer dans des Articles de peu de consequence, & c'eût été en quelque façon nous exposer au mépris de nos Alliez, & de nos Ennemis; mais avant que nous eussions reçu la Dépêche de l'onziéme de ce mois, il s'est presenté une occasion fort propre de reïterer la même offre, car lesdits Ambassadeurs ayant resolu de députer trois d'entr'eux pour rendre compte

cet & le concluront pour son Traité que conjointement avec le leur ; ce qui fut fait, de sorte qu'ils parurent fort contents, & nous en remercierent. Et afin de rendre la chose publique, & que personne dans les Provinces ne la pût ignorer, nous avons écrit à Monsieur de la Thuillerie, de faire dans l'Assemblée de Messieurs les Etats la même déclaration que nous avons faite ici, & de demander qu'elle fût mise & inserée dans leurs Registres, afin que tout l'Etat connût combien religieusement la France s'acquite de ce à quoi elle est obligée.

Il n'y a à Munster que trois Ambassadeurs Hollandois.

Ceux d'entre les susdits Ambassadeurs, qui ont pris cette commission, sont les Sieurs Paw, Knuyt, & Klant, outre lesquels, les Sieurs de Meynerswich & de Riperda sont allés en leurs Maisons pour leurs affaires particulieres, & il ne reste à Munster que les Sieurs de Mathenes, de Niderhorst, & Donia. Ils ont dit en partant qu'ils seroient bientôt de retour, & quoique nous fachions bien que ce voyage se fait contre l'ordre de leurs instructions, nous n'avons pas crû pourtant nous y devoir opposer, parce qu'en effet il eût été inutile, & qu'en témoignant de la crainte, & de la méfiance de ceux qui sont Députez, nous les eussions rendus encore plus contraires.

Nous les priâmes de faire un veritable raport à leurs supérieurs de l'état de notre Négociation avec les Espagnols; on leur fit voir que ce qui se fait n'est qu'une pure illusion du côté de nos parties; qu'ils avoient signé vingt-quatre Articles, & qu'ils témoignent être disposés d'en arrêter encore un plus grand nombre; mais que tous étoient de nulle conséquence, & qu'ils les signoient seulement pour faire croire au monde, qu'ils vouloient la Paix, quoiqu'ils eussent une autre intention; qu'ils remettoient à la fin les Articles les plus importans, & qui pouvoient leur donner le prétexte & la facilité de rompre; aux autres ils persistoient dans les prémieres difficultés, ou disoient qu'ils avoient écrit à Bruxelles, & en attendoient réponse. Et sur cela nous leur fimes voir en détail quels étoient ces points principaux, comme la certification pour le Portugal, l'affaire de Lorraine; celle des Conquêtes, qu'ils ont toujours accordée, & sur lesquelles on n'a jamais pû jusques ici les faire expliquer, savoir le point de Cazal, auquel ils ont si peu d'intérêt, celui des Fortifications en Catalogne, & sur chacun en particulier nous leur fimes comprendre nos raisons, lesquelles il n'est pas besoin de repeter ici, puisque c'est de la Cour qu'elles nous ont été envoyées.

On les assura pour conclusion, que la France vouloit sincerement la Paix, qu'elle ne cherche rien davantage en traitant que de la rendre sure & durable. Que nous avons ordre de nous porter à tout ce qui peut maintenir les choses en l'état où elles se trouveront quand le Traité sera executé. Et en un mot que nous ne demandions leur assistance que sur le fondement, que nous avions un veritable désir de faire la Paix, & que nous nous portions aux choses raisonnables.

On doute de la sincerité des Hollandois.

Il nous parut que toutes ces remontrances faisoient alors quelque impression sur leur esprit; mais si elle sera de durée, & s'ils reduiront en

depuis avec lui n'a été quasi qu'une confirmation de nos premiers discours. Il a fort insisté sur l'augmentation du subside; nous avons estimé ne lui en devoir laisser aucune esperance, de crainte qu'elle ne fût après interpretée pour une promesse, & que n'étant pas suivie de l'effet, cela pût causer de la plainte & du dégoût.

Il infiste pour l'augmentation du subside.

Il a demandé, qu'au moins il fût fait avance du terme qui est échû à la fin de l'année; nous avons répondu que nous en avions écrit favorablement à la Cour, & il nous a pressés de lui faire toucher dès à présent une partie dudit terme sur notre credit; nous nous en sommes défendus, & avons dit que cela n'étoit pas en notre pouvoir. Enfin il a désiré, pour traiter plus facilement avec les Marchands de Hambourg, sur les avances qui lui sont nécessaires, que nous l'assurions par écrit du payement dudit subside, parce, dit il, que les Marchands croyent, que la Paix se faisant, le subside ne sera pas payé, & qu'ils ne veulent pas s'engager à fournir leur argent pour la Couronne de Suéde, s'ils ne voyent quelque chose du côté de la France, qui les asseure du remboursement. Il a été jugé qu'après lui avoir refusé tout ce que dessus, il lui falloit donner ce contentement là, & pour cet effet, nous lui avons dressé une Lettre de la teneur que l'on verra par la copie ci-jointe, afin que la faisant voir aux Marchands ils traitent plus facilement avec lui. Nous supplions très-humblement Sa Majesté d'agréer ce que nous avons fait en cela, & qu'il lui plaise nous commander qu'il soit pourvû en son tems au payement du terme qui échet à la fin de cette année, & même s'il se peut, d'en faire avancer une partie, dont nous connoissons, que Messieurs les Suédois se tiennent fort obligés. Ce moyen étant sans doute le plus efficace de tous pour les tenir dans le devoir, & leur union n'est pas seulement utile, mais nécessaire dans la conjoncture présente.

Et sur les preparatifs militaires.

Le reste de notre entretien avec ledit Sieur Salvius a été qu'il se faut préparer puissamment à la Guerre, & chercher en même tems tous les moyens, qui peuvent produire la Paix; mais quand nous lui avons proposé de concerter ensemble par un écrit, par lequel les Couronnes fissent connoître à tout le monde leur bonne disposition, & se déclarassent du dernier mot de ce à quoi elles se peuvent resoudre, il n'y a pas eû moyen de l'y faire consentir, ayant dit qu'il falloit au moins, qu'avant on leur eût fait une offre sur le fait de leur milice. Et pour les autres differends, qu'ils ne devoient faire aucun relâchement, puisque regardant les Etats de l'Empire, ils se remettoient à eux de s'en accommoder ensemble. Et quelques raisons dont on se soit servi pour lui persuader de dresser avec nous cet écrit, l'on n'a pû tirer autre chose de lui, sinon qu'il en parleroit avec son Collegue.

On lui demande son avis à l'egard de la Negociation avec Baviére.

On lui a demandé de quelle maniere il croyoit que nous devions ici nous conduire avec le Député de Baviére, & s'il ne jugeoit pas à propos que nous lui fissions savoir les bonnes intentions des Couronnes, afin qu'il pût en asseurer son Maître; ce que ledit Sieur Salvius a té-

lieu où il y a tant de personnes toutes portées de differens intérêts.

Nous dimes donc au Sieur Ernest, (c'est le nom dudit Député) que quoique Monsieur Salvius fût venu à Munster avec beaucoup de feu & de colere, & qu'il ne parlât au commencement que de guerre & de vangeance, nous avions fait ensorte néanmoins, que si l'intention de Monsieur le Duc de Baviere étoit telle qu'il l'avoit mandé à la Cour, & que lui même nous l'avoit ci-devant representé, il y avoit encore esperance de pouvoir faire bientôt la Paix de l'Empire, puisque nous y avions entierement disposé nos Alliez, pourvû que l'on ne change rien en ce qui a été accordé aux Couronnes : que l'on essayeroit en vain de vouloir diminuer leur satisfaction; qu'elles ont assés de de forces pour se conserver les choses promises; mêmes pour en acquerir encore d'autres, leurs Majestez avoient envoyé ordre à Monsieur le Marechal de Turenne de repasser le Rhin & qu'on alloit fortifier l'armée qu'il commande, plus qu'elle n'a jamais été; qu'on ne pouvoit abandonner les Alliez, ni souffrir que rien de ce qui a été accordé, fût revoqué en doute; que nous ne pouvions assés nous étonner de la resolution prise par ledit Sieur Electeur; que la Paix établiroit sa dignité, lui donnant de nouveaux Etats, & augmentoit de tout point sa grandeur & sa Maison; la guerre au contraire mettoit toutes ces choses en peril évident; si la Maison d'Autriche recevoit de l'avantage, que personne ne savoit mieux que ledit Electeur ce qu'il en devoit esperer. Que si la bonne fortune persistoit dans le parti qui jusques ici a été victorieux, que ne doit il attendre d'un ennemi offensé; qu'en tout évenement le seul profit de la guerre seroit pour les Espagnols, parce que la France fera en ce cas des efforts extraordinaires en Allemagne, & se tiendra plutôt ailleurs sur la défensive; s'il ne voyoit point que la Cour de Madrid faisoit agir l'Empereur selon sa passion & son intérêt, & que le dessein étoit d'y perpetuer la guerre, afin qu'à la mort dudit Sieur Electeur que l'on souhaite & qu'on se figure être prochaine la Maison d'Autriche se pût rendre maitresse des Etats, & disposer de ses enfans & de son armée; qu'il pouvoit obvier à tant d'inconviens en faisant la Paix, & que la Paix étoit facile, puisque les Couronnes y étoient très bien disposées; si l'Empereur y étoit aussi disposé de son côté; à quoi nous croyons que rien ne le pouvoit porter, que les offices pressans dudit Sieur Electeur. Qu'à la verité le plus court chemin, & le plus sûr moyen eût été de rester dans l'observation du Traité d'Ulm: mais qu'après avoir fait cette faute, ledit Sieur Electeur devoit travailler à y porter promptement du remede.

Réponse dudit Député.

Ledit Député répondit, que son Maitre ne souhaitoit rien tant, qu'une prompte conclusion du Traité; qu'il ne prétendoit pas qu'il fût rien changé ni diminué en ce qui avoit été promis aux Couronnes; qu'il avoit un respect particulier pour celle de France, qu'il regardoit

Maitre tout contraires aux déliberations qu'on y introduisoit. Et sur ce que nous lui fimes plainte, que l'Evêque d'Osnabrug, qui est de la Maison dudit Electeur, est le plus échauffé à mettre ces points là en question parmi lesdits Etats; il répondit sans hésiter, que son Maitre improuvoit la conduite dudit Sieur Evêque, & qu'il le lui avoit dit de sa part, jusques à lui déclarer qu'il joindra ses forces, comme feroient aussi plusieurs Princes d'Allemagne, contre ceux qui ne voudroient pas la Paix aux conditions, qui ont été arrêtées.

Il nous promit de rendre un compte bien exact de tout ce que dessus, & nous ajoutâmes, comme par confiance, & le prians de ne le faire savoir qu'audit Sieur Electeur, que ne se changeant rien en ce qui a été ci-devant arrêté pour la satisfaction de la France, & le point de la Lorraine exclus, sur lequel on ne peut jamais admettre aucun temperament, leurs Majestez recevront bien volontiers le conseil de Monsieur l'Electeur sur ce qui reste en different, & se porteront à ce qui sera jugé raisonnable.

Quand nous avons fait raport à Monsieur Salvius de ce qui avoit été négocié avec ledit Député, & de ses réponses, il en a paru fort content. Il a dit aussi avec satisfaction avoir avis de l'ordre qui a été envoyé de la Cour à Monsieur de Turenne, & qu'en cela & en toutes autres choses qu'il avoit désiré de nous, il ne pouvoit que se louër beaucoup des resolutions qu'on a prises.

Le Sieur Salvius quite Munster.

Il est ensuite parti de Munster, en témoignant de vouloir bien finir les affaires, & l'on tient que le Docteur Wolmar, & la plûpart des Députés Catholiques de l'Empire doivent aller bientôt à Osnabrug, pour conclure avec les Suédois. Nous avons bien dit au Député qu'il seroit plus utile à la Religion Catholique & à la prompte conclusion de toutes choses, si l'on achevoit promptement avec nous; nous sommes aussi bien résolus de tenter, par l'entremise des Médiateurs s'il y auroit lieu de le faire : mais pour dire le vrai, nous en avons peu d'esperance, & n'oserions quasi agir en cela que par des offices secrets, de crainte que les Impériaux ne s'en servent pour nous brouiller avec nos Alliez, & les mettre en jalousie & méfiance avec nous dont ils ne sont que trop susceptibles.

Le Sieur Krebs est satisfait de la Cour.

L'on ne pouvoit mieux engager le Sieur Krebs à servir leurs Majestez, que par ce qui est porté dans le Mémoire puisque ce qui lui a été promis aura effet, selon le service qu'il rendra : mais nous avons ici divers avis, que le Comte de Groensfeld n'est point parti de la Cour avec satisfaction, & qu'il a témoigné depuis son retour, qu'il est tout à fait partisan de l'Empereur, soit qu'il soit tel en verité, ou qu'il soit obligé de le témoigner en l'état présent des affaires.

On est persuadé que les Espagnols n'observeront la Paix que peu de tems.

L'avis donné à Sa Majesté, que les Espagnols songent à rompre la Paix, le jour même qu'on la signera n'est que trop averé ici par

croyons pas que d'ailleurs ils doivent se trop coup soucier de ce qui en arrivera.

L'on n'a pas perdu une seule occasion de dire que la lenteur des Ministres d'Espagne lui pourroit causer du préjudice, & qu'en quelque lieu que les armes de Sa Majesté remportassent de l'avantage on ne le quitteroit jamais; cela néanmoins n'a pas servi à les rendre plus soigneux & plus diligens; ils s'efforcent toujours de persuader que nous ne voulons pas la Paix, & disent que pour l'empêcher l'on fait de nouvelles entreprises. Nous commençons à connoître que les Médiateurs prennent quelque intérêt à ce qui se passe en Italie, & témoignent en être fâchés; mais cette considération ne doit pas prévaloir sur celle que l'on a d'affoiblir d'autant plus l'ennemi, & de le porter à une prompte conclusion de la Paix.

Ils cherchent à persuader que la France ne veut point de Paix.

Nous tenons la prise de Lens avantageuse, quoiqu'il ait ici couru quelque bruit qu'on vouloit raser cette place; mais étant le siége d'un des Baillages de l'Artois, la conservation en sera fort utile, puisqu'il y aura de la peine à se maintenir dans les lieux abandonnés, & plus encore dans leurs dépendances, vû que l'on nous dispute opiniâtrement Arlec & l'Ecluse comme nous l'avons déja fait savoir, & encore Poligny & Lons le saunier dans la Franche Comté, & que les Médiateurs & autres ne nous donnent pas de raison en cela.

Ils lui disputent quelques Places.

Ce que nous avons fait avec les Espagnols pendant cette semaine ne merite pas quasi que nous en donnions avis. Nous avons mis ès mains des Médiateurs jusques au quarante huitéme Article du projet inclusivement. Les Espagnols en ont fait la traduction en leur langue, qui nous a été communiquée, tout est d'accord aux choses respectives, tout est en difficulté aux importantes. Ils omettent des clauses entieres, & même des Articles. Ils ne veulent pas qu'il soit permis de fortifier en Catalogne pendant la Tréve. Ils ont osé sur le point de Querasque la clause, qui permet à l'un des deux Rois de secourir le Prince, qui sera troublé, sans qu'il soit permis à l'autre de s'engager au parti contraire: pour le fait de Casal, ils persistent à leur premier mot, & nous pour y donner de la facilité, avons reformé l'Article en un endroit, dont l'on verra ici joint le changement qui y a été fait, ayant écrit en même tems à Madame la Duchesse de Mantoue pour la supplier d'envoyer ordre à son Député conformément à l'intention de leurs Majestez.

Les François remettent aux Médiateurs une partie de leur projet.

Articles contestés par les Espagnols.

Il reste à rendre compte de ce que nous avons fait après la nouvelle arrivée de la mort de Monsieur l'Electeur de Mayence: les Sieurs de Vautorte & le Vicomte de Courval ont envoyé vers nous des hommes exprès, pour avoir nos sentimens sur la conduite qu'ils ont à tenir. Ils ont fait en cette occasion tout ce qui étoit à désirer, & s'y sont conduits avec grande prudence; mais comme ils auront sans doute donné l'avis à leurs Majestez, il n'est pas besoin de faire ici mention de ce qui s'est passé au commencement. Il nous semble qu'il est très important que l'Election se fasse à Mayence, & que l'on ne doit obmettre aucun soin pour empêcher que l'on y procede ailleurs: & quant au futur Electeur, nous eussions bien

Soins des François pour élire l'Electeur de Mayence.

ledit Electorat, le Comte de Krats qui est à la devotion des Impériaux, & dont la brigue est déja forte, n'aye plus grand nombre de suffrages. Cela nous a obligé d'écrire à ces Messieurs, que s'ils ne peuvent porter ledit Baron de Reyffemberg où il aspire, l'on doit essayer de lui procurer quelque contentement d'ailleurs, & s'employer avec vigueur pour Monsieur l'Evêque de Wurtzbourg, qui est un Prince sage & bien avisé, qui témoigne grand respect pour leurs Majestez, & qui n'a pas grand attachement pour la Maison d'Autriche. Nous croyons que leurs Majestez auront bien agréable de le favoriser, & comme cette affaire est une des plus importantes qui se puissent présenter & qu'elle peut même beaucoup aider ou nuire à la perfection du Traité de l'Empire, puisque l'Electeur de Mayence a la direction dans les Etats, & peut beaucoup pour conduire à son but les deliberations qui se prennent; nous avons donné pouvoir aux dits Sieurs de Vautorte & de Courval en attendant les ordres de leurs Majestez, d'employer en cette affaire jusques à la somme de cent mil livres, & de nous y obliger en nos propres & privés noms.

Nous avons de plus dépêché un gentilhomme vers Monsieur l'Electeur de Tréves, pour le supplier de se rendre favorable audit Sieur Evêque de Wurtzbourg, & s'opposer par son autorité aux brigues & menées des Impériaux.

Nous envoyons en même tems audit Sieur Evêque de Wurtzbourg, pour lui faire savoir ce que nous avons fait, & lui offrir en cela ce qui dépend de leurs Majestez, lesquelles nous supplions très humblement d'agréer ce que nous avons crû devoir faire avec diligence, pour ne perdre pas dans cette urgente affaire l'occasion d'avancer son service.

MES-

Digitized by Google

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 28. Octobre 1647.

On ſatisfait aux plaintes de Savoye. Ils accordent un paſſeport pour le Marquis de Caracene.

MONSIEUR,

On ſatisfait aux plaintes de Savoye.

NOus avons reçu les Mémoires, que l'Ambaſſadeur de Savoye nous a mis en main, & nous ne comprenons pas où il trouve le ſujet de ſe plaindre de ce qui a été mis par écrit ſoit dans le projet du Traité de l'Empire, ſoit en celui d'Eſpagne : il aura peut être du contentement, quand il ſaura, que l'Article du Traité de Queraſque eſt tout à fait d'accord avec les Eſpagnols, & que ledit Traité eſt confirmé abſolument ſans aucune reſerve ou exception, comme il vous plaira de voir par la copie ci-jointe. Pour les reſerves que nous avons inſerées dans l'Article dudit projet qui fait mention de la reſtitution des Places, il ne ſe pouvoit faire autrement, ſans aporter du préjudice aux droits de Sa Majeſté : l'on verra néanmoins, par l'extrait de cette clauſe, que la Maiſon de Savoye n'eſt point bleſſée, puiſque ſes droits ſont auſſi reſervés; mais on pourra remarquer cette difference que l'on met à couvert par ladite clauſe les droits & les prétenſions du Roi ſur la Savoye; & quand on parle de celle-ci, il eſt dit ſeulement les droits & raiſons de la Maiſon de Savoye; à quoi il eſt ajouté, ſelon qu'il eſt porté par les Traités de Paix précedents, pour exclure par ce raport tout ce qui ſe pourroit un jour mettre en conteſtation à l'égard de Pignerol; en quoi nous eſtimons, qu'en conteſtant avec les Princes de cette Maiſon, les intérêts du Roi auront été utilement ménagés.

Ils accordent un paſſeport pour le Marquis de Caracene.

Les Médiateurs nous ont demandé un paſſeport de la part du Comte de Peñaranda pour le Marquis de Caracene, qu'il dit être ſon couſin, & qui doit aller de Flandres à Vienne; on tient que delà il paſſera au Milanez; mais nous n'avons pas cru pourtant devoir refuſer cette demande qui nous a été faite avec beaucoup de civilité, parce que quand nous ne l'euſſions pas accordée, il eût été facile audit

taire de Monſieur de la Court, qui va trouver l'Eveque de Wurtzbourg; quoiqu'ils n'ignorent pas le ſujet de tous leſdits voyages qui ſe font contre leurs interêts. Le Mémoire vous informera du ſurplus, & nous vous ſupplions de nous conſerver l'honneur de votre bienveillance, & de croire que nous ſommes.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 28. Octobre 1647.

Aſſurances qu'ils donnent aux Miniſtres Hollandois. Il ſeroit tres important à la France de retenir l'Artois. Leur jugement touchant le Duc de Baviere. Etat des armées en Weſtphalie. Touchant la jonction des armées Françoiſe & Suedoiſe. Touchant les ſiéges de Cremone & d'Ager. Affaires ſur la Catalogne. Etat de Negociation avec les Eſpagnols. Articles en controverſe. Article touchant la ligue d'Italie.

Aſſurances qu'ils donnent aux Miniſtres Hollandois.

TOutes les fois que nous parlons avec ceux qui reſtent ici des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, nous eſſayons de leur faire connoitre que l'intention de leurs Majeſtez n'eſt que de faire un Traité ſûr & de durée, & celle des Eſpagnols de s'en éloigner, ou de le rendre imparfait, afin de conſerver un moyen de rentrer en guerre, quand ils croiront le pouvoir faire avec avantage. Ce diſcours a été ſi ſouvent rebattu, tant avec leſdits Ambaſſadeurs qu'avec les Médiateurs, & les principaux Députés de l'aſſemblée, que nous pouvons aſſurer que l'on n'ajoute pas croyance aux Eſpagnols, lorſqu'ils publient, que la France ne veut

Il ſeroit très important à la France de recouvrir l'Artois.

grande utilité ſi l'on pouvoit avoir la Comté d'Artois toute entiere, ſans cela il y aura bien de la peine à regler & à établir les limites & les juriſdictions : & ce qui eſt de plus important pour l'acquiſition d'Aire & de St. Omer, l'on aſſure quantité de Places dans la Picardie, & l'on met à couvert une bonne partie de la Frontiere, ce qui déchargeroit le Roi de la néceſſité d'y entretenir de groſſes garniſons. Courtrai au contraire eſt une place mal aiſée à conſerver, qui à la verité peut incommoder extrêmement les Ennemis en tems de guerre, mais en laquelle on ſera toujours obligé de tenir de grandes forces, même en tems de Paix, outre qu'il ne ſera pas facile d'en retirer les dépendances dont les Eſpagnols ſoit par un blocus ou autrement ſe peuvent aiſément emparer, reduiſans par ce moyen le droit du Roi à la ſeule Ville de Courtrai, & à ſon Territoire. Que ſi l'on vient à un échange nous croyons impoſſible de faire valoir cette place ſeule aux Eſpagnols, autant que celles de St. Omer & Aire, ſans parler d'Avennes qui eſt encore de la Comté d'Artois, ainſi nous eſtimerions, que l'on devroit penſer en ce cas de laiſſer quelques autres Places ; ce que nous ne diſons pas pour avoir oui juſques ici aucune propoſition d'échange, mais pour y être preparés s'il s'en fait, & pour ſavoir quelles ſont ſur cela les intentions de leurs Majeſtez.

Leur logement touchant le Duc de Baviére.

Quand le Sieur d'Erbigny a été envoyé vers Monſieur le Duc de Baviére, l'on étoit incertain de la reſolution que ce Prince prendroit, & l'on avoit eſtimé à propos de lui faire parler fermement, pour le détourner, s'il ſe pouvoit, de ſuivre les conſeils auxquels il s'eſt enfin arrêté ; l'on avoit grand ſujet de lui demander, pour la ſatisfaction de la France, les mêmes offices qu'on venoit de lui rendre pour la ſienne & dont on lui portoit l'aſſurance par écrit. Il eſt vrai que les raiſons ſur leſquelles l'on fonde les inconvenients, qui peuvent arriver de la déclaration qui lui a été faite, ſont très ſolides & judicieuſes; s'il a l'intention auſſi pacifique comme il veut qu'on le croye, & comme en effet ſon intérêt l'y convie; ce que nous avons dit à ſon Député, dont nous avons informé la Cour par la Dépêche précedente, nous fait eſperer qu'il ne ſe portera point aux extrêmités, quoi qu'à dire le vrai, rien ne peut tant le maintenir dans le reſpect qu'il doit à leurs Majeſtez, que ſi elles ſe mettent en état de lui pouvoir faire le bien ou le mal, ſelon qu'elles s'y trouveront obligées.

Etat des armées en Weſtphalie.

Quelques uns croyent, que Koningſmarck ne s'eſt pas tant arrêté en Weſtphalie par l'eſperance de défaire les Troupes de Lamboi, comme pour avoir prétexte de ne pas joindre le Marechal Wrangel, avec lequel il n'eſt pas en bonne intelligence. Il eſt vrai néanmoins, que la Cavalerie dudit Lamboi eſt fort diminuée, & qu'elle diminue de jour à autre ; pour ſon infanterie, elle ſubſiſte toujours.

Rien ne peut ſatisfaire & obliger davantage les Alliez, que le deſſein que l'on a à la Cour, que Monſieur le Marechal de Turenne étant fortifié d'une partie des Troupes dudit Koningsmarck la Landgrave ; ce qui ſervira, ou peut acheminer les choſes au point qui a été projetté, ou en attendant que cela ſe puiſſe faire, les Alliez verront au moins, que l'on ſe met en toutes ſortes de devoirs pour cooperer au bien de la cauſe commune.

Touchant les Sieges de Cremone & d'Ager.

Nous craignons bien, que les grandes pluyes n'ayent empêché le ſiége de Cremone & on a déja divers avis ici, que le Duc de Modéne a mené ſes Troupes vers Sabionnette. Nous attendons auſſi avec impatience de ſavoir le ſuccès du ſiége d'*Ager*.

Affaires ſur la Catalogne.

La faculté que nous voulons ſtipuler de fortifier en Catalogne, eſt ici tout à fait rejettée, les Eſpagnols s'en défendent, comme s'il s'agiſſoit parlà de perdre toute l'Eſpagne, & nous ne voyons pas, que ni les Médiateurs, ni les Hollandois jugent que nous ayons raiſon; il y a auſſi grande difficulté pour le réglement des limites audit Païs. Quand nous avons propoſé de nommer les lieux, qui doivent reſter à chacun, ſelon le Mémoire du Sieur Marca, qui nous fut envoyé il y a un an, les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont dit qu'ils n'avoient aucune connoiſſance deſdits lieux. Ils ont en même tems propoſé, que celui qui aura le lieu principal retienne les dépendances. Nous avons de la peine à combattre cette maxime, puiſque c'eſt le fondement de nos prétenſions dans l'Artois & dans la Flandre. Nous ne pouvons pas dire, que cette régle doive être ſuivie, quand on fait une Paix & non pas une Tréve, parce qu'en la Tréve du Païs-Bas faite en 1609 elle a été obſervée, quoique ladite Tréve ne fût que pour douze ans : de laiſſer les choſes indéciſes, & au jugement des Commiſſaires, qui doivent être nommés de part & d'autre, il n'y auroit jamais rien de terminé, & ce ſeroit un ſujet de nouveaux troubles, que leurs Majeſtez veulent éviter; cela nous feroit bien ſouhaiter d'avoir quelque éclaircillement plus ample de l'état veritable de la Catalogne, & de ce qui ſe peut ménager.

Quant aux fortifications, quoique le meilleur & le plus avantageux parti, que nous puiſſions eſperer, ſoit celui auquel on donne pouvoir de nous relâcher, & qu'il y ait grand ſujet de douter qu'on en puiſſe venir à bout, nous ne laiſſons pas d'inſiſter fortement ſur l'entiere liberté de fortifier par tout ce qui doit reſter à la France, parce qu'il ſeroit de grand préjudice de ſe relâcher, à préſent que les Eſpagnols ne ſont que temporiſer, attendant, comme il eſt vrai ſemblable, ou le retour des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, pour ſe déclarer de leurs intentions, ou celui du fils du Marquis de Caſtel Rodrigo, que l'on dit avoir été envoyé en Eſpagne, pour raporter les derniers ordres de la Cour de Madrid.

Etat de la Négociation avec les Eſpagnols.

Nous ne laiſſons pas de travailler toujours ſur divers Articles du Traité : l'on en ſignera dans peu de jours encore une vingtaine ou plus, & nous croyons, qu'avant le retour des Députés de Hollande, tout ce qui n'eſt pas bien important ſera ajuſté ; il a été jugé à propos de tenir cette conduite, tant pour faire voir au monde, que la France s'accommode à tout ce qui peut pro-

gne, que Monſieur contarini dit être un point plus mal aiſé à ſurmonter que tous les autres.

Article touchant la ligue d'Italie.

Nous ne devons pas obmettre de rendre compte, que dans l'Article quarantiéme du projet il avoit été mis, qu'attendant la concluſion de la ligue, qui ſe doit faire entre les Princes d'Italie, les deux Rois retiendroient les Places qu'ils devoient reſtituer dans le Piémont, & dans le Montferat. Surquoi les Miniſtres d'Eſpagne ont fait une réponſe malicieuſe, ayant fort exageré l'injuſtice qu'il y auroit de priver les Ducs de Savoye & de Mantoüe de la poſſeſſion des Places qui leur appartiennent, pouvant arriver, que ſans qu'il y eût de leur faute, la ligue ſeroit retardée, ou ne ſe concluroit point.

Nous avons fait voir par écrit aux Médiateurs & aux Hollandois, que ces Meſſieurs avoient grand tort de nous imputer une propoſition, qui vient d'eux mêmes, & laquelle nous avons dés longtems rejettée; ayant ſollicité ici & ailleurs les Princes d'Italie de conclure ladite ligue dés à préſent, & n'ayant été fait aucune diligence à cette fin de la part des Eſpagnols; mais pour faire voir toujours de plus en plus les bonnes intentions de leurs Majeſtez, nous avons déclaré, que nous conſentions, que la ligue ne s'achevant pas dans un an après la concluſion du Traité, les Places fuſſent néanmoins renduës à qui elles appartiennent, & qu'il fût convenu entre les Ambaſſadeurs des deux Rois, qui ſeront à Rome, du jour & des conditions de la délivrance deſdites Places, par l'entremiſe des Miniſtres de ſa Sainteté, & de la République de Veniſe ès mains deſquels on mettroit, deux mois avant que l'année expirât, des otages pour la ſûreté de l'accompliſſement de ce dont il ſera convenu à ce ſujet.

Cette ouverture, que les Miniſtres d'Eſpagne n'ont pû refuſer, leur a fermé la bouche, & a fort plû aux Médiateurs, & à toute l'aſſemblée. Nous eſperons auſſi, qu'elle ne déplaira pas à leurs Majeſtez, puiſque ce n'eſt pas un petit avantage pour aſſurer les conditions du Traité, que de pouvoir tenir tant de bonnes Places un an après qu'il ſera conclû; ce qui nous donnera moyen de voir avec quelle ſincerité les Eſpagnols ſe conduiront dans l'execution de la Paix.

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 4. Novembre 1647.

Ils ſe méfient de la bonne foi des Eſpagnols. Koningſmarck quite la Weſtphalie. Ils demandent des remiſes.

MONSIEUR,

LEs fréquentes viſites que nous ſommes obligés de faire & de recevoir, & le peu de tems qu'il y a que nous avons reçu le Mémoire du Roi du vingt ſixiéme du mois paſſé, nous empéchent d'y faire réponſe par cet ordinaire, ayant eſtimé qu'il vaut mieux agir & negocier, qu'écrire.

Ils ſe méfient de la bonne foi des Eſpagnols.

Si nous avions à faire à des parties, ſur la bonne foi deſquelles on pût faire fondement, l'on auroit ſujet d'eſperer bientôt la concluſion de l'un & de l'autre Traité; mais on ne ſait quel jugement faire avec des Eſprits cauteleux, pleins de paſſion & d'animoſité, & dont la principale étude eſt de cauſer quelque préjudice à la France. Nous dépéchons en divers endroits pour empêcher que leurs artifices ne prévalent ſur la verité, & nous gagnerons au moins ce point, que ſi la Paix eſt retardée, ou qu'elle ne ſe concluë pas le blâme leur en ſera imputé.

Koningſmarck quite la Weſtphalie.

Koningſmarck eſt enfin délogé, & eſt allé joindre le Maréchal Wrangel, ayant laiſſé Lamboi en liberté.

Ils le remercient du fonds qu'ils ont reçu, & lui donnent avis qu'ils ont emprunté.

Nous vous rendons graces, Monſieur, du ſoin, que vous voulez prendre de nous faire envoyer du fonds pour les affaires extraordinaires. Nous avons emprunté depuis peu dix mil Risdales pour ſubvenir aux plus preſſantes, & en avons fait remettre quatre mil huit cens à Hambourg pour le Sieur d'Avaugour, dont nous vous avons déja ci-devant donné avis. Sur cela, après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces nous demeurons.

ME.

Digitized by Google

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 4. Novembre 1647.

Les Miniſtres Impériaux reçoivent de nouveaux ordres. Les François en donnent part aux Médiateurs. Réponſe des Impériaux. Déclaration des François. Elle arrête le voyage de Monſieur Wolmar à Oſnabrug. Les François tiennent conference avec les Mediateurs. Touchant l'aſſiſtance au Roi d'Eſpagne & au Duc de Lorraine. Les François ſouhaitent une réponſe des Impériaux ſur ce point. Fruits que produit leur declaration. Etat de la Négociation avec l'Eſpagne. On envoyera vers l'Electeur de Cologne ; ſujet de ce voyage. Bon état des affaires à Munſter. Propoſition du Commandeur Lawingen.

LE Sieur de Prefontaine arriva hier en cette Ville. Nous avons été le même jour en conférence avec les Médiateurs, juſques à neuf heures du ſoir; il a fallu du tems pour déchifrer le Mémoire du Roi, qui eſt fort long, & tout ce que nous avons pû faire a été de le lire une fois ſeulement. Comme il contient pluſieurs points de très grande importance il mérite d'être conſideré à loiſir, nous differons d'y répondre juſques à l'ordinaire ſuivant, & rendrons compte ſuccinctement de ce qui s'eſt paſſé dans la Négociation pendant la derniere ſemaine.

Les Miniſtres Impériaux reçoivent de nouveaux ordres.

Nous fûmes avertis, il y a trois jours, que les Plénipotentiaires de l'Empereur avoient enfin reçu quelques ordres, & que le Docteur Wolmar, ſans nous en faire rien ſavoir, preparoit un voyage à Oſnabrug.

Les François en donnent part aux Médiateurs.

Nous en donnâmes avis à Meſſieurs les Médiateurs, & leur fîmes connoître, que ſi on nous laiſſoit en arriere, ce n'étoit pas le moyen d'avancer la concluſion des affaires, mais de prolonger ou de rompre, & que nous avons intérêt de ſavoir au vrai les intentions que les des François.

nous répondîmes que nous étions ſi éloignés de faire de nouvelles demandes, que l'on ſe tiendroit dans les termes de l'écrit arrêté le treiſiéme Septembre 1646. qui fut dépoſé ès mains des Médiateurs; mais que comme nous ne prétendions pas y faire aucun changement, que nous ne ſouffririons pas auſſi que l'on y ajoute la moindre choſe, preſuppoſant que ſi la Paix ſe fait avec l'Empereur, il promettroit de n'aſſiſter ni le Duc Charles, ni le Roi d'Eſpagne, ſi la guerre continuë avec eux. Il fut jugé à propos de faire cette déclaration, eſtimans qu'elle auroit deux effets. l'un eſt que nos parties s'engageants de traiter par un offre ſi raiſonnable, la Paix s'en enſuivroit, & que ne ſe faiſant pas, il ſeroit connu de tout le monde, que la France la veut ſincerement, & que la ſeule haine & averſion de la Maiſon d'Autriche contr'elle s'oppoſe à ce bien tant deſiré, & néceſſaire à la Chrétienté.

Nous jugeâmes, que n'ayant pû concerter avec les Suedois l'écrit dont il eſt fait mention dans les dernieres Dépêches de la Cour, la ſuſdite déclaration tiendroit lieu d'un manifeſte, & rendroit viſibles à chacun les bonnes intentions de leurs Majeſtez.

Elle arrête le voyage de Monſieur Wolmar à Oſnabrug.

Ce qui a reuſſi juſques ici de cette ouverture, eſt, que Wolmar qui devoit partir aujourd'hui pour Oſnabrug, reſtera encore ici quelques jours; & parce qu'il a dit qu'il étoit à propos de confirmer par quelque nouvel écrit celui du douziéme Septembre, nous avons propoſé aux Médiateurs de dreſſer & mettre en articles ce qui a été ci-devant reſolu, pour les ſigner & les dépoſer entre leurs mains.

Les François tiennent conference avec les Médiateurs.

Pour cet effet nous repaſſâmes hier avec eux non ſeulement ce qui regarde la ſatisfaction de la France, mais encore les ceſſations & renonciations qui doivent être faites, tant par l'Empereur que par les Princes de la Maiſon d'Autriche, des trois Evêchés, de l'Alſace & du Suntgau, afin d'eſſayer d'ôter toutes les difficultés qui ſe peuvent rencontrer dans les termes & dans la maniere d'expliquer les choſes; ſi les Impériaux l'agréent, nous travaillerons dès aujourd'hui auxdits Articles pour les rediger en la même ſorte, qu'ils devoient être inſerés dans les Traités de Paix, & les ſigner en même tems.

Touchant l'aſſiſtance au Roi d'Eſpagne & au Duc de Lorraine.

L'obligation de n'aſſiſter point le Roi d'Eſpagne & le Duc Charles, nous cauſe toujours beaucoup de peine, & nos parties ont en ces points là un merveilleux avantage ſur nous; car outre qu'en l'un & en l'autre, ils ne manquent pas de préexte ſpecieux; tout le monde eſt de leur côté, quand ils ne ſe veulent pas déclarer ſur le fait du Duc Charles; juſques à une finale concluſion. *Ils ont dit au Médiateur que l'Empereur ne feroit point la Paix, que celle d'Eſpagne ne ſe fît auſſi, & pour l'affaire de Lorraine, qu'il ſe remet à ce que feront les Eſpagnols ſur celà.*

Nous avons repliqué les mêmes choſes, qui ont ſi ſouvent été écrites, que ſi le Roi d'Eſpagne veut traiter en même tems, nous y conſentirons très volontiers, & même qu'on s'accommodera avec lui avant que le Traité de l'Empereur

s'ils ne promettoient de ne donner aucune assistance audit Duc. Qu'il ne s'étoit jamais rien fait de notre part, que sur ce fondement, & que si l'on ne vouloit s'y accorder, l'on perdoit inutilement le tems, & l'on travailloit en vain sur tous les autres points.

Les François souhaitent une réponse des Impériaux sur ce point ; mais elle doit être précise & par écrit s'il est possible.

Il seroit superflu & ennuyeux de raporter ici tout ce qui a été dit sur des affaires tant de fois agitées ; mais parce que les Impériaux parlent avec plus de fermeté que jamais, nous avons prié les Médiateurs de prendre d'eux une réponse précise & par écrit s'il se peut, sur ces deux points : notre but est d'avoir en main dequoi faire voir parmi les Etats de l'Empire, que les intérêts d'Espagne retardent la Paix, ce qui obligeroit sans doute l'Empereur à trouver quelque expedient ou contraindroit le Roi d'Espagne, s'il juge que le Traité de l'Empereur ne lui soit pas utile, de se rendre plus traitable dans celui qu'il doit faire avec nous : nous aprenons déja que la declaration, que nous avons faite de vouloir demeurer sincerement à l'écrit du treiziéme Septembre a produit un bon effet dans toute l'assemblée, où l'on commence à blâmer les Impériaux de ce qu'ils veulent faire dépendre les affaires de l'Empire si absolument de la volonté des Espagnols, enforte qu'en ayant hier donné part à un des Ambassadeurs de Brandebourg, il nous parut à son discours, & à sa contenance, que son Maître ni les autres Princes de l'Empire, sur tout les Protestans, n'aprouveroient pas une semblable résolution.

Fruits que produit leur declaration.

L'on avoit cru, que les Articles par nous délivrez aux Plénipotentiaires d'Espagne, depuis le vingt troisiéme jusques au quarante troisiéme seroient signés cette semaine, mais cela n'a pas pû être fait, tant ils sont lents, & peu échauffés ; ils disputent toujours sur le point de Cazal, & se rendent tout à fait opiniâtres sur celui des fortifications en Catalogne : ils se sont déclarés sur le dixhuitiéme, où il y aura peu de difficulté, mais quand tout cela seroit d'accord ce ne seroit pas grande chose : il est vrai aussi que ce qui reste est facile à accommoder, si l'on veut agir de bonne foi.

Etat de la Négociation avec l'Espagne.

Nous n'obmettrons aucune diligence pour faire connoître par tout, que la France recherche avec soin les moyens qui peuvent produire la Paix, la relation ci-jointe du Sieur de St. Romain, qui est de retour d'auprès de Monsieur de l'Electeur de Brandebourg en fera foi, & nous envoyons le Sieur de Monbas vers l'Electeur de Cologne, non pas qu'il y ait lieu qu'il change de resolution, mais afin que si l'on ne peut le ramener dans le Traité d'Ulm, on le rende au moins favorable à l'avancement de la Paix, aux conditions que nous y prétendons pour la France, en lui faisant toucher au doigt, qu'elle n'a été differée jusques ici que par la seule resolution, que Monsieur le Duc de Baviére & lui ont prise de se joindre à l'Empereur.

On envoyera vers l'Electeur de Cologne, sujet de ce voyage.

Ledit Sieur de Monbas est aussi chargé de faire voir clairement qu'il ne tient pas à leurs Majestez que le Traité ne soit déja conclû, & des deux Traités, disposant entierement de l'autorité de l'Empereur ; mais de quelque artifice dont ils se puissent servir, nous oserions assurer d'une chose leurs Majestez, ou que la Paix se fera si nos parties en sont capables, ou que chacun connoitra avec évidence qu'elles se sont mises en tout devoir raisonnable pour la procurer, & que la seule passion des Ennemis l'aura empêché.

Dans le Mémoire que le Sieur d'Erbigni fit il y a huit jours, par notre ordre de ce qu'il a vû en Baviére, qui mérite d'être considéré, il fut obmis de donner avis, que le Commandeur de Lawingen lui a dit, que si on lui donnoit deux mil hommes de pied, & quatre cens chevaux, il pourroit les entretenir des contributions, sans que le Roi fût obligé à aucune dépense.

Propositions du Commandeur de Lawingen.

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monsieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munster le 11. Novembre 1647.

Ils travaillent pour assurer les Alliez. Ils les maintiennent par des liberalités.

MONSIEUR,

Ils travaillent pour assurer les Alliez.

VOus verrez comme nous travaillons ici pour assurer nos Alliez, & pour leur témoigner la fermeté avec laquelle la France embrasse leurs intérêts, ayant envoyé pour cette fin le Sieur Porquier Treforier de mon Duc de Longueville à Amsterdam, lequel vous écrira dudit lieu ce qu'il aura apris touchant le convertissement des ecus d'or en Ducats.

Ils les maintiennent par leurs liberalités quelques pensions.

Nous avons déja quasi distribué ce que nous avions emprunté ces jours passés, & si notre bource commune étoit mieux garnie, nous serions plus liberaux, étant ici le tems, ou jamais,

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 11. Novembre 1647.

Les Suédois ne doivent pas obliger la France à ſe déclarer immédiatement contre le Duc de Baviére. Inſtruction envoyée à Monſieur de la Court pour traiter avec les Alliez. Touchant les ſubſides. Entrée de Monſieur de Turenne en Allemagne. Touchant la façon d'agir envers le Duc de Baviére. Les Impériaux renouënt la Négociation. Fermeté des François ſur les affaires de Lorraine. Sur l'Article de n'aſſiſter point l'Eſpagne. Jalouſie des Alliez & leur animoſité contre le Duc de Baviére. Les Francois prennent leurs précautions pour conſerver leurs Alliez; ils en ſont perſuadez. Autre inſtruction à Monſieur de la Court. Propoſition des Suédois par raport aux Places qu'ils occupent en Allemagne. Touchant l'election de Mayence. On remettra au Prince d'Orange la déciſion des Articles conteſtés par les Eſpagnols. Le Roi Catholique pourvoit aux frais de la guerre. Ce qui eſt cauſe de la lenteur des Miniſtres d'Eſpagne. Les Francois donnent leur avis touchant les meſures qu'il y aura à prendre. Etat de la Négociation pour l'Empire. Meſures pour avancer la Paix de l'Empire. On cherchera à inſpirer de la crainte au Duc de Baviere. Les Impériaux traiteront avec les Francois, avant que d'aller à Oſnabrug. Bonne conduite des Mediateurs. On obſervera les ordres de la Cour par raport aux Places. Les Mediateurs ont à cœur les affaires d'Italie. Et le Nonce celles de la Religion. Affaires du Duc de Lorraine & du Portugal. Déclaration du Duc de Baviére. Conduite des Miniſtres Francois avec ce Prince. Touchant les deſerteurs Francois pris par les Suédois.

NOus avons vû les Lettres de la Cour du vingt ſixieme du mois paſſé, & du premier du courant, où ſont toutes les raiſons, pour leſquelles il eſt à ſouhaiter, que les Suédois n'obligent point la France à ſe déclarer ſi promptement contre le Duc de Baviére, & comme elles nous ſemblent juſtes & fort preſſantes & que l'on ſe remet néanmoins à nous de les employer, & faire valoir auprès des Plénipotentiaires de Suéde, en la ſorte que nous eſtimerons plus à propos, nous avons envoyé l'extrait de tout ce qui par nous a été écrit ſur ce ſujet au Sieur de la Court, & lui avons mandé.

Les Suédois ne doivent pas obliger la France à ſe déclarer ſi promptement contre le Duc de Baviére.

Qu'il doit en premier lieu aſſurer les Plénipotentiaires de la volonté de leurs Majeſtez d'aſſiſter puiſſamment leurs Alliez dans la conjoncture préſente, & leur dire que toutes les choſes qui avoient été concertées ici entre Mr. Salvius, & nous, avoient été approuvées de leurs Majeſtez, leſquelles ont déja donné ordre pour faire avancer le payement du ſubſide: & ſur ce propos ledit Sieur de la Court leur demandera s'ils deſirent avoir des écus d'or au ſoleil, pour les faire convertir en Ducats, leur donnant parole qu'on en pourra faire remettre juſques à cent mil dans Amſterdam, encore qu'il y ait en cela beaucoup de préjudice, & qu'il ſoit défendu par les Loix du Royaume d'en tranſporter dans les Pais étrangers; qu'il n'y a rien néanmoins que l'on ne veuille faire pour ſubvenir aux néceſſitez que Monſieur Salvius a repréſentées.

Inſtruction envoyée à Monſieur de la Court pour traiter avec les Alliez.

Touchant les ſubſides.

Et pour témoigner toujours de plus en plus cette bonne diſpoſition, on leur dira, que nous envoyerons un homme exprès à Amſterdam, pour avoir ſur notre credit une ſomme de cent mil Riſdales, en laquelle nous nous obligerons en nos propres & privés noms, afin qu'elle puiſſe être plus promptement délivrée, ſavoir ſoixante dix mil Riſdales aux Suédois, & trente mil à Madame la Landgrave de Heſſe, pour don-

eſt retourné en ſi grande diligence, qu'il n'a pas eû le tems d'attendre les recrués que l'on fait en Allemagne, & en France ; il leur demandera de quelle façon ils eſtiment que ledit Sieur Maréchal puiſſe agir plus utilement pour la cauſe commune, & leur parlera d'abord d'une jonction avec l'armée Suédoiſe.

Cette propoſition ſera dans le deſſein de faire voir aux Sieurs Oxenſtiern & Salvius la promptitude avec laquelle on ſe porte à leur aſſiſtance, & pour ſe conformer à ce que nous avons fait, il y a cinq ou ſix jours, ſur une de leurs Lettres, par laquelle ils nous prioient d'ecrire notament à Monſieur de Turenne, de faire ladite jonction, ce que nous fimes auſſitôt envoyans avec notre Dépêche la copie de la Lettre que les Plénipotentiaires de Suéde nous avoient écrit ; mais nous avons ſçû du depuis, que ledit Sieur de Turenne n'eſt pas en état de ſe pouvoir joindre ſitôt, ni que les Suédois n'en ont pas beſoin, & que l'armée eſt préſentement en un lieu où elle a peu à craindre celle des Ennemis, deſorte que nous ne doutons nullement, que ce parti là ne ſoit par eux refuſé, ſachans, qu'ils n'y ont pas d'ailleurs de grande inclination, & qu'il n'y a que la ſeule néceſſité qui puiſſe le leur faire ſouhaiter.

Notre opinion eſt, qu'ils propoſeront, que Monſieur de Turenne s'employe à faire une diverſion, & nous leur faiſons bien dire, que c'eſt bien notre avis auſſi, pourvû qu'elle ſe puiſſe faire utilement, mais que pour cet effet, il a beſoin de plus grandes forces, & que ſi on lui veut joindre une partie des Troupes de Monſieur de Koningsmarck, & de celles de Madame la Landgrave, il pourra faire un Corps conſiderable, & avec cela entreprendre une diverſion.

Leur replique, ſans doute, ſera de faire voir, qu'ils ne peuvent pas éloigner de leur armée les Troupes dudit Sieur Koningsmarck, dont ledit Sieur de la Court prendra occaſion de leur repréſenter le peu d'apparence qu'il y a que Monſieur de Turenne s'engage tout ſeul avec ſi peu de forces dans de grandes entrepriſes, & leur faire connoître la néceſſité preſque inévitable de differer ſon action juſques à ce que ſes Troupes ſoient en meilleur état, en cas qu'il ſoit reduit à agir ſeul. Il leur fera voir combien il peut être avantageux à la cauſe commune, ſi l'armée du Roi demeure quelque tems dans ſes quartiers, pour ſe rendre plus forte qu'elle n'eſt.

Et touchant la maniere d'agir envers le Duc de Baviére.

Et delà il fera tomber le propos ſur la maniere dont on doit cependant vivre avec Monſieur le Duc de Baviére, comme en leur demandant avis, il eſſayera de leur faire connoître qu'il y aura beaucoup d'imprudence à faire de l'éclat, & uſer de ménaces, lorſque l'on n'eſt pas en état d'offenſer, & s'il ne ſeroit point plus à propos en diſſimulant quelque tems, de ſe ranger après avec effet, que non pas en ſe déclarant trop tôt, donner occaſion à ce Prince de faire pis, & de nous enlever d'abord

Wrangel, que nos Places ſe doivent déclarer & faire la Guerre à celles de Baviére, on leur remontrera que cela eſt bien peu d'importance, & ne ſervira qu'à donner ſujet audit Duc de s'emparer desdites Places, leſquelles ne ſont pas en l'état qu'il ſeroit bien à déſirer, & particulierement celle de Lawingen, qui lui eſt une grande épine dans le pied, & qui peut donner de la facilité aux Couronnes, la Guerre continuant, de la porter encore une fois dans le cœur de la Baviére, & faire repentir ce Prince du manquement qu'il a fait contre le Traité d'Ulm.

C'eſt ainſi que nous avons mandé au Sieur de la Court d'agir par dégrés, & de ne propoſer pas d'un premier coup ce qui regarde Monſieur le Duc de Baviére, de crainte de donner de nouvelles méfiances à nos Alliez. Quand nous ſaurons la réponſe des Suédois, nous ferons auſſitôt une Dépêche à Monſieur de Turenne, pour lui faire ſavoir nos ſentiments ſur la conduite qu'il aura à tenir avec ledit Sieur Duc.

Nous avons heureuſement reparé le défaut de l'écrit, que l'on avoit jugé utile de concerter avec nos Alliez, & auquel on n'a pû les faire conſentir. Car ayant ſû que le Docteur Wolmar preparoit un voyage à Oſnabrug, nous avons fait enſorte, par le moyen des Médiateurs, comme nous avons déja donné avis, qu'il a renoüé la Négociation avec nous, & pour faire voir à tout le monde, que les difficultés qui s'étoient rencontrées à notre égard, provenoient du fait des Impériaux, nous avons examiné avec les Médiateurs le dernier écrit qui nous avoit été donné pour la ſatisfaction de la France, leur ayant fait voir les changements, additions & nouveautés, que leſdits Impériaux y avoient apportées, que nous avons fait cotter en marge dudit Ecrit par les Médiateurs, & demandé, qu'elles fuſſent rayées, & les choſes laiſſées aux mêmes termes de la convention dépoſée ès mains desdits Sieurs Médiateurs, & arrêtée dès le treiſiéme Septembre 1646. en quoi nous croyons avoir cet avantage, que nous conſervons au Roi ſes droits & prétenſions ſur les Fiefs, que les Impériaux conteſtoient, pour s'en ſervir, & les faire valoir en tems & lieu : nous avons enſuite redigé en Articles, en la forme qu'ils doivent être inſerés dans le Traité, tout ce qui regarde la France en particulier, ſelon les termes dudit Ecrit du treiſiéme Septembre, y ayant ſeulement ajoûté les clauſes néceſſaires à la ſureté, & qui doivent être miſes dans les ceſſions & renonciations de l'Empereur & des Princes de la Maiſon d'Autriche, tant à l'égard des trois Evêchés, que de l'Alſace, & du Suntgau ; nous avons en même tems donné les actes desdites ceſſions en la forme que nous les demandons.

Les Impériaux rompent la Négociation.

Et d'autant que les Impériaux avoient dit, que l'Empereur ne traiteroit point avec la France, que le Traité d'Eſpagne ne ſe fit en même tems, & que l'on ne s'accommodât auſſi avec

la

dudit Duc de Lorraine.

Pour celle que l'Empereur veut ſe reſerver en qualité d'Archiduc d'Autriche, de pouvoir donner au Roi d'Eſpagne, nous avons eſtimé à propos, ſuivant ce qui nous a été mandé ci-devant, de remettre le temperament, qui s'y peut prendre, à l'arbitrage des Princes & Electeurs de l'Empire, dont il ſera convenu. Ce qui ne peut être que tres bien reçu par tout & fera un meilleur effet dans l'Empire qu'aucun autre écrit, que nous euſſions pû mettre au jour; auſſi commençons nous à en ſentir le fruit, puiſque toute l'Aſſemblée reconnoît, que la France ſe met en toutes ſortes de raiſons, & qu'elle facilite les moyens de faire la Paix: quelque artifice que les Eſpagnols employent pour perſuader le contraire, il ſera mal aiſé qu'ils puiſſent être crûs après, vû l'offre ci-deſſus, laquelle nous publions en tant de lieux, que perſonne ne la pourra ignorer.

Jalouſie des Alliez, & leur animoſité contre le Duc de Bavière.

Cependant il y auroit du peril de renvoyer ſi promptement vers Monſieur le Duc de Bavière: nos Alliez, dont la méfiance & la jalouſie ne dort point étant capables de ſe former ſur cela mile ſoupçons; ainſi nous n'envoyerons point à préſent, ni le Sieur d'Erbigny, ni aucun autre vers ce Prince, & nous nous contenterons de faire ſavoir ce qui ſe paſſe entre les Impériaux & nous, à ſon Député, qui ne manquera pas de lui en donner les avis en même tems.

Les François prennent leurs précautions pour conſerver leurs Alliez. Ils en ſont perſuadez.

Nous ne doutons pas que les Impériaux étant aujourd'hui pouſſés du même eſprit qui anime l'Eſpagne, ne ſe ſervent des mêmes moyens pour desunir, s'ils peuvent, les Suédois d'avec la France, que les Eſpagnols ont pratiqués envers les Hollandois; mais nous croyons leur avoir fermé toutes les avenues par la déclaration ſuſdite: & c'eſt encore ce qui nous oblige dans cette rencontre d'envoyer un homme exprès à Amſterdam pour trouver moyen de faire trouver de l'argent comptant auxdits Suédois, afin de leur témoigner de plus en plus la bonne volonté de leurs Majeſtez.

Autre inſtruction à Monſieur de la Court.

Le Sieur de la Court leur dira la raiſon pourquoi il ne ſe peut faire des Ducats en France, & fera la propoſition de leur fournir audit lieu d'Amſterdam cent mil écus d'or au Soleil. Nous n'eſtimons pas qu'ils l'acceptent mais eux-mêmes ayant donné lieu à cette ouverture, ils ne pourront que l'avoir pour agréable, & reconnoître par là le ſoin qu'on prend de les contenter. Nous avons donné charge au Sieur le Parquier, qui eſt celui que nous envoyons, de s'informer étant à Amſterdam ſi l'on y pourroit faire le convertiſſement des Ecus d'or en Ducats, & de ſavoir au vrai ce qui s'y pourroit ménager, dont il rendra compte ſur le lieu, afin qu'il ne ſe perde point de tems.

Pour l'augmentation du ſubſide, nous en avons d'abord ôté toute eſperance aux Suédois, deſorte que depuis ils n'en ont point parlé.

Propoſition des Suédois par raport aux Places qu'ils occupent en Allemagne.

L'on donnera avis à Monſieur de Turenne de la propoſition qui nous a été faite par Monſieur Salvius touchant les Places de la haute Allemagne, où il y a Garniſon Suédoiſe, & comme l'on a très-prudemment remarqué que cette offre ſi précieuſe en apparence peut être ſuivie

ſion tout ce qui étoit à déſirer. L'on nous mande déja, que le Baron de Reyffemberg a quité ſes prétentions, & quant à Monſieur l'Evêque de Wurtzbourg, il nous a témoigné par une Lettre le reſſentiment qu'il a de tant de bonnes volontés, que leurs Majeſtez ont pour lui; que celui, que nous lui avons envoyé, écrit qu'il faiſoit état de ſe rendre bientôt à Mayence, & d'y agir ſelon les intentions de leurs Majeſtez, de favoriſer même le deſſein du Baron de Reyffemberg, au cas que l'election ne tombât pas ſur ledit Evêque.

Nous avons fort conſideré tous les ordres, qui nous ſont très-judicieuſement donnés ſur la conduite qu'on doit tenir avec les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, tant pour les engager à parler aux Eſpagnols ſur les points qui ſont en différent, que touchant l'avis de Monſieur de la Thuillerie, qui eſt de remettre, au jugement de Monſieur le Prince d'Orange, & de quelques autres ce qui ne ſe pourra accorder. Nous n'avons pas ici une plus grande peine, que de faire comprendre à ces Meſſieurs l'artifice des Miniſtres d'Eſpagne; nous y travaillons tous les jours en conférant avec eux en public, & en particulier, & puis leur envoyant par écrit ce que nous leur avons dit de bouche, de crainte que le raport qu'ils font à leurs Superieurs ne ſoit alteré, ſoit en leur faiſant parler par d'autres perſonnes, quand nous les avons longtems entretenus, & témoignant être perſuadés de nos raiſons: mais un moment après, ſoit par légereté, ou plutôt, comme nous l'eſtimons par paſſion & prévention d'eſprit, ils retombent dans leurs premieres erreurs, & pour dire ce qui en eſt, il n'y a parmi eux, que le Sieur de Niderhoſt tout ſeul auquel nous puiſſions nous confier: nous jugeons même qu'il eſt avantageux de juger ici toutes les difficultés, ou la plus grande partie, & qu'en ce qui ſera mis en leur jugement la France n'y trouvera pas ſon compte; on ne laiſſera pas pourtant de veiller à toutes choſes, & d'eſſayer de profiter de l'avis de Monſieur de la Thuillerie, ſelon le ſujet que nous en aurons par la conduite de nos parties, & de nos Alliez auſſi, quand ils ſeront tous de retour.

On remettra au Prince d'Orange la déciſion des Articles conteſtés par les Eſpagnols.

Il eſt certain que l'avis reçu de Madrid, que le Roi d'Eſpagne en retenant les fonds aſſignés à ſes Créanciers, croit avoir pourvû aux frais de la Guerre pour longtems, mérite qu'il y ſoit fait beaucoup de reflexion, la conduite de ſes Miniſtres à Munſter le rend fort vraiſemblable.

Le Roi Catholique pourvoit aux frais de la Guerre.

Nous n'avons pû encore juſques ici ajuſter les Articles, dont nous avons écrit, & qui vont juſques au quarante huit du Projet, quoique l'on ait mis à part quaſi tous ceux qui ſont de quelque importance. Ils varient leurs Ecrits, eſſayent de nous ſurprendre, apportent des longueurs affectées, & font paroître en ſomme par toutes leurs actions peu de conduite.

Ce qui eſt cauſe de la lenteur des Miniſtres d'Eſpagne.

Cette procedure des Miniſtres d'Eſpagne a donné lieu à la penſée, ſur laquelle il plaît à leurs Majeſtez d'avoir notre avis; il ſeroit bon d'aſſembler les principales perſonnes de l'Etat pour prendre les dernieres reſolutions ſur chaque

Les François donnent leur avis touchant les meſures qu'il y aura à prendre.

la France.

État de la Négociation pour l'Empire.

L'on connoîtra auſſi dans ce tems là ce qui ſe doit eſperer dans ce tems du Traité de l'Empire, lequel ſe concluera bientôt, ou les Suédois avec leſquels nous croyons, que cette propoſition doit être concertée, l'aprouveront, & en feront, peut être, autant de leur côté.

Meſures qu'on prendra par rapport à l'Eſpagne.

Que s'il ne reſte que les affaires d'Eſpagne à terminer, & que les Hollandois, nonobſtant leurs obligations, veuillent achever leur Traité particulier, notre avis ſera en ce cas, que nous devrions demander aux Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats autant de ſurſéance, qu'il en faut pour avertir leurs Majeſtez de leur reſolution, & pour en recevoir les ordres.

Nous ferions en même tems un Mémoire concerté, qui contiendroit ſommairement tous les devoirs, où l'on s'eſt mis de la part de la France, pour avoir la Paix, & tout ce qui s'eſt paſſé en la Négociation. L'on tiendroit ſur ledit Mémoire le Conſeil marqué dans la Dépêche de la Cour, qui à notre avis ne pourra produire que de fort bons effets, d'autant que les Ennemis voyants un conſentement public de tout ce qu'il y a de perſonnes de condition dans le Royaume, auront ſujet d'aprehender que l'on ne faſſe contr'eux un effort extraordinaire, qui pourroit leur cauſer de nouvelles pertes, ou une ruine totale, & que peut être cette crainte les fera reſoudre à la Paix, qui eſt le but auquel on aſpire.

Ou ſi leur opiniâtreté eſt ſi grande, qu'ils perſiſtent à ne la vouloir pas, ils ſeront blâmés de tout le monde, & il n'y aura plus aucun artifice, qui puiſſe cacher & rendre inconnuë leur mauvaiſe volonté.

La France au contraire ſera juſtifiée devant Dieu & les hommes, & s'il faut continuer la Guerre, il n'y a pas de doute, qu'elle ne ſe fera avec beaucoup plus de vigueur, étant d'ailleurs à eſperer, que Dieu benira les ſaintes intentions de leurs Majeſtez, & humiliera ceux que les miſéres de la Chrétienté n'auront pû émouvoir.

A quoi l'on peut ajoûter le mécontentement univerſel, que cela cauſera parmi tous les Peuples qui obeiſſent à l'Eſpagne, ſpécialement en leurs Etats d'Italie, leſquels étans déja très-mal ſatisfaits du gouvernement préſent quand ils verront qu'on a refuſé ce qui leur pouvoit donner du repos, on doit croire qu'ils ne mettront guéres à ſecouër le joug qu'ils ſuportent ſans cela avec tant d'impatience. Nous avons été avertis, que l'Archevêque de Cambrai a fait en mourant une exhortation à ſes Collegues en ce même ſens.

Et ſur l'affaire de la Lorraine.

La fermeté avec laquelle ſon Eminence a parlé à l'Ambaſſadeur de Veniſe, ſur le fait du Duc Charles peut ici beaucoup ſervir, comme auſſi ce qu'elle a dit touchant les dépendances des Conquêtes, & les fortifications en Catalogne; ce qui nous donnera moyen de ménager avec plus d'avantage le bien du ſervice du Roi. Nous avons fait la même plainte à Monſieur Contarini, qui a été faite à ſon Collegue de ce

Il a obtenu tout des Etats pagnols ce qu'ils leur demandent.

ſaurions nous aſſurer de celle qui eſt à venir; ni nous confier en leurs diſcours. Quant au différend qui reſte dans leur Traité, il faudroit, que les Hollandois ne voulutſent point abſolument de Paix, s'ils ne s'accommodoient à ce que le Roi d'Eſpagne leur offre, puiſqu'en effet dans la Marie de Boitleduc il ne refuſe autre choſe, que d'exprimer le mot de ſpirituel, ſur lequel il n'a aucun pouvoir. Ce n'eſt pas en cette occaſion ſeulement, mais en pluſieurs autres, que les Miniſtres d'Eſpagne ont abandonné ſans beaucoup de ſcrupule les intérêts de la Religion, pour eſperer ſeulement de mettre du mauvais ménage entre la France & ſes Alliez.

Les Suédois prient de faire agir le Duc de Baviére pour avancer la Paix de l'Empire.

Il a été mandé par nos Dépêches précedentes, que Monſieur Salvius nous a prié d'agir auprès de Monſieur le Duc de Baviére, pour le rendre favorable à l'avancement de la Paix; mais il n'a pas conſenti pour cela, que de la part de la France l'on pût vivre en neutralité avec ce Prince; au contraire au même moment, qu'il nous tenoit ce propos, il preſſoit d'un autre côté, que l'on fit déclarer les Places, que le Roi occupe dans la haute Allemagne contre les Garniſons dudit Duc, & ce fut avec grande peine, qu'on lui fit avouer, qu'il n'étoit pas tems d'agir de la ſorte.

On cherchera à inſpirer de la crainte au Duc de Baviére.

C'a été une adreſſe bien utile que d'avoir mis le Sieur Krebs en ſoupçon du côté de l'Angleterre; rien ne pouvoit être fait plus à propos dans l'état préſent des affaires, étant certain que nous avons toujours connû que le Duc de Baviére eſt en crainte de ce côté là, juſques là, que le Baron d'Azenlang nous a parlé quelquefois avec inquietude de ce que l'on donnoit en France de l'emploi au Prince Robert. Nous eſſayerons de nous prévaloir de deça de la même crainte, & de l'inſinuer dans l'eſprit de ſon Député, ſans qu'il paroiſſe que ce ſoit avec deſſein.

Les Impériaux traiteront avec les François avant que d'aller à Oſnabrug.

L'on a ſurmonté la difficulté, qu'on avoit prudemment prévuë à la Cour, d'engager les Impériaux à traiter avec nous, avant que d'aller à Oſnabrug, ſans que nos Alliez ayent aucun ſujet de plainte, l'affaire s'eſt paſſée de la ſorte, qu'il n'a point paru, que nous l'avons recherché; nous avons fait voir aux Médiateurs & notamment à Monſieur le Nonce, que tout le fruit qui provenoit de cette union des Catholiques dans l'Empire, étoit que nos parties alloient conclure leur Traité avec les Suédois & les Proteſtans d'Allemagne, & laiſſoient la France en arriere. Leſdits Sieurs Médiateurs ont agi ſur ce fondement comme d'eux mêmes, & ont vû le Comte de Naſſau & le Docteur Wolmar. Il faut avouer, qu'en cette rencontre, ils nous ont utilement ſervi; Monſieur le Nonce que nous avions intéreſſé par notre reproche en ayant fait ſon affaire propre & s'y étant porté avec vigueur, deſorte qu'ayant obligé les Impériaux à dire qu'ils étoient prêts de traiter auſſi avec nous, delà s'eſt enſuivi la confiance, dont nous avons ci-devant rendu compte.

Bonne conduite des Médiateurs.

On

changer l'Article qui eſt encore diſputé par les Eſpagnols, quelque temperament que l'on y ait pris, il me ſemble qu'il ſera aſſez facile de donner ordre : l'inconvenient contenu dans le Mémoire, d'autant que ſi Monſieur le Duc de Mantouë divertit une fois l'argent du Roi à autre choſe qu'au payement de la Garniſon, cela ne peut être incognu & il ſera facile de remedier au payement ſuivant, ou en tout cas de faire porter l'argent par un homme du Roi, qui le voye diſtribuer, ſans que ſon ſtipulé dans le Traité, étant connu que les mauvaiſes intelligences que nous avons voulu conſerver dans la Place, ont donné de grandes méfiances aux Eſpagnols.

Les Médiateurs ont à cœur les affaires d'Italie.

Il eſt certain, que les Médiateurs ont à cœur les affaires d'Italie, & Monſieur Contarini encore plus que le Nonce, pour être à cauſe du voiſinage des Etats de la République du lieu où l'armée ſe trouve : on a parlé à Monſieur le Nonce le premier, comme celui qui témoignoit le moins de paſſion, & puis audit Sieur Contarini, auquel on a été obligé de dire qu'il parloit avec beaucoup de liberté de la Guerre du Milanés, & qu'il alloit en cela hors des termes d'un Médiateur. On dit ici qu'on a batu le Tambour, & fait des levées dans l'Etat de Veniſe proche l'armée du Roi, pour en retirer les Soldats; dont nous ne doutons point que l'on n'ait eû un avis plus certain à la Cour, que nous ici; l'on ſe ſoucie peu du ſentiment de ces Meſſieurs, ſi le mauvais tems n'avoit point empêché les progrès que l'on avoit ſujet d'eſperer d'y faire & pour achever ce qui regarde leſdits Médiateurs. Nous avons auſſi touché quelque choſe à Monſieur le Nonce des offices qu'il avoit rendus vers Monſieur le Duc de Bavière, pour l'inciter à la reſolution qu'il a priſe; mais pour dire la verité, nous n'avons pas eſperé de lui faire changer pour cela de ſentiments, qui ſont de ſe roidir en tout ce qu'il croit que la Religion peut recevoir du préjudice, nous n'avons pas ſujet dans les autres choſes de nous plaindre de ſa conduite.

Et le Nonce enfle de la Religion.

Affaires du Duc de Lorraine.

Il ne faut pas eſperer, que Monſieur le Duc de Bavière, ni aucun Prince d'Allemagne parle ſi ouvertement contre le Duc Charles, ni preſſe l'Empereur de l'abandonner; chacun au contraire veut paroître lui avoir rendu quelque bon office; mais il n'y en a pas un qui voulût que la Guerre continuât pour ſon intérêt, & la ſeule fermeté que l'on a témoignée ſur ce point eſt capable de l'emporter.

Et du Portugal.

Nous ne manquons pas en toutes les occaſions qui ſe préſentent de faire voir la difference qui eſt entre l'affaire du Portugal, & celle de la Lorraine, & que jamais dans aucun Traité il n'a été permis à l'une des parties d'aſſiſter un Prince, qui veut attaquer & faire la Guerre à l'autre, mais que l'on a vû ſouvent, que l'on s'eſt reſervé la liberté d'aſſiſter ceux avec leſquels on ne veut faire ni Trêve ni Paix.

Déclaration du Duc de Savoie.

L'Electeur de Bavière nous fait aſſurer ici par ſon Député, qu'il n'a jamais eû d'autre intention en ſe joignant à l'Empereur, que d'avancer la Paix, qu'il eſt dans le même deſir, & qu'il n'obmettra aucune diligence pour y diſpoſer tou-

res, elle les regarde : nous le prions d'être conſtant dans la bonne volonté qu'il fait paroître, afin que la Paix étant faite nous puiſſions les uns & les autres ſortir de l'embarras où nous ſommes; nous aſſurons que leurs Majeſtez eſtiment beaucoup l'amitié, & deſirent le bien du dit Sieur Electeur ; mais qu'elles ont auſſi une grande fidelité pour leurs Alliances, & qu'elles ne voudroient pour rien du monde y manquer: nous croyons dangereux de lui declarer expreſſément que l'on obſervera la neutralité avec lui. Et d'ailleurs l'on eſt obligé, comme l'on a très bien remarqué dans le Mémoire, de ménager l'eſprit de ce Prince, vû même que nous apprenons, que quelques uns de ceux qui ont du credit auprès de lui, ne ſont pas bien diſpoſés envers la France, & qu'il importe à leurs deſſeins, & à l'établiſſement de leurs fortunes, que Lawingen, qui eſt proche de Bavière, ne demeure pas longtems en la poſſeſſion des François.

Touchant les déſerteurs François priſe par les Suédois.

On ne voit pas, que dans l'état des affaires, il ſoit à propos de preſſer le remplacement des mutins que Koningsmarck a retirés, parce que quoique la conduite dudit Koningsmarck ne ſoit pas entierement aprouvée à Stockholm, il ſeroit dangereux de pouſſer à préſent une affaire de cette nature. Il nous paroit bien fort utile de conſerver toujours cette pretenſion, & de la renouveller ſouvent. Cela nous ſert même d'une puiſſante raiſon vers les Suédois, pour excuſer & donner du préteste à la neutralité que l'on eſt obligé d'obſerver pour quelque tems avec la Bavière : ainſi nous ne pouvons que louer la prudente & adroite conduite du Sieur Chanut, ayant vû par ſa derniere Dépêche, que lorſque l'on lui a fait inſtance de joindre l'armée de France à celle de Suéde, & de ſe déclarer contre le Duc de Bavere, il a remis fort à propos ſur le tapis la demande qu'on eût à remplacer les Troupes débandées, & a obligé la Reine de Suéde de prendre du tems, pour lui faire réponſe.

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 18. Novembre 1647.

Ils cherchent par tout de l'argent. Affaires d'Angleterre.

MONSIEUR,

Ils cherchent par tout de l'argent.

LE Mémoire & les piéces qui y ſont jointes vous feront voir que la derniere ſemaine ne s'eſt pas écoulée ſans rien faire : il en faudroit bien peu de ſemblables pour avancer du chemin. Au défaut de la bourſe du Roi, il a fallu chercher du ſecours dans celle de nos vos voiſins ; nous ne ſaurions aſſez vous repréſenter l'importance d'avoir promptement le moyen d'avancer le ſervice de leurs Majeſtez.

Affaires d'Angleterre.

Depuis que Monſieur Sabran eſt parti de Londres, le Sieur Cheylieu, ſon Secretaire nous a donné fort ſoigneuſement des nouvelles de ces quartiers là, dont ayant déſiré notre témoignage nous ne le lui avons pas dû refuſer : nous vous ſupplions, Monſieur, de vouloir commander l'expédition d'une Sauvegarde, pour la Maiſon d'un des Chanoines de Munſter, appellée *Schauffelin*, & qu'il y ait, s'il vous plaît, le mot de naturalité, pour le conteſter, comme il a été mis en celle qui a été ci-devant obtenuë de la Couronne de Suéde, & de Madame la Landgrave de Heſſe, comme il ſe voit par les copies qu'il nous a miſes en main, & ſur cela nous demeurons.

PLENIPOTENTIAIRES

ENVOYE' EN COUR,

Le dix-huitiéme Novembre 1647.

Etat de la Negociation avec les Imperiaux. Monſieur Wolmar part pour Oſnabrug. Deplaiſir des Eſpagnols. Conduite de Peñaranda. Satisfaction de toute l'Aſſemblée. Articles qui reſtent à decider pour finir le Traité avec l'Empire. Etat du Traité avec l'Eſpagne. Sur les affaires avec le Duc de Baviere. De la Catalogne. Et de la reſtitution des Places occupées par les Eſpagnols en Allemagne & en Italie. Le ſoin d'augmenter les armées avancera la Negociation. On ne doit pas ſe remettre à l'arbitrage des Hollandois pour le Traité avec l'Eſpagne. Bonnes aparences pour la Paix.

SI leurs Majeſtez ont eû pour agreable l'aſſurance, que nous leur avons ci-devant donnée, que la Paix ne ſe faiſant point, il ſera connu de tout le monde, que la ſeule opiniâtreté des Ennemis l'aura empêchée : elles auront plus de ſatisfaction, ayant vû cette Dépêche.

Etat de la Négociation avec les Imperiaux.

Il leur a été rendu compte, par la précedente, de l'état où ſe trouvoient ici les affaires avec les Impériaux ; nous les avons depuis tellement preſſés, que la ſatisfaction de la France a été arrêtée pour une ſeconde fois. On eſt convenu de la forme des ceſſions & renonciations, qui doivent être faites par l'Empereur & les Princes de ſa Maiſon, tant à l'égard des trois Evêchés de Metz, Toul & Verdun, que des deux Alſaces de Suntgau, & de la Place de Brifack ; ce que l'on verra par la copie ci-jointe de tous les actes qui ont été ſignés par les Secretaires des deux Ambaſſades, & dépoſés ès mains de Meſſieurs les Médiateurs.

Quand nous avons voulu obliger l'Empereur à quitter le Titre de Landgrave d'Alſace, les Plénipotentiaires ont dit, qu'ils n'en avoient pas le pouvoir ni les ordres. Il eut été fâcheux de perdre par cet incident l'occaſion d'une ſi grande affaire, & de paſſer outre ſans y pourvoir ;

mie vaudroient un Riſdale; c'eſt le prix ordinaire que l'on donne aux Riſdales par toute l'Allemagne, & le Roi étant obligé de faire le payement dans Bâle ou Francfort, l'on ne pouvoit diſputer avec juſtice ſur cette prétention: nous l'avons néanmoins fait valoir, comme ſi Sa Majeſté eût perdu en cela, & nous nous ſommes ſervis de cette demande pour lever cette difficulté qui étoit ſur le Titre de Landgrave d'Alſace, ayant fait de part & d'autre des Ecrits ſeparés, dont la copie ſera avec ce Mémoire : ils ſont en Italien, parce qu'ils ſont dreſſés par les Médiateurs, qui les gardent, comme ils ſont le reſte de ce dont on eſt demeuré d'accord

Monſieur Wolmar part pour Oſnabrug.

Il a fallu perdre ſi peu de tems en cette Négociation, qu'elle n'a pas été tôt concluë, que le Docteur Wolmar eſt parti de Munſter pour aller traiter avec les Suédois. Ce n'a pas été ſans jalouſie, que Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius ont ſçû que l'on achevoit ici avec nous; ils n'ont pas ceſſé de preſſer les Impériaux d'aller vers eux, en leur faiſant dire ſous main, qu'ils étoient très-bien diſpoſés à conclure; mais il s'eſt rencontré que l'Empereur n'a pas à Osnabrug une perſonne propre à conduire une affaire de telle importance, & qu'il a fallu que le Comte de Lamberg ſoit venu exprés en cette Ville pour amener avec lui Wolmar à Oſnabrug, où l'on traite préſentement.

Déplaiſir des Eſpagnols.

D'un autre côté les Eſpagnols ne voyent pas volontiers, que l'on travaille ſi avant avec nous, & n'ont pas manqué d'y aporter de la traverſe autant qu'ils ont pû. Le Comte de Peñaranda néanmoins, pour rendre ſon procedé en quelque façon excuſable, & couvrir ſa mauvaiſe intention, a voulu faire croire qu'il n'étoit pas fâché que le Traité de l'Empereur s'avançât, mais ou qu'il falloit faire les deux Traitez enſemble, ou du moins laiſſer nos intérêts dans l'Empire les derniers à reſoudre, afin que cela nous rendit plus faciles, tant dans les difficultés qui reſtent de ce côté là, que dans celles que nous avons encor à démêler avec eux. Il n'a pû ſi bien feindre, que l'on n'ait viſiblement reconnu que notre ajuſtement avec les Impériaux lui déplaiſoit; ce qui a donné lieu à un Député Allemand, que l'on a toujours tenu affectionné aux Eſpagnols, de dire qu'il ſe voyoit à cette heure clairement, qu'ils retardent la Paix de l'Empire; mais les obſtacles qu'ils y ont formé ont été ſurmontés par la fermeté des Médiateurs, qui ont agi ſi vigoureuſement, qu'il eſt vrai que les Impériaux ayant été conviés de ſe trouver avec nous chez Monſieur le Nonce pour ſigner notre convention, s'en ſont excuſés & n'ont oſé le faire pour ne pas desobliger entierement les Plénipotentiaires d'Eſpagne.

Conduite de Peñaranda.

Ratification de toute l'Aſſemblée.

Toute l'Aſſemblée a eû une grande joye de ce qui s'eſt fait, & le veritable & ſincere déſir, que leurs Majeſtez ont d'avancer la Paix, ſe connoit toujours de plus en plus.

Articles qui reſtent à décider pour finir le Traité avec l'Empire.

Il ne reſte donc rien à décider à l'égard de la France dans les affaires de l'Empire, que la déclaration touchant le Duc Charles, & celle qui ſe doit faire ſur l'aſſiſtance que l'Empereur

Et du Traité avec l'Eſpagne.

vingt trois Articles du Traité d'Eſpagne, le dix-huitiéme qui avoit été remis juſques ici eſt accordé; le vingt-cinquiéme auſſi, tout eſt d'accord juſques au quarante huitiéme, qui regarde les Conquêtes, ſur la dépendance deſquelles les Plénipotentiaires d'Eſpagne ne ſe ſont pas encore expliqués. Le vingt-ſixiéme touchant les fortifications en Catalogne, où ils témoignent beaucoup de fermeté; le trente cinquiéme qui regarde quelques affaires d'Italie, que nous ſommes reſolus de quiter ſuivant l'ordre qui nous en a été donné, mais nous avons remis à la fin, auſſi bien que le fait des Places de Liége, pour avoir quelque choſe ſur quoi nous relâcher; le trente ſixiéme qui regarde Cazal, ſur quoi on ne diſpute plus que le terme de trente années; & le quarante & uniéme doit régler l'affaire de la Lorraine.

Notre deſſein de travailler dès demain à l'ajuſtement des autres Articles, & d'en arrêter le plus que nous pourrons, avant le retour des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats en cette Ville, eſtimants qu'ils auront moins de ſujet de ſe précipiter dans la concluſion de leurs affaires, quand ils verront qu'il y aura ſi peu de points en différant entre les Eſpagnols & nous, & qu'il ſera plus facile d'y prendre de l'expédient, ſoit en remettant une partie deſdits points à l'arbitrage de Monſeigneur le Prince d'Orange, ou trouvant quelque autre moyen pour en ſortir.

Il eſt bien vrai, que Courtrai eſt une Place de très-grande importance aux Eſpagnols, & qui étant munie & fortifiée, comme leurs Majeſtez le veulent faire, peut beaucoup incommoder l'Ennemi; il eſt vrai auſſi, que ce qui en dépend, eſt comme un petit Etat, que pluſieurs Princes Souverains n'ont pas plus d'étenduë; mais perſonne n'en connoit mieux la valeur que nos parties, & peut être que c'eſt une des raiſons pour leſquelles ils ſe logent à Thielt, Harlebeck & autres lieux, qui en dépendent, & qui en ſont les Membres principaux, outre Menin qu'ils occupent: & comme il eſt malaiſé de les chaſſer de ces poſtes là, il reſtera peu de choſe au Roi avec les murailles de ladite Ville s'il faut faire un échange, dont il ne nous a point encore été parlé, ſinon par les Hollandois qui en font aſſez ſouvent mention, & ils ſemblent regarder avec quelque jalouſie l'établiſſement que l'on prend ſi avant dans la Flandres. On ne pourra pas en tirer l'avantage, qu'on auroit eû, ſi l'on étoit en poſſeſſion de toute la Chaſtellenie; nous avons ici des avis que les Flamands n'eſperans plus d'avoir cette Place par la Guerre, dont l'Archiduc les avoit longtems entretenus pour tirer de l'argent, penſent à l'autre dans la Paix; & comme le Peuple donne avec liberté ſon jugement ſur toutes choſes, ils diſent que l'on pourra laiſſer Aire & Saint Omer au Roi, en rendant Courtrai & la Baſſée, de laquelle en ce cas on pourroit démolir les fortifications. Nous ferons la Guerre à l'œil, & attendrons ce qui nous ſera propoſé lorſque l'on traitera des Articles des Conquêtes. Quant à Avennes, ayant vû dans un petit livret imprimé tout ce en quoi conſiſte la Comté

Sur les affaires avec le Duc de Baviére.

le Duc de Baviére, qu'enfin ils y ont acquiescé, & Monsieur Salvius a dit lui-même, qu'il étoit de notre sentiment en cela, dont ledit Sieur de la Court rendra compte plus au long, & nous assurons seulement, que le soin que nous avons pris de faire toucher à ces Messieurs soixante dix mil Rixdales, & d'envoyer pour cet effet un homme exprès à Amsterdam, a beaucoup servi à disposer leurs esprits. Madame la Landgrave prelle Monsieur de Turenne d'agir par diversion, & en fait une instance bien plus grande que les Suédois, aussi est elle exposée aux Ennemis, qui gatent son Païs; elle demande encore le payement du subside, ce n'est pas à la verité sans qu'elle en ait besoin, & s'il plait à la Reine de commander qu'on fasse quelque effort pour elle en cette occasion, elle viendra très à propos.

De la Catalogne.

Puisqu'il est juste d'établir en Catalogne pour les limites de ce qui doit demeurer au Roi, la même régle que l'on suivra en Flandres, en la retention des Conquêtes, c'est à dire celui qui aura le principal lieu, possede aussi les dépendances, il sera mal aisé d'obtenir, que le lieu fortifié borne les confins, & on ne peut éviter que nos parties n'ayent en cela un grand avantage, d'autant que les lieux qu'ils occupent dans le Flandres, quoique dépendants d'autres sont établis de longue main, & sont Membres principaux, qui ont plus de dépendances sous eux; mais les postes, qu'on a fortifiés dans la Catalogne, ne sont, peut être, que des lieux propres à l'effet pour lequel on s'en est servi, qui est pour empêcher les Courses des Places voisines, étant croyable que rien ne dépend de ces Forts là, que ce qui est comme l'on dit à la portée de la Coulevrine. Ainsi il ne sera pas possible d'ajuster deux regles de cette nature, que l'on ne receive du préjudice; mais il nous semble, que comme il faudra prendre parti, & se resoudre de perdre quelque chose en l'une ou en l'autre Province, l'on doit avoir encore plus d'égard à se bien établir dans la Catalogne, que dans les Païs-Bas, quoique ce qu'on retiendra dans ce dernier, soit à perpetuité, & que le Titre de la possession en Catalogne ne soit pas si avantageux.

Et la restitution des Places occupées par les Espagnols en Allemagne & en Italie.

On a très-bien jugé dans le Conseil, que les otages, qu'on sera obligé de donner, par l'Article quarantiéme de ce Traité, serviront pour asseurer les Alliez de la France de la restitution des Places occupées par les Espagnols, qui sans cela eussent pû s'y rendre difficiles; mais que quoiqu'on ait fait pour la consideration desdits Alliez, ils ont peine à se contenter de ce que les Garnisons du Roi doivent demeurer encore pendant un an dans leurs Places. Nous croyons que ce n'est pas un petit avantage à Sa Majesté, qui tient par ce moyen le gage en main, pour asseurer au moins, durant ce tems l'observation du Traité.

Les Ministres de Savoye nous ont ici fort pressés, & en général, & en particulier pour avancer ladite restitution; mais nous leur en avons ôté toute l'esperance, comme d'une

de nous donner touchant l'expedient, qui a été proposé à Monsieur de la Thuillerie, & la conduite qui se doit tenir avec Messieurs les Etats, il nous semble que l'on ne doit mettre à l'arbitrage d'autrui que ce qui ne se pourra ajuster, & lorsqu'on ne verra pas le moyen d'en sortir par une autre voye; cependant nous croyons à propos de pousser toujours les affaires le plus qu'il se pourra, puis qu'on verra par cette Dépêche qu'on marche, quoique lentement, & qu'enfin il y a esperance, que l'on tombera d'accord quasi sur tous les points; une partie de ceux qui demeureront indécis ne se peut juger par un tiers, comme l'affaire de la Lorraine, & le certificat touchant le Portugal, le jugement desquels les Espagnols ne veulent point soumettre à un arbitrage. Pour les autres, il sera assez à tems de convenir de cet expédient, quant tous les Députez de Messieurs les Etats seront de retour: & quant à la maniere de vivre avec lesdits Députez nous leur témoignerons ici que leurs Majestez souhaitent fort la Paix, mais que c'est leur bonté, générosité, & mouvement particulier, qui les y porte, & mille autres considerations. On leur représente souvent le devoir des Alliances, & à quoi l'honneur les oblige, sans user d'aucunes menaces, ni aussi d'aucune recherche, qui tienne de la bassesse, leur laissant seulement à penser, & à former leurs conjectures, de ce que la France pourroit faire, s'ils venoient à un entier manquement; on leur fait connoitre, que comme l'on souhaite de vivre en union & bonne correspondance avec eux, la France, quand elle seroit privée de leurs secours, a des forces & des moyens assez, pour subsister par elle-même, & tirer raison de ses Ennemis. Ce que nous disons avec des termes doux & modérés, ne laissant pas néanmoins de nous bien faire entendre; nous croyons avoir bien rencontré par cette conduite, un milieu entre les deux opinions, ou de s'en remettre à eux de tous les differends, ou de leur parler avec hauteur, & sans témoigner être en peine des resolutions qu'ils peuvent prendre; si cette conduite que nous avons crû la plus utile, agrée à leurs Majestez, nous la continuerons; si elles jugent, que nous en devions prendre une autre, nous obeïrons ponctuellement à ce qui nous sera ordonné.

mettre à l'arbitrage des Hollandois pour le Traité avec l'Espagne.

Nous rendons de très-humbles graces à leurs Majestez des nouvelles de Naples; la conduite des Ministres d'Espagne a été telle depuis trois mois, que nous avons sujet d'en faire ce jugement; que s'ils se resouent enfin à traiter avec nous, deux choses principalement les y auront portés; ou la connoissance qu'ils ont de ne pouvoir induire Messieurs les Etats à faire un manquement entier à la France, ou la crainte, que la continuation de la Guerre ne fasse perdre à leur Maître ses Etats d'Italie.

Bonnes apparences pour la Paix.

Les choses peuvent recevoir ici en un moment une face bien différente, puisqu'on y peut conclure le Traité, mais il pourroit aussi arriver tel changement, que les Impériaux ne voudroient

Digitized by Google

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munſter le 22. Novembre 1647.

Leur ſoin pour donner des ſubſides à leurs Alliez. On envoye la relation de ce qui s'eſt paſſé avec l'Electeur de Cologne. L'Evêque de Wurtzbourg eſt élu Electeur de Mayence. Satisfaction de l'Ambaſſadeur de Savoye. Remiſe d'argent à Amſterdam.

MONSIEUR,

Leur ſoin pour donner les ſubſides aux Alliez.

CElui que nous avions envoyé à la Haye, pour y emprunter cent mil Riſdales ſur notre crédit, afin de les diſtribuer à nos Alliez, vient de retourner, ſans avoir pu trouver cette ſomme. Il eſt toutefois d'une grande importance dans l'état preſent des affaires, de ſecourir leſdits Alliez, & de leur témoigner par quelque preuve effective la bonne volonté de leurs Majeſtez. Nous eſtimons, que l'on ne peut uſer de trop grande diligence à leur faire tenir le ſubſide, l'avance qu'on fera les pouvant beaucoup contenter, & le retardement avoir de très-mauvaiſes ſuites : ce que nous vous ſupplions, Monſieur, de bien repréſenter, & faire entendre & conſidérer, que pour aſſiſter comme il faut en cette occaſion Madame la Landgrave, il lui faut une ſomme notable, & plus grande qui celle que nous lui avons deſtinée.

On envoye la relation de ce qui s'eſt paſſé avec l'Electeur de Cologne.

Le Sieur de Monbas eſt de retour d'auprès de Monſieur l'Electeur de Cologne, où il s'eſt conduit avec beaucoup d'adreſſe, & a détrompé ce Prince de pluſieurs fauſſes impreſſions, qu'on lui avoit données; ce qui vous paroîtra par la relation qu'il en a faite, & qui ſera ci-jointe.

L'Evêque de Wurtzbourg eſt élu Electeur.

Vous aurez ſçû, avant que de recevoir cette Lettre, comment Monſieur l'Evêque de Wurtzbourg a été elu Electeur de Mayence par le

offices dans les occaſions qui ſe pourront préſenter.

Satisfaction de l'Ambaſſadeur de Savoye.

Il ne ſe pouvoit rien dire plus à propos ſur les plaintes de l'Ambaſſadeur de Savoye, que ce qu'il vous plait nous mander que vous lui avez répondu; nous avons dit ici les mêmes choſes à ſon Collegue, qui n'a pû diſſimuler le deplaiſir qu'il a de ce que les Places de ſon Maître ne ſeront rendues qu'un an après la concluſion du Traité : mais c'eſt un point, dont on eſt d'accord, & auquel il n'eſt pas poſſible de rien changer, & qui eſt d'ailleurs ſi utile pour la ſureté de tout ce qui ſera contenu, que nous croyons, quand on le pourroit faire, qu'on ne s'en doit départir en aucune maniere.

Remiſe d'argent à Amſterdam.

Nous avons eû avis, que l'on a remis à Amſterdam, non pas quatre vingt dix mil livres, mais ſoixante dix mil livres ſeulement. Nous vous rendons graces des ſoins qu'il vous a plû prendre pour ce ſujet, nous nous en ſervirons le plus utilement qu'il ſe pourra, pour les affaires du Roi, au moins de ce qui reſte, puiſqu'il y en a déja une bonne partie, ou employée, ou dûë : ſur cela nous demeurons.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 22. Novembre 1647.

Affaires du Duc de Bavière. Situation de ſon armée. Places que les Suédois promettent de mettre entre les mains des François. On en donne connoiſſance à Monſieur de Turenne. On ſouhaite la concluſion de la Paix pour l'Allemagne. On examinera le Traité de l'Electeur de Brandebourg. Opiniâtreté des Miniſtres d'Eſpagne. Voyage de Monſieur le Brun à Oſnabrug. Leurs réflexions là-deſſus. Les Hollandois ſont reſolus de conclure leur Traité avec l'Eſpa-

Roi très-Chrétien a la petite verole.

SA Majeſté ayant vû par un Mémoire du Sieur de la Court ce que les Plénipotentiaires de Suéde ont répondu, quand on leur a parlé de différer la Déclaration contre Monſieur le Duc de Bavière.

Affaire du Duc de Baviére.

Les Troupes dudit Duc ſont encore jointes à celles de l'Empereur, & elles ſont toutes dans le Païs de Madame la Landgrave, qui nous a fait de grandes inſtances d'écrire à Monſieur le Maréchal de Turenne, pour le faire agir en diverſion, nous voyons bien qu'elle a beſoin de ſecours, & qu'il ſeroit fort utile au bien de la cauſe commune d'obliger Monſieur le Duc de Baviére à retirer ſes Troupes. N'étans pas informés du veritable état de celles de Monſieur de Turenne, nous lui avons donné un ſecond avis des néceſſités, qui nous paroiſſent ici, remettant à lui qui ſait comme nous les intentions de Sa Majeſté, & qui connoit mieux que nous les forces de l'armée qu'il commande, de prendre ſa reſolution; étant certain que de faire un effort en vain ne ſeroit pas ſeulement contre la reputation, mais contre le bien des affaires, parce que tant que les Troupes du Roi reſteront ſans action, elles donneront ſujet aux Ennemis de craindre que cette nuée qui ſe forme près d'eux, ne leur faſſe du mal: que ſi elle avoit éclaté ſans effet, & qu'on en reconnût la foibleſſe, elle ſeroient moins conſiderées. Cette raiſon ceſſant, il nous ſemble que tout eſt à entreprendre, pour donner du contentement à nos Alliez: mais l'armée Suédoiſe étant de beaucoup inferieure à l'Impériale, & celle-ci étant préſentement dans la Heſſe, il ne faut pas eſperer, que pour cet effet, ni les Troupes de Madame la Landgrave, ni une partie du corps commandé par le Sieur de Koningsmarck, ſe joignent audit Sieur Maréchal, qui doit prendre ſes meſures d'ailleurs.

Situation de ſon armée.

Monſieur de la Court nous à écrit depuis peu que Monſieur Salvius lui avoit offert de faire remettre Memmingen, Uberlingen, & Nordlingen ès mains de Monſieur de Turenne; leur deſſein étant, en aſſurant ces Places là, de ſauver auſſi l'Infanterie qui y eſt. Nous en donnons avis audit Sieur Maréchal, qui jugera mieux que perſonne, ce qu'il peut & doit entreprendre, n'ayant pas crû lui devoir écrire autre choſe que ce que nos Alliez déſirent, & les réponſes que nous leur avons faites, laiſſant au ſurplus à ſa prudence & bonne conduite d'agir plus ou moins, ſelon les moyens qu'il en a, & que la ſaiſon, le nombre & la qualité des Troupes, & les autres circonſtances qui ſont à déſirer lui peuvent permettre.

Places que les Suédoit promettent de mettre entre les mains des François.

On en donne connoiſſance à Mr. de Turenne.

Les raiſons contenues au Mémoire du quinziéme de ce mois, pour leſquelles on doit déſirer que la Paix ſe faſſe promptement dans l'Allemagne, ſont très fortes & bien concluantes; auſſi aura t'on vû par nos précedentes Dépoſtuellement à leurs ordres.

On ſouhaite la concluſion de la Paix pour l'Allemagne.

Nous avions crû, que les nouvelles qu'on a eûes ces jours paſſés de Naples rendroient les Plenipotentiaires d'Eſpagne plus traitables; mais ils n'ont rien changé pour cela dans leur lenteur. Il eſt même arrivé depuis que le Sieur le Brun eſt allé à Oſnabrug, au lieu d'avancer avec nous ce qui eſt commencé: nous avons de la peine à comprendre le deſſein de ce voyage, qui ne peut être que mauvais.

Opiniâtreté des Miniſtres d'Eſpagne.

Voyage de le Brun à Oſnabrug.

Peut être, que les Eſpagnols veulent faire un dernier effort pour empêcher la Paix d'Allemagne, croyans qu'il leur eſt utile que la guerre y dure, & ayant eſperance que le parti de l'Empereur s'y rende enfin le plus puiſſant: de fait on aſſure que le Comte de Peñaranda a vû de très mauvais gré le dernier accommodement des Impériaux avec nous, & le voyage enſuite du Docteur Wolmar à Oſnabrug, juſques là que l'on dit, que celui-ci n'a pas vû les Miniſtres d'Eſpagne en partant, & qu'ils ſe ſont ſéparés en mauvaiſe intelligence. Si le but du voyage de Monſieur le Brun eſt de retarder le Traité de l'Empire, il aura contre lui quaſi tous les Princes & Etats, qui ne ſouhaitent rien tant qu'une prompte concluſion.

Leurs reflexions là-deſſus.

Mais il peut avoir un autre deſſein plus pernicieux, qui ſeroit de porter les Impériaux à tout accorder aux Suédois & aux Proteſtans, à condition d'achever le Traité ſans la France; tout eſt à craindre de l'artifice de nos Ennemis, & la haine qu'ils ont contre le nom François eſt capable de toutes extrêmités: d'ailleurs un tel offre que celui là dans la préſente foibleſſe des Suédois ſeroit fort dangereux. Nous avons dépêché en même tems au Sieur de la Court, afin qu'il obſerve très ſoigneuſement tout ce que ledit Sieur le Brun fera dans Oſnabrug, & avec qui il aura frequentation, & nous n'obmettrons aucun ſoin pour empêcher l'effet des mauvais volontez, & du deſeſpoir de nos parties, puiſque apparemment ils ne peuvent fonder la reſource de leurs affaires, que ſur la défection des Hollandois, qu'ils tiennent toute aſſurée, ou ſur les avantages que l'Empereur peut remporter en continuant la guerre en Allemagne.

Monſieur de la Thuillerie écrit de la Haye que les Députés retournent à Munſter reſolus d'achever leur Traité, après avoir fait inſtance aux Plénipotentiaires d'Eſpagne de conclure en même tems avec nous: il mande qu'on doit avancer, le plus que l'on pourra, les affaires, & ne pas eſperer beaucoup de faveur de l'arbitrage de ces Meſſieurs: il eſt enfin tombé dans notre ſentiment, auquel nous perſiſtons, reſolus, s'il faut ſoumettre quelque choſe au jugement d'autrui, de ne le faire que tard & avec le moins de matiere, que nous y pourrons laiſſer.

Les Hollandois ſont reſolus de conclure leur Traité avec l'Eſpagne.

Les douze derniers Articles du projet du Traité avec l'Eſpagne ont été mis par nous ès mains de Meſſieurs les Médiateurs: cela fut fait la veille du jour que la nouvelle eſt venuë ici, que le Peuple de Naples s'eſt mis ſous la protection du Roi; cette nouvelle donne beaucoup

Etat de la Négociation entre l'Eſpagne & la France.

...ment ce qu'a été répondu ; & le surplus étant quasi des choses réciproques & ordinaires dans tous les Traités, sur lesquelles il ne peut échoir de contestation, nous avons demandé si le Comte de Peñaranda, ne voulant pas se déclarer sur les points, qu'il a remis à la fin du Traité.

Lesdits Sieurs Médiateurs ont dit, qu'on accorderoit les conquêtes avec leurs dépendances & que l'on établiroit une maxime, sur laquelle on pourroit régler les confins, que les Plenipotentiaires d'Espagne soutiennent, que le Roi ne doit retenir que les lieux dont ses armes sont en possession à-present, & non ceux qui ont été abandonnés. Qu'ils disent avoir offert le Comté de Charolois, & que l'écrit de Philippe Roi qui a été imprimé n'en fait aucune mention; que ledit Comté relève du Roi, & n'a point été occupée par ses armes; mais seulement par confiscation, & que chacun rentrant dans son bien suivant les Articles qui sont arrêtés, le Roi ne doit pas être exclû du benefice qui est accordé aux particuliers, & à ses propres sujets.

On n'a pas manqué de repliquer à tout cela, mais parce que les Médiateurs ne parloient que comme d'eux mêmes, l'on a principalement insisté à demander une réponse précise & categorique sur l'Article des Conquêtes.

Les Espagnols disputent encore celui de Casal, & disent, qu'ayant dans cette place une grosse garnison, qu'ils supposent devoir être à la dévotion du Roi, ils seront obligés de tenir pour leur sûreté une armée entiere dans le Duché de Milan. Ils se plaignent fort aussi du terme de trente années. On a fait voir le peu d'apparence qu'il y a en leur crainte, puisque le Roi ne se reserve aucune autorité sur ladite garnison, qui rendra serment à Monsieur le Duc de Mantoue, & qui sera composée d'étrangers, sur lesquelles Sa Majesté n'a point de pouvoir.

Les deux points, où les Espagnols parlent avec plus de fermeté, est celui des fortifications en Catalogne, & sur le fait du Duc Charles. Ils font du premier une affaire de grande importance, disant, que le Roi tenant de fortes Places en un lieu si jaloux, & dans l'Espagne même, pousser en un moment la guerre jusques aux Portes de Madrid; que nous avons assés de lieux forts dans la Catalogne pour ne rien craindre, & que la faculté qu'on veut se reserver d'y fortifier, n'est que pour entreprendre un jour la conquête entiere de l'Espagne.

Quant au Duc Charles, ils disent qu'ils ne peuvent mettre hors de leur Païs un Prince, qui y tient de fortes & considerables Places, qu'on lui a engagées, & qui a dix mil hommes de guerre qui lui obeïssent, qu'il est du tout nécessaire de contenter ce Prince là, & de lui donner un lieu de retraite, la Paix ne se pouvant établir autrement: enfin Peñaranda assure, qu'il n'a point eû ordre sur cela, & fait de grands sermens, qu'il a épuisé tous ses pouvoirs & ses instructions.

Il a été repliqué que la liberté de fortifier en... que le Comte de Peñaranda a traité par ... trement ce des Hollandois, il a eu un autre langage, & n'a pas fait difficulté de les assurer que cette affaire n'empêcheroit pas la Paix; qu'il est tems de former de s'ouvrir des dernieres intentions que si l'on vient à revoquer en doute des choses déja arrêtées, c'est faire voir à tout le monde qu'on ne veut point la Paix. Que la France qui témoigne bien la sincere désir qu'elle en a se promet du ciel en ce ... les mêmes benedictions qu'elle en a ... ces jusques ici.

La Conférence a fini par de semblables discours où il nous semble avoir remarqué, que les Médiateurs condamnoient en eux mêmes la procedure des Plenipotentiaires d'Espagne, plûtôt qu'ils ne le témoignent par leurs paroles, mais pour faire un jugement certain, si les Espagnols se portent à la Paix ou non, il semble que l'on doit attendre le tems, que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats seront à Munster, & que le Sieur le Brun sera aussi retourné d'Osnabrug; si tous les efforts qu'on fera n'aboutissent qu'à faire marcher le Traité de l'Empire, & celui d'Espagne d'un pas égal; cela ne se trouvera pas fort éloigné du but, & du désir de leurs Majestez.

Les Médiateurs ne veulent point entendre d'Espagnols.

Il est conseillé d'attendre le retour des Ambassadeurs Hollandois & de Mr. le Brun.

Il a aussi été parlé de la liberté de Dom Edouard, les Espagnols consentent de la lui donner, quand la Paix sera faite pourvû qu'il promette & jure entre les mains du gouverneur de Milan, qu'il n'ira pas en Portugal. Nous donnerons avis de cette réponse aux Ministres de Portugal & saurons d'eux, s'ils désirent que nous insistions plus avant; ou s'ils ne jugeront pas qu'on feroit mieux de se contenter de cet offre, de crainte que pressant trop ce sujet l'on ne cherche un autre moyen de se défaire de ce Prince.

Article du Prince Edouard.

Quoique l'on mande, que la santé parfaite dont le Roi n'est accompagnée d'aucun fâcheux accident, nous serons néanmoins toûjours en inquietude, jusques à l'entiere assurance de sa guerison.

Le Roi T. C. a la santé rendue

Le travail de la Reine auprès d'une personne si précieuse redouble nos apprehensions, qui ne cesseront pas que nous n'ayons des nouvelles de la parfaite santé de leurs Majestez.

MES-

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 2. Decembre 1647.

Il faudroit envoyer vers l'Electeur de Mayence: sujet de ce voyage. Le même Envoyé seroit chargé d'aller vers l'Electeur de Trèves, On espere que le Roi T. C. sera bientôt rètabli.

MONSIEUR,

Il faudroit envoyer vers l'Electeur de Mayence.

Sujet de ce voyage.

VOus verrez par le Mémoire, que notre avis est, qu'il seroit bien à propos, que l'on envoyât une personne qualifiée à Monsieur l'Electeur de Mayence : le sujet apparent de son voyage seroit de se rejoüir avec lui de son élection ; mais il y a plusieurs autres choses qui se pourront négocier en même tems. On le rendroit toujours plus affectionné à la France ; par l'honneur qu'il plairoit à leurs Majestez de lui faire. On pourroit lui demander, que les ordres qu'il donneroit ici à ses Députés tendissent à l'avancement de la Paix dans l'Empire, se joignant à ceux qui témoignent y avoir de la disposition. On lui remontreroit, que pour affermir cette Paix, & la rendre de durée, il est nécessaire que l'Empereur desarme, ne s'étant jamais fait aucun Traité de Paix qu'à cette condition, sans laquelle au lieu de terminer une guerre, l'on donneroit lieu au commencement d'une autre. Celui qui seroit envoyé auroit aussi charge de lui representer de quelle dangereuse consequence seroit l'assistance, que l'Empereur se veut reserver de pouvoir donner au Roi d'Espagne, en qualité d'Archiduc d'Autriche, lui faisant voir, que la guerre étant introduite dans l'Allemagne par des interêts étrangers, tant que l'Empereur s'y engagera, il n'y a pas lieu d'esperer de voir éteindre le feu qui la consume, étant croyable, que ce qui a donné origine au premier mal causera une rechute encore pire à quoi ledit Sieur Electeur se doit opposer, comme tenant la prémiere dignité dans l'Empire, & comme bien affectionné à sa Patrie. Il pourroit encore être prié de s'interposer envers Monsieur l'Electeur de Trèves pour la reconciliation de son Chapitre avec lui, laquelle fait beaucoup à cette fin à contribuer. Sa Majesté, nous n'aurons point de repos, que l'ordinaire prochain ne nous en ait assurés, en attendant cette bonne nouvelle nous demeurons.

Il faudroit envoyer vers l'Electeur de Trèves.

MEMOIRE

de Messieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 2. Decembre 1647.

Touchant le change des monnoyes. Ils donnent aux alliez une partie de leurs subsides. Les Suédois insistent que la France se déclare contre Bavière. Leurs sentimens là-dessus. Affaire touchant le Duc de Lorraine. Et sur l'election de l'Electeur de Mayence. On juge d'envoyer vers lui. Et vers l'Electeur de Trèves. Ils se méfient des Hollandois. Leurs Députés arrivent à Munster. Leurs précautions envers les Bavarois. Etat de la Négociation avec l'Espagne. Et des Troubles de Naples. Mr. le Brun retourne d'Osnabrug, & il y laisse un Emissaire. Il est visité par les Suédois, & leur promet beaucoup pour leur avantage. En se témoignant fort animé contre Baviere. Il les anime contre l'Electeur de Mayence. Et il cherche à empêcher ou à retarder la Paix dans l'Empire. Les François en donnent connoissance

Touchant le change des monnoyes.

pour cent, quelque couvertiſſement que l'on faſſe d'Ecus d'or en Ducats, à quoi même il y auroit de la difficulté. Nous eſtimons que le profit n'étant pas tel en cela qu'on l'avoit crû, l'on aura donné ordre pour la remiſe des ſubſides par les voyes ordinaires, & qu'il n'eſt pas beſoin, que nous mettions ici de nouveau ce que nous avons déja écrit par nos précedentes, qu'il importe extrêmement d'uſer de diligence

Ils donnent aux Alliez une partie de leurs ſubſides.

Pour donner toujours quelque marque à nos Alliez du déſir que l'on a de les aſſiſter, nous avons fait délivrer comptant dix mil Rixdales à Madame la Landgrave ayant ſû qu'elle en avoit néceſſité, & que ſans ce ſecours une partie de ſes Troupes étoit ſur le point de quiter ſon ſervice.

Les Suédois inſiſtent que la France ſe déclare contre Baviere.

Quoique Monſieur de la Court eût avec beaucoup d'induſtrie obtenu des Plénipotentiaires de Suéde, que l'on pourroit encore différer pour quelque tems les hoſtilités contre le Duc de Bavére, Monſieur Oxenſtiern n'a pas perſiſté dans ce ſentiment. Il a eû diverſes conferences avec le Sieur Brun, pendant ſon ſéjour, à Oſnabrug; après leſquelles il a changé de diſcours, & fait de nouvelles inſtances, que la France eût à ſe déclarer contre ledit Duc; ce que ledit Sieur de la Court nous ayant fait ſavoir & voyant d'ailleurs les ordres qui nous ſont donnés par le Mémoire du vingt deuxiéme du mois paſſé, nous avons auſſitôt écrit à Monſieur de Turenne que nous étions prêts de faire ladite déclaration, ſe ſouvenant, comme il a été mandé ci-devant, d'envoyer un Trompette au Duc, pour la lui notifier.

Leurs ſentimens là-deſſus.

Cette légéreté dudit Sieur Oxenſtiern, qui n'eſt pas la prémiere dont nous ayons à nous plaindre, nous oblige de remarquer ici, que lorſque leurs Majeſtez déſireront qu'il ſoit négocié quelque choſe avec la Couronne de Suéde, ſi c'eſt une affaire de guerre, il nous ſemble qu'elle ſe pourroit mieux & plus commodément traiter entre Monſieur le Maréchal de Turenne, & Monſieur Wrangel, qu'avec les Plénipotentiaires de Suéde, & ſi la choſe eſt d'une autre nature, qu'il eſt meilleur de s'addreſſer droit à Stockholm, d'autant que nous avons vû, en diverſes occaſions qu'il n'y a rien d'aſſuré en ce qui ſe fait avec Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, ſoit qu'ils manquent de pouvoir, ou qu'ils ſoient auſſi changeans dans leurs reſolutions; car comme nous ne déſirons d'eux que des choſes juſtes & fondées en raiſon, quand elles leur ſont propoſées, ils ne peuvent les contredire, mais auſſi bientôt après ils ne ſe ſouviennent plus du conſentement qu'ils y ont donné, & s'il s'y trouve la moindre oppoſition dans le Conſeil de Stockholm, ils n'oſent reconnoître qu'ils ayent eû un ſentiment contraire, ni en dire les raiſons de crainte d'être blâmés, ce qui s'eſt vû clairement en diverſes rencontres, comme quand l'un de nous traitant dernierement avec eux, ils aprouverent & jugerent utile, que leurs Majeſtez fiſſent un Traité avec le Duc de Baviére; & quand cela fut dit à Stockholm par le Sieur Chanut,

Quand on a mis dans l'Ecrit, donné ſur le fait du Duc Charles, que les Députés que ce Prince envoyera vers leurs Majeſtez ſur l'execution des Traités faits avec lui, ſeront favorablement écoutés en conſideration de l'Empereur, on a ſuivi ce qui avoit été dit dès le commencement de cette affaire, & qui a même été inſeré dans la convention du 13. Septembre 1646. au Traité fait à Paris, il y a clauſe expreſſe, que ledit Duc venant à manquer à ſes promeſſes perdra ſes Etats, ſans eſperance de les pouvoir jamais recouvrer. C'eſt ſur l'execution de ladite clauſe, que nous avons entendu qu'il pourra être oui, ſuivant en cela ce qui s'eſt toujours pratiqué en de pareilles rencontres; comme quand le Roi Louis XI. reprit la Bourgogne à faute d'hoirs mâles, & quand Ferdinand d'Arragon uſurpa la Navarre ſur les Predeceſſeurs de Sa Majeſté, l'un & l'autre quoiqu'avec un bon droit bien différent, uſerent de ſemblables remiſes, & de clauſes encore plus avantageuſes, qui ne tendoient qu'à gagner du tems, & à conclurre les prétentions du Prince, qui étoit dépoſſédé. Toutesfois, quand on dreſſera l'Article qui concerne le fait dudit Duc, nous eſſayerons de profiter de l'avertiſſement très judicieux qui nous a été donné, & d'uſer de termes qui ne puiſſent ci après ſervir aux deſſeins cachés que les Ennemis peuvent avoir.

Affaires touchant le Duc de Lorraine.

Et ſur l'Election de l'Electeur de Mayence.

Nous ne repeterons pas ici ce que nous avons mis dans le dernier Mémoire, que leurs Majeſtez ont acquis une grande gloire, dans l'élection qui s'eſt faite, à Mayence; mais nous prendrons la liberté de dire, que pour confirmer le Prince élu dans les bons ſentimens qu'il a juſques ici témoignés, & pour obliger de plus en plus une perſonne, qui ſera déſormais très conſidérable dans l'Empire nous eſtimerions à propos qu'il lui fût envoyé promptement, de la part de leurs Majeſtez, quelqu'un qui fût de condition, & qui pourroit avoir même titre d'Ambaſſadeur, s'il eſt jugé à propos, pour ſe réjoüir de l'Election, & négocier avec lui pluſieurs choſes qui ſont à deſirer. Le même pourroit avoir ordre de voir Monſieur l'Electeur de Trêves, qui s'eſt très bien comporté en cette action pour lui en témoigner gré & reconnoiſſance, & pour le reconcilier avec ſon Chapitre, le conviant en même tems de conſentir à la nomination d'un Coadjuteur qui fut bien intentionné pour la France. Il ne peut être que fort utile à Sa Majeſté d'avoir pour amis ces deux Electeurs, qui joints aux autres Princes, que l'on peut acquerir d'ailleurs, rendront ſon autorité plus grande dans l'Empire, & la conſervation des Conquêtes plus facile.

On ſera d'envoyer vers lui.

Et vers l'Electeur de Trêves.

Encore que Monſieur de la Thuillerie eût quelque bonne opinion de Mr. le Prince d'Orange, & des reſolutions auxquelles la Zelande ſembloit incliner, l'on aura vû par ſes dernieres Lettres, qu'il y a peu d'eſperance de tous côtés.

vions une asſurance entiere des Hollandois, & ſans uſer envers ceux-ci d'aucun diſcours qui leur puiſſe donner ſujet de plainte, leur témoignant au reſte, plutôt par nos actions que par nos paroles, que la France ſe peut paſſer d'eux.

Leurs précautions envers les Bavarois.

Nous avons été ſi éloignés de dire au Député de Monſieur le Duc de Baviére, que nous obſerverions la neutralité avec ſon Maître, que nous avons plutôt excédé de l'autre côté, en lui témoignant toujours que nous ne pouvions en aucune façon avoir des amis ou des Ennemis dans l'Empire, autres que ceux qui le ſont de nos Alliez.

Etat de la Négotiation avec l'Eſpagne.

Il eſt vrai que les Eſpagnols ont cet avantage en traitant avec nous, qu'ils ont remis à la fin du Traité de ſe déclarer ſur les points principaux d'icelui : mais il a été du tout néceſſaire d'en uſer ainſi, pour faire connoître aux Hollandois, que la France vouloit ſincerement la Paix, & pour les deſabuſer des impreſſions contraires qu'on leur avoit données.

D'ailleurs l'Article du Duc Charles eſt de telle nature, que nos parties ont quelque raiſon de refuſer à s'en expliquer entierement, ſinon au moment même que l'on ſignera le Traité. Dans cette néceſſité néanmoins nous y trouvons cet avantage, que comme il dépend des Miniſtres d'Eſpagne de faire la Paix promptement, ou de la rompre, auſſi eſt il connu, que pour l'avoir, ils ſont obligés de paſſer quaſi à notre mot, joint que l'Article déja arrêté de conſerver tout ce dont on ſera en poſſeſſion avant la ratification des Traitez, leur cauſera tout le préjudice, que leurs Majeſtez pourroient déſirer.

Et des troubles de Naples.

Non ſeulement les Lettres de Monſieur le Marquis de Fontenai, dont il a plu à la Reine que l'extrait nous fût envoyé, témoignent la continuation des mouvemens de Naples, mais encore celles que nous avons reçuës de lui cette ſemaine, & qui ſont de plus fraiche datte, le confirment; les Eſpagnols néanmoins font courir le bruit que le Vice Roi eſt en Traité avec le Peuple, & que l'on eſt en termes d'accommodement. Il y a grande raiſon de ſouhaiter que ce ſoulevement dure, ſans lequel perſonne ne croit plus que les Miniſtres d'Eſpagne ayent aucune volonté de faire la Paix, d'autant que ſi la Guerre doit continuer, ce leur ſera un merveilleux affoibliſſement, & c'eſt d'ailleurs le moyen le plus efficace, & peut être le ſeul qu'il y ait de les porter aujourd'hui à la concluſion du Traité.

On n'a rien avancé ces derniers jours avec eux, ils ont ſeulement répondu aux Articles que nous avions mis ès mains des Médiateurs: les difficultés qu'ils y font, ne concernent quaſi que les intérêts de Savoye. On en a donné les notes au Marquis de Saint Maurice, avec lequel nous avons été chez Monſieur le Nonce, pour y chercher un expedient. Cela tire un peu en longueur, d'autant que ledit Sieur Ambaſſadeur attend inſtance.

Le Brun retourne d'Oſnabrug & y laiſſe un emiſſaire.

Le Brun eſt de retour d'Oſnabrug, y ayant laiſſé un emiſſaire appellé Friquet, duquel les Eſpagnols ſe ſervent pour inſinuer dans l'Aſſemblée les bruits qu'ils y veulent repandre. Ce que nous avons pû aprendre du deſſein de ce voyage eſt, que le Brun a fait inſtance tant aux Suédois qu'aux Princes & Etats de l'Empire, de comprendre le Roi d'Eſpagne dans le Traité qui ſe fera, à cauſe de la Bourgogne : il a même donné à entendre, que ſans cela il ne ſe deſaiſiroit point de Franckendal.

Il eſt viſité par les Suédois, & il leur promet beaucoup pour leur avantage.

Il a été viſité une fois par les Plénipotentiaires de Suéde, & Monſieur Oxenſtiern l'a vu une ſeconde fois tout ſeul; il les a auſſi viſité; on tient que ce n'a pas été ſans beaucoup de careſſes & de flatteries : il leur a propoſé l'établiſſement d'un commerce entre l'Eſpagne & la Suéde, & leur a demandé, que la Paix ſe faiſant en Allemagne, la Suéde ne donnât point ſes Troupes à la France, pour s'en ſervir contre le Roi ſon Maître; ce qu'ils lui ont fait eſperer à ce qu'on dit.

En ſe témoignant fort animé contre Baviére.

Mais le plus puiſſant motif pour ſe les rendre favorables, a été en diſant beaucoup de mal du Duc de Baviére, & eſſayant de leur perſuader qu'il y a une grande intelligence ſecrete entre la France & lui. On dit même qu'il a promis au Député des Palatins l'aſſiſtance de ſon Maître pour le recouvrement de leurs Etats, des mains dudit Duc.

Il les anime contre l'Electeur de Mayence.

Nous avons ſçu de plus qu'il a animé les Suédois contre le nouvel Electeur de Mayence, qui commence à déplaire à Monſieur Oxenſtiern, depuis qu'il voit qu'il a ſujet d'aimer les François, quoique ce Prince ſe ſoit conduit, de ſorte qu'il n'a pas été desagréable aux Proteſtans mêmes.

Et il cherche à empêcher ou à retarder la Paix dans l'Empire.

L'on dit auſſi que le Brun travaille pour rendre l'accommodement de l'Empire plus difficile, ou s'il ne ſe peut empêcher, pour obtenir au moins que l'entiere liberté ſoit laiſſée à l'Empereur, d'aſſiſter le Roi d'Eſpagne comme Roi de Hongrie & de Boheme, & comme Archiduc d'Autriche.

Quelques uns diſent auſſi qu'il a fait inſtance de ne point achever le Traité de l'Empire, que celui d'Eſpagne ne ſe concluë en même tems.

Les François en donnent connoiſſance à leur Miniſtre à Oſnabrug.

Si ce dernier avis étoit véritable, nos parties ne s'éloigneroient pas de l'intention de leurs Majeſtez : mais cependant pour nous oppoſer à tous les autres deſſeins qu'ils peuvent avoir nous avons amplement écrit à Monſieur de la Court, & lui avons envoyé l'extrait du Mémoire du vingt deux du mois paſſé, afin qu'il puiſſe faire voir aux Plénipotentiaires de Suéde, avec quel ſoin leurs Majeſtez embraſſent les intérêts de leurs Alliez, & qu'il leur faſſe ſavoir, que nous avons écrit à Monſieur de Turenne pour agir, ſans délai contre Monſieur le Duc de Baviere, puiſqu'ils le déſirent ainſi. Nous mandons les mêmes choſes au Sieur Chanut, & nous n'obmettrons aucun ſoin pour eſſayer de lever les ſe-

Digitized by Google

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 9. Decembre 1647.

On attend des nouvelles de la Cour. Ils en reçoivent du rétabliſſement de la ſanté du Roi. Voyage de Monſieur Servien à Oſnabrug.

MONSIEUR,

On attend des nouvelles de la Cour.

MOnſieur de la Court devoit être ici le cinquiéme de ce mois. Quand on fut chercher la dépêche à la Poſte, le Courier dit, que quand il étoit parti, celui de Paris n'étoit point encore arrivé; & en effet, ni nous, ni aucun particulier ne reçut des Lettres ce jour. Ici. Vous pouvez delà vous imaginer la peine que nous avons eûë, & la juſte aprehenſion que la maladie du Roi ne fût cauſe de ce retardement; il a fallu avoir patience juſques au huitiéme, que le Mémoire de Sa Majeſté & votre Lettre du 24. du paſſé nous ayans été rendus, nous avons apris avec joye la gueriſon parfaite du Roi dont nous loüons Dieu, & le prions de vouloir fortifier Sa Majeſté, & la combler de ſes benedictions.

Ils en reçoivent du rétabliſſement de la ſanté du Roi.

Voyage de Monſieur Servien à Oſnabrug.

Monſieur de Servien eſt allé fait un voyage à Oſnabrug, où il ne ſera pas longtems. Le Mémoire vous fera ſavoir ce qui ſe paſſe à Munſter. Nous avons renvoyé une ſeconde fois à Amſterdam, pour diligenter le payement du ſubſide, non pas tant pour l'avoir jugé néceſſaire, que pour faire voir à nos Alliez le ſoin que nous avons de les contenter. Nous vous ſupplions de commander l'expedition d'une Sauvegarde, dont le Mémoire eſt ci-joint; c'eſt pour une perſonne qui a pouvoir auprès de Monſieur l'Electeur de Treves: & ſur cela, après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces nous demeurons.

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 9. Decembre 1647.

Etat de la Négociation avec l'Eſpagne. Les Députez Hollandois prennent à cœur la prétenſion des François ſur les Conquêtes aux Pais-Bas. Les Eſpagnols cherchent à animer les Suedois contre la France. Voyage de Monſieur Servien à Oſnabrug pour gagner Monſieur Oxenſtiern, & pour radoucir ſon eſprit. Leur inquietude pour la ſanté du Roi T. C.

Etat de la Négociation avec l'Eſpagne.

L'On n'a point ſigné les douſe derniers Articles du Projet du Traité entre la France & l'Eſpagne; d'autant que ceux qui concernent les interêts de Savoye, ne ſont pas encore ajuſtés. Ainſi ne s'étant rien avancé cette ſemaine, nous n'avons à rendre compte que de deux Conférences avec les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats.

Ils nous vinrent trouver le cinquiéme de ce mois, & nous dirent qu'ils avoient vû les Miniſtres d'Eſpagne, qu'étans quaſi d'accord entre eux ſur le fait de la Mairie de Boiſleduc, ils n'y avoient pas voulu mettre la derniere main, mais avoient exhorté le Comte de Peñaranda à ſortir auſſi d'affaires avec nous, afin que les deux Traitez ſe puſſent conclure en même tems. Que ledit Comte leur avoit fait entendre ſes raiſons ſur les difficultés qui reſtent à terminer, pour leſquelles ils s'offroient de s'interpoſer comme ils avoient fait ci-devant, & de travailler à l'accommodement, ſi nous le déſirions, & ſi nous leur faiſions ſavoir les dernieres intentions de leurs Majeſtez.

Il fut répondu que leur entremiſe nous étoit très-agréable, & que nous les remercions de ce qu'ils s'y offroient de ſi bonne grace, préſuppoſant, qu'elle ne préjudicieroit en rien à ce qu'ils doivent à la France comme Alliez, & aux obligations qu'ils y ont par les Traitez, d'appuyer ſes avantages comme nous avons appuyé les leurs en toutes occaſions, & ſommes encore diſpoſés à le faire, quand ils en auront beſoin.

Après ce préambule, l'on vint à examiner les ſix points qui ſont encore en débat; l'ordre qu'ils tinrent à les ſpécifier fut tel; le certificat

les, que nous voulions reſerver à leurs Majeſtez, à l'égard du Portugal.

Ils commencerent donc à exagérer la juſte crainte, de la liberté que nous aurons d'aſſiſter ce Royaume là contre les Eſpagnols, qui apréhendent que le deſſein de la France ſoit de tranſporter par ce moyen la Guerre dans le cœur du Pais, & d'entreprendre un jour la conquête de l'Eſpagne entiére, & delà ils ſembloient inférer, que le Comte de Peñaranda avoit raiſon de ſoutenir que ſi France veut un certificat comme il lui ſera permis d'aſſiſter le Portugal, les Miniſtres d'Eſpagne en doivent avoir un auſſi, comme ils n'ont jamais entendu que cette aſſiſtance fût autre que défenſive.

Nous connumes par ce diſcours que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ne ſont pas ſatisfaits de la maniere dont l'Article troiſiéme eſt couché, & qu'ils recherchent à remedier au préjudice qu'ils croyent y avoir reçu.

Ce qui nous obligea de répondre, que la forme de l'aſſiſtance, que les deux Rois peuvent donner à leurs amis & Alliez, ayant été de ſi longtems débattue, & l'Article en ayant été dreſſé & ſigné de part & d'autre, renouveller ſur cela une conteſtation ſeroit à proprement parler, ſe moquer de l'Aſſemblée, & faire voir avec evidence, que l'on ne veut point la Paix. Que dans ledit Article nous avions inſiſté, qu'il y eût cette clauſe, (que le Portugal y dévoit être compris) mais que les Plénipotentiaires d'Eſpagne n'ayant pas déſiré que le mot de Portugal y fût exprimé, la France pour le bien de la Paix s'étoit contentée que cela parût par quelque écrit ſéparé du Traité; ſur quoi Meſſieurs les Médiateurs auroient eux-mêmes dreſſé un certificat ſi clair & ſi ſuccint qu'il ne pouvoit être en aucune façon rejetté, ne contenant que la ſimple intention des parties, ſans que l'un ou l'autre en pût tirer avantage. Qu'il étoit vrai néanmoins que le Comte de Peñaranda ſeroit ſeulement demeuré d'accord qu'il nous devoit être donné un certificat, & avoit mis à la fin du Traité de convenir des termes auxquels il ſeroit conçû.

Mais ſi la France, repliquerent ces Meſſieurs, prend tant de ſoin pour aſſiſter ceux que le Roi d'Eſpagne prétend être ſes rebelles, combien a-t-il plus de raiſon de n'abandonner point le Duc Charles, qui eſt un Prince Souverain ſans crédit, & ſon allié?

La réponſe a été, que l'Article 5. étant commun & reciproque aux deux Rois, la même aſſiſtance, que l'on peut donner au Portugal ſera auſſi permiſe à l'égard du Duc Charles, au cas qu'il ſoit attaqué dans ce qu'il poſſedera après la ceruification des Traitez, mais non pas dans la Guerre offenſive, qu'il pourroit faire contre la France, & les Etats dont elle ſera alors en poſſeſſion. A quoi l'on a ajouté que l'aſſiſtance que l'on ſe reſerve de pouvoir donner au Portugal, eſt un parti de néceſſité; & non pas d'élection, auquel l'on eſt reduit, puiſque la Maiſon d'Autriche, en ſomme que chacun ſait que le Roi a toujours déclaré que ceux qui veulent la Paix avec Sa Majeſté, doivent abandonner le ſecours dudit Duc contre elle; que c'eſt ſur ce fondement que l'on traite, & c'eſt une condition ſi abſolue, que ſans y conſentir, on s'arrête en vain à Munſter, & toute la Négociation eſt inutile.

C'a été la fin de ce propos, & les derniers mots que leſdits Sieurs Ambaſſadeurs ayent eû de nous ſur ce ſujet, quoiqu'ils ayent employé beaucoup de tems & de paroles pour gagner quelque choſe, & que leur entretien ait été ſi long, qu'étans demeurés juſques à neuf heures du ſoir, ils n'ont pas eû aſſez de tems pour conférer ſur les autres points.

Ils demanderent une deuxiéme audience le 7. diſans qu'avant, que de voir les Eſpagnols ils déſireroient s'éclaircir ſur tout ce qui reſte indécis, & commencerent par l'affaire de Cazal.

Le Roi d'Eſpagne, diſoient ils, craint avec raiſon, que demeurant au Roi le pouvoir & l'autorité ſur une place ſi importante & ſi voiſine du Duché de Milan, l'on ait deſſein d'y entreprendre: & s'il reſte longtems Garniſon dans Cazal, qui ſoit à la dévotion de la France, les Eſpagnols ſeront obligés de tenir toujours une armée dans le Milanez, & de ſe conſommer en dépenſes.

Il fut aiſé de répondre que c'étoit une crainte ſans fondement, que le Roi ne ſe reſervoit aucun pouvoir ſur la Place, que nous avions même conſenti, que le payement de la Garniſon ſe fît par les Officiers de Monſieur le Duc de Mantoue, que ce fût par leſdits Officiers que la Place fût gardée, duquel ſeul tous les Officiers & Soldats prendroient le ſerment. La Garniſon compoſée de Suiſſes eſt Nation, dont la fidelité eſt ſi connuë, que l'on n'en peut prendre aucun ſujet de jalouſie; qu'ainſi tout ce qui pouvoit donner le moindre ſoupçon aux Eſpagnols avoit été levé, & qu'ils n'avoient aucun intérêt aux conditions qui reſtent dans cet Article, ſinon peut être la douleur qui leur tient au cœur de ſe voir hors d'eſperance de s'emparer un jour de ce poſte, par le moyen duquel ils ſe promettoient de s'aſſujetir toute l'Italie; que ſi l'on demeuroit de bonne foi dans les conventions du Traité, le Roi n'auroit aucune autorité ſur ladite Place, & ne prétendroit rien, qu'aucas que le Traité fût rompu par les Eſpagnols; que c'étoit une aſſurance du repos public, que chacun devoit ſouhaiter, & Meſſieurs les Etats plus que tous les autres, puiſqu'ils étoient tant amateurs de la Paix.

Quelqu'un deſdits Ambaſſadeurs repartit que le terme de trente années étoit trop long, & que nous étions aſſez aſſurés de la durée de la Paix, par la garantie ſtipulée entre la France & Meſſieurs les Etats. Il fut reparti que la Catalogne étant le lieu où les Eſpagnols peuvent ſuſciter du trouble avec plus de facilité, & ne faiſant qu'une Trêve de trente années pour cette Pro-

vin-

demeurerent bien perſuadés, ſinon qu'ils trouvoient toujours à redire au terme de trente années, & diſoient qu'on les devoit accourcir, les uns propoſans la majorité de Monſieur le Duc de Mantoue, qu'ils ſuppoſoient devoir être à vingt cinq ans, & les autres marquans un tems limité, mais moindre que celui que nous demandons.

Delà paſſant aux fortifications de Catalogne, ils dirent que la faculté de fortifier étoit contre la nature de la Tréve; que l'Eſpagne au delà des Monts Pyrenées, étoit un Païs ouvert, & dans lequel on pouvoit entrer aiſément, que nous avions le paſſage des rivieres, & plus de Places qu'eux; qu'ils n'en avoient en tout que trois qui fuſſent de défenſe, comme Tarragone, Tortoſe & Lerida; que ſi l'on déſiroit ſincerement la Paix, l'on ſe devoit un peu moderer & ſe reſtraindre.

Nous répondimes que fortifier eſt un acte de défenſe, & non pas d'attaquer; que l'intention de leurs Majeſtez n'étoit en tout ce Traité que d'en aſſurer la durée, que l'on le témoignoit aſſez par les inſtances que l'on a faites, & auxquelles on s'oblige de ſolliciter les PP. d'Italie d'entrer en ligue contre celui qui ſera infracteur.

Un de ces Meſſieurs voyant qu'il ne pouvoit rien gagner ſur nous, s'avança de dire, que l'on pourroit tirer une ligne de Tarragone à Balaguer, pour marquer dans cet intervalle juſques à quel lieu l'un & l'autre Roi pourroit fortifier: mais diſant qu'il propoſoit cela de lui-même, & ſans ſavoir ſi les Eſpagnols y conſentiroient, nous témoignames n'y faire aucune réflexion, perſiſtant que la liberté devoit demeurer pleine & entiére aux deux Rois, de fortifier chacun dans le Païs qu'il retiendra par la Tréve.

Les Députez Hollandois prennent à cœur la prétenſion des François ſur les Conquêtes au Païs-Bas.

L'affaire à laquelle les Députez des Provinces-Unies parurent avoir plus d'intérêt, fut le régiement des limites & dépendances des Conquêtes. Ils diſent que c'eſt une difficulté de néant, qu'elle doit être remiſe aux Commiſſaires, & à leur défaut aux arbitres qui ſeront choiſis & agréez de part & d'autre.

Nous fimes voir qu'il étoit étrange que depuis tant de tems, que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont nos Articles entre leurs mains, ils ne ſe fuſſent pas encore expliqué ſur le point qui eſt le fondement du Traité, & le premier accordé de tous, que nous demandions une réponſe nette & formelle ſur cet Article. Et quand ils auroient accordé que la France demeureroit en poſſeſſion de tous les lieux conquis, & de ce qui en dépend avec les clauſes, ceſſations & renonciations en tel cas accoutumées, que l'on établiroit alors des maximes, ſur leſquelles on pourroit régler les limites, à quoi s'il ſe trouvoit quelque difficulté les Commiſſaires en prendroient connoiſſance, & s'ils ne s'accordoient entre eux, l'on auroit recours aux arbitres.

Peut être, que ces Meſſieurs voudroient, en reſerrant les Conquêtes de la France, faire gagner aux Eſpagnols ce qu'ils ont, ou eſperent

de Meurs, appartenante à Monſieur le Prince d'Orange en Principauté, & ayant fait le Sieur de Brederode Comte de l'Empire.

Nous avons au ſurplus remarqué qu'on ne parle point du tout d'echange, non pas même les Hollandois, qui en avoient jetté ci-devant quelque propos; ſi l'on n'en fait point d'ouverture, nous ne commencerons pas les premiers.

Pour le fait de Dom Edouart leſdits Sieurs Ambaſſadeurs ſe contenterent de dire qu'ils tenoient ce point là arrêté, & nous de répondre que nous l'eſtimions ainſi, ne croyant pas que les Miniſtres d'Eſpagne vouluſſent manquer à la parole qu'ils avoient donnée il y a longtems aux Médiateurs, ni mettre aucune condition à la liberté de ce Prince.

La concluſion du diſcours fut, que tout ce qu'ils nous avoient dit n'étoit que comme d'eux-mêmes; qu'étans informés de nos intentions ils verroient les Miniſtres d'Eſpagne, & nous rendroient tous les bons offices auprès d'eux pour les porter à ce que nous déſirons; la conduite qu'ils tiennent eſt plus de Médiateurs que d'Alliez, mais il faut tirer d'une mauvaiſe paye ce qu'on peut de comptant. Nous ne ſaurions juger ſi ce qu'ils font eſt pour ſe diſculper en quelque façon, au cas que notre Traité ne ſe conclue pas, ou ſi tout de bon ils veulent s'y employer: quoique ce ſoit nous avons reſolu de leur témoigner comme il a été ci-devant écrit que nous déſirions de conſerver l'union avec Meſſieurs les Etats, la France pouvant ſans eux tirer raiſon de l'Eſpagne.

Les Eſpagnols cherchent à animer les Suédois contre la France.

Il a enfin été découvert qu'un des deſſeins du voyage de le Brun à Oſnabrug a été pour animer contre nous les Plénipotentiaires de Suéde, & particulierement Monſieur Oxenſtiern, auquel il a fait voir & laiſſé la copie d'une dépêche du 25. Janvier, dans laquelle il y a pluſieurs choſes qui regardent Monſieur le Chancelier Oxenſtiern & ſon fils: ils ont auſſi copie de la réponſe à ladite dépêche, qui eſt du quatriéme Fevrier. Monſieur de Servien eſt allé à Oſnabrug pour adoucir l'eſprit aigri de Monſieur Oxenſtiern, & lui faire voir que les Ennemis ont beaucoup ajouté à la verité, car de dénier entierement la choſe nous avons jugé qu'il ſeroit plus dangereux. Nous travaillons ici pour découvrir comme quoi les Eſpagnols ont pû avoir communication de ladite dépêche; dequoi Monſieur le Cardinal Mazarin ayant été fort bien averti, peut être aura-t-il moyen de pénétrer quelque choſe de plus, & de ſavoir quelle eſt la ſource de ce mal qui nous donne grande peine, ne ſachant pas s'il y a d'autres Lettres qui ayent été vues.

Voyage de Monſieur Servien à Oſnabrug pour gagner Monſieur Oxenſtiern, & pour radoucir ſon eſprit.

Le Sieur de Servien écrira d'Oſnabrug au Sieur Chanut de la façon dont il aura parlé de cette affaire aux Plénipotentiaires, afin qu'il s'y conforme par delà.

Il fera voir auſſi à Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius, comme nous préférons le contentement de leur Reine à toute autre conſideration, puiſque ſans nous arrêter aux raiſons que nous avions de ſurſeoir la déclaration contre Baviére, auxquelles eux-mêmes avoient acquieſcé, nous

lu faire envers nos Alliez, & à renouër la bonne intelligence.

Leur inquiétude pour la ſanté du Roi T. C. qui eſt Dieu merci retablie.

Le Memoire du 29. du mois paſſé, qui devoit être ici le 5. du preſent n'y a été qu'hier 8. ſeulement, la crainte que la maladie du Roi ne fût cauſe de ce retardement, nous a donné d'étranges inquietudes. Dieu ſoit loué de ce qu'il a remis Sa Majeſté en meilleur état, nous le prions qu'il lui plaiſe continuer ſur elle ſes benedictions & l'accroitre en vertus, grandeur, & toute proſperité, à meſure qu'il croitra en âge.

MESSIEURS

les

PLENIPOTENTIAIRES,

A Monſieur le Comte de

B R I E N N E.

A Munſter le 16. Decembre 1647.

Opiniâtreté des Eſpagnols. On aſſiſtera l'Envoyé de Modene.

MONSIEUR,

Opiniâtreté des Eſpagnols.

L'Obſtination des Eſpagnols eſt telle que nous ne ſaurions avoir bonne eſperance du ſuccès du Traité, ſi ce n'eſt comme il arrive ſouvent qu'ils faſſent leurs derniers efforts, avant que de ſe ſoumettre à la raiſon, & prendre de meilleurs Conſeils, ce que notre Mémoire vous fera voir plus particulierement : mais comme il ne faut pas laiſſer de penſer à toutes choſes, il nous ſouvient qu'on a mandé ci-devant que

On aſſiſtera l'envoyé de Modene.

Monſieur le Duc de Modene devoit envoyer ici un Député, pour prendre ſoin de ſes intérêts. Nous avons attendu, ledit Député avec bonne reſolution de l'aſſiſter en toutes choſes ainſi qu'il nous étoit ordonné : mais nous n'avons pas crû cependant juſques ici devoir parler dudit Sieur de Modene, de crainte que les Eſpagnols qui ne cherchent qu'à donner opinion aux Hollandois, que nous propoſons toujours il ſeroit à propos, que ce fût ſur ce qui a été propoſé ci-devant, & non ſur des points nouveaux qui quoique juſtes & très-bien fondés, pourroient être mal interprétés par l'artifice des Ennemis, ou la foibleſſe ou le peu de bonne volonté des amis. C'eſt ce que nous avons crû devoir ajouter au Mémoire, avec les aſſurances de notre affection à demeurer.

MEMOIRE

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 16. Decembre 1647.

Leur joye pour la ſanté de la Reine & du Roi. Ils attendent le nombre des Conquêtes dans les Pais-Bas & dans la Catalogne. Les Suédois ne témoignent pas d'être contens de leur ſubſide. Ils ne diront rien à Contarini de ce que la Cour eſt peu ſatisfaite de ſa République. Nouvelles prétenſions des Heſſiens. Affaires de Bavière. Etat de la Négociation avec l'Eſpagne. Nouvelle Déclaration des Impériaux en faveur du Duc de Lorraine. Jugemens ſur la conduite des Eſpagnols. Ils cherchent à apaiſer les plaintes d'Oxenſtiern. Les Suédois ſont inexorables contre le Duc de Bavière.

La joye pour la ſanté de la Reine & du Roi.

LA nouvelle du bon état où la Reine ſe trouve preſentement, nous a d'autant plus apporté de joye, qu'après les peines qu'elle avoit priſes

Les deux derniers Mémoires du Roi répondans aux notres du 18. & 23. du mois paſſé, nous en toucherons ſeulement quelques points & puis nous rendrons compte de ce qui s'eſt fait à cette heure dans la Négociation, ou plutôt de ce qui ne ſe fait pas, & du peu de progrès que l'on y voit par la dureté des parties, qui ne fournit pas matiére à une relation bien ample.

Il attendent la deſcription exacte des Conquêtes dans les Pais-Bas & dans la Catalogne.

Nous attendrons la deſcription qu'on nous promet tant des Conquêtes du Roi dans la Flandres, que dans la Catalogne, afin qu'étans entierement inſtruits, nous puiſſions mieux ménager en l'un & en l'autre lieu les avantages de Sa Majeſté. Si l'on y pouvoit ajouter une carte bien exacte des lieux, cela nous aideroit beaucoup, & cependant ſi les Miniſtres d'Eſpagne en donnent lieu & moyen, nous nous ſervirons pour la Catalogne du Mémoire du Docteur Matry, qui eſt très-bien fait, duquel nous pouvons tirer beaucoup de lumieres.

Monſieur Salvius n'a fait aucune réponſe ſur la propoſition de lui donner des écus d'or pour des Ducats, d'où l'on peut inférer qu'il n'y trouve pas ſon compte. Son intention n'eſt pas auſſi qu'on faſſe les remiſes du ſubſide à Amſterdam, ſinon pour la ſomme que nous avions promis de lui faire tenir promtement, & pour le reſte il prétend, qu'on ne change rien au lieu ordinaire auquel on eſt obligé, qui eſt Hambourg. C'eſt pourquoi, ſi les ordres ne peuvent être changés promptement à la Cour, nous ſerons obligés, pour ne donner aucun ſujet de plainte à nos Alliez, de payer ici les frais de la remiſe, depuis Amſterdam juſques à Hambourg.

Les Suédois ne témoignent pas d'être contens de leur ſubſide.

Ils ne diront rien à Contarini de ce que la Cour eſt peu ſatisfaite de la Republique.

Nous avons crû ne devoir pas ſitôt donner connoiſſance à Monſieur Contarini, du peu de ſatisfaction que leurs Majeſtez ont de la Republique de Veniſe; de crainte de lui donner quelque dégout à cette heure qu'il nous peut bien aider, en parlant comme il fait aux Hollandois, & leur temoignans le préjudice qu'un Traité particulier peut aporter à la Paix générale. Ce qui nous fait juger que leurs Majeſtez n'auront pas pour deſagréable, que cet office ſoit ſurcis, y ayans aſſez d'autres moyens de faire connoître aux Venitiens les ſujets que l'on a de ſe plaindre d'eux.

Nouvelles preſentions des Heſſiens.

Les Heſſiens témoignent être bien obligez de ce que l'on a fait à la Cour à leur égard; mais ils demandent en même tems quelque choſe de plus. Les ſoins que l'on prend de contenter les Suédois & eux ſont très-utiles, & nous pouvons dire avec vérité, que le beſoin en eſt grand, & que l'état préſent des choſes mérite un effort extraordinaire.

Affaires du Duc de Baviére.

Meſſieurs Oxenſtiern & Salvius ayant preſſé la déclaration contre Monſieur le Duc de Baviére, nous avons écrit de nouveau à Monſieur de Turenne pour lui faire ſavoir la vive inſtance que nos Alliez font ſur cela.

Etat de la Négociation avec l'Eſpagne.

Les douſe derniers Articles du Projet du Traité ne ſont pas encore ajuſtés avec les Plénipotentiaires d'Eſpagne; ce n'eſt pas ce qui nous donne le plus de peine, mais ayant eû diverſes conférences avec les Hollandois ſur les compris en l'Article 3. s'il n'eſt certifié en même tems, que les Eſpagnols n'ont jamais entendu, que l'aſſiſtance qui ſe donnera à ce Royaume, ſoit autre que defenſive, c'eſt à dire que les Troupes Auxiliaires ne puiſſent ſortir de Portugal, ſous quelque autre prétexte que ce ſoit.

Pour les Conquêtes & les dépendances, au lieu de répondre ſur l'Article 22. qu'ils ont en main depuis tant de tems, ils ont fait une écriture capcieuſe, & tout à fait injuſte, laquelle Monſieur Contarini ayant reçu d'eux il y a bien trois ſemaines avoit differé de nous faire voir, croyant les porter à s'expliquer plus avant. L'on verra de quelle façon ils ont parlé ſur ce ſujet par la copie de leur écrit ci-jointe. Quand on leur a dit qu'ils ne touchent qu'une partie de l'Article, & laiſſent le reſte ſans réponſe, qu'ils s'éloignent & retractent ce qu'ils ont dit ci-devant, qu'il eſt tems deſormais de parler clairement, & de faire connoître les dernieres intentions, ils n'ont autre choſe à repliquer, ſinon qu'ils s'en remettent à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, ou d'autres ſi l'on veut, comme ſi la premiere choſe dont on eſt convenu & ſur laquelle toute la Négociation eſt fondée, n'étoit pas l'entiere ceſſion & délaiſſement de ce qui ſe trouve occupé par les armes du Roi, & qu'il fallût mettre en compromis ce qui étoit arrêté, & ſur quoi l'on a traité juſques ici, outre qu'ils n'offrent de remettre en arbitrage qu'une partie de ce qui eſt en débat, & ſur une preſuppoſition laquelle étant admiſe, leur donneroit gain de cauſe, ce qui ſe connoitra aiſément en voyant ledit Ecrit.

Ils perſiſtent auſſi dans les difficultés ſur le point de Cazal, & celui des fortifications & limites de Catalogne.

Mais il n'y a rien préſentement où ils témoignent plus d'opiniâtreté que ſur le fait de la Lorraine; ils diſent que la France voulant aſſiſter le Portugal, ils ne peuvent auſſi abandonner un Prince leur allié, que c'eſt un point duquel ils ne ſe départiront jamais, & où il y va de l'honneur, & de la reputation du Roi leur Maître.

Nous avons fait voir aux Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, par les propres écrits qu'ils nous ont ci-devant donnés, & par ceux, ſur leſquels ils ont traité de notre part, que nous avons toujours dit que la promeſſe de n'aſſiſter pas le Duc Charles contre la France, étoit une condition abſoluë, ſans laquelle il n'y pouvoit avoir de Paix, & que les Eſpagnols n'avoient répondu autre choſe, ſinon que cette affaire devoit être remiſe à la fin du Traité, ainſi que l'on verra dans le recueil ci-joint, que nous avons fait donner aux Mediateurs, & aux Députez de Meſſieurs les Etats. Nous avons auſſi fait ſouvenir ces Meſſieurs qu'ils avoient ſouvent dit eux-mêmes qu'elle n'empêcheroit pas la concluſion, & ſur cela nous les avons priés de rendre témoignage à la verité, & de parler aux Miniſtres d'Eſpagne; non ſeulement comme étans nos amis, mais de plus comme ayant été entremetteurs, & ſachans quelle a toujours été ſur ce point là l'intencion des Par-

ties.

l'on vouloit débaucher ce Prince, & que l'on faiſoit des menées, qui alloient à la ſubvertion des Royaumes entiers.

Nouvelle déclaration des Impériaux en faveur du Duc de Lorraine.

Il eſt même à remarquer, que le Comte de Naſſau a fait depuis peu une déclaration aux Médiateurs, que ce qui étoit accordé de la part de l'Empereur avec la France ne devoit avoir lieu que ſans cette condition, que l'on traiteroit, avec le Duc de Lorraine, & que la liberté demeureroit à l'Empereur, d'aſſiſter le Roi d'Eſpagne, ce qu'il leur a donné par écrit.

Enfin les Eſpagnols font à cette heure un capital de cette affaire, qui ne paroiſſoit pas ci-devant leur être ſi fort à cœur; ſurquoi nous avons fait remarquer aux Députés de Meſſieurs les Etats, ou que les Plénipotentiaires d'Eſpagne aportent du changement en ce qui a été negocié par leur entremiſe, ou que ce qu'ils leur ont laiſſé à entendre ci-devant n'eſt qu'une tromperie, pour leur perſuader qu'ils vouloient la Paix, quoiqu'ils euſſent en effet une intention contraire: en un mot de tout ce qui ſe paſſe ici préſentement l'on ne peut conjecturer autre choſe, ſinon que les Eſpagnols n'ont aucun déſir de conclure le Traité. C'eſt le jugement des plus ſenſés de l'aſſemblée & des Médiateurs auſſi, quoiqu'ils n'oſent pas le dire ouvertement: il n'y a que les ſeuls Hollandois qui n'avouent pas d'en être perſuadés, auſſi eſt il vrai que les Plénipotentiaires d'Eſpagne leur tiennent un autre langage qu'aux Médiateurs, & qu'ils leur donnent toujours quelque apparence de ſe vouloir accommoder, pour ne leur pas donner un ſujet de changer les reſolutions priſes par la Republique, ſur l'eſperance que les differents de la France & de l'Eſpagne étoient fort fort proches d'être terminés.

Jugements ſur la conduite des Eſpagnols.

Mais ce qui fait de la peine eſt de juger, quelle eſt la véritable cauſe de cette diſpoſition préſente des Miniſtres d'Eſpagne, vû la néceſſité où l'on ſait que les affaires de leur Maître ſont reduites.

Quelques uns croyent qu'il n'y a point d'autre cauſe que la conduite des Hollandois, & le ſeul deſſein de les détacher d'avec la France.

D'autres penſent que les affaires d'Allemagne leur ont fait concevoir de grandes eſperances, s'étans imaginés, que le parti de l'Empereur prendra de grands avantages ſur l'autre, & que la mort du Duc de Bavière, qu'ils ſe figurent être prochaine, lui donnera pouvoir ſur toutes ſes Troupes, ſes Etats, & ſon argent.

Pluſieurs eſtiment, que le Comte de Peñaranda, par un intérêt particulier, n'a d'autre but, ni d'autre penſée que d'achever le Traité avec les Hollandois ſeuls, croyant acquerir une grande gloire, ſi une fois il en pouvoit venir à bout, après quoi il fait état de quiter l'aſſemblée, & de ne ſoucier pas de ce qui en pourra arriver enſuite.

L'on fait encore un autre jugement, que tout ce qui ſe trouvera au pouvoir des deux Rois lors de la ratification des Traités, leur devant demeurer, les Miniſtres d'Eſpagne aprehendent que le Royaume de Naples, ou tout, ja fait plus d'une fois cette ouverture, comme pour ſonder & connoître nos ſentimens ſur cela.

Nous avons répondu, qu'il étoit au pouvoir des Miniſtres d'Eſpagne d'éviter tous ces inconvenients, en faiſant la Paix, qu'ils n'auroient pas differée comme ils ont fait viſiblement s'ils avoient cette crainte, puiſque le ſeul moyen de couper racine à ce mal eſt de conclure promptement. Mais ce qui eſt de plus fâcheux en cette rencontre, eſt que quand on auroit pris quelque temperament ſur les affaires d'Italie, on ne croit pas pour cela que les Eſpagnols ſe départiſſent de leur prétention touchant la Lorraine. C'eſt ce qui ſe paſſe à préſent dans l'aſſemblée, dequoi nous avons crû à propos de donner avis à leurs Majeſtez, afin qu'avec les lumieres qu'elles ont d'ailleurs, elles puiſſent prendre les reſolutions convenables à l'état de leurs affaires, & en prenant les choſes au pis, commencer de ſe reſoudre à ce qu'il faudra faire, en cas que Meſſieurs les Etats achevent leur Traité, & que les Eſpagnols rompent le leur avec nous, afin qu'on ne ſoit pas ſurpris de ces évenements, qui ſont à la veille d'arriver, & qu'il leur plaiſe nous ordonner ce qu'elles jugeront utile que nous eſſayerons d'executer avec tout le ſoin, le zele, & l'affection que nous devons à leur ſervice.

Ils cherchent à appaiſer les plaintes d'Oxenſtiern.

La principale charge de celui de nous, qui a été la ſemaine paſſée à Oſnabrug, étoit d'appaiſer autant qu'il ſeroit poſſible l'eſprit de Monſieur Oxenſtiern, ayant aprehendé, que les grandes plaintes qu'il faiſoit de nous fondées ſur quelques unes de nos Dépêches, qu'il diſoit avoir entre ſes mains, où il paroiſſoit que la France déſiroit la ruine de ſa Maiſon, ne le portaſſent à quelque réſolution préjudiciable aux intérêts de leurs Majeſtez.

Il eſt vrai qu'on l'a trouvé fort aigri & qu'il y a beaucoup de peine à lui ôter les mauvaiſes impreſſions qu'il avoit priſes; il a repréſenté la Dépêche du Roi, & de Monſieur de Brienne du 25. Janvier dernier avec les réponſes qu'on y a faites d'ici, le quatriéme du mois ſuivant, où il prétend qu'il y a pluſieurs choſes contre la réputation de ſon Pere & de lui, & qui temoignent que la France a beaucoup d'animoſité & d'averſion contre eux.

On n'a rien oublié pour lui ôter cette mauvaiſe opinion, & lui faire connoître qu'il n'étoit pas juſte de la prendre ſur des pieces fabriquées & produites par nos Ennemis; on lui a repréſenté pluſieurs autres raiſons en diverſes conférences, après leſquelles il a paru ſatisfait, & a tant de fois proteſté que ſon Pere & lui n'étoient point vindicatifs, & qu'ils avoient toujours été les plus ſoigneux de cultiver l'amitié de la France, & de la faire conſidérer comme très utile à la Suéde; que s'il étoit capable de diſſimuler, il y auroit eû ſujet d'aprehender, que ſes ſentimens interieurs ne fuſſent pas tout à fait conformes à ceux qu'il témoignoit par ſes diſcours.

A la verité, dans les intérêts du Duc de Bavié-

mis la choſe entiere à leur diſcretion. Ce qu'on a trouvé de plus fâcheux eſt, qu'ils n'ont pas voulu avouer d'avoir donné aucun conſentement, quoiqu'il ſoit très-véritable qu'ils nous avoient fait dire par Monſieur de la Court que nous n'avions que faire de nous preſſer pour cette déclaration, ſur l'aſſurance néanmoins que nous la ferions toutes les fois qu'ils nous en requerreroient. Ils avouent bien pourtant que ſur les impoſſibilités qui leur avoient été repréſentées de notre part, ils avoient ceſſé de nous preſſer, pour ne point faire d'éclat, mais que cela ne doit point être pris pour un conſentement, & qu'ils ont reçu depuis ordre de leur Reine de nous demander que nous obſervions l'alliance à laquelle ils ont dit pluſieurs fois, comme par reproche, qu'ils n'ont jamais manqué de leur côté.

Cela nous a obligé de faire ſavoir en diligence à Monſieur de Turenne les inſtances de nos Alliez, afin qu'en étant informé, il ne différe point d'executer les ordres qu'il a reçus de leurs Majeſtez ſur ce ſujet.

MESSIEURS

Les

PLENIPOTENTIAIRES

à Monſieur le Comte de

BRIENNE.

A Munſter le 23. Decembre 1647.

On croit que la Landgrave ſera contente du payement. Arrivée de Mr. de Wicquefort.

MONSIEUR,

On croit que la Landgrave ſera contente du payement.

NOus avons eſtimé, que Madame la Landgrave de Heſſe ayant reçu à Paris ce qui lui étoit dû du reſte du ſubſide, ne nous demanderoit plus ici l'avance de cinquante mille Riſdales, que nous lui avions fait eſperer: mais elle nous a fait dire par ſes Députés, qu'elle avoit donné pluſieurs aſſignations ſur cette partie, & que ſi elle ne lui étoit fournie, elle en recevroit un très-grand préjudice en ſes affaires. Nous n'avons pû nous exempter d'achever ce qui

& nous a aporté votre Lettre avec deux Mémoires du 6 du mois paſſé, il n'a pas ſéjourné, & a dit qu'il avoit ordre de ſon Maître de voir le Sieur de Burſtorff ſon principal Miniſtre, qui eſt preſentement à Hanovre, & qu'au retour il traiteroit avec nous ſur les affaires dont il eſt parlé dans la Dépêche qu'il nous a renduë, nous aſſurant que Mr. l'Electeur de Brandebourg a déſir de conclure un Traité avec la France, qui lui avoit été encore augmenté depuis l'entrevuë, qu'il a faite avec Melander Général de l'Armée Impériale. Nous venions d'examiner un peu cette affaire quand ledit Sieur de Wicquefort s'en eſt retourné, & cependant nous dirons, que nous avons avis ici, que ledit Sieur Electeur doit voir demain une ſeconde fois ledit Sieur Melander, & qu'il pourroit bien avoir quelque deſſein; quoique ceux qui font les affaires de ce Prince nous aſſurent, qu'il ſe veut entierement attacher à la France C'a été un grand malheur, que les Ennemis ayent vû quelques Dépêches du Roi; nous avons mis peine de découvrir d'où vient le mal ſans que juſques ici nous ayons pû en avoir connoiſſance; on prendra tout le ſoin poſſible, que cela n'arrive plus, comme vous faites auſſi de votre côté; & ſur cela, après nos humbles recommandations à l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons &c.

Mr. de Wicquefort.

MEMOIRE

de Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES,

ENVOYE' EN COUR

Le 23. Decembre 1647.

La conduite des Eſpagnols eſt fort ſuſpecte. Ils ſe méfient de leurs Alliez, ſur tout des Hollandois. Les Eſpagnols ne ſe ſoucient pas de la Religion. Leurs remarques aux Députés Hollandois. Peñaranda en eſt averti. Sa conduite avec la France. Les Deputés Hollandois témoignent de la fermeté. Les Eſpagnols ne témoignent aucune bonne diſpoſition

ce avec ſes Alliez. Nouvelles inſtances des Suédois contre le Duc de Baviere. Et pour le ſubſide. Et de l'Electeur de Mayence.

NOus reçûmes hier ſeulement bien tard le Mémoire du Roi du treizième de ce mois, ce qui ſera cauſe que n'ayant pas eû le tems de le conſidérer, nous prendrons ſujet de faire celui-ci ſur une Lettre de l'onzième de Mr. le Cardinal Mazarin à moi Duc de Longueville.

La conduite des Eſpagnols eſt fort ſuſpecte.

La conduite des Eſpagnols fait voir la verité des avis donnés à ſon Eminence, qu'ils ont de l'averſion pour la Paix, & que ce qu'ils ont fait juſques ici n'a été que pour induire les Hollandois à traiter ſeparément: aujourd'hui qu'ils croyent en être aſſurés, & qu'ils ſavent les reſolutions priſes dans les Provinces, ils ont levé le maſque & tiennent tout un autre langage, qu'ils n'avoient fait par le paſſé. Ce n'eſt pas ſur le point de Portugal ſeulement où ils ſe rétractent, & remettent en queſtion ce qui avoit été décidé, mais ſur tout ce qui reſte ils forment de nouvelles difficultés, ainſi que nous en avons déja rendu compte.

Ils ſe méfient de leurs Alliés, ſur tout des Hollandois.

Si nos Alliez étoient tels qu'ils devroient être, nous nous en mettrions moins en peine: mais nous ne voyons rien qui ne nous doive faire juger que Meſſieurs les Etats paſſeront outre à leur Traité, & s'accommoderont enfin ſans la France; & de fait dans la derniere viſite, que nous avons reçû de leurs Ambaſſadeurs, ils ne nous ont point celé qu'ils ſont comme d'accord avec les Miniſtres d'Eſpagne, & que l'ordre de leurs Superieurs étoit de preſſer & diligenter leur Traité. Ils nous firent la lecture d'un Ecrit qu'ils ont tous ſigné, & mis ès mains du Comte de Peñaranda. Nous remarquâmes ſur le fait de la Mairie de Boſſleduc, qu'ils prétendent y avoir toutes les parties de Souveraineté, & de ſuperiorité, (ce ſont leurs termes,) ſans en rien excepter, en la même ſorte que Meſſieurs les Etats l'exercent, & en jouiſſent dans le reſte des Provinces Unies. C'eſt ainſi que les Eſpagnols ſouffrent que la Religion Catholique y ſoit abolie, & qu'ils abandonnent ce qu'ils devroient préferer à tout autre intérêt, s'ils étoient auſſi zélés, comme ils le veulent paroître. Cependant ils ont eû l'effronterie de faire dire au Pape qu'ils avoient tenu ferme ſur cet Article, ce qui avoit obligé ſa Sainteté d'écrire à ſon Nonce, ſi cela étoit vrai, de leur donner ſa benediction: mais nous avons appris, que le Nonce a fait réponſe qu'il ſeroit obligé de garder la benediction de ſa Sainteté pour une autre occaſion, où la Religion auroit été traitée plus favorablement.

Les Eſpagnols ne ſe ſoucient pas de la Religion.

A la fin du même Ecrit il y a ces mots, *en-*

choſes à nous poſſibles, pour empêcher qu'ils n'en viennent là, nous les voyons ſouvent en particulier: & en général rien n'eſt oublié de ce qu'on juge pouvoir ſervir à leur donner plus de vigueur. Quelques-uns parmi eux ſe laiſſent entendre qu'ils ne ſigneront pas, s'ils n'en ont un nouvel ordre de leurs Superieurs; mais hors le Sieur de Nederhorſt, nous ne pouvons prendre aucune aſſurance aux autres. Nous avons fait ſavoir à Monſieur de la Thuillerie tout ce qui ſe paſſe ici, afin qu'il agiſſe à la Haye, & auprès de Monſieur le Prince d'Orange, mais à dire le vrai, il n'y a pas ſujet d'en bien eſpérer.

Peñaranda en eſt averti.

Le Comte de Peñaranda ne l'ignore pas, il a de bons avis qui l'en informent; c'eſt ce qui fait qu'il ne veut entrer en aucun parti raiſonnable avec nous, & qu'il ne repond à nos juſtes pretentions que par des termes captieux, qui peuvent recevoir double interpretation; l'on a envoyé copie de l'Ecrit ſur l'Article 22. touchant les Conquêtes. Il y perſiſte, & on ne peut le faire expliquer plus avant.

Sa conduite avec la France.

Il ſoutient qu'il ne doit demeurer au Roi que les lieux ſeulement que ſes armes occupent, & ce qui dépend de l'Echevinage des Villes: que ſi dans leſdites Villes, il y a un Bailliage, une Châtellenie ou Juriſdiction Royale, dont elles ſoient le ſiege; la Juriſdiction doit demeurer au Roi d'Eſpagne, avec tous les Bourgs, Villages & plat Païs qui en reſſortiſſent.

Nous avons beau dire aux Députés de Meſſieurs les Etats, que cette propoſition eſt de mauvaiſe foi, que ce n'eſt pas ce qui a été arrêté par leur entremiſe, lorſqu'ils ont offert de la part des Eſpagnols de ceder au Roi toutes les Conquêtes, & qu'il n'en a pas ainſi été uſé avec Meſſieurs les Etats qui ont toutes les ſuites & dependances des lieux dont ils ſe ſont ſaiſis par les armes.

Quelques uns des Deputez des Etats ſoutiennent les Eſpagnols.

Il s'en eſt trouvé parmi qui ont bien oſé dire, que les Eſpagnols n'ont promis autre choſe que ce qu'ils offrent preſentement, & que tant qu'ils conſerveront la moindre Place dans leur Païs, ils en conſervent la Souveraineté, qui s'étend par toute la Campagne. Ils diſent même que Meſſieurs les Etats n'ayans pas eû par ce Traité le Païs de Waas, ils ont donné l'exemple qu'on ne doit retenir que ce que l'on poſſede actuellement. Il eſt vrai qu'ils n'ont pas eu le Païs de Waas, parce qu'ils n'y tenoient que deux Forts, qui n'avoient aucune dépendance, mais quand on leur dit qu'ils retiennent tout le Marquiſat de Bergopzoom, toute la Baronie de Breda, & la Mairie de Boiſleduc, quoique ladite Mairie ne dépende pas de la Ville, & que la Ville au contraire faſſe partie de la Mairie, ils n'ont rien à repliquer, que ce que leur mauvaiſe volonté leur peut ſuggerer, & la paſſion dont ils ſe ſont laiſſé prévenir, de favoriſer plutôt l'Eſpagne que la France; à cauſe que s'ils condamnoient l'Eſpagne, ils ſeroient obligés par honneur de ne paſſer pas outre dans leur

ſujets, tout contre eux-mêmes, puiſque ne tenans dans l'Artois que les Villes d'Aire & de Saint Omer, il faudroit qu'ils ſe contentaſſent de l'enceinte & de la banlieuë desdites Villes, & que par ce moyen tout le reſte de l'Artois nous demeureroit. Ayant jugé par ce diſcours, que l'on pourroit ſortir de l'une des principales difficultés, nous priâmes les Médiateurs de ſe bien éclaircir ſur ce point-là, parce que ſi l'on eût été aſſuré que tout le Pais d'Artois fût demeuré au Roi, à la reſerve desdites Villes & de leurs Echevinages ſeulement, cela eût facilité le reſte, & il y eût eu moins de choſes en débat. Quand lesdits Sieurs Médiateurs en ont parlé aux Eſpagnols, ceux-ci n'ont pas été honteux de dire que comme par la poſſeſſion ou ils étoient desdites Villes d'Aire & de Saint Omer, ils ne prétendoient que l'Echevinage, nous ne devions avoir rien davantage en toutes celles qui nous demeureroient mêmes dans l'Artois, & que le reſte du Plat Pais doit demeurer au Roi d'Eſpagne, comme en étant le Souverain.

Les Eſpagnols ne témoignent aucune bonne diſpoſition pour la Paix.

En ſomme les Plénipotentiaires d'Eſpagne rejettent tout ce qui peut donner lieu à un accommodement, & afin qu'on le connoiſſe encore mieux, il eſt à noter qu'après avoir agité longtems le point des Conquêtes, & la maniere de régler les limites entre les deux Couronnes, le Sieur Knuyt ayant dit de ſoi-même, que pour éviter les difficultés, il faudroit faire les échanges; que les Eſpagnols devoient donner à la France Aire & Saint Omer, moyennant quoi on leur rendroit ce que l'on tient dans l'Italie avec Courtrai, & ce qui eſt au deça du rouge foſſé, qui ſerviroit de limites du côté de la Flandre. Nous n'apuyames point ſur cette ouverture, diſant ſeulement que Portolongone & Piombino ne tomboient point ſous ce commerce-là, ſi ce n'étoit pour les échanger avec les Places que le Roi d'Eſpagne tient en Catalogne, & que nous n'avions d'ailleurs aucun ordre de traiter des choſes d'Italie: qu'au ſurplus nous ne refuſerions pas les propoſitions raiſonnables qui pourroient être faites, pour rendre l'accommodement plus facile.

Diſpute entre Peñaranda & Contarini.

Nous avons ſû depuis que Monſieur Contarini ayant eû avis d'un desdits Députez, qu'on avoit propoſé quelque échange, en avoit parlé au Comte de Peñaranda, qui l'avoit rebuté; deſorte que ledit Sieur Contarini s'échauffa contre lui, & que Peñaranda étant ſorti bruſquement de la Conférence, l'Ambaſſadeur de Veniſe ne ſe pût empêcher de dire aſſez haut, pour être ouï dudit Peñaranda, qui étoit levé, qu'il plaignoit le Roi d'Eſpagne d'avoir des Miniſtres ſi peu ſoigneux de le tirer du mauvais état où ſes affaires ſont réduites. Car lorſque Monſieur Contarini nomma Cazal-major, pour le faire entrer dans l'échange, Peñaranda le regarda d'un œil plein de colére, & après avoir repeté le mot de Cazal-major avec étonnement, il lui dit *Beſſo las manos de V. E.* c'eſt à dire je baiſe les mains de votre Excellence, & ſortit de la chambre.

Nous avons crû ne devoir pas omettre ces particularités, qui peuvent aider au jugement

n'ayons ſujet de nous louer de la conduite des Médiateurs, & qu'il n'y ait lieu d'eſpérer qu'ils feront un raport favorable à leurs Majeſtez, parce qu'ils ſavent bien en conſcience, que les Eſpagnols fuyent les moyens d'achever les affaires; mais ils ne viendront jamais à faire une déclaration publique, qui condamne une des Parties, s'en étant excuſés toutes les fois que nous en avons fait inſtance.

Les Eſpagnols veulent le trouble.

Pour le relâchement nous jugerions digne de la bonté de leurs Majeſtez de s'y porter, ſi cela étoit capable de produire la Paix: mais il ſe voit avec évidence, que les Eſpagnols veulent le trouble & la continuation de la Guerre, du moins l'on peut aſſurer, que ſi ce n'eſt le ſentiment commun du Conſeil d'Eſpagne, c'eſt celui de Peñaranda, qui ſe connoit par toute ſa conduite, ſoit qu'il le juge ainſi utile au bien des affaires du Roi ſon Maître, ou que la vanité qu'il prend d'achever un Traité avec les Hollandois ſans la France, lui faſſe négliger ce qui pourra arriver enſuite.

Il faut tenir ferme ſur l'affaire de la Lorraine.

Quant à ce qu'on juge à propos que nous déclarions ſouvent ſur l'affaire de la Lorraine, que leurs Majeſtez ne peuvent jamais changer la réſolution qu'elles ont priſe, nous l'avons fait de bouche & par écrit, & tout fraichement il a été reiteré aux Médiateurs. Les Eſpagnols l'ont interprété à leur mode, & pris delà occaſion de publier tant à Munſter qu'à Osnabrug, que nous ne voulions pas la Paix, puiſque nous ne voulions pas paſſer outre, que le point de la Lorraine ne fût ajuſté. Ce qui n'eſt pas véritable, & qui ne ſe trouvera pas dans l'Ecrit que nous avons délivré aux Médiateurs, duquel nous avons été obligés de les prier de donner copie aux Plénipotentiaires d'Eſpagne, pour juſtifier le contraire de ce qu'ils veulent faire croire au monde. Et parce que les Eſpagnols avoient auſſi répondu par écrit auxdits Sieurs Médiateurs, nous leur en avons demandé copie; enſemble de la derniere déclaration faite par les Impériaux, tant à l'égard dudit Duc de Lorraine, que du Roi d'Eſpagne; tous leſquels Ecrits ſeront joints, & feront voir que les Eſpagnols, pour parvenir à leurs fins, ſuppoſent hardiment, & contre la vérité ce à quoi l'on n'a pas penſé.

Au ſurplus ils parlent avec une fermeté extraordinaire ſur ce point de la Lorraine. Ils nous ont fait demander, tant de la part de l'Empereur, que du Roi d'Eſpagne un Paſſeport pour un Député du Duc Charles en cette Aſſemblée, ajoutans qu'il ne faut pas attendre qu'ils l'abandonnent, ni dans un mois ni dans trois, ni dans une ou pluſieurs années, & que la Guerre ſeroit plutôt immortelle que de ſe départir jamais de l'aſſiſtance de ce Prince: qui eſt un diſcours bien contraire à celui qu'ils nous avoient fait faire ci-devant, lorſqu'ils n'étoient pas ſi aſſurés de leur Traité avec Meſſieurs les Etats, ni ſi proches de le conclure. Ce que nous avons fait remarquer aux Médiateurs & aux Hollandois, & nous nous en ſommes plaints comme d'un changement qui fait voir clairement comment les Eſpa-

Châtellenies dépendantes desdites Villes, ils consentent qu'elles apartiennent à la France. Sur cette proposition-là leur cause est toujours gagnée, d'autant qu'il n'y eût jamais Bailliages ni Châtellenies, qui dependent de l'Echevinage des Villes, & les Villes au contraire sont du ressort de leurs Châtellenies, mais en étant le siege & le lieu principal, il suffit à celui qui en est le Maître pour établir sa prétension sur tout le ressort. Il ne faut pas espérer plus d'avantage sur les autres points, quand ils seront remis à l'arbitrage de Messieurs les Etats, la retention de toute la Lorraine, s'ils en étoient les juges, pourroit passer pour une chose injuste. la certification touchant le Portugal pour superflue, le nombre de trente années touchant Cazal trop grand, & il n'y a que le point des fortifications en Catalogne où ils pourroient entrer un peu dans nos intérêts, & y chercher un accommodement: encore ne savons-nous pas s'ils trouveront bon que nous puissions fortifier des Places si proches de Tarragone & de Lerida, comme nous avons commencé de faire. Desorte que nous sommes en peine de tous côtés, & nous supplions très-humblement leurs Majestez de nous ordonner ce qu'elles ont agréable qu'il se fasse dans une telle crise d'affaires où il est nécessaire de se resoudre au plutôt

Nouvelles instances des Suédois contre le Duc de Baviere.

Les Plénipotentiaires de Suéde n'ont pas manqué de faire de nouvelles instances pour la déclaration contre le Duc de Baviére; nous leur avons envoyé copie de la Lettre fort prudente que Monsieur de Turenne a écrite audit Duc par un Trompette, afin de leur mettre l'esprit en repos. Dequoi nous avons aussi donné avis au Sieur Chanut avec ordre de faire valoir à Stockholm la generosité de leurs Majestez, qui ont mieux aimé incommoder leurs affaires propres, que de manquer pour un peu de tems au contentement de leurs Alliez.

Et pour le subside.

Monsieur Salvius a demandé le payement du subside à Hambourg, & nous en a fait une Lettre expresse, à quoi il a été répondu, que nous en écrivions promptement, & qu'il y seroit satisfait, quoiqu'il en dût coûter une double remise; c'est ainsi que nous lui en avons écrit, afin de lui faire considerer qu'on n'épargne rien pour les satisfaire; mais au fonds l'Alliance obligeant de payer à Hambourg, l'on ne peut pas s'en dispenser.

Et de l'Electeur de Mayence.

Nous avons sû que le nouvel Electeur de Mayence veut demander au Roi, qu'il retire sa Garnison de la Ville & Citadelle de Mayence, & encore des autres lieux qui dépendent de son Electorat. Le Député, qu'il doit envoyer ici, aura charge de solliciter pour cet effet nos recommandations; mais nous estimons que Sa Majesté en recevroit un très-grand préjudice, & il nous semble, que vû l'importance de ce poste-là, il meriteroit bien d'être gardé avec plus de forces, qui ôtassent toute esperance aux Impériaux, qui nous l'enviens, de s'en pouvoir saisir.

PLENIPOTENTIAIRES,

à Monsieur le Comte de

BRIENNE.

A Munster le 30. Decembre 1647.

Ils le renvoyent aux Dépêches par raport au Duc de Bavière. On envoye en Pologne Monsieur d'Arpajou, & il est chargé de passer par Mayence. Les Impériaux leur demandent une explication touchant la valeur des monnoyes. Ils observeront les ordres sur le Traité d'Espagne. Les affaires de Naples & de Sicile obligeront les Espagnols à devenir raisonnables.

MONSIEUR;

Ils le renvoyent aux Dépêches par raport au Duc de Baviere.

NOus n'avons reçu aucune Dépêche de la Cour cette semaine: mais le Sieur Berthemet a écrit qu'il devoit bientôt partir un exprès qui n'est point arrivé. Nous donnons avis de l'état où est à présent réduite la Négociation, sans répondre au Mémoire du Roi du 13. de ce mois, d'autant que comme il est quasi tout sur les affaires de Baviére, & que la Déclaration contre ce Prince a été depuis faite par Monsieur de Turenne, il n'y a plus rien à dire sur ce sujet. Nous nous souviendrons d'executer tout ce qui est prudemment prescrit par ledit Mémoire: & parce que le Sieur Erneit, Député de Monsieur de Baviére, est à Hambourg, nous écrirons à Monsieur de la Court de lui parler, ainsi qu'il nous étoit mandé de faire.

On envoye en Pologne Monsieur d'Arpajou & il est chargé de passer par Mayence.

Nous avons été en volonté d'envoyer d'ici un Gentilhomme à Monsieur l'Electeur de Mayence, mais puisque l'on donnera à Monsieur d'Arpajou allant en Pologne, pouvoir de passer vers ce Prince, l'on ne pouvoit prendre une meilleure resolution, ni qui l'obligeât davantage. C'est par le moyen dudit Electeur qu'on peut insinuer au Duc de Baviére ce qu'on désire, d'autant qu'ils ont toujours vécu en amitié & bonne correspondance, & que tous deux, comme nous estimons, souhaitent la Paix, & ont intérêt qu'elle se fasse.

Les Impériaux leur demandent une explication touchant la valeur des monnoyes.

Au surplus, Monsieur, quand la convention pour ce qui regarde le particulier de la France fut

l'Empire, la Riſdale ait jamais été employée à plus haut prix qu'à raiſon de cinquante ſols, qui valent deux Livres & demie & ſi l'on veut prendre garde au payement qu'on fait aux Suédois pour le ſubſide, & à Madame la Landgrave, & à tout ce qui ſe paye dans l'Allemagne, il ne s'en uſe point autrement, ſi ce n'eſt au payement de l'armée, où par une clauſe expreſſe il eſt dit, que la Piſtole vaudra quatre Riſdales; mais c'eſt une condition qui fut ſtipulée, quand on traita avec les Troupes dudit feu Sieur de Weimar, & qui ne ſe trouve en aucun Traité de ceux qui ont été faits en Allemagne. Nous n'avons jamais crû, que le Roi dût payer moins de trois millions de livres, & notre opinion a toujours été, qu'il en coûteroit au Roi douze cens mille Riſdales à Bale, qui font bien douze cens mille écus à Paris, mais qui ne font que trois millions de livres en Allemagne. Mais ayant vû que les Plénipotentiaires de l'Empereur déſiroient une plus grande explication, nous en tombâmes d'accord facilement, comme d'une choſe qui ne leur donneroit rien plus que ce qu'ils avoient eû par le premier Ecrit, & cependant nous profitames de cette occaſion, pour lever une difficulté qui étoit ſur le Titre de Landgrave d'Alſace que l'Empereur vouloit retenir, & pour terminer une affaire qui ſans cela ſeroit peut-être encore aujourd'hui indéciſe.

Ils obſervent les ordres ſur le Traité d'Eſpagne.

Nous vous ſupplions de vous aſſurer, que ſi ce qui eſt preſentement ſur le Tapis touchant le Traité d'Eſpagne ne réuſſit pas, nous ne manquerons pas de nous ſervir de la propoſition dont il a été ci-devant écrit, de faire la Paix dans le Païs-Bas ſeulement, & qu'il ne ſera rien oublié de tout ce qui nous ſera ordonné autant que les affaires préſentes, & la conduite des Alliez le pourront permettre; nous ne jugeons pourtant pas poſſible de faire comprendre la Lorraine dans ladite Paix; puiſque c'eſt aujourd'hui, comme vous verrez, le point le plus difficile à terminer.

Les affaires de Naples & de Sicile obligeront les Eſpagnols à devenir raiſonnables.

Nous avons vû avec joye la nouvelle de Naples, & ce qui eſt auſſi mandé de la Sicile. Nous eſperons que cela contraindra nos Parties de ſe ranger à la raiſon, ou ſi leur opiniâtreté dure, qu'elle leur cauſera de nouvelles pertes, & de nouvelles gloires à leurs Majeſtez, de qui la moderation a été connue d'un chacun. Sur cela après nos recommandations à l'honneur de vos bonnes graces, nous demeurons &c.

De Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

ENVOYE' EN COUR,

Le 30. Decembre 1647.

On ſe plaint des Hollandois, comme de ceux qui s'intéreſſent pour l'Eſpagne. Leur entretien avec les Députez Hollandois touchant leur Traité ſeparé avec l'Eſpagne. Propoſitions de Monſieur Knuyt touchant le Traité de France & d'Eſpagne. Les Plénipotentiaires François propoſent à la Cour leur ſentiment. Leur réſolution par raport au Traité avec l'Eſpagne. Touchant le Traité particulier entre l'Eſpagne & la Hollande, & les meſures à prendre pour l'arrêter. Raiſons pour apuyer leur ſentiment. La France ne doit pas faire grand fondement ſur les Alliez.

On ſe plaint des Hollandois comme de ceux qui s'intéreſſent pour l'Eſpagne.

LA conduite des Hollandois nous fait ici toujours beaucoup de peine, & donne aux Eſpagnols un merveilleux avantage ſur nous dans la Negociation; car comme le Comte de Peñaranda fait la reſolution des Provinces, & le déſir qu'elles ont de faire la Paix, qu'il connoit auſſi l'inclination de la plûpart de leurs Députez toute portée à favoriſer l'Eſpagne; il preſſe tant qu'il peut l'accommodement particulier, & tient avec nous une hauteur & fermeté qui n'eſt pas concevable, diſant pour toutes raiſons qu'il a épuiſé ſes pouvoirs, accordé tout ce dont il eſt convenu par l'entremiſe des Députez de Meſſieurs les Etats, & que s'il reſte quelque différend, il les en fait juges.

Le Sieur de Nederhorſt, dont la probité & ſincére affection envers la France, ne ſe peut aſſez eſtimer, eſt travaillé d'une maladie lente, qui depuis un tems le tient au lit ou dans la chambre: il ne ceſſe de nous faire avertir, que ſes Collegues veulent finir leur Traité, & nous conſeiller même de nous relâcher en tout ce que nous pourrons, comme étant le ſeul moyen d'arrêter ce torrent. D'ailleurs nous ſa-

Traité fignature de leur Traité que le deſir de le faire conjointement avec la France; qu'ils avoient vû les Plénipotentiaires d'Eſpagne, & avoient eſſayé de tirer d'eux ce que nous en prétendions ſur les points où il y avoit de la difficulté, & qu'ils n'y avoient rien pû gagner : qu'ils nous prioient & conjuroient de leur donner moyen d'agir plus efficacement envers les Eſpagnols, & conſidérer, qu'ils ne pouvoient pas différer davantage la conclution de leur Traité, puiſque les ordres de leurs Superieurs, leſquels ils nous avoient communiqués, les y obligent.

Notre réponſe fut, que nous avions ſujet de nous plaindre de la preſſe & de l'inſtance qu'ils nous faiſoient, puiſqu'ayans une entiere connoiſſance de nos intentions, & de celles des Miniſtres d'Eſpagne, ils voyoient bien qui ſont ceux qui cherchent de terminer les affaires, ou qui s'en éloignent; qu'ils étoient obligés de prendre part à nos intérêts, & de procurer nos avantages comme Alliez; mais quand ils ne ſeroient que ſimples entremetteurs, toujours devoient-ils avoir un eſprit d'égalité, & pour le moins affectionner autant nos affaires, que celles de nos Parties: que l'inſtruction de leurs Superieurs, quoique non conforme en tout à l'Alliance, portoit que ſi la France tergiverſoit (c'eſt le mot dont ils ont uſé) l'on pourroit paſſer outre au Traité, & partant qu'en vertu même dudit ordre, quand ils ne regarderoient point l'obligation des Traitez, ils n'ont pas le pouvoir de conclure, puiſqu'il eſt conſtant, que la faute & le retardement vient du côté de l'Eſpagne; qu'au lieu de nous preſſer à nous départir de nos juſtes prétenſions, ils devroient témoigner aux Eſpagnols, que s'ils n'y donnent leur contentement, ils ſeroient obligés de ſatisfaire à l'Alliance, & de leur continuer la Guerre : que nous attendons d'eux, non ſeulement des paroles favorables, mais des effets, & que les Ennemis ne voyans de leur part que de ſimples offices, n'avoient garde de s'aprocher & de ſe rendre plus traitables, qu'au contraire ils ſe tiendroient fermes & obſtinez, quand ils croiroient même nous devoir après accorder les mêmes conditions, eſtimans gagner aſſez, s'ils peuvent jetter de la diviſion parmi nous, qui eſt le but auquel ils tendent : que nous ne pouvons nous perſuader qu'ils vouluſſent faire un Traité ſéparé, puiſque leur Etat n'a pas moins d'intérêt que nous à maintenir l'union, mais qu'en tout cas la France avoit, graces à Dieu, le moyen de ſoutenir ſes affaires elle-même, & de ſe rendre conſiderable à ſes Amis & à ſes Ennemis

Ces diſcours furent ſuivis d'une énumeration particuliere des changemens que les Eſpagnols aportent dans la plûpart des points contentieux: on leur fit voir que l'affaire de Portugal avoit été arrêtée par l'Article 3. qu'il avoit été accordé qu'il nous ſeroit donné une certification comment ce Royaume-là y devoit être compris; qu'à la vérité l'on avoit remis à la fin du Traité de convenir des termes & de la forme de

fin du Traité; que ſi ces Meſſieurs vouloient rapeller leur mémoire, ils ſavent en conſcience, que pluſieurs d'entre eux ſe ſont ſouvent laſſés entendre, que cette affaire-là n'empêcheroit point la Paix; qu'ils peuvent ſe ſouvenir même, que ſi la raiſon pour laquelle ils diſoient, que les Eſpagnols remettoient à la fin de s'en expliquer, étoit que le Duc Charles étant actuellement dans leur parti, & y ſervant avec ſes Troupes, il n'étoit pas juſte d'exiger d'eux, pendant la Guerre, une déclaration contre lui, d'où nous inferions que l'intention des Eſpagnols n'étoit donc pas en ce tems-là de déclarer, comme ils ſont à préſent, que ſi le Duc Charles n'eſt content, ils ne feront jamais la Paix, puiſque tant s'en faut, qu'une Déclaration dût être remiſe à la fin, qu'au contraire elle eût été alors très-obligeante, pour donner toujours audit Duc plus d'affection à les ſuivre.

Nous leur montrions qu'on leur avoit parlé avec le même artifice ſur le fait des Conquêtes, que les Eſpagnols avoient fait ſonner ſi haut qu'ils accordoient au Roi, tout ce qui avoit été conquis ſur eux, & qu'aujourd'hui ils en veulent retrancher une plus grande partie & renverſer ce qui a été tant de fois confirmé de leur part : qu'après avoir établi une régle, qui ne fut jamais pratiquée en telle rencontre, ils diſent pour ſe moquer de Meſſieurs les Etats & de l'Aſſemblée, qu'ils les font juges, s'il y a des Chatellenies ou Bailliages qui dépendent des Villes, & qu'ils les accorderont en ce cas. En ſomme, que tout leur fait n'eſt qu'illuſion, ce que nous fîmes voir encore ſur les autres points qu'il n'eſt pas beſoin de repeter, ces choſes ayans déja été miſes pluſieurs fois ſur le tapis.

Ces Meſſieurs, après avoir conſulté enſemble, nous firent bien quelque excuſe du diſcours qu'ils avoient tenu, diſans en général, que leur intention étoit de faire tous les bons offices de vrais Alliez; qu'ils ne condamnoient pas nos prétentions, mais remontroient ſeulement l'impoſſibilité de porter les Eſpagnols à y conſentir, nous faiſans voir auſſi d'ailleurs ce à quoi ils étoient obligés par l'ordre de leurs Superieurs. Mais tout cela nous parut plutôt une ſignification du deſſein qu'ils ont de conclure, & achever leurs affaires, qu'un véritable déſir d'avancer les nôtres, & comme nous l'avons déja mandé, nous ne voyons rien qui ne nous doive faire juger que Meſſieurs les Etats acheveront bientôt leur Traité : nous ſavons même qu'il eſt déja tout dreſſé, & mis au net de part & d'autre, ne reſtant plus qu'à prendre le jour pour le ſigner. L'affaire étant reduite à ce point-là, il nous a paru un petit rayon d'eſperance du côté d'où nous l'attendions moins. Le Sieur Knuyt m'eſt venu voir en particulier moi d'Avaux, de concert avec le Sieur de Nederhorſt, qui eſt venu à la même heure faire ouverture à moi Servien des mêmes choſes en ſubſtance. Il dit d'abord qu'il venoit pour affaires, pour m'ouvrir ſon cœur & me dire avec liberté ſes

pen-

Digitized by Google

qu'en fait en donnez le moyen, & qu'on le portât à quelque moderation, qui pût faire connoître que l'éloignement de la Paix provenoit de la faute des Eſpagnols; qu'il ſuppliôit qu'on trouvât bon qu'il dît ſur chaque point quel étoit ſon ſentiment, & ce à quoi il eſtimoit que la France ſe pouvoit & devoit relâcher: que ſi nous nous y portions il eſperoit en ce cas, en quelque diſpoſition que fuſſent ſes Collegues, d'empêcher la concluſion de leur Traité ſans le nôtre; qu'outre le Sieur de Nederhorſt, il pourroit être ſuivi d'autres, & que les Hollandois quand ils voudroient franchir le ſaut, n'auroient pas aſſez de crédit pour y porter toutes les Provinces.

Propoſitions de Monſieur Knuyt touchant le Traité de la France & de l'Eſpagne.

Delà entrant dans le détail il dit qu'il ne faiſoit point cas de la difficulté qui reſte ſur l'élargiſſement du Prince Edouard, comme n'étant pas un point capable de rompre un Traité de ſi grande importance. Il jugeoit ſur celui de Cazal que l'on devoit ſe contenter à moins de tems, & que douze ou quinze ans tout au plus pouvoient ſuffire. Pour les fortifications en Catalogne, qu'il ſeroit permis d'achever celles qui ſont commencées, mais qu'on ne pourroit en faire aucunes de part ni d'autre, qu'au deça d'une ligne qui ſeroit tirée entre Tarragone & Balaguer. Il dit à l'égard des Conquêtes, que toutes les Places occupées par la France lui demeureroient, & ce qui eſt du Territoire deſdites Places, ſoit Villes ou Châteaux. Que pour régler ce qui doit demeurer aux uns & aux autres dans le plat Païs, il ſeroit remis à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats, ou de Monſieur le Prince d'Orange, avec un Député qui ſera nommé de chaque Province ou des Députez qui ſont à l'Aſſemblée, ou de quelques-uns d'eux ſeulement avec Meſſieurs les Médiateurs, ſelon qu'il ſeroit convenu entre les Parties, leſquels arbitres auroient, pour former leur jugement, cette maxime, que l'on devoit laiſſer du Païs à chacun ſelon les Places qu'il tient, & qui doivent demeurer par le Traité. Que ſi vous remettez cela à notre jugement, ajoûta ledit Sieur Knuyt, nous agirons comme amis, & vous ferons ſavoir, avant que de prononcer, quel ſera notre ſentiment & notre intention, qui ſera, comme elle a toujours été, de favoriſer plutôt la France que l'Eſpagne.

Sur la certification touchant le Portugal il propoſa, ou de l'omettre tout à fait comme ſuperflue, ou que dans icelle il fût expliqué que la France ne donneroit point de ſecours au Portugal que défenſivement. On repliqua que c'étoit toucher audit Article duquel on étoit convenu, que pour rien du monde l'on n'admettroit le mot de *défenſivement*, qui pouvoit cauſer de l'ambiguité, & être à l'avenir un ſujet de rupture, puiſque la moindre action de Guerre, qui ſeroit faite par les Troupes auxiliaires de la France, pourroit recevoir une mauvaiſe interpretation. Il repartit que quand les Troupes Françoiſes auroient été dans quelque expedition qui ſe feroit ſur le Païs du Roi Catholique, il ne lui ſeroit pas permis pour cela de rompre avec la France: mais ſeulement de s'en plaindre par ſes Ambaſſadeurs.

L'autre moyen étoit que l'offre qui a été faite de la part de leurs Majeſtez, de remettre ce Prince dans l'ancien Duché de Lorraine au bout de dix années, s'executât dès à préſent, à condition que ſi le Duc venoit à violer ledit Traité, il ne pourroit être aſſiſté en aucune façon par le Roi d'Eſpagne, & que tous ſes Etats ſeroient acquis & devolus à la France, ſans aucun contredit, & avec promeſſe de Meſſieurs les Etats de garantir l'obſervation de ce qui ſeroit arrêté à cet égard.

Tout ce que deſſus étoit propoſé par le Sieur Knuyt, non pas comme ayant charge des Eſpagnols, ni ſachant ſi de leur part ils y conſentiroient, mais comme ayant ſouvent parlé avec ſes Collegues ſur ces affaires-là, & connoiſſant que c'étoit à peu près leur ſentiment, auquel ſi la France s'accommodoit, il ſeroit beaucoup plus facile de différer la concluſion du Traité particulier de Meſſieurs les Etats; ou ſi nonobſtant tout cela quelques-uns de ſes Collegues perſiſtoient à le vouloir ſigner, qu'il s'y oppoſeroit plus hardiment, & auroit plus d'autorité pour retenir les autres, témoignant au ſurplus d'avoir grand déſir de ſervir la France, & que c'étoit auſſi la volonté & l'inclination de Madame la Princeſſe d'Orange, de Monſieur le Prince ſon fils, & de toute la Province de Zelande, & de la ſienne en particulier.

On ne manqua pas de témoigner le reſſentiment que leurs Majeſtez auroient des bonnes volontés des perſonnes ſuſdites, & de l'aſſurer que ſes ſervices particuliers ne ſeroient pas ſans reconnoiſſance: & ſur cela moi d'Avaux, après m'être ſervi de toutes mes raiſons, & de la deduction de tout ce qui s'eſt paſſé au fait du Portugal & de la Lorraine, je me chargeai de faire rapport de ce qu'il m'avoit dit, & de lui rendre réponſe.

Les Plenipotentiaires François preferent à la Cour leur ſentiment.

Quand nous eûmes conſidéré tous trois enſemble le diſcours du Sieur Knuyt, & que le troiſiéme de nous fit rapport en même tems de la Conférence qu'il avoit eûë avec le Sieur de Nederhorſt, ſur les mêmes choſes, lequel il avoit trouvé plus facile & mieux diſpoſé ſur la plûpart desdits points, mais dans la même appréhenſion de la diſpoſition de ſes Collegues, à conclure promptement leur Traité ſans le nôtre: il nous ſembla que c'étoit comme une préparation d'excuſe au cas que de notre part l'on ne vint à quelque expedient, & un moyen qu'il cherchoit pour ſe diſculper, s'il étoit obligé d'adhérer au ſentiment des autres. Nous connoiſſions bien que ce qu'il nous repréſentoit du deſſein de ſes Collegues n'étoit que très-veritable, mais nous doutions s'il y avoit aſſez de fondement en ce qu'il propoſoit, & quand même nous aurions accepté les partis dont il faiſoit l'ouverture, ſi nous pourrions par-là empêcher Meſſieurs les Etats de conclure ſeuls, & obliger auſſi les Eſpagnols à traiter en même tems avec nous.

Nous étions bien d'accord, que plutôt que de courir le hazard de voir nos Alliez, faire un Traité ſéparé, nous devions ſuivre ſur quatre Articles, dont il eſt ci-deſſus fait mention les expedients propoſés: mais celui de la certification

l'on pouvoit dire, que nous eussions refusé le jugement de nos propres Alliez. D'ailleurs nous voyons que la regle d'avoir absolument toutes les dépendances & annexes des lieux principaux que l'on occupe, est directement contraire à ce que nous pretendons en Catalogne, où nous avons ordre de leurs Majestez d'agrandir autant qu'il se pourra leur Domaine, & plutôt au préjudice de ce qui leur doit demeurer en Flandre: desorte qu'il fut résolu entre nous, que l'on pourroit remettre à l'arbitrage de Messieurs les Etats ce que chacun devroit retenir dans le plat Païs, à proportion des Places que l'on occupe. Il fut arrêté que moi d'Avaux irois parler dans ce sens-là au Sieur Knuyt, & que moi Servien ferois la même chose envers le Sieur de Nederhorst, pour ne le pas tirer hors de cette Négociation sécrette, étant bien disposé au point qu'il est; ce qui fut dit à l'un & à l'autre fut à peu près ce qui s'ensuit:

Leur résolution par raport au Traité avec l'Espagne.

Qu'ayans fait raport de leurs sentimens, nous avions crû qu'ils se devoient éclaircir de l'intention des Plénipotentiaires d'Espagne, lesquels, si on trouvoit disposés de passer au jugement de Messieurs les Etats, sous la condition susdite, dont ils avoient fait l'ouverture, ils pouvoient leur faire esperer que nous y passerions aussi de notre côté.

Pour les points du Portugal & de la Lorraine, il fut dit qu'on n'y pouvoit rien changer, sinon que pour témoigner toujours de plus en plus à Messieurs les Etats le désir que nous avions de nous accommoder au même tems qu'eux, l'on feroit marcher l'affaire de la Lorraine d'un pas égal à celle de Naples; c'est à dire que le Roi d'Espagne promettant de n'assister pas le Duc Charles, & de ne se mêler jamais directement ni indirectement de l'affaire de la Lorraine, nous pourrions aussi ne nous point mêler des affaires de Naples. Qu'ils devoient en cela connoître le sincére désir qu'on avoit de faire la Paix, puisqu'on se privoit volontairement d'un moyen si avantageux de continuer la Guerre, & de ruiner le Roi d'Espagne dans l'Italie. Il fut de plus jugé entre nous, que pour obtenir l'abandonnement entier du Duc Charles, l'on pourroit se relâcher de demander aucune certification sur le Portugal, attendu que l'Article 3. y pourvoit suffisamment, ou bien qu'on pourroit admettre, que dans ladite certification sur le Portugal, il seroit dit, que les Troupes auxiliaires de France ne seroient employées que pour la défense du Portugal.

C'est ainsi qu'il a été parlé sur tous lesdits points auxdits Sieurs Knuyt & Nederhorst; on pria de plus ce dernier à venir rendre conjointement avec lui une visite à moi Duc de Longueville, ce qu'ils firent le lendemain ensemble, où ledit Knuyt confirma tout ce qu'il avoit dit auparavant dans leurs deux Conferences précédentes. Il dit aussi qu'il verroit les Ministres d'Espagne au premier jour, & nous feroit raport de ce qu'il pourra connoître de leurs intentions, & promit de nouveau d'agir tant avec eux,

fondé, au cas que pour arrêter la conclusion du Traité particulier de Messieurs les Etats, il nous fallût, avant que de pouvoir recevoir les ordres de la Cour, promettre en traitant d'accomplir dès à présent l'offre faite par leurs Majestez en faveur du Duc Charles, & de ceux de sa Maison. Pour faire mieux connoître le tout l'on nous permettra de coucher ici par écrit les considérations, qui ont été fort balancées & pesées entre nous.

Traité entre l'Espagne & la Hollande & mesures à prendre pour l'arrêter.

D'un côté il semble, qu'on doit éviter de se déclarer si avant sur le point de la Lorraine, d'autant que c'est se priver du moyen de retenir cette Province, qui est tant à la bienséance de la France, & qui est la plus utile, & la plus considérable de toutes les Conquêtes que le Roi a faites dans ces dernieres Guerres, qui se peut d'ailleurs aisément défendre contre les forces étrangéres. Qu'outre que les déclarations si expresses, qu'on a toujours faites de ne se pouvoir relâcher en aucune façon sur ce point, il y a encore un beau moyen d'opposer les affaires de Naples, au cas qu'elles aillent bien, à celles de la Lorraine; que Messieurs les Etats ne peuvent improuver cette prétention, puisqu'ils sont specialement obligés envers le Roi pour la conservation de la Lorraine, qu'en tout cas leur Alliance ne doit pas être si fort considérée, ni ne doit pas obliger la France à se faire un préjudice si notable. Que la diminution du Royaume de Naples, est bien autant considérable au Roi d'Espagne que le dommage qu'il pouvoit recevoir par la Guerre de Messieurs les Etats, Qu'au surplus l'on n'a pas le pouvoir de rien quiter au delà de ce qui a été mis par écrit, & qu'il faudroit en donner avis, & attendre l'ordre de leurs Majestez.

Nous avons considéré d'autre part, que puisque dans le Conseil, il a été résolu d'offrir dans un tems préfix la restitution de l'ancien Duché de Lorraine, ou de chose équivalente, les fortifications des Places démolies, il ne falloit mettre en question l'Article du total, mais seulement si dans la conjoncture présente, & dans le peril pressant où l'on est, que les Hollandois ne fassent un manquement entier à la France, on pouvoit se dispenser, au cas d'une nécessité absolue d'accorder presentement la restitution de ce que les ordres de la Cour ne donnent pouvoir de consentir que d'ici à dix ans.

Nous convenons tous qu'il est très à propos d'opposer s'il se peut les affaires de Naples à celles de la Lorraine, en disant que le Roi se conservera le même pouvoir d'assister le peuple de Naples, que le Roi d'Espagne se conservera à l'égard du Duc Charles, ou qu'on s'en départira de part & d'autre; qu'il faut presser & insister sur cette proposition, sans qu'il paroisse pourtant qu'elle vient de notre part; mais si elle n'est acceptée, comme le Sieur Knuyt ne croit pas qu'elle le puisse être, & qu'après avoir tenté tous les autres moyens, l'on voye qu'il n'y en a aucun d'empêcher le Traité particulier de Messieurs les Etats, que de consentir dès à présent,

Digitized by Google

pourra ce nous, & ſuppoſé cette dernière néceſſité, qu'il vaut mieux dès à préſent accorder la propoſition, comme elle a été faite par le Sieur Knuyt, que de manquer à achever le Traité.

Raiſons pour appuyer leur ſentiment.

Les raiſons ſur leſquelles cette opinion eſt appuyée, ſont que par toutes les Dépêches de leurs Majeſtez, rien ne nous eſt tant commandé que de procurer tous les moyens d'avancer la Paix, ou du moins de faire voir à tout le monde, que ſi la Guerre continue, la faute n'en peut pas être imputée à la France, ce qui réuſſira ſans doute, ſi l'on ſe porte à ce qui eſt propoſé par les Hollandois mêmes, leſquels ſeront retenus par là de faire leur Traité, ou s'il arrivoit autrement, la France ſeroit pleinement juſtifiée devant Dieu & les hommes, & il y a grande apparence qu'au moins les Provinces de Zelande, Utrecht, & quelques autres prendront delà un ſujet légitime de ne pas concourir à la concluſion d'une Paix ſéparée.

D'ailleurs ce qui a été réſolu dans le Conſeil du Roi eſt un relâchement pareil, ou même plus grand que celui qui nous eſt aujourd'hui propoſé, d'autant que la ſeule différence, qui eſt en l'un & en l'autre parti, eſt que l'on accorde à l'heure même ce dont l'execution étoit différée pendant dix années, mais on gagne de l'autre côté deux points à l'avantage de la France. Le premier, qu'il y aura une clauſe expreſſe, conſentie par le Roi d'Eſpagne & par l'Empereur, par conſéquent dans le Traité qui ſe fera avec lui, par laquelle, au cas que le Duc Charles vienne à enfraindre les conditions de l'Article, tous ſes Etats demeureront irrévocablement acquis à la France, ſans eſperance d'y pouvoir rentrer ci-après; l'autre, que Meſſieurs les Etats entreront en garantie des à préſent, & s'obligeront de la faire valoir. Lorſque leurs Majeſtez ont appoſé à l'offre qu'il leur a plû de faire au Duc Charles, la condition & le terme des dix années, leur motif a été, ainſi que les Dépêches faites ſur cela le font voir, & qu'on ne pouvoit s'aſſurer dudit Duc, attendu ſon inconſtance & ſa légéreté ſi ſouvent temoignées, d'où l'on infére que la caution de Meſſieurs les Etats, & l'avantage d'avoir ſtipulé ces conditions dans un Traité ſi public & ſi ſolemnel, eſt une ſûreté beaucoup plus grande que le terme de Traité, auquel cas leurs Majeſtez poſſederont en Paix tout ce qui eſt du mouvant de la

teient dans ſon Païs, & que les autres ſeront démolies.

Que ſi l'on manque cette occaſion d'arrêter le Traité particulier de Meſſieurs les Etats, il y a grand ſujet de croire, qu'ils ne demeurent pas aux ſimples termes de ne nous plus aſſiſter, & que les Eſpagnols ayans gagné ſur eux le premier point, ne les induiſent après aiſément à s'unir & s'allier avec eux, ce qui arriveroit ſans doute, ſi dans la continuation de la Guerre la France venoit à avoir quelque avantage conſidérable.

Nous faiſons encore réflexion ſur le peu d'aſſurance qu'il y a en tous nos Alliez, les Hollandois faiſans aſſez voir combien peu ils eſtiment l'obſervation des Traitez, les Heſſiens n'ayans rien aujourd'hui de plus fréquent en la bouche que leur miſére & la néceſſité où Madame la Landgrave pourra être réduite par les Etats de Heſſe, & les Suédois témoignans, comme ils font, une jalouſie très-grande de l'établiſſement de la France en Allemagne. Ce qui doit faire apréhender qu'ils ne faſſent pourſuivre l'exemple des premiers, & à faire un Traité à part, s'il arrivoit le moindre deſordre dans les affaires, dont ils ſont inceſſamment ſollicités par les Impériaux, & voyant d'ailleurs qu'ils ne ſauroient ſouffrir que la France ſoit conſidérée dans l'Empire; qu'ils deviennent ennemis de ceux qui connoiſſent avoir deſſein de s'attacher à elle, qu'ils ne ſouhaitent pas, que nous y ayons une armée forte & conſidérable, mais qu'ils nous veulent ſeulement voir en état d'exiger de nous de grandes ſommes d'argent, pour fortifier leur armée, & regner ſeuls, ſi leur proſperité dure, ou bien s'accommoder ſans nous au premier changement.

Une autre raiſon qui nous paroit très-forte eſt que l'accommodement du point de la Lorraine aſſure entiérement la France, & affermit toutes ſes Conquêtes; d'autant que non ſeulement elle ſe délivre de la crainte, que le Duc Charles profitant du débris des armées, ne puiſſe amaſſer contre elle de grandes forces; mais encore que les deux points ſeuls, qui nous reſtent à ajuſter dans le Traité de l'Empire tombent en accordant celui-ci, & que la France ſe pourra dire alors véritablement l'arbitre & la Maîtreſſe du Traité.

NEGOCIATION

POUR LA PAIX DE

WESTPHALIE

Ecrites par différens Miniſtres en 1647. 1648. & 1649.

DISCOURS

de Monſieur

SERVIEN

Fait à Meſſieurs les Etats ſur la Concluſion de leur Paix particuliere avec le Roi d'Eſpagne. A la Haye, le 14. Janvier 1647.

Les Plénipotentiaires des Etats ſont eſpérer à ceux d'Eſpagne de traiter ſans la France. Commiſſaires d'Eſpagne envoyez en Hollande. Obligation mutuelle par les Traitez entre la France & les Etats.

MESSIEURS.

IL y a trois années que nous paſſames par ici Monſieur d'Avaux & moi, par ordre du Roi & de la Reine Régente Sa Mere, pour concerter avec vos Seigneuries avant que nous rendre à Munſter, la conduite que nous aurions à tenir avec Meſſieurs vos Plénipotentiaires dans cette importante Négociation, qui tient depuis ſi long temps les yeux & les eſpérances de toute l'Europe, attachées ſur le ſuccès qu'elle doit avoir. Maintenant leurs Mayeſtez m'ont fait l'honneur de me renvoyer en ce lieu pour achever ce qui ne fut alors que commencé, & pour reſoudre par vos prudens avis les moyens de mettre une derniére fin à ce grand ouvrage, en bien affermiſſant le repos que toute la Chrétienté en attend.

L'on juges prudemment en ce tems-là que pour ménager avantageuſement dans le Traité de Paix les intérêts de la France & de votre Etat, il n'y avoit rien de ſi utile que de conſerver une étroite union entre les Miniſtres du Roi & les vôtres, que de s'entr'aider par offices mutuels & ſincéres, à obtenir ce que chacun doit juſtement prétendre, & de faire connoître aux Ennemis communs plutôt par des effets que par des paroles, que les vaines prétentions qu'ils ont toujours euës, de jetter de la diviſion entre

Digitized by Google

Traitez qu'elle fait, qu'autant qu'ils ſont avantageux pour ſes deſſeins, & qui a témoigné juſques ici par toutes ſes actions plus d'envie de ſortir de la Guerre préſente, pour en recommencer une autre dans quelque tems, qui lui ſoit plus heureuſe, que de faire une Paix durable & ſincere.

Certes, Meſſieurs, c'eſt une fatalité glorieuſe pour votre Païs, qu'après avoir été ſi longtemps le théatre de la Guerre, & l'Ecole où toutes les autres Nations en ſont venues apprendre le métier, il ſoit devenu le lieu où ſe tiennent les principaux Conſeils de Paix, & que le même climat qui a été la ſource de toutes les hoſtilitez qu'on exerce à préſent contre l'Eſpagne, produiſe auſſi les remédes dont on ſe doit ſervir pour les faire ceſſer; comme ſi la conſtance incomparable de vos généreux ancêtres & la grandeur de courage, qu'ils ont fait paroître en fondant parmi tant de peines & de dangers ce floriſſant Etat, lui avoit acquis le privilége de donner en cette rencontre, le branle aux plus importantes réſolutions qu'on doit prendre dans les affaires publiques.

Voici déja la ſeconde fois depuis qu'il a été réſolu d'entrer en Traité avec l'Ennemi, que les Ambaſſadeurs d'un grand Roi, le plus puiſſant ami de votre République, ſont venus conſulter avec vous par quelles voyes honnêtes & ſures on le doit faire. Perſonne ne peut révoquer en doute que Sa Majeſté tenant le premier rang dans votre Alliance, pourroit prétendre avec raiſon, que ſes avis & ſes interêts y fuſſent conſidérez par préférence; vû même qu'il s'agit de finir une Guerre où elle a ſi libéralement employé les richeſſes de ſon Royaume & le ſang de ſes Sujets pour la défenſe de ſes Alliez. Mais comme elle cherche ſa principale ſatisfaction dans celle de ſes amis, & qu'elle a toujours préféré leurs avantages aux ſiens propres, tandis qu'on a eu les armes à la main, elle veut bien encore faire le même aujourd'hui, qu'on eſt ſur le point de les quitter; elle veut de bon cœur remettre au jugement d'autrui ce que l'ordre & la bienſéance devroit faire prendre du ſien & vous faire propoſer des choſes dont elle devroit être recherchée.

Au premier voyage que nous fîmes ici, pour en délibérer avec vos Seigneuries, notre venue excita des plaintes publiques, & on fit des déclamations contre nous, comme ſi en propoſant ſeulement les moyens d'acquérir un durable repos à ces Provinces, nous euſſions travaillé à détruire les fondemens de cet Etat, à cauſe qu'il s'eſt formé & agrandi par la Guerre. Maintenant les maximes de ce temps-là ſont tellement changées, que pour rendre les Miniſtres du Roi odieux, il ſuffit que les Eſpagnols faſſent publier que nous venons en ce Païs pour différer ou interrompre la Paix; de cette ſorte ayant à ſouffrir deux accuſations toutes contraires, & qui ſe détruiſent, je puis dire avec vérité que nos accuſateurs n'ont pas été mieux fondez en l'une qu'en l'autre.

Je veux bien croire qu'ils ne peuvent abreu-

mis & de rendre ſi legérement les amis auteurs de toutes les choſes qui ne plaiſent pas.

Ce ſont les premiers effets de la communication que l'on convient d'avoir avec les Eſpagnols, qui ſavent merveilleuſement bien l'art de ſeduire les peuples par de ſemblables artifices.

Vos Seigneuries s'en appercevront encore mieux quand ils auront acquis plus de familiarité parmi vous; leurs partiſans ont déja l'autorité de partager les eſprits dans vos Provinces, d'y faire agiter des queſtions, & gliſſer des opinions nouvelles, qui ne ſont avantageuſes que pour eux, qui ſont préjudiciables à nos meilleurs amis, & que l'expérience fera bientôt connoître de dangereuſe conſéquence pour cet Etat. Quelles pratiques & quelles diviſions parmi vous n'aurez-vous point à craindre, lors qu'ils auront l'entrée en vos maiſons, ſi votre prudence n'y remédie de bonne heure? Je veux eſpérer que les ſages Conducteurs de l'Etat, conſervant l'autorité qui leur eſt duë, ſauront bien contenir toutes choſes dans le devoir, & qu'ils apprendront à tous les autres, autant par leurs exemples que par leurs remontrances, que pour acquérir un repos aſſuré par la Paix, il faut demeurer dans les maximes anciennes qui ont élevé votre République au dégré de proſpérité où elle eſt, il faut conſerver ſoigneuſement les vieilles amitiez, quand elles ont été utiles, & aſſurées, garder les ſoupçons & les défiances pour les Ennemis, & n'employer pour les amis que la franchiſe & la confiance, pour prévenir les mauvais effets qui pourroient naître d'une affection mal reconnue. Vos Seigneuries ſe peuvent encore reſſouvenir des bruits qui furent répandus dans ce Païs il y a quelque temps, que les Traitez entre la France & l'Eſpagne étoient conclus ſans votre intervention. On ſavoit fort bien que les avis en étoient venus d'Anvers & de Bruxelles; on y mettoit des circonſtances qui ne pouvoient être véritables: on ne laiſſa pas d'y ajouter foi & de faire par tout des plaintes de la France, avec autant de licence que ſi on lui eût pu véritablement reprocher une ſemblable infidélité. Les Eſpagnols furent bientôt contraints de détruire eux-mêmes l'impoſture, dont ils avoient été les auteurs, par l'offre qu'ils nous firent de quatre méchantes Places, qui étoit une condition de Paix bien diſproportionnée à celle qu'ils avoient auparavant fait croire à tous les Païs-Bas, qu'on vouloit donner au Roi par ce Traité clandeſtin. Mais ils n'ont pas demeuré longtems à recommencer une batterie toute contraire, en faiſant publier par leurs adhérans que nous ne voulions point de Paix, nous qui, à leur compte, la voulions acheter auparavant par une action honteuſe & par l'abandonnement de nos Alliez. Leur faiſans aujourd'hui refus de quelques favorables conditions qu'on nous préſente, nous faiſons, diſent-ils, naître tous les obſtacles qui la retardent; & empêchons même que vos Seigneuries n'acceptent celles qu'on leur offre; ſi bien que nous voilà déclarez Ennemis du repos public, par le jugement d'une Nation qui s'ima-

Dannemarck par ſon entremiſe, où votre Etat a trouvé ſon compte; les conditions modérées dont nous nous ſommes contentez dans le Traité de l'Empire; les diligences continuelles que nous avons faites pour ſurmonter les autres difficultez, qui concernent le Public & nos Alliez; depuis l'ajuſtement & la ſatisfaction du Roi & la déclaration ingénuë que nous avons faite il y a longtemps de la part de Sa Majeſté, qu'elle eſt prête de rétablir la Paix entre les deux Couronnes, en laiſſant les choſes en l'état où il a plu à Dieu de les mettre, pour ne tomber pas dans les longueurs, qu'une trop exacte diſcuſſion des anciens différends euſſent pu cauſer; vous ſont des marques bien évidentes des ſaintes intentions de ſadite Majeſté, & du deſir extrême qu'elle a d'avancer de tout ſon pouvoir le repos de la Chrétienté.

Mais quand vos Seigneuries n'en auroient pas reçu tous ces témoignages, quand Meſſieurs vos Députez de Munſter ne nous auroient pas repréſenté notre Traité avec l'Eſpagne ſur le point d'être conclu, par la facilité que nous y avons apportée; le ſujet de mon envoi vous en donneroit une preuve bien convaincante, puis que j'ai ordre de prendre, ſans perte de temps, avec vos Seigneuries, les dernières réſolutions pour la concluſion de la Paix générale, & de convenir avec elles de ce que chacun devra faire en exécution des Traitez, pour la rendre durable, après qu'elle aura été concluë. Voilà, Meſſieurs, en ſubſtance tout ce que contient ma Commiſſion, & ce que j'ai à traiter maintenant avec vos Seigneuries, qui eſt bien contraire à l'opinion que pluſieurs perſonnes mal informées en avoient priſe.

Je n'eſtime pas que vos Seigneuries croyent la bonne foi des Eſpagnols ſi grande, qu'on y doive avoir une entiere confiance, & mépriſer toutes les précautions que la prudence oblige de prendre contre les manquemens qu'ils ont accoutumé de faire. Il n'y a perſonne d'entre nous, qui ne cherche tous les ſecrets poſſibles d'aſſurer ſon argent dans l'acquiſition d'une terre: je ne ſaurois croire que pour faire un Contrat où il s'agit de toute la fortune d'une longue Guerre, de l'honneur & de la ſureté de deux puiſſans Etats, il ſe trouve quelqu'un qui aime mieux ſe fier en la ſeule promeſſe d'un mauvais payeur, que de prendre de bonnes cautions pour s'aſſurer. Ce n'eſt pas ce que l'on écrit dans un Traité, ni la diligence dont on uſe pour le faire aujourd'hui plutôt que demain, ni les ſeings ou les ſceaux qu'on y ajoute, qui en aſſurent l'exécution, c'eſt l'état où l'on demeure après qu'il eſt fait, tant par ſes propres forces comme par le nombre des amis, pour ſe faire tenir parole, ſi l'Ennemi veut manquer de foi, ou pour ſe défendre ſi l'on eſt attaqué.

Un des grands Perſonnages de l'antiquité a été de cet avis quand il a dit, *Pacem non eſſe in poſitis armis, ſed in objecto Armorum, & ſervitutis metu depoſito.* En effet que nous ſervirons

Si Meſſieurs vos Députez ont rendu compte à vos Seigneuries de toutes les propoſitions, qu'on leur a faites, en traitant avec eux; je ſuis aſſuré que de tous les Articles d'importance qui ont été agitez, les Eſpagnols n'en ont point accordé où ils n'ayent ajouté pour condition, qu'on traiteroit ſans la France; à quoi ſi on ſe fût contenté de répondre par le ſilence, ſans repaître les Ennemis d'eſpérance, nous aurions eu un peu moins d'occaſion de nous plaindre. Nous avons cet avantage qu'on ne nous a point fait de ſemblables recherches depuis que nous les avons rejettées avec un mépris ſemblable à celui des femmes vertueuſes, qui s'offenſent des diſcours de cajolerie, qu'on leur veut faire. Si Meſſieurs vos Députez en avoient fait autant, ſuivant les ordres réitérez qu'il a plu à vos Seigneuries de leur envoyer, il y a longtemps que nous aurions obtenu la Paix avec une entiére ſatisfaction de la France & de votre Etat.

Les Plénipotentiaires des Etats font eſpérer à ceux d'Eſpagne de traiter ſans la France.

Mais certes, je ne le puis taire; l'eſpérance que quelques-uns ont donné aux Eſpagnols de traiter avec eux à notre préjudice, & les conſeils qu'on leur a donnez à l'oreille de tenir ferme contre nous, c'eſt le ſeul obſtacle qui les a empêchez juſques à préſent de venir à la raiſon.

Voulons-nous donc, Meſſieurs, avoir une bonne Paix en peu de temps? Le moyen en eſt facile & honorable: il ne faut que demeurer conſtamment en l'obſervation des Traitez d'Alliance; guérir une fois pour toutes, les Eſpagnols des prétentions qu'ils pourroient avoir de nous diviſer; tenir pour ſuſpect & dangereux tout ce qu'ils nous offriront ſous cette condition; & que Meſſieurs vos Plénipotentiaires agiſſent à Munſter en vrais Alliez pour nos intérêts, comme nous avons toujours fait pour les vôtres. Voulons-nous rendre cette même Paix ferme & durable? Nous n'avons qu'à faire connoître aux Ennemis, par notre union, qu'ils ne peuvent jamais contrevenir au Traité qui ſera fait, ſans avoir à combattre la France & les Provinces-Unies en même temps, dont ils ont éprouvé les forces avec les ſuccès que chacun a vu; & qu'ils auront toujours ſujet de craindre. Si nous nous conduiſons avec cette prudente fermeté, nous en verrons bientôt de très-bons effets: la Paix ſera concluë en peu de temps avec réputation & avantage; nous cueillerons enſemble les plus agréables fruits qu'elle a accoutumé de produire, à l'ombre d'une ſureté inviolable, ſous laquelle nous pourrons ſans crainte nous décharger des dépenſes qu'il faudroit ſuporter, ſi nous demeurions dans un état incertain; & nous aurions cette ſatisfaction de n'en avoir pas acheté les conditions par aucune ſorte de manquement.

Si nous prenions une autre conduite, nous pourrions bien faire chacun en particulier un Traité avec l'Eſpagne, mais nous en perdrions l'effet en le ſignant. L'Ennemi qui ne s'y porte qu'à regret, & qui le croit deſavantageux, for-

Digitized by Google

une précipitation non néceſſaire l'heureux état de nos affaires.

Il importe grandement de prévoir tous ces inconvéniens ; & pour cet effet de ſavoir au vrai comme nous aurons à paſſer dans un nouveau genre de vivre, en ſortant de celui que nous allons quitter. Il importe de bien éclaircir comme nous aurons à vivre enſemble, lorſque nous y ſerons arrivez ; en expliquant l'ambiguité de ce que nous aurons à faire les uns pour les autres, en cas que nous recevions quelque nouveau trouble par notre Ennemi commun. Vous me permettrez de vous dire, Meſſieurs, que vous y avez encore plus d'intérêt que nous ; le Corps de votre Etat, après un pénible exercice de Guerre continué l'eſpace de quatre-vingts ans, doit vivre deſormais dans un profond repos, qu'il n'a point encore éprouvé ; il a bien beſoin d'uſer de bons remédes pour ſe garentir des maux qui viennent ordinairement après de ſemblables changemens, & qui pourroient devenir mortels, ſi on ne ſe ſervoit de puiſſantes précautions pour les prévenir.

Quant à nous, Meſſieurs, ce ne ſera pas une choſe nouvelle pour la France d'être en Paix avec l'Eſpagne ; nous ſavons déja juſques à quel point on s'y doit fier, & comment on ſe peut défendre des pratiques & entrepriſes qu'elle a coutume de faire, ſous la couverture de l'amitié. Nous avons de bonnes Loix qui réglent juſques où ſe doit étendre la communication qu'on peut avoir avec des Ennemis dangereux, qui ne ſe réconcilient jamais que pour mieux parvenir à leurs fins. Nos Magiſtrats ſavent comme il faut punir ceux qui y contreviennent. L'expérience du paſſé nous rendra encore plus ſages à l'avenir ; mais je ne ſai ſi la forme de votre Etat vous permettra ſitôt de tenir en bride comme il faut l'humeur entreprenante de cette Nation, qui a toujours plus avancé ſes affaires par des menées ſecrétes que par les armes ; puiſque même avant la concluſion de la Paix, elle a l'audace d'envoyer ici ſes Commiſſaires, ſous des emplois ſuppoſez, pour attaquer & diffamer vos amis en votre préſence.

Commiſſaires d'Eſpagne envoyez en Hollande.

Si les Eſpagnols ſont tellement aveuglez de leurs paſſions, qu'ils oſent bien travailler ouvertement auprès de vous, eſpérans ſéparer & mécontenter vos Alliez, qui eſt toujours le premier démembrement qu'on tâche de faire dans un Etat, qu'on veut affoiblir ; pouvez-vous douter qu'ils ne paſſent bientôt plus avant, & qu'après avoir déſarmé votre Lion de ſon épée, ils ne tâchent auſſi de lui arracher cette poignée de fléches, qui eſt le ſymbole non ſeulement de l'union, qui doit demeurer entre vous, mais de celle qui attache vos Alliez dans les intérêts de votre Etat ?

Je ſupplie vos Seigneuries de faire un jugement auſſi favorable de ce que j'ai l'honneur de leur dire, que les intentions de leurs Majeſtez, que j'explique, ſont droites & ſincéres ; elles n'ont aucunes penſées de regarder la Paix, les

quand on donne un Contrat aux Docteurs à conſulter, c'eſt plutôt en intention de plaider que de ſatisfaire à ce qu'il contient ; ce qui dans les Alliances ne doit jamais être interprété que ſelon l'équité & la bonne foi ; toutes les ſubtilitez doivent être tournées contre les Ennemis, & non pas contre ceux qui ont employé toute leur puiſſance & leur propre ſang pour votre grandeur. Tout cela étant auſſi juſte que néceſſaire, & pouvant être réſolu en deux jours, on ne peut pas dire que ce ſoit des retardemens recherchez : & ceux qui auroient cette opinion, feroient trop évidemment connoître que pour les contenter, il faut que toutes choſes paſſent ſelon le deſir des Eſpagnols.

La France demeurera toujours conſtamment attachée d'affection avec les Provinces-Unies ; & comme il n'y a encore jamais eu de manquement de ſon côté, vous devez être aſſurez Meſſieurs, qu'il n'y en aura point auſſi à l'avenir. ſon amitié eſt aſſez précieuſe, & vous l'avez éprouvée aſſez utile & avantageuſe à cet Etat, pour ne la vouloir pas prétendre toute entiére, en ne lui donnant qu'une partie de la vôtre. La juſtice veut bien pour le moins que les conditions de notre Société ſoient égales dans l'aſſiſtance que la France s'oblige de donner à cet Etat. En cas que les Ennemis rompent le Traité, nous ne ferons aucune diſtinction des intérêts que vous avez à démêler avec eux, ni des lieux, par où ils peuvent vous attaquer. Nous eſtimons que le même doit être fait de votre part ; autrement ce ſeroit montrer à l'Ennemi l'endroit par où il pourroit faire du mal plus facilement, ſans que vous vous y intéreſſiez. Nous croirons lui apprendre qu'il peut un jour, ſans crainte, recommencer les hoſtilitez par vos Provinces, qui ſont voiſines de l'Allemagne, ſi nous lui avions déclaré que nous ne reprendrions point les armes pour vous ſecourir, qu'en cas qu'il vous attaque par la Flandre, cette Province faiſant ſeulement une partie de vos Frontiéres, & à votre égard, ce que les Pais-Bas ſont à l'égard de la France ; parce qu'ils ne ſont auſſi qu'une partie de la Frontiére. Il n'y a perſonne de vous qui ne crût être mal accompagné d'un ami qui nous tiendroit par la main droite, s'il ne ſe remuoit point quand il nous verroit aſſaſſiner par le côté gauche. Lorſque la Paix ſera faite, il ne vous reſtera qu'un intérêt ſeul & indiviſible à la France, qui eſt que le Traité ſoit obſervé : il ne ſauroit être rompu en un lieu, que la rupture ne demeure générale ; & un des Articles ne peut être violé, que tous les autres ne ſoient ébranlez. Le Corps de la Monarchie étant compoſé de pluſieurs Membres différents ne peut être bleſſé en un, que tous les autres ne s'en reſſentent par communication. Il ſeroit bien mal aiſé qu'on ne pût faire voir de quelle ſorte les Ennemis pourroient recommencer la Guerre contre nous, du côté d'Italie ou d'Eſpagne, ſans qu'elle ſe fit auſſi en même temps dans le Pais-Bas, & par tout ailleurs, où nous ſommes voiſins. Je ne puis encore comprendre ſur quoi fondent leur appré-

Le malheur qu'a l'Eſpagne dans cette Guerre, & les pertes qu'elle a faites, lui ſerviront d'un puiſſant avertiſſement pour n'en recommencer jamais de ſemblables contre la France & votre Etat, tant qu'ils demeureront Alliez. Le contraire arriveroit aſſurément, ſi elle nous voyoit diviſez par quelque diſtinction de lieux ou d'intérêts, ou par quelqu'autre mésintelligence.

Le favorable ſuccès, qu'elle ſe promettroit encore, en nous attaquant ſéparément, lui donneroit l'envie de l'entreprendre. Alors, quand l'un des deux Etats ſeroit contraint de rentrer en Guerre, je ne ſai pas avec quelle ſureté, ni avec quel ménage, l'autre prétendroit de jouïr de la Paix, ayant deux ſi grandes puiſſances en armes dans ſon voiſinage. Vous voyez donc, Meſſieurs, clairement, que notre union au lieu d'être le ſujet de nos appréhenſions, en doit être l'unique remède; & que nous n'aſſurerons jamais ſi bien le repos de la France & de ces Provinces, qu'en demeurant inſéparablement unis.

J'en pourrois donner d'autres preuves très-conchuantes à vos Seigneuries, ſi je ne craignois de les ennuyer. Si elles ont agréable de députer des Commiſſaires avec leſquels je puiſſe conférer plus amplement ſur tout ce que je viens de vous repreſenter, qui ayent pouvoir ſuffiſant pour en traiter avec moi, je leur découvrirai avec beaucoup de ſincérité les ſentimens de leurs Majeſtez: & je m'aſſure que vos Seigneuries les connoîtront portées au bien & à la grandeur de cet Etat, autant qu'à l'avantage de la France, & qu'ils donneront un nouveau témoignage de la conſtante affection du Roi & de la Reine Régente envers vos Seigneuries, dont cependant leurs Majeſtez m'ont commandé de les aſſurer. Fait à la Haye le quatorziéme Janvier 1647.

Après la réponſe de Monſieur le Préſident, (c'eſt celui qui préſide en l'Aſſemblée des Etats-Généraux) qui a témoigné la conſtante réſolution de Meſſieurs les Etats de demeurer toujours exactement unis d'affection & d'intérêts avec la France, & de conſerver chérement le ſouvenir des grandes faveurs & aſſiſtances qu'ils en ont reçues en divers temps; il a été répliqué ce qui ſuit.

AUTRE DISCOURS

de Monſieur

SERVIEN.

La France a été bien aſſiſtée en cette Guerre par les Etats-Généraux. Manifeſte envoyé par Princes & Etats Proteſtans recommandez à la France par les Etats-Généraux. Intérêts de la Landgrave de Heſſe-Caſſel. Intérêts du Palatin Electeur de l'Empire. Intérêts de Brandebourg pour la Poméranie. La précipitation des Etats-Généraux à traiter avec l'Eſpagne mauvaiſe.

MESSIEURS,

J'Apprends avec beaucoup de joye la bonne diſpoſition où ſont vos Seigneuries de demeurer toujours dans l'étroite union, qui a été juſques à préſent entre la France & les Etats, dont nous nous ſommes ſi bien trouvez qu'après l'aſſiſtance du Ciel c'eſt la ſeule cauſe des proſpéritez qui nous ſont arrivées. Je ne manquerai pas de faire ſavoir au Roi & à la Reine Régente la bonne volonté que vos Seigneuries témoignent envers leurs Majeſtez, qui l'auront toujours très-agréable & vous donneront en toute rencontre des preuves de leur affection tant pour le bien & avantage du Corps de l'Etat que pour celui de chacune des Provinces qui le compoſent.

La France a été bien aſſiſtée en cette Guerre par les Etats-Généraux.

Je ſuis auſſi obligé de remercier vos Seigneuries de la communication qu'il leur a plu me donner d'un Ecrit qui leur a été préſenté par l'Envoyé du Marquis de Caſtel Rodrigo. A la vérité c'eſt un procédé bien étrange que vos Parties, au lieu de travailler de bonne foi de leur côté à ſurmonter les difficultez qui regardent la concluſion du Traité, s'occupent en cette conjoncture à faire des Manifeſtes qui tendent plutôt à diviſion & rupture qu'à une ſincére réconciliation. Vos Seigneuries en connoiſſent mieux l'artifice que je ne ſaurois l'exprimer, encore qu'à mon égard je le tienne plus digne de mépris que de réflexion, néanmoins je laiſſe à juger à la prudence de vos Seigneuries s'il eſt du bien de leur ſervice qu'un Eſpion des Ennemis ſoit ici préſent, pendant que j'ai des affaires de conſéquence à traiter avec vos Seigneuries; & s'il eſt de la dignité de votre Etat qu'ils prennent déja l'autorité d'envoyer des Controlleurs pour combattre par des voyes ſecrétes ce qui ſe doit traiter confidemment entre des Amis & des Alliez.

Manifeſte envoyé par le Marquis de Caſtel Rodrigo Gouverneur des Pays-Bas pour le Roi Catholique.

Eſpion du Marquis de Caſtel Rodrigo.

Vos Seigneuries peuvent mettre encore en délibération ſi, le Traité de l'Empire étant ſur le point d'être conclu, elles déſirent que nous ménagions quelque choſe avec les Impériaux au nom du Roi, touchant votre neutralité, pour la faire rétablir & obſerver après que votre Traité avec l'Eſpagne aura été conclu conjointement avec le nôtre: enquoi nous employerons de bon cœur l'autorité du Roi & nos offices ſelon le déſir de vos Seigneuries.

Neutralité des Etats-Généraux avec l'Empire.

Le Traité des Etats ſe conclura quant & quant le nôtre avec l'Eſpagne.

Nous

ment obſervées dans les Païs qui leur demeureront par le Traité de Paix, tant pour l'intérêt du Public, que pour conſerver une bonne correſpondance avec votre Etat.

Princes & Etats Proteſtans recommandez à la France par les Etats-Généraux.

Quant aux recommandations qui nous ont été faites de votre part en faveur de Monſieur l'Electeur de Brandebourg, de la Maiſon Palatine, & de Madame la Landgrave de Heſſe, & des Etats Proteſtans d'Allemagne, j'oſe croire que les uns & les autres ont une entière ſatisfaction de notre conduite & des ſoins que nous avons pris de leurs intérêts; ayant déja obtenu des Impériaux tout ce que peuvent déſirer les Etats Proteſtans pour ce qui regarde le temporel, il ne reſtoit plus, quand je ſus parti de Munſter, que quelques différends touchant les Griefs qu'on appelle Eccléſiaſtiques, qui étoient ſur le point d'être terminez par un bon accommodement.

Nous avons employé ſoigneuſement notre entremiſe quand il a été néceſſaire pour porter les deux Parties aux choſes qu'ils ont pu faire raiſonnablement & en conſcience : leur accommodement étoit preſque réſolu, dans lequel nous eſpérons que les uns & les autres trouveront à l'avenir leur ſatisfaction.

Intérêts de la Landgrave de Heſſe-Caſſel.

Pour les intérêts de Madame la Landgrave, je puis bien aſſurer vos Seigneuries qu'ils ont toujours été conſiderez par les Miniſtres du Roi comme méritent les grandes actions de cette Princeſſe & la conſtance incomparable qu'elle a témoignée pour avancer le bien public. Nous avons ordre de leurs Majeſtez de continuer juſques à ce qu'elle ait obtenu ſatisfaction, ſans laquelle nous avons toujours nettendent avec impatience l'iſſue du Traité, pour pouvoir rendre tout ce que leurs armes occupent dans le bas Palatinat, & rétablir par ce moyen dans ſes biens & ſes honneurs une Maiſon dont les intérêts leur ont toujours été en grande recommandation.

Intérêts de Brandebourg pour la Poméranie.

L'affaire de la Poméranie eſt celle qui nous a donné plus de peine & de déplaiſir, à cauſe de la réſiſtance que Monſieur l'Electeur de Brandebourg a témoignée juſques ici à traiter de cette Province; Meſſieurs les Suédois l'ayant demandée pour leur ſatisfaction & ayant fait connoître qu'ils ne la peuvent recevoir ailleurs commodément. Nous avons fait ouverture de divers moyens qui n'ont pas été agréez, & avons très-grand regret que notre entremiſe n'ait produit juſques ici plus d'effet. Meſſieurs vos Députez agiſſant en votre nom comme amis communs, y peuvent beaucoup contribuer; mais il y a ſujet de craindre que ſi vos affaires avec l'Eſpagne ſont terminées avec précipitation, il ne ſoit très-mal aiſé de pourvoir comme il faut à celles de vos amis dans l'Allemagne; leſquelles, ayant la connexité qu'elles ont avec les vôtres, ſeront ſans doute entrainées par les réſolutions que vos Seigneuries auront priſes, & peut-être leur donneront un jour du déplaiſir de n'avoir pas profité, comme on pouvoit faire avec un peu de patience & de fermeté, d'une ſi favorable conjoncture, que celle qui ſe préſente pour acquérir à tous vos Amis & Alliez un repos avantageux & durable.

La précipitation des Etats-Généraux à traiter avec l'Eſpagne mal-traitée.

Signé

SERVIEN.

EXTRACTUM

Ex Reſolutione Hollandorum ſuper Articulis per Dominum de Servien præſentatis die Jovis decimo tertio Januarii 1647. Lectum 31. Januarii 1647.

EXTRAIT

De la Réſolution des Etats de Hollande ſur les Articles propoſez par Monſieur de Servien le treize Janvier 1647. Lû le 31. Janvier 1647.

Le Pouvoir des Plénipotentiaires des Provinces-Unies ne ſe changera pas. Il ne ſera fait avec la France de plus particulières Confédérations que ci-devant. Il ne ſera rien changé au Traité de Paix de l'an 1647. au mois de Janvier. Il ne ſera inſiſté à ce que les Eſpagnols ſortent des Païs-Bas. Et que les Etats des Païs-Bas confirment les Traitez de Paix que le Roi d'Eſpagne leur Seigneur fera avec la France & les Provinces-Unies des Païs-Bas. Eſt approuvée la ſignature du Traité de Paix par les Plénipotentiaires des Provinces-Unies, entant que ce Traité n'eſt que proviſionnel juſques à ce que l'Eſpagne ait conclu la Paix avec la France. La ceſſation d'armes commencera le jour de la concluſion des Traitez de Paix de la France & des Provinces-Unies. Sauf à délibérer ſelon les circonſtances. Si elle ne commencera que du jour que la Ratification ſera publiée. Que les Etats-Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas déclarent préciſément aux Eſpagnols qu'ils ne feront point la Paix avec eux ſans la Couronne de France. Que les Plénipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas ne refu-

SUper Deductione per Dominum Servien Commissarius Dominorum Statuum habitâ sæpius collatione tradita quæ in effectu consistit in duobus Præliminaribus & aliis decem principalibus punctis, resolutum est & pro consulto visum.

Primò ut caveatur ne nova puncta producantur ob quæ Instructio Plenipotentiariorum est & pro consulto visum.

Secundò ne Status ulterioribus Confœderationibus cum Gallia implicentur, quam quas aliàs initi Tractatus continuant.

Tertiò ut nihil immutetur circa septuaginta octo Articulos conventos, sed omni curâ allaboretur ut quantocius Tractatus Pacis ad finem perducantur.

Et quantùm in specie ad puncta in prædictâ Deductione comprehensa, nimirum bina Præliminaria, hoc est quòd in Tractatibus Pacis necesse sit stipulari ut Hispani e Belgio excedant; & quòd ex alterâ parte more Helveticorum Cantonum, inundos Tractatus debeant confirmare; tanquam de præsenti inopportuna, in Tractatu non attingentur, & quidem eò magis quia ex parte Gallia dicitur iis non fore insistendum.

Quoad 1. & 2. de sequentibus Articulis ad unum finem tendentes, nempe ut nullius valoris sint ea quæ inter Plenipotentiarios horum Statuum & Ministros Regis Hispaniæ acta & signata sunt, donec Ministri Galliæ & horum Statuum conjunctim cum Legatis Hispanicis convenerint, & quod in defectum hujus expresse non debeat approbari subscriptio dictorum Articulorum inter horum Statuum Plenipotentiarios & Ministros Hispanicos facta: Judicatum est ut pro responso Domino Servien demonstretur quod horum Statuum sincera sit intentio observandi Tractatus cum Gallia initos, quibus illibatis, intelligatur quòd Plenipotentiarii Statuum bene fecerint dicta puncta cum Ministris Hispanicis provisionaliter concordando & signando, ob rationes quòd nullus Tractatus ad conclusionem absolutam perduci queat, nisi conjunctim cum Dominis Plenipotentiariis Coronæ Gallicæ.

Super tertio puncto ubi sit instantia ut hostilitates contra Hispanos pari vigore uti antehac continuentur, donec Tractatus Pacis plenarie sit conclusus, dante Coronâ Galliæ hisce Statibus optionem an cessatio armorum initium sumere debeat a conclusione Tractatuum vel postquam Ratificatio eorumdem exhibita sit: Resolutum est ut nulla cessatio armorum ante absolutam Tractatuum conclusionem fieri debeat; illâ autem factâ pro rerum circumstantiâ deliberabitur & declarabitur utrùm cessatio armorum ab illo tempore locum habere debeat vel hostilitas continuari, donec Ratificatio præsentata & publicata fuerit.

Quarto Articulo ad tollendam Hispanis omnem

IL a été réſolu & arrêté ſur la Conférence tenue entre Monſieur Servien & les Députez de l'Etat, qui conſiſte en deux points Préliminaires & en dix autres points principaux.

Premiérement il a été trouvé bon qu'on ſe donnera de garde de produire aucun autre Article que ceux ſur leſquels roulent les Inſtructions des Plénipotentiaires.

Le pouvoir des Plénipotentiaires des Provinces-Unies ne ſe chargera pas.

Secondement que les Etats n'entreront avec la France dans aucune Alliance plus étroite que celle qui eſt contenue dans les Traitez précédens.

Il ne ſera fait avec la France de plus particuliéres Confédérations que ci-devant.

Troiſiémement. On ne changera rien aux ſeptante-huit Articles arrêtez, & l'on tâchera que les Traitez ſoient conclus au plutôt.

Il ne ſera rien changé au Traité de Paix de l'an 1647. au mois de Janvier.

Et quant en particulier aux points compris dans la ſusdite Déduction, ſavoir les deux Préliminaires, c'eſt-à-dire, qu'on ſtipulera dans le Traité de Paix que les Eſpagnols ſortent des Pais-Bas; & d'autre part que, ſuivant ce qui eſt en uſage parmi les Cantons Suiſſes, ils devront confirmer les Traitez que l'on fera; dès à préſent on n'inſiſtera plus ſur ces deux points, d'autant plus que la France convient qu'il ne faut pas y inſiſter.

Il ne ſera inſiſté à ce que les Eſpagnols ſortent des Pais Bas.

Et que les Etats des Pais-Bas confirment les Traitez de Paix que le Roi d'Eſpagne leur Seigneur fera avec la France & les Provinces-Unies des Pais-Bas.

Quant au 1. & 2. des Articles ſuivans qui tendent à la même fin, ſavoir que ce qui aura été fait & ſigné entre les Plénipotentiaires de l'Etat & ceux de l'Eſpagne, ne ſera d'aucune valeur juſqu'à ce que les Miniſtres de France & de l'Etat ayent convenu conjointement avec les Ambaſſadeurs d'Eſpagne, & qu'au défaut de ce on ne doit pas aprouver la ſignature desdits Articles faite entre les Miniſtres des Etats & ceux de l'Eſpagne. Il a été trouvé à propos que l'on répondra à Monſieur Servien, que la ſincére intention des Etats eſt d'obſerver fidélement les Traitez faits avec la France, & que ſans y préjudicier on trouve que les Plénipotentiaires de l'Etat ont bien fait de convenir & de ſigner leſdits points par proviſion avec les Miniſtres d'Eſpagne, pour les raiſons ſouvent alléguées ci-devant; d'autant plus que leur intention eſt qu'on ne peut conclure abſolument les Traitez que conjointement avec les Plénipotentiaires de la Couronne de France.

Eſt approuvée la ſignature du Traité de Paix par les Plénipotentiaires des Provinces Unies, entant que ce Traité n'eſt que proviſionnel juſques à ce que l'Eſpagne ait conclu la Paix avec la France.

Sur le troiſiéme point qui contient des inſtances de continuer les hoſtilitez contre l'Eſpagne avec la même vigueur que ci-devant, juſqu'à ce que le Traité de Paix ſoit entiérement conclu, la Couronne de France donnant aux Etats le choix ſi la ſuſpenſion d'armes commencera à la ſignature des Traitez, ou lors de l'échange des Ratifications: Il a été réſolu qu'il ne devoit point y avoir de ſuſpenſion d'armes avant l'entiére concluſion des Traitez, & que les Traitez étant conclus on délibérera, ſuivant les conjonctures, ſi la ſuſpenſion commencera de ce tems-là, ou ſi l'on continuera les hoſtilitez juſqu'à l'échange des Ratifications.

La ceſſation d'armes commencera le jour de la concluſion des Traitez de Paix de la France & des Provinces-Unies.

Sauf à délibérer ſelon les circonſtances.

Par raport au quatriéme Article, que pour ôter aux Eſpagnols toute eſperance de mettre

Si elle ne commencera que du jour que la Ratification ſera publiée.

la

Super ſexto & ſeptimo quòd ſcilicet caſu quòd poſt concluſionem & ratificationem Tractatuum, Cæſar, Rex Hiſpaniæ, vel aliud quivis Princeps Auſtriacus vel quicumque fuerit, iſdem Tractatibus contravenerit, opprimendo, vel per vim invadendo loca in quorum poſſeſſione erant Status vel Corona Galliæ, tam ex parte Galliæ quàm horum Statuum, arma denuò accipienda & abſque allâ diſtinctione locorum gerendâ, nec ab incœptâ hoſtilitate deſiſtendum, antequam pro omnibus contraventionibus realiter ſint reparatæ, intelligendo tamen quòd ſi ruptura Tractatuum ſit a parte Coronæ Galliæ, hi Status ad id non teneantur & vice verſâ.

Touchant le ſixiéme & ſeptiéme, à ſavoir qu'après la conclution & la ratification des Traitez, ſi l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, ou quelqu'autre Prince d'Autriche, contrevenoit auxdits Traitez en s'emparant ou faiſant quelqu'invaſion avec violence dans les lieux dont les Etats ou la Couronne de France ſeront en poſſeſſion, on reprendra d'abord les armes tant de la part des Etats que de celle de la France, & ſans aucune diſtinction de lieux, & l'on ne ceſſera point les hoſtilitez avant que les contraventions ayent été duement réparées; bien entendu néanmoins que ſi la rupture venoit de la part de la France, ou des Etats, ces deux Puiſſances ne ſeroient pas obligées de prendre les armes, en faveur de ſon Alliée qui contreviendra.

Paix avec eux ſans la Couronne de France.

Que les Plénipotentiaires des Provinces-Unies des Pays-Bas ne recevront la Ratification des Eſpagnols du Traité de Paix avec leſdites Provinces jointes à ce que le Traité de Paix ſoit conclu avec la France.

La Ratification du Traité avec l'Eſpagne ne ſera acceptée, ſinon que le Roi d'Eſpagne ait conclu la Paix avec la France.

Si le Roi d'Eſpagne & l'Empereur contreviennent au Traité de Paix.

Variis habitis diſceptationibus concluſum eſt ut Domino Servien ſequens reſponſum detur, ſcilicet quod Domini Status declarent juxta Tractatum anno 1644. in præſentiâ Domini Servien hic Hagæ Comitis factum, quòd Rex & præfati Status Unitarum Provinciarum Belgii, Monaſterii Pacem inire poſſint; & ſi Rex vel Status poſtmodum directè vel indirectè invaderentur, ſub quocumque prætextu coatingat, per Regem Hiſpaniæ, Imperatorem vel alium Principem Auſtriacum, ex utraque parte, accuratè exequi debeant Articulos 6. 9. & 10. Tractatus anni 1635. quos Articulos hi Status acceptant, religioſè eoſdem obſervari curaturi, ſi caſus vel occaſio in Tractatibus reſpectivè expreſſa occurrat.

Après de mures délibérations, il a été reſolu qu'on repondroit à Monſieur Servien que Meſſieurs les Etats declarent conformément au Traité de 1644. conclu ici à la Haye en préſence de Monſieur Servien, que le Roi & les Etats des Provinces-Unies peuvent faire la Paix à Munſter; & que ſi le Roi ou les Etats étoient enſuite attaquez directement ou indirectement, ſous quelque prétexte que ce ſoit, par le Roi d'Eſpagne, l'Empereur ou quelqu'autre Prince de la Maiſon d'Autriche, on devra exécuter fidélement de part & d'autre les Articles 6. 9. & 10. du Traité de 1635. leſquels les Etats promettent d'obſerver religieuſement ſi les circonſtances exprimées dans les Traitez, s'offroient reſpectivement.

Ulteriùs pro conſulto viſum eſt ut Dominus Servien ore tenus requiratur ad facilitandum totum Negotium & tollendum ſuſpiciones quaſcumque, quòd propoſitiones quæ recenter ſuper præſcripto Tractatu Monaſterienſi vel antehac habitæ ſunt, non niſi pro privatis & nullius momenti diſceptationibus & laboribus accipiantur: quia ex parte horum Statuum nulla alia reſolutio unquam ſuper notâ garantiâ eſt acceptata, quàm cujus fit mentio in præſcriptis Tractatibus.

De plus il a été trouvé bon que l'on priera de bouche Monſieur Servien, de faciliter toute cette affaire & de détruire les ſoupçons qu'ont fait naître avec raiſon les propoſitions faites nouvellement ou ci-devant ſur le Traité de Munſter, enſorte qu'on ne les regarde que comme des diſcuſſions ou l'ouvrage de quelque particulier: d'autant que les Etats n'ont pris aucune réſolution touchant la garantie, que celle dont il eſt parlé dans leſdits Traitez.

Les Propoſitions des Plénipotentiaires de France contre le Traité de ceux des Provinces-Unies des Pays-Bas.

Ad octavum Punctum quòd ex parte horum Statuum procuretur ut Principatus Cataloniæ cum ſuis dependentiis comprehendatur in Tractatibus Pacis, vel Induciis triginta annorum, reſpectu ejuſdem Principatûs, fiatu, allaboretur at prædictæ Induciæ cum prædictis conditionibus prorogentur, aut propter ejuſdem defectum ex parte horum Statuum cum Gallîâ contra Hiſpanos arma ſuſcipiantur; declaratum eſt ſuper primo membro hujus Puncti, ſcilicet ut ex parte Statuum comprehenſio Principatûs Cataloniæ in Tractatu Pacis procuretur, ſecundum eſſe inſtantiam, ſed non eidem pertinaciter eſſe inhærendum ſi ex parte Miniſtrorum Hiſpaniæ difficultas oboriretur: ſuper ſecundo membro ubi dicitur quòd caſu quo

Quant au huitiéme Article où il eſt dit que les Etats feront en ſorte que la Principauté de Catalogne ſoit compriſe avec ſes dépendances dans le Traité de Paix, ou que l'on obtienne par raport à cette Principauté que la Tréve de trente ans étant finie ſoit prolongée aux mêmes conditions, à faute de quoi les Etats prendront les armes avec la France contre l'Eſpagne, il a été déclaré touchant la premiére partie de cet Article, à ſavoir que l'on faſſe enſorte que la Principauté de Catalogne ſoit compriſe dans le Traité de Paix, que l'on fera toutes les inſtances poſſibles, mais qu'il ne faut pourtant pas s'y aheurter opiniâtrement, ſi les Miniſtres d'Eſpagne y paroiſſoient oppoſez: quant au ſecond

Refus des Etats de Hollande d'être garants à la France & de recommencer la Guerre contre le Roi d'Eſpagne, s'il n'accomplit ce dont il contiendra avec la France touchant la Principauté de Catalogne.

Tractatuum Hiſpaniæ Miniſtris declarari debeat ne contraveniant, excepturi ultricia arma Coronæ Galliæ & eorum Statuum ubicumque locorum vel quocumque prætexta contraventio fuerit facta; dicitur quòd petita declaratio fiet, quâ exigunt ratione Tractatus cum Galliâ initi.

aux Miniſtres d'Eſpagne que s'ils y contreviennent, ils ſe verront d'abord expoſés aux armes vangereſſes de la Couronne de France & des Etats, en quelque lieu & ſous quelque prétexte qu'ils auront contrevenu; il a été réſolu que l'on fera cette déclaration de la maniére que le demandent les Traitez faits avec la France.

faite aux Plenipotentiaires d'Eſpagne, & le Roi d'Eſpagne contrevient au Traité.

Demum quod ad decimum & ultimum Punctum attinet, quòd præſentes Tractatus faciendi abſque præjudicio & innovatione quorumcumque præcedentium Tractatuum, reſolutum eſt ut iidem Tractatus inviolate obſerventur, exceptis iis quibus in præſenti Tractatu derogabitur.

Enfin ſur le dixiéme & dernier Article où il eſt dit que l'on conclura les preſens Traitez ſans préjudicier ou innover rien aux précédens, il a été réſolu que l'on obſerveront religieuſement leſdits Traitez, excepté ce en quoi il y ſera dérogé par le preſent Traité.

TRACTATUS

Inter

REGINAM SUECIÆ

Et

ELECTOREM

BRANDEBURGICUM

Ratione

POMERANIÆ.

septimo Februarii anno 1647.

ACCORD

Entre la

REINE DE SUEDE

Et

L'ELECTEUR

de

BRANDEBOURG

Touchant la

POMERANIE.

Le septiéme Fevrier l'an 1647.

La Couronne de Suéde retiendra toute la Poméranie citérieure avec l'Iſle de Rugen & encore une partie de la Poméranie ulterieure où eſt la Ville de Stetin, c'eſt-à-dire la Poméranie antérieure ou haute Poméranie, la Poméranie ultérieure, toute la Riviére d'Oder tant du côté d'Orient que de l'Occident. La Couronne de Suéde jouïra de tous les droits dont jouiſſoient les Ducs de la Poméranie citérieure; & encore en ce qui lui eſt delaiſſé de la Poméranie ulterieure. Le droit de collation des Canonicats de l'Evêché de Camin entant qu'il apartient à la Poméranie citerieure. L'Evêché de Camin en ce qui eſt du temporel, demeurera à l'Electeur de Brandebourg avec tout ce qui en appartenoit jadis à la Poméranie ultérieure. Les Sujets de la Poméranie exemptez

Digitized by Google

Suede. Au defaut des Princes de la Maiſon Electorale de Brandebourg le reſte de la Poméranie ultérieure & l'Evêché de Camin demeureront à perpétuité à la Couronne de Suéde. La ſeance & le rang d'opiner comme Duc de Poméranie, entre Suéde & Brandebourg, dans les Diétes de l'Empire & du Cercle de Saxe. La liberté du commerce & de la navigation entre Suéde & Brandebourg. L'exacte définition des limites de l'une & de l'autre Poméranie remiſe à une autre fois. Les préſens Articles ne ſeront exécutez que lors de l'exécution de la Paix générale.

Inter Regiæ Majeſtatis Regnique Sueciæ Plenipotentiarios ex unâ, & Electorales Brandeburgicos ex alterâ parte de Pomeraniâ & Episcopatu Caminenſi inſequentes Articulos, ita tamen ut ſubſtantialia per omnia ſalva & integra maneant Inſtrumento Pacis generalis inſerendos, conventum eſt:

I.

Sereniſſimus Elector, ſuo & totius Brandeburgicæ Domûs nomine, conſentit ut Regiæ Majeſtati Sueciæ & futuris ejus hæredibus ac Succeſſoribus Regibus Regnoque Sueciæ in perpetuum & immediatum Imperii feudum tradat tota Pomerania citerior, vulgò voor Pommeren dicta, cum Inſulâ Rugiâ, iis limitibus contentâ quibus ſub novisſime defuncto Duce deſcripta fuit, ex Pomeraniâ ulteriori Gartz, Stettinum, Damm, Golnow, & Inſula Wollin unà cum interlabente Oderâ & mari vulgo das friſche haff vocato, ſuiſque tribus Oſtiis Peine, Schwine, & Dievenow, cum adjacente utrimque terra ab imi o territorii Regis uſque ad mare Balthicum, eâ littoris orientalis latitudine de quâ inter Regios & Electorales Commiſſarios circa exactiorem limitum & cæterorum minutiorum definitionem, amicabiliter convenietur.

II.

Conſentit etiam ut Regia Majeſtas Regnumque Sueciæ Pomeraniam citeriorem cum omnibus & ſingulis eccleſiaſticis & ſæcularibus ad eam pertinentibus territoriis & bonis iiſque adhærentibus juribus & Privilegiis nullo eorum excepto quibus priores Pomeraniæ Duces gavisi ſunt, & inſuper Urbes Gartz, Stettinum, Damm, Golnow & Inſulam Wollin unà cum ſuis proprietatibus ab hoc die in perpetuum pro hæreditario feudo habeat, iiſque utatur & inviolabiliter fruatur.

III.

Conſentit ut quicquid juris antehac habuerunt Duces Pomeraniæ citerioris collatione Prælaturarum & Præbendarum Capituli Caminenſis, idem in perpetuum competat Regiæ Majeſtati Regnoque Sueciæ; ita tamen ut Epiſcopatus unà cum reliquâ Capituli parte quæ ad Ulteriorem Pomeraniam alias pertinet ſereniſſimo Electori integer maneat.

LEs Plénipotentiaires de la Reine & du Royaume de Suéde d'une part, & ceux de l'Electeur de Brandebourg d'autre part, ſont convenus par raport à la Poméranie & à l'Evêché de Camin, des Articles ſuivans, enſorte que ſans rien changer à leur ſubſtance ils ſoient inſérez dans le Traité de la Paix générale.

I.

Le Sérénissime Electeur conſent, en ſon nom & au nom de toute la Maiſon de Brandebourg, que toute la Poméranie citérieure, dite vulgairement *voor Pommern*, reſte fief perpétuel & immédiat de l'Empire à Sa Majeſté Suédoiſe & à ſes héritiers & Succeſſeurs les Rois de Suéde, avec l'Iſle de Rugen, renfermée dans les mêmes limites qu'elle avoit ſous le dernier Duc, ſavoir dans la Poméranie ultérieure Gartz, Stettin, Damme, Golnaw, & l'Iſle Wollin, avec l'Oder & le Golfe nommé *Das friſche haff*, & ſes trois Embouchures la Peine, la Schwine & le Dievenow, & le territoire de part & d'autre depuis le commencement du territoire Royal juſqu'à la mer Baltique, avec l'étendue des côtes de la mer vers l'Orient, dont conviendront les Commiſſaires de la Reine & de l'Electeur en réglant exactement leſdites limites.

La Couronne de Suéde retiendra toute la Poméranie citérieure avec l'Iſle de Rugen & encore une partie de la Poméranie Ultérieure où eſt la Ville de Stetin, c'eſt-à-dire la Poméranie ancienne ou haute Poméranie, la Poméranie ultérieure, toute la Riviére d'Oder tant du côté d'Orient que de l'Occident.

II.

Il conſent auſſi que Sa Majeſté & le Royaume de Suéde jouiſſent dès à préſent & à perpétuité & héréditairement de la Poméranie citérieure avec tous les territoires & biens eccléſiaſtiques & ſéculiers qui en dépendent, avec leurs droits & priviléges ſans en excepter un ſeul, tels qu'en ont joui les anciens Ducs de Poméranie, avec les Villes de Gartz, Stettin, Damme, Golnaw, & l'Iſle Wollin.

La Couronne de Suéde jouïra de tous les droits dont jouiſſoient les Ducs de la Poméranie citérieure; & encore en ce qui lui eſt échaſſé de la Poméranie ultérieure.

III.

Il conſent que Sa Majeſté & le Royaume de Suéde jouiſſent des droits qu'ont eus les anciens Ducs de la Poméranie citérieure par raport à la collation des Prélatures & des Prebendes du Chapitre de Camin, de maniere néanmoins que l'Evêché & la partie du Chapitre qui ſe trouve dans la Pomeranie Ultérieure reſtent à ſon Alteſſe Electorale.

Le droit de Collation des Canonicats de l'Evêché de Camin entant qu'il appartient à la Poméranie citérieure.

tam ſuâ Serenitas Electoralis quàm tota domus Brandeburgica pro ſe ſuiſque poſteris peculiari Diplomate ſtatim concipiendo confirmabunt.

V.

Viciſſim Regia Majeſtas Sueciæ reſtituit Serenitati ſuæ Electorali primò reliquam Pomeraniam Ulteriorem cum omnibus territoriis, juribus, ac dignitatibus, & reliquam partem Capituli, quæ Regiæ Majeſtati ac Coronæ Sueciæ in Articulo tertio non eſt conceſſa. Item omnia loca quæ præſidiis Sueticis tenentur per Marchiam Brandeburgenſem & Ulteriorem Pomeraniam. Denique omnes Commendas & bona ad Ordinem equeſtrem Divi Joannis ſpectantia, quæ extra territoria Regiæ Majeſtati Regnoque Sueciæ ceſſa continentur. Ac tandem ea Acta, Regiſtra & cætera Documenta litteraria quæ hæc loca & jura reſtituenda concernunt, ex Archivo & Chartophylaciis Aulæ Stettinenſis Serenitati ſuæ Electorali bona fide extradi faciet.

VI.

Ordinibus & Subditis dictarum Ditionum, locorumque hinc inde ceſſorum competentem eorum libertatem cum poſſeſſionibus, juribus, & privilegiis ab anteceſſoribus legitimè acquiſitis, unà cum ſecuro liberoque Evangelicæ Religionis exercitio, juxta invariatam Confeſſionem perpetim fruendo, tam Regia Majeſtas Sueciæ quàm Serenitas ſua Electoralis, utriuſque Succeſſores reſpectivè circa homagii renovationem & receptionem omni meliori modo confirmabunt & conſervabunt. Sitque liberum Subditis utriuſque Ditionis pro conditione ſuâ domicilia mutare ex unâ in alteram ſe conferre, diſcedentibusque bonorum ſuorum diſtractio, ſalvo jure Ducali & privilegiis Subditorum antiquis neutiquam impediatur.

VII.

Titulis & inſignibus Pomeraniæ & Regia Majeſtas Sueciæ & tota Domus Electoralis Brandeburgica promiſcue utantur prout hoc inter priores Pomeraniæ Duces uſitatum fuit. Quod tamen cum hoc moderamine intelligendum eſt ut Sereniſſimus Elector cum totâ ſuâ Domo à titulo Principatûs Rugiæ omnique aliâ prætentione in loca ceſſa abſtineat: Sereniſſima verò Regina Regesque Sueciæ cum inveſtiturâ ſimultaneâ & ſpe Succeſſionis etiam in reliquum ulterioris Pomeraniæ ac Epiſcopatus & reliquam partem Capituli Caminenſis caſu deficientis lineæ maſculinæ prædictæ Electoralis Domûs Brandeburgicæ; cujus caſûs eventu tam Pomerania Ulterior tota quàm Epiſcopatus & Capitulum Caminenſe unà cum titulis & inſignibus ad ſolos Reges Regnumque Sueciæ perpetuò pertinebunt; ita tamen ut interim Ordinibus & Subditis Pomeraniæ in Ulteriori Pomeraniâ circa homagii receptionem vel renovationem in caſum recep-

par un Diplome exprès tant pour elle que pour toute la Maiſon de Brandebourg & ſes Succeſſeurs.

V.

De la Poméranie exempte du ſerment de fidélité qu'ils doivent à la Maiſon Electorale de Brandebourg.

La Suéde reſtituë à Brandebourg le reſte de la Poméranie ultérieure & de l'Evêché de Camin.

Les Commanderies de Malthe.

Et les titres & Documens néceſſaires pour cela.

D'autre part Sa Majeſté de Suéde reſtitue au Séréniſſime Electeur, tout le reſte de la Poméranie ultérieure avec tous ſes Territoires, droits, & dignitez, & la partie du Chapitre qui n'eſt pas cedée à Sa Majeſté dans l'Article III. Enſemble tous les lieux qui ſont occupez par des Garniſons Suédoiſes dans la Marche de Brandebourg & dans la Poméranie ultérieure. Toutes les Commanderies & tous les biens appartenans à l'Ordre militaire de St. Jean, qui ſont hors des territoires cédez à la Reine & au Royaume de Suéde. Enfin les Actes, Regiſtres, & autres Documens & Chartres qui concernent les lieux & les droits reſtituez, qui ſeront tirez des Archives & du Greffe de la Cour de Stettin pour être remis de bonne foi à ſon Alteſſe Electorale.

VI.

Les droits & privileges des Peuples.

La Confeſſion d'Augsbourg.

Liberté de changer de demeure de l'une en l'autre Poméranie.

Sa Majeſté & ſon Alteſſe Electorale & leurs Succeſſeurs confirmeront & conſerveront aux Etats & Sujets deſdits lieux cédez de part & d'autre, en renouvelant & recevant leur hommage, leurs libertez avec les poſſeſſions, droits & privilèges qu'ils ont légitimement obtenus des précédens Ducs, avec le libre & fûr exercice de la Religion Evangélique conformément à la Confeſſion de foi. Il ſera auſſi permis aux Sujets deſdits Païs de part & d'autre de changer de domicile & de paſſer de l'un dans l'autre; & l'on n'empêchera pas ceux qui voudroient ſe retirer de vendre leurs biens, ſauf le droit du Duc & ſuivant les anciens privilèges des Sujets.

VII.

Titre de Duc de Poméranie tant au Marquis de Brandebourg qu'au Roi de Suéde.

Au défaut des Princes de la Maiſon Electorale de Brandebourg le reſte de la Poméranie Ultérieure & l'Evêché de Camin demeureront à perpetuité à la Couronne de Suéde.

Il ſera libre à Sa Majeſté, à ſon Alteſſe Electorale & à toute la Maiſon de Brandebourg de prendre les titres & de porter les armes de la Poméranie ainſi qu'il étoit pratiqué entre les anciens Ducs de Poméranie. Bien entendu néanmoins que le Séréniſſime Electeur & toute ſa Maiſon ne prendra pas le titre de Rugen & renoncera à toutes les pretentions ſur les lieux cédez: la Séréniſſime Reine & les Rois de Suéde conſerveront le droit de ſuccéder au reſte de la Poméranie ultérieure, à l'Evêché & au reſte du Chapitre de Camin, en cas que la ligne maſculine de Brandebourg vînt à manquer; lequel cas échéant, la Poméranie ultérieure, l'Evêché & le Chapitre de Camin & les titres & armoiries de la Poméranie appartiendront à la ſeule Couronne de Suéde, de maniére cependant qu'en recevant ou renouvellant l'hommage, on veillera, ainſi que de coutume, aux inté-

Digitized by Google

tibus verò Circuli Regina semper primi loco sedeat.

IX.

Bona vicinitas & amicitia inter Regiam & Electoralem Domum nec non utriusque Status & Subditos. Item Commerciorum terra marique ut & navigationis cum navibus non bellicis tam in itu quàm reditu, stationeque non modò per Oderam & reliqua flumina, sed etiam ad littora Portusque Pomeraniæ & mare Balthicum, atque inter Marchiam Brandeburgensem, Pomeraniam, & Prussiam, juxta quod exportatio & distractio mercium in Urbes & Oras adjacentes liberæ & eadem maneant, quæ fuerunt ante Bellum, salvo jure legeque cujusque loci.

X.

Cætera quæ de exactâ limitum definitione ut & aliis quibusdam Articulis determinationem ulteriorem requirunt, sicut minoris momenti sunt, quàm ut Instrumentis Pacis generalis inseri debere videantur, ita ad ulteriores Tractatus inter Regiam & Electoralem Domum proximè instituendos, meritò remittuntur.

XI.

Supra dicta omnia & singula non sortiantur effectum nisi cum Pace generali.

Hæc inter Regiæ Majestatis Regnique Suecia & Serenissimi Electoris Brandeburgici Legatos ita esse acta, & die 28. Januarii & 7. Februarii anno 1647 in manus Legati Christianissimæ Regiæ Majestatis illustrissimi Domini Comitis d'Avaux deposita ad mandatum illustrissimæ Legationis Suecicæ attestor.

la préſéance, mais dans celles du Cercle la Reine la conſervera toujours.

Rang de Suède & Brandebourg dans les Diétes de l'Empire & du Cercle de Saxe.

IX.

On entretiendra une bonne amitié & correſpondance entre la Maiſon Royale & la Maiſon Electorale & entre les Etats & Sujets de part & d'autre. Il y aura une entiére liberté de commerce & de navigation, tant par mer que par terre, par raport aux vaiſſeaux qui ne ſont pas armez en guerre, tant en allant, qu'en revenant, ou en s'arrêtant non ſeulement dans l'Oder & les autres Riviéres, mais même ſur les côtes & dans les ports de la Poméranie, de la mer Baltique, dans la Marche de Brandebourg & en Pruſſe; comme auſſi le tranſport & la vente des marchandiſes dans les Villes & terres voiſines, en la maniére qu'il étoit pratiqué avant la Guerre, ſauf le droit & les loix de chaque lieu.

La liberté de commerce & de la Navigation entre Suéde & Brandebourg.

X.

Comme les autres points, tels que le réglement des limites & les autres qui doivent être réglez ci-après & qui ne ſont pas aſſez importans pour entrer dans un Traité de Paix générale, ſont renvoyez à un Traité ultérieur qui ſera fait entre la Reine & la Maiſon Electorale.

L'exacte définition des limites de l'une & de l'autre Poméranie remiſe à une autre fois.

XI.

Tout ce qui eſt arrêté & conclu ci-deſſus n'aura ſon effet qu'avec la Paix générale.

Ces Articles ont été ſtipulez ainſi & arrêtez entre les Ambaſſadeurs de Suéde & ceux de Brandebourg, & remis le 28. Janvier & le 7. Février 1647. entre les mains de ſon Excellence Mr. le Comte d'Avaux; ce que j'atteſte par ordonnance de l'Ambaſſade de Suéde.

Les préſens Articles ne ſeront executez que lors de l'exécution de la Paix générale.

PLENIPOTENTIAIRE D'ESPAGNE

à Meſſieurs les

ETATS GENERAUX.

A la Haye le onziéme Fevrier 1647.

MESSIEURS,

JE craindrois de tomber en quelque incivilité ſi avant que de ſortir des Etats de vos Seigneuries je manquois à les ſaluer par ces lignes; puiſque je n'ai pu avoir le bonheur d'y ſatisfaire d'autre ſorte & d'une façon plus propre à vous exprimer mes ſentimens : ce que j'attribue à la diſgrace qu'ont eue mes Lettres précédentes dattées à Gorcum du 31. Janvier de ne tomber point en vos mains, ne pouvant m'imaginer que ſi vos Seigneuries euſſent été aſſez informées de mon deſſein, elles n'y euſſent concouru pour le bien qui en pouvoit réſulter à leurs Etats & au repos de toute la Chrétienté, auquel nous avons déja réciproquement & conſtamment travaillé. A la ſuite de tant de preuves que nous avons données de notre ſincére & véritable affection pour la Paix, ſe pourra bien ajouter celle très-évidente de la peine & du ſoin que j'avois pris de vous aller remettre, comme à la Juſtice même, la balance & le poids pour reconnoître combien en cette matiére de la réunion des Princes Chrétiens le balancier tomboit de notre côté; ou au contraire l'effort qu'on a fait de la part de la France pour détourner cet eſſai public & ſolemnel, eſt une marque évidente de la crainte qu'elle a eue que l'on reconnût le peu de réalité qu'il y avoit aux promeſſes & proteſtations qu'elle a ſi ſouvent faites de vouloir conclure des Traitez; leſquels ſe trouvans de toutes parts contraires aux actes, il n'eſt pas poſſible d'en excuſer ou déguiſer plus longtems la nullité. Car enfin vous ne pouvez douter, Meſſieurs, que l'on ne vous ait propoſé pour des conditions infaillibles de la Paix, la conceſſion de tout ce que la France occupoit ſur nous ès Païs-Bas, & en Bourgogne, avec le Comté de Rouſſillon & une Trêve de trente ans en Catalogne; à quoi ayant conſenti ſur les inſtances de Meſſieurs vos Ambaſſadeurs, & ſur les aſſurances qu'ils nous ont données de la part de la France que, moyennant l'accompliſſement de ſemblables conditions, la Paix ſe concluroit entre les deux Couronnes en 24. heures, on n'en a vu néanmoins aucun effet juſques à maintenant; mais au contraire des obſtacles nouveaux recherchez de tous côtez & en des ſujets qui n'avoient aucun rapport ni avec les intérêts de la France ni avec la matiére dont ſe devoient compoſer leſdits Traitez. De quoi leſdits Sieurs Ambaſſadeurs de vos Seigneuries ont donné avis à Meſſieurs les Députez de leurs Corps avec vos Seigneuries, ayent excédé le pouvoir qu'elles leur avoient donné & ſe ſoient éloignez de leurs intentions : autrement ils ſe ſeroient jouez de notre travail & auroient abuſé de notre patience : enſemble de notre candeur, en des ſujets de telle importance qui ne peuvent ni ne doivent être rendus illuſoires. Auſſi peu ſauriez-vous nier que la France n'ait approuvé l'entremiſe & direction deſdits Sieurs vos Ambaſſadeurs, pour ledit accommodement des deux Couronnes; & toutefois, après nous avoir mis en ce chemin où nous ſommes entrez tant par la confiance de notre propre cauſe que par celle de votre équité, ne reniant point d'admettre nos Parties & les Alliez de la France pour Arbitres ou Compoſiteurs : à préſent comme nous voulons ſuivre le même chemin, on nous en veut ſerrer le pas, & empêcher que nous ne fourniſſions les matériaux néceſſaires pour continuer ladite entremiſe & direction. Auquel effet ayant déſiré de me rendre auprès de vos Seigneuries pour, ſur les déclarations que j'avois à leur faire, coucher au doigt & enſuite confeſſer qu'il ne tient pas à nous de traiter avec la France, elle s'y eſt oppoſée avec tant de chaleur, qu'elle a bien montré ne chercher ni prétendre aucune ſatisfaction que dans la continuation de la guerre; & qui pis eſt, au lieu de ſeconder les témoignages de notre propenſion à la Paix & un prompt accord, changeant le nom & l'eſſence des choſes, elle les veut faire paſſer ſous le titre de l'invention captieuſe à ſéparer vos Seigneuries d'avec elle : comme ſi nous n'avions pas facilité tous les moyens imaginables pour faire marcher les deux Traitez d'un pas égal, & n'avions pas acquieſcé à tout ce que Meſſieurs vos Ambaſſadeurs ont eſtimé devoir être fait de notre part pour parvenir à une heureuſe concluſion.

Nous ſommes auſſi prêts qu'auparavant pour en venir à l'effet; mais ſi du côté de la France on veut toujours chercher de nouveaux éloignemens & reculer à meſure que nous avançons, il ſera enfin raiſonnable d'aſſigner quelques limites à ce procédé, afin que chacun puiſſe prendre des meſures juſtes & aſſurées. En ce qui touche notre but, il n'a *jamais été ni* l'eſt encore de travailler à cette *diviſion* que la France fait ſonner ſi haut, & prend pour couverture de ſes entrepriſes *contre la Paix*, mais ſi nous trouvons nous obligez de répéter franchement & nettement ce que nous avons ſi ſouvent dit à Meſſieurs vos Ambaſſadeurs que nous n'avions point entendu ni n'entendions pas de dépendre, en ce que nous traiterons avec elle, de l'autorité ſuprême & des arrêts ſouverains de la Couronne de *France*. Et bien que ce ſoit à vos Seigneuries d'interpréter les Traitez qu'elles ont faits avec le Roi très-Chrétien, ſi ne puis-je m'empêcher de dire ce que les perſonnes les plus deſintéreſſées & aidées ſeulement du ſens commun, diroient, ſavoir que ce parti devant être égal entre la France & vos Sei-

Digitized by Google

vent ſiens, lorſque vous ne la tiendriez que par un ſeul. Et ce que l'on doit trouver plus étrange, eſt que les intérêts étrangers recherchez ſont imaginaires, ſans aveu ni ſolicitations de ceux, à qui on les fait appartenir; dont ſe voit évidemment que c'eſt un labirinthe artificieuſement compoſé enſorte que ceux qui s'y laiſſeront conduire n'en puiſſent retrouves l'iſſuë.

Il eſt certain d'ailleurs qu'à même temps la France maintient que vous ne pouvez traiter avec Sa Majeſté Impériale & l'Empire, d'autrefois auſſi avec ſon Alteſſe Electorale de Baviére, taillant & coupant dans les intérêts de vos Alliez ſelon ſon uſage ſeul; comme au regard de la Maiſon Palatine, de ſon Alteſſe Electorale de Brandebourg, & des Villes Anſéatiques. Uſant de tout ce qui lui eſt conjoint comme d'un échelon & marchepied pour marcher au ſommet de ſes vaſtes deſſeins, à l'etabliſſement deſquels vous avez ſi puiſſamment contribué par la voye des armes & par celle des préſens Traitez, que la France a ſurabondamment de quoi être ſatisfaite, & ne peut ſans ingratitude exiger davantage de vos Seigneuries ni contraindre leurs Sujets à répandre plus de ſang ou à en tirer de leurs voiſins & anciens compatriotes: lorſque les uns & les autres inſpirez du Ciel réclament par vœux & ſouhaits uniformes leur mutuelle tranquilité, dont ils ont conçu de ſi fortes & ſi prochaines eſpérances, ainſi que je l'ai remarqué en ce mien voyage, que de leur arracher au temps qu'ils en penſoient cueillir le fruit, c'eſt les rejetter dès le port au milieu de la tempête; laiſſant à la prudence de vos Seigneuries à conſidérer ſi ce bien univerſel de la Paix & univerſellement deſiré doit être plus longtems ſuſpendu, tandis que toute l'Europe eſt en feu, que l'Ennemi commun paſſe outre à la deſtruction de la Chrétienté; pendant que la Séréniſſime République de Veniſe nous tend les bras; & que les cris de tant de victimes immolées à la fureur Ottomane percent les cieux, ſans percer nos cœurs, nous reprochant notre lenteur & nous accuſant devant le trône de Dieu de peu de charité. Il faudroit ſe crever les yeux de ſes propres mains, pour ne pas voir que la propoſition faite depuis environ un mois touchant l'interprétation de la Ligue en garentie convenuë entre la France & vos Seigneuries l'an 1644. n'eſt qu'un prétexte pour gagner temps & pour perdre l'ouvrage principal; tandis qu'on travaille à faire devancer ce qui le devroit ſuivre: comme ſi les paroles du Traité n'étoient pas aſſez expreſſes & ſignificatives; comme ſi ceux qui l'ont compoſé n'aſſiſtoient pas à préſent aux Traitez généraux de Pacification & n'étoient pas ſouvenans du ſens deſdites paroles, ou qu'ils vouluſſent ſe charger de la honte d'y avoir omis quelque choſe de ſubſtantiel ſoit par inadvertance ſoit ſtudieuſement; comme encore s'il n'y avoit pas eu aſſez de temps pour demander cette explication, ſi elle eût été néceſſaire pendant toute l'Aſſemblée de Munſter, ſans attendre cette extrémité & ſans réſerver cette du tout répugnantes à notre accomodement avec vos Seigneuries & à celui entre les deux Couronnes: comme, par exemple, de mettre les Eſpagnols hors des Païs-Bas, de changer la Tréve de Catalogne en une Paix, de concerter les moyens de la Campagne future & autres qui tendent évidemment à ſapper & miner les fondemens de l'edifice qu'on a eu tant de peine d'élever. Que ſi vos Seigneuries ſont reſolues de poſtpoſer les avantages qu'elles rencontrent dans la Paix, à ceux que la France ſe promet dans la guerre, & que le deſir de lui complaire ſoit ſi fort en vous, qu'elle n'ait qu'à preſcrire ce qu'elle veut pour vous y faire ſoumettre au prejudice de ce que nous venons de traiter avec Meſſieurs vos Ambaſſadeurs; vous aurez moins de blâme & nous moins de ſujet de plaintes, ſi vous nous le déclarez tôt & ſans déguiſement. Que ſi vous nous teniez plus longtems en incertitude; les ordres de Sa Majeſté, ne nous permettant pas de demeurer en cet état douteux, qui ne convient ni à ſa dignité ni à ſa réputation, qui étoit un des ſujets que j'avois à traiter de bouche avec vos Seigneuries, & de les prier avec toutes les inſtances poſſibles comme je fais encore de ne différer pas davantage: priant Dieu qu'elle ſoit telle que l'on la doit attendre de votre ſage & généreuſe conduite; telle que vos Sujets & ceux du Roi mon Maître la deſirent & telle encore que vos prédéceſſeurs l'auroient priſe, ſi on leur eût octroyé une partie de ce que nous vous accordons; qui eſt telle qu'après cela il ne vous reſte aucun titre à juſtifier vos armes contre nous. Que ſi toutefois contre notre attente & celle de tous ceux qui aiment véritablement votre repos, cette réſolution venoit à renverſer ce qui a été ſolemnellement ſtipulé de votre part ſur Pouvoirs authentiques & Inſtructions ſuffiſantes; nous nous contenterons en ce cas de proteſter devant Dieu & les hommes de n'avoir rien omis pour arrêter le cours des calamitez publiques: & apres avoir mis au jour le récit ou hiſtoire journaliére de tout ce qui ſe ſera paſſé en notre Négociation, nous nous retirerons de l'Aſſemblée de Munſter, pour aller ſervir Sa Majeſté plus utilement ailleurs & pour concourir avec le reſte de ſes Miniſtres & Sujets aux efforts extraordinaires qui ſeront requis pour correſpondre à la violence qui nous ſera faite. Ce me ſeroit une grande conſolation en mon particulier de voir vos Seigneuries tourner du bon côté; puiſque, outre ce bonheur général des Peuples, j'y pourrois rencontrer celui de vous pouvoir témoigner quelque jour que je ſuis.

Votre très humble Serviteur

Signé BRUN.

De Deventer ce 11. *Fevrier* 1647.

SUPERSCRIPTION.

A Hauts & Puiſſans Seigneurs les Sieurs Etats Généraux des Provinces-Unies de Païs-Bas.

INSTRU-

entre las dos Coronas de España y Francia propueſto por los Plenipotentiarios de ſu Majeſtad Catolica a 24. Hebrero 1647.

deux Couronnes de France & d'Eſpagne, delivré de la part des Plenipotentiaires d'Eſpagne à Munſter le 24. Fevrier 1647.

Les raiſons qui perſuadent le Roi d'Eſpagne à entendre à la Paix. Les Médiateurs pour la Paix. Oubli du paſſé. Les Sujets qui ont été du parti contraire, ſeront reſtituez en leurs biens. Les Bénéfices Eccléſiaſtiques. La preſcription n'aura lieu depuis l'an 1635. Lettres de repreſailles. Les Priſonniers de Guerre. Le Comte d'Egmont, le Duc de Bournonville, & le Prince d'Eſpinoi ſeront reſtituez en leurs biens: & les autres qui ne ſont nommez ſe pourront nommer juſques au jour de la ratification du Traité. Ne pourront rentrer dans les Pais du Roi d'Eſpagne ſans Lettres patentes. Toutes Places conquiſes ès Païs-Bas & Bourgogne demeurent à la France. Etats Généraux arbitres entre France & Eſpagne. Le Comté Rouſſillon demeure à la France. Trêve pour 30. ans en Catalogne. Roſes & Cadaques; voyez le dernier Article. Verceil & Cenchio reſtituez au Duc de Savoye. Aqui & Ponconne au Duc de Mantouë. Le Roi de France reſtituera tout en Italie, hors Pignerol, qui lui demeure, ſuivant le projet de Paix avec l'Empire. Cazal aura Garniſon moitié de Suiſſes payez par le Roi de France; & ne pourra jamais appartenir en propre ni à lui ni au Roi d'Eſpagne. Griſons & Valtelins ſeront accommodez. Paſſage par la Valteline libre. Traité de Querasque demeure exécuté fors pour Pignerol qui reſte à la France. Les Ducs de Savoye & de Mantouë peuvent pourſuivre leurs droits amiablement. Droits de Mantouë & de Savoye ſeront vuidez. Ligue ſe fera des deux Rois avec les Princes d'Italie pour conſerver Cazal & Mantouë. Le Roi d'Eſpagne quitte au Roi de France toutes ſes prétentions en Alſace & Briſgaw. Droits des Seigneurs d'Anglure & Château-Vilain au Royaume de Naples. Et ainſi ſe devoit l'an 1487. Droits réſervez aux deux Rois. Le Traité de Vervins ſera entretenu. Le Traité d'Eſpagne ne s'effectuera que quant & quant celui de l'Empire avec la France. Le Duc de Lorraine ſera compris au Traité de Paix & lui ſera entiérement ſatisfait. Les infracteurs du Traité ſeront punis & les infractions réparées ſur le champ. Ce Traité ſera vérifié ès Cours Souveraines de part & d'autre. Les deux Rois ratifieront le Traité dans deux mois. Feront ſerment de l'entretenir. Le Duc de Bragance frére du Roi de Portugal ſera mis hors du Château de Milan. Roſes & Cadaques; voyez le 11. Article.

POr quanto desde el rompimiento del Tratado de Vervins y principio de la Guerra el año 1635. ſe ha continuado ſin interniſſion el curſo de las hoſtilidades y calamidades publicas con gran ſentimiento y dolor de Su Majeſtad Catolica, la qual deſſeando ver las acabadas, para el alivio y deſcanſo de los pueblos y vaſſallos de uno y otro Partido, y para poder quanto antes emplear ſus armas contra el Enemigo comun y ala defenſa de la Sereniſſima Republica de Venetia y conſecutivamente de toda la Chriſtiandad, y tambien para renovar y reſtaurar la amiſtad y buena intelligentia que conviene con ſus Majeſtades Chriſtianiſſimas ſegun las obligaciones reciprocas de ſangre y parenteſco y por las paternales exhortaciones de nueſtro ſanto Padre el Papa Innocentio X. y las grandes inſtancias de la Sereniſſima Republica de Venetia a quienes ſe ha juſtamente confiado la me-

Les raiſons qui perſuadent le Roi d'Eſpagne à entendre à la Paix.

D'Autant que depuis la rupture du Traité de Vervins & le commencement de la Guerre en l'an 1635. on a continué ſans interruption le cours des hoſtilitez, & des calamitez publiques au grand regret de Sa Majeſté Catholique, laquelle déſirant en voir la fin, pour le ſoulagement des Peuples & Vaſſaux de l'une & de l'autre partie & pour pouvoir comme auparavant employer ſes armes contre l'Ennemi commun & à la défenſe de la Séréniſſime République de Veniſe, & par conſéquent de toute la Chrétienté; comme auſſi pour renouveller l'amitié & la bonne intelligence, qui doit être entre lui & leurs Majeſtez très-Chrétiennes, tant à cauſe des obligations réciproques du ſang & de l'Alliance, qu'en conſéquence des exhortations paternelles de notre Saint Pére le Pape Innocent X. auſſi bien que des inſtances réitérées de la Séréniſſime République de Veniſe,

los de nuestra Santa Religion la qual no puede dexar de padecer mucho por la desorden y confusion de una Guerra tan larga y sangrienta, ha tratado, capitulado y concertado con su Magestad Christiana Luys XIV. Rey de Francia su muy caro y muy amado Hermano y Sobrino, y la Serenissima Reyna su muy cara y muy amada Hermana, Madre del dicho Señor Rey Christianissimo para si y los Señores Reyes sus Successores, Reynos, Estados y Vassallos, una buena, sincera, perpetua Paz con las conditiones siguientes.

I.

Que entre los dichos Señores Reyes, como buenos Hermanos parientes y aliados haura una firme & constante amistad, sin qu'el uno pueda jamas hazer o intentar cosa ninguna en perjuizio del otro, directamente o indirectamente, y desde agora, para siempre se quittaran y borraran todos los pretextos y occasiones de mala intelligencia, sin que quede sentimiento ninguno o especie de enemistad entre los dichos Señores Reyes y sus Coronas, en consequencia de loqual cesseran todos los actos de hostilidad y podran los Vassallos y Subditos de ambas Partes libremente ire y venir, platicar, negociar, y commerciar en los Reynos, Estados, y Payses de los dichos Señores Reyes tanto por Tierra como por Mar, y otras Aguas, y seran recebidos y tratados, como si fuessen naturales de los mismos lugares a donde frequentaren y contractaren, observando de su parte las leyes y costumbres de las Provincias a donde se hallaren y pagando los derechos y impositiones en los lugares a costumbrados y otros que se pudieren establecer por los dichos Señores Reyes y sus Successores.

II.

Los dichos Vassallos y Subditos de una y otra parte boluerán y entraran de nuevo en la possession de sus bienes muebles y rayces, rentas, derechos y acciones, Successiones Testamentarias y ab intestato, nonobstante todas las confiscaciones, anotaciones, donaciones y otros qualesquieras alienationes que se pueden haver hecho de los dichos bienes, excepto de lo que toca los frutos y rentas passadas y caidas lasquales no se podran repetir por los Duenos; y commençara la dicha restitucion y possession solo desde la Publicacion deste presente Tratado.

III.

En quanto a los que huvieren sido proveidos en algunos Beneficios Ecclesiasticos dependientes de la nomination, presentacion, collacion y otro disposicion de los dichos Señores Reyes ò de otras personas seglares, quedaran en la possession de los dichos

Philippe IV. Roi des Eſpagnes &c. ſouhaitant, dis-je, le repos public & poſtpoſant ſes intérêts à ceux de notre Sainte Religion, laquelle ne peut que ſoufrir beaucoup dans le déſordre & la confuſion d'une Guerre ſi longue & ſi ſanglante, a traité, concerté & conclu une Paix bonne, ſincere & perpetuelle aux conditions ſuivantes avec Sa Majeſté très-Chrétienne Louïs XIV. Roi de France, ſon très-cher & très-aimé Frere & Couſin, & la Séréniſſime Reine ſa très-chere & très-aimée Sœur, Mére dudit Seigneur Roi très-Chrétien, pour eux, les Seigneurs Rois leurs Succeſſeurs, leurs Royaumes, Etats & Vaſſaux.

I.

Qu'entre leſdits Seigneurs Rois, comme bons fréres, parens & Alliez, il y aura deſormais une amitié ferme & conſtante ſans que l'un des deux puiſſe jamais faire ou tenter, directement ou indirectement, aucune choſe au préjudice de l'autre & dès à préſent pour toujours ils mettront bas tous prétextes, ou occaſions de mauvaiſe intelligence ſans qu'il demeure aucun ſentiment ou eſpéce d'inimitié entre leſdits Seigneurs Rois & leurs Couronnes, en conſéquence de quoi tous Actes d'hoſtilité ceſſeront entre elles: & les Vaſſaux & Sujets des deux Parties pourront librement aller & venir, frequenter, négocier, & commercer, dans les Royaumes, Etats & Païs desdits Seigneurs Rois tant par terre que par mer & autres eaux, & ſeront leſdits Vaſſaux reçus & traitez comme s'ils étoient naturels des lieux où ils frequenteront & contracteront; pourvû qu'ils obſervent de leur côté, les loix & coutumes des Provinces où ils ſe trouveront & qu'ils payent les droits & impoſitions dans les lieux accoutumez ou autres qui pourront être établis par leſdits Seigneurs Rois & leurs Succeſſeurs.

Oubli du paſſé.

II.

Leſdits Vaſſaux & Sujets de l'une & de l'autre Couronne retourneront & rentreront dans la poſſeſſion de leurs biens meubles & immeubles, rentes, droits & actions, Succeſſions Teſtamentaires & *ab inteſtat*, nonobſtant toutes confiſcations, donations & autres alienations quelconques qui peuvent avoir été faites deſdits biens, excepté de ce qui regarde les revenus & rentes paſſées & perçues, leſquelles ne pourront être repétées par leurs propriétaires & ladite reſtitution & poſſeſſion commencera ſeulement de la publication du preſent Traité.

Les Sujets qui ont été du parti contraire, ſeront reſtituez en leurs biens.

III.

Quant à ceux qui auront été promus à quelque Bénéfice Eccléſiaſtique dependant de la nomination, preſentation, collation & autre diſpoſition deſdits Seigneurs Rois, ou d'autres perſonnes ſeculieres, ils demeureront en poſ-

Les Bénéfices Eccléſiaſtiques.

los puedan competer y exercer ſus acciones reales, perſonales o mixtas en las Provincias a donde no abran tenido libre entrada durante la Guerra, y ſe en aquel tiempo ſe huvieren dado algunas ſentencias preparatorias, proviſionales o definitivas entre perſonas de differente partido, las quales no abran ſido oydas ni defendidas, quedaran los dichos juizios y ſentencias ſin effecto ninguno y ſin poder ſer pueſtos en execucion n'y prejudicar al derecho de las Partes como ſi tal coſa no huviera ſuccedido.

V.

Seran ſuſpendidas todas las Lettras y patentes de marcas y repreſallas, las quales pudieren ſer concedidas, y no ſe concederan de aqui adelante por el uno de los dichos Señores Reyes contra los Vaſſallos del otro, ſino en caſo de manifeſta denegacion de juſticia, deſpues de haverla pedido con muchas y publicas interpellaciones que ſe adminiſtraſſe y tambien con ſolemne y devido conoſcimiento de la cauſa.

VI.

Luego deſpues la Ratificacion del preſente Tratado ſeran pueſtos en libertad todos los Preſioneros de Guerra de una parte y otra ſin reſcate n'y exacion ninguna, pero con obligacion de pagar con preſſio y taſſa moderada los gaſtos que ſe abran hecho por ſu comida y ſuſtentacion durante ſu detencion.

VII.

Los que huvieren dexado el ſervicio de uno de los dichos Señores Reyes, y retiradoſe de ſus Eſtados y Exercitos y paſſado al Partido contrario ſeran reſtituidos y entraran en la libre poſſeſſion y proprietad de ſus bienes en el ſtado en que ſe hallaren en el tiempo de la publicacion d'eſte Tratado ſin poder ſer perſeguidos ny quatigados por eſta dicha coſa y occaſion, en que ſeran particularmente comprehendidos el Conde d'Egmont, el Principe d'Eſpinoy, el Duque de Bornonville, y otros que ſe podran nombrar de una parte y otra antes de la Ratificacion del preſente Tratado, y no podran bolver a entrar en los Eſtados de los dichos Señores Reyes, antes de haver alcanzado para ellos licentia y patentes ſelladas con el gran ſello de ſus Majeſtades, pero no ſeran obligados n'y neceſſitados a verificarlas en las Cortes y Cancellarias de ſus dichos Majeſtades.

VIII.

En conſideracion del bien y utilitad que reſultara a toda la Chriſtiandad por medio de la Paz, y para que mejor y mas preſto ſe puedan attajar los progreſſos del Turco adelantando la concluſion del preſente Tratado el dicho Señor Rey Catholico cedera por ſi y por los Señores Reyes ſus Succeſſores, realmente y effectivamente al dicho Señor

qu'ils peuvent avoir, ou de faire valoir leurs actions réelles, perſonnelles, ou mixtes dans les Provinces où ils n'auront point eu l'entrée libre pendant la Guerre; & ſi pendant ledit tems il s'eſt rendu quelque ſentence preparatoire, proviſionelle ou definitive entre perſonnes de différens partis, leſquelles n'auront été ouïes ni défenduës, lesdits jugemens & ſentences demeureront ſans nul effet & ne pourront être mis à execution, ni préjudicier au droit des Parties, comme choſes non advenuës.

V.

Lettres de repreſailles.

Toutes les Lettres de marques & de Repréſailles qui auront été accordées ne ſeront plus d'aucune force, & d'ici en avant lesdits Seigneurs Rois n'en accorderont aucune contre les Vaſſaux de l'autre, ſinon en cas de manifeſte deni de juſtice demandée publiquement & à pluſieurs reprifes & avec entiére connoiſſance de cauſe.

VI.

Les Priſonniers de Guerre.

Auſſitôt après l'échange des Ratifications du préſent Traité, on mettra en liberté tous les priſonniers de part & d'autre ſans en exiger aucune rançon, bien entendu qu'ils payeront à un prix raiſonnable & ſelon qu'il ſera taxé les dépenſes qu'ils auront faites pour leur nourriture & entretien pendant leur priſon.

VII.

Le Comte d'Egmont, le Duc de Bournonville, & le Prince d'Eſpinoi ſeront reſtituez en leurs biens: & les autres qui ne ſont nommez ſe pourront nommer juſques au jour de la ratification du Traité.

Ne pourront rentrer dans les Pais du Roi d'Eſpagne ſans Lettres patentes.

Ceux qui étant au ſervice de l'un desdits Seigneurs Rois l'auront quitté & auront abandonné ſes Etats & armées pour entrer à celui de l'autre, ſeront rétablis & rentreront dans la libre & pleine poſſeſſion & proprieté de leurs biens dans l'état où ils ſe trouveront au tems de la publication du préſent Traité, ſans qu'ils puiſſent être inquietez en aucune maniére à ce ſujet; ce qui s'entendra particulierement du Comte d'Egmont, du Prince d'Epinoi, du Duc de Bournonville, & autres qui ſeront nommez de part & d'autre avant la Ratification du préſent Traité, & ils ne pourront rentrer dans les Etats desdits Seigneurs Rois, avant d'en avoir obtenu permiſſion & Lettres ſcellées du grand ſceau de leurs Majeſtez, mais ils ne ſeront pas obligez de les faire vérifier aux Cours & Chancelleries de leursdites Majeſtez.

VIII.

En conſidération du bien & des avantages qui reviendront à la Chrétienté par le moyen de cette Paix & pour arrêter d'autant mieux & d'autant plutôt les progrès du Turc en preſſant la concluſion du préſent Traité, Sa Majeſté Catholique céde pour elle & pour les Seigneurs Rois ſes Succeſſeurs réellement & de fait audit Sei-

...ſuas Cathedras, declara que en caſo que ſuceda alguna dificultad o dudas ſobre el effetto o execucion deſte preſente Capitulo, ſe conformara con el pareſcer y arbitrio de los dichos Señores Eſtados Generales de los Payſes Baxos ſin apartarſe dello por ninguna via ni pretexto.

IX.

Por el miſmo reſpecto y conſideracion de la Paz tan deſſeada y neceſſaria para la conſervacion de Italia el dicho Señor Rey Catholico, cedera y transferira al dicho Señor Rey Chriſtianiſſimo, a perpetuidad y con alienacion irrevocable el condado de Rouſſellon con todas ſus dependencias y conſeutira que quede unido y incorporado a la Corona de Francia.

X.

Admitera tambien una Tregua de treynta años en el Principado de Catalana, y durante a quel tiempo que daran las coſas en el ſtado en que ſe hallaren quando ſe publique el preſente Tratado, ſin que puedan mudar ni alterar y ceſſaran por el miſmo tiempo todos actos de hoſtilidad de una parte y otra, y gozaran los Pueblos y moradores de la dicha Provincia tanto del uno Partido como del otro del beneficio de la Tregua, como ſe ha uſado y platicado con las demas Nationes en caſo ſemejante.

XI.

Y por quanto de parte del dicho Señor Rey Chriſtianiſſimo ſe ha hecho inſtancia, mediante la interpoſicion de los Señores Embaxadores Plenipoteantiarios de los Señores Eſtados de las Provincias unidas en que los Puertos y Villas de Roſes y Cadaques ſean incluydos en la enagenacion que ſe haze del Condado de Roſſellon a favor de la Corona de Francia quanto quiere que dichas Villas y Puertos de Roſes y Cadaques no ſean comprehendidos ny pertenecſian al dicho Condado de Roſſellon por ſer como ſon pertenecientes al diſtritto del Principado de Catalana tola via por mejor ſinceridad del animo qu'el dicho Señor Rey tiene a promover eſte Tratado de la Paz, ſe ha conformado en admitir el temperamento que los dichos Señores interpoſitores han hecho en eſta parte ſobre que ſe ha formado un Articulo eſpecial que ſe entregua juntamente con eſte inſtrumento en papel a parte declarando que en caſo de ſeguir la Paz que ſe eſpera y ſe deſſea el dicho Articulo ſe inſerira en eſte Inſtrumento entre los demas en el contenidos.

XII.

Reſtituira Su Majeſtad Catholica todo lo que ſus armas han ocupado en el Piamonte y Montferrato, y ſpecialmente la Villa y Ciudad de Verceli con ſus dependentias, y la Villa y Caſtillo de Cenchio al Señor Duque de Savoya, las Villas y Plaças de Aqui y Ponconne al Señor Duque de Mantua, ſin derivar parte alguna de la For-

jeſté Catholique, elle déclare qu'au cas qu'il ſurvienne quelque difficulté ou doute dans l'execution du préſent Article, elle s'en raportera à l'arbitrage des Seigneurs Etats Généraux des Païs-Bas, & ne s'en departira point ſous quelque prétexte que ce puiſſe être.

Etats Généraux arbitres entre France & Eſpagne.

IX.

Par la même conſidération de la Paix ſi deſirée & ſi néceſſaire pour la conſervation de l'Italie, le ſusdit Roi Catholique céde & tranſporte audit Seigneur Roi très-Chrétien à perpetuité & avec alienation irrevocable, le Comté de Rouſſillon avec ſes dépendances, & conſent qu'il ſoit mis & incorporé à la Couronne de France.

Le Comté de Rouſſillon demeure à la France.

X.

Il conſentira à une Trêve de trente ans dans la Principauté de Catalogne, pendant lequel tems les choſes y reſteront dans l'état où elles ſe trouveront lorſqu'on publiera le préſent Traité, ſans qu'on y puiſſe rien changer ou alterer, & pendant tout ledit tems toutes hoſtilitez ceſſeront de part & d'autre, & les Peuples & Gouverneurs de ladite Province tant d'un parti que de l'autre jouiront du benefice de la Trêve, ainſi qu'il a été uſité & pratiqué en pareil cas avec la même Nation.

Trêve pour 30. ans en Catalogne.

XI.

Et d'autant que le Roi très-Chrétien a fait pluſieurs inſtances par le canal des Seigneurs Ambaſſadeurs Plénipotentiaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies, à ce que les Ports & Villes de Roſes & de Cadaques ſoient compriſes dans la ceſſion faite du Comté de Rouſſillon en faveur de la Couronne de France; d'autant que leſdites Villes & Ports de Roſes & Cadaques ne ſont pas compris & n'appartiennent pas audit Comté de Rouſſillon, étant des dependances de la Principauté de Catalogne; pour preuve de la ſincerité & de l'ardeur avec laquelle ſadite Majeſté déſire la concluſion du preſent Traité, elle a conſenti d'accepter le temperament que leſdits Seigneurs Médiateurs ont propoſé ſur ce ſujet & dont il a été fait un Article particulier qui ſera compris dans le preſent Traité, & il a été declaré qu'au cas que la Paix tant deſirée s'enſuive, ledit Article ſera inſeré dans le preſent Inſtrument.

Roſes & Cadaques.

XII.

Sa Majeſté Catholique reſtituera tout ce que ſes armes ont conquis dans le Piemont & dans le Montferrat, particulierement la Ville & Cité de Verceil avec ſes dépendances, & la Ville & le Château de Cenchio au Seigneur Duc de Savoye, les Villes & Places de Aoui & Ponconne au Seigneur Duc de Mantouë ſans de-

Verceil & Cenchio reſtituez au Duc de Savoye.

Aqui & Ponconne au Duc de Mantouë.

le quedara en posſeſſion, propriedad, en conformidad del conſentimiento y conceſſion de Su Majeſtad Imperial y del Sacro Romano Imperio de cuyo feudo depende.

Y por lo que toca a la Villa, Caſtillo y Ciudad de Caſal, las ha de reſtituir Su Majeſtad Chriſtianiſſima aſſi como las demas otras Villas y Plaças al dicho Señor Duque de Mantua; pero ſe conſiente de parte del Señor Rey Catholico que en la dicha Villa, Caſtillo y Ciudad de Caſal ſe ponga un Preſidio mitad de Eſquizaros eſcogidos por Su Majeſtad Chriſtianiſſima, y que la otra mitad ſer de Vaſſallos del dicho Señor Duque de Mantua y a ſu eleccion, el qual Preſidio tanto de Eſquizaros como naturales hara juramento de fidelidad al dicho Señor Duque de conſervar la Plaça en ſu nombre contra todos, y eſto haſta que elegue a la edad de veynte y cinco años, en el qual tiempo podra mudar los dichos Eſquizaros ſi lo juſgare conveniente y haſta en tonces, ſera pagado el dicho Preſidio del dinero de Su Majeſtad Chriſtianiſſima que ſe dara por forma y ayuda de coſta al dicho Señor Duque para repartirlo entre los Officiales y Soldados y en todo eſte tiempo tendra el dicho Señor Duque el poder y derecho de nombrar y eſcoger los principales Officiales como Governadores, Tenientes, Sargentes Mayores y Capitanes de Artilleria y municiones en la dicha Villa, Caſtillo y Ciudad de Caſal y para que queden a perpetuidad en el Poder y Dominio de la Caſa de Mantua, los dichos Señores Reyes conſentiran qu'el dicho Señor Duque y la Señora Duqueſſa ſu madre en qualidad de Tutora, Curadora y Regente de ſus Eſtados haga una declaracion ſolemne y authentica aprovada por ſus Conſejos y Cortes de los dichos Eſtados, en que diga y proteſte que la dicha Villa, Caſtillo y Ciudad nunca podran ſer enagenados ny paſſar a la una o otra de las dos Coronas ny a manos de otros Principes, ſino los de la dicha Caſa de Auſtria en qualquiera manera que ſea; ny tan poco por via y Capitulacion de Caſamiento, y para mayor ſeguridad de lo contenido en eſte Articulo ſe pondra una clauſula eſpecifica en el Tratado de la Lexua entre los Principes de la Italia de laqual ſe hara mention a baxo.

XIII.

Los Griſones y Valtelinos quedaran en el miſmo eſtado en que al preſente ſe hallan; pero les ſera licito declarar dentro de quatro meſes, deſpues de la publicacion deſte Tratado, la forma de Govierno que les pareſciere mas con-

ſentement, & à la conceſſion de ſa Majeſté Impériale & du Saint Empire Romain dont cette Place relève comme fief.

Quant à ce qui eſt de la Ville, Citadelle & Cité de Cazal Sa Majeſté très-Chrétienne la reſtituera comme les autres Villes & Places audit Seigneur Duc de Mantouë, mais Sa Majeſté Catholique conſent qu'il y ait dans ladite Ville, Citadelle & Cité de Cazal une Garniſon, moitié Suiſſes payez par le Roi de France, moitié Vaſſaux du ſuſdit Seigneur Duc de Mantouë à ſon choix; laquelle Garniſon tant Suiſſes que naturels ſeront ſerment audit Seigneur Duc de garder ladite Place en ſon nom contre tous; & cela juſqu'à ce qu'il ait atteint l'age de 25. ans, auquel tems il pourra changer ladite Garniſon, s'il le juge à propos, & juſqu'alors elle ſera payée de l'argent de S. M. T. C. lequel ſera donné par forme de ſubſide audit Seigneur Duc pour être par lui reparti entre les Officiers & Soldats, & durant tout ce tems, ledit Seigneur Duc aura pouvoir & droit de nommer & de choiſir les principaux Officiers comme Gouverneur, Lieutenant, Sergent Major & Capitaine d'Artillerie & Munition, en ladite Ville, Château & Cité de Cazal; & afin qu'ils demeurent à perpetuité au pouvoir & Domaine de la Maiſon de Mantouë, leſdits Seigneurs Rois conſentiront que ledit Seigneur Duc & Madame la Ducheſſe Sa Mere, en qualité de Tutrice, Curatrice, & Regente de ſes Etats faſſent une déclaration ſolemnelle & authentique aprouvée par leurs Conſeils, & par les Cours deſdits Etats, par laquelle ils diſent & proteſtent que ladite Ville, Citadelle & Cité ne pourront jamais être alienées ni paſſer à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, ni entre les mains d'autres Princes, pas même de ceux de ladite Maiſon d'Autriche en quelque maniere que ce ſoit; non pas même par voye & contract de Mariage, & pour plus grande ſureté du contenu en cet Article, on inſerera une clauſe ſpeciale dans le Traité de la Ligue entre les Princes d'Italie, de laquelle mention ſera faite ci-deſſous.

Cazal aura Garniſon moitié de Suiſſes payez par le Roi de France, & ne pourra jamais appartenir en propre ni à lui ni au Roi d'Eſpagne.

XIII.

Les Griſons & les habitans de la Valteline demeureront au même état où ils ſe trouvent à préſent, mais il leur ſera permis de déclarer en l'eſpace de quatre mois, à compter de la publication du préſent Traité, la forme de gouvernement qui leur paroîtra la plus convenable,

Griſons & Valteline ſeront accommodez.

Digitized by Google

passo.

XIV.

Para evitar tambien todas las occasiones y pretextos que pudieran turbar la buena intelligencia que han de renovar los dichos Señores Reyes, quedara en su vigor el Tratado de Queyrasco hecho en el año de 1631. y sera executado en todos sus puntos, excepto en lo que toca a la Restitucion de Pinarol, laqual quedara a la Corona de Francia, como es dicho arriba, sin que adelante se pueda interprender cosa ninguna contraria al dicho Tratado, y en caso que se haga, no podra ny el uno ny el otro de los dichos Señores Reyes dar assistencia ninguna al que huviere faltado al cumplimiento de las cosas ajustadas; pero podran darla al que fuere turbado o inquietado. Toda via, no se quita el derecho y libertad tanto a la Casa de Savoya, como a la de Mantua de proponer el daño y lesion que pueden juzgar aver recebido en el dicho Tratado, y pretender que sea remediado, pero solo por via amigable y de justicia, y no por via de hecho o de Guerra.

XV.

Se dara satisfaction y paga a la Princessa Margaritta de Savoya y a la Princessa su Hija con reservacion de las acciones y derechos que tienen contra el Duque de Savoya, y de otra parte sera administrada buena y breve justicia a los herederos de la Serenissima Infante Catalina muger del Duca de Savoya Carlos Emanuel en la pretension de su dote y se remittira el juizio de la causa al Colegio de la Rota Romana, prometiendo Su Majestad Catholica de observar y executar puntualmente todo lo que por el dicho Colegio sera declarado y sentenciado, tanto en lo principal como en los incidentes y accessorios, y no menos en la instruccion que en la decision de la cosa, y tambien dara fianca por mayor seguridad, segun y en la forma mas ampla y conveniente que conforme al estilo del dicho Consejo de la Rota en semejantes casos se huviere platicado.

XVI.

Los dichos Señores Reyes para mejor fundar el presente Tratado y mostrar el verdadero dessio que tienen de observarlo declaran ser su animo y intencion que para mejor seguridad y firmeza de todo lo que se ha capitulad sobre los intereses de Italia y de sus Principes se haga una Liga y Confederacion entre todos los dichos Principes, Estados y Re-

XIV.

De même pour éviter toute occasion & prétexte qui pourroient troubler la bonne intelligence que lesdits Seigneurs Rois veulent renouveller entr'eux, le Traité de Quérasque fait en 1631. demeurera en toute sa vigueur & sera exécuté en tous ses points, excepté en ce qui regarde la restitution de Pignerol, qui demeurera à la Couronne de France, comme il est dit ci-dessous, sans que doresnavant on puisse entreprendre aucune chose contraire audit Traité : & au cas que cela arrive, ni l'un ni l'autre desdits Seigneurs Rois ne pourront donner aucune assistance à celui qui aura manqué à l'execution dudit Traité, mais ils pourront la donner à celui qui aura été troublé ou inquieté. Il ne sera pas prejudicié au droit & à la liberté qu'ont le Duc de Savoye, & celui de Mantoue de déclarer le tort qu'ils pourroient croire recevoir par le présent Traité, & de prétendre qu'il y soit remedié toutefois par voyes amiables & en justice mais non par la voye des armes.

Traité de Quérasque demeure en vigueur excepté pour Pignerol qui reste à la France.

Ducs de Savoye & de Mantoue peuvent poursuivre leurs droits par voyes amiables.

XV.

Il sera donné satisfaction & payement à la Princesse Marguerite de Savoye & à la Princesse sa fille, outre la conservation de tous leurs droits & actions qu'elles ont contre le Duc de Savoye, & d'autre côté on rendra bonne & prompte justice aux héritiers de la Serenissime Infante Caterine épouse du Duc de Savoye Charles Emanuel touchant les prétentions de sa dot, & l'on s'en raportera pour le jugement de ladite cause à la décision de la Rotte de Rome. Sa Majesté Catholique promettant d'observer & d'executer ponctuellement tout ce qui sera ordonné par ladite Rotte tant au principal que sur les incidens & accessoires, comme aussi en l'instruction & décision de la chose : & pour plus grande sureté donnera caution selon & en la forme la plus ample & ainsi qu'il conviendra conformément au stile de ladite Rotte ainsi qu'il se pratique en semblable occasion.

Droits de Mantoue & de Savoye seront validés.

XVI.

Lesdits Seigneurs Rois, pour plus grand affermissement du présent Traité, & pour faire d'autant plus connoître le sincere désir qu'ils ont de l'executer, déclarent que leur intention est que pour plus grande sureté de tout ce qui a été arrêté & stipulé sur les interêts de l'Italie & de ses Princes, il y aura une Ligue & Confédération entre lesdits Princes, Etats & Ré-

eſtablecer la dicha Liga y Confederacion entre los dichos Principes, Eſtados y Republicas de Italia prometen los dichos Señores Reyes de excivir a todos y a cada uno dellos a eſte fin y desde agora en nombre de los dichos Señores Reyes ſe hara inſtancia con los Miniſtros de los dichos Principes de Italia que ſe hallan a Munſter, de manera que la dicha Liga pueda ſer capitulada, tratada y concluida dentro de ſeis Meſes deſpues de la publicacion d'eſte Tratado de Paz ſin retardar la execucion d'ella.

XVII.

Su Majeſtad Catholica para contribuir mas de ſu parte a que ſe conſigue el bien ineſtimable de la Paz, renunciara, cedera y transferira para ſiempre y a perpetuidad en favor del dicho Rey Chriſtianiſſimo y de los Reyes ſus Succeſſores todos los derechos tanto de propriedad como de otras acciones y pretenciones que tiene y puede tener ſobre las Provincias de Alſacia y Sungau, y en particular la Villa, Caſtillo y territoria de Briſac en caſo que ſe concluya la Paz no ſolo entre los dichos Señores Reyes, pero tambien entre ſu Majeſtad Imperial y el Romano Imperio de una parte, y el dicho Señor Rey Chriſtianiſſimo y la Corona de Francia de otra, conforme a lo que es y a ofreciido al dicho Señor Rey Chriſtianiſſimo en nombre del Señor Emperador por medio de ſus Miniſtros en el Tratado pendiente entre los dichos Señores Emperador y Rey Chriſtianiſſimo.

XVIII.

Como de parte de ſu Majeſtad Chriſtianiſſima ſe han hecho grandes inſtancias para que ſu Majeſtad Catholica venga a dar y conceder alguna coſa al Señor d'Anglure caſado con la hija del defunto Conde de Chateau-Villain de la Caſa de Diazeto, teniendo conſideracion a que la aguela de la muger del dicho Señor d'Anglurre era de la Caſa de Aquaviva, de cuyo patrimonio muchos bienes y Señorias han paſſado a ſu dicha Majeſtad Catholica en el Reyno de Napoles por via de confiſcacion declarada ciento y ſeſſienta años hay, ſu dicha Majeſtad Catholica promete de uſar de alguna liberalidad con el dicho Señor d'Anglure, o en dinero de contado por una vez, o en una penſion que ſe la pagara cada año durante ſu vida, para loqual ſe le dara una conſignacion

à cette fin, & dès à préſent au nom desdits Seigneurs Rois on fera inſtance auprès des Miniſtres desdits Princes d'Italie qui ſe trouvent à Munſter, enſorte que ladite Ligue puiſſe être reglée, traitée & concluë en l'eſpace de ſix mois à compter de la publication du préſent Traité de Paix ſans en retarder l'execution.

XVII.

Le Roi d'Eſpagne quitte au Roi de France toutes ſes prétentions en Alſace & Sundgaw.

Sa Majeſté Catholique pour contribuer davantage de ſon côté à l'acquiſition du bien ineſtimable de la Paix, renoncera, cédera & tranſportera pour toujours & à perpetuité en faveur dudit Roi T. C. & des Rois ſes Succeſſeurs, tous les droits tant de proprieté, qu'autres actions & prétenſions qu'elle a, ou peut avoir ſur les Provinces d'Alſace & Sundgau & en particulier la Ville, Château & Territoire de Briſac, en cas que la Paix ſoit conclue, non ſeulement entre leſdits Seigneurs Rois, mais auſſi entre Sa Majeſté Impériale & l'Empire Romain d'une part & ledit Seigneur Roi très-Chrétien & la Couronne de France de l'autre, conformément à ce qui a déja été offert audit Seigneur Roi très-Chrétien au nom de l'Empereur, par la voye de ſes Miniſtres, dans le Traité pendant entre leſdits Seigneurs Empereur & Roi très-Chrétien.

XVIII.

Droits des Seigneurs d'Anglure & Château-Vilain au Royaume de Naples.

Comme on a fait de grandes inſtances de la part de Sa Majeſté très-Chrétienne pour que Sa Majeſté Catholique donne & accorde quelque choſe au Seigneur d'Anglure marié avec la fille du feu Comte de Château-Vilain de la Maiſon d'Adjaceto, ayant égard à ce que l'ayeule de la femme dudit Seigneur d'Anglure étoit de la Maiſon d'Aquaviva, du patrimoine de laquelle pluſieurs biens & Seigneuries ont paſſé au pouvoir de ſadite Majeſté Catholique dans le Royaume de Naples par voye de confiſcation déclarée il y a 160. ans : ſadite Majeſté Catholique promet d'uſer de liberalité envers ledit Seigneur d'Anglure ſoit en lui donnant une ſomme d'argent pour une fois, ſoit en lui accordant une penſion viagere, laquelle lui

Et ainſi en ſeroit l'an 1487.

ſera

culo 21. & 22. que tratan eſte punto.

XX.

Se declara que el dicho Tratado de Vervins quede en ſu fuerza y vigor y ſe obſerve y guarde todo lo en el contenido, ſalvo en aquella parte que por el preſente Tratado fuere derogado.

XXI.

Como la Paz no puede ſer entera, ſegura ny honeſta ſi no ſe haze tambien y al miſmo tiempo con ſu Majeſtad Ceſarea y il Sacro Romano Imperio, y por eſtar el dicho Señor Rey Catholico por tantos vinculos de ſangre, parenteſco y Confederacion unido con el Señor Emperador y por la obligacion que tiene al dicho Emperador como Principe del cabeza de uno de los Circulos que le componen, declara de ſer ſu Real intencion que eſta Paz ſe effectue juntamente con la que ſe trata con el dicho Señor Emperador y el Sacro Romano Imperio de una parte y del Señor Rey Chriſtianiſſimo de la otra.

XXII.

Aſſi miſmo ſeran comprehendidos en eſta Paz los intereſes del Señor Duque de Lorena con entera ſatisfacion de ſu Alteza.

XXIII.

Entraran tambien en eſte Tratado como amigos y adherentes de ſu dicha Majeſtad Catholica, ſi aſſi le pareciere, los que ſu Majeſtad nombrara d'entro de quatro meſes despues de la Ratificacion deſte Tratado.

XXIV.

Si algunos Vaſſallos, Subditos & moradores de los Reynos, Payſes y Eſtados de los dichos Señores Reyes encorrieren en la contravencion de qualquier Capitulo o Punto contenido en el preſente Tratado, ſeran rigoroſamente caſtigados ſegun la calidad y exigencia del hecho, y ſe repararan los attentados con la mayor promptitud que ſe pudiere por los medios ordinarios y en tel caſo acoſtumbrados de loqual quedaran encargados los Governadores, Parlamentos, Conſejos, y Officiales, tanto de Juſticia como de Guerra de los lugares en que ſe haura cometido el atentado, y obligados de procurar la reparacion con toda diligencia, y evitar

qui traitent de ce point.

XX.

On déclare que ledit Traité de Vervins demeurera en ſa force & vigueur & que tout le contenu en ſera obſervé, excepté les endroits auquel il aura été derogé par le préſent Traité.

Le Traité de Vervins ſera entretenu.

XXI.

Comme la Paix ne peut être entiere, aſſurée ni honorable ſi on ne la fait auſſi & en même tems avec Sa Majeſté Impériale & le Saint Empire Romain, d'ailleurs ledit Seigneur Roi Catholique étant uni par tant de liens de ſang, de parentage & de conféderation avec ledit Seigneur Empereur, enfin étant engagé par ce qu'il doit audit Empire comme Prince du chef d'un des Cercles qui le compoſent, il déclare que ſon intention Royale eſt, que cette Paix ſe faſſe conjointement avec celle que l'on traite avec ledit Seigneur Empereur & le Saint Empire d'une part, & le Seigneur Roi T. C. de l'autre.

Le Traité d'Eſpagne ne s'effectuera que quand & celui de l'Empire avec la France.

XXII.

De même on comprendra dans cette Paix les intérêts du Seigneur Duc de Lorraine à l'entiere ſatisfaction de ſon Alteſſe.

Le Duc de Lorraine ſera compris au Traité de Paix & lui ſera entiérement ſatisfait.

XXIII.

On admettra auſſi dans ce Traité comme amis & Alliez de ſadite Majeſté Catholique, ſi elle le juge à propos, ceux qu'elle nommera dans l'eſpace de quatre mois après la Ratification de ce Traité.

XXIV.

Si quelques Vaſſaux, Sujets & manans des Royaumes, Pais & Etats desdits Seigneurs Rois, viennent à contrevenir à quelque Article ou point contenu dans le préſent Traité, ils ſeront rigoureuſement châtiez ſelon la qualité & exigence du cas, & on reparera leurs attentats avec la plus grande promptitude poſſible par les moyens ordinaires & accoutumez en tel cas, & ſeront chargez de ce ſoin les Gouverneurs, Parlemens, Conſeils, & Officiers tant de Juſtice que de Guerre des lieux où l'attentat aura été commis, & ſeront obligez d'en procurer la reparation en toute diligence & d'éviter

Les infracteurs du Traité ſeront punis & les infractions réparées ſur le champ.

Digitized by Google

dores Generales y en termino de tres meſes deſpues de la publicacion d'eſte Tratado, ſe daran y preſentaran de una y otra parte certificaciones autenticas de las tales aprovaciones, verificaciones y publicaciones.

XXVI.

Todos los quales Puntos y Articulos arriba referidos han ſido capitulados, ſtipulados, concertados y approvados entre los Ambaxadores y Plenipotenciarios de los dichos Señores Reyes que han firmado eſte Tratado en virtud de los Poderes y Plenipotencias ſufficientes y validas aceptadas y aprovadas de una y otra parte por intervencion de los Señores Mediatores, cuia Copia ſera inſerida al pied deſte Tratado, los quales Plenipotenciarios de mas de las Ratificaciones tanto en el tiempo preſente como en lo por venir y deſde aora entonnes conteindas en los dichos Poderes y Plenipotencias han prometido y prometen que ſacaran otras nuevas para mayor ſeguridad y firmeza dentro de dos mezes deſde el dia de la fecha del preſente Tratado y obligan en virtud de los miſmos Poderes a los dichos Señores Reyes al complimiento y obſervancia punctual y exacta de toto lo contenido en eſte Tratado, y de jurar ſolemnemente ſobre la Cruz, ſantos Evangelios, y Canon de la Miſſa, y ſobre ſu conſciencia y honra en preſencia de los que de una y otra parte ſeran deputados de complir y effectuar real candida y religioſamente todos los dichos Punctos y Capitulos ſin faltar jamas en elle ny ſuffrir que ſus Vaſſallos y Subditos hagan alguna coſa en contrario con renonciacion expreſſa a todo genero de reſtitutiones y beneficios eſpecialmente al de minoridad de parte de ſu Majeſtad Chriſtianiſſima y con autoriſacion o approvacion y conſentimiento de la dicha renonciacion de parte de la Señora Reyna Regente ſu Madre y de los Parlamentos y Cortes Generales del Reyno. Hecho en Munſter Villa Epiſcopal y Metropoli de Weſtphalia a 24. de Hebrero del 1647.

I.

Si eſta de acuerdo entre las Partes que Dom Duarte de Braganza que ſe halla detenido proſonicro en el Caſtillo de Millan ſera ſuelto de ſu priſon y entregado al Señor Emperador o al Señor Rey Chriſtianiſſimo a eleccion de ſu Majeſtad Catholica luego deſpues de la publicacion del Tratado de Paz entre las dos Coronas

compter de la publication de ce Traité on donnera & delivrera d'une & d'autre part des Certificats authentiques desdites aprobations, verifications & publications.

XXVI.

Tous les Points & Articles raportez ci-deſſus ont été reglez, ſtipulez, concertez & aprouvez entre les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires desdits Seigneurs Rois, qui ont ſigné ce Traité en vertu des Pleinpouvoirs & Pouvoirs ſufiſans & valides acceptez, & aprouvez d'une & d'autre part par l'intervention des Seigneurs Médiateurs, dont Copie ſera inſerée à la fin dudit Traité; leſquels Plénipotentiaires, outre les ratifications tant preſentes que futures & doresnavant contenues dans leursdits Pouvoirs & Pleinspouvoirs, ont promis & promettent qu'ils en obtiendront de nouvelles pour plus grande ſureté, & aſſurance en l'eſpace de deux mois à compter du jour de la concluſion du préſent Traité, & s'obligent en vertu des mêmes Pouvoirs leſdits Seigneurs Rois à l'accompliſſement & obſervation ponctuelle & exacte de tout le contenu en ce préſent Traité, & à jurer ſolemnellement ſur la Croix, les Saints Evangiles, le Canon de la Meſſe & ſur leur conſcience & honneur en préſence de ceux qui d'une & d'autre part ſeront députez, d'accomplir & effectuer réellement, ſincerement & religieuſement tous leſdits Points & Articles ſans en excepter un, ni ſoufrir que leurs Vaſſaux & Sujets faſſent aucune choſe au contraire, avec renonciation expreſſe à toute eſpéce de reſtitution & benefice, ſpecialement à celui de la minorité du côté de Sa Majeſté très-Chrétienne & avec aprobation, autoriſation & conſentement à ladite renonciation de la part de Madame la Reine Regente ſa Mere & des Parlemens & Cours Générales du Royaume. Fait à Munſter Ville Epiſcopale, & Métropole de Weſtphalie ce 24. Fevrier 1647.

Les deux Rois ratifieront le Traité dans deux mois.

Forme ſolement de l'entretenir.

I.

Il a été arrêté & convenu entre les Parties que Don Edouard de Bragance, detenu priſonnier dans le Château de Milan ſera delivré de ſa priſon & livré au Seigneur Empereur ou au Seigneur Roi très-Chrétien au choix de Sa Majeſté Catholique, auſſitôt après la publication du Traité de Paix entre les deux Couronnes

Le Duc de Bragance frere du Roi de Portugal ſera mis hors du Château de Milan.

...las dichas Coronas ſeran aceptadas y que no reſte para concluirla ſino la conceſſion a favor de la Corona de Francia de las Villas y puertos de Roſes y Cadaques ſeda arbitr.o a los Señores Embaxadores Plenipotenciarios de los Señores Eſtados Generales de las Provincias Unidas del Pays Baxo para que ſe puedan declarar y conſiquentemente ſe pondra ſobre eſte punto un Articulo expreſſo y en forma conveniente en el Tratado.

...Paix entre leſdites Couronnes ſoient acceptées, & qu'il ne reſte pour la conclure que de céder en faveur de la Couronne de France les Villes & Ports de Roſes & Cadaques, on s'en raporte à la déciſion des Seigneurs Ambaſſadeurs Plénipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, afin qu'ils puiſſent déclarer leur ſentiment, & en conſéquence de ce on fera ſur ce point dans le Traité un Article expres & en la forme convenable.

Roſes & Cadaques, voyez le 11. Art.

DE L'UNION

A la Couronne de France des Duchez de Lorraine & de Bar & autres Seigneuries tenuës cidevant par les Ducs de Lorraine.

I.

RAISONS POUR L'UNION.

Cette Union ſe doit faire pour beaucoup de conſidérations.

I.

A ce que les Sujets du Roi ne regrettent pas ce qu'ils ont contribué à ſa Conquête lorſqu'ils conſidéreront qu'ils en demeurent d'oresnavant en plus grande ſureté du côté de la Champagne & des Villes de Metz, Toul, & Verdun.

II.

Et que le Roi s'accroîtra de quarante lieues de Païs où il y a plus de trois mille Paroiſſes.

III.

C'eſt un paſſage en Allemagne pour en tirer le ſecours de gens de Guerre qui ſera néceſſaire.

IV.

Et auſſi pour aſſiſter les Princes & Etats de l'Empire à ce qu'ils ne ſoient entiérement réduits ſous le joug de la Maiſon d'Autriche ou moleſtez en leurs franchiſes & libertez : car par leur ruïne les Empereurs & les Rois d'Eſpagne de cette Maiſon deviendroient trop puiſſants pour porter dommage à la France.

V.

Ce ſera perſuader à tous les Peuples de Lorraine de demeurer à l'avenir conſtamment du parti de France, n'étant plus en crainte qu'on les abandonne en changeant de Seigneur, ains aſſurez qu'on les protegera à toujours contre qui que ce ſoit.

VI.

Les Provinces des Païs-Bas qui ſont reſtées au Roi d'Eſpagne, demeureront d'autant plus détachées du Comté de Bourgogne, ſans ſe pouvoir ſecourir ſi facilement les unes les autres, comme il arrivoit par la connivence des derniers Ducs de Lorraine.

VII.

Et nos Rois auront plus facile entrée dans le Luxembourg, l'Alſace & autres Païs dépendans de la Maiſon d'Autriche.

VIII.

Outre que les Ducs de Lorraine ſe ſont depuis cent ans le plus ſouvent alliez avec les Rois d'Eſpagne contre la France, à raiſon de leurs prétentions imaginaires ſur pluſieurs Provinces & Seigneuries, & en général ſur tout le Royaume comme ſe diſans iſſus en ligne maſculine de l'Empereur Charlemagne & devoir être préferez aux deſcendans du Roi Hugues Capet, n'y ayant apparence qu'ils quittent jamais ces opinions & la mauvaiſe volonté qu'ils ont de pére en fils.

IX.

Joint qu'il eſt à craindre que ſi le Roi rend ce qu'il tient ès Etats de Lorraine, les Garniſons Eſpagnoles entreront avec le temps dans les Places fortes, ſous prétexte d'aſſiſter le Duc d'aprétent, & après ſon décès, ſon frére ou quelqu'autre prochain héritier ; ainſi que les

de ce côté-là, & unir les Seigneuries les unes avec les autres.

II.

Raisons contre l'Union.

I.

D'Autre part il faut considérer avec quelle passion tous les Princes de la Maison d'Autriche s'opposent à ce que le Roi ne demeure Maître de ce Païs. Cela se voit clairement au Traité de Prague de l'Empereur Ferdinand II. avec l'Electeur de Saxe, en l'an mil six cens trente-cinq, & aussi ès réponses dudit Empereur & de son fils Ferdinand troisiéme ès années mil six cens trente-six, mil six cens trente-sept, & mil six cens quarante-un, pour la pacification des troubles de l'Allemagne, par l'offre qu'ils ont faite de laisser aux Protestans le libre exercice de leur Religion, telle qu'elle soit, leur souffrir encore pour quarante ans la possession des biens Ecclésiastiques qu'ils ont usurpez contre le Traité de Paslaw, en l'an mil cinq cens cinquante-deux, voir de leur accorder de nouveau l'Archevêché de Magdebourg & autres Benefices Ecclésiastiques en propre, ou en usufruit; & de les rétablir en toutes leurs Seigneuries, moyennant qu'ils aident & contribuent à chasser les François de Lorraine.

II.

Ils ne manquent aussi en même temps de solliciter sous main les Suédois de Paix ou de Tréve, tâchans par autres voyes de les débaucher d'avec nous, en leur quittant la Poméranie, à celle fin que n'étant plus empêchez en Allemagne, ils tournent plus puissamment contre le Roi; ainsi que l'Empereur Charles V. en l'an mil cinq cens quarante-quatre pour envahir la France du côté de la Champagne & de la Picardie, conjointement avec Henri huitiéme Roi d'Angleterre; regagnant à lui les Protestans & le Roi de Dannemarck qui s'étoient alliez avec le Roi François premier: en pratiquant depuis la même chose en l'an mil cinq cens cinquante-deux avec Maurice Electeur de Saxe & ses Confédérez, pour s'en servir contre le Roi Henri II. au recouvrement de Metz.

III.

A quoi l'on peut ajouter qu'ils persuaderont tant qu'ils pourront aux Allemans, qu'il y va de l'honneur & de l'intérêt de l'Empire que les François n'occupent la Lorraine, qui est sous sa garde & protection spéciale & sous sa Souveraineté & juridiction, & les Ducs faisant la foi & hommage pour le Marquisat de Pont-à-Mousson, Blamont, & autres Seigneu-

Et quand même le Roi n'y seroit à présent troublé, ce sera à l'avenir une perpétuelle semence de Guerre & division; Sa Majesté ne pouvant qu'avec peine s'exempter desdits Droits de Souveraineté & autres qui sont dus à l'Empereur.

Qui seroit une diminution à la Dignité Royale tant à cause des soumissions auxquelles sont obligez les Vassaux, lors qu'ils rendent la foi & hommage, que pour raison du droit de confiscation & autres peines dont les Souverains usent contre leurs Sujets: ainsi qu'il est avenu aux Rois d'Angleterre Sujets & Vassaux des Rois de France pour les Duchez de Normandie, de Guienne, & autres Seigneuries.

Et aux Rois Louis XII. & François premier qui étoient Vassaux non seulement des Empereurs Maximilian & Charles V. pour le Duché de Milan, mais encore des Papes pour le regard du Royaume de Naples: les uns & les autres Seigneurs Souverains n'ayant pu souffrir des Vassaux trop puissans.

III.

En quelle maniére l'Union se peut faire pour le mieux.

Il faudroit, ce semble, à ce que cette Union se fasse avec moins de difficulté & plus de seureté, que le Roi par droit de confiscation & pour la rébellion & félonnie du Duc Charles, réunit derechef à la Couronne en une forme plus ample & particuliére que ci-devant ce qui en releve; & par ainsi non seulement les Bailliages de Barleduc, la Marche, Chatillon-sur-Saone, Conflans en Bassigni, & Gondrecourt, mais aussi la Motte, Neufchâtel-sur-Meuze, Chastenoi, Montfort, Froüart, Passavant-en-Vosge, Châtel-sur-Mozelle, & autres terres & Seigneuries que l'on ne sauroit nier être de la Souveraineté du Royaume.

Cette Union se peut faire justement sans qu'aucun Prince étranger ait lieu d'y trouver à redire, & selon même que les Empereurs d'Allemagne & les Rois d'Espagne en usent contre leurs Sujets rebelles d'Autriche & de Bohéme, de Hongrie, d'Espagne, d'Italie, & des Pais-Bas pour crime de Leze Majesté.

II.

Et quant à ce qui dépend de l'Empire, que le Roi déclare le vouloir retenir seulement jusques à ce qu'il soit récompensé des frais de la Guerre & des dommages qu'il a reçus du Duc Charles: sauf les droits dudit Empire qui demeureront cependant en leur entier; avec offre pour le regard dudit dédommagement de s'en soumettre à l'arbitrage de ceux qui seront choisis pour cet effet, & dont les Parties conviendront; pour éviter par cet expédient la jalousie des Princes, qui envient la grandeur de nos Rois & détourner les Allemans de contribuer

Digitized by Google

par le Roi d'Eſpagne, d'ordonner par teſtament & en autre maniere que les Etats de Lorraine ſoient auſſi unis au Domaine de la Couronne de France, pour n'en pouvoir plus être ſeparez en quelque maniere que ce ſoit.

A l'exemple de l'Empereur Charles V. & de Philippe II. Roi d'Eſpagne, le premier deſquels s'étant ſaiſi comme Empereur & Seigneur Souverain & feodal du Duché de Milan, après la mort du dernier Duc, l'an mil cinq cens trente-cinq, en inveſtit l'an mil cinq cens quarante-ſix, ledit Roi Philippe qui lui en fit la foi & hommage; & depuis par ſon teſtament, en l'an mille cinq cens nonante-quatre a uni pour toujours ce Duché, au Royaume d'Eſpagne; le Pere & le Fils ayans de la ſorte inſenſiblement, par dégrez & non tout d'un coup accru leur Monarchie d'une Seigneurie de ſi grande conſequence, qu'ils ont démembrée de l'Allemagne, auſſi bien que celle de Sienne, ſur laquelle ils procéderent avec pareille cautelle.

Il y a les Villes & Places fortes d'Arras, Hesdin, Bapaume & autres du Païs d'Artois (ce qui n'a jamais été de l'Empire d'Allemagne, ains du Roi de France) que le Roi peut dès à préſent unir à la Couronne pour lui demeurer par forme d'engagement, juſques à ce qu'il lui ſoit fait raiſon du Royaume de Navarre.

Que le Roi ſe peut récompenſer ſur tous les Etats du Duc de Lorraine des dommages qu'il a reçus de lui; encore que ce Duc reconnoiſſe l'Empereur pour Seigneur Souverain & féodal.

LEs Princes voiſins des uns & des autres doivent ſouffrir que quand l'un d'eux ou ſes Sujets ont reçu quelque dommage des Sujets de l'autre, ils en ayent la raiſon par droit de repréſailles, ou bien qu'on leur livre les perſonnes & ſatisfaſſe de leurs biens la perte & le mal qu'ils ont ſouffert.

Ce qui doit avoir lieu pour le regard du Duc Charles de Lorraine, encore que Vaſſal & Sujet de l'Empereur; d'autant plus qu'il eſt par trop puiſſant & privilégié dans les pays pour pouvoir être contraint par l'Empereur de ſatisfaire le Roi des torts qu'il lui a faits, comme ſeroit un ſimple Vaſſal & Sujet, duquel il eſt plus facile de ſaiſir la perſonne & les biens.

Joint que les Ducs de Lorraine doivent être conſidérez comme Princes Souverains, & non comme Sujets pour le droit qu'ils ont de toute ancienneté de faire de leur propre autorité des levées de gens de Guerre dans leurs Etats, d'y faire conſtruire de nouvelles Forteresſes & de ſe confédérer & allier avec les Rois & Princes étrangers; ſelon qu'il appert de leurs Confédérations & Alliances avec les Rois d'Eſpagne contre la France, du nombre des gens de guerre

a conquiſes ſur lui.

LES VILLES DE METZ TOUL ET VERDUN.

Raiſons deſquelles nos Rois ſe ſont ſervis pour ne point rendre leſdites Villes.

APrès que le Roi Henri II. ſe fut ſaiſi des Villes Impériales de Metz, Toul & Verdun, les Empereurs Charles V. Ferdinand premier, Maximilian deux & les Electeurs & autres Princes de l'Empire ont fait inſtance par pluſieurs fois qu'elles fuſſent reſtituées.

Mais nos Rois ont été conſeillez de leur répondre pour n'entrer en guerre ouverte avec les Allemans,

I.

Qu'ils ne permettoient qu'il y fût aucune choſe dénié ou diminué des droits qui en étoient dus à l'Empire.

Que les Evêques avoient continué de prêter les hommages & ſermens de fidélité qu'ils étoient tenus de faire à l'Empereur.

Et leſdites Villes ordinairement ſatisfait à tous droits, devoirs & contributions, comme Villes Impériales & Membres de l'Empire, tout ainſi qu'elles faiſoient auparavant.

II.

Qu'il étoit raiſonnable que les Empereurs & Rois d'Eſpagne retinſſent eux-mêmes les premiers ce qu'ils avoient dès auparavant uſurpé ſur l'Empire.

III.

Que pour bien traiter de la reſtitution de ces Villes, il falloit au préalable appeller leſdits Princes de l'Empire, leſdites Villes, & leurs Evêques qui en étoient Seigneurs, & y avoient le principal intérêt; parce que comme l'affaire concernoit tous les Etats de cet Empire, il étoit loüable à nos Rois de repréſenter là-deſſus leurs droits & prétentions aux Dietes Impériales & Aſſemblées des Etats Généraux d'Allemagne.

IV.

Finalement que leſdites Villes ne devoient être rendues que les frais de Guerre ne fuſſent reſtituez à la France qui avoit été invitée à la requête d'une bonne partie des Princes de l'Empire de faire des levées & dépenſes extraordinaires, pour les remettre & maintenir en leur ancienne liberté.

Et aujourd'hui les Suédois par la même rai-

Droit de Souveraineté & de Féodalité qu'a le Roi sur le Duché de Bar, & ceux que l'Empereur veut prétendre sur les Princes relevans immédiatement de l'Empire.

Bruil de Quesnoi-le-Comte & Bouchain en Hainault, d'ancienneté de la Souveraineté de l'Empire d'Allemagne; encore que du tems du déclin de la Maison de Charlemagne, le Royaume de Lorraine & par conséquent le Comté de Hainault, & le Cambresis ayent été usurpez sur la Couronne de France par les Empereurs d'Allemagne de la Maison de Saxe.

PHILIPPE DE COMMINES *au cinquiéme livre de ses Mémoires Chapitre XIII.*

MAis par avanture que notre Seigneur ne lui voulût point de tous points accomplir son desir pour des raisons que j'ai dites, ou qu'il ne vouloit point qu'il usurpât sur ce Païs de Hunault qui est tenu de l'Empire, tant pource qu'il n'y avoit aucun titre, qu'aussi pour les anciennes Alliances & sermens qui sont entre les Empereurs & les Rois de France; & montra bien depuis ledit Seigneur en avoir connoissance : car il tenoit Cambrai, le Quesnoi, & Bouchain en Hainault, il rendit ce Bouchain en Haynault & remit Cambrai en neutralité, laquelle est Ville Impériale.

Et au livre VI. Chap. 3.

En Hainault le Roi tenoit la Ville de Quesnoi-le-Comte & celle de Bouchain, lesquelles il rendit, dont aucuns s'esbahirent, veu qu'il ne cherchoit nul appointement & qu'il monstroit vouloir prendre le tout sans rien laisser à cette Maison; & croi bien que s'il eût peu tout départir & donner à son aise & de tous points la détruire, qu'il l'eût fait; mais ce qui le meut à rendre ces Places en Hainault furent deux choses qu'il me dit depuis.

La prémiere qu'il disoit qu'il lui sembloit qu'un Roi a plus de force & de vertu en son Royaume, où il est oint & sacré, qu'il n'en a hors de son Royaume.

L'autre raison étoit qu'entre les Rois de France & Empereurs y a grands sermens & confédérations de n'entreprendre rien l'un sur l'autre; & ces places dont j'ai parlé étoient situées en l'Empire & furent restituées l'an mil quatre cens soixante-dix sept.

Pour cause semblable rendit Cambrai, ou la mit en main neutre, content de la perdre.

Savoir si les Droits de Féodalité qu'a l'Empereur sur le Palatinat, le Duché de Wirtemberg, l'Electorat de Trèves & autres, selon la Bulle d'Or sont semblables à ceux qu'a le Roi sur le Duché de Bar ou bien s'ils sont différens & en quoi.

IL y a grande différence entre les Droits de Souveraineté & de Féodalité qu'a le Roi sur le Duché de Bar & ceux que l'Empereur veut prétendre sur les Princes relevans immédiatement de l'Empire, & qui ne sont des entr'eux & avec les Rois & Princes étrangers pour la conservation de leurs franchises & libertez.

Ce qui se peut prouver par plusieurs Traitez de Paix & de Trêves des Rois de France avec les Empereurs & les Rois d'Allemagne éfquels les Rois de France ont d'ordinaire compris au nombre de leurs Alliez les Princes & autres Etats de l'Empire.

Ce qui se reconnoit aussi par les Traitez des Rois d'Angleterre avec les Rois d'Espagne, des Rois de Dannemarck avec les Rois d'Espagne, des Rois de Dannemarck avec les Empereurs & les Rois de Suéde, & des Rois de Suéde avec les Rois de Pologne, où ils ont réservé chacun de leur part les Princes & Républiques de l'Empire leurs Alliez.

Et par ainsi de vouloir contraindre le Roi de traiter sans lesdits Alliez, ce seroit lui faire avouer qu'injustement il s'est allié avec eux, & les a pris en la protection, & lui faire perdre quant & quant l'un des plus avantageux droits qu'il a des Rois ses prédécesseurs de ne permettre que ses Alliez soient ruinez; la perte desquels sans doute soit en Allemagne ou en Italie mettroit la France en danger d'être envahie par la Maison d'Autriche à toutes occasions.

Et pour le regard des confiscations des Terres & Seigneuries pour crime de Leze-Majesté, il est certain qu'en France le Roi peut procéder en cas dudit crime contre ses Sujets, sans qu'il soit nécessaire d'avoir égard au privilége de Pairie, qu'un Pair ne puisse être jugé que par les Pairs; que la confiscation s'exerce contre les enfans & tous ceux de la famille ores que les biens soient substituez : & peut le Roi appliquer les Fiefs & Seigneuries à soi ou les reunir à la Couronne.

Au lieu qu'en Allemagne les Electeurs soutiennent que pour crime contr'eux prétendu de rébellion & felonnie, les Electeurs leurs Collégues doivent assister au jugement; & que l'Empereur par la Capitulation Impériale & promesse faite aux Electeurs après son élection, s'est obligé de ne rien conclure ès affaires de conséquence sans le conseil & avis desdits Electeurs.

Joint que la confiscation n'a aucun effet au préjudice des plus proches ès Electorats & Duchez, qui ont été inféodez à tous ceux de la famille.

Et ne vaut la cession & transport aux plus éloignez ou à des étrangers, ainsi que l'on en a usé pour le Palatinat & la Dignité Electorale contre les enfans de l'Electeur Palatin & les autres Comtes Palatins de Neubourg, des Deux-Ponts, & autres de la famille même, qui sont plus proches que non pas le Duc de Baviére qui vient d'un puisné.

Et comme encore il s'est pratiqué à l'endroit du Duc de Wirtemberg en haine de ce qu'il s'est allié avec le Roi; les Etats duquel la Maison d'Autriche entend transférer pour la plûpart à d'autres, comme audit Duc de Baviére, à des Comtes de Trautmansdorff & de

Schle-

ſi eſt-ce que l'Empereur ne peut approprier à ſa Maiſon tels biens confiſquez, ains il doit conférer les Electorats à des Princes & Comtez d'autre famille, ne permettre qu'ils ſoient aucunement démembrez : & quant aux autres Principautez la Capitulation Impériale l'oblige de les réunir au domaine de l'Empire ; à quoi néanmoins le feu Empereur a contrevenu, vû qu'il a fait don de la plupart du bas Palatinat au Roi d'Eſpagne ſon proche parent, & de même famille. Et ont intention de plus ceux de cette Maiſon de s'approprier la Forteresſe de Hohenewueil & pluſieurs Bailliages & Prévôtez du Duché de Wirtemberg.

L'on peut ajouter à ce que deſſus que les Princes de l'Empire ſe peuvent allier par mariages avec des Princes étrangers, conſtruire en leurs Pais de nouvelles Forteresſes, mettre des tailles ou impôts ſur leurs Sujets à leur volonté, faire des Loix & Statuts juſques à y changer la Religion Catholique & y établir la leur, & uſer d'autres Droits Royaux de Souveraineté, ſans que pour cela il leur ſoit néceſſaire d'être autoriſez par l'Empereur.

De la prétendue Origine de Lorraine, que l'on veut tirer en ligne maſculine des Rois de France de la premiére & ſeconde Race.

Extrait d'un Diſcours de deux feuilles intitulé : *Præludatio a vindicis Lotharingicis libri II. cap. VIII. Ducatus Lotharingiæ ſuperioris eſt terra Salica ac proinde ex Lege Salicorum a virili ſtirpe in ſexum muliebrem non delabitur.* Par un Médecin du Roi d'Eſpagne ès Pais-Bas. A Bruxelles 1643.

I.

QUe les Ducs de la haute Lorraine ſont de la très-illuſtre ſouche & famille d'où venoit Clodion Roi de France de la premiére Race, & non les Rois de la Maiſon de Hugues Capet qui regnent aujourd'hui.

II.

Que les Rois de cette Maiſon ne viennent non plus en ligne directe & maſculine du ſang de l'Empereur Charlemagne.

Hinc repetito principio certiſſimi juris eſſe tum dudo Lotharingiæ Superioris Ducatum eſſe Terram Salicam; atque idcirco ex Lege Salicorum ad ſolos Maſculos pertinere jus Succeſſionis ad illum Principatum, cujus Duces vere Salici a Clodionis Comati Francorum Orientalium Regis præclariſſimâ ſtirpe profapiam ducunt; non item occidentalis Franciæ Reges hodierni, quorum Majores in Orientali Francia Principatum nunquam obtinuerunt. Neque Odo, Robertus, & Hugo Capetus (qui primi ex illa ſtirpe authoritate Regia dominati ſunt) genere Franci fuere, ſed extranei prorſus a Caroli Magni Sanguine directo & Maſculino ſtipite non exorti, atque adeo per Legis Salicæ valvas Franciæ occidentalis Regnum haud ingreſſi.

Probatum lib. II. cap. I.

REPONSE.

I.

LEs Ducs de la Haute Lorraine ne ſont de même famille que le Roi Clodion, & ainſi de la Race des Merovingiens, ni encore de celle de Charlemagne, & ne ſe trouveront aucunes preuves authentiques de l'un ou de l'autre.

II.

Le Roi Hugues Capet ne venoit point de Maiſon étrangére, mais de par ſon triſayeul du Pais de Saxe qui étoit lors de la Seigneurie des Rois de France, tout de même que l'eſt aujourd'hui la Normandie & la Bretagne.

III.

Et Hugues-le-Grand & Robert Comtes de Paris, pere & ayeul paternels dudit Roi Hugues, étoient nez en la France Occidentale deça les Rivieres du Rhin & de la Meuſe; ce qui fut cauſe, que comme François naturels, ils y eurent ſans aucun contredit les Gouvernemens de pluſieurs Provinces & commandement ès armées.

IV.

A quoi l'on peut ajouter que cette Origine de Lorraine des Rois de France de la premiére & ſeconde Race, tourne au préjudice des prétentions de la Maiſon d'Autriche, que pluſieurs Hiſtoriens & autres Auteurs depuis ſix vingts ans & davantage font venir en ligne maſculine des Rois Merovingiens ; & partant que la Couronne de France appartient au Roi d'Eſpagne comme à l'ainé de la Maiſon d'Autriche.

La même Origine eſt auſſi préjudiciable à la Maiſon de Baviére, d'autant que le Conſeiller Genvold ſoutient en la Généalogie des Ducs de Baviére imprimée ès années mil ſix cens cinq & mil ſix cens vingt, qu'ils deſcendent de mâle en mâle de Pepin Roi d'Italie frére ainé de l'Empereur Louis le debonnaire.

JEan Roi de France eut quatre fils & quatre filles.

Charles V. Roi.

Louis premier Duc d'Anjou, Comte du Maine, Roi de Sicile & de Jeruſalem.

Jean Duc de Berri & d'Auvergne qui épouſa la fille du Comte d'Artois.

Philippe le hardi Duc de Bourgogne qui épouſa la Comteſſe de Flandre.

Iſabelle Femme de Jean Galeas Duc de Milan, de laquelle le droit du Duché de Milan appartenant à la Maiſon de France.

Jeanne Femme de Charles premier Roi de Navarre.

Marie Femme du Duc de Bar.

Et Marguerite, Religieuſe.

Louis II. Duc d'Anjou fils de Louis premier épouſa Yoland fille du Roi d'Arragon & en eut quatre enfans.

Louis III. qui épouſa Marguerite de Savoye & mourut à Cuſanne en Calabre ſans enfans.

Yoland d'Anjou qui épouſa le Comte de Montfort.

René qui épouſa Iſabeau de Lorraine héritiére de Lorraine.

Charles d'Anjou lequel eut une fille nommée Jeanne, qui fut mariée au Duc de Nemours.

René eut un fils & deux filles.

Jean Duc de Calabre qui épouſa une fille de la Maiſon de Bourbon.

Yoland d'Anjou épouſa Meſſire Frédéric Comte de Vaudemont.

Marguerite d'Anjou épouſa Henri V. Roi d'Angleterre.

Jean eut un fils nommé Nicolas & fut Marquis du Pont; & fiança Anne de France fille du Roi Louis XI. & mourut ſans hoirs de ſon corps.

Yoland d'Anjou Femme du Comte de Vaudemont eut un fils appellé René Duc de Lorraine, Roi de Sicile.

René eut Antoine Duc de Lorraine & de Bar.

AMBASSADEURS

EXTRAORDINAIRES

Et

PLENIPOTENTIAIRES

D'ESPAGNE,

A LL. HH. PP. les Seigneurs

ETATS GENERAUX,

ECRITES ET ENVOYÉES DE MUNSTER.

LEs Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires d'Eſpagne conſiderant l'état préſent des affaires, & les ordres qui leur ſont envoyez de jour en jour par des Couriers ordinaires & extraordinaires, ſe trouvent dans l'obligation de preſenter cet Ecrit à S. E. Monſieur Paw, Seigneur de Heemſtede, Ambaſſadeur & Plenipotentiaire deſdits Seigneurs Etats Géneraux des Provinces-Unies afin qu'il le leur envoye & en procure au plutôt une prompte & poſitive réſolution telle qu'elle puiſſe être.

I. Cela ſuppoſé ils diſent qu'ils ont déja reçû la Ratification de ce qui a été traité & ſigné avec leſdits Sieurs Ambaſſadeurs de leurs Hautes Puiſſances avec leſquels ils ont conferé aſſez longtems ſur des Pleinspouvoirs authentiques légitimes & ſuffiſans & après bien des meſures priſes tant de bouche que par écrit, le tout préalablement envoyé aux Seigneurs Etats Géneraux par leurs Ambaſſadeurs.

II. Qu'avant que tout fût conclu & ſigné, on a declaré de bonne foi & avec ſincerité, *que l'intention de Sa Majeſté Catholique étoit que le tout fut enſuite exécuté ſans aucun delai*, la parole en a été portée en ſon nom dans la réſolution où il eſt de rompre plutôt toutes Négociations, que de laiſſer les affaires dans un état d'incertitude, afin que de part & d'autre, chacun pour ſon intérêt pût prendre ſes meſures & ſes ſûretés avant que d'entrer dans la Campagne prochaine.

III. Que ni dans la matiere, ni dans la forme, ni au principal, ni dans l'acceſſoire, ni dans les Préliminaires ni dans la concluſion des Traités, ni dans toutes les Négociations des Ambaſſadeurs d'Eſpagne, on n'a jamais vû le moindre changement, mais une perpétuelle & conſtante uniformité, pour chercher & obtenir une

grandes graces, que de reveiller ſon courroux en verſant le ſang Chrétien; & en troublant un repos ſi honorable & ſi néceſſaire aux Peuples qui ſont ſous la protection deſdits Seigneurs Etats Généraux.

IV. Qu'outre les demandes faites par les Plénipotentiaires des Etats Généraux, & accordées comme dit eſt, ils ont propoſé leur Médiation ſur le Traité de Paix entre les deux Couronnes, ce qui de la part de l'Eſpagne a été accepté avec tant de promptitude & de confiance, qu'elles ne doivent pas reſter infructueuſes, mais au contraire être une preuve indubitable & convaincante, pour leſdits Seigneurs Etats Généraux, *que l'Eſpagne veut auſſi bien la Paix avec eux qu'avec la France & que l'Eſpagne ne cherche nullement à les ſeparer de leurs Alliez*, mais encore à conſerver la même union en accordant non ſeulement tous les points demandez en faveur de la France par leſdits Etats Généraux; mais encore d'autres plus grands avantages.

V. Que conformément à cela, lorſque par la Médiation deſdits Etats Généraux, il fut demandé de la part de la France, que l'Eſpagne lui cedât le Comté de Rouſſillon, ce qu'elle occupoit dans les Païs-Bas & la Bourgogne, & une Tréve de trente ans en Catalogne auxquelles conditions on s'engageoit de conclure infailliblement la Paix en 24. heures, on ajouta enſuite la demande des Villes & Ports de Roſes & Cadaques, la reſtitution de tout ce que le Roi Catholique avoit conquis dans l'Italie, une renonciation de ſes Droits en Alſace & ſur la Ville & territoire de Briſach, l'acceptation du Traité de Queiraſque (quoique Sa Majeſté Catholique l'eût toujours refuſé) la ſatisfaction de pluſieurs perſonnes attachées, parents ou Alliez de la France, comme leſdits Sieurs Mediateurs ont jugé à propos de le demander.

VI. Que pour ôter tout prétexte de retardement, l'Eſpagne a bien voulu en paſſer par la déciſion deſdits Seigneurs Etats Généraux par raport aux difficultés qui pourroient naître touchant des limites & territoires des Places occupées par la France dans les Païs-Bas & la Bourgogne.

VII. Que malgré tout cela & dans l'eſpace de 23. jours, la France a preſenté un Projet de Paix rempli de pluſieurs *demandes nouvelles*, & non ſeulement ajoutées à ce dont on étoit déja convenu à la faveur des Sieurs Médiateurs, mais encore elle y a inſéré quelques Articles tout à fait contraires, & par leſquels, elle renverſe le fondement ſur lequel les Conventions étoient bâties.

VIII. Que reciproquement, l'Eſpagne trois jours après fit préſenter un autre Projet de Paix dans lequel on confirmoit tout ce qui avoit été negocié & accordé de part & d'autre par l'entremiſe deſdits Seigneurs Médiateurs à la fidelité & conſcience deſquels on en appelle comme temoins, afin qu'ils déclarent la vérité, le tout étant paſſé par leur direction, ce à quoi ils ſont obligés, à moins qu'ils ne voulûtent

ſatisfaction, comme toute la terre en jugera, quand ces Repliques ſeront divulguées & imprimées. Si les copies de ces Projets & Repliques n'ont pas été envoyées aux Seigneurs Etats Généraux, comme les Plénipotentiaires d'Eſpagne s'y ſont attendus, & quelles raiſons on auroit eu de les retenir, c'eſt ce dont on ne peut ſe diſpenſer de ſe plaindre fortement, puiſqu'il eſt de la derniere importance que les Seigneurs Médiateurs ſoient informés de tout ce qui ſe paſſe ici, afin qu'ils ſachent de quel coté eſt la faute, & à qui on doit attribuer *la guerre qui met toute la Chrétienneté en feu & en flame*. Par de pareilles connoiſſances & informations, ils pourront alors réſoudre entierement ſur ce qui les regarde conjointement avec l'Eſpagne, mais cette réſolution ne peut être differée ſans un préjudice notable pour l'un & pour l'autre, ainſi que cela a déja été remontré par des Lettres en original de Sa Majeſté Catholique, & par d'autres Mémoires preſentés à leurs Excellences Meſſieurs Paw & Donia, & depuis le départ de Monſieur de Donia à Monſieur de Paw & au Secretaire de leur Ambaſſade conjointement, auxquels par des Ecrits authentiques on a fait entendre les dernieres réſolutions de Sa Majeſté Catholique ſur l'acceptation qu'elle faiſoit de la Médiation des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies touchant la Paix entre les deux Couronnes, & à telles conditions, que ſans leur exécution Sadite Majeſté entend que l'on rompe abſolument toute Négociation.

X. Que conformement à cette déclaration & aux ordres que Sa Majeſté Catholique a envoyez à ſes Plenipotentiaires, ils gardent chez eux un exprès pour rendre compte au Roi de ce qui ſe ſera paſſé depuis ſa finale & derniere réſolution, parce que cela ne ſe peut faire par Lettres, mais de bouche & en perſonne: c'eſt pourquoi les ſuſdits Plénipotentiaires d'Eſpagne demandent qu'on leur accorde inceſſamment un Paſſeport pour un d'eux, afin de ſe rendre à la Haye, & d'y porter avec ſoi tous les Papiers & Mémoires néceſſaires ſur une matiere ſi delicate & ſi importante, ce qui ne ſe peut refuſer dans le tems d'une Guerre ouverte & à plus forte raiſon pendant un Traité de Paix, ſur tout encore après les Articles ſignez & que les Seigneurs Etats Généraux ſe ſont déclarez Médiateurs. Par ce moyen on s'éclaircira d'abord ſur tous les points qui ſouffrent quelque difficulté, ou bien l'on rompra toute conference, d'autant plus que l'ouverture de la Campagne approche, & que la voye de la Médiation n'y doit apporter aucun préjudice, ayant été acceptée de bonne foi; ce qui arriveroit néanmoins ſi l'on fermoit la bouche aux Plenipotentiaires d'Eſpagne ſur des matieres qui ne peuvent ſouffrir aucun retardement, ni être bien expliquées qu'en preſence des Seigneurs Etats Généraux, qui ont ſeuls le pouvoir de reſoudre avec toute la fermeté & l'application que la nature des affaires le demande. On ajoute encore qu'il ne manque ici à Munſter, que S. E. Mr. Paw qui par ſon abſence a tenu les

Con-

puiſſe leur imputer le domage qui pourroit en réſulter à toute la Chrétienneté par le défaut de communication, ſans laquelle le Traité ne peut être conclu avec la France, qu'il ne ſoit préalablement ratifié entre Sa Majeſté Catholique, & les Seigneurs Etats Généraux; de ſorte qu'en cas de refus ou plus long délai leſdits Plénipotentiaires d'Eſpagne ſeront obligez de ſe ſéparer de l'Aſſemblée dans laquelle on ne fait & conclud rien, mais où l'on donne au contraire occaſion à des maux qui devendront par la ſuite incurables.

Mr. Munſter le 3. Mars 1647.

Signé

Le Comte de PENARANDA.

Frere JOSEPH Evêque de Camerick,

BRUN.

Deſſus l'Enveloppe où ladite Repreſentation étoit enfermée & cachetée des reſpectifs cachets des trois Seigneurs Plénipotentiaires d'Eſpagne étoit écrit

Renduë à Monſieur de Heemſtede & au Secretaire de l'Ambaſſade d'Eſpagne, Don Pedro Fernandes del Compo le 13. Mars 1647. le ſoir à dix heures ou environ en préſence de moi

J. VANDER BURGH.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.

AVec mon Paquet du 9. de ce mois, lequel j'ai fait partir le 10. & avant que j'euſſe reçû les Lettres de vos Hautes Puiſſances du 4. du Courant avec le Mémoire de Mr. Servien, j'avois encore préparé une deuxieme miſſive pour vos Hautes Puiſſances & je l'avois communiquée au Secretaire vander Burgh, ainſi que la précedente au ſujet de l'affaire de la médiation. Je jugeai donc à propos alors de garder cette deuxieme Lettre, juſqu'à ce que j'eus lû le ſuſdit Mémoire, de ſorte que je laiſſai partir la Poſte avec les autres Lettres. Je fus fort ſurpris, en liſant ce Mémoire, d'y remarquer que non ſeulement les droites intentions & Négociations des Plénipotentiaires de V. H. P. ainſi que les miennes y étoient mal interpretées, mais qu'on cherchoit encore à les rendre abſolument ſuſpectes, comme ſi eux & moi nous étions écartés du droit chemin, ce qui m'oblige, en mon particulier, de proteſter contre le tort conſidérable qu'on me fait dans cette occaſion, juſques là même que j'avois réſolu de ne plus entrer dans une affaire où l'on me taxe en quelque façon de manquer de droiture. Cependant le ſervice de V. H. P. que je me ſuis toûjours propoſé pour but principal de mes actions, m'a fait paſſer par deſſus toutes ces conſiderations, & je me ſuis efforcé de m'en être acquité avec tant precaution & d'exactitude, que je me flatte que V. H. P. le reconnoîtront aiſement; car ce n'eſt pas un mediocre chagrin pour moi de me trouver au milieu de mes plus rudes emplois, & dans le tems que je m'en acquitte avec toute la fidelité poſſible, attaqué & traverſé par la France. Je ſouhaitte avec ardeur que mes Collegues & moi puiſſions faire voir tous enſemble & chacun en particulier, que le reſpect dû à la Couronne de France à part, nous ſommes plus obligez de ſervir V. H. P. & qu'en mon particulier il n'eſt point venu à ma connoiſſance qu'il ſe ſoit rien fait de conforme à ce qui eſt déduit dans le Mémoire dont il s'agit. C'eſt pourquoi je ſupplie très reſpectueuſement V. H. P. d'avoir en recommendation l'honneur & la réputation de leurs Miniſtres, juſqu'à ce que le tems faſſe connoître la verité, & que tous enſemble comme chacun à part, puiſſent avoir leur juſtification entiere à la ſatisfaction de V. H. P. C'eſt une choſe que je deſire autant pour leur ſervice que pour mon propre repos, & j'attendrai avec ſoumiſſion que V. H. P. m'en procurent les moyens, priant le Tout Puiſſant, &c.

A Munſter le 12. Mars 1647.

Signé

AD. PAW.

LETTRES

de Meſſieurs les

AMBASSADEURS

De

FRANCE.

A Munſter les 1. 8. 15. 22. & 29. Mars 1647.

Projet pour la Paix de la part des Plénipotentiaires de France. Projet par ceux d'Eſpagne le 24. Fevrier.

De Munſter le premier Jour de Mars 1647.

LEs Eſpagnols ont fait de grandes inſtances pour nous obliger à délivrer nos Articles, pu-

Digitized by Google

[illegible] 24. Février.

[illegible] importantes en ſi peu de mots, & avec des termes généraux & ſujets à interprétation, que ſi véritablement l'on avoit dreſſé un acte en cette ſorte, ce ne ſeroit pas un Traité de Paix, mais une ſemence de nouveaux troubles & une ſource de conteſtations & de débats. Leur deſſein eſt celui qu'ils ont toujours eu juſqu'ici de donner ſeulement quelques apparences au Public de propenſion à la Paix & de chercher en effet la deſunion des Alliez; s'imaginans que, s'ils peuvent y parvenir, il leur ſera utile de continuer la guerre. Il ne ſera pas difficile de faire voir aux perſonnes desintéreſſées la différence qu'il y a entre nos Articles & les leurs; nous avons recherché en toutes choſes de nous exprimer nettement & clairement & de prendre toutes les ſûretez poſſibles, pour empêcher qu'on ne puiſſe rentrer en de nouveaux troubles; les Eſpagnols au contraire ont affecté la brièveté pour ſe rendre obſcurs, laiſſant des doutes par tout & des prétextes pour renouveller la guerre & rebrouiller la Chrétienté, quand ils croiront le pouvoir faire avec avantage.

Mais ce qui ſe paſſe préſentement à Munſter, dépend en quelque façon des réſolutions qui ſe doivent prendre tant à Oſnabrug qu'à la Haye.

On eſpére que les affaires de l'Empire ſe termineront bientôt, nonobſtant les traverſes que les Eſpagnols & leurs partiſans y apportent; & l'on croit auſſi que Monſieur de Servien aura bientôt réponſe de Meſſieurs les Etats ſur ce qu'il leur a propoſé. Ces deux affaires étant réglées, on ne peut être longtems ſans voir clair en celles d'Eſpagne, & ſans y avoir une fin, ou par un Traité de Paix, ou par une ſéparation de l'Aſſemblée.

De Munſter le 8. Mars 1647.

MONSIEUR,

LA mauvaiſe intention des Eſpagnols & le peu de bonne volonté qu'ils ont de faire la Paix, paroît de plus en plus; la délivrance de nos Articles leur ayant ôté le prétexte dont ils ſe ſervoient par tout pour publier que la France vouloit continuer la guerre, ils cherchent à cette heure d'autres moyens de remettre les affaires dans la premiére confuſion, non ſeulement en leur Traité particulier, mais encore en celui de l'Empire.

Au premier ils ne ſe ſont pas contentez d'avoir dreſſé un projet tel que celui dont je vous ai donné avis il y a huit jours, court, obſcur, captieux, & tout à fait embrouillé; mais encore le Sieur Brun un de leurs Plénipotentiaires n'ayant pas été admis à la Haye, où il s'eſt efforcé de paſſer à ſon retour de Bruxelles, a fait une Lettre à Meſſieurs les Etats qui paroît plutôt un Manifeſte & une ſemence de diſcorde entre nos Alliez & nous, qu'un moyen de ſortir d'affaire.

gnols, qui ſe ſont rendus maîtres du Conſeil de Vienne, ont fait enſorte que l'Empereur a envoyé ſes Députez ſans Pouvoir, & avec des Inſtructions nullement recevables & tout à fait éloignées de l'état préſent de ſes affaires. Ainſi il ſe voit clairement que ſi leur deſſein a lieu, ils perpétueront plutôt les maux en la Chrétienté, que de ſouffrir que la France puiſſe recouvrer dans un Traité de Paix une partie des uſurpations qu'ils ont ci-devant faites ſur elle: mais peut-être que l'Allemagne ne voulant pas ſe laiſſer tomber en ruine pour ſauver leurs intérêts, & que nos Alliez reconnoiſſans que toutes les bateſſes qu'ils pratiquent envers eux, ne ſont que pour les ſurprendre; les Plénipotentiaires d'Eſpagne ſeront enfin contraints de reprendre de meilleurs conſeils & de quitter ceux qui juſques ici leur ont ſi peu réuſſi.

De Munſter le 15. Mars 1647.

MONSIEUR,

QUand j'ai fait dire aux Eſpagnols qu'ils ne tenoient pas un bon chemin pour conclure bientôt la Paix, puis qu'au lieu de répondre à nos Articles, comme ils avoient promis de faire, ils délivroient un projet ſur lequel il eſt impoſſible de traiter, & qui étant ſuivi, ne ſeroit pas pour terminer les differends entre les deux Couronnes, mais pour en faire naître une infinité d'autres; ils ont dit pour excuſe que ledit projet étoit dreſſé avant qu'ils euſſent vu nos Articles. Mais la vérité eſt que nos Articles étoient délivrez longtems auparavant, & que s'ils euſſent voulu s'appliquer tout de bon à la Paix, ils y euſſent répondu; vû que nous ne les avions faits qu'à leur inſtance, & que nous avions mis peine de les éclaircir, autant qu'il s'eſt pu; notre vue étant en toutes choſes d'aſſurer le repos de la Chrétienté, & la rendre durable, en pourvoyant à tout ce qui peut renouveller la guerre: & les Eſpagnols au contraire veulent laiſſer des ſemences de diviſions, & font paroître clairement que, s'ils ſont obligez à conclurre un Traité, leur deſſein eſt de le concevoir de ſorte qu'ils le puiſſent rompre aiſément toutes les fois qu'ils croiront le pouvoir faire avec utilité.

Nous avons ſi ſouvent repréſenté ces choſes dans l'Aſſemblée, où chacun connoît que nos plaintes ſont bien fondées, que les Miniſtres d'Eſpagne ont fait une réponſe ſur nos Articles qui nous doit être bientôt délivrée; & nous marquerons auſſi ſur leur projet ce que nous y trouverons à redire, encore que, pour dire le vrai, tout y eſt défectueux: mais il eſt certain que cette procédure n'eſt pas pour avancer les affaires, & que la Saiſon où nous ſommes, devroit obliger à uſer de plus de diligence. Nous l'avons fait remontrer ſouvent aux Eſpagnols, & proteſté que nous étions prêts de con-

Digitized by Google

Olnabrug pour les ſurmonter, comme fait de ſon côté Monſieur de Servien à la Haye, où il eſſaye les conditions du Traité pour la garentie mutuelle de la France & de Meſſieurs les Etats; afin que les Eſpagnols ne puiſſent ſi facilement rebrouiller les affaires, quand elles ſeront une fois terminées.

De Munſter le 22. Mars 1647.

MONSIEUR,

NOus attendons ici le ſuccès de la Négociation de Monſieur Servien, que nous craignons qui ne ſoit retardée par le decès arrivé de Monſieur le Prince d'Orange; ce qui pourroit encore être cauſe de la prolongation du Traité avec les Eſpagnols qui ne ſe porteront point de bonne façon à la Paix, qu'ils ne ſoient tout à fait détrompez des eſpérances qu'ils ont conçues de pouvoir ſéparer nos Alliez. Cependant la ſaiſon avance de ſorte qu'il eſt à craindre que, la Campagne étant une fois ouverte, les difficultez ne croiſſent à proportion que l'un ou l'autre parti prendra quelque avantage: nous faiſons tous efforts poſſibles pour prévenir ce temps-là; mais nos Parties ne peuvent ſe réſoudre à conclure, & s'arrêtent à des formalitez & des pointilles, comme s'il n'y avoit que trois jours que l'on fût à Munſter. Ils diſent bien qu'ils ont volonté de finir; mais leur deſſein eſt, s'ils y ſont obligez, de faire un Traité ambigu, qui puiſſe donner ſujet à rebrouiller toutes les fois qu'ils croiront le pouvoir faire utilement: nous travaillons au contraire pour éclaircir & aſſurer tellement les choſes, que, ſans un manquement viſible, on ne puiſſe tomber en de nouveaux troubles.

Le Traité de l'Empire eſt auſſi tiré en longueur; & quoique les ſatisfactions particuliéres des Couronnes ſoient ajuſtées, il y a d'autres points ſur leſquels on s'arrête, qui ne ſont pas faciles à terminer; notamment les Griefs d'entre les Catholiques & Proteſtans, ou ceux-ci demeurent quaſi dans leurs premiéres propoſitions, & ne veulent rien relâcher à ce qu'ils ont une fois eſpéré de pouvoir obtenir.

De Munſter le 29. Mars 1647.

MONSIEUR,

CE ne ſont pas ſeulement les Griefs d'entre les Catholiques & Proteſtans qui retardent les affaires de l'Empire, ni la reſtitution des Princes Palatins dans tous leurs Etats; encore depuis peu Meſſieurs les Pléniporentiaires de Suéde ont fait ſavoir au Comte de Trautmanſdorff qu'il y avoit cinq autres points, leſquels il étoit néceſſaire de terminer avant que l'on paſſât plus outre dans la diſcuſſion des-

donner de l'Archevêché de Bremen qu'ils retiennent pour eux: le quatriéme celle du port de Wiſmar qui appartenoit aux Ducs de Meckelbourg, qui demeure auſſi à la Couronne de Suéde: & le cinquiéme eſt une certaine prétention que les Ducs de Brunſwick ont ſur l'Evêché de Minden.

Toutes leſdites récompenſes ſont quaſi demandées en biens d'Egliſe & Evêchez Catholiques; l'aliénation deſquels la France ne peut appuyer. L'on dit que le Comte de Trautmanſdorff, ne pouvant convenir ſur tant de nouveaux points, doit bientôt retourner à Munſter.

Quelque zéle que les Eſpagnols témoignent pour la Religion Catholique, il eſt certain qu'ils fomentent ſous main les troubles de l'Empire; ne craignant rien ſi fort que d'y voir faire la Paix. Et quoi que l'Empereur en ait un beſoin extréme, & que la ſuſpenſion d'armes générale ait été jugée le moyen le plus propre pour y parvenir, le Conſeil d'Eſpagne néanmoins s'y eſt oppoſé, & a fait enſorte que l'Empereur envoyant ſes Députez à Ulm pour ladite ſuſpenſion, ne leur a donné aucun pouvoir de la conclure, & a été forcé de hazarder toutes choſes pour s'accommoder aux intérêts des Eſpagnols qui le gênent & lui ôtent toute liberté, depuis les Mariages accordez du Roi Catholique avec la fille de l'Empereur, & de l'Infante avec ſon fils. Ce que voyant le Duc de Baviére il a fait un Traité particulier de ſuſpenſion avec la France & la Suéde, ne voulant pas expoſer ſes Etats à une ruine entiére, pour contenter le deſir de l'Eſpagne.

OBSERVATIONS

Sur la liaiſon qui ſe trouve entre les Intérets de la France & ceux des Provinces-Unies.

IL eſt difficile de comprendre ſur quoi ſe fondent ceux qui prétendent, que les Provinces-Unies ne ſont Alliées avec la France que par raport aux Pais-Bas, ſans relation à aucun autre intérêt que cette Couronne pourroit avoir à demêler avec l'Eſpagne. Cette ſeule raiſon doit faire connoître que c'eſt une réflexion qui vient des Eſpagnols, leſquels ſe ſont donné des peines & des mouvemens incroyables dans pluſieurs Conferences pour la perſuader aux Députez des Etats Généraux à Munſter; cela ſeul ſuffit pour la faire rejetter, parce qu'elle ne peut en effet rien produire, que pour l'avantage de l'Eſpagne, & le deſavantage de la France, ce qui eſt directement contraire aux véri-

voir comment la France pouvoit faire la Paix avec l'Eſpagne, touchant les Païs-Bas, & reſter en même tems en guerre de tous côtez. Il faudroit d'abord recommencer la guerre dans les Païs-Bas à la requiſition des Etats Généraux mêmes, comme je le ferai voir ci-après, deſorte qu'il ne ſe peut faire ni Paix ni Tréve ſans leur conſentement, & l'Eſpagne doit être perſuadée qu'ils n'accorderont jamais aucune Négociation qu'ils ne ſoient aſſurez d'être en repos de toutes parts.

Quand même cette réflexion ſeroit praticable entre les deux Couronnes, elle ne ſeroit d'aucun profit pour les Etats Généraux, il leur ſeroit aiſé de le prouver à tous leurs voiſins, dont ils refuſeroient plûtôt l'amitié que de la rechercher à ce prix, parce qu'il leur ſeroit facile de démontrer les liaiſons qu'ils ont avec d'autres Puiſſances, ſans convenir avec elles ſur ce point; en cas qu'ils cruſſent trouver leur compte pour ce qui les touche en particulier, en négociant avec l'ennemi commun, & en laiſſant à part les principaux intérêts de leurs Confedérez, ou forcer enfin leurs amis à accepter de pareilles conditions, comme l'ennemi le prétend.

Ceux qui prétendent par ce détour ſemer la deſunion entre la France & les Provinces-Unies, ne ſont pas ſi hardis que de le repreſenter ouvertement, ils ſavent bien dans leur intérieur que tout le monde condamneroit une pareille propoſition. Le ſouvenir de ce que la France a fait pour aider les Provinces-Unies à monter juſqu'au degré de grandeur & de proſperité où elles ſont aujourd'hui eſt encore trop récent, pour ne pas reveiller l'attention des Etats Généraux contre ceux qui voudroient par un pareil conſeil les faire tomber dans l'infidelité & l'ingratitude.

La maniere de traiter des Eſpagnols eſt d'autant plus dangereuſe, qu'elle eſt plus fine & plus diſſimulée. Il ſemble qu'ils ne recherchent que l'avantage de leur Païs, & couvrent en effet le deſſein de ſervir l'ennemi, auquel ils veulent faire accroire qu'il aura beaucoup gagné, & qu'il ſe ſera ôté du pié une facheuſe épine ſi on le peut perſuader ſur ce qui regarde les affaires des Païs-Bas; ils ajoûtent que ſans cela la Guerre n'aura jamais de fin, ni les Provinces-Unies du repos, s'il leur reſte quelque choſe à demêler avec l'Eſpagne; mais c'eſt une fauſſe impreſſion que l'on veut donner aux peuples, cela eſt tout à fait contraire à la vérité, puiſque, malgré les vieilles & vaſtes prétenſions qui ſont entre la France & l'Eſpagne, ces deux Couronnes n'ont pas laiſſé de vivre longtems en Paix, & ils pourront encore facilement y revenir. La France eſt réſoluë à un bon accommodement, elle a aſſez fait connoître qu'elle ne le ſouhaitte pas moins que les Provinces-Unies, ſuivant les propoſitions faites par les Pléniporentiaires.

Les choſes ſont à un tel point, par raport à l'Alliance entre la France & les Provinces-Unies, que cela ſeul différe & recule leur repos & leur

tion. La cauſe commune veut qu'on affoibliſſe l'Ennemi le plus qu'il eſt poſſible, afin de lui ôter l'envie de recommencer la Guerre dés que l'occaſion lui en paroîtra favorable. Les demandes que la France fait ne ſont pas déraiſonnables, elle ne prétend pas retirer tout ce que l'Eſpagne lui retient injuſtement, comme tout le monde le ſait, au contraire, elle offre de mettre les armes bas, & faire la Paix en vingt-quatre heures, à condition que tout reſtera dans l'état où il a plû à Dieu de le mettre depuis le commencement de cette Guerre, & que chacun gardera ce qu'il poſſede actuellement. Meſſieurs les Etats Généraux ont aprouvé cette condition, ils l'ont obtenue de l'Ennemi commun, il n'y a pas lieu de croire qu'ils la déſaprouvent pour leurs Alliez, ſur tout après que l'Eſpagne a uſurpé du leur, comme elle l'a fait à l'égard de la France, dont elle occupe encore de grands Etats & même des Royaumes. S'il ſe rencontre à préſent des inconvenients qui empêchent l'exécution des Traités parce qu'on voudroit trouver des prétextes pour les rompre, quand ils ſeront faits, les Alliez doivent s'unir tous enſemble pour les ſurmonter & les détruire.

On doit, dans toutes les réſolutions que l'on prend, conſidérer néceſſairement ſi l'on veut reſter inviolablement attachez au point d'honneur & de fidelité. Si l'on prend ce parti tous les Alliez ne peuvent manquer d'être exactement ſatisfaits ſur leurs intérêts, & c'eſt ce dont on ne peut ſe diſpenſer dans les Alliances. Quand Meſſieurs les Etats ont engagé la France à rompre avec l'Eſpagne, quand, à cette fin, ils ſe ſont plus étroitement unis avec elle, ils ont ſans doute examiné ſi ce parti leur étoit favorable ou non. Ils ont crû dans ce tems-là que c'étoit pour eux l'avantage le plus conſidérable qu'ils puſſent trouver; il n'y a donc pas d'apparence à preſent, que ſous l'eſpérance que les Eſpagnols leur donnent, & à l'apas de quelques libéralitez qu'ils auront répanduës en ſecret dans leur Païs, ils puiſſent changer ſi facilement d'opinion, & faire croire au peuple que l'Alliance de la France leur eſt à charge, & qu'elle empêche qu'ils ne goûtent le repos & la tranquilité qu'on leur offre. Toutes les perſonnes de bon ſens reconnoiſſent que l'amitié de la France, aux conditions qu'elle a été accordée aux Etats, leur a été également profitable & honorable, qui de leur côté n'ont rien fait que de ſoutenir une Guerre qu'ils ont eu ſur les bras pendant plus de quatre-vingts ans, & par laquelle ils ont affermi leur grandeur & leur liberté, rempli leur Païs d'abondance & de proſperité, ce que les plus zélés & les plus habiles de leurs Miniſtres ont toujours conſideré comme la choſe qui pouvoit le plus contribuer à leur aſſurance & à leur repos.

La France a beaucoup gagné en rompant la Paix, pour reprendre leurs vieilles querelles contre un Ennemi puiſſant. Il n'y a perſonne qui ne voye, que c'eſt à preſent ce qui le force à chercher un accommodement avec les Pro-

ciation particuliere, tous les avantages qu'elle pouvoit ſouhaitter, ſi elle y avoit voulu prêter l'oreille, & terminer avec cette Couronne toutes les difficultez qu'elle a avec elle à l'inſu & ſans le conſentement de Meſſieurs les Etats, auroient-ils manqué de s'en plaindre & de proteſter contre? Si ceux qui ſont auteurs de ces nouveautez avoient véritablement deſſein de procurer le bonheur & le repos de leur Patrie, ils s'en ſerviroient avec des moyens plus ſolides & plus honnêtes pour parvenir à leur but. Car l'experience a fait voir juſqu'à preſent que ceux qui ont voulu s'en ſervir, ſous les vaines eſperances qu'ils ont pû donner à l'Ennemi, n'en ont tiré d'autre utilité, que de manquer de parole ſur leurs Traitez, au lieu de les pouſſer à leur perfection : ils auroient dû conſiderer au contraire que la plus prompte & la plus ſûre voye, pour arriver à une concluſion avantageuſe, eſt de reſter attachez à une Alliance nouvelle ſans vouloir entrer dans des explications ſubtiles, contraires par leurs ſubtilitez au véritable ſens & à la bonne foi. Les Eſpagnols par le mauvais état de leurs affaires étoient déja forcez depuis longtems à accepter les tolérables conditions d'accommodement qu'on leur offroit de la part de la France & de la part de Meſſieurs les Etats, & ils n'auroient pas acquieſcé à des choſes dont ils ſe ſerviront encore pour tâcher d'ébranler l'Alliance qui eſt faite entre la France & leſdits Etats Généraux des Provinces-Unies.

Si l'on veut, abſtraction faite de tout cela, examiner avec ſincerité les Traitez faits dans les années 1634. 1635. & 1644. & les expliquer ſuivant la raiſon & la bonne foi, il n'y a perſonne, un peu doué de jugement & de franchiſe, qui n'avoue, qu'une telle explication ne peut avoir lieu, ſans les annuler; d'où il s'enſuit que ceux qui cherchent ces ſubtilitez n'ont pas en effet d'autres vues que de pouſſer les affaires d'Eſpagne au préjudice des intérêts de la France & de l'honneur des Provinces-Unies.

La France eſt premiérement entrée en Alliance avec les Provinces-Unies pour le terme & eſpace de ſept années conſécutives, pendant leſquelles elle s'eſt engagée à fournir deux millions de florins par an, à garentir l'Alliance ou Trêve à laquelle Meſſieurs les Etats ont conſenti, & à rompre ouvertement avec l'Eſpagne par Mer & par Terre en cas qu'elle voulût traverſer la Paix ou la Trêve. Sa Majeſté promet en même tems d'employer ſon credit à la Cour de Suéde pour l'engager à ne faire aucun commerce pendant huit mois. Cette derniere clauſe fait voir qu'il n'étoit pas mention des affaires des Païs-Bas, & qu'il s'agiſſoit d'intérêts bien éloignez les uns des autres qui cependant étoient enchainez les uns dans les autres. Meſſieurs les Etats de leur côté s'engagent à ne rien faire ſans la parti ipation de Sa Majeſté, & s'obligent, quand le cas y écherra, de déclarer aux Eſpagnols qu'ils rompent abſolument avec le Roi d'Eſpagne malgré le Traité fait avec lui,

leſſée en particulier par rapport à ce qui concernoit ſes intérêts à l'égard des Griſons, de la Valteline, de Caſal, de Mantouë, Pignerol, & la Lorraine, comme auſſi en cas que ſes Etats en général fuſſent attaquez. tout cela, dis-je, eſt ſeparé des Païs-Bas où Sa Majeſté n'avoit encore rien. L'on ne peut nier avec raiſon, que Pignerol, Caſal, la Valteline ou quelques Places dans la Lorraine ayant été attaquées par l'Empereur, ou le Roi d'Eſpagne, même après la concluſion de la Paix ou Trêves avec Meſſieurs les Etats, qu'ils n'ayent pas été obligez de rompre généralement avec ces infracteurs, ſans pouvoir enſuite faire Paix ou Trêve que conjointement avec Sa Majeſté. Il n'y a donc pas d'apparence qu'ils puiſſent à preſent faire une Paix ou une Trêve, ſans y faire entrer les intérêts du Roi, puiſqu'ils y ſont obligez par les Traitez des années 1634. & 1635. ils ſont obligez de prendre les armes & rompre malgré la Paix ou Trêve déja concluë.

Quelques-uns prétendent que les propoſitions ſtipulées dans le Mémoire, ſont paſſées, & qu'à cet égard l'engagement de Meſſieurs les Etats Généraux vient à ceſſer; mais cette opinion tombe d'elle-même, ſi on conſidére qu'il n'y a rien de terminé au ſujet de l'affaire de Pignerol & de Montferrat, que ce qui a été fait avec l'Empereur l'an 1631. C'eſt ce qui a engagé Meſſieurs les Etats à s'y intereſſer l'an 1634. & l'on ne peut pas dire que depuis cette obligation, il y ait eu aucun accord. Il eſt vrai que l'Empereur, forcé par les armes du Roi de Suéde, a conſenti au Traité de l'année 1631. mais les Eſpagnols s'y ſont toujours oppoſés ſecrettement, en attendant l'occaſion favorable d'en empêcher l'exécution par la force des armes.

Pour ce qui regarde la Valteline on peut croire que l'affaire eſt accommodée, parce que les Eſpagnols l'ont tout à fait uſurpée, qu'ils en ſont encore en poſſeſſion, & que juſqu'à preſent, ſans en avoir été châtiez, ils ont impûnément violé le Traité de Monçon, & tous ceux qu'on a faits avec eux ſur cette affaire. Ils ont encore forcé les Griſons, auſſi bien du côté du Tyrol, que du côté de l'Etat de Milan, à abandonner l'Alliance avec la France. Il ne faut pas s'imaginer qu'un différend ſoit abſolument terminé, tant que les Eſpagnols n'ont pas fait tout ce qu'ils veulent. Peut-on auſſi à l'égard de la Lorraine dire que c'eſt une affaire concluë, puis que le Duc Charles eſt en armes dans le Païs-Bas, & qu'il exerce toutes ſortes d'hoſtilitez contre le Roi, & que ſes Miniſtres mettent par tout en œuvre de mauvaiſes pratiques contre la France? Il eſt en verité à preſent l'ennemi le plus violent de la Couronne. De plus ſi le Roi d'Eſpagne n'attaque pas les Etats de Sa Majeſté, ce qui eſt le dernier intérêt porté dans le ſuſdit Mémoire, on voit clairement que c'eſt plutôt parcequ'il manque de force que de volonté: ſes troupes cauſent tous les ans des incommoditez terribles, & la France deviendroit le Théatre de la Guerre ſi par une vigoureuſe réſiſtance, elle ne s'oppoſoit pas

Digitized by Google

[illegible] en ce qu'il doit ſubſiſter juſqu'à la concluſion de la Paix, ou juſqu'à ce que les Eſpagnols ſoient entierement chaſſez des Païs-Bas.

Dans l'Article 11. & 12. il eſt dit que ſi Sa Majeſté aime mieux rompre avec l'Eſpagne elle doit être déchargée des deux millions; que l'on doit faire un partage des Conquêtes, & qu'il n'eſt pas permis de traiter l'un ſans l'autre &c. Il faut conſidérer que pour l'exécution de ces deux derniers Articles portés dans le Traité de 1635. Sa Majeſté a trouvé qu'il étoit à propos de rompre, & qu'elle a promis que cette rupture ſeroit générale, à ſavoir dans toutes les Places, où elle a quelques Terres voiſines de celles de l'Eſpagne, qu'elle a fait un partage de la Conquête de ces Places où les armes de tous doivent mutuellement aider les autres, & on convient derechef qu'on ne pourra traiter ſéparement, & que l'on rompra de même ſi le Traité fait, il doit être violé.

On doit encore remarquer qu'il y a bien de la différence entre rompre ouvertement avec un voiſin puiſſant, ou lui faire la Guerre: Meſſieurs les Etats ont bien ſenti cette différence puiſqu'ils n'étoient pas contents dans l'année 1635. que l'armée du Roi entrât dans les Païs-Bas pour faire la Guerre au Roi d'Eſpagne, à cauſe qu'on ne pouvoit pas dire préciſement que c'étoit une armée qui venoit à leur ſecours, & que la rupture n'étoit pas ouvertement faite avec le Roi d'Eſpagne. Leurs Ambaſſadeurs demandérent avec beaucoup d'inſtances qu'on déclarât la Guerre à l'Eſpagne, & ne furent contents que lorſqu'elle fut publiée. Il y en a qui prétendent que cette déclaration de Guerre ne fut faite qu'au Cardinal Infant, & inférent delà qu'on ne la vouloit pas porter ailleurs que dans les Païs-Bas, mais ce raiſonnement n'eſt pas juſte. Premiérement parcequ'on dit que le Cardinal n'étoit qu'un Lieutenant Général du Roi d'Eſpagne dans les Païs-Bas, mais quoiqu'on ne s'addreſsât qu'à lui, on ne laiſſoit pas en même tems de parler au Roi en la perſonne de ſon Lieutenant. On prit cette route, comme la plus courte & la plus facile, puiſque c'étoit dans les Païs-Bas où l'on étoit réſolu d'attirer le fort de la Guerre, afin que l'ennemi ne pût pas dire qu'on l'avoit ſurpris, ce qui ſeroit arrivé ſi on la lui avoit déclarée à ſa Cour, & qu'on l'eût attaqué dans des Places où il n'auroit pas été en état de ſe défendre. Secondement le lieu où ſe fait la déclaration de Guerre n'invalide pas la rupture, & n'empêche pas que ce ne ſoit une Guerre ouverte contre le Prince qu'on a deſſein d'attaquer. On n'a jamais ouï dire, quand on veut entrer dans une nouvelle Guerre qu'on ſoit aſtreint à une Place déterminée plutôt qu'à une autre pour la déclarer, & comme il ne dépend pas de celui qui fait la rupture, de la faire à de certaines conditions ni de preſcrire des regles à ſon Ennemi, de même ne peut-il pas prétendre de lui, qu'il ne lui faſſe la Guerre que dans certaines Places; celui qui rompt eſt toujours maître d'attaquer Eſpagne. Si cela ne ſuffit pas pour fermer la bouche à ceux qui ne croyent pas devoir ſe ſoumettre à des raiſons ſi pertinentes, ils doivent obſerver qu'après la déclaration de Guerre faite en Flandre, & ſur laquelle les Ambaſſadeurs des Etats Généraux ne furent pas pleinement ſatisfaits, on en fit encore une générale à leur réquiſition contre le Roi d'Eſpagne; elle fut publiée par toute la France, on y défendit aux Sujets du Roi d'avoir aucun commerce avec ceux d'Eſpagne, on leur ordonna d'exercer contre eux toutes ſortes d'hoſtilitez, & on accompagna cette déclaration de tous les points qu'on a accoutumé d'inſérer dans de pareilles déclarations. Peut-il après cela ſe trouver quelqu'un qui puiſſe ſoutenir l'objection avec fondement?

Il y a deux principaux engagemens dans le Traité de l'année 1635. & différents l'un de l'autre; le premier eſt pour rompre avec l'Eſpagne, le ſecond pour faire la Guerre dans les Païs-Bas. Meſſieurs les Etats ont voulu être aſſurez de l'un comme de l'autre, & n'auroient pas été contens de l'un ſans l'autre, c'eſt pourquoi dans la concluſion où l'on renferme le fonds entier de la Négociation, il eſt expreſſément dit *que Sa Majeſté entrera ouvertement en Guerre avec le Roi d'Eſpagne, ſitôt que ce Traité ſera ſigné & ratifié, & que toutes ſortes d'hoſtilitez commenceront dans les Païs-Bas.* Le reſte du Traité ne renferme que les conditions auxquelles cette réſolution doit être executée, & dans tous les autres Articles, il n'eſt preſque parlé que de la différence de ces deux engagemens. Le ſixiéme, principalement, commence par ces mots: *L'Armée du Roi étant arrivée dans les Païs-Bas, & la rupture faite entre les deux Couronnes.* Le ſeptieme eſt conçu ainſi: Il a été de même conclu, *qu'après la premiere rupture dont on eſt convenu, les premieres attaques que l'on fera avec les deux armées du Roi & de Meſſieurs les Etats &c.* Dans le dixiéme on lit, *En cas qu'après la ſignature & ratification du Traité de rupture, on vint à faire la Paix &c.* & dans le douziéme eſt auſſi marqué, *qu'à un tel jour lorſque la rupture ſera faite entre les deux Couronnes de France & d'Eſpagne* &c. Tout cela fait voir clairement qu'il y a deux engagemens, une rupture ouverte avec les Eſpagnols dans laquelle Sa Majeſté entre, une rupture qui ne peut être que générale ſans reſtriction, par Mer & par Terre, & ſur toutes les Places où l'on peut faire du dommage à l'Ennemi, ſoit que ces Places ſoient voiſines, ou qu'on aille l'attaquer dans celles qui ſont éloignées: & quand même on ne ſeroit pas convenu que cette rupture ſeroit générale, elle eſt néanmoins d'une conſéquence ſi néceſſaire, qu'en cas qu'on ne l'eût pas faite, & qu'on n'eût préciſement attaqué qu'une Place, on auroit été conſidéré comme les attaquant toutes, & pour continuer cette rupture générale comme pour la faire ceſſer, on s'en doit toujours raporter aux moyens dont on eſt convenu pour entrer conjointement dans quel-

cipales forces, & où ils les devoient employer.

Quoiqu'ils n'ayent pas employé leurs forces ailleurs que dans leur propre voiſinage, ils n'ont cependant pas laiſſé de faire la Guerre par tout au Roi d'Eſpagne, même juſqu'aux Indes, & d'avoir pluſieurs fois reſolu entr'eux de rompre avec l'Eſpagne & de donner de l'ouvrage à l'Ennemi, & en cas que l'on eût été heureux & que l'on eût fait quelques Conquêtes conſidérables, ils auroient prétendu, avec raiſon, que la France étoit obligée à les garder pour eux par un Traité de Paix, peuvent-ils après cela ſe degager du même Traité?

On doit auſſi conſidérer que les intérêts compris dans le Mémoire de Monſieur de Charnacé, preſenté aux Seigneurs Etats dans le tems de la Négociation de l'année 1634. a pour principal objet la Déclaration de la Guerre contre le Roi d'Eſpagne dans l'année 1635. & que la premiere raiſon qu'on a euë de l'attaquer dans les Pais-Bas, a été pour avoir ſur lui des intérêts dans la même vuë. Les Conquêtes que l'on a faites depuis, ſoit dans les Pais-Bas, ſoit ailleurs, n'ont preſque été qu'un accident au principal, & comme une indemnité des dépenſes faites. Le premier but de la Guerre a été d'affermir par les armes ce que l'on a fait en Lorraine, dans la Valteline, dans le Montferat, en Piemont & autre part dans le commencement de la même Guerre; c'eſt contre cela que les Eſpagnols veulent revenir. Meſſieurs les Etats peuvent-ils après cela pretendre qu'ils ne ſont tenus de rien?

Ce n'eſt que par une ſubtilité trop grande qu'on veut que le Traité de l'année 1634. où l'on parle des intérêts ſuivant le ſuſdit Mémoire, ne puiſſe durer que ſept années leſquelles ſont exprées, que c'eſt ſur cela qu'on doit ſe regler, & que celui de l'an 1635. ne fait pas la moindre mention deſdits intérêts. Mais ſans qu'il ſoit néceſſaire que ce même Traité confirme l'autre ſans ſe dédire ou l'annuler, il y a pourtant celui de l'année 1635. lequel n'eſt fait que pour l'exécution du précedent, laiſſant au Roi la liberté de déclarer *ſi Sa Majeſté aimoit mieux rompre avec l'Eſpagne ou payer les deux Millions*, cela, dis-je, change le terme de ſept années qui ſe trouve dans le Traité de l'année 1634. en celui d'une obligation de pourſuivre ſans ceſſe les Eſpagnols, obligation qu'il faudra exécuter par les armes juſqu'à un nouveau Traité: c'eſt ce qui fait que les mêmes intérêts ont encore leur force, & Meſſieurs les Etats ſont également obligez d'avoir part à cela, comme quand on étoit dans les ſept premieres années du Traité de 1634.

Il y a des perſonnes qui tirent une mauvaiſe conſéquence de l'Article ſecret de l'an 1635. pour l'explication de l'Article 9. du Traité où il ſemble que l'on inſinuë que l'on n'eſt obligé à faire la Guerre que dans les Pais-Bas. Il eſt bien vrai que les opérations de ces deux armées devoient ſe faire principalement dans les Pais-Bas, avec un certain nombre de Troupes, leur n'ait été dans la neceſſité de [illegible] litez de tous côtez, & de faire des dépenſes incroyables; de ſorte que les entrepriſes qu'elle a faites ſur d'autres Places étoient auſſi bien à ſa volonté qu'à celle de Meſſieurs les Etats, mais elles étoient pour Sa Majeſté d'une ſuite néceſſaire, parce que l'Etat que poſſede l'Ennemi commun eſt dans ſon voiſinage en Italie ou en Eſpagne. Quand Meſſieurs les Etats ſe pourroient excuſer par de pareilles raiſons d'y avoir part, ce qui ne ſe peut, ils ne le feroient pas par honneteté, parce que le principal profit de toutes ces diverſions, dont la France ſeule a ſupporté les dangers & les dépenſes, eſt tombé à leur profit même, en ce qu'on a occupé loin d'eux des troupes diſciplinées, & accoutumées auparavant à dépouiller leur Pais & enlever leurs Places.

Il n'eſt donc pas vrai que l'Article ſuſdit favoriſe l'intention de ceux qui ne veulent pas avoir part aux intérêts de la France hors les Pais-Bas. On peut même de cet Article tirer contre eux une concluſion démonſtrative qu'en cas que l'on ait les Places, où l'on n'étoit pas obligé de faire la Guerre par le Traité de l'an 1635. on ne peut faire la Paix que conjointement avec les Etats Généraux. Delà ſuit neceſſairement qu'ils ſont intereſſez dans la Paix qui ſe doit faire *parce que ſans eux on ne peut rien conclure*, & enſuite de cela ne peuvent-ils pas commencer un Traité avec l'Eſpagne, ſoit que les diſputes que la France a avec elle pour d'autres Places ſoient reglées, ou qu'elles ſe terminent en même tems que les affaires des Pais-Bas.

Il y a encore une autre raiſon, où il n'y a pas beaucoup à repliquer. Meſſieurs les Etats Généraux prétendent que la France ſoit intéreſſée avec eux dans le differend qu'ils ont avec l'Eſpagne au ſujet des Indes. Leurs Plénipotentiaires ont ſoutenu chez eux de France, que ce point n'étant pas reglé, eſt plus que ſuffiſant pour arrêter la Négociation & même la rompre, préſuppoſant que tous les autres, ſur leſquels on pouvoit être d'accord avec l'Eſpagne, n'étoient rien, ſi l'on venoit à toucher celui-ci, & qu'on ne devoit par conſéquent pas s'imaginer d'être fort avancé dans les Négociations avec l'Eſpagne, d'où ils jugent que l'Article des Indes eſt un de ceux qui touchent ſeul les Pais-Bas plus que les autres. On ne peut pas comprendre par quelle raiſon la France ſeroit intéreſſée dans tout ce qu'ils ont à démêler avec l'Ennemi, même hors de l'Europe, & qu'ils ne ſeroient pas dans les diſputes qu'ils ont dans leur voiſinage avec le même Ennemi. Pourquoi, ſi le Roi d'Eſpagne demande la reſtitution de ce que les Etats ont à lui dans les deux Indes, où l'on ne combattoit pas pour la liberté de leurs Provinces, la France a-t-elle donc pris les armes, & que ſans cela le Roi ne vouloit pas entrer en Traité avec eux? La France auroit pû répondre, les Indes ne ſont pas les Pais-Bas, & par cette raiſon je n'ai aucun intérêt qui puiſſe m'engager à continuer

la

Digitized by Google

Traité de 1635. que la France ne ſeroit pas dans l'obligation de reprendre les armes ſi l'Ennemi venoit à le rompre, parce que cette rupture ne ſe feroit pas ſur les Frontieres de la France, & qu'en cas qu'il vînt effectivement à la faire, ce ſeroit loin delà, du côté de l'Allemagne ou quelque part ailleurs, auquel cas la France ne ſeroit pas obligée d'y prendre le moindre intérêt, ce qui cependant ſeroit abſurde & contre la bonne foi. De plus ſi au lieu de faire des Conquêtes ſur l'ennemi au fond du Languedoc, de la Guyenne & de la Provence, on perdoit quelques Places d'importance, & que les Eſpagnols reſtaſſent encore en poſſeſſion des Iſles de Sainte Marguerite & du Port de Soccoa, Meſſieurs les Etats pourroient ils dire qu'ils ne ſont pas obligez de les faire rendre au Roi, & qu'il leur eſt permis, ſans cela, de faire la Paix dans les Païs-Bas?

Il n'y a qui que ce ſoit, pourvû qu'il ait un peu de jugement & de bonne foi, qui veuille être de ce ſentiment, & ſi Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats l'avoient ainſi accordé, on ne pourroit s'empêcher de rire, en y penſant. Mais ils ne peuvent pas dire à preſent que dans une même Guerre, faite pour leur avantage en différentes frontieres de la France, les progrès que l'on fait dans un endroit, les mettent plutôt hors d'intérêt que les pertes que l'on a pu faire dans un autre, parce qu'ils ſe ſont obligez pour avoir part dans la Guerre que l'on faiſoit & dans le Traité qui la devoit finir, à ſupporter également le bon & le mauvais ſuccès de cette même Guerre, ce qui fait que leur Alliance ne peut ni varier ni changer. On demande encore ſur ce ſujet, ſi en cas que la France ſe fût tenuë en repos & ſimplement ſur la deffenſive du côté des Païs-Bas, uniquement pour favoriſer les deſſeins de Meſſieurs les Etats, ou que les forces qu'on a employées dans ces Places n'euſſent eu aucun ſuccès, tandis que les Etats y auroient fait d'un côté des Conquêtes conſidérables, & la France les ſiennes du côté de l'Eſpagne & de l'Italie, ſans avoir fait aucun profit dans les Païs-Bas, on demande, dis-je, s'il ſeroit raiſonnable à Meſſieurs les Etats d'avoir aſſuré ces Conquêtes par un Traité & de dire après, *nous n'avons aucun intérêt avec la France, nous ne voulons pas continuer la Guerre, pour les conſerver ces Places.* Ce ſeroit ſe ranger indirectement du côté de l'Ennemi, & à moins que de commettre ſur ſon Allié des hoſtilitez ouvertes, on ne peut lui rien faire de plus préjudiciable que de le menacer de ſe ſeparer de lui, s'il ne fait pas ce que l'Ennemi commun exige & prétend.

Le Traité de l'année 1644. ſemble décider abſolument ſur cet Article, parce que l'un s'y oblige à aider réciproquement l'autre pour conſerver les Conquêtes, & non pas pour les rendre aux Eſpagnols. On s'en éloigne même ſi fort, que l'on a porté cette obligation juſqu'aux Conquêtes que l'on pourroit faire dans les Païs-Bas, ce qui dans le cours de cette Guerre eſt le plus petit intérêt de la France, cependant on

l'ennemi dans une Place pour avoir occaſion de ſe vanger des injuſtices qu'on a reçûes de lui dans d'autres. Quand la France n'auroit dans cette Guerre commis des hoſtilitez que ſur les Païs-Bas, & qu'elle n'auroit pas eu aſſez de forces pour en commettre du côté de l'Eſpagne & de l'Italie, cela n'auroit pas empêché qu'elle n'eût rompu, & même entré en Guerre avec l'Eſpagne, comme on l'a déja remarqué; cela eſt ſi vrai, & il y a une ſi grande différence entre *être en Guerre* & *faire la Guerre*, que l'on a vû pendant quelque tems la Maiſon de Savoye & la République de Gênes en Guerre, ſans que l'une commît des hoſtilitez contre l'autre. Dans le commencement de cette Guerre on a vû que la France exerçoit beaucoup d'hoſtilitez contre l'Eſpagne, ſans avoir rompu ou être en Guerre avec elle. Enfin on ne trouvera point d'exemples dans les hiſtoires du tems paſſé ni dans celles de ce ſiecle qui faſſent voir qu'un Prince ou une République ait perſuadé à un formidable Allié de rompre ouvertement avec un Ennemi commun, à condition qu'il ne pourra faire de Traité que d'un conſentement général. C'eſt la conſéquence qu'on peut tirer d'une rupture qu'on ſuppoſe ſuffiſante pour être quitte de ſes obligations, en faiſant cette rupture par l'attaque d'une ſeule Place, quoique celui avec lequel on eſt allié reſte en Guerre dans toutes les autres Places avec l'Ennemi commun.

Si l'on entend que la France eſt en même tems obligée de faire la Paix avec le Roi Catholique, auſſi bien du côté de l'Eſpagne & de l'Italie, que du côté des Païs-Bas, comme la raiſon le demande, & comme les Députez de Meſſieurs les Etats l'ont demandé en aſſurant que c'étoit l'intention de leurs Maîtres, il s'enſuit néceſſairement que les intérêts que la France a à démêler avec l'Eſpagne de ce côté-là, ſeront réglez par le même Traité & de ſon conſentement, ſans cela il ne fera jamais la Paix; & Meſſieurs les Etats ſeront obligez de veiller aux Négociations qui ſe feront ſur ce ſujet, comme à celles qui ſe feront pour terminer les differends qui concernent les Païs-Bas.

S'il ſe rencontre dans les Traitez à faire entre la France & les Provinces-Unies, quelques points difficiles, & ſur leſquels il y ait du doute, ce que l'on ne croit pas, il faudra en conférer l'un avec l'autre, & celui qui formeroit quelque nouvelle condition ou quelque nouvelle prétencion, ſera tenu de les propoſer aux autres & de leur déclarer franchement les raiſons qu'il a à alleguer pour appuyer ſon ſentiment; car pour avoir quelques éclairciſſemens ſur ce que l'on pretend, on doit toujours faire avec fidelité & droiture ce que nous montre le chemin de la prudence qui convient à de bons & de fideles Alliez; c'eſt une très-pernicieuſe maniere, lorſqu'on traite d'affaires avec des amis, de leur cacher ce qu'on a véritablement dans le cœur, & de le découvrir aux Ennemis. Quand Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats Généraux furent contraints de dire leur ſentiment,

Digitized by Google

Païs-Bas.

Mais pour flatter encore davantage l'ennemi, & faire d'autant plus de tort à leurs anciens amis ils ont fait entendre au premier & l'ont aſſuré que leur ſentiment particulier étoit celui de l'Etat. On ſe perſuade cependant que les choſes ne ſont pas telles, & qu'une République ſi ſage, & qui a tant de ſoin de ſa réputation, n'a jamais aprouvé & n'approuvera jamais une opinion ſi mal fondée, ni une maniere d'agir ſi deſobligeante. Elle doit néanmoins prendre garde que cela porte un grand préjudice dans les affaires communes, que l'Ennemi en profite & qu'il ſe flatte que cela entrainera ou une diviſion dans les Provinces, ou une ſéparation entre la France & elles, ce qui fait, que ce qu'on lui propoſe, quelque raiſonnable qu'il puiſſe être, n'eſt point écouté, d'où nait un retardement conſiderable dans la Négociation, au lieu de l'accélérer, comme on l'a vû par expérience, lorſqu'on leur a donné lieu de le préſumer.

On fait encore trois objections contre le Traité de l'année 1635. où l'on s'engage à continuer la Guerre juſqu'à ce que les Eſpagnols ſoient entierement chaſſez des Païs-Bas. La premiere eſt, que perſonne ne ſe peut engager à une choſe impoſſible, l'impoſſibilité étant une excuſe légitime. La ſeconde, que la France a perſuadé elle-même Meſſieurs les Etats d'en venir à un accommodement, Sa Majeſté ayant fait paſſer ſes Plénipotentiaires à la Haye pour les y diſpoſer. La troiſiéme, parceque le Roi Henri IV. accommoda ſes affaires par la Paix de Vervins, ſans faire beaucoup d'attention à celles des Alliez, & que les Provinces-Unies, qui, vû les offres de l'Eſpagne, peuvent avoir aujourd'hui ce qui leur convient, pourroient bien faire de même.

Il eſt aiſé de répondre à la premiere objection, que perſonne ne croira qu'une République à laquelle la continuation de la Guerre a été ſi favorable, ſe mette aujourd'hui dans la néceſſité de la diſcontinuer. Si ceux qui ont jetté les premiers fondemens de ſa Liberté, avoient eu de pareilles opinions, il auroit été plus avantageux, de ne pas entrer dans une Guerre ſi dangereuſe contre une puiſſante Monarchie, lorſqu'ils n'étoient encore Maîtres que de cinq ou ſix Villes. Les dangers continuels qu'ils ont eſſuyés, les peines & les pertes qu'ils ont ſouffertes, & la ruine entiere dont ils étoient à tout moment menacés, devoient abattre leur courage, plutôt que celui de leurs Succeſſeurs; mais leur grande conſtance, & leur fermeté inébranlable, ont été cauſe que leurs deſſeins ont eu d'heureux ſuccès, & quoique leur Ennemi fût cruel & terrible, ils lui ont cependant arraché, pour ainſi dire, les moyens de les faire ſuccomber, en tenant toujours leurs meſures & leurs réſolutions d'un ſecret impénétrable. Si ces mêmes Fondateurs de la République voyoient aujourd'hui leur Poſtérité trembler de peur, lorſqu'elle a tant de forces ſur pied, ſans s'incommoder, s'excuſer ſur ſa

vantages qu'il a aquis, & que la fortune ſemble avoir pris plaiſir de reunir? Si les Etats trouvent à preſent quelque choſe qui leur paroît abſolument impoſſible, il eſt d'une grande conſéquence de ne le pas diſſimuler, quand on eſt ſur le point de traiter. Les Souverains dans de pareilles occaſions, ne ſont pas accoutumez, ſuppoſé même que l'impoſſibilité que l'on allégue fût véritable, de s'arrêter court, cela donneroit occaſion à l'Ennemi de ſe tenir trop ferme dans les termes d'accommodement, ou de lui faire prendre la réſolution de rentrer facilement en Guerre. On ne doit pas croire que ceux qui raiſonnent de cette maniere, ayent effectivement deſſein de cacher par-là, le deſir de conclure tout d'un coup un accord particulier, puiſqu'il ſeroit abſolument plus profitable, en cas qu'il y ait quelque obſtacle de la part des Provinces-Unies, de le tenir ſecret, que de s'en ſervir pour forcer les Alliez à accepter des conditions préjudiciables. Comment ſera-t on aſſuré qu'elles reprendront les armes ſuivant l'engagement du Traité, en cas que le Roi d'Eſpagne, après que la Paix ſera faite, vînt à attaquer la France? Elles pourroient alors avec plus de fondement alléguer des raiſons d'impoſſibilité, parce qu'il eſt effectivement bien plus difficile de ſortir de ſon repos pour rentrer en Guerre, que de la continuer quand elle eſt commencée, & qu'il eſt plus onereux de mettre ſur les peuples de nouveaux impôts, que de recevoir ceux qu'ils ſont déja accoutumez à payer.

La deuxiéme objection n'eſt pas mieux fondée; le Roi pour témoigner ſon affection & ſa confiance aux Seigneurs Etats Généraux a ordonné à ſes Plénipotentiaires de paſſer par la Haye avant de ſe rendre à Munſter, afin de conférer ſur les moyens d'entrer de concert dans la Négociation d'une affaire également de conſéquence aux deux Etats; cela ne veut pas dire que Sa Majeſté les a ſollicitez ou perſuadez de s'accommoder avec l'Ennemi commun. Les plus éclairez de leurs Provinces jugeront ſans doute plus avantageuſement, & auront un ſentiment tout different de l'honneur que Sa Majeſté leur a voulu faire en cette occaſion. On avoit pris depuis longtems la réſolution d'entrer en Negociation, & on étoit déja d'accord ſur le lieu & le tems; les Paſſeports étoient expédiez à tous ceux qui ſe devoient trouver là, & ſi l'on veut chercher un peu plus loin, on trouvera peut-être, que l'Ambaſſadeur de Meſſieurs les Etats a ſollicité la Reine Régente à faire partir ſes Plénipotentiaires. Mais ſuppoſons au contraire que la France eût prié les Etats d'entrer en Négociation avec le Roi d'Eſpagne, ce qui n'eſt pas, peut-on dire pour cela que la France ait voulu ſéparer ſes intérêts & faire des propoſitions telles que l'ennemi les deſire? Il y a une Alliance réciproque pour continuer la Guerre, juſqu'à ce que les Eſpagnols ſoient chaſſez des Païs-Bas. Perſonne n'ignore qu'il y a beaucoup de moyens pour en venir à bout, ſoit en prenant par la

force

ſans cela il ſeroit peut-être plus avantageux de reſter en guerre, que d'avoir après la Paix des voiſins ſi dangereux, puiſque l'on ſait par expérience que tout ce qui a allarmé la France, eſt venu des Pais-Bas.

Quelqu'un peut-il nier que cette réſolution ne ſoit auſſi favorable à la Province même qui eſt ſous l'obeiſſance du Roi d'Eſpagne, que néce ſaire pour la ſûreté de ceux qui lui ſont preſentement la Guerre? Mais en cas que cela ne puiſſe réuſſir, peut-on trouver mauvais que pendant que les Eſpagnols veulent reſter dans les Païs-Bas, pour donner de continuelles jalouſies à la France, la France conſerve de ſon côté les moyens que Dieu lui a donnés, par l'union avec la Catalogne, pour faire la Guerre juſques dans le cœur de l'Eſpagne, ſi elle y eſt forcée? Quand on examine cette affaire ſans paſſion, on jugera que c'eſt le point le plus aſſûré du Traité qu'on doit faire preſentement, tant avec la France qu'avec les Provinces-Unies, ſans cela l'un ou l'autre ne peut ſe promettre un repos qui ſoit durable.

On ſuprime beaucoup d'autres raiſons qui ne permettent pas à la France de rendre aux Eſpagnols la moindre choſe, tant qu'ils garderont la Navarre, & les autres Royaumes qui lui appartiennent; on ſe contente d'avoir touché les conſidérations ſur leſquelles Meſſieurs les Etats ont leurs intérêts auſſi bien que la France.

A l'égard de la troiſieme objection, on n'a pas beſoin de beaucoup de réponſes, il ſuffit de lire les deux Traités faits dans les années 1596. & 1635. pour voir la difference. Dans le premier on propoſe une alliance, ſous l'eſperance d'y attirer quelques Princes & Monarques, ce qui n'a pu ſe faire. Il falloit l'année ſuivante tenir une Conférence pour avancer cette entrepriſe, on ne l'a pas tenuë; ce qui prouve que cette affaire en eſt reſtée à la ſimple propoſition. Cependant on étoit convenu ſur les moyens de faire conjointement la Guerre l'année ſuivante. Meſſieurs les Etats promirent au Roi aſſiſtance de Troupes & d'argent, cette promeſſe ne ſe fit que l'an 1597 ce qui la rend plus ſemblable aux Traités de Campagne qu'on renouvelle tous les ans avec les Etats qu'à celui de l'an 1635. on ne s'y oblige ni de l'un ni de l'autre côté à une nouvelle Guerre. Le Roi & les Provinces-Unies étoient déja entrés dans de certaines raiſons. C'eſt donc plutôt une convention de s'aſſiſter de part & d'autre pour faire tort à l'ennemi commun, tant que la guerre durera, qu'une obligation formelle de la continuer pendant un certain tems. De plus on ne remarque pas là une Alliance dans laquelle il ſoit ſtipulé que l'un ne pourra pas entrer en Négociation ſans l'autre, ce qui ſeroit cependant la différence la plus eſſentielle. Il eſt à préſumer que cette condition, ſi ordinaire dans les Traités, n'étoit pas en uſage dans ce tems-là, ou qu'on avoit des raiſons particulieres alors pour ne s'en pas ſervir. Les clauſes du Traité de l'année 1635. ſont bien differentes, on y

penſes incroyables, puiſqu'il n'y a pas encore un an, que ſans y être obligée elle a donné liberalement des ſommes conſiderables, & même fourni des Troupes à Meſſieurs les Etats. Trouve-t-on là le moindre fondement pour comparer l'un avec l'autre, d'autant plus que Henri IV. étoit en pleine liberté de faire un Traité avec l'Eſpagne, ſans la participation de Meſſieurs les Etats, puiſqu'il n'y avoit aucune clauſe dans le Traité de l'an 1596 qui le lui put empêcher, cependant il ne laiſſa pas de refuſer les Conférences de l'année 1597. Ceux qui ſavent les particularités de la Négociation de Vervins, qui commença ſeulement dans l'année 1598. peuvent fort bien penſer que ce grand Prince, pour ne pas négliger ce qui pouvoit être avantageux à ſes amis, ne voulut jamais que les Deputez entraſſent avec eux dans l'affaire d'Eſpagne, bien qu'ils puſſent avoir des Pleins-pouvoirs pour négocier en même tems avec les Provinces-Unies.

Quand les Pleins-pouvoirs furent venus, on ſollicita les Provinces-Unies d'envoyer leurs Députez à l'Aſſemblée, mais ceux qui dans ce tems-là tenoient les rênes du Gouvernement, jugérent que la continuation de la Guerre étoit plus avantageuſe qu'un accommodement avec l'Ennemi. Ils ne pouvoient dans cette conduite, trouver autant de ſûreté qu'ils en ont preſentement, cependant ils avoient plus d'horreur de ces coups diſſimulez dans le tems de la Paix, qu'ils n'avoient de confiance en la force des armes pendant la Guerre: ils reconnurent eux-mêmes, qu'en cas que la France eût un peu de repos, pour reprendre haleine après des troubles qui l'avoient preſque tout à fait ruinée, il y auroit plus de facilité à l'aſſiſter, comme l'experience l'a enſuite fait voir, que de continuer une Guerre qui dans ce tems-là ne pouvoit être que foiblement entretenue avec le ſecours qu'elle recevoit de Meſſieurs les Etats; & parce qu'ils ſe déterminerent enſuite, pour leur propre bonheur à continuer la Guerre, peut-on ſe plaindre de ce grand Roi, & dire qu'il les a fait agir ſelon ſa volonté, & conformément à ce qui convenoit le plus à ſon Etat? Comme il n'y a jamais eu de Monarque plus jaloux de ſon honneur, & plus exact à tenir ſa parole, on devroit, au lieu de chercher à devélopper ſes penſées & à faire ſur elles des réflexions qui ne peuvent que ternir ſa Gloire, ne s'occuper que des differents témoignages d'affection qu'il a donnés aux Provinces Unies, & bannir du Païs ceux qui ignorent avec quel ſoin il s'eſt intereſſé pour leur conſervation & leur bonheur auſſi bien pendant la Paix que pendant la Guerre, afin que la mémoire de ce qu'il a fait pour leur Patrie, ſans y être obligé, les force préſentement à ſatisfaire ponctuellement ſes Succeſſeurs dans des Alliances qui ne regardent pas moins l'honneur que l'aſſûrance de leur Etat.

ME-

POMERANIE.

Extrait d'une Lettre de Monſieur le Comte de HENNIN.

De Ham ſur la Lippe le 7. Mars 1647.

POur ce que vous deſirez de la Poméranie, je vous diray que l'antérieure ou inférieure, *ſiue in Tractatibus nominatur citerior, vulgò Voor-Pomeren*, eſt une même choſe; *ſuperior verò vel poſterior*, c'eſt l'autre moitié, qui demeure au Marquis de Brandebourg, & qui ſe rencontre la plus voiſine de ſon pais. Comme la baſſe & antérieure eſt la plus voiſine de la Mer, les Villes de l'Oder, Stetin, Gartz, & autres devroient être de la Supérieure; mais les Suédois les obtiennent avec l'inférieure.

LA POMERANIE

par Monſieur

GODEFROI.

Le 26. Fevrier 1647.

Les Ducs de la baſſe Poméranie s'appelloient Ducs de Wolgaſt, & avoient là leur réſidence, comme ceux de la haute à Stetin. Pomeranie Polonoiſe. Evêché de Camin. Demandes de la Suede ſur la Pomeranie. Accord entre Suede & Brandebourg pour la Pomeranie. Religion de Brandebourg. Demande de Suede. Wiſmar au Duché de Meckelbourg. Réſidence du Duc de Meckelbourg. L'Archevêché de Bremen, & Evêché de Verden &c. ſecaliſez.

LE Duché de Poméranie (qui eſt de grande étendue & un pais fertile ſitué le long de la Mer Baltique, autrement *Oſtzee*) eſt diviſée en deux parts qui eſt la haute, c'eſt plutôt la baſſe qui eſt antérieure à la Suéde, au Dannemarck, & à toute la baſſe Allemagne.

Les Ducs de la baſſe Poméranie s'appelloient Ducs de Wolgaſt, & avoient là leur réſidence, comme ceux de la haute à Stetin.

De la haute Poméranie (c'eſt la baſſe &c.) dépendent les Villes de Wolgaſt, Gripſwalt, Stralſund, Damgarten, Anklam, Demmin, Treptow, Torgelow, & autres, & les Iſles de Rugen & de Uſedom.

Et de la baſſe Pomeranie les Villes de Stetin, & Gartz deça la Riviére d'Oder avec l'Iſle de Wollin, & de la même Riviére les Villes de Colberg, Rugenwald, Stolp, Coſlin, Belgarde, Freienwald, Polnow, Golnow, Colbatz, Piritz, Dam, Griffenhagen & autres.

Poméranie Polonoiſe.

Quant aux Villes & Seigneuries de Lewenbourg, & Butrow, elles ſont revenuës à la Couronne de Pologne, après le décés du dernier Duc de Poméranie ſans deſcendans mâles en l'an 1637. ou 1638.

Evêché de Camin.

Et pour le regard de l'Evêché de Camin (qui eſt entre Colberg & Wollin) il reléve immediatement de l'Empire; & néanmoins eſt dépendant de l'une & l'autre Pomeranie, pour ce qui eſt du droit de protection & de patronage.

Demandes de la Suéde ſur la Poméranie.

La Reine de Suéde par ſes demandes à Osnabrug l'an 1647. au mois de Janvier a déclaré vouloir que par le Traité de Paix qu'elle feroit avec l'Empereur, qu'il conſente avec tous les Electeurs & Etats de l'Empire que la Couronne de Suéde retienne à toujours à foi & hommage de l'Empire, non ſeulement toute ladite haute Poméranie, mais encore en la baſſe Pomeranie les Villes de Stetin & Gartz, l'Iſle de Wollin & les Villes de Colnow, Colbatz, & Piritz, à celle fin d'avoir ſans aucun empêchement l'entiére domination ſur la Riviére d'Oder tant d'une part que d'autre.

Item qu'en défaut de l'Electeur de Brandebourg ſans deſcendans mâles, la même Couronne de Suéde ſuccédât au reſte de la baſſe Poméranie par préférence ſur les Marquis de Brandebourg des Branches de Culembach & d'Anſpach.

Et de plus qu'elle auroit ſeule le droit de protection & patronage ſur l'Evêché & le Chapitre de Camin.

Accord entre Suéde & Brandebourg pour la Pomeranie.

Par les propoſitions faites de la part de la Reine de Suéde, de l'Electeur de Brandebourg, & de l'Empereur au préſent mois de Fevrier 1647. il eſt dit derechef que la Reine & le Royaume de Suéde retiendront à perpétuité à foi & hommage de l'Empire toute la Poméranie citérieure, dans la Poméranie Ultérieure Stetin, Gartz, Dam, Colnow, & l'Iſle de Wollin, & toute la Riviére d'Oder avec ſes rivages tant du côté de l'Orient que du côté de l'Occident. Et que le reſte de la Poméranie Ultérieure ſera rendu à l'Electeur de Brandebourg & lui demeurera & à ſes deſcendans mâles; & en défaut d'iceux les Marquis de Culembach & d'Anſpach de la même Maiſon Electorale, & leurs deſcendans mâles qui ſont ſubſtituez y ſuccéderont, & iceux défaillans que la Reine de Suéde & les Rois de Suéde ſes Succeſſeurs jouiront à toujours de ce reſte de la Poméranie Ultérieure.

Que le droit de protection de patronage ſur l'Evêché de Camin dépendra en partie de la Pome-

Digitized by Google

gue en l'an 1635. Et auſſi que la Reine de Suéde aura douze cens mille Reichtdalders (qui ſont trois millions de livres de France) pour le reſte de la baſſe Poméranie qu'elle quitte à l'Electeur de Brandebourg.

Que la Religion ſelon la Confeſſion d'Augsbourg telle qu'elle fut préſentée à l'Empereur Charles V. y ſera conſervée, & ainſi n'y ſera admis l'exercice de la Religion, qu'on appelle Réformée Calviniſte ou de Suiſſe, dont l'Electeur de Brandebourg fait profeſſion.

Religion de Brandebourg.

(qui eſt un Bailliage de l'Evêché de Munſter) qui ſeront ſécularisez; de ſorte qu'il n'y aura plus de Chanoines & Religieux, ains ſortiront du païs, ſauf à aviſer à leur entretenement leur vie durant; & les droits de Patronage & collation de Bénéfices & de Juriſdiction Eccléſiaſtique ſeront abolis. Enſuite de quoi il s'eſt depuis peu ſigné un Accord ſur le tout de la part de l'Empereur, de la Reine de Suéde, & de l'Electeur de Brandebourg.

Evêché de Verden &c. ſécularisez.

TRACTATUS INDUCIARUM

Inter

REGEM GALLIÆ,

REGINAM SUECIÆ,

Et

LANDGRAVIAM HASSIÆ-CASSELLENSIS,

Ex unâ parte;

ET ELECTORES BAVARUM

Et

COLONIENSEM,

Ex alterâ.

Ulmæ 14. Martii 1647.

TRAITÉ DE TREVE

Entre le

ROI DE FRANCE

La

REINE DE SUEDE

Et la

LANDGRAVE

De

HESSE-CASSEL,

D'une part:

ET LES ELECTEURS DE BAVIERE

Et de

COLOGNE,

De l'autre.

A Ulm le 14. Mars 1647.

La France & la Suéde. L'Electeur de Baviére. Les Députez du Roi de France & de l'Electeur de Baviére. La Trêve entre le Roi de France, la Reine de Suéde, & la Landgrave de Heſſe d'une part; & les Electeurs de Baviére & de Cologne d'autre. La Trêve durera non ſeulement juſqu'à la Paix univerſelle d'Allemagne, mais de toute la Chrétienté. Le Roi de France pourra continuer le ſiege de Tubingue. Toutes hoſtilitez ceſſeront. L'Electeur de Baviére pourra

haut & bas Palatinat deça le Rhin. Les Sauvegardes ſeront entretenues. Ce que la France retiendra ès Seigneuries du Palatin de Neubourg. Les Electeurs de Baviére & de Cologne n'aſſiſteront de gens de guerre l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, le Duc Charles de Lorraine, le Landgrave de Heſſe-de-Darmſtat. Les Electeurs de Baviére & de Cologne n'uſeront d'aucune hoſtilité contre les Confederez & Adhérans des Couronnes de France & de Suéde. Les gens de guerre des Electeurs de Baviére & de Cologne ſe pourront mettre au ſervice du Roi de France ou de la Reine de Suéde. Les Electeurs de Baviére & de Cologne empêcheront de tout leur pouvoir à ce que leurs gens de guerre ne ſe mettent au ſervice de l'Empereur, du Roi d'Eſpagne, & du Duc de Lorraine, ni du Landgrave de Heſſe-de-Darmſtadt. La République de Veniſe pourra retenir une partie de ces gens de guerre, pour s'en ſervir contre le Turc. Les Electeurs de Baviére & de Cologne ne permettront pas que les Ennemis des deux Couronnes levent des gens de guerre dans leurs païs ou qu'ils y logent. Il ſera loiſible aux deux Couronnes & à la Landgrave de Heſſe-Caſſel d'aſſiéger & prendre les Villes & Châteaux de l'Archevêché de Cologne & des Evêchez de Munſter, Hildesheim, & Paderborne; où il y a Garniſon de la part de l'Empereur & de ſes adhérans. Et d'y mettre des Garniſons ſi la néceſſité de la guerre le requiert, ſauf à l'Electeur de Cologne ſes droits & revenus. L'Electeur de Cologne fera une declaration des lieux où il a Garniſon, & du nombre des gens de guerre. Les contributions miſes de la part de la Reine de Suede & de la Landgrave de Heſſe en l'Archevêché de Cologne & ès Evêchez de Munſter, Paderborne, & Hildesheim ſeront moderées. Et ne s'en fera davantage à l'avenir. Waſſebourg ſera rendu à l'Electeur de Baviére. La Ville d'Augsbourg demeurera neutre & le Duc de Baviére en retirera ſa Garniſon. Le Duc de Wirtemberg ſera rétabli en ſes Villes & Châteaux que l'Electeur de Baviére occupe. Sont exceptez de cette reſtitution Heidenheim, & trois Monaſtéres de la Seigneurie du Duc de Wirtemberg qui demeureront à l'Electeur de Baviere. L'Electeur de Baviére pourra lever des contributions pour l'entretenement de ſes Garniſons au Duché de Wirtemberg & les Villes de Rotweil, Fribourg, & Wildeſtein. Les priſonniers de Guerre ſeront mis en liberté. S'il eſt contrevenu au Traité par des particuliers. Les Fugitifs. Le Commerce ſera libre de part & d'autre de toute ſorte de Marchandiſes. Excepté pour le regard des munitions de guerre, qui ne ſeront délivrées aux Ennemis des Couronnes de France & de Suéde. Qu'il ſoit fait ſatisfaction à la Couronne de Suéde & à la Landgrave de Heſſe-Caſſel. Ce Traité ſera ratifié par le Roi de France dans ſix ſemaines. Hailbron. Heidenheim. Otages pour la Paix. Du temps que la ratification ſera délivrée.

NOtum ſit omnibus ſequentia capita lecturis aut legi audituris, quòd inter ſacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam Regem Galliæ & Navarræ, & Sereniſſimam Reginam & Coronam Sueciæ, pro ſuarum Majeſtatum Hæredibus, Succeſſoribus, regnis, & regionibus, atque exer-

SOit notoire à tous ceux qui liront ou entendront lire ces préſentes, qu'entre ſa ſacrée & très-Chrétienne Majeſté le Roi de France & de Navarre, & la Séréniſſime Reine & Couronne de Suéde, tant pour eux que pour leurs Héritiers, Succeſſeurs, Royau-

La France & la Suéde.

bus, Regionibus, & Ditionibus omnibus, atque etiam cum reverendiſſimo & ſereniſſimo Coadjutore Principe Maximiliano Henrico : Interſtitium bellicum concluſum eſt ; poſtquam prius pro Rege Chriſtianiſſimo in hunc finem a Celſiſſimo Principe Longevillano & Legatione Gallicâ Monaſterienſi & a Principe Turenio, Alexander de Broville-de-Traci Tribunus militum, Conſiliarius Regis, & Commiſſarius generalis ; & Antonius de Marcilli-de-Croiſſi in ſupremo Parlamento Senator, in hanc Civitatem Imperialem Ulmenſem cum poteſtate plenariâ ablegati ſunt ; qui cum Sereniſſimi Ducis Electoris Bavariæ ad hos Tractatus cum plenitudine poteſtatis ablegatis Miniſtris Domino Generali tormentorum & Colonello Barone de Bauſchemberg, Domino Kytner-de-Kuitz Conſiliario bellico, & Domino Schaffer Conſiliario bellico, & Bavarici exercitûs generali Commiſſario, poſt diverſos Congreſſus & invicem habitos diſcurſus & colloquia ad ineundam cum Rege Chriſtianiſſimo amicitiam, & ab actionibus hoſtilibus ceſſationem ; in ſequentia convenerunt & concluſerunt,

I. Inter Sacram Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam & Majeſtatem Suam Reginam Sueciæ & utrique Coronæ Fœderatam celſiſſimam Principem Landgraviam Æmiliam-Eliſabetham inferioris Haſſiæ Regentem, ipſorum omnium Hæredes & Succeſſores ab unâ parte ; Sereniſſimos Electores Bavariæ & Colonienſem, ipſorumque Succeſſores, & hæredes ; item Maximilianum-Henricum ex eadem ſtirpe & ſanguine Principem jam deſignatum Sereniſſimi Electoris Colonienſis Coadjutorem, ab altera parte : a die hodierno quo hæc ſequentia concluſimus uſque ad Pacem univerſalem in Germaniâ & in Orbe Chriſtiano futuram, Induciæ plenariæ ſunto & nullius arma ulli ex his invicem quidquam nocent, ſed ſequentia utrinque ſtrictè obſerventur. Regi tamen Chriſtianiſſimo obſidionem Tubingenſem ad finem perducere liceat.

II. Im poſterum Regis Chriſtianiſſimi, Reginæ Sueciæ, celſiſſimæ Principis Landgraviæ & Sereniſſimorum Electorum Bavariæ & Coloniæ exercitus, præſidia, copiæ, atque milites, ab omnibus hoſtilitatibus invicem ceſſabunt ; neque conflictu, obſidionibus, exactionibus, aut ullâ moleſtiâ bellicâ quicquam contra regiones, ſubditos, militiam, tentabunt. Item ne præſidiarii milites excurrant, nec aliquid mali molientur, pari ratione conventum eſt.

III. Totus Circulus Bavaricus, & in hoc Circulo tenore Matriculæ Imperialis comprehenſi Status, cum ſuperiore & inferiore Palatinatu, quatenus cis Rhenum eſt, pro alendis militibus Bavaricis & eorum quartiriis libere aſque dum Pax Generalis in Imperio Romano ſequatur, atque impoſitionibus & exactionibus militaribus & liberum quartiriis relinquantur & permaneant penes Sereniſſimum Electorem Bavariæ ; & cum hæ regiones bello majori ex parte ſint exhauſtæ, & ad maximam paupertatem redactæ, idcirco tradentur jam exercitui Bavarico pro uſu & quartiriis ſtatus & quartiria omnia inter fluvios Mindel & Lecum, ſicut etiam loci, exceptis ad

& Terres de ſon obéiſſance, & auſſi pour ſon Révérendiſſime & Séréniſſime Coadjuteur le Prince Maximilien-Henri, d'autre part : il a été conclu un Traité de Trêve par les Srs. Alexandre de Broville-de-Traci Maréchal de Camp & Commiſſaire Général, & Antoine de Marcilli-de-Croiſſi, Conſeiller en la Cour de Parlement, Députez au nom de Sa Majeſté très-Chrétienne par le très-haut Prince le Duc de Longueville & ſes Adjoints Plénipotentiaires de France au Congrès de Munſter & par le Prince de Turenne ; & le Sr. Baron de Bauschemberg Général d'Artillerie & Colonel, le Sr. Kitner de Kuitz Conſeiller de guerre, & le Sr. Schaffer Conſeiller de guerre & Commiſſaire Général, au ſervice du Duc de Baviére ; tous aſſemblés en cette Ville Impériale d'Ulm avec Pleins-pouvoirs : après diverſes Conférences pour rétablir l'amitié entre leurs Maîtres & faire ceſſer les hoſtilitez, ils ſont convenus de ce qui ſuit.

Les Députez du Roi de France & de l'Electeur de Bavière.

La Trêve entre le Roi de France, la Reine de Suéde, & le Landgrave de Heſſe d'une part : & les Electeurs de Baviere & de Cologne d'autre.

I. Eſt faite ſuſpenſion générale & ceſſation d'armes entre les Parties ſuſdites dans l'Allemagne & l'Empire Chrétien, à compter du jour de la concluſion des préſentes juſques à la Paix Générale. Il ſera cependant loiſible au Roi très-Chrétien de conduire le ſiége de Tubingue à ſa fin.

La Trêve durera non ſeulement juſqu'à la Paix ſe va rétablir d'Allemagne, mais de toute la Chrétienté.

Le Roi de France pourra continuer le Siege de Tubingen.

II. Les armées, troupes, garniſons & Soldats du Roi très-Chrétien, de la Reine de Suéde &, de la Landgrave de Heſſe ; & des Séréniſſimes Electeurs de Baviére & de Cologne, feront ceſſer à l'avenir entr'eux toutes hoſtilitez, combats, ſieges, invations, exactions, courſes, pillages, & en général toutes éxecutions militaires.

Toutes hoſtilitez ceſſeront.

III. Tout le Cercle de Baviére & les Etats y compris par la Matricule Impériale, entre cette partie du Lech & du Danube, & même les Terres dépendantes du haut & bas Palatinat qui ſont au deça du Rhin demeureront audit Duc juſques à la Paix Générale, pour y prendre ſes quartiers & tirer les contributions pour les ſubſiſtances de ſes troupes : & d'autant que tous leſdits quartiers ſont déja ruinez, il eſt accordé qu'elles prendront pour leurs quartiers préſens les lieux ſituez entre les riviéres de Mindel & du Lech juſques à Schengau ; y

L'Electeur de Baviere pourra avoir des gens de guerre dans tout le Cercle & Province de Baviére, & auſſi dans le haut & bas Palatinat deça le Rhin & en tirer des contributions.

IV. Per Bavariam ſuperiorem & inferiorem numquam foederatorum Coronarum exercituum vel earundem copiarum fiat tranſitus: quod ſi autem contingeret, & belli ratio exigeret, per reliqua quartiria extra Bavariam vel etiam inferiorem & ſuperiorem Palatinatum cum exercitibus & copiis dictarum Coronarum & earum adhærentium tranſire; hoc tempeſtive præmiſſis Litteris præſignificetur ſereniſſimo Electori Bavariæ, a ſupremo horum exercituum & copiarum Duce, ut poſſit mittere Commiſſarios qui quartiria pro militibus diſponant, quibus Commiſſariis libera quartierorum diſpoſitio remanebit, in quibus etiam milites nequiquam auferendo ſive exigendo ſubditis ſint moleſti; Quartiria etiam numquam in Civitatibus, arcibus, & locis muris cinctis fiant: Salvæ-guardiæ Sereniſſimorum Electorum & eorum Officialium generalium a nullis violabuntur, ſed intactæ ſine moleſtiâ relinquantur. Liceat quoque Officialibus & Militibus Salvæ-guardiæ vel præſidii in quovis loco poſiti & conſtituti, etiam ope illorum Subditorum omnem vim illatam vi repellere: & ſi tales aggreſſores locorum Salvisguardiis vel præſidiis munitorum reſiſtendo vulnerentur aut omnino occidantur, juſte hoc factum ſine contradictione aut violatione noſtri concluſi cenſeatur. Liberum tamen ſit ad talia evitanda Ducibus qui tranſeuntes exercitus vel copias ducunt, ejuſmodi locis ſcriptas & vivas Salvasguardias permittere imponere, atque Bavaricis adjungere ſolummodo donec exercitus vel copiæ tranſierint. Manebunt etiam Regi Chriſtianiſſimo ex Circulo Bavarico Lauringa, Gundelfinga, Hochſtedium, & loca inter Ulmam & Donawertam ſita, quæ Ducatûs Neoburgici ſunt. Quamvis etiam ſuperiori capite conventum ſit ut Sereniſſimus Elector Bavariæ uſque ad concluſionem Pacis generalis ſuperiorem & inferiorem Palatinatum quatenus cis Rhenum eſt, poſſideat, ita tamen & in tantum ut militet Regis Chriſtianiſſimi & ipſius Foederatorum etiam ex inferiori Palatinatu quatenus cis Rhenum eſt, eò uſque, nihil exigant amplius; nihilominus tamen iis conditionibus fiet ut Sereniſſimæ familiæ Palatinæ juri nihil derogetur, nec quicquam de novo Sereniſſimo Duci Bavariæ hac Tranſactione acquiratur; ſed cauſa integra quæ nunc eſt hujus loci, ad Comitia Monaſterii & Oſnabrugæ deferatur.

IV. Il ne ſe ſera aucun paſſage [illegible] ou des troupes des Confédérez par la haute & baſſe Baviére: & au cas que par raiſon de guerre il ſoit requis de paſſer par le haut & bas Palatinat, les Chefs des armées le ſeront ſavoir par Lettres à ſadite Alteſſe Electorale, afin qu'il envoye ſes Commiſſaires pour diſpoſer des quartiers & diſtribuer les Sauvegardes, de part & d'autre, leſquels Commiſſaires tiendront la main à ce que les Soldats ne prennent & n'exigent rien des Sujets des Parties; qu'il y ait des quartiers bien réglez & des Sauvegardes entretenues dans les Villes, Citadelles & lieux ceints de murailles, dont la ſureté ſera inviolablement obſervée. Il ſera auſſi permis aux Officiers & Soldats poſtez dans quelque lieu que ce ſoit à titre de Sauvegardes ou de Garniſons, de repouſſer les attaques de ceux qui violeront le repos public; & les infracteurs qui auront été tuez dans ces occaſions, ſeront cenſez juſtement punis, ſans qu'on puiſſe regarder leur mort comme une infraction, du préſent Traité: cependant pour éviter de pareils malheurs les Généraux qui paſſeront par ces lieux avec leurs armées, y feront poſer leurs Sauvegardes juſqu'à ce que les troupes ſoient défilées: Demeureront néanmoins au Roi très-Chrétien dans le Cercle de Baviére les Villes de Laumigen & Gundelfingen, Hochſtedt, & les lieux qui ſont entre Ulm, & Donawert dépendans du Duché de Neubourg. Encore que par les Articles précédens, il ſoit dit que ledit Electeur de Baviére retiendra le haut & le bas Palatinat juſques au tems de la Paix générale; cela ſe doit entendre que par la Tranſaction préſente ledit Electeur n'acquiert aucune choſe, & ne ſera en aucune façon dérogé aux droits de la famille Palatine: la déciſion de laquelle cauſe eſt renvoyée à l'Aſſemblée de Munſter & d'Oſnabrug.

Aucunes contributions au bas Palatinat de là le Rhin.

Les gens de guerre de France & de Suéde n'auront aucun paſſage dans la haute & baſſe Baviére.

Les gens de guerre de France & de Suéde pourront avoir leur libre paſſage au haut & bas Palatinat déça le Rhin.

Les Sauvegardes ſeront entretenues.

Ce que la France reſtendra de la Seigneurie du Palatin de Neubourg.

V. Sereniſſimi Electores Bavariæ & Coloniæ a Ferdinando tertio Romanorum Imperatore, Rege Hiſpaniæ, Domo Auſtriaca, ipſius confœderatis aut adhærentibus, nominatim verò Duce Carolo, Lantgravio Darmſtadino, arma ſtatim revocabunt, & iis impoſterum opem nullam ferent, aut militaribus auxiliis & conſiliis, aut aliâ ratione directe ſive indirecte juvabunt. Promittunt quoque ſe nihil hoſtile contra Confœderatos Regis Chriſtianiſſimi aut Adhærentes, ſive in Imperio ſive extra Imperium ſint, neque jam nec impoſterum facturos. Liberum ſit Sereniſſimis Electoribus Bavariæ & Colonienſi aute ratihabitionem Regis Chriſtianiſſimi, & Reginæ Suetiæ copias quaſdam dimittere; dum tamen quo & quando eos exauctorabunt, Imperatoribus Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ & Reginæ Suetiæ

V. Les Séréniſſimes Electeurs de Baviére & de Cologne retireront leurs armées de Ferdinand III. Empereur, du Roi d'Eſpagne, des Adhérans & Confédérez de la Maiſon d'Autriche, nommément du Landgrave de Darmſtat, & ne leur donneront ci-après aucun ſecours, ſoit par armées ou conſeils, directement ou indirectement. Promettent auſſi de ne rien attenter hoſtilement, ni au dedans ni au dehors de l'Empire ni préſentement ni à l'avenir, contre les Confédérez & Adhérans du Roi très-Chrétien. Sera libre auxdits Electeurs de congédier leurs troupes avant la ratification des deux Couronnes; à condition qu'ils indiqueront aux Chefs des armées de leurs Majeſtez le lieu & le jour de leur li-cen-

Les Electeurs de Baviére & de Cologne n'offreront de gens de guerre, l'Empereur, le Roi d'Eſpagne, le Duc Charles de Lorraine, le Landgrave de Heſſe de Darmſtat.

Les Electeurs de Baviére & de Cologne n'offreront d'aucune hoſtilité

derarum Coronarum hoſtium, caſtra tranſeant aut tranſfugiant, pro viribus juvabunt. Maneat quoque in poteſtate Sereniſſimorum Electorum ante vel poſt futuras ratihabitiones, quaſdam Legiones integras Sereniſſimæ Reipublicæ Venetæ tradere, ut iis contra Orbis Chriſtiani hoſtem Turcam uti poſſint: cavent tamen Commiſſarii Sereniſſimæ Reipublicæ Venetæ non in finem alium adduci, neque contra Regem Chriſtianiſſimum, Confœderatos & Adhærentes ſive in Imperio ſive extra Imperium ſint, inſerviturat. Contra Coronas fœdere junctas & earum Confœderatos aut Adhærentes ſupra nominati Domini Electores in ſuis regionibus & quartiriis nihil omnino hoſtile admittent, neque concedent ut in ſuis regionibus contra Suas Majeſtates & iis junctos fœdere, milites conſcribantur; multò minùs hoſtium illorum exercitus vel milites in ſuis regionibus recipiant aut eos ullâ ratione juvent.

VI. Ut Cæſareani aut eorum Adhærentes arces, propugnacula, urbes, omnia denique loca derelinquant, quæ vel Archiepiſcopatûs vel Epiſcopatuum & ditionum Sereniſſimi Electoris Coloniæſis ſunt, ſua Serenitas pro viribus efficere conabitur. Si verò obtinere hoc nequeat Confœderatis licebit eas obſidere, expugnare, & impoſita præſidia extra dimittere; ut hoc caſu ſua Serenitas aut deſignatus Coadjutor Dux Maximilianus-Henricus unquam abſceſſit opem ferat, aut ullâ ratione juvabit & ſi neceſſitas non exigat, hujuſmodi locis bello iteram captis præſidia Coronarum fœderatarum imponere hoc in bonum ſuæ Serenitatis intermittetur, & cum omni jure ſuæ Serenitati reſtituentur: quòd ſi verò belli ratio requirat ejuſmodi locis vi captis nova præſidia imponere, tamen omnia jura, reditus eorum locorum, officia & juriſdictiones in civilibus & eccleſiaſticis manent penes arbitrium Sereniſſimi Electoris Colonienſis. Declarabit autem bonâ fide Sereniſſimus Elector cum ratihabitionem hujus Tractatûs exhibebit, omnia loca in quibus propria præſidia habet; ſimul etiam numma Legionum & numerum militum tradet, ut his omnes his pactis includantur & fruantur. De diminutione impoſitionum & contributionum conveniunt proximè Deputati Regiæ Majeſtatis & Coronæ Sueciæ atque celſiſſimæ Principis Landgraviæ cum Electoris Colonienſis Deputatis. Intra omnes executiones extraordinariæ & ulteriores impoſitiones omnino intermittentur.

VII. Quandoquidem Regis Chriſtianiſſimi Deputati urſerunt ut Heilbronâ præſidium educeretur, & Gallicum imponeretur, promiſerunt Deputati Bavarici Sereniſſimi Electoris Bavariæ milites ex hac urbe dimittere, & Regios immittere, quamprimum ſuper hoc capite Sereniſſimi Electoris ratihabitio ſequetur, pro quâ citius obtinendâ & adferendâ unus ex Deputatis Bavaricis ad ſuam Serenitatem diſcedet. Reſtituetur etiam ſimul Waſſeburgum Sereniſſimo Electori Bavarico, tormenta verò mortaria, arma quoque alia, pulverts tormentarii, munmæ, globi, & ſimilia bellica, quæ in illâ urbe Sereniſſimi Electoris ſunt, ſuæ Serenitati pro libitu inde avellere liceat, ut hæc eidem a Regiâ Majeſtate Chriſtianiſſimâ aut Con-

près ladite ratification quelques régimens à la République de Veniſe, pour s'en ſervir contre le Turc à condition que les Commiſſaires de ladite République pourvoiront à ce qu'elles ne ſoient plus employées contre le Roi très-Chrétien & ſes Confédérez, contre leſquels auſſi leſdits Electeurs ne permettront qu'il ſoit fait aucune levée de Gens de guerre, ſoit en leurs propres terres ou és quartiers qui leur ſeront aſſignez, & moins encore qu'ils les reçoivent & logent eſdits lieux, ou leur prêtent aucune aide & faveur.

VI. Sadite Alteſſe Electorale tiendra la main à ce que les Impériaux & leurs Adhérans, quittent les Villes, Forteresſes, & Chateaux qui dépendent des Evêchez & Etats de Cologne. Que ſi elle ne peut en venir à bout, il ſera permis auxdits Confédérez d'aſſiéger & prendre leſdites Places, & mettre hors leſdites Garniſons: auquel cas leſdits Electeurs ni le Duc Maximilien Henri, Coadjuteur, ne leur prêteront aucun ſecours. Leſdits lieux ſeront rendus à ſon Alteſſe Electorale, en cas que l'intérêt des Couronnes ne les force pas d'y mettre Garniſon: mais ſi elles ſont contraintes de les garder, les droits & revenus deſdites Places tant Eccléſiaſtiques que Civils demeureront à ſadite Alteſſe Electorale de Cologne, laquelle au jour qu'elle ratifiera le préſent Traité, donnera par écrit la declaration des lieux où elle voudra tenir ſes Garniſons, & le nombre de ſes Regimens pour y être compris. Les Députez de leurs Majeſtez le Roi de France & la Reine de Suéde & de la Landgrave, conviendront avec ceux de l'Electeur de Cologne de la diminution des contributions; & dans cet intervalle on ſurſeoira celles qui ont été extraordinairement impoſées.

VII. Les Députez du Roi très-Chrétien ayant requis que la Garniſon Bavaroiſe ſortît de Heilbron, pour y en mettre une de ſadite Majeſté; les Députez de ſadite Alteſſe Electorale de Bavière ont promis de ce faire, dès auſſitôt que la ratification ſera arrivée de ſa part; pour laquelle hâter ſera promptement envoyé un deſdits Députez à ſadite Alteſſe, à condition toutefois que le lieu dit Weiſſembourg lui ſera pareillement rendu, comme auſſi tous les canons, mortiers, boulets, poudres & armes, qui ſe trouveront lui apartenir en propre dans ladite Ville de Heilbron: & quant aux autres choſes elles demeureront dans ladite Place. Ledit Séréniſſime Electeur de Bavière retirera auſſitôt

vice du Roi de France ou de la Reine de Suéde.

Les Electeurs de Baviére & de Cologne empêcheront de tout leur pouvoir à ce que leurs gens de guerre ne ſe mettent au ſervice de l'Empereur du Roi d'Eſpagne, & du Duc de Lorraine, ni du Landgrave de Heiſſe-Darmſtat.

La République de Veniſe pourra retenir une partie de ſes gens de guerre, pour s'en ſervir contre le Turc.

Les Electeurs de Baviere & de Cologne ne permettront que les Ennemis des deux Couronnes lévent des gens de guerre dans leurs pays ni qu'ils y logent.

Il ſera loiſible aux deux Couronnes & à la Landgrave de Heſſe Caſſel d'aſſiéger & prendre les Villes & Châteaux de l'Archevêché de Cologne & des Evêchez de Munſter, Hildesheim & Paderborne; où il y a Garniſon de la part de l'Empereur & de ſes Adhérans.

Et d'y mettre des Garniſons ſi la néceſſité de la guerre le requert, ſauf à l'Electeur de Cologne ſes droits & revenus.

L'Electeur de Cologne ſera une déclaration des lieux, où il a Garniſon & du nombre des gens de guerre.

& Hildesheim ſeront moderées

Et ne s'eſt fera davantage à l'avenir.

Wolfenbourg ſera rendu à l'Electeur de Baviére.

La Ville d'Amboug demeurera neutre & le Duc de Baviére en retirera ſa garniſon.

Le Duc de Wirtemberg ſera rétabli en ſes Villes & Châteaux que l'Electeur de Baviére occupe.

S'en exceptez de cette reſtitution Heidelheim & trois Monaſtéres de la Seigneurie du Duc de Wirtemberg qui demeureront à l'Electeur de Baviére.

L'Electeur de Baviére pourra lever des contributions pour l'entretenement de ſes Garniſons au Duché de Wirtemberg & ſes Villes de Rotweil, Fribourg, & Wildeſtein.

VIII. Les Châteaux, Forteresſes, & Villes, qui apartiennent à l'Illuſtre Prince de Wirtemberg, & qui ſont occupez par les Garniſons du Séréniſſime Electeur de Baviére, lui ſeront rendus, en retirant l'artillerie, les armes, poudres, boulets, grains & autres dépendances de guerre qu'il y a mis. Eſt néanmoins exceptée de cet Article la Ville de Heidenheim & les trois Monaſtéres qui y ſont ſituez, Konungsbron, Anhauſen, & Herprechſen, avec leurs dependances; parce que le Séréniſſime Electeur poſſéde ces lieux par un titre différent, dont la connoiſſance & décision eſt remiſe à l'Aſſemblée de Munſter. Et toutefois permis audit Electeur de Baviére de tirer les ſubſiſtances neceſſaires pour les garniſons de Rotweil, Fribourg, & Wildeſtein, des lieux circonvoiſins; juſques au jour de la ratification du Traité, laquelle étant venue les Députez de l'un & de l'autre parti conviendront du nombre des Soldats & des moyens de les entretenir: comme auſſi à ce que leſdites Garniſons de Rotweil, Wildeſtein, & Fribourg ne reçoivent dans leurs enclos & n'aident les ennemis des Couronnes confédérées; mais obſervent la neutralité.

VIII. Arces quoque, munimenta, & urbes quæ Sereniſſimus Elector Bavariæ ab Illuſtriſſimo Principe Wirtembergico ſuis jam præſidiis occupat, & jam in poteſtate habet, poſt omnium horum præcedentium & ſubſequentium ratihabitionem a Coronis Confœderatis, eidem Principi reſtituet: liberum autem erit ſuæ Serenitati Electorali unte hanc reſtitutionem tormenta, arma, pulveres tormentarios, globos, & alia ad bellum pertinentia & annonam quam ad hæc præſidia Sereniſſimus Elector Bavariæ adferri curavit, inde pro ſuo arbitrio avellere & reducere. Ab hac tamen reſtitutione excipitur Heidenheimium cum tribus in hoc Dominio ſitis Monaſteriis Koningsbronam, Anhauſen, & Herprechſen cum ſuis appartinentiis locis, quia hoc Dominium Sereniſſimus Elector titulo alio poſſidet, & deciſio hujus negotii Monaſterio expectatur. Pro ſuſtentandis Præſidiis quæ in Ducatu Wirtembergenſi Sereniſſimus Elector occupat, neceſſaria alimenta uſque ad traditionem, quæ poſt ratihabitionem Coronarum fieri debet, ex iiſdem exigantur, in illis locis unde hactenus fuerunt addacta. Item pro præſidiis Ratisvilli, Friburgi, & Wildeſtein liberum erit Sereniſſimo Electori Bavariæ ex locis circumjacentibus eadem quæ hactenus alimenta neceſſaria, donec Regis Chriſtianiſſimi ratihabitio tradatur, exigere; tradita verò de numero præſidiorum in hunc in his locis prænominatis eorumdemque ſuſtentatione inter Miniſtros Regis Chriſtianiſſimi & Sereniſſimi Electoris Bavariæ conveniet; idem fiat cum Electoris Colonienſis præſidiis. Cautum tamen eſt, ne ulla præſidia impoſita in Wildeſtein, Rotweil, & Friburgum Coronarum fœderatarum hoſtes unquam immittant, nec eos ullâ ratione juvent ſed neutrarum partium ſint.

IX. Le Maréchal de Camp de Schomberg & le Général Major Roſe, enſemble tous les autres priſonniers ſeront relâchez de part & d'autre, incontinent après la ratification faite par ſon Alteſſe Electorale de Baviére.

IX. Tribunus militum, item Præfectus vigiliarum Domini Schomberg & Roſu, & ſi qui ſint bello capti, abſque ullo lytro poſt ratihabitionem Sereniſſimi Electoris, ab utraque Parte liberabuntur.

Les priſonniers de guerre ſeront mis en liberté.

X. S'il arrivoit que quelques Officiers ou Soldats contrevinſſent en quelque choſe à ce Traité, leurs Généraux ou les Commandans des Garniſons les feront punir ſi ſévérement, que les autres en ſoient intimidez. Ceux que l'on ſurprendra en flagrant délit ſeront mis en priſon, pour y atendre le châtiment qui ſera ordonné par leurs Supérieurs. Si un ou pluſieurs étoient pris chargez de dépouilles ou par raport à d'autres crimes par ceux de l'autre parti, & punis pour ces raiſons; ces éxécutions ne paſſeront pas pour des infractions. Les Transfuges & Déſerteurs ſeront rendus à leurs Maitres, lorſqu'ils les requéreront.

X. Si militibus Officialibuſque contigerit his Induciarum conditionibus aliquid contrarium admittere aut committere, præpoſiti eorum Generales aut Officiales ſeu præſidiorum Commendantes, auctores particepeſque factorum vel malorum ita puniant, ut ſeveritate pœnæ a ſimilibus patrandis alii deterreantur. Si verò in flagranti deprehendantur, mulctabuntur aut carceribus injicientur, donec a ſuis ſuperioribus pro qualitate delicti puniantur. Et ſi unus aut alter vel plures propter ſpolia, aut alia facinora commiſſa in flagranti deprehenſi ab aliis ex juſtâ cauſa punirentur, ideo tamen armiſtitium hoc nullo modo violatum vel ruptum eſſe cenſebitur; & ſi qui Officiales, milites aut famuli ab exercitibus vel ſuis dominis aufugiant, ſive aliquid mali perpetrent, ad petitionem Partis læſæ tradantur.

S'il eſt contrevenu au Traité par des Particuliers.

Les Fugitifs.

XI. Le

XI. Re-

regia Corpora, aut fuderàtarum Coronarum hoſtibus præbeant, conventum eſt. Qui autem, ut huc vel illuc cum ſuis mercibus tutius proficiſcantur, unum aut alterum vel plures milites ſibi adjungi petierint, his non denegetur.

XII. Si verò Monaſterii & Oſnabrugæ modo aut ante ratihabitionem Coronarum Armiſtitium generale vel Pax generalis in Imperio Romano concluderetur, quibus bis pactis aliquid contrarium inde ſtatueretur, nominatim & expreſſè declarant infraſubſcripti Delegati plane & omnimode his quæ Legatorum itidem præſentium conſenſa ſancita erunt, ſtandum eſſe. Hæc autem non aliter conventa intelligi debent, quàm ſi Sueci Dominis Ablegatis & Deputato celſiſſimæ Principis Landgraviæ Haſſiæ ſatisfiat, & ſaſcepta cum Sueciis iiſdem tranſactio ad finem uſque perducatur: ita ut eadem hora utriuſque Tractatûs Inſtrumentum ſubſigneturi.

XIII. Cum autem (quod Deus ſecundum ſuam magnam miſericordiam avertat,) Pax generalis non ſequeretur, quam tamen Rex Chriſtianiſſimus & Sereniſſimi Electores pro viribus promovere policentur, nihilominus hæc in præcedentibus Capitulis conclusa uſque ad finem hujus Belli ab omnibus ſtricte obſerventur. Conventum eſt quoque ut ratihabitio a Sereniſſimo Electore cum confirmatione celſiſſimi Principis Turenii ſtatim his permatetur, atque invicem promittant ſe omnia hæc ſuprascripta capita religioſe obſervaturos, & nihil contrarii ulla ratione directe admiſſuros & facturos.

XIV. Promittunt quoque infraſcripti Deputati præter confirmationem a Domino Turenne ſe poſt ſex a die ratihabitionis Sereniſſimi Electoris Bavariæ ſeptimanas ſolemnem a Rege Chriſtianiſſimo ratihabitionem traditaros: ſi verò hæc non fierent, Sereniſſimo Electori Heilbronam, victiſſim ipſe Waſſemburgum Regi Chriſtianiſſimo reſtituet.

Et quia Bavarici a ſuo Domino Electore ſe non habere poteſtatem allam Heilbronam tradendi, dicunt, ſed tantùm præſidium educendi; ideo ſe hic non obſtringunt per hoc punctum, donec reſtitutio Waſſemburgi in manus Electoris ſequatur. Sperant tamen ſuam Serenitatem conſenſuram: quæ ſi contra opinionem non fierent, liberos ſe eſſe & nulla obligatione obſtrictos iidem Deputati Gallici declarant, neque alia ratione Heidenheimum velle tradere quàm priùs cum Domino Turenio colloquantur.

XV. Pro tradendarum Civitatum & locorum aſſeuratione, mutui obſides quorum electio penes Deputatos maneat, dabuntur: traditi verò liberè dimittantur & ad ſuos tute deducantur. In quorum omnium majorem ſecuritatem & confirmationem, ut dictum eſt, a Principe Turenio poſt octo dirt, ratihabitiones a Rege intra ſex ſeptimanas, a celſiſſima Principe Landgravia Regente intra octo, a Sereniſſimo Bavariæ Electore ſtatim ubi redierit ad eum Ablegatus, a Sereniſſimo Electore Coloneuſi, & prædicto Domino Coadjutore Maximiliano Henrico intra octo ſeptimanas

Suede.

XII. Si la Paix générale venoit à ſe conclure à Munſter & à Oſnabrug, avant la ratification des Couronnes, en laquelle il y eût quelque Article contraire à ces préſentes; les Députez ſouſſignez declarent expreſſément qu'il faudra s'en tenir à ce qui aura été arrêté en ladite Aſſemblée générale. Bien entendu néanmoins qu'il ſera ſatisfait aux demandes des Plenipotentiaires de la Couronne de Suéde & aux Députez de Madame la Landgrave de Heſſe.

Qu'il ſoit fait ſatisfaction à la Couronne de Suéde & à la Landgrave de Heſſen Caſſel.

XIII. Mais en cas (ce que Dieu par ſa grande miſericorde veuille détourner) que la Paix générale ne s'enſuive pas; à laquelle cependant le Roi très-Chrétien & leſdits Electeurs promettent de travailler de tout leur pouvoir; nonobſtant cet inconvenient, les Articles conclus & arrêtez ci-deſſus ſeront exactement obſervez juſqu'à la fin de la Guerre. On eſt encore convenu que l'échange des ratifications du Séréniſſime Electeur & du très-haut Prince de Turenne ſera faite inceſſamment, avec promeſſe de part & d'autre d'obſerver religieuſement le contenu des préſentes.

Ce Traité ſera ratifié.

XIV. Les Députez ſouſſignez promettent de donner dans ſix ſemaines la ratification du Roi très-Chrétien, outre celle de Monſieur de Turenne, à compter du jour de la ſignature de l'Electeur de Baviére: & en cas qu'ils ne le fiſſent point ils rendront Hailbron audit Electeur, en retenant Weiſſembourg.

Ce Traité ſera ratifié par le Roi de France dans ſix ſemaines.

Et d'autant que les Députez de Baviére diſent n'avoir aucun pouvoir de rendre Hailbron, mais ſeulement d'en faire ſortir la garniſon; ils ne s'obligent point à cet Article, à moins qu'on ne remette en même tems Weiſſembourg à l'Electeur. Ils croyent cependant que ſon Alteſſe y conſentira: ſi cela n'arrivoit pas les Députez de France déclarent qu'ils ne ſont obligez en rien ſur ce point, & refuſent de rendre Heidenheim, avant que d'en conférer avec Mr. de Turenne.

Hailbron.

Heidenheim.

XV. On donnera des ôtages de part & d'autre. Et pour plus grande aſſurance leſdits Députez ont promis & promettent de faire ratifier à Monſieur de Turenne le contenu au préſent Traité dans huit jours, & à Sa Majeſté très-Chrétienne dans ſix ſemaines, & dans huit à Madame la Landgrave, & au Séréniſſime Electeur de Baviére auſſitôt après le retour de la perſonne qui lui eſt envoyée; & au Séréniſſime Electeur de Cologne & à ſon Coadjuteur le Prince Maximilien-Henri dans huit ſemai-

Otages pour la Paix.

Du tems que la ratification ſera delivrée.

LETTRE

du Sieur

BRUN,

PLENIPOTENTIAIRE D'ESPAGNE

à Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

des

PROVINCES-UNIES

du

PAYS-BAS.

De Gorcum le 31. Janvier 1647.

MESSIEURS,

AVant que ſortir de Munſter, pour paſſer à Bruxelles, je fis ſavoir à Meſſieurs vos Ambaſſadeurs le deſir & deſſein, avec lequel j'y allois, qui étoit de conferer avec Monſieur le Marquis de Caſtel Rodrigo ſur les ulterieures diſpoſitions, qui ſe pourroient rencontrer, pour achever heureuſement nos Traitez de Paix avec la France, & accommoder avec vos Seigneuries le ſeul point, qui reſte indecis, touchant la Mairie de Bois-le-Duc. A cette heure, Meſſieurs, que je m'en retourne avec toutes les lumieres requiſes pour la perfection d'un ſi bon œuvre, j'ai crû, que pour y arriver par le plus court & le plus aſſûré chemin, je devois prendre le mien pres de vos Seigneuries, me fondant ſur le Paſſeport général, qu'elles m'ont donné en l'an 1643. & ſur le particulier deſdits Seigneurs leurs Ambaſſadeurs, en date du 8. de ces mois & an, qui permettent tant à moi qu'à mes domeſtiques, ou envoyez de ma part d'aller & venir dans vos Etats, ſoit en paſſant aux Païs-Bas, ſoit en retournant, & beaucoup plus encore, quand c'eſt pour des affaires dependantes de la négociation de la Paix univerſelle, comme il ſe rencontre en l'occaſion préſente. Conſiderant de plus, qu'outre la conceſſion & liberté de mondit paſſage, établie ſur la foi & autorité publique deſdits Paſſeports, qui parlent en termes indefinis, ſans aucune reſtriction, ni limitation de lieux ou de tems; j'avois les exemples journaliers en cas ſemblables & fort recents, comme en la perſonne de Madame de Servien, qui prit dernierement ſon chemin par Bruxelles & Anvers, à ſon retour en France, bien qu'elle eût pu le beaucoup accourcir par d'autres endroits; tellement que quand je ne ſerois guidé en ce mien paſſage que de la curioſité de voir le ſiége d'un Concil tant eſtimé par tout le monde, comme celui que vos Seigneuries compoſent, il ſemble qu'elle ne pourroit être contredite ou traverſée, ni par raiſon, ni par uſage. A quoi, Meſſieurs, l'on peut ajoûter pour un garand irreprochable de la candeur de notre procedé, & de la droiture de nos intentions en tout ce qui regarde nos Traitez avec la France; l'acte ſolemnel de la plus haute confiance, dont nous pouvions uſer, en les remettant, ainſi que nous avons fait, à la direction & arbitrage de vos Seigneuries, ce que nous confirmons encore, étant prêts de ſuivre leurs ſentimens, & de venir aux effets de ce que déja pluſieurs fois nous leur avons remis, & deferé ſur ce ſujet; le renouvellement deſquels offres doit fermer la bouche à quiconque voudroit chercher quelque prétexte de cenſure ou de ſoupçon en la conſolation que je prétends me donner de voir vos Seigneuries d'autant même que je ſuis informé des Munſter, qu'une partie deſdits Sieurs les Ambaſſadeurs repaſſoit auprès d'elles, en ſorte que je pourrai puiſer tout d'un tems, & tout d'un coup, dans les ruiſſeaux, & dans la ſource, l'eau néceſſaire à éteindre ce grand feu, qui embraſe preſque toutes les parties de la Chrétienté. Ce ſeroit une choſe fort étrange, & peu advenante aux fermes volontez que nous avons reciproquement témoignées juſques ici, à rechercher tous les moyens poſſibles, & propres pour arrêter le cours des calamitez publiques, ſi à préſent que je heurte à la porte par où je dois entrer au parachevement de cette louable entrepriſe, elle m'étoit fermée par les mêmes mains qui y doivent cooperer, & que nous avons choiſies pour les inſtrumens de ce ſaint ouvrage. Ne croyez pas, Meſſieurs, que je vous veuille importuner par un long ſéjour, ou par de longs diſcours. Je vais à vous, la verité toute nuë en la bouche, & la ſincerité au cœur, ſans ornemens, parures, ni affectations; à l'abord vous les connoîtrez par l'experience & profeſſion, que vous avez coûtume d'en faire, & pourrez les éprouver incontinent, n'étant plus beſoin que de deux ou trois jours pour les reduire en pratique, & en faire un eſſai legitime. Auſſi peu prétens-je d'embaraſſer vos Seigneuries par des ceremonies regulieres en cette ſaiſon déreglée, où il convient plutôt tirer à l'eſſence, & aux réalitez, qu'aux vaines apparences & ſuperfluitez; croyant que toute la préference & prerogative en ces Traitez du repos public écherra à ceux, qui les auront

Digitized by Google

prendre, comme quelque autre particulier que ce puiſſe être, le repos dont j'aurai beſoin, & de voir les raretez d'un ſi beau & renommé ſejour, prenant temps & occaſion de vous aſſûrer, autant que vous l'aurez pour agréable, des bonnes volontez du Roi mon Maître envers le général, & les particuliers de votre Etat, & du deſir que j'ai de me témoigner &c.

SECONDE LETTRE

du Sieur

B R U N,

PLENIPOTENTIAIRE D'ESPAGNE

à Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

des

PROVINCES-UNIES

du

P A Y S - B A S.

De Deventer le 11. Fevrier 1647.

MESSIEURS,

JE craindrois de tomber en quelque incivilité ſi, avant que ſortir des Etats de vos Seigneuries, je manquois à les ſaluer par ces lignes, puiſque je n'ai pu avoir le bonheur d'y ſatisfaire d'autre ſorte, & d'une façon plus propre à vous expliquer mes ſentimens; ce que j'attribue à la diſgrace, qu'ont euë mes Lettres precédentes datées à Gorcum du 11. Janvier, de ne tomber point en vos mains; ne pouvant me perſuader que ſi vos Seigneuries eus-

des Princes Chrétiens, le balancier tomboit de notre côté, ou au contraire l'effort que l'on a fait de la part de la France, pour détourner, cet eſſai public & ſolemnel, eſt une marque évidente de la crainte qu'elle a euë, que l'on reconnût le peu de téalité qu'il y avoit aux promeſſes & proteſtations, qu'elle a ſi ſouvent faites de vouloir conclure les Traitez; leſquelles ſe trouvant de toutes parts contraires aux actes, il n'eſt pas poſſible d'en excuſer, ou deguiſer plus long tems la nullité: car enfin vous ne pouvez douter, Meſſieurs, que l'on ne nous ait propoſé, pour des conditions infaillibles de la Paix, la conceſſion de tout ce que la France occupoit ſur nous aux Pais-Bas, & en Bourgogne, avec le Comté de Rouſſillon, & une Trêve de 30. ans en Catalogne; à quoi avant conſenti ſur les inſtances de Meſſieurs vos Ambaſſadeurs, & ſur les aſſûrances qu'ils nous ont données de la part de la France, que moyennant l'accompliſſement de ſemblables conditions, la Paix entre les deux Couronnes ſe concluroit en 24. heures, on n'en a vû néanmoins aucun effet juſqu'à maintenant, mais au contraire des obſtacles nouveaux recherchez de tous côtez, & en des ſujets qui n'avoient aucun raport, ni avec les intérêts de la France, ni avec la matiere, dont ſe devoient compoſer leſdits Traitez; dequoi leſdits Sieurs Ambaſſadeurs de vos Seigneuries, ayant voulu rendre quelque témoignage, & tant ſoit peu avancer du côté de la Pacification, auſſitôt on s'eſt attaqué à leurs perſonnes, les chargeant de reproches, dont le contrecoup retombe droitement ſur les Superieurs; n'étant pas croyable, que des Miniſtres ſi qualifiez, en ſi grand nombre, choiſis en chacune des Provinces, qui compoſent le corps de votre Etat, munis de procurations ſi abſoluës & authentiques, après avoir travaillé avec tant de loüir & d'attention, & ſi ſouvent communiqué, tant par Lettres que par Deputez de leur Ambaſſade avec vos Seigneuries ayent excedé le pouvoir qu'elles leur avoient donné; & ſe ſoient éloignez de leurs intentions, autrement ils ſe ſeroient joué de notre travail, & auroient abuſé de notre patience, enſemble de notre candeur en des ſujets de telle importance & conſéquence, qu'ils ne peuvent ni doivent être rendus illuſoires, auſſi peu ſauriez-vous nier, que la France ait approuvé l'entremiſe & direction deſdits Sieurs vos Ambaſſadeurs, pour ledit accommodement des deux Couronnes, & toutefois après nous avoir mis en ce chemin, où nous ſommes entrez tant par la confiance de notre propre cauſe, que par celle de votre équité, ne refuſant pas d'admettre nos Parties & les Alliez de la France pour Arbitres ou Compoſiteurs; à préſent comme nous voulons ſuivre le même chemin, on nous en veut ſerrer le pas, & empêcher que nous fourniſſions les materiaux néceſſaires pour continuer ladite entremiſe & direction, auquel effet ayant deſiré de me rendre auprès de vos Seigneuries pour, ſur les déclarations que j'avois

ſeparer vos Seigneuries d'avec elle; comme ſi nous n'avions pas facilité tous les moyens imaginables pour faire marcher les deux Traitez d'un pas égal, & n'avions pas acquieſcé à tout ce que Meſſieurs vos Ambaſſadeurs ont eſtimé devoir être fait de notre part, pour parvenir à une heureuſe concluſion: nous ſommes auſſi prêts qu'auparavant pour en venir à l'effet. Mais ſi du côté de la France on veut toujours chercher de nouveaux éloignemens, & reculer à même que nous avançons, il ſera enfin raiſonnable d'aſſigner quelques limites à ce procedé, afin que chacun puiſſe prendre des meſures juſtes & aſſûrées en ce qui le touche; notre but n'a jamais été, ni n'eſt pas encore, de travailler à cette diviſion, que la France fait ſonner ſi haut & prend pour couverture de toutes ſes entrepriſes contre la Paix; mais ſi nous trouvons-nous obligez de repeter franchement & nettement, ce que nous avons ſouvent dit à Meſſieurs vos Ambaſſadeurs, que nous n'avons pas entendu, ni n'entendons pas de dependre en ce que nous traitons avec elles de l'autorité ſuprême, & des arrêts ſouverains de la Couronne de France: & bien que ce ſoit à vos Seigneuries d'interpreter les Traitez qu'elles ont faits avec le Roi très-Chrétien; ſi ne puis-je m'empêcher de dire ce que les perſonnes les plus deſintereſſées & guidées ſeulement du ſens commun diroient; ſavoir, que le parti devant être égal entre la France & vos Seigneuries, elles ne traitant que les choſes qui les touchent immédiatement, la France en devoit uſer de même, ſans méler les intérêts de Savoye, de Mantouë, des Griſons & Valtelins, de Don Duarte de Bragance, du prétendu Duc d'Atrie, Prince de Boſſolo, Evêque & Chapitre de Liége, & autres ſemblables qui ne ſont aucunement compris en cette ſocieté, en laquelle vous êtes entrez avec la France; qui vous tiendroit attachez par cent liens, lorſque vous ne la tiendriez que par un ſeul; & ce que l'on doit trouver plus étrange, eſt, que pluſieurs de ces intérêts étrangers & recherchez ſont imaginaires; ſans aveu ni ſollicitation de ceux à qui on les fait apartenir, d'où ſe voit évidemment, que c'eſt un labyrinthe artificieuſement compoſé, en ſorte que ceux qui s'y laiſſent conduire n'en puiſſent retrouver la ſortie. Il eſt certain d'ailleurs, qu'à même tems que la France maintient, que vous ne pouvez traiter ſans elle, elle ne laiſſe pas de traiter ſans vous, tantôt avec Sa Majeſté Impériale & l'Empire, & d'autrefois auſſi avec ſon Alteſſe Electorale de Baviére, taillant & coupant dans les intérêts de vos Alliez ſelon ſon uſage ſeul, comme au regard de la Maiſon Palatine, de ſon Alteſſe Electorale de Brandebourg, & des Villes Hanſeatiques, uſant de tout ce qui lui eſt conjoint comme d'un échelon & marchepied, pour monter au ſommet de ſes vaſtes deſſeins, à l'établiſſement deſquels vous avez déja ſi puiſſamment contribué par la voye des armes, & par celle des préſens Traitez, que la France a ſurabondamment dequoi être ſatisfaite, & ne peut ſans ingratitude vos Seigneuries de conſiderer, ſi ce bien univerſellement deſiré, doit être plus longtems ſuſpendu, tandis que toute l'Europe eſt en feu, que l'Ennemi commun paſſe outre à la deſtruction de la Chrétienté, pendant que la Sereniſſime Republique de Veniſe nous tend les bras, & que les cris de tant de victimes immolées à la fureur Ottomane percent les Cieux, ſans percer nos cœurs, nous reprochant notre lenteur, & nous accuſant devant le Thrône de Dieu de peu de charité; il faudroit ſe crever les yeux avec ſes propres mains, pour ne pas voir, que la propoſition faite depuis environ un mois, touchant l'interpretation de la Ligue garantie convenuë entre la France & vos Seigneuries l'an 1644. n'eſt qu'un prétexte pour gagner tems, & pour perdre l'ouvrage principal, tandis que l'on travaille à le faire preceder par cet acceſſoire, qui le devroit ſuivre; comme ſi les paroles du Traité n'étoient pas aſſez expreſſes & ſignificatives; comme ſi ceux qui l'ont compoſé n'aſſiſtoient pas encore à préſent aux Traitez généraux de Pacification, & n'étoient pas ſouvenans du ſens deſdites paroles, ou qu'ils vouluſſent ſe charger de la honte d'y avoir omis quelque choſe de ſubſtantiel, ſoit par inadvertence, ſoit ſtudieuſement; comme encore, s'il n'y avoit pas eu aſſez de tems pour demander cette explication, ſi elle eût été néceſſaire, pendant toute l'Aſſemblée de Munſter, ſans attendre cette extremité, & ſans reſerver cette piéce, juſques après que Meſſieurs vos Ambaſſadeurs ont eu ſigné avec, nous les Articles de notre accommodement. Et finalement comme ſi on ne pouvoit pas après les Traitez faits, convenir de cette même interpretation, & joindre ce point à pluſieurs autres de même nature, qui ſeront dependans de l'execution deſdits Traitez, ainſi qu'il eſt arrivé en tous les autres précedens; auſſi voit-on déja que ſous la couverture de cette propoſition intempeſtive l'on en gliſſe d'autres du tout repugnantes à notre accommodement avec vos Seigneuries, & à celui entre les deux Couronnes, comme par exemple de mettre les Eſpagnols hors des Pais-Bas, de changer la Trêve de Catalogne en une Paix, de concerter les moyens de la Campagne future, & autres ſemblables, qui tendent évidemment à ſaper & miner les fondemens de l'édifice qu'on a eu tant de peine d'elever; que ſi vos Seigneuries ſont reſolues de poſtpoſer les avantages qu'elles rencontrent dans la Paix, à ceux que la France ſe promet dedans la Guerre, & que le deſir de lui complaire ſoit ſi fort en vous, qu'elle n'ait qu'à preſcrire ce qu'elle veut, pour vous y faire ſoumettre, au préjudice de ce que nous venons de traiter avec Meſſieurs vos Ambaſſadeurs, vous aurez moins de blâme, & nous moins de ſujet de plaintes, ſi vous le déclarez tôt, & ſans deguiſement, que ſi vous nous teniez plus longtems en incertitude; les ordres de Sa Majeſté ne nous permettant pas de demeurer en cet état douteux, qui ne convient ni à ſa dignité ni à votre reputation, qui étoit

l'un

de tous. Que si toutefois, contre notre attente & celle de tous ceux qui aiment véritablement votre repos, cette réſolution venoit à renverſer, ce qui a été ſolemnellement ſtipulé de votre part ſur Pouvoirs authentiques, & Inſtructions ſuffiſantes, nous nous contenterons en ce cas de proteſter devant Dieu & les hommes, de n'avoir rien omis, pour parvenir à la Paix, & après avoir mis au jour le recit ou Hiſtoire journaliere de tout ce qui ſe ſera paſſé en notre Négociation, nous nous retirerons de l'Aſſemblée de Munſter, pour aller ſervir Sa Majeſté plus utilement ailleurs, & pour concourir avec le reſte de ſes Miniſtres & Sujets aux efforts extraordinaires, qui ſeront requis pour correſpondre à la violence qui nous ſera faite. Ce me ſeroit une grande conſolation en mon particulier, de voir vos Seigneuries tourner du bon côté, puiſque outre le bonheur public, je pourrois y rencontrer celui de vous pouvoir témoigner quelque jour, que je ſuis, &c.

PLENIPOTENTIAIRE

De

FRANCE,

à la

LETTRE

Ecrite de Deventer le 11. *de Fevrier de la même année*

Par le Sieur

BRUN

PLENIPOTENTIAIRE

D'ESPAGNE,

Aux Seigneurs

ETATS GENERAUX

des

PROVINCES-UNIES

du

PAYS-BAS.

I.

L'Ambaſſadeur de France après avoir remercié très-affectionnement Meſſieurs les Etats de la ſincere communication, qu'ils lui ont donnée d'une Lettre, écrite par le Sieur Brun un des Plénipotentiaires d'Eſpagne, ſupplie leurs Seigneuries d'examiner par leur prudence, à quelle fin les Miniſtres du parti contraire emploient tant de divers artifices, & de recherches en leur endroit.

II.

L'envoi de Philippe le Roi, le paſſage par ce Païs dudit Sieur Brun, ſes cajoleries pour avoir la permiſſion de venir ici, les diverſes Lettres qu'il a écrites, les diſcours qu'il a faits à Bruxelles, & aux autres Villes de ſon Maître, où il a paſſé, les harangues ſeditieuſes faites par les ſiens dans les Villes de ce païs, où il a ſéjourné; la publication qu'on a faite dans toutes les Provinces obeiſſantes au Roi d'Eſpagne d'un Traité particulier avec cet Etat, les conſeils

III.

On a bien accoûtumé de publier des Manifeſtes à l'entrée d'une Guerre, ou après la rupture entiere d'une Négociation, quand une Aſſemblée eſt ſeparée ; que toute eſperance de s'accorder eſt perduë, & qu'on a reſolu de part & d'autre de ne plus employer, que les armes pour decider les differents. Mais il ne s'eſt jamais vû, qu'au temps qu'il faudroit travailler à la reconciliation des eſprits, & à ſurmonter les difficultez, qui retardent l'accommodement, on ait recouru aux artifices, aux declamations, & aux invectives, qu'on ait offenſé ceux avec leſquels on fait ſemblant de ſe vouloir réünir, & qu'en même temps que l'on proteſte de ne vouloir pas attaquer l'union qui eſt entre la France & cet Etat, on faſſe paroître viſiblement, qu'on n'a autre intention, que de la détruire.

IV.

Lorſque ledit Ambaſſadeur de France partit de Munſter pour ſe rendre ici, on fut averti que les Miniſtres d'Eſpagne avoient pris grande alarme de ſon voyage, & qu'après avoir conſulté entre eux, ce qu'ils devoient faire, ils avoient fait une ſeconde conſultation avec Meſſieurs Paw & Knuyt, & les avoient prié de ſe rendre ici pour traverſer le deſſein dudit Ambaſſadeur, ayant été jugé, que le depart de ces deux Plénipotentiaires qui étoient déja fort ſuſpects à ceux de France, feroit trop d'éclat, & qu'ils ne pouvoient pas avec bienſeance s'embarquer en ce voyage, ſans permiſſion de leurs Superieurs, ledit Sieur Brun propoſa de s'y rendre en diligence ; mais cette ouverture ayant encore été rejettée, comme ſujette à divers inconveniens, & capable de donner de nouveaux ſoupçons ; il fut trouvé plus à propos que ledit Sieur Brun fit un voyage à Bruxelles, & que de là chemin faiſant il s'eſſayât de venir en ce lieu. Les Lettres écrites de Munſter à des particuliers de ce Pais par des principaux Miniſtres de l'Aſſemblée, ont donné avis de la réſolution qui en fut priſe dès ce temps-là, cependant il fut concerté entre eux d'envoyer quelque autre en diligence, Philippe le Roi fut deſtiné pour cet emploi, parce qu'étant ſaiſi d'un vieil Paſſeport pour des affaires particuliers, il a eu la facilité d'en abuſer, pour préſenter à Meſſieurs les Etats un Manifeſte contre la France, & afin que cette pratique pût produire un meilleur effet, étant moins prevue ; leſdits Sieurs Paw & Knuyt conſeillerent audit Sieur Brun de retirer un Ecrit, qu'il leur avoit donné, contenant en ſubſtance les mêmes choſes, que celui de Philippe le Roi, de crainte que les Plénipotentiaires de France en étant informez, n'euſſent le temps d'y répondre, & d'en faire voir la fauſſeté.

VI.

La Lettre dudit Sieur Brun paroit écrite de Deventer le 11. du mois paſſé ; mais puiſque le jour qu'elle a été portée à Meſſieurs les Etats, il y avoit ici des Lettres de Munſter du 21. & 22. du même mois, il y a grande apparence, que celle-là en vient auſſi, & qu'elle a été compoſée par les bons avis de ceux qui ont juſques ici conſeillé ſecretement audit Sieur Brun, comme il ſe devoit conduire par deça pour nuire à la France, & pour obtenir ce qu'il deſiroit de cet Etat.

VII.

La même Lettre eſt remplie de beaucoup d'éloges en faveur des Plénipotentiaires de leurs Seigneuries, & voyant qu'en d'autres occaſions les Eſpagnols ſe ſont fort loüez de la bonne correſpondance qu'ils ont entretenue avec eux, on a peine de croire, que les louanges qui viennent de cette part à leur avantage, & que ceux, qui viendront après nous, ne ſoient ſcandaliſez quand ils verront dans les Regiſtres de l'Etat, qu'en une occaſion ſi importante que celle-ci, les Ennemis ont tant témoigné de ſatisfaction de ſes Miniſtres, & que les amis & les Alliez ont eu tant de ſujet de s'en plaindre.

VIII.

Ledit Ambaſſadeur reconnoit pourtant, que parmi leſdits Plénipotentiaires la plûpart ont fait paroître dans toute leur conduite beaucoup de bonne intention, & ſont remplis de beaucoup de veritez ; mais il ne ſe ſauroit celer ſans une eſpece de prevarication, que leſdits Sieurs Paw & Knuyt ont témoigné pendant tout le cours de la Négociation, grande partialité pour l'Eſpagne, quoi qu'ennemie, & grande animoſité contre la France, quoi qu'étroitement alliée, ayant ſouvent traité ſeuls avec les Miniſtres d'Eſpagne, ſous prétexte de ménager quelques intérêts particuliers, on a été averti de temps en temps, qu'ils ont tenu des Conſeils avec eux, & mis des queſtions ſur le tapis très-préjudiciables à la France, & qui ne le ſont peut-être pas moins à cet Etat. Meſſieurs leurs Collegues ſe ſouviendront fort bien, qu'un jour les Plénipotentiaires de France étant aſſemblez avec ceux de leurs Seigneuries, leſdits Sieurs Paw & Knuyt diſputerent avec tant de chaleur pour les intérêts de l'Eſpagne, que Monſieur de Martenes fut contraint de leur impoſer ſilence, en leur diſant hautement, que la bienſeance ne permettoit pas de prendre le parti des Ennemis contre des Alliez.

IX.

Une autre fois ſur la plainte qui fut faite avec toute douceur audit Sieur Knuyt, que ledit Sieur Paw & lui étoient ſouvent en des conferences ſecre-

Lesdits Sieurs Plénipotentiaires ne desavoueront pas, qu'ayant été avertis confidemment par ceux de France, de quelques menées fort importantes que faisoient les Espagnols, le lendemain un desdits Sieurs Plénipotentiaires leur donna avis de prendre garde à eux; & que les François étoient informez de tout ce qui se faisoit en leurs maisons, ce qui causoit de grandes perquisitions, & beaucoup de trouble dans toute la famille des Ministres d'Espagne.

XI.

Deux des Ambassadeurs de France étant allé voir en particulier ledit Sieur Paw, pour lui dire en toute douceur & confiance, que les Espagnols se vantoient, qu'il leur avoit fait de grandes promesses de les servir contre la France, tant pour ménager, qu'on ne fit plus rien avec les armes, que pour empêcher la garantie, & porter les affaires à une separation, & qu'on y mêloit des discours très-desavantageux pour sa reputation, lui ayant fait connoître en suite, qu'on étoit fort bien averti de quelque rendevous, & de quelques Collations, où il s'étoit trouvé à la Campagne à l'insçu de ses Collegues, dont on faisoit de mauvais jugemens; ledit Sieur Paw se contenta de répondre, que veritablement il s'étoit quelquefois rencontré aux champs en la Maison de l'Archevêque de Cambrai; où étoit aussi le Sieur Brun, mais qu'ils ne pouvoient pas se vanter, qu'il eût mangé de leur lait, & bu de leur vin; ce sont les propres termes de sa réponse, desquels il crût satisfaire Monsieur le Duc de Longueville, & l'Ambassadeur soussigné.

XII.

S'il plaît à Messieurs les Etats de se ressouvenir de toutes les Lettres, qui ont été écrites à leurs Seigneuries, touchant la Médiation des affaires de France & d'Espagne, dont ledit Sieur Paw a été le principal directeur, n'étant alors accompagné que de Messieurs Donia & Clant, qui lui en laissoient le plus grand soin, leurs Seigneuries trouveront qu'elles ont toujours été remplies de justifications du procedé des ennemis, & d'accusations, ou de déguisemens en tout ce qui a été fait par les Ministres de France. Si on a agreable de revoir lesdites Lettres, elles montreront clairement que la seule intention dudit Sieur Paw en prenant soin de cette interposition, a été de hâter le retour de ses Collegues pour conclure separement avec l'Espagne, comme il a fait depuis, & que pour y parvenir, il a toujours industrieusement representé les affaires entre les deux Couronnes, sur le point d'être conclues pour presser Messieurs les Etats de prendre leur derniere resolution, quoi qu'en effet il n'y ait pas encore un seul Article, dont les Espagnols ayent voulu convenir par écrit; & qu'ils n'ayent pas même le n'a pas une veritable disposition à la Paix, on doit bien avec plus de justice rejetter la cause de ce changement sur les nouvelles esperances, que les Espagnols ont conçuës depuis que leur Traité a été fait avec Messieurs les Etats, que sur les Ministres de France, à qui il n'est rien arrivé de nouveau pour leur faire changer les bonnes dispositions, qu'ils avoient ci-devant par la propre confession de ceux qui n'ont jamais eu de bonnes volontez pour eux.

XIII.

Les Espagnols ont souvent avoué à leurs Confidents, qu'ils s'étoient voulu relâcher de quelques points en faveur de la France, sur lesquels les Hollandois leur avoient dit, de ne le faire pas, ce qui s'accorde fort bien avec ce qu'a écrit quelquefois par deçà ledit Sieur Paw, qu'une des Parties lui avoit fait des ouvertures, que pour diverses considerations, il n'avoit pas jugé à propos de faire savoir à l'autre.

XIV.

Cette mauvaise volonté dudit Sieur Paw contre la France, a encore mieux paru en l'affaire de Catalogne, & en l'affaire de Casal; en la premiere les Espagnols lui avoient donné pouvoir d'accorder une Trêve de 30. ou 40. ans, & étoient disposez de la faire encore plus longue, comme on l'a su depuis par leur propre discours, cependant ledit Sieur Paw n'a pas laissé d'en faire une finesse aux Ambassadeurs de France, & de contester avec eux dix ou douze jours sur le terme de cette Trêve pour la reduire à vingt-cinq ans, ne s'étant laissé vaincre qu'à l'extremité pour aller jusques à trente.

XV.

Les Espagnols ont declaré à divers Ministres de l'Assemblée d'avoir donné tout pouvoir aux Plénipotentiaires de leurs Seigneuries pour conclure le point de Casal, comme ils le jugeroient à propos, ce qui ne se peut entendre que comme voudroient les Ministres de France. Puis que raisonnablement on devoit considerer en cette occasion les uns & les autres, comme une même chose, & que ledit Sieur Brun même par sa Lettre, reconnoît qu'ayant remis les affaires de son Maître aux Ministres de cet Etat, ils les avoient mises entre les mains de ses propres Parties, au lieu de se servir de cette autorité pour terminer un different si important, au contentement de leurs amis, qui ont toujours declaré d'avoir des instructions fort precises, & limitées sur ce sujet, ledit Sieur Paw ayant fait ouverture de quelques moyens d'accommodemens, qui ne purent être acceptez par les Ministres de France, comme contraires à leurs ordres, envoya les mêmes moyens aux Espagnols, sans en parler à ses Collegues, quoi qu'ils fussent beaucoup moins favorables que les

Digitized by Google

comparaiſon de la propoſition faite par les Eſpagnols avec celle dudit Sieur Paw, en cas toutefois que cette Piece n'ait pas été ſupprimée & rendue à la Partie auſſi bien que le Manifeſte ſemblable à celui de Philippe le Roi.

XVI.

Monſieur de Meynderwick eſt trop homme d'honneur pour deſavouer, qu'un des Ambaſſadeurs de France ne lui ait dit en confidence, que ſi on vouloit tenir un peu ferme, on emporteroit le haut quartier de Gueldres, & que la France y contribueroit tout ſon pouvoir: à quoi il répondit, qu'il n'étoit plus temps, & que les Eſpagnols avoient été avertis du pouvoir que les Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats avoient par leurs Inſtructions de s'en relâcher, dont leſdits Eſpagnols ont fait grand triomphe, ayant declaré à leurs confidents qu'ils ne croyoient d'en être quittes à ſi bon marché, & qu'ils étoient bien obligez à ceux qui les avoient conſeillé de faire les mauvais, puis que cela leur avoit réuſſi dès la premiere Conference: en effet on a oui dire, qu'ayant menacé de rompre la Négociation ſur cet Article, qui eſt un artifice puerile, & dont il n'y a que des enfans qui puiſſent être émus, ledit Sieur Paw pour les appaiſer déclara d'abord qu'on faiſoit bien ſouvent des demandes dont on avoit intention de ſe relâcher.

XVII.

Les Eſpagnols ſe ſervirent d'une autre ruſe, & prirent cette occaſion pour interrompre tout à fait la France, par une Lettre que ledit Sieur Brun écrivoit audit Sieur Paw: ce qui parut plus étrange en ce procedé, fut qu'on en fit un ſecret aux Ambaſſadeurs de France, qui n'apprirent la déclaration faite de ne plus traiter avec eux que par les Eſpagnols mêmes: de cette ſorte ledit Sieur Paw n'étoit pas content de s'être ſaiſi de la médiation, pour avancer plus facilement ſes deſſeins particuliers; mais il ſe voulut ſervir de l'autorité qu'on lui avoit donnée, pour arrêter tout à fait le Traité de la France, & prendre ce temps pour conclure ſeparement, & contre les termes du Traité d'Alliance celui des Meſſieurs les Etats, afin de pouvoir par un acte public une choſe, dont ils avoient ſouvent aſſuré les ennemis en ſecret, qu'on ne conſidereroit pas beaucoup les intérêts de la France, quand il faudroit venir à la concluſion de la Paix.

XVIII.

On a pu ſavoir les inſtances que lui & ledit Sieur Knuyt firent pour obliger Meſſieurs leurs Collegues, à ſigner les Articles concertez avec les Miniſtres du parti contraire, ſans y ajoûter la clauſe qui fait mention de la France.

Hors ce qui concerne le Païs-Bas, qui eſt ce qui a formé les principales difficultez qui ont juſqu'à preſent retardé la concluſion de la Paix, les Miniſtres d'Eſpagne ayant fait grand trophée de cette déclaration, & s'en étant ſervi auprès de Meſſieurs les Mediateurs, pour combattre les intérêts de la France.

XXI.

On a même averti de fort bon lieu, qu'après le premier delai de dix jours qui fut accordé avec grande peine, & contre l'avis desdits Sieurs Paw & Knuyt aux Ambaſſadeurs de France, pour ſurſeoir la ſignature desdits Articles, ledit Sieur Knuyt écrivit en diligence à un de ſes parents à la Haye, pour le prier d'empêcher par toutes ſortes de voyes, que ſa Province ne lui défendit pas de faire cette ſignature, après le delai expiré, & cette Lettre a été communiquée par ledit parent à Philippe le Roi, pour lui faire voir que ledit Sieur Knuyt avoit fait les diligences par lui promiſes, pour faire réüſſir les deſſeins de l'Eſpagne contre ceux de la France.

XXII.

S'il plaît auſſi à leurs Seigneuries de faire réflexion ſur le rapport fait par leurs Plénipotentiaires, qu'on ſait avoir été dreſſé avant leur depart de Munſter par leſdits Sieurs Paw & Knuyt, on y verra clairement leur partialité pour les ennemis, & leur animoſité contre les plus fideles Alliez de cet Etat, ce ne ſont encore que juſtifications du procedé des Eſpagnols, & pour autoriſer les contraventions qu'ils avoient faites aux Traitez d'Alliance, qui portent en termes exprès, qu'on ne fera rien que d'un commun conſentement, qu'on n'avancera plus un Traité que l'autre, qu'on s'arrêtera quand on en ſera requis, ils ont allegué pour principale raiſon, que s'ils ne ſe fuſſent hâtez de devancer les François, les Eſpagnols les avoient menacé de traiter avec la France ſans eux, & les avoient avertis que le mariage dont il a été parlé ſe traitoit encore par des moyens & des émiſſaires, comme ſi toutes choſes dépendoient purement de la volonté des Eſpagnols, & que leurs Majeſtez n'euſſent pas ſuffiſamment fait connoître depuis le commencement de la Negociation, qu'elles ne veulent jamais entendre à rien qui ſoit contraire aux Alliances, n'ayant pas voulu écouter la moindre propoſition d'accommodement pendant près de deux ans, juſqu'à ce que les Plénipotentiaires de leurs Seigneuries ayent été arrivez à Munſter, & ayant rejetté toutes les offres qui leur ont été faites de quelques avantages qu'elles ayent été accompagnées, pour convier les Principaux Miniſtres de leurs Majeſtez de traiter à Paris; quoi que pour leur perſuader d'y entendre, & leur montrer qu'ils le pouvoient faire avec raiſon,

on

de foi à des ſuppoſitions venans de l'ennemi, qu'ils auroient pu faire à des veritez bien prouvées, & qu'ils les ayent fait paſſer pour un ſujet legitime de deſobliger leurs amis, & de contrevenir aux Traitez d'Alliance, & aux ordres de leurs Superieurs.

XXIV.

L'on ne s'eſt pas mis en peine d'effacer cette fauſſe impreſſion, parce qu'on a voulu attendre que les nouvelles & de Vienne & de Madrid en découvriſſent la fauſſeté, & qu'elles obligeaſſent leurs Seigneuries de conſiderer meurement de quels perils & inconveniens pour leurs Etats peut être accompagnée la nouvelle Alliance qui eſt reſoluë entre l'Empereur & le Roi Catholique, & par combien de raiſons il eſt neceſſaire d'affermir plus que jamais l'union qui a été juſqu'ici entre la France & cet Etat: lors que les Eſpagnols voulurent malicieuſement leur donner apprehenſion de la prétendue Alliance avec la France, ils ſavoient fort bien que l'autre étoit déja concluë; ce qui leur a fourni une juſte cauſe de tourner en riſée la credulité de ceux qu'ils ont obligez par cette impoſture, de faire tout ce qu'ils deſiroient.

XXV.

Dans la même Relation l'on a voulu induſtrieuſement intereſſer leurs Seigneuries dans les plaintes & les proteſtations qui ont été faites contre leſdits Sieurs Plénipotentiaires, lors qu'ils ont ſigné leur Traité au préjudice des oppoſitions, & des remontrances qui leur ont été faites par ceux de France, quoi qu'on aît toujours declaré formellement qu'on avoit entiere ſatisfaction des ordres donnés par leurs Seigneuries, & qu'on ſe plaignoit ſeulement de ce que leſdits Plenipotentiaires ne les obſervoient pas, il s'eſt bien vu ſouvent des Miniſtres qui ont diſſimulé par prudence les choſes qui pouvoient aigrir & engager leurs maîtres à des reſſentimens dont les ſuites pouvoient être fâcheuſes, mais il ne s'en eſt guéres vu, s'ils n'ont eu quelque animoſité dans l'ame, qui ayent tâché de faire paſſer une plainte contre des particuliers pour une offenſe publique, & qui ayent voulu ôter la liberté de ſe plaindre à ceux qu'ils ont maltraitez.

XXVI.

Les Ambaſſadeurs de France n'ont rien oublié de leur part pour conſerver la bonne correſpondance qui étoit ſi neceſſaire entre les Miniſtres de deux Souverains, engagez dans une même Guerre contre un même ennemi par un Traité de Ligue offenſive & défenſive. Quand ils ont vu que les Plénipotentiaires de leurs Seigneuries n'y répondoient pas de leur côté, ils s'en ſont plaints à eux-mêmes avec la plus

dont il ne faut autre preuve que l'empreſſement avec lequel ledit Sieur Knuyt alla conferer hors de la Ville avec ledit Sieur Brun lors qu'il partit de Munſter, & le grand deſir que celui-ci a fait paroître de rencontrer ledit Sieur Knuyt avant que de s'en retourner en la même Ville.

XXVII.

Comme on avoit diſſimulé patiemment juſqu'ici tous les ſujets des ſoupçons & des plaintes auſquels on en pourroit ajoûter beaucoup d'autres que l'on veut taire par diſcretion, ledit Ambaſſadeur n'en auroit pas voulu faire le recit, s'il n'avoit cru très-neceſſaire autant pour le bien de cet Etat que pour celui de la France, d'informer leurs Seigneuries de toutes ces particularitez, afin que par leur autorité & leur prudence elles remettent dans le droit chemin ceux qui s'en ſont détournez. Il eſt très-certain que les Eſpagnols ne ſe rendent difficiles dans les intérêts de la France, ne preſſent leurs Seigneuries de paſſer outre dans un Traité particulier, & ne font toutes leurs autres menées dans cet Etat, que ſur les addreſſes & avis qui leur ſont donnez par quelques-uns du Païs, qui pour quelques intérêts particuliers & pour plaire à l'Eſpagne travaillent inceſſamment à jetter de la diviſion entre la France & cet Etat. D'ailleurs il eſt impoſſible de bien aſſurer le repos public, ſi on n'y travaille de tous côtez par moyens honnêtes & raiſonnables.

XXVIII.

Ledit Sieur Brun repréſente par ſa Lettre avec beaucoup d'éloquence les malheurs de la Chrétienté, mais qui eſt-ce qui en a été moins touché juſqu'à preſent que les Miniſtres d'Eſpagne? Il y a trois ans que la France a offert la Paix aux conditions qu'elle l'offre encore aujourd'hui, qui eſt de laiſſer toutes choſes en l'état qu'il a plu à Dieu de les mettre. Si les ennemis n'euſſent point prétendu des conditions nouvelles, & s'ils n'euſſent point voulu exiger des reſtitutions pendant qu'ils veulent obſtinément retenir divers Royaumes & Etats qu'ils ont autrefois uſurpez ſur la Couronne de France, on auroit épargné beaucoup de dépenſes & de ſang, & on auroit facilement pu arrêter les progrès de l'ennemi commun. La France a auſſi offert il y a deux ans une ſuſpenſion d'armes ſur la mer Mediterranée, les ſuccès qui ſont arrivez depuis ont fait paroître, que ce n'étoit ni par crainte ni par neceſſité, le Roi Catholique avoit beaucoup plus de ſujet d'accepter cette propoſition, que la France de la faire, elle eſt éloignée du peril, les Etats du Roi Catholique en ſont proches, elle eſt en Paix avec le Grand Seigneur, les Eſpagnols y ſont en Guerre, eſt-ce conſiderer comme on doit les malheurs de la Chrétienté, que d'avoir

Haye ſa preſence eût beaucoup contribué à l'avancement du Traité; mais s'il a cette bonne intention, pourquoi eſt-ce qu'il ne la fait point paroître à Munſter, qui eſt le veritable lieu de la Négociation de la Paix? Par ce mot de Traité il ne peut pas entendre celui de leurs Seigneuries, puis que par toute ſa Lettre il tâche de prouver qu'il n'y a plus rien à faire, & qu'il ne faut qu'executer ce qui a été concerté: il s'eſt bien gardé d'offrir ſatisfaction ſur les points qui reſtent indécis, comme il ſembloit en avoir donné eſperance par une de ſes precedentes Lettres, ce qui fait voir qu'en venant ici il n'avoit ni la volonté ni le pouvoir de donner contentement à cet Etat ſur ce ſujet. Quand il en eût eu le deſir, on ne comprend pas par quelle voye il l'eût pu faire, chacun ſait qu'il eſt un des Plénipotentiaires qui n'a pas le titre d'Ambaſſadeur, & que par le Pouvoir du Roi Catholique il faut neceſſairement qu'un de ſes Ambaſſadeurs ſoit preſent dans toute la Négociation qui ſera faite pour la rendre valable; quand il eût été ſuffiſamment autoriſé pour terminer ce qui reſte de different avec cet Etat, (ce qui n'a pu être, ſi on ne lui a envoyé depuis peu d'Eſpagne un autre Pouvoir que celui qui a été communiqué) la voye la plus courte pour y travailler étoit d'aller droit à Munſter, où les Deputez de leurs Seigneuries ſont avec pouvoir abſolu de conclure le Traité: il eût fallu ici néceſſairement paſſer par toutes les longueurs & formalitez de l'Etat, donner de nouveaux Commiſſaires audit Sieur Brun, pour traiter avec lui, deliberer ſur ſa propoſition dans l'Aſſemblée de Meſſieurs les Etats, & après cela renvoyer le tout aux Provinces; s'il avoit ſeulement envie en paſſant par ici, comme il veut faire croire, d'ajuſter les differens qui reſtent avec la France, il ne falloit pas s'éloigner du lieu deſtiné pour le Traité, où il y a deux Plénipotentiaires qui peuvent conclure & qui ſont prêts de le faire en fort peu de temps, pour venir chercher un d'entre eux, qui ne peut rien reſoudre ſeul dans les affaires d'Eſpagne. Pourquoi ſuppoſer contre la verité que la France ne veut point la Paix, puis qu'on offre de faire voir, s'il plaît à leurs Seigneuries d'autoriſer Meſſieurs leurs Commiſſaires pour en traiter, que les Miniſtres du Roi ſe ſont relâchez ſur tous les points conteſtez, & ſe ſont portez à tous les temperamens qu'on pouvoit deſirer avec raiſon? D'ailleurs (comme il a été déja dit) il y a plus de deux mois que les Ambaſſadeurs de France ont preſenté dix ou douze Articles touchant les principaux differents qu'on a avec l'Eſpagne, où l'on n'a pas daigné faire réponſe; & il y a plus d'un mois paſſé, que pour fermer la bouche à leurs Calomniateurs ils ont donné un projet de tout le Traité, en quoi ils croient avoir rendu une grande déference à leurs Seigneuries, mettant pour leur reſpect toutes les affaires du Roi entre les mains d'une perſonne ſi ſuſpecte que ledit Sieur Paw. Si l'intention des Eſpagnols étoit ſi droite, qu'ils veulent toutes les Négociations; encore que les Miniſtres de France n'eſtiment pas qu'il y ait rien à changer en tout ce qu'ils ont propoſé, ceux d'Eſpagne auroient fait voir par cette diligence que leur intention n'eſt pas ſi mauvaiſe, comme ils donnent ſujet de croire qu'elle eſt quand ils laiſſent les affaires à Munſter, & qu'ils y fomentent des difficultez pour avoir prétexte de venir ici faire des plaintes, dans l'eſperance qu'on leur a donnée que leurs Seigneuries laſſées des longueurs qui retardent l'execution de leur Traité, qui eſt déja tout fait, prendroient enfin reſolution de l'executer & d'abandonner leurs amis, ce que toutefois ledit Ambaſſadeur n'apprehendera jamais de la prudence, de la generoſité, & de la juſtice de leurs Seigneuries.

XXX.

Par quelle raiſon peut-on trouver mauvais que leurs Majeſtez veuillent terminer par le Traité général les differents de la Maiſon de Savoye avec l'Eſpagne? puis que cette Maiſon eſt alliée de la France; qu'elle eſt engagée dans une même Guerre; & qu'elle a tant merité du public par les efforts genereux qu'elle a faits contre l'ennemi commun, dont Meſſieurs les Etats mêmes ont reçu beaucoup d'avantage; il n'eſt principalement queſtion que de payer la dote d'une des Infantes d'Eſpagne mariée dans ladite Maiſon, non ſeulement le refus de ce payement ne peut être accompagné d'aucune juſtice, mais les Miniſtres d'Eſpagne y apportans tant de longueurs & de ſubtilitez, ne prennent pas garde qu'ils agiſſent en quelque ſorte contre la reputation du Roi leur maître, Monſieur l'Ambaſſadeur de Savoye a offert d'en demeurer au jugement des arbitres qu'on voudra choiſir dans l'Aſſemblée. De dire qu'on n'a pas les papiers à Munſter pour répondre à une demande qui a été faite il y a plus de huit mois, c'eſt un defaut qui feroit faire audit Sieur Brun de grandes déclamations, ſi les Miniſtres de France s'étoient ſervis d'un ſemblable. Cela fait voir clairement que l'Eſpagne ne veut point terminer les affaires par tout, qu'elle a ſeulement intention de changer l'Etat de la Guerre preſente, & qu'elle veut laiſſer une queuë à chaque different, pour avoir prétexte de reprendre les armes dans un temps plus favorable. Quant au Duc d'Atrie c'eſt un different bien aiſé à terminer, il ne faut que le remettre en poſſeſſion des biens dont ſes prédeceſſeurs ont été injuſtement dépouillez, pour avoir ſuivi le parti de France; on ſait bien que les Traitez ne ſe font jamais, ſans que chacun rentre dans ce qui lui appartient, & ſi cet interêt retarde la Paix, c'eſt parce que les Miniſtres du parti contraire refuſent de faire ce qui eſt juſte, & ce qu'ils ont deſiré que l'on fît à leur inſtance dans les Traitez precedents. La dureté des Miniſtres d'Eſpagne eſt d'autant plus blâmable en cette occaſion, que ceux de France ont toujours offert

mes exprès par l'entremiſe des Médiateurs, qui en ont donné la promeſſe par écrit aux Ambaſſadeurs de France, à condition ſeulement qu'elle ne ſeroit executée qu'à la ſignature du Traité; les Miniſtres d'Eſpagne ne ſe ſont aviſez de chercher des longueurs & des ſubtilitez à l'execution de cette promeſſe, que depuis que quelques-uns des Plénipotentiaires de leurs Seigneuries leur ont fait ſavoir qu'on ne ſe ſoucieroit point beaucoup en ce Pais de ce qui ſeroit fait ſur cet Article. Il eſt bien malaiſé de comprendre pourquoi les Miniſtres d'Eſpagne veulent aujourd'hui apporter du changement dans un point de cette importance ſi ſolemnellement accordé, ce n'eſt pas avoir tant d'envie de ſortir d'affaires qu'ils en font de ſemblant.

XXXII.

On pourroit faire voir, ſi on ne vouloit éviter la longueur, que la conduite des Miniſtres de France a été fondée ſur de ſemblables raiſons dans tous les autres points qu'ils ont eu à traiter, dont ledit Sieur Brun fait tant de plaintes, il voudroit bien qu'on ne prît garde à rien, qu'on abandonnât les amis, les Alliez, pour les obliger par un juſte depit à ſe ranger après la Paix dans le parti d'Eſpagne; & qu'on ne fit qu'une Paix fourrée qui ne durât qu'autant qu'il plaira à ſon Alteſſe. La France au contraire ne deſire ſinon que toutes choſes ſoient terminées honorablement, que ceux qui ont été intereſſez dans la Guerre ſoient ſatisfaits raiſonnablement par le Traité, & que la Paix qui ſera faite ſoit bien aſſurée : on laiſſe à juger à toutes les perſonnes deſintereſſées qui a plus de juſtice en ſa pretention.

XXXIII.

Ce n'eſt pas une mauvaiſe ruſe audit Sieur Brun, d'exagerer avec tant d'apparat la déference qu'il fait ſemblant de rendre à leurs Seigneuries ayant eu deſſein, à ce qu'il dit, de remettre à leur jugement ce qui reſte de differents entre la France & l'Eſpagne. Cet artifice a déja ſi bien réuſſi à ſes Collegues & à lui dans Munſter, qu'il le voudroit bien pratiquer à la Haye, s'il lui étoit permis, & ſi la prudence & l'integrité de leurs Seigneuries n'étoient à l'épreuve de ſemblables ſubtilitez. Leurs Majeſtez remettroient de bon cœur tous leurs plus ſenſibles intérêts à la déciſion de Meſſieurs les Etats, ayant autant d'aſſurance en leur bonne juſtice, qu'en leur affection inviolable envers la France, ſi les Eſpagnols n'avoient déja fait connoître qu'il y a toujours quelque ſerpent couvert ſous les fleurs qu'ils preſentent, & ſi on n'avoit appris d'eux-mêmes qu'il y a une mauvaiſe intention cachée ſous cette ſoûmiſſion. Lors qu'ils recherchoient la médiation des Plénipotentiaires de leurs Seigneuries, ils en firent de grandes excuſes à Meſſieurs les

avec l'obligation portée par le Traité de 1644. que l'office d'entremetteur n'avoit pas pu détruire; & comme s'y mettre en parallele les François amis & les Eſpagnols ennemis, n'étoit pas avoir fait la moitié du chemin dans la defection; d'ailleurs ledit Sieur Brun par la Lettre qu'il écrivit audit Sieur Paw, dont il a été parlé, prend pretexte de faire ceſſer la Négociation avec les Miniſtres de France, ſur ce qu'il n'étoit pas juſte (à ſon avis) que ceux qui avoient encore des differents avec l'Eſpagne fuſſent les entremetteurs de ceux d'autrui. On voit bien clairement par ces deux déclarations, qu'ils ne veulent rendre leurs Juges ceux qu'ils ſavent devoir être leurs Parties, que pour les obliger à ne faire plus la fonction, dès lors qu'ils auront accepté celle de Juges. Cette injuſte prétention eſt ſi contraire aux loix de l'Alliance, qui obligent de pourſuivre les intérêts de l'Allié comme les ſiens propres, qu'on ne croit pas que leurs Seigneuries s'en vouluſſent éloigner pour un vain compliment, qui ne leur eſt rendu qu'à mauvaiſe fin. Comme la France a été d'avis de tout ce qui leur a été avantageux, & n'a pas mal contribué par ſes armes à le leur faire obtenir ; elle a ſujet de prétendre, que leurs Seigneuries feront le même, & qu'après avoir employé leur credit plutôt pour porter les ennemis à la raiſon, que pour faire relâcher leurs Alliez dans des pretentions raiſonnables, elles y employeront auſſi leurs forces, & continueront vigoureuſement leurs efforts, pour faire accepter à l'ennemi commun les conditions raiſonnables qu'on lui offre.

XXXIV.

Ledit Ambaſſadeur de France a bien offert dès ſon arrivée en ce lieu & l'offre encore à preſent, que s'il plait à leurs Seigneuries d'autoriſer ſuffiſamment le nombre des Commiſſaires qu'elles jugeront agréables de deputer, il leur fera voir ſincerement tout ce que leurs Majeſtez peuvent faire avec l'Eſpagne, & s'oblige de leur faire avouer, qu'elles ſe mettent autant à la raiſon qu'on le peut ſouhaiter, pourvu qu'après cela il plaiſe à leurs Seigneuries d'envoyer déclarer nettement aux ennemis, que s'ils n'acceptent le Traité en la forme qu'il aura été ici concerté, ils ne doivent point eſperer de Paix, ni avec la France, ni avec cet Etat; mais certes il eſt obligé de dire qu'on ne parviendra jamais à une Paix générale, tandis qu'on laiſſe aux Eſpagnols les eſperances que des particuliers mal intentionnez leur ont données, qu'on ſortira d'affaires avec eux, ſans attendre la France.

XXXV.

Ledit Ambaſſadeur de France ne deſavouë pas que Meſſieurs ſes Collegues & lui ayans crû que l'on procedoit ſincerement de tous

garde alors de donner un Projet de tout le Traité, n'ayant point là leurs Inſtructions, ni les ordres de leurs Maîtres; mais pour ne retarder pas d'un moment une Négociation qui leur étoit ſi agreable, ils ne firent pas ſcrupule de donner ce qui leur vint à la mémoire.

XXXVI.

Encor que ce ſoit une liberté ordinaire qu'on reſerve toujours juſqu'à la ſignature du Traité, de pouvoir ajoûter ou diminuer, & que les Plénipotentiaires de leurs Seigneuries en ayent fait de même en traitant avec les Eſpagnols, ledit Ambaſſadeur s'oblige de faire voir à leurs Seigneuries, qu'il n'a été du tout rien ajoûté à ce que contient en ſubſtance le premier Ecrit qui fut donné, & qu'au contraire on s'eſt relaché de la part de la France preſque ſur tous les points, quoi que ledit Sieur Paw dans la Relation qu'il a dreſſée ait voulu inſinuer le contraire, & que pour favoriſer les Eſpagnols, il y ait mis par écrit, que la France a ajoûté à ſes demandes ſur pluſieurs Articles, où l'on offre de prouver clairement qu'elle s'eſt relâchée de ſes premieres propoſitions.

XXXVII.

Les armes n'ayant été priſes que pour des intérêts publics, & non point ſeulement pour chercher dans la Guerre un profit particulier; on a toujours déclaré aux Miniſtres de l'Aſſemblée qui ſe ſont entremis de cette Négociation, que la France avoit trois principaux intérêts à inſinuer dans la Paix, ſans leſquels la raiſon ni l'honneur ne lui permettoient pas de mettre les armes bas, & on ne croit pas que Meſſieurs les Etats la voulutſent diſſuader de cette reſolution.

XXXVIII.

Le premier, que toutes choſes ſoient laiſſées par le Traité en l'état où il a plu à Dieu de les mettre pendant la Guerre, ſi ce n'eſt que l'Eſpagne veuille entrer en compte de ce qu'elle a autrefois uſurpé ſur la Couronne de France, & lui en faire raiſon; autrement ce ſeroit une pretention pour elle trop orgueilleuſe & inſupportable à toutes les Nations de vouloir profiter de ce qu'elle a gagné, quand le ſort des armes lui a été favorable, & de ne vouloir pas céder au temps, ni ſouffrir la même loi, qu'elle a établie, quand la juſtice du Ciel a recompenſé les ennemis d'une partie des pertes qu'ils avoient faites.

XXXIX.

Le ſecond, que les Alliez ſoient ſatisfaits ſelon la raiſon & l'équité, ſans quoi on ne pourra

La troiſiéme, que la Paix ſoit bien aſſurée, autrement ſi on laiſſoit quelques points indecis, comme il ſemble que ce ſoit l'intention des ennemis, & quelque ſujet de reprendre ci-après les armes, il ſeroit inutile de les quitter maintenant.

XLI.

On a étendu ces trois intérêts en divers Articles, & c'eſt contre raiſon que ledit Sieur Brun veut perſuader qu'on y a fait beaucoup de nouvelles additions, déclarant qu'on eſt encor prêt de la part du Roi de faire la Paix, en retenant de part & d'autre ce que chacun tient, ſans faire pour ce regard aucune demande nouvelle, pourvû toutefois que les ennemis ſe déclarent ſur les offres qui ont déja été faites, avant que les armes ſoient en action.

XLII.

Ledit Sieur Brun fait ſonner bien haut le ſoin que le Roi prend de ſes Alliez, mais on ne comprend pas comment il peut trouver mauvais la juſte ſatisfaction des Liegeois, du Prince de Boſolo, & des autres qui ſont dans l'Alliance ou l'amitié de Sa Majeſté, vu que de la part d'Eſpagne on parle avec tant d'ardeur des intérêts du Duc de Mantouë, qui n'eſt pas ſon Allié, & dont elle a entrepris la ruine par trois fois, ſi la France ne l'en eût garenti, c'eſt ſe rendre coupable de la faute qu'on veut imputer aux autres de trouver pour ſoi ce que l'on veut faire ſouffrir à autrui.

XLIII.

Si l'intention des Miniſtres d'Eſpagne étoit auſſi droite qu'ils le veulent faire croire, & qu'au lieu de travailler inceſſamment à rompre l'Alliance de cet Etat avec la France, ils euſſent tâché ſincerement d'avancer les deux Traitez enſemble, il y a long temps que la Paix ſeroit faite; mais l'experience a fait voir que jamais ils n'ont recherché la France, que lors que leurs Seigneuries n'ont pas été en état de traiter, & que leurs Plénipotentiaires ont été abſens, auſſitôt qu'ils ont été de retour, on n'a plus parlé qu'à eux, & ont ceſſé tous commerces avec ceux de France même par une déclaration donnée par écrit: & on ſeroit bien en peine de faire voir que de la part d'Eſpagne il ait été fait depuis trois mois aucune ouverture d'accommodement ſur tous les points qui ſont indécis, quoi que les Ambaſſadeurs de France n'ayent ceſſé de s'en plaindre, & de faire tout ce qui a été en leur pouvoir, tantôt en repreſentant les principaux Articles, tantôt en donnant le Projet de tout le Traité, & qui n'a pu produire aucun effet.

XLIV.

Digitized by Google

de montrer en quelle occaſion ; c'eſt bien la vouloir donner plus audacieuſement de donner des conſeils à un Etat qui n'eſt ni en amitié, ni en Alliance avec ſon Maitre, de s'intereſſer déja dans les reſolutions qu'il doit prendre pour ſa ſureté, & le ſolliciter par divers moyens à manquer de foi, le voulant engager à une action que lui-même reconnoit en quelque façon honteuſe.

XLV.

Leurs Seigneuries ſavent mieux que perſonne pour quelles raiſons la France traite ſans leur intervention avec l'Empereur, elle ſe ſouvient aſſez des vives inſtances qui leur ont été faites de prendre part en cette Négociation, & du refus qu'elles en ont toujours fait pour n'être pas touchées des cajoleries d'un Conſeiller qui fait déja bien le familier, & qui entre bien avant dans les ſecrets de leurs Etats: s'il trouve que la France n'a pas bien défendu les intérêts de la Maiſon Palatine, que ſon Maître a voulu depouiller, en ſe mettant en poſſeſſion de ſes Etats, ni ceux de Monſieur l'Electeur de Brandebourg, qu'il eût bien voulu engager à la Guerre contre la Suéde, par l'eſperance d'une aſſiſtance imaginaire, il ne manqueroit pas de blâmer la France avec plus de raiſon, ſi elle abandonnoit d'autres Princes avec leſquelles elle eſt attachée d'une plus étroite Alliance.

XLVI.

On eſpere pourtant de la probité des Miniſtres de Brandebourg, qu'ils rendront témoignage des bons offices qu'ils ont reçu de ceux de France, en l'accommodement des differens qu'ils avoient avec ceux de Suéde, & que Monſieur le Prince Palatin avouera quelque jour, qu'après avoir été chaſſé de ſon Pais par les armes d'Eſpagne, il a été rétabli par celles de France.

XLVII.

Il eſt très-néceſſaire qu'il plaiſe à leurs Seigneuries de faire une ſerieuſe réflexion (s'ils deſirent l'avancement d'une Paix honorable, comme il n'en faut pas douter) ſur les choſes ſuivantes.

XLVIII.

Que depuis que les Eſpagnols ont cru être d'accord avec leurs Seigneuries, & d'être favoriſez par quelques-uns de leurs Miniſtres, ils ſe ſont rendus ſans comparaiſon plus difficiles dans toutes les conditions du Traité, qu'ils ont à faire avec la France.

veut point la Paix, quoi que ce ſoit eux, qui faſſent naître les obſtacles & les retardemens, comme on offre de le prouver.

LI.

Que par concert que quelques-uns des Plénipotentiaires de cet Etat, qui ont pris ſans ſujet de la mauvaiſe volonté pour la France, leſdits Eſpagnols s'addreſſent à leurs Seigneuries pour ſe plaindre, & pour preſenter des Remontrances & des Manifeſtes, & qu'en même temps leſdits Plénipotentiaires écrivent des Lettres en termes généraux & ambigus à leurs Seigneuries, pour les faire ſervir de preuve à ce qui a été preſenté par les ennemis, les uns & les autres ſe promettans enfin, que ſi cela n'eſt pas ſuffiſant de faire prendre à leurs Seigneuries des reſolutions contre la France, il ſera au moins capable de donner des impreſſions contre elle à tous les peuples.

LII.

Que tandis qu'on s'amuſera à produire des écritures, & des inventions à la Haye, ce ſera autant de temps perdu, qui devroit être employé à Munſter à travailler plus utilement, pour terminer les differens qui retardent la Paix.

LIII.

Que s'il ne plait à leurs Seigneuries de retrancher une fois pour toutes aux Eſpagnols l'eſperance de réüſſir par toutes ces mauvaiſes voyes, & de cauſer par ce moyen de la diviſion entre la France & cet Etat, jamais on ne pourra arriver à la concluſion du Traité.

LIV.

Que ſi leurs Seigneuries ont agréable de faire de leur côté, comme il a été fait de la part de la France, tant envers cet Etat, qu'envers la Couronne de Suéde, & de déclarer nettement aux Eſpagnols, qu'ils lui doivent donner entiere ſatisfaction, à faute dequoi cet Etat continuera de faire ce qu'il doit par les armes, ſuivant les termes exprès du Traité de 1644. qui obligent de ſoûtenir les intérêts de ſon Allié, comme les ſiens propres, elles en verront bientôt un bon effet par la concluſion de la Paix tant deſirée, qui n'a été retardée juſqu'à preſent, que par une injuſte prétenſion de ſeparer les Alliez.

LV.

Que s'il plait encore à leurs Seigneuries de conſiderer, que l'artifice de l'Eſpagne tourne en quelque façon à leur préjudice, en ce qu'elle prétend, par les recherches qu'elle leur fait,

celui de Meſſieurs les Etats fut en meme etat; après cela, on vit près de leurs Majeſtez des Emiſſaires des ennemis, qu'on reçut chaque jour de leur part des inventions & des Manifeſtes contre cet Etat, que l'on vit les principaux Miniſtres du Roi favoriſer ouvertement les prétentions, & les intérêts de l'ennemi, lui donner des addreſſes, & des conſeils pour ſa conduite, qu'au lieu d'appuyer les intérêts de leurs Seigneuries contre leurs communes Parties, on les preſſât de ſe relâcher & de céder contre la raiſon dans tous les points conteſtez, leurs Seigneuries jugeroient ſans doute, que ce ne ſeroit pas ſatisfaire aux Alliances, & ne manqueroient pas d'en faire de grandes plaintes: c'eſt pourquoi elles ſont ſuppliées de prendre ſur toutes ces choſes les reſolutions qu'elles ſouhaiteroient qu'on prît, & d'y apporter les remedes qu'elles voudroient qu'on y apportât.

LVII.

Ledit Ambaſſadeur ſe rendroit trop importun, s'il vouloit répondre à toutes les particularitez contenuës dans la Lettre dudit Sieur Brun, qui eſt compoſée avec très-grand artifice; on ſe contente de faire remarquer, qu'il reconnoit lui-même que Meſſieurs les Etats doivent être Parties dans les intérêts de la France, qu'il reconnoît encor les deſſeins de jetter de la diviſion entre les Alliez ſi deraiſonnables, qu'il proteſte lui-même de ne l'avoir pas, quoi que ſa Lettre ne ſoit écrite à autre fin, & que les conſeils qu'il donne pour ſe hâter, pour ne recevoir pas la loi, que perſonne ne prétend de donner, pour reſtraindre les engagemens qui ſont entre la France & cet Etat, pour differer le Traité de Garantie en une autre ſaiſon, ſont des conſeils d'un ennemi, qui doivent obliger de ſages Miniſtres à faire le contraire.

LVIII.

Ledit Ambaſſadeur repreſente encor, que s'il a été forcé d'informer leurs Seigneuries de pluſieurs circonſtances très-veritables, qui ſe ſont paſſées pendant le cours de la Négociation, & de faire voir combien leſdits Sieurs Paw & Knuyt ont toujours favoriſé les deſſeins de l'Eſpagne contre les intérêts de la France, ç'a été ſans intention de deſobliger perſonne, mais ſeulement pour découvrir à leurs Seigneuries des veritez, qui juſqu'à preſent leur ont été deguiſées, afin qu'elles y faſſent des réflexions dignes de leur grande prudence, & qu'elles reconnoiſſent combien il eſt neceſſaire, qu'il leur plaiſe d'ouvrir les yeux, pour le bien & ſeurté de leur Etat dans une conjoncture ſi importante, puis qu'on a ſu tant par des Lettres interceptées, que par d'autres avis, qui viennent de bons lieux, que les ennemis pour venir au bout de leurs mauvais deſſeins tant contre la France, que contre cet Etat, ont deſtiné cinq cens mille écus pour la Négociation de Munſter, & qu'au milieu de leurs

ADDITION

De VIII Articles,

A la

REPONSE

Sur la

LETTRE

Du

SIEUR BRUN.

Article I.

DAns un autre endroit de ſa Lettre ledit Sieur Brun entreprend fort chaudement la défenſe des Plénipotentiaires de cet Etat, & ſoûtient par de belles paroles, que ce qui a été fait à Munſter le 8. de Janvier eſt très-legitime; mais il témoigne en cela plus de gratitude que de bonne conduite, & ne prend pas garde que ce n'eſt pas faire bon office à des Miniſtres d'un parti contraire, de faire paroître tant de ſatisfaction de ce qu'ils ont fait en ſa faveur, contre l'intérêt de leurs Alliez, & l'intention de leurs Superieurs. Il ne pouvoit jamais les deſobliger davantage, qu'en plaidant leur cauſe comme il a fait. L'Apologie d'un Eſpagnol n'eſt pas bien propre en ce Païs, pour faire eſtimer les actions d'un Hollandois, ou d'un Zelandois, il y en a pluſieurs dans cette Ambaſſade très-gens d'honneur, qui aimeroient mieux la haine & les reproches d'un ennemi, que ſes civilitez, ni ſes louanges. Tous les ſages Directeurs de l'Etat ne croyent pas qu'on doive le favoriſer au prejudice d'un fidele ami, leurs genereux ſentimens ſont bien éloignez d'une maxime ſi deraiſonnable.

Article II.

Quant au raiſonnement qu'il fait ſur la difference qui eſt entre les Alliances de la France & celles de cet Etat, il tient plus du Sophiſte ou du Rhetoricien, que d'un grand Politique. Son opinion s'accorde avec celle d'un Machiavel Septentrional, qui date ſes libelles de Middelbourg, quoi qu'ils viennent plutôt d'Anvers ou de Bruxelles, il paroît à leurs Ecrits qu'ils ſont d'une même ſecte: car ils veulent tous deux introduire dans les Confederations, une auſſi auſtere contrainte que dans les Mariages, & rendre la pluralité des Alliez auſſi criminelle parmi les Souverains, que la Polygamie parmi les

mêmes encor qu'un mari ne donne ſa foi qu'à celle qu'il épouſe, il ne laiſſe pas de s'unir d'intérêt & d'amitié avec tous les parens & amis de la famille où il s'allie, & ſi dans une occaſion où il s'agiroit de leur honneur & de leur ſureté, la femme ne vouloit pas conſentir qu'on les expoſât à la diſcretion de leurs plus cruels ennemis, elle feroit une action digne de louange, & on ne pourroit pas l'accuſer de rien faire contre ce qu'elle doit à ſon mari, quand même il ſeroit d'avis contraire. On ſait bien auſſi qu'entrant dans l'Alliance d'un grand Monarque, on n'a pas conſideré ſeulement ſa puiſſance particuliere, mais celle de tous ſes Alliez, adherens, & dependans, leſquels il n'a pas abandonné, en faiſant une nouvelle Confederation. Par celle de 1635. en l'Article 11. il eſt porté que l'on conviera le Roi d'Angleterre d'y entrer; & en cas qu'il le veuille faire, qu'on prendra ſoin de ſes intérêts & de ſa Maiſon dans le Traité. Ce qui montre que l'objet de ladite Confederation ayant été tout public, à ſavoir, d'abbaiſſer la trop grande puiſſance de la Maiſon d'Autriche, d'affermir le repos de la Chrétienté &c. on a eu intention & intérêt (pour venir plus facilement à bout d'une ſi grande entrepriſe) d'y engager pluſieurs Potentats, leſquels il ſeroit très-injuſte d'abandonner après les avoir mis en peine, & s'être prevalu de leur aſſiſtance; l'honneur ni la bonne foi ne pourroient pas permettre (les ayant expoſez au peril,) de s'en retirer ſans eux, quand même on n'y ſeroit pas formellement obligé.

Article III.

Si les Traitez d'entre la France & cet Etat portoient qu'on ne pourroit avoir amitié ni Alliance avec perſonne autre, ledit Sieur Brun auroit quelque raiſon; mais il ne manqueroit pas auſſitôt d'appeller cette obligation une Tyrannie, & un eſclavage, & de faire les mêmes exclamations qu'il a fait autrefois contre de moindres engagemens que celui-là, qu'il a nommé imperieux, cruels, & contraires à la liberté: comme ſi les promeſſes reciproques que deux Alliez ſe ſont faites, de ne traiter point avec l'Ennemi l'un ſans l'autre, étoient contre les bonnes mœurs, parce qu'elles ont été faites contre les vaſtes & injuſtes deſſeins de la Monarchie d'Eſpagne. De même que Meſſieurs les Etats en qualité de Souverains & independans, ont contracté amitié avec divers Potentats par des Confederations qui ne ſont point incompatibles avec celle qui eſt entre la France & eux, elle en peut avoir auſſi de ſon côté avec ſes voiſins, pourvû qu'elles ne ſoient point contraires au deſſein qu'on a entrepris par un Traité de Ligue offenſive & défenſive, qui doit bien être préferé aux autres, mais non pas les exclure entierement. Les Provinces-Unies, pour être alliées entre elles, garantie du Traité, qui doit être fait avec eux, & l'envie qu'ils ont de laiſſer la plûpart des affaires indéciſes. Ils ſavent fort bien qu'il y a une Ligue offenſive & défenſive faite contre eux entre la France & les Provinces-Unies, & qu'en faiſant ceſſer l'effet de la premiere par la Paix, l'autre doit toujours ſubſiſter, pour empêcher qu'on n'y contrevienne. Que leur importe que l'on ſoit obligé de reprendre conjointement les armes contre eux, en cas qu'ils rompent le Traité, s'ils ſont reſolus de l'obſerver de bonne foi? La France qui ne conſerve point d'arriere-penſée comme eux, a propoſé elle-même une Ligue en Italie, où elle conſent que tous les Princes ſe déclarent contre elle, en cas qu'elle contrevienne au Traité. Mais, diſent-ils, cette Garantie peut être reſoluë après la Paix, & n'eſt propoſée en cette ſaiſon que pour allonger les affaires. Ceux qui ont vu comme tout s'eſt paſſé à Munſter, ſavent bien les diſcours & les artifices, que les Eſpagnols y ont employez, pour combattre cette Garantie, parce qu'elle choque directement le deſſein qu'ils ont de ne tenir pas ce que la neceſſité les contraint maintenant d'accorder.

Article V.

La veritable intention qu'on a eu de part & d'autre, en faiſant les Traitez precedens, a été de bien aſſurer celui qu'on doit faire preſentement par l'aſſiſtance mutuelle qu'on ſera obligé de ſe donner, en cas qu'il ſoit violé par l'Ennemi commun. L'Article 8. de celui de 1644. obligeant de s'en expliquer plus clairement à la concluſion de la Paix, les Ambaſſadeurs de France en ont fait inſtance de temps en temps: au lieu de recevoir la réponſe, qu'ils avoient ſujet d'attendre, on ne les a payez que de defaites & de paroles ambigues; & au lieu de s'expliquer nettement des choſes qui reſtoient à faire, on a formé des doutes ſur celles qui étoient faites, où il n'y avoit point de ſujet de doute. Cependant leſdits Sieurs Paw & Knuyt ont aſſuré poſitivement les Eſpagnols, que cette Garantie ne s'accorderoit jamais, & que ce n'étoit pas l'intention de leurs Superieurs, comme s'ils étoient la bouche & l'ame de l'Etat, quoi que ce ſoit par leur miniſtere, qu'il eſt autrefois entré dans l'obligation qu'ils veulent détruire. Et qu'on ne doute point, que ſi leur Inſtruction & leurs Dépêches de ce temps-là étoient revuës, on ne trouvât que l'Etat & eux ont été d'avis contraire, & qu'ils ont cru que le plus grand avantage qu'ils pouvoient acquerir à leur Patrie, étoit d'engager la France pour toujours dans ſes intérêts. Quand on a vu après une attente de 4. ou 5. mois, qu'on ne pouvoit recevoir une déclaration préciſe des Plénipotentiaires de leurs Seigneuries, on a été contraint de la venir chercher à la ſource, où l'on avoit ſujet de le promettre en moins de 8. jours

France, euſſent voulu paſſer outre avec tant de mépris, avant qu'on eût eu loiſir d'en repreſenter ici les dangereuſes conſéquences, & euſſent voulu ſe porter à une action, dont toute l'Europe auroit été ſcandaliſée, ſi la grande prudence & la ſage conduite de leurs Seigneuries n'avoient fait connoître depuis ce temps-là, qu'elles ne l'ont pas approuvée.

Article VI.

Il ne faut pas s'étonner ſi les Eſpagnols ſouhaitent que ladite Garantie & la plûpart des autres difficultez qui reſtent, ſoient renvoyées en un autre temps, leur deſſein n'eſt pas de faire une Paix durable, où tous ceux qui ont les intentions droites, ſont bien aiſes de ne laiſſer rien en arriere; ils tâchent ſeulement d'arrêter le cours des armes, & de ſe garantir des préjudices inévitables qu'ils recevront toujours de celles de France, & de cet Etat, quand elles ſeront jointes enſemble. Si aujourd'hui qu'ils ont tant d'intérêt de ſortir du mauvais état où ils ſont, on ne peut pas vaincre leur opiniâtreté, ſi les cris de leurs peuples qui n'en peuvent plus, les nouvelles pertes qu'ils ont ſujet de craindre, ni toutes les autres conſiderations qui les devoient obliger de hâter la Paix, n'ont pas pu encore les ramener à la raiſon, que pourroit-on eſperer lors qu'ils ſeront exempts des perils & des incommoditez de la Guerre? Ce ſeroit alors qu'avec des armes dont ils ſe ſervent mieux qu'aucune autre Nation, ils laſſeroient un chacun par leur obſtination & leur patience, & il ſeroit inutile, les hoſtilitez étans une fois ceſſées, de prétendre d'eux par la ſeule Négociation, ce qu'on n'auroit pas ſu obtenir l'épée à la main: Chacun ſait combien ils ſont difficiles, & il ſeroit bien malaiſé de donner un ſeul exemple qu'ils ayent jamais appaiſé un different à l'amiable. On ſe peut encore ſouvenir que la premiere Trêve qu'ils firent avec cet Etat, n'a jamais été ratifiée en bonne forme, quoi qu'elle eût été accordée à leur inſtance, & par l'entremiſe de deux puiſſants Monarques: on voit encore avec quelle dureté ils refuſent une Paix très-raiſonnable qu'on leur offre, voulans que les vainqueurs l'achetent par des reſtitutions, que les vaincus ne veulent point faire, des choſes qu'ils détiennent injuſtement, lors même qu'ils ne ſont pas en état d'obtenir par la force les conditions qu'ils veulent impoſer. Que ſerviroit donc maintenant de mettre les armes bas, ſi on laiſſoit des differens indécis, qui ſeroient capables de les faire reprendre? Les Eſpagnols ne deviendront pas plus traitables, quand ils auront moins de crainte, ou plus d'eſperance, de reüſſir dans leurs pratiques ſecretes.

Article VII.

On ne ſauroit voir une preuve plus évidente de leurs mauvais deſſeins, que l'artifice

eſt entierement à leur avantage, mais qu'ils n'avoient pas pouvoir d'en traiter, & que leurs Maîtres ne les envoyeroient point, s'ils n'en étoient requis par les deux Couronnes, de crainte que s'ils ſe déclaroient ſur l'inſtance de l'une des deux, on ne l'imputât à quelque partialité. Les Miniſtres de France ont fait preſſer pluſieurs fois par Meſſieurs les Médiateurs ceux d'Eſpagne, de ſe joindre à eux pour faire cette inſtance, jamais on ne l'a ſu obtenir, & depuis huit mois l'affaire ne ſe trouve pas plus avancée de leur part que le premier jour; ſi après un point de cette conſequence, duquel dépend la ſureté de tout le Traité, & en retarde la concluſion, ils ne veulent pas avouer que c'eſt eux qui en ſont cauſe, & ont bien l'audace d'en rejetter le blâme ſur la France, qui fait de ſon côté toutes les diligences poſſibles pour l'avancer.

Article VIII.

Les Guerres qu'elle a euës contre eux pour le different des Griſons, ont encore bien fait paroître leur humeur inflexible: l'on a repris les armes diverſes fois pour cette querelle, où pluſieurs Potentats ſe ſont intereſſez, divers Traitez ont été faits pour les terminer, qui n'ont jamais été executez de leur part: On avoit cru que celui de Monçon, qui a été le dernier, ſeroit plus fidelement obſervé que les autres, à cauſe qu'il eſt plus à leur avantage; ils ont bien l'audace maintenant d'en diſputer l'execution, & de vouloir que certain Accord qu'ils ont fait faire par force dans Milan pendant la Guerre, ſoit preferé à un Traité ſolemnel fait entre les deux Couronnes, que Meſſieurs les Etats ſont obligez par le Traité de 1634. de faire ſubſiſter. Si la France au milieu des proſperitez qui l'accompagnent, & de la protection viſible que le Ciel lui donne, demandoit une choſe ſemblable, on diroit qu'elle veut donner la loi, & qu'elle ne veut point de Paix.

ECRIT

GENTIL-HOMME FRANCOIS,

A un de ſes amis à Paris.

A la Haye le 10. Mars 1647.

MONSIEUR,

JE vous envoye la copie d'un Ecrit, qui fut preſenté Lundi dernier à Meſſieurs les Etats Généraux, par Monſieur l'Ambaſſadeur de France : C'eſt une eſpece de réponſe à une Lettre de Monſieur Brun, qu'ils avoient fait communiquer deux jours auparavant audit Sieur Ambaſſadeur, par Monſieur le Baron de Gent, Député de Gueldres, & Monſieur Cats Penſionnaire d'Hollande ; j'ai recouvré cette Piéce avec beaucoup de peine ; parce que Monſieur l'Ambaſſadeur n'ayant eu intention en la donnant, que d'informer confidemment ceux qui gouvernent, de pluſieurs particularitez qui ſe ſont paſſées à Munſter, au préjudice de la France & de cet Etat, a pris très-grand ſoin d'empêcher qu'elle ne fût divulguée par les ſiens ; néanmoins ayant trouvé moyen d'en avoir une copie d'un de mes amis, qui a une étroite familiarité avec des Principaux de l'Etat, j'ai demandé la liberté chez Monſieur l'Ambaſſadeur de la collationner avec la minute, ce qu'on ne m'a pû refuſer : cela a donné lieu de remarquer une mépriſe bien grande, qui a été faite ou par ceux qui ont mis l'Ecrit au net, lorſqu'il a été preſenté à Meſſieurs les Etats, ou par celui qui m'en a donné la copie. La communication de la Lettre de Monſieur Brun a été faite à Monſieur l'Ambaſſadeur le jeudi dernier jour de Fevrier. L'envie qu'il a euë d'y faire promptement réponſe, a été cauſe que l'ayant fait tranſcrire avec un peu de precipitation, on a oublié par mégarde un Cahier de deux feuilles, qui s'eſt trouvé dans la minute, & qui n'eſt point dans la copie. Vous ſerez donc le premier qui verrez la Piéce entiere ; & afin que vous ſachiez ce qui a été omis, vous le trouverez barré à la marge. Monſieur l'Ambaſſadeur ayant été obligé d'éclaircir pluſieurs ſuppoſitions, que nos ennemis ont répandu en ce Pais depuis quelque temps, contre les intérêts de la France, & le ſervice du Roi notre Maître, dit qu'il eût bien eu beſoin d'un peu plus de loiſir, pour pouvoir mieux détromper les eſprits, qu'un tâche chaque jour de preoccuper par diverſes impoſtures :

leurs Superieurs, ont paſſé juſques à vouloir rendre ſuſpecte la foi de leurs Majeſtez, qui ont donné tant de nouvelles preuves de leur conſtante affection envers cette Républque, même pendant le cours de la Négociation, & que pour excuſer en quelque ſorte le manquement qu'ils ont fait à Munſter, en ſignant les Articles de leur Traité avec l'Eſpagne, avant que la France ait été en état d'en faire autant, ils ont voulu faire croire ſur un avis ſuppoſé par les Eſpagnols, que leurs Majeſtez faiſoient traiter ſecretement une nouvelle Alliance avec l'ennemi, le devoir d'un Miniſtre affectionné au ſervice de ſon Maître, ne lui a pas permis de demeurer plus longtemps dans le ſilence, de crainte qu'on ne le fit paſſer pour un tacite conſentement à une calomnie ſi fauſſe, dans un Pais où pluſieurs perſonnes ſont en poſſeſſion de tirer aſſez ſouvent des conſequences auſſi mal fondées, qu'eût été celle-là. D'ailleurs la même Relation tendant à intereſſer l'Etat dans le reſſentiment des plaintes qu'on a été obligé de faire à ſes Plénipotentiaires, quand ils n'ont pas voulu déferer aux remontrances & oppoſitions des Miniſtres de France, & faiſant paroître un deſſein formé de jetter des ſemences de diviſion entre la France & Meſſieurs les Etats, il a fallu montrer neceſſairement, qu'on ne s'eſt jamais plaint que des perſonnes des Plénipotentiaires, & qu'on eſt toujours demeuré dans un très-grand reſpect pour le Corps de l'Etat. Vous aurez déja ſu de divers endroits, que cet Ecrit a été reçu dans l'Aſſemblée, ſelon les diverſes inclinations de ceux qui en ont oüi la lecture. Comme il n'eſt pas poſſible que les actions des hommes donnent une égale ſatisfaction à un chacun, puis que le Ciel même ne peut rien envoyer ici bas qui ſoit également agreable à tout le monde : ceux qui n'ont autre intérêt devant les yeux que le bien de leur Etat, ont été très-ſatisfaits des lumieres qui leur ont été données, pour prendre garde aux actions de quelques particuliers, qui voudroient faire leurs affaires aux depens du public. Il s'en eſt trouvé qui ont voulu blâmer la forme qu'on a priſe, à cauſe qu'elle fait trop d'éclat. Ils diſent que les choſes contenues dans le diſcours de Monſieur l'Ambaſſadeur, étoient meilleures à faire ſavoir par des voyes ſecretes, & à dire à l'oreille, qu'à donner par écrit dans une Aſſemblée générale ; mais à qui voudroient-ils qu'on ſe fût adreſſé ? Ils ne ſe ſouviennent pas de la forme de ce Gouvernement. Jamais Monſieur l'Ambaſſadeur n'a rien dit dans les Conférences particulieres, qu'on ne lui ait demandé de le mettre par écrit, dont je lui ai vu pluſieurs fois faire des plaintes. On a même ſu que Monſieur l'Ambaſſadeur ayant dit en ſubſtance les mêmes choſes qui ſont dans ſon Ecrit aux Députez qui lui furent envoyez, Monſieur le Baron de Gent en fit ſon raport fort ſuccinctement le lendemain, en diſant qu'il ne s'étendoit pas, parce qu'on étoit obligé de mettre ſur

Digitized by Google

qui ſe paſſe, pour y prendre telle reſolution qu'il lui plaira. A la verité je ne ſai pas, comment en des occaſions ſi importantes on peut faire ſavoir à ceux qui le gouvernent, les choſes qui lui ſont préjudiciables, ou à ſes Alliez, ſi la voye, dont on s'eſt ſervi, n'étoit pas approuvée. Je ſuis aſſuré qu'on n'a rien mis ſur le papier, dont les Plénipotentiaires de France n'ayent parlé, & fait plaintes diverſes fois à ceux de cet Etat à Munſter. Leur Legation eſt compoſée de pluſieurs perſonnes, qui peuvent ſeparement, ou en Corps rendre témoignage de la verité, qui a été repreſentée ſans déguiſement ni exageration. Pluſieurs d'entre eux qui ſont très-gens d'honneur ſe ſouviendront encore qu'ils ont répondu ſouvent en preſence de leurs autres Collegues (quand on leur a fait reproche de leurs intelligences ſecretes avec les Miniſtres d'Eſpagne) que ceux qui étoient coupables de ſemblables choſes en devoient répondre de leur tête, & qu'ils agiſſoient directement contre les ordres de leurs Superieurs. Meſſieurs de Nederhorſt, Donia, Ripperda & Klant n'auront pas oublié les avis qu'on leur a donnez en particulier, des menées qui ſe faiſoient à leur inſu avec les Miniſtres d'Eſpagne, qu'ils ont ſouvent témoigné de n'approuver pas. Si les choſes, qu'on a enfin dites, ſont fâcheuſes à entendre, on doit juger combien elles ont du être plus fâcheuſes à ſouffrir par ceux qui ont très-bien reconnu l'intention que deux particuliers ont euë, de cauſer par ces artifices de la mes-intelligence entre la France & cet Etat, afin de gagner les ſommes d'argent que les Eſpagnols leur ont données ou promiſes, s'ils en peuvent venir à bout. Il dépend purement aujourd'hui de la prudence de Meſſieurs les Etats, d'y faire la réflexion que la juſtice & le bien de leur Païs leur conſeilleront. Si leurs Députez avoient ſuivi ponctuellement leurs ordres (ce qui n'eſt pas) ils meriteroient remerciement : ſi quelques-uns y ont contrevenu, ils ſont dignes de cenſure, & on eſt obligé de faire quelque raiſon aux Alliez, des plaintes qu'ils ont ſujet de faire contre eux. C'eſt une queſtion de fait qu'il faut examiner : mais ſerieuſement, & ſans autre paſſion, que celle qu'on doit avoir pour le bien public, & pour découvrir la verité.

Les Plénipotentiaires de cet Etat ont eu trois diverſes fonctions à Munſter : la premiere pour traiter avec les Miniſtres d'Eſpagne des points contenus en leurs Inſtructions, dont ceux de France ne ſe ſont point mêlez, que pour leur offrir ſelon le devoir de l'Alliance toute aſſiſtance & ſervice. Quand en cela ils n'auroient pas fait tout ce qu'ils doivent, on avoue que les Miniſtres de France n'ont pas droit de les blâmer, encore que l'amitié qui eſt entre leur Maître & cette République, les obligeât en quelque façon de donner avis des deſſeins qui pourroient tourner à ſon préjudice; comme celui de la mettre mal avec le plus puiſſant, & le plus fidelle de ſes amis.

a ſujet d'apprehender. Si les Ambaſſadeurs de France n'avoient pas ſatisfait aux ordres du Roi, touchant la bonne correſpondance qu'ils ont été obligez d'entretenir avec les Miniſtres de cet Etat, il y auroit lieu d'en faire plainte à Sa Majeſté, & au lieu de le trouver mauvais dans la Cour de France, j'oſerois répondre qu'on ne manqueroit pas de leur en faire raiſon.

La troiſiéme a été la Médiation qu'ils ont euë pendant quelque temps, & qu'on m'a aſſuré qu'ils ont entrepriſe ſans ordre ni permiſſion de leurs Superieurs. Si dans une occurrence ſi chatouilleuſe quelques-uns d'entre eux ne ſe ſont pas conduits en vrais Alliez, quoi que les Eſpagnols ayent fait grande parade, d'avoir mis leurs intérêts entre les mains de leurs propres Parties (appellans ainſi eux-mêmes les Miniſtres de cet Etat) ſi même au lieu de tenir la balance égale entre leurs amis & leurs ennemis (ce qu'ils ne pouvoient faire avec raiſon) ils l'ont toujours fait pancher du côté des derniers, eſt-on obligé de ſouffrir ſans en faire plainte? A qui la peut-on faire qu'aux Superieurs, puis même qu'on a été forcé de les deſabuſer des mauvaiſes impreſſions, qu'on leur a voulu donner, ſous prétexte de leur rendre compte de cette médiation? Il eſt bien permis aux Parties de propoſer des recuſations contre les Juges qui leur ſont ſuſpects, avec quelle juſtice pourroit-on ôter à des Miniſtres qui ne ſont point ſupplians, la liberté de repreſenter le mauvais traitement qu'ils ont reçu de leurs entremetteurs, afin qu'on y remedie, puis que contre l'intention de leurs Maîtres, ils ſemblent ne s'être voulu mêler de nos affaires, que pour nous nuire & favoriſer le parti contraire? On m'a dit, que la plûpart des plaintes qu'on a faites contre eux, ſur ce point, ſe peuvent juſtifier par écrit, comme les autres peuvent être éclaircies par le témoignage de leurs Collegues. Certes on ſeroit venu à une dangereuſe extremité, ſi on ne pouvoit ſupporter ni les maux ni les remedes. Ce qui me conſole parmi ces deſordres, eſt que j'apprens de tous côtez que ceux qui conduiſent l'Etat, ſont remplis de très-bonnes intentions, leur prudence ſaura ſans doute bien redreſſer tout ce qui n'a pas été bien fait; & il paroit que tous leurs deſſeins ſont tellement portez au bien, qu'il leur fâche ſeulement qu'on puiſſe taxer quelqu'un d'entre eux : mais on ne peut pas éviter que les Corps politiques auſſi bien que les naturels, n'ayent quelques parties honteuſes : quand ils en ont de corrompuës, il n'y a point de ſujet de craindre, lors que celles qui conſervent la vie, & qui donnent le mouvement demeurent en bon état. Aujourd'hui le déſir du bien eſt devenu ſi puiſſant ſur l'eſprit de la plûpart des hommes, qu'on ne doit pas s'étonner que les piſtoles des Eſpagnols leur ayent acquis quelques partiſans dans cette République, quoi qu'ils en ayent pourſuivi la ruine l'eſpace de quatre-vingts ans. Il me ſouvient de ce que dit Jugurtha, après s'être fait abſoudre

à

Digitized by Google

la conclusion de la paix; car étant contraints, pour bien servir ceux qui les ont gagnez, de desobliger la France, & d'alterer s'ils peuvent la sincere amitié qui a toujours été entre elle & cet Etat; ils déguisent toutes choses à leurs Superieurs, afin de les porter à quelque resolution précipitée, & afin que les affaires se terminent plutôt par de mauvaises voyes qui leur soient utiles, que par de bonnes & honorables, qui ne leur apporteroient point de profit, ne faisans pas scrupule de sacrifier honteusement leur patrie & leurs amis à leur avarice. Je vous supplie de m'envoier vos sentimens sur cet Ecrit, après que vous l'aurez lu, & de me croire autant que je suis

MONSIEUR,

N. N.

REFUTATION

De la

LETTRE

Ecrite par le Sieur

SERVIEN

AMBASSADEUR

De

FRANCE,

Sous le nom d'un

GENTIL-HOMME FRANCOIS,

Traduite de Flamand en François.

A Delft ce 15. Mars 1647.

MOnsieur l'Ambassadeur n'ayant point de meilleur ami que soi-même, a bien fait de prendre cette qualité, & de se chercher à

géable à la France, comme il a été reconnu; car autrement il y auroit de la contradiction de l'avoir presenté à une Compagnie de deux cens Députez, puis fait imprimer en divers endroits, & à en empêcher toutefois la publication. *Ceux qui ont lû l'Ecrit au net, ont oublié par mégarde un cayer de deux feuilles, qui étoit en la minute.* Personne n'a pû mettre au net un Ecrit souillé par tout de noires calomnies, qui n'admet aucune netteté, & personne aussi par conséquent n'a oublié d'y joindre le cayer de deux feuilles, qui est une excroissance accidentelle, & une tumeur survenuë depuis, comme un gouêtre, ou loupe en un Corps mal sain. *Il l'a fait transferre avec un peu de precipitation*; en ôtant le mot de transferire, le sens en seroit meilleur, & plus conforme à la verité; ou en tout cas on ne contredira pas, que tout y ait été précipité, du moins il paroit ainsi, nonobstant la peine que l'Auteur y a prise, qui n'est pas incompatible avec la precipitation; celui-là n'en recevant pas moins, qui roule dans un précipice, que celui qui marche à pas comptez par un bon chemin. *Vous trouverez la piéce barrée à la marge*, pour désigner un ouvrage illegitime, c'est bien fait d'y mettre une barre; *Monsieur l'Ambassadeur eût bien eu besoin d'un peu de loisir.* Il en aura assez desormais pour se repentir d'en avoir si peu pris alors, & de n'avoir pas plus attentivement consideré le mauvais pas, où il s'alloit engager, escrimant d'estoc & de taille à droite & à gauche contre des personnes d'honneur, qui ne lui en avoient jamais donné aucun sujet. Il assure ensuite que ce bien Ecrit *est un antidote*, peut-être pensoit-il dire antidate, à cause que les 8. Articles supernumeraires (quoi que minutez seulement en Avril) se trouvent néanmoins datez en Mars; *la Lettre du Sieur Brun étoit pleine de venin*, de même que tout paroit jaune aux Ictériques, que tout semble tourner aux vertigineux, aussi tout est venin auprès des venimeux: on ne trouvera pas en cette Lettre du Sieur Brun (qu'on peut voir ci-dessus) la moindre parole, qui soit d'offense ou de mépris, & à peine en rencontrera-t-on une seule en tous les Ecrits de l'Antidotiste, qui ne soit aigre, piquante, & outrageuse; en cela consiste la merveille de son antidote, d'appliquer le fer & le feu aux parties les plus belles, & les plus saines. *Les Plénipotentiaires de Messieurs les Etats ont voulu faire croire sur un avis supposé par les Espagnols, que leurs Majestez faisoient traiter secretement une nouvelle Alliance avec l'ennemi*; après quoi il demeure court, attirant comme le Soleil de cette saison, des humeurs qu'il ne peut resoudre. Il ne falloit pas toucher cette corde, ou la faire sonner plus haut; & auroit beaucoup mieux valu se taire, que de parler si mystiquement & sobrement en un sujet de cette nature: car on en découvre plus à demi-mots, qu'en s'expliquant davantage. Nous n'avons jamais rien apris là-dessus des Espagnols, qui sont en

Nation, que d'en porter un jugement ſi deſavantageux : il croit poſſible qu'elle eſt comme les femmes de Moſcovie, qui n'eſtiment leurs maris, que ſur la meſure des coups qu'elles en reçoivent. *Il a fallu montrer néceſſairement qu'on ne s'eſt jamais plaint, que des perſonnes des Plénipotentiaires, reſpectant le Corps de l'Etat*; comme ſi on pouvoit mutiler les Membres Principaux, ſans offenſer le Corps, & offuſquer les rayons du Soleil, ſans toucher à ſa lumiere, & que l'on n'eût pas vu des déclarations de Guerre faites par la France même, fondées ſeulement ſur les mauvais traitemens de ſes Ambaſſadeurs, qui ſans doute ſont facrez par tout, lors qu'ils n'abuſent point de ce grand Miniſtere. Quinze jours avant cette Lettre on ne s'attachoit qu'aux Sieurs Paw & Knuyt ; à preſent l'audace prenant force par l'impunité, paſſe à tous les Plénipotentiaires, & ne les accuſe de rien moins, que d'avoir voulu ſemer de la diviſion entre la France & les Etats, & d'avoir inſeré des fauſſetez dans leurs Relations. *Ceux qui n'ont autre intérêt devant les yeux, que le bien de leur Etat, ont été très-ſatisfaits des lumieres, qui leur ont été données, pour prendre garde aux actions de quelques particuliers, qui voudroient faire leurs affaires aux dépends du public*; tellement, que ſelon la regle de droit, qui veut que l'inclufion de l'un ſoit l'exception de l'autre, tous ceux qui ont eu un ſentiment different, & dont le nombre excéde de beaucoup celui des autres, n'ont pas pour objet le bien de l'Etat. O Dieu juſques où monte la vanité de certains eſprits, qui enflez d'un peu de proſperité paſſagere, tiennent pour crime tout ce qui n'eſt pas de leur goût particulier, & ne veuillent rien voir, qu'au deſſous d'eux! Qui eût jamais crû, qu'après nous être maintenus quatre-vingts ans les armes à la main en une autorité ſuprême, nous la viſions ainſi fouler aux pieds au milieu de ſon thrône par un homme ſeul, qui veut que nous ſoyons auſſi immobiles, lors qu'il nous arrache la barbe, que la ſtatue d'Eſculape, lors que Denis le Tyran lui faiſoit abbatre la ſienne. *Il s'en eſt trouvé, qui ont voulu blâmer la forme qu'on a priſe de ſe plaindre, à cauſe qu'elle fait trop d'éclat* : cette cauſe n'eſt pas la ſeule, pour laquelle on condamne l'Ecrit injurieux, elle ne comprend que le défaut politique, de mal dreſſer ſes parties, d'éventer une mine à même temps qu'on lui veut donner le feu; mais il y a bien d'autres choſes à blâmer, non ſeulement en la forme, mais en la matiere: comme de vouloir faire paſſer au préjudice de la reputation d'autrui, des imaginations creuſes, pour des veritez ſolides; d'alleguer des crimes ſans preuves, des faits ſans circonſtances, des conjectures ſans vrai-ſemblances, des ſoupçons ſans adminicules, contre les anciens Miniſtres de l'Etat, & auprès de ceux qui ſavent tout le contraire de ce que l'on poſe, & que l'on s'opiniâtre à maintenir ſur des ſujets qui ſont déja tellement éclaircis par les Superieurs,

nients, en l'obligeant de confirmer par écrit, ce qu'il aſſure de bouche, & encore n'eſt-ce pas peu, qu'on ne lui mene Notaires, ni témoins pour uſer de toutes les précautions requiſes à ceux qui traitent avec lui : *on a oui dire à Monſieur l'Ambaſſadeur, que ſon intention n'a point été d'intenter une accuſation*, avec quoi il penſe en échaper, ne ſe ſouvenant pas du texte de la Loi 2. au *Code. tit. qui accuſare non poſſunt. quòd nemo à verâ calumniâ excuſetur. A la verité on ne ſait pas* (continue de dire le même Sieur Ambaſſadeur) *comment en des occaſions ſi importantes on peut faire ſavoir à ceux qui gouvernent l'Etat, les choſes qui lui ſont préjudiciables, & à ſes Alliez, ſi la voye dont on s'eſt ſervi n'eſt approuvée.* Le vrai moyen étoit de ne dire, que ce que l'on pourroit prouver, de s'inſcrire contre les perſonnes accuſées, qui ſont de même condition que le Delateur, de courſter ſes poſitions, indiquer les témoins, déſigner les jours & les lieux, & faire enfin tout ce que prescrit le Droit en cas ſemblable, ſelon le texte de la Loi 3 *ff. de accuſat. ne alioquin voces ad libitinem effuſæ, & privati potius odii, quàm utilitatis publicæ intuitu jactata videantur*, comme dient les DD. ſur la Loi, *ſi non convitii C. de injur. Meſſieurs de Nederhorſt, Donia, Ripperda, & Clant, n'auront pas oublié les avis qu'on leur a donnez en particulier des menées qui ſe faiſoient à leur inſu avec les Miniſtres d'Eſpagne, qu'ils ont ſouvent témoigné de n'approuver pas.* Ici Monſieur Servien s'oublie du perſonnage qu'il joüe, & leve le maſque, revelant des myſteres reſervez à lui ſeul. Ces Meſſieurs qu'il cite avouent bien, qu'il leur a parlé de quelques viſites qu'on faiſoit ſans eux, mais ils nient, qu'ils les ayent desapprouvées, ni tant ſoit peu douté de la probité de leurs Collegues, étant aſſez informez du ſujet deſdites viſites particulieres; auſſi leſdits Sieurs Donia, Ripperda, & Clant, ont ſigné le Traité fait avec les Eſpagnols, à même temps que les Sieurs de Gent, de Mathenelle, Paw, & Knuyt, & ont donné ſemblablement la Relation à Meſſieurs les Etats, dont ledit Sieur Servien ne ceſſe de ſe plaindre. *On a bien reconnu l'intention que deux particuliers ont eu de cauſer par ces artifices de la meſintelligence entre la France & cet Etat, afin de gagner les ſommes d'argent, que les Eſpagnols leur ont données, ou promiſes, s'ils en peuvent venir à bout.* Quiconque paſſe à de ſemblables termes, ſans avoir les preuves à la main, merite la peine, dont les accuſez ſeroient dignes, ainſi l'a déclaré franchement & nettement notre Ambaſſadeur en Cour de France à Monſieur le Cardinal Mazarin, & que ſemblables reproches ne pouvoient paſſer pour galanteries, ni celui qui les fait ſe prevaloir du privilege de ſa charge, qui ne lui peut être utile, quand il s'abbaiſſe à de ſemblables fonctions, *non ſunt enim digni Legum auxilio, & beneficiis, qui ipſi in Leges ipſas delinquunt. L. Alterius ff. de R. I.* outre que les perſonnes, qu'il accuſe, ſont auſſi bien que lui Ambaſſadeurs

&

qu'en cela le Sieur Servien met ſa faucille en la moiſſon d'autrui, & juge des choſes qu'il n'entend pas, ni ne doit entendre, & que l'Etat ne voudroit pas auſſi qu'il entendit. *Les Miniſtres de France ne ſe ſont point mêlez des Traitez de Meſſieurs les Etats avec l'Eſpagne.* Et cependant au commencement de l'Article 27. & à la fin du 33. de ſa réponſe, à la Lettre du Sieur Brun, il dit tout le contraire, & fait valoir les offices qu'il y a rendus avec Meſſieurs ſes Collegues, reprochant à Meſſieurs les Etats, qu'ils n'en ont pas uſé de même en leur endroit. *Si les Ambaſſadeurs de France n'avoient pas ſatisfait aux ordres du Roi touchant la bonne correſpondance, qu'ils ont été obligez d'entretenir avec les Miniſtres de cet Etat, il y auroit lieu d'en faire plainte à Sa Majeſté, & au lieu de le trouver mauvais dans la Cour de France, j'oſerois bien répondre, qu'on ne manqueroit pas de leur en faire raiſon.* Comment pourroit-on plus mal garder la correſpondance avec les Miniſtres de notre Etat, que de les injurier ſi atrocement, comme l'on fait, & déchirer leur honneur & reputation publiquement, ſans leur en faire après aucune ſorte de reparation, nonobſtant les plaintes adreſſées ſur ce ſujet au nom de Meſſieurs les Etats par leur dit Ambaſſadeur, Reſident auprès de Sa Majeſté très-Chrétienne, que l'on n'a payé que de paroles ambigues, & à deux ſens, qui n'eſt pas une monnoye de miſe parmi nous en matieres de ſi longue & dangereuſe ſuite. *Que les mêmes Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats ont entrepris la Médiation entre les deux Couronnes, ſans ordre ni permiſſion de leurs Superieurs.* Objection à la verité bien étrange en la plume de celui qui les a invitez & excitez à ladite Médiation ou interpoſition, & qui depuis les a cent fois loüez de l'avoir entrepriſe, qui fait auſſi que leſdits Ambaſſadeurs pendant ſix mois qu'elle a duré n'ont ceſſé de rendre compte exact à leurs Superieurs de tout ce qui s'y paſſoit, & en ont reçû en toutes les occurrences des réponſes & approbations ſpecifiques. *Il eſt bien permis aux Parties de propoſer des recuſations contre les Juges, qui leur ſont ſuſpects.* Oui ſans doute, mais par les formes établies de droit, & par les Loix qui ſont très-ſeveres contre ceux qui en prennent des prétextes mal à propos, & n'ont pour but que la diffamation des Juges, contre qui on les propoſe, dont les Decitionaires de France apportent tant d'exemples, & de divers Arrêts des Parlemens, qu'on a ſujet de s'étonner, qu'un perſonnage tant verſé aux affaires de Juſtice, auſſi bien qu'aux Politiques, ſe ſoit écarté d'un chemin ſi battu & ſi droit. *On a été forcé de deſabuſer Meſſieurs les Etats des mauvaiſes impreſſions qu'on leur avoit voulu donner ſous prétexte de leur rendre compte de cette Mediation.* Mais ſi au lieu de les deſabuſer, on les abuſe, ſi on nomme les impreſſions mauvaiſes, qui

ſe déja ſes rabots pour retrancher la male vigueur du corps de cet Etat. Elle eſt d'ailleurs ſi repugnante aux ſujets, auxquels on la veut apliquer, que de ſoi ſeule elle convainc la paſſion demeſurée de celui qui s'en ſert, & qui par le caractere d'une telle indignité penſe flétrir des perſonnes qui n'ont rien de honteux, ni en leur naiſſance, ni en leur conduite, aimez, & eſtimez de tous les bons Patriots, dont la patience commence à s'uſer dans le cours d'une ſi longue & violente perſecution, dont ledit Sieur Ambaſſadeur ſe devroit bien appercevoir, puiſqu'il voit que la Republique défend, ſoutient, & éleve leſdits perſonnages à meſure qu'il les veut attaquer, pouſſer, & abbaiſſer, qui ſont autant d'approbations de leur procedé, & de condamnations de celui de Monſieur l'Ambaſſadeur, qui ſe fait tort à ſoi-même, & au Roi ſon Maître, de continuer ſi longtems en un ſi mauvais jeu, où il n'y a rien du tout à gagner, & beaucoup à perdre de ſon côté, ainſi que l'experience lui a déja fait connoître. Les Eſpagnols, qui ont pris le contrepied de ſa marche, en rendant toute ſorte d'honneur au Sieur de Nèderhorſt, s'auront garde de lui déconſeiller la pourſuite de ſon deſſein, & le piqueront plutôt ſous main, & par tierces perſonnes à la continuation de cette boutade; mais moi, qui parle en vrai & franc Hollandois, je ne puis, ſinon à regret, le voir dans ce facheux chemin, & n'y a ſorte d'efforts, que je ne faſſe pour l'en détourner. Le priant de conſiderer que c'eſt une choſe impoſſible, & contre nature, de vouloir donner la loi en la Maiſon d'autrui, & forcer ſeul tous les Etats à la recevoir, & que c'eſt mal connoître le genie de notre Nation, que de la penſer contraindre à l'oppreſſion de ſes principaux Miniſtres, qui depuis tant d'années ſe ſont entierement devouez au ſalut public, & ne ſemblent encore ſouffrir maintenant que pour cette ſeule conſideration; ainſi le plutôt que Monſieur l'Ambaſſadeur ſe retirera de cette entrepriſe, ce ſera ſon mieux, n'étant pas poſſible que tout au moins il ne perde quelque choſe de ſon repos, en nous penſant ôter le nôtre. *Aujourd'hui le deſir du bien eſt devenu ſi puiſſant ſur l'eſprit de la plûpart des hommes, qu'on ne doit pas s'étonner que les piſtoles des Eſpagnols leur ayent aquis quelques partiſans dans cette République.* Il a dit & repeté ſouvent ailleurs, que les Eſpagnols ſont reduits à la derniere maille, & qu'ils n'en peuvent plus, à cette heure il les debite tout à coup pour fort riches & opulens, afin ſeulement d'autoriſer le blâme, dont il nous charge, qui ſont des effets en verité prodigieux de la colere, que Petrarque avoit bien ſujet de nommer une parentheſe de la Mémoire & de la Raiſon, puiſque ledit Sieur Ambaſſadeur (qui s'eſt ſervi ſi adroitement de l'une & de l'autre en tant d'autres emplois) ſemble en perdre l'uſage en cette rencontre; mais quand les Eſpagnols voudroient & pourroient répandre à pleines mains l'argent par-

comme celle d'Espagne, & auſſi capable de produire parmi nous, ſi le terroir en étoit ſuſceptible. *Il me ſouvient de ce que dit Jugurtha, après s'être fait abſoudre à force d'argent à Rome par le Senat, Pauvre Ville, tu ne ſubſiſteras que juſques à ce qu'il ſe trouve des gens qui te puiſſent acheter.* Après cette ballafre hideuſe, qu'il penſe laiſſer ſur le viſage de l'Etat en la concluſion de ſa Lettre, il nous eſt bien difficile de contenir nos ſentimens. Il ſait combien nous avons juſques à maintenant reſpecté ſa dignité, & encore ſa perſonne en particulier; le premier voyage qu'il fit près de nous lui en a pu laiſſer de ſuffiſantes preuves dans les demonſtrations d'affabilité & bienveillance, que nous avons tâché de lui rendre, qui devoient ſervir de barrieres à la violence, à laquelle il ſe laiſſe emporter, qui paſſe juſques à des termes inſupportables; comme ſont encore les ſuivants, ſavoir, que noſdits Miniſtres *ſont contents pour bien ſervir ceux qui les ont gagnez, de deſobliger la France, de déguiſer toutes choſes à leurs Superieurs, ne faiſant point de ſcrupule de ſacrifier honteuſement leur patrie, & leurs amis à leur avarice.* Ces tranſports & agitations ſont en quelque façon pardonnables à celui qui veut bien ſe comparer à Jugurtha, en s'approprians le langage, qu'il tenoit d'une Republique qu'il avoit offenſée, & à qui il avoit été obligé de demander abſolution de ſes fautes; auſſi voit-on bien qu'il parle en cet endroit avec confuſion, preſuppoſant des déguiſemens aux choſes qui par leur nature propre n'en peuvent recevoir, puiſqu'elles ſont toutes publiques, & non moins connuës de Meſſieurs les Etats, que de leurs Plénipotentiaires, repreſentans dans les inductions qu'il tire, ceux-là plus ignorants & ſtupides, que ceux-ci malicieux & corrompus, après quoi n'a-t-il pas bonne grace de prier que l'on lui mande *les ſentimens que l'on aura ſur ſon Ecrit, après que l'on l'aura lu.* Comme s'ils pouvoient être autres que de le tenir caché; au lieu dequoi à meſure qu'il conſulte là-deſſus, ſans attendre la réponſe, il le publie par tout, & joüe en un même temps ſeul tous les perſonnages de la Comedie, s'écrivant, ſe répondant, conſultant, & deliberant, ſans changer ſon ſtyle, ni ſon action, qui n'eſt pas une petite adreſſe, ni peu avantageuſe, pourvû qu'elle lui réuſſiſſe, comme à ce brave Soldat, qui faiſant ſa compoſition dans le Château qu'il défendoit, en ſortit pour Capitaine, pour Enſeigne, Caporal, Fifre, & Tambour, ayant fait toutes ces fonctions ſeul, pendant le temps de ſa détenſe.

faite par le Sieur

SERVIEN

PLENIPOTENTIAIRE

De

FRANCE,

A la Haye le 2. Mars 1647.

à la

LETTRE

Ecrite par le Sieur

BRUN

PLENIPOTENTIAIRE

D'ESPAGNE,

De Deventer le 11. de Fevrier

à Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

des

PROVINCES-UNIES

du

PAYS-BAS.

LA Lettre ne contient que cinq Articles, & la Réponſe 58. Celle-là néanmoins vient d'une perſonne éloignée deſdits Sieurs Etats, & celle-ci d'une qui eſt à leur porte, & qui ayant la liberté de leur parler, ſoit en général, ſoit en particulier, autant que bon lui ſemble, s'en ſert à tous momens. La Lettre eſt accompagnée par tout de civilitez & reſpects, quoi que ſur un ſujet de plaintes; & la Réponſe toute remplie d'attaques & invectives, quoi que ſur un ſujet de remerciemens; la Lettre ne s'attache qu'aux choſes, & point aux perſonnes; la Réponſe toujours aux perſonnes & jamais aux choſes; celle-là eſt toute dans les réalitez; celle-ci toute dans les fictions. La Lettre ne ſort point hors de ſa theſe, & va de droit fil au but qu'elle s'eſt propoſé; & la Réponſe ne s'apuye à rien moins qu'au fond, ſur lequel elle doit ſubſiſter. Celle-là parle de ſept Am-

aſſiſtance. La Lettre parle des Traitez, que la France fait ſans participation de Meſſieurs les Etats, & les ſpecifie; la Réponſe ſe défend ſeulement ſur celui de l'Empire, en termes généraux, & ſi obſcurs, qu'on n'en ſauroit penetrer le ſens, paſſant ſous ſilence ceux avec S. A. Electorale de Baviere. Et quant aux points plus eſſentiels, & importans exprimez en la Lettre, touchant la validité des Pouvoirs ſur leſquels on a traité, le longtems qu'on a employé à examiner les Articles avant que de les ſigner, les informations données à Meſſieurs les Etats par écrit & de bouche, l'attente & depuis l'envoi de leurs ordres ſpecifiques, la Réponſe n'en dit rien du tout, & demeure auſſi ſans repartie ſur les principales objections; ſavoir, *Que ſi les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats avoient excedé leur Pouvoir, ils ſe feroient joué du travail, & abuſé de la candeur & patience des Miniſtres d'Eſpagne, en un ſujet qui ne doit pas être rendu illuſoire; qu'après avoir mis les Eſpagnols dans le chemin de la direction, qui a été confiée à Meſſieurs les Etats, il n'eſt pas raiſonnable de leur en ſerrer le pas, & les empêcher de fournir les éclairciſſemens neceſſaires pour la continuation de cette même entremiſe: que la plus grande part des intérêts propoſez par la France, lui ſont étrangers, & non ſeulement affectez, mais imaginaires, ſans avou de ceux à qui on les fait appartenir: qu'il faudroit ſe crever les yeux avec ſes propres mains, pour ne voir pas que l'interpellation, que la France fait à Meſſieurs les Etats d'interpreter la Ligue garantie, accordée entre eux l'an 1644. n'eſt qu'un pretexte pour gagner temps, & ruiner cependant l'ouvrage principal*; laquelle aſſertion eſt fondée en la même Lettre ſur de ſi ſolides raiſons, *qu'elles ne ſouffrent aucune replique.* En ſorte que la Réponſe, quoique ſi feconde en inventions & déguiſemens, y eſt demeurée courte, cedant à la force de la verité, tant en cet endroit, qu'aux autres precédemment rapportez: comme encore ſur l'expreſſe déclaration faite en la même Lettre, que la propoſition touchant cette garantie eſt intempeſtive, & ne ſert que de couverture à d'autres repugnantes aux Traitez; comme *de mettre les Eſpagnols hors des Païs-Bas, changer la Trêve de Catalogne en une Paix*, & autres ſemblables, contraires à tout ce qui a été concerté avec Meſſieurs les Etats, & avec la France par leur interpoſition. La Réponſe au lieu de refuter des objections ſi preſſantes, ſe divertit à des ſujets, qui n'ont aucune connexité avec ceux dont il s'agit; & la Lettre donnée en communication, s'en retourne à Meſſieurs les Etats avec une gloſe, qui ne ſe peut apliquer au texte, ni même convenir au ſens détourné, à quoi on prétend de la faire ſervir: ainſi qu'il ſera très-aiſé de reconnoître, pour peu d'attention qu'on aporte à la conſiderer, & à ſe ſouvenir de ce qui s'eſt paſſé en toute la Négociation, & qui de-

De la

REPONSE

Du Sieur

SERVIEN.

LE premier Article de cette Réponſe veut, que la fin de la Lettre n'aît été qu'une tiſſure d'artifices employez par les Miniſtres d'Eſpagne à l'endroit de Meſſieurs les Etats: & toutefois on ne vit jamais en aucun autre Ecrit une concluſion plus franche, & plus naïve, par laquelle on les invite de ne plus tenir les choſes en un état douteux, les aſſûrant, qu'en cas ils ne veuillent pas avouer ce que leurs Ambaſſadeurs ont traité, & ſigné à Munſter, l'Eſpagne aura bien moins de ſujet de ſe plaindre, ſi on le lui déclare à bonne heure, que ſi on le lui cache plus longtems. De cette même ſorte ont parlé pluſieurs fois les Miniſtres d'Eſpagne à ceux de Meſſieurs les Etats, les priant & preſſant de rompre plutôt la Négociation, avant que de la conclure, que de chanceler par après ſur l'execution de ce qui auroit été une fois reſolu, & ſigné reciproquement; pour être ſemblables changemens contraires à la reputation, & dignité des uns & des autres.

Sur le Second.

Au ſecond, comme dans un canal étroit ſe choquent & ſe briſent les flots d'un torrent débordé, qui ne fait que paſſer avec beaucoup de bruit, ſans laiſſer après ſoi aucunes traces de ſon impetuoſité: car ainſi peut-on bien repréſenter ces amas confus de reproches & d'atteintes, ſous ces termes de *cajoleries, harangues ſeditieuſes, conſeils clandeſtins, publications de Traitez ſuppoſez, diſcours tenus à Bruxelles, à Munſter, & dans les Villes des Provinces-Unies, ſuggeſtions de mauvais Patriots*, dont on charge à tort, & à travers le premier qui ſe rencontre, non ſeulement ſans preuves, mais ſans conjectures mêmes, ni apparences, ſans deſignation de temps, de lieux, & de témoins, ſans ſpecification de faits, & ſans la moindre de toutes les circonſtances requiſes, pour donner tant ſoit peu de couleur à une allegation de cette nature, principalement venant d'une perſonne publique, & s'adreſſant à une compagnie ſi relevée, comme eſt celle de Meſſieurs les Etats, qu'il ne convient pas diſtraire de ſes occupations ſerieuſes, pour l'entretenir de choſes ſi peu ſolides, ſi mal fondées, & de ſi mauvaiſe odeur.

Sur

n'eſt-ce point une publication de Guerre, mais une invitation de Paix; ce n'eſt pas une piéce de Rhétorique abondante en déclamations, ni une Satire compoſée d'invectives, comme la préſente ledit Sieur Servien, à qui on pourroit repartir avec le Poëte de ſon Païs.

REGNIER POETE FRANÇOIS.

Triſte & faſcheuſe humeur de la plûpart des hommes,
Qui ſelon ce qu'ils ſont, jugent ce que nous ſommes.
Et ſurtout d'un ſourir un diſcours ruineux,
Accuſent en autrui les maux qui ſont en eux.

N'y ayant perſonne qui ne rencontre effectivement en la réponſe les figures, & les qualitez qu'elle attribue imaginairement à la Lettre; qui par tout garde la bienſéance, & modeſtie ſans offenſer aucun Miniſtre, ſoit de la Couronne de France, ſoit de Meſſieurs les Etats; profeſſant par tout un extréme deſir de pacification avec les uns & les autres.

Sur le Quatriéme,

Chacun ſait, qu'avant que le Sieur Servien vînt à la Haye, le Sieur Philippe le Roi y étoit déja, & qu'il y paſſa de Bruxelles, & non pas de Munſter, où le voyage dudit Sieur Servien ne fut ſû, que deux jours avant qu'il l'entreprit; ce qui renverſe par le fondement toutes les ſuppoſitions du quatriéme Article, & les conſequences que l'on en tire par un diſcours très-inutilement étudié & travaillé, où chacun s'étonnera de voir, que d'une part un Miniſtre de France ſe témoigne ſi ſavant des conſultations, que font entr'eux les Miniſtres d'Eſpagne, & les repréſente fort alarmez de ſon voyage; comme ſi c'étoit une nouveauté pour eux, d'attendre quelque revers de ſa main en leurs Traitez avec Meſſieurs les Etats, & d'autre part l'étonnement ne ſera pas moindre de lire dans le même Article, & aux autres ſuivans, les ſoupçons que la France témoigne d'avoir pris dés longtems contre les Sieurs Paw & Knuyt, apres les avoir tant de fois louez en d'autres rencontres, & concerté avec eux les principaux Traitez qui ſe ſont paſſez entre elles, & Meſſieurs les Etats, auprès deſquels ils tiennent des premiers rangs, & y ſont conſiderez entre les principales Colonnes de deux Provinces très-puiſſantes, avec une telle experience, & approbation de leur vertu, que quand les hommes ſe tairoient, les pierres devroient parler, & s'élever contre de ſi temeraires & injuſtes accuſations. Quant à l'Ecrit préſenté par le Sieur Brun mentionné à la fin de cet Article quatriéme & du cinquiéme ſuivant, il fut donné publiquement & conſigné aux huit Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, comme Interrendu public, & paſſé aux mains du Sieur Servien, qui ſeroit bien empêché d'y rencontrer le moindre défaut; auſſi nonobſtant le paſſedroit, qu'il penſe avoir, de dire tout ce que bon lui ſemble, il n'a pas oſé impugner des veritez ſi connues, comme ſont celles que contient ledit Ecrit, qui n'étoit qu'une information particuliere aux Interpoſiteurs, & une requiſition de rompre, ou d'achever les Traitez avec l'Eſpagne; en cas que la France ne voulût point deſiſter des nouvelles demandes, qu'elle avoit faites depuis deux jours, contraires à tout ce qu'elle avoit promis auparavant.

Sur les 5. 8. 9. 11. & 12.

Si on confere le cinquiéme avec le huitiéme, on y trouvera des repugnances & contradictions ſi évidentes, qu'on pourra bien dire, que l'un des feuillets efface l'autre; & qu'en ce corps diſtoqué les pieds y font la guerre aux mains. On voit par le cinquiéme, que ſans exception ni reſerve les huit Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, à qui cet Ecrit (dont a été parlé en l'Article précédent) avoit été remis, ſont condamnez par la France, pour ne lui avoir pas communiqué; & déclarez mauvais obſervateurs des ordres de leurs Superieurs. Et par le huitiéme on reconnoit la plûpart d'entre eux, pour bien intentionnez, remplis de verité & d'une louable conduite; le ſurplus dudit Article huitéme n'eſt qu'un mélange impur d'injures toutes cruës & toutes nues contre les Sieurs Paw & Knuyt, auſſi bien que le contenu aux 9. 10. 11. 12. 13. 14. & 15. qui ne meritent aucune replique, pour n'être accompagnées d'aucunes des formalitez en tel cas requiſes, & preſcrites par les Loix, & pour être appuyées ſur de ſi foibles fondemens, qu'elles tombent d'elles-mêmes, ſans que perſonne les touche, ni manie.

Sur le Sixiéme.

Quant à ce qui eſt dit précedemment au ſixiéme, que puis que la Lettre du Sieur Brun eſt datée de Deventer de l'onziéme Fevrier, & que lorſqu'elle a été portée à Meſſieurs les Etats, on en recevoit à la Haye de Munſter du 21. & 22. du même mois, il y a pour cela grande apparence, qu'elle ait été compoſée par l'avis de quelques Miniſtres deſdits Etats: c'eſt une conſequence mal priſe, & bien équivoque; étant certain qu'une infinité d'incidens ou de conſiderations ont pû retarder la préſentation de ladite Lettre, & que le plus groſſier du monde auroit bien pû remedier à ce manquement, que l'on objecte; ou par une date differente, ou par cent autres moyens.

Sur le Septiéme.

On ne trouve point en cette Lettre ces grands éloges en faveur des Plénipotentiaires de

d'obligation à la cherir & eſtimer.

Sur les 10. 13. 14. *&* 15.

Tout ce qui eſt raporté auſdits Articles 10. 13. 14 & 15. des troubles ſurvenus dans les familles des Eſpagnols, des menées qu'ils ont faites, & des diſcours qu'ils ont tenus à d'autres Miniſtres de l'Aſſemblée de Munſter, & à leurs Confidents, n'eſt qu'un foible nuage, qui s'écarte au moindre rayon du Soleil, & une ombre qui diſparoit à proportion que l'on en aproche le corps, ſur lequel elle ſe veut meſurer: les Eſpagnols n'ayant jamais pû dire, qu'ils auroient relaché le haut quartier de Gueldres, puiſqu'ils ont toûjours eu des inſtructions toutes contraires, voire même de ſe retirer de la Négociation, en cas qu'on perſiſtât de le demander, ni la moindre place qui ſe trouveroit au pouvoir de Sa Majeſté Catholique. Les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats ſavent aſſez à combien de fois & de reprifes, avec quelle ardeur & conſtance ils ont tâché de réüſſir de ce point, contre ce que leur impoſe la réponſe en l'Article 16. ſans avoir jamais pû amener les Miniſtres d'Eſpagne à aucun parti ſur une demande ſi oppoſée à leurs ordres, & à la pratique (comme ils diſoient) de tous les anciens Traitez. Dire que les Eſpagnols ayent avoué (comme porte le 13.) qu'ils s'étoient relaché de quelques points en faveur de la France, dont les Hollandois les avoient empêchez, c'eſt vouloir perſuader, que le feu eſt froid; puiſqu'il eſt conſtant, que les Eſpagnols n'avoient pas cedé la troiſiéme partie de ce qu'ils ont depuis accordé à la France ſur les inſtances deſdits Etats: & au contraire on s'eſt toujours plaint de la part d'Eſpagne, de la rigueur que la France lui tenoit en ces Traitez, hors de tout exemple entre Princes Chrétiens: & ſi les Eſpagnols en avoient parlé d'autre ſorte, ils auroient trahi leurs propres ſentimens; ce qui repugne à la liberté de leur naturel, & qui ſeroit dementi par la choſe même; puiſqu'effectivement le deſir qu'a eu Sa Majeſté Catholique, d'épargner le ſang de ſes peuples, & de toute la Chrétienté, l'a fait paſſer par des conditions exceſſivement rudes pour parvenir à la Paix, ainſi qu'il ſe voit tant par les minutes des Articles, qu'en ont tiere eux les Interpoſiteurs, que par l'Inſtrument publié, que les Miniſtres d'Eſpagne en ont dernierement conſigné en 26. Articles, & par les Répliques qu'ils ont faites ſur celui de France, qui en contient 77. ſur lequel ils ont convenu d'une bonne partie, & répondu diſtinctement ſur chacun des autres; de quoi non ſeulement leſdits Interpoſiteurs, mais auſſi les Médiateurs peuvent rendre un témoignage aſſuré contre ce que le Sieur Servien expoſe en l'Article 12. de ſa Réponſe.

Sur le Dixſeptiéme.

On ne veut pas deſavoüer, que le Sieur Brun n'écrivit au Sieur Paw, qui lors étoit Chef des Interpoſiteurs, ce qu'il avoit dit le jour précedent en préſence de tous, que l'intention d'Eſpagne n'étoit pas, qu'ils paſſaſſent plus outre en l'interpoſition & direction entre les deux Couronnes, juſques à ce que l'on vit, ſi la France voudroit ſe remettre aux termes convenus, & rejetter des nouveautez, qu'elle y avoit depuis peu ajoûtées, de laquelle déclaration ledit Sieur Paw fit ſi peu le fin, & le ſecret (à ce que l'on a entendu) qu'il l'auroit montrée à l'inſtant à ſes Collegues, ſans aucune requiſition de leur part.

Sur les 18. 19. 20. *&* 21.

Les 18. 19. 20. & 21. n'ont beſoin d'aucune réponſe, ſauf à Meſſieurs les Médiateurs, & à Meſſieurs Paw & Knuyt, d'y repliquer ſur ce qui les concerne, en temps & lieu, ainſi qu'ils trouveront convenir.

Sur le vingt & deuxiéme.

Pour le 22. comme il repete ce que la France a déja ſi ſouvent reproché à Meſſieurs les Etats, que de traiter de leur intérêt particulier avec l'Eſpagne ſans ſon conſentement, ce ſeroit contrevenir aux Traitez d'Alliance, qui portent en termes exprès: *Qu'on ne fera rien, que d'un conſentement; qu'on n'avancera pas plus un Traité que l'autre; qu'on s'arrêtera, quand on ſera requis*; il convient une bonne fois lever entierement le maſque de ſemblables ſophiſmes, & faire voir à nud la veritable intention des contractants, l'équité & égalité (qui eſt l'ame de toutes juſtes, & droites aſſociations) & la cauſe, pour laquelle Meſſieurs les Etats ont convenu avec la Couronne de France en l'an 1644. de cette union entre eux, dans les Traitez de Paix. Ce qui ne peut mieux être éclairci, que par les paroles formelles dudit Traité, qui rout à l'entrée expriment ladite cauſe finale en ces mots: *Afin que l'ennemi commun ſe porte plûtôt à conſentir à un accommodement ſûr & raiſonnable, qui puiſſe établir un double repos en la Chrétienté, & particulierement dans la France, & dans les Provinces-Unies.* Si donc cet ennemi commun (qui eſt l'Eſpagnol) a conſenti à cet accommodement ſûr & raiſonnable pour la France, pour les Provinces-Unies, & pour le repos de la Chrétienté, comme il a fait ſurabondamment, & au delà de tout ce que l'on pouvoit legitimement eſperer, il s'enſuit que la cauſe de l'aſſociation ceſſant, l'effet doit ceſſer pareillement, & qu'après que la France non ſeulement conſerve le ſien, qui ſeroit aſſez pour ſa ſureté, mais qu'elle acquiert pour le moins la moitié autant, que ce qu'elle poſſedoit avant la guerre; elle ne peut pas di-

conceſſion du droit appartenant au Roi Catholique ſur les deux Alſaces, & le tranſport de tout le Comté de Rouſſillon, des Villes & Ports de Roças & de Cadaquez, avec une Trêve de 30. ans en Catalogne, qui ſont toutes pieces de ſurcroît en faveur de la France, à quoi Meſſieurs les Etats n'étoient point obligez d'inſiſter par ce mot *également*, qui ne ſe peut approprier à un partage ſi diſproportionné. La ſeconde condition dit, *que l'on ne pourra conclure aucun Traité que conjointement*, à ſavoir de ceux qui ſeront reglez par ladite cauſe finale d'un ſûr & raiſonnable accommodement: mais laiſſant cette limitation à part, & ſuppoſant que ladite condition ſoit indefinie, il faut voir qui l'a violée le premier; ſi c'eſt la France, comme on n'en peut douter, & qu'on l'a vû en ſes Traitez avec Suéde, Portugal, le Tranſilvain, le Duc de Baviere, & l'Empereur; elle ne peut exiger de ſes Aſſociez, l'obſervation de ce qu'elle a enfraint, ainſi qu'il eſt arrivé en cet endroit, où les mots ſont généraux: *Ne pourra conclure aucun Traité*. Car on ne dit pas le Traité avec l'Eſpagne, & l'on ne met aucune reſerve ni exception, ſe ſervant du mot *aucun*, qui eſt général, & n'exclud rien. La troiſiéme condition porte, que *les Alliez reſpectivement ſeront obligez de déclarer, qu'il y a obligation mutuelle, de ne conclure que conjointement*. Cette condition a été purifiée plus de vingt fois de la part de Meſſieurs les Etats, non ſeulement par déclaration faite en cette conformité aux Miniſtres d'Eſpagne, mais par la ſuſpenſion de leurs Traitez particuliers pendant une année entiere, pour donner lieu à ceux de France, & pour ne pas avancer plus l'un que l'autre, voire même ont-ils abandonné les leurs un longtems, pour travailler ſans diſcontinuation à ceux de leurs Aſſociez; à quoi les Eſpagnols ont tellement correſpondu, qu'ils leur en ont laiſſé la direction, & ſe ſont ſoûmis à leur arbitrage & deciſion, afin qu'ils fuſſent témoins, & juges tout enſemble, qu'il ne reſtoit qu'à la France d'y trouver ſon compte, & demeurer pleinement ſatisfaite; & en cette ſorte ont été ponctuellement accomplies toutes les obligations & conventions de ladite troiſiéme clauſe. La quatriéme dit en l'Article cinquiéme: *Que le Roi très-Chrétien, & leſdits Sieurs Etats agiront de concert, & avec la fermeté néceſſaire, pour conſerver les avantages, que Dieu leur a donnez en cette Guerre*. Il convient ſavoir quelle eſt *cette Guerre*; car le mot de *cette*, eſt relatif, taxatif, & limitatif (comme diſent les Juriſconſultes) qui doit être regi par d'autres clauſes précedentes & ſubſecutives, qui toutes aboutiſſent à exprimer la Guerre faite aux Pais-Bas par l'une & l'autre des Parties; ainſi le porte l'Article ſixiéme immédiatement ſuivant, quand il déclare, *que l'on executera en cas de rupture, les Articles 6. 9. & 10. du Traité de l'an 1635.* qui ne parle d'autre agreſſion, que celle deſdits Pais-Bas: le même dit le premier Article du

[illegible] bien expreſſement, & ſe fait la condition des Alliez de Meſſieurs les Etats auſſi bonne, que la leur propre, qui eſt tout ce que ledit Traité requiert, & qui pouvoit auſſi être demandé & accordé en quelque ſocieté que ce peut être. Quant au concert commun, & ce pas égal avec quoi on doit marcher dans les Traitez, il ne tient point à Meſſieurs les Etats qu'il ne ſoit gardé preciſement: mais la France ne voulant faire aucune demarche, ſinon en arriere, & autre pas que celui d'écreviſſe; il eſt impoſſible d'aller en cadence avec elle, & en cette carriere le defaut d'égalité ne peut être attribué à celui qui tire au but propoſé, & fait ce qu'il peut pour y amener ſon compagnon, quant & ſoi, par un chemin plain, beau, facile, & aſſuré; mais bien à l'autre, qui s'écartant de la même carriére, tourne le dos inceſſamment au lieu où il a promis d'arriver: car enfin ce Traité de l'an 1644. n'a été fait que pour la Paix, c'eſt l'unique ſujet & objet de toutes les Conventions dont il eſt compoſé; en vain auroit-on travaillé pendant cinq mois, pour le bien aſſurer & expliquer, ſi la France à toutes les propoſitions de Paix, & à toutes les conceſſions que l'Eſpagne lui fait, veut toujours dire, qu'elle n'eſt pas contente. Si après avoir accordé & compromis entre les mains des Interpoſiteurs (comme elle a fait) de conclure les Traitez 24. heures après que l'on lui auroit accordé le Comté de Rouſſillon, ce qu'elle occupe aux Pais-Bas, & en Bourgogne, & une Trêve de 30. ans en Catalogne, depuis le conſentement d'Eſpagne ſur chacune de ces demandes, elle y en ajoûte de nouvelles de temps en temps, non ſeulement pour ſoi, mais pour infinité de prétendants étrangers, dont quelques-uns ne ſavent pas être du nombre, & ignorent les prétenſions que l'on derive de leur Chef, leſquelles d'ailleurs n'ont aucune connexité ni raport avec les Traitez des deux Couronnes, & beaucoup moins avec les intérêts & obligations de Meſſieurs les Etats. La derniere clauſe du même Traité de l'an 1644. conclut, que les Ambaſſadeurs de France & deſdits Sieurs Etats, *aviſeront enſemble aux moyens d'aſſurer la tranquilité publique*. Laquelle concluſion enchaine & vincule (comme diſent les Docteurs) toute la maſſe du Traité, & de tant plus au fait de queſtion, qu'elle eſt du tout conforme à l'expreſſion du premier Article, ſe déclarant au commencement & à la fin des motifs, fondemens, & cauſes tant efficientes que finales du Traité, deſquelles toutes les autres doivent recevoir interpretation. Venant donc aux moyens d'aſſurer la tranquilité publique, qui peut douter que ce ſoient ceux-là mêmes & ſeuls qui conduiſent à une Paix utile & aſſurée? Telle que la France l'a en ſes mains par l'intervention & ſollicitation de Meſſieurs les Etats, & par le refus de laquelle les moyens de la tranquilité publique ſe-roient renverſez, & enſemble les fondemens

&c

pirs de tant de millions d'ames innocentes ne peuvent émouvoir, & les larmes de tant de veuves, & orphelins, à qui cette ſanglante manie ôte les maris, & les peres, ne peuvent amolir, dont les cris & lamentations ne ſe font pas moins ouïr en France, qu'en toutes les autres parties de la Chrétienté; & quand même cette paction cruelle d'une Guerre ſans fin, & cette ſocieté que l'on ſupoſe, plutôt de ſauvages que d'hommes, ſeroit fortifiée par la preſtation d'un ſerment ſolemnel, elle ne pourroit néanmoins tenir; puiſqu'en ce cas le ſerment ne ſeroit qu'un lien d'iniquité, & une profanation du nom de Dieu, en une acte contraire à toutes les Loix du Chriſtianiſme. Il n'y a perſonne qui ne voye que les armes de France & de Meſſieurs les Etats n'ont concouru qu'aux Pais-Bas, la France néanmoins a porté la guerre en Allemagne, en Italie, & en Eſpagne, ſans que l'on y ait vû arborer les drapeaux des Provinces-Unies, & de même les Provinces-Unies l'ont portée aux Indes & au Braſil, ſans qu'un ſeul vaiſſeau de France s'y ſoit rencontré pour leurs aſſiſtances: d'où il eſt bien aiſé d'inferer par une parité, que les mutuelles aides pour la Paix ne devront pas être differentes de celles qui étoient établies pour la Guerre; ainſi ſeront reſſerrées dans les limites des Pais-Bas, autrement le parti ſeroit trop inégal, & la leſion de Meſſieurs les Etats énormiſſime, s'ils avoient à garentir toutes les conditions, que la France veut être inſerées en ſon Traité avec l'Eſpagne, qui ſont d'une étenduë quatre fois plus grande, que celle dont leſdits Etats ont convenu. Et après tout perſonne n'eſt obligé de demeurer en une ſocieté perpetuelle, quand même elle ne ſeroit pas pour un ſi mauvais ſujet, comme eſt celui d'une Guerre ſanglante entre Chrétiens & voiſins, en un temps qu'ils ont tous obligation de ſe reünir, & accourir contre le Turc, qui eſt un cas non prevû, & qui de ſoi ſeul eſt capable de diſſoudre ladite ſocieté, & de permettre à chacun des Aſſociez de n'y point demeurer malgré ſoi au préjudice du ſalut univerſel, & des obligations plus anciennes & principales, eſquelles toutes les autres doivent ceder; & ſi l'un & l'autre des Aſſociez depuis le Traité d'aſſociation fait, a bien voulu s'accommoder avec l'Eſpagne ſeparement, voire la même année 1635. qu'il fut conclu, ainſi que Meſſieurs les Etats s'en pourront ſouvenir, il ſera bien plus loiſible maintenant, & plus néceſſaire pour toute ſorte de conſiderations. Ce qui reſte audit Article 22. de la Réponſe du Sieur Servien, s'attache encore aux Sieurs Paw & Knuyt, leur attribuant les marques d'une grande partialité pour l'Eſpagne, & animoſité contre la France, au raport fait à la Haye par leurs Collegues, en l'Ambaſſade de Munſter, qui ſont bien plus offenſez par cette forme d'attaque, quoi que ſous un nom collectif, que les deux autres ſous un ſingulier: car

Les 23. & 24. de la même Réponſe touchent delicatement une piéce bien délicate, ſavoir celle du mariage de l'Infante d'Eſpagne, que leſdits Articles ſupoſent être déja accordé entre les deux branches de la Maiſon d'Auſtriche, bien qu'à la Cour de l'Empereur on ſe plaigne du contraire, & qu'on s'étonne que celui du Roi Catholique avec l'Archiducheſſe Marie Anne ſoit determiné, ſans parler de celui du Roi de Boheme; il ſuffit de dire là-deſſus, que puiſque, ſelon l'opinion commune, ſemblables ouvrages ſe font au Ciel, il lui en convient laiſſer la diſpoſition; & ſi Meſſieurs les Etats ont eu quelques avis là-deſſus, ils pourront bien en connoître la ſource, & examiner d'où & comment ils procedent.

Sur le vingt & cinquiéme.

Par le 25. on les veut empêcher de prendre part aux outrages faits à leurs Ambaſſadeurs, & ſur un ſujet, qui eſt leur vrai ouvrage, & la pure eſſence de leurs deliberations, ainſi veut-on bien nommer le contenu aux Articles ſignez à Munſter ſur leurs Ordres & Inſtructions; & ſi autrement étoit, en conferant ſeulement leſdits Articles avec leſdites Inſtructions, ou reſcriptions faites auſdits Ambaſſadeurs, on connoîtroit en un inſtant s'ils les ont ſuivies ou excedées, ſans qu'il fût beſoin de la Rhétorique du Sieur Servien, ni de ſes Mémoires, qui en la forme qu'ils ſe trouvent couchez ne peuvent tenir lieu que d'un libelle diffamatoire, ſelon le preſent lieu de Droit, & la deſcription qu'en font les Empereurs Valens & Valentinian.

Sur le vingt & ſixiéme.

Que les Ambaſſadeurs de France n'ayant rien oublié (comme dit le 26.) pour conſerver la bonne correſpondance avec ceux de Meſſieurs les Etats, il eſt difficile à croire, puis qu'en liſant ſeulement cette Réponſe, on peut faire voir tout le contraire par les ſoupçons, cenſures, plaintes, & ſiniſtres interpretations des paroles, écrits, actions, & procedures deſdits Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats, dont preſque chacun Article de ladite réponſe porte quelque caractere. On met en ſuite ſur le tapis le Sieur Friquet, comme fort familier deſdits Ambaſſadeurs, auſquels il n'a jamais parlé, étant occupé en un autre emploi, & deputé en la Diéte Imperiale. Quant au Sieur de Notmont, que l'on introduit après, il ne s'eſt point caché de les aller viſiter, quand le ſervice du Roi Catholique l'a requis, & qu'il a été chargé de quelque commiſſion, comme aſſiſtant de l'Ambaſſade d'Eſpagne, qui ne ſauroit toujours agir immédiatement, & peut, comme toutes les autres qui ſe trouvent au même lieu de Munſter, uſer de divers entremetteurs en une ſemblable Négociation. Touchant la ren-

gne ; ſur le fait des prétentions du Seigneur Prince d'Orange, ſelon la diſpoſition de l'Article du Traité entre le Roi Catholique & leſdits Sieurs Etats. Etant choſe peu ſouffrable, & par trop demonſtrative de la juriſdiction que la Couronne de France uſurpe déja ſur la liberté des Provinces-Unies, que cette façon de contredire, findiquer, & condamner les deportemens de leurs principaux Miniſtres, & des Aſſeſſeurs de Meſſieurs les Etats, qui ſauroient bien ſelon leur prudence ordinaire, & ſelon le ſoin & l'amour qu'ils ont pour ladite liberté, y prendre garde à bonne heure.

Sur le Vingt & ſeptiéme.

La diſſimulation, dont le 27. parle, eſt mal prouvée par les Articles précedents, ſpecialement par le 9. qui exprime le reproche fait par les Miniſtres de France aux Sieurs Paw & Knuyt en pleine aſſemblée, qu'ils faiſoient ſouvent des conférences ſecretes avec les Eſpagnols, & ne ſuivoient pas les ordres & intentions de leurs Superieurs, témoignant leſdits Miniſtres de France un grand étonnement de ce que le Sieur Knuyt répondit, qu'il n'étoit pas obligé de leur rendre compte de ſes actions, comme ſi c'étoit leur faire tort, que de ne ſe pas ſoûmettre à leurs reprehenſions, & que la France eut la méme autorité ſur ſes Alliez, que ſur ſes Sujets. Cette diſſimulation néanmoins eût été bien aiſée à faire en choſes qui n'ont aucune réalité ni vraiſemblance, & deſquelles le Sieur Servien n'a pas dû s'imaginer, qu'il ſeroit crû ſur ſa parole, au préjudice de l'honneur & reputation de deux Miniſtres ſi recommandables, qui outre les témoignages publics en leur faveur, ont de plus en cette occaſion ceux particuliers de leurs Collegues, toujours participants de leur conduite. Tant s'en faut, que les Eſpagnols depuis l'interpoſition des Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats, & même dès leur arrivée à Munſter, ſe ſoient rendus plus difficiles dans les intérêts de la France, qu'au contraire dès lors ils lui ont accordé plus que le double de ce qu'ils faiſoient auparavant : ainſi qu'en font foi les propoſitions & repliques données de temps en temps de part & d'autre. Et tant s'en faut, que leſdits Eſpagnols ayent voulu jetter de la diviſion entre la France & Meſſieurs les Etats, qu'ils ont inceſſamment offert de traiter conjointement avec les deux, ont confié l'interpoſition à Meſſieurs les Etats, & remis à leur arbitrage les points principaux de leurs Traitez avec la France, pour parvenir plus facilement à la concluſion ; mais bien à meilleur titre peut être attribué à la France ce deſir de diviſer les Provinces-Unies, & rompre leur trouſſeau de fleches, en les ſeparant, puiſque ſous ce grand grand manteau de l'Alliance, qui lui donne entrée par tout, elle porte ſes coups où bon lui ſemble, & travaille couvertement à détacher une partie du tout, ayant procuré, qu'un particulier fit bande à part de la pluralité, de quoi toutefois les Eſpagnols ne ſe ſont jamais plaint, repréſentent que trop d'eux-mémes, & l'endroit de la Lettre du Sieur Brun, qui touche en paſſant cet objet funeſte, n'a ni fard, ni couleurs empruntées ; mais ſi a bien l'aſſertion du Sieur Servien au 28. en ce qu'il dit, que la France a toujours offert, & offre encore à preſent *de laiſſer toutes choſes au point, où il a plû à Dieu de les mettre*, ou pour mieux dire permettre, qu'elles ſoient miſes ; car encore que le Roi d'Eſpagne poſſede Verceil, Sanzio, Ponzone, & Aqui dans le Piémont, & Montferrat, la France ne les lui veut pas laiſſer ; jaçoit que les Griſons & Valtelins ſe rencontrent en un état paſſible, conformement au Traité de Milan de l'an 1639. la France ne les y veut pas ſouffrir ; bien que l'Eſpagne tienne depuis plus de cent ans Philippeville, Charlemont, & Marienbourg, la France entend, qu'on les reſtitue à ceux à qui ils n'appartiennent pas, & qui ne les demandent pas non plus, bien veut-elle de ſon côté retenir tout ce qu'elle a uſurpé, mais ne pas permettre que les autres ſe gardent ce qu'ils ont acquis legitimement. Ces vaſtes prétentions de la France ſur des Etats & Royaumes entiers, dont fait mention ce méme Article 28. ſont des fruits de ſon avidité, ſemblables aux pommes d'Alcinoüs, & aux jardins de Semiramis, qui étoient en l'air ſans fonds, appuis, ni racines. Et ſi en cette rencontre des Traitez de Paix, elle ſe joue de la foi de tant d'autres qui les ont précedez, où toutes ces prétenſions, dont elle entend parler, ont été cedées & éteintes ; quelle aſſurance pourra-t-on prendre de ſes promeſſes au Traité d'à preſent ? Que ſi l'Eſpagne en vouloit uſer de méme, & redemander ce qu'elle a transferé par ſemblables ceſſions, ou reveiller les droits qu'elle a laiſſé dormir ſi longtemps, à quels termes ſeroit reduite la France, qui s'imagine, que toutes les autres parties du Monde lui ſoient tributaires ? à peine pourroit-elle conſerver en ce cas la ſuperficie de tout ce qu'elle occupe aujourd'hui. La Tréve de quatre mois, dont on fait auſſi parade en cet Article, & que l'on limitoit à la Mer Mediterranée, ne fut entrejettée que pour éluder la générale, que l'Eſpagne offroit pour quelques années, comme ſavent les Médiateurs, & pour empécher au méme temps le ſecours d'Orbitello, qui auſſi bien que celui de Lerida ne permettent pas à la France de ſe glorifier ſi avant, comme elle fait des bons ſuccès, qui lui ſont arrivez en ces quartiers-là, & l'offre de cette Tréve eſtropiée & mutilée, que l'on fait ſonner ſi haut en cet Article, ſemble être repreſenté peu à propos à Meſſieurs les Etats, qui delà connoîtront aſſez, que la France ne faiſoit pas de difficulté de traiter ſans eux, & que le repos de leurs peuples lui étoit le moins en conſideration, ne voulant retirer ſes forces d'une part, que pour les redoubler ailleurs, en faiſant tomber le plus grand poids de la Guerre ſur les Païs-Bas. Il n'étoit déja beſoin, que le Sieur Servien aſſurât en ce même Article, *que la France eſt en Paix*

avec

En l'Article 29. le Sieur Servien témoigne, ou de n'avoir pas ſu, ou d'avoir oublié le contenu en la pleine puiſſance des Miniſtres d'Eſpagne, pour traiter avec Meſſieurs les Etats, où le Sieur Brun a la qualité d'Ambaſſadeur & Plénipotentiaire, comme les autres, & peut ſeul en cas d'abſence, ou maladie de ſes Collegues, traiter & conclure, ou Trêve, ou Paix avec leſdits Etats; & ſi en une choſe ſi publique, & d'une connoiſſance ſi facile, principalement à Meſſieurs les Etats, qui ont en mains le double authentique de ladite pleine-puiſſance, on prend la hardieſſe de la déguiſer & de vouloir faire paſſer le noir pour le blanc, que ſera-ce en d'autres ſujets moins éclaircis, & où il faut du temps pour s'en démêler? Ledit Sieur Brun n'a jamais douté, que Munſter fût le lieu deſtiné pour la ſignature des Traitez, mais il a cru que de huit Interpoſiteurs, n'en y reſtant que deux, & les autres ſix ayant repaſſé à la Haye, & ſe retrouvant près de ceux dont ils empruntent toute leur autorité, il ne ſeroit que très-utile, de les informer à ſon retour de ce qui pouvoit encore être fait dans les Traitez des deux Couronnes, & de leur mettre en main la verité & les réalitez palpables, pour couper chemin aux artifices & propoſitions ſurprenantes, qui en pourroient détourner le ſuccès, & s'oppoſer à la ratification de ce qui avoit été convenu entre l'Eſpagne & Meſſieurs les Etats. Il déſiroit auſſi leur faire voir, & lire, ce qui ne leur pouvoit pas être communiqué d'ailleurs. Il s'attendoit d'y ſolliciter leur derniere reſolution, ſur les points qui s'y conſultent. Sa ſeconde Lettre datée à Deventer de l'onziéme Fevrier, ne change & ne revoque rien de tout ce que portoit la precedente, datée à Gorcum du 31. Janvier, comme on le peut voir par la Conférence de l'une & de l'autre, miſes à cet effet à l'entrée de ce Diſcours: en un mot, il vouloit plaider la cauſe de ſon Maître par devant les Juges choiſis, & deſtinez à ouïr les deux Parties, & non une ſeule, comme les y veut obliger le Sieur Servien, qui par tout ſon Diſcours témoigne aſſez, que la France n'a remis l'interpoſition & direction entre les deux Couronnes, à Meſſieurs les Etats, ſinon afin qu'ils fiſſent tout ce qu'elle déſireroit, & qu'ils le portaſſent avec une paſſion aveugle, à embraſſer tous ſes intérêts, qui eſt une opinion bien deſavantageuſe à leur integrité, que la France témoigne avoir conçuë, & l'Eſpagne au contraire une très-honorable de leur juſtice, en leur confiant l'inſtruction, & déciſion des differents, qu'elle avoit avec la France. Pour decrediter la ſuppoſition, que de ſa part on ne cherchoit point la Paix, il ne ſe falloit pas contenter de la contredire, comme on fait, & la nier ſimplement en la ſuite de ce même Article 29. mais il convenoit de combattre les argumens & raiſons, qui accompagnoient ladite ſuppoſition: il eſt vrai, que la cette promeſſe ait été accomplie, que dés lors les pretenſions de la France ont toujours monté de degré en degré, ſans que jamais ni les conceſſions ulterieures d'Eſpagne, ni les remontrances des Interpoſiteurs, ni les exhortations des Médiateurs, en ayent pu arrêter le cours, & leur faire trouver quelques limites: qu'ainſi ne ſoit, on prie Meſſieurs les Etats de ſe ramentevoir, qu'après que l'on eut octroyé tout ce qui vient d'être dit, & lors qu'on tenoit la Paix pour infaillible, la France demanda de plus la Ville & le Port de Roças; & l'ayant obtenu, elle inſiſta pour celui de Cadaquez, qui ayant encore été accordé aux preſſantes requiſitions des Interpoſiteurs, qui aſſûroient devoir être la derniere demande, elle prétendit la renonciation, de la part du Roi Catholique, à ſes droits & prétenſions ſur les deux Alſaces, & en étant venu à bout, après avoir aſſuré que les deux Couronnes reſtitueroient ce qu'elles avoient occupé, ou qu'elles tenoient depuis les dernieres Guerres en Italie, à la reſerve de Pignerol pour la France, elle voulut néanmoins ſe retenir encore Caſal, avec des conditions & déclarations qui montrent bien qu'elle n'a jamais eu intention de le rendre. Sur quoi, & ſur une vingtaine d'autres Articles nouveaux, & mêmes étrangers au regard des deux Couronnes, les Interpoſiteurs ayant donné par écrit leurs ſentimens, l'Eſpagne s'y ſoûmit, ſans en contredire un ſeul, & la France les rejetta de bout en bout, ſans acquieſcer à aucun; ne ſe contentant pas encore de ce témoignage de ſon averſion à la Paix, elle donna un autre Memoire de tout ce qu'elle prétendoit devoir être ſpecifié dans les Traitez, où, par deſſus ce qu'elle occupé aux Pais-Bas & en Bourgogne, elle mit les Villes & Places de Maubeuge, Caſſel, l'Incluſe, Poligni, Lion-le-Saulnier, Joux, & autres qu'elle ne poſſede point: elle ajouta à Roças & Cadaquez toute la côte, tirant dès là, contre le Rouſſillon, avec les Villes, Places, & Ports qui s'y rencontreroient: elle inſiſta à la reſtitution de Philippeville, Charlemont, & Marienbourg, à l'Evêque de Liege, qui déclara par ſes Plenipotentiaires de n'avoir donné aucun conſentement à cette prétenſion: depuis au retour dudit Sieur Brun la France donna un grand Ecrit, intitulé, Inſtrument de Paix, contenant 76. Articles, au lieu de dix ou douze, dont parle ici le Sieur Servien, lequel Inſtrument par deſſus toutes les nouveautez avant-dites, en met d'autres invincibles, & contraires à ce qui avoit été promis, accordé, & convenu, comme eſt le fait du Portugal, dont on ne devoit jamais parler, ainſi que ſavent leſdits Interpoſiteurs, & que ſur ce fondement (qu'ils aſſûroient devoir être inébranlable) on avoit paſſé outre aux déclarations & conventions précédemment rapportées. Ce même Inſtrument de la Paix donné par la France tend à une Ligue entre les Princes d'Italie, pour garantir tout le Traité, & une obligation

ſans mêmes de la France ne ſauroient nier; elle n'avoit demandé qu'une Trêve en Catalogne, & s'expliquant à preſent ſur la forme de cette Trêve, elle en renverſe la nature & l'eſſence, voulant que tandis qu'elle durera elle puiſſe fortifier les poſtes qu'elle y tient, & que les peuples des deux partis n'ayent aucune communication enſemble. Auſſitôt après que la France a eu donné cet Inſtrument pour la Paix, (ainſi qu'elle le nomme) l'Eſpagne en a auſſi preſenté un contenant 26. Articles, qui a été univerſellement aprouvé, comme conforme à tout ce qui avoit été convenu par la direction des Interpoſiteurs, & à ce qui avoit été obſervé aux autres Traitez précedents, entre les deux Couronnes, en fait de commerce, de reſerves, renonciations, & clauſes obligatoires, tant pour la ſûreté du Traité, que des Sujets reciproquement; & de plus, trois jours après la communication faite dudit Inſtrument de la France aux Miniſtres d'Eſpagne, ils y ont répondu categoriquement ſur chacun Article en accordant pluſieurs de ceux nouvellement inſerez; ce qui eſt bien repugnant aux grandes exagerations, que fait le Sieur Servien ſur la fin du même Article 29. touchant la negligence des Eſpagnols, & le peu de volonté, dont il les accuſe à procurer la Paix à Munſter. D'autre part la France a repliqué aux 26. Articles contenus audit Inſtrument pour la Paix donné par leſdits Miniſtres d'Eſpagne; ſe trouvant la replique encore plus rude, que tous les autres Ecrits précedents, & accompagnée d'une déclaration de vouloir rompre les Traitez abſolument, en cas qu'on penſât retrancher la moindre choſe de ce qu'elle contenoit: à quoi ſe conformant le Sieur Servien, il dit, qu'il ne falloit qu'accepter, & ſigner les Articles de ces derniers Ecrits, pour avoir la Paix, qui eſt tout le même, que s'il diſoit à un malade, qu'il n'a qu'à ſe laiſſer mourir, pour ſe rendre quitte de ſa maladie, & condamner encore cinq ou ſix autres de ſes voiſins auſſi à la mort; pour aider à cette ſorte de gueriſon: car parmi leſdits Articles il y en a pluſieurs, qui obligent le Roi d'Eſpagne à diſpoſer du bien d'autrui, & à depouiller les poſſeſſeurs legitimes, pour revêtir ceux qui n'ont aucun droit, & enfin à enſevelir dans ſa ruine ſes amis, parens, Alliez, & Vaſſaux, pour faire un ſacrifice du tout à la France, qui ne ſe peut appaiſer, comme l'ombre d'Achille, que par des victimes couronnées.

Sur les 30. *&* 31.

Les Articles 30. & 31. ne font mention que du Duc de Savoye, du Sieur d'Anglure, ſous le nom de Duc d'Atrie, & de Don Duarte de Bragance, laiſſant en arriere beaucoup d'autres ſpecifiez dans leſdits Ecrits de Paix, pour y ſervir d'embaras, & pour laiſſer l'induſtrie & le zéle des Interpoſiteurs. On ne ſait comme le Sieur Servien peut dire au regard du Duc de Savoye, qu'il n'eſt queſtion que du payement de la dot de l'Infante Catherine, puis que les Articles dudit Inſtrument de Paix pour la Franſatisfaction de ſes Creanciers, Domeſtiques, & Legataires; comme ſi elle n'avoit pas conſenti, que le procès intenté ſur ce ſujet au Royaume de Naples; (où la choſe contencuſe eſt aſſiſe, ſavoir l'hypotheque & aſſignal de la dot) en fut tiré, & remis à des Juges étrangers; comme ſi le choix fait par la France du Conſeil de la Rote pour décider ce different, n'avoit pas été agréé par les Eſpagnols, & même l'inſtance, quoi que peu civile, de donner caution pour la choſe adjugée, conſentant que le même Conſeil terminât ſommairement & préliminairement ladite demande de caution, au préjudice deſquelles conventions & reſolutions aſſez connues deſdits Interpoſiteurs, à cette heure la France veut que ce payement non dû, ou pour le moins litigieux, precede le Traité general, qui eſt une nouvelle Barriere, fabriquée tout à neuf, pour traverſer le chemin de la pacification. L'autre façonnée ſur la prétention du Sieur d'Anglure denommé Duc d'Atrie, n'eſt pas moins exorbitante: car ce Cavalier n'eſt ni du nom, ni du ſang, ni des armes des Duc d'Atrie, qui ſont de la Maiſon d'Aquaviva, dont les deſcendants de mâle en mâle ſont encore exiſtents, à l'excluſion deſquels il demande pour ſa Femme (qui n'eſt non plus ni du nom, ni des armes d'Aqusviva) des terres confiſquées au Royaume de Naples il y a cent ſoixante ans par le Roi Ferdinand d'Arragon, dequoi en huit Traitez tant de Paix que de Trêves, qui ont ſuivi dès lors, il n'a été fait aucune mention, & n'y a eu auſſi aucunes plaintes contre leſdites confiſcations, de la part de ceux qui ſeuls y pouvoient avoir intérêt, qui ont reçu en grace & pur don tout ce que Sa Majeſté Catholique leur a voulu laiſſer des biens du Comte de Converſano, condamné à mort pour crime de felonie & leze Majeſté. Quant à Don Duarte, il n'y eut jamais un expoſé plus obreptif & ſubreptif, que celui qui le concerne en cet Article 30. car ſa liberté n'ayant été promiſe aux Médiateurs, qu'à condition, que le Royaume de Portugal rentreroit en l'obeiſſance du Roi Catholique, on ſe veut prevaloir maintenant d'une telle promeſſe, en retranchant la condition; ce qui a déja donné, tant aux Médiateurs qu'Interpoſiteurs, aſſez de matiere de riſée, ſans l'étendre à Meſſieurs les Etats. Jamais aucun Monarque n'a donné un plus illuſtre exemple de clemence que le Roi d'Eſpagne, en la perſonne de Don Duarte, ainſi que l'on l'a fait voir auxdits Sieurs Médiateurs & Interpoſiteurs, par les informations, d'un côté, de ſon procedé criminel, & de l'autre du favorable traitement, dont on uſe néanmoins en ſon endroit. Les Etats de l'Empire ne ſont point ſcandaliſez de ſa détention, ni le peuvent être, puis qu'elle eſt fondée en toutes raiſons, & même pour le maintenir en ſon devoir, en l'empêchant de ſe joindre au Duc de Bragance ſon frere, ainſi qu'il étoit prêt de faire lors qu'il fut arrêté; auſſi leſdits Etats de l'Empire ont conſtamment refuſé l'admiſſion des Envoyez de Portugal à l'Aſſemblée de Munſter, non obſtant les ardentes ſollicitations que la France a

faites

de la Lettre du Sieur Brun, à laquelle il répond, & ne contient que quelques petites paroles fleuries, ſans ſubſtance ni fruits, qui ne ſement que du vent, & ne peuvent auſſi recueillir que de la fumée.

Sur le Trente & troiſiéme.

Même réponſe peut être donnée ſur le 33. ſauf en ce qu'il dit, que les Eſpagnols (entre autres excuſes auprès des Médiateurs d'avoir remis la direction de leurs Traitez avec la France aux Miniſtres deſdits Etats) dirent qu'ils eſperoient de les détacher par ce moyen des intérêts de la France; choſe qui ne paſſa jamais, ni par leur bouche, ni par leur imagination; ainſi qu'ils l'aſſurent conſtamment, en prenant à témoins leſdits Mediateurs, mais bien avouent-ils avoir dit, qu'ils conſentoient à ladite interpoſition de Meſſieurs les Etats, afin qu'ils puſſent d'autant mieux connoître la ſincerité de leur procedé, & le veritable déſir du Roi leur Maître à la Paix, & juger au tort, & par la faute de qui elle ſeroit retardée entre les deux Couronnes; ce que les mêmes Eſpagnols diſent, & publient encore fort hautement, interpellant la foi deſdits Interpoſiteurs pour ſe déclarer là-deſſus, & rendre ſur leurs honneurs & conſciences les témoignages qu'ils doivent à la verité.

Sur le Trente & quatriéme.

Il n'y a aucune ſorte de Commiſſaires, que les Eſpagnols ne ſe diſent bien contents d'accepter de la part de Meſſieurs les Etats, mais ils n'entendent pas, qu'ils jugent ſur les ſeules piéces, & informations du Sieur Servien. Les Lettres du Sieur Brun inſinuoient aſſez, que ſon deſſein de paſſer à la Haye étoit pour parvenir à cette concertation du Traité à faire entre les deux Couronnes, après qu'on auroit ouï les deux Parties; comme il ſe pratique en toutes médiations, ou directions, arbitrages, ou interpoſitions; & en cette conformité l'Eſpagne, à ce que l'on apprend, demeurera d'accord du contenu au 34. ſur le fait deſdits Commiſſaires, & projet du Traité entre l'un & l'autre des Rois.

Sur le Trente & cinquiéme.

Quiconque lira avec attention le 35. ne pourra manquer d'y voir, comme à travers d'un crêpe delié la naïve figure de ce que repreſente la Lettre du Sieur Brun, touchant la revocation des promeſſes faites par les Miniſtres de France, ſur la prochaine & infaillible concluſion de Paix, ſauf qu'au lieu de 24. heures, on en prolonge le terme à huit jours, qui ne laiſſe d'être écoulé depuis ſix mois, car les excuſes de n'avoir pu ſe ſouvenir de ce qui étoit preſque ſur tous les points, il faudroit ceſſer la diſpute, puis que par ce moyen l'on nie les principes, l'on ſe contredit ſoi-même, l'on decredite ſes propres écrits, on dément les Juges, & on impugne le texte de la ſentence, car telle peut-on bien nommer la relation des Interpoſiteurs, que cet Article 36. attribue ſeulement au Sieur Paw, quoi qu'elle ſoit autant de ſes Collegues que de lui, & encore plus, puis qu'outre qu'ils ont concouru à la dreſſer, ils l'ont encore repreſentée & deduite en ſon abſence à Meſſieurs les Etats.

Sur les 37. 38. 39. & 40.

Les 37. 38. 39. & 40. étalent trois ſortes d'intérêts generaux, que la France dit avoir toujours entendu de faire entrer en la Paix, les ſubdiviſants en pluſieurs autres moindres, de pas un deſquels toutefois elle n'a fait mention en ſon Traité pour ladite Paix, de l'an 1644. avec Meſſieurs les Etats, qu'elle veut nonobſtant obliger à lui maintenir, & garantir tous, pource qu'elle s'en eſt aviſée depuis, & qu'elle les a inſinuez en l'Aſſemblée de Munſter, jaçoit que leſdits Etats ne prétendent rien de ſemblable de la France à leur endroit, mais ſeulement de convenir de leurs intérêts immediats, & conſerver ce qu'ils ont acquis pendant la Guerre aux Pais-Bas, ſi l'Eſpagne entroit en compte avec la France ſur les reſtitutions à faire des deux parts, ſans s'arrêter aux anciens Traitez, ſelon le contenu au 38. toute la perte tomberoit du côté de la France, qui n'auroit pas aujourd'hui Calais, Blavet, Montulin, la Capelle, le Catelet, Dourlans, ni toutes les Villes ſur la riviere de Somme, ni les Comtez de Ponthieu, de Macon, d'Auxerre, ni le Duché de Bourgogne, & Vicomté d'Auxonne, ſi les Traitez de Vervins, Cambrai, Cambreſis, Creſpi, & Conflans, n'avoient lieu. Quant aux acquiſitions d'Eſpagne, & de la Maiſon d'Autriche, chacun ſait, qu'elles viennent par la voye tranquille des ſucceſſions & mariages, comme ſes Ennemis mêmes l'ont publié par ce dire commun:

Bella gerant alii, tu felix Auſtria nube.

Sur le Quarante & uniéme.

On a répondu ſur le 41. en la replique ſur le 34. n'y ayant point de difference, ſinon aux paroles en ce que l'un & l'autre contiennent.

Sur le Quarante & deuxiéme.

La diſparité que le Sieur Servien dit ne pas comprendre en l'Article 42. entre ce que la France demande pour les Liegeois, & pour le Prince de Boſſolo, & ce que l'Eſpagne pretend ſur la reſtitution de Caſal, conſiſte en ce que Charlemont, Philippeville, & Marienbourg, ne

rendue par l'Empereur, qui étoit en Guerre avec lui, & que le Roi d'Eſpagne offre auſſi de lui remettre Ponzone, & Acqui preſentement. Et à cette heure la France fait bien voir, qu'en la défenſe de Caſal (dont elle ſe vante ſi fort) elle n'a combatu, que pour ſes propres intérêts, puis qu'elle ſe le veut conſerver par une forme de protection bien nouvelle & ſcandaleuſe. Et ſi la regle d'aprouver en ſoi ce qu'on veut faire ſouffrir à autrui, étoit admiſe ſelon la concluſion dudit Article 42. la France ne devroit retenir, ni Caſal, ni Pignerol, ni Portolongone, ni Piombino, puis qu'elle veut, que le Roi d'Eſpagne ne retienne ni Verceil, ni Sanchio, ni Acqui, ni Ponzone; qui ſont toutes Places occupées en Italie par les deux Rois pendant ces dernieres Guerres. Et quant au Prince de Boſolo le Roi Catholique n'a jamais rien eu à demêler avec lui, il ne lui a jamais fait la Guerre, ni occupé un pouce de terre; que ſi ledit Prince a perdu un procès au Conſeil Aulique de l'Empereur, à la pourſuite duquel lui-même a toujours aſſiſté, reconnoiſſant les Juges pour competents, & s'il y a ſouffert diverſes condamnations toujours uniformes, tant en premieres inſtances qu'en reviſions, c'eſt à lui de ſe pourvoir par la voye de juſtice, comme il a commencé, (s'il y a encore lieu de le faire) & en tout cas s'adreſſer à ceux qui l'ont condamné, ou de qui depend la choſe adjugée, qui n'eſt ni de la Souveraineté, ni du fief de la Couronne d'Eſpagne.

Sur le Quarante & troiſiéme.

Cet Article 43. n'eſt qu'une repetition d'autres précedents, & une ſuperfluité de certaines choſes en général, que l'on a déja fait voir être toutes differentes en effet, de ce qu'elles ſont en paroles, dans leſdits Articles, car l'Eſpagne a répondu de point en point à cette déclaration donnée par écrit, dont cet Article parle. Elle a non ſeulement fait ouverture de Paix depuis trois mois, mais depuis trois ans, & a dès le 4. Septembre de l'an paſſé 1646. accordé de jour en jour quelque choſe de plus, que ce qui avoit été lors convenu, promis, & arrêté auprès des Interpoſiteurs, & encore à preſent par deſſus tant de conceſſions qu'elle a déja faites, elle remet tous les points principaux, ſur leſquels la France conteſte à l'arbitrage & déciſion de Meſſieurs les Etats; après quoi, ſi l'on peut dire, que l'Eſpagne empêche que les deux Traitez ne ſe concluent en même temps, on pourra dire auſſi que la lumiere du Soleil empêche que le jour ne paroiſſe.

Sur le Quarante & quatriéme.

Si la Lettre du Sieur Brun étoit épurée, on pourroit avec moins de danger d'être refuté ſur le rang lui faire dire ce que l'on voudroit; mais ſe trouvant tout à la main, on peut y voir en un inſtant la condamnation de cet Article 44. où l'on lui impoſe, d'avoir déclaré que la diſſoceſſaire; volre même en ce cas, qui ne ſe confirme que trop, ce ne ſeront pas Meſſieurs les Etats qui abandonneront, mais bien eux, qui ſeront abandonnez par ceux qui ne les voudront pas ſuivre juſques au bout de la carriere, où ils ſe ſont engagez de compagnie, pour aller cueillir le rameau d'olive, qui ſe preſente à eux. Les paroles ne ſervent de rien, où les effets ſe rencontrent; les proteſtations ſont abſurdes, qui ſe trouvent contraires aux actes; & en cette ſorte les termes injurieux avec quoi l'on tâche de depeindre la verité, qui ſe rencontre toute ſimple en la Lettre pour une audacieuſe; & de ſuppliante qu'elle eſt, la faire paſſer pour imperieuſe, n'en changent pas pourtant la nature, mais l'habit ſeulement. Tous ces traits piquants, & ces paroles attaquantes, dont on ſe ſert audit Article 44. ſont comme autant de fléches, qui retournent de pointe contre le mauvais Archer, qui les décoche; & ces diſcours de mépris ſont comme le miroir, qui ne repreſenteroit jamais autre figure, que de celui qui l'avoit compoſé.

Sur le Quarante & cinquiéme.

Puis que Meſſieurs les Etats ſavent mieux que perſonne, comme dit le 45. pour quelles raiſons la France a traité ſans leur participation avec l'Empereur, on leur en laiſſe le jugement; comme auſſi de ce qu'en cet Article on ne répond point aux objections de même eſpece, contenues en la Lettre, la réponſe s'égarant en d'autres ſujets, dont il n'a jamais été queſtion, comme eſt celui d'avoir voulu l'Eſpagne engager l'Electeur de Brandebourg à la Guerre contre la Couronne de Suéde, en quoi les Miniſtres de l'un & de l'autre parti auront ſujet de s'étonner, puis que jamais rien de ſemblable n'a paſſé par leur connoiſſance, mais ſi ont bien les Traitez de la France avec le Prince Adminiſtrateur de l'Archevêché de Bremen contre les prétenſions de ladite Couronne de Suéde, que l'on a depuis interpreté, ſelon le ſuccès des affaires.

Sur le Quarante & ſixiéme.

Ceux dudit Seigneur Electeur pourront dire ce que bon leur ſemblera, en l'accommodement du different de leur Maître; mais en cas d'approbation il conviendra, que ceux de Suéde parlent en un autre langage, avec qui la France eſt attachée d'une plus étroite Alliance, comme portent les derniers mots de l'Article precedent: & ſi le Sieur de Saint Romain au voyage qu'il fit à la Haye avec le Sieur de Plettenberg, n'a pas déclaré à ſon Alteſſe Electorale, ſelon ce qui avoit été convenu à Munſter: qu'en cas qu'il ne cédât aux Suédois la part qu'ils prétendoient en la Pomeranie, on leur octroyeroit le tout, avec obligation de les y maintenir; il n'aura pas d'autre ſorte executé ſa commiſſion, ou elle ne lui aura pas été donnée, conforme à ce qui avoit été promis à ladite Cou-

ſes contraires deja fournies par l'Eſpagne, & miſes hors de conteſtations par des réalitez immuables.

Sur le Cinquante & deuxiéme.

S'il eſt vrai, ce que porte le 52. que tandis qu'on s'amuſera à produire des écritures & inventions à la Haye, ce ſera autant de temps perdu, & autant de retardement à la Paix; le Sieur Servien montre bien, qu'il ne cherche pas de l'avancer, puis qu'il s'y détient ſi longtemps, & n'y eſt à autre effet, qu'à fournir chacun jour de nouvelles inventions & écritures, comme l'experience le fait voir.

Sur le Cinquante & troiſiéme.

Ce ſera bien fait de retrancher aux Eſpagnols tout eſpoir de réuſſir par de mauvaiſes voyes, ſelon le conſeil du 53. & au revers de leur faire eſperer un bon ſuccès par de bonnes voyes, comme ſont celles, qu'ils ont ſuivies juſques à cette heure, cherchant la Paix avec tant de ſincerité & de conſtance, que les variations continuelles de la France, en ſes propoſitions, ne les ont jamais fait tant ſoit peu changer, ni revoquer aucunes des conditions par eux une fois accordées, ni enfin alterer la moindre circonſtance de tout ce qu'ils ont promis auxdits Interpoſiteurs.

Sur les 54. & 55.

En cas que Meſſieurs les Etats ſuiviſſent les exemples, que la France leur peut avoir donnez, tant par ſa maniere de proceder envers la Couronne de Suéde, qu'envers eux, il ſe trouveroit, que le Sieur Servien auroit détruit par les premices de l'Article 54. les concluſions qu'il y tire, puis que chacun ſait, que la France a promis à l'Empereur d'amener ladite Couronne de Suéde juſques à un certain point, & de lui garantir quelques conditions, moyennant leſquelles l'accord entre ledit Empereur & la France eſt demeuré reſolu; & pour ce qui regarde cette vigueur, avec quoi elle ſe glorifie d'avoir ſoûtenu dans les Traitez de Paix les interêts de Meſſieurs les Etats, comme elle leur a déja reproché en l'Article 33. auſſi bien que l'aſſiſtence de ſes armes; on ne ſait, ſur quoi elle peut la fonder, puis que jamais les Miniſtres de France n'ont lâché une parole pendant toute la Négociation à la recommandation de Meſſieurs les Etats, ſoit auprès des Médiateurs, ſoit auprès des Parties; & de la même façon que le Roi de France Henri IV. fit le Traité de Vervins ſans les y comprendre, bien qu'il fût auſſi étroitement lié avec eux, que le Roi très-Chrétien d'à preſent. Il eſt non ſeulement croyable, mais aſſuré, que la France auroit ſuivi le même exemple en ce temps ici, ſi

cutée, nonobſtant toutes les reclamations des Alliez, que la France auroit payez d'excuſes à ſa mode, & d'interpretations ſur les Traitez qu'elle viendroit de faire telles qu'il lui auroit plu d'y donner.

Après une réponſe de 58. Articles, on s'excuſe aux deux derniers, ſi on ne répond pas à toutes les particularitez de la Lettre du Sieur Brun, qui n'en contient que cinq, & l'on témoigne de craindre d'être importun, ſi l'on l'étendoit à y repartir plus diſtinctement. De cette même ſorte ſont gardées toutes les autres proportions en cette réponſe, ainſi que Meſſieurs les Etats ſauront bien remarquer & reconnoître par leur prudence, ſi ce qui leur étoit repreſenté par ladite Lettre du Sieur Brun doit être rejetté, comme venant d'un ennemi; ainſi que leur conſeille le Sieur Servien, de qui le procedé étant mis en balance avec celui du Sieur Brun envers leſdits Etats, n'eſt pas pour autoriſer beaucoup les conſeils, ni pour ébloüir auſſi la prudence & la prevoyance d'une ſi ſage Compagnie.

REFUTATION

Des huit Articles,

Ajoûtez depuis peu par le Sieur

SERVIEN,

A la Réponſe, qu'il a faite à la

LETTRE

Du Sieur

BRUN,

Ci-devant imprimée.

A Delft le 15. Mars 1647.

CE grand Coloſſe appuyé ſur ces huit Articles, comme ſur autant de pieds, ne les a

Le premier Article n'eſt qu'une extention, ou exageration de ce qui avoit déja été dit par les premieres réponſes, à quoi il a été ſuffiſamment ſatisfait en la Replique, ajoûtant ici ſeulement, que le Sieur Brun ne pouvoit (lors qu'il écrivit à Meſſieurs les Etats) entreprendre la défenſe de leurs Ambaſſadeurs, puis que perſonne alors ne les avoit encore attaquez, & tout ce qu'il a dit en ſa Lettre à leur regard ne concerne point leurs perſonnes, mais ſeulement la validité des Ordres, des Pouvoirs, & Inſtructions, ſur quoi ils avoient traité; demontrant par le nombre de ceux qui ont ſigné, par le longtemps qu'ont duré les Conférences, par la communication qu'ils ont eu de bouche, & par écrit avec leurs Superieurs, par la diverſité des Provinces qu'ils repreſentoient, par la forme de leur députation, qui avoit été avec le concours général de tout l'Etat, & enfin par leurs façons de traiter avec les Eſpagnols, qu'ils n'avoient pu rien faire contre l'intention de leurs Superieurs, & qu'autrement ils auroient abuſé de la candeur & ſincerité de ceux avec qui ils traitoient : en tout cela ne ſe trouve ni Eloge, ni Apologie, ni Défenſe, ni Plaidoirie à la faveur deſdits Plénipotentiaires, comme veut le Sieur Servien, qui ſont tous mots de haut appareil, & titres de longue ſuite, auſſi peu avenants aux trois ou quatre lignes, que ledit Sieur Brun a inſerées en ſa Lettre ſur cette matiere, que les armes d'Hercule à un Pygmée.

Sur le 2. & 3.

Le 2. & 3. ne lâchent que des coups en l'air, qui ne touchent à rien de tout ce qui eſt en queſtion : car le Sieur Brun n'a point blâmé les Alliances de France, ni trouvé à dire qu'elle en fit autant qu'elle voudroit; mais il a ſeulement objecté ce qui eſt vrai, & à quoi juſques à maintenant on n'a pas répondu un mot; ſavoir, que la France voulant obliger les Etats à maintenir tous ſes Alliez, & les Etats ne prétendant pas que la France maintienne autres intérêts, que ceux qui les touchent immediatement, il y auroit une grande inégalité en ce parti, & que par ce moyen la France tiendroit les Etats attachez par cent liens, au lieu que les Etats ne la retiendroient que par un ſeul; tous les diſcours qu'on prend, delà, prétexte de faire, tant ſur la difference des Alliances, dont le Sieur Brun n'a point parlé, que ſur la comparaiſon des mariages, ſont piéces hors d'œuvre, & emplâtres à la mode ſans onguent, que Monſieur l'Ambaſſadeur applique, comme les Dames pour embellir le viſage, & non comme les Chirurgiens pour reſſerrer les playes; & pas un des Particuliers pour la conſideration deſquels la France recule les Traitez, comme ſont les Portugais, l'Evêque & l'Etat de Liege, les Princes de Boſſolo, & de Monaco, le Sieur d'Anglure, & autres ſemblables, ne ſe ſont jamais expoſez à aucun danger pour Meſſieurs les Etats, & n'ayant eu aucune aſſociation avec eux dans la Guerre, n'en doivent non plus avoir quelque choſe par inciſent, pour faire voir que l'explication que l'on en demandoit, n'étoit qu'un artifice pour éloigner la concluſion des Traitez, puis que cette explication les pouvoit auſſi bien ſuivre que precedet, & les argumens qu'il en allegue, en bien peu de paroles, ſont ſi forts, & ſi manifeſtes, qu'on ne ſe hazarde pas de les contredire, ce que nous ne diſons pas à la recommandation des Eſpagnols, mais de la choſe même qui n'avoit pas beſoin de commentaire pour être entenduë, n'y ayant grand ni petit, homme ni femme en notre Païs, qui après avoir lû le Traité de l'an 1644. ne dise, qu'il eſt aſſez intelligible, & n'a beſoin d'interpretation; étant vrai auſſi, que les mêmes qui la demandent, ſont ceux qui l'ont compoſé, & ont dit alors, qu'il n'y avoit plus rien à faire; en ſorte que s'il y reſtoit quelque choſe de douteux, la faute leur en devroit être imputée, & auroit pu ſe reparer il y a longtemps, ſans attendre les extremitez, & juſtement le point de le pouvoir mettre entre les Articles ſignez par nos Plénipotentiaires, & la ratification de nos Superieurs; & ſi on ne cherchoit que cette explication de Garantie, il ne falloit pas en accompagner la propoſition de beaucoup d'autres, qui ne rendent évidemment qu'à la continuation de la Guerre, dont le Sieur Brun, ayant fait mention en ſa Lettre, on y demeure ſans repartie, bien que ce fut un coup auquel il falloit parer, ou rendre les armes; car d'appeller ledit Sieur Brun Sophiſte, Rhetoricien, Declamateur, Machiavelliſte, cela n'affoiblit en rien la force de ſes argumens.

Sur le Cinquiéme.

Que l'Article huitiéme du Traité de l'an 1644. oblige (comme dit le cinquiéme de ces Additions) de s'expliquer plus clairement ſur la forme de la Garantie à la concluſion de la Paix, ç'a pu être une reſerve mentale faite par Monſieur l'Ambaſſadeur, lors qu'il ſigna le Traité, que les Parties n'auront ſû penetrer, puis que ledit Article 8. ne parle de la Garantie, ni de près, ni de loin. Auſſi peu ſauroit-on avouer, qu'avant ce dernier voyage du Sieur Servien par deça, la France ait fait aucune inſtance ſur l'explication de ladite Garantie, ni qu'on l'ait payée de défaites & paroles ambigues, ſoit en ce ſujet, ſoit en aucun autre; comme il veut faire croire maintenant, au préjudice de la ſincerité & franchiſe, que nous gardons en toute ſorte d'affaires, & avec toute ſorte de Nations, à peine entendons-nous ſeulement ce terme *de défaites*, non plus que celui *du droit de bienſeance*, qui ſont deux piéces à la mode, marquées au coin de France, & declarées billon en cet Etat. Il n'auroit de rien ſervi aux Sieurs Paw, & de Knuyt, ni aux Eſpagnols de déclarer, *que cette Garantie ne s'accorderoit jamais*, pource que cela ne faiſoit ni bien, ni mal aux Traitez, dont il s'agiſſoit à Munſter; auſſi n'y a-t-il pas un Article contraire, à ce que la France pretend à ce regard; & par la Lettre du Sieur Brun

[illegible] & de foi, qui ne [illegible] per, ne peuvent ſouffrir auſſi d'être trompez. Ni toute l'Europe n'eſt point ſcandaliſée de l'action faite par nos Pléniporentiaires, en ſignant la Paix avec l'Eſpagne; au contraire, (à la reſerve des François, Suédois, & Portugais) il n'y a aucune Nation Chrétienne, qui ne nous en ait donné la bonne heure, & témoigné de s'en réjouir, comme d'un bien univerſel. Toute l'Europe au contraire demande à Dieu, qu'il lui plaiſe d'amollir la dureté de la France, qui ſeule arrête dès ſi longtemps la réunion de tous ceux qui devroient combattre ſous l'étendart de Jeſus-Chriſt, contre l'ennemi commun, qui profite trop avant de notre commune diviſion.

Sur les 6. 7. & 8.

On peut bien comprendre en un ſeul Article les trois autres qui reſtent de l'Addition, parce qu'avec quelque diverſité de paroles ils ne contiennent que la même ſubſtance, & toute cette ſubſtance ſe corrompt d'elle-même; car en voulant prouver que les Eſpagnols ne veulent faire qu'une Paix fourrée, & non durable, pour ſe garantir du danger preſent, & après l'avoir échapé, rentrer plus furieuſement en Guerre qu'auparavant, on ne prend pas garde qu'on ſe contredit, en les repreſentant à huit lignes plus bas, pour obſtinez, & trop tenans dans les conditions de la Paix, car l'une des ſuppoſitions détruit l'autre, étant certain, que s'ils ne vouloient pas obſerver les Traitez, & ne ſongeaſſent qu'à échaper du peril preſent, ils paſſeroient ſur leſdites conditions, à quelque prix que ce fut; mais pour mieux dire, ni l'une, ni l'autre desdites ſuppoſitions ne ſemble fondée à ceux qui ont eu le maniement de ce grand negoce, puis que de fait ils ſavent que l'Eſpagne accorde à la France, ce que l'on n'auroit jamais crû que la France eût voulu exiger d'elle, auſſi a-t-elle eu honte de le demander tout à coup, y étant montée par dégrez, en ſorte qu'autant de fois qu'on penſoit avoir achevé, elle a demandé quelque choſe de nouveau, & l'a obtenu par la crainte que les Eſpagnols ont euë de rompre avec cet Etat, s'ils rompoient avec la France; mais à la fin voyant que rien n'achevoit de combler ſa meſure, ils nous ont déclaré fermement, que le ſac étoit ſerré, & nous ont mis vingt fois le marché à la main d'une rupture des deux côtez, avant que d'admettre d'autres propoſitions en faveur de la France; & pour dire ingenuement la verité, ni par raiſon d'Etat, ni par regle de juſtice, ni par ſentiment d'honneur, nous ne pouvons plus preſſer l'Eſpagne à ſe dépouiller encore à l'avantage de ceux, à qui notre interpoſition avoit déja tant profité, ſans qu'ils nous en euſſent gré, convertiſſant tous nos bienfaits en injures, & les expliquant à contre-ſens, pour ſe laiſſer une

[illegible] Archiduc Albert & de la Sérénissime Infante Iſabelle, qui étoient proprietaires des autres Etats des Pais-Bas, a été faite & ſolemnellement publiée. Ce qui fait de la Ligue entre les Princes d'Italie propoſée par la France, n'eſt non plus fondé que le défaut mis en avant de ladite ratification; car la France vouloit qu'ils s'obligeaſſent de prendre les armes contre celui qui rompoit le Traité, en quelque part du monde que ſe fit la rupture, & leſdits Princes ne vouloient entrer en cette obligation, que pour ce qui regardoit l'Italie ſeulement, qui n'étoit pas peu, à quoi les Eſpagnols avoient conſenti auſſitôt, ainſi que nos Pléniporentiaires nous l'ont fait voir par leurs écrits & ſignatures. L'allegation ſur le different des Griſons n'eſt pas une piéce de meilleur aloi, car on les fait parler à leur inſçu, & ſous prétexte de les proteger, on veut les aſſujettir, & leur preſcrire des formes de gouvernement, contre leur goût & leur repos. Le Traité de Mouſſon pourroit bien ſubſiſter en ce qui concerne les deux Rois ſeulement, jaçoit que depuis la rupture de la Paix de Vervins, il ait perdu ſa force, mais toujours n'a-t-il pu ôter la liberté à des Républiques independantes de France, de diſpoſer à leur volonté de la conduite de leur Etat, de la ſûreté du commerce, de l'exercice de la Religion, & de leur accommodement avec les Valtolins, comme elles ont fait par le Traité de Milan de l'an 1639. dont les uns & les autres ſont demeurez contents, & l'ont volontairement recherché, vivant depuis en bonne intelligence & amitié, que la France veut maintenant troubler, pour avoir ſujet de retarder les Traitez de Paix avec l'Eſpagne, dequoi nous ne pouvons douter, voyant le conſentement des Eſpagnols, à ce que le fait des Alliances, & paſſages pour la France, ſoit remis à la déclaration deſdits Griſons & Valtolins, qui eſt plus, que ce à quoi nous oblige le Traité de l'an 1634. & autrement nous donnerions un mauvais prejugé contre nous-mêmes, ſi nous voulions aider à établir la juriſdiction, que la France veut uſurper contre la liberté de ces peuples-là, & que nous lui miſſions la main, pour leur donner la loi: Dieu nous garde de cet aveuglement, & nous veuille bien ouvrir les yeux, non ſeulement de ce côté-là, mais d'autres, qui nous avoiſinent de plus près, voyant déja les Villes de Dorſten, Meppen, Paderborne, Varendorf, Rheinen, & autres à nos portes, ouvrir les leurs aux François & Suédois, & preſque tous les Electeurs faire leurs Traitez à part avec ces Conquerants, ſans limites, & inſatiables, qui achevent chacun jour d'occuper les paſſages de l'Elbe, de l'Oder, du Veſer, du Zund, du Danube, du Rhin, du Meyn, de la Liſe, Meuſe, & Moſelle, après quoi ſi on les laiſſe aller ſelon le cours qu'ils prennent, ſauve qui peut. Cela parle bien plus haut, que tous les Ecrits de

ECRIT

Donné par

L'AMBASSADEUR

De

FRANCE,

à Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

Des

PAIS-BAS,

Sur la Garantie.

Fait à la Haye le 11. jour d'Avril 1647.

L'Ambaſſadeur de France croyoit d'avoir donné entiere ſatisfaction à Meſſieurs les Commiſſaires qui ont traité avec lui de la part de Meſſieurs les Etats Généraux ſur tous les doutes & objections qu'ils lui ont preſentées, & croioit de leur avoir clairement montré que ſans détruire le véritable ſens du Traité de 1635. & ſans alterer les termes, auxquels il eſt conçu, on ne peut pas deſavouër que par ledit Traité le Roi & Meſſieurs les Etats ne ſoient obligez de rompre conjointement contre les ennemis en cas qu'ils viennent ci-après à enfraindre ou violer aucune des conditions de la Paix ou de la Trêve qui ſera faite avec eux ou bien à attaquer Sa Majeſté ou Meſſieurs les Etats en ce qu'ils poſſedoient au temps dudit Traité, ou qu'ils poſſederont lors que la Paix ou la Trêve ſeront conclues par les Conquêtes qui auront été faites ſans aucune limitation ni diſtinction de lieux, ni de perſonnes.

Etat, & que L. S. auſſi puiſſent juger de nouveau, comme chacun peut faire, ſi Sa Majeſté n'a pas accompagné de raiſons & de juſtice, toutes les propoſitions qui ont été faites de ſa part, il ne faut qu'examiner ce qui s'enſuit.

Après le préambule du Traité de 1635. où diverſes raiſons ſont exprimées qui pour l'intérêt du public & pour les offenſes particulieres, qui ont été reçues obligent le Roi de rompre contre l'Eſpagne, & Meſſieurs les Etats de continuer la Guerre où ils étoient déja engagez, il y a ces mots qui contiennent en ſubſtance le but & le deſſein de tout le Traité; *pour ces cauſes & autres ſadite Majeſté rompra la Guerre ouverte contre le Roi d'Eſpagne, dès que ce Traité ſera ſigné & ratifié, & lors commencera toute ſorte d'hoſtilitez aux Pais-Bas; comme auſſi leſdits Sieurs les Etats Généraux continueront la Guerre avec toutes leurs forces, &c.*

Il y a en peu de mots quatre grandes obligations. Par la premiere, la France doit faire une rupture générale contre l'Eſpagne: par la ſeconde, ladite rupture doit être faite dès que le Traité ſera ſigné & ratifié; par la 3. les hoſtilitez doivent commencer dans les Pais-Bas; & par la 4. Meſſieurs les Etats doivent continuer la Guerre avec toutes leurs forces; le reſte du Traité ne fait qu'expliquer les conditions de ces differentes obligations, & les moyens de faire la Paix conjointement ou de la bien aſſurer quand elle ſera faite.

Par le 1. Article il eſt porté que les deux Armées du Roi & de Meſſieurs les Etats entreront dans les Pais-Bas, au plus tard au mois de Mars prochainement venant, ſi ce n'eſt qu'on convienne de quelque entrepriſe laquelle on puiſſe executer par commun conſentement entre-ci & là.

Il faut remarquer qu'encore que le délai fût fort court entre le 8. de Fevrier que le Traité a été ſigné, & le mois de Mars prochainement venant, on n'a pas voulu pour cela differer de faire la rupture, juſques audit temps, mais ſeulement l'entrée des armes dans ledit Pais, l'obligation de rompre immédiatement après que le Traité ſera ſigné & ratifié ſubſiſtant toujours, & les Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats n'ayants jamais voulu conſentir qu'elle fût differée d'un ſeul moment après la ſignature & ratification du Traité.

Le 6. Article eſt conçu en ces termes: "l'Armée du Roi étant entrée dans ledit Pais & la „ rupture faite entre les deux Couronnes, com„ me il eſt dit ci-deſſus, elle durera juſques à „ l'entiere expulſion des Eſpagnols des Pais„ Bas, ſans que cependant Sa Majeſté ni les„ dits Sieurs les Etats puiſſent traiter Paix, Trê„ ve ou ſuſpenſion d'armes que conjointement „ & d'un commun conſentement, & ſi ladite „ Paix venoit à être faite en la façon ſusdite, „ & que puis après le Roi d'Eſpagne, l'Empe„ reur,

L'Article 9. eſt auſſi conçu en ces termes :
„ Au cas qu'après ce Traité de rupture ſigné & „ ratifié on vienne à faire la Paix, Trêve, ou „ ſuſpenſion d'armes, elle ne ſe pourra conclure „ n'y entendre que conjointement & d'un com- „ mun conſentement du Roi & deſdits Sieurs „ Etats avec obligation de rompre auſſi con- „ jointement & entrer en Guerre avec les Eſ- „ pagnols & leurs adherens; toutes les fois qu'ils „ viendront à violer ou enfraindre aucune des „ conditions accordées par le Traité de Paix „ ou Trêve qui en ſera fait, ſans que par après „ on puiſſe auſſi jamais faire aucun nouveau „ Traité de Paix ou Trêve que conjointement „ & d'un commun conſentement à condition „ que s'il vient encore à être violé, Sa Majeſté „ & leſdits Sieurs les Etats entreront conjoin- „ tement en Guerre avec ceux qui en ſeront „ infracteurs.

Article ſecret. „ Encores que par le 9. Arti- „ cle du Traité fait entre le Roi & leſdits Sieurs „ les Etats ſigné ce jourd'hui il ſoit dit qu'au cas „ qu'après ledit Traité de rupture ſigné & ratifié on vienne à faire la Paix, Trêve ou ſuſ- „ penſion d'armes, elle ne ſe pourra conclure „ ni entendre que conjointement & d'un „ commun conſentement du Roi & deſdits „ Sieurs les Etats; néanmoins Sa Majeſté & „ leſdits Sieurs les Etats ſont convenus qu'en „ tous les lieux où l'on pourroit faire la Guerre, „ ſans y être obligé par le preſent Traité, le „ Roi & leſdits Sieurs les Etats y pourront puis „ après faire la Trêve ou ſuſpenſion d'armes „ ſeulement, ainſi que bon leur ſemblera; mais „ non pas la Paix qui ne pourra jamais être „ faite que conjointement & d'un commun con- „ ſentement.

Leſdits Sieurs Commiſſaires ont tâché de prouver par des conſequences & inductions qu'ils ont tirées de l'explication deſdits Arti- cles :

Primò. Que pour la Garantie du Traité qui doit être faite avec l'Eſpagne (laquelle n'eſt autre choſe en effet que l'obligation mutuelle de rompre contre l'ennemi, dont il eſt parlé dans ledit Traité en cas qu'il contrevienne à ce qui aura été accordé) on ſe doit ſeulement regler par ce que contient le 6. Article.

2. Que moyennant ce, ladite Garantie doit être reſtrainte à ce que le Roi poſſedoit lors du Traité de 1635. & aux Conquêtes qui ont été faites depuis, dans les Pais-Bas, parce, diſent-ils, que ledit Article 6. parlant encores de la Guerre qui doit être continuée dans les Païs-Bas, & étant inſeré à la ſuite & avant d'autres qui en parlent encores, il faut conclure qu'encore qu'on ait fait mention dans ledit Article des Conquêtes qui ſeroient faites en général on a ſeulement entendu celles des Païs-Bas.

3. Que l'Article 9. commençant : *Au cas qu'après ce Traité de rupture ſigné & ratifié on vienne à faire la Paix, Trêve, ou ſuſ-*

9.

5. Que l'Article ſecret montre que Meſſieurs les Etats n'ont point été obligez, que de garentir les conquêtes faites dans les Pais-Bas, puis que la France s'eſt reſervé par ledit Article ſecret de faire la Trêve ou ſuſpenſion d'armes, par tout ailleurs ſans leur conſentement.

L'Ambaſſadeur de France a répondu à toutes ces objections comme il s'enſuit :

A la premiere, qu'il n'y a point de raiſon qui oblige de croire qu'on ſe doit regler pour la Garantie, plutôt par ledit Article 6. que par le 9. & 10. & qu'au contraire ledit Article 6. n'a point été le lieu où l'on a entendu convenir de ladite Garantie.

Primò, parce que c'eſt un endroit où il eſt encores parlé de la continuation de la Guerre qui doit durer juſques à l'expulſion des Eſpagnols.

2. Qu'il n'y eſt parlé de Négociation ni de Traité qu'en termes negatifs, à ſavoir : ſans que Sa Majeſté ni leſdits Seigneurs Etats puiſſent traiter Paix, Trêve, ou ſuſpenſion d'armes.

3. Que dans les paroles qui ſuivent immédiatement, il n'eſt fait mention de la Paix, qu'en termes douteux & incertains, à ſavoir, & ſi ladite Paix venoit à être faite en la façon ſuſdite, & que puis après le Roi d'Eſpagne, l'Empereur, &c. qui montrent clairement qu'on n'a parlé de la Garantie qu'en paſſant, *tanquam in loco peregrino*, pour éviter le préjudice qu'on ſe fut fait de n'en parler point, ayant fait mention de la Paix, & comme en devant être traité & convenu plus expreſſement & amplement dans un autre lieu.

4. Que l'on doit avouer des deux choſes l'une, ou que l'Article 6. parlant encores de la Guerre des Païs-Bas, de l'expulſion des Eſpagnols, & de la prohibition de ne traiter point avec eux, on n'a pas entendu d'y convenir d'une Garantie générale de tout le Traité comme dans ſon lieu propre, ou que ſi l'on a eu cette intention, la Garantie devant être generale pour toutes les conditions du Traité, qui doit auſſi bien faire ceſſer la rupture générale que les hoſtilitez des Païs-Bas; ladite Garantie doit avoir raport à l'un & à l'autre, & par conſéquent ne peut être reſtrainte à ce qui a été conquis dans les Païs-Bas, autrement toutes les autres conditions du Traité & tout ce qui regarde la rupture générale demeureroit ſans Garantie, & ſans aucune aſſûrance que celle qu'on peut prendre en la promeſſe des Eſpagnols, ce qui n'eſt pas rationnable & qu'on ne peut pas préſumer de l'intention de ceux qui ont fait le Traité de 1635.

5. Quand tout ce que deſſus ne ſeroit pas concluant, comme il l'eſt, & quand on voudroit, qu'il eût été convenu dans ledit Article 6. d'une Garantie comme dans un lieu propre, il faudroit toujours avouer que la Fran-

quêtes n'ayant pas directement pour objet la conservation des anciens Etats, & des nouvelles conquêtes ne laissoient pas d'être aussi importantes que celles qui en parlent, & d'avoir autant de besoin qu'on en assûrât bien l'execution, comme il sera montré ci après.

A la seconde Objection.

Ce qui vient d'être dit, pourroit servir de suffisante réponse à la seconde objection, mais on peut encores dire, que Messieurs les Commissaires pour trouver leur intention dans le 6. Article, sont obligez d'y ajoûter ou presupposer des mots, qui n'y sont point, ce qui ne peut être fait en des matieres de cette importance par l'une des Parties au préjudice de l'autre. Car étant convenu par ledit Article que l'on garantira ce qui étoit possedé lors du Traité de 1635. ou ce que le Roi & Messieurs les Etats possederont (lorsque le Traité sera fait) par les conquêtes qu'ils auront faites. Ce mot de conquêtes est illimité & indefini, & se doit nécessairement entendre de celles qui auront été faites par tout ailleurs, aussi bien qu'au Païs-Bas. Car pour pouvoir faire la restriction desdites conquêtes selon l'intention desdits Sieurs Commissaires il eût fallu que dans l'Article on eût ajoûté, *par les conquêtes qu'ils auront faites dans les Païs-Bas*; mais cette limitation n'ayant pas été inserée, il faut conclure nécessairement, que mêmes par ledit Article 6. on a entendu de garentir toutes les conquêtes.

A la trisiéme Objection.

Il est impossible qu'on ait entendu le cas mentionné en la 3. objection, quand l'on a convenu du 9. Article au contraire: ledit Article est le véritable lieu où les Parties ont eu intention d'accorder la Garantie generale de tout le Traité pour les raisons suivantes.

Primò. L'on ne parle pas dans ledit Art. 9. de la negotiation ni de la Paix en termes douteux ou conditionnez, comme il est fait dans le 6. il n'est pas dit en passant & en traitant d'autres choses, comme dans ledit Art. 6. si on venoit à faire la Paix ou Trêve; mais ledit Art. 9. contient *en professo* ce que chacun devra faire, au cas qu'on vienne à faire la Paix, Trêve, ou suspension d'armes, &c. c'est-à-dire, lorsqu'on viendra à faire la Paix, Trêve, ou suspension d'armes, &c. on n'use pas simplement du mot de Traité, comme dans l'Art. 6. mais on dit qu'elle ne se pourra conclurre, ni entendre que conjointement, &c. on y ajoûte que ce sera avec obligation de rompre aussi conjointement & entrer en guerre contre les Espagnols & leurs adherans, toutes les fois qu'ils viendront à violer ou enfraindre aucune des conditions accordées par le Traité de Paix ou Trêve qui sera fait. Le reste d'Article prescrit la forme de rentrer en negotiation après cette seconde rupture, & ce que l'on devra faire encores de part & d'autre, en cas que le second Traité soit violé par les ennemis & par une gradation pleine de prevoyance, on remedie à tous les cas qui peuvent arriver, qui montre clairement que ç'a été le veritable lieu, où les Parties ont entendu de convenir de toutes ces

secret pour un cas qu'elles avoient prohibé, & qui ne pouvoit arriver.

Tertiò. Ce qui fait voir plus clairement, que cela ne pouvoit être; & qu'on étoit encores dans les 12. mois (pendant lesquels il avoit été convenu par le Traité de 1634. de ne conclure point avec les ennemis) lesquels ne devoient expirer qu'au 15. Avril de l'année 1635. & avant ce temps-là, le Roi étoit obligé non seulement de faire entrer son armée dans les Païs-Bas, ce qui devoit être fait au mois de Mars précedent, mais de faire une rupture générale par mer & par terre contre le Roi d'Espagne.

Quartò. Quand on se fût pu imaginer quelque peu de temps entre la ratification & la rupture, ce qui ne pouvoit être, il n'eût pas été suffisant pour établir une Assemblée, & y envoyer des Ambassadeurs avec des Pouvoirs & Instructions pour une affaire de si grande importance, ce qui fait voir clairement, qu'on n'a jamais eu cette pensée.

Quintò. L'Article 9. auquel le 10. & l'Article secret se rapportent commence; *Au cas qu'après ce Traité de rupture signé & ratifié*; &c. & par consequent montre qu'on a eu intention de mêler & confondre le temps de la rupture avec celui de la signature ou de la ratification. Il y a même apparence que les Ambassadeurs de Messieurs les Etats voulurent engager Sa Majesté à faire ladite rupture avant qu'avoir fait ratifier le Traité par eux signé à leurs Superieurs.

Sextò. Ledit Article 9. ne parlant que de faire la Paix, Trêve ou suspension d'armes, presupose nécessairement une rupture precedente, n'étant pas possible de faire une Paix; une Trêve ou suspension d'armes avec un Prince, contre lequel on n'a point rompu la Paix, si on a quelque different avec lui, on peut bien les accommoder par un Traité, mais on ne sauroit l'apeller ni Paix ni Trêve ni suspension d'armes. La France a bien fait divers Traités avec l'Espagne depuis celui de Vervins, mais on n'y a point parlé de rétablir la Paix entre les 2. Couronnes, parce qu'elle n'avoit point été rompue.

Septimò. Les Articles 9. & 10. ayant été renouvellez & confirmez par le Traité de 1644. aussi bien que l'Article 6. il faut conclure necessairement que Messieurs les Etats mêmes n'ont pas crû en ce temps-là que lesdits Articles 9. & 10. dussent être entendus pour le cas, qu'on met aujourd'hui en avant, qui n'étoit point arrivé, & qui ne pouvoit être, puisque la rupture avoit été faite. Si lesdits Articles avoient été inutiles comme on veut dire à présent, il n'eût pas été besoin de s'obliger de nouveau à l'execution de ce qu'ils contiennent, comme on a fait par le Traité de 1644.

La 4. objection tend à détruire l'Article 10. mais ce qui a été dit ci-dessus pour conserver l'Article 9. en sa force & vertu, & pour prouver qu'il doit être religieusement observé, comme

étant

demonſtrative, qui détruit la 5. objection. Car s'il n'a pas été permis au Roi de faire la Paix, ſans le conſentement de Meſſieurs les Etats mêmes hors des Païs-Bas; il faut conclure qu'ils ſont intereſſez & obligez de garentir une Paix, qui ne peut être faite ſans leur conſentement: la liberté qu'on a eue de faire une Trêve ou ſuſpenſion d'armes aux autres endroits ne ſe peut entendre que d'une courte Trêve ou ſuſpenſion, en attendant le Traité de la Paix, & cela ſe juſtifie clairement par les diverſes propoſitions & inſtances, qui ont éré faites de part & d'autre en ce temps-là, dont les minutes peuvent être répreſentées, comme la France ne pouvoit & ne devoit pas s'obliger à faire les mêmes efforts de la guerre ailleurs qu'au Païs-Bas, & que Meſſieurs les Etats, qui vouloient toujours être apuyez des forces du Roi dans leur voiſinage, ne le deſiroient pas auſſi, on s'eſt reſervé la liberté de pouvoir prendre haleine & relâché aux autres endroits, afin de continuer les efforts dans les Païs-Bas avec la même vigueur, qu'on les avoit commencez; Sa Majeſté y étant obligée par honneur, puiſqu'elle l'avoit promis par un Traité. Leſdits Sieurs Commiſſaires ont produit à la derniere Conference deux projets d'Articles; qu'ils ont dit avoir été préſentez par feu Monſieur le Cardinal de Richelieu, avant la concluſion du Traité de 1635. par leſquels il appert que de la part de la France on a voulu prendre un delai avant que faire la rupture; & que par le premier deſdits Articles on a demandé un an; & par le 2. on s'eſt reduit à ſix mois. Leſdits Sieurs Commiſſaires ont tâché de prouver par l'exhibition desdits Articles qu'on n'avoit pas eu intention de la part du Roi de faire ſitôt la rupture contre l'Eſpagne, & que par conſequent on ſe pouvoit juſtement imaginer un temps en ladite rupture & la ratification dudit Traité de 1635. Mais ledit Ambaſſadeur de France a tiré de l'exhibition deſdits Articles trois conſiderations fort preſſantes contre leſdits Sieurs Commiſſaires.

La 1. que la France ayant eu tant de peine à ſe diſpoſer à la rupture au temps même qu'elle avoit reçû diverſes offenſes de l'Eſpagne par l'attaque de Mr. de Mantouë, qu'on vouloit dépouiller de ſes Etats parce qu'il étoit né François, par l'uſurpation de la Valteline, qu'on avoit priſe ſur les Griſons, à cauſe qu'ils étoient Alliez de la France, par les diverſes agreſſions & hoſtilitez, que le Duc de Lorraine avoit faites contre le feu Roi à l'inſtigation des Eſpagnols, & par pluſieurs autres injures encore plus ſenſibles que celles-là. Il faut avoüer qu'elle n'eſt pas ſi prompte à recommencer de nouvelles Guerres que quelques-uns qui les connoiſſent mal, voudroient faire croire en ce Païs.

La 2. que la France ne s'eſt reſoluë à la rupture que ſur l'inſtance de Meſſieurs les Etats & pour ſe conformer à leur deſir, ayant propoſé

tention de ceux, qui ont fait le Traité de 1635. auſſi bien que de ceux qui ont fait celui de 1644. Car comme lorſqu'on demandoit un delai avant que rompre, l'on prétendoit d'inſerer ledit delai dans l'Article qui en ſeroit dreſſé, il faut croire, que ſi l'on eût eu la moindre penſée d'entrer en Traité avec l'ennemi depuis ladite ratification juſques à la rupture, on n'eût pas manqué de l'expliquer clairement, la choſe étant d'aſſez grande importance, & avant été longuement conteſtée; c'eſt pourquoi n'en étant point parlé, il faut confeſſer que de la part de la France on a été contrant de s'en departir, & que de la part de cet Etat on n'a jamais eu intention d'y conſentir, ſi bien que les Articles 9. & 10. ſubſiſtant néceſſairement comme les véritables lieux, où il a été convenu de la Garantie, & ayant été confirmez par le Traité de 1644. on ne peut pas maintenant refuſer avec raiſon d'executer ponctuellement ce qu'ils contiennent, & ce faiſant s'obliger reciproquement à rompre ouvertement de part & d'autre contre les ennemis, en cas qu'ils viennent ci après à violer ou enfraindre aucunes des conditions qui ſeront accordées par le Traité de Paix ou de Trêve, qui ſera préſentement fait.

Après toutes ces raiſons, Meſſieurs les Etats ſont ſupliez de conſiderer ſi les propoſitions des Miniſtres de France qui ne demandent rien, ſinon que les Traitez ſoient obſervez de bonne foi & ſans y ajoûter aucune nouvelle condition ou limitation peuvent être appellées nouvelles & injuſtes: ſi le refus qu'on en a fait qui ne peut être avantageux qu'à l'ennemi merite de retarder un bien ſi grand & ſi généralement deſiré, que celui de la Paix; ſi ce retardement peut être imputé à la France qui ne deſire que la raiſon, qui ne propoſe qu'une choſe auſſi avantageuſe pour Meſſieurs les Etats que pour elle & qui depuis huit mois a inceſſamment fait connoître la neceſſité, qu'il y a d'en convenir; ſi L. S. faiſoient un jugement favorable d'un particulier, qui apporteroit de ſemblables difficultez pour n'éxecuter pas un contract qu'il auroit paſſé, & ſi en effet ce n'eſt pas ce que l'on appelle plaider contre ſa promeſſe.

Il a auſſi été repreſenté à Meſſieurs les Commiſſaires pour en informer L. S. que leurs Majeſtez ont très-grand déplaiſir de cette diverſité d'opinions, & que pour la faire ceſſer, elles ont pluſieurs fois fait agiter cette queſtion en leur preſence dans le Conſeil du Roi, non pas avec intention que les réſolutions qui y ſeroient priſes duſſent ſervir de Loi ni de jugement (ſemblables différens quand ils ſe rencontrent parmi des Alliez ne pouvant être terminez qu'en ſe ſoumettant d'un commun conſentement à la raiſon & l'équité) mais avec deſſein d'y chercher tous les temperamens poſſibles, & de complaire au deſir de L. S. autant qu'on

me temps. Qu'on n'a pas trouvé pouvoir apporter aucune restriction aux obligations contenuës dans le Traité de 1635. sans contrevenir aussi en quelque façon aux Loix du Royaume, qui rendent les nouvelles & les vieilles conquêtes d'une même nature & parties d'un même corps, aussitôt qu'elles ont été unies à la Monarchie en suite d'un Traité public, & l'observation de cette Loi est d'autant plus nécessaire à l'égard de la Catalogne, que cette Principauté s'étant réunie volontairement à la Couronne; à laquelle elle avoit été autrefois incorporée, le Roi pour cette consideration & pour les grands témoignages d'affection & de fidelité que Sa Majesté a reçû de cette Province la tient une des plus cheres de son Royaume.

Quelques-uns prennent sujet de dire, qu'elle ne peut pas être comprise sous le nom de Conquête, puisqu'elles s'est donnée volontairement; mais cette difference d'incommoder l'ennemi commun en occupant ses Etats par force, par intelligence ou de gré de ses propres Sujets, est si peu considerable que mêmes par le Traité de 1635. on s'étoit promis de reduire volontairement une partie des Pais-Bas sous l'obeissance du Roi & de Messieurs les Etats, & si la chose eût succedé selon le projet on n'auroit pas crû pour cela être moins obligé à la Garantie de ce qui auroit été aquis par cette voye que de ce qu'on auroit pris par la force des armes.

Aussi Messieurs les Commissaires reconnoissant qu'il ne seroit pas raisonnable de faire une semblable distinction n'ont point proposé cette objection en toutes les Conferences, & il ne faut pas douter que les Ambassadeurs de L.S. eussent manqué de faire inserer une clause dans le Traité de 1635. pour la sûre conservation des choses aquises de cette sorte, s'ils n'eussent reconnu qu'elles étoient comprises sous le nom général des Conquêtes.

Ledit Ambassadeur suplie encores L. S. d'examiner par leur prudence si elles n'ont pas un particulier intérêt de faire subsister lesdits Articles 9. & 10. il n'y a point d'apparence que si le Roi d'Espagne veut contrevenir ci-après au Traité à leur égard, il commence d'abord par une attaque ouverte de leurs Places, qui seroit la seule contravention qui obligeroit la France de reprendre les armes pour l'assistence de Messieurs les Etats en cas qu'on ne fût obligé que d'executer l'Article 6. du Traité de 1635. Ce sera bien plutôt en revoquant ou violant les conditions très-avantageuses que la necessité du temps contraint maintenant ledit Roi de leur accorder. Ainsi quand il viendroit à revoquer la déclaration, qu'il a faite en faveur de L. S. touchant leur Souveraineté à reprendre la qualité de Maître de leurs Provinces, à les qualifier aussi injurieusement, comme il a fait pendant la Guerre, à contrevenir aux promesses qu'il leur a faites par le Traité, de permettre l'introduction de sel blanc dans les Provinces de son obeissance, de tenir l'entrée des rivieres bouchée, d'égaler les impositions des ports & ha-

gation generale de toutes les precedentes, à faire subsister les conditions du Traité, leur est beaucoup plus avantageuse qu'à la France, & qu'ils seroient très-grand préjudice à leur Etat & à leurs Sujets, s'ils les privoient par la contestation qui a été formée depuis quelque temps de la sûreté, que leur peut donner la caution d'un puissant Royaume pour la jouïssance perpetuelle de tous ces avantages, qu'ils ont glorieusement aquis par les armes, & qu'ils peuvent conserver fort sûrement par l'assistance de leurs amis.

Cependant ledit Ambassadeur voyant que depuis 4. mois qu'il est parti de Munster on ne lui a donné aucune resolution sur une proposition si juste, si claire, & non moins avantageuse pour cet Etat que pour la France, & que d'ailleurs le temps de la Campagne est si proche, il a ordre de leurs Majestez de savoir à quoi elles auront à destiner l'argent qu'elles ont ci-devant donné à cet Etat par forme de subside afin de prendre leurs mesures & avoir loisir si Messieurs les Etats n'en ont que faire de l'employer en de plus grandes levées que celles où l'on travaille presentement. Leursdites Majestez s'attendent neanmoins, quelque resolution que prennent Messieurs les Etats touchant ledit subside, qu'ils ne laissent pas de satisfaire de leur part à l'obligation portée par le Traité de 1635. jusques à ce que la Paix soit faite, qui ne peut être concluë que conjointement & d'un commun consentement. A quoi leurs Majestez sont resolues de satisfaire ponctuellement de leur côté.

DIS-

Digitized by Google

DESINTERESSE'

Sur la Paix qui ſe traite entre le ROI D'ESPAGNE *& les* ETATS GENERAUX *des* PROVINCES-UNIES.

LEs ſentimens ſont fort partagez ſur le ſujet de la Paix qui ſe traite entre l'Eſpagne & les Etats des Provinces-Unies. Les uns en jugent par l'intérêt public & général de l'un ou de l'autre parti, les autres par celui de quelques particuliers Membres du corps de ces Etats, d'autres par le leur propre, ou par paſſion & ſelon qu'ils ſe repréſentent l'état des affaires. Mais comme il n'y peut avoir d'avis droitement conçû là où l'action du jugement n'eſt pas libre & pure ; pour dire ce qui en eſt comme il apartient, il ne faut pas qu'aucune paſſion ou aucun prejugé prédomine, & eſt beſoin pour découvrir au fonds l'intention des intereſſez & les conſequences de leur deſſein, de conſiderer exactement l'état & diſpoſition des uns & des autres.

Le but de l'un & de l'autre de ces partis eſt fort different en la conduite perpetuelle de leurs affaires, d'où on préjugera quel peut être celui qu'ils ſe propoſent en cette occurrence. Le Roi d'Eſpagne tend à dominer abſolument dedans & dehors le diſtrict de ſon autorité preſente, & à étendre conjointement la Papale par tout, ſoit par une vraye & ſerieuſe reſolution, ſoit par un préterte plauſible & qui favoriſe à ſa principale intention. A quoi les Jeſuites ne ſemblent être faits que pour prêter leur miniſtere, en exécution de ces maximes autant ſimulées que mal aſſorties, *un Dieu, un Roi, une Foi, une Loi, un Soleil & une Lune ſeulement pour le monde ſpirituel comme pour le temporel.* Comme ſi un ſeul Dieu étoit incompatible avec les diverſes ſortes de Gouvernement auxquelles toutesfois & Dieu en ſa Parole & la Raiſon, qui eſt divine, ont donné leur aveu. De cette tienne domination rigide & abſoluë chez ſoi les déroutes de tant de peuples qui n'ont pû durer ſous ſon joug & le traitement fait à ſon propre Fils en font foi : & au dehors, ſes uſurpations continuelles montrent ce qu'il prétend. Ainſi ce Monarque tend-il apparemment à une tyrannie générale & ſur les corps & ſur les ames.

Le but des Provinces-Unies en l'établiſſement de leur ordre a été l'affranchiſſement de leurs conſciences, de leurs corps & fortunes oppreſſez durement par celui qui autrement avoit titre légitime de les dominer. Et depuis ces-Unies. La ſeule cupidité d'envahir & de poſſeder à tors ou à droit a formé & groſſi au Roi d'Eſpagne cette maſſe d'Etats & de peuples auxquels il commande, car ôtez ce qu'il a uſurpé ſur les Chrétiens & ſur les Barbares, le principe de ſes Etats & de ſa domination étoit mince & étroit. Or il ſe trouve auſſi qu'il a tâché de retenir ce qu'il a ainſi uſurpé par les mêmes moyens qu'il ſe l'eſt aquis. Les traitemens violens & cruels au delà de tout exemple que les temps paſſez ou preſens puiſſent fournir, les aſſerviſſemens, les exactions dures & intolerables, les ſupplices exquis & redoublez effroyablement, le fer, le feu, la corde, les chaînes, ont été les infames inſtrumens dont il s'eſt arraché les peuples qui n'ont pû échapper à ſa domination : qui a porté ſes effets ſanglans & horribles juſques en l'autre monde parmi des gens autrement aiſez à dompter & ranger ſous un joug tolerable, qu'on a cependant exterminez comme de gayeté de cœur. Mais, ce qui eſt particulierement à conſiderer, ces gens-ci mêmes ont encore la mémoire fraîche de la part qu'ils ont eue à ces barbaries preſque du tout inuſitées au précedent. Et c'eſt tout ce qu'ils ont pû faire en beaucoup d'années par leurs ſoins & leurs travaux unanimes que de ſe garentir de ces cruautez & de la ſuperbe & de l'orgueil indicibles de cette Nation-là, dont ils ont eû une ſi triſte & funeſte experience.

Là où le Gouvernement & les moyens de ſubſiſter des Etats Generaux conſiſte en une étroite union entr'eux, en un entretien religieux de la liberté, des droits & prerogatives publiques & privées ; & en une moderation à diſpenſer la Juſtice aux étrangers & aux naturels du Païs, telle, qu'on peut dire que l'on ne vit en ces Païs-là que d'ordre, qui en effet y eſt obſervé d'un commun conſentement d'une façon exacte : d'où réuſſit par tout une tranquilité & une ſûreté & une accoûtumance à la bonne foi, telles qu'il ne ſe voit rien de pareil ailleurs, je veux dire tant de liberté avec moins de confuſion & de trouble : d'où chacun auſſi a là le moyen d'établir des fortunes conſiderables. Ce qui, joint à la commodité de la navigation qui ſe trouve en la ſituation du Païs, & à l'habitude que chacun y a priſe au trafic à la faveur de ces commoditez ; c'eſt ce qui a donné occaſion d'y étendre des conquêtes juſques aux plus éloignez Païs, là où ces gens ſe voyent mêmes en état de diſputer la poſſeſſion au Roi d'Eſpagne & de l'exclure. C'eſt, dis-je, ce qui a rendu cette République-là ſi puiſſante & ſi magnifique qu'elle a de la préeminence même entre beaucoup de Royaumes.

A cette heure, appliquons ici une autre maxime que tiennent les Naturaliſtes, que *tout changement ſubit eſt dangereux.* Si cela ſe dit du changement d'une habitude à une autre, à plus forte raiſon ſe doit-il dire du changement de ce qui eſt comme naturel en ſon contrai-

gardes & en pratiquant indirectement une guerre d'intrigues couverte. Pour cet effet faut jouer au plus fin & user de soupleſſes & de subtiles menées, ou s'en donner garde. Et je vous laiſſe à penſer qui des uns ou des autres y ſont Maîtres. Car de dire que les Eſpagnols aillent faire la Paix à cœur ouvert & qu'ils apportent quelque ſincere intention & la moindre bonne volonté pour ceux avec qui ils traitent, & que ce ſoit là un Traité qu'ils ayent deſſein de garder aux termes d'une vraye confederation; c'eſt ne ſe connoître pas aux affaires d'Eſpagne & des Provinces-Unies, & ne ſavoir les maximes & l'humeur de cette Nation-là, ni beaucoup l'ordre des choſes du monde. Se rejoindre donc avec telles gens, c'eſt proprement recevoir ſon ennemi en ſon ſein. Et ne ſai ſi cette Paix fourrée ſeroit moins pleine d'inconvenient & de deſavantage que celle que voulut faire Naas Ammonite avec les Iſraëlites en leur crevant à chacun un œil. Tant y a que Naas ne vouloit crever que l'œil du corps aux Iſraëlites. Mais ici une choſe eſt certaine. C'eſt que l'Eſpagnol fera ſon poſſible pour l'aveuglement ſpirituel de ſes pretendus Confederez, abolliſſant tant qu'il pourra entr'eux la vraye Religion. Et ne faut point douter que le Pape avec qui le Roi d'Eſpagne fait profeſſion d'être lié étroitement d'intérêts ſpirituels ait autrement trouvé bon ce Traité que ſous quelque ſourde promeſſe de lui en faire tirer avantage. Voilà ſeulement quand Henri le Grand d'heureuſe mémoire & très-louable d'ailleurs, permit la Conference de Fontaine-bleau où la Meſſe ſembloit devoir être miſe en compromis, il lui falut auparavant appaiſer les crieries du Nonce du Pape, lui diſant en l'oreille que tout ce qu'il en faiſoit étoit pour ſon contentement (porté à cela par des conſiderations du temps.) Et ſur ce que je repréſentois à cette heure combien telles gens & tous leurs adherans & conforts ſont invincibles & inimitables en leurs artifices, il me ſouvient de ce que je liſois qui eſt arrivé dans ce ſiecle, en un Auteur qualifié, dont l'Hiſtoire eſt bonne à ce propos & connuë. Un certain Baronio parent du Cardinal de même nom venant à être inſtallé à Rome entre ceux de la Propagation de la Foi, qui eſt une Compagnie compoſée moitié de Laïcs moitié d'Eccleſiaſtiques, tous Cardinaux, inſtituée pour ſolliciter l'extirpation des heréſiques (comme ils parlent) par tout en Europe, & quelque ami étant venu complimenter ce Baronio ſur ſa nouvelle charge; celui-ci qui avoit imbû quelque teinture ſecrete de la vraye Religion s'étant échappé à dire là-deſſus, *fuſſe bono ſe non fuſſe contra Chriſto*, il lui falut gagner le haut auſſitôt parce que ſes paroles vinrent à la connoiſſance du Pape. Or s'étant refugié en France avec ſes papiers & tous les Mémoires qui lui avoient été déja diſtribuez pour l'exercice de ſa charge, & ces Mémoires étans examinez, on n'y trouva pas grand' fineſſe

comme de ces autres peuples fraîchement ſoûtraits au Roi d'Eſpagne, contre qui ſon indignation eſt encore fumante, & pour leſquels ſon approche & ſa communication ſeroient dangereuſes. Le longtems qu'il y a que nous nous ſommes mis en liberté eſt un ſuffiſant titre à notre poſſeſſion, juſtifiée par le conſentement des autres Etats & Rois de la Chrétienté: par ce longtems le Roi d'Eſpagne s'eſt accoûtumé & comme reſolu à rélâcher la Souveraineté qu'il avoit ſur nous; il en a avallé ſon courroux en la Trêve que déja nous avons contractée avec lui comme indépendans: ſeulement ſera-t-il bien aiſe d'être en repos à ce prix de ce côté-là & de tourner ailleurs ſes fruit & ſes travaux en affaires non moins importantes, ſans que les ſoins qu'il a à employer ailleurs, il les divertiſſe & les bande à nous perdre inſidieuſement. Pauvres gens! penſez vous qu'il y ait preſcription pour un Souverain qui prétend qu'on a ſecoué felonnement ſon autorité? Sur tout en celui-ci dont le malotent ſemble inextinguible? Savez-vous pas qu'une effrenée ambition comme la ſienne ne ſe borne ni par les ſiécles ni par la diſtance des lieux ni par les autres difficultez qui ſemblent inſurmontables? Et s'il va bien juſques aux bouts de la Terre aſſervir ceux qu'il n'avoit jamais connus & qui moins ont jamais releyé de lui, & s'il engloutit avec ſon *plus ultra* tout le monde qui ne lui doit pour la plus grand' partie rien, comment jugez-vous qu'il vous épargnât, vous qui l'avez ſi ſenſiblement écorné? *Manet alta mente repoſtum.* Jugez vous pas que ſa haine s'exaſpere & ſe concentre tant plus il va en avant par les difficultez qu'il rencontre à la ſatisfaire? A-t-on pas dit à l'occaſion de Rois moins tyranniques & oppreſſeurs que lui, que *jamais les Rois ne pardonnent?* Eſt-il pas accoûtumé à uſurper & à gourmander les Nations à la vuë de toute la Terre, ſans que le jugement que les autres Etats & Rois de la Chrétienté y peuvent aporter le retienne & lui faſſe honte? Quant à la Trêve qu'il traita avec vous, ce fut par contrainte, & Dieu ſait quelle peine il eut à digerer la formalité de vous reconnoître pour indépendans, & quel fruit vous en penſates recueillir. Ne ſert de dire qu'il ſera bien aiſe d'avoir du repos de ce côté-là, car ce relâche ne ſervira qu'à faire reverdir ſon attention à vous ſubjuguer par des expediens plus duiſibles. Et il a aſſez d'émiſſaires qui ſoigneront imperceptiblement parmi vous à cet ouvrage pour lui.

Ains ſachez qu'il vous attribuë deux qualitez en conſideration deſquelles il vous eſt en effet *irreconciliable*, & tiendra non ſeulement licite mais meritoire à un haut degré de vous haïr & perdre & de ſe moquer en votre endroit de tenir ſa foi lorſqu'il en verra l'occaſion. Il vous tient pour rebelles, felons & pour heretiques tout jugez. Vous ſavez ſur cela l'Article du Concile de Conſtance. Il ſemble qu'il n'eſt fait que pour lui par la bonne pratique qu'il en a miſe

main & en quel prédicament il vous peut tenir.

Cela preſupoſé, il demeure conſtant que les Eſpagnols ne peuvent avoir de bonne intention pour ce peuple. Il les faudra doncques compter toujours pour autant d'ennemis par inclination & par intérêt. Reſte de voir ſi on peut ſans ruine & ſans préjudice avoir avec eux un commerce de Confederez étant en cette diſpoſition. Déja on tient univerſellement qu'un ennemi ouvert eſt moins dangereux qu'un couvert & diſſimulé. Je demande donc l'expedient par lequel on s'attend de vivre avec ces gens en ami & en ennemi; ſavoir & en cueillant les utilitez que l'hoſtilité & les armes empêchent de percevoir & tout enſemble ſe donnant garde des ſecretes ſurpriſes. Nous y apporterons, direz-vous, une prevoyance ſi générale & ſi penetrante & une conduite tellement abſoluë & fixe que rien ne nous pourra ſurprendre parce que rien ne nous ſera caché, & en demeurerons toujours les Maîtres, & empêcherons bien qu'on ne nous empiete. Certainement, ſi vous pouvez empêcher à des Alliez l'entrée & communication en votre Païs, j'avouë que vous vous pourrez donner garde qu'ils ne pipent & qu'ils n'alterent les eſprits par les leurres dont cette Nation a accoûtumé de ſe ſervir & par les prétentions honoraires & lucratives dont peut donner ſujet un Monarque plein d'éclat & de ſplendeur comme eſt le leur. Comment connoîtrez-vous quand il vous remplira tout de ſes Miniſtres & Agens ſecrets, leſquels ſous un nom & un habit déguiſez monopoleront au milieu de vous la ruine de votre liberté & de votre Religion? Ce qui n'eſt pas à craindre des autres Catholiques que vous y tolerez, d'autant que ce ſont la plûpart ou François ou gens nez entre vous, qui quoi qu'ils reſpireroient volontiers l'air du midi, ſi eſt ce que pour être apprivoiſez avec vous par la naiſſance & la longue demeure & pour n'être pas halenez & inſtruits de vos ennemis ni dreſſez ou appuyez expreſſement de ce côté-là à aucun mauvais deſſein; il n'eſt pas pour cette heure à craindre qu'ils vous ſoient autrement nuiſibles que par les ſouhaits & l'inclination. Non plus que les François pour le reſpect de leurs Alliances (que l'on m'avoüera avoir toujours eû quelque choſe de ſincere & de franc quant au fonds, quoi qu'on die paſſionnément au contraire ſur quelques acceſſoires) n'étoient pas gens à machiner rien indirectement & de mauvaiſe foi contre cet Etat.

Je dis indirectement: parce que quand bien le projet du mariage & le deſſein de s'approprier ces Païs à cette condition ſeroit auſſi vrai que les proteſtations que l'Ambaſſadeur de France fait au contraire ſont expreſſes & aſſeverantes; cependant le coup auroit toujours éclaté & été donné en dehors & à découvert, qui eſt y venir le maſque levé & faire prix de la peau de l'ours avant que de l'aller enlever, auquel cas

ſeul-ci au reſpect bien plus pernicieux qui porte ſon venin à la queuë. C'eſt une Nation ſouple & ingenieuſe à s'inſinuer ſur tout entre des gens qui ayans une particuliere candeur & preud'hommie, comme la plûpart des ſeptentrionaux, penſent qu'on agira en pareille diſpoſition avec eux. Quand avec une feinte modeſtie & à petit bruit ils ſe ſeront fourrez parmi vous & qu'une fois ils ſe ſeront familiariſez & fait connoître fauſſement pour ce qu'ils ne ſont pas à votre Nation, & que chacun ira diſant entre le vulgaire, ils ne ſont pas ſi diables qu'on les a fait noirs; ſur cette impreſſion ils trameront leurs pratiques: feront induſtrieuſement goûter le nom & le reſpect de leur Roi là où il étoit auparavant inconnû: amoreceront, comme j'ai dit, les eſprits ambitieux des ſplendeurs Monarchiques, qui ſera proprement mavrer votre Etat par la tête. Vous avez des Politiques & de la Nobleſſe de bonne Maiſon encore entre vous, qui ſe ſentiront avoir aſſez de merite pour parvenir aux grandeurs & aux charges importantes que pourroit diſpenſer le Roi étant une fois en poſſeſſion du Païs. Là-deſſus le mot à l'oreille: eſt-ce à une populace à vous faire la Loi (dira-t-on à ceux-ci:) & combien plus dignement & avantageuſement tiendriez-vous votre rang auprès de votre Roi? Et qu'on ne me die point que la défection ſeroit abhorrée généralement en ceux qui auroient la conduite des choſes s'ils venoient ainſi à prévariquer. Il faut que la vraye conſideration du devoir & l'eſprit de Dieu agiſſent bien puiſſamment pour retenir en de telles tentations une ame tant ſoit peu genereuſe que l'avarice & l'ambition élancent à de hautes prétentions.

S'il faut être méchant, ſois-le pour être Roi.
Mais au reſte ſois juſte, & vi ſelon la Loi.

Sur tout en ce temps que la fidelité & la bonne foi au préjudice de ſon profit particulier ſont devenus des maximes de ſimples, & que les Grands & ceux qu'on dit être en leurs dignitez ſouveraines les images de Dieu qui eſt l'amen, le fidelle & le veritable, ſont cependant vertu d'être doubles & de n'être obligez qu'autant qu'ils veulent de leur parole envers leurs inferieurs, comme s'ils n'étoient pas également hommes, entre leſquels la foi & la parole ont une néceſſaire & commune rélation. Puis; vous m'avouërez que vous ne manquez point aujourd'hui d'eſprits de vent entre vos corps maſſifs, leſquels ſoient ſuſceptibles de préſomptions. Cette vanité ſe fomentera & ſe ſoufflera de tant plus entre vous par une Nation qui ne reſpire autre choſe. Des mœurs étrangeres ſont bientôt imbuës. Le ſiecle eſt trop plein de malice & de perfidie pour s'y promettre des évenemens plus ſûrs. De leur Roi ils diront comme on parloit à Henri le Grand de l'Egliſe Romaine pour l'induire à y rentrer, *tant y a*

deration pour un temps ; & à quoi tient-il (rechargera-t-on) qu'on ne ſe jette tout à fait entre les bras de ceux dont on ſe trouve ſi bien? un ſi bon mouvement donneroit bien plus de courage à Sa Majeſté Catholique d'apporter d'autres ſoins pour vous. Et que cette imaginaire apprehenſion qu'on vous fait avoir pour votre Religion ne vous touche point. Quand des Gouverneurs altiers & que le Roi d'Eſpagne a trouvé depuis s'être émancipez en autre choſe, vous ont mal-traitez ſur ce ſujet, c'étoit alors un mal général que la haine qu'on portoit à votre Religion : alors les Rois de France qui ſont tant à cette heure les retenus & les débonnaires executoient la S. Barthelemi. A préſent le temps a changé : l'averſion n'y eſt pas telle : on a pris d'autres maximes : l'Inquiſition n'a plus preſque de vigueur en Eſpagne que contre les Juifs & Mahumetans. Si l'Etat du Roi d'Eſpagne étoit de même conſtitution en cet égard que celui de France, penſez-vous que le Roi Catholique n'eût auſſi bon cœur pour y retenir les Huguenots, que lui? Ce langage n'a pas un vrai fondement. Il ne laiſſera pourtant de ſe debiter : & il n'en faut pas d'autre pour piper la credulité populaire. Cependant c'eſt le peuple qui donne le branle & les ſecouſſes à tout un Etat quand il ſe vient à remuer impetueuſement, ſur tout en cetui-ci tout populaire & de membres preſques indépendans l'un de l'autre. Ne faut pas penſer que là-deſſus les piſtoles ſoient épargnées où beſoin ſera. Et le peuple voyant cette Nation-là n'incommoder pas leur trafic, ains l'augmenter des traites d'Eſpagne & d'autres Pais dépendans, cette commodité les rendra en tout & par tout tant plus admiſſibles ſur tout entre un peuple qui a particulierement à cœur ſon profit, & ſervira de quelque confirmation à ce que deſſus: & ne les tiendra-t-on pas pour cela moins utiles & que pourtant ils doivent être moins avantagez que les mécreans que vous ſoufrez pour ce regard entre vous. Juſques là qu'aux plus habiles de vos Théologiens ſuſceptibles de la tentation & qu'on trouvera par l'épreuve n'être pas d'entre nous, on viendra à remontevoir ce langage du Cardinal du Perron conſultant quand il eût à prendre parti. *C'eſt* (diſoit il) *grand cas que quelque capacité que vous ayez, faites-vous Miniſtre, jamais vous ne pourrez monter plus haut*, per omnes caſus *vous êtes Miniſtre*: Là où en l'Egliſe Romaine il y a lieu de ſe promouvoir honorablement de grade en grade juſques à des dignitez qui s'égalent à celles des Rois.

Sur tant de mauvais effets, la difficulté ſera à en extirper les cauſes. Cela ſera preſque impoſſible quand on ſe ſera emparé de quelques principales têtes & d'une partie du peuple. On trouvera étrange qu'à chaque bout de champ on ait les procedures d'un grand Roi fraîchement allié ſuſpectes : là-deſſus entrera-t-on en des diviſions. Le reſpect de l'Alliance empêchera qu'on ne pourſuive ſi ſeverement ces gens en faudroit auſſi avoir le cœur & la bonne affection : que pourtant au lieu d'avoir ſi étroitement capitulé avec lui, faudroit le mettre à diſcretion. Et quand on voudra vigoureuſement pourvoir à tels attentats, on ne le pourra pas, parce que le Roi aura un trop bon pied dedans le Pais. Le mal ſe trouvera ſans remede. Vos voiſins ſe mocqueront de votre crédulité, de vos des-unions, de votre inconſtance. Le François vangé du rebut que vous aurez fait de lui vous inſultera & fournira de moyens à vos adverſaires pour vous exterminer plutôt qu'il n'aidera à vous relever. Et vous perdrez en un moment votre reputation, vos prerogatives, peut-être votre Etat & vous-mêmes. Si vous avez des expediens ſuffiſans pour obvier à tous ces inconveniens, j'accorde que vous avez raiſon de faire la Paix.

Mais ſur tout là où la diviſion ſourdement jettée & fomentée entre vous ſera plus à craindre comme plus efficacieuſe, c'eſt au fait de la Religion. Ces politiques qui mêmes en leur cœur n'en ont point, ſachans pourtant combien elle a de pouvoir à intereſſer l'affection des hommes ne trouvent point un plus puiſſant inſtrument pour remuër & pour diviſer les peuples auſſi bien que pour les affermir & les allier. Je m'étonne comme ceux-ci ayans éprouvé depuis peu comme on leur a touché cette corde ne ſont retenus par l'apprehenſion de pareil ou pire accident en cette occaſion. Car on tient pour certain que les nouveaux dogmes d'Arminius furent forgez du côté d'où ils attendent leur Paix : & dit-on mêmes qu'il venoit de Rome lorſqu'il ſe mit à les debiter. Tant y a que vous avez vû comme aiſément ils firent impreſſion : comme par là on s'empara de beaucoup d'eſprits : comme par là on a reuſſi à les aliener l'un de l'autre, & comme il s'en eſt enſuivi une diviſion qui dure & un mal talent entre ceux de contraire opinion plus grand qu'ils n'en ont contre les ennemis formels de l'Etat, juſques à en venir à l'hoſtilité, tellement que ni par les Conſeils ni par les Conciles ni par l'oppoſition des armes on n'a pû faire en ſorte qu'il ne s'en ſoit formé une Secte qui pullule, & qui difforme, s'il faut ainſi parler, & l'Egliſe & la République, & qui au premier vent favorable levera les cornes plus que jamais. Or a-ce été à la faveur de la Trêve que cet ouvrage s'eſt avancé. Auparavant on marchoit tout d'un pied aux Articles de foi. D'où ce changement & ces ſujets d'altercation qui ont ainſi fait periciter l'Etat & la Religion, ſinon de la mauvaiſe haleine de ceux dont on s'étoit rapproché? Que ſi on a bien conçû tels deſſeins & ſi on les a tant avancez dedans une Trêve ; que ne fera-t-on point & que ne projettera-t-on point en l'étenduë illimitée d'une Paix? J'ai oui quelquefois des plus entendus de ces Arminiens ſoûtenir les Jeſuites : cela n'eſt pas ſans myſtere. Mais prenez un peu garde comme alors avecques la Religion l'Etat ſe trouva auſſi en branle & comme ils ſont conſé-

quence

vrant la porte, comme vous voulez faire, aux plus ſubtils & mal-veillans de cette croyance; vous allez fortifier ce parti entre vous, accroiſſans leur nombre & le rendans bien plus vigoureux & plus animé.

Vous m'oppoſerez qu'ils ont bien Alliance avec les Anglois qui ſont de même Religion que vous, ſans qu'on y voye rien arriver de ce qu'on vous veut faire craindre. Je réponds que l'état des Gouvernemens, la conduite & l'humeur du peuple & la conſtitution des affaires & du Païs ſont bien autres. Ils n'y ont pas tant de priſe ni les prétentions qu'ils penſent avoir chez vous. Et ſavez-vous tous leurs deſſeins de ce côté-là & la bonne part qu'ils peuvent avoir euë aux brouilleries qu'on a ſuſcitées entre ces gens pour les perdre?

Si les exemples meuvent plus que les raiſons, nous en avons une infinité qui montrent le peu de foi qu'il y a aux Traitez de l'Eſpagnol: un ſeul ſuffira pour tous. Après la Paix de Vervins ratifiée avec un grand Roi capable d'en reprimer les infractions, laiſſa-t-on de tramer chez lui-même la perte de ſa perſonne & de ſon Etat en la débauche du Maréchal de Biron, un des plus utiles & confidens de ſes ſerviteurs? Témoin ce qui apparut en ſon procès des menées par leſquelles il avoit été induit à fauſſer ſa fidelité, & cela peu après la concluſion ſolemnelle de la Paix & nonobſtant toutes les cautions & les aſſurances données par ceux qui l'induiſirent à forfaire de la ſorte à ſon honneur? Combien ſubtiles & raffinées furent les pratiques dont on uſa à cette fin, & combien difficiles furent à ſupprimer les ſemences de diſcorde & de ſubverſion qui en cette occaſion furent jettées dans cet état-là? Mais quoi? Ce ne fut encore qu'une ſuite continuelle de ces inſtigations qui ſe découvrit ez pernicieux deſſeins d'un l'Hoſte, d'un Mairargues, pratiqué mêmes par l'Ambaſſadeur d'Eſpagne que ſa charge obligeoit plutôt à nourrir l'union recente & le commun bien de ces deux Couronnes, au point qu'on venoit fraîchement de ſe rejoindre les cœurs & les mains: & comme il a paru trop évidemment en tant d'autres attentats ſur la perſonne de ce Monarque, dont la ſincerité & la bonne foi ne pouvoit adoucir & corriger l'envenimée animoſité, dont ſon ennemi avoit tant infecté ſon peuple tout durant la Ligue, qu'il avoit ſuſcitée & entretenue par des artifices qui vous doivent bien faire penſer à vous de près, & eſquels vous avez un particulier échantillon de ſes pernicieuſes brigues parmi une commune. Et Dieu ſait ſi la fin déplorable de ce Roi-là ne fut point enfin un effet de tous ces complots, & un coup qui porta entre tant d'autres tirez en vain, & le couronnement de tout ce mauvais œuvre.

Sont-ce pas les mêmes maximes par leſquelles un Duc de Savoye inſpiré de ce côté-là entreprit en ce même temps de ſaccager proditoi-

de valeur: *fallit quem faciunt aliena pericula cautum.*

Mais n'aurons-nous donques jamais la Paix, direz-vous? Dieu n'eſt pas un Dieu de ſang, il s'appelle le Dieu de Paix: & *beati pacifici*: cette maxime de Chriſt eſt générale pour tous les hommes. Oui, vous devez avoir la Paix, s'il ſe peut, avec tous les hommes: mais une Paix honorable & ſure, non une Paix qui n'en ait que le nom & qui s'échange en une pire Guerre parce qu'elle ſe démenera dedans vos entrailles, comme j'ai dit, & par une autre ſorte d'eſcrime où vous n'entendrez rien, & qui vous rejettera dans l'aſſervitſement d'où vos peres vous ont ſi glorieuſement tirez. Cela ſeroit plutôt tendre le ſein au poignard de ſon ennemi. Et autrement vaut-il bien mieux vous contenter de la Paix & de l'union entre vous dont la benediction d'enhaut vous a juſques ici fait jouïr, & la concentrer tant plus fortement par l'ordinaire antiperiſtaſe que votre ennemi que vous êtes accoûtumez tout enſemble de combattre & de vaincre, entretient autour vos frontieres. Il faut avoir la Paix avec Dieu (diſent les divins Oracles) avec nous-mêmes, avec les gens de bien: il n'y en a point avec le Diable, ni avec ni pour les méchans, avec ceux qui jamais ne dépoſent leurs mauvais deſſeins. Et *præſtat malorum odium quàm conſortium*, dit Tacite.

Ici a lieu l'exemple de Carthage. Carthage avoit donné ſujet de pluſieurs longues Guerres aux anciens Romains. Et parce que là ils avoient à faire à partie, cela les avoit obligez de ſe rendre diligens & aguerris, & c'eſt dans les exploits dont ils s'y ſignalerent qu'ils parurent & ſe rendirent ſingulierement belliqueux, tellement qu'ils en furent rédoutables à tout l'Univers. Quand après l'avoir ſubjuguée & reduite au petit pied par tant de travaux & de ſang épandu, il fut propoſé au Senat de la raſer toute afin d'en tarir les reſſources & de joüir du repos qu'on pouvoit obtenir cette Nation étant ſurmontée; quelqu'un s'y oppoſa & dit que Carthage étoit néceſſaire pour exercer la vertu des Romains, qui dans un tel relâche viendroit à s'aneantir par la nonchalance, & que plutôt s'il n'y avoit plus perſonne dans Carthage faudroit-il la repeupler & la rebâtir que de ſe priver de ce ſujet d'exercer & d'entretenir ſa valeur. Mais en ce fait ici, outre la raiſon de ne ſe point deshabituer des travaux militaires qu'alleguoit celui-là, vous en avez une bien plus urgente en ce qu'il eſt beſoin de pourvoir continuellement à votre ſureté & conſervation.

Mais encore quelle grande neceſſité vous eſt impoſée de faire la Paix? Vous êtes beaucoup en arriere en vos fonds. Chacun en ſon privé s'en reſſent. Faut encore défalquer de ſes facultez pour nourrir la Guerre qui ne s'entretient qu'à grands frais & en conſumant des ſommes immenſes. Notre trafic a été ébranlé par de

ni terme. Il ſe peut faire que par les avantages & les deprédations que vous pourrez encore obtenir ſur votre ennemi comme ci-devant, vous recouvrerez aiſément votre perte. La France & l'Allemagne & tous ces Païs qui avec une bien autre profuſion d'argent ſoûtiennent depuis ſi longtemps la Guerre auroient beau faire d'autres plaintes : & encore ſont-ils bien qu'ils ſubſiſtent. Et au fonds, vaut-il pas mieux perdre une partie de ſon bien que d'avoir recours à des moyens qui vous font courir le hazard de perdre tout ſans reſſource ? Penſez-vous que les offres & les conditions avantageuſes que vous propoſe l'ennemi ſoient à autre fin que pour vous tromper ? *Quicquid id eſt, timeo Danaos & dona ferentes.* Voyez-vous pas comme quoi ils ſont gens de parole, & qu'il leur ſuffit quoi qu'il leur en coûte de parvenir à leur but qui eſt d'être introduits au milieu de vous?

Conſiderez encore que par une telle Alliance ſujette à caution vous faites littiere de celles de tant d'autres Puiſſances de la Chretienté que la Maiſon d'Autriche a pour ennemies : qui au lieu des bons offices & de l'aſſiſtance qu'ils étoient en diſpoſition de vous prêter, ne vous regarderont plus que d'un œil ennemi ſi une Paix générale n'aſſoupit bientôt tous les differens de la Chrétienté. Car comme la Chrétienté eſt toute balancée par ces deux grandes Puiſſances de France & d'Autriche dont tous les autres partis dépendent, regardez qu'en vous attachant à celle d'Eſpagne vous épouſez ſes intérêts & ſes dépendances & rejettez celle de France qui rallie à ſoi tous les Proteſtans dont la confédération & l'amitié appuyées entr'autres bonnes conſiderations par celle d'une même Religion, vous eſt bien plus aſſurée & ſolide que toute autre. Si vous faites état de la proximité de ce qui reſte des Païs-Bas au Roi d'Eſpagne avec les vôtres pour en être aſſiſtez au beſoin & pour mettre barre entre vous & la France qui ménaçoit, direz-vous, de vous empieter. Quant à l'aſſiſtance par la proximité; elle eſt trop plus commode & en main de la part de France. Et pour la défiance d'être empietez de ce côté-là; quelle aſſurance avez-vous que vous ne le ſerez pas plutôt du côté d'Eſpagne, vu les grandes apparences qui vous en ſont repreſentées ? Que ſi vous alleguez que vous y apporterez le correctif, & que, quelque confederation qu'il y ait vous uſerez bien toujours de précaution ſuffiſante; qui vous empêchoit d'en uſer ainſi avec les François ſans les exciter à rompre avec vous en vous joignant à leurs ennemis? Au reſte vous irritez une Nation voiſine & puiſſante & de grand reſſentiment par vos reparties injurieuſes & pleines de diſcours éloignez du reſpect dû aux Rois, & ſans néceſſité n'étant pas le droit du jeu de ſe juſtifier par des invectives. Et ſemble que vous deviez toujours reverer la poſterité de Henri le Grand qui a eû tant à cœur votre ſubſiſtence : que vous avez eû pour aſcendant en votre affermiſſement; & qui, avec ſon Succeſſeur a prêté l'épaule à vos plus glorieux procedez, qui tandis que vous tachez à vous mettre en repos d'un côté vous pourroient rejetter dans le trouble & dans la Guerre d'un autre, & vous priveront de la Garantie que vous auriez pû avoir d'une Paix ſi douteuſe?

Vous faites bien là-deſſus de vous humilier devant Dieu à ce qu'il ne vous abandonne pas à votre ſens en une ſi importante occaſion, & qu'il ne s'en ſerve point pour punir les iniquitez qui ſe ſont multipliées entre vous comme par tout ailleurs par l'extrême dépravation du ſiécle. Comme jadis en certaines courſes, avant que d'entrer en lice on alloit allumer ſon flambeau en un lieu ſacré & auguſte, ainſi puiſſiez-vous remporter de votre dévotion une trempe & une lumiere qui vous r'addreſſe & qui vous affermiſſe en la piſte de vos ayeuls, leſquels vrais Argonautes vous ont conquis malgré tous les perils & obſtacles cette precieuſe toiſon d'or de la liberté, qui vous a fait avoir en reſpect & en conſideration à toute l'Europe, *& comme pour ſigne & pour miracle en Iſrael.* Qui eût dit à vos peres que vous défendriez la cauſe des Eſpagnols contre les François, ils auroient pris cela pour prodige. Et faudroit planter des potences ſur leurs tombeaux (comme a dit quelqu'un) s'ils s'étoient obſtinez à épandre du ſang ſans néceſſité. Reprenez courageuſement vos premieres erres. Que la genereuſe reſolution d'un de vos Compatriotes vous meuve. C'étoit un Bourgmeſtre de Leyden, qui du temps que vos ennemis la tenoient étroitement aſſiegée, ſe voyant preſſé par les Citoyens crians à la faim & alleguans leurs néceſſitez pour capituler; coupez-moi, ce dit-il, les bras auparavant, & me mettez le reſte du corps en piéces & vous en raſſaſiez, ſi vous n'avez autre choſe à manger, plutôt que je conſente que vous vous mettiez à la diſcretion d'un ennemi inexorable.

LES

Des

PROVINCES-UNIES

Des

PAYS-BAS

Par Monſieur de

SERVIEN

AMBASSADEUR

De

FRANCE.

Le 17. Avril 1647.

La Garantie & à ce que les Provinces-Unies des Païs-Bas conjointement avec la France reprennent les armes contre le Roi d'Eſpagne, s'il contrevient au Traité de Paix avec la France, non ſeulement ès Païs-Bas, mais en Catalogne & autre part. Qu'il ſoit convenu des moyens de continuer les hoſtilitez contre l'Ennemi. Qu'il ſoit donné l'ordre néceſſaire pour la Campagne. Navires de Guerre. Les ſubſides.

L'Ambaſſadeur de France après le long ſéjour qu'il a fait ici, ne pouvant pas le continuer plus longtemps ſans en recevoir quelque ſorte de préjudice, étant deſtiné comme il eſt à ſervir leurs Majeſtez ailleurs, eſt obligé de ſupplier Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies conjointement avec la France repreſentant les articles du Traité de Paix avec la France, non ſeulement ès Païs-Bas en Catalogne & autre part. Article du Traité de 1644. touchant la ſureté de celui qui doit être fait avec l'Ennemi & l'obligation générale de reprendre les armes conjointement contre lui, au cas qu'il contrevienne aux conditions de la Paix ou de la Tréve qui ſera accordée : ledit Ambaſſadeur ayant montré clairement qu'on ne peut aporter aucune limitation à ladite obligation ſans contrevenir directement aux Traitez ſur ce fait, & ayant propoſé tous les tempéramens qui peuvent être apportez pour l'entiére ſatisfaction de leurs Seigneuries. Sur quoi il ne cherche point de nouvelle délibération à faire puis qu'il y a déja ſi longtemps qu'on en fait préſenter à leurs Seigneuries les points ſur leſquels on demande maintenant leur réſolution.

II.

Qu'il ſoit convenu des moyens de continuer les Hoſtilitez contre l'Ennemi.

Qu'en attendant la concluſion du Traité général qui doit être fait conjointement avec l'Ennemi, qu'il ſoit promptement convenu des moyens de continuer les hoſtilitez de part & d'autre ſuivant l'obligation portée par le Traité de 1636. pour réduire l'Ennemi à venir plutôt aux conditions de Paix qui lui ont eté propoſées.

III.

Qu'il ſoit donné l'ordre néceſſaire pour la Campagne.

Qu'il plaiſe à leurs Seigneuries donner l'ordre néceſſaire pour la Campagne prochaine, la ſaiſon étant déja ſi avancée, comme elle eſt; & concerter promptement les moyens d'attaquer l'Ennemi pour n'en être pas prévenu : & pour en donner plus de facilité à leurs Seigneuries, leurs Majeſtez conſentiront que l'armée de cet Etat puiſſe attaquer une des Places qui ſe trouveront dans le partage du Roi & que leurs Seigneuries demeurent en poſſeſſion de ladite Place, ſi elle tombe à leur pouvoir; à la charge que la même choſe ſera permiſe aux armes de Sa Majeſté, & que ſi la raiſon de Guerre la convie d'attaquer une des Places du partage de leurs Seigneuries, elle demeurera auſſi à Sa Majeſté, ſauf de convenir enſemble après l'exécution du Traité, de ce qui ſera trouvé raiſonnable de part & d'autre.

IV.

Navires de Guerre.

Que ſur l'avis qu'on reçoit de toutes parts des grands préparatifs par Mer que fait l'Ennemi, il plaiſe auſſi à leurs Seigneuries ordonner le nombre des Vaiſſeaux qu'elles ſont obligées de tenir à la Mer par les Articles 8. & 12. du Traité de 1635. le Roi ayant toujours non ſeulement ſatisfait de ſa part à ce qui eſt porté par ledit Traité, mais entretenu une puiſſante Flotte qui a occupé & diverti toutes les forces de l'Ennemi & l'a ſouvent attaqué dans ſes havres & côtes; en-

ſorte

dant qu'ils feront dans le ſervice.

V.

Les Subſides. Ledit Ambaſſadeur attend auſſi la réſolution qu'il aura plu à leurs Seigneuries de prendre touchant les ſubſides, afin qu'il puiſſe informer leurs Majeſtez ſi leurs Seigneuries ne le deſirent point, ou ſi elles ont intention de recevoir encore cette année cette preuve de la bonne volonté de leurs Majeſtez à l'endroit de leurs Seigneuries.

Signé

SERVIEN.

L'AVIS

Des Commiſſaires des Etats de HOLLANDE *de traiter de Paix avec le Roi* D'ESPAGNE *à part & ſeparement d'avec la France; ſi la France de ſon côté ne veut conclure un Traité de Paix, & que la Garantie desdits Etats pour la France n'eſt que pour les Pais-Bas.*

Le 19. Avril 1647.

AYans ouï les conſidérations des Seigneurs de Mathenelle & Paw Plénipotentiaires de cet Etat à Munſter, les Commiſſaires ont trouvé bon d'en donner l'Avis aux Nobles, Grands, & Puiſſans Seigneurs tel qu'il ſuit.

Puiſque cet Etat n'eſt pas davantage obligé pour les intérêts de la France que pour les Pais-Bas, que la France eſt obligée d'entendre que ſur ces mêmes intérêts an été donnée ſatisfaction.

Que touchant la diviſion des Lignes & les environs l'Eſpagne préſente de rendre ſoumiſſion à cet Etat, afin que par arbitrage cela ſoit terminé.

Que pour ce qui concerne les intérêts du dehors, la Couronne de France doit pareillement être ſatisfaite.

Que touchant la Garantie on a fait ſuffiſante préſentation à la France qui ſurpaſſe vrayement ce que les Traitez apportent quant à ſoi.

Que d'Eſpagne on a impetré des bonnes de l'Etat, & autrement.

EXTRAIT

De

L'EXHIBITUM

Fait de la part de Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

Le 19. Avril 1647.

SUr les conſiderations données par Meſſieurs de Mathenelle & Paw que la France a reçu plus de ſatisfaction de cet Etat qu'il n'en devoit.

Que la France n'a autre intérêt avec la Hollande que dans le Pais-Bas pour contraindre l'Eſpagne à des conditions convenables & agréables.

Que les offres que Meſſieurs les Etats ont reçues de l'Eſpagne ſont accompagnées de très-bonnes conditions.

Que la France ne peut recevoir de l'Eſpagne plus que l'Inſtruction des Ambaſſadeurs de France ne porte.

A cauſe de quoi on a de la part desdits Etats réſolu de quitter la Guerre, étant convenable que la France auſſi ſoit requiſe de conſentir à la concluſion de la Paix.

Et en cas que la France en faſſe refus, que de la part de cet Etat l'on a fait déclaration qu'il peut avec raiſon conclure la Paix ſans la France, & qu'il eſt trouvé bon de mettre ladite réſolution en œuvre pour diverſes & urgentes raiſons & intérêts de l'Etat.

DU

Au

ROYAUME

De

NAPLES.

Les Rois d'Eſpagne inveſtis du Royaume de Naples. Droit des Rois de France au Royaume de Naples. Le conſentement du Roi à ce que le Duc de la Trimouille puiſſe repréſenter à l'Aſſemblée de Munſter ſon droit au Royaume de Naples. Le Roi ſe réſerve ſes droits au Royaume de Naples. Qu'au Traité de Paix entre la France & l'Eſpagne il ſoit ſtipulé que le droit du Duc de la Trimouille au Royaume de Naples lui ſera réſervé contre le Roi d'Eſpagne. Que le Pape juge du different pour le Royaume de Naples entre le Roi d'Eſpagne & le Duc de la Trimouille. Ou bien que ce différend ſe remette à l'arbitrage de quelques Princes. Le Duché de Gueldres. Le Royaume de Navarre. Qu'il ſoit fait récompenſe au Duc de la Trimouille pour la ceſſion de ſon droit au Royaume de Naples à la Couronne de France. Qu'il eſt à propos que le Roi ait ceſſion & tranſport du droit du Duc de la Trimouille au Royaume de Naples.

LE droit que prétend Monſeigneur le Duc de la Trimouille au Royaume de Naples, provient de ce qu'il eſt iſſu de Charlotte d'Ar-

poſtérieures & ne ſe ſont pu faire au préjudice dudit Frédéric & de ſes deſcendans.

Les Rois d'Eſpagne inveſtis du Royaume de Naples.

Les Rois de France au contraire ſoutiennent que ce Royaume leur appartient comme y ayant droit à cauſe de Charles premier Comte d'Anjou Frére du Roi Saint Louis & de ſes Succeſſeurs Rois de Naples de la premiére & ſeconde Branche d'Anjou.

Droit des Rois de France au Royaume de Naples.

De ſorte que ſi Monſeigneur le Duc de la Trimouille veut repréſenter ſon droit au Royaume de Naples contre le Roi Philippe IV. à préſent regnant, à l'Aſſemblée pour la Paix à Munſter & y faire ſa proteſtation, il eſt néceſſaire qu'il ait le conſentement du Roi de ce faire, comme il l'a obtenu par les Lettres de Sa Majeſté à ſes Plénipotentiaires à Munſter, données à Paris l'an 1643. le 26. d'Octobre qui ne ſe peuvent entendre que contre le Roi d'Eſpagne & nullement contre Sa Majeſté, puis qu'il eſt dit en termes exprès que ce ſoit ſans préjudice de ſes droits.

Le conſentement du Roi à ce que le Duc de la Trimouille puiſſe repréſenter à l'Aſſemblée de Munſter ſon droit au Royaume de Naples.

Le Roi ſe réſerve ſes droits au Royaume de Naples.

Et conſéquemment il peut être ſtipulé au Traité de Paix qui ſe doit faire entre les Couronnes de France & d'Eſpagne que le droit apartenant au Royaume de Naples à Monſeigneur le Duc de la Trimouille contre le Roi d'Eſpagne lui ſera réſervé & lui en ſera fait juſtice par le Pape & le Collége des Cardinaux qui en jugeront dedans un ou deux ans; le jugement lui appartenant d'autant que ce Royaume eſt de la Souveraineté & tenu à foi & hommage du Pape: de même qu'à l'Empereur & aux Electeurs de l'Empire il appartient de juger de la propriété du Duché de Milan & au Roi de France & aux Pairs du Royaume de juger de la propriété du Duché de Bourgogne.

Qu'au Traité de Paix entre la France & l'Eſpagne il ſoit ſtipulé que le droit du Duc de la Trimouille au Royaume de Naples lui ſera réſervé contre le Roi d'Eſpagne.

Que le Pape juge du différend pour le Royaume de Naples entre le Roi d'Eſpagne & le Duc de la Trimouille.

Sinon il ſe peut ajoûter à l'entremiſe du Pape celle de la République de Veniſe, du Grand-Duc de Toſcane, & de quelqu'autre Prince qui en jugent par forme d'arbitrage.

Ou bien que ce différend ſe remette à l'arbitrage de quelques Princes.

Ainſi que par le Traité de Paix à Cambrai en l'an 1508. entre l'Empereur Maximilian I. & ſon petit-fils Charles Prince d'Eſpagne depuis cinquiéme du nom Empereur d'une part, & le Roi Louis XII. d'autre, il fut convenu que le différend entre ledit Prince d'Eſpagne & Charles de Gueldres, autrement ſurnommé d'Egmond, pour raiſon de la propriété du Duché de Gueldres fief de l'Empire, ſeroit jugé, ſi faire ſe pouvoit, dedans un an par l'Empereur & les Rois de France, d'Angleterre, & d'Ecoſſe, comme Arbitres.

Le Duché de Gueldres.

Et comme pareillement par l'Acte concerté à Paris l'an 1514. le 31. Mars entre les Ambaſſadeurs du Roi François premier & ceux dudit Prince Charles pour le recouvrement du Royaume de Navarre occupé par Ferdinand II. Roi d'Arragon (ayeul maternel dudit Prince Charles) il fut convenu que ledit Roi François & ledit Prince Charles envoyeroient leurs Députez par devers ledit Roi Ferdinand pour le perſua-

Le Royaume de Navarre.

Couronne de France.

Qu'il eſt à propos que le Roi ait ceſſion & tranſport du droit du Duc de la Trimouille au Royaume de Naples.

pour les Comtez de Champagne & de Brie aux Rois de Navarre de la Maiſon d'Evreux; qui ſera accumuler droits ſur droits à nos Rois ſur ce Royaume, auquel le Roi François premier a été forcé par l'Empereur Charles V. de renoncer contre toute juſtice par les Traitez de Madrid, Cambrai, & de Creſpi.

HARANGUE

De Monſieur

SERVIEN

à Meſſieurs les

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

Des

PAIS-BAS.

Du 25. Avril 1647.

MESSIEURS,

JE ne doute point que Meſſieurs vos Députez n'ayent fait de temps en temps un fidele rapport à vos Seigneuries de toutes les ouvertures que j'ai faites à Meſſieurs les Etats Généraux ou à Meſſieurs leurs Commiſſaires qui ont traité avec moi, pour avancer la concluſion d'une Paix ſure & honorable tant pour cet Etat que pour la France.

Cette créance m'empêchera de vous en faire une redite qui ne pourroit être qu'importune; & je me contenterai de vous repréſenter, Meſſieurs, qu'après m'être accommodé, autant qu'il m'a été poſſible, à la Conſtitution de cette République, qui ne réſout d'ordinaire les affaires qu'avec un peu de longueur, j'ai eu toute la ce dont Sa Majeſté a uſé envers Meſſieurs les Etats Généraux, tant de proteſtations réitérées que je leur ai faites de ſa part d'une parfaite & très-ſincére amitié, & tant de preuves qu'ils ont reçuës d'une fidelle correſpondance entiérement conforme à ce qui eſt preſcrit par les Traitez, de voir qu'on n'ait pas encore pris la peine de répondre à divers Mémoires que j'ai préſentez, encore qu'ils ſoient remplis de plusieurs propoſitions importantes au bien & avantage de cet Etat.

Je vois au lieu de cela que les bonnes intentions de Sa Majeſté peu conſidérées, mais mal interprétées de quelques eſprits paſſionnez, qui par un procédé qui eût été en horreur à vos devanciers prêchent hardiment parmi vous l'affection & la ſincérité de votre Ennemi, & travaillent ouvertement à rendre ſuſpecte la conduite & la foi inviolable de vos plus aſſurez amis: afin de rompre par des conſeils violents & précipitez une Confédération ſi ſainctement cultivée de la part de la France & qui a été la principale cauſe des proſpéritez qui accompagnent aujourd'hui vos affaires & les nôtres.

Je me promets, Meſſieurs, que conſidérant les dangereux progrès que l'Ennemi a déja faits par cet artifice pour vous ſéparer de la France & cauſer de la déſunion parmi vous, & faiſant réflexion ſur le nombre des partiſans qu'il a déja acquis dans votre Païs avant même que la Guerre ſoit finie, vous ferez revivre cette ancienne prudence de vos péres qui ont toujours trouvé la plus grande ſureté de cet Etat dans un juſte reſſentiment des injures qu'il a reçues des Eſpagnols, & dans une ſage défiance de toutes leurs actions & de tous leurs deſſeins.

L'on ne peut pas apprendre ſans étonnement que ceux qui pour favoriſer les intentions de l'Ennemi voudroient rompre la conſtante union qui a duré ſi longtemps entre votre Nation & la nôtre, ayent déja oublié qu'il n'y a preſque point de lieu dans ces Provinces où les Eſpagnols n'ayent fait ſentir leur cruauté, qui n'ait auſſi été rougi du ſang que les François y ont répandu pour votre ſervice. S'ils croyent qu'il vous reſte encore quelque ſouvenir des choſes paſſées, je ne ſai comme ils oſent ſe rendre auteurs d'une nouveauté ſi étrange & ſi périlleuſe; & comme ils n'appréhendent point que les inconvéniens qui peuvent naître d'un ſi notable changement qu'ils propoſent, n'obligent quelque jour la poſtérité de leur demander raiſon d'une conduite ſi mal fondée qui tend à faire ceſſer l'averſion héréditaire contre les Eſpagnols que vos prédéceſſeurs ont laiſſée comme en partage à leurs enfans, & à vous rendre ſuſpecte une amitié qu'ils ont cru le plus ſûr appui de cet Etat.

Ce qui paroît de plus extraordinaire dans le deſſein de vos Ennemis, eſt que pour rendre les impoſtures qu'ils ont forgées de concert avec les Miniſtres du Roi d'Eſpagne, plus efficaces & pour donner moyen de faire plus d'impreſ-

ſion

tions.

Mon devoir m'oblige, Meſſieurs, d'avertir vos Seigneuries de bien ouvrir les yeux en cette rencontre qui peut avoir beaucoup de ſuites dangereuſes, & de vous prier très-inſtamment de ne prendre point de concluſions ſur ce qu'on pourroit vous donner à entendre : juſques à ce que j'aye eu communication de la part de l'Etat, ſelon la raiſon & la coutume, de tout ce qui a été avancé, où le ſervice de Sa Majeſté peut être intéreſſé, & des conſidérations qui y ont été faites.

J'oſe bien promettre qu'après cela je donnerai un entier éclairciſſement ſur tous les doutes qu'on peut avoir pris, & que je ferai paroître à découvert la fauſſeté des calomnies que nos Ennemis ont eu l'audace de débiter en préſence de vos Seigneuries.

Quand je vous qu'on eſſaye de perſuader que les Miniſtres du Roi s'oppoſent aux avantages des Etats Proteſtants dans l'Allemagne, que Sa Majeſté empêche la Paix & ne ſouhaite que la continuation de la Guerre, qu'elle fait des Traitez ſecrets avec l'Eſpagne à l'inſu de ſes Alliez, & que pour aigrir les Peuples de ce Païs, on ſuppoſe que ceux de leur Religion ſont traitez rigoureuſement en France & aux autres endroits de la domination du Roi, je ne m'étonne pas que ceux qui fuyent la lumiére de la Vérité, tombent dans de ſi grands aveuglemens.

Il me ſemble que la France ayant entrepris une périlleuſe Guerre dans l'Allemagne pour rétablir les Princes Proteſtans anciens Alliez de la Couronne, lorſque leurs affaires étoient entiérement ruinées, & l'ayant ſi conſtamment ſoûtenuë, mérite une autre reconnoiſſance que des reproches; après avoir obtenu par les armes conjointement avec la Couronne de Suéde le rétabliſſement de tous les opprimez. Si elle conſeille aux Proteſtans pour faciliter la concluſion de la Paix de ne porter pas les choſes dans l'extrémité, & d'être ſages aux dépens de l'Ennemi qui a ruiné ci-devant ſes affaires pour n'avoir pas uſé modérément de la victoire; ſi elle témoigne franchement qu'on n'a jamais entendu de faire une Guerre de Religion dans l'Allemagne, & qu'ayant pris les armes pour la défenſe de tous les Princes de l'Empire également, ce ſeroit travailler contre la fin qu'on s'eſt propoſée, ſi ceux qui ſont reſtituez dans leurs biens & dignitez n'en étans pas contents, vouloient opprimer les autres, & que ce ſeroit éterniſer la Guerre au lieu de la finir, chacun avouera que c'eſt un conſeil qui eſt plus digne de louange que de blâme, & qu'au moins il ne devroit pas être cenſuré par ceux qui ſouhaitent ſi ardemment le repos.

Ils ne prennent pas garde aux contradictions où ils tombent, puiſque ſi l'on tient ferme pour l'intérêt de quelque Allié, ils inférent delà qu'on ne veut point de Paix; & que ſi on perſuade de prendre quelque tempérament en faveur de

croyons être d'accord avec eux, à ſavoir celui de ne rien rendre de part ni d'autre entre la France & l'Eſpagne, & que chacun demeure en poſſeſſion de ce qu'il tient avec les dépendances & annexes, ſi ce n'eſt qu'on entre en reſtitution des anciennes Conquêtes auſſi bien que des nouvelles.

Celui qui concerne la ſureté de Cazal pour empêcher qu'il ne puiſſe jamais tomber entre les mains des Ennemis, lors qu'il aura été rendu à Monſieur de Mantouë, étant la moindre récompenſe qu'on puiſſe prétendre de trois batailles & de dix millions d'or qui ont été dépenſez pour lui conſerver cette importante Place : celui de Catalogne pour prévenir les pratiques qui pourroient être faites d'un côté ou d'autre, capables d'interrompre la Paix & dont les Eſpagnols ont promis de convenir par l'entremiſe de vos Plénipotentiaires : & celui de la ſureté du Traité par le moyen des Ligues & Garenties réciproques, qui doivent être accordées : ſuppoſé, dis-je, que les Ennemis exécutent de bonne foi tout ce qui a été concerté ſur leſdits points; le Roi a tant de confiance en l'affection & bonne juſtice de Meſſieurs les Etats Généraux, que Sa Majeſté ne refuſera pas de ſe conformer pour le reſte des différends qui ſont encore indécis, à ce qu'ils jugeront raiſonnable. Au lieu de travailler ſur une propoſition ſi juſte qui auroit pu produire la Paix il y a deux mois, ceux qui pour des intérêts particuliers que chacun peut reconnoître & que le temps découvrira plus clairement, veulent cauſer des diviſions entre la France & cet Etat, aiment mieux perſiſter dans une fauſſe opinion que de conſentir qu'on faſſe la moindre diligence pour s'éclaircir d'une vérité de ſi grande conſéquence.

Cependant comme ſi on vouloit fermer la porte d'un lieu où on a envie d'entrer, on fait des déclarations tantôt de ne pouvoir point mettre en campagne, tantôt d'avoir droit de traiter ſéparément, ſans vouloir prendre garde que ce ſont autant d'obſtacles qui empêchent l'Ennemi de venir à la raiſon; pour voir ſi les inclinations ou conſidérations ſeront changées en réſolutions & ſi les ménaces ſeront ſuivies des effets.

Quant aux prétendus Traitez de Mariage ou d'échange, c'eſt une fourbe ſi groſſiére, qu'il n'y a point de perſonne intelligente dans les affaires qui ne connoiſſe qu'il y auroit autant d'imprudence que d'infidélité d'entendre préſentement à de ſemblables propoſitions. Auſſi n'a-t-on oſé produire d'autre preuve de cette ſuppoſition que des Lettres qu'on dit avoir été écrites par le Roi d'Eſpagne & par ſes Miniſtres; & celui qui les a préſentées a été contraint de confeſſer publiquement qu'il n'avoit rien vu qui ne vînt du côté de la France. Encore qu'il n'y ait pas de lieu de douter pour cela des aſſurances qui ont été ci-devant don-

rement ceux qui en ſont auteurs & qui ont l'audace d'attaquer par ces calomnies la foi & la réputation d'un Grand Roi ami de cette République.

Je ne répondrai rien ſur le mauvais traitement qu'on dit que reçoivent ceux de votre Religion dans les Pais de l'obéiſſance de Sa Majeſté, il y en a qui agiſſent ſi glorieuſement à votre vue dans le commandement des armées, & tous ceux du Royaume jouiſſent aujourd'hui de l'exercice de leur Religion dans une ſi heureuſe tranquilité, que je m'étonne comme on oſe dire le contraire en déguiſant une vérité ſi publique.

Il paroît bien que les auteurs de ces fauſſes nouvelles ont deſſein de rendre le Gouvernement de la France odieux à vos Peuples, qui commencent à leur rendre agréable celui d'Eſpagne, quoi qu'elle perſécute en tous lieux ceux de votre créance par les rigoureuſes pourſuites de l'Inquiſition, & par des cruautez dont il y a peu de familles parmi vous qui ſe ſoient exemptées avant que vos armes & l'aſſiſtance

faire une ſerieuſe reflexion ſur ce que la ſaiſon veté du temps me permet de leur repréſenter à la hâte, qui ne tend qu'à prévenir les mauvais offices de ceux qui ne craignent pas de faire du mal à leur Patrie, pourvû qu'ils nous en faſſent, & à détourner les fâcheuſes délibérations qu'on voudroit vous faire prendre ſur des préſuppoſitions très-fauſſes.

Ma penſée eſt bien éloignée du deſſein d'exciter ou de fomenter aucune ſorte de diviſion dans cet Etat : le Roi en a toujours deſiré la grandeur & la proſpérité que Sa Majeſté connoît très-bien dépendre principalement de l'étroite union des Provinces & de la bonne intelligence qu'elles entretiendront avec leurs anciens amis. J'employerai de bon cœur ſuivant les ordres de Sa Majeſté, tous mes ſoins pour conſerver & affermir celle qui doit être entre la France & cet Etat, afin de faire connoître par mes actions mieux que par mes paroles, que je ſuis véritablement,

Votre &c.

INSTRUMENTUM PACIFICATORIUM PLENIPOTENTIARIIS SUECICIS

Exhibitum ab

IMPERATORIIS LEGATIS.

I.

Fiat Pax Univerſalis, perpetua, conſtans, Chriſtiana, fidaque ſervetur vicinitas, inter Imperatorem, Electores, Principes Statuſque Imperii, Regem Hiſpaniæ, Domum Auſtriacam, eorumque Confœderatos atque adhærentes, & Sereniſſimam Reginam Sueciæ, ejuſque Majeſtatis adjectos.

II. Per-

PROJET Du TRAITE' DE PAIX Délivré à Meſſieurs les PLENIPOTENTIAIRES De SUEDE Par ceux de L'EMPEREUR.

I.

QU'il y ait une Paix générale, une amitié conſtante & Chrétienne entre l'Empereur, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, le Roi d'Eſpagne, la Maiſon d'Autriche, leurs Confedérez & Adhérans; & la Sérénitiſſime Reine de Suéde & ſes Alliez.

II. Il

... ratione Eccleſiaſticorum terminus a quo deſumatur ab anno 1627. *politicorum verò* 1630. *Ita vicissim Imperator, Domus Austriaca, & reliqui Ordines intereſſati reſtituantur juxta Pacem Pragenſem, annullatis quibuſcumque proſcriptionibus, confiſcationibus, rebus judicatis, tranſactionibus, &c. præterquam de quibus proximo Imperii Receſſu de anno* 1645. *aliter ſtatutum ſit : reſervatis Domui Auſtriacæ ſuis in Ducatu Wirtembergico hactenus poſſeſſo Feudo Blaubeuren & utraque Dynaſtiâ, Hohenſtauffen & Achalm.*

IV.

Omnes Miniſtri Eccleſiaſtici, civiles, quique ſago & togâ militarunt, abſque ullo diſcrimine cum uxoribus, liberis, hæredibus, famulitio &c. in priſtinum ſtatum reſtituti ſunto.

V.

Si novæ ferendæ Leges aut bellum decernendum, Pax ſanciendo, tributa imponenda erunt, ſiat id comitiali cum ſuffragio, ſalvis tamen iis quæ ad Imperatorem & Collegium Electorale ſolum pertinent.

VI.

Regalia & immunitates Statibus illibata maneant: item jus ſanciendi Fœdera liberum, ſalvo tamen juramento quo Imperator atque Imperio obſtricti ſunt & non aliter quàm præcunte aliquali cauſæ cognitione in Comitiis.

VII.

Juſtitiæ ineatur ratio abſque rerum & perſonarum reſpectu.

VIII.

Negotium Palatinum hoc modo componatur: poſt debitam ſubmiſſionem abſolvatur a Banno Palatinus, eique Palatinatus inferior reſtituatur; exercitium Catholicæ Religionis cum juribus, dignitatibus Eccleſiaſticis ibidem intemeratum ſervetur. Verùm Dignitas Electoralis cum Regalibus, prærogativis, juribus quibuſcumque, manebit penes Electorem Bavarum totamque lineam Wilhelminam in perpetuum: admittatur tamen Comes Palatinus ad eandem Dignitatem Electoralem, ſed octavo & ultimo loco; & ita ut nihil juris ſibi ad ea quæ Bavaro attributa ſunt, arrogare poſſit.

IX. *Præ-*

même manière qu'ils en jouiſſoient avant cette Guerre : avec cette reſtriction que le terme ſera par raport aux affaires Eccleſiaſtiques depuis l'année 1627. & pour les Politiques à l'an 1630. Pareillement l'Empereur, la Maiſon d'Autriche, & les autres Puiſſances intéreſſées ſeront rétablies ſelon la teneur de la Paix de Prague. A cette fin on annullera les proſcriptions, confiſcations, jugemens, tranſactions, &c. & les réglemens faits dans la dernière Diéte de 1645. qui ſont contraires à ces reſtitutions : en reſervant cependant à la Maiſon d'Autriche dans le Duché de Wirtemberg, le Fief de Blaubeuren, & les Comtez d'Hohenſtauffen & d'Achalm.

IV.

On remettra dans leur premier état les Miniſtres Eccléſiaſtiques & Laics, de robe & d'épée des deux parties ſans diſtinction, y compris leurs femmes, leurs enfans, leurs Domeſtiques &c.

V.

L'on ne pourra établir des Loix, réſoudre la Guerre, conclure la Paix, que par les ſuffrages des Etats : ſauf pourtant les prérogatives de l'Empereur & du Collége Electoral.

VI.

Les Regales & immunitez ſeront conſervées aux Etats, de même que le droit, qui leur apartient, de faire des Traitez, ſauf toutefois la fidelité qu'ils doivent à l'Empereur & à l'Empire, & non autrement qu'après en avoir donné connoiſſance aux Aſſemblées.

VII.

L'on rendra une juſtice exacte, ſans avoir égard aux choſes & aux perſonnes.

VIII.

L'affaire Palatine ſera ainſi terminée. Le Palatin fera les ſoumiſſions néceſſaires, au moyen deſquelles on levera ſon ban, on lui rendra le bas Palatinat, où il ſera obligé de permettre l'exercice de la Religion Catholique, avec tous les droits & dignitez qui lui apartiennent. La Dignité Electorale avec tous ſes droits, privilèges, prééminences, ſera conſervée à l'Electeur de Baviére & dans la Branche Guillelmine : & le Palatin aura une nouvelle & la huitiéme place d'Electeur ; ſans qu'il puiſſe s'attribuer aucun des droits attachez à celle de Baviére.

Stratada Montana Moguntino Archiepiſcopo, & donationes in Palatinatu a Cæſare factæ, immotæ maneant.

XI.

Lis circa bona Eccleſiaſtica & gravamina religioſa & politica eo modo compoſita manſuri, ſicuti contra contravertentes Evangelicos & Catholicos Status amicabiliter convenerit : quæ Tranſactio ſingulari quidem Inſtrumento comprehenſa, tamen ex hoc Pacis Tractatu atque tabulis robur accipiat.

XII.

Plena libertas commerciorum tam in Germaniâ quàm Sueciæ regnis, terrâ, marique, in Civitatibus, fluminibuſque, abolitis noviter induCtis teloniis, vectigalibus, impoſitionibus, ſtabilitatur.

XIII.

Et cùm Sueci præter opinionem immoti ſteterint ratione puncti ſatisfactionis in ceſſione integri Ducatûs Pomeraniæ, Civitatis Wiſmarienſis, Archiepiſcopatûs Bremenſis, & Epiſcopatûs Verdenſis, Cæſarei quidem quantum Imperatori licet, ſalvâ ratificatione Statuum præſertim intereſſuturum, amore Pacis conſentiunt ; hac tamen lege ut deficiente maſculâ prole ex moderna Sueciæ Reginâ rurſum ad Imperatorem atque Imperium devolvantur : interim Regina Sueciæ in feudum Imperii cum omnibus oneribus concedantur.

XIV.

Simultanee inveſtiantur Elector Brandeburgicus rationeque pactorum Gentilitiorum cæteri intereſſuti Principes, geſtentque interea inſignia ; & in defectu maſculorum ſupradictorum ſuccedant ſine ullâ contradictione.

XV.

Teneantur Regina Sueciæ ejuſque Succeſſores in libertate conſervare Status atque Civitates Pomeraniæ, præſertim Stralſundiam ; deductis exinde quamprimum præſidiis omnibus & ſingulis.

XVI.

Cum vicinis ſervabit Corona Sueciæ fidam amicitiam & concordiam, ne Imperium novo implicetur bello.

XVII.

Le Bergſtrat demeurera à l'Electeur de Mayence. Et les donations faites dans le Palatinat par l'Empereur à différens Seigneurs demeureront dans leur force.

XI.

Le procès au ſujet des biens d'Egliſe, & les Griefs Eccléſiaſtiques & Politiques ſera accommodé à l'amiable entre les Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg. Et la tranſaction qui ſera paſſée à ce ſujet, eſt approuvée dès à preſent par le preſent Traité.

XII.

Il y aura pleine liberté de Commerce dans l'Allemagne & dans la Suéde tant par mer que par terre & ſur les fleuves, en abolifſant néanmoins les droits nouvellement impoſez.

XIII.

Et d'autant que les Suédois ſont demeurez fermes, contre toute attente, à demander pour leur ſatisfaction tout le Duché de Poméranie, la Ville de Wiſmar, l'Archevêché de Brême & l'Evêché de Verde : les Plénipotentiaires de l'Empereur y conſentent, autant qu'il dépend de l'Empereur de le faire, à condition que les Etats de l'Empire ratifieront cette donation ; & ſous la réſerve que ces Etats cédez retourneront à l'Empereur & à l'Empire au défaut d'héritiers mâles de la Reine de Suéde, qui en prendra poſſeſſion les tenant en fief de l'Empire, & payant toutes leurs charges.

XIV.

L'Electeur de Brandebourg recevra l'inveſtiture ſimultanée des Etats cédez auſquels il a droit ſuivant les Traitez ; & ce Prince & les autres qui peuvent prétendre à ceux ſpécifiez ci-deſſus en prendront poſſeſſion ſans empêchement, ſi la Reine de Suéde ne laiſſe pas d'héritiers mâles.

XV.

La Reine de Suéde & ſes Succeſſeurs ſeront obligez de maintenir dans leur liberté les Etats & les Villes de la Poméranie, principalement Stralſund dont ils retireront au plutôt leurs Garniſons.

XVI.

La Couronne de Suéde ne troublera point la Paix de ſes voiſins & de l'Empire.

XVII.

Digitized by Google

XIX.

Interea nullâ in ſupradictis Archiepiſcopatu & Epiſcopatu fiat immutatio tam in Eccleſiaſticis quàm Politicis, ſuſpenſoque jure Archiepiſcopali & Epiſcopali, agnoſcat Regina Sueciæ & poſteri ratione harum ditionum Cæſarem atque Cameram Spirenſem, omneſque Imperialia ſuſtinere teneantur.

XX.

Capitula Cathedralia & Monaſteria relinquantur in ſuo ſtatu privilegiato, Sedes Apoſtolica in poſſeſſione menſium Papalium, Imperator precum primariarum; Religionis cauſâ non graventur Catholici.

XXI.

Civitas Bremenſis cum territorio ab hac conceſſione immunis maneat, & in poſſeſſione libertatis & jure Civitatis liberæ Imperii.

XXII.

Frederico Holſatiæ Duci locus pro reſidentiâ relinquatur, & annuatim ſolvantur N. N. oppigneraturque ei loco aſſecurationis certa bona.

XXIII.

Marchioni Brandeburgico Chriſtiano Wilhelmo pendantur quotannis in Pacificatione Pragenſi pacis mille duodecim thaleri cum oppigneratione certorum bonorum aſſecurationis loco.

XXIV.

Reginæ Sueciæ intuitu Ducatûs Pomeraniæ ſupradictorumque Archiepiſcopatus & Epiſcopatus unicum tantummodo competat votum in Comitiis Imperialibus.

XXV.

Pro ſtabiliendâ hac Pace renuntiat Regina Sueciæ omnibus Fœderibus contra Imperatorem, Imperium, Domum Auſtriacam, Statusque Imperii initis.

XXVI.

Electori Brandeburgico, ſatisfactionis loco cedat Epiſcopatus Halberſtadenſis, quamdiu caritura eſt Ducatu Pomeraniæ.

XXVII.

XIX.

Il ne ſera cependant fait aucun changement dans leſdits Archevêché & Evêché aux affaires Eccléſiaſtiques & politiques, & en réſervant les droits des Evêque & Archevêque, la Reine de Suède & ſes Succeſſeurs reconnoîtront pour ces Etats l'Empereur & la Chambre de Spire, & ſeront obligez de payer les Charges de l'Empire.

XX.

Les Chapitres & les Monaſtéres ſeront maintenus dans leurs privilèges, le Saint Siége dans les collations des bénéfices vacans dans les mois qui lui ſont attribuez, l'Empereur dans ſon droit des premiéres priéres; & l'on n'inquiétera point les Catholiques pour la Religion.

XXI.

La Ville de Brême & ſon territoire ne ſera point compriſe dans cette ceſſion, & ſera maintenuë dans ſa qualité de Ville libre & Imperiale.

XXII.

On aſſurera un lieu de réſidence au Duc d'Holſtein, à qui l'on fera une penſion annuelle, qu'on lui aſſignera ſur certains biens.

XXIII.

On payera au Marquis de Brandebourg Chriſtian-Guillaume tous les ans douze mille Riſdales conformément à la Pacification de Prague : pour ſureté de quoi on lui hypothéquera certains biens.

XXIV.

La Reine de Suéde n'aura qu'une voix dans les Aſſemblées de l'Empire pour raiſon des Archevêché & Evêché ci-deſſus.

XXV.

Pour affermir cette Paix la Reine de Suéde renoncera à tous les Traitez qu'elle a faits contre l'Empereur, la Maiſon d'Autriche & les Etats de l'Empire.

XXVI.

L'Electeur de Brandebourg aura l'Evêché d'Halberſtat pour le dédommager du Duché de Poméranie.

XXVII.

Digitized by Google

cabiliter aut juris terminatione : ſi id fieri non poſſit omnes Status ſimul cum Coronis, ſumptis armis, gravatæ Parti auxilium ferant, gravantemque in ordinem cogant.

XXIX.

Cætera lites minoris momenti ſecundùm patrias Leges decidantur.

XXX.

Captivi omnes ſagati atque togati intra menſem a factâ Pace abſque litro ſolutis tantummodo cuſtodiæ ſumptibus, dimittantur.

XXXI.

Occupata loca cum tormentis atque mobilibus omnibus, priſtinis ſuis Dominis intra duos menſes reddantur; ommaque loca præſidiis libera ſunto.

XXXII.

Belligerantium copiæ publicatâ Pace dimittantur, retentis ut quas quilibet finibus ac locis ſuis ſervandis neceſſarias eſſe arbitrabitur.

XXXIII.

Comprehendantur hac Pace Imperii, Electores, Principes, Civitates Imperii, liberæ atque Anſeaticæ, item Rex Hiſpaniæ, Angliæ, Principes ac Reſpublicæ Italiæ.

XXXIV.

Ut omnia hæc majorem firmitudinem accipiant, Articuli hi Pacis ſubſcribantur a Cæſare, Reginá Sueciæ, Imperii, atque Regni Sueciæ Statibus.

XXXV.

Stipulatâ manu Plenipotentiarii utrinque promittant hæc pacta rata fore, donec Diplomata intra certum tempus exhibeantur, omnia bonâ fide & abſque fraude, ſalvo jure minuendi, addendi, & non ratum habendi, niſi factâ Pace.

justice. Si cela ne ſe peut faire, toutes les Puiſſances donneront ſecours à la Partie lézée contre l'agreſſeur.

XXIX.

Les autres procès de moindre conſéquence ſeront décidez ſuivant les Loix du Pais.

XXX.

Tous les priſonniers de robe ou d'épée ſeront renvoyez ſans rançon un mois après la Paix faite, hors les frais de leur priſon qu'ils ſeront obligez de payer.

XXXI.

La reſtitution des Places ſe fera dans deux mois avec les Canons & autres munitions, & on en tirera toutes les Garniſons.

XXXII.

On licenciera les Troupes auſſitôt après la publication de la Paix : & l'on ne conſervera que le nombre de Soldats néceſſaire pour la ſureté des Etats.

XXXIII.

Seront compris dans cette Paix les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, les Villes libres & Hanſéatiques, les Rois d'Eſpagne, & d'Angleterre, les Princes & Républiques d'Italie.

XXXIV.

Et pour plus grande ſolidité ces Articles ſeront ſignez par l'Empereur, & les Etats de l'Empire, la Reine & Couronne de Suéde.

XXXV.

Les Plénipotentiaires de part & d'autre promettront de faire ratifier ce Traité par leurs Maîtres dans un certain tems, & exécuter ces Articles de bonne foi, ſauf le droit de diminuer, d'ajoûter, avant la concluſion de la Paix.

De

FRANCE

Et de

SUEDE

Pour faire la guerre tout de nouveau en

ALLEMAGNE

Avec les Demandes de Heſſe-Caſſel delivrées.

A Munſter le 25. Avril 1647.

IL y aura Alliance entre la Reine & la Couronne de Suéde d'une part, & le Roi & le Royaume de France d'autre part. On employera toutes ſes forces de part & d'autre pour faire la guerre à la Maiſon d'Autriche ſur tout à l'Empereur & à ſes adherans pour la defenſe des deux Royaumes, pour ſecourir les Alliez communs, aſſurer la liberté de la Navigation dans la Mer Baltique & dans l'Ocean & obtenir une Paix juſte & honorable aux deux Royaumes.

II. La Reine & la Couronne de Suede fera la Guerre dans la haute & la baſſe Saxe & en Weſtphalie, & penetrera dans les Païs Héréditaires de l'Empereur. Le Roi de France penetrera par le Rhin où s'étant ouvert un paſſage il occupera les forces de l'Empereur en Allemagne & entrera dans les Païs Héréditaires.

III. On renouvellera le Traité d'Heilbron avec les Etats qui ſera religieuſement obſervé, les Etats Alliez ſeront rétablis conformement audit Traité, & l'on contraindra par la force ceux qui ne le voudront pas. Le Directoire ſubſiſtera ſi les Etats le jugent à propos, afin que l'Empire puiſſe s'aſſurer de ſa liberté & les Rois conſerver leur honneur & leur ſureté.

IV. L'Etat de l'Allemagne ſera rétabli ſur le même pied où il étoit avant la Guerre & ſur tout en 1618. avant les troubles préſens tant par raport à la Religion qu'à la liberté publique & l'on prendra ſur les conquêtes de quoi indemniſer les perſonnes Eccleſiaſtiques des deux Religions de leurs anciens revenus.

V. Les Couronnes retiendront les Provinces & Païs dont elles s'empareront pendant la Guerre & ne les rendront que d'un commun conſentement.

VI. On ne traitera ni avec l'Empereur ni avec ſes Alliez ouvertement ou indirectement, publiquement ou ſecretement ſinon d'un commun avis & conſentement ; on ne négociera au-

nées. Au bout deſquelles il ſera libre à la Reine & à la Couronne de Suéde & au Roi de France de le renouveller ou non.

X. Le Roi de France payera le premier Août N. St. 500. mille livres tournois qui font 200. mille Riſdales, qui devoient avoir été payées dès 1633. & tant que durera le Traité il payera tous les ans un million Tournois ou 400 milles Riſdales, & ſi la Paix ſe fait on rendra de part & d'autre la moitié, il payera 500 mille livres Tournois le 1. Oct. N. St. de cette année & le reſte de même tous les ans.

XI. Les deux Couronnes prendront mutuellement les intérêts l'une de l'autre, & le Roi de France ne ceſſera point de faire la Guerre juſqu'à ce que la Couronne de Suéde ait eu une pleine ſatisfaction : de même la Reine & la Couronne de Suéde ne ceſſeront pas de faire la Guerre juſqu'à ce que le Roi de France ait obtenu ſatisfaction.

XII. Lorſqu'il s'agira de traiter on menagera en même tems les intérêts des deux Etats.

XIII. Rien de tout ce que deſſus n'obligera les deux Couronnes qu'après qu'elles l'auront ratifié.

XIV. Si l'on trouve bon de ratifier ce preſent Traité on en fera l'Echange le 10. d'Août N. St. l'Echange des ratifications étant faite la Reine & la Couronne de Suéde, le Roi & le Royaume de France & leurs Succeſſeurs ſeront obligés de l'executer religieuſement.

XV. L'Ambaſſadeur de la Couronne de Suéde en Allemagne & à Paris donnera ſincerement part de tout ce qui ſe paſſera : on prendra l'avis de part & d'autre en toutes les choſes qui concerneront l'Alliance & on pourvoira à la ſureté des Expès.

XVI. On choiſira un endroit commode pour le Congrès, tel que paroit être Cologne.

XVII. Si l'on faiſoit la guerre à la Reine & à la Couronne de Suéde à cauſe du préſent Traité, & *vice verſa* au Roi de France, les deux Couronnes en vertu du préſent Traité s'aſſiſteront mutuellement pendant dix années.

Demandes de Heſſe-Caſſel &c.

I. On demande les quatre Villes apartenantes à l'Electeur de Mayence ſituées dans le Païs de Heſſe.

II. Les Bailliages de Rogenſtoel & de Furſteneg avec les Communautez dépendantes de Caſſel.

III. La partie de l'Evéché de Paderborn entre la Dimule & la Meppen avec les Villes de Beverunigen, Wolkmarſen, Cogelberg qui reſteront héréditairement à la Maiſon de Heſſe-Caſſel à laquelle elles ont apartenu ci devant.

accomplies, on promet de restituer les Places conquises, mais en retenant toutes les munitions de guerre & après en avoir demoli les fortifications; les conventions faites ci-devant par raport au droit de Reforme subsisteront; les habitans desdits lieux jouiront du libre exercice de la Religion Calviniste.

LETTRE

De Monsieur

SERVIEN,

PLENIPOTENTIAIRE

De

FRANCE,

Adressée à chacune des

PROVINCES-UNIES

Du

PAYS-BAS

Separement, excepté celle de

HOLLANDE

A la Haye le 24. Avril 1647.

MESSIEURS,

JE ne doute pas que Messieurs vos Deputez n'ayent fait de temps en temps un fidele raport à vos Seigneuries, de toutes les ouvertures que j'ai faites à Messieurs les Etats Généraux, ou à Messieurs leurs Commissaires, qui

[illegible] posé qu'en suite de l'Alliance, & des interêts communs, qui obligent la France & cet Etat de finir conjointement une guerre, qu'ils ont si heureusement faite ensemble contre un même Ennemi; afin de lui ôter l'esperance des avantages qu'il cherche dans les divisions & jalousies qu'il tâche de jetter entre nous. Mais, Messieurs, je me trouve extremement surpris, après tant de demonstrations de confiance, dont Sa Majesté a usé envers Messieurs les Etats-Généraux, tant de protestations reiterées que je leur ai faites de sa part d'une parfaite & très-sincere amitié, & tant de preuves qu'ils ont reçuës d'une fidelle correspondence entierement conforme à ce qui est prescrit par les Traitez, de voir qu'on n'ait pas encore pris la peine de répondre à divers Mémoires que j'ai presentez, encore qu'ils soient remplis de plusieurs propositions importantes au bien & avantage de cet Etat. Je vois au lieu de cela que les bonnes intentions de Sa Majesté sont non seulement peu considerées, mais mal interpretées de quelques esprits passionnez, qui par un procedé qui eût été en horreur à vos Devanciers, prêchent hardiment parmi vous l'affection & la sincerité de votre Ennemi, & travaillent ouvertement à rendre suspecte la conduite & la foi inviolable de vos plus asseurez amis; afin de rompre par des conseils violens & précipitez une confederation si saintement cultivée de la part de la France, & qui a été la principale cause des prosperitez qui accompagnent aujourd'hui vos affaires & les nôtres. Je me promets, Messieurs, que considerans les dangereux progrès que l'Ennemi a déja fait par cet artifice, pour vous separer de la France, & causer de la desunion parmi vous, & faisans reflexion sur le nombre des partisans qu'il a déja aquis dans votre Pais, avant même que la Guerre soit finie, vous ferez revivre cette ancienne prudence de vos Peres, qui ont toujours trouvé la plus grande sureté de cet Etat, dans un juste ressentiment des injures qu'il a reçuës des Espagnols, & dans une sage defiance de toutes leurs actions, & de tous leurs desseins. L'on ne peut pas aprendre sans étonnement, que ceux qui pour favoriser les intentions de l'ennemi, voudroient rompre la constante union, qui a duré si longtems entre votre Nation & la nôtre, ayent déja oublié qu'il n'y a presque point de lieu dans ces Provinces, où les Espagnols ayent fait sentir leur cruauté, qui n'ait aussi été rougi du sang que les François y ont répandu pour votre service; s'ils croyent qu'il vous reste encore quelque souvenir des choses passées, je ne sai comme ils osent se rendre auteurs d'une nouveauté si étrange & si perilleuse, & comme ils n'aprehendent point, que les inconveniens qui peuvent naître d'un si notable changement qu'ils proposent, n'obligent quelque jour la posterité de leur demander raison d'une conduite si mal fondée, qui tend à faire cesser l'aversion hé-

rédi-

Digitized by Google

pour faire condamner ou ſoupçonner un ancien Allié, & comme ſi la juſtice, autant que la prudence, n'obligeoit pas d'examiner ſoigneuſement des choſes de cette importance, & d'ouïr les raiſons des intereſſez avant que d'y ajoûter foi, pour ne tomber pas dans les maux qui naiſſent ordinairement d'une reſolution priſe avec précipitation, & ſur de fauſſes preſuppoſitions. Mon devoir m'oblige, Meſſieurs, d'avertir vos Seigneuries de bien ouvrir les yeux en cette rencontre, qui peut avoir beaucoup de ſuites dangereuſes, & de vous prier très-inſtamment, de ne prendre point de concluſion ſur ce qu'on pourroit vous donner à entendre, juſqu'à ce que j'aye eu communication de la part de l'Etat, ſelon la raiſon & la coûtume, de tout ce qui a été avancé, où le ſervice de Sa Majeſté peut être intereſſé, & des conſiderations qui y ont été faites. J'oſe bien promettre qu'après cela je donnerai un entier éclairciſſement ſur tous les doutes qu'on peut avoir pris, & que je ferai paroître à découvert la fauſſeté des calomnies que nos Ennemis ont eu l'audace de debiter en préſence de vos Seigneuries.

Quand je voi qu'on eſſaie de perſuader que les Miniſtres du Roi s'oppoſent aux avantages des Etats Proteſtans dans l'Allemagne, que Sa Majeſté empêche la Paix, & ne ſouhaite que la continuation de la Guerre, qu'elle fait des Traitez ſecrets avec l'Eſpagne, à l'inſçu de ſes Alliez, & que pour aigrir les peuples de ce Païs, on ſupoſe que ceux de leur Religion ſont traitez rigoureuſement en France, & aux autres endroits de la domination du Roi, je ne m'étonne pas que ceux qui fuyent la lumiere de la Verité tombent dans de ſi grands aveuglemens. Il me ſemble que la France ayant entrepris une perilleuſe Guerre dans l'Allemagne, pour rétablir les Princes Proteſtans, anciens Alliez de la Couronne, lorſque leurs affaires étoient entierement ruinées; & l'ayant ſi conſtamment ſoûtenuë, avec une perte d'hommes, & une dépenſe incroyable, merite une autre reconnoiſſance que des reproches. Après avoir obtenu par les armes, conjointement avec la Couronne de Suéde, le rétabliſſement de tous les opprimez; ſi elle conſeille aux Proteſtans, pour faciliter la concluſion de la Paix, de ne porter pas les choſes dans l'extremité, & d'être ſages aux dépens de l'Ennemi, qui a ruiné ci-devant ſes affaires, pour n'avoir pas uſé moderement de la Victoire: ſi elle témoigne franchement, qu'on n'a jamais entendu de faire une guerre de Religion dans l'Allemagne, & qu'ayant pris les armes pour la défenſe de tous les Princes de l'Empire également, ce ſeroit travailler contre la fin qu'on s'eſt propoſée, ſi ceux qui ſont reſtituez dans leurs biens & dignitez n'en étant pas contents, voulsent opprimer les autres, & que ce ſeroit éterniſer la guerre au lieu de la finir: chacun avoüera que c'eſt un conſeil plus

une choſe que j'offre de faire voir à tous ceux qui voudront entrer en conference avec moi, qu'en tous les Articles du Traité nous nous ſommes portez dans tous les temperamens qu'on peut deſirer avec raiſon; ſupoſé que les Ennemis executent de bonne foi quatre ou cinq des principaux points, dont nous croyons être d'accord avec eux; à ſavoir, celui de ne rien rendre de part ni d'autre entre la France & l'Eſpagne, & que chacun demeure en poſſeſſion de ce qu'il tient, avec les dependances, & annexes, ſi ce n'eſt qu'on entre en reſtitution des anciennes conquêtes, auſſi bien que des nouvelles. Celui qui concerne la ſureté de Casal, pour empêcher qu'il ne puiſſe jamais tomber entre les mains des ennemis, lorſqu'il aura été rendu à Monſieur de Mantoüe: étant la moindre recompenſe qu'on puiſſe prétendre de trois batailles, & de dix millions d'or, qui ont été dépenſez pour lui conſerver cette importante Place. Celui de la Catalogne, pour prevenir les pratiques qui pourroient être faites d'un côté ou d'autre capables d'interrompre la Paix, & dont les Eſpagnols ont promis de convenir par l'entremiſe de vos Plenipotentiaires. Et celui de la ſureté du Traité par le moyen des Ligues & Garanties reciproques qui doivent être accordées, ſuppoſé, dis-je, que les Ennemis executent de bonne foi tout ce qui a déja été concerté ſur leſdits points. Le Roi a tant de confiance en l'affection & bonne juſtice de Meſſieurs les Etats Généraux, que Sa Majeſté ne refuſera pas de ſe conformer, pour le reſte des differens qui ſont encore indecis, à ce qu'ils jugeront raiſonnable au lieu de travailler ſur une propoſition ſi juſte, qui auroit pû produire la Paix il y a deux mois, ceux qui pour des intérêts particuliers que chacun peut connoître, & que le temps découvrira plus clairement, veulent cauſer des diviſions entre la France & cet Etat, aiment mieux perſiſter dans une fauſſe opinion, que de conſentir qu'on faſſe la moindre diligence pour s'eclaircir d'une verité de ſi grande conſequence; cependant comme ſi on vouloit fermer la porte d'un lieu où l'on a envie d'entrer, on fait des déclarations tantôt de ne pouvoir point mettre en Campagne, tantôt d'avoir droit de traiter ſeparement ſans vouloir prendre garde que ce ſont autant d'obſtacles, qui empêchent l'Ennemi de venir à la raiſon, pour voir ſi les inclinations ou conſiderations ſeront changées en reſolutions, & ſi les menaces ſeront ſuivies des effets. Quant aux prétendus Traitez de Mariage ou d'échanges, c'eſt une fourbe ſi groſſiere, qu'il n'y a point de perſonne intelligente dans les affaires, qui ne connoiſſe qu'il y auroit autant d'imprudence que d'infidelité, d'entendre préſentement à de ſemblables propoſitions. Auſſi n'a-on oſé produire autre preuve de cette ſuppoſition, que des Lettres qu'on dit avoir été écrites par le Roi d'Eſpagne, & par ſes Miniſtres, & celui qui les a preſentées a été contraint de confeſſer

Ecrite par Monſieur

SERVIEN,

A chacune des ſept

PROVINCES-UNIES,

Excepté celle de

HOLLANDE;

Ladite

REPONSE

Faite par un Ami, & Confident dudit Sieur

SERVIEN,

Par forme d'Avis.

A Zutphen le 4. Mai 1647.

MONSIEUR,

JE rends très-humbles graces à V. E. de la communication, qu'il lui a plû me donner de la Lettre, qu'elle envoyoit à chacune des Provinces, pour effacer les impreſſions, que les Deputez de Hollande y auroient pu faire contre les deſſeins de V. E. & le ſuccès de ſa Négociation : mais à ne rien diſſimuler en un ſujet ſi important, il faut que je confeſſe, que cette communication eût été de plus de confiance pour moi, & de plus d'utilité pour V. E. ſi elle eut precedé l'envoi de ſa Lettre auxdites Provinces, me donnant le temps, & le moyen de penetrer & de prevenir les ſentimens des principaux Conſeillers de l'Etat, & d'en ſervir après V. E. afin qu'elle eût marché à pas plus aſſurez en un chemin ſi difficile par ma guide, la ſortie de ce labyrinthe, (où vous vous êtes engagé un peu trop à la hâte, & avant que d'en reconnoitre les détours) ne ſe pouvant rencontrer qu'avec un nouveau filet d'Ariane ; car en verité, Monſieur, il y a une grande difference entre ces Pais, & ceux où V. E. a ci-devant porté fort haut les intérêts de ſon parti, comme l'on l'a vû aux Traitez de Queraſco, où elle a donné ſouverainement la Loi aux Ducs de Savoye, & de Mantouë, juſques à les faire dépouiller reciproquement, & par leurs propres mains, de ce qu'ils avoient de plus précieux pour en revêtir la France, les contraignant de ſigner l'arrêt de leur condamnation ſous le titre d'un accommodement. Ce jeu-là, ni aucun autre, où il y entre quelque mélange de violence & d'autorité, n'eſt pas celui

de ſa Majeſté, tous mes ſoins pour conſerver & affermir celle qui doit être entre la France & cet Etat, afin de faire connoitre par mes actions mieux que par mes paroles, que je ſuis véritablement,

Votre très-affectionné Serviteur,

SERVIEN.

autrement on rendroit monſtrueux le corps de cet Etat, lui formant ſept têtes au lieu d'une, & en confondant l'uſage de tous ſes membres. Je ſuis obligé d'en parler ainſi franchement à V. E. afin qu'elle prenne garde ci-après en d'autres rencontres à ne tomber pas en de ſemblables accidens, qui ſeront pris pour des attentats, fait contre les Loix fondamentales de cette République. Avec cette même conſideration d'éloigner V. E. des précipices à venir, je vai lui marquer ceux où l'on croit qu'elle ſoit tombée en cette Lettre, & qu'elle s'eſt creuſez elle-même.

Encore que l'on admire le bien dire de V. E. & la cadence nombreuſe de ſes periodes, on trouve néanmoins qu'avec une grande diverſité de beaux termes, elle dit de laides choſes, & repete inceſſamment ce que ſes precedens Ecrits ont déja tant de fois rechanté, ſavoir: *Que la France veut la Paix; qu'elle deſire d'en avancer une concluſion ſure & honorable, tant pour elle que cet Etat: qu'ils ſont obligez de finir conjointement une Guerre qu'ils ont heureuſement faite enſemble, contre un même ennemi: qu'il lui faut ôter l'eſperance des avantages qu'il cherche dans les diviſions & jalouſies, qu'il tâche de jetter entre nous: que l'amitié de la France eſt très-parfaite & ſincere en notre endroit; que V. E. en a deja fait des proteſtations réiterées: que Sa Majeſté a uſé envers Meſſieurs les Etats Généraux de toutes ſortes de demonſtrations de confiances: qu'il ne tient qu'à l'Eſpagne d'achever, en ſe conſervant l'une & l'autre des Couronnes, ce qu'elles poſſedent préſentement.* Sur quoi non ſeulement nos Miniſtres, mais encore nos peuples reprenans chacun de ces points l'un après l'autre, diſent brievement & naivement. *Si la France veut la Paix*, que ne la fait-elle? puis que chacun ſait qu'elle n'eſt arrêtée que par les interêts des Portugais, qui ne ſont pas les nôtres, ni ceux de la France non plus: *Si elle deſire d'en avancer la concluſion*, que tardent ſes Plénipotentiaires d'en ſigner les Traitez? puiſque ceux de cet Etat leur ont offert vingt fois en qualité d'Interpoſiteurs, & de la part des Eſpagnols, qu'ils ſuivroient entierement les propoſitions qu'ils leur avoient faites de la part de la France, deſquelles le Portugal étoit exclus par promeſſes, & conventions ſolemnelles. *Pour rendre ladite Paix ſure & honorable*, que faut-il davantage, que d'acquerir par ſon moyen plus que jamais aucun Prince Chrétien n'a acquis par aucune ſorte de Traitez, ni par aucune ſorte de conquêtes? *Si la France & cet Etat ſont obligez de finir cette guerre conjointement*, pourquoi donc la France n'imite-t-elle pas cet Etat, qui en a déja ſigné les Articles & Capitulations? Pourquoi ſe déjoint-elle de lui en une œuvre ſi juſte, ſi pieuſe, & deſirée de toutes les autres Nations Chrétiennes? *S'il faut ôter à l'Eſpagnol les eſperances de diviſions & jalouſies*, qu'elle apporte aux avantages, que nous devons recueillir de nos Traitez avec l'Eſpagne? *Si Sa Majeſté très-Chrétienne a tant de confiance en nous*, à quel ſujet ſe deffie-t-elle de notre conduite aux choſes mêmes, qui nous touchent immediatement? nous prend-elle pour des pupilles rangez ſous ſa tutele, lors qu'elle même eſt ſous la direction d'autrui, & gouvernée par des perſonnes, qui ne peuvent pas être ni plus ſoigneuſes, ni plus intelligentes du bien de ſon Royaume, que nous le ſommes de celui de notre commune Patrie? *Quant aux proteſtations réiterées, que V. E. dit avoir faites des bonnes intentions du Roi ſon Maitre*, ils les trouvent toutes ſemblables à celles qu'elle faiſoit de ne vouloir jamais parler directement des Portugais; & quoi qu'elle aſſure au même endroit de n'avoir rien oublié, pour rétablir les Proteſtans en Allemagne, ils ne font compte néanmoins de ſes Proteſtations; aſſurant qu'elles repugnent à tous les actes & effets, dont ils alleguent trente exemples d'une ſuite, en ce que V. E. en mêmes ſujets, & preſque en même temps, a promis, & revoqué; aſſuré, & nié; dit, & dédit; fait, & défait; tant à Munſter, qu'en ce Païs. Pour la derniere aſſertion, *qu'il ne tient qu'aux Eſpagnols, d'achever, demeurant aux deux Couronnes, ce qu'elles poſſedent à préſent*, on répond, que la France ne poſſede pas le Portugal, & ſi elle veut, qu'il demeure comme il eſt; que l'Eſpagne poſſede une partie du Piémont, & du Montferat, & toutefois la France ne lui veut point laiſſer; & de cette ſorte ſont couchez les Articles de votre Inſtrument de Paix, qu'il faut deſavouër, ou le contenu en cette Lettre de V. E. & il y a cent perſonnes ſolvables parmi nous, qui veulent cautionner les Eſpagnols en ce qu'ils ſeront contents de vous prendre au mot, & de ſe tenir preciſement à ce que vous expoſez à ce regard. Voyez donc, Monſieur, ſi cette propoſition, que vous avancez, eſt à bon eſcient, & bien autoriſée: car en cas, qu'oui, vous pouvez épargner votre colere, & appaiſer ces fureurs, & agitations, dont vous vous laiſſez tranſporter contre l'Eſpagne, pource que nous tenons la Paix pour faite; & en cas que non, V. E. ne devra pas trouver étrange, ſi elle acheve de perdre toute creance parmi ce monde ici, qui ſans ſubtiliſer s'attache à ce qu'il voit, & à ce qu'il touche, faiſant plus d'état d'une verité maſſive & groſſiere, que du plus delié & delicat menſonge, qu'on pourroit controuver: il n'y a que naiveté en ſes actions, & en ſes diſcours, ainſi qu'on peut bien le connoître par ſes reparties ſi naturelles, & ſi ſoudaines, qu'on lui voit ſortir à même temps du cœur & de la bouche, ſur les aſſertions dont je viens de parler, contenues en la Lettre de V. E. que j'ai voulu lui remettre au devant, afin qu'elle balance les unes & les autres à loiſir, & juge en ſuite, à ſens poſé, & à ſang froid, ſi elle

retournant après de cette illuſion, & ne trouvant en leurs mains que des feuilles, pour des piſtoles, ils auront la tromperie d'autant plus en horreur, que plus artificieuſement elle aura été déguiſée : mais pour vous montrer, Monſieur, que votre éloquence toute merveilleuſe qu'elle ſoit, ne les a pas ſurpris, il faut que je vous raporte encore quelques gloſes, & remarques, qu'ils ont faites ſur cette Lettre. Bien que ce ne ſoit qu'une repetition (diſoit l'un) de ſes autres Ecrits : il aſſure néanmoins à l'entrée, qu'il ne veut point uſer de redite ; encore qu'il proteſte de ne vouloir que la Paix, il ne nous prêche néanmoins que la guerre, en tâchant de nous inſpirer une inimitié immortelle, & une haine implacable contre les Eſpagnols ; il aſſure que *c'eſt le meilleur partage, que nos Predeceſſeurs nous ayent laiſſé*, bien contraire à celui que Dieu laiſſa à ſes Diſciples, ne ſe conformant pas en venant chez nous au texte de l'Evangile. *In quamcumque domum intraveritis, dicite primùm, Pax huic domui* ; mais nous nous conformerons au Pſalme, en lui diſant : *Viri ſanguinum declinate à nobis.* Il maintient, que *la plus grande ſureté de cet Etat conſiſte au reſſentiment des injures, qu'il a reçuës des Eſpagnols* ; qui eſt le même, que s'il diſoit, qu'il ne nous faut jamais accommoder avec eux : en quoi il montre aſſez le vrai but de ſa Négociation, & de toutes ſes pratiques parmi nous, ſouſcrivant par là à tout ce que les Eſpagnols ont pû dire, & diront ci aprés du deſir qu'a la France de nous tenir en guerre perpetuelle avec eux : & outre que cette doctrine n'eſt pas Chrétienne, de tranſmettre des reſſentimens de vengeance de generation en generation, comme par un fideicommis réel, graduel, & perpetuel ; elle n'eſt pas politique non plus, ni charitable pour cet Etat, qui ne ſauroit plus ſe venger, que contre ſoi-même, en aidant davantage la France à s'agrandir, au préjudice de l'Eſpagne ; principalement dans les parties qui nous ſont les plus voiſines. Et ſi nos Predeceſſeurs euſſent eu quelque repugnance à cette reconciliation, ils n'auroient pas fait les Tréves de l'an 1609. ils n'en auroient pas demandé la continuation, ils n'auroient pas deſiré de les changer en une Paix perpetuelle ; ſi la France eût été auſſi de la même opinion que ſon Ambaſſadeur d'à préſent, elle ne nous auroit pas perſuadé un tel accommodement. Il ajoûte (diſoit un autre) *qu'il nous faut avoir une défiance de toutes les actions, & deſſeins des Eſpagnols* ; qui eſt une autre ligne, qui tire & aboutit droitement à l'excluſion de la Paix ; car comment la peut-on traiter, concerter, & conclure avec ceux dont nous devons nous défier en tout, & par tout ? Si leur foi nous eſt ſuſpecte à l'avenir, ſur quoi pourra repoſer la ſureté & ſubſiſtence des Traitez ? Et ſi elle l'a dû être auparavant, pourquoi la France nous a-t-elle ſollicitez d'envoyer nos Plénipotentiaires à Munſter, qui nous ont raporté uniformement n'avoir jamais vû aucune alteration, ni le moin-

attachez avec nous par les interêts de la Religion & autres particuliers. Feu S. A. le Prince d'Orange a bien ſû la premiere ſource de ces ombrages, & ne nous l'a point celée ; Mais quand nos craintes ne ſeroient fondées que ſur la convenance même de la choſe en ſoi, & ſur la maxime de la France, de s'agrandir à quelque prix, & par quelque voye que ce puiſſe être, en preferant l'avancement de ces hauts deſſeins, à toutes autres conſiderations, n'y auroit-il pas bien de quoi être en peine ? Si le Roi Henri IV. autant religieux en ſa parole & en ſes Alliances, que ceux qui gouvernent la France aujourd'hui, nous abandonna pour le recouvrement de quelques Places en Picardie, que ne feroient ceux-ci pour des avantages bien plus grands ? Si toutes les promeſſes tant de fois renouvellées à la Maiſon Palatine, viennent de ſe convertir à ſon dommage, en faveur de celle de Baviere, par cette même maxime de l'agrandiſſement de la France, pouvons-nous encore douter, qu'il ne reſtera jamais par elle de pouſſer plus outre, même en nous ruinant, s'il eſt beſoin, de fond en comble ? Or que la France ne pretende à la domination univerſelle, & de continuer pour cet effet la Guerre, juſques à la fin de ſon deſſein, il n'en faut autre témoignage, que la paraphraſe nouvelle ſur les paroles de l'Ecriture ſainte : *Reſpicite lilia agri, quomodo creſcunt* ; & le Sonnet que le grand Directeur de la Monarchie Françoiſe fit preſenter il y a quelque temps à la Reine :

Anne, deſirez-vous qu'à l'ombre des lauriers
Nous ſoyons pour jamais à couvert des tempêtes?
Demeure encor armée, & pouſſe tes Guerriers,
A faire tous les jours de nouvelles conquêtes.

Le retour de la Paix doit être différé,
Tant que nos Ennemis auront de l'eſperance,
Et pour donner au monde un repos aſſuré,
Il faut ranger l'Eſpagne au giron de la France.

Quelques lâches prudens, qui tremblent dans le port,
Diſent ſecretement, que tes armes ont tort,
D'affliger le Païs, où le Ciel te fit naître,

Sans penſer que l'Amour peut être fils de Mars,
Et que pour éviter la ſuite des hazards,
L'Eſpagnol & François peuvent n'avoir qu'un Maître.

Le reſte de la Lettre ne contenoit au jugement de quelques Critiques, rien que des injures contre les Etats Généraux, ou contre ceux de Hollande, que V. E. traite par tout cet Ecrit, d'Ennemis de la France, & des ſiens particuliers ; ces épithetes ne ſe pouvant attribuer à d'autres, puiſque ce ſont eux qui ont envoyé

pouvoir de la nature, & en même temps elle rapporte par ordre tous les points de ce secret mystere, elle les divulgue, & met au jour, se contredisant si souvent & si ouvertement en bien peu de lignes, qu'elle semble parler le langage d'un homme qui songe, & ne penser à rien moins, qu'à ce qu'elle écrit. Je ne prendrois pas la hardiesse d'en avertir V. E. si je ne voyois les mauvaises conséquences qu'on en tire, en se formalisant des efforts & cabales qu'elle fait, pour pénetrer les secrets de l'Etat, ce qu'ils croyent ne pouvoir arriver, que par des moyens illicites, & jugent de là, que leur liberté & autorité, dont ils sont si jaloux, n'ont rien de reservé ni d'assuré contre les entreprises de V. E. en laquelle ils condamnent encore l'omission d'un point principal, & tout public, qu'elle laisse en arriere, lorsqu'elle s'étend avec tant de superfluitez (à leur dire) sur d'autres moins importans, & qui ne lui ont pas été communiquez. Ce point, Monsieur, est celui des cruautez exercées tout nouvellement dans la Ville de Nantes sur nos pauvres Compatriotes, déchirez, assommez, & noyez, par la fureur d'un peuple effrené, & écumant de haine & de rage contre notre Nation, qui a reçû cette indignité en France, en même temps que V. E. lui prêchoit de sa part les droits sacrez de l'Alliance, lorsqu'elle ne savoit pas garder ceux de l'hospitalité seulement; c'est à cela (s'écrient-ils) que Monsieur l'Ambassadeur devroit répondre, & non pas rechercher hors de propos & à contretemps d'autres exemples d'inhumanité dans le siecle passé, & en nos Ennemis, qui après tout ne passerent jamais jusques à l'extremité d'un massacre général de leurs Sujets de notre Religion; comme il se fit en France à la S. Barthelemi, où l'on ne s'est pas contenté d'aller avec le feu contre l'établissement de notre Religion; mais après qu'elle y a été reçue, affermie, & assûrée par les Edits Royaux, par les Traitez publics, & par les Arrêts des Parlemens, tout à coup, & lorsqu'on y pensoit le moins, elle y a été persecutée de même qu'en sa naissance; le carnage a recommencé, comme à son avenement, & duré plusieurs années, jusques après l'avoir reduite au non plus, non seulement en lui ôtant toutes les Places de sureté, qu'on lui avoit promises & consignées, mais en reduisant en cendre plusieurs autres, & faisant mourir, ou par les flammes, ou par la faim, infinité de personnes de tout âge, & de tout sexe, & à present ceux qui restent sont en état (lorsqu'il en prendra envie à quelque Favori) de servir de curée & de proye à une bande de seducteurs, satellites, & coupe-jarets, à quoi les Maréchaux de Turenne, & de Gassion, dont Monsieur l'Ambassadeur entend parler, sous la figure de ceux *qui assistent glorieusement à notre vûë dans les commandemens des armées*, n'y apporteront pas plus de remede que les Martirè celles d'Espagne; à qui toutefois Monsieur l'Ambassadeur reproche des persécutions de même nature, & nous veut faire croire; *qu'il n'y a eu un pied de terre en toutes nos Provinces, qui n'ait été rouge du sang, que les François y ont repandu pour notre défense*; Qui est une hyperbole exorbitante, puisque chacun sait, qu'à peine l'Espagnol y a attaqué une seule Place, sinon au commencement des troubles, lorsque la France étoit assez occupée chez soi, & non moins animée que l'Espagne, à y renverser les fondemens, & perdre les Auteurs de notredite Religion.

Ce sont là, Monsieur, les discours que votre Lettre a produits, & les jugemens qu'elle a causez parmi ceux du plus haut, & du plus bas rang de cet Etat, qui s'accordent tous (à mon grand regret) à la condamner, & detester d'une voix commune, ce que V. E. pouvoit bien penetrer d'elle-même, voyant *qu'on n'a pas pris seulement la peine de répondre à divers Memoires qu'elle a présentez, quoi que fort importans* (comme elle dit au commencement de la seconde page de ladite Lettre) par où l'on declare en se taisant, que la personne de V. E. est odieuse, & que l'on ne veut pas la legitimer aux fonctions qu'elle veut exercer: & on dit même, que Messieurs ses Collegues improuvent sa procedure; surquoi que puis-je lui conseiller autre chose, sinon que pour bien faire ci-après, elle fasse tout le contraire de ce qu'elle a fait jusques à maintenant? Sauf en ce qui est de me conserver l'affection qu'elle m'a témoignée, comme je ferai aussi la qualité de.

Votre très-humble Serviteur.

I. D. P.

ME-

SERVIEN

AMBASSADEUR

De

FRANCE,

A Meſſieurs les

ETATS GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

A la Haye le 15. Mai 1647.

L'Ambaſſadeur de France, enſuite du diſcours qu'il a fait à Monſieur de Meerman, du depuis à Monſieur le Baron de Gent, & à lui : avoit attendu, que Meſſieurs les Commiſſaires lui donneroient moyen d'entrer en conference avec eux, de laquelle il avoit ſujet d'eſperer un grand acheminement à la concluſion de la Paix.

Depuis ledit Ambaſſadeur ayant apris que Monſieur de Meynerſwyck a donné quelques avis à leurs Seigneuries, qui ſont directement contraires à la verité, & à ce que Meſſieurs les Plénipotentiaires de France ont écrit audit Ambaſſadeur; il ſuplie L. S. de trouver bon qu'on entre aujourd'hui en conference avec leſdits Sieurs Commiſſaires, pour leur donner part de tout ce qui s'eſt paſſé à Munſter, & juſtifier par Piéces authentiques, que les avis contraires ne viennent que de l'artifice des Eſpagnols, & des autres ennemis de la France.

Signé

SERVIEN.

MOnſieur de Meynerſwyck, qui en l'Article 16. de la Réponſe faite par le Sieur Servien, à la Lettre du Sieur Brun écrite de Deventer; *etoit tant homme d'honneur*, & qui dans le huitiéme *avoit fait paroître en toute ſa conduite beaucoup de bonne intention, & etoit rempli de beaucoup de verité*: à preſent *donne des avis à ſes Superieurs, qui y ſont directement contraires*, ſi l'on en veut croire aux termes de gladiateur, dont ſe ſert le Sieur Servien, qui l'accuſe de plus, *de prêter la main aux artifices des Eſpagnols, & d'être au nombre des autres Ennemis de la France*. Etrange changement en bien peu de temps! & que l'on aura peine de ſe figurer en un Cavalier ſi généreux, & ſi égal en toutes ſes actions, comme eſt ledit Sieur de Meynerſwyck: lequel s'étant ſervi ſi honorablement de ſon épée depuis plus de vingt ans, a été mal choiſi pour recevoir une ſi rude eſtocade, qui de ſa perſonne paſſe à toute la Legation de Meſſieurs les Etats, dont il eſt Chef, & de la Legation à la Médiation; puis que l'avis que le Sieur de Meynerſwyck a envoyé, eſt du tout conforme à ce que les Sieurs Médiateurs en l'Aſſemblée de Munſter ont déclaré de bouche, & par écrit; ainſi rien n'echape à la fureur dudit Sieur Servien, *& nemo eſt, qui ſe abſondat à calore ejus*; Madame la Princeſſe d'Orange n'en a pas été exempte ces jours paſſez, ſe trouvant aux priſes auſſi bien que le Sieur de Meynerſwyck, pour le ſoûtien de la verité, & pour ne pouvoir s'accommoder à tant de changemens, de revocations, dédires, & déguiſemens, incompatibles avec ſa candeur, ſincerité, fermeté, & grandeur de courage, en ſorte que ne pouvant prendre aucunes juſtes méſures, ſur tant de Piéces ſi mouvantes & inégales; elle a été contrainte de laiſſer l'entremiſe où l'on vouloit l'engager; comme l'a fait pareillement le Sieur de Meynerſwyck à Munſter, ou à preſent, à même temps que la France veut, contre ſes promeſſes tant de fois réïterées, ſoûtenir la cauſe de Portugal; elle trouve mauvais que l'Eſpagne conformément à ce qu'elle a toujours maintenu dès le commencement des Traitez, défende celle du Duc de Lorraine, Prince legitime, & injuſtement dépoüillé de ſes Etats. Le Sieur Servien ne nous préche rien tant par deçà, que la défenſe des Alliez & Amis, & après que la France en a produit ſur le theatre des Troupes entieres, de toutes eſpeces, de toutes couleurs, & de toutes tailles; elle n'en veut pas recevoir un ſeul de la part de l'Eſpagne; & ſi qualifié, comme eſt S. A. de Lorraine, à qui la plûpart des Princes Chrétiens ſont joints de ſang, & de parentage, & toutes les Puiſſances Souveraines intereſſées par raiſons d'honneur & d'Etat en ſa ſatisfaction. Mais la France s'en mocque, & veut faire rouler ſon char de triomphe ſur tous les Sceptres & Diademes de la terre, qu'elle pretend pouvoir briſer, comme roſeaux. Le Cocher, qui le guide,

ble, mais cette imagination pourroit bien à la fin le metamorphoſer lui-même, ſe devant ſouvenir du genie de notre Nation, que Barclai dépeint en peu de mots : *Ingenium Belgici populi, ne capax, neque patiens fraudum; eâ fide, quâ ſunt digni Belgæ facilè alios æſtimant; ſed decepta ſimplicitas intractabili odio perfidiam læsentium fugit.*

Libro, qui inſcribitur, Icon Animorum.

REPONSE

à la

LETTRE

Du 25. & 26. Avril.

MOnſieur Servien a trouvé à propos d'envoyer aux Provinces une Lettre qu'il avoit fait traduire & imprimer, en date du 25. & 26. Avril. Il y maltraite au dernier point toute la Province & la Regence de Hollande qu'il traite *d'eſprits paſſionnez, dont le procédé*, ajoûte-t-il, *auroit fait frémir nos ancêtres*: puis attaquant la Députation que les Etats de Hollande ont envoyée aux autres Provinces, il dit, *qu'ils ont la hardieſſe de vanter dans les autres Provinces les ſinceres & bonnes intentions de nos Ennemis, & travaillent publiquement à rendre ſuſpecte une Alliance que la France obſerve ſi religieuſement.* Il les nomme enſuite, *partiſans que l'Ennemi s'eſt fait dans le Païs*, & *auteurs d'une étrange & dangereuſe nouveauté*: enſuite il accuſe leurs N. & G. P. *des fourberies & des intelligences avec l'Eſpagne.* N'en voila-t-il pas aſſez? Eſt-ce là l'Ambaſſadeur d'un Allié & d'un ami? Mais pourquoi cet homme s'emporte-t-il à ce point? Parce que le raport ci-deſſous No. 1. ayant été fait à leurs N. & G. P. elles ont reſolu unanimement d'envoyer quelques Députez aux autres Provinces & les informer de l'avis de Hollande, afin de procéder enſuite avec leur avis & leur communication dans l'affaire en queſtion. Cette conduite a fait fermenter le ſang François & martial de Monſieur Servien qui s'eſt mis dans une colere qui a produit cette bilieuſe Lettre, remplie d'invectives contre ces Députez, & par conſéquent contre tous les Etats de Hollande. Car les Députez n'agiſſent pas d'eux-mêmes, ils ne ſont que les agens de leurs Commettans. *Que charmans ſont les piez de ceux qui*

tant de patience, il n'auroit pas été juſqu'à l'excès d'inſulter hardiment une auſſi puiſſante Province ſans exception de qui que ce ſoit, *parvam ferendo injuriam invitas magnam.*

Il ne faut pas croire que ce ſoit ici une action particuliere de Monſieur Servien comme particulier; c'eſt un deſſein formé par la France.

Pour s'en convaincre on n'a qu'à jetter les yeux ſur ce qui s'eſt paſſé à Nantes le 13. Avril, ainſi qu'il eſt raporté ci-deſſous No. 2.

L'intention de la France eſt de nous tenir à ſon ſervice comme étant à ſes gages & de ſe ſervir de nous pour parvenir à la Monarchie à laquelle elle aſpire & pour faire la Conquête des Païs-Bas.

Toutes les Provinces, mais ſur tout la Hollande & la Zélande, comme les plus intereſſées dans le Commerce voyent où cela tend, & ſont reſolues à faire la Paix avec l'Eſpagnol. La France elle-même nous l'a conſeillée, en un mot la baſe & la cauſe finale de notre Alliance avec la France eſt la Paix.

Veut-on penſer à la Paix, il faut commencer par ſe defaire des termes d'*Ennemi* & d'*Inimitié*, & de cette haine héréditaire des Eſpagnols que Monſieur Servien a ſoin de dépeindre comme ſi odieuſe.

L'artifice dont Monſieur Servien ſe ſert eſt de traiter toute Négociation qui tend à la Paix, de crime & même de crime de trahiſon; car c'eſt là le but de ſa Lettre aux Provinces. Mais irriter les autres Provinces contre celle de Hollande & contre ſa Députation eſt un acte de ſedition; & rien n'eſt moins ſuportable que la conduite de ce Miniſtre & de tous les François depuis qu'ils travaillent à executer leur Projet. Comme la Regence de Hollande eſt compoſée de tant de Nobles & de tant de Conſeils des Villes, il n'a pas été poſſible à la France de les gagner par voye de corruption, moins encore par celle de la perſuaſion: ainſi il ne lui reſte que celle de la violence.

Car elle ſupoſe, comme Monſieur Servien le fait entendre par ſa premiere Harangue imprimée, que *la Commune* eſt ici la Maîtreſſe, & il lui aplique cette maxime de Machiavel *nihil vulgo modicum, terrere ni paveant, ubi pertimuerit impunè contemni.* C'eſt-à-dire, que *le peuple ne connoit pas de milieu, qu'il faut peur quand on ne l'épouvante pas, mais que quand une fois on l'a effrayé on peut impunément le mépriſer.*

Il paroit aſſez par la Harangue dont j'ai déja parlé, combien ils ont toujours mepriſé la forme de notre gouvernement; nous en avons une autre preuve dans la mauvaiſe maniere dont ils agiſſent à notre égard par raport au rang, aux titres, & au pas.

Et même leurs Miniſtres n'ont-ils pas traité notre Regence de *Canaille*, il n'y a que fort peu de tems, & ce n'eſt que dans cette ſupoſition qu'ils entreprenent de nous intimider

à l'honneur des femmes de diferentes manieres, ſoit en parlant avec mépris de notre Etat, ſoit en faiſant même des menaces, en ſorte que dans peu de tems nous pourrons compter autant d'Ennemis que nous aurons de ces ſortes de Soldats.

Ce n'eſt donc pas l'action d'un particulier, tout le monde y prend part, les Gouverneurs de Provinces, la Meilleraye par exemple, & ceux-même qui repréſentent le Roi. Tout tend à nous intimider & à nous effraïer, & de cette maniere nous contraindre à remettre les Négociations de la Paix entre les mains de *Servien* & de *Mazarin*.

On le défie de prouver jamais que nous ayons promis de faire une nouvelle Ligue de Garantie, ou de donner un éclairciſſement de celui de 1644. Cependant il veut que nous le faſſions. On a employé quatre mois entiers à lui faire entendre & voir cela, & il ne veut ni l'entendre ni le voir.

Nos Plénipotentiaires l'ont dit & l'ont repeté à Munſter, ils ont exhorté les François à la Paix, qui eſt le but de notre Alliance; & lorſque Monſieur Servien eſt revenu ici on n'a ceſſé de le preſſer ſur le même ſujet, mais c'étoit heurter à la porte d'un ſourd; il chante toûjours la même chanſon, il ne parle que de la Ligue de Garantie, & de faire obtenir ſatisfaction à la France & à ſes Alliez. Depuis quatre mois on ne lui donne d'autre réponſe ſinon, *nous ne ſommes pas obligez de faire une nouvelle Ligue de Garantie*, au moins au gré de la France, *nous ne ſommes pas obligez de faire avoir ſatisfaction à la France qu'autant qu'elles ſont raiſonnables.*

La Hollande voyant que Monſieur Servien eſt intraitable, & qu'il cherche par ſes mauvaiſes menées à gagner du tems, qu'il donne par ſes adherens de mauvaiſes impreſſions aux autres Provinces, elle a jugé qu'il étoit néceſſaire qu'elle fit cette Députation pour mettre les autres Provinces au fait de tout ce qui ſe paſſe, & les informer du procedé inſuportable de la France, particulierement qu'elle ne veut admettre aucunes conditions raiſonnables, qu'elle refuſe la Paix juſqu'à ce qu'elle nous ait tous jetté dans ſes filets, qu'elle ne fait pas ſcrupule de faire pluſieurs Négociations particulieres ſans nous avec la Baviére, avec Cologne, avec Mayence, avec Tréves, en un mot avec tout le parti Catholique d'Allemagne qu'elle prend ſous ſa protection; qu'elle a une dangereuſe correſpondance avec le Pape, & qu'elle ne s'eſt reconcilié avec les Barberins, qu'à condition de rétablir le Roi & la Reine d'Angleterre & la Religion Catholique; qu'elle tâchera enſuite de la rétablir dans les Provinces-Unies, (deux choſes qui lui ſeront aiſées dès qu'elle ſera maîtreſſe des côtes) qu'elle pouſſe ardemment ſes Négociations à Madrid avec l'Eſpagne, qu'à la verité celle-ci eſt ſi irritée contre la France que ces Négociations ne font pas de grands progrès, mais que ſi nous ſerrons l'Eſpagnol un peu de près, il ſera obligé d'y prêter l'oreille dans ſon Ecrit ſeditieux cette conduite ſi Chrétienne & ſi louable des Etats de Hollande qui tend au bien de notre Etat; on ne trouvera pas que le Roi même ait entrepris *in alienâ republicâ Dictaturam agere.*

Que la Meilleraye ou d'autres Gouverneurs des Provinces de France maltraitent nos Hollandois dans leurs Provinces, je n'en parle pas; mais maltraiter, diffamer, contrecarrer un Etat Souverain juſque dans ſon ſein, y ſemer la diviſion & la revolte par des Ecrits répandus dans les Provinces, ainſi qu'on a fait en publiant cette Lettre, c'eſt une choſe abſolument intolerable.

A la fin de la Lettre il traite d'inſigne tromperie le Traité de Mariage ou l'Echange des Païs-Bas contre la Catalogne, & il paroit fort irrité de ce que nous en avons été avertis.

Il oſe bien avancer que cet avis nous a été donné par l'Eſpagne. A-t-on jamais rien inventé avec plus d'impudence? Toute l'Aſſemblée n'eſt-elle pas témoin que le Colonel d'*Eſtrades* envoyé exprès par le Roi de France, l'a notifié le premier très-poſitivement, non comme une choſe incertaine, mais comme concluë: d'Eſtrade étoit-il donc un Miniſtre de l'Eſpagne? Eſt-ce l'Eſpagne qui nous l'avoit envoyé? Que devient ici le Mémoire de Monſieur *Servien*?

Depuis que notre Etat a ſigné avec l'Eſpagne & que nous ſommes en terme d'accommodement, nous en recevons des avis ſi certains, ſi clairs, ſi circonſtanciez qu'on peut les regarder comme indubitables. On ne peut les prendre comme venant d'un Ennemi, mais ſeulement d'un ami indifférent; mais ſuposons que l'Eſpagnol ſoit encore notre Ennemi, encore moins eſt-il *ab amore & gratiâ ſuſpectus, C. Quoties. extr. de teſtib*; d'autant plus qu'il eſt *conſanguineus & affinis* de la France, enſorte que la France n'a pas lieu de le recuſer; mais nous l'aurions *L. magis puto. de Reb. cor.* eſt-il ennemi de la France? il eſt auſſi le nôtre, *Auth. ſi teſtis, C. de Teſtibus.*

Monſieur Servien parle *des Aſſurances que le Roi ſon Maître a données par ſes Miniſtres contre ce Mariage.* Quelles Aſſurances? Monſieur Servien il y a quelques jours a promis à nos Députez de nous faire avoir une déclaration par écrit, ſignée & ſcelée, que ni le Mariage ni l'échange n'auront pas lieu.

Je réponds à cela, premierement que cette déclaration eſt encore à venir.

Secondement quelle déclaration le Roi peut-il faire, lui qui n'eſt qu'un enfant & qui a auſſi peu de connoiſſance des affaires de ſon Etat que ſes ancêtres qui ſont à Saint Denys. 3. Mazarin ou la Reine Mere oſeroient-ils lier les mains au Roi par raport à un Mariage ſi avantageux pour lui ou pour le Duc d'Anjou? S'ils le faiſoient ils n'auroient qu'à penſer à partir l'une pour Cologne & l'autre pour Montfaucon.

Quand le Roi de France donneroit mille déclarations pareilles, ne ſait-on pas bien que le Pape a le pouvoir de diſpenſer *in matrimonialibus.*

pas un traître pourri pour avoir le choix.

Que faire? Laquelle croire de ces deux déclarations opposées? Voyez *L. 3. §. 1. de teſt.* il y eſt dit clairement qu'il faut examiner *Uter verisimilia dixerit.* & *L. 21. §. fin. Eod. credendum eſt quod naturæ negotii convenit.*

Or il eſt non ſeulement plus vraiſemblable, mais même plus convenable à la nature de la choſe que le Roi d'Eſpagne, ne pouvant défendre les Pais-Bas contre le Roi de France, & contre nous (comme la France l'avoue) aimera mieux les échanger contre un équivalent en les donnant en Mariage, que de les perdre.

Il eſt vraiſemblable auſſi que l'Eſpagnol le feroit ne fut-ce que pour ſe vanger de nous, qui avons mepriſé & foulé au pied une Paix d'or, l'aveu de la juſtice de nos armes, notre ſûr établiſſement & ſon foible voiſinage, & lui preferant celui d'un Potentat qui a la puiſſance & la volonté de nous fouëter avec des Scorpions.

Il eſt vraiſemblable que l'Eſpagnol, comme bon Catholique Romain, voudra rendre ce dernier ſervice aux Catholiques Romains tant du dedans que du dehors de notre Etat, de nous donner pour voiſin un Prince qui a plus d'accès que lui dans nos Conſeils & qui a plus de forces pour apuyer au dehors les Catholiques & affoiblir notre Religion.

Pour ne pas dire d'un autre côté que le Roi de France comme mineur, ne peut faire de déclaration ni rendre témoignage *L. 3. §. pen. de Teſtib.*

Monſieur Servien a bien prevû ce défaut, il a voulu y ſupléer par ſon propre témoignage, *je proteſte & je déclare tout de nouveau à vos Nobles Puiſſances* (dit-il avec action & tout échauffé en ſon harnois) *ſur ma vie & ſur mon honneur que ces fauſſetez ſont de malicieuſes inventions des Ennemis.* (d'Eſtrades favori de Mazarin eſt donc un Ennemi?) *Et je conſens à perdre l'un & l'autre ſi on peut le prouver.*

Voilà ce qui s'appelle une aſſurance, une Garantie honorable! Il doute de celle de ſon Maître, mais on peut faire fond ſur la ſienne. La parole d'un Roi ne ſuffit pas: mais celle d'un Ambaſſadeur ne peut tromper: l'honneur d'un Roi très-Chrétien eſt à la verité quelque choſe, mais celui de Monſieur Servien eſt bien autre choſe. Provinces-Unies, ne vous inquietez plus, vous avez la parole d'honneur de Servien, dormez en repos.

Exclamare libet Populus, quod clamat Oſyri Invento!

Servien engage non ſeulement ſon honneur, mais encore ſa vie! Quelle conſolation pour nous ſi la choſe étant prouvée, Monſieur Servien perdoit la tête? Quelle belle reparation pour nous, quel avantage pour nos affaires!

ce, & que les François agiſſent au milieu de nous d'une maniere ſi fiere & ſi ſéditieuſe, de nous fier aux promeſſes de la France, & de tarder un moment à aſſurer notre conſervation par une prompte Paix.

N. 1.

Ouï les conſidérations de Meſſieurs Matheneſſe & Paw Plenipotentiaires de l'Etat à Munſter, les Membres Deputez ont trouvé bon de donner à leurs N. & G. P. l'avis ſuivant.

QUe la République n'eſt pas obligée de prendre les intérêts de la France que dans les Pais Bas.

Que l'on doit obtenir ſatisfaction pour la France ſur ſes intérêts.

Que par raport au réglement des limites & ce qui en dépend, l'Eſpagne offre de le terminer par l'arbitrage de l'Etat.

Que par raport aux intérêts du dehors, la Couronne de France doit ne pas ſe rendre difficile.

Que par raport à la Garantie pour la France, on lui en accorde une plus conſidérable que les Traitez ne l'exigent.

Que l'on a ſtipulé avec l'Eſpagne de bonnes conditions pour cet Etat, dont il doit être content.

Que par conſequent on eſt reſolu de notre côté de ſortir de la Guerre, & que l'on doit prier la France de prêter l'oreille à la Paix.

Que ſi la France le refuſe, l'Etat doit déclarer qu'il ſe croit en droit de faire la Paix à part & ſeparement de la France; & que l'on trouve effectivement à propos d'y travailler pour pluſieurs raiſons très-fortes tirées de la Conſtitution de notre Etat &c.

landois à Nantes le 14 Avril 1647.

Ecrite à Monſieur l'Ambaſſadeur des Provinces-Unies à Paris.

MONSIEUR.

NOus avons déja ſouvent importuné votre Excellence de nos plaintes ſur les menaces que nous fait non ſeulement Monſieur de la Meilleraye, mais même les Bourgeois, *de nous tuer & de nous jetter dans la Riviere*; nous avons cru que ces ménaces n'auroient pas de ſuites, mais hier quelques-uns de nous furent apellez chez Monſieur de la Meilleraye, où s'étant rendus ils trouverent les Bourgeois nos antagoniſtes. Monſieur de la Meilleraye nous preſſa fort de renoncer à la liberté de notre commerce, & de faire ce que les Bourgeois vouloient; nous le refuſames honêtement en diſant que c'étoit une affaire d'Etat dont Meſſieurs les Etats s'étoient chargez & qui ne dependoit plus de nous. Sur quoi Monſieur de la ſa retire enfuite & porte a ſa maiſon, juſqu'à preſent *il eſt ſans parler & ſans eſperance d'en revenir*, ſi Dieu n'y met la main. C'eſt pourquoi nous avons dépêché le preſent Courrier pour donner avis de ce *meurtre* à votre Excellence, & la prier de prevenir que dans cette affaire où la juſtice eſt pour nous, tout ce que nous craignons, ne nous arrive pas, & que nous ayons au moins ſureté pour nos vies, & que l'on puniſſe ceux qui nous ont ainſi maltraitez, car *la juſtice nous eſt fermée ici, où il n'y a pas un juge qui oſât écouter nos plaintes*, tant chacun redoute l'autorité de Monſieur de la Meilleraye. Ainſi nous ne ſommes pas en ſureté ici, *nous n'oſerions aller ſur la rue* pour nos affaires, & nous ſommes obligez de nous enfermer quelque tems dans nos Maiſons. C'eſt pourquoi nous prions inſtamment votre Excellence de nous ſecourir, car il nous eſt impoſſible de reſter ici en cet état, & nous ſommes tous reſolus de partir à moins que nous ne recevions par votre moyen une ſureté particuliere du Roi; nous envoyons nos plaintes à nos Seigneurs les Etats Généraux, la néceſſité nous y contraint.

MEMORIALE

Loco Inſtructionis, was unſere Deputirten / der Herr Thum-Probſt Johann Werner von Lenraht / und Herr Hermann von Nehem / Thum-Scholaſter / neben unſerem adjungirten Syndico Johann Itel Schorlemmer / der Rechten Licentiato bey Ihro Hochfürſtliche Gn. in gebühr zu beobachten haben.

NAchdem Ihro Hochfürſtliche Gn. in ſorgen ſeynd / auch von denen Kayſerlichen Geſanten faſt verſichert / daß dieſes Stiffts wegen einige Reſolution / daran uns ſo wohl als Ihro Hochfürſtliche Gn. nit wenig gelegen / zu Münſter vorgehen möge / zum theil auch ſchon geſchehen ſeyn ſolte; dahero für eine nothdurfft erachten / daß ungeſäumt einige unſers Mittels nacher Münſter deputiret werden mögten; ſo haben bey Ihro Hochfürſtliche Gnaden unſere Deputirte nebſt Ablegung gewöhnlicher Curialien und Offerirung unſerer jeder-

MEMOIRE

Pour ſervir d'inſtruction à nos Députez le Sieur Jean Werner de Leuradt Grand-Prevôt, le Sieur Herman de Nehem, Chanoine, & le Syndic que nous leur avons joint, Jean Itel Schorlemmer Licentié es Droits, ſur ce qu'ils doivent obſerver auprès de ſon Alteſſe Reverendiſſime.

SOn Alteſſe Reverendiſſime, craignant ſur des avis certains qu'elle a reçû des Plénipotentiaires Impériaux, qu'on ne prenne ou qu'on n'aye déja pris à Munſter quelque reſolution à l'égard de ce Chapitre, auſſi intereſſante pour nous que pour ſon Alteſſe Reverendiſſime, & ayant trouvé néceſſaire, que nous députions inceſſamment quelques uns des nôtres à Munſter; nos Députez doivent ſe préſenter pour cet effet devant ſon Alteſſe Reverendiſſime avec les cérémonies accoûtumées & l'offre de nos ſervices, afin de demander s'il lui plairoit de leur

kon mochte; ſonderlich können ſie de noſtro conſenſu in dictam Alternationem bey Ihro Hochfürſtl. Gn. und anderen glimpflich conteſtiren. Sign. Oſnabrück unter unſerm gewöhnlichen Capituls Inſiegel den 27. Mai Anno 1647. alt. Calend.

(L. S. ad cauſas)

Senior und Capitul der Cathedral-Kirche daſelbſt.

Neben und geheime Inſtruction für Herrn Thum-Probſten Johann Wernern von Lenrath und Herrn Hermann von Nehem Thum-Scholaſtern / nebſt unſern adjungirten Syndico Johann Itel Schorlemmer / Licentiato.

I. Da Ihro Hochfürſtl. Gn. unſeren Deputirten einige zumuthung thun ſolten wider einen und andern wegen der Alternativ, oder andern unannehmlichen Poſten öffentlich zu proteſtiren / haben ſie darauff zu antworten / daß ſie dazu keine Commiſſion hätten.

II. Daſern Ihro Hochfürſtl. Gn. ſtark anbringen ſolten / ob wir dem nichts dagegen thun wolten / haben unſere Deputirte in Perſeyn anderer zu antworten / daß wir ſchon unſere Nothdurffe dagegen fürgenommen hätten: ſolten aber Ihro Hochfürſtl. Gn. in hoc puncto ferner zuſetzen / haben ſie Derſelben in ſecreto zu offenbaren / daß wir dagegen Capitulariter coram Notario & Teſtibus inſgeheim proteſtiret hätten / damit wir durch öffentliche Proteſtation, ſonderlich bey Ruptur der Tractaten uns keine ungelegenheit zuziehen mögten.

III. Da Ihro Hochfürſtl. Gn. gegen einige Abgeſandten in unſerm Nahmen öffentlich in Perſeyn unſerer Deputirten proteſtiren ſolten / haben unſere Deputirte beſcheidentlich und füglich anzufügen / daß ſie davon keine Commiſſion hätten / jedoch auch ſolches alſo zu verſtehen geben / daß kein conſenſus in die contraire zumuthungen gefaſſet werden könne.

IV. Haben unſere Deputirte an allen dienlichen Orten zu bitten und zu ſolliciriren / daß wir bey unſern Privilegien / Rechten und gerechtigkeiten / in ſpecie bey dem Exercitio libero Re-

ainſi & à d'autres *notre repugnante pour cette alternative*. Signé à Oſnabrug ſous le ſceau ordinaire de notre Chapitre le 27. de Mai 1647. vieux St.

(L. S. ad cauſas)

Le Doyen & Chapitre de l'Egliſe Cathedrale d'Oſnabrug.

Inſtruction ſecrete pour le Sieur Jean Werner de Lenradt Grand Prevôt, le Sieur Herman de Nehem Chanoine, & le Syndic que nous leur avons joint, Jean Itel Schorlemmer, Licentié es Droits.

I. PRemiérement en cas que ſon Alteſſe Reverendiſſime prétendît de nos Députez de *proteſter* publiquement *contre l'Alternative* ou autres points deſagréables, ils ont à répondre qu'ils n'avoient point d'ordre pour cela.

II. En ſecond lieu, en cas que ſon Alteſſe Reverendiſſime *demandât fortement*, ſi nous ne ferions rien pour nous y oppoſer, & qu'il y eût *d'autres perſonnes préſentes*, nos Députez ont à répondre, que nous avions déja pris nos précautions pour cet effet; mais ſi ſon Alteſſe Reverendiſſime *perſiſte à les pouſſer* ſur ce point, ils ont à lui *déclarer en ſecret, que nous avons proteſté ſecretement en Chapitre devant Notaire & témoins contre ce Projet*, afin que par une proteſtation publique, ſur tout ſi les Traitez venoient à ſe rompre, nous ne nous attirions pas de facheuſes affaires.

III. En troiſiéme lieu, en cas que ſon Alteſſe Reverendiſſime proteſtât publiquement envers quelques Plénipotentiaires, en notre nom, & en préſence de nos Députez, leſdits nos Députez doivent y ajoûter en de termes doux & convenables, qu'ils n'avoient point d'ordre pour cela; ce qu'ils feront pourtant d'une telle maniere qu'on n'en puiſſe pas conclure un conſentement aux propoſitions contraires.

IV. En quatriéme lieu nos Députez ont à inſiſter & à ſolliciter par tout où il conviendra que nos privileges & droits nous ſoient conſervez, en particulier le libre exercice de la

zu gebrauchen.

VI. Daferne Ihro Hochfürſtl. Gn. unſeren Deputirten an die hand geben ſolten / einen oder andern Geſandten anzuſprechen / bey denen petendo und ſolicitando, wie allhier geſchehen / durchaus aber nicht proteſtando, die Nothdurfft in obacht zu nehmen.

Jn übrigen haben unſere Deputirten alle dasjenige / ſo zu Conſervirung unſerer Privilegien / Rechts- und Gerechtigkeiten / auch obigen ſpecificirten Poſten dienlich ſeyn mögte: (jedoch von dem präjudicirlichen allezeit zu referiren) pro re nata in obacht zu nehmen / bevorab daß die verſiegelte ſtiffts-ſchulden von des Stiffts unterthanen / altem gebrauch und herkommen gemäß / ohne ein- und widerrede des zeitlichen / jetz- und künfftigen landes-fürſten mögten bezahlt werden. Welches alles wir genehm und unſere Deputirte deßwegen ſchadloß halten wollen. Urkundlich unſers hierunter gedruckten Capitul-Jnſiegels / den 27. May An. 1647.

(L. S. ad cauſas)

Senior und Capitul der Cathedral-Kirche zu Oſnabruck.

VI. En ſixiéme lieu, en cas que ſon Alteſſe Reverendiſſime conſeillât à nos Députez de parler ſur ce ſujet avec tel ou tel Plénipotentiaire, ils doivent bien ſe garder de ne le faire jamais par maniere de proteſtation, mais toujours par maniere d'inſtance & de ſollicitation, comme on a fait ici:

Au reſte nos Députez doivent obſerver ſuivant les differentes occurrences tout ce qui peut ſervir à conſerver nos droits & privileges: (faiſant pourtant rapport de tout ce qui y pourroit être préjudiciable:) en particulier à l'égard des points ci-devant ſpecifiez, & principalement que les dettes contractées ſous le ſceau du Chapitre, ſoient payées ſuivant l'ancienne coûtume, des Sujets du Chapitre, ſans que le Seigneur Temporel preſent ou futur puiſſe s'y mêler ou oppoſer. Ce que nous promettons d'approuver, & de maintenir & proteger nos Deputez. En foi de quoi nous y avons appoſé le ſceau ordinaire de notre Chapitre le 27. Mai 1647.

(L. S. ad cauſas)

Le Doyen & Chapitre de l'Egliſe Cathedrale d'Oſnabrug.

ARRET

Du Conſeil du Roi pour la décharge des Taxes faites ſur les Hollandois comme Etrangers.

SUr ce qui a été remontré au Roi étant en ſon Conſeil, la Reine Regente ſa Mere preſente, par le Seigneur Ambaſſadeur des Etats des Provinces-Unies qu'encore que par les Traitez faits entre Sa Majeſté & Meſſieurs des Etats desdites Provinces il ait été particulierement convenu que tous les Hollandois & Sujets desdites Provinces ſeroient traitez en toutes occurrences, comme les naturels Sujets de ſadite Majeſté, ſoit qu'ils fuſſent naturaliſez ou autrement reſidens en ce Royaume, néanmoins l'on auroit compris leſdits Hollandois & Sujets desdites Provinces en certaine taxe, qui auroit été faite ſur les étrangers en ſorte, que pluſieurs auroient été contraints d'abandonner ce Royaume, pour éviter les rigoureuſes contraintes & pourſuites qui auroient été faites contre eux, & particulierement nommé Harman Hem, Marchand Hollandois reſidant en la Ville de Bourdeaux, lequel pour s'être voulu ſauver des mains des Huiſſiers & Sergeants qui le vouloient arrêter priſonnier, pour ledit taxé, après avoir été par eux excedé il auroit été encore procedé contre lui extraordinairement & condamné par jugement dudit Seigneur Intendant de Juſtice en Guyenne du 28. Decembre dernier par défaut & contumace en de grandes amandes envers le Traitant desdits taxes, & en des peines infameuſes à l'effort ſeulement d'obliger les autres de payer leurdit taxé plus facilement: requeroit ledit Seigneur Ambaſſadeur qu'il plût à Sa Majeſté décharger tous les Hollandois & Sujets desdites Provinces réſidens & naturaliſez ou de quelque autre condition qu'ils puiſſent être de ladite taxe faite ſur eux comme étrangers & toutes autres qui pourroient avoir été faites à l'avenir, enſemble de tous decrets, procedures, ſentences, jugements ou Arrêts qui pourroient avoir été donnez contre eux pour raiſon de ladite taxe, & particulierement ledit Herman Hem, du jugement contre lui donné par le Seigneur Intendant de la Juſtice en Guyenne du 28. Decembre dernier, & de tout ce qui s'eſt co-

ſez comme les François naturels, ouï le raport du Seigneur d'Hemeri Contrerolleur général des finances.

Le Roi étant en ſon Conſeil, la Reine Regente ſa Mere préſente, a déchargé & décharge tous les Hollandois & Sujets deſdits Etats & Provinces Unies de la taxe faite ſur eux comme étrangers, enſemble du jugement du Seigneur de Lanzon du 28. Decembre dernier donné contre Harman Hem Marchand Hollandois demeurant à Bordeaux, & de tous autres decrets, jugemens & arrêts qui pourroient avoir été donnez contre eux, pour raiſon de ladite taxe, fait Sa Majeſté defenſe à tous Archers, Huiſſiers, & Sergeans & autres de mettre aucunes contraintes à execution contre eux pour raiſon d'icelles, peine d'interdiction de leurs charges, & de tous dépens, dommages & intérêts, fait au Conſeil d'Etat du Roi, Sa Majeſté y étant, la Reine Regente ſa mere préſente, tenu à Paris le 8. Mai 1647.

Signé

DE LOMENIE.

Le 22. de Mai de l'An préſent 1647. fut communiqué à Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par Monſieur de Servien, le Mémoire & écrit contenant 19. Articles raporté ci après : ſur lequel ont été faites le premier de Juin de la même Année les Remarques ſuivantes miſes après chaque Article dudit Ecrit & Mémorial, pour en faciliter l'intelligence.

Ecrit de Monſieur de SERVIEN,

ARTICLE PREMIER.

ON peut voir les differens qui reſtent entre la France & l'Eſpagne, dans le Projet remis depuis quatre mois à Meſſeigneurs les Plénipotentiaires de cet Etat par Monſieur le Duc de Longueville. On ne peut pas deſavouër, que tous les Articles que contient ledit Projet ne ſoient très-raiſonnables; ſi les Eſpagnols en étoient demeurez d'accord, la Paix ſeroit faite il y a longtems, l'entremiſe duquel la France veut en un même ſujet accepter & rejetter tout enſemble. Tant s'en faut que tous les Articles, contenus audit Projet, ſoient très raiſonnables, que pluſieurs ſe trouvent, ou contraires, ou ajoûtez à ce qui avoit été promis & convenu par l'interpoſition des Ambaſſadeurs de Meſſeigneurs les Etats. Et la Paix n'auroit pu être faite il y a longtems ſur leſdits Articles, puiſqu'ils ſont remplis de nouveautez non ouïes auparavant. Et au revers de la part d'Eſpagne on a donné un autre Projet du tout conforme aux Actes de la Négociation & interpoſition de Meſſieurs les Etats, qui a été généralement approuvé de tous ceux qui en ont eu connoiſſance, & part en l'accommodement des deux Couronnes. Le ſurplus dudit prémier Article, eſt une continuation de plaintes mal fondées & peu ſeantes, qu'on a déja formées diverſes fois, ſans preuves, conjectures ni vraiſemblances. Sur leſquelles on auroit aſſez d'occaſion & de matiere pour recriminer, n'étoit l'attention que l'on apporte à éviter toute ſorte d'aigreur, trouvant plus à propos de combattre par raiſons, que par injures.

II.

Les principaux & plus importans differens qui ſe rencontrent dans ledit Projet, ſemblent déja être terminez, ſi les Eſpagnols demeurent de bonne foi dans l'execution de ce qu'ils ont ci-devant eux-mêmes accordé, par l'entremiſe de Meſſieurs les Plénipotentiaires de cet Etat.

REMARQUES.

Sur le 2. on ne doit point douter que les Eſpagnols executeront de bonne foi ce qu'ils ont ci-devant accordé, ſoit par Meſſieurs les Médiateurs, ſoit par Meſſieurs les Interpoſiteurs, les uns & les autres étans obligez de rendre ce témoignage à la verité, qu'ils n'ont jamais vû aucune revocation ni alteration en ce qui a été une fois promis de la part d'Eſpagne. Ainſi pourroient bien dès maintenant être terminez tous les differens, ſi du côté de la France on vouloit s'obliger à la même obſervation, & remettre à la foi, & conſcience deſdits Interpoſiteurs, de regler ſemblables differens, en conformité des promeſſes & aſſurances données par l'une & l'autre des Parties, ſur tous les points qui ſe ſont agitez par devant eux.

III.

Le point fondamental de tout le Traité, & ſans lequel on a toûjours déclaré que la France ne peut faire la Paix avecque l'Eſpagne eſt que chacun demeure en poſſeſſion de ce qu'il tiendra, lorſque

Digitized by Google

Sur le 3. Meſſieurs les Etats ſont priés de ſe ſouvenir que c'eſt bien la ſixiéme fois, que par divers Ecrits que Monſieur de Servien leur a donnés; il a fait la même offre & aſſertion, que la Paix ſe feroit, en demeurant les deux Couronnes en poſſeſſion de ce qu'elles tiendront lors de la Ratification du Traité, ſans y avoir juſques à préſent apporté aucune reſerve. Mais comme il a vu que l'on inferoit de ſa poſition, que Verceil, Sanlio, Ponzone, & Aqui, demeureroient donc que à l'Eſpagne, il s'aviſe maintenant d'y apporter une diſtinction, au regard de ce qu'on poſſede ſur les Alliez dont il ſera parlé en l'Article ſuivant. La fin dudit Article 3. qui parle des conquêtes faites autrefois par l'Eſpagne ſur la France, a déja été ſuffiſamment refuté ailleurs. & demontré évidemment que ſi les deux Couronnes entroient en juſte compte là-deſſus, en renonçant aux Traitez qu'elles ont faits; il ne reſteroit pas à la France la moitié de ce qu'elle poſſede préſentement.

IV.

Cette Déclaration ayant été faite par les Miniſtres de France dés l'ouverture de la Négociation on ſoutient que les Eſpagnols y ont conſenti, & qu'ils ne peuvent chicaner ſur les places qui ont été priſes, par eux en Italie ou ailleurs, ſans agir contre la bonne foi, puiſqu'on n'eſt entré en Traité que ſur ce fondement de retenir tout de part & d'autre, avecque les dependances & annexes de ce qui ſera poſſedé. Ce qui toutefois s'entend ſeulement des Places & Païs qui ont ci-devant appartenus à la France ou à l'Eſpagne, ou qui ont été occupez par les Armes de l'une ou l'autre Couronne, ſans y comprendre les Etats, ou Places des Maiſons de Savoye, & de Mantouë, qui ſeront reſtituées comme il a été convenu. Meſſieurs les Plénipotentiaires de cet Etat ſe ſouviendront que non ſeulement les Eſpagnols ſont demeurez d'accord de tout cela, mais qu'ils ont promis par leur entremiſe, d'en fournir toutes les ceſſions & renonciations, en la meilleure forme qu'on deſirera, comme il a été fait par la France dans les Traitez précedens.

Remarques.

Sur le 4. puiſqu'il plaît à Monſieur de Servien de ſe ſervir de ce mauvais terme de chicaner, mal avenant au ſujet & aux perſonnes dont il parle, on répond que s'il y a eu de la chicane, elle eſt toute de ſon coté, paſſant d'une propoſition générale, & ſouvent réiterée à une particuliere, & apportant des reſtrictions & diſtinctions, en ce qu'il avoit ſimplement & uniformement declaré; Et qui pis eſt, ſe coupant & contredisant ſoi-même en ſemblables diſtinctions & reſtrictions. Car ſi dans les poſſeſſions que retiendront les deux Couronnes, on ne doit pas comprendre les Maiſons de Savoye, & de Mantouë, comme eſt-ce que la promirent de ceder tout ce que la France [illegible] pe aux Pais-Bas & Comte de Bourgogne avecque le Rouſſillon & d'admettre une réve de 30 ans en Catalogne, à quoi l'on a dès lors ajouté la ceſſion des Ports & Villes de Roſes & Cadaques, voila ce qui a été promis & accordé par leur entremiſe, & ſur la parole a eux donnée par la France de moyenant ce que deſſus, & avant même que d'y comprendre Roſes, & Cadaquez, conclure la Paix en 24. heures, ainſi fut-il accordé, & ſtipulé le 17. Septembre de l'an paſſé 1646. en la Maiſon de Mr. le Comte de Peñaranda entre les Plénipotentiaires d'Eſpagne d'une part, & ceux de Meſſieurs les Etats de l'autre, comme ayant charge & pouvoir des Plénipotentiaires de France, ſurquoi on laiſſe à juger à Meſſieurs les Etats, qui ſont ceux qui des lors ont agi contre la bonne foi pour ſe ſervir des mêmes paroles de Monſieur de Servien audit Article 4.

V.

Le ſecond point important ſans lequel on a auſſi toujours declaré ne pouvoir traiter, eſt la ſureté de Caſal aux conditions propoſées il y a longtems par les Plénipotentiaires de France, qui ne tendent qu'à empêcher que cette importante place de laquelle dépend le repos de toute l'Italie pour laquelle la France a conſumé des threſors immenſes, & donné trois Batailles & de laquelle on a trouvé dans les papiers du Marquis de Leganes, qui furent pris à la levée du dernier ſiege que Madame de Mantouë avoit traité avec le Roi d'Eſpagne, puiſſe jamais tomber entre les mains d'aucuns Princes de la Maiſon d'Auſtriche ainſi qu'il eſt plus au long expliqué dans l'Article qui en a été dreſſé.

Remarques.

Sur le 5. ſi le repos de toute l'Italie dépend de Caſal comme le porte cet Article, d'autant plus de raiſon y a-t-il de le tirer des mains de la France, & le reſtituer à un Prince Italien, tel qu'eſt le Duc de Mantouë, & auquel il appartient legitimement; que la France aît donné trois Batailles, & conſumé des threſors immenſes encore qu'ainſi ſeroit, dont on doute fort néanmoins puiſque le principal but auroit été de nuire à l'Eſpagne, & ſe tenir les Portes de l'Italie ouvertes, il ne ſeroit pas raiſonnable de ſe le garder, principalement, après avoir publié par tout, que l'on aſſiſtoit le Duc de Mantouë gratuitement, & que les Armes & ſecours de France, n'étoient pas mercenaires, qui d'ailleurs ont été entretenus aux dépens du Monferrat, & la France s'eſt aſſez recompenſée d'elle-même à ce regard, par les Traitez de Queraſco, & l'Eſpagne; qui n'a pas moins conſumé de gens & d'argent pour Verceil, eſt bien prête à le reſtituer au Duc de Savoye, ainſi qu'elle a déja fait autrefois au Duc Charles

Digitized by Google

que Pignerol, comme il en conſte par dix ou douze Actes, dont les minutes ſont aux mains deſdits Seigneurs Interpoſiteurs, à qui par conſequent on ne perſuadera pas autre choſe, que ce qu'ils ſavent, & peuvent verifier à tous momens & finalement l'Eſpagne ayant offert & offrant encore de ſe remettre ſur le fait de Caſal à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats il n'y a pas de quoi conteſter davantage ſur ce ſujet.

VI.

On a ſû de bon lieu que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont declaré à ceux de cet Etat, qu'ils feroient tout ce qu'on voudroit ſur cet Article: ils ont fait la même déclaration aux Miniſtres de Mantouë, on ne peut pas comprendre pourquoi ils font à préſent difficulté d'en convenir en la forme qui leur a été propoſée, & c'eſt une marque évidente qu'ils cherchent des prétextes pour tirer en longueur les affaires afin de voir ſi leurs deſſeins reuſſiront par deça.

REMARQUES.

Sur le 6. on ne croit pas que les Miniſtres de Mantouë veuillent ni puiſſent rien dire de ſemblable à ce dont on ſe raporte à eux par cet Article ni les Interpoſiteurs, ſi ce n'eſt au ſens qui vient d'être expliqué, ſavoir que les Plénipotentiaires d'Eſpagne feront ce que voudront Meſſieurs les Etats en aquieſçant à leur jugement, que la France ne peut refuſer ni refuter ſans ſe mettre en tort évident.

VII.

Le 3. point important eſt celui de Catalogne: la France ne pouvoit pas donner une preuve plus claire de ſa bonne diſpoſition à la Paix que de ſe contenter d'une Trêve de 30 ans. Comme elle n'avoit pris cette reſolution que pour s'accommoder à celle de Meſſieurs les Etats qui ne vouloient alors faire auſſi qu'une Trêve elle auroit eu droit & intérêt de la changer lorſque Meſſieurs les Etats l'ont tourné en Paix, néanmoins elle a perſiſté à ſe contenter d'une Trêve de 30. ans pourvu qu'on convienne des précautions qui ſeront jugées néceſſaires tant pour l'entiere ſureté de ladite Trêve que pour empêcher qu'on ne puiſſe faire de la part d'Eſpagne, tandis qu'elle durera, aucunes Pratiques dans le Païs; cette Clauſe comme très-innocente & raiſonnable, & a été accordée par les Eſpagnols, comme il ſe juſtifie par les Ecrits donnez par les Plénipotentiaires de cet Etat. Et néanmoins lorſqu'on a voulu inſerer dans le Traité leſdites précautions, qu'on a voulu differer pour quelque temps le commerce & frequenta-

REMARQUES.

Sur le 7. touchant la Catalogne, on dit que ce n'eſt pas la France, mais bien l'Eſpagne qui s'eſt contentée d'une Trêve de 30 ans au lieu de 4. que Meſſieurs les Interpoſiteurs avoient propoſée au mois de Juillet de l'an 1646. & la France n'auroit pu ſe mouler en ce qui touche la Catalogne ſur l'Exemple de Meſſieurs les Etats au fait de leurs Provinces ſans les offenſer: la comparaiſon étant trop inegale, pour ne pas dire, odieuſe. Il eſt vrai qu'en termes generaux on avoit inſinué que l'on pourroit convenir des formes de maintenir ladite Trêve, à quoi l'Eſpagne n'a jamais repugné, mais elle nie, que leſdites formes que la France a depuis ſpecifiées ſoient pour maintenir la Trêve, au contraire elle croit qu'elles ſont pour la détruire; car de vouloir fortifier des Places pendant qu'elle dure, c'eſt contrevenir à ſa nature, & vouloir pourvoir à des moyens d'entrepriſes & de guerre, ou de conſervation perpetuelle des Places comprſes en ladite Trêve; choſe non jamais vuë ni pratiquée, comme auſſi de vouloir ôter le commerce, & la converſation entre ceux d'un même Païs, & en défendre l'entrée aux Perſonnes qui ont obligation & beſoin d'y aller; qui eſt plutôt un concert d'hoſtilité que de tranquilité. Meſſieurs les Etats qui en l'an 1609. en ont fait une de 12. ans avecque l'Eſpagne, n'y ont point apporté de ſemblables précautions & ne s'en ſont pas mal trouvez. Si on devoit ſoupçonner quelque ſecret deſſein de brouiller & de ne pas obſerver de bonne foi les Traitez, ainſi que la concluſion de cet Article 7. le donne à entendre, à qui pourroit-on l'appliquer juſtement, ſinon à la Partie qui cherche des nouveautez, & veut ſortir des Regles preſcrites & pratiquées par toutes les Nations du monde, en quelques Trêves, qui ſe ſoient jamais faites entre les plus cruels ennemis. Mais pour retrancher tous prétextes de contentions & retardement, l'Eſpagne a declaré qu'elle remettoit encore ce point à l'Arbitrage de Meſſieurs les Etats, & ſe conformeroit à leurs ſentimens au regard de la forme & établiſſement deſdites Trêves.

VIII.

Le 4. point important, que les Eſpagnols ont auſſi accordé ci-devant, eſt que l'on pourvoyera ſuffiſamment à la ſureté du Traité, ſans quoi il ſeroit inutile de quiter préſentement les Armes ſi on laiſſoit des Sujets capables de les faire reprendre dans peu de temps.

ties en la Négociation de la Paix avecque ceux d'Eſpagne.

IX.

Cette ſureté conſiſte en trois principales conditions : la prémiere eſt la Ligue garantie & générale qui ſera faite entre la France & Meſſieurs les Etats.

REMARQUES.

Sur le 9. en tous les Projets de Paix & Ecrits donnez de la part de la France aux Miniſtres d'Eſpagne, jamais il n'y a été parlé de cette Ligue garantie mentionnée au préſent Article. Et ſi Meſſieurs les Etats ont fait quelque convention à ce ſujet, ils la ſauront bien obſerver avecque la ſincerité & bonne foi qu'ils proteſſent, ſans qu'il ſoit beſoin de retarder la Paix par aucune défiance contraire.

X.

La ſeconde eſt la Ligue des Princes d'Italie qui ſeront obligez de ſe déclarer & prendre les Armes contre celui des deux Rois qui rompra le prémier ce Traité, qui ſera préſentement fait, en quelque lieu qu'arrive ladite rupture, parce qu'elle ne peut arriver en un lieu qu'elle ne devienne générale en tous les autres endroits.

REMARQUES.

Sur le 10. cet Article ſeul ſuffit pour ne laiſſer plus de doute que la France ne veut point de Paix, puiſqu'elle ſait aſſez, que non ſeulement la Ligue des Princes d'Italie ne depend pas des Parties qui contractent, mais que de plus aucun Prince d'Italie ne veut entrer en des obligations d'une Garantie univerſelle, dont il n'eſt chargé ni par Traitez, ni par intérêts, ni par convenances. Et la France auſſi ſe depart de ce qu'elle en avoit propoſé précedemment, étendant à préſent la dite Garantie hors des limites de l'Italie où elle la reſſerroit auparavant.

XI.

La 3. eſt la liberté claire & bien expliquée par écrit, de pouvoir aſſiſter le Portugal en la forme que les troupes auxiliaires ont accoûtumé d'agir, ſans que pour cela le Traité de Paix s'entende rompu entre la France & l'Eſpagne.

REMARQUES.

Sur les 11. 12. & 13. on ne ſait, comme Monſieur Servien oſe faire entrer en jeu les intérêts de Portugal après avoir tant de fois declaré à Meſſieurs leurs Ambaſſadeurs, qu'il ne s'en parleroit jamais & avoir même porté aux Portugais, qui ſont à Munſter, la réſolution de la France en cette conformité. Depuis quoi

cord en cas qu'on ne puiſſe pas préſentement arrêter la Ligue d'Italie, afin de ne retarder pas la concluſion de la Paix.

REMARQUES.

Et comme ç'a été la baſe & le fondement de la Négociation, & une condition, ſans laquelle on n'eût pas procedé ulterieurement, on ne la peut retirer contre la foi donnée ſans violer le Droit public, bleſſer l'honneur des Interpoſiteurs, & renverſer tout l'Edifice qui a été élevé ſur un tel fondement. D'autant plus que leſdites premieres promeſſes, ont été encore renouvellées & fortifiées ſur la remiſe que les Eſpagnols ont fait à Meſſieurs les Etats du different de Portolongone & Piombino, pour y arbitrer & apporter quelque temperament raiſonnable : n'y ayant pas un des Ambaſſadeurs de Meſſieurs les Etats qui n'ait aſſuré qu'en ce cas la France viendroit indubitablement à la concluſion du Traité.

XIII.

En ſecond lieu touchant la courte Tréve demandée en Portugal pour un An ou deux ; on ſe remettra à ce que Meſſieurs les Etats jugeront raiſonnable, en égard au beſoin de la Chrétienté.

REMARQUES.

Et le même a été dit par Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France à Meſſieurs les Médiateurs, qui l'ayant raporté en conference publique à ceux d'Eſpagne ; ont enſuite ajuſté avecque eux les 20. premiers Articles du Traité ; concernant le commerce, au gré & ſatisfaction de la France. Après quoi & au préjudice de l'engagement de tant de perſonnes d'honneur & d'autorité, il eſt inſuportable de voir tout à coup produire leſdits intérêts de Portugal, & encore en une forme qui ne tend à rien moins, qu'à tranſporter le ſiege & fardeau de la Guerre dans les entrailles de la Caſtille par un Traité même de Pacification : la France ne ſe contentant pas d'aſſiſter défenſivement le Portugal, mais voulant encore l'aider à faire des entrepriſes, attaques & conquêtes par toute l'étendue de l'Eſpagne, ſans limitation de troupes ni de lieux.

XIV.

On ſe rapportera auſſi au jugement de Meſſieurs les Etats, pour tout le reſte de ce qui eſt encore indécis dans le projet de ce qui a été ci-devant deliberé du different qui concerne les Griſons ; de la reſtitution de Sabionnette, de celle de Marienbourg, Philippeville, Charlemont, & de tous les autres points deſquels on n'eſt pu tomber d'accord. Sous l'aſſurance qu'on a, que la qualité d'Arbitres ne leur fera pas quiter celle de vrais Amis & fidelles Alliez ; de leur procurer une juſte ſatisfac-

tion

au regard de Souveraineté qui ne dépend du Roi d'Eſpagne en aucune façon ; & à parler ingenuement, c'eſt ſe moquer de Meſſieurs les Etats, que de leur remettre le ſeul arbitrage de prétentions imaginaires, & qui ne touche de près ni de loin à la Partie qui les intente, à même temps qu'on leur denie celui de ce qui eſt réel, exiſtant & litigieux. C'eſt auſſi peu honorablement préſumer de leur probité & vertu, que de leur vouloir faire ſoûtenir le perſonnage de Juges & Parties, en un même temps, ſelon que la concluſion de cet Article 14. leur ordonne plûtôt, qu'elle ne leur perſuade, ou pour le moins le leur preſcrit pour une condition inſeparable dudit arbitrage. Au lieu, que les Eſpagnols s'y ſont confiez ſans reſerve, ni limitation, croyant bien, que Meſſieurs les Etats auroient plus d'inclination aux avantages de la France, qu'aux leurs, mais que l'équité, & la raiſon ne leur permettroit pas, d'en uſer avec excès, au préjudice de ceux, qui nonobſtant cette conſideration ſe mettoient en leurs mains, tant ils s'aſſuroient de la juſtice de leur cauſe, & de la prud'hommie de leurs Juges.

XV.

Bien entendu auſſi que les Eſpagnols ne pourront pas remettre de nouveau ſur le tapis, ni revoquer en doute les autres points qui ont déja été accordez, par l'entremiſe, des Plénipotentiaires de cet Etat. Comme celui de ne pouvoir aſſiſter directement ni indirectement le Duc Charles ; Et celui de l'entiere liberté du Prince Edouard. Autrement la Négociation ne pourroit jamais avoir de fin, puiſque ce ſeroit une ruſe plus malicieuſe que propre à ſortir d'affaires, s'il étoit permis de faire examiner de nouveau par les Arbitres, les queſtions qui ont déja été decidées.

REMARQUES.

Sur le 15. on revoque ce que porte le précedent, par lequel ayant laiſſé au jugement de Meſſieurs les Etats, tout le reſte de ce qui étoit indecis dans le Projet de Paix, on en retranche maintenant les Points, concernans S. A. de Lorraine, & la liberté de Don Duarte de Bragance, avecque une ſupoſition très erronnée & abuſive ; ſavoir que l'on eût déja accordé par l'entremiſe des Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats de ne pouvoir aſſiſter directement ni indirectement ſadite Alteſſe. Et que l'on remettroit en entiere liberté Don Duarte; choſe qui ne paſſa jamais ni par la bouche, ni par la plume, ni par l'imagination des Miniſtres d'Eſpagne. Et au contraire on peut voir par les moyens d'accommodement entre

n'aſſiſter directement ni indirectement ſon Frere ni les Portugais, à quoi les Plénipotentiaires de France conſentirent par leur Replique, à condition que la remiſe entre les mains de l'Empereur ſe feroit avant la Paix.

XVI.

En ce cas il ſemble que trois choſes ſont abſolument neceſſaires tant pour éviter les longueurs dans cette Négociation que pour y conſerver le ſecret. L'une, que le jugement ſoit donné par l'Aſſemblée de Meſſieurs les Etats Généraux, ſans renvoyer l'affaire aux Provinces, puiſqu'il ne s'agit pas de l'interêt de cet Etat, mais ſeulement des differens qui ſe rencontrent entre la France & l'Eſpagne.

XVII.

La ſeconde, que ladite Aſſemblée ſoit compoſée du moindre nombre de perſonnes que faire ſe pourra, & principalement de celles qui ont toujours fait paroître plus d'affection tant pour le bien public, que pour l'entretenement de l'union & bonne intelligence de cet Etat avec la France.

REMARQUES.

Sur les 16. & 17. touchant la forme que Meſſieurs les Etats auroient à obſerver pour decider les difficultés, que les deux Couronnes remettroient à leur arbitrage, on ne leur veut rien preſcrire ni regler de la part d'Eſpagne, ne doutant pas qu'ils y procederont de bonne ſorte & équitablement. Les formes ſecretes que Monſieur de Servien leur établit en ces deux Articles ne correſpondent pas à celle que Meſſieurs les Etats gardent ordinairement qui ſeront toujours les plus droites & legitimes.

XVIII.

La 3. que Meſſieurs Pauw & Knuyt ne puiſſent avoir aucune connoiſſance de tout ce qui ſera traité entre la France & l'Eſpagne, Sa Majeſté ne pouvant conſentir qu'ils ſe mêlent directement de ſes affaires.

REMARQUES.

Sur le 18. comme de la part d'Eſpagne on ne recuſe aucun Miniſtre deſdits Meſſieurs les Etats, les eſtimant tous dignes du rang qu'ils tiennent, & du choix que la République a fait de leurs perſonnes, auſſi croit-on que le même doit être de la part de la France, & qu'il n'appartient ni à l'une ni à l'autre des Couronnes de faire dependre l'établiſſement d'un tel con-

à cauſe des difficultez, qui ſe peuvent rencontrer ſur la validité des Pouvoirs pour convenir d'Arbitres, qu'à cauſe des obſtacles qui peuvent naître ſur le choix, nombre & qualité deſdits Arbitres, il ſemble qu'il ſeroit plus prompt & plus ſûr de regler ici par un bon concert tous les Articles dudit Projet, ainſi qu'on le jugera raiſonnable, & après qu'ils auront été ajuſtez d'un commun conſentement que les Plénipotentiaires de France & ceux de cet Etat s'en aillent à Munſter préſenter la Paix aux Eſpagnols comme le Traité en aura été dreſſé ſans qu'ils y puiſſent ajouter, ni diminuer, & en cas qu'ils refuſent de la ſigner, tant pour la France, que pour cet Etat comme elle aura été ici réſolue : donner ordre aux Plénipotentiaires de leur declarer que la France & cet Etat leur continueront conjointement la guerre & qu'après leur refus on ne ſera pas obligé à ſe contenter de mêmes Articles qui auront été ici accordez.

REMARQUES.

Sur le 19. il y a bien de quoi s'étonner que Monſieur de Servien ſe repente déja de la petite offre, jaçoit étroitement limitée & conditionnée, qu'il fort de faire à Meſſieurs les Etats, par l'Article immédiatement anterieur, diſant à l'entrée de celui-ci, qu'il y aura de trop grandes difficultés ſur la validité des Pouvoirs pour convenir d'Arbitres, comme ſi on ne devoit pas laiſſer l'autorité à Meſſieurs les Etats toute entiere tant pour les acceſſoires, que pour le principal, & parce encore, dit-il, que pluſieurs obſtacles pourroient naître ſur le choix, nombre, & qualité des Arbitres, comme s'il pouvoit s'y en rencontrer quelqu'un incapable de la fonction, qui lui ſeroit commiſe & confiée par ſes Superieurs, & comme ſi le Conſeil ordinaire repreſentant le Corps de l'Etat n'étoit pas déja tout formé & ſuffiſant pour y rendre ſon jugement? Mais, ajoûte Monſieur de Servien, il vaudroit bien mieux regler tous les Articles dudit Projet (il entend celui donné par Monſieur le Duc de Longueville) & après aller à Munſter le préſenter aux Eſpagnols comme il auroit été dreſſé ſans qu'ils y puiſſent ajoûter ni diminuer & en cas qu'ils refuſent de le ſigner, leur declarer que la France, & les Etats leur vont continuer la guerre conjointement. Il n'y a pas un plus court moyen ſans doute ni plus extraordinaire ni plus aſſuré pour achever les Traités, mais en les rompant, & en même temps toute l'harmonie & concert de la Juſtice, & encore de la civilité qui ſe doit garder en telles occurrences, ne s'étant jamais vû inſtruire le moindre procès ſans le concours des Parties, ni rendre un jugement, ſans les ouïr: que ſeroit-ce donc de laiſſer dreſſer toute la procedure par l'Acteur, & ne ſentencier que ſur les pieces, fermant la porte au Défendeur, & lui ôtant tous les moyens de fournir les preuves & de faire connoître ſon droit, ce qui ſeroit encore plus étrange & ſauvage en cas préſent, puiſque les Miniſtres d'Eſpagne, à qui on vou-

& ceux du Roi Catholique, où rien n'eſt entré qui touche le Portugal, ni auſſi la ceſſion de Philippeville, Charlemont & Marienbourg. On demeure d'accord qu'il ſoit promptement procedé au jugement, & qu'à cet effet il ſoit permis à quelque Miniſtre de Sa Majeſté Catholique de ſe rendre auprès de Meſſieurs les Etats, avecque tous les Papiers, Documens & Inſtructions néceſſaires pour les informer. Eſperant que par ce moyen la verité ſera connuë, la Juſtice adminiſtrée, & la Paix qui eſt ſa ſœur établie enſuite, à la conſolation de toute la Chrétienté, & grande reputation de Meſſieurs les Etats.

RETABLISSEMENT

De la

PAIX

Ou Ceſſation des Hoſtilitez de la part de l'Eſpagne.

En 1647.

LEOPOLD GUILLAUME, *par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Styrie, Carinthie, Carniole, & Wirtemberg, Adminiſtrateur général de l'Ordre de Jeruſalem, de l'Ordre Teutonique de N. D. en Pruſſe, & Grand Maître du même Ordre en Allemagne, en Italie & autre mer, Evêque de Strasbourg, Halberſtadt, Paſſau & Olmutz, Adminiſtrateur des Abbayes, Principautez de Herſfelde, Murburg, & Lude, Comte de Tirol, & de Goritz &c. Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Païs-Bas & de Bourgogne.*

Puiſque par la bonté divine le Traité de Paix eſt ſi avancé que ſelon toutes les aparences la Chrétienté eſt ſur le point d'être delivrée de cette longue & ſanglante Guerre, à la ceſſation de laquelle le Roi mon Seigneur a contribué & contribue encore à préſent de tout ſon pouvoir, comme nous deſirons d'y contribuer de notre côté tant de la part de Sa Majeſté que de la nôtre, & dans la vûe de parvenir d'autant plus aiément à ce but, pour les raiſons à ce nous mouvans, nous avons jugé à propos de déclarer par ces préſentes, que nous ne voulons commettre ni ſoufrir qu'il ſoit commis aucune hoſti-

par VEREYCKEN

Et ſcellé du Sceau du Roi.

Encore plus bas

par copie

PH. LE ROI.

AU LECTEUR.

C'Eſt une maxime auſſi ancienne que veritable que *les effets ſont les preuves certaines de la verité*. Il n'y a pas longtems que des Miniſtres de France ont publié deux Brochures en François & pour ſe rendre agreables ils y ont tourné la Religion reformée en ridicule.

Leur but eſt de perſuader que *l'on doit rompre toutes Négociations de Paix, ou les traîner en longueur*.

Il faut que le Cardinal *Mazarin* leur ait promis de groſſes recompenſes pour leur faire jouer contre leur conſcience un Role qui les expoſe au hazard de perdre leur honneur & leur crédit auprès de ceux de leur Religion. S'ils ſont ſi infidéles à leur propre Religion, que ſeront-ils à notre égard? Cela paroit ſur tout extraordinaire par raport à Monſieur *Servien* qui depuis l'an 1620. perſécute en France avec tant d'animoſité ceux de la Religion reformée, qu'il a fait brûler & décapiter; ce qu'il tache à préſent de couvrir du Manteau à la Huguenote. Le bon Luther pourroit bien dire à préſent *ô Dieu combien de crimes couvre ſouvent le Manteau de la Religion!*

A quoi bon les François nous rapellent-ils toutes les horreurs des Nôces de Paris & des autres maſſacres dont eſt rempli notre Calendrier qui eſt à la tête de nos Pleaumes, au lieu des noms des fêtes des Catholiques Romains, tels qu'eſt la fureur des François à Anvers, & dans tous les Pais-Bas, & le maſſacre de tant de milliers d'hommes qui ont été pendus, décapitez, étranglez, brûlez & noyez en France pour la Religion? A quoi bon rapeller les ſanglans & cruels Edits & executions des Pais-Bas, dont les Provinces-Unies ſe ſont aſſez vangées? Pendant que ceux de la Religion ſont comme le bœuf devant la hache, gemiſſant ſous le joug de la Religion contraire, ne jouiſſant que d'une liberté precaire, & ne tenant que de la courtoiſie du Prince & par proviſion ſeulement, la ſurſeance d'une execution qu'ils ſubiront quelque jour, & qu'ils n'éviteront point dès qu'il plaira aux Catholiques Romains de l'ordonner.

Tous les François tachent d'excuſer le maſſacre de la Saint Barthelemi, en ſoutenant qu'il n'a été commis que par l'avis & à la perſuaſion de l'Eſpagne, quoique de Thou, Villeroi & les autres Hiſtoriens dient le contraire. *Quo donc!* Les François ſont-ils fols? Et cependant ils veulent nous regenter, nous tâcherons de ne point participer à la maladie des François ni à celle des Eſpagnols.

Puiſqu'il n'eſt queſtion que du *preſent*, à quoi bon nous arrêter au paſſé? ce ſeroit entrer dans un Labyrinthe d'où nous ne pourrions ſortir. Voyons qui ſont nos amis, qui ſont ceux qui nous veulent du bien. La verité ſe prouve ſouvent par les contraires, ainſi faiſons une antitheſe, qui puiſſe nous ſervir à découvrir cette verité.

Les François veulent nous obliger d'une maniere. . . . . à continuer la Guerre après nous avoir eux-mêmes conſeillé la Paix.

Les Eſpagnols pouſſent autant qu'ils peuvent les Négociations & tâchent de les mener au point de la concluſion, juſque là même qu'*ils font ceſſer d'eux-mêmes les hoſtilitez par mer*.

Les François n'ont aucune compaſſion de tant de pauvres Pêcheurs qui pendant la Guerre ſont pris, pillez & reduits à la mendicité.

Les Eſpagnols, ſans ſtipuler aucunes conditions réciproques, mettent fin aux hoſtilitez & laiſſent ces pauvres gens faire leur Commerce tranquillement.

Les François portent envie à nos Marchans, à nos gens de mer & ils les troublent & les paſſagers dans la liberté de la Navigation & du Commerce par mer.

Les Eſpagnols nous accordent d'eux-mêmes & de bon cœur ces avantages, & nous ouvrent la mer libre.

Nous avons rendu aux François des ſervices ineſtimables, nous les avons aidez à faire des Conquêtes qu'ils ont reçues de nos mains, ſans que jamais nous leur ayons causé le même préjudice. Au lieu de nous en témoigner leur reconnoiſſance en nous procurant le repos, la Paix & la bonne intelligence ils cherchent à nous embaraſſer par leurs ménaces & leurs mauvaiſes manœuvres dans une Guerre éternelle au dehors & dans le trouble & la diſcorde au dedans.

Au contraire nous ſommes certains que les Eſpagnols ont perdu des Provinces très-conſidérables & nous leur avons fait tout le tort que nous avons pû, cependant ils ceſſent leurs hoſtilitez contre nous par mer, quoique nous ne ceſſions pas les notres contre eux.

Les François ſont aſſez éloignez de nous & ne peuvent nous faire du mal tant que la Flandre & le Brabant ſont entr'eux & nous, cependant ils nous en menacent.

contenu de leurs Inſtructions, dreſſées ſur des déliberations de pluſieurs années & d'un conſentement unanime de toutes nos Provinces ſans qu'une ſeule s'y ſoit oposée.

Nous jugeons unanimement que cette Guerre ruineuſe a porté des coups ſi mortels à notre Etat qu'il a beſoin de l'huile de repos & de Paix. L'Eſpagne nous ſouhaite & nous verſe même cette huile autant qu'il eſt en elle; non ſeulement la France ne nous rend pas ce bon office, mais même elle cherche à entretenir nos playes, & s'il étoit poſſible à nous étoufer dans notre ſang.

Qu'on juge après cela, qui eſt le Phariſien ou le Samaritain, qui des deux feint ou agit ſincerement.

Pourroit-on croire qu'il ſe trouve des partiſans de la France qui blament une ſi bonne œuvre?

Pour les confondre il n'y a qu'à leur mettre devant les yeux nos pauvres gens de mer, leurs femmes, leurs Enfans, leurs amis, qui ſont tous les jours aux portes des Seigneurs de la Régence pour demander qu'on les retire de leur priſon. Les maledictions de ces gens au deſeſpoir leur aprendroient bientôt la vérité.

On envie aux Eſpagnols la gloire de faire le bien & de laiſſer le mal, ſuivant le precepte divin, pour nous nous ne devons pas envier à nos pêcheurs, à nos gens de mer & aux autres le bien qu'on leur fait & les maux qu'on leur épargne.

On dit à tout cela *timeo Danaos & dona ferentes*; tout ce qui vient des Eſpagnols doit être ſuſpect, quelque bon qu'il paroiſſe; en un mot qu'il n'y a point de fond à faire ſur cette neutralité & que c'eſt toute tromperie.

Ces gens-là ont le goût ſi depravé que rien ne les pique. Il n'y a pas ſi longtems lorſque les hoſtilitez par mer duroient encore qu'on n'entendoit autre choſe que leurs plaintes. Les Eſpagnols, diſoient-ils, ne ſavent pas vivre, peut on leur faire goûter une conduite moderée du moins à l'égard des Vaiſſeaux qui ne quittent pas la côte? Ne devroient-ils pas, ajoûtoit-on, s'abſtenir des hoſtilitez par mer? Puiſqu'ils ne pouvoient y faire d'autre Conquête que la priſe de quelques pauvres gens. Leurs plaintes ont eu un heureux ſuccès, elles ſont parvenuës avec celles de tant d'honnêtes gens aux oreilles du Roi Philippe, & l'ont porté à faire ce qui dependoit de lui pour faire ceſſer ces maux.

Il eſt vraiſemblable que c'eſt-là le raport qui lui en a été fait, puiſqu'il s'en eſt ſuivi une pleine tranquilité non ſeulement pour nos pêcheurs, mais même pour tous les habitans de nos Provinces qui voudront ſe mettre en mer.

Quoiqu'il en ſoit, il eſt certain que les Eſpagnols ont fait voir leur bonne volonté à être, s'il le faut, les premiers à effectuer les bons deſſeins autant que nous le permet l'Alliance que nous avons avec la France, ſans me à l'Eſpagne dans la Mediterranée. Néanmoins de la part de la France c'étoit une infraction à notre Alliance, puis qu'elle concertoit avec l'Ennemi commun; au lieu que de notre part, elle n'a pas lieu de l'offenſer puiſque c'eſt *ſine pacto reciproco*.

L'Eſpagne après cela n'auroit-elle pas eu raiſon de profiter d'une telle conduite qui auroit juſtifié la continuation de ſes hoſtilitez par mer? Cependant le Roi Philippe a paſſé ſur tout, dans la confiance ſans doute que nous ne voudrons pas du mal à ceux qui nous veulent du bien.

Quelle tromperie une pareille conduite peut-elle cacher? Les Eſpagnols tâchent en toutes occaſions de nous faire connoître par des effets & par des marques réelles d'amitié ce qu'ils nous ont ſi ſouvent fait dire de bouche & par écrit; bien perſuadés que les tromperies ne ſervviroient qu'à nous irriter & à nous unir plus étroitement contre eux avec la France.

O *tempora*! Les Eſpagnols ſont nos Ennemis & cependant bien loin de prendre nos gens par mer & de leur cauſer tout le dommage qu'ils pourroient ils les laiſſent tranquiles, & l'on apelle cela tromperies.

Quel nom donnera-t-on donc à la conduite des François qui ſont nos amis & qui foulent aux pieds nos citoyens dans leur Païs & au milieu de leurs Villes où ils les trainent par les ruës, les jettent dans les Riviéres & les contraignent à ſe racheter à force d'argent, comme cela eſt arrivé depuis peu à Nantes & ailleurs en France.

Caſſ.

Unus inter procellas humanas conſtitutus eſt portus, quem ſi homines ſemel, perditâ voluntate prætervavigent, neceſſum eſt in undoſis ruinis ſemper errare.

ORDRE

Que l'on a tenu à l'enterrement de feu ſon Alteſſe Monſieur le Prince d'Orange l'amenant au ſépulcre à Delft.

LA Bourgeoiſie étant en armes fut miſe en ordre des deux côtez tout au long des rues par ou l'on paſſoit juſques à la Maiſon des Lazarets.

Au milieu d'eux paſſérent

Premiérement la Compagnie de la Garde de ſon Alteſſe,

Les

deroit portée par un Gentilhomme.

1. Le premier Cheval de Jouſte fort magnifiquement accommodé.
   Le grand Etendart des couleurs.
   Le Hérault d'armes.
2. Cheval portant les armes de Warneton.
   La Banderole avec les mêmes armes.
3. Portant les armes de Heriſtal.
   La Banderole avec les mêmes armes.
4. Portant les armes de Grimbergue.
   La Banderole avec les mêmes armes.
5. Portant les armes de Gravindocq.
   La Banderole avec les mêmes armes.
6. Cheval portant les armes de Gertruidemberg.
   La Banderole avec les mêmes armes.
7. Cheval portant les armes de Dieſt.
   La Banderole avec les mêmes armes.
8. Portant les armes de la Ville de Grave & Pais de Cuyck.
   La Banderole avec les mêmes armes.
9. Portant les armes d'Yſelſtein.
   La Banderole avec les mêmes armes.
10. Portant les armes de Breda & de Polaw
   La Banderole avec les mêmes armes.
11. Portant les armes de Fleſſingue & Terveer.
   La Banderole avec les mêmes armes.
12. Portant les armes de Teerdan.
   La Banderole avec les mêmes armes.
13. Portant le armes de Buren.
   La Banderole avec les mêmes armes.
14. Portant les armes de Mœurs.
   La Banderole avec les mêmes armes.
15. Portant les armes de Linghen.
   La Banderole avec les mêmes armes.
16. Portant les armes de Chalon.
   La Banderole avec les mêmes armes.
17. Portant les armes de Carzenellenboghen.
   La Banderole avec les mêmes armes.
18. Portant les armes de Vianen.
   La Banderole avec les mêmes armes.
19. Portant les armes de Dietz.
   La Banderole avec les mêmes armes.
20. Portant les armes de Naſſaw.
   La Banderole avec les mêmes armes.
21. Portant les armes d'Orange.
   La Banderole avec les mêmes armes.
   Un Hérault d'armes.
   Le Penon des armes.
   Le Guidon des armes.
22. Etoit le Cheval de bataille fort beau, accommodé avec les armes de ſon Alteſſe.
   Le grand Etendart aux pleines armes.
23. Etoit le Cheval d'honneur auſſi bravement accommodé avec les armes de ſon Alteſſe pendantes juſques à terre.
   La grande Banniere.

Les quatre quartiers, Laval, Stolbergen, Colligni, Naſſaw; tous portez avec ordre.

Le Heaulme de parure porté ſur un petit bâton.

tant de Cavalerie que d'Infanterie qui étoient préſens.

Huit Lieutenans Colonels portoient un daiz de velours par deſſus le cercueil.

Dont les quatre coings furent portez par Monſieur de Brederode, Monſieur le Comte Maurice de Naſſaw, Monſieur le Comte de Solms & Monſieur.

Enſuite dudit Chariot marchérent ſon Alteſſe, Monſieur le Prince d'Orange d'à préſent, ayant à ſa droite Monſieur le Prince de Portugal & à ſa gauche le fils dudit Prince. *Parents.*

Monſieur l'Electeur de Brandebourg ayant à ſa droite Monſieur le Prince de Radzwil & à ſa gauche un jeune Prince d'Anhalt.

Monſieur le Prince Maurice Comte Palatin.

Monſieur le Comte Henri de Naſſaw.

Monſieur le Comte Frederic de Naſſaw.

Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France & de Portugal. *Les Ambaſſadeurs.*

Meſſieurs les Etats Généraux, les Députez des Provinces en ordre. *Les Etats Généraux.*

La Conſeil d'Etat

Les Etats de Hollande,

Le Conſeil Provincial.

La Cour de Hollande,

Meſſieurs de la Chambre des Comptes de Hollande.

Le Magiſtrat de la Haye.

Les Miniſtres de la Haye.

ARTICLES

Concernant

LE ROI DE PORTUGAL, &c.

Qu'il y ait ſuſpenſion d'armes pour quelques années avec le Roi d'Eſpagne pour raiſon du Royaume de Portugal. Charles Duc de Lorraine. Droits réſervez au Roi de France aux Royaumes & Seigneuries auſquels il n'a été expreſſement renoncé par les Rois ſes predeceſſeurs. Que le Roi de France puiſſe aſſiſter le Roi de Portugal, s'il eſt attaqué du Roi d'Eſpagne. Que le Roi de France puiſſe aſſiſter le Roi de Por-

Digitized by Google

année 1647. ils demandent que le Roi de France puiſſe aſſiſter le Roi de Portugal contre le Roi d'Eſpagne, s'il continue de l'attaquer & de lui faire la Guerre; & que pour cela la Paix ne ſoit tenue pour enfrainte entre les deux Couronnes : comme ſi cette demande étoit nouvelle, & qu'ils n'en euſſent jamais ouï parler.

II.

Qu'aucontraire par le Projet du Traité entre les Rois de France & d'Eſpagne delivré de la part des Plénipotentiaires de France au commencement du mois de Fevrier & ainſi trois mois auparavant Article 41. il eſt demandé qu'il y ait ſuſpenſion d'armes & ceſſation de tous actes d'hoſtilitez pour quelques années entre le Royaume de Portugal & le Roi d'Eſpagne, & que ſi ladite ſuſpenſion eſt expirée & le Roi d'Eſpagne refuſe de la continuer que le Roi de France ſera en liberté d'aſſiſter ledit Royaume de Portugal ſans contrevenir au Traité de Paix.

III.

Ce qui eſt diſſimulé par la replique de ceux d'Eſpagne délivrée le 16. Mars; car feignant de répondre audit 41. Article qui parle du Royaume de Portugal & du Duc de Lorraine & encore de l'Art. 42. où il eſt parlé de la réſerve des droits de part & d'autre ſur pluſieurs Royaumes & Seigneuries, ils ne font mention que de cette réſerve & ne diſent rien du tout du Royaume de Portugal non plus que du Duc de Lorraine, ayant finement différé juſques à préſent de ſe déclarer ſur ces deux points, qu'ils croyent avoir plus d'avantage que ci-devant.

Le Projet du Traité de Paix entre les Rois de France & d'Eſpagne délivré de la part des Plénipotentiaires de France l'an 1647. au mois de Fevrier.

Article 41.

Qu'il y ait ſuſpenſion d'armes pour quelques années avec le Roi d'Eſpagne pour raiſon du Royaume de Portugal.

Et d'autant que les différends touchant le Portugal n'ont pu être préſentement accordez, & que l'extrême beſoin que la Chrétienté a de la Paix n'a pu permettre qu'elle eût été plus longtems différée, il a été convenu & accordé entre leſdits Seigneurs Rois très-Chrétien & Catholique, que pour travailler aux moyens de terminer amiablement leſdits différends, s'il eſt poſſible, il y aura ſuſpenſion d'armes & ceſſation de tous actes d'hoſtilitez pendant. . . . . années entre les Habitans, Sujets, & gens de Guerre des Royaumes de Portugal & des Algarves & des Iſles & Païs y annexées ou qui en dépendent ſituées tant dans la Terre ferme que dans la mer Océane, qui ſont préſentement en Guerre avec ledit Seigneur Roi Catholique; ſans qu'il puiſſe être fait de part ni d'autre aucune nouveauté ni voye de fait par mer ni par terre dans toutes les frontiéres desdits Royaumes ni ailleurs, à condition que s'il eſt contrevenu vient de la part desdits Portugais, ledit Seigneur Roi très-Chrétien ne pourra leur donner aucune aſſiſtance.

Charles Duc de Lorraine.

Pareillement ſi le Duc Charles de Lorraine n'ayant pas été compris dans le préſent Traité vouloit troubler la Paix établie par icelui & attaquoit ci après ou inquiettoit ledit Seigneur Roi très-Chrétien dans la poſſeſſion & jouiſſance d'aucuns des Etats, Païs, & Seigneuries que Sa Majeſté poſſédera au jour du préſent Traité, il a été convenu & accordé qu'en cas que ledit Duc eût une telle intention au préjudice du repos public & qu'il ſe voulût mettre en devoir de l'exécuter, ledit Seigneur Roi Catholique ne pourra lui donner directement ni indirectement aucune ſorte d'aſſiſtance d'hommes, d'argent, de vivres, munitions, de conſeil ni d'autre choſe quelconque ni aucune retraite ou ſubſiſtance à ſes troupes; à la charge néanmoins que ſi l'agreſſion vient de la part dudit Seigneur Roi très-Chrétien, & que Sa Majeſté attaque les Places dont ledit Duc Charles ſe trouvera en paiſible poſſeſſion au jour du préſent Traité, ledit Seigneur Roi Catholique ſera en liberté de l'aſſiſter ſans contrevenir à la Paix.

Article 42.

Droits réſervez au Roi de France aux Royaumes & Seigneuries auſquels il n'a été expreſſément renoncé par les Rois ſes prédeceſſeurs.

Il a été expreſſément convenu & arrêté entre leſdits Plénipotentiaires que les réſervations contenuës aux Articles 21. & 22. du Traité de Vervins auront leur plein & entier effet ſans qu'on y puiſſe apporter aucune explication contraire à leur véritable ſens & en conſéquence d'icelles ledit Seigneur Roi très-Chrétien de France & de Navarre, ſes Succeſſeurs & ayans cauſe, ſe ſont réſervé tous les droits, actions, & prétentions qu'il entend lui appartenir à cauſe de ſesdits Royaumes, Païs & Seigneuries, ou autrement ailleurs pour quelque cauſe que ce ſoit, auſquels n'a été par lui ou par ſes prédéceſſeurs Rois expreſſément renoncé, pour en faire pourſuite par voye amiable & de Juſtice & non par les armes.

La Replique des Plénipotentiaires d'Eſpagne delivrée l'an 1646. le 16. Mars.

Sur les Articles 41. & 42. qui parlent de la réſerve des droits & prétentions desdits Seigneurs Rois, nous nous remettrons à ce qui eſt porté en l'Article 19. de notre inſtrument pour la Paix.

Déclaration de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France touchant les intérêts de Portugal, l'an 1647. au mois de Mai.

Que le Roi de France puiſſe aſſiſter le Roi de Portugal, s'il eſt attaqué du Roi d'Eſpagne.

Si Meſſieurs les Plénipotentiaires d'Eſpagne ne veulent pas conſentir qu'il ſoit fait mention du Portugal dans le Traité, eſt préſuppoſé toujours que le deuxiéme Article d'icelui peut ſuffire à l'intention de la France, en ce qu'il donne faculté aux deux Rois d'aſſiſter & ſecourir leurs amis & Alliez lors qu'ils ſeront attaquez; les Plénipotentiaires de France perſiſtent à ce qu'au moins pour la ſureté de la Paix & ne point laiſſer d'ambiguité qui puiſſe un jour donner

INSTRUMENTUM PACIFICATORIUM

Exhibitum à Plenipotentiariis Sueciciis, Cæſarianis Legatis Oſnabrugis anno 1647. menſe Majo, ad liberum Confeſſionis Auguſtanæ exercitium in Auſtriâ & aliis Domûs Auſtriacæ terris hæreditariis, nec non & in Bohemiâ, Moraviâ, & Sileſiâ.

LA PROPOSITION

Des Plenipotentiaires de la Reine de Suede delivrée à ceux de l'Empereur à Oſnabrug l'an 1647. au mois de Mai pour la liberté de l'exercice de la Religion ſelon la Confeſſion d'Ausbourg, en Autriche & autres Pais hereditaires de la Maiſon d'Autriche; comme auſſi au Royaume de Bohême, en Moravie & en Sileſie.

L'exercice de la Religion ſelon la Confeſſion d'Ausbourg ès Païs héréditaires de la Maiſon d'Autriche. La Bohême. La Sileſie. Les Jéſuites de la Ville de Wratiſlavie autrement dite Breſlaw en Sileſie.

IN Provinciis & Ditionibus Domûs Auſtriacæ, puta Auſtria ſuperiori, inferiori, & interiori, reſtituantur Auguſtanæ Confeſſioni adaſtis incolis cujuſcumque conditionis, in ſingulis quaternionibus certa pro magnitudine & populoſitate cujuſque, Templa, Scholæ, Hoſpitalia & orphanotrophia cum reditibus & pertinentiis, ita ut cum ſuis liberis & abſque omni impedimento aut turbatione ea frequentare, inhabitare, inque iis ſacris & devotionis ſuæ publicæ & privatim turbâ vacare queant.

Idem quoque in Regno Bohemiæ, Marchionatu Moraviæ, iſique annexis Auguſtanam Confeſſionem profitentibus Statibus & Subditis in ſingulis item Circulis conceſſum eſto.

Sileſii autem Principes, ut & reliqui Cameræ Regiæ applicati Principatus, Statuſque Evangelici & eorum Subditi ut & Civitas Wratiſlavienſis gaudeant exercitio Auguſtanæ Confeſſionis publico juxtu tenorem Litterarum Majeſtaticarum anni 1621. per Tranſactionem & Pacta cum Electore Saxoniæ vi commiſſionis Imperatoriæ confirmatarum (quo beneficio Circulus & Civitas quoque Egrana fruatur) tam & feudalibus quàm allodialibus ſuis Ditionibus & bonis amotis gravaminibus quæ priſtinum Religionis cultum violarunt & remoto Wratiſlaviâ ordine Jeſuitico poſt annum 1624. in eam traducto.

De cætero omnes dicti Regni & Provinciarum Status & Subditi ſive etiamnum præſentes ibi ſint ſive inde emigraverint, fruantur inviolabiliter libertate conſcientiæ, cæteriſque Beneficiis Subditorum præcedenti Articulo expoſitis.

DAns les Provinces & Païs apartenans à la Maiſon d'Autriche, favoir dans la Haute & Baſſe Autriche, on rendra à ceux de la Confeſſion d'Augsbourg ſans diſtinction leurs Temples, Ecoles, Hôpitaux, avec les revenus & dépendances, pour y exercer en public & en particulier leur Religion en toute liberté & ſans aucun empêchement.

L'exercice de la Religion ſelon la Confeſſion d'Augsbourg ès Païs héréditaires de la Maiſon d'Autriche.

On fera la même reſtitution dans le Royaume de Bohême, le Marquiſat de Moravie & les Païs en dépendans.

La Bohême.

Tous les Princes en Sileſie, les Principautez annexées à la Chambre Royale, les Etats Evangéliques, leurs Sujets, & la Ville de Breſlaw auront la même liberté, conformément à la Tranſaction de 1621. paſſée avec l'Electeur de Saxe & confirmée par les Etats de l'Empire (le Cercle & la Ville d'Egra compris dans cet accord) dans tous leurs biens féodaux & allodiaux : & l'on fera raiſon ſur les griefs qui ont interrompu l'exercice de cette Religion : les Jeſuites ſeront chaſſez de la Ville de Breſlaw, où on les avoit introduits en 1624.

La Sileſie.

Les Jéſuites de la Ville de Wratiſlavie autrement dite Breſlaw en Sileſie.

Au reſte tous les Etats & Sujets des ſuſdits Royaume & Provinces auront liberté de conſcience & jouïront des avantages énoncez dans les Articles précédens; & pourront ſe retirer où bon leur ſemblera.

PAIX,

Propoſez de la part de la Couronne de Suéde à Meſſieurs les Ambaſſadeurs de l'Empereur & preſentez a Oſnabrug. Ainſi que le Projet de Paix propoſé par Sa Majeſté Impériale, les Electeurs & Etats du Saint Empire Romain preſenté aux Plénipotentiaires de Suéde avec ce qui a été négocié & ſigné des deux côtez.

JEan Axel d'Oxenſtiern Comte de Suyder-Moren, Baron de Kimito, Seigneur de Fiholen, Horningholm, & Trillegurn, Conſeiller d'Etat du Royaume de Suéde & de la Chancelerie, comme auſſi Jean Salvius Seigneur Héréditaire d'Aldersburg & de Tenlingen Conſeiller privé de Sa Majeſté & Chancelier de la Cour, Plénipotentiaires nommez pour le Traité de la Paix générale, par très-haute & très-puiſſante Princeſſe, Madame Chriſtine par la grace de Dieu Reine de Suéde, des Goths & des Vandales, Grand' Princeſſe de Finlande, Ducheſſe d'Echſten Dame de Carelie & d'Ingrie, notre très-gracieuſe Souveraine, Declarons à tous ceux à qui il apartient.

Après que depuis beaucoup d'années les Diſputes & Guerres ſont montées juſqu'à un point, que non ſeulement toute l'Allemagne, mais encore les Royaumes voiſins, & principalement la Suéde & la France s'y ſont trouvées conſiderablement enveloppées, ſous le Puiſſant Prince & Seigneur Guſtave Adolphe Roi de Suéde, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Echſten, Seigneur de Carelie & Ingrie, notre très-gracieux Roi de très-glorieuſe memoire d'un côté.

Et le Sereniſſime & très-puiſſant Prince & Seigneur le Seigneur Ferdinand II. Elu Empereur des Romains, toujours Auguſte, Roi d'Allemagne, de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Sclavonie, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Stirie, Carinthie & Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & baſſe Siléſie, Wirtemberg, & Teck, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, Tyrol, Kybourg & Gorice, Landgrave d'Alſace, Marquis du Saint Empire, de Burgau, de la haute & baſſe Luſace, Seigneur de la Marche Eſclavone, de Port Naone, & de Salins, de glorieuſe memoire, ſes Confederez & adherans d'une part.

ſujet des Plénipotentiaires à Oſnabrug & à Munſter en Weſtphalie le $\frac{17}{27}$. Juillet.

C'eſt pourquoi nous par l'autorité & en vertu de notre Plein-pouvoir de la Couronne de Suéde, avec les Plénipotentiaires de la part de Sa Majeſté Impériale envoyez pour cette affaire, les Illuſtriſſimes & Excellentiſſimes Seigneurs Maximilien Comte de Trautmandorff, & de Weinsberg, Baron de Geichenberg, de Neuſtat ſur le Kocker, de Negau, de Turgau, de Totzenbach, Seigneur de Teitnitz, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller ſecret, & Chambellan de ſa Sacrée & Impériale Majeſté, & Grand Maître de ſa Cour, & Maximilien Comte de Lamberg Chambellan de l'Empereur, & le Sieur Jean Kran Licentié en l'un & l'autre Droit, tous Conſeillers de la Cour de l'Empereur, étant à un lieu & tems déterminé aſſemblez & après avoir invoqué l'aſſiſtance de Dieu, & vû des deux côtés copie de leurs Pleinpouvoirs, écrits & Projets ici inſerez de mot à mot, comme auſſi l'uniforme conſentement des Electeurs, Princes & Etats du Saint Empire, afin de s'accommoder & convenir ſur certains points de la Paix à l'honneur de Dieu & au bonheur de toute la Chrétienté, ils ont convenu entre eux de conclure en la maniére ſuivante.

Premierement il y aura entre le ſuſdit Roi & Royaume de Suéde, la France & tous leurs Alliez & Confederez, & principalement leurs reſpectifs Héritiers & poſterité d'une part;

Et le Sereniſſime Empereur Romain & toute la Maiſon d'Autriche avec ſes Alliez & Confédérez, le Roi d'Eſpagne, les Electeurs Princes, & Etats de l'Empire & leurs reſpectifs Héritiers & poſtérité d'autre part;

Une Paix générale, Chrétienne, & à toujours durable avec une ſincere & conſtante amitié, qui ſera telle & fidellement & ſincerement entretenuë & augmentée des deux côtez, auſſi bien entre ces deux Royaumes & l'Empire Romain, qu'entre l'Empire & leſdits Royaumes de Suéde & de France pour y entretenir un fidele voiſinage, une Paix & amitié mutuelle telle qu'on la pourra procurer, l'étendre & la faire fleurir de tous côtez. De même il ſera des deux côtez accordé une éternelle amniſtie, c'eſt à dire un oubli abſolu de tout ce qui s'eſt paſſé depuis le commencement de la Guerre juſqu'a preſent, en telle ſorte & maniere, que ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, & de quelque façon que les choſes ſe ſoient paſſées, ni ſous quelque prétexte ou raiſon que ce puiſſe être, perſonne ne pourra de part & d'autre faire quelque offenſe ni donner incommodité ou empêchement aux Sujets, Etats, biens, &c. contre la ſureté donnée, ni par ſoi-même ni par d'autres ſecretement, ouvertement, directement ou indirectement ſous prétexte de quelque droit par voyes de fait ni dans l'Empire ni dehors, quand bien même on ſe fonderoit ſur d'autres accommodemens anterieurs

que cela ſe ſoit fait, auſſi bien pour ce qui concerne leur domination & proprieté, que ce qui regarde leur autorité, liberté, juriſdictions & privileges, ſoit pour le ſpirituel ou pour le temporel, le tout ſera remis & rétabli dans ſon premier état & tel qu'ils en étoient en poſſeſſion, avant qu'ils fuſſent caſſés ou changez par la force, leſquels changemens n'auront plus aucune force ni vigueur, mais ſeront entierement abolis & anéantis.

Les Poſſeſſeurs & détenteurs de tels biens les devront reſtituer, & quoi qu'ils s'imaginent avoir contre cette reſtitution des exceptions, juſtes & bien fondées, la reſtitution néanmoins s'en fera abſolument & ſans aucun délai, mais on examinera les contracts par la voye du Juge competant qui en décidera, mais ce qui ſe ſera paſſé en vertu de la huitiéme déclaration faite pendant les troubles, de cette Guerre, ſoit qu'elle ſoit connue ou inconnue, elle ne ſera pas publiée, & la reſtitution n'en reſtera pas pour cela en arriere quoique preſcription fût ordonnée & publiée.

Mais afin que chacun ſache particulierement ce qui appartenoit à un chacun avant la Guerre & ce qui lui appartiendra également dans la ſuite au temporel comme au ſpirituel, on eſt convenu, que ceux qui par l'incommodité des tems ont été dépouillez & privez de leurs droits & biens, pourront en former leurs plaintes particulieres & ils leur ſeront reſtituez particulierement & ſpecialement. Ce qui s'executera principalement pour le Royaume de Boheme, la Sileſie, la Moravie, & les Pais héréditaires d'Autriche, Etats & habitans dans le Temporel, Patrimonial, biens *fideï-commiſ* & autres affaires, qui rentreront dans leur état precedent & mêmes ils ſeront rétablis dans les biens & Droits, tels qu'ils les ont poſſedez avant l'invaſion & la Guerre.

A l'égard de l'affaire du Palatinat, les Plénipotentiaires aſſemblés pour ce Traité, ſont convenus qu'il étoit à propos que le preſent Electeur de Baviére aura la preſeance avant tous les autres Electeurs Séculiers, mais le Comte Palatin Charles Louis, juſqu'à ce qu'un d'entre eux vienne à mourir, ſera le huitiéme Electeur, & en cas que l'Electeur Maximilien vienne à décéder, ſon Succeſſeur aura la huitiéme Place entre les Electeurs, & le Comte Palatin ſera le premier.

Derechef quand le Comte Palatin viendra à mourir le Duc de Baviére lui ſuccedera dans la premiere Place & enſuite deux des Comtes Palatins. Celui auquel l'ordre de la Bulle d'Or tombera, reprendra la Place, & changeront ainſi continuellement. De plus toute la Maiſon de l'Electeur Palatin, & ceux qui l'ont fidellement ſervi en tems de Paix & pendant le cours de la Guerre, jouiront de l'amniſtie ainſi

qui ſe prétendent ſeront maintenus dans un libre exercice de Religion auſſi bien en public à l'heure ordinaire dans les Egliſes, qu'en particulier dans leurs propres Maiſons aſſiſtez des Miniſtres du voiſinage, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empêchement; & qu'enfin les libres & nobles Commanderies des Chevaliers du St. l'Empire ſeront maintenues dans leur immuable état & privileges.

Le Prince Louis Philippe Comte Palatin du Rhyn, doit rentrer abſolument dans tous les Pais, Dignitez & juriſdictions à lui échuës par ſucceſſion de parenté ou partages d'héritages, avant la Guerre.

Mais ce qui eſt conclu ci-deſſus touchant la Maiſon Palatine doit ainſi s'entendre, qu'afin de ne porter aucun prejudice aux droits & pretentions concernant les patrimoines & fiefs des lignes de Neubourg & de Lautereck eſt reſervé à chacun ſon droit qu'il pourra pourſuivre en juſtice, ſur tout ceux qui s'enſuivent des engagemens du Comte Palatin George Hans & dont les héritiers de l'Electeur Otto Henri ont entierement joui depuis la déciſion de ces differens de famille.

Le Prince Frederic-Comte Palatin du Rhyn reprendra à lui, comme ſon Pere la poſſedé, un quart des Peages de Erlsbach, le Couvent d'Horembacht, & tout ce dont ſon dit pere jouiſſoit.

Les Comtes Palatins de Sultzbach ſeront réinſtallez dans l'état où ils ont été depuis l'année 1615. juſqu'à l'année 1627. & les dégradations qui ſeront trouvées avoir été faites, reparées, avec cette reſerve qu'on ne retranchera rien des prétentions qu'ils ont ſuivant les teſtamens de leur famille contre le Duc de Neubourg.

Le différent qui eſt entre l'Evêque de Wurtzbourg & le Marquis de Brandebourg-Culembach & Melsbach au ſujet du château & de la Ville, ainſi que du Bailliage & Monaſtere de Kitzingen en Franconie, ſera terminé dans deux ans par un accommodement à l'amiable ou par les voyes ſommaires de Droit, & celui qui s'y voudra oppoſer perdra tous ſes Droits & prétentions: mais en attendant, on rendra au ſuſdit Marquis la Forteresſe de Wiltzbourg dans l'état où elle étoit avant l'évacuation, ſuivant ce qui a été reglé là-deſſus; comme auſſi tous les droits Presbytériaux dans le Comté de Swartenburg & les Seigneuriaux dans le haut Landtsberg.

On rendra à la Maiſon de Wurtemberg, la Ville de Blaubrune, le fort-Château de Ruk, comme auſſi les Seigneuries de Hogenſtauffelen & Ahalm, avec toutes les dependances & Pais voiſins dependans du Comté de Aurach & autres Seigneuries voiſines; principalement la Ville & Territoire de Gopping; de même que les revenus attribuez à l'Univerſité de Tubinge. Il rentrera auſſi en poſſeſſion des Seigneuries de Heidenheim & Uberkirken, des Villes de

Reninxbrun, Herenalb, Saint Gregoire, Reichenbach, Pfullingen, & Lichtenſteren, ou Marichkroon avec tous les titres & écrits qui ſe pourront trouver. Les Princes de Wirtemberg de la Ligne de Montbelliard doivent de même être rétablis de part & d'autre comme avant la Guerre dans tous leurs Païs & Seigneuries en quelqu'endroit qu'elles ſoient ſituées ſur tout dans les deux fiefs de Bourgogne, Clerval & Paſſavant.

Frederic Marquis de Bade & Hooghburgh doit avoir dans le temporel & ſpirituel tout ce que Monſieur ſon Pere George Frédéric avoit avant la Guerre, & l'on terminera à l'amiable, le différent pour le Bas-Marquiſat de Baden. Le ſusdit Prince Frédéric rentrera auſſi en poſſeſſion de la Seigneurie de Stauffen, & du Domaine de Bitzgau avec les Domaines & Juſtices de Fribourg leſquels ont autrefois été ſéqueſtrés par la Maiſon d'Autriche, mais enſuite ſont échus au Marquis de Bade comme véritable Héritier, nonobſtant quoi les Ducs d'Autriche pour eux & leurs Heritiers ſeront obligez de ſe déſiſter de toutes procédures déja intentées à la Chambre contre ledit Marquis pour leurs prétentions ſur la Seigneurie de Rinleyn & autres Païs, comme auſſi donner à ſon Alteſſe bonne & ſuffiſante ſatisfaction par raport au Château de Hohenbergh, qui a été ruiné & détruit. Ita Princeſſe de Baden ſera rétablie dans les Domaines de Hohengerolſteck avec tous les revenus déja reçus & à recevoir dans la ſuite, & que le ſusdit Prince Frédéric & les ſiens, mâles, & véritables Héritiers, ſeront indemniſés avec elle. De même l'Electeur de Brandebourg & ſa Maiſon, doit en vertu de la ſusdite Amniſtie avoir tout le Duché de Carnau, ou Jagerendorff en Sileſie, avec toutes les juriſdictions, privileges & dépendances & le rétabliſſement entier de la Confeſſion d'Augsbourg.

Le Duc de Croy jouïra également de l'effet de l'Amniſtie générale, & la protection du Roi de France ne lui portera aucun préjudice, & ce ſans aucune diminution de priviléges, Juſtices & biens qu'il aura toutes entieres: il aura encore & poſſédera la part de la Seigneurie de Vinſtingen laquelle ſes Prédéceſſeurs ont euë, & qui à preſent eſt poſſédée par Madame ſa Mere à titre de Douaire. Mais ladite Seigneurie de Vinſtingen relevera immédiatement de l'Empire comme auparavant, & par cette raiſon ſuivant l'état des affaires elles ſeront portées en premiére inſtance dans la plus haute Chambre de Juſtice de l'Empire.

Les Comtes de Naſſau Sarbruck ſeront rétablis dans tous leurs Comtés, Juriſdictions, biens Eccléſiaſtiques & Temporels, biens feodaux & allodiaux avec leurs Juſtices, libertés & privileges, principalement ceux que les Ducs de Lorraine, François & Charles, leur ont enlevés à main armée dans le Comté de Sarwerdam & Sarbruck en l'année 1629, que le tout leur ſera rendu en bon état, & entr'autres la Forteresſe de Hombourg avec les pieces

ſ'an 1621.

La Maiſon de leurs Alteſſes de Hanau ſera rétablie dans les Bailliages de Bovenhuyſſen, Biſchofsheim-Amſtegh & Wilderſtal.

De même Jean d'Albrecht Comte de Solms aura pour lui le quart de la Ville de Butsbach & les quatre villages qui ſont autour de cette Ville.

Les Maiſons de Solms, Hoben-Solms & Iſembourg doivent, ſans avoir aucun égard à l'accommodement ou à la renonciation faite par neceſſité en faveur du Landgrave George, être rétablies, principalement la Maiſon d'Iſenbourg, dans les villages de Geresheim, Hocheim & Weſſenau occupés par droit de retention.

De même les Rhingraves rentreront dans leurs Bailliages de Franckel, Wildenbourg, ainſi que dans la Seigneurie de Morchingen, avec ſes dépendances, & dans tous les Droits uſités dans ſes environs.

De même la Maiſon de Sain, & Wittenſtein rentrera dans le Château, la Ville & le Bailliage de Hattenbourg, comme auſſi, conformément à la Sentence rendue par la Chambre, dans le village de Teïdorp ſur le Rhyn, la moitié de la Seigneurie de Wallender, le Château & autant dans le Bailliage & Château de Frusbergh avec toutes les dépendances. La Maiſon de Valckenſtein aura même le Château ou Fief Impérial qui apartient aux Comtes de Ratſenburg & Valckenſtein ſurnommés Lovenhaupt, dans le Comté de Valckenſtein ſitué dans l'Archevêché de Cologne, & dans la Baronie de Reipoltkirch & Hondſruck, avec tous les droits & autres dépendances.

La Maiſon de Waldeck ſera pareillement remiſe dans la poſſeſſion de toutes les Juriſdictions de la Seigneurie Didenhuiſen, des villages de Norderau, Lichtenſcheit, Dedels, & Niderſcheiten en la même maniere qu'elle les a poſſedez en 1624. comme auſſi dans le Comté de Pirmont, & dans la jouiſſance de quelques autres revenus dont ils ont joui hors de leurs Etats. Les Comtes de Swartzenburgh & Stolburgh ſeront remis dans le Comté de Hohenſtein.

Philippe Comte de la Lippe dans ce qui lui appartenoit de droit dans le Comté de Schauwburgh.

Les Seigneurs de Rappolſtein dans tous leurs Droits de l'Empire.

Jean Erneſt Comte d'Oettingen, en tout ce que ſon Pere Louïs Evrard a poſſédé depuis l'année 1618. juſqu'à 1627. & qui lui a été oté par l'Edit.

Jean Frédéric Comte de Eberſtein, & la Maiſon de Hohenloo rentreront dans tout ce qui leur a été pris, & principalement dans la Seigneurie de Weichersheim, comme dans le Couvent de Schaffertheim, ſans la moindre exception & principalement ſans avoir égard au *Droit de retenuë*. Doivent de même rentrer dans tous leurs Comtés & Seigneuries Frédéric Louis Comte de Leſtein & Wertheim, leſquels Comtés & Seigneuries ont apartenu à leurs feus

parens

tant Paternelles que Maternelles. Le Baron Paul Reſenhulter avec ſon Frére & enfans dans tous les biens qu'ils avoient ci-devant; le Baron de Schonck dans les Droits & la Poſſeſſion de la Baronie de Carlot, Beuten & Miilkan; les Barons de Dipenbach, le Baron de Wartenbourg, George Dirichſtein; le Chancelier Leſſelefewen, Marc Antoine de Roling, doivent être entierement rétablis en tout ce qu'ils ont perdu.

Outre cela les Villes ici déclarées & nommées devront rentrer dans tous leurs biens & juriſdictions.

Principalement on ſoutiendra la Ville de Strasbourg dans tout ce qui eſt ſtipulé à ſon égard dans le Traité de Hagenau du 12. Novembre 1604. de ſorte que cette Ville aura derechef, comme elle l'avoit avant la guerre, tous les Privileges & juriſdictions qu'elle avoit obtenu de l'Empereur & de l'Empire Romain ainſi que ceux qu'elle pourra obtenir dans la ſuite, & elle ſera maintenuë dans ſes Statuts, Coutumes, Ordonnances, libertés, uſufruits, propres, & autres avantages ſans aucuns troubles ni empêchemens.

Les Contracts, *permutations, échanges*, accords, obligations, promeſſes, leſquelles ont été exigées par force & d'une maniere illicite des Etats & Sujets, comme on a fait à Spire, Weiſſembourg ſur le Rhin, Landau, Reitlingen, & Heilbron, ainſi que tous les achats, ceſſions, actions, entre leſquelles ſe trouvent celles du Général de Tilli & de ſes Héritiers dans la Principauté de Brunſwich & Lunebourg, ſeront à la perte & préjudice deſdits Princes, & les procès ſurvenus en conſéquence, ne ſeront pas pourſuivis, mais tellement annulez & caſſez que perſonne ne pourra avoir la hardieſſe d'intenter ni faire ſur ce ſujet la moindre action.

Mais à l'égard des obligations ou autres reconnoiſſances exigées des débiteurs par force, elles devront être reſtituées & l'action intentée en vertu d'icelles, par une des Parties belligerantes, tombera à la perte du Creancier & ne pourront être demandées; les Sentences portées ſur ce, & les Accords paſſez avec les conditions mal fondées & injuſtes ſeront & demeureront annulez. Sauf néanmoins les ſommes qui ont été véritablement données de bonne foi pendant la guerre qui eſt ſurvenuë tout d'un coup, & qui reſteront pour le compte d'un chacun.

Les Fiefs qui, contre les Capitulations de l'Empereur & les Privileges, *de non relevando*, aquis d'autres par maniere d'achat, ce qui eſt arrivé à Lindau, Weiſſenbourg, dans le Nordgau, & ailleurs, ſeront remis dans leur état précedent après la reſtitution des Capitaux, avec toutes les dépendances & Ecrits.

Toutes les Sentences obtenuës ſur les biens

Si quelques Fiefs Royaux depuis l'année 1618. n'ont pas été renouvellez ou que pour cela on n'ait fait aucun devoir, la perte n'en ſera imputée à perſonne, mais le tems pour en demander l'inveſtiture commencera dés le jour que la Paix ſera concluë.

Enfin tous & un chacun tant Officiers & Soldats, que Conſeillers & ceux qui ont quelque emploi à la Cour ſoit que l'Emploi ſoit Eccleſiaſtique ou Laïc, ſoit qu'ils ſoient des Païs Héréditaires de l'Empereur ou étrangers, de quelque naiſſance qu'ils puiſſent être, quelque nom qu'ils puiſſent porter, Confederez ou Adherans de l'une des Parties, auſſi bien pendant la Guerre qu'auparavant, ou dans les Villes ou à la Cour où ils auroient pû ſe retirer, ſervir ou reſter neutres, depuis la plus haute, juſqu'à la plus baſſe condition, comme depuis la plus baſſe juſqu'à la plus haute, ſans difference ni exception, avec leurs femmes, enfans, Héritiers, poſtérité & Domeſtiques, leſquels ont un nom & reputation, jouiront de la liberté de conſcience, des droits & Privileges, comme ils en jouiſſoient avant la Guerre de Boheme, ils y ſeront rétablis dans le tems limité, ſans qu'il puiſſe être rien entrepris à ce contraire, préjudiciable à leurs perſonnes & biens & qu'ils ſeront déchargés des plaintes & accuſations & ſur tout de celles qui emportent punition qui leur ſeroit dommageable, ſous quelque prétexte que ce pût être.

Ne ſera point compris dans la ſuſdite reſtitution, ce qui abſolument ne pourra être reſtitué ou repreſenté; tels ſont les fruits perçus, en cas que les poſſeſſeurs des penſions, charges & rentes dont on étoit redevable, ayent été payez. Le même s'obſervera pour ce qui ſe trouvera détruit par l'autorité des Parties qui ſont en guerre, comme auſſi ce qui a été employé pour la ſureté publique comme les Edifices publics & particuliers, Eccleſiaſtiques ou Séculiers, de même que les depôts confiſquez ou rendus legitimement ou volontairement donnez.

En ce qui concerne les affaires de la Succeſſion de Juliers entre les Maiſons Electorales de Saxe, Brandebourg & Palatin de Neubourg, attendu qu'il y pourroit arriver de grands déſordres, on tâchera après la Paix que cela ſoit accommodé à l'amiable, ou par un Procès ſommaire ſans aucun delai, mais pendant la Négociation de ladite Paix, on ne doit abſolument parler d'aucune circonſtance qui puiſſe regarder cette affaire.

Et afin qu'il ſoit pourvû à tout, & qu'à l'avenir il ne ſurvienne plus de difficultés au ſujet des libertés & juriſdictions des Etats, il a été particulierement ſtipulé qu'en cas que la neceſſité de l'Empire le demandât, on convoqueroit une Diete générale, & pendant la vie de l'Empereur on élira un Roi des Romains, & les

une Guerre, qu'on établira de nouvelles Contributions, qu'on fera de nouvelles levées de Troupes, de nouvelles Fortifications ou Forteresses dans l'étenduë dudit Empire, qu'il faudra, dans celles qui sont déja bâties, mettre des Garnisons, faire Paix ou Alliance, même quand un Membre de l'Empire se trouvera dans le cas d'être dégradé, depouillé de ses emplois & privé de ses biens, toutes ces choses ne se pourront faire que d'un commun accord dans une Assemblée générale.

L'on tiendra une Assemblée générale ou Diete tous les trois ans au moins dans l'Empire, & ne pourra, si le bien public ne le demande, être retardée plus que de trois mois, & la convocation se fera par des Lettres Circulaires sans qu'aucun Membre qui a droit de s'y trouver soit oublié.

Quand on fera en différent dans les Dietes générales & particulières, on donnera copie de l'affaire agitée aux Etats ou Colleges de l'Empire afin qu'ils puissent avoir le tems de déliberer: & dans l'assemblée des Députez d'une classe à l'autre auprès des Colleges, ou Etats séparez de l'Empire sera donné un Directeur afin qu'il ne leur soit fait aucun préjudice : mais les Villes Impériales seront obligées sans aucune contradiction d'aprouver & de passer dans leur Conseil ce qui aura été resolu dans les Dietes générales ou particulieres de l'Empire.

Au reste les Electeurs continueront en vertu de la Bulle d'or dans la jouissance entiere de leurs droits & privileges & tiendront pour le bien de l'Empire telles Assemblees qu'ils voudront pour prendre entr'eux les mesures qu'ils jugeront convenables, sans être obligés d'en donner connoissance aux autres Membres & Etats de l'Empire & sans demander leur consentement pour l'exemption.

Mais comme, par ce Réglement, les Etats de l'Empire sont rétablis dans la constante jouissance de leurs Droits & Privileges sans aucune altération ni diminution, il sera aussi permis à chaque Etat de faire Alliance avec des Etrangers, à telle condition néanmoins que ces Alliances ne pourront porter aucun préjudice ni à l'Empereur ni à l'Empire ni au repos commun, & qu'elles ne contreviendront en rien au ferment par lequel ils se sont engagez à l'Empereur & à l'Empire. Mais si l'Empereur le premier donnoit sujet à quelqu'un des Etats, il leur sera permis alors pour leur propre défense de faire alliance, comme on la voit à present faite par les Etats: de même les Conventions Héréditaires & les Pactes de famille subsisteront dans leur entier, particulierement ceux des Maisons de Saxe, Brandebourg & Hesse & renouvellez dans les années 1587. & 1614. & enfin toutes les Alliances particulieres faites avec la Suéde. Quant aux Griefs politiques, on est convenu que l'on examinera & reglera au plutôt la Matricule de l'Empire, dans laquelle on inserera Erfort & Eger, qui auront seance & voix dans la Diéte de l'Empire, ainsi que la Ville d'Osnabrug qui en

par quelque maniere ou raison s'en sont exemptez, doivent d'abord y être remis : les Etats immédiats qui ont été séparez de l'Empire, & qui sont assujettis à d'autres, en seront pleinement dispensez, & on leur donnera sureté contre de tels faits. De même chacun jouira, sans diminution, du droit qu'il a sur ses Sujets, & ceux qui par force ont été ôtez à leur Seigneur naturel pour être donnez à d'autres, seront rendus à leur véritable Seigneur & renvoyez dans le district qu'ils auront quitté. Quant aux Sujets des Etats ils seront citez devant le Tribunal Imperial.

Nuls Privileges, Libertés, Exemptions, Protections & Jurisdictions ne seront accordées à aucune Ville des Etats, à leurs Bourgeois & sujets, sans le consentement de ceux qui y sont interessés. Encore moins seront tolerées les desobeissances & rebellions ou resistance des Sujets, sans qu'ils soient entendus contre leurs Principaux, ce qui se pourra faire en Justice: mais au contraire on les exhortera à la soumission & à l'obéissance.

Les Maîtres des Postes doivent dans les Villes supporter les charges tout comme les Bourgeois, & chaque Régence pourra les regler comme elle avisera bon être: mais ces Maîtres des Postes doivent porter à la Cour de l'Empereur les Lettres des Etats sans aucun salaire. Et afin que les affaires de l'Empire ne soient pas retardées, mais qu'elles puissent en peu de tems être expédiées, non seulement on ne devra point appeller de celles qui sont défendues, mais même les sommes ou amendes imposées pour la défense de ce dont il n'est pas permis d'appeller, seront augmentées au double, sauf les privileges de ne pouvoir apeller & la nullité des apels.

Le Tarif pour les frais de procedures ne doit point être augmenté par la Chambre de Justice sans la permission ou le consentement des Etats: les Etats aussi qui par des accidens imprevûs & des pertes se trouvent endettés ne seront pour telles dettes, sujets au Fisc, ni surpris par execution à cause qu'ils n'auroient pû payer à la Chambre leur côte-part, mais il faudra chercher un accommodement & un tempérament pour couler jusqu'à ce qu'ils soient dans une meilleure situation.

Les Villes Impériales libres ne doivent pas être considerées comme des biens patrimoniaux de l'Empereur.

Ni les Bailliages compris sous les Etats du Païs, sous prétexte qu'ils seroient sous la protection des Princes.

Toutes les Forteresses bâties l'an 1618. au prejudice des voisins, à la charge des Sujets, contre les Privileges, & contracts, seront démolies, selon que la situation des affaires le permettra, mais les autres Places fortes qui auparavant & pendant la Guerre ont été construites suivant l'ordonnance & la volonté de chaque Etat seront entretenuës.

Les

traiteront d'abord ſur ce ſujet, & pendant le cours d'un an que peut durer une pareille Négociation tous intérêts viendront à ceſſer.

On eſt de même demeuré d'accord que la diſcipline Chrétienne & l'ordonnance de Police, ou de reforme, ainſi que celle d'Ausbourg de l'an 1530 & 1548. & celle de Francfort de l'année 1577. ſeront à préſent publiées & renouvellées avec le conſentement de l'Empereur & de tous les Etats pour être exécutées & les infracteurs punis ſans aucun égard pour qui que ce ſoit.

Pour le bien de la Paix & principalement afin que le commerce puiſſe de nouveau fleurir plus que jamais, tous les empêchemens & obſtacles ſurvenus dans l'Empire doivent être levez, les Provinces, Ports, & Rivieres, chacune dans ſon territoire, conſervant les droits comme le Rhin, le Danube & l'Elbe qui doivent jouïr de leurs précédens Droits & libertés comme ils ont fait avant la Guerre, tels qu'ils ſeront à préſent rétablis & maintenus.

Tous les Impôts & autres charges mis par des Officiers Généraux à cauſe de la Guerre ſeulement, ſeront dès à préſent ſupprimés, mais ceux qui ſont faits par l'Empereur & les Electeurs avec Droit, ou qui depuis beaucoup d'années ſe ſont toujours payez, reſteront dans leur état, & s'ils ont été augmentés ils ſeront diminués & remis ſur leur ancien pied.

Les habitans de Villes doivent payer l'aeciſe des denrées de conſomption & les autres impôts; mais les étrangers n'y ſeront pas obligez à moins qu'ils ne viennent demeurer dans les Villes, & qu'ils ſe ſervent des Droits même de la Ville.

On ne doit pas méſuſer des libertés obtenuës par écrit, mais s'en ſervir dans leur propre ſens & ſuivant les anciens uſages & accords. On laiſſera en état tout ce qu'on a employé avant la Guerre pour bâtir, reparer, & entretenir les Ponts, Chemins & Rivieres, & l'on doit ſupprimer & caſſer ce qui n'eſt pas d'uſage.

Toutes les Villes & habitans d'icelles pourront librement exercer & pourſuivre leurs métiers, quoique certain métier pût avoir été honoré de quelque privilege.

Toutes les Aſſemblées tumultueuſes ſeront entierement défendues, mais les honnêtes aſſemblées ſeront toûjours en eſtime comme auſſi tout ce qui peut être pour le bien d'un chacun, tant qu'il n'y a rien de contraire au droit & à la raiſon.

Les Villes Anſeatiques maintiendront leurs Alliances, ſauf à chacune ſes droits dans toute leur vigueur, cependant aucune Ville médiate ne pourra y entrer de nouveau ſans le conſentement de ſon ſuperieur.

Où les arrêts & repréſailles ne ſont pas permis de Droit, ils ne le ſeront en aucune maniere.

changes à Oſnabrug, faiſant ceſſer toutes hoſtilités, & les Troupes ſeront envoyées dans les Garniſons juſqu'à ce qu'elles ſoient caſſées, ce qui de plus ſera ordonné, ſera ſuivi & exécuté.

Les Priſonniers des deux côtés, ſans diſtinction, Soldats & autres Serviteurs devront être mis en liberté de la maniere que le Commandant le juge à propos, ou qu'il jugera convenir à l'avenir, mais ſur tout devra être mis en liberté ſous les mêmes conditions, le Prince Conrad de Brygans.

Enſuite la reſtitution ſe fera ainſi que l'on en eſt convenu en général & en particulier dans chaque Cercle, afin qu'avant les échanges de la Ratification on puiſſe faire voir en repréſentant le cachet & la ſignature de ceux qui ſont grevez, que leurs biens leur ont été rendus, ſans la moindre exception.

Quand on aura donné ſatisfaction aux Militaires, ſuivant l'Article N. & que cela ſera atteſté par les Lettres générales des intereſſez, alors on délivrera les Ratifications avec les Diplomes d'inveſtitures.

Et quand cela ſera rendu & échangé, les Commandans avec leurs Garniſons, & Officiers ſortiront de bonne foi des Places qui doivent être renduës & reſtituées ſans faire aucun tort ni préjudice aux Bourgeois & Habitans.

Les munitions & autres effets mobiliaires, y compris l'artillerie qui ſera trouvée dans leſdites Places, ſoit qu'elles y ayent été apportées d'autres Places, ſoit qu'elles ayent été gagnées dans des Batailles ou dans des ſieges, ou apportées pour la défenſe deſdites Places, ſeront renduës à leurs proprietaires, ainſi que les Officiers Supérieurs le jugeront à propos: mais après la reſtitution faite, ſoit par eau ſur leurs Frontieres, ou dans le milieu du Païs, elles doivent être délivrées de toutes les Garniſons qu'elles ont été obligées de ſouffrir à l'occaſion de la Guerre.

Un chacun dans l'Empire doit à la fin caſſer toutes ſes Troupes, & n'en pas entretenir plus que la ſureté de leur ſervice en demande.

On doit comprendre dans le Traité & concluſion de la Paix tous les Alliez, & Confederez, principalement le Roi très-Chrétien, les Electeurs, Princes & Etats & leurs Villes, ainſi que les Rois d'Angleterre, de Dannemarck, de Pologne, & de Portugal, le Grand Duc de Moſcovie, la Seigneurie de Veniſe, les Provinces-Unies des Païs-Bas, le Prince de Tranſilvanie & les Cantons Proteſtans. Du côté de Sa Majeſté Impériale de la même maniere tous les Alliez & Confederez du St. Empire, Electeurs, Princes, Etats, la libre Nobleſſe & Villes: le Roi Catholique d'Eſpagne, le Roi d'Angleterre, celui de Dannemarck, le Roi de Pologne, tous les Princes d'Italie & les Suiſſes.

Pour rendre encore plus ſûre la concluſion de cette

privilege public ou particulier, aucuns Edits, Commiſſions, Inhibitions, Mandement, Decrets, Reſcripts; affaires litigieuſes, Sentences données ſelon l'ordonnance Eccleſiaſtique, exemptions, Proteſtations, Contredits, Condamnations, confiſcations, uſufruits préſens & à venir, contracts, toutes ſortes d'accords, pas même l'Edit de l'année 1629. ou la concluſion de la Paix de Prague, ni les accords faits avec le Pape; ou ce qui fut reglé, *per interim* en l'année 1548. comme Décrets Eccleſiaſtiques, diſpenſes, abſolutions ou toutes autres exceptions ne ſeront fournies, ni reçuës, ni employées dans le Pétitoire ou dans le Poſſeſſoire.

Tous ceux qui ſont compris dans cet accommodement, ſavoir l'Empereur, les Rois de Suéde & de France, & les Etats de l'Empire maintiendront tous les Articles de cette Paix envers & contre tous; & en cas que quelqu'un vînt à violer ce Traité, celui auquel le dommage ſe feroit doit en avertir ſans delai, afin que l'affaire ſe puiſſe accommoder dans un mois à l'amiable: mais ſi dans ce tems il n'y avoit aucun jour d'accommodement, chaque Allié doit alors prendre les intérêts de la Partie leſée par conſeil & en effet; & ſi malgré toutes ces précautions & informations en juſtice on ne trouve aucun moyen d'accommodement; leſdits Alliez prendront les armes, avec cette condition & reſerve néanmoins qu'une telle affaire ne portera aucun préjudice à l'Empereur à ſes Pais Héréditaires ni à Sa Majeſté le Roi de Suéde & à la France, ſoit dans leurs Royaumes, Provinces, Juſtices ou Juriſdictions.

Quiconque contreviendra au préſent Traité ſoit Eccleſiaſtique ſoit Seculier, ſera regardé comme un infracteur de la Paix & ſera puni.

En foi de la fidele obſervation de ce Traité nous l'avons ſigné de nos propres mains & ſellé de nos cachets.

A Oſnabrug au commencement du mois de Juin 1647.

De

PAIX

Et delivré à Meſſieurs les

PLENIPOTENTIAIRES

De la

COURONNE

De

FRANCE.

A Munſter en Weſtphalie le mois....de l'année 1647.

Ce Projet ſigné & cacheté par les Plénipotentiaires de l'Empereur, Rois, Electeurs, Princes & Etats du St. Empire Romain.

PREMIEREMENT.

IL doit y avoir une générale, Chrétienne, perpetuelle, véritable & ſincere Paix & amitié entre Sa Majeſté l'Empereur, la Maiſon d'Autriche, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, le Roi Catholique d'Eſpagne & tous ceux qui leur ſont Alliez & Confederez, avec tous leurs Héritiers & Succeſſeurs d'un côté & Sa Majeſté très-Chrétienne, avec tous ceux qui lui ſont Alliez avec tous ſes Héritiers & Succeſſeurs & principalement avec la Reine & le Royaume de Suéde, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire d'un autre côté.

II.

Il doit y avoir un éternel oubli de la prémiere rupture ſans ſe ſouvenir ni où, ni comment elle a été faite, ſoit par haine, inimitié, ni même ſans avoir égard aux Alliances précedentes.

III.

Sur ce fondement d'un général oubli ou amniſtie tous en général & chacun en particulier, Electeurs, Princes, Etats du Saint Empire, ſous leſquels ſont compris tout ce qui de droit dépend de l'Empire, comme Sujets, poſſeſſeurs de Fiefs feodaux, leurs habitans, leſquels ont ſouffert quelque perte par la guerre de Boheme & d'Allemagne ou qui d'un côté ou de l'autre

tes les difficultez de la maniere qu'on trouve ci après.

VI.

Prémierement pour ce qui touche le Duc de Baviere & ſa Dignité d'Electeur, lequel Electorat ont eu les Comtes Palatins par ci-devant avec tous les Droits de Regales, offices, prééminences, Titres & armes, ainſi que tout ce qui appartient à la Dignité d'Electeur, ſans en rien excepter, comme auſſi le haut Palatinat avec le Comté de Cham qui doit venir à la Principauté de Baviere avec toutes ſes dependances, Regales & Droits comme il a été poſſedé juſqu'à préſent pour reſter à l'avenir au Seigneur Maximilien Comte Palatin du Rhin Duc de Baviere, à ſes enfans & à toute la ligne Guillelmine tant qu'il y aura des mâles de génération en génération.

VII.

Mais le Duc de Baviere doit renoncer & quiter pour lui, ſes Heritiers & ſa poſterité les treize millions & toutes ſes prétentions ſur la haute Autriche, & auſſitôt que la Paix ſera publiée rendre à Sa Majeſté Impériale, tous les Ecrits & témoignages pour être caſſés.

VIII.

A l'egard du Comte Palatin, l'Empereur conſent pour le commun repos de l'Empire, qu'il ſoit, par l'autorité de cette Aſſemblée, inſtallé comme huitieme Electeur, & ce Comte Palatin eſt Charles Louïs Comte Palatin du Rhin, ſes Héritiers & ſa poſterité ſucceſſivement, ſuivant l'ordonnance de la *Bulle d'or* : cependant il n'aura pas de préference devant l'Electeur de Brandebourg.

IX.

On doit enſuite par autorité de l'Empereur & ſans aucune contradiction de la part de qui que ce puiſſe être, lui reſtituer tout le bas Palatinat avec tous ſes biens Eccleſiaſtiques & temporels, leurs Droits & dependances, comme ils ont ci-devant appartenu aux Electeurs Palatins : on doit auſſi lui remettre tous les Documens, Comptes, Regiſtres &c. ſans aucune exception.

X.

Que l'Electeur de Mayence l'an 1463. ayant engagé à l'Electeur Palatin pour une ſomme, certains Baillinages qui lui appartiennent, avec la faculté de les redimer en tous tems, on eſt convenu que leſdits Baillinages reſteront à l'Ar-

Mais s'il arrivoit que la Ligne Guillelmine vînt à finir entierement, tellement qu'il n'y auroit plus de mâle, mais qu'il y en eût de la Palatine, ils doivent non ſeulement rentrer dans le haut Palatinat, mais même dans la Dignité Electorale qu'auroit eue le Duc de Baviere, & le huitieme Electorat doit reſter entierement éteint. Cependant les Princes de Baviere retiendront les biens allodiaux qui leur appartiennent dans le haut Palatinat.

XIII.

Les accommodemens entre la Maiſon Palatine & celle de Neubourg, touchant la ſucceſſion à l'Electorat, confirmés par les précédens Empereurs, doivent être maintenus, entant qu'ils ne ſeront pas contraires aux préſens Traités.

XIV.

Parce que le Comte Palatin Charles Louïs doit avoir quelques ſecours pour fournir à l'entretien de ſes Freres, Sa Majeſté Impériale fera enſorte qu'ils ayent quatre cens mille écus en deux ans avec les intérêts à commencer par l'année 1648. à raiſon de 5. pour cent; c'eſt-à-dire deux cens mille écus par chacun an avec leurs intérêts.

XV.

Tous ceux qui ont été en Alliance avec ledit Comte Palatin, ſans en excepter aucun, doivent profiter de cette amniſtie, ou perpetuel oubli.

XVI.

Le Seigneur Charles Louïs doit témoigner à Sa Majeſté Impériale toute obéiſſance & fidélité, comme les autres Princes & Electeurs de l'Empire, & renoncer pour lui & pour ſes Freres au haut Palatinat, tant qu'il y aura quelqu'un de la Ligne Guillelmine.

XVII.

La Mere & Sœurs du même Prince doivent être honnêtement entretenues par lui, ſuivant les Contracts de Mariage & leurs Douaires.

XVIII.

La libre Nobleſſe doit dans toute l'étenduë de l'Empire & dans le diſtrict de leur Etat immédiat reſter ſans aucun trouble ni ſans y être moleſtée.

 XIX. Ceux

pris les Bourgeois & habitans d'Oppenheim, y doivent être maintenus dans le même état qu'ils étoient en 1625. & ceux qui veulent profeſſer l'exercice de ladite Religion ſuivant ladite Confeſſion d'Ausbourg, il leur ſera permis de faire le ſervice dans des Egliſes, Maiſons particulieres ou autres lieux deſtinez pour cela par leurs Miniſtres ou ceux de leurs voiſins.

XXI.

Le Droit que les Electeurs ont dans l'Election d'un Roi des Romains ou Empereur du Saint Empire doit reſter dans ſon entier ſans qu'on y puiſſe toucher & tout ce qui paroitroit en cela contraire & préjudiciable aux Electeurs & qui auroit pu ſe pratiquer autrefois doit être entierement annulé. On eſt auſſi convenu que l'Election faite par l'Electeur de Tréves, & les Capitulations faites avec l'Empereur, comme de l'Empereur avec lui doivent être preſentées aux Electeurs dans leurs Aſſemblées en bonne forme, avec tout ce qui en dépend, excepté le 50. Article.

XXII.

D'autant qu'après que l'arrêt fait ſur les biens Meubles de l'Electeur de Tréves annexés au Duché de Luxembourg a été caſſé à la requiſition de l'Empereur par le Conſeil Provincial, & que par quelque nouvelle ſollicitation le fuſd. Arrêt a été renouvellé; on eſt convenu que ledit Arrêt ſera annullé par le Conſeil de Luxembourg en Bourgogne & ledit Electeur ſera remis *in integrum*, & tout ce qui a été perdu lui ſera reſtitué.

XXIII.

Le Prince Louïs-Philippe, le Prince Frédéric, le Prince Leopold-Louïs, tous trois Comtes Palatins du Rhin doivent être remis dans le même état où étoit leur Pére l'an 1624. chacun dans ce qui lui appartient.

XXIV.

Les différends qu'il y a entre l'Evêque de Bamberg & de Wurtsbourg, & le Marquis de Brandebourg-Culmbach & Anſpach, doivent être reglez, accommodés & décidés à l'amiable ou en juſtice dans le terme de deux ans, & celui qui n'y conſentira pas, perdra ſon action. mais en attendant, on doit reſtituer au Marquis la Forteresſe de Wiltzbourg dans l'état où elle étoit quand elle s'eſt renduë.

XXV.

La Maiſon de Wurtemberg doit ravoir tous les biens qu'elle avoit avant la Guerre, principalement les Seigneuries de Blauwbeweren, Achelen & Stauffen avec leurs dependances, comme auſſi la Ville & Seigneurie de Goppingen, ſur laquelle cette Maiſon a une Rente de 500000. florins du Rhin pour laquelle elle a été engagée par l'Empereur Ferdinand II.

XXVI.

Le Prince de Wirtemberg de la Ligne de Montbeliart, doit être remis & rétabli dans tous ſes biens, quelque part & dans quelque état qu'ils ſoient ſitués, dans la même nature où ils étoient avant la Guerre.

XXVII.

Frederic Marquis de Bade doit être remis dans l'état où étoit ſon Pere avant la Guerre.

XXVIII.

Le Duc de Croy doit être rétabli comme il étoit auparavant.

XXIX.

On reſtituera aux Comtes de Naſſau-Sarbrug tous les Comtés, Seigneuries, Païs, Sujets & biens, ſavoir le Fort de Hombourg avec toutes les munitions & inſtrumens de guerre qu'on y a trouvés, excepté ce que la Couronne de France a à prétendre ſur cela; les Dommages que le Duc de Lorraine leur a faits à force ouverte doivent être reparez & remboursés ſuivant la déciſion de Juges competens.

XXX.

Pour ce qui regarde les difficultez de Naſſaw-Siegen, contre Naſſaw Siégen, l'affaire ayant été devant l'Empereur l'an 1642 pour y être accommodée à l'amiable, la Commiſſion recommencera & en cas qu'ils ne puiſſent s'accommoder, cela ſera decidé en juſtice, cependant le Comte Maurice doit reſter en poſſeſſion.

XXXI.

On doit reſtituer à la Maiſon de Hanau les Bailliages de Bobenhuiſen, Biſchofsheim, Henstege & Wilſtad.

Jean Alberts Comte de Solms ſera rétabli dans le quart de la Ville de Butbach & les quatre villages voiſins. On doit auſſi reſtituer à la Maiſon de Solms, Hohen-Solms & les biens confiſqués dans l'année 1637. ſans égard à la Tranſaction faite avec le Landgrave George de Heſſe, ayant été faite par après.

XXXII.

La Maiſon d'Iſembourg doit également être remiſe dans ſon état précedent, ſans égard à la Tranſaction faite avec le Comte de Darmstad. Item les Rhingraves dans leurs Bailliages de Hogen-Eck & Wildenbourg ainſi que dans

La Maiſon de Waldeck doit être remiſe dans la poſſeſſion de la Seigneurie de Dyninghuiſen & des villages de Nordervou, Niederſchlenten, comme ils les ont eus & poſſedez l'année 1624.

XXXV.

Jean Erneſt Comte de Oettingen ſera remis en tout ce que ſon Pére Louis Eberhard poſſedoit l'an 1627. & qui lui a été pris par Edit.

XXXVI.

La Maiſon de Hohenlo ſera remiſe dans la Seigneurie de Weickersheim & dans tout ce qu'elle a perdu.

XXXVII.

Frédéric Louïs Comte de Loewenſtein & Wertheim doit être rétabli dans tous les Comtés & Seigneuries qui lui ont été priſes & confiſquées pendant la Guerre, auſſi bien à l'egard du Spirituel que du Temporel. Ferdinand Charles Comte de Loewenſtein & Wertheim dans tout ce que ſon neveu défunt George Louïs, & Jean Caſimir ont pris & confiſqué, ſi bien dans le temporel que dans le ſpirituel, reſervant néanmoins les biens qui appartiennent à Mademoiſelle Marie Chriſtine de la part de ſon Héritage Paternel & Maternel, dans lequel elle ſera entierement remiſe, comme auſſi la Veuve de Jean Caſimir de Loewenſtein dans ſes Hypotheques & dans ſon Douaire, & ſi le Comte Frédéric Louïs a ſur cela quelque prétention, on le devra regler en juſtice comme ce qui regarde la Maiſon de Erbach & principalement le Comte George qui doit rentrer dans le château de Fribourg & dans tous les Droits qu'il a en commun avec la Maiſon de Loeveſtein, ainſi que pour la Garniſon du Château, la direction & tout ce qui concerne les autres affaires temporelles.

XXXVIII.

En Boheme ou autres Païs Héréditaires de l'Empereur, ceux de la Confeſſion d'Ausbourg & leurs Héritiers y peuvent venir, défendre leurs Droits, il leur ſera fait juſtice ſans égard particulier pour qui que ce ſoit, & l'execution ſuivra après.

Toutes les Sentences politiques renduës pendant la Guerre, ne doivent pas être entierement invalidées & ſans force, mais ſi les Parties, dans les ſix mois après la concluſion de la Paix, demandent la reviſion devant des Juges competens, il ſera permis de les reformer, confirmer, ou ſelon la nature de l'affaire les caſſer & annuler.

XLII.

En cas que quelques biens Royaux, feodeaux, ou particuliers de l'année 1618. ne fuſſent pas relevés, & qu'on n'eût pas fait les hommages de tels biens, cela ne portera aucun préjudice à perſonne, mais le tems du relief doit commencer du jour de la Paix, ce qui n'empêchera pas qu'on ne ſoit obligé d'alleguer les raiſons d'empêchement qu'on a eues juſqu'alors.

XLIII.

Tous les Officiers Militaires ou de Magiſtrature, Bourgeois ou habitans ne ſeront inquietez pour les ſervices faits & rendus de part & d'autre, & l'on ne pourra faire aucune perquiſition ni recherche contre eux, & à cet égard nulle accuſation ne ſera reçuë.

XLIV.

Les ordres établis par Privileges des Papes, Empereurs, Rois pour le bien commun de la Chrétienté & qui juſqu'à préſent n'ont pas encore été confirmés, & que la Guerre a troublez reſteront dans leur force & vigueur, & ne pourront en nulle maniere être chargez ni pour la Guerre ni pour la Paix.

XLV.

La Veuve & les Héritiers du Comte de Brandenſtein doivent être rétablis dans les Droits de tous les biens qu'ils ont perdus. Le Chevalier Baron de Kewelhuller, les Héritiers du Chancelier Lofierus, Marc Conradi, & Hierome de Relingen enfans & Héritiers, item Marc Antoine de Relingen doivent tous être reſtitués dans ce qui leur a été pris par confiſcation.

XLVI.

On excepte des biens qui doivent être reſtitués ceux qui ne le peuvent abſolument pas être, comme biens qui ſe conſument par l'uſage, Grains emportés par les Partis ou donnés aux Partis.

XLVIII.

Comme ce qui regarde la Succeſſion de Julliers entre les Maiſons Electorales de Saxe, Brandebourg & Palatine, pourroit avoir des ſuites fâcheuſes, ſi l'on n'y pourvoyoit pas, on eſt convenu que quand la Paix ſera concluë, on terminera cette affaire par la voye d'une Négociation particuliere, ou par un Procès en regle devant Sa Majeſté Impériale.

XLIX.

Et pour établir plus ſolidement le repos par les biens Eccleſiaſtiques qui ſont en diſpute & le libre exercice de Religion, les choſes doivent reſter, comme elles ont été reglées dans la Négociation faite, entre l'Empereur, les Electeurs, Princes, Etats de l'Empire & la Couronne de Suéde, & être obſervé, comme ſi cela étoit ici inſéré de mot à mot.

L.

Que dans l'avenir il ne doit ſurvenir aucune diſpute dans le Gouvernement Politique entre les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire pour leurs anciens Droits, Prérogatives, Libertés & Privileges; le tout en vertu de ce Traité étant tellement réglé & établi, même confirmé, que perſonne ne doit après ſous quelque prétexte que ce ſoit moleſter ou inquiéter quelqu'un.

LI.

Ils doivent avoir auſſi le Droit de ſufrage dans toutes les affaires de l'Empire, principalement en fait de Loix, déclaration de Guerre, demande de contributions, ordonnances de Garniſons, & nouvelles inſtitutions pour le bien commun, rétabliſſement des Forteresſes, ou Négociation de Paix ou de Guerre, & autres affaires qui pourroient arriver dans la ſuite, leſquelles ne doivent être faites que du conſentement & accord des Etats de l'Empire: particulierement il ſera permis à chacun pour la même raiſon de faire des Alliances, pour la ſureté de leurs Etats reſpectifs ou avec les Puiſſances du dehors; cependant ne pourront être contraires ou préjudiciables à l'Empereur ou Etats de l'Empire; & ſur tout ils préteront chacun le ſerment qu'ils doivent à l'Empereur & à l'Empire.

LII.

L'Aſſemblée des Etats de l'Empire doit être tenuë dans l'eſpace de. . . . . Mois & enſuite autant de fois que l'occaſion & le beſoin de l'Etat le demanderont, mais on corrigera dans la premiere les abus qui ſe ſont gliſſés dans les précedentes, comme ce qui concerne l'Election

LIII.

Dans les Communes, ainſi que dans les Villes Impériales, & dans les autres Etats ſeront maintenus les ſufrages pour la Déciſion, & les revenus & Regales reſteront ſans diminution, ainſi que les Libertés & Privileges pour confiſquer, collecter, & tout ce qui dépend de cela, comme les autres Droits de l'Empereur qui depuis longtems ont été gardez & obſervez dans leurs enceintes & ſur les Terres dont elles ſont environnées, avec caſſation de tous Arrêts, leſquels dans le tems de la Guerre, ſous prétexte de Repréſailles, défenſes de chemins, en un mot ſous quelque prétexte que ce ſoit reſteront annullez, pour ôter toutes les confuſions cauſées par la Guerre.

LIV.

Les Maîtres des Poſtes dans les Villes Allemandes doivent être exempts de toutes les actions perſonnelles mais non pas des réelles.

LV.

La Ville de Erfort prétendant être une Ville Immédiate de l'Empire, il lui ſera permis de le prouver devant Sa Majeſté Impériale.

LVI.

La pourſuite des Debiteurs ruinés par la Guerre, ou par le payement des rentes exceſſives doit ſe faire avec douceur & tranquilité afin que perſonne ne ſoit ſurpris par des exécutions trop ſubites.

LVII.

Et comme il eſt néceſſaire de faire fleurir le Commerce quand la Paix ſera faite, on eſt convenu que les impôts, mis nouvellement, ou les anciens augmentez pendant la Guerre, l'abus de la Bulle de Brabant, & les Repretailles & Arrêts, exactions, charges deraiſonnables des Poſtes contre l'uſage, & tout ce qui peut porter obſtacle au Commerce & à la Navigation qui s'en trouve affoiblie, tout cela doit être caſſé & interdit ſans être permis à l'avenir que par un conſentement unanime des Parties intéreſſées; les Provinces, Ports & Riviéres doivent être remis dans leur état, comme ils étoient avant la Guerre & y être maintenus.

LVIII.

Le Commerce jouïra d'une entiere liberté, telle qu'avant la Guerre & il doit être maintenu

jusqu'à présent sous divers tous l'Empire Romain à cette heure & pour toujours, doivent être incorporées à la Couronne de France, reservant le Droit de Métropolitain à l'Archevêché de Trêves.

LX.

L'Evêché de Verdun sera donné en possession à François Duc de Lorraine, comme legitime Evêque pour le posseder & en jouir en repos de tous les Revenus en prêtant serment de fidelité au Roi & s'engageant à ne rien faire contre le bien commun de Sa Majesté & de son Royaume. Que l'Abbé de Fulde restera en possession des Abbayes que le Pape lui a données à la nomination du Roi très-Chrétien.

LXI.

Secondement l'Empereur, avec le consentement de l'Empire, cède & donne à présent & pour toujours sans retour au Roi très-Chrétien & ses Successeurs à la Couronne tous les Droits de superiorité que lui & le Saint Empire Romain prétendoient sur Pignerol avec toutes les dépendances auxquelles il pourroit avoir quelque chose à prétendre.

LXII.

Les susdites Seigneuries, biens feodaux, Ordres, Offices, & Sujets sont déchargez des obligations & devoirs par lesquels ils étoient engagez à l'Empereur, mais ils tombent dans les obligations & devoirs envers le Roi & le Royaume de France, comme envers leur Maître & superieur, l'Empereur & l'Empire, comme dit est renonçant à tous leurs Droits à leur égard.

LXIII.

Troisiemement, l'Empereur pour lui & toute la Maison d'Autriche céde tous les biens, Revenus, Droits, Proprietés, Dominations & Possessions avec leurs Jurisdictions, qui lui appartiennent; à la Maison d'Autriche ou à l'Empire la Ville de Brisac, haute & basse partie du Païs & Landgraviat d'Alsace & Suntgau, en quoi est compris le Comté de Ferrete & les Bailliages, de même que les dix Villes d'Alsace, savoir Haguenau, Colmar, Selestad, Witemberg, Landau, Oberkierhaim, Rosheim, Munster dans les Vallées, St. Gregoire, Turricheim, Keisersbourg, avec tous les Villages & autres Droits qui dépendent des mêmes Bailliages, lesquels il transfere au Roi très-Chrétien & au appartenir au Roi très-Chrétien & au Royaume de France, y être annexé & incorporé, sans aucune contradiction de la part de l'Empereur ou de la Maison d'Autriche, ou quelque autre: tellement que nul Empereur ni aucun de la Ligne de la Maison d'Autriche puisse user de quelques Droits ou pouvoir sur les susdites places de l'autre côté du Rhin ni y avoir la moindre prétention, nonobstant tous dons, Transports, échanges, ventes ou autre alienation de quelque maniere qu'elles puissent être faites, à condition néanmoins que le Roi sera obligé d'y maintenir & conserver la Religion Catholique, comme les Princes d'Autriche l'y ont conservée, & de casser tout ce qui s'y est introduit de nouveau pendant la Guerre.

LXIV.

L'Empereur & la Maison d'Autriche ne pourront à l'avenir prendre & user des Titres des susdites Places, mais le Roi de France seul pourra s'en servir.

LXV.

L'Empereur, l'Empire & le Duc de Deux-ponts Ferdinand Charles, quittent & dechargent les Etats, Sujets, & Officiers desdites Villes de leurs devoirs, serment & obligations, par lesquels ils leur ont été jusqu'à ce jour soumis ainsi qu'à la Maison d'Autriche, les mettant sous la superiorité & domination du Royaume de France, renonçant dès à présent & pour toujours pour eux & leurs Héritiers à tous leurs Droits & prétensions; acceptant de procurer une même Renonciation du Roi d'Espagne après la signature du Traité.

LXVI.

Mais en cas que quelqu'un dans la suite vint à prétendre quelque chose sur l'Alsace, Suntgau, le Comté de Ferrete & Brisac dans leurs dépendances, l'Empereur & l'Empire doivent garentir & indemniser le Roi de France.

LXVII.

Quatriemement Sa Majesté très-Chrétienne & ses Successeurs à la Couronne, doivent, par le consentement de l'Empereur & de l'Empire, mettre dans le Château de Philisbourg une Garnison suffisante pour sa garde, à leurs dépends: de même il sera accordé à ladite Majesté libre passage dans l'Empire avec des Soldats, par les Campagnes & Rivieres, autant de fois qu'il sera necessaire, mais aux dépends du Roi, & sans aucun dommage pour l'Empire.

ratifié dans les Comtés les plus voisins de l'Empire &c.

LXX.

Incontinent après la restitution de Bensfelt on doit régler les revenus des Villes & Forteresses qui sont sur le Rhin ; celles de l'Alsace, du Château de Hohenbar & Noburg sur le Rhin, mais dans ces Places il ne doit être entretenu aucunes Troupes.

LXXI.

Les Magistrats & habitans de ces Villes doivent garder une exacte neutralité, & les Troupes du Roi pourront en sureté & avec liberté passer, tant que la nécessité & les affaires le demanderont.

LXXII.

Il ne doit être construit aucune Forteresse de l'un & de l'autre côté du Rhin depuis Basle jusqu'à Philisbourg, & personne n'y doit bâtir de Forts pour ôter la liberté du Fleuve.

LXXIII.

A l'égard des dettes dont la Chambre d'Ensisheim est chargée, l'Archiduc Ferdinand Charles en recevant la portion de la Province que Sa Majesté très-Chrétienne lui doit restituer se chargera du tiers de toutes les dettes, sans aucune différence, écrites, & hypothequées quelles qu'elles soient pour autant qu'elles sont authentiques ou qu'elles ont des hypothéques spéciales, soit à l'égard de la reddition ou restitution des Provinces ou qui se trouvent sur les Registres des reçus & débours de ladite Chambre & non connus jusqu'à la fin de l'année 1632 & qui seront incorporées aux debets & credits de ladite Chambre en payant les rentes annuelles, & les payera, indemnisant & déchargeant le Roi d'une telle quotte part.

LXXIV.

Mais les dettes faites par les Etats, Provinces & Princes de la Maison d'Autriche, ou seulement contractées, par les Etats au nom de tous, doivent être partagées entre les Seigneuries qui viennent au Roi & celles qui restent à l'Autriche, tellement que chacun pourra savoir ce qu'il doit payer de ces vieilles dettes.

LXXV.

Le Roi très-Chrétien doit en même tems, comme il sera dit par les Articles suivans, restituer réellement à la Maison d'Autriche, & spécialement à Ferdinand Charles l'aîné des fils de feu Leopold, les quatre Villes de Rhynfeld, Seckingen, Lauffenbourg, & Waldschutten, Rivieres, Chasses, Bois, & toutes les Regales, Droits, Jurisdictions feodales & de Patronages avec tout ce qui y apartenoit anciennement.

LXXVI.

Item, l'entier Ortnau, avec les Villes Impériales Offenbourg, Gengenbach &c. & la possession d'Ammersbach en ce qu'elles dépendent des Bailliages de l'Ortnau, comme aussi toutes les Seigneuries & Baronies, que les Suédois occupent actuellement par les armes, en telle sorte que le Roi de France ne pourra rien prétendre sur les Places ci-dessus de l'un ou l'autre côté du Rhin, nonobstant toutes cessions, donations &c. à ce contraires : & les Princes de la Maison d'Autriche n'acquereront pas plus de Droit sur ces endroits qu'ils n'y en ont eu jusqu'à présent.

LXXVII.

Le Commerce des deux côtez du Rhin doit être libre par tout, & les habitans desdits côtés doivent commercer librement, sur tout par eau, sans que qui que ce soit de part & d'autre puisse empêcher les Vaisseaux de monter & descendre, arrêter ou charger sous quelque prétexte que ce puisse être, excepté seulement les visites des Marchandises, comme on a accoûtumé de le faire, mais il ne sera permis à personne de mettre de nouveaux Impôts ou charges sur le Rhin, & l'on doit s'en tenir à ceux qui y étoient avant la Guerre.

LXXVIII.

Tous les Vassaux, Habitans, Sujets, Bourgeois tels qu'ils soient, Sujets de la Maison d'Autriche de l'un ou l'autre côté du Rhin, ainsi que ceux qui le sont immédiatement de l'Empire, ou autres Etats de l'Empire, auront à les reconnoître pour leurs Superieurs, sans égard à aucunes confiscations, Transactions, Dons &c. faits par Bernard Prince de Wyncxberg aux Collonels Suédois quand les Provinces ont été conquises, & dès que cela sera ratifié par le Roi très-Chrétien, ils doivent aussitôt après la Publication de la Paix être rétablis dans leurs biens en fonds, mais à l'égard des biens qui se consument par l'usage, comme meubles, Bestiaux, Grains & fruits, il ne sera pas permis d'en demander la restitution.

LXXIX.

Le Roi très-Chrétien doit laisser toutes les susdites Places, Ordres Ecclesiastiques, & temporels dans leurs Droits, & Privileges qu'ils ont eu de la Maison d'Autriche anciennement & avant le présent Traité.

LXXX. Item

des dettes de la Chambre de Enſisheim, ſans exception, & en délivrer l'Archiduc, comme il eſt dit dans l'Article LXXIII.

LXXXII.

Le Roi très-Chrétien doit faire rendre à l'Archiduc tous les Documens & papiers qui ont été emportés dans quelques Places qu'ils puiſſent être, ainſi que délivrer Copie des Documens qui concernent les Places renduës & cedées, quand l'Archiduc demandera leſdites Copies.

LXXXIII.

Enfin pour que cette Paix depuis ſi long-tems deſirée puiſſe être longue & durable, s'il arrivoit quelque Guerre étrangere entre la France & quelqu'autre, l'Empereur ne pourra donner aucune aſſiſtance, ni par lui-même ni par d'autres Membres de l'Empire aux Ennemis de la France, non plus qu'au Roi d'Eſpagne ou Duc Charles, nonobſtant toutes Alliances ou Accords précedens.

LXXXIV.

On convient enſuite qu'il ne ſera permis dans leur Pais de faire aucune levée & engagemens de Soldats non plus que de donner paſſage pour le Roi d'Eſpagne, & afin que tous ces points ſoient exactement obſervez, tous les Princes, Electeurs, & Etats de l'Empire doivent en prendre ſur eux la maintenuë & Garentie.

LXXXV.

A l'égard des démêlez entre les Ducs de Mantouë & de Savoye par raport au Montferrat, terminez par l'Empereur Ferdinand II. & le Roi Louis XIII, il a été ſtipulé qu'on s'en tiendroit au Traité de Queraſque du 6. Avril 1631. dont la ratification s'en eſt enſuivie, excepté Pignerol avec les dépendances, venues au Roi très-Chrétien & au Royaume de France, par des Traités particuliers, leſquelles doivent reſter dans leur entier, c'eſt pourquoi les deux Majeſtez s'engagent à ne permettre qu'il n'y ſoit fait aucune contravention & s'obligent à les maintenir, afin qu'il n'arrive aucune rupture ſous quelque prétexte que ce puiſſe être.

LXXXVI.

Sur quoi & pour ôter toute occaſion de diſpute, Sa Majeſté très-Chrétienne doit faire enſorte que les quatre cens quatre vingt quatorze dit Traité de Queraſque, comme auſſi les Fiefs de Nieuſerrat, Smimongeri & Caſtelletti avec leurs annexes ſuivant le contenu de l'Accord fait le 13. Octobre 1634. &c.

LXXXVIII.

Eſt également convenu que le Duc de Savoye ne pourra moleſter ni inquieter Sa Majeſté Impériale dans la ſupériorité qu'elle a, ainſi que ſes Héritiers, & Poſtérité, ſur les biens feodaux de Rechevoren, Olm & Coſol avec leurs dépendances, leſquelles en nulle maniere ne dependent de l'Empire &c.

LXXXIX.

On eſt encore convenu que Sa Majeſté Impériale fera reſtituer au Comte Clement & au fils de Jean, comme auſſi aux Couſins du fils Octavio Comte de Charles Cacherani le fief entier de la Roche-Araſi & les dépendances avec les fruits, depuis le tems qu'ils ont été mis hors de poſſeſſion, ſans que cela puiſſe ſouffrir la moindre difficulté.

XC.

L'Empereur doit encore déclarer, que le Chateau de Regiolli & Luzare ſeront compris dans l'inſtitution du Duché de Mantouë, & que le Duc de Guaſtalla ſera obligé d'en remettre la poſſeſſion au Duc de Mantouë.

XCI.

La Chambre Impériale de Spire ayant rendu du contre quelques Cantons des Decrets, Mandats & intenté des Arrêts & executions, ce qui eſt contraire à leurs libertez & au Pleinpouvoir dont ils jouiſſent, ce qui dans la ſuite pourroit produire quelques ruptures dangereuſes, on eſt convenu, par l'autorité de ce Traité, & pour la ſureté de la Paix, que toutes & telles procedures, ſentences, & actions doivent être nulles à l'avenir, principalement à l'égard de la Ville de Baſle, & de ſes Bourgeois, & ſous quelque titre que ce ſoit il ne leur pourra être fait aucune injuſtice.

XCII.

La Maiſon de Heſſe-Caſſel, principalement la Landgrave Æmilie & ſon fils Guillaume, ſes Héritiers, & tous leurs Sujets Eccleſiaſtiques & temporels, quelques noms qu'ils puiſſent avoir, ainſi que ceux de la Confeſſion d'Ausbourg, doivent jouïr de cette Amniſtie, & rentrer dans tous les Droits qu'ils ont eus avant la Guerre de Boheme, ſans aucune exception.

XCIII. La

XCIV.

Les differends entre la Maiſon de Heſſe-Caſſel & Darmſtad ſont, en vertu du preſent Traité, décidez; & il eſt ſtipulé qu'on reſtituera à la Maiſon de Heſſe-Darmſtadt, les Seigneuries, Territoires, & biens Patrimoniaux de Caſſel, n'appartenant pas aux ſusdits Succeſſeurs, & cela conformément au Teſtament de Louis ancien Landgrave de Heſſe, dès l'an 1604. cédez & poſſédez par Sentence juridique juſqu'en l'an 1624. avec tous les meubles, & Regiſtres des Villes, &c.

La Maiſon de Heſſe-Caſſel ayant reçu les revenus apartenant à ceux de Darmſtadt, les intérêts & depens, nonobſtant les ſusdits Teſtament & Sentence, les reſtituera à l'exception du quart de la ſusdite portion, & après eſtimation le choix reſtera à la Ligne de Caſſel pour voir dans quels Bailliages ce quart ſera aſſigné, & la Ligne de Darmſtad payera les Dettes, faites par elle, avec les rentes & toutes les autres Charges: les Dettes d'héritage ſeront payées *pro rato*, ſans qu'on puiſſe moleſter ou incommoder les Officiers ou les Sujets qui ont prêté ſerment à ceux de Caſſel, & perſonne ne pourra agir contre ce Traité ni en juſtice ni hors de juſtice, &c.

XCV.

Les unions & pactes de familles faits entre les Maiſons de Saxe, Brandebourg & Heſſe, l'Accord de la Principauté de Heſſe de l'année 1568. & toutes les Conventions pour la Succeſſion du Comté de Hanau, Montfenberg du 26. Juin 1643. doivent par l'autorité de ce Traité de Paix être ſtables & confirmez par Sa Majeſté Impériale.

XCVI.

La Tranſaction de Guillaume Landgrave de Heſſe & des Seigneurs Chriſtian & Wolrath, Comtes de Waldeck, faite le 11. Avril 1635. doit auſſi être confirmée en vertu du preſent Traité.

XCVII.

On eſt convenu qu'en payement & ſatisfaction des Droits de la direction, & avantageuſe domination des 4. Bailliages de Schauwenbourg, Buckenbourg, Saxenhagen & Stadhagen, avec toutes leurs dépendances, leſquels ci-devant étoient annexés à l'Eveché de Minden, appartiendront à l'avenir au Landgrave Guillaume de Heſſe, ſans la moindre contradiction de la part de l'Evêché, reſervant ſur ce la prétention des Ducs de Brunſwich & Lunebourg, & la Tranſaction faite entre Madame la Landgrave & Philippe Comte de Schauwenbourg le. . . . Juillet 1647. qui doit reſter dans toute ſa force.

d'abord à leur Hypotheque, les Soldats Heſſois & Suédois être payez à proportion, & ceci étant fait, la Landgrave reſtituera toutes les Provinces & Evêchez avec leurs Villes, Bailliages, Forts & Forteresſes qu'elle a gagnés pendant la Guerre: cependant les Sujets ſeront obligez de lui ramener toutes les munitions de Guerre, Artillerie, Armes, proviſions de balles & de poudre, & autres uſtencilles de Guerre, & les Remparts & Fortifications ſeront razées.

XCIX.

La Paix étant concluë de cette maniere, les Plénipotentiaires de leurs Majeſtez Impériales Royales, Electorales, Princes, & Etats promettent de livrer les ratifications dans l'eſpace de 3. mois ſans faute à Munſter, & faire les échanges de part & d'autre: mais en attendant il doit y avoir une ſuſpenſion d'armes, & ceſſation de toutes hoſtilitez.

C.

De plus les priſonniers de tous côtez ſans aucune diſtinction Eccléſiaſtiques ou Laics, entre leſquels ſe trouve auſſi le Prince Edouard de Portugal, doivent être mis en liberté de la maniere dont les Généraux des armées le trouveront à propos.

CI.

Pour ce qui touche les reſtitutions particulieres & générales, elles doivent être exécutées en vertu de Mandats de l'Empereur publiés dans le tems fixé par tous les Cercles & les Inſtrumens de réhabilitation ſeront délivrez de part & d'autre, enſuite dequoi les troupes de chaque côté doivent être menées hors des Places reſtituées ſans aucune incommodité pour les Bourgeois.

CII.

Toutes les Places, Villes, Châteaux, Citadelles & Forteresſes & tous les Etats de l'Empire doivent être rétablis dans leurs anciens Droits & Coutumes, ſans égard à aucunes donations, conceſſions &c. excepté en ce qui regarde la France, dont ci-deſſus eſt diſpoſé, ce qui ſe doit faire fidellement: bien entendu que celui qui aura bâti des Forteresſes les peut démolir.

CIII.

A l'égard des Citadelles de Erenbreitenſtein, & Hamerſtein, on en doit faire ſortir les Garniſons ſitôt après la concluſion de la Paix & ces Citadelles doivent être remiſes à l'Evêque de Trêves & au Chapitre, avec pareil pouvoir pour les garder pour l'Empire & l'Electorat. Le Capitaine qui les gardera doit prêter ſerment

Digitized by Google

Les impôts introduits pour ſoutenir la Guerre doivent être abolis pour toujours.

CVI.

Finalement tous les Soldats de part & d'autre doivent être reformés, & l'Empereur pour les Villes & Forts ne doit garder que les anciennes & ordinaires Garniſons.

CVII.

Pour affermir d'autant plus la Paix & ôter tout ſoupçon, les Troupes de part & d'autre doivent ſortir de l'Empire, de Bohéme & des environs du Danube & du Rhin.

CVIII.

Pour plus grande verification & ſureté, ce Traité doit être compris dans la Capitulation de l'Empereur pour ſervir de Loi à toujours, & les Eccléſiaſtiques & Séculiers ſeront tenus de s'y conformer.

CIX.

Contre ceci ne pourront prévaloir aucuns Droits Eccléſiaſtiques ou Temporels ni aucuns privileges, Ordres de Couvents, Accords, Edits, principalement ceux de l'année 1629. la Convention de Prague, ni aucune diſpenſation telles qu'elles puiſſent être &c.

CX.

Tous les Membres qui entrent dans ce Traité, l'Empereur, le Roi très-Chrétien, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, la Reine & le Royaume de Suéde, ſeront obligez chacun en particulier aux Loix de cette Paix pour la maintenir ſoutenir & défendre contre chacun, & s'y obligent de bonne foi, tellement que celui qui viendroit à la rompre, ſera regardé comme un Ennemi & infracteur de la Paix, & tous en général ſeront obligez de l'attaquer juſqu'à ce que la violence finiſſe, mais premiérement celui auquel le dommage ſera fait doit ſe plaindre de celui qui cauſe le dommage, afin de pouvoir accommoder l'affaire à l'amiable ou en juſtice, & ſi par une des deux voyes elle ne peut être terminée dans l'eſpace de quatre mois, les Puiſſances ſuſdites ſont obligées d'aider & ſoutenir la Partie leſée en conſeil & en effet, par les armes même ſi la néceſſité le requiert, afin de terminer tous enſemble l'affaire dans l'eſpace d'un mois.

Mais celui qui viendra à violer ce Traité ſoit Eccléſiaſtique ou Séculier, ſera traité comme

REPLIQUE

Au Projet de Paix par Meſſieurs les Plénipotentiaires de Sa Majeſté Impériale, & preſentée à Munſter à la fin du mois de Juin 1647.

Au nom de la Sainte & indiviſible Trinité. Amen.

SOit notoire à tous & un chacun à qui il appartient, ou peut appartenir, qu'après les malheurs de la Guerre, laquelle dure depuis tant d'années dans l'étenduë du Saint Empire Romain, & laquelle a eu des ſuites ſi facheuſes, que non ſeulement toute l'Allemagne, mais auſſi pluſieurs Royaumes voiſins, & principalement ceux de Suéde & de France y ſont entrez dès le commencement & y ſont encore avec le puiſſant Prince & Seigneur Ferdinand II. Eleu Empereur Romain Roi en Germanie, Hongrie, Bohéme, Dalmatie, Croatie, Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant, Stirie, Carinthie, Carniole, Marquis en Moravie, Duc de Luxembourg, Haute & Baſſe Sileſie, Wirtemberg & Teck. Prince de Swabe, Comte de Hasburg, Tirol, Ferrete, Kiburgh & Gorits, Landgrave en Alſace, Marquis du Saint Empire Romain en Burgou, Haute & Baſſe Luzace, Seigneur de la Windiſch-Marck &c. d'heureuſe mémoire, avec les Confederez de Sa Majeſté l'Empereur d'un côté. De méme le très-puiſſant Prince & Seigneur Guſtave Adolphe Roi de Suéde, des Gots & des Vandales, puiſſant Prince en Finlande, Duc d'Eſtonie & de Carelie, Seigneur d'Ingermanland d'honorable mémoire, & le Royaume de Suéde avec les Alliez & Confederez de Sa Majeſté d'autre côté; après leur mort entre les puiſſants Princes & Seigneurs Ferdinand III. Elû Empereur Romain, Roi en Germanie, Hongrie &c. avec les Alliez & Confederez de Sa Majeſte d'une part, & Haute & puiſſante Princeſſe Madame Chriſtine Reine de Suéde, des Gots & des Vandales &c. avec ſes Alliez & Confederez d'autre part, dont s'en eſt ſuivi une grande perte, deſtruction de Païs & effuſion de ſang; il a plu enfin à la miſéricorde de Dieu qu'on en ſoit venu au point que de commencer une Négociation de Paix des deux côtez, à Hambourg le ⅓. du mois de Decembre de l'année 1641. qu'enſuite les

tema dont on étoit convenu, & après avoir imploré l'aide & l'aſſiſtance de Dieu, & preſenté des deux côtez leurs Pleinpouvoirs dont le contenu ſera ici inſeré, & ayant en outre donné à connoître le conſentement des Electeurs du Saint Empire Romain & des Etats, le tout pour la plus grande gloire de Dieu, la proſpérité de toute la Chrétienté par une Paix purement Chrétienne de la maniere qui ſuit.

Premiérement.

Il doit y avoir une générale, conſtante & ſolide Paix & amitié entre Sa Majeſté l'Empereur d'un côté & leurs Majeſtez de Suéde & de France de l'autre, de même qu'avec tous leurs Contédérez & Alliez avec leurs héritiers & poſterité reſpective, le Roi d'Eſpagne, la Maiſon d'Autriche, les Electeurs, Etats de l'Empire & les ſusdits Royaumes entre leſquels la Paix ſera entretenuë de bonne foi & ſincerement: enſorte que chaque Partie procure l'utilité, l'honneur & l'avantage l'une de l'autre de la part des deux ſusdits Royaumes, avec l'Empire Romain & de la part dudit Empire avec les deux ſusdits Royaumes de Suéde & de France, par l'entretien conſtant d'un bon & fidéle voiſinage qui faſſe renaître & fleurir cette Paix & bonne amitié.

Article II.

On eſt convenu expreſſement d'un perpétuel oubli & Amniſtie générale de toutes les hoſtilitez qui ont été exercées depuis le commencement de la Guerre, tant d'un côté que de l'autre ſur quelque endroit, en quelque Place & de quelque maniere qu'elles ſe ſoient paſſées, de ſorte que ni pour aucune de ces choſes ni ſous aucun autre prétexte ou cauſe l'on n'exerce ou faſſe exercer ni ne ſoufre plus qu'il ſoit fait ci après l'un contre l'autre aucun acte d'hoſtilité ou inimitié, vexation ou empêchement ni quant aux perſonnes ni quant à la condition, ni quant aux biens ou à la ſureté, ſoit par ſoi-même ou par d'autres, ſecretement ou en public, directement ou indirectement, ſous aparence de Droit ou par voye de fait, ni dedans ni hors l'Empire qui pourroit en quelque maniere que ce fut être contraire au préſent Accord. Mais que toutes les injures, violences, hoſtilitez, dommages & dépenſes, qui ont été faites & cauſées de part & d'autre tant avant que pendant la Guerre, de fait, de paroles ou par écrit ſans aucun égard aux perſonnes & aux choſes ſoient entierement abolies, enſorte que tout ce que l'on pourroit demander ou prétendre ſur l'autre pour ce ſujet ſoit enſeveli dans un perpetuel oubli.

Article III.

En vertu de cette Amniſtie générale tous & ment retablis dans le même état pour le ſpirituel & le temporel, ainſi qu'ils étoient auparavant ou ont dû être en bonne Juſtice: ce qui emporte l'abolition de tout obſtacle moins conſiderable & de tous les changemens arrivez. Quant aux droits que le Clergé aura à pretendre ſur les biens en litige qui ſont ou ſeront reſtituez, on en traitera à part dans l'Article qui ſera fait exprès touchant les Griefs Eccléſiaſtiques, & quoique les poſſeſſeurs de ces biens ayent quelque exception de conſéquence à alleguer contre ladite reſtitution, cela ne la doit pas empêcher, mais la queſtion ſera par après examinée par des Juges compétens.

Article IV.

Afin qu'on puiſſe ſavoir ce que chacun avoit de Droits & juriſdictions avant la Guerre, ainſi que ce qu'il doit avoir dans le ſpirituel comme dans le temporel, on eſt convenu que ceux qui ſe ſont plaints ſur ladite perte des biens & juriſdictions; juſqu'à preſent, jouïront auſſi ſpecialement & particuliérement de ladite reſtitution.

En conſéquence de quoi on eſt convenu ſoit à l'Aſſemblée d'Oſnabrug ſoit à Munſter, touchant l'affaire du Palatinat qu'en conſideration du repos & de la Paix que Sa Majeſté Impériale & l'Empire Romain inſtituerons un huitiéme Electorat lequel ſera conferé au Seigneur Comte Palatin Charles Louïs ſes héritiers, poſterité & deſcendants pour en jouïr aux conditions ſuivantes.

§. 1. La Dignité Electorale reſtera comme auparavant & pour l'avenir à ſon Alteſſe le Prince & Seigneur Maximilien de Baviére & ſes héritiers, comme auſſi toute la Ligne Guillelmine avec les Regales, offices, préſeances, armes, droits & juriſdictions, ainſi que ſon Alteſſe les a euës & en a joui juſqu'à preſent ſans nulle exception.

§. 2. Le même Seigneur Electeur, pour ce qui lui eſt dû montant à 13. millions, aura & poſſedera tout le haut Palatinat avec tout ce qui en dépend ſans la moindre diminution, pour toujours & irrevocablement pour lui & ſes deſcendans venant de ſa ſouche, ou autrement de la Ligne Guillelmine ſeulement, nonobſtant toute oppoſition quelconque de la part des Comtes Palatins, & de cette maniere l'engagement de l'Empereur Ferdinand II. paſſé pour leſdits 13. millions ſur le Païs de la haute Autriche, ſera & reſtera caſſé & annulé par le préſent accommodement & effective déclaration; de maniere que l'Electeur de Baviére ni ſes enfans héritiers ou Succeſſeurs n'ont plus rien à y prétendre ou quelques prétentions à former pour ladite dette; mais que ledit Seigneur Electeur, ſitôt le Traité de Paix conclu & publié, délivrera à Sa Majeſté Impériale tous les Ecrits & engagemens pour les caſſer & annuler.

§. 3. Dès que le Seigneur Charles Louïs Comte Palatin ſelon ſon devoir ſe ſera ſoumis à

Sa

Religion Catholique, avec les biens, Droits & revenus qui lui appartiennent, reſtera ſur le pié où il eſt actuellement ſans diminution ni alteration, & que lui Comte Palatin ne pourra de ſon autorité y apporter aucun changement. Dans cet état doivent être principalement maintenus les Couvents d'Horten dans le Bailliage de Germersheim, où il y a ordinairement des Chanoines réguliers, le Couvent de Diſerſtahl Ordre des Chartreux dans le même Bailliage. Le Couvent des Capucins ſur le Territoire de la ſuſdite Horte à Spiers, tel qu'il eſt bâti, dans leur uſage & poſſeſſion de l'exercice de la Religion Catholique; laiſſant de plus les Abbez, Prévôts, Gardiens, Chanoines, Chanoineſſes Couvents de Religieux & Religieuſes dans l'adminiſtration & régie de leurs revenus, comme auſſi dans leurs emplois, ſans y donner aucune atteinte, ainſi que la libre Nobleſſe de l'Empire en Suabe, Francone & ſur le Rhin avec leur diſtrict & dépendances dans leur état immediat & dans la jouïſſance des privileges, reſcripts & libertez qu'ils ont pu obtenir juſqu'a preſent, ou qu'ils obtiendront de la Maiſon Palatine, ſans qu'il y ſoit fait aucun changement ou empêchement. Or d'autant qu'il y a quelques Bailliages dans le Bergſtraet qui du tems paſſé n'ont pas fait partie du Palatinat & qui inconteſtablement & en bonne juſtice appartiennent à Meſſieurs les Electeurs & Archevêques qui les ont hypothequez en 1463. pour certaine ſomme, avec condition expreſſe de les pouvoir retirer, on eſt convenu que tels Bailliages, reſtituez par Decret de l'Empereur Ferdinand II. de glorieuſe mémoire au Seigneur Jean Swickarten Electeur de Mayence, reſteront irrevocablement à ſon Succeſſeur l'Electeur, & Archevêque de Mayence Anſelme Caſimir, en rembourſant promptement, ainſi qu'il l'a offert, les ſuſdites ſommes.

§. 5. Le Seigneur Charles Louis cedera pour lui, les ſiens & ſes freres tous ſes droits du haut Palatinat aux veritables Héritiers Mâles de la Ligne Guillelmine tant qu'il y en aura. Mais le ſuſdit Comte Palatin par rapport à l'entretien de ſesdits Freres pourra être ſoulagé par Sa Majeſté Impériale, qui veut bien leur fournir dans l'eſpace de quatre années quatre cens mille Riſdalles, c'eſt à dire cent mille Riſdalles par an, avec une rente chaque année de cinq pour cent, commençant l'année prochaine 1648. mais lui Comte Palatin Charles Louis ſera obligé de fournir à l'entretien annuel de la Princeſſe Catherine Sophie, & de le lui donner ſans aucun delai ſur la Chambre de Heidelberg.

Ainſi la ſuſdite Amniſtie générale s'étendra auſſi ſur la Maiſon Palatine & ſes adhérans de la même maniere & auſſi pleinement que ceux

decelleurs, avant la Guerre; de même le Comte Palatin Frédéric aura le quart du Peage de Fisbach, le Couvent de Hewenbach avec les dépendances, & ce que Monſieur ſon Pere a poſſedé, lui ſera rendu, en la même maniere qu'il en jouiſſoit.

La queſtion qui eſt reſpectivement entre l'Evêque de Bamberg & de Wirtzbourg, le Marquis de Culmbach pour la prétention du Château, Ville, Bailliage & Couvent de Kintzingen en Franconie ſur le Mein, doit être accordé à l'amiable ou par un procès ſommaire qui ſera fini dans l'eſpace de deux années, à peine de perdre ſur ce toutes prétentions de la part du refuſant. Dans ce même eſpace de tems ledit Marquis ſera tenu de rendre la Forteresſe de Wildsburgh dans l'état dont on eſt convenu & accordé, & tous les Droits Presbyteriaux du Comté de Swartzenburg & le Duché de Lantsbergh ſeront reſtitués.

La Maiſon de Wirtemberg ſera rétablie dans les Seigneuries de Blaubeweren, Achallen & Stauffenbedes avec leurs dépendances, & les biens incorporés ſous prétexte de dépendances ſeront reſtitués & principalement la Ville & Seigneurie de Goppinge.

Les revenus de l'Univerſité de Tubingen, la Seigneurie d'Overkirch, la Ville de Ballingue, Tutlingue, Ebinge, Roſſenwek & leurs dépendances, Hohenwil, Hohen-Aeſperg, Hohen-Aurach, Hohen-Tubingen, Aubeck, Horsenbergh, Schittach, avec la Ville Schontorf, l'Egliſe Collégiale de Stutgard, Tubingen, Hornbergh, Goppingen, Bachnach, les Abaies & Couvents de Bobtuhuſen, Malbrun, Anhuſen, Lorch, Adelbergh, Deckendorff, Hirſchou, Blauvereren, Herbreſtingen, Churhard, Alberbach, Conixbrun, Herren-Turgen, Ruhenbach, Pfullingen & Lichtenſtern ou Marcheroon avec tous les Documens qui ont été ſouſtraits, ſauf toutefois & reſervez tous les Droits, actions, exceptions, & les ſecours & moyens de Droit prétendus par les Maiſons d'Autriche & de Wirtemberg ſur les Bailliages de Blaubeveren, Archelen, & Stauffingen Quant à la Seigneurie de Heidenheim, elle reſtera à l'Electeur de Baviére juſqu'à ce que le Duc de Wirtemberg lui ait rembourſé cinq cens mille florins d'Or pour laquelle cette Seigneurie a été engagée à feu Ferdinand II. l'Electeur de Baviére.

Doivent être rétablis les Ducs de Wirtemberg de la Ligne de Montbeliard, dans tous leurs Pais & Seigneuries, ſelon qu'ils ſont ſitués, ainſi que dans les Fiefs de Bourgogne, Clerenwal, & Paſſeavant, & cela dans le même état où tout étoit avant la Guerre.

Et quoique le Marquis Frédéric de Bade en vertu de l'Amniſtie générale ſoit reſtitué & ré-

trop à son préjudice, desorte que toute action concernant les fruits perçus sera entierement cassée & éteinte, avec cette condition que Frédéric Marquis de Baden satisfera entierement Guillaume de Bade, sur les revenus annuels promis d'anciens Héritages Paternels, & pour cette compensation la Maison de Ridberg située proche de la Ville d'Etlingen, avec toutes les dépendances lui seront cedées & quittées sauf les Droits de la Maison d'Autriche acquis sur les Seigneuries de Rotteln, Badeweiller & Zaubenberg, en vertu des Sentences rendues.

Le Duc de Croy pourra jouir de même de ladite Amnistie générale & de la protection du Roi de France ne lui tournera à aucun préjudice pour sa Dignité, ses privileges, honneurs & biens ni pour aucun autre égard. Il sera rétabli dans la possession de la portion de la Seigneurie de Winstingen, que ses Prédecesseurs y ont possedé, & comme Madame sa Mere la possede encore à present à titre de Douaire, continuant ladite Seigneurie de Winstingen d'être Etat immédiat de l'Empire comme elle l'a été jusqu'à present, sauf sur la même Seigneurie par raport au Duc de Saxe, le *forum ordinarium prima instantia* & les Droits du Saint Empire Romain.

Les Comtes de Nassau Sarbruck seront rétablis dans tous les Comtés, Pais, Sujets Ecclésiastiques & Temporels, Fiefs, biens Allodiaux, & toutes leurs appartenances, Droits, immunités & privileges, avec ce qui leur a été pris par force ouverte de Guerre & années suivantes l'an 1629. par les Ducs de Lorraine, Charles & François, avec tout ce qui appartient auxdits biens, principalement la Forteresse de Hombourg avec les Canons qui s'y trouvent & les meubles, mais pour les autres pertes qu'il a souffertes, & qu'il peut répéter contre le Duc de Lorraine, cela doit être restitué suivant qu'il en sera ordonné par sentence, sauf les Droits & actions du Duc de Lorraine.

L'affaire de Nassau contre Nassau laquelle est en dispute & portée au Conseil Aulique de l'Empereur sous sa recommendation, sera après la conclusion de la Paix terminée à l'amiable par une Commission qu'on dénommera après, mais la possession en attendant restera au Comte Jean Maurice & à son frere jusqu'à ce que l'affaire soit entierement décidée ou à l'amiable ou en justice. La Maison du Comte de Hanau par cette même Amnistie sera remise en possession des Bailliages de Bobenhuisen, Bischofsheim, Aenstecg, Wilstat: ainsi que le Comte Jean d'Albrecht de Solms dans le quart de la Ville de Butzbach, & les quatre Villages qui sont tout proches: de même la Maison du Comte de Solms, Hohen-Solms, dans les biens qui lui ont été enlevés l'an 1637. sans aucun égard à la Transaction faite avec le Seigneur George Landgrave de Hesse, mais à l'égard du dommage

comme aussi suivant la décision de la Chambre Aulique, du Bourg de Bendorff sur le Rhin, la moitié de la Seigneurie de Valendar, item le Château & Bailliage de Presburg avec ses dépendances, & principalement & en particulier le Comte Chrétien de Wittgenstein sera protegé, & maintenu dans la possession de son heritage avec la Mere & la sœur du Comte Ernest.

La Maison de Valckenstein sera rétablie, ainsi que le Château de ce nom qui sera restitué comme fief de l'Empire; on rendra également aux Comtes de Rasburg nommés Lowenhaupt ce qu'ils avoient dans le Comté de Valckenstein dans le Palatinat, ainsi que le Bailliage de Brettenheim, dans l'Archevêché de Cologne & la Baronie de Reipelstarch, Hunsbrucken avec tous leurs Droits, Jurisdictions & dépendances.

La Maison de Waldeck sera rétablie & mise en possession de toutes les jurisdictions de la Seigneurie de Dimminghuisen, Dorpen, Mardeneau, Lichtenscheit, Thevel & Nederlecten, de la maniere qu'elle en jouissoit dans l'année 1624.

Le Comte Jean Ernest d'Otingen sera également remis dans les biens que son Cousin le Comte Louis Eberhard a possedés dans les années 1617. & 18. & qui a été cassé par Edit public.

La Maison du Comte de Hohenlo rentrera dans tout ce qui lui a été pris, & principalement la Seigneurie de Wickersheim & le Couvent de Schaffersheim sans aucune exception, & sans qu'on puisse, pour y apporter quelqu'empêchement, alléguer l'exception du Droit de retenuë.

Pleine restitution sera pareillement faite au Comte Frédéric Louis de Loewenstein & Wertheim, & de tout ce qui lui a été pris pendant la Guerre ainsi qu'à feu son Neveu George Louis, & à Jean Casimir par siége ou confiscation, soit pour ce qui regarde le temporel ou spirituel, comme pour le Comte Jean Casimir de Loewenstein, les Hypotheques & Douaire de Madame Marie Christine fille du susdit Comte pour ce qui lui appartient des héritages de Pere & de Mere.

De même pour le Comte Hans Elbech, principalement au Comte George, le Château de Friberg & tout ce qui est à lui commun avec la Maison Loewenstein tant pour ce qui concerne la Garnison du Château, & la direction que pour les autres Droits civils. Comme aussi la veuve & Héritiers du Comte de Brandenstein, rentreront dans les biens & jurisdictions qu'ils ont perdus pendant la Guerre. Item le Baron Paul Kevenhuller & les Heritiers de Loffers Chancelier de Wurtemberg, item les Enfans de Marc Conrard & Hierome de Rheitingen & Marc Antoine de Rheilingen, auront la restitution de tous leurs biens confisqués. Dans la Bohême & dans tous les autres

[illegible] [illegible] reçues en justice. Mais lorsque qu'un débiteur a extorqué de son Créancier par force & crainte une obligation, la restitution doit se faire, reservant l'action à intenter devant le Juge.

Si en cas que de l'un ou de l'autre côté par la Guerre les dettes pretenduës, les revenus annuels sous quelque nom que ce soit, ayent été contractées par force & inimitié pendant ladite Guerre, nul à l'avenir n'en pourra prétendre la moindre chose, de plus tous les procès sur ce meus & commencés en vertu de Négociation, de promesses ou restitution faite l'un à l'autre d'une maniere violente & forcée n'auront plus de lieu, & ne seront d'aucune valeur. Cependant on distinguera ici les sommes d'argent que l'un aura prêté à l'autre dans l'extrême nécessité, pour subvenir aux dangers presents, lesquelles sommes ont été prêtées de bon cœur, comme cela est arrivé à Weissenburg sur le Rhin, Osnabrug & plusieurs autres Places, ainsi qu'à l'égard des Sentences & décisions justes qui ont été rendues pendant la Guerre au sujet des affaires civiles, on y comprend aussi le défaut ou impossibilité d'avoir pû former juste demande, comme pour l'affaire de Spire dans le point où il s'agissoit de la démolition de la Forteresse de Undenheim, ne seront d'aucune valeur pourvû qu'on puisse le prouver. Néanmoins la vertu des actes de justice, en faveur de la Partie plaignante, subsistera encore six mois après la conclusion de la Paix, si l'on demande révision devant des Juges compétans, & cette revision se fera d'une maniere ou ordinaire ou extraordinaire suivant la coutume de l'Empire, & le tout sera réformé suivant la Sentence qui sera rendue & jusques là tout restera suspendu.

Si quelques Fiefs de l'Empire ou autres particuliers n'ont pas été renouvellez depuis l'an 1618. ni pendant cet intervalle l'hommage prêté & les Droits payés, ils reflueront aux Vassaux, sans avoir égard à cela, & le tems du renouvellement & de l'investiture commencera le jour que la Paix sera publiée, cependant les Vassaux diront pourquoi ils n'ont pas relevé les Fiefs dans le tems ordinaire, & ils en allégueront des raisons valables.

Enfin tous & un chacun aussi bien les Officiers que les Soldats, Conseillers, Sujets Ecclésiastiques ou Laïcs, donneront une liste de leurs noms & état par raport à leur Alliance dans la Guerre ou hors du service depuis le plus haut jusqu'au plus bas, & depuis le plus bas jusqu'au plus haut, sans difference ou exception, avec femmes, enfans, Héritiers, Posterité & Domestiques, si bien leurs personnes que biens, vie, honneur, liberté Ecclésiastiques & Temporelles juridictions & privileges tels qu'ils les [illegible] [illegible] [illegible]

[illegible] donc une restitution pure & entiere à tous les Electeurs & Etats des deux Religions dans laquelle on comprendra la libre Noblesse du Saint Empire, & les autres Communautez dudit Empire, Villages immédiats, avec une entiere suppression de tous jugements, Decrets & Sentences rendus, toutes Transactions, Accords ou Capitulations, enforte que toutes choses à cet égard soient remises dans l'état où elles étoient audit jour.

§. 2. Les Villes d'Augsbourg, Dunckelspiel, Ravensburg & Biberach retiendront leurs biens, juridictions & exercice de Religion qu'elles avoient audit jour & an 1624. Mais pour ce qui concerne l'Election du Magistrat, & autres emplois de la Ville, les deux Religions doivent observer un nombre égal dans les places.

A l'égard de la Ville de Donawert, si dans la prochaine Assemblée des Etats de l'Empire, il est décidé qu'elle doive être retablie dans son ancienne liberté, qu'elle jouisse du même droit que les autres Villes de l'Empire en vertu de ce Traité, aussi bien dans les choses Ecclésiastiques que Civiles, mais celles qui en vertu de l'Amnistie, ou par quelques autres Droits particuliers obtiendront restitution, ce sera aux conditions que cela ne portera aucun préjudice à ce qui a été reglé l'an 1624.

§. 3. A l'égard des biens immédiats Ecclésiastiques, soit des Archevêchez, Evêchez, Prélatures, Abbayes, Prévôtés, Commanderies, libres & temporelles fondations ou autres semblables avec les rentes & revenus de quelque nom qu'elles puissent être, dans les Villes ou dans les Campagnes, les Etats de la Religion Catholique ou ceux de la Confession d'Augsbourg qui les possedoient le 1. Janvier 1624. doivent encore les posseder sans aucune exception, & en ayant été effectivement en possession dans ce tems-là, ils le feront encore à l'avenir, sans pouvoir être molestez par l'un ou l'autre parti, & sans que l'on puisse leur causer quelque trouble ou empêchement ni par voye de justice ni autrement.

Si par raport à cela un Catholique ou Protestant Archevêque, Prélat &c. seul ou avec les Capitulaires tous en même tems, & ainsi des autres Ecclésiastiques venoient dans la suite à changer de Religion, ils doivent sans deshonneur perdre leurs Droits, revenus & usufruits sans aucun delai ni contradiction, & le Chapitre ou celui à qui il appartiendra aura droit d'élire ou de postuler une autre personne de la même Religion à laquelle ce Benefice apartient en vertu de la presente Transaction, sans repetitions toutefois des fruits & revenus que l'Archevêque, Evêque, Prélat &c. changeant de Religion aura auparavant perçûs & consommez.

Si quelques Etats Catholiques ou Protestants, ont été juridiquement ou autrement privez de leurs Archevêchez, Evêchez, Benefices ou Prébendes immédiates, ou y ont été en quelque maniere troublez depuis le premier de Janvier

§. 4. Les Droits d'Election & ceux de postuler dans tous les Archevêchez & Evêchez resteront suivant les usages, & statuts dans un état immuable, autant qu'ils sont conformes à la Constitution de l'Empire, à la Transaction de Passau, à la Paix de Religion, & à cette presente Déclaration & Transaction, & ne contiendront rien de contraire aux Droits des Archevêques Evangeliques, mais les Elus ou postulez doivent reconnoître dans leurs Capitulations qu'ils ne tiennent pas hérédituirement & qu'ils ne rendront point Héréditaires les Principautez Ecclesiastiques, Honneurs ou Dignitez, de maniere que tant l'Election & la Postulation que l'Administration & la Regie des Droits Episcopaux, pendant la vacance du Siége, demeureront en tous lieux libres au Chapitre, & à ceux à qui ils apartiennent suivant l'usage établi: de même on aura soin que les nobles Patriciens, les Gradués, & autres personnes capables, n'en soient pas exclus, mais au contraire maintenus tant que cela ne sera pas contraire à la fondation.

§. 5. En toutes Places où Sa Majesté Impériale a eu le droit de *primarum Precum*, il lui doit rester à l'avenir également. Que si un Ecclésiastique Protestant quitte son Evêché, il doit être remplacé par un adhérant de la Confession d'Augsbourg. Mais dans les Evêchez ou autres Prélatures immédiates où toutes les deux Religions sont exercées, personne ne doit avoir le droit de *primarum Precum*, à moins qu'il ne soit de la même Religion dont son Prédecesseur a été.

En cas que sous le nom d'Annates, droits de Pallium, de confirmation de mois du Pape, &c. pareils Droits ou reservations, il soit pretendu quelque chose sur les biens immédiats des Ecclésiastiques Evangeliques, de qui, en quel tems & en quelle maniere que cela se puisse faire, on ne pourra, pour le regler & terminer, en venir à une exécution où le bras seculier soit employé. Mais dans les Chapitres, de ces biens Ecclesiastiques où les Capitulaires de l'une & de l'autre Religion sont admis en vertu du fusdit terme en nombre certain de part & d'autre, & où les mois du Pape étoient alors en usage, ils y auront lieu de même, & auront leur execution quand le cas écherra si les Capitulaires ou Chanoines decédans sont du nombre des Catholiques, pourvu que la provision du Pape soit signifiée & insinuée immédiatement de la part de la Cour de Rome, & dans le tems légitime aux Chapitres.

§. 6. Le Postulant ou Elu Archevêque, Evêque, Prélat de la Confession d'Augsbourg recevra l'investiture de Sa Majesté Impériale pour, dans le terme d'un an, produire des témoignages assurés de la Postulation ou Election, & alors l'investiture sera donnée sans la moindre contradiction, mais outre la Taxe ordinaire d'inféodation, il en sera encore payé une autre moitié.

Les

de leur dignité, qu'ils ſeront titrez d'Elus Archevêques, Prélats, Abbez &c.

Pour ce qui regarde leur rang, ils doivent avoir un banc à part entre les Eccléſiaſtiques & les Etats ſeculiers, tellement que dans l'Aſſemblée des trois Colleges de l'Empire, ils ſoient à côté, mais néanmoins leurs Places un peu en arriere. Premierement le Directeur de la Chancelerie de l'Electeur de Mayence, comme exerçant au nom de Monſieur l'Archevêque la direction générale & particuliere des Actes de la Diéte de l'Empire, enſuite les Directeurs du College des Princes, & la même choſe ſera obſervée dans le Senat des Princes collegalement aſſemblé par les Directeurs ſeuls des Actes de ce College.

§. 7. Tant les Capitulaires que Canoniques qui le premier Janvier de l'an 1624. ſoit Catholiques, ſoit de la Confeſſion d'Augsbourg, ſe trouvoient, reſteront à l'avenir en même nombre, & quand une Place viendra à vaquer, elle ne pourra être remplie que par une perſonne de la même Religion que celui qui l'a quittée, & en cas que les Capitulaires de l'une des deux Religions, ſe trouvent à preſent en plus grand nombre que l'an 1624. ils reſteront pendant leur vie titulaires du Bénéfice, mais après leur décès ſuccederont aux Catholiques morts ceux de la Confeſſion d'Augsbourg, & à ceux-ci les Catholiques juſqu'à ce que le nombre des Capitulaires ou Chanoines des deux Religions ſoit remis au même état, où il étoit le premier Janvier 1624. L'exercice de Religion dans ces ſortes d'Evêchez mixtes reſtera comme il étoit l'an 1624. le premier Janvier. A tout ce que deſſus, on ne pourra apporter aucun empêchement ſous prétexte d'élection, preſentation ou autrement.

§. 8. Les Archevêchez & autres fondations, biens Eccléſiaſtiques immédiats ou médiats cédez pour la ſatisfaction de Sa Majeſté le Roi, & la Couronne de Suéde, & pour la compenſation & indemnité équivalente de ſes Confédérez amis & intereſſez demeureront en tout, & par tout dans les termes des conventions & clauſes particulieres ci-devant & ci après inſerées, mais l'équivalent, compenſation & promeſſes faites ſeront obſervées fidelement à l'égard du Roi & la Couronne de Suéde.

§. 9. Tous les Couvents, Chapitres, Commanderies, Fondations, Ecoles, Hopitaux & autres biens Eccléſiaſtiques médiats, avec leurs revenus & juriſdictions, comme ils peuvent ou pourront être nommés, leſquels les Electeurs & Etats de la Confeſſion d'Augsbourg ont poſſedés le premier Janvier 1624. les poſſederont encore ſans aucun changement, ſoit qu'en vertu de cette Tranſaction, il s'en ſoit fait ou s'en faſſe quelque reſtitution, ils les garderont

quelques pactes anterieurs de Tranſactions générales ou ſpéciales *Litis pendentis*, de Sentences de droits, Decreta, Mandats, Reſcrips, Pareatis, revertales & tous autres prétextes généralement quelconques. Ainſi en quelque lieu que l'on ait attiré ou ſouſtrait quelque choſe touchant leſdits biens, leurs apartenances & fruits aux Etats de la Confeſſion d'Augsbourg dans le ſuſdit tems, de quelque maniere que ce ſoit, juridiquement ou hors des voyes de juſtice, ſeront retablis dans leur état ſans délai ni difference d'eſpece, & en particulier Couvents, Fondations, biens Eccléſiaſtiques que le Duc de Wirtemberg poſſedoit l'an 1624. avec toutes leurs appartenances & revenus, quelque part où ils puiſſent être ſitués, & même les Titres & Documents enlevés ſeront rendus & reſtitués dans leur état précédent, & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg qui ſeront rentrés en poſſeſſion, jouiront à l'avenir ſans pouvoir être troublez en aucune maniere, mais au contraire maintenus & protègez.

§. 10. Les Couvents médiats, Fondations & Confrairies Catholiques doivent garder de même la poſſeſſion de ce dont ils jouiſſoient le premier Janvier 1624. bien qu'ils ſoient ſitués dans des Territoires ou Seigneuries Proteſtantes, ſans pouvoir paſſer néanmoins à d'autre Ordre Religieux, mais demeureront à ceux qui ont été premiérement devouez à moins que cet Ordre ne fût totalement éteint; car en ce cas il ſera permis au Magiſtrat Catholique de ſubſtituer de nouveaux Religieux, d'un autre Ordre qui ait ſubſiſté en Allemagne avant les troubles de Religion.

Dans toutes les Fondations, Egliſes Collégiales, Monaſteres, Hopitaux médiats, où les Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg ont vécu pêle mêle, ils y vivront de même dorenavant au même nombre qui s'y trouva le premier jour de Janvier 1624. Et l'exercice de la Religion demeurera auſſi de même qu'il étoit en quelque lieu que ce ſoit leſdits jour & an, ſans trouver ni empêchement de l'une ou de l'autre partie. Dans toutes les Fondations médiates, où Sa Majeſté Impériale exerçoit le premier jour de Janvier l'an 1624. le droit des premiéres Priéres, elle l'exercera à l'avenir en la maniere ci-deſſus expliquée pour les biens immédiats. Et à l'égard des mois du Pape, il en ſera uſé de même qu'il en a été diſpoſé ci-deſſus au §. 5. Les Archevêques, & ceux à qui ſemblable droit appartient, conféreront auſſi les Bénéfices des mois extraordinaires. Que ſi ceux de la Confeſſion d'Augsbourg avoient audit jour & an, dans ces ſortes de biens Eccléſiaſtiques médiats, poſſedez réellement, totalement, ou en partie par les Catholiques, les droits de preſentation, de viſite,

d'in-

dans ſes biens Eccleſiaſtiques mediats aucun préjudice à la Coutume de la Religion Catholique, & que les Droits appartenans au Magiſtrat Eccleſiaſtique des Catholiques par l'inſtitution de l'Ordre ſur les mêmes Eccleſiaſtiques, lui ſoient conſervez en entier & ſans aucun changement. Auxquelles pareillement ſi les Elections & Collations des Prebendes vacantes n'étoient pas faites au temps convenable, le droit devolu demeurera ſain & entier.

Quant aux engagemens Impériaux, d'autant qu'on trouve qu'il a été arrêté dans la Capitulation Impériale que l'Elu Empereur des Romains eſt tenu de confirmer ces mêmes engagemens aux Electeurs, Princes, & autres Etats immédiats de l'Empire, & de leur en aſſurer & conſerver la poſſeſſion tranquille & paiſible, on eſt convenu que cette diſpoſition ſera obſervée juſqu'à ce qu'il en ſoit autrement ordonné, du conſentement des Electeurs, Princes & Etats; & que pour ce ſujet on reſtituera auſſitôt pleinement & entierement à la Ville de Landaw, & à celle de Weiſſenbourg en Nordgaw, les engagemens Impériaux qui leur ont été enlevez en rendant le ſort principal. Toutefois pour les biens que les Etats de l'Empire ont obligé ſous titre d'engagemens depuis un temps immemorial les uns aux autres, il ne ſera autrement donné lieu pour ce regard au dégagement, à moins que les exceptions des Poſſeſſeurs, & le merite des cauſes ne ſoient ſuffiſamment examinez. Que ſi de ſemblables biens ont été occupez pendant cette guerre par quelqu'un ou ſans préalable connoiſſance de cauſe, ou ſans payer le ſort principal, ils ſeront auſſitôt entierement reſtituez avec les titres aux premiers poſſeſſeurs: & ſi la Sentence donnoit lieu au dégagement & avoit paſſé pour choſe jugée, enſorte que la reſtitution s'en ſeroit enſuivie après le Payement du ſort principal, il doit être tout-à-fait libre au Seigneur direct d'introduire publiquement en ces ſortes de terres engagées, qui ſeront retournées à lui, l'Exercice de ſa Religion. Toutefois les habitans & les Sujets ne ſeront pas contraints d'en ſortir, ni de quiter la Religion qu'ils avoient embraſſée ſous le précedent poſſeſſeur de ſemblables terres engagées; mais ils auront le libre exercice de leur Religion dans les Egliſes, où ils l'auront eu ci-devant.

A l'égard de la Nobleſſe libre & immediate de l'Empire, & de tous & chacuns ſes Membres, avec leurs Sujets, & biens feodaux & allodiaux, ſi ce n'eſt peut-être qu'on trouve qu'ils ſoient Sujets en quelques lieux à d'autres Etats pour raiſon des biens & pour le regard du Territoire ou du domicile, ils auront en vertu de la Paix de Religion & de la préſente Convention, dans les droits concernant la Religion & dans les Benefices en provenans, pareil droit que celui qui appartient aux Electeurs, Princes & Etats, & n'y ſeront non plus qu'eux dans les leurs, empêchez ni troublez ſous quelque prétexte que ce ſoit; & tous ceux qui auront été troublez ſeront reſtituez en leur entier.

concernant la Religion; enſorte que tout ce qui a été généralement reglé & convenu de ceux-là, ſera tenu pour dit & entendu de ceux-ci, nonobſtant que dans les Villes où le Magiſtrat & les Bourgeois n'auroient introduit l'an 1624. autre exercice de Religion que celui de la Confeſſion d'Ausbourg, ſelon la coutume & les Statuts de chaque lieu, quelques Bourgeois Catholiques y faſſent leur domicile; & même que dans quelques Chapitres, Egliſes Collegiales, Monaſteres, Cloîtres y ſitués, dépendans médiatement ou immédiatement de l'Empire, l'exercice de la Religion Catholique ſoit en vigueur, & au même état qu'il étoit le premier jour de Janvier 1624. dans lequel entierement tant activement que paſſivement ils ſeront laiſſez à l'avenir avec le Clergé qui n'a point été introduit depuis ledit terme, & avec les Bourgeois Catholiques qui s'y trouvoient alors. Avant toutes choſes les Villes Impériales attachées ou à une ſeule Religion, ou à toutes les deux, & entre elles principalement la Ville d'Augsbourg, comme auſſi Dunckelſpiel, Biberach, Ravensbourg, & Kauffbeur, qui dès l'an 1624. ont été moleſtées par la voye ou hors de la voye de la Juſtice, en quelque façon que cela ſe ſoit fait à cauſe de la Religion, & à cauſe des biens Eccleſiaſtiques qu'elles avoient occupez & reformez avant ou après la Tranſaction de Paſſau; & la Paix de la Religion qui ſuivit, ne ſeront pas moins pleinement rétablis au même état qu'elles étoient le premier jour de Janvier de l'an 1624. tant au ſpirituel qu'au temporel, que les autres Etats Superieurs de l'Empire: auquel état elles ſeront conſervées ſans aucun trouble, comme les autres qui alors poſſedoient, ou en ont depuis ce temps-là recouvré la poſſeſſion, & ce juſqu'à l'accommodement à l'amiable des Religions. Il ne ſera licite à aucune des parties de ſe troubler l'une l'autre dans l'exercice de ſa Religion dans les ceremonies & uſages de leurs Egliſes; mais les Bourgeois demeureront paiſiblement enſemble, ſe conduiront honnêtement les uns envers les autres, & auront en tous lieux l'uſage libre de leur Religion & de leurs biens; toutes choſes jugées & tranſigées, ou pendantes aux Tribunaux de la Juſtice, & autres exceptions énoncées dans l'Article IX. excepté ce qui concerne les affaires civiles des Villes d'Augsbourg, Dunkelſpiel, Biberach & Ravensbourg & le contenu de l'Article II.

§ 12. Quant à ce qui regarde les Comtes, Barons, Nobles, Vaſſaux, Villes, Fondations, Monaſteres, Etats immediats de l'Empire, Eccleſiaſtiques ou Seculiers, comme il appartient à ces Etats immédiats d'avoir avec le droit de Territoire & de ſuperiorité, ſelon la pratique commune qui a été uſitée juſqu'à préſent par tout l'Empire, *jus reformandi*, & qu'ayant autrefois été accordé dans la Paix de la Religion au ſujet de tels Etats qui ne ſeroient pas de la Religion du Seigneur du Territoire, *Beneficium emigrandi*, il auroit été de plus ordonné, pour conſerver une plus parfaite con-

corde

pas de nouvelle Conſtruction de ladite année, le retiendront auſſi à l'avenir avec les annexes ou dépendances, ſelon qu'ils l'ont eu ou qu'ils pourront prouver l'avoir pratiqué dans ladite année.

Par telles Annexes on entend l'inſtitution des Conſiſtoires & des Miniſtres, tant des Ecoles que des Egliſes, le droit de patronage, & autres pareils droits, & ils n'en demeureront pas moins en poſſeſſion que de tous les Temples, Fondations, Monaſteres, Hôpitaux, & de toutes leurs appartenances, revenus & augmentations qui étoient dans ce tems-là en leur pouvoir; toutes leſquelles choſes ſeront toujours & en tous lieux obſervées, juſqu'à ce qu'on ſoit autrement convenu ſur le fait de la Religion Chrétienne, ſoit généralement, ou entre les Etats immédiats, & leurs Sujets d'un conſentement mutuel, afin que perſonne ne ſoit troublé par qui que ce ſoit, ni par aucune voie ou maniere que ce puiſſe être, mais qu'au contraire ceux qui ont été troublez, ou en quelque façon deſtituez, ſoient reſtituez à pur & à plein ſans aucune exception en l'état où ils étoient l'an 1624. La même choſe ſera obſervée à l'égard des Sujets Catholiques qui ſont dans les Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, où ils avoient l'an 1624. l'uſage & l'exercice public ou privé de la Religion Catholique.

Les Pactes, Tranſactions, Conventions ou Conceſſions, qui ſont ci-devant intervenuës, ou ont été accordées & paſſées entre les Etats immédiats de l'Empire, & leurs Etats Provinciaux & Sujets ci-deſſus mentionnez, pour introduire, permettre, & conſerver l'exercice public ou privé de la Religion, demeureront en leur force & vigueur, entant qu'elles ne ſont pas contraires à l'obſervance de l'an 1624. & il ne ſera aucunement permis de s'en éloigner que d'un conſentement mutuel, nonobſtant toutes Sentences, Reverſales, Accords, & Tranſactions quelconques contraires à la ſuſdite obſervance de l'an 1624. leſquelles, attendu qu'elle ſert comme de regle, demeureront nulles; & ſpecialement ce que l'Evêque de Hildesheim, & les Ducs de Brunſwick-Lunebourg, ont tranſigé & ſtipulé par certains pactes en l'an 1643. touchant la Religion des Etats & des Sujets de l'Evêché de Hildesheim, & ſon exercice.

Il a été en outre trouvé bon, que ceux de la Confeſſion d'Augsbourg qui ſont Sujets des Catholiques & les Catholiques Sujets des Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, qui n'avoient eu l'an 1624. en aucun tems de l'année l'exercice public ou privé de leur Religion & qui après la Paix publiée profeſſeront & embraſſeront une Religion differente de celle du Seigneur Territorial, ſeront en conſéquence de ladite Paix

à cauſe de leur Religion; ni ne ſeront exclus de la Communauté des Marchands, des Artiſans, & des Tribus, non plus que privez des Succeſſions, Legs, Hôpitaux, Leproſeries, Aumônes, & autres droits ou commerces, & moins encore des cimetieres publics, ou de l'honneur de la ſepulture; & il ne ſera exigé aucune autre choſe pour les frais de leurs Funerailles que les droits qu'on a accoutumé de payer pour les Mortuaires aux Egliſes Paroiſſiales; enſorte qu'en ces choſes & autres ſemblables, ils ſoient traitez de même que les Concitoyens, & ſûrs d'une juſtice & protection égale. S'il arrivoit qu'un Sujet voulût de ſon plein gré changer de demeure ou vendre ſes biens, il lui ſera libre de le faire, & nonobſtant qu'il change de demeure il lui ſera libre de faire adminiſtrer par d'autres ſes biens qu'il retiendra, & toutes & quantefois qu'il ſera neceſſaire, il pourra y venir ou les vendre; enſorte qu'on ne pourra empêcher ſous aucun prétexte, même celui de ſervitude, ces changemens de Domicile, ni en ce cas refuſer à ceux qui ſe retirent les témoignages & preuves de leur naiſſance, de leur depart, de leurs métiers & de leurs bonnes mœurs: enfin on ne pourra charger leurs biens d'aucuns droits extraordinaires comme reverſales, decimations &c.

§ 13. Enfin les Sujets des Etats immédiats, qui après la publication de cette Paix embraſſeront une Religion differente de celle de leur Souverain, ſeront obligez, en ayant ordre de leur Souverain, de ſortir de ſes terres dans le terme de dix ans; & au cas que dans cet eſpace de tems ils ne puiſſent vendre leurs biens, ni trouver les moyens de les tranſporter, ou qu'ils ayent negligé de le faire, on leur accordera encore cinq années. Mais s'ils different encore après ce terme écoulé, le Magiſtrat ne ſera pas obligé de les ſouffrir plus longtems, & pourra les contraindre à partir, en les laiſſant néanmoins jouïr des Droits qu'on accorde à ceux qui ſe retirent d'eux-mêmes.

Les Princes de Sileſie qui ſont de la Confeſſion d'Augsbourg, ſavoir les Ducs de Brieg, Lignits, Munſterberg, & d'Oels, comme auſſi la Ville de Breſlaw, ſeront maintenus dans leurs Droits & Privileges obtenus avant la Guerre, auſſi bien que dans le libre exercice de leur Religion, lequel leur a été concédé par grace Impériale & Royale; & pour ce qui touche les Comtes, Barons, & Nobles & leurs Sujets dans les autres Duchez de Sileſie, qui dépendent immédiatement de la Chambre Royale, comme auſſi les Comtes, Barons, & Nobles demeurans préſentement dans la Baſſe Auſtriche, quoique le droit de reformer l'exercice de la Religion, n'appartienne pas moins à Sa Majeſté Impériale, qu'aux autres

de frequenter l'exercice de la ſuſdite Confeſſion dans les lieux voiſins hors du Territoire, pourvû que dans les autres choſes *ils* ne troublent point la tranquillité & la Paix publique, & ſe montrent tels qu'ils doivent être à l'égard de leur Prince Souverain. Que ſi cependant quelques-uns s'en retiroient volontairement, & qu'ils ne vouluſſent pas vendre, ou ne puſſent pas commodément donner à ferme leurs biens immeubles, *ils* auront toute liberté d'aller & de venir pour prendre garde, & avoir inſpection ſur leursdits biens : faveur qui ne ſera que pour ceux de la Confeſſion d'Augsbourg & qui ne s'étendra pas à ceux d'une autre Religion.

§ 14. Le droit de reformer ne dépendra pas de la ſeule qualité feodale ou ſous-feodale, ſoit qu'elle procede du Royaume de Boheme, ou des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ou d'ailleurs. Mais ces Fiefs & Atriere-fiefs, Vaſſaux, Sujets, & les biens Eccleſiaſtiques dans les cauſes de Religion, & tout ce que le Seigneur du Fief y peut prétendre, ou y auroit introduit & ſe ſeroit arrogé de droit, ſeront à perpetuité conſiderez ſuivant l'état du prémier jour de Janvier de l'année 1624. & ce qui aura été innové au contraire, ſoit par la voye ou hors la voye de la Juſtice, ſera ſupprimé & rétabli en ſon prémier état.

Que ſi on avoit été en conteſtation pour le droit de Territoire, avant ou après le terme de l'an 1624. ce droit demeurera à celui qui en étoit poſſeſſeur cette année-là, juſqu'à ce que l'on ait connu de l'affaire, & que l'on ait prononcé ſur le poſſeſſoire & le petitoire, ce qui s'entend quant à l'exercice public. Mais on ne pourra à cauſe du changement de Religion qui ſera cependant arrivé, contraindre les Sujets de ſortir du Païs pendant la durée du procès touchant le Territoire. Dans les lieux où les Etats Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg jouiſſent également du droit de ſuperiorité, le même droit demeurera tant à l'égard de l'exercice public que des autres choſes concernant la Religion au même état qu'il étoit le jour de l'an ſuſdit.

La ſeule juriſdiction criminelle, & le ſeul droit de glaive, de retention de cauſes, de Patronage, de filialité, ne donneront ni conjointement ni ſeparement le droit de reformer ; c'eſt pourquoi les Reformations qui ſe ſont introduites ſous cette couleur, ou par quelques pactes, ſeront caſſées, les lieux ſeront reſtituez, & on s'abſtiendra tout à fait à l'avenir d'en faire de ſemblables.

§ 15. A l'égard de toutes ſortes de revenus appartenans aux biens Eccleſiaſtiques & à leurs poſſeſſeurs, on obſervera avant toutes choſes ce qui ſe trouve avoir été ordonné dans la Paix de Religion au Paragraphe, *Pareillement les Etats de la Confeſſion d'Augsbourg &c.* Et au Paragraphe, *Comme auſſi aux Etats qui ſont de l'ancienne, &c.* Mais les revenus, cens, dixmes, rentes, qui en vertu de ladite Paix de Religion ſont dûs aux Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, ſituez tout au dedans ou au dehors des Territoires, & pareillement s'il appartient aux Etats Catholiques quelque droit ſemblable au dedans ou au dehors des biens Eccleſiaſtiques aquis par les Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, tous retiendront de bonne foi les Droits dont ils ont joui ; en ſorte toutefois que les revenus des biens Eccleſiaſtiques ne ſoient pas l'uſage ou la jouiſſance de ſemblables Droits, ni trop chargez ni épuiſez.

Les revenus, dixmes, cens, & rentes, qui ſont dus par d'autres Territoires aux Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, pour les fondations qui ſe trouvent préſentement ruinées & démolies, ſeront payez auſſi à ceux qui le premier Janvier 1624. étoient en poſſeſſion ou quaſi-poſſeſſion de les percevoir. Et pour les Fondations qui depuis l'année 1624. ont été détruites, ou tomberont à l'avenir en ruine, les revenus en ſeront payez, même dans les autres Territoires, au Seigneur du Monaſtere détruit, ou du lieu où le Monaſtere étoit ſitué. De même les Fondations qui étoient le premier jour de Janvier 1624. en poſſeſſion ou quaſi-poſſeſſion du droit de décimer ſur les terres novalles dans un autre Territoire, le ſeront auſſi à l'avenir ; mais qu'il ne ſoit demandé aucun nouveau droit. Entre les autres Etats & Sujets de l'Empire, le droit touchant les dixmes des terres novalles ſera tel que le droit commun, ou la coutume, ou l'uſage de chaque lieu en ordonnent, ou ainſi qu'il a été convenu par ſtipulations volontaires.

§ 16. Le Droit Dioceſain, & toute Juriſdiction Eccleſiaſtique, de quelque eſpece qu'elle puiſſe être, demeurera ſuſpenduë juſqu'à l'accommodement final du différend de la Religion, contre les Electeurs, Princes & Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, y compris la Nobleſſe libre de l'Empire, & contre leurs Sujets, tant entre les Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg, qu'entre les Etats de la Confeſſion d'Augsbourg : & le Droit Dioceſain, & la Juriſdiction Eccleſiaſtique ſe renfermeront dans les bornes de chaque Territoire. Pour obtenir toutefois le payement des revenus, cens, dixmes, & rentes que les Catholiques auront à recevoir dans les Domaines des Etats de la Confeſſion d'Augsbourg, où les Catholiques étoient en l'année 1624. notoirement en poſſeſſion ou quaſi-poſſeſſion de l'exercice de la Juriſdiction Eccleſiaſtique, leſdits Catholiques jouiront auſſi dorenavant de ladite Juriſdiction ; mais ce ne ſera ſeulement qu'en exigeant ces mêmes revenus ; & il ne ſera procedé à aucune exécution, ſinon après la troiſiéme ſommation. Les Etats Provinciaux & Sujets de la Confeſſion d'Augsbourg qui en l'an 1624. reconnoiſſoient la Juriſdiction Eccleſiaſtique des Catholiques, demeureront pareillement ſujets à la ſuſdite Juriſdiction dans les cas qui ne concernent point la Confeſſion d'Augsbourg, & pourvû qu'on ne leur enjoigne, à l'occaſion des procès aucune choſe contraire à ladite Confeſſion

... conditions ou propoſitions contraires. Sera auſſi nul, tout ce qui a été juſqu'à preſent produit & publié au contraire; mais s'il s'élevoit quelque doute de là ou d'ailleurs, ou qu'il en reſultât quelqu'un des cauſes concernant la Paix de la Religion, ou cette préſente Tranſaction, le tout ſera reglé par voie amiable dans les Dietes, ou autres aſſemblées de l'Empire, par les principaux de l'une & de l'autre Religion.

§ 18. Dans les Aſſemblées ordinaires des Deputez de l'Empire, le nombre des Chefs de l'une & de l'autre Religion ſera égal; & pour les perſonnes, ou pour les Etats de l'Empire qui lui devront être adjoints, il en ſera ordonné dans la Diete prochaine. Si dans ces Aſſemblées de Deputez, auſſi bien que dans les Dietes générales il y vient des Députez ſoit d'un, ou de deux ou de trois Colleges de l'Empire, pour quelque occation ou affaire que ce ſoit, le nombre des Députez des Chefs de l'une & de l'autre Religion ſera égal. Et où il ſe rencontrera des Officiers à expedier dans l'Empire par commiſſions extraordinaires, ſi l'affaire n'eſt qu'entre les Etats de la Confeſſion d'Augsbourg on ne deputera que de ceux de cette Religion; que ſi l'affaire ne regarde que les Catholiques, on ne députera que des Catholiques; & ſi la choſe concerne les Etats Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg, on nommera & ordonnera des Commiſſaires en nombre égal de l'une & de l'autre Religion. Il a été trouvé bon auſſi, que les Commiſſaires faſſent leur rapport des affaires par eux faites; & qu'ils y ajoutent leurs ſuffrages; mais qu'ils ne finiſſent rien par forme de ſentence.

§ 19. Dans les cauſes de Religion, & en toutes autres affaires où les Etats ne peuvent être conſiderez comme un Corps, de même auſſi les Etats Catholiques & ceux de la Confeſſion d'Augsbourg ſe diviſions en deux partis, la ſeule voie à l'amiable decidera les differens, ſans s'arrêter à la pluralité des ſuffrages. Pour ce qui regarde pourtant la pluralité des voix dans la matiere des impoſitions, cette affaire n'ayant pû être decidée en l'Aſſemblée préſente, elle eſt renvoyée à la Diete prochaine.

§ 20. En outre, comme à cauſe des changemens arrivés par la préſente Guerre, & autres raiſons, il a été allegué pluſieurs choſes pour faire transferer le Tribunal de la Chambre Impériale en quelque autre lieu plus commode à tous les Etats de l'Empire, & auſſi pour préſenter le Juge, les Préſidens, les Aſſeſſeurs & autres Officiers de Juſtice, en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, & pour regler pareillement d'autres affaires appartenant à ladite Chambre Impériale, leſquelles ne peuvent pas entierement être expédiées en la préſente Aſſemblée, à cauſe de l'importance du fait, on eſt

en la Chambre Aulique: & à cette fin Sadite Majeſté tirera des Cercles où la Confeſſion d'Augsbourg eſt ſeule, ou conjointement avec la Religion Catholique en vigueur, quelques Sujets de la Confeſſion d'Augsbourg, doctes & verſez dans les affaires de l'Empire, en tel nombre toutefois que le cas échéant il puiſſe y avoir égalité de Juges de l'une & de l'autre Religion.

On a demandé que le choix & l'entretien de ces Aſſeſſeurs de la Confeſſion d'Augsbourg fût remis aux Cercles de ladite Religion, mais Sa Majeſté Impériale s'eſt reſervé de ſe déclarer lorſqu'on en deliberera dans la premiere Diete générale de l'Empire.

Quant à la procedure judiciaire, le Reglement de la Chambre Impériale ſera pareillement obſervé dans le Conſeil Aulique, en tout & par tout. Alors afin que les Parties en plaidant ne ſoient pas deſtituées de tout ſecours ſuſpenſif, au lieu de la reviſion uſitée en ladite Chambre, il ſera licite à la Partie leſée d'appeller à Sa Majeſté Impériale de la Sentence donnée par le Conſeil, afin que le procès ſoit revû de nouveau par d'autres Conſeillers en nombre égal de l'une & de l'autre Religion, capables du poids de l'affaire, non alliez des Parties, & qui n'ayent pas aſſiſté à dreſſer ou prononcer la premiere Sentence, ou du moins qui n'ayent pas été Rapporteurs ou Corapporteurs du procès: & il ſera loiſible à ſa Majeſté Impériale dans les cauſes de conſequence, & d'où on pourroit craindre qu'il n'arrivât quelque deſordre dans l'Empire, de demander ſur ce l'avis & les ſuffrages de quelques Electeurs & Princes de l'une & de l'autre Religion. La viſite du Conſeil Aulique ſe fera autant de fois qu'il ſera néceſſaire par l'Electeur de Mayence, obſervant ce qui dans la prochaine Diete ſera, du conſentement commun des Etats, jugé à propos d'être obſervé.

Mais s'il ſe rencontre quelques doutes touchant l'interpretation des Conſtitutions Impériales, & des Recès publics, ou que dans les jugemens des cauſes Eccleſiaſtiques il naiſſe de la parité des Aſſeſſeurs de l'une & de l'autre Religion des opinions contraires, alors qu'ils ſoient renvoyez à une Diete générale de l'Empire. Au reſte tant dans le Conſeil Aulique que dans la Chambre Impériale, ſeront laiſſez en leur entier aux Etats de l'Empire, le privilege de premiere inſtance, celui des Auſtregues, & les Droits & privileges de ne point appeller; & ils n'y ſeront point troublez, ni par Mandemens, ni par Commiſſions ou Evocations, ni par aucune autre voye. Enfin pour ce qui concerne l'abolition des Cours de Rotweil, de Suabe, de Haguenaw, & autres établies en divers endroits de l'Empire, la choſe a été jugée trop

Par Haute Saxe	5	0
Par Autriche	0	5
Par Bourgogne	0	5
Par Franconie	3	2
Par Baviere	1	4
Par Suabe	3	2
Par Haut-Rhin	3	2
Par Weſtphalie	3	2
Par Baſſe Saxe	5	0

Mais l'Empereur nommera ſeul les Preſidens qui doivent toujours remplir la place d'un des Juges; & Sa Majeſté Impériale nommera tantôt un Evangelique, tantôt un Catholique.

Article VI.

Il eſt ſtipulé du conſentement de Sa Majeſté Impériale & des Etats de l'Empire que les Electeurs & Etats, que l'on nomme Reformez, avec leurs Pais & Sujets doivent également jouïr de la Paix de l'Empire de celle de Religion & de la préſente Convention & qu'il ſera rendu Juſtice contre les contrevenans, ſauf néanmoins dans tout le reſte de l'Empire les pactes, privileges, reverſales & autres diſpoſitions touchant la Religion & ſon exercice & tout ce qui en dépend & dont les Sujets ont été favoriſés par leurs Souverains, quoique ce ſoit & en quelque lieu que ce ſoit où depuis longtems ils en ont l'uſage ou par d'autre raiſon. Si à l'avenir un Prince auquel apartient le droit de Territoire, paſſoit des Evangeliques aux Réformez ou de ceux-ci aux prémiers, ou s'il acqueroit ou recouvroit par droit de ſucceſſion ou autrement quelque Principauté, Seigneurie ou Terres où fut établi l'exercice de la Confeſſion d'Aug-bourg ou de la Religion reformée, il lui ſera permis d'avoir ſon Miniſtre particulier de ſa Religion, mais non pas à la charge de ſes Sujets. Mais il ne lui ſera pas loiſible de changer l'exercice de la Religion, ni les Loix ou Conſtitutions Eccleſiaſtiques qui auront été reçuës ci-devant, non plus que d'ôter aux prémiers, les Temples, Ecoles, Hôpitaux, ou les revenus, penſions, & ſalaires y appartenans, & les appliquer aux gens de ſa Religion, moins encore d'obliger ſes Sujets ſous prétexte de Droit de Territoire, de Droit Epiſcopal, & de Patronage ou autre, de recevoir pour Miniſtres ceux d'une autre Religion, ou donner directement ou indirectement à la Religion des autres aucun autre trouble ou empêchement. Et afin que cette Convention ſoit obſervée plus exactement, il ſera permis, en cas de tel changement, aux Communautez même de préſenter, ou ſi elles n'ont pas droit de préſenter, de nommer des Miniſtres capables tant pour les Ecoles que pour l'Egliſe, leſquels ſeront examinez & ordonnez dans le lieu que les mêmes Communautez auront choiſis, leſquels ſeront enſuite confirmez par le Prince ou par le Seigneur ſans aucun refus.

Les viſites ne ſe pourront auſſi faire que par des perſonnes de la même Religion dont l'exercice ſe fait publiquement dans le même endroit, & les Aſſeſſeurs des Conſiſtoires de-

[illegible] concerne les Griefs, & ceux qui ſont en poſſeſſion cette année y ſeront maintenus tant pour le poſſeſſoire que pour le petitoire.

Le Sereniſſime &c. Prince d'Anhalt ayant il y a quelques années paſſées pris la Regence de ſa Principauté à lui-même, il pourra introduire ſelon ſon Droit de Seigneur du Païs, l'exercice de la Religion de la Confeſſion d'Ausbourg comme il le lui eſt permis, ainſi qu'aux Comtes ou autres auſquels appartient le *Jus reformandi* & qui depuis le tems qu'ils ſont en poſſeſſion legitime de leurs Terres & Seigneuries, n'y ont encore fait aucun changement par raport à la Religion, pourront le faire ci-après en vertu de la préſente Tranſaction qui ne leur en ôte pas le droit.

Article VII.

Et afin de pourvoir à ce que dorenavant il ne naiſſe plus de differens dans l'Etat Politique; que tous & chacun les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire Romain, ſoient tellement établis & confirmez en leurs anciens droits, prerogatives, libertez, privileges, libre exercice du Droit Territorial tant au ſpirituel qu'au temporel, Seigneuries, Droits regaliens, & dans la poſſeſſion de toutes ces choſes en vertu de la préſente Tranſaction, qu'ils ne puiſſent jamais y être troublez par qui que ce ſoit, ſous aucun prétexte que ce puiſſe être. Qu'ils jouiſſent ſans contradiction du droit des ſuffrages dans toutes les déliberations touchant les affaires de l'Empire, ſur tout où il s'agira de faire ou interpreter des Loix, reſoudre une Guerre, impoſer un Tribut, ordonner des levées & logemens de Soldats, conſtruire au nom du public des Forteresſes nouvelles dans les Terres des Etats, ou renforcer les anciennes de Garniſons, & traiter d'autres ſemblables affaires, qu'aucune de ces choſes ou de ſemblables ne ſoit faite ou reçuë ci après, ſans l'avis & le contentement d'une Aſſemblée libre de tous les Etats de l'Empire; que ſur tout chacun des Etats de l'Empire jouiſſent librement & à perpetuité, du droit de faire entr'eux, & avec les étrangers des Alliances pour la conſervation & ſureté d'un chacun, pourvû néanmoins que ces ſortes d'Alliances ne ſoient ni contre l'Empereur & l'Empire, ni contre la Paix publique, ni principalement contre cette Tranſaction, & qu'elles ſe faſſent ſans préjudice en toutes choſes, du ſerment dont chacun eſt lié à l'Empereur & à l'Empire.

Que les Etats de l'Empire s'aſſemblent dans l'eſpace de.... mois & de là en avant toutes les fois que l'utilité ou la néceſſité publique le requerra; que dans la prémiere Diete, on corrige ſur tout les défauts des précedentes Aſſemblées; & de plus que l'on y traite & ordonne de l'élection des Rois des Romains, de la Capitulation Impériale qui doit être redigée en termes qui ne puiſſent être changez, de la maniere & de l'ordre qui doit être obſervé pour mettre un ou pluſieurs Etats au Ban de l'Empire,

outre

voix decisive dans les Dietes générales & particulieres comme les autres Etats de l'Empire ; & qu'il ne ſoit point touché à leurs Droits regaliens, revenus annuels, libertez, Privileges de confiſquer & lever des impôts, ni à ce qui en depend, non plus qu'aux autres Droits qu'ils ont legitimement obtenus de l'Empereur & de l'Empire, ou qu'ils ont poſſedez & exercez par un long uſage avant ces troubles, avec une entiere Juriſdiction dans l'enclos de leurs murailles & dans leur Territoire ; demeurant à cet effet caſſées, annullées, & à l'avenir défenduës toutes les choſes qui par repréſailles, arrêts actes, empêchemens de paſſage, & autres préjudiciables, ont été faites & attentées au contraire juſques lei par une autorité privée durant la Guerre, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, ou qui dorenavant pourroient être faites & exécutées ſans aucune prétenduë formalité legitime de droit.

Qu'au reſte toutes les loüables Coutumes, Conſtitutions, & Loix fondamentales de l'Empire Romain, ſoient à l'avenir étroitement gardées, toutes les confuſions qui ſe ſont introduites pendant la Guerre étant ôtées.

Les Maitres des Poſtes dans les Villes Allemandes doivent être exempts de toutes les Actions perſonnelles, mais non pas des réelles.

La Ville d'Erffort prétendant être une Ville immédiate de l'Empire, il lui ſera permis de le prouver devant Sa Majeſté Impériale.

Quant à la recherche d'un moyen équitable & convenable, par lequel la pourſuite des Actions, contre les debiteurs ruinez par les calamitez de la Guerre, ou chargez d'un trop grand amas d'intérêts, puiſſe être terminée avec moderation, pour obvier à de plus grands inconvéniens qui en pourroient naître, & qui ſeroient nuiſibles à la tranquilité publique ; Sa Majeſté Impériale aura ſoin de faire prendre & recueillir les avis & ſentimens, tant du Conſeil Aulique que de la Chambre Impériale, afin que dans la Diete prochaine, ils puiſſent être propoſez, & qu'il en ſoit formé une Conſtitution certaine. Que cependant dans les cauſes de cette nature, qui ſeront portées aux Tribunaux Superieurs de l'Empire, ou aux Tribunaux particuliers des Etats, les raiſons & les circonſtances qui ſeront alleguées par les Parties ſoient bien peſées, & que perſonne ne ſoit lezé par des exécutions immoderées.

Article VIII.

Et d'autant qu'il importe au Public que la Paix étant faite le Commerce refleuriſſe de toutes parts, & que les Sujets de l'Empire puiſſent joüir de leurs biens, Droits & Revenus, comme auparavant, & que les Marchandises & Denrées puiſſent être conſervez, aux Ports, & aux Rivieres. Sauf les Droits des Seigneurs auxquels on ne prétend donner même atteinte ; il y a une entiere liberté de Commerce, & un paſſage libre & aſſuré par toutes ſortes de lieux ſur Mer & ſur Terre, & partant qu'à tous & chacun des Vaſſaux, Sujets, Habitans, & Serviteurs des Alliez de part & d'autre, la permiſſion d'aller & venir négocier & de s'en retourner, ſoit donnée & ſoit entendue leur être concedée en vertu de ces préſentes, ainſi qu'il étoit libre à un chacun d'en uſer de tous côtez avant les troubles d'Allemagne ; & que les Magiſtrats de part & d'autre ſoient tenus de les proteger & defendre contre toute ſorte d'oppreſſion & de violences, de même que les propres Sujets des lieux, ſans préjudice des autres Articles de cette Convention, & les Loix & Droits particuliers de chaque lieu.

Article IX.

Enſuite la Séreniſſime Reine de Suéde ayant demandé qu'on lui donnât ſatisfaction pour la reſtitution qu'elle eſt obligée de faire des Places par elle occupées pendant cette Guerre, & que l'on pourvût par des moyens legitimes au rétabliſſement de la Paix publique dans l'Empire, Sa Majeſté Impériale pour ce ſujet, du conſentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & particulierement des intereſſez, céde à ladite Sereniſſime Reine, ſes futurs Héritiers & Succeſſeurs, en vertu de la preſente Tranſaction, les Provinces ſuivantes, de plein droit en Fief perpetuel & immédiat de l'Empire.

§. 1. Toute la Pomeranie Citerieure, communément dite *Voor Pommern*, enſemble l'Iſle de Rugen, contenuës dans les limites qu'elles avoient ſous les premiers Ducs de Pomeranie, de plus dans la Poméranie Ulterieure, les Villes de Stetin, Garts, Dam, Golnau, & l'Iſle de Wolin, avec la Riviere d'Oder, & le Bras de Mer qu'on apelle communément, le Fuſchaff ; item, les trois embouchures de Peene, de Swine, de Dievenow, & la terre de l'une & de l'autre côté adjacente, depuis le commencement du Territoire Royal juſques à la Mer Baltique, en telle largeur du Rivage Oriental, dont on conviendra amiablement entre les Commiſſaires Royaux & Electoraux, qui ſeront nommez pour le reglement plus exact des limites & autres particularitez.

Sa Majeſté Royale & le Royaume de Suéde tiendra & poſſedera dès ce jourd'hui à perpetuité en Fiefs Héréditaires, le Duché de Pomeranie & la Principauté de Rugen, & en joüira & uſera librement & inviolablement. Enſemble des Domaines & lieux annexez, & de tous les

Sa Majeſté Royale & le Royaume de Suéde, aura auſſi à l'avenir à perpetuité tous les Droits que les Ducs de Pomeranie Citerieure ont eu en la collation des Dignitez, & des Prebendes du Chapitre de Camin, avec pouvoir de les éteindre, & de les incorporer au Domaine Ducal, après la mort des Chanoines d'apreſent : mais pour tout ce qui en avoit appartenu aux Ducs de la Pomeranie Ulterieure, cela demeurera à l'Electeur de Brandebourg, avec l'entier Evêché de Camin, ſes Terres, Droits & Dignitez, comme il ſera plus amplement expliqué ci-après.

La Maiſon Royale de Suéde & la Maiſon Electorale de Brandebourg, ſe ſerviront des Titres, qualitez & armes de Pomeranie, ſans difference l'une comme l'autre, de même que les precedens Ducs de Pomeranie en ont uſé; la Royale à perpetuité, celle de Brandebourg tandis qu'il y reſtera des deſcendans de la branche Maſculine, ſans toutefois que celle de Brandebourg puiſſe prétendre aucune choſe à la Principauté de Rugen, ni à aucun autre droit ſur les lieux cédez à la Couronne de Suéde.

Mais la Ligne Maſculine de la Maiſon de Brandebourg venant à manquer, tout autres hormis la Suéde s'abſtiendront de prendre les Titres & armes de Pomeranie; & alors auſſi toute la Pomeranie Ulterieure avec la Pomeranie Citerieure, & tout l'Evêché & Chapitre entier de Camin, enſemble tous les droits & expectances des Predeceſſeurs qui y ſeront réunis appartiendront à perpetuité aux ſeuls Rois & Couronne de Suéde, qui cependant jouïront de l'eſpérance de la Succeſſion, & de l'inveſtiture ſimultanée, enſorte même qu'ils ſoient obligez de donner l'aſſurance accoûtumée aux Etats & Sujets deſdits lieux pour la preſtation de l'hommage. L'Electeur de Brandebourg, & tous les autres intereſſez, déchargeront les Etats, Officiers & Sujets de tous leſdits lieux, des biens & ſermens par leſquels ils avoient été juſqu'à préſent engagez à lui & à ceux de Sa Maiſon & les renvoyent pour rendre dorenavant en la maniere accoûtumée, leur hommage & leurs ſervices à Sa Majeſté & Couronne de Suéde; & ainſi ils conſtituent pour cet effet la Suéde en pleine & legitime poſſeſſion des choſes ſuſdites, renonçans dès à préſent pour toujours à toutes les pretentions qu'ils y ont; ce qu'ils confirmeront ici par eux & leurs deſcendans par un Acte particulier.

§. 2. L'Empereur, du conſentement de tout l'Empire, céde auſſi à la Reine Sereniſſime, & à ſes Héritiers & Succeſſeurs Rois, & au Royaume de Suéde, en Fief perpetuel & immédiat de l'Empire, la Ville & le Port de Wiſmar, avec le Fort de Walfiſch; comme auſſi le Baillage de Poel (excepté les Villages Schedorff, Weindendorff, Brandenhuyſen, & Wangeren & l'Hoſpital du Saint Eſprit de la Ville de Lubeck) & celui de Newencloſter, avec tous les droits & appartenances, ainſi que les Ducs de Mecklenbourg les ont poſſedez juſqu'à préſent; enſorte que tous leſdits lieux, vileges & le Commérce de la Ville de Wiſmar, leſquels même ſeront de plus en plus avantagez par la protection & la faveur Royale des Rois de Suéde.

§. 3. L'Empereur, du conſentement de tout l'Empire, céde auſſi en vertu de la preſente Tranſaction, à la Sereniſſime Reine, à ſes Héritiers & Succeſſeurs Rois, & à la Couronne de Suéde, en Fief perpetuel & immédiat de l'Empire, l'Archevêché de Bremen, avec la Ville & le Baillage de Wilshuyſen, & tout le droit qui avoit appartenu aux derniers Archevêques de Bremen ſur le Chapitre & Diocéſe de Hambourg, ſauf toutefois à la Maiſon d'Holſtein, comme à la Ville & Chapitre de Hambourg, chacun reſpectivement leurs droits, privileges, libertez, pactes, poſſeſſions, & état préſent en toutes choſes, enſorte que les quatorze Villages du Baillage de Tritton, demeurent à perpetuité au Duc Frédéric de Holſtein-Gottorp, & à ſa poſterité, pour lui tenir lieu d'un préſent revenu annuel, comme auſſi l'Evêché & la Ville de Werden avec tous les biens Eccléſiaſtiques & civils appartenans aux deux Evêchez avec tous leurs droits, quels qu'ils ſoient, par terre & par eaux, pour en jouir comme d'un Fief immédiat de l'Empire, en en prenant le titre & les armes, mais ſous le nom de Duché; les Chapitres & autres Colleges Eccleſiaſtiques demeurant privez à l'avenir de tous Droits d'élire & de poſtuler & de tout autre droit.

Bien entendu cependant qu'on laiſſera ſans trouble, & empêchement quelconque à la Ville de Bremen, à ſon Territoire, & à ſes Sujets, leur préſent état, liberté, droits, & privileges, ès choſes tant Eccléſiaſtiques que Politiques. Et s'il arrivoit qu'ils euſſent quelque conteſtation avec le Duché, ou avec les Chapitres, elles ſeront terminées à l'amiable, ou décidées par la voye de la Juſtice; ſauf cependant à chacune des Parties la poſſeſſion dont elle ſe trouve revêtuë.

§. 4. L'Empereur avec l'Empire, pour raiſon de toutes ces Provinces & Fiefs, reçoit pour Etat immédiat de l'Empire, la Reine Sereniſſime & ſes Succeſſeurs au Royaume de Suéde, enſorte que la ſuſdite Reine & leſdits Rois, ſeront deſormais appellez aux Dietes Impériales avec les autres Etats de l'Empire, ſous le Titre de Ducs & Ducheſſe de Bremen, de Werden & de Pomeranie, comme auſſi ſous celui de Princes de Rugen, & qu'il leur ſera aſſigné une ſéance dans les Aſſemblées Impériales au College des Princes, ſur le banc des Seculiers où ils auront trois ſuffrages. De plus dans le Cercle de la haute Saxe, immédiatement avec les Ducs de la Pomeranie Ulterieure; & dans les Cercles de Weſtphalie & de la baſſe Saxe, en place & maniere ordinaire; enſorte toutefois que le Directoire du Cercle de la Baſſe Saxe s'exercera alternativement par les Ducs de Magueboug & de Bremen. Pour les Aſſemblées des Députez de l'Empire, Sa Majeſté de Suéde & ſon Alteſſe Electorale de Brandebourg, y auront

où Université, où & quand il lui ſera commode ; comme auſſi ils lui accordent à droit perpetuel les Péages modernes, vulgairement nommez les Licences, ſur les côtes & Port de Pomeranie & de Mecklenbourg, à la charge toutefois qu'ils ſeront reduits à une taxe ſi modique que le Commerce n'en ſoit point interrompu en ces lieux-là.

S. M. I. decharge finalement les Etats, Magiſtrats, Officiers & Sujets desdites Provinces reſpectivement, de tous liens & ſermens dont ils étoient obligés juſqu'à cette heure aux Seigneurs Poſſeſſeurs précedens ou prétendans, & les renvoye & oblige ſujettion, obéiſſance, & fidelité à Sa Majeſté & à la Couronne de Suéde, comme étant dès ce jour leur Seigneur Héréditaire, & conſtitue ainſi la Suéde en la pleine & légitime poſſeſſion de toutes ces choſes, promettant en foi & parole Impériale de prêter & donner non ſeulement à la Reine à preſent regnante, mais auſſi à tous les Rois futurs & à la Couronne de Suéde, toute ſureté pour raiſon desdites Provinces, biens & droits cédez & accordez, & de les conſerver & maintenir inviolablement contre qui que ce puiſſe être, comme les autres Etats de l'Empire, en la poſſeſſion paiſible de ces Provinces ; & de confirmer le tout en la meilleure forme, par Lettres particulieres d'inveſtitures.

Reciproquement la Sereniſſime Reine, & les Rois futurs & la Couronne de Suéde, reconnoîtront tenir tous & chacuns les ſusdits Fiefs de Sa Majeſté Impériale & de l'Empire ; & en ce nom demanderont duement toutes les fois que le cas arrivera, le renouvellement des inveſtitures, en prêtant comme les précedens poſſeſſeurs & ſemblables Vaſſaux de l'Empire, le ſerment de fidelité, & tout ce qui y eſt annexé.

Au reſte ils confirmeront en la maniere accoûtumée, lors du renouvellement & de la preſtation de l'hommage, aux Etats & Sujets desdites Provinces & lieux, nommément à ceux de Stralſond, leur liberté, biens, droits & privileges communs & particuliers légitimement obtenus ou acquis par un long uſage, avec l'exercice libre de la Religion Evangelique, pour en jouïr à perpetuité, ſelon la pure & la véritable Confeſſion d'Augsbourg. Ils conſerveront aux Villes Anſeatiques, qui ſont dans ces Provinces, la même liberté de Navigation & de Commerce qu'elles ont euë juſqu'à la préſente Guerre, tant dans les Royaumes, Républiques, & Provinces Etrangeres que dans l'Empire.

Article X.

§. 1. Puiſque ſon Alteſſe Frédéric Guillaume, Electeur de Brandebourg, Duc de Magdebourg, Cleves, Juliers, Poméranie, Prince de Halberſtad, Minden, Camin, Wenden, Schwerin, Ratzebourg, Comte de Hohenzollern, Marquis de Brandebourg, Burgrave de Nuremberg

traictées par l'Archevêque Auguſte Duc de Saxe, en ſorte que ladite Chambre n'en puiſſe être inquietée, & quand la vacance tombera ſur la Maiſon de Brandebourg il ne ſera pas permis à l'Archevêque de contracter de nouvelles dettes & engagemens au préjudice de ſadite Alteſſe de Brandebourg.

§. 4. A ſon Alteſſe l'Electeur pour elle & ſes Succeſſeurs ſera rendu & évacué en fief perpetuel l'Evêché de Minden, avec tous ſes droits & dépendances, comme il a été dit de l'Evêché de Halberſtad, & ſadite Alteſſe, du conſentement des Etats, le tiendra de l'Empereur après la Ratification de la Paix comme un Fief perpétuel de l'Empire, & jouira tranquilement dudit Evêché de Minden, en faveur de quoi lui eſt donné dans les affaires particulieres de l'Empire ou Aſſemblées, comme dans le Cercle de Weſtphalie *Votum* & Seſſion, ſans diminution pour la Ville de ſes Droits, privileges, juriſdictions Eccleſiaſtiques & temporelles, *mero & mixto Imperio*, dans le Civil & le Criminel, principalement le droit de Diſtrict, & outre cela l'uſage d'*executio Juriſdictionis* & autres qu'elle a juſqu'à préſent poſſedés, toutes immunitez, privileges *proprii Præſidii* & tout ce qui eſt ſitué dans l'enceinte & diſtrict des murailles de leur Ville: mais les villages qui appartiennent à la Chambre du Prince, Bourgs & Maiſons ne ſeront point comprises là dedans, ſans leur donner aucune atteinte.

§. 4. L'Evêché de Camin eſt auſſi cédé par l'Empereur & l'Empire à ſon Alteſſe Electorale & à ſes Succeſſeurs comme Fief perpétuel, & la conceſſion en eſt faite ſur le même pié & avec les mêmes Droits que les Principautés de Halberſtad & Minden, avec cette ſeule différence qu'il ſera permis à ſon Alteſſe Electorale dans l'Evêché de Camin de ſupprimer les Canonicats de ceux qui viendront à décéder, (après leur mort,) & d'annexer l'Evêché entier à la Principauté de Pomeranie.

Mais dans les Archevêchez rendus à ſon Alteſſe, les Sujets & Etats conſerveront leurs Droits & privileges, & principalement l'exercice de la Confeſſion d'Augsbourg comme elle eſt préſentement en uſage, & ne ſera rien pratiqué dans tous ces endroits, contre ce qui a été reglé touchant les Griefs entre les Etats de l'Empire de l'une & de l'autre Religion, & ces Archevêchez & Evêchez qui doivent reſter à S. A. E. & à ſes deſcendans ſeront traitez comme les autres Etats héréditaires de ſon Alteſſe Electorale.

A l'égard des titres on eſt convenu d'écrire & nommer ceux qui appartiendront audit Electeur & à ſa Maiſon, comme Princes de l'Archevêché de Magdebourg & des autres Evêchés.

Sa Majeſté de Suéde veut bien reſtituer à ſon Alteſſe l'Electeur,

1. La Principauté de la Pomeranie Ulterieure avec tous les biens qui y appartiennent, comme Juriſdictions Eccléſiaſtiques & Temporelles, a-

ſiberté, Droits & privileges ſuivant la Coûtume des Reverſales du Païs, comme les ſiens, Sujets & Etats & non autrement que cela eſt reglé, le tout reſtera dans le même état, ainſi que l'exercice de la Religion de la Confeſſion d'Augsbourg, ſans qu'on y puiſſe cauſer ou apporter le moindre changement, ce qui après l'hommage fait ſera confirmé, pour y être enſuite maintenu & protegé.

3. Sa Majeſté reſtitue au ſuſdit Electeur dans la Marche de Brandebourg toutes les Places occupées par des Garniſons Suédoiſes. 4. Toutes Commanderies & biens appartenant à l'Ordre de Saint Jean, ſituées hors des Païs reſtitués à Sa Majeſté le Roi & Royaume de Suéde, ainſi que tous les Actes, Regiſtres & Titres ou Lettres concernants les Places à reſtituer, & tout ce qui peut concerner leur juriſdiction & ſe trouver dans les Archives, & dans la Chancelerie de Stetin & ailleurs.

Article. XI.

Par raport à ſon Alteſſe Adolfe Frédéric Duc de Mecklenbourg Swerin &c. à cauſe de l'alienation du Port & de la Ville de Wiſmar, & de tout ce qui en dépend, il eſt ſtipulé qu'il aura, pour lui, ſes Heritiers & Succeſſeurs Mâles, les Evêchez de Swerin & Ratzebourg en perpétuel & immédiat Fief de l'Empire, en échange de ce qui eſt cedé & rendu, & ſon Alteſſe après le decès des Chanoines, appliquera tous leurs revenus à ſa Manſe, & en conſequence de ce ſadite Alteſſe aura dans les Dietes de l'Empire, & au Cercle de la Baſſe Saxe rang & double ſuffrage; & quoique ſon neveu Guſtave Adolphe Duc de Mecklenbourg de la Ligne de Guſtrow ait juſques à préſent été deſigné Adminiſtrateur de l'Evêché de Ratzebourg, puiſqu'il jouït également du bénéfice de la reſtitution, il eſt juſte que l'Oncle ayant cedé Wiſmar le Neveu à ſon tour lui céde cet Evêché. Mais ſi la Ligne Mâle de Swerin *vient à mourir & s'étendre avant celle de Guſtrow*, celle de Guſtrow doit lui ſucceder & pour plus ample ſatisfaction en faveur de la Maiſon de Mecklenbourg, le Prince ou ſa Poſterité doivent être déchargez envers l'Empire juſqu'à la ſomme de cent mille Riſdales. De même comme ſon Alteſſe &c. Frédéric Duc de Holſtein renoncera, à la requiſition de Sa Majeſté Impériale, à toutes les prétentions & repetitions qu'il peut avoir ſur l'Archevêché de Bremen & Werden, ſadite Majeſté Impériale aura ſoin que par le *Concluſum* de la premiere Aſſemblée & du conſentement des Etats, il ſoit payé à ſadite Alteſſe pour compenſation de ladite perte pendant cinq années de ſuite quinze ou vingt mille Riſdales.

Article XII.

La Maiſon de Brunſwick & de Lunebourg, pour accélerer & affermir d'autant plus la Paix, ayant

§. 1. Cet Evêché avec tout ce qui en dépend généralement, ſoit pour l'Eccléſiaſtique ou le temporel, ſera rendu & reſtitué au préſent Evêque François Guillaume qui le poſſedera de plein droit, ainſi qu'il ſera ſtipulé par les clauſes de la Capitulation invariable & perpetuelle qui ſera faite ſur ce ſujet du conſentement commun du ſuſdit Evêque & des Princes de Brunſwick & Lunebourg & du Chapitre d'Oſnabrug.

2. Pour ce qui eſt de l'Etat de la Religion, & des Eccléſiaſtiques, comme auſſi de tout le Clergé de l'une & de l'autre Religion, tant en la même Ville d'Oſnabrug, que les autres Païs, Villes, Bourgs, Villages, & autres lieux appartenans à cet Evêché, il demeurera & ſera retabli au même état qu'il étoit le premier Janvier 1624. Et il ſera fait auparavant une déſignation particuliere de tout ce qui ſe trouvera avoir été changé après ladite année 1624. tant à l'égard des Miniſtres de la Parole de Dieu, que du culte divin, laquelle ſera inſerée en la ſuſdite Capitulation. Et l'Evêque promettra par Reverſales ou autres Lettres à ſes Etats & à ſes Sujets, après avoir reçu leur hommage ſelon la forme ancienne, de leur conſerver leurs droits & leurs privileges, & en outre toutes les autres choſes qui ſeront trouvées néceſſaires pour l'adminiſtration future de l'Evêché, & la ſureté des Etats & des Sujets de part & d'autre.

3. Ledit Evêque venant à déceder, le Duc Erneſt Auguſte de Brunſwick & de Lunebourg lui ſuccedera en l'Evêché d'Oſnabrug, & ſera même dès à preſent deſigné ſon Succeſſeur, en vertu de la préſente Paix publique; enſorte que le Chapitre Cathedral d'Oſnabrug, comme auſſi les Etats & Sujets de l'Evêché, ſoient tenus incontinent après la mort ou la reſignation de l'Evêque d'apreſent, de recevoir pour Evêque ledit Duc Erneſt Auguſte, & les ſuſdits Etats & Sujets obligez à cette fin de lui prêter dans trois mois, à compter du jour de la concluſion de la Paix, l'hommage accoûtumé, ainſi qu'il a été dit ci-deſſus, aux conditions qui ſeront inſerées dans la Capitulation perpetuelle qui eſt à faire avec le Chapitre; & ſi le Duc Erneſt Auguſte ne ſurvivoit pas l'Evêque d'apreſent, le Chapitre ſera tenu après la mort de l'Evêque apreſent vivant, de poſtuler un autre Prince de la Famille du Duc George de Brunswick & de Lunebourg, aux conditions qui ſeront convenuës en la Capitulation invariable qui aura été reçûe. Leſquelles ſeront obſervées à perpetuité & reciproquement; & ceux-ci manquant auſſi, la poſterité du Duc Auguſte enfin ſuccedera avec l'alternative perpetuelle, comme il a été dit entre cette Famille & les Catholiques.

Sacremens ſelon la maniere de l'Egliſe Romaine, comme auſſi des autres choſes qui ſont de l'ordre, la diſpoſition de tout ce que deſſus ſera reſervée à l'Archevêque de Cologne, comme au Metropolitain, à l'excluſion de ceux de la Confeſſion d'Augsbourg toutes les fois que la Succeſſion alternative tombera ſur un Prince de cette Confeſſion, mais, cela excepté, les autres droits de Souveraineté & de regime, tant au civil qu'au criminel, demeureront inviolables à l'Evêque de la ſuſdite Confeſſion, ſelon les loix de la future Capitulation; mais quand un Evêque Catholique aura la Régence de l'Evêché il ne doit aucunement ſe mêler des affaires qui regardent les Evangéliques.

6. Pour ce qui eſt de la Succeſſion au Couvent de Walckentied, dont le Duc Chrétien Louïs de Brunſwick eſt preſentement Adminiſtrateur, elle ſe doit maintenir comme il eſt marqué ci-deſſus à l'égard des familles de ſemblables Princes, mais ce qu'ils prétendent à l'égard de l'Evêché de Halberſtad & le Comté de Hohenſtein, doit par ce même Article être rejetté.

7. Que le Monaſtere de Groningen, ci-devant acquis à l'Evêché de Halberſtat, ſoit auſſi reſtitué auxdits Ducs de Brunſwick-Lunebourg, avec la reſerve des droits qui appartiennent auxdits Ducs ſur le Château de Weſterbourg, comme auſſi l'infeodation faite par les mêmes Ducs au Comte de Tettembach, & les conventions faites pour ce ſujet demeureront en leur entier, auſſi bien que les Droits de créance & d'engagement appartenant ſur Weſterbourg à Frédéric Schencken de Winterſtet Lieutenant du Duc Chriſtian Louïs, & comme les Plénipotentiaires de Sa Majeſté Impériale ne veulent entrer aucunement dans ce point, auquel s'oppoſe l'Electeur de Brandebourg, on refoudra ces difficultez en même tems.

8. Ce qui étoit dû au Roi de Dannemarck par le feu Duc Frédéric Ulrick de Brunſwick, & qui après la Négociation de Paix de Lubeck eſt venu entre les mains de l'Empereur, & a été donné au Marechal de Tilli, & que les preſens Duc de Brunſwick & Lunebourg ont fait voir par beaucoup de raiſons qu'ils n'étoient pas obligez de payer, Meſſieurs les Plénipotentiaires de la Couronne de Suéde par raport à la Négociation de la Paix ont fait de fortes inſtances, afin que l'on accordât au ſuſdit Duc, qu'une pareille prétention ſoit annulée, ce qui a été accordé.

9. A l'égard du Duc de Brunſwick-Lunebourg de la Ligne de Zell ayant payé juſqu'à preſent les intérêts annuels de vingt florins au Chapitre de Ratzebourg, il a été dit que comme l'alternative ceſſe preſentement, leſdits intérêts annuels ceſſeront auſſi avec ſuppreſſion entiere

Article XIII.

On eſt convenu que ſon Alteſſe Chrétien Guillaume Marquis de Brandebourg, ayant ſtipulé & s'étant engagé par la Paix de Prague, de payer annuellement 12000. Rifdales, qui juſqu'à preſent n'ont pas été payées, le ſeront ſans faute à l'avenir, & qu'une pareille penſion annuelle ſera priſe hors des revenus de l'Archevêché de Magdebourg ſavoir régulierement mille écus tous les mois, ſans aucune diſcontinuation ni diminution, à compter du jour de la datte de la concluſion de cette Paix; & doivent auſſi être payez par mois les arrerages de 250. écus reſtants depuis la Paix de Prague, & ledit payement continuer régulierement juſqu'à l'entiere ſatisfaction: mais en cas de faute ou retardement dans l'un ou l'autre payement, ſon Alteſſe ou ſes Héritiers en vertu de ce Traité de Paix pourront garder pour leur payement, & ſe mettre en poſſeſſion de leur propre autorité de tous les biens & juriſdictions de Amterkalbe, Wanſleben & Arenſleben ainſi que de tout le Holzkretz, leſquels biens de cet Archevêché avec leurs droits ils pourront garder par forme d'Hypotheque.

Article XIV.

La Couronne de Suéde ainſi que celle de France, de la part de Madame la Landgrave de Heſſe Amelie Eliſabeth, comme Curatrice de ſon Fils le Landgrave Guillaume de Heſſe, ayant fait repreſenter qu'elle ſouhaittoit qu'on pût dans cette Négociation de Paix accommoder à l'amiable les démêlés touchant une indemnité pour la Succeſſion de Marbourg, on a trouvé bon, conclu & accordé que toutes les Seigneuries & Païs que la Ligne de Heſſe-Caſſel a poſſedez auparavant, & qui par Sentence & Tranſaction ſont venuës à la Ligne de Darmſtad, ſeront partagées en trois portions dont deux reſteront à la Maiſon de Darmſtad & la troiſiéme à la Maiſon de Caſſel, cependant dans les deux tiers qui doivent reſter à la Ligne de Darmſtad ſeront compris les Châteaux & Villes avec les Bailliages de Marpourg, le Bas Comté de Catzenellebogen, la Seigneurie de Ebſtein & une portion du Baillage de Umbſad.

2. L'Académie de Marpourg dont on fit un partage l'an 1627. entre les deux Lignes, pour les Bailliages, les revenus & biens, reſtera à perpetuité ſans aucun changement à la Regence de Darmſtad, & l'on accomplira réellement & en effet ce que le Landgrave George a promis touchant les privileges de ladite Académie. 3. Il ne ſera fait aucun changement par raport à la Religion & aux affaires Eccléſiaſtiques dans les Places qui doivent être cedées à la Ligne de Caſſel. 4. La Sentence de Sa Majeſté Impériale ſur cette affaire publiée l'année 1627. avec la Tranſaction confirmée par ſadite Majeſté & les accords que les deux Parties ont juré en 1628. d'obſerver; ſeront vera ils ſe regleront pour leur devoir comme pour le reſte, comme il eſt ſtipulé & marqué dans le cinquiéme Article à l'égard des biens Eccléſiaſtiques.

2. Ils doivent à l'avenir avoir le *jus directi Dominii* ſur les Bailliages de Schauwenbourg, Buckebourg, Saxen-Hagen & Stadt-Hagen, leſquels l'Evêque de Minden s'eſt approprié dans le tems paſſé: mais à preſent on a levé toutes les diſputes & les prétenſions qui regardoient cet Evêché, excepté ce que le Duc de Brunſwick en vertu du 10. Article pourra prétendre ſur ces Bailliages, comme lui appartenant. 3. La ſusdite Dame la Landgrave de Heſſe-Caſſel en qualité de Curatrice doit avoir ſix cens mille Rifdales, leſquelles ſeront levées ſur les Places juſqu'à preſent occupées dans le Cercle de Weſtphalie. On doit auſſi laiſſer en gage à ſon Alteſſe la moitié du Comté d'Arensberg, juſqu'à ce que la ſomme ſoit entierement payée. Madame la Landgrave auſſitôt que la Paix ſera concluë doit ainſi que les Electeurs de Mayence & de Cologne, l'Abbé de Fulde, & autres Etats médiats & immédiats de l'Empire rendre & reſtituer toutes les Seigneuries, Evêchez avec leurs Villes, Bourgs, Bailliages, Forts & Forteresſes qu'ils ont pris pendant la Guerre, ſans aucune diminution des proviſions, Canons & autres armes, excepté ce qu'ils y auroient pû faire entrer après la reddition des Places. Et ſitôt qu'on aura payé les ſommes qui ſe doivent lever par mois hors desdites Places, Madame la Landgrave, ou ſi alors elle n'a plus la Curatelle, le Landgrave Guillaume lui-même ſera obligé de rendre la ſusdite moitié du Comté d'Arensberg à l'Archevêché de Cologne.

Sa Majeſté Impériale voulant qu'il y ait une union fraternelle entre les Maiſons de Saxe, Brandebourg & Heſſe, telle qu'elle a été ſous les Empereurs ſes prédeceſſeurs, elle la confirme par cette Paix; mais la confirmation des autres accommodemens reſte entre les mains de Sa Majeſté, attendu qu'avec une humble ſoumiſſion, ils la doivent rechercher, & Madame la Landgrave en qualité de Curatrice doit témoigner à Sa Majeſté Impériale une humble obéïſſance & parfaite fidelité, afin que toute la Maiſon de Heſſe-Caſſel, ſans exception de perſonne, puiſſe jouïr & profiter de la preſente Amniſtie générale ſuivant toutes les clauſes ci-deſſus du deuxiéme & troiſiéme Article en général & en particulier.

Article XV.

Quand cette Paix comme ci-deſſus convenuë, ſera concluë les Plenipotentiaires de leurs Majeſtés Impériale, & Royale, ceux du Saint Empire, promettront que les Envoyez & Ambaſſadeurs de l'Empereur, de Sa Majeſté de Suéde, du Saint Empire, des Electeurs & Etats tous reſpectivement dans leurs qualitez, ayant ſigné, les ratifications ſolemnelles ſeront expediées dans l'eſpace

tanen de Sa Majeſté Impériale, ou ce qui pourroit être encore réglé, ſeront mis en liberté.

Quant à la reſtitution, auſſi bien en général qu'en particulier de quelques Etats de l'Empire, il faudra dans ce tems-là par des Mandats de l'Empereur, que l'exécution ſoit publiée dans chaque Cercle *cum ratihabitionis inſtrumentis* & autres actes échangez de part & d'autre, afin que les Garniſons qui occupent les Places, ſoit des Troupes de l'Empereur, des Etats du Saint Empire, de leurs Alliez ou Confédérez, du Roi de Suéde, du Landgrave de Heſſe, leurs Alliez ou Confédérez, ſous quelque nom & quelque autorité que ce ſoit, qui ſeront trouvées dans les Places reſtituées ſans pouvoir cauſer la moindre perte ou le moindre dommage aux Bourgeois & habitans ayent à ſe retirer, de même les Places, ſoit grandes Villes ou Bourgs, Maiſons de Campagne, Châteaux, Maiſons & Forteresſes, priſes auſſi bien ſur Sa Majeſté l'Empereur, la Maiſon d'Autriche & les Pais Héréditaires, comme dans l'Empire, juſqu'à preſent de l'un ou l'autre côté, doivent être évacuées à leurs anciens Poſſeſſeurs & Seigneurs, ſoit Etats médiats ou immédiats de l'Empire, ou qui jouiſſent des Droits d'Etats immédiats pour les poſſeder tant dans le temporel que le ſpirituel en vertu du preſent Traité, ſans recevoir aucun préjudice ni diminution de pareils titres & noms: ce dont on excepte cependant les Places que Sa Majeſté le Roi de Suéde, a rendu en équivalent des Pais qui lui ont été cédez pour leſquelles on ſe refere à ce qui eſt ordonné par les précedens Articles. Et cette reſtitution des Places occupées de la part de l'Empereur comme de celle du Roi de Suéde, & Confédérez des deux Parties ſe doit faire fidellement & ſans fraude, & dans cette reſtitution ſeront compris les titres, Archives, Meubles, Artillerie, & munitions, ſoit qu'elles y ayent été amenées de quelques autres Places ou gagnées dans les Batailles, ou qui y auront été miſes pour la ſureté des Places par la Partie qui les avoit conquiſes, elles y reſteront & y ſeront reſervées.

Les Sujets de chaque Place ſeront obligez de fournir aux Troupes ſans payement les chariots, Chevaux & Vaiſſeaux néceſſaires pour transporter les Bagages, mais ce que leſdits Sujets préteront ainſi, ſera fidellement reſtitué & rendu par les Officiers & Soldats ſans en pouvoir retenir la moindre choſe.

Les Places ainſi reſtituées, ſoit qu'elles ſoient ſituées à côté de la mer ou vers la Frontiere, ou même dans le milieu du Païs, ne doivent plus être incommodées par les nouvelles Garniſons que la Guerre y avoit introduites, puiſque toutes les Troupes qui ſont dans l'Empire doivent être dechargées de leur ſerment & congediées, ſans que perſonne en puiſſe tenir ſur

commun ou ſpecial des Bulles, Privileges, Indults, Edits, Commiſſions, Inhibitions, Mandats, Decrets, Reſcrits, Lanſpendences, Sentences Juridiques en quelque tems qu'elles puiſſent être données, *res judicata*, Regles des Ordres Religieux ou exemptions, Proteſtations précedentes ou futures Contradictions, Appellations, Inveſtitures, Tranſactions, ſerment & renonciation &c. encore moins Edit de l'Empereur de l'année 1629. de la Paix de Prague, Concordat du Pape accordé *per ruterum*, en l'année 1548. les Statuts Eccléſiaſtiques ou temporels, Decrets, diſpenſes, abſolutions ou autres exceptions, ſous quelque pretexte ou nom dont l'on voudra ſe ſervir, qu'on aura jamais vû ou entendu, allegué ou permis dans le petitoire comme dans le poſſeſſoire.

Toutes les Parties intereſſées à cette Tranſaction, Sa Majeſté Impériale, leurs Majeſtez de France & de Suéde, les Etats du Saint Empire veulent & entendent ſoutenir & garantir tous & un chacun point, contre un chacun, & ſi quelqu'un entreprend quelque choſe au contraire, celui à qui le dommage eſt fait doit ſe plaindre, afin qu'on puiſſe terminer l'affaire à l'amiable, ou en juſtice, mais ſuppoſé que cela ne pût être accommodé ou terminé dans l'eſpace de trois ans par l'une de ces deux voyes, les garands de cette Paix, après en avoir averti le contrevenant qui par amitié ou par juſtice n'aura pas voulu s'accommoder, l'ayant en effet prié & conſeillé, doivent prêter main forte à la Partie leziée pour l'aſſiſter à contraindre celui qui le premier a contrevenu ſans vouloir s'accommoder. Mais cet Article ne touche point aux Juriſdictions Souveraines de l'Empereur dans l'Empire, dans ſes Royaumes & Pais Hereditaires, non plus que leurs Majeſtez les Rois de Suéde & de France dans leurs Royaumes & Pais, ſuivant les droits & uſages de chaque Place, deſquels on ne pretend rien ôter ni diminuer en ce qui en concerne la juriſdiction & l'adminiſtration, mais ceux qui en effet ſoit Eccléſiaſtiques ou Temporels agiront contre ce Traité, ſeront accuſez de rupture de Paix & ſeront degradez de leurs honneurs, Dignitez, biens & juriſdictions.

Dans ce preſent Traité de Paix ſont compris du côté de Sa Majeſté Impériale tous les Confédérez, Alliez & adherans de ſadite Majeſté Impériale & les Electeurs du Saint Empire Romain, Etats, libre Nobleſſe dudit Empire, & Ville; de même Sa Majeſté le Roi de Dannemarck, tous les Princes & les Républiques en Italie, les Etats des Provinces-Unies, comme auſſi les Suiſſes & Griſons; & au cas de la part de la Couronne de Suéde, il ſoit parlé ci-après du Roi de Portugal, les Plénipotentiaires de l'Empereur déclarent qu'ils ne reconnoiſſent

PUNCTA
GUARANTIÆ
Inter Coronam
FRANCIÆ
Et Dominos
STATUS GENERALES
Hagæ Comitis in Conſilio lecta & Domino
SERVIEN
COMMUNICATA.

Die 2. Julii anno 1647.

I.

Caſu quo Corona Hiſpaniarum, Imperator aut alius ullus e Domo Auſtriaca Princeps publicâ vi invaderet ullum locorum quæ Domini Status tempore concluſionis hujus Tractatûs Pacis poſſident, (1) *& ubi ſua præſidia habent, aut quæ vigore horum Tractatuum adhuc conſecuturi ſunt, ſimiliter ſi conditionibus conventis ex parte Hiſpanorum & una cum ipſis nominatorum contraveniretur, & generalis ruptura* (2) *inter Hiſpaniam & Dominos Status, ex eo ſequeretur, ſpondebit Gallia ſe quoque vigore hujus Tractatûs rupturam cum Hiſpaniâ & omnibus intereſſatis aut Confœderatis.*

II.

Similiter etiam Domini Status obligati erunt ad rumpendum, ſi Hiſpanus aut Imperator aut ullus alius Princeps Domûs Auſtriacæ publica vi Galliam, Pinarolum, Ruſſilionem, Lotharingiam & quidquid in Belgio acquiſitum eſt, ut & Cataloniam durante triginta annorum Armiſtitio, primus invaſerit; quod tamen ita intelligendum eſt ſi ſupra dicta invaſo generalem ſecum rupturam traheret.

III. *Rex*

ARTICLES
Du
TRAITE' DE GARENTIE
Entre la
FRANCE
Et les
ETATS-GENERAUX

Lu dans l'Aſſemblée des Etats à la Haye & communiquez à Monſieur

SERVIEN.

Le 2. de Juillet 1647.

I.

EN cas que la Couronne d'Eſpagne, l'Empereur, ou quelqu'autre Prince de la Maiſon d'Autriche attaquât à force ouverte aucun des Païs que les Seigneurs Etats poſſédent au moment de la concluſion du préſent Traité, ou qui leur ſeront cédez par cette Paix; ſemblablement s'il étoit contrevenu aux Conventions préſentes de la part des Eſpagnols ou de ceux qui ſont compris avec eux, & ſi l'on étoit contraint d'en venir à une rupture générale entre l'Eſpagne & les Seigneurs Etats, la France s'engagera en vertu du preſent Traité à rompre avec les Eſpagnols, leurs Confédérez & Alliez.

II.

Par même engagement les Seigneurs Etats ſeront obligez à pareille rupture, ſi l'Eſpagne, l'Empereur ou quelqu'autre Prince de la Maiſon d'Autriche, attaque ouvertement la France, Pignerol, le Rouſſillon, la Lorraine, & tout ce qu'elle poſſéde dans les Païs-Bas, & commette le premier des hoſtilitez contre la Catalogne pendant la Trêve de trente années accordée à cette Province: ce qui doit s'entendre en cas qu'une pareille contravention entraînât avec elle une rupture générale.

III. Le

(1) Les Indes y ſont compriſes; car on parle en général.
(2) Notez le mot de *generalis ruptura*, car il n'y en a pas plus pour la France.

evoluto Concordia aut amicitia inter nequeat, eadem pars absque ulteriori dilatione ex præscripto Guarantiæ accuratè se geret.

V.

Conventum quoque est ut Tractatus pro mutuâ scilicet guarantiâ hic Hagæ concludendus non vim ullam aut robur habeat, antequam Pax inter Galliam & Hispaniam Monasterii conclusa & subsignata sit.

VI.

Omnibus inter Galliam & Dominos Status antehac initis Tractatibus suus manebit vigor, iisdemque sancte mandabuntur executioni, salvo tamen, si unus alterve exparuerit, adimpletus sit, aut in his Tractatibus aliquid mutatum vel prioribus sit derogatum.

mois ; lequel expiré sans avoir pu réussir, il prendra les armes sans délai aux termes du présent Traité.

V.

Bien entendu que ce Traité de mutuelle garentie n'aura lieu qu'après la conclusion de la Paix entre la France & l'Espagne.

VI.

Tous les Traitez faits entre la France & les Seigneurs Etats auront toute leur force & seront ponctuellement exécutez à moins qu'ils ne l'ayent déjà été, que leur terme ne soit expiré, ou qu'il n'y soit dérogé par ceux ci.

Paix d'Hollande & d'Espagne avec conditions pour la France. Et pour la Compagnie des Indes Occidentales.

Hagæ Comitis 5. die Julii 1647.

Quod Deus Omnipotens bene vertat, Hesternâ Vesperâ unanimi Provinciarum omnium consensu, Pax nostra cum Hispania Rege confirmata est eâ conditione ut signatis jam Articulis stetur, & quod Gallo dudum oblatum est, ab Hispanis teneatur & ratum maneat; hoc si Gallo videbitur ultrò concludetur, si non separatim defenditur etiam Gallus quoad Galliam, Germaniam inferiorem, Catalauniam, & Russilionem. Spero omnes bonos & æquos Orbis Christiani Principes bene, ut par est, hac de re judicaturos.

Societati India Occidentalis etiam egregiè succurretur.

A la Haye le 5. de Juillet 1647.

Dieu veuille donner un heureux succès à la Paix qui fut conclue hier au soir avec l'Espagne du consentement unanime de toutes nos Provinces, avec espérance qu'elle sera fidellement observée, & à condition que l'Espagne exécutera les offres qu'elle a faites à la France: & l'on ne fera qu'un Traité entre toutes ces Puissances, si la France veut y être comprise; sinon la Garentie subsistera pour ce Royaume, la Basse Allemagne, la Catalogne, & le Roussillon. Il y a lieu d'espérer que tous les Princes de la Chrétienté jugeront équitablement de ce Traité.

Paix d'Hollande & d'Espagne avec conditions pour la France.

La Compagnie des Indes Occidentales y sera aussi comprise.

Et pour la Compagnie des Indes Occidentales.

ACCORD

LE Roi très-Chrétien, par l'avis de la Reine Regente sa Mere, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies du Pais-Bas, ayant jugé nécessaire, tant pour leur propre sureté, que pour le bien & repos de toute la Chrétienté, de rendre les Traitez qui seront faits tant entre la France & l'Espagne; qu'entre l'Espagne, & les Provinces Unies, fermes & durables, & comme l'intention de Sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats d'observer de bonne foi tout ce qui sera promis & accordé de leur part, en vertu desdits Traitez, ayans aussi très-grand intérêt que le même soit fait de la part du Roi d'Espagne : ils ont crû très à propos pour ces considerations, & pour affermir davantage l'Union, bonne intelligence & amitié

Conſr. du Roi en ſes Conſeils, & auſſi ſon Ambaſſadeur Extraordinaire eſdites Provinces Unies, au Nom du Roi d'une, & les Sieurs, *Jean de Gent*, Deputé du membre des Nobles de la Province de Gueldre en l'Aſſemblée deſdits Seigneurs Etats Généraux, *Jean de Matenesſe*, Sieur de *Matenesſe*, *Revere*, *Opmeer*, *Soutereen*, &c. *Guillaume Boreel*, Chevalier, Sieur de *Duynbeeque*, Conſeiller, & Penſionnaire de la Ville d'Amſterdam, &c. *Jaques Vet*, Conſeiller, & Penſionnaire de la Ville de Middelbourg en Zelande. *Gysbrecht vander Hoolck*, vieil Bourguemaître de la Ville d'Utrecht. *Cornelle Haubon*, Bourguemaître de la Ville de Sneeck. *Jean de la Boecke*, *à Doorwick* & *Crytend*. Bourguemaître de la Ville de Deventer. *Hieroſme Eyben*, Sieur dans *Nyenhoven*, Bourguemaître de la Ville de Groningen, Députez; au nom deſdits Seigneurs Etats d'autre part, en vertu de leurs Pouvoirs qui ſeront ici après inſerez.

I.

Premierement, il y a été convenu & accordé, que le Roi très-Chrétien ſera obligé de rompre généralement à guerre ouverte contre le Roi d'Eſpagne, ou quelques autres Princes de la Maiſon d'*Autriche*, en cas qu'ils viennent les premiers, conjointement ou ſeparement, à attaquer à force ouverte aucun des Païs ou Places que les Seigneurs Etats poſſederont, ou de celles où ils tiendront leurs Garniſons, lors de la Concluſion du Traité de Paix, ou qu'ils pourront encore obtenir en vertu d'icelui. Comme auſſi en cas que le Roi d'Eſpagne vienne ci après à contrevenir aux conditions dudit Traité, ou à aucunes d'icelles, en cas néanmoins, que de ladite attaque, ou attaques, ou contraventions, s'en enſuive une rupture generale entre ledit Roi d'Eſpagne, & leſdites Provinces Unies.

II.

Leſdits Seigneurs Etats promettent pareillement, & ſeront obligez de rompre généralement à guerre ouverte contre le Roi d'Eſpagne, ou l'Empereur, ou quelques autres Princes de la Maiſon d'*Auſtriche*, en cas qu'ils viennent les premiers, conjointement ou ſeparement, à attaquer à force ouverte aucun des Païs ou Places, qui appartiennent audit Seigneur Roi très-Chrétien, ou qui demeureront à Sa Majeſté par le Traité de Paix, ou en conſequence d'icelui, dans tout le Royaume de France, y compris *Piguerol*, comme auſſi dans le *Rouſſillon*, dans la *Lorraine*, & dans toutes les conquêtes du Païs-Bas: en cas néanmoins que de ladite hoſtilité il s'en enſuive une rupture générale entre les deux Couronnes.

petition par ledit Traité, & que de ladite attaque la rupture générale s'en enſuive.

IV.

Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats, pour prévenir tous les manquemens & ſujets de plaintes, qui pourroient arriver ſur l'execution du préſent Traité, ont accordé & arrêté, que celui d'entre eux, qui ſera le premier attaqué, en la maniere, & aux lieux ci-deſſus ſpecifiez, l'ayant fait ſavoir à l'autre, celui qui ne ſera point attaqué, avant qu'être obligé d'entrer en rupture ouverte contre l'aggreſſeur, pourra s'employer pour faire reparer l'attaque, ou attaques qui auront été commiſes, & ménager un accommodement entre l'attaquant & l'attaqué, durant l'eſpace de ſix mois: mais en cas que ladite attaque ou attaques ne ſoient reparez promptement, & que ledit accommodement n'ait été fait dans ledit tems, celui qui ne ſera point encore en guerre, ſera obligé d'y entrer & de rompre généralement contre l'ennemi, en faveur de ſon Confederé, auſſitôt que ledit delai de ſix mois ſera expiré, ſans aucune remiſe, & d'agir contre lui hoſtilement, comme il a été dit ci-deſſus.

V.

Et pour affermir d'autant plus l'Union & étroite amitié qui doit demeurer à l'avenir entre la France & les Provinces Unies, ledit Seigneur Roi promet de n'aſſiſter aucun de ſes Alliez contre l'Etat des Provinces Unies; & leſdits Seigneurs Etats promettent auſſi de n'aſſiſter aucuns de leurs Alliez contre la Couronne de France.

VI.

Les Traitez ci-devant conclus entre la France, & l'Etat des Provinces Unies, demeureront en leur force & vertu, pour être de part & d'autre religieuſement executez, excepté pour les points qui ſe trouveront finis ou accomplis, ou ceux auxquels il aura été derogé ou changé par le préſent Traité.

VII.

Il a été encore convenu & accordé que le préſent Traité commencera ſeulement d'avoir ſon effet, lorſque le Traité de Paix entre les Couronnes de France & d'Eſpagne ſera conclu & ſigné à *Munſter*.

En foi de quoi nous Ambaſſadeurs ſuſdits & Députez en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons ſigné ces préſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait poſer les Cachets de nos Armes, & promettons en fournir les ratifications de Sa Majeſté, & deſdits Seigneurs Etats, en bonne & due forme, dans le

De

LORRAINE

Délivrée aux

MEDIATEURS

Au mois de Juillet 1647.

ENcore que le Duc Charles de Lorraine ait toujours employé ſa perſonne & ſes forces pendant cette Guerre dans le parti contraire au Roi très-Chrétien, qu'il ait contrevenu à tous les Traitez qui ont été faits avec lui par le feu Roi Louis XIII. de glorieuſe mémoire, qu'en vertu deſdits Traitez & notamment de celui fait à Paris le vingt-neuviéme Mars en l'an mil ſix cens quarante & un ratifié par ledit Sieur Duc à Bar-le-Duc le vingt-deuxiéme jour d'Avril en ladite année, tous les Etats que ledit Sieur Duc a ci-devant poſſedez ſoient juſtement acquis à la Couronne de France, non ſeulement ceux qui relevent & dépendent de ladite Couronne ou des trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, mais encore de l'ancienne Duché de Lorraine; néanmoins ledit Seigneur Roi très-Chrétien voulant uſer de modération dans la proſpérité dont il a plu à Dieu de bénir ſes armes, ayant égard aux ſervices & fidélité de quelques Princes de cette Maiſon, & deſirant de voir la Paix dans la Chrétienté tellement établie qu'elle ne puiſſe être troublée ci après.

Sa Majeſté déclare que pourvû que ledit Duc Charles de Lorraine déſarme entiérement, & qu'il établiſſe ſon ſejour en Italie & autres lieux dont elle pourra convenir, elle lui donnera un entretenement de ſept cent mille écus par an, au Duc François ſon Frére, & autres quarante mille écus que l'on continuera à payer par chacun an à Madame la Ducheſſe de Lorraine: & dans dix ans à compter du jour & date de ce préſent Traité ledit Seigneur Roi très-Chrétien fera remettre entre les mains des Princes qui ont droit en la Succeſſion ce qui eſt de l'ancien Duché & Souveraineté de Lorraine, les Places démolies, en quoi ne s'entend pas être compris ce qui eſt mouvant de la France & ce qui dépend des Evêchez de Metz, Toul & Verdun; leſquelles choſes demeureront unies & incorporées à la Couronne de France. Ou bien ledit Seigneur Roi très-Chrétien leur donnera un Etat auſſi en Souveraineté d'égale valeur à l'ancien Duché de Lorraine; & le choix de ces deux partis dépendra purement de Sa Majeſté & contre les dudit Sieur Duc, juſques à ce qu'il ait entiérement déſarmé.

DECLARATION

Des

PLENIPOTENTIAIRES

Et

AMBASSADEURS

De Sa

MAJESTE' CATHOLIQUE

Le

ROI D'ESPAGNE

Sur la Trêve demandée pour le Portugal & le Duc de Bragance à préſent Roi.

Fait à Munſter ce 14. Août 1647.

LEs *Plénipotentiaires d'Eſpagne*, ayant vu la Copie d'un certain Ecrit contenant 5. Articles preſenté à Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies le 31. Juillet de l'an préſent 1647. & ſigné de Meſſieurs Servien & de la Thuillerie, Ambaſſadeurs de France, où après avoir parlé des intérêts du Duc de Bragance, avec offre, en cas que leſdits Seigneurs Etats le faſſent comprendre dans une Trêve de pluſieurs années dans les Traitez de la Paix générale, qu'il s'obligera de ménager avec la concluſion dudit Traité la reſtitution des Places occupées au Bretil, ſur leſdits Seigneurs Etats.

Il eſt parlé de plus au dernier Article dudit Ecrit, qu'il eſt certain que les Miniſtres d'Eſpagne ont ci-devant offert à Munſter une Trêve d'une année & demie, ou de deux ans pour le Portugal, comme on le peut ſavoir des Seigneurs Plénipotentiaires deſdits Seigneurs Etats.

Surquoi leſdits Plénipotentiaires d'Eſpagne voyant

Plénipotentiaires deſdits Seigneurs Etats, de ſorte qu'on a grand ſujet de s'étonner que les Miniſtres de France, s'oſent alleguer pour témoins en un ſujet où ils ne peuvent en leur conſcience, ſinon les condamner, en avouant & déclarant tout le contraire, de ce que l'on exige deux contre leur propre honneur & probité.

Quant à l'inſtance & requiſition faite par leſdits Seigneurs de Servien & de la Thuillerie, Ambaſſadeurs du Roi très-Chrétien auprès desdits Seigneurs Etats, *à ce qu'ils veuillent s'employer vivement de faire comprendre le Portugal en une Tréve de pluſieurs années* : on eſpere qu'ils ſe ſouviendront de la parole, qu'ils ont donnée auxdits Miniſtres d'Eſpagne, de ne jamais parler de choſe ſemblable, ſans quoi ils

pour le temps dans deux mois, conformément aux promeſſes de la part du Duc de Bragance *de menager après la concluſion de la Paix générale, la reſtitution & que leſdits Seigneurs Etats lui obtiendront tant pour lui que ledit Portugal une Tréve de pluſieurs années* : étant une choſe qui ne touche pas les intérêts particuliers deſdits Seigneurs Etats, on laiſſe à leur prudence d'en conſiderer la difformité tant pour le tems y oppoſé que la condition & charge, qui va contre la reputation de leur interpoſition, & toute la choſe en ſoi n'étant évidemment qu'un artifice pour empêcher d'un côté la concluſion des Traités, & retarder de l'autre les preparatifs néceſſaires & l'action requiſe pour le recouvrement deſdites Places du Breſil.

LE PROJET

Pour l'accommodement du Palatinat, l'an 1647. le 21. Août. De la part des Plénipotentiaires de Suéde.

ANte omnia verò cauſam Palatinam Conventus Oſnabrugenſis & Monaſterienſis eò deduxit, ut ea de re jam dim mota lis dirempta ſit modo ſequenti.

Et quidem primo, quod attinet Domum Bavaricam, Dignitas Electoralis quam Electores Palatini antehac habuerunt, cum omnibus regaliis, officiis, præcedentiis, inſignibus, & juribus quibuſcumque ad hanc Dignitatem ſpectantibus, nullo prorſus excepto, ut & Palatinatus ſuperior totus unà cum Comitatu Cham, cum omnibus eorum appertinentiis, Regaliis, & juribus, ſicut hactenus ita & imposterum maneant penes Dominum Maximilianum Comitem Palatinum Rheni, Bavaria Ducem, ejuſque liberos totamque Lineam Guillelmianam, quandiu maſculi ſuperſtites ex eâ fuerint.

Vicissim dictus Elector Bavariæ pro ſe hæredibus & Succeſſoribus ſuis totaliter renuntiat debito tredecim millionum omnique prætentioni in Auſtriam ſuperiorem & ſtatim a publicata Pace omnia Inſtrumenta deſuper obtenta Cæſareæ Majeſtati ad caſſandum & annullandum extradet.

Quod ad Domum Palatinam attinet, Imperator

L'Affaire de la Maiſon Palatine a été réglée comme il ſuit dans le Congrès de Munſter & d'Oſnabrug.

Premiérement, La Dignité Electorale poſſédée ci-devant par la Maiſon Palatine ſera donnée à Maximilien Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, pour en jouir à l'avenir par lui, ſes enfans, & toute la branche Guillelmine tant qu'il y aura des mâles, avec tous les Droits, offices, préeminences & prérogatives annexez à l'Electorat ſans exception, de même que tout le haut Palatinat & le Comté de Cham, leurs apartenances & dépendances.

De ſon côté l'Electeur de Baviére renonce tant en ſon nom que pour ſes héritiers & Succeſſeurs à ſa dette de treize millions & à toutes ſes prétenſions ſur la haute Autriche : ledit Duc s'engage de plus à remettre à Sa Majeſté Impériale auſſitôt après la publication de la Paix tous les Actes qui ont été paſſez à ce ſujet pour être caſſez & annullez.

L'Empereur pour aſſurer le repos de l'Empi-

re

Digitized by Google

bus ante motus Bohemicos Electores Principesque Palatini gaviſi ſint, omnibuſque Documentis, Regiſtriis, Rationariis, & cæteris Actis huc ſpectantibus eidem penarie reſtituantur, ceſſatis iis quæ in contrarium acta ſunt, idque Cæſaris auctoritate effectum iri ut neque Rex Catholicus, neque ullus alius qui exinde aliquid tenet ſe huic reſtitutioni ullo modo opponat.

Cum autem certa quædam Prefectura Stradæ Montanæ antiquitus ad Electorem Moguntinenſem pertinentes anno denum milleſimo quadringenteſimo ſexageſimo tertio pro certa pecuniæ ſummâ Palatinis cum pacto perpetuæ revolutionis impignorata fuerint, ideo conventum eſt ut hæ Prefecturæ penes modernum Dominum Electorem Moguntinum ejuſque in Archiepiſcopatu Moguntino Succeſſores permaneant, dummodo pretium oppignerationis intra terminum executioni concluſæ Pacis præfixum parata pecunia exſolvat, cæteriſque, ad quæ juxta tenorem Literarum oppignerationis tenetur, ſatisfaciat.

Electori quoque Trevirenſi tanquam Epiſcopo Spirenſi jura quæ prætendit in bona quædam Eccleſiaſtica intra Palatinatus inferioris territorium ſita, coram competenti Judice proſequi liberum eſto; niſi de his inter utrumque Principem amice conveniatur.

Quod ſi verò contigerit lineam Guillelmianam maſculinam prorſus deficere, ſuperſtite Palatinâ, non modo Palatinatus ſuperior, ſed etiam Dignitas Electoralis quæ penes Bavariæ Duces fuit, ad eoſdem ſuperſtites Palatinos interim ſimultanea inveſtitura gaviſuros redeat, octavo nunc Electoratu prorſus expungendo; ita tamen Palatinatus Superior hoc caſu ad Palatinos ſuperſtites redeat, ut hæredibus allodialibus Electoris Bavariæ actiones & beneficia, quæ ipſis ibidem de jure competunt, reſervata maneant.

Pacta quoque Gentilitia inter Domum Electoralem Heidelbergenſem & Neoburgicam a prioribus Imperatoribus ſuper Electorali Succeſſione confirmata, ut & totius linea Rudolphinæ jura quatenus huic diſpoſitioni contraria non ſunt ſalva ratæque maneant.

Ad hæc ſi quæ feuda Juliacenſia aperta ſunt ea Palatinis evacuentur, niſi a Palatino Neoburgico allegata Conventio Hallæ Suevorum

mens, Papiers & autres Actes qui les concernent, ſoient reſtituez pleinement & dans le même état que les Electeurs & Princes Palatins en ont joui avant les troubles de Bohême; on caſſera tout ce qui a été fait au contraire, & l'Empereur interpoſera ſon autorité auprès du Roi Catholique & autres pour les engager à reſtituer à ces Princes les Places qu'ils leur ont priſes.

Mais d'autant que quelques Préfectures du côté des montagnes appartenant de tout tems à l'Electeur de Mayence, ont été engagées l'an 1463. aux Palatins pour une certaine ſomme d'argent, avec faculté de rachat perpétuel, on eſt convenu que ces Préfectures ſeront remiſes à l'Electeur de Mayence & à ſes Succeſſeurs dans l'Archevêché en payant en argent comptant les ſommes prêtées dans le terme qui ſera preſcrit dans le Traité de Paix, & en ſatisfaiſant aux engagemens portez par le contrat d'obligation.

Il ſera libre à l'Electeur de Trêves en qualité d'Evêque de Spire, de pourſuivre en juſtice tous les Droits qu'il prétend ſur certains biens Eccleſiaſtiques ſituez dans le Palatinat; à moins que les deux Princes ne s'accommodent à l'amiable.

Si la Branche Guillelmine finit quant aux mâles avant la Palatine, on rendra aux ſurvivans tout le haut Palatinat, la Dignité Electorale, le tout tel qu'en auront joui les Ducs de Bavière, & conformément à l'inveſtiture ſimultanée qui en ſera accordée en attendant aux Palatins; en ce cas le huitiéme Electorat demeurera ſupprimé. Cependant ce retour arrivant les héritiers allodiaux de l'Electeur de Bavière conſerveront leurs Droits, & actions ſur la ſucceſſion de cette Branche.

Les Conventions de famille entre les Maiſons d'Heidelberg & de Neubourg ſur la ſucceſſion Electorale, qui ont été confirmez par les précédens Empereurs, de même que tous les Droits de toute la Ligne Rodolphine entant qu'ils ne ſont point contraires au préſent accord demeureront dans toute leur force.

Les Fiefs ouverts de la ſucceſſion de Juliers ſeront remis au Palatin, à moins que le Duc de Neubourg ne prouve que la Conven-

vantur una cum annuo censu quinque de centum computatis.

Deinde tota Domus Palatina cum omnibus & singulis qui & quocumque modo addicti sunt aut fuerunt, præcipue verò Ministri qui ei in hoc Conventu aut alias operam suam navarunt, ut & omnes Palatinatus exules fruantur amnistia generali supra descripta, pari cum cæteris in ea comprehensis jure, & hac Transactione singulariter in puncto gravaminum plenissime utantur.

Vicissim dicunt Carolus Ludovicus cum fratribus Cæsarea Majestati obedientiam & fidelitatem sicut cæteri Electores Principesque Imperii præstet, ac insuper Palatinatui superiori pro se & hæredibus suis tum ipse tum ejus fratres, donec ex linea Guillelmiana hæredes legitimi & masculi superfuerint, renuntient.

Cum autem de ejusdem Principis Vidua Matri sororibusque præstando victalitio & dote constituenda mentio injiceretur pro benevolo Sacra Cæsarea Majestatis in Domum Palatinam affectu, promissum est dicta Domine Vidua Matri pro præsenso victalitio semel pro semper viginti Talerorum millia, singulis autem sororibus dicti Domini Ludovici quando nuptum evocata fuerint dena Talerorum Imperialium millia nomine Sua Majestatis exsolutum iri, de reliquo verò ipsis idem Princeps Carolus Ludovicus satisfacere teneatur.

Comitet in Leinengen-Dagsburg sæpedictus Dominus Carolus Ludovicus ejusque Successores in Palatinatu inferiori nulla in re turbet, sed jure suo a multis retro seculis obtento & a Cæsaribus confirmato, quiete & pacifice uti fruique permittat.

Liberam Imperii Nobilitatem per Franconiam, Sueviam & Tractum Rheni cum districtibus appertinentibus in suo statu immediatis relinquat.

Feuda etiam ab Imperatore in Baronem Gerhardum de Waldenburg dictum Schenckbern, Nicolaum Georgium Reigersberg, & Henricum Bromser de Rudesheim, item ab Electore Bavariæ in Baronem Joannem Adolphum Wolff dictum Metternich collata, rata maneant: teneantur tamen ejusmodi Vassali dicto Carolo Ludovico velut Domino directo ejusque Successoribus juramentum fidelitatis præstare atque ab eodem renovationem feudorum suorum petere.

Augustanæ Confessionis consortibus qui in posse-

Toute la Maiſon Palatine, tous ceux qui l'ont ſervie de quelque maniere que ce ſoit, leurs Amis & Alliez, ſur tout les Miniſtres qu'ils ont employez dans cette Négociation ou ailleurs, les exilez du Palatinat, joüiront de l'amniſtie générale, de même que tous ceux qui ſont énoncez dans le Traité & ſeront compris dans les Articles concernans la reparation des griefs.

De leur part le ſuſdit Prince Charles Louis & ſes Frétes promettront d'être fidelles à l'avenir à l'Empereur de même que les autres Electeurs & Princes de l'Empire : & renonceront au haut Palatinat pour eux & leurs héritiers, tant qu'il y aura des héritiers mâles dans la Branche Guillelmine.

L'Empereur ayant été prié de pourvoir à l'entretien de la Princeſſe Douairiére mére du Palatin & à la dot de ſes ſœurs, Sa Majeſté Impériale par bienveillance pour cette Maiſon, a bien voulu accorder à la premiére une fois pour toutes vingt mille Riſdalles, & à chacune des ſœurs dudit Prince dix mille Riſdalles lorſqu'il s'agira de les marier : pour le ſurplus de leurs prétenſions le Prince Charles Louis leur Frére ſera tenu de les ſatisfaire.

Le Prince ſuſnommé ni ſes Succeſſeurs ne troubleront en aucune maniére les Comtes de Linange Dagsbourg dans les Terres, Seigneuries, & Droits qui leur appartiennent dans le Palatinat de tout tems & par les confirmations des Empereurs ; au contraire ils leur accorderont leur protection pour les en faire joüir pleinement & ſans trouble.

Ledit Seigneur laiſſera joüir la Nobleſſe libre de l'Empire qui eſt dans la Franconie, la Souabe, & le long du Rhin, de ſes Terres immédiates & leurs dépendances ſituées dans ſes Etats.

Les Fiefs conférez par l'Empereur au Baron Gérard de Waldembourg dit Schenkern, à Nicolas-George Reigersberg, & à Henri Bromſer de Rudesheim ; de même ceux que l'Electeur de Baviére a donnez au Baron Jean-Adolphe Wolff, dit Metternik, demeureront à ces donataires ; à condition néanmoins que ces nouveaux Vaſſaux ſeront obligez de prêter ſerment de fidelité au Prince Charles Louis leur Seigneur direct, & de lui demander le renouvellement de leurs Fiefs.

Ceux de la Confeſſion d'Augsbourg qui étoient en

Le Projet des Plenipotentiaires de France eſt conforme à celui que deſſus ; excepté qu'au lieu de la Religion ſelon la Confeſſion d'Augsbourg, il y a la liberté de l'exercice de la Religion Catholique au Bas-Palatinat.

TRACTATUS COMMERCII

Anno milleſimo ſexcenteſimo quadrageſimo ſeptimo inter Legatos Regiæ Majeſtatis Hiſpaniæ & Deputatos Hanſeaticos factus, & Articulo decimo ſexto Pacis Monaſterienſis præcedentibus Hiſpano - Belgicis confirmandus & coæquandus.

NOtum ſit omnibus quòd cùm ex parte Nobilium Civitatum Hanſeaticarum per Deputatos expreſſos Regis Hiſpaniarum ad Pacis Generalis Conventus plenâ cum poteſtate Legatis Monaſterii Weſtphallorum degentibus multoties repræſentatum fuerit earumdem Civitatum Commercia per Majeſtatis Catholicæ Regna, Ditiones & Status quæ aliàs non ſine mutuo utrimque fructu & emolumento floruerant, ab aliquot annis injuriâ vel infelicitate temporum & belli calamitatibus cum maximo tam Hiſpanicorum quam Hanſeaticorum Populorum diſpendio labefactari, & initos ſuper iiſdem Commerciis Tractatus corrumpi, multorum gravaminum edita exhibitâque ſerie, quibus nomine prædictarum Civitatum remedia quam primum & ſeriò inſtanter urgebant, idem quoque totius Imperii nomine Comitiorum generalium tam Monaſterii quam Oſnabrugæ congregatorum ablegati penes eoſdem Hiſpaniæ Regis Plenipotentiarios, voce & ſcripto efflagitabant; quibus auditis & conſideratis cum primarius eorum Plenipotentiariorum Hiſpanicorum Legatus Comes a Peñaranda ad Regiam Majeſtatem Catholicam reſcripſiſſet, & exemplaria prædictorum gravaminum, nec non ea-

rum-

TRAITE' DE COMMERCE

Fait l'an 1647. entre les Ambaſſadeurs du Roi d'Eſpagne & les Deputez des Villes Hanſeatiques, & qui par l'Article 16. de la Paix de Munſter doit être confirmé par les precedens Traitez conclus entre l'Eſpagne & les Etats Generaux.

QU'il ſoit notoire à tous que ſur les repréſentations faites ſouvent par les Nobles Villes Hanſeatiques par leurs Députez envoyez expreſſement à cet effet aux Ambaſſadeurs du Roi d'Eſpagne qui ſont à préſent au Congrès de Munſter munis de Pleins-pouvoirs, que le Commerce de ces Villes qui avoit ſubſiſté autrefois dans les Royaumes, Païs, & Etats de Sa Majeſté Catholique, à l'avantage des Sujets des uns & des autres, étoit diminué depuis quelques années avec une perte notable des uns & des autres par les malheurs des tems & les fureurs de la guerre, & que les Traitez faits à ce ſujet devenoient ſans exécution ; après avoir donné un détail de pluſieurs griefs, auxquels les ſuſdites Villes propoſoient avec inſtance des remédes efficaces, ce qui a été apuyé par les priéres des Etats de l'Empire qui ont auſſi leurs Députez à Munſter & à Oſnabrug : toutes ces choſes entendues & conſidérées, le Comte de Peñaranda, le premier Plénipotentiaire d'Eſpagne à cette Aſſemblée, en avoit écrit à Sa Majeſté Catholique, à qui il avoit envoyé les griefs des Vil-

dis omnibus antiquam Navigationem ac amicitiam & mercimoniorum exportationem, venditionem, emptionem inter Hiſpanicas Hanſeaticaſque Provincias, Urbes & populos facilitandi ac ſtabiliendi; initâ iterum cum infraſcriptis Deputatis & Ablegatis Civitatum Hanſeaticarum ſuper hoc Negotio amicabili & ſpecificâ conferentiâ ac conſultatione, inter utroſque proviſionaliter & ſub futura ſuæ Majeſtatis Catholicæ Hanſeaticorumque Magiſtratuum approbatione & ratihabitione conventum eſt.

après une nouvelle Conférence expreſſe pour ce ſujet, on eſt convenu de ce qui ſuit proviſionnellement & en attendant les ratifications de Sa Majeſté Catholique & des Magiſtrats des Villes Hanſéatiques.

I.

Quod antiqua Civitatum Hanſeaticarum in Regnis & Provinciis Hiſpanicis acquiſita privilegia & immunitates, imprimis etiam Tractatus anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptimi cum annexis ſcriptis Privilegiis eorumque extentionem Regiam continentibus hoc ipſo conceſſa, confirmata, ex integroque renovata ad amuſſim ac bona fide utrimque & deinceps obſervabuntur; iis exceptis quibus per ſubſequentes Articulos quidpiam derogatur. Imprimis verò ut ceſſante inter Regiam Majeſtatem & Provincias Uniti Belgii hoſtilitate ſive per trevgam ſive per Pacis compoſitionem id fiat, ea omnia quæ adversùs dictas Provincias earumque Incolas & Subditos in præfato Tractatu anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptimi cauta erant, pariter ceſſent ac ſublata ſint durante Pace & Trevgâ.

Et ſi quid amplius in illum eventum dictarum Provinciarum unitarum Subditis, ratione mercimonii earum rerum quæ ad ejuſdem mercimonii ſecuritatem & libertatem pertinent, conceſſum ſit, quàm olim Hanſeaticis competierit vel datum fuerit, id omni & vi hujus Tractatus Hanſeaticis conceſſum intelligatur; cùm præſertim præcipuas iſtarum Provinciarum Civitates ſimul Hanſeaticæ Societatis Membra eſſe conſtet, belli verò tempore ea quæ in ſequentibus hujus Conventionis Articulis diſpoſita ſunt obſervabuntur.

I.

On renouvelle & on promet de faire joüir exactement à l'avenir les Villes Hanſéatiques des priviléges & immunitez qui leur ont été accordez anciennement dans les Royaumes & Provinces d'Eſpagne, principalement en vertu du Traité de 1607. excepté ceux auſquels on déroge dans les Articles ſuivans. Premiérement que lorſque les Hoſtilitez ceſſeront par une Trêve ou une Paix entre Sa Majeſté Catholique & les Provinces-Unies, les réſerves énoncées contre leſdites Provinces & leurs habitans dans le ſuſdit Traité de 1607. ſeront ſuprimées pendant cette Paix ou cette Trêve.

II.

Novi certificationum modi ab aliquot annis contra vel extra præcipuum Tractatum anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptimi introducti tollantur, ſtabiturque iis ſolis inquirendi & certificandi rationibus quæ præcedentibus Tractatibus exprimuntur; ad priſtinum ſtatum omnia reſtituendo, adeo ut Magiſtri navium unam dumtaxat certificationem cum ſpecificâ mercium advectarum deſignatione juxta

Et l'on accorde par ce Traité aux Villes Hanſéatiques, les mêmes priviléges qui ont été accordez aux Sujets des Provinces-Unies pour le commerce & ſa ſureté, quand même ils ſeroient d'une plus grande étendue; parceque les uns & les autres ſont Membres de la même Societé Hanſéatique. Au reſte on obſervera même en tems de guerre ce qui eſt porté par les Articles ſuivans.

II.

On ſuprimera les formes nouvelles de certificats introduites depuis quelques années contre la teneur du Traité de 1607. & l'on s'en tiendra pour ce ſujet aux Traitez qui l'ont précédé, en remettant les choſes dans leur premier état; enſorte que les Maîtres de Vaiſſeaux ne ſeront tenus de repréſenter ſelon la teneur du

ſuſd.

buſcumque inimicis intercedit hoſtilitas, fruantur Hanſeatici neutralitate qua ipſis a Sua Majeſtatis hoſtibus non negatur; ideoque ſuperioribus omnibus Hanſeatica Societati conceſſis ſalvis, libera ſit eidem omni tempore cum Belgis Unitis aliiſque quibuſcumque Regiæ Majeſtatis hoſtibus commercandi eorumque terras adeundi & relinquendi, merces terra marique inferendi & exportandi facultas, exceptis iis quæ bellico uſui convenientes ex Ditionibus Hiſpanicis provenerint.

Qua in re ne ullus ſubſequatur dolus, ea quæ Art. XI. dicti Tractatus anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptimi de mercibus in dictas Unitî Belgii Provincias non tranſvehendis, deque obligationibus deſuper expediendis ſtatuta ſunt, quoad omnia loca hoſtilia circa modo dictas merces deinceps obſervabuntur.

IV.

Omnem ubique Hanſeaticæ Civitates benevolentiæ teſtificationem Regi Catholico ejuſque Subditis ac Statibus exhibebunt, & præterea tam navium quàm omnis nauticæ ſupellectilis inſtruendarumque navium apparatus pro cujuſque loci conſuetudine liberum, juſtumque Sua Majeſtatis Catholicæ Miniſtris apud ipſas erit commercium, unà cum omnibus aliis commoditatibus quas cuipiam alteri Principi & Statui neutrali ac amico quovis tempore & loco ſunt conceſſuræ.

Quas antedictas Pactionum leges Legati Hiſpanici ex una parte & Deputati Hanſeatici ex aliâ manuum ſubſcriptionibus & ſigillis muniverunt; atque pro majori robore Regiæ Catholicæ Majeſtatis & reſpectivæ ſuorum Superiorum ratihabitiones deſuper intra quatuor menſes hinc inde procurare & extradere receperunt.

Actum Monaſterii 11. Septembris anno Chriſti 1647.

El Conde de PENARANDA.
F. JOSEPH *Archiep. de* CAMBRAI
A. BRUN
DAVID GLOXINIUS *D. & Sind. Lubec.*
GERHARD. COCHIUS. *D. Senat. Reip. Brem.*
JOANNES CHRISTOPHORUS MEURERIUS *D. & Synd. Hamb.*

Et afin que l'on ne puiſſe enfraindre ces Conventions, l'Art. XI. du Traité de 1607. ſervira de régle pour la qualité des Marchandiſes qu'il ne ſera pas permis de tranſporter dans les Provinces-Unies, & pour les autres engagemens qui concernent les lieux ennemis.

IV.

Les Villes Hanſeatiques donneront dans toutes les occaſions des preuves de leur amitié pour le Roi d'Eſpagne & ſes Sujets; & elles leur accorderont un commerce libre & équitable en ſuivant les Loix de chaque lieu, & leur donneront tous les ſecours dont ils auront beſoin pour leur navigation, & toutes les commoditez qu'elles accorderoient dans tous les tems & dans tous les lieux à tout autre Prince & Etat neutre & ami.

Les Ambaſſadeurs d'Eſpagne d'un côté & les Députez Hanſeatiques de l'autre ont ſigné & ſcellé de leurs Sceaux le préſent Traité, & promettent pour lui donner plus de force de ſe délivrer réciproquement dans quatre mois les ratifications de Sa Majeſté Catholique & des Magiſtrats des Villes Hanſeatiques.

Fait à Munſter le 11. *de Septembre* 1647.

Le Comte de PENARANDA.
F. JOSEPH Archevêque de CAMBRAI
A. BRUN.
DAVID GLOXINIUS D. & Sind. de Lubec.
GERHARD COCHIUS D. Senat. de la Rep. de Brême.
JEAN CHRISTOPHLE MEURERIUS D. & Synd. de Hambourg.

deurs Plenipotentiaires à Munster & Osnabrug touchant le Traité de Paix avec la Reine de Suéde & le Roi de France ; comme aussi pour l'accommodement entre les Princes & autres Etats Catholiques d'Allemagne & les Protestans de Prague, l'an mil six cens quarante-sept le quatorzième jour d'Octobre.

I.

QUe les Protestans d'Allemagne & les Suédois se trouvent disposez à la Paix plus qu'auparavant.

II.

Que les Etats Catholiques veulent bailler un Ecrit au contraire du Projet pour la Paix qui a été délivré aux Plénipotentiaires de Suéde devant le départ du Comte de Trautmansdorff.

III.

Les nouvelles demandes des Plénipotentiaires de France touchant le Duc de Lorraine, les Fiefs relevans immédiatement de l'Empire qui sont des Diocèses des Evêchez de Metz, Toul, & Verdun.

Et pour le regard de Haguenau & neuf autres Villes Impériales, l'avis sur ce de tous les Députez des Etats de l'Empire.

IV.

Déclaration de la part de l'Electeur de Bavière qu'il ne veut continuer la guerre plus outre que l'année 1647.

V.

L'Empereur prend à gré ce que les Suédois & Protestans d'Allemagne font plus portez à la Paix que ci-devant.

Il ne desespére pas tout à fait de la Paix, comme les Suédois & Protestans.

Le Projet du Traité de Paix délivré de la part du Comte de Trautmansdorff aux Plénipotentiaires de Suéde & aux Députez des Protestans.

VI.

L'Empereur prend plaisir que aucuns des Protestans commencent à reconnoître comme ils ont été circonvenus par les Couronnes de France & de Suéde, & qu'ils ne peuvent se promettre une Paix asseurée de cette part.

Et ce qui ne se pourra accorder, qu'il soit remis à une Diete Impériale.

IX.

Que nonobstant la réunion des Electeurs de Cologne & de Bavière avec l'Empereur, qu'il desire au plutôt traiter d'un accommodement avec les Protestans, & que ledit Electeur de Bavière s'est déclaré avoir la même intention.

X.

Que les Protestans ne doivent tant étendre leurs demandes contre les Catholiques.

XI.

L'Empereur improuve de ce qu'une partie des Catholiques veulent bailler leurs contredits par écrit à ce qui a été accordé & quitté aux Suédois & aux Protestans par le Comte de Trautmansdorff après en avoir eu l'avis des Ambassadeurs ses Collégues & des principaux d'entre les Catholiques.

XII.

Que l'Empereur n'a les moyens de résister par tout à tant d'Ennemis.

XIII.

Que les Catholiques doivent quitter une partie de leurs prétentions pour mieux conserver le reste & pouvoir d'autant plutôt parvenir à une Paix dans l'Allemagne, sans commettre le tout au hazard incertain des armes.

XIV.

L'affection de l'Empereur au bien de l'Allemagne & comme il s'y est employé au péril de sa personne.

XV.

Que l'Empereur est du tout porté à la Paix faute de moyens de résister à tant d'Ennemis.

Ce qui concerne la Couronne de France.

Que l'on s'en tienne totalement au résultat & conclusion des Députez de tous les Etats de l'Empire.

Pour ce qui regarde la restitution du Duc de Lorraine :

Les Fiefs relevans immédiatement de l'Empire situez seulement quant au spirituel ès Evêchez de Metz, Toul, & Verdun :

Et ce qui regarde la Ville de Haguenau & neuf autres Villes Impériales.

Et l'Evêché de Strasbourg.

XVI. L'Em-

Digitized by Google

XVIII.

L'Empereur approuve les notes & contredits que les Plénipotentiaires ont faits au Projet de ceux de France qui portent entr'autres qu'il ne traitera jamais de Paix avec le Roi de France ſans le Roi d'Eſpagne, & que le Duc Charles ne ſoit rétabli au Duché de Lorraine & autres Seigneuries.

COPIE

Des Propoſitions données de la part de l'Electeur de Bavière à Meſſieurs les Députez de Suéde pour le Traité de ſuſpenſion d'armes, *à Ulm.*

EXCELLENS SEIGNEURS.

MEſſieurs les Médiateurs à Munſter ayant propoſé aux Ambaſſadeurs des deux Couronnes en Guerre, & à leurs Alliez de convenir d'une générale ſuſpenſion d'armes, & cela ayant été agréé de tous côtez, & à cet effet, on a propoſé d'envoyer des perſonnes à l'armée pour en traiter & ſur ce Sa Majeſté Impériale, en a envoyé de ſa part & ſon Alteſſe l'Electeur de Baviere nous ayant députez, dans nos noms & qualitez ſouſſignez, pour nous rendre à Munſter où on eſt convenu de s'aſſembler, pour la Négociation de la Paix générale entre l'Empire & les deux Couronnes, & réfléchiſſant ſur ce qui a été propoſé, il paroît que le milieu & la fin correſpondront, & que l'un conviendra à l'autre, & pour cela, il ſeroit à propos que nos armées euſſent des quartiers pour y reſter juſqu'à la concluſion de la Paix & y avoir leur ſubſiſtance, d'autant plus que ce ne peut être pour longtems, étant dans le pouvoir des deux Couronnes Confédérées d'agréer d'auſſi raiſonnables ſatisfactions que celles qui ſont propoſées, par l'Electeur notre très-clement Seigneur & qui font eſperer une prompte & prochaine Paix. C'eſt pourquoi nous eſtimons que Meſſieurs les Députez des deux Couronnes ne s'oppoſeront pas à ce que d'abord toutes hoſtilitez viennent à ceſſer, ſans

/

plus

ſe retirent dans leurs anciens quartiers d'hyver.

Par le troiſiéme, il ſera expreſſement convenu pour le Cercle de Baviere qu'il comprendra non ſeulement les Etats de Baviere ſelon le Regiſtre de l'Empire, mais auſſi le haut & bas Palatinat, tant ce qui eſt ſitué de ce côté du Rhin appartenant à ſon Alteſſe l'Electeur de Baviere, que les Villes de Rhein, Donawert, Mundelheim, Wembding, Heidenheim & Wieſenſteig avec ce qui en dépend, qui ſans aucun équivalent ſera rendu à ſon Alteſſe l'Electeur & les Garniſons, s'il y en a, renvoyées. Et bien que la préſente ſuſpenſion d'armes mentionnée dans le premier point, comme auſſi l'Armiſtice général à négocier, doive s'entendre de tous les Cercles de l'Empire, des armées de Sa Majeſté Impériale & de ſon Alteſſe Electorale de Baviere, Païs Héréditaires, Electeurs & Etats, elle doit également s'étendre ſur le Cercle de Weſtphalie, & y comprendre principalement les Archevéché & Païs de ſon Alteſſe Electorale de Cologne, qui doivent *in ſpecie* y être compris, être épargnés, & les contributions moderées.

Pour le quatriéme il concerne le tems que cette ſuſpenſion d'armes doit durer & avoir force. Nous avons en notre particulier penſé que ce tems ne doit pas être limité à deux ou trois mois ſeulement, mais indéterminément juſqu'à l'entiere concluſion de la Paix, ſur tout conſidérant ſelon l'aveu que ceux de notre Parti ont fait à Munſter que cet Armiſtice n'eſt accordé qu'en vuë de la Paix, & que par conſéquent il doit durer juſqu'à ſon entiére concluſion. Ainſi on eſt convenu de ne s'engager de part & d'autre dans cette Négociation, qu'après la concluſion de l'Armiſtice: les Parties belligerantes ne travailleront pas pour cela avec moins d'ardeur à la concluſion de la Paix, bien loin de là qu'ils redoubleront leur zéle & leurs peines pour y arriver au plutôt.

Cinquiémement, ſi pendant cette ſuſpenſion d'armes un Officier avec ſes Soldats, de ſa propre autorité & ſans aucun ordre de ſon Superieur, commettoit dans ſon quartier ou ailleurs quelque action contraire à l'intention de l'Armiſtice, il ne doit pas pour cela être regardé comme rompu & violé, mais la Partie lezée ou offenſée doit ſe plaindre au Commandant, & punition néceſſaire ſuivant l'exigence du cas doit être faite de l'Officier & de ſes Soldats.

Sixiémement aucun ne doit renforcer ou augmenter ſes Troupes, mais les laiſſer dans le même état où elles ſe trouvent dans le commencement de ladite ſuſpenſion d'armes, & de

& toute la Chrétienté.

Septiémement enfin, Meſſieurs les Députez de Sa Majeſté Impériale attendent encore de plus amples Inſtructions, & ne ſavent pas quand ils les recevront, c'eſt pourquoi juſques à ce tems-là leurs propoſitions reſtent ſuſpenduës : pour nous nous verrions volontiers les Troupes dans leurs quartiers, c'eſt pourquoi nous concourrions volontiers à regler leurs logemens ; enſorte que lorſque Meſſieurs les Députez des deux Couronnes trouveront bon, de traiter avec nous au nom de ſon Alteſſe Electorale notre Souverain ſur les ſuſdits points, auſſi bien pour les Troupes Impériales que pour celles de notre Electeur, & ainſi conclure cette ſuſpenſion d'armes générale ; ſon Alteſſe Electorale veut bien ſe charger d'avoir & procurer la ratification de l'Empereur, & par ce moyen empêcher qu'on ne repande davantage le ſang Chrétien. En attendant la réponſe par écrit ſur tous les points ci-deſſus, auxquels cependant nous nous reſervons d'ajoûter, changer, ou diminuer, nous reſtons &c.

Etoit ſigné

J. V. Ruischenberg. J. Kuttner. H. B. Schaffen, *& à côté ſe trouve* à Ulm ce 1. Fevriet 1647.

La Suſcription, *Pour rendre à Meſſieurs les Deputez, de Sa Majeſté & de la Couronne de Suéde pour le Traité de la ſuſpenſion d'armes.*

REPONSE

Des

PLENIPOTENTIAIRES DE SUEDE

Aux Propoſitions préſentées par Mrs.

LES DEPUTEZ DE L'ELECTEUR

De

BAVIERE

Pour le Traité de la Suſpenſion d'armes.

Excellens Seigneurs.

VOtre Ecrit du 22. Janvier vieux ſtile & du premier Fevrier, nouveau ſtile nous a été rendu le 25. Janvier & 4. Fevrier mêmes ſtiles.

tale, après laquelle néanmoins des millions d'ames ſoupirent. Quant à ce qui concerne le 2. & 3. point, à ſavoir les quartiers pour la ſubſiſtence des Troupes qui de part & d'autre ſont la Guerre, ce qui regarde le principal de cette Négociation, & doit néceſſairement & avant tout être accordé, puiſque de là depend tout le reſte, nous trouvons que pour les armées de l'Empereur & de l'Empire on demande non ſeulement le Cercle de Baviére, Suabe, Franconie, Bourgogne & Weſtphalie, le Royaume de Bohéme, la Moravie, haute & baſſe Siléſie, haut & bas Palatinat & tout ce qui eſt ſitué de ce côté du Rhin, mais encore la reſtitution des Villes de Rhein, Donawert, Mundelheim, Wembdingen, Heidenheim & Wiſenſteig, ſans le moindre équivalent. Mais ſi le Pais de Moravie, la haute & baſſe Siléſie, ainſi que le Royaume de Bohéme avec les autres ſuſdits Cercles & Païs, ſont cedés & accordés aux armées de l'Empereur & de l'Empire ; & que les armées de la Couronne de Suéde ayent ſeulement les Cercles de la haute & baſſe Saxe, l'on n'a autre choſe à eſperer de ce côté-ci ſinon que ces Cercles & leurs habitans, ainſi que les armées de Suéde & ſur tout les Garniſons d'Olmutz, Iglauw, Nieuſtad, & Eylenberg en Moravie, Glogauw, Traehenberg, Jagerendorff, Liſchwits, Wohlauw, & autres Places que nous occupons en Siléſie, Brix, Friedland, Greffenſtein en Bohéme, Nordlingen, Dunckelſpiel en Suabe ; la Forteresſe de Niewbourg, Fandeberg auprès de Breganz, Langen-Argen ſur le Lac de Conſtance, & encore d'autres Places ſeroient en peu de tems ruinées de fonds en comble, & ainſi tout ce qui par un pur effet de la miſericorde de Dieu & après tant de ſang répandu avec des depenſes incroyables, a été pendant le cours de cette Guerre acquis & gagné en faveur de la Religion Evangelique & de la liberté de l'Allemagne, pour leſquelles Sa Majeſté Suédoiſe de glorieuſe mémoire a pris les armes, ſe trouveroit perdu en un inſtant ; puiſque les quartiers reſtans aux armées de la Couronne de Suéde, ne pourroient à beaucoup près leur fournir leur entretien, mais même nos Garniſons qui ſont en Bohéme, Moravie & Siléſie, & ſur tout l'armée commandée par Monſieur de Wirtemberg Général de l'Artillerie de l'Empire, perdroient les groſſes contributions qu'elles tirent des Païs héréditaires. Outre cela nous ne pourrions tirer que peu ou point de ſecours des Cercles de la haute & baſſe Saxe, parce qu'on eſt convenu d'une certaine ſuſpenſion d'armes avec leurs Alteſſes Electorales de Saxe & de Brandebourg, en vertu de laquelle nous ne pouvons pas demander davantage que ce qui eſt ſtipulé pour y mettre quelques Troupes. Ainſi Meſſieurs, ſi vous comprenez bien vos propoſitions qui ſemblent exiger ſans détour que nous quitions les Places que nous occupons en Moravie, Siléſie, Bohéme & Suabe, & qu'en même tems les Garniſons, qui en ſortiront, paſſent avec les armées dans les

Digitized by Google

Et on auroit peut-être de ce côté-ci plus de raiſon de ſe plaindre des mauvais traitemens que les Etats Evangeliques ont ſouffert en Suabe, & principalement ce que ſouffre encore la Bourgeoiſie Proteſtante d'Augsbourg, qui ſeule a porté toutes les charges de la Guerre; comme on l'entend dire de toutes parts. Enfin vous nous propoſez auſſi de traiter avec vous pour l'armée immédiate de l'Empereur comme pour celle de l'Empire, dans le tems que les Députés Impériaux attendent encore de plus grandes inſtructions & reſolutions de leur Cour. Nous avons de preſſantes & juſtes raiſons de conclure de là & des autres propoſitions trop dures de votre Excellence que c'eſt inutilement que nous nous ſommes rendus ici, que nous devons compter cela pour une corvée, & recommander nos juſtes affaires à Dieu & à ſa providence. Voilà ce que nous avons jugé à propos de vous donner pour réponſe en reſtant Meſſieurs &c.

Etoit Signé

ROBERT DUGLAS,
ET PIERRE BRANTS.

Et à côté ſe trouvoit

Datum Ulm le 26. Janvier 1647.

La Suſcription étoit *Pour rendre à Meſſieurs les Députez de ſon Alteſſe Electorale de Bavière, pour le Traité de ſuſpenſion d'armes.*

SUEDE

A ſon

ALTESSE SERENISSIME

L'ELECTEUR

De

BAVIERE.

Sur ſa Rupture de Neutralité mal fondée.

CHRISTINE, *par la grace de Dieu déſignée Reine des Suédois, Gots & Wandales, Princeſſe Héréditaire de Finland, Ducheſſe de Carelie, Dame d'Ingermelande.*

GRAND PRINCE ET TRES-CHER COUSIN,

VOtre Lettre écrite de Munich & datée du $\frac{7}{17}$. Septembre de l'année courante avec la copie d'un Ecrit envoyé par votre Alteſſe, au ſujet de la ſuſpenſion d'armes il y a quelques jours à notre Grand Maréchal le Sieur Wrangel, nous ont été rendus par la voye ordinaire de la Poſte, & nous apprenons par là contre notre attente qu'il a plû à votre Alteſſe de renoncer, & ſe déſiſter de la ſuſpenſion d'armes, concluë le $\frac{7}{17}$. Mars paſſé, à Ulm, entre nos Plénipotentiaires, les Généraux François & votre Alteſſe, que nous avions ratifiée comme Principal & que votre Alteſſe même avoit approuvée à Weiſſenbourg le $\frac{7}{17}$. Mars, & qui en quelque maniere avoit déja été exécutée; alleguant, pour raporter le tout en abregé, Premierement que cette ſuſpenſion d'armes a été recherchée & propoſée à Munſter par nous & nos Alliez, enſuite preſſée par vous-même & acceptée dans l'eſperance particulierement que lorſque la ſuſpenſion d'armes ſeroit reglée, on parviendroit facilement à un Armiſtice général & de là à une bonne Paix: mais que votre Alteſſe voyant qu'un Armiſtice particulier reculoit la Paix au lieu de l'avancer, elle ne l'avoit accepté qu'en reſervant ce qui eſt de ſon devoir envers l'Empire Romain, ce qui obligeoit votredite Alteſſe à prendre une autre reſolution, & à renoncer à cette ſuſpenſion d'armes entant qu'elle pouvoit toucher la Couronne de Suéde. Secondement votre Alteſſe dans la Lettre adreſſée à nous auſſi bien que dans ſon Ecrit de

la ſuſpenſion d'armes; que les demandes pour les Soldats étoient exceſſives, que la Ratification de Madame la Landgrave de Heſſe nôtre Alliée n'étoit pas encore venuë, & que notre Velt-Maréchal avoit longtems retenu la notre dans la ſeule eſpérance qu'il avoit de ſe rendre maître de ſes Ennemis, ce qui l'eût rendu enſuite plus formidable à votre Alteſſe & à ſes Pais. Votre Alteſſe prône au contraire les peines & les ſoins qu'elle ſe donne pour procurer la Paix & nous procurer, à la France & à nos Alliez dans l'Empire, une avantageuſe & raiſonnable ſatisfaction. Elle ſe plaint en même tems que nos Plénipotentiaires ont reconnu tant de peines, & de ſi bonnes diſpoſitions par des inſultes, ayant offert aux Impériaux une ſuſpenſion d'armes particuliere, à la ruine & perte des Pais de votre Alteſſe; mais que cet Armiſtice particulier n'avoit pas été accepté de la part de l'Empereur, & beaucoup d'autres choſes dont la Lettre de votre Alteſſe, & l'Ecrit de renonciation font mention & qu'on ne raporte point ici.

Nous aurions fort ſouhaité qu'après que de tous côtez on auroit mis bas les armes en vertu de la ſuſpenſion de Ulm, on eût fait paroître une plus grande confiance, pour opérer avec plus de force & d'aplication au ſujet d'un Traité Général de Paix, ſitôt que cet Armiſtice eût été executé dans tous ſes points: mais nous ne nous étions point imaginée, que votre Alteſſe, tout d'un coup & ſans aucune raiſon, ſe ſeroit ainſi deſiſtée de ſes promeſſes, après avoir confirmé de ſa ſignature & de ſon cachet l'Armiſtice, conclu avec nous & nos Alliez, quand même nos Miniſtres & Officiers auroient donné quelque ſujet de plainte de part ou d'autre par paroles ou par actions; puiſque quand cela ſeroit arrivé, on auroit bien pû, après une exacte information, y remédier. Mais votre Alteſſe a jugé à propos au contraire, ſans avoir aucun égard aux aſſurances, aux paroles & aux Ecrits qu'elle a donné tant à nos Miniſtres qu'à ceux de nos Alliez pour une Négociation générale de Paix, de renoncer au ſuſdit Armiſtice d'Ulm & de s'en deſiſter, quoique notre ratification ſoit venuë & ait été délivrée dans ſon tems. D'où nous pouvons aiſément conclure & comprendre que votre Alteſſe n'a pas recherché l'Armiſtice, mais uniquement à gagner du tems, c'eſt ce que nous laiſſons au jugement de Dieu & des honnêtes gens & que le tems nous fera voir.

De plus les prétextes que votre Alteſſe allegue n'ont pas beſoin d'autre refutation, que de la renvoyer à l'Accord fait avec elle, puiſqu'il prouve évidemment que la ſuſpenſion d'armes entre nous & nos Alliez, principalement entre la Couronne de France & la Maiſon de votre Alteſſe, comme avec l'Electeur de Cologne, dès qu'il le voudroit, a été concluë, & par conſequent ne pouvoit pas être revoquée par une Partie ſans avoir averti & entendu l'autre. Les paroles de l'Accord, Article I. & même les autres, comme auſſi de la Ratification de votre Alteſſe, ſont très-claires: il y eſt ſtipulé que

me il leur convient en effet dans leurs qualitez de Médiateurs, les moyens d'adoucir les Puiſſances en Guerre, & de les amener par leur prudence à une Paix. Mais que cette ouverture ait été faite par nos Députez, c'eſt ce dont nous ne pouvons croire qu'on puiſſe mettre ſur le compte de nos Miniſtres, principalement à cauſe qu'ils ſavent bien que tels Armiſtices ſont auſſi difficiles à obtenir entre tant de Puiſſances en Guerre que la Paix même, & qu'ils ne conduiſent pas tant à la Paix qu'ils donnent occaſion à diverſes pratiques & à d'autres indiſpoſitions: outre que nous ne leur avions donné ſur cela aucunes Inſtructions. Votre Alteſſe écrit elle-même, & la convention fait voir que les Députez de l'Empereur, & les vôtres ont été aſſemblez à Ulm: cependant la ſuſpenſion d'armes générale n'a pas réuſſi par raport aux Imperiaux à cauſe des dificultez qu'ils y ont aportées. Votre Alteſſe cependant y étoit entrée, non ſeulement ſauf ſes obligations envers l'Empire Romain & ſon Chef: mais même en ſtipulant que cette reſerve n'apporteroit aucun préjudice à la Négociation de la ſuſpenſion d'armes. Nous ne voulons pas examiner ce que vous pouviez faire ſans violer vos devoirs envers l'Empire, & ſon Chef. Votre Alteſſe qui en eſt un des principaux Membres, a toujours ſu choiſir le parti qui lui étoit le plus avantageux & le plus intereſſant pour ſa ſureté, & pour ſon honneur: mais ſi le devoir de votre Alteſſe ne lui permettoit pas d'entrer dans cette Négociation, il lui eût été plus honorable de le refuſer & de ne pas conſentir à un Armiſtice particulier, que de s'en dédire après avoir donné votre ratification & accepté la nôtre, ſur tout après avoir fait aſſurer notre Velt-Maréchal de votre bonne volonté, & de vos intentions amiables par vos principaux Conſeillers & Miniſtres dans le tems que l'Empereur tâchoit de ſurprendre ſes Officiers & ſes Soldats.

Votre Alteſſe fait encore un grand tort à nous, auſſi bien qu'à nos Plénipotentiaires chargez des Négociations de la Paix générale, & à nos Officiers qui ſont à la tête de nos armées: comme ſi nous étions la cauſe de la continuation de la Guerre, & que nous y trouvions nos avantages. Ce qui rejaillit auſſi bien ſur nous que ſur nos Miniſtres: c'eſt cependant ce qu'il eſt aiſé de faire décider par ceux qui ont connoiſſance de cette affaire, & principalement par ceux qui y ont été preſents, puis qu'il nous eſt autant permis de nier qu'à vous d'affirmer; mais la choſe parle même en notre faveur, nous étant comportez à l'égard de la ſatisfaction que nous exigions pour nous & pour nos Royaumes avec la plus grande moderation, & néanmoins au contentement des autres intereſſés, ſans aucun préjudice pour l'Empire Romain, nous étant ajuſtez avec les Plénipotentiaires de l'Empereur. Sur les points & Griefs qui intereſſoient les Evangeliques, nos Plénipotentiaires ſuivant nos ordres ont parlé & agi de la même maniere que ceux de l'Empereur,

Digitized by Google

ſoit reprochée ni à nos Miniſtres par votre Alteſſe, qui doit avoir encore moins de ſujets de reproches à nous faire touchant la ſatisfaction des Troupes. Car outre que leur ſatisfaction eſt bien fondée & qu'en ſoi-même la choſe eſt très-raiſonnable, il n'y a eu rien de plus de conclu ou arrêté, ſi ce n'eſt qu'à l'égard des ſommes il a été dreſſé un projet que votre Alteſſe ne doit pas trouver extraordinaire, puiſque de plus grands comptes pour de moindres ſervices ont été payez, & ſi celui-là eût paru trop grand, comme ce n'étoit qu'un projet il auroit toujours pû être moderé. On ne doit pas non plus s'étonner que dans une Négociation, où il y a tant de perſonnes intereſſées, les choſes n'aillent pas également & comme on le pourroit ſouhaitter, deſorte qu'on ne peut pas avec raiſon mettre à notre charge la déciſion des Griefs des Etats, quand les choſes ne réuſſiſſent pas comme on ſouhaiteroit & qu'elles rencontrent des obſtacles de côté ou d'autre: votre Alteſſe ſait fort bien que cette affaire a été autrefois miſe encore en train ſans pouvoir cependant être décidée; c'eſt pourquoi les diſcours de nos Plénipotentiaires ni ceux des autres ne peuvent être allégués comme des raiſons pertinentes de la violation d'une ſuſpenſion d'armes déja accordée, quoique ces diſcours, comme il arrive dans de pareilles affaires, puiſſent être durs; encore moins peut-on conſidérer comme un affront ou une raillerie, ſi un Plénipotentiaire ou l'autre a ſollicité quelque choſe en faveur de la prééminence de ſon Maître. Ces ſujets de plaintes ne nous manqueroient pas auſſi, ſi nous voulions nous donner la peine d'examiner, & d'aprofondir ce qui pourroit nous avoir offenſé. Mais comme la concluſion des Traitez fera voir de quel côté ſera le profit & l'honneur, on peut dire que tout cela n'eſt qu'un prétexte cherché de loin pour rompre un Armiſtice ſi ſolemnel & ſi bien conclu.

Nous ne pouvons pas auſſi concevoir ſur quel fondement votre Alteſſe s'appuye, pour tirer des raiſons des actions militaires de notre Général Koningſmarck en Weſtphalie: car quand il auroit agi contre les Préliminaires du Traité ainſi que contre cette ſuſpenſion d'armes, il ne paroît pas comment vous pouvez en tirer quelque avantage; puiſque l'Electeur de Cologne n'a pas voulu la ratifier, perſonne des nôtres n'eſt obligé de la garder à ſon égard. Ce que notre Général Koningſmarck a fait regarde principalement l'Evêque d'Oſnabrug François Guillaume; il ne l'auroit pas inquieté, ſi cet Evêque lui-même avoit voulu ſe tenir en repos & garder le parti de la Neutralité, mais pendant toutes les années paſſées on a fort incom-

valables; c'eſt pourquoi nous la laiſſons répondre pour elle-même.

Nous ne pouvons pas croire non plus que nos Plénipotentiaires ayent pluſieurs fois preſenté à ceux de l'Empereur une ſuſpenſion d'armes particuliere, afin de pouvoir mieux attaquer votre Païs & le ruiner, ils n'ont pas eu ordre de faire une pareille propoſition, & nous n'y trouvons ni fondement ni raiſon qui puiſſe prouver que d'intelligence avec les Troupes de l'Empire, nous autions tourné nos armes contre vous ſeul, principalement après que votre Alteſſe étoit convenuë d'une ſuſpenſion d'armes avec nous & nos Alliez. Mais s'il avoit plû au Toutpuiſſant de mettre fin à cette onereuſe Guerre, & de nous reconcilier avec l'Empereur, nous ne voyons pas d'où vous peuvent venir des penſées ſi desavantageuſes à nous & à nos Miniſtres.

On pourroit bien tirer encore d'autres raiſonnemens de la Lettre de votre Alteſſe & de votre Ecrit au ſujet de la renonciation, & nous en ſervir pour notre juſtification même: mais nous n'avons touché que les principaux motifs pour ne pas être à charge à votre Alteſſe, ne doutant pas qu'elle ne puiſſe juger que cela eſt ſuffiſant pour prouver que nous n'avons donné aucun lieu à une rupture ſi inopinée, & ſi contraire à toutes les aſſurances de fidelité promiſe, puiſque nos Miniſtres auſſi bien pour la Guerre que pour la Négociation de la Paix, auroient gardé avec votre Alteſſe comme avec l'Electeur de Cologne tout ce qu'on leur avoit preſcrit, & commandé ſans permettre qu'on y eût en aucune façon contrevenu, ou entrepris quelque choſe qui auroit pu empêcher de terminer une ſi longue & penible Guerre. Mais votre Alteſſe au contraire a demandé la premiere l'Armiſtice pour conſerver pendant l'hyver ſon Païs & ſes Sujets, & nous aſſurant nous & nos Alliez que vous l'obſerverez fidélement: aujourd'hui néanmoins ſans égard à cela votre Alteſſe ſe retire contre la bonne foi. C'eſt ce que nous recommandons à Dieu & au tems, mais nous nous en ſervirons pour mieux prendre nos précautions à l'avenir. Daté du Palais de Stockolm ce $\frac{17}{27}$. Octobre 1647.

De V. A. la bien affectionnée Niéce,

CHRISTINE.

THUILLERIE

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

En l'Assemblée des

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES.

Faite à la Haye le 23. Octobre 1647.

MESSIEURS,

QUoi qu'il eût été à désirer pour l'avancement des Traitez de Munster que tous Messieurs vos Plénipotentiaires y fussent demeurez, il semble néanmoins que Dieu qui dirige les grandes affaires ait permis, que quelques-uns d'eux soient venus en cette Ville pour rendre compte à V. S. de l'état auquel se trouve la Négociation de la Paix, afin qu'étant informées, elles y fassent les réflexions convenables & rebattent ensuite les bruits qui courent si peu vrais & si contraires les uns aux autres, qu'on ne sait auquel s'arrêter; puis que d'un côté l'on dit que nous ne voulons point de Paix, & rejettons toutes les Propositions qu'ils conduisent, & de l'autre que celle d'entre les deux Couronnes est faite, & que si Messieurs les Etats ne se hâtent la leur demeurera en arriere.

Ainsi, Messieurs, je me sens obligé de venir à vos Seigneuries pour premiérement les assurer que nous voulons la Paix, que nous faisons toutes diligences possibles pour la conclure, & que nous étant offerte & sûre & équitable il n'y a point de parti propre à mettre fin à ce grand œuvre, que nous n'embrassions de bon cœur; en second lieu pour vous faire connoître, que bien loin d'être d'accord avec l'Espagne nous le sommes aussi peu des points essentiels, que nous l'étions il y a six mois; & que si quelcun publie le contraire, c'est en faveur de nos Ennemis à dessein de nous brouiller ensemble & nous desunir, s'il se peut, pour se sauver du peril dont notre union les menace, & s'en étans sauvez, vous tenir ou à nous, (si nous étions si peu providez que de nous diviser:) les conditions qu'ils nous auroient promises, autant que le bien de leurs affaires le pourra permettre; & finalement pour vous raffraichir la mémoire des obligations reciproques de la France & de cet Etat.

& si utiles ailleurs, si le desir de la Paix ne prevaloit sur tous les autres: ajoutez à cela les diligences que nous avons faites auprès de Messieurs les Mediateurs pour les porter à émouvoir l'esprit de nos Parties & leur donner celui de Paix, les peines qu'ont prises (mais quasi en vain jusques ici) Messieurs vos Plenipotentiaires ausquels il sembloit, au dire de ceux d'Espagne, qu'ils ne vouluſſent rien refuſer; les instances que Monsieur le Comte & moi vous avons faites, Messieurs, aussitôt après le Traité de Garentie conclu, de reprendre au plutôt la Négociation de celui de la Paix, qui avoit en quelque façon été interrompue, & de renvoyer Messieurs vos Plénipotentiaires à Munster; celles de nos Ennemis au contraire fondées sur la commodité d'une seule personne qui ne l'eût pas trouvée moindre à la Ville qu'à la Campagne, s'il n'eût eu dessein de la laisser couler sans parler d'affaire, pour voir si elle seroit plus heureuse à son Maitre que les precedentes, & si elle eût été telle en meliorer sa condition, Et vous serez contraints d'avouer, Messieurs, que nous voulons la Paix & que de le nier c'est injustement vouloir rejetter sur nous le blâme de la continuation de la Guerre, & de ce que dessus nous ne voulons pour témoins que V. S. & l'Assemblée de Munster toute entiere.

Quant à l'état auquel est un Traité avec l'Espagne Messieurs Paw & Knuyt le peuvent dire à V. S. pendant que je leur avouerai, que si c'est être d'accord de convenir de plusieurs Articles, nous avons tort de dire, que nous ne le sommes pas. Mais quand on saura que c'est de ceux-là seulement de nulle consequence, qui tout reciproques, & autant & plus à l'avantage de nos Ennemis qu'au notre, ausquels encore les Médiateurs ont eu peine à les faire consentir, & que les importans, qui sont ceux qui forment le Traité, ils les refusent ou les retranchent ou les expliquent à leur mode, elles avoueront je croi aussi que nous sommes fort éloignez d'accommodement, & afin, Messieurs, que je vienne au détail, voici les points sur lesquels nous sommes encore en contestation.

Celui de Portugal dont Messieurs les Ministres d'Espagne rejettent l'expression à la fin du Traité pour se reserver un moyen de rompre.

Celui du Duc Charles dont ils ne veulent point parler si ce n'est à son avantage; quoi qu'il ait été dit plusieurs fois par des personnes de qualité, & qui ont grande part aux affaires, que quand il ne resteroit que celui-là il n'empêcheroit pas la Paix. Et il est de telle nature que de le passer sous silence, c'est la faire & ne la faire pas, ou pour mieux dire, c'est faire la Paix d'un côté pour recommencer la Guerre de l'autre.

On ne parle pas net de Conquêtes que l'on veut reduire au Corps des Pièces prises, nonobstant la déclaration que nous avons faite de ne les demander qu'en la même sorte que les Espagnols vous accordent les vôtres.

Les limites & les Fortifications du Rouſſillon

&

plaît qu'elle ne tombât ainſi que nous l'offrons nous prenions les precautions pour empêcher, qu'elle ne tombe en leur puiſſance, croyans nous beaucoup ſatisfaire, en diſant qu'ils quittent Verſeil, comme s'il y avoit de l'égalité entre nous pour ce point-là non plus qu'en beaucoup d'autres.

Il y en a encores 5. à 6. autres moins importans à la verité, mais qui néanmoins ne le ſont pas ſi peu qu'ils ne puiſſent arrêter un Traité, & faire comprendre à V. S. que cette affaire eſt bien encores digne de leurs ſoins & capable de procurer à cet Etat la gloire, (en cas qu'il y travaille & ſe ſerve des moyens, qu'il a dans les mains, tous autres que d'un arbitrage tel que les Ennemis nous offrent:) d'avoir contribué au repos des deux plus grands Rois de la Chrétienté, & à celui de la Chrétienté même. Outre cette conſideration, qui doit chatouiller les plus belles ames, vous le devez, Meſſieurs, & y êtes très-expreſſement obligez par les Traitez que vous avez avec la France par deſſus leſquels vous ne ſauriez paſſer ſans oublier ce que vous avez promis où je ne croi pas que vous vouliez venir.

Et ici vous me permettrez, Meſſieurs, de vous en raffraichir la mémoire, je ne vous parlerai point des Traitez ci-devant faits avec la France, & depuis auſſi longtemps que votre Etat ſubſiſte, je m'arrêterai à celui de 1644. qui ſert de directoire à l'affaire qui eſt maintenant ſur le tapis & eſt confirmé par celui de 1647. Il nous oblige, Meſſieurs à faire *marcher d'un pas égal la Négociation de Paix; à nous entr'aider, à conſerver toutes nos Conquêtes, à procurer de toutes* les forces la ſatisfaction l'un de l'autre, & nous défend bien nettement de conclure, que conjointement & d'un commun conſentement avec cette clauſe, qui y eſt appoſée, que ſi pour avancer ou retarder le Traité l'on a beſoin de déclarer à l'Ennemi nos obligations reciproques, on ſera tenu de le faire toutes les fois qu'on en ſera requis; vous ſavez, Meſſieurs, l'état auquel nous ſommes par ce que je viens d'avoir le bien de vous repreſenter & juſques à quel point vous êtes avancé.

Ainſi, Meſſieurs, je vous demande au nom du Roi qu'en executant les ſusdits Traitez vous ne paſſiez pas outre juſques à ce que nous nous avancions auſſi. Que vous faſſiez une déclaration aux Ennemis de ne pouvoir conclure afin de leur ôter l'eſperance où ils ſont de nous desunir & que vous continuïez, s'il vous plaît, Meſſieurs, à prêter bonne main à ce qu'ils tiennent les choſes, qu'ils nous ont promiſes & offertes; en revanche de quoi je vous aſſure de la part du Roi & de la Reine Regente ſa Mere, que leurs Majeſtés ne concluront aucun Traité

L'ACCORD

Entre le Roi d'Eſpagne & le Prince d'Orange par lequel il eſt convenu que le Roi d'Eſpagne donnera audit Prince pluſieurs Seigneuries pour lui & le Comte de Naſſau, ſes prochains Hoirs & Succeſſeurs, & auſſi d'autres Seigneuries à ſa Mére la Princeſſe d'Orange Douairiere, pourvû que le Traité de Paix avec la République des Provinces-Unies des Païs-Bas ſoit conclu & ratifié. A Munſter l'an 1647. le 27. Decembre.

COmme Dom Gaſpar de Bracamonte & Guſman Comte de Peñaranda Gentilhomme de Sa Majeſté du Conſeil de la Chambre & Juſtice, ſon Ambaſſadeur extraordinaire en Allemagne & ſon premier Plénipotentiaire de la Paix Générale &c. de la part & au nom de ſadite Majeſté & Meſſire Jean de Knuyt, Chevalier Seigneur du vieux & nouveau Voſmar, & repréſentant les Nobles à l'Aſſemblée des Etats de la Province de Zelande, Ambaſſadeur extraordinaire & Plénipotentiaire des Etats Généraux des Provinces-Unies pour ledit Traité de la Paix, & premier Conſeiller du feu Prince d'Orange de la part & au nom d'icelui Prince, ont fait certain Accord en datte du 8. Janvier 1647. touchant les prétentions que lui Prince prétendoit avoir à la charge de ſadite Majeſté & que du depuis ledit Sieur Prince eſt venu à décéder, ont les ſusdits Contractans, à ſavoir ledit Sieur Comte de Peñaranda au nom de ſadite Majeſté, & ledit Sieur de Knuyt au nom du Sieur Prince d'Orange à préſent derechef convenu & accordé que le ſusdit Accord du 8. Janvier 1647. demeurera en ſon entiere force & vertu pour être ponctuellement obſervé & exécuté en tous points hormis & excepté ce qui ſe trouve changé par ce preſent Accord comme s'enſuit.

ſans rien réſerver ; promettant ladite Majeſté de faire augmenter les revenus de la ſusdite Terre & Seigneurie par des pièces ou Terres d'alentour delà ſituées juſques à trente-deux mille florins par an ſans déduction ou réſerve : donnera & cédera outre ce encore ladite Majeſté au profit de ladite Dame Princeſſe d'Orange la Ville & Seigneurie de Sevenberg avec tous droits, juriſdiction, & revenus en dépendans ſans rien réſerver.

Item donnera & cédera encore au profit de ladite Dame Douairiére la Seigneurie de Turnhoult ſituée en Brabant avec le Château Bacq de Schrombructz & toutes autres dépendances, droits, & juriſdiction, ſans rien réſerver ; promettant ladite Majeſté de faire ſuivre avec ladite Terre & Seigneurie de Turnhoult à ladite Princeſſe Douairiére, les Villages, Hameaux, & autres droits qui d'ancienneté ont dépendu & apartenu à icelle Terre & Seigneurie, compris ceux qui par ci-devant ont été rendus & démembrez par ladite Majeſté : s'obligeant ladite Majeſté de les faire racheter & d'employer audit rachat juſques à la ſomme de 20. à 25. mille florins & non plus.

Promettant auſſi ladite Majeſté de contenter & ſatisfaire tous ceux qui pourroient avoir quelque droit ou poſſédent quelques parties ſur leſdites trois Terres, Villes, & Seigneuries de Monfort, Sevenberg & Turnhoult, & en outre ladite Majeſté s'oblige auſſi à décharger leſdites parties de toutes rentes à rachat, deniers à intérêts, engagemens & toutes autres charges, ſans rien réſerver ; afin que ledit Prince & ladite Dame Princeſſe ſa Mére, leurs Hoirs, Succeſſeurs, ou ayans cauſe, comme dit eſt, en puiſſent jouir librement, purement & pleinement ſans aucune controverſe ou engagement.

Le tout à la charge & condition de tenir en fief toutes les ſuſdites Terres de Sa Majeſté, excepté celles tenuës en fief d'autres ; & que la Religion Catholique y ſoit auſſi maintenuë comme elle y eſt préſentement & les Eccléſiaſtiques en leurs biens, fonctions, libres exercices & immunitez : moyennant leſquels transports ledit Sieur de Knuyt au nom dudit Sieur Prince, & en cas qu'il vienne à mourir devant la ratification du ſusdit Traité de la Paix, au nom de ſes Hoirs, Succeſſeurs, ou ayans cauſe, promet de céder & quitter toute autre action & prétention qu'icelui Prince pourroit avoir à la charge de Sa Majeſté, ou de ſes Sujets, au regard des prétentions ſur leſquelles on traite ici.

Et encore que par le vingt-quatriéme Article de la Paix ſera conditionné que ceux ſur leſquels ont été ſaiſis & confiſquez les biens à l'occaſion de la Guerre ou leurs Héritiers ou ayans cauſe, jouïront d'iceux biens durant la Paix & en prendront la poſſeſſion de leur autorité privée & en vertu du préſent Traité, ſans qu'il ſoit beſoin d'avoir recours à la Juſtice, nonobſtant toutes incorporances au Fiſc, engagemens, dons, Traitez, Accords, & Transactions, quelques renonciations qui ayent été

ſuite dit eſt, ledit Sieur, ou la part de Sa Majeſté, dans la pleine poſſeſſion & jouïſſance de la part & portion reſtante dudit Marquiſat de Berg, dont icelui Sieur Prince n'eſt pas en poſſeſſion ; & ce auſſitôt que le Traité de Paix ſera ratifié : à l'encontre de quoi & pour ſatisfaire à l'importance dudit Marquiſat, Sa Majeſté ſera mife dans la pleine poſſeſſion & jouïſſance des parties ſuivantes des biens appartenans en propriété audit Prince, à ſavoir de la Ville & Baronie de Dieſt.

Item de la Terre & Ville de Sichem & Montagu.

Item de la franche Seigneurie de Merhoult & de Vorſt.

Item de la franche Seigneurie de Herſtal.

Item de la Baronie de Gomberge.

Item de la Ville & Baronie de Warneton avec toutes appendances & dependances d'icelles.

Item de la Maiſon dudit Sieur Prince à Bruxelles & ce juſques de la part de Sa Majeſté ſera procurée l'effective permutation dudit Marquiſat avec tout ce qui en dépend, à l'encontre des ſuſdits biens dudit Sieur Prince, & ladite permutation faite demeurera pour toujours ledit Marquiſat avec tout ce qui en dépend audit Sieur Prince, ſes Hoirs, & Succeſſeurs ou ayans cauſe ; & les autres dits biens à Sa Majeſté ou à celui à qui ledit Marquiſat devroit compéter : promettant ledit Sieur Comte de Peñaranda que de la part de Sa Majeſté ladite effective permutation ſera procurée dans le terme de ſix mois après la ratification du Traité de Paix.

Seront auſſi de la part de ſadite Majeſté faits devoirs effectifs envers Sa Majeſté Impériale, afin que la Terre de Meurs appartenante audit Sieur Prince puiſſe être augmentée de quelque Place de l'Empire à l'entour delà ſituée, qui vaille par an juſques à dix mille florins & que le tout enſemble étant érigé en Duché puiſſe dorénavant être tenu en fief & relever de l'Empire.

Le tout à condition que juſques à la concluſion & ratification dudit Traité de Paix ce préſent Accord ne ſera obligatoire ; mais ladite concluſion & ratification étant faite ſera le préſent Accord effectué & obſervé & de même valeur que le ſusdit Traité de Paix.

Fait à Munſter ce 27. *Decembre* 1647.

Signé,

EL CONDE DE PENARANDA.

A. BRUN.

J. DE KNUYT.

Cinq ſemaines après ledit Traité a été écrit au même lieu par les Plénipotentiaires desdites Provinces, le 30. Janvier de l'an 1648.

RE-

Entre leurs Majeſtés les Rois de France & d'Eſpagne, depuis que les Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, s'y ſont employez comme Médiateurs.

Remontrances de l'Espagne.

TOut ce qu'on a cedé aux François par le canal des Médiateurs, de la part de l'Eſpagne, juſqu'au 3. Septembre dans les differentes Conférences qu'on a tenues pour la Paix, eſt la Ville d'Arras, avec ce qu'ils poſſedent de plus dans le Comté d'Artois, Landrecies en Haynaut, & Damvilliers dans le Païs du Luxembourg, mais on ne regardera pas à une Place ou deux de plus, outre celles que les François poſſedent dans les Païs-Bas, & qui conviennent avec celles-là. Nous ajoûtons à cette offre le Comté de Rouſſillon, & nous demandons quatre ans pour les affaires de la Principauté de Catalogne, mais qu'on laiſſera en arriere ce qui regarde le Portugal ſans en faire aucune mention dans la Négociation.

A l'égard des affaires d'Italie, en cas que les François rendent à ceux auxquels elles appartiennent, les Places qu'ils poſſedent dans la Savoye & dans le Mantouan, Sa Majeſté Catholique leur donnera auſſi Vercelli & Verceilles, laiſſant dans tous ſes Droits la Princeſſe Marguérite & ſa Fille la Ducheſſe de Mantouë, quoique ce qu'elle poſſede ne lui appartienne pas à titre légitime, comme tout le monde le ſait; & ſi la France perſiſte à garder Pignerol, en quoi le Roi Catholique ſe conformera à l'offre faite de la part de Sa Majeſté Impériale, mais qu'elle voulut démolir les Fortifications de Caſal, en rendant cette Place avec d'autres aux Seigneurs à qui elles appartiennent, alors l'Eſpagne rendra Vercelli & Vereeilles, & retirera ce qui lui appartient dans l'Alſace, conſentant à la ceſſion que Sa Majeſté Impériale pourroit faire à la France, aux conditions ordinaires d'une amiable Paix entre les deux Couronnes. La France de ſon côté reſtituera tout ce qu'elle poſſede preſentement dans les Païs-Bas, la Bourgogne, & l'Artois, avec la liberté d'un tranquile négoce & la Paix entre l'Empereur & les autres Princes de la Maiſon d'Autriche, avec les Electeurs, Princes & Etats de conforme à celui que Meſſieurs les Etats feront avec Sa Majeſté Catholique pour le tems & la durée dont ils conviendront. Que dans l'inſtant la perſonne de Don Edouard de Bragance ſera miſe en liberté, bien entendu que rien ne s'exécutera que la France n'ait tout ce qu'elle pretend avoir du Royaume de Navarre.

A l'égard de l'affaire d'Italie, la France veut que le Roi d'Eſpagne rende Sabionette au Maréchal de Poma, que les Princes d'Italie faſſent une Ligue, & que les deux Couronnes s'engagent, pour plus grande ſureté de la Paix, à prendre les armes pour agir contre celui qui contreviendroit au Traité. Au ſujet de Caſal elle demande qu'on propoſe d'autres moyens, & elle offre de garder Pignerol. Pour ce qui eſt de la Savoye & du Mantouan, elle veut s'en tenir aux Traités précedents de *Queyraſco* & de *Monſon*, & que les Griſons rentrent dans l'Alliance avec elle, comme ils y ont été dans l'année 1617. Pour ce qui eſt du Duc de Lorraine Sa Majeſté Catholique ne peut rien prétendre autre choſe que de s'engager à ne le ſoutenir ni directement ni indirectement.

Entremiſe de Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies.

Trouvant la Négociation dans l'état ci-deſſus, ſans que de part & d'autre l'on ait rien touché des mécontentements qui regardent les François, Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats ſe ſont rendus à l'hôtel de Monſieur le Comte de Peñaranda le 17. de Septembre pour l'engager à donner de plus grandes ouvertures, à l'égard du repos de la Chrétienté & la conſervation des Païs-Bas, mettant en conſideration, le tems, la force & le bonheur des armes de la France; que cette Couronne leur a déclaré par ſes dernieres reſolutions qu'elle vouloit garder tout ce qu'elle poſſédoit dans les Païs-Bas, & ſtipuler pour longtems par raport à la Catalogne d'intelligence avec les Etats, ſans faire mention du Portugal, à quoi elle conſent, ſuivant la demande desdits Etats, qui lui ont fait connoître qu'ils ne vouloient entrer dans aucune diſcuſſion ſur ce ſujet. Monſieur le Comte a répondu qu'il réfléchiroit ſur cette affaire; & pour montrer ſa ſincérité à Meſſieurs les Etats & la confiance qu'il avoit en eux, ainſi que l'amitié & le zéle avec leſquels il ſouhaittoit de s'employer pour eux, il répondit le lendemain, qu'il leur laiſſoit une pleine liberté d'accommoder les affaires avec les François, ce que Meſſieurs les Plénipotentiaires entreprirent,

devoit eſperer que tout viendroit à ſa perfection, les François ayant aſſuré qu'on pouvoit conclure en vingt-quatre heures. Que Meſſieurs les Etats avoient aſſez donné à entendre qu'ils n'exigeoient nullement que leurs intérêts fuſſent traités avec les mêmes formalitez, qu'on traiteroit les affaires de la Catalogne, tant pour le tems que pour les expreſſions, & que pour l'éviter, il pourroit bien arriver qu'on feroit avec le Roi une Paix plutôt qu'un ſimple accommodement.

Meſſieurs les Plénipotentiaires, ſur cela, mirent la main à l'œuvre, & partirent d'abord, ſous d'autres prétextes, pour Oſnabrug où dans ce tems-là ſe trouverent tous les Plenipotentiaires de France qui s'y étoient rendus de Munſter. Ils firent une ample relation de ce qui s'étoit paſſé entre les François & eux, ils raporterent de quelle maniere ils s'étoient comportez pour entamer la Négociation & la regler, ils convinrent ſur tout que ce qui avoit été allegué par les François pour exclure de la Négociation l'uſurpateur du Portugal, leur avoit donné beaucoup de peine, & qu'ils eſtimoient que ce qui pourroit apporter le plus de retardement à la concluſion, étoit la ſéparation de Roſes d'avec le Rouſſillon & la liberté de Don Edouard de Bragance, mais qu'ils prioient cependant qu'on ne fît point de difficultez là-deſſus, & qu'on terminât au plutôt. Meſſieurs les Plénipotentiaires enfin, mirent par écrit les Articles dont ils étoient convenus avec les François, qui ſont les mêmes qu'on trouvera ci après, & ſur leſquels on devoit rompre ou s'accommoder. Après bien de differentes demandes, réponſes, & repliques, l'Eſpagne conſentit enfin de céder à la France tout ce qu'elle poſſedoit actuellement, tant dans les Pais-Bas que Comté de Bourgogne & Charolois: mais la France ne vouloit pas conclure que les Ratifications ne fuſſent venues. L'Eſpagne répondit que ſuivant les Pleins-pouvoirs des Miniſtres des deux Couronnes, il n'étoit pas néceſſaire d'attendre la Ratification des deux Rois, pour avoir la certitude pleine & entiere de ce qu'on traitoit, parce que leurs Majeſtés étoient reſolues d'approuver tout ce que leurs Plénipotentiaires pourront traiter à Munſter, & le tenir pour valable comme cela eſt exprimé dans leurs Pleins-pouvoirs, & que l'on avoit eſtimé que cela étoit plus convenable afin d'accélerer la concluſion qu'on ſouhaitoit pour faire ceſſer toutes les hoſtilitez, & abreger le tems qu'on perdroit en attendant les Ratifications. La France repliqua, qu'elle y conſentoit, pourvû que la même choſe ſe pratiquât par les Hollandois, & convint qu'avec la ſignature réciproque des Traités, de part & d'autre, toutes les hoſtilitez viendroient à ceſſer, que néanmoins cela n'empêcheroit pas qu'on ne fît venir les Ratifications, & que l'on ne fût tenu d'obſerver les autres formalités, & même celle du ſerment, comme cela s'étoit pratiqué dans le Traité de Vervins. L'Eſpagne convint, ſur ce qui regardoit les Ratifications, que l'on devoit attendre ce qui ſe feroit entre

changer ou confondre les Limites ou Bornes des Provinces, que ſur ce fondement la Ville de Roſes devoit reſter compriſe avec le reſte de la Principauté de Catalogne. Malgré toutes ces repréſentations la France perſiſta dans ſes demandes, & ſur cet Article Monſieur le Comte de Peñaranda remit la choſe à l'arbitrage de Meſſieurs les Etats pour être ajuſté avec les autres points de la Paix, & non autrement. La France allegua encore que Roſes lui devoit être cedée avec toutes ſes dependances dans leſquelles elle voulut faire entrer la Ville & Port de Cadaque, avec tout ce qui eſt le long de la côte de Roſes juſqu'au Rouſſillon; ſurquoi Monſieur le Comte de Peñaranda répondit à Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats, que le Port de Cadaque étoit auſſi excellent que celûi de Roſes, & même meilleur, que l'un & l'autre dépendoient de la Principauté de Catalogne, ſans avoir la moindre communication avec le Rouſſillon, qu'il n'étoit par conſéquent pas raiſonnable de demander Cadaque comme une dépendance & annexe, & d'ailleurs un Port ſi bon & ſi excellent; qu'après tout la Paix ne reſteroit pas pour cela en arriere quand Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats donneront leur parole que ce point eſt le ſeul qui arrête, & ſur cela cet Article reſta indecis.

La France demanda que pour l'entiere aſſurance de ce que deſſus, l'Eſpagne fit un Traité de Paix dans lequel ſeroient compris les Pais & Places dont elle lui feroit ceſſion & rénonciation, en telle forme & maniere qui y donneroit le plus de poids pour reſter à toujours à la Couronne de France: l'on s'accorda là-deſſus & l'on convint de donner une entiere ſatisfaction au nom de Sa Majeſté Catholique.

La France prétendoit qu'on fit une Trêve pour la Principauté de la Catalogne pour autant d'années que ſeroit celle que l'Eſpagne feroit avec la Hollande, ſans néanmoins le ſpécifier dans le Traité, & que cette Trêve fut obſervée en Catalogne ſi religieuſement qu'on ne puiſſe pas y commettre la moindre hoſtilité, de quoi l'on devra donner une parfaite aſſurance, & prendre ſur ce toutes les précautions néceſſaires. L'Eſpagne a répondu qu'elle en paſſera abſolument par le jugement des Etats qui ſont plus pleinement informez de bouche ſur cette Trêve, c'eſt-à-dire que cette même Trêve, ni pour le tems ni pour les formalitez ne ſera point ſemblable à celle de la Hollande. Mais à l'égard des ſuretez & précautions, l'Eſpagne y veut aller à la bonne foi. La France a répliqué qu'elle prétendoit que cette Trêve pour la Catalogne fut de trente années, ſans aucun égard au Traité de Paix avec la Hollande, ce que l'Eſpagne a auſſi laiſſé à l'arbitrage des Etats, afin qu'on s'accommodât ſur ce point, quand on ſeroit convenu ſur tous les autres, & non autrement.

Les Plénipotentiaires de France ont déclaré aux Etats au ſujet des affaires d'Italie & des Grifons, que le Roi d'Eſpagne devoit rendre aux Ducs de Savoye & de Mantouë ce qu'il poſ-

Digitized by Google

l'Italie; mais que la France devoit de ſon côté accorder une pareille reſtitution. La France a répondu qu'elle conſentoit que cette reſtitution fut égale des deux côtez & qu'elle ſe fit en même tems, pourvû que Pignerol & ſes dépendances fuſſent réſervez, ainſi que les Droits de la Princeſſe Marguerite. Les deux Parties ſe ſont ainſi accommodées. La France quelques jours après, prétendit contre l'Article précedent que la Place de Caſal ſeroit occupée par une Garniſon de Suiſſes, au nom du Duc de Mantouë, auquel ſeul cette Garniſon devra prêter ſerment de fidelité, & le renouveller tous les ans en préſence des Deputez de la France & de la République de Veniſe, ſous le payement de la même Couronne & avec le Gouverneur qui eſt à préſent, & que quand ce Gouverneur ſera changé le Duc de Mantouë nommera un de ſes Sujets du Montferrat avec l'approbation de la France, c'eſt-à-dire que Caſal reſtera dans l'état où elle eſt aujourd'hui, aſſavoir entre les mains de la France, à moins qu'on ne voulût donner un autre tour à cet Article & que la République de Veniſe n'offrît de payer une portion de la ſolde des Suiſſes qui ſeront dans Caſal, & qu'elle prétendroit comme une choſe avantageuſe pour la ſureté de la Paix: enſorte qu'en cas que l'Eſpagne voulût rompre & envahir quelques Places de la France, Caſal pût reſter en la puiſſance des François, juſqu'à ce que ce different ſoit accommodé: mais ſi la France venoit à faire quelque invaſion dans des Places appartenantes au Roi d'Eſpagne, alors la Garniſon de Caſal ſera déchargée de ſes obligations envers le Roi de France pour ne dépendre plus que du Duc de Mantouë, & en ceci les vues de la France ſont d'empêcher que cette Place & le Païs de Montferrat ne tombent, par la Maiſon de Mantouë, ſous l'obeiſſance de quelque Prince de la Maiſon d'Autriche par mariage ou autrement, ce à quoi le même Duc de Mantoue devra s'obliger ainſi que ſa Mere comme Curatrice; & que ſur tout le Pape, les Ducs de Savoye, de Florence, de Modene & de Parme, ainſi que les Républiques de Veniſe, de Gênes & de Lucque doivent être priez d'en être cautions. Les Plénipotentiaires d'Eſpagne ont répondu que l'on prétendoit au ſujet de Caſal une nouveauté toute contraire à ce qui avoit été conclu & arrêté dans le commencement, qui eſt que pour la ſureté de la Paix d'Italie, les deux Couronnes devroient reſtituer à leurs legitimes Seigneurs tout ce qu'elles poſſedent à préſent; Caſal y étoit compris ſans aucune reſtriction, de maniere que de la part de l'Eſpagne il avoit été accordé en faveur de la Paix, que le

mains qu'en celle des Princes de la Maiſon de Mantouë, ou reſter en dépôt entre celles du Pape & de la République de Veniſe, ou enfin qu'on en démolira toutes les fortifications, ſuppoſé qu'il ne reſte dans cette Place aucun Officier aux frais d'une des deux Couronnes. La France a repliqué qu'elle perſiſtoit dans ſes premieres réſolutions, ſoutenant que cet Article ne ſouffroit aucun retardement, l'Eſpagne le remit à l'arbitrage des Etats en leur faiſant entendre les raiſons qu'on avoit de s'oppoſer à celles de la France.

La France prétendoit que les Traitez de *Queyraſco* & de *Monſon* fuſſent éxécutés, excepté ſeulement ce qui y ſeroit changé par le préſent Traité. L'Eſpagne répondit que dans le Traité dont il eſt actuellement queſtion, on devoit comprendre tous les intérêts des deux Couronnes *tels* qu'ils pourront être, ſans qu'il ſoit néceſſaire de faire mention des deux ſuſdits Traités ou de s'y conformer, parce qu'ils pourroient produire des différences qui empêcheroient la concluſion qu'on ſe propoſe; la France a perſiſté en ſoutenant qu'on devoit dans les nouveaux Traitez ſe raporter à ceux de *Queyraſco* & de *Monſon* pour l'avantage de l'Italie, & pour maintenir ce qui eſt accordé entre les Ducs de Savoye & de Mantouë, ainſi que ce que la France offroit de payer ou d'aſſigner à la Maiſon de Mantouë, dont la ſomme eſt mentionnée dans le Traité de *Queyraſco*; qu'à l'égard de celui de *Monſon* elle ſouhaitoit qu'on y examinât ce qui y étoit ajouté poſtérieurement à l'égard du Milanois & des Griſons, afin d'y trouver le tempérament dont on pouvoit ſe ſervir dans cette affaire. L'Eſpagne la ſatisfit ſur tout cela, en répondant que Sa Majeſté y conſentoit, en ce que le Traité de *Queyraſco* pouvoit regarder ſes intérêts, mais que Sadite Majeſté ne vouloit pas parler de ce qui ne la touchoit pas *immédiatement*, & qui ne pouvoit être demandé que par des dépenſes & des paroles. La France ſembloit être contente, pourvû que ni l'une ni l'autre Couronne ne donnât ſecours ou aſſiſtance aux Princes intereſſés qui entreprendroient quelque choſe contre le même Traité de *Queyraſco*, mais qu'au contraire elles prendroient les armes pour les forcer à le maintenir. Qu'à l'égard de celui de *Monſon*, les affaires, en ce qui concerne les intérêts de la France & de l'Eſpagne, devront être reglées comme elles l'ont été dans l'année 1617. ſavoir que les deux Rois auront un libre Paſſage chez les Griſons & dans la Valteline & la même Alliance qu'ils ont eu dans ce tems là. Le Miniſtre d'Eſpagne a répondu pour ſon Maître, que de ſon côté il étoit content d'exécuter le Traité de *Queyraſco*, & qu'il étoit hors de raiſon d'exiger davantage de lui. Que l'on

concerne, les Griſons que l'on déclarât que l'un auſſi bien que l'autre Roi auroit la liberté de paſſer chez eux, & que l'on maintiendroit en même tems dans ſa vigueur l'ancienne Alliance de la France avec leſdits Griſons & la Valteline: que pour toutes les autres affaires de Négoce, Gouvernement & accommodement entre les Griſons & la Valteline elles auront lieu ſuivant le Traité de Milan. L'Eſpagne repliqua à tout cela qu'elle ne vouloit empêcher ni s'oppoſer au paſſage que la France demandoit chez les Griſons, non plus qu'à l'obſervation de leur Alliance, mais cela dépendant des Griſons & de la Valteline, devoit être negocié avec eux. Surquoi la France dit qu'elle ſe conformoit à l'Eſpagne ſuivant le Traité de *Queyraſco*, à condition que les deux Rois promettroient d'employer leur credit & leur autorité pour empêcher ou réparer les inconveniens, & contraventions, ſi aucunes y a ou ſurvenoient, & qu'en cas qu'elles ne vinſſent à ceſſer, il ſeroit permis au Roi de France d'aſſiſter celui des Princes qui ſeroit attaqué, ſans que le Roi d'Eſpagne pût donner aucune aſſiſtance à l'autre partie; & que ce qui touche les Griſons & la Valteline, pour mieux éclaircir les intentions de part & d'autre, ſeroit redigé par écrit par les Plénipotentiaires de France. On reſta ce jour-là ſur ces termes ſans paſſer plus avant.

La France prétend qu'il ſe devra faire une Ligue entre les Princes d'Italie pour la ſureté de tout ce qui doit être conclu par le préſent Traité. Touchant l'Italie on eſt convenu de la part du Roi d'Eſpagne de tout ce qui concerne ſon repos.

La France ajouta encore, qu'il ſeroit à propos de s'accorder ſur le champ & de convenir des moyens de perfectionner cette Ligue, & que pour cela il en falloit traiter avec les Miniſtres des Princes d'Italie qui ſe trouvoient actuellement à Munſter. L'Eſpagne répondit que ſon Maître étoit tout prêt de ſon côté, & qu'il conſentoit d'entrer dans une telle Alliance; qu'il ne falloit pas-lui en parler davantage, mais à ceux que cette affaire regarde préciſement, qu'on devoit traiter où, & comme l'on doit, ſans éxiger rien de plus. La France ſoutint que pour faire une pareille Alliance, il étoit néceſſaire qu'on fit de la part d'Eſpagne, les mêmes inſtances aux Miniſtres des Princes d'Italie qui ſe trouvent à Munſter, que la France leur feroit, pour venir à une concluſion.

Les Miniſtres d'Eſpagne ont encore répondu, qu'ils agiroient auprès de ceux des Princes d'Italie qui ſe trouvent à Munſter, pour la ſuſdite Alliance, ſans que cela pût empêcher la concluſion de la Paix, & que les raiſons qui les avoient empêchez juſqu'alors de le faire, étoient pour ne pas découvrir le ſecret de la Négociation, laquelle paſſoit par les mains des Etats, ce dont toutes les deux Parties étoient convenuës. La France répondit, qu'elle vouloit bien qu'on ſut les inſtances que feroit l'Eſpagne auprès des Miniſtres des Princes d'Italie, qu'elle ſouhaittoit même que cette Alliance ſe faction à la Maiſon de Savoye, touchant le payement de la Dote de l'Infante Madame Catherine. L'Eſpagne répondit que ce point avoit été débatu en pluſieurs occaſions entre Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne & ſon Alteſſe Royale de Savoye, & que pour rendre compte de ce qui a été reglé ſur ce ſujet, il faudroit avoir les Pieces en main, leſquelles on n'avoit pas apportées à Munſter, mais qu'on offroit de la part du Roi d'Eſpagne de donner ſatisfaction ſur les ſommes que S. A. R. de Savoye pourroit prétendre. La France, ſans avoir égard à cela, perſiſta comme auparavant, & dit que tout rabatu on étoit encore fort redevable à la Princeſſe Marguerite, que l'Eſpagne devoit abſolument payer. On répondit de la part du Roi d'Eſpagne, que l'on s'en tenoit à ce que l'on venoit de dire ſur ce ſujet, mais la France inſiſta encore davantage, & dit que l'on ſouhaitoit que cela fut promptement payé; ſurquoi les Plénipotentiaires des Etats repreſentérent à ceux de France que l'on pourroit faire décider ce procès par des Juges neutres, & limiter un tems; l'Eſpagne y conſentit, on fixa le terme à un an, on convint d'executer la Sentence qui ſeroit renduë ſur cette matiere, afin de donner dans ce terme une pleine ſatisfaction à la Princeſſe Marguerite & à ſa Fille. Ceux de France prirent quelque tems pour répondre préciſement, & après avoir conferé avec les Ambaſſadeurs de Savoye, dirent qu'ils ſeroient contens pourvû que l'on mît caution pour la ſûreté du Payement, & que ce fût la Rote de Rome qui jugeât ſur la dote de ladite Infante Catherine. L'Eſpagne conſentit au choix de la Rote de Rome, mais elle ne voulut point s'engager à mettre caution de la part du Roi.

La France propoſa qu'il falloit rendre juſtice aux Sujets des deux Couronnes, les remettre dans leurs biens, & principalement le Duc d'Atri. On répondit pour le Roi d'Eſpagne, qu'en ce qui le regardoit, il étoit dans la diſpoſition que bonne & ſuffiſante juſtice fût renduë aux Vaſſaux de part & d'autre.

La France repliqua & inſiſta fortement ſur la reſtitution des biens du Duc d'Atri dans le Royaume de Naples, ainſi que pour les effets & prééminences appartenans aux Ducs de Bournonville, & de Croi, au Prince d'Epinoi, au Comte d'Egmont & aux autres qui ſe trouvent dans le même état, & leſquels on nommera avant la concluſion, ou la ratification du Traité. L'Eſpagne s'en tenoit à la réponſe qu'elle avoit faite au ſujet du Duc d'Atri, mais elle ajouta que tous les autres étoient des Vaſſaux de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, condamnés par juſtice comme *Criminels de Leze Majeſté* avant le commencement de la Guerre entre les deux Couronnes. La France perſiſta & demanda que ſatisfaction fût préférablement faite, entre tous ceux qui avoient ſervi les deux Parties, au Duc d'Atri, ſinon en tout du moins en partie, ſoutenant qu'on pourroit donner cette ſatisfaction ſur les biens que le Roi d'Eſpagne avoit

fai

qui ſe ſont rangez du parti de l'Eſpagne ; que cette reſtitution, en un mot, ſera égale de part & d'autre pour les Sujets & Vaſſaux des deux Couronnes, enſorte qu'ils ſoient dans leurs biens, Droits & actions comme ils y étoient avant la Guerre, excepté les rentes qui ſe trouveront perçuës & qui de l'un & de l'autre côté ne peuvent être reſtituées. Que de la part de l'Eſpagne on nommera principalement le Seigneur Vidame de Poitiers, Madame Iſabelle de Bourgogne Princeſſe de Marvai, & la Ducheſſe de Pondevaux, le Seigneur Vidame de Scey Prince de Varambon, le Comte de Saint Amour, & pluſieurs autres, leſquels ſeront preſentés avant la concluſion du Traité. La France demanda une déclaration plus ample & plus parfaite touchant la ſatisfaction qu'on doit donner au Duc d'Atri, & que l'on fît mention des Vaſſaux de l'Eſpagne qui ſe ſont retirez en France, auxquels, en vertu de ce Traité, & non en qualité de pardon, on faiſoit reſtitution, comme cela avoit été pratiqué dans les Traités précedens, leſquels Vaſſaux auroient la liberté de reſter en France pas tout où ils voudroient en joüiſſant même de leurs biens. L'Eſpagne promit que le Procès du Duc d'Atri ſeroit terminé pour le tems de la concluſion du Traité, & que Sa Majeſté lui donneroit une ſatisfaction proportionnée & telle qu'elle jugera convenir. Qu'à l'égard de ſes Vaſſaux qui ſe ſont retirez ſous la protection de la France, elle leur reſtituera les biens qui ſe trouvent encore en eſſence, & que la même choſe ſera faite à l'égard des Vaſſaux du Roi de France qui ſe ſont retirez ſous la protection de l'Eſpagne. La France répondit à l'Article du Duc d'Atri, que puiſque l'on devoit attendre le jugement de Naples, le Roi d'Eſpagne devoit reſtituer les Domaines de la Maiſon d'Aquaviva réunis à ſa Couronne, & qu'après cela le Duc d'Atri s'obligeroit de céder ſes Actions à Sa Majeſté, lorſqu'il auroit gagné ſon Procès, ſans rien prétendre de plus que la reſtitution de la Principauté de Vitanda. Ce point eſt reſté ſans qu'on ſoit paſſé plus avant.

La France propoſa qu'on devoit regler auſſi les Confiſcations, Repreſailles, & ce qui regardoit le Négoce, de la maniere que cela ſe pratiquoit toujours dans les Traités, & qu'en cas de difficulté ou nouvel incident, on termineroit tout du conſentement réciproque des deux Parties. L'Eſpagne en demeura d'accord, & pour accélerer l'affaire, il fut réſolu de faire un projet des Articles de Répréſailles, Négoce & autres choſes ſemblables.

La France demanda encore que ceux qui devoient être inſerez dans le Traité, fuſſent nom-

il voye des armes. L'Eſpagne dit que ſi l'on nommoit la Navarre, il faudroit également nommer la Bourgogne, les prétentions de l'un & de l'autre devant aller de pair & être également traitées des deux côtés avec une entiere & parfaite ſincerité : mais la France perſiſta ſur le point de la Navarre, ſans vouloir entrer dans le reciproque de la Bourgogne comme le Roi d'Eſpagne le demandoit ; ſurquoi cette Majeſté dit que l'on feroit de part & d'autre une Renonciation, comme on l'avoit fait dans le Traité de Vervins.

La France s'y oppoſa, perſiſtant toujours ſur la ſpécification ſeule de la Navarre, ſans vouloir conſentir qu'il fût fait de la part du Roi d'Eſpagne aucune mention de la Bourgogne. L'Eſpagne répondit qu'elle s'en tenoit à ce qu'elle avoit déja dit. La France ne prétendoit pas s'opiniâtrer à une reſerve entiere au ſujet de la Navarre, conſentant que l'Eſpagne y conſervât quelque choſe, n'y ayant pas renoncé expreſſément, ſurquoi l'Eſpagne dit qu'elle n'avoit jamais renoncé au Duché de Bourgogne, & que par raport à cela, elle le pouvoit reſerver, ſuivant l'offre que la France en faiſoit elle-même.

La France demanda que tous les Priſonniers de l'un & de l'autre côté ſoient mis en liberté, & ſur tout Don Edouard de Bragance ; & que l'on s'engage dès à préſent que juſqu'alors les priſonniers ne ſeront ni moleſtez ni chagrinez. L'Eſpagne a répondu que Don Edouard n'étoit pas un priſonnier de Guerre, mais un Vaſſal du Roi ſur lequel perſonne ne pouvoit prétendre avoir droit de Juſtice que Sa Majeſté, & que ſans avoir égard à cela la Reine de France & le Roi ſon fils, la Paix étant faite, pourront ſolliciter pour lui auprès du Roi d'Eſpagne de la maniere qu'ils jugeront la plus favorable aux intérêts de Don Edouard. Pour ce qui regarde les autres priſonniers on ſe trouva d'accord. La France inſiſta derechef ſur Don Edouard, ſurquoi les Etats propoſent qu'on le mettroit entre les mains de l'Empereur ou entre celles du Roi de France, à condition qu'on ne le laiſſeroit pas paſſer en Portugal ni donner aſſiſtance à ſon Frere directement ou indirectement, non plus qu'aux Portugais, & que celui qui l'aura entre les mains s'obligera particulierement à cette condition. L'Eſpagne après avoir longtems agité ce point, répondit que dans le deſir de procurer la Paix & à la conſidération des Etats, elle acceptoit l'alternative qui avoit été propoſée, à ſavoir, de remettre Don Edouard entre les mains de l'Empereur ou entre celles du Roi de France, mais que cela ſe devoit faire par un Traité particulier, dans lequel on laiſſeroit à Sa Majeſté

La France propoſa que dans l'eſpace de trois mois on pourroit députer des Commiſſaires de part & d'autre pour régler les Limites des Places qui ſeront données à la France, & pour convenir ſur tous les autres points à l'égard desquels on ne ſe trouveroit pas d'accord dans le préſent Traité. L'Eſpagne paſſa cet Article, & y ajoûta que l'on pourroit après le Traité, faire une échange de ces mêmes Places, ſelon la convenance des deux Parties par l'interpoſition des Etats qui en ſeroient les Arbitres.

La France, dans ſa derniere replique mit encore ſur le tapis l'affaire de *Sabionetta*, ſurquoi l'on répondit qu'elle étoit déja envoyée au Conſeil de l'Empereur, qui avoit juriſdiction ſur les Parties qui l'avoient choiſi comme Juge & s'étoient ſoumis a ſa Sentence, que cela ne touchoit en rien au Traité.

Voila l'état où ſont aujourd'hui les Négociations, & après toutes les préſentations faites par le Roi d'Eſpagne, on voit clairement que les François ne ſouhaitent pas la Paix, & qu'ils font fort peu d'eſtime de la Médiation des Etats, puiſqu'on ne peut pas dire qu'ils ſe ſoient en rien relâchés de leurs inſtances & qu'au contraire ils ont rejetté tous les moyens qu'on leur a préſentez, quelque raiſonnables qu'ils ayent pû être. On doit même remarquer qu'ils ont pluſieurs fois rappellé des points auxquels ils avoient déja conſenti, & que de tems en tems ils ont accompagné leurs demandes de choſes tout à fait étrangeres à la matiere dont il s'agiſſoit, & nullement intéreſſantes aux deux Couronnes, portant même empêchement à la Paix, comme par exemple la Ligue ou Alliance d'Italie, laquelle ils prétendent devoir être faite avant le Traité de Paix, la déciſion de l'affaire des Griſons, de la Valteline, & Mantouë, & qui n'y ont aucun raport d'intervention néceſſaire, voulant en outre obliger l'Eſpagne à ſtipuler pour les Etrangers, ſans avoir ſur cela quelques pouvoirs. On voit au contraire que de la part du Roi d'Eſpagne on n'a manqué dans aucun point à donner des preuves de ſa ſincerité & de ſa bonne foi, c'eſt pourquoi on a réſolu du côté de Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne de ne plus traiter ſur cette matiere, juſqu'à ce que les Plénipotentiaires qui ſont à la Haye ſoient de retour, étant certain qu'il n'y aura quelque apparence d'amener les François à la Paix pour laquelle ils ont tant de répugnance, que quand les Etats Généraux paroîtront vouloir regler leurs intérêts, les François ne craignant rien tant que leſdits Etats n'ayent des relations particulieres de ce qui s'eſt paſſé ſous l'intervention de leurs Miniſtres, chez leſquels les François ont ſollicité pour empêcher qu'il n'en fût fait aucune relation: ce qui doit cependant abſolument être, afin qu'ils puiſſent juger par là ce qu'ils ont à faire, & que cela les anime & les engage à preſſer les François de s'accommoder ſuivant droit & raiſon, & qu'en cas qu'ils le refuſent, les Etats puiſſent conclure leur Traité avec l'Eſpagne ſans la France. Par toutes ces raiſons & beaucoup d'autres encore, Monſieur le

les que S. E. jugera à propos, (& cela ſans perdre de tems) pour faire connoître aux Etats, au Prince d'Orange, & à ceux à qui il apartient, par cette déclaration, l'injuſte procedé des François, & la droiture & la ſincerité avec leſquelles on a agi de la part du Roi d'Eſpagne. Il ſemble qu'il eſt impoſſible que l'on n'y reconnoiſſe pas tout d'un coup juſqu'où on eſt venu, & ce qui a été offert aux François pour leurs intérêts ſans aucune reſerve, au lieu que les prétentions qui ſont les affaires des autres & non les leurs, leur ont néanmoins ſervi à empêcher le ſuccès de la Paix. De ſorte qu'il n'eſt pas vraiſemblable qu'il y ait quelqu'un parmi ceux qui compoſent les Etats, qui ſoit aſſez paſſionné pour les François, pour ne pas reconnoître que les Provinces Unies ne ſauroient perſeverer avec cette Couronne dans des prétenſions ſi injuſtes, mais qu'elles doivent ſe contenter d'avoir été les inſtrumens des avantages que les François ont eu ſur Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne, non ſeulement dans les Pais-Bas, mais encore par tout le reſte du monde. On conſiderera auſſi les conditions accordées par Sa Majeſté à la France par l'interpoſition & à la conſideration des mêmes Etats Généraux, ainſi que la déference générale & abſolue que cette même Majeſté a euë pour leur Médiation, ce qui les juſtifie, ſans que qui que ce ſoit puſt, en cas qu'ils vinſſent à ſe ſéparer, les blâmer de n'avoir pas tenu *l'Alliance de Garentie* & toutes celles auxquelles ils prétendent qu'ils ſont encore plus étroitement obligez.

Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats repréſenterent enſuite à Monſieur le Comte de Peñaranda par voye d'arbitrage les moyens ſuivans d'accommodement entre l'Eſpagne & la France, demandant audit Comte s'il en étoit content, & que ſous cette condition ils en traiteroient avec les Plénipotentiaires de France.

Que le Gouverneur de Caſal ſeroit nommé & mis par le Duc de Mantouë, & pris du nombre de ſes Sujets, & que ce Gouverneur feroit ſerment audit Duc en préſence des Commiſſaires de deux Couronnes & de la Republique de Veniſe; ce qui ſeroit également obſervé par la Garniſon.

Que cette Garniſon ſeroit compoſée moitié de Suiſſes, & moitié de Sujets du Duc de Mantouë.

Que le Payement de cette Garniſon ſe feroit par un ſeul Commiſſaire nommé par ledit Duc ou par la République de Veniſe, laquelle payera la Garniſon au nom du Duc de Mantouë.

Que l'on fera un Traité avec le Duc qui devra durer juſqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 25 ans, que nonobſtant cela les engagemens où l'on entrera ſeront obſervez, ſans que jamais, ſous quelque prétexte & moyen que ce puiſſe être, ſoit par mariage ou autrement, Caſal puiſſe tomber ſous la puiſſance de l'une ou de l'autre Couronne, ni ſous celle de quelqu'autre Prince, mais reſter à toujours dans la Maiſon de Mantouë.

Que

Digitized by Google

d'une part ou de l'autre.

Que les *Griſons* & ceux de la *Valteline* devront reſter dans l'état où ils ſe trouvent à préſent excepté qu'on leur permet de ſe déclarer dans le tems de quatre mois après la concluſion du Traité, ſur la forme de Gouvernement qu'ils voudront ſuivre, afin que les deux Couronnes puiſſent ſe régler là-deſſus.

Que les Griſons & ceux de la Valteline donneront à la France & à l'Eſpagne également liberté de paſſage, ſans qu'une Couronne puiſſe s'oppoſer à l'autre ſur ce ſujet, ce qui fait qu'on ne veut pas expreſſement parler des Traités de Monzon & de Milan.

Que l'Eſpagne ſera obligée d'en paſſer par tout ce que la Rote ordonnera; quoique ſon jugement ſur ces ſortes de matieres ſoit ordinairement aſſez dur.

Que l'on ſe conformera en tout ſur les Articles 21. & 22. du Traité de Vervins, ou que l'une & l'autre Couronne pourront reſerver en termes généraux tout ce à quoi ils n'ont pas renoncé par les Traités précedens, ou ſi la France reſerve ſes Droits ſur la Navarre, l'Eſpagne pourra de même reſerver les ſiens touchant le Duché de Bourgogne & les autres Païs mentionnés dans les précedens Traités dans leſquels elle s'eſt reſervée les mêmes Droits.

Que l'Eſpagne remettra Don Edouard de Bragance entre les mains de l'Empereur, qui l'aſſurera auparavant que Don Edouard n'aſſiſtera ni ſon Frere ni les Portugais directement ni indirectement.

Que l'arbitrage de la ſatisfaction qu'on doit donner au Duc d'Atri ſera à la volonté du Roi d'Eſpagne, ou que l'on déclarera par un Article ſecret ce qui lui ſera donné une fois pour toutes, en forme de penſion.

Le Comte de Peñaranda ayant vû les ſuſdits Articles répondit à Monſieur Brun qu'il vouloit s'accommoder ſur ce plan & conclure la Paix ſur chaque Article, comme on étoit convenu chez lui.

Il eſt arrivé après cela que Meſſieurs les Plénipotentiaires de France pour répondre ſur les moyens d'accord propoſés par Meſſieurs les Ambaſſadeurs des Provinces Unies de la part de Meſſieurs les Plénipotentiaires d'Eſpagne le 9. Decembre 1646 ont donné l'Ecrit ſuivant.

Premiérement que Caſal étant ſitué dans le Montferrat & les Sujets de ce Païs-là l'étant auſſi du Duc de Mantouë, il convenoit qu'un Vaſſal du Montferrat fût Gouverneur de la Place, à moins que les Sujets du Duc de Mantouë qui ſe trouvent en France, ne fuſſent admis à ce Gouvernement auſſi bien que ceux de Mantouë.

Les Plénipotentiaires de France veulent auſſi que dans le même tems Charlemont, Philippeville & Mariembourg ſoient renduës à l'Evêché & Etat de Liége, reſervant ce qui ſe pourra procurer à l'Eſpagne pour ſes intérêts, comme elle le prétend pour la France dans les affaires de Caſal, parce qu'on ne peut alléguer ſur cela aucune raiſon de différence.

Tout ce que l'on pourroit ajoûter à l'Article ſuſdit du Traité de *Queyraſco* feroit cauſe d'une brouillerie, laquelle à l'avenir pourroit produire une Guerre, ce que l'on cherche à prévenir & empêcher tant qu'il ſera poſſible.

Que l'Article qui regarde les Griſons & ceux de la Valteline eſt accepté, mais que s'il ſe préſente encore quelque choſe ſur cet Article à ajouter ou à effacer, on le pourra ajouter au ſuſdit Article, parce qu'il y a une grande difference entre un Traité fait par les deux Rois ayant la guerre commencée, & un autre fait par une des Couronnes pendant la durée de la guerre, la raiſon ne permettant pas que le premier ſoit conſideré comme douteux, & ne ſouffrant pas que le dernier ſubſiſte.

Pour ce qui regarde la France, on ne trouve pas d'autre expédient que celui qui a été propoſé, & en cas qu'il ne convienne pas, on pourra traiter avec l'Ambaſſadeur de Savoye même, ſoit par l'entremiſe de Monſieur le Nonce ou par quelque autre qui ſera choiſi, ou bien l'on ajuſtera cette affaire par des Arbitres qui ſeront pris des deux côtez en nombre égal.

Touchant la Navarre il n'y a qu'à rejetter un Article d'un côté & de l'autre, ſans que cette Négociation en ſoit retardée.

Si l'on accordoit à l'égard de Don Edouard qu'il fût mis dès à préſent entre les mains de l'Empereur & qu'il ait ſa liberté avant que la Paix ſut faite, il n'y auroit plus de raiſons d'une nouvelle diſſention; mais ſi l'on entend ſimplement qu'il ſera livré entre les mains de l'Empereur, après que la Paix ſera faite & concluë entre les deux Couronnes, on ne doit plus laiſſer en arriere les offres qui ont été faites ſur ce ſujet.

On demande pour le Duc d'Atri quelque choſe de certain, & de conſiderable, vû l'importance de pluſieurs de ſes Seigneuries qui ont été incorporées & annexées à l'état du Roi d'Eſpagne.

Cet Ecrit a été remis de la part de Meſſieurs les Plénipotentiaires de France.

Comme les retardemens & les difficultés

Comté de Bourgogne, Rouſſillon, Catalogne, Iſle d'Elbe & côtes de la Toſcane, comme il ſera ci après plus amplement exprimé.

Enſuite de ce que deſſus marqué les Villes, Places & Châtellenies de Furne, Berghe-Saiot-Vinox, Caſſel, Courtrai, Gravelines, Dunkerque, Bourbourg, Luycken, Mardick, Armentieres, Comines, la Motte au Bois, Waten, Landrechies, Maubeuge, Dampvilliers, Thionville, Serich, Longwi, Ivoix, Deltheran, Saint Amour, Poligni, Joux, Lons le Saünier, & autres Villes, Places, Chateaux & Forts, leſquels ſont actuellement occupés dans le Comté de Bourgogne, de même que tout le Comté d'Artois, y compris Arleu & l'Ecluſe, ſans les Villes de Saint Omer, Aire & la Baſſée avec leur Diſtrict, devront, ſans appel & à toujours, reſter au Roi de France & à ſes Succeſſeurs les Rois de France, par le préſent Traité de Paix, avec leur Diſtrict, Bailliages, Seigneuries, Prevôtés, Paroiſſes & tout ce qui en dépend, ſans que Sadite Majeſté le Roi de France puiſſe à l'avenir être moleſtée par le Roi d'Eſpagne, ſa poſtérité ou quelque Prince de Sa Maiſon, ou par qui que ce puiſſe être, & ſous quelque prétexte & raiſon qui ſe pourroit préſenter, dans la haute propriété & uſance de tous les Païs ſuſdits, Villes, Châteaux, Seigneuries, Châtellenies, Bailliages, Prevôtés & Paroiſſes y annéxées, ou Places en dépendentes, ſoit parce qu'ils ont autrefois contribué dans les taxes du Païs avec les ſuſdites Châtellenies, ou parcequ'ils ont été ſous la juriſdiction ou ſous le commandement des Gouverneurs ou Magiſtrats d'icelles; en quoi on entend que ſeront compris les Vaſſaux mâles, Sujets, Places, Villages, Paroiſſes, Bois, Rivieres, Campagnes & toutes les autres choſes qui en dependent. Et à cette fin le ſuſdit Roi d'Eſpagne en renouvelle, cede & tranſporte, ſi bien pour lui que pour ſes Succeſſeurs & ſa Poſtérité, comme les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires le font par ce préſent Traité de Paix, en ſon nom, en laiſſant le tout irrévocablement cedé & tranſporté pour jamais, au profit de Sa Majeſté le Roi de France, ſes Héritiers & ſa Poſterité, & ceux qui y ont droit, tous les Droits, Actions, & Prétentions que le ſuſdit Roi d'Eſpagne ou ſes Héritiers & la Poſtérité prétendent ou pourroient avoir à prétendre, en quelque maniere ou raiſon que ce puiſſe être, ſur les ſuſdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Forts, Seigneuries, Châtellenies, Bailliages, Prevôtés, Paroiſſes y annéxées & toutes autres Places qui en dépendent, comme il eſt dit ci-deſſus, de même que tous les Vaſſaux Mâles, Sujets, Places, Villages, Paroiſſes, Bois, Rivieres, Campagnes & toutes les autres choſes dépendentes, leſquelles le ſuſdit Roi d'Eſpagne, auſſi bien pour lui que pour ſa Poſtérité, conſent être réunis dès à préſent pour toujours, & être incorporées à la Couronne de France, ſans aucun égard aux Loix, Coutumes, Statuts ou Contracts contraires à ce, auxquels dans la fin de cette rénonciation & ceſſion eſt expreſſement dérogé par le preſent Traité.

tes les autres Villes, Ports, Places, Villages &
Paroiſſes ſituées tout le long de ces deux Côtes de la Mer des Villes ſuſdites, depuis Roſes & Cadaques juſqu'au Rouſſillon & la France, avec leur Diſtrict & dépendences, & ſi c'étoit que quelques-unes de ces Villes, Places & Seigneuries, ſituées de ce côté des Montagnes des Pyrenées & les autres Villes, Places, Villages & Paroiſſes ſituées le long de la côte de la Mer du côté de Roſe & Cadaque avec leurs dépendances euſſent été autrefois annexées à quelque autre Païs, Comté ou Seigneurie, & n'euſſent pas juſqu'ici appartenu au ſuſdit Païs & Comté de Rouſſillon, le tout néanmoins reſtera & ſera poſſedé par le Roi de France pour toujours, comme toutes les autres dépendances du Païs & Comté de Rouſſillon ſuſdit, en cas que quelques uns fuſſent ſitués à l'autre côté de ces Montagnes des Pyrenées vers l'Eſpagne, ſans que lui & ſes Héritiers ou quelque Prince de ſa Maiſon, ſoit moleſté par qui que ce puiſſe être, ni ſous le moindre prétexte ou occaſion qui ſe pourroit preſenter, dans la propreté, Souveraineté, poſſeſſion & jouiſſance de tout ce que deſſus, & pour cette fin le ſuſdit Roi d'Eſpagne a, auſſi bien pour lui que pour ſes Héritiers & Poſterité, renoncé, laiſſé, cedé & tranſporté, comme ſes Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires en ſon nom, dans ce Traité de Paix, ont renoncé irrevocablement, laiſſé, cedé & tranſporté à toujours & pour jamais au profit du Roi de France ſuſdit, à ſes Héritiers, à ſa Poſterité & à ceux qui y auront Droit, tous les Droits, Actions & Prétentions, leſquelles le ſuſdit Roi d'Eſpagne ou ſes Héritiers & Poſterité ont, prétendent, ou pourront avoir ou prétendre par quelque raiſon ou maniere que ce puiſſe être ſur tout le Païs & Comté de Rouſſillon, Roſe, Cadaque & autres Païs, Villes, Places, Ports & Seigneuries, ainſi que ſur tous les Peuples, Vaſſaux, Sujets, Places, Villages, Paroiſſes, Bocages & Rivieres, Campagnes & toutes autres choſes dependentes dudit Roi d'Eſpagne, tant pour lui que pour ſa Poſterité, conſentant dès à preſent & pour toujours que cela ſoit incorporé à la Couronne de France, malgré toutes Loix, Coutumes, Statuts & Contracts faits à ce contraires, auxquels on a expreſſement renoncé & dérogé par l'actuelle ceſſion & renonciation ſuſdite du preſent Traité.

De même après ce Traité de Paix les Places de Portolongone & de Piombino avec les Villes, Places, Villages & Campagnes dépendentes ſituées dans l'Iſle d'Elbe & ſur les côtes de Toſcane devront reſter irrévocablement, & à toujours au ſuſdit Roi de France, pour ſe ſervir deſdites Places, Villes Villages & Terres dépendentes & les poſſéder avec le même Droit & de la même maniere comme le Roi d'Eſpagne les a poſſedez auparavant, lequel à cette fin, auſſi bien pour lui que pour ſes Héritiers & ſa Poſterité, renonce à tout ce que deſſus, cede, laiſſe & tranſporte, comme les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires en ſon nom au preſent

Digitized by Google

Que les Ecrits ſusdits ſont contre toute raiſon propoſez comme réponſe aux moyens d'ajuſtement preſentés par Meſſieurs les Plénipotentiaires d'Eſpagne, vû que les mêmes moyens d'ajuſtement ſont immédiatement procedés de Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats qui les auroient livrés dans un même tems à l'une & à l'autre Partie; enſorte que Meſſieurs les Plénipotentiaires d'Eſpagne les ont tous aprouvez & y ont conſenti. Mais les Plénipotentiaires de France les ont au contraire contredit, & en particulier celui de la Garniſon de Caſal, touchant l'élection des Officiers & Soldats qui doivent préter ſerment ainſi que le Commiſſaire qui le doit recevoir, & ſur l'engagement que le Duc de Mantouë doit contracter en fixant un tems pour l'entiere reſtitution de Caſal à ſon légitime Seigneur, comme auſſi ſur le Traité de *Queyraſco*, celui de *Monſon* & *Milan*, les Griſons, la Valteline & la Dote, de l'Infante Dona Catherine, ſur la reſerve de la Navarre, la liberté de Don Edouard de Bragance & la ſatisfaction de Monſieur d'Anglure connu ſous le titre de Duc d'Atri. Outre cela les Ecrits ſusdits de la France contiennent des nouveautés affectées & recherchées, leſquelles ne touchent en rien la Couronne d'Eſpagne, & ſont toutes contraires à l'eſſence du preſent Traité, ſur leſquelles néanmoins la France dès le 17. de Septembre paſſé avoit fait entendre qu'elle avoit déclaré toutes ſes prétenſions à Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats, leſquels l'ont ainſi dit & aſſuré le même jour à ceux d'Eſpagne dans leur propre demeure.

Les ſusdites nouveautez conſiſtent dans les deux déclarations par leſquelles la France ſur les points reglés de la part de Meſſieurs les Etats comme Médiateurs, fait entrer dans le même Article, la reſtitution de Charlemont, Philippeville & Marienbourg pour l'Evêché de Liege, ce dont il n'avoit jamais été fait aucune mention, ni auprès des Arbitres, ni dans aucune des propoſitions précedentes. La Couronne d'Eſpagne les a toujours poſſedés d'un tems immémorial, & entre le nombre des Places que la France occupe ſur le Roi d'Eſpagne dans les Païs-Bas ſe trouvent celles de Serich & Longwi leſquelles appartiennent au Duc de Lorraine, & dans le Comté de Bourgogne Poligni & Lons le Saunier, leſquelles Places la France occupe avec Joux tenu par un Colonel Allemand qui n'a jamais voulu déclarer qu'il tient cette Place de la Couronne de France, mais qui toujours en ſon nom a traité avec ceux du Gouvernement de Bourgogne ſur la ceſſation d'armes, & la Neutralité avec la ſusdite Comté ſans la moindre intervention de la Couronne de France.

leſquelles ſont occupées &c. au lieu de s'en tenir à la ſpécification, ou de comprendre tout en termes généraux, comme on a fait juſqu'à preſent dans des Propoſitions & Repliques, leſquelles ont été données de part & d'autre.

Dans celui-ci au lieu de ſe contenter du Comté de Rouſſillon comme on en étoit convenu, on prétend en outre à preſent les Ports & Places de Roſes & de Cadaque, leſquels ne touchent point le ſusdit Comté, toutes les autres Villes, Rades, Ports, Villages, Paroiſſes, petites Villes, Places, Seigneuries avec toutes leurs dépendences, leſquelles ſont ſituées de ce côté des Montagnes des Pyrenées vers la France, ainſi que ce qui eſt ſitué ſur les côtes de la Mer depuis les Villes de Roſes & de Cadaques vers le Rouſſillon, comme ſi quelqu'une de ces Places ſusdites Villes & Seigneuries ne dependoient pas du Comté de Rouſſillon: mais ſans égard à cela la France pretend garder toutes celles qui ſont ſituées de l'autre côté des Pyrenées vers la côte d'Eſpagne.

Dans un autre, nonobſtant les déclarations qui ont été faites pluſieurs fois par la France que l'on devra de part & d'autre rendre tout ce qui a été occupé en Italie, excepté Pignerol qui devra reſter à la ſusdite Couronne de France, on demande à preſent & on veut retenir Portolongone & Piombino avec les Villes, Villages, Paroiſſes & Terres qui en dépendent ſituées dans l'Iſle d'Elbe & ſur les côtes de Toſcane.

La France dans le ſuivant, prétend avoir ce qui deſſus eſt mentionné, par forme de réunion à ſa Couronne comme s'il en avoit été ſéparé, & qu'il ne fût queſtion que de remettre le tout dans les anciens Droits & poſſeſſion, au lieu que tout ce que deſſus n'eſt que de nouvelles Conquêtes faites par la force des armes: ſur quoi afin de ne pas abuſer plus longtems des peines & des ſoins de Meſſieurs les Médiateurs, on déclare de la part du Roi d'Eſpagne qu'il y a néanmoins une favorable diſpoſition pour traiter & conclure une bonne & ſolide Paix avec la France. On lui laiſſe le Comté de Rouſſillon dans ſon entier, tout ce qu'elle poſſede dans les Païs-Bas, & dans le Comté de Bourgogne; on fera une Trêve de trente années en Catalogne, en rendant de part & d'autre tout ce qui a été occupé dans l'Italie depuis la derniere Guerre, excepté & reſervé Pignerol pour la Couronne de France, de même que les Droits de la Princeſſe Marguerite de Savoye, renonçant en outre en faveur de la Couronne de France à tout ce qui appartient à l'Eſpagne dans l'Alſace, & rendre du Bas Palatinat ce que l'Empereur & l'Empire jugeront lui appartenir, en cas que la Paix avec l'Empire ne fût pas concluë en même tems que celle

de

le Duc d'Atri, la reſtitution des biens, & actions faite par les Juges qui les ont confiſqués ſur les Sujets de l'une ou de l'autre Couronne, la Ligue à faire entre les Princes d'Italie pour la ſureté du Traité de Paix, la condition que Caſal ne pourra point ſortir de la Maiſon de Mantouë, & enfin la maniere dont cette Place doit être gardée juſqu'à l'entiere & effective reſtitution qu'on en doit faire audit Duc de Mantouë. On veut ſuivre & ſe conformer à ce qui a été traité dans la précedente déclaration, & conformément à ce qui a été déterminé de la part de Meſſieurs les Etats relativement à leur écrit du 9. Decembre de la preſente année 1646. ſans que de la part du Roi d'Eſpagne, il puiſſe, ſans un juſte prétexte, y être fait aucun retranchement ou addition, excepté pour ce qui regarde Roſes & Cadaque, ce qu'on laiſſe néanmoins à la diſpoſition des Etats, afin de ne point retarder la Paix en cas qu'il n'y eût plus que cela qui en put arrêter la concluſion. On joint ici une courte relation en forme d'abregé de la Négociation de l'une & de l'autre Couronne pendant ce Traité pour la Paix, au ſujet de tout ce qui a paſſé par la direction de Meſſieurs les Etats, ce dont ils ont une particuliere connoiſſance, afin que tout bien conſidéré & examiné, ils puiſſent juger ſelon leur capacité ordinaire, combien la Couronne d'Eſpagne a eu d'égards à leur Médiation, & combien celle de France lui a ôté de ce qui lui appartenoit, combien l'Eſpagne a levé de difficultez pour parvenir à la Paix, combien d'obſtacles au contraire la France a ſuſcitez. Priant ſur cela Meſſieurs les Etats Généraux de voir comment, après la déclaration faite par la France, & remiſe auxdits Seigneurs les Etats, comme Médiateurs, leſquels donnerent ladite déclaration aux Plénipotentiaires d'Eſpagne, afin qu'ils puſſent répliquer ſur les demandes exhorbitantes qui y étoient faites; ils ne laiſſerent pas encore dans leur qualité ſuſdite de Médiateurs de ſolliciter & de preſſer tantôt en général & tantôt en particulier ceux d'Eſpagne de céder encore à la France deux ou trois Places davantage, ſavoir Gravelines, Bourbourg & Thionville, & d'accorder pour la Catalogne une Tréve de quatre années, en aſſurant que la Paix ſe feroit indubitablement ſur tout lorſqu'on cederoit Thionville. Cela fut accordé & promis de la part de l'Eſpagne, les effets dont on s'étoit flatté n'ont cependant pas ſuivi.

Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats ſe rendirent enſuite à l'hôtel de Monſieur le Comte de Peñaranda le 17. de Septembre & en preſence de ſes Collegues, ils dirent & promirent ſur la déclaration que les Plénipotentiaires de France leur avoient faite en forme de derniere reſolution, que ſi on accordoit à cette Couronne tout ce qu'elle poſſedoit dans les Païs-Bas, la Bourgogne & le Comté de Rouſſillon avec une Tréve de longues années en Catalogne, on en viendroit à la concluſion du Traité de Paix en 24. heures, ce qui fit reſoudre Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats, ce Traité en 24. heures, comme ils l'avoient dit & comme on s'y étoit attendu, il s'eſt écoulé trois mois, parce qu'au lieu de donner une déclaration conforme à celle qu'ils avoient donnée de vive voix aux Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats, ils y ont de jour en jour ajoûté des prétentions plus étendues que les premieres propoſitions, & ſi fort hors de meſure & de raiſon, qu'il ne s'en eſt jamais vû de pareilles entre des Princes Chrétiens. *Premierement* outre le Comté de Rouſſillon, ils veulent avoir Roſes, enſuite Cadaque, & après cela les dépendances de Roſes & de Cadaque. Ils déclarent enſuite après avoir demandé Pignerol qu'ils veulent auſſi retenir Caſal, ſous pretexte d'empêcher que cette Place ne tombe entre les mains de quelque Prince de la Maiſon d'Autriche. Ils ont demandé une Ligue entre les Princes d'Italie, ceux d'Eſpagne y ont conſenti à condition que cela ne pourroit apporter aucun retardement à la concluſion du Traité de Paix, mais la France fit entendre enſuite qu'elle ſouhaittoit que cette Ligue fut faite avant le Traité. Il eſt donc viſible qu'elle ne cherche qu'à prolonger, puiſqu'il falloit au moins ſix mois pour faire une pareille Ligue, attendu que nul Miniſtre d'Italie, non plus que ceux d'Eſpagne n'avoient d'inſtructions pour cela. A cette demande on a fait ſuivre celle de la liberté de Dom Edouard, & après qu'on eut trouvé l'expédient dont la France fut contente, cela ne fut cependant pas réſolu. On fit d'un autre côté mention de la pretention qui regarde la Dote de l'Infante Catherine, & la Couronne d'Eſpagne ayant conſenti que le Procès qui ſur ce ſujet eſt pendant à Naples ſeroit mis entre les mains de Juges impartiaux & qui n'ont nul intérêt dans cette affaire, attendu que cette Dote eſt aſſignée ſur le Royaume de Naples, la France voulut choiſir des Juges & nomma la Rote de Rome, & après cette nomination à laquelle l'Eſpagne conſentit encore, la France demanda caution pour la ſureté de ce qui ſeroit accordé, l'Eſpagne l'accorda de même en cas que ladite Rote le jugeât à propos. La France cependant ne s'en eſt pas tenuë là, malgré la ſureté des Traités, ſur leſquels repoſent de plus importantes affaires qu'une ſimple Dote. Elle ſuſcita enſuite la pretention imaginaire de Monſieur d'Anglure, lequel ne porte ni le nom ni les armes, & même n'eſt pas du ſang du Duc d'Atri, dont il veut cependant avoir les Droits & actions ainſi que de ceux qui ont porté ſon nom, ſes armes & qui étoient du ſang de ce Duc, leſquels droits & actions ſont fondées ſur des choſes paſſées depuis plus de cent ſoixante ans, & depuis ce tems-là ont été faits les Traités, auſſi bien de Paix que de Trêve, ſavoir de Madrid, Cambray, Bomi, Nice, Creſpi, Valenciennes, & Vervins, ſans qu'il y ait été fait mention de cette prétention, l'on y en a pourtant compris pluſieurs autres de moindre conſéquence. Sur cela la France a fait des inſtances pour que le Prince d'Epinoi, le Duc de Bournon-

qu'on lui pourroit faire dans le cours d'une année après la conclusion du Traité, & parce que cela pourroit être adouci par des voyes d'amitié, sans que le Duc fût obligé d'avoir recours aux armes. Pour ce qui regarde les Grisons & ceux de la Valteline, la France en disposte sans leur participation, ni sans en être autorisée ou avoir commission de leur part, procedant en cette occasion, tout comme elle pourroit faire, s'il s'agissoit des interêts de ses propres Vassaux ou Sujets, ajuste & change ses Traités faits entre les Grisons & ceux de la Valteline pour ce qui touche leur Gouvernement & leur Commerce, comme si ces Peuples n'étoient pas libres & indépendans des deux Couronnes.

Messieurs les Plénipotentiaires des Seigneurs Etats voudront bien se souvenir que dans le commencement qu'ils sont venus ici on leur a presenté de la part du Roi d'Espagne une Trêve générale avec la France dans toutes les Places où il se pourroit rencontrer & trouver les armes de l'une ou de l'autre Couronne, & cela pour le terme d'un, deux, trois, quatre, cinq ou six ans, au choix de la bonne volonté de la France, pour faciliter d'autant plus le secours dont la République de Venise a un extrême besoin pour se défendre contre le Turc: & cet expedient étant resté sans succès, la Couronne d'Espagne offrit à la Reine Regente de France d'être la médiatrice & l'arbitre du Traité, ce que ladite Couronne fit avec toute la complaisance & les marques d'affection, & de bonne foi que l'on pouvoit désirer, ce qui n'a pourtant point été accepté, mais au contraire refusé, sous un pretexte vinble de méfiance. Par tout ce procedé de l'Espagne & de la France, si different l'un de l'autre, on conclut qu'il est plus que tems non seulement de faire connoître, mais même de publier à toute la Terre, à qui on doit reprocher l'effusion du sang de tant de Chrétiens, par le retardement & les empêchemens que l'on apporte à la conclusion de la Paix, laquelle tous les Sujets de part & d'autre souhaittent avec ardeur depuis tant d'années, soupirant sous l'esclavage des calamités & de la misere que produit une si longue & si dure Guerre, & cela après l'expérience qu'on a tant de fois faite dans les oppositions de la France à la Paix, non seulement entre l'Espagne, mais même entre les Sujets des Provinces des Pais-Bas, lesquels sont sous la Domination du Roi d'Espagne, & celles de Messieurs les Etats Généraux. Il est donc non seulement juste & raisonnable, mais encore nécessaire d'insister sur l'obligation où sont Messieurs les Etats de donner sur de pa-

Du Registre des

NEGOCIATIONS DE PAIX

De leurs Hautes Puissances les

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES.

Vendredi 15. Novembre 1647.

APrès déliberation il a été trouvé bon, & entendu d'ordonner par ces presentes & d'autoriser expressement les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de cet Etat, à Munster, de demander & exiger précisément des Ambassadeurs & Plénipotentiaires d'Espagne, que le troisiéme des septante-trois Articles qui ont été faits à Munster soit adouci, redressé & couché dans les termes suivans.

Premiérement.

Un chacun retiendra & jouïra effectivement des Terres, Villes, Places, Païs, & Seigneuries qu'il a & possede actuellement, sans qu'on puisse s'y troubler ou donner empêchement directement ou indirectement, de quelque maniere que ce puisse être: sous cela on entend comprendre les Bourgs, Villages, Hameaux & plat Païs qui en dependent; & ainsi toute la Mairie de Bois-le-duc avec toutes Seigneuries, Villes, Châteaux, Bourgs, Villages, Hameaux & plat Païs dependant de ladite Ville & Mairie de Bois-le-duc, la Ville & le Marquisat de Bergopsom, la Ville & Baronie de Breda, la Ville de Mastricht & son ressort, comme aussi le Comté de Vroomhoof, la Ville de Grave & le Païs de Cuyck, Hulst & le Baillage de Hulst, Hulster Ambacht, Axelle-Ambacht, au Midi & au Nord de la Heulen, ensemble les Forts

reſteront dans le même état où ils ſont preſentement, & en cas de diſpute ſera renvoyé à la Chambre Mipartie pour y être fait droit. Monſieur Eyven Député des Etats du Païs de Groningen a fait enregiſtrer qu'il n'avoit encore reçu aucun ordre de ſes Commettans touchant le contenu du ſusdit Article, mais conſiderant que les importantes affaires de la Paix qu'il faut traiter à Munſter, ainſi que l'expedition du Bréſil qui en dépend, ne doivent pas reſter ſuſpendues, partant ledit Député a declaré qu'il paſſoit le ſusdit Article, & y donnoit ſon conſentement ſous l'aprobation des Seigneurs ſes Commettans.

De plus.

Leurs Hautes Puiſſances ont trouvé bon, & entendent d'ordonner par celle-ci à leurs ſusdits Plénipotentiaires nommés de la part des Etats qu'ils ayent à prendre & recevoir de la main des Plénipotentiaires d'Eſpagne l'Acte du 27. Decembre 1646. qui concerne le temperament propoſé, & de déclarer de bouche que leurs hautes Puiſſances prétendent jouir de l'entiere Souveraineté, & ſuperiorité dans le temporel & le ſpirituel avec tout ce qui en depend dans la Mairie de Bois-le-duc, ainſi que dans les Pais mentionnez dans le 3. des 73. Articles conclus à Munſter; entendant que cela & ce qui eſt exprimé ci-deſſus contient l'execution de la Reſolution de leurs HH. PP. du 18. Mai dernier, où il eſt marqué qu'on s'accommodera avec l'ennemi, mais qu'on ſtipuleroit la pleine & abſoluë Souveraineté tant dans le ſpirituel que dans le temporel au ſujet de la Mairie de Bois-le-duc, & les autres Places ſpécifiées dans l'Article ci-deſſus.

Item.

Eſt réſolu & arrêté, comme on réſout & arrête par celle-ci, que les Placards ci-devant émanez & publiez de la part de leurs Hautes Puiſſances, contre les Catholiques ſeront renouvellez & publiez de nouveau après la concluſion & ratification du Traité à faire entre le Roi d'Eſpagne & les Etats, enſorte que ces Placards ſeront exécutez ſuivant leur forme & teneur, dans toute la Mairie de Bois-le-duc & autres Places mentionnées dans le ſusdit Article III. & en conſequence il ſera, de la part de leurs Hautes Puiſſances, & en leur nom, pris poſſeſſion de tous les biens, & revenus Eccléſiaſtiques dans ladite Mairie & autres lieux ci-deſſus mentionnez pour en diſpoſer ainſi qu'elles jugeront à propos, ſans admettre à cet égard aucun temperament. Meſſieurs les Députez de la Provinces de Zélande ont fait enregiſtrer qu'avant d'aprouver les ſusdits termes on devoit ajoûter celui de *jamais*.

Item.

A été trouvé bon & réſolu que Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats, qui ſont preſentement à Munſter, ſe conformeront auxdites Reſolutions, & de bien contribuer auxdites Reſolutions de s'employer pour la France autant qu'on le peut faire efficacement pour conclure auſſi le Traité entre les deux Couronnes. Meſſieurs les Députez des Provinces de Zélande ont fait enregiſtrer qu'ils acquieſçoient aux ſusdites Réſolutions du 18. Mai. 4. Juillet, 7. 10. & 13. Août dernier, & qu'ils ſouhaittoient que Meſſieurs les Plénipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances à Munſter, ſe réglaſſent là-deſſus, & que pour cet effet on tiendroit les ſusdites Reſolutions pour inſerées ici de mot à mot; leſdits Députez de Zélande n'ayant aucun ordre d'admettre aucune addition ou changement. Les Députez de la Province d'Utrecht munis des Pleins-pouvoirs de leurs Principaux, ont fait enregiſtrer qu'ils prétendent que le Traité de Paix avec l'Eſpagne, ne ſoit pas conclu autrement qu'en conformité des Traitez faits avec la Couronne de France, & par conſequent à moins que l'Eſpagne ne laiſſe à la France les Conquêtes qu'elle a faites & dont elle ſe trouve en poſſeſſion au tems de la concluſion du Traité de Paix entre la France & l'Eſpagne, que tout ce qui ſera ſigné par les Plénipotentiaires des Etats, ſera ſans effet juſqu'à ce que la France & les Etats ayent enſemble & en même tems conclu, & donné leurs ratifications reſpectives; qu'en même tems ſera conclu le Traité de Ligue & Garantie entre la Couronne de France & cet Etat, & inſinué, avant la concluſion du Traité de Paix, aux Plénipotentiaires d'Eſpagne. Meſſieurs les Députez de Friſe à l'Aſſemblée de leurs HH. PP. ont fait enregiſtrer ſur tout ce qui eſt ci-devant, qu'ils approuvoient toutes les ſusdites reſolutions priſes en cas que les Eſpagnols tinſſent tout ce qu'ils ont promis à la France, & qu'ils en donnent des aſſurances; & que pour cet effet on fera tout ce qui ſera poſſible pour réunir les deux Couronnes, & les porter à terminer leurs differens au plutôt, ſoit par arbitrage ou par telle autre voye qui ſera trouvée raiſonnable, conformément à toutes les réſolutions priſes ci-devant ſur ce ſujet.

Finalement.

Il a été reſolu que la Flote de cet Etat deſtinée pour le Bréſil, pour le ſecours de la Compagnie du Oüeſt & les entrepreneurs de cette expedition mettront promptement en Mer, & pour cette fin tous les preparatifs qui reſtent à faire & qui ſont néceſſaires compris dans la Reſolution de leurs Hautes Puiſſances le 9. de ce mois, ſeront achevez ſans perte de tems pour l'uſage de ladite Compagnie ſuivant les Réſolutions de leurs Hautes Puiſſances du 20. & 23. Decembre 1645. & conformément aux Commiſſions, & Inſtructions qui doivent être ſur ce formées & expediées par ſon Alteſſe, & par les Députez de leur HH. PP. Les Députez de Friſe ont fait enregiſtrer ſur ceci concernant la Compagnie du Oüeſt, qu'ils ſe raportent ſur ce ſujet à la reſolution priſe par leurs Commettans & demandent qu'elle ſoit executée.

Mon-

Digitized by Google

[illegible]. envoyeront ici au plutôt ce projet ou formulaire de ratification, pour être enſuite inſtruits des intentions de leurs HH. PP.

Il a été repreſenté à l'Aſſemblée que les Ambaſſadeurs Extraordinaires de leurs Hautes Puiſſances pour le Traité général de la Paix à Munſter, ſelon la volonté de leurs Hautes Puiſſances & les ordres qu'ils en ont, ont ſtipulé qu'en cas que le Traité de Paix ait lieu, les Forts qui ſont ſur le Swin aux environs de la Ville de l'Ecluſe en Flandre, qui ſont occupés preſentement par des Garniſons Eſpagnoles, ſeront démolis; mais qu'il ſeroit à propos que l'on démolît auſſi quelques-uns de ceux que tiennent les Etats: que ſur cela il eſt néceſſaire que leurs Hautes Puiſſances nomment les Forts qu'elles veulent que l'on demoliſſe, & qui comme on vient de dire, ſont occupez par des Garniſons Eſpagnoles, ſur quoi on a déliberé, & trouvé bon, ayant apris que les Plénipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances ſont ſur leur départ pour Munſter, qu'ils ſeront chargez des noms deſdits Forts qui ſont les ſuivants, ſavoir Saint *Job*, Saint *Donat*, Saint *Steerenſchans*, *Tereſe*, le Fort *Frederic*, le Fort *Iſabelle*, Saint *Paul* & la Redoute *Papenmuts*, leſquels ſeront démolis, ainſi qu'ils en conviendront avec leurs autres Collegues & les Eſpagnols, conformément à ce qui a déja été arrêté à Munſter.

REFLEXIONS

Qui ferment la bouche à ceux qui haiſſent la Paix.

ON dit ordinairement que quand deux hommes ſe querellent, ils ont tous deux tort, mais que quand deux perſonnes ſe battent elles en ont encore plus.

Supoſant que la Guerre que nous avons eue avec l'Eſpagne, a été juſqu'à preſent juſte & ſans excès, qu'il n'y a même eu rien de blamable de notre côté; il faut avouër que nous pourrions bien avoir tort à preſent & à l'avenir, car nous commençons à nous moquer de Dieu & de toute la terre, ayant tant de fois déclaré & proteſté en preſence de l'un & de l'autre que la fin de la Guerre eſt la Paix. C'étoit auſſi le ſentiment des ſages Payens. Nous pouvons à preſent avoir la Paix, mais non pas une ſimple c'eſt-à-dire cette charmante Paix. Quelles gens ſont-ce là? Des eſprits de Guerre, qui ne trouvent de gloire & de profit que dans la Guerre: on peut bien les comparer avec ces Eſprits dont parle l'Ecriture, qui étoient furieux, qui habitoient dans des ſepulchres & qui devenoient terribles quand quelqu'un paſſoit aupres d'eux. Ou comme ces autres Eſprits, qui voyant arriver le Prince de la Paix crioient, *Seigneur, pourquoi venez-vous nous tourmenter avant le tems?* Ils font la même choſe contre la Paix que Dieu nous donne preſentement, ils crient pourquoi nous égorgez-vous avant le tems, (avant que la meſure de notre gloire & de notre avance ſoit comble) venez-vous mettre ordre contre nous & contre notre fureur, contre nos vols & nos meurtres, nos incendies, enfin contre le deſordre & la confuſion qui eſt dans les finances? Il ſemble que ce ſoit un de ces Eſprits qui a publié depuis peu le *Triomphe d'Eſpagne*, & qui s'efforce de faire accroire que les Eſpagnols en traitant preſentement de la Paix, gagnent plus ſur les Provinces-Unies qu'en 70 années de Guerre.

Pourquoi & en quoi? Parce, dit-on, qu'il a fait rompre aux Etats les liens indiſſolubles des accords & confidences qu'ils avoient fait avec leurs Confederez dans l'Allemagne, & l'Angleterre & ſur tout avec la France.

Cela ſignifie que notre reſolution de faire la Paix, ne plaît pas à quelques perſonnes en Allemagne, en Angleterre & en Franee, & qu'on doit par conſéquent reſter en Guerre tant qu'il plaira à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la Suéde & à la France, mais il eſt évident que c'eſt un abus.

A l'égard de l'Allemagne & de l'Angleterre, il n'y a ni Roi, ni Princes, ni Parlement auxquels nous ayons promis ou avec leſquels nous ſoyons engagez à reſter en Guerre contre les Eſpagnols plus longtems qu'il ne nous plaira.

Les Suedois, ceux de Heſſe en Allemagne, les Rois & le Parlement en Angleterre ſont en Paix avec l'Eſpagne, toute la Terre le ſait, comment donc de bonne foi pourroient-ils être mécontens que nous fiſſions la Paix avec ceux, avec qui ils ſont déja en Paix?

Comment pourroient-ils nous blâmer de faire ce qu'ils ont fait eux-mêmes? En effet la Suéde ne s'eſt donnée aucune peine ni aucun mouvement pour pouvoir arrêter notre Négociation de Paix quand elle auroit été prête à conclure. Y avoit-il quelque inimitié entre la Suéde & l'Eſpagne ou entre la Maiſon de Heſſe & l'Eſpagne? Si cela étoit, on feroit à preſent quelques Négociations pour eux à Munſter & à Osnabrug, il ne s'en fait cependant aucune.

Pour ce qui regarde la France; raportons-

il s'eſt fait par une commune réſolution & après des éclairciſſemens de pluſieurs Conférences avec les Ambaſſadeurs de France avec qui tout a été réglé, il ne ſeroit pas juſte de reſter en Guerre éternellement ſelon le bon plaiſir de l'un ou de l'autre. Cela n'a jamais été le ſentiment de la France, elle ne peut pas dire autrement. Elle n'a pas lieu de ſe plaindre de nous, ſi ce n'eſt qu'elle a fait ſes Conquêtes par nos armes & par notre interpoſition: auſſi ſera-t-on, enſorte qu'elle les conſerve & même qu'elle obtienne ſes autres demandes. Mais reſter pour cela en Guerre plus longtems qu'on ne juge le devoir, ce ſeroit un engagement préjudiciable à l'Etat, honteux à toute la terre & même odieux.

Oui, plus la France ſouhaite la continuation de la Guerre, plus nous devons ſouprer après la Paix, & nous le devons faire, afin qu'on ne diſe pas de nous, quand vous voyez un voleur vous volez avec lui, & vous avez part avec l'adultere.

Nous ne ſavons ce que c'eſt de parler par haine ou par jalouſie contre les François, comme parlent ces Eſprits Guerriers, il n'eſt pas même beſoin que nos ſentimens ſe rencontrent juſte avec les François. Il n'y a qu'à lire l'hiſtoire de notre Gouvernement & les Guerres que nous avons euës dès le commencement, vous y trouverez qu'on n'a pas toujours été d'accord avec eux pour les maximes, les intentions & les intérêts même dans notre plus foible naiſſance. Leur Religion, leur Monarchie, leur maniere de gouverner, leur façon de vivre, leurs habitudes & leur humeur ne ſont pas compatibles avec les nôtres. Pour aller un peu plus avant & parler encore plus clairement, les maximes & les intentions de Monſieur le Cardinal ne s'accordent pas même avec celles de Monſieur le Prince de Condé, & d'autres que l'on appelle pourtant de bons François; car Monſieur le Cardinal, qui eſt un homme d'Egliſe & un Italien, cherche à agrandir ſa Maiſon & rendre ſon nom fameux dans ſa patrie où il envoye tout l'argent comptant & le plus réel des forces de la France, tandis qu'il néglige non ſeulement les Païs-Bas, mais encore l'Allemagne & la Catalogne: ce qui a cauſé tout le tumulte & la ruine de l'armée, la perte d'Armantieres, & de Landrechies & l'affront du glorieux Prince de Condé, *Convenit nulli, qui ſecum diſſidet ipſe.* Comment pourrions-nous donc nous accorder en toutes choſes avec un Roi qui ne ſe peut pas accorder avec lui-même: Croyez donc ſurement que la bonne intelligence entre la France & nous eſt bonne, & qu'elle reſtera dans ſa force auſſi longtems qu'elle nous ſera néceſſaire à l'un & à l'autre; mais dès que la France voudra empéter ſur nos Frontieres; nous verrons la défiance & la jalouſie paſſer de notre côté, nos yeux ſeroient alors ouverts & nous verrions trop tard que les foibles voiſins ſont les meilleurs.

Ces Eſprits guerriers ſe plaignent de ce qu'on rend ici les François haiſſables, & eux-mêmes ne font pas difficulté de rendre ſuſpects toute notre Regence & nos Regens. Car c'eſt l'uni-

de la France, le tems peut venir tout d'un coup, ainſi qu'il eſt arrivé à d'autres Reines Méres, qu'on dira *Migrate*; de nouveaux Miniſtres, de nouveaux Favoris auront de nouvelles maximes qui toutes ſe réuniſſent d'ordinaire en faveur des intérêts des Favoris ou du Royaume.

Y a-t-il quelque choſe de douteux dans les Traitez? Nous ne ſommes pas obligez de recevoir la deciſion des étrangers qui cherchent leurs intérêts & ceux de leurs Favoris.

Nous avons fait, pour parvenir à une Paix ſure & honorable, toutes les Alliances néceſſaires, & les Traitez entre la France & nous ſont bâtis ſur ce fondement. On peut prouver par toutes les Hiſtoires qu'à préſent la France peut avoir, par notre moyen une Paix honorable & aſſurée, oui plus aſſurée & plus honorable que jamais, toute la terre en juge ainſi, nous l'aurons pareillement; tout le Gouvernement eſt dans ce ſerument.

Si les François veulent aller plus avant, alors ce n'eſt pas nous qui rompons, mais eux qui rompent la bonne foi du Traité & de l'Alliance, puiſqu'ils font aſſez voir (ſans parler de la Monarchie univerſelle) que leur but eſt de troubler notre union, l'unique fondement de l'amitié, du repos & de la Paix.

Par ces raiſons on voit aſſez pourquoi cet été notre armée n'eſt pas venuë en Campagne ni nos Vaiſſeaux ſur les côtes de Flandres, c'eſt ainſi qu'on a gardé la Balance, & le ſeul moyen par où l'on a empêché l'échange des Païs-Bas Eſpagnols contre la Catalogne, & telle autre Négociation capable de nous cauſer de l'inquietude; c'eſt ce que notre Gouvernement a le plus ſagement fait de notre tems, & la plus grande victoire que nous ayons jamais remportée.

Les équipages des Vaiſſeaux pour garder les Côtes, comme ceux qui ſont deſtinez pour croiſer & au ſujet deſquels ces Eſprits guerriers ſe plaignent, étoient une dépenſe inutile dans ce tems ici, où il n'y a plus d'ennemis ſur mer. C'eſt ce qu'ils voudroient bien nier, mais qu'ils demandent à nos Pêcheurs, aux petits & aux grands, ſi on a pris un ſeul Vaiſſeau, qu'ils le demandent aux Vaiſſeaux Marchands, on ne le peut dire que de quelques-uns qui ont été pris par ci par là pour les contrebandes qu'ils portoient en France, aux Ennemis des Eſpagnols, ce qui eſt de droit en tout Païs. Cela eſt même ordonné par nos Placards, & nous avons coutume de faire ces priſes ſur les François & les Anglois, même quand ils ſont nos Alliez: a-t-on pris autre choſe? cela eſt arrivé ſouvent ici auſſi que quand on ne trouve pas la priſe juſte on la rend, c'eſt ce qui eſt arrivé en Eſpagne, même pour les contrebandes: il n'eſt donc pas vrai que nos armées ne ſont pas en Campagne & que nos Vaiſſeaux ayent reſté en repos pour favoriſer les Eſpagnols.

Nos Regens ont fait cela pour diminuer la confuſion, pour affermir nos propres Etats, pour faciliter la Paix: cela eſt-il pour favoriſer

Comme de ſages Princes, qui cherchent la Paix, ils accommodent tout pour être juſte & tenir la Balance. L'Electeur de Baviere a ſouvent gardé la même conduite dans cette Guerre, enſorte que quoique l'Empereur ſoit ſon Beaufrere & le Chef de l'Empire, il l'a abandonné quand il a remarqué que l'Empereur prenoit trop l'eſſort & periſtoit à ne vouloir pas de Paix. Notre Etat, (& l'on peut dire toute la Chrétienté) eſt intereſſé à ce que la France ou l'Eſpagne ne deviennent pas trop puiſſantes. Si ces deux Couronnes venoient ſur une ſeule tête, qui eſt-ce qui pourroit y reſiſter? Que l'Eſpagne ſoit à preſent trop foible contre la France & nous, c'eſt ce dont cet Ecrivain du *Triomphe* convient, il le dit lui-même, d'autres le ſavent bien auſſi, & il eſt ſûr que les François diſent & penſent que la France ſeule ſuffiroit pour jouer la piéce, ſans qu'elle eût beſoin de nous pour plumer les Eſpagnols. Ils comptent auſſi que les Eſpagnols ont fait enſorte qu'on a abandonné ici la Compagnie des Indes Occidentales, qu'on retient le ſecours qu'on devoit envoyer au Breſil & qu'on ne fournit plus les ſubſides promis, &c.

Il ſeroit même desavoué ſur cela par les François, car la France eſt elle-même fachée de notre rupture avec le Portugal: Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France, le Comte de Servien & Monſieur de la Thuillerie, ont ouvertement tenu des Conférences ſur ce ſujet & agiſſent encore actuellement pour que l'affaire de Portugal ſoit remiſe. Y a-t-il quelques Provinces qui empêchent le ſecours deſtiné pour le Breſil? Ce n'eſt aſſurément pas celle de Hollande (c'eſt elle cependant que cet Ecrivain veut taxer) c'eſt une autre Province, laquelle en cela n'a pourtant pas deſſein de le faire en faveur des Eſpagnols, elle a d'autres raiſons, dont la principale eſt qu'on ne doit pas s'embaraſſer dans une nouvelle Guérre avant que l'ancienne ſoit terminée. C'eſt pourquoi les autres Provinces deſirent que l'on conclue la Paix avec l'Eſpagne avant le depart du ſecours: car dans un armement ſi conſiderable par mer & par terre, il ne ſeroit pas à propos d'ôter ces Vaiſſeaux à l'Etat, ſi par hazard on ne finiſſoit pas avec l'Eſpagne. Mais comme on a à preſent tout ce qu'on a ordonné à Meſſieurs les Plénipotentiaires, ceux-là ſont mal qui arrêtent la ratification, & empêchent en même tems le depart du ſecours pour le Breſil.

Car quand on a accordé ce ſecours pour le Breſil, c'eſt ſous la condition que premierement la Paix de Munſter ſeroit faite, afin de ne pas entrer encore en Guerre avec de nouveaux Ennemis, (Amis & Alliez de la France) dans un

Mais les Provinces-Unies ne donnent pas la dedans, elles veulent ſerieuſement & efficacement le rétabliſſement de la Compagnie, la Hollande y eſt plus intereſſée que qui que ce ſoit & après elle la Zelande; ſi à preſent les Provinces-Unies d'une maniere ou d'autre font paroître leur zéle dans cette affaire, ce ne ſera jamais par égard pour la France, le Portugal ou l'Eſpagne, mais préciſement pour l'interêt particulier des Provinces. On ne doit pas trouver cela étrange, car chaque Province eſt Souveraine, & chacune eſt attachée a ſes propres interêts, cependant on tâche d'ajuſter tout avec les interêts de la Généralité autant qu'il eſt poſſible.

Le Roi d'Eſpagne a été obligé de faire de même, & il le fait encore, la Caſtille a ſeule l'octroi pour le Commerce des Indes Occidentales, le Portugal l'avoit pour les Indes Orientales & le Breſil. Naples, Milan, & les Pais-Bas en ont été exclus.

Ce n'eſt pas ſeulement en Eſpagne, mais auſſi en France & en Angleterre que les Provinces ſe gouvernent chacune ſelon leurs Loix, leurs Droits & leurs Privileges. Ce qui fait que bien ſouvent les intérêts d'une Province ſe trouvent contraires à l'autre: on ne doit pas dire pour cela dès que cela arrive que c'eſt à l'avantage de l'ennemi, comme fait cet Auteur du Triomphe de l'Eſpagne; c'eſt lui qui voudroit mettre le trouble entre ces Provinces & forcer le ſecours pour le Breſil.

Pour ce qui regarde *Philippe le Roi, qui*, comme on s'écrie, *eſt au milieu de nous un Agent de l'Ennemi, un Eſpion, un Serpent dans notre ſein &c.*

Il faut qu'on ſache qu'il eſt venu ici ouvertement, qu'il a été admis avec de bons Paſſeports de leurs Hautes Puiſſances & ſur des Lettres de credit.

S'il venoit avec intention de mal faire, il ne ſe tiendroit pas ainſi à découvert, logé chez une perſonne de la Cour Provinciale, il y ſeroit couvert & en ſecret; c'eſt pour cela que les chemins ſont ouverts & la correſpondance libre; & on pourroit de cette maniere avoir mille paſſeports au lieu d'un pour différentes perſonnes: & même on pourroit venir ſans Paſſeports des Etats, car ſuivant les Traitez Preliminaires cela n'eſt pas néceſſaire.

Il eſt à remarquer que le ſejour d'un Miniſtre d'Eſpagne ici eſt pour l'honneur & le ſervice des Etats.

C'eſt par cette raiſon que les Venitiens ne nous font pas à préſent cet honneur de tenir ici un Miniſtre, parcéque nous n'en avons pas à Veniſe.

Si notre Gouvernement trouve bon à préſent

pagne & de Bruxelles, il eſt vrai que Munſter eſt l'endroit des Négociations, il y en a auſſi là & c'eſt là qu'on doit conclure.

Mais cela n'empêche pas d'envoyer d'autres Miniſtres de part & d'autre & d'entretenir une bonne correſpondance, elle étoit même néceſſaire, dans la plus grande chaleur de la Guerre pour le Commerce, qui s'eſt fait le plus ſouvent hors de nos Provinces, ſur Anvers, Hulſt, le Sas, Bruge &c. & pour les Echanges & Rançon des Priſonniers de Mer.

Et certainement Philippe le Roi ne nous a pas deſervi : ſi cela étoit on ne prolongeroit pas ſi ſouvent ſon Paſſeport. Au contraire il a notablement rendu ſervice au bien commun, & cela paroit évidemment par la ſuſpenſion des hoſtilitez ſur mer dont on a parlé ci-devant.

Quand on ſera en Paix, il ſera libre à un chacun d'aller où il voudra ſans Paſſeport.

On peut même dire que nous avons déja la Paix, puiſque nous en reſſentons les effets; tous ſieges, campagnes, & actes d'hoſtilitez ſont arretez.

C'eſt un grand bonheur pour notre Etat qu'il y ait de la haine, du dépit & de la jalouſie entre les François & les Eſpagnols, car cette jalouſie eſt beaucoup plus grande entre eux, qu'elle ne l'eſt entre l'Eſpagne & nous. Sans cette conſidération il ſeroit impoſſible que le Roi d'Eſpagne s'accordât plutôt avec nous qu'avec le Roi de France, fils de ſa ſœur, la conformité de Religion d'ailleurs les y devroit faire conſentir.

C'eſt un avantage pour toutes ces Villes & Provinces qui ſont libres, que l'Eſpagne & la France puiſſent toujours être en jalouſie auſſi longtems que l'égalité entre eux durera. Comines écrit plaiſamment au ſujet du Comte de Saint Paul qu'il ſe tenoit entre le Roi de France & le Duc de Bourgogne, & qu'il s'y tenoit parce qu'il tiroit ſa part des deux côtez, ne voulant s'unir ni à l'un ni à l'autre de ces deux Princes quoiqu'ils vouluſſent l'y forcer par les armes, lui qui n'étoit qu'un pauvre petit Seigneur qui n'avoit qu'une ſeule Ville pour tout Etat.

C'eſt ici tout le contraire, les Etats que Dieu par ſa bénédiction a rendu ſi puiſſans, ſont pourtant encore foibles en les regardant ſeuls contre l'Eſpagne & quoiqu'elle fût plus forte encore alors qu'à préſent ils en ſont pourtant venus à bout.

Le depit & la jalouſie ſont à préſent entre les deux Couronnes de France & d'Eſpagne & bien plus qu'ils n'étoient entre la France & la Bourgogne.

Nous pouvons facilement entretenir la même jalouſie, nous le devons faire, (& il ſeroit étonnant que nous fiſſions le contraire), car nous ſavons parfaitement que toutes les deux ne nous veulent pas grand bien, quand ce ne ſeroit qu'à cauſe de la Religion.

Il y en a qui craignent que les deux Couronnes ne viennent à s'unir pour tomber ſur nous à forces communes. Mais ils doivent ſavoir que cela ſeroit bien plus à craindre ſi la France étoit Maitreſſe abſolue des Pais-Bas Eſpagnols, le donne aſſez à connoître, j'examinerai toutes les occaſions de rentrer encore en guerre avec la France & tâchera de recouvrer l'Artois, Dunkerque, Rouſſillon, Catalogne, Lorraine &c. bien loin d'aider la France a faire de nouvelles conquetes; or ſans eſperance de conquêtes la France ne recommencera pas la Guerre.

D'un autre côté la France cherche à gagner ſur l'Eſpagne, & en tirer tout ce qu'il lui ſera poſſible, bien loin de jamais procurer à l'Eſpagne le moindre avantage ni la moindre conquête.

S'il arrivoit cependant qu'il ſe fît une Alliance entre la France & l'Eſpagne contre nous, ils auroient compté ſans leur hôte, ce ſeroit *amour de Putain, feu de Paille.*

Si l'on peut s'imaginer que la France & l'Eſpagne puiſſent faire une pareille Alliance, il nous ſeroit encore plus aiſé, à nous, d'en faire une contre eux avec l'Angleterre, la Suéde, le Dannemarck & dans l'Allemagne, oui ces Puiſſances s'allieroient d'elles-mêmes, car la raiſon naturelle fait voir qu'on doit s'oppoſer à toute Puiſſance trop grande & formidable, elles nous aideroient donc, car elles auroient à courir la même fortune après nous; car les conquêtes ne raſſaſient pas l'ambition, *non ſi Labyam remotis Gadibus jungat.* Plus on gagne plus on veut gagner. Nous en avons un exemple devant nous.

Nous voyons clairement que la France & la Suéde n'ont jamais eu envie de finir la guerre, tant que nous leur avons fait avoir bonne fortune, car ils n'ont jamais voulu conſentir à une ſuſpenſion d'armes, qui eſt cependant le veritable chemin pour parvenir à la Paix, & la marque infaillible qu'on veut la Paix.

Nous connoiſſons que les grands progrès de la France & de la Suéde, les ont animez de plus en plus ſans qu'ils ayent jamais paru en avoir aſſez; mais n'ayant plus nos Troupes & nos équipages il leur a falu mettre de l'eau dans leur vin.

Cela a mis les affaires de la guerre dans une égalité, & on peut en conjecturer, ſi nous perſiſtons, que la Paix ſuivra infailliblement: car quelle envie pourroit avoir l'une ou l'autre de reſter en guerre, ſans l'eſpoir de faire quelque progrès.

La raiſon cependant qui les empêche encore de conclure, c'eſt une opinion & une eſperance qui les chatouille & leur fait croire que nous n'oſerons pas en venir à la concluſion ſans eux, que nous irons encore l'été prochain en Campagne, ou que ſi nous n'y venons pas, les Eſpagnols par jalouſie feront & tiendront au moins 8. ou 10. mille hommes contre nous.

Mais ſi nous concluons abſolument, je dis qu'il eſt évident que la France aura plus d'égard pour nous & que n'ayant plus aucune eſperance de conquêtes elle conclura auſſi.

Mais ſupoſé encore qu'elle ne concluë pas, du moins nous ſerons en Paix, nous aurons de grands ſujets de remercier Dieu, nous retablirons nos Finances, nous corrigerons les grands abus

donner à l'Eſpagne le tems de reſpirer.

Il n'y aura aucun avantage ou deſavantage ſi grand ni de l'un ni de l'autre côté qu'il ne nous ſoit aiſé d'établir l'équilibre.

Quelques uns s'emancipent de dire que les Eſpagnols & les Impériaux ſont déja bien avancés & que nous devrions continuer la Guerre pour tenir la Balance droite.

Le contraire eſt vrai, car en Allemagne l'Empereur a encore perdu cet été *Eger*, *Heilbron*, *Memmingen* &c. pluſieurs Places dans le Landgraviat de Darmſtadt, Item *Vecht*, *Vaſtenauw*, *Wydenbrugghe* &c. Les Eſpagnols ont perdu dans la Catalogne *Ager*, dans le Païs-Bas la *Baſſée*, *Lens*; qu'eſt-ce que les Allemands contre cela ont gagné? Pas une Ville.

Qu'eſt-ce que les Eſpagnols ont gagné? *Armantieres* & *Landrecies*? Qu'on mette tout dans la Balance, & l'on trouvera que l'Eſpagne & l'Empereur ſont encore à leur compte venus trop court de beaucoup, bien loin qu'ils ayent tiré quelque avantage.

Ceux qui croyent que les Suédois ſe retirent avec leur armée, parce qu'ils n'ont pas de bons quartiers d'hyver, ſe trompent, ils en peuvent avoir à leur choix, mais c'eſt qu'ils ont eu du deſavantage & qu'ils ne ſe trouvent pas aſſez puiſſans; car ils ſe ſont tellement fortifiés ſur les côtes de la Mer Baltique, ſur l'Elbe, ſur le Weſer, ſur l'Ems & ſur le Rhin même, qu'il étoit impoſſible de les en deloger. L'Empereur au contraire n'a pas une ſeule Place ſur les mêmes Rivieres ni ſur la Mer Baltique, car tout ce qui eſt ſur ces rivieres n'appartient pas à la Suéde, mais aux Electeurs ou à des Princes particuliers de l'Empire auſſi jaloux de ces Places & de la liberté de l'Allemagne contre l'Empereur, que contre la Suéde.

Mettons les choſes au pire, & ſuppoſons que la Suéde fût batuë, (ce qu'à Dieu ne plaiſe) l'effet de cette bataille ſeroit la perte de quelque Forteresſe. Mais pour la prendre les Impériaux ſeroient obligez d'employer autant de monde & d'argent (ils n'en ont pas beaucoup) & même de tems qu'ils auroient gagné par une bataille.

Au hazard de perdre vingt Villes ils peuvent hazarder vingt batailles de cette nature, & ſoutenir dans le tems le plus mauvais vingt années de Guerre, & conſerver encore toutes leurs Villes du côté de la Mer Baltique.

Mais ſi les affaires alloient mal pour les Suédois, ce qui n'eſt pas à préſumer, tous les Electeurs Proteſtans, même les Princes Catholiques, (c'eſt ce qu'on a déja vû autrefois & même cet été à l'égard du Bavarois) ſe ligueroient pour la Suéde, plutôt que de laiſſer tomber toute l'Allemagne ſous la domination de la Maiſon d'Autriche & pour les Conquêtes que la France a faites en Italie, dans la Bourgogne, dans le Païs-Bas où la France employe toutes ſes forces. L'Eſpagne au contraire s'affoiblit & depuis pluſieurs années elle eſt occupée contre le Portugal, les Algarves, les Iles, le Breſil & les Indes Orientales: & qui eſt-ce qui peut aſſurer que l'Eſpagne ne ſuccombera pas dans un de ces endroits.

Et quand il arriveroit que l'Eſpagne auroit du bonheur (ce qui eſt une affaire de cent ans, car ces deux Couronnes ne ſe laiſſent pas volontiers enlever quelque choſe; ce qu'on peut juger par Mets, Toul, & Verdun) n'eſt-il pas vrai que nous ſerions encore les mêmes, nous ſerions même plus forts que quand nous avons commencé ſeuls & ſoutenu contre l'Eſpagne.

Nous n'avons qu'à jetter ſeulement les yeux ſur notre deviſe, *Concordia res parvæ creſcunt*, rien ne nous peut nuire: mais ſi Dieu nous voulut punir en envoyant la diſcorde parmi nous, cela peut également arriver en tems de Paix comme en tems de Guerre.

L'Eſpagne a eu plus de ſoulevemens & de diſcordes dans ſon Royaume (comme en Italie, en Catalogne, en Portugal & dans les Païs-Bas,) pendant la Guerre que pendant la Paix.

Quand il y a dans un Païs une diſpoſition à la revolte & à la diſcorde, on y ſongera plutôt, & l'éxécution en ſera plus facile dans un tems de Guerre que dans un tems de Paix.

Le Portugal & la Catalogne n'auroient pas oſé penſer à leur revolte en aucune maniere ſi le Roi de Caſtille n'avoit pas eu de Guerre.

On ne peut jamais tuer plus aiſément une perſonne par derriere que quand elle eſt en même tems bien embaraſſée par devant.

On peut être trompé auſſi bien en tems de Guerre qu'en tems de Paix, & on peut nuire en l'un comme en l'autre.

La Paix en elle-même vaut mieux qu'une Victoire mal aſſurée. *Pax una triumphis innumeris melior.*

Nous avons ſur ce ſujet un precepte exprès, non ſeulement pour la Paix avec Dieu, mais encore avec les hommes, car nous ne pouvons pas avoir la Paix avec Dieu ſi nous ne l'avons auſſi avec les hommes: & même avec tous les hommes ſans exception, autrement point de ſalut. *Heb.* 12. 14.

Quand nous ſaurions (ce qui n'eſt cependant pas, car nous devons croire le contraire, la Parole de Dieu ne pouvant tromper) quand nous ſaurions que nous pourrions avoir plus de biens dans un tems de Guerre que dans un tems de Paix, nous ne devrions pas pour cela faire le mal,

Digitized by Google

ſur mer & qui y a eſſuyé de rudes tempêtes eſt ravi quand il voit la terre, nous devons de même nous réjouir, puiſqu'après une ſi longue & ſi ſanglante Guerre, nous ſommes enfin proche du Port & tout prêts d'entrer dans un tranquile repos, dans lequel, pour parler comme cet Ecrivain du *Triomphe*, nous triompherons parfaitement:

Premierement, du Roi d'Eſpagne, qui nous donne entierement gain de cauſe en ce qui étoit le ſujet de notre Guerre.

Secondement, nous triompherons par tout par raport à ceux qui ne nous ont pas donné ou qui ont ſeulement feint de nous donner le titre de Souveraineté, car ce qu'il y a de certain, c'eſt que quelques Princes & quelques Rois nous ont ouvertement regardez comme Souverains, & nous ont reconnus pour tels, qui cependant dans le cœur reconnoiſſoient le Roi d'Eſpagne pour tel; ce qu'ils ne pourront plus faire.

Troiſiemement, nous triompherons de l'ambition de ceux qui par la continuation de notre Guerre, ſe flattoient de faire encore plus de Conquêtes.

Quatriemement, nous triompherons de la malice & des mauvaiſes pratiques de quelques-uns de nos voiſins qui, pendant que nous étions embaraſſez dans la Guerre, ont pris plaiſir à nous nuire dans notre Liberté, dans notre Négoce, dans notre Navigation & à troubler notre Commerce.

Cinquiemement, nous triompherons d'un nombre innombrable d'abus qui ſe ſont gliſſez dans les Finances, par la ſatisfaction que nous aurons de les pouvoir corriger.

Sixiémement, les fraudes commiſes dans les Revues des Troupes.

Septiemement, les fautes commiſes dans le plat Païs.

Huitiemement, des excès & des extorſions des Gouverneurs & Commandants ſur les Frontieres.

Neuviemement, de la crainte d'avoir les François pour voiſins.

Dixiemement, de l'appréhenſion du mariage de France avec l'Eſpagne & du tranſport des Païs-Bas à la Couronne de France.

Onziemement, nous triompherons des opinions de beaucoup de perſonnes qui s'imaginent que ſeuls & ſans nous, ils auroient pû faire des Conquêtes, comme les François ſe ſont vantez d'avoir gagné Courtrai ſans nous, quoique notre armée fût hors de ſes garniſons dans toutes les expéditions des François pour faire diverſion à l'Ennemi en leur faveur, & pour les aider plus que ſi nous avions eu part au ſiege.

Douziemement, de tous ceux qui portent envie à la gloire, au luſtre & à l'éclat de notre Etat.

Treiziemement, de tous ceux qui ont crû pouvoir empieter ſur notre Liberté, nos Loix & nos Privileges &c. (en favoriſant la continuation de la Guerre.)

inutile regret de n'avoir pas conclu comme à préſent avec honneur & avantage, c'eſt pourquoi,

Fortior eſt, qui ſe, quam qui fortiſſima vincit
Mœnia, nec virtus altius ire poteſt.

Dixſeptiemement, de ceux qui (à préſent que nous ſommes libres & Maîtres abſolus de notre ennemi) cherchoient à nous rendre eſclaves & dependans de nos amis.

Dixhuitiemement, de ceux qui nous ont voulu perſuader de porter aux Eſpagnols une haine irreconciliable, contre ce qu'ont enſeigné les ſages du Chriſtianiſme, mais même du Paganiſme; voici le ſentiment de Ciceron, *Nec vero audiendi ſunt, qui graviter inimicis iraſcendum putent; iſque magnanimi & fortis viri eſſe conſentiunt; nihil enim laudabilius, nihil magno & præclaro viro dignius placabilitate atque clementia.* „ On ne doit pas croire celui qui s'ima-„ gine que nous ſoyons obligez de haïr nos „ Ennemis, & que cela eſt une grandeur d'a-„ me, car rien n'eſt plus louable, rien de „ plus digne d'un cœur noble & bien placé „ *que de pardonner & faire grace.*

Dixneuviemement, de ceux qui ont penſé que la France & la Suéde ne ſeroient pas tout d'abord diſpoſez à conclure, quand ils verroient que nous ſerions prêts à le faire.

Loin de cela, ſur le ſeul bruit de notre réſolution pour une concluſion, les hautes Parties ont plus avancé dans une ſemaine qu'elles n'avoient fait en ſix mois.

Que le Seigneur permette qu'il nous vienne bientôt de bonnes nouvelles de Munſter, & que nous ayons la Paix dans nos jours!

LET-

Touchant le Traité entre la Couronne de France & les Provinces-Unies des Païs-Bas pour la Négociation de la Paix avec l'Eſpagne.

MON CHER AMI.

J'Ai reçu votre Lettre & l'ai luë avec chagrin & avec plaiſir. J'y vois d'un côté la réſolution unanime de toutes les Provinces pour une Paix, mais de l'autre j'y remarque que le Cardinal ſe ſert de la patte du chat pour tirer les marons du feu, & brouiller les affaires de Munſter, pour attendre juſqu'à ce que les Etats Généraux ſe ſoient amplement déclarez ſur le Traité de 1644. en ce qui touche les intérêts de la France. On dit des animaux dangereux que leur venin eſt dans la queuë: on en peut dire autant de la conduite du Cardinal; ſemblable aux devots calomniateurs qui gardent le coup mortel pour le dernier, il a reſervé cet expedient-ci pour en faire uſage après tous les autres. Tout le monde ſoupire après la Paix, enfin ces Provinces s'accordent; on eſt ſur le point de conclure; les François même paroiſſent contens, & tout d'un coup nous nous trouvons dans l'état d'un Barbet qui a longtems nagé & qui croit qu'on le va reprendre quand il eſt bien las & tout proche du bord & qu'on le replonge. Le Cardinal fait de même en ce qu'il commande aux Plénipotentiaires de ne point paſſer outre juſqu'à ce que les Etats Généraux ayent donné des explications & des éclairciſſemens à ſon gré. Qui a jamais entendu parler d'un pareil tour? On eſt à préſent dans la douzieme année du Traité de *Rupture*; dans celui de *Garantie* de l'année 1644. il n'a été fait aucune mention d'explications ou *Eclairciſſemens*; & quand on eſt ſur le point de conclure, on veut des Explications. Si la choſe n'eſt pas claire dans le Texte, pourquoi les François ne l'ont-ils pas miſe plus clairement? & ſi elle eſt claire, qu'a-t-on beſoin d'explications? Ce n'eſt pas tout, voici véritablement le fait, le Cardinal ne veut point de Paix, quoiqu'il faſſe ſemblant de la vouloir; il avoit preſque décoché toutes les fléches de ſa malice, mais il lui reſtoit encore celle-ci, ſachant bien que les Etats Généraux n'ont pas plus

conſentement, comme elle s'y eſt engagée avec nous.

Nous demandons que les autres en jugent, il eſt certain qu'ils jugeront que les Miniſtres de France ſont des fourbes dans toute leur conduite, cela eſt auſſi honteux, que ſi un homme qui ſe ſeroit engagé avec une Femme en lui promettant de ne la jamais quitter, iroit en trouver trois ou quatre autres pour leur faire encore les mêmes promeſſes ſous les mêmes engagemens qu'il a pris avec la prémiere. Nous nous ſommes engagez ſeuls avec la France, nous étions en état d'obſerver notre engagement & notre foi donnée, & nous l'obſervons entierement, mais quand la France voudroit, quand même elle ſeroit prête, & qu'elle ſeroit tout à fait contente elle ne pourroit conclure avec nous, il faudroit qu'elle attendit que ſes autres Alliez le fuſſent auſſi: mais c'eſt à quoi ils penſent le moins.

Il eſt naturellement viſible que c'eſt là agir de mauvaiſe foi; le Cardinal en eſt honteux, & voit que nous ne voulons pas être menez plus longtems par le nez, ni mettre nos Etats en danger pour agrandir le Cardinal & rendre le Roi un plus puiſſant Monarque. C'eſt pourquoi comme il s'apperçoit que nous voulons conclure, il fait voir qu'il y eſt tout prêt, pourvû que nous promettions de rentrer en guerre auſſitôt que les Eſpagnols rattaqueront la France, non ſeulement dans les Païs-Bas & dehors, mais même dans tous les autres endroits, comme dans le *Rouſſillon*, dans la *Catalogne*, le *Piémont*, l'*Italie*, l'*Allemagne*, *les Indes*, en un mot en quelque lieu que ce ſoit.

Il eſt vrai que dans le huitieme Article du Traité de l'année 1644. il a été ſtipulé & promis que *le Roi & les Etats donneroient ordre à leurs Plénipotentiaires à Munſter de contribuer à la ſureté du Traité autant que la prévoyance le pourroit permettre, & de concerter enſemble ce qui pourroit aſſurer la tranquilité publique.* Examinons à préſent cette condition; eſt-il dit que nous ſommes tenus d'embraſſer tous les intérêts de la France? Il eſt notoire que le Traité de 1635. n'eſt fondé que ſur la Guerre des Païs-Bas, & c'eſt ſur cela qu'il s'eſt fait un partage: cela avoit-il raport à d'autres intérêts, il en falloit donc auſſi faire le partage?

1. Par le Traité de 1634. Charnacé ſacrifie les intérêts que le Roi avoit ſur la Lorraine, le Mantouan & les Griſons. Le Roi a fait depuis de nouveaux Traitez qui ne ſont point venus à notre connoiſſance, & il n'en a pas été parlé.

2. Mais cela fait pour nous, car ſi ce ſont là les intérêts du Roi avec lequel nous ſommes alliez

des Païs-Bas) *où on devroit faire la Guerre, le Roi & Meſſieurs les Etats pourront faire une Tréve ſans le conſentement l'un de l'autre.* Il ne peut être plus clairement demontré que le Roi n'avoit voulu nous engager dans ſes intérêts que pour les Païs-Bas.

4. L'Article 8. dans ce qu'il contient eſt pour nous, on y lit ceci, *Que le Roi & nous donnerons ordre, qu'on prenne garde à la ſureté & à la tranquilité commune du Traité.* Il n'eſt pas dit que nous donnerons ordre au gré du Cardinal, mais comme nous jugerons à propos & raiſonnable pour la ſureté de la Paix & la tranquilité publique.

Que le Roi donne à ſes Ambaſſadeurs tels ordres & telles inſtructions qu'il lui plaira (c'eſt à dire au Cardinal) nous ferons pareillement ce que nous jugerons le meilleur.

Par la ſureté de la Paix & la tranquilité commune, nous entendons, avec tous les Chrétiens qui ſouhaitent la Paix, ſuivant le texte du prélude du Traité de l'année 1635. *que nous devons nous oposer à ceux qui cherchent toutes ſortes de moyens pour ſupplanter leurs Princes voiſins, qui entretiennent entre eux la Guerre & la diviſion pour repandre le ſang Chrétien.*

Qui eſt-ce qui tâche de perpetuer la Guerre dans la Chrétienté? Nous diſons hautement avec tous ceux qui aiment la Paix que ce ſont les François & les Suédois. Un enfant ou un aveugle pronoſtiqueroient aiſément que ſi elle continue, l'Eſpagne coulera à fond & qu'elle ſera forcée, *Coûte que coûte*, de faire la Paix (à ſa honte cependant & à ſa perte) ſimplement pour pouvoir ſe ſauver comme à la nage.

Il eſt donc non ſeulement à propos, mais même néceſſaire, de faire tête aux François & aux Suédois & de ne pas apuyer davantage leurs injuſtes & deraiſonnables prétentions, *Creſcit indulgens ſibi dirus hydrops.* La fortune ne les a que trop ſecondés, ils voudroient pourtant en avoir davantage. Que penſe donc la France, elle veut encore gagner du terrain ſur les côtes de Flandre, & auſſi les Païs-Bas lui tomberont inſenſiblement tous entiers entre les mains & alors les Provinces-Unies ne pourront plus ſubſiſter. La Navigation & le Commerce ſont l'ame de ces Provinces; nous ne voyons que trop combien la France & la Suéde nous portent envie à cet égard: & avec quelle ſatisfaction elles s'en empareroient ſi elles pouvoient.

La France nous ſait mauvais gré de lui avoir refuſé la permiſſion de louer des Vaiſſeaux de Guerre l'année paſſée (le Traité nous y obligeoit) elle fait à préſent acheter & bâtir des Vaiſſeaux en Suéde, en Dannemarck, en Flandre, en Bretagne, en Normandie & en Hollande même ſous des noms empruntez. Car pour Dunkerque ce n'eſt encore qu'un commencement, cependant on ſait bien quel tort cela fait au Commerce de Zelande & même on s'en reſſent très-bien. *Le Miniſtre de France dit hautement qu'il ſera le Maître de la Mer & conſequemment du Commerce.*

en tout ce qu'on pouvoit, nonobſtant que le Roi en debarquant dans Rugen, ait proteſté au nom de tous les Suédois que ſa principale intention étoit de rétablir la liberté en Allemagne & de faire rendre à chacun ce qui lui apartient; aujourd'hui ils refuſent de reſtituer à l'Electeur de Brandebourg ſon Duché de Pomeranie, dans la vuë d'être maîtres abſolus de la Mer Baltique, & à la faveur de ces avantages, libertez & violence depouiller les Hollandois du Commerce du petit Eſt & s'en emparer ſeuls.

Nous demandez-vous ce que nous pouvons faire à cela, ou ce que nous ferons? Je réponds que nous n'y pouvons rien faire tant que nous continuerons la guerre contre l'Eſpagne. On ne peut pas nous conſeiller d'offenſer la France & la Suéde, & quand même on nous le conſeilleroit nous ne le pourrions pas; c'eſt pourquoi il n'y a pas d'apparence que nous puiſſions recouvrer nos avantages non plus que le Brandebourg, juſqu'à ce que les François & les Suédois ayent entierement aſſouvi leur fougue & leur emportement.

Cependant qu'on nous laiſſe prendre une réſolution véritablement Chrétienne & conclure avec l'Eſpagne, & vous verrez que ce que nous craignons s'accommodera de ſoi-même, on pourra mettre ordre au Négoce, maintenir le Commerce par la Zelande ſur Anvers, Gand & Bruges, malgré Dunkerque. La Suéde ſera à l'égard de l'Electeur de Brandebourg ce ce qu'elle doit faire pour la Poméranie & nous donnera ſur pluſieurs points qui regardent le Négoce une pleine & entiere ſatisfaction. On eſt bien à plaindre de voir ce qu'il y a de plus utile & de ne le pas oſer faire, *video meliora proboque, deteriora ſequor.*

Nous nous attachons à une paille, à un Traité que la France auſſi bien que nous a rompu tous les ans dans pluſieurs points, les Miniſtres de France nous l'ont reproché plus d'une fois cet été. Voyons un peu en quoi les François l'ont violé.

Suivant l'Article 12. du Traité de l'année 1635. on s'étoit engagé *d'entretenir tous les ans, tant que la Guerre dureroit, chacun* 15. *Vaiſſeaux de Guerre pour croiſer dans l'Ocean & dans le Canal, afin de veiller à la ſureté du Royaume de France & des Païs appartenans à Meſſieurs les Etats Généraux.*

Nous n'avons pas ſeulement entretenu pour cela 15. Vaiſſeaux, mais 32. au delà pour croiſer, ſans parler d'un grand nombre d'autres qui ſervoient à aſſurer le Commerce; & contre la Flotte de Ocquendo ſeule nous avons employé plus de cent voiles. Le Roi la premiére année a donné quelques Vaiſſeaux mal fournis & mal équipez pour joindre aux nôtres, mais depuis il n'en a plus fourni. Cela eſt ſi vrai que les Ambaſſadeurs ont été obligez de ſe ſervir de nos Vaiſſeaux de Guerre, quand ils ſont venus ici. On prétend que nous devons tenir des Vaiſſeaux pour croiſer ſuivant le 8. Article & outre cela en fournir 15. autres pour agir avec les 15. que les François devoient donner, la

Fran-

être que le Roi nous a donné tous les ans un ſubſide: c'eſt ce qu'on nie fortement, il n'y a qu'à viſiter les Regiſtres des Entrepreneurs, on verra ſi le Roi a donné quelque choſe pour ſupléer aux 15. Vaiſſeaux qu'il devoit fournir tous les ans. Ce qu'il a donné a été pour *donner moyen aux Seigneurs Etats Généraux de ſupporter plus aiſément les dépenſes qu'ils feront obligez de faire pour une grande entrepriſe*, c'eſt-à-dire *pour les indemniſer de ce qu'ils font pour aggrandir la France*. Le Roi donne 12. cens mille livres argent de France qui ne font pas au delà de 8. cens mille florins, & nous devons pour cela faire tous les ans plus de deux cens mille florins de fraix de Guerre, ſans parler de tant de tonnes d'or d'intérêts que nous devons payer pour les dettes que nous avons fait pour agrandir la France & dont nous pourrions nous debaraſſer tout d'un coup par la Paix.

Quelques-uns diſent que *ſans ſubſide nous ſommes obligez de mettre en campagne une armée de trente mille hommes* : je ſoutiens que cela n'eſt abſolument pas vrai, & que par le premier Article du Traité de l'année 1635. nous n'y étions obligez que pour la prémiere année, c'eſt ce que nous avons fait. Mais pour les années ſuivantes nous n'étions obligés qu'aux termes généraux de mettre en Campagne toutes nos forces, autrement il n'auroit pas eté néceſſaire de faire tous les ans de nouveaux engagemens au ſujet des Campagnes.

On a ſi peu d'égard à ce cher Traité de l'année 1635. que le même été on parla de Trêve (*Frendentibus Gallis*) & la même année (*ſi mens non læva fuiſſet*) les Eſpagnols l'auroient pû faire eux-mêmes; voyez donc combien alors on craignoit les François. Les craint-on à préſent davantage ? C'eſt un mauvais fruit en effet de l'engagement qu'on a contracté avec eux, & un fort argument de la neceſſité qu'il y a de finir au plus vite avant qu'ils deviennent encore plus redoutables.

Le Cardinal ſavoit bien lui-même que le Traité étoit nul, c'eſt pourquoi il le faiſoit tous les ans renouveller par un Traité particulier de Campagne, comme pour le confirmer, en diſtribuant la libéralité de *ſes Douceurs*.

Pluſieurs ont éprouvé eux-mêmes & éprouvent encore ce qu'ils ſouffrent pour ces paroles, *la France n'a-t-elle pas obſervé les Traitez de point en point ? La France y a-t-elle manqué d'un Iota* ? Et moi je dis qu'elle a toujours contrevenu pendant onze années au 12. Article. Item n'eſt-on pas convenu en 1644. ſuivant les Articles 2. & 3. de ne traiter que *conjointement & d'un* commun *conſentement*, *& de*

au Roi d'Eſpagne la Catalogne. Voilà les veritables paroles de cette réſolution: tous les Régens du Pais la ſavent, accordez cela, je vous prie, avec les Traitez auxquels les François veulent nous aſſujetir après les avoir ſi hautement foulez aux pieds. Vous me direz que cela n'a eu aucune ſuite. On a répondu à cette objection en faiſant voir pourquoi les Eſpagnols ont différé d'éxecuter cette ceſſion & ce Mariage.

Mais on pourroit demander à ces partiſans de la France ou à ceux qu'ils corrompent & qui n'ont que ces Traitez dans la bouche, *ſommes-nous obligez de tenir parole à ceux qui ne nous la tiennent pas*, c'eſt-à-dire pour meriter les bonnes graces de la France reſter en guerre tant qu'il lui plaira. Mais moi je dis qu'on devroit à de telles perſonnes demander caution que le Mariage & les tranſports ne ſe feront point, car quand cela ſera arrivé, il ſera alors trop tard.

S'ils ne peuvent pas donner de pareilles cautions il n'y a plus de ſalut pour la Patrie, & c'eſt mettre l'Etat dans un danger évident ſur des idées mal fondées de quelques partiſans de la France qui préferent leurs intérêts particuliers à ceux du Public.

Mais ſupoſons que ce Mariage ne ſe faſſe pas & ce qu'on a vû d'autrefois que les François renoncent à cette Princeſſe mariée, s'ils trouvent plus d'avantage avec une autre; il n'en ſera pas moins certain que les François ont rompu par ces Négociations clandeſtines les Traitez faits avec les Etats l'an 1635. & 1644. car ils devoient traiter *conjointement & d'un commun conſentement*, comme cela étoit ſpécifié d'avance.

Quelque tems auparavant qu'on eut pris les armes dans ces Pais pour la Liberté, il y avoit quelques partiſans d'Eſpagne qui diſoient que nous étions engagez par ſerment au Roi Catholique comme à notre Souverain, & que l'on doit tenir les ſermens: mais ces gens-là ne faiſoient pas attention que le Roi lui-même avoit le premier rompu ſon ſerment & qu'il avoit enfraint nos Privileges.

Le peu de partiſans de la France qu'il y a ici à préſent font le même, *nous ſommes liez à la France par le papier* (car on ne fait aucun ſerment.) *nous lui devons tenir parole*, ſans penſer qu'elle-même ne nous la tient pas.

Nos Prédeceſſeurs n'ont point apréhendé pour leurs biens ni pour leur ſang de s'expoſer aux plus grands perils pour conſerver leur Liberté, & nous craignons aujourd'hui de chercher à nous maintenir & nous conſerver, & à fortifier l'Etat ſans craindre aucun danger contre un Allié qui a lui-même rompu l'Alliance, & quoiqu'il ſoit encore bien loin de nos

& la chair en France & dans nos tems les plus fâcheux tels que l'an 1629. que finiſſoit la Trêve il ne daignoit pas nous regarder. Mais lorſque nous commencions à reſpirer dans l'année 1630. & qu'il a vû qu'alors nous pouvions lui être utiles, il eſt venu à nous & nous a engagé par des ſubſides à l'aider à conquerir toute la Lorraine; l'an 1634. il nous engagea encore plus, & enfin l'an 1635. il nous tint tout à fait.

Mais ce qui fait voir que le Cardinal a agi dans cette Négociation de la maniere du monde la plus frauduleuſe & la plus trompeuſe, c'eſt que malgré nous, il fait nous attacher à ſes autres Alliez la Suéde, Heſſe, Portugal, Savoye, Parme, Modene, & qu'à préſent il veut auſſi nous allier à la Barbarie contre ces paroles préciſes du Texte *ſocii mei ſocius, ſocius meus non eſt: l'Allié de mon Allié n'eſt pas mon Allié.* 2. eſt-on parmi de ſimples particuliers obligé de ſe tenir attaché à une compagnie quand on y remarque de la mauvaiſe foi? *L. 3. in fine D. pro Socio,* cet Etat à plus forte raiſon, étant Souverain doit-il ſe tenir attaché à un Contract ſi frauduleux, d'autant plus que c'eſt le Cardinal qui le premier fauſſe ſa parole à notre deſavantage dans l'intention de rendre la Guerre éternelle (cela eſt Diabolique, & l'on n'a jamais rien vû de ſemblable) Une Alliance violée par la France ne nous oblige plus & ne doit pas nous empêcher de penſer à notre conſervation & de faire la Paix, ce qui eſt un acte de Chrétien. 3. une ſocieté eſt nulle quand *res turpis*, quelque infamie, s'y rencontre *L. 53. pro ſocio, quia dedecorum turpis, atque fœda communio eſt.* Ces paroles ſont remarquables, *quæ facta laudant pudorem &c. & contra bonos mores fiunt, ea nec facere nos poſſe dicendum eſt.*

Y a-t-il quelque choſe de plus ſcandaleux, de plus oppoſé à la crainte de Dieu & de plus contraire au bon ſens que la conduite du Cardinal qui veut étendre juſque dans l'éternité cette clauſe, *ne pas faire de Paix ſans le conſentement de la France*, (c'eſt-à-dire de ne pas faire la Paix ſans lui) puiſqu'il veut qu'on conſente d'y comprendre la Suéde, Portugal, le Pais de Heſſe, & la Barbarie & je ne ſai combien d'autres intérêts. 4. Il eſt dit expreſſement dans le Texte *L. nulla pro ſocio*, que *nulla Societas in æternum coitur eſt.* Quand on fait une ſocieté elle ne doit pas toujours durer, & elle finit dès que les affaires pour leſquelles on l'a faite ne ſubſiſtent plus §. 6. *Inſt. Pro ſocio.* On ſait à préſent que l'engagement où on eſt entré avec la France l'an 1635. ne regardoit pas la *Monarchie Françoiſe*, ce n'étoit que pour affermir la tranquilité des Etats de part & d'autre & ſe delivrer des ſoins & de la crainte que donnoit le voiſinage de l'Eſpagne: qu'on lite tout le préambule du Traité on n'y trouvera pas autre choſe. Je laiſſe juger toute perſonne impartiale ſi le voiſinage de la France n'eſt pas dix fois plus formidable que celui de l'Eſpagne, & ſi le commerce avec elle n'eſt pas infiniment plus préjudiciable qu'avec l'Eſpagne? En un mot ſi notre Etat ne ſera pas dix fois plus en ſureté par le

preſent que les François en ſont les Maîtres, ils pourront malgré nous leurs conquêtes dans toute la Flandre, l'Artois, le Hainaut &c. *Ils pourront même attaquer ce qui eſt de notre partage Anvers, Brabant & tout ce qu'ils pourront, nous aurons alors des voiſins irritez & ſans miſericorde; faut-il que cela ſoit ainſi, diſent-ils, faut-il qu'ils ſoient nos voiſins. Il vaudroit mieux que nous conſentions à continuer la Guerre,* que nous nous mettions en poſſeſſion de notre partage & que nous devenions voiſins de bonne intelligence.

Dieu ſeul ſait l'avenir, *la France peut faire comme ci, elle peut faire comme ça, elle peut faire ſans nous ce qu'elle voudra*, c'eſt Dieu qui confond les orgueilleux dans les penſées de leur cœur; qui renverſe les puiſſans de deſſus leurs Trônes, & qui éleve les petits &c. liſez Luc I. & Pſeaume CXIII. qui tire le pauvre de la pouſſiere & l'indigent de la miſere.

La France ſans nous comme avec nous ne peut s'aſſurer de faire une choſe ou l'autre, de prendre le Brabant ou la Flandre &c.

Les Eſpagnols & les Impériaux tenoient autrefois des diſcours ſemblables, Dieu contre l'opinion commune les a fait ſuccomber, & les a abandonnez au pillage.

Il n'y a rien de plus inconſtant que la roüe de fortune, *Quem dies vidit fugiens ſuperbum, hunc dies vidit veniens jacentem.* Une bataille, une nouvelle Ligue, la mort d'une ſeule perſonne peut dans une heure cauſer plus de changement que la durée d'un ſiecle entier.

2. Eſt-ce que la force de la France eſt tant augmentée depuis la priſe de Mardyck? C'eſt une bicoque qu'elle n'a pû prendre ſans nous auſſi bien que Dunkerque.

3. Supoſons que le prétendu futur voiſinage de la France nous ſoit redoutable & pernicieux non ſeulement par les forces qu'elle a dehors, mais encore par celles qu'elle peut tirer des Papiſtes qui ſont en grand nombre dans notre Pais, & trouveroient le moyen d'y former un parti des François qui ſeroient nos voiſins. Il vaudroit donc mieux non ſeulement faire une Paix, mais même une Alliance avec les Flamands & les Brabançons pour arrêter les progrès de la France, nous avons quelquefois propoſé une telle Alliance dans les Manifeſtes que nous avons publiez.

4. Si nous craignons déja tant les François, que ſerons-nous quand ils ſeront devenus plus puiſſans par la poſſeſſion de la Flandre & des autres Provinces.

5. Tous ceux qui ſavent la Guerre jugeront que les Pais-Bas peuvent par eux-mêmes faire tête à la France.

6. Les François le donnent aſſez à connoître eux-mêmes, car s'ils pouvoient en venir à bout ſeuls, ils ne prendroient pas tant de peine & ne feroient pas tant de frais pour nous engager à continuer & l'alliance & la guerre.

7. Je voudrois bien parier dix contre un, que les François, ſi nous venions à conclure la Paix, la conclûroient auſſitôt que nous, quand ils de-

vroient

ſeroit ſe moquer que de laiſſer les Ambaſſadeurs de France à Munſter) c'eſt à nous de juger ſi la Paix eſt ſûre & honorable, & il eſt évident que ſi nous la faiſons à preſent nous obtiendrons ces ſuretez, mais ſi nous attendons juſqu'à ce que la France nous prenne à partie, nous tomberons dans la plus grande incertitude.

On ne peut pas nier que la Paix ou le repos de quelqu'un depende de la mechanceté ou la bonté de ſon voiſin; c'eſt un proverbe veritable, *Perſonne ne peut reſter plus longtems en Paix que ſon voiſin ne le veut.* C'eſt à preſent la queſtion de ſavoir qui ſera notre meilleur voiſin, le François ou l'Eſpagnol? En matiere d'Etat les meilleurs voiſins ſont ceux qui ſont les plus foibles. Car tout ce qui eſt trop puiſſant cauſe de la jalouſie & de la méfiance, & où ſe rencontre la jalouſie & la méfiance il ne peut y avoir ni bonne amitié ni bonne intelligence. *L'égalité eſt la mere de la juſtice, elle fait durer l'amitié*, la difference de Nation n'y fait rien; on en trouve parmi les Turcs & les Barbares des ſujets de honte pour les Europeans & pour les Chrétiens.

Un Turc, un Barbare, un Eſpagnol, un Lion rugiſſant même s'eſt-il laiſſé dompter, êtes-vous plus fort que lui, ne le craignez point, il ne peut plus nuire; mais qu'un François ſoit votre ami, qu'il vous faſſe honnêteté, civilité, c'eſt parlà qu'il ſe rend votre Maître, il faut craindre alors, car il peut alors vous faire du mal. Quelques-uns diſent à cela, que *ce ſont nos vieux amis & nos anciens Alliez*, je répondu qu'en matiere d'Etat, il ne faut pas qu'un Pere ſe confie à ſon fils, un frere à ſon frere, ni une mere à ſon enfant. Qu'eſt-ce que le Duc Adolf n'a pas fait à ſon Pere le Duc Arnould de Gueldre? je n'en parlerai pas, car il y a aſſez d'exemples pareils parmi d'autres Nations, comme en France le Roi Louïs XI. qui ſe révolta contre ſon propre Pere, ſon Pere s'étoit révolté contre ſon grand-Pere, & ſon grand-Pere défit ſon frere le Duc d'Orleans, & le Pere de Jean de Bourgogne le fit mourir en ſa preſence. Si l'on veut aller plus loin combien de tems le feu Roi Louis XIII. & le Duc d'Orleans ſon frere ſe ſont-ils fait une cruelle & ſanglante Guerre, la Reine Mere a dû ſe ſéparer de ſon fils. Tout cela n'eſt arrivé que pour des affaires d'Etat. Comment, ô Provinces-Unies, pouvez-vous être ſi ſimples & ſi innocentes que de croire que votre amitié durera toujours avec la France? Vous vous laiſſez amuſer.

Jamais l'amitié y avoit-elle été plus grande entre la France & vous, que lorſque vous

à l'autre redevable de ſa Couronne. Le Roi défunt & celui d'apreſent au jugement de toute perſonne impartiale, ſont redevables aux armes des Provinces-Unies des Conquêtes qu'ils ont faites en Lorraine, dans l'Artois, le Hainaut, la Flandre, le Luxembourg, la Catalogne & le Rouſſillon, ainſi que de celles qu'ils ont faites en Allemagne & en Italie. Sans parler du tort qu'ils ont fait aux Eſpagnols en détachant le Portugal, les Indes, le Breſil avec d'autres dependences, & il n'y a perſonne qui ſoit aſſez aveugle pour ne pas voir que les François n'auroient pû faire tout cela ſans les armes des Etats, puiſque même cet été qu'ils étoient plus forts que jamais, ils n'auroient pû ſe rendre maîtres du Fort de Mardyck, qui n'eſt qu'une ventable Bicoque, ſi les Vaiſſeaux de Hollande n'étoient pas venus à leur ſecours. Il paroit bien par les Mémoires remplis de menaces & de plaintes amères, que les Miniſtres de France preſentent toutes les fois qu'il leur en prend envie que nous ne reſſemblons pas aux chiens, & que nous ne courons pas autſitôt qu'on nous lâche, ils voudroient que nous les aidaſſions à gagner la Flandre, c'eſt-à-dire à donner des verges pour nous fouetter.

Je dis pour concluſion que le Traité eſt en partie nul, & d'un autre côté qu'il eſt rompu par les François mêmes, c'eſt pourquoi nous ne devons pas balancer un moment pour travailler à notre ſureté, car nous ſavons parfaitement bien que le Cardinal ne differeroit pas un moment à conclure ſans nous attendre s'il y trouvoit ſon avantage, comme cela peut arriver par un Mariage avec l'Eſpagne, quand même le Traité auroit été exactement obſervé dans tout ſon entier, *ſine omni ratio.*

Les François pour avoir l'Angleterre dans leur parti ont fait tant de Contracts & de Traités qu'on a voulu avec l'Angleterre & l'Autriche, le Cardinal ſur le même ton s'imagine d'attraper les Païs-Bas.

Henri quatre rompit pour Calais & Blavet; le Roi d'Angleterre à preſent regnant l'a fait en 1630. celui de Dannemarck en 1629. parce qu'il le jugea à propos, le fit auſſi, *ob ſalutem populi quæ eſt lex ſuprema*, laquelle ne peut être annulée par aucun Traité, ni limitée par aucune autre Loi. Les Livres François ſont pleins de cette matiere. Pierre Charron Auteur fort eſtimé dit dans ſon troiſiéme Livre de la Sageſſe Chapitre deux: *Il eſt à ſavoir que la juſtice, vertu & probité du Souverain chémine un peu autrement que celle des privés; elle a ſes alleures plus larges & plus libres à cauſe de la grande, peſante & dangereuſe charge qu'il porte & conduit; dont il lui convient marcher*

quod fructuoſum. " Dans la plus haute fortu-
» ne la force fait la juſtice, rien de ce qui eſt
» utile n'eſt injuſte ". *Sanctitas, pietas, fides, privata bona ſunt*, le Roi fait ce qu'il lui plait. Voilà quelle eſt la ſageſſe des François, heureuſes Provinces-Unies, ſerez-vous à preſent aveugles quoique vous voyiez, & ſourdes quoique vous entendiez? Ne dites pas lorſqu'il ſera trop tard, que l'on ne vous a pas averti. Adieu.

A Middelbourg le 20. Decembre 1647.

P. S.

LOrſque j'eus achevé cette Lettre j'ai reçu le *Diſcours plaintif*, & le *Patriot ſans diſſimulation*, mais ces deux Piéces, quoique pleines de paroles, ne diſent abſolument rien, elles veulent toutes deux nous attacher encore plus à la France que nous n'y ſommes en effet. L'*Odium Theologicum* regne d'un bout à l'autre dans ces deux Ecrits; & l'Auteur qui n'ignore pas combien il ſeroit odieux de nous recommander un Roi Papiſte, cherche à nous attacher à l'Electeur Palatin, au Landgrave de Heſſe & à la Suéde, qui pour la Religion ſont tout à fait recommandables. Ce Compatriote inſinuë qu'il veut être plus ſage lui ſeul que tout le Gouvernement, que toutes les Provinces-Unies, que tous les Nobles, toutes les Villes, leurs Conſeils & leurs Membres, qui après pluſieurs années de déliberations ont trouvé qu'il étoit bon & même néceſſaire de faire la Paix. Ce *Plaintif Compatriote*, ou plutôt quelques partiſans de la France qui ſont hors du Gouvernement, veulent être plus ſavans en ſoutenant que la Guerre eſt un avantage & la Paix eſt notre ruine. On prie cependant dans toutes les Prédications & on dit *Seigneur, garde-nous des Guerres* &c. Lui au contraire veut qu'on prie & qu'on diſe *Seigneur, garde-nous de la Paix.* Il ſe plait dans le deſordre, il a mal au cœur quand il penſe ſeulement à la Paix, car il dit que nous tomberons dans des troubles & dans des Guerres Civiles dès que nous n'aurons plus d'ennemis au dehors. La Trêve précédente l'a prouvé. Ce *plaintif* crie fort contre les maximes infames de Machiavel, mais y en a-t-il de plus abominable que celles de *faire du mal pour qu'il en arrive du bien*; & que le bien conſiſte à voler, piller & aſſommer ſon prochain (que Dieu nous commande d'aimer comme nous-mêmes) ſur tout ceux qui n'aiment que la Paix, le repos & la bonne union. La Paix cauſe-t-elle des troubles au dedans? J'avouë que cela peut arriver quelquefois, mais ce n'eſt que par accident. La Religion cauſe auſſi quelquefois la Guerre; faudroit-il à cauſe de cela n'avoir point de Religion? Ne peut-il pas arriver des Guerres Civiles dans le tems même de la Guerre au dehors & n'a-t-on pas vû l'Empereur dans l'année 1629. porter la Guerre en Italie & preſque dans le même tems prendre Man-

dans un an, (mettons-en trois ou quatre) tout le Païs-Bas ſera conquis ſuivant le partage?

Il eſt donc viſible que la Paix eſt néceſſaire, ou ſi ces plaintifs ſuivent encore leurs maximes, faudra-t-il pour avoir la Paix au dedans faire la Guerre au dehors? Mais contre qui aura-t-on la Guerre? J'eſpere que ce ne ſera pas contre la France, car ces plaintifs mêmes ſont bons François: ce ne ſera pas non plus contre la Suéde, ils ſont également bons Suédois, ce ſeront pourtant alors nos plus proches voiſins, les uns protegeront les Papiſtes, & les autres ceux qui ſont Luthériens. Ils diſent que la France ne nous ſera pas de mal, je le veux bien: mais ſelon eux nous nous ferons du mal à nous-mêmes par les Guerres Civiles que la Paix cauſera. Ils demeurent cependant d'accord que la France pourroit nous devenir ennemie (car le pere & le fils & le frere avec le frere ſont bien devenus ennemis) mais ils diſent en même tems que les Eſpagnols viendroient alors à notre ſecours & attaqueroient les François par derriere. O le pauvre homme! Il eſt au bout de ſon diſcours, car il a dit que les Eſpagnols étoient *irréconciliables* ſur tout avec nous, & à préſent il nous les depeint comme tout prêts à devenir nos amis, & à accourir à notre ſecours. Certes il faut que ce ſoit défaut de mémoire. Si les Eſpagnols attrapent ainſi les François, les Portugais ne manqueront pas d'attraper de même les Eſpagnols, les François ſe débarraſſeront des Eſpagnols par les Portugais, & la correſpondance de la France avec la Suéde ſera plus forte que jamais. Qu'eſt-ce que tout cela veut dire? Je vous le laiſſe à penſer, nous ſerions bien alors! Car à la place d'un foible Ennemi auquel nous pouvons faire diverſion avec les armées de France & que nous pourrions en badinant, tenir en bride, nous nous trouverions avoir à faire avec le plus puiſſant Monarque de la Chrétienté à qui perſonne ne pourroit faire diverſion, & par deſſus tout cela apuyé des Papiſtes & des François qui ſont dans notre Païs.

Tout le Gouvernement voit cela parfaitement bien. Il n'y a que ces *plaintifs* raiſonneurs qui ayent les yeux bouchez: ils s'écrient comme ſi tout le Gouvernement étoit corrompu par l'argent d'Eſpagne, ces criailleurs reſſemblent au Coucou qui s'appelle lui-même par ſon propre nom; car il vaut mieux croire (& un aveugle y mordroit) que ce peu de Plaintifs ſont des créatures de la France, gagnez par l'argent dont elle abonde après tant de Conquêtes & de victoires; que de s'imaginer que tout le Gouvernement, les Provinces, les Nobles, les Villes & leurs Conſeils qui conſiſtent en mille & mille perſonnes, ſeroient tous achetez par les Eſpagnols qui ſont chargez d'argent en fort petite quantité comme tout le monde le ſait; les François même n'ignorent pas qu'ils ſont hors d'haleine, que toutes les grandes Villes dans le Brabant, la Flandre, l'Arragon, Valence, Naples &c. ſont prêtes à ſe revolter: le Colonel d'Eſtrades l'a même déclaré ici &

tous

Digitized by Google

nos Provinces, il convient & il eſt permis de parler en ſa faveur; ce qu'on ne peut pas faire pour les Eſpagnols.

Qu'on depeigne les Eſpagnols ſi affreux qu'on voudra, je les dépeindrai encore plus horribles, ils ſont infideles, ils ne tiennent pas parole aux Héretiques & même ils n'y ſont pas obligez: mais pauvres *plaintifs*, la France n'eſt-elle pas Papiſte, n'a-t-elle pas le même privilege, ne l'a-t-elle pas fait voir dans le Maſſacre de Paris & dans les cruautés d'Anvers? Les Predicateurs François ont fait imprimer dans l'année 1625. l'*Apologie pour les Egliſes reformées*, ils n'y deguiſent rien & ils citent cent endroits & cent occaſions, où le Roi défunt a violé les Edits jurez, au préjudice des Religionaires.

Mais que les Eſpagnols ſoient auſſi infideles & auſſi tyrans, auſſi irreconciliables qu'on le veut, la volonté ne ſuffit pas, la force leur eſt ôtée, nous pouvons, (& nous le ferons avec l'aide de Dieu,) les tenir dans cet état, & par nos propres Forteresſes & avec 30. ou 40. mille hommes.

Mais ſi les François devenoient tels que l'on nous dépeint les Eſpagnols, alors ils auroient le vouloir, le moyen & la force; ſi nos troupes ne ſont pas ſuffiſantes pour tenir l'Eſpagnol en bride, que ſeroit-ce donc avec la France?

En un mot, homme rempli de plaintes, il faut toujours tenir un certain milieu, *eſt modus in rebus, ſunt certi denique fines. Dum vitant ſtulti vitia, in contraria currunt.* Les François diſent eux-mêmes, *qu'il ne faut pas tomber de fievre en chaud mal.*

Tout le Gouvernement & tous nos amis impartiaux, jugent que notre Etat (ainſi que tout autre) ſera plus en ſureté, ayant de foibles voiſins, que s'il en avoit de trop puiſſans. Si nous reſtons en Guerre ces puiſſants voiſins viendront. Nous ne ſommes pas engagez avec le Palatinat, avec la Suéde, Heſſe & le Portugal, & ſi nous reſtons plus longtems en guerre pour l'Electeur, la France ſe tournera à la fin contre nous: la France a mis la Couronne ſur la tête de l'Electeur de Baviere, & aide en même tems à abimer le Palatin.

Comment la France a-t-elle tenu l'Electeur Charles Louïs impitoyablement en priſon, l'empêchant de ſe rendre conſiderable, le ſeul moyen qui lui reſtoit pour ſe rétablir, c'eſt ce que tout le monde ſait, la France & ſes plaintifs partiſans veulent cependant faire accroire que cette Couronne n'a pris les armes que pour la liberté des Princes d'Allemagne. La France eſt-elle même ſi puiſſante, elle a fait tant de Conquêtes & elle n'a pu ſoufrir que *qu'il n'y a que pour les Chambrieres*, c'eſt-à-dire, *que nos Servantes pourroient ſeules venir à bout de ce qu'il y a eu France de gens de la Religion.* Cela eſt aſſez croyable, car le Roi deffunt leur a pris il y a quelques années tous leurs biens, comment à preſent pourroient-ils ſans armes ſe défendre.

Ces mêmes plaintifs prétendent-ils que nous ne ſommes pas obligez de ſecourir ceux de la Religion qui ſont en France: je réponds que nous ne ſommes pas plus obligez de rompre avec l'Empire juſqu'à ce que l'Electeur Palatin ſoit rétabli.

Nous voyons même que les Suédois & les François gardent tout ce qu'ils peuvent attraper; le rétabliſſement de la liberté de l'Allemagne n'eſt conſiderée que comme un prétexte: auſſi ces plaintifs partiſans de la France avouent-ils qu'au commencement nous ne devions pas faire d'engagement avec cette Couronne, mais puiſqu'on l'a fait, diſent-ils, il faut le tenir de point en point.

On peut dire au contraire qu'en ſe reglant ſur les circonſtances, dans l'année 1635. l'Alliance avec les François étoit fort néceſſaire, parce que les Eſpagnols étoient encore à craindre, & l'on ne pouvoit pas être ſûr que Dieu affoibliroit leurs armées autant qu'il l'a fait, & comme cela a paru depuis.

Mais ayez la bonté de remarquer que nous avons obtenu le but de l'Alliance, car non ſeulement on n'a plus à craindre les Eſpagnols, mais même ils nous ont offert ſatisfaction & à la France; il y auroit donc une horrible imprudence à vouloir reſter en Guerre, & ſans autre fruit que de nous rendre dependans de la terrible France, après nous être délivrez des Eſpagnols.

J'avouë volontiers que la Maiſon Palatine eſt digne de compaſſion, mais on n'avancera pas les affaires avec des *compaſſions*, il nous faudroit rompre avec l'Empire & non ſeulement avec l'Empereur, mais même avec tous les Electeurs, & tous les Etats d'Allemagne, & avec les Rois de France & de Dannemarck qui reconnoiſſent le Duc de Baviére pour Electeur.

Ces plaintifs partiſans de la Guerre alleguent auſſi que l'Electeur Palatin avoit retenu auparavant beaucoup d'argent & de poudre appartenant aux Eſpagnols: je réponds que notre Etat a recompenſé ce ſervice, par les ſubſides qu'il a payé dans la Guerre, par les Troupes qu'il lui a fourni, par d'autres bienfaits, par d'autres avantages qu'on lui procureroit encore ſi cela ſe pouvoit.

Eſt-ce qu'à preſent, nous qui avons eu une Guerre

avec nous; Car on remarque bien que la France & la Suéde n'agiſſent que pour leurs intérêts particuliers, & qu'elles partagent entr'elles les Païs conquis: nous, que pouvons-nous ou que devons-nous faire?

Ce ſont des ſecrets que nous ne pouvons pénétrer que ceux par leſquels on prétend que nous devons nous attacher entierement aux intérêts de la France, intérêts qui ſont infinis, intérêts qui tournent tous à l'avantage de la France, avec laquelle nous n'avons contracté d'autres engagemens que pour le partage des Païs-Bas.

Mais ſupoſons que nous nous fuſſions engagez de faire valoir tous les intérêts de la France en quelque lieu que ce ſoit, nous avons fait voir ci-deſſus que le Traité eſt nul, qu'il a été violé des deux côtez dans beaucoup de points, & qu'il eſt *contra bonos mores*, enſorte qu'on étoit obligé de le renouveller tous les ans par un Traité particulier de Campagne.

On ne peut diſconvenir que nous avons la liberté de faire ou de ne pas faire de nouveaux Traitez de Campagne; on nous y fit entrer l'année paſſée contre notre intention, *Diſcamus cautius mercari*, pourquoi faire encore de nouveaux frais inutiles? Ce Traité étant à preſent fini tout eſt tacitement fini.

Ces Plaintifs diſent encore, que nous croyons jouïr de la Paix, & que nous tomberons dans une Guerre bien plus terrible contre la France; ils veulent dire parlà que la France viendra par la Guerre nous punir comme des gens qui ont fauſſé leurs Traitez, c'eſt que quand on veut noyer ſon chien on dit qu'il eſt enragé, un Roi puiſſant ne manque jamais de prétextes pour faire la Guerre à quelqu'un, quand il y voit ſon avantage. On a fait voir clairement que le Traité eſt nul & de nulle valeur, *contra bonos mores*, qu'il a été violé dans beaucoup d'endroits; *ſignum pictum in pariete*. La France veut-elle traiter d'infraction une Paix que Dieu & le ſalut de notre Etat veulent que nous faſſions; veut-il ſe heurter à un brin de paille & faire trembler tout l'Edifice; il vaut mieux qu'il le faſſe à preſent, pendant que les Païs-Bas nous ſervent encore de rempart.

La France eſt-elle déja ſi puiſſante, quoiqu'elle ait encore l'Epine dans le pié & les Païs-Bas contre elle, que ſeroit-ce donc ſi cette Epine étoit hors de ſon pié & qu'elle fut Maîtreſſe des Païs-Bas?

On parle beaucoup à preſent de Ligues de Garantie contre les Eſpagnols (ſots diſcours) mais qui eſt-ce qui nous ſera garand contre la France qui gagne tout & qui voudroit tout avoir?

Toute la Garantie que ces Plaintifs donnent eſt,

1. *Que la France eſt notre amie.* Quelle pauvreté! Comme ſi l'on n'avoit pas toujours des occaſions de devenir ennemis? *Lo Stato non ha ſangue.* L'Etat n'a pas d'égard aux liaiſons du ſang, comment auroit-il égard à d'autres amitiez? Voyez ce qu'on a dit ci-devant ſur ce ſujet.

qui nous aſſurera de ſon vouloir? Ces Plaintifs ne veulent pas qu'on laiſſe la vie aux Eſpagnols, ils ne voudroient pas même excepter le bout d'un de leurs doigts, ils les appellent Tyrans, gens ſans foi & ſans parole; & dans le cas dont il s'agit ici ils en ont ſi bonne opinion qu'ils s'imaginent qu'ils voudroient nous faire du bien pour le mal qu'ils ont reçu de nous.

4. *La Suéde?* Nous devons craindre le contraire.

5. *Le Dannemarck?* Il ne nous a pas beaucoup d'obligation.

6. *L'Empereur?* Il eſt trop éloigné.

7. *L'Angleterre & l'Ecoſſe?* N'ont-ils pas aſſez à faire chez eux?

Il faut donc conclure qu'après Dieu il n'y a pour nous d'autres garands que ces deux ici. Nos propres forces & la foibleſſe de nos voiſins: ſi quelqu'un veut nous perſuader le contraire, *Hic niger eſt, hunc caveto*, ce ſont des François maſquez, dévouez à la France, ils veulent nous amuſer. Voulez-vous garantir la France de toute l'Allemagne, contre l'Empereur, la voulez-vous garantir contre les Princes d'Italie par delà les Alpes, contre l'Eſpagne par delà les Pirenées. Laiſſez-la ſeulement nous garantir dans les Païs-Bas, & croyez-le comme *Amen*, qu'elle ne vous tiendra pas plus longtems parole que les raiſons d'Etat le permettront, & quand nous n'aurions ni écrit ni parole, croyez-le comme *Amen*, elle nous garantira ſi les intérêts de ſes Etats le lui commandent.

Tout le myſtere qu'il y a, c'eſt que la Garantie qu'elle nous promet, elle la promettra en même tems à d'autres, & alors nous entrerons inſenſiblement en Guerre, non ſeulement dès qu'il plaira à la France, mais encore à ſes Alliez, comme le Portugal, la Suéde, la Savoye, Heſſe, Barbarie &c. car ce ſont ſes anciennes manieres: le loup diſoit à l'agneau qu'il lui troubloit ſon eau, la France fera de même, elle ſera attaquer les Eſpagnols par d'autres d'une maniere ou de l'autre, & alors on fera encore croire que les Eſpagnols ſont les agreſſeurs, un puiſſant Roi comme celui de France ne ſouffre point de contradiction.

On a été juſqu'à preſent en conteſtation qui avoit rompu le premier de la France ou de l'Eſpagne: les Suédois ont dit que dans la derniere Guerre la France avoit rompu la premiere, les autres diſoient le contraire, le plus puiſſant fait toujours croire que le plus foible *a mangé le Lard*, le vaincu a toujours tort.

La France a-t-elle encore le Droit de ſon côté, pourquoi inſiſteroit-elle donc ſi fort ſur la Garentie, car il eſt certain qu'elle eſt plus puiſſante que nous, qu'a-t-elle donc plus à craindre que nous? Nous ne lui demandons pas de nouvelles Garanties. Que reſte-t-il donc à faire? Ceci ſeulement; la France voit bien que la Chrétienté eſt laſſe de la Guerre, elle ne peut s'oppoſer à la Paix, il faut qu'elle renonce aux Conquêtes pour un tems; car elle voudroit tout avoir ſi elle le pouvoit, & dès qu'el-

Digitized by Google

tens, & qui ſont ſans aucune partialité, ſi ces Propoſitions ne ſont pas véritables.

1. Qu'il ne peut y avoir pour nos Etats une meilleure Garantie que la foibleſſe de nos voiſins.

2. La France par intérêt & par raiſons d'Etat ſera plus obligée de nous garentir, que par du papier.

3. Elle ſera notre amie tant qu'elle aura beſoin de nous pour humilier l'Eſpagne.

4. Un Roi qui trouve plus d'avantage à rompre qu'à tenir un Traité (j'entends lorſque les avantages ſont aſſez conſiderables, *nam minimum non curat Prætor*) eſt obligé de le rompre ſuivant les ſerments qu'il a faits à ſon Allié. Voyez Charron Livre 3. de la Sageſſe Chap. 2. Sect. 9. où il fait voir que les Rois ſont quelquefois obligez de mentir & même de tromper pour l'avantage de leur Royaume, on appelle cela Politique, Prudence.

5. Dans la Section 10. qu'il eſt impoſſible qu'un Roi ſoit entierement droit & ſans fraude.

6. Il eſt encore néceſſaire qu'un Roi juſte faſſe quelquefois des Injuſtices pour un bien. Ibid.

7. On demande donc comment une République doit ſe comporter, faire profeſſion de tenir parole dans un Traité avec un Roi. Il faut ſavoir en quoi cela conſiſte, & comment on en peut juger.

ETATS-GENERAUX

Touchant les Droits injuſtes que ledit Comte a établis ſur le Weſer.

Avec quelques Remarques ſur ce ſujet.

[*Pour refuter avec fondement la Réponſe du Comte d'Oldenbourg, il eſt néceſſaire de mettre ici la Lettre que leurs Hautes Puiſſances lui ont écrite ſur ce ſujet dont il feint d'être ſi étonné, que, ſi on l'en croit, il ne s'y eſt pas reconnu quoiqu'il y ſoit clairement nommé.*]

A Mr. le Comte d'Oldenbourg.

NOus ne doutons pas que votre Excellence ne ſe reſſouvienne que nous l'avons pluſieurs fois prié amiablement & comme voiſin & nommément le 4. Juin dernier de vouloir bien ſe deſiſter des Impôts qu'elle pretend lever ſur le Weſer, attendu qu'ils ſont abſolument contraires & préjudiciables à la liberté du Commerce, & de la Navigation ſur ladite Riviere, ce qui eſt auſſi abſolument contraire & préjudiciable aux intérêts de ces Etats; nous avions eſperé que vous vous ſeriez conformé à nos remontrances, mais nous aprenons encore tout de nouveau que vous continuez à exiger ledit Peage; c'eſt pourquoi perſiſtant dans les raiſons que nous vous avons déja alleguées dans nos précedentes Lettres, nous vous prions très-ſerieuſement & nous vous exhortons en bons voiſins à ne plus exiger, & ne plus faire exiger ce prétendu Peage & de vous en déſiſter effectivement, ſur tout en conſideration de pluſieurs Princes & Potentats en général, & de cet Etat en particulier, qui ſouffre par là un tort conſiderable. Nous nous perſuadons que V. E. ne voudra pas plus longtems s'opiniâtrer & que vous déferera à nos amiables exhortations ſi ſouvent réiterées; ce que nous attendons de votre diſcretion ordinaire: ſi cela arrive vous éviterez les troubles que nous prevoyons devoir être une ſuite du contraire;

Jo. André Vt.

Et plus bas par ordonnance

Corn. Muich.

Hauts et Puissans Seigneurs.

IL eſt vrai que j'ai reçu en ſon tems la Lettre de vos HH. PP. du 24. du mois dernier, mais je n'ai pu d'abord *m'y reconnoitre*, d'autant plus que j'ai de tout tems reconnu dans vos HH. PP. *d'autres marques d'affection* envers moi, & ni mes ancêtres ni moi depuis plus de 40. ans nous n'avons *jamais donné lieu à vos HH. PP de nous traiter autrement*. Ce que j'ai exigé & reçu du Peage ſur le Weſer eſt conforme aux uſages du Saint Empire Romain dont je ſuis Membre, & ce qui s'eſt pratiqué par l'Empereur & par les Electeurs. Il ne me convient point de me ſoûmettre à d'autres Loix, d'autant plus que les Electeurs ont ci-devant murement examiné cette affaire & qu'en dernier lieu leurs Envoyés en ont écrit deux Lettres à Sa Majeſté Impériale, & en ont inſtruit à fond vos HH. PP. Je ne puis concevoir que vos HH. PP. contre leur louable coutume vouluſſent commencer par moi à faire un exemple d'un pareil traitement dans une affaire qui regarde l'Empire, ſur tout après que j'ai pluſieurs fois offert à la Haye, que ſi les Provinces avoient en cela quelqu'*important intérêt*, j'étois prêt à prevenir toutes plaintes. Ainſi je ſuplie très-inſtamment vos HH. PP. de continuer à mon égard les favorables diſpoſitions où je les ai vuës juſqu'à preſent comme bons voiſins & dont je ſuis véritablement reconnoiſſant, & de ne point prêter l'oreille à mes envieux dont le temps découvrira la temerité & l'imprudence, & de laiſſer les choſes dans leur cours naturel. Je me flate auſſi que vos Hautes Puiſſances m'accorderont ma derniere priére, & qu'elles voudront me comprendre & mes petits Etats dans la Paix qui eſt ſur le point d'être concluë avec l'Eſpagne, & dont je demande le ſuccès au bon Dieu; je ne paſſerai aucune occaſion le reſte de mes jours de mériter les bonnes graces de vos HH. PP. & après vous avoir recommandez très-ſincerement à la protection de Dieu, je vous prie de me croire

De vos HH. PP.

Le très-obéiſſant

Ant. Gunther.

A Oldenbourg le 31. d'Août 1647.

L'adreſſe Etoit

Aux Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies mes très-honorables & chers Seigneurs & amis &c.

REPONSE.

CElui qui a dreſſé cette Lettre y parle au nom du Comte comme s'il avoit perdu la memoire, ou s'il étoit un des ſept Dormans. *Il ne peut pas s'y reconnoître*, dit-il. Quoi, un homme qui s'eſt toujours *cherché* avec tant de ſoin ne ſe ſeroit pas trouvé? Que ſignifie cela, le Renard ſe trouve juſque dans la boutique du Pelletier. Quoi, l'Auteur de cette Lettre eſt-il ſi étonné que leurs HH. PP. ayent encore écrit le 24. Septembre au Comte, *vû leur important intérêt*, d'une maniere un peu ſéche ſur ſon Peage nommé *Toll-Gefonck*? Etoit-ce là une nouveauté? Leurs HH. PP. ont elles diſcontinué de faire la même choſe depuis l'an 1612? Il ne doit pas être ſurpris ſi cette fois-ci on lui a parlé plus rondement, plus categoriquement. L'affaire n'a pas encore été auſſi ſerieuſe qu'à préſent. Leurs Hautes Puiſſances n'ont pas encore vû juſqu'à preſent qu'effectivement ce Peage du Comte étoit capable de ruiner entierement le Commerce & la Navigation des habitans de leurs Provinces; juſqu'à préſent le Comte s'eſt imaginé que tout ceci n'étoit qu'un jeu, & qu'on ne le penſoit pas comme on le diſoit; & les flateurs de ſa Cour le lui ont ainſi fait accroire; mais enfin il s'aperçoit que c'eſt tout de bon. Il ne ſe reconnoît pas là, plus il s'enfoncera dans ce labyrinthe, moins s'y trouvera-t-il.

Dans toutes les autres affaires du voiſinage le Comte a toujours trouvé, ainſi qu'il l'avoue dans cette Lettre, *la bonne affection* de leurs HH. PP. (dont il ne paroit pas fort reconnoiſſant dans cette occaſion) mais en ce qui regarde ce Peage & les autres Griefs du Négoce & de la Navigation, leurs HH. PP. ſe ſont toujours opoſez & à lui & à tout autre quel que ce fut. Si ſes *Emiſſaires*, afin d'être envoyés en commiſſion & faire leur propre profit en partageant entr'eux leurs *Sneralia*, lui ont fait entendre les choſes autrement, ils l'ont groſſierement trompé.

Si Monſieur l'Auteur de cette Lettre ne peut pas *trouver* que le Comte & ſes Ancêtres ont donné plus d'une fois des preuves de leur mauvaiſe intention pour cet Etat, je le lui montrerai moi.

Dans l'Article IV. de ſes Motifs pour établir ce Peage il dit expreſſement que ſon ayeul *a contribué de ſon ſang & de ſes biens pour la Conquête de la Friſe*. Et lui-même promet *de marcher ſur* les traces de ſes ancêtres & d'y ſacrifier ſa vie & toutes ſes forces (c'eſt-à-dire contre les Provinces) ſont-ce là des preuves d'une *bonne affection*?

Article XV. il dit que *la plûpart des denrées ſujetes à ce Peage viennent des Païs-Bas* (cela ne peut s'entendre que de la Hollande, Zélande, Friſe, Overyſſel & la Province de Groningen, en un mot des Provinces-Unies.) *Et*

vant toutes choſes qu'il a ſur le Weſer une juriſdiction Souveraine. Ce qu'il ne pourra jamais faire, c'eſt pourquoi il n'a encore pu rien obtenir de S. M. I.

Les Electeurs] L'Auteur de la Lettre met les Electeurs en général, il eſt faux cependant qu'ils ſoient tous du parti du Comte, comme on l'a fait voir clairement.

Il ne me convient pas de me ſoumettre à d'autres Loix] Monſieur l'Auteur parle ici avec un peu trop de hauteur, le Comte eſt-il donc plus gros Seigneur que les Empereurs & les Rois? Et ne voit-on pas tous les jours les plus puiſſans Potentats ſe *ſoumettre* pour donner ſatisfaction à ceux qui ſont lézez, à qui ils ſacrifient des Principautez entieres, des Terres, des Villes pour avoir la Paix; il y a donc de la fierté à repréſenter ici un Comte d'Oldembourg comme s'il étoit au deſſus de toutes les Puiſſances, ce grain de ſable qu'il ſemble que la mer ne pourroit couvrir, comme ſi ſans crainte, ſans ſoin, ſans réflexion il lui étoit libre de charger & de ruiner le Commerce de cet Etat, ce qu'on ne ſouffre & ne peut ſoufrir de la part d'aucun Roi comme il le fait bien. Il faut remarquer ici qu'on ne pretend point preſcrire ici au Comte ni à qui que ce ſoit, ce qu'il doit mettre d'Impôts ſur ce qui ſe conſume dans ſon Païs ou ſur les Vaiſſeaux qui y déchargent; mais qu'il veuille arrêter, fouler, & charger d'impôts les Vaiſſeaux, les denrées & les Perſonnes de cet Etat ſur une Riviere libre & à ſon embouchure dans l'Ocean, c'eſt ce qu'on ne peut ſoufrir.

Il eſt ridicule qu'il veuille apuyer ſa conduite ſur les Réflexions, Lettres, & Raports exacts de quelques Miniſtres *ſecundi ordinis* des Electeurs, qui ſont à Oſnabrug, encore n'eſt-ce pas de tous. Monſieur le Comte & ſes Emiſſaires ſavent de reſte ce qui leur en coute pour faire aller cette rouë. Ces *Nundinationes* ſont auſſi capables d'arrêter le libre cours du Commerce de nos Provinces qu'une Pomme pourrie de renverſer une muraille d'airain. Il ſeroit triſte que notre Commerce dépendît des *avis* ou conſultations de gens à qui il peut faire écrire tout ce que l'on veut; mais après tout quels *avis*, *réflexions*, *raports* peut-on conſiderer après la Reſolution négative de l'Empereur & du College des Electeurs de l'an 1562. Les mêmes motifs & cauſes *negati Telonii* ſubſiſtent toujours & il n'eſt pas poſſible d'y répondre.

Certainement le Comte & ſes Emiſſaires devroient être honteux d'être auſſi importuns: chez les uns ils vont faire des baſſeſſes & des

comme au dedans.

On ne commencera pas par lui] Cet Auteur eſt-il donc un Enfant & ignore-t-il ce qui s'eſt paſſé depuis 50. ans & ce qui ſe paſſe encore tous les jours à la porte du Comte? Ignore-t-il qu'actuellement il y a des Députez de leurs HH. PP. en Ooſtfriſe à la priere même du Comte d'Ooſtfriſe? De Licroort à Apen il n'y a pas ſi loin. Non, on ne commence pas d'aujourd'hui avec le Comte d'Oldenbourg: car depuis pluſieurs années Monſieur le Comte s'eſt aſſez ſouvent rendu ici tant pour le fief de Jeverlandt que pour l'affaire de Kniphuyſen & pour le changement de Religion dans cet endroit. Il n'y a pas longtems même que craignant quelque trouble par raport à *Jever*, lui Comte d'Oldenbourg a fait prier la Province de Hollande de lui écrire qu'il ait à faire hommage pour ce fief; n'oſant à préſent le faire *proprio motu*, car ce ſeroit offenſer le Brabant & ſe rendre coupable. Comment a-t-il raſlé In & Kniphuyſen au Comte d'Ooſtfriſe? il faudroit une trop longue digreſſion pour en faire ici l'Hiſtoire. Je n'en parle que pour faire remarquer le tort que cela a fait à cet Etat, pour ſon intérêt particulier, puiſqu'il perd une partie de ce qu'il avoit engagé, & le Comte y perd une Place de l'Ooſtfriſe: pour les Collectes que l'on faiſoit pour ſuporter les dépenſes publiques, le Synode même de Noort-Hollande & la Claſſe d'Emden y perdent, & tous les jours font des plaintes de ce qu'il y change la Religion & qu'il en ſepare les Egliſes de la Claſſe dont elles dependoient; c'eſt pour y mettre ordre que leurs HH. PP. ont à préſent leurs Commiſſaires dans l'Ooſtfriſe.

D'un autre côté le Comte ſait fort bien que leurs Hautes Puiſſances ſe ſont engagé depuis l'an 1616. & de nouveau en 1645. à maintenir les Villes de Lubeck, Bremen, Hambourg &c. dans leurs Droits & privileges ſur la Trave, le Weſer, & l'Elbe; ce qui a été de nouveau déclaré par Reſolution du 14. Septembre dernier, & jamais ni l'Empereur ni les Electeurs ne s'en ſont offenſés; que veut donc dire le ſot compoſiteur de cette Lettre que leurs HH. PP. *ne commenceront point par le Comte à faire un exemple d'un pareil traitement mouï dans une affaire qui regarde l'Empire.*

Après que j'ai pluſieurs fois offert &c.] Il entend par là les promeſſes qu'il a fait à la Haye, d'exiger des Vaiſſeaux & des denrées de nos Provinces un Impôt beaucoup moindre que des Sujets de l'Empire. Il ſeroit à ſouhaiter que ceci vînt aux oreilles de l'Empereur & des Electeurs. Soufriroient-ils qu'on ne levât cet Im-

tes de vexations.

6. Que cette moderation arbitraire ne pourroit durer qu'autant que le fermier le jugeroit à propos.

7. L'important intérêt de l'Etat, (auquel le Comte offre de ſatisfaire) eſt que la Navigation ſur le Weſer reſte dans l'état où Dieu & la nature l'avoient miſe, & qu'on aboliſſe entiérement le *Toll-geſonck*: de cette maniere le Comte mourra comblé des benedictions du Ciel & des hommes & ſon Ame ira dans ſon repos.

Mes envieux] Qui ſont ceux qui lui envient ce Peage?

1. Eſt-ce l'Empereur avec les Electeurs qui vivoient en 1562? Qu'on liſe leur Decret negatif.

2. Ce n'eſt pas auſſi l'Empereur régnant, il n'y a qu'à jetter les yeux ſur ſon Décret du 4. Avril 1640. qui ordonne au Comte *de prouver avant toute choſe qu'il a juriſdiction ſur le Weſer*, ce qu'il ne pourra jamais faire, enſorte que ce Decret eſt comme l'autre un Decret négatif.

3. Ce ne ſont pas auſſi les Electeurs, Princes ou Etats de l'Empire intéreſſez, puiſqu'ils s'oposent à ce Peage; & qu'il n'y a pas deux mois qu'ils ont expoſé leur opoſition à Oſnabrug.

4. Ce ne ſont pas non plus toutes les perſonnes raiſonnables & qui recherchent la Paix, puiſqu'ils voyent bien que ce *Toll-geſonck* eſt capable de cauſer la Guerre & la cherté, que l'on prie tous les jours Dieu de detourner de nous.

5. Ce ne ſeront pas auſſi les Ennemis de l'Hypocriſie & des cœurs doubles; car comment peut-on autrement nommer ce que le Comte dit, dans ſes Motifs, de *ſa pauvreté, de ſon impuiſſance, de ſes angoiſſes, de ſa foibleſſe, de ſes dangers, de ſes afflictions, de ſa miſere* &c. qui l'oblige, à la faveur de ce Peage, d'implorer les ſecours de tout le monde. Car chacun ſait qu'il n'y a point dans l'Empire ni de Prince ni de Païs plus riche, plus tranquile, plus comblé de benedictions & moins inquieté; & qu'il n'y a ni Empereur ni Roi qui traite ſes Sujets avec un pareil Deſpotiſme & qui les accable d'Impôts & de Taxes comme lui; ayant chaſſé de ſes Etats tous les Nobles ou ceux qui pouvoient en quelque maniere lui être contraires.

6. Enfin on lui reproche ce Peage & ſur tout il en a été fortement informé de la part des Provinces-Unies.

Voila ce que l'Auteur de la Lettre nomme *Temerité*, ce qui eſt impertinent; & il eſt étonnant que le Comte ſoufre que ſes Gens *adeo Limites verecundiæ tranſire*? Une bonne affaire peut être facilement gâtée, mais celle qui eſt auſſi mauvaiſe que celle-ci ne peut que devenir déteſtable par une pareille conduite.

Faveur & diſgrace ſont des choſes preſqu'indiférentes, il eſt permis aux ſots payſans du Comte de lui envier certaines choſes; ſi les commun entre ces proces & une Negociation publique pour la Paix? De cette maniere il n'y auroit qu'à faire venir toute la Chambre de Spire à Oſnabrug.

La priere qu'il fait à la fin de ſa Lettre d'être compris avec ſes Etats dans la Paix avec l'Eſpagne eſt encore un effet de ſa duplicité. Car ſon deſſein dans cette admiſſion eſt de jetter leurs HH. PP. dans un piége & les engager dans une aprobation tacite de ce Peage. Autrement ce n'eſt qu'illuſion; car quelle part peut-il ſincerement prétendre à cette Paix, lui qui par ce Peage cherche à donner lieu à une nouvelle Guerre & à une diſette?

EXTRAITS

De Lettres écrites par leurs HH. PP. à l'Empereur, au Roi de Suéde, & aux Electeurs de l'Empire.

TAnt à cauſe de l'intérêt que nous y avons qu'en conſideration de la Ville de Bremen, en vertu du Traité qui eſt entre cette Ville & notre Etat, nous avons pluſieurs fois exhorté amiablement & comme bons voiſins ledit Comte par toutes ſortes de raiſons, de ſe déſiſter de ſes prétenſions par raport à ce Peage, de ſe tenir en repos à cet égard, & de tourner ſes penſées d'un autre côté.

Item, au cas que l'on voulût executer la levée de ce prétendu Droit, & contre toute attente l'inſerer dans le Traité de Paix, nous ne pourrions nous empêcher de regarder cela comme un point contraire à la Neutralité.

Enſuite, de crainte que la tranquilité ſi deſirée étant rétablie & la Paix faite, cela n'excitât de nouveaux troubles.

Enſuite, que ledit Comte d'Oldenbourg renonce à la levée de l'Impôt de ce prétendu Droit ſur le Weſer, ſans pouvoir *jamais* l'exiger comme étant très-préjudiciable au Commerce en général & à la Navigation, deux choſes ſi étroitement unies qu'elles ſont inſeparables.

Il me ſemble qu'on apelle cela parler bien clairement, après cela le Comte ne peut-il pas *ſe reconnoître*? Qu'il ſe ſerve de ceci comme d'un miroir. Il s'y trouvera ſans enchantement & même des choſes qui le menacent néceſſairement, s'il ne ſe guerit pas de la maladie qu'il a d'établir cet Impôt. On aprend qu'il commence auſſi à mettre les mains dans la boüe, je m'explique, il tâche d'engager quelques perſonnes dans le travail des digues & des levées dans ſon Païs, mais ceux qui ſe ſouviennent du ſuccès des Digues de Holſtein, & des pertes qu'elles ont cauſées, répondront, Poudre, je te connois! Sur tout ceux qui ſavent que poſſeder des Terres dans les Etats du Comte d'Oldenbourg

ou

RESOLUTIONS

De leurs HH. PP. les

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES.

Samedi 14. Septembre 1647.

LEs mêmes Ambaſſadeurs employeront leurs bons offices auprès des Miniſtres de l'Empereur, de Suéde, & des Electeurs, & leur déclareront ſans aucun detour que le Peage, dit *Toll-geſonck*, de ce Comté, eſt abſolument préjudiciable au Commerce de leurs HH. PP. en ſecond lieu, que cette affaire eſt *ſtipendante* & n'a rien de commun avec le Traité de Paix plus que tout autre procès. Troiſiemement, que leurs HH. PP. ſont obligées ſuivant le Traité de 1645. de maintenir le Commerce & la Navigation libres ſur le Weſer; que pour ces raiſons cette affaire ne doit pas entrer dans le Traité de Paix, ou qu'autrement les Ambaſſadeurs de cet Etat proteſteront & ſe reſerveront la liberté *opoſitionis quovis tempore faciendæ*; ſurquoi ayant été deliberé, leurs HH. PP. ont approuvé ce que deſſus, & il ſera écrit pour cet effet en conformité aux ſuſdits Ambaſſadeurs de leurs HH. PP. à Munſter.

J. VAN YSSELMUYDEN. Vt.

Accordé avec le ſuſdit Regiſtre

C. MUSCH.

De

FRANCE

Et

D'ESPAGNE

Le 10. Janvier l'an 1648.

LEs Plénipotentiaires de France en conformité de ce qu'ils ont dit à Meſſieurs de Hemſtede, de Knuyt, & de Ripperda aux deux derniéres Conférences qu'ils ont euës avec eux touchant les difficultez qui reſtent ſur ſix points qui ſont indécis entre la France & l'Eſpagne, déclarent de la part du Roi qu'ils en remettent cinq au jugement d'arbitres : c'eſt à ſavoir,

I.

Si Dom Edouard étant mis en liberté, doit être obligé de promettre qu'il n'ira point en Portugal.

II.

Combien de tems doivent durer les conditions accordées touchant Cazal.

III.

Le différend pour les fortifications en Catalogne.

IV.

Les dépendances de toutes les Conquêtes en quelque lieu qu'elles auront été faites au jour de l'échange de ratifications.

V.

En quels termes ſera conçuë la certification ſur le troiſiéme Article touchant le Portugal; ou ſi ledit Article, où le Portugal eſt compris ſous le nom des Alliez & amis de la France, ſe-

Oüir les moyens de conclure la Paix, ils conſentiront que le différend ſoit remis à des Commiſſaires qui ſeront nommez de la part de Sa Majeſté & de celle du Duc Charles & en cas qu'ils ne ſe puiſſent accorder dans un an l'on conviendra d'arbitres à la charge que jamais on ne pourra prendre les armes ſur ce ſujet, & que ſi aucun Prince que ce ſoit contrevient a ladite promeſſe de ne point prendre les armes, le Roi Catholique ne pourra directement ni indirectement lui donner aucune aſſiſtance. Et cependant Sa Majeſté fera donner à Monſieur le Duc Charles un Entretenement de cent mille écus par an, quarante mille écus à Madame la Ducheſſe ſa Femme & quarante mille écus à Monſieur le Duc François ſon Frére.

Ecrit donné par les Plénipotentiaires de France aux Plénipotentiaires de Meſſieurs les Etats pour remettre en arbitrage cinq points du Traité.

Ainſi qu'il a été réformé en dernier lieu, & donné le 10. *de Janvier du matin.*

Depuis il y a eu offre de la part des Plénipotentiaires de France de tâcher de perſuader au Conſeil du Roi que l'ancien Duché de Lorraine ſoit rendu préſentement au Duc Charles ; pourvû que les fortifications de Nanci ſoient démolies, laquelle condition a été rejettée par les Plénipotentiaires d'Eſpagne.

Et enſuite le trentiéme Janvier les Etats des Provinces-Unies des Pais Bas ont ſigné leur Traité de Paix avec le Roi d'Eſpagne, & le Duc de Longueville premier Plenipotentiaire de France eſt parti le troiſiéme jour de Février pour s'en retourner en France.

THUILLERIE

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

De

FRANCE

Et

PROVINCES-UNIES

Des

PAYS-BAS.

Faite à la Haye le 18. Janvier 1648.

LE Sieur de la Thuillerie Ambaſſadeur Extraordinaire de France ayant apris que la part qu'il donna Mardi à Monſieur le Préſident de Semaine de ce qui ſe paſſoit à Munſter, n'a pas été univerſellement bien reçue de tous ceux de l'Aſſemblée ; & qu'au lieu de prendre la ſoumiſſion que Meſſieurs les Plénipotentiaires de France ont faite de remettre nos differends avec l'Eſpagne au jugement de Meſſieurs les Etats, pour une marque (comme elle eſt très-certaine) du deſir que la France a de faire la Paix ; quelques-uns ont dit que c'étoit des fuites affectées pour en reculer la concluſion, & tenir cet Etat en guerre : il s'eſt obligé de repréſenter à vos Seigneuries ce qui eſt de plus venu à ſa connoiſſance ſur le même ſujet, s'imaginant, puiſqu'on en parle de la ſorte, qu'il n'y a point de Lettres publiques qui les informent de ce qui s'y paſſe. En effet des diligences que nous apportons pour finir nos affaires, & de la rigueur que tiennent nos Parties fondées ſur le paſſionné deſir qu'ils voyent en quelques-uns de conclure la Paix avec eux ſans beaucoup conſidérer nos Alliances & les obligations reſpectives entre la France & cet Etat. Vos Seigneuries ſauront donc que Meſſieurs les Plénipotentiaires de France connoiſſant le peu de volonté que les Eſpagnols ont de s'accommoder avec nous, & que ce qu'ils témoignent au contraire eſt fait à deſſein d'engager inſenſiblement cet Etat de ſigner ſon Traité avec eux & laiſſer en arriére le nôtre, pour faire voir leur foi à tout le monde ont offert de ſix points qui reſtent indécis entre nous & l'Eſpagne d'en remet-

ſeparés, on proteſte à meſdits Sieurs les Plenipotentiaires qu'ils n'avoient pas pouvoir de paſſer outre ſur ce point; mais qu'ils eſtimoient ſi fort la bonne correſpondance qui avoit juſques ici été entre la France & les Provinces-Unies, que pour eſſayer de conclure les deux Traitez enſemble, ils offroient, s'ils vouloient différer quinze jours la ſignature du leur, d'en écrire au Roi & à la Reine ſa Mére, & favorablement ſur ledit point de Lorraine, avec eſpérance de recevoir telle réponſe, qu'elle faciliteroit cet accommodement.

A cela ils n'en avoient encore eu aucune de meſdits Sieurs vos Pléniporentiaires le quatorziéme, qui leur dût faire bien eſpérer; au contraire ils me marquent par leur Lettre de même date, ſavoir par le bruit de Ville, que leur demande avoit été communiquée aux Eſpagnols, & qu'ils l'avoient rejettée avec violence, quoiqu'il ne ſoit pas extraordinaire que les Miniſtres des Princes ne ſoient pas quelquefois pleinement informez particuliérement en des affaires de cette conſéquence où les Maîtres veulent qu'on recoure à eux auparavant que de fraper le dernier coup: & puis en ce fait préſent de Lorraine il n'eſt pas merveille que Meſſieurs les Plénipotentiaires de France n'ayent pas recherché tous les Pouvoirs néceſſaires, leur ayant toujours été dit que ce point n'arrêteroit pas la Paix, & par quelques-uns que vos Seigneuries connoiſſent qu'ils avoient en main les moyens de l'accommodement.

De ce que deſſus elles peuvent juger de la vérité de ma propoſition derniére, & ſi c'étoit la déguiſer, comme il a été avancé de quelques-uns, de dire que les Eſpagnols reculoient à meſure que nous allions avant; puiſqu'il eſt évident par la procedure des uns & des autres, que de notre part toutes les diligences s'apportent, & que de celle des Eſpagnols tout eſt refuſé qui nous peut conduire à la Paix: après quoi il eſt aſſez étrange qu'il ſe trouve encore des perſonnes dans le Corps de nos Alliez qui nous imputent tous les delais & les blâmes, acceptans pour bon, ou au moins ne diſans mot de tous ceux qui viennent de la part de nos Parties, & qu'ils concluent plutôt à ſigner ſans la France contre la teneur des Traitez, que de ſe donner patience de quinzaine pour en faire un qui y ſoit conforme, & ſans doute plus ſûr, plus honête & plus avantageux, & qu'il y en ait d'autres encore qui trouvent à redire que nous ne mettions pas avec les cinq points celui de Lorraine, dont nos Ennemis ne veulent pas ſeulement entendre parler, & qu'après cela l'on leur donne raiſon & à nous le tort.

mal qui agite toute la Chrétienté que l'on remet au ſage jugement de cette République.

Fait à la Haye le 18. *Janvier* 1648.

Signé

DE LA THUILLERIE.

COPIE

De la

LETTRE MISSIVE

Ecrite à Meſſieurs les

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

Par leurs

PLENIPOTENTIAIRES

A MUNSTER.

Le premier Fevrier 1648.

Touchant la Paix arrêtée entre le Roi d'Eſpagne & leſdits Etats.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

DEpuis notre derniére du 18. Janvier envoyée par la poſte & chemin de Zutphen, nous avons inceſſamment travaillé pour les affaires entre les Seigneurs Ambaſſadeurs &. Plé-

ne pouvoir bien ni facilement être vuidées ni ajuſtées; néanmoins depuis quelques jours ença nous avons continué les plus preſſans efforts tant vers les Seigneurs François que vers les Eſpagnols pour parvenir, s'il étoit poſſible, au but de l'accommodement entre les deux Couronnes; ce que ne pouvant obtenir ſoit par contrariété ou faute de pouvoir néceſſaire & différend ſur l'élection d'Arbitres, nous ſommes contraints, ſuivant nos promeſſes ſolemnelles faites le 16. Janvier aux Seigneurs Eſpagnols pour l'accompliſſement du Traité arrêté, de procéder avec eux; & partant le jour préfix hier incontinent après midi nous avons derechef été trouver leſdits Seigneurs Plénipotentiaires François, & préſenté d'avoir fait nos devoirs touchant la concluſion néceſſaire avec l'Eſpagne, leur ayant offert la continuation de notre interpoſition de tous autres offices précédens pour ultimer & aider à la concluſion du Traité entre les Couronnes déja tant avancé à bien, que leſdits Seigneurs Plénipotentiaires nous exhortoient avec diverſes raiſons perſuaſives y mélant des conteſtations, afin de ſurſeoir la concluſion & ſignature de notre Traité ou d'en écrire ou mander à vos Hauteſſes l'état préſent des affaires, pour attendre ſur ce votre ordre; leur avons deduit le Service de vos Hauteſſes & le devoir de notre obligation de ne pas permettre & laiſſer interrompre notre Traité, mais au contraire que nous étions obligez de perfectionner icelui le même jour, leur en alléguant diverſes bonnes raiſons & motifs, de quoi leſdits Seigneurs Plénipotentiaires François néanmoins ne ſont pas demeurez ſatisfaits: cependant les Seigneurs Eſpagnols nous avoient demandé audience & enſuite l'après-dîner environ les quatre heures ſont comparus en notre logement, & après un récit des affaires paſſées & des délais pris d'un tems à un autre, ils nous ont ſommez, ſuivant les promeſſes à eux faites, de ſigner avec eux le Traité arrêté par enſemble, nous déclarant que par ce refus ou plus long delai ils entendoient de tenir ledit Traité pour rompu, à quoi ils diſoient avoir été prêts il y a long tems, & qu'ils l'étoient à préſent encore pour conclure avec nous deffinitivement & de ſigner; autrement que le pouvoir & charge à eux donnez viendroient à ceſſer, comme ils nous avoient ci-devant avertis pluſieurs fois: & après que nous leur aurions derechef remontré ſur diverſes inſtances d'avoir un très-grand regret & ſentiment de délaiſſer les affaires entre les deux Couronnes, après les avoir réduites & tirées à des points raiſonnables d'accomodation & de les laiſſer incertaines pour notre concluſion particuliére, d'où pourroit réſulter facilement nouvel éloignement entre icelles Couronnes; en quoi les Seigneurs Eſpagnols ont allegué être contens d'admettre la continuation de nos interpoſitions juſques à la Ratification, qui eſt le tems de deux mois, pendant leſquels ils pourront travailler à l'achevement du Traité entre les deux Couronnes, ſans offres d'agréer & entretenir tout ce que par eux ci-devant a été accordé & donné par écrit

Traité entre l'Eſpagne & notre Etat; avec quoi ils diſoient vouloir faire connoître & à nous & à tout le monde, qu'ils cherchoient en toute façon de pourſuivre la Paix avec la France, & de ne vouloir point ſéparer votre Etat de la France. Enſuite de quoi après les remerciemens, ils nous ont encore incitez & recommandé l'avancement du Traité avec la France, avec démonſtration de notre très-grand regret qu'icelui juſques à préſent n'avoit pû être achevé; leur perſuadant très-ſérieuſement que pour le repos de toute la Chrétienté & pour plus grande ſureté de notre Traité & pour évuer plus grands différends reſtant y aportant toute ſorte de facilité & de bons offices, afin que les deux Couronnes ainſi ſe puiſſent réunir. Et finalement avons requis & obtenu que les prétentions faites nous ſeront données par écrit, afin que nous puiſſions continuer nos devoirs avec plus d'aſſurance & apparence de bons ſuccès entre les deux Couronnes. Enſuite nous ſommes entré à l'action principale, & après avoir lu & collationné les quatre principaux Inſtrumens du Traité de Paix entre le Roi d'Eſpagne & leurs Hauteſſes écrits au net en Langue Françoiſe & Flamande, conſiſtant en 19. Articles y inſerez, les Procurations des deux côtez & l'Acte de préſentation fait par les Seigneurs Eſpagnols y joints & par eux ſigné, le tout à nous delivré; comme auſſi l'Acte de tempérament touchant la Mairie ſurſis en Décembre 1646. pareillement réſolu: Nous, pour ſatisfaire aux Réſolutions de vos Hauteſſes, avons donné par des Inſtructions & pour ledit Traité, lequel vos Hauteſſes ont jugé être néceſſaire pour la conſervation & ſureté de leur Etat, de ne pas égarer ou laiſſer ôter de nos mains, ſommes été contraints avec les Seigneurs Eſpagnols au nom de Dieu de ſigner & racheter quatre Traitez d'une même tenue, ſavoir les deux en Langue Flamande & les autres deux en la Françoiſe, deſquels nous en avons retiré deux, & les autres deux laiſſé aux Eſpagnols, leſquels après avoir fait des congratulations avec toutes ſortes de civilitez, ſont parti de notre Logement entre les neuf ou dix heures du ſoir; toutefois le Seigneur de Nederhorſt pour le préſent s'eſt encore excuſé & abſenté de la ſignature deſdits Traitez, & abſenté le jour en ſuivant qui étoit hier. Nous avons été viſiter les Seigneurs Plénipotentiaires Eſpagnols & pareillement congratulé & complimenté à cauſe dudit Traité conclu, leſquels derechef nous ont reçus avec toute ſorte de courtoiſie, & aſſuré de la bonne & ſincére intention de leur Roi à l'accompliſſement du Traité fait; & nous avons apris que le même jour fut encore expédié un Courrier par voye de Bruxelles vers Eſpagne, avec lequel on eut envoyé volontiers un formulaire de la Ratification que leſdits Seigneurs avoient tranſlaté & nous la communiquérent étant l'intention d'avoir ſur chaque Traité une Ratification, ſavoir ſur la Françoiſe une en Langage François & ſur la Flamande en Langue

Eſ-

Digitized by Google

y manquent quelques mots qui ont été omis par les Ecrivains par erreur, & partant nous vous envoyons un Formulaire confronté ici avec la minutte, en après nous ferons copier les originaux Traitez signez, & les collationner & authentiquer, & ainsi envoyer à vos Hautesses par quelque commodité assurée; requerant cependant de trouver bon que les Formulaires d'agréations ne puissent être retenus. Le Seigneur Duc de Longueville est parti le jour d'hier vers la Ville d'Osnabrug pour y dire adieu, faisant état, selon que son Altesse nous a dit, d'après son retour aussi partir d'ici pour s'en retourner en France, & laisser ici les deux autres Seigneurs pour y continuer la Négociation: & les Seigneurs Espagnols nous ont déclaré que si les Seigneurs François demeurent ici tous ensemble, qu'eux n'en bougeront point, mais au cas de départ dudit Seigneur Duc, nous jugeons que le Seigneur de Brun, second Plénipotentiaire d'Espagne, pourroit bien faire un voyage à Bruxelles, particuliérement pour communiquer avec le Duc Charles l'affaire de Lorraine, & revenir par deça avec une ample Instruction sur icelle. Et bien que nous nous confidons d'avoir agi en tout & par tout entiérement pour le service & avantage de vos Hautesses, toutefois si nous croyons qu'au sujet des affaires passées il leur fût rapporté quelque chose en autres termes que ce que nous croyons avoir mérité par nos diligences & prompts devoirs, & que cela arrivât en notre absence sans que nous puissions justifier de nos continuels & efficaces devoirs & procédures sincéres, que cela pourroit causer en l'Etat de vos Hautesses quelque jugement sinistre au préjudice de nos personnes & des Négociations, & qu'après il ne pourroit être remedié si facilement; partant nous requerons vos Hautesses en toute révérence, au cas que leur soient faites quelques propositions ou rapports en quelques façons que ce puisse être, par Lettres écrites ou de bouche touchant ce que dit est, qu'ils le retiennent sans qu'ils soient distribuez jusques à ce que de bouche ou par écrit, selon l'exigence des affaires nous puissions donner la satisfaction requise à vos Hautesses. Avec quoi nous prions Dieu tout puissant &c.

Fait à Munster le premier Fevrier 1648.

Signé

BERTHOLD VAN GENT,
JEAN DE MATHENESSE,
ADRIEN PAW,
JEAN DE KNUYT,
F. DE DONIA,
W. RIPPERDA,
ADRIAN CLANT.

Des

PROVINCES-UNIES

Des

PAYS-BAS.

Après la Signature de leur Traité avec Espagne, fait par leurs Plenipotentiaires.

Du 14. Fevrier 1648.

Reçue le 3. Mars.

TRES CHERS, GRANDS AMIS, ALLIEZ ET CONFEDEREZ,

NOus avons apris avec tout étonnement ce qui s'est passé à Munster le 30. Janviers où la plus grande partie de vos Députez ont signé un Traité particulier avec les Ministres d'Espagne, que nous n'avons pu nous persuader qu'ils ayent agi en cela selon votre intention: & ne doutons nullement qu'aussitôt que vous en aurez eu connoissance vous n'ayez donné tous les ordres nécessaires pour remedier à ce qui a été entrepris au préjudice de tant de Traitez solemnels que votre Etat a faits en divers tems avec cette Couronne, qui veulent que la Négociation de la Paix marche toujours d'un pas égal, & qu'on ne puisse conclure que conjointement. Nous nous promettons d'autant plus cette marque de notre autorité & de notre foi que vous aviez été avertis des facilitez que nous avons apportées de notre part pour avancer la Paix, & qu'elles n'ont produit autre effet à nos Ennemis, que de les en faire davantage éloigner; surquoi nous remettant à notre Ambassadeur Extraordinaire sur diverses choses que nous l'avons chargé de vous représenter de notre part en une rencontre d'affaires si importantes, nous vous conjurons de lui donner entiére créance, & prions Dieu cependant qu'il vous tienne, très-chers, grands Amis, Alliez & Confederez en sa sainte garde. Ecrit à Paris

A nos très-chers, grands Amis, Alliez & Confédérez, les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

HARANGUE

De Monſieur de la

THUILLERIE

A Meſſieurs les

ETATS,

Lorſqu'il delivra la Lettre du Roi précedente.

MESSIEURS,

DEpuis le tems que j'ai l'honneur d'être employé dans les affaires, je n'en ai rencontré aucune qui m'ait paru ſi importante que celle qui m'invite à venir devant vous, puiſqu'elle m'oblige, Meſſieurs, à vous faire des plaintes, & à repréſenter à vos Seigneuries le véritable ſentiment que doit avoir le Roi & la Reine ſa Mére de la ſignature de votre Traité avec les Eſpagnols, & de ſe voir abandonnez par ceux-là de leurs Alliez ſur leſquels avec raiſon ils avoient mis le plus fort de leurs eſperances, & deſquels ils attendoient dans une conjoncture pareille à celle en laquelle nous ſommes, le réciproque des aſſiſtances qu'en vos beſoins ils vous avoient données, & les reconnoiſſances qu'ils eſtimoient qu'on dût avoir de tant de millions dépenſez, de tant de ſang répandu pour la cauſe commune, & tant de pertes & de peines ſouffertes en une Guerre véritablement entrepriſe pour reprimer la trop grande ambition d'Eſpagne, mais auſſi, Meſſieurs, à votre ſollicitation & pour vous rendre moins peſant le faix de celle que vous aviez à ſoutenir contre vos Ennemis que nous fimes dès lors les nôtres.

Vous ſavez, Meſſieurs, l'état auquel nous nous trouvions en mil ſix cens trente-quatre, la généroſité avec laquelle nous déclarames la

agimes par les Traitez préliminaires, en ſont une preuve, & celui de quarante-quatre une bien authentique de la confiance que leurs Majeſtez ont toujours priſe en leurs prudents conſeils; puis qu'auſſitôt après être convenus de la Ville de Munſter pour le bien de l'Aſſemblée & du tems auquel l'on s'y devoit trouver, elles ne ſe contentérent pas de vous donner avis du choix qu'ils avoient fait de leurs Plenipotentiaires & du tems de leur partement pour s'y rendre, mais encore voulurent qu'ils paſſaſſent ici pour joindre, s'il ſe peut dire, aux inſtructions qu'elles leur avoient données, celles que vous leur voudriez donner, & conclure ledit Traité de quarante-quatre pour nous ſervir de directoire en une Négociation ſi importante, & marquer juſques aux pas que vous & nous aurions à faire. Etans arrivez à Munſter où Meſſieurs les Plénipotentiaires de France furent ſi religieux obſervateurs des choſes promiſes, qu'ils demeurerent vingt & un mois entiers en attendant les vôtres, ſans vouloir entendre à aucune propoſition : & de fait quand ils arrivérent à peine avoient-ils échangé leurs Pouvoirs.

De combien d'artifices lors & du depuis ſe ſervirent les Ennemis pour faire bréche a notre Alliance? Il eſt ſuperflu de le repréſenter, le diſcours en ſeroit trop long; tantôt ils publient un mariage du Roi avec l'Infante d'Eſpagne qui le doit rendre Maître de tous les Païs-Bas; une autre fois ils parlent d'une échange du même Païs avec la Catalogne; enfin ſentant que cela ne faiſoit pas une impreſſion aſſez forte, ils vous font peur de notre fortune, ils exagérent la puiſſance de la France & charitablement vous avertiſſent du danger qu'il y a de nous avoir pour vos voiſins : comme s'il étoit convenable que les proſpéritez d'un Allié qui n'a jamais manqué de foi ni de parole pût ou dût donner jalouſie à l'autre, à la grandeur duquel il a toujours ſincérement contribué.

Quoique ces artifices aiſez à découvrir puſſent ſervir contr'eux, nous ne laiſſons pas d'en ſouffrir; témoin la ſignature de certains Articles dont nous avions tort de parler, bien qu'ils fuſſent le pronoſtic indubitable de ce que nous voyons; & qui donnent lieu à Meſſieurs les Miniſtres d'Eſpagne d'exercer leur Rhetorique, qui enfin s'eſt trouvée ſi bonne & ſi perſuadante, que nonobſtant notre Traité de Garantie conclu en Juillet l'année derniére, qui confirme les précédents, nonobſtant, dis-je, ledit Traité & toutes les avances que nous avons faites pour faire notre Paix enſemble, & nonobſtant encore la remiſe de nos points indécis avec l'Eſpagne au jugement de vos Seigneuries, à Monſieur le Prince d'Orange conjointement avec ceux qui ſeront choiſis de l'Etat, nous voyons un Traité avec l'Eſpagne ſigné le trentiéme Janvier, qui eſt celui dont je me plaints : & il ne s'en faut rien que l'Aſſemblée de Munſter auſſi ne le faſſe, puiſqu'il lui ôte l'eſpérance qu'elle avoit légitimement conçuë de voir le repos établi dans la Chrétienté.

Leurs

de bons, fideles, & anciens Alliez.

Je vous demande, Meſſieurs, au nom du Roi & de la Reine Régente ſa Mére, & n'eſtime pas que vous me le puiſſiez denier, vous le devez à nos Traitez, Meſſieurs, & encore plus à vous-mêmes : tous les grands Princes de l'Europe attendent la fin de celui-ci pour regler ceux que dorenavant ils auront à faire avec vous. Les choſes ſont en leur entier, vos Ratifications ne ſont point échangées, & vous les pouvez refuſer aux Miniſtres d'Eſpagne juſques à ce qu'ils nous ayent donné un légitime conſentement. Nous l'attendons, Meſſieurs, de votre équité, de votre foi, & de votre reconnoiſſance, qui ſans cela ne ſeront point à couvert de blâme, quelques offices que vous ayez pu faire auprès des Eſpagnols, puiſque vous êtes nos Alliez & par conſéquent obligez à plus qu'à des paroles. Je ſoutiens donc avec le reſpect que je dois à votre Aſſemblée, que vous ne pouvez paſſer outre, & que vous & nous avons les mains liées, ſi ce que nous faiſons touchant la Paix avec l'Eſpagne ne ſe fait de concert.

Fait à la Haye le 3. *Mars* 1648. *& délivré une Lettre du Roi du* 22. *Fevrier.*

Signé

DE LA THUILLERIE.

EXTRAIT

De l'Ecrit des Sieurs de Mateneſſe & Paw Plénipotentiaires pour la Paix à Munſter avec le Roi d'Eſpagne, de la part du Comté de Hollande ; délivré l'an mil ſix cens quarante-huit le treiziéme jour de Mars par le commandement des Etats-Généraux dudit Comte le douziéme du même mois, pour réponſe à l'Ecrit du Sieur de Nederhorſt Plenipotentiaire de la

Champagne : & au cas que dans un an ils ne puiſſent accorder, que trois mois après il ſera convenu d'Arbitres, qui trois mois après termineront le différend.

Ce qui eſt refuſé par ceux d'Eſpagne, mettans en avant que tous les Confederez de France par le Traité de Paix doivent être reſtituez en leurs Seigneuries, & que le Duc Charles de Lorraine Allié du Roi d'Eſpagne ne le ſeroit réellement.

Offres des Plénipotentiaires de France de rendre la Lorraine excepté la Duché de Bar, les Seigneuries des Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & le Marquiſat de Nomeni & pourvû que les fortifications de Nanci & autres Places ſoient demolies ; ce qui eſt du tout contredit par ceux d'Eſpagne.

Que l'intention de la France eſt d'aſſiſter le Duc de Modéne au Milanois.

Et les Néapolitains d'une armée navale.

Offres envoyées de Paris à Bruxelles au Duc Charles pour l'engager à une Guerre contre les Eſpagnols.

Propoſition des Plénipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas à ce que la Lorraine ſoit reſtituée & que le point de la démolition des Places fortes ſoit renvoyé aux Rois de France & d'Eſpagne, pour en demeurer d'accord dans le tems de la Ratification du Traité de Paix entre le Roi d'Eſpagne & leſdites Provinces : ce qui eſt derechef contredit par les Eſpagnols.

Le Sieur de Nederhorſt met fauſſement en avant que les Plénipotentiaires de France ſe ſont ſoumis à l'arbitrage du Prince d'Orange & d'un des Députez des Etats Generaux touchant le différend de la Lorraine.

Que les François ſur les différends des cinq points reſtans, entr'autres ce qui concerne le Roi de Portugal & Caſal, n'ont conſenti d'accepter pour arbitres les Plénipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas ni les Princes d'Orange pour Sur-Arbitres.

Les deux Rois ne ſe veulent accorder ſur l'Article que le Roi d'Eſpagne ne puiſſe aſſiſter le Duc de Lorraine.

Que les Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas ont fait leur effort un an entier pour induire les deux Rois à un accord entr'eux.

Et que l'on doit finallement conſidérer ce qui va à la ſureté & repos deſdites Provinces.

THUILLERIE

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

DU ROI

A la Haye le 18. Mars 1648.

MESSIEURS,

IL me pourroit ſuffire de repréſenter à vos Seigneuries, comme j'ai fait pluſieurs fois, l'obligation de nos Traitez, & laiſſer agir à Munſter (vrai lieu pour traiter la Paix) Meſſieurs les Plénipotentiaires de France, ainſi qu'ils croiroient pour le mieux & par les moyens qu'ils eſtimeroient les plus proches à mettre fin à ce grand bien & ſi fort deſiré. Le Roi néanmoins, Meſſieurs, & la Reine Régente ſa Mére conſidérant que la plûpart des propoſitions qu'ils y ont faites de leur part, quoique très-nettes & non ſujettes à aucun équivoque, ont été ou mal priſes ou altérées devant que d'arriver juſques à cette Aſſemblée; pour de plus en plus témoigner à toute la terre les ſaintes intentions qu'elles ont pour l'établiſſement du repos de la Chrétienté, & faire connoître en particulier à Meſſieurs les Etats-Généraux que les diſcours qui ſe tiennent ici de ce qui s'eſt paſſé depuis à Munſter dans la Négociation de ladite Paix, ne ſont pas fort ſincéres, & que c'eſt à tort qu'on a voulu imputer à la France les tergiverſations, les fuites, & les variations dont le parti contraire eſt ſeul coupable: leurs Majeſtez, dis-je, Meſſieurs, m'ont donné charge de déclarer à vos Seigneuries de vive voix & par écrit, que pour faire jouir plus promtement les Provinces-Unies du repos qu'elles ſouhaittent, & ne leur pas donner ſeulement le moyen d'éviter les dangereux pieges où les Eſpagnols ont deſſein de les faire tomber, (en les ſéparant d'une Couronne qui depuis ſi longtems a contribué tout ce qui étoit de ſon pouvoir pour leur bien, leur agrandiſſement & leur ſatisfaction) mais encore leur procurer la gloire d'être comme arbitres de la tranquillité publique dans laquelle elles trouveront la leur particuliére avec plus davantage & de ſureté. Le Roi, Meſſieurs, & la Reine ſa Mére en premier lieu demeurent formellement d'accord de ce dont meſdits Sieurs les Plénipotentiaires de France s'étoient laiſſé entendre à Munſter à ceux de Meſſieurs les Etats; ſavoir qu'ils rendront l'ancienne Lorraine à Monſeigneur le Duc Charles, les Places en étant démolies: en quoi pour plus grand éclairciſſement (comme chacun ſait) le Comté de Clermont & les Places de Stenai & Jametz ne ſe trouvent pas au jugement de Meſſieurs les Etats & de Monſeigneur le Prince d'Orange, entendent néanmoins que les offres ci-deſſus n'auront lieu que juſques à l'échange des Ratifications du Traité de vos Seigneuries avec l'Eſpagne, & ſeront tenues pour non faites en cas qu'au préjudice de l'Alliance qui eſt entre la France & les Provinces-Unies, elles ratifiaſſent ledit Traité. Ce que leurs Majeſtez ne peuvent croire ni apprehender, notamment que par la preſente déclaration & remiſe de la Lorraine dont juſques ici elles n'avoient pas & avec raiſon voulu entendre parler, & pour laquelle les Ennemis & quelques-uns de Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats mêmes aſſuroient que la Paix ne ſeroit pas retardée un jour. L'on aura pu toucher au doigt le veritable deſir qu'elles en ont & les facilitez par le pur motif de leur paſſion pour le bien public, nonobſtant que ſelon les appurences elles ayent beaucoup plus à eſperer qu'à craindre dans la continuation de la Guerre, ſi ce qu'elles contribuent de leur côté pour la faire ceſſer, ne peut produire l'accompliſſement de ce grand ouvrage.

Fait à la Haye le 18. *Mars* 1648.

Signé

DE LA THUILLERIE.

POUVOIR

A Monſieur

SERVIEN

PLENIPOTENTIAIRE

A MUNSTER.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſalut. Par nos Lettres Patentes du vingtiéme Septembre mil ſix cens quarante-trois, nous avions donné pouvoir à notre très-cher & très-amé Couſin Henri d'Orléans Duc de Longueville & d'Eſtouteville, Prince & Comte Souverain de Neufchâtel, Comte de Dunois & de Tancarville, Connétable Héréditaire de Normandie, Gouverneur & notre Lieutenant Général audit

Paix

l'Aſſemblée, s'il ne leur apparoiſſoit de notre intention ; & deſirant faire ceſſer tout ſujet de conteſtation & avancer la Négociation & la concluſion du Traité, tout autant qu'il nous ſera poſſible. A ces cauſes & autres bonnes & juſtes conſidérations à ce nous mouvants, de l'avis de la Reine Régente notre très-honorée Dame & Mére, & de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, de notre très-cher & très-amé Couſin le Prince de Condé, de notre très-cher & très-amé Couſin le Prince de Conti, de notre très-cher & très-amé Couſin le Cardinal Mazarin & autres Grands & notables Perſonnages de notre Conſeil, nous avons dit & déclaré, diſons & déclarons par ces préſentes ſignées de notre main, que nous voulons & entendons que ledit Sieur

le de Roi & ſous l'obligation de tous nos biens préſents & à venir de tenir ferme & accomplir ce qui aura été par ledit Sieur Comte de Servien ſeul ainſi ſtipulé, accordé, & promis. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces préſentes. Car tel eſt notre plaiſir. Donné à Paris le 20. jour de Mars mil ſix cens quarante-huit & de notre Regne le cinquiéme.

Signé

LOUIS.

Et ſur le repli, par le Roi, la Reine Régente ſa Mére préſente.

DE LOMENIE.

RATIONES

Proponendæ Domino de la

THUILLERIE

Secundùm mentem

PROVINCIÆ HOLLANDIÆ

Servientes unà pro Reſponſo ſuper ejuſdem

PROPOSITIONE.

Die 23. Martii Generalitati exhibitæ.

I.

QUòd Præpotentes Domini nihil aliud exoptaverint nec libentiùs vidiſſent, quàm quòd unus Tractatus Pacis concludi potuiſſet inter principales Partes unà cum Tractatu hujus Statûs cum Hiſpanis, ob diverſas rationes in re ipſâ conſiſtentes.

II.

Quòd propterea quæcumque officia poſſibilia a Plenipo-

REPONSE

De la part de la

PROVINCE DE HOLLANDE

Au Sieur de la

THUILLERIE.

Le 23. Mars 1648.

I.

QUe leurs Hautes Puiſſances n'ont rien ſouhaité plus ardemment, que de voir conclure un Traité de Paix, entre les principales Parties intereſſées, en même tems que celui des Etats Généraux avec l'Eſpagne, pour des raiſons qui concernent le Traité même.

II.

Que dans cette vue les Plénipotentiaires de

IV.

Quòd Dominus Servien cum Hagæ Comitis Guarantia tractaretur, iterato declaraverit quòd in casum quòd illa ingereretur, tempore viginti quatuor horarum postmodum Pax concludi posset.

V.

Quòd pro hoc Statu judicetur Tractatibus inter Coronam Galliæ & hosce Status, jam per ea quæ acta sunt fuisse satisfactum.

VI.

Quòd Tractatio Pacis inter Hispanos & hunc Statum habeatur pro re confectâ; & quòd fides publica per Plenipotentiarios Monasterii interposita debeat observari & effectum sortiri die ad id præfixâ.

VII.

Quòd nihilominus regimen supremum hujus Status adhuc sit resolutum ad continuationem omnium possibilium officiorum at prædictæ principales Partes ad finalem compositionem possint perduci.

VIII.

Quòd Præpotentes Dominationes suæ judicaverint expedire Plenipotentiarios suos requirere ac eisdem strictè mandare ut quamprimum Monasterium revertantur cum serio Mandato procurandi strenuè Pacificationem prædictarum Partium.

IX.

Quòd Præpotentes Dominationes suæ non possint approbare submissionem in propositione Domini de la Thuillerie propositam, fieri ipsis ac Principi Auriaco; cùm per similem submissionem, dilationes, ac alia inconvenientia in præjudicium propositæ Compositionis causari possent.

X.

Quòd nihilominus ad meliorem promotionem rei prædictæ, Præpotentes Dominationes suæ Plenipotentiarii hujus Status dederint auctoritatem acceptandi talem submissionem, quando ipsis a duabus principalibus Partibus deferetur, quoad reliqua puncta adhuc controversa; hac conditione ut permutatio respectivæ conditionum super Tractatu Pacis inter Hispanos & hunc Statum concluſæ per prædicta nullatenus debeat retardari.

IV.

Que dans le tems qu'on négocioit à la Haye le Traité de Garantie, Monſieur Servien déclara expreſſement, que la Paix ſeroit ſignée vingt-quatre heures apres la concluſion de la Garantie.

V.

Que l'on juge que cet Etat a entiérement ſatisfait aux engagemens qu'il a pris avec la France par les Traitez précedens.

VI.

Que la Paix entre l'Eſpagne & cet Etat eſt arrêtée; & que la ſignature en doit être faite à Munſter par les Plénipotentiaires, pour être pleinement obſervée.

VII.

Que néanmoins les Etats ſont entierement reſolus de faire continuer tous les offices poſſibles pour tâcher de porter les deux Parties à un accommodement final.

VIII.

Que pour y parvenir ils ont donné ordre à leurs Plénipotentiaires de retourner au plutôt à Munſter, & d'y travailler ſérieuſement.

IX.

Qu'ils ne peuvent approuver la ſoumiſſion faite par Monſieur de la Thuillerie de s'en raporter au jugement des Etats & du Prince d'Orange : d'autant que pareille ſoumiſſion ne pourroit que cauſer des délais & d'autres inconveniens au préjudice de l'Accommodement que l'on a deſſein de faire.

X.

Que cependant pour avancer l'affaire, leurs Hautes Puiſſances ont donné pouvoir à leurs Plénipotentiaires de promettre leur médiation, quand les Parties les en prieront, pour les points qui reſtent indécis; à condition que cette nouvelle affaire ne retardera pas l'échange néceſſaire pour l'entiére concluſion de la Paix entre l'Eſpagne & les Etats.

Digitized by Google

XIII.

Ulteriùs fuit exiſtimatum & conſultum ut dictæ rationes per modum reſponſi Gallicâ Linguâ traditæ Domino de la Thuillerie exhibeantur per Agentem Vanderburg, vel alias prout conſuetum eſt aliorum Principum Legatis ſcripto reſpondere, per Præpotentes Dominationes ſuas curentur tradi; neque per ullam ulteriorem Conferentiam hæc res hic introducatur, ſed Monaſterii tractetur, ut id Dominus Thuillerius in ſuâ propoſitione fieri debere dixit.

XIII.

On a jugé à propos de faire délivrer en Langue Françoiſe ces raiſons en forme de réponſe à Monſieur de la Thuillerie par l'Agent Vanderburg, ou, conformément à ce qui eſt pratiqué de répondre par écrit aux Ambaſſadeurs des autres Princes, de les faire donner par ordre de L. H. P. Enſorte cependant que cette affaire ne ſera traitée ailleurs qu'à Munſter, comme Monſieur de la Thuillerie a remarqué dans ſa propoſition que cela devoit ſe faire.

EXTRACTUM

Ex Regiſtro Reſolutionum Provinciæ Hollandiæ, de Ratificatione Pacis cum Rege Hiſpaniarum.

Die 4. Aprilis Anno 1648.

POſtquam Domini Hollandiæ repererunt vacuam ſedem Præſidentialem Wimmenum illam occuparit, & conſequenter a Provinciâ Hollandiæ concluſum fuit, quòd ſecundum ſententiam quinque Provinciarum ſit ratificatus Tractatus Pacis 30. Januarii initus Monaſterii & ulteriùs quòd ſecundum conſilium ſuæ Celſitudinis Dominis Zelandiæ dabitur eiſdem prout datur terminus octo vel decem dierum, & quòd illo tempore elapſo tunc finalis & generalis concluſio abſque ulteriori dilatione ſuper ratihabitione fiet; ſuper quibus ſua Celſitudo præpotentibus Dominis dedit ad conſiderandum, utrùm non exiſtimarint conſultum quòd de hac concluſione quamprimum fieret communicatio Domino Thuillerie, & requireretur utrùm aliud ſpecialius mandatum haberet a ſuo Rege ſuper Tractatu Pacis inter Coronas: ac ut id aperiret & caſu quo non haberet ut tunc officia ſua faceret in eum finem in Aulâ Gallicâ. Super quibus a Provinciâ Hollandiæ ut ante concluſum fuit quòd Reſolutio prædicta traderetur Dominis Capello Wimmenum & Andreæ ad referendum oretenus Legato prædicto,

LE RESULTAT

Des Etats de la Province de Hollande touchant la Ratification du Traité de Paix avec le Roi d'Eſpagne.

Le 4. d'Avril l'an 1648.

APrès que Meſſieurs de Hollande ont trouvé la chaire de Preſident vuide, Monſieur de Wimmenum l'a occupée, & la Province de Hollande, ayant vu que cinq Provinces avoient ratifié le Traité de Paix commencé à Munſter le 30. Janvier; & de plus que ſuivant le Conſeil de ſon Alteſſe elles avoient donné aux Etats de Zélande le terme de huit ou dix jours, après lequel on ne devoit plus différer les Ratifications, ſon Alteſſe a conſulté leſdits Etats, pour ſavoir s'il ne ſeroit pas à propos de donner communication de cette concluſion à Monſieur de la Thuillerie, & de lui demander s'il n'a point d'ordre plus précis du Roi ſon Maître au ſujet de la Paix entre les deux Couronnes: & en cas qu'il n'en eût pas, de l'engager à ſolliciter la Cour de France d'en donner à cette fin. Sur ces conſidérations la Province de Hollande a conclu que cette Reſolution ſeroit donnée à Meſſieurs Cappel Wimmenum & André pour la rapporter de bouche audit Sieur de la Thuil-

EXTRAIT

D'une

LETTRE

DE LA HAYE.

Du 14. Avril 1648.

LEs Etats Généraux des Provinces Unies ont fait réponſe à Monſieur de la Thuillerie ſur les propoſitions qu'il avoit préſentées à leur Aſſemblée le vingt-troiſiéme du paſſé, dont la ſubſtance contient que leſdits Etats Généraux n'ont rien plus deſiré que de voir le Traité conclu entre la France & l'Eſpagne & iceux Etats. Monſieur de Servien avoit dit, lorſqu'il étoit en Hollande, qu'après le Traité de Garantie la France pourroit traiter avec l'Eſpagne en vingt-quatre heures, qu'enſuite dudit Traité les Plénipotentiaires deſdits Etats avoient employé toutes ſortes de devoirs pour parvenir à une bonne iſſue qui juſques ici n'avoit pu réuſſir; que la Négociation entre l'Eſpagne & leſdits Etats eſt jugée pour achevée, & que la parole publique étant engagée, l'affaire doit ſortir ſon effet au terme prefix : que nonobſtant leſdits Etats ſont reſolus de continuer tous les offices imaginables pour remettre les Couronnes d'accord; qu'à cette fin ils ont donné ordre à leurs Plénipotentiaires de retourner à Munſter, & qu'ils ont autoriſé leurſdits Plénipotentiaires d'accepter telle ſoumiſſion que les Parties trouveront bon, pour terminer les points indécis entre la France & l'Eſpagne; qu'ils ont trouvé bon de donner ordre au Sieur d'Oſterwyck, de s'en aller au plutôt à Paris pour y faire les offres requis pour l'avancement des affaires, & prier les Principaux Miniſtres de France de contribuer pour le bien de la Paix Univerſelle de la Chrétienté.

Le vingt-cinquiéme Mars leſdits Etats de Hollande propoſérent les points ſuivans.

Primo, que la réſolution ci-devant priſe touchant le départ de leurs Plénipotentiaires devoit demeurer en ſon entier.

Secundo, que l'on devoit ſignifier au Sieur de Meinderſwyk & à ceux qui ſont à Munſter en quel état eſt à préſent l'affaire de la Ratification.

Tertio, que les Plénipoeentiaires continueront l'accommodement des Couronnes touchant les points indécis.

Quarto, que les Provinces ſont d'avis que le terme prefix du changement des Ratifications doit être obſervé, afin de garantir la foi publique engagée par leſdits Plénipotentiaires en vertu de leur Inſtruction; ſur quoi les Députez des autres Provinces répondirent, ſavoir ceux de Zélande, que les Etats de leur Province, étans aſſemblez depuis peu de jours pour délibérer ſur le point de la Ratification, la concluſion ſuſdite ne pouvoit être avouée par eux contre le ſentiment des cinq Provinces, mais au contraire ſe trouvoient obligez de s'y oppoſer formellement, afin de ne préjudicier point aux conſidérations de leur Province en une affaire de ſi grande importance.

Le Député de Friſe dit qu'il ne pouvoit pas conſentir à la ſuſdite concluſion de deux Provinces contre cinq.

Ceux d'Utrecht proteſtoient que la concluſion du Préſident contrarioit aux opinions de cinq autres Provinces.

Ceux d'Overiſſel opinérent qu'ils étoient ſcrupuleux de ſe conformer aux ſentimens de deux Provinces ſeulement.

Le Député de Groningue diſoit que la Ratification devoit être faite au terme prefix.

Les Députez Extraordinaires de Zélande comparurent le lendemain à l'Aſſemblée, où ils ne dirent autre choſe, ſi ce n'eſt que l'on doit employer tous les offices poſſibles pour donner contentement à la France : qu'à cette fin on travaillera à l'accommodement des Articles indécis pour émouvoir les Couronnes à une ſoumiſſion générale.

Ceux de Friſe bailerent au même jour la Réſolution Provinciale ſur la Ratification, qui eſt conforme à celle de Hollande.

Ceux d'Utrecht firent déclaration qu'il ſeroit à propos de donner un terme entre la Ratification & la publication du Traité, pour pouvoir travailler cependant à l'accommodement des Couronnes. Il ſemble que ceux de Hollande ont deſſein de paſſer outre, encore qu'il y ait des Provinces qui faſſent difficulté de conclure & de ratifier par la pluralité des voix, en ayant déja quatre de leur côté.

L'on voit que la Province d'Overiſſel ſe conformera bientôt, & que celle d'Utrecht n'oſeroit pas être la derniére.

Quant à la Zélande elle déſire pour la conſidération du Commerce complaire à la France : tant y a que par Lettres écrites de la Haye du 31. Mars l'on croit voir bientôt tout conclu & parfait.

EX-

Domini Extraordinarii & Ordinarii Deputati Provinciarum Hollandiæ & Friſiæ Occidentalis heri in Conventu Præpotentium Dominorum Statuum propoſuerunt & repræſentarunt.

Si facta permutatione Ratihabitionum hinc inde Publicatio ſecundùm captam Reſolutionem fieri debeat. Utrùm formula publicationis faciendæ hic concepta Plenipotentiariis tranſmitti debeat, vel ab ipſis expectari pro at ipſi inter ſe convenient.

Pro ut etiam de tempore & loco ubi publicatio reciproca fieri debeat.

Et cùm etiam Tractatus tam ſolennis Pacis reciproco firmari debeat juramento, ſcire oportet utrùm juramentum Plenipotentiarii Hiſpanici præſtare Præpotentibus Dominis, vel ab his illi recipere; & pariter utrùm Plenipotentiarii hujus Statûs aut major eorum pars juramentum Archiduci Leopoldo Bruxellis præſtare, vel illi a ſuâ Celſitudine nomine Regis Hiſpaniæ recipere debeant: & uno vel altero modo expedire debebunt convenientia Procuratoria, vel Plenipotentiarii cum Hiſpanis ſuper iis convenient & ſecundùm conventionem hic formabuntur & tranſmittentur, niſi aliter de iis ſit diſponendum.

De autoriſatione Plenipotentiariorum utrùm acceptare poſſint ſubmiſſionem punctorum adhuc controverſorum.

Quòd primâ die Mercurii poſt publicationem Pacis indicenda ſit generalis gratiarum actio ad referendum Deo gratias pro immenſo Pacis beneficio, eumdemque exorandum ut eam pro bono Statûs hujus & Eccleſiæ Dei utilitate conſervare & benedicere, & Pacem Univerſalem concedere velit.

Quòd Plenipotentiarii Monaſterium redeuntes inſtruendi ſint ſuper demoliſione Fortalitiorum.

Quid agendum cum Plenipotentiariis Hiſpanicis circa 44. & 45. Articulos ut ab iis fiat expreſſa declaratio ante permutationem Ratihabitionum quòd iſti duo Articuli Tractatûs in ipſis comprehenſi nullâ ratione ſuperioritatis Politicæ nec Adminiſtrationi Eccleſiæ præjudicabunt; ſed quòd vel Dominis Statibus reſpectu illorum integritatis relinquetur.

Quòd dicti Plenipotentiarii adhibere debeant operam ut ſuper prædictis obtineant ab Hiſpanis Actum approbativum; & caſu quo negetur, petent Documentum ab Hiſpanis quòd iſta declaratio ab ipſis facta fuerit ante Ratihabitionem & illâ uti poſſint ſuo loco.

Status Generales examinatis adjunctis Articulis concluſerunt deſuper ea quæ ad marginem hic adnotantur.

LEs Députez Extraordinaires & Ordinaires des Provinces de Hollande & de Weſt-Friſe, propoſérent hier dans l'Aſſemblée des Etats Généraux & repréſentérent ce qui ſuit.

Si après l'échange des Ratifications, on procédera à la publication de la Paix conformément à ce qui a été réſolu. Si la formule de cette publication doit être communiquée aux Plénipotentiaires telle qu'on l'a déterminée; ou ſi l'on attendra leurs propoſitions là-deſſus.

Au ſujet du tems & du lieu où la publication doit ſe faire des deux côtez.

Et d'autant que l'on doit jurer ſolemnellement l'obſervation de la Paix, ſavoir ſi les Plénipotentiaires d'Eſpagne feront ſerment entre les mains de Leurs Hautes Puiſſances, & recevront celui des Etats Généraux; ou ſi les Ambaſſadeurs des Provinces-Unies ou la plus grande partie d'eux doivent jurer à Bruſſelles entre les mains de l'Archiduc Léopold, & réciproquement recevoir le ſerment de cette Alteſſe pour & au nom du Roi d'Eſpagne: pour expédier les Pouvoirs convenables, lorſque l'on ſera d'accord là deſſus avec les Eſpagnols.

A l'égard des points indécis; ſavoir ſi l'on autoriſera les Plénipotentiaires à recevoir les ſoumiſſions faites ſur cela.

D'ordonner des prières publiques le premier Mercredi après la publication de la Paix pour rendre graces à Dieu de la conclution de cette Paix, & le prier de la bénir & de la perpétuer pour l'avantage de cet Etat & l'utilité de ſon Egliſe, & de procurer une Paix Univerſelle.

Les Inſtructions que l'on doit donner aux Plénipotentiaires, qui doivent retourner à Munſter ſur la démolition des Places.

Ce que ces Plénipotentiaires feront auprès de ceux d'Eſpagne, pour les engager à déclarer avant l'échange des Ratifications, que ces deux Articles du Traité ne préjudicieront point au Gouvernement civil & Eccléſiaſtique; mais que l'on en laiſſera la déciſion à la probité des Etats Généraux.

Que ces mêmes Plénipotentiaires doivent faire tous leurs efforts pour obtenir des Eſpagnols la Ratification des Articles ci-deſſus; & en cas de refus, ils leur demanderont une déclaration, de la préſente Demande faite avant la Ratification, pour s'en ſervir dans le beſoin.

Les Etats Généraux après l'examen des Articles ci joints, ont pris les réſolutions ſuivantes.

Juramentum pro parte Regis Hiſpaniæ debebit fieri & recipi ad menſam Præpotentium Dominorum; fiet & recipietur Bruxellis a Commiſſariis vel aliis qui a Parte adverſâ ad id conſtituentur: & procurabitur ut eodem die fiat.

Hoc mutatum eſt : nam jurabitur Monaſterii. Caſu quo Plenipotentiarii Coronarum ſubmiſſionem deferant Plenipotentiariis Præpotentium Dominorum, hi eam poterunt acceptare & ad effectum perducere.

Tertiâ die Mercurii poſt publicationem hiſce concluditur indicendam eſſe generalem gratiarum actionem cum diebus jejunii & orationis ad propoſitum finem.

Scedula a ſuâ Celſitudine Præpotentibus Dominis exhibita ſerviet Plenipotentiariis pro inſtructione, cum hoc adjuncto quòd ex parte hac demoliantur omnia Fortalitia ad Scheldam excepto Lillo.

Ad ſeptimum & octavum punctum Domini Status Generales conſenſerunt.

pagne entre les mains des Etats Généraux; & de celle des Provinces-Unies à Bruſſelles par les Commiſſaires nommez pour cela : & l'on fera enſorte de les faire dans les deux endroits le même jour.

Cela a été changé : car on doit faire les ſermens à Munſter. En cas que les Plénipotentiaires des deux Couronnes remettent leurs différends aux Plénipotentiaires de L. H. P. ceux-ci pourront accepter l'emploi d'arbitres, & agir en conſéquence.

Il eſt arrêté que le troiſiéme Mercredi après la publication on fera des prieres publiques avec jeûne dans l'intention qu'on s'eſt propoſée.

Le Mémoire préſenté par ſon Alteſſe aux Etats Généraux ſervira d'inſtruction à leurs Plénipotentiaires, en y ajoûtant que l'on démolira tous les Forts qui ſont ſur l'Eſcaut excepté Lillo.

Les Etats Généraux ont donné leur conſentement au ſeptiéme & au huitiéme Articles.

Le Traité de Paix ſuſmentionné avec le Roi d'Eſpagne a été ratifié par les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas à la Haye l'an mil ſix cens quarante-huit le dix-huitiéme jour d'Avril.

Cette Ratification a été délivrée aux Plénipotentiaires d'Eſpagne à Munſter en l'Hotel de Ville le quinziéme de Mai, en même tems auſſi celle de la part du Roi d'Eſpagne à ceux desdites Provinces.

Et enſuite le Serment fait par les uns & les autres pour l'obſervation d'icelui.

Le lendemain ſeiziéme la lecture en a été faite publiquement ſur un échaffaut ſur rue devant ledit Hôtel de Ville.

CEREMONIE

A l'achevement de la

PAIX

Des

ETATS-GENERAUX

Avec

L'ESPAGNE.

Les 15. & 16. Mai 1648.

Extrait d'une Lettre de Munſter.

Du 19. Mai 1648.

VEndredi dernier quinziéme du courant à huit heures du matin Meſſieurs les Plénipotentiaires d'Eſpagne, & ceux de Meſſieurs les Etats ayant envoyé leurs Secretaires d'Ambaſſades dans la Maiſon de Ville, chacun dans ſon Caroſſe, accompagnez de quelques Meſſieurs, ils y furent reçus fort honorablement par les deux Maires; peu après Monſieur de Meinderſwyck & un autre Plénipotentiaire Hollandois ſuivirent les Secretaires, & enſuite vint Monſieur Brun Plénipotentiaire d'Eſpagne, avec deux Caroſſes à ſix chevaux & deux autres à quatre avec un Trompette qui marchoit devant; & s'enfermérent tous enſemble avec les Secretaires dans une Chambre près de la grande Salle où ils conférérent encore une fois ſecrétement ſur les originaux de leur Traité, & demeurérent d'accord de la Ratification. Cette Conférence dura juſques à dix heures, auquel tems les autres Plénipotentiaires des Provinces-Unies y arrivérent.

Le Comte de Peñaranda, premier Plénipotentiaire d'Eſpagne, y arriva ſur les onze heures en grande pompe avec ſix Caroſſes à ſix Chevaux, & une Compagnie de Cavalerie fort leſte au devant avec des trompettes; le Caroſſe dans lequel il étoit fut admiré de tout le monde, étant très-riche & très-magnifique, entouré de quantité de Gardes & de Pages & Laquais richement vêtus, tenant tous cette gravité Eſpagnole qui leur eſt naturelle. Le Comte, après avoir été ſplendidement reçu par les deux Maires

Digitized by Google

Knuyt & Monſieur de Niderhorſt Plénipotentiaires de Zélande & d'Utrecht ne s'y trouvérent pas, le premier n'étant pas revenu à cauſe que la Zélande n'a pas voulu conſentir à cette Ratification, & le dernier étant ici fort malade: à côté gauche de ce Comte étoit Monſieur Brun auprès duquel tous les Secretaires ſe tenoient debout. Le dernier commença l'entrée du diſcours par une petite Harangue congratulatoire, après laquelle les originaux du Traité faits par les Eſpagnols furent donnez aux Hollandois & ceux des Hollandois aux Eſpagnols, & les uns & les autres les ayans lus, Monſieur Brun demanda aux Plénipotentiaires Hollandois, à chacun en particulier, s'ils demeuroient d'accord de tout le contenu: à quoi ils répondirent tous unanimement, oui. Cela fait, Monſieur Brun proteſta & aſſura les Hollandois de la bienveillance du Roi d'Eſpagne, qui vouloit demeurer à jamais leur ami très-affectionné: ſur cela Monſieur de Meinderſwyck aſſura les Eſpagnols que Meſſieurs les Etats en feroient de même & conſerveroient une amitié perpetuelle envers eux; après quoi les Secretaires ouvrirent les deux petits coffres où ayant pris les originaux ils les lurent encore une fois tout haut, & les ayant lus les remirent dans les coffres. Les Eſpagnols avoient deux originaux & les Hollandois autant, leſquels furent enſuite tous ratifiez & ſignez de part de d'autre & ſcellez des armes d'Eſpagne ſur de l'or tout pur. Il y avoit un Article ſecret mis à part portant que les Hollandois ne pourront avoir Commerce avec aucun Païs ennemi d'Eſpagne, ou ſuſpect, ni aucune communication avec la France, ſans la ratification duquel Article les Eſpagnols ne voulurent point conclure. Tout ceci étant propoſé, Monſieur Brun dit en François de faire un ſerment public pour la ſureté de la Paix, & dit que Monſieur de Peñaranda comme premier Plénipotentiaire d'Eſpagne le feroit le premier avec lui, laiſſant la liberté aux Hollandois de le faire à leur mode, à cauſe qu'ils ſont de différente Religion; dont étant tous demeurez d'accord, on fit apprêter une Bible ſur la table, & l'on y mit deſſus une croix d'argent ſur laquelle le Comte de Peñaranda & Monſieur Brun ayant mis leurs mains droites, le premier lut tout haut le Serment, lequel étoit ajoûté au bas du Traité dans tous les originaux, & en ayant lu la moitié, ils levérent tous deux en haut leurs mains droites & les remirent ſur la Bible juſqu'à la fin de la lecture du Serment: après quoi ils inclinérent la tête & baiſérent la croix l'un après l'autre. Cela

proche lequel ſe mirent cinq Compagnies de Bourgeois en armes, les rues depuis ce Théatre juſques à la porte du Comte de Peñaranda étoient couvertes de Draps, ſur leſquels on avoit parſemé des fleurs & les murailles des Maiſons toutes tapiſſées de belles tapiſſeries & des branches d'arbres. Midi ayant ſonné, Meſſieurs les Plénipotentiaires firent monter ſur ce Théatre leurs Secretaires d'Ambaſſades, leſquels lurent hautement à tout le monde le contenu de leur Traité, en Allemand, Eſpagnol, Flamand, & en François; après quoi l'on fit battre les tambours, ſonner les trompettes, & décharger tout le canon, ce qui fut ſuivi de voix d'allégreſſe & d'applaudiſſement univerſel de toute la Bourgeoiſie, & de quantité de feux de joye. Le Comte de Peñaranda y fit couler une fontaine de vin depuis midi juſques à ſept heures du ſoir, & le lendemain une autre, & fait maintenant préparer un banquet magnifique pour le jour de la Publication dans toutes les Provinces des Pais-Bas, qui ſera le premier Juin.

PAIX

De Sa

MAJESTE' CATHOLIQUE

Avec Meſſieurs les

ETATS

Des

PROVINCES-UNIES

Des

PAYS-BAS.

A Bruxelles le 5. Juin 1648.

L'On a fait ſavoir qu'à l'honneur de Dieu notre Créateur & pour le bien & repos de la Chrétienté, bonne, ferme, fidéle, inviolable, & perpétuelle Paix & amitié, a été convenue & accordée entre le Roi notre Sire d'une part & les Seigneurs Etats des Païs-Bas unis & les Provinces d'iceux reſpectivement d'autre, pour eux tous & quelconques leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries, Vaſſaux & Sujets; & qu'au moyen d'icelle Paix, Union & Accord, leurs Vaſſaux & Sujets pourront dorenavant aller, venir, fréquenter, & commercer ès Royaumes, Païs & Seigneuries de l'un & de l'autre, par mer comme par terre, & trafiquant & autrement, ſurement & franchement comme auparavant la Guerre ils faiſoient ou faire pouvoient; & fait un commandement de par Sa Majeſté à tous ceux de la ſujettion & obéiſſance que dorenavant ils ayent à garder & obſerver ladite Paix inviolablement ſans aucune contradiction à peine d'être punis comme infracteurs de Paix & Traitez ſans aucun pardon ni grace.

De Munſter le 12. Juin 1648.

LEs Ambaſſadeurs Hollandois ont repris ici leur fonction de Médiateurs entre les deux Couronnes; ils ont baillé à Monſieur de Servien un Ecrit contenant des expédients ſur les cinq points plus importants qui reſtent indécis, aſſurans d'avoir des ordres bien précis de leurs Supérieurs de s'employer à cette réconciliation qu'ils ſouhaittent avec grande paſſion. L'Ecrit & le compliment ont été reçus avec grande civilité contre le ſentiment de pluſieurs, qui croyoient que la France refuſeroit leur Médiation, & que ſon Ambaſſadeur témoigneroit de grands

II.

Que les limites des Places conquiſes ſe régleront ſelon les anciennes dépendances, & non pas ſelon l'étendue des Gouvernemens modernes.

III.

Que l'on ſe rapportera pour les Fortifications de Catalogne à ce qui a été déja convenu entre les Eſpagnols & les Hollandois.

IV.

Que la Garniſon de Cazal ſera miſe ſelon le déſir de la France; mais le terme de trente ans pour la reſtitution ſera réduit à douze ou quinze.

V.

Que Dom Edouard ſera mis en liberté promettant de ne pas ſervir ſon Frére contre le Roi d'Eſpagne.

L'on doit bientôt répondre à ceci, & ſi l'on n'avoit été ſi ſouvent abuſé, il faudroit eſpérer quelque choſe de cette Négociation. Ils ont propoſé avec cela de faire une ſuſpenſion d'armes pour éviter les changemens que la continuation de la Campagne pourroit apporter, afin de traiter cependant le différend de la Lorraine.

On traite toujours à Oſnabrug le point de la ſatisfaction de la milice: les Impériaux & Catholiques en ont déjs offert deux Millions de Rixdales; les Suédois s'étoient déja relâchez à dix, & ſont venus à ſix: à quoi ils ſe tiennent fermes; mais on croit que tout cela n'eſt que pour ſe divertir. Cependant ceux qui ont offert ces deux Millions ont fait entendre ſous main aux Suédois, que s'ils ne s'en contentoient, ils traiteroient avec l'Empereur ſans eux: mais les Suédois attendent journellement les huit mille hommes qui viennent de Suéde ſous le commandement du Palatin, dont trois mille chevaux ſont déja arrivez à Weiſmar & le reſte y eſt attendu de jour à autre; & après qu'ils ſeront joints à leur armée, leur droit ſera ici d'autant plus fortifié.

a da Pace & Inſtrumento ſubſcribendo, eoque ipſo ſit armiſtitium ceſſante hoſtilitate.

2. *Ratihabitione ſtatuatur terminus duorum menſium; detur tamen opera: ut ſi fieri poterit ante hunc terminum ſiſtatur.*

3. *Interim reſtitutio Statuum ex capite Amneſtiæ effectui mandetur.*

4. *Captivi ad modum antehac propoſitum liberi dimittantur.*

5. *Pro Militia Suedica certa deſignatio conficiatur, quantum u ſingulis ſeptem Circulorum Statibus de ſumma quinque millionum Imperialium Thalerorum (Articulo ſatisfactionis Suedicæ exprimendâ) debeat expectare.*

6. *Ea deſignatio una cum notificatione Pacis ſtatim ad exercitum mittatur, ut Compiductor ex Conſilio bellico ejus contenta inter copias militares diſtribuat.*

7. *Exercitus interim commodis tutiſque locis pacate contineatur, dum aliquot Officiales amendentur cum Directoriis & Statibus Circulorum de omnibus ſatisfactionis faciendæ circumſtantiis, præcipue verò ut ea commodo tempore modoque fiat tranſacturi.*

8. *Ut hæc Tranſactio eo citius peragatur, Status jam in anteceſſum moneantur ut ſinguli ſuas quotas (in communem Circuli cujuſque cuſſum conferendas) matura paratas habeant.*

9. *Militiâ contentâ, liberatis Captivis, & Statibus reſtitutis, Ratihabitionum Inſtrumenta commutentur.*

10. *His commutatis exaccloranda exacclorentur, retinenda vero Suecis in loca Suedica, Cæſareani in interiora Provinciarum Hæreditariarum, Bavarus in Terras Bavaricas, cæteri in ſua quilibet loca obducantur.*

11. *Præſidia Locorum reſtituendorum eodem tempore educantur.*

12. *Loca ipſa cum Archivis & Documentis ibi extantibus ſingula ſuis, quibus vigore Pacis competent, Dominis reſtituantur, ſalvis tamen quorundam Officialium donationibus, vel ſaltem probabili meliorationis impenſâ refundendâ, ſalvis item cuique victori tormentis & reliquo locorum apparatu bellico.*

13. *Reſtituta loca ab ulterioribus Præſidiis libera ſunto.*

14. *Militiæ Campeſtri, ut & Præſidiis locorum ſua ſuſtentatio maneat in defalcationem usque*

1. ON conviendra en peu de jours de la Concluſion de la Paix, & de la ſouſcription de l'Inſtrument, & en même tems il y aura ceſſation d'armes & de toutes hoſtilitez.

2. On mettra un terme de deux mois pour la Ratification, táchant pourtant de l'avoir avant ce terme s'il eſt poſſible.

3. En attendant on mettra en effet la reſtitution des Etats en vertu de l'Amniſtie.

4. Les priſonniers ſeront renvoyez ſans rançon de la maniere ci-devant propoſée.

5. On fera une ſpecification de ce que les Troupes de Suéde doivent avoir de chaque Etat des 7. Cercles, d'une ſomme de cinq Millions de Riſdales, qu'on exprimera dans l'Article de la ſatisfaction de la Suéde.

6. Cette ſpecification ſera envoyée à l'armée d'abord avec la notification de la Paix, afin que le Général, par un Conſeil de Guerre, en communique la teneur aux Troupes.

7. L'armée ſera tenuë tranquille en des endroits commodes & ſûrs, pendant que quelques Officiers ſeront députez pour traiter avec les Directeurs & Etats de Cercles ſur toutes les circonſtances de la ſatisfaction à donner, & ſur tout qu'elle ſoit faite dans un tems & d'une maniere convenable.

8. Pour venir d'autant plutôt à bout de cette Tranſaction, on exhortera les Etats par avance à tenir prête leur quote part, qui doit être miſe dans la caiſſe publique de chaque Cercle.

9. Après que les Troupes ſeront contentes, les priſonniers réliachez, & les Etats rétablis, on échangera les Inſtrumens de Ratification.

10. Sitôt que ces Inſtruments ſeront échangez on caſſera ceux qui doivent être caſſez, & l'on retiendra ceux qui doivent être retenus, & les Suédois ſeront ramenez dans la Suéde, les Impériaux dans le fonds des Provinces Héréditaires, les Bavarois dans la Baviére, & tous les autres chacun dans ſon Païs.

11. On fera ſortir en même tems les Garniſons des endroits qui doivent être reſtituez.

12. Les endroits mêmes ſeront reſtituez, avec les Archives & Documens qui s'y trouveront, chacun à ſon Maître à qui ils appartiennent en vertu de la Paix, ſauf pourtant les donations faites à quelques Officiers, ou les fraix d'une amelioration qu'on prouvera; ſauf auſſi à chaque Vainqueur l'Artillerie & autre munition de Guerre qui ſe trouve auxdits endroits.

13. Les endroits reſtituez ne ſeront pas chargez deſormais de Garniſons.

14. La ſuſtentation reſtera aux Troupes tant en Campagne qu'en Garniſon, à bon compte

10. Tam executoria Pacis mentia, quam reſtitutio locorum bonâ fide fiat, ab omnibus Partibus belligerantibus ſimul eo ordine modoque de quibus inter generales Exercituum Duces convenietur.

Singula hæc Capita Articulo executionis explicatius comprehendentur.

la reſtitution des endroits ſe fera de bonne foi de toutes les Parties impliquées dans la Guerre, & l'on obſervera le même ordre & la même maniere dont les Généraux conviendront entre eux.

Tous ces points ſeront compris plus clairement dans l'Article de l'execution.

MEMORIAL

Des Eſſeniſchen Deputirten / wegen der Heſſen Caſſeliſchen Exactionen und Contributionen.

Dictatum Oſnabrügg den 26. Juni 1648.

Des Heil. Röm. Reichs Chur-Fürſten und Stände Hoch-Anſehnliche H. H. Abgeſandte / Hochwürdig-Hochwohlgebohrne / Hoch-Edle / Geſtrenge / Gnädige und Hochgeehrte Herren.

EW. E. Gnaden / Wohl-Edlen / Geſtrengen und Herrlichkeiten / werd hiemit im Nahmen Seiner Fürſtl. Gnaden Frau Adriſſin des Keyſerlichen Frey-weltlichen Stiffts Eſſen / Anna Salomæ / gebohrnen Gräfin von Salm und Reifferſcheidt etc. Zuerkennen gegeben / Obwohlen Hochgemeldte Ihro Fürſtl. Gnaden als ein ungezweifelter immunelbarer Reichs-Stand billig / wie andere Reichs-Stände / vor Ihre Perſon und Haupt von allen beſchwerden exempt zulaſſen / ſolches auch bey währenden Kriegs-zeiten von kriegenden theilen ſelbſt alſo beobachtet worden / daſs da ſchon Land und Leuthe in contribution angeſchlagen / dannoch gegen Fürſten und Ständt der Reſpect getragen worden / daſs dieſelbe vor Ihre Perſon und Haupt verſchonet und geübriget / deme aber unerwegen an Seiten Heſſen-Caſſel von dero angeordneten Commiſſarius Hochgemeldte Ihro Fürſtliche Gnaden Vorhaupts neben Ihrem Hoch-Gräflichen Capitularen und Geiſtlichen / ſo nicht weniger exempt ſeyn ſollen / in deſſendern anſchlag / und zwaren Ihre Fürſtl. Gnaden ſamt dem Hoch-Gräflichen Capitul auf 200. Reichsthaler / die H. H. Canonici abſonderlich auf achtzig Reichsthaler / und andere Geiſtliche durch den gantzen Stifft mit extraordinairer Contribution jünaſthin im Majo, alſo nach der zeit da man mit Ihrer Fürſtl. Gn. Frau Landgräfin zu Heſſen

MEMOIRE

Du Deputé d'Eſſen touchant l'exaction & contribution de Heſſe-Caſſel.

Dicté à Oſnabrug le 26. Juin 1648.

MESSEIGNEURS ET MESSIEURS

les Plénipotentiaires des Electeurs & Etats de l'Empire.

LE ſouſſigné vous fait connoître par celle-ci, au nom de ſon Alteſſe Madame Anne Salome, née Comteſſe de Salms & Reifferſcheidt, Abbeſſe de l'Abbaïe Imperiale & ſecularisée d'Eſſen, que quoique ſadite Alteſſe, qui ſans conteſtation tient rang parmi les Etats immediats de l'Empire, doit pour ſa perſonne, être exemte de taille, auſſi bien que tous les autres Etats de l'Empire, comme cela a été obſervé même en tems de guerre par les partis oppoſez, qui bien qu'ils ayent mis tout le Pais, & habitans ſous contribution, ont pourtant eu tant d'égard pour les Princes & Etats, qu'ils les ont menagé quant à leurs perſonnes. Nonobſtant cela on a taxé de la part de Heſſe-Caſſel, par un Commiſſaire établi pour cet effet, ſadite Alteſſe perſonnellement, avec ſon Chapitre & autres Eccleſiaſtiques qui ne devroient pas être moins exemts qu'elle, ſavoir S. A. avec le Chapitre pour 200. écus, les Seigneurs Chanoines ſeparement pour quatre-vingt écus, & ainſi à proportion les autres Eccleſiaſtiques qui rélevent de cette Abbaye; ce qui s'eſt fait au mois de Mai dernier, & ainſi depuis qu'on a traité ici au Congrès d'Oſnabrug avec S. A. Madame la Landgrave de Heſſe, touchant la ſatisfaction de Heſſe. Or comme il eſt non ſeulement derogeant à S. A. comme un Etat immediat de l'Empire, d'être

Digitized by Google

an Ihre Fürſtliche Gn. Frau Landgräfin zu Heſſen zur hand zu gehen / damit geklagte beſchwernüſſe / ſo wohl was Ihro Fürſtliche Gn. Perſohn und dero Hoch-Gräfl. Capitul belanget / wiederumb ſchleunigſt (in erwegung die durchgehends hochſchädliche Execution darüber bereits angedrohet) abgeſtellet / als auch gemeldtes geringes Stift der überaus groſſen unerträglichen Contribution halben in etwas möge erlindert und der hohe anſchlag auf ein träglichs moderiret werden / indeſſen etc.

Oſnabr. den 20. Junii 1648.

E. E. Gn. Wohl-Edle / Geſtrenge Herrlichkeiten

Unterthänig und unterdienſtl. Fürſtl. Eſſenſcher

Deputirter.

de plaintes ſoient ôtées au plutot, (vû qu'on a déja menacé d'une execution générale, qui ne laiſſeroit pas d'être très-ruineuſe, non ſeulement quant à la perſonne de S. A. & à ſon Chapitre) mais auſſi afin que la petite Abbaie ſoit taxée d'une maniere plus ſupportable, & que l'exceſſive contribution ſoit moderée. En attendant &c.

Messeigneurs et Messieurs,

Votre très-humble & très-obeïſſant Serviteur,

Le Deputé *de S. A. Madame l'Abbeſſe*

d'Essen.

A Oſnabrug le 20. Juin 1648.

MEMORIAL

Von Bürgermeiſter und Rath der Stadt Minden an die in Oſnabruck wegen des allgemeinen Friedens verſammlete Geſandte der Stände des Reichs ꝛc. die Conſervation ihrer jurium ꝛc. betreffend.

Dictat. Oſnab. den 27. Junii 1648.

Des Heiligen Römiſchen Reichs Chur Fürſten und Stände Hochanſehnliche / Vortrefliche Herren Abgeſandte; Hoch- und Wohlgebohrner / Gnädiger Graff und Herr / Hoch Edle / Geſtrenge; Veſt und Hochgelahrte / inſonders Hochgeehrte Herrn.

Ew. Hoch-Gräfliche Gnaden Excell. Geſtreng- und Herrlichkeiten erinneren ſich gnädig und hochgünſtig / was circa punctum æquivalentiæ Brandenburgicæ

MEMOIRE

Du Bourguemaitre & Magiſtrat de la Ville de Minden, concernant la conſervation de leurs Droits, préſente aux Plénipotentiaires des Etats de l'Empire aſſemblez à Oſnabrug pour la Paix générale.

Dicté à Oſnabrug le 27. Juin 1648.

Messeigneurs et Messieurs,

Il plaira à vos Excellences & à vous tous Meſſieurs les Plénipotentiaires Conſeillers & Députez des Electeurs & Etats de l'Empire, de ſe ſouvenir, quelles corrections on a cherché de

nam libertatem poſſeſſiam künfftig zu graviren und alle jura in petitorio hiernächſt ad Contradictionem cujuſvis tertii auſſ-disputiren zu laſſen intentioniret werden könte/deſſwegen an der Stadt ſtatt ſo wol bey Kayſerl. Majeſt. alſſ Königlicher M. zu Schweden Hochſtanſehentlichen Herrn Plenipotentiarius unterthänige anſuchung geſchehen und erhalten / daß die Herren Kayſerl. in beyden ihren Projecten inſtrumenti pacis das jus proprii præſidii und poſſeſſionem vel quaſi pristinæ libertatis, der Stadt Minden ſpecifice verwahret / und die H. H. Königl. Schwediſche in ihren geſtriges tags aufſgegebenen Differentus, circa Art. XI. erſetzt / daß der §. Mindanus apponiret werden ſolle / mit ſelbiger im Kayſerl. erſten Project enthalten: alſſ aber ſelbige differentien den Hochlobl. Reichs-Collegus ad conſultandum & ulterius concludendum extradirt und zugeſtellet ſeyn; ſo erſuchen Ew. Hoch-Gräfl. Gnad. Excell. Geſtrenge und Herrlichk. Burgemeiſter und Rath der Stad Minden unterthänig und dienſtlich / die Clauſulam Salutarem Mindenſem, wie ſelbige in dem erſten Kayſſ. gedruckten Project geſetzt / Gnädig und Groß-günſtig mit ihren votis und Reichs Concluto zu approbiren und zu erhalten / in mehrers betracht daß hierunter fides regia & publica vertiret und dieſer punct auch mehr Ihro ſambtl. Kayſ. und Königl. Schwedl. Mayt. Mayt. auch der Reichs-Ständ intereſſe zum theil mit concerniret. Sintemahl Ihro Kayſerl. Mayt. Ferdinandus ſecundus Chriſt-ſeligſter gedächtnis alle und jede dero Stadt Minden jura und libertæt nicht allein confirmiret, ſondern auch in beykommender ſalva guardia, Protectorio Cæſareo perpetuo ſub Litt. A. & B. unter Kayſerlicher Hand und Siegel verſicherung allergnädigſt gethan / ſo bald die groſſe gefahr der Kriegs-Empörung und Minden am Weſer-ſtrohm nicht mehr obhanden / alsdan die Guarniſon mit allen ihrem anhang / ungekrencket der Stadt Minden Veſte / Rechten / Freyh- und gerechtigkeiten / zumahl Einraumung / richtiger wiedereinandtwortung der Stadt Zeug-Hauſſ / Artolleren / Geſchütz / munition und ſchlüſſel; ohne einige exaction, Concuſſion und Plackerey auſſ zu gehen befehlet und commandiret ſeyn ſolte; Ebenmaßen (2) Ihro Königl. Mayt. zu Schweden nicht allein durch ihre ſambtliche Reichs-Räthe / wie Lit. C. ausweiſet / die Stadt Minden verſicheren laſſen / daß ſelbige bey den künfftigen Friedens-Tractaten durch ſpecial-neben-Receß, damit ſie bey ihrem freyen Exercitio Religionis auch allen und jeden ihren Privilegien, Recht- und Gerechtigkeiten / ſo vielmehr verſichert ſeyn möchte / expreſſe eingeſchloſſen und aufgenommen / und wan auf ſolchen fall die Guarniſon abgeführet würde / die ordre zu ſtellen / daß ihnen bey dem abzug in Ihrer Jurisdiction nicht præjudiciret, viel weniger die Stadt oder Burgerey mit ſchatzung oder wegführung ihrer zugehörigen güter exactioniret, belegt oder beſchweret werden ſolten / ſondern es hat auch (3) Ihre Königl. Mayt. zu Schweden ſelbſt

unter

ciens lui competans legitimement) ce qui pourroit faire craindre qu'on n'eût l'intention de charger à l'avenir la Ville de Minden d'une Garniſon arbitraire & perpetuelle, contre le Droit qu'a cette Ville d'avoir ſa propre Garniſon, & la poſſeſſion de l'ancienne liberté, laiſſant après cela diſputer tous les Droits dans le pétitoire à quiconque voudroit; on a fait, de la part de la Ville, de très-humbles repreſentations là-deſſus auprès des Seigneurs Plenipotentiaires tant de Sa Majeſté Impériale que de Sa Majeſté le Roi de Suéde, & on a obtenu que ceux de Sa Majeſté Impériale dans leurs deux Projets de l'Inſtrument de la Paix ont conſervé tout particulierement à la Ville de Minden, *jus proprii præſidii & poſſeſſionem vel quaſi priſtinæ libertatis*, (le droit de la propre Garniſon & la quaſi-poſſeſſion de l'ancienne liberté) & que ceux de Sa Majeſté le Roi de Suéde ont mis de leur côté ſur l'Art. XI. que la periode de Minden ſera inſeré de la même maniere qu'elle ſe trouve dans le premier Projet Imperial.

Or parce que ces differents Projets ont été delivrez aux Colleges de l'Empire pour deliberer & réſoudre là-deſſus, le Bourguemaitre & Magiſtrat de la Ville de Minden prient très-humblement vos Excellences & vous Meſſieurs de vouloir approuver & conſerver par vos voix & concluſion de l'Empire la clauſe ſalutaire de Minden, de la même maniere qu'elle a été miſe dans le premier Projet Imperial imprimé, en conſideration qu'il s'agit de la foi Royale & publique, & que ce point concerne les communs intérêts de Sa Majeſté Impériale, de Sa Majeſté le Roi de Suéde, & d'une partie des Etats de l'Empire, vû que Sa Majeſté l'Empereur Ferdinand ſecond de glorieuſe memoire a non ſeulement confirmé en général tous les Droits & Privileges de la Ville de Minden, mais auſſi promis très-gracieuſement par la Sauve-garde cijointe (A. & B.) ſignée de ſa main & ſcellée du grand Sceau Impérial, que ſitôt que le danger de la guerre autour de Minden & de la riviere du Weſer ceſſeroient, elle donneroit ordre aux Garniſons de ſortir ſans faire le moindre tort aux Droits, Libertez & Privileges de la Ville de Minden, & de remettre à ladite Ville ſon arſenal, artillerie, munition & clefs, ſans aucune exaction ou concuſſion. En ſecond lieu, S. M. le Roi de Suéde a non ſeulement fait aſſurer la Ville de Minden par tous ſes Conſeillers ſuivant la Copie ci-jointe (C.) qu'elle ſeroit compriſe expreſſement dans le Traité de Paix à conclure par une Convention ſeparée, pour pouvoir être d'autant plus ſûre du libre exercice de la Religion, & de tous ſes autres privileges & Droits tant pour les affaires Eccleſiaſtiques que politiques, & que ſi en ce cas les Garniſons fuſſent retirées, elle donneroit ordre qu'en marchant elles ne faſſent point de préjudice à ſa juriſdiction, bien loin d'exiger de la Ville ou de la Bourgeoiſie des tributs, ou d'emporter avec elles des biens qui appartiennent à ladite Ville & à ſes Bourgeois; mais Sa Majeſté Suédoiſe

[illegible] imperatis restituendis ſo [illegible]
tauſend und tauſend Reichsthaler bey ſteiger über-
auffgroſſer einquartirung hergegeben und in die
hochſten Schulden-laſten / worauff man ſich
faſt noch zu erretten weiß / gerathen.

Den obgedachten Königl. Reſcripten zu folge
haben (4.) die Königl. Schwediſche Herrn Ple-
nipotentiarii fort von anfang / wie der Stifft
Minden einiger parthey oder theil zum æquivalent
zugeeignet werden ſollen / dieſes pro conditione
ſine qua non gleichſamb gehalten / daß der
Stadt Minden alle und jede Ihre Freyheiten
und jura expreſſe reſerviret und ſalva bleiben
ſolten. Deßhalben (5.) die Churfürſtl. Bran-
denburgiſche Hochanſehnliche H. H. Abgeſandte
præſentibus Dominis Plenipotentiariis Suedicis
der Stadt Minden Clauſul halber verſchiedent-
liche Communicationes gepflogen / das formale
varie conciperet, aber letzt die Clauſul wie ſie
cum jure proprii præſidii & priſtinæ libertatis
poſſeſſione in dem erſten Kayſerlichen Inſtru-
mento ſtehet / ſelbſt abgefaſſet und beliebet. Worauf
(6.) der Stifft Minden in das Churfürſtl.
Brandenburgiſche æquivalente weiter gekommen /
und dieſe tranſigirte Clauſul ad ſimiliter approban-
dum & inferendum denen Herren Kayſerlichen
Plenipotentiariis von den Königl. Schwediſchen
zugeſchickt worden / deßwegen auch dieſe Clauſul
ſub iſtis conceptis verbis dem Inſtrumento Pacis
einverleibt iſt / wobey beyderſeits Ihro Ihro
Kayſerl. und Königl. Majeſt. Majeſt. Herren
Plenipotentiarii nochmahlen (ſonſten Ihrer Höch-
ſten Principalen auffgeſtellte eigenhändige verſiche-
rungen obite effect ſeyn wolten) beſtändig ver-
bleiben. Und obwar dem verlaut nach neulich-
ſter zeit Ihro Kayſerl. Majeſt. Ferdinandus III.
Allergnädigſt anhero geſchrieben haben mögten /
daß der punctus æquivalentis Brandenburgici,
wie er letzt bey den Ständen unterſchrieben / auch
von den Kayſerlichen Herren Abgeſandten extradi-
ret werden ſolte; ſo haben doch Ihro Kayſerl.
Majeſt. Zweifels-ohne ſich dafür nicht gehütet / daß
darunter wider Ihro Majeſt. Herrn Vatern
glorwürdigſter gedächtnuß unter Kayſerlicher Hand
auffgeſtellte Verſicherung der Stadt Minden /
ſo Ihro Kayſerl. Majeſt. und dem gantzen Röm.
Reichs allemahl / ſonderlich bey dieſem langwie-
rigen Krieg getreu geweſen / einig præjudiz zuge-
gen / und dero jus proprii præſidii & priſtinæ li-
bertatis poſſeſſio diſputirlich gemacht werden
wolte oder könte / und dieſe Clauſula hiebevor
anders beliebet / und mehrers dabey ratione ſta-
tus publici zu conſideriren ſeye / deßwegen auch
ſolch Kayſerl. Reſcriptum ſalvo jure tertii &
ſi res ita ſe habeat, verſtanden werden muß / ſeine
Churfürſtl. Durchl. zu Brandenburg / unſer Al-

ler-

liberté l'a portée à donner tant de maisons pen-
dante vingt & trois ans qu'un nombre ex-
ceſſif de Troupes y a été mis en quartier; par
où la Ville a contracté tant de dettes qu'elle ne
voit preſque pas comment les aquiter.

En vertu des ſuſdites Lettres Royales les Srs.
Plénipotentiaires de S. M. Suédoiſe ont en 4.
lieu, d'abord du commencement, lorſqu'on
vouloit donner un équivalent à la Ville de
Minden, regardé quaſi comme une condition
eſſentielle (*ſine qua non*) que tous les Privi-
leges & Droits de la Ville de Minden ſe-
roient expreſſement réſervez ſauves. C'eſt pour-
quoi en 5. lieu les Sieurs Ambaſſadeurs de S.
A. Electorale de Brandebourg ont eu pluſieurs
Conferences ſur l'Article de Minden en pré-
ſence des Sieurs Plénipotentiaires de Suéde &
en ont tourné la forme en diverſes manieres,
juſqu'à ce qu'à la fin ils ont dreſſé & arrêté le
dit Article comme il ſe trouve dans le premier
Inſtrument Impérial; ſi voir avec le droit de la pro-
pre Garniſon & la poſſeſſion de l'ancienne liber-
té: ſurquoi en 6. lieu le Chapitre de Minden eſt
toujours plus avancé dans cette affaire de l'é-
quivalent de Brandebourg, & cet Article ainſi
tranſigé a été envoyé par les Sieurs Plénipoten-
tiaires de Sa Majeſté Suédoiſe à ceux de Sa
Majeſté Impériale afin de l'approuver & inſerer
pareillement. C'eſt pourquoi auſſi ledit Article
a été mis avec les mêmes paroles dans l'Inſ-
trument de la Paix, & les Sieurs Plénipoten-
tiaires de part & d'autre perſiſtent encore ac-
tuellement dans le même tenument (ſans quoi
ils rendroient les aſſurances ſignées de la pro-
pre main de leurs principaux ſans aucun effet);
& quoiqu'il coure un bruit que S. M. l'Empe-
reur Ferdinand III. avoit écrit à ſes Plenipo-
tentiaires ici qu'ils devoient deliver le point de
l'équivalent de Brandebourg de la même ma-
niére qu'il avoit été ſigné en dernier lieu par les
Etats de l'Empire, Sa Majeſté Impériale n'a pas
ſans doute fait attention qu'elle fait par là pré-
judice à l'aſſurance que feu ſon Pere de glorieu-
ſe mémoire avoit donné de ſa propre main à
la Ville de Minden, qui a toujours été fidelle à
S. M. I. & à tout l'Empire & que ſi cette clau-
ſe étoit admiſe, on pourroit diſputer à ladite Vil-
le le Droit de la propre Garniſon, & la poſ-
ſeſſion de l'ancienne liberté; que ladite clauſe
avoit été arrêtée autrement du commencement
& qu'il y avoit bien des conſiderations à faire
par rapport à l'Etat public avant que de l'ad-
mettre. C'eſt pourquoi ce Reſcrit Impérial ne
peut ni ne doit être interpreté que ſauf le droit
de chacun, & ſi les affaires ſe trouvent ainſi
qu'on a rapporté (*ſalvo jure tertii & ſi res ita*

ſe

Durchl. und der Stadt Minden keine Processen/ Zwiespalten/ uneinigkeit und mißtrauen erwachsen und unter der obscuritet fomentiret werden möchte: Solte sonst künfftig/ das Gott der Allmächtige verhüte/ im Röm. Reich unruhe wieder entstehen/ oder seiner Churfürstl. Durchl. und Stifft und Stadt Minden eine Fehde zustehen/ so werden Seine Churfürstl. Durchl. und die Stadt Minden/ wie vor diesem geschehen/ zu gesamter hand consultiren und schliessen was zu conservation so wohl des Stiffts als der Stadt ersprießlich seyn wird/ und seynd seine Churfürstl. Durchl. durch den homagial-Eyd/ welchen die Stadt willig ablegen wird/ genugsam versichert/ daß sie nicht allein allen schuldigsten Gehorsam und beständige Treue erweisen/ sondern auch an sich nichts erwinden lassen werden/ was zu seiner Churfürstl. Durchl. hohen landesobriegkeitlichen Respect und besten gereichen mag/ wozu auch die Bürgerschafft allemahl destowilliger ist/ wann sie sichet/ daß ihre jura confirmiret, und sie zur alten freyheit wiedergebracht/ aber nicht alsobald weiter graviret werden oder im beruf bestecken bleiben. Weilen auch ferner 8. die Stadt Minden bey anfang dieser Friedens-Tractaten von den benachbarten Churfürsten und Herren/ als Seiner Churfürstl. Durchl. zu Sachsen/ de dato Dresden den 30. Decembris Anno 1643. Hertzog Friderich/ Hertzog Christian Ludwig/ Hertzog Augustus/ allen dreyen Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg in absonderlichen antwort-Schreiben/ auch von Seiner Fürstl. Gnaden Landgraff Georg zu Hessen-Darmstat unterm 30. Augusti Anno 1643. ingleichen von den ansehnlichen Reichs- und Hanse-Städten als unsern mit-Bund-genossen/ vertröstet und versichert worden/ daß deren Abgesandte über der Stadt Minden Recht- und Gerechtigkeiten mit hand zu halten/ und ihnen bey den Friedens-Tractaten zu assistiren specialiter instruiret werden solten/ und dieses bey dem Hochlöblichen Hause Braunschweig/ welches von langen jahren der Stadt Minden Schutz-Herr gewesen/ desselbe considerabel seyn wird/ so wollen Bürgemeister und Rath der Stadt Minden nicht zweifeln/ es werden diese und alle andere Reichs-Stände obgedachte Clausul, wie sie anfangs approbiret und zum Kayserlichen Instrument gebracht/ mit ihren Reichs-Conclusis manuteniren, in mehrer betracht/ daß der Stadt Minden von vielen hundert jahren hero ihr jus proprii præsidii hergebracht/ esse restantibus Historiis seu Annalibus, den benachbarten Fürsten/ Grafen und Städten/ auch ihren jetzigen Herren Bischöffen/ womit sie Uniones aufgerichtet gehabt/ auxilia militaria pro stipendiis vel Recompensa ferirt und geleistet/ auch in solcher consideration mit denen Evangelischen Ständen in superioris seculo ein Einungs-Band angegangen/ und auß ihren Mitteln einen eigenen Consiliarium bellicum bey der Evangelischen Armee gehabt/ und den Religions-Frieden mit ihren waffen befürdern geholffen/ auch meinahls/ solang die Stadt Minden gestanden/ diesem juri proprii præsidii von einigem Bischoff contradiciret worden/ sondern

der

rale & la Ville de Minden, lesquels pourroient être fomentez par l'obscurité des termes. Au reste s'il arrivoit à l'avenir, ce qu'à Dieu ne plaise, de nouveaux troubles dans l'Empire Romain, ou si quelqu'un vouloit faire la guerre à S. A. E. & au Chapitre & Ville de Minden, S. A. E. & la Ville delibereront ensemble, comme ils ont fait ci-devant, & resoudront ce qu'ils jugeront profitable pour la conservation tant du Chapitre que de la Ville. Et S. A. E. sera assez assurée par l'homage que la Ville prêtera de bon cœur, qu'elle est non seulement toute prête à lui rendre toute l'obeïssance & fidelité possible, mais aussi qu'elle ne manquera en rien qui peut servir à l'autorité seigneuriale & à l'avantage de S. A. E. à quoi la Bourgeoisie est naturellement d'autant plus prompte quand elle voit, qu'au lieu d'être chargée de nouveau, ou d'être abandonnée dans les maux qui l'accablent, on confirme ses Droits, & on la rétablit dans son premier état. Outre cela & en 8. lieu les Electeurs & Puissances voisines ont assuré la Ville de Minden d'abord du commencement de ces Traitez de Paix, par des Lettres particulieres, que leurs Plénipotentiaires seroient instruits expressément de maintenir entre autres les Droits & Privileges de ladite Ville & de l'assister dans la prochaine Negociation de Paix; ce sont les promesses que lui a fait S. A. Electorale de Saxe en date de Dresde du 30. Decembre 1643. les Ducs Frédéric, Chrétien Louis, & Auguste tous trois Ducs de Brunswick-Lunebourg, comme aussi S. A. le Landgrave George de Hesse Darmstat en date du 3. Août 1643. & les Villes Impériales Hanseatiques, ce qui est d'autant plus rémarquable, que l'illustre Maison de Brunswick a eu depuis longues années le droit de protection sur la Ville de Minden, & pour cette raison le Bourguemaitre & Magistrat de ladite Ville ne peuvent douter que les Puissances ci-devant alleguées, aussi bien que tous les autres Etats de l'Empire, maintiendront par leur Decret de l'Empire ledit Article de la même maniere qu'il a été approuvé du commencement, & inseré dans l'Instrument Impérial, vû que la Ville de Minden a joui de son droit d'une propre Garnison depuis plusieurs siecles, & qu'elle a souvent, suivant le témoignage des Histoires ou des Annales, donné des Troupes auxiliaires aux Princes, Comtes & Villes voisines, même à ses Evêques avec lesquels elle a fait des Ligues; en consideration de quoi elle est aussi entrée dans le siecle passé en Alliance avec les Etats Protestans, & a entretenu à ses depens un Conseiller de guerre auprès de l'Armée Protestante, de sorte qu'elle a contribué à procurer la Paix de Religion par ses armes; & jamais tant que la Ville de Minden subsistera aucun Evêque ne s'est opposé à ce droit de la propre Garnison, mais la Ville en est demeurée

Angesehen deren Christlichen billigkeit / Geistl- und Weltlichen Rechten / auch Ihrem eigenen vor Gott allein geltenden gewissen nach / diese Sache in Conſilio wohl zubedenken / und die Stadt Minden mit einem rechts- und billigmäßigen Concluſo zu erfreuen. Bedingen sich auch nochmals Burgermeister und Rath für Gott und ihrem gewissen hiermit öffentlich / daß sie hierunter zu Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg ihres Gnädigsten Churfürsten und künfftigen Landes-Herrn und dero hohen Landes-Obrigkeitlichen Rechten und gebührendem Respect præjudiz das geringste mit suchen / sondern wann die Stadt Minden bey Ihren frey- und Gerechtigkeiten / inhalts der anfangs placidirter Clausul conservirt wird / daß alsdann sie und ihre Burgerschafft Seiner Churfürstl. Durchl. treu und hold ſeyn wollen / wie sie dazu ihr Huldigungs-Eyd künfftig anmelden wird. Befehlen hienebenst E. hoch-Gräfl. Gn. Excell. Gestreng- und Herrlichkeiten in Gottes Regierung / mit hertzlichem wunsch zu gedeyhlichen Friedensschluß. Geben

Osnabrug. den $\frac{11}{21}$ Junii 1648.

E. Hochgräfl. Gn. Excell. Gestr. und Herrlichkeiten

Unterthänig und dienstwilligste

Burgermeister und Rath der

Stadt Minden.

Messeigneurs et Messieurs,

Vos très-humbles & très-obeïſſans

Le Bourguemaitre & Magiſtrat de la

Ville de Minden.

Osnabrug le $\frac{11}{21}$ Juin 1648.

EXTRAIT

D'une

LETTRE

D'OSNABRUG

Du 29. Juin 1648.

Sur l'état des affaires de la Paix.

LEs Miniſtres de l'Empereur ayant derechef proposé aux Etats de l'Empire pluſieurs raiſons pour faire voir qu'ils ne pourroient pas vuider ici les affaires qui concernent la France, Monſieur de Servien voyant leur opiniâtreté, s'en retourna le vingt-troiſiéme du courant à Munſter après avoir été traité ſplendidement à ſouper le jour auparavant chez Monſieur le Comte Oxenſtiern.

Le vingt-quatriéme Meſſieurs de Suéde donnérent à l'Ambaſſadeur de l'Electeur de Mayence quelques remarques qu'ils ont faites ſur l'Inſtrument ou Projet de Paix des Impériaux, lequel, ſelon l'avis même des Etats de l'Empire, ne contient rien qui ſoit juſte, mais on n'y a pas encore répondu.

Quant aux moyens de la ſatisfaction de la milice de Suéde, on a offert de payer deux millions de Richdalles en argent comptant, & on demande trois ans de terme pour le payement des trois autres millions. Mais Meſſieurs

à Monſieur le Comte de Peñaranda qui part aujourd'hui pour Bruxelles.

EXTRAIT

D'une

LETTRE

De

MUNSTER.

Du 30. Juin 1648.

NOtre Aſſemblée ſe defunit inſenſiblement; Monſieur de Peñaranda partit hier d'ici ſur les onze heures, la Bourgeoiſie lui fit les mêmes honneurs à ſon départ qu'elle avoit fait à Monſieur le Comte de Trautmansdorff & à Monſieur le Duc de Longueville, s'étant miſe ſous les armes & ayant fait tirer neuf volées de Canon. Il n'avoit parlé de ſon départ que quatre jours auparavant, & le prétexte de ſon voyage n'a été que pour aller conferer avec l'Archiduc, & de là paſſer en Hollande pour s'en revenir à l'entrée de l'Hiver. Monſieur Brun demeurera ici ſeul, mais ſans aucun pouvoir; par où l'on voit qu'il n'eſt que Commis de l'autre. Ce Comte, afin de ne pas faire paroître ouvertement qu'il eût envie de rompre, a dit à Meſſieurs les Médiateurs qu'il ne s'éloigneroit pas beaucoup, & qu'au premier avis que Monſieur Brun lui bailleroit, il ſe rendroit ici peu de jours après, s'il y avoit tant ſoit peu d'apparence de pouvoir continuer le Traité. L'effet des paroles ne dépendra que du ſuccès de la Campagne, & des brouilleries que vos Magiſtrats ont ſuſcitées à Paris dont les Partiſans eſpérent beaucoup, & en font ici grand bruit, comme ils ont fait des courſes en Picardie dont ils ſe vantent d'avoir amené dix mille Priſonniers avec un prodigieux nombre de bétail.

L'on parle fort auſſi du départ de Meſſieurs les Hollandois, qui ſera, comme on croit, dans huit ou dix jours. Monſieur de Servien attendra ici Madame ſa Femme, & après s'en retournera à Oſnabrug pour continuer le Traité de l'Empire qui s'y terminera tout à fait, malgré les Miniſtres de l'Empereur & d'Eſpagne; parce que les Etats de l'Empire y ſont fort portés: Monſieur de Servien l'a ainſi approuvé.

L'on doit donner dans peu de jours un nou-

LES DIFFERENDS

Du Roi avec l'Empereur & le Roi d'Eſpagne touchant les Duchés de Lorraine & de Bar, & les Seigneuries y annexées.

I.

QU'il eſt neceſſaire d'examiner au Conſeil du Roi les raiſons pourquoi le Roi doit entiérement retenir ce qu'il poſſede des Duchés de Lorraine & de Bar & de leurs appartenances.

II.

S'il eſt aviſé qu'il en ſoit reſtitué une partie, qu'il retienne le reſte, ce qu'il en doit retenir à l'avantage de la France; & s'il eſt convenu de ce qui ſera reſtitué, ſi la reſtitution s'en fera au Duc Charles ou après ſon décès à ſon prochain Hoir & Succeſſeur, dans quel tems, & ſous quelles conditions.

III.

Que la diſtinction des Seigneurs de l'ancien Duché de Lorraine & du temporel des Evêchés de Metz, Toul & Verdun, apportera pluſieurs difficultés, & que le Roi ne ſe doit obliger de rendre entiérement tout ce qui eſt de l'ancien Duché de Lorraine, ains en retenir une partie & quitter plutôt quelque choſe des Seigneuries acquiſes ſur leſdits Evêchez, pour ce qui ſe trouvera plus éloigné de la France, & davantage approcher de l'Allemagne.

IV.

Que la même diſtinction, comme auſſi de ce qui eſt mouvant de la France, eſt imparfaite, & qu'il y a des Seigneuries de Lorraine qui ne ſont de l'une & de l'autre ſorte; tel eſt le Marquiſat de Pont-à-Mouſſon, Phaltzbourg, Livheim, & autres Seigneuries qui ne ſont de l'ancien Duché de Lorraine ou du temporel des autres Evêchés ni dependans de la Souveraineté de France.

V.

Que ce ſera toujours le mieux ſi le Roi fait un Traité particulier avec le Duc Charles pour ce qui concerne les Seigneuries de Lorraine qui demeureront à la Couronne de France ou qui ſeront reſtituées, & ne ſouffrir que l'Empereur

Digitized by Google

VII.

Il faut outre cela conſidérer ce qui regarde la démolition & raſement des fortifications de Nancy & autres Places, & comme l'on y doit procéder.

VIII.

Et ce qui a été convenu avec le Duc Charles, pour ce qui eſt de retenir par les Rois de France toutes les conquêtes ſur la Lorraine, en cas que ledu Duc Charles manquât d'obſerver le Traité de Paix.

IX.

Et ſemblablement ſur cela les contredits & oppoſitions avec beaucoup de ferveur par l'Empereur Ferdinand II. & ſon fils Ferdinand III. comme encore par Philippe Roi d'Eſpagne depuis l'an mil ſix cens trente-cinq.

X.

Que les filles des Ducs de Lorraine & les deſcendans d'icelles doivent ſuccéder aux Duchez de Lorraine & de Bar par preference ſur les Males plus éloignez.

Et comme la Femme du Duc Charles a été reconnue Ducheſſe de Lorraine & de Bar de ſon chef, & a été forcée de quitter ſes droits à ſon Mari.

XI.

Il faut de plus tâcher de recouvrer Copie de tous les Aveus & Dénombremens, pour le Duché de Bar depuis l'an mil trois cens; il s'en trouve deux en la Généalogie des Comtes & Ducs de Bar imprimée in 4.

Pour le regard de l'érection du Comté de Bar en Duché, je ne l'ai jamais vue.

Mais bien celle du Marquiſat de Pont-à-Mouſſon par l'Empereur Charles IV. environ l'an mil trois cens cinquante-quatre, que je crois ſe trouver parmi mes Mémoires.

XII.

Saint Dié & Remiremont ne ſont des appartenances de l'ancien Duché de Lorraine.

qui en a été aliéné auparavant.

XV.

Le ſommaire du Procès verbal de Monſieur le Bret touchant les Evêchez de Metz, Toul & Verdun ſe trouve dans ſes Plaidoyers au Parlement qui ſont imprimez.

XVI.

Le Roi d'Eſpagne prétend droit de garde & protection ſur l'Evêché de Verdun, à cauſe du Duché de Luxembourg.

XVII.

Et le droit de Souveraineté ſûr pluſieurs Villages de l'Evêché de Metz.

XVIII.

L'Empereur n'accorde nettement au Roi le droit de nomination au lieu de celui d'élection ſur les Evêchez de Metz, Toul & Verdun & ſur les Abbayes & autres Bénéfices Eccléſiaſtiques qui relévent immédiatement du Saint Siége.

Ni encore ce qui eſt du ſerment de fidélité des Evêques qu'ils ont ci-devant rendu à l'Empereur.

Et de n'être ſujets à la juriſdiction de la Chambre Impériale de Spire & au Conſeil privé de l'Empereur.

XIX.

Et quant à ce qui eſt des Princes, Comtes, & Grands Seigneurs, dont les Seigneuries relevent d'ancienneté immédiatement de l'Empire, il veut qu'elles y demeurent, & encore qu'elles ſoient quant au ſpirituel de la juriſdiction deſdits Evêchez.

XX.

L'Inſtruction du Pape Urbain huitieme en l'an mil ſix cens trente-ſix au Cardinal Ginetti Légat *à Latere* pour le Traité de Paix à Cologne, pour faire inſtance à ce que le Duché de Lorraine & toutes autres Seigneuries fuſſent reſtituées à la Maiſon de Lorraine.

XXII.

Le Roi retenant ce qui eſt d'ancienneté des Evêchez de Metz, Toul & Verdun, une partie du Duché de Lorraine, & ce qui autrement y a été annexé, en deviendra Vaſſal & Sujet de l'Empereur, en devra la foi & hommage d'une bonne partie, & pourra être condamné comme criminel de Leze Majeſté par l'Empereur ſous prétexte de rébellion.

XXIII.

Comme le Conſeil de Suéde eſt d'avis que les Rois de Suéde relevent de l'Empire quant au Duché de Poméranie, l'Archevêché de Brême, l'Evêché de Verden, & partie du Duché de Meckelbourg.

Le Roi de Dannemarck eſt Sujet & Vaſſal de l'Empire pour raiſon des Duchez de Holſace, Stormarie, & Ditmarſie.

Le Roi d'Eſpagne eſt auſſi Vaſſal de l'Empire à cauſe du Duché de Milan:

De la Seigneurie de Siene & autres Seigneuries:

Du Roi de France à cauſe du Comté de Charolois:

Et du Pape pour raiſon du Royaume de Naples.

XXIV.

La Tranſaction ès années mil cinq cens quarante-deux & mil cinq cens quarante-trois d'Antoine Duc de Lorraine avec l'Empereur Charles V. & les Etats de l'Empire touchant le Duché de Lorraine & pluſieurs Seigneuries tenues à foi & hommage de l'Empire.

Il appert de cette Tranſaction que ledit Duché n'eſt tenu à foi & hommage de l'Empereur, ains il en eſt exemt & néanmoins il y eſt ſujet en certains cas, pour ce qui concerne la Souveraineté.

XXV.

Exemples de la reſtitution qui eſt faite par pluſieurs fois des Conquêtes ſur les Ennemis ſoit pour le tout ou en partie.

XXVI.

Qu'en cas de crime de Leze Majeſté la confiſcation n'a point de lieu en pluſieurs Royaumes, Principautez & Républiques au préjudice des ſubſtituez; & qu'encore que le contraire ait été introduit en France du Regne du Roi François premier, l'on ne l'a obſervé à la rigueur ſoit pour les Sœurs de Charles Duc de Bourbon & leurs deſcendans ou pour les Sœurs & deſcendans du Duc de Montmorenci.

Et que les Empereurs d'Allemagne ont conſenti auſſi en cas pareil que les deſcendans ayent

Le Marquiſat de Pont-à-Mouſſon, le Comte de Blamont, & les Seigneuries de Clermont en Argonne & de Hartonchaſtel ne ſont des appartenances de l'ancien Duché de Lorraine.

XXIX.

Comme Charles ſecond Duc de Lorraine a acquis les Salines de Marſal & Moyenvic & enſuite la Seigneurie de Marſal du contentement du Roi Henri le Grand, & cette acquiſition a été approuvée par le Pape Clément huitéme & l'Empereur Rodolphe ſecond.

XXX.

Que la Seigneurie de Stenai eſt tenue à foi & hommage du Duché de Luxembourg qui ne releve de l'Empire, ains eſt reconnu pour une Souveraineté: & cette Seigneurie ne peut être aliénée par le Duc de Lorraine ſans le conſentement du Roi d'Eſpagne.

XXXI.

Que la Seigneurie de la Motte en Baſſigni doit relever & être tenue à foi & hommage des Rois de France à cauſe du Comté de Champagne

XXXII.

Les differends des Ducs de Lorraine avec les Comtes de Naſſau-Sarbruk & ceux de la Maiſon de Croui pour les Comtez de Sarwerden & Sarbruk, le Château de Hombourg & la Seigneurie de Feneſtrange.

Que les Filles des Ducs de Lorraine & de Bar doivent être preferées à leurs Oncles Paternels Freres Puinez de leurs Peres, & aux autres Males de la Maiſon plus éloignez en la ſucceſſion desdits Duchez.

I.

LEttres de Charles Duc de Lorraine l'an mil quatre cens vingt le dixiéme Octobre ſcellées, par leſquelles il déclare que ſa Fille Iſabelle, s'il meurt ſans hoirs males de ſon Corps nez en loyal mariage, lui doit ſuccéder au Duché de Lorraine & en toutes les autres Terres & Seigneuries.

Et qu'il fera jurer & promettre par ſes Vaſſaux

ceur pour leur Dame Catherine ſa ſœur puinée Femme du Marquis de Bade, & auſſi après elles ſes Hoirs nez & procréez de ſon Corps en loyal Mariage par préférence ſur ledit Antoine Comte de Vaudemont.

III.

Autres Lettres de ſoixante Gentilhommes dudit Duché de même datte ſcellées de leurs Seaux qui font pareille promeſſe.

IV.

Sentence Arbitrale du Roi Charles VII. à Reims l'an mil quatre cens quarante le vingtiéme, par laquelle il eſt ordonné après longue & mure délibération du Conſeil d'Etat de Sa Majeſté, que ledit Comte de Vaudemont promettra de renoncer pour lui & ſes Hoirs à tout le droit, action, & querelle qu'il devoit ou pretendoit avoir de fait, de droit, ou de coutume en la propriété & Seigneurie dudit Duché de Lorraine & ſes appartenances.

Et s'il avient que ladite Iſabelle & ſes hoirs mâles & femelles aillent de vie à trépas ſans hoirs deſcendans de leurs Corps, que lors que ledit Comte comme légitime & habile à ſuccéder par voye de juſtice & autrement duëment viendra à tel droit, qu'il y pourra & devra avoir.

V.

Promeſſe & ſerment dudit Comte de Vaudemont & de ſon fils ainé Ferri ès mains du Roi, & en préſence des premiers Princes de ſon ſang & de ceux de ſon Conſeil d'entretenir & accomplir inviolablement ladite Sentence: à Reims leſdits an & jour.

VI.

Lettres de René Roi de Sicile en préſence dudit Ferri de Lorraine ſon Gendre, depuis deuxiéme du nom Comte de Vaudemont, Pere de René ſecond Duc de Lorraine, à Angers l'an mil quatre cens cinquante-deux le 26. Mars ſcellées.

Par leſquelles il déclare que ledit Duché de Lorraine doit appartenir à ſon Fils Jean Duc de Calabre, par ſucceſſion de ladite Iſabelle Mere dudit Jean laquelle étoit depuis peu décédée.

Antoine Comte de Vaudemont.

VIII.

Lettre dudit Roi René Duc de Bar à Aix en Provence l'an mille quatre cens ſeptante-neuf le quinziéme Novembre, ſcellées, pour empêcher l'aliénation dudit Duché de Bar.

Par leſquelles il déclare que ce Duché doit revenir après ſon décès à ladite Iolande ſa fille Ducheſſe de Lorraine, à cauſe d'elle audit René ſecond fils de ladite Iolande.

Et néanmoins étoit lors vivant Charles Comte du Maine depuis quatriéme du nom Roi de Sicile, fils de Charles premier Comte du Maine frére puiné dudit René ſubſtitué à ce René & aux hoirs de ſon Corps tant audit Duché qu'au Marquiſat du Pont-à-Mouſſon, ſelon qu'il appert du don qui en fut fait à Saint Michel l'an mil quatre cens dix-neuf par Louis Cardinal Duc de Bar.

IX.

Teſtament dudit René II. à Nanci l'an mil quatre cens vingt-ſix le vingt-huit Juillet ſcellé, par lequel il veut & déclare que l'enfant ſoit fils ou fille, dont ſa Femme Philippe de Gueldres eſt enceinte, ſoit & demeure ſon héritier univerſel, en toutes ſes Terres & Seigneuries, nommément au Duché de Lorraine; nonobſtant que ledit Henri Evêque de Metz fût encore en vie.

X.

Tranſaction entre Charles II. Duc de Lorraine, & Nicolas Comte de Vaudemont Oncle Paternel du Duc Charles & frére puiné du Duc François, Pére du même Duc Charles pour ſupplément de partage audit Comte de Vaudemont & Blamont, l'an mil cinq cens ſoixante-deux le vingt-un Novembre, par laquelle ledit Comte de Vaudemont ne ſe reſerve le droit de ſuccéder ès Duchez de Lorraine & de Bar & autres Seigneuries tenues par ledit Duc Charles, ſinon en défaut du même Charles & de ſes deſcendans, & pareillement des deſcendans de Renée & Dorothée Sœurs dudit Charles & de leurs deſcendans; leſquelles Renée & Dorothée ſes Niéces qui furent mariées à des Ducs de Bavière & de Brunſwick, il reconnoit par ce moyen comme filles dudit Duc François ſon frére aîné lui devoir être préférées & par conſéquent à tous les autres mâles de la Maiſon plus éloignez, tels qu'étoient ceux de

la

les plus proches en dégré en la ſucceſſion des Duchez de Lorraine & de Bar.

Ce Mémoire eſt en un volume de Lorraine relié à part auquel on aura recours pour conférer cette réponſe.

Réponſes aſſez conſidérables qui ſe peuvent faire à un Memoire dreſſé contre le Teſtament de René Duc de Lorraine.

IL n'y a rien à répondre au premier Article parce qu'il ne contient autre choſe que le fait dont eſt queſtion qui eſt que René inſtitua Antoine ſon fils aîné Héritier des Duchez de Lorraine & de Bar, du Marquiſat de Pont-à-Mouſſon, & du Comté de Vaudemont, & Claude ſon ſecond fils depuis Duc de Guiſe des Terres qui lui appartenoient en France avec ſubſtitution à l'infini en faveur des enfans mâles deſcendans tant de l'un que de l'autre.

On peut répondre au deuxiéme, premiérement, que l'on ne doute plus de la validité de ce Teſtament après en avoir trouvé l'Original des copies duement inſinuées dans les Bailliages où beſoin étoit, & un Acte d'approbation fait par les Etats deſdits Duchez aſſemblez à cet effet après le décès dudit René le treiziéme jour de Fevrier l'an mil cinq cens huit en la préſence de Madame Philippe de Gueldres ſa veuve.

Secondement, que les ſubſtitutions ne ſont point défendues dans la Coutume ecrite de Bar, deſorte qu'il en faut demeurer au Droit commun de France qui les permet.

Tiercement, que les Ordonnances d'Orleans & de Moulins, qui défendent les ſubſtitutions à l'infini, réduiſent celles qui étoient déja faites, comme celle-ci, à quatre dégrez, ſans y comprendre l'inſtituant & l'inſtitué, & que le Comte de Vaudemont dernier mort étoit le quatriéme après Antoine qui fut l'inſtitué : car cet Antoine laiſſa ſes Etats à François, & François à Charles, & Charles à Henri Pére de Nicole, après laquelle François Comte de Vaudemont a prétendu les devoir recueillir.

Quatriémement, qu'encore que le Roi ſoit Seigneur Souverain & féodal du Barrois, néanmoins René en ayant la propriété la peut ſubſtituer en faveur des mâles, ainſi que font tous les Sujets du Roi en faveur de leurs enfans mâles, pourvû que les droits du Roi ſoient conſervez, & en telle forme que Sa Majeſté n'y ſoit aucunement intéreſſée : car la propriété de quelque choſe que ce ſoit donne droit d'en diſpoſer abſolument ſelon les Loix & à la réſerve de ce qui peut intereſſer le Souverain ou un tiers.

Or outre que les droits du Roi ne ſont point décruts en cette ſubſtitution, tant s'en faut qu'elle intéreſſe Sa Majeſté, qu'au contraire elle lui donne grand avantage, vû que par ce moyen elle eſt aſſurée que le Barrois & les Etats de Lorraine, ſeront toujours en la poſſeſſion d'un petit Prince que la ſeule impuiſſan-

faveur des mâles, & que les Rois n'ont point ratifiées par acte exprés, & pour ce qui eſt du conſentement tacite, qu'il ſe pouvoit dire que les Rois l'ont donné au Teſtament de René puis qu'ils ne s'y ſont point oppoſez.

On répond au quatriéme que le Traité de Guerrande fut l'an mil trois cens ſoixante quatre entre Jean le Vaillant Comte de Montfort, depuis Duc de Bretagne & Jeanne Ducheſſe de Bretagne, ne fait rien au propos ; l'hiſtoire portant que le Roi Charles cinq y intervint pour favoriſer Jeanne de Bretagne, qui ſe trouva en telle extrémité après la défaite de Charles de Blois ſon mari qui fut tué en la bataille d'Auvrai qu'elle ne ſavoit que devenir, particuliérement à cauſe qu'Edouard troiſiéme Roi d'Angleterre ſoutenoit le parti de ce Comte Jean de Montfort, comme il ſe verifie par un Traité du Tréſor des Chartes.

On répond au cinquiéme que le Teſtateur qui déroge pendant ſa vie à un Article de ſon Teſtament, ne le rendant pas nul au reſte, on ne peut tirer conſéquence de la nullité abſolue de René que l'on prétend y avoir dérogé à l'égard de ſes Terres ſituées en France, lorſqu'il demanda des Lettres de naturalité pour rendre ſes enfans mâles & femelles capables de les poſſéder ; vû qu'il n'a rien changé en la diſpoſition qu'il avoit faite pour la Lorraine & le Barrois. D'ailleurs il ſe peut dire que ces Lettres de naturalité ne ſont nullement contraires à ſa premiére diſpoſition, vû qu'elles n'appellent point à la ſucceſſion les femelles à l'excluſion des mâles d'un dégré plus éloigné, mais les rendent ſeulement capables de recueillir à faute d'hoirs mâles.

Autres ſix, ſept, & huitiéme où il eſt dit que les Duchez de Guiſe & d'Aumale & la Principauté de Joinville ont été érigées tant en faveur des femelles que des mâles. On peut répondre qu'encore que les Princes de la Maiſon de Lorraine qui ont demeuré en France ſemblent n'avoir pas eu grand égard au Teſtament de René, néanmoins qu'ils n'y ont pas contrevenu en l'érection de ces Terres en Duchez & Principauté, qui ne ſont pas pour tomber en la main des filles qu'au défaut d'hoirs mâles ; & que quand ils y auroient contrevenu, cela ne pourroit préjudicier à la diſpoſition faite pour la Lorraine & le Barrois, non plus qu'un Héritier qui agit contre une Diſpoſition teſtamentaire ne peut préjudicier aux droits de ſon coheritier : outre que ces érections ayant été procurées par les Princes de la Maiſon de Lorraine, il n'eſt nullement croyable qu'ils ayent eu intention de préjudicier aux avantages que le Teſtament de René leur donnoit ſur les filles de leur Maiſon, pour la ſucceſſion des Etats de la Maiſon de Lorraine & de Bar.

Au neuviéme on peut dire qu'encore que le Duc Charles ſecond ait obtenu du Roi Charles IX. les droits Royaux ſur le Barrois, pour tous ſes enfans tant mâles que femelles, cela ne préjudicie néanmoins en façon quelconque au Teſtament, attendu qu'on peut dire comme ci-

deſſus

[illegible] a reconnu au commencement ſa Femme Ducheſſe de Lorraine & de Bar que pour s'en aſſurer davantage la poſſeſſion; vû qu'en effet il s'en eſt déclaré le Maître de ſon chef auſſitôt qu'il en a eu la puiſſance.

Ces raiſons ſemblent aſſez conſidérables pour y pourvoir de réponſes

Sur le dos de cette Piéce eſt écrit, *Réponſe au Mémoire fait contre le Teſtament de René Duc de Lorraine.*

LA MOTTE.

Que le Roi, comme Comte de Champagne, a droit de féodalité ſur la Seigneurie de la Motte en Lorraine.

SOMMAIRE.

Que ce droit interrompu depuis le regne du Roi Philippe de Valois & de ſes deſcendans juſques au Roi Henri III. pouvoit revenir au feu Roi Henri le Grand iſſu des Comtes de Champagne.

Table Généalogique des Comtes de Champagne iſſus de Henri premier Roi de Navarre juſques à Louïs XIII.

Avis de Monſieur l'Avocat Général Seguier depuis Preſident, en la Conference de Sainte Menehoud de l'an 1551.

L'An mil deux cens ſeptante-deux Thiebaut ſecond Comte de Bar reconnut par ſes Lettres données à Troyes & ſcellées de ſon Seau avoir repris à foi & hommage de Henri premier hommage, & le garantira de force & de violence comme ſon homme.

Et par l'aveu dudit Comte Edouard en l'an mil trois cens vingt trois, il reconnut tenir ledit Châtel du Roi Charles-le-Bel à cauſe du Comté de Champagne.

Deſorte que Sa Majeſté à préſent regnant étant iſſuë dudit Roi Henri & ſon Héritier, le même droit de féodalité lui appartient à juſte titre.

Si l'on objecte que depuis ladite année mil trois cens vingt-trois, trois cens ans durant & plus il ne ſe trouve aucun acte de foi & hommage rendu par les Comtes & Ducs de Bar, pour raiſon deſdits Châtel & Châtellenie de la Motte & qu'il y a preſcription.

A cela la réponſe eſt, que le Vaſſal ne peut preſcrire contre ſon Seigneur Féodal, les droits & devoirs qu'il eſt tenu lui faire à cauſe du Fief, par quelque tems que le Seigneur ait dormi, ſans faire renouveller ſon hommage, ſelon qu'il ſe lit en la Coutume de Paris, Article 12. & en celle de Lorraine, Tit. 5. Article 11. de Bar, Article 16. de Baſſigni le Lorrain, Article 33. de Saint Mihel, titre des preſcriptions, Article 3. & pluſieurs autres Coutumes & Loix de France, d'Allemagne, d'Italie, & autres Païs.

Joint que le Roi Philippe de Valois & les Rois ſes Succeſſeurs Comtes de Champagne juſques au Roi Henri le Grand, ne deſcendoient dudit Roi Henri ainſi que le feu Roi Henri le Grand, & le Roi ſon fils, qui en ſont venus de par la Reine Jeanne d'Albret mere dudit Roi Henri le Grand.

I. CHAMPAGNE.

1. Henri premier Roi de Navarre & Comte de Champagne 1270.

II. FRANCE.

2. Jeanne Reine de Navarre & Comteſſe de Champagne l'an 1274. Femme du Roi Philippe-le-Bel.

3. Louis dixiéme ſurnommé Hutin, Roi de Navarre & Comte de Champagne, l'an 1305. depuis Roi de France l'an 1314.

3. Philippe-le-Long Roi de France & de Navarre l'an 1315.

3. Charles-le-Bel Roi de France & de Navarre, l'an 1321.

III. EVREUX.

Jean I. Roi de France & de Navarre & Comte de Champagne l'an 1325.

4. Jeanne II. Reine de Navarre & Comteſſe de Champagne, l'an 1328. (a) Femme de Philippe Comte d'Evreux III. du nom Roi de Navarre.

5. Charles II. Roi de Navarre l'an 1349. Pere de Charles III. Roi de Navarre 1386.

6. Charles III. Roi de Navarre l'an 1386.

IV. ARRAGON.

7. Blanche Reine de Navarre l'an 1425. elle fut mariée en l'an 1420. à Jean d'Arragon II. du nom Roi de Navarre fils de Ferdinand Roi d'Arragon.

V. FOIX.

8. Léonor Reine de Navarre l'an 1479. Son Mari fut Gaſton IV. Comte de Foix.

9. Gaſton Prince de Viane.

VI. ALBRET.

10. François-Phoebus Roi de Navarre 1479.

10. Catherine Reine de Navarre, l'an 1483. Elle ſe maria avec Jean d'Albret III. du nom Roi de Navarre, & de ce Mariage naquit Henri II Roi de Navarre 1517.

11. Henri II. Roi de Navarre l'an 1517.

VII. BOURBON.

12. Jeanne III. Reine de Navarre l'an 1555. Elle épouſa Antoine de Bourbon Duc de Vendôme & Roi de Navarre.

13. Henri le Grand III. du nom Roi de Navarre l'an 1572. & IV. du nom Roi de France l'an 1589.

14. Louis treize Roi de France & II. du nom Roi de Navarre l'an 1610.

15. Louis XIV. Roi de France & III. du nom Roi de Navarre.

(a) L'an 1335. Elle quitta par Tranſaction au Roi Philippe de Valois le droit qu'elle avoit au Comté de Champagne, & le Roi Jean II. en l'an 1361. unit ledit Comté à la Couronne de France.

L'AVIS

& un entre les Députés du Roi Henri II & ceux de Charles II. Duc de Lorraine, mis par écrit par ledit Sieur Seguier l'un des Députez dudit Roi Henri.

Au regard du Châtel de la Motte ils ont dit que la premiere infeodation de la Motte fut conditionnée par les hoirs du Corps du Roi de Navarre Comte de Champagne, à la charge de retour en Franc-alleu, en défaut desdits hoirs; & qu'il n'y a aujourd'hui aucuns hoirs du Comté. Nous avons dit que les hoirs du Comté de Champagne par le moyen de Jeanne qui fut Femme de Philippe-le-Bel ſont encore en nature.

Autre Procès Verbal de ladite Conférence par le Sieur de Neuflotte Maître des Requêtes dudit Duc & l'un de ſes Députez à ladite Conférence, & a Seguier commencé & dit que ces jours paſſez il nous avoit fait apparoir que le Châtel de la Motte étoit de la mouvance du Comté de Champagne tenu par le Roi, & encore nous montroit la reconnoiſſance des Comtes de Bar, reconnoiſſans tenir la Motte du Roi à cauſe du Comté de Champagne: & eſt ledit titre datté de l'an mil trois cens vingt-trois.

Et peu après ledit Seguier a dit que ce ſavoit-il bien, qu'il avoit vu leſdites Lettres à Paris; mais que le Fief étoit fait au Comte de Champagne, & y avoit hoirs dudit Comte qui empêchoit ladite condition.

STENAI.

Que Stenai (autrement dit Sathenai ou Aſtenai) n'eſt pas Fief de l'Empire, ains relevoit autrefois à foi & hommage du Duché de Luxembourg, qui eſt tenu en Souveraineté.

SOMMAIRE.

I. *Les Ducs de Lorraine n'ont*

ne releve de l'Empire.

VI. *La Ville & Forteresſe de Stenai ne ſe peut aliener ſans le conſentement des Ducs de Luxembourg.*

I.

LEs Ducs de Lorraine n'ont jamais rendu la foi & hommage à l'Empereur pour raiſon de Stenai, & ne l'ont reconnu pour leur Souverain comme il appert des inveſtitures (*a*) ès années mil cinq cens ſeize, mil cinq cens ſoixante ſept, mil ſix cens neuf, mil ſix cens treize, mil ſix cens vingt-trois, & mil ſix cens vingt-ſept par les Empereurs Maximilian premier, Maximilian II. Rudolphe II. Mathias & Ferdinand II. aux Ducs de Lorraine Antoine, Charles II. Henri & Charles III. où il n'eſt fait mention que du Marquiſat de Pont-à-Mouſſon, du Comté de Blamond, de Hattonchâtel, & de quelques autres Seigneuries & droits, & nullement de Stenai.

II.

Non plus que du Duché de Lorraine ſur lequel l'Empereur n'a droit de féodalité pour être une Principauté franche & libre, & pour telle reconnue par les Electeurs, Princes & Etats Généraux de l'Empire, en la Tranſaction avec le Duc Antoine en la Diette de Nuremberg l'an mil cinq cens quarante-deux le vingt-ſixiéme Août (*b*).

III. IV.

Auſſi ladite Seigneurie de Stenai eſt un Fief mouvant du Duché de Luxembourg, comme il eſt porté en termes exprès au Traité de Creſpi en l'an mil cinq cens quarante-quatre, entre l'Empereur Charles V. & le Roi François premier; ledit Empereur Charles V. n'y ayant lors réclame aucun droit comme Empereur, mais ſeulement comme Duc de Luxembourg; & par les Contrats d'échange ès années mil ſix cens deux & mil ſix cens trois entre les Archiducs Albert & Iſabelle-Claire-Eugenie Princes des Païs-Bas, comme Ducs de Luxembourg d'une part, & Charles II. Duc de Lorraine comme Duc de Bar, d'autre, il eſt dit que la même

Chancelier de Goux dit que le Duché de Luxembourg, de même que le Duché de Brabant, le Comté de Hainaut & autres Seigneuries des Païs-Bas étoient tenus de Dieu tant ſeulement.

Et à la Tranſaction de l'Empereur Charles V. avec les Etats de l'Empire à Augsbourg l'an mil cinq cens quarante huit le vingt ſixiéme de Juillet pour mettre leſdits Païs ſous la garde & protection de l'Empire, il eſt avoué que le Duché de Gueldres, le Comté de Zutphen, & la Seigneurie d'Utrecht ſont tenus à foi & hommage dudit Empire : mais quant audit Duché de Luxembourg & autres Seigneuries des Païs-Bas, il eſt ſoutenu qu'elles ont toujours été exemtes de la juriſdiction de cet Empire. (*e*)

VI.

Et par ainſi le Roi n'eſt aucunement obligé pour raiſon dudit Stenai d'en traiter avec l'Empereur, mais ſeulement avec le Roi d'Eſpagne, qui peut-être mettra en avant que l'échange en l'an mil ſix cens trois s'eſt faite à la charge & condition que le Duc Charles II. & ſes Succeſſeurs Ducs de Lorraine ne pourront aliéner la Ville & Forteresſe de Stenai, ſans le conſentement deſdits Archiducs & de leurs Succeſſeurs Ducs de Luxembourg (*f*), dont le Roi ſe peut accorder avec le Roi d'Eſpagne en lui faiſant récompenſe ſelon qu'il ſera avité pour le mieux.

Preuves de ce que deſſus.

(*a*) Les Ducs de Lorraine n'ont point reconnu Stenai à foi & hommage de l'Empereur, comme ils ont fait d'autres Seigneuries.

Les Inveſtitures de pluſieurs Seigneuries aux Ducs de Lorraine par les Empereurs, ſe trouvent au Tréſor des Chartes du Roi & en celui de Lorraine à Nanci : j'en ai copie, il n'y eſt fait mention aucune de Stenai.

(*b*) L'Empereur n'a droit de féodalité ſur le Duché de Lorraine : cela ſe prouve par la Tranſaction à Nuremberg l'an mil cinq cens quarante-deux le vingt-ſixiéme jour d'Août; elle eſt au Tréſor des Chartes du Roi, & fut confirmée par l'Empereur Charles V. à Spire l'an mil cinq cens quarante-trois le vingt-huitiéme jour de Juillet, inſinuée en la Chambre Impériale en ladite Ville de Spire l'an mil cinq cens ſoixante & un le vingt uniéme d'Août, & derechef elle a été renouvellée à Prague par l'Empereur Rudolphe ſecond l'an mil ſix cens trois le deuxiéme jour de Janvier.

La même Tranſaction eſt inſérée dans le livre de Magerus *de Chentelari Patronorum jure* Cap. 5. N. 204. & dans celui de Arumæus *de Comitiis Germanici Imperii* Cap. 5. N. 122. dans le Traité de Carpzovius *de Capitulatione Imperiali*, ès Traitez de Limnæus *de jure publico*, & ès Recueils de Goldaſt *des Reſultats de* » la Duché de Luxembourg, &c. n'en a pu
» dit feu Duc de Lorraine faire valable Tranſ-
» port ſoit par échange ou autrement audit
» Sieur Roi ſans ſon conſentement, a été ac-
» cordé que ledit Stenai ſe rendra ſemblable-
» ment au Duc moderne de Lorraine, pour
» le tenir ſous la même charge & fief que ſon-
» dit feu Pére l'avoit, ſans que par ci-après
» icelui Sieur Roi y puiſſe rien à jamais pré-
» tendre; demeurant au ſurplus à ladite Majeſté
» Impériale le droit & action de Commiſe pour
» en faire à l'endroit dudit Duc comme bon
» lui ſemblera.

(*d*) L'Archiduc Albert & Iſabelle-Claire-Eugenie Princes des Païs-Bas prétendent que Stenai eſt tenu à foi & hommage du Duché de Luxembourg.

Les Contrats d'échange ès années mil ſix cens deux & mil ſix cens trois qui ſont au Tréſor des Chartes en Lorraine à Nanci, dont j'ai copie.

» Ne s'étant leſdits Députez retrouvés en
» aucune difficulté touchant leſdites prétentions
» que pour le regard des Villes, Prévôté &
» Châtellenie de Sathenai, que nous préten-
» dions être de nous d'ailleurs tenues en fief
» par notre du Couſin le Duc de Lorraine &
» de Bar, à cauſe de notre dit Duché de
» Luxembourg.

(*e*) L'Evêché de Luxembourg eſt une Seigneurie tenue en Souveraineté & ne relève de l'Empire.

Enguerrand de Monſtrelet au troiſiéme Volume des Croniques l'an mil quatre cens ſoixante quatre, & Jean de Foreſtel ès Chroniques d'Angleterre manuſcrites qui finiſſent l'an mil quatre cens ſeptante cinq : " A ces mots s'a-
» vança de parler Maître Pierre de Goux Chan-
» cellier & Maître ès Loix, & dit aux Ambaſ-
» ſadeurs des Rois, Meſſeigneurs, afin que
» chacun l'entende, Monſeigneur qui ici eſt,
» ne tient pas du Roi tout ce qu'il a de Ter-
» res & Seigneuries, il tient voirement du Roi
» tout le Duché de Bourgogne, les Comtés de
» Flandre & d'Artois, mais hors le Royaume
» maintes belles Seigneuries, comme les Du-
» chés de Brabant, de Luxembourg, & Lim-
» bourg, & de Lotrich avec les Comtés de
» Bourgogne, de Hollande, Zélande, & de
» Namur, & d'Artois; Païs qu'il tient de Dieu
» tant ſeulement.

La Tranſaction de l'an mil cinq cens quarante-huit à Augsbourg pour la protection par l'Empire des Princes des Païs-Bas, eſt inſérée dans Arumæus *de Comitiis Germanici Imperii* Cap. 4. N. 90. 91. 92. 93. 94. & auſſi dans le livre de Magerus *de Chentelari Patronorum jure* Cap. 5. N. 59.

(*f*) Le droit de Féodalité ſur la Ville & Forteresſe de Stenai a été tranſporté aux Ducs de Lorraine, comme Ducs de Bar.

A condition qu'ils ne pourront aliéner leſdites Ville & Forteresſe ſans le conſentement des Ducs de Luxembourg.

Le Contrat d'échange de l'an mil ſix cens trois.

» Re-

Digitized by Google

» & de Vaſſalité qu'il a & peut avoir & prétendre ſur nous pour & à raiſon du Comté de Chini: & autrement deſquels droits, prétentions & obligations nous & nos Succeſſeurs Ducs de Luxembourg & Comtes de Chini, demeurerons pour toujours mais quittes, francs, libres, & entiérement déchargés envers notredit Couſin, & ſesdits Succeſſeurs Ducs de Bar; à la charge & condition auſſi que notredit Couſin le Duc de Lorraine & de Bar ni ſes Succeſſeurs Ducs de Bar ni nous ni nos Succeſſeurs Ducs de Luxembourg & Comtes de Chini, ne pourrons aliéner ni mettre réciproquement hors de nos mains ſoit à titre ou couleur de vendition, donation, échange, permutation ni autre ſorte de Contrat que ce ſoit ou puiſſe être, aucune Ville qui à chacun de nous appartienne & dont reſpectivement nous nous ſommes cédé, quitté & déchargé des prétentions que avions réciproquement l'un contre l'autre pour droit de Fief & de Vaſſalité. Et en ce qui eſt des Forteresſes & Fortifications desdites Villes, autrement leſdites Quittances & renonciations par nous reſpectivement faites l'un à l'autre desdites prétentions de droits de Fief & de Vaſſalité demeureront comme ladite aliénation nulle & de nul effet, & comme choſe non avenue; & rentrera chacun de nous en ſes premiers droits & prétentions, comme paravant: ne fut que ladite aliénation ſe fit du gre & conſentement mutuel l'un de l'autre, de nous, ou nosdits Succeſſeurs; & ce afin de tant plus nous retenir de part & d'autre à la continuation de l'amitié & bonne voiſinance qui eſt & a toujours été entre nous & nos Prédéceſſeurs tant Ducs de Luxembourg & Comtes de Chini que Ducs de Bar.

La Ville de Stenai qui eſt de la Riviére de Meuze entre Verdun & Sedan & proche de Mouſon importe à la France,

I.

Pource qu'elle met à couvert la Campagne de ce côté là.

II.

Que de cette Place l'on peut ſecourir au beſoin les Villes de Verdun & de Metz.

L'An 1632. il fit un Traité à Liverdun avec le Duc Charles, par lequel il fut convenu que les Villes & Seigneuries de Stenai & Jametz, demeureroient en dépôt à Sa Majeſté pour quatre ans.

Et depuis par le Traité de Paris en l'an mil ſix cens quarante-un, il a été ſtipulé que leſdites Seigneuries, enſemble celle de Clermont en Argonne & de Dun, demeureront en propre à perpétuité aux Rois de France.

MEMOIRE

Touchant l'offre de la part du Roi de rendre l'ancien Duché de Lorraine, pour diſtinguer l'ancienne Lorraine d'avec la nouvelle.

L'Ancien Duché de Lorraine.

I.

IL faut conſidérer ce Duché ainſi qu'il s'étendoit il y a ſix cens ans que Gérard d'Alſace iſſu des Comtes d'Alſace, entre les Villes de Bale & de Strasbourg proche de celles de Colmar, & de Schleſtſtadt (& où ſont les Seigneuries de Egesheim & de Saint Hipolite ou de Saint Palt) fut inveſti de ce Duché en l'an mil quarante huit par ſon Couſin l'Empereur Henri III. iſſu de par Femme des Comtes d'Alſace.

Du même Gérard (de qui le fils puiné nommé Gérard eut en partage le Comté de Vaudemont) ſont iſſus ſans interruption de mâle en mâle ou de par Femmes les Ducs de Lorraine qui depuis lui ont tenu le Duché juſques au dernier Duc Charles à préſent vivant.

Ledit Duché a été anciennement appellé le Duché de la haute Lorraine, pour le diſtinguer d'avec le Duché de la baſſe Lorraine ou

ſelle, entre le Comté de Bourgogne, l'Archevêché de Trêves, & le Duché de Luxembourg, & fait la plus grande part des Bailliages de Nanci, de Voſges, & de celui d'Allemagne, où ſont les Villes de Nanci, Luneville, Mirecourt, Raon, Rambervillers, Bruyeres, d'Arnai, Vaudrevange, Sirk & autres.

Il a été accru par laps de tems de plus de la moitié du côté de France, ou devers l'Allemagne; & les Ducs ont uni le tout par leurs Teſtamens & autres diſpoſitions à ce que rien n'en ſoit démembré, & que l'ainé y ſuccéde ſeul : deſorte que ce Duché avec ſes appartenances contenoit en l'an mil ſix cens trente plus de trois mille Villages, ſans les Villes & Bourgs dans quarante lieues de Pais en largeur & en longueur en ſuppléant ce qu'il y a de plus d'une part à ce qu'il y a de moins de l'autre. Les Ducs ayant acquis entr'autres par Mariages & autrement le Duché de Bar & le Marquiſat de Pont-a-Mouſſon, les Comtés de Blamont, de Vaudemont, & de Salm, partie de celui de Sarwerden & Pfaltzbourg, outre une grande quantité de Seigneuries des Evêchez de Metz, Toul & Verdun.

LES SEIGNEURIES

Acquiſes par les Ducs de Lorraine ſur les Evêchez de Metz, Toul & Verdun.

I. L'EVECHE' DE METZ.

MArſal.
Moyenvic.
Nomeni.
Saint Avaud.
Eſpinal.
Aſpremont.
Condé.
Conflans.
Sarbourg.
Le Ban de Delme de Meure & autres.

A quoi l'on peut ajoûter pluſieurs Seigneuries de l'Abbaye Saint Arnoul de Metz & celle de Gorze.

II. L'EVECHE' DE TOUL.

CLermont en Argonne.
Varenne.

en ce qui eſt reſté au Tresor des Chartes de Lorraine à Nanci. En ce qui ſe trouve ès Hiſtoires imprimées & manuſcrites des Evêques de Metz, Toul & Verdun, & en pluſieurs Hiſtoires des Archevêques de Trêves, & des Duchez de Lorraine & de Bar, dans Vaſſebourg, Roſiéres & Broverus.

III.

LE DENOMBREMENT

Des Bailliages & Prevôtez qui étoient attribuées en l'an 1625. à la Juriſdiction de la Cour Souveraine pour la Juſtice de Saint Michel (que l'on nomme communément de Saint Miel) & qui ne ſont des dépendances de l'ancien Duché de Lorraine.

EStain Prévôté.
Dun Prévôté.
Stenai Prévôté.
Briei & Nouroi le ſec Prévôté.
Sanci Prévôté.
Longwi Prévôté.
Cranci Prévôté.
Conflans en Voivre Prévôté.
Le Pont-à-Mouſſon Prévôté.
Sampigni & Keures Prévôtez.
Trongnon Prévôté.
Rambercourt aux pots Prévôté.
Saint Michel Bailliage auquel reſſortiſſent toutes leſdites Prévôtés.
Hattonchâtel Bailliage.
Aſpremont Bailliage
Clermont en Argonne, Varenne, & Montignon, Bailliages.
Châtel ſur Moſelle Bailliage, qui y reſſortit pour ce qui eſt du criminel.
Les Faubourgs de Saint Manſuit & de Saint Eure de Toul.
Sorci ſur Meuze & autres lieux de la Prévôté de Foug.

IV.

Du titre de Marchis ou de Marquis que prennent les Ducs de Lorraine.

CEſt à cauſe d'un Comté limitrophe & ès confins de l'ancien Royaume de Lorraine &

arrière-fief & ſous la Souveraineté & juriſdiction de l'Empire, qui ne ſont d'ancienneté des appartenances du Duché de Lorraine; ains ont été acquiſes par les Ducs, ſoit par ſucceſſion, donation ou par contrats d'achat ou d'échange & autrement.

LE Marquiſat de Pont-à-Mouſſon.
Le Comté de Blamont.
La Seigneurie de Clermont en Argonne.
La Seigneurie de Hattonchâtel.
La Seigneurie de Falckenſtein devers Bitſch.
Le Comté de Salm.
La Seigneurie de Pfaltzbourg.
La Seigneurie de Lixheim.
Partie du Comté de Sarwerden.
Hombourg.
Saint Avault.
Saralben.
Sarbourg.
Les Salines de Moyenvic & de Marſal, & le Marquiſat de Nomeni.

VI.

SEIGNEURIES

Du reſſort de la Chambre Impériale de Spire.

LE Marquiſat de Nomeni.
Lixheim.
Falckenſtein.
Bilſtein.
Turqueſtein.
Hombourg.
Saint Avault.

second, & Otton troiſiéme ès années neuf cens vingt-trois, neuf cens quatre-vingt-neuf, neuf cens quatre-vingt-cinq, & neuf cens vingt-cinq.

II.

Ledit Duché étant vacant & ſans Héritiers a été conféré par les Empereurs en l'an mil trente-quatre à Gothelon Duc de la Baſſe Lorraine; en l'an mil quarante-cinq à Albert Comte de Namur; en l'an mil quarante-huit à Gérard d'Alſace, les deſcendans duquel ont toujours joüi dudit Duché juſques à préſent.

III.

Et l'ont repris à foi & hommage des Empereurs.

IV.

Qui les appellent leurs féaux en leurs Lettres; ainſi qu'ils font tous les Princes qui ſont ſous leur Souveraineté.

V.

Ils ont aſſiſté leſdits Empereurs à leurs Couronnemens & Cours ſolemnelles, en leurs Guerres & aux voyages qu'ils ont faits en Italie, pour prendre la Couronne Impériale, ainſi que les autres Princes d'Allemagne, qui ſont tenus de faire le même ſous peine de perdre leurs Fiefs.

VI.

Et quand ils ont convenu avec quelques Princes pour les ſervir & aider envers & contre tous, ils ont toujours excepté l'Empereur ou le Roi des Romains comme leurs Souverains.

VII.

Auſſi lorſque les Rois de France ont eu quelques prétentions contr'eux, ils ont répondu que le Duché de Lorraine eſt ſis en l'Empire & non ſujet du Royaume de France, ſelon qu'il eſt expoſé dans un Arrêt du Parlement de Paris de l'an mil trois cens nonante, pour le fait de Neuchâtel en Lorraine.

VIII. De

IX.

L'Empereur a de plus cette autorité de donner Lettres d'aſſurement & de Sauf-conduit audit Duché.

X.

Cas avenant qu'il y ait debat pour la ſucceſſion dudit Duché, c'eſt à lui à qui la connoiſſance en appartient & qui en donne l'inveſtiture.

XI.

Et quand les Ducs ſont mineurs, il leur pourvoit de tuteurs & Baillifres.

XII.

De ſorte que ce n'eſt point ſans raiſon que par le Traité de l'an mil cinq cens quarante-deux les Etats de l'Empire ſoutinrent qu'il ſe pouvoit prouver par pluſieurs bonnes & fortes raiſons que ledit Duché doit ſubjection à l'Empire, & à l'Inſinuation & Omologation dudit Traité en la Chambre Impériale de Spire en l'an mil cinq cens ſoixante & un; ladite Chambre y mit cette modification, *ſauf tous droits de Souveraineté de l'Empire.*

Que le Duc de Lorraine eſt ſujet pour le Duché de Lorraine aux contributions de l'Empire, & eſt tenu d'obſerver les Edits & Ordonnances touchant la Paix publique.

PAr le Traité & Accord fait à la Diette & Aſſemblée des Etats Généraux d'Allemagne à Nuremberg, l'an mil cinq cens quarante-deux le vingt-ſixiéme Août, entre l'Empereur Charles Quint, Ferdinand Roi des Romains depuis premier du nom Empereur, les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire d'une part, & Antoine Duc de Lorraine d'autre, ratifié par les Etats dudit Duché aſſemblez à Nanci audit an le quatorziéme de Septembre, & confirmé par l'Empereur Mathias à Spire l'an mil ſix cens dix-ſept le premier Mars, qui eſt inſeré dans le Livre intitulé *De Advocatia ſive clientelari Patronorum jure*, compoſé par Martin Mager Conſeiller de l'Archiduc Léopold Frére l'Empereur & à la Chambre Imperiale pour la délivrance des deniers de ſa cotte.

Et davantage qu'il obſervera les Ordonnances & Decrets de l'Empire pour l'entretenement de la Paix publique en l'Empire; ce qui eſt auſſi témoigné par Joachim Myſinger Aſſeſſeur en la Chambre Impériale de Spire du Regne de l'Empereur Charles V. Centur. 5. Obſervat. 58. N. 1. & 2.

Dux Saxoniæ, Marchio Brandeburgenſis tanquam Principes & Electores Imperii, & Dux Lotharingus qui privilegio Imperatorio ex Judicio Cameræ exempti ſunt, ipſi eorumve Subditi Pacem publicam violarent, conveniri in Camerâ poſſunt.

Et l'Auteur du Livre intitulé, *in Ordinationem Judicii Cameræ Imperialis Commentarii*, imprimé à Francfort l'an mil ſix cens, Partie II. titre 9.

Dux Lotharingiæ ex privilegio Imperatoris & jurisdictione Cameræ exceptus eſt, hoc tamen in fractionem publicæ Pacis locum non habet.

Ce que ſignifie le titre de Marchis *que les Ducs de Lorraine ajoutent à celui de Duc.*

LE mot de *Marchis* n'a point plus de force & énergie que celui de Marquis & eſt la même choſe de fait en toutes les Lettres & Chartes des Ducs de Lorraine. Ils s'intitulent en langage François *Ducs de Lorraine & Marchis*; & en Latin *Duces Lotharingiæ & Marchiones*, ſelon qu'il ſe peut voir en la Généalogie des Ducs de Lorraine imprimée en l'an 1624. & dans pluſieurs titres qui ſont au Tréſor des Chartes en la Layette de Lorraine & ès Chartulaires de Champagne. Ainſi les Ducs de Brabant à cauſe du Marquiſat d'Anvers, & les Comtes de Luxembourg, pour raiſon du Marquiſat d'Arlon, ſe ſont intitulez en Langue Françoiſe *Marchis* & en Latin *Marchiones*. Les titres au Tréſor des Chartes & aux Layettes de Brabant & de Luxembourg; & l'Hiſtoire de la Maiſon de Luxembourg de Vignier (où Henri Comte de Luxembourg eſt intitulé *Marchis d'Arlon*,) nous le montrent aſſez évidemment.

Le titre de *Marchis* ou Marquis ſe donnoit anciennement à ceux qui tenoient des Comtez Limitrophes & devers les Confins de quelques Royaumes & Seigneuries étrangeres, & avoient intendance en leurs Comtez non ſeulement de la Juſtice, mais de la Guerre; étant néanmoins ce titre moindre que celui de Duc & plus que celui de Comte, comme il eſt facile de reconnoître ès Ordonnances & Edits des Empereurs d'Allemagne, qui nomment toujours les Ducs pre-

de Violeue, & *Marcien* à cauſe du Païs ſitué entre le Comté de Metz & celui de Trêves, & partant ſur les limites & confins de ces deux Comtez, & au milieu du temporel des Archevêques de Trêves & des Evêques de Metz, deſquels ils ont relevé d'ancienneté ; & dépendent de cedit Marquiſat de Lorraine les Villes de Vaudrevange, Sirck, & Suſperg, & les Abbayes de Thuley, Metloch, Boſonville, Frauorf, & Fraimenlauter, que les Ducs de Lorraine poſſédent juſques à préſent.

Aucuns ont voulu dire que les Ducs de Lorraine ſe ſont intitulez Ducs de Lorraine & *Marchis*, comme étant leur Duché limitrophe de l'Empire & de la France, tout en pleine Souveraineté & ne dépendant de perſonne ; & fut cela mis en avant l'an mil trois cens quatre-vingts onze, de la part de Charles premier du nom Duc de Lorraine, ainſi qu'il eſt récité en un Arrêt du Parlement pour la Seigneurie de Neufchâtel en Lorraine. Mais il appert bien du contraire, vû qu'ils ont été inveſtis de ce Duché par les Empereurs d'Allemagne, & que quand il y a eu débat pour la Succeſſion du même Duché, les Empereurs en ont été les Juges, comme du tems du Concile de Bâle le fut l'Empereur Sigiſmond ; & par l'Accord qui fut fait à Nuremberg en l'an mil cinq cens quarante-deux entre l'Empereur Charles-Quint, Ferdinand Roi des Romains, depuis premier du nom Empereur, les Electeurs & Etats de l'Empire d'une part, & Antoine Duc de Lorraine d'autre, ledit Antoine reconnut être tenu aux contributions de l'Empire pour raiſon de ſondit Duché & de plus d'être ſujet & obligé à l'entretenement de la Paix publique en l'Empire, laquelle ſi elle eſt violée par aucun Prince de l'Empire & qu'il ſe rebelle contre l'Empereur ou moleſte aucuns des Princes & Etats de l'Empire, l'Empereur le peut mettre au Ban & proſcrire & quant & quant confiſquer les Seigneuries. Et combien que ledit Duc Antoine voulût dire lors, que pour ſondit Duché il n'étoit aucunement ſujet de l'Empire, ſi eſt-ce que les Electeurs & Etats dudit Empire lui ſoutinrent le contraire ſelon que le porte ledit Accord qui ſe trouve en Allemand au livre de Magerus *de jure clientæ ſive protectionis* ; & à la vérification du même Accord par la Chambre Impériale de Spire, cette cloſure y fut ajoûtée ſans préjudice du droit de Souveraineté apartenant à l'Empire, audit Duché.

Au reſte l'on ne voit point que les Marquis de Brandebourg, de Miſnie, de Bade, de Bur-

AVIS

Touchant la Lorraine & Barrois & les Places desdits Païs chacune en particulier.

LEs Ducs de Lorraine poſſédent de ſix natures de biens, ſavoir premiérement de leur ancien Domaine.

Des échanges faites avec leurs voiſins & particuliérement avec les Evêques de Metz, Toul & Verdun.

De ceux qu'ils ont uſurpez ſur leſdits Evêchez.

De ceux qu'ils ont achetez.

De ceux qui ſont mouvans du Roi & de ceux que nos Rois leur ont donnez, comme Eſpinal, dans la vérification duquel don, il y a réverſion à la Couronne en cas de felonnie.

Anciennement tout le Barrois étoit de la mouvance de la Couronne de France & les Appellations reſſortiſſoient au Bailliage de Chaumont, & depuis transféré à celui de Sens.

Louis XI. en l'année mil quatre cens ſoixante cinq donna partie de la mouvance au Duc de Lorraine, que l'on appelle maintenant Barrois, non mouvant ; & François premier en l'année mil cinq cens trente-neuf confirma ledit don : deſorte qu'il n'en reſte plus qu'une partie dans la mouvance & reſſort. Il eſt à remarquer que le Roi a droit aux Abbayes qui ſont dans l'un & dans l'autre Barrois, & que la Souveraineté étant un Membre de la Couronne, les Rois n'en peuvent diſpoſer.

Nomeni eſt une Ville des Evêques de Metz; on peut la rayer n'étant pas conſidérable.

Moyenvic, où il y a une Saline, a été auſſi partie acheté & partie échangé par les Ducs de Lorraine desdits Evêques, leſquels ſe ſont reſervé la Souveraineté n'ayant cédé que la Saline.

Il eſt néceſſaire de rompre ledit échange d'autant que le Roi ayant la Souveraineté des trois Evêchez & de l'Alſace, il lui faut du Sel pour fournir à ſes Sujets ; & il en arrivera deux bons effets, le premier que le Roi laiſſant ce Sel au prix qu'il eſt, en tirera plus de quatre

une Garde aux lieux où on l'accoutume d'en prendre, en payant ; & ladite Place eſt plus utile pouvant bien nuire, d'autant qu'elle ſe trouve ſur le paſſage de l'Alſace, le meilleur chemin étant de Metz à Vic, qui eſt proche dudit Marſal ; mieux fortifié auſſi & plus capable de loger des gens de guerre. Et comme ces deux Places Moyenvie & Marſal ſont trop proches l'une de l'autre, n'étant qu'à une petite demie lieue, il ſuffit d'en conſerver une, laquelle pour les raiſons ci-deſſus doit être Marſal.

Pour les uſurpations, elles ſont très-grandes ſur leſdits Evêchez.

La moitié du Comté d'Aſpremont & Prévôté de Dun, conſiſtant en plus de quatre cens Villages appartiennent au Comte d'Aſpremont Gentilhomme de Champagne, ſes prédeceſſeurs ayant eu pluſieurs Arrêts en la Chambre de Spire en leur faveur ; les Ducs de Lorraine les retiennent par force, le Roi pourra lui donner récompenſe & prendre ſon droit,

Dun eſt une petite Ville ſur la Meuze entre Verdun & Stenai, où il y a un paſſage. Il y avoit un Château, mais il a été raſé depuis quelques années, comme auſſi le Pont.

Les deux fauxbourgs de Toul dans leſquels il y a deux grandes Abbayes, dont les fauxbourgs portent le nom, l'une appellée Saint Manſui & l'autre Saint Epvre. L'on tient que la premiére a été uſurpée : il ſeroit bien à propos dans un Traité de la retenir, tant pour la ſureté de la Place, que pour faire que leſdites Abbayes fuſſent à la nomination du Roi.

Clermont eſt de la mouvance & de l'Evêché de Verdun. Je crois qu'il eſt à propos de le conſerver, ſervant d'entrepôt entre Sainte Menehould & Verdun, n'y ayant point de Places fortifiées ſur la frontiére de Champagne de ce côté-là.

J'en dis de même de Stenai étant la ſeule Place fortifiée ſur la Meuze depuis Verdun juſques à Mouſon. Cette Place eſt bonne & n'eſt pas de grande garde.

Villefranche que le Roi François avoit fait fortifier pour couvrir la frontiére à demie lieue dudit Stenai a été razée.

Jametz a été pris par les Ducs de Lorraine ſur les Ducs de Bouillon, étant ſitué ſur la riviére du Cher, laquelle ſe paſſe malaiſément étant fort profonde, marecageuſe, & les bords fort hauts trois lieues au delà de la Meuze du côté de Luxembourg. Cette Place eſt bonne & de petite garde, ſervant de ſentinelle, ſe peut conſerver pour la ſureté de la frontiére : durant ces derniéres guerres la Garniſon força partie des Ennemis & donna avis dans le Païs de leur marche.

Le Roi d'Eſpagne par les Traitez qu'il a faits avec les Ducs de Lorraine, a obligé leſdits Ducs de donner paſſage à ſes troupes qui iront d'Italie en Flandre & de Flandre en Italie & de fournir l'étape, en payant ſuivant le Traité que les Commiſſaires de l'un & de l'autre feront conjointement : le Roi en peut faire de même pour ſes Troupes qui iront en Alſace.

dudit Sarbruc.

Sirk étant ſur la Mozelle au deſſous de Thionville, il eſt à propos de conſerver cette Place ; d'autant que c'eſt la ſurete du paſſage de Thionville à Trêves, tant par eau que par terre, & par cette même raiſon il la faudra raſer avant que la rendre au Duc Charles.

Longwi ayant, tant durant cette Guerre que celle de la Ligue, incommodé Metz, le Païs Meſſin, & la frontiere de Champagne, il ſeroit à propos de ruiner le Château.

Le Duc Charles ne poſſéde maintenant que deux Places fortes, ſavoir Hombourg & Bitſche, qui ſont deux Châteaux de même ſituation, & même fortification, étant ſituez ſur de petites montagnes & baſtionnez. Le premier apartient au Comte de Naſſau-Sarbruc, & l'autre audit Duc : il n'y a point de Ville.

A Mirecourt il y a un réduit qui a été fait depuis que le Roi en eſt le Maître : il le faut raſer.

Remiremont, qui eſt la plus belle Maiſon de Dames qui ſoit en Lorraine, eſt de fondation de nos Rois & Souveraine : mais quoique l'Abbeſſe & les Dames ayent donné partie de leur revenu aux Ducs de Lorraine pour les conſerver en leur Souveraineté, ils ont toujours entrepris quelque choſe ſur leurs Droits & particuliérement le Duc Charles.

Le meilleur chemin pour aller en Alſace c'eſt par Metz, Vic, Dieuze, Salbourg, & Saverne : il faudroit, s'il ſe peut, avoir Dieuze ; étant une des principales, il y aura de la difficulté, laquelle ſe pourroit accommoder, la ſaline étant ſéparée de la Ville par un foſſé & muraille.

Salbourg étoit une Ville libre, laquelle pourtant dépendoit en quelque façon de Strasbourg, & s'eſt donnée au Duc de Lorraine pour la conſerver ; les habitans jouiſſent encore du droit de Bourgeoiſie à Strasbourg.

Le Duc de Lorraine autrefois a propoſé quelque échange : on pourroit lui donner des Villes qui ſont de l'Evêché de Metz, enclavées tout à fait dans la Cour, comme Rambervillers & Baccara, Liverdun entre Toul & Nancei & la Prévôté de Duloir qui eſt entre Nanci & le Pont-à-Mouſſon, du Chapitre de Verdun ; le Roi récompenſeroit les Evêques.

A Châtel ſur Mozelle il y a un Château lequel eſt inutile, & ſervoit de priſon pour les perſonnes de qualité de Lorraine. On peut le raſer, la Ville n'étant conſidérable par ſa grandeur ni par ſa ſituation.

Eſpinal ; il y a deux Villes & un Château, lequel n'eſt guere bon, non plus que les deux Villes, leſquelles n'ont que de ſimples murailles. Nos Rois en ont fait don aux Ducs de Lorraine, comme il eſt fait mention ci-devant avec la reſtriction de réverſion à la Couronne. Si l'on ne veut uſer dudit droit, on peut raſer ledit Château & ouvrir les Villes, & en tout cas pour ſoulager la dépenſe, on peut conſerver ſeulement le Château avec une Garniſon de trente hommes.

On

Digitized by Google

La Ville vieille & Citadelle ne ſont que cinq baſtions, de ſorte que ce n'eſt à bien parler qu'une Citadelle, laquelle du côté de la Ville neuve eſt aſſez mauvaiſe; le foſſé étant petit & les flancs ſans conſidération. Entre les mains du Roi elle ſeroit pourtant très-bonne & ne peut courre fortune.

La Citadelle n'eſt qu'un baſtion retranché deſdits cinq du côté de Toul avec deux mechantes tenailles dedans la Ville vieille. Il y a des Magazins ſuffiſamment dedans la Ville vieille & Citadelle pour toutes ſortes de munitions.

MEMOIRE

Concernant les droits du Roi ſur les Châtellenies, Villes, Bourgs, & Villages qui s'enſuivent.

Dreſſé par Monſieur Poireſſon Procureur du Roi au Bailliage de Chaumont en Baſſigni & preſenté au Conſeil du Roi l'an 1648. *pour l'eclairciſſement des differends qui ſe doivent vuider à Munſter touchant cette matiére.*

Neuchâtel.
Gondrecourt.
Frouart.
Paſſavant en Voſge.
La Motte & Bourmont.
Colombey lez-Choiſeul.
Choiſeul.
Martinville.
Regnieville.
Trignoncourt.
Lenoncourt.
Monſtreuil.
Fontenoi.
Freſne.
St. Loup &c.

PRemiérement les Villes de Neufchâtel, Montfort, Châtenoi, & Frouart ſont de la Souveraineté du Roi, mouvant de Monteclair, Prévôté d'Andelot & Bailliage de Chaumont ont toujours prétendu juriſdiction en ladite Ville de Neufchateau & Terres qui en dépendent; ce que les Ducs de Lorraine ont toujours empéché.

En l'an mil ſix cens vingt-ſept le Sieur Perret Lieutenant-Général audit Bailliage de Chaumont, & feu Mre. Jean de Poireſſon Procureur du Roi audit Bailliage, Pére dudit Poireſſon à préſent Procureur du Roi, ſe tranſportérent par ordre du Roi en ladite Ville de Neufchâteau, où ils firent faire la figure ou Plan des cinq Ponts ſur la Meuze qui ſéparent le Duché de Lorraine avec la France; ainſi qu'il appert par Lettres du Roi du quatorziéme Juillet 1627. ſcellées de Monſieur Dacquaire, lors Secretaire d'Etat, du même jour, & le Procès verbal deſdits Officiers du 27. Août enſuivant, le tout aux frais & dépens deſdits Officiers qui n'en ont jamais eu aucun rembourſement.

Et en l'année 1636. les Officiers de ſon Alteſſe à Neufchâteau ayant entrepris d'empriſonner un nommé Liégeois qui avoit exploité ſur leſdits cinq Ponts de Neufchâteau, Sa Majeſté déclara ledit empriſonnement injurieux, ordonna que ledit Liégeois ſeroit tiré des priſons dudit Neufchâteau par Arrêt rendu en ſon Conſeil le 29. Decembre audit an.

Toutes leſquelles Piéces ci-deſſus juſtifiant la Souveraineté du Roi audit Neufchâteau, ſavoir ledit Arrêt du Parlement du 17. Juin 1391. leſdits Procès Verbaux, Figure & Plan dudit Neufchâteau, du 14. Juillet 1627. & ledit Arrêt du Conſeil du vingt-ſept Décembre 1636 ſont ci cottées par A.

Pour la Châtellenie de Gondrecourt & les dix-ſept Villages qui en dépendent, il eſt indubitable que ladite Châtellenie étoit de tout tems de la Souveraineté du Roi, Prévôté d'Andelot & Bailliage de Chaumont juſques à ce que en l'année 1560. le Roi ayant ordonné un impôt de ſubvention ſur toutes les Villes & Bourgs fermez du Bailliage de Chaumont, Maître Jean le Génevois Lieutenant-Général dudit Bailliage, ayant pour ce envoyé ſon Ordonnance en ladite Ville de Gondrecourt, les Officiers du Duc de Lorraine audit lieu empriſonnérent le Sergent porteur de ladite Ordonnance dudit Lieutenant-Général, lequel ayant fait le procès aux Officiers dudit Gondrecourt pour ledit empriſonnement, & Charles Duc de Lorraine ayant avoué & pris le fait & cauſe pour ſeſdits Officiers, ledit Génevois Lieutenant-Général le déclara felon & rebelle au Roi ſon Souverain Seigneur, réunit au domaine de Sa Majeſté ladite

Gondrecourt, & la fit attribuer au Bailliage de Sens, & depuis peu par le nouvel établiſſement du Préſidial de Chalons en Champagne, elle a été attribuée audit Préſidial de Chalons. En quoi les Droits du Roi ſont beaucoup diminuez, & comme anéantis; d'autant que leſdits Officiers de Sens étant fort éloignez & n'ayant aucune connoiſſance des Droits du Roi ès lieux ſuſdits, les Officiers de Lorraine ayant leurs Rétormateurs ſi éloignez ont entrepris toutes choſes au préjudice des Droits du Roi: mais quoi qu'il en ſoit, la Souveraineté du Roi audit Gondrecourt n'eſt point conteſtée, & eſt évidente par la Copie collationnée d'un ancien Acte de foi & hommage rendue par Madame Yolande d'Anjou Ducheſſe de Lorraine es mains de Thierri Seigneur de Lenoncort Bailli de Vitri, Commiſſaire en cette partie en preſence des Officiers du Roi au Bailliage de Chaumont, pour ladite Châtellenie de Gondrecourt le ſixiéme de Novembre mil quatre cens quatre vingts quatre: & par une Copie des Lettres de ſouffrance dont l'original ſe trouvera à la Chambre des Comptes de Paris; par leſquelles le Roi donne au Duc de Lorraine & de Calabre terme d'un an pour lui rendre les foi & hommage pour ladite Terre de Gondrecourt le vingt-troiſieme jour du mois d'Octobre mil cinq cens onze. Les deux Piéces ci-deſſus ſont cottées par B.

Pour la Châtellenie de Void, Ourches, & autres Terres qui en dépendent, les Doyens, Chanoines & Chapitre de Toul en ont diſputé la Souveraineté au Roi; mais il en appert par la copie d'un Plaidoyer de Monſieur de Monthelon Avocat-Général au Parlement de Paris du 7. Janvier mil cinq cens trente quatre, un Arrêt d'appointé au Conſeil dudit Parlement du quatorziéme Janvier audit an, par une Sentence du Bailli de Chaumont du dixiéme Juillet mil cinq cens ſoixante & quatre, & par une copie d'Arrêt des grands Jours de Troyes du vingt-neuf Octobre mil cinq cens quatre-vingt quinze. Toutes leſdites Piéces ci cottées par C.

Et pour ce qui eſt de Martinville, Regnieville, la Coſte, la Verriére appellée la Rochere, & celle appellée la Patenoſtriere, le Château de Coublan, Grignoncourt, Lenoncourt, Vougecourt, Freſne, & autres, ſur tous leſquels lieux le Roi a Souveraineté qui lui a été conteſtée par les Ducs de Lorraine.

Apert de ladite Souveraineté, premiérement par un Procès verbal des Officiers en la Prévôté de Paſſavant, Bailliage de Chaumont, ſouſſigné d'eux le dixiéme Juin mil ſix cens trois, qui contient les droits du Roi ſur leſdites Terres; par autre Procès verbal du Bailliage de Chaumont du onziéme mil ſix cens un, pour Vougecourt & Lenoncourt; par autre Procès verbal du Bailliage dudit Chaumont du troiſiéme Mars audit an, pour ledit Lenoncourt; par les concluſions ſignées dudit deffunt de Poireſſon Procureur du Roi du ſixiéme jour de Novembre audit an; par un autre Procès verbal ſigné de tous les Officiers dudit Bailliage du vingt-ſeptiéme Juillet mil ſix cens deux, pour ledit Martinville; & finalement par pluſieurs précédentes priſes du Duc de Lorraine ſur ladite terre de Montreuil au préjudice de ladite Souveraineté du Roi. Leſdites miſſives & Mémoires ci cottées par E.

Pour Saint Germain apert des prétentions du Roi ſur ladite Terre par Procès Verbal du Bailliage de Chaumont du ſeiziéme Octobre ci cottées par F.

Pour Colombey lez-Choiſeul, cette terre a cauſé de grands différends entre le Duc de Lorraine & ledit deffunt de Poireſſon Procureur du Roi audit Chaumont, leſquels différends du Parlement où ils étoient pendans, ayant été évoquez & tirez au Conſeil privé du Roi par le Seigneur Duc de Lorraine, ledit de Poireſſon en ladite qualité de Procureur du Roi y conteſta & y produiſit de ſi bonnes Piéces pour maintenir la Souveraineté du Roi que par Arrêt du privé Conſeil rendu contradictoirement entre leſdites Parties en l'année mil ſix cens vingt-cinq, ladite Terre fut adjugée au Roi, & le Duc de Lorraine condamné ès dépens dudit de Poireſſon, qui fut un an à la ſuite du Conſeil pour cette affaire à ſes propres frais, couts & dépens: & néanmoins Sa Majeſté remit depuis leſdits dépens audit Duc de Lorraine, au préjudice dudit de Poireſſon qui y perdit ce qu'il y avoit mis & ne leva pas ledit Arrêt, qui ſe trouva ès regiſtres du Conſeil de ladite année; il a ſeulement quantité de Sentences de Chaumont, Memoires, Lettres, & Inſtructions ci-cottées par G.

Pour la forêt de Paſſavant qui eſt très-belle, ledit Procureur du Roi a une copie non ſignée d'un Procès Verbal de Meſſieurs Jacques Viole & Michel Quelain Commiſſaires en cette partie; & une autre copie de partage de ladite forêt de Paſſavant entre Sa Majeſté & le Duc de Lorraine par Meſſieurs Nicolas le Seur Conſeiller du Roi en ſon Conſeil & Préſident aux Enquêtes & Adrian Petremol Tréſorier de France en Champagne, Commiſſaires, de la part de Sa Majeſté; & Claude Bardin Conſeiller de ſon Alteſſe & Jean Hennzon Conſeiller de ſadite Alteſſe à ſaint Mihiel d'autre; ledit partage en date du quatriéme Novembre mil cinq cens quatre-vingts quatre. Leſdites copies ci cottées par H.

Pour ce qui eſt de la Motte & Bourmont & leurs dépendances, ledit Procureur du Roi n'en a autres inſtructions, ſinon que par un Extrait du Procès verbal de Monſieur de la Nauve Conſeiller au Parlement & Commiſſaire de ladite Cour pour la réunion du Barrois au domaine de la Couronne, il apert que ledit deffunt de Poireſſon Procureur du Roi ſon Pere s'étant par ordre de Monſieur Mollé lors Procureur-Général tranſporté audit la Motte, il ſoutint entr'autres choſes que leſdites Terres de la Motte & Bourmont étoient du Comté de Champagne, & qu'il avoit été ainſi jugé par Arrêt, dont & du ſurplus de ſes demandes ledit Sieur de la Nauve lui bailla acte: ledit de Poireſſon n'en ayant aucune autre lumiére & dont il ſe pourra trouver quelques titres au Greffe de la Commiſſion

de voyages, & soutenu plusieurs procès au Bailliage de Chaumont, Cour de Parlement, & privé Conseil, pour la conservation des droits du Roi, contre le Duc de Lorraine & ses Officiers, sans en avoir jamais eu aucun remboursement, don, ni récompense pour lesdits frais & dépens; ne lui étant resté pour tout cela que la satisfaction d'avoir bien & fidellement servi Sa Majesté à ses propres dépens & au grand préjudice de ses affaires particuliéres; ainsi que fait à présent ledit de Poiresson son fils, en la même qualité de Procureur du Roi & Maire de ladite Ville de Chaumont depuis douze ans en ça. Fait à Paris ce onze Fevrier mil six cens quarante-huit. De POIRESSON ou de VOIRESSON, *signé par lui-même.*

QUE LE DUCHÉ

De LORRAINE & le Marquisat de PONT-A-MOUSSON apartiennent au Roi par droit de Conquête sur son Ennemi & le Duche de BAR par Confiscation.

Extrait d'un Discours intitulé, Quel est le plus sûr moyen pour reunir à la Couronne de France les Duchez de Lorraine & de Bar.

I.

QUe la Conquête de Lorraine est viagére & momentanée, & que les Conquêtes ne sont conformes au Christianisme.

II.

Que le Duc de Lorraine n'est pas Duc de Lorraine de son chef, mais comme Mari & France, mais de l'Empire.

VI.

Que la voye de confiscation est toujours odieuse.

VII.

Que les Rois se sont réservé la puissance de remettre les confiscations, & que le Roi rendra quelque jour au Duc de Lorraine ce qui a été confisqué sur lui après qu'il lui en aura été fait instance par les Princes étrangers.

VIII.

Que pour la confiscation, la nouvelle Loi Salique sera confirmée.

IX.

Que le Duché de Lorraine est mouvant du Comté de Champagne, comme il apert des Actes de l'an mil deux cens dix-huit jusques en l'an mil deux cens septante & un.

Et que l'Acte de l'an mil deux cens dix-huit a été fait en presence de l'Empereur & n'y a aucune réserve des droits prétendus par l'Empereur sur ledit Duché.

X.

Que les Comtes de Champagne se sont fait reconnoitre pour Seigneurs de Fief pour les Terres enclavées entre le Rhin & la Meuze.

XI.

Que par le Traité de Vsucouleur avec l'Empereur Albert, il a été convenu que les limites de la France seront jusques à la riviére du Rhin.

XII.

Que les Empereurs d'Allemagne n'ont pu prescrire la Souveraineté de la Lorraine contre la France.

XIII.

Que le Duché de Bar a été usurpé sur les prédecesseurs du Roi.

 XIV. Que

droits au Roi Louis XI. & à ſes hoirs & ayans cauſe, ainſi qu'il eſt porté par ſes Lettres de don & ceſſion deſdits Duchez & du Marquiſat

noiſſance du droit pretendu par le Roi ſur la Lorraine.

PUBLICATIO PACIS

Trigeſimo Januarii currentis anni milleſimi ſexenteſimi quadrageſimi octavi ſolemniter concluſæ Monaſterii Weſtphaliæ inter Sereniſſimum & potentiſſimum Principem Dominum Philippum quartum ejus nominis Regem Hiſpaniæ &c. ab unâ & altos ac potentes Dominos Ordines Generales ab alterâ parte : cujus Ratificatio reciproca debitâ formâ decimo quinto hujus in magno dicti Monaſterii atrio apertis januis fuit permutata ; dictuſque conſequenter Tractatus ſolemni juramento confirmatus.

UNicuique per haſce notum facimus ad gloriam & honorem Dei Domini Omnipotentis proſperitatem & commodum Reipublicæ horum unitarum Belgii Provinciarum in genere bonumque Incolarum in ſpecie trigeſimo Januarii currentis anni milleſimi ſexenteſimi quadrageſimi octavi factam & concluſam eſſe Monaſterii Weſtphalorum bonam, firmam, fidelem & inviolabilem Pacem inter altiſſimè memoratum Regem Dominum Philippum IV. &c. ab unâ & altè memoratos Ordines Generales ab alterâ parte ; ſuper quâ reciproca Ratificatio debitâ formâ quinto decimo hujus menſis in magno atrio Monaſterii a prædictis apertis januis fuit extradita, præfatuſque conſequenter Tractatus ſolemni juramento firmatus ; & tam mari altiſque aquis quàm terrâ in utriusque reſpective Regnis, Ditionibus, Terris, Dominiis & pro omnibus eorum Subditis ac Incolis cujuſcumque qualitatis aut conditionis ſine exceptione locorum aut perſonarum, incipiente dictâ Pace a decimo quinto hujus menſis, a quo die omnes actus hoſtilitatis hinc inde deburrant ceſſare ubique tam in Europâ quàm alibi extra limites, antehac perſæpius altè memoratos Ordines Generales indultos

PUBLICATION DE LA PAIX

Conclue ſolemnellement à Munſter en Weſtphalie le 30. Janvier de la preſente année 1648. entre le Sereniſſime & très-Puiſſant Prince Philippe IV. du nom Roi d'Eſpagne &c. d'une part ; & les Hauts & Puiſſans Seigneurs les Etats Generaux, de l'autre part. L'échange des Ratifications a été faite dans la forme accoutumée le 15. du préſent mois dans l'hôtel de Ville de Munſter à portes ouvertes, & en conſequence les ſermens ont été reçus de part & d'autre.

A Tous & un chacun nous faiſons ſavoir par ces préſentes, qu'à la gloire & à l'honneur du Dieu tout-puiſſant, pour la proſpérité & l'avantage de la République des Provinces-Unies des Païs-Bas en général, & en particulier de leurs Sujets, on a conclu à Munſter en Weſtphalie le 30. de Janvier de la préſente année 1648. la Paix pour être ferme, ſincére & perpétuelle entre le Roi Philippe IV. &c. d'une part, & les Etats Généraux de l'autre. Au ſujet de laquelle les Ratifications reciproques ont été delivrées en bonne & due forme le quinziéme de ce mois dans l'Hôtel de Ville de Munſter, les portes étant ouvertes, & en conſequence les ſermens faits de part & d'autre : la préſente Paix commençant ledit jour quinziéme de ce mois tant ſur mer que ſur terre, dans tous les Royaumes, Etats, Terres, Domaines, & entre tous les Sujets des deux partis de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, ſans exception de lieux ni de perſonnes ; duquel jour ſusdit tous les actes d'Hoſtilitez ont dû ceſſer par tout tant dans l'Europe qu'ailleurs dans les autres Parties du monde, où les Etats-Généraux

ont

Digitized by Google

intra prædictos reſpectivè limites in formâ præfatâ inviolabiliter obſervent, ne quidquam contra fiat ſub pœna perturbatæ communis quietis, ſine ulla gratiæ, favore, vel diſſimulatione. Ita arreſtatum & concluſum in Conventu celſorum & potentium Ordinum Generalium.

Hagæ, die decimo nono Maii anno milleſimo ſexcenteſimo quadrageſimo octavo.

Erat paraph.

A. DE BOUCHORST.

Vidit inferiùs ex Mandato eorumdem

Signatum

CORNELIUS MUSCH;

In Spatio impreſſum erat Sigillum Dominorum Ordinum in cerâ rubrâ.

A la Haye le 19. de Mai 1648.

Signé avec paraphe

A. DE BOUCHORST.

Et plus-bas par Ordonnance des Etats,

Signé

CORNEILLE MUSCH.

Et l'on avoit mis le Sceau des Etats-Généraux en cire rouge.

REFUTATION

De l'Ecrit que Monſieur de

NEDERHORST

A preſenté à l'Aſſemblée de leurs

HAUTES PUISSANCES

Les

ETATS GENERAUX

Le 3. Fevrier 1648.

IL a plû à LL. HH. PP. les Etats Généraux par leurs Réſolutions du 17. Fevrier de faire mettre entre les mains des Plénipotentiaires les raiſons que Monſieur de Nederhorſt prétend avoir euës pour *ne pas ſigner le Traité entre le Roi d'Eſpagne & cet Etat*; afin que nous donnaſſions à LL. HH. PP. les ouvertures neceſſaires; le depart & l'abſence de quelques uns des Plénipotentiaires ayant été cauſe que la Réſolution de LL. HH. PP. n'a pu juſqu'à preſent être miſe à exécution, les Etats de Hollande & de Weſtfriſe par leur Reſolution du 12. Mars ont donné ordre à Meſſieurs de Matheneſſe & de Heemſtede, de donner ſur ce ſujet quelques éclairciſſemens à leurs Nobles & Grandes Puiſſances pendant leur Aſſemblée. C'eſt pourquoi ces Seigneurs ne pouvant ſe diſpenſer d'exécuter les ordres de leurs N. & G. P. ont répondu proviſionnellement ce qui ſuit, juſqu'à ce qu'ils ayent occaſion d'informer plus amplement leurs Hautes Puiſſances conjointement avec les autres Plénipotentiaires de tout ce qui s'eſt paſſé.

Il eſt premiérement queſtion de l'*indiſpoſition de Monſieur de Nederhorſt*, elle a été telle dans le mois de Janvier qu'elle dure encore actuellement, & qu'elle a preſque été continuelle pendant tout le tems de la communication faite entre les Plénipotentiaires de la Couronne de France & de celle d'Eſpagne par l'entremiſe de ceux de LL. HH. PP. de ſorte qu'il n'a pu faire

eu plusieurs Conférences de part & d'autre, a assisté & aidé à déliberer, mais lorsque tout parut disposé pour la signature il s'est absenté sans que S. E. devant ou après ait apporté les raisons supposées dans le premier Ecrit, encore moins avoit-il fait quelques ouvertures de la proposition de soumission qui est si amplement & si clairement marquée dans ce premier Ecrit, & qu'on dit avoir été faite chez Messieurs les Plénipotentiaires de France.

Il est bien vrai que dans le tems que les Ambassadeurs d'Espagne entrerent on remit à Monsieur Loenen de la part de Monsieur Nederhorst certain Ecrit Latin sans adresse, & qui ensuite a été traduit en Hollandois & rendu public par l'impression : mais Monsieur Loenen ne put pas en faire alors une plus ample communication ni en faire la lecture parceque les Ambassadeurs d'Espagne avoient été invitez & se trouvoient déja *in loco*; Monsieur de Nederhorst s'y trouvant, qui auroit pû & dû en faire l'ouverture, si cela étoit d'une si grande conséquence, de sorte que si Messieurs les Plénipotentiaires de France ont fait quelque ouverture qui auroit dû interesser la Négociation, *on ne doit imputer qu'à Monsieur de Nederhorst* la faute, que ces propositions n'ont pas été plutôt communiquées, & que cela a été cause de la conclusion du Traité avec l'Espagne séparement de la France.

Pour ce qui regarde les Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances, ils ont avec ordre & non en particulier negocié entre les deux Couronnes, & ce qui est inséré dans les trois premiers Articles du susdit Ecrit n'est pas ainsi qu'il est narré, mais absolument *d'une maniere toute différente*, savoir;

Le 8. & 10. Janvier Messieurs les Plénipotentiaires de France ayant soumis à des Arbitres les cinq premiers Articles qui souffroient difficulté ; *sur le 6. qui regarde la Lorraine, il fut proposé que cette matiere fût renvoyée à des Commissaires qui s'assembleroient trois mois après la Ratification du Traité à Chalons en Champagne*, & que si dans moins d'une année on ne pouvoit être d'accord, que trois mois après on conviendroit encore d'autres Arbitres qui auroient encore une année pour terminer le different. Messieurs les Plénipotentiaires d'Espagne déclarerent qu'ils ne pouvoient pas accepter cette proposition, parce que *tous les Alliez de France se trouveroient rétablis & compris dans le Traité, au lieu que le Duc Charles qui étoit le seul Allié de l'Espagne, ne pourroit avoir rien de reel dans ce même Traité*, que ce qui le regarde ne seroit pas fini par cette Négociation, si on en venoit à un accommodement par arbitres, qui (comme ils le supposent) étant renvoyé après le Traité, par conséquent il n'y seroit pas compris, mais qu'en effet il s'en trouveroit exclus.

Après beaucoup de conferences de part & d'autres on proposa qu'on rendroit le Duché de Lorraine, excepté le Duché de Bar & les Places des Evêchez de Thoul, Metz & Verdun que les Ducs de Lorraine ont possédées ci-devant

plénipotentiaires d'Espagne, si on n'avoit pas été prévenus & que cette condition n'étoit pas acceptable pour les raisons déja alleguées.

Les Plénipotentiaires d'Espagne allégueront de plus que le delai de 15. jours demandé ne serviroit que pour *retirer le Duc de Lorraine des intérêts de l'Espagne & l'attacher à la France*, & pour pouvoir avec du monde & de l'argent renforcer l'armée qu'elle a dans le Milanois sous les ordres *du Duc de Modene*, ainsi que pour faire avancer sa flotte du côté de Naples, & que leur opinion étoit qu'on ne viendroit pas par là à un prompt dénouement pour la Paix : mais les Plénipotentiaires de France soutinrent le contraire, & ces deux opinions differentes des Hautes Parties souffrirent beaucoup de contestations des deux côtez qui reculoient la Paix au lieu de l'avancer.

De plus Messieurs les Plénipotentiaires de France vouloient que ceux d'Espagne declarassent d'avance qu'ils étoient contents *de la restitution de la Lorraine, & la démolition ci-devant pretendûe*, mais que sur cela les Ambassadeurs Plénipotentiaires de France se consulteroient encore, déclaration qui faisoit assez sentir qu'on ne manqueroit pas de faire quelque nouvelle proposition agravante; c'est pourquoi, les Plénipotentiaires d'Espagne persisterent à soutenir que les offres de la *démolition* n'étoient pas acceptables, ayant des ordres entierement contraires, alleguant certaines Négociations faites de Paris à Bruxelles qui étoient tout autrement *avantageuses* au Duc Charles, quoi qu'on n'eût par là intention que de l'engager plus avant dans la Guerre, & que si la France dans le cas de Paix vouloit faire de telles offres elle seroit bientôt concluë. De cette maniere, il n'y eut pas moyen *d'accommoder* les Hautes Parties ni même apparence de succès.

Enfin les Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances ont proposé de s'en tenir à l'Article seul de la *restitution* de la Lorraine, & que celui de la Démolition seroit renvoyé aux deux Rois, afin que pendant le tems de la Ratification du Traité entre l'Espagne & leurs Hautes Puissances, on pût ou par accord ou par telle autre soumission proposée terminer cette affaire & ainsi finir les deux Traitez en même tems, d'autant que la conclusion de celui de l'Espagne avec LL. HH. PP. après avoir *traîné* si longtems ne pouvoit plus par des raisons très-pressantes être reculé. Les Plénipotentiaires de France n'ont point voulu se relâcher au sujet de la demolition, & se sont excusez d'en faire raport à leur Cour. Les Plénipotentiaires d'Espagne ont accepté la premiere proposition dans des termes plus étendus, déclarant néanmoins qu'ils n'avoient aucun ordre par raport à la *soumission*, que cependant ils ne croyoient pas par raport à la *demolition*, si le tout dependoit de là, que le Roi d'Espagne voulut pour cela seul continuer la Guerre.

Le 29. Janvier, qui étoit la veille de la signature, les Plénipotentiaires de France ôterent

Digitized by Google

potentiaires de LL. HH. PP. avec qui ils ont communiqué ſur cela, ont tout lieu de trouver étrange que dans le premier Article de l'Ecrit de Mr. de Nederhorſt, il ſoit fait mention *que les Plénipotentiaires de France propoſérent purement & ſimplement de laiſſer la queſtion de la Lorraine au jugement du Prince d'Orange* aſſiſté de quelques-uns des Etats, ou que ſi les Eſpagnols vouloient eux-mêmes choiſir quelques-uns des nôtres comme Médiateurs, ils feroient le même.

C'eſt une affaire du ſû desſuſdits Seigneurs, & qui *n'eſt jamais venuë à la connoiſſance des Plénipotentiaires de leurs Hautes Puiſſances ni avant ni depuis*, & ſi Mr. de Nederhorſt ſavoit qu'il y eut de pareilles ouvertures, *il auroit dû à tems les mettre au jour*; on auroit levé par là beaucoup de difficultez que S. E. a alleguées & qu'on auroit ſurmontées: ainſi Monſieur de Nederhorſt doit être ſeul *reſponſable* de tout cela.

De plus, les Plénipotentiaires de France dans la derniere ſeance ont propoſé à ceux de leurs HH. PP. qu'à l'égard du different qui concerne les 5. Articles, ſa Grandeur Monſeigneur le Prince d'Orange devroit être nommé comme premier Arbitre avec les Plénipotentiaires de Leurs Hautes Puiſſances. *On varia en effet ſur ce qui avoit été propoſé diſant que les autres points ne ſouffroient pas tant de difficultez que celui de la Lorraine*: de ſorte qu'on étoit bien éloigné de croire que les Plénipotentiaires de France euſſent voulu ſur cela choiſir ceux de Leurs Hautes Puiſſances pour Médiateurs, quand bien même ceux d'Eſpagne en auroient été contents.

La poſition & conſequence du troiſieme & quatrieme Article ne peuvent, dans l'état où elles ſont, être acceptées: car la queſtion étoit de ne pas comprendre le Duc de Lorraine dans le Traité pour une partie & l'en exclure pour le reſte; mais pour finir cette affaire tout d'un coup, & de cette maniere *faire ceſſer toutes ſortes d'aſſiſtances & d'Hoſtilitez*. C'eſt pourquoi on jugea que le terme de deux mois fixé pour la Ratification ſeroit ſuffiſant; & on ſoutint du côté de l'Eſpagne qu'autrement le Duc de Lorraine ſeroit *détaché de l'Eſpagne*, qu'il auroit par ce moyen un grand deſavantage. Enſorte que par ce qui eſt poſé dans le premier & troiſieme Article (qu'en cas que le Roi ne pût s'accommoder, le Roi d'Eſpagne ne pourroit fournir aucun ſecours au Duc de Lorraine) l'affaire, au ſentiment des Plénipotentiaires d'Eſpagne, ne ſeroit pas reſtée dans ſon entier, &

horſt pluſieurs fois, même par des Députez, de vouloir bien faire comme ſes autres Collegues, *ſans travailler ainſi en ſon particulier, comme ſon Excellence avoit toujours fait depuis le commencement de la Négociation juſqu'alors, entretenant des correſpondances particulieres ſans la participation des autres Plénipotentiaires*, comme il paroit que ſon Excellence a fait juſqu'à la fin, & ſurquoi Monſieur de Nederhorſt a declaré qu'il vouloit perſeverer & avoir toujours la liberté juſques à la fin.

Et quand on a parlé d'executer les Réſolutions de Leurs Hautes Puiſſances en ce qui regarde les Traitez de la France & la derniere concluſion avec l'Eſpagne, leſquelles avoient impoſé des Loix aux Plénipotentiaires, ſon Excellence a déclaré qu'elle vouloit s'en tenir à la Reſolution des Etats d'Utrecht.

Son Excellence dans les trois derniers Articles de ſon ſuſdit Ecrit a dit auſſi qu'il devoit faire ſeul ſon raport à ſes Principaux, & interpretant à ſon gré le penultieme Article qui regarde l'Alliance entre la France & cet Etat, & enfin ſe reſervant à ſigner lorſque l'on fera l'échange des Ratifications, comme ſi ce Seigneur ſeul étoit le maitre de diſpoſer de toute cette affaire, contre le contenu des Reſolutions & des Inſtructions données à tous les Plénipotentiaires de Leurs HH. PP. en commun.

Ils ſe trouvent extremement choquez à pluſieurs égards par la conduite & les Négociations particulieres de Monſieur de Nederhorſt, & tout nouvellement par la publication du ſuſdit Ecrit où ils ſont traduits fort mal à propos: c'eſt pourquoi ils ſe croyent obligés d'en faire raport ici, & d'y faire réponſe, & outre cela demander aux Etats-Généraux de toutes les Provinces qu'elles ordonnent de la ſatisfaction que doit leur faire Monſieur de Nederhorſt, avant de communiquer ſur rien avec lui, pour achever ce qui manque aux Négociations de Munſter, afin de pouvoir agir avec plus de ſureté pour le ſervice de l'Etat.

Fait par les ſouſſignez & delivré par ordre de leurs Nobles & Grandes Puiſſances les Etats de Hollande & Weſtfriſe le 13. *Mars* 1648.

Signé

Jean de Matheneſſe.

Adr. Paw.

NEDERHORST

Contre la Refutation de Meſſieurs de

MATHENESSE

Et

HEEMSTEDE

Avec un Certificat des Plenipotentiaires de France delivré en même tems.

REMONTRANCE

Contre un Ecrit intitulé Réponſe & refutation des raiſons alleguées par Monſieur de Nederhorſt dans l'Aſſemblée de leurs *Hautes Puiſſances les Etats Généraux le* 3. *Fevrier* 1648 *par Meſſieurs de* Matheneſſe *&* Heemſtede, *delivrée premierement à l'Aſſemblée de leurs Grandes Puiſſances les Etats de Hollande & enſuite à l'Aſſemblée des Etats Généraux le* 13. *Mars* 1648.

NOBLES ET PUISSANS SEIGNEURS.

J'Aurois ſouhaité & eſperé qu'on ne m'eût pas donné lieu d'interrompre de mes Remontrance vos Nobles Puiſſances, dans le tems qu'elles ſont occupées d'une affaire qui intereſſe le repos de notre Patrie & de la Chrétienté; j'avois reſolu de me contenter de ce que j'avois dit à Munſter pour ma décharge & ſans offenſer perſonne, tant au ſujet des Négociations de la Paix que pour les interpoſitions qui ont été faites entre les deux Couronnes; je juge, ſi j'allois plus loin (ayant ſur ce ſujet encore aſſez de matiere) qu'il pourroit en arriver quelques troubles, c'eſt pour cela même que je me ſuis tenu en repos juſqu'à préſent.

Mais ayant remarqué qu'il a plu à Meſſieurs de Matheneſſe & de Heemſtede de preſenter dans les Etats d'Hollande, certain Ecrit intitulé *Refutation des raiſons alleguées par Monſieur de Nederhorſt, dans l'Aſſemblée des Etats Généraux le* 3. *Fevrier* 1648. je trouve avec ſurpriſe que c'eſt plutôt une accuſation formelle contre moi, & une Critique de toutes mes actions qu'une Refutation de mes raiſons mises au fait des choſes par ma juſtification, le tout pour le ſervice même du Païs, je me trouve obligé par ma propre reputation, & par mon ſerment d'informer vos NN. PP. de l'état des choſes autant que mes indiſpoſitions me le permettront, en juſtifiant toutes mes actions contre les accuſations de cet Ecrit, d'autant plus encore qu'il a été porté à l'Aſſemblée des Etats Généraux, & que les Députez des Provinces reſpectives en ont pris des copies. Mon intention néanmoins eſt de me tenir dans les bornes d'une défenſe négative de la verité, & de la ſolidité des raiſons pour leſquelles j'ai jugé à propos de differer juſqu'à de nouveaux ordres de leurs Hautes Puiſſances, à ſigner avec mes Collegues le 30. Janvier 1648. le Traité conclu avec l'Eſpagne; déclarant & proteſtant expreſſement que je ne veux me ſervir de cette legitime défenſe que contre le ſuſdit Ecrit ſigné de Meſſieurs Matheneſſe, & de Heemſtede, dans lequel ils m'entreprennent ſi injuſtement contre mon honneur, & les ſervices que j'ai rendus. Je ne puis pas remarquer que mes autres Collegues ayent eu la moindre part dans la fabrique de cette piéce, c'eſt ce qui fait que j'ai meilleure opinion d'eux; & que je ſuis perſuadé qu'ils n'ont point abſolument voulu ſe mêler de cet Ecrit rempli d'invectives.

Pour venir donc à la refutation de cet Ecrit, je ſuplie vos Nobles Puiſſances de croire ſur mon honneur, & mon ſerment devant Dieu & vos NN. PP. que je dis la vérité quand j'aſſure que je me ſuis en conſcience trouvé obligé d'excuſer ma ſignature ſéparée, de la maniere que je l'ai fait dans mes raiſons; m'étant referé aux Ordres & Inſtructions qui ſous notre ſerment m'ont été données ainſi qu'à mes Collegues par LL. HH. PP. d'un commun conſentement; nous ayant expreſſement chargez & recommandé de prendre garde dans cette Négociation aux Traitez, & engagemens qui ſont entre nous & la Couronne de France, nous enjoignant préciſement de nous regler ſur ces Inſtructions, leſquelles ayant été dreſſées d'un commun accord, je n'ai pu croire qu'elles ſeroient maintenant unanimement revoquées ou alterées; & conſiderant la derniere Reſolution de leurs HH PP. du 4. Juillet 1647. qui porte qu'au cas que la France, differât à conclure ſon Traité de Paix, ou qu'elle tergiverſât, on concluroit avec l'Eſpagne de la part de cet Etat, je n'ai pu concevoir que la France offrant la ſoumiſſion dont j'ai fait mention dans mes raiſons alleguées, on pût dire qu'elle differoit la conclution de ſon Traité ou qu'elle tergiverſoit.

Quoique Meſſieurs mes Collegues fuſſent l'un après l'autre de ſentimens contraires ſur ce ſujet, j'ai cependant été toujours perſuadé qu'il étoit plus ſûr pour nous, d'attendre là-deſſus l'intention de LL. HH. PP. afin d'éviter parlà les préjudices qui auroient pû arriver dans la ſuite à l'Etat par des opinions ſi differentes les unes des autres.

De-

Digitized by Google

Hautes Puiſſances ont eux-mêmes demandé qu'on voulût bien leur remettre en main les raiſons ſusdites, (qu'ils avoient eu dès Munſter) afin de couvrir leurs accuſations contre moi de l'autorité de leurs Hautes Puiſſances.

Et à l'égard de la maniere dont on parle dans ces Ecrits des viſites que j'ai faites & que je n'ai pas faites & que j'ai reçues pendant le tems de mon indiſpoſition, vos Nobles Puiſſances auront la bonté de ſavoir, que ma maladie ne me permettoit pas de faire les viſites ſolemnelles avec mes Collegues, & que j'en recevois quelquefois ſeul, ce qui a engagé l'un & l'autre des Plénipotentiaires de France à me faire l'honneur de me venir voir trois ou quatre fois à mon lit & de me parler, mais dans ce tems-là ou environ les mêmes Ambaſſadeurs faiſoient auſſi des viſites particulieres à quelques autres de mes Collegues, deſorte que je n'ai pu me diſpenſer de rendre quelques contre-viſites, & je devois pour cela prendre le tems que mon indiſpoſition me laiſſoit quelque relache.

Ce ſeroit dans ces viſites au ſentiment de Meſſieurs de Matheneſſe & Heemſtede que j'aurois péché, c'eſt ce que je ne puis comprendre, & ſelon leur propre opinion les viſites particulieres que LL. EE. ont rendues ſeroient bien plus blâmables, les ayant reçues & rendues en bonne ſanté : c'eſt pourquoi je laiſſe juger à vos Nobles Puiſſances avec quel eſprit mes Collegues me blâment dans une choſe qu'ils ont pratiquée eux-mêmes, & qu'ils ont jugé à propos de faire, & ſi je n'ai pas eu raiſon d'en agir ainſi avec Meſſieurs les Plénipotentiaires de la Couronne de France qui ſont amis & Alliez de cet Etat ſuivant l'Article 114. de notre Inſtruction jurée par lequel nous ſommes obligez de leur donner connoiſſance, & tenir avec eux une étroite correſpondance, ſans aucun ordre qui regarde les Ambaſſadeurs d'Eſpagne qui ſont nos ennemis, auxquels on a fait des viſites particulieres & demandé correſpondance, ce que je n'impute pourtant pas à Monſieur de Matheneſſe.

Je déſavouë encore que dans les viſites particulieres que j'ai reçues des Ambaſſadeurs de France ou que je leur ai rendues, il ſe ſoit fait aucun raport, mais ſimplement, des complimens & des diſcours familiers ; c'eſt ce dont j'ai pour temoins pluſieurs de mes Collegues, qui pendant mon indiſpoſition m'ont demandé deux ou trois fois dans le tems de la Négociation entre les deux Couronnes de viſiter les

devoirs que j'ai rendus au préjudice de ma ſanté & à l'augmentation de ma foibleſſe, quoique ces devoirs ne tendiſſent qu'au ſervice de ma patrie, à la conſervation de l'Alliance avec la France, & autant qu'il étoit en moi pour le bien commun de toute la Chrétienté. Monſieur de Ripperda a auſſi travaillé là dedans avec tout l'empreſſement poſſible, & je crois qu'il n'auroit pas ſigné ſi S. E. n'eût apprehendé que la Négociation eût été rompuë, ce que quelques autres Seigneurs euſſent également fait.

Je ſupoſe qu'il y avoit d'autant plus d'honneur pour notre Etat à faire la Paix en commun, ce qui dependoit aſſez de nous, que la Paix générale devoit infailliblement s'enſuivre, & par conſequent, ſelon mon jugement, de grands avantages, le ſalut de l'Etat & le bien commun, ce qui eſt reſté imparfait par raport ſeulement à la demolition des Places fortes qui ſont dans la Lorraine que l'Eſpagne demandoit pour un Prince Ennemi de notre Etat, enſorte qu'il eſt triſte que cela ſoit cauſe du mécontentement de notre bon & ancien Allié & de la ruine de beaucoup de gens & de Païs.

Il eſt vrai que le jour de la ſignature & à l'arrivée des Plénipotentiaires d'Eſpagne, ſans avoir égard à mon indiſpoſition je me trouvai dans la Chambre d'audience où j'aſſiſtai à pluſieurs communications de part & d'autre, mais que ni avant ni dans ce tems-là je n'aye point encore fait d'amples ouvertures, (comme il eſt dit dans l'Ecrit mentionné) & de la propoſition plauſible d'une ſoumiſſion de la part des Plénipotentiaires de France, c'eſt ce qui n'eſt pas tel en effet ni en vérité.

Dès l'après midi & quelque tems avant l'arrivée des Plénipotentiaires d'Eſpagne, non ſeulement j'ai communiqué mes raiſons par écrit à Monſieur de Meynderſwyck, comme étant celui qui tenoit le premier rang dans notre Commiſſion, & en preſence de quelques-uns de mes Collegues qui revenoient de chez les Ambaſſadeurs de France, à leur deſcente de Caroſſe & dans l'antichambre, avant que les Plénipotentiaires d'Eſpagne ſe trouvaſſent *in Loco* (quoiqu'on ſuppoſe le contraire) & j'ai demandé ſerieuſement qu'on voulût bien examiner cet Ecrit avec mes autres Collegues, & je ſuis informé de bonne part que la communication en a été faite avant la ſignature. J'avois pris cette précaution parce que je craignois que mon indiſpoſition ne me permît pas

les Ambaſſadeurs de France remettoient tout à l'Arbitrage, nous devions également y porter les Ambaſſadeurs d'Eſpagne, ou avant de ſigner en informer leurs Hautes Puiſſances.

Monſieur Knuyt opina alors & ſecondé d'un autre Collegue il dit qu'il eſperoit que la France conſentiroit à la reſtitution de l'ancienne Lorraine, & particulierement qu'elle ſoumettroit à l'Arbitrage le point de la démolition; qu'ainſi on devroit tâcher de diſpoſer les Ambaſſadeurs d'Eſpagne à ladite ſoumiſſion, ou du moins leur en faire raport; ce qui fut trouvé bon à la pluralité des voix. Cela fut dans l'inſtant communiqué aux Ambaſſadeurs d'Eſpagne qui le refuſerent, & déclarerent n'avoir aucun ordre ſur ce ſujet & qu'au contraire ceux qu'ils avoient étoient prohibitifs; que cependant ils vouloient bien écrire favorablement ſur ce ſujet, & faire tout leur poſſible pour cela à Bruxelles. Il eſt étonnant que le point de la Lorraine (ſelon que j'ai été informé par pluſieurs perſonnes dignes de foi) ait été repreſenté tel à l'Aſſemblée de leurs Grandes Puiſſances les Etats de Hollande, par Monſieur de Heemſtede, comme s'il ne pouvoit être la cauſe du retardement de la Paix, & que cependant à preſent l'Eſpagne le regarde comme quelque choſe de ſi difficile & ſi néceſſaire que ſans lui, elle pretende que la Paix ne ſe peut pas conclure avec la France & qu'il eſt *tanquam cauſa ſine qua non.*

Pluſieurs autres Seigneurs ont mis comme moi dans leurs avis, qu'il tenoit à preſent à la démolition, & que pour cela on ne devoit point abandonner nos Alliez: je dis là-deſſus, que puiſque les Ambaſſadeurs d'Eſpagne trouvoient que ce ſeroit pour eux un grand deshonneur que d'abandonner le Duc de Lorraine, qui, à ce qu'ils diſent, les a fidellement aſſiſtés pendant trois ou quatre ans ſeulement, nous pouvions dire que ce ſeroit une tache pour notre Etat d'abandonner la Couronne de France, qui eſt étroitement alliée avec nous & nous a aſſiſté près de 70. années; ceci a été expoſé à leurs Excellences, cependant ſans effet.

On voit par-là que ce n'eſt que par une ignorance affectée qu'ils prétendent n'avoir point eu connoiſſance de mes raiſons, & l'on voit en même tems ſur quoi étoit fondé mon refus de ſigner; & je ne crois pas qu'il y ait une perſonne de bon ſens, & de conſcience qui me connoiſſe un peu qui puiſſe me ſoupçonner d'avoir perſiſté dans mon refus par pure opiniâtreté, & ſans raiſon dans une affaire de cette importance.

Je ne crois pas non plus que les Seigneurs mes Collegues puiſſent perſuader à de telles perſonnes qu'avant reçû quelque tems avant l'arrivée des Plénipotentiaires d'Eſpagne, mes raiſons par écrit en peu de lignes, avec la priere que je leur faiſois de les vouloir lire & les prendre en conſidération s'il étoit poſſible, ils ne l'auroient pas fait, ne fut-ce que par curioſité.

On le trouvera à la fin de cette Piéce, pag. 472.

L'on ne trouveroit pas étrange que ces Seigneurs vouluſſent nier par politique le contenu de mon Ecrit, parce qu'autrement quelqu'un pourroit croire que puiſque les Ambaſſadeurs de France avoient offert de tout mettre en Arbitrage, leurs Excellences ne pouvoient ſigner à part ſans contrevenir à leurs Inſtructions, & à la Reſolution du 4. Juillet 1647. puis que la Couronne de France, ſoumettant à un Arbitrage tous les points qui étoient en different, on ne peut pas dire qu'elle differoit le Traité de Paix ni qu'elle tergiverſoit, enorte que nous trouvant de ſentimens differens, le plus ſûr pour nous étoit avant de paſſer plus avant d'aprendre là-deſſus les intentions de leurs Hautes Puiſſances, afin de ne pas courir les riſques de faire rien qui leur fût contraire & qui pût préjudicier aux interêts de l'Etat.

Après cette déliberation, je me fus abſenté de l'Aſſemblée à cauſe de mes indiſpoſitions qui me forcérent à me retirer, outre que ne pouvant faire agréer mon ſentiment, quoique bien fondé, je trouvois qu'en conſcience je ne pouvois me conformer avec quelques-uns de mes Collegues qui vouloient paſſer à la ſignature. Mon deſſein avant de me retirer étoit de déclarer aux Plénipotentiaires d'Eſpagne, que mon refus de ſigner ne venoit d'aucune mauvaiſe intention ni par aucune averſion pour la Paix, mais ſeulement pour obtenir provitionellement un petit délai, ce que je leur aurois prouvé par des raiſons qui auroient été les mêmes qui ſe trouvoient dans mon Ecrit: c'eſt pourquoi je les avois auſſi miſes en Latin. Mais alors Monſieur de Matheneſſe m'en diſſuada en diſant que le Comte de Peñaranda s'en choqueroit & que je ferois mieux, ſi je n'avois pas envie de ſigner, de ſortir doucement de la Chambre. Prevoyant, ſupoſé que ce Miniſtre ſe trouvât choqué, qu'il arriveroit des conteſtations que ma foibleſſe n'auroit pu ſoutenir, je laiſſai cela, & me retirai.

Je n'ai pas donné cet Ecrit plutôt parce que les Ambaſſadeurs d'Eſpagne, ayant été invitez pour quatre-heures après midi ſans ma communication je n'en avois pu avoir connoiſſance qu'à midi. C'eſt ainſi auſſi que le premier Sceau a été mis chez le Comte de Peñaranda avec la promeſſe de ſigner dans 15. jours ſans que j'en aye eu aucune connoiſſance & ſans que l'on ait eu aucunes déliberations.

Il eſt bien vrai que quelques jours avant l'appoſition du Sceau & la promeſſe de ſigner l'Ambaſſadeur de Brun fut prié par nous tous, en preſence de Monſieur Knuyt, d'accorder un delai de 15. jours, & qu'on aſſura cette fois à ſon Excellence, (moi abſent) qu'on donneroit un acte pour s'obliger de ſigner alors ſans plus de retardement, cependant cela ne fut pas accepté par ſon Excellence, qui inſiſta qu'il falloit ſigner d'abord ſuivant la promeſſe qu'il prétendoit lui en avoir été faite.

Ainſi

toutes, ſur quoi il faut remarquer que ces Meſſieurs n'en parlent qu'à leur propre avantage en faiſant voir eux mêmes qu'ils ont bien agi dans leur Négociation, dans le tems qu'ils me veulent imputer tout ce qui a été mal fait, dont cependant ils ne pourront jamais donner aucune preuve, & quoique leurs Excellences avancent malicieuſement que les affaires de cette Négociation, ne ſont jamais parvenues à la connoiſſance des Plénipotentiaires, en général, de leurs Hautes Puiſſances, ſelon ce qui eſt poſé dans les trois premiers Articles de mon Ecrit, cependant dans la Deduction ſuivante, ils ne nient pas directement ce que j'en ai dit, mais en augmentant, en faiſant ou en changeant les circonſtances ils donnent un autre tour aux choſes enſorte que les moins clairvoyans ſeduits par tout ce qu'il y a d'odieux dans ce qui eſt avancé pourroient croire que mes allegations ne ſont pas ſelon la verité, tandis que les Ecrits de leurs Excellences par pluſieurs expreſſions fauſſes & ambigues cherchent à tenir toujours une échapatoire ouverte pour eux, enſorte qu'en me livrant ils reſtent eux-mêmes innocents.

Vos NN. PP. en ont un échantillon dans les termes qui ſont mis dans le commencement dudit récit hiſtorique, prétendant que les affaires inferez dans mon Diſcours ne ſont pas connues (NB) aux Plénipotentiaires en général, & (remarquez encore) de la maniere qu'ils ſont inferez dans les trois premiers Articles de mon Diſcours, comme ſi toutes les ouvertures & les offres de la France avoient été faites dans l'Aſſemblée des Plénipotentiaires de cet Etat, & préciſement dans les mêmes termes & tels que j'aurois donc dû les mettre (quoique ce ne ſoit pas un Protocole, mais ſeulement un abregé des points les plus conſiderables des offres de la France) dans mesdits argumens, cependant leurs Excellences ſavent très-bien que les Plénipotentiaires de cet Etat n'ont pas toujours travaillé enſemble, mais ont choiſi quelques-uns d'entr'eux qu'ils ont commis pour cela, & que leſdites affaires & ouvertures n'ont pas été faites en même tems, mais ſucceſſivement, tellement que ce qui n'eſt pas venu à la connoiſſance des Plénipotentiaires en Corps a été communiqué à ceux qui étoient commis, deſquels Monſieur de Heemſtede étoit le premier, & ſur ce pié-là ſi ſon Excellence n'a fait aucun raport ni ouverture à ſon Collegue des propoſitions de la France, qui pouvoient

devoient pas alleguer les rations des deux Parties qui doivent s'accorder, ſans omettre celles de l'une des deux.

Cette conduite me paroît d'autant moins convenable que les rations & les motifs qu'on allegue de la part de la France, me paroiſſent dignes d'attention, puis que les François toutenment que la reſtitution de la Lorraine ſans la demolition des Forts, ſeroit pour eux comme un coup de mort, puiſque le Duc Charles ayant recouvré la Lorraine avec ſes Forts par le moyen de l'Eſpagne, il reſteroit toujours obligé à la même Couronne, & ayant beſoin pour garder ſeulement Nanci de 6000. hommes que ledit Duc ne pourroit pas entretenir, il devroit donc néceſſairement les recevoir de l'Eſpagne, qui alors, (comme les François ſe le perſuadent) ne voulant plus obſerver la Paix, la France par la ſe trouveroit dans un très-grand danger, la Lorraine ayant d'un côté la Champagne, l'Alſace de l'autre & par derriere le Comté de Bourgogne, qui couvre la Lorraine, c'eſt pour cela qu'ils pretendent avoir raiſon en reſtituant la Lorraine d'en faire razer les Forteresſes, & remplir certaines Places des Garniſons de leur Etat, pour prévenir toutes entrepriſes, comme font LL. HH. PP. pour aſſurer leurs Etats dans les Villes du Rhyn & de la Meuſe. Que deplus leurs Hautes Puiſſances ont promis par le Traité de l'année 1634. d'obliger l'Eſpagne à ne pouvoir aſſiſter le Duc de Lorraine, & par celui qui a été fait dans l'année 1644 on s'y eſt engagé reſpectivement de ne point rendre de Conquêtes, ſpecialement que le Duc de Lorraine l'an 1641. avoit laiſſé à la Couronne de France la liberté de démolir les Fortifications. Et ils nous ont remis le Traité fait ſur ce ſujet, ajoûtant beaucoup d'autres raiſons que je laiſſe en arriere.

Il eſt bien vrai que depuis les Plénipotentiaires de France ont fait concevoir l'eſperance de la reſtitution de la vieille Lorraine, mais toujours aux conditions ci-deſſus, que les Forts ſeroient démolis, propoſition à laquelle les Plénipotentiaires d'Eſpagne, n'ont jamais voulu conſentir, comme l'a déclaré Monſieur de Brun, diſant que quand même les Ambaſſadeurs de France auroient un ordre preciſ pour la reſtitution de la vieille Lorraine, avec la démolition des Forts, ils ne pourroient l'accepter, diſant qu'ils avoient des ordres tout contraires.

Je n'ai pas de connoiſſance, que les Plénipotentiaires de France, (comme il eſt mis dans

jamais apris s'ils y avoient joint d'autres conditions, ni pû les prevoir ou me les imaginer (comme parlent leurs Excellences dans le susdit Ecrit) puisqu'ils n'en ont fait aucune ouverture.

Il est vrai que le point de la démolition a été proposé, & qu'on est demeuré d'accord de s'en referer aux deux Rois; mais il est étrange que leurs Excellences ne disent pas que le Roi de France y a consenti, à condition que si les Rois ne se pouvoient pas accorder, l'Espagne dans cette occasion ne pourroit assister le Duc Charles: cela est connu à mes Collegues, & on le peut voir par les Certificats que je joins ici.

On voit aussi par ces Certificats que le premier Article de mon Discours est vrai, ainsi que toutes les propositions comprises dans mon Ecrit, lesquelles ont été faites dans differentes Conferences que les Ambassadeurs de France ont eues avec les Plénipotentiaires de cet Etat: de sorte que cela est plutôt venu à leur connoissance qu'à la mienne, qui n'en ai rien sû que par rapport. Il est donc notoire que leurs Excellences elles-mêmes sont responsables des difficultez qu'elles avouent que l'on auroit pu éviter, elles sont donc mal de mettre sur mon compte, ce dont elles doivent seules être chargées.

Il est étrange que leurs Excellences se donnent tant de peines pour prouver par ce qui s'est passé dans la penultiéme seance avec les Plénipotentiaires de France, (sans dire si cela est arrivé avant ou après la signature) que les Plénipotentiaires de France n'auroient pas voulu choisir comme seuls Médiateurs les Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances: mais il paroît par la lecture de mon Discours que je n'ai pas avancé cela, mais seulement qu'ils seroient contents, en cas que les Plénipotentiaires d'Espagne vouluſſent choisir quelqu'un d'entre nous pour Arbitres & qu'ils seroient de même, les Plénipotentiaires de France n'ayant pas en vue tout le Corps des Plénipotentiaires de leurs Hautes Puissances, mais quelques uns seulement, qui seroient choisis par les deuxdites hautes Parties. C'est pourquoi il ne me paroît pas croyable non plus qu'à leurs Excellences, que les Plénipotentiaires en fussent jamais venus à une soumission envers tout le Corps des Plénipotentiaires, parce qu'il y en avoit quelques uns qu'ils soupçonnoient trop de partialité: ainsi leurs Excellences dans leur Refutation vont contre leur propre sentiment, & s'il leur manque de matiere ils ne doivent pas m'attaquer avec des consequences fabriquées.

Il n'est pas encore moins surprenant de voir ce que les susdits Messieurs raportent contre les propositions & consequences, comme disent leurs Excellences, contenues dans le troisiéme & quatriéme Article de mon Discours, puisque LL. EE. avouent d'avance que ces mêmes propositions telles qu'elles étoient, ne pouvoient pas être acceptées, cependant dans la Deduction, on ne raporte pas la moindre

pas s'accommoder ensemble sur ce point, on ne laisseroit pas l'occasion au Roi d'Espagne en assistant le Duc de Lorraine (au cas qu'il ne fût pas content des offres de la France) de continuer indirectement la Guerre ou la recommencer, autrement ce seroit mettre l'Espagne dans un état de Paix certain, & la France dans un etat incertain de Paix ou de Guerre. Que toute personne impartiale juge si c'étoit là une Paix à moitié faite, une Paix raisonnable, une Paix en un mot que la France pût accepter. Supoſons que dans une affaire si bien fondée j'eusse mal jugé en donnant mon avis en faveur de notre ancien Allié, ce ne seroit cependant qu'un sentiment particulier qui ne pourroit porter préjudice à aucune des Parties.

Mais que leurs Excellences se fussent dépouillez de tous préjugez comme ils l'assurent dans leur Ecrit, je ne crois pas que cela soit dit par d'autres que par elles, si on considere seulement que parlà elles ont donné un jugement préjudiciable & même irréparable; puisque par leur signature elles condamnent la France en lui imputant un delai ou tergiversation, & des demandes deraisonnables, ce qui n'a cependant pas été resolu avant la signature dans l'Assemblée de mes Collegues, comme on l'a fait connoître à plusieurs Seigneurs dans l'Assemblée même de leurs Hautes Puissances.

Leurs Excellences s'étendent beaucoup sur les mouvemens qu'on s'est donné entre les deux Couronnes au sujet des demandes & des Propositions faites aux Ambassadeurs de France, mais non pas aux Ambassadeurs d'Espagne, comme s'ils avoient contribué de leur côte, à tout ce qu'on leur avoit demandé de raisonnable. Il est bien vrai que toutes les Remontrances qu'on a faites aux François étoient vives & comminatoires, puis qu'on leur a déclaré entr'autres, qu'en cas qu'ils ne pussent pas s'accorder, on seroit obligé de conclure separement avec l'Espagne: mais j'aurois souhaitté qu'on eût tâché avec plus d'instances de porter l'Espagne à un accommodement, notre resistance dans cette occasion auroit pû être efficace, sur tout si on avoit fait entendre à ses Plénipotentiaires que s'ils ne vouloient pas se contenter de la démolition, ils ne devoient pas esperer de conclure avec nous, sans que premiérement le raport en eût été fait à leurs Hautes Puissances.

Comme aussi je n'ai jamais su que Messieurs les Médiateurs auroient jugé dans le tems de la signature, qu'il n'y avoit point d'apparence à un accommodement entre les deux Couronnes, ou si Messieurs les Médiateurs ont porté un pareil jugement, ce n'auroit pû être qu'en vertu du refus des propositions, qui auroit été fait de la part de la France.

Quant à ce que l'on pretend que pendant le tems des Négociations j'aurois entretenu des correspondances secrétes & particulieres au mécontentement des autres Ambassadeurs, comme on a eu la hardiesse de le mettre dans

le

tuaire, ils ne pouvoient reſoudre mes difficultez: ainſi je leur répondis que tant que je ne ſerois pas informé ſur ce different des intentions de leurs Hautes Puiſſances, je ne pouvois pas mettre là-deſſus ma conſcience en repos.

Quant à ce que j'ai dit & déclaré que je m'en tenois à la Reſolution & Déclaration de Meſſieurs les Etats du Pais d'Utrecht, c'eſt une pure moquerie. On a pris plaiſir à changer mes paroles, puiſqu'en effet je n'ai pas dit autre choſe, que je fondois les excuſes de mon refus de ſigner à part ſur notre Inſtruction, joignant à cela que l'opinion de ma Province d'Utrecht y étoit conforme comme je l'explique d'abord dans mes Diſcours.

Je ne me ſuis pas auſſi chargé dans mon Diſcours de faire ſeul mon rapport à mes Supérieurs, qu'au cas que mes Remontrances ne produiſiſſent aucun effet ſur mes Collegues ou que leurs Excellences ne me donnaſſent là-deſſus aucune ſatisfaction raiſonnable: de ſorte qu'alors je me trouverois obligé en conſcience de donner avis de tout comme il eſt permis à chacun de nous de le faire, pour ſavoir quel étoit le plus ſûr & le meilleur, puiſque nos opinions étoient ſi différentes, ſur les tergiverſations de la France, & ſur l'interprétation de l'Alliance avec cette Couronne ſelon nos Inſtructions, & le ſens des Reſolutions ſucceſſives de leurs Hautes Puiſſances, devant leſquelles notre différent devoit être porté, afin de ſavoir leurs diſpoſitions ſur ce ſujet & nous y conformer tous enſemble: tant il eſt faux que dans toute cette Négociation j'aye rien interprété ou que j'aye fait la moindre choſe à part.

Venons à preſent à la concluſion du ſuſdit Ecrit, il me paroît que leurs Excellences ne ſont pas encore contentes de m'avoir beaucoup offenſé & chargé, elles le font encore davantage à la fin, puiſqu'elles oſent poſer qu'elles ſe ſont trouvées encore plus choquées la deuxiéme fois par ma conduite & mes Négociations particulieres, & qu'elles ſe trouvoient encore plus lezées par la Traduction & la publication de mon Diſcours; enſorte que je dois leur en donner ſatisfaction, & concluent comme ſi elles n'auroient pû ſans cette même ſatisfaction faire tranquillement leurs fonctions pour le ſervice de la Patrie.

Sur cela je prie vos Nobles Puiſſances de croire abſolument que toutes ces propoſitions ne ſont pas véritables, & afin de répondre à chacune je prie vos NN. PP. de conſiderer que conſcience été jamais l'auteur ni directement ni indirectement: cependant leurs Excellences oſent dans les Aſſemblées publiques tenir de mauvais diſcours ſur des choſes qu'elles ne ſauroient prouver, c'eſt pourquoi j'aurois bien plus de raiſon de leur demander en qualité de leur Collegue quelle ſatisfaction elles ont à me faire, puiſqu'elles ont publié contre moi des Ecrits diffamatoires.

Car il ſeroit ridicule que je fuſſe le premier à donner quelque ſatisfaction à mes Collegues n'en ayant offenſé aucun, m'étant toujours ſoumis dans mes excuſes & ſoumiſſions au jugement de leurs HH. PP.

Enfin vos Nobles Puiſſances auront une fois pour toutes la bonté de remarquer avec quel fondement leſdits Seigneurs de Matheneſſe & de Heemſtede peuvent prendre le prétexte, que mes excuſes ont été cauſe qu'ils n'ont pas pu en ſureté faire leur devoir pour le ſervice de la Patrie, comme ſi j'avois forcé leur conſcience, & que leurs Excellences ne trouvoient plus de ſureté, il auroit falu pour cela que j'euſſe agi contre ma propre conſcience, mais ne pourroit-on pas dire que leurs Excellences n'ont en vue par leur Ecrit que de m'intimider & d'autres avec moi, afin que nous n'oſaſſions pas dire librement nos ſentimens & nos avis, & que nous fuſſions obligés de leur donner gain de cauſe en tout, & qu'ainſi LL. HH. PP. ne ſoient pas exactement informées de tout, de ſorte que je ne doute pas qu'elles ne donnent les ordres néceſſaires à ce que je ne ſois plus attaqué par de pareils Ecrits, afin que je puiſſe avec ſureté m'employer pour le ſervice de la Patrie.

Quoique je puſſe déclarer à vos Nobles Puiſſances que tout le mal que l'on m'a fait & celui qui me pourroit encore arriver, ne me fera jamais écarter de la fidélité & de la droiture que j'ai toujours eu dans ces Négociations, & avec leſquelles je ſuis prêt de continuer tant que Dieu m'en donnera les talens & le pouvoir néceſſaire.

Si je pouvois comprendre en quelque maniere que ma bonne intention, (qui conſiſte à faire la Paix avec nos ennemis & conſerver l'amitié avec nos Alliez, ce qui ſelon mon jugement eſt le but de notre Inſtruction) fût dans cette Négociation préjudiciable aux Etats de ce Païs, je déclare à vos Nobles Puiſſances avec toute la droiture & la ſincerité poſſibles que pour l'amour de ma Patrie, je conſentirois volon-

bles Puiſſances les Etats du Païs d'Utrecht.

Du 24. Mars 1628.

ON a trouvé bon par cette déliberation & on a reſolu par celle-ci de faire lire à leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux le diſcours de Monſieur Nederhorſt &c. de la part & au nom de leurs Nobles Puiſſances, par Meſſieurs les Députez de cette Province à l'Aſſemblée desdits Etats Généraux.

Suit le Certificat dont j'ai fait mention dans le Corps de mon diſcours.

Les Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires de France, après que ceux d'Eſpagne eurent rejetté l'Arbitrage pour l'Article en diſpute au ſujet de la Lorraine, propoſé ſous condition par les François, ils ont propoſé la queſtion purement & ſimplement & l'ont remiſe à la deciſion de ſon Alteſſe le Prince d'Orange conjointement avec quelques-uns des Etats, mais quand ils ont appris que les Ambaſſadeurs d'Eſpagne le refuſoient auſſi, ils ont dit qu'ils ſeroient contents, pourvû que les Eſpagnols vouluſſent choiſir quelques-uns d'entre nous comme Médiateurs, que ce ſeroit pour eux la même choſe, cela étant encore refuſé par les Ambaſſadeurs d'Eſpagne qui demandoient des offres effectifs. ceux de France ont déclaré par inclination pour la Paix leurs intentions de cette maniere, que nous pouvions être aſſurez que l'ancienne Lorraine ſeroit reſtituée, en cas que les Eſpagnols vouluſſent permettre qu'on en démolit les Forts, mais les Eſpagnols n'étant pas encore contents de ces offres, ils les refuſerent également, diſant qu'ils n'avoient aucun ordre pour cela, c'eſt pourquoi quelqu'un de nous propoſa, ſur ce que les Ambaſſadeurs des deux Couronnes alleguoient, qu'ils n'avoient pas d'ordre touchant les démolitions, qu'on déferât ce point aux deux Rois, & qu'on attendît ſur cela la réponſe en même tems que la Ratification: ce que je ſuis aſſuré que les Ambaſſadeurs de France auroient accepté ſous la condition que ſi les Rois ne pouvoient s'accommoder, le Roi d'Eſpagne ne pourroit donner aucune aſſiſtance au Duc de Lorraine, & de cette maniere ils auroient conſenti à ſigner avec nous; ce que les Eſpagnols n'auroient pu refuſer avec juſtice; cependant ils ont trouvé bon de rejetter cette bonne & juſte propoſition.

Nous ſouſſignez Plénipotentiaires & Ambaſſadeurs de France pour les Négociations de Paix à Munſter, certifions que l'Ecrit ſuſdit de Monſieur de Nederhorſt Plénipotentiaire de la Province d'Utrecht eſt conforme à la ve-

(L. S.) D'AVAUX.

(L. S.) SERVIEN.

LETTRE

Du 14. Fevrier 1648.

Ecrite par le

ROI DE FRANCE

à Meſſieurs les

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

AVEC LEURS PROPOSITIONS

Faites dans l'Aſſemblée desdits Etats Généraux

Par Monſieur de la

THUILLERIE

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

Dudit

ROI DE FRANCE.

Le 3. & le 17. Mars 1648.

TRES-CHERS, GRANDS AMIS, ALLIEZ ET CONFEDEREZ.

NOus avons appris avec étonnement ce qui s'eſt paſſé à Munſter le 30. Janvier dernier, où la plûpart de vos Députés ont ſigné à part

Dieu qu'il vous ait en ſa ſainte garde, très-chers, Grands Amis, Alliez & Confederez.

Ecrit à Paris le 14. Fevrier.

Signé

Votre bon Ami & Allié

LOUIS.

Et plus bas étoit écrit

LOMENIE.

L'adreſſe étoit *A nos très-chers, grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces-Unies*

MESSIEURS.

DEpuis que j'ai l'honneur d'être employé dans les affaires d'Etat, je n'en ai pas eu entre les mains une plus importante que celle dont il s'agit, & qui m'oblige à paroître devant vous & vous faire des plaintes en vous remontrant le juſte mecontentement que le Roi & la Reine ſa Mere ont par raport à la ſignature de votre Négociation avec l'Eſpagne, & de ſe voir abandonnez dans cette occaſion par des Alliez ſur leſquels avec raiſon ils avoient fondé leurs eſperances, & deſquels dans l'état préſent ils attendoient la recompenſe des aſſiſtances, & ſecours qu'ils vous ont donnez dans vos beſoins, & la reconnoiſſance qu'ils croyent que vous devez avoir de tant de millions dépenſés, de tant de ſang répandu pour les affaires communes, & de tant de peines & de pertes ſouffertes pendant une Guerre qui n'a été véritablement entrepriſe que pour refrener l'ambition exceſſive de l'Eſpagne; mais qui a été continuée, Meſſieurs, à votre ſollicitation, pour vous ſoulager d'une partie du fardeau de la Guerre contre vos Ennemis, qui ſont ainſi devenus les notres.

Vous ſavez, Meſſieurs, dans quel état nous nous ſommes trouvez dans l'année 1634. vous ſavez avec quelle generoſité nous avons déclaré la Guerre à l'Eſpagne en l'année 1635. les Traitez particuliers que nous avons conclu dans

leur voudriez donner pour le Traité, ſur le pié qu'on en étoit convenu dans l'année 1644. afin de nous ſervir de regle dans une Négociation ſi importante, & pour être une preuve de la conduite que vous & nous devions garder lorſqu'on ſeroit arrivé à Munſter où les Plénipotentiaires de France ont ſi religieuſement obſervé ces promeſſes, qu'ils y ont reſté 21. mois à vous attendre, ſans vouloir écouter aucune propoſition; deſorte qu'on peut dire avec verité qu'ils avoient à peine fait voir leurs Pleins-pouvoirs quand les vôtres y ſont arrivez.

Que n'ont pas fait alors nos Ennemis pour faire une brêche à notre engagement? Il eſt inutile de le rapporter, outre que le récit en ſeroit trop long. Tantôt il ſe preſentoit un Mariage du Roi avec l'Infante d'Eſpagne, qui le rendroit Maître de tous les Pais-Bas; tantôt on parloit d'un échange de ces Pais contre la Catalogne, & enfin voyant que cela ne faiſoit aucun effet, ils ont tâche de vous faire peur de nos progrès. Ils groſſiſſent la puiſſance de la France, & par une amitié feinte, ils vous avertiſſent du péril qu'il y a de nous avoir pour voiſins, comme s'il étoit raiſonnable que le progrès d'un Allié qui n'a jamais manqué à la parole & à la fidelité de ſes promeſſes, put ou dut donner de la jalouſie à ſes Alliez pour l'agrandiſſement deſquels il a toujours & fidélement fait de ſon mieux.

Quoique ces fineſſes aſſez faciles à découvrir euſſent pu retomber ſur eux-mêmes, cependant nous en ſouffrons. Il n'en faut pas d'autres preuves que la ſignature de certains Articles, dont on ne devoit pas parler, quoiqu'elles fuſſent un ſûr avantcoureur de ce dont nous nous plaignons & qui a donné lieu aux Miniſtres d'Eſpagne, d'employer leur éloquence qui a eu tant de force que malgré notre Traité de Garantie conclu au mois de Juillet de l'année paſſée & qui confirme les précedens, malgré ce Traité, dis-je, & toutes les avances que nous avons faites pour conclure notre Paix enſemble, malgré que nous laiſſions les points indécis entre nous & l'Eſpagne à votre jugement, Meſſieurs, ou à celui de Monſieur le Prince d'Orange joint à ceux qui ſeroient nommés de la part des Etats, nous voyons cependant un Traité fait avec l'Eſpagne le 30. Janvier dernier. C'eſt de cela dont je me plains & il ne s'en faut pas beaucoup que tous ceux qui ſont aſſemblez à Munſter ne faſſent la

à honneur qui le compoient ayent conſenti non ſeulement contre les ſuſdits Traitez, mais même contre les Reſolutions priſes dans cette Aſſemblée, de donner lieu à l'Ennemi de ſe flater de les avoir engagez par ſes tromperies à rompre une union auſſi juſte & auſſi avantageuſe qu'eſt la nôtre; c'eſt pourquoi leurs Majeſtez eſpérent par la confiance qu'elles ont en votre droiture, & même ne doutent pas que connoiſſant les maux qui peuvent s'enſuivre vous ne les reparriez de la manére qu'on le peut attendre de bons, fideles & anciens Alliez.

C'eſt ce que je demande, Meſſieurs, au nom du Roi & de la Reine Régente ſa Mére, je ne crois pas que vous puiſſiez me le refuſer. Vous le devez à notre Negociation, vous le devez encore plus à vous-mêmes, & à tous les Princes de l'Europe qui en attendent la fin pour ſe régler ſur cela en tout ce qu'ils auront à négocier avec vous à l'avenir. Les affaires ſont encore en état, votre Ratification n'eſt pas échangée, vous la pouvez refuſer aux Miniſtres d'Eſpagne, juſqu'à ce qu'ils nous ayent donné une ſatisfaction raiſonnable. Nous attendons cela, Meſſieurs, de votre équité, & de votre fidélité, ainſi que de votre reconnoiſſance, puiſqu'en faiſant autrement vous ne pouvez être à couvert de blâme, vû ce à quoi vous auriez pû engager les Eſpagnols de conſentir en qualité d'Alliez, puiſque vous êtes liez avec nous par des engagemens qui ſont plus forts que de ſimples paroles. Je ſoutiens donc, avec le reſpect que je dois à votre Auguſte Aſſemblée, que vous ne devez pas aller plus avant dans cette Négociation, & que vous avez auſſi bien que nous les mains liées, en cas que nous n'agiſſions pas enſemble de concert pour ce qui regarde la Paix avec l'Eſpagne.

Fait à la Haye le 3. *Mars* 1648. *& preſenté une Lettre du Roi datée du* 22. *Janvier.*

REMARQUES

Sur cette premiére

PROPOSITION.

LE Cardinal fait entendre ſes plaintes ſur la concluſion de notre Paix, il auroit dû plutôt appaiſer celle que le Parlement a faites en France le 15. Janvier *ſur la continuation de la Guerre*, qui lui couronne la tête de Lauriers & la lui remplit de l'eſperance d'une Monarchie, tandis qu'il ne laiſſe aux Sujets que l'ame, & qu'il les nourrit de *ſon* & *d'avoine*, qu'il

Traités & au lieu de tant de millions de depenſes, & tant de ſang répandu depuis 80. ans pour faire conquerir à la France tant de Places & de Provinces, elle ne nous donne pour recompenſe & pour remercimens que des plaintes, des reprimandes & des cenſures.

Nous avons fait la guerre pendant près de 80. ans pour reprimer l'exceſſive ambition des Eſpagnols & nous croyons faire notre ancien devoir. Si l'ambition eſt un légitime prétexte pour faire la guerre à quelqu'un, il faudroit donc a préſent la faire au Cardinal qui par l'aſſiſtance de nos armes fait des conquêtes de Provinces & de Royaumes & rend ſon Roi ſi formidable, & cependant par la continuation de la guerre, il cherche encore à lui faire gagner Naples & Sicile.

Car perſonne n'eſt aſſez aveugle pour ne pas voir que les 6. points ſur leſquels il fait ſemblant de le tenir, ne ſont que des grimaces & des bagatelles, mais Naples & Sicile ſont la mariée pour laquelle il danſe, ſans parler des ſoupirs pour les Pais-Bas & alors l'Infante d'Eſpagne viendra toute ſeule dans ſes bras.

Les Etats de France proteſtent eux-mêmes qu'ils ne peuvent ni ne doivent reſter en guerre pour quelques conquêtes du Roi, & nomment cela un Gouvernement Scythe & Barbare; & nous qui ne lui devons aucune obeiſſance non plus qu'à ſon Roi, nous voudrions par raport à lui reſter en guerre à notre ruine, contre la teneur expreſſe de l'Alliance qui tend à une Paix honorable & aſſurée telle que nous la faiſons, telle que tous les bons Chrétiens & les honnêtes gens la ſouhaittent, & que les Commandements de Dieu l'ordonnent, quand même il ſe ſeroit engagé à une guerre éternelle: il n'eſt pas ſurprenant qu'il oſe nous accuſer de choſes dont il eſt lui-même coupable, en rompant un engagement il nous en impute le crime.

II.

Dans quel état nous ſommes-nous trouvez l'an 1634? Je raconterai la vérité, & tout l'Etat témoignera ſi ce ne fut pas le Cardinal qui par une pure envie d'avoir la guerre & nullement pour notre avantage nous a ſollicitez par tous les moyens imaginables de ne pas faire la Paix, dans l'eſperance de tirer de grands avantages de nos armes. La Trêve de 1621. étant ſur le point de finir nous envoyames un Ambaſſadeur en France qui remontra la puiſſance d'Autriche & d'Eſpagne qui nous tomberoient ſur les bras, nous demandames un renouvellement d'alliance & de ſubſide; qu'eſt-ce qu'on nous donna? Rien du tout; & pourquoi?

Premierement parce que le Cardinal vouloit avant tout reduire ceux de la Religion en France, auxquels il faiſoit la guerre nonobſtant les Edits jurez.

Secondement, parce que la France étoit irritée

nons pas subsister : car quand la nouvelle vint en France que nous avions assiegé Grol, le Cardinal dit que cela ne pouvoit pas être, puisque la France ne nous donnoit pas de secours. Mais après que par l'aide de Dieu & sans assistance de personne nous prîmes en 1629. Wesel, Bois-le-Duc & le reste, il vit que nous nous soutenions bien de nous-mêmes & que nos armes pouvoient rendre assez de services pour agrandir la Monarchie de France par des Conquêtes, de sorte que le Cardinal nous fit instamment demander & prier par l'Ambassadeur Baugy de ne faire ni Paix ni Trêve, (ce qui étoit alors en notre pouvoir) étoit-ce là nous aider alors dans notre besoin, comme le prétend Monsieur de la Thuillerie? Le besoin étoit passé, mais c'étoit pour faciliter ses propres besoins & les conquêtes de la France.

Baugy étant vieux & foible on envoya l'an 1632. Charnacé; il fut si bien nous flater qu'il nous fit rompre les Négociations de Paix & nous engagea à continuer la Guerre : il nous fit encore lever un nouveau Regiment & quelques Compagnies de Chevaux, les fruits du subside furent la Lorraine pour la France & non pas pour nous.

Nous étions dans cet état & nous y avons resté jusqu'à l'année 1635. alors s'est fait le Traité de rupture dont le Cardinal tire des periodes tronquées pour prouver que *nous devions rester en guerre jusqu'à ce que les Espagnols fussent sortis des Païs-Bas*. il passe malicieusement sous silence la condition *à moins qu'avant ce tems-là on ne pût obtenir une Paix honorable & assurée.*

Il parle de chasser les Espagnols hors des Païs-Bas comme si alors il eût été content. Mais non, car nous avons plus fait que cela, puisque nous avons chassé les Espagnols de tout le Roussillon, de la Catalogne, du Portugal, des Algarves, d'Afrique, des Indes Orientales & du Brezil, que nous les avons fait sortir de l'Electorat de Trêves, du Palatinat, de l'Alsace, du meilleur endroit de la Flandre, de l'Artois, du Haynaut, du Brabant &c. & le peu qu'ils possedent dans les Païs-Bas, n'est-il pas pleinement recompensé par tous les Royaumes susdits.

Secondement, ce n'étoit pas tant pour chasser les Espagnols que pour les rendre moins formidables, ou, comme le dit l'Ambassadeur lui-même, pour reprimer leur ambition.

Le Cardinal se devroit contenter de cela & penser qu'autrement il arriveroit dans les Païs-

à continuer la Guerre pour favoriser leurs propres conquêtes & prétendant que nous ne traitassions plus de nous-mêmes sans leur intervention, afin de nous mieux mener par le nez : enfin ils étoient de seligieux observateurs de ce dont il n'étoit pas dit un mot dans le Traité, ils savoient bien que cela ne convenoit pas à notre Etat, que cela seroit pris en mauvaise part; pourquoi le faisoient-ils donc?

1. Pour faire leur Cour à Rome, à qui ils font accroire que la France travaille ailleurs à la destruction de ceux de la Religion Protestante pendant qu'ici ils concourent à l'établir.

2. Pour mettre dans leurs intérêts ceux de la Religion Romaine qui est assez considerable ici & de cette maniere jetter les fondemens de la discorde pour avoir ensuite la direction & l'arbitrage entre les deux partis.

Etoit-ce là recevoir des Instructions de notre Regence? Etoit-ce là agir en confidence avec nous?

Qui a donc mieux observé le Traité de 1644? Cette Remontrance & le succès le font voir.

C'étoit pour parvenir à une Paix honorable & assurée. „Nous l'avons pû faire en 24. heures, toute l'Assemblée de Munster le témoignera, mais le Cardinal l'a empêché par malice, parce que la France n'étoit pas encore rassasiée.

IV.

On fait encore dans le quatrieme Article la plus grande injustice du monde aux Espagnols, toute l'Assemblée de la Generalité & même toute la Hollande assure que le Colonel d'Estrades l'a communiqué à Son Alteſſe avec la Lettre de Croyance.

Le Cardinal oseroit-il jamais desavouer des vérités si notoires & si inconteſtables, il n'est donc pas surprenant qu'il tourne le Traité à son avantage, contre notre intention. Le même d'Estrades a témoigné dans le même tems qu'il savoit de bonne part que tout l'Arragon, Valence, Naples, Milan, & les grandes Villes du Brabant & de la Flandre étoient sur le point de se revolter, si on revenoit encore en campagne : cela étant ainsi, il valoit mieux que le Roi d'Espagne ou son Conseil (à moins qu'il n'eût été fou) transporta plutôt les Païs-Bas par Mariage ou échange, que de les perdre avec honte.

Je sai bien que les François parlent bien &

ment ils aſpirent à la Monarchie univerſelle. Le Cardinal croit que nous ſommes tous ici des aveugles ou des enfans, & que nous apprendrons de ceux-mêmes à qui nous donnons des leçons.

Il dit que la France n'a jamais manqué de fidelité & de parole: je ſuis ſurpris quand je lis cela. Le Roi par une Paix aſſurée & par des ſermens reiterez & de nouveaux engagemens n'avoit-il pas promis qu'il ne feroit fait aucun mal à l'Amiral de France, ni à ceux de la Religion, cependant la même nuit il fut maſſacré avec mille & mille autres ſans nombre, & le Duc d'Alençon qui étoit engagé par un pareil ſerment aux Pais-Bas ne fit-il pas agir les François avec cruauté dans Anvers & dans toutes les Villes des Pais-Bas où il le put? Eſt-ce que le Roi *Henri* n'avoit pas promis de ne point faire la Paix ſans l'Angleterre & nous, cependant il la fit. Eſt-ce que le Roi Louis treize n'avoit pas juré l'Edit à ceux de la Religion, cependant il le caſſa dans l'année 1621. les pourſuivit, les mit en chemiſe & les reduiſit comme ils ſont à préſent à la pure miſericorde de ceux de la Religion Romaine.

N'avoit-il pas auſſi promis par le Traité de 1635. de traiter de concert avec nous d'une Paix ſure & honorable avec l'Eſpagne? Après cela il a été promettre la même choſe à la Suéde, au Portugal & autres, ne pouvant plus conclure que ceux-là ne fuſſent prêts à le faire. *Ergo* il ne peut pas nous tenir parole de faire la Paix quand lui & nous ſerons prêts, il doit attendre que ſes autres Alliez le ſoient auſſi.

Le Roi d'aujourd'hui n'a-t-il pas promis pareillement par le Traité de 1644. de n'en point faire ſeparement avec l'Eſpagne, juſques à marquer même les pas que nous aurions à faire enſemble à Munſter? Cependant n'a-t-il pas tenu un chemin caché & detourné & traité pour le Mariage avec l'Infante d'Eſpagne & l'échange des Pais-Bas contre la Catalogne dans le deſſein de faire la Paix, & de ne le faire connoître que par de ſimples Extraits particuliers lorſque tout ſeroit conclu. Il y a même longtems qu'il auroit terminé ſi nous n'avions pas été ſages & que nous n'euſſions pas veillé de près. Eſt-ce que les deux Rois, le dernier & celui d'aujourd'hui, n'ont pas proteſté devant Dieu & devant les hommes, de n'avoir pas d'autre intention que de parvenir à une Paix honorable & aſſurée? Cependant toute l'Aſſemblée de Munſter, toute la terre même peut témoigner que le Cardinal biaiſe toujours & ne veut pas la Paix; il traite le Peuple comme des Eſclaves, il le nourrit avec du ſon & de l'avoine & ne lui laiſſe que l'ame, encore la vendroit-il volontiers, s'il pouvoit trouver marchand, (car il reſſemble au Turc, il les a déja dreſſez comme des Galeriens, qui ſavent tourner le dos & le préſenter au baton du Comite.) il voudroit après cela attendre le denouement de Naples, cela n'eſt-il pas directement contre le but du Traité?

Que la France auroit toujours ſincerement

Je laiſſe préſentement à juger à toute la terre, même au Parlement de France qui eſt-ce qui de la France ou de l'Eſpagne a le plus contribué à troubler le repos commun de l'Europe? Puiſqu'on voit que le Cardinal fait ſi bien renverſer le but des Traités & chercher à eterniſer la Guerre, & que pour cela il exerce dans la France un Gouvernement de Scythes & de Barbares; nos Plénipotentiaires ont été obligez après une longue patience, d'executer le Traité, & d'accepter une Paix honorable & ſûre & de la ſigner. Le reproche que l'on fait à la Rhétorique des Eſpagnols eſt impertinent. L'Eloquence des François appuyée ſur leur haute fortune, ſur leurs conquêtes & leurs treſors (pour le tranſport deſquels on fait des Sujets, des eſclaves & des Galeriens) leurs Alliances, leurs intelligences & leurs coherans auroient eu en ce cas beaucoup plus de force.

Le Cardinal eſt un parfait Italien & des plus adroits, c'eſt-ce que nous lui accordons volontiers, en lui laiſſant tout ſon eſprit & ſa ſubtilité, mais il ne doit pas pour cela être arrogant, & mépriſer notre Gouvernement comme ſi nous n'etions que des innocens, ou des enfans qui n'ont aucun courage & qui ſe laiſſent endormir par des contes. Notre Gouvernement a ſubſiſté ſi longtems ſans la ſageſſe du Cardinal, même dans le tems qu'il étoit encore au berceau, on le fera donc bien encore ſans lui, ſur la conduite duquel il y a bien à redire, comme depuis peu le Parlement l'a fait ſavoir par l'Avocat Général au Roi & à la Reine ſa mere, ſans rien déguiſer; ainſi il peut bien menager ſa ſageſſe & ſes leçons, cela lui ſervira en tems & lieu, il voit bien à preſent que nous ſommes plus ſages que les Etats de France auxquels il peut perſuader de préſenter le dos & recevoir les coups.

Il voit auſſi qu'il ne peut pas nous obſcurcir le Traité, que nous pouvons decouvrir ſes contraventions & qu'il ne lui eſt pas poſſible de nous duper.

A l'egard de la ſoumiſſion dont parle cet Article on ſait que dès le commencement les Eſpagnols, quoi qu'ennemis, nous l'ont toujours offerte, mais les François n'ont pas ſeulement rejetté nos Plénipotentiaires, ils ont auſſi rejetté le Gouvernement entier, car Brun un des Eſpagnols ayant voulu comparoître ici *in Loco*, Monſieur Servien en fut ſi faché, qu'il menaça de partir ſi on l'admettoit. A Munſter devant & après ils ont toujours deferé à nos Plénipotentiaires, mais les François jamais, comme ſept Plénipotentiaires le témoignent: ce que cet Article dit de quelque ſoumiſſion faite à Son Alteſſe, ainſi que de choiſir quelqu'un parmi les Etats n'eſt pas vrai; ni dans le tems ni dans les termes. Il eſt auſſi fort incertain qui on auroit choiſi, pourquoi pas toute l'Aſſemblée, pourquoi à préſent après tant de tems perdu? Le Cardinal ſavoit bien que les Plénipotentiaires étoient choiſis pour cette affaire, & qu'ils a-

voient

que celle de France, & traitant en ſecret avec l'Eſpagne il ſe ſeroit moqué auſſi bien de nous que du Parlement.

L'Aſſemblée de Munſter peut bien ſe plaindre de la mauvaiſe foi du Cardinal, mais non pas de notre ſignature.

Nous n'ôtons pas, par notre ſignature, l'eſperance du repos commun, nous l'augmentons, puiſque parlà on fait la partie égale, & l'on arrête la cupidité & l'ambition du Cardinal. Le Duc d'Orleans & le Prince de Condé voyent qu'ils ne peuvent plus continuer la Guerre avec avantage (& ne veulent plus aller en Campagne pour tirer leur poudre aux oiſeaux.) Le Parlement en France pourra s'en tenir à ſes Remontrances du 15. Janvier & lui donner de nouvelles forces, tout dépend de leur fermeté. Qui peut ſouffrir, qu'un Etranger les force & les traite comme des Eſclaves pour les engager dans une Guerre éternelle. Il les a aſſez longtems bercez de l'eſperance de plus grandes conquêtes à la faveur de nos armes, mais aujourd'hui cette chanſon eſt finie, il doit chanter ſur un autre ton, ou mettre le Roi mineur en danger & le peuple au deſeſpoir.

Ils voyent devant leurs yeux la Reine d'Angleterre & le Prince de Galles fugitifs, & l'occaſion qui parut ſi belle au Roi dans l'Iſle de Wight lui va tourner le dos: ils n'ignorent pas le glorieux triomphe des Provinces-Unies. Naples ſe met en devoir d'agir en République.

Dans le Dannemarck, la Suéde, la Pologne & même dans toute l'Allemagne les Etats de ces Pais montrent qu'ils font la Loi à leurs Rois, quand ils veulent. En France le Parlement n'ignore pas quelles bornes on peut mettre ſelon les Loix à la puiſſance du Roi: il n'y a rien de ſi mepriſable qu'un Roi quand il y a quelqu'un qui oſe le mepriſer. Le Parlement le fait bien voir dans ſa propoſition du 15. Janvier.

Le Cardinal comme un homme de tête le comprendra bien, & menagera une prompte retraite à la Guerre & à lui-même. Ne doutez donc pas, Provinces-Unies, que la France ne plante bientôt le Rameau d'olivier pour raccommoder ſon corps qui n'en peut plus, au lieu de Palmes & de Lauriers qui ôtent la vie au pauvre peuple. La France ſuivra bientôt notre ſignature & par conſequent les autres.

ce ſujet qu'on a aſſez fait pour la ſatisfaction des François. Mais elle donne en même tems à connoître qu'elle veut être compriſe dans la ſignature. On l'attend à toute heure des autres Provinces, il n'y en a pas une qui penſe que la ſignature ait été mal faite. Le Parlement en France en fait cas, voyant le pont fait par notre Paix pour faire auſſi la ſienne; c'eſt, & ce ſera une choſe univerſellement approuvée en France auſſi bien qu'ici & en Angleterre, où le Parlement craint les fourberies du Cardinal, en cas que les Eſpagnols vinſſent à perdre toute la Flandre. Ce qu'on dit dans le 6. Article tombe de ſoi-même après ce qu'on a dit dans les precédents.

Ce n'eſt pas notre ſignature, mais la mauvaiſe foi du Cardinal, qui bleſſe la candeur dont la France fait profeſſion, & qui fait que le Parlement & le peuple ſe plaignent d'une maniere ſi amere, qu'un cœur de pierre en auroit pitié. Tant de braves gens qui compoſent ce Parlement de France, ainſi qu'ici nos Etats, diſent que ce n'eſt pas nous qui avons renverſé le fondement du Traité, mais le Cardinal, qui rompt notre union avec la France, comprenant bien cependant que cela n'aura pas de mauvaiſes ſuites & qu'au contraire cela apportera à la France une Paix ſi neceſſaire. Le Parlement ne s'embarraſſe gueres ſi Don *Edouard* promet de ſervir ou non, ſi Caſal reſtera inveſti 20. ou 30. ans, ſi Nanci ſera démoli; toutes les Places, Provinces & Royaumes que le Roi gagne ne ſont pas aſſez eſtimées par le Parlement même, pour qu'on doive à cauſe de cela reduire ſes peuples dans la derniere miſere.

VII.

Le dernier Article eſt *impérieux*. Dans l'année 1627. les Ambaſſadeurs de cet Etat avoient dreſſé un Projet de Traité avec la France, dans lequel ils promettoient, contre l'intention & l'ordre des Etats, que nous ne pourrions faire aucune Paix ni Trêve pendant trois années. Le Roi ou le Cardinal vouloient alors imperieuſement que les Etats ratifiaſſent ce Traité, ils veulent à préſent le contraire, quoique ces Etats mêmes après de longues & mûres deliberations ayent ordonné la ſignature, ils veulent nous perſuader de ne le pas ratifier; pour qui donc nous prennent-ils, eſt ce que nous ſommes leurs Sujets, le baton du Cardinal eſt-il prêt, devons-

à nous endormir encore pendant quelques années, la convenance, la reconnoiſſance & la fidelité ſont de notre côté & contre lui. Tous les Princes & les Républiques auront horreur de traiter avec le Cardinal, parce qu'il fait injuſtement ſervir les Traitez à une Guerre éternelle, c'eſt pourquoi nos Provinces aiment mieux ratifier une Paix douce & aiſée & la publier, & abandonner le Cardinal au jugement de toute la Chrétienté, & ſur tout du Parlement par raport à la guerre & au ſang que ce Cardinal fait repandre par ſa domination barbare & ſon ambition demeſurée qui reduiſent les Sujets du Roi dans la derniere pauvreté & dans la derniere miſere; il voudroit également nous y mettre.

Comme dans ces obſervations on a parlé des Remontrances du Parlement de France du 15. Janvier de cette année, nous les raporterons ici pour les confronter avec celles de Mr. l'Ambaſſadeur & voir la différence des intentions du Parlement & du Cardinal.

REMONTRANCE

Faite le 15. Janvier 1648.

Dans le

PARLEMENT DE PARIS

Par Monſieur

TALON

AVOCAT GENERAL.

SIRE,

LEs Rois autrefois ne venoient à leur Parlement que pour y faire voir un ſpectacle de Grandeur, de Majeſté & de Cerémonie. Cela a commencé dans l'année 1369. lorſqu'il fut queſtion de faire le Procès à un Edouard Prince de Galles, fils d'Edouard Roi d'Angleterre. Les Rois y étoient alors ſouhaitez & attendus par les peuples, parce qu'ils n'y venoient que pour déliberer ſur des affaires d'Etat, ſoit pour déclarer la guerre à l'Ennemi de la Couronne, ſoit pour faire la Paix avec l'ennemi, mais qu'on peut plus aiſément l'y forcer par les armes que par des raiſons, que c'eſt l'avantage de l'Etat de contribuer aux conquêtes & aux Victoires du Roi qui étendent les frontieres par de nouvelles Provinces & des Royaumes entiers; que cette propoſition ſoit feinte ou véritable, il y n'en eſt pas moins vrai que nous pouvons aſſurer votre Majeſté que ſes Victoires & ſes conquêtes ne diminuent pas la miſere de ſon peuple, & qu'il y a des Provinces entieres où l'on eſt reduit à ne manger que du pain de ſon & d'avoine. Les *Palmes & les Lauriers* (pour l'accroiſſement deſquels on foule & écorche le pauvre peuple) ne doivent pas être mis au rang des Plantes, quand ils ne nous raportent pas des Fruits dont on puiſſe le nourrir. En effet toutes les Provinces ſont pauvres & ruinées, on les épuiſe pour contribuer au luxe de Paris, ou plutôt à celui de quelques Particuliers. On a mis des impôts & des taxes ſur tout ce qui ſe peut imaginer, Sire, & il ne reſte à votre peuple que l'ame, & ſi l'on pouvoit en avoir de l'argent il y a longtems qu'on les auroit mis en vente. Un Gouvernement arbitraire qui ne ſouffre aucunes bornes & qui n'eſt pas temperé par la douceur eſt bon parmi les Scythes & les Barbares ou d'autres peuples du Nord qui n'ont de l'Homme que la figure, mais non pas dans la France qui a toujours été un Pais des plus civiliſez, & où le peuple a toujours compté de naître libre & de vivre comme de veritables François; cependant il ſe trouve traité comme des Eſclaves & des Galeriens qui ſouprent continuellement & qui courbent inceſſamment leur dos ſous le bâton du Comite dont ils arracheroient volontiers le cœur pour le devorer à belles dents: de ſorte qu'au lieu que le Peuple prie Dieu pour qu'il donne ſa benédiction à ce Royaume, il y en a beaucoup qui donnent leur malediction à ceux qu'ils ſont obligez de reſpecter malgré eux. C'eſt votre devoir, Madame, de penſer à ces choſes & de réfléchir ſur toutes les miſeres qui regnent à préſent, quand vous ſerez dans votre Cabinet & dans votre Oratoire, ſongez que la continuation de cette Guerre fait ſouffrir & gémir une infinité de perſonnes, faites, Madame, que la miſericorde, la douceur & la bonté puiſſent trouver *dans le Louvre leurs Lettres de Naturalité.*

Cependant eu égard à la neceſſité de l'Etat qu'on vient de nous remontrer, nous n'empêchons pas pour le Roi de verifier & regiſtrer le nouvel Edit.

L'Imprimeur aux Provinces-Unies.

Provinces Libres & Unies, mirez-vous dans cette Remontrance, elle n'eſt pas ſeulement faite

avoient la reſolution de ſigner, en diſant cependant aux François qu'ils attendroient encore 15. jours pendant leſquels ils pouvoient envoyer un exprès au Cardinal. Mais quelle réſolution pouvoit-il venir de ſa part au ſujet de la Paix, puiſqu'il traite le peuple de France de la maniere que nous le liſons ici? Quelle Paix peut-on attendre d'un homme qui doit & veut vivre dans la Guerre, comme la Salemandre dans le feu.

Si la France ſe doute que le prétexte de la Guerre qu'elle ſoutient ſoit faux, pourquoi n'en douterions-nous pas?

Si le Cardinal ſert les Sujets du Roi à plats couverts, avec quoi nous ſervira-t-il?

La France même doute ſi elle forcera plutôt l'ennemi par les armes que par les raiſons; & nous, nous romprions aveuglément un Traité de Paix raiſonnable & continuerions la Guerre non pour la France mais pour le Cardinal, & parce qu'il le veut.

La France même eſt ennuyée d'être ſous un Gouvernement Barbare & Scythe, qui veut la continuation de la Guerre, & nous qui ſommes libres & qui ne dependons en aucune maniere de la France nous nous laiſſerions engager comme des ſots par un fourbe de Cardinal, qui nous traiteroit de la même maniere pour nous faire enrager: où eſt donc à préſent notre eſprit & notre jugement? Qui nous a rendus ſi bêtes? Nous avons aprehendé cet homme juſqu'à préſent, au point de ne pas oſer dire la dixieme partie de ce que la France dit elle-même, de ſorte que c'eſt la France qui nous ouvre aujourd'hui les yeux & la bouche, nous voyons clairement que la France ſe revoltera contre un ſi miſerable Gouvernement, la France étant diviſée chez elle-même, les Eſpagnols arrêteront facilement nos progrès (qui ſont encore incertains) qui nous pourra alors aſſurer d'une Paix ſi honorable?

On allegue encore notre Alliance, mais liſez cette Harangue, les François en obſervent-ils une ſyllabe? Ils ne parlent que de leur propre beſoin, du ſoutien de leur Etat. Le Cardinal n'allegue au Parlement ni raiſon ni prétexte autre que celui de l'augmentation de la France de Royaumes & de conquêtes de Provinces, mais il ne dit pas un mot en faveur de notre Alliance pour continuer la Guerre. Le Parlement allegue la néceſſité, la pauvreté, la miſere du Royaume, mais il ne dit pas un mot pour déterminer la Paix ou la Guerre par raport à nous. Il

bien alors dû tendre nos dos pour ployer ſous le bâton de ce Comite, il l'auroit pu faire alors aiſément, mais tant que la Flandre eſt entre deux, ce bâton eſt trop court, s'il a eu cette intention: il n'y a donc pas d'apparence qu'il veuille la Paix, s'il ne la veut pas, on s'éloigne de l'Alliance, dont le ſeul fondement eſt la Paix, ceux qui ne la veulent pas manquent à l'Alliance, & ſi quelqu'un la rompt, c'eſt le Cardinal.

Il eſt viſible que ce Cardinal manque de bonne foi, il a biaiſé ſur les 6. points que les Eſpagnols (quoiqu'ennemis) ont voulu ſoumettre à notre arbitrage: la France donne à connoître elle-même dans ce Diſcours qu'on ne doit pas pour toutes les conquêtes de tant de Provinces, même de Royaumes entiers, (dont les Palmes & les Lauriers n'apportent point de fruit au pauvre peuple) tenir les Sujets dans la miſere d'une Guerre continuelle, quelle raiſon & quelle conſcience peut donc avoir le Cardinal pour nous tenir en guerre, puiſque ce ne pourroit être que pour des choſes de fort peu de conſéquence, & dans leſquelles cependant il veut une pleine ſatisfaction; il veut encore cette ſatisfaction au deſſus de toutes les conquêtes que la France poſſede par notre entremiſe. Il a paru & il paroitra encore que les François à Munſter n'ont pas été droit en beſogne à l'égard des offres ſoumiſes des Eſpagnols, & qu'ils ont varié; ſi l'affaire de la Lorraine avoit été remiſe entre nos mains, elle auroit été acceptée par les Eſpagnols.

Mais dans le tems qu'on travaille à Munſter ſur le point de la Lorraine on négocie ſur un autre pié en France avec le Duc Charles, pour l'attirer avec ſon armée du côté des François, en lui promettant une pleine ſatisfaction; enſorte que ſi les Eſpagnols avoient cede quelque choſe au deſavantage du Duc, à Munſter, cela auroit été cauſe qu'il ſe ſeroit formalisé, & qu'il ſeroit paſſé du côté de la France pour faire la guerre à l'Eſpagne plus fort qu'auparavant avec des Troupes de France & de Lorraine, étoit-ce là une marque de vouloir ſigner la Paix?

Le Duc de Longueville, un des plus braves Seigneurs du monde & qui ne depend pas du Cardinal, ennuyé apparemment de toutes ſes fourberies, a déclaré dans ſon voyage à des perſonnes dignes de foi qui ſont encore ici, qu'il étoit réſolu de ſigner ſur le pié propoſé par les nôtres, ſi d'Avaux avoit été du même ſentiment (car il ſavoit bien que Servien étoit un vé-

Digitized by Google

EXTRAIT

De l'Avis de la Province du Païs de Gueldre.

Délivré le 27. Fevrier 1648.

APrès que le Raport a été resumé dans les differents Quartiers ayant murement examiné les formulaires respectifs d'acceptation, tant de la part de l'Espagne que de cet Etat, Messieurs les Etats ont approuvé, ratifie & arrêté ledit Traité de Paix consistant en 79. Articles comme ci-devant avec le formulaire d'acceptation *pro ut jacent*, comme de fait ils l'approuvent, ratifient & arrêtent par celle-ci, à condition que suivant la résolution du 27. Novembre 1647. Leurs Hautes Puissances soient informées de ce qui a été contracté en faveur de Son Alteſſe le Prince d'Orange ainsi qu'il est dit dans les 44. & 45. Articles dudit Traité avant la conclusion finale, enſorte qu'elles en tiennent notice.

EXTRAIT

De l'Avis de la Province d'Overyſſel.

Délivré le 4. Mars 1648.

SUr quoi ayant été deliberé les Etats d'Overyſſel entendent & jugent d'une commune voix, que les Plénipotentiaires de ces Etats, ont agi suivant leur intention, & ont remercié Monsieur de Ripperda pour ſes ſervices particuliérs qu'il a rendus, & leurs Nobles Puiſſances ont approuvé le même Traité, comme auſſi l'Article ſuſdit touchant la Navigation & le Commerce, & ce qui en depend, autant qu'il eſt en leur pouvoir.

Délivré le 7. Mars 1648.

LEurs Nobles & Grandes Puiſſances ont loué & remercié le Seigneur du bon ſuccès & de l'heureuſe iſſue qu'il a accordée par ſa divine Providence dans le ſusdit Traité de Paix. Outre cela Elles remercient les Plénipotentiaires & Ambaſſadeurs Extraordinaires Meſſieurs de Mathenesſe & Heemſtede, comme auſſi les autres qui ont ſigné, de la peine qu'ils ont eu pour cela, ainſi que de leur ſageſſe, conduite, bons offices & devoirs dans tout ce qui a été fait. En outre leurs N. & G. P. P. ont loué, approuvé & ratifié le Traité de Paix, ſelon la forme & teneur & l'Acte à part touchant le Commerce avec les Princes & Païs qui ſont ennemis du Roi d'Eſpagne, ainſi que leurs N. & G. PP. le louent, aprouvent & ratifient expreſſement par ces préſentes.

SECONDE PROPOSITION

De Monſieur de la

THUILLERIE

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

Du

ROI DE FRANCE.

MESSIEURS,

IL me pourroit ſuffire de repréſenter à vos Seigneuries, comme j'ai fait pluſieurs fois, l'obligation de nos Traitez, & laiſſer agir à *Munſter* (vrai lieu pour traiter de la Paix) Meſſieurs les Plénipotentiaires de France, ainſi qu'ils croiroient pour le mieux & par les moyens qu'ils eſtimeroient les plus propres à mettre fin à ce grand bien & ſi fort deſiré, le *Roi* néanmoins, Meſſieurs, (*& la Reine Regente, ſa Mere*) conſiderant que la plûpart des propoſitions qu'ils y ont faites de leur part, quoique très-nettes & non ſujettes à aucune Equivoque, ont été ou mal priſes ou alterées devant que d'arriver juſques à cette Aſſemblée : Pour de plus en plus témoigner à toute la terre, les

prémier lieu, demeurent formellement d'accord de ce dont meſdits Sieurs les Plénipotentiaires de France s'étoient laiſſé entendre à *Monſieur*, à ceux de Meſſieurs les *Etats* : *ſavoir* qu'ils rendroit l'ancienne *Lorraine*, à Monſeigneur le Duc *Charles*, les Places en étant demolies, en quoi pour plus grand éclairciſſement (comme chacun ſait) le Comté de *Clermont* & les Places de Stenay & Jamets, ne ſe trouvent pas comprises, & demeureront à Sa Majeſté avec le Duché de *Bar*, & ce qui dépend des trois Evêchez.

Et pour les cinq points du Traité avec l'Eſpagne, qui reſtent indecis, leſquels Meſſieurs les Plénipotentiaires de France avoient offert par l'Ecrit qu'ils donnerent le dixieme de Janvier, à ceux de Meſſieurs les Etats, de remettre au jugement d'Arbitres; Leurs dites Majeſtés ſont prêts & conſentent de les ſoumettre au jugement de Meſſieurs les Etats, & de *Monſeigneur le Prince d'Orange*; entendent néanmoins que les offres ci-deſſus n'auront lieu que juſques à l'échange des Ratifications du Traité de vos Seigneuries avec l'Eſpagne, & ſeront tenus pour non faites en cas qu'au préjudice de l'Alliance qui eſt entre la France & les Provinces-Unies elles ratifiaſſent ledit Traité, ce que leurs Majeſtez ne peuvent croire ni appreheder, notamment que par la préſente Déclaration & remiſe de la *Lorraine*, dont juſques ici elles n'avoient pas (& avec raiſon) voulu entendre parler, & pour laquelle les ennemis & quelques-uns de Meſſieurs les Plénipotentiaires des Etats mêmes aſſuroient que la Paix ne ſeroit pas retardée un jour. L'on aura pu toucher au doigt le véritable deſir qu'elles en ont & les facilitez par le pur motif de leur paſſion pour le bien public, nonobſtant que, ſelon les apparences, elles ayent beaucoup plus à eſperer qu'à craindre, dans la continuation de la Guerre; ſi ce qu'elles contribuent de leur côté pour le faire ceſſer, ne peut produire l'accompliſſement de ce grand ouvrage.

Fait à la Haye le 28. *de Mars* 1648.

Signé

DE LA THUILLERIE.

ſans biens, par leurs Alliances, & par leur amour pour la Patrie, & qui pour ces raiſons ont été choiſis, que Monſieur l'Ambaſſadeur qui n'a aucune de toutes les qualitez ſuſdites; c'eſt pourquoi dans cette occaſion, il ne merite pas qu'on ajoute foi à ce qu'il dit.

Sur le ſecond, qu'on ne doute pas des bonnes diſpoſitions de la Reine (le Roi n'ayant pas encore aſſez de connoiſſance des affaires par raport à ſon extreme jeuneſſe) mais c'eſt le Cardinal qui doit & veut avoir la Guerre pour reſter dans la direction des grandes affaires pour l'avantage de ſa Maiſon, & ſe rendre fameux dans l'Hiſtoire & puiſſant dans le monde; la bouche ouverte comme celle d'un four, avec la jonction de nos armes, il peut faire ce qu'il veut, agrandir par des Emplois avantageux (il y en a déja un qui dans un Livre imprimé eſt comparé au grand Alexandre) & tenir en bride le peuple par un Gouvernement Scythe & Barbare; tout ceci n'ira pas de même quand nous aurons par notre Paix frayé le chemin aux François. L'affection de la Reine pour la Paix ſera remplie, auſſitôt que nous ſerons en paix.

Sur le troiſiéme & le quatrieme on a déja dit pluſieurs fois que le Duc de Lorraine ne peut pas accepter cette offre, puiſqu'il ſeroit depouillé de toutes ſes ſuretés, qui ſont la ſeule ſatisfaction, & ſans cela il reſteroit comme planté comme un oiſeau ſur une perche pour être à la diſcretion des François quand il leur plaira: c'eſt pourquoi il y a quelques années que la France lui ayant fait une reſtitution telle quelle, il ſe ſauva fort à propos, car ſon logement étoit déja prêt au Bois de Vincennes. On connoit bien quelles étoient les menées du Cardinal de Richelieu, il ne regardoit ni porte ni fenêtre, ni promeſſes ni ſerment, ni raiſon ni honneur, quand il pouvoit faire ſon parti bon; c'eſt ce que le pauvre Electeur Comte Palatin a auſſi éprouvé. Quoique le Duc voye ſa ruine inévitable, il aime mieux la clef des champs que d'être réduit à une miſerable priſon: car que pourroit-il attendre autre choſe, s'il n'avoit pas au moins quelques Places de ſureté pour s'y retirer quand le favori de la France viendroit de mauvaiſe humeur? Quels ſont à préſent en France les gemiſſemens de ceux de la Religion, depuis qu'ils ſont depouillez de toutes Places de ſureté, ils le ſavent mieux que perſonne. Si le favori n'avoit pas en vue d'attraper le Duc, pourquoi lui refuſeroit-il quelques Places de ſureté dans

s'il vouloit paſſer du côté de la France avec ſes troupes, à condition de lui donner pluſieurs Forts comme l'on a fait autrefois: mais quand on l'auroit une fois on ne manqueroit jamais de prétextes pour attraper l'oiſeau & le rendre, comme l'on a fait au Duc de Bouillon pour Sedan. Car qu'eſt-ce qu'il avoit fait? il avoit eu une grande correſpondance avec le Duc d'Orleans. Où en ſont les preuves, où en eſt le Traité, quel en eſt le témoignage, pourquoi le Duc d'Orleans n'a-t-il pas parlé? C'eſt que Richelieu vouloit être le Maître, ce n'eſt autre choſe que jalouſie & faction d'Etat, lui & le Cardinal ont fait & font à tous leurs voiſins & aux ſujets de la France de ſi mauvais traitemens que perſonne ne veut être leur voiſin.

Examinons à préſent la ſoumiſſion & voyons ſi elle eſt ſincere & ſans équivoque.

Premiérement on ſait que cela n'a pas été communiqué à tous les Plénipotentiaires en général, mais qu'on ne vouloit en choiſir que quelques-uns parmi eux, cela eſt il ſincere? 2. Vouloir ſe ſoumettre à ſon Alteſſe & lui en joindre d'autres enſuite, cela eſt-il ſimple? A préſent l'Ambaſſadeur parle de LL. HH. PP & du Prince, n'eſt-ce pas là varier? Cependant S. E. ne dit pas ſi ce ſeroit abſolument & ſans appel, cela n'eſt-il pas équivoque? il parle bien de cinq points, mais il ne dit pas que c'eſt de la Lorraine; cela eſt il clair & ſincere? On a donné deux mois de tems pour ce ſujet (& après tant de tems écoulé) on paroit enfin, quand nous ne pouvons ni ne devons différer plus long-tems.

Le cinquiéme concerne les vuës du Cardinal qui n'a pû empêcher la ſignature & qui veut à préſent empêcher la Ratification, cette ſimple & ſincere ſoumiſſion ne ſe fait plus ſi ce n'eſt à une condition, qui eſt que quoique nous ſoyons maintenant devant le Port, il veut encore nous remettre en Mer; il eſpére qu'alors le Vaiſſeau de la Paix s'arrêtera quelque part & coulera à fonds ou qu'on le mettra aiſément en deſordre.

Ce Cardinal devroit penſer que la choſe n'eſt plus dans ſon entier, on a ſigné & tout eſt preſque ratifié, & qu'il devroit faire ces inſtances pour la ſurſeance, auſſi bien chez les Eſpagnols que chez nous.

Mais qu'arriveroit-il delà? Toute la Négociation de Munſter devroit être tranſportée ici, ce qui feroit une variation notable (car du paſſé les François s'y ſont oppoſés de tout leur pouvoir) Les Provinces en particulier voudroient en avoir connoiſſance, les ſeules informations demanderoient des années entieres, il ſurviendroit toutes les fois quelque choſe de nouveau, tout ſeroit illuſoire, le Païs viendroit en trouble, ce qui eſt reglé tomberoit dans un état d'incertitude, & l'on tiendroit toujours en France les peuples ſous un Gouvernement de Scythes & de Barbares.

Nous devons être ſages pour nous-mêmes, pour l'Etat, pour la Poſtérité, même pour les peuples de France, & pour tous les Princes qui ſont intereſſez à cette Paix, en un mot pour

voyoit la moindre ſureté par les offres de la France, comment oſeroit-il leur preferer une Guerre incertaine? Mais il aime mieux mourir les armes à la main, ſans Païs, ni Sujets que de vivre à la diſcretion du Cardinal & ſans quelques ſuretés. Le Cardinal ne ſe fie pas au pauvre Duc ayant une Ville, comment le Duc ſe pourroit-il fier à une ſi puiſſante & ſi formidable Monarchie?

INGREDIENS

Et

AMPLIATION

De la

REPONSE

Qui doit être faite à Monſieur

L'AMBASSADEUR

De

FRANCE

SUR SON DISCOURS.

Du 17. Mars 1648.

Raiſons qui doivent être deduites à Monſieur l'Ambaſſadeur de la Thuillerie, ſelon l'avis de la Province de Hollande pour ſervir de réponſe à ſa Propoſition faite dans l'Aſſemblee des Etats-Généraux, le 17. de ce mois.

I.

LL. HH. PP. n'ont point eu d'affaire plus à cœur que celle de voir un Traité de Paix conclu entre les deux Hautes Parties en même tems que celui qui eſt de la part des Etats avec l'Eſpagne par pluſieurs raiſons qui ont relation avec cette même affaire.

II. Les

de Suede sur ce sujet, on pourroit conclure la Paix en 24. heures.

V.

Que de la part de l'Etat on a jugé le Traité entre la Couronne de France & ces Etats suffisamment executé par tout ce qui s'étoit passé.

VI.

Que les affaires de la Négociation de Paix entre l'Espagne & cet Etat sont tenues pour un ouvrage fait & que la foi publique engagée à Munster par les Plénipotentiaires doit être religieusement gardée au jour marqué.

VII.

Que néanmoins le Gouvernement de cet Etat est encore résolu de faire tout son possible pour engager les deux Hautes Parties à un accommodement final.

VIII.

Que leurs Hautes Puissances ont ordonné à leurs Plénipotentiaires de partir sans aucun delai pour Munster & qu'on leur a fortement recommandé de travailler à la reconciliation desdites deux Hautes Parties le plus promptement qu'il leur seroit possible.

IX.

Que leurs Hautes Puissances n'ont pû approuver la soumission proposée par Monsieur de la Thuillerie tant à leur égard qu'à celui de S. A. le Prince d'Orange, parce qu'une pareille soumission demande trop de tems pendant lequel il pourroit survenir beaucoup d'inconveniens.

X.

Que pour accélerer d'autant plus cette affaire LL. HH. PP. ont autorisé leurs Plénipotentiaires à pouvoir accepter telles soumissions que les deux Hautes Parties trouveront convenables touchant les points indécis: bien entendu néanmoins que les ratifications & échanges du

XIII.

Est encore trouvé bon que les raisons mentionnées ici-dessus en forme de réponse mise en François soient données à Monsieur de la Thuillerie par l'Agent de Burch ou autrement, comme on est accoutumé de remettre les réponses par écrit de leurs HH. PP. aux Ambassadeurs des autres Princes sans entrer davantage en conference sur cette affaire dont la Négociation doit être renvoyée à Munster, ce dont Monsieur de la Thuillerie est demeuré d'accord dans son susdit Discours.

AMPLIATION

Sur le premier Article.

Leurs Hautes Puissances par une autre Politique auroient pû dans les conjonctures présentes se servir d'autres raisons beaucoup plus fortes, comme qu'il est plus avantageux à cet Etat que les deux Couronnes n'en vinssent pas à un accommodement, mais qu'elles restassent en guerre, puisque, selon toutes les apparences, elles seroient égales, & se donneroient tant d'ouvrage l'une à l'autre qu'elles ne penseroient seulement pas à nous faire du mal; de sorte que ceux d'entre nous qui ne peuvent cesser de se mefier des Espagnols seront du moins en repos; & ceux d'entre nous qui sont affectionnez à la France ne doivent pas être assez charitables pour souhaiter quelque repos aux Espagnols, mais au contraire desirer qu'ils soient continuellement agitez & fatiguez.

La crainte que les François seuls puissent chasser les Espagnols du Pais-Bas, & ensuite nous incommoder pour se vanger de notre Traité particulier, est une crainte frivole: l'Espagne n'auroit pas cherché (comme les partisans de la France disent qu'elle a fait & le fait encore) à traiter en particulier avec nous si elle n'avoit su qu'elle étoit capable de resister seule. Autrement si nous restions en repos & que nous ne vouluſſions pas tenir la Balance égale, l'Angleterre ne souffriroit jamais que la France possedât toute la Flandre.

D'un autre côté on pourroit dire aussi que la France n'aprouve pas nos instances pour

Conclusion du Traité, même dans le Conseil de France, & que le Duc de Longueville a declaré à son départ avec beaucoup de civilité que si parmi les nôtres il ne s'en étoit pas trouvé un de sentiment contraire, son Altesse & Monsieur le Comte d'Avaux auroient aussi signé, mais que voyant l'irresolution de Monsieur de Nederhorst, ils sont également restez irrésolus; & l'on verra de plus en plus que ce ne sont pas les pensées seules du Duc, mais aussi que la Reine Mere & tous les autres Princes du sang seront bien aises de notre conclusion & passeront par dessus bien des scrupules comme pour le Portugal, l'Alsace, Naples &c. quoiqu'on remarque bien cependant qu'ils devront assister, s'il n'y a pas de Paix dans le Royaume, le Portugal, l'Alsace, & Naples, qu'ils peuvent plus aisément soulager par notre Guerre ouverte & la leur : mais premierement cela ne nous touche pas, & secondement l'Espagne, étant un peu matée, pourra bien satisfaire cette Partie.

Entre l'Empereur & la Suede la chose est bien avancée depuis notre signature, & il ne reste plus rien que la satisfaction qui regarde les Troupes Suédoises.

Cependant, si cela avoit été possible, on auroit volontiers souhaitté que le tout eût été fait conjointement & en même tems; car les Sujets en France sont opprimez plus que personne par la guerre, & souhaitteroient volontiers la Paix, mais pour cela il faudroit que ceux qui sont à la tête du Gouvernement en France fussent un peu plus affectionnez pour cette même Paix. Il y en a qui disent que parce que nos voisins sont en armes, nous devons aussi rester en armes & sur nos gardes: mais ce n'est pas là une raison, car nous savons que nous, aussi bien que les Espagnols, resterons armés malgré la Paix; si l'Espagne reste en guerre contre la France nous n'avons aucun lieu de la craindre; en effet qu'est-ce que l'Espagne nous pourroit faire? Elle ne surprendroit tout au plus que quelques Places, mais elle le payeroit cherement, il est bon que l'Espagne reste en armes, cela nous tiendra plus éveillez.

2. On sait parfaitement bien que cet Etat a fait tout son possible pour porter les deux Hautes Parties à une union, & s'il y avoit eu quelque chose à faire, les Médiateurs choisis par lesdites deux Hautes Parties l'auroient fait, personne ne peut douter de leur bonne volonté. Ils y avoient beaucoup d'intérêt, les Etats du Pape comme l'Etat de Venise sentent à leur porte la formidable puissance du Turc, & quoiqu'il soit resté si longtems en repos il vient cependant à présent contre la Chrétienté; l'Espagne, Naples & Sicile ont plus à craindre que la France, c'est pourquoi on présume qu'elle voudra plutôt faire la Paix.

L'Autorité du Pape sur les deux Hautes Parties est connue par raport à l'interêt commun de la Religion: si donc ces Médiateurs n'ont pû réussir, est-il surprenant que nous ayons fait encore moins?

différents ils n'ont pas tant fait pour la France que nos Plénipotentiaires, cependant comme l'eau déborde toujours où la terre est plus basse, les François ne se sont jamais plaints des Médiateurs, mais contre la civilité ordinaire des François, ils ont vilipendé notre interpolition ainsi que nos devoirs, notre peine, notre travail, & si l'on avoit pû on les auroit rendus suspects contre toute apparence & le jugement des Esprits les plus communs.*

Au lieu de faire la Paix ensemble, ils s'écrient d'abord qu'il faut faire la Guerre & au lieu de s'accommoder sur les points qui sont en diferent ils crient il faut que les Espagnols soient chassez; enfin au lieu que les nôtres soient les Arbitres ils veulent qu'ils soient Juges & Parties, cela est contre l'ordre de la nature, & c'est faire cesser toutes les raisons humaines.

3. Qu'est-ce que les Médiateurs peuvent faire de plus? Quels autres devoirs nos Plénipotentiaires peuvent-ils rendre à Munster? La raison, la volonté, l'honnêteté, la satisfaction & l'amitié pour la Paix, tout en est chassé.

La France fait elle-même connoitre & veut que leurs Hautes Puissances, c'est-à-dire les sept Provinces & le Prince d'Orange servent d'Arbitres sur les points qui restent, quoique leurs Hautes Puissances pour cela ayent plusieurs fois commis leurs Plénipotentiaires.

Doit-on donc encore tirer quelque chose des Provinces? Qu'y a-t-il à faire de plus à Munster? Chacun n'a qu'à lever l'Ancre & s'en aller.

4. Ce n'est pas seulement dans le tems dont on parle, mais même dès le commencement que les François se sont servis de ce Compliment. Dans l'année 1644. que Messieurs d'Avaux & Servien vinrent à la Haye, Monsieur d'Avaux ne voulut pas se trouver à table, pendant les repas de defrayement, parce qu'on n'avoit pas été (contre l'usage) chercher son Excellence avec les Deputez de Rotterdam & avec le Canon. Monsieur Servien ne parloit que de la précition de leurs Instructions qui les engageoit à entreprendre au plutôt le voyage de Munster pour en venir à la conclusion de la Paix dont toute la Chrétienté avoit un si grand besoin. Ses Discours rouloient sur une sincérité d'intention, avec laquelle il asseuroit qu'on ne prendroit pas garde à beaucoup de choses & qu'on passeroit par dessus par raport au desir qu'on avoit pour la Paix, que ni la Catalogne, ni le Portugal, ni autres affaires de cette nature ne retarderoient pas la conclusion, qu'il y avoit eu assez de sang répandu, qu'on auroit fini en peu de jours: cependant la premiere ouverture qu'ils firent ici ne tendoit qu'à nous engager plus avant dans la Guerre.

Il y a eu un an l'Autonne passée qu'il déclara hautement qu'on pourroit signer en 24. heures, si nos Plénipotentiaires vouloient seulement moyenner telle & telle chose. Ils firent ce qu'il souhaitoit; tout d'abord de nouvelles demandes & cela à plusieurs reprises, & quand les nôtres

Digitized by Google

dans le Pais-Bas & les en chaſſer, nous avons fait notre devoir à l'egard des autres Royaumes, n'en avons-nous pas aſſez fait?

Etendre l'expulſion ſur tout ce qu'il y a d'Eſpagnols perſonnellement, c'eſt une pure fourberie, car la mere du Roi eſt une Eſpagnole, le Roi eſt lui-même un demi Eſpagnol, & le Cardinal lui-même eſt né Sujet d'Eſpagne.

Si les Pais-Bas étoient à preſent reduits ſous la France il arriveroit qu'à la place du Roi d'Eſpagne, ils ſeroient gouvernez par le Roi qui eſt Demi-Eſpagnol, par la Reine, & le Cardinal qui ſont tout à fait Eſpagnols.

C'eſt pourquoi il eſt viſible que nous n'avons pas promis une expulſion perſonnelle, mais ſimplement de faire la Guerre, juſqu'à ce que l'ambition de l'Eſpagne & la crainte que l'on avoit de ſi trop grande puiſſance fuſſent abbatues: cela eſt fait non ſeulement dans les Pais-Bas, mais encore dans le Portugal, la Catalogne, le Rouſſillon &c. ce à quoi cependant nous ne nous étions pas engagez.

Ainſi l'expulſion perſonnelle des Eſpagnols eſt fort mal alleguée par les François qui nous ont marqué expreſſement, avant que les nôtres fuſſent arrivez à Munſter, qu'ils euſſent à s'y rendre au plutôt, autrement qu'ils traiteroient ſans nous, mais il n'eſt pas dit un mot d'expulſion perſonnelle.

Si l'on veut prendre de même à la lettre la promeſſe que l'un ſans le conſentement de l'autre ou l'un devant l'autre ne feroit ni de Paix ni de Trêve, il s'enſuivroit que la France auroit ſur nous & nous ſur la France *jus Belli & Pacis*. C'eſt-à-dire que la France ſeroit notre Souveraine & nous la ſienne, la choſe du monde la plus abſurde. Que ſignifient donc ces promeſſes que l'un ne fera pas de Paix ſans le conſentement de l'autre? Tous les gens d'eſprit & la France même répondra que cela doit être pris, *ſalvâ Majeſtate, ſalvâ conſcientia & ſalvo honore*. Car ces trois choſes ne peuvent être bleſſez par aucun Pacte. *Jus Publicum, privatum, Gentium*, la ſainte Ecriture & la Nature même le dictent. Si on conſultoit les maximes de l'Egliſe Romaine cela iroit encore plus loin à l'égard de cet Etat regardé comme Schiſmatique, on doit entendre ces promeſſes de ne point faire de Paix avec cette modification, *pour autant que la Souveraineté, la conſcience, & l'honneur le permettent.*

Pourquoi n'a-t-on pas mis cela dedans le autrement il faudroit dans tous les Contracts y inſerer toutes les Loix, les Edits & les reglemens qui traitent de la matiere dont il s'agiroit. Les Notaires à la place d'une feuille de papier auroient beſoin d'écrire tout un livre.

Secondement on n'y a pas mis ce tempetament pour faire plus de peur à l'Ennemi, outre que les François avoient trop bonne opinion de nous, & nous d'eux, pour croire que ni nous ni eux ferions la moindre choſe qui bleſſât la Souveraineté, l'honneur & la conſcience, & je dis qu'il n'y a perſonne dans le Chriſtianiſme, ni même ſur toute la terre, qui puiſſe l'entendre autrement.

Il faut donc l'un des deux, ou traiter ſuivant la modification & le ſens ou ſelon la lettre qui tuë. Si on prend le premier parti nous avons ſuffiſamment ſatisfait au Traité; ſi on prend le ſecond toute notre interpoſition & nos devoirs ſont inutiles, car nous devons ſans murmurer attendre juſqu'à ce que la France conſente à la Paix, il n'y a pas là de milieu.

6. C'eſt donc ſuivant le véritable ſens du Traité que nous avons ſigné le Traité & promis de le ratifier, comme il l'eſt déja par quatre Provinces; on doit tenir ſes promeſſes, toutes les Loix divines & humaines l'ordonnent, raporter ſur cela beaucoup de choſes ce ſeroit porter de l'eau à la mer. Les intérêts Politiques de l'Etat nous y forcent, il y a aſſez de gens qui par de longues irréſolutions ou des intérêts particuliers & de jalouſie s'en éloignent, ils y ſongeront à deux fois.

Ce ne ſont pas là des tergiverſations contre la Négociation: chacun aſpire à la Paix, cela part d'un cœur ſincere, d'une candeur Flamande qui donne volontiers la meſure pleine, & puiſqu'on eſt delivré du joug d'une Monarchie, on veut laiſſer à un chacun la liberté de ſes ſentimens & aller par la voye de la perſuaſion & ſans contrainte.

7. On peut de cette maniere procurer à la France toute ſorte de ſatisfaction, quoique les Médiateurs ſoient choiſis par les Parties mêmes; & ſans que cela doive arrêter le grand ouvrage entre l'Eſpagne & nous; car ſi nous voulons trop differer notre Ratification, & Publication, on ne finiroit pas & nous ſerions auſſi avancés que quand nos Plénipotentiaires ſont arrivez à Munſter: car quelque choſe qu'ils puiſſent faire, l'un ou l'autre dira toujours qu'ils n'ont pas fait aſſez & s'il faut que la Négociation paſſe par toutes les Provinces (où tant de

plus d'apparence d'accommodement entre les deux hautes Parties en peu de tems.

8. Ces ordres ſeront inutiles tant qu'on retiendra ici la Ratification, car il n'y a plus rien à faire avec les Eſpagnols, & la France ne confie plus l'Arbitrage aux Plénipotenciaires.

9. On a parlé ci-deſſus ſur le neuviéme; la longueur a toujours été recherchée par les François, & ils ont, même ſans nous, plus de Conquêtes à eſperer par la continuation de la Guerre, c'eſt ce qu'ils ont déclaré eux-mêmes, & c'eſt pour cela qu'ils ne cherchent pas de courts procès.

10. Mais s'ils pouvoient avec cela arrêter l'échange de notre Ratification & celle de l'Eſpagne, ils n'en racourciroient pas la longueur, au contraire ils la prolongeroient de plus en plus.

11. Quand l'Ambaſſadeur de cet Etat viendra à Paris, il trouvera chez les Princes du ſang, chez les bons François, & même chez les gens du commun beaucoup d'applaudiſſements & d'acclamations par raport à la Concluſion de notre Paix avec l'Eſpagne, comme étant le chemin de leur propre Paix, dont certainement les Sujets ont mille fois plus beſoin que le Roi qui s'arrête à la ſatisfaction de ſix petits points, nonobſtant tant de Conquêtes, tant de Provinces & même de Royaumes entiers que nous lui avons fait avoir par nos armes: car en cent cinquante années, il n'avoit pas pû gagner un pié de terre ſur l'Eſpagne.

12. & 13. Voila le véritable ſens du douziéme Article, & l'on ne doit pas pour la ſimple formalité d'une ſoumiſſion que les Eſpagnols veulent courte & les François longue, continuer à répandre le ſang Chrétien; celui du moindre valet eſt auſſi précieux devant Dieu que celui du plus puiſſant Roi de la Terre.

C'eſt pourquoi certain Prince étoit bien impertinent de dire quand on lui apporta la nouvelle qu'il y avoit tant de Soldats de tuez, que *ce n'étoit qu'autant de Riſdales de perduës* (à cauſe qu'on les engage pour ſi peu de choſe) cela eſt excuſable quand cette perte arrive pour une juſte défenſe, mais on ne peut pas ſe juſtifier devant Dieu, quand on ne le fait que pour s'agrandir, *ad robuſtè venandum*, & ſe ſervir des ames innocentes comme l'on fait des chiens à la chaſſe. Les Médecins n'ordonnent jamais la ſaignée que dans le beſoin, & un Prince ne doit faire la Guerre que dans un cas de néceſſité.

Mais quel beſoin en a eu la France? Après la Bataille de Prague, la décadence des Princes Alliez & Proteſtans, & la grandeur de la Maiſon d'Autriche, c'étoit alors qu'il étoit tems de faire quelque choſe, pour lors la France avoit matiere de jalouſie contre la Maiſon d'Autriche, & des raiſons valables pour la Maiſon Palatine, quand ce n'auroit été que par reconnoiſſance & comme pour la remercier de ce que le Roi ſon Pere avoit reçu de cette Maiſon, contre ceux de la Ligue: mais au lieu qu'Henri IV. (par [illegible] un Ecolier, autrement il auroit eu, comme il arriva depuis à ſon fils, une Chambre dans le Bois de Vincennes ou dans la Baſtille. L'an 1625. le Roi de Dannemarck arma dans la Baſſe Saxe en faveur des Proteſtans, la France s'en lava les mains, jamais cependant la Maiſon d'Autriche ne fut plus formidable qu'elle l'étoit alors, c'étoit le tems de dompter ſon ambition & de prendre les armes contre elle, mais les François ſavoient ce qui en étoit, ils avoient tenté la fortune cent cinquante ans contre l'Eſpagne ſans pouvoir y rien gagner, mais elle n'avoit garde d'aider les Proteſtants, elle épia ſeulement l'occaſion de pouvoir conquerir quelque choſe, & ſe tint longtems *poſt principia*; ils nous mirent en jeu, le Roi de Suéde, & nous, depuis l'an 1630. juſqu'en 1635. nous levames l'écorce & ils ſont venus enlever le meilleur bois, *ex profundâ cupidine Imperii*; ils n'avoient pas d'autres raiſons, mais n'importe, on leur ſouhaite toutes leurs Conquêtes & encore plus, ils n'ont qu'à les faire eux-mêmes, car nous avons ſatisfait au Traité. Nous ne nous ſommes pas & nous ne pouvons pas être engagez dans une Guerre éternelle, ni le Cardinal; car pour ne pas parler des autres Alliez de la France, elle veut & doit avoir la Paix.

Pour concluſion de ceci, comme de toute la Négociation des François, on pourroit bien répondre à Monſieur l'Ambaſſadeur, que la ſeule preuve de l'inclination des François pour la Paix conſiſte en ce que la France doit offrir une ceſſation d'armes.

Car il n'eſt plus à preſent queſtion de Conquêtes, mais ſeulement de points indécis, les François veulent que nous croyions qu'ils ſont contents avec ce qu'ils ont: pourquoi donc ne pas convenir d'une ſuſpenſion d'armes? On l'auroit dû offrir dès le commancement, comme cela ſe fait toujours, l'Eſpagne l'a demandée.

Il eſt plus que ſurprenant que nous ayant conclu & ſigné la Paix, les François ne diſcontinuent pas de tâcher de nous empêcher de ceſſer les actes d'hoſtilité; eux qui ſe diſent ſi affectionnez pour la Paix, comme l'avance Monſieur l'Ambaſſadeur, pourquoi ne parlent-ils pas un mot de ſuſpenſion d'armes, & ne fixent pas le tems auquel l'Arbitrage doit finir? Tout cela ſont des ſignes de longue durée, car pendant ce tems-là on tâche d'attirer le Duc de Lorraine hors du parti des Eſpagnols, on veut attendre le denouement de Naples, le ſuccès des armées d'Allemagne, debaucher le Duc de Baviere, & empêcher l'Eſpagnol (incertain de la ſignature de notre Paix) & chercher à remporter quelqu'avantage auſſi bien dans les Pais-Bas, qu'ailleurs, ou enfin que par deſeſpoir (voyant qu'il eſt inutile de traiter avec nous puiſque par l'oppoſition d'un Membre ou deux on eſt arrêté) il ſoit forcé de tranſporter les Pais-Bas.

Si ceux qui gouvernent en France avoient un

Il eſt vrai que dans la Zelande & Utrecht il en a mis quelques-uns de ſon parti, & ailleurs les Provinces qui ont déja ratifié ne ſont pas ſecondées comme elles devroient l'être; les adherans du Cardinal s'en glorifient. Il croit avoir beaucoup gagné en ſemant cette diſcorde; mais il ſe trouvera trompé.

Le Loup voyoit un Ane chargé & las, qui cependant alloit toujours ſon chemin, il avoit deux poires pendantes qui ſe heurtoient, il crût que c'étoit du butin pour lui, & que ces deux poires tomberoient bientôt, s'imaginant que cela ne pourroit pas durer longtems, il ſuivoit donc doucement, afin de les avaler dès qu'elles ſeroient tombées, mais elles étoient & demeurerent attachées à l'Ane, deſorte que le Loup ennuyé d'attendre dût s'en aller de dépit, honteux & confus, chercher fortune ailleurs, & pour s'excuſer auprès des autres bêtes qui ſe moquoient de lui, il leur dit que ces poires étoient ſi mauvaiſes & ſi fâlles qu'il n'auroit pas pu les manger.

HOLLANDE,

Et qui peuvent ſervir de

REPONSE

A ſa derniere

PROPOSITION

Delivrée à la

GENERALITE',

Le 17. Mars 1648.

CORRECTIFS des Raiſons (*alias*) Ingredients, ci-jointes.

Au lieu de *Raiſons* liſez *Reſolutions* : car en tous les 13. Articles vous n'en trouverez qu'une ou deux d'alleguées ès Articles 9. & dernier. Si ce n'eſt que la paſſion ſoit la même raiſon. *Sit pro ratione voluntas.*

Leſquelles Reſolutions pourront ſervir de réponſe &c. ſe doit entendre quand les Etats Généraux des Provinces-Unies (à qui Monſieur l'Ambaſſadeur s'eſt adreſſé) auront épouſé les paſſions d'une Province particuliere contre l'intérêt public & le bien de l'Etat.

I.

QUe L. S. n'ont rien tant ſoubaité que de voir un Traité de Paix conclu entre les deux Couronnes, ainſi qu'on a été fait entre cet Etat & l'Eſpagne pour des raiſons preſſantes & qui ſe trouvent dans la choſe même.

CORRECTIFS.

I.

VOx quidem Jacob, ſed manus ſunt Eſaü. Genes. 27. Vos actions dementent vos complimens, & votre Ampliateur manifeſte vos ſentimens, donnant aſſez à connoître que vous ne deſirez induire les autres Provinces à conclure avec l'Eſpagne contre les anciennes Alliances & Traitez que vous avez conjointement avec

gredient la vertu d'avoir mis le Traité de l'Empire en ſi bon état à Oſnabrug; ce qui procede ſeulement de la vertu de l'oignon du Lis, & *Spiritus Vitrioli* de Suéde. Car toute l'Aſſemblée de Munſter le fait, & toute l'Allemagne l'a ſenti, que votre Négociation particuliere avec l'Eſpagne & défection d'avec la France, rendit l'Eſpagnol ſi fier qu'il contraignit l'Empereur à revoquer ce qui avoit été traité par le Comte de Trautmandorff (qui fut même rappellé de Munſter d'autant qu'il leur ſembloit trop porté à la Paix, & donna occaſion au Duc de Baviére de rompre ſa foi voyant que vous manquiez à la votre. Au contraire les Alliez n'ont pas été ſitôt en poſture, que le Traité s'eſt renoué, & va maintenant, Dieu merci, au ſouhait d'un chacun. Delà peut-on juger qui avance ou recule la Paix de l'Empire.

II.

Que pour cet effet tous les devoirs imaginables & poſſibles ont été employés par les Plénipotentiaires de cet Etat, pour porter les ſuſdites Parties à quelque accommodement qui néanmoins ont été infructueux au grand regret de cet Etat.

CORRECTIF.

II.

L'on n'ignore pas que le Roi & Meſſieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, n'ayant ordonné de fort bons remedes & convenables à la Conſtitution & complexion du Corps de la Chrétienté, particuliérement de la France & de cet Etat par le Traité de l'an 1644. Mais les Apoticaires à qui de votre part vous en avez commis la diſpenſation, ſe ſont ſervis de *qui pro quo*, & remedes chimiques & hetérogenes, au lieu des ſympathiques & homogenes dont le Roi & Meſſieurs les Etats Généraux avoient convenu pour la parfaite cure des patients. Meſſieurs vos Plénipotentiaires, dis-je, les ont negligé, & au lieu des confortatifs y tenus & ordonnés pour la conſervation de la France auſſi bien que de cet Etat, ils ont preſenté ce vomitif au François.

RAIS. *Abandonnez les intérêts de tous vos Alliez, même de Madame de Savoye, votre Tante & reſtituez la plûpart de vos Conquêtes, particuliérement la Lorraine avec toutes les Fortifications, ou nous ferons la Paix ſans vous.*

CORR. Et tous les autres Fortificatifs convenus pour les amis ils les ont diſpenſés aux ennemis ayant eu avec eux la converſation, familiarité & confidence qu'ils étoient obligés d'entretenir avec les Alliez. De ſorte que ce n'eſt merveille que les remedes de vos Plénipotentiaires ont été infructueux puiſqu'ils ont été ſi corrompus, & de qualité ſi contraire à ceux que les Protomedecins avoient ordonnés.

Avez-vous donné ordre à vos Plénipotentiaires *de contribuer tout ce qui pourroit ſervir à la ſureté du Traité qui interviendroit à Munſter, & d'aviſer enſemble avec les Plénipotentiaires de France* aux moyens d'aſſurer la tranquillité publique : qui eſt l'obligation de l'Article 8. du Traité de 1644. *Leur avez-vous donné ordre de n'avancer votre Traité plus que celui de France, & ne conclure que conjointement, & de prêter la main avec la fermeté néceſſaire pour conſerver* les avantages & Conquêtes de la France & *de votre Etat? Et leur avez-vous ordonné, en cas que l'Eſpagnol facilitât votre Traité & reculât celui de France, de déclarer aux Miniſtres d'Eſpagne qu'il y avoit obligation mutuelle de ne conclure que conjointement & d'un commun conſentement*, & même de n'avancer pas plus un Traité que l'autre? Et vos Plénipotentiaires ont-ils atteſtation de Meſſieurs les Médiateurs qu'ils ayent exécuté les ordres ſuſdits, (ſi vous les avez donné) qui ſont formels audit Traité? Si vous pouvez faire voir acte de telles diligences, la France a tort d'exiger davantage de vos devoirs. Mais étant conſtant du contraire, & qu'au lieu de deſavouer la Négociation de vos Députez contre vos obligations audit Traité de 1644. vous les juſtifiez. & preſſez *vi, prece, & precio* les autres Provinces de vouloir ratifier un Traité avec l'Ennemi qui n'eſt pas encore ſigné par les Provinces-Unies, pour rompre ceux que leſdites Provinces-Unies ont conclu avec la France : c'eſt ce dont Dieu ſera juge, & toute la Chrétienté témoignera, ſi c'eſt avoir bien diſpenſé votre troiſiéme ingredient.

IV.

Que Monſieur Servien du temps que l'on traita ici la Garantie a déclaré par réiteration que pourvu qu'on tombât d'accord ſur ledit ſujet la Paix ſe pourroit conclure en 24. heures.

CORRECTIF.

IV.

Quand Monſieur Servien l'a promis il a preſuppoſé l'obſervation des Traités qui ſont entre le Roi & les Provinces-Unies, confirmés par le Traité de Garantie; & jugé que Meſſieurs les Plénipotentiaires du Roi & de cet Etat s'acquitteroient ſincerement des obligations eſquelles Sa Majeſté & Meſſieurs les Etats les avoient engagés par le Traité de 1644. fait expreſſement pour leur ſervir de loi, en les honorant d'un ſi grand emploi. Ce qu'étant par eux executé il ne faut point douter que l'Eſpagnol eût été obligé d'accorder à la France des conditions autant tolerables qu'il en a donné à Meſſieurs les Etats de favorables pour les deſunir de la France. Ce qu'étant, ſon dire eut été il y a longtemps accompli. Mais vu que vos Plénipotentiaires ſe ſont détracqués du ſentier qu'on leur avoit preſcrit par le Traité de 1644. & donné la main à l'Eſpagne pour preſſer la reſtitution de Lorraine & autres avantages

Que la Négociation de Paix entre l'Eſpagne, & ſes Etats eſt ſituée pour une affaire faite & que l'on attend que la parole donnée par Meſſieurs les Plénipotentiaires à Munſter doit être degagée & qu'elle ſorte ſon effet au jour à cela determiné.

CORRECTIF.

VI.

Au moins eſt-elle bien avancée ſans celle de France qui la devoit accompagner conformément au Traité de 1644. *& quant au degagement* de la parole donnée par *Meſſieurs vos Plénipotentiaires* &c. l'on dit ; *non poſſe ſalvo fœdere in præjudicium veterum novas contrahi amicitias*, que l'on ne peut au préjudice des anciennes Alliances faire de nouveaux Traités tout contraires. De plus, l'Eſpagne a traité avec les Provinces-Unies & non demembrées ; ainſi leur Traité avec l'Eſpagne ne peut encore avoir aucune obligation formelle audit degagement que toutes les Provinces-Unies n'ayent ſigné ; ce qui étant l'ame du Traité & y manquant, l'Eſpagne aura toujours droit de rompre quand la fortune le lui permettra. De plus, ſi vous croyez être tant obligés à la Ratification de ſix ſignatures precipitées (ou pour mieux dire 5. car la Province de Zélande desaprouve abſolument le 6. comme appert par ſes Reſolutions du 31. Mars) en quelle conſideration devront être pris les Traités que les ſept Provinces-Unies ont conclus, ſignés, ratifiés & *unanimi conſenſu* approuvés au milieu de leur Etat avec la France.

VII.

Que cela nonobſtant, cet Etat eſt encore reſolu de continuer tous devoirs & offices imaginables & poſſibles pour diſpoſer les Parties à un accommodement.

CORRECTIF.

VII.

Ne continuez pas, s'il vous plaît, les offices que vous avez fait depuis 18. ou 20. mois, car ce ſeroit la ruine du Traité de la Paix générale. Mais ſi vous le dites à bonne intention, les meilleurs devoirs ſeroient d'accomplir les Traités de 1635. & 1644. pour diſpoſer l'ennemi

Il plaira à Meſſieurs les Etats de recommander à leurs Plénipotentiaires auſſi bien que le Roi aux ſiens de ſuivre exactement, ce qui leur eſt preſcrit par le Traité de l'an 1644. & qu'ils ſe ſervent de comminatoires envers les ennemis & non contre les Alliez comme ils ont fait. Et qu'ils n'interpretent point les Inſtructions de Meſſieurs les Etats Generaux *in præjudicium ſociorum*. Et de n'avoir avec les ennemis la familiarité & confidence qu'ils ſont obligés d'uſer avec les Alliez. Et pour obliger tous les gens de bien d'ajoûter foi à leurs informations, & ne donner occaſion au Sieur de la Thuillerie de demander audience à Meſſieurs les Etats pour ſe plaindre particulierement de leur fauſſeté, comme il fit le 23. du mois d'Octobre 1647. Qu'ils tirent des Parties acte de leurs ceſſions ou prétenſions par écrit (ſi ayant quité le perſonnage de Parties ils jouent derechef celui-ci de Médiateur ou pour mieux dire Solliciteur) afin qu'un chacun, particulierement Meſſieurs les Etats Généraux, puiſſent voir clairement & juger qui des Parties tergiverſera ou dilayera le Traité.

IX.

Que L. S. ne peuvent trouver bonne la ſoumiſſion projettée par Monſieur de la Thuillerie dans la derniere Propoſition pour la déferer à Meſſieurs les Etats Généraux & à S. A. le Prince d'Orange, vu qu'une telle ſoumiſſion eſt ſujette à des longueurs & peut produire les inconvenients préjudiciables à la reconciliation prétenduë.

CORRECTIF.

IX.

Les plus grands Monarques tiennent pour ſouverain point d'honneur d'être Arbitres de Puiſſances plus baſſes. Mais Meſſieurs les Etats de la Province d'Hollande dédaignent de l'être des plus grands Rois d'Europe. Qui de la poſterité le croira? La raiſon qu'ils alleguent pour excuſer leur peu de cœur, c'eſt pour *être telles ſoumiſſions ſujettes à des longueurs.*

Quand la France negotia votre Souveraineté & votre Trêve ſe plaignit-elle des longueurs, & dépenſes exceſſives qu'elle y conſuma (ſans reproche) pour faire déclarer Souverain l'Etat des Provinces-Unies. A-t-elle perdu patience, pour le longtems que ces Plénipotentiaires ont

procede la longueur intervenuë, & qui peut cauſer la continuation d'icelle que vos Plénipotentiaires? qui contre votre foi & leur ſerment prêté d'en ſuivre les loix à ceux preſcrites par Traité de l'an 1644. ont traité ſeparement avec l'ennemi; à qui ils ont donné la main & le cœur pour prétendre de la France des reſtitutions que Meſſieurs les Etats même avoient convenu avec le Roi de ce devoir faire; & l'audace de retracter tout ce dont il étoit convenu avec la France; & de forcer l'Empereur en même temps d'en faire de même de tout ce que Monſieur le Comte de Trautmansdorff avoit traité avec la Suéde & les Proteſtants, s'imaginant qu'ayant deſuni Meſſieurs les Etats de la France il la devoreroit en un déjeuner.

Or d'autant que Monſieur l'Ampliateur ne pouvant produire *les inconvenients* prépudiciables à la reconciliation *prétenduë, s'eſt contenté de dire tout court*, que les François ne veulent point de court procès; je demande ſi les Conquêtes de France ne lui ſont pas ſi bien acquiſes & à ſi bon titre pour le moins que celles de Meſſieurs les Etats, & ſi la France n'en peut prétendre la conſervation auſſi bien que leſdits Seigneurs Etats? L'Ampliateur ſeroit bien injuſte de le nier; ce qu'étant ſuppoſé, je redemande qui déſire plus court procès, qui veut quitter du ſien pour avoir la Paix, ou qui veut avoir l'autrui? L'Eſpagnol veut ravoir les Conquêtes de France, qui les lui peut denier auſſi bien que Meſſieurs les Etats les leurs: cependant elle preſente la reſtitution de la Lorraine la plus capitale de ſes Conquêtes (honteuſement, ſauf reſpect du vainqueur, ſi l'amour de la Paix n'effaçon cette honte) qui lui appartient *duplici jure*. Savoir par droit de Guerre & par devolution en cas que le Duc Charles contrevint (comme il a fait) au Traité qu'il fit avec le Roi défunt l'an 1641. comme ſe peut voir audit Traité. Qui donc de l'Eſpagnol ou du François déſire plus court procès.

X.

Que néanmoins pour mieux avancer ladite affaire, L. S. ont autoriſé leurs Plénipotentiaires d'accepter cette ſoumiſſion ſi par leſdites Parties elle leur étoit déferée au regard des points indecis: & ce ſauf, que les Ratifications reſpectives du Traité de la Paix conclue avec les Plénipotentiaires d'Eſpagne & de cet Etat ne ſouffrira point de retardement à l'occaſion d'icelle.

CORRECTIF.

X.

C'eſt eſtimer peu d'être Arbitre de deux tels Rois, que de remettre ce jugement à vos ſerviteurs, qui ont ſi peu eſtimé l'amitié de la France en toute la Négociation de Munſter, ſinon que ceux qui ne droit ne pouvoient être que Parties. Confiance, dis-je, telle, qu'il a paſſé même acte de ne traiter que par iceux avec la France, qu'il obſerve ſi religieuſement que depuis leur depart de Munſter, il n'a voulu entendre à aucune Negociation par entremiſe de Monſieur le Legat & Monſieur l'Ambaſſadeur de Veniſe Mediteurs legitimes.

Mais pourquoi l'Eſpagnol recuſe-t-il l'entremiſe deſdits Sieurs Mediateurs, & l'Arbitrage de Meſſieurs *les Etats & leur prefere leurs Plénipotentiaires*? Devinez-le, & nous taiſez ſi vous en ſavez le ſecret. Au moins n'eſt ce pas pour éviter les longueurs ſur leſquelles s'excuſent Meſſieurs les Etats d'Hollande au précedent Article; car il eſt vrai ſemblable que Meſſieurs les Médiateurs legitimes ſont ſi adroits qu'aucun autre de la Chrétienté pour avancer une telle Négociation & doivent être moins ſuſpects aux Parties que ceux qui de Parties ſe ſont rendus Sollicteurs pour l'Eſpagnol, & il n'eſt pas vrai-ſemblable que Meſſieurs les Plenipotentiaires ayent plus de credit pour induire les partis que Meſſieurs les Etats Généraux & S. A. Monſieur le Prince d'Orange. Or outre les cauſes ſecretes c'eſt que l'Eſpagnol n'ayant accordé à Meſſieurs les Etats la qualité de Souverains que par force, & pour les deſunir d'un Allié qui la leur avoit ſollicité à la Trêve & maintenu par la Guerre, & ne la leur voulant prêter que *ad tempus*, s'ils perdent la France pour Garant; lui qui à peine ſe ſoumit onques à l'Arbitrage de plus grands que ſoi, il ne veut donner preuve par telle ſoumiſſion qu'il ait conferé à Meſſieurs les Etats Généraux les droits de Souverain, ſachant bien qu'étant reçu pour Arbitres de ſi puiſſants Rois il faut qu'ils les reconnoiſſent pour Souverain, ſans reſtriction de ſorte que la France par ſa ſoumiſſion à l'Arbitrage de Meſſieurs les Etats Généraux, ne fait pas peu pour eux d'obliger l'Ennemi à rendre à tout le monde ce témoignage qu'il les reconnoit véritablement pour tels & non pour rebelles.

Quant à la modification que nous apportez à l'acception par vos Plénipotentiaires de la ſoumiſſion prétendue, ſavoir; *qu'il faut cependant que la Ratification paſſe outre.* La France entend mieux ſon monde & le point d'honneur pour déferer à des infracteurs de Traités la gloire d'un tel jugement.

XI.

Qu'en outre L. S. ont jugé à propos de donner à leur Ambaſſadeur Ordinaire en France preſentement ſe trouvant ici de ſe rendre promptement à Paris, & pour l'avancement de ce qui deſſus faire envers Sa Majeſté & où beſoin ſera les devoirs que l'on jugera être expédients.

COR-

CORRECTIF.

XII.

Liſez & reliſez la Procuration du Roi appoſée au Traité de l'an 1644. & vous reconnoîtrez comme les Princes du ſang, tout le Conſeil du Roi & les Etats Généraux de France, ont les premiers contribué pour le Traité de la Paix générale en la Chrétienté, le Roi ayant par leur avis honoré cet Etat d'une ſi célebre Ambaſſade (ce ſont les propres termes de votre compliment au Preliminaire dudit Traité) afin de traiter & conclure ledit Traité avec Meſſieurs les Etats Généraux, pour avancer plutôt cette Paix déſirée par tous les gens de bien, & l'aſſurer pour longues années. Mais comme votre Ampliateur a remarqué ſur votre premier *Ingredient*, que le vrai ſecret de votre politique & l'intérêt de votre Etat eſt que les deux Couronnes demeurent en Guerre, & par conſequent toute la Chrétienté qui ſe trouve partagée par les intérêts de ces deux Princes (maxime maudite!) Ce n'eſt merveille que vos Plénipotentiaires ayent rendu vaines les intentions, & ſoins du Roi & de ſon Conſeil par leur Traité particulier, afin de donner commodité à l'Eſpagnol pour non ſeulement défendre ſon reſte contre les François, mais regagner ſur eux (s'il peut) ce qu'il a perdu. Si les Miniſtres du Roi ont contribué à la naiſſance du Traité, ils ne l'ont pas moins fait à la continuation, ayant été les premiers à Munſter, & y ayant aſſiduement reſidé avec une patience incroyable, & une dépenſe ſi prodigieuſe que pour traiter & obtenir la Paix ils depenſent autant qu'il faudroit pour continuer la Guerre. C'eſt pourquoi convertiſſez ces prieres en des commandemens à vos Plénipotentiaires, d'obſerver préciſément les Articles du Traité de l'an 1644. afin de faire foi à toute la Chrétienté combien vous deſirez la Paix générale que vous préchez, à ceux qui n'ont aucunement enfreint ledit Traité. La France vous y a aſſez ſollicité, toute la Chrétienté vous y conjure, les Proteſtans d'Allemagne proteſtent contre votre défection auſſi bien que ceux du Païs-Bas, & de la France, & vos Miniſtres de votre Irreligion, ſe louant des aſſiſtances & bienfaits d'un Roi Papiſte, étant négligé par ceux de leur profeſſion.

ces en un Cabaret : & les nouvelles que les Parties reçoivent du ſuccès bon ou mauvais les doivent éguillonner à rechercher ou conclure la Paix. Bref la plus ſure Paix eſt celle qui ſe fait les armes à la main.

XIII.

L'on a encore trouvé bon que les raiſons compriſes ci-deſſus ſoient couchées en François en forme de réponſe pour être delivrées à Monſieur de la Thuillerie par l'Agent van Burch, ou autrement, ainſi que l'on a accoutumé d'inſinuer aux Ambaſſadeurs des autres Princes les réponſes faites par écrit, ſans par aucune ulterieure conference traiter de cette affaire en ce lieu, ains la faire négocier à Munſter, comme le lieu où Monſieur de la Thuillerie même dans ſa propoſition dit qu'elle ſe doit traiter.

CORRECTIF.

XIII.

Je crains que mon correctif ne devînt ſur cet Article, un Corrotif à cet Etat, ſi j'éclairciſſois les Provinces-Unies de la preſomtion d'une particuliere en répondant & ordonnant de delivrer à un Ambaſſadeur de France une réponſe ſi extravagante aux Harangues qu'il leur a faites en plains Etats. C'eſt pourquoi je retiendrai ma plume pour prier Dieu qu'il les illumine de ſon eſprit de Paix pour reſoudre ce qui ſoit à l'avantage de la Paix générale, & fortune de toutes les Provinces-Unies, ſans avoir égard aux intérêts d'une ſeule, qui ſont encore reſtreints pour une ſeule Ville, qui ſe trouve maintenant gouvernée par un Citoyen plus abſolument qu'elle n'étoit par le Roi d'Eſpagne.

Seulement dirai-je, qu'on eût mieux fait d'ordonner que leurs volontés fuſſent manifeſtées à la Généralité, ainſi que les autres Provinces ont fait avec plus de reſpect; afin de déliberer & digerer unanimement la reponſe à telles Harangues; afin de ne donner aux Allés occation de craindre & aux ennemis d'eſperer quelque desunion en cet Etat, l'une Province deſirant donner la Loi aux autres.

Audite ſomnium meum quod vidi. Putabam nos ligare manipulos in agro & ſtare veſtroſque manipulos circumſtantes adorare manipulum meum, Numquid Rex noſter erit, aut ſubjicietur ditioni tuæ? Gen. 37.

PROVINCE
De
ZEELANDE
Touchant la ſignature particuliere du
TRAITÉ DE PAIX
Avec
L'ESPAGNE.

LEs Etats & Pais du Comté de Zélande ayant délibéré ſur le Traité de Paix entre le Roi d'Eſpagne & cet Etat du 30. Janvier paſſé, ſigné à Munſter & ſur tout ce qui en dépend, comme auſſi ſur la Propoſition de Monſieur l'Ambaſſadeur de la Thuillerie faite le 13. dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances & donnée par écrit; ces mêmes Etats nous ont chargé de déclarer leur avis dans l'Aſſemblée de leurs HH. PP. qui eſt qu'avant que de ratifier la Paix, les Etats de Zélande eſtiment qu'on devroit par des Députez ou autrement employer tous les moyens poſſibles pour contenter & ſatisfaire la Couronne de France, & accommoder les differents qui reſtent encore entre les deux Hautes Parties: enſorte que la concluſion de la Paix puiſſe s'enſuivre, pour cet effet employer toute ſorte de devoir & de perſuaſion pour porter les deux parties à un accommodement, ou à une ſoumiſſion entiere & abſoluë, employant à cet effet les offres contenus dans la ſuſdite Propoſition de l'Ambaſſadeur de la Thuillerie.

Les raiſons que leurs Nobles Puiſſances trouvent les plus fortes en ceci ſont,

Premierement que cet Etat a reçû beaucoup de bienfaits de la Couronne de France depuis longtems, & ſur leſquels nous ne nous étendrons point ici, nous dirons ſeulement qu'ils ſont tels que la Poſterité quand elle en lira l'Hiſtoire, aura peine à les croire & c'eſt peu de choſe en compenſation, que d'en avoir au moins de la reconnoiſſance.

Qu'en ne ſatisfaiſant pas à ce devoir & travaillant à la concluſion & ratification d'un Traité particulier de Paix, c'eſt s'éloigner du but original de l'Aſſemblée générale de Munſter qui n'a été établie que pour procurer un repos général à toute la Chrétienté & par conſequent en même tems à la France.

ne d'Eſpagne ſans avoir aucun garant ni aucune ſureté, ce qu'on a cependant jugé bien néceſſaire quand on a fait la Tréve l'an 1609. & même dans les dernieres Conferences du Traité on a uſé contre nos Miniſtres de menaces afin de les diſpoſer à faire un Traité de Paix, en leur déclarant qu'autrement cet Etat s'expoſeroit à perdre la Garantie de la France.

Qu'en cas que la Paix ne ſoit pas concluë entre ces deux Hautes Parties, mais qu'au contraire elles reſtent en guerre, cet Etat ne goutera pas les fruits de la Paix, & ſera obligé de reſter en armes ſelon toutes les apparences, pour prévenir que l'une ou l'autre Province de ces mêmes Etats ne ſoit ſurprile d'une maniere ou d'autre.

Il y a à craindre auſſi que le Commerce & la Navigation ne ſoient fort troublez & ſur tout qu'ils ne ſoient entierement ruinez vers l'Occident, ce qui ne manqueroit pas de donner lieu à de nouveaux démêlez.

Par ces preſſantes conſiderations nos Principaux ont jugé extremement néceſſaire, avant de ſigner la Ratification dudit Traité de Paix, d'agir comme on a dit ci-devant

Et comme nous ſavons qu'on nous objectera que le Traité ayant été conclu en conformité des Réſolutions priſes par leurs Hautes Puiſſances, il faut que la Ratification s'enſuive, nous répondons qu'il eſt bien vrai que nos Principaux ont été obligez malgré eux à conſentir à la Reſolution priſe le 4. Mai & à celles du 10. & 13. Août, mais dans la confiance & après avoir fait entendre que ce n'étoit que dans la vuë d'acheminer l'accommodement entre les deux Hautes Parties, mais que par là on n'auroit pas deſſein de faire frayer le chemin à un Traité ſeparé, auquel nos Principaux n'ont jamais penſé, leurs Nobles Puiſſances ayant toujours jugé & jugeant encore, qu'on ne pouvoit avec fruit & avantage faire aucune Paix que conjointement avec la France.

Et même on ne trouvera pas que nos Principaux ayent jamais déclaré que le jugement ſur les Tergiverſations de la France & conſequemment la concluſion d'un Traité ſeparé avec la Couronne d'Eſpagne, qui renverſe tous nos Traitez avec la France & même la Ligue de garantie, ait été laiſſé aux Plénipotentiaires de cet Etat & qu'ils pourroient en cela agir à la pluralité des voix comme cela vient d'arriver.

Au contraire quand les Députez d'Utrecht ont demandé une explication ou une déclaration ſur la maniere de juger de ces tergiverſations, les Députez de Zélande ont declaré qu'ils ſe trouvoient incapables & non qualifiés pour donner leurs avis là deſſus, & que leur intention n'avoit été autre que d'en reſerver le jugement à l'Etat, d'où il paroit clairement, que quand au mois de Novembre dernier on travailloit au départ des Plénipotentiaires qui alloient à Munſter, il fut expreſſement déliberé par les Députez de Zélande qu'en cas que le different qui reſtoit entre la France & l'Eſpagne ne put

être

Digitized by Google

[illegible] comme bien en formes informez) ont pris une réſolution déclaratoire pour definir en quoi on pourroit dire que la France auroit tergiverſé.

Et ſupoſé que le jugement de cette tergiverſation ſoit reſté à l'Etat, Meſſieurs les Etats de Zélande ayant fait attention aux Lettres & Raports des Plénipotentiaires, comme auſſi aux Propoſitions & Ecrits de Meſſieurs les Ambaſſadeurs de France ont jugé que pour obvier à toute brouillerie & conſerver amité, fidelle Alliance & correſpondance avec la France, on devoit faire tout ſon poſſible pour porter les deux Hautes Parties à un accommodement, & que pour cette fin on devoit encore ſurſeoir la Ratification du Traité de Paix.

Du reſte Meſſieurs les Députez de Zélande ont dit qu'ils avoient ordre de propoſer quelques Remarques de leurs Principaux ſur le Traité de Paix pour ſervir d'éclairciſſement à quelques Articles: elles ſont telles que l'on les trouve ici écrites afin qu'on y ait égard avant d'expedier la Ratification pour en uſer ainſi que l'on trouvera bon être.

Ainſi fait le 31. *Mars* 1648.

De

MUNSTER

Pour la Cloture de la Paix.

L'an 1648.

Delivrées le 31. Mars, luës le 1. Avril 1648.

COnſiderations propoſées par les Députez de Zélande le 30. Mars 1648. dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances pour l'éclairciſſement & l'exécution de quelques Articles du Traité de Paix, & ſur l'Article particulier touchant la ſureté de la Navigation & du Commerce dans les Pais qui pourroient être en guerre avec le Roi d'Eſpagne.

Que dans le Préambule du Traité on mette le mot de *Libre*, ſavoir, *Libres Provinces-Unies*, ainſi qu'il eſt inſeré dans le Pouvoir & formulaire de Pacification.

Que par tout dans le Traité où on ſe ſert du mot de Majeſté on mettra le *Seigneur Roi d'Eſpagne*, ou bien *Sa Majeſté le Roi d'Eſpagne*.

Que dans le troiſiéme Article le mot *Axel*, eſt pour *Axel-Ambacht*.

Que pour faire connoitre l'intention de cet Etat, touchant les trois quartiers d'Outre-Meuſe, on déclarera aux Eſpagnols que cet Etat eſt réſolu de les garder, conſerver & retenir, ſans attendre la deciſion de la Chambre mi-partie.

Que pour mieux entendre & expliquer, ce qui eſt dans l'Article XIX. où l'on fait mention de ſcandale public au ſujet de la Religion, cet Article doit être éclairci ainſi. *Que ce ne ſera point un ſcandale, ſi quelqu'un rencontrant dans les ruës ou à la campagne le Sacrement, il ne fait pas la reverence ou ne lui rend aucun autre culte religieux.*

Qu'avant la Ratification du Traité de Paix on doit regler ce qui concerne la reſidence de la Chambre mi-partie, comme auſſi l'Inſtruction

des Forts aux environs de l'Ecluſe & y comprendre la defenſe & l'ouverture du *Sas* ſitué ſur la Contreſcarpe du Fort Iſabelle près du Swyn.

Et pour ce qui regarde une démolition reciproque de quelques Forts de ce côté ici pour ceux de ce côté-là, on en conviendra avec les Eſpagnols avant la Ratification du Traité de Paix, ſans que pour cet effet on ſoit obligé d'avoir aucun égard aux paſſages de l'Ecluſe & aux Forts de l'Iſle de Cadſant, qui ſeront pour cet effet rayez de l'Article 68. du Traité,

Et en cas qu'on démolîſſe de notre côté les Forts à l'Orient de l'Eſcaut, excepté Lille, on ſera auſſi dans ce cas-là obligé de démanteler Santvliet.

Que la Digue qui eſt aux environs de St. Donies ſera raſée, & qu'ailleurs & non là, il ſera mis un *Sas* de l'autre côté de la maniere dont on pourra en convenir le mieux.

Que dans le reglement fait par les Seigneurs Plénipotentiaires de cet Etat ſous l'agrément de leurs Hautes Puiſſances, pour la ſureté du Commerce & de la Navigation, on doit expliquer quelles ſortes de Marchandiſes ſeront contrebandes, auſſi bien de la part du Roi d'Eſpagne que de cet Etat. Le Commerce en France doit auſſi être expliqué un peu plus clairement, ſur tout quelles Marchandiſes d'Eſpagne ne pourront pas être portées en France, quand la France & l'Eſpagne ſeront en guerre.

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE

De Sa Majeſté en

ALLEMAGNE

Et

PLENIPOTENTIAIRE

Pour le

TRAITE' DE LA PAIX GENERALE,

Ecrite à Meſſieurs les

AMBASSADEURS

Des

PROVINCES-UNIES

Le 14. jour de Mai 1648.

MESSIEURS,

J'Envoye à vos Excellences une Réplique ſuccinte aux Réponſes de Meſſieurs les Eſpagnols. Monſieur de Meinderſwyk ſe peut reſſouvenir que quant à ſa requiſition, & pour ſon information ſeulement, je lui ai donné un Mémoire abregé, & non raiſonné, des points indecis entre la France & l'Eſpagne, ce n'a pas été avec deſſein de former de nouvelles conteſtations; cette voye eſt ſi éloignée du but que l'on doit avoir ſi l'on deſire la Paix, que je n'euſſe point fait cette Replique, ſi je n'euſſe apprehendé qu'on eût mal interpreté mon ſilence, puiſque nous ſommes ici pour traiter, & non pas pour plaider.

Il me ſemble que ceux qui employent leurs offices pour l'accommodement, doivent plutôt chercher des ouvertures, ou des expediens capables de terminer les difficultez qui reſtent, que de ſe laiſſer importuner, & amuſer le monde, par des remontrances inutiles, qui ne tendent qu'à retarder le Traité.

Cependant VV. EE. m'ayant hier fait connoître qu'elles ſont diſpoſées à faire l'échange de leurs Ratifications, je les ſuplie de trouver bon, que pour ma décharge envers le Roi, & pour éviter qu'on ne puiſſe faire paſſer mon ſilence, pour une eſpece de conſentement, je leur repréſente ce qui s'enſuit, où il ne s'agit pas moins

de

[illegible] pour tâcher de contentement de la France.

Que les ſimples demandes qu'elles peuvent avoir faites aux Parties, pour ſavoir ſi elles ſe veulent accommoder, ou relâcher, ne ſont pas les véritables devoirs d'un Allié & Confederé, puiſque les mêmes offices ſont employez même avec plus d'efficace par les Miniſtres de ſa Sainteté & de la République de Veniſe, qui n'ont pas été engagés avec la France dans la préſente Guerre, comme Meſſieurs les Etats.

Que les Inſtances que VV. EE. m'ont faites, pour me relâcher ou faire quelque ouverture qui contente Meſſieurs les Eſpagnols, ſont bien encore moins devoirs d'un veritable Allié.

Que VV. EE. depuis leur arrivée, ne m'ont fait aucune ouverture, ni de leur mouvement, ni de la part de l'Eſpagne, tendante à l'accommodement, mais ſeulement declaré, que Meſſieurs les Eſpagnols ne vouloient rien faire par deſſus ce qu'ils avoient ci-devant offert, qui eſt plutôt une Déclaration de guerre, qu'une propoſition de Paix,

Que VV. EE. ont grand interêt de ne ſe charger pas des inconveniens qui peuvent naître de la ſeparation qu'elles vont faire, puis qu'en rompant volontairement, & ſans aucun ſujet, les Traités de Confederation qui ont aquis aux habitans de vos Provinces, de grandes franchiſes, privileges, & libertés en France, elles peuvent mettre en doute tous ces avantages, au grand prejudice d'une infinité de peuples, qui tirent leur ſubſiſtance du Commerce de la France.

Que le Roi, & le feu Roi ſon pere de glorieuſe Mémoire n'avoient pas ſujet d'attendre un ſemblable abandonnement, n'ayant jamais refuſé aucune choſe, qui ait été en leur pouvoir, pour le bien & conſervation de votre Etat.

Que beaucoup de choſes qui pourroient être faciles avant ledit échange, deviendront plus difficiles, après qu'il aura été fait.

Et enfin; qu'on aura ſujet de croire, que VV. EE. ont eu juſques à préſent plus d'intention d'empêcher la Paix des deux Couronnes, que de l'avancer, puiſque pendant leur abſence Meſſieurs les Eſpagnols ont déclaré qu'ils étoient engagez envers VV. EE. de ne rien faire, que par votre interpoſition, & que depuis votre arrivée, VV. EE. ne m'ont porté aucune parole de leur part, qui ne tende plus à la rupture, qu'à l'accommodement comme il a été dit.

tion par écrit, qui portât que nous ne voulions point admettre l'Interpoſition de Meſſieurs les Etats ni la vôtre.

Nous répondimes que nous avions ordre de ne refuſer ni rechercher l'Interpoſition de perſonne, que nous étions prêts d'admettre celle de Meſſieurs les Etats, ou la vôtre, ou de tous ceux qui voudroient travailler à l'avancement de la Paix: & que par conſéquent ceux qui avoient écrit à la Haye que nous refuſions votre entremiſe, avoient été mal informez, comme eux-mêmes l'ont reconnu depuis. Qu'à la verité pour l'arbitrage nous n'avions pas eu charge de le deferer à VV. EE. mais à Meſſieurs vos Superieurs, n'étant pas la coûtume de ſoumettre de ſemblables differents, où il s'agit de l'interêt de deux ſi puiſſans Monarques, à des Miniſtres ſubalternes, mais ſeulement aux Souverains.

Monſieur le Comte de Peñaranda s'étant aperçu que la réponſe étoit trouvée bien étrange, & avoit été mal interpretée dans l'Aſſemblée, parce qu'il n'y a point de difference entre ne vouloir point traiter, & ne le vouloir faire, que par le moyen de ceux qui ſont abſens du lieu où l'on traite; craignant d'ailleurs que Meſſieurs les Médiateurs n'euſſent ſujet d'être offenſez du mépris qu'il faiſoit de leurs offices, changea de langage, & dit, qu'à la verité il n'étoit pas lié à ne traiter point ſans VV. EE. mais qu'il avoit intérêt d'attendre leur retour, parce qu'elles lui avoient donné un Ecrit contenant les moyens d'accommoder les points indécis entre les deux Couronnes, ſur lequel il s'étoit fondé, quand il avoit donné celui que VV. EE. avoient exigé de lui, & même lorſqu'il avoit rendu compte de la Négociation à ſon Maître.

Lorſque j'apris du Diſcours de Meſſieurs les Médiateurs cette nouveauté dont il n'avoit jamais été parlé; je leur repréſentai que ce prétendu Ecrit donné par VV. EE. devoit être une ſuppoſition & un prétexte artificieuſement recherché pour n'entrer point en matiere. J'en fis plainte à Monſieur de Meinderſwyk auſſitôt apres ſon arrivée, & lui témoignai mon étonnement de ce qu'on avoit propoſé des moyens d'accommodement, comme venans de nous, & ſur leſquels nos Parties ſe vouloient fonder, ſans que jamais ils nous euſſent été communiqués.

S. E. me demanda du temps, pour me pouvoir éclaircir de la verité, & après avoir vu ſes papiers, m'aſſura le lendemain, que ce prétendu Ecrit (lequel toutefois a retardé la Négocia-

tion

J'ai fait inſtance tant auprès de Meſſieurs les Médiateurs, que VV. EE. pour avoir une copie de cette propoſition, ſans en pouvoir avoir aucune connoiſſance; au lieu de la faire voir, on a commencé une autre baterie, & on a dit que Meſſieurs les Eſpagnols ne vouloient rien faire par delà ce qu'ils avoient ci-devant offert, & qu'ils n'étoient pas reſolus d'y rien ajoûter.

Lorſque j'ai fait voir à VV. EE. que cette déclaration nouvelle eſt directement contraire à l'Ecrit que Meſſieurs les Eſpagnols donnerent le jour de la ſignature, qui porte qu'en attendant le temps des Ratifications, on concertera & arrêtera les points qui reſtent indécis, hors celui de Lorraine, pour lequel on écrira aux deux Rois &c. Et qu'elle eſt auſſi directement contraire à la ſoumiſſion que Meſſieurs les Eſpagnols ont témoigné vouloir faire deſdits points au jugement d'Arbitres, & que par conſequent, c'étoit changer l'état de la Négociation. VV. EE. ſe ſouviendront, s'il leur plaît, qu'elles ne m'ont donné aucune ſolide réponſe de la part de Meſſieurs les Eſpagnols, ſur laquelle on aît pu faire aucun fondement, & même ont fait connoître, que ſi l'Ecrit donné à VV. EE. n'avoit point de lieu, Meſſieurs les Eſpagnols prétendroient être en liberté de revoquer les choſes accordées.

Je ſuplie VV. EE. de trouver bon, que je leur demande comment on peut traiter ſolidement des affaires de ſi grande conſequence parmi toutes ces variations, contradictions, & ſubtilitez de nos Parties?

Qui pourra jamais croire qu'en une Négociation, où il s'agit de terminer une longue & ſanglante guerre, pour mettre toute l'Europe en repos, on ait accordé les choſes par ſimple caprice, ou par affection particuliere envers ceux qui s'en mêlent, avec liberté de les revoquer ſi d'autres en parlent; eſt-ce un procedé digne de la matiere que l'on traite? Peut-on croire, que ce qui a été promis à des particuliers, puiſſe être refuſé à la Sainteté, & à une puiſſante Republique comme celle de Veniſe? Qui ne voit que c'eſt une flaterie peu ſeante, qu'on a voulu faire à VV. EE. aux dépens de Meſſieurs les Médiateurs auxquels on ne manquera pas de deſavouer la choſe, auſſitôt qu'elle ſera venuë à leur connoiſſance.

Comment eſt-ce qu'on pourroit accorder la promeſſe de concerter & arrêter les points indecis, pendant les deux mois qu'il falloit attendre le retour de votre interpoſition, à laquelle Meſſieurs les Eſpagnols font ſemblant de defferer tant, pour accepter les propoſitions qu'ils nous ont fait faire il y a longtems. Ce qui fait voir bien clair ſi l'intention qu'ils ont euë en faiſant ladite promeſſe, a été ſincere, & ſi ç'a été autre choſe qu'un amuſement ſans eſperance d'aucun effet, qu'on a voulu donner à VV. EE. pour exiger leur ſignature, qui par conſequent merite avec raiſon d'être annulée, puiſque la condition ſous laquelle on l'a faite, a été inutile juſqu'à préſent, & eſt aujourd'hui ouvertement revoquée par des déclarations nouvelles.

Je me promets que VV. EE. prendront la peine de faire une ſerieuſe réflexion ſur tout ce que deſſus, afin de choiſir par leur prudence les choſes qui peuvent ſervir à l'avancement de la Paix, & éviter celles qui peuvent nuire. J'ai eſtimé le devoir mettre par écrit, afin que mes Diſcours ne puiſſent point recevoir d'interpretation contraire à mon intention. VV. EE. ne croiront pas s'il leur plaît, que ce que je fais, tende à autre fin, qu'à informer le monde de la verité, & faire voir, qu'il a été fait de la part du Roi, autant de diligence pour avancer la Paix, comme il en a été fait au contraire par nos Parties pour la retarder. Après cela, je dois eſperer du favorable témoignage de VV. EE. qu'on ne pourra point imputer ce retardement aux Miniſtres de ſa Majeſté laquelle a toujours ſincerement ſouhaité la Paix, mais qui n'a jamais apprehendé la guerre.

Il me reſte à ſuplier VV. EE. puiſque ce prétendu Ecrit, qu'on a dit ci-devant avoir été donné ou dicté par VV. EE. a ſervi de prétexte à Meſſieurs les Eſpagnols, pour rendre les ſoins de Meſſieurs les Mediateurs inutiles pendant trois mois, qu'il leur plaiſe me délivrer une copie dudit Ecrit, s'il eſt veritable, étant bien juſte que je le voye, s'il a été communiqué à nos Parties, comme venant de nous; ou bien de me donner une declaration par écrit, qui porte ce qu'elles m'ont dit de bouche que jamais elles n'ont donné ni dicté ledit Ecrit, afin que chacun puiſſe connoître, ſi ceux qui ont fait tant de fondement pendant trois mois ſur cet Ecrit prétendu, ont traité ſincerement avec Meſſieurs les Médiateurs & avec moi. C'eſt &c.

A Munſter le 14. *jour de Mai* 1648.

CIR-

CAUSAM PALATINAM,

Et

PRÆTENSIONEM HASSIACAM,

Oſnabrugi peracta.

Repetitis Conditionibus Præliminaribus Art. de Reformatione Juſtitiæ præfixis, de Satisfactione Regiæ Majeſtatis Sueciæ, Conventum eſt ut ſequitur.

POrrò quoniam Sereniſſima Regina Sueciæ poſtolaverat ut ſibi pro locorum hoc Bello occupatorum reſtitutione ſatisfieret, Pacique publicæ in Imperio reſtaurandæ condigne proſpiceretur : ideò Cæſarea Majeſtas de conſenſu Electorum, Principum & Statuum Imperii, cum primis intereſſatorum, vigoreque præſentis Tranſactionis concedit eidem Sereniſſimæ Reginæ, futuris ejus Hæredibus ac Succeſſoribus Regibus Regnoque Sueciæ ſequentes Dituones pleno jure in perpetuum & immediatum Imperii Feudum.

1. *Totam Pomeraniam citeriorem, vulgò* vor Pommeren *dictam, unà cum Inſula Rugia iisque finibus contentas, quibus ſub ultimis Pomeraniæ Ducibus deſcriptæ fuerant. Adhæc è Pomerania Ulteriori Stetinum, Gartz, Dam, Goldaw & Inſolam Wollin, unà cum interlabente Odera & Mari, vulgò* das Friſche Haaff *vocato, ſuiſque tribus Oſtiis* Pein, Sweine & Dievenaw, *atque adjacente utrinque Terra, ab intimo Territorio Regii, uſque in Mare Balthicum, ea latitudine Littoris Orientalis, de qua inter Regios & Electorales Commiſſarios circa exactionem limitum & cæterarum munitionum definitionem amicabiliter conveniretur.*

S U E D E,

Des intérêts de la

MAISON PALATINE,

Et des Prétentions de

H E S S E.

Après avoir répeté les Conditions Préliminaires ſtipulées dans l'Article de la reforme de la Juſtice, on eſt convenu au ſujet de la ſatisfaction pour Sa Majeſté Suédoiſe de la maniere ſuivante.

LA Séréniſſime Reine de Suéde ayant demandé qu'on eût à lui donner ſatisfaction ſur la reſtitution des Places qui ont été occupées pendant la Guerre, & qu'on cherchât en même tems à rétablir dans l'Empire une Paix honorable; Sa Majeſté Impériale du conſentement des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire qui y ſont intereſſés, a, en vertu de la préſente Tranſaction, cédé à la Séréniſſime Reine, ſes héritiers & Succeſſeurs Rois, & au Royaume de Suéde de plein droit à toujours en fief perpetuel de l'Empire.

1. Toute la Poméranie citerieure qu'on appelle ordinairement *vor Pommeren*, avec l'Iſle de Rugen avec les mêmes bornes qu'elle avoit ſous les derniers Ducs de Pomeranie, & de plus dans la Pomeranie ûltérieure Stetin, Gartz, Dam, Goldaw, & l'Iſle Wollin, avec l'Oder & la Mer qu'on appelle *das Friſche-Haaff*, & les trois embouchures dites *Pein, Sweine* & *Dievenaw*, enſemble tout le Païs adjacent depuis le Territoire Royal juſqu'à la Mer Baltique avec une étendue ſur le rivage oriental telle qu'en conviendront à l'amiable les Commiſſaires Royaux & Electoraux nommez pour regler les limites & les fortifications.

... jurisdictionis, dignitatum & reditum, &c. dictæ jurisdictionis. Regnumque Suecia ab hoc die in perpetuum pro hereditario Feudo habeat, possideat usque liberè utatur & invulnerabiliter fruatur.

Quicquidetiam juris Collationis Prælaturarum & Prebendarum Capituli Caminensis antehac habuerunt Duces Pomeraniæ citerioris, habeat imposterum Regia Majestas Regnumque Suecia perpetuò, cum potestate eas extinguendi, reditusque Mensæ Ducali post moderatorum Canonicorum & Capitularium decessum applicandi. Quicquid autem ulterioris Pomeraniæ Ducibus competerat, competat Domino Electori Brandeburgico unà cum integro Episcopatu Caminensi, ejusque Territoriis, Juribus & Dignitatibus, prout illa pluribus explicatur.

Titulis & insignibus Pomeraniæ tàm Regia Domus quàm Brandenburgica promiscuè utantur more inter priores Pomeraniæ Duces usitato. Regia quidem perpetuò: Brandeburgica verò quamdiu ullus è linea Masculina superfuerit, absque tamen Regiæ Principatu, omnique alia pretentione ullius juris in loca Regno Suecia cessa. Deficiente vero Linea Masculina Domus Brandenburgica omnes præter Suecianam alios titulos & insignia Pomeranicis abstinebunt, atque tunc quoque ulterior Pomerania tota cum citeriori Pomerania totoque Episcopatu & integro Capitulo Caminensi, adeoque omnibus Antecessorum juribus & expectantiis consolidata ad solos Reges Regnumque Suecia perpetuò pertinebunt, spe interim Successionis, & investitura simultanea gaviserus: ita ut etiam Ordinibus Subditisque dictorum locorum pro Homagii præstatione solito more serveant. Dominus Elector Brandeburgicus cæteriique omnes interessati exsolvant Ordines Officiales, & subditos singulorum suprædictorum locorum vinculis & Sacramentis, quibus hucusque sibi suisque Dominis obstricti fuerant, eosque ad Homagium & obsequia Regia Majestati Regnoque Suecia more solito præstandum remittant, atque ita Suecianam in plenâ justaque earum possessione constituant; renunciantes omnibus in eo prætentionibus ex nunc in perpetuum, idque pro se suisque posteris peculiari Diplomate hic confirmabunt.

Secundò Imperator de consensu totius Imperii concedat etiam Serenissimæ Reginæ ejusque Haredibus ac Successoribus Regibus Regnoque Suecia in perpetuum & immediatum Imperii Feudum Civitatem Portumque Wismariensem unà cum Portalitio Walfisch, *& Præfecturis* Poel, *(exceptis Pagis* Schedorff, Weitendorff, Brandenhuysen *& Bangem, ad Hospitalia S. Spiritus in urbe Lubecensi pertinentibus) & Neven-Closter: omnibusque juribus & appertinentiis, quibus ea Duces Megapolitani hucusque habuerant, ita ut dicta loca, totusque Portus cum Terris utriusque lateris*

Ducs de Pomeranie.

Sa Majesté Suédoise & le Royaume de Suéde auront comme les anciens Ducs de la Poméranie citerieure tout droit de Collation aux Prélatures, Dignités & Canonicats du Chapitre de Camin, & outre cela la faculté après le decès des nouveaux Chanoines & Capitulaires d'annexer leurs revenus à la Menſe Ducale. Mais pour ce qui regarde la Poméranie ulterieure qui appartenoit aux Ducs, elle appartiendra à l'Electeur de Brandebourg, avec l'Evêché entier de Camin, ſon Territoire, ſes Droits & Dignités comme cela ſera plus amplement expliqué.

La Maiſon Royale ainſi que celle de Brandebourg jouiront également des titres & armes de la Poméranie de la maniere qu'en ont joui les anciens Ducs de Poméranie, la Maiſon Royale à perpétuité, & celle de Brandebourg tant qu'il reſtera quelqu'un de la ligne Maſculine, ſans que cette derniere néanmoins puiſſe avoir aucune prétention ſur l'Iſle de Rugen & ſur les endroits cedés au Royaume de Suéde. Et lorſque la ligne Maſculine viendra entierement à manquer dans la Maiſon de Brandebourg, il n'y aura que la Suéde qui pourra jouïr des titres & armes de la Poméranie: de ſorte qu'alors la Poméranie ultérieure & citérieure, l'Evêché & le Chapitre entier de Camin apartiendront avec tous les anciens Droits de leurs Prédeceſſeurs, en propre & à perpetuité à la Couronne & Royaume de Suéde qui juſques là jouira de l'eſperance de la Succeſſion & de l'inveſtiture ſimultanée, recevant même l'hommage ordinaire que les Etats & Sujets des lieux ſuſdits ont accoutumé de rendre. Le Seigneur Electeur de Brandebourg & tous ceux qui y ont intérêt, diſpenſeront les Etats, Officiers, & Sujets de tous les lieux ſuſdits des ſermens qui les attachent à leurs Maiſons, & les renverront pour la foi & hommage ſelon la coutûme au Roi & au Royaume de Suéde, qu'ils mettront ainſi dans une juſte & pleine poſſeſſion, renonçant auſſi dès à préſent à toutes leurs prétentions, & pour toujours pour eux & leurs Succeſſeurs, ce qui ſera confirmé par un Diplome particulier.

2. L'Empereur du conſentement de l'Empire accorde encore à la Séréniſſime Reine de Suéde ſes héritiers & Succeſſeurs à la Couronne, ainſi qu'au Royaume de Suéde à perpétuité & pour toujours (comme Fief immédiat de l'Empire la Ville & Port de Wiſmar avec la Forteresſe de Walfiſch & les Baillitages de *Neven-cloſter* & de *Poel*, (excepté néanmoins les Bourgs de *Schedorff*, *Weitendorff*, *Brandenhuyſen* & *Bangem* qui appartiennent aux Hôpitaux du Saint Eſprit de la Ville de Lubec) avec tous leurs Droits & apartenances tels que les ont eus juſqu'à préſent les Ducs de Mecklenbourg, en telle ſorte et maniere que les lieux ſuſdits, le Port entier & les Terres de l'un & l'autre côté

de

Trajectum Inferiorem, Traiectenſi & Reinbeckenſi pro moderno anno Canonic Domino Friderico Duci Holſatiæ, Gottorpenſi & illius poſteris in perpetuum manentes) cum omnibus & ſingulis ad eos pertinentibus ubicunque ſita ſunt Eccleſiaſticis & Secularibus bonis & juribus, quocunque nomine vocatis, terra marique in perpetuum & immediatum Imperii Feudum, ſub ſolitis quidem inſignis, ſed titulo Ducatus: ceſſante Capitulorum cæterorumque Collegiorum Eccleſiaſticorum eligendi & poſtulandi omnique alio jure, adminiſtratione & gubernatione Terrarum ad hos Ducatus pertinentium.

Civitati vero Bremenſi ejuſque Territorio & Subditis præſens ſunt Status, Libertas, Jura & Privilegia in Eccleſiaſticis & Politicis ſine impeditione relinquantur. Si quæ autem ipſi cum Epiſcopatu ſeu Ducatu aut Capitulis ſint, aut impoſterum enaſcantur controverſiæ, ea vel componantur amicabiliter, vel jure terminentur, ſalva interim cuique Parti ſua quam obtinet poſſeſſione.

Quartò Ratione ſupradictarum omnium Ditionum Feudorumque, Imperator cum Imperio ſuoptat Sereniſſimam Reginam Regnique Sueciæ Succeſſores in immediatum Imperii Statum, ita ut ad Imperii Comitia inter alios Imperii Status Regna quoque Regnique Sueciæ ſub titulo Ducis Bremenſis, Verdenſis & Pomeraniæ, ut & Regia Principis, Dominique Wiſmariæ citari debeant; aſſignatâ eis Seſſione in Conventibus Imperialibus in Collegio Principum Scamno Sæculari loco quinto: voto quidem Bremenſi hoc ipſo loco & ordine, Verdenſi verò & Pomerano ordine antiquitus prioribus poſſeſſoribus competente explicando. In Circulo autem Superioris Saxoniæ proximè ante Duces Pomeraniæ Ulterioris: in Circulis Weſtphaliæ & inferioris Saxoniæ loco moreque receptis, ita ut inter Magdeburgenſem & Bremenſem Circuli Directorium alternetur.

Ad Conventus etiam Deputatorum Imperii tàm Regia Majeſtas, quàm Dominus Elector, ſuos pro more ſolito mittant. Cum autem utrique Pomeraniæ unum tantum votum in iis competat, à Regia Majeſtate communicatis prius Conſilio cum dicto Electore, id ſemper ſeratur.

Deinde conceſſi ea in omnibus & ſingulis dictis Feudis Privilegium de non appellando, ſed hoc ita, ut ſummum aliquod Tribunal ſeu appellationis inſtantiam

de Hambourg reſpectivement: de ſorte neanmoins que les quatorze Villages ſitués dans les Baillages du Holſtein, de Trutau & Reinbeck reſteront par un nouveau réglement à Frederic Duc de Holſtein-Gottorp & à ſa poſterité à perpétuité) avec tout ce qui en dépend, biens & Droits Eccleſiaſtiques & Séculiers, de quelque nom qu'on leur puiſſe donner, par terre & par mer en perpetuel & immédiat Fief de l'Empire avec les armes ordinaires, mais à titre de Duché, ceſſant tout droit de poſtuler & élire des Chapitres & Colleges Eccleſiaſtiques, tout autre droit & toute l'adminiſtration & Gouvernement des Terres qui appartiennent à ces Duchez.

La Ville de Bréme, ſon Territoire, ſes Sujets reſteront ſans aucun empêchement dans l'état où ils ſont préſentement, ſans qu'on puiſſe toucher à leurs Libertez, Droits & Privileges Eccleſiaſtiques & Politiques. Et s'il y a actuellement ou s'il ſurvient dans la ſuite quelques conteſtations entre elle & l'Evêché ou Duché & les Chapitres, elles ſeront terminées à l'amiable ou en juſtice, chacun de part & d'autre reſtant juſques là en poſſeſſion.

4. Par raport aux ſusdits Fiefs de l'Empire, l'Empereur & l'Empire admettent la Sérénuſſime Reine de Suéde & ſes Succeſſeurs dans l'Etat immédiat de l'Empire, enſorte que la Reine & le Royaume de Suéde ayent rang dans les Dietes de l'Empire entre les Princes de l'Empire comme Ducs de Bréme, Verden & Poméranie & comme Princes de Rugen & Seigneurs de Wiſmar: leur rang ſera dans les Dietes Impériales dans le College des Princes au cinquéme rang ſur le banc des Seculiers pour y voter dans le lieu & rang ordinaires, aux anciens poſſeſſeurs de Bremen, Verden & Poméranie. Dans le Cercle de la Haute Saxe immédiatement avant les Ducs de la Poméranie ulterieure aux Cercles de Weſtphalie & de la Baſſe Saxe on ſuivra l'uſage ordinaire, enſorte que le Directoire du Cercle reſte alternativement, entre Magdebourg & Bréme.

La Reine & l'Electeur dans l'Aſſemblée des Députez de l'Empire auront leurs Députez ſelon l'uſage ordinaire & comme les deux Poméranies n'y ont qu'un ſuffrage, ce ſera le Depute de Sa Majeſté qui le portera après en avoir communiqué avec le ſusdit Electeur.

Le Privilege *de non appellando* leur eſt accordé dans & tous & un chacun desdits Fiefs, mais il ſera deſigné un lieu commode dans l'Al-

Cæsarea Majestas liberum eis relinquit, ut pro sua commoditate forum eligant, vel in Aula Cæsarea vel Camera Imperiali, ubi actionem intentatam excipere velint.

Teneantur tamen intra Menses à die denunciata litis sese declarare coram quo Judicio se sistere velint.

Præterea concedit eidem Regiæ Majestati Suæ jus erigendi Academiam & Universitatem, ubi & quando ei commodum visum fuerit. Adhæc concedit eidem moderna Vectigalia vulgò Licenten *vocata, ad Litora Portusque Pomeraniæ & Megapoleos, jure perpetuo, sed ad eam taxæ moderationem reducenda, ne commercia in iis locis intercidant.*

Exsolvit denique Status, Magistratus, Officiales & Subditos, dictarum respectivè Ditionum, feudorumque omnibus vinculis & Sacramentis, quibus prioribus Dominis & possessoribus aut prætendentibus hujusque obstricti fuerant, eosque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regiæ Majestati Regnóque Suecia seu ab hoc die hereditario suo Domino præstandam remittit, obligatque, atque ita Sueciam in plena justaque eorum possessione constituit, verbo Imperiali promittens, se non solùm modernæ Reginæ, sed & omnibus futuris Regibus Regnoque Suecia ratione dictarum Ditionum, Bonorum, Jurium que concessorum securitatem præstiturum, eosque sicut cæteros Imperii Status in eorum possessione quietà; contra quemcunque inviolabiliter conservaturum & manuteturum, atque hæc omnia peculiaribus investituram Literis omni meliori modo confirmaturum.

Tandem Cæsarea Majestas de consensu Statuum Imperii promittit, militia Suedica ante ejus exauctorationem ejusmodi satisfactionem ab Imperio absque onere Regni Suecia præstitum iri, prout cum eadem ex æquo & bono peculiariter convenire poterit.

Vicissim Serenissima Regina futuri & Reges Regnumque Suecia, dicta Feuda omnia & singula à Cæsarea Majestate & Imperio recognoscant, eoque nomine quoties casus evenerit, Investiturarum renovationes decenter petant, juramentum fidelitatis eique annexa, sicut Antecessores similesque Imperii Vasalli, præstando.

De cætero Ordinibus & Subditis dictarum Ditionum locorumque, nominatim Stralsundensibus, competentem eorum libertatem, bona, Jura & Privilegia communia & peculiaria legitimè acquisita, vel longo usu obventa cum

choisir un Tribunal pour y évoquer l'action intentée, soit au Conseil Aulique soit à la Chambre Impériale.

Mais ils seront obligez dans trois mois à compter du jour de la dénonciation du Procès de déclarer devant quel Juge ils veulent proceder.

De plus il est accordé à ladite Majesté le droit d'établir une Academie & Université, où & quand elle jugera à propos. Outre cela les nouveaux Droits, appellez *Licenten* qui sont par ancienneté d'usage établis sur les Rivieres & Ports de la Poméranie & du Mecklenbourg, mais ils seront reduits & moderés afin qu'ils ne fassent pas tomber le commerce de ces endroits-là.

Sa Majesté Impériale décharge tous les Etats, Magistrats, Officiers & Sujets desdits Districts, & Fiefs cedez des engagemens & sermens par lesquels ils étoient liez à leurs précedens Seigneurs possesseurs & prétendans, & les met dès à présent sous la domination, l'obeissance & fidelité de Sa Majesté la Reine & le Royaume de Suéde qu'ils doivent lui prêter dès à présent comme à leur Seigneur Héréditaire. Que Sa Majesté Impériale en met ainsi en pleine possession engageant sa parole Impériale de garantir non seulement à la Reine Regnante, mais à tous les Rois ses Successeurs & au Royaume lesdites Donations, Biens, Droits & Concessions pour en jouïr dans une pleine & parfaite tranquilité comme Etats de l'Empire, & les y maintenir & conserver inviolablement contre qui que ce puisse être, ainsi que d'en confirmer l'investiture par des Lettres particulieres dans la meilleure forme qu'il sera possible.

Enfin Sa Majesté Impériale du consentement de l'Empire promet que les Troupes de Suéde avant d'être licentiées auront toute sorte de satisfaction de l'Empire, sans que ce soit à la charge du Royaume de Suéde, comme on en conviendra équitablement, & particulierement avec lesdites Troupes.

La Séréniſſime Reine de son côté pour elle, les Rois ses Successeurs & le Royaume de Suéde reconnoissent tous & un chacun desdits Fiefs comme Fiefs de l'Empire, & sous ce titre s'obligent toutes les fois que le cas arrivera, d'en demander le renouvellement d'investiture dans la forme convenable, en prêtant le ſerment de fidelité comme ont fait les Prédecesseurs & autres Vassaux de l'Empire.

Au reste les Etats & Sujets desdits Districts & Places cedées & nommément ceux de Stralsond resteront dans leurs libertés, biens, Droits & Privileges communs & particuliers légitimement aquis, ou dont ils sont en possession depuis

CAUSA PALATINA

Prout inter

CÆSAREÆ MAJESTATIS

Nec non

CORONÆ SUECIÆ

Ut &

ELECTORUM

Et

STATUUM IMPERII

DD.

PLENIPOTENTIARIOS

ET DEPUTATOS

Tranſacta & à

STATIBUS

9. veteri aut 19. Martii ſtilo novo 1648. ſubſcripta eſt.

Repetitis Conditionibus Præliminaribus Art. de Reformatione Juſtitiæ præfixis.

ANte omnia verò Palatinam Conventus Monaſterienſis & Oſnabrugenſis eò deduxit

ACCOMMODEMENT

Fait au ſujet des affaires du

PALATINAT

Par les

AMBASSADEURS

PLENIPOTENTIAIRES

Et Députés de

SA MAJESTE' IMPERIALE,

De la

REINE DE SUEDE,

Des

ELECTEURS

Et

ETATS DE L'EMPIRE

ET CEUX DES ETATS.

Le 19. Mars 1648.

Après avoir repeté les Conditions Préliminaires dont on eſt convenu dans l'Article de la reforme de la Juſtice.

AVant toutes choſes, on convient pour l'affaire du Palatinat dont il a déja été queſtion

mentis, Regalibus ac Juribus, ſicut hactenus ita & impoſterum maneant penes D. Maximilianum Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ Ducem ejuſque liberos, totamque Lineam Guilhelmianam, quamdiu Maſculi ex eâ ſuperſtites fuerint.

Viciſſim Dominus Elector Bavariæ pro ſe, Hæredibus ac Succeſſoribus ſuis totaliter renunciet debito tredecim millionum omnique prætenſioni in Auſtriam Superiorem, & ſtatim a publicata Pace omnia Inſtrumenta deſuper obtenta Cæſareæ Majeſtati ad caſſandum & annullandum extradat.

Quod ad Domum Palatinam attinet, Imperator cum Imperio publicæ tranquillitatis cauſſa conſentit, ut vigore præſentis Conventionis inſtitutus ſit Electoratus Octavus, quo Dominus Carolus Ludovicus Comes Palatinus Rheni ejuſque Hæredes & Agnati totius Lineæ Rudolphinæ juxta ordinem ſuccedendi in Aurea Bulla expreſſum deinceps fruantur, nihil tamen juris præter ſimultaneam Inveſtituram ipſi D. Carolo Ludovico aut ejus Succeſſoribus ad ea, quæ cum Dignitate Electorali Bavariæ totique Linea Guilhelmiana attributa ſunt, competat.

Deinde ut Inferior Palatinatus totus, cum omnibus & ſingulis Eccleſiaſticis & Secularibus Bonis, Juribuſque & appertinentiis, quibus ante motus Bohemicos Electores, Principeſque Palatini gaviſi ſunt, omnibuſque Documentis, Regeſtis, Rationariis, & cæteris Actis huc ſpectantibus eidem plenariè reſtituantur, caſſatis iis, quæ in contrarium acta ſunt, idque auctoritate Cæſareâ effectum ire, ut neque Rex Catholicus, neque ullus alius qui exinde aliquid tenet, ſe huic reſtitutioni ullo modo opponat.

Cum autem certæ quædam Præfecturæ Stratæ Montanæ antiquitus ad Electorem Moguntinenſem pertinentes, An. demum 1463. pro certâ pecuniæ ſummâ Palatinis cum pacto perpetuæ reluitionis oppignoratæ fuerint, ideo conventum eſt, ut hæ Præfecturæ penes modernum D. Electorem Moguntinenſem, ejuſque in Archi-Epiſcopatu Moguntinenſi Succeſſores permaneant, dummodo pretium pignorationis ſponte oblatum intra terminum executioni concluſæ Pacis præfixum, paratâ pecuniâ exſolvat, cæteriſque ad quæ, juxta tenorem literarum oppignorationis tenetur, ſatisfaciat.

Electori quoque Trevirenſi tanquam Epiſcopo Spirenſi, Epiſcopo item Wormatienſi, Jura quæ prætendit in bona quædam Eccleſiaſtica intra Palatinatus Inferioris territorium ſita

& à toute la Ligne Guillelmine dans qui n'aura des mâles.

Le Seigneur Electeur de Baviere de ſon côté pour lui, ſes Héritiers & Succeſſeurs renonce abſolument aux 13. millions & à toutes autres prétentions ſur la haute Autriche, & d'abord que la Paix ſera publiée il fera remettre à Sa Majeſté Impériale tous les titres qu'il a obtenus ſur ce ſujet pour être caſſez & annulez.

A l'égard de la Maiſon Palatine l'Empereur avec l'Empire conſent, pour la tranquilité publique, qu'en vertu des reglemens faits par la preſente Convention, il y ait un huitieme Electeur, dont la Place ſera remplie par Charles Louis Comte Palatin du Rhyn & ſes Heritiers & parens du côté paternel, dans toute la Ligne Rodolphine ſuivant l'ordre de Succeſſion preſcrit par la Bulle d'Or. Cependant ledit Seigneur Charles Louis & ſes Succeſſeurs n'ont d'autre droit qu'une inveſtiture ſimulée à tout ce qui avec la Dignité Electorale eſt attribué au Duc de Baviere & à toute la Ligne Guillelmine.

Enſuite que tout le bas Palatinat lui ſoit remis avec tous & un chaqu'un des biens Eccleſiaſtiques & Seculiers, Drouts & appartenances, tels que le tout étoit avant les troubles de Boheme, & que les Electeurs & Princes Palatins en ont joui, avec les Documens, Regiſtres, comptes & autres titres qui y appartiennent, ceux qui y ſont contraires étant caſſés; Sa Majeſté Impériale employera ſon crédit, afin que le Roi Catholique ni aucun qui peut en avoir eu la poſſeſſion s'oppoſe à cette reſtitution.

Et comme certains Bailliages du Bergſtraat appartenant autrefois à l'Electeur de Mayence ont été engagez l'an 1463. à la Maiſon Palatine pour une certaine ſomme d'argent avec convention de les pouvoir toujours retirer, on eſt convenu que ces Bailliages ſeront remis à l'Electeur de Mayence d'aprèſent & à ſes Succeſſeurs dans l'Archevêché de Mayence, pourvû qu'il offre volontairement la ſomme pour laquelle ils ſont engagez, dans un tems fixé à la concluſion de la Paix, qu'il en préſente l'argent comptant & qu'il ſatisfaſſe entierement à la teneur des Lettres d'engagement.

Il ſera auſſi permis à l'Electeur de Trêves, comme Evêque de Spire & Evêque de Wormes de pourſuivre devant un Juge competent la prétention qu'il a ſur quelques biens Eccleſiaſtiques ſitués dans le bas Palatinat, ſi ce n'eſt que les

Par-

neant.

Adhæc ſi quæ Feuda Juliacenſia aperta ſunt, ea Palatinis evacuentur, niſi à Palatino Neoburgico allegata Conventio Hallæ Suevorum Anno 1610. inita obſtare probetur.

Præterea ut dictus Dominus Carolus Ludovicus aliquatenus liberetur onere proſpiciendi Fratribus de appennagio, Cæſarea Majeſtas ordinabit dictis ſuis Fratribus, quadringenta Thalerorum Imperialium millia infra quadriennium ab initio Anni venturi 1648. numerandum expendantur, ſingulisque annis centena millia ſolvantur unà cum anno cenſu quinque de centum computatit.

Deinde tota Domus Palatina cum omnibus & ſingulis qui ei quocunque modo addicti ſunt aut fuerunt, præcipuè verò Miniſtri, qui ei in hoc Conventu aut alias operam ſuam navârunt, ut & omnes Palatinatus exules fruantur Amniſtiâ generali ſuprà deſcriptâ pari cum cæteris in ea comprehenſis jure, & hac Tranſactione ſingulariter in puncto Gravaminum pleniſſimè.

Viciſſim Dominus Carolus Ludovicus cum Fratribus Cæſareæ Majeſtati Obedientiam & Fidelitatem ſicut cæteri Electores Principeſque Imperii præſtet, ac inſuper Palatinatui Superiori pro ſe & hæredibus ſuis, tum ipſe tum ejus Fratres donec ex lineâ Guilelmianâ Hæredes legitimi & maſculi ſuperfuerint, renuncient.

Cùm autem de ejuſdem Principis Viduæ Matri, Sororibuſque victualitio & dote conſtituendâ mentio injiceretur, pro benevolo S. Cæſ. Majeſt. in Domum Palatinam affectu proviſum eſt, ut dicta Domina Vidua Matri pro victalitio ſemel pro ſemper viginti Thalerorum Imperialium millia, ſingulis autem Sororibus dicti Domini Caroli, quando nuptùm elocatæ fuerint, Decem Thalerorum Imperialium millia nomine S. Maj. exſolutum iri, de reliquo verò ipſe idem Princeps Carolus Ludovicus ſatisfacere tentatur.

Comites

S'il ſe trouve quelques Fiefs de Juliers ouverts, ils ſeront évacués aux Palatins, ſi ce n'eſt que le Palatin de Neubourg ne prouvât que la Convention de Halle en Suabe de l'année 1610. y peut mettre empêchement.

De plus, afin que ledit Seigneur Charles Louis ſoit en quelque maniere déchargé de pourvoir à l'appanage de ſes Freres, Sa Majeſté leur fera donner, en quatre années, à compter du premier jour de l'année 1648. quatre cens mille Rixdales, chaque année 100. mille avec l'intérêt annuel à cinq pour cent.

Toute la Maiſon Palatine avec tous & un chacun de ceux qui lui ont appartenu ou qui lui appartiennent encore, & ſur tous les Miniſtres qui ſe ſont employez dans cette Aſſemblée ou ailleurs, jouiront de l'Amniſtie générale ſusmentionnée, comme auſſi tous les Palatins bannis avec tous ceux qui de Droit ſe trouvent compris par cette Tranſaction dans le point des Griefs.

Le Seigneur Charles Louis de ſon côté prêtera avec ſes Freres à Sa Majeſté Impériale, comme tous les autres Electeurs & Princes de l'Empire, obeiſſance & fidelité & renoncera tant pour lui que pour ſes Freres au Haut Palatinat, tant qu'il y aura des Héritiers legitimes de la Ligne mâle Guillelmine.

Et comme il eſt auſſi néceſſaire de pourvoir à la ſubſiſtance de la Princeſſe Douairiere Mere du même Prince ainſi qu'aux Dotes de ſes Sœurs, Sa Majeſté Imperiale, par une bonne volonté particuliere envers la Maiſon Palatine y a pourvû, & afin que ladite Dame Mere ait pour toujours ſa ſubſiſtance, Sa Majeſté ordonne une fois pour toutes vingt mille Rixdales; & à l'égard des Sœurs dudit Seigneur Charles il leur ſera payé en dot quand elles ſe marieront, à chacune dix mille Rixdales de la part de Sa Majeſté Impériale; ledit Seigneur Prince Charles ſera obligé de ſatisfaire au reſte.

D

Gerhardum a Waldenburg, dictum Schenck Herrn, *Nicolaum Georgium Reigersperg Cancellarium Moguntinum & Henricum Bremser Baronem de Rudesheim, item ab Electore Bavariæ in Baronem Johannem Adolphum Wolff dictum* Metternich, *collocata rata maneant, teneantur tamen ejusmodi Vasalli Domino Carolo Ludovico veluti Domino directo, ejusque Successoribus juramentum fidelitatis præstare, atque ab eodem eorum Feudorum suorum renovationem petere.*

Augustanæ Confessionis consortibus qui in possessione Templorum fuerunt, interque eos Civibus & Incolis Oppenheimensibus servetur Status Ecclesiasticus Anno 1624. *caterisque id desiderantibus Augusti. Confess. exercitium tam publicè in Templis ad statas horas, quàm privatim in ædibus propriis aut alienis ei rei destinatis per suos aut vicinos Verbi Divini Ministros peragere liberum esto.*

Acta & subscripta sunt hæc Osnabrugis 9. Martii stilo veteri, & 19. Martii stilo novo 1648.

NICOLAS GEORG. REIGERSPERGER. W. CONRAD VON THUMBSHIRN.

ron Gerard de *Waldenbourg* appellé *Schenck Herrn*, Nicolas George Reigerſperg Chancelier de Mayence & Henri Bremſer Baron de Rudesheim, comme ceux qui le ſont par l'Electeur de Baviere en faveur du Baron Jean Adolph Wolff nommé *Metternich*, ſubſiſteront: mais ils ſeront obligez comme Vaſſaux de Charles Louis en qualité de Seigneur Direct, de lui prêter, ainſi qu'à ſes Succeſſeurs, ſerment de fidelité, & de prendre de lui le relief de leurs Fiefs.

Ceux de la Confeſſion d'Augsbourg qui ſont en poſſeſſion des Egliſes & ſur tout les Citoyens & Habitans d'Oppenheim, conſerveront l'état & forme Eccleſiaſtique comme cela étoit l'an 1624. & il ſera libre à tous ceux qui ſont de la même Confeſſion de faire leurs Exercices de Religion ſoit en public dans leurs Temples aux heures ordinaires ou en particulier dans leurs propres maiſons ou celles de leurs voiſins deſtinées à cet uſage, par leur Miniſtre, ou ceux du voiſinage.

Fait & écrit à Oſnabrug le $\frac{19}{9}$ *Mars* 1648.

NICOLAS GEORG. REIGERSPERGER. W. CONRAD VON THUMBSHIRN.

CONVENTIO

Super ſatisfactione indemnitatis

HASSO-CASSELLANÆ.

Repetitis conditionibus ad Art. de Gravaminibus poſitis circa cauſam Haſſo-Caſſellanam conventum eſt ut ſequitur.

PRimo omnium Domus Haſſo-Caſſellana, omneſque ejus Principes, maximè D. Amelia Eliſabetha Haſſia Landgravia, ejusque

CONVENTION

Touchant l'indemnité de la

MAISON

De

HESSE-CASSEL.

Aprés avoir repeté les conditions de l'Article des Griefs qui regardent l'affaire de Heſſe-Caſſel, on eſt convenu ainſi qu'il s'enſuit.

PRemierement la Maiſon de Heſſe-Caſſel, tous les Princes de ladite Maiſon, & ſur tout Dame Amélie Eliſabeth Landgrave de Heſſe,

Digitized by Google

Succeſſores Abbatiam Hirſhfeldenſem, cum omnibus appertinentiis Secularibus & Eccleſiaſticis, ſive intra ſive extra territorium (ut Præpoſitura Gelbingen) *ſuis, ſalvis tamen juribus, quæ Domus Saxonica à tempore immemoriali poſſidet, retineant, & eo nomine inveſtituram à Cæſarea Majeſtate, toties quoties caſus evenerit, petant, & fidelitatem præſtent.*

Tertiò, jus directi & utilis Dominii Præfecturæ Schaumburg, Buckenburg, Saxenhagen, & Schatthagen, *Epiſcopatui Mindano antehac aſſertum & adjudicatum, porrò ad Dominum Wilhelmum, modernum Haſſiæ Landgravium ejuſque Succeſſores plenariè in perpetuum, citra ulteriorem dicti Epiſcopatus, aut alterius cujuſvis contradictionem aut turbationem pertineat; ſalvâ tamen Tranſactione inter Chriſtianum Ludovicum Ducem Brunſvico-Luneburgenſem & Haſſiæ Landgraviam, Philippumque Comitem de Lippe, inuâ, firma etiam manente, quæ inter eundem Landgraviam & Comitem inita eſt, Conventione, quatenus ea Cæſareæ Majeſtati & S. Romano Imperio non præjudicat.*

Conventum præterea eſt, ut pro locorum hoc Bello occupatorum reſtitutione & indemnitatis cauſâ, Domina Landgravia Haſſiæ Tutrici, ejuſque Filio, hujuſque Succeſſoribus Haſſiæ Principibus, ex Archi-Epiſcopatibus Moguntinenſi & Colonienſi, Epiſcopatibus item Paderbornenſi, Monaſterienſi & Abbatia Fuldenſi, ſexies centena millia Talerorum Imperialium bonitate Imperialibus Conſtitutionibus modernis correſpondentium intra ſpatium novem menſium à tempore Ratificationis Pacis computandum, Caſſellis, ſolventium periculo & ſumptibus pendatur: nec contra promiſſam ſolutionem ulla exceptio, ullúſve pretextus admittatur, multò minus ſumma conventa ulla arreſto afficiatur.

Ut etiam Domina Landgravia de ſolutione tantò ſecurior ſit, ſequentibus conditionibus retineat Neuſſ, Coesfelde, & Neuhauſſ,

& les Succeſſeurs retiendront l'Abbaye d'Hirſfeld avec toutes ſes appendances & dependances, Seculéres & Eccleſiaſtiques, ſoit qu'elles ſoient ſituées dehors ou dedans le territoire (comme la Prevôté de *Gelbingen*) ſauf néanmoins les Droits que poſſede depuis un tems immémorial la Maiſon de Saxe; & dans cette qualité les Princes de Heſſe-Caſſel demanderont à Sa Majeſté Impériale l'inveſtiture, & prêteront le ſerment de fidélité toutes les fois que le cas le requerra.

Troiſiemement. Le Droit de Domaine utile & direct ci-devant appliqué & ajugé à l'Evêché de Minden ſur les Bailliages de *Schaumbourg*, *Buckenbourg*, *Saxenhagen* & *Schatthagen*, appartiendra au Seigneur Guillaume préſent Landgrave de Heſſe & à ſes Succeſſeurs en pleine & perpétuelle propriété ſans aucune contradiction ni empêchement de la part dudit Evêché ou de quelqu'autre; ſauf neanmoins la Tranſaction faite entre Chriſtian Louis Duc de Brunſwich-Luneburg, la Dame Landgrave de Heſſe & Philippe Comte de la Lippe, ainſi que la Convention qui a été faite entre ladite Landgrave & ledit Comte, pour autant qu'il n'y ait rien qui puiſſe porter préjudice à Sa Majeſté Imperiale & au Saint Empire Romain.

De plus, on eſt convenu que pour la reſtitution des Places qui ont été occupées par la Guerre, & à titre d'indemnité, il ſera donné à la Dame Landgrave de Heſſe Tutrice & à ſon Fils ou aux Princes de Heſſe ſes Succeſſeurs ſix cens mille Rixdales priſes ſur les Archevêchez de Mayence & Cologne, ſur les Evêchez de Paderborne, Munſter & l'Abbaye de Fulde, conformément aux dernieres Conſtitutions de l'Empire, leſquelles ſeront payées à Caſſel dans l'eſpace de neuf mois à compter du jour de la Ratification de la Paix, aux frais & depends de ceux qui doivent payer, & contre l'exécution de cette promeſſe, il ne ſera admis aucune exception, nul prétexte, & encore moins aucun arrêt ou empêchement.

Et afin que ladite Dame Landgrave ſoit plus aſſurée du payement, elle retiendra aux conditions ſuivantes *Neuſſ*, *Coesfelde* & *Neuhauſſ*,

Præſidia autem ſecundum Ordinationem de ſuſtentatione Officialium & Militum Haſſiacis hactenus conſueram alant, & quæ ad conſervanda Fortalitia neceſſaria ſunt præſtent ex Archi-& Epiſcopatibus, in quibus dicta Arx & Civitates ſita, abſque ſumma ſupra nominata diminutione. Integrum autem ſit ipſis Præſidiis contra morioſos & tardantes, ſed non ultra debitam ſummam exequi; jura autem ſuperioritatis & Juriſdictio eam Eccleſiaſtica quàm Secularis & reditus nominatarum Arcis & Civitatum, Domino Archi-Epiſcopo Colonienſi ſint ſalva.

Quamprimum verò poſt ratificatam Pacem Domina Landgravia 300000. Talerorum Imperialium fuerint exſoluta, reſtituta Noveſia retineat Coesfeld ſolum & Newhauſſ, ita tamen ut Præſidium Noveſianum in Coesfeld & Newhauſſ non deducat, vel ejus nomine quicquam ulterius exigat, nec præſidia in Coesfeld numerum 600. Peditum & 40. Equitum, in Newhauſſ autem 100. Peditum excedant. Sin autem intra terminum novem menſium Domina Landgravia integra ſumma non dependatur, non tantum Coesfeld & Newhauſſ, donec plenaria ſubſecuta fuerit ſolutio, ſed etiam pro reſiduo ſummæ, ejusque ſingulis centenis; quinque annuatim Imperiales donec reſiduum ſummæ exſolutum fuerit, penſionis nomine ſolvantur, & tot Prefecturarum ad ſupra nominatos Archi-& Epiſcopatus atque Abbatiam pertinentium, & Haſſia Principatui vicinarum quot præſtandis & exſolvendis penſionibus ſufficiunt. Quæſtores & Receptores Dominæ Landgraviæ Juramento obſtringantur, ut de reditibus annuas reſidua ſumma penſiones ſolvant, non obſtante Dominorum ſuorum prohibitione. Quod ſi verò Quæſtores & Receptores in ſolvendo moras nectant, aut reditus aliò conferant, Domina Landgravia exequendi & ad ſolutionem quovis modo illos adigendi, liberam habeat poteſtatem, de reliquo jure territoriali Domino proprietatis interea ſemper ſalvo.

Simulac vero Domina Landgravia totam ſummam cum penſionibus à tempore mora acceperit, reſtituat illico loca jam denominata cautionis loco interim retenta, penſiones ceſſent & Quæſtores atque Receptores, quorum facta fuit mentio, juramenti nexu ſint liberati: Quarum autem Prefecturarum reditus penſionibus, contingente mora, ſolvendis ſint aſſignandi, ante ratificationem Pacis eventualiter conveniatur, quæ Conventio non minoris ſit roboris, quam ipſum Pacis Inſtrumentum.

Præter

pes de Heſſe, & tout ce qui ſera néceſſaire pour l'entretien & conſervation des Forteresſes ſera fourni par les Archevêques & Evêques dans les Diocèses deſquels les Villes ou les Citadelles ſeront ſituées; ſans que cela puiſſe être défalqué ſur les ſommes dont on a parlé. Ces Garniſons auront la liberté d'executer ceux qui differeront à fournir leſdits payemens; mais elles ne pourront rien exiger au delà de ladite ſomme. & les Droits de ſuperiorité, la Juriſdiction tant ſéculiere qu'Eccleſiaſtique, & les revenus deſdites Villes & Citadelles reſteront entierement au Seigneur Archevêque de Cologne.

Lorſqu'après la ratification de la Paix la Dame Landgrave de Heſſe-Caſſel aura reçû trois cens mille écus elle rendra *Neuſſ* & ne retiendra que *Coesfeld* & *Newhauſſ*, ſans y pouvoir introduire la Garniſon de Neuſſ ni exiger rien de plus, de ſorte que la Garniſon de Coesfeld ne pourra être que de 600. Hommes de pié & 50. Cavaliers, celle de Newhauſſ de 100. Hommes de pié. Si dans le terme & eſpace de 9. mois la ſomme entiere n'eſt pas payée à ladite Dame Landgrave, non ſeulement Coesfeld & Newhauſſ reſteront affectées juſqu'à l'entier payement, mais même l'intérêt du ſusdit reſtant lui ſera payé à raiſon de cinq pour cent, reſtant pour ce hypotequez autant de Bailliages voiſins de la Heſſe & apartenant aux ſuſdits Archevêques, Evêques & Abbé, qu'il en ſera néceſſaire pour le payement dudit intérêt. Les Tréſoriers & Receveurs s'obligeront par ſerment à la Dame Landgrave de lui payer cet intérêt annuel du Revenu deſdits Bailliages, nonobſtant toutes défenſes au contraire de la part de leurs Seigneurs, & ſi ces Tréſoriers & Receveurs apportent quelque retardement à ces Payemens, ou qu'ils employent les revenus à d'autres uſages, ladite Dame Landgrave les pourra contraindre au payement par telle voye qu'elle jugera convenir, ſans pouvoir néanmoins toucher aux Droits du Seigneur Territorial.

Auſſitôt que Madame la Landgrave ſera entierement payée de toute ſa ſomme & des intérêts qui commenceront à courir du jour du retard, elle remettra toutes les Places ci-deſſus nommées qui lui ſont données en nantiſſement, & les Tréſoriers & Receveurs en queſtion ſeront déchargez de l'obligation de leur ſerment. On conviendra eventuellement avant la ratification de la Paix quels ſeront les Bailliages dont les revenus ſeront affectez pour le payement des intérêts en cas de retard, & cette Convention particuliere aura autant de force à cet égard que le Traité de Paix même.

Outre

Actum & conventum hoc eſt Oſnabrugis die 9. Aprilis & 19. Martii ſtilo novo 1648.

Niclas Georg. Reigersperger.

Wolff Conrad von Thumbshirn.

NEBEN RECESS.

Et quamvis Domina Landgravia praterquam ab Archi-& Epiſcopatibus Moguntinenſi, Colonienſi, Paderbornenſi, Monaſterienſi & Abbatia Fuldenſi à nemine reſtitutionis & indemnitatis loco aliquid poposcerit, & ſibi eo nomine à quoquam alio quicquam ſolvi omnino noluerit, pro rerum tamen & circumſtantiarum æquitate placuit tori Conventui, ut, ſalva manente diſpoſitione §. præcedentis, inchoantis, Conventum præterea eſt, &c. *Etiam cæteri Status cujuscunque generis cis & ultra Rhenum, qui 1. Martii hujus Anni Haſſiacis contributionem dependerunt, ſecundum proportionem, Contributionis exſolutæ toto hoc tempore obſervatam, ad conficiendam ſummam ſuperius poſitam, & Militum præſidiariorum ſuſtentationem, ratam ſuam ſupra nominatis Archi-& Epiſcopatibus atque Abbatia conferant, & damnum, ſi quod ſolventes ob unius moram perpeſſi fuerint, moroſi reſarciant, nec executionem contra tergiverſantes inſtituendam Regia Majeſtatis Sueciæ, vel etiam Haſſia Landgravia Officiales aut Milites impediant, neque etiam fas ſit Haſſiacis, quenquam in præjudicium hujus declarationis eximere; ii verò, qui ſuam quotam ritè perſolverint, ab omni eatenus onere liberi erunt. Et hic quidem §. inſeratur Art. Inſtrumenti Pacis §. Poſt verba* Actum & conventum hoc eſt Oſnabrugi.

Fait & paſſé à Oſnabrug le 19 Mars 1648.

Nicolas Georg. Reigersperge.

Wolff Conrad von Thumbshirn.

RECEZ AJOUTE'.

Et quoique Madame la Landgrave n'ait demandé à qui que ce ſoit d'autre indemnité & reſtitution que des Archevêchez & Evêchez de Mayence, Cologne, Paderborn, Munſter & l'Abbaye de Fulde, & que nul autre n'a voulu rien payer en cette qualité, cependant ſelon l'équité & les circonſtances, toute l'Aſſemblée a trouvé bon, l'Article précedent reſtant dans ſon entiere diſpoſition commençant par ces mots (*De plus on eſt convenu &c.*) que tous les Etats en deça & en delà du Rhyn qui le 1. Mars de la préſente année ont payé les contributions à ceux de Heſſe, contribueront en faveur des Archevêchez, Evêchez & Abbayes ci-deſſus nommés, leur portion de la dite ſomme & de l'entretien des Troupes qui ſeront en Garniſon au prorata des contributions qu'ils ont payées, & ſi quelqu'un de ceux qui payent ſouffre du dommage par le retardement de quelqu'autre, celui qui l'aura cauſé le réparera; & les Troupes de Sa Majeſté Suédoiſe ou les Officiers & Soldats de la Landgrave n'y pourront empêcher l'execution contre ceux qui reſteront en arriere, il ne ſera pas auſſi permis aux derniers de rien exiger ni recevoir au préjudice de cette déclaration, mais ceux qui auront payé leur quote-part ſeront déchargez de tout. Cet Article ſera inſeré dans le Traité de Paix §. après ces mots *Fait & paſſé à Oſnabrug.*

richts Jurisdiction.

Dictatum Münſter den 8. Octobris 1648.

Ehrenveſt-Vorſichtige und weiſe Groſsgünſtige Herren.

Was bey der Röm. Kayſerlichen Majeſtät unſers Allergnädigſten Herrn ſo wohl als uns der Churfürſten und Stände des Heyl. Reichs dieſs Orts und zu Münſter anweſenden Geſandten / Räth und Botſchafften die Herrn vor ungefehr einem jahre durch Ihren abgeordneten mit-Raths verwandten und Burgermeiſtern / Herrn Johann Rudolffen Wenſtein / gewiſſer Exemtion halber Ihrer Stadt ſuchen laſſen / deſſen erinnern ſich dieſelbe guter maſſen.

Nun iſt auſſer allen zweifel zuſetzen / von ermeldten dero Burgermeiſter Wenſtein werde ſothero referirt worden ſeyn / was bey dieſer anfangs zwar allein à Camerali Jurisdictione, bald hernach aber à toto Romano Imperio geſuchten Exemption für Bedencken vorkommen / und welcher geſtalt unſere Herren Principales allerſeits reifflich erwogenen ſachen nach bey ſich nit wohl finden können / wie nach geſtalt deren von dem Kayſerlichen Cammer-Gericht erſtatteten nit gutem grund auſſgeführten reſpective Relationen und Informationen in dieſelbe ſo ſchlechtlich / und zwar unt zurükſetzung der zum theil abgeurtheilten / theils annoch Recht-hängigen Sachen / conſequenter zu höchſtem præjudiz und nachtheil der juſtiz und dabey intereſſirter verſchiedener beleidigter Partheyen gewilligt werden könne oder ſolle.

Wann dann bey Abhandlung des projecti Inſtrumenti Pacis Suecici unter andern auch dieſe Baſeliſche Exemptions-Sache vorkommen / und nach geſtalt des Heil. Reichs hiebey mit unterlauffenden interêt von den H. H. Kayſerlichen ſowohl als Königl. Schwediſchen Plenipotentiariis uns zu dem Ende übertragen worden / damit wir die Nothdurfft darüber bedenken und ob / auch wie weit den Herren an ihrem Suchen zu gratificiren ſeye / eines gewiſſen entſchlieſſen und Ihnen an Hand geben möchten: und aber nach nochmahliger der ſachen überlegung uns eben die Difficultæten im wege ligen / welche hiebevor Allerhöchſtgedachter Ihro Kayſerl. Majeſtät in Schrifften allerunterthänigſt repræſentiret, auch mehr ermeldten dero Bürgermeiſtern mündlich vorgetragen worden / nichts deſtoweniger gleichwol / und damit die Herren im werk ſelbſten zu verſpühren haben / wie geneigt unſere Gnädigſte und Gnädige H. H. Principalen, Oberen und Committenten ſeyn / Ihnen in dieſem ihren Suchen zu gratificiren und alle gute Nachbarſchafft zu erhalten; ſo haben in dero Nahmen wir denen von Hoch- und wohlermeldten Kayſerl. und Königl. Schwediſchen H. H. Plenipotentiarien verfaſſten Exemtions-Articulum wohlmeinend / jedoch mit folgenden auſſdrüklichen conditionibus und Reſervatis ſine quibus non, approbirt: und

diction de la Chambre Imperiale.

Dicté à Munſter le 8. d'Octobre 1648.

MÈSSIEURS.

VOus vous ſouvenez encore de ce que vous avez fait demander il y a environ un an à Sa Majeſté Impériale auſſi bien qu'à nous Plénipotentiaires, Conſeillers & Députez des Electeurs & Etats de l'Empire aſſemblez ici & à Munſter, par votre Deputé & Bourguemaître le Sieur Jean Rudolph Wetſtein, touchant certaine exemption.

Nous ne doutons pas que votre Bourguemaître Wetſtein n'ait rendu compte depuis ce tems-là de toutes les difficultez qui ſe préſentent contre cette exemption, qu'on ne demandoit du commencement que de la juriſdiction de la Chambre Impériale, mais qu'on étendoit peu de tems après juſqu'à l'exemption de tout l'Empire Romain; il aura fait raport ſans doute que nos Seigneurs & Maîtres, après de mûres déliberations, & ſuivant les relations & informations de la Chambre Impériale fondées ſur des raiſons ſolides, n'ont pû trouver bon d'y conſentir ſi ſimplement, & ſans égard aux affaires en partie decidées, en partie encore pendantes à la Chambre, par conſequent au grand préjudice de la Juſtice & des Parties intereſſées.

Or comme en traitant ſur le Projet de la Paix avec la Suéde, cette affaire de l'exemption de la Ville de Baſle s'eſt préſentée en même tems à laquelle l'Empire ne prend pas peu d'interêt, les Sieurs Plénipotentiaires de S. M. I. & de S. M. le Roi de Suéde nous l'ont donné entre les mains pour faire nos réflexions là-deſſus, & pour convenir & donner notre avis, ſi, & juſqu'où on puiſſe, Meſſieurs, condeſcendre à votre demande. Il eſt vrai que nous y trouvons les mêmes obſtacles qui ont déja été repréſentez ci-devant à S. M. I. par écrit, & qui ont été pluſieurs fois propoſez de bouche à votre Bourguemaître, néanmoins afin que vous voyiez, Meſſieurs, en effet combien nos Seigneurs & Maîtres ſont portez à vous accorder votre demande, & à ſe montrer comme de bons voiſins, nous avons approuvé en leur nom l'Article de l'exemption dreſſé par leſdits Sieurs Plénipotentiaires de S. M. I. & de S. M. le Roi de Suéde, cependant ſous ces conditions expreſſes, & (*ſine quibus non*) ſans leſquelles cette approbation n'aura point lieu; favoir

gegangen / und die Schuldigkeit dieſſfalls in Entrichtung der Reſtanten / zu vergnüglicher Satisfaction derer H. H. Prædidenten und Aſſeſſoren abzutragen werde / der ungezweifelten Hoffnung gelebend / die Herren werden ſich dieſe der Exemption angehenkte in allewege billige Conditiones nicht zu wider ſeyn laſſen / ſondern dieſelbe je ehender je beſſer zu vollenziehen / und ſich dadurch bey dieſer erlangten Exemption / jetzt und künfftig zu ſtabiliren beſtelffen. Im widrigen aber / und da wider verhoffen hierin einiger ſaumfall oder tergiverſation verſpühret werden ſolte / Unſere Gnädigſte und Gnädige Churfürſten und Herren Principalen und Oberen nit zu verdenken ſeyn / der Exemtion nit allein per expreſſum zu contradiciren und alles in vorigen alten Stand ſetzen zulaſſen / ſondern auch dem Kayſerlichen Cammergericht die Hand in ſo weit zu öffnen / daß ſie durch gewiſſe im Reich zuläſſige wege die Execution der ergangenen urtheil ſo gut ſie vermögen befördern und den beleydigten Parteyen zu dem Ihrigen dermahleins verhelffen / allermaſſen dan ohne das nit allein die Röm. Kayſerliche Majeſtät / ſondern auch beede Cronen Frankreich und Schweden mit denen den Ständen des Reichs dieſen Exemptions-Articulum dem Inſtrumento Pacis anderer geſtalt nicht / dan mit vorbehalt und adimplirung obig angeführter Conditionen einverleibt / weniger die Guarantie als Execution deſſen verſprochen haben. Welches alles denen Herren nächſt Göttlicher Empfehlung wir freundlicher wohlmeynung unverhalten und ſie dabey erſuchen wollen / daß ſie zu unſerer Nachricht und fernern Nothdurfft beobachtung Ihre eigentliche Erklärung demnächſt hinwieder zu kommen zu laſſen.

Oſnabrug den 31. Auguſti 1648.

Von den Ständen

an

Burgermeiſter und Rath der

Stadt Baſel.

re, que vous agréerez, Meſſieurs, ces conditions juſtes & raiſonnables attachées à cette exemption, & que vous tâcherez de les accomplir au plutôt, afin d'affermir par là pour toujours l'exemption qui vous a été accordée. Mais ſi au contraire & contre toute attente on remarquoit en cela quelque negligence ou tergiverſation, vous ne pourrez pas prendre en mauvaiſe part que nos Seigneurs & Maîtres contredident non ſeulement cette exemption, & faſſent tout reſtituer en ſon entier, mais auſſi qu'ils prêtent la main à la Chambre Impériale, pour procurer, autant qu'il leur eſt poſſible, par des voyes permiſes dans l'Empire l'execution des Sentences prononcées, & pour conſerver le droit des Parties lezées; vû qu'outre cela non ſeulement S. M. I. mais auſſi les deux Couronnes de France & de Suéde avec les Etats de l'Empire n'ont inſeré cet Article d'exemption dans l'Inſtrument de la Paix, qu'en reſervant expreſſement que les conditions ci-devant alleguées ſoient remplies, bien loin de promettre la garantie pour l'execution ſans l'exacte obſervation deſdites conditions. Nous n'avons donc pas voulu manquer de vous faire connoître tout cela, en vous recommandant, Meſſieurs, à la garde de Dieu, & de vous prier en même tems de nous donner votre déclaration là-deſſus pour notre information, & afin que nous puiſſions nous y regler.

Les Deputez des Etats de l'Empire

Au Bourguemaitre & Magiſtrat de Baſle.

Oſnabrug le 31. d'Août 1648.

PAPE INNOCENT X.

Contre la

PACIFICATION

De

WESTPHALIE.

A Rome le vingt-ſixieme Novembre 1648.

PAr un zele de la Maiſon de Dieu qui meut continuellement notre eſprit, nous nous ſommes principalement appliqués avec ſoin à conſerver par tout l'integrité de la Foi Orthodoxe, & la dignité & l'autorité de l'Egliſe Catholique, afin que les Droits Eccleſiaſtiques dont nous avons été conſtituez les défenſeurs par notre Seigneur, ne ſouffrent aucun dommage de ceux qui cherchent plutôt leurs intérêts que ceux de Dieu, & que nous ne ſoyons pas accuſez de negligence dans l'adminiſtration qui nous a été confiée, quand nous rendrons compte de notre Gouvernement au Souverain Juge. Auſſi ce n'a été qu'avec un ſentiment très-vif de douleur, que nous avons apris que par pluſieurs Articles tant de la Paix reſpectivement faite à Oſnabrug le 6. Août de l'Année 1648. entre notre très-Cher Fils en Chriſt Ferdinand Roi des Romains, élu Empereur, ſes Alliez & adherans d'une part & les Suédois avec auſſi leurs Alliez & Adherans d'autre; que de celle qui a été pareillement conclue à Munſter en Weſtphalie le 24. jour d'Octobre de la même année 1648. entre ce même Ferdinand Roi des Romains, élu Empereur, ſes Alliez & Adherans d'une part: & notre très-cher Fils en Jeſus-Chriſt Louis, très-Chrétien Roi des François, & pareillement avec ſes Alliez & Adherans d'autre, on a apporté de très grands préjudices à la Religion Catholique Romaine, aux Egliſes inferieures, & à l'Ordre Eccleſiaſtique; comme auſſi à leurs juriſdictions, autoritez, immunitez, franchiſes, libertez, exemptions, Privileges, affaires, biens & droits; car par divers Articles d'un de ces Traitez de Paix, l'on abandonne à perpetuité aux Héretiques & à leurs Succeſſeurs, entre autres les biens Eccleſiaſtiques qu'ils ont autrefois occupez; on permet aux Hérétiques qu'ils appellent de la Confeſſion d'Augsbourg, le libre exercice de leur Héréſie en pluſieurs lieux; on leur promet de leur aſſigner des lieux, bâtir à cet effet des Temples, &, on les admet avec les Evêques, Evêques, ou Prélats de la même Confeſſion; pluſieurs Archevêchez, Evêchez, Monaſteres, Prevôtez, Bailliages, Commanderies, Canonicats, & autres Benefices & biens d'Egliſe ſont donnez aux Princes Hérétiques en Fief perpetuel, ſous le titre de Dignités ſeculieres, avec ſuppreſſion de la domination Eccleſiaſtique; l'on ordonne que contre cette Paix ou aucun de ſes Articles, on ne doit alleguer, ouïr ou admettre aucuns Droits Canoniques ou civils, communs ou ſpeciaux, Decrets des Conciles, Regles des Ordres Religieux, Sermens, Concordats avec les Pontifes Romains, ou aucuns autres Statuts Eccleſiaſtiques ou Politiques, Decrets, Diſpenſes, Abſolutions, ou autres exceptions; le nombre de ſept Electeurs de l'Empire, autrefois arrêté par l'autorité Apoſtolique, eſt augmenté ſans notre conſentement, & celui dudit Siege, & le huitieme Electorat eſt érigé en faveur de Charles Louis Comte Palatin du Rhin, Hérétique; & on ordonne beaucoup d'autres choſes qu'il y a honte de rapporter, fort préjudiciables & dommageables à la Religion Orthodoxe, audit Siege Romain, aux Egliſes inferieures & autres ci-deſſus nommées. Et quoique le venérable Frere Fabio, Evêque de Nardo, notre Nonce Extraordinaire & dudit Siege, le long du Rhin & dans la baſſe Allemagne, ait publiquement proteſté en notre nom & au nom dudit Siege, en execution de nos ordres, que ces Articles ayant été temerairement arrêtez par gens qui n'en avoient pas le pouvoir, étoient vains, nuls, Injuſtes, & devoient être reputez tels par tout; & qu'il ſoit de droit notoire, que toute Tranſaction ou Paction faite pour les choſes Eccleſiaſtiques ſans l'autorité dudit Siege eſt nulle, & d'aucune force & valeur; néanmoins afin qu'il ſoit plus efficacement remedié à l'indemnité de tout ce que deſſus, voulant y pourvoir ſelon le devoir de l'Office Paſtoral à nous commis d'en haut, & tenant pour pleinement & ſuffiſamment exprimées, *inſerées dans ces préſentes les teneurs même* les plus vrayes, & les dattes des Traitez de l'une & de l'autre Paix, & de tout ce qui y eſt contenu; comme auſſi des autres choſes qui devroient être ici neceſſairement exprimées & inſerées, comme ſi elles y étoient inſerées de mot à mot; Nous de notre propre mouvement, & de notre certaine ſcience & meure déliberation, & de la plenitude de la puiſſance Eccleſiaſtique, diſons & déclarons par ces mêmes preſentes, que leſdits Articles d'un de ces Traitez, ou de l'un & de l'autre, & toutes les autres choſes contenuës dans leſdits Traitez, qui en quelque façon que ce ſoit nuiſent ou apportent même le moindre préjudice, ou qu'on pourroit dire, entendre, prétendre, ou eſtimer pouvoir nuire ou avoir nui en aucune maniere à la Religion Catholique, au Culte Divin, au ſalut des ames, audit Siege Apoſtolique Romain, aux Egliſes inférieures, à l'Ordre & Etat Eccleſiaſtique & à leurs perſonnes, Membres & affaires, biens, juriſdictions, autoritez, immunitez, Libertez,

ainſi qu'il a été dit, & proteſtons contre & de leur nullité devant Dieu; & autant qu'il eſt auſſi beſoin nous reſtituons, remettons & reintegrons pleinement pour ce qui regarde ce Siege Apoſtolique & Romain, & les Egliſes interieures, & tous les lieux pieux, & les perſonnes Eccleſiaſtiques dans leur premier & entier état, & en celui où ils étoient avant ladite Tranſaction, & autres toutes Tranſactions, Pactions, ou Conventions quelconques, affirmées ou prétenduës anterieures faites en quelque lieu ou de quelque maniere que ce ſoit à l'égard des choſes ci-deſſus dites. Nous ordonnons auſſi, que ſous prétexte que les ſusnommez, & tous autres auſſi dignes de ſpeciale mention & expreſſion, ayant quelque intérêt ou quelque prétention auſdites choſes ou à quelqu'une d'icelles, n'auroient nullement conſenti à ces préſentes Lettres, ni été appellez, citez ou ouïs, & moins encore que les cauſes pour leſquelles elles ont été publiées n'auroient point été deduites, verifiées ſuffiſamment, ou autrement juſtifiées, leſdites Lettres avec tout ce qui eſt contenu, ne pourront jamais en aucun temps être combatuës, rendues invalides, retractées, revoquées en juſtice ou en controverſe, reduites aux termes de Droit, ou notées du vice de ſubreption, obreption, nullité ou invalidité, ou du defaut de notre intention, ou de tel autre defaut ſubſtantiel non imaginé quelque grand qu'il ſoit, ou de quelque autre chef reſultant du droit ou du fait de l'Ordonnance ou de la coutume, ſous telle couleur, prétexte, raiſon & occaſion que ce puiſſe être; mais qu'elles ſont & ſeront toujours valides, fermes, & efficaces, & ſortiront & obtiendront leur plein & entier effet, & ſeront à l'avenir inviolablement obſervées par tous ceux à qui il appartient ou appartiendra en aucune maniere que ce ſoit; & qu'ainſi & non autrement, les Juges ordinaires & les Auditeurs du Palais Apoſtolique deleguez, comme auſſi les Cardinaux de la Sainte Egliſe Romaine, Legats à Latere, & les Nonces du même Siege, & tous autres quelque autorité qu'ils exercent préſentement, & pour le temps, doivent de cette maniere toujours & par tout, juger & decider en toutes les choſes ci-deſſus mentionnées, leur ôtant & à chacun d'eux la faculté & l'autorité de les juger, déclarer & interpreter autrement, déclarant nul & de nul effet tout ce qui pourroit être attenté contre ces préſen-

quelques perſonnes que ce ſoit revêtuës de la Dignité Impériale ou Royale, & de quelque autre Dignité ſoit Eccleſiaſtique ou Seculiere, & qualifiées de quelque autre maniere que ce ſoit, qui requerroient une ſpeciale expreſſion, comme auſſi tout autres ſemblables accordez de propre mouvement, ſcience, deliberation, & plénitude de puiſſance, même Conſiſtoriallement ſous quelques teneurs & formes quelconques, & avec quelques dérogatoires des dérogatoires que ce ſoit, & autres cauſes plus eficaces & inuſitées, & Décrets même irritans, & tous autres accordez, publiez, faits, & plusieurs fois reiteres, confirmez, approuvez & renouvellez au préjudice de tout ce que deſſus; à tous & à un chacun deſquels nous derogeons, & voulons qu'il ſoit derogé ſpecialement & expreſſement, & à toutes autres choſes quelconques à ce contraires, encore qu'il fût néceſſaire par une ſuffiſante derogation d'en faire comme de leurs teneurs une mention ou autre expreſſion ſpeciale, ſpecifique, individuë, & de mot à mot, & non par clauſes générales concernant la même choſe, ou de garder pour cela une autre forme exquiſe, reputant ces teneurs pour pleinement & ſuffiſamment exprimées, comme ſi elles étoient inſerées de mot à mot dans ces préſentes avec la forme qui y eſt obſervée, que nous tenons pour gardée à l'effet des choſes ci-deſſus dites. Auſſi nous voulons qu'aux copies de ces mêmes préſentes tranſcrites ou imprimées, ſignées de la main d'un Notaire Public & munies du Seau d'une perſonne conſtituée en Dignité Eccleſiaſtique, on ajoûte en tous lieux & Païs, en jugement comme dehors, la même foi qu'on ajouteroit à ces préſentes, ſi elles étoient repreſentées ou montrées en Original. Donné à Rome à Sainte Marie Majeure, ſous l'Anneau du Pescheur le 26. jour de Novembre de l'an 1648. & de notre Pontificat le cinquieme.

EX-

LETTRES

De Sa

MAJESTE' IMPERIALE

A ſes

PLENIPOTENTIAIRES

De

NUREMBERG.

Datées d'Eberdorff du 5. Septembre 1649.

NOus avons remarqué dans la Relation que vous nous avez envoyée ſur l'évacuation de quelques Places que nous tenons en partie dans l'Empire, partie la Couronne de Suéde, comme auſſi ſur la reſtitution entiére du Royaume de Bohéme juſques à la Ville d'Eger, que le tout ſe doit vuider & terminer par de nouveaux Traitez, & que toute la difficulté ne conſiſte pas en ceci ſeulement pour ſavoir ſi on paſſera cette clauſule dont on étoit en différend, pour s'aſſurer de l'évacuation de nos Païs Héréditaires, en cas de quelque retardement : ſurquoi vous aviez jugé notre réſolution abſolument néceſſaire.

Et d'autant que depuis quelques ſemaines les Suédois ont déclaré qu'en cas qu'on tombât d'accord pour l'évacuation des Places des termes d'icelle & de la ſatisfaction de la Milice, qu'ils vuideroient quelques Places qu'ils tenoient dans notre Royaume de Bohéme, & cela tout auſſitôt après les Traitez achevez, & mêmes *per anteceſſum* quelques jours avant le premier terme que pour ladite évacuation, nous n'irons pas à l'encontre de ceci, afin que finalement l'on commence une fois tant dans l'Empire que dans nos Païs Héréditaires à travailler a l'évacuation & à ſoulager les Etats ſurchargez de contributions & Garniſons, & à vuider du moins une Place après l'autre, ſelon la convention du premier & ſecond terme, ſi toutes ne le pouvoient être également, ſans que l'on remette les choſes à d'autres Traitez, ou que nous ſeulement & quelques-uns des Etats reçoivent ce bénéfice, ſans que les autres s'en ſen'ent. Mais ayant enſuite reconnu que ſelon le contenu du Recès que vous nous avez envoyé, l'état des affaires eſt tout autre, & qu'il ſe trouve quantité de difficultez tant pour le payement que pour d'autres choſes, & qu'il n'y a rien d'ajuſté *nec ratione terminorum ad evacuandum nec evacuandorum*, mais qu'il n'y a auſſi qu'un ou deux Cercles, & encore ceux-ci à demi ſeulement & non entiérement qui s'en trouvent ſoulagez, tous les autres demeurans non ſeulement ſans ſoulagement, mais tant dans les aſſignations de 1200. mille Riſdales que pour le payement du quatriéme million ont été ſurchargez au delà de ce que le Traité de la Paix les obligeoit, & qu'ils ne prendront point en mauvaiſe part que nous prenions en ceci leur parti & ne le retiendront point par un retardement du Traité. Les Etats de leur côté apporteront tant de ſoin & de diligence pour faciliter l'évacuation, que l'on aura à eſpérer en bref une concluſion finale de la Paix tant deſirée & au plutôt une véritable & réelle réconciliation & amitié avec les Suédois. Quant à nos Royaumes & Païs Héréditaires, nous nous tenons à ce que la Convention du premier, ſecond, & troiſiéme terme porte, en cette ſorte pourtant que nous aimerions mieux nous paſſer de ce Traité Préliminaire pour l'évacuation de notre Royaume de Bohéme, que de nous en ſervir dans l'incertitude de ce qui ſera convenu pour le premier, ſecond, & troiſiéme terme; d'autant que ce n'a jamais été notre intention de ſéparer cette évacuation Préliminaire du Traité principal; étant certain que ni les Etats ni l'Empire ne recevront pas grand allegement par cette évacuation particuliére, étant obligez auſſi bien d'une façon que d'autre pour la ſureté de demeurer armez : ce qui cauſe la ruine totale des pauvres Sujets, & peut-être la notre propre, auparavant que toutes choſes juſques ici inconnues ſoient terminées Mais d'ailleurs ſi l'on étoit d'accord pour l'évacuation, l'on feroit moins de difficulté pour la clauſule ſuſdite de part & d'autre, d'autant qu'elle ne retarderoit nullement les affaires.

Touchant l'Amniſtie nous obſervons ſur tout dans nos Royaumes & Païs Héréditaires toutes choſes qui ſont portées par l'Inſtrument de la Paix, expérans auſſi que l'on ne nous demandera autre choſe que ce que porte le même Inſtrument.

Pour les Electeurs & Princes, je ne crois pas qu'il ſe trouve ni un plus court ni un plus ſûr chemin pour ſortir de ce point, que de ſe tenir au Traité de la Paix, *& arctiori modo*, de vuider & exécuter *realiter* au plutôt *caſus liquidos*, & de ne point retarder *illiquidorum & difficilorum cauſâ* l'évacuation & l'exauctoration, ni de priver plus longtems la chére patrie du repos tant deſiré & ſi chérement acheté.

Que partant l'on doit devant toutes choſes travailler à l'evacuation & exauctoration & ce qui en dépend pour tâcher de les mettre plutôt en une entiére exécution.

TRAC.

Ad explicationem Articuli ſeparati die quarto Februarii 1648. Monaſterii facti, reſumptus Hagæ & conventus die 17. Decembris 1650.

CUm a Pace Monaſterienſi inter Dominos Regem Hiſpaniarum & Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum concluſâ, contentiones & differentiæ nonnullæ ſupervenerint concernentes verum ſenſum Articuli ſeparatim anno milleſimo ſexcenteſimo quadrageſimo octavo conventi ſuper navigatione, Commercio, ſecuritate, libertate, & facilitate ejuſdem; dictique Domini Rex & Ordines commodum putaverint elucidationem & explicationem aliquam præbere præoccupandis cunctis querelarum occaſionibus ad ſtringendam magis ac magis inter eos mutuam eorumque Subditos correſpondentiam per ſinceram & perfectam dicti Tractatûs Pacis in omnibus & quibuſcumque ejus Articulis obſervantiam, præcipue in puncto tanta utilitatis & ponderis; ac eo fine dictus Dominus Rex commiſerit a ſua parte Dominum Anthonium Brun Equitem, Conſiliarium in ſuo Statûs & Supremo circa res Belgicas & Burgundicas prope ſuam perſonam Conſilio, ad Tractatus Pacis Generalis Plenipotentiarium & Extraordinarium Legatum apud Dominos Ordines Generales: & dicti Domini Ordines Dominum Rutgerum Huygens Equitem; Franciſcum Banningium Cock Equitem, Purmerlandiæ & Ilpendamiæ Dominum, Conſulem Amſtelodamenſem; Cornelium Ripperſe Conſulem Hornæ Weſtfriſiorum; Jacobum Veth, Conſiliarium, & Penſionarium Urbis Middelburgenſis Zelandorum; Gilbertum de Holck nuper Conſulem

ETATS-GENERAUX

Le 17. de Decembre 1650. en interprétation de l'Article ſeparé arrêté à Munſter le 4. de Février 1648.

COmme depuis la concluſion de la Paix à Munſter, entre les Seigneurs Roi d'Eſpagne, & Etats-Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas quelques diſputes & differens ſeroient ſurvenus, touchant la vraye intelligence de l'Article conclu ſéparement le quatrieme du mois de Fevrier de l'an 1648. en ladite Ville, concernant la Navigation, Commerce, ſureté, Liberté, & facilité d'icelui; & que, leſdits Seigneurs Roi & Etats Généraux ayant jugé à propos d'en donner quelque éclairciſſement & explication, afin de prévenir toutes occaſions de plaintes & étreindre de plus en plus la bonne correſpondance entre eux, & leurs Sujets, reciproquement par la ſincere & parfaite obſervation dudit Traité de Paix en tout & un chacun de ſes Articles, principalement dans ce point de grande utilité & importance & que pour cet effet ledit Seigneur Roi auroit commis de ſa part Meſſire Anthoine Brun, Chevalier, Conſeiller de Sa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat & ſupreme pour les affaires des Pais-Bas & de Bourgogne, près de ſa perſonne, ſon Plénipotentiaire aux Traitez de la Paix générale, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire auprès desdits Seigneurs Etats Généraux.

Et leſdits Seigneurs les Etats, les Sieurs Rutger Huygens, Chevalier; François Banningh Cock, Chevalier, Sieur de Purmerlant & Ilpendam Bourguemaître & Conſeiller de la Ville d'Amſterdam; Corneille Ripperſe, Bourguemaître de la Ville de Hoorn en Weſt-Friſe; Jacques Veth, Conſeiller & Penſionaire de la Ville de Middelbourg en Zélande; Gysbert de Hoolck, ancien Bourguemaître de la Ville d'Utrecht

num Generalium conclusserunt, transegerunt, & concluserunt præsentem Articulis & conditionibus sequentibus Tractatum.

I.

Subditi & inhabitantes Provinciarum Belgii Unitarum omni libertate & securitate navigent & negocientur in omnibus Regnis, Statibus, & Terris quæ gaudent pace, amicitiâ aut neutralitate cum Statu dictarum Provinciarum Unitarum.

II.

Nec turbentur aut inquietentur in eâ libertate per naves aut Subditos Domini Regis Hispaniæ ex causâ Hostilitatis, quæ posthac accidere posset inter dictum Dominum Regem & Subditos, Regna, Terras, & Status, aut aliquos eorum qui erunt in amicitiâ vel neutralitate cum dictis Dominis Ordinibus Belgii.

III.

Quod & extendet se respectu Galliæ ad omnigena Mercium & Commerciatuum genera, quæ illuc vehi solebant ante ejus cum Hispaniâ bellum.

IV.

Ita tamen ut Uniti Belgii Subditi abstineant ab subvehendo illuc merces ex Statibus dicti Regis Hispaniæ oriundas, quæ servire possint contra ipsum ejusque Status.

V.

Et quamvis ad alia Regna, Status, & Terras, amicitiâ vel neutralitate cum dictis Provinciis fruentes, licèt in bello cum dicto Domino Rege constitutas, illuc ne portentur Merces contrabandæ vel aliæ vetitæ, quod ut eò melius præcaveatur dicti Domini Ordines id prohiberi curent per Edicta expressa & proclamationes.

VI.

Pro cavendis insuper tantò facilius inde orituris differentiis quoad designationem Mercium prohibitarum & contrabandæ, declaratum & conventum esto sub eo nomine comprehensa esse omnia arma ignita, & instructus eorum, ut tormenta, bombardas, mortaria, petarda, bombos, granata, fauciffas, circulos

suivent.

I.

Premierement, les Sujets & Habitans des Provinces-Unies du Pais-Bas, pourront en toute ſureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Etats & Païs, qui ſont ou ſeront en Paix, amitié ou neutralité avec l'Etat desdites Provinces-Unies.

II.

Et ne pourront être troublez ou inquietez dans cette liberté par les navires, ou Sujets du Roi d'Eſpagne à l'occaſion des Hoſtilités, qui pourroient ſurvenir ci après, entre leſdits Seigneur Roi & les ſaſdits Royaumes, Pais & Etats ou aucun d'iceux, qui ſeront en amitié ou neutralité avec leſdits Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

III.

Ce qui s'étendra au regard de la France à toutes ſortes de Marchandiſes & denrées qui s'y tranſportoient avant qu'elle fût en Guerre avec l'Eſpagne.

IV.

Bien entendu toutefois que les Sujets des Provinces-Unies s'abſtiendront d'y porter des Marchandiſes provenantes des Etats dudit Seigneur Roi d'Eſpagne, telles qu'elles puiſſent ſervir contre lui & ſesdits Etats.

V.

Et quant aux autres Royaumes, Etats, & Pais, étant en amitié ou neutralité avec leſdites Provinces-Unies, bien qu'elles ſe trouvent en guerre avec ledit Seigneur Roi, on n'y pourra porter des Marchandiſes de Contrebande ou aucuns biens défendus, & pour d'autant mieux l'empêcher, leſdits Seigneurs Etats en feront défenſes bien expreſſes par des Placarts & Edits.

VI.

De plus pour d'autant mieux prevenir les différents qui pourroient naître, touchant la deſignation des Marchandiſes defendues & de contrebande, il a été declaré & convenu, que ſous ledit nom ſeront compriſes toutes armes à feu & aſſortiſſement d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades,

ſignata, quarum tranſlatio ad ipſa quoque inimicorum loca permiſſa ſit, exceptis Urbibus & Locis obſeſſis, circumſeptis, vel inveſtitis.

VIII.

Et ad impediendum ne dicta merces vetita & contrabanda juxta deſignationem Articulis proxime præcedentibus factam tranſeant ad hoſtes dicti Domini Regis Hiſpaniæ, neve ſub prætextu talis impedimenti Navigationis & Commercii libertas & ſecuritas retardetur, conventum eſt ut naves cum mercibus Subditorum & Incolarum Provinciarum Belgii Unitarum ingreſſa ad aliquem Portum dicti Domini Regis, & inde abeuntes ad locos eidem inimicos, teneantur ſolummodo producere & demonſtrare Officiariis Portûs Hiſpanici aut Statuum dicti Regis unde abibunt, Salvoſconductus ſuos qui contineant ſpecies oneris navium ſuarum certificatas & ſignatas ſigno & ſigillo ordinario & cognito Officiariorum Admiralitatis loci ejus a quo primùm diſceſſerunt, cum expreſſione loci ad quem ſunt deſtinatæ; idque omne in formâ ordinariâ & ſolitâ; poſt eam Salviconductûs (modo quo dictum eſt) exhibitionem, ne moleſtentur, viſitentur, detineantur, aut retardentur a ſuo itinere quocumque ſub prætextu.

IX.

Dicta quoque naves Subditorum & Incolarum Uniti Belgii, cum erunt in pleno mari, aut etiam venientes ad aliquas oras maritimas, non tamen Portus intrare volentes, aut ingreſſæ, nolentes exponere aut diſtrahere onera ſuarum navium, non teneantur onerum ſuorum reddere rationem, niſi ſuſpecta fuerint tranſferendarum ad hoſtes dicti Domini Regis mercium prohibitarum, ut antea dictum eſt.

X.

Et caſu dicto ſuſpicionis manifeſtæ dicti

Sub-

en ſera le tranſport permis, mêmes aux lieux ennemis, ſauf aux Villes & Places aſſiegées blocquées ou inveſties.

VIII.

Et afin d'empêcher leſdites Marchandiſes défendues & de Contrebande ſelon qu'elles viennent d'être deſignées & reglées par les Articles immediatement précedents ne paſſent aux dits Ennemis du Seigneur Roi d'Eſpagne, & que ſous prétexte auſſi, de tels empêchements, la liberté & ſureté de la Navigation & Commerce ne ſoient retardées, on eſt demeuré d'accord, que les Navires avec les Marchandiſes des Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies étant entrez en quelque Havre dudit Seigneur Roi, & voulant de là paſſer à ceux deſdits Ennemis, ſeront obligés ſeulement de produire & montrer aux Officiers du Havre d'Eſpagne, ou autres Etats dudit Seigneur Roi, d'où ils partiront, leurs Paſſeports contenant la ſpecification de la charge de leurs navires arreſtée & marquée du ſeau & du ſeing ordinaire & reconnu des Officiers de l'Amirauté aux quartiers dont ils ſeront prémierement partis, avec déclaration du lieu où ils ſeront deſtinés, le tout en forme ordinaire & accoutumée; après laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite ils ne pourront être moleſtés, ni viſitez, detenus ou retardés en leur Voyage, ſous quelque prétexte que ce ſoit.

IX.

Mêmes leſdits Navires des Sujets & Habitans des Provinces-Unies, étant en pleine Mer, ou même venans dans quelques Rades, ſans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, ſans toutefois y vouloir debarquer & rompre leur charge; ne ſeront obligez de rendre compte de leurs Navires, ſauf en cas qu'ils fuſſent ſoupçonnez de porter aux Ennemis dudit Seigneur Roi des Marchandiſes de Contrebande, comme il a été dit précedemment.

X.

Et audit cas de ſuſpicion apparente leſdits

Sujets

nentes extra jactum tormenti bellici, mittant ſcapham ad navem Subditorum vel Incolarum dictarum Provinciarum Unitarum, & cum duobus vel tribus ſolummodo hominibus intrent, quibus monſtrentur Salviconductus a Magiſtro vel Patrono dictæ navis Unitarum Provinciarum, modo uti Articulis præcedentibus expreſſum eſt, ut & Littera maritima concepta juxta formam præſenti Tractatui inſerendam, quibus conſtet non tantùm de onere, ſed & de habitatione in Provinciis Unitis loco & de nomine tam Magiſtri vel Patroni quàm navis, ut iis duobus mediis cogneſcatur an merces interdictæ aliquæ ſint, & appareat ſufficienter qualitas navis & Magiſtri vel Patroni ejus, quibus Salvoconductui & Litteris maritimis fides adhibeatur plena, eòque magis quia tam a parte dicti Domini Regis quam Ordinum Generalium dabuntur certificationes contraſignatæ ut melius agnoſcatur valor, nec ullatenus falſæ fiant.

XII.

Et caſu quo in dictis navibus Subditorum Unitarum Provinciarum dicto modo reperiantur merces aliquæ juxta prænominatam deſignationem interdictæ, eadem exonerabuntur, accujabuntur, & fiſco addicentur coram Judice Admiralitatis aut alio competente, nec propterea navis aut altera bona & merces liberæ & permiſſæ in præfatâ navi reliquæ manentes quovis modo occupentur vel fiſco addicantur.

XIII.

Conventum præterea eſt ut quidquid repertum fuerint oneratum a dictis Subditis & Incolis Unitarum Provinciarum in Navibus Hoſtium dicti Domini Regis, quamvis merci monium non interdictum fiſco addicatur cum omnibus cæteris quæ in præfatâ navi inveniuntur ſine ullâ exceptione vel reſervatione.

XIV.

Vice versâ liberum & relaxatum ſit quicquid vehetur in navibus dictorum Subditorum prædictorum Dominorum Ordinum, quamvis onus aut pars ejus ſit hoſtium dicti Domini Regis, exceptis mercibus interdictis quarum intuitu obſervetur id quod in Articulis anterioribus cautum eſt.

XV. *Sub-*

du Canon pourront envoyer leur chaloupe à bord du Navire des Sujets & Habitans des Provinces-Unies, & faire entrer en icelui deux ou trois hommes ſeulement, auſquels ſeront montrés les Paſſeports par le Maître ou Patron dudit Navire des Provinces-Unies en la forme ſpecifiée aux Articles précedens, & auſſi les Lettres de Mer, couchées ſelon le formulaire qui ſera inſeré à la fin du préſent Traité, par où devra conſter non ſeulement de la charge, mais auſſi du lieu de ſa demeure & reſidence aux Provinces-Unies, & du nom tant du Maître ou Patron, que du Navire, afin que par ces deux moyens on puiſſe reconnoître, s'il y a Marchandiſe de Contrebande, & qu'il apparoiſſe ſuffiſamment de la qualité du Navire, comme auſſi du Maître ou Patron d'icelui, auxquels Paſſeports & Lettres de Mer, ſera donnée entiere foi & creance, d'autant plus que tant de la part dudit Seigneur Roi, que de celle desdits Seigneurs Etats ſeront données des contremarques, pour en mieux reconnoître la validité, & afin qu'elles ne puiſſent être aucunement falſifiées.

XII.

En cas que dans leſdits Vaiſſeaux des Sujets des Provinces-Unies, ſe trouvent par le moyen ſuſdit quelques Marchandiſes de celles declarées ci-deſſus de Contrebande & défendues, elles ſeront déchargées, calangées & confiſquées par devant les Juges de l'Amirauté ou autres competens, ſans que pour cela le Navire ou autres biens & Marchandiſes libres & permiſes, retrouvées au même Navire, puiſſent éue en aucun façon laiſſes, ni confiſquées.

XIII.

A été en outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par leſdits Sujets & Habitans des Provinces-Unies en un Navire des Ennemis dudit Seigneur Roi, quoique ce ne fût Marchandiſe de Contrebande, ſera confiſqué avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire ſans exception ni reſerve.

XIV.

Mais d'ailleurs auſſi ſera libre & affranchi, tout ce qui ſera dans les Navires, appartenants aux Sujets desdits Seigneurs Etats, encore que la charge, ou partie d'icelle fût aux Ennemis dudit Seigneur Roi, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard deſquelles on ſe reglera ſelon ce qui a été diſpoſé aux Articles précedents.

XV. *Les*

Digitized by Google

ris mille quatre cent quarante-huit, sans y déroger, sauf en ce, où la présente explication se trouvera être au delà du contenu audit Article.

XVII.

Præsens Tractatus ejusdem esto vigoris & duret, tanquam si insertus fuisset in Tractatu Originali Pacis inter dictos Dominos Regem & Ordines facto, cum hac limitatione ut si tractu temporis fraudes aliquæ aut inconvenientia apparerent, in Commerciis & Navigatione, quibus satis non provisum sit & cautum, aliæ præcautiones adhiberi possint quæ rationi consonæ utrinque videbuntur; manente tamen præsente Tractatu in suâ vi & valore.

XVII.

Sera le présent Traité de même vigueur & durée que s'il avoit été inseré au Traité Original de la Paix entre lesdits Seigneurs Roi & Etats, avec reserve toutefois, qu'en cas qu'à la suite du temps on découvre quelques fraudes ou inconvenients au fait dudit Commerce & Navigation, auxquels n'aura été suffisamment pourvu, & remedié, d'y pouvoir apporter telles autres précautions, qu'on estimera convenir de l'un & de l'autre côté, demeurant cependant le présent Traité en sa force & vigueur.

XVIII.

Præsens Tractatus ratus habeatur & confirmetur a dictis Dominis Rege Hispaniarum & Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum intra quatuor menses a dato hujus.

XVIII.

Finalement que ledit présent Traité sera agréé & confirmé par lesdits Seigneurs Roi d'Espagne, & Etats Généraux des Provinces-Unies du Pais-Bas, dans quatre mois après la date d'icelui.

Sequitur Formula Certificationis marinæ Articulo undecimo memoratæ.

Serenissimis, illustrissimis, illustribus, potentissimis, potentibus, nobilissimis, honorabilibus, & prudentibus Dominis Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Consiliariis, Judicibus, Officialibus, Justitiariis, & Regentibus quarumcumque bonarum Civitatum & Locorum tam Ecclesiasticis quam Secularibus qui patentes hasce videbunt aut legi audient, nos Consules & Regentes vobis, Notum facimus N. N. per solemne juramentum

S'ensuit le Formulaire de la Lettre de Mer dont il est parlé dans l'Article onziéme.

Aux Séréniſſimes, très Illuſtres, Illuſtres, très Puiſſans, Puiſſans, très Nobles, Nobles, Honorables, & prudents, Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemeſtres, Echevins, Conſeillers, Juges, Officiers, Juſticiers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Eccleſiaſtiques, que Seculieres, leſquelles ces patentes verront ou lire oirront, nous Bourguemeſtres & Regens de la Ville.... ſavoir faiſons que N. N.... Maître de Navire.... comparant

& negotietur, ita & ubi commodum videbitur, id quod benevole agnoscemus : in fidem cujus apponi fecimus Civitatis nostræ sigillum.

Sequitur Exemplum Mandati Domini Anthonii Brun Legati Ordinarii Regis Hiſpaniæ.

REX.

Anthoni Brune Conſilii mei Flandrici ſupremi Conſiliarie, Legate a me in Hollandiâ, miſiſti Litteris Mali proximè elapſi datis copiam Tractatûs cum Provinciis Unitis conventi de Navigatione & Commercio ad quod reſcribi mandabas brevi mittendum beneplacitum noſtrum fore; nunc viſum fuit declarare quòd conſultum duxi, uti duco, ut concludas dictum Tractatum, certus ac paratus eum ratificare, aquum itemque bonum erit, uti & jubeo, & ſtatim illud notum facias Ordinibus & quàm libenter & conſenſi, & quòd mandatum dedi Domino Joanni filio meo cæteriſque Generalibus ut etiam ante Concluſionem & ratihabitionem Tractatûs juxta eum ſe gerant, meamque voluntatem eſſe ut Commercium promoveatur ſequanturque annuæ convenientiæ & commoda quæ obtineri poſſint : & ut reſtituantur omnia quæ contra hunc noviſſimum Tractatum fuerint a Pace capta, de quo cui quorum intereſt certiores facias ut reſtitutiones ablatorum petant, afferens inſuper, ſi hic ſciretur quænam illa eſſent (quamvis nullâ factâ petitione) ultro ſatisfactionem ipſis futuram eſſe, de quorum ſequelâ mihi indicabis eâ quâ ſoles curâ.

Madriti decimo octavo Auguſti, anno milleſimo ſexcenteſimo quinquageſimo.

Erat ſignatum,

EGO REX.

Et contraſignatum

HYERONIMUS DE LA TORRE.

nes, le laiſſant naviger, paſſer, frequenter & negotier là, & où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons. A témoin de quoi nous y avons fait appoſer le Seau de notre Ville.

S'enſuit la Copie du Pouvoir de Meſſire Anthoine Brun, Ambaſſadeur Ordinaire du Roi d'Eſpagne.

LE ROI.

Anthoine Brun, de mon Conſeil ſupreme de Flandre, & mon Ambaſſadeur en Hollande, avec votre Lettre du 27. du mois de Mai paſſé, vous m'envoyates Copie du Traité, qui ſe formoit avec les Provinces-Unies touchant la Navigation & Commerce à quoi je vous fis répondre, que l'on vous donneroit avis en toute brieveté de ma reſolution, & maintenant il m'a ſemblé bon de vous dire que je l'ai priſe d'agréer, comme je fais, que vous concluiez ledit Traité, lequel je ſuis prêt de ratifier, & il conviendra (comme je vous en charge) que vous le déclariez ainſi auſſitôt aux Etats Généraux, & la bonne volonté, avec laquelle j'y ai conſenti, & que j'ai donné ordre à Don Jean mon Fils, & à mes autres Généraux (même devant la concluſion & ratification d'icelui) qu'ils ſe gouvernent en conformité dudit Traité, & que ma volonté eſt que le Commerce s'acroiſſe, & qu'on y apporte toutes les facilitez qu'il ſe pourra, & que j'ai auſſi commandé qu'on reſtitue tout ce qui a été pris depuis la Paix, contre ce dernier Traité, dequoi vous ferez avertir les intereſſez, afin qu'ils demandent ladite reſtitution, leur diſant, que ſi on ſavoit ici quels ils ſont, (encore qu'ils ne ſollicitaſſent point) on leur donneroit ſatisfaction, & vous m'avertirez de ce qui ſe fera enſuite de ce que deſſus, avec le ſoin que vous avez accoûtumé.

De Madrid le 18. *Août* 1650.

Etoit Signé,

YO EL REY.

Et contreſigné.

JERONIMO DE LA TORRE.

Senſuit

Sequi-

Frisiæ Conſiliarii, Equitis; Joannis a Beeke, Domini in Doornick & Crytenborgh; Adriani Clandt a Stedum, Domini in Nitterſum; qui omnes Deputati ex corpore noſtræ Congregationis, Elegimus eorumdem perſonas ut noſtro nomine, qualitate noſtrorum Commiſſariorum tractent res quæ Negotium & Commercium maritimum concernunt inter Regis Hiſpaniæ & noſtri Statûs Subditos; & eum promovendis & ad ſcopum propoſitum conducendis Tractatibus opus habeant noſtrâ Plenipotentiâ, Mandato, Authoritate, Commiſſione, & juſſa ſpeciali, ideireo ipſis virtute præſentium ad eum finem damus plenam poteſtatem tractandi, convenendi & concludendi cum Domino Anthonio Brun, Legato Regis Hiſpaniarum apud nos Ordinario, Articulos neceſſarios in noſtrâ Congregatione exhibitos, Navigationem, Mercaturam & Commercia concernentes, & de iis omnibus facere & tranſigere Inſtrumenta Contractuum & Proviſionum in bonâ & debitâ formâ, & inſuper agere generaliter in iis quæ ſupra dicta ſunt, quidquid ipſi ageremus aut agere poſſemus, ſi præſentes & in perſonâ adeſſemus, quamvis vel ſpecialius mandatum quàm hic eſt expreſſum, res exigeret: promittentes bonâ fide & ſincerè nos ratum, gratum, firmum, & ſtabile in perpetuum habituros quidquid per dictos Deputatos noſtros factum, procuratum, promiſſum, conventum, & compoſitum hac in re fuerit; idque nos obſervaturos, completuros, & ſecuturos inviolabiliter, nec unquam contra id venturos vel ituros directè vel indirectè, quocunque modo, ſed omne illud approbaturos, ſi opus ſit, & de eo erigere Inſtrumenta & Litteras in formâ meliori ad juſtam & plenam ſatisfactionem dictæ Suæ Majeſtatis.

Actum Hagæ in noſtrâ Congregatione die ſeptimâ Decembris anno milleſimo, ſexcenteſimo quinquageſimo ſub magno noſtro Sigillo, adſcriptione & ſubſignatione noſtri. Graphiarii Adſcripta erat B. J. MULART, *Vidit* Scriptum in plicatura abſente Graphiaro. J. SPRONSEN.

In fidem cujus nos Legatus & Deputati ſupra nominati virtute noſtrarum reſpectivè Procurationum

boug en Zélande; Gysbert de Hoolck, ancien Bourguemeſtre de la Ville d'Utrecht; Joachim Andrée ancien premier Conſedler en la Cour Provinciale de Friſe, Chevalier; Jean van Beeck, à Dornick & à Crytenburgh, Bourguemeſtre de la Ville de Deventer; Adrian Clant à Stedum, Sieur de Nitterſum, Deputés du Corps de notre Aſſemblée: Avons fait election de leurs Perſonnes pour, de notre part en en qualité de nos Commiſſaires, traiter affaires d'importance au regard du Trafic & Commerce de la Marine, entre les Sujets du Roi d'Eſpagne, & ceux de cet Etat, & que pour faciliter leurs Négociations, & les conduire au deſſein pour lequel elles ſe doivent entreprendre, ils ont beſoin, de notre Pleinpouvoir, puiſſance, autorité, Commiſſion & Mandement ſpecial, nous à ces cauſes leur donnons en vertu de ces préſentes Pleinpouvoir de traiter convenir & conclure avec Meſſire Anthoine Brun, Ambaſſadeur Ordinaire de Sa Majeſté d'Eſpagne près de nous, les Articles néceſſaires, exhibés en notre Aſſemblée, au regard de la Navigation, Trafic & Commerce, & de tout ce faire & paſſer des Inſtruments, & Contracts, & Promeſſes en bonne & duë forme, & en outre faire généralement en ce que deſſus, tout ce que nous ferions, ou faire pourrions, ſi préſens en perſonnes, y étions, quoi que la choſe requit mandement plus ſpecial, qu'il n'eſt contenu par ces préſentes. Promettans ſincerement & de bonne foi avoir agréable, tenir ferme & ſtable à toujours tout ce que par nosdits Deputés ſera fait, procuré, promis, convenu & accordé en cet endroit, l'obſerver, faire obſerver, l'accomplir, & entretenir inviolablement ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit, mais de tout devoir ratifier s'il eſt beſoin, & en paſſer Lettres & Inſtrumens en la meilleure forme que faire ſe pourra, au contentement & pleniere ſatisfaction de ſadite Majeſté.

Fait à la Haye en notre Aſſemblée le 7. jour de Decembre 1650. ſous notre grand Scel, Paraphe & ſignature de nôtre Greffier: *Etoit Paraphé*, B. J. MULART, Ve. *Ecrit ſur le repli*, par ordonnance desdits Seigneurs Etats-Généraux, *ſigné en l'abſence du Greffier*, J. SPRONSEN.

En foi de quoi, nous Ambaſſadeurs & Deputés, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons

L. S. Jacob Veth.
L. S. Guillaume vander Hoolck.
L. S. Jo. Andree.
L. S. Jo. vander Beecke.
L. S. Adrien Clandt.

L. S. G. v. Hoolck.
L. S. Jo. Andre'e.
L. S. J. v. Beeck.
L. S. Adr. Clant.

TRACTATUS INDUCIARUM

Et ceſſationis omnis hoſtilitatis actûs ut & NAVIGATIONIS,

Ac

COMMERCII

Pariterque

SUCCURSUS,

Factus, initus & concluſus Hagæ Comitis die 12. Junii 1641. pro tempore decennii inter Dominum Triſtao de Mendoça Furtado, Legatum & Conſiliarium Sereniſſimi & Præpotentis Dom. Joannis IV. ejus nominis Regis Luſitaniæ, Algarviæ, &c. & Dominos Deputatos Celſorum & Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Provinciarum Belgicarum.

EXperientia docuit quod Dom Philippus II. Caſtellæ Rex vi & potentiâ armorum quondam

TRAITE'

De

TREVE,

De

NAVIGATION,

De

COMMERCE,

Et

D'ALLIANCE,

Fait & conclu à la Haye le 12. de Juin 1641. pour dix annees entre le Seigneur Triſtao de Mendoça Furtado Ambaſſadeur & Conſeiller du Sereniſſime & très puiſſant Prince Jean IV. de ce nom Roi de Portugal & des Algarves, & les Deputez de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

TOut le monde ſait que Philippe II. Roi de Caſtille s'eſt emparé à force ouverte du

runt, ac semetipsos libertati restituerunt, demumque communi applausu sæpius altè memoratum Joannem quartum Regem elegerunt, proclamarunt, eique homagium ac jusjurandum fidelitatis præstiterunt. Præpotentes Domini Generales quoque passivè pro comperto habentes intolerabilem tyrannidem & perdura onera præfati Castellæ Regis, pariterque ejusdem nefarium institutum ad consequendam Monarchiam multo sæculo jam super universâ Europâ jactatam, in commodum boni publici dijudicarunt expedire laudabili ac honesto jam altè memorati Regis Joannis quarti proposito succurrere, eumque eodem iniro & consummare præsens hoc Pactum & Tractatum nec non prætermittere varias & diversas commoditates quas aliàs pro proprio particulari commodo atque utilitate, nacto hoc rerum statu, tam citra quàm ultra lineam possint usurpare & percipere, malumque eorum loco ut renovisceat vetus illa amicitia, amor reciprocus ac Commercium, quæ inter Dominos Reges Coronæ Lusitaniæ ac Belgas ultro citroque antiquitùs floruerunt.

Primò conclusum est verum, sincerum, firmum, ac inviolabile Induciarum pactum, cessationisque omnis Hostilitatis actus, inter altè memoratum Regem & Ordines Generales tam Mari aliisque Aquis, quàm Terra, intuitu omnium Subditorum ac Incolarum Unitarum Provinciarum, cujuscumque conditionis illi fuerint citra exceptionem Locorum, Personarumve, ut & pariter intuitu omnium Subditorum atque Incolarum Regionum altè memorati Regis, cujuscumque Conditionis fuerint, citra exceptionem Locorum, personarumve, quæ partes Sacræ Majestatis adversùs Castellæ Regem tuentur, aut imposterum tueri reperientur. Idque omnibus in locis & maribus ab utraque parte Lineæ juxta conditiones & restrictiones hic infra respectivè explicatas, tempore decennii. Quod Induciarum pactum cessationisque omnis Hostilitatis actus in Europæ plagis ac alibi sitis, extra limites respectivè Privilegiorum, Societatibus Indiarum Orientalium & Occidentalium antehac nomine hujus Statûs respectivè concessorum, statim, facta subscriptione hujus Tractatus, ordietur.

II.

Ac in India Orientali, omnibusque Locis & Maribus sub Districtu Privilegii a Dominis Ordi-

mé Roi le susmentionné Jean quatrième, lui ont rendu hommage, & prêté serment de fidelité. L. H. P. les Seigneurs Etats Généraux après avoir fait eux-mêmes la triste expérience de la tyrannie & cruauté du susdit Roi de Castille, & connoissant les voyes injustes par lesquelles il s'est emparé d'une Monarchie reconnue de tout tems souveraine dans l'Europe, ont jugé convenable au bien Public de seconder la juste entreprise dudit Roi Jean quatriéme de s'unir avec lui par le présent Traité, & ne point manquer l'occasion présente de reprendre leurs prémiers avantages dans tous les Pais qu'ils possédent deçà & delà la Ligne: Pour cet effet ils ont résolu de faire revivre cette ancienne amitié, correspondance, & Commerce, qui étoient anciennement entre eux & les Rois & Royaume de Portugal.

Premiérement. Le présent Traité de Trêve a été conclu, pour être ferme, sincère, & inviolable, & faire cesser tous actes d'hostilitez entre les susdits Roi & Etats, tant sur mer que sur terre, les Sujets & Habitans des Provinces-Unies, de quelque condition qu'ils soient sans exception de lieux & de personnes, & les Sujets dudit Roi, qui suivent à present ou suivront dans la suite son parti contre le Roi de Castille. Et cela dans tous lieux & mers deçà & delà la Ligne, suivant les conditions & restrictions ci-dessous spécifiées, pendant dix années. Ce Traité de Trêve aura son effet aussitôt après la signature, dans tous les Pais de l'une & l'autre Puissance soit en Europe ou ailleurs, où les Compagnies des Indes Orientales & Occidentales ont aquis des Priviléges.

II.

On accorde une année pour la publication du présent Traité dans les Indes Orientales: si

utraque parte in hujuſmodi locis & maribus reſpectivè a tempore publica manifeſtationis ſe ſe contineat ab omni Hoſtilitatis actu.

III.

Et comprehendentur ſub prædictis Induciis & ceſſatione omnis Hoſtilitatis actus omnes hujuſmodi generis Reges, Dynaſtæ, & Gentes Indiæ Orientalis, quibuſcum Domini Ordines Generales, aut Societas Indiæ Orientalis harum Provinciarum eorum nomine amicitiam colunt, aut fœdere juncti ſunt, ſi qua ſibi expedire arbitrabuntur has Inducias & ceſſationem Hoſtilitatis actus complecti.

IV.

Nec fas eſto; prædicto decennii tempore durante, ſibi invicem, nec terrâ, nec mari, Hoſtilitatem aut ullam aggreſſionis vim inferre, ac omnibus Luſitanicis navibus ex Luſitaniâ ſub mandato aut commiſſione altè memorati Regis Joannis quarti, navigantibus ad loca & maria, quæ partes hujus Regis tuentur, ſicuti pariter illis navibus iſthinc in Luſitaniam revertentibus, permiſſum eſto liberè abſque ullâ remorâ navigare, intuitu Societatis Indiæ Orientalis harum Provinciarum.

V.

Similiter nec naves eorumdem Subditorum harum Provinciarum in earum curſu per prædictas Luſitanicas moleſtiâ afficientur.

VI.

Et utraque Pars eſto libera & ſecura in ſuis Tractatibus & Contractibus.

VII.

Item liberum eſto utrique Parti navigare, pariter loca poſſidere, ſuum Commercium ſine ullo impedimento exercere, æquè ac tempore & ſub manifeſtatione prædictarum Induciarum ceſſationiſque omnis Hoſtilitatis actûs, in Indiâ Orientali loca poſſedit, effectivè commeavit, ſummque Commercium exercuit.

VIII.

Sepiùs dicta Inducia ac ceſſatio omnis Hoſtilitatis actûs effectum ſortientur tempore decen-

III.

Seront compris dans ce Traité tous les Rois, Princes, & Nations des Indes Orientales qui ſont Alliez & amis des Etats Généraux ou de la Compagnie des Indes, qui voudront y entrer.

IV.

Il ne ſera permis à aucune des Parties de ſe faire tort, pendant les dix années; & tous les Vaiſſeaux Portugais allant avec commiſſion dudit Roi Jean quatriéme dans les mers & les lieux de ſon obéiſſance, ou qui retourneront de là en Portugal, pourront naviger ſans empêchement, du moins de la part de la Compagnie des Indes Orientales de ces Provinces.

V.

La même liberté aura lieu pour les Vaiſſeaux des Provinces-Unies.

VI.

Les uns & les autres auront pleine liberté & ſureté.

VII.

Pourront naviger, occuper leurs Places, exercer leur commerce, ſans aucun empêchement, de même qu'il ſe pratiquoit au tems de la publication de ce Traité.

VIII.

On obſervera cette Trêve pendant les dix années dont on eſt convenu, dans tous les lieux

Regiæ Sacræ Majeſtatis hic loci oblatam, quoque obveniant neceſſarium Mandatum, ordo, ac inſtructio, pariterque perſona aut perſonæ authoritate Regiâ munita, ad tractandum de prædictâ pace : attamen, ſi contra omnem expectationem Pacis conditio non iniretur, ut, eo non obſtante, ſæpiùs dictæ Induciæ, ceſſatioque omnis Hoſtilitatis actûs tempore decennii, modo præmiſſo & juxta Articulos infra explicatos; plenum effectum ſortiantur.

IX.

Societas Indiæ Occidentalis harum Provinciarum, ut & Subditi & Incolæ ejuſdem terrarum acquiſitarum nec non omnes illi inde dependentes, cujuſcunque Nationis, conditionis, aut Religionis ſint, gaudeant & fruantur in ſingulis Terris & Locis Regis Luſitaniæ, & ad eandem Coronam ſpectantibus, in Europâ ſitis, hujuſmodi commercio, exemptionibus, Libertatibus, Juribus, quibus reliqui Subditi hujus Statûs, vigore hujus Tractatûs, gaudebunt & fruentur. Hac tamen conditione ne Societas Indiæ Occidentalis harum Provinciarum, ut & Subditi ac Incolæ in ejuſdem terris acquiſitis, ſicut pariter omnes reliqui ab illâ dependentes, conentur ex Braſiliâ transferre ad Regnum Luſitaniæ ſaccharum, lignum Braſilicum, ac alias merces in Braſiliâ exiſtentes & provenientes; ſicut pariter nec Luſitanica Natio, ut & Subditi ac Incolæ in ejuſdem terris acquiſitis, nec minùs ab eâ dependentes, conabuntur ex Braſiliâ transferre intra has Provincias & regiones ſaccharum, lignum Braſilicum, aliaſque merces in Braſiliâ exiſtentes & provenientes.

X.

Natio Belgica ut & Luſitanica durantibus

IX.

La Compagnie des Indes Occidentales & ſes Sujets, & dépendances de quelque Nation, condition ou Religion qu'ils ſoient, jouiront dans toutes les Terres de l'obéiſſance du Roi des Priviléges accordez par ce Traité. A condition toutefois qu'ils ne pourront tranſporter en Portugal du ſucre, du bois de Breſil, & autres Marchandiſes qui croiſſent au Breſil; réciproquement les Portugais ne pourront faire pareil Commerce dans les Pais des Indes dépendans de ladite Compagnie.

X.

Les Hollandois & les Portugais ſe donne-

in Brasilia, vel aliorsum sita & reperti, qui partes Regis Castellæ fovent, aut postmodum in eorum potestatem redigentur, non aliter reficientur & reputabuntur, quàm communes hostes, quos adoriri, prosequi, ac vincere cuilibet Parti licitum sit, nullo habito respectu limitum. Hoc attento, si qua alterutra Pars ejusmodi loca aut fortalitia occuparet, illi quoque cedat jurisdictionis & latorum camporum ambitus & reliqua emolumenta antiquitùs his annexa, non obstante talia loca & fortalitia (ut supradictum est) in alterius limitum districtu sortiantur.

XII.

Quilibet utriusque Partis Subditorum relinquetur & remanebit in bonis suis, uti illa tempore manifestationis Induciarum & cessationis omnis Hostilitatis aliis tum deprehendentur & lati campi inter utriusque Partis extrema fortalitia siti (qui necessariò inde intelligendi sunt pro acquisitis & eorum Dominio vindicatis) utrinque divisi extabunt sub his comprehendendo Gentes & Nationes sub iisdem sortientes. Quibus finibus, modo præmissa, positis, & Statutis, Lusitanica Nationi ab illâ, & Subditis harum Provinciarum ab hac parte constabit, quæ loca, commoditates & ambitus latorum Camporum quilibet pro suis agnoscat & tueatur.

XIII.

Quod verò attinet particularium proprietates ac possessiones, quæ sub prædictâ divisione ad unam vel alteram Partem pertinebunt, de his forsitan nonnulla loca extabunt derelicta & populata, alia verò culta & gente instructa: at verò quod spectat loca quorum Incolæ & proprietarii se se ad hanc vel alteram Partem recepisse deprehendentur, exinde nulla omnino restitutio fiet, neque ullorum mobilium ibidem relictorum & repertorum, sed quilibet eo contentus vivat oportet, quod derelictis locis secum asportavit ac abstulit.

XIV.

Attamen in dictis locis & territ, quæ suis proprietariis aut aliis possessoribus eorum nomine & parte remanserunt, illis utrinque æquâ causâ, jus suum & possessio asservabitur,

parti du Roi de Castille. Bien entendu que si l'une des deux Parties contractantes s'emparoit de quelqu'un des lieux ennemis, elle acquereroit en même tems tout ce qui faisoit auparavant l'étendue de sa juridiction & de son territoire.

XII.

Les Sujets des deux Parties demeureront dans la possession de leurs biens, telle qu'ils l'avoient dans le tems de ce Traité, (ce qui s'entend aussi de leurs conquêtes) & des Nations & Pais qui en dépendent. Et pour cela on reglera de part & d'autre les limites des lieux & de leurs dependances.

XIII.

Pour ce qui concerne les biens des particuliers, qui seront compris dans ces limites, il y aura peut-être quelques lieux abandonnez, & d'autres cultivez : mais quant à ceux dont les habitans se seront retirez dans les terres incultes, il n'y aura aucune restitution du fond ni des biens meubles abandonnez, mais chacun sera maintenu dans la possession de ce qu'il aura transporté dans ces lieux délaissez.

XIV.

Cependant on conservera dans ces lieux les Droits des propriétaires qui y seront restez, après

XVII.

Nec permiſſum ſit Luſitanis in Braſiliam navigare, commercari, aut mercaturam exercere cum navibus aliena Nationis, aut cum ipſiſſimis Nationibus extraneis. Sed indigentes aliquibus extraneis navibus ad Navigationem, Mercaturam & Commercium in Braſiliam, tenebuntur illi tales conducere aut emere a Subditis harum Provinciarum. Quo caſu emptionis vel conductionis, nulle minores naves in Braſiliam aperentur ac impendantur, quàm centum & triginta onerum, aut ducentarum & ſexaginta vaſorum, munite ad minorum ſexdecim tormentis (alias Gotelingen) *vibrantibus ſingulatim quinque aut ſex libras ferri reſpectivè munitioneque belli proviſa ſecundùm proportionem. Et quando majores naves a Luſitanis in Braſiliam conducentur atque ementur, ac deinceps applicabuntur, ut ſupra, tum ille ſecundùm proportionem onerum tantò plus muniantur & provideantur. Et hoc omne ſub pœnâ amiſſionis & confiſcationis prædictarum Navium unà cum earum requiſitis, quæ aliàs, ut antea, cedant commodo Societatis Indiæ Occidentalis harum Provinciarum, aut verò eorum, qui ab eâ dependent vel appendent, ſi qua illa ab his ferè deprehenderentur & caperentur.*

XVIII.

Neque Luſitanis neque Incolis harum Provinciarum liceat ullam Navium, Negrorum, Mercium, aliorumve neceſſariorum vecturam præſtare Indiis Caſtilianorum, aliisque Locis ab eorum parte ſtantibus ſub pœnâ amittendæ navis & bonorum, pariterque perſonæ, quæ inibi reperientur, ut hoſtes apprehendentur & tractabuntur.

XIX. *Illud,*

XVII.

Les Portugais ne pourront aller & commercer au Breſil, avec des Vaiſſeaux d'une Nation étrangere. Mais lorſqu'ils auront beſoin de bâtimens, ils ſeront obligez de les louer ou acheter des Sujets des Provinces-Unies. Et en ce cas ceux qu'ils prendront ne ſeront moindres de cent trente ou deux cens ſoixante tonneaux, montez au moins de ſeize piéces de canons de cinq à ſix livres de balles, & des proviſions de guerre à proportion. Et ceux qui ſeront plus grands auront un armement proportionné. Tout cela ſous peine de confiſcation au profit de la Compagnie des Indes Occidendentales des Vaiſſeaux qui ſe trouveront contraires au préſent réglement.

XVIII.

Les Portugais ni les Hollandois ne pourront tranſporter dans les Indes de la dépendance ou Alliées des Caſtillans aucuns Vaiſſeaux, Négres, Marchandiſes, & autres proviſions néceſſaires, ſous peine de confiſcation, & pour les perſonnes d'être traitées comme ennemies.

XX.

Quod verò attinet negociationem & frequentationem earumdem Orarum, Insulæ Sancti Thomæ aliarumque Insularum hisce comprehensarum, ea utrique libera sit; hac tamen conditione, si eadem Navigatio & Commercium, sive illud sit auri, Nigrorum, aliarumque mercium, quomodolibet illa nuncupanda veniunt, fiat & destinata sit in vel circa Urbes & Fortalitia, quæ fortè alteruter occupat & possidet, ut inde pendantur eadem vectigalia & jura, quibus consueverunt incolæ Lusitani ac earumdem locorum liberi homines exsolvere: & vice versâ.

XXI.

Et quia Domini Ordines Generales sua Dominia & Terras in Brasiliâ aliisque locis propriâ virtute acquisiverint in eo tempore quo eorum Subditi & incolæ adhuc extarent Vassalli & Subjecti Regis Castellæ & hujus Statûs hostes; cujusmodi natura & sortis illi fuerunt, qui modo ibidem ad obsequium Regis Lusitaniæ redierunt, amicosque & fœderatos huic Statui sese dederunt, ex quo in futurum utrinque durabile fœdus & sincera confidentia patet, simul ac alter alteri imposterum justâ præstandæ justitiæ administratione ritè tenebitur.

XXII.

Ita verò comparatum est; ut cum mutatione, quæ in multis aliis proprietatibus & possessionibus mobilium atque immobilium bonorum extitit (solummodo per calamitatem molesti belli) diversimodi Subditi sub & post initium, ad obsequium hujus Statûs harum Provinciarum devenerint, quorum pars ad incitas redacta, pars diffusa sint; ac cùm plurimi Belgæ ibidem per emptionem Dominiorum, vulgò nuncupatorum Ingenhos, aliorumque bonorum immobilium sedem fixerint, ratio Statûs rerum inibi acquisitarum nullo modo ferre potest, ut ulla bona jure postliminii vel quasi, repetantur aut revertantur; neque ut Subditi Dominorum Ordinum Generalium a Lusitanis neque Lusitani a Subditis harum Provinciarum ulla debita aliave onera exigant, multò minùs,

XX.

Le commerce sur ces côtes, dans l'Ile de Saint Thomas & autres qui y sont comprises, sera libre de part & d'autre; à condition que l'on ne le fera que dans le District des Villes ou Forts des deux Parties, pour que les uns & les autres perçoivent les Droits accoutumez.

XXI.

Et d'autant que les Domaines des Etats-Généraux dans le Brésil & autres lieux ont été aquis par leur valeur, dans le tems que leurs Sujets étoient sous la domination du Roi de Castille; il y aura une Alliance durable & une amitié sincére entre ces Païs & ceux qui se sont soumis au Roi de Portugal, ou qui sont entrez dans son Alliance ou dans celle des Hollandois.

XXII.

Il est arrivé par les malheurs de la guerre que les biens meubles & immeubles ont changé de Maîtres; & dans ces révolutions une partie des Sujets soumis aux Hollandois, a été réduite à la derniére misére, & l'autre dispersée; les Hollandois ont établi leur demeure fixe dans les endroits où ils avoient aquis des biens; la raison d'Etat ne veut pas que ces biens soient rendus en cas de retour des anciens propriétaires; & que les Sujets des Portugais & des Hollandois exigent des uns & des autres leurs Droits sur les biens en question, ou se fassent raison par la force: c'est pourquoi chacun de-

lud distribuendo, permutando, & fruendo amice & communi consensu, ut præmissum est, conveniendum erit, sicut pariter durantibus sæpius memoratis Inducis & cessatione omnis Hostilitatis actus permissum esto utriusque Partis communi consensu atque applausu prædictos Articulos, aut partem eorum immutare.

XXV.

Et liberum esto utriusque Partis Subditis cujuscumque Nationis, conditionis, qualitatis, & Religionis, nullis exceptis (sive illi in alterius ditione nati sint, sive inibi habitasse dicantur) frequentare, navigare & commercari qualibet Mercium & Mercaturæ sorte, in regnis, Provinciis, territoriis, & Insulis respectivè in Europâ atque aliorsum ab hac Linea parte sitis; nec fas esto neutrius Subditos mercandi gratiâ confluentes in alterius Terris, sitis ut supra, in mercibus asportandis aut verò exportandis magis aggravare gabellis, impositionibus aliisque juribus, quàm ipsissimos Incolas & Subditos earumdem terrarum: sed gaudeant pariter respectivè hujusmodi indultis & privilegiis, quibus antehac illi usi sunt priusquam Lusitania a Castilianis fuerit subacta.

XXVI.

Subditi ac Incolæ harum Provinciarum, qui Christiani sunt, in omnibus locis, Urbibus & Territoriis etiamque Provinciis ac Insulis Regni Lusitaniæ aut ab eo appendentibus & dependentibus, sive illud sit ab utraque parte Lineæ, tam in Europâ, quàm extra, ubi frequentandi locus datur, utentur & fruentur libertate conscientiæ in domibus suis privatis ac intra naves libero religionis exercitio. Si verò Legatus aut alius

& aux autres de faire pendant cette Treve d'un commun consentement tels changemens dans ces Articles qu'ils jugeront à propos selon l'exigence des cas.

XXV.

Les Sujets des uns & des autres de quelque Païs, condition, qualité & religion qu'ils soient, sans en excepter aucuns, soit qu'ils soient nez leurs Sujets ou habituez depuis dans leurs domaines, pourront naviger & commercer réciproquement dans leurs Païs & Etats dans quelqu'endroit du monde qu'ils soient situez : il ne sera pas permis d'exiger d'eux de plus gros Droits que ceux qui seront imposez sur les habitans & Sujets de ces Païs : & les uns & les autres jouiront des mêmes prérogatives, dont ils étoient en possession, avant la conquête du Portugal par les Castillans.

XXVI.

Les Sujets de ces Provinces qui font profession de la Religion Chrétienne, auront dans tous les Etats de la dépendance du Royaume de Portugal, liberté de conscience dans leurs Maisons ou sur leurs Vaisseaux. Si lesdits

Etats

Domini Ordines Generales, non expectatâ Sacræ Majeſtatis ratihabitione ad hunc Tractatum, proprio ſuo ſumptu aſſiſtent Regi & Coronæ Luſitaniæ ſub idoneo Archithalaſſo aliiſque ſuis neceſſariis Officiariis, quindecim navibus bellicis, & quinque Scaphis majoribus bene munitis ac inſtructis, proviſis de victu, etiamque tormentis & aliis munitionibus belli.

XXVIII.

Ad hanc Claſſem altè memoratus Rex comparabit aut conducet Sacræ Majeſtatis propriis ſumptibus & ſub ejuſdem proprio directorio ſimilem numerum quindecim navium bellicarum & quinque ſcapharum majorum æquè bene munitarum, inſtructarum nautis & militibus, etiam proviſarum de victu, tormentis & aliis belli munitionibus, ut conjunctim unà cum navibus, & ſcaphis majoribus harum Provinciarum impendantur ad littora atque oras Luſitaniæ & Hiſpaniæ reſpectivè ad detrimentum Regis Caſtellæ communis hoſtis.

XXIX.

Rex Luſitaniæ propriis ſuis expenſis inſtruat decem aut plures Galeones in Luſitaniâ, eaſque adjungat ſupradictæ claſſi, ut conjunctim impendantur adversùs Regem Caſtellæ ejuſque Subditos.

XXX.

Naves, quæ ex Luſitaniâ navigarunt; ut & earumdem onera & merces ad prædictam Coronam aut ejuſdem Subditos pertinentia, quorum probationis Documenta decenter exhiberi poterunt, non confiſcabuntur, etiam ſi tale foret, ut iſtiuſmodi naves & merces, navigantes ſub vexillo Caſtellæ, per aut extra dictam Claſſem caperentur, ſed tales naves earumque onera & merces reſtituentur originalibus earumdem proprietariis.

XXXI.

Prædarum aliorumque emolumentorum virtute prædictæ claſſis & Galeonum acquiſitorum, erit partitio & diſtributio pro rata, juxta numerum corporum navium idque ad præveniendam & evitandam diſputandi diverſita-

cation du préſent Traité, donneront au Roi & à la Couronne de Portugal à leurs frais un ſecours de quinze Vaiſſeaux de guerre & cinq grands eſquifs, bien armez & pourvus de proviſions de guerre & de bouche, commandez par un Amiral & autres Officiers néceſſaires.

XXVIII.

Le ſuſdit Roi augmentera cette Flote à ſes dépens & ſous la direction de ſes Officiers, de quinze autres Vaiſſeaux de guerre & cinq grands eſquifs, conditionnez comme les autres, afin d'agir conjointement ſur les côtes du Portugal & de l'Eſpagne contre le Roi de Caſtille leur ennemi commun.

XXIX.

Outre cela le Roi de Portugal armera à ſes dépens dix Gallions & même davantage pour renforcer cette Flotte.

XXX.

L'on ne confiſquera point les Vaiſſeaux ni leurs charges qui viendront de Portugal, apartenans à cette Couronne ou à ſes Sujets, pourvû qu'ils montrent leurs Certificats; quand même ils navigeroient ſous le pavillon de Caſtile, & s'ils étoient pris en ce cas, on en feroit la reſtitution aux propriétaires.

XXXI.

On partagera les priſes au prorata des Vaiſſeaux qui y auront eu part, & cela pour prévenir

harum Provinciarum Belgicarum, frequentantium Regnum Lusitania, vel Insulas aliasque Plagas ad idem pertinentes & spectantes, sitas in Europâ, vel personas predictorum Mercatorum conjicere in carcerem sine previâ judiciali & legali informatione, secundùm constitutionem locorum respectivè, exceptis casibus criminis læsæ Majestatis, proditionis publicæ, ac intelligentiæ cum Hostibus.

XXXIV.

Liberum & permissum esto Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Provinciarum in omnibus Portubus Regni Lusitania, Insularum aut aliarum Plagarum ad idem pertinentibus & spectantibus, sitis in Europâ, committere & authoritate debitâ munire Procuratores publicos (vulgò Consules nuncupatos) qui curam habebunt suorum Subditorum & Incolarum frequentantium predictos Portus; & vice versâ idem Regi Lusitanorum permissum esto in Portubus harum Provinciarum.

XXXV.

Hic Tractatus confirmabitur & ratihabebitur per Regem Lusitaniæ & Dominos Ordines Generales respective in solitâ atque optimâ formâ, uti par est, infra tres menses, incipientes a dato hujus, & præstabitur idem ab utraque Parte candidè ac sincerè & deinceps, quando Sue Majestatis ratihabitio hic Haga infra predictum tempus fuerit oblata, tum eadem cum altè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium ratihabitione mutabitur & transumetur.

Et nos Legatus ac Commissarii predicti, hunc Tractatum propriis nostris manibus

Portugal, de mettre en prison ces mêmes Sujets, sans avoir fait au préalable les informations en justice conformément aux coutumes des lieux; excepté dans les cas de crimes de leze-Majesté, de trahison publique, ou d'intelligence avec les Ennemis.

XXXIV.

Il sera permis aux Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies d'établir des Consuls, & reciproquement au Roi de Portugal d'envoyer, dans tous les Ports, Iles, & autres lieux de la domination des uns & des autres.

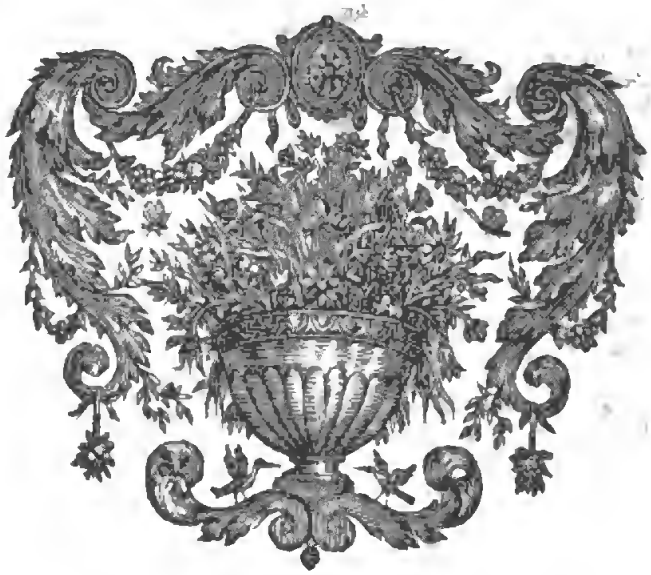
XXXV.

Le Roi & les Etats ratifieront ce Traité dans la meilleure forme accoutumée dans trois mois, à compter de ce jour: & l'on fera dans ce tems les échanges ordinaires.

Nous Ambassadeur & Commissaires ci-dessus

J. Cats.
G. van Vosbergen.
Joan. van Reeder.
J. van Veltdriel.
S. van Haersolte.
Wigbolt Aldringa.

J. Cats.
G. van Vosbergen.
J. van Reeder.
J. van Veltdriel.
S. van Haersolte.
Wigbolt Aldringa.



EX.

Digitized by Google

Des

PORTUGAIS

UNIS DANS LE BRESIL

AVEC LA HOLLANDE.

Par leſquels on fait voir que le Roi de Portugal y a donné lui-même les mains.

Digitized by Google

PORTUGAIS

UNIS DANS LE BRESIL

AVEC LA HOLLANDE.

Par lesquels on fait voir que la Couronne de Portugal trempe dans cette Rebellion.

ON voit par des Lettres du 12. Fevrier 1645. écrites de *Fernambuco* qu'il y étoit venu de Bahia un nommé *André Vidal*, Lieutenant Colonel du Roi de Portugal, avec un Prêtre, ils se sont logez chez des Portugais qui demeurent dans le Païs & ont consulté comment on pourroit faire pour reprendre les conquêtes faites sur le Portugal. Que la Mere de *Jean Fernandes Viera* avoit ouï dire à quelques Portugais qu'on seroit dans peu délivré du joug de la Hollande. Item qu'il y avoit déja beaucoup de farine & de bétail de l'autre côté de *Seregippe del Rey*, qu'on y étoit pourvu de tout & qu'on auroit tout d'abord beaucoup de gens de guerre & tout ce dont on auroit besoin; qu'outre cela il en viendroit de *Bahia* pour seconder les Rebelles, entre lesquels le plus renommé étoit *Jean Fernandes Viera*, Mulatre, qui quelques années auparavant avoit été Garçon de Monsieur *Stachouwer* lequel avoit 4. ou 5. *Ingenios* & devoit à la Compagnie 5. ou 6. tonnes d'or. De plus un nommé *Antonio de Boulkoins*, Homme fort riche, qui ne devoit rien à personne, & un *Jean d'Abulquerq* & plusieurs autres.

Des Lettres du 17. Juin de *Alagoas* à cinquante lieues du Recif marquent qu'un *Comerou* avoit passé la Riv. de S. François avec 5. ou 600. Brasiliens & que l'on craint que les Habitans ne prennent leur parti; que l'on en avoit arrêté quelques-uns des Principaux.

Par une Lettre de Récif *datée du 27. Juin 1645. on écrit ce qui suit.*

On a bien besoin du seul Vaisseau nommé *Leyden* qui est ici avec tous ceux qu'on attend encore; puisqu'on a découvert il y a environ un mois, certaine trahison que les Portugais de cette habitation ont projetté pour la nuit de St. Jean; ils avoient résolu de se rendre Maîtres de nous, ou de nous faire tous mourir, & avoient fait pour cela des engagemens par écrit. Les mesures de cette trahison étoient prises ainsi. On devoit la nuit de St. Jean faire une certaine nôce à deux milles ou environ, on y devoit inviter tous les gens de Justice & toute la Noblesse de cet Etat, comme cela est encore arrivé autrefois, & dans le milieu du festin on auroit fait un massacre absolu, excepté un domestique de Mr. Walbeck, parceque quand les Messieurs du Grand Conseil seroient restez dehors après les portes fermées, il auroit eu soin de les faire ouvrir, étant fort connu du Portier; on se seroit donc servi de lui à cette fin, parceque les autres se flatoient de pouvoir rentrer déguisez sous les habits de ceux qu'ils auroient

Soldats Portugais comme on dit, mais on n'en pas ſûr ſi leur nombre n'auroit pas été plus grand ou moindre.

De plus de l'aveu de pluſieurs priſonniers Portugais, on attendoit encore par mer, pour ſeconder cette effroyable entrepriſe, plus de 3. ou 4. mille Hommes, mais quand ils ont vû le coup manqué & quelques Portugais pris par ordre du Grand Conſeil tous les autres ſe ſont évadez.

On dit qu'un certain *Jean Fernandes Viera* étoit le principal auteur de cette trahiſon, il eſt le facteur des *Ingenios* de Mr. Stachouwer, il ſe tient dans les Bois avec quelques autres Portugais, & il y a des gens qui de tems en tems ſe joignent à lui. Ils ont envoyé la Lettre dont ci après ſe trouve une Copie, au Grand Conſeil & par laquelle ils proteſtent qu'ils ont raiſon d'en agir ainſi. D'autres de leurs Camarades, comme *Amador de Rovio* & *Tomme Thivro* ſe déclarent publiquement ennemis de cet Etat, ils ont déja beaucoup de gens ſur pié, ils en ont même qui ſont venus de *Bahia* & ſe ſont joints à eux, ils ſont ſi hardis qu'ils ont dans de certains endroits élevé des Potences, pour y punir ceux qui ne voudront pas prendre leur parti, ou qui ne voudront pas (comme ils diſent) ſe battre pour la liberté. A l'égard de ceux qui ſe rangent de leur côté, ils leur promettent leur liberté, les garentiſſent de tout malheur, comme vous le pourrez voir par la Lettre qu'ils ont écrite à un qui a été Capitaine dans le Païs-Bas. Il demeuroit dans une forte Maiſon qui étoit ſur le bord de la Mer que les Ennemis ont pris, & ils l'ont amené priſonnier avec la Femme qui étoit dedans, quelques Soldats & ſa Famille, & y ont mis de leurs propres gens; on a vû ſur cette Maiſon trois étendarts, ils ſont auſſi Maitres de pluſieurs Rvieres & Paſſages d'où nous devons tirer le ſucre & par où nous avions toujours accoutumé de paſſer, nous avons dans le Païs une Guerre ouverte, & elle ne finira pas avant que nous ayons reçu des ſecours de troupes & d'argent de la Patrie, ſans cela il ſera fort mauvais ici, & en attendant que le ſecours puiſſe venir, je crains qu'il ne ſe paſſe encore bien des choſes & qu'il n'y ait bien des gens perdus.

Toujours eſt-il certain que tant que ces troubles dureront, on ne payera rien à tous ceux de notre Nation qui demeurent dans le Païs, & ceux qui correſpondoient avec nous ſe ſont enfuis dans les Forteresſes & ont laiſſé tous leurs biens en proye à l'ennemi. Cela eſt bien chagrinant pour ceux qui en ont dans le Païs. J'aurai encore un peu de patience pour voir comment tout cela tournera, les forces de nos Soldats ſont fort petites, parce que la plûpart ont été retirez d'ici, ce qui fait que nous autres Bourgeois devons veiller de deux nuits une, & nous faiſons la garde avec deux Compagnies jour & nuit. Ce qui nous fait plus penſer à la Guerre qu'à notre Negoce; les Tribunaux ſont fermés, les Marchandiſes ne peuvent plus ſortir, ce qui fait qu'on ne peut demander de payement à qui que ce ſoit. Depuis ici vers le Sud l'Ennemi eſt par tout le

[illegible] vaiſſeaux qui ſont déja prêts ſous le *Rost-Lant*, ces trois ici vont devant pour donner avis, il y en a encore quatre qui reſtent juſqu'à ce qu'il vienne des Vaiſſeaux qui doivent arriver bientôt ſelon toutes les apparences, alors je vous en écrirai davantage.

LETTRE

Ecrite à Meſſieurs du

GRAND CONSEIL

En ces termes.

MESSIEURS DU GRAND ET PRIVE' CONSEIL ETABLI DANS LE BRESIL.

NOus avons apris ici dans la Campagne où nous nous ſommes retirez, que V. V. S. S. par des Placars ont limité le tems que nos femmes & celles de ceux qui ſe ſont joints à nous, doivent quitter leurs Maiſons & reſter par là dans une véritable néceſſité. Ce n'eſt pas là le moyen de finir la Guerre, nous n'entendons pas que nos femmes ſoient reſponſables de nous, puiſqu'elles n'y trempent pas. Nous ne demandons autre choſe que nos Droits, comme nous l'avons aſſez fait paroitre en donnant quartier à quelques Soldats que *Amador de Rovio* avoit pris priſonniers, ceux que nous avons pris nous mêmes priſonniers dans *Parahiby*, ſoit Braſiliens ſoit Hollandois, nous les avons mis en liberté: nous ne faiſons ce que nous faiſons que pour un bien, & en bons Chrétiens comme nous ſommes, c'eſt ce que nous avons fait voir en traitant toutes les femmes des Hollandois avec toute ſorte d'honnêteté, de ſorte que ſi l'on fait quelque choſe à nos femmes, nous prendrons la réſolution de les venger & de les défendre comme cela eſt naturel, & ſi cela vient juſqu'à ce point-là nous n'y manquerons pas, car nous ne craignons pas pour nos vies. V. V. S. S. n'ignorent pas que nous avons dans notre *Capitanie* au moins vingt mille Blancs, & vingt ou trente mille Negres & Mulatres (c'eſt-à-dire des Noirs & demi Blancs) nous pourrons avec ces gens-là tout entreprendre. De ceux qui ſans aucun ordre avoient fait mourir quelques Hollandois & quelques Braſiliens à St. Laurent, & quelques maitres de notre Nation, les uns ont été pendus & les autres ſeront ſeverement punis. Nous apprenons auſſi que vos Seigneuries ont mis quelque argent ſur nos têtes, elles ne doivent pas

Le 8. Juillet 1645.

Signé

JEAN FERNANDES VIERA.

ANTOINE CAVALCANTI.

La Lettre que ces Chefs des Rebelles ont écrit à tous les autres étoit en ces termes.

JEAN FERNANDES VIERA, ET ANTOINE CAVALCANTI GOUVERNEURS DE CETTE GUERRE, AU NOM DE DIEU ET DE LA LIBERTÉ.

ON fait à savoir à toutes personnes de quelque Nation ou qualité qu'elles puissent être, soit étrangers, Hollandois, Allemands, François, Anglois, Ecossois & Juifs qui veulent se mettre dans notre parti pour la gloire de Dieu, & la Liberté, pour être Soldats, que nous leur payerons tous les gages que la Compagnie leur doit jusqu'à ce jour, & s'ils veulent servir dans nos Compagnies, on leur donnera double paye & on leur permettra de vivre dans leur Liberté & Religion jusqu'à ce qu'ils veuillent s'en aller, alors ils pourront se retirer où bon leur semblera avec tout leur bien, & nous leur accordons par ces présentes quartiers & passeports pour tous leurs biens. De plus ceux qui ne sont pas Soldats & qui voudront rester sous nos Passeports, quelque sorte de marchandises qu'ils puissent avoir ils les pourront garder, posséder, & vivre en liberté de conscience. Item tous Brasiliens, Pituguares, ou pour toute cette Guerre.

Tout ledit étoit signé,

JEAN FERNANDES VIERA,

ET ANTOINE CAVALCANTI.

Par des Lettres du 29. Juin il paroit qu'on avoit travaillé de longue main à cette revolte, qu'on avoit demandé du secours au Gouverneur de Bahia & qu'on en avoit reçu.

Autre Lettre en date du 27. Juin, de Recif.

MONSIEUR ET BON AMI,

JE ne puis, vû cette occasion, m'empêcher de vous faire savoir la nouvelle Guerre qu'on a entreprise ici, & de vous informer de la maniere dont les Portugais pensent d'avoir leur liberté, avec l'aide & le secours de ceux de *Bahia*, ils ont crû tout massacrer dans une nuit, mais Dieu tout puissant ne l'a pas permis, parce que leur entreprise a été decouverte quelques jours auparavant que ces malheureux la pussent executer. Ils avoient formé le plan de cette maniere. On devoit, sous le prétexte d'une nôce, inviter la plûpart des personnes qui sont dans le Gouvernement & quelques Officiers de la Milice, ils se devoient trouver le 23. de ce mois chez un certain *Antoine Cavalcanti* où la piéce se devoit jouër, pour se rendre maîtres de cette Place & des Forts.

Ces traitres, dont les principaux s'étoient engagez par écrit, voyant leur entreprise découverte, se sont presque tous enfuis, on en a pris quelques-uns; si quelques uns sont le fault, nous le saurons avec le tems. Leurs Seigneuries du Grand Conseil, ont

après demain, une autre troupe marchera contre eux : Dieu veuille benir nos armes. Il eſt bien facheux de faire la guerre ſans monde, ſans vivres, ſans Vaiſſeaux, ſans argent, ſans munitions de guerre, cependant s'il nous vient quelque ſecours de la Patrie, ainſi qu'on le ſouhaite ſi ardemment, (quoiqu'il ne ſoit pas venu depuis le 13. d'Avril) on n'aura rien à craindre ici, ou bien il faudroit qu'ils attaquaſſent par mer ce que nous ne croyons pas, puiſque cela ne pourroit ſe faire ſans le conſentement du Roi de Portugal, quoique les Priſonniers déclarent qu'on leur avoit promis du ſecours par quelques Vaiſſeaux, cela ſeroit peut-être arrivé ſi leur entrepriſe avoit réuſſi. Mais ce qu'il y a à préſent à craindre eſt que ſi les traitres ne peuvent pas venir à bout de leur entrepriſe, ils ne faſſent tort au Païs & n'attrapent les Negres pour les amener à *Babia*, juſqu'à ce que le tems change ; il y a encore ici ſept Vaiſſeaux prêts à partir pour la Patrie, les trois plus mauvais ſont partis, les autres reviendront ici de *Paraiba*, & y reſteront juſqu'à ce que nous ayons reçu du ſecours. On apprend dans ce moment que le Colonel *Hans* a fait pendre un de ces traitres qui avoient fait dreſſer des Potences pour y pendre ceux qui ne voudront pas entrer dans leur Parti.

Par les Lettres du 2. on écrit ce qui ſuit.

Vous trouverez ici jointe Copie d'une certaine Lettre que les Rebelles au nombre de ſix ont ſignée, & dans laquelle ils ſe plaignent fort de l'injuſtice qu'on leur a fait quoiqu'ils ayent bien au contraire reçû plus de faveur qu'aucun Hollandois. Quelques jours après ces mêmes Rebelles ont fait publier un Placart par tout le Païs, dans lequel ils font tout leur poſſible pour avoir du monde, ils y font des menaces d'un côté, & de l'autre ils promettent beaucoup, j'aurois envoyé copie de ce Placard ſi j'en avois pu avoir. Meſſieurs du Grand Conſeil, ont oppoſé un Placart de leur part à celui-là & ont mis ſur chaque tête, morte ou vive, deux mille florins, les femmes outre cela doivent ſe retirer & aller avec leurs enfans joindre leurs Maris, les Meſſieurs ne voulant pas les avoir ſous leur garde. Sur cela ces Rebelles ont encore écrit & envoyé une autre Lettre remplie de menaces terribles, ils doivent venir ſur nous avec cinquante mille Hommes.

Monſieur *Balthaſar van de Voorde*, qui eſt du Conſeil de Juſtice, eſt parti d'ici le 9. de Juillet pour aller à *Babia* s'informer ſi nous y étions amis ou ennemis. Il eſt revenu le 28. avec avis qu'ils ne vouloient pas rompre l'Alliance faite entre Don Jean Roi de Portugal & Meſſieurs les Etats, & qu'ils ignoroient abſolument les qui eſt un Colonel Braſilien qui a ci-devant rendu des ſervices conſiderables au Roi de Portugal, étoit là aux environs avec une troupe de mille Hommes avec leſquels il eſt venu dans le Païs de *Babia*. Nous le croyons à préſent avec l'armée des Rebelles. Le tems nous apprendra ce qu'ils feront, juſqu'à préſent ils n'ont pas fait beaucoup de tort.

Comme on voit, ceux de *Babia* s'excuſent & on dit que le Roi a congedié *Camaron*, ainſi il n'eſt plus ſous leur Commandement, mais nous croions que c'eſt une feinte ou un jeu couvert, & qu'ils l'ont effectivement envoyé pour ſeconder les Rebelles.

On a fait ici aujourd'hui juſtice de deux Portugais qui ont déclaré des choſes abominables à ce qu'on dit &c.

Une autre écrite ſous la même date.

Le Conſeiller de Politique eſt revenu de *Babia*, où il avoit été envoyé pour demander au Gouverneur ſi on étoit amis ou ennemis, il ignore à ce qu'il dit cette révolte, cependant on a fait garder le Conſeiller comme un priſonnier. Il devoit le ſoir aller dans ſon Vaiſſeau, pour ne pas communiquer avec les habitans, auxquels on a défendu de nous parler, à peine d'être rigoureuſement punis, comme il eſt porté dans les Placarts. Il y a là quantité de Vaiſſeaux dans le Port, on en a retiré les Canons, & les Ecouvettes en ſont fermées. Item on attend *André Vidal*, *Paul d'Acunha*, & *Pierre Cavalganti* avec leurs Troupes.

Par les Lettres du 4. Septembre on marque :

Depuis que les Portugais ſe ſont ſoulevez & entrez dans une veritable Rebellion, on l'a fait ſavoir au Gouverneur de *Babia*, qui a d'abord fait embarquer tout ce qu'il avoit pû, & pris avec lui deux mille ou deux mille cinq cens de ſes plus anciens Soldats, il les a mis à terre à *Barra-Grande* auprès de *Serenhaim*; après s'en être emparé il a fait pendre les Braſiliens & donné quartier aux Soldats *André Vidal* eſt parti de là, pour le *Cabo St. Auguſtin*, il a aſſiegé le Fort de *Penetal* & le 17. Août environ à une de Récif il a ſurpris l'Ingenio de feu *Tourlon*, eſt tombé ſur les nôtres qui ont été battus & pris priſonniers ; le Colonel *Hans* eſt du nombre des priſonniers ainſi que preſque tous les Officiers qu'ils ont amenés à *Babia*. Il eſt venu trente ou trente-deux voiles parmi leſquelles il y en avoit 18. ou 20. de *Rio de Genero*, & de *Babia* chargés de ſucre ; ils s'en vont en Portugal, les 12. autres ſont reſtés ſur les côtes,

Digitized by Google

qui ſont dans le Païs. Tout cela n'eſt inventé que pour nous tromper. Ils avoient d'abord dit qu'ils venoient de *Rio de Genero* avec du ſucre & qu'ils partoient pour le Portugal, qu'en paſſant ils avoient été à *Bahia*, où on les avoit chargez non ſeulement de nous rendre ces Lettres, mais auſſi de nous donner leurs Hommes & leurs Vaiſſeaux ſi nous en avions beſoin pour punir les Portugais Rebelles, que le Gouverneur pour ce ſujet avoit envoyé 2000 Hommes qu'ils avoient mis à terre à *Serenhaim*, qu'ils étoient à notre ſervice pour faire rentrer les Rebelles dans leur devoir, & que nous pouvions joindre les nôtres à ceux là, que le Roi de Portugal le ſouhaittoit ainſi afin d'obſerver ſon Alliance avec nous, que pour plus d'aſſurance de tout cela, il y auroit autant de Vaiſſeaux pour notre ſervice, & que ces Vaiſſeaux & les 2000. Hommes reſteroient ici, ſi nous le ſouhaittions, juſqu'à ce que tout fût tranquile. Que l'Amiral de ces mêmes Vaiſſeaux viendroit à terre & reſteroit en ôtage. Mais ils cherchoient par de pareilles fourberies à nous tromper, car ils n'avoient pas d'autre intention que de ſe rendre Maîtres de *Reciff*, s'ils avoient pû en trouver l'occaſion, mais ne l'ayant pas trouvée cela les a determinés à venir avec ces fauſſes Lettres. Notre Amiral *Lichthart* étoit dans notre Port avec 5. gros Vaiſſeaux, cela leur fit tant de peur, qu'ils oſoient à peine attendre leurs Ambaſſadeurs, ils s'en allerent même avant les autres qui étoient à terre, qui les ſuivirent bientôt après : ſi ce n'avoit été le vent, notre Amiral les auroit pourſuivis, il en auroit aiſément été le Maître parceque leurs Bâtimens étoient épars çà & là, & l'on voyoit bien par leur fuite quelle étoit leur mauvaiſe intention, puiſqu'ils ſe ſauverent avec tant de précipitation, quand ils ne virent point d'apparence de réuſſir dans leur entrepriſe.

Ainſi les Habitans étant à préſent fortifiez de 3000. Hommes qui ſont venus de *Bahia*, tous bons Soldats, ils ont aſſiegé une de nos principales Places, nommée *Capo de St. Auguſtin*, ils ſe ſont emparés de tout ce qui eſt derriere, ainſi ils ſont maitres de toute la Campagne.

De plus ils ont ſurpris notre armée qui eſt en Campagne, ils ont pris tous les Officiers priſonniers, ainſi que tous les Soldats qui n'ont pû

ſe ſauver, comme on vient de me le conter : ils nous traiteront de même s'ils ſont les Maîtres, Dieu nous en garde.

On apprend par une nouvelle du 11. que notre Amiral *Lichthart* avec les 5. Vaiſſeaux qu'il avoit pour croiſer, avoit entouré les ennemis & les avoit fait entrer dans un Port au delà de *Serenhaim* où il tient aſſiegé 8. Vaiſſeaux & trois ou quatres Caravelles. Il a depêché une barque pour faire ſavoir à notre grand Conſeil que les Ennemis ſont dans ce Port, d'où ils ne peuvent ſortir. On y envoye du ſecours d'ici, les Vaiſſeaux *Elias* & *Deventer* ſuivront.

On apprend par une autre nouvelle du 12. que le ſoûdit Amiral s'eſt rendu maître des Vaiſſeaux Portugais, qu'il a tué beaucoup de leurs gens, & beaucoup d'autres ſe ſont noyez, croyant pouvoir gagner la terre à la nage, mais on les en a empêchez avec des Chalouppes. L'Amiral des Vaiſſeaux Ennemis eſt fort bleſſé, quoiqu'il ne le ſoit pas mortellement. Notre Amiral l'a pris priſonnier & l'envoye ici par une Barque, il ſe nomme *Don Hieronimo Serano de Payra*, & eſt une de leurs meilleures têtes; c'eſt lui que le Gouverneur du Golfe nous vouloit envoyer ici avec les mêmes Vaiſſeaux pour nous ſeconder dans tout ce que nous aurions voulu.

Notre Amiral avec quatre Vaiſſeaux des Ennemis eſt attendu ici à toute heure, les autres Vaiſſeaux ont été brûlez ou coulez à fond.

Cette Victoire, dans le tems où nous ſommes, nous fait un bien extraordinaire, & ne leur fait pas grand tort, puiſqu'ils ont pris le Cap St. Auguſtin, qui leur a été rendu & livré par nos principaux Officiers qui y étoient. Nous avons perdu environ la moitié du Païs, le Gouverneur du Golphe (ſi le deſſein avoit réuſſi,) ſeroit venu ici lui-même. La perſonne qui a été aperçuë au Fort de *Capo*, ſe nomme *Hoogſtraten* & a correſpondance avec le Gouverneur du Golphe & l'Evêque; il a été fait Colonel parmi eux. Hier l'ennemi a attaqué à notre vue une redoute proche de cette Ville; il emmeine du Cap toutes ſes forces contre cette Ville. Notre Colonel *Houſt* avec preſque tous ſes Soldats ont été battus & pris priſonniers. Il eſt venu ici un nommé Mr. *George Garſman* pour commander les troupes, il eſt

EXTRAIT

De diverſes autres

LETTRES

Ecrites de

BAHIA

Par

PAULO DE REGO BORGOS

A

BARTHOLOMEO PERERA NOSDO SEREHIPPE.

En date du 3. Juin 1645.

André Gonſalves m'a rendu votre Lettre avec de bonnes nouvelles de l'état de votre ſanté, vous me marquez que vous avez trouvé quelques beſtiaux qui m'appartiennent & vous me demandez une Procuration pour pouvoir les rachetter de l'Ennemi ; ce qui ne me convient pas, parce que je me fonde ſur l'eſperance de la miſericorde de Dieu dont nous pouvons tout attendre, il peut nous ſecourir avant que vous ayez reçu celle-ci, on en verra l'effet, & ſi cela arrive, il y aura aſſez de tems pour diſpoſer de tout.

Par CHRISTOPHE ALVES DARAIE à THOMAS d'ARAVIA d'ALMEDA.

29. Mai 1645.

Salvador Montero dit que dès que *Sergipe* ſe rendra il veut y aller. Nous attendons à toute heure qu'il nous arrive des nouvelles de la reſtitution, ou de la conqueſte de *Pernambuco*. Je ne vous écris pas de quelle maniere

Du 30. Mai 1645.

J'eſpere, avec la permiſſion de Dieu, que j'irai dans peu vous chercher, & que je vous ferai embarquer dans votre Vaiſſeau pour venir chez nous.

Par DONNA ISABELLA da LIMA de BARROS à GASPAR GONSALVOS & MARTIN MOORA.

Je trouve cette occaſion favorable pour vous écrire & vous informer de mon Mariage, comme auſſi pour vous marquer l'impatience que j'ai de vous voir. j'eſpere que Dieu permettra que ce ſoit bientôt : qu'il veuille bien juſques là me conſerver la ſanté, pour m'aider à me relever des pertes que j'ai ſouffertes dans des biens pour leſquels vous avez tant aidé mon Pere! Je me flatte que vous voudrez bien encore à préſent faire quelque choſe pour moi. Comme cela me regarde de près je vous prie de bien peſer mes paroles, car je n'oſe pas en confier davantage au Papier.

Par CHRISTOPHE ALVES d'ARRAVILE à MELCHIOR TOPES REBERSO PIAGNI.

Du 27. Mai 1645.

Domingos d'Aveyo a été trois fois dans le Royaume, & eſt à préſent ici, il attend la conquête ou la reſtitution. Dieu veuille que cela ait ſon effet, afin que nous puiſſions nous voir.

Par DOMINGES &c. à THOMAS d'ARRAVIA d'ALMEDE, dans Rio S. Franciſco.

Le 28. Mai 1645.

Il y a quelques jours que j'ai reçu de vos Lettres & comme on m'apporte encore celle-

ci

Du premier Juin 1645.

L'amitié qu'on ſa pour Pere, Mere & Frere ne ſe fait bien ſentir que par l'ablence, mais ſur tout à cauſe que je ne ſai quand Dieu me donnera la liberté de vous voir. Je ſuis préſentement ſi chagrin, que je n'oſerois partir de cette maniere. Je vous ai auſſi écrit dans une autre Lettre, que je faiſois état de partir pour le Portugal, mais le Gouverneur ne veut pas m'en donner la permiſſion. Sur ces entrefaites Gaſpar de Berras arrive qui m'en diſſuade, juſqu'à ce qu'on voye quel ſuccès aura la revolte.

EXTRAIT

D'une

LETTRE

De

MADERA

Du 17. Aout 1645.

ON a fort peu de nouvelles ici; on ſait ſeulement qu'il y a très-peu de jours qu'un armement Portugais avoit réſolu d'entreprendre le voyage de Pernambuco, il eſt important qu'il y arrive au plus vite. Je pourrois vous en dire davantage ſur ce ſujet, mais je ne le dois pas faire pour mes propres intérêts, crainte de

côté de Reciff.

Les nôtres continuent leurs Courſes, ils ſont venus juſqu'au Cap S. Auguſtin où les Hollandois ſe ſont rendus à eux, ils ont accepté leurs conditions, & ont livré trois Forts. *Jean Fernandes Viera* ſe comporte dans cette occaſion contre l'ennemi avec beaucoup d'honneur, il en met beaucoup en fuite & en tuë beaucoup d'autres avec fort peu de monde. Le Corporal *André Vidal* vient dans ce même tems de l'arrêter priſonnier par ordre de Monſieur le Gouverneur Général pour procurer la Paix avec les Hollandois & faire une union.

On a reçû peu apres la nouvelle que les Hollandois étoient ſortis de Réciff, & qu'ils commettoient de grandes cruautez contre les Portugais. On dit entr'autres qu'ils ont pris quatre femmes de qualité, qu'ils les ont attachées à la queue de leurs Chevaux & les avoient fait aller au Galop, cela donne de nouveaux ſujets d'alteration aux Portugais & les irrite tellement, qu'ils ont dégagé, ou par force ou par fineſſe, *Jean Fernandes* de ſa priſon, ils l'ont fait leur Capitaine, & ont tombé ſi vigoureuſement ſur l'ennemi qu'ils l'ont mis en fuite. 280. Hommes qui avoient échappé à la mort, ſe ſont retirez dans une certaine Maiſon entourée de paliſſades, de foſſez & de Galeries, les Portugais les ont attaqués avec tant de hardieſſe, que ſans le Corporal ci-deſſus nommé, ils auroient tous été tuez, mais il vint fort à propos avec un Drapeau blanc pour l'empêcher, traiter de Paix & les arracher à la fureur des Portugais, mais eux, ſans y avoir égard, nous ſaluerent à coups de fuſil qui en renverſerent quelques-uns des nôtres, qui étoient auprès de notre Corporal, & il lui ſeroit arrivé un malheur, ſi une bale n'avoit perdu ſa force contre un Piſtolet qui étoit pendu à ſon côté; ſon Cheval a été tué ſous lui, c'eſt la recompenſe du bon quartier qu'il leur vouloit faire, cependant le Colonel, le Sergent Major, un Capitaine & beaucoup d'autres perſonnes ont reſté priſonniers, avec la permiſſion d'aller par terre à Bahia, comme ceux de Nazaret.

Le Corporal a fait offrir de même honnêtement la Paix à ceux de Réciff, par deux Envoyez qu'ils ont refuſez; ce qui a obligé les nôtres de les aſſieger par Cameron & par Amérique Dios qui les tiennent à ſerrez qu'ils n'o-

ne demande ſont venus à notre ſecours.

Nous avons pareillement aſſiegé les Habitans de Porto Calvo qui s'étoient retirez dans leurs Forts, & nous avons déja avis qu'ils ſe ſont rendus aux Portugais.

Ceux de Paraiba ſont Maîtres de la Ville & ont contraint l'Ennemi à ſe retirer dans le Fort de Cabevelo qui eſt ſur le Port, le Corporal a fait entourer le même Fort, ainſi nous ſommes Maîtres de la moitié du Pais de Pernambuco, & les Hollandois des Forts de Paraiba & de Reciff, dont nous eſperons auſſi nous rendre bientôt Maîtres ſi la fortune ne change pas.

De Rio Grande, nous n'en aprenons rien juſqu'à préſent, ſi ce n'eſt que les Habitans ſe ſont fortifiez, cela peut avoir un bon ſuccès, car les ennemis n'y ont pas beaucoup d'avantages pour nous reſiſter, n'ayant que le Fort.

Peu de jours après le départ de notre Armement, le Général de la Flote, Salvador Correa de Sea, eſt parti d'ici, bien armé en guerre, il joindra dans peu notre armement, ils ſont à l'ancre devant Réciff & on y a envoyé des Ambaſſadeurs ſelon leurs Inſtructions, pour préſenter la Paix aux Hollandois, qui ſont venus avec vingt Drapeaux, & ſe ſont mêlez parmi nos Vaiſſeaux en faiſant voir qu'ils étoient bien aiſes, mais dans le cœur ils ſont ennemis, comme ils l'ont bien fait voir par la ſuite, car les nôtres ont dû veiller, & lever l'ancre par raport à la marée, & entrer en pleine mer, pour aller vers la Baye de Trayſon & delà vers le Cap où ils ſont à préſent. Les Hollandois ſont auſſi là avec environ dix Vaiſſeaux. On n'auroit pas pu diſſimuler cette inimitié, ſi le Général de la Flotte s'étoit tenu avec les autres gros Vaiſſeaux, & qu'il n'eût pas pris ſa route vers le Portugal, comme on préſume qu'il l'a fait. Nous ne doutons pas que s'il avoit reſté encore huit jours devant le Port de Pernambuco, nous aurions à préſent Réciff.

Outre ces avis, on écrit que les ennemis avoient attaqué notre Flote, qu'ils l'avoient priſe, brulée & fait échouer & qu'ils ont tué quelques uns des nôtres qui n'ont pu ſe ſauver à terre.

On aprend auſſi que les Portugais attaquent un Fort qui eſt ſitué à moitié chemin de Réciff, & qu'ils ſont aſſurez de reſter bientôt Maîtres du tout, les nôtres ſont d'avis de forcer le Fort de Réciff avec le Canon qu'ils ont pris au Cap St. Auguſtin. Ceux du Cap ont déja envoyé 17. Caiſſes de ſucre pour Bahia qu'ils ont pris là.

De

LISBONE

Ecrite par une perſonne digne de foi

En date du 15. Novembre 1645.

J'Examine de quelle maniere on prend là (c'eſt-à dire en Hollande) ce qui s'eſt paſſé au Breſil, il y a lieu de croire qu'on doit en être fort étonné, mais les Diſcours de l'un & de l'autre ſont ſi differents, qu'il y en a beaucoup qui exagérent, & qui veulent même tourner que les Etats ne ſe remueront pas, mais je ſoutiens que ſans cela le Portugal n'aura pas peu affaire.

Les deux Ambaſſadeurs que Salvador Correa de Sea avoit envoyé à ceux de Réciff dont j'ai déja parlé, ſont à préſent à Port à Port, où ils ſont arrivez avec un Yacht de la Flote, mais il n'apporte aucune nouvelle, ſi ce n'eſt des plaintes de la part des Hollandois qui leur avoient envoyé réponſe ſur notre Ambaſſade, mais c'eſt parce qu'ils n'ont trouvé perſonne pour les recevoir. C'eſt un bonheur qu'ils en ont agi honnêtement avec les nôtres qu'ils ont remerciez avec beaucoup de complimens, & qu'ils ont preſenté tous les rafraichiſſemens dont la Flotte pouvoit avoir beſoin.

On voit aiſément qu'il n'eſt pas arrivé beaucoup de mal aux Hollandois, par la quantité de monde que nos gens ont embarqué pour Salvador Correa de Sea, ainſi nous n'apprenons pas ici les mêmes choſes. Dieu veuille que tout tourne pour le mieux, & que la Paix puiſſe continuer.

EX-

IL eſt arrivé ici le 9. une Caravelle venant de Bahia, elle en étoit partie le 21. de Septembre; elle eſt entrée avec une ſi grande joye que nous avons crû pendant plus de quatre heures que Récif s'étoit rendu; les Lettres luës, nous avons apris le ſuccès de Nazaret & que les trois Forts & tous les autres, excepte le Récif & Capvelo de Paryba étoient inveſtis & aſſiegez, qu'on y a tué & forcé beaucoup de Hollandois, ils ſe vantent que dans peu de tems ils ſeront Maîtres de tout. On dit que Sa Majeſté eſt fort inquiete de ces nouvelles par raport à Pernambuco, & au ſujet du grand deſordre que le Gouverneur de Bahia a fait, qui ne lui fait pas honneur, car on devroit avant tout faire la Paix avec Meſſieurs les Etats & la conſerver.

On dit qu'une perſonne de qualité doit partir d'ici pour aller en Nort-Hollande pour donner quelque ſatisfaction & propoſer les moyens d'accommodement.

Par une autre Lettre de Lisbone du 15. Novembre 1645. on mande:

Que Sa Majeſté étoit fort fâchée au ſujet des nouvelles du Bretil, on dit qu'elle veut réunir tout à ſa Couronne, & qu'on fait un gros amas d'argent. On aſſure outre cela qu'une perſonne de qualité partira pour la Hollande afin d'offrir de l'argent aux Hollandois pour les Places qu'ils ont encore dans le Brezil, & que par ce moyen le Roi reſtera maître de tout le Brezil.

Par une Perſonne venuë de Lisbone le 10. de Décembre 1645.

IL y avoit à Lisbone un Ambaſſadeur nommé pour aller en Hollande, dans la Compagnie de quatre Marchands dont quelques-uns ont voulu l'excuſer, par raport à leurs grandes occupations, mais on ne ſavoit pas encore ſi le Roi voudroit les excuſer ou non.

RAPORT SOMMAIRE

De Noble Homme

MAXIMILIEN SCHADE'E

Ecuyer & ci-devant Capitaine au Service de la Compagnie des

INDES OCCIDENTALES

Dans le

B R E Z I L.

MESSIEURS,

POur ſatisfaire à votre réponſe & à vos ordres ſur le raport que j'ai fait verbalement dans l'Aſſemblée d'hier 19. je dis que moi *Maximilien Schadée*, comme Capitaine d'une Compagnie au ſervice de la Compagnie des Indes Occidentales dans le Brezil, j'ai été envoyé au mois d'Octobre 1641. par ſon

ordre du Conſeiller Politique *Ras* & du Major *Erneſt de Hermen* il fut commandé à la plûpart de mes gens, & à quelques gens de la Cité St. Louïs, par troupes de 20. d'aller loger chez les Ingenios, & cela, diſoit-on, parce qu'on manquoit de vivres, excepté que ſur le moulin à eau, il n'y avoit que dix perſonnes, & cela ſous promeſſe que la Compagnie payeroit par tête & qu'on en tiendroit regitre. Qu'après que ces gens-là y ont été trois mois, il eſt arrivé une Barque avec des Lettres de la Cour, par leſquelles on fit ſavoir qu'il y avoit un accord entre Don Jean IV. Roi de Portugal & leurs Hautes Puiſſances les Etats-Généraux & qu'en conſequence on avoit conçu une Tréve; la Tréve fut publiée au ſon du Tambour dans la ſuſdite Ville de *Saint Louïs de Maranhaon*, on pratiqua la même choſe dans ma Capitanie & dans le ſuſdit Fort où on tira le Canon & la Mousqueterie. Que ladite Paix de notre côté a été obſervée religieuſement, ſans qu'il y ait eu aucune hoſtilité commiſe, ne faiſant aucun mal aux Portugais & ne leur cauſant aucune incommodité; au contraire lorſque quelques Officiers ou Soldats dans leur particulier, ou de quelque maniere que ce puiſſe être, ont fait quelque tort aux Habitans, ils ont été rigoureuſement punis.

Depuis ce tems-là les Portugais ſe ſont laiſſés ſeduire, par l'eſpérance, que par le moyen de leur Roi, ils pourroient recouvrer le Païs, & comme ils voyent que nos gens ſont partagez par troupes dans tout le Païs, & même parmi les *Ingenios*, qu'ils ſont attaquez pour la plûpart de la maladie du Païs, & que la diſette & l'inquietude les a rendus foibles & miſerables, ils ont prémierement dans le mois d'Octobre 1642. attiré par complot les Indiens dans leur parti; & ils attaquérent de bon matin le Fort où étoit mon Lieutenant; mon Enſeigne étoit dans un moulin, & moi dans une Maiſon qui n'étoit qu'à une portée de piſtolet de mes gens, parceque j'étois incommodé & que dans ce Fort il n'y avoit nulle commodité. Ils tuerent les Sentinelles, prirent ledit Fort d'aſſaut & tous les Ingenios, maſſacrerent nos Officiers & nos Soldats, excepté cinquante auxquels ils donnerent quartier, parmi leſquels étoient mon Lieutenant, moi, deux Sergens, un ou deux Caporaux & le reſte Soldats: deux jours après, ils maſſacrerent une partie de ces Soldats, & enſuite ils tuoient de tems en tems un Soldat ou deux pour leur plaiſir: on trouva ſix mois après qu'ils avoient auſſi fait mourir, par plaiſir le ſecond Sergent, de ſorte qu'ils n'ont laiſſé que fort peu d'Officiers & de Soldats en vie. Je déclare de plus que moi Capitaine, & mon Lieutenant, chacun ſeparement, avons été tenus priſonniers dans ce Fort & très-miſerablement traités, qu'on nous a fait ſouffrir beaucoup de diſette & de miſere, tentant même de nous empoiſonner, enſorte que m'ayant adroitement fait prendre du poiſon, j'ai été à deux doits de la terre au *Grand Paara*, d'où ledit Soldat mis ſous le Commandement d'un Déſerteur nommé *Cornelis Janſen*, après cela mon Lieutenant & puis moi fumes envoyez plus avant vers la Riviere de *Thury*, où ils laiſſerent mourir de faim 5. ou 6. Soldats, quoiqu'ils euſſent aſſez de moyens & aſſez d'eſclaves pour les entretenir. Le Lieutenant chaſſé par la faim & la miſere qu'il ſouffroit vint auprès de moi, croyant y être mieux, mais le Commandant le fit auſſitôt mettre aux fers dans ma Cabane où nous mourions preſque de faim. Nous avons reſté environ 14. ſemaines au *Grand Paara* où il arriva un Yacht avec des munitions de Guerre, il venoit de Bahia. Cela fit que les Portugais reprirent courage, ſous l'eſpérance de reprendre encore *Maranjan*, où ils retournerent avec eux, mon Lieutenant & moi, & nous conduiſirent à *Tapitapera* où étoient les autres Portugais; du reſte j'ignore ce qui eſt arrivé au reſte des Soldats.

De *Tapitapera* on nous conduiſit avec un Canot au *Grand Paara* moi, mon Lieutenant, un Sergent, un Soldat & un Matelot qui étoit depuis peu avec nous. Nous arrivames le 1. de Septembre 1643. nous avons couru riſque en chemin, par le caprice des Portugais, d'être mis dans une Ile deſerte. Nous étions dans le *Grand Paara* avec beaucoup d'autres priſonniers & Matelots qu'ils avoient pris, emmenez là, & fort miſérablement traitez. Nous avons trouvé là un Vaiſſeau de Zéelande nommé S. Pierre, ſur lequel étoit le Capitaine *Thomas Rogers*, auquel on avoit permis d'entrer à condition qu'il mettroit ſa cargaiſon à terre, il eſt parti avec des Lettres pour le Roi de Portugal, parce qu'il y avoit longtems qu'on n'avoit eu aucunes nouvelles de Portugal, il a paſſeport pour y négocier, & quand il reviendra, il pourra vendre ſes Marchandiſes.

Comme le Vaiſſeau étoit au port prêt à partir, il eſt arrivé un nouveau Gouverneur nommé Pedro d'Alburquerque, qui a fait confiſquer le Vaiſſeau, l'a fait publiquement vendre pour ſept cens milerez retenant le Capitaine & ſes gens priſonniers & les traitant fort mal. Je me ſuis échappé à la faveur d'un Vaiſſeau François qui eſt venu au Port, je me ſuis rendu aux Iles de Caribes, & delà ſur un autre Vaiſſeau dans ce Païs-ci. Au reſte j'ai trouvé au *Grand Paara* pluſieurs Hollandois & autres qui y ſont detenus priſonniers. Il y en avoit même qui depuis pluſieurs années devoient travailler pour leur Paix. J'ai encore vû là & parlé à onze Matelots du Vaiſſeau nommé le Coq bleu, il venoit chercher du rafraichiſſement, les Portugais l'ont ſurpris & emmené là, ils ſont fort mal traités. Nous ſommes prêts de déclarer tout ce que deſſus avec ſerment.

A Amſterdam le 4. Novembre 1644.

Etoit ſigné

MAXIMILIEN SCHADÉE.

RE-

Hans Bruyſ de Bremen avec le Prédicateur *van de Pasten* & lorſqu'ils ont été à table ils leur ont donné du poiſon; le premier en eſt mort, & l'autre en eſt échappé par les remédes, cela ſe fit la veille de la Rebellion.

4. Ils ont tenu nos gens priſonniers, les ont traitez inhumainement, & les ont laiſſez mourir de faim.

5. Ils nous ont aſſiegé dans le Fort & nous ont attaquez avec tant de fureur, qu'il y en a eu quelque centaine qui ſont morts de faim & de miſére, les autres ont été forcez d'abandonner le Fort & de ſe ſauver comme ils ont pû.

6. Ceux du *Grand Para* ſous l'obeïſſance du Portugal ont aſſiſté les Rebelles de *Maranhaon* de Munitions & autres choſes néceſſaires & ceux de *Bahia* y ont auſſi envoyé des munitions par une Caravelle.

7. Le Roi de Portugal a envoyé à St. Thomas deux ou trois Vaiſſeaux avec des Soldats, ſous le Commandement de *Laurens Sipero* avec ordre d'unir cette même Ile à la Couronne.

8. Que les mêmes dès qu'ils ont été arrivés ont entouré 20. de nos Soldats, & les ont tués ſans en épargner aucun.

9 Ils ſont enſuite allez vers la Ville & en ont fait ſoulever tous les Habitans, ils nous ont chaſſez comme ennemis, & ont volé les Magazins de cette Compagnie.

10. Ils ſont enſuite entrés dans le tombeau de l'Amiral *Joll*, l'ont déterré & l'ont traité indignement.

11. Ils ſont, enſuite convenus, pour faire mourir tous nos gens dans un même tems, d'empoiſonner les eaux qu'ils étoient obligez de venir chercher à la Ville.

12. Les Portugais ont commis une infinité de friponneries & de meurtres dans *Maranhaon* & *St. Thomas*, ils vouloient faire le même à *Angola* & pour mieux réuſſir dans leur deſſein & recevoir du ſecours ils avoient demandé la permiſſion de s'établir au deſſous de *Rio-Benge* où ils ſe ſeroient fortifiez en peu de tems, s'ils n'en avoient été empêchez, & par là ils nous auroient coupé toute communication & ſi nous n'avions pas voulu les laiſſer dans *Loando* ils auroient traité les nôtres comme dans *Maranhaon* qu'ils ont ſurpris la nuit & où ils ont tout tué.

13. Beaucoup des nôtres, juſqu'à ce jour

Dans le

BREZIL

De ce qu'il a fait dans

BAHIA.

ETant arrivez à *Bahia* le 19. Juillet au matin on nous fit deſcendre à terre dans le Brigantin du Gouverneur; & on nous mena dans la Maiſon de *Pedro Correa de Gamma*, après avoir été là un peu de tems, le Colonel *André Vidal* eſt venu avec le Capitaine *Paul da Conha*, & un peu après le Capitaine *Don Jean de Souſa*, qui s'étant aſſis auprès de moi me demanda tout doucement des nouvelles de ſon oncle *Philippe Pays, Baretto*, & s'il s'étoit ſoulevé avec les autres Habitans, je lui répondis qu'il tenoit le Gouvernail dans ſon Enghenho, & dans le moment, tans diſcourir davantage, on couvrit la table & *Don Jean* fut prié par *Vidal* de reſter là, mais il s'excuſa ſur ce qu'il avoit la Garde, de ſorte qu'il s'en alla, mais il revint, lorſque nous étions encore à table. *Don Jean* ſe mit à côté de moi, & le repas fini il me fit aller derriere avec *Paul da Conha* pour boire & fumer une Pipe de Tabac. *Springh-Appel* Eſclave de *Don Jean* vint enſuite à coté de moi vis à vis de la Gallerie, & *Paul da Conha* le prit à part. *Don Jean* me dit alors tout bas qu'il étoit ſurpris que ſon oncle *Philippe* ne s'étoit pas ſoulevé avec les autres, ſur quoi je répondis qu'il avoit fort bien fait de ſe tenir en repos, & qu'il n'en pouvoit retirer que de l'avantage. Vous le croyez, me dit-il, mais attendez le tems, vous avez toujours été bon ami avec les Habitans & Portugais, mais il faut que je vous diſe, que ceci ſignifie beaucoup, & pour cet effet je vous avertis de prendre garde à vous & à votre Epouſe, ainſi qu'à vos enfans que vous devez mettre en ſureté avec vos biens; mais ſi vous voulez rendre ſervice au Roi mon Maître & au Gouverneur, vous ſerez

dites-moi donc en quoi ? ou qu'est-ce que je dois faire, & il me dit ceci. *Don Jouan*, n'êtes vous pas Gouverneur du Cap S. Auguſtin? Je répondis, oui. Hé bien, c'eſt de donner ce Fort au Gouverneur avec tout ce qui en dépend, afin qu'il y mette ſon monde, & ſi vous voulez me promettre cela, je vous aſſure que vous aurez tous les avantages que je vous ai promis, & outre cela un commandement ſur les gens de Guerre. Je répondis que c'étoit là des choſes que je ne pouvois pas faire, que cela étoit contre mon honneur & mon ſerment, & ſur ces propos un autre entra dans la Gallerie qui nous ſépara ; *Don Jouan* & *Paul da Conha* s'étant ainſi en allez & n'ayant pas le tems de parler avec *Sprinch-Appel* dont je m'approchai tout émû, je dis, que penſent donc ces chiens-là, ils s'imaginent que je ſuis ici un Traitre, je ſaurai... J'allois continuer de parler, mais Don *Jouan* & *Paul da Conha* revinrent & recommencerent leurs promeſſes, & m'aſſurant que j'aurois abſolument tout ce qui m'avoit été offert, & qu'on me donneroit même de l'argent dans l'inſtant ſi je ſouhaitois, qu'on me feroit parler au Gouverneur, & que je verrois parlà que la choſe étoit aſſurée. Je répondis encore que je ne pouvois pas, quand même ce ſeroit des choſes d'une autre nature. Que les Meſſieurs du Grand Conſeil m'avoient promis au retour de mon voyage de me faire Sergent Major, & qu'alors je ne pouvois être là Commandant, mais qu'on m'employeroit dans une autre place. Pendant cette conteſtation, Monſieur de *Woorde* vint derriere avec *André Vidal* ils s'entretenoient, pendant que j'étois avec les deux autres qui ſe promenoient avec moi d'un bout de la galerie à l'autre, cela interrompit la converſation : je dis tout bas à Monſieur *Woorde*, je ſouhaiterois être hors d'ici, & vous parler tête à tête, car je ne ſais ce que ces gens-ci ont en tête, je crains qu'ils ne me tuent, ou qu'ils ne m'arrêtent. Ne pouvant m'expliquer davantage parce qu'ils reſtoient toujours près de nous & que Pedro da Conha de Gamma entendoit le Hollandois, je priai donc Monſieur de *Woorde* de diſſimuler, juſqu'à ce que nous fuſſions dans notre Vaiſſeau, afin qu'ils ne puſſent pas remarquer que nous avions parlé de cette affaire. *Dona Catharina de Mello* étoit Belle-Mere de Philippe Pays, je demandai la permiſſion de lui rendre viſite, ſurquoi *Jean de Souſa* dit qu'il falloit m'adreſſer au Gouverneur & y fut lui même, il m'en apporta la réponſe, qui étoit que je pouvois l'aller voir à condition que je ſerois ſeul avec lui. Je pris congé de la Compagnie, & Monſieur *Woorde* qui, quoi qu'il ne fut pas marié, n'étoit pas amateur du Sexe me dit qu'il ne m'enviois pas cette faveur ; *Don Jouan* de *Souſa* & *Paul da Conha* prirent auſſi congé ; je dis doucement à Monſieur de *Woorde*, ils auront une Anguille gliſſante qui leur échapera par la queuë, car j'avois réſolu de ne pas ſeindre avec eux & tout du long de la ruë ils ne cherchoient qu'à m'animer & me un verre de vin & me mena dans la Chambre du Chapelain où le Gouverneur devoit me venir trouver. *Paul da Conha*, quand nous fumes revenus, s'en fut chez le Gouverneur, & moi je m'en allai ſeul avec *Don Jouan*, qui me dit qu'on ne manqueroit pas de forces, que le Gouverneur attendoit *Salvador* de *Saa* qui devoit venir de *Rio de Genero* avec trois Galions, qu'il y en avoit un venu de Portugal & deux qu'on préparoit à *Rio Genero* avec quelques autres Vaiſſeaux, & qu'il y avoit encore 2500. Hommes qui de Bahia iroient à Morudores avec ceux qui ſont dans Pernambuco, ou le Gouverneur ſouhaitteroit fort de les mettre. Voila ce qu'il demande de vous, me dit-il; nous ſommes venus tout en parlant ainſi à la Maiſon de *Pedro Conha de Gamma*, quand nous y eûmes été un peu de tems, *André Vidal* vint nous dire que nous pouvions aller parler au Gouverneur qui nous fit prier d'attendre un moment parce qu'il étoit occupé à cacheter une Lettre. Monſieur *Woorde* alors & quelques Portugais ſe mirent à une fenêtre au bout de la ſale, & ſe mirent à diſcourir ſur ce qu'il y avoit à faire ; *Don Jouan* vint auprès de moi & me demanda ſi je voulois boire un verre de vin, je voulois emmener *Sprinch-Appel*, mais il étoit retenu par la converſation de *Paul d'Acouba* & des autres. *Don Jouan* me mena dans la Chambre du Chapelain du Gouverneur, où ſe rendit lui-même un peu de tems après par un autre chemin le Gouverneur *Antonio Teles da Silva*, il fit auſſitôt fermer la Porte, & me traita avec beaucoup de politeſſe, je fis de même de mon côté, *Don Jouan de Souſa* reſta avec nous, le Gouverneur me fit aſſoir à côté de lui, en me diſant, qu'il avoit toujours entendu parler de l'amitié que j'avois euë pour les Portugais, & que cela lui étoit fort agréable, & qu'il ſouhaitoit que je reſtaſſe toujours dans cette même diſpoſition & qu'il eſperoit que je ferois pour le Roi & pour lui ce dont il m'avoit fait parler par le Capitaine *Don Jouan Souſa*, que je ne devois pas le refuſer, que ce n'étoit pas là une Guerre, mais un rétabliſſement qu'on procuroit au Roi *Don Jouan IV.* & que ſi le Comte de *Naſſau* n'étoit pas parti ſi promptement, il auroit lui-même contribué à cette affaire. Je répondis ſur cela que je ſouhaitois ſavoir en quoi je pourrois rendre ſervice à ſon Excellence, il me dit que ma Seigneurie l'avoit apris de *Don Jouan de Souſa*, & ajouta, je vous ſuplie ſeulement de vous faire entierement Portugais. Surquoi je répondis encore que cela ne ſe pouvoit pas, ſans deſobliger tout le Grand Conſeil qui m'avoit promis à mon retour une place de Major, & que par conſéquent il ne me laiſſeroit pas dans l'endroit où il ſouhaitoit que je lui rendiſſe ſervice. Le Gouverneur me répondit à cela, que, avancement de Places, biens, *Partidos*, *Ingenios*, *Habitos* & *Commandes* ne me manqueroient pas, il ajoura que le tems n'étoit pas propre pour me retenir davantage, que ma Compagnie pourroit ſoupçonner

quelque

ſouhaitte le bien de notre Patrie, le ſalut de ma vie, de ma famille & la conſervation de mon bien. VV. EE. du reſte feront tout ce que bon leur ſemblera pour me dégager de tous ces périls qui menacent ma tête. J'aſſure & promets que je ſerai toujours tel que j'ai été, tel que je ſuis & tel que je ſerai juſqu'au dernier moment de ma vie.

De vos Excellences

Le très-humble Serviteur,

D. V. HOOGSTRATEN. 1645.

DISCOURS

Adreſſé à un Fidele Hollandois touchant la Conduite des Portugais dans le Brezil.

FIDELE HOLLANDOIS.

ESt-on jamais plus ſurpris que quand il arrive en même tems à quelqu'un perte & deshonneur? A-t-on jamais plus de ſujet d'impatience, ſur tout quand cela arrive dehors & dedans, & que ſans mentir on ne l'a pas mérité. De pareils coups doivent chagriner, ceux même qui ſont les plus inſenſibles. Bienheureux ſont ceux, qui, quand cela leur arrive, peuvent chaſſer le poiſon par un contrepoiſon.

Les Indes Occidentales ont été longtems le premier Pais de votre meilleure eſpérance, on

ſeulement fait ſemblant? Il faut avouer que non, pourquoi ceci? Le Portugal n'eſt-il pas grand, n'eſt-il pas puiſſant? N'eſt-il pas bien ſitué? Ou ne regarde-t-on plus comme une entrepriſe préjudiciable que le valet empiette ſur les droits de ſon Maître, ou qu'un Sujet s'éleve contre ſon Seigneur, & qu'il foule aux pieds honneur, ſerment, fidelité, ſervice & devoir? Et voit-on à préſent tranquillement en Eſpagne que l'on donne l'exemple de la revolte, & qu'on aprenne aux autres à aller de mal en pis? Vous & moi, mon cher Hollandois, nous ſavons mieux. La Maiſon de Bourgogne a voulu un peu prendre ſes coudées franches, vos ancêtres & les miens ont apris à leurs dépends qu'un Maître irrité ne pardonne pas, mais même que quand il pardonneroit, il n'oublie pas: quelle difference y a-t-il là dedans? Les Seigneurs de la Maiſon de Bourgogne étoient grands & puiſſans, ils étoient craints, quoiqu'ils ne fuſſent que Comtes du Païs, *Rectores Senatus ſed regnantes*, parce qu'ils étoient fort eſtimés, & des Seigneurs pleins d'un merite diſtingué, qui ne formoient de projets que pour le bien de la Patrie, où ils avoient du credit, mais où ils ne faiſoient rien par force; ici c'eſt tout autre choſe; le Prince de Caſtille eſt Héritier du Portugal & ſouverain Héréditaire des Portugais, ainſi s'il veut, le glaive eſt la regle de ſes Droits, ç'a bien été ſon intention, comme ce l'eſt encore & comme cela ſeroit toujours. Rien de ce qui appartient au Portugal, ſelon le Droit divin & humain, ne peut lui dire, que faites-vous? Vous faites mal? Il peut de plein droit remettre les Portugais ſous ſon obeiſſance, & ni plus ni moins que les Romains qui en cas d'ingratitude pouvoient remettre dans l'eſclavage les Affranchis à qui ils avoient accordé la liberté. Il n'y a pas ſi longtems que le Portugal a été réuni à la Couronne de Caſtille, on peut bien encore s'en ſouvenir. Quels frais, quelle patience, quelle peine le Roi a pris pour ſe l'aſſurer & à ſes ayant cauſe? Je ne veux pas faire là-deſſus de longs diſcours, on voit ſeulement ce que les Catalans ont fait imprimer dans cette occaſion, il n'y a qu'à lire les propres Ecrits des *Portugais*, celui qui auroit voulu engloutir toute la Terre il y a longtems s'il l'avoit pû, & qui a plus fait pour avoir le Portugal que pour aucun autre Royaume reſte à préſent les bras croiſez; d'où

[illegible] se défendre, ils tomberent par sa trahison tous la puissance des Romains. Ce qui est arrivé alors, peut bien arriver encore à présent.

Alexandre a marché sur les traces de Cyrus, Cesar est venu ensuite, il a été imité par d'autres Césars, & après eux, il en est venu d'autres qui ont encore fait de même.

Et qui peut dire que cela n'est pas déja arrivé ? La revolte du Portugal s'est faite dans un instant & dans le même tems que le Commerce des Indes Occidentales fournissoit des armes & les autres secours, ensorte qu'humainement parlant le Portugal & la Castille devoient compter qu'ils devoient renoncer à la Navigation. Cette revolution a empêché ces Pais-ci de faire du progrès & après tant d'avantages sous aparence de Paix ils ont été exposez aux plus grands dangers. Allons un peu plus avant, & voyons comme nos Officiers & nos Soldats ont été traitez dans le Portugal, comment ils y ont été entretenus & recompensés, voyons avec quelle bonne foi & quelle fidélité ils ont agi avec nous dans l'Ile de *Ceylon*; ils nous y ont traitez d'une maniere à ne s'en pouvoir jamais disculper. Qu'on examine un peu ce qu'ils nous ont voulu faire accroire dans cet endroit comme ailleurs, c'étoit trop loin pour y aller voir. Que n'a-t-on pas fait pour entretenir le trouble & la mesintelligence, afin d'avoir toujours des prétextes de plaintes, afin d'entreprendre ensuite tout ce qui leur viendroit dans l'esprit : on sait que quand une fois les Grands sont prévenus ils n'écoutent rien, & c'est se faire des affaires que de vouloir les desabuser; & si l'on veut qu'ils se justifient on trouve qu'ils sont les Maîtres avant d'avoir pu obtenir qu'ils vous écoutent. Si quelqu'un s'imagine que les Portugais aillent droit, & fidellement dans les affaires; je croi que c'est qu'il ne sait pas ou du moins fort peu, combien il y a de Jesuites dans le Portugal, que les Portugais qui d'eux-mêmes feroient toutes choses au monde sous prétexte du Service de Dieu, sont devouez entierement à ces Satellites du Diable qui les inspirent, & qui leur insinuent mille sortes de choses plus qu'à aucune Nation au monde.

1. Ce qu'ils aprennent de ces Maîtres est de n'avoir jamais aucune parole, de ne tenir aucun serment & de ne garder aucune fidelité aux gens qui nous ressemblent, aux gens qui suivent la véritable Parole de Dieu, car ces gens-là chez eux sont des hérétiques, c'est pourquoi manquer de parole & d'honneur, fausser ses sermens, violer la foi donnée, est chez eux le pain quotidien, ce n'est point un péché contracté par cette troupe de tondus avoir besoin de se mêler là dedans, c'est que c'est leur naturel, c'est un vieux peché *Aaron* vouloit volontiers mettre son pied dans le soulie de *Moïse*, mais toutes choses ont leurs bornes, on ne peut ici bander la tête d'un autre, que chacun reste dans ses bornes, qu'il s'y tienne avec droiture & en paix avec les autres, sans méler dans le Service de Dieu, Tromperies, Meurtres, & Trahisons, cela n'est point de Dieu, & ne convient pas à des Serviteurs de Dieu, cependant les *Jesuites*, les *Benedictins*, les *Carmes* & les *Franciscains* l'ont fait, si vous en voulez des Exemples je vous en donnerai. Le Gouverneur de *Bahia de Todos Los Santos* ne se gouverne que par leurs avis, le Roi de Portugal a-t-il la force de le punir, quoiqu'il le fasse savoir au Roi même, & qu'il lui envoye les avis de ces Prêtres, pouvez-vous en souhaiter davantage ? N'étoit-ce pas le Pape *Alexandre* qui disoit qu'il aimeroit mieux avoir pour ennemi le plus puissant Prince Chrétien qu'un Moine Jacobin, il me semble que cela est vrai, je l'ai lu quand j'étois encore un enfant dans les Sentences de *Guillaume Baudert*, mais si je n'ai pas pu tout retenir, je sai bien cependant que d'honnêtes gens pensoient que le Pape n'avoit pas tort. C'est le choix du Loup, le meilleur n'en vaut rien, j'y vais franchement & avec droiture, j'ai toujours crû & je le crois encore que le Portugal & l'Espagne sont fort d'accord, & que tout ce que les Portugais font aujourd'hui a été projeté par les Jésuites : si j'ai tort, cela se peut, mais il est plus aisé de dire que j'ai tort que de le croire; mais supposons que j'ai tort, les friponeries & la trahison que les Portugais font actuellement, ne permettent pas qu'on parle autrement, qui est-ce, mon cher & bon compatriote, qui n'ait dans le Bresil son bien & son sang ? Laissons-là le bien, notre sang, que nous y avons, est en danger; cela ne crie-t-il pas vangeance au Ciel à nous, & par nous à nos Souverains. Raison ou non, je le dis (& je le sai) que vous demeurez d'accord avec moi que personne ne peut nous donner le tort, car une souris ne peut dormir tranquilement dans l'oreille du chat, c'est un vieux proverbe Hollandois, nous avons la liberté de nous tenir sur nos gardes; mais cela a couté bien du sang & des peines à vos ancêtres & aux miens, ils l'ont achetée assez cher, nous ne devrions avoir aucune habitude avec cette maudite race de Portugais ni avec tout ce qui approche de l'Espagne, car leurs Maîtres leur apprennent à nous faire toutes sortes de cruautez & d'infamies & que sans violer la parole du Roi on a pu se revolter, infidelles Sujets contre nous leurs legitimes Souverains. Ceux qui ont bâti sur ce fondement, sont ceux que je vous ai déja nommé & sur tout les *Jesuites*. Me demandez-vous pourquoi ? C'est qu'ils ne sont qu'un avec l'*Espagne*.

2. Par la haine qu'ils portent à notre Religion-

car ce ne ſont pas ſes Sujets que les traitres ſurprennent & maſſacrent, cela eſt arrivé, on ne le peut pas nier, pourquoi les étrangient-ils, pourquoi les maſſacrent-ils, pourquoi les font-ils Eſclaves? Ils ſont venu implorer notre amitié. Quand ils ont ſecoué le joug ils ſavoient bien alors les progrès que nos armes avoient faits dans le Breſil; ils n'ignoroient pas non plus ce que nous y poſſedions; depuis ce tems-là il n'y a point eu de changement dans *Fernambouc*. Si on avoit pu s'imaginer alors que nos propres conquêtes, nos propres gens, nos propres terres & notre propre Païs n'étoit pas à nous, ſi on l'avoit oſé faire paroître, & qu'on eût donné à connoître qu'on avoit envie de nous maſſacrer, de nous voler, de nous chaſſer, avec quelque droit, ſi nous avions cru cela nous n'aurions pas renfermé ce ſerpent dans notre ſein. Vous voyez pourtant, Hollandois, ce qui arrive, & à moins que vous ne ſoyez aveugle, vous voyez que cela arrive parce que le *Portugal* s'entend avec l'Eſpagne. Si cela n'étoit pas, il ne pourroit pas ſubſiſter, le Portugal n'eſt qu'injuſtice & cruauté, quoiqu'il tienne ſa force d'un autre, & qu'il en ſoit fort peu reconnoiſſant. Il peut aller de pair avec l'Eſpagne qui a un œil ſur nous & ſur ce qui nous appartient parce qu'elle prétend que cela eſt à elle (ce ſont là ſur tout ſes prétentions ſur nous) mais c'eſt trop feindre, il faut arracher ce maſque; le Portugal eſt l'Eſpagne & l'Eſpagne eſt le Portugal. Avec d'auſſi bons Droits comme nous en avons, pour tenir toujours les Eſpagnols pour des Ennemis mortels, & leur faire la guerre, nous devons faire le même avec le Portugal; il y a cette difference néanmoins, que la Trahiſon eſt pire qu'une inimitié déclarée, & l'on punit plus rigoureuſement celui qui en fait mourir un autre par le poiſon que celui qui attaque de vive force. Rien n'eſt plus dangereux qu'un Ennemi qui paroit votre ami, c'eſt un proverbe, que vous n'ignorez pas. C'eſt pourquoi je crois vous en dire aſſez en vous diſant que les Jeſuites ſont les précurſeurs d'Eſpagne, ils feroient plutôt tort à tous les Catholiques Romains que de ne pas aider les Eſpagnols, je n'ai pas beſoin de dire juſqu'où les emporte leur haine pour notre Religion; ils en font un fleuron de leur Couronne; ce qui arrive à préſent

ont fait accroire au Roi qu'il pouvoit tout faire, c'eſt-à-dire qu'il pouvoit aſſiſter contre nous ces Traitres qu'ils font injuſtement paſſer pour Sujets du Roi ſans manquer à notre égard à ſa parole. Mais cela n'en reſte pas là, ils font accroire au Roi qu'il peut fauſſer ſa parole & violer ſes ſermens dans une pareille occaſion, puiſqu'ils ne s'étendent pas juſque là. Ils vont encore plus loin: Dieu veuille, cher Hollandois, que tous ces beaux avis, ſur leſquels le Gouverneur de la Baye *de Todos Los Santos*, ſe fonde, viennent enfin au jour. Vous le verriez vous-même, & les Serviteurs de Dieu auroient bien d'autres matières qu'à préſent d'avertir le peuple de ſe donner de garde de ces pieges & de ces embuſcades; ce n'eſt pas aſſez, on a fait donner le Roi dans le panneau, le deſſein eſt entamé, il s'agit de nous endormir, de nous prendre dans le filet, & de nous maſſacrer tous. Le Gouverneur de *Bahia* vient à notre aide avec ſes forces pour aider à détruire les Rebelles, (remarquez le mot de *Rebelles*) il vous touche & c'eſt préciſement l'aiguillon des Jeſuites où git tout leur venin; quand tous nos gens dans le Breſil ſeront maſſacrez par les Portugais, alors ce ſera eux qui auront ſoumis les Rebelles. Fidele Hollandois, nous ſommes ces Rebelles, à ce que diſent les Jeſuites, les Eſpagnols & les Portugais; ils ſavent feindre dès qu'il s'agit de nous caſſer le coû, & ils nous diſent naturellement qu'ils viennent nous aider à donner les Rebelles. Si nous les recevons, c'en eſt fait, ils ſont les Maitres, ſi nous les remercions de leur ſecours, ils ont pour eux l'aparence d'avoir bien fait, nous ſommes des ingrats de rejetter ſi loin de pareilles offres de ſervice. Tout ce qu'il y a, c'eſt que les nôtres n'auront pas à ſe plaindre, quand on leur aura coupé la gorge. La verité de ce que je dis à préſent ſe verra par ce qui ſuit. 1. Les traitres par qui vient la révolte ſont ceux mêmes qu'on dit être Sujets du Roi, ce ſont donc les naturels du Royaume qu'ils appellent naturels & Vaſſaux; quand nous les voulons punir ſelon leur trahiſon ou autres crimes qu'ils ont commis, alors nous nous ſoulevons contre le Roi & ſes Sujets Vaſſaux qui employent les forces du Roi pour ſe défendre contre nous. Vous pouvez comprendre par vous-même que lorſque le Conſeil Eccleſiaſtique, Politique & Militaire a aprouvé une

voir ; car je soutiens que c'étoient des forces destinées à être envoyées à Angola, j'en parle avec connoissance de cause & je défie les Portugais eux-mêmes de me contredire, je le soutiendrois en face du Gouverneur de *Bahia*, ou bien il donneroit le dementi à son propre raport. Quand le Roi de Portugal nous veut troubler dans Angola avec une si grande quantité de Vaisseaux, peut-il rester notre fidele ami? Ou cela se fait-il sans son ordre ; une Flotte qui lui appartient peut-elle aller contre *Angola* & de là au *Récif* sans son agrément ? Le pouvoir d'un Gouverneur va-t-il jusque-là, & oseroit-il s'en rendre responsable. Qu'on lise les Chroniques, les Relations & les Histoires de tout ce qui se passe dans le monde, & les droits de tous les Etats, on n'y trouvera pas qu'un simple Gouverneur, auquel on n'a confié qu'une contrée, ait pû faire de pareilles choses sans les ordres de son Souverain ,, ou bien il se rend lui-même coupable de Leze-Majesté, au suprême dégré, & par consequent très-punissable ; cependant, bon Hollandois, on veut vous faire accroire que *Don Jouan IV.* ne savoit rien de tout cela, passons plus loin. Quand nous avons député *Balthasar de Voorden* & *Theodore de Hoogstraten*, le traitre, à *Bahia* pour savoir si nous étions amis ou ennemis, comment les a-t-on traitez ? Comme amis ou comme ennemis? Qu'on examine les Lettres que l'on en a ici, a-t-on jamais traité des Espions plus cruellement ? J'en apelle aux Lettres que j'ai vues, & *Balthasar de Voorde* est lui-même ici dans le Pais, vous pouvez entendre ce qu'il dira là-dessus. Je dirai moi encore plus, dans le tems qu'on les traitoit si mal on avoit retiré le canon qui étoit sur les ponts des Vaisseaux afin qu'ils ne le vissent pas & qu'ils n'en prissent pas quelque soupçon. Tout cela peut être verifié par les Lettres qu'on a ici. Je dis encore davantage, on voit par ces mêmes Lettres qu'il y avoit là une conspiration formée contre nous & que le Gouverneur avoit expressement défendu à tout le monde de parler de ces sortes d'affaires ni en blanc ni en noir à peine d'être rigoureusement puni, afin que nous ne nous missions pas sur nos gardes. Mais je dis encore qu'on peut prouver que le Gouverneur de *Bahia* avoit donné ordre à *Jerôme Serrando de Paraysa*, de ne rendre la Lettre, qu'il avoit, que quand il auroit debarqué tout son monde. *Jerôme Serrando de Paraysa* a été fait prisonnier par l'Amiral *Lichthart*, voila le fil, il faut que le peloton vienne. Pour les Lettres des Portugais à double sens, je n'en veux pas faire mention. Je ne veux rien alleguer de douteux. Que peut on, cher Compatriote, alléguer contre tout cela? 1. Que le Gouverneur de *Bahia*, s'est mis comme Médiateur entre les gens de son Pais & nos Alliez. Pesez cela avec ce que je vous ai raporté & vous verrez la verité. 2. Que nous lui avons demandé son aide & son secours ; c'est ce qu'il ne peut jamais faire voir. 3. Que les

lesdits par le Portugal, comme il nous étoit sous sa tutelle? Mais si tout cela n'y fait rien, on a encore deux moyens. Le prémier que le Roi a défendu au Gouverneur de *Bahia* de se servir de ses gens contre nous. Secondement, que si Sa Majesté trouve que le Gouverneur ait mal fait, elle doit le punir : mais ce n'est pas là ce qu'on demande. Que n'a-t-on pas fait même par des amis communs & des Alliez, pour nous faire accroire que tout cet ouvrage n'étoit pas une trahison des Portugais, ou que s'il en étoit quelque chose, le Roi de Portugal n'en savoit rien ? Qu'a-t-on besoin d'employer celui-ci ou celui là pour excuser ce qui n'est pas injuste ou pour prevenir la mauvaise impression qu'on prend avec juste raison dans une si méchante affaire. Que l'on compte le tems où cela est arrivé, que l'on supputte depuis le tems de la défense que l'on veut alleguer, on verra que cela ne peut subsister avec la vérité, l'offre même de punir le Gouverneur n'est qu'une feinte, car entre dire & faire il y a une grande différence. L'affaire n'est pas telle que le Roi le voudroit faire croire. Notre *Amiral Lichthart* a ruiné une grande partie de la Flote du Roi, plût à Dieu qu'il l'eût écrasée toute entiere, le Roi fait bien cela, il fait fort bien aussi que c'étoit la Flotte Royale qui étoit sortie, qu'elle l'étoit par ses ordres, sous son nom, & qu'elle avoit été envoyée sous les banderoles & avec le Pavillon de Portugal par le Gouverneur de *Bahia*. Nous avons pu la détruire ou nous ne l'avons pas pû : l'avons-nous pû faire, il ne s'agit plus d'examiner si le Gouverneur est en faute ou non. Si le Roi n'en a point eu de connoissance, & que tout se soit fait sans son ordre, il auroit dû nous envoyer son Gouverneur piés & mains liez pour en faire ce que nous aurions voulu. Ne le faisant pas, & offrant d'examiner lui-même en quoi il a manqué & en faire justice, si c'est son intention, ce qu'on ne peut croire, c'est vouloir prendre le lievre au son du tambour ; n'est-ce pas ce qu'on peut apeller, se moquer de nous? Si nous n'avons pas été en droit de ruiner sa Flotte, pourquoi ne pas agir en Roi? Pourquoi se disculper & ses gens de cette sorte, pourquoi employer les bons offices des amis communs & des Alliez? (les Portugais doivent savoir eux-mêmes si c'est la vérité, sinon on le leur fera savoir) comment a-t-on parlé & agi dans l'affaire d'*Angola*, de *St. Paul de Loando*, de *St. Thomas-Marignano*, de *Punto de Galvo* & dans toutes les autres occasions? Pourquoi n'avoir pas proposé d'agir de concert avec lui ; en un mot, mon véritable Hollandois, la chose put ; si quelqu'un ose en parler autrement, on lui fera voir le contraire & on luifera rentrer les paroles dans le ventre ; pour vous, veillez & voyez pour vous-même, sur tout priez le Seigneur qu'il y mette ordre, & demandez au Tout-puissant qu'il vous envoye tout le secours nécessaire pendant qu'il est encore

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES.

Sur ce qui s'eſt paſſé & ſur ce qui ſe paſſe encore actuellement dans le Brezil & avec les Documens relatifs.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.

QUand j'examine en moi-même tout ce qu'a fait la Compagnie des Indes Occidentales pour la conſervation de ſes conquêtes dans le Brezil, ce que VV. HH. PP. font encore aujourd'hui pour en recouvrer une partie & pour punir les rebelles & pour rétablir le crédit de cette Compagnie; je ne puis m'empêcher de conclure de deux choſes l'une, ou que la Compagnie des Indes Occidentales n'a jamais bien connu ſon véritable état, ou que VV. HH. PP. ſont bien trompées par ceux en qui elles mettent leur confiance.

Je ne parle point ici de ce qui a été fait pour la conquête du Brezil, cela parle aſſez de ſoi-même, elle y a employé non ſeulement tous ſes profits, qui d'ailleurs ont été extraordinaires, mais encore leur Capital en argent comptant, pluſieurs tonnes d'or empruntées, je paſſerai cela, pour n'avoir pas le nom de faire comme les femmes & les enfans qui jugent toujours des choſe par leur ſuccès.

La révolution du Portugal fut pour eux comme un coup du Ciel qui leur vint bien à propos, ainſi que la concluſion du Traité entre la même Couronne & cet Etat; car ſans cela, par rapport aux Vaiſſeaux de [illegible] *negro* qui vendent leur ſucre à bas prix pour s'exemter des fraix du tranſport, & par là ils ont beaucoup d'avantages que je paſſe ſous ſilence pour raconter la matiere. *Item* cela eſt cauſe que le Négoce de ce Païs ne ſauroit monter par chacun an plus haut que 14. tonnes d'or de profit quand même ils gagneroient un Capital entier ſur ce qu'ils envoyent dans ce Païs, pour payer les ſucres, ce qui eſt arrivé fort rarement. Car de quarante mille caiſſes de ſucre, un tiers eſt de *Pancken*, un tiers de *Muſcobaden* & un tiers de *Blancos*, tout cela monte au plus à 28. tonnes d'or en l'achetant là, que l'on paye avec 14. tonnes d'or d'effets envoyez d'ici, donc ils n'ont de profit par an de toutes leurs conquêtes que 14. tonnes d'or.

II. Ladite Compagnie auroit dû faire ſon compte de maniere, vû l'état des fraix qu'elle doit faire, que la moitié du profit qu'elle fait ſur le ſucre lui fût reſté pour en faire un dividend tous les ans à ſes intéreſſez. Il eſt bien vrai, & j'ai connoiſſance par moi-même qu'ils ont eu ſur ce ſujet pluſieurs diſputes & qu'ils n'ont jamais pû s'accorder, quelle bonne reſolution a-t-on jamais pris à cet égard? Aucune: ce qui prouve qu'ils n'entendoient pas bien cette affaire & qu'elle étoit au deſſus de leur portée les chambres ont été partagées, ſur tout dans l'Article du commerce pour pouvoir gagner les fraix qu'ils ſont obligez de faire, & avoir au delà quelques tonnes d'or pour leurs intéreſſez, mais juſqu'à préſent ils n'ont pas ſuivi de pareils avis, ce qui fait auſſi qu'ils n'ont pas gagné à beaucoup près les fraix qu'ils ſont obligez de faire pour la conſervation de leurs Etats, cela eſt ſi réel & ſi conſidérable qu'il n'y a perſonne qui ait connoiſſance des choſes qui puiſſe le nier, de là vient la perte de leur credit & la baiſſe de leurs actions, lors qu'on les met en vente. Cela eſt bien triſte, qu'a-t'on donc fait? Et que pouvoit-on faire? Je répondrai en peu de mots:

Qu'entr'autres folies on a voulu porter d'ici là pour les militaires toutes les Proviſions de bouche pour, ſous ce prétexte, ſe regaler aux dépens de la Compagnie, car on a toujours tourné ſi bien ces ſortes d'affaires que la Compagnie reſte elle-même dans le beſoin, on les envoye ces pro-

Pipe de vin d'Eſpagne juſqu'à 5. ou 6. cens florins pour y pouvoir gagner fort peu de choſe, au lieu qu'avant la conquête de ce Païs & ſous la regence des Eſpagnols on a pu achéter dans ce Païs une pipe de vin de Canarie pour cent quarante ou 150. florins. Ces choſes ſont ſi contraires à la nature de commerce en général de celui de ce païs-là & de ſes habitans, & même contre le naturel de notre Païs & de nos habitans qu'il a été fort aiſé de s'apercevoir que la Compagnie d'Occident n'entendoit pas ſes intérêts.

On auroit dû au lieu de ſe conduire ainſi, ouvrir le Commerce libre dans le Breſil à tous les Habitans de ce Païs, c'eſt-à-dire qu'il eût fallu permettre à tout Marchand ou Maître de Vaiſſeau de ce Païs d'aller là & d'en revenir ici avec leur charge: de cette maniere on y auroit porté les denrées avec tant d'abondance, & elles y auroient été à auſſi bon marché & même à moindre prix que ſous la regence des Eſpagnols, ce qui auroit fait un double plaiſir aux Habitans, & ce qui auroit donné certainement lieu au rabais du ſucre qu'on auroit eu là meilleur marché qu'à *Rio de Janeiro*, outre que par ce moyen on auroit tiré là d'ici & d'ailleurs une grande affluence de monde qui à préſent auroient rendu notre Nation beaucoup plus nombreuſe que les Portugais; & par conſequent il n'y auroit pas eu de revolte à craindre.

Peut-être quelqu'un me demandera-t-il comment alors on auroit pu gagner les 14. tonnes d'or, ſavoir 7. pour les depenſes & 7. pour les intéreſſez, dont j'ai parlé ci-deſſus. Je réponds à cette queſtion qu'on les auroit gagné ſur les droits d'entrée & de ſortie qu'on auroit payez là & ici & par les Acciſes & Impôts de Conſomption dans ce Païs-là. Je ne parle pas de ce qu'on auroit tiré des revenus des biens Eccleſiaſtiques. Je ne parle pas non plus du bois de Brezil & des autres regales dont je n'ai point fait mention en parlant des 14. tonnes d'or, ce que je compte pour les petites Dépenſes. Cette Douane auroit raporté au delà des 14. tonnes d'or comme en conviendront ceux qui entendent ces ſortes de choſes. De cette maniere les dépenſes des Garniſons auroient diminué de tems en tems & d'année en année, & ainſi les profits auroient augmenté d'autant, parce que, s'il eût été néceſſaire, on eût pu faire occuper les Villes fermées par les Habitans du Païs ſans qu'il en coutât rien à la Compagnie, & de cette maniere defendre le plat Païs.

Il eſt évident de cette maniere que la Compagnie n'a pas connu encore ſes intérêts à cet égard; & qu'elle ne le connoit pas encore.

On demandera peut-être s'il n'eût pas mieux valu que la Compagnie ſe fût reſervé pour elle ſeule le Commerce du Brezil, comme la Compagnie des Indes Occidentales s'eſt reſervé à elle ſeule le trafic des Indes Occidentales & de ces quartiers-là ſans permettre à perſonne de

leurs égards dans l'obſervation de la Police dans ce Païs-là, & y a commis divers excès. 1. elle n'en a pas donné les Emplois à des perſonnes capables. 2. elle ne leur a pas donné des inſtructions telles qu'elles en devoient avoir. Qui eſt-ce qui ne comprendra pas que de ce défaut doivent abſolument naître les deſordres, les mecontentemens, enfin les cruautez & les rebellions, ſur tout parmi les Portugais après que leur patrie eut ſecoué le joug des Eſpagnols & choiſi un Roi? Je perdrois trop de tems & de papier ſi je voulois faire ici une longue relation des excès commis par la Compagnie & par ſes Officiers, il n'y a perſonne qui les ignore: & j'en conclus encore qu'à cet égard la Compagnie ignoroit ſes intérêts.

IV. La pitoyable direction & le mauvais gouvernement en général de toutes leurs finances prouve auſſi la même choſe abondamment de ſoi-même, ſans qu'il ſoit beſoin de s'étendre beaucoup là-deſſus, car a-t-on jamais vû dans ce Païs aucun fonds plus mal adminiſtré que le leur, qui a jamais été plus trompé que leurs intéreſſez, dans quelle affaire a-t-on jamais fait plus de pertes que dans celles de cette Compagnie?

V. Leurs vanteries, le grand bruit qu'ils faiſoient du Breſil, & leur decadence dans ce Païs demontre cela. Ils en parlent de maniere, & ils recommandent cette affaire comme ſi de la reparation de cette perte dépendoit tout le rétabliſſement de leurs affaires; ce qui pis eſt, c'eſt que la plûpart des Membres de notre Etat ſont du même ſentiment. Je ne puis aſſez m'étonner de cette horrible decadence & de ce mal-entendu, car par le calcul fait ci-deſſus des profits tirez du Breſil & ſur tout de leurs quartiers, on peut y voir jour; & ſuposé qu'avec le tems ils en euſſent tiré 10. tonnes d'or exemptes de tous frais? Eſt-ce là quelque choſe de ſi important? eſt-ce là de quoi rétablir leur Compagnie decreditée? Ceux qui connoiſſent le fonds des choſes en penſent autrement; j'en conclus donc de nouveau que la Compagnie ne connoiſſoit pas ſes intérêts.

VI. La mauvaiſe forme de leur Gouvernement eſt une nouvelle preuve. Conſiderez d'un côté combien de Directeurs, & de l'autre le peu de choſes qu'ils executent. Si l'on fait cet examen murement & ſans partialité, on trouvera que ſix ou huit perſonnes, & même moins auroient mieux & plus fait que ce grand nombre de Directeurs. On dira qu'ils ont à gouverner tout le Breſil & toute l'Amérique, qu'ils font par an un Negoce de deux cens tonnes d'or & qu'ils ont en mer quelques centaines de Vaiſſeaux. Cette difformité dans leur Gouvernement éclate d'autant plus qu'on ne voit pas qu'ils y corrigent rien, ils ne veulent pas même qu'on leur donne d'avis, & d'abord ils proteſtent contre.

Voila ce que j'ai jugé à propos de remarquer comme en paſſant pour donner à penſer à vos

ou pour les Habitans de ces Provinces; bien loin de là, il me ſemble que l'un ne doit en attendre que deshonneur & l'autre depenſes & pertes. Car quel honneur y a-t-il pour l'Etat à envoyer au Breſil une Flote de Vaiſſeaux de Guerre pour reprendre quelques Places perduës, punir des Rebelles & les remettre dans leur devoir? Sur tout pendant que l'Ambaſſadeur de Portugal offre à vos HH. PP. de la part de ſon Roi Don Jean IV. que ce Prince fera rendre au plutôt à la Compagnie toutes les Places qu'elle a perduës. Que penſeront tous les Potentats de la Chrétienté de la conduite de vos HH. PP. car ſans doute ſi l'on refuſe ces offres, le Portugal en inſtruira le public par quelque Manifeſte. Dira-t-on que ce ne ſont pas ſes affaires, & qu'il ne doit ſe mêler ni de nos Places ni des Rebelles? Cela eſt vrai, mais ne lui eſt-il pas permis de nous faire ces offres? Et que nous importe à nous qui nous fait ces offres, fût-ce le grand Turc pourvû que nous rentrions en poſſeſſion. L'Ambaſſadeur de Portugal déclare que le Roi ſon Maitre a un intérêt réel que cela ſoit ainſi, & qu'il fait ces offres par une pure affection pour la Paix, par ſon éloignement pour la Guerre, enfin par l'amitié qu'il a pour ſa Nation, puiſque nos Rebelles ſont pour la plûpart parens & alliez de ſes Sujets pour leſquels il lui eſt libre d'intercéder auprès de notre République. Il le fait auſſi en partie par affection pour l'Etat, pour ſon bonheur & ſon bien, deſirant qu'on prevînt avec le moins de dépenſe poſſible les malheurs & les calamitez qui pourroient s'enſuivre.

Je ſai bien que des gens toujours remplis de ſoupçons diront qu'on ne doit pas ajoûter foi à ce qu'avance l'Ambaſſadeur de Portugal dans cette affaire, qu'il n'a en vûe que d'abuſer vos HH. PP. & les détourner de l'Armement qu'elles ont entrepris: mais je demande, ſi cela eſt bien vraiſemblable, ou ſi même cela peut être croyable, doit-on faire ſi peu de cas des paroles d'un Roi, doit-on en parler avec ſi peu d'eſtime? On doit au contraire en avoir meilleure opinion & le recevoir avec aſſurance; & ſi nous voulons céder à la raiſon, voici des motifs qui doivent faire croire que le Roi de Portugal & ſon Ambaſſadeur agiſſent de bonne foi.

1. Notre amitié lui eſt néceſſaire & à ſon

5. Ce n'eſt pas à préſent un tems favorable au Roi de Portugal d'envoyer beaucoup de Vaiſſeaux de Guerre dans le Brezil pour y garder les Places en cas qu'on voulût les attaquer & les prendre, ainſi que pour eſcorter la Flote de ſucre qui vient de ce Pais-là, encore moins la couvrir & aſſurer contre l'ennemi, puiſqu'il a aſſez affaire à ſe défendre lui-même dans le Portugal contre les Caſtillans.

6. Les Rebelles dans le Brezil, ſelon toutes les apparences rendront à ſa perſuaſion & de bon gré toutes les Places à cauſe de l'affection qu'ils ont pour le Roi de Portugal, ſur tout quand ils apprendront que c'eſt là le fonds de la Paix avec le Roi & le Royaume de Portugal & que la même amitié lui eſt néceſſaire pour la défenſe de ſa perſonne & de ſon Etat. Je dis donc que par ces raiſons on devroit recevoir avec confiance les promeſſes du Roi de Portugal & les croire.

Je ſai bien que quelqu'un a dit ſur cela, & même des Perſonnes de la Compagnie des Indes Occidentales, toutes ces raiſons & apparences miſes à part, que Monſieur l'Ambaſſadeur devroit préſenter & livrer le Gouvernement de Bahia en notre main & proprieté pour garentir ſa promeſſe, & réparer les pertes qu'ils ont ſouffertes.

Je leur réponds & leur demande ſi cela s'eſt encore pratiqué. Avec quelle apparence de raiſon pourroit-on en faire la propoſition au Roi de Portugal, ne ſavent ils pas bien qu'un Roi ne peut ainſi engager aucune partie de ſon Royaume? Le Roi de France même ne pourroit pas donner une partie du ſien à qui il voudroit, ſi ce n'étoit avec le conſentement de cette même partie, ainſi quand même il le voudroit faire il ne le pourroit pas, & à cet égard il ſait parfaitement bien que ceux de Bahia n'y conſentiroient pas, & qu'ils aimeroient autant être ſous le Gouvernement du Turc que ſous celui de la Compagnie des Indes Occidentales, vû particulierement toutes les alterations & les mécontentemens qui en arriveroient en Portugal même & & qui rejailliroient ſur Sa Majeſté le Roi de Portugal, dans ce tems-ci ſur tout qu'il eſt en guerre avec la Caſtille & qu'il a beſoin de la faveur de tout ſon peuple. Il ne peut donc approuver de pareilles choſes, & quand même

grands & des plus puiſſans du Portugal, qui n'y conſentiroit jamais.

Je demande auſſi ſi la Compagnie eſt bien aſſurée, que par le moyen de la Guerre, & par cette expedition elle pourra avoir les deux Places qu'elle a perdues & en même tems *Bahia*, & une pleine ſatisfaction des pertes qu'elle a ſouffertes? Je ferai voir ci-après à VV. HH. PP. qu'en ceci elle penſe faux, qu'elle abuſe en même tems VV. HH. PP. & ſi elles ont fait de même autrefois elles ont été abuſées. Je conclus donc & je dis qu'on ne peut avec raiſon en imputer au Roi de Portugal, que ſon offre eſt plus que ſuffiſante, & que quand nous aurons tout ce que nous avons perdu, on n'aura aucun ſujet de ſe plaindre.

Mais ils demandent par où & comment ils pourront recouvrer leurs pertes, & les frais qu'ils ont fait? Je leur réponds qu'ils en ſont eux-mêmes la cauſe, qu'ils auroient dû faire mieux & prendre garde de plus près à leurs affaires, & empêcher que la Rebellion ne fût arrivée. Que les Rebelles peuvent payer une partie de la perte, qu'on peut ordonner qu'ils ayent à livrer tous les ans une certaine quantité de Sucre, chacun ſelon ſon moyen & ſon Excellence Monſieur l'Ambaſſadeur fera pour cela tout ſon poſſible, & même, pour les engager en même tems, à payer leurs dettes. Ne vous ſemble-t-il pas que puiſque le Roi de Portugal s'engage à faire faire tout cela par ſon Ambaſſadeur & reduire les Rebelles ſous l'obéiſſance de l'Etat on doit en être très-ſatisfait: en verité ces gens-là font comme s'ils tenoient le Roi de Portugal priſonnier. C'eſt ce que je n'aurois jamais crû d'eux. Mais ils s'imaginent à préſent qu'ils ont vos Hautes Puiſſances à la main, qu'on ne doit rien leur refuſer, ſi deraiſonnable qu'il puiſſe être.

Mais permettez-moi d'aller un peu plus avant & de voir quel avantage & quel profit la Compagnie pourra tirer de cette expedition que l'on doit faire; il eſt certain, & on ne peut même douter que les Rebelles auront connoiſſance de l'offre faite par le Roi de Portugal, ils ſeront informés ſi VV. HH. PP. l'ont reçu ou refuſé, & en cas qu'elles l'ayent refuſé ils ſavent bien qu'ils ne peuvent rien contre les forces de VV. HH. PP. ils pilleront tout notre plat Païs, ils le brûleront & après cela ils ſe retireront vers Bahia & dans les Bois. Il eſt bien vrai, comme on le dit, qu'alors nous redeviendrons les Maîtres du plat Païs, ſans nous battre, mais quel profit en reviendra-t'il à la Compagnie, c'eſt ce que je demande à celui qui a le plus d'eſprit de tous, pour ſavoir s'ils n'auront pas beſoin de dix années au moins avant que de pouvoir ſe rétablir dans leur prémier état: il eſt même à craindre que cela n'arrive que bien des années après: & même que perſonne ne voudra entreprendre ce rétabliſſement qu'auparavant on n'ait fait une Paix générale avec le Portugal, puiſque de tems en tems les Rebelles, dès qu'ils entendront qu'on recommence à bâtir quelque mou-

tems ils VV. HH. PP. ſeront obligées de tenir les grandes Places du Brezil, & qu'elles ſeront forcées d'y mettre des Garniſons ſuffiſantes, & d'y envoyer de tems en tems les proviſions néceſſaires, vos Hautes Puiſſances ſeront encore outre cela dans l'obligation d'entretenir là continuellement une grande quantité de Vaiſſeaux, de crainte que les Portugais ne fiſſent encore quelque entrepriſe ſur quelqu'une de ces Places. Joignons à préſent enſemble les Garniſons & les Vaiſſeaux de guerre en nombre qui augmenteront d'années en années, tandis que ceux de notre Nation diminueront, qu'eſt ce que tout cela coutera à vos Hautes Puiſſances ou à l'Etat de ce Païs, c'eſt ce que je leur laiſſe à juger.

Quelle perte d'un autre côté ſera la Compagnie par-là, elle perdra tous ſes effets & tout ce qui lui eſt dû, outre que la conquête d'Angola lui deviendra un peſant fardeau, car il n'y a ſi petit fardeau qui ne devienne bien lourd par la longueur du tems. Car qu'eſt-ce qu'elle ſera de ſes Negres quand elle n'aura plus de moulin dans le Brezil ni d'habitans qui en ayent beſoin?

Je ſai très-bien qu'il y en a une partie qui ſoutient qu'on préviendra tous ces inconvenients avec la Flote que vos Hautes Puiſſances equipent, & par les gens de guerre qui ſeront avec ceux qui ſont déja dans le Païs qui iront tout droit vers Bahia, pour voir s'ils la pourront forcer. Mais je leur demande ſi cela ſe peut faire ſans offenſer l'honneur & la réputation de ces Etats, & ſi même ils en viendront à bout, car n'eſt-il pas vrai que cette Place appartient prémierement au Roi de Portugal, & enſuite au Seigneur d'Albuquerque? on a fait ici une Tréve avec le Portugal laquelle dure encore, & à laquelle juſqu'à preſent il n'a pas renoncé, il prétend même faire avec nous une Paix & une amitié éternelle, tomberoit-on ainſi ſur le Corps de cet ami ſans lui dire gare? L'attaquera-t-on ſi groſſierement ou ſi bruſquement comme un Ennemi, ſans lui demander auparavant ſatisfaction d'une maniere honnête pour les ſujets que nous pourrions avoir de nous plaindre de lui, ou la juſtice que nous croirions être en droit d'en exiger? Cela ſeroit contre la bienſeance de tous les Gouvernemens. Le Roi le déclareroit à toute la Terre, & nous ne pourrions pas nous juſtifier par des raiſons bonnes & ſuffiſantes, tout le monde blâmeroit notre conduite, & nous donneroit le tort, car quand même on voudroit dire qu'il a ſoutenu les Rebelles du Brezil, & fourni de tems en tems les armes & les proviſions dont ils pouvoient avoir beſoin, quelle preuve a-t-on de cela? Quand on le lui dit, il le nie fortement, & jure foi de Roi qu'il n'a aucune part là dedans, que c'eſt l'ouvrage particulier de nos Sujets dans le Brezil, qu'il veut bien croire que quelques-uns de ſes Miniſtres, ſans ſon ordre & ſans ſa participation, ainſi que quelques-uns de ſes Sujets, peuvent en avoir eu quelque connoiſſance & ſeront même entrés en liaiſon & en correſpondance avec les Rebelles, mais

toujours

ou bien auparavant ils mettront leurs gens à terre proche de *Bahia* pour les y envoyer enſuite, & alors ils y feront voile ſans monde, les Rebelles de nos quartiers iront tout d'un tems dans Bahia, ainſi que tous ceux de la Capitanie avec leurs proviſions, de ſorte que la Garniſon de cette Place ſe trouvera forte de 12. ou 15. mille Hommes avant que nous y arrivions. Quand notre Flote avec tout notre monde ſera arrivée au Récif, ce qui ſelon toutes les apparences pourra être vers le prémier de Février, & par conſéquent dans le milieu de l'été, il faudra encore un mois de tems pour rafraichir les Troupes, car peut-être que le quart ſera malade en arrivant, & quand on apprendra que Bahia aura été occupé & garni comme je viens de dire, je demande s'il y auroit de la prudence d'y aller pour attaquer la Flote des Portugais qui ſera ſans doute placée à ſon avantage; & faire le ſiege d'une Place extraordinairement forte & qui de ſurabondant ſera encore fortifiée, quel moyen y auroit-il donc de la gagner, & cela dans un tems de 8. ou 10. ſemaines tout au plus que nos gens pourroient avoir, car dans le mois de Mai les pluyes & l'hyver recommencent. Je ne ſuis pas Prophete, mais j'oſe dire que nous ou les nôtres peuvent faire cette entrepriſe, mais qu'ils n'y trouveront pas leur compte, c'eſt alors qu'on verra qu'il auroit mieux valu accommoder cette affaire. Que vos Hautes Puiſſances ayent la bonté de conſidérer le peu d'honneur qu'il en reviendroit à l'Etat, & ſi l'on veut perſiſter comme on a commencé, on doit voir combien les depenſes que cela coutera ſeront grandes & quelle peine on aura; car on ſera obligé d'y envoyer encore plus de monde, & plus de proviſions qui y ſeront abſolument néceſſaires, & cela ſans être aſſuré de gagner cette Place. S'il ſurvient alors quelqu'affaire imprevuë, on aura beſoin de cette même Flote & de ſon monde pour garder nos quartiers, ce qui ſera ſans aucun profit, comme on l'a déja fait voir. Enfin qu'on tourne la choſe comme on voudra, je ne puis prévoir autre choſe, ſinon que l'honneur & la réputation de vos Hautes Puiſſances en ſouffriront beaucoup, que cela affoiblira leurs finances, & qu'en ſuite on ne trouvera pas encore de meilleur moyen

mille Caiſſes de Sucre, ils ne pourroient par chacun an profiter par le Commerce de 4. tonnes d'or tous frais faits. Je demande à préſent ſi cela vaut la peine qu'on faſſe une ſi grande entrepriſe & un ſiege ſi éloigné d'ici d'une Place ſi bien pourvue & ſi bien fortifiée, qui apartient au Roi de Portugal. Combien cela coutera-t-il d'argent & de ſang? Pour ce qui eſt de moi je déclare franchement que je ne puis voir cela.

Secondement il y a fort à craindre que cette expédition, s'il ne ſe fait pas un accommodement, ne donne lieu à une rupture générale entre le Portugal & nous, auſſi bien dans l'Europe que dans le Brezil, & même dans les Indes Orientales, & cela par notre propre faute, ainſi nous en ſerions les auteurs, & non pas le Portugal, puiſque ce ne ſeroit pas lui qui auroit rompu le premier, car comment cela pourroit-il être autrement? Votre Flote rencontrera en mer celle de Portugal, elle tâchera de la battre, du moins l'attaquera-t-elle en ennemi; ſi vos gens aſſiegent Bahia, cela ſera toujours la même choſe. Je ſouhaitterois qu'on voulût y penſer un peu plus meurement, & prévoir tous ces deſavantages. On peut facilement faire un affront à quelqu'un, on peut facilement entrer en guerre avec quelqu'un, mais on doit voir auparavant ſi cela ſe peut faire avec honneur; car on entrera en guerre avec le Portugal préciſément & uniquement pour la Compagnie des Indes Occidentales, ou ſimplement pour avoir Bahia qui ne nous appartient pas, & qui eſt fort peu de choſe, comme je l'ai fait voir ci-deſſus, & parlà nous perdrons tout notre negoce avec le Portugal, celui de Madera & des Iles de Tercera, qui eſt cependant fort important & fort néceſſaire comme on l'a toujours eſtimé dans le Païs; ſur tout nous nous verrons privez de la Navigation de St. Ubes, où nous allons tous les ans chercher quatre cens Vaiſſeaux chargez de ſel dont nous avons beſoin pour notre pêche & pour notre trafic: nous perdrons tout cela, les autres Nations l'auront, & on leur donnera parlà l'occaſion favorable de s'emparer d'une bonne partie de notre Navigation, où ils pourront avec le tems devenir auſſi puiſſants que nous, car il ne faut pas douter qu'elles ne pêchent en eau trouble, & qu'elles ne faſſent

en ce qui regarde les Manufactures de Harlem, Leyden & Amſterdam & le tranſport des bois, des Sucres, des épiceries, des pierreries, des munitions de guerre & tout ce qui en dépend. Ce Commerce paſſera dans d'autres quartiers; ce qui eſt cependant une affaire qui mérite conſidération & dont les meilleurs genies font beaucoup de cas: enfin cela ne donneroit-il pas occaſion à de grands mécontentemens & de grandes jalouſies entre nous & nos voiſins les Anglois, les François, les Ecoſſois & ceux du petit Eſt qui d'un côté tireroient tout à eux & de l'autre viendroient à être attaqués par nos Corſaires qui courroient pour pirater ſur les Côtes de Portugal parce qu'à cauſe de cette rupture générale nous ne pourrions y trafiquer. Voila tous les inconveniens dont nous ſommes menacez, & je ne vois pas que nous y puiſſions faire d'autre profit que la mauvaiſe eſpérance de devenir avec le tems les Maitres de tout le Brezil, ce en quoi nous pourrions bien encore nous tromper, mais quand même nous le gagnerions, il ne vaut pas la moitié des frais qu'on auroit faits pour l'avoir.

Il eſt à préſent queſtion de voir ce que ceux de la Compagnie des Indes Occidentales alleguent à VV. HH. PP. pour les détourner de toutes ces apprehenſions & de tous ces inconveniens. C'eſt ce que je vais deduire de point en point.

Troiſiemement Sa Majeſté le Roi de Portugal demande de faire avec nous une Paix & une amitié éternelle. Je demande s'il y a quelqu'un qui ait un peu d'eſprit & de diſcernement qui puiſſe dire qu'on doive refuſer ces offres pour entrer avec le Portugal dans une guerre ouverte après une Tréve faite avec le même Royaume laquelle doit bientôt finir. Remarquez le bonheur que nous avons eu pendant fort peu d'années de Paix où nous avons été avec le Portugal; cela fait voir la néceſſité & l'avantage d'une bonne correſpondance avec lui; c'eſt ce que les enfans même de la rue ſavent. Je demande encore ſi la Paix n'eſt pas meilleure & plus Chrétienne que la Guerre, car quelles douceurs a-t-on dans la Guerre, c'eſt une Peſte, un Monſtre, en un mot quelque choſe d'horrible, nous la devons fuir comme une choſe des plus terribles qui fut jamais, au lieu que la Paix eſt une choſe agréable & Chrétienne. Quelle folie ne ſeroit-ce donc pas de choiſir plutôt la Guerre que la Paix avec le Portugal; & cela encore pour une choſe qui n'en vaut pas la peine, & par un pur motif de complaiſance pour la Compagnie des Indes Occidentales? Ne nous ſouvenons-nous plus de la joye que nous eûmes, quand nous aprimes que le Portugal s'étoit ſouſtrait à la Caſtille, & qu'il s'étoit mis en liberté? Avons-nous oublié qu'alors nous ſouhaitames de faire avec ce Royaume une Paix perpetuelle & inviolable; nous voulions même y envoyer quelqu'un avant que de là perſonne fût venu ici afin d'en faire les offres au Roi de notre part, enſuite de quoi lorſque nous avions tenu ici ſon Ambaſſadeur, ne nous ſommes-

ſeule ſollicitation de la Compagnie des Indes Occidentales, pour faire des actions d'un véritable ennemi, telles que la Guerre les apporte toujours, & nous priver parlà d'un bonheur auſſi grand & auſſi néceſſaire que celui du commerce avec le Portugal &c. Quand je conſidere tout cela en moi-même, je ne ſaurois m'empêcher de conclure que cette Compagnie nous trompe abſolument. Je ſai bien qu'elle veut faire acroire à VV. HH. PP. qu'on ne doit pas ici s'embaraſſer beaucoup de Commerce avec le Portugal &c. Et elle fait entendre que ce ne ſeroit pas pour longtems, parce qu'elle croit que la Caſtille redeviendra bientôt Maîtreſſe du Portugal dès qu'elle ſera en Paix avec nous; que par conſequent nous y pourrons retourner librement; mais ceux de cette Compagnie ne connoiſſent pas encore la puiſſance du Portugal, ſes avantages & ſon zele pour défendre ſa Liberté, elle ne connoit pas la foibleſſe de la Caſtille & elle en juge mal en comparaiſon du Portugal. Ils ne ſongent pas que le Portugal eſt déja puiſſant en amis & en Alliez & qu'il en aura encore qui ne pourront avec honneur s'empêcher de l'aſſiſter & de le défendre contre la Caſtille ſuivant leurs propres ſerments & leurs engagemens. Ils ne font aucune réflexion ſur l'inconſtance & l'incertitude des armes, & ils ne ſongent pas que le Portugal peut avoir également du bonheur comme nous, leur guerre étant fondée ſur les mêmes raiſons & ſur les mêmes maximes, & comme toutes les Guerres ne ſe font que par la permiſſion de Dieu, ſavent-ils ce que Dieu fera pour eux, & ſi ſa volonté n'eſt pas de faire connoitre à toute la Terre que c'eſt lui & non pas d'autres qui met les Rois ſur le trône & qui les en ôte, & qui à cauſe de l'avarice & de la cruauté d'une Nation, en tranſporte la gloire à une autre; ils ne conſiderent pas par quel miracle Dieu a en ſi peu de tems été ce Royaume à la Caſtille & de quelle maniere il l'a fait, ſans qu'il y ait eu la moindre goute de ſang repanduë; comme il a conſervé ce même Royaume de Portugal juſqu'à préſent contre la Caſtille & par quel miracle il a mis Don Juan IV. juſqu'à préſent à couvert de toutes les trahiſons & les conſpirations: qui eſt-ce donc qui ne remarquera pas que Dieu protege effectivement ce Royaume contre la Caſtille, & qu'il veut le défendre? Mais ſi l'on veut ſe donner la peine d'examiner les moyens humains, on remarquera aiſément qu'il eſt aſſez puiſſant pour mettre ſur pié une armée conſidérable & l'entretenir, car grands & petits ſont ennemis jurez de la Caſtille, ils ont toujours été très-fidelles à leurs Rois & ſe ſoumettroient, pour ainſi dire, plutôt au grand Ture que de rentrer ſous la domination de la Caſtille, puiſqu'ils ſont réſolus de perdre plutôt la vie que cela leur arrive: bien plus, tout ce qu'il y a de gens d'Egliſe ſont dans le même ſentiment, ſans en excepter les Jeſuites, qui ſont cependant bons Eſpagnols ou Caſtillans. On dit auſſi que les Portugais des Indes Orientales ont envoyé il

n'y

dans cette occaſion VV. HH. PP. ne doivent avoir aucun égard à leur rapport.

La Compagnie Occidentale dit encore que quand VV. HH. PP. leur auront fait avoir pour ſon ſervice tout le Brezil avec Bahia, & la Compagnie Orientale toutes les Indes Orientales qui apartiennent au Portugal ce Royaume ſera toujours diſpoſé à faire ſa Paix avec nous-même en nous laiſſant toutes ces Places.

Ils diſent en troiſieme lieu que ſi le Portugal eſt une fois en guerre avec nous il ne pourra la continuer longtems ni défendre ſes Païs dans l'Orient & dans le Brezil en même tems, non plus que continuer la navigation, parce qu'il aura beſoin du double de ſes forces pour le défendre dans le Portugal même & dans le Brezil contre la Caſtille, mais ces perſonnes-là ne ſavent pas qu'elles comptent ſans leur hôte, & qu'elles abuſent en même tems vos Hautes Puiſſances, car je puis bien les aſſurer que le Portugal n'eſt pas de cette humeur, il eſtime davantage des Places pour leſquelles il a travaillé tant d'années, pour leſquelles il a depenſé tant de millions & dont il a tant de beſoin. Je dis plus : c'eſt que dans une pareille occaſion, ſi nous rompons avec le Portugal (ce que je ne ſouhaite pas,) & que la Caſtille vienne en même tems l'attaquer avec vigueur, il fera tout ſon poſſible pour conſerver le Païs & ſa Navigation, & à l'égard de la Caſtille, on brûlera tout le plat Païs des frontieres, & même celui de frontieres de la Caſtille, tellement qu'une armée ne pourra pas s'y tenir pour lui pouvoir cauſer le moindre obſtacle, il aura en même tems une grande Flote de Vaiſſeaux de Guerre pour garder le Port de Lisbonne & pour aller outre cela à la chaſſe de la Flote d'argent de l'Amerique & troubler la Navigation de cette route par les Capres; outre cela ils infeſteroient toutes les côtes d'Andalouſie, de Murcie & de Grenade, comme nous l'avons fait par raport à nous. Ils banniront de leurs Païs ceux de notre Nation qui y demeurent ou qui y trafiquent, ils y défendront nos Manufactures & l'entrée des Vaiſſeaux de notre fabrique qui leur apartiennent & qui auroient dans le Païs leur cargaiſon en tout ou en partie; ils defendront même aux Maîtres des Vaiſſeaux d'aborder dans nos Ports d'y décharger aucune Marchandiſe de

ce & le Négoce de ces Païs-ci, & prévenir toutes les diverſions qui pourroient y faire tort.

2. Pour empêcher, autant qu'il ſera poſſible, que le Roi de Caſtille, ne redevienne pas encore le Maître du Portugal, & en conſequence le tenir ſi foible & ſi petit qu'il ſera poſſible, ce qui aſſurera d'autant plus notre Etat, c'eſt ce qui eſt certain, & ce qu'on doit obſerver à ſon égard quand même nous aurions fait une éternelle Paix avec lui, car il ſera toujours notre ennemi, il cherchera par tout les occaſions de nous nuire, & fera du moins ſecretement ce qu'il n'a pû faire ouvertement depuis tant d'années.

3. Nous devons encore, autant qu'il nous ſera poſſible, donner de l'occupation au Roi de Caſtille pour lui faire conſumer ſes finances & contribuer parlà au repos & à la ſureté de cet Etat, comme cela peut arriver par une Guerre avec le Portugal quand le Portugal n'en aura point d'autre ailleurs & qu'il ſera en bonne intelligence avec cet Etat & que pour ſon argent il pourra avoir tout ce qui lui eſt néceſſaire.

4. Parceque le Portugal eſt cauſe que nous ſommes à préſent en Paix avec le Roi de Caſtille, ce que nos Peres ont ſi ardemment ſouhaité, & ce pourquoi eux & nous avons répandu tant de ſang & dépenſé tant de tonnes d'or de part & d'autre, la revolution du Portugal a été cauſe de cette Paix, comme on pourroit le prouver s'il étoit néceſſaire; mais je paſſe cela ſous ſilence pour abreger la matiere, il eſt donc raiſonnable que par reconnoiſſance nous racommodions tout & faiſions la Paix avec le Portugal.

5. Pour rompre les menées & les pratiques d'Eſpagne qui par tous ces troubles n'a pas d'autre vûë que de nous faire conſumer tout ce qu'elle pourra, elle a le même deſſein à l'égard du Portugal, & quand elle verra que nous ſerons aſſez foibles l'un & l'autre, elle nous tombera ſur le corps pour nous réunir encore à ſa Couronne, ce que nous devons prévenir par la Paix avec le Portugal.

Après toutes ces conſiderations, on demande ſi on doit pour l'amour de la Compagnie des Indes Occidentales aſſieger *Bahia*, puiſqu'on voit que de toutes manieres on doit faire

Je laiſſe cela à la ſageſſe de vos Hautes Puiſſances, priant le Seigneur de benir de plus en plus ce Gouvernement pour l'avantage de tout le Païs.

Ce 20. Octobre 1647.

PLEIN POUVOIR DU ROI De PORTUGAL Pour ſon AMBASSADEUR.

DOn Jouan par la grace de Dieu Roi de Portugal, Algarve &c. Je donne par celle ci tout pouvoir néceſſaire à François de *Souſa Coutinho* l'un des Conſeillers de mon Conſeil, Gouverneur & Capitaine Général des Iles Flamandes, & mon Ambaſſadeur Ordinaire auprès des Etats-Généraux des Provinces-Unies pour pouvoir pour moi & en mon nom contracter & arrêter avec leurs Hautes Puiſſances & faire un accord de Paix générale ou particuliere ou une Trêve pour certain nombre d'années, aux conditions & obligations qu'il trouvera convenir avec les Miniſtres des Compagnies des Indes Orientales & Occidentales ou avec chacun d'eux en particulier, entre ce Royaume, les Conquêtes, les Etats ſuſdits & Compagnies, en telle forme & maniere qu'il trouvera convenir, & je tiendrai bon & valable tout ce qu'il aura fait comme ſi cela eût été fait & accordé par moi, nonobſtant toutes Loix, Droits, Chapitres de Cour, ou Coutumes à ce contraires, y ayant derogé dans le préſent cas, comme s'il en étoit fait ici mention expreſſe, le tout de mon propre mouvement, avec connoiſſance de cauſe & en vertu de mon abſolue autorité Royale dans la meilleure maniere & forme que la Raiſon & la Juſtice le demandent, & pour aſſurance de cet Ecrit je l'ai ſouſſigné & ſcellé du grand Sceau de mes armes.

Donné dans ma Ville de Lisbonne le 19. Fevrier, dreſſé par LUIS TEXEIRA DE

MEMOIRE

Préſenté à leurs

HAUTES PUISSANCES

Les Seigneurs

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES

A la Haye le 16. d'Août 1647.

Par Monſieur FRANCOIS DE SOUSA CONTINHO Conſeiller de Sa Majeſté le Roi de Portugal, Gouverneur & Capitaine Général pour Sa Majeſté, des Iſles de Flandre &c. & Ambaſſadeur auprès de leurs Hautes Puiſſances.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS.

LE prémier des trois moyens que j'ai propoſez dans la Conference tenue le 23. de Mai entre moi & les Commiſſaires nommez par leurs HH. PP. ne tendoit qu'à remettre ſous votre Regence la place de *Pernambuc* dont vos Sujets revoltez ſe ſont emparé : ſi ce n'avoit pas été ma penſée j'aurois inutilement offert à vos HH. PP. de faire moi-même à cet effet le Voyage du *Brezil*. Mais, comme il me paroit que je n'ai pas été bien compris de vos HH. PP. je viens dans ce Diſcours vous expliquer clairement & plus au long mes intentions.

Je vous ai dès lors propoſé la reſtitution deſirée, mais à la vérité ce n'étoit pas aux conditions auſquelles je viens vous la propoſer de nouveau. Cette reſtitution ſe peut faire de deux maniéres, ou *ſi vos Sujets rentroient volontairement ſous votre obeiſſance*, ou *en les y contraignant les armes à la main*. Voila quelle étoit ma penſée, cependant on ne m'a encore rendu aucune réponſe. A préſent il s'agit de l'offre que le Roi mon Maître fait de mettre indubitablement la choſe en exécution, mais il faut que vos HH. PP. y prêtent la main afin d'en venir plus ſurement à bout.

Je vous offre donc au nom du Roi mon Maître la reſtitution de Pernambuc, pourvû que vos HH. PP. acceptent les conditions

ble poſſeſſion de Pernambuc (auquel cas peut-être ne pourra-t-on pas reduire ces gens par la douceur, & qu'il faudra avoir recours à la force) leurs HH. PP. ne doivent faire aucune difficulté de rendre à Sa Majeſté le bon office, que je leur demande en ſon nom; car pour s'acquiter de ſa promeſſe, Sa Majeſté n'auroit alors qu'à équiper une Flotte pour l'envoyer au Brezil avec une nombreuſe armée pour remettre ces gens dans leur devoir par la force, ſi l'on ne peut le faire par la douceur; je laiſſe à juger à vos HH. PP. ſi Sa Majeſté pourroit faire une pareille entrepriſe dans le tems qu'il ſeroit en guerre ſur ſes frontieres avec un puiſſant Ennemi; pendant que toute l'Europe ſera en Paix.

J'entends dire, il eſt vrai que ce ſont des bruits publics, que le Brezil entier pourroit facilement être reduit ſous votre autorité; ſoit que la Paix étant concluë entre vous & la Caſtille, celle-ci reſte en guerre avec le Portugal, ſoit autrement; il eſt indubitable par raport à Pernambuc que vous le recouvrerez. Mais je voudrois ſavoir ce qui vous conviendroit le mieux & vous ſeroit le plus avantageux de recouvrer Pernambuc, une ſi grande & ſi belle Province, ſans faire aucune depenſe, ou ſi vous ambitionnez tout le Brezil, vous mettre en danger de perdre tout le Brezil? Car vous devez être perſuadez que ces gens oprimez comme ils ſont, tomberont enfin dans le deſeſpoir, diſperſeront leurs effets, y mettront le feu & ſe retireront dans le cœur du Païs, dans les bois & dans des terres inhabitées.

Qu'arivera-t-il ſi la fortune inconſtante de la Guerre ou une Navigation incertaine ne ſont pas favorables à vos entrepriſes? Mais ſupoſons que tout vous ſoit favorable, que tout réuſſiſſe ſelon vos vœux, peſez dans la balance de votre judicieux bonſens les dépenſes où vous jettera cette Guerre d'outremer, les années ſteriles qui ſe paſſeront avant que *Pernambuc* ſoit remis dans l'état où il étoit; enfin les frais immenſes que vous ſerez obligez de faire; outre cela tout l'argent que vous employerez pour en venir à bout. Après que vous aurez bien fait votre compte, vous trouverez que l'offre du Roi, mon Maître, eſt ineſtimable, & qu'au contraire vous êtes menacez, auſſi bien que nous, d'une perte irrepara-

ſe dans nos conſciences un ver rongeur qui ne nous laiſſera pas en repos, & nous fera expoſer à la crainte des juſtes reproches que notre poſterité ſera en droit de nous faire de notre inhumanité pour ne leur avoir pas laiſſé, quand nous le pouvions, un bien auſſi precieux que la tranquilité publique, les avantages du Commerce, l'amitié de nos voiſins, & la ſureté de tout ce qu'ils poſſédent, leur laiſſant au lieu de tous ces avantages la continuation & l'augmentation des impôts & des taxes.

Ce prémier raiſonnement tiré des devoirs de la Conſcience, eſt fort aplicable à ce dont il s'agit à préſent, car ſi en étant touché vous mettiez bas les armes que vous avez pris contre un ancien Ennemi, parce qu'il ne veut plus vous inquiéter deſormais, qu'il veut vous laiſſer en paix & jouir tranquillement des biens que vous poſſedez. Combien plus les mêmes raiſons de Conſcience doivent-elles vous diſſuader de prendre les armes contre un ami, qui non ſeulement ne cherche pas à vous inquieter ou à vous chagriner, mais au contraire qui cherche votre avantage, qui bien loin de porter envie à ce que vous poſſedez, s'offre lui-même & tout ce qui depend de lui pour vous rendre ſervice & vous remettre en poſſeſſion de ce que vous avez poſſedé ci-devant & qui s'eſt ſouſtrait à votre obeïſſance; dans les Etats duquel vos Sujets trouvent tous les avantages qu'ils peuvent deſirer & par raport à leurs conſciences & par raport à leur Commerce; qui fait tant de cas de votre amitié qu'il veut en payer la conſervation beaucoup plus que vous n'en pouvez payer la perte: enfortе qu'il peut vous adreſſer avec raiſon ces paroles que Jephté Juge d'Iſrael adreſſoit au Roi des enfans d'Ammon, *les Iſraëlites n'ont pris ni le Païs de Moab, ni le Païs des Enfans d'Ammon.* ——— *Ce n'eſt donc point moi qui vous fais injure; mais c'eſt vous qui me la faites, en me déclarant une guerre injuſte. Que le Seigneur ſoit notre arbitre, & qu'il décide ce different entre Iſraël & les Enfans d'Ammon.* Jug. XI. 15. & ſuiv.

L'interêt de l'Honneur eſt le ſecond qu'il employe pour vous porter à faire la Paix avec la Caſtille; *non ſeulement*, dit-il, *nous hazarderions notre honneur, mais même nous le perdrions immanquablement ſi nous rompions ce que nos Plénipotentiaires munis de bons Pleins-pouvoirs & d'Inſtructions, ont déja conclu* à Munſter par ra-

Portugaiſe &c dont je vous ai fait ſouvent des plaintes inutiles, ont retardé cette Ratification.

L'avantage de la ſureté commune eſt ſon troiſiéme motif: *nous ne pouvons*, dit-il, *en aucune maniere l'obtenir plus ſurement que lorſqu'elle nous delivrera de nos Ennemis, de nos broüilleries, de nos dépenſes, de nos jalouſies, de nos ſoupçons, de nos impôts, & par conſequent des plaintes, des murmures, des cris &c.* Ce motif eſt ſi viſiblement aplicable à nos affaires qu'il n'eſt pas néceſſaire d'y rien ajouter, ou d'en rien retrancher.

Il continue & paſſe au quatrieme motif, *qu'il tire de la tranquillité publique qu'on doit raiſonnablement ſouhaiter apres quatre-vingt-un an de guerre, & dont a bien beſoin une République qui ſans cette tranquillité ne peut gouter les douceurs de la vie, qui ne ſont qu'inſipides pendant les troubles & les agitations de la Guerre, pendant les ſoufrances de ſes Concitoyens, pendant que tous les ans il faut completer les troupes & les mettre en campagne pendant qu'on eſt toujours dans l'incertitude du ſuccès de la Guerre qui change ſouvent lorſqu'on s'y attend le moins.* Il continue un peu plus bas, & dit *quand même la guerre réuſſiroit ſelon nos ſouhaits, nous trouverions nos maux dans nos ſuccès mêmes, puiſque les Victoires ne determinent rien quand elles ſont illégitimes, & qu'elles coûtent la proſperité d'un voiſin qui ſeroit plus généreux que celui dont nous triomphons.* Qui ne voit pas à combien d'égards ces raiſons ſont aplicables à notre ſujet ? Car ſi la tranquilité eſt ſi néceſſaire à votre République après une Guerre de près de quatre-vingt & un ans, vous convient-il de vous engager dans une nouvelle Guerre & dans de nouveaux troubles; qui non ſeulement vous jetteront dans de nouveaux embaras, & dangers, mais vous expoſeront tous les jours à aprendre la mort violente de vos meilleurs amis, leurs miſeres & leurs pertes, car vous n'ignorez pas qu'une guerre d'outremer emporte trois fois plus de Soldats & coute trois fois plus que celle que l'on fait ſur les frontieres: mais ce qui eſt le plus remarquable, c'eſt que celui-là en retirera le fruit qui y aportera le moins de part & d'autre, car il eſt certain que nous engraiſſerons le terrain de notre propre ſang & qu'un autre le cultivera.

Peut-être m'objecterez-vous que le Roi mon Maître n'a pas beſoin d'employer les armes pour faire reſtituer Pernamboue & qu'il lui ſufit de commander; ſupoſant qu'il a part à la Rebellion de vos Sujets, ſinon directement, du moins indirectement, & que ceux-ci lui obeiront auſſi promptement pour rentrer ſous votre obeiſſance qu'ils lui ont facilement obeï pour ſecouer vos Loix. Si c'étoit là votre croyance, pourquoi n'avez-vous pas conſenti que je paſſaſſe pour le Brezil comme je vous l'ai offert ? J'y allois au nom du Roi mon Maître, j'y portois de bonnes paroles aux Peuples. Mais vous avez rejetté cette propoſition; vous vous laiſſates perſuader qu'il falloit autre choſe que

ſache rien de plus fort que de vous faire reſſouvenir que ſi au commencement des troubles les ſecours du Roi avoient pû être ſi avantageux aux Rebelles, en raſſemblant à préſent ſes forces, il pourra être en état de chaſſer de Fernambouc les Officiers de la Compagnie avant qu'ils puiſſent recevoir d'ici le moindre ſecours; vous le ſavez de reſte, leurs affaires auroient été en très mauvais état ſi ce qu'on ſupoſe gratuitement étoit vrai, mais le Roi n'a pas voulu, & même il a expreſſement défendu à ſon Gouverneur de rien attenter en cette affaire à votre préjudice. Mes paroles vous paroîtront ſans doute premeditées, autrement diriez-vous, il nous auroit écrit qu'il ſe déclaroit notre Ennemi, qu'il rompoit la Trêve, & qu'il nous déclaroit la guerre. Je réponds que ſi cela étoit ainſi on auroit encore répandu dans ces Provinces plus de calomnies qu'on n'y en a debitées. La Compagnie auroit conçu plus de haine, auroit commis plus d'hoſtilité qu'ils n'en ont commis contre Sa Majeſté.

Je paſſe ſur ceci, j'ai un autre but, je ne ſuis point venu dans cette Aſſemblée pour faire des plaintes; mais ſi vous le voulez, pour arrêter le mal arrivé à Fernambouc, ce que Sa Majeſté offre de reparer à ſes dépends, enſorte que l'on vous reſtituera toutes les Places dépendantes de Fernambouc, & que les Rebelles rentreront ſous votre obeiſſance. Si vous voulez reconnoître ce bienfait, en faiſant ce que Sa Majeſté vous demande, qui conſiſte à engager le Roi de Caſtille à conclure avec elle, ſinon une Paix du moins une Trêve de quelques années. Le Roi très-Chrétien apuiera cette demande par ſes Miniſtres; mais s'il arrivoit que ce que Sa Majeſté exige de vous ne réuſſit pas, elle n'en executera pas moins pour cela ſes promeſſes, & ſans s'en tenir aux paroles elle vous en fera voir les effets. Elle employera d'abord les raiſons pour perſuader les Rebelles de rentrer ſous vos Loix, & s'il ne réuſſit pas par cette voye il y joindra la force de ſes armes pour les épouvanter au cas qu'ils ne vouluſſent pas faire les choſes de bonne grace. Il eſt à propos d'employer la douceur autant que l'on pourra pour gagner ces peuples, & vous-mêmes en viendrez à bout dès que vous ceſſerez d'employer les ſupplices. Il faut employer la clemence dans un grand crime où pluſieurs ſont impliquez. La Clemence gagne les Sujets, & on les perd par trop de ſeverité qui les jette dans le deſeſpoir; néanmoins Sa Majeſté ne peut exécuter ce qu'elle vous promet ſans tirer des forces de ſon Royaume pour les envoyer dans le *Brezil*, parce que les Habitans de *Bahia* ſont preſque tous parens ou Alliez de vos Sujets Rebelles de Fernambouc; enſorte que ſi on les envoyoit contr'eux il ſeroit à craindre qu'ils paſſaſſent de leur côté au lieu de les combatre. Il y a à Bahia 4. ou 5. mille Soldats en Garniſon. Mais ce n'eſt pas aſſez pour dompter ce peuple. Je vous laiſſe à juger s'il eſt à propos que l'on dépouille le Royaume, de ſes Troupes pendant que nous ſommes en guerre avec l'Eſpagne.

Peut-

affaire. Si vous continuez à refuſer, ce qu'à Dieu ne plaiſe, & ce que je n'attends pas de votre ſageſſe & de votre prudence, je proteſterai devant Dieu & devant ſa Sainte Egliſe de toutes les ſuites fâcheuſes qui naîtront d'une Guerre auſſi inutile & auſſi injuſte.

Pour concluſion de ce Memoire je dis que Sa Majeſté m'a donné le Gouvernement du Brezil afin que j'y exécute ce que j'aurai conclu ici avec vous; je ne m'en charge que dans la vuë d'établir la Paix entre deux Nations qui ont un ſi grand intérêt de part & d'autre à entretenir une ſincere amitié. Je vous offre de partir d'ici pour le Brezil dans un de vos Vaiſſeaux; & ſi vous aviez peine à donner les mains à cette bonne œuvre parce que vous douteriez de l'exécution de nos promeſſes, quoique la parole d'un Roi ſoit ſi ſacrée qu'il ne peut y manquer ſans s'expoſer au deshonneur, nous vous offrons toutes les ſuretés que l'on peut humainement donner dans une pareille affaire.

L'Ambaſſadeur après avoir remis ce Memoire au Préſident de ſemaine, qui lui promit que leurs Hautes Puiſſances l'examineroient & lui feroient réponſe au plutôt, prononça dans l'Aſſemblée le Diſcours ſuivant qu'il donna auſſi par écrit.

AUTRE DISCOURS

Du même Ambaſſadeur.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS, ETATS-GENERAUX DES PROVINCES-UNIES.

AUſſitôt qu'on a eu avis ici des troubles arrivez dans le Fernambouc, j'ai mis en œuvre tous les moyens que j'ai cru propres à les apaiſer; tant en écrivant pluſieurs fois ſur ce ſujet à Sa Majeſté, qu'en préſentant depuis deux ans & demi divers Memoires ſur ce un cas infini. Ce que nous pouvons terminer ici par un Accord amiable, pourquoi y employer les armes, & s'expoſer aux incertitudes de la Fortune. Vous avez pris la réſolution de faire la guerre dans le Brezil, mais vous ne vous y êtes pas encore preparé, il n'y a pas encore de dépenſes faites; tant que la pierre n'eſt pas lancée on eſt maître de ne la pas lâcher, mais quand une fois elle eſt hors de la main on ne ſait où elle tombe; c'eſt pourquoi je viens encore une fois vous conjurer de ne pas agir par paſſion dans une affaire de cette importance, mais de ſuivre la Raiſon & le bon ſens. La Guerre que vous voulez entreprendre dans le Brezil n'eſt pas néceſſaire, car il n'y a aucune raiſon de la commencer; puiſque dans mon Mémoire j'en détruis tous les fondemens; c'eſt une Guerre onereuſe & qui n'eſt pas auſſi facile que quelques-uns vous la dépeignent. Je prévois que le Portugal n'en recevra pas moins de chagrin que de préjudice, mais ſoyez certain que vous aurez votre bonne part de l'un & de l'autre, au lieu que ceux qui en jugeront ſans paſſion, avoueront que de notre Accord naîtroit toute ſorte de biens & d'avantages. Au contraire, notre diſcorde donnera lieu à toutes ſortes de pertes, de peines & de chagrins pour les deux Parties.

Je demande & j'attends réponſe.

PRO-

L'AMBASSADEUR

De

PORTUGAL

Dans l'Aſſemblée

ETATS-GENERAUX

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS, ETATS-GENERAUX DES PROVINCES-UNIES.

ON m'a demandé dans la Conference que j'ai euë avec Meſſieurs les Commiſſaires le 19. comment nous ferions pour la reſtitution de Pernambuco & quelle caution & aſſurance le Roi mon Maître donneroit pour ſureté. J'ai demandé auxdits Seigneurs ſi VV. HH. PP. vouloient & ſouhaittoient que la reſtitution ſuivît, autrement c'eſt perdre le tems que de commencer une affaire ſans la finir. Ils m'ont répondu que VV. HH. PP. conſentoient que la reſtitution ſe fit, ſurquoi j'ai rémontré, comme je fais encore par celle-ci, que Sa Majeſté s'oblige de reſtituer ou faire reſtituer; ſoit de bon gré, par raiſons, ou autrement par la force des armes, laiſſant à VV. HH. PP. de demander & déſigner quelle aſſurance & caution elles en veulent ou leur eſt convenable. Meſſieurs les Commiſſaires ont demandé pour caution *Bahia*, mais on leur a fait voir que cela ne ſe pouvoit pas, par beaucoup d'inconveniens, puiſque ce ſeroit ſortir d'une défiance pour entrer dans une autre, mais que ſi on vouloit abſolument avoir une Place d'aſſurance il valoit mieux d'en donner une ſituée dans le Royaume, parce qu'il y a moins de difficultez pour les deux Partis. Leurs Seigneuries reçurent bien mes raiſons, & voulurent que je nommaſſe quelque Place dans le Royaume, j'en deſignai 4. ou 5. afin que VV. HH. PP. en puſſent choiſir une & parmi celles-là étoit le Château de St. Ubes, celui de Viana, Aveiro, Porto, Villa de Condé. On pourroit bien encore en nommer une dans les Algarves. Voilà tout le recit de ce qui s'eſt paſſé dans la Conference.

Et comme Monſieur le Préſident me fit l'honneur de me venir voir le lendemain chez moi, il me témoigna ſouhaitter que je miſſe le tout par écrit, ce que je fais par le préſent Mémoire, & lui dis que pour une plus grande ſureté, on pourroit donner la perſonne de l'Infant Frere de Sa Majeſté; ce qu'à la verité je ne lui propoſai que par maniere de conver-

AUTRE PROPOSITION

Faite à Meſſieurs les

ETATS-GENERAUX

Des

PROVINCES-UNIES.

DEpuis ma premiere Propoſition faite le 21. Mai dernier dans la Conferenee que j'ai tenuë avec Meſſieurs les Commiſſaires de VV. HH. PP. ordonnez pour cela on m'a accuſé de n'avoir d'autre deſſein que de nuire au Traité de Paix de Munſter, d'arrêter tout, & même de faire ceſſer l'armement de la Flotte qu'on prépare pour le Brezil. Cette opinion a groſſi lorſque j'ai crû qu'elle devoit diminuer par la Propoſition que j'ai faite à VV. HH. PP. en pleine Aſſemblée le 16. du mois d'Août dernier, mais cela ne me ſurprend pas, car dans ma premiere Propoſition je ne fis pas mention de reſtitution de la Place de Fernambuco, & quoique j'en aye parlé dans ma ſeconde Propoſition, ce n'a encore été que ſous des conditions, mais à préſent, que j'ai parlé clairement & promis préciſement de faire faire la reſtitution ſans aucune clauſe ni reſerve, & que j'ai ſuprimé toutes les conditions qu'on pourroit encore trouver, capables de faire douter de ma ſincérité & de ma droiture, je ne puis à préſent être aſſez ſurpris, ce qui fait que je trouve bon de ne donner aucun nouveau Mémoire, ni d'attendre après la Conférence, & de venir en perſonne trouver VV. HH. PP. non ſeulement pour confirmer & aſſurer ce que j'ai promis, mais auſſi pour parler avec la derniere ſincerité: car Meſſieurs les Commiſſaires n'ont peut-être pas rendu un témoignage aſſez efficace de ma franchiſe & de ma droiture, ſur laquelle je n'ai abſolument rien à me reprocher, j'aurai d'ailleurs la ſatisfaction d'avoir fait à l'égard de VV. HH. PP. ce que je devois faire.

1. Je dis que le Roi mon Maître ne ſe ſoucie pas d'entrer dans le Traité de Paix de Munſter & qu'il eſt content d'en faire une avec vous ſeuls & la conclure.

2. Sa Majeſté vous offre une entiere & abſoluë reſtitution de toutes les Places de Fernambuco qui ont été priſes par les Rebelles.

3. Pour ce qui regarde votre Flotte, vous en ferez tout comme il vous plaira; tout ce que

reſpect, et me tiens ferme ſur le même point, qu'il ne dépend plus que de vous que le tout ſoit promptement exécuté, car ſi nous differons juſqu'à ce que la ſatisfaction des cautions & aſſurances ſoit donnée des deux côtez, & qu'on attende que l'on ſoit en poſſeſſion, tout cela demandera un tems conſidérable, & qu'on peut mieux employer pour finir cette affaire, & mettre en œuvre tout ce que j'ai dit. Je ſuis autoriſé par Sa Majeſté de la maniére la plus forte pour tout ce qui eſt à faire ici, également comme pour le Brezil, ſans que j'aye beſoin d'avoir d'autres Pleins-pouvoirs, ainſi je ſuis en état de finir ſans aucun retardement de mon côté & de ſuivre les ordres de vos HH. PP. de qui tout dépend: je crois que VV. HH. PP. ſont dans le même ſentiment. C'eſt bien une preuve que je ne cherche pas à temporiſer mais au contraire je cherche à terminer & à conclure, car ſi je cherchois à gagner du tems, je ne parlerois pas ſi affirmativement: je ne dis pas qu'on doive ne pas demander les cautions ou qu'on réfuſe de les donner, je dis ſeulement que nous devons employer le tems ſans le perdre, que le plutôt ſera le meilleur pour finir cette affaire, & pour qu'il ne reſte aucun levain ſur le cœur. Mon eſprit n'eſt pas aſſez double pour penſer autrement que je ne dis, & ſi VV. HH. PP. le trouvent bon, nous pouvons, pendant que nous traitons, dépêcher un Vaiſſeau pour le Brezil avec ordre de faire ceſſer tout acte d'Hoſtilité entre nos deux Nations, & que tout y reſtera dans l'état où on ſe trouvera alors, juſqu'à mon arrivée: car il eſt certain qu'il ne convient pas que pendant que nous ſommes ici en Traité pour nous accommoder, les nôtres ſe battent dans ces Pais-là les uns contre les autres. Epargnons le ſang & la vie de nos Nations entre leſquelles j'eſpere voir une ferme & ſolide amitié pour leur avantage commun, pour notre gloire commune. J'eſpére que j'aurai l'honneur de finir une affaire ſi juſte & ſi ſainte.

A la Haye ce 15. Octobre 1647.

De la part de l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté e Roi de Portugal.

FRANCISCO DE SOUSA CONTINHO.

TOM. IV.

que la vangeance & créature de la Compagnie y a opoſé de fort courtes, mais auſſi fort pauvres obſervations, & ſe trouvant trop preſſé par les argumens de ſon adverſaire, au lieu d'y répondre, il ſe jette ſur ſon adverſaire même & ſe déchaine contre lui en injures remplies de menſonges, ſans dire un mot qui concerne le ſujet, s'imaginant après cela d'avoir fait quelque belle action; c'eſt la coutume de pareils Ecrivains. Ainſi il ne ſeroit pas néceſſaire de ſeconder la bonne intention du premier Auteur, mais je vois qu'il y a encore beaucoup de gens qui ſont dans la mauvaiſe opinion qu'on devroit avoir plutôt la Guerre que la Paix avec le Portugal, & qui font même tous leurs efforts pour y contribuer: c'eſt pourquoi il m'a paru que je devois néceſſairement expoſer ici diſtinctement mes motifs & mes raiſons: *j'en ferai trois Parties*: je les adreſſe à tous ceux qui aiment la Paix & aux fidéles compatriotes de cet Etat. Je les ferai rouler ſur les offres du Portugal & de S. E. le Seigneur *François de Souſa Continho*, leſquelles à mon avis on doit accepter. Je fonderai les raiſons de ce ſentiment dans ma premiere Partie, ſur la nature de 12. *Conſidérations d'Etat* que je raporterai en ordre, & ſur les *offres mêmes du Portugal* dont j'examinerai la nature. La 2. Partie renfermera 12. *autres raiſons* par leſquelles je ferai voir *l'honneur & la réputation de ce Païs intéreſſé* à accepter ces offres. Item *douze autres raiſons* qui intéreſſent leur *propre ſervice*. Item 12. *autres raiſons* pour faire voir que les Habitans même du lieu y ſont intéreſſez. Item 6. *autres raiſons* par leſquelles on voit que c'eſt l'avantage & la conſervation de la Compagnie des Indes Orientales. Enfin 12. raiſons qui prouvent la même choſe par raport à la Compagnie des Indes Occidentales. Et dans *la 3. Partie*, je juſtifierai mon avis par le procédé que gardera le Portugal au cas qu'on n'accepte pas ſes offres & qu'on aimât mieux avoir la Guerre que la Paix dans le Brezil. Je répondrai à *douze objections* faites de part & d'autre. Enfin je raporterai *certain Projet fait cy-devant pour le ſervice de la Compagnie d'Occident & l'avantage de ce Païs & de ſes Habitans qu'on auroit dû mettre déja en pratique*, & j'examinerai s'il ſeroit encore tems de le faire. On prie tous ceux qui liront cet Ecrit d'en juger ſans

Patriotes ; & qu'il eſt évident qu'ils n'ont à cœur, ni l'honneur ni la reputation de l'Etat, ou le bien de ſes Habitans, ni les intérêts & la conſervation de la Compagnie d'Orient. De plus je déclare devant Dieu qui connoit tous les cœurs, que je n'ai pas ici d'autre vuë que celle que j'ai déja déclaré : que je n'ai pas la moindre obligation au Portugal, pas ſeulement pour la valeur d'une épingle, non plus qu'à l'Ambaſſadeur, pour m'engager à écrire ceci en leur faveur ; je me donne, ſans m'en prévaloir, pour être un des bons citoyens de notre Etat, auſſi bon même que qui que ce ſoit qui vive, comme je l'ai déja dit, j'en ai autrefois donné aſſez de preuves, j'ai mes raiſons pour ne les pas raporter, ainſi venons au fait, & recitons premierement par ordre les 12. *Conſidérations d'Etat* qui ſont voir que naturellement, ſelon moi, on devroit accepter les offres du Portugal.

I.

On doit ſavoir que la vie & l'ame de cet Etat giſent ſur tout dans le Trafic & le Commerce qu'il y a tant dehors que dans le Païs, avec tous les autres Peuples & Nations non ſeulement de l'Europe, mais auſſi des trois autres parties du Monde, ce qui eſt ſans aucun doute la raiſon & le principe qui rend cet Etat ſi puiſſant, ſi heureux & ſi glorieux, qu'il eſt eſtimé & craint en même tems de toutes les Puiſſances, ce qui augmente & donne de l'accroiſſement à nos Villes par des bâtimens ſomptueux & magnifiques. Par cette même ſource le Païs ſe trouve rempli de perſonnes riches & opulentes : c'eſt par cette même raiſon qu'il y en a beaucoup qui ſont venues s'établir dans cet Etat avec leurs biens pour les y augmenter, & cela arrive encore tous les jours ; de maniére que l'on trouve chez nous plus de tréſors, en argent, en joyaux & en toutes ſortes de Marchandiſes qu'on n'en trouve par tout ailleurs. C'eſt encore par cette même raiſon que le Gouvernement a eu de tems en tems des ſommes aſſez conſidérables pour des intérêts fort modiques de ceux qui demeurent dans le Païs, & cela ſur ſa ſimple obligation, & encore aujourd'hui autant qu'il en veut avoir pour ſoutenir les Guerres, qui avec la grace de Dieu ont mis à la raiſon le Roi de Caſtille, & terminé heureuſement ſes differens avec lui. C'eſt cela même qui a été cauſe de la naiſſance des Compagnies des Indes Orientales & Occidentales, dans la vuë de faire tort à la Caſtille, honneur à ce Gouvernement, & augmenter les revenus du Païs, & y faire fleurir les Arts, les Métiers, les Manufactures & les Profeſſions qu'on y voit exercer. De là vient que tous les biens immeubles ſont ici ſur un ſi bon pied & ſe vendent ſi avantageuſement, comme on le peut voir en 20. Conſidérations qu'un curieux a raſſemblées dans un Traité publié depuis peu ſur ce ſujet.

ſous la Domination de quelque Prince : car il lui ſeroit alors impoſſible de ſe maintenir, ce qu'il n'a aucun lieu de craindre tant qu'il conſervera ſon Commerce tel qu'il eſt à préſent. C'eſt pourquoi il n'y a pas de doute que leurs Hautes Puiſſances les Etats-Généraux, Monſeigneur le Prince d'Orange, Meſſieurs les Etats doivent dans leur particulier faire ſéneuſement tout leur poſſible pour contribuer à l'augmentation de tous ces avantages, & prévenir tout ce qui pourroit y être nuiſible, puiſque les conſéquences en ſont extrêmement grandes, & que les fautes qui pourroient arriver par quelque négligence, ſeroient preſque irréparables comme il ſeroit aiſé de le prouver par pluſieurs éxemples.

III.

Le Portugal eſt abſolument le Païs le mieux ſitué de toute la terre pour le Commerce d'Eſpagne, d'Italie, de Turquie, de Barbarie, de la Gréce, du Brezil, de la Guinée, du Cap verd, d'Angola, des Indes Occidentales & des Indes Orientales, des Canaries, des Iles Flamandes &c. Les Portugais même ſurpaſſent toutes les autres Nations, & même la notre dans toutes les qualitez néceſſaires pour le trafic qu'ils ſavent mieux que perſonne entretenir avec honneur & avec profit. Ils ſavent peupler des Colonies de leur Nation les Païs Occidentaux pour l'avantage de leur Patrie, la ſureté & le maintien de leur Commerce, ce qui eſt cauſe que le Portugal abonde en Capitaines expérimentez, en bons Pilotes & autres gens de mer, qui ſervent de bonne volonté dans ces voyages de long cours ; de ſorte qu'on peut dire avec vérité qu'ils ſont les premiers du monde qui ont fait les plus grandes découvertes. Au reſte le Portugal eſt un Royaume fort opulent, il y a des perſonnes extrêmement riches par le grand Négoce que l'on y fait depuis 150. ans, en un mot les Habitans peuvent par leur capacité, & ſont à portée mieux que nous d'étendre leur Commerce par toute la terre du côté d'Oueſt ; auſſi ſe donnent-ils beaucoup de peines & de mouvemens pour cela ; c'eſt pourquoi nous devons à cet égard nous tenir ſur nos gardes contre eux, car on ne doit pas douter qu'ils ne ſoient jour & nuit occupez à chercher les moyens de réparer leurs pertes & ſur tout celles que nous leur avons cauſées dans leur trafic, & de nous reprendre les Colonies que nous leur avons priſes dans le Brezil & Angola, parce qu'ils connoiſſent combien cela leur eſt important auſſi bien qu'à nous, & à notre Etat pour l'étenduë du Commerce.

IV.

On a fait qu'une Tréve ou ſuſpenſion d'armes pour dix ans entre le Royaume de Portugal & cet Etat, dont il y en a déja ſix d'expirez ; cependant ſi l'Ambaſſadeur de Portugal part, ſans que l'on ait conclu une Paix géné-

Sebaſtien & depuis juſqu'à ce que Philippe Roi de Caſtille s'en empara ; les Habitans de notre Païs qui y trafiquoient ont reçu du Portugal de grandes amitiez & y ont fait commerce avec un profit notable pour cet Etat, cependant cet Ecrivain menteur de la Compagnie d'Occident, dans ſes pitoyables obſervations qui ont été imprimées il n'y a pas longtems, dit hardiment & ſans honte, *qu'il ne peut pas concevoir comment on peut avancer cela, ni quelle preuve on en pourroit donner.* Mais pour mettre ſes impertinences dans tout leur jour je me ſervirai du témoignage des Etats-Généraux, je raporterai ce qui eſt dans le Traité de l'année 1641. qui a été fait avec Mr. *Triſtan de Mendoſa Furtado* Ambaſſadeur & Conſeiller d'Etat du grand & puiſſant Roi de Portugal Don *Jouan* IV. dans lequel Traité leurs Hautes Puiſſances déclarent franchement *qu'elles ont trouvé bon pour l'avantage commun, de renouveller par ce Traité,* (remarquez le terme ſuivant) *la vieille amitié & correſpondance qu'il y a eu entre le Roi de Portugal & ces Païs, afin de mettre les choſes dans le même état qu'elles ont été auparavant*; du reſte je renvoye cet ignorant Ecrivain, auſſi bien que ſes ſemblables, à l'Hiſtoire, aux gens d'âge qui ont trafiqué en Eſpagne, & aux Livres de Négoce.

VII.

Le Portugal à préſent n'a pas tant beſoin de notre Amitié, que nous avons beſoin de la ſienne & d'entretenir avec lui une bonne correſpondance, d'autant plus que nous ne l'avons pas compris dans notre Traité de Paix avec le Roi de Caſtille, & que nous ne voulons pas nous joindre à Sa Majeſté le Roi de France à Munſter pour lui obtenir une Trêve de 25. ou 30. années pour laquelle le Portugal a recherché l'amitié de cet Etat, & à faute de cela, pour obtenir de nous de puiſſans ſecours contre la Caſtille, ce que nous ne lui avons pas auſſi donné, enſorte qu'il n'a pas trop ſujet de ſouhaiter l'amitié de cet Etat, mais bien plutôt le contraire, comme on le fera voir plus clairement

VIII.

La Revolution du Portugal, qui s'eſt ſouſtrait de l'obéiſſance ou plutôt de la Tyrannie de la Caſtille, a été ſans contradiction un évenement fort conſidérable pour cet Etat, car outre que la Caſtille a été par là fort affoiblie, perdant non ſeulement le Portugal & Algarve, mais encore les Païs & Villes des Indes Orientales, le Brezil, Angola, les Iles de Terceres, de Madere, & quelques Places dans la Barbarie, appartenant au Royaume de Portugal. De cette maniére ce Royaume a été l'Ennemi qui lui a fait le plus de tort : car étant ſon voiſin de ſi près il peut donner à tout Allié une porte ouverte pour le ruiner avec l'aſſiſtance du Portugal, & même donner occaſion aux autres Païs de ſe ſoulever contre ſon propre Roi, comme le Portugal a fait. On pourroit les aider en cela, & c'eſt ce qui a donné beaucoup d'avantage à notre Païs dans ſa guerre contre l'Eſpagne, tellement qu'on peut dire que cette ſéparation a été une des principales cauſes qui a fait que cet Etat a fini la guerre ſi heureuſement. De plus ces Païs-ci ſont par là rentrez dans leur ancien Commerce avec le Portugal d'ici là & de là ici, & enſuite dans d'autres quartiers & autres Païs, recommençant ainſi ſur le même fondement, comme on l'a fait voir ci-devant plus au long, ce qui mérite bien d'être conſideré, puiſque par là la Compagnie des Indes Occidentales a évité la ruine totale dont elle étoit menacée : parceque le Roi de Caſtille avec le ſecours du Portugal n'auroit pas laiſſé reſpirer cette Compagnie qui étoit déja hors d'haleine & qui n'auroit pas été en état de ſe defendre, car ils auroient fait tomber ſur elle de grandes Flottes qu'elle n'auroit pas été en état de ſoutenir, de ſorte qu'elle auroit abſolument dû quitter le Brezil, c'eſt pourquoi je conclus que cet Etat & ſes Habitans ont bien de l'obligation au Portugal, que la Compagnie des Indes Occidentales lui en a encore davantage.

nimement louée, les grands comme les petits & même les gens d'Egliſe comme les autres, tous les Pais, toutes les Colonies des Indes Orientales, le Brezil, Angola, les Iles de Terceres, de Madére & toutes les autres Places ſe ſont conformées là-deſſus, toutes les Fortéreſſes du Royaume où il y avoit des Soldats & des Gouverneurs Caſtillans ſe ſont rendus ſans reſiſtance; d'abord on s'eſt mis en état de défenſe, l'on a donné ordre à tout de tous côtez, & juſqu'à préſent le Roi de Caſtille n'a pu faire beaucoup de tort au Portugal, quoiqu'il ait employé toutes ſes forces & toutes les embuches imaginables. On voit encore le ſoin avec lequel le Toutpuiſſant a conſervé Don Jouan juſqu'à préſent. On voit enfin comme ce Royaume ſe ſoutient & eſt aidé, ſur tout à préſent par la Revolte de Naples, qui arrive dans le tems que tout le monde jugeoit que ce Royaume alloit être perdu à cauſe que nous faiſions avec la Caſtille une Paix, où le Portugal n'entre pas: on eſt obligé de convenir quand on y veut bien penſer, que le Portugal reſtera toujours Portugal, & que Dieu le conſervera comme il l'a fait juſqu'ici, malgré tous ſes ennemis, je laiſſe en arriére le puiſſant ſecours dont il eſt aſſuré de la France, & autres endroits, quoiqu'il ſoit déja aſſez fort par lui-même.

X.

Quand le Portugal, ou pour mieux dire tous les Principaux du Royaume, ont été réſolus à la Révolte d'un côté, & de l'autre le Roi Don Jouan IV. alors Duc de Bragance réſolut d'accepter la Royauté, & enſuite tout le peuple & même les gens d'Egliſe y ont conſenti & l'ont unanimement approuvé, ils ont tous compté ſur la France, & ſur cet Etat qui étoient alors en guerre avec la Caſtille; ce qui fit croire au Portugal qu'il pouvoit ſans erreur de calcul compter que la France & nous le ſeconderions efficacement, tant qu'on ſeroit en guerre avec la Caſtille, mais même qu'on ne ſeroit ni Paix ni Trêve ſans lui, autrement les uns & les autres y auroient penſé, plus d'une fois, avant d'entreprendre un pareil deſſein. Cependant il n'y a pas lieu de préſumer à l'égard de la France qu'elle abandonne jamais le Portugal, mais que ſuivant leur Traité elle le comprendra dans ſa Paix avec la Caſtille ſi elle la fait, ou bien elle lui obtiendra une longue Trêve, & ſi l'on recommence la Guerre elle l'aſſiſtera tellement que perſonne ne ſouffrira jamais que la Caſtille redevienne Maîtreſſe du Portugal. Qui eſt-ce à notre égard qui ne jugera, s'il a du bon ſens, que nous devons faire de même.

XI.

Il n'y a perſonne, c'eſt-à-dire point de Nation à qui il convienne moins qu'à nous d'être en guerre avec le Portugal, par rapor au grand Commerce que nos Habitans font avec lui, & lui avec nous. C'eſt abſolument le plus grand de tous, comme cela eſt viſible & très-

Angola dont le Commerce nous eſt commun; il eſt auſſi grand de leur côté que du nôtre, enſorte que nous avons chacun nos Colonies, nos Habitations, nos amis & nos Alliez; enſorte que, comme voiſins, nous devons nous traiter civilement les uns les autres, autrement cela fait tort à tous les deux, & l'un comme l'autre perdra ſon Commerce; cela eſt viſiblement arrivé à préſent dans le Brezil & dans Angola: on le verra encore davantage, en cas que nous ne nous accommodions pas avec le Portugal aſſez à tems & qu'on ne faſſe pas avec lui une Paix perpetuelle, & une nouvelle amitié.

XII.

Quand on examine d'un bout à l'autre la conduite & le Gouvernement de la Compagnie des Indes Occidentales, on trouve que dès le commencement elle a travaillé à ſa propre ruine, puiſqu'on voit qu'elle a conſumé & mal employé ſon Capital quoiqu'il fût conſidérable & de plus de 150. tonnes d'or, tout le Butin & les priſes qu'ils ont faites qui ont encore monté à une fois davantage, outre les ſubſides qu'elle a tiré du Pais & qui montent encore à pluſieurs millions, tellement qu'elle n'a pas actuellement, ſi elle vendoit ce qu'elle poſſéde, dequoi payer les ſommes qu'on lui a prêtées. On peut dire en verité que c'eſt là une miſérable affaire; c'eſt généralement la faute de leurs Directeurs ſoit dehors ou dans le Pais, leſquels n'ont pas été pour la plûpart capables d'une pareille direction, ou bien ils ont fait exprès ce qu'ils ont fait pour leur profit particulier. Ainſi à moins que le Gouvernement ne ſe charge de la Direction de cette Compagnie, on ne doit pas eſperer qu'il y ait jamais aucun redreſſement dans les affaires, ni que la Compagnie ſe remette ſur pié: au contraire les affaires iront toujours de plus mal en plus mal, elle viendra même à rien, malgré les grands ſecours qu'elle reçoit & qu'elle recevroit encore de l'Etat, ſur tout ſi l'on ne fait pas une Paix générale avec le Portugal, & qu'on n'empéche pas les troubles du Brezil.

Allons plus avant & voyons ce que le Portugal nous offre, *il veut négotier & par un Traité faire une Paix & une amitié éternelle avec cet Etat, avec promeſſe de faire reſtituer à la Compagnie des Indes Occidentales toutes les Places qu'elle a perdues dans le Brezil, de ramener les Rebelles à l'obeiſſance, moyennant une amniſtie; que ce Traité de Paix n'aura aucune force que la reſtitution ne ſoit faite: que l'Ambaſſadeur enfin partira au plutôt pour le Brezil par ordre du Roi ſon Maître là où eſt notre Flotte.* Je ne puis ſelon moi juger autrement, ſipon qu'il nous offre plus que nous ne pourrions lui demander, ſur tout au ſujet de la reſtitution que le Portugal prétend faire, puiſqu'il n'eſt pas obligé de nous l'offrir ni par le Traité que nous avons fait l'an 1641. ni par aucun autre; c'eſt donc une libre volonté de ſa part, & par conſéquent une preuve évidente d'ami-

té

quoi donc eſt-ce que l'Ambaſſadeur perſiſte dans les offres de la reſtitution, & pourquoi S. E. ne s'en tient pas à la Paix ſeulement, ſans faire aucune mention de reſtitution ni de Rebelles; nous laiſſant faire comme nous le jugerons à propos, pour reprendre ces Places perduës. Je réponds à cela que l'Ambaſſadeur le fait par differents égards comme nous l'avons déja dit, prémiérement par un pur eſprit de Chriſtianiſme & pour l'amour de mille & mille perſonnes qu'il ſait qui ſeroient certainement tuées ou pillées, brûlées ou chaſſées, en cas qu'on n'en vienne pas à un accord les uns avec les autres, ici ou dans le Brezil: ſecondement par une véritable inclination qu'il a pour ceux de ſa Nation & de ſa Religion, pour ſes Parens, ſes amis, & ſes Sujets, enfin par conſidération d'Etat, ſachant bien que l'un ne ſe peut bien traiter ni s'accorder ſans l'autre, enſorte que l'un ne peut aller ſans l'autre. Car il faut tenir pour certain que le Portugal ne fera pas la Paix ſeul avec les Etats-Généraux ſans y comprendre les Rebelles, ou être aſſuré de leur reconciliation, & les Rebelles de leur côté ne ſe mettront jamais ſous l'obéiſſance de la Compagnie des Indes Occidentales, tant qu'ils verront que la Paix n'eſt pas concluë entre le Portugal & cet Etat, même une Paix ferme & ſolide, une Paix éternelle: quand même on leur offriroit leur Pardon, & cela à cauſe de l'eſpérance qu'ils auroient de pouvoir encore ſe réunir avec le Portugal par une Guerre contre la Compagnie, & ſi l'on veut dire qu'on les forceroit bien à rentrer dans l'obeiſſance, je réponds qu'il nous eſt impoſſible de le faire, par raport à la haine qu'ils ont pour nous, & à l'amitié qu'ils ont pour le Roi de Portugal: ils aimeroient mieux mettre tout en feu & en flammes, & ſe retirer dans Bahia avec leurs biens, plutôt que d'être forcez: tellement qu'il n'y a pas d'autre parti à prendre que de traiter de la Paix avec le Portugal, & quand ils verront qu'ils ſont abandonnez ils conſentiront ſans peine à ſe remettre ſous l'obéiſſance de la Compagnie voyant qu'ils n'ont plus de protection à eſperer. D'un autre côté il eſt certain que les particuliers de Portugal & ceux de Bahia qui les ont

EXTRAIT

Abrégé de quelques

PROPOSITIONS

Faites par Monſieur

FRANÇOIS DE SOUSA CONTINHO

AMBASSADEUR

De

DON JOUAN IV.

ROI DE PORTUGAL

A leurs Hautes Puiſſances Meſſeigneurs les Etats-Généraux & à leurs Commiſſaires touchant la reſtitution des Places perduës dans le Brezil, & les Rebelles de ces mêmes Etats.

Tirées du Memoire du 16. Août 1647.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.

J'Offre au nom du Roi mon Maître de faire reſtituer Pernambuco, en cas que VV. HH.

roles ſeulement, mais réellement & en effet.

Il y a encore du tems, ſi vous le voulez, pour finir cette affaire.

Et s'il vous plait de refuſer cette offre, ce que Dieu veuille ne pas permettre, je proteſte devant lui & devant les Hommes de tous les maux qui peuvent arriver par une guerre injuſte & dont on n'a n'aucun beſoin.

Au ſurplus je dis que Sa Majeſté m'a conferé le Gouvernement du Brezil pour y éxécuter tout ce que je conclurai avec vous.

Je me ſuis chargé de tout ceci uniquement dans la vuë de faire la Paix entre les deux Nations, qui y ſont l'une & l'autre fort intéreſſées, étant néceſſaire qu'elles entretiennent amitié l'une avec l'autre.

J'entreprendrai le voyage du Brezil dans un Vaiſſeau de votre Etat, & ſi ma Propoſition au ſujet de la reſtitution ne vous plait pas, je vous prie de me communiquer vos penſées, & tout ce qui ſera raiſonnable Sa Majeſté le trouvera bon.

Pourquoi donc confier au ſort des armes & à l'incertitude de la fortune ce que nous pouvons entre nous terminer à l'amiable?

Avez-vous réſolu de faire la guerre dans le Brezil quoique vous n'ayez encore rien éxécuté pour cela?

On n'a encore fait aucuns frais pour cela. Tant qu'on a la pierre dans la main, on la peut encore retenir, mais quand elle eſt jettée, on eſt incertain de la place où elle tombera.

C'eſt pourquoi je vous prie encore une fois & c'eſt pour la troiſieme, de ne pas juger par le paſſé, ſur une affaire de cette importance, mais de ne ſuivre que la raiſon.

C'eſt une guerre inutile que vous entreprendriez dans le Brezil, car il n'y en a aucun ſujet, puiſque j'ôte par mes Propoſitions tout ce qui en pourroit être le fondement.

Ce ſeroit une guerre terrible, & plus difficile que bien des gens ne s'imaginent, & le font entendre.

Je veux bien avouer que par cette Guerre il arrivera des pertes conſidérables pour le Royaume de Portugal, mais ſoyez perſuadez que vous ne ſerez pas exempts des mêmes pertes & dommages.

Si nous voulons ſans aucune aigreur & avec une connoiſſance dépouillée de toute prévention entrer dans l'examen de cette affaire, on verra qu'en nous accordant, il en arrivera un bien & un profit infini. Au lieu que ſi nos diſputes durent ce ne ſeront que pertes & chagrins des deux côtez.

Je demande ſur tout ceci la réponſe de vos Hautes Puiſſances.

PROPOSITIONS

Faites le 15. Octobre 1647.

HAUTS ET PUISSANTS SEIGNEURS.

JE déclare ſerieuſement que je ne demanderai plus d'être compris dans le Traité général de la Paix de Munſter.

1. Le Roi mon Maître eſt à préſent content de faire une Paix ſincére & particuliere avec cet Etat ſeulement.

2. Je vous offre de vous faire faire la reſtitution totale de toutes les Places du Pernambouc qui ont été priſes par les Rebelles.

3. Que vos Hautes Puiſſances faſſent de leur Flotte l'uſage qu'elles voudront je ne prétens pas en faire ſuſpendre l'armement. Cette importante afaire tient & ſuſpend, & non pas moi: mais elle pourroit être terminée en moins de quatre mois.

Le chemin que je trouve le plus court c'eſt que nous puiſſions entrer d'abord en Négociation enſemble.

Et dès qu'on aura conclu, je m'offre à partir d'abord pour le Brezil, afin de faire voir que je ne veux de mon côté cauſer aucun retardement.

C'eſt pourquoi je demande que VV. HH. PP. faſſent dès à préſent fréter un Vaiſſeau, avec lequel il plaiſe à Dieu me donner un bon voyage, & dès que j'aurai pris poſſeſſion du Gouvernement, on vous livrera toutes les Places que je vous ai offertes au nom du Roi mon Maître.

Sa Majeſté pour cela m'a autoriſé & mis les Pouvoirs néceſſaires en main, je n'ai pas beſoin d'autre choſe.

VV. HH. PP. peuvent juger par là que celui qui parle ainſi, cherche plutôt à avancer cette affaire qu'à la retarder.

Il faut obſerver ce qui ſuit.

Après cela Monſieur l'Ambaſſadeur a renouvellé ces offres par pluſieurs perſonnes de ſa Maiſon, il a joint à cela les prétentions de la Compagnie des Indes Occidentales pour les ſoumettre en arbitrage de perſonnes déſintéreſſées. Il a encore fait le même à Meſſieurs les Commiſſaires de LL. HH. PP. le 1. de Novembre dans ſon Hotel, & en a donné enſuite pluſieurs Mémoires; finalement dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 28. de Novembre & enſuite de plus preſſantes Propoſitions, ſavoir, ſi LL. HH. PP. vouloient laiſſer le Traité de Brezil à part juſqu'à ce que leurs gens & leurs forces s'y fuſſent rendués, ce qu'il accepteroit & dont il ſeroit content.

Après

Digitized by Google

Sur les offres du

PORTUGAL

SECONDE PARTIE

Avec une

REMONTRANCE

Faite à Sa Majeſté le

ROI DE PORTUGAL

Par les Habitans

PORTUGAIS

Du

PERNAMBOUC.

I.

POur ce qui regarde les offres du Portugal, & de quelle nature elles ſont, c'eſt ce qu'on a vû dans la premiére Partie, je juge & je crois qu'on en doit être content, & qu'en toutes manieres on doit les accepter comme elles ſont, puiſqu'il s'y trouve tant de conditions favorables pour cet Etat & pour la Compagnie des Indes Occidentales. C'eſt par cette raiſon que je juge qu'il eſt de l'honneur & de la réputation de cet qu'on ne peut pas trouver d'autres voyes, & qu'on a fait tout ſon poſſible pour éviter cette extrêmité, on ne pourra s'excuſer ſur une Guerre dans le Brezil: on en ſeroit même reſponſable, puiſque ce ſeroit nous qui de propos déliberé nous l'attirerions ſur les bras, ſans aucune néceſſité, car on nous offre la reſtitution entiére de toutes les Places perduës & l'indemnité des pertes que le Portugal nous a cauſées, à ce que nous prétendons. Que le Roi eſt content de s'en raporter à des perſonnes neutres: ainſi j'ai raiſon de dire qu'on bleſſeroit l'honneur & la réputation de cet Etat en refuſant les offres du Portugal, & entrant en guerre avec lui.

III.

Il paroit clairement par le Traité de la ſuſpenſion d'armes fait l'an 1641. avec l'Ambaſſadeur de Portugal Monſieur *Triſtao de Mendoca Furtado*, que de notre côté on a ſtipulé qu'on feroit une Paix éternelle entre le Portugal & nous, car ce Traité eſt ainſi de mot à mot. *Que dans* 8. *mois après ſa Ratification par le Roi de Portugal venuë dans ces Pais, alors on traitera avec le Portugal touchant* (Nota) *une Paix au ſujet des Places & Mers nommées appartenantes ſous le diſtrict de cet Etat & l'octroi de la Compagnie des Indes Occidentales*, & par conſéquent pour tout ce qui regarde le Portugal dans le Brezil, *à l'effet de quoi Monſieur Triſtao de Mendoca Furtado Conſeiller de Sa Majeſté le Roi de Portugal, promes par cette, que dans les* 8. *mois après qu'on aura reçu ici les Ratifications de Sa Majeſté, il viendra des ordres néceſſaires, des inſtructions, & des perſonnes munies de l'autorité du Roi. NB. pour traiter de la ſuſdite Paix.*

Puiſqu'à préſent Monſieur l'Ambaſſadeur *François de Souſa Continho* offre de conclure cette Paix au nom & par *ordre de ſon Maitre le Roi de Portugal*, avec nous & la Compagnie des Indes Occidentales, nous ne pouvons, ſans bleſſer l'Honneur & la reputation de cet Etat refuſer ces mêmes offres; encore moins pendant que la ſuſpenſion faite avec le Portugal pour 10. ans n'eſt pas tout-à-fait expirée, entrer avec lui

des Indes Occidentales, comme auſſi la cauſe que nous avons terminé avec honneur la Guerre contre le Roi de Caſtille, ce qu'on pourroit faire voir auſſi clair que le jour, mais que même nos Habitans ont par là retrouvé leur ancien Commerce avec le Portugal, & qu'ils le poſſédent actuellement depuis pluſieurs années, ce que tout bien conſidéré & en conſcience, je dis que cela bleſſeroit l'honneur & la réputation de cet Etat, s'il n'acceptoit pas la Paix comme on l'offre, ou s'il la refuſoit par ſon ſilence: car cela produiroit le même effet, ſi on laiſſoit partir ſans rien réſoudre Monſieur l'Ambaſſadeur *François de Souſa Coutinho*, en continuant d'aider la Compagnie des Indes Occidentales comme on a déja commencé.

V.

Il eſt vrai auſſi, comme on l'a dit dans la premiere Partie, que le Portugal a jetté l'œil ſur cet Etat quand il a ſecoué le joug de la Caſtille pour avoir ſa liberté, ne doutant pas, comme on a tout lieu de le croire que cet Etat même ſe ſeroit lié d'amitié avec lui, & l'auroit aidé contre la Caſtille: il n'entend pas que nous faſſions des pertes dans le Brezil, dans Angola ni dans les Indes Occidentales, puiſque par ſes promeſſes, il nous offre les Places perduës dans le Brezil ſous des conditions fort raiſonnables. Il eſt plus profitable & moins préjudiciable pour nous de vivre avec lui en Paix & en amitié, & nous ne devons pas en faire ſi peu de cas que de tomber ſur lui par une Guerre inutile: ce ſeroit une marque qu'on ſe ſoucieroit fort peu de l'honneur de cet Etat.

VI.

Les premiers du Gouvernement & ceux qui ſont fideles patriotes ont été ſi ravis de la revolte du Portugal contre la Caſtille qu'ils pouvoient à peine contenir leur joye: on ne pouvoit aſſez en parler ni donner aſſez de louanges à *Don Jouan IV.* & aux Portugais: on attendoit avec une impatience extrême l'Ambaſſadeur: on en vouloit envoyer un d'ici avant ſon arrivée, pour offrir les ſervices & les ſecours de cet Etat, & leur faire toutes ſortes de careſſes. Quand Monſieur l'Ambaſſadeur *Triſtao de Mendoſa Furtado* eſt arrivé ici, on lui a fait toutes ſortes d'amitiez, & on n'a plus reconnu le Roi d'Eſpagne pour Roi de Portugal: de ſorte que le Roi de Portugal étoit ici cheri comme l'enfant bien aimé. Il n'y a pas ſi longtems que cela eſt arrivé & ce ſeroit donc fort mal à propos qu'on entreroit ſitôt en guerre avec lui, qu'on lui tomberoit ſur le corps ſans l'avertir, & qu'on le traiteroit comme un Ennemi: tout cela ne ſe peut faire ſans bleſſer l'honneur & la réputation de cet Etat.

terre comme ennemi, que l'on fit la guerre dans le Brezil, à l'induction de la Compagnie des Indes Occidentales, qui dans cette occaſion ne doit pas être crue, puiſque dans le fonds elle ne le mérite pas. On ne prend pas même le tems d'examiner les raiſons des deux côtez ni d'aprofondir la querelle ſans partialité & l'on va piller & dépouiller les Habitans de Portugal même avec qui nous ſommes en Paix dans leur Royaume, à *Bahia & à Rio de Janeiro* ou dans leur retour de ces Places en Portugal.

VII.

Si l'on éxamine le Traité de Trêve fait avec la Couronne de Portugal, l'an 1641. on y trouve, (Nota) *qu'on a jugé à propos pour le bien commun de ſeconder les bons deſſeins du Roi Don Jouan IV. & faire avec lui ledit accord de Trêve, & ainſi laiſſer paſſer* (Nota) beaucoup d'occaſions qu'on auroit eu de remporter des avantages ſelon l'occurrence en deçà & au delà de la Ligne. Je juge donc que l'honneur & la réputation de cet Etat ne permettent pas à préſent que nous allions contre nos bonnes intentions, nos promeſſes, nos réſolutions, & que nous entrions en guerre avec le Portugal, & je ne ſai pas pourquoi nous lui tomberions ſur le corps.

IX.

Remarquez auſſi que nous avons fait la Paix avec le Roi de Caſtille notre ennemi mortel, après 80. ans de Guerre, ſans demander aucune reparation ni dedomagement des pertes, ni même aucune aſſurance, contre le gré du Roi de France qui cherchoit à nous faire donner toutes ſortes de ſatisfactions pour les torts conſidérables qui nous avoient été faits, comme auſſi d'un autre côté nous avons employé toutes nos forces pour unir le Roi de France & celui de Caſtille par une bonne Paix: nos Etats s'en ſont toujours mêlez, ils ſouhaitent encore de le faire, pour contribuer à la Paix entre les Rois & les Princes, & ſavent bien dire eux-mêmes, *qu'on ne doit pas être ſi fort ſur ſes intérêts, de ſorte qu'ils paſſent beaucoup de choſes pour un avantage comme celui de la Paix. Mais nommément ces Etats, par leur Traité avec la Caſtille temoignent qu'ils l'ont faite, comme touchez de l'intérêt du Chriſtianiſme, & en bons Chrétiens qui doivent faire ceſſer les miſéres communes & arrêter les chagrins qui ſurvenus toujours les pertes & les troubles & qui mettent en danger les Villes, les Pais & les Mers les plus éloignez & changer tous ces mauvais effets dans une bonne & agréable Paix, pour le repos & la conſolation des Sujets des deux Pais, & réparation des pertes ſouffertes, pour le bien commun non ſeulement de ces Provinces-Unies mais encore pour toute la Chrétienté* (Nota) *priant les autres Princes de ſe laiſſer toucher de compaſſion par la grace de Dieu pour finir les malheurs & les déſordres d'une ſi longue & ſi penible guerre, & pour parvenir à une ſi bonne fin.* Remarquez tout ceci,

de Portugal. 3. *Sur un intérêt particulier*, à la ſuggeſtion de la Compagnie des Indes Occidentales, comme auſſi de quelques Provinces ou perſonnes particulieres, qui n'enviſagent pas le bien commun, mais ne cherchent qu'à faire leur profit dans la guerre. 4. Sur *la plus grande injuſtice*, puiſqu'on refuſe les offres honnêtes, & qu'on propoſe toutes ſortes de conditions fort deraiſonnables pour ne pas acquieſcer à celles que fait le Portugal, car on veut qu'il donne pour ſureté de ce qu'il promet, *Bahia*, en gage à ce qu'on dit, mais dans le fonds pour le garder en proprieté à ce qu'on s'imagine, & outre cela trois ou quatre cens tonnes d'or; qui a jamais entendu parler de demandes ſi injuſtes? Tout ceci bien conſideré je conclus qu'on ne peut pas refuſer les offres du Portugal, ſans faire un tort conſidérable à l'honneur & à la réputation de cet Etat, qui eſt abſolument obligé de les accepter & de faire ſur cela une Paix générale.

XI.

Puiſque le Roi de Portugal, avant l'arrivée de notre Flote & de nos gens de guerre que nous envoyons dans le Brezil, aura fait fortifier *Bahia* & *Rio de Janeiro* d'une maniere qui les rendra imprénables, & que d'ailleurs on ne peut pas nous conſeiller d'attaquer ces Places, ſi ce n'eſt qu'on pût envoyer ſur nouveaux frais 8. ou 10. mille Hommes ce qui eſt d'une trop groſſe conſéquence, notre Flote d'un autre côté arrivera trop tard dans le Brezil pour y pouvoir faire quelque choſe, ſur tout quand les mois de pluye commencent, ce qui dure toujours 4. ou 5. mois; outre cela la maladie du Païs attaquera la meilleure partie de nos gens, ainſi on en auroit fort peu de ſervice. Il y a encore à craindre qu'il n'y en ait beaucoup des nôtres qui paſſent du côté de l'ennemi, parce qu'ils y auront été envoyez contre leur gré, quel effet cela produiroit-il donc contre les Rebelles? Ce ſont eux-mêmes des gens deſeſperez, qui feront, pour ainſi dire, l'impoſſible dès qu'ils auront perdu toute eſperance de réconciliation, ſans attendre aucune offre de nous, de ſorte qu'ils ſeront reſolus de perdre plutôt leur

la Paix avec le Portugal & arrêtez par la les deſordres du Brezil.

XII.

Enfin on doit en dernier lieu conſidérer qu'une Guerre telle que ſeroit celle-là ne peut avoir une bonne fin, c'eſt le ſort ordinaire de toutes celles qui ne ſont pas néceſſaires & qui ſont faites ſur un mauvais fondement; on ſeroit donc fort à plaindre ſi on s'y engageoit. J'eſtime par conſéquent que pour prevenir le deshonneur de cet Etat qui ſeroit inévitable, on doit ſe deſiſter de cette entrepriſe qui eſt autant inutile qu'elle ſeroit préjudiciable: on peut en voir au long des Exemples dans l'Ecriture Sainte *Jud. II.* Le Roi des Ammonites pour une injuſte prétention entra en guerre contre les enfans d'Iſraël, & ne voulut point écouter les offres de Jephté Chef de l'armée des Iſraëlites, il fut batu. *I. Sam. II. Nahas* Chef des Ammonites fit aſſieger par *Jabes* une Ville qui appartenoit aux Enfans d'Iſraël, on refuſa leurs offres honnêtes, & on leur fit même des conditions fort injuſtes; de ſorte que *Saül* Roi des Enfans d'Iſrael battit l'armée des Ammonites. 2. *Rois.* 14. Le Roi *Amazias* qui commandoit ſur la Tribu de Juda entreprit une Guerre fort injuſte contre *Joas* Roi d'Iſraël; celui-ci chercha à la détourner & à vivre en Paix avec *Amazias*, mais par ſon obſtination *Joas* le batit & le fit priſonnier, *Joas* vint enſuite à Jeruſalem, il rompit une partie des murailles de la Ville, prit hors de la Maiſon de Dieu tout l'or & l'argent avec les Uſtencilles les plus précieux, les tréſors du Roi, & les emporta avec lui à Samarie. Liſez encore l'Hiſtoire de *Benhadab. I. Rois* 20. vous y verrez que voulant attaquer le Roi d'Iſraël, ſur le refus qu'on lui avoit fait à une demande fort injuſte, il fut batu deux fois de ſuite, & perdit dans la derniere Bataille 127. mille Hommes. Si l'on veut chercher dans l'Hiſtoire Romaine, on y trouvera que ceux de *Carthage* refuſerent dans leur ſeconde Guerre de faire la Paix avec les Romains qui après beaucoup de combats leur offrirent des conditions fort avantageuſes. Ceux de Carthage furent enfin obligez d'envoyer à Rome des Ambaſſadeurs pour y traiter d'une Paix tout à fait

réduisirent enſuite à accepter une Paix fort honteuſe & fort deshonorable pour vivre avec tranquilité. Ceux de l'*Etolie* ayant agi de même avec *Titus Quintius* furent contraints d'envoyer pluſieurs fois à Rome où ils eurent bien de la peine à obtenir enfin une Paix très-deſavantageuſe, après avoir entrepris une Guerre fort inutile. *Nabis* Roi des Lacedemoniens & Tyran ayant auſſi mépriſé les offres du même *Titus Quintius* Général des Romains quoiqu'elles fuſſent très honorables fut après cela obligé de demander la Paix à genoux par ſon Ambaſſadeur *Pythagoras*. *Perſée* Roi des Macedoniens préferant la guerre à la Paix qu'il auroit pu faire avec les Romains & ne voulant écouter aucunes de leurs Propoſitions, ne perdit pas ſeulement ſes meilleures troupes, ſes Païs & ſon Royaume, mais même il fut pris avec les plus grands de ſa Cour, ſa Femme, ſes enfans & fut conduit priſonnier à Rome, & mené en triomphe, après quoi il y mourut dans les priſons. Tous les Livres ſont remplis d'Hiſtoires qui fourniſſent de pareils exemples; on n'a ſeulement qu'à lire ce qui regarde le Duc *Charles* de Bourgogne contre les Suiſſes, il entreprit contr'eux une Guerre inutile & ſans fondement il ne voulut écouter aucunes de leurs Propoſitions, il fut batu à plate couture.

Quand on ſonge avec combien de peines on a amaſſé tant de gens de guerre pour monter notre Flote, avec quelle répugnance ils ont marché, combien on a été de tems à tout préparer, combien il a fallu attendre après le vent, & de quelle maniere nos gens ſont arrivez dans le Brezil, où, quoiqu'ils fuſſent plus forts que l'ennemi ont cependant été battus dans le tems que nous nous imaginions qu'un de nos Soldats en valloit quatre des leurs, que nous avons perdu dans la bataille plus de quarante Officiers parmi leſquels il y a eu 22. Capitaines, & d'autres plus élevez encore en charges, qu'il y eſt reſté plus de 500. Soldats, le Lieutenant Général *Schop* & beaucoup d'autres braves gens, au lieu que l'Ennemi n'a perdu que fort peu de monde. Peut-on diſconvenir que cette perte ne ſoit plus rude que celles que nous avons faites dans aucune Bataille de Flandre? Et la honte dont elle nous couvre, eſt plus conſiderable que celle que nous avons jamais eſſuyée contre la Caſtille. La Compagnie entiere des Indes Occidentales ne vaut pas cela, la honte eſt encore augmentée par 50. Portugais qui en ont fait fuir 400. des nôtres. Je ſuis honteux de le dire, car qui eſt-ce qui ne concluroit pas de là que cette entrepriſe finira mal pour nous, ou que la Guerre ſera la perte totale de la Compagnie, car on ne peut en attendre que des troubles & du deſordre, & il eſt certain qu'on eſt à préſent chagrin de s'être ſi fort preſſé pour équiper cette Flotte, parce qu'on s'étoit imaginé non ſeulement de reprendre par ce moyen tous les quartiers perdus dans le Brezil, mais auſſi de conquerir *Bahia*, *Rio de Janeiro*, & ce que les Portugais poſſedent de diſons nous prouve qu'une Guerre injuſte & entrepriſe ſur de mauvais principes n'a jamais eu un bon ſuccès. Il eſt encore tems d'y remedier, car on dit proverbialement *que celui qui n'eſt qu'à l'entrée du Labyrinthe, n'y eſt pas encore engagé.*

Voila les 12. Raiſons qui confirment ce que j'ai dit, qui eſt qu'on devroit accepter les offres du Portugal, parce que l'honneur & la réputation de cet Etat en dépendent. Je répondrai dans la troiſieme Partie, pour abréger cette matiere aux objections que l'on pourroit faire là-deſſus.

Pour *ce qui regarde l'intérêt de ce Païs*; j'ai dit qu'il importe abſolument qu'on accepte les offres du Roi de Portugal; cela paroit par les 12. Raiſons ſuivantes.

I.

Parce qu'autrement la République ſera obligée d'entrer dans une nouvelle Guerre, de rompre avec le Portugal, dans les Indes Orientales, le Brezil & Angola. En cas que l'on ne veuille pas accepter les offres du Portugal, on conſumera inutilement des ſommes prodigieuſes qu'on ſera obligé de lever de tems en tems ſur les Sujets & mettre tout en uſage pour ſoutenir cette guerre, & aſſiſter les Compagnies des Indes Orientales & Occidentales, d'autant que cette Guerre durera pluſieurs années, car le Brezil Portugais ne ſe rendra pas ſi aiſément. Je ne parle pas de toutes les fortes Places que le Portugal poſſede dans les Indes Orientales. Et ſuppoſant qu'on put terminer la Guerre dans le Brezil & Angola en peu d'années, qui eſt-ce qui peut nier qu'on ne ſeroit pas encore obligé d'envoyer une Flotte avec 10. mille Hommes au moins & quand avec cela on aura forcé le Brezil Portugais, regagné les Places perduës & ſoumis ou chaſſé les Rebelles, ce qui pourroit auſſi ne pas réuſſir, peut-on nier que cela ne coutât plus de 10. millions, qu'il faudroit tenir dans nos Places & dans celles du Brezil Portugais plus de 6. mille Hommes continuellement en Garniſon, qu'il faudroit outre cela plus de 20. bons Vaiſſeaux de guerre pour garder les côtes, ce qui reviendroit encore par an à plus de 2. millions. Qui peut nier qu'ayant nos Places perdues dans le Brezil, comme nous pouvons les ravoir ſans qu'il nous en coûte un ſeul Homme, nous n'en tirerons pas avec le tems autant de ſucre qu'on en peut tirer de tout le Brezil. Qu'on juge donc à préſent ſi cette guerre n'eſt pas inutile, & ſi nous ne conſumons pas fort mal à propos tant de Millions.

II.

A l'égard des Soldats nous en perdrons plus par les maladies, par les accidents, & par la miſere que par les armes, les meilleures troupes & les Officiers n'en ſeront pas exemps; on devroit bien plutôt les garder dans le Païs pour

On ſeroit bien mieux d'entretenir ici ces mêmes Magazins pour les trouver remplis à point nommé quand on en pourra avoir beſoin dans d'autres occaſions.

V.

Pour ce qui concerne les entrées, il eſt certain qu'elles diminueront conſiderablement par la Guerre où l'on s'engagera ſi l'on n'accepte pas les offres du Portugal; le Négoce viendra à ceſſer d'ici ſur le Portugal, & celui du Brezil ici & d'ici au Brezil, enfin celui des Indes Orientales, & par conſequent notre Commerce des denrées des Indes & du Brezil dans les autres Païs, & tout cela ſe feroit à notre préjudice volontairement, comme on l'a fait voir ci-deſſus, & comme on le fera encore voir plus clairement dans cette troiſieme Partie.

VI.

Car nous ferons, par cette nouvelle Guerre avec le Portugal, privez des Villes, Havres, Ports, Rades & Rivieres du Portugal tant pour nos Vaiſſeaux de Guerre que pour nos Vaiſſeaux Marchands, même ceux qui vont en Italie, en Turquie, Barbarie, Gréce, Caſtille, & ceux qui viennent de là & auſquels cet entrepôt eſt ſi avantageux pour ſe rafraichir & ſe radouber ſur tout dans un tems de guerre, comme cela nous peut arriver contre la Caſtille; puiſque de là nous pourrions lui cauſer beaucoup de tort auſſi bien par mer que par terre.

VII.

En refuſant les offres du Portugal & entrant pour lors néceſſairement en guerre avec cette Couronne, nous ſerons obligez d'entretenir un grand nombre de Vaiſſeaux de guerre dans le Port de Cadix, pour garder & conſerver notre Navigation & notre Commerce en Italie, en Eſpagne, en Turquie, en Barbarie, & en Grece; puiſque le Portugal chercheroit à nous nuire & à empêcher notre Navigation & notre Commerce aux Indes Orientales, au Brezil & à

ſorte de ſecours & d'aſſiſtance.

X.

Par la Guerre ouverte où nous entrerons avec le Portugal nous favoriſerons la Caſtille qui profitera de cette deſunion & pour reprendre ſi elle peut le Portugal, & réunir à ſes forces celles de ce Royaume; c'eſt cependant ce que nous ne devrions pas faire; nous devons au contraire maintenir le Portugal, lui aider & le ſoutenir toujours, afin d'affoiblir de plus en plus la Caſtille qui eſt notre ancien ennemi mortel, auquel on ne doit pas ſe fier & qui par la Révolution du Portugal, eſt plus affoiblie & incommodée qu'on ne penſe; oui on y doit tenir la main quand ce ne ſeroit que pour empêcher la Tyrannie & les cruautez qu'elle y exerceroit.

XI.

Cela ſera un tort conſiderable au Commerce & à la Navigation de ces Païs, nous en perdrons la plus grande partie qui ſera alors pour les Villes Anſeatiques, la Suéde, l'Angleterre, la France, & autres endroits. Nous perdrons auſſi beaucoup d'Habitans, ce qui ne doit pas être un petit objet pour ces Païs-ci ni pour l'Etat.

XII.

Enfin en entrant dans une Guerre ouverte, par le refus des offres ſuſdites, comme on a déja commencé d'y entrer, pour ainſi dire, il eſt queſtion d'enviſager la choſe de ſon meilleur côté, ſuppoſons qu'on ait conquis tout le Brezil les Peuplades des environs & la culture de toutes ces terres tomberont à la charge de l'Etat, car tout le Païs aura été brûlé & ſacagé par la guerre, il ſera dégarni d'Habitans & d'Eſclaves, il y reſtera fort peu de gens de quelque conſideration, perſonne de ce Païs-ci n'y voudra aller pour y bâtir des Moulins à Sucre ou pour rebâtir ce qui aura été brûlé, il ne s'y trouvera pas de gens pour fournir les outils néceſſaires, par la crainte que les Portugais qui ſe ſeront retirez dans les Bois, ne les brûlent encore.

ce ſoit la protection de la France quand il verra qu'il ne pourra pas ſoutenir en même tems contre nos forces dans le Brezil, contre la Caſtille, & l'Eſpagne. Je demande ce que nous ferons alors, entrerons-nous auſſi en guerre contre la France? Ce ſeroit une véritable fureur, mais il pourroit arriver que le Portugal par un mariage ſe pourroit accommoder avec la Caſtille ou par d'autres moyens, avant que nous fuſſions Maîtres du Brezil & des Indes Orientales; car il eſt même ſans doute que le Portugal mettra tout en œuvre plutôt que de ſouffrir que nous lui enlevions ſes conquêtes du dehors, ſon Commerce & ſa Navigation. Je demande encore ce que nous ferions dans cette conjoncture? Si nous entrions en guerre avec la Caſtille pour un ſi pauvre Païs, je croi que perſonne, pour peu qu'il eût de bon ſens, ne le pourroit aprouver.

Je conclus de tout ceci, qu'il eſt néceſſaire pour l'intérêt de la République que l'on accepte les offres de Monſieur l'Ambaſſadeur de Portugal & qu'on faſſe une Paix générale avec ce Royaume.

Je ſai ce qu'on me peut alleguer contre tout cela, mais je n'y répondrai pas ici, je le ferai dans la troiſieme Partie, pour ne pas rendre celci plus longue, & ennuyer le Lecteur.

J'ai avancé que l'avantage & la proſperité de l'Etat veut qu'on accepte les offres du Portugal je le démontre encore par les douze raiſons qui ſuivent.

I.

Par cette nouvelle Guerre dans laquelle on entrera avec le Portugal, les Habitans de cet Etat perdront leur Négoce d'ici ſur le Portugal & du Portugal ſur ce Païs-ci, ce qui mérite une attention particuliere, puiſqu'il y a quelque centaine de Vaiſſeaux qui ſortent de ce Païs pleins de Marchandiſes, quoiqu'ils ne reviennent pour la plûpart chargez que de ſel.

II.

Les mêmes pour le même ſujet perdront tout leur Commerce du petit Eſt, Terre-neuve, Angleterre, France, Italie, Norwegue & autres Places ſur le Portugal & enſuite ſur toutes les autres Places qu'on a déja nommées, ce qui eſt d'une groſſe conſéquence.

III.

Ils perdront encore par là & ſeront privez d'une bonne partie des commodités qu'ils ont à preſent d'employer leur argent en denrées des Indes Orientales & en Marchandiſes de Portugal & du Brezal pour le revendre ici dans le Païs à ceux qui les envoyent ou portent dans d'autres Païs, ou le porter eux-mêmes; moyen par lequel beaucoup de perſonnes s'enrichiſſent.

V.

Item les metiers, le debit, & toutes ſortes de Manufactures de ce Païs ſeront par là prodigieuſement affoiblies, ne ſubſiſtant que par le Commerce & le Trafic que procure la Navigation, & cela occupe un nombre preſqu'infini de perſonnes, ce qu'il n'eſt pas néceſſaire de faire voir plus au long.

VI.

On fera encore tort par là à un nombre prodigieux de Manufactures, à ceux qui rafinent les ſels & les ſucres, à ceux qui conſtruiſent les Vaiſſeaux, ce qui intereſſe conſiderablement les gens de ces Païs-ci, & cela eſt ſi connu, qu'on n'a pas beſoin d'inſiſter davantage là-deſſus.

VII.

On portera encore par là un préjudice très-notable à la pêche qui eſt ici quelque choſe de fort important puiſqu'on ne pourroit pas fournir le ſel à point nommé dans le tems dont ils en ont beſoin, il le faudroit tirer de la Mer Baltique, il couteroit beaucoup plus, ce qui ſeroit une perte conſidérable.

VIII.

On fera tort par le refus des offres, & l'ouverture de la Guerre à notre Commerce & Navigation en Eſpagne, en Italie, en Turquie, en Barbarie, en Gréce & autres Païs, comme on l'a déja remarqué, parce que les Armateurs de Portugal ou ceux qui en auront des Lettres de Repreſailles tomberont ſur nos Vaiſſeaux.

IX.

Nos Habitans par là ſeront privés des moyens d'entretenir 50. ou 60. mille Hommes hors du Païs, ſur tout dans le Brezil à qui l'on fait gagner leur vie honorablement, ſur tout depuis que la Paix eſt faite avec la Caſtille, cela ne ſe pourroit pas faire alors, car qui voudroit aller d'ici là tant que la guerre durera avec le Portugal dans le Brezil? Qui eſt ce qui voudroit y aller pour y planter & s'y établir avec leurs Femmes & leurs enfans? Ce qui eſt un point ſi eſſentiel qu'il devroit ſeul engager à accepter les offres & les Propoſitions que l'on fait de la part du Portugal.

X.

Les mêmes perſonnes ſeront outre cela privées de leurs correſpondances d'ici au Brezil, cela fera un tort conſiderable à leur Négoce qu'ils faiſoient de là en Eſpagne, en France, en Angleterre, Terre-neuve, Irlande & autres Païs; parce que la Compagnie des Indes Occidentales ayant enfin reflechi ſur ſes intérêts, leur a laiſſé

XII.

Enfin par la Guerre où l'on entrera avec le Portugal en refuſant ſes offres, beaucoup de perſonnes perdront l'eſperance d'être payez de ce qui leur eſt dû dans le Brezil de rentrer dans leurs biens en fonds, de recouvrer leur plat Païs, ce dont elles auroient encore quelque eſpérance ſi on faiſoit promptement la Paix, parce qu'alors on tâcheroit d'empêcher les Rebelles de brûler davantage le Païs. Cet Article ſeul devroit déterminer à faire la Paix avec le Portugal, je m'en raporte aux gens de bon ſens.

Quelqu'un dira peut-être ſur tout cela qu'on n'a pas deſſein de rompre avec le Portugal, mais de vivre avec lui de toutes manieres en bonne intelligence; mais je demande ſi quand nous voulons prendre ce que le Portugal a dans le Brezil, quand nous volons ſes Sujets, que nous le traiterons comme ennemi, s'il le ſouffrira longtems, & s'il ne nous déclarera pas la guerre? Pour moi je le crois, & qui croira autrement ſe trouvera trompé, c'eſt ce que le tems apprendra bientôt.

Il y en a qui prétendent encore que nous ne voulons pas rompre en façon quelconque avec le Portugal, mais ſimplement punir nos Rebelles les remettre ſous l'obeiſſance, & reprendre les Places que nous avons perduës, les forces que nous avons envoyées n'étant deſtinées que pour cela, que c'eſt par cette même raiſon que nous occupons les côtes, & que nous prenons tout afin que les Rebelles ne puiſſent en tirer de quoi ſe fortifier. Je demande ſur cela pourquoi tous les frais que l'on fait & tous les mouvemens qu'on ſe donne, puiſqu'on nous offre de terminer cette affaire comme nous le ſouhaittons ſans qu'il nous en coûte rien?

Ce qu'on pourroit dire de plus ſur tout cela, je le raporterai dans la troiſieme Partie & y répondrai en même tems.

Pour ce qui concerne la Compagnie des Indes Orientales, j'ai dit qu'il étoit de ſon intérêt & de ſa conſervation qu'on acceptât les offres du Portugal, & qu'on fit avec lui une Paix générale, c'eſt ce que je prouve par les ſix raiſons ſuivantes.

III.

Item le profit de ſes intereſſez augmentera tous les ans, parce que ſon état ſera aſſuré dans les Indes Orientales, comme on l'experimente tous les jours.

IV.

Item. Leurs profits ou dividens augmenteront chaque année conſidérablement, parce qu'elle fera un plus gros gain par le Négoce qui ſera plus grand, & par les fraix qui ſeront bien moins conſiderables, au lieu que tout cela courrera de grands riſques par la guerre, comme on le verra dans la troiſieme Partie.

V.

Item parce qu'elle conſervera ſon honneur & ſa réputation & toutes ſes Places, outre l'avantage de ſon crédit tant ici qu'aux Indes qu'elle court riſque de perdre ſi on refuſe les offres du Portugal & qu'on entre en guerre avec lui.

VI.

Item. Elle n'aura pas beſoin alors que les intéreſſés augmentent ſon Capital, comme la Compagnie des Indes Occidentales a été obligée de faire; ce qui l'exemptera de prendre de l'argent à intérêt, & de tomber dans les embarras qu'on ne pourra éviter ſi l'on entre dans une guerre générale avec le Portugal.

Voila les ſix raiſons qui touchent la Compagnie des Indes Orientales, & par leſquelles je prouve qu'on doit accepter les offres du Portugal.

Pour ce qui regarde la Compagnie des Indes Occidentales, & qu'il eſt également de ſon intérêt d'accepter les offres de Portugal & de faire la Paix avec lui, j'en donne douze raiſons.

autrement on ne les tiendroit jamais dans leur devoir, c'eſt ce qu'il eſt aiſé de concevoir. Il faut que ce ſoit Sa Majeſté Portugaiſe qui leur commande, & qu'ils ſachent que l'on eſt en Paix, ſinon, ils aimeront mieux mourir, que d'obeir à la Compagnie, tant ils ont de haine pour elle, & d'amitié pour le Portugal.

II.

Elle aura toutes ſes Places par la Paix, ſans répandre une ſeule goute de ſang ni faire les moindres fraix elle les aura même en fort peu de tems, & préciſement auſſitôt que Monſieur l'Ambaſſadeur *Francois de Souſa Coutinho* ſera arrivé, il eſt toujours prêt à partir & n'attend que la concluſion de la Paix entre le Royaume de Portugal & cet Etat. On peut voir par là que nous avons bien fait des fraix inutiles pour recouvrer les Places perduës dans le Brezil, & que nous ſommes nous-mêmes cauſe de toute la perte du ſang qui a été répandu, quand notre Flote & nos gens ſont arrivez là, & que nous ſerons encore la cauſe de celui qui ſe répandra, puiſque nous mépriſons les offres de l'Ambaſſadeur qui a proteſté devant Dieu & devant les Hommes qu'il étoit innocent de tout cela.

III.

Elle ſauvera par l'acceptation de ces mêmes offres la vie à un grand nombre de ſes gens de guerre auſſi bien par mer que par terre, elle ne ſera plus obligée d'en entretenir un nombre ſi conſidérable, qui la ruinera ſi elle n'en eſt pas dechargée aſſez à tems; car pour lors on n'en aura plus beſoin, une petite quantité ſuffira pour garder ſes quartiers contre les Voleurs & les meurtriers qui ſont dans les Bois, & l'on doit remarquer qu'il y aura certainement tant de gens de ces Païs-ci qui iront là qu'en fort peu de tems, on n'aura pas beſoin d'y entretenir des Soldats, parce que le nombre des Hollandois ſera plus grand que celui des Portugais.

IV.

Elle gagnera toujours de plus en plus par le Commerce des Negres dans le Brezil & Angola, les revenus augmenteront d'années en années, & il ſeroit à ſouhaitter que ce Commerce pût aller ſur le même pié dans la ſuite avec la Caſtille, & qu'elle voulut conſentir qu'on fit le même Négoce avec ſes Négres dans *Carthagene*, *Vera Crux*, aux Indes Occidentales & *Rio de la Plata*, car ſi elle pouvoit avoir ce Commerce il ſeroit admirable; je ne vois pas même quelles raiſons pourroit avoir le Roi de Caſtille pour le refuſer, il devroit au contraire le laiſſer faire à ces Habitans du Perou & de la nouvelle Eſpagne pour les travaux des mines où il en a un fort grand beſoin.

ront tous les jours par là, & monteront au pair avec le Capital. Sur tout ſi leur Gouvernement ſait tout mettre à profit, & ſi elle envoye de ces côtez-là de bons & fideles Miniſtres qui ayent ſoin de faire de bons reglemens.

VII.

Par là elle ne ſera pas obligée de payer des intérêts, qui ainſi augmenteront le Capital.

VIII.

Cela lui ſervira avec le tems à pouvoir payer les arrerages de l'argent qu'elle a pris à intérêt, & qui pour la plus grande partie appartient à de pauvres Veuves ou Orphelins & à d'autres perſonnes de cette eſpece qui gémiſſent tous les jours pour ce ſujet, & ſe plaignent à Dieu même de ce qu'elles ne peuvent pas avoir leur argent ni même les intérêts, la Compagnie devient par là la fable & la riſée de ſes ennemis comme de ſes envieux & cela fait une véritable pitié à ſes amis.

IX.

Elle recouvrera par ce moyen l'honneur, la réputation & le crédit qu'elle a perdu.

X.

Elle pourra elle-même faire ſon Négoce dans le Brezil, ou le ceder aux Négocians particuliers qui demeurent là & dans ce Païs, leſquels tranſporteront leurs Marchandiſes d'ici à d'autres Païs & raporteront à peu de fraix leurs ſucres, & autres effets du Brezil, enſorte qu'elle ſera chargée de peu de depenſe pour le frét, ce qui eſt un grand point, puiſque le Négoce de notre Brezil reviendroit par là en bon état, au lieu que celui du Brezil Portugais tomberoit abſolument.

XI.

Elle préviendra encore par là la perte de ſon Capital, elle préviendra ſur tout la diminution de ſes Actions qui ne viendront pas plus bas, au lieu que cela devroit néceſſairement arriver, ſi on n'acceptoit pas les offres & qu'on recommençât la guerre.

XII.

Elle gardera par là non ſeulement toutes les Villes, Places fortes & Forteresſes qu'elle poſſede encore à préſent, ſoit dans le Brezil, Angola, Guinée, mais encore le plat Païs de Parnambuco qui ne ſeroit pas pillé, brûlé & depeuplé. Il y a même lieu de craindre que cela n'arrive au plat Païs ſi la Guerre continuë, pour en chaſſer les Rebelles; ce plat Païs lui ſera alors à charge, il faudra y entretenir continuellement

Digitized by Google

je le ferai dans ma troiſieme Partie, j'eſpére qu'on m'excuſera & qu'on ſuſpendra ſon jugement juſqu'à ce tems là, ne la voulant mettre au jour que lorſque je verrai quelqu'apparence de Traité avec le Portugal, car à quoi ſert la chandelle ou des Lunettes quand on ne veut pas voir.?

REMONTRANCE

Faite à Sa Majeſté le

ROI DE PORTUGAL

Et préſentée par les Habitans

PORTUGAIS

De la Capitainie de

PERNAMBUCO.

Sigiſmond van Schop s'eſt emparé l'an 1635. de Paraiba dont il fit la conquête & de là eſt venuë la perte de *Rial* & *Cabo St. Auguſtin*, de ſorte qu'on a été obligé & forcé de donner tout le plat Païs à la Compagnie des Indes Occidentales & de le mettre ſous ſon obeiſſance.

Le Conſeil Politique dans ce tems-là étoit compoſé de *Jacob Stachouwer*, *Guillaume Scot*, *Ippo Yſens* & *Balthaſar Wyntjes*.

Ils conclurent qu'il étoit néceſſaire que quelque beaucoup d'or & d'argent parmi les Habitans & ſongea de quelle maniere il pourroit s'en rendre le maître ; il n'en trouva pas de meilleur que de les accuſer de crimes, & pour cela il ſe ſervit de *Jean Wynans*, *Hans Willems* & d'un certain *Molart*.

Mais ſous main il leur faiſoit inſinuer de lui donner tout leur or & leur argent, au moyen de quoi on leur donneroit encore un nouveau Paſſeport & que s'ils ne le faiſoient pas on les tourmenteroit juſqu'à ce qu'ils apportaſſent tout.

Guillaume Scot dans le *Fregeſt de St. Antoine*, *Paſuche* & *Sevenhoim*, avoit fait publier les mêmes Placarts & y agiſſoit de la même maniere que *Ippo*.

Balthaſar Wyntjes, Membre du Conſeil Politique, faiſoit dans ſon quartier empriſonner beaucoup d'Habitans ſans aucune raiſon, mais ſeulement pour avoir leurs biens. Tel fut le ſort de *Conſalvo* de *Oliveira* & de beaucoup d'autres.

Cela a été cauſe que les Habitans du *Pernambuco* n'ont pas voulu revenir, parce que ſans aucun ſujet on les dépouilloit de leurs biens, ce qui leur faiſoit perdre courage.

Après la mort de *Ippo*, il vint à ſa place *Henri Schilt*. Celui-ci fut informé qu'il y avoit chez un certain *Tobbo* Prêtre & Chapelain quelque argenterie & quelques piéces de huit, ainſi que de l'argenterie d'Egliſe & d'autres bons effets qui y appartenoient, cela étoit caché dans la terre, il ſe ſervit de toutes ſortes de moyens pour decouvrir l'endroit où cela étoit & ne le put ſavoir que par le Negre de ce Prêtre. Il fit tout enlever, & il fit enſuite tuer ce Prêtre par ſon Secretaire au pié de l'autel, afin qu'il ne pût pas ſe plaindre de cette violence.

Tout le monde ſait encore que le Directeur *Pierre Janſen Bas*, qui étoit envoyé dans *Maurice* avec autorité d'y gouverner, a fu adroitement & par de bonnes paroles s'inſtruire quelles richeſſes les Habitans poſſedoient, & lorſqu'il en fut bien informé, il fit arrêter les plus riches, qui lorſqu'ils demandoient en juſtice de quoi ils étoient accuſés, on leur répondit qu'on les enverroit dans une Barque au *Recif* pour y ſubir leur Sentence.

Pour cet effet il fit freter une Barque dans laquelle

d'argent.

Cela les a obligez à prendre les armes, & tant au deſeſpoir de travailler pour enrichir les autres.

On ſait auſſi de quelle maniere le Directeur de *Nieuve-Landt* s'eſt conduit à *Angola* après le départ du Lieutenant Colonel *Hinderſon*; quoique la Paix fût faite & ſignée avec le Gouverneur des Portugais. Il a tâché de ſe jetter ſur ſon quartier avec main forte purement & ſimplement pour avoir ſon or & ſon argent, ainſi que celui de ſes gens, dont il a tué quelques uns & laiſſé la vie à d'autres après avoir pris toutes leurs richeſſes.

A l'égard des Habitans qui étoient encore en vie, ils les ont fait mettre avec leurs Femmes & leurs enfans dans de vieilles Barques, & les ont envoyez hors du Païs, tellement que beaucoup ſont morts de faim & de ſoif ſur la mer, d'autres ſont péris, & d'autres accablez de miſere & de neceſſité ſont venus dans le *Récif*, où on les a un peu aſſiſté.

Après la conquête de *Rial* le Conſeil Politique ordonna, contre le contenu des Articles de la Capitulation, que toutes les perſonnes libres auroient à payer une certaine ſomme d'argent, & que ceux qui ne le voudroient pas faire ſeroient arrêtez.

Il eſt également vrai que lorſque Don *Louis de Rorſſie* eſt venu à *Porto Calvo* le Colonel *Arteſſoky* l'eſt venu trouver & les Habitans du *Camaraſſy* ſe cacherent aux environs dans des Joncs, afin de ne pas ſouffrir des deux côtez.

Le Colonel ayant apris cela y fit mettre le feu, de ſorte que tous ces pauvres gens furent brûlez & la plûpart étoient des enfans.

Sur la délation de quelques Eſclaves qui ont accuſé les Bourgeois de *Serenbem* d'avoir caché l'Ennemi chez eux, on en a arrêté pluſieurs.

Trois ont été appliquez à la queſtion, un y eſt mort, & il a été pendu avec les deux autres, on a confiſqué leurs biens, & on n'en a pas donné d'autres raiſons.

Quand *Rabellais* vint de *Porto Calvo* avec une troupe par derriere *Malo*, & enſuite à Paſſucke, *Cabo Morebuque* & St. *Laurens* où il ſe batit avec les Hollandois qui le mirent en fuite; *Sigiſmond van Schop* avec ſes Soldats Braſiliens & Tapoyers qui marchoient par le Païs, fit aſſommer par ces Tapoyers pluſieurs Habitans parmi leſquels il y avoit beaucoup de Femmes & d'enfans qu'ils ont traitez avec la même inhumanité.

On a également vû les cruautez du Baillif *Arnout* de *Labergen* à l'égard des Habitans d'*Allegos*. Il a tué lui-même quatre perſonnes & tourmenté beaucoup d'autres; mais il laiſſoit en liberté ceux qui donnoient de l'argent, & de cette maniere, il a gagné trois cens mille piéces de huit. Cela a obligé les Habitans de cet endroit à s'en aller demeurer à *Bahia*, y emportant le reſte de leurs effets.

il l'a tenuë cachée dans ſa Maiſon contre le gré de ſon mari, qui s'en plaignit fortement, ſans pouvoir obtenir de juſtice.

Ce même Homme quelques jours après attrapa ſa Femme & la tua ſur le champ d'un coup de pique qu'il lui donna dans le ventre.

Les Communautez du *Parnambuco* n'ont jamais pu obtenir la réparation des pertes qu'elles ont ſouffertes injuſtement, quoique cela ait cauſé leur ruine.

Car dès qu'on a été Maître du plat Païs, on n'a pas tondu les Brebis, on les a écorchées.

Tellement qu'ils ont été obligez d'acheter des Bœufs pour leur ſubſiſtance, & ſe ſont tellement endettez qu'ils ne s'en retireront jamais.

Outre cela les Habitans ſont extremement appauvris par la mort de leurs Negres & par la petite verole qui y court extremement.

C'eſt ce qui eſt cauſe que nous ne pouvons reſter en ſureté ſur nos biens, par raport à ceux de *Bahia*, parce que le Roi d'Eſpagne avoit envoyé de là à Pernambuco ſes troupes pour incommoder tout le plat Païs, comme il brûle encore aujourd'hui les cannes de ſucre les moulins, & prend nos Négres, tue nos bœufs, enleve notre argent, nos meubles, ſans que nous puiſſions nous débaraſſer des Hollandois.

Il ne reſte rien ici, car quand ceux du Récif ont entendu tout cela, ils ont auſſi envoyé leurs troupes dans le Païs, mais quand ils eurent appris que ceux de Bahia s'étoient rendus maîtres de quelques Places, ils s'en ſont allez, ont pris les Portugais priſonniers & les ont encore plus maltraitez que n'avoient fait ceux de *Bahia*.

Pour avoir la liberté des hommes il falloit donner de l'argent ou des meubles.

Et quand il arrivoit une autre troupe, eût-elle été la même, on étoit expoſé aux mêmes inſultes & aux mêmes avanies.

De ſorte qu'on a toujours volé le plat Païs. C'eſt pourquoi les Marchands du *Récif* qui ont vendu leurs Marchandiſes & qui ont prêté de l'argent aux Habitans d'ici pour en être payez en ſucre, ne pouvant à préſent avoir leur payement, les tirent en procès, obtiennent contre eux, font exécuter & vendre leurs Négres, bœufs & autres effets qui ſont donnés pour le quart de ce qu'ils valent.

Il eſt aiſé de juger quel tort cela nous fait. Car il y en a un grand nombre qui ont été obligez de quitter leurs terres & de ſe retirer à Bahia.

Le Grand Conſeil voulant remedier à tous ces deſordres a envoyé ici quelques Juifs qui étoient Courtiers dans le Païs avec ordre de parler à pluſieurs Maîtres d'*Ingenios* pour faire un Traité avec eux au ſujet de leurs dettes & les en décharger afin que les Marchands ne puſſent plus les exécuter.

On leur fit dire ſecretement que s'ils vouloient faire un préſent un peu fort, on prendroit

leurs

Soldats ont pour cela des Ordonnances ſur la Treſorerie, & ne peuvent avoir leur argent ſans y perdre 25. pour cent.

Les Juifs profiterent de cette occaſion pour faire un nouveau Commerce; ils achetoient toutes ces Ordonnances, ils s'entendoient & s'accommodoient avec le Grand Conſeil, partageant le gain avec lui, ce qui cauſoit beaucoup de perte aux Habitans.

Le Grand Conſeil ſe trouvant trompé par ces Traités, & voyant le Païs ruiné par là, conſidérant auſſi que la Compagnie perdoit beaucoup par les mauvais payemens des contractans, ils commirent des gens dans chaque quartier pour recevoir les dettes de la Compagnie.

Ces Directeurs ont reçu beaucoup de Caiſſes de ſucre, afin d'écrire au Grand Conſeil qu'on les excuſât ſur ce qu'ils n'avoient plus de ſucre.

De ſorte que la Compagnie fut conſiderablement trompée, & le Grand Conſeil trouvoit ſon compte dans les préſens, cependant il s'apperçut que les facteurs n'agiſſoient pas bien; il jugea à propos d'envoyer dans chaque quartier un homme du Conſeil de Juſtice ou un du Conſeil des finances, pour retirer les dettes de la Compagnie d'une autre maniére; ils ſont allez par tout le Païs avec des Soldats & en ont laiſſé dans tous les moulins aux dépens de la Communauté.

Et afin que perſonne ne pût avoir du ſucre, ils marquoient toutes les Caiſſes avec des Cachets de la Compagnie, ſans en excepter même le ſucre de ceux qui ne devoient rien, diſant que la Compagnie en avoit beſoin pour cette fois, tellement que ces perſonnes étoient obligées de courir longtems après la Compagnie avant d'en pouvoir être ſatisfaites.

Ces contracts, au jugement de toute la terre, ont été la perte de la Compagnie, mais ils ont bien profité aux facteurs; car s'ils portoient en écrit ſur leur front les préſens qu'ils ont reçus du Païs on verroit qu'ils ont bien eu le tiers de ce que la Compagnie a retiré du Brezil.

On a longtems murmuré de ce mauvais gouvernement & l'on jugea qu'il en naîtroit des troubles qui feroient devenir le Païs à rien, car il arrivoit tous les jours des deſordres dans le

armes: il s'eſt mis en campagne, & a fait publier des Placarts pour engager tous les Habitans à prendre les armes, afin de ſe délivrer de la Tyrannie qu'ils avoient juſques là ſuportée avec aſſez de patience.

Le Conſeil pendant ce tems-là a trouvé à propos d'envoyer à *Bahia*, *Balthaſar de Voorde* avec *David Hoogſtraten* du Conſeil Politique pour prier le Gouverneur *Anthoine Telles de Silva* de donner des ordres pour apaiſer les Habitans de *Pernambuco*.

Pendant que ces Envoyez étoient à Bahia, le Grand Conſeil envoya dans le Païs le Capitaine *Jean Blaer* avec environ deux cens Hommes & quelques Braziliens, car dans ce tems-là il n'y avoit encore que fort peu de Rebelles, cependant ce Capitaine, ſans avoir égard à cela, a tué, volé & pillé tout le monde ſans aucun égard pour les coupables ni pour les innocens & dans le tems qu'on étoit encore en paix, il a été aſſez hardi pour forcer pluſieurs Femmes & Filles & les donner enſuite à des Soldats & Braziliens qui en faiſoient le même uſage.

C'eſt pourquoi les Habitans ont été forcez de ſe révolter, & aiment mieux mourir que de laiſſer forcer leurs Femmes & violer leurs Filles. On a vû ci-devant comme le Grand Conſeil a choqué ceux qui lui remontroient le mauvais gouvernement. *Abraham de Vries* l'a fait, ainſi que le Commiſſaire *Jacob Lintenich* & le Penſionnaire dont on vient de parler; c'eſt de quoi toute la Communauté du *Recif* eut de grands ſujets de mécontentement.

Nous avons dû ſouffrir ce mauvais Gouvernement pendant onze ans, ſans oſer nous plaindre, puiſqu'ils inſultoient ceux même de leur Nation quand ils diſoient la vérité.

Nous avons réſolu pluſieurs fois d'envoyer en Hollande deux perſonnes du *Pernambuco* dignes de foi pour informer les Etats du mauvais Gouvernement, mais cette réſolution a toujours reſté ſans effet, parcequ'on craignoit de ſe mettre dans de plus grands troubles.

Cependant nous autres Habitans Portugais de la Capitainie de *Pernambuco* nous ſommes remis ſous le Gouvernement de la Compagnie des Indes Occidentales, à condition que nous poſſedérions librement nos biens, ſans nous

jette le Roi de Portugal voudra bien nous rendre juſtice & nous faire la grace de nous prendre ſous ſa protection. Nous ne voulons pas être crûs ſeuls, nous appellons nos Juges pour témoins, & les principaux Hollandois du *Récif* qui connoiſſent tous ces abus, ſur leſquels mêmes ils ont écrit en Hollande, & nous ſommes dans cette occaſion parfaitement aſſurez que nous n'avons pris les armes que pour nous défendre contre un ſi mauvais Gouvernement, & ſelon la permiſſion de Dieu tout puiſſant.

Cependant nous ne voulons pas nous faire juſtice à nous-mêmes, c'eſt pourquoi nous nous adreſſons à votre Majeſté & à tous les autres Princes, que nous ſuplions de nous écouter dans notre droit, dans l'eſperance qu'on y fera plus d'attention qu'en Hollande, puiſque les choſes ſont à préſent venuës à un point que nous ne devons les terminer que le ſabre à la main.

Cependant pour ne plus répandre de ſang des deux côtez nous offrons à la Compagnie des Indes Occidentales d'entrer en Traité avec elle, & de lui ceder le Pernambuco pour un prix raiſonnable.

Mais ſi elle ne fait aucune attention à cette Propoſition, nous ſommes réſolus de lui reſiſter juſqu'au dernier moment de notre vie, de brûler & réduire tout en cendres, ſans laiſſer une pierre ſur l'autre, nous arracherons les racines des Cannes de ſucre afin qu'elle ne puiſſe plus tirer aucun profit du Brezil, & nous mourrons avec nos Femmes & nos enfans les armes à la main.

C'eſt pour prévenir ce malheur que nous donnons à connoître la choſe telle qu'elle eſt, en priant tous les Princes Chrétiens de nous vouloir aider & d'être nos Médiateurs, afin que la Compagnie accepte nos offres ſi elle connoît ſes intérêts, priant le Dieu tout puiſſant de la porter à les accepter, & ſi elle ne le veut pas faire, nous prenons ce même Dieu tout puiſſant à témoin qu'elle ſera la cauſe de notre ruine, de la ſienne, & de tout le mal qui en arrivera.

Le 12. *Octobre* 1645.

TRAITÉ DE PAIX

Avec le

PORTUGAL.

PUiſqu'on délibére, & qu'il eſt à préſent queſtion de ſavoir ſi l'on fera avec le Portugal une Paix ferme & ſtable, ſi l'on accommodera les affaires du Brezil, ou ſi l'on continuera la nouvelle Guerre qu'on a commencé, & ſi on la rendra plus forte, il m'a paru qu'il étoit à propos & même néceſſaire de propoſer quelques points qui meritent attention, & qui doivent être éxamunés avant la concluſion, ſur tout avant que de ſe déterminer à continuer la Guerre dans le Brezil avec le Roi & la Couronne de Portugal.

I.

Il faut conſidérer que les Rebelles dans notre Païs du Brezil ſont réſolus d'avoir leur liberté aux depens de leur vie contre la puiſſance de la Compagnie des Indes Occidentales, & contre ſon mauvais Gouvernement, contre notre Nation & nos Etats, parce que leur Domination paroit inſuportable, & que d'ailleurs *ils* ont par là l'eſperance de revenir ſous l'obeïſſance du Portugal, après laquelle il faut avouër qu'ils aſpurent, ſachant bien qu'il n'y a entre le Portugal & nous qu'une Tréve qui eſt prête à expirer.

II.

Ces Rebelles ne veulent entendre parler ni de pardon ni de réconciliation, ſous quelque apparence qu'on les leur puiſſe faire envisager, parce qu'ils ne ſe fient point du tout à la Compagnie, perſuadez, quand ils auront mis bas les armes, qu'elle ne manquera pas de prétextes pour ruiner & faire mourir les plus riches, en particulier ou en général.

III.

Les Vaiſſeaux & les gens de guerre qu'on a envoyez dans le Brezil ne ſont pas aſſez forts pour battre les Rebelles ou pour les forcer à ſortir du Païs, ni pour reprendre, les armes à la main les Places que nous avons perduës, à moins qu'on ne pût y envoyer à l'inſtant trois mille Hommes, & fort peu de tems après encore trois autres mille Hommes, parce qu'ils feront continuellement tort à notre armée par les Partis qui ſont dans les bois & qui de tems

en

Ces Places, & ſur tout *Bahia* & *Rio de Janeiro*, ſe trouveront fortes par la fuite de ces Rebelles, qui viendront s'y retirer, & on y pourra alors trouver plus de 12. mille Hommes en état de porter les armes.

VII.

Ces deux Places ſont non ſeulement fortes par leur ſituation, mais on les a bien fortifiées ainſi que quelques autres où on a pourvû à tout ce qui étoit néceſſaire pour leur defenſe.

VIII.

Pour aſſieger Bahia ſeulement, on a beſoin d'une armée de 12. mille hommes au moins, encore faut-il que ce ſoit de bons ſoldats; car il faudra être devant ces Places au moins trois quarts d'année, & que pour les ſervices Militaires faute de chevaux, ou d'autres bêtes néceſſaires & qu'on ne pourroit trouver ſur les lieux, il faudra ſe ſervir des Matelots & des Soldats.

IX.

Les Habitans, Braſiliens & Portugais qui ſont là, ſont de très-bons Soldats, & auſſi capables de ſe défendre contre les nôtres, que les nôtres contre eux.

X.

Ils ont là un grand avantage ſur les nôtres, parce qu'ils ſont accoutumez au climat, & que par conſéquent ils ne craignent pas les maladies, d'ailleurs ils connoiſſent toutes les routes & les paſſages ſecrets du Païs & des bois & peuvent vivre des fruits du Païs.

XIII.

Les Portugais qui ſont retirés de tout le Païs, peuvent empêcher de faire des ſucres par tout le Brezil, parce qu'ils peuvent de tems en tems brûler & détruire tous les moulins & Maiſons qu'on auroit bâtis pour cet effet dans le plat Païs & brûler toutes les cannes qu'on auroit plantées, & viendront ſurprendre & chaſſer ſans pitié ceux qui ſeront en poſſeſſion.

XIV.

Nous ne pouvons pas nous paſſer des Portugais dans le Brezil pour y faire les ſucres, bâtir les moulins, planter les cannes & gouverner les eſclaves, & beaucoup d'autres choſes néceſſaires pour leſquelles notre Nation n'eſt pas ſi agiſſante que les Portugais, puiſque juſqu'à préſent même on ne s'eſt ſervi d'aucun Hollandois dans les Moulins à ſucre, parce qu'on ne les en a pas trouvés capables.

XV.

Les Rebelles dans le Brezil Hollandois ne peuvent être reduits par d'autres moyens, que par les menaces de Sa Majeſté le Roi de Portugal, par ſes ordres & par la concluſion d'une Paix perpetuelle entre cette Couronne & les Etats, avec ſtipulation expreſſe que le Portugal ne les aſſiſtera en aucune maniére, ni ſouffrira directement ou indirectement qu'ils ſoient aidés ni qu'on mette quelqu'obſtacle à l'éxécution des promeſſes que nous leur ferons touchant leur pardon, leſquelles ſeront tenuës exactement & fidellement. Du reſte les Etats-Généraux, ainſi que Monſeigneur le Prince d'Orange, auront ſoin qu'à l'avenir il y ait de bons Regens & qu'ils ne ſoient pas plus chargez d'impôts que dans le tems qu'ils étoient ſous le gouvernement du Roi de Caſtille ou comme quand le Portugal avoit le Brezil.

ce qu'elle voudroit, pour que les choſes puſſent réuſſir comme elle ſouhaitteroit: il y a même des occaſions où elle aimeroit mieux ſe ſoumettre à leurs ſentimens que de les obliger à ſuivre les ſiens, & en cela elle fait fort ſagement.

XVII.

Les Habitans du Portugal nous haïſſent depuis qu'ils ont ſecoué le joug des Caſtillans, à cauſe du procedé de la Compagnie des Indes Occidentales, de ſorte qu'on peut dire qu'ils haïſſent autant notre Nation que les Caſtillans & même peut-être plus, parce que ladite Compagnie dans ce tems-là avoit envie de ſe rendre Maîtreſſe de toutes les Places qui leur reſtoient dans le Brezil, dans Angola & l'Iſle St. Thomas, & cela contre tout droit & juſtice, puiſqu'ils étoient bien éloignez de croire qu'on penſât à de pareilles entrepriſes, & qu'ils s'imaginoient au contraire qu'ils auroient de nous toutes ſortes de ſecours & d'aſſiſtances.

XVIII.

Si le Roi de Caſtille vient à attaquer le Roi de Portugal avec une puiſſante armée, le Royaume de Portugal n'eſt pas aſſez puiſſant pour ſe défendre, & dans ce cas-là, il ſera obligé d'accepter la protection de la France ou de traiter avec le Roi de Caſtille (à ce que je m'imagine) & mettra dans ſon marché qu'on lui conſervera tout le Brezil & Angola avec ce qu'il y poſſede préſentement, ce qui ſeroit l'avantage & le bien commun du Royaume, & encore plus celui de la Navigation.

XIX.

On ne peut pas faire comprendre à la Compagnie des Indes Occidentales & à ſes in-

pagnie. Ils ne veulent pas choiſir des perſonnes habiles pour les envoyer dans le Brezil, Angola, dans la Guinée & dans la nouvelle Hollande, comme ils en auroient véritablement beſoin, de ſorte que quand on conſidére de tous côtez leur Gouvernement & pour le paſſé & pour le préſent, en dehors & en dedans, on trouve qu'il eſt ſi miſérable, & dans une telle extrémité que l'on ne peut preſque point y apporter de remede; & il eſt certain, qu'encore que ladite Compagnie fut entierement libre & quite de toutes ſes dettes, & outre cela en poſſeſſion de tout le Brezil ou du moins des Places qu'elle a perduës dans ce Païs, on la trouveroit encore dans quelques années dans les mêmes embarras où elle eſt aujourd'hui.

Les bons & fidels Sujets de ces Etats, pour peu qu'ils ayent d'eſprit, & ceux qui ont quelque inclination pour la Compagnie des Indes Occidentales, peuvent voir par toutes ces raiſons combien il en couteroit à cet Etat pour reprendre le Brezil par la force des armes, ou rentrer ſeulement dans les Places perduës, les garder enſuite, les conſerver, & outre cela rétablir les deſordres de l'état où la Compagnie des Indes Occidentales eſt tombée, & à cet égard il ſeroit plus à propos de toutes maniéres, avant de prendre aucune reſolution violente & de rien entreprendre, de voir ſi l'on ne pourroit pas ſe ſervir de certains moyens qu'on tâcheroit de mettre en uſage ſans faire de frais; on devroit voir ſur tout, ſi on ne pourroit pas parvenir à cela de bon gré, comme par un Traité de Paix avec la Couronne & le Royaume de Portugal. Cela paroit d'autant plus aiſé & naturel, que préſentement Monſieur l'Ambaſſadeur *Don Francisco de Souſa Coutinho* offre de faire reſtituer à la Compagnie des Indes Occidentales toutes les Places qu'elle a perduës.

F I N

DU IV. ET DERNIER VOLUME.

TABLE

A.

ABRAHAM. Se ligue avec des Idolatres. I. 9

ALEXANDRE VI. du nom Pape. Envoye un Nonce au Grand-Seigneur. Fait mourir le Frére du Sultan. I. 6. Son Traité avec Charles VIII. au ſujet du Royaume de Naples. I. 33. Confirme celui paſſé entre les Rois de France & de Caſtille. *ib.*

Allemagne (l') Son état déplorable. *Pr.* X. Eſt le Théatre de toutes les querelles étrangéres. I. 149. Deſolée par la préſente guerre. I. 158. Doit ſa liberté à la France. I. 227. Supérieure en tout à la France. I. 258. Abhorre la Tyrannie des François. I. 262. & 263. Sous quel prétexte la Maiſon d'Autriche en exige des contributions. I. 283. Ne doit point agir dans la Guerre du Dannemarck avec la Suéde. I. 286. Doit être rétablie en ſon ancien état. II. 2. part. 14. Réflexions ſur cela. II. 2. part. 19 ſoupire aprés la paix. III. 487.

Allemagne (le Clergé d') Ne peut jouir de ſes Bénéfices qu'à la faveur de la Paix. I. 155. Quels doivent être ſes deſſeins en cas de guerre. *ib.* Ses Députez ſe trouvent à Munſter. I. 272.

Alliances. Les Princes de l'Empire ne peuvent faire des Alliances avec les Etrangers ſans le conſentement de l'Empereur. I. 316. Celles qui ſe ſont faites ainſi, ont été des ſuites de la Rebellion. *ib.* La Triple Alliance des François, Suédois, & Hollandois ſoulève pluſieurs Etats. I. 472. De Brandebourg avec la France eſt d'une dangereuſe conſéquence. I. 474. Celle de France & de Suéde ne regarde point la Religion. II. 2. part. 74. Quel en eſt le deſſein. II. 2. part. 254. *& ſuiv.* Remarques ſur l'Alliance des Etats-Généraux avec les François. IV. 270. & 271. Renouvellement de l'Alliance de la France de Suéde. IV. 313.

Alliez (les) Peuvent être abandonnez dans la néceſſité. Exemples. I. 235. Ceux de France ſont en retard pour le Congrès. I. 256. Leur dénombrement. I. 281. Et de ceux de l'Empereur. *ib.* Ceux des deux Couronnes doivent être nommez nom par nom. I. 332. Impoſſibilité de le faire. I. 333. Traitez par leſquels les Alliez ont été rétablis. I. 424. Clauſe obtenue par les François en leur faveur. II. 184. Lenteur des Alliez de la France. II. 2. part. 13. Leurs inſtances en faveur du Palatin. II. 2. part. 80. Leurs oppoſitions à une ſuſpenſion d'armes. III. 169. Ceux de la France ne peuvent s'accommoder ſans elle. III. 202. Dits & repliques ſur l'aſſiſtance réciproque des Alliez. IV. 196.

Alſace. Prétendue par la France. II. 2. part. 82. Utilité qu'elle en retirera. III. 21. *& ſuiv.* Ceſſion qui en eſt faite, III. 161. Sur quel pié la France veut poſſéder ce Pais. III. 163. L'utilité ou le deſavantage de l'occuper comme Fief de l'Empire. III. 244 & 245.

Alteſſe. Ce titre eſt dû au Duc de Longueville. I. 375. Preuves de ce droit. *ib.* Savoir ſi cette qualité doit être également donnée aux Plénipotentiaires de l'Empereur & du Roi d'Eſpagne. I. 376. N'eſt accordé dans l'Empire qu'aux Princes ſéculiers. *ib.* Eſt donnée à quelques Plénipotentiaires par raport à leur naiſſance ſeulement. *ib.*

AMALFI (le Duc d') Demande un Paſſeport. III. 388. Eſt refuſé. Pourquoi. *ib.*

Ambaſſade. De l'Empereur à la Porte. II. 45. Importance & dificulté de l'Ambaſſade d'Angleterre. III. 210.

Ambaſſade (le droit d') Eſt un & indiviſible nonobſtant la pluralité des Ambaſſadeurs. I. 356. *& ſuiv.*

Ambaſſadeurs de France. Ont le rang au deſſus de ceux des autres Puiſſances. Exemples. Ce qui ſe paſſa à Vervins. I. 3. *& ſuiv.* Soutiennent leur rang à Munſter. I. 244. Leurs Lettres aux Princes de l'Empire cenſurées. *ib.* Copie de ces Lettres. I. 246 *& ſuiv.* Obſervations critiques. I. 250. juſqu'à 269. Méritent punition pour leurs invectives. I. 259. Inſiſtent à ce que les Etats de l'Empire députent à l'Aſſemblée. I. 277 & 278. Ne veulent pas recevoir les Pouvoirs d'Eſpagne. *ib.* Ne peuvent agir avant l'arrivée des Princes & Etats de l'Empire. I. 333. Repris d'avoir agi contre l'Alliance. I. 337 & 338. Rendent aux Portugais les honneurs dus à ceux des Rois. I. 370. Ont ordre de menager le Député de Baviére. II. 10. Leurs inſtructions. II. 16. Ménagent une entrevue avec les Suédois.

à ... Chambre des Enquêtes. *tom.* Sa complaiſance pour le Pape quoique contraire à la France. II. 2. part. 75. Cherche quelqu'expedient en faveur des Portugais. II. 2. part. 76. Son eſtime pour Oxenſtiern. *ibid.* Eſt mécontente de la Ducheſſe de Savoye. II. part. 101. Ses ordres à cet égard. *ibid.* Promet toute ſatisfaction à l'Archevêque de Tréves. II. 2. part. 122. Donne ordre de ſigner le Traité avec le Duc de Baviére. II. 2. part. 138. Sa patience à l'égard des injuſtices du Pape. II. 2. part. 178. & 179. Promet tout ſecours à la République de Veniſe. II. 2. part. 205. Refuſe les honnêtetez des Eſpagnols. III. 106. Raiſons de ſon refus. III. 109. & 110. Fait des offres pareilles au Roi d'Eſpagne. III. 111. A qui elle confie l'éducation du Roi ſon fils. III. 113. Ecrit au Parlement d'Angleterre. III. 196. Ses craintes ſur la jonction des armées des deux Couronnes. III. 228. Se charge des emplois & gouvernemens du Duc de Brezé. III. 252.

Anſéatiques (les Villes) Leur juſtification contre Mr. Servien. I. 354. *& ſuiv.* Origine & ſujet de leur Confédération. I. 422. Leur avis ſur le commerce. I. 441. Doivent être rétablies dans tous leurs droits *ibid.* & leurs Traitez executez. *ibid.* Donnent dans les piéges des deux Couronnes. I. 472. Jouiront du bénéfice de la Paix. IV. 372. Leur Traité de Commerce avec l'Eſpagne. IV. 379.

ANSPACH (les Princes d') Rentreront dans leurs biens par la Paix. I. 156.

Apanages des Fils de France. Leur nature. I. 51. Ancienneté des Loix à cet égard. *ibid.* Sont toujours réverſibles à la Couronne faute d'hoirs mâles. I. 52. Exemples mémorables. *ibid.* Utilité de cette Loi. *ibid.*

Armées. Leur nombre dans la préſente guerre. I. 280. Détaillée. I. 282. Etat de celles de France. II. 27. Leur marche en Eſpagne. II. 51. Autre état des armées de France. III. 282. Leurs augmentations peu attendues. IV. 157.

ARMINIUS. Ses dogmes jettent la diviſion dans les Provinces-Unies. IV. 300. Eſt un émiſſaire de Rome. *ibid.* Attachement de ſes Sectateurs pour les Jéſuites. *ibid.* Combien cette Secte eſt dangereuſe. *ibid.*

Artois (le Comté d') Donné en dot à Philippe-Auguſte. I. 46. Enſuite à un Fils de France. *ibid.* Adjugé à la Maiſon de Bourgogne. *ibid.* Réuni à la Couronne. *ibid.* Rendu à la Maiſon d'Autriche. I. 47. Soustrait à la Souveraineté de la France. *ibid.* Qui terme pour les Ratifications du Traité de Hambourg. I. 141. Sa harangue en faveur des Catholiques de Hollande. I. 193. Sa réponſe à Monſieur Servien. I. 205. *& ſuiv. juſqu'à* 216. Son éloge. I. 238. Son arrivée & ſa reception à la Haye. *ib.* Cérémoniel obſervé aux Conférences. I. 239. Son audience de congé des Etats-Généraux. *ib.* Détail de ſon entrée à Munſter. I. 243. Invite les Princes de l'Empire à ſe trouver au Congrès. I. 250. *juſqu'à* 269. & 289. *& ſuiv.* Va à Oſnabrug. I. 328. S'excuſe de ce qu'à l'inſu des Suedois il a conſenti à la délivrance des Propoſitions. I. 336. A demandé ſon rapel. *ib.* Donne de grandes louanges à Monſieur Servien. *ib.* Les Suedois exaltent ſa capacité, & lui déclarent le beſoin qu'on a de lui. I. 338. Ses emplois précédens. I. 378. & 416. Envoye la relation de ſon entrée à Munſter. II. 3. Loué de ſa fermeté à conſerver la préſéance. II. 8. Eſt content du Nonce. II. 13. Soupçonne Contarini. *ib.* Son avis ſur le cérémoniel. *ib.* Le Roi lui écrit ſur ſa querelle avec ſon Collégue. II. 114. Reçoit ſatisfaction au ſujet de Monſieur Servien. II. 2. part. 11. Ses raiſons contre la délivrance d'une nouvelle propoſition pour la Paix. II. 2. part. 51. *& ſuiv.* Ne peut obtenir ſon congé. II. 2. part. 77. Reçoit des conſeils à ce ſujet. *ib.* Ses reproches aux Miniſtres de Baviere. II. 2. part. 196. Relation de ſon voyage à Oſnabrug. III. 84. *juſqu'à* 91. Eſt fort eſtimé à la Cour. III. 291. Détail de ſa Négociation à Oſnabrug. IV. 1. *juſqu'à* 68. Soupçonné de retarder la Paix. IV. 3. Pris pour Médiateur à Oſnabrug. IV. 7. & 8. Tient ſon rang chez l'Ambaſſadeur de l'Empereur. IV. 21. Ce qu'il fait accorder aux Suedois. IV. 25. S'oppoſe aux Griefs des Proteſtans. Pourquoi. IV. 27. Ses ſcrupules au ſujet de l'aliénation des Evêchez. IV. 58.

Aubaine. Maximes générales ſur ce droit. I. 69. Rigueur primitive de cette loi. *ib.* Abolie en France. *ib.* Défére au Roi la ſucceſſion des Etrangers. *ib.*

AVERSPERG. (le Baron d') Envoyé par l'Empereur au Congrès de Hambourg. Ses Inſtructions. *Pr.* LII. Arrive à Oſnabrug. *ib.* LVIII. Produit ſon Pouvoir. I. 270. Ses raiſons. I. 272. Sa mauvaiſe humeur contre la France. II. 57. Son caractére. II. 95. Refuſe de ſe conformer aux réglemens faits à Munſter. II. 105. Réflexions ſur ce procédé. *ib.* Et ſur ſa réponſe aux Suedois au ſujet de la Négociation. II. 106.

Auxbourg. Pris par les Suedois. *Pr.* XXIX. Satisfait ſur ſes Griefs. III. 423. Recouvre la liberté de la Religion & ſes biens. IV. 358.

AUTON-

Traitez. I. 16. *& ſuiv.* Fait bruler toutes les Chartes du Royaume de Bohéme. I. 19. Ses droits chimériques ſur pluſieurs Seigneuries de la France. I. 20. & 21. Son injuſte poſſeſſion du Duché de Milan. I. 32. Continue à rendre à la France l'hommage pour la Flandre. I. 45. Ses prétenſions ſur le Duché de Bourgogne. I. 51. Sur le Comté de Maconois. I. 52. Sur le Comté de Bourgogne. I. 53. Rend hommage pour l'Artois & le Charolois. I. 54. & 55. Moyens violens par leſquels elle s'eſt accrue. I. 219. Aquiert la riche ſucceſſion de Bourgogne. I. 220. Ses deſſeins ſur la France & ſur toute l'Europe. *ib.* Source & progrès de ſa puiſſance. I. 231. Fatale à l'Allemagne. I. 249. Juſtifiée des accuſations des François. I. 258. *& ſuiv.* Sa clémence. *ib.* Sa modération. I. 261. *& ſuiv.* Poſſéde l'Empire par élection libre. I. 263. Ses artifices pour obtenir des contributions de l'Allemagne. I. 283. Ses droits imaginaires ſur la France. I. 320. Princes qui compoſent cette Maiſon. I. 328. Sa chute entrainera celle de ſes Ennemis. I. 475. Sa haine contre les Luthériens. *ib.* Sacrifie tout à ſes intérêts, même la Religion. II. 52. Son Traité avec les Griſons en faveur des Calviniſtes. II. 2. part. 9. Plus favorable au Turc qu'aux Princes Chrétiens. III. 67. Moyens d'abatre ſes Ennemis. III. 329. Ses raiſons pour s'oppoſer à l'union des Duchez de Lorraine & de Bar à la Couronne de France. IV. 234.

Autriche Supérieure. Une grande partie de cette Province ſe révolte en faveur de l'Electeur Palatin. *Pr.* IV. Eſt cédée au Duc de Baviere. *ib.* XIX. Révolte des Payſans, qui rentrent dans leur devoir après quelques combats. *ib.* XX.

Autrichiens (les) Voyez *Impériaux* : & *Autriche.*

Auxerrois (le Comté d') Tranſporté à la France par un mariage. I. 236.

B.

Bade-Dourlac (le Markgrave de) Voyez *Dourlac.*

Bade (le Marquis de) ſon procès avec ſes Couſins. II. 2. part. 100. Ses prétenſions à Munſter. III. 371. Compris dans le Traité. IV. 355.

Baoni. Nonce du Pape à la Cour de France. III. 9. Les avis qu'il y donne. *ib.* Y agit pour le Duc de Baviere. *ib.* 54. 76. 102. 301.

Bajazet Empereur des Turcs. Reçoit un Nonce. Sa réponſe au Pape. Le prie de faire mourir ſon Frére. I. 6.

Bâle. Ville des Cantons Suiſſes. Inquiétée dans ſa liberté par la Chambre de Spire. III. 341. En eſt déclarée indépendante. IV. 508.

Balet donné par Monſieur d'Avaux au ſujet de la Paix. I. 340.

Bamberg (l'Evêque de) Demande & obtient une Sauvegarde de France. III. 288. Utilité de ſon Alliance. IV. 154. Ses diſcuſſions avec l'Evêque de Wurtzbourg & le Marquis de Culmbac. IV. 355.

Bannier. Général Suedois. Se ſaiſit de Magdebourg. *Pr.* XXVIII. Eſt batu. *ib.* XXXV. Reçoit un renfort. Défait les Impériaux. Ses conquêtes. Ravage la Poméranie. Envoye du ſecours au Landgrave de Heſſe. Eſt formidable au parti Catholique. *ib.* XXXVI. Ses exploits en Saxe. Aſſiége Leipſic. Sa retraite. Joint le Général Wrangel. Triomphe ſans combat. Ses exploits en Saxe & dans la Miſnie. Oblige les Princes de Lunebourg à être neutres. *ib.* XXXVII. Met le ſiége ſa Maiſon lui arrent l'indignation du Pape. III. 19. Sa retraite en France. III. 41. La protection de la France le met au deſſus de ſes Ennemis. III. 63. Ne veut pas ſe remettre au pouvoir du Pape. III. 289. Son accommodement avec ſa Sainteté. III. 339. Fait honneur à la France. III. 345.

Barde (Monſieur de la) Réſident de France à Osnabrug. III. 11. Exclus des Conférences des Suedois. *ib.* Réflexions à ce ſujet. III. 33. 43. & 47. Veut être traité comme Ambaſſadeur. Pourquoi. III. 323.

Bargana (Joſeph) Archevêque de Cambrai. Voyez *Cambrai.*

Baronio. Mis dans la Compagnie de la propagation de la Foi. IV. 298. Sa réponſe remarquable à ce ſujet. *ib.* Sa fuite. *ib.* Teneur de ſes papiers. IV. *ib.*

Bataille. De Pilſen. *Pr.* IV. De Weiſſemberg. *ib.* VI. De Heilbron. *ib.* VIII. De Hoechſt ſur le Mein. *ib.* IX. De Floriac. *ib.* X. De Statlo. *ib.* XI. De Neitra. *ib.* XVII. De Lutter. *ib.* XIX. De Leipſic. *ib.* XXVII. Du paſſage du Lech. *ib.* XXIX. De Lutzen. *ib.* XXX. De Neubourg. *ib.* XL. De Loppen. De Brittenfels. *ib.* LIII. De Preraw. De Rocroi. *ib.* LIV. De Rotweil. De Dutlingen. *ib.* LVII. De Nortlingen. II. 2. part. 124. Navale ſur les côtes d'Italie. III. 236.

Batême. Coutume obſervée en Pologne à cette cérémonie. II. 33. Ce qu'il en coute aux parains. *ib.*

Baviere (la Maiſon de) S'agrandit par la Guerre aux dépens de Pupilles innocens. I. 406. Reproches qu'on lui fait ſur la ſucceſſion de Cologne. *ib.* Les riſques qu'elle court de la part des François. I. 410.

Baviere (l'Electeur de) Voyez *Maximilien.*

Beaurains (la Châtellenie de) Miſe dans le reſſort du Comté de St. Pol. I. 48. Dépend néanmoins de Montreuil. *ib.* Réunie à la Couronne de France. *ib.* Donnée au Seigneur de Croi. *ib.* Ses dépendances. *ib.*

Beauregard (le Sieur de) Réſident de France à Caſſel. III. 2. Ses plaintes au ſujet de ſes appointemens. III. 171. & 390. Se retire de Caſſel. Pourquoi. IV. 127.

Beckman (le Sieur de) Député des Liégeois. Sa qualité. II. 2. part. 148.

Bellievre. Plenipotentiaire de France à Vervins. A le pas au deſſus de ceux d'Eſpagne. I. 3. Sa fermeté en cette occaſion. I. 5. Un de ce nom nommé à l'Ambaſſade d'Angleterre. III. 226. Sa Négociation en faveur du Roi. III. 262.

Bellitia (Jean-François) Juriſconſulte. Adjoint du Marquis de St. Maurice à Munſter. I. 379. & 419. Ses intrigues contre la France. II. 2. part. 84. & 101. Veut ſe juſtifier. II. 2. part. 113. Rapellé. III. 96.

Benfeld. Ville laiſſée à la Suede pour ſureté de ſa ſatisfaction. I. 169. On propoſe ſa démolition. III. 162. Ce que l'on peut prétendre à cet égard, vû qu'elle eſt un bien d'Egliſe. III. 367. Les Suedois veulent la retenir. IV. 117.

Berg-op-zoom aſſiégé par Ambroiſe Spinola. Délivré par le Comte de Mansfeldt. *Pr.* X.

Berg-St.-Vinox. Inveſti. III. 262. Pris. III. 263.

Bernard Duc de Weimar. Elu Général de l'armée Suedoiſe. Bat les Impériaux à Lutzen. *Pr.* XXX. Occupe Ratisbonne. *ib.* XXXI. Doit s'aboucher avec Walſtein. *ib.* XXXIII. Eſt averti que la conjuration eſt découverte, & ſe retire. *ib.* XXXIV. Eſt entiérement défait. *ib.* XXXV. Harcelle & diſſipe l'armée Impériale. *ib.* XXXVI. Commande les François en Al-

II. Ce Royaume ſe déclare pour l'Electeur Palatin. *ib.* IV. Son armée eſt entiérement défaite. *ib.* VI. Eſt ſoumis par l'Electeur de Saxe. *ib.* XXVIII. Enſuite par Walſtein. *ib.* XXIX. Tous les Titres de ce Royaume ſont brûlez. I. 19. La Paix lui rendra ſon ancienne liberté. I. 155. Abolie par la Maiſon d'Autriche. I. 220. Apartient légitimement à ces Princes. I. 267. Cette Couronne eſt de droit élective. II. 2. part. 143. On demande pour elle l'exercice de la Confeſſion d'Augsbourg. IV. 337. Qui y eſt établi. IV. 357.

BONICHAUSEN (ou Beninghauſſen) Fait des levées pour les deux Couronnes. II. 2. part. 84. Ses demandes & ſes engagemens. II. 2. part. 87. 104 & 112. Promeſſes qu'on lui fait. II. 2. part. 113. Les Eſpagnols veulent le faire périr. II. 2. part. 148. Sa tête miſe à prix. II. 2. part. 155. Aſſuré de la protection du Roi de France. II. 2. part. 171. Léve plus de Troupes qu'il n'avoit promis. III. 35. On eſt mécontent de lui. III. 194. Joint l'armée de Suede. III. 258.

BONIFACE VIII. du nom Pape, négocie, comme Prince temporel, même comme perſonne privée ſous ſon nom de famille, la Tréve entre quelques Princes. I. 6.

BOUILLON (Monſieur de) Ses inſtances pour rentrer dans Sedan. II. 15. Son accommodement feint. *ib.* Sa ſorte du Royaume. *ib.* Sa retraite en Suiſſe. II. 20. Son entrepriſe ſur Sedan. II. 104. Ses nouvelles demandes. III. 290.

Boulogne (le Comté de) Ses premiers Seigneurs dépoſſédez. I. 21. Eſt laiſſé aux Ducs de Bourgogne. *ib.* Conquis par la France. *ib.* Echange à ce ſujet. *ib.* Donné à la Vierge Marie Mére de Dieu. *ib.* Pris par les Anglois, & reſtitué. *ib.* Droits de la Maiſon d'Autriche fondez ſur une fauſſe généalogie. *ib.* Fief de Flandre. I. 47. Doit l'hommage à la France. *ib.*

Bourbourg. Les Princes de Bourbon en ſont les héritiers. I. 50.

BOURDILLON (le Maréchal de) Ses oppoſitions à la reſtitution faite au Duc de Savoye. I. 233. & 234.

Bourgogne (le Cercle de) Quelles ſont les Provinces qui le compoſent. I. 418. D'où ce nom lui a été donné. *ib.* Par qui il a été érigé. *ib.*

Bourgogne (le Comté de) Eſt anciennement du reſſort de l'Empire I. 14. Uſurpé par l'Eſpagne. *ib.* Separé du Duché. I. 53. Ses anciens Seigneurs. *ib.* Eſt porté par mariages dans les Maiſons de France & de Bourgogne. *ib.* Prétendu arriére-fief de la Couronne de France. *ib.* Soutenu étre franc. *ib.* Raiſons pour & con-

Roi de Suede. *ib.* XXVI. S'accommode avec l'Empereur. *ib.* XXXIV. Inſpire les ſentimens de Paix. *ib.* XLI. Raiſons qui l'obligent à faire la Paix. I. 155. Demandera la Poméranie & autres Etats. I. 164. & 168. Doit avoir une récompenſe. I. 169. Ses exceptions contre le Traité de Stetin. I. 203. Fondement de ſes droits ſur la Poméranie. *ib.* & 204. Les Etats qui lui apartiennent. I. 418. Ses incertitudes. I. 473. Leurré par les François. *ib.* Mécontent de l'Empereur veut ſe joindre à la France II. 169. Et ſoutenir par les armes ſon droit ſur le Duché de Clèves. *ib.* Ne peut obtenir la protection de la France. II. 186. Ses plaintes ſur la neutralité conclue avec le Duc de Neubourg. II. 2. part. 28. Ses deſſeins contre ce Duc. II. 2. part. 104. Favorable aux prétenſions de la France. III. 116. Pretend du Roi de France le Titre de Frére. III. 139. Eſt refuſé. *ib.* Raiſons de ce refus. III. 172. Ce qu'il prétend en échange de la Poméranie. III. 309. Combien ſon reſſentiment eſt à craindre. III. 327. Offres qu'on lui fait pour ſon dédommagement. III. 375. Effets de ſon Alliance avec le Prince d'Orange. III. 385. & 487. Ses reſſources contre les prétenſions de la Couronne de Suede. IV. 2. Céde la Poméranie. IV. 219. Ce qui lui eſt abandonné de l'Evêché de Camin. IV. 219. 220. & 366. Sa récompenſe. IV. 251. & 367. Changement qu'il a la liberté de faire dans le Chapitre de Magdebourg. IV. 368. Reſtitutions qui lui ſont faites. *ib.* En jouiſſance du Titre & des armes de Poméranie. IV. 498.

BRAASET. Réſident de France en Hollande. Eſt déclaré Secretaire de l'Ambaſſade à Munſter. II. 129. Doit reſter à la Haye. II. 2. part. 76. A ordre de preſſer les Etats d'envoyer au Congrès. II. 2. part. 139. Son éloge. III. 14. & 366. Sa harangue aux Etats-Généraux. III. 445.

BREGI (le Sieur de) Envoyé à Munſter auprès des Ambaſſadeurs de France. II. 56. & 62. Va en Pologne & y eſt bien reçu. II. 188.

BREME (l'Archevêque de) Entreprend contre la dignité des Ambaſſadeurs de Suede. II. 103. Motif qui le fait agir. *ib.* Précautions à prendre à cet égard. *ib.* Ses plaintes contre les Suedois. III. 30. Sa ſituation. III. 486.

Bréme (la Ville de) ſoumiſe par le Comte de Tilli, avec tout l'Archevêché. *Pr.* XXI. Ses inſtances pour la ſureté de ſon Commerce. I. 328. Demandée avec l'Archevêché par les Suedois. III. 172. Leur eſt cé-

tions. III. 164. Lui eſt cédé. III. 214. & 300.
BRUN (Antoine) Plénipotentiaire d'Eſpagne à Munſter. Ses emplois. I. 378. & 416. N'eſt ni Eſpagnol ni habile. II. 14. Sans expérience. II. 95. Reproche l'infraction du Traité de Madrid. II. 148. Se ſert malicieuſement contre la France de la mort du Prince d'Eſpagne. III. 373. Vient à Oſnabrug. IV. 36. Sa Lettre aux Etats-Généraux. IV. 222. *& ſuiv.* Autre. IV. 258.
Brunſwic-Luneburg (les Princes de) Prennent ouvertement le parti de la Ligue Catholique. *Pr.* XIX. Sont expoſez aux fureurs de la Guerre. I. 156. Leurs eſpérances dans la Paix. *ib.* Demanderont l'expulſion des Suedois de leurs Etats. I. 165. & 287. Ex des Places fortes qu'ils occupent. I. 328. Leurs Etats & leur origine. I. 421. Affectionnez au Roi de Dannemarck. I. 473. Leurs vues en ſe mettant ſous la protection de la France. *ib.* Leur dédommagement par le Traité de Paix. IV. 369. Leurs renonciations. IV. 370.
BUCHIMAN (Pierre) Du Conſeil de l'Evêque d'Oſnabrug à Munſter. I. 417. Ses qualitez & ſes emplois. *ib.*
BUCKINGHAM (le Duc de) arrête le projet du mariage de l'Infante d'Eſpagne avec le Prince de Galles. *Pr.* XII. Demande un nouveau Pleinpouvoir au ſujet des propoſitions de l'Eſpagne. *ib.* XVI.
BULEK (le Baron de) Député des Etats de Liége. Sa qualité. II. 2. part. 148
Bulle d'Or (la) Exclut tous les Etrangers de la dignité Impériale. I. 262. Ne permet à aucun Prince de l'Empire de faire des Alliances étrangéres à l'inſu de l'Empereur. I. 316.
BUQUOI (le Comte de) Général de l'Empereur défait le Comte de Mansfeldt. *Pr.* IV. Joint ſes Troupes à celles du Comte de Tilli. Victoire ſignalée ſur les Bohémiens. *ib.* VI. Se rend Maître de la Moravie. *ib.* VII.
BURCHARD. Premier Député du Duc de Wirtemberg à Oſnabrug. I. 380. Sa qualité. *ib.* Ses emplois. I. 421.

C.

CALAIS. Conquiſe par la France. Lui reſte au moyen des contraventions de l'Angleterre. I. 19.
Calviniſtes (les) Leurs plaintes contre les Luthériens. II. 2. part. 222. Jouïront du bénéfice des réglemens faits en faveur des Proteſtans. IV. 364.
CAMBRAI. (Joſeph Bargaña Archevêque de) Second Plénipotentiaire d'Eſpagne à Munſter. I. 376. Sa naiſſance & ſa profeſſion. I. 378. Va prendre poſſeſſion de ſon Archevêché. *ib.* Ses qualitez. I. 416.
CAMBRAI. Ses Habitans ſe mettent eux-mêmes en ſervitude. I. 13. Livrée au Duc d'Alençon. Reprise par les Eſpagnols. I. 14. Traité paſſé en cette Ville au desavantage de la France. I. 19. Tranſporte quelques droits prétendus par la Maiſon d'Autriche. I. 20. & 21. Proteſtations contre ce Traité. I. 34. La Ville & Principauté Fief de l'Empire. I. 48. Tombe au pouvoir des François. *ib.* Reconnoit le Roi d'Eſpagne. *ib.* L'Archevêque de Cambrai remis en poſſeſſion de la Juſtice de la Ville. *ib.* On exige l'obſervation du Traité de Cambrai. I. 319. Propoſée avec le Cambreſis pour l'échange de la Catalogne. III. 165.
CAMERARIUS (Joachim) Premier Député de l'Electeur Palatin à Oſnabrug. I. 380. Ses qualitez & ſes emplois. I. 420.
me. *ib.* Poſſeſſe de ſes Troupes & ſe confirme. *ib.* obtient un Paſſeport des François. IV. 176.
Cardinaux Peuvent être employez par les Souverains dans les Négociations. Exemples. I. 6. & 7. Envoyez aux Papes mêmes en qualité de Miniſtres. Ont ſouvent été Officiers des Couronnes, ou Généraux d'armée. I. 7. & 8. Comme Miniſtres ils ſuivent le rang de leurs Maîtres. Preuves. I. 9. Le Collége doit connoître des différends pour le Royaume de Naples. I. 320. & IV. 305. Rempli de Gens de néant. II. 155.
CARLINI (Pellerin) Député du Comte d'Egmond Duc de Gueldre à Munſter. I. 419. Sa naiſſance & ſes emplois. *ib.*
CARPZOVIUS. Député à Oſnabrug des Ducs de Saxe-Altembourg. I. 421. Sa qualité. *ib.*
CARRETTI. (Alexandre & Scipion) Marquis de Final. Ne veulent point céder leur Seigneurie à l'Eſpagne. En ſont dépouillez. I. 13.
Carthage. Subjuguée par les Romains. IV. 301. Sa conſervation néceſſaire à la République. Raiſon remarquable. *ib.*
CASTEL-RODRIGO (le Marquis de) Traite avec le Landgrave de Darmſtat. I. 216. *& ſuiv.* Propoſe la Paix aux Hollandois. I. 467. Moyens dont il ſe ſert pour animer le Prince d'Orange contre la France. III. 61. Ses Lettres pleines d'épouvante. III. 301. Sa correſpondance avec les Hollandois. III. 321.
CASTRO (Pereira de) Ambaſſadeur de Portugal. Voyez *Pereira*.
Catalans (les) Motifs de leur révolte contre l'Eſpagne. I. 25. Ne ſont appuyez par la France que pour reculer la Paix. I. 253. Leur fidélité & les efforts qu'ils font. II. 102. Puiſſamment ſecourus. II. 128. Sont ſujets de la France. II. 2. part. 42. Leur affection pour la France. III. 24. On doit leur cacher le deſſein de les abandonner à l'Eſpagne. III. 26. Moyens de les duper. III. 29. & 50. & 183. Expédiens à ce ſujet. III. 184. & 185. La France veut leur ménager une longue Trêve avec l'Eſpagne. III. 239.
Catalogne (la) Soumiſe aux Rois de France. I. 25. Cédée aux Rois d'Arragon. *ib.* Souffrante de l'obeïſſance de l'Eſpagne. *ib.* Prétendra reſter à la France. I. 164. A qui l'on propoſe de la céder. I. 170. Pourquoi. I. 171. Ou d'en faire une République. I. 172. Eſt l'héritage de la Couronne de France. Preuves. I. 220. Se donne à la France à condition de n'en être jamais ſéparée. I. 280. Secourue par la France. II. 102. Importance de cette Province. II. 169. Eſt néceſſaire à la Monarchie d'Eſpagne. III. 24. L'intérêt de la France à la ſoutenir. III. 349. Cauſe de ſon affection pour la France. III. 488. Difficultez ſur la Trêve de 30. ans. IV. 108.
Câteau-Cambreſis. On y paſſe un Traité qui confirme les ceſſions faites précedemment. I. 20. On y reſtitue les Etats des Ducs de Savoye. I. 39. A quelles conditions. *ib.* On veut obliger la France à le confirmer à Munſter. I. 319.
Catholiques (les Princes) Savoir s'ils peuvent s'allier avec les Hérétiques. Sous quelles conditions ils ſont en droit de le faire. Exemples tirez des hiſtoires ſacrées & profanes. I. 9. 10. & 11. Les demandes qu'ils formeront contre les Proteſtans. I. 165. Doivent ſe déſiſter de quelques prétentions. I. 166. Conſentent à la ceſſion de Briſac. III. 186. Avantages de leur déclaration. III. 204. Leur

visites reciproques des Ambaſſadeurs. II. 6. Uſité à l'égard de la République de Venise. II. 8. Ordonné à ſa ſatisfaction. *ib.* Ajuſtement propoſé. II. 13. Rejetté par la Reine de France. II. 20. Ce qui ſe paſſa aux priéres publiques. II. 21. Ordres de la Cour de France à ce ſujet. II. 41. & 42. Ce qui ſe pratique à Rome. *ib.* & 43. Raiſons pour terminer la diſpute à ce ſujet avec les Hollandois. II. 106. On en traitera à Paris. II. 126. A l'égard de l'Evêque d'Oſnabrug. II. 2. part. 7. Avec les Electeurs. II. 2. part. 34. Ordres & réflexions ſur cela. *ib.* Expédient à l'égard du Comte de Trautmanſdorff. II. 2. part. 219. Avec le premier Ambaſſadeur de Brandebourg. II. 2. part. 260. Difficulté touchant le cérémoniel avec l'Ambaſſadeur de Suede en France. III. 316. Que les Nonces obſervent à l'égard de Savoye. III. 322.

CHABOT (Claude) Marquis de Saint Maurice. Voyez *Saint Maurice.*

Chambre de Spire (la) Sa limitation demandée. I. 452.

Chambre Impériale (la) On lui renvoyera les procès indécis par le Traité. I. 170. Egalité de Juges des deux Religions. *ib.* Eternise les procès. I. 451. L'égalité de Juges des deux Religions établie. IV. 363.

Charlemont. Sa reſtitution demandée en faveur de l'Etat de Liége. III. 392.

CHARLES *d'Anjou.* Inveſti du Royaume de Naples & de Sicile. I. 36. Et fait Sénateur Romain. *ib.* A quelles conditions. *ib.* Défait ſes Compétiteurs. *ib.* Met fin à la Maiſon de Suabe. *ib.* Sa tyrannie à l'égard de ſes Sujets. *ib.* Refuſe d'écouter leurs plaintes. *ib.* Ils ſe révoltent & maſſacrent les François. *ib.* Charles aſſiége Meſſine. *ib.* Abandonne la Sicile. *ib.* Paſſe en Provence, & meurt. *ib.*

CHARLES Duc de Lorraine. Sa légéreté & ſa haine contre la France. I. 58. Ses cabales avec les Mécontens de ce Royaume. *ib.* Reçoit Monſieur à Nanci. *ib.* Léve une armée. *ib.* Sa diſſimulation & ſes excuſes. I. 59. Se ſoumet. *ib.* Son infidélité. *ib.* & 60. Remet Nanci. I. 60. Entre en accommodement. I. 61. Son nouveau Traité. *ib.* & 62. Maltraite ſes Sujets. I. 62. Se joint aux Eſpagnols. *ib.* Ne doit pas conſentir à la Tréve. I. 159. Veut s'unir inſeparablement à la France. II. 11. Traite avec la France : & l'avantage qu'on en peut tirer. II. 100. Conditions propoſées. *ib.* Réflexions ſur ſon accommodement. II. 112. Son infidélité. II. 124. Menace l'Electeur de Tréves. II. 2. part. 169. Eſt mis en fuite. II. 2. part. 172. Son

CHARLES V. du nom Empereur. Jette les fondemens de la Monarchie univerſelle. Ses inſtructions à ſon fils. I. 11. Se ſaiſit du Duché de Milan. En promet l'inveſtiture à un des fils de François. I. *ibid.* Le donne à Philippe II. Sous quel prétexte. *ibid.* & 12. Viole en cela ſa Capitulation. *ibid.* Se rend Maître de Siéne, à quel titre. I. 12. En inveſtit Philippe II. *ib.* Se ſaiſit de Piombino, ſous ombre de protection. *ibid.* Donne cette Place au Duc de Florence. *ibid.* Détache par fineſſe les Pais-Bas de la mouvance de l'Empire. I. 14. Soumet la Ville de Conſtance ſous quel prétexte. *ibid.* Sa fourberie à l'égard du Landgrave de Heſſe. I. 17. Les Etats qu'il ſe réſerve par les Traitez. I. 19. Fait renoncer François. I. à pluſieurs Etats. *ibid.* Ses inſtructions là-deſſus à ſon Fils. I. 20. S'il avoit des droits réels ſur les terres qu'il céde à François premier. I. 20. & 21. Céde ſes droits ſur Montpellier. I. 27. Ses derniéres volontez au ſujet du Royaume de Navarre. I. 30. Reconnoit l'injuſtice des prétenſions de ſa Maiſon ſur le Royaume de Naples. I. 34. En aſſure la poſſeſſion par un nouveau Traité. *ibid.* Déclaré en France criminel de félonie. *ibid.* Tire Stenai des mains de la France. I. 66. Sa Bulle de l'Interim préjudiciable à la Religion Catholique. II. 52. Ses raiſons pour poſſéder la Franche-Comté comme Fief de l'Empire. III. 245.

CHARLES IX. du nom Roi de France. Fait au Duc de Savoye des reſtitutions préjudiciables. I. 233.

CHARLES IX. du nom Roi de Suéde. Cartel de défi qu'il envoye au Roi de Dannemarck. I. 195.

Charolois (le Comté de) Sa mouvance du Duché de Bourgogne. I. 54. Ses anciens Seigneurs *ibid.* Tombe dans la Maiſon de France. *ibid.* Dans celle d'Armagnac. *ibid.* Vendu au Duc de Bourgogne. *ibid.* Saiſi par Loüis. XI. *ibid.* Rendu à la Maiſon d'Autriche. *ibid.* Doit l'hommage à la France. *ibid.* & 55. Confiſqué à cette Couronne. I. 55. Reſtitué au Roi d'Eſpagne. *ibid.*

CHEIDER (Jean-Philippe) Député à Munſter pour la République de Colmar. I. 419. Ses emplois. *ibid.*

CHEVREUSE (Madame de) Ses intrigues contre la France. II. 2. part. 160.

CHIGI (Fabio) Nonce du Pape à Munſter. *Pr.* LVIII. Son entrée à Munſter. I. 243. & 293. Ses remontrances ſur les Propoſitions des François. I. 311. Ce qu'il penſe ſur la liberté de l'Electeur de Tréves. I. 316. Se plaint des François. I. 317. Sa naiſſance &

II. 149. Refuſe les offres de ſervices des Eſpagnols. II. 168. Refuſe de conférer avec les Proteſtans. III. 33. Ne connoit pas l'état des affaires de France en Catalogne. III. 125. Indignité de ſon procédé contre la France. III. 197.

CHRISTIAN. Adminiſtrateur de Magdebourg. Secouru par le Roi de Suéde; Aſſiégé dans Magdebourg. *Pr.* XXVI.

CHRISTIAN de Brunſwick, Evêque d'Halberſtadt, ſe déclare pour les Proteſtans. Son ſerment ſingulier. Léve une armée conſidérable. Sa déviſe remarquable. *Pr.* VIII. Se rend Maître de pluſieurs Places de Weſtphalie. Pille les tréſors des Egliſes. Sacage la Wéteravie, & le Diocèſe de Mayence. Eſt attaqué à Hoëchſt, & mis en déroute. Sa perte & ſa retraite. *ib.* IX. Eſt remercié par l'Electeur Palatin. S'engage avec les Hollandois. Marche au ſecours de Berg-op-Zoom. Eſt défait à Fleurus, où il perd le bras gauche. Va en Weſtphalie. *ib.* X. Remet une armée ſur pié. Ses ravages. Eſt batu, & ſe ſauve preſque ſeul en Hollande. *ib.* XI. Se rend à Londres pour y propoſer le mariage du Prince de Galles avec Henriette de France au préjudice de l'Infante d'Eſpagne. *ib.* XII. Marche au ſecours du Roi de Dannemarck. *ib.* XVIII. Sa mort. *ib.* XIX.

CHRISTIAN IV. du nom Roi de Dannemarck. Voyez *Dannemarck*.

CHRISTINE, Reine de Suéde. Renouvelle l'Alliance avec les François. *Pr.* XXXII. Sa réponſe à la Diéte de Ratisbonne. Ratifie le Traité pour les préliminaires de la Paix. *ib.* XLV. Son Manifeſte contre les Danois. I. 176. *& ſuiv.* Veut ſe précautionner contre le Dannemarck. I. 188. Et continuer la guerre contre l'Empereur. *ib.* Sur quoi elle établit ſes droits ſur la Poméranie. I. 203. & 204. Dénombrement de ſes Etats, & conquêtes. I. 420. Dénombrement de tous ſes domaines. I. 425. & 426. On propoſe ſon mariage avec le Roi de Pologne. II. 64. Raiſons. II. 65. *& ſuiv.* Sa ſincérité à l'égard de la France. III. 62. Services qu'elle lui rend. III. 100. Plus modérée dans les demandes que les Ambaſſadeurs de Suéde. III. 159. Eſt déclarée majeure. III. 298. Sa propoſition au Roi de France. III. 456. *& ſuiv.* Autre. III. 458. *& ſuiv.* Sa bonne volonté pour la France. IV. 123. Convient d'une Tréve avec les Electeurs de Baviére & de Cologne. IV. 251. *& ſuiv.* Sa Lettre au Duc de Baviére ſur ſa rupture de la Tréve. IV. 385.

CLANDT (Adrian) Plénipotentiaire à Munſter pour la Province de Groningue. I. 423. Son Caractére. III. 13.

CLEMENT III du nom Pape. Veut recouvrer la Sicile. I. 25. y envoye une armée. *ib.* Change de deſſein. *ib.* Meurt. *ib.*

Colléges. Les trois Colleges de l'Empire diviſez au Congrès. II. 2. part. 128.

Colmar (la Ville de) Son affaire au ſujet d'un Bénéfice. III. 2. Néceſſité de la contenter. *ib.* & 15.

Cologne. Aſſemblée qui ſe tient dans cette Ville. I. 229. Ses longueurs. *ib.*

COLOGNE (l'Electeur de) Doit ſouhaiter la Paix. I. 155. Il peut par la guerre augmenter ſa puiſſance. *ib.* Réparations & reſtitutions qu'il exigera. I. 164. Dénombrement des Bénéfices qu'il poſſéde. I. 417. Ses diſpoſitions favorables. II. 173. Veut s'accommoder avec la Landgrave. II. 2. part. 186. On propoſe de l'enlever. II. 2. part. 235. Ses brigues pour la Coadjutorie de Munſter. II. 2. part. 237. Ses intrigues. II. 2. part. 238. Ses ſentimens ſur la Paix. II. 2. part. 239. Ses Ambaſſadeurs à Munſter. II. 2. part. 240. Ses Ambaſſadeurs à Oſnabrug. II. 2. part. 241. Ses Ambaſſadeurs à Cologne. II. 2. part. 242. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 243. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 244. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 245. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 246. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 247. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 248. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 249. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 250. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 251. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 252. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 253. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 254. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 255. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 256. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 257. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 258. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 259. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 260. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 261. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 262. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 263. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 264. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 265. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 266. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 267. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 268. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 269. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 270. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 271. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 272. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 273. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 274. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 275. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 276. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 277. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 278. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 279. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 280. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 281. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 282. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 283. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 284. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 285. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 286. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 287. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 288. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 289. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 290. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 291. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 292. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 293. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 294. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 295. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 296. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 297. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 298. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 299. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 300. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 301. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 302. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 303. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 304. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 305. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 306. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 307. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 308. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 309. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 310. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 311. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 312. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 313. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 314. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 315. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 316. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 317. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 318. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 319. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 320. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 321. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 322. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 323. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 324. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 325. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 326. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 327. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 328. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 329. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 330. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 331. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 332. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 333. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 334. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 335. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 336. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 337. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 338. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 339. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 340. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 341. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 342. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 343. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 344. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 345. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 346. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 347. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 348. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 349. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 350. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 351. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 352. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 353. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 354. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 355. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 356. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 357. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 358. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 359. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 360. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 361. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 362. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 363. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 364. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 365. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 366. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 367. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 368. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 369. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 370. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 371. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 372. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 373. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 374. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 375. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 376. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 377. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 378. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 379. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 380. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 381. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 382. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 383. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 384. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 385. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 386. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 387. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 388. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 389. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 390. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 391. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 392. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 393. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 394. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 395. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 396. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 397. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 398. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 399. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 400. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 401. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 402. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 403. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 404. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 405. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 406. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 407. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 408. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 409. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 410. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 411. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 412. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 413. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 414. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 415. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 416. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 417. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 418. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 419. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 420. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 421. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 422. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 423. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 424. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 425. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 426. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 427. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 428. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 429. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 430. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 431. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 432. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 433. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 434. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 435. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 436. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 437. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 438. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 439. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 440. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 441. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 442. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 443. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 444. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 445. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 446. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 447. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 448. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 449. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 450. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 451. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 452. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 453. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 454. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 455. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 456. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 457. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 458. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 459. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 460. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 461. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 462. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 463. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 464. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 465. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 466. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 467. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 468. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 469. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 470. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 471. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 472. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 473. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 474. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 475. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 476. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 477. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 478. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 479. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 480. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 481. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 482. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 483. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 484. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 485. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 486. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 487. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 488. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 489. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 490. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 491. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 492. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 493. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 494. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 495. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 496. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 497. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 498. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 499. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 500. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 501. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 502. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 503. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 504. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 505. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 506. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 507. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 508. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 509. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 510. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 511. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 512. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 513. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 514. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 515. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 516. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 517. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 518. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 519. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 520. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 521. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 522. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 523. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 524. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 525. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 526. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 527. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 528. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 529. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 530. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 531. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 532. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 533. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 534. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 535. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 536. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 537. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 538. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 539. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 540. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 541. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 542. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 543. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 544. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 545. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 546. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 547. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 548. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 549. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 550. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 551. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 552. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 553. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 554. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 555. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 556. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 557. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 558. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 559. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 560. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 561. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 562. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 563. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 564. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 565. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 566. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 567. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 568. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 569. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 570. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 571. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 572. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 573. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 574. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 575. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 576. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 577. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 578. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 579. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 580. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 581. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 582. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 583. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 584. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 585. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 586. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 587. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 588. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 589. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 590. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 591. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 592. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 593. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 594. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 595. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 596. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 597. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 598. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 599. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 600. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 601. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 602. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 603. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 604. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 605. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 606. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 607. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 608. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 609. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 610. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 611. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 612. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 613. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 614. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 615. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 616. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 617. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 618. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 619. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 620. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 621. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 622. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 623. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 624. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 625. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 626. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 627. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 628. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 629. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 630. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 631. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 632. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 633. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 634. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 635. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 636. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 637. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 638. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 639. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 640. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 641. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 642. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 643. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 644. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 645. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 646. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 647. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 648. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 649. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 650. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 651. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 652. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 653. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 654. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 655. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 656. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 657. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 658. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 659. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 660. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 661. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 662. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 663. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 664. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 665. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 666. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 667. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 668. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 669. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 670. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 671. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 672. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 673. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 674. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 675. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 676. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 677. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 678. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 679. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 680. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 681. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 682. Ses Ambaſſadeurs à Hanau. II. 2. part. 683. Ses Ambaſſadeurs à Heidelberg. II. 2. part. 684. Ses Ambaſſadeurs à Francfort. II. 2. part. 685. Ses Ambaſſadeurs à Ratisbonne. II. 2. part. 686. Ses Ambaſſadeurs à Vienne. II. 2. part. 687. Ses Ambaſſadeurs à Paris. II. 2. part. 688. Ses Ambaſſadeurs à Madrid. II. 2. part. 689. Ses Ambaſſadeurs à Londres. II. 2. part. 690. Ses Ambaſſadeurs à la Haye. II. 2. part. 691. Ses Ambaſſadeurs à Stockholm. II. 2. part. 692. Ses Ambaſſadeurs à Copenhague. II. 2. part. 693. Ses Ambaſſadeurs à Varſovie. II. 2. part. 694. Ses Ambaſſadeurs à Moſcovie. II. 2. part. 695. Ses Ambaſſadeurs à Conſtantinople. II. 2. part. 696. Ses Ambaſſadeurs à Rome. II. 2. part. 697. Ses Ambaſſadeurs à Venize. II. 2. part. 698. Ses Ambaſſadeurs à Turin. II. 2. part. 699. Ses Ambaſſadeurs à Florence. II. 2. part. 700. Ses Ambaſſadeurs à Mantoue. II. 2. part. 701. Ses Ambaſſadeurs à Modéne. II. 2. part. 702. Ses Ambaſſadeurs à Gênes. II. 2. part. 703. Ses Ambaſſadeurs à Lucques. II. 2. part. 704. Ses Ambaſſadeurs à Parme. II. 2. part. 705. Ses Ambaſſadeurs à Plaiſance. II. 2. part. 706. Ses Ambaſſadeurs à Lorraine. II. 2. part. 707. Ses Ambaſſadeurs à Baviére. II. 2. part. 708. Ses Ambaſſadeurs à Saxe. II. 2. part. 709. Ses Ambaſſadeurs à Heſſe. II. 2. part. 710. Ses Ambaſſadeurs à Brandebourg. II. 2. part. 711. Ses Ambaſſadeurs à Wirtemberg. II. 2. part. 712. Ses Ambaſſadeurs à Brunſwick. II. 2. part. 713. Ses Ambaſſadeurs à Mecklenbourg. II. 2. part. 714. Ses Ambaſſadeurs à Holſtein. II. 2. part. 715. Ses Ambaſſadeurs à Deux-Ponts. II. 2. part. 716.

vocation des Etats de l'Empire. I. 285. Ne veulent point ſe défaiſir de leurs conquêtes. I. 371. Les ſuretez qu'elles demandent à l'Empereur pour l'exécution du Traité. I. 423. Leur union pour obtenir ſatisfaction. II. 2. part. 120. La néceſſité où elles ſont de faciliter la Paix. III. 327 Leur concert ſur les affaires de Baviére & du Palatin. IV. 55. & 56.

Courtrai. Ville de Flandre, aſſiégée par les François III. 231. Et priſe à la vue des Ennemis. III. 243. Suites avantageuſes de cette conquête. III. 325.

CRAIS (Chriſtian-Werner) Député de l'Adminiſtrateur de Magdebourg à Oſnabrug. I. 380. Sa qualité. *ib.* & 420.

Crane. Plénipotentiaire de l'Empereur à Munſter. *Pr.* LVIII. Et à Oſnabrug. I. 328. & 379. Sa naiſſance, ſa profeſſion & ſes emplois. I. 420.

CREBS (Jean-Adam) Troiſiéme Député de l'Electeur de Mayence à Oſnabrug. I. 379. Sa profeſſion. *ib.* Ses qualitez. I. 420.

CREBI (Jean-Adolphe) Second Député de Baviére à Munſter. I. 378. Sa qualité & ſes emplois. I. 418. Ses droites intentions. II. 2. part. 103. Demande un paſſeport, & pourquoi. *ib.* Service qu'il reçoit de la Cour de France. III. 257. Eſt utile à cette Couronne. III. 284. Deſtiné à l'Ambaſſade de France. Son éloge. IV. 65.

Creſpi. Ceſſions faites par la France au Traité qui porte ce nom. I. 19. Celles faites par la Maiſon d'Autriche; ſur quoi fondées. I. 20. & 21. Le Dauſin proteſte contre ce Traité. I. 34. Les Eſpagnols en exigent l'exécution. I. 319.

CROISSI (Mr. de) Deſtiné à l'Ambaſſade de Tranſilvanie. II. 53. Ses ordres. *ib.* Va pour les affaires d'Ooſt Friſe. II. 106. Part pour la Tranſilvanie. II. 145. Réflexions ſur le Pouvoir limité que la Cour lui a envoyé. *ib.* Et ſur ſa Négociation. II. 167. Raſſure l'Electeur de Brandebourg ſur les intentions de la France. II. 2. part. 28. Sa conduite en Tranſilvanie eſt aprouvée. II. 2. part. 86. Va à Conſtantinople: à quel ſujet. II. 2. part. 177. & 202. Rapellé. III. 150. Arrive à Munſter. III. 180. Député vers Mr. le Maréchal de Turenne. III. 348. Sujet important de ſa Négociation. *ib.* Deſtiné à l'Ambaſſade de Baviére. Son éloge. IV. 93.

CROZIEG (Adolphe-Guillaume de) Député de la Landgrave de Heſſe à Munſter. I. 328. Sa naiſſance & ſon emploi. I. 379. & 419.

change des actes du Traité de Hambourg. I. 140. Exemt des incommoditez de la guerre il doit éviter la Paix. I. 157. Ses exactions contre les Suédois les portent à la guerre. I. 176. *& ſuiv.* Son Manifeſte contre les Suédois. I. 178. *& ſuiv.* Accuſé de violer les Traitez. I. 188. Ses intelligences avec les ennemis de la Suéde. *ib.* Refuſe d'être Médiateur: & pourquoi. I. 194. Sa réponſe au Cartel du Roi de Suéde. I. 195. Demande du ſecours contre la Suéde I. 283. Veut s'accommoder. I. 287. Relation qu'on lui envoye ſur les affaires de l'Europe. I. 472. *juſqu'à* 489. Son expérience. I. 483. Les moyens qu'il doit employer pour faire la Paix. I. 487. *& ſuiv.* Ne peut être Médiateur. II. 47. Apelle les Impériaux. II. 111. Confére avec le Miniſtre François. II. 120. Veut s'allier avec la France. II. 165. A quel deſſein il demande la garentie de la France. II. 168. & 180. Solicite la Pologne contre la Suéde II. 181. Utilité de ſon Alliance. II. 2. part. 27. Sa ſituation tranquile. III. 486. Admis au Traité de Paix. IV. 371.

Danois (les) S'atirent les armes de Suéde. I. 149. & 150. Leurs Alliances & Traitez avec les Suédois. I. 181. & 182. Preſſent le ſecours de l'Empire. II. 23. Défaits par les Suédois. II. 175. Font la Paix. II. 2. part. 147. En ſont obligez à la France. II. 2 part. 170. S'oppoſeront à la ſatisfaction de la Suéde. III. 368.

DARMSTADT (le Landgrave de) Fort incommodé pendant la guerre. I. 156. La Paix diminuera ſes poſſeſſions. *ib.* Ne voudra rien reſtituer à la branche de Caſſel. I. 165. On devroit l'obliger à ſortir des Places du Palatinat. I. 168. Se ligue avec les Ennemis de la France. I. 216. *& ſuiv.* Subſides qui lui ſont accordez. *ib.* Déplore l'aveuglement des Princes de l'Empire. I. 478. Ses plaintes. *ib.* Demande l'apui de la France contre la Maiſon de Caſſel. III. 64. Doit être traité comme ſon ennemi. III. 355. & 386. Ses hoſtilitez contre la Maiſon de Heſſe. III. 407. *& ſuiv.* Réglement ſur ſes diférends. IV. 370.

DAVID (le Prophéte) Se met à la ſolde d'un Roi idolatre contre Saül ſon perſécuteur. Veut combattre pour les Infidéles. Parvenu à la Couronne il fait pareille Alliance. I. 9.

Demmin. Cette Ville ſera tranſportée à la Suéde juſqu'à ſa ſatisfaction. I. 168.

Députez (les) De Mayence & de Brandebourg prétendent à la Médiation. I. 370. Ceux des Etats-Généraux en Ooſt-Friſe traitent avec fierté le Miniſtre de France. II. 145. Et embrouillent les affaires de ce

Délivrée des aproches de l'armée Suédoiſe. Réſultat de cette Diéte. *ib.* XL.

DIGBY (le Chevalier) Miniſtre d'Angleterre à Bruxelles pour l'affaire du Palatin. *Pr.* X.

Dignité Electorale. (la) Pourroit être laiſſée au Duc de Baviére pendant ſa vie. I. 168. Ne peut ſubſiſter dans les deux Maiſons. *ib.*

Domaine de la Couronne de France inaliénable. I. 51. Quant aux terres qui en ſont mouvantes. I. 52. & 67.

Donawert. Pris par le Roi de Suéde. *Pr.* XXIX. Dépouillé de ſa liberté. I. 451. Son rétabliſſement demandé. *ib.* Renvoye à l'Aſſemblée des Etats de l'Empire. IV. 358.

DONIA (François de) Plénipotentiaire de la Province de Friſe à Munſter. I. 423. Dévoué aux Eſpagnols. III. 13.

DONISHIERN (Wolff-Conrard de) Député à Oſnabrug, pour les Ducs de Saxe-Altembourg. I. 421.

Douai. Depuis quand eſt dépendante de la France. I. 49. Traitez à ce ſujet. *ib.* Les Eſpagnols devroient la rendre. I. 319.

DOURLAC (le Margrave de) Ses inſtances auprès des Plénipotentiaires de France pour être rétabli. III. 133. Ses intérêts n'ont aucun raport au Traité de Munſter. III. 423.

Droit des Gens (le) Aſſujétit également tous les Souverains. I. 65. Anéantit certaines lois particuliéres. *ib.* Dans tous les Royaumes s'étend ſur les Etrangers. I. 69. Juſtifie la poſſeſſion des conquêtes. I. 219.

Dunkerque. Les Rois de France en ſont les légitimes Seigneurs. I. 50. Aſſiégée. III. 301. Eſt deſtinée de tout. *ib.* Sa priſe. III. 343.

E.

EBERSTEIN (le Comte d') Commandant des Heſſiens en Ooſt-Friſe. Sa vangeance du Comte d'Embden. II. 143. Jugement ſur cette action. *ib.*

Echange. Des Pais-Bas avec la Catalogne. Son utilité pour la France & pour l'Eſpagne. III. 21. *& ſuiv.* Sa difficulté & ſes inconvéniens. III. 27. Moyens d'y parvenir. III. 28. Réflexions. III. 50. & 106. On n'y voit point d'apparence. III. 117. Dangereux à propoſer à Munſter. III. 153. Autre échange pour la Catalogne. III. 165. & 266. Sur l'échange des Priſonniers. III. 425. Pour l'Artois. IV. 167.

Ecoſſois (les) S'emparent de Neuchâtel & s'y enrichiſſent. II. 175.

Edit pour la reſtitution des biens eccléſiaſtiques publié & exécuté. *Pr.* XXII. Eſt la ſource de la guerre de Suéde. I. 407. Cette reſtitution ordonnée par le Traité de Paix. IV. 357. *& ſuiv.*

EDOUARD (Dom de Bragance) Frére du Roi de Portugal. Sa liberté demandée. I. 436. Renvoyée à la déciſion du Roi Catholique. *ib.* & III. 258. Les Eſpagnols lui font ſon procès. III. 289. Eſt en danger de perdre la vie. III. 309. Conditions pour obtenir ſa liberté. III. 344. N'a aucun raport aux affaires de l'Empire. II. 425. Condamné à la mort. IV. 80. Subtilitez des Eſpagnols à ſon égard. IV. 267.

Egliſe Romaine. Sa maxime horrible dans le paralléle qu'elle fait des Hérétiques avec les Infidéles. I. 10. Eclat de ſes dignitez. IV. 300.

EGMOND (le Comte d') S'intitule Duc de Gueldres. Ambaſſadeurs des Etats-Généraux. I. 240. Prétendent avoir ſeuls le droit de faire la Paix. I. 277. N'envoyent point à Munſter à cauſe du rang. I. 287. Doivent décider ſur le Duché de Milan. I. 320. Ne veulent point céder à la République de Veniſe. I. 328. Prétendent les honneurs dus aux têtes Couronnées. II. 2. part. 25. Leurs prétentions. II. 2. part. 128. Les Electeurs Catholiques intéreſſez à la ſatisfaction de la France. III. 294. Leur diſpute avec les Etats-Généraux. IV. 137. Formalitez pour leur condamnation en cas de crime de Félonie. IV. 236. Réglement pour leurs Députez aux Diétes. IV. 364. Font partie du Traité de Paix. IV. 371.

EMBDEN (le Comte d') Arme contre les Heſſiens & eſt ſoutenu par les Etats-Généraux. II. 82. Eſt invité de déſarmer. II. 90. Ses deſſeins favorables aux Alliez. II. 104. Son infraction. II. 142. Court riſque d'être aſſujeti aux Provinces-Unies. II. 153. Conclut une Tréve de ſix mois. II. 171.

Empereur. Dénombrement des Empereurs Orthodoxes qui ont fait Alliance avec les Hérétiques & les Idolatres. I. 10. Intérêt de l'Empereur à faire la Paix. I. 154. Dans quel deſſein il a entrepris la guerre. *ib.* Ce qu'il doit prétendre par la Paix. I. 163. Preſſera l'obſervation de la Paix de Prague. I. 165. Et la confirmation de ſes dons. *ib.* Ne doit point ſe mêler des Traitez entre la France & la Savoye. I. 222. Conditions qu'il impoſe au rétabliſſement des Princes de l'Empire. I. 237. Peut traiter avec les Princes étrangers ſans le conſentement des Etats de l'Empire. *ib.* Pourquoi il empêche ces Etats d'envoyer des Députez. I. 238. N'a pas le pouvoir de faire ſeul la Paix. I. 277. Rejette les Pouvoirs de France. I. 278. Veut exclure la France du Traité. I. 279. Y faire comprendre le Roi de Dannemarck. *ib.* Les Empereurs de la Maiſon d'Autriche prétextent la guerre du Turc pour mettre des impôts en Allemagne. I. 283. Eſpérances & deſſeins de l'Empereur. I. 284. Ne doit pas ſe mêler du différend entre Suéde & Dannemarck. I. 286. Fait donner ſes Propoſitions. I. 309. Exemples des Traitez faits par les Empereurs ſans le concours des Etats de l'Empire. I. 315. A lui apartient de prononcer au ſujet du Duché de Milan. I. 320. Remet l'Electeur de Tréves en liberté. I. 344. A apellé au Congrès les Etats de l'Empire. I. 354. A toujours voulu la Paix. I. 429. Ses ſoumiſſions honteuſes faites au Grand-Seigneur. II. 45. N'a nulle diſpoſition à la Paix. II. 52. Se ſert de ce prétexte pour tirer des contributions. II. 94. Empêche les Princes, même les Electeurs de l'Empire de députer. II. 106. Pourra faire ſa Paix ſans les Eſpagnols. II. 2. part. 6. Le mauvais état de ſes affaires l'y contraindra. II. 2. part. 72. Flate les Electeurs. II. 2. part. 172. Fait ſon poſſible pour empêcher le Traité avec le Duc de Baviére. II. 2. part. 179. Veut la Paix. III. 11. Demeurera armé ſous prétexte de la guerre contre le Turc. Réflexions à ce ſujet. III. 163. Réſolu de céder Briſac. III. 183. Prétend recevoir ſeul le titre de Majeſté. III. 252. N'a pas ſeul le pouvoir d'accorder Philipsbourg. III. 283. Qualifie le Roi d'Eſpagne de Majeſté. III. 316. Débauche les Officiers de l'armée de Baviére. IV. 112. Quelle eſt l'étendue du droit de Souveraineté des Empereurs ſur les Princes de l'Empire. IV. 236. Ne veut point reconnoître le Roi de Portugal. IV. 371.

Empire (la Nobleſſe de l') Ne peut être tranquile que par

ſion qui la fait ſouhaiter. I. 329. Peuvent contraindre l'Empereur à obſerver les Traitez. I. 424. Leur droit de ſe confédérer avec les Puiſſances étrangéres. I. 425. Leurs Griefs. I. 470. & 471. Doivent être ſoumis à l'Empire non à l'Empereur. II. 8. Leurs intérêts doivent entamer la Négociation. II. 144. Préférent l'avantage du Corps Germanique à leurs intérêts particuliers. II. 2. part. 21. Leurs craintes. II. 2. part. 128. Leurs demandes apuyées par les Suedois. *ib.* & 184. Se rendent parties du Traité. II. 2. part. 193. Veulent qu'on le commence par leurs intérêts. III. 33. S'oppoſent à la ceſſion de Philipsbourg. III. 65. Contraires aux prétenſions de la France. III. 115. Que ſoutiennent ceux qui ſont à Oſnabrug. III. 119. & 121. Leur conſentement eſt néceſſaire pour l'affaire de Philipsbourg. III. 283. Leurs droits renouvellez par le Traité de Paix. IV. 360. Réglemens pour le tems & la forme de leurs Aſſemblées. IV. 364. Leurs intérêts mentionnez dans le Traité de Paix. IV. 371.

Enguien (le Duc d') Voyez *Anguien*.

Epinoi (le Prince d') Protégé par la France. III. 390.

ERLAK Général-Major. Eſt fait Gouverneur de Briſac par le Duc de Weimar. Eſt conſervé par les François. *Pr.* XXXIX.

ERNEST Comte de Mansfeldt. Voyez *Mansfeldt*.

ERNEST Duc de Saxe-Weymar. Voyez *Saxe-Weymar*.

ESPAGNE (Rois d') Leurs prétenſions ſur la Bretagne. I. 23. Réfutées. *ib.* Sur le Duché de Bourgogne. I. 51. Sont remis en poſſeſſion des Comtez de Bourgogne, & de Charolois. I. 53. 54. & 55. Intérêt de ce Roi à la Paix. I. 155. Quelles ont été ſes vues à engager l'Empereur dans la Guerre. *ib.* Quelles ſeront ſes demandes au Traité. I. 163. Pourquoi il doit être obligé à une entiere reſtitution. I. 169. Doit être ſecouru par le Landgrave de Darmſtat. I. 216. *& ſuiv.* Qu'il prend ſous ſa protection. I. 218. Prétend une entiére reſtitution de la part de la France. I. 219. Son humiliation. *ib.* Ses droits ſur Naples peu fondez. I. 242. Eſt Membre de l'Empire. I. 266. En cas de reſtitution celles qu'il ſeroit obligé de faire à la France. I. 319. Leur prétexte pour retenir la Navarre. I. 320. En quelle qualité ils envoyent des Députez aux Aſſemblées de l'Empire. I. 382. Leurs richeſſes les mettent au deſſus des forces de leurs Ennemis. I. 475. Inſuffiſance de leurs Inveſtitures au Royaume de Naples. IV. 305.

réjouiſſances ſur l'élection d'Innocent X. II. 149. Leur avantage en Catalogne. II. 154. Les défauts qu'ils trouvent aux Pleinspouvoirs réformez des François. II. 157. *& ſuiv.* Leurs offres au ſujet des Courriers arrêtez. II. 166. Contraires au Nonce. II. 168. Nouvelles chicanes ſur les Pouvoirs. II. 173. Font des propoſitions de Paix aux Hollandois. II. 175. S'oppoſent à une ſuſpenſion d'armes. II. 2. part. 7. Inſtruits de ce qui ſe paſſe en France. II. 2. part. 14. Excitent la jalouſie des Suedois au ſujet du Duc de Baviére. II. 2. part. 22. Diviſion entr'eux & les Impériaux. II. 2. part. 23. Leur Traité avec le Duc de Parme. II. 2. part. 39. Leurs vues ſur Plaiſance. *ib.* Défauts dans leurs Pleinspouvoirs réformez. II. 2. part. 46. *& ſuiv.* Ne feront la Paix que par force. II. 2. part. 72. Défaits en Catalogne. II. 2. part. 86. Réflexions ſur leur état. II. 2. part. 105. Craignent d'être exclus de la Paix. II. 2. part. 118. Leurs réflexions ſur les Pleinspouvoirs des François. *ib.* Propoſent le mariage de l'Infante avec Louis XIV. II. 2. part. 119. Obligez perſonnellement à s'oppoſer aux Turcs. II. 2. part. 159. Profitent de la diſunion entre le Prince d'Orange & la Province d'Hollande. II. 2. part. 160. Leurs propoſitions artificieuſes. II. 2. part. 161. Réflexions. *ib.* Se plaignent à Veniſe de Contarini. II. 2. part. 171. Surprennent le Fort de Mardic. II. 2. part. 227. Leur ſituation déplorable. II. 2. part. 233. Souhaitent la Paix. *ib.* Leur méfiance contre le Duc de Baviere II. 2. part. 238. Leur ſoupleſſe pour défunir les Alliez. *ib.* Oublient leur zéle ordinaire pour la Religion. II. 2. part. 240. Donnent aux Ambaſſadeurs Hollandois le titre d'Excellence. III. 17. Raiſons qui doivent les déterminer à l'échange des Pats-Bas avec la Catalogne. III. 24. Négocient avec les Etats-Généraux. III. 40. Animent le Pape contre la France. III. 42. Et les Hollandois par la conſidération de ſa puiſſance. III. 58. Ne peuvent plus ſoutenir la Guerre. III. 60. & 77. Se lient avec le Parlement d'Angleterre contre le Roi. III. 79. S'en remettent à l'équité de la Reine de France pour les conditions du Traité. III. 82. Craignent la ſuſpenſion d'armes dans l'Empire. III. 95. Senſibles à l'affaire de Portugal. III. 96. Offrent aux Hollandois leur ſecours contre les Portugais. III. 102. Leur politique dans la déférence qu'ils ont pour la Reine de France. III 105. Aiment mieux donner la Franche-Comté que l'Alſace. III. 120. Choquez du refus de la Reine de France. III. 121.

préférer l'entremiſe des Hollandois à celle des Médiateurs. III. 340. Leurs inſtances en faveur du Duc de Lorraine. III. 344. Refuſent la liberté de Dom Edouard. *ib.* Leurs fauſſes maximes ſur le Droit. III. 353. Leurs ſubterfuges au ſujet du Traité de Queraſque. III. 386. Ce qu'ils accordent aux Hollandois. III. 391. & 393. Leur réponſe aux demandes des François. III. 461. Leur politique miſe au jour. III. 479. *& ſuiv.* Leurs artifices. IV. 52. Leurs difficultez ſur la liberté d'aſſiſter réciproquement les Alliez. IV. 113. 114. & 115. Leurs projets chimériques. IV. 148. Leurs repréſentations aux Etats-Généraux. IV. 238. *& ſuiv.* Il n'eſt jamais ſûr de traiter avec eux. IV. 298. Ennemis irréconciliables des Provinces-Unies. IV. 299. Leur caractére. *ib.* Leurs complots contre Henri IV. Roi de France. IV. 301. Leur refus au ſujet du Roi de Portugal. IV. 375. Font un Traité de Commerce avec les Villes Anéatiques. IV. 379. Leurs réponſes aux prétentions de la France. IV. 391. *& ſuiv.* Leur Traité de Commerce avec les Etats-Généraux. IV. 513. *& ſuiv.*

Eſpions. Des Eſpagnols arrêtez à Paris. II. 2. part. 7.

ESTE (le Cardinal d') Nommé Protecteur des Affaires de France. II. 2. part. 241. En bute à la haine des Impériaux & des Eſpagnols. III. 156. Sa généroſité & ſa bonne conduite. III. 168.

ESTRADES (le Comte d') Adjuge de la part du Roi aux Etats-Généraux le rang qu'ils demandent. I. 241. Envoyé en Hollande à cet effet. II. 2. part. 15. & 16. Ses commiſſions. II. 2. part. 29. & 39. Sa harangue aux Etats-Généraux déplait à la Cour. II. 2. part. 70. Précautions à ce ſujet. II. 2. part. 75. Elle choque les Suedois & pourquoi. II. 2. part. 78. A ordre de réparer cette faute. *ib.* Ses bonnes intentions. II. 2. part. 79. Ses inſtructions au ſujet de l'échange des Païs-Bas avec la Catalogne. III. 51. & 52. Sa Négociation auprès du Prince d'Orange. III. 61. Son retour à Paris. III. 130.

Etats d'Allemagne (les) Différentes ſortes de ces Aſſemblées. I. 368. Ordre qui y eſt obſervé. I. 382. Par qui & pourquoi ils ſont convoquez. *ib.* Lettre pour régler la maniére de délibérer. I. 383. *& ſuiv.*

Etats du Royaume de Bohême aſſemblez par les Mécontens. Envoyent des Députez aux Gouverneurs. *Pr.* III. Font leurs efforts pour empêcher Ferdinand de ſe trouver à Francfort. Secondez par l'Electeur Palatin, qu'ils éliſent pour leur Roi. *ib.* V. Demanderont au Congrès pour la Paix la liberté de s'élire un Roi. I. 164.

Etats du Royaume de France abolis. I. 262. On veut qu'ils ratifient le Traité. I. 346.

Etats-Généraux. Prennent le parti de l'Electeur de Brandebourg dans l'affaire de la ſucceſſion de Juliers. *Pr.* II. Se liguent avec le Roi de Dannemarck. *ib.* XVII. Lui envoyent douze mille Hommes. *ib.* XVIII. Renouvellent l'Alliance avec les François. *ib.* XXXV. La mauvaiſe foi des Eſpagnols les porte à la révolte. I. 18. Plus aſſurez par la Guerre. I. 157. Leur Commerce leur doit faire deſirer la Paix. *ib.* Leurs prétentions en traitant de la Paix. I. 164. Leurs engagemens avec la France. I. 192. Les obligations qu'ils ont à Henri IV. I. 193. Sont priez de relâcher de leur ſéverité envers les Catholiques. *ib.* Prennent ces inſtances en mauvaiſe part. I. 239. Titres & honneurs qu'ils prétendent de la part des Puiſſances étrangéres. I. 240. & 241. Les obtiennent de la France. 241. Etat des Païs dont bitres des affaires d'Ooſt-Friſe. II. 153. Refuſent 8. Vaiſſeaux à la France. II. 2. part. 39. Diſſuadez par Monſieur d'Eſtrades de la Guerre du Dannemarck. II. 2. part. 78. Accordent un ſubſide extraordinaire. *ib.* Choquez de la hauteur des Suedois. II. 2. part. 82. Leur lenteur à faire partir leurs Députez. II. 2. part. 188. Otent à Huiſt l'exercice de la Religion Catholique. II. 2. part. 200. Leur fermeté à ce ſujet. II. 2. part. 223. Cauſes de leur longueur pour ſe rendre au Congrès. II. 2. part. 235. Mépriſent les propoſitions des Eſpagnols. II. 2. part. 240. Leurs Ambaſſadeurs reçoivent de ceux d'Eſpagne le Titre d'Excellence. III. 17. Et des Impériaux. III. 18. Raiſons qui doivent les engager à conſentir à l'échange des Païs-Bas avec la Catalogne. III. 56. Contraires à cette échange. III. 71. Preſſent la France ſur un Article d'un Traité. III. 92. Prennent ombrage des propoſitions des Eſpagnols à la Reine de France. III. 113. & 114. Aprouvent la réponſe de la Reine de France au Roi d'Eſpagne. III. 118. Leurs alarmes ſur un bruit de Paix. III. 127. Proteſtent qu'ils ne ſe ſépareront jamais de la France. III. 144. Signent le Traité pour la campagne. III. 145. L'armée qu'ils promettent. III. 147. Communiquent aux François les propoſitions des Eſpagnols. III. 188. Rejettent la ſuſpenſion offerte par l'Eſpagne. III. 198. Mettent leur armée en campagne. III. 243. S'entremettent pour la Paix entre la France & l'Eſpagne. III. 253. Paſſage qu'ils ſont engagez de donner aux Troupes de France. III. 267. Combatent avec peine les convois de Mardick. III. 279. Leur armée agit en Hainault. III. 323. Doivent garentir la Tréve pour la Catalogne. III. 360. Conditions qu'ils obtiennent des Eſpagnols. III. 391. Diviſion entre leurs Plénipotentiaires. III. 392. Réception à Munſter de leurs Ambaſſadeurs. III. 396. *& ſuiv.* Qui reçoivent le Titre d'Excellence. III. 397. Leur juſtification ſur leur Traité avec l'Eſpagne. III. 447. Leur interpoſition entre la France & l'Eſpagne. III. 462. *& ſuiv.* Leur réponſe aux propoſitions des Eſpagnols. III. 469. Choquez des demandes des Suedois. IV. 6. S'accommodent avec l'Eſpagne malgré les oppoſitions des François. IV. 69. Leurs excuſes. IV. 70. & 71. S'intereſſent pour Dom Edouard. IV. 83. Ne veulent point céder le pas au Duc de Savoye. IV. 137. Ni aux Electeurs. *ib.* Leurs prétenſions. IV. 161. L'étendue de leur Alliance avec les François. IV. 242. *& ſuiv.* Leurs vues dans leur ſoulévement contre l'Eſpagne. IV. 297. Solidité de leur gouvernement. *ib.* Avis ſur la haine des Eſpagnols. IV. 298. & 299. Leurs raiſons d'exclure des charges les Catholiques-Romains. IV. 301. Si la Paix leur eſt néceſſaire. *ib.* & 302. Combien ils doivent révérer les Rois de France. *ib.* Les François demandent leur garentie contre l'Eſpagne. IV. 303. Leur avis ſur la Paix avec l'Eſpagne. IV. 304. Participent au Traité de Paix. IV. 371. Leur Traité de Garentie avec la France. IV. 372. Leur bonne foi & leur malheur dans leur Alliance avec les François. IV. 409. *& ſuiv.* Leur Lettre au Comte d'Oldenbourg. IV. 417. Leur Traité de Commerce avec l'Eſpagne. IV. 513. *& ſuiv.* Autre d'Alliance avec le Portugal. IV. 520. *& ſuiv.* Maux qu'ils ſoufrent dans le Brésil par la révolte des Portugais unis avec eux. IV. 533. *& ſuiv.*

Etrangers. Anciennement regardez comme eſclaves. I. 69. Naturaliſez dans un Païs, renoncent à leurs droits en s'établiſſant ailleurs. *ib.* Leurs enfans nez en France & regnicoles ont le droit de ſucceder. I. 71.

Evê-

Aquiert par ſon mariage la part que les François y avoient. *ib.* La perd par la mort de ſa Femme. *ib.* Dispenſé de ſon ſerment par le Pape. I. 34. Conſerve injuſtement ce Royaume. *ib.* Son infidélité à l'égard de la Navarre. I. 219.

FERDINAND II. du nom Succeſſeur de Mathias à l'Empire. *Pr.* III. Son amitié pour les Jéſuites cauſe la révolte du Royaume de Bohéme. Son Alliance avec le Duc de Baviére. *ib.* IV. Eſt élu & couronné Empereur. *ib.* V. Victoires de ſon parti. Fait mettre au Ban de l'Empire Frédéric & ſes Alliez. Donne la Luſace à l'Electeur de Saxe. *ib.* VII. Sa clémence envers les Révoltez. *ib.* VIII. Conſent à la levée de Troupes dans le Cercle de la Baſſe-Saxe. Déclare le Duc de Baviére Electeur. Lui donne l'Inveſtiture du Haut Palatinat. *ib.* X. Et le côté du Bas Palatinat au delà du Rhin. Donne Gemersheim à ſon fils. *ib.* XI. Fait agréer au Collége des Electeurs la ceſſion de l'Electorat en faveur du Duc de Baviére. Envoye un ſecours conſidérable en Hongrie. *ib.* XVII. Céde la Haute Autriche au Duc de Baviére. *ib.* XIX. Ses craintes à l'égard des progrès du Roi de Suede. *ib.* XX. Donne à ſon fils l'Evêché d'Halberſtadt & l'Abbaye d'Hirſchfeld. Ce qui augmente les murmures des Proteſtans. Fait couronner l'Impératrice comme Reine de Bohéme. Déſigne ſon fils aîné ſon Succeſſeur en ce Royaume. *ib.* XXI. Gagne le Chancelier de Dannemarck, qui diſpoſe le Roi ſon Maître à la Paix. Conditions de ce Traité. *ib.* XXII. Envoye un puiſſant ſecours aux Polonois contre les Suedois. *ib.* XXIII. Fait déclarer Guſtave-Adolfe ennemi de l'Empire. *ib.* XXV. Ses Lettres au Roi de Suede ſont éludées. *ib.* XXVI. Alarmé des Conquêtes de Guſtave rapelle Walſtein, & lui donne un pouvoir abſolu. *ib.* XXVIII. Le fait périr. *ib.* XXXII. Renouvelle ſon Alliance avec le Duc de Baviére, à qui il donne ſa fille aînée. *ib.* XXXV. Fait déclarer ſon fils Roi des Romains. Il meurt. *ib.* XXXVI. Son Edit contre les Evangéliques. I. 449.

FERDINAND III. du nom déſigné Roi de Bohéme. *Pr.* XXI. Prend le commandement de l'armée. Attaque & défait entiérement celle de Suede. *ib.* XXXV. Elu & couronné Roi des Romains. *ib.* XXXVI. Envoye du ſecours à Prague. Se rend à Ratisbonne. *ib.* XXXIX. Entend à la Paix. *ib.* XLI. Veut mettre le Congrès dans une de ſes Villes. En eſt diſſuadé, &

Florac, Bataille donnée près de ce lieu, gagnée par les Eſpagnols. *Pr.* X.

FONTANELLA (Monſieur de) Propoſé pour réſider auprès des Catalans. II. 169. Son merite. *ib.* Sa modeſtie en acceptant cet emploi. II.e 2. part. 14. Avis très-important qu'il donne. III. 264.

Foſſigni (la Baronie de) Echue aux Daufins de Viennois. I. 41. Cédée aux Ducs de Savoye. *ib.* Doit l'hommage à la France. *ib.* En eſt déchargée. *ib.*

France (la) Fomente les troubles d'Allemagne. Pour cet effet accommode les différends entre la Suede & la Pologne. *Pr.* XXIII. Fait Alliance avec Guſtave-Adolphe. *ib.* XXVI. La renouvelle. *ib.* XXVIII. Soutient les Suedois de toutes ſes forces. *ib.* XXXII. Allarmée de la défaite de l'armée Suedoiſe. Déclare la Guerre à toute la Maiſon d'Autriche. *ib.* XXXV. Promet de faire diverſion en Alſace. *ib.* XXXVII. Achéte Briſac. *ib.* XXXIX. Conſent à la Paix. *ib.* XLI. Et au choix de Cologne pour le lieu du Congrès. N'y envoye aucun Miniſtre. *ib.* XLII. Forme des obſtacles à l'Aſſemblée pour la Paix. Ses prétenſions en faveur de ſes Alliez. *ib.* XLIII. Les difficultez qu'elle forme au Congrès. *ib.* LII. Songe ſérieuſement à la Paix. *ib.* LVII. Examen de ſes droits ſur les Etats des Ducs de Savoye. I. 39. & 40. En eſt dépouillée. *ib.* Devient le Païs commun de toutes les Nations. I. 69. Ne doit être portée à la Paix que par générosité. I. 156. Eclat de ſes Conquêtes. *ib.* Sa puiſſance. *ib.* Doit ôter à la Maiſon d'Autriche les moyens de ſe relever. I. 157. Ses demandes au Traité de Paix. I. 163. Satisfaction qu'on lui propoſe. I. 169. Moyens de Paix avec l'Eſpagne. I. 170. *& ſuiv.* Ses conventions avec Ragotzki. I. 197. & 198. Sa grande puiſſance & le nombre de ſes Conquêtes. I. 219. Eſt l'objet de l'ambition de Charles V. I. 220. Ne peut traiter ſéparément avec l'Eſpagne. I. 225. Se prépare de nouvelles Conquêtes. I. 227. L'intérêt qu'elle a d'être fidéle à ſes Alliez. I. 232. De quel préjudice lui a été la reſtitution des Places de Savoye. I. 233. Doit entendre à une Trêve. I. 237. Le nombre des Provinces qu'elle a conquiſes. I. 426. & 427. Précautions qu'elle veut prendre en traitant avec le Duc de Lorraine. II. 11. Le danger qu'elle court de ſe mêler des affaires d'Ooſt-Friſe. II. 90. Sa puiſſance redoutable de toutes parts. II. 97. L'avantage qu'elle doit tirer du Traité avec le Duc de Lorraine. II. 100. Motif de ſes ſoins ſur les affaires d'Ooſt-Friſe. II. 106. Etat floriſſant de ſes affaires. II. 131. Souhaite la Paix du Nord. II. 161.

ter. II. 2. part. 27. Doit tirer avantage des honneurs qu'on rendra aux Electeurs. II. 2. part. 34. Ses ſoins pour la gloire des Hollandois. II. 2. part. 40. Ses ſollicitations à Rome en faveur de l'Archevêque de Trêves, & des Miniſtres Portugais. II. 2. part. 59. & 60. Aſſiſtera Veniſe contre le Turc. 60. Ses deſſeins en protégeant les Proteſtans. II. 2. part. 65. Préjudice qu'elle reçoit de la part du Pape. II. 2. part. 75. Fait ſatisfaction aux Suedois ſur la harangue de Monſieur d'Eſtrades aux Etats-Généraux. II. 2. part. 78. Sa ſincérité à l'égard des Suedois. II. 2. part. 79. Veut retenir ſes Conquêtes ſur l'Eſpagne. II. 2. part. 93. Veut Philipsbourg. II. 2. part. 99. Tous ſes droits même ſur la Lorraine doivent lui demeurer. II. 2. part. 109. Ses attentions pour Ragotzki. II. 2. part. 109. Ses plaintes contre la Suede. II. 2. part. 110. Sa politique à l'égard des Prétendans à la ſucceſſion de Julliers. II. 2. part. 121. Eſpére l'Alliance du Roi de Pologne. II. 2. part. 125. Craint les Suedois. II. 2. part. 147. Les avantages qu'elle retirera en conſervant la Dignité Electorale dans la Maiſon de Baviére. II. 2. part. 152. Ses ſoins pour faire admettre les Députez de ſes Alliez. II. 2. part. 163. Doit ſe rendre puiſſante en Allemagne. II. 2. part. 175. Très-ſatisfaite du Prince d'Orange. II. 2. part. 176. Ses craintes au ſujet de Baviére. II. 2. part. 183. Ses ſoins pour fortifier le parti Catholique. II. 2. part. 192. Sa condeſcendance en faveur des Vénitiens. II. 2. part. 200. Ses raiſons pour ménager le Turc. *ib.* Ses loix contre l'autorité des Bulles de Rome. II. 2. part. 201. Pendſous la protection les Barberins. II 2. part. 204. Rompt avec la Savoye. III. 8. Détail des avantages qu'elle retirera de l'aquiſition des Païs-Bas & de l'Alſace. III. 21. *& ſuiv.* Propoſe de tenir les trois Evêchez & l'Alſace comme Membres de l'Empire. III. 44. Offre aux Etats-Généraux de garentir leur Trêve avec l'Eſpagne. III. 93. Ses précautions contre le Duc de Lorraine. III. 117. Ses prétenſions. III. 120. Rejette l'offre de la baſſe Alſace. III. 142. Secours qu'elle promet contre le Turc. III. 158. Sa joye de la ceſſion de l'Alſace. III. 161. Ses reſolutions ſur la ſatisfaction. III. 162. Ses précautions au ſujet du ſecours contre le Turc. III. 163. Veut que ſes différends avec la Cour de Rome faſſent partie du Traité de Paix. III. 166. Sa Flote donne l'allarme à l'Italie. III. 178. Ses intérêts à ſoutenir le Roi de Portugal. III. 186. Raiſons de refuſer la jonction de ſes Troupes aux Suedois. III. 190. Sa grande autorité parmi le Peuple Romain. III. 194. Préfére de relever de l'Empire. III. 195. Eſt en état de mépriſer les infidélitez de ſes Alliez. III. 202. & 203. Proteſte qu'elle n'abandonnera jamais ſes Alliez. III. 206. Sa douleur de l'élévation du parti Proteſtant. III. 208. Ses meſures pour retenir les Hollandois dans ſon parti. III. 209. Sa préeminence ſur l'Eſpagne. III. 216. Raiſons de la jonction de ſes Troupes aux Suedois. III. 227. Sacrifiera ſes intérêts à l'établiſſement du Roi de Portugal. III. 238. Avantages & inconvéniens d'être Membre de l'Empire. III. 244. Ses offres pour faire élire un Bourguemeſtre à Liege. III. 257. Raiſons pour ne point inſiſter ſur l'affaire de Portugal. III 272. Raiſons. III. 273. Reçoit un grand crédit à Munſter par l'accommodement des Barberins. III. 345. Combien elle eſt engagée à protéger le Portugal & la Catalogne. III. 349. & 350. Avantages que lui donne la mort du Prince d'Eſpagne. III. 373. Moyens de conſerver ſes Conquêtes d'Italie. III. 373. Difficultez qu'elle de Cologne. IV. 251. *& ſuiv.* Renouvelle l'Alliance avec la Suede. IV. 313. Traite d'une Garantie avec les Etats-Généraux. IV. 372. Ses prétenſions contre l'Eſpagne. IV. 391. *& ſuiv.* Eclairciſſement ſur ſon procédé envers les Etats-Généraux. IV. 409. *& ſuiv.*

FRANCE (Rois de) Leur préſéance au deſſus des autres Rois Chrétiens, ſur quoi fondée. Jamais débattue. Reconnue par les Rois d'Eſpagne. Prouvée par des faits anciens. Depuis quand l'Eſpagne a voulu s'y oppoſer. Détail de ce qui fut reglé à Vervins à ce ſujet : Faux-fuyant des Eſpagnols. I. 3. Leurs droits aux Comtez de Rouſſillon & de Cerdagne, I. 24. Sont Souverains, Seigneurs de la Catalogne. I. 25. Leur titre ſur le Languedoc. I. 27. *& ſuiv.* Leurs droits ſur le Duché de Milan. I. 32. Ne peuvent diſpoſer des biens de la Couronne. *ib.* Leurs prétenſions légitimes ſur le Royaume de Naples. I. 33. & IV. 305. Ancienneté de leurs droits ſur la Sicile. I. 34. *& ſuiv.* Examen de ces droits. I. 36. & 37. Importance de leurs prétenſions ſur les Etats du Duc de Savoye. I. 39. Les réſervent dans tous les Traitez. *ib.* & 40. Sont Souverains de la Flandre. I. 45. & 46. Et de l'Artois. *ib.* De Heſdin. I. 47. Du Comté de Saint Pol. *ib.* & 48. De Beaurains. I. 48. Leurs droits ſur Cambrai. *ib.* Sur Lille, Douai, & Orchies. I. 49. Sur Dunkerque, Gravelines, & Bourbourg. I. 50. Sur le Duché de Bourgogne. *ib. & ſuiv.* Sur le Comté de Maconois. I. 52. Sur le Comté de Bourgogne. I. 53. Sur le Comté de Charolois. I. 54. Peuvent retenir la Lorraine conquiſe. I. 65. Leurs droits ſur les Evêchez de Metz, Toul, & Verdun. I. 67. N'ont pu renoncer à l'ancien Royaume de Lorraine. *ib.* Sont apellez de droit à la ſucceſſion des Etrangers non naturaliſez & des Bâtards. I. 69. N'ont jamais voulu rendre les trois Evêchez. I. 232. Ont toujours été égalez aux Empereurs. I. 324. Ne ſont point obligez de faire ratifier leurs Traitez par les Etats de leur Royaume. I. 425. Preuves de leur droit d'écrire aux Empereurs avec une entiére égalité. III. 213. & 214. Peuvent exiger le titre de Majeſté. III. 220. Savoir s'il leur convient d'être Membres de l'Empire. III. 244. & 245. L'Empereur conſent de leur donner le Titre de Majeſté. III. 345. Leurs raiſons pour ne point rendre les trois Evêchez. IV. 235. Différence de leurs droits de Souveraineté & de ceux des Empereurs ſur les Princes de l'Empire. IV. 236. Mémoire curieux concernant leurs droits ſur différens Domaines en Lorraine. IV. 459. & 460. Preuves de leur propriété ſur les Duchez de Lorraine & de Bar & Marquiſat de Pont-à-Mouſſon. IV. 461.

Francfort (la Diéte de) Favorable au Roi de Dannemarck. I. 476. Son indignation contre les François. *ib.* & 477. Conteſtations ſur les demandes de l'Empereur. II. 10. L'Empereur veut la diſſoudre. II. 19.

Franche-Comté (la) Propoſée au Duc de Baviére en échange du Haut-Palatinat. III. 159. Pourquoi rendue Fief de l'Empire. III. 245. Offerte à la France. III. 305.

Francheudal. La ſeule Place qui reſte à l'Electeur Palatin. *Pr.* X. Dépoſée entre les mains de l'Infante Iſabelle. *ib.* XII. Sur la reſtitution de cette Place. IV. 160.

FRANÇOIS (les) Agiſſent avec ſincérité au Congrès. I. 129. *& ſuiv.* N'ont en vue que de rendre la liberté à l'Empire. I. 247. & 248. Leur inconſtance ne ſe dément pas dans leurs Lettres. I. 250. Accuſez de fomenter la Guerre dans l'Europe. I. 253. Leur éloignement

[illegible] leurs ſuccès en Allemagne & en Italie. II. 146. L'attention qu'ils doivent avoir pour conſerver Chigi dans ſon emploi de Médiateur. II. 149. Mortifient les Eſpagnols. II. 2. part. 63. Eloge de leur civilité envers les Etrangers. *ib.* Motifs de leur union avec les Suedois. II. 2. part. 65. & 74. Meſures à prendre avec le Duc de Baviére. 74. Leur victoire en Catalogne. II. 2. part. 86. Secours qu'ils donnent contre les Turcs. II. 2. part. 105. Reflexions ſur leur puiſſance. II. 2. part. 108. Leur ménagement pour les Suedois. II. 2. part. 116. Leurs progrès en Flandre. II. 2. part. 138. Leurs raiſons contre le Traité des Suedois avec l'Electeur de Saxe. II. 2. part. 149. Les avantages qu'ils doivent attendre d'un Traité avec le Duc de Baviére. II. 2. part. 151. *& ſuiv.* Leurs avantages en Italie. II. 2. part. 194. Peuvent traiter ſéparément avec l'Eſpagne. III. 17. Tentent de diſſuader les Hollandois d'une Trêve avec l'Eſpagne. III. 58. Moyens de ſe vanger du Pape. III. 69. Craintes qu'ils ont que les Hollandois n'abandonnent l'Alliance. III. 180. Leurs embarras à l'égard des Catalans. III. 183. Avantages qu'ils tirent des prétenſions exceſſives des Suedois. III. 187. Leurs réſerves en cas de ſuccès favorables. III. 296. Leurs ſoins en faveur du Prince Edouard de Portugal. III. 309. Leur jonction avec le Prince d'Orange. III. 317. Accuſez de ſoutenir trop les Proteſtans. III. 318. Craignent la proſpérité des Suedois. III. 348. Leur conduite à l'égard des Suedois augmente la puiſſance de ces derniers. IV. 2. Leur juſtification ſur les plaintes des Suedois. IV. 158. Leurs ſoins pour l'Election d'un Electeur de Mayence. IV. 175. Différence de leur caractère de celui des Eſpagnols. IV. 299. Leur caractére odieux. IV. 413.

FRANÇOIS I. du nom Roi de France. Pourſuit ſes droits ſur le Duché de Milan. I. 32. En chaſſe Sforce. *ib.* Sa nouvelle Conquête. *ib.* Sa priſon. *ib.* Ses renonciations. *ib.* & 34. Proteſte contre le Traité de Madrid. I. 34. Procéde contre Charles V. *ib.* Eſt héritier légitime des Etats des Ducs de Savoye. I. 39. Fait valoir ſes droits par les armes. *ib.* Ses Conquêtes. *ib.* Renonce à l'hommage de la Flandre. I. 46. Et à l'Artois. *ib.* A Heſdin. I. 47. Rend Stenai. I. 66.

FREDERIC II. Empereur & Roi de Sicile. Perſécuteur de l'Egliſe. I. 35. Excommunié, privé de l'Empire & de ſes Etats. *ib.* Meurt ſans être réconcilié. I. 36. Ses enfans & leur ſort. *ib.*

FREDERIC V. du nom Electeur Palatin accepte la Paix. I. 169.

G.

GAL (Jean Guillaume) Député à Munſter par l'Archiduc d'Inſpruk. I. 419. Ses emplois. *ib.*

GALLAS. Général de l'Empereur. Ses ſuccès dans la Miſnie. *Pr.* XXX. Son armée de cinquante-huit mille Hommes eſt diſſipée. *ib.* XXXVI. Marche au ſecours de Leipſic. Son armée s'affoiblit. Se retire en Bohéme. *ib.* XXXVII. Déclaré Généraliſſime de l'armée Impériale. *ib.* LIV. Ses progrès. I. 409. Eſt abandonné par les Bavarois. *ib.*

GALLES (le Prince de) Arrive en France. III. 168. Et à la Cour. III. 276. Hommes qu'il y reçoit. 280.

GARDIE. (le Comte de la) Ambaſſadeur de Suéde en France. III. 279. Arrive à Diépe ; ſa magnificence ; & les honneurs qu'il reçoit dans ſa marche. *ib.* Arrive à la Cour. III. 298. Son Diſcours. *ib.* Son éloge. III. 299. Honneurs qu'on lui fait à la Cour. III. 366.

GASSION (le Maréchal de) Général en Flandre. II. 125. Se poſte avantageuſement. *ib.* Joint le Prince d'Orange. II. 2. part. 169.

GENDT (Berthold de) Plénipotentiaire de la Province de Gueldres à Munſter. I. 422. Ses qualitez & ſes emplois. *ib.*

Généalogie. Des Comtes de Boulogne. I. 22. Des Ducs de Bretagne. I. 24. Des Seigneurs de Montpellier. I. 27. Des Rois de Portugal. I. 32. Des Rois de Sicile. I. 38. Des Rois de Naples Auteurs des Ducs de la Trimouille. I. 242. Des mêmes tige des Rois d'Eſpagne. *ib.* De la Maiſon de Heſſe. III. 404. Des Ducs de Lorraine. IV. 237. Des Rois de France, Comtes de Champagne. IV. 450.

Gênes (la République de) Met Garniſon dans Final. A ordre de l'en retirer. I. 13. Abandonnée au ſujet d'un mariage. I. 236. Ménage la France & ſes Ennemis. III. 488.

GEORGE. Duc de Lunebourg. Commande un Corps de troupes Suédoiſes. *Pr.* XXXI. Bat à plate couture le Comte de Mérode. Suites de ſa Victoire. *ib.* XXXII. Rentre dans le parti de l'Empereur. *ib.* XXXIV.

GEORGE-FREDERICK Marquis de Bade-Dourlac ; tient tête aux Impériaux. Marche pour attaquer le Comte de Tilli. *Pr.* VIII. Eſt batu à plate couture. *ib.* IX.

GRAMMONT (le Maréchal de) Son entretien avec le Duc de Baviére. II. 2. part. 136. Ses remontrances à ce Prince. II. 2. part. 137. Retire mal à propos les troupes de France. III. 282. Ses ſoupçons contre le Prince d'Orange. III. 303.

Gravelines. Eſt du patrimoine de la Maiſon de Bourbon. I. 50. Aſſiégée & défendue avec valeur. II. 101. Son Importance. II. 102. Sa priſe. II. 109.

GRÉMONVILLE (Mr. de) Miniſtre de France à Rome. Agit pour la liberté de l'Electeur de Trêves. II. 2. part. 60. Et en faveur des Miniſtres Portugais. *ib.* Ecrit pour D. Edouard de Bragance. III. 289. Sa Conférence avec le Duc de Parme. III. 310.

Griefs (les) Expoſez par la Suéde contre le Dannemarck. I. 188. *& ſuiv.* Réfutez. *ib.* Ceux des Evangéliques doivent être redreſſez. I. 435. Des Proteſtans. IV. 27. Terminez. IV. 116. Ceux des deux Religions comment réglez. IV. 357. *& ſuiv.*

GRIMALDI (le Cardinal) Eſt Agent en France pour le Duc de Baviére. II. 9. Et Nonce du Pape. II. 23. Ses plaintes en faveur des Moines de Capenberg. *ib.* & 24. Porte au Pape les plaintes de la France. III. 19.

Griſons (les) Leur Traité avec la Maiſon d'Autriche. II. 2. part. 9. Qui exclut la France de leur Alliance. *ib.* Déclarez Alliez de l'Empereur au Traité de Paix. IV. 371.

GUEBRIANT (le Comte de) Général François. Sa jonction à l'armée de la Landgrave. Attaque & défait Lamboi. *Pr.* LIII. Porte la terreur en Allemagne. Sa Victoire ſur les Impériaux. Prend Rotweil. Meurt d'une bleſſure. Suites malheureuſes de ſa mort. *ib* LVII.

Gueldres (le Duché de) Détaché de l'Empire. Soumis & uni à la Couronne d'Eſpagne. I. 14. Annexé au Cercle de Bourgogne. I. 418.

Guerre (la) Fondée ſur la Juſtice eſt un moyen légitime d'aquérir. I. 64. Autoriſée par Dieu & par l'Egliſe. *ib.* Réputée Juſtice eſt la perſonne des Souverains. *ib.* La préſente Guerre a dépeuplé l'Europe. I. 158. Suites afreuſes dont menace ſa durée. *ib.* Déclarée entre la Suéde & le Dannemarck. I. 190. & 191. Diſcours à ce ſujet. *ib.* La guerre ſert de prétexte pour fouler les Peuples. *ib.* Entrepriſe pour arrêter l'ambition de la Maiſon d'Autriche. I. 221. Celle de Lorraine ſéparée de la générale. I. 222. Inconvéniens & avantages de la continuation de la guerre. IV. 157.

GUILLAUME, Duc de Juliers. Sa poſtérité. *Pr.* I.

GUILLAUME Landgrave de Heſſe. Ses procédures enſuite de l'abdication de ſon Pére. II. 407. L'extrémité où il ſe trouve. III. 408. Conditions qu'il accepte. *ib.*

Guines (le Comté de) Cédé par la France. I. 21. Droits de la Maiſon d'Autriche remis. *ib.*

GUISCARD (Roger & Robert Fréres) Font la conquête de la Sicile. I. 34. Leurs partages. *ib.* Leur poſtérité I. 35.

GUSTAVE-ADDLPHE Roi de Suéde. Rapidité de ſes ſuccès. Promet par écrit ſa protection aux Proteſtans d'Allemagne. *Pr.* XX. Traite avec les Bourgeois de Stralſond. *ib.* XXI. Perd une Bataille contre les Polonois. Fait une Tréve avec eux. *ib.* XXIII. Retourne à Stockholm. Ses préparatifs en faveur des Proteſtans d'Allemagne. Son Manifeſte. Ses Lettres aux Princes de l'Union Proteſtante. *ib.* XXIV. Déclaré ennemi de l'Empire. Sa deſcente dans l'Iſle de Rugen. Gagne le Duc de Poméranie. Met des garniſons dans ſes Etats. Reçoit un renfort. *ib.* XXV. Sa Marche dans le Mecklenbourg. Ses Conquêtes. Rejette les offres de *ib.* XXVIII. Prend Donawert. Bat le Comte de Tilli. Sa marche renommée par ſes Conquêtes. Aſſiége inutilement Ingolſtadt. Se rend Maître de Munic. Marche aux Impériaux. Reçoit des Vivres de la Ville de Nuremberg. *ib.* XXIX. Va au ſecours du Duc de Saxe. S'aproche de Walſtein. Livre le combat à Lutzen. Eſt tué. *ib.* XXX.

H.

Habsbourg (le Comté de) Apartient aux Suiſſes. IV. 144. Raiſon qui autoriſe l'Empereur à retenir ce titre. *ib.*

Haguenau aſſiégé par l'Archiduc Léopold, & délivré par le Comte de Mansfeldt. *Pr.* IX.

Hainaut (le Comté de) Uni à l'Eſpagne en toute Souveraineté au préjudice des droits de l'Empire. I. 14. On propoſe de confirmer ſa jouiſſance à l'Eſpagne. I. 170. Joint aux Provinces du Cercle de Bourgogne. I. 418.

Halberſtadt (l'Evêché d') Donné à l'Archiduc Léopold. Plaintes des Proteſtans à ce ſujet. *Pr.* XXI. Offert à l'Electeur de Brandebourg. III. 375. Lui eſt cédé. IV. 367.

HALBERSTADT. L'Evêque d'Halberſtadt. Voyez *Chriſtian de Brunſwick.*

Hambourg. Aſſemblée qui ſe tient dans cette Ville. On y arrête les Préliminaires de la Paix. *Pr.* XLII. Ce Traité eſt déſapprouvé par l'Empereur à quelques égards. I. 120. Cauſes de ſes longueurs. I. 232. La Ville d'Hambourg ſollicite pour la liberté du Commerce. I. 328.

HANAW (les Comtes de) Leur rétabliſſement dépend de la Paix. I. 156. Y eſt énoncé. IV. 356.

HARCOURT (le Comte d') Aſſiége Lérida contre le ſentiment de la Cour. III. 231.

HARDTMUNDT DE LANGELEN (Jean) Député des Comtes de Naſſau-Sarbruc à Oſnabrug. I. 380. Ses qualitez. I. 422.

HASTANG (George-Chriſtofle Baron de) Premier Député de Baviére à Munſter. I. 378. Sa qualité & ſes emplois. I. 418. Sa conduite par raport au Cérémoniel. II. 2. part. 62. Sa Conférence avec les Plénipotentiaires François. II. 2. part. 147. Son éloge *ib.*

HARTZFELD Général de l'Empereur. Défait l'armée du Palatin. *Pr.* XXXVII.

Heidelberg (le Château d') pris par le Comte de Tilli. *Pr.* X.

HEIDEN (Frédéric de) Premier Député de l'Electeur de Brandebourg à Munſter. I. 379. Sa naiſſance. *ib.* & 417. Sa qualité. *ib.* Député pour les autres Electeurs. *ib.*

Heilbron. Bataille donnée près de ce lieu, perdue par le Comte de Mansfeldt. *Pr.* IX. La France & la Suéde y paſſent un Traité d'Alliance. *ib.* XXXII. Aſſiegé & délivré. II. 2. part. 149. Cauſes de la levée de ce Siége. II. 2. part. 158.

HENRI II. du nom Roi de France. Etats qui lui ſont adjugez par les Traitez. I. 19. Comment Calais lui eſt reſté *ib.* Rentre en poſſeſſion du Comté de Boulogne. I. 21. Rend au Duc de Savoye ſes Etats. I. 39. Sous quelles réſerves. *ib.* Se rend Protecteur des trois Evêchez. I. 67. Juſtice de cette conquête. I. 68.

HENRI III. du nom Roi de France. Fait mal à propos des reſtitutions importantes au Duc de Savoye. I. 40. En

ib. Soumise au Conseil Provincial d'Arras. I. 48. Sa démolition proposée. I. 170. Quel en est l'avantage. I. 171.

Hesse-Cassel (la Landgrave de) Sa puissance pendant la guerre. I. 157. Préfère la Paix quoique moins avantageuse. *ib.* Elle exigera ses conquêtes, une forte satisfaction, & un nouveau partage. I. 165. Moyen de l'engager à retirer ses garnisons. I. 169. Solicitée de traiter séparément. I. 230. Sa fidelité. *ib.* Les Places dont elle est Maitresse. I. 281. Mére & tutrice de Guillaume VI. Son origine. I. 419. Doit être déclarée rebelle. I. 459. Ses cruelles Hostilitez dans l'Empire. I. 463. Ses grandes qualitez. I. 479. Son zéle pour le Calvinisme. *ib.* Promet de ne point agir contre le Dannemarck. I. 481. Solicitée par la France en faveur des Moines de Capenberg. II. 23. Obtient un subside extraordinaire. II. 24. & 27. Ses instances pour faire écrire aux Princes de l'Empire. II. 58. Ne veut point quiter l'Oost-Frise. II. 99. Ses sentimens à ce sujet. II. 106. Sa résolution. II. 109. Sa fermeté pour le Parti des Couronnes. II. 110. Doit ménager les Hollandois & le Prince d'Orange dans l'affaire d'Oost-Frise. II. 143. Ses intérêts en cette rencontre. II. 147. Fait revenir ses troupes dans ce Païs. II. 150. Pressée de joindre ses troupes aux François. II. 161. Fait une Trêve de six mois. II. 171. Sa fidélité & ses besoins. II. 2. part. 58. Réflexions. *ib.* Son mémoire suspect. II. 2. part. 80. Ses bonnes intentions & ses demandes. II. 2. part. 102. Sommes considérables qu'elle a reçues. II. 2. part. 110. Son ressentiment : & quel en est le sujet. II. 2. part. 124. Sépare ses troupes de celles de France. II. 2. part. 182. Sa Cavalerie batue. III. 298. Justification de sa conduite contre l'Empereur. III. 408. Ses avantages sur les Princes de Darmstadt. III. 487. Sa satisfaction demandée à Osnabrug. IV. 10. Dificultez sur ses intérêts. IV. 27. Ses prétensions sur les honneurs dus en France à son fils. IV. 163. Son Traité de Trêve avec les Electeurs de Baviére & de Cologne. IV. 251. *& suiv.* Ses demandes. IV. 313. Ses intérêts décidez. IV. 370. Son indemnité. IV. 505.

Hesse-Cassel (le Landgrave de) Renouvelle son Alliance avec la France. *Pr.* XXXV. Secouru par le Général Bannier. *ib.* XXXVI. La naissance & l'âge de Guillaume. VI. du nom. I. 419. Ses Etats patrimoniaux & autres. *ib.* Sa généalogie. *ib.* Dénombre-

Tom. IV.

ib. Hollandois. Voyez *Etats-Généraux.*

Holstein (le) subjugué par le Comte de Tilli. *Pr.* XXI. Attaqué par les Suédois. I. 178. 181. *& suiv.*

Hongrie (le Royaume de) Ses libertez & sa Religion mises sous la protection de la France & de la Suede. I. 197. Vexé par la Maison d'Autriche. I. 198. & 199. Qui est justifiée de ces accusations. I. 200. Rendu héréditaire dans la Maison d'Autriche. I. 220. Maintenu dans l'exercice des deux Religions. I. 391. Les moyens de depossëder la Maison d'Autriche. II. 153. Son état présent. III. 486.

Horn (le Maréchal de) Améne des troupes au Roi de Suéde. *Pr.* XXV. Reste en Alsace avec un Corps de troupes. *ib.* XXXI. Commande & est batu avec le Duc de Weimar, & fait prisonnier. *ib.* XXXV.

Hossi. Pris & privé de l'exercice de la Religion Catholique. II. 2. part. 200. Importance de cette conquête. II. 2. part. 204.

I.

Jamart. Colonel affectionné à la France. III. 257. Sa faction pour être élu Bourguemestre de Liége. *ib.* & 267. Est élu. 274. Suites de cette élection. *ib.*

Jaques I. Roi d'Angleterre Beau-pére de l'Electeur Palatin. *Pr.* VIII. Persuade à son Gendre de desarmer. Négocie à Bruxelles son accommodement. *ib.* X. Se repent de lui avoir donné ce Conseil. *ib.* XI. Rompt le mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Espagne. *ib.* XII. Donne ordre à son fils de revenir de Madrid. Ses Alliances avec les Ennemis de la Maison d'Autriche. *ib.* XVI. & XVII. Attire le Roi de Dannemarck dans son parti. *ib.* XVII. Abusé sur le mariage de son fils. I. 18. Sa belle réponse au sujet du secours que lui demandoit l'Electeur Palatin. I. 410.

Jean d'Autriche (Dom) Fils naturel de Philippe. IV. destiné au gouvernement des Pais-Bas. II. 17. Inconvéniens qui en naitront. *ib.* & 18.

Jean IV. du nom Roi de Portugal. Sa généalogie. I. 30. Discussion de ses droits à cette Couronne. I. 31. Elu par les Portugais. *ib.* Motifs de Justice qui les font agir. *ib.*

Jean-Sigismond Electeur de Brandebourg épouse

Hhhh Anne

d'Anjou. *ib.*

Jéſuites. Sont chaſſez de Praque. Amis de l'Empereur Ferdinand. II. *Pr.* III. Sont la cauſe de la révolte des Bohémes. *ib.* IV. Proſcrits des Etats de Hollande. I. 239. Ceux d'Emmerick implorent la protection de France auprès des Etats-Généraux. III. 241. Leur maxime favorite. IV. 297. On ſtipule leur expulſion de Breslaw. IV. 337.

Illuſtriſſime. Titre donné aux Ambaſſadeurs de Savoye. II. 41.

Impériaux (les) Chargez des délais de la Paix générale. I. 129. Leur mauvaiſe foi. I. 130. & 131 Refuſent des paſſeports pour Cologne ; & pourquoi. I. 229. Réfuſent de ſe mêler des troubles de la France. I. 255. Ne veulent point montrer leurs Pouvoirs aux Suédois. I. 279. Auteurs des obſtacles à la Paix. I. 290. & 295. Rejettent les moyens pour y parvenir. I. 296. Répondent aux Propoſitions de la France. I. 339. Perſiſtent à vouloir empêcher les Etats de l'Empire de ſe trouver au Congrès. I. 369. Leur avis ſur la maniére de délibérer pour la Paix. I. 381. & 382. Leur réponſe aux propoſitions des François. I. 400. *& ſuiv.* Prétendent qu'on ne peut recevoir les Députez de Heſſe-Caſſel. I. 459. *& ſuiv.* Sont moins à craindre aux Luthériens que les François. I. 475. Rigides obſervateurs de leur parole. I. 476. Leur conduite oppoſée à la Paix. II. 54. Refuſent la médiation de Veniſe à Oſnabrug. II. 72. Leur triſte ſituation en Hongrie. II. 39. Détail de leurs artifices. II. 95. *& ſuiv.* Leur magnificence à Munſter II. 108. Batus en Allemagne II. 125. & 127. Changent de conduite au Congrès. II. 128. Leur défaite. II. 142. Leurs préparatifs contre la France. II. 150. Leurs objections contre les Pleinſpouvoirs reformez des François. II. 157. *& ſuiv.* Ignorent les conſtitutions de la France. II. 162. Leur joye afectée pour l'élection d'Innocent X. II. 163. Leurs mouvemens à Rome contre la France. II. 169. Leur diviſion avec les Eſpagnols. II. 2. part. 23. Leur réponſe aux propoſitions des François. II. 2. part. 64. Demandent des explications aux François. II. 2. part. 102. Font la premiére viſite au Duc de Longueville. II. 2. part. 187. Avec le titre d'Alteſſe. II. 2. part. 189. Fomentent la diviſion entre Suéde & le Brandebourg. II. 2. part. 202. Leur condeſcendance pour les Proteſtans. II. 2. part. 242. Se vangent du Cardinal d'Eſte. III. 156. Leurs demandes pour la ſatisfaction des Archiducs. III. 217. Aiment mieux que la France ſoit Souveraine en Alſace. III. 229. Leur perte. III. 258. Refuſent des paſſeports aux Portugais. *ib.* Leurs défenſes ſur la Souveraineté de l'Alſace. III. 259. Ne s'oppoſeront pas à l'affaire de Philipsbourg. III. 283. Intiſtent à ce que l'Eſpagne & le Duc de Lorraine ſoient compris dans le Traité. III. 296. Les offres qu'ils font à la Suéde. III. 340. Profiteront de la levée du Siége d'Augsbourg. III. 357. Preſſent l'Electeur de Brandebourg de conſentir aux prétenſions des Suédois. III. 387. Leurs propoſitions. III. 420. & 421. Leur replique aux François. III. 426. Leur derniére déclaration. III. 429. *& ſuiv.* Leurs conventions avec les Plénipotentiaires de France. III. 450. *& ſuiv.* Leurs offres à la Suéde. IV. 25. Sacrifient les biens d'Egliſe. IV. 76. Leurs craintes au ſujet du Duc de Baviére. IV. 83. Leurs vues dans les facilitez qu'ils ont pour les Proteſtans. IV. 115. Sollicitent le Duc de Baviére à rompre la neutralité. IV. 117. Leurs contredits ſur les propoſitions des François IV. 141. & 142. Gouvernez par les Cardinaux. *ib.* Délivré. *ib.* On lui oppoſe un autre Pape *ib.* Il ſe retire en France. *ib.* Excommunie ſon Compétiteur. *ib.* Sa mort. *ib.*

INNOCENT X. du nom Pape. Son peu d'inclination pour la France. II. 128. Exhorte à la Paix leurs Majeſtez très-Chrétiennes. II. 154 Son deſſein pour l'avancer. II. 155. Ses plaintes injurieuſes à la Mémoire de ſon Prédeceſſeur. *ib.* Changement qu'il fait dans les Nonciatures II. 156. & 162. Sa fierté. II. 162. Cherche l'amitié de la France. *ib.* Qui lui ſacrifie les Barberins. II. 165. Son eſprit bourru le fait craindre. II. 175. Ses grands deſſeins & ſes intentions pour la Paix. II. 178. Recherche la France, & refuſe ſes troupes à l'Empereur. II. 2. part. 60. Son afection pour les deux Couronnes ne conſiſte qu'en paroles. II. 2. part. 75. Fait une promotion en faveur des Eſpagnols. *ib.* Son procédé à l'égard de l'Archevêque de Tréves. II. 2. part. 76. Veut troubler la France. II. 2. part. 178. Son odieuſe partialité contre cette Couronne. *ib. & ſuiv.* & 190. Ses artifices pour éloigner la Paix. II. 2. part. 190. Ses procédures contre les Barberins. II. 2. part. 204. Son ingratitude pour la France. II. 2. part. 206. Donne le deſſus à la faction Eſpagnole. II. 2. part. 207. Refuſe de punir un Aſſaſſin. *ib.* Se laiſſe emporter à ſa paſſion contre les Barberins. III. 15. Détail de cette intrigue. III. 16. & 19. & 42. Son ingratitude pour les Barberins. III. 69. Son avarice. *ib.* Son intrigue en France par le moyen du Duc de Parme. III. 80. Sa Bulle contre les Barberins. III. 137. Examen de cette Bulle. *ib.* Le Parlement de Paris la rejette. III. 156. Craint les progrès de la France en Italie. III. 212. Ses diſpoſitions à un accommodement. III. 236. & 237. Propoſe une ligue pour la défenſe de l'Italie. III. 280. A quelles conditions il offre le rapel des Barberins. III. 289. Veut les gagner. III. 295. Leur accorde une prolongation. III. 298. Donne paſſage aux Eſpagnols contre la France. III. 310. Donné ſatisfaction aux Barberins. III. 339. Sa capacité & ſa politique. III. 487. Sa proteſtation contre les Traitez de Weſtphalie. IV. 510.

INSPRUCK (l'Archiduc d') Ferdinand-Charles. Ses domaines. I. 419. Sa naiſſance & ſa famille. *ib.* Sa récompenſe pour l'Alſace. III. 300. Pourquoi il ne peut retenir le titre des terres cédées à la France, IV. 144.

Intérêts. Du Duc de Baviére & de la France. II. 31. & 32.

Inveſtitures. Quelle doit être l'étendue des Inveſtitures de la Poméranie & de l'Alſace. III. 174.

Jour (le Château de) Occupé par le Duc de Weymar. III. 356. A qui il revient enſuite. *ib.* Dépend de la Principauté de Neuchâtel. *ib.* Preuves qu'il ne peut point être poſſedé par les Suédois. III. 367.

ISABELLE-CLAIRE-EUGENIE (l'Archiducheſſe) empêche le Comte de Tilli d'attaquer Franckendal. *Pr.* X.

ISOLA. Confident de Trautmanſdorff. III. 12. A quoi il eſt employé. *ib.*

Italie (les Princes d') Propoſez pour arbitres des diférends d'Italie. I. 329. Ce moyen eſt impraticable. I. 351. Jaloux de leur indépendance. II. 2. part. 21. Leur ligue avantageuſe à la France. II. 2. part. 24. S'oppoſeront aux conquêtes de la France. III. 367. Ne veulent point garentir le Traité de Querasque. III. 376. Mis au nombre des Intéreſſez au Traité de Paix. IV. 371.

JULES II. du nom Pape. Ennemi de la France. I. 34.

Bréme à Oſnabrug. I. 380. Sa qualité. *ib.* & 422.
KOEBERLIN (George) Député à Oſnabrug de l'Evêque de Conſtance, & des Princes & Prelats de Souabe. I. 420. Ses emplois. I. 421.
KONINGSMARK. Général Suedois. Sa victoire ſur les Impériaux. Quelles en furent les ſuites. *Pr.* LIII. Chaſſe le Général Cracow de la Poméranie. Soumet cette Province. *ib.* LIV. Ses progrès dans l'Archevêché de Bréme. II. 131. Suſpect à la France. II. 2. part. 101. Se ſépare de l'armée Françoiſe. II. 2. part. 106. Sous un faux prétexte. II. 2. part. 112. & 182. A ordre de faire de groſſes levées. IV. 144. Son procédé à l'égard des Déſerteurs de l'armée de France. IV. 149. Les prend à ſon ſervice. IV. 158. Sa ſupériorité ſur le Général Lamboi. IV. 168. Quite la Weſtphalie. IV. 178.
KRATZ (Hugues-Eberard) Voyez *Scharpfenſtein.*
KREBS. Voyez *Crebs.*

L.

LAMBERG (Maximilien Comte de) Plénipotentiaire de l'Empereur à Oſnabrug. I. 272. Sa naiſſance, & ſes qualitez. *ib.* & 379. & 420.
LAMBOI. Général de l'Empereur. Batu & fait priſonnier par le Comte de Guébriant. *Pr.* LIII. Ses mouvemens dans l'Ooſt-Friſe. IV. 161. Sa ſituation dans ce Païs. IV. 162. S'aproche des Suedois. IV. 165.
LANDSBERG (Arnald de) Chanoine de Cologne. Adjoint à l'Evêque d'Oſnabrug. I. 378. Ses qualitez. I. 417.
LAMPADIUS. Député des Ducs de Brunſwic-Lunebourg à Oſnabrug. I. 275. Repréſente ſeulement la branche d'Hanovre. *ib.* & 379. Ses qualitez. I. 421.
Languedoc (la Province de) Refuſe d'impoſer des quartiers d'hiver. III. 74. Ses offres & ſa mauvaiſe volonté. *ib.* Eſt blâmée par les Provinces d'Etats. III. 75. Sa fermeté. On en diſſout les Etats. III. 135.
Légats à Latere. Leur faux ſcrupule de conférer avec les Proteſtans. Combattu par des exemples contraires des Papes mêmes. I. 6.
Leide (la Ville de) Généreuſe réſolution d'un de ſes Bourguemeſtres. IV. 302.
LEINE (le Marquis de) Gouverneur de Dunkerque. III. 301. Accuſé d'avoir manqué de prévoyance. *ib.* Sa défenſe. *ib.*
Leipſic. Ville cédée à la Suede en attendant qu'elle ſoit ſa-
Autre des Ambaſſadeurs de France aux Princes de l'Empire. I. 327. Précaution pour les Dépêches. II. 21. Formalité obſervée dans une Lettre à Torſtenſon. II. 128. Lettres très-fortes des Suedois aux Princes de l'Empire. II. 186. Lettres d'Eſpagne interceptées. Quel uſage on en fait. III. 247. Autres ſurpriſes par les Impériaux. III. 269.
LEWENHAUPT (les Comtes de) Ce qui concerne ces Seigneurs dans le Traité de Paix. IV. 356.
LIBORIUS DE LINEN. Second Député de la République de Bréme à Oſnabrug. I. 380. & 422.
Liége (la Ville de) Mouvemens pour l'élection d'un Bourguemeſtre. III. 257. Combien l'affection de cette Ville importe au parti de la France. III. 275.
Liége (l'Evêché de) Brigues pour ſa Coadjutorerie. III. 274. Ses prétenſions à Munſter. III. 371. Demandes de la France en ſa faveur. III. 392.
Liégeois (les) Leur averſion pour les Heſſiens. II. 17. Refuſent des contributions à l'Empereur. II. 129. Réflexions à ce ſujet. *ib.* Leurs intérêts. II. 150. Demandent la neutralité. II. 164. Députent à Munſter. II. 2. part. 148. Brigues pour élire un Bourguemeſtre. III. 257. Leur haine contre la France. *ib.* Néceſſité de les avoir pour amis. *ib.* Les François demandent des Places pour eux. III. 392.
Ligue des Catholiques. Quand elle ſe forme. Quels en ſont les Chefs. Ligue des Proteſtans. Les Princes qui y entrent. *Pr.* VI. Victoires des Catholiques. *ib.* VII. Reſſources des Proteſtans. *ib.* VIII. Leur conſternation. XII. Le Duc de Baviére fait continuer la Ligue Catholique. I. 407. On propoſe une Ligue pour la ſureté de la Paix. III. 149. Et pour la ſureté de l'Italie. III. 280.
Limbourg (le Duché de) Sa Souveraineté uſurpée ſur l'Empire par les Eſpagnols. I. 14. Uni au Royaume d'Eſpagne. *ib.* Eſt compris dans le Cercle de Bourgogne. I. 418.
Lille. Dépend de la France. I. 49. Preuves de ce fait. *ib.* L'Eſpagne devroit y renoncer. I. 319.
LIPPIUS. Miniſtre de Dannemarck à Munſter. *Pr.* LVIII.
Lipſtadt (la Ville de) réduite par Chriſtian de Brunſwick. *Pr.* IX.
LOEBEN (Jean-Frédéric) Second Député de l'Electeur de Brandebourg à Oſnabrug. I. 379. Ses qualitez & ſes emplois. I. 420.
Lorwenſtein (la Maiſon de) Reſtituée dans tous ſes droits & héritage. IV. 356.

part. 185. Eſt viſité le premier par les Impériaux. II. 2. part. 187. Lui donnent le titre d'Alteſſe. II. 2. part. 189. Son adreſſe ſur les affaires de Bavière. II. 2. part. 234. Eſt mécontent de la Cour. III. 290. Sujet de ſes plaintes. *ib.* Accepte l'Alliance du Duc de Mantouë. Avantages qu'il y trouve. IV. 4. Ses ſoins pour D. Edouard de Bragance. IV. 80. Rompt Commerce avec l'Ambaſſadeur de Hollande. IV. 84.

LORRAINE (le Duc de) Voyez *Charles.*

Lorraine (le Duché de) En quels cas il eſt ſujet aux Loix de l'Empire. I. 63. Eſt Principauté libre. *ib.* & IV. 451. Quelles ſont ſes dépendances ſoumiſes à la Souveraineté de l'Empire. I. 64. Peut être confiſqué par le droit de la Guerre. I. 65. Raiſons pour & contre ſon union à la Couronne de France. IV. 233. & 234. Preuves de la ſucceſſion légitime des Filles. IV. 446. Autres preuves en faveur des mâles. IV. 448. Exacte deſcription de l'ancien Duché & du nouveau. IV. 453. Dénombrement des terres qui en dépendent aujourd'hui. IV. 454. & 455. Preuves de ſa dépendance des Empereurs. IV. 455. & 456.

LORRAINE (les Ducs de) Sont ſoumis à la juriſdiction de l'Empereur. I. 63. Et aux Conſtitutions de l'Empire. *ib.* Droits qu'ils tiennent à foi de l'Empereur. *ib.* Exemts de l'hommage. *ib.* Marques de leur indépendance. I. 64. Leur mouvance de l'Empire ne les exemte pas des événemens de la Guerre. I. 65. Inconvéniens & avantages qu'ils recevront de la Paix. I. 156. Vaſſal de la France, le Duc eſt condamné comme rebelle. I. 222. Aſſocié aux Etats de l'Empire, quoiqu'il en ſoit indépendant. *ib.* Préſervatif contre ſes infidélitez. I. 225. Leur véritable origine. IV. 237. Ordre de ſucceſſion en faveur des Filles. IV. 446. Et des Mâles à l'excluſion des Femelles. IV. 448. Etat & nature de leurs biens. IV. 457.

Lorraine (le Royaume de) Son ancienne étendue. I. 67. Uſurpé par les Empereurs. *ib.* Nullité de la renonciation des Rois de France. *ib.* Païs qui en dépendoient. I. 282.

LOUÏS (Dom) Fils d'un Roi de Portugal. III. 358. Nommé premier Plénipotentiaire de cette Couronne à Munſter. *ib.* Difficultez qu'il y trouvera. *ib.*

LOUÏS (le Jeune) Landgrave de Heſſe-Darmſtat. Contredit le teſtament de Louïs-le-Vieux. Ses raiſons. III. 405. Attaque ſon Couſin. *ib.* Le fait condamner. III. 406. Se rend Maître de la Haute-Heſſe. III. 407. Dépouille les Landgraves de Heſſe. *ib.*

LOUÏS (le Vieux) Landgrave de Heſſe. Son teſtament eſt la ſource des querelles de cette Maiſon. III. 404. *& ſuiv.*

LOUÏS (Saint) Roi de France. Domaines qu'il retient ſur l'Angleterre. I. 19. Renonce à la Catalogne. I. 25. Aquiert le Languedoc, la Guyenne, & la Provence. *ib.* Son Traité avec le Comte de Toulouſe. I. 28.

LOUÏS XI. du nom Roi de France. Céde pluſieurs Etats au Duc de Bourgogne. I. 20. S'empare du Comté de Boulogne. I. 21. Qui eſt réuni à la Couronne. *ib.* Il en fait don à la Vierge Mére de Dieu. *ib.* Aquiert le Rouſſillon & la Cerdaigne. I. 24. Heritier de la Maiſon d'Anjou. I. 33. Renonce à l'hommage de la Baronie de Foſſigni. I. 41. Se ſaiſit de l'Artois. I. 46. De Heſdin qu'il unit à Montreuil. I. 47. S'empare du Duché de Bourgogne. I. 51. Réunit le Maconois au Domaine. I. 52. Se met en poſſeſſion du Comté de Boulogne. I. 59. & 60. Eſt Maître de Nanci. I. 60. Promet de ne point traiter ſans le Portugal. I. 280. Procure la liberté à l'Europe. II. 2. part. 28. Aquiert la Souveraineté de Stenai. IV. 453.

LOUÏS XIV. du nom Roi de France. Donne ſes Pouvoirs à ſes Ambaſſadeurs à Munſter. I. 151. Preuves de ſes droits au Royaume de Naples. I. 153. Permet au Duc de la Trimouille de faire demande de cet Etat. I. 154. Sa juſtice en cette occaſion. I. 175. Ses engagemens avec les Etats-Généraux. I. 192. Demande la médiation du Roi de Dannemarck. I. 194. Accorde aux Hollandois le rang qu'ils prétendent aux Aſſemblées. I. 241. Ses prétentions ſur Naples efficent toutes les autres. I. 242. Raillerie ſur le titre de très-grand qu'on lui donne. I. 251. Et ſur ſes victoires & ſa puiſſance. *ib.* Sa Lettre à pluſieurs Princes d'Allemagne. I. 288. Autre. *ib.* Propoſitions délivrées de ſa part. I. 309. Demande avant toutes choſes la liberté de l'Electeur de Trêves. I. 318. Ne peut ſe détacher de ſes Alliez. I. 320. Les facilitez qu'il aporte à la Paix. I. 329. A qui il remet la déciſion de ſes différens en Italie. *ib.* Son honneur eſt intéreſſé à la prochaine délivrance de l'Electeur de Trêves. I. 333. Son Traité avec Ragotzki. I. 359. *& ſuiv.* Renonce à toute prétenſion ſur la Hongrie & la Tranſilvanie. I. 360. Force de ſes engagemens avec ſes Alliez. I. 370. Sa naiſſance. I. 416. Détail des Païs qu'il occupe ſur les Ennemis. I. 426. & 427. Accuſé de ne pas vouloir la Paix. II. 10. Ne doit pas ſe mêler des affaires d'Ooſt-Friſe. II. 99. Titre qu'il donne à Torſtenſon dans une Lettre. II. 128. Satisfait du Pape. II. 178. Veut obſerver l'union avec la Suede. II. 2. part. 31. Veut la Paix ou une Trêve de 12. ans. II. 2. part. 73. Son zéle pour la Religion. II. 2. part. 74. Son attention pour les intérêts du Saint Siége. II. 2. part. 75. Pour affoiblir l'Empereur. II. 2. part. 83. Ses plaintes contre le Pape. II. 2. part. 206. *& ſuiv.* Diſſimule les injures qu'il en reçoit. *ib.* Donne un ſecours d'argent à la Reine d'Angleterre. III. 20. Sa réponſe à la harangue de l'Ambaſſadeur de Suede. III. 299. Reconnu Confédéré de la Suede au Traité d'Oſnabrug. IV. 372. Sa Lettre aux Etats-Généraux. IV. 425. Sur ſes différends au ſujet des Duchez de Lorraine & de Bar. IV. 444.

Lubec. Lieu de l'Aſſemblée pour la Paix. Qui y eſt conclue. *Pr.* XXII. Fait inſtance pour la liberté du Commerce. I. 328.

Luſace (la) Donnée à l'Electeur de Saxe. *Pr.* VII. Qui ne voudra pas s'en deſſaiſir. I. 164.

Luthériens (les) En différend avec les Calviniſtes. II. 2. part. 222.

LUTZOW (Conrad) Plénipotentiaire de l'Empereur à Hambourg. *Pr.* XLIII. Avantages qu'il accorde aux Couronnes de France & de Suede. Rapellé. *ib.* LII. Ses inſtructions pleines de détours. I. 123. & 124.

Luxembourg (le Duché de) Sa mouvance enlevée à l'Empire par l'Eſpagne. I. 14. Fait partie du Cercle de Bourgogne. I. 418. Cette Souveraineté ne reléve point de l'Empire. IV. 452. Preuves. *ib.*

M.

MACHABE'ES (les) Leur Ligue avec les Romains & la République de Sparte. I. 9.

de Bohême. Eſt défait à Pilſen. *Pr.* IV. Y reſte avec quelques Troupes. Fait des propoſitions d'accommodement. Se ſauve habilement dans la Franconie. Reléve le parti des Proteſtans. *ib.* VIII. Fait lever le ſiége d'Haguenau. Ravage l'Evêché de Spire. Bat l'armée du Landgrave de Darmſtadt. Eſt chaſſé par le Comte de Tilli. *ib.* IX. Congédié par l'Electeur Palatin. Se met au ſervice des Hollandois. Batu à Floriac. Fait lever le ſiége de Berg-op-Zoom. Se retire en Weſtphalie. *ib.* X. Eſt d'avis que l'Electeur Palatin conſerve ſes Troupes. Vaincu dans l'Ooſt-Friſe, ſe ſauve en Hollande. *ib.* XI. Va à Londres, y propoſe la rupture du Mariage du Prince de Galles avec l'Infante d'Eſpagne, pour lui faire épouſer Henriette de France. *ib.* XII. Conduit douze mille Hommes au Roi de Dannemarck. Ses vues. Veut ſeconder Bethlem-Gabor. Soumet la Province de Magdebourg. Sa marche vers l'Elbe. Attaque Deſſau inutilement. Eſt vaincu. S'enfuit dans la Marche de Brandebourg. Y léve vingt quatre mille Hommes, qui périſſent de miſére. *ib.* XVIII. Perd courage. Remet ſon armée au Duc de Saxe-Weymar. Veut ſe retirer à Veniſe. Tombe malade de la dyſſenterie. En meurt à Sebenic dans la Dalmarie. *ib.* XIX.

MANTOUE (le Duc de) Obtient la ſucceſſion de la Maiſon de Nevers. II. 2. part 201. Se plaint du logement des Troupes Françoiſes dans le Montferrat. III. 20. Madame de Mantoue réclame contre le Traité de Queraſque. III. 156. Ses intérêts recommandez aux Plénipotentiaires de France. III. 160. & 176. Son mariage propoſé avec Mademoiſelle de Longueville. IV. 4. Son armement contre le Duc de Parme. IV. 125.

Mantoüe (les Ambaſſadeurs de) Volez contre la foi publique. I. 379. Demandent les mêmes honneurs que ceux de Savoye. III. 220. L'Ambaſſadeur de l'Empereur leur refuſe la premiére viſite. III. 233. Les Médiateurs & celui d'Eſpagne la leur rendent. *ib.* De même que le Duc de Longueville. *ib.* Demandent une explication raiſonnable du Traité de Queraſque. III. 243. Leurs nouvelles inſtances. III. 275. Et ſur l'égalité qu'ils prétendent. III. 276. Expédiens qu'ils propoſent au ſujet du Traité de Queraſque. IV. 170.

Mardik (le Fort de) Aſſiégé par les François. III. 270. Action vigoureuſe. III. 276. Les Aſſiégez perdent leurs Convois. III. 279. Se rendent à diſcrétion. III. 288.

Mariage. Propoſé entre le Prince de Galles & l'Infante

Tom. IV.

ſa juſte ſignification. IV. 455. & 456. Diſſertation hiſtorique. IV. 456. & 457.

MARSIN (Monſieur de) Les levées qu'il fait pour la France. II. 10. & 17. Ne doivent pas ſe joindre à la Landgrave de Heſſe-Caſſel. II. 17. 38. & 43. Louanges qu'on lui donne. II. 49.

MARTINITZ (Jaroſlow) l'un des Seigneurs commis au gouvernement du Royaume de Bohême traite les Députez des Proteſtans avec hauteur. Eſt jetté par les fenêtres. *Pr.* III.

MATHENESSE (Jean de) Plénipotentiaire à Munſter pour les Provinces de Hollande & de Weſt-Friſe. I. 422. Ses emplois. *ib.* Porté à la Paix avec l'Eſpagne: & pour la Religion Catholique. III. 13.

MATHIAS I. du nom élu Empereur: Protecteur des Pais-Bas. Lieutenant-Général en Hongrie. *Pr.* I. Déclare ſon Succeſſeur l'Archiduc Ferdinand. Veut réduire par la force les Rebelles de Bohême. Les amuſe. Sa mort. *ib.* III.

MAURICE. Prince de Heſſe, ſe déclare pour la Ligue Catholique. *Pr.* XIX. Accepte le Teſtament de Louis-le-Vieux. III. 405. Condamné par le Conſeil Aulique. Son apel. *ib.* Ses procédures à la Diéte de Ratisbonne. III. 406. Raiſons en faveur de ſon droit. *ib.* Céde ſes Etats à ſon fils. III. 407.

MAXIMILIEN Duc de Bavière. Solicité par l'Electeur Palatin. Refuſe ſes offres. Se déclare pour l'Empereur, avec qui il fait une Alliance très étroite. Son zéle pour la Religion Catholique. *Pr.* IV. Articles de ſon Traité avec Ferdinand. *ib.* V. Accepte le commandement de l'armée Catholique. *ib.* VI. Eſt déclaré Electeur. Inveſti du Haut-Palatinat. Et de la partie du Bas au delà du Rhin, à quel titre. *ib.* X. & XI. S'empare de Ratisbonne. Et du Haut Palatinat. Sa jonction avec Walſtein. *ib.* XXIX. Epouſe la fille ainée de l'Empereur. *ib.* XXXV. Ses grands avantages dans la Guerre. I. 157. Deſire la Paix: & pourquoi. *ib.* Ne voudra rien rendre. I. 164. Ses prétenſions. *ib.* Devroit reſtituer le Palatinat. I. 168. Doit s'adreſſer à la Maiſon d'Autriche pour ſa ſatisfaction. I. 169. S'eſt enrichi ſeul de la guerre. *ib.* & 170. Les Princes vivans de ſa Maiſon. I. 328. Son ambition a prolongé la Guerre. I. 407. Ses Alliances ſecrétes avec la France. *ib.* Fait continuer la Ligue Catholique. *ib.* Donne les moyens d'introduire les Suedois en Allemagne. *ib.* Les fautes qu'il commet contre les intérêts de l'Empire. I. 408. Obligé de recourir à l'Empereur.

de la jalouſie aux Suedois. II. 2. part. 20. Ses offres à la France. II. 2. part. 74. Levées qu'il fait. II. 2. part. 106. Très content de la Cour de France. *ib.* Sa puiſſance & ſon éloge. II. 2. part. 109. Ses offres à la France. II. 2. part. 133. Ses propoſitions au Maréchal de Grammont. II. 2. part. 137. Doit s'engager à procurer toute ſatisfaction aux deux Couronnes. II. 2. part. 152. Le promet. II. 2. part. 162. Veut tout ſacrifier à la Dignité Electorale. II. 2. part. 166. Engage l'Empereur à envoyer ſon premier Plénipotentiaire. II. 2. part. 166. Ses efforts contre les Couronnes ſont l'effet de ſa politique. II. 2. part. 181. Conſent à la création d'un huitiéme Electorat. II. 2. part. 196. Eſt la dupe de Trautmanſdorff. III. 45. Offre de faire un Traité ſecret avec la France. III. 54. Diſpoſé à une ſuſpenſion d'armes dans l'Empire. III. 77. & 115. Appuye les prétenſions de la France. III 116. Auprès de l'Empereur. III. 136. Ses plaintes contre le Maréchal de Turenne. III. 301. Doit conſidérer les Suedois. III. 315. Ses plaintes contre les deux Couronnes. III. 318. Il déclare qu'il ſera contraint d'exercer contr'elles des hoſtilitez. III. 319. Sa triſte ſituation. III. 487. Révolte de ſes Troupes. IV. 129. Apaiſée. IV. 133. Ses plaintes en faveur de l'Electeur de Cologne. IV. 153. Laiſſe paſſer des convois. IV. 162. Agit contre la Landgrave de Heſſe. IV. 190. Arrête une Trêve avec la France & ſes Alliez. IV. 251. *& ſuiv.* Réglemens ſur ſes intérêts. IV. 354. Ses raiſons pour excuſer ſa rupture. IV. 385.

Mayence (Diocèſe de) Sacagé par Chriſtian de Brunswic. *Pr.* IX. Plaintes de ce Chapitre contre les François. III. 286. Ordres à ce ſujet. III. 295. & 390. Vacance de l'Electorat. IV. 172.

Mayence (la Ville de) Se rend aux François. II. 142.

MAYENCE (l'Electeur de) S'oppoſe à la nomination du Duc de Baviére à l'Electorat. *Pr.* X. Les avantages qu'il peut tirer de la Paix & de la Guerre. I. 155. Quels ſeront les ſujets de ſes demandes au Traité. I. 164. Ses poſſeſſions dans le Palatinat devroient être rendues. I. 168. A le droit de convoquer les Etats de l'Empire. I. 382. Eſt Penſionaire des Eſpagnols. II. 167. Sa partialité peu à craindre pour la France. II. 2. part. 175. En proye aux armées des deux Couronnes. III. 487. Sur ſes prétenſions dans le Palatinat. IV. 355.

MAZARIN (le Cardinal Jules) Mis dans le Conſeil Souverain pendant la minorité de Louïs XIV. Recommandé à Louïs XIII. par le Cardinal de Richelieu. *Pr.* LV. Déclaré premier Miniſtre. Sa fermeté. Sa capacité. Eſt Chef du Conſeil de Conſcience. Ses meſures contre le Parlement & les Princes. *ib.* LVI. Sa ſoupleſſe triomphe de ſes ennemis. Ne ſonge plus à la Paix. *ib.* LVII. Eſt forcé d'envoyer des Miniſtres à Munſter. *ib.* LVIII. Sa Négociation avec le Duc de Lorraine. I. 61. Donne avis au Conſeil des Cent de Barcelone de la Régence de la Reine-Mére. I. 147. Fait revivre l'eſprit tyrannique de Richelieu. I. 266. Anagramme. *ib.* Ses ſentimens pour Monſieur de Bouillon. II. 15. Se ſoucie peu de la légéreté du Duc de Lorraine. II. 141. Ses ſoins pour la Guerre. II. 176. Sa remontrance au ſujet des Eſpagnols. II. 2. part. 29. Concilie la Cour avec le Parlement. II. 2. part. 70. Son attention à terminer le Traité avec Baviére. II. 2. part. 149. Propoſe les conditions d'une Paix avec l'Eſpagne. III. 21. *& ſuiv.* Sa paſſion pour le repos de la Chrétienté. III. 26. Ses raiſons pour ne pas renoncer à la Navarre. III. 52. Sa généroſité envers la Maiſon de l'Empereur, de la France & de l'Eſpagne. I. 309. Leur embarras à ce ſujet. *ib.* Sont également pour les affaires d'Italie que pour celles d'Allemagne. I. 332. Leurs propoſitions pour avancer la Paix. II. 75. Sont univerſellement eſtimez. II. 95. Leurs ſoins par raport aux Pouvoirs. II. 97. Leurs craintes par raport à la Négociation. II. 148. Reçoivent les Pouvoirs de France réformez. II. 157. Leur ſentiment ſur les difficultez qu'y forment les Impériaux & les Eſpagnols. *ib. & ſuiv.* Leur patience. II. 161. Leurs reproches aux François ſur les longueurs du Traité. II. 2. part. 30. Leurs raiſons pour une ſuſpenſion d'armes. II. 2. part. 93. Veulent découvrir l'étendue des Pouvoirs des Ambaſſadeurs François. II. 2. part. 100. Demandent qu'on s'explique ſur la ſatisfaction. II. 2. part. 168. & 186. Demandent un Paſſeport pour le Comte de Trautmanſdorff. II. 2. part. 187. N'aſſiſtent point à une Proceſſion & pourquoi. *ib.* Leurs excuſes. *ib.* Inſiſtent ſur un Paſſeport pour le Duc de Lorraine. II. 2. part. 222. Propoſent une Trêve dans l'Empire. III. 34. & 57. Leurs raiſons pour faire abandonner le Portugal & la Catalogne. III. 96. Leurs plaintes au ſujet du refus de la Reine de France d'être arbitre des Eſpagnols. III. 119. Leur partialité contre la France. III. 159. & 196. Conſeillent aux Eſpagnols de tout accorder aux Etats-Généraux. III. 197. Quelles ſont leurs vues en cela. *ib.* & 198. Leurs promeſſes en faveur de Dom Edouard de Portugal. III. 271. Refuſent de recevoir les Ambaſſadeurs de cette Couronne. III. 271. Pourquoi. III. 272. Déterminent Trautmanſdorff au ſujet de Philipsbourg. III. 293. Sujet de leur colére contre les Miniſtres d'Eſpagne. III. 349 Leur jugement ſur le projet du Traité. IV. 130. Leurs propoſitions touchant la ſatisfaction de la France. IV. 143.

MEINDERSWYCK. Député à Munſter pour le Duché de Gueldres. III. 13. Son caractére. *ib.* Et ce que la France doit en attendre. *ib.* Maltraité par Monſieur Servien. Sa juſtification. IV. 320.

MEKLEMBOURG (les Ducs de) Rétablis dans leurs Etats. *Pr.* XXVII. La Paix leur fera recouvrer leurs Etats. I. 156. Recompenſe qu'ils doivent avoir. I. 169. Sollicitent l'expulſion des Suedois de leurs Places. I. 328. Ses moyens de s'oppoſer aux demandes des Suedois. IV. 2. Son dédomagement pour la Ville de Wismar. IV. 368. Ordre de la ſucceſſion dans cette Maiſon. *ib.*

MELOS (Dom Franciſco de) Paſſe par la France. II. 165. Surpris de la puiſſance de ce Royaume veut détromper ſon Maître. *ib.*

Menin. Attaqué & pris par les Eſpagnols. III. 280. Détail de cette affaire. III. 282.

MERCI Général de l'Empereur. Ses avantages ſur les François. *Pr.* LVII.

MERKELBACH (Jean-George de) Député du Marquis de Bade-Dourlac à Oſnabrug. I. 380. Sa qualité. I. 421.

MERMEZ (Claude de) Voyez *Avaux.*

Meſſieurs. Ce terme employé par les Ambaſſadeurs François, choque la dignité des Princes de l'Empire. I. 250.

METZ (l'Evêque de) Seigneur temporel de Moyenvic. I. 66. En eſt dépouillé. I. 67. Eſt ſous la protection de la France. *ib.* L'Evêché de Metz faiſoit partie du Royaume de Lorraine. *ib.* Sa Juſtice Souveraine. I. 68. On en confirmera la poſſeſſion à la France. I. 169. Lui eſt laiſſé en toute Souveraineté. III. 300.

MEUSE

Monarchie Universelle. Méditée par Charles-quint. I. 11. On en doit chercher les fondemens dans l'Empire. I. 225.
Mondidier. Quels étoient les droits de la Maiſon d'Autriche ſur cette Ville. I. 21.
Montbelliard. (la Ville de) Les Garniſons étrangéres lui ſont fort à charge pendant la Guerre. I. 156.
Montfort (la Seigneurie de) Cédée par l'Eſpagne au Prince d'Orange. IV. 390.
MONTFORT (le Comte de) Inveſti du Comté de Toulouſe. I. 28. Céde ſes droits au Roi de France. *ib.*
Montpellier. Le Siége Epiſcopal transféré dans cette Ville. I. 26. Eſt Fief de la Couronne de France. *ib.* Poſſédé en cette qualité par les Rois d'Arragon. *ib.* Qui doivent l'hommage aux Evêques. *ib.* Seigneurie de Montpellier diviſée. *ib.* Une partie eſt cédée à la France. *ib.* L'autre eſt vendue. *ib.* & 26. Ceſſion des droits de l'Eſpagne. I. 26.
Moraviens (les) Prennent le parti de l'Electeur Palatin. *Pr.* IV.
Moſcovie (le Duc de) Promet ſes forces contre le Turc. III. 226. Ses précautions à ce ſujet. *ib.* Compté parmi les Alliez de la Sueder IV. 372.
MÔTHE (le Maréchal de la) Commande en Catalogne une forte armée. II. 121. Laiſſe prendre Lérida. *ib.* Aſſiége Tarragone. *ib.* Se retire ; & la perte qu'il y fait. II. 128.
MOTTE (Châtellenie de la) Preuves de la dépendance de la Couronne de France. IV. 449. Avis de l'Avocat-Général Seguier. IV. 451.
Moyenvic. Sa ſituation. I. 66. D'où il dépendoit anciennement. *ib.* Aſſiégé inutilement. *ib.* Pris & fortifié. I. 67. Ses Salines cédées à la Lorraine. *ib.* Eſt laiſſé à la France en toute Souveraineté. III. 300.
MULLER. Second Député du Cercle de Franconie à Munſter. I. 379. Son emploi. *ib.* Ses qualitez. I. 419.
Munſter (la Ville de) Nommée pour les Négociations d'une Paix générale. *Pr.* XLII. Acceptée par l'Empereur. I. 117. Sa deſcription. I. 322. & 341. Reception que font les Magiſtrats à Monſieur d'Avaux. II. 4. Quelques Habitans inſultent les Domeſtiques de Monſieur Servien. *ib.* & 5. Proceſſion qui ſe fait dans cette Ville. II. 2. part. 187. On parle de rompre l'Aſſemblée. III. 256.
biens. I. 165. Comment doivent être terminez leurs différends avec leurs Couſins. IV. 356.
NASSAU-SARBRUC (les Princes de) Voyez *Sarbruc.*
Naturalité. Ses prérogatives. I. 69. Clauſe néceſſaire dans les Lettres de Naturalité. *ib.*
Navarre (le Royaume de) Uſurpé par les Rois d'Eſpagne. I. 30. Sous quel titre. *ib.* Droits de la France réſervez. *ib.* La Paix veut qu'on le laiſſe à l'Eſpagne. I. 170. Utilité de cet avis. I. 171. Preuves de l'uſurpation de l'Eſpagne. I. 219. Devroit être reſtitué. I. 319. Les Rois de France n'y ont jamais renoncé. I. 353. Raiſons pour n'y pas renoncer. III. 52. Ne peut point entrer en compenſation avec la Bourgogne. Pourquoi. III. 353.
NEDERHORST. Voyez *Rhede.*
NEHER (George) Député des Ducs de Saxe-Weimar. I. 421. Ses qualitez. *ib.*
NEUBOURG (les Ducs de) Ont tout à attendre de la Paix. I. 156. Obtiennent une neutralité pour les Etats de Julliers. II. 2. part. 28.
NEVERS (le Duc de) Lieutenant-Général delà les Monts. I. 40. Ses remontrances à Henri III. *ib.* Son zéle pour les intérêts de la Couronne. *ib.* Se démet de ſa charge. *ib.* Sa fermeté au ſujet de la reſtitution des Places au Duc de Savoye. I. 234.
Nevers (Maiſon de) Sa ſucceſſion adjugée au Duc de Mantouë. II. 2. part. 201.
Neutralité. Demandée entre le Duché & le Comté de Bourgogne. I. 319. Très-préjudiciable à la France. Pourquoi. I. 320. Accordée au Duc de Neubourg. II. 2. part. 28.
Nice (le Comté de) Incorporé à la Provence. I. 39. Adjugé à la Couronne de France. *ib.* Uſurpé par les Ducs de Savoye. *ib.*
Nobleſſe de l'Empire. Voyez *Empire.*
NOIRMOND. Eſpion des Eſpagnols. III. 123. Veut ſéduire par argent les Ambaſſadeurs des Provinces-Unies. III. 148.
Nonces. Ne peuvent refuſer d'entrer en Conférence avec ceux qu'ils nomment hérétiques. Exemples mémorables. I. 6.
Nuremberg. Ses richeſſes. Fournit des vivres à l'armée de Suede. *Pr.* XXIX

Oldenbourg (le Comte d') Surpris par les artifices des deux Couronnes. I. 472.

OLDENBOURG (les Comtes d') Extrêmement intéreſſez à la fin de la guerre. I. 156. Quelles demandes ils formeront. I. 165. Recherchent l'amitié de la France. II. 2. part. 36.

OLHAFFEN DE SCHOLLENBACH (Tobias) Député à Oſnabrug pour la République de Nuremberg & le Cercle de Franconie. I. 380. Ses qualitez. *ib.* Député de pluſieurs autres Villes & Princes. I. 422. Ses emplois. *ib.*

OLIVARES (le Comte-Duc d') Premier-Miniſtre d'Eſpagne. Ses Mémoires manuſcrits ſur le mariage de l'Infante avec le Prince de Galles. En arrête le projet & les Articles. *Pr.* XII. Reçoit avec étonnement la réſolution de l'Infante à ce ſujet. Sa réponſe à cette Princeſſe. Son projet pour faire manquer cette Alliance. *ib.* XVI. Ses artifices à ce ſujet. I. 18.

OLIVIER Chancelier de France. Son Mémoire contre les Traitez de Madrid, de Cambrai & de Creſpi. I. 21. & 23. Sa déciſion remarquable ſur la reſtitution des trois Evêchez. I. 76. & 232.

Ooſt-Friſe (le Païs d') Excès qu'y commettent les troupes du Comte de Manſfeldt. *Pr.* XXXI. Les affaires de ce Païs ſont de grande conſidération. II. 90. Et préjudiciables aux Couronnes. II. 99. Sont ſur le point d'être terminées. II. 118 Incident. II. 142. *& ſuiv.* Empirent. II. 163. & 165.

OOST-FRISE (les Comtes de) Ce qu'ils eſpérent de la Paix. I. 156.

ORANGE (le Prince d') Ses vues ſur l'Ooſt-Friſe. II. 90. & 99. Ne veut point ſe mêler des affaires de ce Païs. II. 110. Ses avantages ſur les Eſpagnols. II. 115. On lui raporte les honneurs accordez aux Etats-Généraux. II. 2. part. 39. Engage Mr. d'Eſtrades à parler contre la guerre du Dannemarck. II. 2. part. 78. Son attachement pour la France. II. 2. part. 155. Brouillé avec la Province de Hollande. II. 2. part. 160. Son autorité balance celle des Provinces. II. 2. part. 170. Son affection pour la France. II. 2. part. 176. & 181. Eſt pour la liberté de Religion. II. 2. part. 188. Promet inutilement l'exercice de la Catholique à Hulſt. II. 2. part. 223. Juſtifié par la France. II. 2. part. 229. Solicité pour l'échange des Païs-Bas avec la Catalogne. III. 50. *& ſuiv.* Ce qu'on lui promet pour l'y engager. III. 61. N'y conſentira pas. III. 71. Paroit y être favorable. III. 112. Change à cet égard. III. 128. Traite de vive voix avec les Eſpagnols. III. 211. Aſſure la France de ſa ſincérité. III. 230. Négociation touchant ſes intérêts particuliers. III. 235. Partialité de la Princeſſe d'Orange pour l'Eſpagne. III. 282. Mauvaiſe ſanté du Prince. III. 284. Ordre obſervé à ſon enterrement. IV. 334. Ceſſions qui lui ſont faites par l'Eſpagne. IV. 390.

Orbitello. Séparé de l'Etat de Sienne. I. 233. Aſſiégé par les François. III. 194. Délivré. III. 262.

Orchies. Traitez qui concernent cette Ville & ſa dépendance de la France. I. 49.

ORLEANS (Gaſton Duc d') Aſſiége Gravelines. Son intrépidité. II. 101. Irrité contre le Duc de Lorraine. Et pourquoi. II. 141. Son union avec la Cour. II. 2. part. 178. Va en Languedoc. III. 30. Sujet de ce Voyage. *ib.* Ses ſentimens ſur le retardement de la Paix. III. 107. Aſſiege Courtrai. III. 231. Le prend. III. 243. Et Marbik. III. 288

ORMOND (le Comte d') Offre les Places qu'il tient au Parlement d'Angleterre. III. 354.

Pr. XXXII. La Ville déſignée le lieu de l'Aſſemblée pour la Paix générale. *ib.* XLII. Agréée par l'Empereur I. 117. Fait partie de l'hypothéque des Suédois. I. 168.

Oſnabrug (l'Evêché de) Prétendu par l'Electeur de Brandebourg. IV. 19. Son Memoire ſur ſes intérêts. IV. 324. Rendu alternatif entre les Catholiques & les Proteſtans. IV. 369.

OSOLINSKI. Grand Chancelier de Pologne. II. 12. Son affection pour la France : & les moyens de le gagner. *ib.* & 33.

OTTO (Marc) Député des Républiques de Strabourg, de Spire, de Landau, de Weiſſembourg, & du Rhingrave à Oſnabrug. I. 380. Sa profeſſion. *ib.* & 422.

OTTO (Sébaſtien) Député à Oſnabrug de la République d'Ulm. I. 380. Sa qualité. *ib.* & 422.

OXENSTIERN. Grand-Chancelier de Suéde. Y devient le Maître des affaires après la mort de Guſtave-Adolphe. *Pr.* XXXI. Ses plaintes aux Miniſtres de l'Empereur ſur les longueurs qu'ils aportent à la Paix. I. 148. & 149. Ses remercîemens ſur la médiation du Roi de Dannemarck. I. 186. Ses vues. I. 190. Eſt Auteur de la guerre d'Allemagne. I. 191. Sa trop grande autorité. *ib.* Sa faction tend à ſupprimer la Royauté. I. 473. Sa Lettre ſur la ſatisfaction de la Suéde. II. 118. A beaucoup de part aux mouvemens d'Angleterre. II. 2. part. 46. Ses deſſeins dans ſon Païs ſeront apuyez par la France. II. 2. part. 76. Son crédit diminue. II. 2. part. 100. Ses vues d'enrichir la Suéde des dépouilles de l'Empire. II. 2. part. 193. Son habileté conſervera l'union entre les deux Couronnes. III. 97. Soutient ſon fils dans l'affaire de Mr. de la Barde. III. 144. Soupçonné de ne vouloir pas la Paix. III. 387. Ses projets. IV. 50.

OXENSTIERN (Jean fils du précédent.) Premier Ambaſſadeur de Suéde à Oſnabrug I. 380. Sa naiſſance. *ib.* & 420. Son caractére. II. 22. Veut traiter d'égal avec les François. II. 24. & 29. Ses ordres pour la Negociation. II. 2. part. 18. Son ambition. *ib.* Aſſuré de la protection de France. II. 2. part. 76. Veut que le Royaume de Bohéme ſoit rendu électif. II. 2. part. 129. Proteſte de ſe tenir uni avec les François. II. 2. part. 243. S'oppoſe à recevoir le Réſident de France aux Aſſemblées. III. 16. Anime les Proteſtans contre la France. III. 20. Son diſcours ſur les moyens de faire promptement & avantageuſement la Paix. III. 90. Se plaint du refus des François de ſe joindre à l'armée de Suede. III. 253. Conſent à l'érection d'un huitiéme Electorat. *ib.* Propoſitions qu'il fait aux Impériaux. III. 319. Rend Mr. d'Avaux Médiateur. IV. 7. Veut rompre l'Aſſemblée. Ses raiſons. IV. 144. Animé contre le nouvel Electeur de Mayence. Pourquoi. IV. 194.

P.

Paderborn (la Ville de) priſe par Chriſtian de Brunswick. *Pr.* IX.

Paix de Religion. Doit être exécutée dans tous ſes points. I. 444. Corrigée à quelques égards. I. 449. Fauſſement interprétée par les Catholiques. *ib.* Article préjudiciable aux Proteſtans. III. 174. Son exécution arrêtée. IV. 357.

Paix (la) Néceſſaire à l'Europe. I. 158. Cauſes de la dificulté d'y parvenir. I. 161. & 162. Qualitez requiſes dans les Parties intéreſſées. I. 166. Ordre qui devroit être obſervé dans le Traité. I. 167. Ne peut être

I. 159. Leur entiére reſtitution ſera demandée au Congrès. I. 164. Doivent l'obtenir ſans reparation des dommages. I. 168. Toutes les autres reſtitutions fondées ſur le rétabliſſement des Palatins. *ib.* Seront ſacrifiez par la France. I. 229. Leur affaire renvoyée à Vienne. II. 50. Continuation de leur malheur. III. 487. Conditions arrêtées à leur ſujet. IV. 128. Leurs intérêts diſcutez. IV. 355. Huitiéme Electorat en leur faveur. IV. 502. Ceſſion du Bas Palatinat. *ib.* Jouiſſent de l'Amniſtie. IV. 503.

PAPENHEIM Général de l'Empereur ſoumet les Païſans révoltez de la Haute Autriche. *Pr.* XX. Aſſiége l'Adminiſtrateur de Magdebourg dans ſa Capitale. *ib.* XXVI. Prend cette Ville d'aſſaut & la ſacage. *ib.* XXVII. Ses progrès dans la Miſnie. *ib.* XXX. Sauve une partie de l'armée Impériale à la journée de Lutzen. Y eſt tué. *ib.* XXXI.

Papes (les) Ne doivent être regardez dans les Négociations que comme des Princes temporels. I. 6. Leur fauſſe maxime au ſujet des Hérétiques. Ont été Sujets des Goths Ariens : & par eux employez dans les affaires d'Etat. Exemples de Papes qui ont pris à leur ſervice des Proteſtans. I. 10. & 11. Leur droit de dépouiller les Rois. I. 30. Obligez de ménager les Rois d'Eſpagne. I. 242. Juges des différends au ſujet du Royaume de Naples. I. 320. Moyens de réprimer leur mauvaiſe volonté. II. 2. part. 191. Leurs Bulles inutiles en France. II. 2. part. 201. Quelques uns élevez par la faction de l'Eſpagne. III. 69. Loix du Royaume de France à l'égard de leurs Bulles. III. 156.

Parlemens de France. Sont forcez de vérifier les Traitez de Madrid & de Cambrai. I. 34. Leurs proteſtations. *ib.* Leurs procédures contre Charles. V. *ib.* Utilité du Parlement de Metz. I. 68. N'ont plus que l'ombre de leur nom. I. 262. Celui de Paris eſt puni. II. 2. part. 70. Celui de Metz doit être conſervé. III. 73. Apel de celui de Paris d'une Bulle du Pape. III. 156. Sa ſoumiſſion au Roi. III. 163.

Parme (le Duc de) s'accommode avec les Eſpagnols. II. 2. part. 39. Ses ordres à ſon Réſident en France fort ſuſpects à la Cour. III. 80. Son ingratitude envers la France. III. 118. Offre ſa médiation aux Barberins. III. 127. Elle eſt acceptée. III. 135. Livre paſſage aux Eſpagnols dans ſes Etats. III. 310. Sa juſtification auprès de l'Ambaſſadeur de France. *ib.* Comment il eſt regardé par la France & par l'Eſpagne. III. 482.

l'Amniſtie. Pourquoi. III. 423. L'exercice de la Confeſſion d'Augsbourg y eſt demandé. IV. 337. La reſtitution a lieu pour les Proteſtans de ces Pays. IV. 357.

Péages. On en exige des Suedois contre la foi des Traitez. I. 188. Ne doivent point être multipliez. I. 443.

PENARANDA (Gaſpar de Bracamonte Comte de) Premier Plénipotentiaire d'Eſpagne. I. 376. Son entrée à Munſter comparée avec celle du Duc de Longueville. *ib.* Avantures plaiſantes. *ib.* Autre deſcription de cette entrée. I. 377. Son Païs & ſes emplois. I. 378. & 416. Reçoit un pouvoir illimité. III. 60. Et une ſomme conſidérable pour diſtribuer à Munſter. III. 123. Maltraite les Médiateurs. III. 130. Ses plaintes ſur l'interception de ſes Lettres. III. 251. Son pouvoir pour la Tréve de Catalogne. III. 265. A pouvoir de finir promtement. III. 349. Veut empêcher le Traité de l'Empire avec la Suede. IV. 30 Ses viſions l'empêchent de ſonger à la Paix. IV. 148.

PEREIRA DE CASTRO. Plénipotentiaire de Portugal. Arrive à Munſter avec Monſieur d'Avaux. I. 293. On ne lui rend pas les mêmes honneurs qu'à ceux des Rois. I. 328. Ses emplois. I. 417. Veut aller au Congrès ſans caractére. II. 133. Preféré à ſon Collegue par les Plénipotentiaires François. II. 2. part. 15.

Pérone Droits imaginaires de la Maiſon d'Autriche cédez à la France. I. 21.

PERRON (le Cardinal du) Ce qui l'engage à changer de Religion. IV. 300. Sa réponſe ſur cela. *ib.*

PHILIPPE-LOUIS Duc de Neubourg épouſe Anne de Cléves. *Pr.* I. Son droit à la ſucceſſion de Juliers. Fondé ſur un privilége de Charles. V. Se fait Catholique. *ib.* II.

PHILIPPE II. du nom Roi d'Eſpagne. Suit les maximes de ſon pére ſur la Monarchie univerſelle. Fait conſeiller la Guerre d'Afrique à Sebaſtien Roi de Portugal. Ses vues ſur la France. Son entrepriſe contre l'Angleterre. I. 11. Inveſti du Duché de Milan. I. 12. De Siéne. *ib.* Céde cette Seigneurie au Duc de Toſcane. Conditions du Traité. *ib.* Envoye ſa Flote l'invincible au préjudice des Traitez. I. 18. Seigneuries qu'il aquiert par les Traitez. I. 19. Céde ſes droits ſur la Baronie de Montpellier. I. 27. Ordonne la reſtitution de la Navarre. I. 30. Uſurpe le Royaume de Portugal. *ib.* Fondement de ſes prétenſions. I. 31. Clauſe de ſon Teſtament qui exclut ſes héritiers de ce Royaume. *ib.*

Conſeillé de faire la Paix. III. 250. Ses renonciations dans les Indes en faveur des Hollandois. III. 393. Son but en traitant avec les Etats-Généraux. IV. 297. Sa haine contr'eux irréconciliable. IV. 298. Sa cruauté envers ſon fils. IV. 299.

Philippeville. Demandée pour les Liégeois. III. 392.

Philipsbourg. L'Electeur de Trèves s'engage de le retirer des mains des François. I. 344. Aſſiegé par le Duc d'Anguien. II. 131. Pris. II. 137. Redemandé par l'Electeur. II. 2. part. 98. Prétendu par la France. II. 2. part. 99. Qui ne veut pas le rendre à l'Electeur de Trêve. III. 73. Ne veut le rendre que démoli. III. 162. Dificulté de le retenir. III. 249. Les Impériaux conſentent à le laiſſer aux François. III. 293.

PIANEZZE (le Marquis de) Principal Miniſtre à la Cour de Savoye. III. 9. Origine de ſa faveur. *ib.* Avis qu'il donne contre la France. 8. & 9. Gouverne Madame de Savoye. III. 146.

PICOLOMINI. Général de l'Empereur. Fait lever le ſiége de Prague & de Wolfſembuttel. *Pr.* XXXIX. Couvre Ratisbonne. Défait les Suédois. *ib.* XL. Eſt batu. Fait lever le ſiége de Fridberg. Quitte le ſervice de l'Empereur. *ib.* LIII.

Piémont (le) Annexé à la Provence. I. 39. Uſurpé par les Ducs de Savoye. *ib.* Il leur eſt cédé. I. 41.

PIERRE D'ARRAGON épouſe la fille de Manfred Roi de Sicile. I. 36. Apellé par les Siciliens. *ib.* Arrive, & devient Maître de ce Royaume. *ib.* Meurt d'une bleſſure. *ib.* Sa poſtérité. *ib.* Son teſtament. *ib.*

Pignerol. Conquis par la France à qui il eſt cédé en toute Souveraineté. I. 41. Comment il eſt venu au pouvoir des Ducs de Savoye. I. 42. N'a jamais été fief de l'Empire. *ib.* Preuves. *ib.* & *ſuiv.* Eſt excepté des reſtitutions faites aux Ducs de Savoye. I. 45. Eſt une Place Françoiſe; & legitimement aquiſe I. 222. A pu être aliéné ſans le conſentement de l'Empereur. I. 225. Cédé par l'Empire en toute Souveraineté. III. 300.

Piombino (la Seigneurie de) Miſe ſous la protection de l'Empereur. Reçoit garniſon Eſpagnole. I. 12. Donnée au Duc de Toſcane. Uſurpée ſur les héritiers légitimes. I. 13. Promiſe à la Maiſon des Urſins. I. 19. Priſe par les François. III. 354.

Plénipotentiaires (les) Ce titre ſeul eſt défectueux. II. 16. Différence entre un Plénipotentiaire & un Ambaſſadeur. II. 37.

Pleins-pouvoirs. de Philippe IV. à Saavedra ſon Plénipotentiaire à Munſter. I. 144. Reflexions à ce ſujet. I. 147. Sont rejettez par les François. I. 278. Irrégularité de ceux de l'Empereur. *ib.* Réforme des Pleins-pouvoirs convenue. I. 290. Objections des François contre ceux des Impériaux & des Eſpagnols. I. 294. & 295. Et de ces derniers contre les autres. *ib.* 295. Ajuſtement ſuivi dans la réforme. I. 298. *juſqu'à* 303. Ceux d'Eſpagne reformez. I. 323. Communication des Pleins-pouvoirs. II. 22. Ceux d'Eſpagne défectueux *ib.* & 26. Ceux de France réformez. II. 157. Contestations des Ennemis & Réflexions à ce ſujet. *ib.* & *ſuiv.* Nouvelles affaires ſur celà. II. 171. & *ſuiv.* Du Roi d'Eſpagne pour traiter avec les Etats-Généraux. III. 442. A Mr. Servien pour agir ſeul. IV. 428.

PLESSIS-BEZANÇON (Mr. du) Envoyé auprès de Madame de Savoye. III. 135.

PLESSIS-PRALIN (Monſieur du) Deſtiné à l'Ambaſſade de Munſter. II. 181. Reflexions ſur ſon mariage avec la Reine de Suéde. II. 2. part. 12. & 30. & 146. Secours qu'il demande à la France. II. 2. part. 146. Son mariage avec une Princeſſe qui eſt à la Cour de France. II. 2. part. 156. Offre ſes troupes contre le Turc. II. 2. part. 158. Son différend avec la Suéde. III. 20. Veut ſoutenir le Duc de Neubourg contre l'Electeur de Brandebourg. III. 341. Satisfaction des Polonois ſur ſon mariage. III. 486. On a ſoin de lui au Traité d'Oſnabrug. IV. 372.

Poméranie (le Duché de) Sera reſtitué à la Maiſon de Brandebourg. I. 168. Traitez qui concernent la ſucceſſion à ce Duché. I. 203. Ce que les Suédois veulent y être compris. II. 2. part. 120. Ils le demandent à perpétuité. III. 172. & 173. Expédiens à ce ſujet. III. 382. & 385. & IV. 2. Cédé à la Suéde. IV. 219. Avec l'exercice de la Confeſſion d'Augsbourg. IV. 220. Son titre laiſſé aux Rois de Suéde & aux Electeurs de Brandebourg. *ib.* Sa ſituation & ſa diviſion. IV. 250. Ancien titre de ſes Ducs. *ib.* Rendu héréditaire aux Rois de Suéde. IV. 365. Cédé à la Suéde. IV. 497. & *ſuiv.*

Pontheu (le Comté de) Origine des droits prétendus par la Maiſon d'Autriche. Cédez à la France. I. 20.

PORTMAN (Jean) Sa profeſſion. Second Député de Brandebourg à Munſter. I. 379. Sa qualité. I. 418. Député pour les autres Electeurs. *ib.*

Porto-Hercole. Place reſervée au Roi d'Eſpagne. I. 233.

Portolongone. Aſſiegé. III. 351. Importance de ce poſte. *ib.*

Portugais (les) Servent de prétexte aux François pour empêcher la Paix. I. 253. Manquent de Généraux. II. 2. part. 232. Leur intérêts ne doivent ſervir aux François que pour obtenir des conditions plus avantageuſes. III. 62. Juſqu'à quel point ils ſeront ſoutenus par la France. III. 272. Leurs fauſſes démarches à Munſter. III. 372. Leurs intérêts retardent la Paix. IV. 123. Leur rébellion contre les Hollandois dans le Breſil. IV. 533. & *ſuiv.*

PORTUGAL (le Roi de) Ses intérêts à diſcuter dans le Traité de Paix. I. 164. Ses Ambaſſadeurs doivent être reçus à Munſter même par l'Eſpagne. I. 196. Aſſuré de la protection de la France. I. 280. Allié de la France. I. 281. Etats qu'il occupe. *ib.* Ses Ambaſſadeurs ſont ſous la protection de la France. I. 287. En reçoivent les honneurs dus à ceux des Rois. I. 370. Origine du Roi de Portugal. I. 417. Ses domaines. *ib.* Etendue des Royaumes & Païs de ſon obéïſſance. I. 427. Dificulté d'admettre ſes Ambaſſadeurs. II. 107. Humeur altiére de l'un d'eux. II. 116. Fait inſtance à la Cour de France pour l'admiſſion de ſes Ambaſſadeurs à Munſter. II. 187. Autres demandes importantes. II. 2. part. 42. Réflexions au ſujet de ſes Ambaſſadeurs. II. 2. part. 63. Qui devroient être traitez à Munſter comme à la Cour de France. II. 2. part. 76. Envoye un ſecours aux François. III. 310. Son bonheur peu ſoutenu par ſes qualitez. III. 358. Eſt afermi ſur ſon trône. III. 488. Ses précautions. *ib.* Rome lui refuſe la nomination des Evêques. III. 488. La Suéde lui procure les avantages de la Paix. IV. 372. Soutient la rebellion des Portugais dans le Breſil contre les Hollandois. IV. 533. & *ſuiv.*

Portugal (le Royaume de) Examen des droits des Prétendans à ce Royaume. I. 30. Uſurpé par l'Eſpagne. *ib.* Rendu à Jean IV. qui en eſt reconnu le légitime heri-

Propoſitions. De l'Empereur, de France, & d'Eſpagne délivrées. I. 309. de Louis XIV. I. 318. D'Eſpagne. *ib.* De l'Empereur. I. 321. De France. I. 372. *& ſuiv.* Des Etats de l'Empire. I. 469. & 470. De la France pour la Paix avec l'Eſpagne. III. 166. Des Impériaux. III. 420. & 421. En faveur du Portugal. IV. 336. Des Suédois aux Impériaux. IV. 337. Pour les interêts du Duc de Lorraine. IV. 373. Pour les affaires du Palatinat. IV. 376 *& ſuiv.* De l'Electeur de Bavière pour une ſuſpenſion d'armes. IV. 383. Aux Etats-Généraux par Mr. de la Thuillerie. IV. 428.

Proteſtans du Royaume de Bohême, ſe ſoulévent. Convoquent les Etats du Royaume, malgré les défenſes de l'Empereur. Leurs griefs. En demandent ſatisfaction. Sont traitez avec mépris. *Pr.* III. Offrent leur Couronne à Frédérick V. Electeur Palatin. *ib.* IV. Proteſtans de Hongrie offrent leur Couronne à Béthlem-Gabor. *ib.* IV. Proteſtans de l'Empire ſe liguent. Quels ſont leurs Chefs. Sont entiérement défaits à Weiſſemberg. *ib.* VI. La retraite de Mansfeldt releve leurs eſpérances. *ib.* VIII. Leurs pertes *ib.* IX. X. & XI. Leurs murmures touchant l'Evêché d'Halberſtadt & l'Abbaye d'Hirſchfeld. *ib.* XXI. Sont forcez de ſe ſoumettre à l'Edit de la reſtitution des biens eccléſiaſtiques. *ib.* XXII. Leurs réponſes aux Lettres du Roi de Suéde. Demandent l'abolition de l'Edit de la reſtitution. *ib.* XXV. Lévent le maſque. *ib.* XXVI. Renouvellent leur ligue. *ib.* XXVII. Obtiennent ſatisfaction par le Traité de Paix. IV. 357.

Proteſtans (les) Entreprennent la guerre pour ſoutenir la Maiſon Palatine. I. 407. Rompent leur union pour obtenir la diſſolution de la ligue Catholique. *ib.* Animez par l'arrivée du Roi de Suéde. I. 408. Etablis à Chiavenne. II. 2. part. 9. Comment & pourquoi ils ſont protégez par la France. II. 2. part. 65. Leurs faux préjugez. II. 2. part. 80. Leur puiſſance redoutable. II. 2. part. 85. Unis contre la Religion Romaine. II. 2. part. 246. Ne veulent pas que la France ſoit Membre de l'Empire. III. 70. Leurs Griefs ſoutenus par la Suéde. IV. 27. Animez contre le Duc de Bavière en faveur de la Maiſon Palatine. IV. 29. Leurs vues contre la Religion Catholique. IV. 35. Preſſent la concluſion de la Paix. IV. 136. Satisfaits dans la Bohême & les Pais Héréditaires. IV. 357.

Proteſtans (les Etats) Ont toujours été compris dans les Traitez, quoique les Miniſtres du Pape y intervinſſent. 197. & 198. Son Manifeſte & ſes plaintes aux Proteſtans de Hongrie. *ib. & ſuiv.* Son ingratitude envers la Maiſon d'Autriche. I. 200. Ses deſſeins dévelopez. I. 201. *& ſuiv.* Doit être compris au Traité. I. 379. Païs qu'il poſſéde. I. 281. Son Traité avec Louis XIV. I. 359. *& ſuiv.* Son accord avec l'Empereur. I. 390. *& ſuiv.* Autre par lequel il renonce à ſon Alliance avec les deux Couronnes. I. 393. *& ſuiv.* Combien on doit le menager. II. 44. & 45. Eſt recherché par l'Empereur. *ib.* Ses avantages contre les Impériaux. II. 93. Ses demandes à l'Empereur. II. 111. Ses hoſtilitez contre la Pologne. II. 124. Apuyé à la Porte Ottomane. II. 128. S'avance vers la Siléſie. II. 131. Sa conſervation néceſſaire aux deux Couronnes. II. 153. & 161. Ses deſſeins contre les Catholiques. II. 2. part. 81. Son armée. II. 2. part. 109. Forcé par la Porte Ottomane de faire la Paix avec l'Empereur. II. 2. part. 188. Réflexions à ce ſujet. *ib.* Son deſſein de rentrer en guerre. II. 2. part. 202. Ses offres à ce ſujet. III. 119. On ne peut ſe fier à ſa parole. III. 226. Effets de ſon relâchement. III. 486. Demande d'être compris dans le Traité. IV. 112. Ce qui eſt exécuté. IV. 372.

RAIMOND Comte de Toulouſe. Chef des Albigeois. I. 27. Privé de ſes Etats. I. 28. Excommunié. *ib.* Fait ſa Paix. *ib.* Ses ligues contre la France. *ib.* Sa mort & ſon teſtament. *ib.*

Rang. Voyez *Préſéance.*

RANTZAU (le Maréchal de) Général de l'armée de France aux Païs-Bas. II. 2. part. 169. Joint les troupes de Hollande. *ib.*

Ratification (la) Se donnera après le Traité par les Etats du Royaume de France. I. 346.

Ratisbonne (la Diéte de) Voyez *Diéte.*

Ratisbonne. Priſe par l'Electeur de Bavière. *Pr.* XXIX. Traité paſſé en cette Ville préjudicable à la France. I. 319. On en demande l'exécution. *ib.* & 321.

Ratzebourg (l'Evêché de) Sécularizé. IV. 368.

Récolets. On refuſe des Paſſeports à leurs Supérieurs de Munſter. I. 2. part. 41. Raiſon de ce refus. *ib.*

REIFFEMBERG (le Baron de) Ses intelligences avec la France. II. 109. Les maux qu'elles lui attirent. III. 154. Arrive à la Cour de France. III. 182. En part très content. III. 213. En eſt protégé dans l'élection d'un Electeur de Mayence. IV. 175.

REK (Thierri-Adolphe de) Adjoint à l'Evêque d'Oſnabrug. I. 417. Ses emplois. *ib.*

Reſtitutions.. Ridiculement demandées par l'Eſpagne. I. 224. Prohibées par les Traitez de Confédération. I. 228. Négligées dans un grand nombre de Traitez I. 232. Celles faites au Duc de Savoye préjudiciables à la France. I. 233. Peuvent ſe faire au moyen d'un mariage. I. 236. Stipulées entre la France & l'Eſpagne à l'égard des places de Savoye. I. 280. De quelle manière elles pourroient ſe faire. I. 285. Demandées à l'égard de l'Eſpagne, de l'Empereur, & de leurs Alliez. I. 318. En ce cas on détaille celles qui devroient être faites à la France. I. 319. Doivent être reciproques. *ib.* En quel cas on doit les faire. I. 350. Examen du droit de la reſtitution. I. 353. Conſentie par l'Empereur à l'égard des Princes de l'Empire. I. 432. & 437. Le terme de la reſtitution générale doit être l'année 1618. II. 2. part. 14. Ses inconvéniens. II. 2. part. 17. Réflexions à ce ſujet. II. 2. part. 19. & III. 395. Celles qui ſont comprises dans le Traité de Paix. IV. 354. *& ſuiv.* Reglement. IV. 371.

Révérendiſſime. Titre des Evêques d'Allemagne non Princes de naiſſance. I. 376.

RHEEDE (Gotard de) Sr. de Nederhorſt. Plénipotentiaire à Munſter pour la Province d'Utrecht. I. 423. Attaché au Prince d'Orange. III. 13. Refuſe ſeul de ſigner la Paix avec l'Eſpagne. IV. 71. Son éloge. *ib.*

Rhingraves (les) Leurs intérêts ſont partie du Traité de Paix. IV. 356.

RICHELIEU (le Cardinal de) Miniſtre abſolu de la France. Veut ſoutenir les Suedois malgré les remontrances du Pape. Renouvelle l'Alliance avec la Reine Chriſtine. *Pr.* XXXII. Travaille à abaiſſer la Maiſon d'Autriche. Renouvelle l'Alliance avec la Suede. Déclare la Guerre à l'Eſpagne & à la Maiſon d'Autriche. *ib.* XXXV. Sa mort. Son éloge. Recommande Mazarin à Louis XIII. *ib.* LV. Sa tyrannie. I. 259. *& ſuiv.* Sa politique odieuſe. I. 265.

RIPPERDA (Guillaume de) Plénipotentiaire de la Province d'Overiſſel à Munſter. I. 423. Dépend du Prince d'Orange. III. 13.

RIVIE'RE (l'Abbé de la) Sollicité par un Emiſſaire du Pape. II. 2. part. 178. Découvre cette intrigue au Cardinal. *ib.*

ROGER II. du nom Roi de Sicile. Dépoſſéde ſes neveux de leur héritage. I. 34. Se fait ſaluer Roi d'Italie. I. 35. Aſſiégé par le Pape. *ib.* Délivré par ſon fils. *ib.* Sa généroſité lui procure de nouveaux Etats. *ib.* Reconnoit l'Antipape. *ib.* Perd une partie de ſon Domaine. *ib.* Y rentre. *ib.* Reçoit la confirmation de ſa Royauté. *ib.* Meurt. *ib.* Sa poſtérité. *ib.*

ROGER III. du nom Roi de Sicile. Eſt couronné. I. 35. Ecoute des propoſitions de Paix. *ib.* Va trouver l'Empereur pour la conclure. *ib.* Eſt arrêté. *ib.* On lui fait crever les yeux. *ib.*

ROHAN (le Duc de) Général des François en Alſace. Eſt tué devant Rhinfelt. *Pr.* XXXVIII.

Roi très-Chrétien. Titre des Rois de France. Formalitez à ce ſujet. I. 213. & 244.

RONCALLI. Miniſtre du Roi de Pologne en France. II. 11. Ses Lettres ſur les Intentions de ſon Maître. *ib.* & 12. Etendue de ſa Commiſſion. III. 341.

RORTE' (Claude de Salles, Baron de) Ambaſſadeur Ordinaire en Suede. I. 328. Envoye vers le Comte d'Embden. II. 90. & 99. Rapellé, & pourquoi. II. 145. On lui promet ſes Dépêches pour Suede. II. 2. part. 32.

ſur cette Châtellenie. *I.* 21.

Rugen (l'Ile de) Abandonnée aux Suedois pour ſureté de leur ſatisfaction. I. 168. Annexée à la Couronne de Suede. IV. 365.

RUNGE (Frederic) Député à Oſnabrug pour les Etats de Poméranie. I. 380. Ses qualitez. I. 421.

S.

SAAVEDRA FAXARDO (Diego de) Miniſtre d'Eſpagne à Munſter. *Pr.* LVIII. Son Pleinpouvoir. I. 144. Troiſiéme Plénipotentiaire. Sa qualité. I. 378. Ses emplois. I. 416. L'eſtime qu'on en doit faire. II. 14. Ses viſites à chacun des Ambaſſadeurs de France. II. 30. Détail de ſes Conférences. *ib.* Son habileté ſans expérience. II. 95. Sa hardieſſe & ſon impoſture. II. 160. Ses diſcours ſur la Paix. II. 168. Sa réponſe au Nonce. II. 180. Son entretien avec Monſieur Servien. II. 2. part. 197. Ignore les Loix de France contre les Papes. II. 2 part. 201.

Sabionette. Sa reſtitution demandée par la France. III. 379.

SAINT CHAUMONT (le Marquis de) Ambaſſadeur de France à Rome révoqué. II. 175. Sujet de ſa diſgrace. II. 179.

SAINT MAURICE (Claude Chabot ou Chaboud Marquis de) Ambaſſadeur du Duc de Savoye à Munſter. I. 379. Sa qualité & ſes emplois. *ib.* & 419. Peut être utile à la France pendant la Négociation. II. 2. part. 75. Agit contre les intérêts de cette Couronne. II. 2. part. 101. S'oppoſe aux prétenſions de l'Ambaſſadeur de Mantouë ſur le cérémoniel. III. 220. Sa demande au ſujet du titre de ſon Maître. IV. 137.

Saint-Pol (le Comté de) Incertitude de ſa mouvance. I. 47. Erigé en Comté. *ib.* Arriére-Fief de Flandre. *ib.* Devient mouvant de l'Artois. *ib.* Et ſoumis au Conſeil Provincial d'Arras. I. 48.

SAINT ROMAIN (Monſieur de) Nommé pour réſider à Oſnabrug de la part de la France. I. 328. Son éloge. II. 115. Sa réſidence à Mayence ſera inutile. II. 167. Reſte au Congrès. II. 185. Averti des plaintes de Monſieur Servien contre lui. II. 2. part. 33. Son zéle loué. II. 2. part. 41. Son voyage à Munſter. II. 2. part. 95. Revient de Stokholm : & ſon raport. III. 241. Utilité de ſon voyage. III. 321. Envoyé vers l'Electeur de Cologne. IV. 160.

Saint-Siége (le) [illegible]icile doit lui retourner de droit. I. 35. Lui eſt en[illegible] *ib.* Soumet ce Royaume & celui de Naples à un tribut annuel. I. 36. Déchoit de ſon pouvoir. III. 487. Refuſe de nommer des Evêques en Portugal. III. 488. Sa politique rafinée contre les Proteſtans. IV. 298. Doit décider de la poſſeſſion du Royaume de Naples. IV. 305.

SAIN ET WEITGENSTEIN (Jean Comte de) Premier Député de l'Electeur de Brandebourg à Oſnabrug. I. 379. & 420. Son attachement à la France. II. 2. part. 127. Ses proteſtations au ſujet de la Poméranie. II. 2. part. 202. Ses demandes ſur le Cérémoniel qui doit être obſervé à ſon égard. II. 2. part. 260. Son pouvoir. IV. 5. Souſcrit aux demandes des Suedois. *ib.* Dédomagement qu'il prétend pour ſon Maître. *ib.* & 8. Demande la médiation de Monſieur d'Avaux. IV. 7. Sa Maiſon rétablie dans tous ſes biens. IV. 356.

SALAMANCA (Dom Miguel) Nommé Plénipotentiaire

contre le Duc de Baviére. IV. 170. Ses demandes à l'égard des Subſides. IV. 173.
SANNAZAR (Hieronimo) Plénipotentiaire de Mantouë à Munſter. I. 379. Ses proteſtations contre le Traité de Queraſque. III. 156. Cérémoniel qu'il exige. III. 322.
SARBRUE (le Prince de Naſſau) A part à l'Amniſtie. III. 423. Eſt rétabli au moyen du Traité. IV. 356.
Sardaigne (la) Ses meſures contre les deſſeins des Turcs. III. 487.
Saverne. Cette Ville augmentera les ceſſions faites à la France. I. 169. Sa démolition offerte. III. 162.
Saufconduits. Accordez par l'Empereur pour la Paix générale. I. 118. & 119. Pourquoi ſont demandez par les Couronnes. I. 229. Obtenus pour tous les Etats de l'Empire. I. 248. Défaut de ceux qui ont été accordez à la Suede. I. 455. *& ſuiv.* Refuſez au Duc de Lorraine. II. 2. part. 222. Et au Duc d'Amalfi. III. 388.
SAVOYE (la Ducheſſe Douairiére de) Alliée de la France. I. 281. Qui lui remet pluſieurs Places. II. 2. part. 16. Sollicitée de rapeller Bellitia. II. 2. part. 84. Deſavoue le procédé de Bellitia. II. 2. part. 101. Différe ſa punition. II. 2. part. 182.
SAVOYE (le Duc de) Voyez *Charles-Emmanuel.*
SAVOYE (les Ducs de) Uſurpent le Piémont, & le Comté de Nice. I. 39. Quels étoient leurs droits. *ib.* Leur nullité. *ib.* Sont dépoüillez. *ib.* Rétablis. *ib.* & 40. S'emparent du Marquiſat de Saluces. *ib.* Aquiérent le Foſſigni. I. 41. En rachétent l'hommage. *ib.* Le Piémont leur eſt cédé. *ib.* Cédent la Souveraineté de Pignerol. *ib.* Ont été en droit de l'aliéner. I. 42. Ne peuvent prétendre la nullité de ce Traité. I. 44. Leur entier rétabliſſement avancera la Paix. I. 170. Conforme à la Juſtice. I. 171. Sont indépendans de l'Empereur. I. 222. Obtiennent la reſtitution de toutes les Places conquiſes par la France. I. 233. Leur ingratitude prédite. I. 234. Honneurs dus à leurs Ambaſſadeurs. II. 41. Traitez d'Excellence. II. 42. Demandent ſéance parmi les Etats de l'Empire. II. 2. part. 241. Leur prétenſion mal fondée. III. 5. & 8. Diſputent la préſéance aux Etats-Généraux. IV. 137. Motifs de leurs entrepriſes contre Genéve. IV. 301.
Savoye (la) Le ſecours de la France ne lui eſt point avantageux. III. 488.
Sauvegardes. Envoyées au Comte de Naſſau & à l'Evê-
TOM. IV.
SAXE-WEYMAR (le Duc de) Prend le commandement de l'armée du Comte de Mansfeldt. Ses préparatifs. Sa mort. *Pr.* XIX. Le Duc Guillaume fait ſa Paix avec l'Empereur. *ib.* XXXIV. Les Ducs de Weymar n'auront la jouïſſance paiſible de leurs biens que par la Paix. I. 156. Leur origine. I. 421.
SCHARPFEUSTEIN (Hugues-Eberard Crarz Comte de) Premier Député de l'Electeur de Mayence à Oſnabrug. I. 379. Sa qualité. *ib.* Ses emplois. I. 420.
Schaumbourg (le Comté de) Fief de l'Empire cédé pour l'avancement de la Paix. I. 169.
SCHEFFER (Reinard) Député du Landgrave de Heſſe-Caſſel à Oſnabrug. I. 380. Sa qualité. *ib.* & 421.
SCHLAWATA (Guillaume Comte de) L'un des Gouverneurs du Royaume de Bohéme. Traite avec mépris les Députez des Mécontens. Eſt jetté par les fenêtres. *Pr.* III.
SCHONBORN (le Sieur de) Obtient une Sauvegarde de France. III. 299.
SCHRAN (Jean-Adam) Député des Comtes de Naſſau-Sarbruk à Oſnabrug. I. 422.
SCHWARTZEMBERG (le Comte de) Sa valeur arrête les progrès de Bétlem-Gabor. *Pr.* VII.
SCHWARTZEMBOURG (les Comtes de) Attendent leur repos de la Paix. I. 156.
Sedan. Entrepriſe ſur cette Ville découverte. II. 104. Douleur des Habitans à ce ſujet. II. 109.
Séréniſſime. Titre auſſi bien dû aux Rois de France qu'aux Empereurs. I. 324.
SERVIEN (le Comte de) Envoyé à Munſter en qualité de Plénipotentiaire de France. A le ſecret du Cardinal Mazarin. Source de ſes différends avec le Comte d'Avaux. *Pr.* LVIII. Arrive à Munſter. *ib.* LIX. Accuſe Monſieur d'Avaux de négliger les affaires. I. 75. & 76. Lui propoſe de conférer enſemble par écrit. I. 78. Répond à Monſieur d'Avaux. I. 84. *juſqu'à* 107. Son habileté. I. 238. Cérémonies obſervées à ſon arrivée à la Haye. *ib.* Et aux Conférences. I. 239. Prend congé des Etats-Généraux. *ib.* Son arrivée & ſa réception à Munſter. I. 243. Ses Lettres d'invitation aux Princes & Etats de l'Empire. I. 250. *juſqu'à* 269. & 289. *& ſuiv.* Son éloge par Monſieur d'Avaux. I. 336. Refuſe audience aux Députez des Villes Anſéatiques. I. 355. Ses titres & ſes emplois. I. 378. & 416. Ses Domeſtiques inſultez à Munſter. II. 4. & 5. Reçoit une Lettre du Roi ſur ſes différends avec Monſieur d'Avaux. II. 114. Ses excuſes

2. part. 230. Délicateſſe de la Négociation. III. 4. Relation de ſon voyage. III. 172. *& ſuiv.* Va à la Haye. IV. 80. Ses reproches & ſes Conſeils aux Provinces-Unies. IV. 87. & 88. Y reçoit une réponſe piquante. IV. 93. *& ſuiv.* Son Mémoire aux Etats-Généraux. IV. 106. *& ſuiv.* Son diſcours aux Etats-Généraux ſur leur Traité avec l'Eſpagne. IV. 210. *& ſuiv.* Sa réponſe aux Lettres de Monſieur Brun. IV. 261. *& ſuiv.* Ses remontrances aux Etats-Généraux. IV. 269. On réfute ſes écrits. IV. 275. *& ſuiv. juſqu'à* 292. Ses demandes aux Provinces-Unies. IV. 303. Son Mémoire aux Etats-Généraux. Réfuté. IV. 327. *& ſuiv.* Perſécuteur des Proteſtans. IV. 333. Reçoit un pouvoir d'agir ſeul. IV. 428. Sa Lettre aux Etats-Généraux ſur leur Païs avec l'Eſpagne. IV. 494.

SFORCE (Françoiſe) Epouſe la bâtarde du dernier Duc de Milan. I. 32. S'empare de cet Etat. *ib.* En eſt chaſſé. *ib.* Secouru & inveſti par l'Empereur. *ib.* Rétabli. *ib.* Marié à la niéce de l'Empereur. *ib.* Meurt ſans enfans. *ib.*

Sicile. (la) Conquiſe par les Normans. I. 34. En partie poſſédée par les Empereurs Grecs. I. 35. A le titre de Comté enſuite de Royaume. *ib.* Tombe dans la Maiſon de Souabe. *ib.* Dans celle d'Anjou. I. 36. Uſurpée par le Roi d'Arragon. *ib.* Chargée d'une redevance envers le Saint Siége. *ib.* Diviſion de ce Royaume. I. 37. La Paix rendue facile par la ceſſion de tous les droits aux Eſpagnols. I. 170. Cette ceſſion très raiſonnable. I. 171. Ses précautions contre les Turcs. III. 487.

Siciliens (les) Gouvernez tyranniquement par la Maiſon d'Anjou. I. 36. Maſſacrent les François. *ib.* Appellent Pierre d'Arragon. *ib.* Mettent ſur leur trône ſon fils Frédéric. *ib.*

Sienne (la Seigneurie de) Déclarée rebelle & confiſquée. Sous quel prétexte. I. 12. Se ſoumet à l'Empereur. Tombe au pouvoir des Ducs de Toſcane. *ib.* Avec quelles réſerves. I. 233.

Siléſie (la) ſe déclare pour l'Electeur Palatin. *Pr.* IV. Eſt ravagée par les Coſaques. *ib.* X. Doit avoir l'exercice libre de la Confeſſion d'Augsbourg. IV. 337. Les Princes Proteſtans de cette Province maintenus dans leurs droits. IV. 361.

SINOLD (Juſte) Second Député des Landgraves de Darmſtat à Oſnabrug. I. 380. Sa qualité. *ib.* Ses emplois. I. 421.

SIXTE V. du nom Pape. Excite la France à ſoutenir les Etats de Hollande. I. 9.

Slefwic (la Principauté de) Ravagée par les Suedois. I. 178. 181. *& ſuiv.*

SOLMS (les Comtes de) Les avantages qu'ils tireront de la Paix. I. 156. Leur reſtitution y eſt ſpécifiée. IV. 356.

Souabe (le Cercle de) Députe à Munſter. II. 2. part. 57.

SPINOLA (Ambroiſe) Général des Eſpagnols. Aſſiége Berg-op-Zoom. Eſt obligé de ſe retirer. *Pr.* X.

Spire (Evêché de) ravagé par le Comte de Mansfeldt. *Pr.* IX. Son état déplorable. II. 2. part. 61. Plaintes du Chapitre. II. 2. part. 64.

Stadlo. Lieu du Païs de Munſter où ſe donne un ſanglant combat. *Pr.* XI.

STELLA de Morimont. Envoyé en pluſieurs Cours d'Allemagne. I. 288. Porteur des Lettres de Louïs XIV. *ib.* Déſigné Réſident à Strasbourg. *ib.* & II. 327. Son éloge. *ib.*

tez. *ib.* Député de pluſieurs autres Etats. I. 422. Ses emplois. *ib.*

Stetin. Extrait du Traité paſſé en cette Ville I. 185. *& ſuiv.* Aſſure la Poméranie à la Suede. I. 203.

Stralſund. Cette Ville eſt aſſiégée par Wallſtein. Implore la protection du Roi de Suede. *Pr.* XXI. Fera partie de la garentie des Suedois. I. 168. Affaire des Sauf-conduits pour cette Ville. II. 2. part. 261.

Strasbourg (la Ville de) Se plaint des Troupes de France. III. 1. Doit obtenir ſatisfaction. III. 2. Craint le voiſinage des François en Alſace. III. 126. Reçoit ſatisfaction. III. 145.

Strasbourg (l'Evêché de) Pourra être ajouté à la ſatisfaction de la France. I. 169.

STREUF (Philippe) Deputé de l'Electeur Palatin à Munſter. Et ſon emploi. I. 378. Ses qualitez & ſes emplois. I. 418.

STRIGONIE (le Cardinal de) Ambaſſadeur de l'Empereur. Sa réponſe à Urbain VIII. Ses plaintes à tous les Cardinaux ſur le refus du Pape de lui donner audience. I. 7. Soutient par des exemples la compatibilité de ſon caractére avec les emplois conférez par les Princes. Proteſte contre la déclaration du Pape. I. 8.

Subſides. Raiſons pour les refuſer aux Suedois. II. 62. On en régle le payement. II. 78. Accord à ce ſujet. II. 91. Ceux de Ragotzki. II. 93. Payez. II. 101.

Suede (la Couronne de) Motifs de la Guerre qu'elle fait aux Danois. I. 149. & 150. Ne court aucun riſque dans la Guerre. I. 156. Motifs qui doivent la porter à la Paix. *ib.* Raiſons qui l'engagent à la Guerre. I. 157. Ce qu'elle voudra aquérir par la Paix. I. 163. Ses Garniſons hors de l'Empire. I. 168. Reſtitution de la Poméranie. *ib.* Sa ſatisfaction & ſes ſuretez. *ib.* & 169. Ses Guerres contre le Dannemarck. I. 178. *& ſuiv.* Etendue de ſes Domaines le long de la Mer Baltique. I. 188. Ses promeſſes à Ragotzki. I. 197. & 198. Dénombrement des Etats qu'elle poſſéde. I. 281. Accuſée d'avoir manqué de foi au Roi de Dannemarck. I. 283. Conſent à un Traité avec le Dannemarck. I. 287. Dénombrement des Païs qui ſont ſous ſa domination. I. 425. & 426. Raiſons qui l'ont engagée à porter la Guerre dans l'Empire. I. 428. Menacée d'une Anarchie. I. 473. Ses deſſeins contre la Royauté d'Angleterre. II. 2. part. 8. Son état préſent. II. 2. part. 18. Doit ſouhaiter le mariage du Roi de Pologne avec une des Princeſſes de France. II. 2. part. 30. Son armée entre en Bohéme. II. 2. part. 44. Etat de cette Cour. II. 2. part. 112. Veut avec la Poméranie être Membre de l'Empire. III. 14. Son différend avec la Pologne. III. 20. Ne veut à Munſter rien relâcher de ſes prétenſions. III. 249. L'apui de la France lui donne la hardieſſe de les augmenter. IV. 2 Renouvelle ſon Alliance avec la France. IV. 313. Ses aquiſitions par le Traité de Paix. IV. 365. *& ſuiv.* Déclarée Membre de l'Empire. Pourquoi. IV. 366. Réglement ſur ſon rang dans les Diétes. *ib.* Actes au ſujet de ſa ſatisfaction. IV. 497. *& ſuiv.* Réglement ſur ſa ſéance aux Aſſemblées de l'Empire. IV. 499.

Suedois. Leur Ligue avec le Roi de Dannemarck. *Pr.* XVII. Leurs Conquêtes ſur la mer Baltique. *ib.* XXVIII. Font des réjouiſſances pour la journée de Lutzen. *ib.* XXXI. Une Tréve avec la Pologne. *ib.* XXXVI. Examen de leur procédé à l'égard des Danois. I. 180. & 181. Divers Traitez faits par eux avec les Danois. I. 181. & 182. Accuſez de les avoir violez. *ib. & ſuiv.* Chargez d'impôts en Dannemarck au mépris des Trai-

par la harangue de Monſieur d'Eſtrades aux Etats-Généraux. II. 2. part. 78. Succès de leurs intrigues en Angleterre. II. 2. part. 81. Mécontentent la France. II. 2. part. 110. Leurs vues dans le rapel de leurs Troupes. II. 2. part. 112. Leurs plaintes. II. 2. part. 118. Demandent la continuation de la Guerre. II. 2. part. 117. Parent leurs intérêts politiques du voile de la Religion. II. 2. part. 120. Veulent abaiſſer l'autorité des Electeurs. II. 2. part. 128. Pourquoi. *ib.* Exigent la ſéparation des Colléges de l'Empire. *ib.* Réflexions. *ib.* Leur Paix avec le Roi de Dannemarck. II. 2. part. 145. Traitent avec l'Electeur de Saxe à l'inſu de la France. II. 2. part. 149. Leur intérêt à donner les mains à un accommodement avec le Duc de Baviére. II. 2. part. 151. Leurs vaſtes projets. II. 2. part. 159. Augmentent leurs Troupes. II. 2. part. 162. Soupçonnez de faire un Traité particulier avec l'Empereur. II. 2. part. 182. Acceptent la Médiation de Veniſe. II. 2. part. 184. Aprouvent la ſuſpenſion avec Baviére. *ib.* Leurs difficultez ſur ſa qualité d'Electeur. *ib.* Leurs intrigues contre la Religion Catholique. II. 2. part. 255. Ne veulent point admettre le Réſident de France à leurs Aſſemblées. III. 11. Leurs raiſons. *ib.* Plus craints par l'Empereur que les François. III. 15. Veulent faire les Maîtres. III. 30. Conſentent que l'on traite d'abord les intérêts des Etats de l'Empire. III. 57. Regardent les François comme étrangers dans l'Empire. III. 70. Peu portez à la Paix. III. 76. Accuſez par les François de contrevenir aux Traitez d'Alliance. III. 85. Leurs intrigues avec les Impériaux. III. 114. S'oppoſent à la ſuſpenſion d'armes dans l'Empire. III. 129. Inſiſtent pour l'érection d'un huitiéme Electorat. III. 170. Leur armée s'approche de Munſter. III. 171. Leur retenue myſtérieuſe à l'égard des François. III. 173. Leurs demandes nouvelles. III. 187. Preſſent la jonction du Maréchal de Turenne. III. 189. Raiſons qui devroient les en détourner. III. 203. Doivent ſoutenir hautement la ſatisfaction des deux Couronnes. III. 205. Quelle eſt la nature de leurs engagemens. *ib.* Leur reſſentiment contre les Hollandois. III. 309. Véritable motif de leur haine contre le Duc de Baviére. III. 348. Leurs nouvelles demandes. III. 385. Rompent toutes les meſures priſes pour finir. III. 386. Leurs injuſtes prétenſions ſur le terme de l'Amniſtie. III. 422. & 423. Leurs propoſitions aux Impériaux. III. 466. Leur fi-

TANCREDE. Bâtard élu Roi de Sicile. I. 35. Couronné & paiſible poſſeſſeur malgré les efforts du Pape. *ib.* Contraint l'Empereur de ſortir d'Italie. *ib.* Meurt. *ib.*

Telamone. Place du Siennois détachée de cette Seigneurie. I. 233. Priſe par les François. III. 194.

Thouville. On propoſe ſa démolition. I. 170. Utilité de cet avis. I. 171.

THOMAS (le Prince) Ses exploits en Italie. II. 2. part. 172. & 194. Arrive à Paris. III. 64. Prend Telamone & aſſiége Orbitelle. III. 203. Léve le Siége. III. 262.

THUILLERIE (Monſieur de la) Propoſe au Roi de Dannemarck d'être médiateur. I. 194. Son arrivée & ſa réception en Suede. I. 287. On lui envoye des remiſes. II. 111. Sa Conférence avec le Roi de Dannemarck. II. 120. Comment il en eſt reçu. II. 129. A ordre de ne point engager la France à la garentie. II. 135. Et de faire des levées en Dannemark. II. 2. part. 171. Médiateur entre les Couronnes du Nord. II. 2. part. 188. Fait un Traité avantageux avec le Dannemarck. II. 2. part. 231. Utilité de ſon voyage en Suede. III. 62. Apellé en Hollande. III. 167. Reçoit ordre de reſter à la Haye. III. 193. Son éloge. *ib.* A permiſſion de retourner en France. III. 243. Ses demandes aux Etats-Généraux au ſujet de leur Traité avec l'Eſpagne. III. 446. Sa harangue ſur le même ſujet. IV. 388. Autre. IV. 422. Sa propoſition aux Etats-Généraux. IV. 428. Autre. IV. 480.

TILLI (le Comte de) Lieutenant-Général du Duc de Baviére. Sa jonction avec le Comte de Buquoi. Livre la bataille à Frédéric. La gagne complette. *Pr.* VI. Pourſuivi par le Marquis de Bade-Dourlac. Attend un renfort de Troupes Eſpagnoles. Donne le combat. Sa victoire complette. Entre dans les terres de Heſſe, en chaſſe le Comte de Mansfeldt. S'oppoſe à Chriſtian de Brunſwick. Le met en déroute. *ib.* IX. Prend Heidelberg. En envoye la belle Bibliothéque au Vatican. Se rend Maître de tous les Etats du Palatin, à la réſerve de Franckendal. *ib.* X. Livre la bataille à Chriſtian de Brunſwick. Le défait entiérement. Attaque & bat le Comte de Mansfeldt, qui ſe retire en Hollande. *ib.* XI. Fait fuir le Roi de Dannemarck. *ib.* XVII. Eſt joint par Walſtein. *ib.* XVIII. Entre dans le Païs de Heſſe. Ses Conquêtes. Léve le ſiége de Northeim.

TORRE (Jaque de la) Archevêque d'Epheſe. Son éloge. Son emploi dans les Provinces-Unies. Recommandé à la Cour de France. IV. 142.

TORSTENSON, Général Suedois. Succéde à Banier. *Pr.* XL. Ses exploits dans la Luſace. Prend Olmutz. Remporte une victoire ſignalée ſur les Impériaux. Suites de ce ſuccès. Met le ſiége devant Fridberg. Sa retraite. *ib.* LIII. Bat le Comte de Bouchaimb. *ib.* LIV. Son irruption ſur les terres du Roi de Dannemarck. I. 178. Ses hoſtilitez. I. 179. & 180. Réproches qu'il en reçoit. I. 187. Se juſtifie. *ib.* Se jette dans les Païs héréditaires. I. 296. Le Traité qu'il fait avec le Prince de Tranſilvanie. II. 44. Manque de couper les Ennemis. II. 111. Reçoit une Lettre de Louis XIV. II. 128. Cérémoniel qui y eſt obſervé. *ib.* Marche vers la haute Allemagne. II. 133. A quel deſſein. II. 145. Reçoit un préſent de la Cour de France. II. 2. part. 16. Sa victoire ſur les Impériaux. II. 2. part. 69. Fortifié de pluſieurs Corps de Troupes. II. 2. part. 171. Fautes qu'il fait. II. 2. part. 182.

TOSCANE (Grands-Ducs de) Obtiennent la Seigneurie de Sienne. I. 12. Sous quelles réſerves. I. 233. Ce Grand Duc menacé du reſſentiment de la France. III. 6. Agit foiblement en faveur des Barberins. III. 146. Demeure neutre. III. 194. Laiſſe paſſer dans ſes Etats les Eſpagnols pour ſecourir Orbitello. III. 310. Veut être compris dans le Traité de Munſter comme Allié de la France. III. 324. Ce que cette Couronne lui accorde. *ib.* Sa neutralité ſurprend. III. 488. Ses demandes pour le rang. IV. 137.

Toul (l'Evêché de) Mis ſous la protection de la France. I. 67. Dépendoit du Royaume de Lorraine. *ib.* Sa Juſtice indépendante de la Chambre de Spire. I. 68. Aquiſition des François confirmée. I. 169. La Souveraineté leur en eſt laiſſée. III. 300.

Toulouſe (le Comté de) Tombe ſous la domination Françoiſe. I. 27. *& ſuiv.* Réuni à la Couronne. I. 28. Examen des droits des Rois d'Arragon. *ib.* & 29.

TOUR (le Comte de la) Se met à la tête des Révoltez de Bohéme. Fait prêter ſerment aux Habitans de Prague. Etablit un Conſeil, qui chaſſe les Jéſuites, fait prendre les armes, ordonne des levées, & publie un Manifeſte. *Pr.* III. S'avance vers Vienne. Son entrepriſe ſur cette Capitale échoue. *ib.* IV.

TRACI (le Sieur de) Envoyé en Allemagne. III. 62. Sujet de ſon voyage. *ib.* Son éloge. III. 63. Reçoit de l'argent. III. 233. Fait des levées & les joint aux Suedois. III. 252. & 258.

Traitez. De Paix de Weſtphalie. Leurs Préliminaires. *Pr.* XLII. & XLV. Obſtacles qui empêchent l'ouverture du Congrès. *ib.* LI. Importance de ce Traité. Neceſſité d'en connoître toutes les particularitez. *ib.* LIX. Ceux de Commerce faits entre la France & l'Eſpagne. I. 23. Les Traitez ſont ordinairement précédez par des Trêves : & pourquoi. I. 159. On peut déroger aux Articles préjudiciables des Traitez précédens. I. 320. Exemples. *ib.* Traité entre la France & le Dannemarck. III. 308. *& ſuiv.* Projet du Traité entre les Etats-Généraux & le Roi d'Eſpagne III. 435. *& ſuiv.* Et l'Empire & la Suede. IV. 26. & 309. *& ſuiv.* Avantages d'un Traité avec les Evêques de Bamberg & de Wurtzbourg. IV. 154. Entre la Suede & Brandebourg. IV. 218. *& ſuiv.* Projet du Traité entre la France & l'Eſpagne. IV. 224. *juſqu'à* 230. De Trêve entre la France, la Suede, la Landgrave de Heſſe,

TRAUTMANSDORFF (Maximilien Comte de) Arrive à Munſter. I. 468. Son portrait, ſes titres, ſes qualitez, ſon éloge. *ib.* Reçoit un expédient ſur le Cérémoniel. II. 2. part. 219. Demande des Paſſeports pour le Duc de Lorraine. II. 2. part. 222. Flaté par la Cour de France. III. 7. Recherche les Proteſtans de l'Empire. III. 11. Ne traite point avec les François. III. 116. Son habileté. III. 149. Son impatience à finir le Traité. III. 174. Refuſe des Paſſeports pour les Ambaſſadeurs de Portugal. III. 176. Ne veut point céder Briſac. III. 179. Ses offres en échange. III. 187. A ordre de le céder. III. 210. Son union avec les Eſpagnols. III. 224. Ne veut pas rendre la premiére viſite à l'Ambaſſadeur de Mantouë. Sa raiſon. III. 233. Soutient que les Empereurs n'ont jamais donné le titre de Majeſté aux autres Têtes couronnées. Ses preuves. III. 252. Mécontent des Suedois. III. 256. Accorde aux François la garde de Philipsbourg. III. 293. Menace de ſe retirer. III. 298. Conſent que le titre de Majeſté ſoit réciproquement donné. III. 345. Aprouve les prétenſions des Suedois. IV. 7. Quite Osnabrug. Pourquoi. IV. 66. S'en retourne à Vienne. IV. 112. & 133. Ses promeſſes aux Eſpagnols. IV. 148.

Trêve (la) Son utilité, ſi courte qu'elle puiſſe être. I. 158. Elle commence la réconciliation des Princes. *ib.* Eſt plus facile à conclure que la Paix. *ib.* La rend plus prochaine. I. 159. Difficulté de la conclure dans les conjonctures préſentes. *ib.* Conditions pour la rendre utile à tout le monde. I. 160. & 161. Trêve de ſix mois dans l'Ooſt-Friſe. II. 171. De longue durée avec l'Eſpagne. II. 2. part. 83. Utilité d'une Trêve dans l'Empire pendant la Négociation. III. 164. Propoſée avec le Duc de Baviére ſeul. Réflexions. III. 190. Offerte pour la Catalogne. III. 305.

Trêves (la Ville de) Priſe par les François. II. 2. part. 228. Raiſons de cette priſe II. 2. part. 239.

Trêves (le Chapitre de) Peut eſpérer plus d'utilité de la Guerre que de la Paix. I. 155.

Trêves (l'Electeur de) Met ſes Etats ſous la protection de la France. I. 55. Déclaré injuſtement criminel de Léze-Majeſté. *ib.* & 56. Juſtifié par l'exemple des Princes de l'Empire. *ib. & ſuiv.* Son droit inconteſtable de faire des Alliances étrangéres. I. 58. Sa liberté & ſa fortune dépendent de la Paix. I. 155. Sa liberté, ſon autorité ſur ſon Chapitre, & ſes biens ſeront demandez au Congrès. I. 165. Traité honorablement à Vienne. I. 259. Son élargiſſement demandé avant toutes choſes. I. 310. Cette demande eſt inſoutenable. I. 315. D'un autre côté on en prouve la néceſſité. I. 329. La cauſe de l'Electeur ne peut être traitée qu'à la concluſion de la Paix. I. 331. Sa captivité empêchera ſes Députez de délibérer librement. I. 333. Son grand âge doit diſſiper toute crainte. *ib.* Conditions de ſon accord avec l'Empereur. I. 342. *& ſuiv.* Sa liberté doit être demandée ſans inſiſter ſur ſon rétabliſſement. II. 2. part. 5. & 69. Sa fidélité ſoupçonnée. II. 2. part. 96. Sa Lettre de remercîment à la Reine. II. 2. part. 97. Lui demande la reſtitution de ſes Places. II. 2. part. 98. Et ſa protection. *ib.* N'envoye aucun Député. II. 2. part. 104. Satisfaction qu'il reçoit de la Reine de France. II. 2 part. 122. Ses ordres ſur le cérémoniel & l'union avec la France. II. 2. part. 165. Veut ſe mettre ſous la protection de la France. *ib.* Et ſe choiſir un Succeſſeur agréable à cette Couronne. *ib.* Sa réſo-

ces dans l'Evêché de Spire. II. 2. part. 67. & 69. Reçoit un renfort. II. 2. part. 171. Prend Trêves & fait un Traité avec l'Electeur. II. 2. part. 229. L'état embaraſſant où il ſe trouve. III. 169. Perſuadé de la néceſſité de ſe joindre aux Suédois. III. 191. Refuſe de le faire. III. 226. Réflexions ſur cela. III. 232. La Cour le preſſe de le faire. III. 233. & 243. Paſſe le Rhin. III. 252. Difficulté de ce paſſage. III. 287. Ses exploits. III. 301. Ses hoſtilitez & conquêtes dans les Etats de Cologne. III. 318. Son zéle & la ſupériorité de ſon eſprit. III. 346. Ses ordres ſur la ſuſpenſion. III. 353. & 365. S'aproche de la Flandre. IV. 122. Déſertion dans ſon armée. IV. 149.

V.

VAHRENBULER. Second Député du Duc de Wirtemberg à Oſnabrug. I. 380. Ses qualitez. I. 421.

VAUTORTE (Monſieur de) Envoyé à l'Electeur de Trêves. I. 2. part. 260. Ses mouvemens pour l'élection d'un Electeur de Mayence. IV. 175.

Veniſe (la République de) Sa médiation acceptée par la Suéde. I. 291. Eloge de cette République. *ib.* Ses Ambaſſadeurs ne veulent pas céder aux Electeurs. I. 328. Comment ils ſont traitez par ceux de France. II. 6. Elle n'a obtenu que par le moyen de la France les honneurs dus aux Têtes couronnées. *ib.* Egalée aux Etats-Généraux. II. 41. Peu contente de l'élection d'Innocent X. II. 163. Ses précautions pour la ſureté publique. II. 2. part. 13. Ses précautions contre les Turcs. II. 2. part. 60. Son Baile arrêté à Conſtantinople. II. 2. part. 91. Examen de ſes demandes contre les Turcs. II. 2. part. 159. Ses craintes. II. 2. part. 170. Reçoit un ſecours de France. III. 262. Veut faire déclarer la Pologne contre le Turc. III. 295. Ses pertes & ſon courage. III. 488. Son intérêt dans la Trêve. IV. 102. Et au Traité de Paix. IV. 372.

Verden (l'Evêché de) Demandé par les Suédois. III. 172. Leur eſt laiſſé. IV. 366. Avec la ſupreſſion du titre. *ib.* Acte de ſa ceſſion aux Suédois. IV. 499.

Verdun (l'Evêché de) Poſſéde Stenai. I. 66. Se ſoumet à la France. I. 67. Annexé au Royaume de Lorraine. *ib.* A ſes Juriſdictions ſéparées de celles de l'Empire. I.

338. Extrémement animé contre le Duc de Bavière. III. 12.

ULEFELD Grand-Chancelier de Dannemarck. Gagné par l'Empereur, porte ſon Maître à la Paix. *Pr.* XXII. Plénipotentiaire au Congrès de Lubec. *ib.* XXIII. Le Colonel de ce nom complice de la conſpiration de Walstein. Eſt arrêté, & a la tête tranchée. *ib.* XXXIV.

URBAIN VIII. du nom Pape. Offre ſa médiation pour la Paix. Ses vues contre les Proteſtans. *Pr.* XLI. Refuſe audience au Cardinal de Strigonie, Miniſtre de l'Empereur. Prétend que la qualité d'Ambaſſadeur eſt au deſſous de la dignité de Cardinal. I. 7. Défend de reconnoître pour Ambaſſadeur le Cardinal ci-deſſus. I. 8. Reçoit en dépôt la Valteline. I. 261. Son attachement pour la France alliée des Hérétiques & des Turcs. I. 476.

VULTEJUS (Jean) Député de la Landgrave de Heſſe à Munſter. I. 279. Sa qualité. *ib.* & 419.

W.

Alckenſtein (la Maiſon de) Son rétabliſſement ordonné par le Traité de Paix. IV. 356.

Waldeck (la Maiſon de) Miſe en poſſeſſion de tous ſes domaines. IV. 356.

WALSTEIN (Albert Venceſlas, Comte de) Joint le Comte de Tilli. Veut empêcher le Comte de Mansfeldt d'entrer en Siléſie. Envoye des troupes à ſa rencontre. Y marche lui-même. Sa Victoire ſignalée. Se rend Maître de Zebſt. *Pr.* XVIII. Diſſipe l'armée du Duc de Weimar. Soumet la Siléſie. Chaſſe les Danois du Holſtein. *ib.* XX. S'empare de Wiſmar & de Roſtok. Aſſiége Stralſond. *ib.* XXI. Oblige les Etats Proteſtans à exécuter l'Edit de la reſtitution des biens eccléſiaſtiques. Cauſe de la jalouſie à l'Empereur. *ib.* XXII. A ordre de ſe retirer. *ib.* XXV. Rapellé avec une autorité abſolue. *ib.* XXVIII. Remet une armée ſur pié. Reprend tout le Royaume de Bohéme. Joint les Bavarois. *ib.* XXIX. Harcele les Suédois. Se ſépare de l'Electeur de Baviére. Attend le Roi de Suéde. Donne la bataille. Abandonne Leipſic. Se retire à Prague. *ib.* XXX. & XXXI. Fait la guerre en Bohéme & en Siléſie. Sa mort tragique. Sa Fortune. Son éloge. Son ambition. *ib.* XXXII. & XXXIII.

WEIMAR (le Duc de) Voyez *Bernard.*

WEIMER (Pierre de) Député à Munſter pour le Cer-

ſe Weimar au delà du Rhin. *ib.* Ne veut pas ſuivre ſa Victoire & pourquoi. *ib.*
Weſtphalie. Pluſieurs de ſes Places priſes par Chriſtian de Brunſwick. *Pr.* IX. Ravagée par les troupes du Comte de Mansfelde *ib.* X.
Wetteravie ravagée par Chriſtian de Brunſwick. *Pr.* IX.
Wiſtingen (la Seigneurie de) Reſtituée au Duc de Croui. IV. 356. Déclarée Etat immédiat de l'Empire. *ib.*
WIRTEMBERG (le Duc de) Conſent à mouvoir de la Maiſon d'Autriche. I. 15. Privé de ſes Etats : & rétabli ſous quelles conditions. *ib.* La Paix ſeule lui eſt avantageuſe. I. 156. Doit être rétabli avant toutes choſes. I. 163. Recommandé aux Plénipotentiaires François. II. 14. & 18. Offre ſes offices à la France. II. 24. Sa préſence à Munſter préjudiciera à la France. III. 223. Compris dans l'Amniſtie. III. 423. Veut chaſſer les Momes. IV. 19. Ses intérêts compris dans le Traité de Paix. IV. 355.
Wirtemberg (le Duché de) Perd ſa mouvance immédiate de l'Empire. I. 15. Reverſible à la Maiſon d'Autriche. *ib.*
Wiſmar (la Ville de) priſe par Walſtein. *Pr.* XXI. Par
WURTZBOURG (l'Evêque de) Porté pour les intérêts de la France. III. 175. Envoye un Miniſtre à Paris. III. 181. Offre de joindre ſes troupes aux François. Obtient une Sauvegarde de France. III. 288. Preuve de ſon inclination pour cette Couronne. III. 321. Avantages de ſon Alliance. IV. 154. Soutenu par la France pour obtenir l'Electorat de Mayence. IV. 175. Eſt élu Electeur. IV. 189. Ses demandes à la France. IV. 204. Ses prétenſions contre l'Evêque de Bamberg & le Marquis de Culmbac. IV. 355.

Z.

ZAPATA. Miniſtre d'Eſpagne à Munſter. *Pr.* LVIII. Et à Cologne. II. 14. N'eſt qu'un écolier. *ib.* Tombe dangereuſement malade. *ib.* Sa mort. II. 19.
Zelande (la Province de) N'eſt point d'accord avec celle de Hollande. II. 2. part. 217. Sa réſolution en faveur de la France. IV. 492. Ses conſidérations ſur la Paix de Munſter. IV. 493.

TABLE

Digitized by Google

DE VAUTORTE.

Qui ſont inſerées à la fin du III. Volume de cet Ouvrage.

A.

Allemagne. Formalité qu'on y obſerve pendant la minorité des Princes. 661.
Ambaſſadeurs. De quelle maniére leur entrée ſe fait dans les Villes où les Diétes ſe tiennent, 555.
Angleterre (le Roi d') Demande du ſecours à la Diéte de Ratisbonne. 563. On lui en promet. 582. On lui en accorde. 637.
ANTONVILLE (Mr. d') Paſſe un Traité avec l'Electeur de Tréves. 494.
Archiduc d'Inſpruck (l') Son dédommagement de l'Alſace. 560. Solicite des plaintes contre la France. 562. Ses préparatifs de guerre. 617. Sa Lettre à l'Electeur de Cologne. 651.
AVAUGOUR (le Baron d') Envoyé auprès de l'Electeur de Mayence. 548. Plaintes qu'il lui fait. *ib.*
AVERSPERG (le Comte d') Fait Prince de l'Empire. 599.

B.

Bâle (la Ville de) A été & veut être Membre de l'Empire. 500. Privilége allegué contre la juriſdiction de la Chambre Impériale de Spire. 501. Raiſons contre. *ib.* Son indépendance continuée. *ib.* Preuves de ſon exemption. 502.
BALE (l'Evêque de) Ses plaintes contre la France. 563. Son Mémoire. 602.
BAVIERE (le Duc de) Ses intentions pour la Paix. 542. Refuſe le rang aux Ambaſſadeurs des Rois. 554. Eſt contraire aux Eſpagnols. *ib.* Lettre de ſa Mére Régente à Mr. de Vautorte. 657.
Benfeld. Raſement de cette place. 534. & 548.
BRANDEBOURG (l'Electeur de) Ses demandes à la Diéte contre la Suéde. 552. Eſt ſatisfait. *ib.* Son droit au couronnement du Roi des Romains. *ib.* Se joint aux Proteſtans. 620. Sa fermeté ſur leur ſujet. 632. Ses demandes contre les Suédois. 646. Son ſecours à l'Electeur de Cologne. *ib.* Son intérêt à ménager l'Empereur. 650. Sa Lettre de remercîment à Mr. de Vautorte. 658. Y évite le terme de *Majeſté.* 673. Ses intentions ſur l'armement pour la défenſe de l'Empire. 675. Sa Lettre hardie à l'Empereur. 683. Sa hauteur à ſoutenir les intérêts des Proteſtans. *ib.*
Brême (la Ville de) Son Mémoire contre les Suédois. 630. Jugement en ſa faveur. 633. Juſtice de ſes prétenſions. *ib.* Leurs Députez prennent ſéance à la Diéte. 663.
Briſac. Importance de cette place pour les conquêtes des François. 543.
Brunſwick (Maiſon de) Titres qu'on donne à ces Princes. 661.

raiſons contre le privilége excluſif de Bâle. 501.
CHRISTIAN-ADOLPHE Prince de Meckelbourg. Voyez *Meckelbourg*.
Clermonſter (le Doyenné de) Dificultez ſur la collation de ce Bénéfice. 532.
Collége des Princes. Réſultat de ſes délibérations ſur les affaires de la Diéte. 669. Nouveaux Princes reçus dans ce Collége. 672. Ses réſolutions à la Diéte oppoſées à celles des Electeurs. 678. & 681.
Collége Electoral. Sa prétenſion ſur les titres. 573. Ses diſpoſitions à l'égard de la France. 638. Sa réſolution ſur l'affaire du Duc de Lorraine. 680.
COLOGNE (l'Electeur de) Refuſe le pas aux Ambaſſadeurs des Rois. 553. Ennemi des Eſpagnols. 554. Sujet de ſon mécontentement contre l'Empereur. 555. Sa prétention & ſon procès contre l'Electeur de Brandebourg. 616. Son différend avec la Ville de Cologne. 622. A beſoin de ſecours contre ſes Ennemis. 627. Sa déclaration à l'Empereur. 633. Sa réponſe à l'Archiduc d'Inſpruck. 651. Ne peut eſpérer aucun ſecours dans l'Empire. *ib.* Sa déclaration ſur le ſecours de la France. 672.
COURVAL (le Vicomte de) Gouverneur de Mayence cauſe des plaintes du Chapitre de Mayence. 509.
CRATZ (le Comte de) Suſpect à l'Electeur de Mayence. 521. Son apel au Pape contre l'élection d'un Coadjuteur de Trêves. 535.

D.

DARMSTADT (le Prince de) Ne peut être déchargé des quartiers d'hiver. 496.
DEUX-PONTS (le Duc de) Grace que lui fait la Cour de France. 498. Son Memoire au Roi. 626.
DOURLAC (le Marquis de) Ses plaintes contre la France. 562. Sa demande à cette Cour. 658.

E.

Ehrenbreiſtein. Terme de la reſtitution de cette Ville. 526. Dificultez à l'égard de cette Place. 527.
Electeurs (les) Qualitez qu'ils reçoivent des Rois de France. 553. Honneurs qu'ils rendent aux Ambaſſadeurs des Rois. *ib.* Exemples. 556. Leurs diſpoſitions à l'egard de la France. 569.
Empire (l') Sa Souveraineté ſur la Ville de Bâle. 500.
Eſpagnols (les) Leurs deſſeins ſur Trêves. 495. Leur cabale dans cet Electorat. *ib.*
Etats de l'Empire. Raiſon du délai de cette Aſſemblée. 525. Refuſent les demandes du Duc de Lorraine. 562. Font préſenter le Mémoire des plaintes à l'Ambaſſadeur de France. 606. Leurs diſpoſitions à l'égard du Duc de Lorraine. 613. Les Comtes de l'Empire obtiennent un nouveau banc aux Aſſemblées. 664.
Keuſſerſthal (l'Abbaye d') Ses revenus cédez à l'Abbé de Gorze. 495.

F.

France (la) Ses plaintes conformes au Traité de Paix. 568. Etat de ſes affaires à la Diéte. 586. Et des faveur. 540.

G.

GORZE (l'Abbé de) Faveur qu'il reçoit de la France. 495.
GROTIUS. Gouverneur de Lawingen. Sa Lettre à Mr. de Vautorte. 528.

H.

Haguenau. Refuſe garniſon Françoiſe. 539.
Hambourg. Cette Ville préſente un Mémoire à Mr. de Vautorte. 617. Suites à craindre au ſujet de la ſaiſie faite ſur cette Ville. 664. Obtient de l'Empereur une Lettre de recommandation. 667.
Hanerſtam. Quand cette Ville doit être reſtituée. 526.
Harcourt (le Comte d') Solicité par Mr. le Prince. 572. Menace l'Electeur Palatin. A quel ſujet. 578. Sa correſpondance avec le Duc de Lorraine. 587. Mécontent de la Cour. 588. Ses offres à l'Evêque de Spire. 602.
Hollandois (les) Neutralité avec eux propoſée à la Diéte. 663.

I.

Impériaux (les) Leur conquête. 523. Leur lenteur affectée dans la Négociation. 525. Leur conduite ſur la reſtitution des Places. 527. Leur politique pour empêcher les levées contre le Duc de Lorraine. 558. Retardent l'examen des plaintes. 589. Leurs mouvemens à la Diéte contre la France. 643.

L.

Lettres. Cérémoniel différent à l'égard des Lettres d'affaires & de compliment entre les Princes. 665.
Levées. Pour le Prince de Condé. 649. Pour le Milanez. *ib.* Conduite des Eſpagnols pour donner des troupes au Prince de Condé. 660. & 663. Des Eſpagnols dans les Païs héréditaires de l'Empereur. 675. Succès de celles qu'ils font en Allemagne. 684.
LEYEN (Mr. de) Elu Coadjuteur de Trêves. 535.
LONGUEVILLE (le Duc de) Recommande l'affaire du Chapitre de Mayence. 510.
LORRAINE (le Duc de) Ce que l'on doit eſpérer de ce Prince à l'égard des reſtitutions. 527. Exploit de ſes troupes. 539. Plaintes ſur les quartiers qu'il prend. 558. Se moque des réſolutions des Diétes. *ib.* Ses demandes. *ib.* & 562. Soutenu par l'Empereur. 566. Traité conclu avec lui. 577. Son intrigue avec le Comte d'Harcourt. 587. Sollicite l'Empereur de faire ſa Paix avec la France. 603. Son Traité ſigné à la Diéte. 637. A ſéance dans le Collége des Princes. *ib.* Son Manifeſte. 642. Sa priſon. 671. Ratification de ſon Traité. 672.

P.

PALATIN (l'Electeur) Sa prétention au ſujet du couronnement du Roi des Romains. 552. Sa demande à l'égard du cérémoniel. 553. Sa jalouſie contre la Maiſon de Baviére. *ib.* Gagné pour l'élection du Roi des Romains. 559. Attaché à l'Empereur. 572. Sa diſpute ſur les péages. 578. Son différend avec le Duc de Simmeren terminé. 621.

Philipsbourg. Aſſure les Conquêtes de la France. 543.

Proteſtans (les) Propoſent à la Diéte des expédiens ſur les Griefs. 633. Leurs diſpoſitions à l'égard de la France. 635.

R.

REIFFEMBERG (le Baron de) Son attachement à la France. 499. Faveur qu'il en reçoit. *ib.* L'un des Prétendans à l'Electorat de Mayence. 506. Vend ſa voix. 519. Mécontente l'Electeur de Mayence. 561.

Reſtitutions. Réflexions politiques ſur cette affaire. 526. *& ſuiv.*

Rhin (le Cercle du) Arme contre le Duc de Lorraine. 558.

Romains (le Roi des) Nouvelle élection faite. 552.

S.

SALMS (le Prince de) Ses plaintes à la Diéte. 644.

Saltzbourg (l'Archevêché de) Election nouvelle à cette dignité. 650.

SAVOYE (le Duc de) Ses demandes apuyées par la France. 560. Déchu de ſes eſpérances à la Diéte. 639. Délibération de la Diéte à ce ſujet. 640. Raiſons de l'Empereur pour refuſer l'Inveſtiture. 645. Cauſes du retardement de cette affaire. 654. Plaintes de cette Cour

T.

THAUN (le Comte de) Elu Archevêque de Saltzbourg. 650.

Titre. Eclairciſſement ſur les titres prétendus réciproquement par l'Empereur & les Rois. 564. *& ſuiv.* Sur ceux des Electeurs. 566. Difficultez ſur ceux du Roi des Romains. 568.

Tréves (la Ville de) Fortifications qu'on y fait. 495. Procès des Habitans pour les Logemens des Gens de Guerre. 497.

TREVES (l'Electeur de) Ses plaintes au ſujet de quelques priſonniers. 494. Sa condeſcendance à l'égard de Philipsbourg & de Spire. *ib.* Son inclination pour la France. *ib.* Ses demandes. 495. Saiſies faites en ſa faveur. 498. Demande du ſecours à la France. 505. Son droit ſur Ehrenbreiſtein. 527. Difficultez ſur les reſtitutions qu'on doit lui faire. *ib.* Part mécontent de Ratisbonne. 559. A quel ſujet. *ib.* Touchant ſa juriſdiction ſpirituelle ſur les trois Evêchez. 595. Ses plaintes contre la France. 684.

Tréves (l'Electorat de) Affaire de la Coadjutorerie. 526. Election d'un Coadjuteur. 535.

TURENNE (le Maréchal de) Son habileté dans les Négociations. 494. Honneurs qu'il reçoit de l'Electeur de Mayence. 520. Graces qu'il accorde à ce Prince. 521.

V.

VAUTORTE (Monſieur de) Son ſentiment ſur la reſtitution de Spire. 494. Reçoit les plaintes de l'Electeur de Tréves. *ib.* Sa réponſe. *ib.* Son jugement ſur la garde de Tréves. 495. Sa prévoyance au ſujet de l'Electorat de Tréves. *ib.* Sa conduite à Spire à l'égard des Eccléſiaſtiques. 497. Sur l'affaire de Bâle. 499. Refus qu'il eſſuye. 500. Satisfait la Chambre de Spire. 504. Se juſtifie des plaintes du Chapitre de Mayence. 509. Traite avec lui. 512. Fit accuſé par ceux de

trice. 576. Demande la préſéance. 577. Ses raiſons pour ne point s'oppoſer aux demandes du Duc de Lorraine. *ib.* Sollicite l'armement contre ce Prince. *ib.* Son Mémoire à la Diéte. 580. Son ſentiment ſur les titres. 585. Il preſſe l'examen des plaintes. 589. Ses Mémoires à la Diéte à ce ſujet. 590. & 591. Ses raiſons ſur l'omiſſion du titre de Roi de Navarre. 592. Ses craintes ſur l'Evêque de Spire. 597. Et ſur le Comte d'Harcourt. *ib.* Sur l'affaire de l'Electeur de Tréves. 598. De quelle maniére il veut qu'on lui communique les plaintes. 604. Sa Conférence avec les Députez des Etats lors de la communication. 606. Son Mémoire ſur les Griefs de la France. 623. Ordres qu'il donne à Philipsbourg. 634. Il envoye les portraits des Princeſſes d'Allemagne. *ib.* Sa Lettre au Maréchal de la Ferté. 635. Son Mémoire à la Diéte ſur l'Inveſtiture du Duc de Savoye. 637. Envoye un détail de ce qui ſe paſſe France. 560.

W.

WARLUZEL (le Baron de) Teneur d'une Requête qu'il préſente à la Cour de France. 651.

Werbe. Occupée par les Suedois. 558. Moyens de leur faire rendre cette Place. 646. Cette affaire terminée. 675.

Weſtphalie (le Cercle de) Fait des levées contre le Duc de Lorraine. 558. Secours qu'il deſtine à l'Electeur de Cologne. 654.

WURTZBOURG (l'Evéque de) Elu Electeur de Mayence. 519. Son Député contraire à la France. 676.

FIN.

ANT 1317857

Digitized by Google